CINQUIÈME ANNÉE, N° 1 — DIX CENTIMES — DU 29 AVRIL AU 5 MAI 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

CONSTATATIONS

Il est plus facile, disait dernièrement Clémenceau, de faire dix révolutions que de changer la mentalité d'un peuple. Ceci est d'une telle évidence que l'auteur de cette constatation a lui-même très peu modifié la sienne, que nous sachions, sur l'armée et certaines institutions politiques et sociales, qui, cependant, ont dû lui apparaître, depuis dix-huit mois, sous des aspects qu'il ne connaissait pas encore.

Aussi sommes-nous de cet avis, que la lutte la plus difficile à soutenir est bien en effet la lutte contre soi-même, c'est de se défaire des idées du passé, des traditions que nous a léguées une éducation fausse, défectueuse; de modifier les conceptions que nous avons de la vie.

Devant ces obstacles à notre évolution que chacun peut cependant briser pour peu qu'il s'en donne la peine, s'arrêtent des hommes courageux, trempés pour la lutte. Nous les voyons tous les jours faire des critiques pleines de bon sens et de logique contre telle institution, mais, le ressort de la volonté insuffisamment tendu, ils s'arrêtent à ces critiques, et souvent même, craignant d'avoir été trop loin, ils essayent ensuite de justifier la hardiesse de leurs arguments en protestant de leur amour pour l'institution qu'ils ont attaquée, en déclarant qu'ils veulent la réparer, que c'est dans son propre intérêt qu'ils agissent ainsi.

Voilà, en quelque sorte, le petit jeu auquel nous assistons depuis dix-huit mois contre le militarisme et autres branches de l'Etat.

On sent, par ces protestations, que tout un passé pèse sur eux et les écrase, qu'ils ne savent se dégager — quoi qu'ils en disent — des conventions, des préjugés sous le poids desquels ils plient; que c'est là l'unique raison pour laquelle ils s'arrêtent à mi-chemin.

Certes, il est difficile, nous en convenons, de se séparer sans douleur de ses croyances, de sa foi; d'abandonner ses rêves, son idéal; d'autant qu'on ne nous a pas habitués à ce travail. Toute notre éducation, au contraire, est conservatrice et consiste à faire de nous des admirateurs, des défenseurs du passé, du *bon vieux temps;* de perpétuer ce qu'ont fait nos pères, de conserver intact, pour les générations de demain, le bagage d'erreurs et de mensonges qu'ils nous ont confié; au point que si nous suivions à la lettre cet enseignement, nous en serions encore aux temps préhistoriques.

Toutefois, ceux qui *ont* tant soit peu évolué devraient savoir qu'à la douleur de ces amputations *indispensables* pour progresser succède la joie, la satisfaction de s'être affranchi d'idées fausses; d'avoir élargi le cercle de ses connaissances, conquis sur soi-même des parcelles de vérité et de lumière, et de pouvoir ainsi mieux formuler ses idées. Satisfactions d'autant plus précieuses que nul ne peut vous les ravir; conquêtes des plus importantes, qui développent la volonté, élèvent l'individu, trempent son tempérament, forment des hommes contre lesquels les gouvernements les mieux armés viennent se briser et auxquels les institutions les plus solides ne résistent pas.

Ah oui! si les hommes savaient vouloir! s'ils comprenaient que là est la solution de tous les problèmes! S'ils savaient développer cette volonté, que toutes les lois sociales ont pour mission de briser et sans laquelle on ne peut rien, afin de projeter la lumière dans les coins les plus sombres, de clamer la vérité dans toutes les circonstances et sans ménagement pour personne, il en serait bientôt fait de la criminelle organisation sous laquelle agonise l'humanité. Les gouvernants le savent bien et le prouvent par leur attitude chaque fois que l'occasion s'en présente.

Regardons ce que *J'accuse* de Zola a produit. Quoique écrit avec beaucoup de réserve selon nous, l'institution visée n'étant pas particulière à la France, le vieux monde tout entier en ressentit les effets, tant la force de la vérité est puissante, et c'eût été bien pire si Zola eût attaqué de front le militarisme, au lieu de s'arrêter à quelques personnalités; néanmoins, ce simple écrit a produit dans le clan des jésuites en robe et en képi l'effet d'un flambeau apparaissant subitement dans un endroit obscur habité par des oiseaux de nuit. Tous les parasites, les fainéants, les propres à rien en ont été affolés; ils ont crié à l'abomination de la désolation! ils ont employé tous les moyens pour empêcher que la lumière ne pénètre dans leur antre, mais inutilement; du fait de ces quelques vérités, le militarisme déshabillé, quelques-unes de ses plaies mises à nu, est apparu comme une honte des temps modernes.

Des hommes, qui jusque-là l'avaient vénéré, cajolé, ont été contraints d'avouer que sous ses dehors brillants, astiqués, il y avait de la boue, des cadavres. Seulement, victimes de cette éducation dont nous parlons, ils n'ont pas compris qu'il ne pouvait pas y avoir autre chose; ils ont essayé d'atténuer l'importance des accusations en prétendant que le mal est dû aux hommes plutôt qu'à l'institution; ne comprenant pas que cette institution de meurtre, de cannibalisme porte en elle les germes de démoralisation, de mentalité sauvage dont sont atteints les chefs qui ont motivé cette campagne et que déplacer ces chefs ou les supprimer n'est pas une solution, que la cause persistera, démoralisera ceux qui les remplaceront; et alors, ils ont indiqué comme remède : une réduction du service, des traitements moins inhumains pour le soldat, l'abolition des conseils de guerre *en temps de paix*, etc., etc.; des réformes en un mot qui, semblables à toutes les réformes, prolongent le mal sans le supprimer et font croire au peuple, malheureusement toujours trop crédule, que l'institution est nécessaire.

Après l'étalage de quantités de saletés et la virulence des premières polémiques, nous fûmes un peu surpris par ces déconcertantes conclusions, car, devant une semblable situation, il ne peut pas être question de réformes, petites ou grandes; « un membre gangrené, ça se brûle, et ça se coupe simplement, brutalement ».

Heureusement que depuis dix-huit mois, par l'insistance, l'entêtement stupides des empanachés à vouloir nous faire voir blanc ce qui est noir, tant de nouveaux crimes ont été découverts, tant d'infamies nouvelles connues, de boue remuée — au point que, si cela continue, Esterhazy lui-même apparaîtra sous peu comme quelque chose d'à peu près propre à côté de ses complices — que quelques-uns de ceux qui ont bataillé dans cette affaire se décident enfin à formuler ces conclusions qui sont nôtres : l'abolition pure et simple du militarisme.

Ceci donne espoir, nous porte à croire que l'idée marche quand même, qu'elle pénètrera désormais dans les milieux les plus divers et qu'il faudra bien que tous les hommes honnêtes et de bon sens comprennent que cette conclusion est la seule logique et la seule possible.

A. ROMERO.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME (1)

XV

Joseph Dejacques. — Association internationale de la démocratie socialiste (1848-1860).

(Suite et fin)

La même clarté distingue son analyse de l'état politique et social contemporain. Pour Dejacques, la misère des masses laborieuses était une monstruosité qu'il partageait avec ses frères ouvriers. « Je connais aussi, dit-il, par expérience le froid et la misère. » (P. 10.) En sa qualité de combattant sur les barricades de Juin, il connaissait aussi avec quelle atrocité la bourgeoisie et la république imposaient au peuple l'ordre d'exploitation et d'esclavage social. —

(1) Voir les numéros précédents à partir du numéro 11.

« Juin, cette Jacquerie du dix-neuvième siècle, protesta contre les modernes abus du nouveau seigneur. Le viol du droit au travail et du droit à l'amour, l'exploitation de l'homme, de la femme par l'or souleva le prolétariat et lui mit les armes à la main... Plus de trente mille rebelles, hommes, femmes et enfants, furent jetés aux oubliettes des pontons et des casemates. D'innombrables prisonniers furent fusillés, au mépris d'une affiche... (p. 60). Jamais, depuis que le monde est monde, on n'avait vu pareille tuerie (p. 61). On crut avoir anéanti le socialisme dans le sang. On venait, au contraire, de lui donner le baptême de vie! Ecrasé sur la place publique, *il se réfugia dans les clubs, dans les ateliers* (p. 62).

« Juges, mouchards, législateurs et bourreaux, espionnez, déportez, guillotinez cette pullulation de mécontents qui, à l'encontre de nous, grignoteurs et dévorateurs de budgets, ne pensent pas que tout est pour le mieux... (p. 67). Et puis, après?... Empêcherez-vous le soleil de luire et le progrès de suivre son cours? Non, car vous ne pourrez pas faire que l'usure ne soit pas l'usure, que la misère ne soit pas la misère, que la banqueroute ne soit pas la banqueroute, et que la révolution ne soit pas la révolution (p. 69).

« O bourgeois, vous qui n'avez jamais rien produit que des exactions.... souvenez-vous de Juin! vous criera-t-on. Œil pour œil et dent pour dent!...

« Ah! toujours le fer et le plomb et le feu! Toujours le fratricide entre les hommes! Toujours des vainqueurs et des vaincus! Quand donc cessera le temps des sanglantes épreuves? A force de manger des cadavres, la civilisation ne mourra-t-elle pas enfin d'indigestion?...

« Quand les hommes comprendront-ils que l'autorité c'est le mal;

« Que la propriété, qui est aussi de l'autorité, c'est le mal;

« Que la famille, qui est encore de l'autorité, c'est le mal;

« Que la religion, qui est toujours de l'autorité, c'est le mal;

« Que la légalité, la constitutionnalité, la réglementalité, la contractionnalité, qui toutes sont de l'autorité, c'est le mal, encore le mal, toujours le mal!

« Génie de l'anarchie, esprit des siècles futurs, délivrez-nous du mal!! » (Pages 70-71.)

Telles étaient les idées socialistes et révolutionnaires que professaient les meilleurs représentants du prolétariat français de ce temps. Comme dit Dejacques, « écrasé sur la place publique, le socialisme se réfugia dans les clubs, dans les ateliers ». Les survivants des combats sanglants les emportèrent avec eux en exil en Angleterre, dans les Etats-Unis, les deux pays où la réaction continentale, guidée par les repris de justice bonapartistes, ne pouvait pas les étrangler. Ils ont rencontré à Londres les réfugiés des autres nationalités, les survivants des révolutions italienne, hongroise, allemande, autrichienne. Parmi ces compagnons d'exil, ils ont trouvé non seulement les révolutionnaires politiques et démocrates, mais aussi socialistes, aussi ouvriers qui pensaient sur la nécessité d'entente, d'unité et de solidarité révolutionnaire internationale. Les proscrits ne tardèrent pas à s'entendre et la première Association Internationale de la démocratie socialiste était organisée. Les revendications de l'Association étaient franchement socialistes. Aussi ont-ils été attaqués par le grand révolutionnaire politique Mazzini, qui, imbu de préjugés religieux, absorbé par la lutte sublime d'indépendance nationale, n'était pas capable de comprendre ni la science moderne, ni le socialisme.

Dans le journal de J. Dejacques *le Libertaire* (n° 10 de 1859), l'Internationale de la démocratie socialiste protestait contre les attaques du grand patriote italien. La protestation était signée :

« Au nom de l'Association Internationale : J. Macky, secrétaire général; Brichard, F. Girard, J.-F. Clarke, J. Daminney, A. Herben, C. Young, N. Ulrich, Cranier, Calay, L. Forbes. »

Dans le n° 13 du *Libertaire*, nous trouvons les statuts de l'Association modifiés. Mais, sur ses statuts et son rôle dans le mouvement socialiste, nous parlerons dans la seconde partie de cet aperçu historique. A présent je veux seulement indiquer que le journal de Dejacques et les nouvelles sur la solidarité internationale, sur la création d'une Association de la démocratie socialiste pénétraient en France malgré la terreur et l'oppression bonapartiste. Les démocrates socialistes, selon Proudhon (1), ont eu pour eux la moitié de la France en 1849. Terrorisés par la proscription, les ouvriers se groupaient en de petits comités intimes. Ils lisaient les publications prohibées, étudiaient la question sociale, surtout le système mutualiste de Proudhon. Aussi, quand la réaction fut forcée, vers 1860, de céder aux réclamations libérales de la société et de la démocratie, apparurent immédiatement des groupes ouvriers socialistes aptes à continuer le mouvement socialiste interrompu en 1849. Parmi ces groupes, il y avait des ouvriers tout prêts à entreprendre la création d'un pacte fraternel entre les travailleurs du monde civilisé.

En 1862, à l'Exposition universelle de Londres, les délégués du travail de Paris se rencontrèrent avec les trades-unionistes anglais. Les mutualistes qui voulaient substituer à l'Etat l'organisation industrielle et les hommes des trades-unions se comprirent bien les uns les autres, et la création de la grande Association Internationale des travailleurs était décidée en principe.

W. TCHERKESOFF.

SALARIAT ET PROSTITUTION

On oppose, d'ordinaire, le travail à la prostitution.

Entendons-nous. Quel travail? Le travail libre? Oui. Le travail salarié? Non. Le travail salarié ne peut pas s'opposer à la prostitution, parce qu'il est, en définitive, la même chose. Tout travail salarié est une prostitution, parce que, en louant son travail, c'est toujours son corps — muscles ou cerveau — qu'on loue.

Prêter son corps contre argent, c'est, de toute façon, s'avilir; et l'esclavage du manœuvre est de même nature que celui de la courtisane. Pourtant, il y a des degrés dans l'avilissement, et ce que je reproche surtout à la prostitution, c'est qu'elle entraîne après elle une déchéance morale profonde.

En réalité, le discours que le maître tient à la serve est tel : « Voici une pièce de monnaie pour ta journée : mets-toi là, et fais faire à ton corps ce que je te dirai de lui faire faire. » Tantôt il commande à ses pieds de faire aller la pédale, à ses doigts de tailler et de coudre; et tantôt c'est autre chose. Il y a une différence, j'entends; mais elle n'est pas si grande qu'on veut bien le dire.

La démarcation entre le travail salarié et la prostitution est si légère, que, dans presque tous les métierss féminins, l'une apparaît comme le complément obligé de l'autre. Beaucoup de jeunes ouvrières qui, tout le jour, travaillent, et que leur travail ne suffit pas à faire vivre, le soir venu, descendent au boulevard, et demandent aux rencontres masculines le supplément de salaire qu'exige leur entretien. Elles ne font pas autre chose que ce que fait l'employé qui, sa journée finie, s'en va tenir ailleurs des écritures. Tous deux remédient par là, autant que faire se peut, à l'insuffisance de leur solde.

Si la femme va plutôt à la prostitution qu'à une autre besogne, ce n'est pas tant, croyez-le bien, parce que c'est une besogne plus facile ou plus agréable (car, à vrai dire, le métier de prostituée offre autant et plus de risques que tout autre); c'est surtout parce que la galanterie, comme tous les emplois du monde, est soumise à l'offre et à la demande, et que ce travail-là est très demandé.

L'assimilation de la prostitution au travail salarié est complète. La fille, comme le mineur et le maçon, dit : « Mon travail. » Elle considère son argent comme gagné, bien gagné, et vous l'encoléreriez fort en soutenant le contraire. J'ai déjà dit que la prostitution était régie par la loi de l'offre et de la demande. Elle est aussi, comme tous les métiers, en proie à la concurrence, même à celle de l'Etat. Dans le commerce de la prostitution, comme en tant d'autres, l'Etat a ses maisons à lui. Il a, en outre, toute une armée de prostituées à ses ordres; il enrégimente toutes celles sur qui il peut mettre la main; et ces prostituées officielles, comme les commerçants, ont une patente : leur carte.

La prostitution et le travail salarié sont toujours deux choses analogues; parfois c'est une seule et même chose. Non seulement la prostitution est pour la femme un moyen de remédier à l'insuffisance de sa paye, c'est aussi, très souvent, une annexe de son travail même, une clause tacite du contrat qui la lie à son maître. Aussi l'ouvrière ou la bonne ne s'étonne pas outre mesure, quand « Monsieur » vient réclamer, en sus de son labeur, sa complaisance.

De même que l'employé zélé n'hésite pas à faire des heures de plus pour satisfaire son employeur, de même la salariée se résout, pour contenter le patron, à une besogne un peu différente, à quelques instants de travail par-dessus le marché. Elle envisage cela comme une nécessité du métier; elle se rend parfaitement compte qu'étant propriétaire de ses membres, le maître l'est aussi de son sexe, et qu'en se louant, elle n'a pas loué telle ou telle partie d'elle-même, mais son corps tout entier.

Beaucoup de pauvres filles, nées dans l'esclavage, se résignent à cet esclavage. Elles aimeraient seulement que, pour tant de services tirés d'elles, on le payât un peu plus.

R. C.

MOUVEMENT OUVRIER

Les mineurs belges sont en train de nous donner un bel exemple de ce que peut la solidarité ouvrière contre l'avidité capitaliste.

La grève est à peu près générale dans tous les charbonnages, et l'on peut évaluer à environ quatre-vingt mille le nombre des ouvriers qui ont quitté le travail. Si la grève continue quelques jours encore, la plus grande partie des usines de métallurgie seront obligées d'interrompre leurs travaux et des centaines de mille d'ouvriers chômeront. De grosses commandes ont été faites à l'étranger pour parer à la situation, mais il est peu probable que cela soit suffisant.

Il semble que les ouvriers ont réellement choisi le moment propice pour faire aboutir leurs revendications. En effet, depuis quelques années la situation des charbonnages est on ne peut plus prospère. Les actionnaires touchent des dividendes énormes (certaines actions de mines émises à 500 francs en valent aujourd'hui 10.000), pendant que le salaire des mineurs a peu ou presque pas varié.

L'augmentation de salaire réclamée par les ouvriers varie, suivant les exploitations, de 10 à 20 p. 100. Chaque jour les associations patronales font publier par des journaux à leur solde des échelles de salaires tout à fait fictives. Ce qui est vrai, c'est que malgré une situation excellente les salaires n'ont pas changé et ce n'est qu'acculés que les ouvriers se sont décidés à faire grève malgré les exhortations de certains poli-

---

(1) *Les Confessions d'un révolutionnaire*, Paris, 1849. Il est à remarquer que les calomniateurs de Proudhon, les démocrates socialistes allemands, lui ont emprunté même le titre de leur parti!

ticiens qui, il y a quinze jours à peine, tâchaient de les en dissuader; mais leurs conseils n'ont pas été suivis. Des réunions sont tenues chaque jour, et la grève y est acclamée avec enthousiasme. Les députés socialistes ont forcément suivi le mouvement et se prodiguent dans les meetings pour prêcher le calme. Heureusement les mineurs ne partagent pas tout à fait leur manière de voir, et sentent très bien que pour faire aboutir leurs revendications il ne suffira pas de demander, mais qu'il leur faudra les imposer.

Des collisions ont eu lieu avec la gendarmerie dans plusieurs endroits et, comme de juste, des arrestations ont suivi. Il paraît même qu'à Dompremy la dynamite a parlé, endommageant fortement la maison d'un maître porion. Près de Charleroi, les grévistes ont assailli la maison d'un entrepreneur de travaux. Ils ont brisé les vitres, enfoncé les portes et fortement maltraité des ouvriers qui avaient pris la défense de l'entrepreneur.

A Jemeppe, près de Liège, les ouvriers sont très surexcités contre quelques malheureux imbéciles qui continuent à travailler; l'un d'eux a été trouvé inanimé, la tête ensanglantée.

Des mesures de désordre sont prises partout, les troupes sont consignées, prêtes à marcher; aussi faut-il s'attendre à de graves incidents, surtout si les patrons ne veulent pas capituler, et que la grève ne soit pas finie pour le 1er mai.

Au dernier moment l'on vient d'apprendre que le gouvernement, craignant que l'agitation ne gagne tout le pays, vient de convoquer le conseil supérieur de l'industrie pour aviser des mesures à prendre. Espérons que les mineurs ne se laisseront pas duper une fois de plus, qu'ils tiendront bien ferme leurs réclamations. Comme nous le disions plus haut, ils ont su choisir admirablement leur moment; la situation est exceptionnelle, à eux d'en profiter.

Certes, une malheureuse augmentation de salaire ne changera pas grand'chose à leur sort; mais, à sortir vainqueur de luttes inégales, l'on prend confiance en soi-même : nul doute que les mineurs belges, cette première victoire acquise, ne se préparent à de nouveaux combats qui, une fois pour toutes, mettront fin à l'avidité de leurs exploiteurs.

P. Delesalle.

L'INDIVIDU PROTESTE

Rois, qui dites tenir de Dieu votre pouvoir, montrez-moi vos lettres de créance. S'il est vrai que votre autorité soit de droit divin, vous devez pouvoir en produire des marques certaines; car il n'est pas possible que Celui qui vous envoie pour régner sur nous vous expose à être méconnus et à passer pour des imposteurs aux yeux de vos sujets. De grâce, pour votre dignité et pour le respect du Très-Haut, dissipez ce doute insultant. Prouvez-moi qu'il y a un Dieu, que ce Dieu me parle par votre bouche, et je vous obéirai. — Sinon, je croirai et je dirai à tous que vous êtes des bandits venus pour voler et opprimer vos frères, et, tant que l'un de vous existera, je le traquerai sans pitié par toute la terre.

Républiques, qui prétendez ne gouverner qu'au nom du peuple, vous ne gouvernez toujours pas en mon nom, car je n'ai voté pour personne. Je n'ai point apposé ma signature à ce que vous appelez le contrat social; je n'ai pris aucun engagement envers vous. D'où vient donc que vous me forcez à obéir, comme un simple esclave, à des lois que je n'ai ni faites ni approuvées? Mais je suis accommodant. Prouvez-moi seulement que vos codes sont équitables et vos juges impartiaux, prouvez-moi que vos législateurs sont honnêtes et vos fonctionnaires intègres; et que le peuple, par qui et pour qui vous existez, est heureux sous votre tutelle. Prouvez-moi, ô Démocraties, que jamais, vous régnantes, l'arbitraire n'attente à la liberté des citoyens; que le hasard de la fortune ou du rang ne trouble en rien l'égalité prescrite; que ce n'est pas contrevenir à la fraternité que de tuer de pauvres gens qui se plaignent d'être fatigués et d'avoir faim. Prouvez-moi que vous ne mentez pas en faisant graver sur les murs la triple devise, et je vous obéirai. — Mais si je m'aperçois que vos actes contredisent vos paroles, et que vous trompez le peuple pour mieux l'asservir, ainsi que faisaient — moins hypocritement — les rois vos prédécesseurs, alors malheur à vous, gouvernements lâches et fourbes : car je vous renverserai de fond en comble, sous quelque forme que vous renaissiez!

René Chaughi.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Dangereux exemple. — Mme Ponsot, mère de sept enfants, commande chez un pâtissier un poulet, un moka et un saint-honoré. Quand on les apporte, elle les fait déposer sur la table, autour de laquelle sont rangés les sept enfants. La mère invite alors le petit pâtissier à la suivre au « bureau » pour se faire payer. Le bureau en question était le bureau du commissaire de police, devant qui elle fournit les explications suivantes : « Les enfants avaient faim. Ce n'est pas parce que je n'ai pas le sou qu'ils doivent crever. Ils mangent en ce moment; quant au commerçant qui a fourni le dîner, je ne puis le payer. »

Pour cet acte de hardiesse maternelle, le tribunal a condamné Mme Ponsot à quatre mois de prison par défaut.

Ce que ne peuvent digérer les bonnes âmes qui eussent excusé, peut-être, la mère volant un pain pour nourrir ses petits, c'est le poulet et les gâteaux. Ce luxe dans le vol les horripile. Car le vol doit être humble, « mendigotique », quand il est occasionné par la misère. Qu'un élégant rastaquouère accumule des « poufs » de plusieurs centaines de mille francs, passe!

La morale et l'hypocrisie bourgeoise conservent toutes leurs rigueurs contre le malheureux qui, bien que sans le sou, affirme son droit au bien-être. Mme Ponsot a pensé que le refus à elle opposé par ceux qui détiennent les moyens de production de lui laisser en user, n'était pas une raison suffisante pour priver ses enfants des joies accordées aux enfants riches, et a hardiment affirmé le droit de ses petits, non seulement au bien-être, mais au luxe, à la beauté.

Au point de vue légal, elle a eu tort. Mais au point de vue naturel et maternel?...

André Girard.

⁂

L'Amour. — Deux jeunes gens viennent de se suicider à Asnières : un jeune homme de trente ans et une jeune fille de quinze ans, sa nièce. C'est un fait tellement fréquent qu'il est devenu banal. Ils s'aimaient, mais le jeune homme était marié, et ne pouvant s'aimer au grand jour ils se sont tués. La morale bourgeoise est-elle satisfaite? La nôtre, pas. L'union vraiment morale est celle qui repose sur l'amour, et non celle qui se base sur des simagrées officielles. Ce jeune homme et cette jeune femme étaient donc véritablement mariés, puisqu'ils s'aimaient; et c'est l'autre mariage qui était honteux, étant sans amour.

On se demande comment des suicides de ce genre sont aussi fréquents? On se demande comment des jeunes gens qui s'aiment — qui s'aiment au point de renoncer à la vie — ne comprennent pas qu'ils ont le droit de s'aimer et de vivre, et n'ont pas le courage de se révolter contre les imbéciles qui les entourent?

C'est qu'au pouvoir et à ceux qui en profitent, il faut des sujets bien obéissants, et qu'on prend soin, dès notre plus bas âge, de briser en nous toute énergie.

⁂

La misère. — Dans un café de la rue Notre-Dame-de-Lorette, un homme d'environ quarante-cinq ans, ayant demandé de quoi écrire, rédigea une lettre où il expliquait n'avoir plus de ressources et être abandonné de ses parents et de sa sœur, qui lui refusaient des secours. Puis il sortit de sa poche un couteau de cuisine, s'en frappa au cœur, et tomba mort.

⁂

La religion. — Sur le lac d'Annecy, à 5 heures du soir, par un gros temps, les passagers du vapeur *Allobroge* entendirent des cris de détresse et virent au loin un bateau à voiles chaviré et trois hommes à l'eau, s'efforçant de surnager. Le capitaine du vapeur, comme un vulgaire laïc sans grande morale, fit changer la direction pour aller à leur secours, vers le parage dangereux. Mais un prêtre était là, un de ces hommes qui professent une très pure morale toute de dévouement et de sacrifice. Il protesta vivement auprès du capitaine, disant qu'il n'avait pas le droit d'exposer l'existence de ses passagers, et qu'il fallait abandonner à leur sort les trois hommes en train de se noyer là-bas. On les sauva tout de même; et sans doute qu'après cela, notre digne ecclésiastique en fit une prière et engagea les assistants à remercier la divine Providence.

C'est là encore un exemple qui montre bien qu'on ne peut se reposer sur la moralité d'un homme que lorsqu'elle émane de lui-même, de lui seul, à l'exclusion de toute volonté extérieure.

⁂

Le militarisme. — Il y a quelques mois, un soldat du 112e d'infanterie, à l'île Sainte-Marguerite, Pierre Calendat, avait essayé de se suicider en se jetant du haut du fort sur les rochers de l'île. Il n'avait réussi qu'à se blesser. Il vient de mieux réussir, cette fois-ci : il s'est pendu après la planche à pain de sa chambrée. Encore un à qui la caserne était trop douce, et qui s'y plaisait tant, tant, qu'il n'a pu supporter l'idée d'avoir à la quitter un jour. Vive la caserne!

Un ancien sous-officier de cavalerie, Gabriel Lemonais, était employé dans plusieurs manèges. Monter à cheval : c'est la seule chose que la caserne, dans sa forte éducation civique, lui avait apprise. Caracolant et la moustache en croc, notre beau sous-off fit un jour tourner la tête d'une vieille folle, abêtie par les tristesses du veuvage. Or, en plus de l'équitation, chacun sait que nos sous-officiers possèdent des sentiments moraux remarquablement élevés. Celui-ci résolut donc de mettre à profit sa vieille conquête, et, durant qu'elle se morfondait à l'attendre dans un restaurant, lui, la moustache en croc, dévalisa son appartement et s'en alla avec 12.000 francs de valeurs. Vive l'armée!

R. Ch.

⁂

L'armée est une grande famille, c'est entendu. Les officiers sont des pères pour leurs soldats, c'est convenu depuis longtemps. Le petit fait suivant le prouve mieux que toutes les théories que nous pourrions facilement édifier sur ce thème.

Samedi dernier, au cours de manœuvres auxquelles participaient, en raison de la présence des réservistes, les bataillons du 88e de ligne, casernés à Auch et à Mirande, le colonel Méric de Bellefon, qui se trouvait sur un plateau élevé, entendit plusieurs balles siffler à ses oreilles; il fit aussitôt cesser le feu et passa les troupes en revue sur le terrain de manœuvre.

Le colonel Méric de Bellefon a passé la journée d'hier à Mirande pour faire une enquête. Les résultats n'en sont pas encore connus.

Souhaitons, du reste, qu'ils ne le soient jamais.

Peut-être, par contre, pourrait-on nous renseigner sur la cause, cela serait plus intéressant à connaître.

P. D.

Bohême.

Les troubles nationalistes en Bohême se développent de plus en plus. Les social-démocrates sont en pleine activité parlementaire et d'organisation des ouvriers. On ne sait rien de ce qui se fait.

Malgré tout cela, nos camarades tchèques font de l'agitation par la plume et par la parole. Le journal

Omladina paraît maintenant régulièrement et à Prague s'épanouit le mouvement coopératiste. Le camarade Vohryzek a tenu plusieurs conférences dans la Bohême du Nord. On peut dire que notre mouvement marche assez bien en Bohême. Mais la police, comme partout, est aussi active : plusieurs arrestations en ces derniers temps le prouvent.

A Nachod a eu lieu la grève des tisserands. La troupe y a été expédiée. Deux bataillons ont été consignés de Josefov à Nachod.

Le camarade Rosak, ex-rédacteur du *Prolétar*, est condamné à trois jours de prison. Il sortait d'en faire deux mois déjà. Ce camarade est plutôt trouvé en prison que chez lui.

Le rédacteur Opletal, de *Matice delnicka*, à Vienne, a été exilé de Vienne. Le *Delnické Listy*, à Chicago, ne paraît plus. Le mouvement tchèque en Amérique est un peu désorganisé, mais, comme le *Volné Listy* l'a annoncé dans son dernier numéro, la crise est finie.

Et c'est bien, parce qu'il y a encore beaucoup à faire dans le mouvement tchèque.

V. H.

A NOS ABONNÉS

La souscription de nombre d'entre eux finissant avec ce numéro, nous les prévenons qu'il sera pris remboursement sur eux à la fin de la quinzaine. — Prière à ceux qui ne seraient pas en mesure de nous avertir.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Quand paraîtra ce numéro, la conférence aura eu lieu et la tombola sera tirée. Nous en donnerons le compte rendu dans le prochain numéro, avec la liste des lots qui nous seront parvenus d'ici jeudi.

Nous donnons aujourd'hui, en addition à ceux déjà publiés, la liste de ceux reçus jusqu'au mardi matin :

Un sabot breton, don du camarade Ksulec, de Rennes.
Quatre morceaux de musique, don du camarade Dupin.
1 exempl. *Conquête du Pain*, du camarade Brenot, à Rennes.
2 études du camarade Rodolphe Pissarro.
1 exempl. de la *Fileuse* de Millet, eau-forte par E. Daumont.
1 exempl. de la *Paie des moissonneurs*, eau-forte, don de Daumont.
Une aquarelle, par E. Daumont.
Deux sacs à ouvrage brodés par Sacha Kropotkine.
Un dessin à la plume encadré par Jean Garan.
Un bon pour un grand portrait au fusain d'après la photographie que remettra le gagnant, don de R. M.
15 collections de la *Science pour rien* (11 numéros).
Un abonnement aux *Temps Nouveaux*, don du camarade F.
Une lanterne de vestibule, don du camarade Thériez.
2 paires d'espadrilles et 2 calottes, don d'un camarade tailleur.
Une année du *Bulletin de l'Office du Travail*, don du camarade Guérard.
Un cadre en peluche avec chevalet, don du camarade Dénéchère.
Un petit encrier et une bourse en cordonnet soie, don de la compagne Gallet, à Saint-Etienne.
2 cordeaux de chanvre pour la grande lessive, don du camarade Montgourdin.
Une douzaine de fromages du Dauphiné, don du camarade Jean des Bois.
1 vol. *Histoire de la Bastille*, par A. Arnoult, Alboize et A. Maquet, don de Mme Ariol.
3 volumes, don du camarade Sadier.

∴

Groupe des E. S. R. I. — Réunion tous les mercredis, à 8 h. 1/2, 5, rue de l'Arbalète.

∴

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — Mercredi 26 avril, à 8 h. 1/2 : *La Science et la Liberté*.

Vendredi 28, à 8 h. 1/2. — Laurent Tailhade : *Le Théâtre de Racine. Phèdre.*

Samedi 29, à 8 h. 1/2. — Albert Bloch : *La Matière et l'Energie* (1re causerie).

La semaine prochaine, conférences par les camarades Henri Rainaldy, A. Dériot, Albert Bloch, Laurent Tailhade.

La bibliothèque est ouverte tous les soirs. Conférences, causeries, etc.

∴

Amiens. — Tous les samedis, à 8 heures, groupe d'études au *Cent de Piquet*, faubourg du Cours.

Dimanche 7 mai, réunion à 7 heures, communication urgente, tous les camarades sont priés d'être exacts.

∴

Bordeaux. — Aux anarchistes de Bordeaux !

Samedi 29 avril, à 8 h. 1/2 du soir, rue des Augustins, à l'ancien café de Russie, dans le sous-sol, au groupe, réunion de tous les libertaires pour un but déterminé :

L'attitude des compagnons en l'affaire Dreyfus.
La vitalité de la presse anarchiste.
Communications importantes d'un camarade.
Urgence.

BOITE AUX ORDURES

On évalue leur nombre (des vagabonds) à plus de cent mille.

C'est une véritable armée qui nous encombre et nous exploite.

Expédiez cela au Tonkin, à Madagascar, au Congo. Ces gens ont chance, en y travaillant, de reconquérir une valeur morale.

Que si, d'aventure, ils crèvent en continuant là-bas leur vie inutile, ce ne sera pas un grand dommage !

Paul de Cassagnac (*L'Autorité*).

VIENT DE PARAITRE :

L'Humanisphère, par Joseph Dejacques, à la *Bibliothèque des Temps Nouveaux* de Bruxelles ; 1 vol., 190 pages. En vente au bureau du journal, prix : 1 franc, par la poste 1 fr. 20.

La Commune, par M. Bakounine, éditée par le groupe des E. S. R. I., 1 broch., 0 fr. 15 franco, 0 fr. 10 au bureau du journal.

AVIS

Le 14e dessin de notre collection, *La Guerre*, par Maurin, vient de nous être livré par l'imprimeur : nous le mettons en vente au prix de 1 fr. 25 pris au bureau du journal ou 1 fr. 40 par la poste.

L'exemplaire de luxe, 3 francs.

Portrait de *Cafiero*, gravé par Barbottin. L'épreuve en simili-japon, 0 fr. 50 ; en tube, franco 0 fr. 60.

Déjà parus, dans la série sur hollande :

Proudhon, en tube, franco... 0 fr. 60
Bakounine, — ... 0 fr. 60

Dernières brochures parues : *Les Déclarations* d'Etiévant, couverture par Jehannet ; *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, couverture de Rysselbergh ; *La Propagande socialiste*, par P. Lavroff ; *La Mesure du temps*, par Stackelberg, couverture de Charpentier, 0 fr. 15 l'ex. franco, 7 fr. le cent.

Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris, par Paul Delesalle, 1 broch., 0 fr. 20, en vente au bureau du journal.

Sous la Casaque, par G. Dubois-Desaulle ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock ; dans nos bureaux, 2 fr. 50.

Arabesques, par Retté ; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte ; 2 fr. 75 franco.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 lithographies.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisé). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro* (épuisé). — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac*. — **L'Aube**, *par Jehannet*. — **L'Aurore**, *par Wuillaume*. — **Les Errants**, *par Rysselbergh* (épuisé). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul*. — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce*. — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier*.

Vient de paraître : **La Guerre**, *par Morin*.

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco*	» 15
Un Siècle d'attente, *par Kropotkine*	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce*	» 15
La Grande Révolution, *par Kropotkine*	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
L'Anarchie, *par E. Reclus*	» 15
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel*	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
Dieu et l'État (avec portrait), *par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Éducation et Autorité paternelle, *par A. Girard, avec couverture de Luce*	» 15
La Loi et l'Autorité, *par Kropotkine*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, avec couverture de Wuillaume*	» 15
Déclarations *d'Etiévant, couverture de Jehannet*	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert*	» 20
La Liberté par l'enseignement, *couverture de Wuillaume*	» 10

Les Temps Nouveaux, 1re, 2e et 3e années, complètes : 7 fr. l'année. — Les trois ensemble : 18 francs.

La Révolte, collection complète (plus que trois) : 150 francs.

Il nous reste des 9e année du Révolté, *6e et 7e année de la* Révolte, *que nous laissons au prix de 1 fr. l'année, plus les frais d'envoi, 0 fr. 60 en colis postal.*

Nous avons retrouvé une dizaine de collections des deux numéros parus du *Glaneur anarchiste*. Nous les laissons à 0 fr. 50, franco 0 fr. 65.

Nous avons aussi Gueules noires, *10 dessins de Luce, d'après C. Meunier, 1 fr. 20 franco.*

PETITE CORRESPONDANCE

De Meer. — 2 fr. jusqu'à fin mai.

N., à Lausanne. — Bien reçu.

E. P. — Tous les matins sûrement. Les mercredis et jeudis toute la journée.

C. C. M. — Dans *Ravachol à Caserio*. Voyez aussi dans les *Procès célèbres*, chez Pédone, 13, rue Soufflot.

Reçu pour l'école libertaire : Noël, 1 fr.

Reçu pour le journal : Marcelle et Inglais, 0 fr. 70. — Du groupe anarchiste russe de Genève, 1 fr. — Louis Vurn, 0 fr. 25. — Paul Chéron, 0 fr. 25. — Recolin, 2 fr. — C. C. M., 25 fr. — J. B., 0 fr. 50. — Produit de ventes de livres, 5 fr. 60. — Un cultivateur d'Italie, 1 fr. — Un camarade, 0 fr. 20. — E. P., rue B.-B., 0 fr. 50. — New-York, collecte faite par la compagne Jenny Tanner, 15 fr. — V. P., 10 fr. — N., à Bucarest, 5 fr. — 2 fr. 50. — Merci à tous.

M., à Reims. — C., à Tarare. — B., à Rennes. — R. M. — M., à Luchon. — F. U., à Thonon. — Banque coopérative. — B., à Marseille. — R., à Grenoble. — P., impasse de l'O. — A. M., à Saint-Laurent. — C., à Cavaillon. — Coopérative, Lyon. — A. A. — N., à Bucarest. — G., à Mâcon. — M., à Montuer. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE N° 2 — DIX CENTIMES — DU 6 AU 12 MAI 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'INITIATIVE INDIVIDUELLE

Agir par soi-même, ne pas s'inféoder à tel individu, à tel groupement, agir comme l'on pense, comme l'on sent, sans s'occuper des criailleries ou des anathèmes, voilà ce qui, dès l'abord, s'est théoriquement fait jour dans les conceptions anarchistes.

Je dis théoriquement, parce que, en fait, il s'en faut qu'on se soit absolument débarrassé des vieux errements des organisations passées.

On se réclame de la liberté individuelle, on proclame la libre initiative de l'individu; mais lorsqu'il faut agir, on ne bouge guère; si l'on s'est réunis en groupe, on s'habitue à entendre pérorer deux ou trois individus, toujours les mêmes; on se repose toujours de ce qui est à faire sur celui que, plus actif, on est habitué à voir agir, et il y a, en apparence, peu de chose de changé.

Peu de chose en apparence, mais beaucoup au fond. Une nouvelle aspiration s'est fait jour dans le cerveau humain. Les hommes-providence ont perdu de leur prestige ; une faible lueur, dans le fin fond des cerveaux humains, commence à luire sur le rôle de la personnalité humaine en marche vers son affranchissement.

Certes, cette idée, comme toutes les autres, n'a pas manqué d'avoir ses outranciers. « Initiative, autonomie! » se sont écriés certains, « cela veut dire que je dois marcher seul, sans m'occuper des autres; groupes, sociétés, tout cela c'est vieux jeu, il n'en faut plus, il n'y a plus que mon « Moi » dans l'humanité », je ne dois m'occuper que de ma personne.

Or, l'initiative et l'autonomie peuvent fort bien se concilier avec le groupement. Je n'examinerai ici que l'objection de ceux qui, reconnaissant le principe d'autonomie et d'initiative individuelle, disent qu'ils ne sont applicables que dans une société transformée, mais que, pour le moment, pour lutter avec fruit contre l'ordre social actuel, ils doivent se combiner avec le principe de discipline, accepter une subordination et une soumission momentanée aux vues de certains chefs reconnus ou de certaines majorités!

On nous donne comme exemple la révolution. Vous avez à lutter, nous dit-on, contre des forces organisées, ce serait folie de se lancer en foule contre ces forces, sans coordination aucune, sans plan préalable, chacun de son côté à l'aventure. Il faut une volonté unique, combinant et dirigeant les forces sur les points faibles de l'ennemi, sachant coordonner et faire agir des forces qui seraient impuissantes en restant éparses.

*
* *

Influencés par ce qu'ils ont sous les yeux, les individus oublient ce qui doit être. On oublie qu'à une théorie nouvelle doit correspondre une tactique nouvelle.

En présence des armées formidables que mettent sur pied les gouvernements actuels, les individus se demandent comment il serait possible de leur résister sans leur opposer des forces pareilles. Comment résister à leur tactique, à la précision de leurs mouvements, si nous ne pouvons leur opposer la même précision, le même mécanisme?

Si, pour combattre le pouvoir, nous nous amusions à grouper nos forces en corps d'armée, à jouer aux soldats, en lui livrant des batailles rangées, il est certain qu'il nous faudrait adopter sa tactique et sa hiérarchie; mais ce ne sont pas des batailles rangées qu'il nous faut livrer à l'autorité, c'est la guerre de partisans qu'il nous faut organiser.

Et, chaque fois que les peuples ont voulu sérieusement résister à leurs maîtres, à leurs envahisseurs, c'est en leur opposant une guerre de détail, mais acharnée, continue, de chaque jour, qu'ils réussirent à s'en débarrasser.

Militairement, l'Espagne fut vaincue par Napoléon. Ses armées détruites, son territoire envahi, l'ennemi maître partout. Mais les Espagnols n'avaient pas renoncé à la lutte : chaque maison devint une forteresse, chaque coin de rocher, chaque buisson une embuscade contre l'envahisseur, chaque paysan un soldat qui, patiemment, attendait sa victime et disparaissait le coup fait, devenu insaisissable, protégé par la complicité de tous.

Le soldat isolé était sûr qu'une balle viendrait le frapper; en entrant dans un village, la compagnie savait d'avance qu'elle n'y trouverait ni pain ni eau; la solitude, le vide se faisaient devant le vainqueur, et derrière lui se reformait le flot des persécuteurs invisibles.

La tactique de Napoléon finit par s'y briser. De plus fortes armées que les siennes s'y seraient fondues comme au creuset. Les vainqueurs finirent par être les vaincus.

Et au Mexique, où Badingue était allé réaliser la « grande pensée du règne », cela recommença de même : les batailles rangées donnaient la victoire à l'envahisseur, mais les escarmouches usaient l'armée en détail. Les conquérants durent renoncer à leur proie. Ce qui prouve que la véritable force est en la volonté de l'individu, en son énergie, en son initiative appliquée à propos, avec persévérance et continuité.

*
* *

Et si nous prenons les faits des révolutions passées, n'y voyons-nous pas que le peuple n'est vainqueur que lorsqu'il agit par lui-même, sous la poussée des événements, et battu que lorsqu'il s'est donné des chefs? Chaque fois que la masse se soulève, agit, la première explosion est toujours le fait d'un mouvement spontané, sans chefs, sans mot d'ordre, c'est sous la seule impulsion de la nécessité qui se fait sentir que la foule s'est levée et qu'elle détruit le pouvoir en accomplissant les actes dont l'évidence s'impose. Ce n'est qu'après la victoire qu'apparaissent les chefs!

En 89, pendant que les états généraux discutent, ergotent avec la royauté, que fait la foule soulevée? Une parole est partie d'on ne sait où. Une bouche inconnue a crié : « A la Bastille! » — La Bastille passait pour le rempart de la royauté, incarnait la légende de la tyrannie. — Aussitôt la foule, sans ordres, sans chefs, se rue à l'assaut de la forteresse, organise l'attaque, et la Bastille fut prise.

Lorsqu'on débarrasse le fait de sa légende, on reconnaît que ce fut une bien mince chose par elle-même, mais importante par son effet moral, car elle fit trembler la royauté et donna du cœur au ventre du Tiers, qui, peut-être, n'aurait pas su parler en maître au roi.

Et la marche des femmes sur Versailles! La fermentation soulevait Paris. On accusait la cour d'être, par son éloignement de Paris, cause de la cherté des vivres. On murmurait, affirmant qu'il fallait forcer le roi à revenir à Paris. Un matin, une jeune fille s'empare d'un tambour au poste Saint-Eustache, se met à battre de la caisse, la foule s'amasse, et une armée de femmes s'organise, envahissant l'Hôtel de Ville, bousculant, tant soit peu, les membres de la Commune, les traitant de mauvais citoyens, et parlant de mettre le feu aux paperasses.

Ici arrive Maillard qui les détourne de mettre leur idée à exécution, mais n'y parvient qu'en les conduisant à Versailles, but premier de leur soulèvement.

Et s'il les empêcha d'accomplir leur idée d'épuration à l'Hôtel de Ville, ce ne fut qu'en se laissant entraîner lui-même à Versailles d'où elles ramenèrent la famille royale. Ce qui, du reste, n'avait d'autre importance que de les mettre sous la surveillance directe de la population, et de leur laisser moins de liberté dans leurs menées contre-révolutionnaires.

Au 10 août 92, quand les Parisiens s'emparèrent des Tuileries et firent la famille royale prisonnière, où étaient les chefs : les Danton, les Marat? Eclipsés. La foule est soulevée, un cri part de ses rangs, — l'obstacle à la révolution, c'est le roi, c'est son entourage : Aux Tuileries! Et la foule se rue sur la maison royale, passe sur le ventre des gardes du corps, défonce les portes et force le roi à se constituer prisonnier

de l'Assemblée nationale qui ne s'en dessaisira que pour le livrer à l'échafaud.

A ce moment-là, personne en commandait. Celui qui avait la compréhension plus vive des choses indiquait où il fallait frapper, la foule suivait. Ici, c'en était un; là-bas, c'en était un autre. En ces moments l'individu ne compte pas, c'est l'inspiration que l'on suit; la meilleure preuve c'est que, l'action passée, on ignore d'où est venue l'initiative.

En 1830, 1848, le 18 mars 71, à chaque fois c'est la victoire de la foule anonyme qui descelle les pavés, renverse ceux qui l'oppriment, va d'elle-même où il faut frapper. Elle n'est vaincue que de l'instant où elle a été assez bête pour confier sa direction à des chefs qui hésitent, tergiversent, attendent son impulsion, alors qu'elle attend leurs ordres, ou ne se servent du pouvoir qui leur a été confié que pour lui remettre le licou sur les épaules.

∴

Cela me rappelle d'autres faits moins saillants, mais tout aussi probants, qui se passèrent dans les événements révolutionnaires de 70-71.

Tout le monde connait l'avortement piteux du soulèvement du 31 octobre qui, d'abord triomphant, échoua par l'impéritie du nouveau gouvernement que l'on avait nommé, qui perdit son temps à discuter, et s'endormit dans la joie de son triomphe, oubliant la chose la plus élémentaire, faire descendre à l'Hôtel de Ville les bataillons sur lesquels il pouvait compter!

D'un autre côté, les gardes nationaux, fiers d'avoir des chefs, crurent que tout allait pour le mieux, qu'il n'y avait plus qu'à rentrer chacun chez soi, ce qu'ils firent tous en chœur. Le lendemain, leurs chefs étaient prisonniers du gouvernement démoli la veille, et durent capituler devant les forces réactionnaires.

C'est déjà typique comme malfaisance de la foi en les chefs, mais voici qui prouve l'utilité que les individus sachent agir sous leur propre inspiration, sans demander avis aux chefs.

Le fait m'a été raconté par un ami qui y assistait. Je ne me rappelle plus les noms, mais cela importe peu.

C'était le soir du 31 octobre encore, dans le XIII[e] arrondissement. La nouvelle de la prise de l'Hôtel de Ville par les révolutionnaires avait fait mettre en marche les bataillons de l'arrondissement vers la place de Grève.

Mais l'état-major de l'arrondissement se trouvait en ce moment à la mairie : les bataillons eurent le tort de se laisser arrêter et d'envoyer des leurs à la parlotte qui se trouvait en l'une des salles. Là, un monsieur leur débita une très belle harangue, les encouragea à retourner chez eux, leur affirmant que tout allait pour le mieux à l'Hôtel de Ville, qu'il n'y avait nul besoin d'eux, etc., etc.

L'un de ceux qui étaient montés porta la main à la crosse de son revolver, le sortit à moitié de la ceinture, et interrogea du regard l'un des chefs les plus acclamés à ce moment du XIII[e], demandant par signe s'il fallait brûler la cervelle du discoureur?

L'interpellé fit un autre signe que non. Le revolver resta à la ceinture; l'autre persuada aux bataillons de rentrer chez eux; l'Hôtel de Ville resta dégarni de défenseurs.

Si, au lieu de demander une approbation, l'homme au revolver avait cassé la tête au discoureur, les choses auraient pu changer. Les bataillons seraient descendus à l'Hôtel de Ville; la réaction aurait trouvé à qui parler. Les événements auraient pu être tout autres.

∴

Et au lendemain du 18 mars. Cela, je me le rappelle, pendant près d'une semaine les bataillons du V[e] (c'était l'arrondissement que j'habitais) se rendirent tous les jours à leur lieu de réunion y attendre les ordres du Comité central. Pendant deux ou trois nuits même, la générale fut battue dans l'arrondissement, les bataillons appelés sur la place du Panthéon : « C'est pour marcher sur Versailles », disaient les hommes. « Il faut marcher sur Versailles! » c'était le cri de tous. — Et là, des heures entières, on attendait des ordres qui ne vinrent pas.

Or, même aux appels de nuit, tous les bataillons étaient au complet; non seulement les ouvriers, mais les commerçants du quartier, tous étaient présents et ne demandaient qu'à marcher! Le Comité central ne sut pas profiter de l'enthousiasme, il ne donna pas d'ordres, l'exaltation tomba, et quand on voulut faire marcher les hommes, quelques-uns qui avaient réfléchi se dérobèrent, en voyant l'ancien gouvernement reprendre de la force.

Tandis que si les hommes avaient été bien pénétrés de l'idée d'initiative, si comme la femme de 1789, qui, battant le rappel à travers Paris, entraîna ses compagnes à la recherche du « boulanger » et de la « boulangère », il s'était trouvé un homme d'énergie pour dire : « Qu'avons-nous besoin d'ordres pour nous rendre à Versailles? C'est le moment d'agir; puisque la réaction est désarmée, mettons-nous en marche, en entraînant les autres sur notre route! » — peut-être la Commune aurait-elle triomphé, peut-être aurions-nous évité cette saignée de 35.000 hommes qui, prenant en somme les plus énergiques, se fait sentir aujourd'hui par cette dépression morale qui fait que l'on accepte les pires ignominies, sans que les pavés se soulèvent d'eux-mêmes.

Peut-être aussi nous aurait-il fallu, à la suite, combattre la Commune comme trop réactionnaire; mais cela n'infirme en rien mon argumentation, que les individus doivent agir par eux-mêmes, et ne jamais rien attendre des autres.

∴

Pour les anarchistes, la révolution sociale n'est pas en un simple changement de pouvoir; mais dans la transformation totale de l'état social, dans l'abolition de toutes ses institutions, dans la mise à la disposition de chacun du sol et de l'outillage. Ce n'est pas à élever une autorité de leur choix que devront porter leurs efforts ceux qui voudront s'affranchir, mais bien à détruire toutes celles qui tenteront de se substituer aux anciennes.

La lutte sera partout où il y aura une autorité à renverser, municipale ou centrale; partout où il y aura un propriétaire à déposséder, une exploitation à empêcher, un signe de servitude politique ou économique à détruire, c'est là que devront se porter les efforts.

Et pour cette lutte, on comprendra sans peine qu'il n'y ait pas d'ordres à attendre, pas d'autorité centrale à consulter, mais à agir seulement partout où il y aura des individus soucieux de s'affranchir. C'est partout à la fois, sur tous les points que devra s'étendre la lutte. Battue ici, triomphante plus loin, la révolution fera son chemin pour ne s'arrêter que lorsque la dernière tentative d'autorité aura été brisée, le dernier vestige d'exploitation détruit. Mais ce travail ne peut être l'œuvre d'une population servile ou routinière; ce ne peut être l'œuvre que d'hommes dégagés de toute servitude, fortement imbus d'idées d'indépendance, conscients de leur force, en sachant agir d'eux-mêmes.

∴

Mais, cela est de toute évidence, pour vaincre, la prochaine révolution devra être internationale. Si elle se localisait en une nation quelconque, elle ne tarderait pas à être vaincue par la coalition de toutes les forces bourgeoises, qui n'ont plus de frontières lorsque leurs intérêts sont menacés. Il faudra que chaque gouvernement ait assez à faire chez lui, pour qu'il n'ait pas loisir de mettre l[...]dans ce qui se passera chez ses voisins.

Et cette lutte unive[...], ce sont les événements qui doivent l'a[...]. Aux hommes d'initiative à savoir en pr[...] La misère sévit partout, le mécontentem[...]t général. Loin de s'amoindrir, cela ne p[...]e s'accentuer. Nous souffrons de misère [...] que les magasins regorgent de produits[...]e développement de l'outillage mécanique [...]ut qu'accélérer encore les mauvais effets [...]rganisation sociale actuelle. Les actes de r[...] se multiplient en toutes les contrées.

Les bourgeois eux-mê[...]commencent à reconnaître que leur état [...]al a besoin d'être rafistolé, qu'il y aurait b[...] de céder quelque os à ronger aux réclam[...]s ouvrières; mais comme ils ne peuvent [...]donner d'efficace sans rogner leurs privilè[...] ce à quoi ils ne peuvent se résoudre, ils [...]nt réduits aux expédients et à forcer leurs [...]vernants à faire de la réaction. Ils accélè[...] ainsi le mouvement de mécontentement. [...]mbre d'entre eux sont entachés plus ou moins[...] idées nouvelles. Leur désintéressement ne v[...]as à s'en faire les champions, mais la forc[...]e résistance du système bourgeois en est en[...]ée, c'est la brèche ouverte.

C'est par l'initiative indiv[...]elle que triompheront les idées nouvelles, [...] la guerre qu'elles auront à mener différer[...]absolument des guerres qui mettent les Eta[...] politiques aux prises, diffère des révolution[...]politiques passées.

Ce n'est pas en un espace dé[...]rminé que devront se porter les efforts des r[...]voltés, le champ de bataille est partout où il y a[...]n abus à combattre, une exploitation à détrui[...], un préjugé à arracher. La guerre est de tou[...] les jours, de toutes les heures. Le combat co[...]mence à être mené par un, plus impatient que[...] les autres, il se continue par de plus nombreux, jusqu'à ce que l'intensité de la lutte fass[...] mouvoir les foules.

Quel est donc le chef qui pourrait surveiller l'immense et continuel combat! C'est à chaque lutteur, à chaque groupe solidair[...] de prendre conseil de son initiative, de sa force[...] de ses ressources pour la lutte, et de savoir utiliser des éléments de succès, lorsqu'ils se présentent.

Ce n'est pas dans une seule nation, c'est dans toutes que travaillent nos sapeurs et mineurs, sans cesse occupés à déchausser les murs de l'édifice vermoulu. Partout l'œuvre de démolition s'accomplit; partout où il y a des opprimés : pauvres, salariés, esprits assoiffés d'indépendance, chacun apporte sa part de désirs et d'aspirations à l'œuvre de transformation. C'est à eux de savoir agir quand l'occasion s'en présente.

∴

En la révolution entrevue par les anarchistes, c'est l'initiative personnelle qui sera leur force de direction, l'exemple leur seule autorité. A ceux qui penseront plus vite que les autres, à ceux qui auront plus d'enthousiasme, plus de force, plus d'élan, de montrer le chemin, à ceux-là d'entraîner la foule. Mais à celle-ci de savoir aussi user d'initiative et de savoir renverser les piédestaux où voudraient se jucher ceux qui ne demanderaient qu'à parler en maîtres.

Quand la société capitaliste se sentira ainsi attaquée de toutes parts : dans les usines, dans les champs, à l'école, dans les casernes mêmes; quand de toutes parts se dressera le famélique réclamant sa part du festin, et l'opprimé reprenant sa part d'espace, quand les gouvernants ne sauront plus où lancer leurs armées, ils seront près de la fin : à quelle institution s'adresser pour s'y réfugier avec leurs privilèges, puisque, de tous côtés, il n'y aura plus place que pour l'initiative personnelle? Ce sera bien alors leur fin.

J. GRAVE.

MOUVEMENT OUVRIER

Il paraîtrait que dans mon Mouvement ouvrier de la semaine dernière, relatif à la grève des mineurs belges, je n'ai pas été de très bonne foi en écrivant que les élus, fidèles à leur habitude, avaient prêché le calme, et même avaient fait leur possible afin que la grève n'éclatât pas.

Je n'en persiste pas moins à dire, comme le prouvent les premières dépêches que les journaux ont publiées et que j'ai sous les yeux, que les députés belges ont fait tout ce qu'ils ont pu pour éviter aux ouvriers cette « catastrophe ».

Depuis, il est vrai, et ce dans leur « intérêt », obligés de suivre le mouvement, les élus se sont un peu dépensés et ont pris la parole à la plupart des réunions publiques, prêchant, d'après la *Réforme* de Bruxelles, « le calme et la dignité qui conviennent à tout homme fort de son droit ». Les politiciens, du reste, ne peuvent faire autre chose; puisque eux-mêmes représentent la *légalité*, ils ne peuvent, conséquents qu'ils sont avec eux-mêmes, dire aux mineurs affamés de se révolter.

La grève semble même durer un peu trop, et ces braves élus redoutent fort que les mineurs, sortant de la légalité, ne demandent compte à leurs exploiteurs de la misère qu'ils ont trop longtemps soufferte.

A Chatelet, dans les environs de Charleroi, un des foyers les plus importants de la grève, le conseil communal socialiste, allié pour la circonstance aux libéraux et aux catholiques, a émis un vœu demandant un arbitrage entre patrons et ouvriers. Les journaux demandent que le ministre du travail prenne l'initiative d'une tentative de conciliation.

Inutile, je crois, d'entrer dans des explications: chaque fois que les ouvriers consentent à se prêter à ces comédies, ils sont roulés d'avance.

Le 1[er] mai, qui est assez fêté dans le Borinage, a fait échouer ces petites combinaisons; les grévistes jusqu'à présent ne se sont pas laissé entamer, ils persistent, vu l'augmentation progressive des prix du charbon et des bénéfices réalisés par leurs employeurs, à réclamer une augmentation de 20 0/0. Les patrons font publier chaque jour par des journaux à leur solde des échelles de salaires tout à fait fictives.

Comme de juste, la police et l'armée font bonne garde, des arrestations ont lieu chaque jour, des patrouilles à cheval parcourent nuit et jour les centres les plus importants: les patrons peuvent dormir tranquilles, leurs propriétés sont bien gardées.

Malgré cela, Dame dynamite fait parler d'elle de temps à autre. A Wasmes, un attentat a été commis contre la maison d'un ouvrier resté au travail depuis le commencement de la grève. Tout se borne à des dégâts matériels, il n'y a pas eu d'accidents de personnes.

L'on compte beaucoup sur la journée du 1[er] mai pour rallier les hésitants, et l'on assure que si les mineurs peuvent encore tenir quelques jours, ils ont de grandes chances de triompher de leurs exploiteurs.

⁂

Depuis bientôt quinze jours les ouvriers d'une fabrique de wagons de Saint-Denis sont en grève. Quelques-uns de nos camarades en avaient profité pour organiser une réunion dimanche dernier, dans l'après-midi.

Les mouchards de service, ne pouvant s'en prendre à ceux qui étaient à la réunion, et voulant avoir à toute force leur journée, s'en prirent à un malheureux jeune homme de dix-sept ans, coupable, paraît-il, d'avoir distribué des journaux anarchistes à la porte de la réunion.

Des camarades s'étant interposés, les bêtes brutes dégainèrent et réussirent à entraîner le malheureux distributeur de journaux au commissariat où les lâches le passèrent à tabac.

L'histoire se répète souvent; rappelons que c'est tout près de Saint-Denis, à Clichy qu'il y a huit ans, le 1[er] mai 1891, dans des circonstances à peu près identiques, nos camarades Dardare, Decamps et Léveillé ouvrirent l'ère de propagande que l'on sait.

P. Delesalle.

⁂

L'on sait que quelques camarades ont pris l'initiative d'organiser à Paris un *Congrès international ouvrier révolutionnaire pour 1900*. Les social-démocrates allemands, dont la mauvaise foi est proverbiale, viennent, par l'organe de leur journal le *Vorwærts* de Berlin, de déverser leurs injures sur les organisateurs.

Sans vouloir relever les insultes de ces goujats anonymes, nous nous permettrons de leur faire remarquer qu'ils ne sont pas conséquents avec eux-mêmes.

Quand les socialistes révolutionnaires et les anarchistes tentent de discuter dans leurs congrès, ils les insultent; quand ceux-ci tentent d'organiser un congrès à eux, ils insultent encore.

Que leurs amis de l'Union socialiste les préviennent, nous n'avons pas l'intention de subir longtemps ces calomnies; dans leur propre intérêt, nous les engageons à se taire; sans cela, l'an prochain, nous saurions leur en demander compte, et ce, avec tous les honneurs dus à leur lâcheté.

P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Grande lessive. — Nos brav's officiers d'Etat-major sont conviés à laver leur linge; et ils s'en acquittent avec un entrain réjouissant. Esterhazy, le premier Uhlan de France, a mis les battoirs en branle. « D'attaque » et pas bégueule, il s'est chargé du plus gros et du plus sale paquet. Le linge de Cavaignac, celui de Boisdeffre, de Billot et d'autres y passent. Moustache et roufflaquettes en croc, il s'actionne et se passionne et se démène, faisant retentir le lavoir de ses engueulades compromettantes. Cuignet a pris pour lui le linge de du Paty. Roget fait sa Sophie, allant, perplexe, d'un tas à l'autre, tandis que Beaurepaire torche ses écrouelles avec les pans de chemise maculés, que Bertillon schématise avec « intérêt ». Dans un coin, gît le tas d'Henry, sanglant, que Cavaignac ne peut voir sans loucher. Et de tous côtés, on tape, on presse, on essore, on rince, et ça mousse! ça mousse!...

Et ça pue! Ça pique le nez et prend la gorge et fait pleurer. Et il y en a! On en a mis partout. Ici, là, dans les coins, sur le passage, des monceaux s'entassent. Ce n'est pas tout, dit-on, et des cris s'élèvent: « N'en portez plus! La cuve est pleine! »

Non, non! Portez toujours, pour l'édification du peuple. S'il en est trop pour le laver, le feu purifiera tout.

⁂

La Justice. — Les révoltes qui se produisent de temps à autre dans les pénitenciers laissent imaginer quel martyre doit être la vie des jeunes gens qui y sont enfermés. Quiconque n'a pas le cœur entièrement desséché est pris de pitié pour ces pauvres enfants livrés sans défense à toute la férocité des brutes à face humaine qu'on charge de les mater.

Mais si vous, moi, le premier venu, nous nous sentons émus à cette pensée, il n'en est pas de même des magistrats. Un magistrat, ça ne connaît pas la pitié, ou ça ne la connaît que quand la peur ou l'intérêt personnel se chargent de l'éveiller.

A la suite de la dernière révolte des détenus du pénitencier d'Eysses, quelques-uns des révoltés ont été déférés à la police correctionnelle de Villeneuve-sur-Lot. Au cours des débats, deux d'entre eux, exaspérés par la partialité révoltante d'un témoin et du procureur de la République — pauvre République! — répondirent avec une certaine violence. Mais s'il est permis à un magistrat d'insulter à gueule-que-veux-tu un enfant désarmé que surveillent étroitement des gendarmes, c'est un crime que ce dernier réplique sur le même ton à son lâche insulteur.

Aussi ces deux enfants ont-ils été condamnés séance tenante à *deux ans* de prison, indépendamment de deux autres années qui leur sont infligées pour n'avoir pas trouvé délicieux d'être brutalisés par leurs gardiens.

D'autres prévenus, poursuivis comme complices, ont été condamnés à un an de prison.

Il ne reste plus au gouvernement qu'à décorer les bourreaux de ces pauvres enfants.

⁂

La Grande Famille. — Le soldat Loustau, subissant une peine de deux ans de prison au pénitencier d'Avignon, fut transporté, étant malade, à l'hôpital militaire.

Peu de jours après, un capitaine attaché à l'hôpital — que ne l'avait-on attaché plus solidement! — vint à passer. Loustau, dans un accès de fièvre, l'interpella et lui lança un objet quelconque. La fièvre n'excuse pas le manquement au respect hiérarchique. Aussi Loustau fut-il transféré à Marseille; il comparut devant le conseil de guerre, qui le condamna à cinq ans de travaux publics. Souhaitons que ce remède ait guéri sa fièvre.

⁂

Car on a, dans la grande famille, une manière toute spéciale de soigner les malades et de les guérir.

A Nîmes, Joseph Burdet, arrivé fort et robuste à la caserne, devint étique au bout de quelques mois. Naturellement, le major du régiment, un nommé Moufredy, refusa de le reconnaître malade. Cependant cet âne galonné est envoyé dans un autre régiment. Survint un nouveau médecin qui envoie d'urgence Burdet à l'hôpital. Il était trop tard, le malheureux y mourut.

⁂

A Limoges, un réserviste du 63[e] régiment d'infanterie se présente trois jours de suite à la visite du major Aymeri, qui, bouché comme son nom l'indique, refuse de le reconnaître. Le réserviste meurt, et Aymeri en est quitte pour huit jours d'arrêts.

Pour la vie d'un homme, c'est peu.

André Girard.

⁂

Sur le pont d'Avignon. — MM. de Pressensé et Pierre Quillard s'en vont en Avignon parler de l'affaire Dreyfus. « Voici nos arguments, disent-ils; si nos adversaires en ont de meilleurs, qu'ils les sortent. » Mais les adversaires restent muets. La raison, ça ne les connaît pas. La raison d'Etat, à la bonne heure!

Leur tâche finie, les orateurs s'en vont prendre l'air sur le pont d'Avignon. Ils sont seuls, ces raisonneurs. Mais une troupe de nationalistes les croise: on va leur en donner de la libre discussion! Aussitôt les coups pleuvent sur eux, les cannes s'abattent avec rage, et, n'étaient quelques ouvriers qui viennent à leur secours, les partisans de la raison d'Etat eussent bien vite fait rentrer dans le silence les défenseurs de la raison.

— Frappe, mais écoute, disait un ancien. Après qu'on l'a bien frappée, meurtrie, foulée aux pieds, la raison se relève toujours, et elle parle. Si l'on commençait par l'écouter!

⁂

Conseils de guerre. — A Cherbourg, un soldat d'infanterie de marine nommé Vanenyghem s'étant rebellé contre un sergent, des officiers se sont réunis autour d'une table et ont décidé qu'il serait tué.

⁂

L'enquête. — Le *Figaro* continue la publication de l'enquête de la Chambre criminelle sur l'affaire Dreyfus. C'est un peu long à lire, mais cela vaut vraiment la peine. On y voit, par exemple, entre autres choses fort intéressantes, le conseil d'enquête sur Esterhazy déclarer que le fait, pour un officier, de tenir une maison de passe est tout ce qu'il y a de plus compatible avec l'honneur (militaire). On y voit des colonels se jeter, tout en larmes, au cou des juges d'instruction, en criant: « Sauvez-nous! Sauvez-nous! » On y voit l'ancien ministre Mercier, interrogé s'il n'avait pas communiqué des pièces aux juges en secret, refuser de répondre, et avouer par là qu'il fit étrangler un accusé sans l'entendre. On y voit l'ancien président Casimir-Périer témoigner du crime de Mercier. On y voit l'état-major tout entier se retourner contre du Paty de Clam, dans l'espoir de se sauver en mettant tous les crimes sur une seule tête. On y voit le général Saussier déclarer qu'il n'est pas d'avis qu'on juge les accusés, mais qu'il lui paraît bien préférable, à tous points de vue, de les faire exécuter, sans mot dire, dans la brousse. On y voit le délégué du ministère des Affaires étrangères convaincre l'état-major de mensonge, et faire la preuve d'un

nouveau faux, encore plus impudent que les autres, s'il est possible, etc..., etc...

Lisez l'enquête; c'est comme une grande fresque qui passe devant nos yeux, et qui nous raconte les ignominies de cette chose malpropre, lamentable, dérisoire : l'honneur de l'armée...

R. Ch.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Notre réunion de jeudi a réussi complètement. L'ami Quillard, malgré la douleur au genou que lui occasionnait une blessure reçue dans sa bagarre avec les « honnêtes gens » d'Avignon, est venu faire l'historique du journal et du mouvement. Hérold a parlé sur la situation générale. Les deux orateurs ont été très applaudis.

L'ami Ch.-Albert, forcé de se rendre auprès de sa mère malade, n'avait pu assister à la réunion.

Quelques lots nous étaient encore parvenus le jeudi.

Les livres, — nous en avons reçu 20 de chez Stock, sauf ceux qui nous avaient été donnés isolément, nous en avions fait des lots par trois volumes. Le tirage a donné les résultats suivants :

1. Etude d'Albert André, gagnée par le n° 958. — 2. Etude de Jehannet, n° 301. — 3. Tableau de d'Espagnat, n° 979. — 4. Tableau de Paviot, n° 359. — 5. Tableau de Hénault, n° 164. — 6. Lot de livres, n° 170. — 7. Tableau de Malfroy, don de l'ami Fromentin, n° 914. — 8. Eau forte d'après Rembrandt, don du camarade Berger, n° 1186. — 9. Lot de livres, n° 879. — 10. Dessin original d'Hermann-Paul, n° 528.

11. Théière, don de l'ami Meyer, n° 231. — 12. Coffret chinois, don du même, n° 911. — 13. Lot de livres, n° 83. — 13 *bis*. Lot de livres, n° 976. — 14. Coupe, don du camarade Meyer, n° 879. — 15. Petit banc, don du camarade Méreaux, n° 749. — 16. Une année de l'*Humanité Nouvelle*, don d'un camarade, n° 304. — 17. Gouache de Pissarro, n° 758. — 18. Abonnement de six mois à l'*Humanité Nouvelle*, don de Hamon, n° 145. — 19. Aquarelle de Cross, n° 919. — 20. Lot de livres, n° 455.

21. Tableau de Luce, n° 622. — 22. Aquarelle de Signac, n° 798. — 23. Panneau de Wuillard, n° 286. — 24. Un volume, don de Mme Signac, n° 679. — 25. Broderie japonaise, même don, n° 91. — 26. Aquarelle de Rysselbergh, n° 511. — 27. Une étude Flour, n° 372. — 28. Tableau de Lebasque, n° 509. — 29. Bas-relief de Charpentier, n° 219. — 30. Lot de livres, n° 154.

31. *La Fontaine de Jouvence*, bas-relief de Papa, n° 78. — 32. Aquarelle et dessins de Hofmann, n° 212. — 33. Tête de satyre, plâtre, du camarade Boulanger, n° 1050. — 34. Cadre en bronze, don du camarade X..., n° 800. — 35. Un volume *Sous la Casaque* de Dubois Desaulle, n° 236. — 36. Même volume, n° 655. — 37. Dessin (Lions), de J. H., n° 550. — 38. *Germinal*, don de X..., n° 609. — 39. *Paris*, don de L. Deffaux, n° 553. — 40. Etui fabriqué par les prisonniers de Montjuich, don du camarade Pottigny, n° 665.

41. Un paquet de volumes, n° 930. — 42. Dessin d'Angrand, n° 831. — 43. Pantalon de velours, don du camarade Bozon, n° 96. — 44. Lot de photographies, n° 108. — 45. Six mois à l'*Humanité Nouvelle*, n° 453. — 46. Un volume *Les Profils du XIe au XVIIIe siècle*, de Jamin, n° 991. — 47. Etude de Rodolphe Pissarro, n° 344. — 48. Tableau de G. Pissarro, n° 876. — 49. Un lot de brochures, don de J. B., n° 117. — 50. Trois kilos d'asperges, don de Grappin et ses amis, n° 271.

51. Un lot de musique de différents, n° 895. — 52. Album d'hommage à Picquart, don de Brenet et Thureau, n° 19. — 53. Costume pour jeune fille, exécuté par les élèves de Mlle Dupont, n° 444. — 54. Sachet brodé, don de Mme Taillardat, n° 546. — 55. Costume pour jeune fille, par les élèves de Mlle Dupont, n° 831. — 56. Lampe à colonne, offerte par X, n° 266. — 57. Lot de livres, n° 99. — 58. Esquisse par Agar, n° 284. — 59. Costume pour jeune fille comme les précédents, n° 445. — 60. Lot de livres, n° 504.

61. Six mois à l'*Humanité Nouvelle*, n° 335. — 62. Un volume *Les Croix et les Glaives*, de Th. Jean, n° 790. — 63. Aquarelle de Logeat, n° 552. — 64. Dessin à l'encre de Chine, de B., n° 478. — 65. *Les Croix et les Glaives*, n° 1073. — 66. Peinture de F. V., n° 238. — 67. Album d'hommage à Picquart, n° 787. — 68. Costume de jeune fille, n° 826. — 69. Lot de livres, n° 136. — 70. Sabot breton, don de Ksulec, n° 218.

71. Un morceau de musique, don de Dupin, n° 469. — 72. Un volume *Conquête du Pain*, don de Brenot, n° 735. — 73. Etude de R. Pissarro, n° 358. — 74. Lot de livres, n° 684. — 75. Un morceau de musique de Dupin, n° 684. — 76. Costume pour jeune fille, n° 689. — 77. *Fileuse* de Millet, eau-forte de Daumont, n° 565. — 78. Eau-forte, don de Daumont, n° 377. — 79. Aquarelle de Daumont, n° 605. — 80. *Les Croix et les Glaives*, n° 436.

81. Lot de livres, n° 880. — 82. Costume pour jeune fille, n° 266. — 83. Sac à ouvrage, de Sacha Kropotkine, n° 251. — 84. Lot de livres, n° 28. — 85. Un morceau de musique de Dupin, n° 865. — 86. Sac à ouvrage, de Sacha Kropotkine, n° 184. — 87. Album d'hommage à Picquart, n° 707. — 88. Dessin à la plume de Jean Garan, n° 382. — 89. Bon pour un portrait au fusain, don de R. M., n° 194. — 90. *La Commune* de Lissagaray, don de Douxpère, n° 879.

91. *Les Croix et les Glaives*, de Th. Jean, n° 64. — 92. *Conversation avec Idea*, de Lumet, n° 375. — 93. Une paire d'espadrilles et une calotte, don d'un tailleur, n° 715. — 94. *La Charge*, dessin de Vallotton, n° 257. — 95. Abonnement de six mois à l'*Humanité Nouvelle*, n° 443. — 96. Lot de livres, n° 386. — 97. Un abonnement d'un an aux *Temps Nouveaux*, don du camarade F., n° 868. — 98. Une paire d'espadrilles et une calotte en drap d'un camarade tailleur, n° 745. — 99. Lanterne de vestibule, don du camarade Theriq, n° 864. — 100. Une année de l'*Office du Travail*, don de Guérard, n° 238.

101. Cadre en peluche, don de Dénéchère, n° 26. — 102. Lot de livres, n° 266. — 103. *Les Croix et les Glaives*, de Th. Jean, n° 821. — 104. Petit encrier, don du camarade Gallet, de Saint-Etienne, n° 534. — 105. Lot de livres, n° 628. — 106. Bourse en cordonnet, don de la compagne Gallet, n° 113. — 107. Deux cordeaux de chanvre pour la grande lessive, don du camarade Montgourdin, n° 655. — 108. Une douzaine de fromages du Dauphiné, don du camarade Jean des Bois, n° 429. — 109. *Histoire de la Bastille*, don de Mme Oriol, n° 861. — 110. Trois volumes, don de Sadier, n° 6.

111. Aquarelle de Wuillaume, n° 368. — 112. Lot de volumes, n° 109. — 113. Aquarelle de Wuillaume, n° 693. — 114. Camisole broderie russe, don d'une amie russe, n° 728. — 115. Lot de livres, n° 483. — 116. Dessin de Roubille, n° 310. — 117. Lot de livres, n° 167. — 118. Etude de Rose Laurent, n° 754. — 119. Lot de livres, n° 621. — 120. Aquarelle de Wuillaume, n° 783.

121. Broderie russe, n° 1116. — 122. Lot de livres, n° 868. — 123. Boîte de couteaux, don de Rousseau, n° 454. — 124. Broderie russe, n° 126. — 125. Aquarelle de Wuillaume, n° 597. — 126. Une année de l'*Humanité Nouvelle*, n° 823. — 127. Un volume *Lettres d'un coupable*, don de l'auteur Henry Leyret, n° 395. — 128. Aquarelle, don de F. Petit, n° 397. — 129. *Lettres d'un coupable*, n° 246. — 130. Lot de livres, n° 88.

131. Lot de livres, n° 291. — 132. *Lettres d'un coupable*, n° 922. — 133. Une lame de Tolède, don d'un ami de la Justice, n° 199. — 134. Six lithographies des *Temps Nouveaux*, n° 25. — 135. Buste, don d'un anonyme, n° 816.

Il a été perçu environ 1100 entrées, il reste au journal un bénéfice de 950 francs. Encore une fois, merci à tous, surtout aux artistes dont les dons nous ont permis de donner en valeur beaucoup plus qu'il n'a été placé d'entrées.

*
* *

Le camarade Buteau ne pouvant donner suite à son idée de *colonie anarchiste*, vient d'écrire à l'*Ecole libertaire* pour lui offrir les sommes reçues, à charge par elle de rembourser les souscripteurs auxquels ne plairait pas cette destination.

L'adresse de l'école est Ardouin, 86, rue de Cléry.

*
* *

Le camarade Prost, qui vient d'être libéré d'une condamnation à six mois de prison, demande aux camarades de l'aider à trouver un emploi quelconque. Lui écrire 27, rue de Belleville.

*
* *

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine).

Samedi 6 mai, à 8 heures. — Laurent Tailhade : *Le Théâtre de Racine*.

Lundi 8 mai, à 8 heures. — Albert Bloch : *La Matière et l'Energie* (2e causerie).

Mardi 9 mai, à 8 heures : *Causes d'insuccès des révoltes prolétariennes*.

*
* *

Groupe des E. R. S. I. — Réunion tous les mercredis, à 8 h. 1/2, au local, 5, rue de l'Arbalète.

*
* *

Amiens. — Tous les samedis, à 8 heures, groupe d'études au *Cent de Piquet*, faubourg du Cours.

Dimanche 7 mai, réunion à 7 heures, communication urgente; tous les camarades sont priés d'être exacts.

BIBLIOGRAPHIE

Les Ouvriers des chemins de fer aux Etats-Unis, circulaire n° 4, Avril 1899, du *Musée social*, chez A. Rousseau, éditeur, 14, rue Soufflot, Paris.

L'Application du système collectiviste, par Léon Deslinières; 1 vol., 6 fr., à la *Revue socialiste*, 78, passage Choiseul.

Anarchie et Spiritualisme, par Antonio de Nocera; 1 broch., 0 fr. 20, chez H. Durville, éditeur, 23, rue Saint-Merri, Paris.

Socialistes polonais et russes, par Elehard Esse; une plaquette à l'*Humanité Nouvelle*, 15, rue des Saints-Pères.

Critique de l'économie politique, par Karl Marx, traduit de l'allemand par Léon Rémy; 1 vol., 3 fr. 50, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères, Paris.

Le Soleil du chemin, par Jules Méry; 1 vol. poésie, imprimerie de Monaco.

Les Feux et les Eaux, par Griveau; 1 vol., 1 fr., de la Petite Encyclopédie populaire, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères, Paris.

Savitri, comédie en vers, 2 actes de A.-F. Hérold; 1 plaquette, 1 fr., au *Mercure*.

Nous avons reçu *Vredes-Stemmen* (Voix de paix), extraits de Kant, Laveleye, Tolstoï, Letourneau, etc., traduction hollandaise de Domela Nieuwenhuis; 1 vol., chez Van Looy, Amsterdam.

A lire :

L'Esprit militaire, U. Gohier, *Aurore*, 1er mai.

VIENT DE PARAITRE :

La Commune de Paris et la Notion de l'Etat, par Michel Bakounine, édité par le groupe des E. S. R. I.; 1 broch., 0 fr. 15 franco, 0 fr. 10 au bureau du journal.

PETITE CORRESPONDANCE

L., à Dreux. — Reçu timbre. Faites pour le mieux.

M., à Troyes. — Oui.

P., à la Machine. — Séparés ou isolés, l'affranchissement est le même, 0.02 par exemplaire.

J. G., à Marbella. — La tombola était tirée lorsque votre lettre nous est parvenue. Que désirez-vous en place du billet? — Portraits expédiés.

H. D. — Toute cette semaine je serai dehors. Venez dimanche matin.

A. P., à Puissalicon. — Vous avez raison. Excusez de l'erreur.

Reçu pour les détenus politiques d'Avignon, collecte faite à l'enterrement du compagnon Matteoda, 3 fr.

Reçu pour l'École libertaire : L., à Courson, 1 fr. — Deux mensualités de E. D., à Bourg-la-Reine, 10 fr.

Reçu pour la mère d'Angiolillo : B., à Saint-Chamond, 1 fr.

Reçu pour le journal : E. M., Bourges, 2 fr. — Pour deux billets de tombola, 2 fr. 25. — Q., 0 fr. 50. — Chinon, vers. mens., et *A mon frère le paysan*, 3 fr. 50. — R., à Gand, 0 fr. 45. — L., à Courson, 1 fr. — B., à Saint-Chamond, 1 fr. — E. D., à Bourg-la-Reine, 2 fr. — Un groupe de peintres en décors (E. V.), 2 fr. 50. — Merci à tous.

B., à Rouen. — R. L., à Saint-Mandé. — P., à Bordeaux. — C., à Béziers. — L. B., à Rouen. — M., à Liège. — V., à Bruxelles. — J., à Brouzet-lès-Alais. — V., à Nîmes. — G., à Amiens. — V. S., à Lyon. — L., à Epinal. — B., à Thonon. — N., à Toulouse. — M., à Montner. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 3 DIX CENTIMES DU 13 AU 19 MAI 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Les frais de remboursement pour l'extérieur étant trop onéreux, nous prions nos abonnés dont la souscription a expiré fin avril, de bien vouloir nous faire parvenir le montant de leur nouvel abonnement, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans la réception du journal.

Nous avisons ceux de France, qu'à la fin de la semaine prochaine il sera pris remboursement sur eux. Prière à ceux qui ne seraient pas en mesure de nous aviser.

GROUPEMENT ET ORGANISATION

« Les anarchistes ne veulent pas d'organisation, ce ne sont que des détraqués », entend-on dire plus d'une fois. Et il est de fait que plus d'un anarchiste, dont le raisonnement n'était pas le fort, se laissa aller, soit dans les réunions publiques, soit dans les journaux, à repousser toute espèce de groupement ou d'organisation.

Les uns, parce qu'ils la confondaient avec l'autorité, d'autres parce que se réclamant de l'individualisme le plus pur, ils trouvaient que ce serait aliéner leur liberté d'accepter ce que l'on appelait l'organisation. Ce qui, du reste, n'empêchait ni les uns ni les autres de se réunir avec d'autres camarades pensant comme eux, de travailler en commun aux actes de propagande qui leur agréaient. « Ce n'est pas de l'organisation », disaient-ils à ceux qui leur faisaient remarquer leur contradiction, « c'est de l'entente libre », ajoutaient les plus récalcitrants.

Entente, organisation, mots différents désignant une même façon de procéder, passons. A force de discuter sur les mots, on finit par tomber dans la métaphysique, et c'est le danger toujours menaçant dans les discussions de théories. Et ce que l'on embrouille les questions les plus simples!

S'il est un fait certain, c'est que, étant donnés la vie de l'homme, son développement moral, intellectuel, industriel, il ne peut plus vivre autrement qu'en société; le retour à l'état isolé, en famille, serait la décadence pour lui.

Mais il est certain que les hommes n'ont pas besoin de former de grandes agglomérations comme nos villes modernes pour vivre; ils peuvent se disséminer sur la surface de la terre, en petits groupes d'affinités et autonomes; ce qu'il leur faut, c'est d'être toujours en relations très étroites avec tous les autres groupes pour l'échange de leurs idées, des produits de leur activité.

L'association est un besoin intellectuel pour l'homme, car pour développer son cerveau il a besoin d'échanger ses idées avec d'autres, beaucoup d'autres, comme c'est un besoin matériel pour l'emploi de l'outillage compliqué que les ressources de son imagination ont mis à sa disposition.

Réduire le temps nécessaire à la production pour les besoins matériels pour vivre, ou pour agrandir celui consacré à l'étude, à l'observation, au repos; faire que le travail nécessaire ne soit plus qu'une hygiène, et non plus une peine, c'est le but de l'évolution humaine, et cela conduit à l'association.

Et c'est pourquoi, chaque fois que l'être humain veut accomplir quelque chose, il se voit forcé d'associer ses efforts à ceux d'autres êtres pensant comme lui, pour leur donner la plus grande extension possible, tout l'effet qu'ils peuvent comporter. Et c'est ce que font les individualistes les plus enragés, ceux qui nient l'utilité du groupement.

Or, si l'on se groupe avec d'autres individus, c'est en vue d'y apporter chacun une certaine somme d'efforts, en vue d'un travail commun; ces efforts, on cherche à les coordonner; dans l'action commune, chacun prend la place qui lui convient ou qui semble le mieux répondre à son genre d'activité : que les uns appellent cela organisation, les autres entente, qu'importe si la chose se fait? J'ai déjà eu l'occasion de l'écrire plus d'une fois, ne nous effrayons, ni ne nous payons de mots, cherchons plutôt à savoir ce qui se cache dessous.

Il faut avouer que cette crainte, de quelques-uns, d'être englobés en une organisation autoritaire, fut quelquefois justifiée par la tendance que quelques autres avaient de vouloir ressusciter les vastes fédérations avec comité central, programme minimum commun, et autres rouages empruntés à l'organisation autoritaire que l'on se figurait avoir transformés, parce qu'on les affublait de noms nouveaux, et que l'on y accolait de nouvelles formules.

Mais, je ne dirai pas l'esprit d'initiative, car, hélas! il n'a, encore, chez les anarchistes, guère atteint le degré d'intensité qu'il devrait avoir en un parti qui se réclame d'elle, mais la haine de l'autorité, de l'enrégimentation, des règles communes, était assez ancrée chez les anarchistes pour que ces diverses tentatives aient toutes échoué.

Le pis c'est que, après une grande période d'activité, les groupes se soient disloqués, et que plus croissait le nombre d'anarchistes, moins nombreux et moins actifs devenaient les groupes.

Il faut dire que les persécutions policières sont pour une grande part dans cette disparition des groupes. Avoir la perspective, sitôt que l'on sera connu comme anarchiste, d'avoir sans cesse des policiers à vos trousses qui inquisitionnent chez vos voisins, votre propriétaire, vos patrons, et d'être marqué pour les perquisitions et rafles futures, cela n'a rien d'attrayant, surtout dans les localités où ces vexations peuvent vous faire mettre à l'index par le patronat, vous condamner à la misère, à la faim, vous et les vôtres.

Mais il y a une autre cause encore à l'insuccès des groupes, c'est cet état d'esprit qui, chez la plupart des anarchistes, leur fait croire à une réalisation immédiate de leurs *desiderata*, leur fait espérer quelque transformation magique de l'état social actuel et attendre ce coup magique les empêchant de voir tous les points de détail qui, eux, peuvent être immédiatement réalisés, et aider à avancer la transformation totale.

Quelque convaincu que l'on soit, on a besoin de voir d'autres individus, de discuter avec eux, de se tenir au courant de ce qui se fait et de ce qui se passe. C'est dans la discussion et la controverse que l'on puise des arguments nouveaux.

Et puis, qu'est-ce que la conviction qui n'agit pas? — C'est très bien de se libérer des préjugés, d'abominer l'autorité et l'exploitation, mais elles ne crouleront que sous les coups; il faut que ceux qui sont arrivés à en comprendre l'ignominie, essaient de la faire comprendre aux autres.

Cela, certainement, peut se faire, et se fait individuellement. C'est une besogne qui a bien son importance, et n'est pas à dédaigner, mais dix initiatives qui se réunissent sont bien plus fortes que travaillant isolément chacune de leur côté. Pourquoi ne tenteraient-elles pas de s'unir?

Est-ce que, pour former un groupe, il y a besoin de se faire connaître? d'en publier les convocations dans les journaux? Qui empêcherait à trois, quatre, cinq, dix camarades, qui se connaissent, de se réunir, de discuter ensemble, et, sans faire de la conspiration et de l'association secrète, faire de la besogne sans se faire connaître de la police?

Et la besogne ne manquerait pas. La propagande ne fournit-elle pas, dans tous les actes de la vie sociale, matière à activité? C'est aux individus à voir ce qui les attire le plus. Le principal n'est pas le nombre des adhérents, mais qu'ils soient d'accord sur ce qu'ils veulent, avec la ferme résolution de travailler à la réalisation de ce qu'ils veulent, quels que soient le temps et la patience à y apporter; car ne l'oublions pas, ce qui, avec l'esprit d'initiative, manque le plus aux individus, c'est la persistance et l'esprit de suite. Lorsqu'on a décidé de travailler à quelque chose, on voudrait le voir s'accomplir de suite, et l'on se décourage très vite, oubliant

que la patience et le temps (La Fontaine l'a déjà dit) peuvent suppléer aux moyens qui nous manquent.

En dehors de la besogne que l'on peut y faire, on apprend à se connaître, à se serrer davantage les coudes. Ce qui est utile le plus souvent. Ainsi, il est arrivé, comme lors des incidents de l'affaire Dreyfus (septembre et octobre 98), qu'une poignée de braillards comme ceux de la Ligue des Patriotes furent maîtres de la rue, parce que, eux, organisés, embrigadés, ils se connaissaient, savaient qui était avec eux, qui était contre, tandis que les révolutionnaires, éparpillés dans la foule, isolés, ne se connaissant pas, furent réduits à l'impuissance faute de pouvoir se compter.

D'autant plus que si chaque groupe avait son but spécialement déterminé, comme l'activité de l'être humain peut embrasser plusieurs côtés à la fois, chaque individu pourrait faire partie de plusieurs groupes, de sorte qu'ils pourraient ainsi faire une chaîne ininterrompue d'un individu à l'autre.

Quant à dénombrer les actes de propagande en vue desquels ces groupements pourraient se former, c'est impossible, vu que c'est le besoin qui devrait les faire naître : secours aux victimes de la répression, publications de placards, d'affiches, de brochures, de journaux; appui à apporter par la diffusion de ce qui existe, création de bibliothèques pour faire circuler les volumes et brochures parmi ceux de notre entourage qui ne sont pas avec nous, groupes se donnant pour but l'achat des volumes et brochures anarchistes à déposer dans les bibliothèques, création d'une caisse pour intervenir dans les grèves. Est-ce qu'il est possible d'énumérer tout ce qu'il est possible de faire? Combien de choses qui nous paraissent impossibles à faire aujourd'hui, de préjugés et d'institutions qui semblent indéracinables, et que demain on pourra tenter de combattre : la grève des locataires, la grève des conscrits, refus de l'état civil, refus de payer l'impôt, etc., etc.!

Ce qu'il faut, c'est la volonté d'agir, quand nous en sentirons le besoin : nous n'aurons ensuite que l'embarras du choix.

J. Grave.

UNE LOI OUVRIÈRE

Si nous avions encore quelques illusions sur l'utilité des réformes, ou même sur la possibilité de réformer quoi que ce soit dans la société actuelle, ces illusions tomberaient à voir ce qui se passe, en ce moment, pour la « loi sur les accidents du travail ».

Pendant quinze années, cette loi qui aujourd'hui mécontente tous les intéressés, patrons et ouvriers, a fait la navette entre la Chambre et le Sénat, et ce n'est qu'à la fin de la précédente législature qu'elle fut votée dans un moment de venette électorale, le souci de la réélection en faisant un admirable miroir aux alouettes pour électeurs. Or, voici qu'au moment de s'en servir on s'aperçoit qu'elle est à peu près..... inapplicable.

Il est indéniable que la loi sur les accidents du travail fut réellement préparée, sinon pour apporter un adoucissement à l'exploitation de l'ouvrier, tout au moins pour concilier au mieux des intérêts de chacun l'antagonisme entre exploiteurs et exploités. Le fait seul de reconnaître qu'il y a un « risque professionnel » et que l'employeur doit en être rendu responsable, constitue déjà sur la législation précédente un progrès incontestable.

Le seul malheur est que la loi, bonne en théorie, est désastreuse en pratique, et nous allons voir pourquoi.

Après avoir posé très nettement le principe du « risque professionnel » pour tous les ouvriers ou employés, occupés dans les usines, chantiers, entreprises de transport, bâtiments, mines, carrières, etc., la loi règle en une série de paragraphes les conditions à remplir pour avoir droit aux différentes indemnités prévues.

Je laisse de côté, il va sans dire, bien des critiques de détail pour en venir tout de suite aux paragraphes d'où résultent clairement l'impossibilité pratique, les conséquences inattendues de la nouvelle législation sur les accidents du travail.

Voici, par exemple, l'article 3, paragraphe *b*, qui vise l'accident suivi de mort. Il est à retenir en entier. Si l'accident est mortel, dit-il, il est alloué « une rente calculée sur le salaire annuel de la victime allant de 15 0/0, s'il n'y a qu'un enfant, à 40 0/0 s'il y en a quatre ou plus ». Si l'ouvrier est célibataire, la situation du patron est bien meilleure ; il ne doit presque plus rien, 10 0/0 du salaire, et encore faudra-t-il prouver que les ascendants de la victime étaient à sa charge.

Il est facile de prévoir ce qui va arriver. L'article, parti d'un excellent mouvement, va se retourner totalement contre celui au profit de qui il semble avoir été fait.

En effet, l'employeur va se faire ce raisonnement bien simple : 15 0/0 du salaire si l'ouvrier a un enfant, passe encore, mais 40 0/0 s'il en a quatre ou plus, ah ! mais non. La loi m'est imposée, subissons-la, mais avec son minimum d'inconvénients. A la porte les pères de famille ! Je n'emploierai plus que des célibataires ; mes charges seront toujours diminuées d'autant.

C'est, du reste, ce qui s'est déjà produit, et, pour ne pas être taxé d'exagération, voici, à titre d'exemple, le texte d'une circulaire qui a été envoyée à tous les chefs de service d'une grande Compagnie de transports de Paris. Le document est daté du 9 mai 1898 :

Les termes de la loi nous amènent à vous faire les recommandations suivantes :

1° N'embaucher que des ouvriers absolument valides et jeunes ;

2° Les choisir autant que possible célibataires, et, s'ils sont mariés, n'ayant pas d'enfants, et que dans les deux cas ils n'aient pas d'ascendants.

Vous ne pourrez proposer pour la mise en pied que des hommes réalisant ces conditions.

Le reste de la circulaire à l'avenant. Il y a tout lieu de croire que ces règles de conduite ont été mises en pratique par la dite Compagnie. Des pères de famille ont été congédiés pour des prétextes futiles. C'est plus qu'il n'en faut à nos yeux pour condamner la loi.

L'intérêt de l'employeur, depuis la nouvelle loi, est évidemment de n'occuper, le plus possible, que des célibataires, au détriment des pères de famille. Or il est probable que les législateurs n'avaient pas en vue ce résultat lorsqu'ils ont rédigé ce paragraphe.

Un autre paragraphe non moins instructif règle l'indemnité à accorder aux ouvriers étrangers. Il y a pour nos bons fabricants de lois deux sortes d'exploités, les Français et les pas Français, et, comme de juste, la peau de ceux-ci est taxée moins cher. Et même « les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résident pas sur le territoire français ».

Parfait ! Seulement, comme l'argent n'a pas de patrie pour nos bons bourgeois, ils emploieront de préférence des ouvriers étrangers, les charges, en cas d'accident, étant bien moins lourdes.

Étrange loi, en vérité, faite dans l'intérêt des Français et qui favorise les étrangers ; faite encore dans l'intérêt des pères de famille et qui favorise les célibataires !

Mais continuons, car ce n'est pas tout. Après s'être émus un moment de la nouvelle situation qui leur était faite, certains patrons ont très vite compris que rien ne serait changé, en réalité, dans leurs bénéfices. Les règlements d'administration annexés à la loi fixant pour chaque industrie le taux du risque professionnel, le patron, dans chaque industrie, n'a, pour se couvrir, qu'à diminuer le salaire de ses ouvriers en proportion. C'est ce que certains ont déjà fait. Quelques-uns se sont engagés, en effet, dans leurs syndicats, à afficher dans leurs ateliers, le jour où la loi deviendra obligatoire, un avis annonçant à leurs ouvriers que leur salaire est diminué dans la proportion des « nouvelles charges incombant aux patrons, c'est-à-dire des indemnités et de la taxe additionnelle créées par la nouvelle loi » (1).

Pour masquer ce procédé patronal, les compagnies d'assurances sont déjà et seront très précieuses, soit que l'ouvrier s'assure lui-même, au moyen d'une retenue faite sur son salaire, comme cela se pratique déjà dans quelques maisons, soit que le patron s'assure lui-même, après avoir au préalable diminué le salaire de ses ouvriers.

En dépit des belles promesses des réformateurs, la loi sur les accidents du travail compense donc, par des nuisances au moins équivalentes, les améliorations qu'elle peut apporter au sort des travailleurs. De nouvelles catégories d'ouvriers vont se créer. Les célibataires vont entrer en lutte avec les pères de famille. Dans les villes frontières, et jusque dans le cœur du pays, les ouvriers étrangers jouiront d'avantages incontestables sur l'élément indigène. Enfin, de toute façon et en toute circonstance, l'ouvrier sera obligé, comme nous venons de le démontrer, de retrancher de son salaire une somme équivalente « aux nouvelles charges incombant aux patrons ».

Il n'est peut-être pas de meilleur exemple pour démontrer l'inutilité des réformes dans la société actuelle. Après cela, les démocrates-socialistes sont mal venus à nous parler de prétendues « réformes immédiatement réalisables ». Cette loi est un peu leur œuvre. Ils l'ont acclamée comme un progrès, et le lendemain du vote définitif, Jaurès, dans la *Petite République*, l'offrait à ses bons électeurs comme un morceau de choix.

Or nous venons de voir ce qu'il en est réellement.

Il se vérifie de plus en plus, comme une véritable loi sociologique, que, sous un régime capitaliste, les meilleures réformes, ou ne réforment rien, ou se retournent contre ceux au profit desquels elles sont faites, ou sont inapplicables, ou, comme la loi sur la durée du travail, restent lettres mortes, jamais appliquées. Tout se tient si bien dans le régime bourgeois — cela devient banal à force d'être répété — que ce que l'on semble gagner d'un côté on le perd fatalement de l'autre. D'où cette conclusion s'impose qu'il faut travailler non pas à des réformes, mais à des révolutions.

P. Delesalle.

(1) Journal *Le Bois*, organe officiel des chambres patronales des industries du bois, article de M. Jullien.

A la suite d'une réunion tenue dimanche, 30 avril, à Saint-Denis, un mandat d'arrêt avait été lancé, paraît-il, contre le camarade Libertad. C'est évidemment le droit de la police d'arrêter les gens, puisqu'elle n'est faite que pour ça. Mais le tout est de savoir comment on les arrête. Or voici comment la chose se passa pour Libertad :

Libertad et deux amis passaient rue Doudeauville, quand deux mouchards se jetèrent sur Libertad et voulurent l'arrêter. Ses deux amis protestent. Aussitôt, les deux policiers sortent leurs revolvers, en retirent la baguette et menacent de brûler la cervelle aux défenseurs de Libertad. La foule s'amasse et, ce qui est honteux, prend fait et cause pour les policiers ; trois ou quatre honnêtes hommes — dans le vrai sens du mot — sont contre la police et veulent que

les mouchards exhibent leur mandat d'arrêt; ils refusent de le montrer et ce n'est que sur l'intervention d'un commerçant du quartier que ce mandat est lu à haute voix.

Libertad, qui ne peut marcher que soutenu par deux béquilles, est couché par terre, les agents l'enlèvent, sa compagne s'accroche à lui, un mouchard lui donne un coup de poing qui la jette par terre : un spectateur indigné frappe alors le policier — celui-ci le vise avec son revolver, mais un jeune ouvrier lui relève le bras au moment où il va tirer.

Ces messieurs de la police ont consenti, cette fois encore, à montrer leur mandat d'arrêter. Le jour n'est pas loin, sans doute, où ils assassineront dans la rue, sans autre forme de procès, les gens que leurs maîtres leur désigneront.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La chèvre et le chou. — Il en est qui s'étonnent que les gouvernants ne puissent comprendre que la meilleure conduite à tenir, et la plus habile, serait la franchise, la droiture et la loyauté. Ils trouvent très maladroits leurs finasseries, leurs louvoiements continuels, leurs mensonges et leurs contradictions. « Aussi, qu'arrive-t-il, ajoutent-ils, c'est qu'il vient un moment où, pris dans leurs propres filets, ils déterminent eux-mêmes leur propre chute. »

Sans doute, l'honnêteté est en tout la plus sûre tactique, bien qu'elle cesse d'être dès qu'elle devient un calcul. Mais cette tactique est interdite aux gouvernants. La politique est, par essence, une combinaison de malhonnêtetés. Le principe sur lequel elle repose est déjà lui-même un mensonge, et ce n'est qu'au prix d'une continuelle tromperie que l'on peut présenter aux peuples ce mensonge comme une vérité. Outre qu'on ne parvient aux sommets de la politique que par une accumulation successive de mensonges, de procédés indélicats, de canailleries habiles ou crues telles, il faut encore, pour s'y maintenir, continuer à mentir aux uns pour tromper les autres. La droiture politique est une de ces belles utopies à l'aide desquelles les partis de l'opposition ont de tout temps berné les espérances des masses.

Si cette vieille fripouille de Freycinet a dû quitter le pouvoir, ce n'est pas, comme on le prétend, le nombre de ses mensonges qui en est la cause, mais uniquement sa maladresse, à un moment donné, à les combiner d'une façon assez vraisemblable. Il n'a pas assez bien su ménager la chèvre et le chou pour empêcher celle-là de rogner un peu celui-ci.

⁂

La Grande Famille. — Le conseil de guerre de Cherbourg vient de condamner à mort le soldat d'infanterie de marine Vancuyghem. Le crime de ce grand coupable est d'avoir, en patrouille, demandé l'autorisation de fumer et enlevé de force le fusil du sergent qui lui refusait cette faveur; d'ailleurs il était ivre.

Le commissaire du gouvernement a dit de Vancuyghem, dans son réquisitoire : « C'est une brute, et des brutes on s'en débarrasse. »

Voilà une parole bien imprudente, Monsieur l'officier, outre qu'elle est sauvage. Si l'on appliquait vos principes, seriez-vous sûr d'être encore là demain?

A. Girard.

⁂

La Religion. — On a arrêté, à Lille, deux individus qui s'occupaient à racoler des faux témoins, moyennant promesses de finances, pour le procès du frère Flamidien.

A Marle, près de Laon, un frère mariste, accusé par des parents d'avoir violé plusieurs élèves d'une école chrétienne (oh combien!), est en fuite. Le frère supérieur a tenté de se suicider.

Tous ces faits viennent à l'appui de ce que nous nous tuons à répéter : à savoir que la religion, étant l'erreur, ne peut pas moraliser l'individu. L'individu ne se moralisera que par lui-même, dans la pratique de la liberté.

⁂

L'Armée. — Paul-Joseph Durand, soldat au 4e régiment de marine (Toulon), étant malade et s'étant présenté à la visite, ne fut pas reconnu. Si les jeunes gens s'imaginent que c'est pour les soigner qu'on les fait venir à la caserne, ah bien! ils se trompent. Durand fut puni de prison. Sa peine terminée, il eut l'audace de ne pas être guéri et de se représenter à la visite. Quel insolent! Le médecin-major lui réinfligea de la prison, peine qui fut doublée par le colonel. Que faire? Le malheureux soldat comprit bien que tout était fini pour lui, et n'attendit pas d'être assassiné lentement par ses bourreaux...

Il s'est tué.

⁂

Le lendemain d'une distribution de boîtes de conserves, un grand nombre de soldats du 58e d'infanterie (Avignon) tombèrent malades, empoisonnés. L'autorité militaire jure que les conserves sont excellentes. Evidemment. Tout ce que fait l'autorité militaire est excellent. Mais nous pouvons toujours rappeler une parole du Dr Brouardel, médecin légiste, un aveu qui lui est échappé au cours du procès Bianchini : « Les empoisonnements par des boîtes de conserves, ça me connaît : je fais partie d'une commission de l'armée. »

⁂

Une vieille connaissance. — Nous étions un peu étonnés — et gênés — de voir M. le général marquis de Galliffet déposer, au cours de l'affaire Dreyfus, en faveur de Picquart. C'est que Picquart est officier, et que M. de Galliffet ne veut pas qu'on touche aux officiers. Voilà tout.

Ce fameux massacreur de Parisiens se plaint qu'on veuille poursuivre et châtier tous les grands chefs coupables. « Non, non, crie-t-il, assez comme cela! Dreyfus, Picquart, Esterhazy, Henry, du Paty de Clam, c'est déjà trop. Qu'on laisse au moins les autres tranquilles. De l'ombre et du silence : nous ne demandons que cela. » M. le marquis voit que le militarisme est en fort mauvaise posture, que le public commence à s'en dégoûter à mesure que toutes ses hontes viennent au jour, et cela ennuie M. le marquis. Il se sent pris d'une grande pitié pour ses bons frères d'armes, et il prêche l'indulgence.

Est-ce que M. le marquis se souvient d'une certaine semaine de 1871, et des cadavres qui encombrèrent Paris? C'est alors qu'il eût été « plus sage, plus généreux et en même temps plus patriotique » de parler de pitié et d'apaisement. Mais M. le marquis avait pour lui la force et il tua jusqu'à ce qu'il fût las. Aujourd'hui, ce sont ses amis qui sont pris, la main dans le sac, et il voudrait bien qu'on ne leur fasse pas de peine.

Comment donc!

R. Ch.

⁂

Annemasse. — Dimanche 30 avril, le député collectiviste Zévaès donnait une conférence à Annemasse, bourgade située à 3 kilomètres de la frontière suisse et à 6 kilomètres de Genève.

La salle de la mairie était bondée du public électoral de l'endroit, de Genevois et d'une cinquantaine d'étudiants étrangers des deux sexes.

Pendant une heure et demie, Mossieu le député « tient l'auditoire sous le charme de sa parole ». Tout d'abord il s'élève contre le reproche adressé aux socialistes par des ignorants ou des malintentionnés; les socialistes ne sont pas des partageux, ils ne veulent pas arracher la terre aux petits paysans, ils sont les défenseurs de Jacques Bonhomme, de sa vache et de son lopin de terre ; ils ne sont pas des anarchistes: leur dynamite sera leur organisation.

Les socialistes ont demandé la suppression des sous-préfets et même des préfets : ils sont des réformateurs. Ils ont demandé l'organisation du crédit agricole : ce sont eux qui sont les défenseurs résolus de la petite propriété capitaliste, ils veulent simplement diminuer la puissance des gros capitalistes, en augmentant celle des petits — diminuer les gros traitements, augmenter et multiplier les petits — ils sont avec les petits, qui chaque jour sont absorbés par les gros; le machinisme, l'électricité, la vapeur, au service des féodalités financières, écrasent, anéantissent, ruinent le pauvre petit commerçant, industriel, paysan. De grands gestes ponctuent ses phrases; les applaudissements éclatent.....

Le président se lève, quand un contradicteur réclame la parole. Murmures, cris, protestations diverses. « Votre nom? lui demande le président; où habitez-vous? — Qu'est-ce que cela peut bien vous faire que je m'appelle Jesner ou bien Dulion, pourvu que je dise la vérité? Le citoyen Zévaès se trompe lorsqu'il parle de la classe-tampon entre le prolétariat proprement dit et les capitalistes; cette classe ne dépérit pas, elle progresse. » Une brochure de Tcherkesoff à la main, l'orateur cite des chiffres, il prouve que la classe des petits capitalistes se développe chaque jour, à l'encontre de ce que tous les collectivistes prétendent; mais comme il a prononcé le mot Angleterre, la salle crie, tempête, siffle, proteste : Nous sommes en France!... Charivari. L'orateur attend un moment de calme relatif et reprend : « Le citoyen Zévaès se trompe lorsqu'il dit que l'on peut faire augmenter les salaires, — la loi d'airain est là, loi capitale de l'ancienne argumentation collectiviste. En Amérique, les ouvriers gagnent 12 fr., en Angleterre 8 fr., en France 5 fr., et les ouvriers sont aussi malheureux partout, ils sont aussi mal vêtus que vous, aussi miséreux que vous, ils peinent autant. Qu'importe le salaire! l'ouvrier est toujours réduit au strict nécessaire. »

Mais Amérique, Angleterre indisposent à nouveau la salle, tempête d'exclamations: Nous sommes en France! Une accalmie. L'orateur reprend. Il rappelle à Zévaès ses théories d'antan, lui reproche son système de demi-mesures pour entraver la révolution sociale. Qu'est devenue la révolution sociale? Il n'en a pas seulement prononcé le nom. Il se joue des électeurs, comme l'ont fait les opportunistes, les radicaux. L'anarchiste termine en se réclamant de la théorie anarchiste, pour laquelle à Genève trois amis sont enfermés dans les geôles. Il clame la formule pleine d'espoir : Vive l'anarchie! Un voisin s'approche du président, lui dit : « Vous n'avez plus qu'à le faire empoigner! » Le président, qui hésite, se tourne vers Zévaès: « Non, non, dit celui-ci, pas ça. »

Répondant au détracteur de son socialisme républicain, l'élu de la multitude imbécile, ignorante, qui sifflait, meuglait — voulait arrêter..., étrangler... etc..., déclare que si les ouvriers ne votaient pas, il n'y aurait que des opportunistes d'élus. — Par qui? crie l'anarchiste, par eux-mêmes? — Mais enfin, si les électeurs ouvriers ne votent pas? demande Zévaès. — S'ils ne votent pas, ils emploieront la seule arme qui leur convienne, crie énergiquement l'anarchiste dans la salle presque silencieuse et atterrée, la violence!

L'attitude du compagnon a été utile, elle a fait l'effet d'une douche.

Après sa reprise, Zévaès n'a été acclamé que par des bravos moins nourris.

Le contraste était frappant.

Z. Z.

Espagne.

L'inutilité du vote mise à part, nous pouvons dire qu'en la pratique, les élections dernières furent encore plus malpropres que les précédentes. En outre des saouleries de circonstance et des coactions de tous genres : emprisonnement du candidat républicain de Tarragona, suspension des municipalités contraires au gouvernement, les scandales prévus se produisirent, achat et vente des votes à Bilbao, résultats falsifiés un peu partout, et, pour finir, une centaine de votards tués ou blessés.

A Tortosa, l'alcade commanda de faire feu sur le député de l'opposition et ceux qui l'accompagnaient. Un homme fut tué, et les autres blessés. Le peuple ayant voulu intervenir, l'alcade ordonna de tirer sur le peuple. A Bilbao, il y eut des troubles sérieux et des batailles rangées pour faire échouer la candidature socialiste qui aurait obtenu la majorité.

Résultat : trente blessés. A Valence, batailles à coups de couteau entre la foule et la police. A Orensa, tous les membres du bureau électoral furent emprisonnés.

Le gouvernement naturellement a triomphé et nous aurons au Parlement tous les fils et neveux des personnages influents au profit desquels les élections furent falsifiées.

Les socialistes sont furieux de leur échec à Bilbao et jurent que dorénavant ils feront usage de la force pour vaincre. Ils ne feront rien en vérité, car ils sont trop légalistes, et les moyens énergiques ne sont pas dans leur programme.

La proportion des électeurs n'a pas dépassé 20 pour 100, ce qui démontre en quelle maigre estime le peuple tient le suffrage. Le chef du gouvernement, Silvela, proclame à tous les vents que le résultat des élections actuelles démontre que le peuple espagnol est profondément attaché à la monarchie, et qu'il ne veut entendre parler ni de république, ni de socialisme. Naturellement, cela fait bien rire ceux qui virent comment s'obtint le triomphe du trône et de l'autel.

A Barcelone, nous sommes en pleine période inquisitoriale. On se rappelle le cas de la malheureuse Agustina Soler dont la vieille mère mourut à la suite du scandale provoqué par les autorités, qui, sur l'ordre du curé, violèrent le domicile des deux femmes et administrèrent la malade de vive force. On ne sera pas étonné d'apprendre que le juge, les soldats et le prêtre zélé ne furent pas inquiétés, mais que, par contre, la pauvresse qui défendit sa mère en tenant tête à cette belle collection de fripouilles est poursuivie pour résistance et insultes aux autorités.

Des meetings de protestation furent organisés et l'indignation populaire est à son comble.

Pour ajouter encore à ces ignominies, le caporal Botas, l'un des plus cyniques inquisiteurs de Montjuich, a donné ces jours derniers une preuve nouvelle de sa férocité tristement célèbre. Voici le résumé des faits. On s'aperçut un jour à la station du chemin de fer qu'un ballot de marchandises avait été soustrait. Les soupçons de Botas se portèrent sur un pauvre diable nommé Oliva, employé au déchargement des wagons. Aidé d'un sergent de la garde civile, le sbire mit Oliva en état d'arrestation, et l'ayant enfermé dans un réduit de la caserne il se mit en devoir de lui faire avouer le prétendu larcin. Pour ce faire, il introduisit les mains du prisonnier dans un appareil perfectionné, une sorte de grille dont les barreaux de fer, emprisonnant les doigts, se resserrent à l'aide de vis.

Lorsqu'il eut écrasé les mains de l'infortuné par une série de pressions savamment graduées, sans se laisser attendrir par les cris d'atroce douleur de sa victime, il lui déclara froidement que la torture ne cesserait que lorsqu'il aurait avoué le vol ou désigné ceux qui l'avaient commis. Le patient tomba sans connaissance et resta plusieurs heures étendu sur le sol. De temps à autre, lorsqu'il semblait reprendre ses sens, les bourreaux donnaient un tour de plus aux vis et répétaient leurs demandes.

A la longue, voyant qu'ils n'obtiendraient rien du pauvre homme, réellement étranger à l'affaire, ils le jetèrent dehors après l'avoir menacé des supplices les plus atroces s'il racontait jamais les faits qui venaient de se passer.

Ces faits cependant furent promptement connus du public et la presse barcelonaise, principalement le *Diluvio*, narra l'infamie dans tous ses détails. Il s'ensuivit un mouvement d'indignation spontané qui obligea les autorités civiles à mettre les bourreaux en état d'arrestation immédiate. Les déclarations du médecin légiste et la confrontation entre la victime et les sbires font supposer que cette nouvelle brutalité inquisitoriale sera moins facilement démentie que celles de Montjuich.

U.

* * *

L'auteur unique de l'attentat de la Calle de Cambios vient de mourir en Amérique. Nous croyons inutile d'apprécier l'attitude que cet individu observa à la suite de son acte, qui servit de prétexte à la tragédie de Montjuich et coûta tant de sang et de souffrances à tant d'innocents.

Vingt de nos amis sont encore au bagne. Pour arracher ces victimes du tombeau où l'infamie gouvernementale les enterra vivants, il est urgent que la campagne internationale en faveur des martyrs de Montjuich soit reprise avec plus d'ardeur que jamais.

Nous espérons que les camarades d'Espagne, qui n'ont cessé de batailler pour la revision, abandonneront le système des pétitions humiliantes et vaines. Le mouvement d'indignation populaire qui suivit la révélation des tortures, fit reculer les juges, autrefois; ils se contentèrent d'envoyer cinq innocents à la mort, alors que le fiscal réclamait quatre fois plus de victimes. C'est ce même mouvement populaire qui doit obliger le gouvernement espagnol à rendre la liberté aux victimes de Marzo, de Portas, de Botas et autres inquisiteurs.

H. R.

Italie.

Le camarade Malatesta, qui est parvenu à s'évader de Lampedussa, nous écrit de Malte qu'il part pour Londres et qu'on peut lui adresser les correspondances à son nom, 112, High street, Islington, N., London.

* * *

La terrible réaction qui, depuis les dernières émeutes, accomplit dans la péninsule son œuvre néfaste avec une cruauté inouïe, semblait avoir eu raison du mouvement anarchiste. L'arrestation des meilleurs camarades, la déportation de nombreux autres, et l'exil forcé de beaucoup, avaient, sans doute, mis le reste dans l'impossibilité de continuer la bataille contre le pouvoir.

Les bandits du roi Humbert se flattaient d'avoir à jamais tué l'anarchie, parce que leurs violences avaient étouffé la voix des anarchistes. Mais heureusement ils se sont trompés. Le mouvement renaît, grâce à la grande énergie des camarades et à leur admirable dévouement.

Deux congrès ont eu lieu : l'un, celui de l'ancienne fédération romagnole, déjà dissoute par la police, à Imola, et l'autre à Lugo, deux villes de la vaillante Romagne. Dans ces deux congrès, les camarades ont discuté les moyens les meilleurs pour reconstituer l'ancienne organisation, et pour combattre la réaction toujours grandissante. Les décisions ont été résumées en deux ordres du jour qui ont paru dans la presse républicaine et socialiste — celle anarchiste ayant été supprimée par décret royal.

Ces deux ordres du jour contiennent une énergique protestation contre le despotisme monarchiste qui sévit en Italie, et une invitation aux camarades des autres villes et régions à reprendre leur place dans la grande bataille que tous les partis et tous les hommes de cœur et indépendants vont livrer à la monarchie.

Certainement la propagande n'est pas encore reprise avec la vigueur nécessaire. Mais si l'on songe aux conditions très difficiles dans lesquelles nous sommes forcés d'engager la lutte, si l'on songe au défaut complet de liberté et qu'il suffit de se déclarer en public anarchiste pour être déporté, ce réveil des camarades, pour peu significatif qu'il soit, est déjà quelque chose, et une bonne promesse pour l'avenir.

Et c'est avec le plus grand plaisir que je vous annonce cette reprise de la propagande anarchiste, car jamais, comme à présent, la cause de la liberté et de la justice n'a eu tant besoin de l'aide du parti anarchiste et de l'énergie, du dévouement de tous les révolutionnaires sincères.

En effet, comment pourrait-elle triompher dans cette lutte contre la réaction, la cause de la liberté, sans l'aide des révolutionnaires, quand on voit des députés républicains tels que Garavatte se livrer à des actes du sénilisme le plus honteux et abominable envers le roi à l'occasion de son voyage en Sardaigne, et les fils de Garibaldi faire l'accueil le plus solennel à ce même roi dans son pèlerinage à la tombe de leur père ?

Tout ça serait vraiment très décourageant, si l'on croyait encore au miracle des politiciens, et si l'on attendait tranquillement la liberté de leur bonne grâce.

Heureusement qu'en Italie il y a encore des anarchistes et de bons républicains et socialistes décidés à en finir avec ce régime de fer et de sang, et prêts à braver les violences et les persécutions de tous les mouchards et de tous les ignobles officiers de l'idiot et criminel Humberto.

L. Vivaldo.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nos camarades du Théâtre Civique donneront samedi 13 mai, à la Maison du Peuple, impasse Pers, une représentation gratuite pour célébrer le poète révolutionnaire Eugène Pottier.

On trouvera des invitations à la Maison du Peuple. Les portes ouvriront à 8 h. 1/4 précises.

Aux Libertaires de Saint-Etienne. — Tous les premiers samedis de chaque mois et le deuxième samedi suivant, réunion générale du groupe au siège de la bibliothèque. Samedi 20 courant, causerie par le camarade E. F... Sujet : *L'École libertaire à Saint-Etienne*.

A cette réunion, les camarades qui désirent participer à la promenade familiale, organisée au profit de la propagande, s'entendront pour le jour de départ et le lieu de destination.

Le camarade F... démontrera le but de cette sortie.

Echange de livres.

TOMBOLA

Quelques erreurs se sont produites dans l'impression de la liste des numéros gagnants.

Le lot 29, bas-relief de Charpentier, est marqué gagné par le n° 219 : c'est **273** qu'il faut lire.

Le lot 31, Fontaine de Jouvence de Papa, marqué gagné par le 78 : c'est **18** qu'il faut lire.

Le lot 42, dessin d'Angrand, est marqué gagné par le n° 831 : c'est **531** qu'il faut lire.

Le lot 75, un morceau de musique, est marqué gagné par le n° 684 : c'est le **825** qu'il faut lire.

Nous demandons à nos lecteurs de nous excuser de ces erreurs. Pour compenser la fausse alerte donnée aux porteurs des numéros donnés par erreur, nous leur délivrerons 6 lithographies de notre collection.

D'autre part, le n° 266 est sorti trois fois et les nos 879 et 238 deux fois; c'était quatre lots à remettre en tirage, ce que nous avons fait : le n° 217 gagne le lot 9, un paquet de livres; — le n° 532 gagne le lot 82, un costume pour jeune fille; — le n° 804 gagne le lot 100, une année de l'*Office du travail*, — et le n° 293 gagne le lot 102, un paquet de livres.

BIBLIOGRAPHIE

Les anciennes corporations de métiers et les syndicats professionnels, par E. Martin Saint-Léon; 1 plaquette chez Guillaumin, 14 rue Richelieu.

Livraisons 21 à 26 du *Dictionnaire Maurice Lachâtre*; 0 fr. 60 la série; 11, rue Bertin-Poirée.

Revision des lois constitutionnelles, par Chamoin; broch. à 0 fr. 50, *Revue socialiste*, 78, passage Choiseul.

Les Flambeaux, poème communiste, de A. Perrini; plaquette, 0 fr. 50, *Revue socialiste*.

De Steennpilaren van de Maatschappij, door J. Grave; Stirringa, Amst- "?m.

A lire :

Guerre aux mendiants! Henry Leyret, *Aurore* du 7 mai.

BROCHURE A DISTRIBUER

A mon frère le paysan sera prêt à être expédié aux camarades vers la fin de la semaine prochaine.

Ce premier tirage est de 30.000, nous faisons clicher au cas où il nous rentrerait des fonds pour une seconde distribution.

Les camarades sont priés de nous faire connaître le chiffre dont ils ont besoin, en nous faisant parvenir les frais d'envoi : 0 fr. 60 par colis de 3 kilos en gare; 0 fr. 05 par 50 grammes; la brochure pèsera 7 grammes.

Bien entendu, nous répartirons les envois en combinant notre tirage et les demandes.

Nous rappelons aux camarades que la propagande de la *brochure à distribuer* ne peut être continuée qu'à condition que les fonds nécessaires aux tirages nous rentrent d'une façon ou d'une autre. Par conséquent, nous les avisons que la souscription reste ouverte.

PETITE CORRESPONDANCE

J. H. à Rotterdam. — Bien reçu.

V. L., rue R. — Pas encore reçu la brochure de Malatesta.

B. J., à Toulon. — Ai expédié *Bakounine*. Les autres épuisées. Que désirez-vous en place ?

V. P. — Je vais demander. Je vous le ferai savoir.

Think. — La table du deuxième volume du Supplément sera publiée à la fin de la troisième année.

B., à Genève. — J'ai fait porter les lots gagnés et les lithos.

G., à Saint-Etienne. — Je fais passer votre demande à l'*Aurore*.

P., à Avignon. — La liste sera publiée dans le prochain numéro. Trop tard pour celui-ci.

Reçu pour la Bibliothèque des *Temps Nouveaux* : P., à Valréas, 0 fr. 60

Reçu pour l'Ecole libertaire : Therrier, 0 fr. 50. — R. F., 2 fr.

Reçu pour la brochure à distribuer : Pons, 0 fr. 50.

Reçu pour la mère d'Angiolillo : M. H., 2 fr. — J. J., à Darnétal, 0 fr. 45.

Reçu pour le journal : B. J., à Saint-Amand, 1 fr. — — G. le V., à Autun, 1 fr. — L. B. L., 0 fr. 75. — J. H., 0 fr. 40. — F. S., à Nice, 5 fr. — M. H., 2 fr. — V. P., 5 fr. — E. B., 5 fr. — Un groupe de peintres en décors (E. V.), 3 fr. — Ch. C., 0 fr. 50. — G. H., 0 fr. 35. — Merci à tous.

D., à Saint-Quentin. — P. A., à Angers. — C., à Nice. — R., à Quimper. — S., à Cette. — S., à Preslav. — M., à Leerdam. — V. D., à Amsterdam. — L., à Paris. — A. A., à Estagel. — A. L., à Roubaix. — L., à Lyon. — Chaumont. — R., à Sainte-Barbe. — B., à Turin. — G., à Arles. — V. C., à Thenac. — L., à Orléans. — G., à Saint-Etienne. — G., à Cavaillon. — E. R., à Gisors. — B., à Rouesse. — Fontaines. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 4 | DIX CENTIMES | DU 20 AU 26 MAI 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

RÉVOLUTION DE PALAIS

Une véritable révolution est en train de s'opérer au camp de la social-démocratie russe. Sans trop spécifier les détails, je ne signalerai que les deux faits suivants : 1° M. Plekhanoff, qui jusqu'à présent était l'âme de l'imprimerie de la social-démocratie russe à Genève, et avec lui toute l'ancienne administration de cette imprimerie, sont écartés et remplacés par un autre personnel fraîchement débarqué; 2° le programme de la nouvelle administration qui est aussi, en quelque sorte, le nouveau programme de l'alliance social-démocrate, paru dans le premier numéro de leur nouvelle revue *Rabotchee dielo*, contient plusieurs déclarations que j'analyserai plus loin et qui peuvent être considérées à juste titre comme un désaveu complet et formel de plusieurs côtés de la tactique par eux suivie jusqu'à ce jour. Si l'on tient compte de la valeur attribuée, à tort ou à raison, à M. Plekhanoff, par les social-démocrates russes qui voient en lui le fondateur de la social-démocratie en Russie, on comprendra immédiatement que les raisons qui ont déterminé le parti à le traiter de la sorte doivent être bien graves. Nous ne tarderons probablement pas à le savoir.

Comme tous les partis social-démocrates : allemand, français et autres, le parti social-démocrate russe a, lui aussi, jusqu'à présent systématiquement négligé la question agraire; bien plus : les paysans russes, abîmés toujours dans une misère atroce, ravagés sans cesse par d'effroyables famines, étaient constamment traités de réactionnaires, de bourgeois. Les paysans, disaient-ils, ont la tête trop dure; impossible d'en tirer ou d'en faire quelque chose; le capitalisme seul sera en état de provoquer la révolution sociale : c'est donc peine perdue que de s'occuper des paysans pour le moment; Il faut d'abord qu'ils soient complètement ruinés et transformés en prolétariat industriel; au besoin, il faut même aider à cette transformation pour hâter les événements, besogne dont, soit dit en passant, le gouvernement paternel des tsars s'est chargée. « A la rescousse, camarades! écrivait M. Strouvé, prêtons notre appui au capitalisme... » Et pour justifier cette thèse, ils déclaraient doctement, selon leur habitude, que le paysan ne vaut rien au point de vue révolutionnaire ; c'est le prolétariat des villes qui a fait toutes les révolutions. Il est vrai que la seule véritablement grande révolution qui ait eu lieu jusqu'à ces jours, celle de 1789, a été commencée par les paysans : Taine, qui n'a pourtant aucun intérêt à le faire, l'atteste, le démontre en se basant sur des documents historiques. Mais bah! Taine n'est pas partisan de la « conception matérialiste de l'histoire »... il n'y a donc pas à tenir compte de ce qu'il raconte...

Tout cela a été dit, écrit et répété de mille manières... eh bien! il paraît que ce n'est pas ça; il paraît que ce qui a été « scientifiquement », « marxiennement » vrai hier, ne l'est plus aujourd'hui; du moins, c'est là la conclusion qu'on peut tirer en lisant le nouveau programme dans le numéro de *Rabotchee dielo*, récemment paru à Genève. De même que Kautsky qui se met à écrire de gros bouquins sur la question agraire, le parti social-démocrate russe commence, lui aussi, à s'intéresser vivement à cette question; et pourtant, le paysan n'a pas changé du jour au lendemain... Voici ce qu'on y lit en substance : « ... *Reconnaissant toute l'énorme importance de la question agraire* (tiens, tiens!), l'alliance (soc.-dém.) tâchera d'attirer l'attention publique sur ce côté, et montrera l'influence des rapports agraires sur les conditions de lutte et d'existence de la classe ouvrière en Russie... Ne s'attachant pas à déterminer quel sera dans l'avenir le rôle politique de la classe paysanne russe, la rédaction s'efforcera de montrer l'inégalité économique et l'antagonisme des intérêts dont le paysan est victime; elle mettra en lumière toutes les formes d'exploitation auxquelles il est soumis, soit de la part de l'aristocratie, soit de celle des usuriers, etc., etc... elle s'occupera sérieusement de toutes les manifestations de mécontentement, de toutes les protestations conscientes venant du milieu paysan... surtout de ce qu'on appelle les « révoltes des paysans » et de différents mouvements sectaires, etc... » Donc, le paysan n'est plus une brute qu'il faut abandonner à lui-même; donc, il mérite qu'on s'occupe un peu de lui; donc, il ne faut point attendre qu'il soit préalablement ruiné avant de lui porter la bonne parole... Oh! que les temps et que le langage sont changés!...

Autre chose : on connaît avec quel mépris les social-démocrates traitent toujours tous les socialistes qui ont la malechance de ne pas appartenir à la chapelle marxiste. Parmi les autres, les social-démocrates russes se sont particulièrement distingués en ce sens. Avec quel dédain M. Plekhanoff, et quelques-uns de ses dignes émules, ne traitaient-ils pas toujours les différents partis politiques russes (comme par ex. Terre et Liberté, la Volonté du Peuple, etc.), dont les luttes héroïques forcent encore, à présent, l'admiration du monde civilisé entier; combien de boue ne versaient-ils pas sur les débris encore vivants de ces partis, toutes les fois que l'occasion s'offrait à eux! .. Et la social-démocratie russe applaudissait, approuvait de tête et de mains, lorsque M. Plekhanoff étalait sa gloire d'avoir vaillamment travaillé à la destruction et à la désorganisation de ces partis « utopistes » et « antiscientifiques ». Tout le monde se congratulait de ce beau résultat et tout le monde était content... Eh bien! il paraît que le vent a changé; aussitôt M. Plekhanoff parti, la chanson résonne tout à fait autrement. Oyez plutôt (je cite le programme) : « ... Quant aux autres tendances du socialisme russe, l'alliance partage en ceci l'avis exprimé au manifeste du parti social-démocrate russe, selon lequel *le mouvement social-démocrate en Russie n'est qu'un stade plus avancé des mouvements révolutionnaires qui l'ont précédé, et de ce fait, on doit considérer les révolutionnaires des années 70-80 comme des prédécesseurs... ayant préparé par leurs luttes héroïques le terrain au mouvement ouvrier contemporain...* » On va même jusqu'à ne plus compter comme compromettant d'entrer en contact avec les socialistes non-marxistes : « ... L'*alliance* se propose de travailler à l'union de toutes les forces socialistes agissant en Russie en vue de l'ennemi commun. »

O Plekhanoff! que pensez-vous de cette promiscuité?...

Il me reste encore à citer un trait très piquant. Personne n'ignore les moyens de polémique très... courtois qu'emploient certains écrivains social-démocrates vis-à-vis de leurs adversaires. Parmi ceux-ci, M. Plekhanoff tient certainement la place d'honneur. Or, voici ce que le nouveau programme déclare à ce propos :... Quant aux autres courants socialistes, etc... « l'*alliance*, dans sa presse, critiquera leurs programmes au point de vue social-démocrate, *s'interdisant sévèrement tout moyen de polémique blessant ou offensant...* » Donc, plus d'injures, plus de citations adroitement tronquées, plus d'insinuations malveillantes et perfides, plus de pensées transfigurées, plus de calomnies, plus d'accusations de moucharderie!... Juste ciel!... que va devenir M. Plekhanoff?... Il est vrai que quelques fidèles de ce dernier m'ont déclaré que le passage ci-dessus cité du programme ne se rapporte pas aux anarchistes; M. Plekhanoff pourra donc continuer à exercer sa puissante verve, et puiser aux sources intarissables de son vaste esprit... Que Dieu soit béni!...

MAXIME DOUBINSKY.

BROCHURE A DISTRIBUER

A mon frère le paysan étant prêt, un premier envoi est fait aux camarades.

Ce premier tirage est de 30.000, nous faisons clicher au cas où il nous rentrerait des fonds pour une seconde distribution.

Les camarades sont priés de nous faire connaître le chiffre dont ils ont besoin, en nous faisant parvenir les frais d'envoi : 0 fr. 60 par colis de

3 kilos en gare; 0 fr. 05 par 50 grammes; la brochure pèsera 7 grammes.

Bien entendu, nous répartirons les envois en combinant notre tirage et les demandes.

Un tirage sur meilleur papier, avec couverture, est fait pour les acheteurs; 0 fr. 10 l'exemplaire.

Nous rappelons aux camarades que la propagande de la *brochure à distribuer* ne peut être continuée qu'à condition que les fonds nécessaires aux tirages nous rentrent d'une façon ou d'une autre. Par conséquent, nous les avisons que la souscription reste ouverte.

LE CAPITAL CONTRE L'AMOUR

La société capitaliste, voilà un fait; l'amour des sexes, en voilà un autre. Il suffit de les confronter pour apercevoir entre eux un antagonisme violent. Et plus on envisage l'amour dans les détails de sa nature et de ses besoins, plus se précise cet antagonisme.

Il faut à l'amour une certaine quiétude. Tous ceux qui ont traversé dans leur existence des moments critiques savent que, pendant ces heures troubles toutes leurs activités tendues vers la vie à conquérir les détournaient de l'activité sexuelle et, à plus forte raison, de l'activité sexuelle à son degré le plus élevé. Or, pour combien la vie n'est-elle pas autre chose qu'une de ces longues crises de misère? Pour combien la vie n'est-elle rien autre, tout de son long, que le souci jamais apaisé du lendemain, le problème à chaque heure posé du ventre qu'il faut nourrir?

Et comment envisager la possibilité de faire vivre toute une famille quand on ne sait pas soi-même comment on vivra *six jours* durant? La société avare nous accoutume de longue main à évaluer du point de vue matériel les suites de chacun de nos actes, de toutes nos initiatives. Qui pourra dire combien d'hommes qui se sentaient attirés vers l'amour en furent éloignés par l'incertitude de l'avenir? Qui pourra dire combien de femmes ne le connurent jamais parce qu'elles n'apportaient à l'homme que des charges trop lourdes? Qui pourra dire combien de rêves ébauchés s'évanouirent au spectre de la misère?

L'amour est avant tout un choix. C'est par le choix que l'union sexuelle s'élève au-dessus de la bestialité et l'union est plus forte, plus durable, mieux réussie selon que le choix est plus minutieux. Mais il n'y a pas de choix possible sans liberté. La garantie, la sanction de toute espèce de choix, c'est l'indépendance.

Or les duretés économiques présentes tiennent les individus sous la plus dure servitude qui se puisse imaginer, elle leur enlève toute garantie d'indépendance. Chacun de nous est comme rivé à une place fixe par les volontés de l'exploitation générale et, par suite, entravé pour le choix sexuel qui, lui, tend à imposer sa loi, à assigner aux individus des places spéciales et à déterminer justement entre eux les rapprochements interdits peut-être par l'exploitation capitaliste.

Tandis qu'un travail normal, tel qu'il serait nécessaire pour alimenter une vie sociale exempte d'inégalités et de privilèges, ne pèserait jamais sur l'individu de façon à le priver de sa liberté d'action en quelque domaine que ce fût, le surmenage écrasant où nous contraint aujourd'hui la loi des plus riches peut créer à chaque instant et crée en fait mille entraves au choix sexuel. Il arrive presque toujours ou que les choix de l'amour sont contrecarrés par les nécessités de l'exploitation ou que les unions sont décidées par des raisons tirées de cet ordre, ce qui revient à dire que le choix n'y est pour rien. Loin d'être souverain comme ce devrait être, c'est à peine si, de loin en loin, le choix sexuel est obéi.

Aux femmes plus encore qu'aux hommes il est refusé, car plus que les hommes les femmes sont assujetties au capital. Moins aptes que l'homme à gagner sa vie, au sens où cela s'entend dans le hideux tripot qui nous tient lieu de société, la femme doit tenir compte plus que l'homme encore des exigences de l'exploitation capitaliste.

La femme, si l'on peut dire, est deux fois esclave de cette exploitation. Tant que la société sera fondée sur le salariat, les destinées de la femme, en effet, *seront toujours* plus ou moins entre les mains de l'homme. Elle n'aura, souvent, de contact avec la vie sociale, elle ne pourra toucher sa part au bénéfice du labeur commun — labeur féminin cependant aussi bien que masculin — que par l'intermédiaire de l'homme. C'est donc pour la femme une seconde servitude venant se greffer en quelque sorte sur celle où est enchaîné déjà tout individu qui relève d'un régime capitaliste.

Et pour l'amour cette servitude a d'énormes conséquences. Amenées souvent à ne voir dans l'union sexuelle que l'avantage de partager le salaire d'un *homme*, les femmes sont destinées par là même à se laisser choisir plutôt qu'à choisir. Elles portent plus lourdement que les hommes la haine de la société présente contre l'amour.

De ce que nous venons de voir, il résulte que l'amour doit être souvent considéré dans le monde moderne comme un élément de trouble.

Une fois engagé dans l'entreprise capitaliste — et comment ne pas y entrer si l'on veut vivre? — nous perdons notre individualité pour devenir une valeur commerciale. Comme des céréales ou des titres de rentes, nous figurons sur des marchés. Pour la société bourgeoise, nous ne sommes qu'un chiffre. Et il importe à la facilité des calculs comme à la justesse des évaluations dont notre vie dépend que nous ne soyons rien autre. Tous les modes de l'activité humaine capables de dérouter la bourse de nos productivités et de jeter un trouble dans la comptabilité sociale, sont suspects à ce titre et surveillés de près. L'amour est de ceux-là le plus dangereux.

Et l'individu s'en rend bien compte. Car les intérêts dits sociaux — aussi arbitraires et aussi menteurs soient-ils dans une société fondée sur l'exploitation de tous par quelques-uns — ces intérêts n'en restent pas moins immédiatement, pratiquement ceux de l'individu. D'une façon plus ou moins consciente, les jeunes gens se font les interprètes de la société bourgeoise contre l'amour perturbateur de cette société. C'est en eux-mêmes, au fond de leur conscience, que le premier et le plus grave conflit a lieu, que le plus dangereux assaut est donné à ce sentiment.

Dans l'effrénée concurrence des appétits, dans le conflit mortel des besoins, l'homme moderne se sent perdu s'il se détourne du but où il est rivé : nourrir son corps. Il sait aussi que l'enivrement de l'amour entraîne loin des mesquins calculs et que devant lui s'évanouissent les plus élémentaires précautions de l'intérêt personnel. Aussi s'abstient-il de la liqueur grisante un peu comme le marin qui redevient sobre quand son tour arrive d'être à la barre.

Et l'âge des premiers frissons amoureux est aussi celui des malsaines mais nécessaires ambitions, de la lutte la plus âpre; sous peine de mourir de faim ou de n'avoir jamais de place en la société, les jeunes hommes doivent, à coups de bec et d'ongles, entamer la tourbe des humains rués vers l'or. On dirait que le vent de mort choisisse pour les dessécher les cœurs verdoyants. Plus tard, pour les vainqueurs de la bataille, une accalmie peut-être se produira. Mais le temps de la foi en l'amour sera passé et venu celui des blasphèmes contre un sentiment dont les férocités sociales auront fait un épouvantail et un ennemi.

Entre les intérêts de l'amour et ceux de la société capitaliste il existe donc, nous venons de le voir, une contradiction absolue. Pour la société moderne, l'amoureux réalise en une certaine mesure un type de révolté. Et il est naturel que la société abatte le révolté chaque fois qu'elle le peut. Des deux ennemis en présence c'est le plus faible nécessairement qui doit disparaître.

Il est naturel aussi que des catastrophes terribles se produisent lorsque après avoir triomphé, en tel individu, de l'ambiance meurtrière, du mauvais vouloir social, l'amour tâche à s'épanouir en dehors et au-dessus, lorsqu'il s'affirme comme une réalité, non plus seulement comme une aspiration. Les deux ennemis alors sont en présence, et il doit y avoir bataille. La bataille souvent est terrible. L'amour se heurte aux réalités contraires, aux intérêts adverses, et le conflit, venant ainsi à l'état aigu, se dénonce par ces drames si fréquents qu'on n'y prête même plus attention. En un monde où l'amour n'a pas encore de place au soleil, où il doit s'accommoder de ce qu'on lui laisse, se satisfaire comme il peut quand toutes les autres affaires humaines ont été faites, il est évident que l'apparition de ce sentiment doit être marquée par des crises, des troubles et des désordres de toute nature.

CHARLES-ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA GRANDE FAMILLE. — Chaque semaine, il faut raconter l'assassinat, par leurs chefs, d'un ou de plusieurs soldats.

Le soldat Rabier du 131e régiment de ligne, caserné au Château-d'Eau, se sentant malade, se présenta à la visite du médecin-major Girardin. Celui-ci, sans presque l'examiner, refusa de le reconnaître malade. Rabier, n'en pouvant plus, alla se coucher dans l'après-midi, et se vit infliger quatre jours de salle de police par le sergent-major Coutray. Le lendemain, ce malade têtu se représenta devant le major qui persista dans son ânerie. Alors le capitaine, suivant « les traditions de l'armée », traditions d'ignoble lâcheté qui ameutent toute la hiérarchie des gradés contre un malade sans défense, lui ajouta quatre autres jours de salle de police.

La salle de police ne jouissant pas de vertus thérapeutiques suffisantes, la maladie de Rabier empira, si bien qu'on dut le transférer d'urgence à l'hôpital où il mourut d'une broncho-pneumonie.

Le sergent-major Coutray est, lui, un sous-officier modèle. Ne répondait-il pas à un soldat demandant une permission pour assister aux derniers moments de sa mère mourante : « Au régiment, il ne faut pas avoir de sentiment? »

Si, laissant de côté tout sentiment, les pioupious martyrisés viennent à appliquer le système des compensations, à qui la faute?

∴

ENFANT MARTYRE. — Une fillette de dix ans, Jeanne Saupin, était constamment rossée par son oncle, un alcoolique qui ne passait pas un jour sans être ivre. Les voisins entendaient, sans intervenir, des scènes épouvantables dans le logement de cette brute. Ils avaient bien, en citoyens disciplinés et respectueux des formalités légales, autant que de leur propre sécurité, averti à plusieurs reprises le commissaire de police du quartier. Mais celui-ci, n'ayant en vue aucune vacation à palper, n'avait pas jugé à propos de se déranger.

L'autre jour, une scène plus violente se produisit et Saupin jeta sa nièce par la fenêtre. Les voisins, attroupés dans la cour de la maison, amortirent heureusement la chute.

Le martyre de l'enfant durait depuis le mois d'octobre, et pendant ces sept mois, pas un homme du voisinage n'eut le cœur d'agripper l'ivrogne, de l'intimider par des menaces et au besoin de lui infliger une correction salutaire. Tout le monde aima mieux

aller solliciter une intervention d'un commissaire de police qui s'en f... iche.

En attendant, l'enfant souffrait et n'a dû qu'à un hasard de ne pas être tuée par son bourreau.

Quand donc apprendrons-nous à agir, et à ne pas toujours compter sur l'autorité pour rétablir la justice sur cette terre?

ANDRÉ GIRARD.

* * *

LE DROIT A LA VIE. — Louis Gaston, dessinateur, vingt-neuf ans, et sa compagne, Marie Horsak, trente ans, se sont suicidés chez eux, aux Batignolles, en absorbant du cyanure de potassium. La chambre qu'ils occupaient leur était sous-louée (30 fr. par mois) par une dame B..., rentière. Tant que Gaston put travailler, tout alla bien; mais à force de s'user les yeux à son métier, il devint presque aveugle, et ne put plus dessiner. Ne gagnant plus d'argent, il ne put payer son terme, et Mme B... lui donna l'ordre de déguerpir. Où aller? Vers la misère de plus en plus profonde? Les deux amants ont préféré se réfugier dans la mort.

Qui osera soutenir qu'ils n'avaient pas le droit de vivre, aussi bien que Mme B... et tant d'autres?

Après les jeunes, les vieux. A Pantin, un journalier âgé de soixante ans, François Duclos, depuis longtemps dans la misère, en a eu assez et s'est noyé dans le canal de l'Ourcq. En soixante ans de servitude, n'avait-il donc pas assez produit, assez rendu de services aux autres membres de la société, pour mériter, sur ses vieux jours, un peu de repos et de bien-être? Rothschild et le pape disent que non.

* * *

COMMENT LA RELIGION MORALISE. — Le cher frère Hildebert, de l'école congréganiste de Marle, près Laon, ce violeur d'enfants dont nous avons parlé la semaine passée, et qui était en fuite, vient d'être arrêté, au moment où il allait franchir la frontière d'Espagne, pays très catholique où il espérait être reçu à bras ouverts.

Un mandat d'amener est lancé contre un autre pieux personnage, le cher frère Cléomène, autre violeur d'enfants. Dans l'intérêt de la Sainte Eglise, ses supérieurs l'ont fait filer. C'est la coutume.

A Lyon, un ancien élève d'un orphelinat tenu par des frères maristes a écrit au parquet pour dénoncer le supérieur et plusieurs frères comme se livrant sur leurs élèves à des actes contre nature.

A Choisy-le-Roi, un médecin, le Dr Laforest, accusé d'exploits du même genre sur des enfants, et sur le point d'être arrêté, s'est suicidé, après avoir tout avoué à sa femme. Or, ce médecin appartenait à une famille très pieuse, et lui-même, homme bien pensant, faisait élever ses fils chez les dominicains d'Arcueil.

Amen!

* * *

L'HONNEUR DE L'ARMÉE. — La Chambre des appels correctionnels confirme le jugement condamnant le lieutenant Boisson à cinq ans de prison, dix ans d'interdiction, etc..., pour espionnage.

« Quand un homme a été jugé par sept loyaux officiers français..... »

Le commandant Cuignet vient d'être mis en non-activité par retrait d'emploi. Ce loyal officier avait, par l'intermédiaire d'un juge d'instruction (Grosjean), fait remettre au *Petit Journal* un dossier confidentiel confié à sa garde (correspondance échangée entre les ministres des affaires étrangères et de la guerre, au sujet du conflit entre Cuignet et Paléologue, sur la traduction de la dépêche Panizzardi). Suivant l'habitude des militaristes, les pièces de ce dossier publiées par le *Petit Journal* ont été tronquées et altérées en faveur de l'Etat-major. Vive l'armée faussaire! Et c'est ce même Cuignet qui, devant la Chambre criminelle, n'avait pas assez de mépris pour les agissements de son collègue du Paty de Clam...

« Quand un homme a été jugé par sept loyaux officiers français. . »

H. CH.

Belgique.

C'est en termes laconiques que les journaux les plus démocratiques annoncent l'expulsion du compagnon Sébastien Faure qui devait parler, samedi 6 mai, à la *Populaire* de Liège, en faveur des grévistes belges.

Ne récriminons pas. Certes, il est navrant de constater à quelle réaction gouvernementale effroyable nous sommes amenés, au moment même où le socialisme parlementaire semble faire victorieusement sa trouée dans les élections législatives, et les plus acharnés partisans de la « légalité à outrance » doivent sentir leurs convictions se lézarder de maintes fêlures.

Mais qui donc proclamait naguère que chaque peuple a le gouvernement qu'il mérite? En Belgique, en effet, l'inertie de la classe ouvrière est ancrée à ce point, que les plus ardents des travailleurs sont devenus taillables et corvéables à merci et l'heure approche où le gouvernement clérical pourra, sans susciter les moindres révoltes collectives, se livrer aux attentats les plus monstrueux contre les plus élémentaires des libertés.

Depuis deux années, il s'est distingué par des expulsions arbitraires qui feraient frémir chacun d'entre nous, si nous n'étions convaincus depuis longtemps qu'un gouvernement, *quel qu'il soit*, est contempteur de la dignité humaine et a en horreur les moindres velléités d'indépendance, de science, d'émancipation économique ou philosophique.

Louise Michel fut brutalement arrachée de la tribune, arrêtée et reconduite à la frontière lorsqu'elle vint, il y a dix-huit mois, nous entretenir des atrocités de Montjuich et de l'exécution de notre vénérable ami Angiolillo.

Charbonnel, dont la propagande, purement de surface, n'était pas de nature à mettre à feu et à sang le pays belge, n'échappa nullement pour cela à l'arbitraire et à la tyrannie ministériels.

Aujourd'hui, c'est Sébastien Faure qui écope.

Que voulez-vous? Les masses sont tellement aveuglées par des politiciens sans vergogne que le gouvernement n'a plus à craindre le moindre obstacle à ses projets liberticides.

Toutefois, il importe d'étudier la situation avec netteté. C'est ce que nous ferons.

FLAUSTIER.

Italie.

Les événements les plus remarquables de la semaine sont : l'évasion du camarade Malatesta et la crise ministérielle. L'heureuse nouvelle de l'évasion du camarade Malatesta et de trois autres nous a procuré une immense et indicible joie. La délivrance de Malatesta, c'est une grande chance pour le mouvement anarchiste, et surtout pour l'agitation révolutionnaire en Italie. Cet homme qui, depuis trente ans, prend une part très active au mouvement anarchiste et joue un rôle considérable dans tous les mouvements révolutionnaires; cet homme dont la haute intelligence, l'énergie indomptable et la rare fermeté de caractère ont fait le plus redoutable ennemi du gouvernement italien, en reprenant sa place de combat ne manquera pas de donner une forte impulsion au réveil révolutionnaire qui se fait de plus en plus sentir en Italie.

Le gouvernement italien, redoutant la grave responsabilité de cette évasion vis-à-vis de la bourgeoisie, a gardé, tant qu'il a pu, le plus grand silence. De sorte que nous en avons appris la nouvelle des journaux français. Mais, pressé par la presse démocratique, il a dû, malgré lui, l'avouer. Cependant, pour garder le prestige de sa haute réputation de bon gendarme et geôlier, il a peint cette évasion comme quelque chose d'héroïque et de légendaire. Malatesta et ses trois compagnons de souffrance, chose inouïe, auraient profité d'une tempête terrible pour s'évader, sur une petite barque, de l'île où la férocité d'un gouvernement militaire les avait relégués. Et comme meilleure décharge de sa responsabilité, il avait fait répandre par la presse salariée la nouvelle de leur naufrage!

Mais heureusement que, au grand chagrin de nos fantaisistes gouvernants, nos camarades ont échappé aux fureurs de la mer et des vagues! L'imbécillité de nos gouvernants n'est donc pas moins grande que leur férocité.

Je vous ai dit que le deuxième événement important de la semaine, c'était la crise ministérielle. Sur ce fait très intéressant, je vous écrirai la prochaine fois. Je crois hors de propos de vous en exposer à présent la signification et la portée, la crise n'étant pas encore résolue au moment où je vous écris.

J'achèverai cette lettre en envoyant les meilleurs souhaits à nos trois camarades échappés de la Sibérie italienne.

L. VIVALDO.

Maroc.

Partout où elles résident, les autorités espagnoles pratiquent la sauvagerie. Une pauvre fille de Tanger était assignée à comparaître devant le consul d'Espagne. Malade, elle demanda un délai de vingt-quatre heures. Pour toute réponse, elle fut arrachée de son domicile par quatre policiers, jetée sur le dos d'un âne et conduite de la sorte jusqu'à la prison consulaire.

N'ayant cessé de se débattre chemin faisant, elle avait été si bien brutalisée par les agents qu'on dut ensuite la transporter à l'hôpital où elle resta plusieurs jours au lit. Après quoi, elle fut relâchée sans autre explication.

Voilà comment on civilise les prétendus sauvages. Quelques-uns se laissent corrompre par de tels exemples et adoptent ces mœurs de brutes; les autres, révoltés par de tels spectacles, conçoivent contre toute civilisation — bonne ou mauvaise — une haine farouche.

A. B.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Déclaration de l'Association des Etudiants socialistes de Lausanne.

Notre but, c'est la lutte pour l'établissement d'une société humaine basée sur un socialisme rationnel et intégral.

L'Association part des principes suivants et admet toutes les bonnes volontés qui les partagent :

Internationalisme.

Suppression de tous dogmes.

Communauté des biens.

Individualité des personnes.

Les moyens d'action sont les conférences, brochures, manifestations, etc.

L'Association ne possède pas de règlements et n'adhère à aucun parti.

Toutes ses séances sont absolument libres.

* * *

Groupe des E. R. S. I. — Réunion tous les mercredis, à 8 h. 1/2, au local, 5, rue de l'Arbalète.

* * *

SAINT-DENIS. — La *Pensée Nouvelle*, groupe d'études scientifiques littéraires. — Les veillées d'études qui avaient été interrompues pendant quelque temps vont reprendre leur cours.

Des causeries et des lectures y seront faites tous les mercredi et vendredi soir.

Tous les jeunes gens conscients y sont cordialement invités.

S'adresser au camarade L. Grandidier, 1, rue Pierre Béguin.

* * *

AMIENS. — Tous les samedis, à 8 heures, groupe d'études au *Cent de Piquet*, faubourg du Cours.

* * *

CAVAILLON. — Camarades, vous souffrez tous des promiscuités gouvernementales, sans qu'il soit donné à votre existence un récipient de réconfort et d'ardeur. Cette ardeur ce réconfort nous les possédons, en matière physique et intellectuelle. Délivrés du passé et de toute « moralité » bourgeoise, débarrassés de tout préjugé nous versant dans l'exploitation l'igno-

rance, la résignation, etc., nous ferons appel à toute énergie, à toute volonté sans distinction de race et de nationalité.

Nous ne demandons qu'une minime conception de votre savoir et de votre vouloir. C'est de marcher la main dans la main pour la revendication de nos droits et pour la conquête de notre propre dignité, dans le but de vivre heureux, vivre libres, vivre dans la paisible recherche de la science et de la philosophie sociales enlacées dans un élan de fraternité. Vivent les hommes libres! Vive la liberté!

Pour le groupe libertaire :

BAPTISTE SABRIA, 3, rue Gallet.

Le camarade Sabria convoque tous les camarades, ainsi que les lecteurs des journaux anarchistes et ses amis, partisans de la Justice et la Vérité, à la réunion qui aura lieu samedi 19 mai, à 8 h. 1/2 du soir, dans la salle de danse du Grand Café des Arts, pour s'entendre sur l'organisation d'un grand Banquet populaire dont nous ferons connaître l'initiative dans le prochain numéro. Une causerie sera faite par Sabria.

Sujet traité : *De l'organisation des groupes.*

Urgence.

Les journaux libertaires sont en vente chez Goudard, et au kiosque de la place Gambetta, à Cavaillon.

∴

On nous annonce de Bohême l'apparition d'un nouveau journal anarchiste, *L'Endehors*, édité par les soins du camarade K. Vohrizek.

TOMBOLA

Dans la bousculade qui a suivi le tirage de la tombola, une étude de Rodolphe Pissarro a été donnée par mégarde. Le camarade qui l'a reçue est prié de nous la rapporter, en échange du lot qui revenait à son numéro. Elle nous est réclamée par le nº 358.

∴

Le camarade qui était porteur du nº 91 et qui n'a pas eu de lot est prié de passer au bureau.

BIBLIOGRAPHIE

A lire :

L'Esprit militaire, U. Gohier, *Aurore*, 1er mai.
La Mariée, Jean Jullien, *Aurore*, 13 mai.
Le fameux Martin, H. Leyret, *Aurore*, 14 mai.

COLLECTIONS DE 30 LITHOGRAPHIES

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Wuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-gite,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.* — **La Guerre,** *par Maurin.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste plus de collections complètes.

∴

Nous préparons aussi une série d'images à l'usage des enfants. — La première : *Chauvinard*, est parue . . . . » **15**

AVIS

Le 14e dessin de notre collection, *La Guerre*, par Maurin, vient de nous être livré par l'imprimeur : nous le mettons en vente au prix de 1 fr. 25 pris au bureau du journal ou 1 fr. 40 par la poste.

L'exemplaire de luxe, 3 francs.

Portrait de *Cafiero*, gravé par Barbottin. L'épreuve en simili-japon, 0 fr. 50; en tube, franco 0 fr. 60.

Déjà parus dans la série sur hollande :

Proudhon, en tube, franco... 0 fr. 60
Bakounine, — ... 0 fr. 60

Dernières brochures parues : *Les Déclarations* d'Etiévant, couverture par Jehannet; *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, couverture de Rysselberghe; *La Propagande socialiste*, par P. Lavroff; *La Mesure du temps*, par Stackelberg, couverture de Charpentier, 0 fr. 15 l'ex. franco, 7 fr. le cent.

Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris, par Paul Delesalle, 1 broch., 0 fr. 20, en vente au bureau du journal.

Sous la Casaque, par G. Dubois-Desaulle; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock; dans nos bureaux, 2 fr. 50.

Arabesques, par Retté; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte; 2 fr. 75 franco.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Bibliographie anarchiste, *par Nettlau* . . 5 »

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, *par Kropotkine* . . 2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine* . . » 60
Œuvres *de Bakounine* 2 75
La Société future, *par J. Grave* 2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave* 2 75
L'Individu et la Société, *par J. Grave* . . 2 75
Biribi, *de Darien* 2 75
Bas les cœurs! *de Darien* 2 75
Sous-offs, *de Descaves* 2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon* 2 75
Notes sur Berlin, *par J. Ajalbert* . . . . 2 »
L'Inquisition en Espagne, *par Tarrida del Marmol* 2 75
Le Socialisme en danger, *par Domela Nieuwenhuis* 2 75
Evolution et Révolution, *par Elisée Reclus* 2 75
Fabrique de pions, *par Zephyrin Raganasse* 2 75
La Commune, *par L. Michel* 2 75
L'Instituteur, roman, *par Th. Chèze* . . . 2 75
Sous la Casaque, *par Dubois-Desaulle* . . 2 75

De chez Flammarion :

Le 51me Chasseurs, *par Courteline* . . . 2 75
Les Paroles d'un révolté, *par Kropotkine* . 1 25
Les Croix et les Glaives, *par Th. Jean* . 2 75
Lidoire, *par Courteline* . . . . 1 »

De chez Douin :

La Lutte pour l'existence et l'association pour la lutte, *par J.-G. Lanessan* . 1 50
Le Transformisme, *par J.-G. Lanessan* . . 7 »

De chez Carré :

Les Assemblées parlantes, *par Leverdays* 2 75

De chez Pedone :

L'Histoire sociale au Palais de Justice, *par Saint-Auban* 2 75

De chez Schleicher :

Histoire de la création des êtres organisés, *par Hæckel* 12 50

De la Revue blanche :

Sous le Sabre, *par Ajalbert* 2 75
L'Armée contre la Nation, *par U. Gohier.* 2 75
La Débandade, *par M. Lami* 2 75

De chez Ollendorff :

Le Calvaire, *par Mirbeau* 3 25

De chez Dentu :

Le Primitif de l'Australie, *par E. Reclus.* 2 75

De la Société libre d'édition des Gens de lettres :

Escarmouches, *par Rainaldy* 2 75
Delcros — 2 75

BIBLIOTHÈQUE DES TEMPS NOUVEAUX

51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

Aux anarchistes qui s'ignorent, *par Charles-Albert, franco* . . . . » 10
L'Anarchie dans l'évolution socialiste, *par P. Kropotkine* . . . . » 10
L'Evolution légale et l'Anarchie, *par Elisée Reclus* . . . . » 10
Un anarchiste devant les tribunaux, *par Georges Etievant* . . . . » 10
Burch Mitsu, *par Georges Eekhoud* . . . » 10
L'inévitable Anarchie, *par Pierre Kropotkine* . . . . » 10
La Guerre et le Service obligatoire, *par Léon Tolstoï* . . . . » 10
Bibliographie de l'Anarchie (préface d'E. Reclus), *par Nettlau* . . . . 5 »
Le Mouvement anarchiste, *par Jacques Mesnil* . . . . » 15
La Grande Grève des Docks, *par J. Burns et P. Kropotkine* . . . . » 15
Gesprek tusschen twee Boerenarbeiders, *door Enrico Malatesta* . . . . » 15
A M. Emile Zola, *par Ch.-Albert* . . . . » 15
Immoralité du mariage, *par R. Chaughi* . » 15
L'Art et la Révolution, *par Wagner* . . . 1 10
L'Humanisphère, *par Dejacques* 1 10
Un peu de théorie, *par Malatesta* . . . . » 15

Adresser tout ce qui concerne la Bibliothèque à Ch. Hautstont, 51, rue des Eperonniers, à Bruxelles.

PETITE CORRESPONDANCE

M., à Liège. — Bien reçu, en effet, 4 francs. Mais votre adresses? que voulez-vous?

Chapolon, à Saint-Etienne. — Envoyez-nous le premier numéro lorsqu'il sera paru, nous en parlerons. Nous ne faisons pas d'annonce de journaux que nous ne connaissons pas.

R., rue de la Goutte-d'Or. — *Produits de la terre* épuisé.

B., à Jonzac. — Vous avez raison, nous rectifions l'erreur.

D., à Reims. — L'envoi sera continué, vous paierez quand vous le pourrez.

Guise. — Ça sera ce que vous voudrez.

Fives. — Nous envoyons ce que nous pouvons, mais impossible d'envoyer tout. Vingt demandes pareilles à la vôtre épuiseraient le tirage. — Nous complétons avec de vieux numéros.

Hamelin. — C'est que le numéro s'est perdu en route.

C. M. — *La Commune*, 3 fr. 50, par Lissagaray, Dentu, éditeur, 78, boulevard Saint-Michel. Et aussi la *Commune* de Louise Michel, 3 fr. 50, chez Stock, galerie du Théâtre-Français.

Reçu pour la brochure à distribuer : Fives, 3 fr. — Angers, deux étudiants, par H., 0 fr. 30. — En tout : 3 fr. 30.

Reçu pour la famille Angiolillo : D'Avignon : Mirol, 0 fr. 50; Gaudet, 0 fr. 50; Chauvet, 0 fr. 30; Méri, 0 fr. 50; Pomeau, 0 fr. 50; Coube, 0 fr. 50; Perrier, 0 fr. 50; Marius Fayolle, 0 fr. 50; Maucuer, 0 fr. 20; Un peinard, 0 fr. 25; Un révolté, 0 fr. 25; Un turco du dépôt, 0 fr. 15; Arthur de Nimes, 0 fr. 25; Barnier, 0 fr. 50; P. Cambe, 0 fr. 50; Lami, 1 fr.; Lami Jean, 0 fr. 50; Mouve, 0 fr. 25; Cambe Jean, 0 fr. 25. Total : 7 fr. 90.

Reçu pour le journal : N. F. V. (cotisation mensuelle), 5 fr. — M., à Pantin, 5 fr. — M., à Newcastle, 0 fr. 25. — R., à Warigny, 3 fr. — H., 0 fr. 50. — G. F., à Paris, 4 fr. — Un gagnant, 1 fr. — Germinal, 0 fr. 75. — G. C., à Come, 4 fr. — C., à Valréas, 0 fr. 25. — P., par H., à Angers, 0 fr. 30. — Merci à tous.

B., à Rochefort. — P., La Chapelle-Herlaumont. — R., à Roanne. — B., à Agen. — B., à Nantes. — J. C., 44. — K., à Rennes. — B., à Rouen. — B., à Genève. — B., à Toulon. — C., à Toulon. — P., à Peyrins. — B., à Brest. — M., à Anvers. — R., à Roubaix. — G., à Lyon. — V., à Nimes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 5 DIX CENTIMES DU 27 MAI AU 2 JUIN 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS DE L'EXTÉRIEUR

Ceux dont l'abonnement a expiré fin avril, sont priés de nous envoyer le montant de leur renouvellement cette semaine, s'ils ne veulent pas éprouver d'interruption dans la réception du journal.

LA RÉVOLUTION ET LE PAYSAN [1]

Une des plus solides objections qui soient faites contre l'idée de l'abolition de la propriété individuelle, c'est l'attachement bien connu du paysan pour son morceau de terrain, de sa rapacité à vouloir l'agrandir sans cesse, au prix des plus pénibles efforts, des privations les plus dures.

L'objection n'est pas sans valeur, l'obstacle n'est pas sans donner à réfléchir, mais non insurmontable, pourtant.

Si, comme les parlementaires, nous n'avions, pour arriver à réaliser notre idéal, d'autre moyen que de décréter que la terre appartient à tous, sans appartenir à personne, cela serait difficile à faire comprendre aux gens, et impossible à faire pénétrer dans les mœurs.

Mais la façon dont les gens envisageront la propriété, nous importe peu, au fond. Ce que nous voulons, avant tout, c'est que tous puissent employer leurs efforts, travailler à la satisfaction de leurs besoins, sans être forcés de se plier à l'exploitation de leurs semblables.

Or, quand la valeur représentative d'échange sera abolie, quand les gens ne pourront détenir de la terre ou de l'outillage que ce qu'ils pourront mettre en œuvre eux-mêmes, force leur sera bien de laisser à la disposition des autres ce qu'ils ne pourront pas travailler ni faire travailler à leur profit.

C'est le fait lui-même qui forcera les gens à se modeler sur le nouvel état de choses. Le paysan qui aura la terre en louage commencera par la travailler pour son compte. Le gros fermier qui occupe des garçons de ferme sera bien forcé de composer avec eux pour l'exploitation de sa ferme, ne pouvant faire à lui seul le travail que tous lui font.

Mais, bien entendu, on ne doit pas se reposer là-dessus, en espérant que cela s'arrangera tout seul ; il y a là toute une œuvre de propagande à réaliser parmi l'habitant des campagnes. Négligée jusqu'ici, faute des moyens nécessaires pour la faire avec efficacité, mais qu'il sera utile d'entreprendre cependant.

⁂

Ce sera la besogne préparatoire, mais lorsque la lutte contre l'ordre de choses existant aura pris toute son extension, il est évident qu'il faudra que l'élément des villes tienne de plus en plus compte de l'élément des campagnes.

Dans les révolutions politiques passées, les campagnes n'ont jamais compté pour quoi que ce soit dans le mouvement qui s'opérait ; mais elles prenaient terriblement leur revanche par la suite.

On renversait le gouvernement à Paris, quelques grandes villes prenaient part à la lutte en chassant les fonctionnaires en place, en brisant les insignes du pouvoir déchu ; les plus hardis se substituant aux lieu et place des fonctionnaires chassés, administrant comme avaient administré leurs prédécesseurs, quitte à faire ratifier plus tard leur prise de possession par le pouvoir central sorti de la nouvelle révolution. Et les choses reprenaient leur cours habituel.

Quant aux habitants des campagnes, ce n'était que par ouï-dire qu'ils apprenaient que quelque changement politique s'était fait sentir quelque part.

Les fonctionnaires de village n'étant que le menu fretin des déplacements, ce n'est qu'à la longue que le leur s'opérait. C'est par quelque proclamation du nouveau gouvernement que les administrés apprenaient que c'étaient de nouveaux protecteurs qui s'étaient chargés d'assurer leur bonheur. L'en-tête des papiers officiels persistant, parfois longtemps après encore, à porter la suscription et les cachets du gouvernement déchu.

La campagne, il est vrai, prenait sa revanche, lorsqu'elle était consultée par le suffrage universel, en envoyant au pouvoir tous les partisans des systèmes rétrogrades, et en faisant obstacle aux réformes qu'auraient pu apporter les nouveaux gouvernants, si jamais ils avaient eu l'intention d'en opérer. Mais nous savons que l'objectif de tout gouvernement est d'assurer sa stabilité, et non d'opérer les changements que n'ont pas su opérer les intéressés eux-mêmes.

Dans la révolution entrevue par les anarchistes, il doit en être, il en sera différemment, car ce n'est plus par un changement des hommes au pouvoir qu'elle s'opérera. Ce n'est plus un changement de surface qui devra s'opérer, mais une transformation complète de toutes les relations sociales, s'opérant aux bases mêmes de son organisation, un balayage complet des institutions actuelles. Et comme la tactique anarchiste est d'agir partout où il est possible, sitôt que la possibilité de faire une action efficace se produit, la révolution engendrée par la conception anarchiste se fera sentir jusque dans les coins les plus reculés de la campagne.

⁂

A ce point de vue, du reste, la conception anarchiste sera salutaire. En développant chez les individus l'esprit d'initiative, le besoin de secouer les entraves, elle les fait davantage participer à la vie sociale. Le paysan entend dire son mot dans l'organisation sociale où il doit évoluer. La bourgeoisie, en forçant les gens à lire, malgré son désir de les fournir d'idées toutes faites, les a mis en état de réfléchir un peu plus, en aidant à leur ouvrir l'entendement.

Peu à peu les idées nouvelles s'infiltrent même jusque dans le plus petit hameau. Les déplacements sont plus fréquents, les relations postales plus suivies, plus nombreuses. Le journal va partout, et le plus réactionnaire, en ridiculisant ou calomniant l'idée nouvelle, aide quand même à la colporter, car il force les gens à s'en occuper, à la discuter, en amène à chercher à se rendre compte de ce qu'elle est. C'est la brèche ouverte à sa compréhension.

J. GRAVE.

(1) Extrait de l'*Anarchie, but et moyens*, à paraître chez Stock.

CONTRE DES VAINQUEURS

Le succès de la revision paraît aujourd'hui certain. A défaut d'autre indice, il suffirait de voir sortir de leur ombre ceux qui, en toute circonstance, répondent à l'appel après la bataille et du côté de la victoire. Des députés comme le jeune citoyen Zévaès manœuvrent pour prendre la tête du mouvement et tout récemment, à Marseille, les sieurs Carnaud et Cadenat, députés eux aussi, attestaient par leur embrassade avec Jaurès que le Dreyfusisme est enfin devenu un bon placement électoral.

Eh bien, cette heure où les courtisans du succès commencent à venir est aussi, croyons-nous, celle que doivent choisir pour s'en aller les révolutionnaires clairvoyants, les socialistes pour le socialisme, d'un mot tous les hommes de vrai progrès.

Tant que des révélations étaient à faire, tant que de mystérieux dessous restaient à découvrir, ce n'était pas notre rôle d'entraver l'œuvre de revision. De cette œuvre allait sortir, puissamment illustrée, une idée que nous fûmes, nous anarchistes, les premiers à répandre par le monde : l'armée repaire de criminels, fabrique de bandits. Tant que restait l'espoir d'un peu plus de boue sur un galon, rien ne nous empêchait même de donner un coup de main. Là était, en effet, le grand intérêt de l'affaire, son enseignement capital. Il fallait que cet enseignement fût tiré jusqu'à la fin. Et voilà comment nous pûmes écouter avec patience, se gargarisant des grands mots de justice et de vérité, les représentants et les défenseurs d'une classe sociale synonyme d'injustice et de mensonge.

La même patience, aujourd'hui, n'est plus de

mise. Et nous voici au carrefour où des gens, qui, par hasard, ont fait route ensemble, doivent se séparer.

Parmi ceux qui ont mené le combat et sont aujourd'hui près de vaincre, la plupart, d'ailleurs, vont rebrousser chemin, effrayés de se trouver si loin de chez eux. Certains, il est vrai, ont clairement promis de poursuivre, avec nous, leur route vers l'avenir et d'achever, au lieu de simplement la recommencer, la révolution d'il y a un siècle. Tiendront-ils cette promesse? Nous le saurons quand il leur plaira d'organiser l'agitation pour un ouvrier mort de faim ou pour un simple soldat assassiné dans un conseil de guerre. Ce ne sont pas les occasions qui manquent. Et qu'on ne nous objecte pas l'indifférence du public. Car il nous semble qu'au début on ne marchait pas trop, non plus, pour l'Ile du Diable.

Quoi qu'il en soit, le moment est venu d'apercevoir les dangers de l'affaire après ses bénéfices.

Les bénéfices, nous le répétons, sont désormais acquis et rien ne pourrait nous en frustrer, Dreyfus restât-il en son bagne. C'est le mépris accru pour les gens de caserne. Ce sont des arguments et des documents à brassées pour la grande lutte ouverte contre la brutalité crapuleuse des militaires.

Les dangers? Il convient aussi de les regarder en face. Car aussi longtemps que nous ne serons pas maîtres absolus de nos destinées, nous n'avons pas le droit d'être trop confiants.

Si l'affaire Dreyfus peut avoir une immense portée sociale, c'est — ne l'oublions pas — interprétée à la lumière des principes rénovateurs qui commencent à travailler le monde moderne. Rapetissée à la mesure de ceux qui l'ont faite et conduite, elle ne dépasse pas une question de légalité et de hiérarchie entre des pouvoirs. Or, nous ne pouvons laisser glorifier ni la légalité, ni le pouvoir, ces deux choses qui nous tuent. L'autorité civile aussi bien que militaire est coupable, coupable d'être l'autorité. Appliquée équitablement, la loi, toute loi est infâme, aussi bien que falsifiée dans l'intérêt d'un homme ou d'une caste. Quand les dreyfusards parlent de coupables, ils entendent toujours des hommes, nous avons toujours en vue, nous autres, des institutions.

Pour ces récents enthousiastes de justice et de vérité, la justice serait l'application honnête d'un article du Code et la vérité l'exactitude d'un témoignage en face d'un magistrat. Voilà ce qui se dit couramment et voilà ce qu'il ne faut pas laisser dire. La justice et la vérité, c'est du pain dans les ventres, de la pensée dans les cerveaux, de la joie dans les cœurs. Tel est le sens urgent de ces deux mots que depuis quelque temps on prostitue un peu trop, tout de même, aux malheurs d'un capitaine. Or du sens de ces mots, si importants parce qu'ils résument tout l'idéal social, les jeunes générations sont en quelque sorte les gardiennes responsables. Elles doivent y veiller et se souvenir qu'à côté des faussaires qui grattent des documents dans les bureaux d'un État-major, il y a ceux qui faussent nos idées et nos sentiments.

A la faveur de l'agitation pour Dreyfus, il se produit une véritable renaissance du Jacobinisme. Une virginité est en train de se refaire aux idées dont le mensonge s'est étalé tout le long de ce siècle, aux institutions qui ne nous ont libérés d'une servitude que pour nous en forger une autre. On recommence à battre la caisse autour des éternels principes, dont la duperie seule est éternelle. On parle d'égalité, de liberté, de justice bourgeoises, comme si tout cela n'avait pas fait faillite. On fonde une Ligue des Droits de l'homme et, cent ans après, les droits de l'homme continuent d'être les droits du bourgeois.

Clémenceau ressasse les sophismes de la métaphysique menteuse où nos pères furent asseoir le contrat social inique dont les petits font tous les frais. Il soutient que l'injustice soufferte par un seul mord tous les autres, comme si telle solidarité peut exister en nos sociétés de maîtres et d'esclaves, de riches et de pauvres. Il disserte sur la patrie et la patrie c'est pour lui la conquête de la révolution bourgeoise, profitable aux seuls bourgeois. La forfaiture de ce ministre, l'infamie de ce général, l'impudence de ce prêtre épuisent ses colères. Comme ceux de l'autre camp, il appelle un sauveur : l'homme d'État qui ferait rentrer tout ce monde dans le devoir.

Rappelons-nous que le devoir, pour les gens de cette sorte, consiste encore à commettre des crimes.

On nous reprochera d'attiser la haine inféconde des classes. Nous répondons que le libéralisme bourgeois, réapparu avec l'affaire Dreyfus, fut toujours grand amateur de la réconciliation des classes.... à son profit. Personne ne la veut plus que nous la fusion des classes, mais ce que nous ne voulons plus, c'est en être dupes. Qu'appelle-t-on le peuple à la défense de la justice et de la vérité? Il est lui-même toute la justice, toute la vérité. Quand on a tant soif de ces belles choses, on n'a qu'à venir à lui.

Charles-Albert.

LE DROIT A LA BEAUTÉ

La grève subite des facteurs a provoqué dans les sphères gouvernementales une panique qui s'est traduite, selon l'usage en pareil cas, par des injonctions comminatoires et par un redoublement d'oppression. Rien n'est lâchement rancunier comme la peur.

Le président du Conseil est venu en personne déclarer impudemment qu'il ne saurait tolérer, « qu'il ne tolérerait pas que des salariés du gouvernement puissent le mettre à la merci de leurs revendications ».

Et quelles revendications? Une modeste augmentation réclamée par ces travailleurs, qui, pour un salaire quotidien de cinquante-deux sous font, pendant quinze ou seize heures, un métier de chien. Et c'est pour cela que le gouvernement, perdant toute mesure, sort en grand tralala, et secoue, menaçant, ses foudres les plus solennelles! Il ne tolérera pas que ses salariés puissent le mettre à la merci de leurs revendications!

Vraiment?...

M. Dupuy nous fait rire. Il en verra bien d'autres, si l'albuminurie lui en laisse le temps. Ceci, comme toutes les grèves actuelles plus ou moins étendues, n'est qu'un commencement, un petit commencement. C'est l'aube imperceptible, la pointe la plus ténue d'un jour dont M. Dupuy ne saurait vraisemblablement imaginer la rayonnante clarté.

Réclamer, pour pouvoir manger à peu près à sa faim, quelques centimes de plus par jour, qu'est cela, comparé à ce que l'on pourrait, non pas réclamer, mais exiger, à ce qui sera exigé quand les travailleurs auront enfin acquis la conscience de tous leurs droits?

Vivre parqué en des taudis, en d'infects logements trop étroits, mal aérés, aux murailles grises, sales et tristes, entre lesquelles s'épaissit une atmosphère surchargée de microbes, alliés aux relents d'une cuisine grossière et aux émanations vomitives des plombs; ne connaître pour tout luxe que l'image d'Épinal, le chromo criard ou la gravure servilement apologétique du trône, de la fortune ou du sabre, ordure pondue par quelque patriotique publication; toute sa vie durant, demeurer courbé par force sur un travail ingrat, inapproprié aux aptitudes personnelles, sans autre diversion que les rencontres et les rendez-vous chez le mannezingue, ou les trimballages en caravane, marmaille au cou et marianne dans l'œil, par les foires aux pains d'épices et les mascarades officielles; renoncer à jamais rien goûter des élégances de la vie, des jouissances supérieures de l'art, de la science, de tout ce qui embellit la vie, élargit l'esprit, développe l'homme et l'élève, tel est le sort du travailleur.

Son idéal, il lui faut, s'il s'éveille, s'appliquer à l'étouffer, à le restreindre à la mesure mesquine de la platitude générale de sa vie uniforme. Ses aspirations les plus rudimentaires, les plus vagues vers l'abondance intellectuelle, esthétique et sociale, il lui est impérieusement prescrit de les comprimer jusqu'à l'atrophie, car il doit bien se persuader qu'il n'est rien de commun entre ce monde, brillant des splendeurs les plus raffinées, et lui, créateur de toute cette opulence. Bête de somme il est, et bête de somme il doit rester lui dit-on, sous peine de voir contre lui se tourner, menaçantes, toutes les puissances coercitives de l'État que, naïf, il entretient de son effort laborieux.

Et si des réjouissances ou des délassements lui sont octroyés, on aura soin de les lui présenter grossiers, sans art, répugnants de trivialité, pour l'abêtir encore, tout en paraissant l'éclairer. Représentations gratuites des plus vieux rossignols du répertoire; cavalcades officielles avec exhibition solennelle de toute cette friperie carnavalesque et de cette carrosserie en clinquant que seul peut enfanter le mauvais goût gouvernemental; fêtes nationales et de quartier, véritable triomphe du zimm boum boum de bastringue; bœuf gras, vache enragée, parades militaires, voilà les éléments de son éducation esthétique.

C'est assez croupir dans l'ignoble! Nous voulons pour nous et pour tous, non pas seulement le bien-être, mais tout ce que la vie sociale est susceptible de donner de beau, de grand, de moralement et intellectuellement supérieur. Nous sommes las de voir interminablement s'allonger une existence médiocre, banale, animale et vulgaire, sans horizon, sans beauté. Chacun a droit à la beauté, à la beauté intégrale.

Elle fut assez longtemps l'apanage de quelques privilégiés. Il faut que tout homme puise à discrétion, pour le plus complet épanouissement de son être physique et moral, dans l'inépuisable trésor de l'œuvre humaine.

Notre soif d'idéal est immense; et nous voulons l'étancher, nous voulons que chacun puisse étancher la sienne à la source somptueuse où seuls s'abreuvent quelques heureux. Intarissable, elle peut amplement suffire à tous.

Toutes les joies les plus pures, les plus nobles, les plus suggestives d'aspirations supérieures, tout ce qui élargit et intensifie la vie, il nous le faut, il le faut à tous.

Un jour viendra où notre nombre accru rendra notre voix si puissante que rien ne pourra l'étouffer. Ce n'est pas alors quelques miettes supplémentaires que nous réclamerons de nos maîtres; nous affirmerons notre droit imprescriptible à toute la magnificence de la vie. Nous ne demanderons pas, nous ne nous abaisserons même pas à exiger. Nous prendrons.

Nous prendrons ce qui est à nous, ce qui est le fruit de nos efforts, et dont seule jouit, avec notre condescendant assentiment, une poignée d'oisifs.

C'est là ce que verront les Dupuy d'aujourd'hui ou de demain, et que toute l'impérieuse jactance de leur emphatique cabotinage sera impuissante à détourner.

André Girard.

MOUVEMENT OUVRIER [1]

Comme il fallait s'y attendre, la Chambre a prorogé d'un mois la loi sur les accidents du travail. Malgré l'assurance qui leur en a été donnée, que la loi ne créait que de nouvelles charges plus fictives que réelles, les exploiteurs n'ont pas encore voulu se rendre à l'évidence. L'agitation continue dans tous les milieux patronaux pour faire ajourner la loi aux calendes grecques.

A signaler un syndicat patronal qui, dans un exposé de motifs contre son application, affirme que dans maintes circonstances les ouvriers se feront blesser exprès pour jouir de la rente promise ou en faire bénéficier les leurs.

Par contre, les ouvriers, comme je le disais l'autre jour, commencent à jouir des bienfaits de la nouvelle loi, quoiqu'elle ne soit pas encore viable; en voici un exemple : Tous les ouvriers peintres, mariés ou pères de famille, employés à la tour Eiffel, ont été remplacés par des célibataires.

Décidément, le rôle de réformateur ne devient pas aisé; pour une fois qu'ils ont tenté de faire quelque chose, ils mécontentent tout le monde.

Souhaitons sincèrement que cela serve de leçon aux exploités.

***

Il y a quelque temps, le Conseil municipal de Paris, en majorité socialiste!... votait l'interdiction pour les commerçants de faire des étalages sur les trottoirs, la semaine après 8 heures du soir, et le dimanche après midi, et ce, sur la demande des employés de commerce. C'était, en effet, pour eux le plus sûr moyen de ne pas travailler après ces heures. Mais comme le commerçant est grand électeur à Paris, le vote fut rapporté avant même d'avoir été appliqué, et les employés obligés de travailler suivant le bon plaisir de l'employeur, c'est-à-dire une moyenne de 15 à 16 heures par jour, et cela sans interruption.

Un groupe d'employés obligés de subir la loi commune ou de crever de faim vient de faire afficher dans Paris le petit avis suivant : « Les employés de commerce préviennent le peuple parisien que tous les clients achetant après 8 heures du soir et le dimanche après midi seront *estampés.* »

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — Le matelot Leboucher, étant de faction à la coupée du cuirassé d'escadre *Charles-Martel*, eut l'impudence de lever sa baïonnette sur son quartier-maître qui lui adressait des observations, sans doute dans le style choisi et avec l'aménité qui constituent les traditions de l'armée. Il a été condamné à mort.

***

En revanche, le caporal Botini qui avait donné à un jeune soldat un coup de pied à la jambe, coup assez grave pour que le soldat fût exempté de service par le major, n'a pas seulement été inquiété.

A. G.

***

L'Armée. — A Marseille, condamnation, par le conseil de guerre du 15e corps, du soldat Verniette *à dix ans de travaux publics*, pour « outrages à un supérieur ». A Tunis, condamnation, par le conseil de guerre, du soldat Pierron *à la peine de mort*, pour « voie de fait sur un supérieur ».

Au 135e de ligne, trois suicides depuis deux mois. Pur hasard ?

A Merlimont (Pas-de-Calais), un ancien gardien de la paix assassine sa femme à coups de revolver. Pas possible ?

(1) La partie qui traitait de la grève des facteurs ayant été égarée, nous la donnerons la semaine prochaine.

A Bruxelles, les membres de la Chambre de commerce française découvrent, glissé parmi eux, un louche individu, chef de l'espionnage français, ancien ami du faussaire Henry. Ils veulent le mettre à la porte. Le ministre de France leur donne l'ordre, au nom du gouvernement, de laisser tranquille Monsieur le mouchard. Ces mauvais patriotes démissionnent.

A Marseille, le général Metzinger cite à l'ordre du jour du 15e corps le hussard Cardena, pour avoir assommé à coups de fourreau de sabre les pékins qui se permettaient d'acclamer Pressensé et Jaurès. Et il le félicite « d'avoir imposé le respect de l'uniforme à la bande des sans-patrie et des drôles ».

Pour confondre les sans-patrie et les drôles, on se prépare, de Marseille à Paris, à fêter le retour du commandant Marchand, habile explorateur peut-être, et aussi massacreur de nègres et incendiaire de villages.

Et *le Temps* publie la liste des pièces secrètes communiquées aux juges de Dreyfus, à son insu, liste qui convainc définitivement le général Mercier, ancien ministre, de forfaiture et d'usage de faux.

Mais M. le député Millevoye s'étonne qu'à Grenoble, durant le procès Régis, la foule ait conspué et malmené les officiers; il s'étonne qu' « une bande, d'environ trois cents personnes, soit venue devant le cercle militaire en chantant *l'Internationale* et *la Carmagnole* et portant un mouchoir rouge au bout d'une canne »; il s'étonne qu' « une grêle de projectiles ait été lancée sur le cercle » et que plusieurs officiers aient été blessés, alors que, jusqu'à présent, c'étaient les officiers qui blessaient et tuaient les civils; — et il va interpeller à ce sujet.

M. Millevoye, député, a l'étonnement facile. Que voulez-vous? tout change. On se lasse de tout, même du militarisme, même des épaulettes et des dorures sur la manche. Il faut se faire une raison, Monsieur le député.

***

Le Peuple. — De misère, une vieille femme se pend, rue Balagny; une autre s'asphyxie, rue Trézel; deux autres, la mère et la fille, n'ayant pas mangé depuis plusieurs jours et ne pouvant même obtenir à crédit le charbon libérateur, se pendent au même clou. Deux jeunes gens de vingt ans s'asphyxient dans un hôtel, à Enghien, parce qu'ils s'aiment et que la société le leur interdit. Une jeune femme, avec son petit enfant de trois ans, est trouvée la nuit, sur un banc, évanouie, sans travail, sans domicile, sans pain. D'autres se refusent à mettre au monde de la chair à souffrance, et c'est ainsi qu'on trouve, de temps en temps, de petits cadavres dans les fosses d'aisances : ceci vient d'arriver rue Vieille-du-Temple, et l'on ouvre une enquête. Contre la société? Non, contre une de ses victimes.

On fait des rafles sous les ponts, car il y a des gens malheureux au point d'être heureux d'y pouvoir passer la nuit. Dans leur petite société, c'est comme dans la grande : le pouvoir est aux plus forts, et ceux-ci prélèvent des impôts sur les plus faibles : un sou pour coucher par terre, deux sous pour loger dans l'armature de fer.

Un ouvrier italien, en quête de travail et de pain, vient à pied de Milan à Mâcon. N'ayant rien trouvé sur sa route, il veut poursuivre jusqu'à Paris, mais c'est si loin! Alors, il se glisse sous un wagon, s'accroche comme il peut aux tringles du frein, et se laisse ainsi emporter pendant sept heures, risquant cent fois la mort, et les journaux trouvent cela « une façon de voyager originale ».

Ce travail, recherché si âprement, exténue et rend fou. On arrête une ancienne téléphoniste qui, les oreilles et le cerveau blessés par son métier, raconte aux passants que des voix mystérieuses lui parlent. Une jeune employée, aux nerfs sans doute trop fatigués par les exigences des patrons et des acheteurs, quitte tout à coup son sourire contraint et, devenue folle, se jette sur une cliente qu'elle veut étrangler.

Et l'on trouve mauvais que ceux qui travaillent veuillent au moins être payés. Hier, c'étaient les facteurs des postes qui émettaient cette prétention, et on leur répondit, en menaçant : « Vous êtes des fonctionnaires, vous n'avez pas le droit de faire grève. » Droit ou pas, ils ont fait voir leur importance, et, pour s'être croisé les bras rien qu'un jour, ont bouleversé toute la machinerie sociale. Comprendra-t-on bientôt que ces infiniment petits, ces individus mal payés, écrasés de travail, dédaignés, ces ouvrières, ces facteurs, ces gens de rien, dont un bon nombre est voué au suicide, à l'infanticide, au vagabondage, à la misère, à la folie, comprendra-t-on que c'est grâce à leur seul bon vouloir que la société se tient debout et marche?

***

La Magistrature. — Le président du tribunal de Philippeville, accusé de je ne sais pas quoi, était soumis à une enquête. Il ne cessait de protester de son innocence ; mais un juge doit avoir confiance en la justice, ou alors...

Comme Henry, comme le Dr Laforest, il s'est tué.

« Innocent ou coupable », pour employer une formule fameuse, son cas est également édifiant. Coupable ? Comment ose-t-on nous faire juger par des hommes qu'on est obligé de juger à leur tour ! Innocent ? Il savait donc des choses bien étranges sur la façon dont on conduit les enquêtes, qu'il a préféré se tuer ?

***

L'Église. — Arrestation, à la Croix-Rousse, du très cher frère Genis (Bazin, de son vrai nom), directeur d'une très pieuse institution, « pour faits de la plus grave immoralité ». Prions. *Oremus.*

R. Ch.

Belgique.

Lorsque nous déplorons l'inertie de la masse laborieuse hypnotisée par la comédie politico-socialiste, on est parfois tenté de nous taxer de pessimisme.

Deux événements, dans le mois de mai, semblent pourtant donner raison à notre manière de voir : l'un a inauguré le mois, l'autre le clôture.

Nous voulons parler, en premier lieu, de l'échec, pour ne pas dire la banqueroute de la journée du 1er mai.

Il y a quelques années, c'était les armes à la main, en une attitude menaçante, sous un souffle d'expropriation pure et simple, à la grande terreur du capitalisme, que les prolétaires, en hordes innombrables, surgissaient dans les rues ; dans leurs meetings, leurs chants, leurs conversations débordaient en laves terrifiantes les idées salvatrices qui dominaient à l'Internationale.

Puis le 1er germinal ne nous offrit plus que le spectacle d'un cortège choyé par les partisans du « tape-à-l'œil »; chars décoratifs, cartels à inscriptions anodines, feux de bengale, pétarades de foire défilé d'apathiques et d'émasculés, tout en un mot dénotait la déviation des idées socialistes : les députés, entrés à la Chambre au nombre de trente, n'étaient-ils pas là, payés pour cogner sur le ministère et le soulèvement de la masse se justifiait-il encore ?

L'évolution — malheureusement régressive — est arrivée aujourd'hui à son terme : la transformation du 1er mai, à Bruxelles, en une simple journée de beuveries, d'exhibition de toilettes, le tout agrémenté d'un feu d'artifice tiré du haut du « Palais du Peuple ».

Au milieu, cependant, de cette noce pseudo-socialiste, arrivaient les nouvelles alarmantes du bassin industriel ; la grève noire s'étendait, on était à la veille d'une levée de boucliers.

De ce que des attentats à la dynamite étaient signalés dans le Centre et à Charleroi, les journaux bourgeois criaient au scandale; ils oubliaient d'ajouter que les grévistes n'en étaient arrivés à cette mesure qu'outrés, irrités par le mauvais vouloir patronal, comme aussi par les provocations gouvernementales les plus révoltantes.

Certaines communes, où nous donnions des conférences, étaient littéralement mises en état de siège ; les mouchards se glissaient dans les réunions; les gendarmes cherchaient à provoquer des bagarres et si nous ne prenions la précaution de faire noter nos paroles par l'auditoire, le jeu des faux rapports et des témoignages dictés par ordre à des espions asservis eût recommencé de plus belle.

Jamais pourtant le bon droit ne fut plus manifestement du côté des grévistes. Bien plus, nous ne pouvions nous rallier à leurs revendications qu'à titre de pis aller.

C'est que nous pensons que toute amélioration dans le salaire précipite la chute du *salariat* lui-même; trop souvent nous avons nié la possibilité d'améliorer celui-ci par les voies parlementaires, pour ne pas souhaiter son amélioration par ces mouvements grandioses qui seuls peuvent mener le peuple aux douceurs d'un travail libéré et honoré.

Mais la banqueroute de la grève termine le mois qu'inaugurait la banqueroute du 1er mai.

Les socialistes parlementaires ont prêché le « calme », le « respect de l'ordre », la « légalité » plus complète », ne voyant pas que les grèves générales ne devraient être que les premières escarmouches salutaires constituant des enjambées vers des levées de boucliers plus impérieuses.

Mais, au fait, convient-il de récriminer davantage? Avons-nous essayé de former la « conscience révolutionnaire » des foules?

Celles-ci sont-elles responsables d'avoir l'esprit faussé par les paradoxes de légalité dont on les a intoxiquées?

Nous n'oserions l'affirmer.

FLAUSTIER.

*
* *

Lundi dernier s'est ouvert à Louvain le quatorzième congrès du Parti ouvrier belge.

Le député Bertrand a prononcé le discours d'ouverture dans lequel « il fait appel à la sagesse du parti ouvrier pour s'assurer de nouvelles victoires dans l'avenir ».

Victoires électorales s'entend, les discussions du congrès devant surtout porter sur les alliances électorales avec les libéraux et les socialistes-chrétiens.

Un délégué ayant proposé des félicitations aux condamnés politiques, M. Vandervelde a déclaré qu'il ne pouvait s'associer à la partie de ce vœu concernant les « individus » condamnés pour avoir brûlé le drapeau tricolore à Charleroi.

Nous ne pouvons, a déclaré le député socialiste (!!) nous solidariser avec ceux qui ont commis la « canaillerie » de Charleroi.

Les députés socialistes (!) sont décidément les mêmes partout. L'intérêt électoral prime tout, car il ne faut pas voir autre chose dans la déclaration de Vandervelde.

P. D.

Suisse.

Berne, 15 mai. — En ce moment j'apprends l'arrestation survenue à Zurich des camarades italiens Zavattero et Spreafico et du socialiste Invernizzi. Les deux premiers sont expulsés depuis octobre dernier du territoire suisse. Ils devront par conséquent faire quelques mois de prison pour avoir contrevenu au décret d'expulsion et seront ensuite reconduits à la frontière. Ils avaient pris part au cortège du 1er mai et y furent reconnus par des agents secrets.

La police politique, qui fait tous les jours des progrès, a été instituée en Suisse en 1881, sur un ordre de Bismarck. On créa un procureur général chargé de surveiller ou faire surveiller les *meneurs étrangers*. En réalité, ce fonctionnaire prodigue ses attentions aussi aux Suisses et c'est surtout dans le canton de Zurich que la police s'élève, par ruse et hardiesse, au niveau de celle des *grandes* nations. Quel spectacle honteux! La Suisse qui se vantait, depuis quelque vingt ans, d'être l'asile de tous les réfugiés politiques, devenue l'humble servante des Humberto, des Pelloux et de tous leurs sous-gredins!

Hollande.

Lundi, 18 mai, le rideau s'est levé sur le premier acte de la comédie de la paix. Le ministre des affaires étrangères a prononcé, sans rire, un discours pour élever jusqu'aux nues la générosité, les larges idées humanitaires du tyran de la Finlande. Un délégué russe a donné la réplique et puis tous ces messieurs, exténués de cette séance d'une heure, se sont séparés. Samedi, autre séance, suivie celle-ci d'une vacance d'une semaine.

Les journaux donnent la liste complète des délégués — une centaine — tous diplomates et officiers supérieurs avec, çà et là, un avocat ou un consul général. Et dire que ce sont là les gens qui vont assurer la paix universelle! C'est comme si des brigands se concertaient pour garantir la sécurité des grand'routes.

Toute la presse est d'accord que pour notre pays c'est un insigne honneur qu'on ait choisi la Haye pour lieu de réunion et que les Hollandais ont tout lieu d'en être fiers et contents. En effet, et j'ai cru remarquer depuis quelques jours que bien des tailles courbées par le travail se sont redressées et que la mine des sans-travail et des meurt-de-faim est considérablement moins longue...

Les contribuables sont, eux aussi, très flattés d'avoir à payer cent cinquante mille francs pour frais de réception.

Deux jours avant l'ouverture de la conférence, nos camarades d'Amsterdam ont organisé un grand meeting de protestation, dans le Palais de l'Industrie où flottait le drapeau blanc. Sébastien Faure, Schermerhorn, pasteur anarchiste-chrétien, et Domela Nieuwenhuis ont harangué la foule qui remplissait la grande salle. Nieuwenhuis a fait remarquer que les social-démocrates, par leurs agissements parlementaires, avaient perdu moralement tout droit de protester contre le militarisme, eux qui votent des canons, de nouveaux uniformes, qui glorifient le chauvinisme, etc.

Lundi, autre meeting à la Haye, qui a aussi réussi complètement. D'autres encore seront organisés et peut-être que tout de même la comédie de la paix portera de bons fruits pour nos ouvriers : ce sera pour eux comme une leçon de choses, la démonstration de l'incapacité des gouvernements à garantir la paix.

Les deux camarades qui ont refusé le service militaire tiennent ferme malgré les persécutions. Une autre fois je vous donnerai de leurs nouvelles plus amplement.

P. M. W.

Italie.

La crise est résolue. Le roi a chargé le général Pelloux de former le nouveau ministère; et le brave général, après avoir bravé mille obstacles, a réussi à composer un ministère d'hommes à l'âme noire et à la tête d'âne comme lui. Cet homme jusqu'à hier inconnu, élevé, au plus grand étonnement de tout le monde, à la plus haute charge de la hiérarchie gouvernementale par la confiance de son maître et supérieur le roi, s'est fourré dans la tête de mener le Parlement comme un régiment de soldats et de faire marcher le pays sous une discipline de caserne.

Pauvre sot, il ne s'aperçoit pas que pour cela il faut le cerveau, l'énergie et la popularité d'un Napoléon et non la bêtise célèbre des généraux italiens incapables de commander à une compagnie, et fameux par leurs exploits contre les bœufs, les couvents et les femmes, et les enfants mêmes!

Mais heureusement le pays ne veut rien savoir de cette militarisation. Et le mécontentement éclate, non seulement dans la presse subversive, mais aussi dans celle à l'étiquette monarchiste. C'est un unisson de protestations contre le pouvoir irresponsable, c'est-à-dire le roi, qui foule aux pieds la dignité et les droits du Parlement. Car il faut savoir que le nouveau ministère, comme le précédent, est un ministère de confiance du roi, composé en dehors de toute désignation du Parlement, et qui ne représente pas le parti parlementaire dominant; mais, au contraire, il est comme une espèce de tutelle et de discipline envers cette majorité, tenue par le roi comme dangereuse et teinte de révolutionnarisme.

Depuis dix ans, écrit la *Presse*, journal monarchiste de Turin, les ministères qui se sont succédé au gouvernement n'ont jamais représenté le Parlement, mais le pouvoir irresponsable et caché. Nous n'aimons pas en ces moments graves les ministères sans mandat et que le pouvoir irresponsable qui les forme n'accepte pas ouvertement sa responsabilité. Ce langage de soldats des plus obéissants et disciplinés n'est pas trop encourageant pour le brave général qui veut écraser sous le talon de ses bottes l'Italie libre penseuse et révolutionnaire.

Cette attitude de combat de la presse dévouée à la monarchie nous fait beaucoup douter de la durée du nouveau ministère. Son hostilité pour l'amnistie si réclamée par le pays, son entêtement dans l'entreprise chinoise, qui va contre la volonté du pays, et ses projets réactionnaires jamais abandonnés, le feront certainement effondrer. Toute corruption et toute menace exercée sur les députés seront inutiles. L'aventure chinoise est trop détestée par les masses électorales, et les députés n'oseront pas se ranger du côté du ministère.

Alors, au ministère nouveau ne se présenteront que deux solutions : ou la dissolution du Parlement ou sa démission. Mais dans les élections générales, il serait battu certainement; donc la première ne lui convient pas, et la deuxième n'est pas voulue en premier lieu par le roi, ni enfin par eux-mêmes.

Quelle sera donc la solution?

Le brave général réalisera-t-il le miracle de gouverner contre la volonté du Parlement et du pays? Pour le moment, remarquons-le, l'opposition va livrer une grande bataille au ministère. Le conflit entre le Parlement et la couronne va donc éclater plus sérieusement. Nous verrons la suite. Et le peuple, que fait-il? Il semble dormir; en réalité, il attend que la lutte soit engagée pour y porter toute sa force et sa colère inapaisée.

L. VIVALDO.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les camarades du Groupe Libertaire de Levallois-Perret (Seine) organisent une grande fête pour le 3 juin, afin d'inaugurer les cours libertaires dans cette commune avec, au programme : concert avec des chansonniers de Montmartre, et bal à grand orchestre. Une tombola sera tirée à la fin de la fête : les camarades qui voudraient y participer par dons de volumes sont priés de les adresser au camarade Murphy, au siège du groupe, 64, rue Vallier.

N. B. — Le groupe se réunit tous les samedis soir.

*
* *

Tous les anarchistes de Paris et de la banlieue pour qui l'action ne constitue pas un vain mot, sont convoqués pour la manifestation des fédérés, dimanche, à 1 heure, salle Lexcellent, 23, boulevard Ménilmontant.

Les événements de cette année imprègnent à cette manifestation un caractère nettement révolutionnaire, c'est pourquoi nous espérons que vous répondrez en nombre à notre appel, afin de barrer la rue aux pseudo-blanquistes et autres réacteurs.

Les membres de l'Hébert-Club, de la Bibliothèque sociologique du XIIe et du Pot-à-Colle sont priés d'être présents.

BIBLIOGRAPHIE

Les Guerres et la Paix, par Ch. Richet; 12e vol. de l'*Encyclopédie populaire*, 1 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Vooruitgang en revolutie, de Elisée Reclus; 5 cents, chez Steiringa, Amsterdam.

Obsèques du comte de Chambrun, brochure du *Musée social*, 5, rue Las Cases.

Le Philosophe et le Forgeron, par Ch. Max; une plaquette, 2 fr., à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

A lire :

Celui qui vient, par U. Gohier, *L'Aurore*, 19 mai.

PETITE CORRESPONDANCE

Albert Henri. — Il y avait bien deux études de Rodolphe Pissarro. Votre numéro en a bien gagné une; c'est le 358 qui est égaré.

R., à Nîmes. — Bien reçu.

L., à Amiens. — Nous sommes forcés de réduire les envois pour contenter tout le monde.

G. Lenoir. — Le sujet est traité par les collaborateurs du journal.

L. B., à Lausanne. — Pour les brochures de la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, je fais passer votre demande à Hautstont. Nous n'avons pas les brochures demandées.

Neue Leben. — Nous attendons la suite de l'auteur.

Reçu pour l'Ecole libertaire : E. R., 5 fr. — Brenn, à Rennes, 2 fr. — G., à Saint-Mitres, 1 fr. — Un camarade, 0 fr. 70.

Reçu pour le journal : Brenn, à Rennes, 1 fr. — B., à Rennes, 3 fr. — G. H., 1 fr. — K., à Rennes, 0 fr. 50. — Groupe de Menpenti, 2 fr. 40. — A., 0 fr. 75. — Anonyme (en timbres), 3 fr. — Un camarade, 0 fr. 70. — Groupe libertaire de Dreux, 1 fr. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 2 fr. — Rouen : Un soldat révolutionnaire, 0 fr. 50. — Un intellectuel, 0 fr. 50. — Un socialiste sottevillais, 0 fr. 50. — C. B., 1 fr. — Merci à tous.

M., à Bourges. — F., à Malines. — M., à La Tour-du-Pin. — A. Z., à Charlottembourg. — F. B., à Seigliano. — B., à Lausanne. — D., à Fresnes. — P., à Londres. — D., à Véline. — V., à Marseille. — P., à Levallois. — L., à Amiens. — B. à Narbonne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 6 DIX CENTIMES DU 3 AU 9 JUIN 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS DE L'EXTÉRIEUR

Les camarades de l'extérieur dont l'abonnement finit fin avril et fin mai, sont priés de nous envoyer le montant de leur renouvellement cette semaine, s'ils ne veulent pas éprouver d'interruption dans la réception du journal.

Les frais de remboursement étant trop onéreux, prière aux camarades de nous régler directement.

PUISQU'ILS MENTENT!...

Après avoir longuement attendu que le combat se définisse, les socialistes-politiciens se sont joints à nous pour lutter contre la réaction cléricale et la faction militaire. Ils ont vu que l'antisémitisme et le nationalisme n'étaient pas deux armes bien terribles et que les grands chefs militaires n'étaient pas assez habiles pour entraîner les électeurs à l'apothéose du crime.

En cette heure de rapprochement, ne nous contentons pas de glorifier ensemble le règne de la Justice et de la Vérité; profitons du coude à coude pour parler avec sincérité et expliquer nos dissentiments.

Un des griefs qui avaient le plus de prise chez nos frères ennemis est que nous fournissions des armes aux bourgeois en dénonçant les turpitudes des dirigeants socialistes. Notre action aurait dû se borner, disaient-ils, à des discussions théoriques. Et puisque nous ne le faisions pas, c'est que nous étions des traîtres, des vendus qui voulaient apporter la discorde. Le raisonnement était court et puissant.

Nous objections que les capitalistes, les prêtres, les politiciens, les militaires, tous les chefs des institutions sociales existantes étaient traités de même que les chefs des institutions sociales en voie de formation et que, si les premiers étaient parfois oubliés dans nos critiques, c'est qu'ils laissaient moins d'illusions. Nous répondions qu'en sociologie, un accord théorique est actuellement peu de chose, et ce qui importe, c'est le mode de réalisation adopté.

C'était en vain.

Un journal bourgeois reproduisait une de nos accusations. Et pour les « soldats de l'armée socialiste », la preuve de notre trahison était faite.

Une armée, c'est une armée.

J'ai parcouru les journaux socialistes depuis leur entrée en lice contre l'armée militaire — il y a tant d'armées qu'il faut bien les distinguer par un qualificatif — j'ai cherché vainement de grandes théories sur la guerre, le rôle des armées, leur organisation, etc., etc. J'ai trouvé comme partout les relations des actes des faussaires, des escrocs et des menteurs mis en cause dans l'affaire Dreyfus.

Il m'a donc semblé que les socialistes étaient tout préparés à comprendre la confession suivante.

⁂

En écrivant les méfaits de nos chefs de file, nous avons une visée plus haute que l'ordinaire commérage. Nous agissons sans haine, mus par un désir de vérité. Peut-être n'avons-nous pas toujours gardé la sérénité de l'analyste et avons-nous cédé à un incompréhensible désir d'être amers? En cette occurrence, nous avons été bien humains. Jadis, nous avons admiré ces gens qui prétendaient combattre pour l'émancipation de l'intelligence et la réhabilitation du travail. Rapprochés d'eux, nous n'avons trouvé que leur complaisance à se prêter à une basse œuvre de réclame politique ou autre. Il n'y aurait eu pour nous que désenchantement et accablement fugitifs, si nous n'avions point constaté que nos amis, les meilleurs et les plus personnels, subissaient leur influence néfaste, sans qu'ils s'en doutassent. Car leur vie, leurs paroles et leurs actes produisent, en fait, les effets pernicieux des plus subtils mensonges. Ils créent un milieu qui s'empare insensiblement de l'être et le corrompt.

Nous avons eu le bonheur de rester à l'écart et nous avons pu observer sans parti pris les méandres multiples que suivaient ceux que nous avons connus simples et fougueux et que les nécessités de la vie retiennent près des temples nouveaux et de leurs marchands. Et, par moment, lorsque nous apercevons certaines déchéances, le ressentiment est vif et nous voudrions frapper.

La nature humaine est faillible et notre sentimentalité peut parfois nous écarter de la froide et juste critique. Alors les adorateurs du clinquant et les plats valets du veau d'or s'emparent des petites inexactitudes pour retaper leurs idoles. Ceux-là, nous les méprisons. Sans bonne foi, les choses humaines ne peuvent être discutées. Mais il y a des bons et des intelligents que le milieu façonne ou que l'intérêt enchaîne et qui se détournent pleins de dégoût : « Le dénigrement est une besogne sale », disent-ils. Ils ont raison. Il m'a toujours répugné de scruter la vie privée de mon voisin. Par une généralisation spontanée, je m'abstenais dans toutes discussions de faire intervenir la personnalité des représentants d'une théorie. En science, où la raison domine, c'est bien; en art, c'est souvent dangereux; en politique, c'est une erreur absolue. Les programmes sont basés sur des idées: les actes sont le résultat des sentiments et des besoins. Aussi, j'attribue présentement aux instantanés de la vie des pontifes une importance capitale. Tant que le peuple croira aux êtres providentiels, il sera esclave et malheureux. Et nous, nous serons les premières victimes.

Suivre pas à pas les injustices, les hypocrisies religieuses, militaires ou civiles, ce n'est pas de mon goût. J'ai d'autres aspirations. Cette besogne est néanmoins indispensable pour analyser les groupes et les individus et montrer leur marche effective. S'y complaire, c'est ordinairement s'avilir. Mais dire bien haut toute turpitude ignorée, c'est un acte de nécessité sociale.

Voici comment je suis arrivé à cette conviction.

De tout temps j'ai été passionné pour l'étude et faible devant la douleur ou la sincérité. Durant une lecture ou une conversation, je m'adaptais naturellement à l'auteur ou à mon interlocuteur. Il est ainsi souvent arrivé que je me rendais aux raisons qui paraissaient contredire mes propres opinions. Alors, je me ressaisissais. Les conclusions ne pouvaient pas être autres de part et d'autre. A quoi donc étaient dues ces divergences?

Les causes principales étaient soit des points de vue différents, soit une connaissance inégale de faits et de preuves, soit encore et surtout la non-équivalence des coefficients d'importance donnés à certains étais de nos théories dont l'estimation était faite véritablement par nos sympathies. La sociologie n'est point ramenée à quelques idées simples dont on aurait à déduire les conséquences de leurs combinaisons; nous n'avons pas même de sérieux moyens de mesure pour dégager les lois générales qui nous mettaient sur la voie de les trouver!

En outre, au fur et à mesure que mon savoir s'étendait et que mes analyses s'approfondissaient, j'avais la perception de plus en plus nette d'un grand nombre de catégories sociales que des aspirations opposées mettaient en conflit. Une multitude de besoins, d'idées et de sympathies s'épandaient en une confusion excessive. C'était de leur distribution spéciale et de leur conflit là où tel homme se développait que résultait son caractère, qui devenait ensuite son principal impulseur. Et alors il façonnait l'être, dictait ses sympathies, disciplinait son intelligence, guidait ses recherches et ses jugements, si bien qu'un examen parfait de toute pensée ou de tout acte pourrait révéler son créateur.

Quelque diverses que fussent les aspirations, elles ont pu se grouper et il s'est formé dans l'humanité une série de types moyens qui s'est développée et modifiée avec le temps. Certains termes caractérisent plus particulièrement une société donnée et les plus importants sont le résultat du mode économique existant. Néanmoins, quel qu'en soit le caractère particulariste, ceux-là qui prennent une part active à un mouvement social en arrivent bientôt à lui attri-

buer un rôle primordial, exclusif même, dans les problèmes sociologiques. Car les idées mal comprises d'unité et d'harmonie sociales ont créé chez l'homme un certain sentiment d'homogénéité qui lui fait étendre à l'humanité entière sa mentalité et le milieu dont elle est le produit.

Le rapprochement des hommes et des peuples, causé par un accroissement et une diversité continus des besoins, a amené certaines aspirations communes qui, dans le cerveau de quelques penseurs, se sont idéalisées au point d'en faire des abstractions, des entités gouvernantes; la foule naïve les a acceptées et la croyance au rôle social de l'individu est née, a grandi sans cesse et est devenue la base de la morale : « L'homme ne vit pas pour lui; il vit pour le corps social! » — Il faut toujours quelque chose de supérieur à nous.

En présence de l'antagonisme de certains intérêts, l'homme s'est vu contraint au sacrifice ou à la dissimulation. Le résultat est, dans chaque société policée, des illusionnés et des fourbes qui mentent à leurs impulsions internes tout en leur obéissant le plus souvent.

Les désirs auraient pu se définir aisément, sériant les foules et montrant nettement l'évolution des besoins et des termes moyens fondamentaux dans l'histoire des peuples. L'idéalisme ignorant de l'humanité enfant a apporté toute la confusion. Une idée abstraite, hors des faits, a rallié à elle des individus aux inclinations différentes. Certains idéaux ont survécu aux causes disparues. D'autres se sont ajoutés. Et l'homme est présentement la victime impuissante du conflit entre ses besoins, ses sympathies et ses idées. Il ne peut point se reconnaître.

Distinguer les courants multiples qui emportent les foules et rechercher leurs sources, montrer l'homme jouet de la nécessité et de l'idéal et jeter en conclusion cette formule : « Je veux ce que j'aime! » tel me paraît le devoir actuel du révolutionnaire.

Si l'on voyait que chacun agit en dernière analyse conformément à cette sentence; si l'on savait que, malgré toutes les théories et les affirmations, le propriétaire et le financier n'aspirent qu'à l'argent; le politicien, le prêtre et l'officier ne désirent que la domination et la vie facile; le philanthrope, l'artiste et le savant n'agissent que pour leur propre satisfaction; si l'on était convaincu que toutes les idées supérieures de morale et de justice sociales ont toujours été des mensonges qui troublent et partant éternisent les douleurs et les vices; enfin, si l'on parvenait à dégager sa personnalité dans tous ces tourbillons qui agitent l'humanité et affirmer en toute franchise ses volontés quelles qu'elles fussent, la société verrait alors les groupements naturels se détacher et révéler leur affinité ou leur antagonisme. Les survivances d'un autre âge disparaîtraient sans peine et les courants qui sont nés des conditions contemporaines, verraient, après s'être définis, s'ils ont à se combattre ou à s'entr'aider dans leurs efforts pour abattre les obstacles et emporter la société. L'évolution est entravée par la dissimulation des volontés; la confusion n'a jamais été un facteur du progrès. *Le devoir social est donc la franchise.*

C'est cette philosophie qui fait que je hais plus que les conservateurs obstinés certains socialistes qui se posent en êtres providentiels, certains libertaires qui n'ont pas la hardiesse d'avouer leurs passions ou leurs rancunes, et certains humanitaires qui seraient les premiers à regretter de ne plus pouvoir distribuer des aumônes ou écrire des complaintes.

L'harmonie sociale et l'indépendance complète de l'individu ne peuvent exister l'une sans l'autre. Mais, pour y atteindre, une série de combats est nécessaire. C'est pour commencer les hostilités que je demande qu'on se groupe suivant les affinités réelles.

Nous croyons tous que nos conceptions respectives sont celles qui répondent bien au progrès de l'humanité. Les questions sociales sont trop complexes pour obtenir l'accord par l'unique puissance de la raison. Affirmons-nous et luttons! L'avenir décidera.

Nous, anarchistes, nous avons commencé depuis longtemps. Nous avons dévoilé les mensonges de tous les dirigeants. Actuellement, vous êtes avec nous pour dévoiler plus spécialement ceux des militaires. Demain, après la défaite de ceux-ci, nous attaquerons les politiciens qui voudront tirer leur profit de la victoire; nous y rencontrerons les vôtres. J'espère qu'il vous restera assez de bon sens pour ne plus vous étonner de ce qu'ils soient malmenés.

Nous aimons la beauté et la liberté.

I. Thisk.

MESSIEURS LES PROPRIÉTAIRES

A différentes reprises j'ai eu à parler des difficultés que Mlle Dupont avait eu à surmonter pour réaliser son idéal d'école libre.

Le réactionnarisme de ses voisins et d'un M. Thirion cherchent à lui en susciter de nouvelles.

Ce Monsieur, qui vient d'acheter la propriété où elle avait trouvé un refuge, voudrait expulser l'école, sous prétexte que les voisins n'en veulent pas, quoique le propriétaire précédent ait passé outre et que la propriété n'ait pas de servitudes.

Ce Monsieur, qui est un enrichi, depuis peu, sans doute, tient à faire voir qu'il est digne d'être propriétaire en faisant œuvre de réactionnarisme.

J. Grave.

DES FAITS

Ci-dessous un extrait des plus intéressants sur l'état d'esprit des soi-disant intellectuels.

Esprit de corps ou esprit de patrie, ce qui est tout un, aboutissent partout au même résultat, à la négation de toute humanité et de toute justice.

Comment s'étonner de l'effroyable malhonnêteté de tout le monde, dans l'affaire Dreyfus, quand dans toutes les professions, dans toutes les castes sociales c'est le même esprit particulariste, exclusif de tout sentiment humain, qui domine?

En soutenant l'Etat-Major, toutes les classes sociales, surtout les dirigeantes, soutiennent le lien puissant qui leur permet de nuire impunément à leurs semblables moins favorisés.

Il y a esprit de corps général dans la société moderne, et des esprits de corps particuliers; toute atteinte à l'un de ceux-ci est une atteinte à celui là; de là, le combat furieux que livre la société entière contre les assaillants de l'esprit de corps.

Bien à vous,

Dr A.

« Adoptant les conclusions d'un rapport de MM. *Brouardel*, Thoinot et Roger, M. Fabre, juge d'instruction, vient de rendre une ordonnance de non-lieu en faveur du Dr de Tarnery qui, ayant pratiqué une opération obstétricale sur une dame X..., avait laissé une sonde d'Hégar dans l'abdomen de la malade et avait été, par la suite, l'objet d'une instruction pour blessures par imprudence.

« Le rapport des experts concluait à ce qu'« aucune faute professionnelle n'avait été commise par le Dr de Tarnery ».

Il nous paraît très regrettable que cette appréciation n'ait pas été formulée tout d'abord par le chirurgien qui, appelé ultérieurement par la malade, retira la sonde. *En tout cas, une sage réserve semblait pour le moins de mise* (1). »

(Extrait du *Bulletin médical de Paris*, numéro du samedi 20 mai 1899.)

MOUVEMENT OUVRIER

L'agitation entreprise par le patronat pour faire ajourner indéfiniment l'application de la loi sur les accidents du travail continue.

Dans le but de résister à la mauvaise volonté patronale, les ouvriers, tout en ne se faisant pas trop d'illusions sur les bienfaits de la loi, ont organisé un peu partout une agitation contraire.

Dans ce but, un grand meeting s'est tenu samedi dernier au Cirque d'hiver à Paris.

Du meeting en lui-même, rien de bien intéressant à retenir. Profitant de la situation pour se faire un peu de réclame, quelques socialistes à 25 fr. par jour étaient venus pour assurer aux ouvriers qu'ils feraient tout ce qu'ils pourraient pour que la loi fût appliquée.

Par contre, aucun n'a eu le courage de dire la vérité, à savoir qu'appliquée ou non, ce sont toujours les ouvriers qui feront les frais de la loi, soit par des retenues sur leurs salaires, directement ou indirectement, soit par tout autre moyen semblable; si bien qu'illusionnés les ouvriers croient réellement à l'utilité de la loi.

C'est ce qu'il y aurait eu à démontrer pour un anarchiste conscient. Malheureusement, au lieu de cela, quelques individus que je ne saurais qualifier étaient venus à la réunion et, sous prétexte d'anarchie, faisaient aux orateurs une obstruction systématique.

C'est là, à mon avis, une drôle de conception de la liberté, que nous réclamons pour tous les individus, que celle qui consiste à ne pas laisser causer ou à interrompre à chaque instant ceux qui ne sont pas de notre avis.

Près de moi j'ai entendu traiter certains interrupteurs d'agents provocateurs, et je dois avouer que tout dans leur attitude semblait donner raison à mes voisins.

Tout cela est fort regrettable; ce n'est pas par l'obstruction, mais par la discussion que l'on impose des idées, et tous ces *chahuts* systématiques leur nuisent plus qu'ils ne les servent.

* * *

A propos de la loi sur les accidents, j'ai cité la semaine dernière le cas des ouvriers mariés employés à la Tour Eiffel qui ont été remplacés par des célibataires.

Voici un autre cas qui m'a été conté par l'intéressé lui-même, un ouvrier employé comme manœuvre dans un magasin de vente de ficelle.

Ces jours derniers, son patron lui a signifié que, vu les nouvelles charges qui allaient lui incomber par suite de l'application de la loi sur les accidents, il se voyait obligé de le payer dorénavant à la journée au lieu de le payer au mois comme par le passé. C'est pour lui une diminution de salaire d'environ 20 fr. par mois.

Chargé de famille, et ne possédant pas un métier qualifié qui lui permette de retrouver du travail, le malheureux a dû accepter.

* * *

Il y a eu pendant le mois d'avril 35 grèves englobant 6.025 grévistes; 25 de ces grèves ont eu pour cause une demande d'augmentation de salaire. Comme toujours le résultat de ces grèves partielles n'a pas été brillant : 8 réussites, 3 transactions, 17 échecs. Les autres ne sont pas terminées.

Du reste, qu'importe la réussite? Ces petites révoltes du salariat contre le patronat doivent, à notre avis, être plutôt considérées comme des escarmou-

(1) Ceci c'est l'opinion du journal, ne l'oublions pas.

ches de la grande bataille finale, révolution ou grève générale.

∴

Comme on a pu le voir par une note, la partie de mon mouvement ouvrier relative à la grève des facteurs a été égarée.

Malgré le manque d'actualité, je crois devoir y revenir tout de même pour tirer de ce mouvement bénin en apparence tout l'enseignement révolutionnaire qu'il comporte.

La grève des facteurs nous a montré en effet le peu de résistance de la société capitaliste, véritable château de cartes menaçant de s'écrouler devant 3.000 individus qui avaient simplement résolu de se croiser les bras.

Si les facteurs de la province avaient suivi leurs camarades, c'était la vie sociale arrêtée, Paris manquant de vivres à bref délai.

Qui sait ce qu'il pouvait alors en résulter ?

D'un autre côté l'on a vu un gouvernement aux abois mobilisant, pour faire face à 3.000 malheureux qui réclamaient un peu plus de pain, toutes ses forces policières et soldatesques.

L'on a vu une fois de plus l'armée qui, au dire de nos dirigeants, ne sert qu'à nous défendre contre l'envahisseur, se mettre suivant son habitude au service du capitalisme. L'on a vu une fois de plus un Parlement lâchement stupide, refusant à ses salariés l'aumône qu'il leur avait accordée trois mois auparavant.

« Le gouvernement refusant d'être à la merci de ses salariés ! »

Les employés des postes avaient, jusqu'à ce jour, été quelque peu oubliés par les partisans de la « grève générale » : la grève des facteurs a montré toutes les ressources que l'on pouvait tirer en période révolutionnaire de cette importante corporation. Nous ne l'oublierons pas.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — Le matelot Duboucher, condamné à mort le 17 mai dernier, pour avoir, étant en faction, menacé un quartier-maître de sa baïonnette, a été trouvé pendu à un barreau de sa cellule. La responsabilité de cette mort incombe tout entière aux membres du conseil de guerre qui l'avaient condamné, et qui supporteront légèrement cette responsabilité. Quant au quartier-maître qui en est la cause première, il continuera sans nul doute à se pavaner sans conscience de son abjection et à infliger à ses subordonnés de « sales motifs » pour les envoyer au « conseil ». Il n'en est pas moins vrai que tout ce beau monde-là est un monde d'assassins.

∴

La même qualification s'applique aux juges du conseil de guerre d'Alger qui viennent de condamner à mort le soldat Léon Prévost, lequel avait jeté un bouton de sa tunique sur le colonel président.

∴

Commencement ? — La mise en lumière, grâce à l'affaire Dreyfus, des crimes qui constituent le fond des mœurs militaires, porterait-elle déjà ses fruits ? Sans parler de l'accueil plutôt froid fait au tigre Galliéni à son arrivée à Paris, les incidents de Grenoble sont très caractéristiques.

Nous recevons d'un correspondant, témoin des manifestations qui se sont produites, une lettre détaillée d'où nous extrayons ce passage :

« L'heure du départ du train qui devait emporter la clique antijuive approchait, et après ces collisions sans grande gravité, l'irritation du peuple montait, les cris, les sifflets, les huées allaient crescendo. On cherchait par tous les moyens à envahir la gare, et la surexcitation générale grisait tout le monde. Les artilleurs chargeaient toujours. A un moment, quelques calotins et nationalistes postés sur le trottoir de l'arrivée acclamèrent l'armée en soulevant leurs chapeaux et en faisant un tapage énorme à quelque vingtaine qu'ils étaient.

« Alors quand les chevaux vinrent repasser du côté où le populo se trouvait, en réponse aux acclamations des calotins-nationalistes, une bordée de coups de sifflets accueillit les officiers et les soldats. Le capitaine surpris fit arrêter sa batterie, et pour bien s'assurer que les huées et les sifflets s'adressaient à la troupe, il fit ranger ses cavaliers en ligne, face au peuple massé sur le trottoir. C'est que la chose devait en effet le surprendre. Jusqu'ici, Grenoble, ville frontière, ville de garnison, où, sur 60.000 habitants, il y a 10.000 hommes de troupe environ, passait, à juste titre, pour être patriote, chauvine, abrutie, en un mot. Aussi, lorsqu'il comprit, au redoublement des cris et des sifflets, que c'était bien lui et ses hommes, l'armée, en un mot, qu'on sifflait, le capitaine fit un signe avec son sabre, et les cavaliers envahirent les trottoirs, faisant galoper leurs chevaux sur ceux qui ne se sauvaient pas assez vite. Mais, à proximité, il y a une sorte de petit square, protégé par une balustrade en fer. On l'enjamba prestement, et à l'abri des sabots des chevaux, et des sabres dont les soldats nous menaçaient, nous les avons hués de plus belle. Même des gosses, à l'abri des fusains qui les dissimulaient, lancèrent des pierres sur les officiers. Le capitaine fit contourner le square, mais on devina le mouvement, et l'on déguerpit pour ne pas se faire cerner. On chargea encore la foule sur les trottoirs dans les rues avoisinantes de la gare, et l'heure du départ du train étant passée, il groupa ses hommes et quatre par quatre, au pas, les cavaliers se retirèrent. Le capitaine était furieux de n'avoir pas pu écharper quelques manifestants, les lieutenants causaient en riant entre eux. »

Suit le récit de la bagarre qui se produisit devant le cercle militaire et au cours de laquelle les officiers reçurent des pierres et autres projectiles.

C'est donc bien l'armée que l'on a huée, en même temps, comme nous le disions la semaine dernière, que retentissaient les chants de l'*Internationale* et de la *Carmagnole*, et que s'arborait le drapeau rouge.

Serait-ce le commencement ? Peut-on espérer que le peuple, enfin éclairé, va rendre désormais au militarisme les égards qui lui sont dus, et professer tout le mépris que mérite cette survivance de la sauvagerie primitive ?

André Girard.

∴

Les suicides. — L'économie politique est une belle chose ; elle dit : « Travaillez, épargnez, obéissez et vous serez heureux. » Les pauvres diables obéissent bien humblement, travaillent tant qu'ils peuvent, et sont toujours de pauvres diables. Au moindre chômage, c'est pour eux la misère noire, d'où l'on ne s'évade que par le suicide. Témoin ce déménageur qui s'était cassé une jambe en travaillant et, tombé dans la misère, s'est tiré un coup de revolver dans la bouche. Il avait trente ans. Témoin ce typographe qui, sans travail depuis longtemps, s'est asphyxié. Il avait vingt-six ans. Témoin ce brunisseur qui s'est tué avec sa compagne, d'un revolver emprunté à un ami, n'ayant pas de quoi acheter du charbon.

« Travaillez, prenez de la peine..... »

∴

Notre ami le militarisme. — Au 108e de ligne, la fièvre typhoïde règne depuis plus de quinze jours ; l'infirmerie et l'hôpital s'emplissent de malades. Six réservistes sont morts.

∴

Un caporal du 116e de ligne s'étant suicidé, le colonel Moreau a déclaré qu'ayant agi « contrairement aux préceptes de notre religion chrétienne », les honneurs funèbres ne lui seraient pas rendus, et que le cadavre — la charogne, disait un autre officier, dans une affaire semblable — serait enlevé dans une voiture de corvée.

∴

Grand tapage chez les nationalistes, parce que le président de la chambre de commerce française de Bruxelles, Charles Rolland, qui jetait par-dessus bord le mouchard Moutier, étant sergent-major en 1871, favorisa la fuite de nombreux communards vaincus et, sur le point d'être découvert, dut mettre la frontière entre ses chefs et lui, ce qui le fit condamner comme déserteur. Nos félicitations à M. Rolland, outragé pour avoir fait acte d'honnête homme.

∴

Au théâtre, la censure républicaine interdit une parodie d'une pièce en vogue, parce que Napoléon, personnification du militarisme, y était ridiculisé.

∴

A la Cour de cassation — autre théâtre — le ministre de la guerre, disent les journaux, a donné des ordres pour que, pendant le procès en revision Dreyfus, aucun officier, en uniforme ou en voyou, sauf les témoins, ne soit présent à l'intérieur ou aux abords du palais dit de justice. Et la pensée se reporte au procès Zola, et l'on revoit ces messieurs tenant le haut du pavé, encombrant la salle, criant, menaçant, frappant les femmes, tirant leur sabre, parlant en maîtres...

Que les temps sont changés !

R. Ch.

Belgique.

Bruxelles. — Un camarade nous informe que la vente des *Temps Nouveaux* vient d'être interdite à la Maison du Peuple. Mettre à la porte les gens qui ne sont pas de votre avis, est en effet le meilleur moyen d'avoir toujours raison. Voilà qui nous laisse pleins d'espoir pour le jour où ces Messieurs les socialistes d'État, maîtres du pouvoir, auront à se prononcer sur la liberté de la presse.

Italie.

Comme je vous l'ai écrit la dernière fois, la résolution de la crise ministérielle en dehors du Parlement avait provoqué un certain ressentiment parmi les grands chefs des coteries politiques et dans leurs troupeaux. C'était le commencement d'un conflit entre le Parlement et la couronne ; conflit qui a éclaté le jour même de la rentrée du nouveau ministère à la Chambre des députés. La démission de Zanardelli de la présidence de la Chambre et ses lettres où il affirme les prérogatives parlementaires et revendique les droits du Parlement foulés aux pieds par le roi, sont les premiers actes des protestataires. Nous anarchistes, ainsi que tous les hommes clairvoyants, tout cela nous laisse froids et méfiants. Nous savons à quoi nous en tenir. Cette lutte nous apparaît sous son vrai jour d'un combat entre larrons également détestables et redoutables. Ce n'est pas l'indignation pour la violation du pacte constitutionnel de la part du roi qui les révolte.

Depuis des années ils ont accepté cette violation de la loi fondamentale du royaume avec la plus grande résignation, sans pousser le moindre cri de révolte ; ils se sont jetés aux pieds du roi sans souci aucun de leur dignité, ils l'ont aidé dans cette lutte contre la constitution, ils se sont déshonorés par le plus honteux servilisme pour capter la confiance du roi qui se méfiait de leur libéralisme. Et c'est seulement quand ils se voient repoussés et traités comme des révolutionnaires, qu'ils dressent le drapeau de la révolte. En réalité, ils se moquent de la constitution, de la loi, de la violation du droit, et s'ils crient aujourd'hui, s'ils grossissent la voix et se griment en révoltés, c'est parce qu'ils se voient à jamais arracher le pouvoir par la méfiance du roi, et tous les bénéfices que le pouvoir procure. Le servilisme, la lâcheté, la docilité ont fait fausse route. Ils vont se servir de la révolte à présent pour regagner le pouvoir, et en imposer au roi. Une querelle de larrons, ni plus ni moins, comme nous avons dit plus haut, querelle qui n'aura d'autre résultat utile que d'ajouter aux autres un nouveau prétexte d'agitation et de trouble.

A côté de cette fronde des politiciens bourgeois, il y a la révolte, bien entendu parlementaire, de l'extrême gauche socialiste et républicaine. Cette fraction a décidé d'empêcher le projet réactionnaire du ministère, et de lui ôter toute possibilité de travail, par tous les moyens, même la violence et le tumulte. Ainsi ces farouches adorateurs de la

légalité sont devenus tout à coup partisans de la violence... parlementaire.

Chaque séance est close par des pugilats entre les députés socialistes, républicains et les réactionnaires, provoqués par la violence de langage des orateurs de l'extrême gauche. C'est un spectacle amusant, que le peuple payera par la perte de ses libertés. Le député socialiste Ferri, le pontife des socialistes légalitaires, a dit dans la dernière séance que l'armée italienne dans son histoire n'enregistre que des généraux qui ont fui honteusement devant l'ennemi. On s'aperçoit à de telles paroles que, quoique partisan de la violence parlementaire, il n'est pas encore délivré des habitudes de légalité contractées par une longue pratique.

Ce ne sont pas seulement les généraux qui sont des lâches, mais avant tous le roi et sa famille. Monsieur Ferri sait bien, mais il n'a pas voulu le dire tout haut, que lorsque dix mille Italiens étaient massacrés en Afrique, le roi et tous les siens s'amusaient à jouer à la Bourse sur le terrible désastre qui jetait dix mille familles dans le désespoir et dans le deuil.

Que les députés socialistes et républicains continuent à s'amuser de cette révolte inutile et toute en surface. Nous anarchistes, travaillons les masses, crions-leur les méfaits et les crimes des gouvernants et de la monarchie, et préparons, par notre travail quotidien, leur résistance. Les violences parlementaires ne peuvent rien, celles de la masse seulement nous sauveront. Au travail donc et la victoire sera à nous.

L. Vivaldo.

N. B. — Il vient de paraître un important livre de notre camarade Labriola Arthur. J'en parlerai la prochaine fois.

Etats-Unis.

Une nouvelle guerre industrielle a éclaté dans les mines d'agent de l'Idaho. Des mineurs unionistes de Canyon Creek, au nombre d'environ 1.000, saisirent un train à Burke, composé de 9 wagons, et partirent pour Wardner à une distance de 20 milles, emportant avec eux environ 3.000 livres de dynamite. Là, après avoir échangé quelques coups de fusil avec ceux qui gardaient la propriété de la Compagnie, ils firent sauter les mines Bunker et Sullivan, causant environ 300.000 dollars de dégâts.

Peu après, les grévistes coupèrent tous les fils télégraphiques dans les environs de Wardener et dimanche il était impossible d'avoir aucune nouvelle de cette place.

(*La Tribune libre de Charleroi*, numéro du 4 mai.)

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Un de nos lecteurs demande à acheter les *Errants* de Rysselberghe et l'*Incendiaire* de Luce. Il en offre 4 fr. pièce. Adresser les propositions au journal.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon. — A 8 h. 1/2, samedi 3 juin, A. Dériot : *L'Armée contre l'individu* (1re causerie).

Lundi 5 juin, A. Bloch : *La Matière et l'énergie* (5e causerie).

Jeudi 8 juin, E. Janvion : *L'Origine de l'être vivant* (2e causerie).

Tous les autres soirs, la bibliothèque est ouverte de 8 heures à 10 heures pour la lecture sur place.

∴

Nos camarades du Théâtre Civique donneront vendredi 2 juin, à 8 h. 1/2, au théâtre Moncey, 50, avenue de Clichy, une représentation sur la *Justice*. Au programme, des proses et des poèmes d'Eschyle, de Sophocle, Platon, Dante, Gœthe, Hugo, Lamartine, de Laprade, etc.

On trouvera des invitations au théâtre Moncey le soir de la séance.

Une allocution de Jean Jaurès précédera la représentation.

Groupe des E. R. S. I. — Réunion tous les mercredis, à 8 h. 1/2, au local, 5, rue de l'Arbalète.

∴

Promenades-annexe aux cours de l'école libertaire. — La première est organisée au point de vue artistique et géologique, sous la conduite des camarades Ralph et Charpentier, pour le dimanche 11 juin.

Rendez-vous à 8 heures moins un quart du matin, gare Montparnasse, salle où l'on délivre les billets, pour visiter Malakoff, Clamart et Meudon.

On dînera sur l'herbe. Chacun est prié d'apporter ses victuailles.

∴

Les camarades du Groupe Libertaire de Levallois-Perret (Seine) organisent une grande fête pour le 3 juin, afin d'inaugurer les cours libertaires dans cette commune avec, au programme : conférence de P. Quillard, *Historique de l'école libertaire*, concert avec des chansonniers de Montmartre, et bal à grand orchestre. Une tombola sera tirée à la fin de la fête : les camarades qui voudraient y participer par dons de volumes sont priés de les adresser au camarade Murphy, au siège du groupe, 64, rue Vallier.

N. B. — Le groupe se réunit tous les samedis soir.

∴

Saint-Denis. — *La Pensée Nouvelle*, groupe d'études scientifiques littéraires. — Les veillées d'études qui avaient été interrompues pendant quelque temps vont reprendre leur cours.

Des causeries et des lectures y seront faites tous les mercredi et vendredi soir.

Tous les jeunes gens conscients y sont cordialement invités.

S'adresser au camarade L. Grandidier, 1, rue Pierre Béguin.

∴

Amiens. — Tous les samedis, à 8 heures, groupe d'études au *Cent de Piquet*, faubourg du Cours.

∴

Roubaix. — La distribution des brochures des *Temps Nouveaux* sera faite en une promenade à la campagne. Réunion dimanche, à 2 h. de l'après-midi, chez Decharder, rue du Beau-Plaisir.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Chute de Napoléon IV, par Giulio Ventura ; 1 vol., 2 fr. 50, *Société libre d'édition des gens de lettres*, 30, rue Laffitte.

De chez Stock : *Cœurbette*, comédie de Romain Coolus, 2 fr. — *La Croyante*, roman, par Psichari, 3 fr. 50. — *Le Militarisme et la Société moderne*, par G. Ferrero, traduction Nino Samaga ; 1 vol. de la *Bibliothèque sociologique*, 3 fr. 50.

A lire :

Le peuple aussi? U. Gohier, *Aurore*, 26 mai.

BROCHURE A DISTRIBUER

A mon frère le paysan sera bientôt épuisé.

Ce premier tirage de 30.000 a été cliché au cas où il nous rentrerait des fonds pour une seconde distribution.

Nous rappelons aux camarades que la propagande de la *brochure à distribuer* ne peut être continuée qu'à condition que les fonds nécessaires aux tirages nous rentrent d'une façon ou d'une autre. Par conséquent, nous les avisons que la souscription reste ouverte, soit pour un second tirage de celle-là, si les souscripteurs le désirent, ou une autre à choisir selon les circonstances.

Vient de paraître le numéro exceptionnel de l'*Humanité Nouvelle* contenant l'*Enquête sur la guerre et le militarisme*. Ce numéro est à la disposition de ceux qui nous en feront la demande, au prix de 1 fr., pris dans nos bureaux.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 lithographies.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac*. — **L'Aube**, *par Jehannet*. — **L'Aurore**, *par Wuillaume*. — **Les Errants**, *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul*. — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce*. — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier*. — **La Guerre**, *par Maurin*.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40 ; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste plus de collections complètes.

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* .	» 15
Un Siècle d'attente, *par Kropotkine*. .	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce*	» 15
La Grande Révolution, *par Kropotkine*.	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro* . .	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
L'Anarchie, *par E. Reclus*.	» 15
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel*.	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*.	» 30
Dieu et l'Etat (avec portrait), *par Bakounine*.	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*.	» 70
Education et autorité paternelle, *par A. Girard, avec couverture de Luce*. . .	» 15
La Loi et l'Autorité, *par Kropotkine*. .	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, avec couverture de Wuillaume*	» 15
Déclarations *d'Etiévant, couverture de Jehannet*.	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert*. . .	» 20
La Liberté par l'enseignement, *couverture de Wuillaume*.	» 10
La Mesure du temps, *de Stackelberg, couverture de A. Charpentier*	» 15
A mon frère le paysan, *E. Reclus, couverture de L. C.*	» 15

PETITE CORRESPONDANCE

J. D., à Saint-Chamond. — Bon. Devez depuis le 49 inclus. — Faites pour le mieux.

S. P., à Bordeaux. — Manquions d'*Humanisphère*; est expédiée avec ce numéro. L'autre épuisée.

R., à Grenoble. — Nous n'avons plus *Aux anarchistes qui s'ignorent*.

C. B., à Rouen. — C'est une erreur de l'expédition. Nous y veillerons.

V., à Roubaix. — Reçu. Utiliserons. Merci.

Reçu pour la brochure à distribuer : Marius C., à Rennes, 0 fr. 50. — Un camarade, 1 fr. — E., à Daumazan, 0 fr. 60.

Reçu pour le journal : L., 5 fr. — M., Paris, 5 fr. — L. M. D., 2 fr. — J. C., à Houssaye, 0 fr. 20. — J. P. C., Lisbonne, 50 fr. — Un rôtisseur, 0 fr. 30. — H., 1 fr. — G. G., 1 fr. 20. — R., à Saint-Louis, 2 fr. — Ther., 0 fr. 50. — L. G., Bruxelles, 5 fr. — P., 2 fr. 75. — V., à Roubaix, 0 fr. 65. — Arcade, 0 fr. 50. — Un nouveau venu, 0 fr. 50. — Merci à tous.

B., à Guise. — B., à Rouen. — D., à Billy. — S. P., à Bordeaux. — G. F., à New-York. — B., à Rouen. — Roubaix. — G., à Cannes. — E. P. — S., à Noisy-le-Grand. — D., à Charleroi. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 7 — DIX CENTIMES — DU 10 AU 16 JUIN 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Ceux qui ne trouveront pas le journal où ils l'achètent d'habitude, c'est que l'envoi aura été cessé faute de règlement.

POURRITURE SOCIALE ET POLITIQUE

Il est dit que la fameuse « affaire » fera crever toutes les pustules de la décomposition sociale qui s'accomplit sous nos yeux.

Depuis deux ans la vérité crevait les yeux. Depuis deux ans quiconque était sans parti pris et voulait bien analyser les faits, savait que pour donner à leurs soi-disant secrets le prestige qui leur manque; que pour justifier l'emploi des fonds secrets qu'ils tripatouillaient, les officiers de l'état-major avaient entassé mensonges, faux et ignominies pour tenir au bagne celui des leurs qu'il leur avait plu de choisir pour bouc émissaire.

Loin que cela révolte les gens, les politiciens louches ont essayé de s'en faire un tremplin; les Drumont, les Judet, les Rochefort, les partisans des régimes déchus ont fait leurs les infamies commises, s'en faisant un drapeau.

On a vu les généraux conspirer ouvertement, tramer des coups d'Etat, sans qu'on cherchât à les inquiéter le moins du monde.

Les anciens boulangistes leur prêtent l'appui de leurs revanchards qui ne savent s'habiller qu'en singes et gueuler : Vive l'armée! mais feraient dans leur culotte si, les prenant au mot, on leur fourrait un fusil dans les pattes en les envoyant à la frontière.

Mais comme notre état-major n'est encombré que de nullités, dont aucune ne peut servir d'enseigne, on les a vus se rabattre sur un de ces illustres inconnus qui, par suite de certaines circonstances, sortent, pour un temps, de l'ombre d'où ils n'ont cependant aucun intérêt à sortir.

Ils ont essayé de lui faire l'auréole qui lui manquait, en présentant comme un haut fait celui d'avoir traversé, à la tête d'une bande d'égorgeurs et d'incendiaires, un pays que tant d'autres ont pacifiquement traversé seuls, ou accompagnés simplement de quelques porteurs, ce qui dénote un autre courage que le fait d'égorger de pauvres soi-disant sauvages incapables de se défendre contre des armes perfectionnées. Proclamant comme une victoire le soufflet de la reculade qu'ils furent forcés de faire devant l'Angleterre.

La politique a tellement déprimé les cerveaux que les infamies les plus notoires, les saletés les plus dégoûtantes sont glorifiées maintenant, alors qu'un reste de sens moral devrait inciter leurs auteurs à faire l'ombre autour.

Et devant cet amas d'immondices, le gouvernement lâche, apeuré, n'osant prendre ouvertement parti pour l'infamie, n'acceptant qu'à contre-cœur la marche de la vérité qu'il ne savait pas enrayer.

La Chambre? inutile d'en parler. Arrivée au dernier degré d'abjection, aux mains des possesseurs des listes de chéquards, elle n'est là que pour enregistrer et applaudir aux infamies.

Quant à la magistrature, l'ignoble fripouille de Beaurepaire nous donne un échantillon de ce que ces gens-là sont capables une fois qu'ils ont le pied dans l'ordure. Son impunité nous dit ce qu'il doit avoir de secrets pour qu'on n'ose l'inquiéter.

Mais, voilà! les vivelarmistes ont manqué de prudence. Se croyant assurés de l'impunité, les fausses couches aristocratiques, armés des cannes qui leur servirent à assommer les femmes, au Bazar de la Charité, ont voulu taper sur les gouvernants; ceux-ci, se sentant en danger, essayent de montrer les dents : il y a menace de poursuites contre un ou deux généraux, et deux ou trois comparses.

Mais cela n'ira pas plus loin. Cela suffira pour tout faire rentrer dans l'ordre. Nos conspirateurs d'occasion n'aimant pas risquer leur peau, et nos dirigeants bourgeois ayant besoin, après tout, de conserver intacts les grands chefs de l'armée, seule sauvegarde de l'exploitation bourgeoise.

Quant à nous, dans tout ceci, nous n'avons qu'à assister à la lutte, en notant les infamies qui leur échappent, et, quelles que soient les nausées que nous donne la besogne, en étalant, aux yeux des gens, les saletés commises, dans l'espérance que les individus voudront, enfin, finir par voir clair; qu'ils comprendront que, bleus, blancs, rouges, tricolores, noirs ou gris, tous se valent, tous sont nos ennemis, leur crachant à la face tout notre mépris, — et à travailler à nous débarrasser des uns comme des autres.

J. GRAVE.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

LA LOI

Le lendemain de l'arrêt de revision. — Entre un dreyfusard républicain et un dreyfusard anarchiste.

LE RÉPUBLICAIN. — Je comprends que l'arrêt ait été accueilli dans le prétoire aux cris de : Vive la Loi! C'est en effet une grande chose que d'avoir obtenu de l'organe légal de la magistrature suprême la reconnaissance de l'erreur. Les juges de la Cour de cassation ont enfin enlevé le voile qui couvrait depuis si longtemps la statue de la Légalité. On ne pourra plus douter maintenant qu'il y ait une loi en France ni des hommes pour lui obéir.

L'ANARCHISTE. — Je vois bien que pour vous, comme du reste pour la majorité des revisionnistes, la vérité, connue de tous et depuis si longtemps, se grossit de quelque chose, devient vraie davantage à passer par la bouche d'hommes vêtus de rouge et couverts d'hermine.

A vos yeux, par exemple, le rapporteur qui en classant, en rapprochant, en vérifiant les témoignages, a rendu la vérité plus saisissante, n'est pas simplement un auxiliaire utile dans l'œuvre commune de lumière. C'est avant tout le magistrat, l'homme officiel, le représentant de la Loi. Pour vous, la revision ne signifie pas seulement un malheureux rendu au bonheur, ou une injustice réparée, ou le discrédit de la caste militaire, ou le triomphe des forces de progrès sur celles de réaction, mais encore, mais surtout l'application solennelle d'un article du Code, la Loi triomphante, la Loi obéie.

LE RÉPUBLICAIN. — Ne croyez-vous donc pas, comme moi, qu'il faut placer au-dessus de tout le culte de la Loi?

L'ANARCHISTE. — Pas le moins du monde, car ce culte me semble reposer tout entier sur de grossières contradictions. Quand un soldat est fusillé pour un geste de colère ou qu'un pauvre être mourant de faim est emprisonné pour avoir tendu la main vers un peu de nourriture, c'est aussi la Loi. C'est la Loi tout aussi bien que lorsqu'un innocent est mis en possession des moyens de se défendre. Comment se fait-il que, dans ces cas-là, vous ne triomphez plus du triomphe de la Loi, et que vous paraissez même en éprouver de la honte? Comment se fait-il que vous n'écrivez plus le nom de votre idole avec une majuscule?

LE RÉPUBLICAIN. — C'est que nous nous trouvons alors en face de lois mauvaises.

L'ANARCHISTE. — Comme je vous l'expliquerai tout à l'heure, je crois que toutes les lois sont mauvaises. Mais je retiens tout de même pour l'instant votre distinction. Si la loi est tantôt bonne, tantôt mauvaise, de votre propre aveu, vous n'avez donc plus le droit de crier : Vive la Loi! Si les lois sont de valeur et d'importance diverse, elles ne peuvent pas être confondues les unes avec les autres, ni surtout ramenées à l'unité comme vous faites quand vous dites : la Loi.

Cela revient à dire que ce que vous appelez la Loi, avec une grande lettre, n'existe pas. Et une chose qui n'existe pas ne peut pas être, pour quelqu'un de raisonnable du moins, l'objet d'un culte.

LE RÉPUBLICAIN. — Vous oubliez que la Loi a, par elle-même et en dehors de ce qu'elle prescrit

selon tel ou tel article du Code, un caractère de souveraineté, d'obligation, d'universalité où réside justement sa grandeur et sa vertu spéciale, sa valeur transcendante, pourrait-on dire. La Loi oblige en souveraine. De ce qui, sans elle, serait resté facultatif, elle fait une nécessité où tous, sans distinction, doivent se plier. Et cela constitue une garantie sociale pour laquelle on ne saurait avoir trop de respect.

L'ANARCHISTE. — Pardon. Mais voici que vous vous laissez encore éblouir par les mots. Derrière la Loi, chose vaine et purement décorative, simple abstraction métaphysique, il n'y a toujours, en réalité, que des lois particulières, enjoignant ceci ou défendant cela. Si bien que votre souveraineté, garantie sociale, je vous l'accorde, quand la loi est bonne, devient danger social quand la loi est mauvaise. La Loi est également souveraine pour contraindre au mal et au bien.

Et ce n'est pas tout. En enlevant à la Loi son contenu, vous lui enlevez précisément la seule chose qui peut la justifier à nos yeux et faire que nous lui obéissions en hommes libres. Vous lui retirez sa part de raison. Elle devient alors synonyme, pour ceux qui s'y soumettent, d'obéissance passive, d'acquiescement servile à l'ordre de choses établi. La religion de la Loi se confond ainsi en dernière analyse avec celle de l'autorité. Elle est responsable des mêmes méfaits. S'il nous arrive si souvent de croire à tort notre bonheur assuré ou notre ruine inévitable, c'est que l'un et l'autre sont inscrits sur les feuilles d'un gros livre, forme moderne de l'antique destin. Même quand elle porte l'empreinte de la justice, ce qui est rare, la Loi n'est rien, d'ailleurs, sans l'énergie et l'initiative des hommes qui veulent s'en assurer le bénéfice. Ceux qui, pour la mettre en mouvement, viennent de dépenser plus de courage et plus de force qu'il n'en aurait fallu pour lever une armée et pour aller chercher Dreyfus en son île, l'attestent assez clairement. C'est donc le culte de l'énergie, de la volonté et de l'initiative qu'il faut professer, au lieu du culte de la Loi, chose morte, lourde, passive, qui dort entre les feuillets poussiéreux des Codes.

CHARLES-ALBERT.

HOMMES-TAMPONS

Le camarade Delesalle entretiendra nos lecteurs de la grève du Creusot, dans son *Mouvement ouvrier*. Je veux seulement ici exprimer mon étonnement au sujet d'un fait relaté par les journaux socialistes. « A la suite, disent les dépêches, de certaines concessions consenties par Schneider, les députés socialistes Coutant, Dejante et Lassalle engagent les grévistes à reprendre le travail. »

Ainsi, voilà des ouvriers dont le travail a édifié une fortune colossale à un adroit exploiteur. Un jour vient où ces travailleurs demandent bien humblement un imperceptible adoucissement à l'exploitation odieuse dont ils sont victimes quotidiennement. Le richissime patron qu'ils entretiennent — et dont l'inconscience est la seule excuse à son manque de pudeur — estime exagérée cette modeste réclamation et a le front d'en marchander les chiffres. Des gens, également entretenus par les travailleurs et que la faculté de voyager gratis a attirés là, ne craignent pas, après s'être déclarés les amis dévoués des grévistes, d'encourager ceux-ci à accepter des offres que tout homme soucieux de sa dignité eût dû accueillir par des huées.

Ces gens se disent socialistes! Ils protestent à tout venant, mais principalement en période électorale, de leur irréductible haine envers le capitalisme. Ils professent à qui veut les entendre qu'un antagonisme essentiel sépare irréconciliablement le Travail et le Capital, et que cet antagonisme ne prendra fin que par la destruction de ce dernier.

Et quand un conflit éclate entre capitaliste et travailleurs, quand ceux-ci, qu'un pacte de dupe a privés de toutes les beautés de la vie, réclament un simple supplément de pain et qu'on leur offre des croûtes, ce sont ces socialistes, ces révolutionnaires, qui viennent les pousser à agréer une telle humiliation! S'interposant en hommes-tampons, entre capitaliste et travailleurs, ils font le jeu de celui-là en disant à ces derniers : « Vous qui avez droit à tout et qui ne demandez presque rien, on vous offre moins encore, empressez-vous d'accepter : c'est une victoire! »

Je demande quel préfet, quel juge de paix, quel chien de garde de capitalisme eût agi différemment.

ANDRÉ GIRARD.

MOUVEMENT OUVRIER

Grève au Creusot : — lorsque la semaine dernière les dépêches m'ont appris cette nouvelle, je me suis remémoré cette interview d'un ouvrier du potentat Schneider, publiée jadis dans le *Figaro* et dont des camarades, à l'époque, firent une brochure à distribuer. La fin de l'interview est typique et mérite d'être rappelée en cette circonstance.

La misère qu'il venait de voir s'étaler devant ses yeux avait révolté à tel point le reporter du *Figaro*, qu'il ne put s'empêcher de poser cette question à un malheureux ouvrier :

— On n'a pas envie de se révolter un peu, de faire des grèves?

L'ouvrier haussa les épaules, sa bouche se plissa railleusement.

— Ici? Jamais de la vie!... on est trop fatigué.

La fatigue a eu des bornes, comme nous allons le voir, et, poussés à bout, les malheureux se sont enfin révoltés.

Voici les faits. Le 15 mai dernier, une première tentative de grève avait eu lieu. 140 ouvriers employés aux hauts fourneaux quittèrent leur travail, mais satisfaction leur ayant été accordée, ils rentrèrent à l'usine le lendemain. L'exemple était donné. Les ouvriers des forges réclamèrent à leur tour, et le 30 mai, dans la soirée, environ 300 ouvriers, la plupart des jeunes gens employés aux pilons, se répandirent dans les différents services de l'usine, aux cris de : Vive la grève! coupant les courroies de transmission servant à actionner les machines, arrêtant le service des pompes qui alimentent d'eau toute l'usine, et, par leur attitude énergique, obligeant leurs camarades de misère à faire cause commune avec eux.

Le lendemain, la grève générale était déclarée et aucun ouvrier ne se présentait à l'usine.

La raison « officielle » de la grève? Une demande d'augmentation de salaire; la véritable : les ouvriers étaient trop fatigués... de crever de faim.

La plus grande partie des ouvriers gagnent de 2 fr. 55 à 3 fr. pour 12 heures de travail, les contremaîtres seuls ont un salaire supérieur. Ce qu'il y a de pire, c'est que ce misérable salaire ne leur est jamais remis en entier, car, échappés de l'atelier où règne une discipline féroce, les ouvriers retrouvent encore la main du « maître » dans leur vie domestique. Ils sont obligés de passer par les coopératives patronales pour les besoins du ménage, et cela sous peine de renvoi immédiat; le patron est propriétaire de la maison où ils logent. Et, suprême ironie, beautés du suffrage universel, le maire qui marie les ouvriers, le conseiller général qui exprime les vœux des ouvriers, le député qui vote les lois, c'est Schneider, roi absolu de cette cité ouvrière de 30,000 habitants.

En tout, ils sont sa chose, et là est la véritable cause de leur révolte.

Comme de juste, la gendarmerie, la police et l'armée ont donné dur et ferme. L'armée au service du capitaliste a une fois de plus montré sa véritable destination. L'armée a donné en plein. A un moment donné, la grève menaça même de prendre une tournure nettement révolutionnaire. Les ouvriers ont barré la route avec une voiture renversée. Les chasseurs qui sillonnaient les rues ayant essayé de déblayer la voie ont été assaillis à coups de pierres et de briques, partout les grévistes commençaient à huer la troupe. Une cafetière remplie de poudre avec une mèche allumée a été lancée contre la porte de la direction gardée par la gendarmerie. L'arrivée subite des politiciens a mis fin à cela.

Les politiciens socialistes n'ont pas manqué de profiter de cette atroce situation pour se faire un peu de réclame. Grâce à eux, Schneider, menacé un moment jusque dans son exploitation, a pu s'en tirer à bon compte, à tel point que, payés par lui pour agir comme ils l'ont fait, ils ne s'en seraient pas mieux tirés. Les lâches!

En voici quelques exemples. A un certain moment, plusieurs centaines d'ouvriers en train d'essayer d'enfoncer les portes du château voisin de l'usine, et ayant commencé d'en faire le siège à coups de briques, en ont été détournés par un de ces individus, venu là pour leur prêcher le calme et la résignation.

A plusieurs reprises, nous disent les dépêches, « ces messieurs (les députés) ont rendu visite au préfet et au sous-préfet et leur ont promis que l'*ordre* ne serait pas troublé. Telle est la besogne de découragement à laquelle se livrent ces tristes sires. Et, avec leur peu d'expérience, les malheureux ouvriers une fois de plus ont été dupes de leurs boniments.

N'empêche que nos socialistes (!) ont chanté victoire : ils ont, prétendent-ils, forcé Schneider à capituler, parce que celui-ci, après avoir examiné ses intérêts et discuté avec eux, avait accordé à « ses ouvriers » un semblant de satisfaction sur les bases suivantes :

« Les ouvriers sont augmentés de 0 fr. 25 par jour à partir de 21 ans; de 18 à 21 ans, de 0 fr. 20; audessous de 16 ans, de 0 fr. 15. »

La paye aura lieu à la quinzaine. Aucun ouvrier ne sera renvoyé pour le fait d'avoir pris part à la grève.

Tels sont les maigres résultats considérés par les politiciens socialistes comme une victoire. Par des coupes sombres, Schneider saura en effet se débarrasser petit à petit des meneurs, et une fois de plus, la néfaste théorie du renoncement, du calme et de la fausse dignité aura fait son œuvre, et la révolte du salariat contre le capitaliste n'aura servi à rien.

Les esclaves du potentat Schneider, souhaitons-le, ne tarderont pas à s'en apercevoir.

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'AFFAIRE DREYFUS. — Nous ne nous trompions pas, quand nous affirmions dès le début que l'Affaire Dreyfus serait le signal du déclin du militarisme. Ne nous laissant ni griser, ni duper par les grands mots vides de sens de : Patrie, Honneur militaire, etc., nous savions à quoi nous en tenir sur la moralité qui règne dans l'armée, non seulement sur la possibilité, mais sur la réalité de ses crimes; et nous n'avions cessé de dénoncer à la haine publique cette institution digne de la férocité des époques préhistoriques. On se refusait à nous croire, on nous vilipendait, on nous emprisonnait aussi...

Les faits répondent pour nous. L'Affaire Dreyfus a montré indéniablement l'Etat-major de l'armée — le dessus du panier — comme un repaire de bandits. Le gouvernement se voit forcé d'écrouer un du Paty de Clam, l'homme qu'il chargea jadis d'écrouer Dreyfus. Demain, il lui faudra jeter à leur tour en prison les Mercier, les Boisdeffre, etc., individualités quelconques, incarnant en elles l'esprit et les traditions militaires, et les incarnant avec une telle perfection, qu'on les a jugées dignes de figurer à la tête de l'armée.

Il sera désormais acquis parmi le peuple que crime et militarisme sont synonymes. Trop de faits le prouvent. On avait pu, jusqu'ici, arguer de cas isolés, d'exceptions. Le grand service que l'Affaire Dreyfus aura rendu à la cause de l'humanité, aura

été de montrer cette cohésion, cette solidarité dans le crime, cette unité d'action qui font un bloc de la criminalité militaire. Elle a dévoilé aux plus incrédules l'état d'esprit inférieur, retardataire et cannibalesque qui règne dans l'armée et qui en constitue la qualité essentielle.

Il est impossible qu'une institution qui se révèle si manifestement et à tel point odieuse n'arrive pas en peu de temps à devenir l'objet du dégoût général. Les épileptiques convulsions des descendants de l'armée de Condé et des bénéficiaires de l'ignorance populaire n'y pourront rien changer. La Vérité est la grande ennemie, toujours victorieuse, des institutions autoritaires. La Vérité s'est faite sur le militarisme. Désormais le militarisme va agoniser.

* * *

D'ailleurs, des manifestations fréquentes en donnent la preuve. La semaine dernière, à Grenoble et à Amiens, cette semaine à Perpignan, des démonstrations hostiles aux officiers et à l'armée se sont produites.

Dans cette dernière ville, le fait s'est produit à l'occasion de brutalités dont un soldat aurait été victime de la part d'un chef de musique. Des cris de : « A bas l'armée! » se sont entendus. Un journal patriote relate la chose avec amertume et ajoute : « L'heure approche où quiconque portera l'uniforme devra rester chez soi, sous peine de recevoir des pierres ou des coups de poings. Ce sera le suprême triomphe de la civilisation. »

Ce journal ne pense pas certainement si bien prédire. Si la suprême civilisation ne consiste pas à rosser quiconque porte un uniforme, toujours est-il que le dégoût manifesté à l'égard de quiconque enseigne et exerce le métier de tuer, est un excellent acheminement vers la civilisation.

* * *

La Grande Famille. — Le soldat Lefoll, du 4[e] d'infanterie, qui se trouvait sous le coup d'une grave punition, pour avoir sauté le mur de la caserne pendant la nuit, s'est tiré trois coups de revolver et est mort un quart d'heure après.

André Girard.

Haute-Savoie : *Prologues patriotiques*. — Une compagnie de pompiers de la Haute-Savoie, en tenue, s'est attablée successivement dans divers cafés de Genève et, pour ne pas s'en encombrer, déposait son drapeau — le drapeau français, s'il vous plaît! — surmonté d'un pantin, à la porte du souloir. (Extrait d'une circulaire du préfet à ses administrés.)

Les conscrits français des arrondissements voisins du canton de Genève, nous annonce la paperasse officielle, « vont à Genève le jour des opérations du tirage au sort, avec leur drapeau qu'ils traînent dans les rues, dans les débits et dans les mauvais lieux ».

Ces citations textuelles sont accompagnées d'évocation à la Paâtrie et de menaces, cela va sans dire, ces deux choses s'accouplent invariablement. Notons que les mauvais lieux où se rendent les conscrits sont des lieux officiels où leur drapeau, surmonté hier d'un aigle, aujourd'hui d'un pantin, demain d'un joujou nouveau, est toujours le bienvenu des tenanciers. Le préfet omet de signaler à ses administrés que, dans ces maisons publiques patronnées par l'Etat, les jeunes gens dépensent en quelques heures ce qu'il a fallu bien des semaines à leurs parents pour épargner, et rentrent contaminés au village.

Quant au patriotisme, M. le préfet ignore-t-il qu'en 1870, le mouvement séparatiste a motivé des mesures gouvernementales? Ignore-t-il la récente assemblée de Salenove, où il a été nettement exposé que les populations tiennent avant tout à leurs avantages de zone douanière; le patriotisme ne les affole guère, et ce n'est pas en son nom que les habitants du Chablais, du Faucigny et du Genevois entreront dans l'*in globo* douanier pour tomber dans la misère.

X...

* * *

Autour du militarisme. — *Chambéry* : Vuillermos, sergent rengagé et candidat à Saint-Maixent, faisait manœuvrer au Champ de Mars la 1[re] compagnie du 97[e] de ligne. Pendant le pas gymnastique, le soldat Couturier tomba trois fois; trois fois le sergent le força à se relever et à courir, en le maltraitant et en l'injuriant. Ce fut au point que les passants, indignés, intervinrent et dirent son fait au sergent, qui répondit par des grossièretés. On porta plainte au colonel, qui punit le bon gradé de quinze jours de consigne et le raya de Saint-Maixent. Soit. Mais j'incline à croire qu'une bonne raclée n'eût pas été, non plus, hors de propos.

* * *

Cherbourg. — Deux artilleurs dégainent contre deux ouvriers, et en blessent un grièvement. Dans différents quartiers, rixes à coups de sabre entre militaires, ou contre des civils. Des matelots font le siège d'une maison, brisent toutes les vitres et, de guerre lasse, s'en vont dans un débit injurier les consommateurs, qui s'en vont sans rien dire. Mais d'autres matelots les attendent à la porte et se jettent sur eux en criant : « On va vous enfiler! » Et, en effet, ils frappent à coups de baïonnettes, blessent les sales civils à la figure, aux mains, à la cuisse. Ah! Vive l'armée!

* * *

Paris. — Une vingtaine de sous-officiers, fêtant le retour de leur ami Marchand, ont parcouru, de nuit, sabre au poing, tous les cabarets interlopes de Montmartre, traînant à leur suite toute une armée de souteneurs patriotes. Ces braves gens arrêtaient les passants, les forçaient à crier : Vive l'armée! et rossaient ceux qui refusaient de pousser ce cri honteux. Patience! tout a une fin.

* * *

M. Marchand, en l'honneur de qui avaient lieu ces ébats, est donc revenu à Toulon, puis à Paris. Rentrée plutôt manquée. Voulez-vous savoir comment cet assassin de nègres inoffensifs, cet esclavagiste, cet incendiaire de villages, rend compte de ses exploits? « C'est par la persuasion, dit-il, que j'ai vaincu les peuplades hostiles. » O commodité des euphémismes!

La cour d'assises avait à juger notre grand Déroulède, qui, le jour des obsèques de Félix Faure, voulait à toute force ruer un général et ses troupes sur Paris, renverser le gouvernement (si ce n'eût été que cela!) et massacrer tous les dreyfusards et tous les immondes sans-patrie. Le jury l'a acquitté. Naturellement. Ah! si, à sa place, des ouvriers eussent fait la même chose, aux cris de : Vive la Sociale! c'eût été une tout autre affaire!

* * *

Il est amusant de voir que l'on n'a jamais autant crié Vive l'armée! que depuis que les faits crient tout le contraire.

Ne pouvant plus faire autrement, les magistrats se sont décidés à juger selon la justice. Ne se sentant plus les plus forts, ils ont bien voulu cesser, pour un instant, d'étrangler la vérité. La cour de cassation, toutes chambres réunies (ainsi que l'ont voulu les nationalistes), a, à l'unanimité, cassé le jugement de 94, reconnu Mercier coupable de forfaiture pour le moins, proclamé les présomptions d'innocence de Dreyfus, et le renvoie devant le conseil de guerre de Rennes.

Voilà un conseil de guerre qui va être bien embarrassé. Que va-t-il faire? Qu'il acquitte, condamne ou refuse de juger, ce sera toujours, ce jour-là, un soufflet de plus empoché par le militarisme. Nous avons encore de bons moments à passer.

Cependant, M. le colonel marquis du Paty de Clam, naguère si reluisant et si brave, a été arrêté et conduit au Cherche-Midi (sans rasoirs, cette fois), dans la cellule même où Dreyfus fut par lui torturé. Et il est bien probable que M. le général Mercier va prendre le même chemin, — lui et bien d'autres.

... L'honneur de l'armée!

R. Ch.

Suisse.

Gardes ruraux assassins. — Un ouvrier de campagne, M. Travail, se rendait nuitamment à Lancy; arrêté par deux individus, il chercha à s'enfuir; mais mordu cruellement par les chiens de ses assaillants, des gardes ruraux, il se défendit de son mieux avec son couteau de poche; alors les deux gardes rouèrent de coups le malheureux, et comme celui-ci se défendait toujours, ils déchargèrent sur lui leurs revolvers. Ne trouvez-vous pas que c'est très courageux : deux individus bien armés et accompagnés par des bouledogues contre un homme isolé et désarmé?

M. Travail tomba percé de balles, mourant, a été porté à l'hôpital, sa jambe droite percée de projectiles a été amputée et la victime des meurtriers est au plus mal.

Inutile de dire que la presse, recevant sa copie toute préparée du parquet, blanchit autant qu'elle peut ce crime policier. Le père de l'ouvrier assassiné est venu de Seyssel à Genève, il voudrait faire des poursuites. Mais « contre qui? » lui dit une feuille-bourgeoise. Et, en effet, l'ordre établi est ainsi. Le pauvre père n'aurait qu'une chose à faire : c'est de.....! Quant aux gardes assassins, il faut s'attendre à les voir monter en grade aussitôt que l'émotion causée par le meurtre aura été un peu effacée par d'autres événements.

* * *

Toujours la faim. — A Chêne-Bourg, Albert C. s'est affaissé dans l'avenue de la gare : cet ouvrier mécanicien, à la recherche de travail, n'avait rien mangé depuis trois jours! Quatre semaines plus tard, un homme d'une soixantaine d'années est tombé sur le trottoir à la Servette. Relevé, il a avoué n'avoir rien mangé depuis cinq jours! Les personnes présentes organisèrent une quête et en remirent le produit à l'affamé. Sidonins B., torturé par la faim, a accosté un gendarme et lui a déclaré ne pouvoir endurer plus longtemps ses affreuses souffrances. Conduit au poste, un médecin lui a donné des soins et a ordonné son transfert immédiat à l'hôpital.

Et à Genève, la ville renommée pour sa philanthropie, sa bienfaisance, sa charité, ses aumônes, et ses sermons, la faim sévit comme ailleurs.

Italie.

L'Italie officielle, c'est-à-dire l'Italie des voleurs, des banques et des fusilleurs de femmes et d'enfants, vient de fêter l'anniversaire de la constitution. Il va sans dire que tout s'est passé au milieu de l'indifférence la plus absolue du peuple. L'impudence du roi et de ses acolytes n'a plus de limite. Ils ont l'effronterie de fêter la constitution italienne, lorsqu'ils en ont détruit jusqu'au dernier brin, et qu'ils ont déchiré toute liberté garantie par elle. Le sens moral de ce bon roi n'a rien à envier à celui du plus vulgaire et rebutant criminel! Mais ce qui est réconfortant, c'est que, à cette occasion, le roi nous a offert une nouvelle preuve de sa générosité et du sérieux de son auguste parole. Il avait promis dans différentes occasions une amnistie générale aux condamnés politiques. Toute la presse à lui dévouée l'avait annoncée pour ce jour. Eh bien! cet homme que l'on a la mauvaise foi et l'impudence de nous présenter comme la plus noble expression de la générosité, cet homme a berné encore une fois le public naïf et gobeur en octroyant une amnistie dérisoire, qui exclut les récidivistes, les surveillés par la police et ceux qui ont été condamnés par défaut, en un mot les neuf dixièmes des prisonniers. C'est un nouveau défi à la nation qui redoublera les haines contre la monarchie et réveillera l'esprit de révolte. Nous espérons que le peuple comprendra que la monarchie est un ennemi contre lequel il ne faut jamais désarmer, et qu'il est temps qu'il cesse d'écouter toute cette cohue de politiciens qui, avec leur théorie de calme et de légalisme, et leur politique de lâches et de moutons, sont les alliés et l'appui les plus solides des Savoies.

Espérons-le.

Vivaldo.

Belgique.

De braves travailleurs, dont un journal à deux centimes constitue l'unique pâture quotidienne, en sont encore à croire que la Belgique, grâce à l'agitation du P. O. en faveur de la R. P. et du S. V. (proportionnelle et suffrage universel), est à la veille de la culbute de la royauté.

Or, il y a quelques jours, un jeune crevé, neveu de Léopold, étant allé à Gand étaler son royal potiron, à l'occasion d'une de ces foires nommées Expositions, savez-vous qui le reçut, le complimenta et lui assura son parfait dévouement?

Ce n'est pas nous qui inventons; nous ne faisons, au contraire, que reproduire très brièvement le récit de l'*Indépendance*. C'est le sieur Hardyns, vizir du sultan du *Vooruit*, Anseele le Tyran, qui, costumé d'après la dernière mode, adressa ses hommages à la famille du sieur Cléopold, jadis attaqué, vilipendé dans les feuilles socialistes.

Et le plat valet de cour Hardyns parlait *au nom*

du Vooruit! Naturellement, les feuilles capitalistes triomphent et couvrent de fleurs le valet en question : il y aura, en effet, toujours plus de joie au Ciel — ou à la Cour — pour un pécheur repentant que pour dix « justes ».

Mais que vont penser les travailleurs, surtout ceux qui élisent député Anselee le Tyran?

Dans le fief électoral de ce dernier, il est réconfortant de voir une légère opposition se dessiner; le fameux cartel ou projet d'alliance des libéraux doctrinaires, progressistes et socialistes, a passé, dans une réunion récente, un très mauvais quart d'heure; l'esprit révolutionnaire de la masse fut réveillé à merveille par le citoyen Hénault, qui, avec un dédain très prononcé, critiqua vertement les politicards enrôlés derrière la loque tricolore qui est devenue celle dudit cartel. Naturellement, le citoyen Hénault, dont la crânerie mérite des louanges, fut interrompu par les boursouflures qui trônaient au bureau; mais la masse l'applaudit; les récriminations dont il était le porte-parole étaient bien celles que fait entendre un peuple opprimé et grugé par des politiciens sans pudeur. Nous regrettons seulement que ce peuple bon soit, à ce point, tenu prisonnier, étouffé dans les engrenages des coopératives, qu'il faille d'innombrables escarmouches, d'éclatants sacrifices individuels et aussi des leçons sanglantes pour le mettre en mesure de secouer *définitivement* le joug de ce parti ouvrier devenu un objet d'horreur pour tous les intellectuels, les fiers, les assoiffés de vraie justice.

Durant les dernières grèves, d'innombrables condamnations, aussi odieuses les unes que les autres, ont été prononcées contre de braves travailleurs qu'allêchaient peu les conseils de « prudence », de « légalité » semés effrontément dans l'hypocrite organe de la « démocratie socialiste ». Toutes les accusations étaient échafaudées en silence par des magistrats crétins en rut d'avancement; les témoignages, par ordre des mouchards, étaient considérés comme Evangile; l'immonde machine judiciaire broyait encore et toujours dans l'anonymat ; or, c'est à peine si le *Peuple* eut un mot de protestation, une parole de bienveillance à l'égard de ces victimes de la valetaille judiciaire; un avocaillon socialiste, riche à millions, refusa même de plaider pour *ceux qui, en cognant sur les gendarmes, s'insurgeaient en réalité contre les mandements du P. O.!!*

Ceci est textuel, authentique. Si nous rappelons ici ces faits patents qui, naguère, eussent été le coup de mort pour les dirigeants orgueilleux du P. O., c'est qu'à leur lueur se manifestent nos théories anarchistes.

La masse ne comprend, ne saisit et n'admire une idée *quelconque*, qu'à travers les *faits* qui la mettent en lumière, la démontrent et l'expliquent.

De l'*événement*, nous extrayons l'enseignement social : tel est notre rôle.

P. FLAUSTIER.

LA TOMBOLA

Les lots gagnés par les nos **372 — 509 — 453 — 991 — 831 — 284 — 335 — 478 — 826 — 689 — 377 — 532 — 879 — 868 — 745 — 804 — 655 — 783 — 597 — 246 — 922 — 199 — 25 — 715** n'ont pas encore été réclamés.

Nous les tenons à la disposition des gagnants pendant encore un mois. Passé ce délai, ils seront vendus au profit du journal ou remis à la tombola que nous organiserons cet hiver.

Le produit de la dernière tombola nous a permis, tout en payant 350 fr. de dettes trop criardes, de faire paraître 14 numéros avec supplément — trois mois! Un déficit de 50 fr. à peine par semaine.

Le résultat est encourageant. Si les camarades voulaient s'occuper de la vente, ce déficit serait vite couvert.

Plusieurs n'ont pu, pour diverses raisons, donner à la dernière tombola : nous les prions de penser à la prochaine.

Le camarade Ardouin, qui a gagné la première année de l'*Humanité Nouvelle*, la laisse au journal. Nous la laisserons pour 8 francs.

∴

En recensant les numéros rentrés, nous avons retrouvé l'erreur de l'étude R. Pissarro. Par mégarde, il avait été imprimé deux nos 344, de sorte que les deux études ont été gagnées par deux porteurs du même numéro. L'affaire a été arrangée, un gagnant d'une étude d'un autre camarade nous l'a laissée pour désintéresser le no 358.

∴

La même erreur s'est produite au sujet du no 91. Nous prions le porteur de ce numéro qui n'a pas eu de lot de passer au bureau, où il lui sera offert six lithographies.

Nos camarades excuseront ces erreurs qui, somme toute, étaient à notre désavantage, et qui proviennent du surcroît de travail.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

BORDEAUX. — *Pensées à formuler. Casse-cou! Le péril militaire. Guerre civile ou révolution.* — Beaucoup de compagnons disent : Les journaux anarchistes sont peu connus, les idées émancipatrices échappent à la compréhension populaire, les libertaires n'exercent encore qu'une faible influence dans les luttes politiques et sociales.

Et pourquoi, camarades? Parce que nous nous confinons au foyer domestique, que nous passons le plus clair du temps à nous user en commérages, en causeries superflues, en discours byzantins prononcés en des groupes où on se cristallise parfois sans s'en rendre compte.

A vrai dire, nous manquons de tactique, le sens révolutionnaire s'est un tantinet émoussé en nous à force de rêver au lieu d'agir chaque jour sur le peuple par une propagande incessante et nette.

Nous ne transformerons point la mentalité du peuple du jour au lendemain. Les travailleurs sont trompés et détroussés par les politiciens et les gouvernants de tout acabit. Ceux-là le savent-ils?

Pour annihiler l'autorité, appuyons-nous sur les prolétaires en les éclairant. Ce doux labeur nous donnera joie.

Parlons, écrivons sans découragement. Depuis longtemps déjà nous faisons les morts. Nos conférences sont rares, nous achetons chichement nos journaux.

Il est temps de nous ressaisir. L'affaire Dreyfus nous a trouvés muets.

Devant la coalition de tous les Etats-majors, en présence du péril militaire, camarades anarchistes, nous devons nous vouer fermement à notre besogne d'affranchissement.

ANTOINE ANTIGNAC.

∴

Promenades-annexe aux cours de l'école libertaire. — La première est organisée au point de vue artistique et géologique, sous la conduite des camarades Ralph et Charpentier, pour le dimanche 11 juin.

Rendez-vous à 8 heures moins un quart du matin, gare Montparnasse, salle où l'on délivre les billets, pour visiter Malakoff, Clamart et Meudon.

On dînera sur l'herbe. Chacun est prié d'apporter ses victuailles.

Avant de se séparer, on prendra rendez-vous pour la deuxième.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Sensations d'art, par G. Denoinville; 1 vol., 3 fr. 50, chez Girard et Villebelle, 59, rue des Mathurins.

Lætitia, vers, par S. Massoni; 1 vol., 3 fr. 50, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Sermon sur la fête de la Toussaint en l'an 2000, par l'abbé P. Neor; brochure, librairie Curveur et Reinson, 16, Grande rue, Chalon-sur-Saône.

La Sape, drame social, 2 fr., chez Ollendorff, 50, Chaussée d'Antin.

Le Crime, causes et remèdes, par C. Lombroso; 1 vol, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères

Près de toi, vers, G. Fréjaville; plaquette au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

La Fauve, roman par J. H. Rosny; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Journal d'un défroqué, roman par H. Duhamel; 1 vol., 3 fr. 50, Société d'éditions littéraires, 4, rue Antoine-Dubois.

Marins pêcheurs, étude par L. de Seilhac; 1 vol. chez A. Rousseau, 14, rue Soufflot.

Primo Maggio, brochure par Ezio Rubini, tipografie Galileo, calle Moreno 1259, Buenos-Ayres.

Essais de politique et d'histoire, par J. Reinach; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

A lire :

Journal d'un moblot, par P. et V. Margueritte, *Echo de Paris*, 27 mai.

Comme un chien, par L. Descaves; *Echo de Paris*, 4 juin.

BON-PRIME

aux lecteurs des TEMPS NOUVEAUX

A MM. Schleicher frères, éditeurs.

Veuillez m'envoyer le numéro spécial de l'*Humanité Nouvelle* sur **la guerre et le militarisme.** Je vous envoie ci-inclus le montant de ce numéro, 2 francs au lieu de 4 francs.

Joindre en plus : 0.25 centimes pour expédition franco en France ou en Belgique; 0.50 centimes pour l'expédition franco à l'étranger (Union postale).

(SIGNATURE)

Nom :

Adresse (bien lisiblement écrite) :

Mettre ce bon, avec mandat-poste ou des timbres-poste sous enveloppe, à l'adresse de MM. Schleicher frères, éditeurs, 15, rue des Saints-Pères, Paris.

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Bruges. — Brochures expédiées à l'adresse.

L. M., à Dinant. — Nous vous ferons le service de quelques numéros, mais nos ressources ne nous permettent pas de le faire indéfiniment.

J. T., à Chambéry, prie le camarade de Genève de lui renvoyer les brochures qu'il lui a prêtées.

Louis, à Chambéry. — Vous ne pourriez pas nous trouver un dépositaire dans votre localité?

S., à Nice. — Pouvons expédier n'importe quel numéro; 0 fr. 10 l'exemplaire. — Le premier volume a deux années, 12 francs.

V. D., à Amsterdam. — En effet, c'est une erreur de notre part, excusez-nous.

Les affamés, à Scatonville. — Depuis le temps que durent toutes ces tentatives avortées, vous devriez être en garde.

Groupe de peintres en décors. — Pouvez-vous aider un camarade étranger à trouver du travail?

G., géomètre. — J'ai l'*Incendiaire* et les *Errants*, mais j'ai oublié de garder votre adresse?

J. L., à Mont-sur-Marchienne. — Abonnement finira fin novembre.

Une de nos amies voudrait consulter des ouvrages traitant de l'*éducation* en Suisse, Norvége et Suède. Quelque camarade peut-il nous donner des titres?

Reçu pour l'école libertaire : Saint-Chamond, 1 fr. 50. — M. L., 2 fr. — Marius, 0 fr. 50. — En tout : 4 fr.

Reçu pour la brochure à distribuer : R. F., 10 fr. — P. dit B., à Bruxelles, 5 fr. — Fives, liste par H. : Arc Pernand, 0 fr. 50; Crépin A., 0 fr. 25; Herford, 0 fr. 25; G. Arc, 0 fr. 10; Un copain, 0 fr. 25; E. Mauduit, 1 fr.; Un peinard, 0 fr. 25; Druelle, 0. 20; Hunez, 0 fr. 25; Un révolté, 0 fr. 25; Deville, 0 fr. 10; Envoyeur, 0 fr. 10. Total : 3 fr. 50. — R., 2 fr. — Narbonne, collecte entre quelques camarades, 5 fr. — En tout : 27 fr. 50.

Reçu pour le journal : Groupe de Menpenti, 0 fr. 75; Toulon : Moi-même, 0 fr. 50; Un nouveau venu, 0 fr. 50. — Chinon (vers. mens.), 2 fr. — Deux copains, 1 fr. — Anonyme, 2 fr. — P. D., 4 fr. — J. H., 1 fr. — Mulhausen, 5 fr. : A. A., 2 fr. : H. R., 3 fr. — Collecte faite par le camarade S., à Montpellier, 3 fr. — A. S., 2 fr. — Bourges, une lectrice, 1 fr. — H. M., Pantin (vers. mens.), 5 fr. — H., 0 fr. 20. — P. dit B., à Bruxelles, 15 fr. — Virgilio Petit, 2 fr. — S., à Nice, — Groupe de peintres en décors (E. V.), 1 fr. 50. — Merci à tous.

D., à Seraing. — W., à Sophia. — B., à Marseille. — H., à Angers. — De M., à Gand. — G., à Liége. — L., à Montpellier. — L., au Mans. — L. M., à Dison. — B., à Monthey. — W., à Verviers. — H., à Ixelles. — D. R., à Scatonville. — L., à Valenciennes. — J. L., à Mont-sur-Marchiennes. — F., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 8 — DIX CENTIMES — DU 17 AU 23 JUIN 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Ceux dont l'abonnement est expiré fin mai, ainsi que quelques-uns du mois d'avril que nous avions oubliés, sont prévenus qu'il sera pris remboursement sur eux à la fin de la semaine prochaine.

KIF-KIF BOURRIQUOT!

Dans son article de l'*Aurore*, de samedi dernier, Clémenceau, parlant de la manifestation qu'il voulait en faveur de Loubet, disait « que l'on verrait le préfet de police et Jean Grave travailler de concert à la déconfiture des royalistes »!

Malgré les progrès qu'il a faits depuis qu'il n'est plus député; malgré la largeur de vues dont il fait preuve, lorsqu'il discute les faits sociaux qui se déroulent journellement, Clémenceau, quoi qu'il en ait, est resté politicien. Il croit qu'il peut y avoir de bons gouvernements, qu'il peut en exister qui, de par leur recrutement, soient meilleurs que les autres, et alors il soutient celui qui lui semble le moins mauvais, cela est compréhensible.

Mais moi, je n'ai pas ses illusions. Lorsque j'affirme que tous les gouvernements se valent; que, quelle que soit la façon dont ils se recrutent, quelle que soit leur étiquette, ils se valent tous au point de vue économique n'ayant qu'une fonction, défendre une certaine catégorie de privilèges, fonction qu'ils sont forcés d'accomplir, quels que soient ceux qui sont au pouvoir; que, par conséquent, nous, anarchistes, n'avons rien à faire avec eux, qu'à les combattre comme des ennemis, puisque nous voulons la disparition de tous les privilèges, quels que soient ceux qui en bénéficient; ce n'est pas une simple boutade que j'émets, ni un paradoxe en vue d'épater le bourgeois.

Royauté, empire, dictature, parlementarisme, me sont également odieux, et je suis leur adversaire acharné à tous. Et, devrais-je scandaliser M. Clémenceau, j'avoue que je ne me suis pas dérangé pour aller acclamer M. Loubet; très content, au contraire, de voir se chamailler ensemble ceux qui se disputent la possibilité de nous diriger. Ce faisant, ils nous laissent tranquilles. C'est toujours cela de gagné. Ils ne se réconcilieront que trop tôt, à nos dépens.

* * *

Je connais la réponse de Clémenceau — qui est celle, du reste, d'une foule de gens, même de beaucoup d'anarchistes : — « Devant deux maux, il faut choisir le moindre! Devant une réaction militaire qui nous menace, et veut étouffer le peu de liberté qui nous reste, il vaut mieux garder le gouvernement qui nous semble le moins dangereux! »

Ce raisonnement découle de la croyance que les gouvernements sont tout-puissants, qu'ils peuvent gouverner en dehors d'une moyenne d'opinion et régler les événements à leur volonté. C'est, aussi, en revenir à dire qu'il peut y en avoir de préférables à d'autres.

Or, ma conviction est que les gouvernements ne sont que ce qu'on les laisse être, qu'ils ne perpètrent que les empiétements qu'on leur laisse oser, ne rognent que les libertés que l'on ne sait pas défendre; n'interdisent que celles que l'on ne sait pas prendre.

Pour mes exemples, j'en reviendrai toujours à la fameuse « Affaire ». Le gouvernement de Faure a fait tout ce qu'il a pu pour sauver les faussaires : Etat-major, magistrature, Chambre ont marché comme une seule institution pour barrer la vérité. Ils n'ont rien empêché. Brisson est tombé pour l'avoir favorisée. En revanche, Loubet n'a été nommé que grâce au mouvement d'opinion qui avait acquis de la force. Ce qui prouve que lorsque les individus savent « vouloir », les gouvernements sont peu de chose.

Le grand reproche des républicains aux ouvriers de 52, c'est d'avoir gardé rancune des journées de Juin, et de s'être abstenus de défendre la République, d'avoir laissé faire l'empire.

Outre que, aux journées de Juin, les républicains gouvernementaux avaient largement démontré qu'en fait de férocité ils valaient la pire des dictatures, absolument comme le démontrèrent leurs successeurs de 71, l'empire apportait-il une aggravation à la situation économique des travailleurs?

Absolument aucune. Les patrons continuèrent à exploiter leurs ouvriers, les commerçants à voler leurs clients; les capitalistes un peu tout le monde, les propriétaires à tirer la rente du sol qu'ils avaient volé; toutes choses que les républicains bourgeois n'eurent jamais l'intention d'empêcher.

S'il y eut quelques libertés de confisquées, ce ne fut qu'aux seuls républicains bourgeois, puisque ceux-ci les avaient déjà enlevées aux travailleurs. Il n'y avait rien de changé pour ces derniers.

* * *

Maintenant, je ne veux pas dire que si la réaction, au lieu d'une gaminerie, tentait un coup de force sérieux, pour s'établir; s'il y avait bataille dans la rue, qu'il faudrait nous croiser les bras, nous désintéressant des événements.

Adversaires de tout gouvernement, quel qu'il soit, quels que soient ceux qui s'y établissent, nous les avons tous pour ennemis, et serions sûrs de profiter du navire qui déporterait les ennemis du pouvoir victorieux, ou du peloton d'exécution qui l'en débarrasserait tout à fait. Ce serait donc bêtise de notre part de nous croiser les bras.

Mais si nous avons une besogne nette, précise, toute tracée pour une période d'action révolutionnaire, que serais-je allé faire à la manifestation de Longchamps?

Y crier mes aspirations? Je n'aurais pu le faire sans risquer d'être assommé par les partisans de Loubet, aussi bien que par les réactionnaires dont cela, cependant, aurait fait le jeu. D'autre part, j'ai passé la période d'exubérance où l'individu se satisfait du bruit qu'il produit. Je préfère un peu moins de cris et un peu plus de besogne.

Crier contre les bourgeois, renverser leurs voitures? Je comprends que l'on désire cette satisfaction; mais en ce qui me concerne, elle m'est indifférente. Je préfère travailler à me faire une conception plus nette de mon idéal.

J'estime que l'anarchiste a tout à gagner à se tenir à l'écart de ces manifestations qui ne sont que l'œuvre factice des politiciens et des journalistes, et où la foule acclame aussi bien Marchand, la conquête, que Loubet, la République et la paix.

D'autant plus qu'à la manifestation de dimanche dernier, nous ne pouvions être complètement « nous », sans faire le jeu des réactionnaires; c'était alors, comme il le constate si bien, nous mettre avec le préfet de police. Il y a des voisinages qui vous répugnent.

Pour mon compte, je crois que nous devons moins nous préoccuper de ceux qui seront au pouvoir, et davantage résister à leurs fantaisies.

* * *

Plus haut, je parlais de l'empire. Malgré ses ministres et préfets à poigne; malgré sa forte volonté d'abolir toute liberté, aussi bien pour l'ouvrier que pour le bourgeois, est-ce qu'il ne fut pas forcé de renoncer à son rêve d'autocratie et, peu à peu, tolérer les libertés que savaient prendre les individus?

Et la République? si elle a accordé quelques libertés de plus, est-ce qu'elle fait autrement que céder à la pression lente mais continue des aspirations humaines qui font que, à l'heure actuelle, quel que soit le désir de ceux qui détiennent le pouvoir, ils ne peuvent tout à fait en revenir au régime du bon plaisir?

Habituons-nous donc à agir en hommes qui savent ce qu'ils veulent, où ils vont, toujours en le sens de ce qu'ils ont reconnu être le vrai.

Faisons comprendre aux individus qu'ils seront libres quand ils sauront le vouloir; que leur émancipation ne dépend pas de ceux qui détiennent l'autorité, mais bien de leur volonté de s'affranchir; et alors, les luttes stériles du mensonge politique nous paraîtront bien mesquines.

J. GRAVE.

LA SITUATION EN RUSSIE

Pendant que le grand maître-régisseur Nicolas dirige la comédie qui se joue en ce moment-ci à la Haye, dans la Russie elle-même la situation devient de plus en plus tendue. L'horizon s'assombrit, des craquements sinistres se font entendre à travers tout l'immense empire... Qui sait? Peut-être le trône des Romanoff est-il déjà plus vermoulu qu'on ne pense, peut-être l'effondrement approche... La royauté française ne s'y attendait pas du tout lorsque la grande révolution éclata...

Pour la Russie, ces dernières quelques années ont été terribles. D'abord, la famine a ravagé le pays. Sur ce vaste territoire, avec ses incalculables richesses naturelles, la population meurt de faim. Bien naïfs sont ceux qui, en Europe, croient que c'est la nature elle-même qui est responsable de ce fléau. C'est le despotisme atroce, le gouvernement rapace du pacifique et humanitaire Nicolas, c'est l'exploitation éhontée, les impôts excessifs et insupportables qui ont fini par ruiner complètement les paysans. Dans beaucoup de cas, le malheureux moujik doit payer plus d'impôt que toute sa récolte ne lui rapporte. Et s'il ne répond pas assez vite aux exigences des émissaires impériaux débarqués dans son village pour le dépouiller, les dignes serviteurs de l'humanitaire monarque ont suffisamment de cosaques à leur portée pour les appuyer énergiquement dans « l'accomplissement de leur devoir... » On vend le bétail, les instruments aratoires, le taudis même du récalcitrant, et cela fait, on part pour recommencer la même opération plus loin... Et la saison venue, comment voulez-vous que le paysan cultive son lopin de terre puisqu'il a les mains vides, puisqu'il n'a pas un sou dans la poche?... Dans ces conditions, n'est-il pas compréhensible que la famine soit devenue chronique en Russie? N'est-il pas à prévoir qu'elle ira en s'accentuant de plus en plus? La Russie est un pays agricole; sa plus grande force ce sont les paysans; la ruine de ces derniers doit donc avoir pour conséquence fatale la famine avec toutes ses horreurs. Aussi, en ce moment y a-t-il une population de 30 millions qui meurt d'inanition, et cela non au figuré, mais au propre. Reste à savoir si les paysans voudront continuer à subir ce régime. Dans la province de Kazan, il y eut des révoltes considérables; des troupes ont dû être appelées sur les lieux; mais cette mesure n'a pas servi à grand'chose. L'exaspération est au comble. Nous verrons comment ça finira.

Un autre symptôme non moins caractéristique, c'est la grève des étudiants. La conséquence en a été la fermeture momentanée des écoles supérieures de presque tout l'empire, l'expulsion définitive (c'est-à-dire sans droits de recommencer jamais leurs études) d'un millier d'étudiants, et l'exclusion temporaire de cinq mille autres. En outre, beaucoup d'emprisonnés et de déportés en Sibérie. Le cas avait mis le gouvernement dans une très mauvaise posture : l'opinion publique non seulement en Europe, mais aussi en Russie, s'est nettement prononcée en faveur des étudiants : on a trouvé qu'ils avaient plein droit de ne pas vouloir subir le traitement paternel du tsar, je veux dire le knoutage. C'est un fait ancien déjà et il est inutile d'insister. Il faut pourtant signaler un incident qui s'y rapporte et qui est très suggestif. Dans toute la presse il n'y eut que Souvorine, directeur en chef des *Nouveaux Temps*, feuille qui joue en Russie le rôle de la *Libre Parole* en France, qui se permit, en digne émule de Barbapoux, de critiquer la conduite des étudiants. Aussitôt tous les honnêtes gens qui étaient abonnés à ce torchon, de même que toutes les bibliothèques d'étudiants, en Russie comme à l'étranger, auxquelles Souvorine faisait le service gratuit de son immonde feuille, refusèrent de la recevoir plus longtemps. Quelques-uns eurent l'idée de publier leur refus dans les journaux russes. Le gouvernement intervint alors et *défendit à la presse d'insérer les refus de recevoir la feuille de Souvorine*...

O doux Nicolas!...

Des grèves multiples ont eu lieu en Russie pendant ces derniers quelques mois. Beaucoup ont fini par un triomphe pour les ouvriers. Mais la plus sérieuse au point de vue de ses conséquences est certainement la grève de Riga, qui n'est pas encore terminée. Là, notre cher petit père prouva, *de facto*, que sa circulaire n'avait point pour but la suppression des armées... La grève commença le 5/17 mai dans la fabrique d'un sieur nommé Juté. Ce personnage avait, par des promesses d'augmentation des salaires, attiré chez lui beaucoup d'ouvriers. Pour les récompenser ensuite de leur confiance en lui, il *abaissa* leur salaire de 15 copecks par jour. Des ouvrières se mettent alors en route pour porter plainte au gouverneur de Riga; mais la police leur barre le chemin, les cerne et les enferme dans un jardin public. Les ouvriers de la fabrique Phénix, mis au courant de ces faits, entourent le jardin et tentent de délivrer les prisonnières; cela leur réussit, mais des troupes arrivent en toute hâte. L'officier qui les commande somme la foule de se disperser; sa sommation reste sans effet : il ordonne alors de faire feu... Des cris déchirants se font entendre... Il y a quelques morts et beaucoup de blessés. La foule répond par une pluie de pierres et par quelques coups de pistolet. La nuit, elle saccage presque toutes les maisons de tolérance de Riga, vainement protégées par des soldats; elle incendie plusieurs fabriques et usines. Pendant l'action, plusieurs soldats sont tués; le nombre des grévistes morts est considérable. La ville est en état de siège. Le gouverneur se dispose à mettre en œuvre les canons si l'agitation ne cesse pas...

Vive la paix!...

Grève générale à Libau; les sergents de ville eux-mêmes chôment : ils demandent une augmentation de 5 roubles par mois. C'est la première fois qu'une pareille chose arrive en Russie.

A signaler, avant de finir, encore un petit fait : la revue *Rousskoïé Bogatstvo* est interdite pour six mois pour n'avoir pas chanté assez haut la gloire de l'accaparement de la Finlande et les vertus de celui qui a accompli cette œuvre de brigandage.

Doux régime... Vive le tsar!...

MAXIME DOUBINSKY.

DES FAITS

Le sort des travailleurs.

Saleux, 6 juin 1899.

Mon cher Grave,

Je t'envoie ci-joint le montant de mon abonnement ainsi que celui d'un camarade. Plusieurs autres à qui j'en avais parlé m'ont tous fait la même réponse, réponse désespérante en elle-même parce que vraie : « Je n'ai pas le temps de lire. »

En effet, nous sommes tellement enserrés par l'exploitation capitaliste qu'elle nous laisse à peine le temps nécessaire pour boire, manger et dormir.

La plupart du temps on commence le travail à 6 heures au matin jusqu'à 6 h. 1/2 du soir. Pour l'ouvrier qui se trouve un peu éloigné de son travail, il lui faut se lever à 4 h. 1/2 ou 5 heures et il ne rentre chez lui qu'à 7 h. 1/2 ou 8 heures le soir. S'il a quelque menu travail d'intérieur à faire, il lui reste à peine six heures pour se reposer... Et quel repos! on est plus courbaturé le matin en se levant que le soir en se couchant. Celui qui veut lire ou étudier un peu est obligé de prendre sur son sommeil, et je laisse à penser quelle étude on peut faire quand on a le corps brisé par un travail surmenant.

Ah! elle est belle la vie que nous font nos exploiteurs dans cette société capitaliste! Ce qui, à mon avis, retarde la diffusion des idées anarchistes dans la masse ouvrière, ce n'est pas tant seulement leur abstraction, mais c'est surtout le peu de temps qu'elle a à dépenser pour les étudier et les approfondir, comme d'un autre côté ce qui fait leur force, c'est qu'une fois comprises, elles sont d'autant mieux ancrées dans le cerveau qu'on a éprouvé plus de difficultés à s'en convaincre.

A ce point de vue, je serais presque partisan de la loi de 8 heures, car si, économiquement parlant, et pour des raisons qu'il serait trop long d'énumérer ici, elle n'améliore pas le sort des travailleurs, du moins leur permettra-t-elle plus de loisirs pour étudier et approfondir la question sociale. C'est ce que nos gouvernants ont compris aussi bien que nous; aussi se garderont-ils bien de la voter, se bornant tout au plus à en faire un hochet pour amuser les bons votards. A moins que Populo ne se fâche et ne montre les dents pour l'obtenir. Mais alors, si on avait cette énergie nécessaire, il n'y aurait pas de raison de s'arrêter en si bon chemin, il n'y aurait qu'à pousser jusqu'au bout pour conquérir la liberté intégrale que nous voulons, et nous verrions luire enfin, sur le monde régénéré, ce soleil magnifique : Tout à tous et pour tous!

« Chaleureuse poignée de mains.

« X... »

MOUVEMENT SOCIAL

France.

JUSTICE. — Dans l'*Aurore* de dimanche, Henry Leyret adresse au président de la République une lettre en faveur de Monod et des camarades frappés par les lois scélérates. Il y cite un extrait d'un rapport adressé par M. Joseph Reinach à la Ligue des Droits de l'Homme, rapport concluant à la mise en liberté des camarades condamnés. N'oublions pas que M. Reinach fut l'un des promoteurs de ces lois, dont aujourd'hui il reconnaît l'ignominie.

Sera-ce une leçon pour une autre fois? Et les congénères de M. Reinach profiteront-ils de la leçon? On n'oserait l'espérer, car les circonstances ne se représentent jamais identiques, et à la prochaine occasion, il pourra peut-être paraître très utile à M. Reinach et à ses amis politiques de fabriquer de nouvelles lois d'exception.

*
* *

L'AFFAIRE. — Depuis que la revision est décidée, les principaux militants en faveur de Dreyfus se congratulent et s'adressent de mutuelles félicitations.

Sans doute Clémenceau, Jaurès, Zola, Scheurer-Kœstner, Trarieux, etc., ont beaucoup fait pour amener le résultat obtenu aujourd'hui. Mais il ne faut pas oublier que celui qui, le premier, osa élever la voix contre l'arrêt du conseil de guerre et dénoncer l'infamie de l'Etat-major, fut Bernard Lazare. Seul alors, il affronta l'indifférence et l'incrédulité générales ainsi que la haine des coupables. Sa ténacité, sa volonté triomphèrent de tous ces obstacles; et si nous autres, révolutionnaires, nous pouvons aujourd'hui nous réjouir du discrédit irréparable dans lequel cette affaire a jeté le militarisme, c'est à lui que nous le devons.

*
* *

MALADRESSE. — Le gouvernement a jugé à propos de poursuivre le *Journal du Peuple* pour un mani-

feste adressé aux soldats et leur conseillant la désobéissance à leurs chefs si ceux-ci leur ordonnaient de prêter main-forte à un coup d'État.

Le gouvernement, je le crains, a non seulement commis un attentat à la liberté, mais encore, ce qui est pire pour lui, une maladresse. Quoi de plus bête pour un gouvernement qui se dit républicain de poursuivre un journal qui convie à la défense de la République?

⁂

Suicide d'un enfant. — Vendredi dernier, à 5 h. 1/2, un jeune garçon de quatorze ans, fils de M. A... (dont on ne donne pas le nom, sans doute parce qu'il est négociant), quittait ses camarades en leur exprimant la crainte que son arrivée tardive ne lui valût la correction que son père avait l'habitude de lui donner en pareille circonstance.

En rentrant chez lui, il se tira trois coups de revolver dans la tête.

Le père peut à présent verser des larmes de crocodile. Il n'est ni plus ni moins que l'assassin de son fils.

André Girard.

⁂

Messieurs les députés. — Dupuy, président du conseil des ministres, ayant demandé (pour la forme, et sachant bien ce qu'il faisait) à la Chambre de mettre en accusation le général Mercier, la Chambre a refusé. La Chambre a ajourné les poursuites contre ce très haut galonné au lendemain de l'arrêt du conseil de guerre qui va juger Dreyfus. Pauvre Dreyfus! Entre le juif innocent et le général criminel, pense-t-on que nos loyaux officiers puissent hésiter une minute? Ils condamneront le juif pour absoudre le général... A moins qu'ils ne soient contraints, par la conscience publique, de faire justice tout en rechignant.

⁂

Quand il s'agit d'un pauvre diable, on ne fait pas tant de façons. Au premier soupçon, coffré! On n'ajourne pas son arrestation, à celui-là. Quitte à le relâcher plus tard, s'il est innocent, et sans lui faire d'excuses. Mais quand le criminel est un général, quand le gredin est un ancien ministre dont la culpabilité est cent fois prouvée, et même affirmée officiellement par la plus haute magistrature, oh! alors, ça ne presse pas du tout. Le général a tout le temps nécessaire pour préparer ses malles ou pour fabriquer ses faux.

Voilà ce que les députés, faiseurs de lois, entendent par l'égalité devant la loi.

R. Ch.

Suisse.

15.000 francs et 23 francs de trop. — Empocher 15.000 francs de trop sans s'en douter, c'est... raide. Mais dans le monde officiel ça se voit. Et sans un journal indiscret, la *Tribune*, qui a raconté qu'un entrepreneur avait touché 15.000 francs de trop, que serait-il advenu? — Un ouvrier couvreur a touché 23 francs de trop: on n'a pas attendu des mois et aucun journal n'a eu à signaler le fait pour que le gendarme arrête l'ouvrier. Ce malheureux, incarcéré, a déclaré qu'il s'était servi de ces 23 francs pour acheter du pain à ses enfants. Le fait est exact, cet ouvrier est marié et chargé d'une nombreuse famille et, comme tous les couvreurs, soumis à de longs chômages. Ah! s'il avait encaissé 15.000 francs ou seulement 10.000 francs de trop, on l'aurait laissé tranquille des mois et des années, et si un journal l'avait dénoncé, on aurait mis des gants pour le prier de restituer.

⁂

Impuissance de la loi. — Un journal bâlois, l'*Allgemeine Schweizer Zeitung*, raconte que des capitalistes recueillent, surtout dans la Suisse allemande, des billets des banques d'émission suisses pour les échanger contre des écus à la Banque du Commerce de Genève et les emportent au delà de la frontière. 2 à 400.000 francs sont ainsi journellement échangés à la Banque du Commerce.

La feuille de Bâle se plaint, elle dénonce ce truc et signale la perte subie par les banques d'émission au bénéfice des capitalistes opérateurs. C'est, suivant elle, « contraire à l'esprit patriotique ».

Où diable l'*Allgemeine S. Z.* va-t-elle chercher le patriotisme? Depuis quand les écus sont-ils patriotes? Les capitalistes qui disposent ainsi du bien d'autrui, grâce à une simple opération légale, n'ont rien à redouter; mais pour quelques hardes, une jeune fille de dix-neuf ans, venant de Pforzheim (Baden), est arrêtée à Genève par un agent de la police politique, s. v. p.! on écroue la malheureuse et de brigade en brigade, elle sera conduite aux jugeurs de Baden.

⁂

Récentes grèves. — Le 1er mai, de Gumenen à Chiètres (Fribourg), 600 ouvriers travaillant à la ligne ferrée Berne-Neuchâtel se sont mis en grève. Au bout de peu de jours, un certain nombre d'entre eux sont partis et les autres ont repris le travail sans avoir rien obtenu.

A Vevey (Vaud), le 18 avril, les ouvriers monteurs des ateliers de construction mécanique se sont mis en grève. Le 21 avril, leurs modestes revendications étaient acceptées, cela grâce à leur entente.

A Bâle, les 350 ouvriers maçons, terrassiers et manœuvres occupés à la construction de la nouvelle ligne d'Alsace ont cessé le travail le 10 avril; ils réclamaient la journée de dix heures, un salaire minimum de 55 c. pour les maçons, de 44 pour les terrassiers et de 30 à 35 pour les paveurs et les manœuvres. Nous ignorons ce qu'il est advenu depuis lors.

Dans le canton d'Argovie, à Baden, le 1er février, sur 1.100 ouvriers de la fabrique de dynamos, 14 ouvriers, 78 manœuvres et 50 apprentis sont venus au travail. La grève a été décidée à l'unanimité parce que la direction a congédié de la fabrique le secrétaire du comité des ouvriers. Le 17 février, les conditions de reprise du travail ont été arrêtées, la fabrique a pris l'engagement de verser 200 francs d'indemnité à l'ouvrier secrétaire. Peu de jours après la grève, où les ouvriers ont pu se rendre compte du rôle joué par les politiciens, la section du Grütli de Baden a prononcé l'expulsion du nommé Jaeger, conseiller national.

Dans le canton de Berne, à Délémont, les ouvriers de la fabrique de cuillers et de fourchettes se sont mis en grève pour protester contre une réduction de salaire. Bruyante manifestation. Nous n'en savons pas davantage.

A Porentruy, les ouvriers horlogers remonteurs ont quitté le travail le 2 mai, à 1 heure. Les ateliers ont été fermés. 600 ouvriers chômaient. L'accord intervenu entre les délégués des ouvriers et les patrons a été ratifié par les grévistes dans leur local de l'hôtel du Jura, le 17 mai, et le travail a recommencé.

Les patrons de Tramelan, Saint-Imier, Sonvilliers et Renan (Berne) ont accordé aux ouvriers graveurs et guillocheurs l'augmentation de salaire de 10 0/0 demandée.

Soixante ouvriers de la Serrurerie mécanique de Derendingen (Soleure) se sont mis en grève le 11 février. A Boll, à Gerlafingen, il y avait menace de grève. Nous ne pouvons en dire davantage, les nouvelles manquant.

Les ouvriers menuisiers de Berne, grâce à un compromis accepté par les patrons et les ouvriers, ont repris le travail le 2 mai après une grève qui a duré huit semaines. Les ouvriers demandaient un minimum de 4 fr. par jour. Un ouvrier marié, père de famille, ne peut pas vivre raisonnablement à moins, dit le *National Suisse*: malgré cette reconnaissance, cette demande n'a pas obtenu complète satisfaction.

A Winterthur (Zurich), les ouvriers tailleurs se sont mis en grève le 25 mars; ils réclamaient une augmentation des tarifs. Absence d'autres nouvelles. Le 30 mars, les frappeurs de la fabrique de locomotives s'étaient mis en grève: une entente est intervenue avec la direction.

300 ouvriers de l'atelier de montage ont demandé un salaire minimum de 45 centimes pour les ouvriers, de 40 pour les aides et une augmentation de 3 à 5 cents pour les autres ouvriers. Une centaine de chaudronniers et forgerons de la fabrique de locomotives demandent une augmentation de 5 centimes par heure et menacent de se mettre en grève. Le 27 mars, la direction a déclaré être disposée à accorder l'augmentation demandée. Depuis lors nous ignorons ce qui s'est passé.

A Bellinzona (Tessin), 300 ouvriers maçons ont abandonné leurs travaux le 12 mai; ils réclamaient une augmentation de salaire et une diminution des heures de travail. Tous les chantiers sont déserts.

Angleterre.

Au pays de la Bible. — Dix-sept heures de travail par jour, dans un pays où il y a des lois pour protéger les travailleurs! A quoi servent-elles donc? Naturellement à être tournées.

La *Fornightly Review* annonce que dans une fabrique de confitures, les femmes et les enfants sont traités comme des esclaves blancs. Les fabricants ont obtenu un supplément d'heures de travail, à une certaine époque, alors que le travail réglementaire était déjà de dix heures par jour. Sous prétexte que ces heures sont indispensables pendant une certaine période, pour le nettoyage des fruits qui pourraient se gâter, les ouvrières et un grand nombre de fillettes de douze ans et au-dessous travaillent depuis 6 heures du matin jusqu'à 11 heures du soir.

Autriche-Hongrie.

Puni par lui-même. — Un jugeur nommé Lasslo, habitant la commune de Szanad, remarquait, que de temps à autre, un inconnu pénétrait dans son cellier pour y prendre quelques petites provisions. Un soir, à la tombée de la nuit, apercevant un individu qui s'introduisait furtivement dans la chambre aux provisions, le juge saisit son revolver et tira sans sommation aucune. L'inconnu tomba mort; lorsqu'on vint relever le cadavre, on se représente la douleur du meurtrier... sa victime, c'était son fils!

Bohême.

Les 21 et 22 mai passés, a eu lieu à Jablonec (Bohême du Nord) un congrès anarchiste. On a discuté un programme pour la situation présente; voici le résultat de la discussion: 1° Les anarchistes prendront position contre tous les partis ouvriers qui nous sont ennemis; 2° La propagande sera faite partout pour nos idées; 3° Education du peuple pour le faire indépendant; 4° Lutte économique et commencement d'une tactique contre le capitalisme coopératif; 5° Organisation fédérative. Agitation anticléricale.

Pour fonder un journal d'agitation, on a choisi Jablonec.

A propos du congrès international révolutionnaire antiparlementaire à Paris en 1900, une conférence sera faite à Bruch, le 16 juillet.

V. H.

Danemark.

L'ordre social. — Un jeune médecin ayant passé de brillants exercices en 1890, mais sans protections, sans relations, et dénué de ressources, tomba malade et fut obligé, pour ne pas mourir d'inanition, de solliciter son admission dans un établissement de charité.

Précédemment, un professeur de philosophie talonné par la misère a dû s'engager comme clown dans un cirque à Copenhague.

En Allemagne aussi, les rangs des miséreux se recrutent de plus en plus parmi les « intellectuels ». En 1897, parmi les 8.200 mendiants arrêtés à Berlin, figurent de nombreux pharmaciens, ingénieurs, écrivains, professeurs, etc.

Russie.

La situation à l'intérieur de la Russie est assez compliquée en ce moment, et cependant les journaux français n'en parlent que peu, préférant ne voir dans la Russie que son tsar avec son projet de désarmement. Et à l'intérieur des événements bien plus intéressants se passent. C'est d'abord la famine qui règne sur la plus grande partie de la Russie d'Europe, atteignant même les provinces du midi où jamais auparavant la mauvaise récolte ne s'était fait sentir. C'est en ce moment même que la situation est critique et toutes les forces de ceux qui veulent venir en aide à la population russe se dirigent vers ce but unique: faire de façon que les

paysans puissent vivre, ne serait-ce même que très misérablement, jusqu'à la nouvelle récolte. Ceux qui disent que le peuple russe meurt littéralement de faim, n'exagèrent pas : les paysans n'ont plus rien et ne subsistent que par les secours qui leur sont apportés, secours qui, naturellement, sont insuffisants. Au commencement, le gouvernement avait complètement défendu aux particuliers de venir en aide aux affamés; dans la suite, vu l'énormité du désastre, il dut autoriser les secours — avec mauvaise grâce, il est vrai, et les entourant de toutes sortes de restrictions. Un exemple le montrera. Sur les lieux où la famine sévit le plus, on a besoin non seulement d'argent, mais aussi des personnes qui s'occuperaient d'organiser des réfectoires, de soigner des malades, etc. Un groupe de jeunes gens, ayant recueilli quelque argent, a offert ses services... et n'a pas été admis à travailler sous prétexte que ces jeunes gens étaient d'origine juive, et les juifs n'ont pas le droit de rester dans les provinces centrales de la Russie.

Quoi qu'il en soit, la jeunesse russe se porte actuellement en masse dans les provinces les plus atteintes; les étudiants et étudiantes en médecine qui sont les plus utiles, la famine ayant provoqué son cortège habituel de maladies, le typhus et le scorbut principalement.

Une lettre particulière venant du gouvernement de Kazan, un des plus atteints, raconte les détails suivants : Les secours y sont si insuffisants que seuls les malades, et exclusivement les scorbutiques, peuvent être nourris. Les autres doivent vivre comme ils peuvent en attendant qu'eux aussi tombent malades, et ils en arrivent à souhaiter d'avoir le scorbut. « Les visages deviennent rayonnants, dit l'auteur de la lettre, lorsque les malades entendent le médecin diagnostiquer chez eux le scorbut; car alors on va leur donner à manger! »

Une mère de cinq enfants, atteinte de scorbut, vient manger au réfectoire, tandis que ses petits, restés à la maison, n'ont rien; et elle ne peut rien partager avec eux, car il est défendu d'emporter la nourriture avec soi. Au commencement de l'hiver, on avait encore les moyens de nourrir les enfants, les vieillards et tous les malades; maintenant, les moyens manquent et on ne prévoit pas où cette situation va aboutir.

A côté de cela on voit dans la vie intérieure de la Russie d'autres faits, plus consolants. On connaît le mouvement récent des étudiants, qui semble s'être calmé un peu pour le moment, mais qui va reprendre, dit-on, avec une nouvelle force dès l'ouverture des facultés en automne, si le régime auquel les étudiants sont soumis ne reçoit pas de modifications. Depuis longtemps on n'a pas vu en Russie un mouvement aussi vaste parmi la jeunesse des écoles, et on peut espérer que beaucoup de jeunes gens en tireront une leçon et, ne s'arrêtant pas à une lutte purement universitaire, se tourneront contre le régime tout entier.

Dans le milieu ouvrier, les grèves deviennent de plus en plus fréquentes et l'agitation s'étend de plus en plus. Récemment des troubles très graves ont eu lieu à Riga (provinces baltiques). Le gouvernement a fait venir des troupes à l'occasion d'une grève, et le sang a coulé. L'origine de la grève n'a rien de remarquable : un abaissement de salaires dans une fabrique où travaillent les femmes.

La police et les gendarmes ayant rencontré dans la rue la foule des ouvrières qui allaient se plaindre auprès du gouverneur, les ont poussées dans un jardin public et ne les laissaient pas sortir.

Les ouvriers d'une autre fabrique sont venus à leur secours et ce fut là l'origine des combats entre les ouvriers et les soldats, les gendarmes et les cosaques, combats qui ont duré pendant six ou sept jours, recommençant tantôt dans la journée, tantôt dans la nuit. Les troupes choisissaient les endroits où la foule était la plus compacte pour tirer.

Le nombre des blessés est très considérable et il y a beaucoup de tués. Les ouvriers, de leur côté, se servaient de toutes les armes qui leur tombaient sous la main; un grand nombre de fabriques ont été brûlées et détruites.

Chaque jour, une nouvelle fabrique s'arrêtait et les ouvriers se joignaient aux grévistes. Les soldats sont allés jusqu'à monter sur les toits et de là verser de l'eau bouillante sur les manifestants.

Quel est l'état de ce mouvement en ce moment, il est difficile de le dire, car les nouvelles manquent.

Dans tous les cas, il montre qu'une certaine agitation existe dans les centres industriels de la Russie et que le gouvernement commence à ne plus pouvoir compter sur l'indifférence passive de la masse du peuple.

Chili.

PILLAGE. — Le monde militaire est aussi esthétazien en Amérique qu'en Europe. Des fraudes s'élevant à plusieurs millions de dollars ont été découvertes. Le comptable en chef de l'armée s'est suicidé. Vraiment, il a eu bien tort; avec un peu de patience, il aurait peut-être été jugé, mais pour la frime, et acquitté — par ordre — absolument comme ceux qui ont fourni les conserves pourries avec lesquelles le département de la guerre aux Etats-Unis nourrissait ses soldats à Cuba.

Philippines.

CIVILISATEURS. — Le *Standard* de Greensburg (Indiana) reproduit une lettre du soldat Boines; en voici un fragment : « La ville de Titatia s'est rendue il y a quelques jours, et deux de nos compagnies l'occupent. La nuit dernière, on trouva le cadavre d'un de nos soldats, le ventre ouvert. Immédiatement, le général Wheaton donna l'ordre de brûler la ville, et de tuer tout indigène quelconque qu'on apercevrait à portée de fusil; ce fut fait et bien fait. On tua environ mille hommes, femmes et enfants. Je crois bien que je m'endurcis, car je me sens tout joyeux quand je puis presser la détente de mon arme, avec une peau noire au bout du canon. »

Autre fragment détaché d'une lettre du sergent Will. A. Rule, des volontaires du Colorado : « Le carnage, dans le district de Todo, a été quelque chose d'horrible. Figurez-vous, si vous le pouvez, quatre ou cinq cents personnes occupant cinq ou six pâtés de maisons, puis l'ordre d'évacuer donné aux femmes et aux enfants, enfin le feu mis aux maisons, puis enfin la fusillade accueillant de toute part tout *nigger* (nègre) cherchant à échapper aux flammes, et vous aurez quelque idée de ce qu'est la guerre aux Philippines. »

Dans l'*Oregonian*, de Portland, journal expansionniste, le militaire Fielding Jewis Poindexter, du 2ᵉ régiment d'Orégon, écrit : « Le colonel Summers se trouvant au quartier général du général Wheaton, on apporta la nouvelle — que la suite prouva être empreinte d'une grande exagération — que deux compagnies d'infanterie étaient tombées dans une embuscade et avaient été anéanties. Après une courte délibération, il fut décidé de tuer ou de pousser dans le lac et d'y noyer tout indigène qu'on pourrait trouver dans le territoire en forme de croissant, long d'environ douze milles (13 kilomètres), qui s'étend de l'embouchure de la rivière Mateo à l'extrémité du lac. »

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Salle du Concert des Omnibus, 27, rue de Belleville, samedi 24 juin, à 8 heures 1/2 du soir :

Allocution par E. Girault; conférence par Ch. Malato; concert par les principaux artistes de Montmartre et du Quartier Latin; magnifique tombola, bal de nuit.

Prix d'entrée : 0 fr. 75, donnant droit à une consommation et à un billet de tombola.

Un camarade désire vendre des collections variées de journaux, brochures, manifestes, placards et affiches anarchistes.

Pour les offres, s'adresser au compagnon Henri d'Arthez, 25, rue de Navarin.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon. — Samedi 17 juin, à 8 h. 1/2 : Le Congrès anarchiste de 1900. — Le Comité d'initiative de ce congrès est particulièrement invité à en venir exposer le but.

La bibliothèque est ouverte tous les soirs, de 8 à 10 heures.

Jeudi dernier a eu lieu l'enterrement du camarade Baillet, un des républicains de la première heure, qui avec Gambetta avait mené la lutte contre l'ordre moral, et fut un des anarchistes du demi-quarteron. Père de six enfants, il avait dû abandonner la propagande militante en ces derniers temps, mais c'est un sincère et un dévoué camarade que perd la cause.

CAVAILLON. — Le Groupe révolutionnaire international d'études sociales *La Fraternelle* invite tous les groupements de la ville et de la banlieue à participer au grand Banquet populaire en faveur de la justice et la vérité, qui aura lieu le dimanche 18 juin, à l'hôtel de la Pomme d'Or.

Prix du banquet, par membre : 3 francs.

Voici le programme de cette grande fête familiale :

Dimanche 18 juin. — A 4 heures de l'après-midi, apéritif-concert, chants et poésies par divers camarades.

Lieu de rendez-vous : Grand Café des Arts.

Après le repas, grande causerie par le camarade Sabria B.. qui traitera :

1° De l'utilité des groupements en face la coalition clérico-césarienne;

2° De l'antagonisme entre ouvriers.

Adresser les adhésions au camarade Sabria Baptiste, 19, rue Gambetta, Cavaillon.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Problème du bonheur, par D. Descamps; 1 vol., 3 fr. 50, chez Descamps et Cie, éditeurs à Lille.

Les feuilles 2, 3, 4 et 5 des traductions grecques de *Aux jeunes gens*, *L'Esprit de révolte* de Kropotkine, et *La Société au lendemain de la révolution* de J. Grave; Jean Manganaras, à Patras.

Les livraisons 27, 28 et 29 du *Dictionnaire Maurice Lachâtre*, 0 fr. 60 la liv., 11, rue Bertin-Poirée.

Le Livre des Mille et une Nuits, traduction littérale du Dʳ Mardrus, tome Iᵉʳ, 7 fr., à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Sanglots, vers, par Gustave Tillié; 1 plaquette, 2 fr. de la bibliothèque *Le Mentor*, 86, rue du Cherche-Midi.

A lire :

A Monsieur Loubet, de Henry Leyret, *Aurore*, 11 juin.

Vient de paraître :

L'Amour libre, par Ch.-Albert, 1 vol. (2 fr. 75 dans nos bureaux), de la *Bibliothèque sociologique* de chez Stock.

PETITE CORRESPONDANCE

Think. — Passera la semaine prochaine.

S., à Roubaix. — Convocation trop tard. Mardi matin dernière heure.

A. N., à Toulouse. — Il y avait 50 Chauvinards, mais cela ira comme cela.

M. T., à Podensac. — Les *Prisons* épuisées.

V. P. — La maison Lachâtre se charge elle-même de la reliure.

L. L., à Bruxelles. — Votre abonnement était fini de fin janvier. Le nouveau finit donc fin juillet?

B., à Seigliano. — Excusez mon oubli. Je le répare.

Au dernier numéro, le total des souscriptions pour la brochure à distribuer s'élevait à 253 fr. 55. Les dépenses de *A mon frère le paysan* s'élèvent à environ 300 fr.; nous prenons le déficit à notre charge, et les rentrées à venir seront pour une deuxième à déterminer lorsque nous aurons de l'argent.

Reçu : L. J., 5 fr. — Nîmes, par V., 2 fr. 80. — Première liste : 7 fr. 80.

Reçu pour le journal : P., 0 fr. 50. — N. F. V., 5 fr. — M. L., 2 fr. — J. H., 1 fr. 50. — G., à Cette, 0 fr. 50. — G., à Lux, 1 fr. — Severin, 0 fr. 45. — V. P., 5 fr. — Merci à tous.

Reçu pour l'école libertaire : Listes précédentes, 562 fr. 85. — L. J., 5 fr. — Total : 567 fr. 85.

G., à Bruxelles. — F., à Liège. — H., à Angers. — S., à Roubaix. — C., à Saleux. — N., à Toulouse. — G., à Arles. — T., à Podensac. — P., à Gilly. — L. B., à Jemmepes. — N., à Alger. — C., à Marseille. — E., à Montpellier. — L., à Dreux. — R., à Bruxelles. — M., à Mantoue. — Coopérative, Lyon. — L. L., à Bruxelles. — K., à Rennes. — Agence, Genève. — M., à Nuaillé. — C., à Toulon. — P., A. à Angers. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente :

à Toulouse

Dans les kiosques et au domicile du compagnon Narcisse, 36, rue des Lois. Le camarade, étant en prison, ne peut faire le service.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 9 — DIX CENTIMES — DU 24 AU 30 JUIN 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS DE L'EXTÉRIEUR

Nous leur rappelons que la poste ayant mis les frais de remboursement à 0 fr. 50, plus 0 fr. 50 de frais de retour pour le mandat, cela devient trop onéreux, aussi bien pour l'abonné que pour le journal : aussi ne prendrons-nous plus, à moins d'avis contraire, de remboursement pour l'extérieur.

Prière donc à ceux qui désirent ne pas avoir d'interruption dans la réception du journal d'aviser.

DÉSARMEMENT

« Noble ami, où s'ouvre un asile à la paix, un asile à la liberté? Le siècle nous a quittés dans l'orage; le nouveau s'ouvre par le meurtre. Le lien des nations est brisé, les vieilles formes s'écroulent.

« Ni l'océan n'arrête les fureurs de la guerre, ni le Dieu du Nil, ni le vieux Rhin. »

(SCHILLER.)

Désarmement général! Quel doux rêve pour les peuples innocents, blasés de s'entre-tuer machinalement au gré de sinistres tyrans!

Désarmement général! Quelle fade hypocrisie! quelle intrigue malicieuse pour ceux qui voient et discernent le vrai du mensonge! Hypocrisie élaborée dans une des plus redoutables têtes couronnées.

L'empereur des Russes, Nicolas II, l'affreux Zeus du siècle mourant, fait cette proposition si vertueuse, si généreuse en apparence. En présence de cette idée, émanant d'un cerveau de séculaire disposition despotique, quelques-uns ont dit avec joie : « Les autocrates commencent à sentir le besoin de changer l'ancienne manière de régner et se trouvent plus ou moins forcés de se vêtir d'un autre manteau de majesté plus brillant, plus effectif, plus éblouissant. »

Force gens ont applaudi à cette manière de voir. Ils ont été trompés et ils se tromperont malheureusement et très probablement encore bien longtemps.

Le tsar, après s'être examiné un instant, se sentit trop repu; il décida alors de se reposer pour digérer plus facilement les peuples avidement avalés.

Du reste, l'infériorité de ses armements comme flotte et comme engins, comparés à ceux de l'Allemagne et de l'Angleterre, constitua une raison très forte pour prendre la décision en question (1).

Une des principales propositions mises sur le tapis de la conférence par M. le baron Staal, premier représentant du tsar, est celle de ne pas augmenter le nombre des *fabriques d'armes* et des vaisseaux de guerre, ni de poursuivre des inventions dans ce sens.

Ceci n'a pas besoin de commentaire, on voit bien quelle est la crainte qui hante le tsar.

C'est ce très affable *proposeur* de paix universelle qui appuya et encouragea Abdul-Hamid, l'ensanglanté sultan, à massacrer tant de créatures humaines et à commettre les hideuses noyades nocturnes de milliers de *jeunes Turcs* qui ne réclamaient que la paix et la justice.

C'est aussi ce souverain russe qui, tout dernièrement, a entravé un chaleureux mouvement d'émancipation en Chine.

Après l'occupation de quelques ports chinois importants et le trouble qu'elle provoqua, une ligue de jeunes Chinois s'était formée. Leurs sublimes visées étaient d'abord de limiter et ensuite de saper le pouvoir absolu du *Fils du Ciel* et d'amener un état de choses compatible avec la justice et le progrès idéal; ce qu'exige l'universelle fraternité.

De prime abord, ces braves jeunes gens chinois, imbus des idées libérales de l'Europe qui pense et qui sent, étaient soutenus par les grands fonctionnaires de l'État. Quelques ministres de l'empire céleste y avaient même adhéré.

Le *proposeur* de la pacification générale, aussitôt informé de cette œuvre de paix, s'est hâté d'envoyer au « Fils du Ciel » de longues dépêches aussi menaçantes qu'encourageantes à écraser *les fils* de la justice.

Le comité libérateur chinois fut vite dispersé, exilé, emprisonné, pendu, étranglé, enfin anéanti sur place.

Quoique « une insurrection étouffée ne soit point un principe supprimé », le tsar, ravi de son succès obscurantiste, se dit souriant : « Enfin ça y est! »

Pourquoi l'auteur de cette ravissante initiative laisse-t-il ses meilleurs et ses plus éclairés sujets mourir dans les bagnes de Sibérie (2)?

Pourquoi les détient-il et les fait-il torturer dans l'infecte profondeur des casemates sur lesquelles passent les cous d'airain de canons remplis de mitraille?

Pourquoi ce prince miséricordieux écrase-t-il sous son hideux et formidable joug ses pauvres sujets, russes, polonais, tartares, circassiens, lazes, turcs, arméniens, kurdes, kirghizes, géorgiens, persans, juifs, finlandais, etc., etc., nations si calmes et si capables?

Ne nous illusionnons pas. La paix générale ainsi réclamée est, comme je viens de le dire, une fade hypocrisie d'un côté et un doux et agréable rêve de l'autre.

N'attendons, n'espérons rien des tyrans!

« La conférence de La Haye ouverte à l'instigation du tsar, comme le dit Léon Tolstoï, ne peut que détourner les yeux des peuples des vrais moyens de salut et de délivrance. »

La condition *sine quâ non* de la paix générale est l'*humanisation de la bête humaine*.

Tant que les peuples eux-mêmes ne seront pas assez humains, assez clairvoyants, assez intelligents pour repousser catégoriquement l'abominable service militaire, ignominieuse relique d'un âge primitif et féroce, l'épée de Damoclès restera toujours suspendue sur la paix de la société, et les tyrans n'abdiqueront jamais leur prétendu droit à régner par la force (1).

J'intercale ici la traduction de l'entrefilet humoristique d'un jeune journaliste turc, Ali Fehmi, de Philippopoli :

« La question du désarmement général n'est pas un faux bruit; on abandonnera, certes, les anciennes armes, mais ce sera pour s'armer de nouvelles et plus meurtrières. »

L'Europe « libre et vertueuse »! l'Europe qui a la prétention de donner aux peuples les droits de l'homme, hélas! Cette Europe-là s'est tue et se tait devant les monstruosités du *souverain-bourreau des Turcs*, bandit dégénéré et couronné tout de même! Oui, cette Europe civilisée et civilisatrice, stupéfaite, se laisse entraîner par l'espièglerie de l'autocrate slave, maître égide des mauvais monarques, ennemis nés de la vraie civilisation et de la délivrance finale.

C'est le cas de dire, avec Victor Hugo, l'immortel poète :

« Dieu changea la chaîne de l'Europe. »

Dr ABDULLAH DJEVDET.

P. S. — Afin de montrer la bonne volonté des souverains et leur désir de désarmer le plus tôt possible, je peux citer la dépêche suivante tirée de l'*Eclair* :

19 mai. — On mande de Constantinople à la *Gazette de Francfort*, qu'un iradé impérial ordonne la formation de 585 nouveaux bataillons de réserve et que les privilèges exemptant du service militaire ont été abolis. »

(1) Il y a une autre raison dominante. Le tsar, allié de la France, ne veut pas se gêner en cas de guerre franco-allemande ou franco-anglaise. Pour la Russie, le vrai but final de l'alliance n'était que l'argent : elle y est arrivée. Maintenant le tsar cherche des prétextes pour ne pas accomplir son devoir envers son allié-créancier. Quand le gouvernement français aura besoin des tueurs russes, ce dernier s'empressera de lui conseiller de s'arranger avec son adversaire et alléguera de sa bonne foi pour la paix déjà manifestée à la Haye.

(2) Lire *Les Prisonniers politiques en Russie*, par Kennan, éditeur, Stapelmahr, à Genève.

(1) Voir *Daily Chronicle*, 15 février, lettre de Tolstoï, et le supplément des *Temps Nouveaux* du n° 3, 5e année.

J'ai jugé aussi utile de reproduire le paragraphe suivant de l'*Aurore* du 20 mai :

Bon prince.

Nicolas II vient de prendre une grande résolution. Après délibération en conseil spécial, il vient de supprimer la déportation et les travaux forcés.

Bravo! vont crier les russophiles. Le philanthrope Nicolas qui rêve ou (plutôt fait rêver) la paix universelle veut le bien-être même des condamnés de son empire « *Boje Tsara...* » Non. Ne nous emballons pas! On ne déportera plus en Sibérie, parce que la déportation nuit au développement de cette province et qu'elle y a perdu graduellement son caractère pénal.

C'est parce que la Sibérie devient habitable que Nicolas va cesser d'y envoyer des déportés.

D. A. D.

Les conclusions de de Pressensé

Dans la conférence qu'il a donnée à Bruxelles, F. de Pressensé a montré que l'affaire Dreyfus révélait des maux profonds dont souffraient l'Europe entière et la France spécialement. Ces maux sont dus selon lui au mépris des institutions et des principes libéraux.

Il a constaté à travers le monde une recrudescence de l'esprit militaire, de la foi en la force brutale. Depuis l'autocratique Russie, qui a lancé cette manœuvre de guerre, la conférence de la paix, jusqu'à la démocratique république des Etats-Unis grisée par des succès guerriers faciles, en passant par l'orgueilleuse Albion qui répond à l'expansion germanique par un jingoïsme féroce, un vent de folie dominatrice souffle violemment et est gros de menaces de tempête désastreuse pour l'évolution de l'humanité vers un socialisme rédempteur, vers une universelle fraternité.

Il a constaté l'affaissement moral produit par trente années d'action souterraine du cléricalisme qui tend un effort suprême pour reconquérir la direction spirituelle qui lui échappe avec les progrès lents mais sûrs de la science positive.

Cette généralité des maux rend les peuples solidaires. Ainsi s'explique l'émotion forte, aux débuts de l'Affaire, du monde civilisé qui avait, en outre, conservé une confiance en l'esprit frondeur et héroïque des Français.

D'autres maux ont assailli la France plus particulièrement. La guerre néfaste de 1870, dont les Français ne sont plus responsables, les a touchés au cœur et a rendu l'armée populaire; des démagogues habiles ont exploité un bas chauvinisme qui devait les amener à l'esclavage politique.

La poussée du socialisme devenant inquiétante, on lui a trouvé une dérivation dans l'antisémitisme qui n'avait pas d'autre objectif qu'une lutte fratricide entre prolétaires et un rappel des masses à l'église par une explosion de haines religieuses.

L'esprit critique, — qui aurait pu sauver les Français — mal guidé, fut la cause même de la décadence des classes dites instruites. Car, il n'apporta qu'un doute ou un scepticisme funeste qui rend stérile et abaisse les mentalités et le désir de la jouissance vile, dût-elle être suivie de l'anéantissement complet, souffla la démence chez ceux qui pouvaient par leur situation aspirer à plus d'intellectualité et de moralité.

On avait vaguement conscience de l'instabilité du milieu, des institutions où l'on vivait. Tout reposait sur un mensonge qu'on soupçonnait, mais qu'on redoutait de connaître.

A chacun, l'affaire Dreyfus apparut au début comme le prélude d'un écroulement social suivi, pour les confiants, d'un renouveau.

L'affolement fut complet.

Seuls les étrangers purent apprécier les événements avec mesure. De gros intérêts n'étaient pas en jeu pour la plupart d'entre eux. Or, c'est un fait constant que l'homme aime à se payer de nobles aspirations ou à participer à de grandes causes lorsque cela lui coûte peu. Les étrangers, sinon les catholiques, furent donc pour la Vérité et la Justice.

***

Depuis une campagne de douze mois, de Pressensé a compris toute l'étendue des dangers d'une faction militaire et des vices de l'éducation remise aux mains de l'Eglise! Il a compris aussi combien les bribes de liberté — liberté de la presse, liberté d'association — avaient été précieuses aux quelques énergiques qui croyaient pour avoir vu les preuves des crimes de l'Etat-Major et les basses manœuvres du clergé et voulaient éclairer un peuple obstiné dans l'adoration du clinquant et des titres. Et les principes du libéralisme démodé lui sont apparus comme les seuls remèdes à la situation.

« Car, a-t-il dit, je ne vois pas encore quelles « sont les institutions sociales qui pourraient « remplacer celles-là qui cadrent si bien avec « les idées des droits de l'homme, mais qui ont « été viciées par l'apathie coupable de ceux- « là qui étaient chargés de veiller à leur bon « fonctionnement et à leur entier développe- « ment. »

Et que veut-il? Modifier cet état de choses qui met les hauts commandements militaires aux mains des fils des traîtres de l'armée de Condé et des élèves des jésuites et conduit ainsi au césarisme. Comment? En réorganisant l'enseignement laïque, en combattant le cléricalisme, en démocratisant l'armée, le gouvernement et les Chambres.

Eh bien! s'il agit dans cette voie, il pourra atteindre tout au plus un seul résultat, — en partie et pour un instant. C'est la diminution de la puissance cléricale.

Je le prouve :

A cet effet, considérons l'ensemble des jeunes Français et suivons-les dans leur développement intellectuel et social depuis quelques générations; examinons ensuite les modifications que la réalisation du programme de Pressensé produirait.

L'autorité familiale, l'autorité civile, l'autorité religieuse, voilà les premiers guides de l'enfance qui pétrissent les cerveaux à leur guise et laissent une empreinte définitive.

Au sortir des écoles primaires, les fils de paysan et d'ouvrier, sachant à peine lire et écrire, sont absorbés par le prolétariat agricole et le prolétariat industriel en une proportion de plus en plus grande. Ces jeunes gens sont façonnés à la grande exploitation où ils ne sont plus que des rouages infimes, inconscients; et, contaminés par un milieu pernicieux, ils s'abrutissent et s'avilissent.

Là où la petite propriété subsiste, il y a les us, les prêtres et l'armée.

Les fils de la petite bourgeoisie vont aux lycées pour assaillir ensuite les administrations de l'Etat et des grandes sociétés financières, commerciales ou industrielles. La routine et la servitude, la crainte des coteries politiques ou autres, dispensatrices tour à tour des places, des gratifications et des avancements, en feront des esclaves.

Les évincés se répartissent les emplois plus incertains dans la politique, dans la presse et dans les métiers louches.

Les artistes et les littérateurs ont à flatter les rastaquouères, le monde de la noce, les tenanciers des tripots, les financiers cosmopolites et surtout les hystériques en quête de sensations maladives, d'horreur et d'ignominie.

Les fils de la haute bourgeoisie spéculent en compagnie des riches étrangers que Paris et d'autres villes fascinent comme foyers du plaisir, de l'orgie et de la débauche.

Et pour unifier les divers éléments dans un même état d'abaissement moral et de servitude intellectuelle, la vie de caserne, puis les exercices militaires périodiques sont rendus obligatoires.

Une infinie minorité parvient heureusement à triompher des obstacles qui s'opposent à leur émancipation.

En de telles conditions, comment un peuple peut-il aspirer à la liberté et avoir conscience des faits sociaux qui se passent chaque jour sous ses yeux?

Le prolétaire n'est absorbé que par la perspective d'une augmentation de salaire quand il ne s'abandonne pas à la désespérance de relever sa condition misérable; le paysan attend avec impatience l'industrie qui s'élèvera près de sa terre et lui permettra de l'abandonner et, lorsqu'elle se fait trop longtemps attendre, il quitte la campagne pour la ville; l'artisan et le commerçant pensent au 1er et au 15 du mois; le fonctionnaire craint les incertitudes de la politique et n'a d'autre rêve que l'augmentation; le journaliste loue sa plume; l'artiste prostitue son talent et le savant sa science; le militaire commande en maître, parade et fait trembler.

L'affaire Dreyfus ne dément certes pas ce tableau.

***

Eh bien! imaginons le programme de Pressensé réalisé.

Qu'adviendra-t-il des consciences des gens?

L'esprit de servitude ne sera nullement détruit. Substituer le dogme scientifique au dogme religieux n'est pas émanciper les intelligences; remplacer des officiers de privilège par des soldats de fortune n'est pas faire de l'armée une école de moralité et d'indépendance; élire des chambres démocratiques et choisir des démagogues pour ministres n'est pas corriger l'impuissance des parlements et donner de l'énergie et de l'esprit de suite aux élus d'un peuple inconscient de ses droits et de ses devoirs sociaux contingents à l'époque.

Sans doute, son programme peut diminuer la puissance de l'Eglise; mais il ne peut apporter beaucoup plus de conscience et d'indépendance à des gens qui ne trouvent partout que la nécessité de l'esprit asservi à la famille, à l'opinion publique, à l'armée, à la loi et au capitalisme.

***

Je comprends que de Pressensé ne voit pas encore ce qui doit être substitué aux organisations sociales actuelles.

Moi aussi, je ne conçois pas bien clairement les moyens sûrs qui pourraient amener d'un coup un peuple inconscient à la conscience qui l'émanciperait de toutes ces providences religieuses ou laïques.

L'humanité traverse une crise profonde : c'est le passage de l'impulsion à la raison. Et je me demande si actuellement encore un coup de force couronnant une poussée sentimentale n'amènerait pas sûrement une dictature.

Mes incertitudes sont fort grandes. Mais il me semble que si je faisais de l'agitation, je m'abstiendrais de donner des conclusions plutôt que de propager une formule impuissante. Car, en ce faisant, on cristallise la pensée d'autrui, sinon la sienne, tandis qu'une analyse continuelle des événements et une critique sincère et profonde des théories sociales pourraient faire sortir de la conscience populaire en formation des idées fécondes.

I. Think.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente :

à Beaucaire

Chez G. Castellas, rue du Vieux-Salins, chez Roque.

Le camarade détient toutes les publications anarchistes et porte à domicile.

DES FAITS

Militarisme.

Un fait qui paraîtrait au moins étrange, si l'on n'y voyait la preuve que le militarisme sévit partout, aussi bien en Orient qu'en Occident, c'est celui qui vient de se passer à Rangoon, où tout près de la caserne, non loin de la grande route nationale, aux abords de la grande caserne, des soldats appartenant au *Westkent Regiment* ont assailli et violé une vieille dame, sans qu'il se soit trouvé parmi ces quarante chenapans un seul homme pour protester. Un simple particulier ayant été traduit devant les tribunaux a été acquitté. La population birmane et tous les Anglo-Saxons sont indignés. On se demande comment la justice militaire n'a pu ni voulu poursuivre les coupables; comment ces soldats ivres ont pu le devenir, sinon à la cantine, étant consignés à la caserne pour cause d'épidémie de petite vérole; pourquoi les officiers étaient tous absents et où se trouvaient les sentinelles, la scène qui dura plus d'une heure étant visible du poste.

(*Times Weekly Edition*, 9 juin 1899.)

LE MOUVEMENT OUVRIER

Le Congrès de 1900.

J'ai déjà eu l'occasion de parler, à plusieurs reprises, du Congrès que quelques camarades avaient l'intention d'organiser à Paris l'année prochaine. Une circulaire, qui fut reproduite ici, a été envoyée à tous les groupes, journaux, bibliothèques, etc. De toutes parts, les camarades reçoivent des encouragements, surtout depuis que la conférence organisée par les démocrates à Bruxelles a décidé que les syndicats même non socialistes seraient admis à leur Congrès, mais que, par contre, les anarchistes en seraient scrupuleusement exclus. Il est donc à prévoir que tous les syndicats nettement socialistes et révolutionnaires enverront des délégués au Congrès organisé sur l'initiative de nos camarades.

Des lettres d'encouragement, des demandes de renseignements sont parvenues de tous les pays où il existe un mouvement un peu sérieux. Des groupes d'Angleterre, de Belgique, de Hollande, des États-Unis ont déjà donné leur adhésion morale à l'idée d'un Congrès à Paris en 1900. En Roumanie, en Bulgarie, en Grèce, au Brésil, des camarades s'en occupent activement. En Bohême, les camarades doivent se réunir spécialement ces jours-ci pour examiner la question. Plusieurs groupes et organisations ouvrières du Portugal ont formé un comité spécial.

Comme de juste, tous les journaux s'en sont aussi occupés très sérieusement, tous ou à peu près ont reproduit la circulaire qui leur a été envoyée, des articles ont paru dans la *Questione sociale* de Paterson, la *Tribune libre* de Charleroi, la *Sciencia social* de Buenos-Ayres, *Freedom* de Londres, etc.

Des groupes ou organisations ont déjà demandé de voir figurer à l'ordre du jour du Congrès les questions suivantes : La grève générale sous ses différents aspects, l'entente entre les groupes. La propagande ouvrière, les grèves, les coopératives, etc.

Le comité d'initiative prie les camarades de province, ainsi que les groupes, de bien vouloir lui faire parvenir au plus tôt leur avis ainsi que tous les renseignements désirables.

Sous peu paraîtra une seconde circulaire. Adresser tout ce qui concerne le Congrès au camarade L. Rémy, 71, rue de Buffon, Paris.

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'INTROUVABLE. — On cherche, on s'épuise en combinaisons pour découvrir un ministère capable de faire à la fois respecter l'armée et les « institutions républicaines ». Tâche ardue! Chacun des deux points de ce programme est, par lui-même, assez pénible à remplir sans qu'il soit besoin de compliquer la chose d'une double difficulté.

Faire respecter l'armée! Ah! il ne faut pas se le dissimuler, rien de moins commode. Depuis que cette grande école d'assassinat a manifestement prouvé aux badauds ébahis qu'à l'exécrable attribution en vue de laquelle elle a été créée, elle en ajoute d'autres non moins ignobles, telles que la pratique courante du mensonge, du faux, de la calomnie, etc., le respect est demeuré bien endommagé. Déjà en plus d'un endroit, le peuple a crié: « A bas l'armée! » cri nouveau qui jusqu'alors valait des assommades aux quelques isolés qui se hasardaient à le pousser. Ces quelques manifestations sont symptomatiques. Aussi inquiètent-elles avec raison ceux qui, jusqu'à ce jour, bénéficiaient de l'idolâtrie militariste. Il importe donc à tout prix, affirment-ils, de faire respecter l'armée. Il est bien tard, je le crains.

Quant aux institutions républicaines, desquelles s'agit-il? Est-ce le salmigondis impérialo-monarchiste dont nous sommes gratifiés depuis vingt-neuf ans, sous l'étiquette République? Il serait comique de prétendre nous imposer le respect pour cet odieux et hybride produit de toutes les carpes et de tous les lapins qui se sont succédé dans l'asservissement des peuples.

Nous ne connaissons qu'une forme républicaine digne de respect : c'est celle qui résulterait de l'application intégrale de la fameuse devise républicaine : « Liberté, égalité, fraternité! » Mais la république ainsi comprise est synonyme d'Anarchie. Aussi n'est-ce point elle que tous les politiciens, pour qui le gouvernement de leurs semblables est une vache à lait, entendent instaurer et faire respecter. On n'aurait d'ailleurs nul besoin d'eux pour cela.

De plus, une incompatibilité absolue sépare cette forme républicaine, la seule logique, de l'armée, institution de haine et d'oppression. Chercher à les concilier, c'est vouloir prendre la lune avec les dents.

Nos politiciens ne prétendent pas, du reste, à cet acrobatisme transcendental. Et quand ils parlent de faire respecter à la fois l'Armée et la République, — leur République — ils ne se font pas non plus grande illusion sur la dose de respect qu'ils inculqueront au peuple. Le respect, ils le savent bien, ne s'impose pas.

Aussi n'est-ce point lui qu'ils espèrent, et, dans leur bouche, *respect* signifie *silence*. Le silence s'obtient... quelquefois. C'est pourquoi Dupuy, le cynique butor, étant tombé, c'est parmi les hommes à poigne qu'est cherché son successeur. Waldeck-Rousseau, par exemple, ou Casimir-Périer, l'autoritaire hautain à qui l'on doit la première « loi scélérate », présentent d'excellentes garanties à cet égard.

A l'heure où j'écris, c'est eux, dit-on, qui tiennent la corde, dont on pense nous ligoter, sans doute, mais au bout de laquelle pourraient bien un jour s'agiter tous ces imposeurs de respect.

⁂

LA JUSTICE. — Les magistrats, civils ou militaires, sont tous les mêmes, quand on leur signale une erreur commise par leur justice. C'est avec la même inconscience, le même parti pris criminel, qu'ils se bouchent systématiquement les yeux et les oreilles, pour ne voir ni entendre les preuves irréfutables de leur erreur. « Innocente ou coupable », il faut que leur victime reste au bagne.

En 1894, aux Grandes-Ventes (Seine-Inférieure), un vieux rentier, nommé Bodin, et sa domestique Mme Clabaud étaient trouvés assassinés. On inculpa le fils de la domestique de Bodin, qui fut condamné à mort et vit sa peine commuée en travaux forcés à perpétuité. Sa femme, condamnée aussi, est morte en prison.

Au mois de mai 1896, une détenue de la maison de Rouen, nommée Devaux, racontait à deux de ses codétenues que le crime avait été commis par son amant, nommé Fournier. Elle fournissait, d'ailleurs, des détails circonstanciés sur la manière dont l'assassinat avait été commis. Le procureur de la République, informé par les codétenues, fit la réponse suivante : « Nous savons ce que vous nous racontez. Fournier a avoué ce crime comme bien d'autres, mais il est si menteur qu'on ne peut pas ajouter foi à ses paroles. » En outre, il dit à l'une d'elles : « Pourquoi vous mêlez-vous de cela? Vous avez autre chose à faire, occupez-vous de vous. »

Cette réponse ne fait-elle pas le pendant de celle de Gonse à Picquart : « Si vous n'en parlez pas, personne ne le saura », et l'inconscience de ce juge ne vaut-elle pas celle de ce soudard?

Et ces gredins veulent qu'on les respecte!

ANDRÉ GIRARD.

⁂

EN JUSTICE. — La chambre des mises en accusation a rendu un non-lieu en faveur de Picquart et de Leblois. Les arrêts de ce genre font illusion à bien des gens, qui s'écrient : « Vous voyez bien qu'il y a des juges équitables! » Non. Il peut y avoir, dans la magistrature comme partout, des individus — très rares — capables de résister à l'influence déprimante de leur milieu, et d'avoir de leurs fonctions une conception un peu plus noble que celle de leurs collègues. Témoin Magnaud, témoin Picquart. Mais toutes les assemblées de magistrats jugent toujours suivant leurs intérêts de caste ou d'avancement; et quand ils jugent selon l'équité, c'est que la vérité est trop forte et qu'ils ne peuvent plus faire autrement. L'affaire Dreyfus, à elle seule, en fournit cent preuves.

⁂

M. le baron de Christiani a récolté quatre ans de prison pour avoir donné un coup de canne sur le chapeau de Loubet, aux courses d'Auteuil. Aussi, c'est sa faute; il s'est attaqué à un trop haut seigneur, et l'on ne pouvait pas décemment ne pas le condamner. S'il n'avait rossé qu'un ouvrier, il s'en tirait avec quelques francs d'amende.

D'autres gentlemen ont eu quelques semaines de prison, pour avoir assommé un officier de paix et un commissaire de police. C'est pour rien. Ah! si ces gentlemen eussent été des anarchistes!...

Madeleine Hinque est acquittée. Vous vous souvenez que cette jeune fille avait tiré des coups de revolver sur un juge d'instruction, accusé par elle d'avoir aidé des malandrins à détrousser son vieux père. D'abord on voulut la faire passer pour folle, afin de pouvoir l'emprisonner sans la juger. Mais plusieurs journaux protestèrent, en tête *la Feuille*. La mèche éventée, il fallut bien juger au grand jour la vaillante jeune fille, et l'acquitter. Nous en sommes très heureux.

⁂

CRISE? — Le ministère Dupuy est tombé, et, depuis de longs jours, toutes les cervelles de la politique et du journalisme s'échauffent, s'agitent, discutent, font des calculs et des pronostics, prophétisent, adjurent et maudissent, comme si l'univers était sens dessus dessous. On appelle cela une crise, comme si elle n'était pas de tous les jours, la crise. Quant à nous, nous sommes bien tranquilles, et, quels que soient les ministres qu'on nous amènera, nous saurons d'avance que ce n'est pas eux qui réformeront la société et feront le bonheur des hommes.

⁂

JUDET PÈRE. — La compagne du camarade Monod, condamné iniquement en 1894, seule avec cinq enfants, avait obtenu de l'Assistance publique un secours mensuel de trois francs cinquante (!). Elle profita du passage du président à Dijon, pour attirer son attention sur l'iniquité qui avait frappé son mari. Trois jours après, elle fut avisée que désormais les secours lui seraient supprimés. Qui a fait cela? M. Judet, président du bureau de bienfaisance, Judet, père de notre Judet du *Petit Journal*, père de notre Martial Judet, empoisonneur de cerveaux, abrutisseur du peuple, et dont le nom, comme a si bien dit d'Axa, commence en Judas et finit en bidet.

Belle famille!

R. CH.

BOITE AUX ORDURES

L'article, anonyme, du *Briard* du 10 juin, intitulé : *Les Anarchistes, n'en faut plus!*

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Un camarade pourrait-il disposer, pour les collections du journal, d'un numéro 29 de l'*Egalité* de Guesde, 1re série?

Des numéros 40, 42, 43, 44, 46 et suivants de la 3e série?

∴

Nous avons en vente la 1re année de l'*Humanité Nouvelle* pour 8 francs.

∴

Promenades-annexe des cours de l'Ecole libertaire. — La deuxième aura lieu le dimanche 2 juillet.

On visitera les carrières de Vanves-Clamart, une coupe géologique à Argenteuil sous la conduite du camarade Ralph et du camarade Charpentier pour le côté artistique.

On dînera sur l'herbe. Chacun apporte ses provisions.

Le lieu du rendez-vous sera donné dans le prochain numéro.

∴

Un camarade désire se procurer les numéros :

6, 16, 18, 22, 32, 42, 46, 48 de la deuxième année;
3, 5, 36, 40 de la troisième année;
9, 43, 48 de la cinquième année du journal *La Révolte*, et les suppléments des numéros 6, 9, 13, 16, 31, 32, 33, 34, 42, 43, 44, 48 de la cinquième année.

∴

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — Vendredi 23 juin, à 8 h. 1/2, le Congrès international antiparlementaire de 1900; formation du Comité d'organisation.

Lundi 26 juin : A. Bloch, *La philosophie de Schopenhauer*.

∴

Ceux qui désirent la *Peste religieuse* à 3 fr. le cent, plus les frais d'envoi, adresser commande à Béranger, rue des Longues-Haies, 74, Roubaix.

∴

Roubaix. — Bibliothèque chez Béranger, rue Paul-Bert, 38, le dimanche, de 8 heures à 2 heures, et tous les jours de 7 heures à 9 heures du soir.

∴

Bordeaux. — *Groupe anarchiste.* — Il est nécessaire d'organiser encore des conférences en *chaque quartier* et de reprendre les causeries publiques *aux ruraux*. Si nos ressources *argentifères* étaient sans cesse renouvelées, les conférences à la ville et à la campagne auraient lieu parallèlement. Mais nous sommes si je m'en fichistes!...

Avec un peu plus d'entrain, de moelle, en ordonnant nos dépenses et en rognant nos plaisirs tant soit peu, l'*anarchie* aurait moins d'adversaires *par ignorance, par légèreté*.

Voici les ordres du jour que le groupe anarchiste se propose de traiter prochainement :

1° *La justice civile et militaire;*
2° *L'affaire Dreyfus et ses conséquences;*
3° *Réponse aux Mort-aux-Juifs;*
4° *Les théories anarchistes* (le monde nouveau).

Antoine Antignac.

∴

Béziers. — Le 29 mai dernier, quelques individus s'introduisirent dans l'atelier où je travaille pour faire une perquisition. En mon absence, et sans témoins, ils purent librement opérer pour déposer ou prendre ce qu'ils voulaient. Ils s'emparèrent d'un outil qui m'est absolument indispensable. Cette saisie eut lieu sous le mensonger prétexte que cet outil avait servi à commettre une effraction ou un cambriolage. Quelques heures après, dans l'appartement où j'allais prendre mon repas du soir, ces mêmes individus revinrent, au nombre de cinq ou six (là seulement j'appris que c'étaient des policiers), m'arrêter en vertu d'un mandat d'arrêt délivré par le juge d'instruction Gasseau. Ils me conduisirent au poste de la mairie, où je passai la nuit dans une cellule infecte; pour purifier l'atmosphère et satisfaire l'hygiène, une tinette pleine jusqu'aux bords était là, formant le plus bel ornement du mobilier. Le lendemain on me mena au parquet où je subis un interrogatoire, après lequel on m'infligea dix jours de cellule au secret en me disant : « Nous verrons plus tard. » Voilà la façon dont la liberté est respectée. Cependant, au bout de douze jours de détention préventive, l'instruction démontra l'inanité de ce dont on m'accusait. Je fus mis en liberté, mais je n'ai toujours pas mon outil.

Appréciez et jugez de quel côté se trouvent les cambrioleurs.

Paul Bernat.

∴

Vierzon. — Nous sommes très heureux de constater que nos amis de Vierzon se sont mis en mouvement, et que depuis quelques jours ils mènent une active propagande pour l'Idée anarchiste.

De cette propagande est sorti un groupe de Libertaires — jeunes et vieux — auquel nous souhaitons la bienvenue.

Ils ont également fait progresser dans de notables proportions la vente des *Temps Nouveaux*, ce qui commence à effrayer certaines personnalités du monde politique vierzonnais.

En un mot, c'est de bon augure pour l'avenir de l'Idée anarchiste. L. S.

∴

Etats-Unis (*Paterson*). — Le 27 mai dernier, une soirée familiale a eu lieu au profit des *Temps Nouveaux*. Malgré une chaleur suffocante, la salle du *Théâtre social* était comble, et, chose remarquable, l'élément français avait répondu en nombre à notre appel.

La société de la Comédie Française avait bien voulu prêter son concours et nous a joué *Sens dessus dessous* du regretté W. Morris.

Des amis de langue italienne ont été très goûtés dans une pantomime-farce.

Cette soirée, toute intime et dans laquelle petits et grands se sont fort amusés, s'est terminée ensuite par une sauterie.

En somme, bonne et agréable soirée.

Les entrées ont produit.......	37 dollars
Frais divers....................	7 —
Bénéfice net.......	30 dollars (1)

Hugus.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Jardin des supplices, par O. Mirbeau; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

De chez Stock :

Le Crépuscule des traîtres, par J. Reinach; 1 vol., 3 fr. 50. — *Vers la réparation*, de G. Clémenceau; 1 vol., 3 fr. 50. — *Le général de la Girennerie et le colonel Allaire*, par le capitaine Paul Marin; 1 broch., 1 fr. — *Le colonel Humbert au colonel Marchand*, 1 broch., 0 fr. 25.

Les Chevaliers du Travail, n° 6 du *Musée Social*, chez Rousseau, 14, rue Soufflot.

Evolution de l'âme et de la société, par Félipe Senillosa; 2 vol., 3 fr. 50, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

De outwikkeling der anarchie, de C. Malato; 1 broch., 6 cents, chez Steiringa, Amsterdam.

La Sociedad futura, por Dona Soledad Gustavo; 1 broch. à la *Revista Blanca*, Madrid.

Ante el badalso, por P. Guerra; 1 broch., Buenos-Ayres.

Donde esta Dios? por M. Rey, Buenos-Ayres.

Los Culpables, drame, por Adrian Patroni; tip. Galileo, calle Moreno 1259, Buenos-Ayres.

Slova Vzrurcova, od Petra Kropotkine; 1 broch. au *Volné Listy*, 13, Johnson Av., Brooklyn.

VIENT DE PARAITRE

L'Amour libre, 1 vol., par Ch. Albert, 2 fr. 50, dans nos bureaux.

(1) Merci aux camarades de Paterson qui nous ont sauvé la mise cette semaine.

∴

Il nous reste encore quelques collections des deux numéros du *Glaneur anarchiste*. Prix : 0 fr. 50.

∴

Aussi quelques collections complètes des années 4, 6 et 7 de la *Révolte* et neuvième année du *Révolté*, que nous laisserons pour 3 francs.

L'année séparée (sauf la quatrième dont nous avons très peu), 1 fr. 75.

∴

Les années 1, 2, 3 et 4 des *Temps Nouveaux*, 7 fr. l'année. Pour quelque temps, 20 fr. les quatre.

∴

Vient de paraître notre quinzième lithographie : *Ah! les sales corbeaux*, par Jules Hénault; franco : en tube, 1 fr. 40, tirage d'amateur, 3 fr. 25.

PETITE CORRESPONDANCE

Un camarade de Nemours voudrait entrer en relations avec des camarades de l'arrondissement de Fontainebleau et de Montargis, pour la propagande.

B. S., à Vienne. — Reçu la lettre annoncée.

C. P. et D. P., à La Machine. — La feuille d'adresse étant à la réimpression, nous l'avions oubliée. Veuillez nous excuser, les numéros sont expédiés.

R. L., à Saint-Mandé. — Même réponse.

T., à Lyon. — Nous avons déjà cinq ou six camarades qui, ayant souscrit une cotisation mensuelle, nous font prendre remboursement sur eux le 1er de chaque mois. Si vous voulez, nous pourrons faire de même pour vous. Par contre, nous avons une demi-douzaine d'autres qui, ne désirant pas être connus, nous adressent régulièrement en bons de poste, sans que nous les connaissions nous-mêmes. Il y a toujours moyen de s'arranger.

G., à Chartres. — Ce n'est pas moi qui ai cessé d'écrire à l'*Aurore*; c'est l'*Aurore* qui a cessé d'insérer. — Le volume est expédié.

Des Haches. — Nous ne pouvons insérer sans connaître. Les brochures à votre disposition : 44 à 0 fr. 10; 4 à 0 fr. 05; 4 à 0 fr. 15; 8 à 0 fr. 25.

Un groupe de peintres en décors. — Je fais passer l'adresse au camarade.

Reçu pour la brochure à distribuer : K., à Troyes, 1 fr. 20. — Vive l'anarchie, 1 fr. — Albert Henri, 0 fr. 25. — Paul Ghéron, 0 fr. 25. — Cugène Honoré, 0 fr. 25. — Lœffel, 0 fr. 50. — Un dégoûté de la société, 0 fr. 50. — L. M., 0 fr. 25. — En tout, 2 fr. — C. F., 2 fr. 50. — Total : 6 fr. 70. — Listes précédentes : 7 fr. 80. — Total général : 14 fr. 50.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Vive l'anarchie, 3 fr. — C. F., 2 fr. 50. — Eugène, 2 fr. — Un camarade, 2 fr. — Quête hebdomadaire d'un atelier, 11 versements, 25 fr. — Un camarade, 2 fr. — Bayard (remis par le *Journal du Peuple*), 10 fr. — Journal l'*Aurore*, 10 fr. — M. Peintre, libertaire (remis par le *Journal du Peuple*), 5 fr. — Marseille, groupe de Mempenti, 15 fr. — Surplus des comptes à la promenade libertaire, 50 fr. — En tout : 126 fr. 50. — Listes précédentes : 562 fr. 85. — Total général : 689 fr. 85.

Reçu pour l'image pour enfants : Vive l'anarchie, 1 fr. — C. F., 2 fr. 50. — Première liste : 3 fr. 50.

Reçu pour le journal : A Lyon, Augier, 5 fr.; Mme X., 5 fr. — M., 2 fr. — Versé par P. E., 1 fr.; A. F., 1 fr.; Tortelier, 3 fr. En tout : 5 fr. — G. le V., à Autun, 1 fr. — Un camarade, 3 fr. — Produit de la soirée familiale de Paterson, 151 fr. 50. — Deux Turcs internationalistes, 5 fr. — G. G., à Langon, 0 fr. 30. — Vive l'anarchie, 1 fr. — Papon, 2 fr.; Bic, 2 fr.; A., 0 fr. 15; G. C., 0 fr. 25; R., 1 fr.; Mil., 1 fr.; Kro-Ki, 1 fr.; Zon, 1 fr. En tout : 8 fr. 40. — Albert Henri, 0 fr. 25; Paul Chéron, 0 fr. 25; Eugène Honoré, 0 fr. 25; Charles Lutenbacher, 0 fr. 50; L. M., 0 fr. 25. En tout : 1 fr. 50. — Roubaix, par B., 3 fr. 50. — Limoges, par J., 2 fr. 50. — C. F., 2 fr. 50. — C. C. M., 20 fr. — Un groupe de peintres en décors (E. V.), 1 fr. 50. — N., à Marseille, 20 fr. — Merci à tous.

V., à Marseille. — S., à Montpellier. — N., à Rouen. — L., à la Ferté. — C., à Combrée. — S., à Nice. — A., à Estagel. — H., à Saint-Denis. — M., à Nantes. — S., à Roustchouk. — P., à Gilly. — M., à Reims. — T., gare Borcea. — Jeanquimarche. — M., à Rome. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 10 — DIX CENTIMES — DU 1er AU 7 JUILLET 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Pour des raisons d'arrangement intérieur, le service de province et de l'extérieur sera, à partir du numéro 11, fait par la maison Hachette.

Nous ne servirons directement que les localités où elle n'a pas de correspondants.

Tous les autres seront avertis par circulaire de bien vouloir, à l'avenir, se servir chez les correspondants locaux de la maison, auxquels ils auront dorénavant affaire.

Nous les prions de vouloir bien nous régler directement, au plus tôt, tous les envois faits par nous jusqu'au numéro 10 inclus.

LES

COCHONNERIES DE LA POLITIQUE

On dirait que les événements se précipitent pour nous donner raison.

Il semblait que l'on émettait un paradoxe lorsque nous affirmions que, parfois, nos gouvernants peuvent se disputer sur la façon de nous plumer, mais que, en réalité, ils sont plus près les uns des autres que ne le laisseraient croire leurs différences d'étiquettes.

En temps ordinaire, ils ont une tenue qui peut tromper les gens qui se laissent prendre aux apparences. Opportunistes, radicaux, socialistes vivent en apparence en des camps séparés, ont des programmes différents, semblent vouloir, les uns, des réformes repoussées ou négligées par les autres. Leurs étiquettes, enfin, semblent avoir une raison d'être.

Il y a quelques années, un ministère semblable à celui qui vient de se former aurait semblé une monstruosité. Les quelques républicains restés honnêtes se seraient voilé la face d'horreur, si on leur avait proposé de mettre leur main dans la patte sanglante de la bête féroce qui a nom Galliffet.

Galliffet l'égorgeur, Galliffet qui, en 1871, après la bataille, après l'ivresse de la lutte tombée, froidement, méthodiquement, faisant sortir des rangs de prisonniers ceux qui avaient la barbe blanche, les faisait fusiller leur disant : « Vous avez vu 48 et 71, vous n'en verrez pas d'autre »; c'est Galliffet qu'ils acclament aujourd'hui pour les sauver du péril royaliste qu'il leur aurait suffi d'un peu de moelle pour faire rentrer dans l'ombre.

Et avec eux, la plupart des socialistes qui, après tant de vitupérations contre ce sinistre individu et n'osant le soutenir ouvertement, « laissent leurs élus libres de s'inspirer des circonstances » !

Pour du gâchis et du tripotage, c'est un beau gâchis ; c'est plus que du gâchis, c'est dans de la boue que s'agitent en ce moment les politiciens. Enfoncés jusque par-dessus la tête, ils en ont oublié leurs lignes de démarcation.

⁂

Du côté des nationalistes : des bonapartistes, des royalistes, de soi-disant républicains, des catholiques comme Drumont, d'anciens communards comme A. Humbert, l'ex-Père Duchesne, cet autre ignoble personnage de Rochefort, qui font les dégoûtés sur Galliffet alors qu'ils soutiennent les mensonges et les faux de l'Etat-Major; Rochefort qui voulait hisser au pouvoir Boulanger qui avait fait exactement la même chose que Galliffet.

C'est Rochefort qui fait semblant de se détourner du massacreur de 71, lui qui a inventé l'alliance russe, lui qui a été un des promoteurs de ce mouvement d'abaissement et d'ignoble platitude, où l'on a vu de soi-disant républicains se mettre à plat ventre pour lécher les bottes du pendeur russe, protecteur des massacreurs d'Arménie.

Que ces gens-là aient le toupet de crier à l'oppression, rien d'étonnant, ils nous ont habitués à toutes les audaces, à tous les mensonges, à toutes les palinodies; mais qu'il y ait encore des êtres assez stupides pour les prendre au sérieux, voilà qui dépasse toutes les bornes.

Du côté du ministère, même salade, même désarroi, sauf la présence des royalistes.

Mais ce qu'ils démontrent bien, les uns et les autres, c'est leur besoin de se mettre à l'abri du sabre lorsque leur pouvoir leur semble menacé.

Ils objectent la nécessité de se défendre. Mais lorsqu'un système, pour se maintenir et se défendre, exige de telles alliances, des moyens semblables, il est jugé. Ceux qui mettent aujourd'hui la main dans celle d'un égorgeur, par peur des royalistes, ne craindront pas de l'y mettre demain par terreur d'une révolution économique.

Et c'est ce que, en 1871, ces mêmes républicains ne craignirent pas de faire. Restés à Versailles avec les royalistes, avec tous les suppôts de l'obscurantisme, ils menèrent la campagne avec eux, contre la population révoltée de Paris, aidant, de leur présence, à tromper la province, aidant de leur complicité au massacre de ceux qui, eux aussi, croyaient aider à la défense de la République.

Ceux dont les convictions et l'honnêteté se refusaient à cette alliance honteuse n'osèrent, pour la plupart, prendre franchement parti avec les travailleurs révoltés: ils se contentèrent de prêcher la conciliation, entravant ainsi l'œuvre révolutionnaire.

C'est que, malgré son absence d'idées précises, nettement formulées, la Commune représentait des aspirations vers un état social plus équitable et que l'on peut très bien vouloir émanciper politiquement les travailleurs — cela n'engage à rien — sans accepter leur émancipation économique qui exige une transformation économique de l'organisation sociale.

Et c'est pourquoi les politiciens d'aujourd'hui ne craignent pas d'accepter le concours de celui qui aida au massacre de 35.000 travailleurs. Ils en furent plus ou moins les complices, ou s'ils furent contre alors, leurs aspirations aujourd'hui sont changées, ce sont des gouvernants ou aspirants tels.

Et toi, ignorant populo, quand voudras-tu enfin ouvrir les yeux et comprendre que notre société étant divisée en possédants et non-possédants, en exploiteurs et en exploités, quelles que soient les étiquettes politiques dont se parent ceux qui viennent te demander tes suffrages, tu dois t'en tenir à l'écart, parce que, voulant se mêler à la machine gouvernementale qui t'opprime, ils sont par conséquence tes adversaires, car la puissance dérivant de la possession, la machine gouvernementale sera toujours dirigée contre toi.

Quand comprendras-tu enfin que, s'il leur arrive de se disputer sur la façon de te tondre, ce qui n'est pas mis en doute pour aucun d'eux, c'est que tu dois être tondu.

Laisse-les donc à leurs luttes stériles, ouvre les yeux à leurs palinodies, sache donc discerner leurs mensonges. Que t'importe qui tiendra le bâton qui doit te frapper? C'est à briser le bâton que tu dois viser, et tu n'y réussiras qu'en sachant te passer de maîtres.

J. Grave.

LA BELLE POLITIQUE!

Pour Vaughan, Clémenceau, Gohier, etc.

Lorsque, presque à ses débuts, la campagne dreyfusiste prit l'envergure d'une lutte entre l'idée générale de justice, d'une part, et le militarisme, d'autre part, nous ne fûmes pas les derniers à entrer en lice. Nous y voyions matière à propagande révolutionnaire, et partout où la propagande nous paraît possible, nous accourons.

Nous eûmes bien soin, inquiets cependant de certains voisinages, de spécifier le but de nos efforts. Dreyfus, disions-nous, était le prétexte. Visant plus loin que la réhabilitation de l'homme apparemment frappé à tort, nous attaquions résolument l'idole militaire, prenant l'exemple de l'infamie occasionnelle dévoilée pour démontrer l'infamie constante, habituelle et essentielle du militarisme.

Il y avait de tout dans le camp dreyfusard. Des réactionnaires n'ayant d'autre objectif qu'une erreur judiciaire à réparer, et prêts à se déclarer satisfaits une fois l'innocence de Dreyfus proclamée. Des républicains, des radicaux plus ou moins socialistes, des socialistes plus ou moins radicaux, profitant de la circonstance pour préconiser leur plan de réformes militaires, convaincus, ou paraissant l'être, de l'efficacité de leur panacée pour l'assainissement moral définitif de l'armée.

D'autres, allant plus loin, attaquaient avec la dernière vigueur les chefs militaires, à notre grande satisfaction tuant le respect à grands coups vaillamment portés, tout en protestant — étrange contradiction! — de leur vénération pour l'armée.

Nous, anarchistes, étions les seuls à généraliser nos attaques, à les diriger non contre tel ou tel galonné que nous savions être le produit fatal de son milieu, mais contre l'institution militaire elle-même. C'est l'armée, disions-nous, qu'il faut supprimer. C'est cette spécialisation d'une partie des forces sociales en vue d'un massacre possible de peuple à peuple qu'il faut abolir. C'est l'éventualité de cette hideur criminelle qu'on appelle la guerre, qu'il faut effacer de la perspective de l'humanité. Tant qu'on enseignera aux hommes qu'en certains cas, il est de leur devoir de tuer leurs semblables, on sèmera parmi eux la démoralisation, et l'organisation instituée en vue de l'accomplissement, le cas échéant, de ce devoir, tant « démocratisée » soit-elle, renfermera en son principe même un élément de pourriture sociale. Tout en faisant chorus avec nos voisins, les derniers cités, tout en raillant avec eux les plumes d'autruche et les colichemardes, nous disions toute notre pensée.

Nous n'étions pas politiques, paraît-il. Eux, nos voisins, tout en nous avouant en petit comité être en conformité d'opinion avec nous, déclaraient plus habile d'abuser le peuple par des perspectives de réformes qu'ils savaient illusoires, afin, disaient-ils, de ne pas trop le heurter en ses sentiments.

C'est avec des ménagements pareils que nous attendons encore après cent dix ans les bénéfices d'une révolution qui proclama pour tous la liberté, l'égalité et la fraternité.

Mais voyons où nous conduit cette politique. Nous étions donc entrés en campagne, nos voisins et nous, avec la pensée avouée ou déguisée de renverser ou d'endommager le plus possible le militarisme. Cela n'allait pas sans mal. Outre que l'on bravait les foudres d'une foule de lois plus scélérates les unes que les autres, on avait affaire à l'une des bases les plus solidement établies de la société bourgeoise. Mais nous luttions de concert, poursuivant, se disait-on, chacun avec sa tactique, le même but.

Quand Félix Faure mourut, nous eûmes un premier étonnement. Nous vîmes, non pas seulement des socialistes parlementaires — ceux-ci nous ont dès longtemps accoutumés à leurs palinodies, — mais des révolutionnaires, des anarchistes même se réjouir de l'élection de Loubet, l'acclamer comme une victoire. Une victoire, l'élection à la Présidence de l'instigateur des premières lois répressives de la presse!

C'était encore de la politique. Et, comme il arrive quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent quand on fait de la politique, le but disparaissait, absorbé par l'incident. L'espoir du succès dreyfusiste primait l'idée révolutionnaire de la mise à bas du militarisme.

Aujourd'hui, c'est encore mieux. Il paraît que l'arrivée au pouvoir de Galliffet doit être considérée comme un événement heureux. Parce que ce lâche massacreur de femmes et d'enfants s'est, une fois, laissé dire quelque peu revisionniste, il faut se féliciter de le voir à la tête de l'armée! Lui, dont les tueurs de nègres Marchand et Galliéni ne sont que des doublures, lui, l'incarnation du militarisme dans ce qu'il a de plus hideux: l'assassinat, systématique et froidement consommé, de prisonniers sans défense, des hommes partis en guerre contre le militarisme s'apprêtent à le soutenir, à lui prêter leur concours!

Par politique, disent-ils!...

Eh bien, elle est belle cette politique qui consiste à se déjuger à ce point, à protéger aujourd'hui ce qu'on démolissait hier dans l'espoir incertain d'un mince avantage passager!

Qu'un groupe de socialistes politiciens estiment une inappréciable victoire l'arrivée au ministère de Millerand, rien d'extraordinaire. C'est un précédent; ventre affamé n'a point d'oreilles, et les appétits, mis en délire par cet approchement du maroquin ministériel, n'entendent plus les échos réveillés des fusillades versaillaises. Quelles compromissions, quels marchés ne ferait-on pas, quels voisinages n'accepterait-on pas, si le portefeuille du commerce doit être le prix d'un tel commerce de portefeuilles?

Mais que ceux qui, se défendant de toute ambition, prétendent lutter en dehors et loin des officines parlementaires, pensent qu'il est de bonne guerre de jouer semblable comédie, c'est profondément regrettable.

Voilà pourtant où mène cette manie de louvoyer, de finasser, d'intriguailler à tout propos, sous prétexte de politique. C'est une politique de *distinguo* qu'il faudrait laisser aux jésuites politiciens. Malgré toutes mes sympathies, je ne puis admettre que le révolutionnaire, ancien communard Vaughan, par exemple, n'éprouve « qu'un quart d'indigestion » à l'absorption de la pilule Galliffet, parce que la feinte indignation des Rochefort, des Arthur Meyer, des Pollonnais, etc., en facilite les trois autres quarts. Cela, moi, je ne puis le digérer.

Oui, cela me surpasse de voir des gens de la sincérité desquels je suis convaincu, affirmant lutter pour telles idées, prétendant viser à la destruction de telles institutions, démentir tout à coup l'œuvre de leur vie, pour s'allier, sous prétexte de politique, avec telle ou telle personnalité irréductible ennemie de ces idées, défenseur féroce de ces institutions.

Galliffet, je le répète, est le militaire par excellence. Il est de la trempe des Eugène Cavaignac et de tant d'autres qu'il surpasse de cent coudées en insolence et en cruauté. C'est le soudard brutal, cynique, sanguinaire, parfait organisateur du carnage; c'est Esterhazy ayant vécu son rêve de cent mille Français égorgés jonchant les rues de Paris en feu.

Et c'est ce monstre, si complète synthèse de toutes les abominations militaires, en qui vous placez votre espoir pour terrasser le militarisme, pour garantir le salut public?

Profonds politiques, qui passez à l'ennemi pour assurer la victoire de votre parti, ne voyez-vous pas que c'est vous qui serez bernés? Que si, sur un cas particulier, des adversaires de tous temps se sont rencontrés avec vous, ce cas résolu, vous les retrouverez encore et toujours contre vous?

Avez-vous entendu dire que Trarieux, le champion du capitalisme, ait retiré son odieuse loi contre la grève des chemins de fer? Scheurer-Kestner s'est-il associé intégralement avec ses ouvriers? Yves Guyot est-il devenu socialiste? Et pensez-vous que Galliffet arrive à faire de la propagande antimilitariste?

Non, quand vous voudrez vous écarter du point spécial de l'affaire Dreyfus, vous les retrouverez contre vous, ennemis aussi implacables qu'avant. Sur l'ordre de Galliffet, votre allié d'aujourd'hui, on vous reconduira à Satory avec l'assentiment et aux applaudissements même des Trarieux, des Yves Guyot, des Scheurer-Kestner et des Reinach, en qui vous aurez cru.

Dupes de vos concessions et de vos habiletés politiques, vous aurez prêté à vos futurs bourreaux une force dont ils sauront, à l'heure voulue, se servir contre vous.

André Girard.

SUS AU JÉSUITISME

Lettre ouverte au citoyen Urbain Gohier.

Mon cher citoyen,

Ce n'est pas sans un profond étonnement que je viens de lire votre article « Sus aux Jésuites! » paru en tête du journal *l'Aurore* du 24 juin.

Vous y débutez de la façon magistrale qui vous est habituelle comme logique et comme clarté.

Sus aux Jésuites!

« La clé de la question sociale est la question « militaire.

« Et la clé de la question militaire est la question cléricale.

« En d'autres termes:

« — pour que la Démocratie poursuive librement « et logiquement son évolution, l'armée nationale « doit être soustraite aux puissances de réaction; « l'armée nationale doit cesser d'inquiéter le peuple et de menacer la liberté; elle doit devenir au « contraire la sauvegarde des libertés et de l'idée « révolutionnaire. »

Combien ces lignes sont ironiques pour les thuriféraires actuels (hypocrites ou simplement inconscients) du général Galliffet, auquel nos chauds républicains viennent de confier le grand sabre avec lequel il va sauver la République, et, par surcroît, je suppose, recommencer ses égorgements de prolétaires qui l'ont déjà signalé à leur admiration en 1871.

Je ne comprends guère par exemple — à moins que ce ne soit par ironie encore — que vous puissiez inviter ce produit d'une hyène et d'un chacal à procéder au travail d'*épuration militaire* qui vous semble avec raison nécessaire, alors que cette bête féroce a lui-même écrit récemment qu'il fallait faire de l'armée un corps unique de gendarmerie ayant pour seule mission de maintenir « l'ordre social », c'est-à-dire de massacrer les exploités du capitalisme moderne.

« Sus aux Jésuites », dites-vous, en dénonçant leurs immondes enseignements et leurs dangereuses pratiques.

Mais, plus et mieux que personne, ne savez-vous pas le nombre d'arrêts, de décrets et de prohibitions légales de tous genres dont ils ont été l'objet, non seulement de la part de gouvernements dont ils menaçaient le repos, mais encore même d'un pape, outré de leurs prétentions? S'en sont-ils plus mal portés? leur malfaisante influence en a-t-elle été diminuée?

Le décret qui les a expulsés de France en 1882 les a-t-il effleurés? Pullulent-ils moins en France que partout ailleurs?

Dès lors, comment vous, le polémiste si clair, si précis, si documenté, rappelant le toujours regretté Proudhon, comment ne comprenez-vous pas que toutes mesures coercitives contre les jésuites sont frappées d'impuissance par cela même qu'elles prétendent frapper l'insaisissable, l'incorporel?

C'est qu'en effet on ne peut distinguer le disciple de Loyola d'un *libre penseur*.

Par quels signes différents s'affirment-ils l'un et l'autre?

Est-ce par leur morale sociale ou éducationnelle? par leurs procédés d'enseignement?

A l'appui de votre thèse, vous nous citez leurs maximes, leurs recommandations pour parvenir aux plus hautes situations sociales, en flattant les vices et les bas instincts de leurs supérieurs et même des valets de ceux-ci.

Pourriez-vous affirmer sincèrement qu'il n'en est pas de même chez les universitaires, adversaires et concurrents des jésuites?

Est-ce que par hasard les caractères sont moins déprimés, les consciences moins avilies, les fières indépendances moins refoulées par l'éducation universitaire que par celle des jésuites? Est-ce que le catéchisme *civique* de Paul Bert est moins immoral et malfaisant que les catéchismes religieux ne sont abêtissants?

Existe-t-il une différence appréciable entre l'impudente bassesse d'un Veuillot et la fourberie, la lâche duplicité d'un Jules Simon, à ne citer que ces deux types de gueuserie morale?

Le libre penseur le plus farouche respecte-t-il plus que le plus plat des jésuites l'indépendance morale et intellectuelle de sa femme et de ses enfants?

Est-ce que chez les politiciens, libres penseurs et

jésuites ne se peuvent tendre la main comme également vils dans leurs ambitions et également fourbes dans les procédés qu'ils emploient à les satisfaire? Est-ce que tous deux ne sont pas frères en raison de l'égal mépris qu'ils font du droit de leurs électeurs et de la platitude qu'ils déploient devant ceux-ci pour en capter les suffrages?

Est-ce que l'usinier libre penseur et l'usinier jésuite ne s'entendent point comme larrons en foire pour exploiter avec la plus âpre férocité le travail de leurs ouvriers?

Ne voit-on pas à cette heure des politiciens de toutes nuances, républicains anticléricaux d'un côté, monarchistes jésuites de l'autre, s'unir en d'ignobles et monstrueux accouplements, qu'ils s'appellent Clémenceau, Ranc et Galliffet, ou Drumont, Rochefort, Humbert, Dulac et Didon, pour arriver à des buts aussi louches que leurs alliances sont hypocrites?

Croyez-le, citoyen Gohier, ce n'est pas en s'en prenant aux seuls jésuites, relevant de Loyola, qu'on remédiera au gâchis abominable dans lequel tous ces gens nous font patauger depuis tant d'années.

C'est plus haut qu'il faut frapper, pour tuer le monstre auquel nous sommes en proie: c'est à la conception religieuse elle-même qu'il faut s'en prendre. C'est d'elle qu'il faut débarrasser nos consciences pour qu'elles puissent voir juste, enfin!

Il faut combattre à la fois et vigoureusement tous calottins, qu'ils soient prêtres, pasteurs, rabbins, et même libres penseurs... il en existe, n'en doutez pas. Demandez-le aux *francs-maçons*.

C'est donc « Sus au Jésuitisme! » qu'il est plus juste de crier pour nous débarrasser de ces engeances.

Alors on ne pourra plus placer les citoyens dévoués à la liberté dans cette honteuse alternative de choisir entre les bottes fangeuses d'un Dupuy et les bottes sanglantes d'un Galliffet.

G. Lefrançais.

On me fait remarquer que le numéro 30 des *Feuilles libres*, organe antijuif d'Alger, reproduit mon article *Erreur des réformistes*, paru dans les *Temps Nouveaux*.

Je m'empresse de déclarer que je n'ai rien de commun avec cette feuille.

J. Grave.

EFFETS DE POLITIQUE

Vendredi dernier, j'allais en compagnie d'un ami à une réunion publique rue Sainte-Isaure. Les journaux du matin nous ayant appris le mariage Millerand-Galliffet, je pensais bien que l'ordre du jour de cette réunion serait écarté et que les orateurs donneraient leur avis sur cette union du boucher avec le représentant de ses victimes.

C'est le petit ambitieux Fournière qui, pressé d'aller dans une autre réunion sauver la République, prit le premier la parole. La voix tremblante, il justifia la politique de son compère en nous représentant la situation comme alarmante; en déclarant que Millerand et Baudin avaient assumé de grandes responsabilités dans la période difficile que nous traversons; qu'ils avaient fait preuve d'une grande abnégation et qu'ils avaient droit à toute notre reconnaissance.

— Tu vas voir, me dit mon ami, qu'ils vont essayer de nous faire avaler Galliffet. Mais j'attendais surtout l'explication que ne manquerait pas de nous donner Vaughan présent à la tribune. Avec un peu moins d'assurance que Fournière — car au fond il était embêté, lui l'ancien communard, de soutenir l'égorgeur de la Commune — il nous dit qu'il avait appris cet événement avec un profond étonnement; qu'il s'était dit tout d'abord, que s'il était contraint de combattre à côté de ce salmigondis *ministériel*, ce serait pour lui une pilule difficile à digérer, mais qu'ensuite, ayant vu que ceux qui combattaient ce ministère étaient les Q. de B., les Rochefort, les Drumont, les Meyer, la fameuse pilule était aux trois quarts digérée. Comme argument, ce n'était pas très fort, mais il paraît que c'était suffisant pour le public présent à cette réunion, puisqu'il était satisfait.

Pressensé parla dans le même sens; de même Legrandais, Tarbouriech et Martinet qui vint, celui-là aussi, déclarer que Millerand et Baudin, tout en risquant leur avenir politique, avaient assumé des responsabilités écrasantes. On ne se serait jamais douté que des députés fussent capables de tels dévouements.

— Ce n'est déjà pas si bête, nous dit aussi un orateur, de prendre une canaille pour faire taire la canaille. La langue est décidément un bel instrument pour lui en faire dire de pareilles. Oui! il fera taire la canaille, ce ministre, mais pas celle que vous croyez, naïfs!

Où il a été particulièrement pénible d'entendre ces socialistes, c'est quand ils nous ont fait part de leur inquiétude pendant les dix jours que nous avons passés sans ministère. Peut-on imaginer chose pareille? Pas de ministère! Sûrement que si cet état de choses s'était continué, les saisons eussent été bouleversées, les blés auraient cessé de pousser, le vin aurait tourné et bien d'autres calamités de ce genre nous seraient arrivées; alors, dans ces conditions, mieux valait prendre Galliffet que de ne pas avoir de ministre. Et tous ces braves gens d'applaudir en apprenant que sans maîtres depuis dix jours, ils en avaient enfin trouvé un. Sur ce point, je suis de leur avis; ils ont en effet trouvé un maître. Ils s'en apercevront avant longtemps.

Dereure fut le seul qui protesta contre ce raisonnement, et j'ai vu le moment où il aurait été malmené pour ne pas oublier, dans la circonstance, les massacres de Mai. Le citoyen Martinet — ce doit être un futur candidat, ce citoyen-là? — lui a déclaré qu'il manquait du sens politique de la situation pour comprendre ces choses-là, ce qui le rendait excusable. Je ne dois pas avoir, moi non plus, ce sens politique, car malgré tous les arguments donnés, je n'ai pu digérer le massacreur.

Tous ces socialistes ont une singulière conception des choses, pour craindre à ce point de perdre le gouvernement actuel, et j'ai regretté dans la circonstance de n'être point orateur; j'aurais demandé à Vaughan et à Pressensé si les peuples nos voisins, pour avoir des gouvernements différents, sont plus que nous à plaindre; s'il n'y a pas chez eux comme chez nous les mêmes crimes, commis sur le prolétariat, les mêmes calamités; si la misère n'est pas la même ici et là? Si on ne tue pas à Fourmies comme à Milan? Si les grèves ne sont pas aussi nombreuses en France qu'en Allemagne ou en Angleterre? Pourquoi craindre de voir disparaître ce gouvernement à qui nous devons le Tonkin, le Dahomey, Madagascar; où des milliers d'ouvriers ont trouvé la mort pour permettre à ce gouvernement de distribuer des concessions à des spéculateurs? Ce gouvernement au sein duquel le nombre des miséreux, des suicidés augmente tous les jours; ce gouvernement qui nous prend tous les ans un milliard pour construire des bateaux qui ne marchent pas et qui torture dans les casernes les fils du peuple, dont la liste lamentable des disciplinaires, des fusillés augmente sans interruption!

Et puis l'histoire n'a donc pas d'effet? A les entendre, pour que la révolution aboutisse, il faut qu'elle soit précédée de la période soi-disant libre que nous traversons. Mais il me semble que jusqu'à présent c'est le contraire de cette théorie qui est la vérité: toutes les révolutions ont été précédées d'une période d'étouffements, de persécutions, ce qui n'a pas empêché ces révolutions d'éclater. Non pas que je souhaite une période de persécution plus grande que celle que nous traversons, mais j'estime que si tous ces révolutionnaires avaient retiré l'enseignement qu'ils devaient retirer des défaites, de la Commune particulièrement, ils ne craindraient pas de perdre cette république qui, en somme, est un gouvernement semblable aux autres. Quand les hommes cesseront-ils de se payer de mots?

Le succès de la révolution n'est pas subordonné à la forme ou à la valeur du gouvernement qui la précédera, mais à l'éducation révolutionnaire de ceux qui la feront, et aux conceptions qu'ils auront d'une société nouvelle.

Si les socialistes ont peur de voir disparaître la république actuelle, c'est que cette éducation n'est pas faite chez eux et qu'en fait de conception d'une société nouvelle ils n'envisagent qu'un replâtrage des institutions existantes.

A. Romero.

L'actualité nous force à renvoyer encore au prochain numéro du mouvement international resté sur le marbre.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Socialisme militaire. — La semaine dernière, le commandant Marchand faisait son entrée dans sa bonne ville de Thoissey (Ain). Préfet, sous-préfet, délégations, discours, cadeaux, banquet, honorèrent de leur mieux le grand héros, le vaillant explorateur qui, en vrai militaire, enseignait la civilisation aux nègres en brûlant leurs villages. Au dessert, M. le héros se leva et voulut bien esquisser à grands traits ses vues politiques. Les vues politiques d'un militaire sont toujours quelque chose de captivant. Celles de M. Marchand sont tout à fait remarquables. « On a voulu, dit-il, un instant opposer le socialisme à l'armée... Si la pauvreté et la médiocrité noblement et patriotiquement supportées sont synonymes de socialisme, beaucoup d'officiers dans l'armée sont socialistes. »

Qu'il y ait dans l'armée beaucoup d'officiers pauvres et médiocres, et supportant patriotiquement leur pauvreté et leur médiocrité, c'est possible; mais ils ne nous font pas moins horreur que les autres, et nous ne les plaignons pas. Car des hommes assez dénués de sens moral pour faire profession de meurtre, pour vouer leur activité et leur intelligence à l'art d'assassiner, nous paraissent fort peu intéressants; et si peu qu'on les paye, c'est encore beaucoup trop. Il est vraiment honteux de donner de l'argent à des hommes pour exercer un métier pareil.

Quant au socialisme, il nous en coûte d'ôter une illusion à M. le héros, mais le socialisme est exactement le contraire de ce qu'il le rêve. Car, loin d'être la pauvreté patiemment et ignoblement supportée, c'est la révolte contre l'oppression et l'exploitation, c'est l'égalité de tous devant les richesses communes, c'est la liberté de chacun devant sa conscience propre, c'est la fraternité des races et la fin du militarisme. Toutes choses qui ne sont pas du goût de M. Marchand. N'essayons pas de les lui faire comprendre: il faut pour cela des sentiments d'homme libre, et les militaires ont des sentiments de domestiques.

⁂

Fétiche tricolore. — Il n'y en a que pour les militaires. Ces gens-là deviennent encombrants. Quand ils ne sont pas occupés à se parjurer ou à gratter leurs faux, ils passent le temps à exciter les civils. Ils ont tort. Ou plutôt ils ont bien raison, car ils hâtent ainsi l'époque bienheureuse où la vue d'un pantalon rouge sera devenue insupportable à tout homme un peu fier. Un peu plus tôt, un peu plus tard, ce temps viendra. Patience.

L'autre semaine, le 2e régiment de chasseurs rentrait, après des manœuvres, à Pontivy, sa garnison. Un peloton, commandé par le lieutenant Cazenove de Pradines (ah! le beau nom!), alla remiser l'étendard chez le colonel, ainsi qu'il est d'usage. Tous les badauds de Pontivy étaient là, et, quand la musique militaire salua le drapeau, ces honnêtes gens se découvrirent. Seul, un distillateur, sur le seuil de son usine, ne fit pas le geste prescrit. Ce distillateur était dans son droit, et je ne sache pas d'article du code qui nous oblige à retirer quoi que ce soit devant un drapeau. Mais cela ne convenait tout de même pas à M. le lieutenant Cazenove de Pradines (ah! le beau nom!), qui, empourpré de colère, poussa son cheval à la poursuite du sans-patrie et, l'ayant rejoint, lui cria: « La prochaine fois qu'on saluera le drapeau et que vous aurez les deux mains dans vos poches, c'est à moi que vous aurez affaire! » M. le lieutenant a eu la chance de ne pas avoir affaire à un homme brutal, qui eût pu lui enseigner sur-le-champ le respect de la liberté d'autrui. Qu'il s'en réjouisse.

Ces gens-là nous font l'effet de sauvages qui émettraient la prétention de nous faire agenouiller devant leurs fétiches. Saluer le drapeau, c'est saluer l'asservissement militariste, c'est saluer les barrières entre les peuples, c'est saluer la haine et l'égorgement mutuel. Jamais!

Ou bien alors, s'il faut absolument retirer quelque chose quand le drapeau passe, soit! Nous saluerons à la façon de la Mouquette, et ce n'est pas nos chapeaux que nous ôterons, mais nos fonds de culotte.

H. Ch.

Belgique.

L'agitation pour le S. U. et la R. P. — Moins intense que les agitations *politiques* qui, en 1857, 1870 et 1884, aboutirent totalement ou partiellement à la chute des gouvernements cléricaux, celle qui enfièvre en ce moment le pays n'offre aux libertaires qu'un seul intérêt marquant : celui d'examiner, à la lueur des événements du parlement ou de la rue, l'état d'esprit de la masse, des politiciens ou des révolutionnaires.

Les politiciens libéraux en pincent maintenant pour l'émeute; prononcés par des anarchistes, leurs discours hérissés d'appels à la révolte fourniraient ample matière de poursuites à la valetaille judiciaire.

Quoi d'étonnant?

De même qu'en 1857, 1870, 1884, ne faut-il pas se servir comme escabeau de ce peuple qu'on lâchera, aussitôt le pouvoir conquis? Car un des effets de la R. P. est de réveiller le cadavre libéral, d'ouvrir de nouveaux horizons fromageux à la jeunesse opportuniste ou radicale; que celle-ci vaille mieux, malgré tout, que le Parti Ouvrier, nous ne pouvons le contester; il n'est vraiment pas difficile de posséder des idées plus tolérantes, d'être imbu d'aspirations plus larges, d'être animé d'une combativité plus marquée que les émasculés du P. O.; mais, comme il ne s'agit, dans l'agitation actuelle, que d'une concurrence entre dominateurs et aspirants dominateurs, il serait assez peu raisonnable, de notre part, de jouer le rôle de dupes.

Bornons-nous donc à résumer, aussi impartialement que possible, l'état d'esprit de certains milieux.

L'histoire du Parti Ouvrier belge — nous disent certains socialistes — est, depuis six ans du moins, une longue suite de luttes ardentes et incessantes; aucun doute ne pourrait rester au sujet de la possibilité, voire de la *certitude* de la réussite finale.

Or, de quelle *réussite* parlent ces messieurs? Il ne s'agit, à leurs yeux, que de la conquête, non pas *des* pouvoirs publics, mais de la simple majorité dans *une* des deux Chambres, la Chambre basse — combien basse, en effet! — Et ils donnent alors un vrai cours de géographie électorale.

Sortant peu à peu des limites étroites de quelques grandes villes, gagnant le pays industriel, la puissance *électorale* du P. O. déborda dans toute la Wallonie, entama les campagnes flamandes, y arrachant des cris de terreur aux propriétaires fonciers.

Sur la carte de Belgique, ils nous font suivre, à travers l'énumération des batailles électorales, les progrès des idées semi-progressistes, semi-collectivistes que leurs orateurs jetaient, à pleines poignées, sur un terrain avant eux laissé en friche.

Or, n'est-ce pas là uniquement une victoire *numérique*, favorisée à souhait par le marasme dans lequel les vieux partis conservateurs restent stagnants?

Beaucoup de griefs locaux, habilement exploités, ne sont-ils pas les facteurs premiers de ces « fabriques d'*électeurs* »?

Où donc est la *force morale*, celle qui devrait éclipser la victoire du *nombre?*

Regardons autour de nous :

Les graves questions économiques sont éclipsées par la curée aux mandats; l'émancipation philosophique n'est plus *tolérée* que dans certains arrondissements, comme celui de Charleroi, heureusement réfractaires à la vilaine politique du clan bruxellois.

La conclusion se tire facilement :

Devenu maître du pouvoir — réservons la date de l'échéance! — le Parti aura, sans doute, à regretter ouvertement de ne s'appuyer que sur des éléments fragiles, peu intelligents, n'étudiant les questions qu'à travers l'intérêt matériel le plus plat, inaccoutumés aux cimes élevées de la Pensée.

Bien plus : supposons le « Pouvoir » réellement conquis :

Deux hypothèses surgissent alors.

Ou bien, ces messieurs tenteront *du socialisme*; dans ce cas, c'est l'écrasement par la concurrence étrangère des grands pays qui nous cernent et dans lesquels les bourgeois régneraient encore.

Ou bien, ils se borneront à des réformes anodines, d'ordre politique et administratif, reflétant avec pâleur le libéralisme jansonien, en dessous du libéralisme ardent de 1870; ils proposeront des bouts de lois qu'un simple libre penseur signerait des deux mains.

Dans cette seconde hypothèse, on cesse d'être *socialiste*; on abjure le collectivisme, même « comme tendance »; on ne constitue plus qu'un gouvernement centre-gauche.

Aussi le P. O., assez peu socialiste, tièdement réformateur, pourra-t-il, alors *surtout*, donner raison à ceux qui proclament avec nous cette grande vérité :

« Le P. O. prospère parce qu'il cesse graduellement d'être *socialiste;* sa croissance numérique est en raison directe de sa déchéance morale; l'opinion publique *rassurée* voit en lui *le vrai*, le *seul conservateur*, et MM. les bourgeois s'en servent comme d'un merveilleux paratonnerre social. »

Il est vrai que son *unité* est parfois *superficielle*. Il suffit, pour s'en convaincre, d'étudier ses coopératives, d'écouter ses congrès, de lire à travers les lignes de ses organes; et ces querelles de ménage existent à l'état chronique.

Résumons-nous en disant que la coulée *socialiste* n'a pas atteint les profondeurs de la masse, que *le socialisme* n'est pas « le peuple lui-même ».

FLAUSTIER.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le *Groupe indépendant des marchands de journaux* de Marseille nous demande de faire remarquer que ce n'était pas eux que visait l'avis paru en tête de notre numéro 7.

Ils étaient d'autant moins visés que, se servant chez des intermédiaires, nous n'avons par suite aucun compte avec eux.

⁂

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon. — Lundi 3 juillet, à 8 heures 1/2 : *Nécessité des groupements, leurs formes*, par un camarade des E. S. R. I.

Mercredi 5 juillet, de 8 heures à 10 heures, lecture sur place.

Jeudi 6 juillet, à 8 heures 1/2 : E. Janvion, *Matérialisme et spiritualisme.*

⁂

Promenades-annexe des cours de l'Ecole libertaire. — La deuxième aura lieu le dimanche 2 juillet.

Le camarade Ralph ayant été forcé de s'absenter, cette promenade se fera sous la conduite du camarade Charpentier pour le côté artistique.

Rendez-vous au bateau de Suresnes à 8 h. 1/2, pour partir à 9 heures précises.

On dînera sur l'herbe. Chacun apporte ses provisions.

⁂

ROUBAIX. — Le compagnon Sauvage devant ouvrir un estaminet au 1er août, fait appel aux camarades pour l'envoi de volumes et brochures afin d'y créer une bibliothèque. Adresser boulevard Gambetta.

⁂

TROYES. — Tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, réunion de tous les camarades à la *Tour Eiffel*, 2, rue Turenne.

Camarades, il est temps de réagir si nous ne voulons pas, par une faiblesse et une négligence coupables, nous donner en proie à la férocité des patrons, cléricaux, sabreurs et galonnés. Rappelons-nous que l'union fait la force et que par le groupement nous pouvons faire beaucoup. Discuter les idées, les semer par les journaux, la brochure, l'image, les conférences, tel doit être notre but pour hâter l'évolution de l'espèce humaine, et nous affranchir ensuite de l'esclavage par la révolution libératrice.

GEORGES.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Colonisation française en Annam et au Tonkin, par Joleaud-Barral; 1 vol. chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière.

Rochefort? par le capitaine Marin; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock. — *Analyse de l'enquête*, par Yves Guyot; 1 vol., 3 fr. 50, même librairie.

Une Ville de province, par L. Legavre; 0 fr. 50, à la *Librairie d'art*, 112, rue de la Couronne, Bruxelles.

La Conquista del pane, par P. Kropotkine; 0 fr. 75, à la *Questione Sociale*, Paterson (Etats-Unis).

Désenchantements, vers par Sautarel; 1 fr., chez l'auteur, 1, cité Pigalle.

⁂

Nous avons reçu le premier numéro de l'*Homme libre*. Dans ce numéro, les rédacteurs déclarent qu'ils veulent mener le bon combat pour l'Idée et faire besogne sérieuse.

Nous les verrons à l'œuvre. En attendant, nous ne pouvons que souhaiter la bienvenue à ceux qui déclarent vouloir ne pas s'enliser dans les terrains fangeux de la politique et des personnalités. On n'est jamais de trop à propager l'Idée.

Son adresse, 12, rue d'Orchampt.

PETITE CORRESPONDANCE

A un camarade. — Il y a l'*Origine des cultes* de Dupuy qui ne se trouve plus que chez les bouquinistes et les *Origines de la religion* de Jules Baissac que vient de rééditer la maison Alcan.

M., à Bourges. — Le n° 1 ne nous manque pas. Merci.

Saleux, Nîmes. — Listes passeront prochain numéro.

Saleux. — Une erreur de l'expédition.

L., à Reims. — Epuisé le *Tréteau électoral.*

Humbert. — Dimanche c'est promenade de l'école, il n'y aura personne au bureau. Le dimanche matin suivant.

Une erreur s'est glissée dans la composition de la liste de souscription pour l'Ecole libertaire. Le surplus des comptes de la promenade n'est pas de 50 fr., mais de 50 centimes.

D'autre part, le compositeur a mêlé les sommes reçues par Ardouin et celles reçues par le journal.

Les sommes reçues par le journal sont de 5 fr. 50. — Listes précédentes : 562 fr. 85. — En tout : 568 fr. 35.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Ther., 0 fr. 50. — A. U. C. Allemagne, 8 fr. 90. — Un anarchiste an-archiste, 1 fr. 25. — J. B., 0 fr. 25. — Marseille : H. D., 0 fr. 20; Pour décrasser les cerveaux, 0 fr. 75; Pour former des volontés, 0 fr. 50. En tout : 1 fr. 45. — Total : 12 fr. 35. — Listes précédentes : 568 fr. 35. — Total général : 580 fr. 70.

Reçu pour l'image : Dr A. D., 2 fr. — J. 3., 0 fr. 25. — Pons, 0 fr. 50. — Marseille : H. S., 0 fr. 20; Bébé, 0 fr. 10. En tout : 0 fr. 30. — Total : 3 fr. 05. — Listes précédentes : 3 fr. 50. — Total général : 6 fr. 55.

Reçu pour la brochure à distribuer : Quatre anarchistes spinaliens, 1 fr. 05. — V. B., à Puget, 1 fr. 50. — Porto-Alègre, 20 fr. — Valréas J. B., 0 fr. 25; Cherfils, 0 fr. 50. — Marseille : U. S., 0 fr. 20; Pour décrasser les cerveaux, 0 fr. 75; Laion, 0 fr. 50; Pour former des volontés, 0 fr. 50. En tout : 1 fr. 95. — Total : 25 fr. 25. — Listes précédentes : 14 fr. 50. — Total général : 39 fr. 75.

Reçu pour le journal : Eter, 0 fr. 50. — C., 10 fr. — Pour répondre à des appels muets mais éloquents, 10 fr. — V. B., au Puget, 2 fr. — Un Briard, 0 fr. 40. — C., 4 fr. — B., à Rennes, 2 fr.; J. par B., à Rennes, 1 fr. 05. — G. H., à Paris, 2 fr. — Un instituteur anarchiste, 5 fr. — H., 2 fr — B., à Sciez, 0 fr. 45. — Valréas : Basset, 0 fr. 50; Anonyme, 0 fr. 25; J. B., 0 fr. 25; Sainte iniquité, 0 fr. 25; D. B., 0 fr. 50; Cherfils, 0 fr. 75. En tout : 2 fr. 50. — V. L., 0 fr. 60. — Depaillot, 0 fr. 50. — Nemo, 1 fr. — Sapristi, 1 fr. — Louis del Carnizole, 1 fr.; O. Infranc, 1 fr. — Condom, 1 fr. 05. — B., 0 fr. 25. — X., 3 fr. — Liste Marseille : Un lecteur du journal *la Croix*, 0 fr. 50; Un soucieux, 0 fr. 50; H. D., 0 fr. 20; Un qui n'aime que les anarchistes, 0 fr. 20; Pour faire naître l'amour libre, 0 fr. 20; Un qui a soupé de la fiole du clergé, 0 fr. 20; Pour former des volontés, 0 fr. 50. En tout : 2 fr. 30. — Porto-Alègre : Auguste Cousseau, 20.000 reis; Charles Verschoore 20.000; Georges Verschoore, 25.000; Pinto Guinvaris, 25.000; G. Verschoore, 36.000. En tout : 126.000 reis, change déduit, 100 fr., dont 20 pour la brochure à distribuer. — Liste Pelotas : F. Hebert, 5.000 reis; G. Savinet, 2.000; l'ex-assassin Bernard, rengagé du Tonkin, sous Ferry, 2.000; Henri, 3.000; Gautier, 3.000; L'Allemand et la chique, 3.000; Csarkowitch le Prussien, 2.000; Monique qui marche un peu, 1.000; Robert, avec ses 45, 3.000; Hébenol Louis, 1.000; 3 carrossiers, 2.000; Coaillier, 1.000; Roberin, 2.000; Gâteau X., 500; Casque à pique, 500; Campagne, 1.000. En tout : 31.500 reis, change déduit, 25 fr. — Merci à tous.

S. P., à Bordeaux. — G., à Châlons. — C., à Nice. — C., à Bourg-Argental. — S., à Roubaix. — H., à Vienne. — L., à Montceau. — G., à Tirmont. — C., à Béziers. — L., à Guerpont. — P., à Ponza. — C., à Charleville. — K., à Troyes. — L., à Reims. — P. A., à Angers. — B. à Rouen. — W., à Goreim. — W., à Lausanne. — G., au Tiaret. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE

CINQUIÈME ANNÉE, N° 11 DIX CENTIMES DU 8 AU 14 JUILLET 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir.

L'ABSTENTION ACTIVE

1er juillet 99.

Cher Monsieur,

Je vois que la question Galliffet vous préoccupe et que vos collaborateurs nous adressent, à ce propos, quelques reproches. Voulez-vous me permettre d'y répondre pour mon compte?

D'abord, les indignations trentenaires des anciens « Communards » m'agacent un peu. Ceux qui s'indignent aujourd'hui prouvent que Galliffet ne les a pas tués il y a trente ans. Ils disent que Galliffet a massacré férocement leurs frères, leurs femmes, leurs pères, leurs enfants : ils feraient mieux de se taire. Depuis trente ans, Galliffet se promène à leur barbe, sur les trottoirs de Paris. Si un homme m'avait tué tant de parents que ça et que je fusse demeuré trente ans impassible, je croirais n'avoir rien de mieux à faire que de continuer.

Ensuite, est-ce moi qui ai composé le ministère, ou conseillé Galliffet à Waldeck-Rousseau? Non. J'accepte le mal, crainte du pire. Je n'attends pas de Galliffet, comme me le demande M. André Girard, qu'il fasse de la propagande antimilitariste : il me semble que je n'ai pas besoin de lui pour cette besogne. J'attends qu'il exécute, lui soldat, quelques autres empanachés, ce qui donnera beaucoup plus d'importance à l'exécution. Et, s'il ne le fait pas, nous nous en prendrons aux hommes politiques « avancés » dont il doit n'être que l'aveugle instrument.

Vous objectez que ces combinaisons — que je n'ai pas faites, que je subis — sont de la politique, et qu'il vaut mieux se tenir en dehors, au-dessus de la politique.

Eh bien, mon cher Grave, je n'aime pas rester neutre. Vous ne doutez pas qu'il ne m'eût été aussi facile qu'à beaucoup d'autres de gagner ma vie dans une profession quelconque, et beaucoup mieux que dans le journalisme; je vivrais confortablement, et je développerais mes idées entre la poire et le fromage, à l'abri des mouchards.

Je crois qu'il vaut mieux agir; et, pour agir, il faut être toujours dans un camp, jamais retiré sous sa tente.

Il est très commode, il semble aussi très prudent de rester à l'écart; on se compose une belle attitude, hautaine, inflexible.

Mais on ne fait pas son devoir. On jouit de la liberté, fût-elle incomplète et précaire, que d'autres ont conquise ou défendue, sans avoir combattu soi-même. Ce n'est pas très brillant. Pour moi, je me prendrais pour un naïf si l'horreur de Galliffet m'entraînait à jouer le jeu de Déroulède et de de Mun, qui ne sont pas de moindres égorgeurs. Et, s'ils venaient à l'emporter, je ne me pardonnerais pas d'avoir quitté la bataille pour une raison de vanité. Voilà toute l'explication.

Bien cordialement,

URBAIN GOHIER.

***

Nous insérons avec plaisir la lettre de notre confrère Gohier, seulement je tiens à en relever quelques points où il me semble ne pas avoir du tout compris l'idée qui meut les anarchistes.

Il ne s'agit pas ici de se créer des attitudes, mais de discuter des idées émises. Et si, en cours de discussion, on constate que la mentalité individuelle n'est pas en rapport avec les idées défendues, ce n'est pas la sincérité du contradicteur que l'on met en doute, mais un état d'esprit que l'on constate.

Ainsi, par exemple, lorsque Gohier réclame des lois contre les jésuites, contre les parents qui envoient leurs enfants dans les écoles, et la suppression des journaux catholiques, je ne doute nullement qu'il ne soit un sincère défenseur de la liberté, mais je constate qu'il s'en fait une drôle d'idée.

Les lois n'ont jamais rien empêché. Ce n'est pas avec leur aide que l'on change la mentalité des individus, mais avec une pratique absolue du régime que l'on veut établir.

Que Messieurs les républicains, qui étaient anticléricaux sous l'empire, se contentent de ramener les hommes noirs au droit commun : qu'ils ne leur donnent plus aucune influence officielle, qu'ils suppriment le budget des cultes, nous n'en demandons pas davantage, pour lutter contre l'esprit rétrograde clérical.

Les lois sont des armes à deux tranchants et peuvent se retourner contre ceux qui les demandent; réclamer l'exception contre les autres vous met toujours en mauvaise posture pour réclamer la liberté pour soi.

***

C'est comme sa boutade au sujet des communards, qui « prouvent, en protestant, que Galliffet ne les a pas tous tués », elle est fort spirituelle, mais ne prouve pas que l'on n'ait plus le droit de trouver les actes de Galliffet atroces.

La rareté des Angiolillo peut expliquer la fréquence des Canovas, mais ne les excuse pas. Qu'il ne se soit pas trouvé, parmi les orphelins faits par Galliffet, quelqu'un pour lui faire payer ses massacres ne l'en absout pas. Et l'on ne sait jamais ce qui entrave les événements. Qui sait si le châtiment n'a pas été plus près que l'on ne s'en doute?

***

Gohier ne veut pas faire le jeu de de Mun et de Déroulède, mais pas plus que lui les anarchistes n'entendent faire le jeu de personne, pas plus celui de Waldeck et de Galliffet que celui de de Mun et de du Lac. Et, ne se croyant pas enfermés entre le pire et le moindre, ils travaillent à se débarrasser de l'un et de l'autre.

Ici, l'ami Gohier tombe dans le même travers que les socialistes qui, parce que les anarchistes se refusent à prendre la moindre part à la fumisterie électorale, les accusent de faire le jeu des réactionnaires.

Or, les anarchistes n'ont jamais préconisé l'abstention passive. Et n'ayant aucune crainte de la batte de Déroulède, ils refusent de s'abriter derrière le grand sabre de Galliffet. Ils continuent simplement à taper sur les uns et sur les autres. Ce qui n'est pas se mettre à l'abri des coups, puisqu'on se met tout le monde à dos.

Lorsque s'est présentée l'affaire Dreyfus, chaque fois qu'il s'agissait d'agir révolutionnairement, les anarchistes n'ont pas marchandé leur concours. Beaucoup d'entre nous seront encore prêts à marcher lorsqu'il s'agira d'agir encore; mais, trouvant que tout ce qui constitue l'état social actuel est mauvais, nous en voulons la disparition complète, et, logiques avec nous-mêmes, nous refusons de coopérer à l'étaiement d'institutions que nous voulons détruire.

J. GRAVE.

***

Je veux bien, avec M. Urbain Gohier, admettre qu'il entre une bonne part de cabotinage dans la réprobation violente dont l'entrée de Galliffet au ministère a été saluée par quelques « vieilles barbes de 71 ». Cependant, je crois ne pas aller jusqu'au paradoxe en estimant qu'il n'est pas indispensable d'avoir été fusillé par lui pour exprimer l'horreur et la haine que les actes et la personne de cet immonde assassin ne peuvent qu'inspirer à tout honnête homme. De même, d'ailleurs, pour Déroulède et feu Boulanger.

Mais Galliffet, je l'ai dit, est l'incarnation du militarisme dans ce qu'il a de plus abominable. C'est le soudard-type, le militaire idéal ayant été servi par les circonstances pour déployer toute

Belgique.

L'agitation pour le S. U. et la R. P. — Moins intense que les agitations *politiques* qui, en 1857, 1870 et 1884, aboutirent totalement ou partiellement à la chute des gouvernements cléricaux, celle qui enfièvre en ce moment le pays n'offre aux libertaires qu'un seul intérêt marquant : celui d'examiner, à la lueur des événements du parlement ou de la rue, l'état d'esprit de la masse, des politiciens ou des révolutionnaires.

Les politiciens libéraux en pincent maintenant pour l'émeute; prononcés par des anarchistes, leurs discours hérissés d'appels à la révolte fourniraient ample matière de poursuites à la valetaille judiciaire.

Quoi d'étonnant?

De même qu'en 1857, 1870, 1884, ne faut-il pas se servir comme escabeau de ce peuple qu'on lâchera, aussitôt le pouvoir conquis? Car un des effets de la R. P. est de réveiller le cadavre libéral, d'ouvrir de nouveaux horizons fromageux à la jeunesse opportuniste ou radicale; que celle-ci vaille mieux, malgré tout, que le Parti Ouvrier, nous ne pouvons le contester; il n'est vraiment pas difficile de posséder des idées plus tolérantes, d'être imbu d'aspirations plus larges, d'être animé d'une combativité plus marquée que les émasculés du P. O.; mais, comme il ne s'agit, dans l'agitation actuelle, que d'une concurrence entre dominateurs et aspirants dominateurs, il serait assez peu raisonnable, de notre part, de jouer le rôle de dupes.

Bornons-nous donc à résumer, aussi impartialement que possible, l'état d'esprit de certains milieux.

L'histoire du Parti Ouvrier belge — nous disent certains socialistes — est, depuis six ans du moins, une longue suite de luttes ardentes et incessantes; aucun doute ne pourrait rester au sujet de la possibilité, voire de la *certitude* de la réussite finale.

Or, de quelle *réussite* parlent ces messieurs? Il ne s'agit, à leurs yeux, que de la conquête, non pas *des* pouvoirs publics, mais de la simple majorité dans *une* des deux Chambres, la Chambre basse — combien basse, en effet! — Et ils donnent alors un vrai cours de géographie électorale.

Sortant peu à peu des limites étroites de quelques grandes villes, gagnant le pays industriel, la puissance *électorale* du P. O. déborda dans toute la Wallonie, entama les campagnes flamandes, y arrachant des cris de terreur aux propriétaires fonciers.

Sur la carte de Belgique, ils nous font suivre, à travers l'énumération des batailles électorales, les progrès des idées semi-progressistes, semi-collectivistes que leurs orateurs jetaient, à pleines poignées, sur un terrain avant eux laissé en friche.

Or, n'est-ce pas là uniquement une victoire *numérique*, favorisée à souhait par le marasme dans lequel les vieux partis conservateurs restent stagnants?

Beaucoup de griefs locaux, habilement exploités, ne sont-ils pas les facteurs premiers de ces « fabriques d'*électeurs* »?

Où donc est la *force morale*, celle qui devrait éclipser la victoire du *nombre?*

Regardons autour de nous :

Les graves questions économiques sont éclipsées par la curée aux mandats; l'émancipation philosophique n'est plus *tolérée* que dans certains arrondissements, comme celui de Charleroi, heureusement réfractaires à la vilaine politique du clan bruxellois.

La conclusion se tire facilement :

Devenu maître du pouvoir — réservons la date de l'échéance! — le Parti aura, sans doute, à regretter ouvertement de ne s'appuyer que sur des éléments fragiles, peu intelligents, n'étudiant les questions qu'à travers l'intérêt matériel le plus plat, inaccoutumés aux cimes élevées de la Pensée.

Bien plus : supposons le « Pouvoir » réellement conquis :

Deux hypothèses surgissent alors.

Ou bien, ces messieurs tenteront *du socialisme;* dans ce cas, c'est l'écrasement par la concurrence étrangère des grands pays qui nous cernent et dans lesquels les bourgeois régneraient encore.

Ou bien, ils se borneront à des réformes anodines, d'ordre politique et administratif, reflétant avec pâleur le libéralisme jansonien, en dessous du libéralisme ardent de 1870; ils proposeront des bouts de lois qu'un simple libre penseur signerait des deux mains.

Dans cette seconde hypothèse, on cesse d'être *socialiste;* on abjure le collectivisme, même « comme tendance »; on ne constitue plus qu'un gouvernement centre-gauche.

Aussi le P. O., assez peu socialiste, tièdement réformateur, pourra-t-il, alors *surtout*, donner raison à ceux qui proclament avec nous cette grande vérité :

« Le P. O. prospère parce qu'il cesse graduellement d'être *socialiste;* sa croissance numérique est en raison directe de sa déchéance morale; l'opinion publique *rassurée* voit en lui *le vrai*, le *seul conservateur*, et MM. les bourgeois s'en servent comme d'un merveilleux paratonnerre social. »

Il est vrai que son *unité* est parfois *superficielle*. Il suffit, pour s'en convaincre, d'étudier ses coopératives, d'écouter ses congrès, de lire à travers les lignes de ses organes; et ces querelles de ménage existent à l'état chronique.

Résumons-nous en disant que la coulée *socialiste* n'a pas atteint les profondeurs de la masse, que *le socialisme* n'est pas « le peuple lui-même ».

FLAUSTIER.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le *Groupe indépendant des marchands de journaux* de Marseille nous demande de faire remarquer que ce n'était pas eux que visait l'avis paru en tête de notre numéro 7.

Ils étaient d'autant moins visés que, se servant chez des intermédiaires, nous n'avons par suite aucun compte avec eux.

*
* *

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon. — Lundi 3 juillet, à 8 heures 1/2 : *Nécessité des groupements, leurs formes*, par un camarade des E. S. R. I.

Mercredi 5 juillet, de 8 heures à 10 heures, lecture sur place.

Jeudi 6 juillet, à 8 heures 1/2 : E. Janvion, *Matérialisme et spiritualisme.*

*
* *

Promenades-annexe des cours de l'Ecole libertaire. — La deuxième aura lieu le dimanche 2 juillet.

Le camarade Ralph ayant été forcé de s'absenter, cette promenade se fera sous la conduite du camarade Charpentier pour le côté artistique.

Rendez-vous au bateau de Suresnes à 8 h. 1/2, pour partir à 9 heures précises.

On dînera sur l'herbe. Chacun apporte ses provisions.

*
* *

ROUBAIX. — Le compagnon Sauvage devant ouvrir un estaminet au 1er août, fait appel aux camarades pour l'envoi de volumes et brochures afin d'y créer une bibliothèque. Adresser boulevard Gambetta.

*
* *

TROYES. — Tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, réunion de tous les camarades à la *Tour Eiffel*, 2, rue Turenne.

Camarades, il est temps de réagir si nous ne voulous pas, par une faiblesse et une négligence coupables, nous donner en proie à la férocité des patrons, cléricaux, sabreurs et galonnés. Rappelons-nous que l'union fait la force et que par le groupement nous pouvons faire beaucoup. Discuter les idées, les semer par les journaux, la brochure, l'image, les conférences, tel doit être notre but pour hâter l'évolution de l'espèce humaine, et nous affranchir ensuite de l'esclavage par la révolution libératrice.

GEORGES.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Colonisation française en Annam et au Tonkin, par Joleaud-Barral; 1 vol. chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière.

Rochefort? par le capitaine Marin; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock. — *Analyse de l'enquête*, par Yves Guyot; 1 vol., 3 fr. 50, même librairie.

Une Ville de province, par L. Legavre; 0 fr. 50, à la *Librairie d'art*, 112, rue de la Couronne, Bruxelles.

La Conquista del pane, par P. Kropotkine; 0 fr. 75, à la *Questione Sociale*, Paterson (États-Unis).

Désenchantements, vers par Sautarel; 1 fr., chez l'auteur, 1, cité Pigalle.

*
* *

Nous avons reçu le premier numéro de l'*Homme libre*. Dans ce numéro, les rédacteurs déclarent qu'ils veulent mener le bon combat pour l'Idée et faire besogne sérieuse.

Nous les verrons à l'œuvre. En attendant, nous ne pouvons que souhaiter la bienvenue à ceux qui déclarent vouloir ne pas s'enliser dans les terrains fangeux de la politique et des personnalités. On n'est jamais de trop à propager l'Idée.

Son adresse, 12, rue d'Orchampt.

PETITE CORRESPONDANCE

A un camarade. — Il y a l'*Origine des cultes* de Dupuy qui ne se trouve plus que chez les bouquinistes et les *Origines de la religion* de Jules Baissac que vient de rééditer la maison Alcan.

M., à Bourges. — Le n° 1 ne nous manque pas. Merci.

Saleux, Nîmes. — Listes passeront prochain numéro.

Saleux. — Une erreur de l'expédition.

L., à Reims. — Epuisé le *Tréteau électoral*.

Humbert. — Dimanche c'est promenade de l'école, il n'y aura personne au bureau. Le dimanche matin suivant.

Une erreur s'est glissée dans la composition de la liste de souscription pour l'Ecole libertaire. Le surplus des comptes de la promenade n'est pas de 50 fr., mais de 50 centimes.

D'autre part, le compositeur a mêlé les sommes reçues par Ardouin et celles reçues par le journal.

Les sommes reçues par le journal sont de 5 fr. 50. — Listes précédentes : 562 fr. 85. — En tout : 568 fr. 35.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Ther., 0 fr. 50. — A. U. C. Allemagne, 8 fr. 90. — Un anarchiste an-archiste, 1 fr. 25. — J. B., 0 fr. 25. — Marseille : H. D., 0 fr. 20; Pour décrasser les cerveaux, 0 fr. 75; Pour former des volontés, 0 fr. 50. En tout : 1 fr. 45. — Total : 12 fr. 35. — Listes précédentes : 568 fr. 35. — Total général : 580 fr. 70.

Reçu pour l'image : Dr A. D., 2 fr. — J. B., 0 fr. 25. — Pons, 0 fr. 50. — Marseille : H. S., 0 fr. 20; Bébé, 0 fr. 10. En tout : 0 fr. 30. — Total : 3 fr. 05. — Listes précédentes : 3 fr. 50. — Total général : 6 fr. 55.

Reçu pour la brochure à distribuer : Quatre anarchistes spinaliens, 1 fr. 05. — V. B., à Puget, 1 fr. 50. — Porto-Alègre, 20 fr. — Valréas J. B., 0 fr. 25; Cherfils, 0 fr. 50. — Marseille : U. S., 0 fr. 20; Pour décrasser les cerveaux, 0 fr. 75; Laion, 0 fr. 50; Pour former des volontés, 0 fr. 50. En tout : 1 fr. 95. — Total : 25 fr. 25. — Listes précédentes : 14 fr. 50. — Total général : 39 fr. 75.

Reçu pour le journal : Eter, 0 fr. 50. — C., 10 fr. — Pour répondre à des appels muets mais éloquents, 10 fr. — V. B., au Puget, 2 fr. — Un Briard, 0 fr. 40. — C., 1 fr. — B., à Rennes, 2 fr.; J. par B., à Rennes, 1 fr. 05. — G. H., à Paris, 2 fr. — Un instituteur anarchiste, 5 fr. — H., 2 fr. — B., à Sciez, 0 fr. 45. — Valréas : Basset, 0 fr. 50; Anonyme, 0 fr. 25; J. B., 0 fr. 25; Sainte iniquité, 0 fr. 25; D. B., 0 fr. 50; Cherfils, 0 fr. 75. En tout : 2 fr. 50. — V. L., 0 fr. 60. — Depailiot, 0 fr. 50. — Nemo, 1 fr. — Sapristi, 1 fr. — Louis del Carnizole, 1 fr.; O. Infranc, 1 fr. — Condom, 1 fr. 05. — B., 0 fr. 25. — X., 3 fr. — Liste Marseille : Un lecteur du journal *la Croix*, 0 fr. 50; Un soucieux, 0 fr. 50; H. D., 0 fr. 20; Un qui n'aime que les anarchistes, 0 fr. 20; Pour faire naître l'amour libre, 0 fr. 20; Un qui a soupé de la fiole du clergé, 0 fr. 20; Pour former des volontés, 0 fr. 50. En tout : 2 fr. 30. — Porto-Alègre : Auguste Cousseau, 20.000 reis; Charles Verschoore 20.000; Georges Verschoore, 25.000; Pinto Guinvaris, 25.000; G. Verschoore, 36.000. En tout : 126.000 reis, change déduit, 100 fr., dont 20 pour la brochure à distribuer. — Liste Pelotas : F. Hebert, 5.000 reis; G. Savinet, 2.000; l'ex-assassin Bernard, rengagé du Tonkin, sous Ferry, 2.000; Henri, 3.000; Gautier, 3.000; L'Allemand et la chique, 3.000; Csarkowitch le Prussien, 2.000; Monique qui marche un peu, 1.000; Robert, avec ses 45, 3.000; Hébenol Louis, 1.000; 3 carrossiers, 2.000; Coaillier, 1.000; Roberin, 2.000; Gâteau X., 500; Casque à pique, 500; Campagne, 1.000. En tout : 31.500 reis, change déduit, 25 fr. — Merci à tous.

S. P., à Bordeaux. — G., à Châlons. — C., à Nice. — C., à Bourg-Argental. — S., à Roubaix. — H., à Vienne. — L., à Montceau. — G., à Tirmont. — C., à Béziers. — L., à Guerpont. — P., à Ponza. — C., à Charleville. — K., à Troyes. — L., à Reims. — P. A., à Angers. — B. à Rouen. — W., à Goreim. — W., à Lausanne. — G., au Tiaret. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE

CINQUIÈME ANNÉE, N° 11 DIX CENTIMES DU 8 AU 14 JUILLET 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir.

L'ABSTENTION ACTIVE

1er juillet 99.

Cher Monsieur,

Je vois que la question Galliffet vous préoccupe et que vos collaborateurs nous adressent, à ce propos, quelques reproches. Voulez-vous me permettre d'y répondre pour mon compte?

D'abord, les indignations trentenaires des anciens « Communards » m'agacent un peu. Ceux qui s'indignent aujourd'hui prouvent que Galliffet ne les a pas tués il y a trente ans. Ils disent que Galliffet a massacré férocement leurs frères, leurs femmes, leurs pères, leurs enfants : ils feraient mieux de se taire. Depuis trente ans, Galliffet se promène à leur barbe, sur les trottoirs de Paris. Si un homme m'avait tué tant de parents que ça et que je fusse demeuré trente ans impassible, je croirais n'avoir rien de mieux à faire que de continuer.

Ensuite, est-ce moi qui ai composé le ministère, ou conseillé Galliffet à Waldeck-Rousseau? Non. J'accepte le mal, crainte du pire. Je n'attends pas de Galliffet, comme me le demande M. André Girard, qu'il fasse de la propagande antimilitariste : il me semble que je n'ai pas besoin de lui pour cette besogne. J'attends qu'il exécute, lui soldat, quelques autres empanachés, ce qui donnera beaucoup plus d'importance à l'exécution. Et, s'il ne le fait pas, nous nous en prendrons aux hommes politiques « avancés » dont il doit n'être que l'aveugle instrument.

Vous objectez que ces combinaisons — que je n'ai pas faites, que je subis — sont de la politique, et qu'il vaut mieux se tenir en dehors, au-dessus de la politique.

Eh bien, mon cher Grave, je n'aime pas rester neutre. Vous ne doutez pas qu'il ne m'eût été aussi facile qu'à beaucoup d'autres de gagner ma vie dans une profession quelconque, et beaucoup mieux que dans le journalisme; je vivrais confortablement, et je développerais mes idées entre la poire et le fromage, à l'abri des mouchards.

Je crois qu'il vaut mieux agir; et, pour agir, il faut être toujours dans un camp, jamais retiré sous sa tente.

Il est très commode, il semble aussi très prudent de rester à l'écart; on se compose une belle attitude, hautaine, inflexible.

Mais on ne fait pas son devoir. On jouit de la liberté, fût-elle incomplète et précaire, que d'autres ont conquise ou défendue, sans avoir combattu soi-même. Ce n'est pas très brillant. Pour moi, je me prendrais pour un naïf si l'horreur de Galliffet m'entraînait à jouer le jeu de Déroulède et de de Mun, qui ne sont pas de moindres égorgeurs. Et, s'ils venaient à l'emporter, je ne me pardonnerais pas d'avoir quitté la bataille pour une raison de vanité. Voilà toute l'explication.

Bien cordialement,

URBAIN GOHIER.

⁂

Nous insérons avec plaisir la lettre de notre confrère Gohier, seulement je tiens à en relever quelques points où il me semble ne pas avoir du tout compris l'idée qui meut les anarchistes.

Il ne s'agit pas ici de se créer des attitudes, mais de discuter des idées émises. Et si, en cours de discussion, on constate que la mentalité individuelle n'est pas en rapport avec les idées défendues, ce n'est pas la sincérité du contradicteur que l'on met en doute, mais un état d'esprit que l'on constate.

Ainsi, par exemple, lorsque Gohier réclame des lois contre les jésuites, contre les parents qui envoient leurs enfants dans les écoles, et la suppression des journaux catholiques, je ne doute nullement qu'il ne soit un sincère défenseur de la liberté, mais je constate qu'il s'en fait une drôle d'idée.

Les lois n'ont jamais rien empêché. Ce n'est pas avec leur aide que l'on change la mentalité des individus, mais avec une pratique absolue du régime que l'on veut établir.

Que Messieurs les républicains, qui étaient anticléricaux sous l'empire, se contentent de ramener les hommes noirs au droit commun : qu'ils ne leur donnent plus aucune influence officielle, qu'ils suppriment le budget des cultes, nous n'en demandons pas davantage, pour lutter contre l'esprit rétrograde clérical.

Les lois sont des armes à deux tranchants et peuvent se retourner contre ceux qui les demandent; réclamer l'exception contre les autres vous met toujours en mauvaise posture pour réclamer la liberté pour soi.

⁂

C'est comme sa boutade au sujet des communards, qui « prouvent, en protestant, que Galliffet ne les a pas tous tués », elle est fort spirituelle, mais ne prouve pas que l'on n'ait plus le droit de trouver les actes de Galliffet atroces.

La rareté des Angiolillo peut expliquer la fréquence des Canovas, mais ne les excuse pas. Qu'il ne se soit pas trouvé, parmi les orphelins faits par Galliffet, quelqu'un pour lui faire payer ses massacres ne l'en absout pas. Et l'on ne sait jamais ce qui entrave les événements. Qui sait si le châtiment n'a pas été plus près que l'on ne s'en doute?

⁂

Gohier ne veut pas faire le jeu de de Mun et de Déroulède, mais pas plus que lui les anarchistes n'entendent faire le jeu de personne, pas plus celui de Waldeck et de Galliffet que celui de de Mun et de du Lac. Et, ne se croyant pas enfermés entre le pire et le moindre, ils travaillent à se débarrasser de l'un et de l'autre.

Ici, l'ami Gohier tombe dans le même travers que les socialistes qui, parce que les anarchistes se refusent à prendre la moindre part à la fumisterie électorale, les accusent de faire le jeu des réactionnaires.

Or, les anarchistes n'ont jamais préconisé l'abstention passive. Et n'ayant aucune crainte de la batte de Déroulède, ils refusent de s'abriter derrière le grand sabre de Galliffet. Ils continuent simplement à taper sur les uns et sur les autres. Ce qui n'est pas se mettre à l'abri des coups, puisqu'on se met tout le monde à dos.

Lorsque s'est présentée l'affaire Dreyfus, chaque fois qu'il s'agissait d'agir révolutionnairement, les anarchistes n'ont pas marchandé leur concours. Beaucoup d'entre nous seront encore prêts à marcher lorsqu'il s'agira d'agir encore; mais, trouvant que tout ce qui constitue l'état social actuel est mauvais, nous en voulons la disparition complète, et, logiques avec nous-mêmes, nous refusons de coopérer à l'étaiement d'institutions que nous voulons détruire.

J. GRAVE.

⁂

Je veux bien, avec M. Urbain Gohier, admettre qu'il entre une bonne part de cabotinage dans la réprobation violente dont l'entrée de Galliffet au ministère a été saluée par quelques « vieilles barbes de 71 ». Cependant, je crois ne pas aller jusqu'au paradoxe en estimant qu'il n'est pas indispensable d'avoir été fusillé par lui pour exprimer l'horreur et la haine que les actes et la personne de cet immonde assassin ne peuvent qu'inspirer à tout honnête homme. De même, d'ailleurs, pour Déroulède et feu Boulanger.

Mais Galliffet, je l'ai dit, est l'incarnation du militarisme dans ce qu'il a de plus abominable. C'est le soudard-type, le militaire idéal ayant été servi par les circonstances pour déployer toute

la férocité sanguinaire qui sommeille en chaque militaire.

Et c'est parce qu'il a fait ses preuves, parce qu'à l'occasion il recommencerait et se surpasserait — ne pousse-t-il pas l'inconscience jusqu'à juger qu' « il n'en a pas tué tant que ça » en 71 ? — c'est parce que ce marquis, sinon descendant, du moins camarade, ami et naturellement protecteur des descendants des Kaiserlicks, me paraît fort peu qualifié pour défendre la République et nos libertés menacées, que j'ai cru devoir faire entendre aussi ma protestation. C'est, à mon avis, une politique de dupes que de ménager les coups à ce monstre et d'aider à sa tâche parce qu'il nous a été présenté comme un sauveur, alors que tout, sa naissance, sa vie, sa situation sociale en font notre pire ennemi.

Dans mon article de la semaine dernière, j'ai cherché la raison qui pouvait, en cette occasion, aveugler à tel point des révolutionnaires et des socialistes ordinairement si clairvoyants.

La réponse de M. Urbain Gohier ne me l'apporte pas.

André Girard.

LES FAISEURS DE PLUIE

On rencontre parfois dans les rues des gens étranges : ils sont vêtus de robes, comme les femmes, mais ce sont des hommes. Leurs habits sont noirs, leur démarche est lente, leur maintien grave, leurs manières douces, leur voix mielleuse; leurs yeux sont baissés vers la terre. Ils rasent soigneusement les poils de leur figure, à l'instar des comédiens et des garçons de café. Ils rasent aussi, sur le sommet de leur crâne, un petit cercle de cheveux. Ce sont les faiseurs de pluie.

Leur fonction est belle : servir d'intermédiaires entre les hommes ordinaires et quelqu'un qui, affirment-ils (et cela saute aux yeux), habite dans les nuages. Fonction importante entre toutes, comme vous pouvez bien penser.

Il y a grande hostilité entre tous les faiseurs de pluie du monde : ceux d'un pays regardent les autres comme des charlatans, des imposteurs. Pour se reconnaître au milieu d'eux, l'embarras pourrait être grand. Mais nous, qui avons eu le bonheur de naître au pays des faiseurs de pluie catholiques romains, nous savons de toute évidence que c'est leur habitant des nuages qui est le bon.

— Comment s'appelle ce brave homme qui demeure si haut? — Suivant les lieux et les temps, il a différents noms : Jehovah, Brama, Allah, Croquemitaine, le grand Castor, Manitou, etc... Appelons-le, si vous voulez, Manitou.

— De quoi est fait M. Manitou? — De bois, assurent les sorciers noirs. Mais nos sorciers blancs sourient de pitié : « Il n'est fait de rien. » Je crois qu'ils sont dans le vrai. « Il est partout et nulle part. » Nulle part, je crois qu'ils ont raison.

Quand la sécheresse menace le sort des récoltes, les intermédiaires assemblent leurs ouailles, et s'écrient : « Prions, mes frères, afin que le Signeur donne à nos champs desséchés l'humidité bienfaisante. » Puis ils se posent sur leurs genoux, entrelacent les doigts de leurs deux mains et murmurent très vite une suite de mots latins appris par cœur.

Au bout d'un temps plus ou moins long, il pleut. Les hommes sont sauvés.

Des farceurs (il y en a partout) insinuent en ricanant qu'il fallait bien que la pluie finisse par tomber, un jour ou l'autre, et qu'elle serait tombée tout de même, sans l'intervention des hommes aux robes sombres. Quel blasphème!

Mais nous n'allons pas perdre notre temps à réfuter ces tristes individus. Laissons-les à leur pourriture.

Cet exemple — d'où vient leur nom — montre assez l'utilité des intermédiaires. Cette utilité est *immense* : elle s'étend à tous les actes de la vie. Quand un petit enfant vient au monde, on se hâte de le porter au sorcier, qui lui frotte le bout du nez avec une pincée de sel; fait quelques gestes et prononce des mots latins. Et c'est bien heureux pour le petit enfant, car sans cela l'habitant des nuages le prendrait en grippe et le ferait souffrir après sa mort.

N'allez pas croire par là que M. Manitou soit méchant. Non : c'est un bon homme qui aime les gens, pourvu que les gens fassent tout ce qu'il veut, et il veut qu'on verse du sel sur la tête des nouveaux-nés. C'est ce que les faiseurs de pluie expliquent aux petits enfants, dès qu'ils sont en âge de *comprendre* : « Qu'est-ce que Manitou? — Manitou est un pur esprit, éternel, infiniment parfait, créateur du ciel et de la terre, et souverain Seigneur de toutes choses (1). — Qu'est-ce qu'un mystère? — Un mystère est une vérité révélée de Manitou, que nous devons croire, quoique nous ne puissions pas la comprendre. — Qu'est-ce que le ciel? — Le Ciel, qu'on appelle aussi Paradis, est un lieu de délices où vont ceux qui obéissent aux faiseurs de pluie. — Qu'est-ce que l'Enfer? — L'Enfer est un lieu de tourments où les damnés sont pour toujours séparés de Manitou et souffrent avec les démons des supplices qui ne finiront jamais. — Qui sont ceux qui vont en Enfer? — Ceux qui vont en Enfer sont ceux qui n'obéissent pas aux faiseurs de pluie. »

Voilà de l'instruction, ou je ne m'y connais pas. Elle ne se borne pas là, et c'est encore un vrai plaisir que d'entendre les petits garçons et les petites filles de dix ans réciter avec conviction les « commandements de Manitou mis en *vers français* » :

Luxurieux point ne seras
De corps ni de consentement.
L'œuvre de chair ne désireras
Qu'en mariage seulement.
Etc....

Le nom du poète qui prit la peine, inspiré par Manitou, de forger ces vers d'airain, n'est pas parvenu jusqu'à nous. N'importe : vers ou prose, ce sont là de sages avis, et l'on ne saurait trop louer les intermédiaires d'avertir les bambins de dix ans de ne point convoiter la femme de leur prochain. Il y a à cela urgence manifeste.

Les faiseurs de pluie apprennent bien d'autres choses, fort intéressantes, aux petits enfants. Ils leur apprennent que Manitou est à la fois unique et triple, qu'il est en même temps son propre père et son propre fils; qu'étant toute bonté et toute puissance, il a bien voulu, un jour, fabriquer l'univers, les animaux, les hommes, et, du même coup, les maladies, les guerres, les crimes, les injustices, toutes les souffrances et toutes les hontes. Ils leur apprennent que Manitou, l'amour même, paye par une éternité de supplices l'erreur d'une minute; que Manitou, la justice même, se laisse influencer par des supplications, des dons et des promesses, tout comme nos juges en robe. Ils leur apprennent que Manitou fit une fois un enfant à une jeune femme, par un procédé connu de lui seul et qui n'offensait en rien les bonnes mœurs; et que cet enfant, devenu homme, ne faisant que troubler la rue, finit par être cloué sur un gibet par ordre du gouvernement. Et, tout en célébrant le fils de M. Manitou, dont ils se disent les très humbles disciples, ils recommandent bien à leur auditoire de ne jamais faire comme lui; et ils applaudissent des deux mains chaque fois que le gouvernement enfonce des clous dans la chair d'un perturbateur.

(1) *Catéchisme du diocèse de Paris.*

Les faiseurs de pluie enseignent encore aux petits enfants que la vie n'est pas la vie, que la mort n'est pas la mort; qu'il est parfaitement inutile d'être heureux tant qu'on respire, mais qu'il est très important de l'être alors que nous pourrissons sous la terre; et que le meilleur moyen de goûter ce grand bonheur, c'est encore de ne pas manger de viande le vendredi et de donner beaucoup d'argent à l'Eglise.

Parlant au nom de celui qui a dit : « Tu ne tueras pas », les sorciers catholiques romains répètent qu'il faut frapper, brandir le glaive, terroriser. Parlant au nom de celui qui a dit : « Aimez-vous les uns les autres », ils vont criant : « Haïssez-vous les uns les autres! »

Au bout de quelques années de cette éducation solide, les faiseurs de pluie convient les enfants à venir avaler Manitou. Après avoir chanté des airs traînards à la gloire de ce nouvel aliment, les jeunes garçons et les jeunes filles s'approchent d'une balustrade, l'air sournois; et, dans leur bouche grande ouverte, le sorcier officiant jette l'habitant des nuages, qui, pour la circonstance, a pris la forme d'une rondelle de pain à cacheter. C'est, assure-t-on, le plus beau jour de la vie. Je le crois sans peine.

Avant d'être admis à l'honneur de digérer une pâture aussi rare, il a fallu que chaque enfant vînt nettoyer sa conscience devant un sorcier : « Qu'avez-vous fait de mal, mon enfant? — Je ne sais. — Voyons : n'avez-vous jamais fait ceci, ni cela, ni encore ceci? — J'ignorais ces choses abominables! — Eh bien, maintenant vous les savez; ne les faites jamais. » Cette petite cérémonie doit se renouveler souvent, dans le cours de l'existence, aussi souvent qu'il est nécessaire pour se laver des mauvaises actions. « Mon père, j'ai menti, j'ai volé, j'ai tué... — Vous repentez-vous, mon fils? — Comment donc! — C'est bien. Je vous donne l'absolution. Allez : vous êtes blanc comme neige. » Beaucoup de gens trouvent ce procédé assez commode; les officiers d'état-major, entre autres, ne sauraient s'en passer.

A chaque acte important de votre existence, les faiseurs de pluie sont donc là et font en sorte de rendre cet acte agréable à Manitou. S'agit-il de se marier, ou même de mourir, il faut bien se garder de le faire avant qu'un sorcier n'ait secoué sur vous quelques gouttes d'une eau mystérieuse. C'est assez dire combien de tels hommes sont indispensables; et, quand on songe qu'il y a des gens dénués de raison au point de se passer de leur saint ministère, on est pris d'une grande pitié.

Les faiseurs de pluie font vœu de pauvreté; aussi ne possèdent-ils que quelques misérables milliards. Ils font vœu de chasteté, et ils disent : « La femme est un être impur; ne succombons pas avec la femme!... succombons avec les petits garçons. »

René Chaughi.

LA TARE SOCIALE

« Il est des vices qui ne tiennent à nous que par d'autres, et qui, en ôtant le tronc, s'emportent comme des branches. »

(Pascal, *Pensées.*)

Si nous considérons la vie intérieure des sociétés, nous nous apercevrons bientôt, malgré l'adoucissement relatif des mœurs, les réels progrès de la science et des philosophies humanitaires, du peu de changement survenu dans les modes d'existence et la progression des actes attentatoires au bonheur d'autrui.

Ni les moralistes de tout acabit, ni les prêtres, — je parle de ceux qui furent sincères, — ni les

philosophes, ni les initiatives de toutes sortes ne sont parvenues à obtenir un résultat appréciable. Cependant les bonnes volontés ne manquèrent point. De tout temps il y eut des hommes amoureux de la vérité, désireux du bonheur des autres, résolus aux suprêmes sacrifices; mais leurs efforts s'épuisèrent contre l'impossibilité pour l'individu de changer sa façon d'agir.

Certes, après cette constatation rétrospective, il serait permis de douter d'un avenir meilleur pour l'humanité, si l'observation de ces échecs renouvelés avec une fatalité désespérante ne nous avait, par cela même, indiqué la solution possible. La raison de l'insuccès de ces tentatives ne réside point dans l'opposition des esprits auxquels s'adressèrent les volontés agissantes, — il n'est d'homme quel qu'il soit qui, au fond de lui-même, ne souhaite faire le bien et ne préfère une existence utile et bonne à une existence nuisible et mauvaise — mais dans les difficultés insurmontables que le milieu social opposa à tous les essais.

En effet, si nous recherchons les causes de toutes les actions humaines, nous verrons qu'elles n'ont d'autre motif que la simple satisfaction des besoins naturels, proportionnés au tempérament et à l'hérédité de l'individu. L'homme cherchera donc à satisfaire le plus facilement possible aux fonctions nécessaires à la conservation de son être, puis, ces nécessités accomplies, il songera à la satisfaction de ses sens et de son cerveau.

Il n'est en cela question de bien ni de mal, et si les conditions économiques et sociales le lui permettent, que nulle contrainte physique ou morale — production insuffisante, préjugés, autorité — ne s'oppose à son libre développement, il ne cherchera en rien à entraver le libre développement des autres, d'autant plus que le résultat de cette oppression ne tarderait pas à se faire désagréablement sentir pour l'oppresseur comme pour l'opprimé. Or, les conditions économiques actuelles suffisent à pourvoir au delà de la mesure à la satisfaction intégrale de tous les individus. Mais les inégalités sociales défendues par l'Etat, fruit d'une époque difficile et perpétuée par la force d'inertie et les préjugés, rompent l'équilibre en accumulant les obstacles au profit des uns et au détriment des autres.

L'erreur fut donc de croire que l'on pouvait changer les rapports sociaux, sans changer les conditions sociales : à tel affamé qui cherche sa vie au détriment d'un autre, ce n'est pas un livre de morale qu'il faut, mais du pain. Qu'on donne à tous les moyens de se satisfaire et les actes nuisibles disparaîtront. Les nécessités de l'existence sont inéluctables, et si l'individu n'y peut subvenir librement, il cherchera à y subvenir par la violence, ou prostituera son travail, sa conscience, son cerveau, son amour, à celui qui possède les richesses nécessaires. On ne sortira pas de cette logique : « Ventre affamé n'a point d'oreilles », dit un proverbe populaire, et celui qui a faim, celui qui aime, celui dont le cerveau brûle tant qu'il n'aura point la satisfaction donnée pour un idéal, sera indifférent à tout ce qui ne s'adressera pas à sa faim, à son amour, à son idéal.

Il est surtout dans notre organisation sociale une grande tare, sur laquelle se greffent toutes les petites tares humaines : l'inégalité économique et sociale défendue par l'autorité.

Que la grande tare sociale disparaisse, et les petites tares humaines greffées sur celle-ci disparaîtront.

X.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente :

à Roanne

Chez M. Henry, Hôtel de la Poste, et dans tous les dépôts, à tous les porteurs de journaux.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

O MAMAN! — Toute la bande nationaliste est dans la consternation, la consternation de la désolation. Le sacrilège est consommé. Dreyfus, le traître, a de nouveau foulé le SOL sacré — signons-nous — de la PATRIE. Oui, cette chose abominable, impie, s'est consommée!

Et ce SOL si vénéré, cette TERRE sainte entre toutes, cette MÈRE féconde et généreuse, cette FILLE aînée de l'Eglise — *Domine, salvam fac eam!* — oui, cette IDOLE incomparable n'a pas tressailli d'horreur au contact doublement exécré du Traître et du Juif!

Où donc étiez-vous, Drumont, Millevoye, Déroulède, Coppée, etc., vous tous défenseurs du sabre et du goupillon? Vous, Coppée, comment laissâtes-vous, fils ingrat, souiller ainsi le sein de maman? Votre bonnet à poil a-t-il donc dégénéré en bonnet de coton? Vous, Déroulède, votre clairon serait-il crevé? Et vous, Millevoye, l'éternel cou-monté, du haut de votre gigantesque invraisemblance, n'aviez-vous donc rien vu venir? N'avez-vous donc, Drumont, rien qui batte sous la crasse de votre scapulaire? *Eli, Eli, lamma sabactani!* Meyer, rase tes favoris! O Q., voile ta fesse!

*
* *

LA GRANDE FAMILLE. — Il est de la plus haute importance de rappeler de temps à autre quels liens étroits d'amitié fraternelle unissent tous les membres de la grande famille, depuis le plus infime pioupiou jusqu'au plus panaché de nos généraux. Comme rien ne prévaut contre les faits, nous allons en citer quelques-uns :

Zillingen, Jean-Pierre, a été soldat plus de sept ans. En 1895, atteint de bronchite chronique, il se fit examiner par le médecin-major qui lui conseilla de quitter le plus tôt possible la caserne et de chercher un métier peu pénible, s'il ne voulait pas mourir avant quelques mois. Zillingen obtint un congé n° 2 qui lui donnait droit à une petite pension.

Après avoir vainement cherché un emploi stable, il s'adressa au ministère de la guerre pour toucher sa pension. Sa lettre resta sans réponse. Il soumit alors ses doléances à la *Petite République*, qui, en avril 1898, publia un article sur son cas. On daigna enfin s'occuper de lui, et on l'informa qu'il serait examiné le 2 septembre suivant par une commission au Val-de-Grâce. Cette commission déclara qu'il n'était nullement atteint de l'infirmité invoquée.

Voilà donc un homme dont le livret militaire porte qu'il n'a pu rester dans l'armée à cause de telle infirmité, et qu'un rapport de commission médicale déclare plein de santé, le proclamant déchu de son droit à la retraite!

On ne met pas plus gentiment les gens sur le pavé après leur avoir pris leur santé.

Il y aura encore des nigauds pour croire à la reconnaissance de la patrie.

*
* *

Claude L..., sapeur au 86e d'infanterie, avait une mère veuve et infirme et une jeune sœur poitrinaire. De nombreuses suppliques furent adressées tant par les deux femmes que par le conseil municipal de Saint-Etienne, sa ville natale, au colonel de son régiment, en vue de sa libération comme soutien de famille.

Après avoir longtemps fait la sourde oreille, le Ramollot finit par consentir à renvoyer L... chez lui.

Celui-ci se mit à travailler, se mit en ménage et eut deux fillettes. Sept ans après sa libération, il eut la malencontreuse idée de légitimer son union par le mariage. Pour cela, il lui fallait des papiers qu'il alla réclamer à la place de Paris. Là, on l'arrêta comme déserteur; on l'accusa de s'être libéré lui-même après quatorze mois de service. Après cinquante jours de prison, il fut traduit devant un conseil de guerre qui l'acquitta. Seulement, bien qu'acquitté, il fut incorporé de nouveau pour jusqu'au 17 septembre 1900.

L... ne fit ni une ni deux. Il déserta. Il est maintenant à l'étranger où il subvient tant bien que mal aux besoins de sa famille. Qui l'en blâmerait?

*
* *

Deux soldats du 132e de ligne, à Reims, étaient malades et furent reconnus comme tels par le médecin-major.

Mais le capitaine, scrongnieugnieu! qui s'y connaît mieux que le médecin, punit ces n... de D... de fricoteurs de quatre jours de prison. Ils durent participer, en outre, à une marche militaire qui aggrava leur mal. Alors, ils demandèrent au colonel de vouloir bien leur épargner la dure planche de la prison. Mais le colon, de deux galons plus ramollot que le capitaine, porta la punition de quatre à quinze jours de prison. L'un d'eux objecta alors que cette longue punition l'empêcherait d'aller voir une dernière fois son frère agonisant.

— Votre frère peut crever, je m'en fous! lui répondit le colonel.

N'est-ce pas qu'on s'aime bien dans cette famille?

*
* *

Aussi, tout a des bornes.

Ces jours-ci, à Epinal, le général de Monard passait l'inspection du 149e d'infanterie.

Une fois l'inspection finie, alors que le général était en train de causer avec les officiers, les soldats du 1er bataillon, rentrés au casernement, se mirent aux fenêtres et firent entendre de nombreuses protestations, réclamant à manger, se plaignant de crever de faim et demandant à retourner chez eux.

Abasourdis d'un tel courage, qu'ils n'auraient certes pas eu, les gradés se laissèrent flageller sans mot dire par ces récriminations *pendant une heure*. Puis, quand ils furent bien convaincus que les révoltés n'iraient pas plus loin, rassurés, ils donnèrent l'ordre de s'emparer des plus mutins et de les jeter en prison. Il se trouva, parmi les soldats abrutis par un long entraînement à l'obéissance passive, des malheureux pour exécuter l'ordre visant leurs compagnons d'esclavage.

Toutefois cette révolte, bien qu'anodine, est significative.

Plus significative encore la terreur dont elle a frappé les gradés à qui elle s'adressait. Elle montre bien leur faiblesse et la vanité de leur prestige. Comme toute leur prétendue puissance s'évanouirait devant une résistance sérieuse!

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

NANTES. — Les fondeurs de Nantes sont en grève depuis deux mois. Les patrons fondeurs ne veulent pas céder et n'ont même pas daigné rendre réponse aux lettres que le syndicat leur a adressées.

La Fédération des mouleurs de France a fait beaucoup de progrès depuis ces dernières années, les cotisations et souscriptions arrivent un peu de partout, mais pour l'instant rien ne fait prévoir l'issue de la crise.

(*Correspondance locale.*)

*
* *

SABRE ET GOUPILLON. — Dans un wagon de troisième classe, deux soldats et un caporal chantaient, pour se distraire, des chansons de régiment où la parfaite morale était peut-être égratignée, mais où assurément le patriotisme n'avait rien à reprendre. L'une d'elles avait pour refrain : « On l'enverra, Nicolas, là-bas, à l'armée. » Souhaiter qu'on envoie Nicolas à l'armée, qu'y a-t-il de plus patriotique? Dans un compartiment éloigné du même wagon, était un prêtre, un saint homme de prêtre catholique. Est-ce une dureté d'oreilles, ou le tumulte du train en marche, ou de copieuses libations (je lui cherche toutes les excuses possibles), qui lui firent entendre tout de travers cette fin de chanson? Quoi qu'il en soit, à l'arrivée du train (à Saint-Brieuc), le saint homme alla vers l'adjudant de service et lui dénonça un des soldats, Louis Herpe, comme ayant crié : A bas l'armée! O saint homme, disciple du Christ, je ne vois pas bien le Christ dénonçant de pauvres soldats à leur centurion. Fait inouï, l'adjudant, trouvant au prêtre des allures d'ivrogne, ne tint pas compte de ses propos. Le saint homme écrivit au colonel Muiron qui, n'ayant rien à refuser à un ecclésiastique, ouvrit une enquête. On interrogea les compagnons de voyage de Herpe, l'autre soldat, le caporal et un ouvrier, qui protestèrent tous trois

énergiquement. En vrai colonel, M. Muiron tint pour bon le témoignage du goupillonnard (plusieurs fois condamné en correctionnelle, paraît-il) et récusa le témoin civil pour moralité insuffisante, sans nulle preuve d'ailleurs, et se disant sans doute que tout ouvrier est suspect d'antimilitarisme. Les officiers sont plus perspicaces qu'on ne pense. Quant aux témoins militaires, le soldat eut trente jours de prison, le caporal fut cassé et changé de régiment. Puis, l'adjudant équitable fut puni de quinze jours d'arrêts de rigueur, et Louis Herpe, sans autre forme de procès, fut mis en cellule, où il est depuis plus de trois semaines.

Justice des colonels, quand feras-tu place à la vraie justice? — Quand il n'y aura plus de colonels.

⁂

MORALE DE GOUVERNANTS. — Les gouvernants ont plein la bouche de leur loyauté. Or elle consiste à faire faire secrètement chez les autres ce qu'ils punissent chez eux des peines les plus sévères. C'est ainsi que le gouvernement français vient de condamner un général italien à cinq ans de prison pour espionnage, pour des actes que ce même gouvernement français commet chaque jour en Italie et ailleurs.

Que les gouvernants se comportent entre eux comme ils l'entendent, c'est leur affaire, et cela ne nous intéresse pas. Mais nous trouvons mauvais que, pratiquant par eux-mêmes le mensonge, le vol et la fraude, ils aient l'effronterie de nous parler probité, morale, et de nous imposer par leurs gendarmes des vertus dont ils se moquent si bien.

N'est-ce pas toujours, au fond, le régime du bon plaisir? R. CH.

⁂

VIERZON. — Nos amis du Groupe des Libertaires de Vierzon se sont réunis dimanche dernier 2 juillet, à 2 heures de l'après-midi.

Ils ont définitivement arrêté la ligne de conduite du groupe, qui sera celle de tous les autres groupes anarchistes, et ont décidé également de s'intituler, à l'avenir : « *Les Révoltés* », *Groupe des Libertaires de Vierzon*.

Le camarade Léo Sivasti a été délégué à la correspondance.

C'est donc à lui que toutes les communications, correspondances, etc., devront être adressées.

⁂

Depuis samedi 1er juillet, les ouvriers tailleurs de pierre de Vierzon sont en grève, demandant à leurs exploiteurs une augmentation de dix centimes de l'heure, ce qui porterait la fixation à cinquante centimes.

Comme on le voit, ils ne sont pas très exigeants. Un certain nombre de patrons refusent l'augmentation, d'autres veulent accorder cinquante centimes.

Quelques ouvriers ont repris le travail à quarante-cinq centimes de l'heure, pendant que leurs camarades continuent la grève. L. S.

Belgique.

L'ÉMEUTE SANGLANTE. L'ARMÉE, ÉCOLE D'ASSASSINAT. — Nous n'entendons ni faire œuvre de reportage des émeutes sanglantes dont le retentissement a été général, ni produire ici nos considérations théoriques sur le S. U.

Mais, lorsque nous voyons à la tête du « Pouvoir » un ministre fanatique et tortionnaire, celui que l'opposition flétrit du nom d'« assassin », notre dignité d'homme s'insurge, et aucun libertaire ne peut refuser de joindre ses sentiments d'indignation et de vengeance à ceux que manifestèrent les socialistes.

Jamais, depuis ces quelques jours d'émeute, nous n'avons pu nous rendre si bien compte du rôle d'assassins et de bandits que l'on fait jouer à ces brutes ignobles enrôlées dans la gendarmerie.

Celui qui entre dans cette école d'assassinat et de vices ne peut être qu'un miséreux, inconscient de la carrière qu'il embrasse, ou qu'une ignoble canaille assoiffée de sang, aimant à se vautrer dans la boue et le carnage.

Si le massacre de travailleurs n'avait été cyniquement et froidement prémédité par la valetaille que Cléopold maintient au pouvoir, si Peereboom n'était un émule de la brute galonnée Galliffet, verrions-nous aujourd'hui les plus modérés des journaux, les plus timides libéraux crisper leurs poings de vengeance contre une royauté vermoulue, un ministère avachi, une armée pourrie comme partout?

Aussi n'est-ce pas nous qui, en Belgique, avons rappelé que le sang appelle le sang!

FLAUSTIER.

Hollande.

Les deux camarades qui ont refusé le service militaire ont été condamnés, Wendt le chrétien anarchiste à 3 mois, de Bruyn le révolutionnaire à *un an* de prison, cette dernière condamnation sans doute pour manifester encore une fois la prédilection que, selon le dire des social-démocrates allemands, la bourgeoisie a toujours eue pour les anarchistes révolutionnaires. Une « caresse », quoi!

Wendt sortira de prison le 4 juillet, nul doute qu'il ne recommence. Ils tiennent ferme ces deux braves, aussi la bourgeoisie commence à s'inquiéter. On en a parlé à la Chambre et un des réactionnaires (c'était un noble!) a cru devoir flétrir Bruyn et Wendt en les appelant des lâches. Ceux qui refusent de défendre la patrie en cas d'attaque font acte d'immoralité, et patati et patata!

Le leader social-démocrate, « bien que n'étant pas partisan de l'action individuelle pour la propagation d'idées nouvelles et la transformation de la société », a protesté énergiquement contre cette insulte à des jeunes gens qui ont le courage de leurs convictions... Le citoyen député est bien bon, son indulgence est de bon augure pour ceux qui plus tard, dans l'Etat marxiste, refuseront le service dans l'armée du travail, spécialement pour l'agriculture.

Je ne parlerai pas de la comédie de la paix qui se joue toujours à la Haye : c'est trop insipide. Les acteurs n'ont aucune hâte d'en finir, la Haye est une résidence assez agréable, et puis, on y est à deux pas de la plage de Scheveningue où bientôt la saison battra son plein.

Le gouvernement vient de manifester ses intentions pacifiques en nommant le général commandant de la forteresse d'Amsterdam à la charge de gouverneur général des Indes orientales. Cela a étonné un peu le pays, car nous avons bien des Galliéni et des Marchand — « un village que l'armée hollandaise venait de prendre et qui *partout* était en feu », a écrit notre compatriote Multatuli — mais jusqu'à présent on n'en faisait pas des vice-rois. Les Malais « de mauvaise volonté », c'est-à-dire ceux qui ne veulent pas être civilisés à main armée, n'ont qu'à bien se tenir!

P. M. W.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

La veuve d'un de nos camarades désirerait se défaire du premier volume du nouveau Dictionnaire Larousse.

Le volume tout neuf, relié aux fers de la maison d'édition : 15 francs au lieu de 30.

⁂

Nos camarades du Théâtre civique organisent une série de conférences; la première sera faite samedi 8 juillet, par Paul-Louis Garnier, sur *la Jeunesse devant l'action*, salle du Bel-Air, 2, boulevard de Vaugirard, à 8 h. 1/2. Nous avons des cartes d'invitation pour les camarades : on en trouvera également à l'entrée de la salle. — Après la conférence, récitations par MM. de Max et Geoffroy.

⁂

Bibliothèque d'éducation libertaire. — Le comité d'initiative de la BIBLIOTHÈQUE D'ÉDUCATION LIBERTAIRE, 26, rue Titon (faubourg Antoine), informe les individus soucieux de s'instruire et de se créer une mentalité consciente que la Bibliothèque, contenant environ 500 volumes, est ouverte depuis trois mois tous les soirs de 8 à 10 heures, à titre absolument gratuit, et que des conférences sur tous sujets sont faites, trois fois par semaine, au même local.

Le comité fait appel à tous ceux qui pourraient apporter une aide quelconque à l'œuvre entreprise et prie les écrivains qui s'intéressent au mouvement social de bien vouloir adresser leurs ouvrages au siège de la bibliothèque, 26, rue Titon, où chaque livre est lu et commenté.

Le comité d'initiative se réunit tous les premier et troisième mercredi du mois.

Samedi 8 juillet, à 8 h. 1/2 : A. Bloch, le « théâtre d'Ibsen. »

Lundi 10 juillet : P. Delesalle, la « loi sur les accidents du travail ».

BIBLIOGRAPHIE

Histoire d'un jubilé, par A. Forest; 1 vol., 2 fr. 50, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

Le numéro spécial de la *Plume*, consacré à Henry des Groux, 2 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Les Grandes Légendes de l'Humanité, 13e vol. de la *Bibliothèque de vulgarisation scientifique*, 1 fr., chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

De la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens : *L'Ere sans violence*, par le colonel Moritz von Sgidy, de la cavalerie allemande, et le capitaine G. Moch, de l'artillerie française; 1 vol., 3 fr. 50. — *L'Affaire Blaireau*, par A. Allais; 1 vol., 3 fr. 50.

L'Enfer, par E. Coute; 1 vol., 3 fr. 50, à la Société libre d'édition des gens de lettres, 30, rue Laffitte.

Primero de Mayo, un acte, par Pedro Gori; broch., 20 centavos, Libreria sociologica, calle Corrientes, 2041.

Proceso Malatesta e Compani, broch., 20 centavos, *Biblioteca socialista e libertaria*, Buenos-Ayres.

PETITE CORRESPONDANCE

E. A., à Gaillac. — Volume expédié, mais redevez 0 fr. 25. — C'est 2 fr. 75 par la poste.

M. C. 110. — Il faut ne vous faire inscrire que l'année qui suit le tirage de votre classe; vous ne ferez que deux ans — même qu'un an si vous êtes fils de Belge. Le bureau militaire à la mairie, du reste, doit vous donner ces renseignements.

Lévêque. — Nous avons une lettre pour vous.

B., à Persan. — Invendus expédiés.

Y a-t-il camarade en Belgique qui puisse avertir le camarade Deltenre de Namur de nous envoyer son adresse? — Le camarade Salvador T. est prié de faire savoir s'il a trouvé du travail?

M., à Saint-Etienne. — Je fais passer votre lettre à R...

T. N., Gr. — Si vos autres pièces sont en ordre, pourrez vous dispenser de celle manquante. Néanmoins, excuse plausible à trouver au cas improbable où l'on s'intéresserait à la chose. — La somme n'a pu être remise à son adresse. Où faut-il la retourner?

F., à Sainte-Tulle. — Envoyez-nous tout ce que vous avez de la cinquième année de la *Révolte*. Le nouvel abonnement finit fin juillet.

P., à Lézignan. — Envoyons à l'adresse.

G. E., au Louvre, Courtrai. — Je ne connais pas.

T. V., à Puyblin. — Voilà quatre mois que le *Père Peinard* n'a pas paru.

Jeanquimarche. — Le dernier numéro de la *Feuille* est le n° 25. — Le *Père Peinard*, je ne sais pas.

Soulier. — Nous ne connaissons personne à Commentry, ni à Montluçon.

Reçu pour le journal : G., au Tiaret, 0 fr. 50. — W. B. Bloth, 1 fr.; M. Beye, 1 fr.; P. M. Wink, 1 fr. En tout : 3 fr. — Saleux : Vive l'ère nouvelle, 0 fr. 25; Pour elle toujours, 0 fr. 25; Un camarade d'Etiévant, 0 fr. 30; Un soldat de la révolution, 0 fr. 25; Michel, seras-tu un Angiolillo? 0 fr. 25. En tout : 1 fr. 30. — Montal, 1 fr. — Cinq jeunes anarchistes, 5 fr. — J. H., 1 fr. — V. P., 3 fr. — P. par R., 20 fr. — R., 5 fr. — Deux facteurs de l'Ere libertaire humanitaire, 1 fr. 30. — Trois copains de Saint-Denis, 1 fr. — A. S., 2 fr. — Langlais, 0 fr. 50. — G. F., à Rome, 1 fr. — Un anarchiste lillois pour la défaite cléricale, 0 fr. 50. — Ther., 0 fr. 50. — Un groupe de peintres en décors (E. V.), 5 fr. 10. — L. B., à Rouen, 0 fr. 45. — A. V., à La Gône, 1 fr. — S. P. P., rue Nationale, Roanne, 3 fr. — Un camarade, 5 fr. — Merci à tous.

Reçu pour l'école : Saleux : Comme la liste ci-dessus, 1 fr. — Excédent d'écot à la promenade, 1 fr. 60. — Total : 2 fr. 60. — Listes précédentes, 580 fr. 70. — Total général : 583 fr. 30.

Reçu pour la brochure à distribuer : Nîmes, un admirateur d'E. Reclus, 0 fr. 10; pour éclairer les cerveaux, 0 fr. 40. — Saleux : Même liste que pour la souscription pour le journal, 1 fr. 10. — K., à Troyes, 0 fr. 60. — C. F., 0 fr. 50. — L. B., à Rouen, 0 fr. 45. — Total : 3 fr. 15. — Listes précédentes : 39 fr. 75. — Total général : 42 fr. 90.

Reçu pour l'image : Saleux : Comme les autres listes, 1 fr. — E. G., Bordeaux, 10 fr. — Total : 11 fr. — Listes précédentes : 6 fr. 55. — Total général : 17 fr. 55.

V., à Perpignan. — R., à Guérigny. — M., à Saint-Nazaire. — F., à Genève. — M., à Nonancourt. — C., à Decazeville. — T., à Bourg-de-Thizy. — F., à Sainte-Tulle. — P., à Lezignan. — G., à Nantes. — G., à Reims. — V., à Vierzon. — B., à Persan. — K., à Troyes. — H., aux Ponts-de-Cé. — L., à Epinal. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 12 — DIX CENTIMES — DU 15 AU 21 JUILLET 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir.

Même chose pour les gares, où certains commissaires ont fait pression sur les libraires pour les intimider.

Le journal est envoyé pendant quelques semaines aux adresses que l'on veut bien nous faire parvenir.

EXPLICATIONS NÉCESSAIRES

L'article du citoyen Urbain Gohier — « l'Abstention active », — que les *Temps Nouveaux* ont publié dans le numéro du 8 juillet, me semble appeler certaines explications de ceux qui « agacent » le citoyen de leurs récriminations *trentenaires* contre Galliffet, qui ne les a pas « tous tués », au grand regret, paraît-il, de l'auteur de cet article.

Et d'abord, pourquoi le citoyen Gohier a-t-il pris à partie, lui, le sieur Cavaignac, fils du bourreau de juin 1848, et le poursuit-il, fort légitimement d'ailleurs, de ses récriminations *cinquantenaires*? Comment peut-il invoquer la prescription en faveur de Galliffet *lui-même*, alors qu'il en refuse le bénéfice au fils du général assassin Cavaignac, qui, comme le mouton de la fable, pourrait répondre qu'alors il n'était pas né?

Il y a là un manque de logique auquel jusqu'alors le citoyen Gohier ne nous avait point habitués.

Ou bien serait-ce uniquement parce que le Cavaignac actuel s'affirme l'impudent ami et complice des faussaires de l'état-major, des bourreaux de Dreyfus, le capitaine *Cocardier*, alors que Galliffet feint d'être le défenseur de ce dernier, tout en restant plein de prévenances envers ses anciens camarades, ennemis acharnés de l'ex-prisonnier de l'Ile du Diable?

Mais passons et abordons le côté sérieux de l'article du citoyen Gohier.

Voyons ce que valent réellement ces messieurs dont il prend si bénévolement la défense contre ceux qui leur reprochent leurs tripatouillages politiques, qualifiés par lui et si bizarrement « d'action ».

Depuis un demi-siècle, les représentants officiels du parti républicain, de Ledru-Rollin à Gambetta, Brisson, Clemenceau, Ranc, etc., parlent du dévouement *actif* dont ils prétendent avoir fait preuve en faveur de la République.

Examinons la valeur de leurs prétentions à ce propos. Sans doute, grâce aux hasards financiers qui leur ont permis d'écrire dans de grands journaux durant cette période cinquantenaire, ils ont pu agiter l'opinion publique contre les pouvoirs adverses d'alors — mais aussi faire dévier cette opinion en écartant soigneusement des questions qui intéressaient le plus la masse des travailleurs.

Puis, le moment venu d'agir efficacement, ils se sont dérobés prudemment durant la lutte, ne redonnant signe de vie qu'au moment de profiter des résultats et de se faire proclamer — on sait comment, directeurs suprêmes de la Révolution triomphante. Qu'arrivent les mouvements vraiment populaires, tels que juin 1848 et mars 1871, leur « action » consiste à se mettre aussitôt au service de la réaction, au profit de laquelle ils emploient leur *énergie*, pour refouler par le massacre les revendications de ceux dont ils avaient prétendu défendre les intérêts pour arriver au Pouvoir.

Si encore ils pouvaient invoquer leur actes pour justifier cette rage sanglante du Pouvoir pour le Pouvoir!

Voyons-les à l'œuvre sous ce rapport.

Depuis bientôt trente années, ils le possèdent pour la seconde fois. Dressons le bilan de leur action.

Ils prennent, dès le 4 septembre 1870, la direction de la Défense nationale menacée. Rien n'est encore perdu. Avec de l'honnêteté seulement à défaut d'audace — ils peuvent tirer parti de l'énergie populaire pour refouler l'ennemi. Toute leur *énergie* à eux, directeurs de la Défense — s'emploie à énerver celle du peuple de Paris, dont ils ont plus de peur que du Prussien, et à défendre la propriété contre la Révolution qu'ils redoutent.

Voilà pour leur patriotisme!

Voyons-les à l'œuvre comme gouvernants à l'intérieur.

Nos défaites leur ont suffisamment prouvé l'incapacité des chefs de l'armée, et même leurs tendances à la trahison, ainsi que sa mauvaise organisation.

Tentent-ils, la paix étant faite, de la démocratiser? Pensent-ils seulement à reviser l'exécrable et stupide code militaire qui livre le soldat pieds et poings liés à la brutalité et aux ineptes caprices de ses chefs?

Ce sont les plus fougueux radicaux au Pouvoir qui, non seulement maintiennent l'armée telle qu'elle est, mais encore, et sous le fallacieux prétexte d'une revanche à laquelle ils ne croient pas, aggravent l'intolérable esclavage du soldat en en prolongeant la durée, de telle sorte que, jusqu'à l'âge de *quarante-cinq ans*, il n'est pas un citoyen en France qui puisse s'affirmer civiquement libre. Ont-ils touché, ces républicains au Pouvoir, ont-ils touché à la législation pénale et à la procédure infâme qui livrait, jusqu'à ces derniers temps, l'accusé à la discrétion tortionnaire du juge d'instruction?

Oui, mais pour aggraver encore cette législation férocement protectrice de la propriété, en y ajoutant la *relégation* pour tous récidivistes — même en matière politique.

Ils ont même rétabli la peine de mort en matière politique, sinon légalement, du moins en fait — ce qui est plus ignoble encore.

Sans doute, de précieux adoucissements sous ce rapport viennent d'être apportés à notre législation criminelle : la loi de *sursis* et la suppression de l'instruction secrète. Mais c'est précisément à deux hommes qui ne passent point pour de farouches républicains qu'on doit les adoucissements; c'est à M. Bérenger, d'ailleurs grotesque défenseur de la morale publique, et à M. Constans, un bon type de modéré.

La liberté de conscience, la liberté de la Presse, celle de la parole, leur doivent-elles quelque chose, à ces républicains si *actifs*? Les procès de toute sorte auxquels donne lieu jusqu'à maintenant l'usage de ces libertés nous dispensent d'y insister. Elles sont même qualifiées par certains d'entre eux de « vieilles guitares ». Ce n'est pas le farouche citoyen Ranc qui me démentira, j'en suis sûr.

La liberté individuelle doit à ces messieurs autant qu'à n'importe quel royaliste d'être restreinte chaque jour davantage.

Quant à l'enseignement, il va sans dire que nos hommes d'action se sont bien gardés jusqu'à maintenant d'en changer les bases monarchico-cléricales et surtout excellemment conservatrices.

Enfin, il n'est pas jusqu'à la police qui, entre les mains des républicains *actifs* — très, très *actifs* même sous ce rapport, ne soit devenue plus malfaisante et plus brutalement agressive. — On en change, il est vrai, parfois les directeurs, mais avec recommandation expresse au nouveau *titulaire* d'en maintenir avec soin l'esprit et les pratiques.

Tel est en somme le bilan sommaire de l'*action* de nos politiciens les plus actifs, soit qu'ils gouvernent directement comme ministres, soit qu'ils inspirent ceux-ci comme chefs de groupes parlementaires, comme l'a fait plus de quinze années entre autres le citoyen G. Clemenceau, dont les effarements successifs au sujet de « l'affaire » rappellent singulièrement celui de la poule qui a couvé un canard.

Nous passons sous silence toutes les réformes économiques et concernant le relèvement de la femme en dignité et en liberté morale, ces

questions n'ayant jamais été pour nos hommes d'action politique que de simples *balançoires* qu'on retire du bahut seulement durant les périodes électorales.

Ces hommes d'action politique, on le voit, ne se sont jamais donné d'autre mission, n'ont eu d'autre objectif que de protéger les ennemis de la République, de les rassurer, de les armer même en leur créant un arsenal de lois liberticides, en haine du peuple dont ils ont en somme une peur atroce.

En résumé, les Gambetta, les Ferry, les Floquet, les Clemenceau, les Brisson, les Ranc et leurs sous-ordres n'ont employé leur *activité* qu'à mener bon train la République à la plus complète et à la plus honteuse des faillites.

Comment dès lors pourrait-on consentir à les suivre dans leurs basses intrigues, qui ont eu pour résultat fatal d'amener une situation assez misérable pour que des Waldeck-Rousseau et des Galliffet en puissent être considérés à cette heure comme les seuls sauveurs possibles ?

La haine et le dégoût peuvent seuls désormais inspirer contre ces hommes ceux qu'on a mis dans l'impossibilité de réagir contre d'aussi infâmes compromis, en émasculant depuis un demi-siècle les masses populaires dont on a en même temps désorienté et faussé le sens moral.

C'est à cela que le citoyen Gohier devrait plus justement attribuer l'attitude actuelle de ceux qu'il accuse de cette « attitude commode et *sans danger* ».

Il est vrai que les *prudents* pourraient se livrer à l'*action* électorale, ce qui ferait mieux l'affaire des candidats très *actifs*, qui comprennent trop que leur abstention de tous votes leur est une menace de mort. Aussi les politiciens sont-ils à la recherche de moyens légaux contraignant les citoyens à *jouir* de leur souveraineté, sous menace de sanctions pénales contre les récalcitrants. Nous ne pouvons que désirer qu'ils réussissent. Cela hâtera l'enterrement du suffrage universel, cette macabre fumisterie. L'avènement de la Révolution sociale ne pourrait qu'y gagner.

Quant à l'argument du citoyen Gohier nous affirmant qu'il eût plus gagné d'argent en se faisant commerçant ou industriel qu'à se faire journaliste, il nous paraît un peu puéril.

Le fait est possible, mais il me semble qu'il n'a pas trop lieu de regretter de ne vivre que de sa plume et qu'il ne peut trop crier misère de ce chef.

Qu'il me permette pourtant de lui rappeler que parmi les abstentionnistes, qui lui causent tant d'*agacement*, il en existe bon nombre qui se contentant, d'ailleurs, tout comme lui à cette heure, de ne lutter que par la plume, ne tirent pas le moindre argent de leur copie — que d'aucuns la font même imprimer à leurs frais — tandis que nous connaissons bon nombre de politiciens *actifs* qui ne donnent jamais leur littérature gratis... sans doute pour ne la pas déprécier.

Inutile d'ajouter qu'à ce propos nous ne visons nullement le citoyen Gohier, dont nous ne connaissons point d'ailleurs les habitudes en ce cas tout spécial.

G. Lefrançais.

L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Comme nous l'avions annoncé, le camarade Butaud n'ayant pu donner suite à son idée de colonie, les sommes recueillies par l'*Aurore* pour cette idée viennent, sur l'initiative de ce camarade, d'être versées à la caisse de l'*Ecole libertaire*.

Voici le bilan de l'école, avec les dernières souscriptions :

Reçu par Ardouin : Un camarade, 4 fr.; quête hebdomadaire d'un atelier, 2 versements, 3 fr. 50; un camarade, 2 fr.; journal l'*Aurore*, 10 fr.; souscription pour la *colonie libertaire* de Butaud, versée par l'*Aurore*, 660 fr. 80. Reçu jusqu'à ce jour : 4.672 fr. 20. — Dépenses : Ecole de vacances de l'année dernière, manifestes, frais d'organisation de réunion, location pour les cours du soir : 2.677 fr. — Reste en caisse : 1.995 fr. 10.

Le groupe est en pourparlers pour la location d'un local où l'école serait dans ses meubles. On y annexera une bibliothèque, salle de lecture, et autres améliorations qui s'indiqueront au fur et à mesure des possibilités.

Les souscriptions sont reçues par le camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

A MONSIEUR URBAIN GOHIER

Monsieur,

Je me rappelle un fort bel article où vous le preniez de très haut avec M. de Rochefort. Seriez-vous pourtant, comme lui, sans idées, et plus hardi par le mot que par la pensée? On le dirait, à lire les pauvres choses avec lesquelles vous vous excusez de Galliffet. Les communards vous agacent. Ils montrent que le célèbre égorgeur ne les a pas tous massacrés, il y a trente ans. Si on avait tué votre père, votre frère ou votre femme, vous ne souffririez pas que l'assassin se promène, à votre barbe, sur les trottoirs de Paris. Tout ça est très spirituel. Cela prouve, en outre, que vous êtes, comme on dit, « un gas d'attaque », mais nullement qu'il ne soit pas malhonnête d'appeler à la tête d'un ministère, c'est-à-dire pour des politiciens, à un poste d'honneur et de confiance, l'être ignoble qui se mit, de gaieté de cœur, au ban de l'humanité. Et, surtout, la chose ne va pas sans ironie de la part de celui qui s'est fait une spécialité des invectives aux généraux de massacre et de guerre civile. Ou bien c'est que M. de Galliffet n'est plus un de ces capitulards qui lavèrent, dans le sang de leurs concitoyens, les affronts essuyés sous le feu de l'ennemi.

Vous ne faites pas de politique, c'est entendu. Mais voilà encore de bien piètre logique, car il faudrait être vraiment solidaire de trop de saletés si l'on se contentait avec le prétexte qu'on n'en fut pas le promoteur.

Quant aux anarchistes « très prudents », qui restent « à l'écart » « sous la tente » et savent « jouir de la liberté que d'autres ont conquise sans avoir combattu eux-mêmes », je ne savais pas qu'on allait reprocher, bientôt, aux anarchistes leur prudence. Si l'on établissait le pourcentage des hommes de notre parti persécutés ou suppliciés, croyez-vous que les anarchistes pourraient au moins supporter la comparaison avec ceux qui font de Zola leur martyr et de Picquart leur héros? Il est vrai que les gouvernants, comme c'est de bonne guerre avec de vrais ennemis, savent nous étouffer en silence, et cela peut faire illusion sur le nombre et la violence des coups reçus.

Comment pouvez-vous, Monsieur Gohier, nous accuser de choisir nos aises dans la lutte? Pendant que vous ne quittez pas du pied la bonne planche encore solide des *intérêts supérieurs de l'armée et de la patrie*, nous nous jetons, nous autres, avec notre idéal de sans-armée et de sans-patrie, contre la meute hurlante des sales intérêts qui s'abritent derrière le sophisme de l'armée et de la patrie. Je ne dis pas qu'il y ait calcul ni crainte de votre part. Je constate de quel côté sont les plus grands risques. Il y a peu d'apparence que le procès où seraient jugées nos attaques contre l'armée finisse comme le vôtre par un banquet. Et cette propagande antimilitariste, dont à bon droit vous êtes fier, il me semble aussi que nous l'avons faite un peu avant vous. Elle vient un peu de nous, je crois, l'idée de résister à l'insolence des traîne-sabres, de flétrir l'immoralité de la caserne, d'analyser ses tares, de dénoncer ses méfaits. Sans notre propagande, je ne crois pas que la vôtre eût été ce qu'elle est. Il ne s'agit pas ici de gloriole. Mais vous voyez bien que les hommes à « l'attitude hautaine et inflexible » ne laissent pas d'exercer une influence même dans le combat le plus immédiat. Et pour tout il en va ainsi.

Rien ne sert de jouer sur les mots. Car il faut tout de même, entre gens de bonne foi, en venir à s'expliquer. Si par *politique* on entend la conduite des hommes en tout ce qui touche à l'intérêt des sociétés, nous suivons comme tout le monde une politique : celle de la lutte sans merci, contre toute autorité, pour l'autonomie intégrale de l'individu. Et voilà pourquoi nous bataillons — car nous bataillons aussi, Monsieur Gohier — en dehors de la politique au second sens du mot, c'est-à-dire de la sale entreprise du gouvernement, du trafic ignoble des volontés et des consciences, de cette trahison perpétuelle d'une majorité d'aveugles par une minorité de canailles et de jouisseurs. Apprendre aux hommes à mépriser, à rejeter de leur sein cette race de parasites et de traîtres, leur faire toucher du doigt, à chaque occasion, qu'ils seront dupés et tondus tant qu'au lieu de s'organiser entre eux, librement, pour faire leurs affaires eux-mêmes, ils se donneront des maîtres, la voilà, notre politique. Elle en vaut une autre. Elle est nécessaire.

Ce point éclairci, vous ne nierez pas, si vous voulez regarder la situation présente sans passion, vous ne nierez pas que jamais plus beau jeu ne fut offert à notre propagande. Le massacreur idéal, le reître tueur à gages de femmes et de vieillards, l'inventeur du soldat-gendarme pour l'intérieur, bref ce modèle du professionel préposé à la répression du militarisme et choisi pour nous doter du soldat-citoyen, ne voilà-t-il pas écrits avec de l'immuable histoire, 1871-1899, le mensonge éternel, la duperie profonde de toute politique? Les commentaires, cette fois, sont superflus. Le peuple n'a qu'à regarder. Il verra comment, d'une façon toute naturelle et par le *libre jeu de nos glorieuses institutions républicaines*, réactionnaires et libéraux, ennemis si farouches au moment des discours, finissent par se réconcilier dès qu'il faut agir. Il comprendra que toute confiance lui est interdite tant qu'il ne sera pas le maître absolu de ses destinées.

La « question Galliffet », comme vous dites en un savoureux euphémisme, tient en quatre mots. C'est le travailleur, l'homme simple de l'atelier et de l'usine, trahi par le bourgeois roublard. Il y a dans toute situation un petit mot qui la résume et qu'il faut avoir le courage de prononcer. Le mot de la situation actuelle, c'est *Trahison*. Demandez à Clemenceau si ce ne furent pas ces huit lettres, obstinées sous sa plume, qui le gênaient tant le jour où il fallut annoncer aux lecteurs de l'*Aurore* qu'on prenait l'homme de 71.

Ah! comme nous l'aurions aimé, le Clémenceau qui, au lieu de fignoler une froide dissertation de concours général, aurait écrit seulement ces huit lettres : Trahison ! Mais pourquoi rêver l'impossible?

Oui, c'est trahison qu'il fallait écrire, et rien de plus. Des bourgeois avaient appelé le peuple au secours d'une certaine justice et d'une seule vérité. Ces bourgeois, il est vrai, disaient obstinément *la* justice et *la* vérité. Mais comme le peuple est, par les bons soins des bourgeois justement, écrasé sous le poids d'innombrables injustices et d'autant de mensonges, le peuple d'abord ou ne comprit pas, ou, un tantinet rancunier, ne voulut pas marcher. En vain sortit-on le verbiage creux, la métaphysique trompeuse et la violence à froid d'une ancienne Révolution reniée par ses fils avant même d'avoir été finie. Puis on essaya de l'intérêt après le sentiment. « Aidez-nous, vous autres ouvriers, à défendre les garanties qui nous suffisent ;

nous vous aiderons, nous bourgeois, à conquérir un peu de bien-être. » Cela fut dit, ou à peu près. Demandez plutôt à M. de Pressensé. Et cela porta mieux. Le peuple, cette fois, marcha. Il marcha assez pour assurer la victoire. Le lendemain, les bourgeois dreyfusards, — y compris le socialiste Millerand, payaient au prolétariat leur dette d'honneur en lui faisant cadeau de Galliffet.

Cela oui ou non s'appelle-t-il trahir?

Voyons, Monsieur Gohier. Si dès le début le peuple avait pris à la lettre les grandes colères et les tirades sublimes des meneurs dreyfusards, et s'il s'était levé, tout d'une pièce, comme il sait faire, contre le double péril militaire et clérical, résolu à en finir une bonne fois avec ces puissances des ténèbres, l'eût-on laissé faire? Et non, parbleu! vous le savez bien. On l'eût arrêté au moment précis où la besogne allait devenir avantageuse pour lui-même. De la légalité, de la propriété ou de la défense nationale, les bourgeois, fidèles à leur tradition, eussent bien su tirer quelque prétexte pour trahir en pleine bataille. Et plus d'un parmi vos amis actuels eût été bien aise d'avoir sous la main quelque petit-fils de chouan, quelque descendant de l'armée de Condé pour refroidir à coups de sabre l'enthousiasme du peuple.

Un peu plus tôt, un peu plus tard, l'affaire Dreyfus devait finir par quelque traîtrise. N'est-ce pas l'ordinaire en toute aventure où se trouvent engagés ensemble prolétaires et bourgeois? La seule chose difficile à prévoir, c'était que la trahison s'appellerait, cette fois, M. le marquis de Galliffet. Il y a des choses et des hommes qui, pour les moins naïfs, semblent impossibles, même en politique. Un beau jour les apporte, tout de même, et, pour achever de nous confondre, des gens très avancés, comme vous, n'y trouvent rien à dire.

Vous me répondrez, je sais bien, que vous ne faites pas la politique. Aussi je ne vous accuse pas. Je constate simplement que jamais la politique ne fut moins faite pour ramener vers elle ses ennemis.

Votre bien dévoué,

CHARLES-ALBERT.

RAPPROCHEMENTS

Monsieur Jean Grave,

Rapprochez, je vous prie, ces deux extraits (pris dans la deuxième colonne de la troisième page du journal *Le Journal*, à la date du 5 juillet), et tirez-en les conclusions que cela comporte :

« *Messieurs, je lève mon verre à la colonie américaine, à la chambre de commerce, à la République américaine et à son président.* »

(Article : « *Le trafic franco-américain* », *discours de* M. MILLERAND, « notre glorieux ministre socialiste ! »)

Plus bas, sous la rubrique « 2e ÉDITION (*dernières dépêches de la nuit*) sous le titre : AUX PHILIPPINES : « *La vie y est devenue impossible. A la tombée de la nuit, les Américains font feu sur les passants.* »

Laissez-moi vous dire que, dans mon milieu, j'ai de suite répandu les deux nouvelles en faisant remarquer que notre socialiste, ministre frais émoulu et premier de son opinion qui y atteint, boit déjà — après huit jours de ministère — à la République des bourgeois américains et à son président autocrate Mac-Kinley! C'est joli! Il lève (notre excellent socialiste!) son verre à la prospérité de ceux qui, non satisfaits d'assassiner les Cubains, facilitent à leurs soldats ivres l'assassinat des passants paisibles dans les rues des Philippines!

Intéressant! quand *on sait lire* les journaux et faire des rapprochements.

On m'a généralement répondu que c'était *la nécessité de la politique*; j'ai répliqué que c'est qu'alors « socialiste » et « politique » ne sauraient marcher de pair, pour rester chacun ce qu'ils sont. Et qu'il n'y a pas de raison pour que le même aimable et coulant socialiste Millerand ne boive un jour (comme Hanotaux) à la santé des Turcs quand ils auront *égorgé* à nouveau quelques milliers de chrétiens! Et d'autres...

Que ce politique-là sera bientôt ce qu'ont été les autres et qu'il *cédera* sous la pression de « la nécessité de la politique ». « Votre socialiste », ajoutai-je, « sera comme devant un ministre bourgeois qui, né dans la peau d'un révolutionnaire, mourra dans celle d'un conservateur! »

... *Et il n'y aura rien de changé!*

E.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

HONNEUR MILITAIRE. — On a, dans l'armée, personne ne l'ignore, une façon toute spéciale, et particulièrement chatouilleuse, de comprendre l'honneur. Sans qu'il soit besoin de revenir sur les faits connus de tous que l'affaire Dreyfus a dévoilés, faux, trahisons, détournements de fonds, faux témoignages, accusations calomnieuses, etc., — toute la lyre criminelle chaque jour nous en apporte une nouvelle preuve.

Dans l'*Aurore*, G. Lhermite rapporte — offrant d'en fournir la preuve — un chantage odieux que de Pellieux aurait exercé auprès de Mme Esterhazy. Invoquant l'honneur de l'armée — toujours! — ce général intervint auprès de la femme du condottiere pour qu'elle consentît à reprendre la vie commune avec le père de ses enfants. Elle refusa avec horreur, cela se comprend. Alors, le général de Pellieux la menaça de publier certaines lettres compromettantes pour elle, sorties sans doute de la fameuse fabrique à laquelle on doit les lettres de l'empereur d'Allemagne, le faux Weyler, le faux Henry, etc.

Mme Esterhazy refusa encore. Dans la nuit qui suivit, son mari se présenta chez elle, et elle le fit jeter à la porte.

Ces fameuses lettres survinrent dans une autre occasion. Ce fut quelque temps après que Mme Esterhazy eut introduit une demande en divorce contre son mari. On la menaça, si elle ne retirait pas sa demande, de les publier; elles étaient, disait-on, dans les bureaux de rédaction d'un journal antidreyfusard. Cette fois, Mme Esterhazy, sentant qu'elle ne serait pas la plus forte, céda et retira sa demande.

Telle est la qualité extra-superfine de l'honneur dit militaire.

***

LA POLITIQUE. — Sur la demande du gouverneur militaire de Lyon, le ministère de la guerre, avec l'entière approbation du conseil des ministres, a donné l'autorisation de poursuivre *Le Peuple*, journal socialiste de Lyon, pour outrages à l'armée.

Notons que le ministre du commerce, M. Millerand, est un des collaborateurs du journal contre la poursuite duquel il n'a pas protesté.

C'est là, sans doute, encore de la politique?... Décidément, nous n'étions pas nés pour comprendre cette science subtile.

***

LA POLICE. — On a jugé ces jours-ci le policier Decrion, l'auteur des explosions grotesques du bois de Boulogne, de la gare du Nord, etc., produites sur le passage du non moins grotesque Félix Faure.

Comme l'*honneur* de la police pouvait être tristement compromis par cette affaire, on a prononcé le huis clos. Cependant, il résulte d'un passage des conclusions du défenseur de Decrion, protestant contre le huis clos, que ces explosions n'ont été produites par lui que par ordre de ses supérieurs hiérarchiques.

C'est ainsi que la police se moque du bon public qui croit à son utilité. Elle organise des complots, des attentats, fait semblant d'en chercher l'auteur, qu'elle connaît parfaitement, et sert, pour abuser le bon public qui la paie, des histoires de Vieux Polonais et autres contes à dormir debout.

***

LA GRANDE FAMILLE. — Ces jours derniers, le soldat C..., du 110e d'infanterie, à Dunkerque, se trouvait à la terrasse d'un café. Il lia conversation avec son voisin et lui dit entre autres choses : « Quelle chaleur! Et dire que demain ce cochon de général va nous faire lever à quatre heures! »

Le lendemain eut lieu une revue, et le soldat C... reconnut dans le général qui la passait son interlocuteur de la veille. Le général reconnut, lui aussi, le soldat, et lui infligea trente jours de prison qui furent élevés à soixante jours dont quinze de cellule.

Un civil eût eu quelque scrupule d'abuser de son incognito pour se venger d'un propos émis dans de telles circonstances. Il eût considéré indigne de son honneur une pareille déloyauté. Mais l'honneur militaire s'accommode, paraît-il, fort bien de telles lâchetés. Et c'est ce qui constitue, dit-on, sa supériorité incontestable.

ANDRÉ GIRARD.

***

MORALE RELIGIEUSE. — Rue Sénac, à Marseille. Une pieuse institution congréganiste, très recommandée, nous dit-on, dans les milieux religieux, et formant un petit nombre d'élèves de choix, jeunes morveux à particule ou tout au moins futurs millionnaires. On doit enseigner, là-dedans, une toute autre morale qu'à l'*Ecole libertaire*. En effet, le directeur de cette très pieuse institution a été arrêté. Motif? Attentats à la pudeur sur plusieurs élèves. Et qu'on ne crie pas à la calomnie : le saint homme a été arrêté sur la dénonciation des familles elles-mêmes, goupillonnardes endurcies.

Ad majorem Dei gloriam, comme ils disent : Pour la plus grande gloire de Dieu.

***

CHEZ LES SABREURS. — Caserne du 23e de ligne, à Bourg. Le soldat Viviand, quoique épileptique, a été reconnu bon pour le service, et toutes ses demandes de réforme ont été repoussées. Pourtant, l'autorité militaire reconnaît qu'il avait des crises. Un jour, pendant un pas gymnastique, il s'est senti très mal et a quitté les rangs, malgré les ordres de l'adjudant Valpré. A l'infirmerie, le médecin n'était pas là; mais un infirmier ayant déclaré que Viviand n'avait rien du tout, le capitaine Bouvard le fit mettre en prison. Quand on entra, quelques instants après, dans son cachot, Viviand agonisait; et, comme on se disait enfin qu'il était peut-être tout de même malade et qu'on ferait peut-être bien de le soigner, il mourut.

Ce serait ne pas connaître les galonnés que de croire qu'ils ont pu être gênés, une minute, par ce cadavre. Ils ont déclaré tout tranquillement que Viviand s'était étranglé pour jouer un bon tour à ses chefs.

Et quand même ceci serait vrai? La loi — dont certains dreyfusards nous vantent tous les jours les bienfaits — n'a donc point de représailles pour ceux qui ont causé le suicide d'un homme et en sont, logiquement, responsables?

***

11e compagnie du 26e de ligne, à Nancy. Le soldat Grivallois s'est tiré une cartouche à blanc dans la *bouche*. Pendant qu'il râlait, il a pu dire la raison de son suicide, les brimades de ses compagnons d'esclavage, brutes que le militarisme rend encore plus brutes.

Chaque fois qu'un soldat se suicide, il est d'usage de faire une enquête, qui démontre invariablement que c'est le suicidé qui avait tort. On n'y a pas manqué, et l'enquête sur la mort de Grivallois a *démontré* que, bien loin d'être brimé, ce soldat était à la caserne comme un coq en pâte, choyé, dorloté de tout un chacun.

Mais, alors, pourquoi diable s'est-il suicidé? — Pour faire du tort à l'armée, parbleu!

R. CH.

questions n'ayant jamais été pour nos hommes d'action politique que de simples *balançoires* qu'on retire du bahut seulement durant les périodes électorales.

Ces hommes d'action politique, on le voit, ne se sont jamais donné d'autre mission, n'ont eu d'autre objectif que de protéger les ennemis de la République, de les rassurer, de les armer même en leur créant un arsenal de lois liberticides, en haine du peuple dont ilsont en somme une peur atroce.

En résumé, les Gambetta, les Ferry, les Floquet, les Clemenceau, les Brisson, les Ranc et leurs sous-ordres n'ont employé leur *activité* qu'à mener bon train la République à la plus complète et à la plus honteuse des faillites.

Comment dès lors pourrait-on consentir à les suivre dans leurs basses intrigues, qui ont eu pour résultat fatal d'amener une situation assez misérable pour que des Waldeck-Rousseau et des Galliffet en puissent être considérés à cette heure comme les seuls sauveurs possibles ?

La haine et le dégoût peuvent seuls désormais inspirer contre ces hommes ceux qu'on a mis dans l'impossibilité de réagir contre d'aussi infâmes compromis, en émasculant depuis un demi-siècle les masses populaires dont on a en même temps désorienté et faussé le sens moral.

C'est à cela que le citoyen Gohier devrait plus justement attribuer l'attitude actuelle de ceux qu'il accuse de cette « attitude commode et *sans danger* ».

Il est vrai que les *prudents* pourraient se livrer à l'*action* électorale, ce qui ferait mieux l'affaire des candidats très *actifs*, qui comprennent trop que leur abstention de tous votes leur est une menace de mort. Aussi les politiciens sont-ils à la recherche de moyens légaux contraignant les citoyens à *jouir* de leur souveraineté, sous menace de sanctions pénales contre les récalcitrants. Nous ne pouvons que désirer qu'ils réussissent. Cela hâtera l'enterrement du suffrage universel, cette macabre fumisterie. L'avènement de la Révolution sociale ne pourrait qu'y gagner.

Quant à l'argument du citoyen Gohier nous affirmant qu'il eût plus gagné d'argent en se faisant commerçant ou industriel qu'à se faire journaliste, il nous paraît un peu puéril.

Le fait est possible, mais il me semble qu'il n'a pas trop lieu de regretter de ne vivre que de sa plume et qu'il ne peut trop crier misère de ce chef.

Qu'il me permette pourtant de lui rappeler que parmi les abstentionnistes, qui lui causent tant *d'agacement*, il en existe bon nombre qui se contentant, d'ailleurs, tout comme lui à cette heure, de ne lutter que par la plume, ne tirent pas le moindre argent de leur copie — que d'aucuns la font même imprimer à leurs frais — tandis que nous connaissons bon nombre de politiciens *actifs* qui ne donnent jamais leur littérature gratis... sans doute pour ne la pas déprécier.

Inutile d'ajouter qu'à ce propos nous ne visons nullement le citoyen Gohier, dont nous ne connaissons point d'ailleurs les habitudes en ce cas tout spécial.

G. LEFRANÇAIS.

L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Comme nous l'avions annoncé, le camarade Butaud n'ayant pu donner suite à son idée de colonie, les sommes recueillies par l'*Aurore* pour cette idée viennent, sur l'initiative de ce camarade, d'être versées à la caisse de l'*Ecole libertaire*.

Voici le bilan de l'école, avec les dernières souscriptions :

Reçu par Ardouin : Un camarade, 4 fr.; quête hebdomadaire d'un atelier, 2 versements, 3 fr. 50; un camarade, 2 fr.; journal l'*Aurore*, 10 fr.; souscription pour la *colonie libertaire* de Butaud, versée par l'*Aurore*, 666 fr. 80. Reçu jusqu'à ce jour : 4.672 fr. 20. — Dépenses : Ecole de vacances de l'année dernière, manifestes, frais d'organisation de réunion, location pour les cours du soir : 2.677 fr. — Reste en caisse : 1.995 fr. 10.

Le groupe est en pourparlers pour la location d'un local où l'école serait dans ses meubles. On y annexera une bibliothèque, salle de lecture, et autres améliorations qui s'indiqueront au fur et à mesure des possibilités.

Les souscriptions sont reçues par le camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

A MONSIEUR URBAIN GOHIER

MONSIEUR,

Je me rappelle un fort bel article où vous le preniez de très haut avec M. de Rochefort. Seriez-vous pourtant, comme lui, sans idées, et plus hardi par le mot que par la pensée? On le dirait, à lire les pauvres choses avec lesquelles vous vous excusez de Galliffet. Les communards vous agacent. Ils montrent que le célèbre égorgeur ne les a pas tous massacrés, il y a trente ans. Si on avait tué votre père, votre frère ou votre femme, vous ne souffririez pas que l'assassin se promène, à votre barbe, sur les trottoirs de Paris. Tout ça est très spirituel. Cela prouve, en outre, que vous êtes, comme on dit, « un gas d'attaque », mais nullement qu'il ne soit pas malhonnête d'appeler à la tête d'un ministère, c'est-à-dire pour des politiciens, à un poste d'honneur et de confiance, l'être ignoble qui se mit, de gaieté de cœur, au ban de l'humanité. Et, surtout, la chose ne va pas sans ironie de la part de celui qui s'est fait une spécialité des invectives aux généraux de massacre et de guerre civile. Ou bien c'est que M. de Galliffet n'est plus un de ces capitulards qui lavèrent, dans le sang de leurs concitoyens, les affronts essuyés sous le feu de l'ennemi.

Vous ne faites pas de politique, c'est entendu. Mais voilà encore de bien piètre logique, car il faudrait être vraiment solidaire de trop de saletés si l'on se contentait avec le prétexte qu'on n'en fut pas le promoteur.

Quant aux anarchistes « très prudents », qui restent « à l'écart » « sous la tente » et savent « jouir de la liberté que d'autres ont conquise sans avoir combattu eux-mêmes », je ne savais pas qu'on allait reprocher, bientôt, aux anarchistes leur prudence. Si l'on établissait le pourcentage des hommes de notre parti persécutés ou suppliciés, croyez-vous que les anarchistes pourraient au moins supporter la comparaison avec ceux qui font de Zola leur martyr et de Picquart leur héros? Il est vrai que les gouvernants, comme c'est de bonne guerre avec de vrais ennemis, savent nous étouffer en silence, et cela peut faire illusion sur le nombre et la violence des coups reçus.

Comment pouvez-vous, Monsieur Gohier, nous accuser de choisir nos aises dans la lutte? Pendant que vous ne quittez pas du pied la bonne planche encore solide des *intérêts supérieurs de l'armée et de la patrie*, nous nous jetons, nous autres, avec notre idéal de sans-armée et de sans-patrie, contre la meute hurlante des sales intérêts qui s'abritent derrière le sophisme de l'armée et de la patrie. Je ne dis pas qu'il y ait calcul ni crainte de votre part. Je constate de quel côté sont les plus grands risques. Il y a peu d'apparence que le procès où seraient jugées nos attaques contre l'armée finisse comme le vôtre par un banquet. Et cette propagande antimilitariste, dont à bon droit vous êtes fier, il me semble aussi que nous l'avons faite un peu avant vous. Elle vient un peu de nous, je crois, l'idée de résister à l'insolence des traîne-sabres, de flétrir l'immoralité de la caserne, d'analyser ses tares, de dénoncer ses méfaits. Sans notre propagande, je ne crois pas que la vôtre eût été ce qu'elle est. Il ne s'agit pas ici de gloriole. Mais vous voyez bien que les hommes à « l'attitude hautaine et inflexible » ne laissent pas d'exercer une influence même dans le combat le plus immédiat. Et pour tout il en va ainsi.

Rien ne sert de jouer sur les mots. Car il faut tout de même, entre gens de bonne foi, en venir à s'expliquer. Si par *politique* on entend la conduite des hommes en tout ce qui touche à l'intérêt des sociétés, nous suivons comme tout le monde une politique : celle de la lutte sans merci, contre toute autorité, pour l'autonomie intégrale de l'individu. Et voilà pourquoi nous bataillons — car nous bataillons aussi, Monsieur Gohier — en dehors de la politique au second sens du mot, c'est-à-dire de la sale entreprise du gouvernement, du trafic ignoble des volontés et des consciences, de cette trahison perpétuelle d'une majorité d'aveugles par une minorité de canailles et de jouisseurs. Apprendre aux hommes à mépriser, à rejeter de leur sein cette race de parasites et de traîtres, leur faire toucher du doigt, à chaque occasion, qu'ils seront dupés et tondus tant qu'au lieu de s'organiser entre eux, librement, pour faire leurs affaires eux-mêmes, ils se donneront des maîtres, la voilà, notre politique. Elle en vaut une autre. Elle est nécessaire.

Ce point éclairci, vous ne nierez pas, si vous voulez regarder la situation présente sans passion, vous ne nierez pas que jamais plus beau jeu ne fut offert à notre propagande. Le massacreur idéal, le reître tueur à gages de femmes et de vieillards, l'inventeur du soldat-gendarme pour l'intérieur, bref ce modèle du professionel préposé à la répression du militarisme et choisi pour nous doter du soldat-citoyen, ne voilà-t-il pas écrits avec de l'immuable histoire, 1871-1899, le mensonge éternel, la duperie profonde de toute politique? Les commentaires, cette fois, sont superflus. Le peuple n'a qu'à regarder. Il verra comment, d'une façon toute naturelle et par le *libre jeu de nos glorieuses institutions républicaines*, réactionnaires et libéraux, ennemis si farouches au moment des discours, finissent par se réconcilier dès qu'il faut agir. Il comprendra que toute confiance lui est interdite tant qu'il ne sera pas le maître absolu de ses destinées.

La « question Galliffet », comme vous dites en un savoureux euphémisme, tient en quatre mots. C'est le travailleur, l'homme simple de l'atelier et de l'usine, trahi par le bourgeois roublard. Il y a dans toute situation un petit mot qui la résume et qu'il faut avoir le courage de prononcer. Le mot de la situation actuelle, c'est *Trahison*. Demandez à Clemenceau si ce ne furent pas ces huit lettres, obstinées sous sa plume, qui le gênaient tant le jour où il fallut annoncer aux lecteurs de l'*Aurore* qu'on prenait l'homme de 71.

Ah! comme nous l'aurions aimé, le Clémenceau qui, au lieu de fignoler une froide dissertation de concours général, aurait écrit seulement ces huit lettres : Trahison! Mais pourquoi rêver l'impossible?

Oui, c'est trahison qu'il fallait écrire, et rien de plus. Des bourgeois avaient appelé le peuple au secours d'une certaine justice et d'une seule vérité. Ces bourgeois, il est vrai, disaient obstinément *la* justice et *la* vérité. Mais comme le peuple est, par les bons soins des bourgeois justement, écrasé sous le poids d'innombrables injustices et d'autant de mensonges, le peuple d'abord ou ne comprit pas, ou, un tantinet rancunier, ne voulut pas marcher. En vain sortit-on le verbiage creux, la métaphysique trompeuse et la violence à froid d'une ancienne Révolution reniée par ses fils avant même d'avoir été finie. Puis on essaya de l'intérêt après le sentiment. « Aidez-nous, vous autres ouvriers, à défendre les garanties qui nous suffisent;

nous vous aiderons, nous bourgeois, à conquérir un peu de bien-être. » Cela fut dit, ou à peu près. Demandez plutôt à M. de Pressensé. Et cela porta mieux. Le peuple, cette fois, marcha. Il marcha assez pour assurer la victoire. Le lendemain, les bourgeois dreyfusards, — y compris le socialiste Millerand, payaient au prolétariat leur dette d'honneur en lui faisant cadeau de Galliffet.

Cela oui ou non s'appelle-t-il trahir?

Voyons, Monsieur Gohier. Si dès le début le peuple avait pris à la lettre les grandes colères et les tirades sublimes des meneurs dreyfusards, et s'il s'était levé, tout d'une pièce, comme il sait faire, contre le double péril militaire et clérical, résolu à en finir une bonne fois avec ces puissances des ténèbres, l'eût-on laissé faire? Et non, parbleu! vous le savez bien. On l'eût arrêté au moment précis où la besogne allait devenir avantageuse pour lui-même. De la légalité, de la propriété ou de la défense nationale, les bourgeois, fidèles à leur tradition, eussent bien su tirer quelque prétexte pour trahir en pleine bataille. Et plus d'un parmi vos amis actuels eût été bien aise d'avoir sous la main quelque petit-fils de chouan, quelque descendant de l'armée de Condé pour refroidir à coups de sabre l'enthousiasme du peuple.

Un peu plus tôt, un peu plus tard, l'affaire Dreyfus devait finir par quelque traîtrise. N'est-ce pas l'ordinaire en toute aventure où se trouvent engagés ensemble prolétaires et bourgeois? La seule chose difficile à prévoir, c'était que la trahison s'appellerait, cette fois, M. le marquis de Galliffet. Il y a des choses et des hommes qui, pour les moins naïfs, semblent impossibles, même en politique. Un beau jour les apporte, tout de même, et, pour achever de nous confondre, des gens très avancés, comme vous, n'y trouvent rien à dire.

Vous me répondrez, je sais bien, que vous ne faites pas la politique. Aussi je ne vous accuse pas. Je constate simplement que jamais la politique ne fut moins faite pour ramener vers elle ses ennemis.

Votre bien dévoué,

CHARLES-ALBERT.

RAPPROCHEMENTS

Monsieur Jean Grave,

Rapprochez, je vous prie, ces deux extraits (pris dans la deuxième colonne de la troisième page du journal *Le Journal*, à la date du 5 juillet), et tirez-en les conclusions que cela comporte :

« *Messieurs, je lève mon verre à la colonie américaine, à la chambre de commerce, à la République américaine et à son président.* »

(Article : « *Le trafic franco-américain* », *discours* de M. MILLERAND, « notre glorieux ministre socialiste! »)

Plus bas, sous la rubrique « 2e ÉDITION (*dernières dépêches de la nuit*) sous le titre : AUX PHILIPPINES : « *La vie y est devenue impossible. A la tombée de la nuit, les Américains font feu sur les passants.* »

Laissez-moi vous dire que, dans mon milieu, j'ai de suite répandu les deux nouvelles en faisant remarquer que notre socialiste, ministre frais émoulu et premier de son opinion qui y atteint, boit déjà — après huit jours de ministère — à la République des bourgeois américains et à son président autocrate Mac-Kinley! C'est joli! Il lève (notre excellent socialiste!) son verre à la prospérité de ceux qui, non satisfaits d'assassiner les Cubains, facilitent à leurs soldats ivres l'assassinat des passants paisibles dans les rues des Philippines!

Intéressant! quand *on sait lire* les journaux et faire des rapprochements.

On m'a généralement répondu que c'était *la nécessité de la politique*; j'ai répliqué que c'est qu'alors « socialiste » et « politique » ne sauraient marcher de pair, pour rester chacun ce qu'ils sont. Et qu'il n'y a pas de raison pour que le même aimable et coulant socialiste Millerand ne boive un jour (comme Hanotaux) à la santé des Turcs quand ils auront égorgé à nouveau quelques milliers de chrétiens! Et d'autres...

Que ce politique-là sera bientôt ce qu'ont été les autres et qu'il *cédera* sous la pression de « la nécessité de la politique ». « Votre socialiste », ajoutai-je, « sera comme devant un ministre bourgeois qui, né dans la peau d'un révolutionnaire, mourra dans celle d'un conservateur! »

... Et il n'y aura rien de changé!

E.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

HONNEUR MILITAIRE. — On a, dans l'armée, personne ne l'ignore, une façon toute spéciale, et particulièrement chatouilleuse, de comprendre l'honneur. Sans qu'il soit besoin de revenir sur les faits connus de tous que l'affaire Dreyfus a dévoilés, faux, trahisons, détournements de fonds, faux témoignages, accusations calomnieuses, etc., — toute la lyre criminelle chaque jour nous en apporte une nouvelle preuve.

Dans l'*Aurore*, G. Lhermite rapporte — offrant d'en fournir la preuve — un chantage odieux que de Pellieux aurait exercé auprès de Mme Esterhazy. Invoquant l'honneur de l'armée — toujours! — ce général intervint auprès de la femme du condottiere pour qu'elle consentît à reprendre la vie commune avec le père de ses enfants. Elle refusa avec horreur, cela se comprend. Alors, le général de Pellieux la menaça de publier certaines lettres compromettantes pour elle, sorties sans doute de la fameuse fabrique à laquelle on doit les lettres de l'empereur d'Allemagne, le faux Weyler, le faux Henry, etc.

Mme Esterhazy refusa encore. Dans la nuit qui suivit, son mari se présenta chez elle, et elle le fit jeter à la porte.

Ces fameuses lettres survinrent dans une autre occasion. Ce fut quelque temps après que Mme Esterhazy eut introduit une demande en divorce contre son mari. On la menaça, si elle ne retirait pas sa demande, de les publier; elles étaient, disait-on, dans les bureaux de rédaction d'un journal antidreyfusard. Cette fois, Mme Esterhazy, sentant qu'elle ne serait pas la plus forte, céda et retira sa demande.

Telle est la qualité extra-superfine de l'honneur dit militaire.

*
* *

LA POLITIQUE. — Sur la demande du gouverneur militaire de Lyon, le ministère de la guerre, avec l'entière approbation du conseil des ministres, a donné l'autorisation de poursuivre *Le Peuple*, journal socialiste de Lyon, pour outrages à l'armée.

Notons que le ministre du commerce, M. Millerand, est un des collaborateurs du journal contre la poursuite duquel il n'a pas protesté.

C'est là, sans doute, encore de la politique?... Décidément, nous n'étions pas nés pour comprendre cette science subtile.

*
* *

LA POLICE. — On a jugé ces jours-ci le policier Decrion, l'auteur des explosions grotesques du bois de Boulogne, de la gare du Nord, etc., produites sur le passage du non moins grotesque Félix Faure.

Comme l'*honneur* de la police pouvait être tristement compromis par cette affaire, on a prononcé le huis clos. Cependant, il résulte d'un passage des conclusions du défenseur de Decrion, protestant contre le huis clos, que ces explosions n'ont été produites par lui que par ordre de ses supérieurs hiérarchiques.

C'est ainsi que la police se moque du bon public qui croit à son utilité. Elle organise des complots, des attentats, fait semblant d'en chercher l'auteur, qu'elle connaît parfaitement, et sert, pour abuser le bon public qui la paie, des histoires de Vieux Polonais et autres contes à dormir debout.

*
* *

LA GRANDE FAMILLE. — Ces jours derniers, le soldat C..., du 110e d'infanterie, à Dunkerque, se trouvait à la terrasse d'un café. Il lia conversation avec son voisin et lui dit entre autres choses : « Quelle chaleur! Et dire que demain ce cochon de général va nous faire lever à quatre heures! »

Le lendemain eut lieu une revue, et le soldat C... reconnut dans le général qui la passait son interlocuteur de la veille. Le général reconnut, lui aussi, le soldat, et lui infligea trente jours de prison qui furent élevés à soixante jours dont quinze de cellule.

Un civil eût eu quelque scrupule d'abuser de son incognito pour se venger d'un propos émis dans de telles circonstances. Il eût considéré indigne de son honneur une pareille déloyauté. Mais l'honneur militaire s'accommode, paraît-il, fort bien de telles lâchetés. Et c'est ce qui constitue, dit-on, sa supériorité incontestable.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

MORALE RELIGIEUSE. — Rue Sénac, à Marseille. Une pieuse institution congréganiste, très recommandée, nous dit-on, dans les milieux religieux, et formant un petit nombre d'élèves de choix, jeunes morveux à particule ou tout au moins futurs millionnaires. On doit enseigner, là-dedans, une toute autre morale qu'à l'*Ecole libertaire*. En effet, le directeur de cette très pieuse institution a *été arrêté*. Motif? Attentats à la pudeur sur plusieurs élèves. Et qu'on ne crie pas à la calomnie : le saint homme a été arrêté sur la dénonciation des familles elles-mêmes, goupillonnardes endurcies.

Ad majorem Dei gloriam, comme ils disent : Pour la plus grande gloire de Dieu.

*
* *

CHEZ LES SABREURS. — Caserne du 23e de ligne, à Bourg. Le soldat Viviand, quoique épileptique, a été reconnu bon pour le service, et toutes ses demandes de réforme ont été repoussées. Pourtant, l'autorité militaire reconnaît qu'il avait des crises. Un jour, pendant un pas gymnastique, il s'est senti très mal et a quitté les rangs, malgré les ordres de l'adjudant Valpré. A l'infirmerie, le médecin n'était pas là; mais un infirmier ayant déclaré que Viviand n'avait rien du tout, le capitaine Bouvard le fit mettre en prison. Quand on entra, quelques instants après, dans son cachot, Viviand agonisait; et, comme on se disait enfin qu'il était peut-être tout de même malade et qu'on ferait peut-être bien de le soigner, il mourut.

Ce serait ne pas connaître les galonnés que de croire qu'ils ont pu être gênés, une minute, par ce cadavre. Ils ont déclaré tout tranquillement que Viviand s'était étranglé pour jouer un bon tour à ses chefs.

Et quand même ceci serait vrai? La loi — dont certains dreyfusards nous vantent tous les jours les bienfaits — n'a donc point de représailles pour ceux qui ont causé le suicide d'un homme et en sont, logiquement, responsables?

*
* *

11e compagnie du 26e de ligne, à Nancy. Le soldat Grivallois s'est tiré une cartouche à blanc dans la bouche. Pendant qu'il râlait, il a pu dire la raison de son suicide, les brimades de ses compagnons d'esclavage, brutes que le militarisme rend encore plus brutes.

Chaque fois qu'un soldat se suicide, il est d'usage de faire une enquête, qui démontre invariablement que c'est le suicidé qui avait tort. On n'y a pas manqué, et l'enquête sur la mort de Grivallois a *démontré* que, bien loin d'être brimé, ce soldat était à la caserne comme un coq en pâte, choyé, dorloté de tout un chacun.

Mais, alors, pourquoi diable s'est-il suicidé? — Pour faire du tort à l'armée, parbleu!

R. CH.

VIERZON. — Les ouvriers tailleurs de pierres, dont nous avons annoncé la grève, ont repris le travail après quatre journées de lutte.

Quelques-uns ont obtenu dix centimes d'augmentation, et la plus grande partie cinq centimes.

Somme toute, c'est une victoire : victoire incomplète, il est vrai, mais les tailleurs de pierres auront se ressaisir, nous en avons la ferme conviction.

Qu'ils s'organisent solidement, et ils seront certains de vaincre leurs exploiteurs!

L. S.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon. — Lundi 17 juillet, à 8 heures 1/2 : *Le théâtre de Calderon*.

Mercredi 19 juillet, lecture sur place.

Jeudi 20 juillet, Serge Basset : *Sur l'Occultisme*.

Adresser livres, revues, journaux, au siège, 26, rue Titon.

Les causeries et lectures seront faites par plusieurs camarades.

∴

La librairie Georges Bellais (service des journaux) 17, rue Cujas, a eu une idée excellente dont pourraient profiter les camarades pour la propagande.

Voici un extrait d'une circulaire qui explique cette idée :

« Notre organisation sera des plus simples : nous prions tous ceux qui veulent recevoir un journal de nous le demander; nous prions tous ceux qui ont un journal à donner de nous le proposer; nous donnerons aux seconds les adresses des premiers ; ainsi, tous les jours, moyennant une dépense très légère de temps et d'argent, ceux qui ont lu leurs journaux pourront les envoyer à ceux qui ont besoin de les lire : telle est la simple économie de notre entreprise; nous n'aurons qu'à donner la communication entre les uns et les autres.

Nous prions aussi nos amis de vouloir bien nous signaler, avec les références nécessaires, ceux de leurs amis et connaissances qui recevraient bien volontiers un journal, mais qui, ne nous connaissant pas encore, ne peuvent penser à nous le demander. »

Quelques centimes d'affranchissement par jour sont une somme insignifiante, et on peut faire de la bonne besogne.

∴

Un camarade pourrait-il disposer, pour les collections du journal, d'un numéro 29 de l'*Egalité* de Guesde, 1re série?

Des numéros 40, 42, 43, 44, 46 et suivants de la 3e série?

∴

Un camarade désire se procurer les numéros :

6, 16, 18, 22, 32, 42, 46, 48 de la deuxième année;

3, 5, 36, 40 de la troisième année;

9, 43, 48 de la cinquième année du journal *la Révolte*, et les suppléments des numéros 6, 9, 13, 16, 31, 32, 33, 34, 42, 43, 44, 48 de la cinquième année.

∴

MONTPELLIER. — Camarades, devons-nous rester sans nous voir, sans nous concerter, durant les époques graves que nous traversons, surtout depuis que nous voyons comme ministre de la guerre un homme qui n'aurait jamais dû sortir du sang qu'il a fait couler? Je veux parler de Galliffet.

Cet homme vous soulève de dégoût, et je suis persuadé que, si la bourgeoisie fait appel à son sabre pour maintenir la société capitaliste, il n'hésiterait pas à faire fusiller 35.000 Parisiens comme il le fit en 1871.

Pour combattre le sabre sanglant de Galliffet, pour combattre les menées césariennes et cléricales, un appel est fait à tous les socialistes-communistes, à tous les libertaires et anarchistes, pour fonder un groupe qui prendra le titre de groupe communiste-anarchiste, lequel prendra l'initiative de porter la bonne parole dans la ville de Montpellier et dans les campagnes.

La propagande sera faite par chacun selon ses aptitudes; un échange de vues est quelquefois utile.

On se réunira tous les samedis à partir de huit heures du soir, au café, rue Général-Riu, 1, angle rue Henri-René.

∴

VIERZON. — Les « Révoltés », *Groupe des Libertaires* de Vierzon, se réuniront, dimanche prochain 16 juillet, à deux heures de l'après-midi, au local convenu.

∴

Camarades,

Votre article sur la Hollande contient une erreur. Multatuli a dit : « Un dorp vah voor de Hollandsche soldaten ingenomen was en *dus* in brand stond » ; « un village que l'armée hollandaise venait de prendre et qui était *donc* en feu », montrant ainsi que les soldats hollandais incendient *toujours* les villages des insurgés révoltés. Quant à Multatuli (de son vrai nom Douwe Dechher) je crains qu'il ne soit pas suffisamment connu par les camarades étrangers. C'est le plus grand, le plus noble des écrivains hollandais Ses œuvres, dont la première, le « Max Havelaar » (traduit en français), ne parle que des institutions coloniales hollandaises aux Indes, tandis que les autres forment un ensemble d'arguments clairs et nouveaux contre tout le mal existant, pourraient donner d'excellents extraits pour le supplément du journal, et je regrette de n'en avoir rencontré aucun jusqu'ici. C'est à cause de cela que je suppose que vous ignorez cet écrivain, et je crois ne pas être inutile en vous le signalant comme digne d'une minutieuse et profonde étude.

Si vous ne pouvez vous procurer ses œuvres, mettez une petite note au journal, je tâcherai de vous en faire tenir quelques-unes.

Salutations bien cordiales!

UN CAMARADE FLAMAND.

Nous n'avons, en effet, donné que peu d'extraits de Multatuli dans le supplément des *Temps Nouveaux*; cependant notre premier volume en contient plusieurs, et le supplément de la *Révolte* en renferme d'excellents. Multatuli n'est pas ignoré des lecteurs qui nous suivent.

∴

Nous rappelons aux camarades que les volumes annoncés 2 fr. 50 « dans nos bureaux » ne sont laissés à ce prix qu'à ceux qui viennent les y prendre. Par la poste 2 fr. 75, comme c'est annoncé dans nos catalogues.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Charité, un acte, une brochure, 0.60, au théâtre du Peuple, 5, rue de la Chapelle.

Rimes vagabondes, par E. Villemejeanne, une brochure, 0.50, chez l'auteur, 6, rue Cotelier, Nîmes.

La *Muse plébéienne*, par Alexandre Roubieu, une brochure, imprimerie Mouillot, Marseille.

Rapport sur le cas de cinq détenus des Iles du Salut, par J. Reinach, une brochure chez Stock.

Tercera Certamen, 1 entrega, imprenta San Martin, calle 8, n° 837, La Plata.

De chez Perrin, 35 *bis*, quai des Grands-Augustins : *Peert Gynt* de H. Ibsen, 1 vol., 3 fr. 50. — *Le Ferment*, par E. Estaunié, 1 vol. 3 fr. 50.

A lire :

Une loi d'attente, L. Descaves, *Aurore*, 5 juillet.

Psychologie militaire, Mirbeau, *Aurore*, 6 juillet.

Chronique, Bauer, *Journal*, 10 juillet.

VIENT DE PARAITRE

De nos collaborateurs :

L'Amour libre, par Ch.-Albert, 1 vol., 2 fr 75, chez Stock.

Contes celtiques, par Yves Le Febvre, 1 vol., 2 fr., chez Mme A. Chevalai, imprimeur, 29, rue Fontaine, Morlaix.

A la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles : *Précurseurs de l'anarchie*, par W. Tcherkesoff, 1 fr. 10 franco.

Un peu de théorie, par Malatesta, 0 fr. 15 franco.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Krebs. — Le *Père Peinard* n'a pas paru depuis 3 mois. — Je lui ai fait passer votre lettre.

C. J., à Saint-Etienne. — L'ouvrage de Rengade, 2 vol. 30 fr. à la Librairie illustrée, 9, rue du Croissant.

Mme B. — Je voulais vous répondre par lettre, mais n'ayant pas gardé votre adresse, impossible. — Je ne me rappelle pas cette discussion. En tout cas, ce ne doit pas être là le sens absolu de ce que j'ai écrit.

Gabrin, Avignon. — Convocation arrivée trop tard. Pour le mardi matin.

E. E. — J'avais bien reçu votre précédente carte, mais le service de la semaine était déjà préparé, et j'avais oublié de le rectifier.

P. P., Marseille. — *L'Amour libre* expédié pour l'autre, oui, 3 fr.

D. Dison. — Merci, écrivons à l'adresse.

Peintres en décor. — Le camarade a trouvé du travail.

A. C., à Estagel et F. F., à Genève. — Redevez 0 fr. 25. Voyez notre avis.

S. V., à Pittsburg. — La poste doit vous délivrer des mandats à l'adresse telle que la portait votre lettre. C'est encore un qui voulait faire du zèle. Merci et cordialement.

Un groupe de soldats révolutionnaires. — Votre lettre passera dans le prochain numéro.

J. de B., à La Motte. — Si cela n'a pas été inséré, réexpédiez, je vous prie.

Le camarade Flaustier est prié d'avertir les camarades de Gilly s'il peut aller les voir.

R. F., à Gijon. — Reçu du *Petit Journal*.

Reçu pour l'école libertaire : J.-B., à Valréas, 0 fr. 25. — Cassin, 0 fr. 50; Pinel Jean, 0 fr. 50; Lebuédé, 0 fr. 25. — En tout : 1 fr. 25. — Guérard, 1 fr. — Total : 4. fr. 75. — Listes précédentes — 583 fr. 30. Total général, 588 fr. 05.

Reçu pour *l'image* : J.-B., à Valréas, 0 fr. 25 — Un ami de l'idée nouvelle, à Nogent-sur-Marne, 1 fr. 25. — Cassin, 0 fr. 50; Chauvinard 0 fr. 50. Total : 2 fr. 50. Listes précédentes, 17 fr. 55. Total général 20 fr. 05.

Reçu pour la brochure à distribuer : P. au Puget, 1 fr. — Beaucaire : Pour enterrer le capitalisme 0 fr. 50; Pour éclairer les esprits, 0 fr. 50; Une urne à J. P. S. V. P., 0 fr. 25 En tout, 1 fr. 25. — X., 0 fr. 50. — Cassin, 0 fr. 50. Total, 3 fr. 25. Listes précédentes, 42 fr. 90. Total général, 46 fr. 15.

Reçu pour le journal : Un vieil ami de la Chaux-de-Fonds, 10 fr.; Jean qui marche, 10 fr. — H. R. 3 fr. — C., à Valréas, 0 fr. 25. — Un ami de l'idée nouvelle, à Nogent-sur-Marne, 1 fr. 25. — M., à Puget, 1 fr. 05. — Dick, 5 fr. Valréas, J. B., 0 fr. 50. — M., à Pantin, 5 fr. — A. Z., à Thun, 5 fr. — N. F. L., 5 fr. — A. A., 2 fr. — Bibliothèque de Levallois-Perret, 2 fr. 60. — Laurent, par R., 1 fr. — Cassin, 0 fr. 50; Treussant, 0 fr. 50; Cheminard, 0 fr. 50; Jean Pinet, 0 fr. 50. En tout : 2 fr. — Guérard, 0 fr. 50; P. V., à Pittsburg, 6 fr. H. R., à Neuchâtel, 1 fr. — Rennes : Un esclave de la voie ferrée, 0 fr. 50. — P., à Levallois, 1 fr. — Merci à tous.

N., à Lafrançaise. — C., à Pézenas. — L., à Reims. — P. A., à Angers. — S., à Cette. — K., à Londres. — D., à Saint-Chamond. — S., à Bordeaux. — D. de M., à Gand. — F., à Amiens. — G., à Genève. — P., à Montpellier. — E. à Montpellier. — Librairie, Buenos-Ayres. — N., à Alger — H., à Alais. — B., à Rochefort. — F. C., à Fontenay-aux-Roses. — J., à Limoges. — G., à Cavaillon. — Agence, Genève. — A. A., à Estagel. — G., à Boston. — P., à Jamestown. — H. R., à Neuchâtel. — M., à Anvers. — V., à Nimes. — D., à Foix. — F., à Genève. — P., à Gilly. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 lithographies.

Vient de paraître la 15e *par J. Hérault*, **Ah! les sales Corbeaux!**

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Wuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.* — **La Guerre,** *par Maurin.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Avec quelques-unes qui nous sont rentrées, nous venons de reconstituer trois collections complètes. Nous les mettons en vente au prix de 40 fr.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7

CINQUIÈME ANNÉE, N° 13 — DIX CENTIMES — DU 22 AU 28 JUILLET 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir. Prière également de nous faire connaître les libraires qui apporteraient de la mauvaise volonté dans la mise en vente.

Même chose pour les gares, où certains commissaires ont fait pression sur les libraires pour les intimider.

Le journal est envoyé pendant quelques semaines aux adresses que l'on veut bien nous faire parvenir.

ENCORE LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

« La vérité ne peut jamais être assez répétée. »

La conférence, commencée il y a une quarantaine de jours, va finir dans une semaine, sans aboutir à rien.

Il est vrai que nous ne savons pas encore exactement tout ce qui a été discuté et délibéré dans les salons du Palais de Bois, où se sont réunis tous les représentants des potentats.

Ce que nous savons de précis, c'est que la conférence n'était, au fond, qu'une parodie d'une généreuse idée, mais rien qu'une parodie.

Pendant qu'il faisait rêver les conférenciers à la Haye, le *proposeur* de la paix générale supprimait aux Finlandais les quelques privilèges de liberté dont ils jouissaient, agrandissait son influence et sa domination en Chine. Le formidable autocrate de Pétersbourg continuait sa terrible opération dans le Turkestan, opération qui consiste à russifier les Turkmènes par les moyens les plus atroces.

D'un autre côté, la construction des chemins « militaires » à travers la Mandchourie fait des progrès rapides.

D'autres préparatifs de guerre se font jour. En même temps, les conférenciers, les grands élus de l'Europe discutent la convention de Genève, convention déjà adoptée par toutes les puissances, et ne peuvent tomber d'accord sur la question de la prohibition de la balle *Dum-Dum*, qui broie les os et la chair et en fait une pâte hideuse (1).

L'Angleterre, l'Autriche-Hongrie et les Etats-Unis rejettent l'interdiction de l'édifiant engin.

Un des conférenciers y a tenté de tuer un homme qui, profitant de l'occasion, s'était rendu à la Haye pour y plaider la cause d'un parti de paix et de justice : le criminel galonné de l'armée *hamidienne* provoqua en duel le représentant du parti *Jeune Turc*, dont les aspirations pacifiques sont suffisamment connues. Le cynisme du délégué militaire du grand assassin mérite d'être d'autant plus signalé au monde civilisé que cet individu avait reçu la promesse alléchante de 10.000 livres turques, au cas où il réussirait à faire disparaître de la scène l'homme dont la persévérance et l'infatigable caractère troublent le repos du despote sanguinaire.

Avec de pareils incidents, la conférence de la Haye s'est terminée par un gâchis et est devenue une comédie dégoûtante.

Nous assistons à la première réalisation de la prophétie de Napoléon Bonaparte qui disait : « Dans un siècle, l'Europe sera ou républicaine ou cosaque. »

L'Europe s'en va et devient, peut-être à son insu, la courtisane docile du Grand Slave. Elle a couru le danger prévu par Napoléon Ier lorsque, en 1827, les forces coalisées de la France, de l'Angleterre et de la Russie détruisirent la flotte turque à Navarin, débarrassant ainsi la Russie du plus grand obstacle à son invasion progressive. Jusqu'alors la Turquie constituait une barrière infranchissable devant l'envahissement de la Russie.

L'Europe intellectuelle devrait frémir devant l'omnipotence russe, pour qui l'esprit humain est un ennemi éternel et qui se joue cyniquement des potentats.

Le doux rêve de la paix et de l'ordre parfait, je le répète, ne sera pas réalisé tant que le genre humain ne jouira pas de ses droits naturels à l'indépendance.

Oui, tant qu'une seule Pologne restera enchaînée par trois monarques, tant que les peuples ottomans seront écrasés et poussés aux mouvements convulsifs de désespoir par un *Denys moderne*, tant que les différentes nations garrottées sous les noms hypocrites de monarchie, de colonie, protectorat, etc. souffriront d'un régime inique et inhumain, enfin tant que la force restera sourde à la voix de la raison, la société ne goûtera pas de paix ni de tranquillité de conscience (1).

La vérité est que l'Europe se laisse entraîner servilement devant la force brutale de l'autocrate du Nord.

Une fois que les Indes, la Chine, la Turquie seront englouties par l'*Ours insatiable*, l'Europe asservie expiera sa nonchalance d'aujourd'hui.

Le jour fatal du châtiment ne tardera ni pour l'un ni pour l'autre.

La diplomatie actuelle fait semblant d'aspirer à la paix et à l'ordre universels !...

O sournois diplomates ! ô cruels autocrates ! Que de comptes terribles vous aurez à rendre au jour du règlement des comptes !

Dr ABDULLAH DJEVDET.

(1) Dum-Dum est le nom d'un village hindou où un Européen a eu l'honneur d'inventer cet adorable instrument de mort.

J'engage mes lecteurs à lire le quatrième chapitre du *Jardin des Supplices*, où M. Octave Mirbeau décrit les ravages terribles qu'amène cette petite balle. En lisant ces passages, on croit entendre les sanglots et les éclats d'indignation de la conscience humaine.

D. A. D.

(1) Et aussi tant que, dans chaque nation, il y aura des individus jouissant du superflu et d'autres crevant de faim. — N. D. L. R.

MILLERAND ET CIE

Malgré les surprises auxquelles nous avaient habitués les hasards de la politique et de ses combinaisons, la présence dans un même ministère du trio Waldeck-Rousseau, Galliflet, Millerand a trop d'importance à tous les points de vue pour que nous ne nous y arrêtions pas un instant.

Des deux premiers nous ne nous occuperons point ici ; ce sont deux bourgeois qui veulent maintenir un régime bourgeois, ils sont dans leur rôle.

Il n'en est pas de même avec Millerand. Son entrée dans le gouvernement marque un pas énorme dans l'histoire des partis politiques en France.

Le parti socialiste, qui se prétendait un parti de classe, a abdiqué et, pour ainsi dire, confirmé ce que nous n'avons cessé de répéter, qu'il n'y a rien, et qu'il ne peut y avoir rien de commun entre le peuple et ceux qui le gouvernent ou qui aspirent à le gouverner.

Avec la présence de Millerand dans le gouvernement, c'est le rêve si longtemps caressé des partisans de la conquête des pouvoirs publics qui est enfin réalisé. Nous allons donc, bien plus tôt que nous ne pouvions l'espérer, les voir à l'œuvre.

Il est cependant vrai que quelques-uns de ses amis politiques affectent de le lâcher, quand, en réalité, ils sont on ne peut plus flattés de voir un des leurs tenir enfin le pouvoir depuis si longtemps convoité. N'est-ce pas, au surplus, un espoir pour eux-mêmes ? Mais, sous ce lâchage plus feint que réel (les socialistes se sont abstenus dans le vote de confiance au ministère) se cache en réalité un but de réclame électorale, et, prévoyant l'impuissance de leur ami, ils se préparent la sortie qui facilitera la réélection.

D'autres ne voient dans la présence de Millerand au ministère qu'un cas exceptionnel répondant à une situation exceptionnelle, n'engageant aucunement les doctrines et le parti socialistes, et ce n'est, suivant eux, qu'à titre purement individuel que Millerand est ministre, et les grandes phrases de marcher : péril réactionnaire, république en danger, généraux factieux, etc., etc., grands mots pour de bien petites choses, mais qui ne parviendront pas à convaincre même les plus crédules.

Ce n'est là que jeu de politiciens dont nous ne devons pas être dupes.

Pour les autres, Millerand n'a jamais été socialiste, son adhésion n'a été qu'indirecte, et jamais du reste ils ne l'ont considéré comme tel. Ce ne sont là du reste que des arguments nécessaires qui devront leur faciliter la retraite facile à prévoir.

Mais comme avant tout nous ne voulons pas être taxé de partialité, nous citerons les paroles prononcées par le citoyen ministre au banquet des municipalités socialiste en mai 1896 : paroles approuvées et confirmées par les leaders des différentes écoles socialistes, Jules Guesde, Vaillant, Jaurès, etc.

C'est là, en effet, que, par l'organe de Millerand et en présence des représentants de toutes les écoles socialistes légalitaires et même de prétendues révolutionnaires, fut élaboré le programme minimum à accepter par tous les candidats socialistes.

Toute la péroraison serait à citer, ce qui est malheureusement impossible dans l'espace, forcément restreint, d'un article de journal.

Nous ne citerons donc que les conclusions, qui résument, en somme, assez bien tout le discours :

« Tels sont, citoyens, les trois points essentiels « qui sont nécessaires et suffisants pour caractéri- « ser un programme socialiste : intervention de « l'État pour faire passer du domaine capitaliste « dans le domaine national les diverses catégories « des moyens de production et d'échange, au fur « et à mesure qu'elles deviennent mûres pour l'ap- « propriation sociale ; conquête des pouvoirs pu- « blics ; entente *internationale* des travailleurs.

« Qu'un tel programme menace les intérêts des « hauts barons de l'agiotage et de la spéculation, « c'est son honneur et c'est sa force. »

Et ce n'était là, suivant son auteur, qu'un programme *minimum* susceptible d'être *immédiatement* réalisable.

Rappelons aussi que Millerand, qui ne craint pas de se trouver chaque jour en présence de l'assassin Galliffet, était de ceux qui, au Congrès de Londres, refusaient d'avoir « un contact même physique avec les anarchistes », et qu'à ce même Congrès son adhésion au socialisme fut accentuée par des déclarations encore plus catégoriques que celles citées plus haut.

Nous ne pouvons donc que nous réjouir de cette entrée dans le gouvernement d'un des principaux membres du parti socialiste.

Ainsi se vérifiera ce que nous n'avons cessé et que nous ne cesserons de répéter : qu'une fois en possession du pouvoir les nouveaux arrivants, quels qu'ils soient, ne font que continuer la besogne de leurs devanciers.

Comme pour les républicains qui, sous l'empire, promettaient monts et merveilles, et ce pour aboutir à la faillite actuelle, il en sera de même pour les socialistes.

Nous n'avons pas eu à attendre longtemps. Son premier acte n'a-t-il pas été de demander à la Chambre de renvoyer aux calendes grecques, par une de ces supercheries que nos bons socialistes blâmaient hier encore chez leurs adversaires, une loi sur « les conditions du travail », à laquelle il a collaboré, qu'il avait lui-même déposée sur le bureau de la Chambre, et dont son ami Vaillant, poussé par un motif que nous ne voulons pas analyser, réclamait l'application ?

De même, employant les armes qu'il critiquait si fort hier encore, il a esquivé le débat que lui proposait, jésuitiquement, il est vrai, un nationaliste quelconque.

Il en est de même, du reste, pour sa prétendue intervention dans la grève de Montceau-les-Mines, qui n'a été qu'une feinte, les soi-disant avantages obtenus par les malheureux ouvriers étant purement illusoires, comme le renvoi des mouchards au service de la Compagnie, remplacés par d'autres.

Et, sous peu, comme cela est probable, nous verrons, comme l'an dernier, une tentative de grève générale, qui, nous le savons de bonne source, est près d'éclater, l'occasion, à la veille de l'Exposition, étant, pour les ouvriers, plus propice que jamais.

Nous aurons alors le plaisir de voir Millerand, en bon serviteur de la bourgeoisie, s'entendre avec son collègue Galliffet pour faire garder les chantiers par la troupe, pour faire respecter « la liberté du travail ». Ce sera un beau spectacle auquel il nous sera donné, souhaitons-le, d'assister.

Ce jour-là, enfin, le peuple comprendra probablement que, quelle que soit l'étiquette dont s'affublent ceux qui le gouvernent ou qui aspirent à le gouverner, les procédés restent les mêmes.

Le moment est donc arrivé où les anarchistes restent réellement les seuls opposants du régime capitaliste. Le moment est propice ; plus que jamais nous devons redoubler d'efforts dans notre propagande.

Soyons donc à la hauteur de notre tâche, et l'avenir nous appartient.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Scission. — Il y a à peine quelques mois qu'une entente avait été conclue entre les diverses fractions du parti socialiste, et déjà la discorde est au camp d'Agramant. L'apparition de Millerand à côté de Galliffet au ministère en est la cause. Les guesdistes, pris d'une vertu subite à laquelle ils ne nous avaient pas habitués, fulminent contre les « compromissions politiques » qui ont amené quelques socialistes à soutenir ce ministère. Ils rappellent les militants à l'action révolutionnaire, à la lutte des classes.

Cette pudeur tardive qui se manifeste avec une telle énergie est au moins suspecte de la part des guesdistes, qui depuis fort longtemps nous ont accoutumés à tant de compromissions et de déviations. N'aurait-elle chez certains d'entre eux d'autre cause qu'une jalousie mal dissimulée ? La médisance, l'envie et l'esprit de dénigrement qui ont cours habituel dans ce groupe socialiste permettent de le supposer.

Toutefois, il est plaisant de voir des gens qui, parce que nous n'avons cessé de préconiser l'action révolutionnaire et la lutte des classes, prétendaient nous interdire l'accès des congrès internationaux, revenir d'eux-mêmes à cette tactique, en affectant un saint dégoût pour l'action politique. M. Guesde revient à ses anciennes amours, de dépit d'être supplanté dans ses nouvelles — que d'ailleurs il déclare trop vertes.

Mais ce n'était pas la peine de nous agonir de calomnies, de nous traiter d'agents provocateurs, de fous, de mouchards, etc., pour à son tour en venir à la tactique que nous n'avons jamais abandonnée.

Quoi qu'il en soit, cette scission démontre clairement l'inutilité de ces ententes, de ces plans d'action combinés par des états-majors. Quand il n'y a plus unanimité, des scissions se produisent, personne ne voulant renoncer à ce qu'il croit bon. Et quand, au contraire, il y a unanimité sur la ligne de conduite à suivre, point besoin d'alliance, puisque sans elle chaque groupe eût agi de même.

*
* *

Nous avons reçu la lettre suivante, que nos gouvernants feront bien de méditer, car elle pourrait bien affaiblir leur confiance dans le concours de l'armée pour réduire les révoltes à venir :

« Nous vous prions de bien vouloir insérer dans votre journal les résolutions que nous avons prises ensemble.

« Elles sont une réponse aux proclamations que le colonel de Saxcé et autres ont fait lire aux soldats ces derniers temps. Nous jugeons qu'il est nécessaire, tant que durera le militarisme, de le combattre à tout instant, et *il ne peut être mieux combattu que par nous.*

« Nous voyons tous les jours Messieurs les officiers prétendre que nous, simples soldats, nous sommes tous dévoués à défendre le système militariste et la propriété bourgeoise sous couleur de patriotisme. Nous venons protester dans votre journal, qui en même temps est le nôtre — quoi qu'en disent le colonel de Saxcé et ses pareils — contre de semblables insinuations.

« Nous avons décidé de faire ce qu'ils font, c'est-à-dire de nous remuer aussi comme eux, de dire ce que nous pensons de l'armée.

« Comment ! à nous autres, simples soldats, serfs de la caserne, pourrait-on nous faire croire que le métier militaire est noble, respectable, quand à tout instant nous nous entendons insulter, et nous nous voyons même parfois frapper par les brutes galonnées qui nous commandent ?

« Non, mille fois non ! Nous ne la respectons pas, cette armée, où des faussaires et des assassins, comme les Henry, les Esterhazy, les Boisdeffre, les Mercier, les Gonse, les Galliffet, les Marchand, les Galliéni sont considérés comme les modèles des officiers.

« L'armée n'existe que pour défendre les privilèges de MM. les bourgeois, pour défendre cet état social où tout profite à quelques-uns au détriment de milliers d'autres. Les gouvernants voient le peuple, éclairé par la raison, s'efforcer de couper le mal en sa racine ; alors ils cherchent, par tous les moyens possibles, à ranimer le chauvinisme défaillant, afin de nous faire partir en guerre, au moment opportun, contre des hommes nés de l'autre côté de la frontière, que nous n'avons aucune raison de haïr : le but unique des politiciens est d'étouffer dans le sang cette génération qui balaierait l'iniquité sociale et instaurerait une ère de justice et d'égalité.

« Nous, qui comprenons tout cela, nous ne pouvons avoir qu'une haine implacable contre l'ignoble métier que nous faisons.

« Si les circonstances le réclamaient, si le peuple, las de subir sa misère et les caprices des dirigeants, se rappelant les journées mémorables de 89, de 48 et de 71, se dressait vengeur pour anéantir à tout jamais ceux qui l'oppriment, nous assurons que la révolution ne ferait pas en vain appel à notre concours et que nous ne serions pas ménagers de nos forces.

« Nous tendrions volontiers la main au peuple, à nos frères, et ensemble nous nous débarrasserions du joug qui pèse sur nos têtes.

« Nous ne serions pas assez inconscients pour écouter les déclarations des Déroulède et consorts.

« Voilà, Messieurs les officiers, la ligne de conduite que nous nous sommes tracée.

« Il vous a plu de faire lire des proclamations aux troupes ; à notre tour, il nous plaît de dire au peuple notre façon de comprendre les choses.

« *Un groupe de soldats anarchistes et socialistes-révolutionnaires.* »

André Girard.

*
* *

Mises en liberté. — Le général italien Giletta, condamné à cinq ans de prison pour espionnage, vient d'être mis en liberté, après quelques jours seulement de détention. Les loups ne se mangent pas entre eux, n'est-ce pas ? Et, une fois de plus, ceci nous fait voir que les gouvernements s'entendent très bien entre eux, en dépit des grandes phrases patriotiques, et qu'ils ne sont véritablement les ennemis que de leurs sujets.

A Lille, le frère Flamidien, accusé du viol et de l'assassinat du jeune Foveau, vient de bénéficier d'un non-lieu. Nous ne sommes pas de ceux qui aiment à peupler les bagnes, et nous avons trop le souci de la justice pour nous plaindre jamais qu'un homme échappe aux mains des marchands de justice. Nous voulons l'équité, même pour nos adversaires ; et, dans le cas actuel, nous ne demandons pas mieux que de tenir pour innocent le frère Flamidien. Il n'en est pas moins vrai qu'un enfant a été trouvé étranglé et violé dans une institution congréganiste, et que, si le premier de ces crimes est heureusement très rare dans ces sortes d'établissements, le second ne l'est pas. Perversion génésique commune à toutes les agglomérations unisexuelles : collèges, couvents, casernes, prisons.

Benjamin Reynier, condamné à tort pour l'assassinat d'une fillette, vient d'être mis en liberté, après quinze ans de bagne. Peut-être serait-il bon de se souvenir qu'on doit aux « malfaiteurs » de l'*En dehors* la première campagne en faveur de cet innocent. La Ligue des Droits de l'Homme va tâcher d'obtenir la réhabilitation, ce qui lui fera une belle jambe et ce qui n'empêchera pas que les marchands de justice à faux poids ne lui aient volé quinze ans de son existence.

Conclusion : Il est beaucoup plus facile de faire reconnaître son innocence quand on est frère ignorantin que quand on est un homme du peuple ; et la grâce d'un espion étranger, d'un général italien, est beaucoup plus vite obtenue que celle d'un cultivateur français innocent.

*
* *

Sa Majesté le Sabre. — Le héros Marchand ayant honoré Fontainebleau de sa présence, les sous-officiers de la garnison et les élèves de l'École d'artillerie ont fêté sa venue en contraignant les sales civils à acclamer l'armée et en rossant ceux qui osaient s'y refuser.

Le militarisme adoucit les mœurs.

A Cherbourg, le jour du 14 juillet, des bandes de soldats se sont ruées sur les promeneurs, les ont assaillis à coups de baïonnette et à coups de pierres, ont défoncé les boutiques, brisé les vitres, et n'ont même pas respecté leurs frères les policiers. Ils ont arraché tous les vêtements à une femme et l'ont laissée nue sur la place.

Le militarisme adoucit les mœurs.

R. Ch.

*
* *

Hamollinotades. — Voulez-vous, amis lecteurs, un

exemple des leçons que l'on donne à cette école du devoir(!) que l'on appelle régiment? Oui, n'est-ce pas? Eh bien! oyez :

Le commandant Marquet, appartenant au 95e d'infanterie, en détachement à Avor (Cher), questionnant les soldats, leur demanda quelle tenue ils prendraient *le jour où une guerre éclaterait!* Plusieurs lui répondirent qu'ils endosseraient la deuxième tenue!

Sur ce, notre commandant s'emporta et finalement s'écria que les soldats devraient faire comme quand ils vont au bal, c'est-à-dire se mettre sur leur 31 (textuel)! car pour les soldats, fit ce brave galonné, *la guerre doit être considérée comme un bal!*

Quelle fête, pas vrai, camarades, que de recevoir des balles dans la peau?

Et d'un.

Le général Gaillard, commandant le 8e corps d'armée, faisant le même truc que son copain, a déclaré aux soldats qu'il voudrait que la mobilisation se fit tous les trois mois, ce qui, au dire de ce soudard, rattacherait le peuple à l'armée, *de laquelle il s'éloigne de plus en plus!*

Voilà un aveu qui est excellent à enregistrer, pas vrai?

Il termina sa harangue aux petits pioupious ébahis en disant que, malgré un tas de vendus et de traîtres, l'armée saura toujours être à la hauteur de sa tâche!

C'est bien ça, général! Continuez, pendant que vous êtes le maître; car le jour est proche où le peuple révolté saura lui aussi être à la hauteur de sa tâche! ce jour-là, c'en sera fait de votre maîtrise et de votre cynique suprématie!

Avec une pareille instruction, étonnez-vous donc si les soldats en arrivent à tirer sur leurs frères qui réclament du pain!

Léo Sivasti.

* * *

Mœurs de sous-préfet. — Dimanche dernier, d'un des bateaux faisant le service du lac débarquait le sous-préfet de notre ville, accompagné de son cousin, M. Paul X..., juge d'instruction, et suivis tous deux de leurs moitiés.

A ce moment, une femme qui se promenait depuis quelque temps sur le quai sauta au cou du juge d'instruction en criant : Bonjour, mon Paul! combien je suis heureuse de te revoir! et faisant mille démonstrations d'amitié qui, si elles n'étaient pas du goût du susdit Paul, l'étaient encore moins de celui du sous-préfet.

On voulut faire passer l'amoureuse pour folle, mais, devant ses raisonnements, lorsqu'elle eut rappelé à Paul son enlèvement à quinze ans de la maison paternelle, les dix années de vie commune, le lâche abandon, les recherches par toute la France, les choses tournèrent au tragique, et le sous-préfet, en homme distingué et bien élevé, saisissant le bras de la « mégère », le serra si violemment qu'il lui arracha un cri. Requérant ensuite la force armée, il lui enjoignit de conduire cette femme au commissariat.

Chemin faisant, la malheureuse fut si brutalisée par le représentant du gouvernement que des personnes, prenant fait et cause pour elle, forcèrent ce sous-préfet infâme à lâcher sa proie. Néanmoins il ordonna qu'elle fût expédiée par le premier train.

La malheureuse femme, coupable d'aimer encore un misérable dont les fonctions consistent à juger les autres, est allée se faire donner des soins chez une personne de la ville.

Sous-préfet! juge d'instruction! salauds!

* * *

Nantes. — Il y a tous les jours de nouvelles grèves à Nantes. Les cars, qui avaient été remisés il y a six jours, sont sortis ce matin. Les employés ont obtenu 50 centimes d'augmentation par jour au lieu de 1 fr. Mais les conducteurs et les receveurs seuls profitent de la grève. En effet, ces cars à air comprimé sont de véritables petites locomotives qui demandent un apprentissage de cinq à huit jours. Aussi la Compagnie n'a-t-elle pas trouvé à remplacer les grévistes et a-t-elle dû céder.

De toutes ces grèves, celle des mouleurs demeure seule stationnaire. Impossible d'arriver à une entente avec les patrons. Voilà douze semaines qu'elle dure!

(Correspondance locale.)

Belgique.

Bruxelles. — Le camarade Guérineau, qui avait été appelé à Bruxelles pour un travail relevant de son métier, s'est vu expulser sitôt qu'il a eu fait sa déclaration de résidence; ce qui est un enseignement de se garer de la légalité.

Au sujet de cette expulsion, des cancanages ayant eu lieu, il nous envoie la lettre ci-dessous, pour remettre les choses au point :

« Aux camarades de Bruxelles.

» Des accusations maladroites et non fondées lancées par esprit de calomnie contre un bon et digne camarade de Bruxelles, au sujet de mon expulsion, me font un devoir de dire ici que si j'ai été expulsé, ce n'est sur la dénonciation de personne.

» Le directeur de la sûreté générale chez lequel je fus mandé m'a rappelé mes antécédents de propagande et de solidarité anarchiste, je n'en fus pas du tout contrarié.

» Mais enfin que cela, avec d'autres détails que je n'écris pas, soit un démenti aux calomniateurs qui essayent de disqualifier le meilleur ami que moi et beaucoup rencontrèrent en Belgique.

» L. Guérineau. »

Hollande.

Notre sympathique camarade Wendt, ayant été libéré après trois mois de prison pour refus de service militaire, a recommencé, de sorte qu'à présent il est de nouveau aux arrêts. Il est bien résolu à ne pas céder. Je vous tiendrai au courant de son sort.

Il y a quelques semaines, il s'est présenté à Amsterdam un nouveau cas de refus de service, et cela dans des circonstances si peu ordinaires qu'il vaut la peine d'être mentionné. Il est dans notre pays une institution quasi-militaire appelée « schuttery » (garde civique) qui dépend du ministère de l'Intérieur et qui est bien la plus parfaite parodie de ce qu'on appelle ailleurs garde nationale, landwehr, réserve territoriale, etc. En été, ce corps, dont l'aspect est du plus haut comique, fait l'exercice dans quelques grandes communes, une fois par quinzaine, si je ne me trompe.

Or un de nos camarades, M. Van Gelder, ne tint pas le moindre compte de ce que lui aussi faisait partie de ce vaillant corps. Il négligea les exercices, ne paya point les amendes, et il arriva qu'un beau jour il fut arrêté par ordre de l'auditeur et transporté à la prison spéciale de la garde.

Il est de règle qu'en pareil cas les détenus signent un imprimé par lequel ils demandent à être nourris par les soins de la ville. C'est ce que V. Gelder refusa, disant qu'il aimait mieux mourir de faim que de faire acte de soumission en signant la demande de nourriture. Il tint ferme, et, *après avoir été trois jours sans manger*, il fut libéré par ordre de l'auditeur qui n'osait pousser les choses plus loin. N'est-ce pas là une belle victoire due à l'énergie individuelle? D'ailleurs ce jeûne n'a pas eu la moindre suite fâcheuse pour le camarade (qui est végétarien). Lui aussi il est prêt à recommencer.

Ce nouveau cas prouve que l'idée du refus de service militaire se répand de plus en plus. Aussi je m'attends à beaucoup de nouveaux cas de refus lors du prochain tirage au sort. P. M. W.

P. S. — Une erreur s'est glissée dans ma dernière correspondance. On y lit : « un village que l'armée hollandaise venait de prendre et qui *partout* était en feu. » Afin de ne diminuer en rien la gloire de notre héroïque armée coloniale, le lecteur est prié de lire : et qui *par conséquent* était en feu.

Suisse.

Lausanne. — Dans la séance du conseil communal de Lausanne, le 25 mars, le député socialiste ingénieur Chappuis a prouvé son intelligence en interpellant la municipalité sur la trop grande proportion des ouvriers étrangers employés dans un chantier. Il paraît qu'ils ne doivent pas être de plus d'un tiers du nombre total des ouvriers; il y en avait un peu plus, ce qui avait profondément choqué le patriotisme de ce farceur collectiviste. Avec la promesse que la loi serait dorénavant observée et que les entrepreneurs présenteraient régulièrement l'état civil de leurs employés, M. Chappuis se déclare satisfait.

Allons, tant mieux!

Cela n'empêche pas M. Chappuis et sa bande de parler continuellement et à toute sauce de solidarité et d'union entre travailleurs de tous pays, de république socialiste universelle, etc.

J. W.

Italie.

Le mouvement anarchiste renaît, mais lentement. C'est un phénomène très compréhensible, si l'on songe que les quelques camarades qui s'efforcent, avec un dévouement admirable et une énergie rare, de réveiller les esprits et de canaliser les énergies dans la voie de la révolution, se heurtent à mille obstacles, presque infranchissables.

Avant tout, ils doivent braver l'insolence de beaucoup, la lâcheté des autres, et surtout les persécutions policières, vraiment inouïes. Pour vous donner une idée de la rage de la réaction, il suffit de vous dire que tout endroit soupçonné comme rendez-vous d'anarchistes ou de simples républicains est de suite fermé par la police. Dernièrement, à Venise, la police a fait fermer un restaurant où des socialistes légalitaires de la plus belle eau allaient dîner et boire. Le fait n'est pas nouveau; depuis quelques années, ce sont là des mœurs que la police italienne pratique tous les jours. A Milan, il y a à peu près un mois, la police a sommé le patron d'un phonographe d'ôter parmi les pièces jouées par cet instrument un discours prononcé par Cavallotti dans un meeting public. Les abus, les violences contre la liberté individuelle sont la règle, et tout le monde s'est tellement accoutumé à ces habitudes turques de la police italienne qu'on reste étonné lorsqu'elle ne viole pas la loi.

Cependant, si ce régime de fer a brisé quelque peu les énergies, il a aussi semé à pleines mains des haines terribles et le désir immuable d'en finir à la première occasion avec la monarchie.

Le calme qui semble régner n'est que de surface. C'est le calme qui précède la tempête.

Le feu couve sous la cendre, et il suffit d'une petite étincelle pour qu'il flambe.

C'est cette excitation extraordinaire des âmes d'un côté et la résistance aveugle et extrême de la monarchie de l'autre qui créent la possibilité d'une révolution immédiate.

Le devoir des révolutionnaires est donc désigné. Ils doivent abandonner, pour le moment, toute discussion académique, et se préparer, s'organiser pour l'action, s'ils ne veulent pas être surpris par les événements et être forcés d'assister, comme par le passé, impuissants à leur déroulement. L'alliance en vue de l'action entre toutes les factions des partis révolutionnaires, c'est une nécessité réclamée par la possibilité, mieux encore la certitude d'un prochain soulèvement général des masses.

Il faut se débarrasser de la monarchie qui nous étouffe, nous écrase, nous gêne dans tous nos mouvements et nos actions.

Les anarchistes ont tout à gagner d'une révolution. Une fois la révolution provoquée par les forces unies des révolutionnaires, les anarchistes pourront déployer toute leur initiative, leur influence sur les masses, et peser sur les événements de toute la supériorité de leur énergie, de leur tempérament révolutionnaire et de leur audace.

Cette alliance, en vue de l'action, n'exige de notre part aucun renoncement, aucun sacrifice de nos convictions, aucune limitation de notre action révolutionnaire. Nous restons maîtres absolus de notre liberté d'action, et nous ne nous engageons pas à une révolution bourgeoise. Nous gardons notre liberté de pousser les événements le plus loin possible, et d'engager le peuple dans la voie de la révolution sociale.

Et si le peuple, par défaut d'esprit et d'éducation libertaires, ne nous suit pas, sa révolte n'aura pas été inutile. S'il n'a pas conquis l'émancipation intégrale, au moins il aura arraché quelques libertés, et conquis surtout une plus grande conscience de ses droits.

C'est dans cette direction que les activités des anarchistes italiens se déploient.

Quelques camarades, égarés par le manque absolu de connaissance du milieu ou par une fausse appréciation de la situation, pourront juger cette évolution très dangereuse et même opportuniste.

A notre avis, ils se trompent, et le temps leur montrera que la raison était de notre côté (1).

Vivaldo.

(1) Nous insérons la lettre de notre correspondant; mais nous croyons, en effet, que c'est l'action qui doit rassembler ceux qui voudront agir dans le même sens, et que toutes les alliances préparées et discutées ne sont qu'une diminution de ceux qui y participent. (N. D. L. R.)

Roumanie.

Misères, révoltes, massacres. — La plus noire misère sévit dans notre pays. Toute la récolte des campagnes est détruite par la sécheresse, dans beaucoup de districts les pâturages manquent absolument, et les animaux meurent de faim. Ce que nous réserve l'avenir, c'est la famine de Russie et les révoltes d'Italie couronnées par les mêmes massacres. Car les propriétaires, les administrateurs des domaines du roi et les entrepreneurs des propriétaires et des banquiers, ces exploiteurs, loups du sol et du paysan roumain, ne veulent pas tenir compte de ce triste état de choses et ne font nulle concession. D'ailleurs, les révoltes à peine calmées, peuvent éclater de nouveau.

Des mouvements menaçants se sentent dans les districts Arges, Muscel, Wasca, Jalonitza, Buzeu, Braila, etc. Dans d'autres parties, les paysans ont mené de force leurs troupeaux sur les cultures et dans les bois des propriétaires, du roi et de l'Etat. C'est pour cela que le chien-garde du bien public » des boyards », le gouvernement, a concentré des troupes dans divers centres, prêtes à marcher pour « rétablir l'ordre troublé ».

D'ailleurs, l'horrible massacre commis par les autorités civiles et militaires, la semaine dernière, dans le district du Olt, a donné encore une preuve que l'autorité et l'armée ne peuvent exister l'une sans l'autre.

Le 20 juin, une masse de 4,000 paysans était venue à Slatina, la ville de résidence dudit district, pour se plaindre à la commission d'enquête électorale venue de Bucharest, disant qu'ils ne pouvaient plus patienter, n'ayant pas de quoi manger, et que leurs troupeaux meurent sur les champs, n'ayant pas à pâturer, et réclamant à la fois que l'on reconnaisse comme leur député, non pas l'élu de l'administration, mais leur candidat qui, par les ingérences de l'administration, avait échoué.

Mais deux régiments de cavalerie, deux d'infanterie et un bataillon de chasseurs étaient concentrés à la gare pour les empêcher d'entrer dans la ville. Sur la place où étaient groupées les autorités civiles et militaires et où était arrivée la masse des paysans, eurent lieu quelques pourparlers entre les paysans et les divers personnages de l'administration. Enfin, un procureur général qui était là somma les paysans de se retirer, mais eux ne voulurent pas l'écouter.

Alors fut prononcé l'ordre de faire feu, et le massacre commença. Le bataillon de chasseurs et un autre d'infanterie firent plusieurs salves. Après une résistance avec des pierres et des revolvers, les paysans prirent la fuite, emportant avec eux beaucoup de leurs blessés. Mais les massacreurs ne se contentèrent pas de cette *victoire*, et la cavalerie eut l'ordre de charger les paysans, jusque dans les villages, sur une distance de plus de sept kilomètres.

Les officiers étaient plus cruels que les soldats dans la charge de cavalerie, dit un journal.

On ramassa, sur le champ de bataille, 15 cadavres et 58 blessés grièvement, et sur la route de la charge 4 cadavres. Le nombre des blessés par les sabres est grand et restera inconnu.

C'est-à-dire que les bandits qui nous gouvernent et leur chef rusé, Charles Ier, qui vivent de la sueur du paysan, se lèchent maintenant l'un l'autre leurs mains rouges du sang de leur vache à lait. Mais toujours se paie le sang versé!

⁂

Encore un exemple. — La phase par laquelle a passé récemment la social-démocratie roumaine vient donner encore un exemple de la sincérité de ceux qui sont à sa tête : Nadejdè, Martzun, Diamandy, Radovitz, Stevea et autres de moindre importance viennent de passer dans les rangs du parti *national-libéral*, aujourd'hui allégé de la coterie du palais et remplacé par le parti conservateur. Mais si les conservateurs, ayant en tête le « nababe » Cantacuzino, sont les massacreurs des paysans du Olt, les nationaux-libéraux, ayant en tête un Stourdza, sont aussi les massacreurs des paysans du Dolj et d'autres districts qui s'étaient révoltés, pour les mêmes causes de misère, dernièrement.

Et quand nous pensons que ce sont ces messieurs qui toujours aboient que c'est nous, les anarchistes, qui sommes des policiers!

J. Neagu.

Bulgarie.

Wladimir Iocoff, un de nos camarades, ancien étudiant à Paris, employé au bureau de la statistique à Sophia, qui, depuis quelques années, se trouvait, avec sa femme, dans la plus grande misère, dégoûté de la vie, a tué il y a quelques jours le secrétaire général du même bureau.

Les mouchards bulgares ont emprisonné beaucoup de nos camarades, autant à Sophia que dans la province. Les gouvernements, avec leurs lois et leurs institutions, peuvent traquer les anarchistes : cela n'aura pour effet que de pousser les anarchistes contre la loi et l'autorité jusqu'à l'heure où éclatera la grande révolution qui sera : l'abolition de toute autorité — source de tous les maux.

Jastreb.

Etats-Unis.

Surtout, ici, s'envenime la lutte entre le capital et le travail. Les grèves de mineurs sont menaçantes, et il y en a déjà dans l'Indian Territory (Kansas), parce que les compagnies minières refusent de reconnaître les unions de mineurs. Les idées de révolte contre l'exploitation capitaliste vont toujours en croissant, et nous ne nous croyons pas éloigné du jour où la grève générale des mines sera possible.

En attendant, le chômage apparait. A Pittsburg (Pensylvanie), les grandes verreries sont fermées et il y a déjà 17,000 ouvriers sans travail. Resteront-ils les bras croisés?

A Idaho, également, les mineurs sont en grève, et le gouvernement, craignant des désordres, a envoyé des soldats. Le brigand qui les commande, après avoir massacré des grévistes et rougi du sang des prolétaires les routes du pays, a publié un arrêt par lequel il fera poursuivre par les tribunaux, comme association de criminels, toutes les unions dont les membres essayent de quitter le travail. Et cela se passe dans un pays dit de liberté!

⁂

La tournée de conférences de notre camarade Emma Goldman va se poursuivre. Après avoir visité Cincinnati, Cleveland, Saint-Louis, Chicago, elle s'est rendue à Settly et à Tacoma près de l'Alaska. Pendant le mois de juillet, elle a séjourné à San-Francisco.

⁂

Le budget des Etats-Unis, cette année, présente un déficit de cent millions de dollars, malgré tous les impôts de guerre dont on accable le commerce. On parle d'établir un nouvel impôt de 3 0/0 sur les transactions commerciales. Tels sont les fruits de la politique impérialiste.

Evening.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'éducation libertaire (26, rue Titon), à 8 heures 1/2 :

Samedi 22 juillet : Papillon. Analyse commentée du livre de Charles-Albert *L'Amour libre*.

Lundi 24 juillet : A. Bloch. *Le théâtre de Calderon* (deuxième causerie).

Mercredi 26 juillet : Lecture sur place.

Adresser livres, revues, journaux au siège, 26, rue Titon.

⁂

Charleroi (Jodelinsart). — Dimanche 23 juillet, à 5 heures, au local de l'Union verrière, grande conférence sur les *Idées anarchistes*.

Orateur : Flaustier.

Entrée : 10 centimes.

A NOS DÉPOSITAIRES DE L'EXTÉRIEUR

Quelques-uns d'entre eux, Brésil, Argentine et Etats-Unis, principalement, se plaignent de ne pas recevoir régulièrement leurs envois. Nous les prions de réclamer à la poste, car nos paquets, soigneusement empaquetés et ficelés, doivent *leur parvenir sans encombre.*

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les séries 30-31 du *Dictionnaire* Maurice La Châtre, 0 fr. 60 la série, 11, rue Bertin-Poirée.

I Rivoluzionari e la situazione in Italia, par D. Zavattero, 1 broch., Londres.

A los jovenes, Pedro Kropotkine ; *Biblioteca del Circulo internacional*, 1 broch., Montevideo.

Pour les mioches. — ***La leçon***, 1 feuille, à Agen, *kiosque du Marché*.

A lire :

Le Militarisme professionnel, par M. Bakounine ; *Revue Blanche*, 1er juillet.

Pantins et Mariannettes, J. Jullien, *Aurore*, 15 juillet.

⁂

Il nous reste encore quelques collections des deux numéros du *Glaneur anarchiste*. Prix : 0 fr. 50.

Aussi quelques collections complètes des années 4, 6 et 7 de la *Révolte* et neuvième année du *Révolté*, que nous laisserons pour 3 francs.

L'année séparée (sauf la quatrième dont nous avons très peu), 1 fr. 75.

Il reste très peu de ces collections; nous engageons les camarades à se hâter s'ils désirent se les procurer avant qu'elles soient épuisées. Il y aurait ensuite deux avantages pour nous : nous faire rentrer un peu d'argent, dont nous avons besoin plus que jamais, et faire de la place dans nos casiers pour y placer les publications nouvelles.

Les années 1, 2, 3 et 4 des *Temps Nouveaux*, 7 fr. l'année. Pour quelque temps, 20 fr. les quatre.

⁂

Vient de paraître notre quinzième lithographie : *Ah! les sales corbeaux!* par Jules Hénault; franco, en tube, 1 fr. 40; tirage d'amateur, 3 fr. 25.

PETITE CORRESPONDANCE

D'Axa. — Bon. Merci.

C. C. M. — Excellent le passage d'Alphonse Karr, mais nous avons déjà publié dans un numéro du *Révolté* en 85 ou 86. — Je vais lire le Maupassant.

Un abonné de Bavière. — J'ai bien lu les élucubrations de Rossignol, mais nous avons bien d'autres chiens à fouetter que de nous occuper des insanités d'un policier.

F. S., à Marseille. — C'était bien fin juin que finissait votre abonnement.

G., à Castelnau en Gupi. — Où faut-il vous envoyer le journal? le n° 9 nous était revenu avec la mention « non réclamé ».

P. M. Wink, à Gorinchem, demande au camarade Tcherkesoff de vouloir bien lui donner son adresse, par rapport à la traduction hollandaise des *Pages d'histoire socialiste*.

Peintres en décor. — Le frère du camarade que vous avez vu cherche du travail à son tour. Pouvez-vous lui donner un rendez-vous?

Think. — Reçu. Vous rendrai réponse la semaine prochaine.

J. B., La J. — Rendrai réponse lorsque j'aurai lu. — Que les camarades insistent pour que les libraires réclament directement lorsqu'ils ne reçoivent pas leur compte.

L., à Amiens. — *Esprit de révolte, Evolution et Révolution* épuisés.

Merci au camarade qui nous a envoyé des numéros 5e année *Révolte*.

Reçu pour le journal : L., 0 fr. 40 — M. G., à Lausen, 1 fr. 30 — Chinon, 2 fr. — Un peintre en bâtiment, 2 fr. — Doupère, 1 fr. — C. C. M., 20 fr. — F. S., à Marseille, 2 fr. 15. — D'Amiens : Une purée, 0 fr. 25; Un vengeur, 0 fr. 25; Un curé, 0 fr. 10; Un cordonnier, 0 fr. 25; Encore un cordonnier, 0 fr. 25; Anonyme, 0 fr. 10; Anonyme, 0 fr. 20; Groupe du samedi, 0 fr. 70; D., 0 fr. 25; M., 0 fr. 15; Maurice Robbe, 0 fr. 20; Pour la vraie révolte, 0 fr. 50; Les habitués du Musée des Horreurs, 1 fr. 50; Le compte rond, 0 fr. 30. En tout, 5 fr. — Merci à tous.

G., à Arles. — M., à Avignon. — O., à Beauvais. — G., à Boston. — B., au Mans. — B., à Mirepoix. — B., à Voulon. — D., à Buzeu. — R., à Gand. — F., à Liège. — T., à Vars. — C. J., à Fourchambault. — M., à Antibes. — C., au Chambon. — Vve D., à Montluçon. — Vve B., à Genève. — R., à Lausanne. — Thonon. — G. B., à Jemmeppes. — G., à Port-Elisabeth. — B., à Monthey. — D., à Fresnes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 15 DIX CENTIMES DU 5 AU 11 AOUT 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir. Prière également de nous faire connaître les libraires qui apporteraient de la mauvaise volonté dans la mise en vente.

Même chose pour les gares, où certains commissaires ont fait pression sur les libraires pour les intimider.

Le journal est envoyé pendant quelques semaines aux adresses que l'on veut bien nous faire parvenir.

LA CRISE SOCIALISTE

OU

A QUI LE CALEÇON?

Il paraît que la Révolution sociale court de grands dangers. Peut-être ne le savez-vous pas, — ni moi non plus, — mais il en est ainsi.

Marx triomphera-t-il par Jaurès ou par Guesde? Roubaix sera-t-elle la « ville sainte », comme autrefois La Mecque, ou bien Albi sera-t-elle la « Rome » des sociétés collectivistes?

Telle est la grosse question du jour, qui menace de rejeter dans l'ombre la fameuse « affaire » dont Rennes s'apprête à nous donner enfin le dénouement.

Les uns tremblent de voir le socialisme succomber dans la lutte qui vient d'éclater pour savoir à qui l'on adjugera le caleçon, jusqu'alors détenu par l'ex-élu des Roubaisiens, qui l'avait précédemment arraché au Dr Brousse.

Tandis que les amis de Rochefort et Cie — ces bons réactionnaires, — se gaudissent dans l'espérance d'y voir enfin sombrer la Révolution sociale.

Pauvres niais, qui en sont encore à croire que cette Révolution inéluctable puisse être dérangée dans sa marche par la lutte aussi naturelle que grotesque à laquelle se livrent ses prétendus chefs et futurs directeurs!

A travers le fatras d'adhésions que se font adresser les combattants, rien de vraiment saillant n'a été publié jusqu'alors, à l'exception de la lettre du citoyen Raymond Lavigne — de Bordeaux — un dissident du clan de Jaurès, le tombeur d'Albi, rival du tombeur de Roubaix.

Le citoyen Lavigne, en effet, tout en protestant de son amitié pour Jaurès, lui déclare tout net que son grand projet d'une seule Eglise socialiste dont il aspire à être le chef — naturellement — ne lui paraît à lui, Lavigne, qu'un retour au jacobinisme, dont la fameuse formule « une et indivisible » a enfanté la jolie République dont Galliffet et Waldeck-Rousseau sont à cette heure les terre-neuve obligatoires, ce qui jetterait fatalement dans les mêmes errements et aussi dans les mêmes crimes le socialisme devenu gouvernement à son tour.

Pour un partisan du fameux *Quatrième Etat*, ce n'est déjà pas si mal raisonné, bien que ça manque tout de même un brin de logique.

Les deux partis aux prises, et qui déjà se jettent un tas d'injures à la face, semblent cependant être tombés d'accord pour faire trancher leurs différends par un Congrès... j'allais dire un Concile — on peut s'y tromper.

Il va sans dire que ce fameux Concile ou Congrès, dont les deux éléments principaux seront savamment préparés par les fortes têtes, ne tranchera rien du tout, si même il ne nous redonne le spectacle du fameux *Concile des brigands*, dont Amédée Thierry nous a décrit les hauts faits et où le symbole de Nicée fut enfin imposé à coups de trique aux Ariens.

Du moins peut-on présumer que les deux partis qui composeront cette auguste assemblée de socialistes *officiels* n'en continueront pas moins de s'anathématiser au nom des « grands principes », dont en somme ils se soucient comme de leur première culotte.

Pour moi, je ne doute pas que la *Doctrine* de Jaurès — ce nouveau « Paul de Cilicie » comme l'appelle son ami Clémenceau (1) — obtiendra au futur Congrès une forte majorité.

Cette doctrine est en effet trop conforme à l'ardent désir des suivants de Jaurès (et aussi de ses contradicteurs moins sincères) pour qu'on n'approuve pas le système des candidatures ministérielles, conséquence logique de la course aux sièges de députés — et ses adversaires ne lui font la guerre en réalité que parce qu'ils voient s'éloigner d'eux les chances d'en bénéficier.

Or, bon nombre de délégués feront cette réflexion très pratique, et surtout profitante, que faire partie d'un groupe dont les chefs seront ministres cela donne aux plus modestes pas mal de chances de devenir quelque chose — ne fût-ce que concierge d'un ministre, ce qui n'est point tant à dédaigner. Ce raisonnement terre-à-terre et à la portée de toutes les intelligences pourra fort bien donner le caleçon à Jaurès et le faire perdre à Guesde.

C'est alors que le docteur Paul Brousse, l'ex-anarcho de l'*Avant-Garde* suisse, rira bien dans sa barbe.

Mais la Révolution vraiment sociale, qui nous débarrassera de tous ces néo-jacobins en pâtendre, ne s'en portera que mieux, grâce à la fameuse « Crise », et, plus encore que le docteur Brousse, elle aura lieu d'être en liesse.

G. LEFRANÇAIS.

(1) Voir l'*Aurore* du 27 juillet.

L'ÉCOLE LIBRE

Dimanche dernier, Mlle Dupont avait convoqué ses élèves, leurs parents et amis, à une petite réunion familiale où elle a rendu compte des travaux de l'année.

Dans une petite allocution, elle a expliqué pourquoi elle ne donnait pas de prix et a démontré l'absurdité des châtiments et des récompenses, qui ne font que développer l'hypocrisie et la vanité.

Par une leçon de faits, dès leur entrée à l'école, elle leur démontra que désordre et égoïsme ne sont pas la vraie liberté et sut ainsi, sans coercition, sans réprimande, les amener à savoir user de leur liberté sans s'incommoder les unes les autres.

Une autre méthode de Mlle Dupont, c'est d'étudier le caractère de ses élèves et, par l'exposition de leurs qualités et de leurs défauts, de savoir ainsi les amener à se contrôler, à apprendre à connaître la répercussion de leurs actes sur autrui et sur elles-mêmes, les amenant peu à peu à amender et corriger ce que défauts ou qualités peuvent avoir d'excessif.

Quoique la plupart des parents, sinon tous, soient loin même de connaître les idées anarchistes, ils ont applaudi au système, car, par leurs enfants, ils avaient été à même d'en juger les résultats. Et Mlle Dupont, en travaillant à former les caractères de ses élèves, travaille ainsi non seulement à l'émancipation de la femme, mais à l'émancipation de l'être humain, car, du jour où les individus auront appris à faire respecter leur personnalité en respectant celle des autres, la révolution sera proche.

J. GRAVE.

MOUVEMENT OUVRIER

Il y a à peine trois semaines que la loi sur les accidents du travail est promulguée, et déjà le mécontentement est tel parmi les ouvriers que, de toutes parts, ceux-ci se mettent en grève. Et cela ne fait que commencer. Il est probable que, au lieu de grèves partielles, des corporations entières quitteront le travail d'ici peu : tels les ouvriers menuisiers et les ouvriers du bâtiment.

Déjà, du fait seul de l'application de la loi sur les accidents, il y a actuellement plus de vingt grèves réparties aux quatre coins de la France. Et encore toutes ces grèves ne nous donnent-elles qu'une idée peu exacte de la situation, beaucoup acceptant les diminutions de salaire sans mot

dire. A Paris, dans la maison Berthier et Lezy, fabrique de chaussures, les patrons ont résolu de retenir sur le salaire des ouvriers la prime d'assurance qui leur est imposée. Dans la maison Mennesier le patron a fait afficher qu'en raison de la loi sur les accidents, et durant tout le temps qu'elle serait en vigueur, il retiendrait 1 fr. 50 par 100 francs de salaires.

Dans la maison Senteur, fabrique d'appareils électriques, non seulement le patron entend faire payer la prime par ses ouvriers, mais, à une démarche de ceux-ci, ce monsieur a répondu : « Je suis le maître chez moi et je doublerai, s'il me plaît, les frais que comporte la prime. »

Il serait à souhaiter que les ouvriers prennent l'habitude de s'insurger contre les lois comme MM. leurs patrons. Il est vrai que l'on ne manquerait pas de les poursuivre. Il est permis à des capitalistes de ne pas vouloir appliquer les lois; mais, si les ouvriers s'avisaient de vouloir en faire autant, nous verrions ces bons capitalistes crier à l'insurrection, à l'entrave de la liberté du travail, etc., etc., et les poursuites ne manqueraient pas de pleuvoir. Ce qui prouve une fois de plus que l'égalité devant la loi est une vieille balançoire.

En province, les grèves du fait de la loi sur les accidents sont nombreuses aussi ; nous en citerons quelques-unes : les couvreurs du Mans, les ouvriers du bâtiment de Tours et de Sens, les carriers de Nancy, les métallurgistes de Dijon, les scieurs de Montauban. A Sens, les patrons du bâtiment ont réduit les salaires de 0,01 centime de l'heure.

Comme on le voit, ce que nous avons prévu arrive; la loi sur les accidents obligeant les patrons à assurer leurs ouvriers, le salaire de ceux-ci doit inévitablement s'abaisser dans les mêmes proportions que le montant de la prime imposée aux industriels.

Les ouvriers supporteront, qu'ils le veuillent ou non, les frais de l'assurance contre les accidents.

Messieurs les politiciens socialistes ont beau faire, leurs lois dites ouvrières seront impuissantes contre les lois économiques (loi de l'offre et de la demande, loi des salaires, etc.); la société capitaliste forme un tout compact qui doit être détruit. Les lois comme celle sur les accidents ne feront que hâter la chute.

Quelques journaux ont publié la semaine dernière une lettre de félicitations au sieur Millerand, qui pourrait laisser supposer que les ouvriers parisiens ont abdiqué toute dignité. Il n'en est rien. Quelques-uns des signataires ont fait suivre leur nom de titres ronflants, ce qui a prêté à confusion. En réalité, les quelques budgétivores de la Bourse du travail ont agi en leur nom personnel, et ce pour satisfaire les instincts de certains politiciens jaloux de l'indépendance des syndicats ouvriers parisiens.

Souhaitons vivement que ces quelques personnalités, qui se servent avec une pareille désinvolture du poste que leur ont confié leurs camarades, reçoivent le salaire qui leur est dû, Millerand ne manquant pas de sinécures à leur offrir, et que les syndicats parisiens ainsi que la Bourse du travail reconquièrent l'indépendance si utile au bon fonctionnement de ces groupements.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — On s'aime dans l'armée, mais on s'aime! Ce n'est rien de le dire, il faut le voir pour le croire. On s'adore positivement. Ce sont surtout les gradés qui débordent d'amour pour leurs inférieurs, et les témoignages d'affection, de sollicitude vraiment paternelle, les procédés les plus prévenants y surabondent.

Citons quelques exemples :

Le général Hervé inspectait dernièrement les troupes en garnison à Nancy. L'inspection se termina par une revue, sur le plateau de Malzéville, des troupes de Nancy. On y avait joint le 12e dragons, de Pont-à-Mousson, et le bataillon de chasseurs à pied de Saint-Nicolas-du-Port, qui avait dû faire dès trois heures du matin le chemin de quinze kilomètres de Saint-Nicolas au lieu de la revue. La veille, les hommes de ce bataillon avaient fait une marche de trente kilomètres. La chaleur était torride; des hommes tombèrent en route; un chasseur nommé Raynal tombe sans connaissance; transporté à l'hôpital, il y meurt quelques heures après. Un autre est mort lundi.

Le soir, il y avait grande réception au palais du gouvernement. Une foule imbécile acclama les assassins galonnés qui, parés de leurs plumes d'autruche, vinrent se faire admirer au balcon, se souciant fort peu des meurtres qu'ils commettent chaque jour pour satisfaire leur stupide vanité et leur manie de parade.

∴

A Saint-Mihiel, malgré la température excessive, on continue de faire des manœuvres. Vendredi, 21 juillet, le général voulut se surpasser. C'était jour de manœuvres de brigade. Le 150e d'infanterie fournit à lui seul, ce jour-là, 171 hommes frappés d'insolation ou succombant à la fatigue. On dut les ramener en chemin de fer. Trois de ces hommes sont morts... jusqu'ici.

Et il est des crétins, des misérables assez dépourvus de conscience pour prétendre que ces abominations sont nécessaires pour maintenir la « gloire de la patrie »! Pour une guerre qui peut-être n'arrivera jamais, on ruine des pays, on assassine des hommes, et le troupeau que l'on martyrise ainsi pousse l'aberration jusqu'à acclamer ses bourreaux!

∴

Le colonel du 122e de ligne, en garnison à Montpellier, a déclaré, dans un de ses derniers rapports, que les soldats de son régiment connus pour leurs idées anarchistes seraient surveillés de fort près et qu'au moindre écart ils seraient envoyés aux compagnies de discipline.

Bien que le code militaire n'ait pas prévu les délits d'opinion, je serais curieux de connaître la définition que ce Ramollot peut bien donner des idées anarchistes. Elle doit être désopilante.

∴

Un chasseur du 18e bataillon, caserné à Stenay (Meuse), devait partir en permission. Arrivé à la gare, il manifestait trop bruyamment sa joie, au gré du planton apposté là par l'autorité militaire. Il était même ivre, prétend-on. Toujours est-il qu'il fut reconduit à la caserne et enfermé à la salle de police, où il coucha sur la planche, au lieu d'aller coucher chez lui. Désespéré, il s'étrangla.

Notre patriotisme ne doit pas être altéré pour si peu.

André Girard.

∴

Procédés de gouvernement. — Chaque semaine, depuis deux ans, l'affaire Dreyfus jette de singulières lueurs sur ce qu'on appelait autrefois la conscience des hommes de gouvernement. Des coins d'ombre, où presque personne n'avait encore pénétré, s'éclairent soudain, et l'on recule épouvanté.

Une nuit que Dreyfus dormait dans sa case, nous apprend-on, des agents du service pénitentiaire abordèrent à l'île du Diable et simulèrent une tentative d'enlèvement du prisonnier. Tumulte, coups de canon, etc. Dreyfus se réveille en sursaut et demande ce qu'il y a. Son gardien, intelligence obtuse, se contente d'appliquer son revolver sur la tempe du condamné, et, comme celui-ci ne fait aucun geste de rébellion, il ne le tue pas. Si Dreyfus eût été moins calme, ou ce gardien plus zélé, Dreyfus était mort, ce qui eût fait l'affaire de bien des gens.

Les gouvernants expliquent qu'on a bien tort de s'échauffer pour si peu et que cette affaire, qui avait quatre-vingt-dix-neuf chances pour se terminer par un assassinat, était tout bonnement une petite expérience destinée à mettre à l'épreuve la vigilance des gardiens. Mille excuses, bons gouvernants!

Quelques mois plus tard, Dreyfus recevait une dépêche de l'administration pénitentiaire lui annonçant que sa femme — veuve de lui depuis deux ans — venait d'accoucher... Mais, cette histoire-là, personne ne veut l'endosser, et chacun jure qu'il n'y est pour rien.

C'est ainsi qu'on gouverne, ô gouvernés!

∴

Défense républicaine. — On sait que le ministère actuel — ministère de défense républicaine — a été constitué en vue de réfréner les audaces des traîneurs de sabre et de subordonner, comme on dit, le militarisme au civilisme. Pour cela, on a associé le marquis de Galliffet et le citoyen Millerand. Or ce ministère, sur la demande du marquis, vient de réclamer des poursuites contre le *Peuple*, journal socialiste de Lyon, pour avoir appris au public ce qui se passe dans les casernes. Et cela *avec l'assentiment du citoyen Millerand, ancien rédacteur à ce même journal*.

Le comique de l'affaire, c'est que les articles visés sont des reproductions du *Journal du Peuple*, où ils étaient passés sans attirer l'attention. O clairvoyance gouvernementale!

Remercions le citoyen Millerand. Grâce à lui, nous pouvons nous faire une idée assez nette de ce que serait un ministère socialiste. Et cela ne nous tente pas beaucoup.

∴

Accusateurs galonnés. — Vous rappelez-vous l'incident de la fausse lettre Cordier? Puisqu'il s'agit de faux, vous pensez que cela regarde l'état-major. En effet. Le colonel Cordier témoignait en faveur de Dreyfus. Vite, la *Libre Parole* publia (voulant honorer l'armée) que ce colonel était un vendu et qu'une lettre de lui, où il faisait ses offres de service à Mathieu Dreyfus, existait au ministère de la guerre. Et le général Roget ayant *renouvelé* cette accusation, sous serment, devant la Cour de cassation, Cordier déposa une plainte. Un juge d'instruction fut commis, qui ouvrit une enquête et fit comparaître le général Roget. Sommé de préciser et de fournir ses preuves, ce brave général se troubla, balbutia, finit par avouer qu'il ne savait rien par lui-même, mais avait entendu dire par un tel et un tel que... Les officiers mis en cause par lui comparurent à leur tour devant le juge, et ce fut piteux : ces hommes à dorures et à panaches se dérobaient, ne voulaient plus rien affirmer, baissaient le ton et se rejetaient les uns aux autres la responsabilité. Bref, la lettre Cordier était un faux des plus grossiers, et ces militaires chamarrés, si prompts à se faire accusateurs, mentaient une fois de plus.

Hé! tas de sans-patrie, mes frères, l'armée est-elle l'école de la loyauté, oui ou non?

∴

Morale et religion. — L'abbé Delamarre, supérieur du collège de Sainte-Marie, à Aire, vient d'être condamné à deux ans de prison pour excitation de mineurs à la débauche. Un de ses professeurs, pénétrant un jour à l'improviste dans sa chambre, l'avait trouvé en étrange conversation avec des élèves.

Sans doute, ceci ne prouve rien contre l'existence de Dieu; cela ne prouve pas non plus que tous les prêtres catholiques soient tels : à côté de l'abbé Delamarre, il y a saint Vincent de Paul. Mais cela démontre tout de même que la religion est impuissante à moraliser l'homme (surtout une religion qui professe le mépris de la femme et contraint ses adeptes à une existence anormale). L'homme ne vaut jamais que par lui-même.

R. Ch.

∴

Bourges. — Les socialistes de Bourges avaient organisé pour dimanche dernier, 30 juillet, une grrrande conférence, avec le concours des députés J.-L. Breton et J. Dufour, puis Maxence Roldes, Jean Jaurès, Cougny et Mauger.

Disons tout de suite que Dufour et Roldes ont fait faux bond. Il est vrai que les auditeurs n'en furent pas trop fâchés. Environ quinze cents personnes se pressaient pour entendre la grande parole socialiste!!!

Tour à tour, Cougny, Breton et Mauger viennent prononcer quelques paroles et s'empressent vivement de céder la parole à Jean Jaurès. A son arrivée à la tribune, divers cris l'accueillent : Vive la Sociale! vive l'Anarchie! vive la Liberté! et quelques vive Jaurès! se font entendre.

Il envisage la situation actuelle de l' « Affaire » et dénonce toutes les turpitudes des état-majoristes et de toute la bande nationaliste-antisémite. Il serait trop long d'énumérer succinctement son discours, mais nous pouvons affirmer que, malgré le caractère politique qu'il contenait, il y avait de bonnes choses.

Lorsqu'il se rassied, Gaston Cougny demande si quelqu'un demande la parole; aussitôt notre cama-

rade Léo Sivasti la demande, et c'est au milieu de l'attention générale qu'il vient demander d'élargir le débat et de ne pas le limiter au capitaine Dreyfus.

Nous avons, dit-il, d'autres camarades qui souffrent, qui agonisent dans les ignobles cases du bagne. Il cite avec leurs noms les condamnations des camarades victimes de leurs principes : Monod, Vauthier, Lardaux, Meunier, Liard-Courtois, Paul Bury, Etiévant, etc., etc. Il parle également du vaillant Girier-Lorion, qui, lui, mourut au bagne, après d'atroces tortures tant physiques que morales.

Puis, s'adressant à Jaurès : « Vous, citoyen Jaurès, qui avez tant lutté dans l'affaire Dreyfus, vous jetterez-vous dans la mêlée pour la délivrance de ces opprimés ? Combattrez-vous pour rendre à ces victimes de leur devoir la Justice et la Liberté auxquelles ils ont droit? »

A cette attaque directe, Jaurès se lève et répond qu'il luttera aussi vaillamment pour les « nôtres » qu'il a lutté dans l'affaire Dreyfus. Ce sont des victimes des lois scélérates, dit-il; nous voulons donc leur liberté, quelles que soient leurs opinions!

Notre ami Sivasti dit que personnellement il prend acte de cette déclaration et que, au cas où Jaurès l'oublierait, lui et ses amis libertaires sauraient la lui rappeler.

La place nous manque pour faire un compte rendu plus détaillé; mais notons pour terminer un petit incident qui s'est passé dans la salle : un pauvre déséquilibré, abruti par les patenôtres de la prêtraille et des antisémites, s'étant permis de faire un peu de « boucan », quelques citoyens « énergiques » (!) le jetèrent dehors avec force horions! Ils auraient mieux fait de l'asseoir à la tribune, où il eût pu applaudir à son aise — car il applaudissait Jaurès à outrance — quoique farouche antisémite!

Angleterre.

Notre ami Bourtreff vient d'être mis en liberté, après avoir passé dix-neuf mois en prison. Arrêté le 16 décembre 1897, il fut poursuivi pour son journal le *Narodovolets* et condamné à faire dix-huit mois de travaux forcés pour avoir osé dire — ce que beaucoup pensent — qu'il serait bon de reconstituer en Russie l'organisation terroriste « La Volonté du Peuple », et en général qu'il est bien temps de retourner à la politique révolutionnaire.

Nous sommes heureux de dire que, malgré le régime atroce des prisons anglaises, la santé de Bourtreff n'a pas souffert et qu'il sort plein d'énergie.

Danemark.

A NOS FRÈRES LES OUVRIERS DE TOUS LES PAYS. — Le 19 mai, le Conseil d'administration des associations centralisées des entrepreneurs et patrons en Danemark déclara un lock-out général dans toute l'industrie du bâtiment et dans celle du fer et d'ouvrages en bois dans tout le pays. Trois semaines auparavant, ils avaient déjà jeté à la rue environ 3.500 menuisiers et ébénistes. Ce lock-out, gigantesque relativement à notre petit pays, commença le 24 mai, comprit tout d'abord environ 28.000 ouvriers, et fut plus tard étendu à environ 40.000. Il comprend à présent la moitié des ouvriers industriels de notre pays.

Le but est d'anéantir les organisations ouvrières, ces organisations créées par nous avec des efforts inouis pendant des années d'un travail énergique et persévérant. On veut nous enlever les avantages obtenus peu à peu à l'aide de ces organisations, après bien des combats. On veut encore une fois faire de nous des esclaves sans volonté, commandés par les capitalistes.

Nous combattons depuis sept à dix semaines pour nos droits; cependant, on ne peut espérer que le lock-out cesse bientôt; au contraire, on constate que les patrons l'ont préparé de longue main et qu'ils ne veulent pas s'arrêter avant que la faim et la misère forcent les ouvriers à passer sous le joug. En Allemagne, en Norvège et Suède, et aussi loin que s'étend l'influence des patrons, on refuse le travail aux exclus; s'ils en ont déjà obtenu, on les chasse de nouveau comme des chiens. Le lock-out est donc devenu international. Quand il s'agit de poursuivre les ouvriers, le patriotisme des capitalistes disparaît tout à coup; pour quelque temps, les phrases nationales sont mises de côté.

Malgré la longue durée et la cruauté du combat, les exclus sont déterminés à tenir bon jusqu'au bout. Nos rangs sont aussi serrés qu'au premier jour; notre courage et notre envie de combattre n'ont diminué en rien. Nous n'avons pas de déserteurs, et nous espérons tous la victoire; et notre persévérance nous l'apportera.

Un lock-out d'une telle étendue est en soi une action brutale au dernier point. Mais il y a plus : le Comité combiné des patrons et ouvriers a prononcé un verdict suivant lequel *le lock-out constitue une violation éclatante et frauduleuse des conventions passées entre les parties contractantes concernant les conditions du travail et des salaires.* Malgré cela, on continue cette attaque brutale avec une vraie arrogance de capitalistes.

Autant que possible, nous avons cherché à faire cesser le lock-out d'une manière honorable pour les ouvriers. Nous avons offert de recommencer le travail aux anciennes conditions, mais on a refusé. Alors nous offrîmes de négocier avec les patrons dans un conseil d'arbitrage pour fixer ainsi les nouvelles conditions.

On a commencé de telles délibérations, mais elles ont échoué à cause des conditions humiliantes et dignes d'esclaves des patrons.

Voici les exigences de ces derniers :

Certaines dispositions des lois des syndicats ouvriers doivent être rédigées à nouveau suivant les demandes des patrons.

Les syndicats ouvriers doivent garantir la mise en œuvre des modifications demandées par les patrons, non seulement en ce qui concerne leurs membres, mais aussi pour ceux qui ne le sont pas.

Certains points des lois doivent être changés dans l'intérêt des patrons; on veut ainsi obtenir que les syndicats fonctionnent comme une police surveillant les ouvriers.

A peu près la moitié de nos membres seront exclus de voter. On demande à cette fin que le droit de vote ne soit donné aux membres qu'à partir de trente ans.

Tous les prix courants, toutes les conventions sur les salaires et le temps du travail doivent expirer au milieu de l'hiver, donc dans la saison où les patrons ont la meilleure chance de subjuguer les ouvriers despotiquement par la misère.

Une somme de 1/4 de million de kroner sera versée comme garantie de l'observation de ces conditions de la part des syndicats ouvriers.

Les syndicats ouvriers reconnaîtront le droit des patrons de déclarer à tout moment un lock-out général pour asservir ainsi l'ouvrier au besoin.

Voilà les demandes principales des patrons. Du reste, ils les ont rédigées en rien moins de 19 articles, qui presque tous tendent au même but.

Bien entendu, c'est avec mépris que nous avons rejeté ces demandes insolentes. La misère la plus dure, la faim de nos femmes et enfants pourraient seules nous faire accepter des conditions si dégradantes, si destructrices de nos organisations.

Camarades!

Le combat sévissant pour le moment en Danemark est un combat sans pareil entre les classes. Nul pays n'en a vu de semblable.

D'un côté sont presque tous les ouvriers industriels, organisés au nombre d'environ 80.000 dans des organisations libres, où chaque ouvrier peut par son vote, par ses arguments, influer sur les conditions du travail dans sa spécialité.

De l'autre côté sont presque tous les entrepreneurs et patrons industriels organisés dans tout le pays. Dans cette organisation, une minorité de capitalistes règnent en despotes et cherchent par des poursuites économiques à effrayer les patrons de moyenne fortune et les commerçants et à les faire obéir aveuglément.

Voilà donc les deux parties qui sont en guerre. Et le résultat décidera pour longtemps si les ouvriers seront des citoyens libres ou les esclaves sans volonté des patrons.

Notre travail a fait fleurir l'industrie danoise. Nous avons augmenté les ressources pécuniaires de la population générale de millions de couronnes par an; nous avons ainsi contribué énormément à la fortune et au progrès de notre pays. Les capitalistes, au contraire, ne travaillent que pour eux-mêmes et appauvrissent la population générale, parce qu'ils désirent s'enrichir seuls.

L'effet du lock-out se fait déjà sentir. Dans toutes les industries non directement impliquées, le manque de travail augmente tous les jours; les affaires diminuent en nombre, malgré la bonne saison, la meilleure de l'année. Les marchands perdent de 50 à 70 0/0 de leurs affaires. Des milliers d'ouvriers en dehors des exclus sont sans travail.

Le capitalisme international veut faire une expérience sur le petit Danemark. Relativement à l'étendue du pays, les 40.000 exclus représenteraient en Allemagne ou en Angleterre, s'il y avait là un tel lock-out, environ un million d'hommes. Si les capitalistes réussissent à subjuguer les ouvriers par ce lock-out en masse, on suivra bien certainement cet exemple à l'étranger, et on essayera, là aussi, de faire succomber les ouvriers.

Faut-il donc que nous autres ouvriers danois succombions, que nous devenions des esclaves obéissant aveuglément au fouet des capitalistes?

La réponse est facile, si nos frères étrangers veulent nous aider. La voilà : Nous ne devons ni ne sommes forcés à céder. Et nous ne doutons pas que vous ne désiriez une telle réponse!

Comparé au reste de la terre, le Danemark n'est presque rien. Un petit sacrifice seulement, de la part de chaque frère étranger, nous suffira pour continuer notre résistance jusqu'à la victoire. Nous venons de montrer que nous n'avons pas peur du combat, et nous sommes prêts à le continuer.

La fraternité des ouvriers de toute la terre s'est manifestée par nos Congrès internationaux, nos fêtes de Mai, nos démonstrations pour la paix universelle. Les capitalistes ont rendu le lock-out international en poursuivant les ouvriers danois en dehors de nos frontières; les capitalistes étrangers les assistent fraternellement.

Aidez nous donc, frères étrangers! Notre guerre est la vôtre. Jamais nous ne vous avons fait défaut aux temps de détresse; nous ne ferons pas non plus défaut à l'avenir, quand vous combattrez, à votre tour, contre les capitalistes pour la délivrance du prolétariat.

Envoyez-nous donc vite vos contributions, à l'adresse de :

E. Svendsen, Rømersgade, 22, Copenhague, K.

Avec salutation fraternelle pour les syndicats ouvriers réunis de Danemark (De samvirkende Fagforbund i Danmark).

J. JENSEN, président.

Ne nous adressant qu'à des camarades ayant déjà du mal à vivre, nous ne pouvons, aux *Temps Nouveaux*, faire grand'chose pour les camarades danois. Mais il y a là œuvre de solidarité internationale pour ceux d'entre nous qui ont l'habitude d'organiser les réunions publiques et peuvent y prendre la parole, et créer ainsi une agitation pour venir en aide aux camarades danois.

Philippines et Cuba.

Ceci est un écho de la guerre civilisatrice que le grand et bon Mac Kinley fait à ceux que la presse américaine appelle les bandits philippins.

Au nom de l'humanité, cinq ou six mille de ces rebelles ont été assassinés pour le seul crime d'avoir défendu leur pays contre la plus inique des invasions. Et, comme il faut égaler sinon dépasser les grandes nations qui inaugurèrent ce système de civilisation à coups de canon, l'incendie et le pillage accompagnent toujours le massacre des populations inoffensives.

Dans *The Representative* de Minneapolis (Connecticut) du 8 juin dernier, on lisait la lettre suivante qu'un soldat américain opérant aux Philippines écrivait du champ de bataille :

« Nous avons brûlé et pillé des maisons par centaines. Beaucoup des nôtres possèdent maintenant des bijoux en grand nombre, ainsi que des vêtements. Presque chaque homme a deux habits, et nos tentes sont meublées avec luxe. Il y a des lits splendides et des tentures de soie, glaces, fauteuils, chaises, coussins moelleux, pianos, suspensions, peintures, etc. Nous avons aussi chevaux et voitures, et même des charrues; des meubles et des vêtements en quantité suffisante pour charger un navire. » (D'après *Nuevo Ideal.*)

La pratique du noble métier des armes a fait de ces marchands de porc salé des soldats véritables.

∴

Autres beautés de la guerre :

Suivant une communication du général Brooke au gouvernement de Washington, il y a actuellement à Cuba cinquante mille enfants mourant de faim, sans asile et presque nus, qui errent dans les campagnes et les villes de l'île. (*Progreso.*)

Ces petits abandonnés sont les orphelins de ceux qui trouvèrent la mort dans la guerre récente.

H. R.

République Argentine.

BUENOS-AIRES. — *30 juin 1899.* — Avec la rentrée des *pairs* de la patrie, le mois dernier, nous avons eu plusieurs surprises qu'il est peut-être bon de publier, afin de faire savoir que *tutt' il mondo è paese*, en d'autres termes que c'est la même chose partout. Cela aura l'avantage d'enlever les dernières illusions à ceux qui en possèdent encore sur les « terres promises » d'Amérique. C'est d'abord une grande place autour d'un aquarium en construction, qui coûtera des millions, tandis que des quartiers entiers demeurent aussi abandonnés qu'au temps de la domination espagnole. Le palais de la Loi, dont la coupole n'aura pas moins de 150 mètres, — il faut bien épater le bon peuple, encore plongé dans l'enfance admiratrice, — saignera les contribuables de 4 millions de piastres, et la place de 20 à 25. C'est pour rien. Mais la place ne suffisait pas. Un sénateur, rastaquouère de profession, ancien ministre en Europe, un certain Can, de son véritable nom Cané, ayant profité des sages leçons de Marianne, a imaginé qu'il fallait orner la dite place d'une cathédrale, style Sacré-Cœur de Montmartre. Les contribuables de ce pays sont généralement, comme leur frères en laine, les moutons de nos vastes prairies : on les tond sans qu'ils protestent. Cependant, cette addition de millions passant les bornes, le troupeau a osé murmurer. « Ah! tu murmures! dit Loup-Cané; — tu vas voir! » Et, quelques jours après, il déposait un projet de loi expulsant tout étranger « dont la conduite serait de nature à compromettre la sécurité de l'Etat, de troubler l'ordre public ou la tranquillité sociale ». Autrement dit, qui n'est pas d'accord avec moi à la porte !! »

Les socialistes et les anarchistes sont particulièrement visés. Un journal, dont le propriétaire est un ancien accusé de délit commun, ne se sent pas d'aise de l'annoncer. Ce projet n'est pas seulement outré contre les socialistes et anarchistes : il atteint les libres-penseurs, les républicains avancés, les journalistes étrangers qui critiquent les âneries des législateurs de ce pays. C'est la réaction cléricale qui agit actuellement dans le monde entier. Cané n'est que le porte-voix des jésuites qui, chassés de Cuba et des Philippines, se rabattent sur le Sud-Amérique, à la recherche de bonne chère et de fraîche chair, choses toujours abondantes pour eux chez cette pieuse fille de la *madre-patria* Espagne. Tous les journaux étrangers, sauf le dégoûtant *Correo Español*, qui a fait fortune en trompant chaque jour ses compatriotes durant la guerre cubaine et nord-américaine, ont critiqué ce projet, digne du Roi-Mitraille et du concubinage Nicolas-Marianne. *La Patria degli Italiani*, *L'Italia al Plata*, *L'Italiano*, *The Standard*, *The Buenos-Ayres Herald*, *La France*, ont houspillé le Cané enragé. Les Argentins intelligents — et certes il y en a beaucoup — ont ri irrespectueusement au nez de leur compatriote, et la commission chargée d'étudier le projet l'a singulièrement mutilé. Hélas! pourquoi n'agissent-ils pas ainsi auprès du « can », afin d'éviter les reproductions pernicieuses? L'affaire n'avait donc pas pris. C'est alors qu'on a eu recours à un truc, vieux comme Escobar, un ancêtre du monsieur : la découverte d'un explosif placé sur une voie ferrée où *ne devait pas passer* le Président de la République à son retour de l'inauguration d'une grande ligne de chemin de fer dans la Pampa.

Cette vieille mégère *La Serviette*, crapule comme toujours, n'a pas craint d'écrire à ce sujet : « que c'était un essai destiné à servir de base à d'autres attentats de la même nature et de plus grandes proportions ». Malheureusement pour les Loyolas sud-américains, la mèche de ces pétards est éventée. Tout le monde en a ri, surtout quand on a su que le fameux paquet d'explosif n'était qu'une boîte de confiture de *guayaba*.

Au dogue du Sénat a répondu un roquet de l'autre Chambre. Celui-ci a accouché d'un projet encore plus baroque que l'autre. Oyez : « Quiconque, en un lieu public ou ouvert au public, aura détruit avec mépris ou outragé le drapeau argentin ou celui d'une puissance étrangère, ou quelque autre symbole de la nationalité, sera puni des travaux forcés. » Brrrr! Cela donne le frisson : nous voilà obligés d'adorer tous les chiffons coloriés. Patriotes et internationalistes, à la fois et par force!

Pour surenchérir sur toutes ces idioties, voici qu'un préfet de police vient de défendre un meeting organisé par les anarchistes, socialistes et républicains italiens contre les tourmenteurs de Montjuich et en faveur de la libération des pauvres victimes qui gisent encore dans les prisons de l'inquisitoriale Espagne. Admirez l'intelligence de ce préfet de police s'opposant à une manifestation, à l'heure même où de semblables réunions se célébraient dans toutes les villes de la péninsule! Ah! qu'ils sont bien les petits-fils de la *madre-patria*, la grande jésuitière! Disons à l'éloge de la *Nacion* que ce journal a protesté vigoureusement contre cette interdiction qui n'avait aucune raison d'être, si ce n'est celle d'empêcher que les oreilles des jobards espagnols ne soient froissées par les cris de : « A bas les Torquemadas, les Canovas, les Portas et les Castelars! »

Mais, comme tout est logique dans ce « doux pays », trois jours après avait lieu un meeting de soixante mille personnes contre les impôts dont la nation est écrasée. Durant toute la journée, les portes des magasins ont été fermées. Mais le gouvernement savait à qui il avait affaire : les organisateurs du meeting ont le plus grand respect des autorités, et c'est à elles qu'ils se sont humblement adressés. Pauvres moutons, vous serez tondus comme avant.

JULES LA RIVIÈRE.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Notre imprimeur des lithographies, en vérifiant ses pierres, vient de retrouver celle des *Porteuses de bois* de Pissarro qui, par hasard, n'était pas effacée.

Nous en avons immédiatement fait tirer un cent que nous laissons au même prix que les autres, soit 1 fr. 40 en tube, franco.

∴

A vendre, au profit du journal, la 1re et la 2e année de l'*Office du Travail*, un lot non réclamé de la tombola : 2 fr. 50 les deux années, plus 0 fr. 60 de frais d'envoi.

∴

Promenades-annexes de l'école libertaire. — Dimanche 6 août, aura lieu la troisième, avec le camarade Charpentier pour le côté artistique.

Si, parmi nos lecteurs, il y a un camarade qui puisse faire une causerie sur la botanique, il est prié de se joindre à notre caravane. Rendez-vous au *Pont-Royal*, départ des bateaux de Suresnes, à 9 h. Départ à 9 h. 20 précises; à moins de mauvais temps, on déjeunera sur l'herbe.

∴

BORDEAUX. — *Le groupe libertaire de Bordeaux* a décidé d'organiser des conférences de quartier et à la campagne.

Ces conférences n'auront lieu qu'à partir du *2 septembre*. La première sera faite *samedi 2 septembre, et chacune des autres chaque samedi.*

∴

CHARTRES. — Quelques camarades, depuis longtemps désillusionnés du suffrage universel et des honteuses manœuvres des prétendus socialistes d'Etat, viennent de s'unir dans le but de fonder une bibliothèque d'instruction purement libertaire, où les nouveaux venus s'instruiront sur les vrais moyens à pratiquer pour faire triompher la révolution sociale.

Adresser livres, brochures, journaux et adhésions, au camarades E. Nanggat, rue de Fresnay, à Chartres.

P.-S. — Les militants de Dreux et d'Eure-et-Loir sont chaleureusement invités à donner leur adresse.

∴

AVIGNON. — Le groupe d'études sociales *L'Ere Nouvelle*, ayant son siège brasserie Franco-Russe, rue Géline, fait un pressant appel aux camarades, aux libres écrivains qui disposent de brochures, livres sociologiques destinés à composer le fond d'une bibliothèque, de les adresser au camarade Perrier, 11, place des Trois-Pilats.

Les adhérents sont priés de se rendre samedi, 5 août, à 9 heures du soir.

Communication urgente. Organisation d'une soirée familiale.

∴

ATH (Belgique). — Dimanche 6 août, à 5 heures, salle des concerts, conférence publique et contradictoire sur : *les Crimes d'Etat*.

Orateur : Flaustier.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Væ victis (vers), par Julien Kirlo, 1 broch., 1 fr., chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Revolutie als gevolg van evolutie, door E. Réclus, 1 broch., 6 cents, chez J. Steiringa, Amsterdam.

Les Biens communaux en France, par Roger Grafin, 1 vol., chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

De chez Stock : *Le Petit Bleu*, par P. Marie, 1 vol., 3 fr. 50; *Les Faussaires*, par Reinach, 1 broch., 1 fr.; *Une conscience*, par Reinach, 0 fr. 50; *La Voix de l'Ile*, par Reinach, 0 fr. 25; *Des faits nouveaux*, par Reinach, 1 fr.; *Vers la justice par la vérité*, par Reinach, 1 vol., 3 fr. 50; *Des faits, des preuves*, 1 broch., 0 fr. 25; *Le Diagramme* de Bertillon, 1 feuille; *La Clé de l'affaire Dreyfus* (fac-similé d'écriture), une feuille.

A lire :

Le chien, le chat, la perdrix, A. Retté, *Le Rappel*, 25 juillet.

PETITE CORRESPONDANCE

G., à Lyon. — Oui, bien reçu.

B., à Avignon. — Je n'ai pas revu C. — Pour les dépositaires, je transmets les réclamations.

Un patriote sans frontière. — Vous avez raison; c'est pourquoi la propagande que nous essayons de faire n'a d'autre but que d'élargir les conceptions.

Un camarade de Verviers voudrait-il, de notre part, aller voir les libraires ontulet et Warimont, desquels il n'y a pas moyen d'avoir une réponse au sujet de leur règlement ?

P. P. — Tous les bouquins étaient déjà vendus depuis le samedi.

G. G., à Berne. — Expédions About. Tous les autres épuisés.

Karquel, à Angoulême. — 19 invendus sur 25 expédiés; c'est donc 6 numéros que vous redevez.

M. C., à Marseille. — J'ai lu l'article de Flammarion, mais je ne vois pas du tout l'utilité de discuter ses loufoqueries sur la télépathie et l'immortalité de l'âme; d'autant plus que, à des affirmations de choses intangibles, on ne peut répondre que par une négation, ou alors faire tout un cours de sciences biologiques, physiologiques, etc. : choses qui sortent de ma compétence.

L'Homme libre. — Je vous ai expédié, il y a deux ou trois semaines, 2 fr. abon. de J. G., à Genève. — Revoyez vos comptes.

Reçu pour le journal : Un instituteur anarchiste, 2 fr. 15. — L. Audrey, Allégheny, 0 fr. 50. — Un camarade de G. G., 1 fr. — Un saucissonnier, 1 fr. 40. — Mignard, 2 fr. — H., 0 fr. 50. — V. P., 5 fr. — Bourges, par M., 3 fr. — L., à Saint-Aubin, 4 fr. — Ther., 0 fr. 30. — L. G., 2 fr. — Un camarade, 2 fr. — Un gagnant, 2 fr. — H. M., 5 fr. — G., à La Palisse, 1 fr. — Groupe de Monpenti, 5 fr. — J. T., Alger, 1 fr. 05. — Peintres en décors (E. V.) 3 fr. — Anonyme, 20 fr. — L. B. L., 1 fr. — Merci à tous.

E. M., à Zurich. — C., à Saint-Imier. — F., à Bordeaux. — D., à Montluçon. — R., à Tours. — T., à Sidi-Moassa. — Coopération, Lyon. — B. rue d'A. — D., à Saint-Quentin. — G., à Saint-Etienne. — G. A., à Gand. — S., à Roubaix. — B., à Alger. — B., à Rouen. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 lithographies.

Vient de paraître la 15e *par J. Hénault*, **Ah! les sales Corbeaux!**

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro.* — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Wuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.* — **La Guerre,** *par Maurin.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Avec quelques-unes qui nous sont rentrées, nous venons de reconstituer trois collections complètes. Nous les mettons en vente au prix de 40 fr.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 16 DIX CENTIMES DU 12 AU 18 AOUT 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir. Prière également de nous faire connaître les libraires qui apporteraient de la mauvaise volonté dans la mise en vente.

Même chose pour les gares, où certains commissaires ont fait pression sur les libraires pour les intimider.

Le journal est envoyé pendant quelques semaines aux adresses que l'on veut bien nous faire parvenir.

VIEILLES BALANÇOIRES

De Pressensé, dans l'*Aurore* de samedi dernier, termine ainsi son article :

« La parole est à la justice, enfin ! après cinq ans de supplices, deux ans de luttes ! Silence aux agitateurs, aux délateurs, aux charlatans ! C'est l'heure solenelle et sacrée où, devant la loi, interprète du droit, le mensonge et la vérité vont se livrer le suprême combat. Et j'ai foi dans le triomphe de la vérité ! »

Comme cela sonne bien ! quelle belle chute de phrase ! Dzim, dzim, boum ! la, la !

A la tribune, avec des regards au plafond, un geste de la main approprié et une voix arrachée du fond des talons, il y aurait de quoi faire pleurer tout un troupeau de veaux. Ça n'a qu'un défaut : c'est d'être creux, faux comme une pièce sortant de l'état-major.

Oh ! je ne mets nullement en doute la sincérité du citoyen Pressensé; sans doute, lui, croit à la justice-institution, à la loi, oubliant que cette soi-disant justice n'est qu'une justice de classe, chargée de défendre des intérêts acquis, que la loi n'est qu'un instrument de gouvernement, et que la justice qu'elles sont chargées d'assurer n'est pas la « justice » sans épithètes, mais une justice de classe elle aussi, de parti, de gouvernants, de possédants qui ont à se défendre contre les réclamations des dépossédés.

Ce qui est juste à tous les yeux n'a pas besoin de se codifier. A-t-on eu besoin de faire des lois pour forcer les gens à reconnaître que deux et deux font quatre, ou bien qu'il fait habituellement jour à midi ? — Ce ne sont que des choses controversées, que l'on a eu besoin de trancher par des lois, des choses jugées différemment selon les intérêts en présence, et dont, par conséquent, la solution est injuste, parce qu'elle est décidée arbitrairement par des gens qui ne peuvent pas se rendre compte de tous les éléments.

Dans le cas de Dreyfus, cependant, la chose est moins compliquée : bourgeois, défenseur, comme soldat, de l'ordre établi, la loi n'avait rien à faire contre lui. C'est pour servir à des vengeances particulières qu'elle fut faussée à son égard.

Mais rien que ce fait, et qu'ensuite il a fallu une campagne acharnée de deux ans pour arriver à l'arracher aux griffes de cette soi-disant justice, cela prouve une fois de plus combien est inique et atroce ce droit que s'arrogent certains de disposer de la vie et de la liberté de leurs semblables!

Dreyfus innocent a été condamné, et c'était un des leurs! Que l'on juge par là de ce qu'il en est lorsqu'il s'agit d'un ennemi de l'ordre social.

Et le cas de cette vieille loque infecte de Beaurepaire qui, pendant des années, fut à la tête de toute la magistrature, ne parle-t-il donc pas assez haut contre la loi et ceux qui l'appliquent?

De la justice! il n'y en a pas, il ne peut y en avoir dans votre état social, où chacun juge d'après son idéal particulier et n'est pas, ne peut être à même d'embrasser toutes les contingences qui entrent dans un cas. Et c'est encore l'affaire Dreyfus qui me servira d'exemple.

Quelques mois avant la condamnation de ce dernier, d'autres hommes furent condamnés au bagne pour délit d'opinion. Ils furent condamnés en vertu de lois de circonstances dont on peut juger l'esprit de justice, connues qu'elles sont sous le nom de « lois scélérates » qui leur a été décerné par tous ceux qui ont gardé un esprit à peu près indépendant.

Or, de l'aveu de ceux qui ont bien voulu étudier leurs cas, de l'aveu même de l'un des promoteurs de ces lois, en les appliquant les juges auraient dépassé l'esprit du législateur.

Or, à part quelques protestations platoniques, où sont donc ceux qui sont résolus de mener, en la faveur de ces victimes de la loi et des justiciards, la campagne énergique qui a été menée pour Dreyfus? A part Leyret qui, depuis des années, mène campagne pour leur libération, qu'ont donc fait, en leur faveur, les amants de la justice qui ne communient avec elle qu'en Dreyfus?

C'est que chacun a sa façon particulière d'envisager les choses. En défendant Dreyfus, ils défendent quelqu'un de leur monde; lui, au moins, est vraiment innocent! Des anarchistes, s'ils n'étaient pas coupables de ce dont on les accusait, ils étaient tout au moins coupables d'idées subversives.

Et n'est-ce pas naturel?

Moi-même, au début de la campagne Dreyfus, si je fus avec elle et non contre, c'est que, adversaire du droit de juger, je ne pouvais qu'être avec ceux qui venaient parler en faveur d'une des victimes présumées de ceux qui s'arrogent ce droit.

Mais au fond je me disais : Il se peut que, là-dedans, Dreyfus paye pour des coupables plus haut placés que lui; cela est même certain; mais il est riche. Pour que l'on se soit décidé à le sacrifier, il faut bien qu'il y ait quelque chose, sans quoi on aurait pris un pauvre bougre dont personne ne se souciait. Et je croyais mon raisonnement irréfutable. Jusqu'à sa qualité de riche qui me faisait douter de la sincérité de la campagne menée en sa faveur.

Je raisonnais avec ma façon de voir les choses, comme les autres, à l'égard de nos camarades, raisonnent à la leur. Seulement, négateurs du droit de juger, les anarchistes ont marché quand même, tandis que, respectueux de la loi et de la magistrature, les autres laissent les nôtres se débattre comme ils pourront.

Moi aussi, je crois à l'acquittement de Dreyfus, mais pas pour la même raison que Pressensé.

Innocent! il l'est certes. Pauvre diable! ce qu'il faut qu'il le soit, pour ne pas être, à l'heure actuelle, submergé sous les preuves de sa trahison, s'il avait tant soit peu trempé dans quelque félonie que ce soit!

Oh! les haines effroyables qu'a suscitées la campagne en sa faveur, et son innocence même. Si le pouvoir absolu et la torture pouvaient être rétablis seulement pour vingt-quatre heures, comme on lui ferait payer le crime d'être innocent!

Son innocence aujourd'hui crève les yeux, et il sera acquitté. Mais non pas parce qu'il est innocent, mais parce que l'injustice ne pourrait s'accomplir qu'au grand jour, et qu'il y a peu de gens qui osent être infâmes en plein soleil.

Les Rochefort, les Drumont, les Lemaître, les Coppée sont bien vils et mentent comme par plaisir; mais, s'ils étaient condamnés à prononcer la sentence contre Dreyfus, ils n'auraient pas le courage de leur infamie. Et voilà ce qui sauvera Dreyfus.

J. GRAVE.

LES CHATREURS

Malgré les multiples moyens employés pour arrêter la marche des événements : les discours endormeurs, les mensonges officiels, les quelques réformes que les gouvernements se laissent arracher de temps à autre, après une certaine résistance, dans le but évident de leur donner de la valeur; malgré le poison que sert quotidiennement la presse immonde à une partie de la population; les jeux, les fêtes, les courses

de chevaux, de taureaux et de lions; l'abrutissement cependant alarmant du peuple par l'alcool, qui sont autant de marques extérieures de la décadence d'une société; malgré ces mœurs démoralisantes que nos bons gouvernants encouragent non plus tacitement mais ouvertement, nous nous acheminons, d'un pas plus ou moins rapide selon les incidents de la lutte, vers le dénouement brutal des questions pendantes, c'est-à-dire à la rue, où se débattront les grands problèmes de l'avenir.

Nous nous acheminons à cette fin, parce que, en dehors de cette joie factice, de cette course à l'abêtissement ou à la pièce de cent sous, la question sociale persiste; parce que la misère, cette tueuse d'énergie, contient des ferments de révolte qui ne peuvent disparaître complètement, et que, d'autre part, des hommes non contaminés par tous ces vices, appartenant aux différentes classes de la société, sans se connaître, sans programme entravant la liberté de chacun, guidés simplement par un même sentiment de justice, d'indépendance, d'humanité, travaillent sans relâche à désagréger le vieil édifice, élaborent de nouveaux principes.

Cette révolution ne se produira pas du fait seul que certains peuvent la désirer plus ou moins ardemment, mais parce que les causes en sont jetées et qu'il n'est au pouvoir d'aucun gouvernement de l'empêcher. Seulement, elle rencontrera sur sa route des obstacles dont les côtés faibles doivent être recherchés afin de les mieux surmonter. Elle rencontrera prêts à lui barrer le passage: l'armée, le clergé, la magistrature, les capitalistes, les politiciens, depuis le plus farouche socialiste jusqu'au plus insignifiant des réactionnaires; tous ceux, en un mot, qui vivent du travail des autres. Il ne faut pas oublier en effet que les parasites *indistinctement*, tout en professant des idées d'une apparente différence, emploieront tous les moyens pour maintenir un régime où ils ne sont pas contraints de mettre la main à la pâte et qu'ils seront conséquemment les ennemis d'une révolution qui aurait pour but l'égalité économique et sociale des individus.

Mais de ces différentes catégories d'individus qui broutent au budget, ce n'est pas l'armée, quoique étant un atout puissant dans les mains de la réaction, qui résisterait à un soulèvement général; ce n'est pas non plus le clergé, la recrudescence en faveur de ses mensonges est factice, et l'armée noire n'est pas davantage un obstacle insurmontable; ce n'est pas le capitaliste, le patron dont la spéculation, l'exploitation auront peut-être motivé l'explosion; ce n'est pas la police, la magistrature, méprisées, jugées depuis longtemps. Or, quand le peuple aura trouvé suffisante l'exploitation dont il est victime et qu'il descendra dans la rue, s'il était laissé à ses propres inspirations, s'il ne se trouvait là quelqu'un pour lui retenir le bras, toutes ces forces même combinées seraient impuissantes à arrêter la marche des événements.

Mais si tous ces obstacles ne sont pas insurmontables, il y a à redouter le politicien, le menteur professionnel, le châtreur de tous les mouvements, le tueur d'initiative, le flagorneur qui tous les jours, soit par des discours, soit par des articles, fausse le jugement du peuple, empoisonne sa conscience, le berne par ses éternelles promesses de réformes avec lesquelles il capte savamment sa confiance, « berce sa douleur »; et, parmi ces politiciens, il y a surtout à redouter comme ennemi de la révolution celui qui, par les idées qu'il affiche, se rapproche le plus des fractions avancées du prolétariat: c'est-à-dire le socialiste.

Ce raisonnement n'a rien d'affecté; il découle de l'attitude même des élus du peuple, de faits récents ou anciens facilement contrôlables.

Le socialiste politicien est le plus grand danger de la révolution, parce qu'il représente aux yeux d'un grand nombre d'ouvriers l'homme nécessaire à la solution des problèmes économiques; parce que ces ouvriers ont placé en lui leur confiance et leur espoir, et que, fût-il honnête, de par la nature de ses fonctions il trahira toujours la cause du peuple qu'il prétend défendre.

Pour cet être vaniteux, outrecuidant, aux appétits insatisfaits, le peuple ne sera jamais prêt pour faire sa révolution. Chaque fois qu'il intervient dans un conflit entre patrons et ouvriers, c'est pour prêcher le calme, pour faire reprendre au patron son rôle d'exploiteur, à l'ouvrier son collier de misère. Il n'agira pas autrement en période révolutionnaire.

Tout récemment, en Belgique, ces ambitieux ont commis une infamie qui confirme ce que nous avançons: ils ont réussi à chauffer le peuple au point de le faire descendre dans la rue, et, au moment où les gardes civiques fraternisaient avec les ouvriers, que personne ne pouvait prévoir les conséquences du conflit, ils sont intervenus, comme toujours, sous le fallacieux prétexte que le moment n'était pas arrivé. Il y a eu des coups échangés, des arrestations; et, résultat: l'assurance pour les politiciens de se maintenir au pouvoir; quant au peuple, qu'il attende sagement que ses élus décident: sa dignité lui recommande de ne pas troubler l'ordre désormais. Comme on le voit, ce n'est pas le gouvernement avec toutes ses forces qui a vaincu ce mouvement, mais les socialistes politiciens.

Ils viennent même de prendre l'engagement d'assurer l'ordre dans les prochaines manifestations; nous ne doutons pas qu'ils ne s'acquittent de cette tâche à la grande satisfaction des gouvernements.

Lors du conflit entre l'Espagne et les Etats-Unis, ils ont eu la même attitude, et le malheureux peuple espagnol, qui aurait peut-être secoué le joug clérical et militaire sous lequel il agonise, a eu, lui aussi, la naïveté d'écouter les discours de ces châtreurs, et a remis à une époque plus éloignée la révolution qu'il voulait tenter.

Dernièrement, à Lille, la population indignée du dénouement de l'affaire Flamidien manifestait son mécontentement dans la rue.

« Vers 10 heures, les manifestants arrivèrent devant les bureaux du *Réveil du Nord*. Le rédacteur en chef de l'organe socialiste, après avoir remercié les manifestants de leurs protestations, ajouta:

« Le parti socialiste est actuellement le parti de l'ordre. Je vous prie de vous séparer et de rentrer tranquillement chez vous. »

Le parti de l'ordre! nous n'avons jamais dit autre chose.

C'est au nom du parti de l'ordre qu'ils essaieront de canaliser la révolution à leur profit professionnel. Reste à savoir s'ils réussiront.

Actuellement, la fraction avancée du peuple appelée à jouer un rôle prépondérant dans la révolution est convaincue qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir de bons prêtres, de bons galonnés, de bons magistrats, de bons capitalistes, mais que toutes ces personnalités sont des défenseurs du régime existant et que les qualités même différentes de chacune ne modifient nullement la nature de leur fonction. Par conséquent, elles n'offrent pas un bien grand danger. Pour tromper le peuple, il faudrait qu'il ait confiance en elles; cette confiance n'existe pas.

Il nous reste donc à convaincre cette fraction du peuple qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir de bons politiciens, mais des politiciens tout simplement, c'est-à-dire des individus représentant les rouages d'une machine qui nous broie; rouages qu'il ne s'agit pas de remplacer par d'autres, fussent-ils de qualité supérieure, mais de détruire la machine, que tout politicien est un malhonnête homme, ou, si l'on préfère, que tout politicien fait besognes malhonnêtes, ce qui revient au même.

Si nous savons faire d'une façon suffisante la démonstration de cette vérité, la révolution apportera une transformation profonde dans notre organisation sociale, un bien-être effectif. La chose n'est pas impossible.

Si, au contraire, cette vérité n'est pas démontrée, cette révolution sera encore une fois une duperie pour le peuple, malgré les cadavres qu'il aura sacrifiés pour la féconder.

A. ROMERO.

Nous avons reçu la lettre ci-dessous, que nous insérons, non à cause de ses louanges, mais à cause de sa perception de ce que doit être la propagande.

A notre camarade Jean Grave.

Cette lettre vous vient de camarades inconnus que passionne la lecture des *Temps Nouveaux*. Vos aspirations sont les nôtres, et vous les éveillez dans notre esprit en nous apportant une critique exacte de la société et un idéal de justice affranchi de tout principe irrationnel.

Nous voudrions qu'ainsi votre journal fût lu par tous, même par nos ennemis. On ignore trop ce qu'est l'anarchie, et nous sommes convaincus que notre cause aura fait un grand progrès lorsque l'anarchie sera connue de tous, avant même qu'elle soit acceptée par tous.

Si du moins les prolétaires, abrutis par un travail bestial, lisaient les *Temps Nouveaux*, si, chaque semaine, pendant deux heures seulement, ils pouvaient redevenir des êtres libres, gardant un coin de cerveau inviolable et qui pense, s'ils employaient ce temps si court à réfléchir et à discuter avec vous, alors ils comprendraient bien vite qu'ils sont les égaux de ceux qui prétendent les commander, qu'ils ont droit à la liberté et au respect; ils prendraient conscience de leur dignité d'hommes, et ils se révolteraient.

Propager nos idées parmi les jeunes gens qui s'instruisent est encore pour l'anarchie une œuvre nécessaire et féconde.

La plupart croupissent dans les préjugés actuels dont l'éducation fait des articles de foi; mais déjà s'éveille chez quelques-uns comme un vague sentiment de ce qu'il y a de faux dans leurs croyances. Que cette aspiration vers l'indépendance morale ne demeure pas stérile, et, lorsqu'il est encore temps, travaillons à faire de ces bourgeois de demain des partisans anarchistes.

Que la lecture des *Temps Nouveaux* les intéresse d'abord, qu'elle les inquiète, qu'elle les tire enfin de leur sommeil dogmatique; venus à nous, à l'exemple des jeunes nihilistes russes, leur compréhension vive, leur générosité juvénile seront une force nouvelle pour les combats prochains.

Par la hardiesse de ses critiques, par son souci du réel, par sa conception si élevée de la vie, par son supplément littéraire si suggestif, votre journal peut beaucoup sur la foule et sur l'élite.

Il ne faut pas que pour une question d'argent votre œuvre avorte. Que chacun fasse preuve de bonne volonté et apporte à l'édifice sa pierre, quelque petite qu'elle soit.

Nous apportons la nôtre, une modeste somme de 5 francs, avec le regret de ne pouvoir encore faire davantage pour la propagation de l'idée anarchique.

CINQ JEUNES ANARCHISTES.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA FORCE DE LA VOLONTÉ. — La voici enfin arrivée, cette revision de l'affaire Dreyfus, qu'une coalition de toutes les forces qui prétendent diriger les peuples (politique, militaire, judiciaire et religieuse) s'était efforcée, par tous les moyens, de faire avorter. En dépit de cette coalition forcenée, la vérité se fera jour, parce que le peuple l'a voulu. Telle est la force de ce qu'on nomme l'*opinion*, et qui n'est autre que l'expression de la volonté populaire. Envers et contre toutes les résistances des

pouvoirs publics, celle-ci a toujours le dernier mot. L'histoire abonde en exemples qui démontrent d'une façon irréfutable sa toute-puissance. Aussi, combien puérile est cette crainte de l'autorité que l'on rencontre partout, paralysant tant d'initiatives et perpétuant l'esclavage dans lequel se débat en gémissant l'humanité! L'autorité n'est pas plus redoutable qu'une toile d'araignée tendue en travers de la route du progrès; il suffit de passer outre pour la détruire.

Dans l'affaire Dreyfus, la force de volonté déployée par une minorité, infime au début, a réussi à entraîner la volonté populaire, malgré les résistances gouvernementales. Il en sera de même pour tout, si l'on sait déployer une quantité suffisante de volonté.

⁂

La liberté de conscience. — Combien il est difficile de faire pénétrer la liberté dans nos mœurs! Dans aucun parti, dans aucun camp, on ne peut tolérer de voir quelqu'un du parti adverse exprimer son opinion sans aussitôt tenter de lui fermer la bouche ou réclamer contre lui l'intervention de l'autorité.

Nous en voyons un exemple dans le cas de deux professeurs de l'Université, frappés l'un et l'autre pour avoir formulé, quoique dans deux sens opposés, leur opinion sur l'affaire Dreyfus. Ce sont MM. Syveton et Weill. Les dreyfusards se réjouissent de la mesure qui a frappé le premier, tandis qu'ils protestent contre celle dont le second a été l'objet. Les nationalistes font entendre des protestations inverses.

Il est admis en France qu'un fonctionnaire n'a pas le droit de penser. L'obéissance passive et muette doit être sa principale qualité; il doit s'efforcer de se réduire à l'état de machine fonctionnant au gré du gouvernement. Tel est l'idéal que la République française inculque dans l'esprit de ses citoyens, tout en affichant partout avec une inconséquence rare la devise : Liberté, Egalité, Fraternité. Et des républicains qui se disent libéraux, des libertaires même, applaudissent à ces attentats contre la liberté de conscience!

⁂

La propriété. — Une usine de celluloid vient d'être détruite par un incendie. Trois cents ouvriers se trouvent du coup sans travail et vont être aux prises avec la misère.

Bienheureux effet de la propriété! Dans une société rationnellement constituée, ces ouvriers trouveraient immédiatement à employer leur force productive, car les moyens de production seraient à leur libre disposition. Tandis que, dans notre société, ils ne trouveront à s'employer, c'est-à-dire à gagner leur vie, que si les détenteurs des instruments de production ont intérêt à les occuper. Sinon, c'est la mort.

André Girard.

⁂

Justice pour officiers. — M. le lieutenant-colonel du Paty de Clam vient d'être remis en liberté. Un non-lieu a été rendu en sa faveur par le capitaine Tavernier, chargé d'une enquête sur ses actes.

Dans ces quelques mots tient tout un monde, un abîme de méditations.

Le marquis du Paty de Clam a été le grand machiniste et metteur en scène de l'affaire Dreyfus. Contre le juif innocent dont il lui fallait la condamnation à tout prix, il a mené cette instruction, ces interrogatoires extraordinaires que l'on sait. Pour sauver son ami, son modèle Esterhazy, autre gentilhomme, traître, escroc, faussaire, proxénète, chevalier de la Légion d'honneur, etc., etc., il a volé des pièces secrètes dans les armoires de fer, a forgé des romans de dames voilées, s'est affublé de fausses barbes, a rédigé dans la coulisse des lettres comminatoires, s'est caché dans je ne sais combien de pissottières pour échanger des correspondances de malfaiteurs et comploter des crimes, a menti, a fait de fausses dépositions, de faux témoignages, a fabriqué de faux documents, de fausses dépêches, bref, en a commis cent fois plus qu'il n'en faut à un simple soldat pour être expédié à un bagne militaire pour le restant de ses jours. Contraints par la clameur publique, d'autres officiers ont consenti, envers leur collègue, la comédie d'une enquête. Puis ils ont déclaré que, se référant aux usages immémoriaux de l'armée, les actes de leur ami étaient tout ce qu'il y a de plus compatible avec l'honneur militaire.

Jeunes soldats que, pour un mot, pour un geste, on va coller au mur, lisez et méditez la vie de M. le lieutenant-colonel marquis du Paty de Clam, non-lieu.

⁂

Urinoirs et patrie. — Il est dit que, jusqu'au bout, les urinoirs joueront un grand rôle dans l'expression moderne du patriotisme. Quelle affinité secrète y a-t-il donc entre ces deux choses? Nous venons de voir que le colonel du Paty de Clam faisait des pissottières ses bureaux de poste; aujourd'hui, les urinoirs servent aux prétendants pour adjurer le peuple et aux bons Français pour proclamer l'excellence de l'idée de patrie. Entre une affiche du Dr Emmanuel et une réclame du Dr Fernandez, des mains mystérieuses collent des carrés de papier où de vrais patriotes ont fait imprimer, à l'usage de leurs concitoyens, des conseils économico-ethnologiques: *Français, n'achetez rien aux Juifs!* Plaisir et sécurité, disent les uns; commerce et patrie, disent les autres. N'allez pas chez les marchands juifs, venez chez nous. (Discrétion absolue.) Les juifs en veulent à votre argent; nous n'en voulons qu'à votre or. (Guérison à forfait; on traite par correspondance.) Venez chez nous, venez chez nous. (Exiger la signature sur la boîte.) A bas les étrangers et les sans-patrie! (Envoi franco de la brochure explicative). Vive le commerce français, l'industrie française, le travail français! (La pharmacie est au fond de la cour.)

⁂

Mœurs congréganistes. — Si l'on est obligé de se boucher le nez pour pouvoir lire les placards nationalistes, on fait encore une grimace de dégoût quand on apprend la façon inattendue dont tant d'éducateurs catholiques enseignent la morale aux enfants. C'est le tour d'un frère d'une école congréganiste de Cambrai, Alexandre Halleray, qui vient d'être condamné à sept ans de travaux forcés, pour attentats à la pudeur commis sur dix-huit élèves.

Je me demande si Halleray et tous les malheureux de son genre ne sont pas encore plus à plaindre qu'à blâmer. Dès l'enfance, on leur a inculqué de la vie une conception fausse et contre nature; on leur a déformé le corps et le cerveau; puis ils ont continué d'eux-mêmes à se déformer de plus en plus. Il est donc tout naturel qu'ils soient devenus des monstres. La société actuelle les châtie, mais ne les redresse pas, et elle se garde bien de toucher à ce qui fut la cause de leur déchéance.

Nous, nous ne voulons châtier personne, mais nous voulons contre les préjugés et les institutions une guerre sans relâche; car nous savons que, tant qu'on n'a pas modifié le cerveau des hommes, on n'a rien fait, et faire souffrir le criminel ce n'est qu'ajouter à son malheur.

R. Ch.

⁂

Camarades,

Samedi 29 juillet, avait lieu, chez le juge de paix du quatrième canton, une tentative d'arbitrage entre patrons fondeurs et ouvriers mouleurs de Nantes. Nous pensions que cette conciliation devait mettre un terme à notre conflit qui dure depuis le 24 avril dernier. Erreur profonde. Nos patrons inflexibles veulent la misère noire chez les ouvriers ou la capitulation; ils sont de plus en plus rapaces. Jusqu'à ce jour, nous ne savions pas qu'ils avaient l'intention de diminuer nos salaires; ils viennent, aujourd'hui, d'émettre cette prétention. « Nous voulons, ont-ils dit, rester libres d'augmenter les ouvriers qui, selon nous, le mériteront, de laisser à d'autres la journée qu'ils avaient avant la grève et de diminuer ceux qui nous paraissent trop rémunérés. »

Après avoir adressé aux patrons fondeurs de France une lettre circulaire, avec le nom de tous les grévistes, ils vont même jusqu'à nous conseiller, et cela devant le juge de paix, de quitter Nantes et de nous répandre sur le territoire, sachant bien que les grévistes, étant mis à l'index ne seraient embauchés nulle part. Devant ce cynisme patronal, les délégués ouvriers n'avaient qu'à se retirer et à rendre compte de leur mandat à la corporation. Il nous est donc impossible de reprendre le travail.

Camarades,

Nous restons fermes et résolus, et nous lutterons jusqu'au bout. C'est à vous qu'il appartient de nous assurer la victoire. Nous vous engageons donc à prendre une décision ferme, en nous soutenant moralement et pécuniairement ou en quittant les ateliers jusqu'à ce que nous ayons obtenu satisfaction. Vous savez tous que, s'il est permis aux patrons de résister comme ils le font, c'est grâce à quelques renégats qui, sans souci de la misère qu'ils font naître dans les familles des grévistes, continuent à travailler, sachant très bien que, s'ils faisaient cause commune avec nous, la victoire nous serait assurée.

Vous les jugerez comme nous les avons déjà jugés.

La Commission de la grève des mouleurs.

⁂

Nice. — *Provocations policières.* — Nul n'ignore qu'il faut avoir, pour exercer la dégoûtante besogne de mouchard, une dose extraordinaire de crapulerie; aussi les policiers ne manquent-ils jamais une occasion pour confirmer la conviction que l'on s'est faite sur eux.

Un de nos amis ayant loué un local où il reçoit quelquefois la visite de ses amis, cela ne fut pas du goût des agents de la sûreté R. et R., qui durent voir dans ces visites quelque étrange complot. Aussi imaginèrent-ils la crapulerie suivante :

Ils racolèrent une vingtaine d'individus et leur tinrent à peu près ce langage : « Vous tâcherez par n'importe quel moyen de pénétrer dans le local où se réunissent ces jeunes gens, et là vous chercherez querelle, ce qui amènera forcément notre intervention; quant à vous autres, vous n'aurez rien à craindre, toute la responsabilité retombera sur eux. »

En effet, lundi dernier, une bande d'individus rôda autour de notre salle, mais n'osa mettre ses projets à exécution; les ayant vus le lendemain soir et questionnés, ils avouèrent la tentative d'embauchage dont ils avaient été l'objet et nous promirent même de témoigner devant la justice, si cela était notre désir.

Nous ne sommes pas disposés à avoir un contact quelconque avec la justice, mais qu'ils sachent que nous saurons nous faire respecter et que nous n'hésiterons pas à casser la tête au premier qui s'avisera de violer notre domicile, et d'autant plus volontiers si c'est un mouchard.

En tous cas, nous saurons sur qui faire retomber la responsabilité.

José.

Autriche.

Bohême. — *La gloire de la gendarmerie d'Autriche.* — Nos camarades tchèques ont tenu un congrès, au sujet du congrès antiparlementaire qui aura lieu l'année prochaine à Paris; ce congrès a eu lieu dans un village de la Bohême du Nord, à *Bruch*. Mais, au milieu de la séance, les gendarmes ont pénétré dans la salle (baïonnette au canon), et, quoique la réunion fût légale, elle fut suspendue et les délégués, une dizaine d'hommes, emmenés à la mairie, où, après un court interrogatoire, ils furent mis en liberté. Mais nos braves camarades n'ont pas perdu courage. Le soir même, ils se réunirent dans un village voisin, au nez et à la barbe du commandant de gendarmerie de Bruch. Les camarades ont pu tranquillement se concerter pour le congrès parisien, et des délégués seront envoyés.

V. H.

Russie.

Le correspondant d'un journal de l'est de la Prusse lui écrit de Saint-Pétersbourg, d'après le *Listok* de Tiflis, un cas de torture incroyable qui se serait passé en une forge belge du Caucase. Conformément avec le correspondant berlinois du *Daily News*, qui reproduit l'histoire, il semble qu'il y a eu des troubles parmi les travailleurs d'une mine appartenant à des capitalistes belges, près du village de Ladou, sur le territoire Terek. La cause en serait due à des mauvais traitements appliqués à des ouvriers pour une bagatelle.

Dernièrement, une somme d'argent disparaissait du garde-manger d'une inexplicable manière; pas une serrure n'avait été fracturée, aucune clé n'avait été oubliée. La suspicion tomba sur dix jeunes gens, des enfants encore.

Les directeurs ne considérèrent pas nécessaire d'aviser la police, mais ils emprisonnèrent les jeunes garçons pendant trois jours, sans leur donner au-

sune nourriture, afin de leur faire confesser leur vol.

Aucune confession ne venant, le directeur et six contremaîtres belges entrèrent dans la pièce où les jeunes gens étaient enfermés, les déshabillèrent, et les labourèrent de coups de verges, pendant que l'un d'eux les menaçait de les tuer s'ils ne dénonçaient celui qui avait volé l'argent.

Cela étant également sans effet, les garçons furent séparés. Leurs paupières furent tirées et des trous percés à travers avec des aiguilles. Les victimes hurlantes furent lancées contre le mur, et, comme elles tombaient, elles étaient battues encore avec des baguettes à la poitrine et sur l'estomac, jusqu'à ce qu'elles fussent devenues insensibles.

Mais cela ne soulagea pas les pauvres garçons; leurs tourmenteurs les aspergèrent d'eau froide jusqu'à ce qu'ils reprissent conscience et ils recommencèrent leurs diaboliques pratiques.

Et comme les corps des victimes étaient affreusement tuméfiés et couverts de sang, un nouveau moyen fut inventé. Les tourmenteurs s'apprêtèrent en conséquence à extraire quelques-unes de leurs dents; mais, comme cela ne servait à rien, ils leur comprimèrent de grosses pierres dans la bouche, couvrant la mâchoire inférieure avec un morceau de cuir et leur martelant le crâne avec la crosse d'un revolver.

Finalement, à bout de forces, les garçons se reconnurent coupables du vol. Mais l'affaire est venue aux oreilles de la police, et les auteurs ont été dénoncés au procureur.

(*The Daily Messenger*, 30 juillet.)

Espagne.

Lorsque les bourgeois espagnols, frappés en plein cœur, c'est-à-dire en pleine bourse, par les exigences du gouvernement, prirent la résolution de protester par la grève des impôts, ils étaient à cent lieues de se douter que leur attitude allait provoquer la série des révoltes populaires qui se produisirent sur tant de points de la péninsule.

Tel fut cependant le résultat de la protestation bourgeoise.

Les travailleurs comprirent parfaitement qu'eux seuls, en cette affaire, seraient les dindons de la farce. Hausse des produits, baisse des salaires, eux seuls auraient à souffrir des exigences nouvelles. L'impôt du sang n'avait pas suffi; il leur fallait encore par des souffrances sans nombre combler le déficit créé par les dépenses énormes de la guerre. Aussi se lancèrent-ils dans la lutte avec une énergie qui donne bon espoir pour les grandes luttes prochaines.

Il y eut des troubles sanglants à Saragosse, Séville, Valence, Barcelone, et dans la plupart des provinces. A Badalona, le peuple assiégea l'hôtel de ville; il y eut trois morts et un grand nombre de blessés. A Barcelone qui semblait endormie au début du mouvement, des bagarres sérieuses eurent lieu. La campagne de meetings en faveur de la revision du procès de Montjuich coïncidait avec ce soulèvement; il y eut aussi des morts et des blessés.

A Reno, Alicante, Grenade, et un peu partout, des maisons bourgeoises furent pillées, des couvents attaqués, et c'est au cri de : A bas les jésuites! A bas l'impôt! que le peuple se lança contre la force armée aux abois.

A l'heure présente, le gouvernement se trouve dans une situation sans issue. Abandonner son projet financier, c'est à bref délai la faillite, c'est-à-dire la révolution. Le maintenir, c'est déchaîner la colère populaire, depuis tant d'années endormie, et c'est encore la révolution.

Weyler, ces jours-ci, en plein Sénat, peignait la situation de l'Espagne en peu de mots, mais il arrangeait les choses à sa manière. L'armée, disait-il, était prête à faire cause commune avec le peuple, et la révolution était inévitable.

Inévitable, soit! mais cette révolution à laquelle collaboreraient les Weyler et autres bouchers ayant fait leurs preuves, se retournerait inévitablement contre le peuple, car tous ces sabreurs sauraient bien, au moment donné, noyer les aspirations populaires dans des flots de sang.

En attendant, la haine des hommes noirs n'a jamais été aussi vivace, et les politiciens qui défendirent devant la Chambre une proposition réclamant la fermeture des congrégations et l'expulsion des jésuites se firent simplement l'écho de la clameur générale.

Il faut espérer que le peuple espagnol n'attendra pas la décision du gouvernement, peu pressé de lui donner satisfaction sur ce point comme sur bien d'autres, pour se débarrasser de l'engeance maudite qui fit de lui le peuple le plus misérable et le plus arriéré du monde civilisé.

H. R.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

VIERZON. — Les « Révoltés », *Groupe des Libertaires de Vierzon*, se réuniront dimanche prochain, 13 août, à 2 heures de l'après-midi, au local habituel.

Le camarade Léo Sivasti traitera : *Les Anarchistes au bagne; propagande à faire pour leur libération.*

∴

LE DÉLATEUR DE GIRIER-LORION. — A la suite de la réunion de Bourges, où j'avais exposé la situation de nos camarades qui sont au bagne — ce que la presse socialiste locale s'est bien gardée de relater, et pour cause! — quelques personnes m'ayant demandé si c'était le *Cri des Travailleurs* qui se publie actuellement à Carmaux qui avait mené une si odieuse campagne contre notre regretté camarade Girier-Lorion, je tiens à préciser et à leur faire savoir qu'il n'y est pour rien, pas plus que le citoyen J. Roché qui le dirige, mais qu'à ce moment c'était le *Cri des Travailleurs* qui se publiait à Lille, sous la direction de Delory, maire socialiste (!) actuel de cette ville.

C'est donc Delory, ce politicien ambitieux, digne prosélyte de Guesde, qui fut le délateur de Girier-Lorion et en partie le principal auteur de sa disparition!

Honte et mépris donc à lui!

LÉO SIVASTI.

∴

Le groupe E. S. R. I. vient de faire paraître le premier numéro d'un bulletin qui résumera les travaux du groupe. Les camarades, au moyen de leur bulletin, comptent mettre les groupes en relation les uns avec les autres. Ecrire au camarade L. Rémy, 71, rue de Buffon, ou au siège du groupe, 5, rue de l'Arbalète.

∴

Ceux qui désirent se procurer des *Peste religieuse* à 3 fr. le cent plus les frais d'envoi, n'ont qu'à s'adresser à Béranger, 71, rue des Longues-Haies, à Roubaix.

∴

VERVIERS. — Groupe des *antiparlementaires excursionnistes*, réunion tous les dimanches matin chez le camarade Michel Nizet. Lecture de brochures et causeries.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu de chez Stock :

Comparaison des écritures de Dreyfus et d'Esterhazy, album. — *L'Affaire Esterhazy* (une feuille d'écriture). — *L'Innocent et le Traître*, par Yves Guyot, 1 broch., 0 fr. 25. — *La Revision du procès Dreyfus*, par Yves Guyot, 1 vol., 2 fr. — *L'Affaire Picquart devant la Cour de cassation*, 1 vol., 2 fr. — *Le Devoir du citoyen français*, par L. Havet, broch., 0 fr. 25. — *Le Curé de Fréjus*, par J. Reinach, broch., 0 fr. 25. — *Les Enseignements de l'histoire*, par J. Reinach, 1 broch. — *Coupable ou non*, par Justin Vanex, broch., 1 fr. — *Avant le procès*, par E. Duclaux, broch., 0 fr. 50.

La Ley del numero, par Ricardo Mella, 1 broch., imp. de Cerdeira y Farina, à Vigo.

Paysans et ouvriers depuis sept cents ans, par G. d'Avenel, 1 vol., 4 fr., chez Colin, 5, rue de Mézières.

Conférence populaire sur l'astronomie, par L. Guétant, chez Storck, 78, rue de l'Hôtel-de-Ville, Lyon.

Abeceda anarchismus, par Karl Vohryzck, brochure, 5 kreutzer, adresse Frantička Pechera v. Bruchu c. 247 u. Duchcova.

Ai Legalitari, par D. Zavattero, broch., Londres.

Il nous reste encore quelques collections des deux numéros du *Glaneur anarchiste*. Prix : 0 fr. 50.

Aussi quelques collections complètes des années 4, 6 et 7 de la *Révolte* et neuvième année du *Révolté*, que nous laisserons pour 3 francs.

L'année séparée (sauf la quatrième dont nous avons très peu), 1 fr. 75.

Il reste très peu de ces collections; nous engageons les camarades à se hâter s'ils désirent se les procurer avant qu'elles soient épuisées. Il y aurait ensuite deux avantages pour nous : nous faire rentrer un peu d'argent, dont nous avons besoin plus que jamais, et faire de la place dans nos casiers pour y placer les publications nouvelles.

∴

Nous avons fait un nouveau tirage des *Porteuses de bois* de C. Pissarro; 1 fr. 40 l'édition ordinaire; — 3 fr. 25 l'édition d'amateur.

∴

Il ne nous reste plus que quatre collections des quatre années des *Temps Nouveaux* annoncées à 10 fr.; à partir de la semaine prochaine, elles seront vendues 7 fr. l'année, 20 fr. les quatre.

∴

Vient de paraître notre quinzième lithographie : *Ah! les sales corbeaux!* par Jules Hénault; franco, en tube, 1 fr. 40; tirage d'amateur, 3 fr. 25.

∴

En vente à nos bureaux :

Le roman de Stepniack : *André Kojoukhov*, traduit en russe par Kropotkine. Prix : 3 fr.

∴

A lire :

Lois détestables, par Ranc, *La Dépêche*, 27 juillet.

PETITE CORRESPONDANCE

G. P., à Epoye. — Votre lettre n'étant pas affranchie, il ne reste que 0 fr. 20 à la souscription.

J. M. L. — Votre carte m'est arrivée trop tard pour répondre dans le numéro 15. — Vous me trouverez à 3 heures tous les jours, sauf le mardi et le samedi.

J. T., ayant habité Lyon, demande l'adresse de Delormes.

R., à Villiers. — Faisons le changement.

H. L., à Aix. — Vous avez raison en principe. Seulement, comme le mandat ne nous est pas parvenu, il nous fallait bien nous informer pour pouvoir réclamer à la poste.

J. L., à Verviers. — Je vous fais passer un mot par le camarade Nizet.

Au camarade qui nous proposait de traduire du Multatuli. — Voici ce qui a déjà été publié : *De la démence de l'autorité.* — *Dialogue japonais.* — Divers fragments des *Légendes de l'autorité.* — *Histoire de Saïdjah et d'Adindah.* — Fragments de l'*Ecole des Princes.* — *Prière de l'ignorant.* — *Le Désir de connaître.* — *Vers le Golgotha.*

Reçu pour le père d'Etiévant (et remis) de Spring-Walley, groupe *les Affamés*, 10 fr.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Un instituteur anarchiste, 2 fr. 10. — Un camarade, 2 fr. — G., à La Palisse, 0 fr. 50. — L. J., 5 fr. — X. G., 1 fr. 15. — Chamboux, 0 fr. 25. — Un jeune homme qui déteste les médaillons et la misérable profession de curé, 0 fr. 30. — Total : 11 fr. 30. — Listes précédentes : 588 fr. 05. — Total général : 599 fr. 35.

Reçu pour la brochure à distribuer : M. Andrey, Allegheny, 0 fr. 50; Chamboux, 0 fr. 25; Un révolutionnaire qui déteste les curés, 0 fr. 30; Un candidat qui aime bien les curés partagés en deux, 0 fr. 25; Pour que du Paty reste éternellement au Cherche-Midi, 0 fr. 25; Un ouvrier qui n'aime pas les capitalistes, 0 fr. 25. En tout : 1 fr. 55. — Total : 2 fr. 05. — Listes précédentes : 46 fr. 15. — Total général : 48 fr. 20.

Reçu pour l'image pour enfants : G. de V., à Autun, 0 fr. 25; Chamboux, 0 fr. 25; Un ami de la liberté, 0 fr. 25. Total : 0 fr. 75. — Listes précédentes : 20 fr. 05. — Total général : 20 fr. 80.

Reçu pour le journal : L. S., à Vierzon, 0 fr. 70. — G. P., à Epoye, 0 fr. 20. — C. F., 5 fr. — L., à Beaugy, 2 fr. — *Vente de vieux timbres*, 5 fr. 20. — J. T., à Sidi-Moassa, 1 fr. 05. — A. A., 2 fr. — H. R., 5 fr. — K., à Munich, 2 fr. — A. C., à Montpellier, 1 fr. — L. J., 5 fr. — N. V., 5 fr. — W., à Baldock, 5 fr. — J. C., à Houssaye, 0 fr. 45. — Chamboux, 0 fr. 25; Un ami à Déroulède, 0 fr. 25; Un ami à Flic, 0 fr. 50. En tout : 1 fr. — Merci à tous.

C., à Beaune. — C. de C., à Porto. — D., à Thiers. — A. G. D., à Fulton. — D., à Ramseys. — R., à Villiers. — M., à Liège. — T., à Bourges. — Spring-Walley. — J. H., à Rotterdam. — F., à Berne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 14 — DIX CENTIMES — DU 29 JUILLET AU 4 AOUT 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS DE L'EXTÉRIEUR

Nous leur rappelons que, vu les frais élevés de remboursement, il n'en sera plus pris sur eux. Nous prions donc ceux dont l'abonnement est expiré de bien vouloir nous envoyer le montant de la nouvelle souscription, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans la réception du journal.

A NOS LECTEURS

Après avoir bataillé pendant des semaines, nous voilà revenus à supprimer le supplément cette semaine. Cela par la faute de nombre de nos anciens dépositaires qui ne sont pas encore libérés de leur compte.

Pour faire de l'argent immédiatement, nous offrons la collection complète des quatre années des Temps Nouveaux *pour 10 francs, plus les frais d'envoi (0 fr. 80, colis postal en gare).*

Nous n'en mettons que dix en vente à ce prix-là.

Avis aux bibliothèques et aux groupes d'études.

JOURNALISME ET JOURNALISTES

Ce que cache la presse de tripotages et de malhonnêtetés, il y a déjà longtemps qu'on le sait; le Panama et les diverses affaires de chantage qui suivirent sont venus ouvrir sur elle une percée qui, comme les regards d'égouts, a laissé voir et sentir les immondices qu'y roule le flot de papier qui, quotidiennement, se déverse sur le pays.

L'affaire Dreyfus, brochant sur le tout, est venue démontrer comment les paillasses de la plume font bon marché de la vie d'un individu lorsqu'il s'agit de soigner la vente et de satisfaire ses rancunes.

La presse est tombée bien bas, et personne n'ose plus, aujourd'hui, nous parler de son fameux « sacerdoce ».

Certains journalistes en arrivent eux-mêmes à être pris de dégoût du métier qu'on leur fait faire et ne font aucune difficulté pour avouer qu'un journal n'est plus aujourd'hui qu'une spéculation qui doit, par n'importe quels moyens, faire rendre de l'argent.

Cet aveu, M. Conte, dans un livre qu'il vient de faire paraître (1), met carrément les points sur les i et soulève un coin du rideau qui cache les flibustiers.

« Je risque, dit-il dans la préface, après la publication de ce volume, à ne plus trouver à gagner ma vie dans la presse. » Mais le besoin de cracher enfin, une bonne fois pour toutes, les rancœurs qu'il a dû étouffer, la satisfaction d'étaler les vilenies qu'il a été forcé de côtoyer en cette sentine, l'âpre volupté de jeter, à la face de ceux qu'il fut forcé de frôler dans sa carrière de journaliste, les turpitudes dont il fut le témoin, sont les seuls mobiles qui le meuvent.

Et, si l'on en juge par la vigueur des silhouettes qu'il a tracées, par l'amas de sottises et de tripotages qu'il dévoile, elles ont dû être bien profondes les rancœurs qu'il a subies, ils ont dû être nombreux les dégoûts qu'il fut forcé de refouler, car il a la dent dure pour ses confrères, et les directeurs de journaux qu'il nous dépeint sont des types d'une bien sale crapulerie.

Aussi, ce que cette bonne presse s'est empressée de faire le silence autour du livre! C'est que, pour la plupart, ils ont beau convenir en petit comité des tares de leur métier : ils n'aiment pas les voir s'étaler au grand air.

Le volume de Conte est présenté sous forme de roman, mais l'intrigue n'en est pas compliquée. Un jeune bachelier, qui vient à Paris pour gagner sa vie à la pointe de sa plume, se voit lancé dans le reportage pour commencer sa carrière de journaliste. Et, sous la raison de nous raconter les bassesses dont il fut le témoin, les marchandages qu'il surprit, il nous fait passer sous les yeux toutes les vilenies qui se perpètrent à l'abri d'un journal.

En somme, cela a plutôt l'air d'une autobiographie, et il ne faudrait pas grand effort d'imagination pour mettre les noms véritables sur les personnages que l'auteur fait évoluer.

Inutile de dire que, quelle que soit la boue que remue notre auteur dans ce dépotoir qu'est la presse, cela ne m'enlève aucune de mes illusions sur le journalisme. Par le peu que l'on en apprend de loin par ceux qui y sont mêlés, il il y a belle lurette que celles que j'avais se sont envolées. Le livre de M. Conte ne fait que confirmer l'opinion que je m'en étais faite.

Ce n'est pas à dire que, dans le journalisme comme ailleurs, il ne se trouve pas d'honnêtes gens. Ce serait aller un peu trop loin. Mais si les directeurs de journaux sont les fripouilles que je m'imagine et que nous dépeint M. Conte, s'ils forcent les écrivains qu'ils emploient aux promiscuités dont ils se plaignent et dont nous sommes tous les jours témoins, s'ils les contraignent à couvrir de leurs noms les tripotages ignobles que l'on devine, il nous faut bien le constater, c'est leur faute après tout.

Comment ! un pauvre diable d'ouvrier qui a peine à vivre lorsqu'il travaille, se condamnera, pour résister à l'arbitraire d'un employeur, parfois par seule solidarité envers d'autres camarades, aux plus dures privations; pendant des semaines, pendant des mois souvent, il rognera sur l'insuffisance, se condamnera aux dettes qui, la lutte finie, pèseront sur son maigre budget des mois et des mois, et des écrivains dont, après tout, la misère n'est que relative, puisque leurs salaires, à part de très rares exceptions, sont bien au-dessus de celui d'un ouvrier, ceux-là n'oseront pas résister aux caprices des potentats de la presse !

Faute de savoir se sentir les coudes, par crainte d'être forcés de supprimer un dessert ou de manquer une villégiature à la mer, ils n'osent pas refuser de servir plus longtemps de paravent aux opérations de chantage des aigrefins de la plume ! De quoi se plaignent-ils? Ils ne subissent que ce qu'ils veulent bien endurer.

Et ceux qui, parmi eux, n'attendent pas après le prix de leur article pour manger, ne sont pas moins âpres à la curée.

Et, encore, un ouvrier peut être remplacé par la machine ou par un autre ouvrier : cela n'a aucune importance pour le patron auquel les clients ne demandent pas la signature de l'œuvre.

Un directeur de journal, quelle que soit son habileté, son savoir-faire, ne fait prendre son journal qu'à condition de fournir au public les noms qui lui agréent. Chaque écrivain amène avec lui son noyau de clientèle. Si, une bonne fois pour toutes, ils voulaient s'entendre, poser leurs conditions, ce seraient eux les maîtres, car le directeur ne pourrait pas faire son journal sans eux.

Aussi, lorsque MM. les écrivains viennent gémir sur la déchéance de la presse, se lamenter des ignominies que l'on pratique à l'abri de leurs noms, on peut leur répondre avec juste raison que, s'ils savaient faire preuve d'un peu plus d'énergie, s'ils étaient un peu moins jaloux les uns des autres, moins rapaces à tirer chacun la couverture à soi, ils pourraient forcer les marchands de papier à être, sinon tout à fait propres, tout au moins un peu moins sales.

On est toujours plus ou moins responsable du mal qui s'accomplit, alors que l'on ne fait aucun effort pour l'empêcher.

M. Conte, en parlant de ses courses au reportage, est amené à parler des anarchistes qu'il eut à fréquenter alors que l'anarchie fournissait à la presse de la « bonne copie ». Seulement c'est du haut de ses diplômes que notre journaliste juge les idées anarchistes, et les individus.

Il nous parle des « théories enfantines des ouvriers anarchistes qui lisent avec respect les brochures à deux sous qui leur ouvrent l'ère de la justice et du bonheur ».

Si la course à la copie avait laissé à M. Conte le temps d'étudier ces anarchistes un peu moins superficiellement, peut-être se serait-il aperçu que la plupart savent discuter et critiquer ce qu'ils lisent, chose que lui-même n'a pas su faire, car, s'il avait lu et compris ces brochures à deux sous, qu'il traite si dédaigneusement, peut-être aurait-il appris que l'anarchie est une théorie qui se discute, et ne se traite plus par le dédain.

J. GRAVE.

(1) *L'Enfer*, un vol., 3 fr. 50, à la Société libre d'édition des gens de lettres, 30, rue Laffitte.

A M. F. DE PRESSENSÉ

Grâce aux personnalités de MM. Guesde, Vaillant et Lafargue, signataires du manifeste que vous savez, vous avez pu faire, l'autre jour, dans l'*Aurore*, une réponse abondante, hautaine et facile, aux attaques contenues dans ledit manifeste. Il n'est pas de *déviations*, en effet, pas de *compromissions* où ne se soient salis eux-mêmes et depuis longtemps ceux qui veulent « en finir avec une politique, prétendue socialiste, faite de *compromissions* et de *déviations* ». Sur ce point je suis d'accord avec vous. Mais sur ce point seul, car, si cela prouve l'imprudence de certaines gens, cela ne prouve en rien le mal fondé de leurs accusations. Pour se trouver en la bouche de ceux qui ont perdu le droit de la dire, la vérité ne cesse pas d'être la vérité.

Or, il est exact que l'affaire Dreyfus aboutit à une duperie, un de ces tours de passe-passe familiers au libéralisme bourgeois. Et cela par la faute de politiciens comme vous, Monsieur de Pressensé, comme Jaurès, comme Clémenceau. Cette agitation énorme et de laquelle on était en droit d'attendre comme un réveil au moins momentané de la conscience nationale, comme un pâle rayon de probité sur le tableau ordinairement si sombre de la politique, cette agitation se résout justement en l'acte politique le plus repoussant de cette fin de siècle : l'entrée de M. de Galliffet dans un ministère français, mieux encore, dans un ministère de défense démocratique.

Il est vrai que le bandit du militarisme choisi pour une besogne de résistance au militarisme, vous appelez cela « une question tout à fait accessoire et secondaire ». Eh bien, Monsieur de Pressensé, franchement, vous avez tort. Je connais au fond des faubourgs de vieux travailleurs, des hommes droits et simples, n'entendant goutte à vos finasseries et qui, devant cette chose que leur honnêteté croyait impossible, ont pleuré des larmes de rage et de douleur. Mettez encore avec vos sophismes tous ceux de Jaurès et tous ceux de Clémenceau : les larmes de ces vieux naïfs, de ces imbéciles qui, selon vous sans doute, ne comprennent rien aux affaires, me semblent encore une appréciation plus vraie de « votre politique », de cette politique qui, à vous entendre, ô ironie ! apporterait « au socialisme le rayon d'idéal qui fait son auréole ».

« La question qui se pose, dites-vous, c'est de savoir si le prolétariat socialiste doit se cantonner exclusivement sur le terrain des revendications économiques ou s'il a le droit et le devoir de prendre part à toutes les grandes batailles et de s'y porter d'ores et déjà le défenseur, le champion unique de la justice intégrale. » Sans doute cette question se pose et, sans doute aussi, elle est résolue, aussitôt que posée, dans votre sens. Mais vous oubliez de dire que de cette question en sort immédiatement une autre, seule en discussion aujourd'hui :

Quelle doit être, en ces grandes batailles dont vous parlez, l'attitude des socialistes, c'est-à-dire d'hommes qui voient toutes choses au travers et en fonction de la question sociale, d'hommes qui en toutes choses et avant tout poursuivent, comme vous dites fort bien vous-même, le triomphe du prolétariat travailleur sur la bourgeoisie possédante ?

Or, pour tous ceux qui ne sont pas déformés aux pratiques honteuses de la politique, la réponse à cette question va de soi. Le devoir des socialistes dans l'affaire Dreyfus ? Mais rien de plus simple, Monsieur de Pressensé. Etre socialiste avant que dreyfusard. Ne pas voir dans l'affaire un homme à sauver, — car des hommes à sauver, il y en a des milliers par jour et plus intéressants, plus INNOCENTS que celui-là. Ne pas faire du cas Dreyfus une fin, mais un moyen, un moyen de lutte contre le vieux monde. Interpréter donc tous les faits à la lumière de la vérité socialiste. Toutes les ignominies relevées à la charge des traîne-sabre et des porte-simarre, les retourner sur l'heure contre la classe capitaliste qui, détenant le pouvoir, est responsable de tous les abus du pouvoir. Derrière l'insolence militaire et prétorienne, derrière la réaction cléricale et royaliste, montrer la vraie coupable, c'est-à-dire la classe bourgeoise, cette classe égoïste, cruelle, aussi perfide dans ses alliances que fausse dans son libéralisme. Expliquer aux prolétaires comment, depuis un siècle, l'opportunisme bourgeois n'a qu'un but : maintenir solide son hideux comptoir de trafiquants entre la réaction d'un côté, la révolution de l'autre, usant de l'une et de l'autre, selon ses besoins, esquivant l'un par l'autre, employant l'une contre l'autre, et responsable par suite des audaces de l'une comme des défaites de l'autre.

Le devoir socialiste, Monsieur de Pressensé ? Toujours le même. Dans l'affaire Dreyfus comme ailleurs. Enseigner aux prolétaires que, tant qu'il y aura des pauvres et des riches, des travailleurs et des oisifs, des puissants et des faibles, il y aura des abus, des abus qui renaîtront éternellement de leurs cendres, des affaires Dreyfus qui s'entasseront sur les affaires Dreyfus pour le plus grand profit des marchands de politique. Expliquer aux prolétaires que s'en prendre aux effets sans remonter aux causes c'est faire une besogne de dupes où s'usent pour rien les énergies. Ne pas laisser dire surtout, ni répéter comme on le répète à satiété aujourd'hui, qu'il y a quelque chose de changé en France parce que les généraux, hier aux ordres des aristocrates et des jésuites, sont aujourd'hui au compte de l'industrie et de la banque.

Tout cela, l'avez-vous fait, l'avez-vous dit, Monsieur de Pressensé ? L'a-t-il fait, l'a-t-il dit, votre ami Jaurès dont vous prenez, aujourd'hui, si chaudement la défense ? Bien peu et bien mal. Dans l'affaire Dreyfus, vous avez été, l'un et l'autre, les avocassiers de la bourgeoisie bien plus que les avocats du peuple. Vous y avez vu trop souvent une question de légalité et de loyalisme. Aux socialistes vous avez expliqué abondamment qu'il fallait être dreyfusards, mais pas assez aux dreyfusards qu'il fallait devenir socialistes.

Et pourtant le peu que vous avez fait pour élargir le débat eût été déjà précieux, si vous ne l'aviez renié un beau jour, en faisant dire à vos actes le contraire de ce qu'avaient dit vos paroles.

Car il est à la fois curieux et regrettable que le socialisme dont vous avez parfois fait montre au cours de votre campagne pour Dreyfus se soit passé tout en paroles, en vaines paroles, pour s'évanouir comme une fumée le jour où vous vous êtes trouvé en face d'un acte à accomplir, d'un fait à accepter ou à répudier.

L'alternative où se trouvèrent un jour tous les dreyfusards de prendre ou de repousser la patte de la bête féroce qu'on vit un jour vautrée jusqu'aux oreilles dans le sang socialiste se produisit, à son heure, pour dissiper toute équivoque. A ceux que la lutte avait réunis, — et malgré eux, disaient-ils, un peu confondus — l'occasion était bonne pour dire clairement, par un acte cette fois, non plus avec des mots, si de l'affaire ils avaient fait une question de légalité bourgeoise ou un moyen de propagande révolutionnaire. Des bourgeois conservateurs en effet n'avaient aucune raison de répudier Galliffet ; des révolutionnaires les avaient toutes.

Je n'ai pas à vous apprendre, Monsieur de Pressensé, comment, sans rien dire, en compagnie de votre ami Jaurès, vous avez avalé et digéré le massacreur, marquis de Galliffet, avec les quelques milliers de cadavres que cet homme sinistre traîne après lui. Oh ! la merveilleuse politique ! Et comme vous avez raison de dire que, sans elle, le socialisme n'eût jamais connu « le rayon d'idéal qui fait son auréole » ! Quant à cette crainte exprimée par vous que Jaurès en disparaissant « n'emporte dans sa ruine la cause socialiste tout entière », elle me semble on ne peut plus justifiée depuis que Jaurès a choisi pour partager le poids de la cause socialiste l'égorgeur de mai 71. Vous ne pouviez moins faire que d'adresser des félicitations abondantes au « glorieux vaincu de Carmaux », en rappelant si à propos « la puissance de sa conviction ». J'espère que Jaurès ne vous a pas fait attendre des congratulations analogues et rédigées en des termes également enthousiastes. Entre sauveurs du socialisme on se doit bien ça. J'avoue toutefois que ce verbiage m'apparaît plutôt comme les fanfaronnades de complices après un mauvais coup.

Mais trêve de plaisanteries et finissons. Si l'on résume votre attitude dans l'affaire Dreyfus, la vôtre et celle de vos amis, que trouve-t-on ? Pour le peuple, des paroles, oh ! beaucoup de paroles, un déluge de paroles. Pour la bourgeoisie, des actes. Le jour où des bourgeois ont signifié, au moyen de l'opportunisme mielleux de M. Waldeck-Rousseau et de l'opportunisme sanguinaire de M. de Galliffet, qu'ils entendaient s'emparer de l'affaire Dreyfus et la terminer au profit de l'opportunisme bourgeois, vous avez été du côté des bourgeois.

Je serais curieux que vous me montriez ce qu'il peut y avoir là de tant glorieux pour des socialistes, à moins que vous ne réserviez vos explications à ceux qui n'ont pas le droit de vous les demander.

Veuillez agréer, etc...

CHARLES-ALBERT.

UN ÉTONNEMENT PEU JUSTIFIÉ

Les journaux républicains ont l'air d'être tout « épatés » d'une dépêche envoyée par le tsar à un monsieur Bonaparte quelconque, lui souhaitant son avènement au trône de France.

Si les journalistes de la grande presse lisaient les *Temps Nouveaux*, ils n'auraient pas été étonnés des sentiments de Nicolas ; car, au mois de février dernier, notre ami Kropotkine, dans une série d'articles intitulés : *L'Alliance Franco-Russe*, démontrait que la cour de Russie avait toujours travaillé à la restauration des d'Orléans, se rabattant sur le Bonaparte en reconnaissant l'impossibilité de ceux-là.

L'état d'esprit d'un " classe-dirigeant "

J'ai déjà eu l'occasion d'entretenir nos lecteurs de l'école libertaire qu'un groupe d'amis tente de réaliser, et où l'on tâcherait d'employer pour l'éducation des méthodes rationnelles capables de faire des êtres de volonté et pensant par eux-mêmes (1).

Pas assez riche encore pour organiser l'éducation d'enfants, le groupe, provisoirement, s'est rabattu sur les cours du soir pour adultes, dont la première série fut commencée en février, à l'*Hôtel des Sociétés savantes*, et où les camarades Hérold, Quillard, Charpentier, Collière, Ralph et Bloch parlèrent sur différents sujets, intéressant un petit auditoire attentif.

Ces cours seront repris en octobre prochain, avec les mêmes camarades et quelques autres nouveaux.

Seulement, le groupe voudrait se mettre dans ses meubles, et à cet effet l'ami Ardouin a déjà

(1) Pour tous renseignements, s'adresser au camarade Ardouin, trésorier du groupe, 86, rue de Cléry.

visité sept ou huit locaux, qui auraient parfaitement fait notre affaire; seulement, chaque fois qu'il annonçait que c'était au nom de l'école libertaire qu'il se présentait, la figure du proprio s'allongeait. On promettait de lui rendre réponse, mais une lettre le jour suivant lui énonçait toutes sortes de raisons, autres que la bonne, pour ne pas lui louer.

A ce sujet, la visite qu'il fit au propriétaire du dernier local visité mérite d'être racontée.

C'est un hôtel chic de la rue Fortuny.

Après avoir discuté les clauses du bail, le propriétaire demande ce que sont ces cours pour lesquels on veut louer son local?

L'ami Ardouin :

— Ce sont des cours de science, de littérature, de sociologie.

— Mais qui donne ces cours?

— Des professeurs, des savants.

— Mais votre groupe a bien un titre, une désignation?

Ardouin, qui sent poindre la difficulté :

— Un titre, oui, nous en avons un : c'est le *Groupe de l'école libertaire.*

Le proprio, qui n'a pas saisi :

— Ah! oui, libertaire, qui aime la liberté?

— Vous avez deviné.

— Ah! mais, vous savez, c'est que je ne veux pas que l'on fasse des réunions électorales dans mon immeuble.

— Là-dessus, vous pouvez être parfaitement tranquille.

— C'est que je le mettrai dans le bail.

— Si vous voulez.

Puis, notre propriétaire, croyant terminer par une bonne plaisanterie :

— Vous ne ferez pas non plus de réunions anarchistes, je suppose?

— Mais c'est que nous sommes des anarchistes.

Stupéfaction du bonhomme, qui, cependant, ne voulant pas perdre l'occasion d'exhiber un échantillon de cette espèce curieuse à son épouse, sonne un larbin et fait demander Madame.

Entrée de celle-ci.

Monsieur, *désignant Ardouin.* — Ma chère amie, je te présente Monsieur, qui vient pour louer notre local et qui est anarchiste.

Madame, *d'une voix de fausset.* — Oh! l'horreur!

« Horreur toi-même, vieille grue ! » pense l'ami Ardouin; mais, homme du monde jusqu'au bout, il se contente de dire en souriant:

— Je suis donc si effrayant que cela, Madame?

Embarras de la pimbêche, qui s'excuse sur la surprise du premier moment.

— Enfin, vous voyez bien que les anarchistes sont des hommes comme les autres, reprend Ardouin, et vous pouvez nous louer votre local sans avoir peur que nous vous le mangions.

Et alors le propriétaire de débagouler : bombes, violence, Ravachol, etc.

— Est-ce que la violence ne fait pas le fond de votre état social? Est-ce que les anarchistes l'ont inventée? Les royalistes avec la machine infernale de la rue Saint-Nicaise, les républicains avec Orsini, est-ce que tous les partis n'ont pas la violence à leur actif?

Tenez, vous avez, à l'heure actuelle, votre ministre de la guerre qui a tué 35.000 hommes en huit jours; eh bien! jusqu'à présent, il n'y a pas encore d'anarchiste qui soit arrivé à faire si grand.

Embarras de l'homme, qui n'a rien à répondre à cela.

Et nos deux interlocuteurs se séparent sur la promesse du propriétaire de rédiger le bail, mais celui-ci se récuse par lettre le lendemain de ne pouvoir donner suite à leurs pourparlers.

Voilà où nous en sommes au dix-neuvième siècle : une entreprise on ne peut plus pacifique qui ne peut trouver à se loger parce que les propriétaires ne sont que des imbéciles !

G.

MOUVEMENT SOCIAL

Franco.

La scission socialiste. — Il en est pour qui la scission socialiste est un événement considérable. Qu'y a-t-il donc de changé? De tous temps, il y eut, dans tous les partis soi-disant d'avant-garde, deux courants contraires et inconciliables. D'une part, les hommes fermement résolus à marcher de l'avant en rompant, s'il le fallait, avec le passé; d'autre part, ceux qui, soit timidité, soit calcul, prétendent restaurer les vieilles institutions caduques, les replâtrer, en modifier seulement la façade cachant tous les abus dont on se bornera à changer l'étiquette. En un mot, les camps avancés se sont toujours divisés en révolutionnaires et en politiciens.

Il y a entre ces deux courants une incompatibilité absolue, en dépit de toutes les alliances les plus sincèrement conclues. Car, lorsqu'il s'agit de passer de la théorie à l'action, il devient impossible de s'entendre, les uns prétendant parvenir au but en suivant une voie diamétralement opposée à celle que veulent prendre les autres.

Dans le parti socialiste actuel, il y a d'un côté les socialistes convaincus, pour qui le socialisme ne peut être établi que par la révolution, de l'autre ceux qui prétendent fonder un nouvel ordre social grâce à l'action parlementaire. Ces deux tactiques sont inconciliables, car l'action révolutionnaire est la négation de l'action parlementaire.

Aussi, chaque fois que se produit un événement de quelque importance, des querelles, des tiraillements, des scissions surviennent qu'il aurait été très facile d'éviter en ne cherchant pas à accoupler des éléments foncièrement incompatibles.

⁂

Alliance franco-russe. — Si l'alliance franco-russe n'existait pas, il faudrait l'inventer rien que pour édifier les peuples sur le mépris dans lequel ils sont tenus par leurs gouvernants. C'est sans doute dans cette intention qu'elle fut préconisée avec tant de zèle par M. de Rochefort, cet adversaire irréductible — jadis! — des gouvernements.

Jusqu'ici, cette mirifique alliance a été une cynique duperie, dont les Français commencent cependant à s'ébahir.

D'abord un emprunt, habilement lancé au lendemain de la conclusion de l'alliance, emporta en Russie une grande part des capitaux français. On se félicitait, on se réjouissait ici d'avoir rendu service à nos grands amis, pendant que le tsar et Guillaume rigolaient dans la coulisse et tripotaient dans l'Extrême-Orient.

Aujourd'hui que le césarisme nous menace, le tsar, ce précieux allié de la République française, cet enthousiaste ami de notre regretté Félix Faure, adresse à Louis Bonaparte une lettre qui constitue la suprême injure pour la République française, puisqu'il souhaite à ce prétendant de le voir bientôt monter sur le trône de France.

Les républicains français comprennent-ils?...

Ce n'est pas tout. La police russe chasse chez nous comme sur ses terres. On vient d'arrêter à Paris, aux travaux de l'Exposition, un réfugié russe que l'on a, non pas expulsé, mais bel et bien extradé, c'est-à-dire ramené en Russie, où il sera livré à l'ignoble vengeance impériale. Ce malheureux, nommé Gawlof, a déclaré à ceux qui l'entouraient, au moment de son arrestation, qu'il s'attendait à être pendu.

Jamais le gouvernement « républicain » n'était descendu aussi bas.

⁂

La Grande Famille. — Un soldat du 97e d'infanterie, en détachement à la forteresse de Barraux, s'est suicidé à la suite d'une punition qui lui avait été infligée. Il s'est noyé en se précipitant dans l'Isère.

⁂

Honnêtes malfaiteurs. — Le feu a pris à la prison de Riom, faisant des dégâts importants.

Que pensez-vous que firent les détenus de cette prison? Qu'ils se réjouirent du hasard providentiel qui détruisait leur bagne?...

Erreur! Ces braves gens ont aidé à combattre l'incendie! Qu'on les décore, ils le méritent, et qu'on cite leur exemple dans les manuels d'instruction civique. Rien n'est apte à faire un bon citoyen comme un malfaiteur endurci.

André Girard.

⁂

Lyon. — *Un avocat général insolent.* — Mercredi 19 juillet, à l'audience de la cour d'appel, dans son réquisitoire l'avocat bêcheur n'a trouvé rien de mieux que d'accuser ceux qui habitaient et fréquentaient la place du Pont de n'être que des repris de justice. En effet, réflexion faite, on serait tenté de le croire. C'est là que se trouve la mairie de la Guillotière, ainsi qu'un poste de police : c'est sans doute des malfaiteurs qui habitent ces locaux qu'il a voulu parler. Et, à coup sûr, ce sont de bien répugnants individus.

(*L'Initiative individuelle.*)

⁂

Chez les sabreurs. — A la suite d'un article paru dans le *Journal du Peuple* sur un incident qui s'était passé au 149e de ligne à Epinal, un adjudant a fait fouiller dans le paquetage d'un soldat, pendant son absence (loyauté toute militaire), et y a trouvé une copie dudit article. Le soldat a été mis en prison. Il est évident qu'il a dû être dénoncé par un de ses camarades de chaîne, Judas patriote qui fait grand honneur à l'armée.

Jeunes gens qui entrez à la caserne, souvenez-vous qu'il faut laisser sur le seuil toute ombre de liberté et de dignité. Vous n'êtes plus désormais que des machines aux mains d'hommes galonnés, qui ont le droit de scruter toutes vos pensées, de perquisitionner dans les moindres replis de votre âme, de fouiller dans vos poches et de lire votre correspondance, puis de faire de vous ce que bon leur semble.

Cela ne se passe pas autrement dans les bagnes.

⁂

Au 10e hussards, à Bordeaux, le brigadier Frénot donne l'ordre au cavalier Iralour de descendre pour une corvée. Iralour, étant occupé à s'astiquer pour la retraite en musique du soir, répond : « Je vais descendre quand je serai ciré. » Ce qui est une réponse raisonnable, au moins dans le monde des civils. Mais un homme qui a un petit bout de galon sur la manche veut être obéi sur-le-champ. Le brigadier Frénot, pâle de rage de voir l'exécution de son ordre différée de quelques minutes, se jette sur « son inférieur », le frappe, l'empoigne par le bras et l'entraîne dans l'escalier en le bourrant de coups de poings et de coups de pieds. En arrivant au bas, Iralour était tout en sang. Il veut s'arrêter à une fontaine pour laver ses blessures; « son supérieur » l'en empêche et se remet à le meurtrir, à le frapper au visage. Constatons que cette scène, se passant en pleine caserne, devait avoir beaucoup de spectateurs, et que tous ont laissé faire. L'armée, c'est, nous dit-on, l'école du courage. Non, c'est l'école de la lâcheté.

Le brigadier Frénot a passé devant un conseil de guerre. On ne pouvait pas faire autrement. Mais la décision de ce conseil de guerre, vous la connaissez d'avance, n'est-ce pas? Le brigadier Frénot est acquitté.

⁂

Les lois nous protègent. — La présence de Dreyfus en France, et la possibilité où il est désormais de causer à ses amis, est gênante pour bien des gens. Dans une lettre aux journaux, M. Louis Havet, professeur au Collège de France, a fait le récit, d'après le forçat lui-même, des mesures arbitraires dont il a été l'objet, tortures et aggravations de torture que rien ne justifiait de la part du condamné : construction d'une palissade à 40 centimètres de sa case, mise aux fers pendant la nuit, suppression des conserves pour la nourriture, confiscation des lettres de sa famille dont on ne lui remettait que des copies peut être tronquées et altérées, etc., etc. Tout cela, du reste, était déjà connu. Un homme en est responsable : André Lebon, ancien ministre des colonies. Dans sa réponse à M. Havet, il ne nie pas. Bien au contraire, il prétend avoir fait tout cela dans l'intérêt de Dreyfus, afin qu'il ne s'exposât pas aux répressions extrêmes que les règlements permettent au cas d'une tentative d'évasion. M. Lebon est trop bon; mais cela ne le regardait pas du tout. Si un forçat veut courir les risques d'une évasion, c'est son affaire : tant pis s'il est tué, tant mieux s'il échappe. Les règlements permettent aux gardes-chiourme d'assassiner le fugitif; mais ils n'autorisent pas du tout le ministre à faire supplicier un

condamné qui n'a pas encore tenté de s'évader. — Mais quoi! si l'on ne pouvait s'offrir un peu d'arbitraire, il n'y aurait pas de plaisir à gouverner.

Autre fait : de son île Dreyfus avait envoyé deux pétitions à la Chambre et au Sénat. C'est le droit de tout citoyen, condamné ou non. La loi est formelle. N'empêche que Méline, qui était alors président du conseil des ministres, ne fut pas d'avis de transmettre ces pétitions et en référa à ses collègues, qui, tous, comme un seul homme, s'assirent sur le Code. Et, une fois de plus, la voix de l'innocent fut étranglée.

Et, là-dessus, on songe à tous ces pauvres diables d'électeurs et de contribuables qui sont si heureux d'avoir des lois, d'être protégés par les lois. Il est possible que, dans la pensée des législateurs, les lois soient faites pour nous protéger; mais, ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elles protègent surtout les oppresseurs contre la colère des opprimés.

R. Ch.

Belgique.

Renseignements politiques :

A la Maison du Peuple de Bruxelles, on a expulsé un camarade qui vendait la brochure de Tcherkesoff.

A Liège, il y a dans de nombreux établissements socialistes des inscriptions où il est dit qu'on ne reçoit pas les anarchistes.

Le parti socialiste a été invité à conférer avec le bourgmestre de Bruxelles pour organiser la police des manifestations. C'est Hector Denis qui a été l'intermédiaire. Il a fait ressortir la beauté du rôle de soutien de l'ordre.

Le P. O. a envoyé une commission conférer avec le bourgmestre Buls. Les socialistes s'engageraient à remettre dans les mains de la police tous ceux qui agiraient contrairement au règlement du service d'ordre.

X.

***

Le Parlement continue à s'épuiser en discussions stériles, en intrigues et en futilités de divers ordres. La poussée populaire n'est plus là, menaçante et impérieuse, inspirant aux élus de ces frousses salutaires, commencement de la sagesse; au moment même où la Révolution semblait triompher, culbutant en même temps que le projet électoral la dynastie du sieur Cléopold, les dirigeants socialistes, satisfaits à bon marché d'une transaction anodine du ministère, ont calmé eux-mêmes l'effervescence de la foule.

Ce que ne pouvaient faire ni l'arrivée des soldats décidés en grand nombre à ne pas obéir, ni la présence sous les armes de gardes civiques mettant crosse en l'air et conspuant le Trône, ni même les massacres des assassins aveulis, ivres de sang et d'alcool, enrôlés dans la gendarmerie, messieurs les députés socialistes l'ont réalisé à merveille.

Ils ont employé leur influence à étouffer l'émeute, comme jadis ils cassaient dans l'œuf les mouvements de grève, décidés à entretenir dans les masses les sots préjugés de légalité, d'obéissance aux lois, sans lesquels ils ne pourraient eux-mêmes espérer asseoir un jour leur domination.

Il y a plus : ils emploient actuellement leur activité à constituer leur propre police!

Il paraît qu'au cours des manifestations dernières on a cassé trop de vitres, écrabouillé trop de sergots; ces messieurs ont transigé alors avec le maire Buls, et, de commun accord, il fut statué que dans les manifestations les socialistes nommeraient un corps de « compagnons » qui auraient pour mission de « maintenir l'ordre » et de « signaler » au parquet les « perturbateurs ».

Il y a dix années, celui qui eût fait pareille proposition au P. O. aurait été lapidé; aujourd'hui la jeunesse socialiste elle-même trouve l'organisation d'une « police de compagnons » comme n'offrant rien que de naturel. Autres temps, autres mœurs.

L'ignominieux Servais n'aura plus désormais à faire défiler, dans les audiences, son cortège nauséabond d'espions chargés de venir « accabler » les révoltés qui « excitent et provoquent »; la police de la Maison du Peuple lui suffira amplement.

Il n'y a pas jusqu'aux journaux libéraux qui ne peuvent s'empêcher de ridiculiser l'attitude des policiers improvisés qu'un vaudevilliste lui-même n'eût osé imaginer, il y a dix ans.

Un journal progressiste, dans un éclair de bon sens, déclare que « si ces mesures sont prises contre les éléments *anarchistes*, elles iront à l'encontre du but; en les détournant de l'action collective, peut-être regrettera-t-on demain de les avoir inconsciemment poussés vers l'acte individuel ».

Tout cela avait déjà été dit en France à l'occasion du vote des lois scélérates.

Et l'on sait, en effet, ce qui advint.

Pour terminer, — et dans la mesure où ceci intéresse les libertaires étrangers — résumons la situation parlementaire.

L'Uninominal, projet approuvé par Cléopold et quelques gros bonnets doctrinaires et cléricaux, est voué au plus piteux des échecs; la Représentation proportionnelle n'a pas davantage le vent en poupe; toutes les formules électorales étant démolies l'une sur l'autre... on s'en tiendra au *statu quo*, c'est-à-dire au « plural ».

Tel est le résultat des « grrrands mouvements politiques ».

Flaustier.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le 30 juillet, à 4 heures, Mlle Dupont rendra compte aux parents de l'année scolaire au point de vue du perfectionnement moral, intellectuel et technique.

Elle expliquera l'autonomie de l'école sans l'autorité, l'abolition des classements, des concours, des récompenses et l'éducation expérimentale au point de vue scientifique de la vie; elle suggérera une conversation générale; elle acceptera les observations et les réfutations qui lui seront faites; elle prouvera par l'expérience, les résultats acquis, combien elle est convaincue de ses idées.

Le concours d'admission de l'Ecole professionelle aura lieu le 31 juillet, à 8 h. 1/2 du matin, 96, avenue des Ternes.

La rentrée des élèves aura lieu le 2 octobre, 96, avenue des Ternes, et 5, rue Juliette-Lamber.

Bibliothèque de propagande libertaire de Belleville. — Camarades! Après avoir lutté dans des petits groupes qui disparaissaient presque aussitôt après leur apparition, les libertaires ont compris qu'on ne pouvait faire de l'étude qu'à la condition de se rendre indépendant.

Avec un peu de bonne volonté, combien il nous serait plus facile d'avoir un local à nous, où les dépenses seraient moindres et où les camarades ne craindraient pas d'amener leur compagne!

Les camarades qui voudront aider à cette œuvre devront envoyer leur adhésion ou leurs souscriptions au Comité d'initiative, 27, rue de Belleville.

Pour le Comité :
Le Coz, P. Prost.

Dimanche 30 juillet, à 2 h. 1/2, salle des Omnibus, 27, rue de Belleville, matinée artistique, chantante et dansante, avec le concours des chansonniers montmartrois. Numéro d'illusion et de magie par l'illusionniste Abel. Conférence par A. Bloch. Prix d'entrée : 0 fr. 50.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon. — A 8 h. 1/2 : samedi 29 juillet, Henri Duchmann, sur *Le salut est en vous*, de Tolstoï.

Lundi 31 juillet, A. Bloch, sur *A bas les armes!* de Mme Suttner.

Adresser livres, revues, journaux, au siège, 26, rue Titon.

N.-B. — Les conférences seront suspendues du 1er août au 15 septembre. Tous les mercredis, la bibliothèque sera ouverte pour la lecture des livres.

Promenades-annexes de l'école libertaire. — Dimanche 6 août, aura lieu la troisième, avec le camarade Charpentier pour le côté artistique.

Si, parmi nos lecteurs, il y a un camarade qui puisse faire une causerie sur la botanique, il est prié de se joindre à notre caravane. Rendez-vous au *Pont-Royal*, départ des bateaux de Suresnes.

Un camarade nous a envoyé, pour être vendus au profit du journal, quelques volumes défraîchis que nous offrons au rabais :

Le Progrès, par E. About, 1 fr. 25; *Mœurs littéraires*, par C. de Sainte-Croix, 1 fr. 25; *Dans la Rue*, 2e vol., par Bruant (en bon état), 2 fr.; *L'Enfermé*, par Geffroy, 1 fr. 50; *Paris*, par Zola, 1 fr. 50; *Le Socialisme en danger*, par Nieuwenhuis, 1 fr. 25. — *L'Armée contre la nation*, par U. Gohier; *L'Evolution et la Révolution*, par E. Reclus; *La Commune*, par L. Michel; *Psychologie de l'anarchiste*, par Hamon. Ces quatre derniers volumes en bon état, 1 fr. 75 chaque.

Par la poste, les frais d'envoi en plus, soit 0 fr. 40 par volume.

Un camarade désire se procurer les numéros : 6, 16, 18, 22, 32, 42, 46, 48 de la deuxième année; 3, 5, 36, 40 de la troisième année; 9, 43, 48 de la cinquième année du journal *la Révolte*, et les suppléments des numéros 6, 9, 13, 16, 31, 32, 33, 34, 42, 43, 44, 48 de la cinquième année.

Un camarade pourrait-il disposer, pour les collections du journal, d'un numéro 29 de l'*Egalité* de Guesde, 1re série?

Des numéros 40, 42, 43, 44, 46 et suivants de la 3e série?

Saint-Denis. — *Cercle Tolstoï*, groupe d'études sociologiques. Tous les vendredis soir, à 8 h. 1/2, 86, rue de Paris, réunion.

Il y est fait des causeries sur tous les sujets intéressants.

Verviers. — Groupe *Les Antiparlementaires excursionnistes.* — Réunion tous les dimanches, à 10 heures du matin, chez le camarade M. Nizet, rue de Hodimont-lez-Verviers, 148. Lecture de brochures et causerie par un camarade du groupe.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu de chez Stock :

Au Pays des Moines (Noli me tangere), par José Rigal, 1 vol., 3 fr. 50. — *L'affaire Dreyfus devant la Cour de cassation*, par R. Dubreuil, illustrée par Couturier, Ruffe, Ibels, 1 vol., 3 fr.

ΠΡΟΣ ΤΟΥΣ ΝΕΟΥΣ, par Pierre Kropotkine, une broch., 30 lepta; ΤΟ ΠΝΕΥΜΑ ΤΗΣ ΕΠΑΝΑΣΤΑΣΕΩΣ par Kropotkine, une broch., 25 lepta, chez Y. Manganaras, à Patras.

Entre camponeses, Enrico Malatesta, une broch., 50 reis, *Kiosque elegante*, Rocio, Lisbonne.

La Mer, les marins et les sauveteurs, par L. Berthaut, quatorzième volume de la Bibliothèque de vulgarisation, 1 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Les Sociétés de crédit agricole mutuel, circulaire du *Musée social*, 5, rue Las-Cases.

Le Jugement du silence, par H. Gaillard; 1 vol., 2 fr. 50, à la *République de demain*, 111 *ter*, rue d'Alésia.

A lire :

Facéties diplomatiques, par A. Retté, *Rappel*, 22 juillet.

Duels, U. Gohier, *Aurore*, 24 juillet.

PETITE CORRESPONDANCE

F. F., à Rome. — Je n'ai pu vous répondre, votre lettre ne contenant pas votre adresse. Merci.

L. de C., Charleroi. — Les envois seront faits.

V. R. — Donnez-nous l'adresse où il faut vous expédier les brochures; je vous les enverrai avec celle de Tcherkesoff, si vous y joignez le prix de cette dernière.

L., à Marseille. — Nous ferons la réclamation pour Arles.

B. L., à Monthey. — Bien reçu les mandats. C'est une erreur de notre part. Avec votre envoi, l'abonnement ne finira que fin novembre.

Germinal, à Lyon. — Je fais passer à la maison Schleicher.

C. F., à Berne. — Faites du mieux que vous pourrez. Je n'ai pu me procurer la brochure.

Reçu pour brochures : Nantes. Père Gabrielle, 0 fr. 50; Joseph, 0 fr. 50; Quatre compagnons de Chantenay, 1 fr.; Trois révolutionnaires, 0 fr. 30; Un copain, 0 fr. 10; Charlot, 0 fr. 10; Les grévistes mouleurs, 3 fr. 70. En tout, 6 fr. — Liste précédente, 46 fr. 15. — Total général : 52 fr. 15.

Reçu pour le journal : C. J., à Saint-Etienne, 3 fr. — Cernay, à Nogent, 1 fr. — G. C. V., à Autun, 0 fr. 25. — G., à Lyon, 12 fr. — E. C., 1 fr. — H., 0 fr. 50. — La compagne B., à Saint-Amand, 2 fr. — B. J., à Saint-Amand, 1 fr. — R. D., 2 fr. — X., 1 fr. — Un merlan, 0 fr. 30. — Frédéric, 0 fr. 45. — Merci à tous.

P., à Marseille. — N., à Toulouse. — B., à Nantes. — H., à Brest. — H., aux Ponts-de-Cé. — C., à Nogent-les-Vierges. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 17 — DIX CENTIMES — DU 19 AU 25 AOUT 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA DÉBACLE

Les nationalistes, Coppée en tête, et tous ces lâches qui réclament la guerre parce qu'ils se savent en situation de ne pas y prendre part, adjuraient, la semaine passée, Mercier de dire tout ce qu'il savait, quelles qu'en fussent les conséquences, mais qu'il prouvât la trahison de Dreyfus.

Mercier a parlé et n'a prouvé que ce que nous savons depuis longtemps : qu'il n'est qu'un menteur et un ignoble coquin.

Trop lâches pour en venir aux résolutions viriles, les nationalistes, voyant tous leurs atouts leur crever dans les mains, n'ont plus qu'une chance, celle dont ils se sont servis depuis le commencement : le mensonge, et essayer de retarder le procès, espérant un coup du ciel.

Pour obtenir ce retard, ils ont essayé de faire assassiner un des défenseurs de Dreyfus, Labori, tentant en même temps de lui faire voler son dossier.

Comme si, au point où en sont les événements, la disparition d'un homme pouvait retarder l'éclosion de la vérité !

Ils n'arrivent qu'à démontrer une chose : c'est que, à la fin du dix-neuvième siècle, il faut avoir du courage pour oser se ranger du côté de la vérité et prendre la défense d'un homme contre lequel s'acharne la fripouille sociale.

La balle qui a blessé Labori a frappé à mort les hommes de l'état-major et leur institution.

J. GRAVE.

EN REGARDANT VERS RENNES...

De tous les pays du monde on regarde vers Rennes avec des yeux d'extase et de triomphe, comme s'il allait se lever sur cette ville quelque merveilleuse aurore. Il semble qu'au signal de l'événement attendu des temps nouveaux s'apprêtent à luire. Je regarde avec les autres, mais je ne vois rien, hélas! qui justifie tant de confiance et d'enthousiasme. Je vois des hommes qui en jugent un autre. Et cette chose est si laide, si terrible, que j'en éprouve toujours la même terreur avec la même répugnance.

Rassurez-vous, me dit-on. Ce n'est pas aujourd'hui le drame coutumier des lieux de justice. L'homme assis là-bas, où sont d'ordinaire des vaincus, est un vainqueur. C'est un innocent dont on va reconnaître l'innocence. La sinistre machine ne s'est pas mise en branle, cette fois, pour pousser quelque malheureux dans le gouffre, mais pour lever la pierre d'un tombeau.

Eh! que m'importe? Ce sont toujours des hommes tenant en leurs mains le sort d'un autre homme, exerçant un pouvoir d'inquisiteurs, de punisseurs, de tortionnaires. Institution néfaste pour le bonheur humain, aussi dangereuse aujourd'hui où elle absout qu'hier où elle condamnait, car, dans le pouvoir qu'on lui laisse de réparer le mal fait par elle, elle puise de la force et du prestige pour faire le mal encore. Tandis que vous voyez, vous autres, s'ouvrir les griffes de juges sur Dreyfus libre, je les vois se refermer sur la légion des malheureux qui seront la rançon de Dreyfus. Quelle occasion, cependant, d'arracher à ces bandits avec leur pouvoir de nuire leur dernière victime! Ah! comme elles sont longues et tenaces en vos âmes, les racines d'autorité! Dire qu'après chaque révolte contre la main qui a meurtri, c'est encore à cette main que l'on recourt pour panser la meurtrissure! Les plus âpres, les plus ardents à réclamer Dreyfus n'eussent pas accepté qu'on le leur rendît en ouvrant simplement la grille de son bagne. Il fallait que l'homme frappé dans un prétoire fût absous dans un prétoire. Il fallait que la sinistre machine à broyer des existences s'attestât une fois de plus vigoureuse pour les besognes futures. Et il fallait — sans quoi rien ne se fût bien passé — que la clameur publique qui a ramené Dreyfus reçût l'estampille officielle de ceux-là même à qui l'on eût dû défendre de regarder seulement leur victime... Etrange folie qui s'entête à guérir le poison par le poison! Etrange timidité des hommes sur le chemin du progrès! Prenez les meilleurs, les plus hardis, ils enfoncent encore jusqu'au cou dans la vase des vieux préjugés.

Trêve aux distinctions subtiles! crie-t-on de toutes parts. Paix aux lamentations des esprits chagrins! Le jour appartient à la joie, rien qu'à la joie. Heure d'allégresse, celle où le malheur de l'homme s'évanouit comme une fumée, celle où la peine injuste cesse de courber le dos de l'innocent. Innocent! Comprenez-vous ce mot? Avoir pendant des mois, pendant des années le cri de son innocence dans la gorge, sans pouvoir le faire entendre! Voir enfin venir ce jour! Compter les minutes! Etre libre! Retrouver tout ce qu'on avait cru perdu! Peut-on imaginer sans défaillir tout ce qui se passe alors dans une poitrine d'homme? De la joie humaine, voilà, aujourd'hui, ce que nous fêtons. N'est-ce donc rien pour vous?

En mon cœur comme en le vôtre toute joie humaine a un écho. Mais la souffrance humaine n'y retentit pas moins. Tandis que Dreyfus va retrouver le bonheur avec la liberté, je songe aux milliers d'infortunés qui, sur leurs maigres échines, portent sans fin la charge de l'injustice sociale et se traînent, lamentables, au fond des ergastules. Qui prend leur défense, à ceux-là? Qui songe à leur rendre la parcelle de bonheur dont, chaque jour, les dépossèdent des bourreaux tout aussi vils et cruels que ceux de Dreyfus? Rien, je le sais, n'excite la sensibilité humaine comme l'innocence persécutée. Mais où regardiez-vous donc, en traversant la vie, pour être venus jusqu'à Dreyfus, sans trouver d'innocents dignes de votre pitié? Moi, j'en ai trop vu partout où sont tombés mes regards, et j'en vois trop, tous les jours, prêts à subir jusqu'à la mort des peines imméritées pour prendre part à votre fête de l'innocence victorieuse. Qu'est-elle donc, cette fameuse erreur judiciaire, à côté du grand procès de l'iniquité sociale? C'est par milliers, dans ce procès toujours ouvert, que des misérables viennent s'asseoir au banc des condamnés, sans savoir plus que Dreyfus pourquoi ils occupent cette place. Dans les bas-fonds de la misère, je ne vois que des innocents, des hommes qui souffrent sans avoir rien fait pour mériter cette souffrance. Dans les bas-fonds du crime, parmi ceux que tous prennent pour des coupables et qui se croient eux-mêmes des coupables, parmi les habitants du bagne et de la prison, je ne vois encore que des innocents douteux irresponsables du mal social, ces instruments de violence et de meurtre exécutant, en automates, le crime voulu par d'autres. En eux passe fatalement tout le poison distillé par nos sociétés infâmes. Comme ils ont des domestiques pour cirer leurs chaussures et cuire leurs repas, les puissants et les riches ont des esclaves pour porter la peine et la honte de leurs propres forfaits. Ces coupables sont des innocents.

Que d'innocents obscurs Dreyfus, l'innocent glorieux, laissera donc, demain, au fond des géhennes! Quand, libre enfin de son martyre, il passera devant nous, saluons en lui la souffrance et la joie d'un homme, notre frère, mais, pour célébrer la fête de l'innocence, attendons du moins que tous les innocents puissent en être.

CHARLES-ALBERT.

LIBERTÉ ET LIBERTÉ!

Les deux théories, du libre arbitre et du déterminisme, conduisent, suprême ironie, la première à la dépendance de l'homme par rapport à l'homme, l'autre à la complète indépendance. L'une entraîne forcément l'autorité, l'autre la vie.

En effet, d'après la définition même du libre arbitre : « Le pouvoir qu'aurait la volonté humaine de se décider avec une spontanéité

absolue, sans contrainte, sans autre raison que son vouloir même » (1), l'individu est *cause unique* de chacun de ses actes.

Dès lors il est naturel que, pour changer les effets, on s'en prenne à la cause, à l'individu. Le seul moyen d'agir sur lui, étant donnée sa complète liberté de volition, c'est de le punir.

De là découle l'idée d'expiation et de sanction qui nécessitent l'effroyable cortège des législateurs, des juges, des gendarmes, des gardes-chiourmes et des bourreaux.

D'autre part, le déterminisme nous apprend que l'individu est le produit des milieux cosmique, social, individuel; il est soumis à certaines conditions que l'on peut assimiler à des forces; ses actes en sont les résultantes.

L'idée d'expiation étant éliminée par le fait que l'individu n'aurait pas pu agir autrement, nous supprimons toute sanction et obligation.

Pour changer les actes de l'individu, donnons une autre direction aux forces qui agissent sur lui, changeons le milieu dont il est le produit, les conditions qui ont déterminé son acte.

Nous remplaçons les législateurs par les éducateurs, l'expiation par la thérapeutique.

⁂

On ne conçoit pas le libre arbitre autrement que comme conséquence du spiritualisme. Là encore, Dieu c'est le mal.

Nous voyons que, pour nous anarchistes, l'idée la première à détruire est celle de Dieu.

Lorsque nous aurons fait de tous des déterministes *conscients*, l'Idée aura vaincu.

Soulignons pour finir cette curieuse contradiction des partisans du libre arbitre :

Ils reprochent aux déterministes de faire de l'homme une machine soumise aux lois naturelles, tandis qu'ils acceptent d'être machines, dociles à toutes les cliques autoritaires.

LUDOVIC PERDICAN.

LETTRE OUVERTE

AU CITOYEN JEAN JAURÈS

Citoyen Jaurès,

Puisque dimanche nous avons eu l'heur de nous trouver ensemble à la réunion de Bourges, me permettez-vous d'y revenir, et de donner quelques explications nécessaires ?

Ne possédant pas votre dialectique oratoire et votre perspicacité d'observateur ; n'ayant pas l'habitude de la tribune et ignorant les subtilités du langage, quelques phrases m'ont cependant particulièrement frappé, mais sur lesquelles je crois inutile de revenir.

Passons sur ce point et examinons une question qui vous vise directement, vu que ce sont des paroles prononcées par vous. A un certain passage de votre discours, vous vous écriâtes que les socialistes étaient des hommes libres et humanitaires.

Hommes humanitaires, je ne le conteste pas, et ne veux pas chercher à l'approfondir davantage. Quant à être des « hommes libres », c'est une autre affaire, et vous allez vous-même nous le démontrer.

Parlant de l'unification du parti socialiste, vous avez déclaré que, quelle que soit la décision prise par la majorité du Congrès qui va avoir lieu, vous vous inclinerez devant. Alors, si la majorité est dans le tort, vous vous rangerez à son avis ?

Ici, il me semble que le titre « d'hommes libres » n'a plus du tout sa raison d'être, puisque vous n'agissez plus librement. Il y a une si singulière contradiction qu'à mon avis j'en tire les conclusions ci-dessus.

Il fallait que cette brève explication fût faite. Voilà qui est fait.

Recevez, etc.

LÉO SIVASTI.

(1) Marion, *Leçons de psychologie*, page 101.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

FANTÔMES. — La tactique des gouvernants est toujours de jeter la terreur parmi les gouvernés et de leur prédire les plus abominables calamités, s'ils osent tenter le moindre effort pour alléger leur joug. Ils représentent la machine sociale comme une sorte d'arche sainte à laquelle on ne saurait toucher sans aussitôt tomber foudroyé. Et, ô miracle ! dès que le peuple, poussé à bout par la misère ou l'injustice, avance la main, tout s'évanouit, la route devient libre, et le peuple révolté a toute facilité pour réaliser ses aspirations.

C'est ainsi que nous devions avoir inévitablement la guerre si la lumière se faisait sur l'affaire Dreyfus. Et cette guerre devait être désastreuse pour nous. Malgré les milliards dépensés depuis 1870, malgré les mystérieux travaux, les opérations d'une importance si capitale pour la défense nationale, qui depuis plus de trente ans occupèrent nos grands chefs militaires, nous n'étions pas prêts ; ce n'est pas au combat, mais à la boucherie qu'on nous eût conduits. Il importait, pour la conservation sur la surface du globe de la race française, que l'on ne connût pas les prétendues preuves de la trahison de Dreyfus, que lui-même les ignorât : sinon c'était le cataclysme effroyable, rayant à jamais de la mappemonde le nom de notre patrie !

De mauvais patriotes, que dis-je ! des traîtres, soudoyés par l'or étranger (35 millions,— 94 centimes par tête de Français), s'entêtèrent à réclamer ces preuves, et leur instance devint telle qu'il fallut jouer ce terrible va-tout. Mercier parla, et il dit tout, mais tout, jusqu'aux noms des mouchards servant à l'espionnage. Son intrépidité brava le cataclysme, en rejetant les épouvantables conséquences sur la tête des misérables qui l'auraient provoqué. Anxieux, la tête rentrée dans les épaules, nous attendions le coup fatal !...

Mais, ô surprise ! rien ne vient. La vie continue son petit train-train journalier, les affaires ne vont ni mieux ni pis ; la rente, oui, la rente, ô prodige ! se maintient à son taux habituel, et rien, à l'Est, n'est signalé d'anormal. Point d'uniformes prussiens, point de casques à pointe ! Les Vosges en demeurent stupides d'étonnement.

Eh bien ! il en est ainsi de tout. Les menaces les plus terribles, les tableaux les plus terrifiants, tout l'attirail de spectres de toutes couleurs à l'aide desquels les gouvernants entretiennent dans l'esprit de leurs crédules gouvernés le respect des choses établies, s'évanouissent avec la même promptitude au geste du peuple. C'est ainsi qu'on nous prédit une ère de désolation si nous osons porter la main sur l'Autorité et la Propriété, ces deux chancres de la société, qu'on nous représente comme les deux piliers indispensables sans lesquels tout s'effondrerait dans le chaos.

Le jour où le peuple, exaspéré de ses maux, osera être sacrilège, quelle ne sera pas sa surprise, au lieu des abominations annoncées, de voir s'ouvrir une ère de bien-être et de bonheur infinis pour tous !

Mais, hélas! il s'effraie encore de fantômes et d'illusions, tandis que ses maîtres se repaissent de belles et bonnes réalités.

⁂

RÉPUBLIQUE OU MONARCHIE. — Le complot contre la République, qui avait été révélé depuis si longtemps, a fini par être pris au sérieux par le gouvernement. De nombreuses arrestations ont été opérées. La République se défend, c'est son affaire. Les gens en place, président, ministres, fonctionnaires, craignent pour leur pâtée et montrent les dents : c'est naturel.

Mais je me demande quelle perte encourraient les travailleurs, si le trône, au lieu d'être occupé par M. Loubet, l'était par M. d'Orléans ou M. Bonaparte, si l'étiquette « République » était changée en celle de « Monarchie ».

Les relations de travail à capital seraient-elles modifiées? Celui-ci n'en continuerait-il pas moins à exploiter celui-là et à vivre de son exploitation ? La vie sociale en serait-elle suspendue ou seulement troublée? Et la question sociale se poserait-elle avec plus d'énergie qu'auparavant ?

On objectera sans doute que la somme de liberté dont nous jouissons serait amoindrie? Quelle erreur! Les peuples n'ont que la liberté qu'ils ont su arracher au despotisme gouvernemental. La forme du gouvernement importe peu en cette matière. Nous avons su acquérir une somme de liberté qu'aucun gouvernement ne pourrait restreindre sans exposer son existence même. Il suffit d'ailleurs de comparer la liberté qui règne dans certaines monarchies avec celle de certaines républiques, pour s'assurer qu'aucune corrélation n'existe entre ces formes politiques et la liberté.

C'est que la question sociale n'est pas une question politique, mais surtout une question économique doublée d'une question morale. Les changements politiques ne l'effleurent même pas; elle persiste intégrale au milieu d'eux. Il n'en résulte qu'un changement dans le personnel administratif et une modification dans l'en-tête des papiers officiels.

Est-ce la peine de se faire tuer pour si peu?

⁂

ASSASSINATS MILITAIRES. — Un soldat de la légion étrangère avait été condamné à mort par le conseil de guerre. Il adressa un recours en grâce au président de la République. Celui-ci accueillit favorablement la supplique du condamné et lui fit grâce. Mais nos soudards, qui ne rêvent que de voir le sang couler — c'est leur métier, d'ailleurs — n'avaient pas attendu la décision du président et avaient fait fusiller ce malheureux.

Quels sont les noms des assassins?

⁂

Quand on ne fusille pas, on empoisonne dans l'armée. Que voulez-vous? L'armée c'est fait pour tuer.

A Dunkerque, cinquante cas d'empoisonnement viennent de se produire à la 9ᵉ compagnie du 110ᵉ. La cause doit, comme toujours, en être attribuée à des conserves de viande mal confectionnées et qu'on laisse se corrompre au magasin, en dépit des promesses tant de fois réitérées par les ministres de la guerre.

⁂

Un enfant de sept ans faisait partir des pétards dans la rue, à Lisieux. Par malheur, il s'amusait à ce jeu devant le cercle militaire. Un des braves officiers, le plus brave sans doute, voyant probablement dans cette pétarade enfantine une concurrence déloyale aux pétarades militaires, sortit du cercle, et, saisissant l'enfant, le jeta à l'eau. L'enfant se serait noyé si des passants ne l'avaient retiré.

Le militarisme adoucit les mœurs et inculque d'une façon toute spéciale des sentiments d'honneur.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

L'AME D'UN GOUVERNANT. — Joseph Reinach raconte à un rédacteur du *Figaro* une visite qu'il fit au ministre des colonies Lebon, lui demandant l'autorisation d'écrire à Dreyfus pour lui faire savoir que des personnes influentes s'occupaient de lui faire rendre justice. « Il m'a écouté avec son flegme habituel, fumant une cigarette... toujours avec la même tranquillité, il me déclare qu'il ne transmettra pas ma lettre... Lebon m'explique en termes plus embarrassés que ma lettre risquerait d'être connue, et que cela pouvait être pour moi une cause d'ennuis. Je le remercie de s'inquiéter de mes intérêts, mais je lui dis aussi que j'ai l'habitude de savoir prendre des responsabilités. Nouveau refus. — Alors, il est impossible de faire savoir à ce malheureux qui désespère, que le secours approche? — Lebon me répond tranquillement qu'à la place de Dreyfus, il serait mort depuis longtemps... J'essaye de faire comprendre à Lebon que si Dreyfus meurt, lui, Lebon, assume une hor-

rible responsabilité. Il répond que son métier de geôlier le dégoûte, qu'il en a lui-même horreur, mais qu'il ne peut pas faire autrement... Je lui dis alors tout ce qu'on peut dire à un homme. Peine perdue... Et puis, il essaye de m'apitoyer sur le métier qu'il est condamné, lui Lebon, à faire. — Songez, me dit-il textuellement, que l'année dernière, quand on a fait courir le bruit de son évasion, j'ai dû le faire mettre aux fers pendant un mois, et cependant, il n'avait rien fait! — Ici, j'ai bondi. — Alors, parce que la *Libre Parole* a annoncé une fausse nouvelle, vous avez infligé à ce malheureux un nouveau supplice immérité? — Il répond avec son beau calme : « Je l'ai dû! Ah! mon métier me dégoûte! » Puis, pour soulager sa conscience, il me dit qu'il ne croit pas à l'innocence de Dreyfus, qu'il a lu toutes ses lettres, et qu'elles ne l'ont pas ému, que c'est toujours la même chose, et dans les mêmes termes. — Et que voulez-vous donc que ce soit? »

Voilà ce que c'est qu'un gouvernement. Comme vous le voyez, c'est quelqu'un de bien supérieur en moralité aux autres hommes. Il faut absolument des gens comme cela pour nous conduire et nous forcer à rester dans la droite voie, d'où nous tendons sans cesse à nous écarter. Ce sont les gouvernants eux-mêmes qui le disent.

⁂

CEUX QUI JUGENT. — Dès la première séance du procès de Rennes, on a bien vu que l'impartialité du juge est une belle chose. Dans son interrogatoire, le président du conseil de guerre, colonel Jouaust, s'est montré prévenu contre l'accusé, partial, hostile. Et tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen de nous faire juger par des anges, il ne pourra en être autrement. La façon d'argumenter du colonel Jouaust est renouvelée du général Roget. « Rien ne prouve, dit-il à Dreyfus, que vous ayez eu connaissance de tel ou tel document; mais il n'est pas impossible que vous en ayez eu connaissance. » Au bout de plusieurs non-impossibilités de ce genre, ajoute-t-il, il y a présomption de culpabilité ; puis, de là à condamner, il n'y a plus qu'un pas.

O colonel, l'habitude de commander et de juger vous a évidemment doué d'un respect profond pour la liberté d'autrui, d'un souci ardent pour la justice. Mais que diriez-vous si, s'emparant de votre méthode, l'un de vos accusés vous répliquait un jour, avec infiniment d'à-propos : « Il n'est pas non plus impossible, mon colonel, que vous soyez un malhonnête homme » ?

⁂

ON DEMANDE UN TYRAN. — Il existe un journal militaire appelé le *Petit Français*, qui, lu presque uniquement par des officiers, a interrogé, au moyen d'un plébiscite, l'état d'âme de l'armée. Un de ses numéros contenait cette question : « Voulez-vous changer de gouvernement? » Puis deux carrés entourant un *Oui* et un *Non*, qu'il suffisait de découper et d'envoyer au journal, avec ou sans commentaires. Tous les officiers ont répondu *Oui*, et, naturellement, le changement qu'ils désirent est un retour au passé, à l'autocratie, au règne du sabre. « Oui, dit un colonel, la République est incompatible avec l'esprit militaire », voulant dire par là que l'armée et le peuple sont des ennemis irréconciliables: ce qui est la vérité même. « Oui, dit un officier supérieur, ah! oui! qu'on nous donne dix ans, je ne dirai pas de pouvoir absolu, mais de tyrannie, pour remettre tout en place! » Remettre tout en place, vous vous doutez à quoi cela peut correspondre dans la cervelle d'un officier supérieur. Cela veut dire mater le peuple par de bonnes fusillades, étrangler la presse, faire taire toute parole libre, étouffer toute pensée indépendante, courber à jamais les humbles et les travailleurs sous le joug, réinstaurer dans sa force première le régime des castes et des privilèges, l'oppression sans frein.

Ils disent vrai, ces hommes à panaches : l'esprit d'égalité et de liberté est incompatible avec l'esprit militaire.

R. CH.

Belgique.

Vous avez, en France, vos tenanciers de maisons de « justice », vos Q. de Beaurepaire, vos chourineurs et vos bourreaux assermentés; la « terre classique de liberté » que nous habitons est illustrée par ses gardes-chiourmes, ses travaux forcés de Louvain, son bagne militaire de Vilvorde, son parquet, ses espions et ses bonnets à poils.

Certes, nous ne vous avons tenus au courant que d'une façon bien irrégulière des déprédations, des crimes et des exactions de cette tourbe nauséabonde qui va de l'espion à vingt sous à l'avocat général dépositaire des traditions canovistes.

Outre que le journal hebdomadaire ne suffirait pas, nous savons les libertaires assez peu soucieux de la réclame pour dédaigner le piédestal que leur fait un monde de ténèbres et de vices.

Aussi, étant donné d'ailleurs le degré d'ignorance, d'inconscience et de servilisme des rastaquouères légaux dont l'insignifiante personnalité ne mérite pas le moindre coup de tranchet, n'avons-nous d'autre but, en citant les noms de camarades torturés, que de montrer à l'œuvre tout un mécanisme barbare, sanguinaire, relevant tout simplement de la pioche.

Les gardes-chiourmes de Saint-Gilles, on semble l'ignorer, soumettent à tout un système jésuitique de visites, changements perpétuels de cellules, perfides interrogatoires, les camarades qui ont l'honneur d'habiter cette citadelle; le gouvernement y a installé comme vice-directeur (ou directeur-vice) un « docteur en droit » passé maître fripon dans l'enquête cauteleuse à l'égard des détenus politiques et anarchistes.

Les travaux forcés de Louvain renferment toujours Moineau; la campagne d'amnistie terminée, plus personne ne s'est préoccupé de ce camarade : c'est bien belge!

Chapelier et Willems s'y trouvent encore; en France, un verdict filouté comme le fut celui qui atteignit Willems eût valu non seulement une campagne de presse contre le filou morveux qui faisait sa carrière à coups de condamnations escroquées, mais même une critique en règle du jury en particulier, du droit de juger en général.

Ici, le silence se fait vite autour des infamies judiciaires.

Comme c'est bien belge!

Vilvorde, ce pendant de Biribi, lâchera-t-il Masson, le soldat frappé ignominieusement pour ses idées?

On n'ose, en tout cas, trop l'espérer.

Quant aux bonnets à poils, ils sont devenus odieux à ce point que de braves révoltés qui, au courant des dernières grèves, eurent l'énergie de les traiter en brutes et de les mettre à la raison, s'en tirèrent avec des amendes anodines.

J'eus même — fait insigne — la surprise d'être acquitté pour avoir administré de retentissants soufflets sur la hure d'une brute ignoble, embrigadée à La Louvière dans la gendarmerie massacreuse et vouée à l'espionnage politique. Le rapport mensonger de cet inconscient que flagella Mᵉ Destrée n'aboutit, en pleine audience du tribunal le plus crétin cependant du pays, qu'à un verdict semblant dire: « Vous lui fîtes, seigneur, en le flagellant, beaucoup d'honneur »; aussi le gaillard, marchant décidément de soufflets en soufflets, put-il quitter l'audience, content seulement à demi... Il est vrai que le parquet se rattrapa en jugeant digne d'une amende de 100 francs — la recette d'un tuyau de courses — un discours salé où j'avais « injurié » l'ignominieux Servais, « outragé » le parquet en attaquant Demaret révoqué dernièrement, — comme des amitiés et des confraternités dans l'insulte semblent s'expliquer au parquet! — et paraît-il — provoqué au meurtre du Don Quichotte en peaux de lapins et en loques rouges! Donc, coût cinq louis! Merci, et à bientôt!

FLAUSTIER.

Hollande.

Tout comme chez nous! me suis-je dit en lisant la correspondance de notre camarade belge dans le numéro 14.

En effet, chez nous aussi les social-démocrates poussent les mesures antilibertaires jusqu'au dernier degré de la *lâcheté* et du ridicule. Défense de vendre les brochures et les journaux des socialistes libertaires; défense pour les anarchistes de discuter; défense même pour eux de pénétrer dans les réunions social-démocrates, du moins pour les plus connus d'entre eux, à qui l'on fait défendre l'entrée par des partisans postés à la porte spécialement à cette fin. Au besoin, on les fait expulser par la police, ici comme ailleurs très affable pour ces messieurs du socialisme scientifique et entièrement à leurs ordres. Excellent manège pour se défaire d'adversaires avec qui l'on n'ose engager la discussion!

Cependant le fait s'est présenté qu'un social-démocrate, homme raisonnable — *rara avis!* — a protesté hautement contre ces agissements absurdes de son parti. Il s'agissait d'un camarade qui, se trouvant dans une réunion de grévistes, a dû se retirer devant la menace faite par les ouvriers en diamants, dont les chefs sont social-démocrates et qui disposent d'une forte caisse de résistance, de ne pas secourir lesdits grévistes s'ils toléraient le camarade en leur milieu. Bien que la réunion protestât, le camarade s'en est allé pour ne pas compromettre la cause de la grève

« Ne trouvez-vous pas aussi, demande notre social-démocrate indigné dans un numéro récent du *Social démocrate*, que tout ceci commence peu à peu à ressembler à de l'idiotisme, pour ne pas dire à une tyrannie ridicule, et cela encore en vertu de la puissance de l'argent? »

En effet, cela ne ressemble pas seulement à de la tyrannie, mais c'est bel et bien de la tyrannie et des plus odieuses! Tyrannie et présomption, voilà les deux attributs du socialisme « scientifique », ici comme partout.

Tout ceci m'amène à causer un peu des partis socialistes de notre pays : social-démocrates, membres du Socialisten Bond et socialistes libertaires (anarchistes).

J'ose commencer par déclarer hautement que c'est nous, les socialistes libertaires, qui formons la plus grande majorité et faisons la propagande la plus sérieuse.

Je ne nie pas que la social-démocratie ne remporte des triomphes électoraux, qu'elle ait trois représentants à la Chambre, un dans les états provinciaux de Groningue, que parmi ses partisans elle compte plusieurs conseillers municipaux. Je constate le nombre toujours croissant de ceux qui votent pour elle; mais ce que je me refuse absolument à admettre, c'est que ce soient là des socialistes ou même des social-démocrates.

Bien au contraire, ce sont en majeure partie des alliés d'un jour : celui de l'élection. Lors de la dernière campagne, on a vu des comités bourgeois, de gros fabricants et trafiquants prendre leur parti, soutenir leur cause. Je défie qui que ce soit de me démontrer par des indices probants que, dans les districts représentés par eux, le socialisme est plus répandu, que les ouvriers y sont seulement plus avancés, plus éclairés que dans tel autre qui a envoyé un libéral conservateur siéger à la Haye. C'est plutôt le contraire qui se voit et le premier mai passé inaperçu à une seule exception près dans un de ces districts « social-démocrates » prouve assez ce que j'avance.

La Ligue des socialistes, le *Socialisten-Bond*, dont on pourrait rapprocher les principes et la tactique de ceux des allemanistes français, ne compte presque plus de sections. Elle est représentée à la Chambre par un député de Frise; ses organes sont *Recht voor Allen*, anciennement rédigé par Nieuwenhuis, à présent par *Bergmeyer*, instituteur à Dordrecht, et *De Klok*, rédigé par le député frison *Van der Zwaag*. Le premier journal ne se maintient qu'à grand'peine.

Dans l'année précédente, suivant immédiatement la presque totale dissolution du *Socialisten-Bond*, lors de l'exode des libertaires, après le Congrès de Rotterdam (Noël 1897), la propagande n'a été poursuivie des deux côtés que très mollement, et, sans l'agitation en faveur des frères Hogerhuis condamnés illégalement à douze, onze et six ans de prison pour un vol avec effraction dont ils sont innocents, agitation poursuivie vigoureusement par les socialistes de toutes les nuances, on n'aurait presque pas entendu parler des socialistes en 1898.

Mais à présent nous nous sommes ressaisis, des groupes libertaires actifs se sont formés partout où il y avait autrefois des sections de l'ancienne Ligue, et la propagande bat son plein dans tout le pays. Notre organe, *De vrye Socialist* (le Socialiste libertaire), fondé par *Domela Nieuwenhuis* en mars 1898 et rédigé par lui, paraît deux fois par semaine avec un tirage de près de 3.000 exemplaires, supérieur à celui du *Social-democrate* qui paraît trois fois par semaine, mais dont l'exploitation donne des déficits considérables, couvert d'ailleurs par les dons de riches partisans, les « centimes » belges et les « marks » allemands. (Vive l'internationalisme!) Puis nous avons une feuille hebdomadaire, *De Toekomst*, rédigée depuis quelques mois par *Van Emmenes* et dont le tirage a augmenté depuis de 500 exemplaires. *De Anarchist*, rédacteur *Methöfer*, paraît mensuellement avec un tirage de 2 à 3.000 exemplaires. Si je nomme encore le parti chrétien-anarchiste, dont la feuille *Vrede* (la Paix) paraît toutes les semaines, je crois avoir donné un aperçu assez

exact de nos partis socialistes. Je l'ai fait surtout pour ceux qui croiraient l'anarchisme mort et enterré en Hollande. Il est vrai que les feuilles social-démocrates hollandaises comme les étrangères se vantent sans cesse d'avoir tué le mouvement anarchiste et communiste ; mais qu'on se rassure : car c'est ici ou jamais le cas de déclarer : *Les gens que vous avez tués se portent assez bien!*

P. M. W.

Suisse.

Valais. — *Valeur de la loi.* — La loi, on le sait, est l'arme de ceux qui ont le pouvoir ; ils s'en servent ou ne s'en servent pas, cela dépend de leurs idées personnelles. En 1849, les élus valaisans interdisaient, par une loi, l'usage du tabac aux jeunes gens de moins de vingt ans ; les contrevenants étaient punis d'amende ou de trois jours de prison. Depuis quelques années, les autorités n'appliquaient plus la loi ; mais les conseillers d'Etat actuels ayant du goût pour l'interdiction du tabac, exigèrent l'application de la loi. Toutefois, vouloir et pouvoir sont deux choses différentes. Pour faire respecter la loi, il faudrait mettre à l'amende ou fourrer en prison un millier de jeunes gens, et parmi ces derniers il en est avec lesquels il faut compter. Que fait alors le conseil d'Etat ? — Il capitule.

***

Genève. — *Besogne bourgeoise.* — C'est lorsqu'il s'agit de traquer les malheureuses filles-mères de la classe ouvrière que se révèle toute l'infamie de ce qu'on appelle l'ordre actuel. Jugeurs, policiers, journalistes, toute cette meute se rue à la curée. Héritiers de la puissance de l'Eglise et de son *credo*, les gouvernants requièrent des châtiments contre des victimes, et ce n'est pas assez que la pauvre femme passe par les mille angoisses de sa situation, il faut encore la traîner en prison, lui faire subir un ignoble interrogatoire, puis livrer en pâture à la malsaine curiosité les péripéties d'un accouchement clandestin, avec le nom, l'âge et l'adresse de l'abandonnée, parce qu'elle est coupable d'avoir accouché d'un enfant mort. Les journaux calvinistes, la *Tribune de Genève* en particulier, qui a la spécialité des articles taillés sur le dos des malheureux — marchands de morale qui ont fait interdire la vente de la *Lanterne* et de la *Vie parisienne* à Genève, des *Temps Nouveaux* à Lausanne, et d'autres journaux publiés en France — racontent les entretiens de la victime avec la sage-femme, mentionnent les boissons qu'elle a absorbées ; et, malgré la loi, la presse publie ce qui lui convient de l'interrogatoire policier.

Tout autre est la conduite de la meute bourgeoise, lorsqu'il s'agit d'un colonel abusant d'une enfant : celui-là a tout le temps de filer en Hollande. Si une descente de police est réclamée et opérée au sujet d'un professeur de la Maternité, le public, qui paie le personnel de cet établissement, reste dans l'ignorance de ce qui s'y est passé. Le juge d'instruction, le procureur général et toute la boutique judico-policière laissent boucler tranquillement les malles d'un conseiller franc-maçon, rédacteur d'un organe gouvernemental. Et quand la présence de ce voleur faussaire est signalée, un télégramme d'origine officielle le met à même de quitter Philadelphie, où il se reposait. Au tribunal, un jeune homme veut-il nommer les riches messieurs qui sodomisent, le président de la cour l'en empêche et lui coupe la parole. Une caution de 20.000 fr. est fournie par l'un des disciples du grand Frédéric pris *flagrante delicto*, et tout est dit ; de bons avocats blanchissent les autres sodomistes, et, les jugeurs aidant, chacun se retire du tribunal avec le sentiment que, suivant que vous serez puissant ou misérable, les jugements des jugeurs vous rendront blanc ou noir. Et, si nous donnions les noms de ces sodomistes, que diraient les feuilles bourgeoises ? De quel droit s'immiscer dans la vie privée d'une femme pauvre ? Car on ne sévit que contre les filles pauvres ; contre elles, toutes les horreurs d'un code barbare forgé dans le bon vieux temps par des piétistes et des bigots. De quel droit exiger de ces malheureuses de prendre soin de leur progéniture, puisqu'un jour elles seront obligées d'avoir recours au suicide collectif ? La mère de famille de la rue des Limbes, sans pain pour elle-même, sans lait pour son nourrisson, a dû demander le salut, pour elle et son petit, à un réchaud bourré de charbon.

Etats-Unis.

A quoi sert la loi. — Mme Hetty Green, la femme la plus riche des Etats-Unis, ne paie point d'impôts ; elle s'est arrangée, grâce à son énorme fortune, à se moquer du fisc impunément.

Les immeubles possédés par Hetty Green étaient taxés d'impositions assez élevées. Or, la dite dame ayant déposé des sommes énormes dans cinq banques de Chicago, elle déclara que, si le percepteur faisait mine de l'ennuyer, elle retirerait immédiatement ses capitaux des banques de la ville. Effrayées, les banques agirent sur la municipalité et l'avertirent que si Mme Green était obligée de payer ses impôts, eux banquiers cesseraient de faire les affaires de la ville. Depuis ce moment la riche Américaine, qui possède plus de 500 millions, ne paye pas un sou de taxe, et, comme elle habite à Brooklyn dans une maison meublée, elle échappe aux charges qui pèsent sur les pauvres pères de famille.

Mais ce n'est pas tout : comme Chicago est obérée, cette ville est obligée de répartir sur ses habitants les taxes que cette gueuse de femme ne veut et peut ne pas payer ; ce sont les pauvres qui paient à sa place.

***

Procédés gouvernementaux. — Avec l'appui du gouvernement, on a massacré les Indiens, toujours sous prétexte de rébellions imaginaires, on a volé les survivants de la façon la plus odieuse. Récemment, une commission avait été nommée pour expertiser des forêts qui devaient être vendues au profit des Indiens. Sur 37 experts nommés par le gouvernement, 18 n'avaient jamais rien expertisé, et les autres ne savaient pas en quoi consistait leur mission. Enfin, cette commission déclara qu'une partie des forêts contenait 11.000 pieds d'arbres, tandis qu'on en trouva 295.000 ! Une autre partie estimée en contenir 65.000 en comptait 782.000, un troisième lot possédait 125.000 pieds d'arbres au lieu de 15.000, puis sur une autre portion de terrain déclarée dénudée, on trouva 150.000 sapins de Norvège, etc. Les acheteurs ne dévoilèrent ces erreurs qu'après la conclusion du marché et les Indiens furent volés une fois de plus.

Il est sans exemple qu'un Indien volé ou blessé par un blanc puisse obtenir justice ; aussi ce qui reste de Peaux-Rouges dans la libre république américaine émigre au Mexique ; 4.700 Chevakees, 2.900 Creeks et 1.500 Delawares ont quitté Wichita, dans le territoire indien. Ces tribus sont civilisées, toutes se livrent à l'agriculture ; ayant assez du républicanisme capitaliste, elles le fuient.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Quatre-Chemins, Pantin, Aubervilliers. — Les anarchistes et les lecteurs des *Temps Nouveaux* de la région sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le samedi 19 août, 107, rue du Vivier, à Aubervilliers, salle Brigaldino.

Communication importante.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu de chez Stock :

Au Pays des Moines (Noli me tangere), par J. Rizal, 1 vol., 3 fr. 50 ; *C'est arrivé* (contes qui ont vécu), par T. Toppy, 1 vol., 3 fr. 50 ; *Débats de la Cour de cassation* (affaire Dreyfus), 1 vol., 3 fr. 50 ; *Enquête de la Cour de cassation*, 2 vol., 7 fr. ; *L'Affaire Dreyfus devant la Cour de cassation*, édition populaire illustrée par Ibels, Couturier et Ruffe, 1 vol., 3 fr. ; *Enquête sur l'Antisémitisme*, par Dagan, 1 brochure, 1 fr. ; *Karl et Q. de Beaurepaire*, 1 broch., 1 fr. ; *La France et l'Affaire Dreyfus*, par Maurice Vauthier, broch., 0 fr. 50 ; *Magor*, par Jean Rémy, 1 broch., 1 fr. 50 ; *Ensenanza burguesa y ensenanza libertaria*, par Juan Grave, broch., *Libreria sociologica*, Corrientes 2041, Buenos-Aires ; même librairie, *Senza Patria*, par Pietro Gori, et *La Inquisicion fin de siglo*, broch.

La Situation des ouvriers en France à la fin du dix-neuvième siècle, conférence par Souchon, circulaire n° 8 du *Musée social*, Rousseau, 14, rue Soufflot.

Les Pyrénées Françaises, par Géra Darsuzy, 15e vol. de la *Bibl. litt. de vulg. scientifique*, 1 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saint-Pères.

Biografia de Pedro Kropotkine, par Anselme Lorenzo, 1 broch. à la *Revista Blanca*, Ponzano, 8, Madrid.

A lire :

Le Respect de l'armée, par A. Betté, *Le Rappel*, 15 août.

En vente à nos bureaux :

André Kojoukhov, par Stepniak, traduit en russe par Kropotkine. Prix : 3 fr.

VIENT DE PARAITRE

De nos collaborateurs :

L'Amour libre, par Ch.-Albert, 1 vol., 2 fr. 75, chez Stock.

Contes celtiques, par Yves Le Febvre, 1 vol., 2 fr., chez Mme A. Chevalai, imprimeur, 29, rue Fontaine, Morlaix.

PETITE CORRESPONDANCE

G. G., à Berne. — L'*Association pour la lutte* épuisée.

B., à Tours. — Veuillez dire au libraire qu'il réclame à la maison Hachette. Merci.

G. le V., à Autun. — Tout bien reçu. Le reste annoncé dans un numéro récent. Le service sera fait aux adresses.

A. L., à Culan. — J'ignore quand la classe sera appelée. Vous serez averti par une feuille de route.

Montpellier. — Lisez *la Société future* et *l'Individu et la Société*, vous y trouverez la réponse à vos deux questions.

Zen, à New-York. — Je ne sais pas si *la Société au lendemain de la révolution* a été traduite en allemand. C'est la première nouvelle.

G. B., à Bourges. — Brochures expédiées. Celles qui manquent épuisées.

S. T., à Narbonne. — Les brochures annoncées épuisées ne sont pas réimprimées. Celles de Bruxelles, n'avons en vente que les quatre dernières.

Nous avons reçu :

Pour aider au développement de l'*Ecole Libertaire* : Léon, Binche, 1 fr. ; Mme E. D., Verviers, 0 fr. 50 ; Pour que les autres fassent de même, 0 fr. 50 ; D'une mère de famille, 0 fr. 50 ; J. F., 1 fr. ; A. H., 1 fr. ; J. B., 0 fr. 50 ; Luf., Dison, 1 fr. ; C. F., 0 fr. 10 ; E. H., 0 fr. 10 ; Armand, Verviers, 1 fr. ; Paulin, Binche, 1 fr. ; Alphonse, Bruxelles, 0 fr. 50 ; Henri, Verviers, rue David, 0 fr. 50 ; Th., Bruxelles ; Midi, 0 fr. 50 ; A. M., Dison, 1 fr. Total : 10 fr. 70 – Listes précédentes : 59 fr. 35. — Total général : 70 fr. 05.

Pour aider à la publication des *Temps Nouveaux* : Léon, 1 fr. ; hôtel du Lion-d'Or, Binche, 0 fr. 75 ; Mme E. D., Verviers, 0 fr. 50 ; Vive la liberté, 0 fr. 50, E.D. ; Calais, 0 fr. 50 ; Mme P. F., 0 fr. 50 ; Mère F., 0 fr. 50 ; J. F. Dison, 1 fr. ; Citoyenne Germaine et Rock, 1 fr. ; M., 0 fr. 50 ; Un anti p., 0 fr. 10 ; J. B., 0 fr. 50 ; Isidore Dison, 1 fr. ; A. H., 1 fr. ; S. K., 0 fr. 50 ; L. M. P., Dison, 2 fr. ; J. D., 1 fr. ; Soirée chez L., 2 fr. ; C. F., 0 fr. 10 ; E. H., 0 fr. 50 ; H. D. Bruxelles, 0 fr. 50 ; Armand, 1 fr. ; Paulin, 1 fr. ; A. M., Dison, 1 fr. — Total. 16 fr. 95.

Pour la brochure à distribuer : Mme E. A., Verviers, 0 fr. 50 ; A bas les exploiteurs, 0 fr. 50 ; P. F., 0 fr. 50 ; J. F., 1 fr. ; H. C., 0 fr. 20 ; Les Economes, 0 fr. 50 ; A. H., 0 fr. 50 ; J. B., 0 fr. 50 ; L. M. F. Dison, 1 fr. ; C. F., 0 fr. 10 ; E. H., 0 fr. 10 ; Arm. F., 1 fr. ; Gaillard, 1 fr. ; Blari, 0 fr. 50 ; Deprez, 0 fr. 50 ; C. B., 2 fr. Total : 11 fr. 40. — Listes précédentes : 48 fr. 20. — Total général : 57 fr. 60.

Pour aider à la publication de l'Image pour enfants : H. J., Petit Rechain, 1 fr. 10 ; J. B., 0 fr. 50 ; Mme E. D. 0 fr. 50 ; Un libertaire en villég., 0 fr. 50 ; D'une jeune athée, 0 fr. 10 ; D'un enfant pour avoir des images, 0 fr. 10 ; Fernand, id. 0 fr. 10 ; D'une mère de famille, id., 0 fr. 50 ; J. F., Dison, 1 fr. ; A. H., 0 fr. 50 ; X., 0 fr. 10 ; E. H., 0 fr. 20 ; C. F., 0 fr. 10 ; Armand, 1 fr. ; Paulin, 1 fr. ; Alphonse, 0 fr. 50 ; Henri, 0 fr. 50 ; Fernand (Leroy), Binche, 1 fr. ; A. M. Dison, 1 fr. Total : 10 fr. 30. — Listes précédentes : 20 fr. 80. — Total général : 31 fr. 10.

Reçu pour le journal : A. D., 10 fr. — L. C., à Valréas, 0 fr. 75. — *Vente de vieux timbres*, 1 fr. — L., à Nottingham, 1 fr. 25. — Un anarchiste de la rue Titon, 0 fr. 50. — L. M. G., à Rio-de-Janeiro, 10 fr. — O., à Muirkuirk, 1 fr. — J. H., 1 fr. — Plusieurs camarades réunis, 2 fr. 25. — *Vente de vieux timbres*, 3 fr. — Un camarade hollandais, 1 fr. — Ther., 1 fr. — Tarzout, 10 fr. — Un groupe de peintres en décor, 2 fr. 10. — Un camarade, 5 fr. — Un Beaujolais, 5 fr. — G. le V., à Autun, 1 fr. — Montpellier, 1 fr. — Merci à tous.

Progrès, au Havre. — L., à Maury. — P. A., à Cavaillon. — F., à Sainte-Tulle. — G., à Bruxelles. — P., à Gilly. — N., à Porto-Santo. — C., à Bruxelles. — B., à Salon. — A. F., à Paris. — C., à Salins. — G., à Tirmon. — K., à Londres. — P., à Avignon. — S., à Narbonne. — Agence Genève. — T. L., à Hodimont. — G. B., à Bourges. — G., à Tarare. — D. et H. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE

CINQUIÈME ANNÉE, N° 18 — DIX CENTIMES — DU 26 AOUT AU 1er SEPTEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir. Prière également de nous faire connaître les libraires qui apporteraient de la mauvaise volonté dans la mise en vente.

⁂

Même chose pour les gares, où certains commissaires ont fait pression sur les libraires pour les intimider.

⁂

Le journal est envoyé pendant quelques semaines aux adresses que l'on veut bien nous faire parvenir.

A NOS ABONNÉS DE L'EXTÉRIEUR

Nous leur rappelons que, vu les frais élevés de remboursement, il n'en sera plus pris sur eux. Nous prions donc ceux dont l'abonnement est expiré de bien vouloir nous envoyer le montant de la nouvelle souscription, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans la réception du journal.

L'ABSTENTION ÉLECTORALE [1]

Où la divergence de vues qui sépare anarchistes et socialistes s'accentue et accroît d'intensité, les amenant, les socialistes, à traiter les anarchistes pis qu'ils ne traitent leurs adversaires bourgeois, et, par ricochet, les anarchistes à répondre analogue, c'est devant la question du vote.

Et, comme cette question d'élection se dresse à chaque instant dans la vie de propagande, puisque journellement il y a, quelque part, des candidats à choisir, des élus à proclamer, la lutte reprend à tous les instants, ne s'envenimant pas à chaque fois parce que, déjà, elle a atteint un diapason difficile à dépasser, mais conservant toute son acrimonie.

Ce fut, du reste, sur cette question que, en France, se scindèrent les révolutionnaires, et que les anarchistes, se séparant des autres socialistes avec lesquels ils avaient marché jusqu'alors, répudiant absolument le suffrage universel au congrès du Centre en 1879, s'affirmèrent comme anarchistes et commencèrent leur propagande particulière.

⁂

Ayant reconnu que le bulletin de vote était non seulement incapable d'affranchir les exploités, mais était aussi, surtout, un instrument de domination et de tromperie à l'égard des travailleurs, les anarchistes combattent le suffrage universel pas seulement comme inutile, mais comme très dangereux... pour ceux qui s'en servent.

Et les socialistes ne peuvent leur pardonner d'enseigner aux électeurs que le suffrage universel est un mensonge, eux qui ont basé toute leur fortune politique sur lui.

Mais cette divergence n'est, en somme, que la continuation de la lutte entre l'esprit de domination, d'autorité, d'un côté, et, de l'autre, de l'esprit d'affranchissement et de liberté!

Dans la *Société mourante*, au chapitre *Autorité*, j'ai déjà dit ce que je pensais du suffrage universel. J'ai essayé d'y démontrer son impuissance à apporter aucune amélioration au sort de tous ceux qui ont à souffrir de la société actuelle, sa parfaite adaptation à les tromper, les leurrer et les décevoir.

Plus tard, j'aurai à revenir sur l'inanité des réformes ; c'est pourquoi je ne traiterai ici du suffrage universel que pour expliquer l'abstention.

⁂

Quand nous avons, aux prêcheurs de réformes, démontré l'inanité du suffrage universel, son mensonge lorsqu'il prétend représenter l'opinion, ceux-ci se cantonnent dans ce dernier argument :

« Mais si la classe ouvrière, par l'abstention systématique, se retire de la lutte, elle s'exclut en fait du droit électoral et de la participation à la confection des lois ; c'est ainsi se supprimer elle-même, en se vouant à la seule volonté des maîtres.

« Quelle bénédiction pour les capitalistes ! la classe ouvrière se suicidant politiquement elle-même, les privilégiés pouvant jouir en tout repos, puisqu'ils resteront les maîtres de faire ce qu'ils voudront ! »

Ce n'est voir qu'un côté de la question, ce n'est pas raisonner. Et la dernière législature écoulée, celle qui est en cours, nous démontrent que la politique n'est qu'un foyer corrupteur et que, lorsqu'il s'agit d'oublier les clauses du programme qui vous a fait élire, les socialistes ne diffèrent pas des autres politiciens.

S'ils ont combattu certaines restrictions à la liberté de penser et d'écrire, c'est qu'ils avaient peur que les lois proposées se retournent contre eux. Chaque fois qu'il leur a semblé qu'elles ne pouvaient être dangereuses qu'à leurs adversaires, ils se sont abstenus quand ils n'osaient pas les légitimer. En tout cas, le plus souvent, quand ils les combattaient, c'était sur leur mode d'application et non pour le principe même.

Et lorsque, à un moment que le ministère s'appuyait sur eux, ils se refusèrent à voter l'abrogation des « lois scélérates » pour ne pas compromettre leur ministère, ils savaient que si on les appliquait, ce ne serait pas contre eux !

Et, pour l'affaire Dreyfus, les députés socialistes se sont-ils distingués des monarchistes? Ne les avons-nous pas vus se mettre docilement à la remorque du pouvoir et voter toutes les mesures capables d'enrayer la vérité de se faire jour? Y en a-t-il eu un seul qui ait osé élever la voix pour réclamer ce qu'exige la plus vulgaire honnêteté?

Et lorsque nous savons que, quelle que soit l'étiquette de ceux qui seront au pouvoir, nous aurons à payer les pots cassés, peut-on nous faire un grand crime de nous désintéresser de la façon dont ils s'y seront hissés et que nous nous refusions à leur faire la courte échelle?

Or, en ce qui nous regarde, si l'accusation de faire le jeu des réactionnaires n'a pas grande valeur, voyons ce qu'elle vaut, en ce sens que, en provoquant l'abstention, nous enlevons aux candidats les plus progressistes les voix des électeurs avancés et compromettons ainsi les libertés acquises, en permettant aux réactionnaires d'être les maîtres au Parlement.

Aujourd'hui, la république est hors de cause. Bonapartistes, monarchistes, peuvent avoir encore quelques partisans, mais ces partisans n'ont aucune attache dans la population. Un coup de force leur est impossible. Leur attachement à un régime disparu n'est plus qu'un acte de foi qui n'a plus aucune conséquence.

Et les derniers événements nous le démontrent. Les convulsions de l'épileptique Déroulède en sont la preuve convaincante. Même unis aux réactionnaires républicains, avec l'appui de tout le fonctionnarisme, leur action est nulle pour un changement de régime.

C'est que toute la ploutocratie a intérêt à conserver l'étiquette de République. Par elle, elle a le pouvoir sans conteste ; par elle, elle endort les réclamations, et ils sont encore nombreux ceux qui croient que la République est le régime par excellence pour donner la liberté et le bien-être et sont convaincus que, si les fonctions étaient remplies par des républicains sincères, cela serait suffisant pour leur donner tout ce qu'ils désirent.

Outre qu'elle ne tient pas à courir les dangers d'un coup de force qui, après tout, pourrait rater, la bourgeoisie n'a nul intérêt à avoir un roi ou un empereur qui, tout en étant forcés de la défendre — ils ne pourraient se tenir au pouvoir sans cela — pourraient cependant avoir la velléité de se faire de la popularité parmi les travailleurs aux dépens de ceux qui possèdent. — Chose fort peu probable, mais toujours possible cependant, vu que l'on ne sait jamais ce qui peut passer par la tête d'un individu.

En exerçant le pouvoir elle-même, la bourgeoisie n'a pas cela à craindre, d'autant plus que le

(1) Extrait de l'*Anarchie, but, moyens*, à paraître en septembre, chez Stock.

suffrage universel semble donner aux exploités une part de ce pouvoir et de cette autorité.

Les nombreux millions qu'elle serait forcée d'accorder à *la liste civile* lui servent à créer des sinécures de plus en plus nombreuses où se casent les siens, augmentant ainsi le nombre des gens intéressés à sa défense. Elle échappe à toute responsabilité, son exploitation du pouvoir étant anonyme.

Le régime monarchique qui aurait eu les scandales parlementaires qui ont crevé comme des pustules sur le régime que nous subissons, ou qui aurait osé faire des lois restrictives comme en ont fait les républicains qui nous gouvernent, ce régime en serait mort.

Le suffrage universel, s'il en a été éclaboussé, c'est si peu qu'il reste encore la meilleure arme gouvernementale aux mains de la bourgeoisie.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

M. le marquis de Rochefort-Luçay, cet aristocratique voyou qui est parvenu à se faire une réputation d'homme de talent en passant sa vie à débiter des grossièretés et des mensonges, cherche à persuader aux quelques idiots par qui son journal est encore lu que la tentative d'assassinat dont a été victime Labori est une pure fumisterie.

Ce milord l'Arsouille, digne allié des muscadins qui, au bazar de la Charité, assommaient les femmes à coups de canne, ne saurait admettre que l'on puisse être victime de son zèle pour une cause. Lui qu'à juste titre on a surnommé Rochefoire, eu égard à la colique qui le prend au moindre cri qui retentit près de lui dans la rue, veut faire accroire à une comédie préméditée.

C'est qu'en matière de comédie ce pitre s'y connait mieux qu'en bravoure, et, fort naturellement, il nie ce qui dépasse sa compétence. Tout le monde sait en effet que, si ce poltron notoire sut quelquefois donner l'illusion du courage par l'audace violente de sa plume, il ne s'exposa jamais à recevoir de quiconque un coup de revolver même chargé de gros sel.

Le courage de Vascagat n'est rien de plus qu'un courage de cabinet.

ANDRÉ GIRARD.

HIER ET AUJOURD'HUI

Républicains,

Vous avez combattu l'ordre autrefois, nous le combattons aujourd'hui : abstraction faite du temps et des moyens nouveaux apportés par le temps, nous agissons identiquement. Des efforts identiques ne peuvent être déterminés que par des convictions similaires : républicains, relativement à la société d'hier ; anarchistes, relativement à la société d'aujourd'hui, nous pensons identiquement. Nos efforts, nos pensées ne peuvent donc être par vous jugés mauvais en eux-mêmes ; vous ne pouvez les prétendre tels que par leurs effets. Et le problème se pose aussitôt, de savoir : 1° si les révolutions politiques déterminées par l'opposition entre les institutions et les tendances populaires ont créé un état permettant aux institutions de se modeler à tout instant sur les mœurs et rendant les révolutions nouvelles inutiles ; 2° si le nouvel ordre établi n'a pas les mêmes conséquences que l'ancien pour les prolétaires. Pour résoudre le problème ainsi posé, il faut faire table rase des préjugés inhérents à la personne qui font que cette personne préfère tel régime à tel autre, des préjugés inhérents à l'époque qui empêchent de juger sainement le passé ou l'avenir. Je me bornerai à vous montrer que votre évolution morale et matérielle s'est arrêtée du jour où vous avez conquis le pouvoir, que vos institutions sont restées semblables en réalité à celles de l'ancien régime, que vous avez abandonné les principes posés par vous dans votre formule républicaine.

⁂

Républicains, vous parlez de justice et de raison ! Admettez-vous la création ? Si cela est, du principe Dieu vous pouvez faire dériver l'Etat, l'autorité, la loi ; une nuance seulement vous distingue des autoritaires ; nos tendances sont contraires et toute discussion est inutile et impossible entre nous ; inutile tant que vous admettrez une base que je tiens pour fausse, car ne pouvant juger vos idées avec votre mentalité et à votre point de vue, je ne vous convaincrais pas et mon effort serait perdu ; impossible, car toute discussion suppose la possibilité d'une entente, et à deux volontés pour s'entendre, il faut un criterium commun.

Si au contraire vous acceptez les conclusions de la science, il vous faut admettre l'évolution des êtres à travers les âges et par cela même l'évolution de la pensée, de la justice, de la raison. Alors, vous pouvez faire accepter votre justice comme une nécessité, comme un degré dans l'évolution, comme la forme moderne du droit de la force, mais non comme le symbole supérieur d'une éternelle moralité.

Pourtant vous parlez sans cesse de justice immanente et d'immanente raison ; vous avez conservé les vieilles aspirations à l'immortalité, les cultes et les symboles ; vos discours funèbres sont encore inspirés des Pères de l'Eglise ; vos écrits et vos codes ont gardé l'empreinte de la théologie et de la métaphysique. Si vous avez rejeté Dieu de vos principes, vous avez conservé ses attributs, l'immanence et l'immortalité. Vous n'avez pu conformer vos actes à l'esprit qui vous animait autrefois ni adapter votre institution justice à l'esprit scientifique moderne. Vos aspirations sociales ont fait place à des aspirations autoritaires, personnelles et intéressées. Votre mentalité a subi une transformation, et l'évolution bourgeoise, un arrêt rendant la loi incapable de se modeler sur les mœurs : sur ce premier point, l'ère des révolutions n'est pas terminée.

⁂

Républicains, vous parlez de vertu ! Les mots de respect de la vie, de probité, d'honneur, reviennent sans cesse sur vos lèvres. Si c'est un crime de tuer, pourquoi tuez-vous ? Pourquoi ces échafauds, ces fusils, ces canons ? Auriez-vous deux morales, l'une à l'usage des misérables et des sauvages, répandue par vos éducateurs et vos missionnaires et prêchant le respect, le devoir, l'honneur, c'est-à-dire la résignation sous toutes ses formes ; l'autre à l'usage des industriels et des sénateurs et leur prêchant la nécessité de défendre l'ordre établi ?

Illogisme encore, puisque de cette nécessité résulterait pour l'individu la nécessité et le droit à la résistance ; puisque, rejetant en apparence la loi et la résignation qui en découle, vous avez rétabli le principe dans votre philosophie à l'usage des gouvernés !

Si c'est un mal de voler, pourquoi ces expéditions coloniales ? Quelle que soit la subtilité de vos raisonnements, vous ne pouvez prouver que les sauvages sont venus chez vous pour étendre leur commerce ou vous imposer leurs idoles, que l'injure primitive ne vient pas de vous et que le droit actuel dont vous vous réclamez n'ait point été d'abord une atteinte au droit des gens. Y aurait-il ici autant de morales que de nationalités ? ce qui est un bien sur le sol étranger serait-il un mal sur le sol national ? La notion du bien et du mal que vous déclarez éternelle et générale ne le serait-elle plus, et vous-mêmes voudriez-vous contribuer à transformer l'idée collective du bien absolu en l'idée individuelle de la plus grande extension possible ?

Ce que vous appelez droit ne serait-ce pas plutôt la nécessité pour l'industrie de vivre, et le régime capitaliste une exploitation nécessaire de la propriété d'autrui ? Ainsi, vol et propriété ! vous en prouvez par les faits l'absolue identité. Ainsi, comme vous avez fait pour le crime, vous avez érigé le vol en principe. Poussés par un besoin avoué ou latent, vous avez décrété l'expansion coloniale, sans souci des misères de ceux qui ont été sacrifiés et que rien ne consolera jamais ! Vous avez adopté la théorie de la lutte pour l'existence à votre usage personnel. Ici encore, la fatalité des choses a voulu qu'il y ait désaccord et illogisme entre vos paroles et vos actes, que, repoussant le droit de la force, vous employiez contre les faibles la force dont vous disposez ; et que, repoussant le christianisme, vous enseigniez aux opprimés le principe chrétien de la résignation !

⁂

Républicains, vous parlez de patrie ! Vous connaissez l'orgie de la force à travers les âges, la série ininterrompue de violences et d'attentats, de destructions et de supplices dont l'histoire se compose, le douloureux enfantement d'où est sortie la nation ! Et pourtant vous couvrez de toutes les insultes et vous chargez de tous les crimes ceux qui gémissent de ces fureurs et qui rêvent une harmonique humanité !

Le groupement patrie a varié dans le temps comme a varié l'esprit humain. A mesure que l'esprit, mûri par la science et l'expérience, devient capable d'embrasser un plus vaste horizon, l'horizon s'étend ; à mesure que la science rend les communications plus rapides et facilite les contacts, les espaces se rapprochent et, par suite, les hommes ; et les sociétés se développent et progressent.

« Au dix-huitième siècle, au sein de la nation française, on comptait réellement plusieurs nations. Il y avait la nation bretonne, la nation normande, etc. Ces nations distinguaient sans les séparer leur existence individuelle de la grande existence commune ; elles se déclaraient réunies, mais non subjuguées. » (Aug. Thierry, *Dix ans d'études historiques*.) Vous avez soutenu les réformateurs et les révolutionnaires quand ils sapaient les barrières entre ces fiefs, entre ces nations, et vous avez bien fait, car ils ne faisaient qu'un travail déjà accompli dans les esprits et ce travail était la preuve d'un certain progrès scientifique et le signe d'une mentalité supérieure.

N'est-il pas logique de tenter pour les nations ce qui fut tenté pour les fiefs et de conclure que le succès de nos tentatives serait le signe d'un progrès plus grand encore ? A moins que vous ne prétendiez avoir la certitude de posséder l'entière vérité, vous ne pouvez prétendre faire de la patrie le dernier terme de l'évolution humaine. La science a progressé depuis un siècle, et vous croyez pouvoir mettre une borne au progrès. Vous avez renversé la monarchie, et par une apparente contradiction vous en avez conservé le principe et les tendances. Après avoir chassé les anciens dirigeants, vous avez adapté leurs dogmes à vos intérêts et conservé en réalité leurs institutions.

⁂

Je sais qu'il est difficile à ceux qui réussissent de se mettre au niveau de ceux qui souffrent. Je comprends votre répugnance à changer un état que vous trouvez bon ; je comprends votre désir de vous étourdir par les mots de vertu, de justice et de patrie. Mais il ne suffit pas de couvrir une plaie d'un drapeau pour que la plaie n'existe point. Il ne suffit point d'écrire liberté sur le fronton des casernes, égalité à la façade des tribunaux et fraternité à la porte des prisons. Il ne

suffit pas, pour agir en républicains, d'étaler partout la formule républicaine!

Aucun raisonnement ne peut cacher longtemps la plaie qui dévore lentement l'humanité. Regardez et jugez, pesez les douleurs et les hontes du peuple, comparez l'ouvrier au serf d'autrefois, et vous ne pourrez logiquement nous reprocher de tenter, comme vous l'avez tenté, la destruction d'une société qui meurt d'elle-même au milieu de l'universelle corruption qu'elle a engendrée.

La misère s'étend, sombre et profonde, misère matérielle et misère morale, produisant le crime et le suicide, l'alcoolisme et la phtisie, la prostitution et l'hystérie. A travers le monde, on voit des enfants qui n'ont pas de pain, des mères qui n'ont pas d'abri, des misérables qui se tuent dans vos casernes, dans vos ateliers ou sur leurs grabats. Meurt-de-faim ou dégoûtés de la vie, leur nombre croît sans cesse.

Qu'avez-vous fait pour eux, vous qui gouvernez?

⁂

Je cherche des êtres libres, et je ne trouve que des déshérités, esclaves de la faim et contraints par la détresse à poursuivre sans repos un travail acharné, — et des inutiles, esclaves de l'or, que la jouissance énerve ou use en efforts stériles.

Je cherche des égaux, et je ne vois que des humbles, — et des privilégiés honteux de coudoyer la misère.

Je cherche des frères, et je ne trouve que des ennemis, pleins de fiel et de haine, prêts à s'égorger pour des motifs imbéciles, prêts à engraisser de leur sang la nature adverse dont cette lutte est le triomphe.

Républicains, de chacun de vos principes vous avez fait un mensonge. Et pourtant vous avez le nombre, vous avez la force, vous avez le pouvoir. Et il vous serait facile de tenter la guérison de l'humanité. Mais, lorsque de son sein s'élève la plainte d'un déshérité ou la voix d'un révolté, vous en révélant les douleurs, c'est contre ceux-là que vous employez vos efforts afin d'étouffer leurs clameurs.

Mais, quand vous avez expulsé, emprisonné, guillotiné, croyez-vous l'ordre sauvé? L'humanité a laissé une traînée sanglante, et nombreux sont les martyrs parmi vos ancêtres. La féodalité, l'Eglise et la monarchie ont tenté de détruire la pensée par l'extermination des penseurs; et pourtant, ceux-ci ont vaincu, et le torrent qu'ils avaient déchaîné a entraîné en quelques moments tous les pouvoirs du passé. Croyez-vous possible aujourd'hui ce qui fut impossible autrefois, aujourd'hui que la science nivelle et multiplie les forces matérielles et met au service de tous des moyens de résistance et de destruction de plus en plus grands?

La même force révolutionnaire qui conduisit vos ancêtres à l'assaut du pouvoir au milieu de ruines et de débris gronde de nouveau sur la terre. Et vous-mêmes, aveugles ou insconscients, en précipitez l'éruption; car, par vos entraves et vos lois, vous concentrez peu à peu les haines et les fureurs.

Vos pères étaient serfs et opprimés; vous les avez reniés en devenant oppresseurs. Vous, fils de travailleurs, vous êtes dignes aujourd'hui de leurs bourreaux; vous en êtes les imitateurs après en avoir été les esclaves. Vous pouvez avoir sur vos lèvres le nom des penseurs et des persécutés d'autrefois; vous n'avez dans vos cœurs qu'une hypocrisie de plus. Profitez du moins, s'il est possible, des leçons du temps; malgré les attentats de la force, l'idée a fait des progrès incessants et produit d'incessantes révolutions. Souvenez-vous donc des échafauds, des bûchers, des instruments de torture qui ont servi à votre usage, pour n'avoir pas un jour à vous souvenir de 93!

Laissez l'Idée se propager librement, ne tentez plus d'étouffer les aspirations libertaires et égalitaires. Toute pensée ne s'impose que lorsqu'elle est empreinte de vérité, toute aspiration ne se précise que dans un milieu favorable. Ne craignez point de connaître et d'étudier les maux de l'humanité: c'est la condition nécessaire à sa guérison. L'œuvre est assez grande pour que quiconque est sincère puisse y participer.

Sinon, laissez cette affectation de principes qui ne sont que sur vos lèvres, cet étalage de devises qui ne sont que sur vos drapeaux et sur vos monuments, dépouillez-vous de votre hypocrisie: vous n'êtes pas même des républicains.

V.

Le *Journal du Peuple* annonce que, en dehors des poursuites intentées à ceux de ses rédacteurs arrêtés dans la bagarre de dimanche, le compagnon Dégalvès ainsi que le gérant Alla ont été appelés chez le juge d'instruction pour des articles incriminés d'insultes contre l'armée.

M. Galliffet aura beau faire: ce n'est pas au moment où tous ses chamarrés viennent mentir à la barre comme des arracheurs de dents qu'il réussira à leur redonner du lustre. — J. G.

LE DANGER DES PHRASESA ESPRIT

Dans l'*Aurore* du 18 août, Gohier, en un entrefilet, parle d'une dépêche des fils Carnot qui se défendent d'avoir écrit une lettre en faveur de Dreyfus et trouvant étrange qu'un membre de leur famille ose signer du nom de Carnot qu'il porte.

Gohier ajoute que cette dépêche, lâche et odieuse — c'est en effet le nom qu'elle mérite — pourrait être signée Caserio.

Ici, Gohier veut dire que c'est un nouveau coup de couteau que les fils Carnot portent à leur père; cela je l'ignore: peut-être Carnot, en vertu de la raison d'Etat, serait-il en l'occasion aussi lâche que ses fils.

Mais la tournure de la phrase pourrait faire croire que Caserio était capable d'une lâcheté; ce n'est pas ce qu'a voulu dire Gohier, j'en suis sûr. Mais, alors,—il a assez de talent personnel pour cela — qu'il évite d'emprunter à Rochefort ses moyens de polémique.

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Génie militaire. — Ces scrongnieugnieu de militaires vous ont de ces paroles géniales telles que voudraient en trouver souvent les littérateurs, et qui, dans leur *énergie* concise, résument toute une psychologie. Nous avions déjà de Ravary: « Notre justice n'est pas la vôtre »; de Gonse: « Si vous n'en parlez pas, on n'en saura rien »; sans compter le « flair d'artilleur » de Mercier, la « boucherie » de Pellieux, etc. Le commandant Carrière, commissaire du gouvernement au conseil de guerre de Rennes, vient d'ajouter à cette remarquable collection d'anas désormais historiques. L'avocat Demange harcelait le général Roget de questions très embarrassantes; il intervint prétextant « que ce questionnaire gênant était contraire à toute discipline ».

Ce mot révèle bien l'état d'esprit de ces juges d'occasion qui ne perdent pas et ne peuvent perdre, en entrant à l'audience, l'esprit de soumission qu'ils ont contracté envers quiconque porte un galon de plus qu'eux. Il est contraire à toute discipline qu'un colonel-président, qu'un commandant-magistrat n'accepte pas sans contrôle les affirmations d'un général qui, hier, était son maître indiscuté, et qui le sera demain.

C'est le « par ordre » de Zola avoué et aggravé, parce qu'étendu à tous les cas, par un magistrat militaire, en qui les naïfs ont confiance pour faire la lumière et rendre la justice.

Cet état d'esprit que vient d'avouer avec tant de franchise le commandant Carrière est aussi celui des magistrats civils. Ces derniers, comme les juges militaires, sont impuissants à débarrasser leur esprit de l'influence du milieu, des préjugés éducationnels et sociaux, des intérêts de caste, pour voir et apprécier les choses à leur juste point de vue.

Aussi est-ce pour cela que nous affirmons que la justice est une utopie, car il faudrait des anges pour la rendre, et nous ne sommes tous, hélas! que des hommes faillibles et bornés.

⁂

La Police. — Le matamore Guérin, mélodramatiquement claquemuré avec quelques escarpes de ses amis, fait échec au gouvernement et aux forces policières, se taillant à bon marché — d'autant meilleur marché que c'est la duchesse qui paie — une réputation de bravoure au sujet de laquelle nous savons à quoi nous en tenir. La police, elle, se prête à la comédie en usant à l'égard de ce *comparse* de ménagements fort suspects qu'elle attribue à son désir d'éviter les effusions de sang.

Mais, si la police fait montre « d'humanité » à l'égard de ce Cocardasse en baudruche, elle réserve toute sa férocité à l'égard des révolutionnaires qui veulent affirmer publiquement leur haine de l'autorité. Dimanche, le *Journal du Peuple* avait organisé une manifestation place de la République. La police, comme toujours quand elle n'agit pas contre les antisémites, s'est montrée d'une férocité révoltante. Les coups de poing, les coups de sabre même ont fait merveille. Sébastien Faure, Henri Dhorr, Ferrière et Weyl ont été arrêtés, sans que l'on ait craint de déroger aux sentiments d'humanité derrière lesquels la police s'abrite quand il s'agit des assommeurs antisémites.

Ce n'est pas d'ailleurs d'aujourd'hui que l'on voit la police fraterniser avec les assassins et maltraiter les honnêtes gens. Le désordre social est son attribution, qu'elle remplit consciencieusement.

⁂

Sabottage. — Un bon exemple de sabottage à signaler et à propager. Il y a, en ce moment, à Rouen, une grève des ouvriers du port. Ces jours-ci, pour opérer le débarquement d'un navire, on a embauché des débardeurs anglais que l'on a amenés à Rouen sans leur dire, bien entendu, qu'ils auraient à faire l'ouvrage auquel se refusaient des grévistes. Quand ils connurent la situation, les ouvriers anglais refusèrent de trahir leurs frères français et se portèrent au consulat anglais. Il faut croire qu'avant leur départ on avait glissé dans leur engagement une clause équivoque à laquelle ils se crurent obligés de se conformer, car, à leur retour du consulat, ils reprirent le travail. Seulement, ils se mirent à l'exécuter avec une telle mauvaise volonté qu'en deux heures et demie ils avaient fait le *quart* du travail qui se fait habituellement.

N'y a-t-il pas là une force insaisissable, contre laquelle tous les efforts des capitalistes échoueront toujours?

André Girard.

Roumanie.

Massacre de paysans. — On a donné enfin le *nombre officiel* des victimes de Slatina; mais comme, pour cacher l'opprobre et le crime, les gouvernants ne peuvent que mentir toujours et partout, le communiqué ne portait qu'à 17 les morts et à 24 les blessés.

Quelque rare journal indépendant vient de rectifier ces chiffres en les portant à 70 — morts — et 150 — blessés — chiffres approximatifs s'entend, et le journal en question met en évidence les procédés barbares dont la Roumanie officielle s'est servie. Voyez plutôt:

Parmi les morts figurent deux ouvriers de la gare, ce qui prouve combien à la légère l'armée fit feu sur la masse.

Il résulte, d'après la déclaration même des soldats, que, durant le voyage en chemin de fer, ils furent saoulés avec de fortes doses d'eau-de-vie, de manière qu'à leur descente du train, en gare de Slatina, ils frappèrent à tort et à travers avec la crosse de leurs fusils les paysans qui paisiblement y attendaient

l'arrivée des fonctionnaires enquêteurs qu'ils avaient, dans leur naïveté, cru bon de réclamer. (*L'enquête devait porter sur la déconfiture de M. Bogdan, qui brigua un siège de député; nous reviendrons là-dessus.*) Une grêle de cailloux répondit aux attaques des soldats, qui, doublement ivres, par les petits verres absorbés et par les discours ingérés, tirent, au commandement de leurs chefs, feu sur la foule : *15 paysans tombèrent morts dans la gare seulement!*

Mais c'est en rase campagne qu'eut lieu le principal massacre : les paysans furent piétinés et sabrés par les charges de cavalerie. Des cadavres qui jonchaient la terre, ceux qui ne purent pas être enlevés par les survivants furent dévorés par les chiens, et on trouva ainsi le quatrième jour, au milieu des débris humains en putréfaction, le cadavre d'une mère troué par une balle — ce n'est pas encore la dum-dum, mais les bienfaits du progrès ne tarderont pas à en doter la Roumanie aussi — et sur le cadavre un petit enfant qui, comme par miracle, ayant persisté à vivre, s'évertuait à téter les seins en décomposition!

Des scènes atroces eurent lieu, qui n'ont d'égales que la manière barbare dont furent traités les malheureux *Ascaris*, lors de la néfaste guerre italo-abyssine; les militaires roumains tranchèrent en effet des jambes et des bras, des pieds et des mains, les oreilles et quelques nez... et les mains mutilées des paysans, de ceux qui pouvaient se traîner encore, recueillirent dans les pans de leur chemise quelque propre débris.

Un homme entouré par trois cavaliers implora grâce à genoux : un coup de sabre la lui rendit pour toujours. Un autre de son couteau se défendit contre quatre soldats; il fut blessé, mais il blessa à son tour.

⁂

Un paysan trouve tués ses trois fils; un autre trouve le cadavre d'un de ses deux fils, et, pendant qu'il recherchait l'autre, il rencontre un chien portant dans sa gueule un bras humain, qu'il reconnut appartenir à son enfant à une bague qu'il portait au doigt.

Et pour terminer ce tableau incomplet et informe d'une tragédie si monstrueuse, un vieillard attendait tranquillement son fils qu'il avait aperçu au milieu d'une compagnie d'infanterie; ne l'ayant pas vu depuis longtemps probablement, il se réjouissait de lui donner l'accolade, lorsqu'un jeune officier intima l'ordre à ce soldat de tirer dessus.

— Mais c'est mon père! lui fut-il répondu.

Aussitôt le brave sabreur de le faire fusiller par un autre militaire.

⁂

Les chefs social-démocrates, après avoir constamment et méthodiquement trahi le socialisme, ont proposé en dernier lieu aux libéraux de leur en livrer les derniers vestiges; mais, aboutissant à une fin de non-recevoir, et afin de mettre à profit les derniers débris du parti, ils ont essayé de faire amende honorable — oh! combien déshonorante — et de former le *parti national*. Mais ceux qui avaient jusqu'ici si bien mené leur campagne de traîtrise et de félonie furent sans succès dans leurs deux dernières tentatives — ce qu'ils ne se pardonneront jamais; — elles échouèrent l'une après l'autre, la dernière parce que les rares socialistes restés fidèles à la dernière expression à laquelle les chefs avaient réduit la doctrine s'aperçurent, mais un peu tard, de leur machination dernière et refusèrent d'y acquiescer.

Dans ces conditions, il restait un seul acte possible de trahison; mais ç'aurait été là la dernière des infamies et des ignominies; et, cette dernière traîtrise, les chefs socialistes l'ont commise : *ils ont eux-mêmes déserté le parti socialiste* — ce qui en restait — en jetant dessus la dalle tumulaire. Puisse-t-elle être assez large pour pouvoir y inscrire au moins les principaux de leurs forfaits!

⁂

Mais tout ne peut périr, quelque chose doit toujours subsister; et ce quelque chose qui reste de leur socialisme mercenaire, c'est l'adulation du peuple; c'est ainsi que pullulaient, aux dernières élections législatives, les *candidats du peuple*, comme ils s'intitulent eux-mêmes modestement dans leurs panégyriques. Mais ces démagogues échouèrent tous, sauf un monarchiste, *le paysan de carnaval*, comme il fut jadis appelé à la Chambre par *le* député socialiste (il y en avait un à l'époque, qui fut élu par la police).

Parmi les candidats blackboulés se trouvait être M. Bogdan, et, si nous le mentionnons, ce n'est que pour détruire une légende absurde, savoir que le postulant serait anarchiste! Il se trouva même un avocassier qui, dans un canard, et afin de répondre à certaines attaques dont M. Bogdan était l'objet de la part des conservateurs, ses amis de la veille, exhiba, faute d'autres paperasses, le mandat d'expulsion de France dont fut l'objet M. Bogdan pour avoir, paraît-il, déposé à Paris un bouquet d'immortelles *sur une tombe!* Laissant à part le côté grotesque de pareils *exeat* de parfait anarchiste délivrés par le préfet de police, nous nous bornerons à constater que, clérical, antisémite et candidat à la députation, fût-il le plus démocratique des *candidats populaires*, M. Bogdan n'a rien de commun avec l'anarchie, qui a été, elle, souvent accusée de fautes qui ne lui reviennent pas; mais au moins ne devrait-on pas pousser l'outrecuidance et la témérité jusqu'à l'immiscer dans les ambitions personnelles.

Et, pour terminer, donnons le portrait que lui fit à la tribune de la Chambre *le paysan de carnaval* :

« ... Mais lorsque j'appris que M. Bogdan parcourait la campagne la croix dans une main et de la terre dans l'autre, baisant tantôt l'une, tantôt l'autre, je me suis dit : Celui-là trompe le paysan. »

Et notre député doit s'y connaître : lui-même est maître dans l'art de tromper les paysans, car depuis vingt ans il réussit immanquablement à se faire porter député par eux.

NELLY D'ARBY.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

TOURS. — On nous annonce de cette ville la mort du compagnon Rétif, un militant dévoué. Son enterrement civil a eu lieu il y a quinze jours.

⁂

Douai, 20 août.

Camarade,

Suivez-vous le procès de Rennes? Au milieu de cette grotesque comédie, un fait me semble beau : c'est la révolte de jour en jour éveillée du capitaine jusque-là docile à plus galonné que lui et qui maintenant à *ses chefs* leur plaque sur la face son mépris ou sa colère : voilà un homme qui peut-être va être formé. Et les juges, en qui semble commencer à poindre quelque chose qui, grandi, poussé jusqu'aux conséquences logiques, serait-ce l'esprit de révolte : ils questionnent leurs supérieurs! C'est la casaque leur tombant du dos, le crâne libéré du képi : une évolution! La fleur des cimes germant enfin dans les bas-fonds empestés où tant de graines jetées furent perdues!

L'esprit de connaissance chez un soldat!

Fichu, Loyola? Que vous en semble?

⁂

MONTPELLIER. — Traversant une grande agitation, les camarades de Montpellier se réunissent tous les samedis, à 8 heures 1/2 du soir, au café Général-Riu, rue Henri-René, angle de la rue Général-Riu.

Tous les samedis, une causerie ou, à défaut, un échange de vues sur la situation aura lieu.

Il ne faut pas qu'un mouvement révolutionnaire nous surprenne. Les escarmouches commençant, c'est à nous tous, anarchistes, de nous tenir prêts.

⁂

ROUBAIX. — Tous les camarades détenteurs de listes de souscription concernant *Sauvage* sont priés de les rentrer ou d'en faire connaître le montant aux camarades qui se réuniront à cet effet le samedi 26 août 1899, à 8 heures du soir, au Tambour-Maître, rue des Longues-Haies, 74.

⁂

NEVERS. — Des camarades de la ville ont fondé le *Cercle anarchiste nivernais*.

Le cercle se réunira régulièrement chaque samedi pour la veillée (13, rue de la Barre); il y sera fait des lectures et des causeries familières sur des sujets d'ordre sociologique. Son but est l'éducation libertaire de ses membres et la propagande des idées.

Une souscription est ouverte pour la création d'une bibliothèque de propagande.

Envoyer tout ce qui touche le groupe au compagnon J. Gauthé, 8, rue du Pont Cizeau.

BIBLIOGRAPHIE

Il nous reste encore quelques collections des deux numéros du *Glaneur anarchiste*. Prix : 0 fr. 50.

Aussi quelques collections complètes des années 4, 6 et 7 de la *Revolte* et neuvième année du *Révolté*, que nous laisserons pour 3 francs.

L'année séparée (sauf la quatrième dont nous avons très peu), 1 fr. 75.

Il reste très peu de ces collections; nous engageons les camarades à se hâter s'ils désirent se les procurer avant qu'elles soient épuisées. Il y aurait ensuite deux avantages pour nous : nous faire rentrer un peu d'argent, dont nous avons besoin plus que jamais, et faire de la place dans nos casiers pour y placer les publications nouvelles.

⁂

Nous avons fait un nouveau tirage des *Porteuses de bois* de C. Pissarro; 1 fr. 40 l'édition ordinaire; — 3 fr. 25 l'édition d'amateur.

⁂

Promenades-annexes de l'école libertaire. — La quatrième aura lieu le dimanche 3 septembre. Nous donnerons dans le prochain numéro le programme.

⁂

En vente à nos bureaux :

Le roman de Stepniak : *André Kojoukhov*, traduit en russe par Kropotkine. Prix : 3 fr.

⁂

A vendre, au profit du journal, la 1re et la 2e année de l'*Office du Travail*, un lot non réclamé de la tombola : 2 fr. [illegible] les deux années, plus 0 fr. 60 de frais d'envoi.

A lire :

La Libération, Jules Durand, *Revue Blanche*, 15 août.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 lithographies.

Vient de paraître la 15e *par J. Hénault*, **Ah! les sales Corbeaux!**

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro.* — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac,* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Wuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine.** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre.** — **La Guerre,** *par Maurin.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Avec quelques-unes qui nous sont rentrées, nous venons de reconstituer trois collections complètes. Nous les mettons en vente au prix de 40 fr.

PETITE CORRESPONDANCE

T. N. G. — Impossible. Mille regrets. — Projets remis à quand?

C., à Buenos-Ayres. — L'abonn. a été payé au *Peinard*. — Lui ai transmis votre réclamation. Je ne puis pas faire plus. — Je vous envoie les numéros demandés.

Petite Revue, Montréal. — L'échange sera fait avec plaisir.

Spring-Walley. — Bien reçu les 25 fr. J. Grave.

H., à Paterson. — Reçu vieux timbres. Merci.

Au camarade qui nous demande comment il pourrait utiliser les invendus des T. N. — Si vous ne voulez les distribuer ouvertement, vous pouvez, en promenade, les glisser sous les portes, dans les boîtes à lettres, avec une épingle les accrocher à une palissade, à un arbre. Ça attire la vue, on le décroche et on le lit.

B., à Alger. — Je réexpédie les numéros.

M., à Mauiner. — C'est un oubli. Avons reçu.

A., à Montpellier. — L'*Eclair*, l'*Intransigeant*, la *Libre Parole* et l'*Echo de Paris* sont tellement ignobles de mauvaise foi, que je ne les lis plus.

F. G., à Rome. — Le numéro réexpédié.

P. C., à Saint-Cloud. — L. P., à Châlons. — A. P., à Puissalicon. — F. E., à Servian. — C., à Nice (par la M. F.). — C., à Saint-Marcel. — Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : H., à Fives, 0 fr. 50. — Doupère, 1 fr. — F. B., 2 pesetas. — M., à Nonancourt, 1 fr. 05. — M., à Cherbourg, 0 fr. 50. — Un jardinier, 0 fr. 25. — C., à Paterson, 0 fr. 50. — P., par R., 50 fr. — Merci à tous.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 19 — DIX CENTIMES — DU 2 AU 8 SEPTEMBR

LES TEMPS NOUVEAU

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8
Six Mois . . . . — 4
Trois Mois . . . . . . — 2

Les abonnements peuvent être payés timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir.

∴

Même chose pour les gares, où certains commissaires ont fait pression sur les libraires pour les intimider.

∴

Le journal est envoyé pendant quelques semaines aux adresses que l'on veut bien nous faire parvenir.

A NOS EX-DÉPOSITAIRES

Nombre d'entre eux n'ont pas encore trouvé le moyen de nous régler, bien qu'il y ait près de deux mois que tout envoi leur est supprimé. Nous faisons un dernier appel à leur conscience pour qu'ils nous soldent ce qu'ils nous doivent : nous en avons le plus pressant besoin.

MÊMES CAUSES, MÊMES EFFETS

Dans l'*Aurore* de samedi, Clémenceau commence à s'apercevoir que « sous Galliffet ça se passe absolument comme sous Billot ».

Il faut être le politicien endurci qu'est Clémenceau pour avoir de ces étonnements. Sous Galliffet, comme sous n'importe qui, ça sera toujours la même chose, parce que l'administration reste, si le ministre passe, et qu'en définitive c'est sur elle que repose tout le système, et que si le ministre ordonne, c'est elle qui exécute et qu'il est très facile, dans l'exécution, d'atténuer et même d'annihiler l'effet de l'acte ordonné.

C'est ce que, cependant, n'ignore pas Clémenceau. Mais ici, il y a encore une autre raison à ce que « sous Galliffet, ça soit la même chose que sous Billot », c'est que Galliffet peut bien être l'homme que l'on nous a dépeint : soldat jusqu'au tréfond de son être, sachant exiger de tous ceux qui font partie de l'échelle hiérarchique le respect du supérieur et l'exécution stricte de la consigne ! Animé de ces sentiments, il se peut qu'il n'aurait pas laissé commettre les faux de l'Etat-major ; mais les trouvant commis, et justement parce qu'il veut l'armée respectée, justement parce qu'il veut le respect de la discipline, s'il n'ose entrer dans le brelan de faussaires et les couvrir carrément, il n'en est pas moins entraîné à désirer qu'un voile discret les cache au public et à fermer les yeux sur tout acte qui pourrait étouffer le scandale.

L'esprit de corps fait partie de la psychologie militaire. Il est bien évident que c'est lui qui anime une partie des gradés qui viennent mentir à leurs actes, à leur propre conscience. A l'heure où l'esprit militariste se perd dans la masse, les militaires ne peuvent accepter que les plus haut gradés d'entre eux soient convaincus de forfaiture : tout est licite pour les sauver ! Et c'est ainsi que l'on a eu l'apothéose du faussaire Henry ; que, devant le conseil de guerre où elle n'a que faire, on produit sa veuve, assez cabotine et assez inconsciente pour se prêter à cette exhibition, et que tous viennent affirmer des convictions, les étayant de racontars et de mensonges à défaut de preuves.

Ah ! s'il n'y avait eu que deux ou trois comparses à sacrifier, peut-être M. Galliffet les aurait-il sacrifiés ; mais ce n'est pas deux, ni trois, ni six, c'est tout le haut commandement. Pour un Freystætter que l'on voit, c'est des Gonses à la douzaine qui grouillent. Impossible d'en sacrifier deux ou trois pour sauver le reste ; tous ne sont pas aussi faciles à « persuader » que Henry ; il faut tout sauver en bloc, et voilà ce qui fait que, quel que soit le désir du gouvernement d'en finir avec cette agitation, il fera, malgré lui, le jeu des menteurs.

Et cependant il doit avoir une furieuse envie d'en finir ; car il sait bien qu'une nouvelle condamnation de Dreyfus ne ferait que redoubler l'agitation. Trop de mensonges se sont révélés en public pour qu'un verdict affirmatif du conseil de guerre tranche la question.

Car, si Dreyfus n'avait que son innocence pour militer en sa faveur, cela ne serait guère pour le sauver. L'esprit de justice n'est pas ce qui entrave nos hommes d'Etat. La politique basée sur la duplicité et le mensonge ne s'arrête pas à des enfantillages de sentiments. Un innocent sacrifié n'est pas pour empêcher de dormir qui, d'un geste, peut contribuer à faire emprisonner ou tuer des hommes par milliers. Ce que le gouvernant envisage, ce sont les tracas que ça peut lui susciter. Et ceux que l'affaire Dreyfus a suscités et peut susciter encore sont de force à faire réfléchir.

La meilleure preuve en est à ceux des nôtres, Liard, Monod, Philippe, Mercier, Bury, et d'autres encore, dont la condamnation sans preuves, en dépit de toute justice, au mépris de l'esprit et de la lettre de la loi, a été constatée par les pires de nos adversaires, mais qui restent au bagne parce que l'émotion soulevée a été insignifiante, parce que l'agitation tentée s'est bornée aux efforts d'un nombre insignifiant de camarades trop peu nombreux pour troubler la sérénité de ceux qui nous gouvernent.

Si donc le gouvernement intervient en faveur de Dreyfus, ça sera pour en finir avec une agitation qui démonétise ses institutions et ses meilleurs défenseurs ; mais, que l'on en soit bien certain, aucun des faussaires, aucun des parjures, aucun des menteurs, aucun des artisans de l'iniquité ne sera poursuivi ni châtié ; car, défenseurs du pouvoir, celui-ci, à charge de revanche, doit les protéger à son tour. S'il y a poursuites, elles seront contre ceux qui, croyant qu'une injustice réparée ne justifie pas les milliers d'autres injustices qui se commettent journellement, continueront à demander la justice pour tous et l'abolition des institutions à l'abri desquelles se commettent les injustices qu'ils continueront à dénoncer.

J. Grave.

L'ABSTENTION ÉLECTORALE (1)

(Suite)

Et puis, c'est une erreur de croire qu'un gouvernement fasse absolument ce qu'il veut. L'axiome : « On n'a que le gouvernement que l'on mérite » est parfaitement vrai. Les gouvernants n'osent que ce que leur permet la lâcheté des gouvernés.

Quelles que soient les lois que vote un Parlement, elles ne peuvent être appliquées que si les gouvernés s'y prêtent.

Et les fameuses « lois scélérates » en sont un exemple.

Elles devaient foudroyer l'anarchie. Leur rédaction permettait de poursuivre et d'envoyer au bagne qui se réclamait de l'anarchie. Elles faisaient appel à l'espionnage, à la délation en punissant celui qui ne se faisait pas dénonciateur.

Et, cependant, nous continuons à nous proclamer anarchistes, nous continuons à développer nos idées, à faire la critique de l'ordre social, dans les mêmes termes, avec la même virulence qu'avant leur vote, et l'on n'a pas osé nous appliquer les lois.

Le peu qu'on a osé les appliquer ne l'a été que pendant une époque de terreur, et, la terreur passée, chaque fois qu'on les a sorties, elles ont été plus bénignes que les lois ordinaires.

Cela, tout simplement, parce qu'on a été forcé de tenir compte d'une certaine opinion qui veut que toute idée puisse s'exprimer librement et qu'il n'est pas au pouvoir, même des gouvernements, de remonter certains courants.

Toute la réaction que nous avons à craindre, c'est celle venant des Parlements. Et, comme on le voit, une forte opinion publique peut la faire avorter.

La vie d'un peuple ne se compose pas que d'élections : sorti du bulletin du vote, ce ne

(1) Extrait de *l'Anarchie, but, moyens*, à paraître en septembre, chez Stock.

sont pas les occasions d'agir qui manquent à son activité. Et l'on peut travailler à susciter cette forte opinion publique sans avoir besoin de prendre part aux tripotages électoraux.

* *

Ecœurés par la politique, convaincus de la malhonnêteté du milieu parlementaire et de sa nuisance; sachant que les lois sont inefficaces là où elles ne sont pas appuyées par les faits, les anarchistes ont vu que, en tant qu'exploités et opprimés, ils n'avaient rien à gagner dans ce milieu corrupteur, et ils se sont mis à faire ressortir toute l'inutilité des campagnes électorales à leurs compagnons de chaîne.

S'apercevant que les quelques avantages que les travailleurs pouvaient en tirer ne valaient pas la dépense d'efforts que nécessitait l'envoi d'un député à la Chambre; s'étant rendu compte que les individus qui venaient leur demander leurs suffrages, en leur promettant émancipation et bien-être au moyen de lois favorables, n'étaient que des fourbes ou des ignorants; ne voulant plus être dupes, ne voulant plus dépenser leurs forces à des besognes inutiles, les anarchistes ont déserté le terrain politique.

Et cela, chez eux, n'est pas seulement une conviction, c'est un fait démontré par l'expérience et le raisonnement. Et c'est cette vérité qu'ils s'efforcent de faire pénétrer parmi le troupeau électoral.

Mais où les parlementaristes ont-ils pris que l'abstention, telle que la comprennent les anarchistes, était synonyme de désertion, qu'il n'y avait plus qu'à se croiser les bras et laisser la bourgeoisie tripatouiller la vie sociale à son aise?

Je sais qu'il y a ainsi des esprits faits qui ne voient jamais qu'un côté des choses. Quand, une fois, ils se sont consacrés à une des subdivisions de l'activité mentale, ils veulent absolument faire de cette subdivision le moteur principal de toutes les formes de l'activité humaine, et, lorsqu'ils ne nient pas ce qui n'est pas du ressort de leurs études, ils veulent à toute force le subordonner à leur idée fixe et ne l'accepter que comme une dépendance de l'objet de leurs aptitudes.

Les partisans du vote raisonnent un peu comme cette sorte de gens: « Vous ne voulez pas voter, donc vous ne voulez rien faire », nous disent-ils.

Or, pour des gens qui veulent s'emparer du pouvoir, d'où l'on doit prévoir tous les besoins d'une agglomération sociale, parer à *toutes* difficultés, organiser tous les services que comporte une société, les réglementer et les ordonner pour que tout marche d'une façon parfaite, c'est faire montre d'un esprit absolument étroit, lorsqu'il faudrait, au contraire, faire preuve d'une compréhension encyclopédique.

Vouloir confier à quelques-uns la direction de tous, c'est admettre que ces quelques-uns, pour s'acquitter adroitement de leur tâche, possèdent toutes les connaissances humaines! — Ils commencent par raisonner comme des gens bornés.

Il est impossible qu'un homme acquière un cerveau encyclopédique. Quelle que soit sa capacité, la somme des connaissances humaines dépasse la capacité cérébrale des plus doués. Et l'être le plus intelligent n'acquiert des connaissances en largeur qu'en perdant en profondeur sur la plupart, sinon sur toutes.

Celui qui acquerrait une parfaite connaissance des choses, qui arriverait à déterminer tous leurs rapports, celui-là n'accomplirait aucun acte, ne ferait aucun mouvement, n'émettrait aucune idée, sans en avoir prévu toutes les conséquences. Celui-là pourrait prédire l'avenir. Celui-là, — en admettant que l'esprit de justice absolue soit en relation étroite avec l'intellectualité parfaite, celui-là, sauf l'immortalité, aurait la puissance d'un Dieu et pourrait, peut-être, gouverner équitablement les hommes.

Mais celui-là n'a jamais existé; et il est plus que probable que l'humanité aura cessé d'exister avant qu'elle le produise, puisque, à cette heure où les connaissances humaines sont encore si incomplètes, il n'existe pas d'individu pouvant les embrasser toutes intégralement, et que les matières à connaître grandissent avec les connaissances et le cerveau.

Donc, quoi qu'en disent les parlementaristes, en s'abstenant de prendre part à la comédie électorale, les anarchistes n'ont nullement l'intention de laisser faire les réacteurs.

* *

Tant que les individus seront asservis économiquement, toutes les libertés politiques qu'on leur octroiera ne seront qu'un leurre, parce que celui qui, pour vivre, est forcé de se mettre à la solde d'un *employeur*, celui-là ne peut être libre devant qui peut le condamner à crever de faim en refusant d'utiliser ses services.

D'autre part, dans une société où l'activité de l'individu est bornée par la possession d'espèces monétaires, où tout se paie, tout se vend, il ne peut y avoir de liberté que pour celui qui possède. Et l'on aura beau reconnaître le plus solennellement possible tous les droits voulus à tous indistinctement, cela ne signifiera rien, tant que *tous* n'auront pas la possibilité d'user de ces droits.

Dans une société où tout est subordonné au pouvoir de l'argent, la légalité ne peut être qu'au service de ceux qui détiennent le capital. Il n'y a rien à attendre du parlementarisme; car le parlementarisme est la consécration légale de ce qui existe, et on ne détruira ce qui existe qu'en sortant de la légalité.

Nous ne voulons, non plus, charger personne d'agir en notre lieu et place; nous voulons agir par nous-mêmes parce que, en chargeant des tiers de faire des lois auxquelles nous devrions obéir ensuite, ce serait tendre d'avance le cou à toutes les lisières dont pourraient, par la suite, nous charger ceux dont nous aurions fait nos maîtres.

Je sais bien que beaucoup de socialistes affirment que le gouvernement ne serait qu'un minimum de gouvernement, que sa tâche serait d'assurer la liberté de tous, en se conformant, à tous les instants, à la volonté générale.

Outre que la tyrannie de la majorité est tout aussi bien, pour ceux qui la subissent, une tyrannie aussi répulsive que si elle n'émanait que d'un seul, j'ai, dans la *Société Future*, essayé de démontrer qu'il n'y avait pas de moyen terme entre l'autorité et la liberté individuelle.

Si un gouvernement, ou une administration — certains socialistes prétendent que leur gouvernement ne serait qu'administratif — doit édicter des mesures générales, il lui faudra une force pour les faire respecter. S'il n'a pas de force coercitive, il est inutile.

Et alors, ne voulant pas de gouvernement dans la société que nous rêvons, nous commençons, dès maintenant, à lutter contre ceux qui existent et refusons d'en constituer, si anodins soient-ils, si bien intentionnés qu'ils nous assurent être.

Ce que nous tenons surtout à démontrer, c'est que les institutions actuelles, si puissantes qu'elles paraissent, ne tirent de force que de la participation qu'y prennent les individus; nous voulons faire le vide autour d'elles pour les faire périr.

* *

Cela est le côté négatif de notre propagande, la raison de notre abstention dans la politique. Mais notre activité ne se borne pas à la négative; elle a aussi un côté positif très large et qui s'élargira davantage par la diffusion de l'idée.

Et ce côté actif c'est, en toutes les circonstances de la vie, d'agir autant que faire se peut dans la direction de nos idées, de façon à réaliser le plus possible ce que nous désirons.

Nous verrons plus loin, au chapitre *Que faire?* quelles peuvent être, déjà, ces différentes formes de notre activité.

Mais ce qui est certain, c'est que, règle générale, les lois ne sont autre chose que la sanction du fait accompli, ne sont que la reconnaissance d'une règle de mœurs ou de coutume, — je ne parle pas, bien entendu, des lois d'occasion faites pour les besoins passagers des gouvernants, et qui ne sont applicables que dans les situations exceptionnelles.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA DÉBACLE. — Oui, c'est bien la débâcle qui commence pour l'orgueilleuse gent galonnée. Comme il est arrivé pour la caste des prêtres, comme il est arrivé pour celle des politiciens, comme il est arrivé et comme il arrivera pour toute caste qui prétend diriger l'humanité, la corruption qui s'abritait derrière les redoutables mystères imaginés pour écarter les indiscrets a fini par se révéler aux yeux de tous. Et, dans le cas qui nous occupe, elle n'est pas mince. Aussi le prestige acquis à leur tenue carnavalesque par ces cabotins d'un genre spécial est-il considérablement amoindri. Le respect est bien près de s'enfuir. Les naïfs qui, de bonne foi, croyaient à « l'honneur de l'armée », à la « loyauté d'un cœur de soldat », à la supériorité des « vertus guerrières », sont tout bouleversés de leur désenchantement et pleurent leurs illusions de naguère. L'un d'eux, à qui je rappelais ses emportements d'il y a dix-huit mois contre Zola, me dit: « Que voulez-vous? On ne pouvait pas croire qu'il y eût tant de canaillerie dans l'armée! »

C'est là le mot de la situation, et qui a dû être pensé, sinon exprimé, par beaucoup. Qu'a-t-il fallu pour atteindre ce premier résultat très rassurant pour l'avenir? La vérité tout simplement. Il a suffi d'écarter les fausses apparences qui provoquaient l'admiration des masses, de montrer ces faux dieux tels qu'ils sont; et ils n'ont pu subir l'épreuve. Une grande désillusion salutaire s'est produite.

Il fut un temps où la vue d'une soutane excitait le respect; aujourd'hui elle n'éveille plus que le mépris qui s'attache à l'imposture ou l'indifférence. Un jour viendra où l'uniforme de guerrier, après avoir fait béer d'admiration bien des badauds, ne sera plus qu'un objet de réprobation et de dégoût publics.

* *

COLONISATION. — Les capitaines Voulet et Chanoine, ce dernier, fils du général ancien ministre de la guerre, sont en mission au Soudan. Il est de tradition, chez les peuples dits civilisés qui vont rendre visite à ceux qui ne prétendent pas à ce titre, de ponctuer les négociations de massacres, d'incendies, de pillages et de viols. Généralement, les chefs qui président à ces abominations et qui les ordonnent sont très honorés dans leurs métropoles. On pense même quelquefois à les élever à la dignité de César. Témoin Marchand, Galliéni, Dodds, Archinard, etc.

Pourquoi les capitaines Voulet et Chanoine, qui, paraît-il, suivaient, au cours de leur mission, les traditions en usage, ont-ils brusquement été interrompus dans leur œuvre civilisatrice et pacificatrice? Mystère!

Toujours est-il qu'on leur adressa le colonel Klobb et le lieutenant Meyniel pour leur donner l'ordre de remettre entre les mains du premier le commandement de la mission.

Mais les deux capitaines, entraînés au meurtre et trouvant sans doute fort productive leur profession de chefs de brigands, non seulement refusèrent de céder la place, mais reçurent à coups de fusil les deux envoyés du gouvernement, et les tuèrent ainsi que quelques porteurs qui les escortaient.

Ces faits soulèvent une indignation générale, mais, comme il arrive la plupart du temps, cette indignation porte à faux. Quand nos massacreurs en chef ne fusillent que des simples soldats, nul ne

trouve à redire. Le peuple n'est-il pas toujours le même, taillable et fusillable à merci? Mais quand il s'agit de ces étincelants officiers tout dorés sur tranche qui ébahissent les populations de leur reluisance, peste! c'est autre chose! La presse s'échauffe, s'exalte, s'apitoie. Pensez! la graine d'épinards militaires est bien trop rare pour être ainsi semée à tout vent.

Pour nous, qui ne voyons partout que des hommes, notre indignation ne se mesure pas au nombre de galons, et nous dénonçons à la haine publique, avec une égale énergie, une institution qui prive la société d'un Klobb aussi bien que d'un Chédel ou d'un Pierron.

⁂

Défense républicaine. — Nous avons un ministère de défense républicaine, du moins on nous l'a affirmé.

Or, le général Chamoin, qui, de complicité avec Mercier, a fait entrer dans le dossier secret dont il a la garde un faux avéré destiné à entraîner une fois de plus la condamnation de Dreyfus — comme en 1894 — a reçu l'approbation de son supérieur, le ministre de la guerre Galliffet. Que Galliffet, assassin de femmes et de vieillards, soit du parti des faussaires, il n'y a rien d'étonnant.

Mais que pensent de cette manière de servir les intérêts de la République ceux qui nous blâmaient de n'avoir pas confiance dans la pureté des intentions d'un soudard si accompli que le fusilleur de 1871? Où donc sont les... naïfs?

André Girard.

Belgique.

Les crimes du militarisme. — Le soldat Masson, qui avait été frappé de la peine draconienne de quatre années de prison militaire pour avoir exprimé avec trop d'amertume, dans une conversation de café surprise par quelques espions, l'horreur que lui inspirait la brutale et sanguinaire discipline militaire, vient seulement d'être mis en liberté.

Il a fallu multiplier les protestations contre l'infâme arrêt du conseil de guerre, joindre les pétitions de nombreux meetings, faire succéder les démarches aux interpellations instantes, pour que le gouvernement se décidât enfin à rendre aux douceurs de la liberté ce brave révolté auquel personne ne peut marchander son estime.

Son procès servit prodigieusement à mettre en relief toute une justice de classe, tout un rouage broyant dans l'insouciance et la brutalité.

Car « nos » conseils de guerre ne le cèdent aux « vôtres » ni en ignominies, ni en verdicts de haine et de basse vengeance.

A peine échappé du bagne militaire, Masson entre... à l'hôpital militaire; casernes, conseils de guerre, bagnes, hôpitaux, tout aura donc été connu, éprouvé par ce malheureux soldat.

Le cas de Masson est très commenté en ce moment, et l'on sait que l'heure est favorable pour soulever l'indignation d'une honnête population qui n'a oublié ni les massacres légaux d'une gendarmerie scélérate, ni les péripéties tragiques de la grande affaire dont le dénouement se prépare au lycée de Rennes.

Rarement affaire extérieure fut discutée avec plus de passion parmi les Belges; la bourgeoisie elle-même a compris que c'était la cause supérieure de l'humanité qui se débattait, et les tortures imméritées infligées à un des siens parviendront peut-être à lui dessiller les yeux sur les supplices bien plus sanguinaires encore endurés par l'immense légion d'inconnus et de braves qui râlent dans les cachots sans le moindre espoir de voir l'attention publique attirée sur leur effroyable sort.

Me Demange est assez vivement critiqué; sans remonter jusqu'à la faiblesse avec laquelle il aurait, en 1894, laissé passer certaines irrégularités de procédure, on ne laisse pas de le taxer d'inertie; on craint qu'il ne sache apporter, dans la défense de Dreyfus, cette belle flamme de combativité, ce diable au corps qui rendit à la cour d'assises de Paris le nom de Labori si justement célèbre.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette accusation, formulée d'ailleurs par ceux qui ignorent que le barreau de nos jours n'est pas celui de jadis; il est gangrené par l'utilitarisme le plus vil : la jeunesse a déserté ces lieux de calcul égoïste, et nous ne voyons pas que ceux même de nos avocats qui se piquent de socialisme ou de dilettantisme donnent des témoignages bien éclatants de dévouement, de sacrifice et de grandeur d'âme.

Ce manque absolu de caractère, ce scepticisme desséchant n'a-t-il pas d'ailleurs droit d'asile parmi nos ouvriers socialistes?

Le P. O. qui les enrégimente a donné une preuve indéniable de son malencontreux esprit de caporalisme, à l'occasion de la manifestation antimilitariste du dimanche 20 août.

Manifestation? Disons plutôt procession, vain cortège d'émasculés conduits au doigt et à l'œil par la phalange de policiers qu'eux-mêmes ont institués! Plus d'énergie, plus de larges démonstrations roulant le flot de vie révolutionnaire, plus de jeunes gardes conspuant la patrie, l'armée, l'autorité!

Là surtout était le côté affligeant de cette manifestation antimilitariste, relevant du vaudeville ou tout au plus à la hauteur d'un de ces défilés d'opérette comme on en voit dans la *Fille du Tambour-major*. En Belgique, hélas! il n'y a plus de *jeunesse*; les turfs vélocipédiques, les courses, les projections lumineuses, les sottes habitudes de clinquant et de tape-à-l'œil ont tout balayé!

Flaustier.

Suisse.

Genève. — *La fin des pauvres.* — Un distributeur de contremarques du théâtre est mort subitement en prenant une tasse de café noir; on le transporta à la Morgue. « C'est là, dit le *Peuple de Genève*, que ses amis — pauvres aussi — vinrent le chercher pour lui rendre les devoirs que commandent l'amitié, l'humanité, la même infortune. Mais, pour soustraire le corps à l'enfouissement des « non réclamés », il fallait payer les frais de morgue. L'administration fait argent de tout, à Genève. On osa compter : une injection au cadavre, 30 francs; quatre jours à la Morgue, 25 francs. Total: 55 francs. Plus 30 francs pour frais d'inhumation. Cela représente 85 francs que durent débourser les amis du défunt au moyen d'une souscription. Remarquons que le logement à la Morgue coûte plus cher qu'à l'hôtel où demeurent les princes, où on a une chambre pour soi pour 5 francs. Tout cela s'explique »; les impôts soldent les frais occasionnés par des bombances répétées, où les élus se refont une virginité; l'argent des contribuables sert à entretenir des sinécures, à salarier des professeurs-amis qui n'ont qu'un élève, etc., etc. Les pauvres sont considérés comme une propriété des privilégiés de la fortune. Soustraire le corps du pauvre à la dissection, c'est ravir à l'administration une proie qui lui est due. Un cadavre vaut toujours quelques écus. Cependant les suicides ne manquant pas, il est rare que le professeur d'anatomie se contente (par économie) du cadavre d'un singe, car toutes les tentatives de suicide n'avortent pas comme celle racontée par le *Courrier de la Côte*. « A Versoix, Mme D..., mère de cinq enfants, en attendant un sixième, ayant un mari simple ouvrier, par conséquent hors d'état de gagner pour satisfaire sept bouches et bientôt une huitième, Mme D... a pris la résolution d'en finir avec les souffrances d'ici-bas. A cet effet, elle a essayé de mettre fin à ses jours en délayant une forte quantité d'allumettes phosphoriques dans de l'eau et en absorbant ce breuvage. C'est à 6 h. 1/2 du soir que ce drame intime a eu lieu, dans un étroit logis d'une petite ruelle. Les enfants ayant vu leur mère se débattre dans de violentes crises, appelèrent au secours les voisins; le médecin arriva. Revenue à elle, la malheureuse déclara que si elle avait eu quelques sous de plus, son but aurait été atteint, parce que ses enfants, qu'elle regrettait de laisser seuls au monde souffrir de la faim et du froid, l'auraient accompagnée dans le repos éternel. » — Quelques jours après, un ouvrier fondeur se jetait dans le Rhône du pont de la Machine; puis un employé de commerce, lui aussi, choisissait les flots du fleuve pour terminer son existence; et il n'y a guère de semaine où la ville de Calvin n'enregistre un ou plusieurs suicides d'hommes, de femmes et même d'enfants. La misère tue à Genève comme ailleurs; pourtant les institutions de bienfaisance, de protection, de secours, de relèvement, de charité, y pullulent. — Avant leur multiplication, il y avait moins de misère, moins d'oppression, parce que l'exploitation des pauvres était loin d'avoir atteint ses perfectionnements fin de siècle.

⁂

Berne. — *A propos d'expulsions.* — Le procureur fédéral Scherb se contente le plus souvent de parapher les expulsions décidées par son secrétaire, le nommé Hodler, ex-avocat sans causes; c'est celui-ci qui, avisé par la police politique d'une future réunion, invite le gouvernement cantonal à lui envoyer un rapport. En réalité, c'est ce Hodler qui est l'instigateur de la plupart des expulsions.

Autre chose : ambassades et consulats sont des agences policières, des souricières; on le sait; mais ce qu'on ignore, c'est que l'ambassade d'Italie — pour laquelle le conseil fédéral a eu tant de lâches complaisances — est devenue si exigeante, si absurde, que le conseil fédéral s'est vu dans l'obligation de se plaindre à Rome de ses agissements. Pour un lambeau de phrase un peu vif contenu dans un journal, cette ambassade jette feu et flammes, harcèle le conseil fédéral, pendant qu'en Italie le gouvernement laisse quotidiennement paraître des articles autrement violents et insultants à l'adresse de la Suisse.

On apprend de Genève qu'une pauvre femme vient d'être expulsée par la gendarmerie parce qu' « elle a vendu des cigares, dits de cacao, qui au directeur de la police centrale ont paru d'une exécrable qualité ». La mission de ce fonctionnaire, promu souverain Nicot, est de humer les diverses qualités de cigares fumés dans le canton et de faire expulser les vendeurs dont les cigares n'ont pas le don de lui plaire. On croit rêver à l'ouïe de pareils faits, dont l'exactitude est confirmée par les journaux bourgeois. Il faudrait savoir si ce directeur de police déteste les Grandson et les Manille de telle ou telle fabrique. Peut-être a-t-il de l'aversion pour les Cubanas? Avis à qui de droit.

⁂

Genève. — *Crime de la gendarmerie.* — Près du théâtre, la police a arrêté deux garçons de seize ans, parce qu'ils avaient osé rire en voyant passer un peloton de gendarmes. Il y a quelques années — c'était presque une coutume — les enfants jetaient des mottes de terre aux soldats qui revenaient de l'exercice, et personne n'aurait songé à toucher ces enfants. Aujourd'hui, on empoigne des enfants qui ne peuvent s'empêcher de rire en voyant se pavaner des hirondelles de potence affublées de grotesques chapeaux, harnachées et ornées en Fracasse.

Lorsqu'à la Traversière deux gendarmes voulurent emmener au poste et frapper un jeune homme légèrement pris de vin qui leur résistait, un adolescent se détacha de la foule qui s'était amassée et décocha à l'un des gendarmes un tel coup de pied que le policier dut lâcher sa proie; puis un autre spectateur administra à l'autre gendarme un coup de poing qui l'abattit sur le sol; plusieurs femmes se précipitèrent alors sur les sbires et facilitèrent la fuite du jeune homme arrêté. Sur ces entrefaites, arriva une escouade de gendarmes qui fut reçue avec des huées; le chapeau à cocarde — dans un triste état — ramassé, les manifestants se retirèrent sans autre incident, et les gendarmes s'en retournèrent sans oser inquiéter personne.

⁂

Bale. — *Prospérité.* — Les faillites se succèdent à Bâle-ville; plus de mille saisies ont été opérées en un mois. Le canton d'Argovie accusait pour une période de cinq ans, de 1880 à 1884, un total de 119.345 faillites : c'est une jolie moyenne de 23.869 par an. Partout les malheureux saisis savent ce qui les attend; aussi l'un d'eux, un menuisier qui n'avait pu payer son loyer et devait être saisi, se noya la veille de la venue des records, laissant une femme et des enfants sans ressources. A Bâle, trois hommes et une femme dénués de tout, ayant cru pouvoir se réfugier dans une grotte située au bord du Rhin, ont été conduits en prison : la police prétend que ce sont des voleurs. Le lieutenant de gendarmes bâlois qui a quitté Bâle sans crier gare n'a pas eu besoin de s'abriter dans une caverne; il a tout simplement traversé l'Océan sur un confortable transatlantique.

République argentine.

Buenos-Aires, *20 juillet 1899.* — « Le cadavre d'un ennemi sent toujours bon. » Cette phrase, attribuée à je ne sais plus quel berger d'hommes, me revient à la mémoire à propos d'un certain Henri de Putron, de profession ministre chilien auprès de la

République argentine, qui vient de casser sa pipe. Habituellement nous nous occupons peu de ce monde-là, mais nous ferons exception pour celui-ci, et voici pourquoi : le 1er mai, une forte colonne de manifestants passait dans la rue où le monsieur avait sa résidence. Près de la légation, des ouvriers travaillaient à la construction d'une maison : ce que voyant, plusieurs socialistes sifflèrent et bafouèrent ces déserteurs de la grande journée. Le bonhomme, qui revenait tout, chamarré d'une réception d'un autre ministre, prit ces sifflets pour lui et alla aussitôt s'en plaindre au gouvernement. Une enquête fut ouverte : les socialistes déclarèrent qu'ils n'avaient même pas vu ce vieux paon. N'importe, peu de jours après naissait le fameux projet Cané. Mais celui-ci y mit trop de zèle. Ce fut une protestation générale de la part des journaux étrangers, et il paraît qu'il sera abandonné, ou tout au moins modifié en grande partie. Ce projet a eu sa répercussion en Italie, et la *Tribuna* de Rome l'attaque avec violence, ce qui a mis tous les coquins du patriotisme en fureur.

Le meeting qu'un préfet de police trop complaisant envers le gouvernement du morveux d'Espagne avait prohibé a eu lieu le dimanche suivant au théâtre Doria. La salle était comble : deux mille personnes étaient accourues pour protester contre les horreurs de Montjuich. Gori fut éloquent, comme toujours, les socialistes Manresa Herrero, Ingenieros, Patroni stigmatisèrent énergiquement la moderne inquisition espagnole ; mais ce fut surtout l'étudiant en médecine, le jeune Guaglianone, qui sut électriser la salle en glorifiant, dans un magnifique discours, l'inoubliable figure d'Angiolillo, le justicier de l'immonde Canovas del Castillo.

Un ordre du jour fut présenté et voté, envoyant au prolétariat espagnol l'adhésion de l'assemblée au mouvement initié dans toute la péninsule pour la revision du procès de Montjuich.

Tous les *pagliacci* de la colonie française ont cru de leur devoir de se mettre en branle pour fêter le 14 juillet. Mais il paraît que le boniment patriotard ne prend plus et que le truc est usé. Il n'y a pas eu foule, cette année. Quelques badauds, regardant bêtement les uns, et riant à se tordre les autres, une douzaine d'anciens militaires se promenant dans les rues avec un drapeau, deux tambours et deux clairons en tête. Passons.

Le groupe « Bibliothèque d'études sociales » a décidé de louer un local plus grand que celui qu'il occupe actuellement, afin de pouvoir y donner des conférences, des représentations théâtrales, etc., qui, pour le moment, ne peuvent avoir lieu que dans des théâtres, cédés à des prix fabuleux, par leurs propriétaires, pour quelques heures seulement. Les camarades *dilettanti* étudient en ce moment la *Cage*, de Lucien Descaves, en italien, et les *Mauvais Bergers* de Mirbeau, en espagnol, qu'ils donneront prochainement, alternant avec *Premier Mai* et *Sans Patrie* de Gori, représentés déjà bon nombre de fois.

L'actif propagandiste de l'Idéal anarchiste a dû abandonner, pour le moment, sur les conseils des médecins, sa tournée dans les provinces, où l'attendait un grand succès, à en juger par les réceptions qui lui furent faites à Rosario et à Santa-Fé. — Aujourd'hui il se consacre à la revue *Criminologie moderne*, dont il est le directeur respecté de toutes les autorités en la matière.

— A côté de l'active propagande exercée par *El Rebelde*, un groupe de camarades vient de traduire et de publier le discours prononcé par Jean Grave à l'ouverture de l'Ecole libertaire, à Paris. Des milliers d'exemplaires ont été expédiés aux instituteurs de la capitale et des provinces, sans grand profit, craignons-nous, car la « *Routine* » règne ici comme partout.

— D'ici quelques jours, Monsieur le Président de la République s'en va-t-en guerre ? Non ; bien qu'il soit général de toutes les armées de terre et de mer, c'est un homme très pacifique. Il s'en va tout bonnement se promener au Brésil en s'arrêtant aussi à Montevideo (Uruguay.) Les mauvaises langues disent qu'il cherche à former une quadruple alliance (vous savez sa dernière entrevue avec le président du Chili) sud-américaine. Nous nous demandons dans quel but, sans que cela nous importe, cependant, davantage.

Voilà tout ce que je puis vous conter de tant soit peu intéressant sur ce patelin où me voilà établi depuis trois mois déjà.

JULES LA RIVIÈRE.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe des E. V. — Notre camarade Charles vient de mourir. C'était un des plus ardents de notre groupe des E. V. — Il est mort loin de nous, en Alsace, à trente-quatre ans, muni des sacrements de l'Eglise, dit la lettre de faire-part que nous avons reçue.

« Priez Dieu pour le repos de son âme », dit le boniment mortuaire.

Et le sentiment de ceux qui l'ont assisté à ses derniers moments, que *faut-il en dire ?* Car notre camarade était vaillant et même pas commode. Ils l'ont violé. — Le même sort nous attend tous.

Tous ceux qui l'ont connu n'auront qu'un seul mot pour qualifier une telle conduite en face d'une volonté morte : « Canailles. »

Mais, aussi, que faire si nous ne voulons pas que nos carcasses soient souillées par les infâmes ?

Un testament ? Ça doit être coûteux ; et puis c'est contraire à nos rêves, nous qui voyons notaires et paperasses disparaître. — Il y a aussi les sociétés de libre-pensée, baptême civil, mariage civil, etc., etc. Mais ce sont organisations, statuts, règlements, toutes choses qui répugnent à notre soif d'indépendance.

Nous n'avons, je crois, qu'un moyen, et il est dans nos convictions ; travailler à changer complètement la mentalité de ceux qui nous touchent le plus près (1), nous reprochent facilement, à nous, de ne pas respecter la famille, et se font un devoir de disposer de nos corps et de les livrer à ceux que nous avons le plus détestés.

Ne nous lassons pas ; disons-le, répétons-le, notre idéal de vérité et de liberté. — Partout et toujours.

RENÉ DES E. V.

∴

La quatrième promenade annexe de l'Ecole libertaire est ajournée, elle sera annoncée lorsqu'elle sera décidée.

∴

MONTPELLIER. — Traversant une grande agitation, les camarades de Montpellier se réunissent tous les samedis, à 8 heures 1/2 du soir, au café Général-Riu, rue Henri-René, angle de la rue Général-Riu.

Tous les samedis, une causerie ou, à défaut, un échange de vues sur la situation aura lieu.

Il ne faut pas qu'un mouvement révolutionnaire nous surprenne. Les escarmouches commençant, c'est à nous tous, anarchistes, de nous tenir prêts.

∴

NEVERS. — Des camarades de la ville ont fondé le *Cercle anarchiste nivernais*.

Le cercle se réunira régulièrement chaque samedi pour la veillée (13, rue de la Barre) ; il y sera fait des lectures et des causeries familières sur des sujets d'ordre sociologique. Son but est l'éducation libertaire de ses membres et la propagande des idées.

Une souscription est ouverte pour la création d'une bibliothèque de propagande.

Envoyer tout ce qui touche le groupe au compagnon J. Gauthé, 8, rue du Pont-Cizeau.

∴

CETTE. — Les camarades se réunissent tous les jeudis et samedis, café Castan, quai de Bosc, 11.

∴

QUATRE-CHEMINS, PANTIN-AUBERVILLIERS. — Tous les lecteurs des *Temps Nouveaux* de la région sont priés de venir samedi soir, 107, rue du Vivier, salle Brigaldino.

Communication importante.

EMILE LANGLOIS.

(1) Comme le dit plus loin notre camarade, c'est, en effet, le plus sûr moyen de faire respecter nos dernières volontés. Cependant, contre ceux trop réfractaires, un testament entièrement écrit de la main du testateur et chargeant des tiers de faire respecter ses volontés est parfaitement valable.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les livraisons 32, 33 et 34 du *Dictionnaire* Maurice La Châtre.

Poésies humaines (vers), par Jean Sévère ; 1 vol., 3 fr., chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

La Poésie humaine (vers), par Jean Sévère ; 1 vol. de la *Bibliothèque de l'Œuvre internationale*, 3 fr., rue Saint-Gilles, 16.

Vers la lumière, par Jean Sévère ; même librairie, 1 vol., 2 fr.

A lire :

Un état d'âme, Marcelle Tinayre, *La Fronde*, 21 août.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 lithographies.

Vient de paraître la 16e *par Comin' Ache* : **Capitalisme.**

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro.* — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Wuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.* — **La Guerre,** *par Maurin.* — **Ah ! les sales Corbeaux !** *par J. Hérault.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40 ; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Avec quelques-unes qui nous sont rentrées, nous venons de reconstituer trois collections complètes. Nous les mettons en vente au prix de 40 fr.

PETITE CORRESPONDANCE

Pantin-Aubervilliers. — Convocation arrivée trop tard. Mardi matin, dernière heure.

B., à Paris. — La *Revue Rouge* a dû avoir deux ou trois numéros.

A., à Pont-de-Cé. — Emploie les invendus à la propagande.

J. P. et E. G., à Marseille. — Si on veut fendre les cheveux en quatre, on peut discuter à perte de vue ; mais s'il y a un fait qui soit hors de conteste, c'est que l'homme n'a de volonté qu'autant qu'elle est excitée par un mobile. Par suite de conditions de tempérament, d'éducation, de milieu, de conditions atmosphériques, il offre plus ou moins de prise ou plus ou moins de résistance à certains motifs, mais il n'en est pas moins « déterminé », et le libre arbitre ne peut exister puisqu'il est soumis à des influences qui le plus souvent l'impulsent à son insu. — Les faits que vous citez prouvent, justement, que, même lorsque nous prétendons agir par principe, nous sommes « déterminés » par des motifs qui échappent à notre contrôle immédiat, sans quoi nous ne les accomplirions pas ; et, en ces cas, il ne s'agissait pas de « punir », mais de « venger ». Les anarchistes ne sont pas parfaits !

Ciencia Social, Buenos-Ayres. — Nous ne vous recevons pas. Comment cela se fait-il ?

Reçu pour les détenus : Collecte faite à la salle Chaynes, le jeudi 24 août, versé par le citoyen Debock : 6 fr.

Reçu pour le journal : Une camarade, 5 fr. — Jean, 2 fr. — T. de M., à Londres, 10 fr. — G. P., à Epoye, 0.50. — Un groupe de peintres en décors (E. V.), 1 fr 05. — E. J. B., 0 fr. 50. — J. G., à Marbella, 0 fr. 50. — Merci à tous.

P., à Gilly. — A., à Bois d'Aumont. — G., à Cette. — D., à Marchiennes. — D., à Fulton. — J. B., à Westville. — D., à Beacon. — L., à Saint-Louis. — P., à Marseille. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 20 — DIX CENTIMES — DU 9 AU 15 SEPTEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Nous paraissons sans supplément cette semaine, nous ignorons si nous pourrons le donner la semaine prochaine.

A NOS CAMARADES

Il y a une classe où il doit y avoir de la bonne besogne à faire : c'est celle des instituteurs et professeurs. Nous faisons appel à tous pour nous procurer des adresses où nous pourrions expédier le journal.

A PROPOS DE L'« AMOUR LIBRE »

La question de l'union des sexes, avec toutes celles qui s'y rattachent, a été jusqu'ici presque toujours réservée, dans notre pays surtout. Il serait infiniment désirable, pour le progrès des idées et des mœurs, que sur ce terrain, encore inexploré, une discussion féconde soit ouverte où chacun apporterait, en toute bonne foi, ses idées, ses documents, ses observations. Pour ma part, je serais bien heureux — et largement payé de mon effort — si, par mon essai sur l'*Amour libre*, je pouvais contribuer un peu à ce résultat. C'est dire que j'accepte avec reconnaissance, pour les étudier et les discuter, toutes les objections qui pourront m'être faites.

Je regrette donc de n'avoir à répondre aujourd'hui qu'à un procès de tendance. C'est M. Deherme qui me l'intente dans la *Coopération des Idées*, un journal sous-titré, je ne sais trop pourquoi, *Revue de sociologie positive*. Procès de tendance, je dis bien, car il ne se trouve là qu'affirmations gratuites, interprétations malveillantes, incompréhension systématique. A entendre le sociologue de la *Coopération*, rien ne serait plus faux ni plus dangereux que mon livre.

Tout est pour le mieux d'ailleurs, car de cette revue, dont l'attitude réactionnaire est assez connue, je n'attendais pas un accueil plus sympathique. Si je réponds aujourd'hui, et assez longuement, à ce réquisitoire, ce n'est donc ni pour protester, ni pour défendre le détail d'une thèse nullement en danger tant qu'elle ne sera pas attaquée de façon plus sérieuse, mais parce que je retrouve dans cette critique, mis en œuvre avec une violence et une naïveté typiques, les moyens couramment employés pour entraver tout effort d'affranchissement. Je trouve là aussi, et j'en profite, une occasion de présenter quelques éclaircissements peut-être utiles sur le point de vue où j'ai tenu à me placer tout le long de mon travail.

Pour M. Deherme, le titre même du livre serait contradictoire. « S'il est un sentiment, dit-il, qui, dans toutes les phases de son développement, ne soit pas libre, c'est bien celui-là, dont l'épanouissement, précisément, consiste dans l'oubli de soi pour l'autre, dans la fusion et quelquefois dans la confusion de deux volontés. » Il y aurait là-dessus beaucoup à dire. Je me bornerai à faire remarquer que ce n'est pas le moins du monde dans le sens indiqué par la phrase ci-dessus que j'entends ces mots : amour libre. Il ne s'agit pas, ou très peu, de l'indépendance réciproque des deux individus unis par l'amour, mais de la libre éclosion, du libre développement de l'amour au sein d'une société où ce sentiment n'aurait plus à redouter de servitudes, ni d'entraves. Ce sens nouveau d'une expression employée d'ordinaire avec une autre acception fut justement l'idée directrice de mes recherches, et c'est pourquoi je fus amené à y insister plus d'une fois. Page 201 notamment, où j'écris : « L'amour libre, c'est le sexe gagnant en quelque sorte son droit de cité, c'est l'activité altruiste de l'amour reconnue comme seule juge et seule maîtresse en son propre domaine et comme équivalente aux autres. » Les dix pages qui précèdent sont encore destinées à préciser ce sens, qui est celui du livre tout entier. Il est donc assez étrange qu'on ait pu s'y tromper.

Sur un seul point parmi tous ceux que j'ai traités, mon contradicteur apporte quelques arguments. En un chapitre que les lecteurs connaissent, puisqu'il parut ici même, j'essayai de dégager les responsabilités de la société bourgeoise dans la prostitution, au double point de vue de l'homme qui s'en sert et de la femme qui s'y livre. Touchant ce second point, M. Deherme dit ceci : « Les prostituées sont des parasites.... Si les prostituées comme les criminels se recrutent dans les classes les plus misérables de la société, c'est que leurs ascendants étaient déjà des tarés, des inadaptés, des criminels latents, sinon patents. » La phrase est au moins obscure. De ce que les prostituées se recrutent dans les classes les plus misérables de la société, il n'en résulte pas que leurs ascendants soient des tarés, des inadaptés, des criminels. Ou alors il faut admettre, comme le sous-entend sans doute M. Deherme, que les dernières couches sociales ne comprennent que ces sortes de gens. Or, voilà où commence l'absurdité. Si tous les êtres, dès l'enfance, étaient soumis à des conditions de milieu, d'éducation, de bien-être, non pas identiques mais équivalentes, aussi favorables les unes que les autres, on en pourrait conclure que seuls les êtres inférieurs, en quelque façon, sont rebelles à l'adaptation sociale, et que, par suite, leur élimination de la masse saine par le crime, la maladie ou le vice, est une triste mais inéluctable nécessité. Mais en est-il ainsi? Et peut-on reprocher quelque chose aux *inadaptés* dans une société qui fait tout pour que les uns s'adaptent et que les autres ne s'adaptent pas? Que les tares héréditaires aient l'importance qu'on leur donne dans certains clans de criminalistes, il n'en reste pas moins vrai que le milieu social actuel est un merveilleux terrain de culture pour le germe du crime.

On a fait depuis quelques années de la loi d'hérédité une consommation énorme. On a oublié presque toujours que cette loi explique bien la transmission d'une tare, mais pas son origine. Or c'est cette origine, cette naissance d'un point de maladie dans un organisme sain, qu'il est intéressant surtout de connaître, et c'est là, quand on y regarde d'un peu près, qu'on aperçoit de suite l'influence du milieu social.

« Il y a beaucoup de prostituées, ajoute M. Deherme, qui n'ont pas même l'excuse apparente de la misère. » Sans doute. Mais, la misère, cela veut-il dire seulement le manque de pain? N'est-ce pas aussi tout le désordre, toute la violence, toute la corruption, toute l'injustice et toute la bassesse inséparables du mode de production capitaliste? M. Deherme veut bien admettre « que le bas salaire du travail des femmes contribue peut-être, dans une certaine mesure, à faire choir dans la prostitution quelques prédisposées. Mais pourquoi, ajoute-t-il, le travail des femmes?... Parce qu'elles ne veulent subir aucune discipline, parce que leur imagination déréglée leur fait entrevoir l'indépendance comme la satisfaction immédiate de tous leurs caprices. » Voyez-vous ces ouvrières d'usine à l'imagination déréglée et qui ne travaillent que pour satisfaire leurs caprices! Voilà qui passe les bornes du ridicule. L'observateur le plus vulgaire a démêlé que, si les femmes vont à l'atelier, c'est qu'elles ont besoin de leur salaire pour vivre et préféreraient, le plus souvent, un bon mari qui les nourrisse. On sait aussi que, par suite de l'incertitude croissante des moyens d'existence, une fille qui n'a rien trouve de moins en moins ce bon mari. Cela n'empêche pas M. Deherme de proclamer sans rire : « Le foyer, c'est le devoir. »

M. Deherme se rend compte sans doute qu'une discussion menée ainsi manque d'intérêt, et, renonçant à la poursuivre sur les autres points de la question, il bloque son opinion en une phrase : « Il n'y a aucun rapport à établir, dit-il, entre la forme économique de la société et l'amour. » Pour un homme qui se dit sociologue et par surcroît positiviste, la phrase est plutôt gênante. Mais il serait cruel de triompher sur ce mot, qui a déjà été relevé dans la *Fronde* par une personne de bon sens. Je n'ai pas à démontrer d'ailleurs combien une telle affirmation est contraire à toute l'expérience passée et présente, puisque j'ai pris déjà ce soin tout au long de trois cents pages. L'intérêt de cette réponse, je l'ai dit déjà, est ailleurs. Le sociologue *positiviste* de la *Coopération des Idées* ne se préoccupe pas de savoir si, *en fait*, il n'existe pas de relation entre la nature et la moralité de l'union sexuelle, d'une part, et l'économie de la société, de l'autre. Dans ce cas, en effet, il eût essayé au moins d'apporter quelques arguments à l'appui de cette thèse. Il affirme *à priori* qu'on ne doit pas chercher à expliquer

par la valeur de la formule sociale celle de l'union sexuelle. Ce n'est donc pas la manière plus ou moins réussie dont j'ai réalisé ma tâche qu'il critique, mais la tâche même que je me suis donnée. C'est à l'esprit de mon travail qu'il en a, non pas à l'exactitude de ma documentation ou à la valeur de mes arguments. Rechercher l'influence de la société présente sur l'activité sexuelle et sur l'amour, décrire les processus selon lesquels cette influence s'exerce, en démonter le mécanisme, déduire ensuite et prévoir quelle transformation pourrait apporter dans la vie du sexe une organisation sociale orientée dans le sens du communisme, voilà ce que j'ai voulu faire. Or, M. Deherme ne veut pas qu'on mette la société en cause. « Toujours la société, s'écrie-t-il, une abstraction qui n'en peut mais rendue responsable, et l'individu absous de ses lâchetés ! »

Tout ce qui prouve que le mode actuel d'organisation sociale exerce une influence directe sur la condition matérielle et morale des individus explique leurs souffrances et leurs crimes, entre pour une part dans la genèse de leurs déchéances, de leurs vices et de leurs passions, toute cette critique sociale, cela va sans dire, il est dans l'intérêt des conservateurs de la nier et de la tourner en ridicule. N'en résulte-t-il pas, en effet, que la société doit être rebâtie sur un autre plan ? N'en résulte-t-il pas que, contrairement aux radotages des moralistes du devoir, il n'y a pas de santé morale possible pour l'individu tant que l'organisme social fabrique une atmosphère chargée de miasmes ?

En bon conservateur, en bon chien de garde de ses maîtres, M. Deherme a flairé le danger de la thèse soutenue dans l'*Amour libre*, et il le signale à ses lecteurs. Quant à vérifier si cette thèse est juste ou fausse, en la confrontant avec les *faits*, notre bon *positiviste* ne s'en préoccupe guère. Ne parle-t-il pas au nom de ces vieilles choses qui ne se démontrent pas et qui s'appellent l'ordre, la morale, le devoir, la famille, etc.?

Mais, on le voit, nous dépassons ici la question spéciale de l'amour des sexes, pour atteindre celle plus générale — et qui se pose toujours à propos de toutes les autres — des rapports de l'individu et de la société. Cette question de sociologie générale, M. Deherme, qui paraît n'y rien comprendre d'ailleurs, fait bien tout de même de la soulever. Ce me sera l'occasion d'expliquer, dans un second article, comment sur chaque problème il y a à écrire le livre de l'individu et celui de la société, et pourquoi, sur l'amour, c'est le livre de la société que j'ai voulu essayer d'écrire.

CHARLES-ALBERT.

L'ABSTENTION ÉLECTORALE [1]

(*Suite*)

Lorsqu'une transformation de mœurs s'opère au sein de la population, la loi est forcée de s'effacer et de se transformer, elle aussi. Ce fut un mouvement d'opinion publique en dehors du parlement qui, en Angleterre, força ce dernier à sanctionner la réduction des heures de travail.

De même que, lorsqu'elle est en avance sur l'opinion, la loi est encore forcée de rester inefficace.

En 71, la Commune de Paris vota la reprise des ateliers abandonnés par les patrons. Mais, à part quelques exceptions, personne, à cette époque, ne parlait de reprise de possession. Aussi, la loi resta parfaitement inappliquée et à l'état de lettre morte.

« Les partisans de la Commune se battaient à ce moment », nous répondra-t-on, « et n'avaient pas le temps de s'occuper de l'atelier. »

On se battait, mais on travaillait aussi. Et lors de la prochaine révolution, la lutte militaire ne devra pas faire oublier la lutte économique.

S'emparer de l'atelier, supprimer la borne agraire, détruire les titres de propriété chez le notaire, le cadastre et l'état civil à la mairie, devra marcher de pair avec la défense de la barricade et l'attaque contre le pouvoir.

Nous verrons par la suite toutes les occasions que la vie sociale peut nous fournir pour agir. C'est l'action de tous les jours, de tous les instants, et que notre abstention n'est pas de la passivité.

* *

Osera-t-on affirmer qu'agir ainsi serait faire le jeu de la réaction? Oserait-on nier que cette action-là ne soit pas plus efficace que celle qui consiste à se reposer sur les promesses d'un candidat qui, si sincère soit-il, n'en est pas moins soumis à toutes les fluctuations que subit la volonté individuelle?

Raisonnons.

On nous accordera bien que — cela ressort, du reste, du raisonnement des parlementaires qui continuent à se réclamer de la révolution — l'émancipation des travailleurs ne sera complète que lorsqu'ils se seront débarrassés des entraves économiques.

Nous avons vu déjà que celui qui est le salarié d'un autre ne pouvait être libre, qu'il y avait des libertés trop coûteuses pour celui qui, déjà, n'a pas la satisfaction assurée de ses besoins physiques primordiaux. Où il importe donc, avant tout, d'opérer des changements, c'est dans les conditions du travail, ceux de l'ordre politique n'étant qu'accessoires.

C'est ressasser un lieu commun de répéter, une fois de plus, que le seul rôle de l'Etat est d'assurer la défense des privilégiés et que, par conséquent, loin d'apporter des restrictions au droit d'exploitation, il s'efforcera de le défendre et de le maintenir en toute intégrité.

Nous verrons plus loin que, lorsqu'il fait semblant d'y apporter des modifications, ces modifications sont tellement anodines que les changements qu'elles opèrent ne portent que sur la forme et non sur le fond.

« Envoyez-nous au pouvoir », disent les socialistes, « et cela changera. » Et les naïfs de répéter, derrière eux : « En effet, si nous avions, au Parlement, une majorité de socialistes, ces socialistes voteraient les réformes que nous réclamons, et les patrons seraient bien forcés de s'y soumettre! » Et on vote pour les proposeurs de réformes.

Trouvant plus facile et trop long d'agir par soi-même, on se repose sur son député, ce qui est, au reste, plus commode, attendant de son activité et de sa bonne volonté la création d'une société mieux organisée. On s'imagine avoir ainsi simplifié la question, alors que l'on n'a fait que l'éluder et la compliquer.

* *

Avec l'action parlementaire, lorsqu'une corporation, un groupement quelconque veulent obtenir des transformations les concernant, il leur faut apporter ces questions spéciales dans le milieu électoral qui, les trois quarts du temps, n'a rien à voir à ces questions ou peut avoir des intérêts tout à fait opposés.

C'est donc une première lutte à soutenir dans le collège électoral, contre d'autres corporations, d'autres groupements qui y sont indifférents ou contraires.

Mais, supposons que le groupe ait gain de cause et ait réussi à faire insérer ses réclamations dans le programme de l'élu. Cet élu, arrivé au Parlement, devra, à nouveau, lutter contre l'indifférence ou l'opposition d'autres députés qui pourront n'avoir été élus qu'en s'engageant à faire triompher des principes autres ou contraires.

On peut facilement comprendre qu'avec ces complications les partisans d'une réforme, si simple soit-elle, ne soient jamais qu'une infime minorité dans le Parlement. Nous ne parlerons pas du Sénat, où doit s'opérer une troisième lutte, et comment il se fait que les sessions et les législatures se succèdent les unes aux autres, la plupart des réformes restant indéfiniment à l'état de projets.

Quant à celles qui finissent par arriver à terme, elles ont tellement été discutées, amendées, corrigées, que lorsqu'elles sortent de ces différents tripatouillages, elles sont devenues si anodines qu'elles n'apportent aucun changement à la situation qu'elles sont censées devoir transformer.

La société étant basée sur l'antagonisme des intérêts d'individu à individu, de groupe à groupe, de corporation à corporation, de région à région, dans la même nationalité, ce conflit d'intérêts aveugle tout le monde, déformant les plus simples notions de justice, et le moindre changement proposé contre l'ordre social, qui peut sembler juste et rationnel à ceux qui espèrent qu'il va apporter une amélioration à leur situation, est considéré comme attentatoire à leurs droits par ceux qui, satisfaits de l'ordre présent, s'imaginent que leur quiétude pourrait être troublée par un changement quelconque.

* *

Comme l'entendent les anarchistes, au contraire, pas de complications, pas de surprises. Il n'y a pas besoin d'attendre la bonne volonté de législateurs plus ou moins intéressés à atermoyer, sinon à agir contre ; pas besoin de lutter pour constituer des majorités ondoyantes, toujours fuyantes, au milieu d'intérêts si contradictoires.

La majorité qu'il s'agit de grouper, pas même majorité, minorité résolue et active, se trouve parmi ceux, seulement, qu'intéresse la question, plus prêts, par conséquent, à se rallier à ce qui leur sera démontré le plus propre à réaliser une amélioration pour eux.

Le champ d'action étant plus circonscrit, les intérêts opposés moins nombreux, il faudra beaucoup moins de temps pour propager l'idée que l'on voudra réaliser et trouver le noyau initiateur résolu à agir.

Lorsqu'une corporation veut se mettre en grève, va-t-elle chercher l'assentiment du pays entier? Elle commence par cesser le travail lorsqu'elle se croit assez forte pour soutenir la lutte. Ce n'est même, le plus souvent, qu'une petite minorité parmi la corporation elle-même, entraînant les indécis à sa suite. Ce n'est qu'ensuite que l'on fait appel à ceux qui peuvent la soutenir.

Et c'est comme cela que l'on doit faire, chaque fois que l'on veut réaliser quelque chose. La foule, ensuite, se range derrière le fait accompli.

En passant, j'ai parlé des lois inappliquées parce que, ou la foule n'était pas encore arrivée au degré de développement qu'elles comportent, ou parce que, déjà, elle l'a dépassé depuis longtemps. A ce sujet, il serait, je crois, fort curieux pour celui qui en aurait le temps de fouiller dans le fatras de toutes les vieilles lois encore en vigueur, puisque non abrogées, et d'en exhumer toutes les lois désuètes, inapplicables aujourd'hui. Il me semble qu'il y aurait des trouvailles intéressantes à faire et une philosophie à tirer.

De même qu'il y aurait un autre travail très intéressant à entreprendre, ce serait de faire le relevé des antiques coutumes et usages

---

[1] Extrait de l'*Anarchie, but, moyens*, à paraître en septembre, chez Stock.

ayant survécu et continuant à avoir force de loi, malgré le Code.

M. Demolins, dans ses *Français d'aujourd'hui*, en cite quelques-uns où le droit de propriété, malgré l'appui des gendarmes, malgré le verdict des juges, a dû plier devant la ténacité des usagers résolus à faire respecter les droits que leur accordait la coutume.

Ce qui prouve que l'on n'a jamais que les libertés que l'on sait garder ou que l'on sait prendre.

* * *

On peut se rendre compte, par le peu que nous venons de voir, que l'abstention anarchiste n'est pas la place laissée libre aux mesures de réaction, mais, tout au contraire, la lutte de tous les instants contre tous les abus, politiques et économiques, de l'ordre de choses actuel.

Mais d'autres raisons encore incitent les anarchistes à déserter le vote et la politique.

Voulant une société basée sur l'initiative individuelle, cette société ne sera rendue possible que lorsque les individus s'habitueront à l'action individuelle. Et par action individuelle nous entendons, non pas, comme le prétendent les ignorants, l'action isolée, repoussant systématiquement toute entente, toute coordination d'efforts.

Ce que nous entendons, c'est l'individu agissant par lui-même, sur lui, dans ses relations, son entourage, son milieu ; mais sachant, quand besoin est, combiner ses efforts avec ceux qui poursuivent la réalisation du même but. Sachant, en un mot, accomplir par ses propres efforts, isolés ou associés, tout ce dont il a conscience, à travers tous les empêchements.

Les anarchistes sachant d'autre part qu'étant données les divergences de tempérament, de caractère, d'idées, de besoins, qui différencient les individus, un tel état social ne peut pas avoir de réglementation unique sans être arbitraire, despotique, favorisant les uns au détriment des autres, et en somme mécontentant la majorité des gens, ils en concluent que, pour passer de l'état social présent à l'état social futur, les individus doivent commencer par agir en l'état actuel comme ils devront agir dans l'état social de leurs rêves.

(*A suivre.*) J. Grave.

Le procès Dreyfus continue ses péripéties. Il n'y a qu'une chose là-dedans qui m'étonne, c'est que Dreyfus ne se soit pas levé une bonne fois pour toutes, jetant ses galons à la face de toute cette fripouille, en leur crachant son écœurement et son dégoût.

Enfin, cette semaine, ça sera sans doute terminé ; nous pourrons après parler d'autre chose.

J. G.

ÉLOQUENCE DES CHIFFRES

Des aligneurs de chiffres — il y en a toujours — nous étalent depuis la conférence de la Haye dite « Conférence de la Paix » — une kyrielle de chiffres, d'après lesquels nous pouvons réfléchir un peu aux conséquences qu'entraînerait une guerre qui éclaterait de nos jours.

Ces studieux statisticiens nous apprennent que le monde civilisé — l'est-il bien ? — possède en permanence 5.258.000 soldats. Si un conflit général surgissait entre les puissances européennes, on pourrait, en admettant la réserve, mettre 17.500.000 hommes sous les armes.

Une seule décharge de tous les fusils de ces hommes coûterait — toujours d'après les statisticiens — plus de 2 millions et demi de francs ; — mais aussi combien de cadavres joncheraient les champs de bataille ! Vraiment, c'est, en pensant à cela, à faire frémir d'horreur les plus sceptiques !

Voyons maintenant à combien s'élèveraient par jour les frais d'une guerre : l'Allemagne dépenserait 25 millions et demi ; la Russie, 28 millions ; la France, 25 millions et demi ; l'Autriche 13 millions et l'Italie 12 millions 800.000 francs !

Rien que cinq puissances dépenseraient donc journellement la petite somme de 104.300.000 francs !

Examinons également combien nous payons individuellement pour l'entretien de l'armée, pour payer la « paix armée ». En Allemagne, un individu paie 13 fr. ; en Russie, 6 fr. ; en Autriche, 10 fr. ; en Italie, 9 fr. ; et, en France, 28 fr. 25 !

Comme on le voit, c'est toujours à la France le pompon... de la stupidité et de l'idiotie ! En tout et pour tout, c'est nous, Français — soyons-en fiers — qui sommes les plus généreux... ou les plus bêtes !...

Léo Sivasti.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'autre semaine, deux camarades qui se rendaient en une commune de Loir-et-Cher s'avisèrent d'emporter quelques brochures *A mon frère le paysan* et des invendus des *Temps Nouveaux*, et d'en glisser sous toutes les portes des villages qu'ils traversèrent, en accrochant à chaque arbre, porte ou poteau télégraphique de la route, pendant plus de huit kilomètres.

L'après-midi, s'étant rendus à un des cafés de la localité où ils s'étaient arrêtés, ils ne tardèrent pas à s'apercevoir que la distribution avait porté. Le facteur étant entré, le cafetier l'interpella, lui demandant s'il avait trouvé sur sa route « les petits papiers » qu'il y avait le matin ; s'il y en avait encore d'accrochés ? — Moi, fit le cafetier, je n'y suis pas allé, mais on m'en a porté.

Mais la conversation n'alla pas plus loin.

Seulement, le soir, dans le train pour revenir, un chasseur causait à un jeune homme ; à un moment, il sortit mystérieusement un petit papier de sa poche que nos amis reconnurent pour une de leurs brochures, et s'adressant au jeune homme, en la tenant près de la lampe du wagon :

— Lisez seulement les derniers mots. Qu'en dites-vous ?

— Mais qui a distribué cela ? fit le jeune homme.

— Est-ce que l'on sait ? Ce matin, à 4 heures, il y en avait plus de cinq cents d'accrochés aux poteaux télégraphiques. Tout cela, voyez-vous, n'annonce rien de bon.

— J'ai toujours entendu dire que l'Exposition n'aurait pas lieu.

— Oh ! certainement cela cache quelque chose.

Puis la conversation se continuait à voix basse, ne permettant plus d'entendre ce qui se disait.

Nous enregistrons cette petite scène de comédie, car elle prouve qu'il faut peu de chose pour sortir les gens de leur apathie et les intriguer.

Si cela contribue à faire dire des bêtises aux imbéciles, il peut arriver aussi des exemplaires aux mains de gens qui réfléchissent, et l'on ne perd ni son papier ni son temps en faisant des petites distributions de ce genre.

J. G.

* * *

Honneur militaire. — Le militarisme continue d'étaler ses tares, dont le hideux aspect épouvante les bonnes gens qui n'y voulaient croire. Cette épouvante qui, par le degré qu'elle atteint, semble comique, est pourtant jusqu'à un certain point justifiée. Nous avions toujours dénoncé l'armée comme une école de démoralisation. Eh bien, la pourriture est plus grande encore que nous ne l'affirmions. Ces chefs si rutilants d'or qu'on voulait nous obliger à considérer, sous peine de prison, comme les réceptacles des plus exquises vertus, se révèlent de parfaits modèles d'abjection. Toutes les passions viles, toutes les bassesses, toutes les lâchetés qu'est susceptible d'engendrer une existence d'obéissance passive, voilà ce qu'on trouve au fond de leur âme. Ils accumulent les mensonges, les faux témoignages, la médisance, la calomnie, les insinuations malveillantes ; ils rivalisent de haine lâche et basse, dénaturant les faits, les propos fortuits, altérant la vérité de toutes les façons, par la falsification des pièces ou leur fabrication, par l'interprétation défavorable des attitudes, des gestes, du silence même, et tout cela pourquoi ? Pour faire condamner un innocent au bagne perpétuel.

Il leur faut à tout prix la réédition de la condamnation de 1894, alors que tous les faits démontrent péremptoirement qu'elle fut, sinon une iniquité, au moins une erreur. Tout honnête homme qui, par erreur, a causé préjudice à autrui, s'empresse, quand on lui fait voir son tort, de manifester ses regrets. L'honneur de l'armée est, paraît-il, incompatible avec ce genre d'honnêteté. Et l'on voit un misérable gredin, un Mercier, l'auteur du crime qui détermina la condamnation, approuvé, soutenu, choyé par toute la bande, alors qu'en un milieu simplement honnête il ne serait qu'un objet de dégoût et de mépris.

On voit le général Roget, à qui le surnom de Roget-la-Honte restera, s'unir à ce bandit pour écraser l'innocent, intervenant à tout propos, s'efforçant par ses mensonges et ses insinuations venimeuses d'atténuer ou de détruire toute déposition favorable à Dreyfus, de témoin devenant accusateur et accusateur partial et déloyal. Ces interventions, contraires non seulement à tout principe d'humanité, mais même aux règles judiciaires, sont tolérées par le président Jouaust, qui réserve sa mauvaise humeur pour les témoins à décharge.

Telle est la notion que l'honneur militaire donne de la justice. Il est fort à craindre que, dans ces conditions, l'iniquité de 1894 ne se renouvelle.

* * *

C'est cette semaine, mercredi 6 septembre, que les camarades Alla et Degalvès comparaissent devant la cour d'assises pour avoir, prétend-on, outragé l'armée.

Il paraît qu'après le beau spectacle que nous donnent les grands chefs il est encore possible d'outrager l'armée !

* * *

Nous avons eu, à plusieurs reprises, l'occasion de parler du camarade Courtois, condamné en 1894, en pleine Terreur verte, à cinq ans de travaux forcés, pour avoir pris le nom de Liard, un de ses amis, mort quelque temps auparavant. Courtois finit sa peine il y a quelques mois, mais en vertu de la Loi il devait résider à Cayenne encore quelques années. Il tenta de s'évader, fut pris et rejeté en prison. La nouvelle peine qui l'attend pour avoir voulu reprendre sa liberté une *fois* sa première peine terminée est de *un* ou *cinq* ans de travaux forcés.

Détail odieux : Courtois avait demandé sa mise en liberté provisoire. On ne la lui refusa pas, mais on exigea une caution de 10 000 francs, pensant bien que Courtois ne pourrait trouver cette somme. Mais voilà que son avocat, un homme de cœur, les offrit. On les refusa !

* * *

On annonce comme imminente une grève générale de tout le bâtiment en France.

A ce propos, Gérault-Richard adjure, dans la *Petite République*, les syndicats de patienter, car, dit-il, « la grève générale, en ce moment, figure parmi les opérations des fauteurs du coup d'Etat royaliste... »

Il termine par la déclaration suivante :

« Les syndicats verront alors avec épouvante à quel cataclysme on les entraînait, et ils nous sauront gré de leur avoir crié : « Garde à vous ! »

Que signifient ces sous-entendus mystérieux ? Si Gérault-Richard sait quelque chose, qu'il le dise ! En se maintenant dans des généralités, il s'expose à ce que les syndicats ne tiennent aucun compte de ses avertissements, et alors... le cataclysme prédit se produirait. Tandis qu'un bon averti en vaut deux.

André Girard.

Etats-Unis.

Les Américains ont établi un véritable régime de terreur dans l'Idaho, comme le prouvera la lettre suivante, que l'agent général Y. G. Boyd, de la

compagnie des chemins de fer du Pacifique du Nord a adressée à un ingénieur et qui contenait ce qui suit :

« Monsieur,

« Nous voudrions avoir cinq ou six mécaniciens pour diriger, à Burke, les machines à pomper « Tiger-Ponoman ». On leur donnera un bon salaire. Actuellement, il n'y a plus de troubles ici. Les anarchistes, au nombre de 325, sont tous en prison ; 50 d'entre eux seront pendus, 100 seront condamnés aux travaux forcés à perpétuité et les autres auront de 10 à 50 ans de prison. Les femmes des anarchistes seront envoyées dans la maison des pauvres.

« Une sécurité absolue est garantie à tous ceux qui entreront en service chez nous. »

On construit en ce moment dans l'Etat d'Illinois des automobiles blindées, qui seront chargées de canons à feu rapide et qui pourront lancer 1.000 projectiles en un rien de temps. Cette machine monstrueuse ne sévira que contre la masse des travailleurs récalcitrants.

(Extrait de *Freiheit*, organe international des anarchistes communistes allemands, du 19 août 1899.)

Iles Hawaï.

Honolulu. — Depuis l'annexion aux Etats-Unis, le gouvernement local est devenu la grande force aux yeux même des badauds. Un jour, la Cour suprême s'est déclarée être nulle, par suite de l'annexion, et demain, disent-ils, les Américains seront les patrons indispensables du pays.

Et alors imaginez-vous les décisions les plus contradictoires et des discussions à perte de vue.

⁂

Les ouvriers chaudronniers, au nombre de quarante, sont en grève ; ils demandent le renvoi du contremaître à cause de sa brutalité, et la Compagnie Honolulu Iron Works se refuse à accepter les demandes des ouvriers.

Les quarante Galiciens qui ont refusé de se soumettre à l'esclavage des plantations sont toujours en prison. Ils ne veulent pas sortir, ils disent qu'ils se trouvent mieux sans argent au bagne qu'avec 18 dollars dans les plantations. M. Hackfeld, le consul autrichien, sous l'œil duquel les Polonais furent importés, a donné sa démission.

⁂

Depuis l'annexion, on avait importé près de 12.000 Japonais et de 4.000 Chinois.

La commission de Samoa, le comte Sternberg et M. Batlett Tripp se sont bien franchement exprimés ici ; ils ont constaté que tout le trouble était provoqué par les blancs. Pour faire justice aux indigènes, ils ont partagé les îles en plusieurs districts autonomes et Apia restera aux mains des blancs; la royauté sera abolie.

A. Klemencic.

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir.

Même chose pour les gares, où certains commissaires ont fait pression sur les libraires pour les intimider.

Le journal est envoyé pendant quelques semaines aux adresses que l'on veut bien nous faire parvenir.

BOITE AUX ORDURES

L'article *Pall Mall Semaine*, Raitif de la Bretonne (alias Jean Lorrain), *Journal* du 31 août.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Monsieur le Rédacteur,

La plupart des journaux ont relaté, à propos du voyage d'Ahmed Djelaleddin Pacha, la nouvelle d'après laquelle celui-ci serait parvenu, moyennant de fortes sommes et la promesse d'importants emplois dans l'empire, à faire rentrer à Constantinople plusieurs Jeunes-Turcs.

Notre « Comité Ottoman d'union et de progrès », plus généralement connu sous le nom de Comité de la Jeune-Turquie, déclare que les personnes conduites à Constantinople par l'intervention d'Ahmed Djelaleddin Pacha ne font nullement partie de la Jeune-Turquie, qu'ils sont de simples voyageurs dont le séjour en Europe excitait la méfiance du sultan.

Le retour de ces personnes, qui d'ailleurs n'ont jamais adhéré à notre parti, ne porte aucune atteinte à l'intégrité du Comité, dont le seul principe consiste à mener à bonne fin la campagne pour la liberté et la justice que son parti lui a confiée ; il résiste et résistera toujours à toute sorte de corruption.

Dans l'espoir que vous voudrez bien nous offrir l'hospitalité dans votre estimable journal, veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur, l'expression de nos sentiments très distingués.

⁂

Groupe *Les Libertaires Rennais*. — Dans l'intérêt de la propagande révolutionnaire, les camarades de Rennes ont résolu de constituer un groupe ayant pour programme l'étude des questions sociales et pour but l'expansion des idées communistes anarchistes.

Dans sa première séance, le groupe adhère au Congrès ouvrier antiparlementaire de 1900 et décide en principe l'envoi d'un délégué.

⁂

Quatre-Chemins, Pantin, Aubervilliers. — Soirée familiale organisée par les anarchistes des Quatre-Chemins, le samedi 9 septembre 1899, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier, à Aubervilliers. — Conférence par la citoyenne Angiolilette. Concert avec le concours de plusieurs artistes. Magnifique tombola.

⁂

Vienne (Isère). — On serait tenté de croire que les finances de la république bourgeoise sont près de la banqueroute, pour qu'elles soient obligées d'employer des expédients comme celui ci-dessous. C'est vrai que les entretenus du budget sont une chose coûteuse et que les recruteurs de galette, racoleurs autorisés par la force gouvernementale pour enlever l'argent de la poche des contribuables, sont d'une rapacité inouïe. Voici le fait, qui mérite d'être signalé : n'ont-ils pas trouvé le moyen d'établir la double perception de la cote mobilière et personnelle ? Un de nos amis vient d'être obligé de payer à la perception de Vienne une cote mobilière et personnelle pour son domicile, et une autre à la perception d'Estrablin, commune voisine, pour un domicile qu'il ne possède plus depuis un an. C'est égal, comme logique c'est admirable. Il est vrai que ce n'est pas la délicatesse qui étouffe ceux qui ont la prétention de gouverner leurs semblables. Pour eux, tous les moyens sont bons pour faire de l'argent.

Et aussi parce que le peuple souverain est assez bête pour se donner des maîtres qui ensuite le forcent à obéir et à les entretenir à l'engrais, aux dépens de sa liberté et de son travail.

C'est égal, quel répugnant pays que ce beau pays de France !

Un lecteur des « Temps Nouveaux ».

⁂

Vierzon. — Samedi dernier, avait lieu, à Vierzon-village, une réunion publique dans laquelle le député J.-L. Breton devait rendre compte de son mandat, ainsi qu'un conseiller d'arrondissement, E. Bodin, maire socialiste de la commune.

A cette réunion s'étaient rendus plusieurs camarades libertaires ; s'étant permis de lancer des brochures anarchistes — *pendant qu'aucun orateur ne parlait* — le sieur Bodin se leva et, d'une façon plus que grossière, déclara « qu'il n'entendait pas que des « pamphlets » (!) a-nar-chis-tes soient lancés, car ça troublait l'ordre de la réunion » !

Les auditeurs n'eussent certainement rien dit sans cette ridicule intervention. Aussitôt une bande d'imbéciles se mit à hurler sans seulement savoir pourquoi. A la fin de la réunion, un de nos camarades reprocha vertement à Bodin sa conduite ; celui-ci lui répondit en menaçant de le frapper : — c'est là le suprême argument ! L. S.

⁂

Foix. — Samedi 26 août, moi et un autre camarade nous sommes allés à Foix pour afficher le dernier manifeste du *Journal du Peuple*.

La police n'a pas manqué de se faire remarquer en lacérant nos affiches, malgré qu'elles fussent légalement timbrées. Elle fait voir là son rôle qui est d'empêcher la vérité de se faire jour ; ainsi elle travaille à se discréditer elle-même.

Quant à nous, nous nous vengeons de ces polissonneries en redoublant notre propagande.

Eychenne Joseph.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Compte rendu du XVe Congrès régional tenu à Paris en avril-mai 1899 ; prix : 0 fr. 60. En vente chez Lavaud, 3, rue Civiale, et tous les mardis soir de 8 à 11 heures, 35, rue Pastourelle ; 0 fr. 15 en plus par la poste.

Gœthe, brochure, chez Albert Weidner, libraire, Elisabethstrasse, 66, Berlin No.

Idée et Réalité, par Henry Bauer ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Simonis Empis, 21, rue des Petits-Champs.

En conquête vers l'état naturel, par Zisly, 1 broch., 0 fr. 15, chez l'auteur, 14, rue Jean-Robert, Paris.

A lire :

Lettre écrite de Hollande, A. France, *Figaro*, 30 août.

Le Petit Trou, Tabarin, *Petit Bleu*, 2 août.

⁂

La Conquista del pane, traduction italienne de la *Conquête du pain*, de Kropotkine, est en vente à la *Questione Sociale*, Paterson, N. J. (Etats-Unis). Prix : 3 fr. 75, et non 0 fr. 75 comme nous l'avons annoncé par erreur.

PETITE CORRESPONDANCE

Jean Paul. — Que les anarchistes ne soient pas toujours conséquents avec leurs idées, ce n'est pas une découverte nouvelle. — Justement, je n'ai pas votre présomption : c'est pourquoi je vous « donnais » la raison de la non insertion de votre article et n'avais pas la prétention de le réfuter.

Nouggat, Chartres. — Nous pouvons vous procurer tout ce que vous voudrez de chez n'importe quel éditeur.

Sicasti, à Bourges. — La *Coopération des Idées* est une petite machine réactionnaire faite par un ambitieux.

A. J. D., à Fulton. — Comme vous voyez, bien reçu les deux mandats. Merci.

Cheylan, à Marseille. — Vous pourriez toujours bien nous répondre quelque chose ? Quand réglerez-vous ?

R., à Montréal. — Je connais le camarade C., mais je n'ai pas son adresse.

C. C. — Le service sera fait.

Un lecteur. — Reçu les vieux timbres. Merci.

S., à Marseille. — Je prends note, nous ferons attention de rectifier.

P. L., à Evreux. — Je n'ai pas connaissance de l'article dont vous parlez. Où a-t-il été publié ?

D., à Foix. — Je vais lire l'article. Merci.

Questione Sociale, à Paterson. — Reçu vieux timbres. Merci.

Reçu pour la brochure à distribuer : S. G., à Marbella, 0 fr. 25. — Laiow, 0 fr. 50 ; E. J. B., 0 fr. 50. — Total : 1 fr. 25. — Listes précédentes : 57 fr. 60. — Total général : 58.85.

Reçu pour l'image pour enfants : Fabrication des clichés par un camarade, 140 francs. Listes précédentes : 31 fr. 10. — Total général : 171 fr. 10.

Reçu pour le journal : Saint-Louis : l'Opposition, 1 fr. 25 ; E. M. Cointepas, 5 fr. ; bons Brûnts, 1 fr. 25 ; Louis Nez, 1 fr. 25 ; Paul M. Arville, 1 fr. 25 ; W. S. Devaux, 1 fr. 25 ; Any Delabar, 1 fr. 25 ; Rambeau, 1 fr. 25 ; C. Nolot, 1 fr. 25 ; A. Lelièvre, 8 fr. 75. En tout : 25 fr. — A. J. D., à Fulton. — G., à Cette, 0 fr. 50. — Groupe *Les Niveleurs* de Westville, 1 fr. 25. — V. P., 5 fr. — Doufils, 1 fr. — S., à Marseille, 5 fr. — Decazeville, 6 fr. — E. G., 5 fr. — L., à Evreux, 2 fr. — Merci à tous.

M., à Champéry. — C. C., à Lisbonne. — E., à Daumazan. — L., à Chaux-de-Fonds. — M., à Binche. — L., à Seraing. — L., au Mans. — M., à Chelsea. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 21 — DIX CENTIMES — DU 16 AU 22 SEPTEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Malgré la bonne volonté de quelques camarades, tout ce que nous avons pu faire cette semaine, c'est de paraître. Mais le supplément reste encore une fois en arrière.

LE VERDICT

L'ignoble moyen terme dont on vient de se servir à Rennes est d'usage courant dans le monde judiciaire. Pour un juge, tout accusé est une proie. Et, comme on n'a pas encore vu de bête lâcher volontiers sa proie, il faut que, même innocent, un peu de l'accusé reste aux griffes des juges. Les circonstances atténuantes, instituées pourtant en vue d'autre chose, sont fort utiles dans les cas de ce genre.

Il se peut aussi que cet acquittement déguisé, si bien combiné, ce semble, pour l'apaisement, soit l'ordre ou le désir d'en haut. Rapproché de ce verdict étrange, le réquisitoire du ministère public, plaidant coupable il est vrai, mais si vide, si veule, si pour la forme, prend tout à fait l'allure d'un mot d'ordre. Le soin des domestiques n'est-il pas de plaire à leur maître? Or, culotté de rouge ou de noir, militaire ou civil, tout fonctionnaire est un domestique.

Mais, ignoble pour ceci ou pour cela, ce verdict ne mérite pas nos commentaires plus que cent autres prononcés chaque jour par les êtres à face humaine qu'on appelle des juges. Quand la porte du lupanar est ouverte, c'est tout le monde — au lieu de quelques initiés — qui peut voir au fond du bouge. L'affaire Dreyfus fut cette porte ouverte sur l'antre des gens de caserne, d'église et de politique. C'est pourquoi son dénouement — si dénouement il y a — nous intéresse moins que ses péripéties.

Quant à plaindre Dreyfus, au cas où il serait encore pour quelques années entre les mains de ses bourreaux, nous le plaignons, certes, comme tous les malheureux, mais pas plus. Que de misérables, après des années de détresse, et au moment où se levait pour eux l'espoir d'une accalmie, furent rejetés, par une iniquité nouvelle, au fond du goufre! Et ces pauvres êtres, victimes innocentes de la férocité sociale, n'avaient pas commis la faute de choisir le métier odieux de tueur d'hommes. Sans désir de mauvaise gloire, ils faisaient l'utile et douce besogne du boulanger ou du maçon.

Les dreyfusards vont crier à l'impudence des généraux. Ces gens-là — c'est hors de doute — ont l'infamie tenace. Mais une autre chose est bien étrange aussi. Quand on a, pendant trente ans, chanté sur tous les airs le couplet de la revanche et fait litière de tout ce qu'il y a d'honnête, d'intelligent et de travailleur dans une nation, pour en élever un piédestal aux guignols sinistres qui font semblant de monter la garde à la frontière, quand on a pendant trente ans fait la courbette à tous les sabres et la bouche en cœur à toutes les épaulettes, comment ose-t-on s'étonner de ce que la gent traîne-rapière se soit enhardie?

Nous n'avons pas attendu l'affaire Dreyfus pour démontrer que les casernes sont des maisons maudites et les militaires de profession des parasites dangereux.

CHARLES-ALBERT.

LE SUICIDE DU MILITARISME

La semaine dernière, parlant de l'affaire Dreyfus, j'écrivais: « Enfin, cette semaine ça sera sans doute terminé ; nous pourrons après parler d'autre chose. »

Imbécile que j'étais, je croyais que sur sept officiers mis devant une infamie à commettre il s'en trouverait bien trois qui reculeraient au dernier moment ; il ne s'en est trouvé que deux, pas même le tiers. J'envisageais une canaillerie, ou une droiture complète; je n'avais pas pensé qu'ils tenteraient de se dérober à l'une et à l'autre.

Il est vrai que les autres n'ont pas osé endosser la canaillerie entière. Ils ont coupé la part en deux : ils ont accordé à Dreyfus les circonstances atténuantes, à lui qui ne peut même pas avoir l'excuse de la misère, s'il avait trahi !

Certes, je n'ai jamais « coupé » dans la « justice ». Je sais que, quoi qu'en disent nos juges, ils ont trop intérêt à être bien en cour, pour obtenir de l'avancement, pour que leurs arrêts dans les affaires politiques ne soient pas conformes aux désirs du gouvernement en place. Et, dans n'importe quelle affaire, n'y a-t-il pas l'esprit de classe suffisant pour fausser le jugement? Mais, enfin, les juges civils gardent quelque pudeur dans leur façon de procéder, et ont « l'air » de juger en leur âme et conscience.

Jamais on n'a vu se dérouler de procès comme celui de Rennes. Des témoins venant faire des discours d'une heure pour raconter des histoires de portières, dirigeant les débats à leur volonté, un président les laissant évoluer comme ils l'entendaient, ne trouvant de silence à imposer qu'à la défense.

Il faut dire aussi que les amis de Dreyfus ont été d'une insigne maladresse. Le mot d'ordre semblait être de ne pas irriter les officiers, de se faire humbles pour obtenir leur désarmement. Il fallait écraser la tête de la vipère, et, au besoin, devant la partialité des juges, quitter la séance, en les récusant. Ils se sont amusés à les caresser. Jusqu'à Dreyfus qui, après tout ce qu'il a éprouvé, tout ce qu'il a vu, a cru bon de protester de son amour pour l'armée. Si ce verdict n'était pas fait de larmes et de douleur humaines, nous leur dirions qu'ils n'ont que ce qu'ils méritent.

Ah ! vous avez eu peur de marcher; vous avez reculé devant la divulgation de toutes les preuves ; où il fallait le questionnaire serré d'un Labori, vous avez voulu substituer les phrases sonores, mais creuses, d'un avocat aux effets de voix mélodramatiques : vous récoltez ce à quoi vous deviez vous attendre.

Et Clémenceau et Pressensé qui nous parlaient du respect de la loi! Quand voudrez-vous bien reconnaître que la loi n'est qu'un instrument destiné à servir les intérêts ou les passions de celui qui la manœuvre?

Ah! vous avez voulu faire du parlementarisme! Vous avez entraîné nombre de révolutionnaires à aller acclamer Loubet à Longchamps, ce n'est pas de votre faute s'ils n'ont pas acclamé Waldeck et Galliffet. Reconnaissez donc aujourd'hui qu'un gouvernant est un gouvernant et qu'il ne sera jamais contre son soutien, le porteur de sabre !

Et Cornély qui, dans un des numéros du *Figaro* de la semaine passée, divisait les dreyfusards en deux groupes : les gens sérieux d'une part, ceux qui voulaient le redressement d'une injustice tout en respectant l'armée et les institutions sociales; et ceux, les éternels damnés, les pelés, les tondus, que l'on est bien content de trouver aux heures suprêmes, mais que l'on désavoue à l'heure de la victoire : les révolutionnaires, ceux qui disent que l'ordre social est pourri, qu'il ne peut rien produire de bon.

Ah ! au lendemain de l'arrêt acquittant Dreyfus nous devions nous trouver isolés, sans force dans le pays ; nos accusations contre l'armée ne sont que des accusations de sectaires, de déséquilibrés, de fauteurs de désordre !

C'est l'armée, elle-même, qui vous répond, Monsieur Cornély.

Sept hommes, s'étant arrogé le droit de juger un des leurs, ont vu, pendant trente-trois jours, défiler devant eux accusateurs et défenseurs. Personne n'a pu leur apporter une preuve certaine, palpable, de la culpabilité de l'accusé. En un cas ordinaire, où les passions n'auraient pas été surexcitées, c'était l'acquittement.

Mais, dans cette affaire, il y avait d'autres coupables. Il y avait des gradés, des supérieurs aux juges, qui, eux, avaient des crimes à leur charge, des faux bien authentiques et bien prouvés ceux-là. Acquitter l'accusé, c'était livrer les accusateurs, non pas à la justice, — le

gouvernement n'en a jamais eu l'intention — non pas livrer ces misérables au mépris de tout être ayant un cœur droit, il y a longtemps que c'est *fait*, — mais c'était ouvrir les yeux à pas mal d'imbéciles, et les imbéciles sont à ménager, c'est une force gouvernementale.

Et si le jugement n'a pas été purement et simplement confirmé, cela tient à ce que tous vos traîneurs de sabres n'ont même plus l'envergure et la crânerie que l'on suppose chez un homme de guerre. Déprimés, aveulis par une discipline émasculante qui ne tolère que des chiens couchants, les juges de Rennes, pris entre la discipline et la vérité, ont cru satisfaire l'une et l'autre en formulant un arrêt mitigé.

Il y a un dicton populaire — erroné du reste — qui prétend que le scorpion placé au centre d'un cercle de feu, après avoir reconnu l'impossibilité de le franchir, se suiciderait en se piquant de son dard. C'est ce que le militarisme vient de réaliser.

Certes, la bête est encore dangereuse, mais tôt ou tard elle en crèvera.

J. GRAVE.

OBÉISSANCE

Le verdict de samedi a été accueilli dans le peuple de deux façons différentes : avec joie par les uns, nationalistes, vive-larmistes, patriotards ; avec une surprise douloureuse par les autres. Des premiers, rien à dire : ce sont des cannibales. Leur idole est la Force, antinomie de la raison. Le triomphe de la Force et de l'Iniquité est le triomphe de leur cause.

C'est aux autres que je m'adresse pour leur montrer combien leur surprise est injustifiée. Quiconque a su, durant les débats, lire au fond des âmes à travers les paroles exprimées, ne pouvait avoir d'illusion sur l'issue du procès. La partialité du président, l'intervention réitérée de tous ces hauts gradés que l'armée considère comme ses chefs, leur cynisme, leur arrogance étaient des présages certains.

Mais, bien plus que ces influences contingentes, une cause plus générale, plus profonde, élevait un obstacle insurmontable à l'acquittement. Cette cause est l'esprit d'obéissance qui comprime et déforme tout cerveau militaire. Dès qu'un homme endosse l'uniforme, il a pour première obligation d'étouffer en lui toute velléité d'indépendance, toute manifestation originale de sa personnalité. Il doit se conformer servilement à un modèle que personnifie chacun de ses chefs hiérarchiques. C'est une abdication de tous les instants de sa propre nature en vue d'une adaptation à un type forcément très inférieur, puisqu'il est lui-même le résultat d'une série de déformations semblables. Etre une machine, sans pensée, sans sentiment, sans conscience, manœuvrant docilement, accomplissant à tout commandement n'importe quelle besogne, même la plus criminelle, tel est l'idéal. Aveugle et sourd pour tout, n'ayant des yeux que pour lire en ceux du chef son secret désir, des oreilles que pour entendre ses ordres, tel doit être le soldat.

Cette annihilation de soi, cette adaptation servile à la volonté d'autrui, quelles conséquences peuvent-elles engendrer ?

On nous taxe d'exagération, on crie au paradoxe quand nous affirmons l'action dépravatrice de l'obéissance, quand nous parlons de l'immoralité superlative de l'armée, école de servitude.

L'affaire Dreyfus et le procès de Rennes particulièrement nous fournissent des arguments éclatants. Lors du procès de 1894, Mercier, alors chef de l'armée, dispensateur des avancements et des postes avantageux, était intervenu personnellement et, par une infamie, avait déterminé la condamnation. Les juges d'alors, en présence de l'intervention directe de leur maître, de sa volonté nettement indiquée de voir condamner l'accusé, ne purent qu'obéir, déjà rompus au servage et aux capitulations d'opinion. L'opinion de leur chef leur tint lieu de preuve.

Quand l'erreur commença à être soupçonnée, quand les voix s'élevèrent dénonçant l'injustice commise et la forfaiture de Mercier, ce dernier n'était plus ministre, c'est vrai. Mais il pouvait le redevenir, et, surtout, il restait un des « seigneurs » de l'armée, conservant le prestige de son grade et de ses plumes d'autruche. D'instinct, l'esprit d'obéissance prenait parti pour lui. Une des traditions fondamentales de l'armée est l'obligation de marcher derrière son chef.

Un autre facteur intervint. L' « honneur » d'un bureau de l'état-major était en jeu, paraît-il. Là-dedans des choses louches s'étaient passées, qu'il fallait à tout prix empêcher le public de connaître. Or, l'état-major n'est-il pas hiérarchiquement la tête de l'armée ? Le chef de l'état-major, de Boisdeffre, prenant parti contre Dreyfus, l'armée emboîta le pas. La question se posa dès lors entre Dreyfus et l'honneur de l'armée. Et, contre la vérité se faisant jour malgré tout, on mit tout en œuvre pour tromper le public. On falsifia des pièces, on fabriqua des documents, on dénatura les faits, invoquant de vagues racontars, les inventant au besoin. Tout le monde rivalisa de médisance, de mensonge et de calomnie : l'un pour se sauver lui-même en perdant l'innocent, tel autre pour complaire à ses chefs et, par son esprit de discipline, assurer son avancement ; tel autre enfin, simplement par bêtise, par habitude d'obéir. Et, la vérité grandissant quand même, on eut recours aux manœuvres les plus honteuses, aux procédés les plus abjects et les plus ignominieux.

On vit un Pellieux dévoilant à un mari l'adultère de sa femme et lui communiquant les lettres qu'elle écrivait à Picquart. On vit un Lauth venir, sous les murmures méprisants de l'auditoire, apporter des détails, à son avis défavorables, de la vie privée du même Picquart. D'ailleurs, le gredin Mercier, dont les tripotages coûtèrent la vie à sept mille hommes de l'expédition de Madagascar, n'était-il pas venu lui donner l'exemple en bavant la calomnie sur le témoin Freystætter, l'accusant, sans que le fait eût aucun rapport avec l'affaire, d'avoir fait fusiller une colonne de prisonniers malgaches ?

Tant de bassesse surprend douloureusement les naïfs qui croient aux traditions d'honneur dont fait parade si volontiers le charlatanisme militaire. Mais l'on fait parade précisément des qualités dont on est dépourvu. Des autres, nul besoin d'en parler, elles se voient.

Les sentiments d'honneur sont incompatibles avec l'obéissance, surtout l'obéissance passive. Celle-ci n'engendre qu'hypocrisie, bassesse et servilité. Les déclamations les plus ampoulées, les dénégations les plus solennelles ne pourront rien contre cette vérité irréfragable. L'obéissance passive étant la « force principale des armées », il en résulte dans le monde militaire une conception de l'honneur, de la loyauté et du courage moral, tout à fait inférieure.

Les Picquart, les Freystætter, les Hartmann sont de très rares exceptions. Leurs chefs les renient et les considèrent comme de mauvais soldats.

Ces chefs ont raison. Les bons soldats sont les Gonse, les Lauth, les Gribelin — oh ! Gribelin, quel modèle ! — parce que ceux-ci obéissent jusque dans l'infamie. Les autres, dont la conscience se révolte, n'avaient que faire dans l'armée ; la vocation leur manquait. Aussi la conclusion du conseil de guerre ne doit-elle surprendre personne. En vain alléguera-t-on l'auguste mission de justice qui doit placer le juge au-dessus des faiblesses et des passions humaines. Phrases sonores et creuses qui peuvent produire un certain effet en une plaidoirie ou dans un discours officiel, mais qui ne répondent à aucune réalité.

Il est illusoire d'espérer qu'un juge, tant civil que militaire, saura dépouiller tout à coup l'homme qu'il est toujours pour devenir à un signal donné un être supérieur, dégagé de toute préoccupation personnelle, de tout esprit de caste, de toute influence éducationnelle, en un mot, changer brusquement de mentalité comme il change d'habit au vestiaire, élargissant, par un coup de baguette magique, son intelligence et son cœur à un degré qu'il n'avait jusqu'alors jamais soupçonné. Qu'on nous permette de ne plus croire aux miracles !

Un juge, civil ou militaire, est un homme, et son essence n'est pas d'une autre nature que celle de ses semblables. S'il est médiocre, juge, il restera médiocre ; son titre ne lui conférera pas subitement les hautes vertus qui lui manquent et qu'il lui faudrait. Il a des supérieurs hiérarchiques, entre les mains desquels est son avenir et dont il s'efforcera de flatter les désirs. Il a des relations sociales, il appartient à telle caste dont il ne pourra se garder de défendre les intérêts. Il a tels ou tels préjugés, telles ou telles manières de voir qui pèseront, qu'il le veuille ou non, sur son jugement. Il vibre enfin, se passionne, s'émotionne dans tel ou tel sens ; et c'est trop exiger que de lui demander de s'abstraire de l'agitation de son âme pour prononcer en toute équité, contrairement peut-être à son sentiment. Non ! d'un homme on ne fait pas un ange par le simple octroi d'un titre.

La justice impartiale ! Quelle utopie ! Un détail, qui n'a l'air de rien et qui a son importance, montrera ce qu'il en faut penser. A Rennes, il y avait parmi les témoins des officiers généraux, des officiers supérieurs et des capitaines. Aux premiers étaient réservés des fauteuils rembourrés ; les deuxièmes étaient assis sur des fauteuils de paille ; quant aux derniers, ils n'avaient que de simples chaises.

Cette hiérarchie de sièges est caractéristique. Elle démontre plus nettement que nous ne pourrions le faire que les influences et les préjugés sociaux conservent toute leur force en face de l'appareil de justice le plus prétendument impartial. Devant ce tribunal composé de capitaines et présidé par un colonel, les généraux témoins sont restés des généraux, c'est-à-dire des supérieurs hiérarchiques devant la parole de qui on a l'habitude de s'incliner. Ils ont pu accuser, intervenir à tout propos pour discuter et *même* pour insulter les témoins à décharge ; c'étaient des généraux, et le colonel-président, leur inférieur, n'osait les ramener à leur rôle de témoins.

Comment, encore une *fois*, s'étonner du verdict, quelque infâme soit-il ? Les supérieurs avaient prononcé ; l'un d'eux, Mercier, avait même posé la question entre Dreyfus et lui, mettant qui plus est en avant son grade de général. Dans leur habitude de docilité passive, les juges ont obéi, ne trahissant leur trouble que par l'octroi stupide de circonstances atténuantes.

C'est ainsi que se jugent toutes les causes, parce que l'obéissance est la grande loi de la société. Tout juge, quelque indépendant qu'il se figure être, obéit à ses chefs, à ses préjugés, à la mentalité que lui a créée la société où il vit, et les crimes succèdent aux crimes, les iniquités aux iniquités, parce que l'homme, faillible et imparfait, a l'orgueilleuse et coupable prétention d'apprécier et de sanctionner de son jugement les actes de ses semblables.

ANDRÉ GIRARD.

LE TRIOMPHE DE L'ANARCHIE

En dehors de son côté juridique, l'affaire Dreyfus restera par ses conséquences philosophiques et sociales le triomphe de l'individu sur la société.

C'est la morale profondément humaine et libertaire que nous avons fait naître qui a prévalu contre les préjugés, contre la raison d'Etat, contre toutes les puissances de la réaction.

C'est un résultat sur lequel il convient de s'arrêter.

Au lendemain du jour où la brochure de B. Lazare fut publiée, les hommes qui devaient prendre part à cette lutte ne se connaissaient pas, ou se considéraient comme des ennemis de par les idées opposées de chacun ; cependant, au lendemain même de cette publication, quelques-uns vinrent se grouper autour de cette petite flamme, et, sans plans préconçus, sans entente préalable, ils commencèrent à lutter.

Quoique possédant des idées particulières, ils formèrent de suite un bloc qui n'a fait que grossir et que ni les menaces, ni la calomnie, ni la lâcheté des uns ou l'infamie des autres ne purent entamer. Il étaient peu nombreux cependant. La partie était loin d'être égale.

D'une part, cette poignée d'hommes armés non de preuves positives, mais du doute qu'un crime avait été commis ; la conscience torturée plutôt par l'intuition que par la certitude de ce crime entouré d'intrigues, de ténèbres au milieu desquelles ils étaient obligés d'avancer avec précaution, afin de déjouer les nouvelles intrigues que les criminels n'hésitèrent pas à semer sous leurs pas pour défendre et justifier l'œuvre de 94.

D'autre part, les empanachés n'étaient pas seuls à défendre cette œuvre : ce qui nous a

permis de constater qu'il y avait sous le prétexte d'une simple affaire de trahison de puissants intérêts en jeu et des machinations qu'ils ne pouvaient laisser voir.

A côté de ces empanachés, les hommes de vérité ont donc eu contre eux le clergé agissant avec toutes les forces dont il dispose; qui, par son travail occulte, insaisissable, sème la calomnie, répand le doute, tend des pièges, déroute le combattant par tous ses moyens de lutte, difficile à saisir à moins d'être, comme le jésuite lui-même, un fourbe et un coquin.

Ils ont eu contre eux la magistrature, représentée par les Delégorgue, les Bertrand, les Ballot-Beaupré et tous les avocaillons de sacristie et de caserne. Ils ont eu la presse, cette institution de mensonge, de calomnie, de chantage, prête à toutes les besognes sales, et qui dans ces circonstances s'est vraiment montrée à la hauteur de sa tâche : servile, assujettie aux puissants du jour, à l'exception de quelques journaux faciles à compter. Ils ont eu le gouvernement, les différents ministères qui se sont succédé dans le cours des événements, et cette Chambre inoubliable qui s'est vautrée dans la fange avec un plaisir que l'homme de conscience droite et honnête ne parvient pas à comprendre; cette Chambre qui a contribué avec l'unanimité que l'on connaît à l'étouffement de l'affaire. Ils ont eu, en un mot, toutes les forces sociales coalisées, employant les moyens chers au père Du Lac pour empêcher la lumière; et cependant la lumière se fit. Comment? N'ayant pas les moyens d'en déterminer exactement les causes, disons tout simplement que c'est un signe des temps.

De plus, ce résultat ne fut pas obtenu au profit d'un parti ou d'un principe quelconque, mais d'un homme en dehors de toutes considérations politiques, religieuses ou philosophiques.

L'intérêt de l'armée, la tranquillité du pays, de la société, la raison d'État ont été écartés, subordonnés à un sentiment naturel de justice, d'humanité, personnifiées par un individu. C'est l'homme, être susceptible de douleur, de souffrance, qui, jusqu'ici, avait été sacrifié à des dieux, des puissances intangibles, des entités, qui vient d'entrer en possession de la considération, de la solidarité auxquelles il a droit de la part de ses semblables, et ce en dépit de tous les pouvoirs organisés.

Une dame de nos amies se trouvant à Nancy dans le courant de l'année eut l'occasion de discuter de l'affaire avec un bourgeois de l'endroit qui lui fit cette déclaration :

— Nous le savons bien, parbleu! que Dreyfus est innocent; mais que voulez-vous, chère Madame? Après tout, ce n'est qu'un juif; et puis, il y a l'intérêt de l'armée qui ne peut être sacrifié à un homme; il faut donc dans l'intérêt même de l'armée qu'il soit recondamné.

Eh bien, il n'en est rien, quoique cet honnête bourgeois représente l'état d'esprit de tous les messieurs Prudhommes, de toutes les brutes galonnées, de tous les jésuites, cependant nombreux; cette mentalité de bêtes féroces n'a pas prévalu, ni au point de vue militaire, ni au point de vue *religieux*. Ces deux considérations, qui, à une autre époque, eussent été observées, ont été écartées; et, fait à noter, la plupart de ceux qui ont disputé la victoire à ces bourreaux sont des libertaires ou des hommes n'ayant pas la même religion, agissant de leur propre initiative.

C'est un signe des temps, qui donne aux événements un caractère particulier sur lequel nous devons d'autant moins dédaigner de méditer, de réfléchir, que, sans préjuger des contingents de vérités apportés par nos prédécesseurs, ce résultat est un peu notre œuvre; c'est un acheminement aux théories anarchistes, à l'affranchissement de l'individu sur toutes espèces de considérations conventionnelles, que nous ne cessons de proclamer depuis vingt ans.

Dominé par cette morale religieuse que l'homme n'est rien dans la vie, il avait été sacrifié aux choses inertes et insensibles. — Périsse l'individu! ont dit les prêtres, les privilégiés et les imbéciles, mais que vive l'institution, la société — comme s'il était permis à une société d'être libre si l'individu est esclave — et l'humanité s'est traînée jusqu'ici avec ces idées stupides, hypocrites et inhumaines.

Cette morale ignoble vient d'être renversée, et nous disons : Périssent toutes les institutions, les églises, les chapelles, les parures, les galons, toutes ces choses inertes, insaisissables, pour lesquelles l'homme a souffert dans sa chair et dans son cerveau, et qui doivent lui être sacrifiées sans réserve, afin qu'il puisse vivre sa vie, développer ses facultés en vue de progrès incessants à son profit, au profit de tous les individus exclusivement, en dehors de toutes considérations religieuses, politiques ou philosophiques. Voilà la situation.

Les Zola, les Clemenceau, les Duclaux, les B. Lazare, les de Pressensé, tous ceux en un mot qui ont pris part à cette lutte — à l'exception des politiciens qui, dans toutes les circonstances, jouent un rôle intéressé, dépourvus d'idées élevées, généreuses — sauront-ils profiter de l'enseignement qui se dégage de cette lutte? Comprendront-ils qu'ils sont arrivés à ces résultats non en parti organisé, discipliné, mais de leur initiative personnelle, ne possédant comme élément de conviction que des preuves morales, armés de la seule volonté de vaincre? Nous n'en savons rien; mais, ce qu'il y a de certain pour nous et de consolant à travers nos luttes, c'est qu'en somme ce résultat est la confirmation de nos théories. C'est le triomphe de l'individu sur l'entité, cette entité au nom de laquelle a parlé le représentant du gouvernement, qu'il ne nous plaît pas de reconnaître et que l'homme a brisée dans cette affaire, en dépit de l'arrêt qui vient d'être rendu.

A. Romero.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Diplomatie. — Si vous ou moi nous voyions condamner quelqu'un que nous saurions innocent; si, par bonheur, nous avions en main les preuves de son innocence, il nous semblerait de la plus élémentaire humanité d'intervenir et de sauver le malheureux, en prouvant qu'il est la victime d'une erreur. Ce serait humain, loyal et probe. Ce ne serait pas, paraît-il, diplomatique.

Le gouvernement allemand a en mains la preuve de l'innocence de Dreyfus, les pièces écrites qu'on l'accuse d'avoir livrées. Depuis cinq ans ce malheureux souffre un véritable martyre. Il suffirait d'un mot, d'une lettre, officiellement adressés par l'empereur d'Allemagne au gouvernement français et attestant formellement que le gouvernement allemand n'a jamais eu de relations avec Dreyfus. Mais la diplomatie s'oppose à cet acte d'honnêteté si simple. Les gens qui motivent la domination qu'ils exercent sur les peuples par la vaniteuse prétention d'être les meilleurs ou les plus dignes ne sont pas capables du moindre mouvement d'humanité auquel obéirait spontanément l'homme le plus médiocre. L'honneur, la liberté, la vie même d'un homme ne sauraient entrer en parallèle avec les convenances et les usages *diplomatiques*.

∴

La Justice. — Le juge d'instruction s'est décidé à mettre en liberté Valentin Weil et Pèlerin, arrêtés le 20 août. Quant à Sébastien Faure, Ferrière et Henri Dhorr, ce n'est qu'à la dernière heure qu'on les a relâchés. On a renoncé à les inculper des faits survenus après leur arrestation. Mais ils seront poursuivis, dit-on, pour provocation à un attroupement. Poursuivis pour le même motif, Pollonais et Millevoye ont été laissés en liberté. Il est vrai qu'ils ne sont pas anarchistes. Cette dernière raison suffit aujourd'hui pour excuser toutes les illégalités.

André Girard.

∴

La Religion. — Buland, élève au grand séminaire d'Autun, vient d'être condamné à vingt jours de prison pour outrage public à la pudeur. Constatons une fois de plus que la religion ne moralise que ceux qui sont capables de se moraliser eux-mêmes.

∴

L'Armée. — Le 106[e] de ligne, participant aux manœuvres du 20[e] corps, quittait Toul le 6 septembre, se rendant à Nancy. Vingt-quatre kilomètres sous une chaleur accablante. En entrant dans la ville, les soldats, n'en pouvant plus, tombèrent comme des mouches. Les habitants s'empressèrent pour les relever et les soigner. *Quatre hommes sont morts;* cent soixante-dix autres ont été immédiatement dirigés sur l'hôpital militaire de Toul; cinq autres, ne pouvant être transportés, sont restés à l'hôpital de Nancy. En attendant les grandes boucheries, Messieurs les généraux s'en offrent de petites.

Un pareil milieu n'est guère fait pour développer le respect de l'existence d'autrui. Exemple :

Vous vous rappelez peut-être l'histoire d'un commerçant de Nancy, nommé Mathis, terrifié, l'hiver dernier, par des lettres mystérieuses le sommant de verser 50.000 francs sous peine d'être assassiné. Et, pour lui prouver que ce n'était pas une plaisanterie, l'inconnu lui annonçait que tel jour, dans tel quartier de la ville, une personne serait assassinée : ce qui eut lieu. Or, on vient de découvrir les auteurs de ce crime : un maréchal des logis nommé Monnier, un brigadier-fourrier nommé Tonnelier, qui avaient besoin d'argent pour faire la noce. Et je parierais bien que ces deux-là aussi étaient d'ardents défenseurs de l'honneur de l'armée.

∴

Les prisons. — A la prison Bonne-Nouvelle, à Rouen, le 26 août dernier, une détenue de vingt ans avait eu une altercation avec une religieuse, qui se plaignit au gardien-chef. Il voulut mettre la détenue en cellule, mais elle se défendit. A cinq contre elle, on la traîna, les vêtements en lambeaux, dans un cachot sous les toits; on lui avait mis la camisole de force à même la peau. Le lendemain, on vint pour la rhabiller; ne voulant pas être touchée, elle se défendit encore : le gardien-chef la frappa à coups de poing, tandis qu'un agent et deux autres détenues lui tiraient les cheveux jusqu'à les arracher. Meurtrie et sanglante, on lui remit la camisole de force à même la peau, en serrant les cordes le plus possible, ce qui est un supplice atroce. La jeune détenue resta ainsi toute la journée. Quand, le soir, le gardien entra dans la cellule, elle râlait. On courut chercher le médecin, on lui fit prendre une potion, mais on refusa de conduire la malheureuse à l'infirmerie.

Envers les pauvres diables qu'elle juge et qu'elle emprisonne, la société est deux fois criminelle : une première fois en leur volant leur part de bien-être et d'instruction, en les vouant à la misère et au crime; une seconde fois en les châtiant pour des fautes qui sont les siennes, en ajoutant à leur malheur des souffrances et des tortures.

R. Ch.

∴

Lyon. — Décidément, si l'on a une tenue négligée et de la poussière à sa chaussure, il ne faut pas aller se promener autour de la place Bellecour, qui est chaque jour le rendez-vous des catins de haute marque venant racoler leurs clients chez les fils de bourgeois morveux et autres débris d'aristocratie en recherche de chair à plaisir, et le tout faisant commerce d'amour en écoutant la musique militaire, sous l'œil paternel d'un commissaire de police, d'un poste d'urbains et d'une nuée de mouchards veillant à la sauvegarde de la libre pratique de cette prostitution élégante qui est un décoratif très distingué de la société bourgeoise.

Mais malheur à celui qui n'aurait pas les mains blanches, la figure maquillée et des vêtements à la mode. Il ne tarderait pas à être accosté par ces êtres puants et ignobles qui se déclarent être agents de la sûreté, et, s'il ne peut leur montrer des papiers d'identité, de domicile, et une certaine somme d'argent, il est sûr de faire connaissance avec la prison préventive, jusqu'à ce que ces immondes

individus possèdent les renseignements nécessaires. Et c'est le cas qui vient d'arriver à un de nos camarades, qui, pourtant de vieille date, est connu par toute la fripouillerie policière, et spécialement par la préfecture pour ses idées anarchistes ; celle-ci, chaque fois qu'elle a pu le faire débaucher de son travail, a fait son possible pour cela.

Etant allé travailler trois semaines dans le Jura, et à son retour à Lyon étant sur cette place, on a tenté de le mettre en état d'arrestation pour vagabondage, et ce n'est que lorsqu'il a eu montré papier, argent, et déclaré son domicile, qu'on l'a laissé tranquille. Avant de nous envoyer ses mouchards pour nous souiller de leur contact, la préfecture du Rhône devrait bien commencer par se nettoyer elle-même.

LES ANARCHISTES LYONNAIS.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon.
Samedi 16 septembre, à 8 h. 1/2 précises : *L'Education libertaire*, par Janvion.
Lundi 18 : *Nietsche et sa philosophie*, par A. Bloch.
Jeudi 21 : *Le Christianisme et la civilisation*, par Dachmann.

∴

Quatrième promenade-annexe de l'école libertaire, dimanche 24, au musée de Saint-Germain, sous la conduite de Charpentier pour le côté artistique, et Ralph pour le côté scientifique.
Rendez-vous à 8 h. 1/4 à la gare Saint-Lazare.
Le prix du voyage réduit est de 2 fr. 10.

∴

Nous avons reçu, pour notre album, un magnifique dessin de Vallotton, représentant l'effondrement des trois piliers sociaux. Ce dessin, destiné à être gravé, ne paraîtra que dans quelques semaines.

Le travail de gravure étant fait gratis par un camarade, la feuille sera vendue le même prix que les lithographies.

∴

Ceux qui désirent se procurer des *Peste religieuse* à 3 fr. le cent plus les frais d'envoi, n'ont qu'à s'adresser à Béranger, 74, rue des Longues-Haies, à Roubaix.

∴

3e ARRONDISSEMENT. — Appel aux jeunes.
Un groupe de jeunes camarades, désireux de propager les idées libertaires, a pris l'initiative de fonder dans le 3e arrondissement une bibliothèque d'études sociales et fait appel à tous les jeunes gens désireux de s'instruire et espérant à la liberté, les conviant à une réunion préparatoire qui aura lieu le 16 septembre 1899, salle Albanesie, 22, rue du Vert-Bois, à 8 heures 1/2 du soir.

∴

AUBERVILLIERS. — Les lecteurs des *Temps Nouveaux* se rencontrent tous les samedis, 107, rue du Vivier, salle Brigaldino.
Samedi prochain, causerie sur l'utilité d'une bibliothèque anarchiste.

∴

Un camarade demande à se procurer le n° 40 de la 3e année des *Temps Nouveaux*.

∴

Nous voudrions compléter nos collections de journaux révolutionnaires. Y a-t-il quelques camarades pouvant disposer des numéros suivants :

Révolution sociale (Genève 71), entière, sauf le n° 8.
Bulletin de la Fédération jurassienne :
1re année : Nos 2, 3, 4, 6, 12, 17 à 22 inclus.
2e année : Nos 2, 4, 7 à 15 inclus, 17 à 21 inclus, 24, 25, 27 à 31 inclus, 34, 35, 36 — 38 s'il existe.
3e année : Nos 1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13 à 19 inclus, et tout ce qui est paru à partir du 21 inclus.
4e année : Nos 1 à 7 inclus, 9 à 16 inclus, 18 à 42 inclus, et à partir du 44.
Toute la 5e année.
6e année : Nos 1 à 14 inclus, 13 à 22 inclus, 24 à 27, 29, 30, 31 et 33, 34, 35 et à partir du 37.
Solidarité de 70 : Nos 1 à 6, 12, 13, 14, 15 et à partir du 17.
L'Egalitaire, de Genève, n° 2.
L'Avenir, id., n° 5 et suite.
Le Falot, de Cherbourg, n° 4.
L'Insurgé de Lyon, toute la collection.
Terre et Liberté, Paris, n° 18.
L'Avant-Garde, id., nos 2, 4, 7, 9 et suivants.
La Cravache, Roubaix, n° 6 et suivants.
Le Cravacheur, id., nos 2 et 6.
La Misère, Paris, nos 5, 6 et 7.

∴

« Mon cher Grave,

« Je m'aperçois en parcourant la « Petite Correspondance » que l'on vous demande souvent quelle est la meilleure manière d'utiliser les numéros lus des *Temps Nouveaux*. Sans doute, il est excellent de les distribuer dans les réunions, dans la rue, ou de les déposer en évidence dans quelque endroit public ; mais cette méthode a le double inconvénient de limiter la propagande aux localités où elle a déjà pénétré et surtout de manquer de précision.

Quelle différence si, au lieu de semer au hasard, chacun de nous déposait la précieuse graine dans un terrain non hostile, ou même propice ? Or, nous le pouvons, grâce à cette véritable Bourse de la propagande qu'est l'œuvre de « Tous les journaux pour tous ». Constituée 17, rue Cujas, dans un but d'éducation démocratique et de libre discussion, elle nous permettra d'expédier nos revues, nos journaux socialistes et libertaires à bon escient, c'est-à-dire aux personnes capables de les lire avec fruit qu'elle nous indiquera. Pour 2 centimes par semaine, nous mettrons ainsi les *Temps Nouveaux, qui sont d'ailleurs très demandés*, entre les mains de gens bien disposés, mais ignorant encore cet organe au fond de quelque province. L'association enverra ses circulaires sur demande et sera reconnaissante également des adresses qu'on lui fournira en indiquant avec soin la feuille à expédier à chacune, car il y a une gradation nécessaire et il serait maladroit, on le sent, de servir le *Journal du Peuple* ou l'*Aurore* à un lecteur habitué du *Soleil* ou du *Petit Journal*.

« Je vous prie, mon cher Grave, d'insérer ma lettre, si vous partagez mon avis sur ce mode de propagande, et de croire à mon entière sympathie.

« GABIER. »

« 7 septembre 1899. »

L'œuvre dont parle l'ami Gabier est excellente. Nous avons déjà, dans le n° 12 de cette année, donné des extraits de la circulaire l'annonçant. Les camarades ne sauraient trop y participer.

Mais l'un n'exclut pas l'autre. Nous avons assez d'invendus à la disposition des camarades pour faire efficacement les deux.

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir. Prière également de nous faire connaître les libraires qui apporteraient de la mauvaise volonté dans la mise en vente.

Même chose pour les gares, où certains commissaires ont fait pression sur les libraires pour les intimider.

Le journal est envoyé pendant quelques semaines aux adresses que l'on veut bien nous faire parvenir.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :
L'Ouvrier allemand, conférence de G. Blondel, circulaire 9 du Musée social, 5, rue Las Cases ; *Nos élèves en Angleterre*, par Demolins, 1 broch., à la *Science sociale*, 56, rue Jacob.
Květy samoty, par Em. El. Z. Lescharadu, Prague.
De Strijd der Bernstein, par Landauer, 6 cents, chez Steyringa, Amsterdam.

A lire :

Le Cinquième acte, Zola, *Aurore*, 12 septembre.
Même numéro : *Enseignements*, U. Gohier.

PETITE CORRESPONDANCE

C. F. et M. R. — Le service sera fait aux adresses.
N. S., à Chaumla. — L'abonnement précédent finissait fin octobre 1898. Six mois payés depuis portent à fin avril 1899. — Quels numéros vous manquent ?
— Un camarade désire acheter d'occasion un petit dictionnaire hollandais-français et français-hollandais.
T., rue F. — Vous pouvez venir tous les dimanches matin. C'est le jour des camarades.
Anarchiste lyonnais. — Est-ce que vous croyez que le gouvernement serait mieux si ses agents étaient républicains au lieu d'être cléricaux ?
Bruneteaux. — La *Revue Libertaire*, cinq numéros, je les ai à votre disposition.
I. Think. — Bien reçu ; mais voyez, déjà quatre cette semaine. Passera prochain numéro.
D. — Reçu bibliographie. Passera à un prochain supplément.
M. — Idem.
(E. V.) — Chez Loxire ou Poyard, place d'Armes.
Lenglet. — Reçu mandat. Ça va bien.

Reçu pour le journal : Charleroi, un camarade, par D., 2 fr. — F., au Mans, 5 fr. — Ther, 0 fr. 50. — Horvinox, 1 fr. — C. C. M., 20 fr. — Montpellier, par S., 1 fr. 50. — Un camarade hollandais, 1 fr. — Léon Bruneteaux, 2 fr. — A. G., 1 fr. 50. — Les anarchistes des 4 Chemins, 5 fr. — Groupe de Menpenti, 10 fr. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 2 fr. 55. — Merci à tous.

D., à Billy. — Ary Cine. — J., à Darnetal. — J. L., à Verviers (compte de W.). — L.-M., à Mantova. — P., à Gilly. — A. B., à Rouen. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 dessins.

Vient de paraître la 17e, **Epouvantails**, *par L. Chevalier.*

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro.* — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Wuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.* — **La Guerre,** *par Maurin.* — **Ah ! les sales Corbeaux !** *par J. Hérault.* — **Capitalisme,** *par Comin'-Ache.*

Paraîtront successivement des dessins d'Angrand, Roubille et Couturier. — Steinlen, Willette, Heidbrinck, que nous avions annoncés, leur promesse reste toujours ; peut-être le dessin viendra-t-il un jour ou l'autre. — Baffier, qui vient d'être décoré, n'est plus à compter.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40 ; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Avec quelques-unes qui nous sont rentrées, nous venons de reconstituer trois collections complètes. Nous les mettons en vente au prix de 45 fr.

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco*	» 15
Un Siècle d'attente, *par Kropotkine.*	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce*	» 15
La Grande Révolution, *par Kropotkine.*	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
L'Anarchie, *par E. Reclus.*	» 15

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 22 DIX CENTIMES DU 23 AU 29 SEPTEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'ARMÉE CONTRE LA NATION

U. Gohier est un maître en l'art de déshabiller les gens en place et en titre et découvrir les tares honteuses qu'ils voudraient cacher soigneusement au peuple imbécile. Son talent nous a rendu de grands et réels services, surtout en cette campagne où tous les panaches sont au vent.

Il s'est acquis comme pamphlétaire une réputation méritée et l'*Aurore* a bien raison d'être satisfaite de le compter parmi ses collaborateurs principaux. Néanmoins il est peut-être osé de lui décerner, comme elle l'a fait en une alléchante annonce, le titre de profond penseur. C'est créer une confusion d'aptitudes dangereuse. Gohier a quelques créations subjectives dont il a grande peine à se débarrasser. Qu'on n'altère pas les causes qui lui ont rallié les sympathies des lecteurs : sinon, il restera définitivement empêtré dans ses errements et il risque d'hypothéquer ses meilleurs titres.

Notre journal a peu d'autorité dans le monde glorieux de la littérature et il m'est téméraire de m'attaquer à un Maître. Il sait sans doute qu'il arrive souvent que des plus obscurs amis viennent les meilleurs avis. C'est là mon excuse.

Voilà déjà plusieurs fois que j'entends de mes amis victimes le récit de coups lâches et violents donnés par des militaires — derrière qui se dissimulent quelques civils flagorneurs — à des passants paisibles qui refusent de crier avec eux la traîtrise de Dreyfus et l'ignominie des dreyfusards. Alors, je reste rêveur en pensant au raisonnement que j'ai rencontré fréquemment dans les articles de Gohier : « L'Armée, c'est la nation. Crier : A bas l'armée ! et la rendre coupable des crimes de l'Etat-Major, c'est crier : A bas la nation ! et la rendre coupable. »

Cette conclusion ne m'épouvanterait pas. Seul, mon déterminisme pourrait s'opposer au libre arbitre, à la conscience qui s'y trouve implicitement.

Que Gohier consente, de grâce, à examiner son erreur avec sérénité. Elle est vraiment trop grossière. Je suis presque confus de devoir la réfuter.

Il dit en substance :

Théorie. — L'armée actuelle est la réunion de tous les citoyens français qui se préparent à défendre leur territoire et les glorieuses libertés que leurs pères ont conquises aux tyrans par des luttes vaillantes, etc. (thème connu).

Les chefs ont été choisis parmi les plus capables et ils sont payés et investis d'une grande autorité par le gouvernement qui représente la nation, pour développer leurs facultés et organiser la défense.

S'ils sont ignares et paresseux, s'ils sont factieux et concussionnaires, la nation, par l'instrument de son représentant, les chasse honteusement.

Application. — Pour couvrir leur responsabilité engagée par des fuites importantes dans les documents secrets concernant la défense nationale, l'Etat-Major général de l'armée française et son ministre ont fait de Dreyfus, juif, un bouc émissaire.

Deux ou trois ans après sa condamnation, une campagne est faite en faveur de la revision du procès. Les grands chefs veulent éviter les peines et le discrédit ; ils s'enferrent de plus en plus dans des actes criminels.

Donc, l'armée, qui est la nation, doit s'ériger en tribunal suprême et aider de son appui moral le gouvernement dans la recherche de la vérité et dans le châtiment prochain des coupables.

C'est irréfutable, géométriquement irréfutable.

Mais la logique ne suffit pas dans les phénomènes sociaux. Il faut, pour être vrai, une base objective.

Gohier s'est livré certainement en ses heures de loisirs à l'étude de la philosophie. Il a applaudi « les efforts superbes que Bacon, le grand chancelier anglais, a faits pour l'affranchir des sophismes de la scolastique et l'engager définitivement dans la voie de l'observation et de l'expérience qui devait la régénérer et l'émanciper de toute métaphysique stérile ! — phrase consacrée.

Hélas ! il arrive souvent que les penseurs applaudissent trop et oublient d'appliquer !

Ainsi, dans le sujet qui nous occupe, j'ose croire que Bacon ne se serait point inquiété de la théorie législative et qu'il aurait examiné simplement le milieu où Gohier est si fier d'avoir passé trois ans.

Il aurait vu — et Gohier l'a vu — que les soldats s'imaginent, tout comme les sous-officiers et les officiers, être d'une autre substance que les civils, bien que ceux-ci soient encore militaires ; il aurait vu que les soldats dressés au métier de bretteur mettent *toute* leur volonté — pardon, le terme est trop humain, je dirai obstination — dans la morgue et la brutalité près des faibles et des inférieurs en grade ; il aurait vu que les soldats sont jaloux de la gloire des chefs qui rejaillit sur eux et estiment ces chefs d'autant qu'ils sont plus militaires ; il aurait vu l'entente spontanée et tacite des maîtres et des serviteurs à tromper le public et *le faire* trembler ; il aurait vu enfin le dieu Panache prendre possession d'une nation qui se flatte d'être libre.

Et le chancelier Bacon, — dont Gohier a applaudi les efforts pour engager la philosophie dans la voie sûre et ferme de l'observation et de l'expérience, — aurait conclu, en dépit de la théorie législative, à l'*existence d'un milieu funeste* qui développe nécessairement des germes infectieux. Et s'il avait été démocrate comme Gohier, il aurait crié à la nation son lent suicide moral.

S'élevant ensuite sans peine à cette conception que les Allemands et les Anglais, n'étant pas moins civilisés que les Français de Déroulède, de Drumont et de Meyer, n'iraient point attaquer une *grande* nation qui se contenterait de se développer moralement, intellectuellement et industriellement ; s'élevant, dis-je, à cette conception, il conseillerait à la nation française de ne point courir à une mort morale certaine pour se donner l'illusion de se garantir des dangers extérieurs plutôt imaginaires et il lui demanderait de détruire le milieu infectieux qui en serait la cause.

G. STEL.

A PROPOS DE L'AMOUR LIBRE

(*Suite*)

Chaque fois qu'on reproche quelque chose à la société, il se trouve quelqu'un pour protester : « A quoi bon ce procès ? La société, c'est nous. Adressez donc vos doléances à l'individu, à l'être de chair et d'os, sans vous en prendre à cet intermédiaire irresponsable, pure fiction. » Mais répondre ainsi, ce n'est pas répondre du tout, car on ne supprime de la sorte, ni on ne résout la question. On en pose une autre, tout simplement, et qui n'est pas, comme certains semblent croire, en contradiction avec la première. La société, c'est nous. Rien de plus juste. Mais il n'en reste pas moins vrai, à l'inverse, que nous c'est la société.

Au triple point de vue physique, moral, intellectuel, nous sommes les résultantes d'un état social déterminé. Nous sommes dépendants selon un grand nombre de processus divers, généraux ou spéciaux, directs ou détournés, simples ou compliqués, qui souvent sautent à tous les yeux et qui d'autres fois sont, au contraire, très difficiles à apercevoir, à étudier et à décrire.

Qu'est-ce que la société, en effet ? Un ensemble de rapports entre des individus, rapports plus ou moins fixes, plus ou moins rigoureux, plus ou moins consentis, soumis à des sanctions d'ordres divers, mais invariables et se reproduisant, toujours les mêmes, pendant un certain temps. Or, comment ces relations au milieu desquelles s'écoule notre vie ou, mieux même, dont elle est faite, n'influeraient-elles pas sur

notre caractère, notre moralité, nos habitudes, nos idées, nos passions et nos croyances ? Le nier, ce serait biffer d'un trait une loi vérifiée déjà des millions de fois pour tous les êtres vivants et sur laquelle repose d'une façon inébranlable la science biologique, celle de l'influence du milieu.

Si l'ambiance sociale dans laquelle on vit n'avait pas sur l'individu une influence aussi directe et profonde que le climat, par exemple, ou l'alimentation, comment expliquerait-on les différences énormes que la plus vulgaire expérience relève entre les individus de deux professions différentes ? N'admet-on pas couramment qu'à intelligence et à tempérament pareils la mentalité ou la moralité du soldat n'est pas celle de l'artiste, qui, à son tour, n'est celle ni du savant, ni du paysan, ni de l'ouvrier ? Et si, sur certains points spéciaux, telles obligations déterminent rigoureusement telle ou telle partie du caractère, comment les obligations générales qui atteignent tous ou presque tous les individus d'une société, comme le salariat ou l'autorité, ne façonneraient-elles pas tout aussi rigoureusement les caractères ?

Il faudrait un volume pour étudier chacune des lignes suivant lesquelles l'influence de la société touche l'individu. La chose impossible, ce n'est pas d'établir cette influence, mais de surprendre l'individu à un moment de son existence où elle ne soit pas en action.

Avant même de naître, nous sommes déjà façonnés dans le sens d'un certain milieu social par l'hérédité, c'est-à-dire par le legs de caractères physiques et moraux déposés en nos parents par la pratique d'une société identique à celle qui nous attend ou, du moins, proche de celle-ci. A peine nés, l'éducation s'empare de nous. Or, l'éducation, qu'est-ce que c'est, à d'infimes et rares exceptions près, sinon l'humble servante et la garde vigilante de l'ordre social en honneur, ordre sur lequel elle modèle ses méthodes et dont elle inspire ses préceptes ? Mais voici que le jeune homme, plié déjà par l'éducateur aux habitudes et aux lois des aînés, entre dans la vie. Immédiatement des nécessités ne pouvant être satisfaites, dans telle société donnée, que d'après telles formules, en conformité avec telles habitudes et selon telles lois, vont le livrer pieds et poings liés, vont en faire comme la matière façonnable et presque sans résistance sur laquelle lois et coutumes agiront.

Chaque individu est donc déterminé d'une façon générale par les conditions générales de la vie de son époque et d'une façon spéciale par les nécessités du petit coin où le hasard l'a placé, ou mieux encore par les combinaisons de ces deux milieux avec son propre tempérament. On dit volontiers : *l'abstraction société*. Mais, en vérité, rien de plus absurde que ces mots si on n'en précise pas le sens. Si en tant que collection la société n'a, en fin de compte, de réalité que par la réalité agissante et vivante de chaque unité, il n'en est pas de même quand le mot société signifie, comme presque toujours, organisation, économie, mode de produire et de consommer, de diviser, de répartir et de rémunérer le travail. L'économie sociale, l'organisation du groupe indispensable pour produire la nourriture, le vêtement et toutes les choses nécessaires à la vie, ne peut pas être appelée une abstraction, parce que, selon sa nature, elle détermine dans tel ou tel sens les réalités individus.

Est-ce à dire que l'individu, toujours effet et jamais cause, soit le prisonnier éternel de l'ordre social, qu'il n'ait pas lui aussi son heure ? Non. Sans quoi il n'y aurait pas de changement possible. A chaque époque, à chaque instant des hommes parviennent à briser le cercle rigide des contraintes et des habitudes sociales. Aussi lourde que soit cette contrainte, puisqu'elle pèse, en somme, sur chaque révolté du poids du consentement de tous les soumis, il en est qui savent y soustraire leur volonté, sinon toujours leurs actes, et qui deviennent ces révoltés. Pour faire pendant à l'action de la société sur l'individu, il y a celle — non moins efficace — de l'individu sur la société. Et c'est en ce double jeu d'actions réciproques que se résume, en somme, toute l'agitation de l'humanité.

Mais ici se pose une question de la plus haute importance : celle du mode même selon lequel s'effectue ce complexus d'actions et de réactions. Question qu'il faut nécessairement résoudre pour sortir du cercle vicieux apparent où il nous semble toujours que nous nous débattions en expliquant l'individu par la société et la société par l'individu.

Nous savons comment la société agit sur l'individu. C'est à la façon d'une machine énorme et compliquée dont les organes multiples pétrissent, selon des formes faciles à prévoir, de la matière humaine.

Comment, au rebours, l'individu parvient-il à se dégager de la société pour agir sur elle ? Comment parvient-il à s'évader de ce moule où il semble qu'il n'y ait pas d'issue ? Comment la puissance *individu* parvient-elle à entamer la puissance *société ?* Il y a entre toutes deux un éternel combat avec, de part et d'autre, des victoires après les défaites. Par quelle tactique l'individu remporte-t-il les siennes ? En quel sens, en un mot, est-il vrai de dire que nous sommes les maîtres de cette formidable machine dont je parlais tout à l'heure ?

Dans le même sens, je crois, et dans la même mesure que s'il s'agissait des machines véritables employées dans nos industries. Prenez un de ces organismes de fer. Nous sommes bien ses maîtres, nous qui l'employons, en ce sens que nous l'avons construit et le dirigeons, l'activant ou l'arrêtant à notre gré. Mais qu'arriverait-il si nous voulions brusquement modifier son travail, jugé tout à coup défectueux ?

Evidemment nous ne le pourrions pas. A nous battre contre ses roues, ses engrenages et ses leviers, pour tenter d'en transformer la marche, nous ne gagnerions rien que d'être broyés. Mécontents de ses services, nous parviendrons sans doute à transformer la machine. Mais, tant que nous ne l'aurons pas fait, notre pouvoir sur elle sera latent, inefficace, comme s'il n'était pas, et il faudra nous contenter de ce qu'elle produit. Celui-là même dont le génie serait capable de concevoir sur l'heure la modification désirée, restera impuissant en face d'elle tant qu'il n'aura pas construit, d'abord sur le papier, ensuite dans l'atelier du mécanicien, sa nouvelle machine.

S'agit-il de la société, machine à façonner des caractères, des passions ou des besoins, il en va à peu près de même, sauf que, dans ce cas, l'homme est à la fois le produit et le mécanicien.

L'individu reste bien, si l'on veut, le maître et l'ordonnateur de lui-même. Mais ce pouvoir, c'est par l'intermédiaire de la société qu'il l'exerce, de la société dont il ne peut jamais cesser d'être étroitement solidaire. C'est encore avec l'influence sociale comme moyen d'action que l'homme apporte au type humain les transformations rêvées par lui. Au lieu de se battre isolément contre la machine, c'est en la modifiant sur un de ses organes importants qu'il parvient à lui échapper. C'est en transformant le milieu qu'il arrive, par contre-coup, à se transformer lui-même un peu profondément.

(*A suivre.*) CHARLES-ALBERT.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la grâce de Dreyfus. S'il vaut mieux pour lui être en liberté qu'enfermé, nul ne contestera que c'est là une demi-mesure sans signification, comme les gouvernements ont l'habitude d'en prendre pour ménager la chèvre et le chou. Et ils ne réussissent à contenter personne.

L'ABSTENTION ÉLECTORALE [1]

(*Suite et fin*)

Et alors les anarchistes, agissant logiquement avec leurs façons de concevoir les choses, refusent de participer à la confection de lois devant plier toutes les façons de voir sous la même façon d'agir.

Travaillant à la réalisation d'une société où chacun pourra librement évoluer selon les virtualités de son individualité, nous considérons comme illogique, absurde et mensonger, de participer aux comédies du parlementarisme qui, lui, a pour but de poser des barrières à toutes les activités humaines.

Ne reconnaissant aucune loi, n'ayant nullement l'intention de forcer qui que ce soit à adopter notre manière de voir ou d'agir, nous n'avons que faire des lois de majorité. Ce que nous demandons, et que nous saurons prendre, c'est le droit d'agir et d'évoluer, en usant comme nous l'entendons de ce que nous devons aux générations passées. Libre à ceux qui veulent une tutelle de se la donner, à condition qu'ils ne nous l'imposent pas.

∴

La question de l'abstention est donc bien une question de principes. On ne conçoit pas un anarchiste prenant part à la comédie électorale, soit comme candidat, soit même comme simple électeur.

Seulement nombre d'anarchistes semblent en avoir fait la question principale de l'anarchie et le but de tous leurs efforts, alors qu'elle n'est qu'une simple conséquence logique de nos autres façons d'agir et de penser.

Nombre de camarades et de groupes anarchistes semblent n'avoir d'activité qu'au moment des élections, retombant dans l'inaction en dehors d'elles, semblant croire par là qu'il est d'une grande urgence pour l'idée anarchiste d'obtenir un plus ou moins grand nombre d'abstentions.

Cela me semble mettre la charrue devant les bœufs. A mon sens, il ne peut y avoir d'abstentionniste bien conscient que s'il a compris l'anarchie en toute son intégralité.

Il est de peu d'importance d'enlever quelques voix aux candidats. L'important est de bien faire comprendre aux gens que leurs maux dérivent de causes économiques, que les replâtrages politiques sont impuissants à les guérir, et c'est là une besogne de tous les instants, alors que les élections n'ont lieu que tous les quatre ans.

Faire le vide est bien, et ce serait maladroit de ne pas profiter de la période électorale pour aller combattre les mensonges des politiciens ; mais il faut que l'on sente que, derrière cette abstention, il est une opinion publique puissante qui se forme et entend mettre obstacle aux faiseurs de lois que la passivité moutonnière des majorités continue à faire sortir des urnes.

Et cette opinion, ce n'est pas seulement dans les réunions électorales qu'il faut la chercher, là où déjà les passions rendent l'entendement plus difficile, c'est à toute heure, en tous lieux, à chaque acte de la vie.

L'abstention voulue, systématique, consciente et persévérante de l'électeur ne s'obtiendra pas par la distribution de quelques placards ou par quelques discours plus ou moins éloquents prononcés aux réunions organisées pendant la courte période d'agitation qui marque l'élection d'un député ou d'un conseiller municipal, et l'invitant à déserter ce qu'il considère non seule-

(1) Extrait de l'*Anarchie, but, moyens*, à paraître en septembre, chez Stock.

ment comme un devoir, mais surtout comme un droit.

Toutes les vérités qu'on pourra lui dire n'auront que peu de prise sur lui ; car, pour en saisir toute la valeur, il faut qu'il ait compris toute l'atrocité du mécanisme social.

L'abstention, telle que nous la comprenons, telle qu'elle doit être, pour être la vraie et efficace, est le commencement de l'action. Et, pour y arriver, il faut acquérir une perception nette sur la plupart des problèmes sociaux, qui ne s'acquiert que par un travail lent et continu d'éducation et de propagande.

Ce n'est que la compréhension de la théorie complète de l'anarchie qui peut faire un abstentionniste conscient. Ce n'est que lorsqu'il a compris que l'état social tout entier est mauvais, que cet état social doit être changé en ses bases par la transformation de son organisation économique, que l'électeur comprendra toute l'inanité et le mensonge du verbiage politique et ne s'y laissera plus engluer.

∴

Je ne veux pas dire par là que ce soit perdre son temps d'aller, dans les réunions électorales, mettre les candidats au pied du mur, leur démontrer toute l'inanité de leurs promesses, faire comprendre à ceux qui les écoutent qu'il est une action plus efficace.

Cette besogne doit être faite ; seulement, il ne faudrait pas que ceux qui la font s'imaginent que l'important est d'influencer l'électeur. Quelques abstentions de plus ou de moins dans un vote n'ont aucune importance pour la marche de l'idée, surtout si cette abstention n'est pas fortement consciente.

La propagande dans les réunions électorales, comme toute notre propagande en général du reste, ne doit pas s'attendre à des résultats immédiats. Ce que nous devons chercher à faire, c'est de semer les idées, de forcer les cerveaux à réfléchir, en laissant au temps le soin de faire fleurir en conscience et en actes les idées qu'il aura reçues.

Je crois donc qu'au lieu de tant appuyer sur les gens pour les amener à s'abstenir, il faudrait seulement leur expliquer parfaitement le mécanisme des institutions sociales, bien leur faire comprendre que les maux dont nous souffrons proviennent de leur fonctionnement, et leur sujétion à l'organisation économique.

Prendre ensuite chaque réforme proposée, en leur démontrant que les maux qu'elles prétendent guérir proviennent de causes qu'elles négligent et que, en sociologie comme en médecine, ce sont les causes qu'il faut détruire pour faire disparaître les effets.

Or, quelle que soit la durée de la période électorale, il est impossible, en si peu de temps, de transformer en abstentionnistes les gens qui vous lisent ou vous écoutent.

Ce sont des semences que l'on jette en leur cerveau et qui germeront avec le temps, les circonstances et la réflexion.

Inutile de conclure à l'abstention. Qu'on leur fasse entrevoir les déceptions qui les attendent, en les engageant à se souvenir de ce qu'on leur aura indiqué, du jour où ils verront leurs espérances déçues, leurs efforts stériles.

Ils prendront conscience alors que la politique n'est qu'un sophisme. Lorsqu'ils en seront là, non seulement, d'eux-mêmes, ils ne prendront plus part au vote, mais ils auront compris aussi qu'il existe un champ d'action plus efficace.

J. Grave.

Nous paraissons cette semaine avec le supplément grâce à la souscription des camarades de Porto-Alegre (Brésil) ; mais pour la semaine prochaine, l'horizon reste toujours aussi noir.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Impuissance. — Cette semaine, comparaissent, devant la Haute-Cour, quelques monarchistes et césariens que le gouvernement accuse d'avoir formé un complot dans le but de renverser la République. Naturellement, tous les républicains qui, sous l'empire, poussaient des cris d'orfraie en détresse quand le gouvernement alors établi se défendait par l'arbitraire contre leurs tentatives subversives, applaudissent aujourd'hui à l'arbitraire du gouvernement de leur choix.

Cependant l'arbitraire est toujours l'arbitraire et les procès de tendance, quel que soit le gouvernement qui les intente, sont toujours ce qu'il y a de plus arbitraire. Voilà des hommes que la forme politique ne satisfait pas. Ils se figurent — chacun est libre de penser une bêtise — qu'une monarchie ou une dictature mettrait fin ou apporterait une amélioration au désordre social dont nous souffrons tous ; et dans cette conviction ils s'appliquent à instaurer la forme de gouvernement de laquelle ils espèrent cette amélioration. Aussitôt le gouvernement les livre à la Haute-Cour dans l'espoir que celle-ci les condamnera à la déportation.

Mais alors, pour être logique, que l'on arrête tous les mécontents, anarchistes, socialistes, progressistes, etc., qui emploient leurs efforts à substituer leur idéal à l'abjecte réalité d'aujourd'hui. Nous conspirons tous. Nous voulons tous non seulement renverser le gouvernement actuel, mais encore nous opposer à l'établissement de tout autre gouvernement. Qu'on nous déporte, puisque la déportation est seule capable de mettre un terme à notre conspiration permanente.

Mais les gouvernements n'ont jamais l'énergie de pousser leurs actes jusqu'à leurs conséquences logiques. Ils procèdent par coups de force intermittents, dans les moments où leurs intérêts leur paraissent trop menacés. Il est plus facile, en effet, quand on a à sa disposition toutes les forces répressives et oppressives de l'État, de les mettre en jeu pour se débarrasser des gêneurs mécontents que de s'appliquer à convaincre les peuples, par des réalités tangibles, de la supériorité de ses méthodes politiques ou sociales. Les partis gouvernementaux se font concurrence par la force, et non par la recherche de la plus grande amélioration possible du sort des masses.

Serait-ce parce qu'ils ont conscience de leur impuissance à atteindre ce but ? Peut-être. Mais alors qu'ils cessent de leurrer les peuples de vaines promesses, qu'ils savent ne pouvoir tenir, et d'exiger d'eux des subsides pour entretenir toute une organisation coûteuse et inapte à remplir le but pour lequel elle fut créée.

∴

On pétitionne fort pour retirer l'enseignement aux cléricaux. C'est toujours le même système ; une chose nous gêne, supprimons-la. Demain, les cléricaux demanderont la fermeture des écoles où l'enseignement selon l'évangile civico-patriotard ne sera pas de la plus pure orthodoxie. Et l'État régnera en maître ; il sera seul à abrutir les jeunes cerveaux et les pétrira à son aise.

Mais s'il craint tant la concurrence, que l'État s'applique à élaborer des méthodes d'éducation et d'enseignement telles que l'excellence de leurs résultats lui assure une incontestable supériorité sur ses concurrents. Ceux-ci seront bien vite délaissés pour lui.

Mais l'État ne le peut. Il ne sait que former des chiens couchants. Ses méthodes sont des méthodes de domestication, sans élévation, sans idéal. Aussi ceux qu'elles ne satisfont pas ont-ils soin de s'adresser à côté.

∴

Goupillonnade. — Le sabre et le goupillon ont de tout temps fraternisé, ce n'est un secret pour personne. Mais cette prédilection que le prêtre a pour le guerrier, son associé dans l'oppression des peuples, ne se rapporte pas à l'humble soldat, à l'enfant du peuple que le despotisme arrache à sa famille et à ses affections pour l'envoyer servir de cible à la verve grossière et insolente des galonnés. Elle se circonscrit exclusivement à l'officier, au seul dont il importe de se ménager l'amitié, parce qu'il commande.

Un exemple en est fourni par le curé de Saint-Avit, près de Moissac. Un soldat était venu passer un congé chez ses parents en cette commune. Le curé de l'endroit l'invita à demeurer quelques jours chez lui.

Que se passa-t-il ? On ne sait. Mais peu après le curé alla prévenir la gendarmerie que le soldat qui habitait chez lui *avait l'intention* de lui dérober quelques objets. Comment ce curé avait-il deviné cette *intention ?* Je l'ignore. Il faut sans doute voir dans cette perspicacité miraculeuse une inspiration du Très-Haut. C'est évidemment un mystère.

Toujours est-il que la gendarmerie, touchée aussi du doigt tout-puissant de Dieu, a arrêté le soldat.

Celui-ci a été trouvé pendu le lendemain matin dans sa cellule. Espérons que le curé, cause de sa mort, dira de nombreuses messes pour le repos de son âme.

André Girard.

∴

Les beaux militaires. — Les professeurs de massacre que le peuple paye pour s'instruire dans le noble métier du meurtre, enseignent leurs élèves de la façon la plus péremptoire : en les massacrant eux-mêmes. Au 28e de ligne, à Rouen, pendant des marches-manœuvres éreintantes où on ne leur laissa même pas le temps de manger la soupe, plus de 200 hommes sont tombés sur la route ; le lendemain, 300 malades étaient *reconnus par le major*. Au 72e, à Amiens, les hommes marchent vingt heures pendant deux jours, sans presque rien manger : la viande est décomposée par la chaleur, les haricots sont couverts de poussière ; on campe sur la paille (2 bottes pour 3 hommes), on n'ose dérouler ses couvertures, crainte de n'être pas prêts en cas d'alerte, et l'on se réveille dans la rosée ; les hommes tombent en tas sur la route, on leur jette des bidons d'eau sur la tête pour tout remède, et les professeurs de massacre leur lancent en passant toutes les injures de leur répertoire. A Lacroix-sur-Meuse, à la fin des manœuvres, un jeune homme de vingt-trois ans (Deverly, de Reims) a reçu la décharge d'une pièce de canon et a été décapité. Il y a quelque part, dans le Code, des articles sur l'homicide par imprudence, mais cela ne concerne pas les massacreurs, puisque c'est précisément leur métier de massacrer les gens. A Auxerre, 53 soldats et 3 sous-officiers réservistes ont adressé au ministre de la guerre, par l'intermédiaire du journal *Le Bourguignon*, une plainte contre le sous-lieutenant Thibault, qui passait toutes ses journées à les insulter (idiots, imbéciles, andouilles, c..., cornards, etc., etc.) et à les punir (entre autres choses, pour avoir fait leurs besoins pendant la marche) ; et Monsieur Gaston Pollonnais, juif, commente ainsi cette protestation dans son journal *Le Soir* : « J'aime à croire que M. de Galliffet va répondre à l'insolente injonction des cinquante-quatre rebelles, en leur collant, à chacun, soixante jours de prison. »

Avoir affaire à des gens qui protestent, quel ennui ! Parlez-moi des pampas et des saharas : les massacreurs y sont bien plus à l'aise pour donner leurs leçons. Le bruit court que la *mission Foureau-Lamy* aurait été massacrée ; et naturellement on met cela sur le dos des Touaregs. Quand il n'y avait dans les déserts que des bêtes fauves et des sauvages, on pouvait encore s'y promener ; depuis que les militaires y sont *lâchés* en liberté, l'Afrique est devenue inhabitable : à chaque pas, on est exposé à rencontrer l'escopette d'un Voulet ou d'un Chanoine fils. Les Touaregs ont bon dos.

A défaut des massacres collectifs, l'assassinat individuel a du bon, et l'égorgement d'un innocent est une chose savoureuse. L'infamie de Rennes nous a valu des paroles profondes, qu'il faut à toute force transmettre à la postérité, dites par des hommes de massacre, des hommes de prière, des hommes d'argent. Le colonel Jouaust : « *Les officiers qui témoignent en faveur de Dreyfus sont des insurgés.* » Le général Jamont : « Je ne veux plus de juifs dans l'armée. » Le cardinal Rampolla : « La sentence de Rennes nous cause une grande joie. » Un banquier juif : « Quelle chance que ce jugement ! Si Dreyfus avait été acquitté, c'est nous qui aurions payé pour lui. »

Les bons patriotes traitent l'affaire Dreyfus d'exceptionnelle. Quelle erreur ! Urbain *Gohier* rappelait, il y a quelque temps, l'affaire du général Reste, au Tonkin ; cette semaine, il rappelle l'histoire de l'intendant général Baratier, où l'on voit, suivant un rapport de Cavaignac lui-même, « les agents coupables défendus, soutenus et protégés, et les

notre caractère, notre moralité, nos habitudes, nos idées, nos passions et nos croyances? Le nier, ce serait biffer d'un trait une loi vérifiée déjà des millions de fois pour tous les êtres vivants et sur laquelle repose d'une façon inébranlable la science biologique, celle de l'influence du milieu.

Si l'ambiance sociale dans laquelle on vit n'avait pas sur l'individu une influence aussi directe et profonde que *le climat*, par exemple, ou l'alimentation, comment expliquerait-on les différences énormes que la plus vulgaire expérience relève entre les individus de deux professions différentes? N'admet-on pas couramment qu'à intelligence et à tempérament pareils la mentalité ou la moralité du soldat n'est pas celle de l'artiste, qui, à son tour, n'est celle ni du savant, ni du paysan, ni de l'ouvrier? Et si, sur certains points spéciaux, telles obligations déterminent rigoureusement telle ou telle partie du caractère, comment les obligations générales qui atteignent tous ou presque tous les individus d'une société, comme le salariat ou l'autorité, ne façonneraient-elles pas tout aussi rigoureusement les caractères?

Il faudrait un volume pour étudier chacune des lignes suivant lesquelles l'influence de la société touche l'individu. La chose impossible, ce n'est pas d'établir cette influence, mais de surprendre l'individu à un moment de son existence où elle ne soit pas en action.

Avant même de naître, nous sommes déjà façonnés dans le sens d'un certain milieu social par l'hérédité, c'est-à-dire par le legs de caractères physiques et moraux déposés en nos parents par la pratique d'une société identique à celle qui nous attend ou, du moins, proche de celle-ci. A peine nés, l'éducation s'empare de nous. Or, l'éducation, qu'est-ce que c'est, à d'infimes et rares exceptions près, sinon l'humble servante et la garde vigilante de l'ordre social en honneur, ordre sur lequel elle modèle ses méthodes et dont elle inspire ses préceptes? Mais voici que le jeune homme, plié déjà par l'éducateur aux habitudes et aux lois des aînés, entre dans la vie. Immédiatement des nécessités ne pouvant être satisfaites, dans telle société donnée, que d'après telles formules, en conformité avec telles habitudes et selon telles lois, vont le livrer pieds et poings liés, vont en faire comme la matière façonnable et presque sans résistance sur laquelle lois et coutumes agiront.

Chaque individu est donc déterminé d'une façon générale par les conditions générales de la vie de son époque et d'une façon spéciale par les nécessités du petit coin où le hasard l'a placé, ou mieux encore par les combinaisons de ces deux milieux avec son propre tempérament. On dit volontiers: *l'abstraction société*. Mais, en vérité, rien de plus absurde que ces mots si on n'en précise pas le sens. Si en tant que collection la société n'a, en fin de compte, de réalité que par la réalité agissante et vivante de chaque unité, il n'en est pas de même quand le mot société signifie, comme presque toujours, organisation, économie, mode de produire et de consommer, de diviser, de répartir et de rémunérer le travail. L'économie sociale, l'organisation du groupe indispensable pour produire la nourriture, le vêtement et toutes les choses nécessaires à la vie, ne peut pas être appelée une abstraction, parce que, selon sa nature, elle détermine dans tel ou tel sens les réalités individus.

Est-ce à dire que l'individu, toujours effet et jamais cause, soit le prisonnier éternel de l'ordre social, qu'il n'ait pas lui aussi son heure? Non. Sans quoi il n'y aurait pas de changement possible. A chaque époque, à chaque instant des hommes parviennent à briser le cercle rigide des contraintes et des habitudes sociales. Aussi lourde que soit cette contrainte, puisqu'elle pèse, en somme, sur chaque révolté du poids du consentement de tous les soumis, il en est qui savent y soustraire leur volonté, sinon toujours leurs actes, et qui deviennent ces révoltés. Pour faire pendant à l'action de la société sur l'individu, il y a celle — non moins efficace — de l'individu sur la société. Et c'est en ce double jeu d'actions réciproques que se résume, en somme, toute l'agitation de l'humanité.

Mais ici se pose une question de la plus haute importance: celle du mode même selon lequel s'effectue ce complexus d'actions et de réactions. Question qu'il faut nécessairement résoudre pour sortir du cercle vicieux apparent où il nous semble toujours que nous nous débattions en expliquant l'individu par la société et la société par l'individu.

Nous savons comment la société agit sur l'individu. C'est à la façon d'une machine énorme et compliquée dont les organes multiples pétrissent, selon des formes faciles à prévoir, de la matière humaine.

Comment, au rebours, l'individu parvient-il à se dégager de la société pour agir sur elle? Comment parvient-il à s'évader de ce moule où il semble qu'il n'y ait pas d'issue? Comment la puissance *individu* parvient-elle à entamer la puissance *société*? Il y a entre toutes deux un éternel combat avec, de part et d'autre, des victoires après les défaites. Par quelle tactique l'individu remporte-t-il les siennes? En quel sens, en un mot, est-il vrai de dire que nous sommes les maîtres de cette formidable machine dont je parlais tout à l'heure?

Dans le même sens, je crois, et dans la même mesure que s'il s'agissait des machines véritables employées dans nos industries. Prenez un de ces organismes de fer. Nous sommes bien ses maîtres, nous qui l'employons, en ce sens que nous l'avons construit et le dirigeons, l'activant ou l'arrêtant à notre gré. Mais qu'arriverait-il si nous voulions brusquement modifier son travail, jugé tout à coup défectueux?

Evidemment nous ne le pourrions pas. A nous battre contre ses roues, ses engrenages et ses leviers, pour tenter d'en transformer la marche, nous ne gagnerions rien que d'être broyés. Mécontents de ses services, nous parviendrons sans doute à transformer la machine. Mais, tant que nous ne l'aurons pas fait, notre pouvoir sur elle sera latent, inefficace, comme s'il n'était pas, et il faudra nous contenter de ce qu'elle produit. Celui-là même dont le génie serait capable de concevoir sur l'heure la modification désirée, restera impuissant en face d'elle tant qu'il n'aura pas construit, d'abord sur le papier, ensuite dans l'atelier du mécanicien, sa nouvelle machine.

S'agit-il de la société, machine à façonner des caractères, des passions ou des besoins, il en va à peu près de même, sauf que, dans ce cas, l'homme est à la fois le produit et le mécanicien.

L'individu reste bien, si l'on veut, le maître et l'ordonnateur de lui-même. Mais ce pouvoir, c'est par l'intermédiaire de la société qu'il l'exerce, de la société dont il ne peut jamais cesser d'être étroitement solidaire. C'est encore avec l'influence sociale comme moyen d'action que l'homme apporte au type humain les transformations rêvées par lui. Au lieu de se battre isolément contre la machine, c'est en la modifiant sur un de ses organes importants qu'il parvient à lui échapper. C'est en transformant le milieu qu'il arrive, par contre-coup, à se transformer lui-même un peu profondément.

(*A suivre.*) CHARLES-ALBERT.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la grâce de Dreyfus. S'il vaut mieux pour lui être en liberté qu'enfermé, nul ne contestera que c'est là une demi-mesure sans signification, comme les gouvernements ont l'habitude d'en prendre pour ménager la chèvre et le chou. Et ils ne réussissent à contenter personne.

L'ABSTENTION ÉLECTORALE (1)

(*Suite et fin*)

Et alors les anarchistes, agissant logiquement avec leurs façons de concevoir les choses, refusent de participer à la confection de lois devant plier toutes les façons de voir sous la même façon d'agir.

Travaillant à la réalisation d'une société où chacun pourra librement évoluer selon les virtualités de son individualité, nous considérons comme illogique, absurde et mensonger, de participer aux comédies du parlementarisme qui, lui, a pour but de poser des barrières à toutes les activités humaines.

Ne reconnaissant aucune loi, n'ayant nullement l'intention de forcer qui que ce soit à adopter notre manière de voir ou d'agir, nous n'avons que faire des lois de majorité. Ce que nous demandons, et que nous saurons prendre, c'est le droit d'agir et d'évoluer, en usant comme nous l'entendons de ce que nous devons aux générations passées. Libre à ceux qui veulent une tutelle de se la donner, à condition qu'ils ne nous l'imposent pas.

⁂

La question de l'abstention est donc bien une question de principes. On ne conçoit pas un anarchiste prenant part à la comédie électorale, soit comme candidat, soit même comme simple électeur.

Seulement nombre d'anarchistes semblent en avoir fait la question principale de l'anarchie et le but de tous leurs efforts, alors qu'elle n'est qu'une simple conséquence logique de nos autres façons d'agir et de penser.

Nombre de camarades et de groupes anarchistes semblent n'avoir d'activité qu'au moment des élections, retombant dans l'inaction en dehors d'elles, semblant croire par là qu'il est d'une grande urgence pour l'idée anarchiste d'obtenir un plus ou moins grand nombre d'abstentions.

Cela me semble mettre la charrue devant les bœufs. A mon sens, il ne peut y avoir d'abstentionniste bien conscient que s'il a compris l'anarchie en toute son intégralité.

Il est de peu d'importance d'enlever quelques voix aux candidats. L'important est de bien faire comprendre aux gens que leurs maux dérivent de causes économiques, que les replâtrages politiques sont impuissants à les guérir, et c'est là une besogne de tous les instants, alors que les élections n'ont lieu que tous les quatre ans.

Faire le vide est bien, et ce serait maladroit de ne pas profiter de la période électorale pour aller combattre les mensonges des politiciens; mais il faut que l'on sente que, derrière cette abstention, il est une opinion publique puissante qui se forme et entend mettre obstacle aux faiseurs de lois que la passivité moutonnière des majorités continue à faire sortir des urnes.

Et cette opinion, ce n'est pas seulement dans les réunions électorales qu'il faut la chercher, là où déjà les passions rendent l'entendement plus difficile, c'est à toute heure, en tous lieux, à chaque acte de la vie.

L'abstention voulue, systématique, consciente et persévérante de l'électeur ne s'obtiendra pas par la distribution de quelques placards ou par quelques discours plus ou moins éloquents prononcés aux réunions organisées pendant la courte période d'agitation qui marque l'élection d'un député ou d'un conseiller municipal, et l'invitant à déserter ce qu'il considère non seule-

(1) Extrait de l'*Anarchie, but, moyens*, à paraître en septembre, chez Stock.

ment comme un devoir, mais surtout comme un droit.

Toutes les vérités qu'on pourra lui dire n'auront que peu de prise sur lui ; car, pour en saisir toute la valeur, il faut qu'il ait compris toute l'atrocité du mécanisme social.

L'abstention, telle que nous la comprenons, telle qu'elle doit être, pour être la vraie et efficace, est le commencement de l'action. Et, pour y arriver, il faut acquérir une perception nette sur la plupart des problèmes sociaux, qui ne s'acquiert que par un travail lent et continu d'éducation et de propagande.

Ce n'est que la compréhension de la théorie complète de l'anarchie qui peut faire un abstentionniste conscient. Ce n'est que lorsqu'il a compris que l'état social tout entier est mauvais, que cet état social doit être changé en ses bases par la transformation de son organisation économique, que l'électeur comprendra toute l'inanité et le mensonge du verbiage politique et ne s'y laissera plus engluer.

∴

Je ne veux pas dire par là que ce soit perdre son temps d'aller, dans les réunions électorales, mettre les candidats au pied du mur, leur démontrer toute l'inanité de leurs promesses, faire comprendre à ceux qui les écoutent qu'il est une action plus efficace.

Cette besogne doit être faite ; seulement, il ne faudrait pas que ceux qui la font s'imaginent que l'important est d'influencer l'électeur. Quelques abstentions de plus ou de moins dans un vote n'ont aucune importance pour la marche de l'idée, surtout si cette abstention n'est pas fortement consciente.

La propagande dans les réunions électorales, comme toute notre propagande en général du reste, ne doit pas s'attendre à des résultats immédiats. Ce que nous devons chercher à faire, c'est de semer les idées, de forcer les cerveaux à réfléchir, en laissant au temps le soin de faire fleurir en conscience et en actes les idées qu'il aura reçues.

Je crois donc qu'au lieu de tant appuyer sur les gens pour les amener à s'abstenir, il faudrait seulement leur expliquer parfaitement le mécanisme des institutions sociales, bien leur faire comprendre que les maux dont nous souffrons proviennent de leur fonctionnement, et leur sujétion à l'organisation économique.

Prendre ensuite chaque réforme proposée, en leur démontrant que les maux qu'elles prétendent guérir proviennent de causes qu'elles négligent et que, en sociologie comme en médecine, ce sont les causes qu'il faut détruire pour faire disparaître les effets.

Or, quelle que soit la durée de la période électorale, il est impossible, en si peu de temps, de transformer en abstentionnistes les gens qui vous lisent ou vous écoutent.

Ce sont des semences que l'on jette en leur cerveau et qui germeront avec le temps, les circonstances et la réflexion.

Inutile de conclure à l'abstention. Qu'on leur fasse entrevoir les déceptions qui les attendent, en les engageant à se souvenir de ce qu'on leur aura indiqué, du jour où ils verront leurs espérances déçues, leurs efforts stériles.

Ils prendront conscience alors que la politique n'est qu'un sophisme. Lorsqu'ils en seront là, non seulement, d'eux-mêmes, ils ne prendront plus part au vote, mais ils auront compris aussi qu'il existe un champ d'action plus efficace.

J. Grave.

Nous paraissons cette semaine avec le supplément grâce à la souscription des camarades de Porto-Alegre (Brésil) ; mais pour la semaine prochaine, l'horizon reste toujours aussi noir.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Impuissance. — Cette semaine, comparaissent, devant la Haute-Cour, quelques monarchistes et césariens que le gouvernement accuse d'avoir formé un complot dans le but de renverser la République. Naturellement, tous les républicains qui, sous l'empire, poussaient des cris d'orfraie en détresse quand le gouvernement alors établi se défendait par l'arbitraire contre leurs tentatives subversives, applaudissent aujourd'hui à l'arbitraire du gouvernement de leur choix.

Cependant l'arbitraire est toujours l'arbitraire et les procès de tendance, quel que soit le gouvernement qui les intente, sont toujours ce qu'il y a de plus arbitraire. Voilà des hommes que la forme politique ne satisfait pas. Ils se figurent — chacun est libre de penser une bêtise — qu'une monarchie ou une dictature mettrait fin ou apporterait une amélioration au désordre social dont nous souffrons tous ; et dans cette conviction ils s'appliquent à instaurer la forme de gouvernement de laquelle ils espèrent cette amélioration. Aussitôt le gouvernement les livre à la Haute-Cour dans l'espoir que celle-ci les condamnera à la déportation.

Mais alors, pour être logique, que l'on arrête tous les mécontents, anarchistes, socialistes, progressistes, etc., qui emploient leurs efforts à substituer leur idéal à l'abjecte réalité d'aujourd'hui. Nous conspirons tous. Nous voulons tous non seulement renverser le gouvernement actuel, mais encore nous opposer à l'établissement de tout autre gouvernement. Qu'on nous déporte, puisque la déportation est seule capable de mettre un terme à notre conspiration permanente.

Mais les gouvernements n'ont jamais l'énergie de pousser leurs actes jusqu'à leurs conséquences logiques. Ils procèdent par coups de force intermittents, dans les moments où leurs intérêts leur paraissent trop menacés. Il est plus facile, en effet, quand on a à sa disposition toutes les forces répressives et oppressives de l'Etat, de les mettre en jeu pour se débarrasser des gêneurs mécontents que de s'appliquer à convaincre les peuples, par des réalités tangibles, de la supériorité de ses méthodes politiques ou sociales. Les partis gouvernementaux se font concurrence par la force, et non par la recherche de la plus grande amélioration possible du sort des masses.

Serait-ce parce qu'ils ont conscience de leur impuissance à atteindre ce but ? Peut-être. Mais alors qu'ils cessent de leurrer les peuples de vaines promesses, qu'ils savent ne pouvoir tenir, et d'exiger d'eux des subsides pour entretenir toute une organisation coûteuse et inapte à remplir le but pour lequel elle fut créée.

∴

On pétitionne fort pour retirer l'enseignement aux cléricaux. C'est toujours le même système ; une chose nous gêne, supprimons-la. Demain, les cléricaux demanderont la fermeture des écoles où l'enseignement selon l'évangile civico-patriotard ne sera pas de la plus pure orthodoxie. Et l'Etat régnera en maître ; il sera seul à abrutir les jeunes cerveaux et les pétrira à son aise.

Mais s'il craint tant la concurrence, que l'Etat s'applique à élaborer des méthodes d'éducation et d'enseignement telles que l'excellence de leurs résultats lui assure une incontestable *supériorité* sur ses concurrents. Ceux-ci seront bien vite délaissés pour lui.

Mais l'Etat ne le peut. Il ne sait que former des chiens *couchants*. Ses méthodes sont des méthodes de domestication, sans élévation, sans idéal. Aussi ceux qu'elles ne satisfont pas ont-ils soin de s'adresser à côté.

∴

Goupillonnade. — Le sabre et le goupillon ont de tout temps fraternisé, ce n'est un secret pour personne. Mais cette prédilection que le prêtre a pour le guerrier, son associé dans l'oppression des peuples, ne se rapporte pas à l'humble soldat, à l'enfant du peuple que le despotisme arrache à sa famille et à ses affections pour l'envoyer servir de cible à la verve grossière et insolente des galonnés. Elle se circonscrit exclusivement à l'officier, au seul dont il importe de se ménager l'amitié, parce qu'il commande.

Un exemple en est fourni par le curé de Saint-Avit, près de Moissac. Un soldat était venu passer un congé chez ses parents en cette commune. Le curé de l'endroit l'invita à demeurer quelques jours chez lui.

Que se passa-t-il ? On ne sait. Mais peu après le curé alla prévenir la gendarmerie que le soldat qui habitait chez lui *avait l'intention* de lui dérober quelques objets. Comment ce curé avait-il deviné cette *intention ?* Je l'ignore. Il faut sans doute voir dans cette perspicacité miraculeuse une inspiration du Très-Haut. C'est évidemment un mystère.

Toujours est-il que la gendarmerie, touchée aussi du doigt tout-puissant de Dieu, a arrêté le soldat.

Celui-ci a été trouvé pendu le lendemain matin dans sa cellule. Espérons que le curé, cause de sa mort, dira de nombreuses messes pour le repos de son âme.

André Girard.

∴

Les beaux militaires. — Les professeurs de massacre que le peuple paye pour s'instruire dans le noble métier du meurtre, enseignent leurs élèves de la façon la plus péremptoire : en les massacrant eux-mêmes. Au 28e de ligne, à Rouen, pendant des marches-manœuvres éreintantes où on ne leur laissa même pas le temps de manger la soupe, plus de 300 hommes sont tombés sur la route ; le lendemain, 300 malades étaient *reconnus par le major*. Au 72e, à Amiens, les hommes marchent vingt heures pendant deux jours, sans presque rien manger : la viande est décomposée par la chaleur, les haricots sont couverts de poussière ; on campe sur la paille (2 bottes pour 3 hommes), on n'ose dérouler ses couvertures, crainte de n'être pas prêts en cas d'alerte, et l'on se réveille dans la rosée ; les hommes tombent en tas sur la route, on leur jette des bidons d'eau sur la tête pour tout remède, et les professeurs de massacre leur lancent en passant toutes les injures de leur répertoire. A Lacroix-sur-Meuse, à la fin des manœuvres, un jeune homme de vingt-trois ans (Deverly, de Reims) a reçu la décharge d'une pièce de canon et a été décapité. Il y a quelque part, dans le Code, des articles sur l'homicide par imprudence, mais cela ne concerne pas les massacreurs, puisque c'est précisément leur métier de massacrer les gens. A Auxerre, 53 soldats et 3 sous-officiers réservistes ont adressé au ministre de la guerre, par l'intermédiaire du journal *Le Bourguignon*, une plainte contre le sous-lieutenant Thibault, qui passait toutes ses journées à les insulter (idiots, imbéciles, andouilles, c..., cornards, etc., etc.) et à les punir (entre autres choses, pour avoir fait leurs besoins pendant la marche) ; et Monsieur Gaston Pollonnais, juif, commente ainsi cette protestation dans son journal *Le Soir* : « J'aime à croire que M. de Galliffet va répondre à l'insolente injonction des cinquante-quatre rebelles, en leur collant, à chacun, soixante jours de prison. »

Avoir affaire à des gens qui protestent, quel ennui ! Parlez-moi des pampas et des saharas : les massacreurs y sont bien plus à l'aise pour donner leurs leçons. Le bruit court que la mission Foureau-Lamy aurait été massacrée ; et naturellement on met cela sur le dos des Touaregs. Quand il n'y avait dans les déserts que des bêtes fauves et des sauvages, on pouvait encore s'y promener ; depuis que les militaires y sont lâchés en liberté, l'Afrique est devenue inhabitable : à chaque pas, on est exposé à rencontrer l'escopette d'un Voulet ou d'un Chanoine fils. Les Touaregs ont bon dos.

A défaut des massacres collectifs, l'assassinat individuel a du bon, et l'égorgement d'un innocent est une chose savoureuse. L'infamie de Rennes nous a valu des paroles profondes, qu'il faut à toute force transmettre à la postérité, dites par des hommes de massacre, des hommes de prière, des hommes d'argent. Le colonel Jouaust : « Les officiers qui témoignent en faveur de Dreyfus sont des insurgés. » Le général Jamont : « Je ne veux plus de juifs dans l'armée. » Le cardinal Rampolla : « La sentence de Rennes nous cause une grande joie. » Un banquier juif : « Quelle chance que ce jugement ! Si Dreyfus avait été acquitté, c'est nous qui aurions payé pour lui. »

Les bons patriotes traitent l'affaire Dreyfus d'exceptionnelle. Quelle erreur ! Urbain Gohier rappelait, il y a quelque temps, l'affaire du général Reste, au Tonkin ; cette semaine, il rappelle l'*histoire* de l'intendant général Baratier, où l'on voit, suivant un rapport de Cavaignac lui-même, « les agents coupables défendus, soutenus et protégés, et les

notre caractère, notre moralité, nos habitudes, nos idées, nos passions et nos croyances? Le nier, ce serait biffer d'un trait une loi vérifiée déjà des millions de fois pour tous les êtres vivants et sur laquelle repose d'une façon inébranlable la science biologique, celle de l'influence du milieu.

Si l'ambiance sociale dans laquelle on vit n'avait pas sur l'individu une influence aussi directe et profonde que le climat, par exemple, ou l'alimentation, comment expliquerait-on les différences énormes que la plus vulgaire expérience relève entre les individus de deux professions différentes? N'admet-on pas couramment qu'à intelligence et à tempérament pareils la mentalité ou la moralité du soldat n'est pas celle de l'artiste, qui, à son tour, n'est celle ni du savant, ni du paysan, ni de l'ouvrier? Et si, sur certains points spéciaux, telles obligations déterminent rigoureusement telle ou telle partie du caractère, comment les obligations générales qui atteignent tous ou presque tous les individus d'une société, comme le salariat ou l'autorité, ne façonneraient-elles pas tout aussi rigoureusement les caractères?

Il faudrait un volume pour étudier chacune des lignes suivant lesquelles l'influence de la société touche l'individu. La chose impossible, ce n'est pas d'établir cette influence, mais de surprendre l'individu à un moment de son existence où elle ne soit pas en action.

Avant même de naître, nous sommes déjà façonnés dans le sens d'un certain milieu social par l'hérédité, c'est-à-dire par le legs de caractères physiques et moraux déposés en nos parents par la pratique d'une société identique à celle qui nous attend ou, du moins, proche de celle-ci. A peine nés, l'éducation s'empare de nous. Or, l'éducation, qu'est-ce que c'est, à d'infimes et rares exceptions près, sinon l'humble servante et la garde vigilante de l'ordre social en honneur, ordre sur lequel elle modèle ses méthodes et dont elle inspire ses préceptes? Mais voici que le jeune homme, plié déjà par l'éducateur aux habitudes et aux lois des aînés, entre dans la vie. Immédiatement des nécessités ne pouvant être satisfaites, dans telle société donnée, que d'après telles formules, en conformité avec telles habitudes et selon telles lois, vont le livrer pieds et poings liés, vont en faire comme la matière façonnable et presque sans résistance sur laquelle lois et coutumes agiront.

Chaque individu est donc déterminé d'une façon générale par les conditions générales de la vie de son époque et d'une façon spéciale par les nécessités du petit coin où le hasard l'a placé, ou mieux encore par les combinaisons de ces deux milieux avec son propre tempérament. On dit volontiers : *l'abstraction société*. Mais, en vérité, rien de plus absurde que ces mots si on n'en précise pas le sens. Si en tant que collection la société n'a, en fin de compte, de réalité que par la réalité agissante et vivante de chaque unité, il n'en est pas de même quand le mot société signifie, comme presque toujours, organisation, économie, mode de produire et de consommer, de diviser, de répartir et de rémunérer le travail. L'économie sociale, l'organisation du groupe indispensable pour produire la nourriture, le vêtement et toutes les choses nécessaires à la vie, ne peut pas être appelée une abstraction, parce que, selon sa nature, elle détermine dans tel ou tel sens les réalités individus.

Est-ce à dire que l'individu, toujours effet et jamais cause, soit le prisonnier éternel de l'ordre social, qu'il n'ait pas lui aussi son heure? Non. Sans quoi il n'y aurait pas de changement possible. A chaque époque, à chaque instant des hommes parviennent à briser le cercle rigide des contraintes et des habitudes sociales. Aussi lourde que soit cette contrainte, puisqu'elle pèse, en somme, sur chaque révolté du poids du consentement de tous les soumis, il en est qui savent y soustraire leur volonté, sinon toujours leurs actes, et qui deviennent ces révoltés. Pour faire pendant à l'action de la société sur l'individu, il y a celle — non moins efficace — de l'individu sur la société. Et c'est en ce double jeu d'actions réciproques que se résume, en somme, toute l'agitation de l'humanité.

Mais ici se pose une question de la plus haute importance : celle du mode même selon lequel s'effectue ce complexus d'actions et de réactions. Question qu'il faut nécessairement résoudre pour sortir du cercle vicieux apparent où il nous semble toujours que nous nous débattions en expliquant l'individu par la société et la société par l'individu.

Nous savons comment la société agit sur l'individu. C'est à la façon d'une machine énorme et compliquée dont les organes multiples pétrissent, selon des formes faciles à prévoir, de la matière humaine.

Comment, au rebours, l'individu parvient-il à se dégager de la société pour agir sur elle? Comment parvient-il à s'évader de ce moule où il semble qu'il n'y ait pas d'issue? Comment la puissance *individu* parvient-elle à entamer la puissance *société*? Il y a entre toutes deux un éternel combat avec, de part et d'autre, des victoires après les défaites. Par quelle tactique l'individu remporte-t-il les siennes? En quel sens, en un mot, est-il vrai de dire que nous sommes les maîtres de cette formidable machine dont je parlais tout à l'heure?

Dans le même sens, je crois, et dans la même mesure que s'il s'agissait des machines véritables employées dans nos industries. Prenez un de ces organismes de fer. Nous sommes bien ses maîtres, nous qui l'employons, en ce sens que nous l'avons construit et le dirigeons, l'activant ou l'arrêtant à notre gré. Mais qu'arriverait-il si nous voulions brusquement modifier son travail, jugé tout à coup défectueux?

Evidemment nous ne le pourrions pas. A nous battre contre ses roues, ses engrenages et ses leviers, pour tenter d'en transformer la marche, nous ne gagnerions rien que d'être broyés. Mécontents de ses services, nous parviendrons sans doute à transformer la machine. Mais, tant que nous ne l'aurons pas fait, notre pouvoir sur elle sera latent, inefficace, comme s'il n'était pas, et il faudra nous contenter de ce qu'elle produit. Celui-là même dont le génie serait capable de concevoir sur l'heure la modification désirée, restera impuissant en face d'elle tant qu'il n'aura pas construit, d'abord sur le papier, ensuite dans l'atelier du mécanicien, sa nouvelle machine.

S'agit-il de la société, machine à façonner des caractères, des passions ou des besoins, il en va à peu près de même, sauf que, dans ce cas, l'homme est à la fois le produit et le mécanicien.

L'individu reste bien, si l'on veut, le maître et l'ordonnateur de lui-même. Mais ce pouvoir, c'est par l'intermédiaire de la société qu'il l'exerce, de la société dont il ne peut jamais cesser d'être étroitement solidaire. C'est encore avec l'influence sociale comme moyen d'action que l'homme apporte au type humain les transformations rêvées par lui. Au lieu de se battre isolément contre la machine, c'est en la modifiant sur un de ses organes importants qu'il parvient à lui échapper. C'est en transformant le milieu qu'il arrive, par contre-coup, à se transformer lui-même un peu profondément.

(*A suivre.*) CHARLES-ALBERT.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la grâce de Dreyfus. S'il vaut mieux pour lui être en liberté qu'enfermé, nul ne contestera que c'est là une demi-mesure sans signification, comme les gouvernements ont l'habitude d'en prendre pour ménager la chèvre et le chou. Et ils ne réussissent à contenter personne.

L'ABSTENTION ÉLECTORALE (1)

(Suite et fin)

Et alors les anarchistes, agissant logiquement avec leurs façons de concevoir les choses, refusent de participer à la confection de lois devant plier toutes les façons de voir sous la même façon d'agir.

Travaillant à la réalisation d'une société où chacun pourra librement évoluer selon les virtualités de son individualité, nous considérons comme illogique, absurde et mensonger, de participer aux comédies du parlementarisme qui, lui, a pour but de poser des barrières à toutes les activités humaines.

Ne reconnaissant aucune loi, n'ayant nullement l'intention de forcer qui que ce soit à adopter notre manière de voir ou d'agir, nous n'avons que faire des lois de majorité. Ce que nous demandons, et que nous saurons prendre, c'est le droit d'agir et d'évoluer, en usant comme nous l'entendons de ce que nous devons aux générations passées. Libre à ceux qui veulent une tutelle de se la donner, à condition qu'ils ne nous l'imposent pas.

∴

La question de l'abstention est donc bien une question de principes. On ne conçoit pas un anarchiste prenant part à la comédie électorale, soit comme candidat, soit même comme simple électeur.

Seulement nombre d'anarchistes semblent en avoir fait la question principale de l'anarchie et le but de tous leurs efforts, alors qu'elle n'est qu'une simple conséquence logique de nos autres façons d'agir et de penser.

Nombre de camarades et de groupes anarchistes semblent n'avoir d'activité qu'au moment des élections, retombant dans l'inaction en dehors d'elles, semblant croire par là qu'il est d'une grande urgence pour l'idée anarchiste d'obtenir un plus ou moins grand nombre d'abstentions.

Cela me semble mettre la charrue devant les bœufs. A mon sens, il ne peut y avoir d'abstentionniste bien conscient que s'il a compris l'anarchie en toute son intégralité.

Il est de peu d'importance d'enlever quelques voix aux candidats. L'important est de bien faire comprendre aux gens que leurs maux dérivent de causes économiques, que les replâtrages politiques sont impuissants à les guérir, et c'est là une besogne de tous les instants, alors que les élections n'ont lieu que tous les quatre ans.

Faire le vide est bien, et ce serait maladroit de ne pas profiter de la période électorale pour aller combattre les mensonges des politiciens; mais il faut que l'on sente que, derrière cette abstention, il est une opinion publique puissante qui se forme et entend mettre obstacle aux faiseurs de lois que la passivité moutonnière des majorités continue à faire sortir des urnes.

Et cette opinion, ce n'est pas seulement dans les réunions électorales qu'il faut la chercher, là où déjà les passions rendent l'entendement plus difficile, c'est à toute heure, en tous lieux, à chaque acte de la vie.

L'abstention voulue, systématique, consciente et persévérante de l'électeur ne s'obtiendra pas par la distribution de quelques placards ou par quelques discours plus ou moins éloquents prononcés aux réunions organisées pendant la courte période d'agitation qui marque l'élection d'un député ou d'un conseiller municipal, et l'invitant à déserter ce qu'il considère non seule-

---

(1) Extrait de l'*Anarchie, but, moyens*, à paraître en septembre, chez Stock.

ment comme un devoir, mais surtout comme un droit.

Toutes les vérités qu'on pourra lui dire n'auront que peu de prise sur lui; car, pour en saisir toute la valeur, il faut qu'il ait compris toute l'atrocité du mécanisme social.

L'abstention, telle que nous la comprenons, telle qu'elle doit être, pour être la vraie et efficace, est le commencement de l'action. Et, pour y arriver, il faut acquérir une perception nette sur la plupart des problèmes sociaux, qui ne s'acquiert que par un travail lent et continu d'éducation et de propagande.

Ce n'est que la compréhension de la théorie complète de l'anarchie qui peut faire un abstentionniste conscient. Ce n'est que lorsqu'il a compris que l'état social tout entier est mauvais, que cet état social doit être changé en ses bases par la transformation de son organisation économique, que l'électeur comprendra toute l'inanité et le mensonge du verbiage politique et ne s'y laissera plus engluer.

∴

Je ne veux pas dire par là que ce soit perdre son temps d'aller, dans les réunions électorales, mettre les candidats au pied du mur, leur démontrer toute l'inanité de leurs promesses, faire comprendre à ceux qui les écoutent qu'il est une action plus efficace.

Cette besogne doit être faite; seulement, il ne faudrait pas que ceux qui la font s'imaginent que l'important est d'influencer l'électeur. Quelques abstentions de plus ou de moins dans un vote n'ont aucune importance pour la marche de l'idée, surtout si cette abstention n'est pas fortement consciente.

La propagande dans les réunions électorales, comme toute notre propagande en général du reste, ne doit pas s'attendre à des résultats immédiats. Ce que nous devons chercher à faire, c'est de semer les idées, de forcer les cerveaux à réfléchir, en laissant au temps le soin de faire fleurir en conscience et en actes les idées qu'il aura reçues.

Je crois donc qu'au lieu de tant appuyer sur les gens pour les amener à s'abstenir, il faudrait seulement leur expliquer parfaitement le mécanisme des institutions sociales, bien leur faire comprendre que les maux dont nous souffrons proviennent de leur fonctionnement, et leur sujétion à l'organisation économique.

Prendre ensuite chaque réforme proposée, en leur démontrant que les maux qu'elles prétendent guérir proviennent de causes qu'elles négligent et que, en sociologie comme en médecine, ce sont les causes qu'il faut détruire pour faire disparaître les effets.

Or, quelle que soit la durée de la période électorale, il est impossible, en si peu de temps, de transformer en abstentionnistes les gens qui vous lisent ou vous écoutent.

Ce sont des semences que l'on jette en leur cerveau et qui germeront avec le temps, les circonstances et la réflexion.

Inutile de conclure à l'abstention. Qu'on leur fasse entrevoir les déceptions qui les attendent, en les engageant à se souvenir de ce qu'on leur aura indiqué, du jour où ils verront leurs espérances déçues, leurs efforts stériles.

Ils prendront conscience alors que la politique n'est qu'un sophisme. Lorsqu'ils en seront là, non seulement, d'eux-mêmes, ils ne prendront plus part au vote, mais ils auront compris aussi qu'il existe un champ d'action plus efficace.

J. Grave.

Nous paraissons cette semaine avec le supplément grâce à la souscription des camarades de Porto-Alègre (Brésil) ; mais pour la semaine prochaine, l'horizon reste toujours aussi noir.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Impuissance. — Cette semaine, comparaissent, devant la Haute-Cour, quelques monarchistes et césariens que le gouvernement accuse d'avoir formé un complot dans le but de renverser la République. Naturellement, tous les républicains qui, sous l'empire, poussaient des cris d'orfraie en détresse quand le gouvernement alors établi se défendait par l'arbitraire contre leurs tentatives subversives, applaudissent aujourd'hui à l'arbitraire du gouvernement de leur choix.

Cependant l'arbitraire est toujours l'arbitraire et les procès de tendance, quel que soit le gouvernement qui les intente, sont toujours ce qu'il y a de plus arbitraire. Voilà des hommes que la forme politique ne satisfait pas. Ils se figurent — chacun est libre de penser une bêtise — qu'une monarchie ou une dictature mettrait fin ou apporterait une amélioration au désordre social dont nous souffrons tous; et dans cette conviction ils s'appliquent à instaurer la forme de gouvernement de laquelle ils espèrent cette amélioration. Aussitôt le gouvernement les livre à la Haute-Cour dans l'espoir que celle-ci les condamnera à la déportation.

Mais alors, pour être logique, que l'on arrête tous les mécontents, anarchistes, socialistes, progressistes, etc., qui emploient leurs efforts à substituer leur idéal à l'abjecte réalité d'aujourd'hui. Nous conspirons tous. Nous voulons tous non seulement renverser le gouvernement actuel, mais encore nous opposer à l'établissement de tout autre gouvernement. Qu'on nous déporte, puisque la déportation est seule capable de mettre un terme à notre conspiration permanente.

Mais les gouvernements n'ont jamais l'énergie de pousser leurs actes jusqu'à leurs conséquences logiques. Ils procèdent par coups de force intermittents, dans les moments où leurs intérêts leur paraissent trop menacés. Il est plus facile, en effet, quand on a à sa disposition toutes les forces répressives et oppressives de l'Etat, de les mettre en jeu pour se débarrasser des gêneurs mécontents que de s'appliquer à convaincre les peuples, par des réalités tangibles, de la supériorité de ses méthodes politiques ou sociales. Les partis gouvernementaux se font concurrence par la force, et non par la recherche de la plus grande amélioration possible du sort des masses.

Serait-ce parce qu'ils ont conscience de leur impuissance à atteindre ce but? Peut-être. Mais alors qu'ils cessent de leurrer les peuples de vaines promesses, qu'ils savent ne pouvoir tenir, et d'exiger d'eux des subsides pour entretenir toute une organisation coûteuse et inapte à remplir le but pour lequel elle fut créée.

∴

On pétitionne fort pour retirer l'enseignement aux cléricaux. C'est toujours le même système; une chose nous gêne, supprimons-la. Demain, les cléricaux demanderont la fermeture des écoles où l'enseignement selon l'évangile civico-patriotard ne sera pas de la plus pure orthodoxie. Et l'Etat régnera en maître; il sera seul à abrutir les jeunes cerveaux et les pétrira à son aise.

Mais s'il craint tant la concurrence, que l'Etat s'applique à élaborer des méthodes d'éducation et d'enseignement telles que l'excellence de leurs résultats lui assure une incontestable supériorité sur ses concurrents. Ceux-ci seront bien vite délaissés pour lui.

Mais l'Etat ne le peut. Il ne sait que former des chiens couchants. Ses méthodes sont des méthodes de domestication, sans élévation, sans idéal. Aussi ceux qu'elles ne satisfont pas ont-ils soin de s'adresser à côté.

∴

Goupillonnade. — Le sabre et le goupillon ont de tout temps fraternisé, ce n'est un secret pour personne. Mais cette prédilection que le prêtre a pour le guerrier, son associé dans l'oppression des peuples, ne se rapporte pas à l'humble soldat, à l'enfant du peuple que le despotisme arrache à sa famille et à ses affections pour l'envoyer servir de cible à la verve grossière et insolente des galonnés. Elle se circonscrit exclusivement à l'officier, au seul dont il importe de se ménager l'amitié, parce qu'il commande.

Un exemple en est fourni par le curé de Saint-Avit, près de Moissac. Un soldat était venu passer un congé chez ses parents en cette commune. Le curé de l'endroit l'invita à demeurer quelques jours chez lui.

Que se passa-t-il? On ne sait. Mais peu après le curé alla prévenir la gendarmerie que le soldat qui habitait chez lui *avait l'intention* de lui dérober quelques objets. Comment ce curé avait-il deviné cette *intention?* Je l'ignore. Il faut sans doute voir dans cette perspicacité miraculeuse une inspiration du Très-Haut. C'est évidemment un mystère.

Toujours est-il que la gendarmerie, touchée aussi du doigt tout-puissant de Dieu, a arrêté le soldat.

Celui-ci a été trouvé pendu le lendemain matin dans sa cellule. Espérons que le curé, cause de sa mort, dira de nombreuses messes pour le repos de son âme.

André Girard.

∴

Les beaux militaires. — Les professeurs de massacre que le peuple paye pour s'instruire dans le noble métier du meurtre, enseignent leurs élèves de la façon la plus péremptoire : en les massacrant eux-mêmes. Au 28e de ligne, à Rouen, pendant des marches-manœuvres éreintantes où on ne leur laissa même pas le temps de manger la soupe, plus de 300 hommes sont tombés sur la route; le lendemain, 300 malades étaient *reconnus par le major*. Au 72e, à Amiens, les hommes marchent vingt heures pendant deux jours, sans presque rien manger : la viande est décomposée par la chaleur, les haricots sont couverts de poussière; on campe sur la paille (2 bottes pour 3 hommes), on n'ose dérouler ses couvertures, crainte de n'être pas prêts en cas d'alerte, et l'on se réveille dans la rosée; les hommes tombent en tas sur la route, on leur jette des bidons d'eau sur la tête pour tout remède, et les professeurs de massacre leur lancent en passant toutes les injures de leur répertoire. A Lacroix-sur-Meuse, à la fin des manœuvres, un jeune homme de vingt-trois ans (Deverly, de Reims) a reçu la décharge d'une pièce de canon et a été décapité. Il y a quelque part, dans le Code, des articles sur l'homicide par imprudence, mais cela ne concerne pas les massacreurs, puisque c'est précisément leur métier de massacrer les gens. A Auxerre, 53 soldats et 3 sous-officiers réservistes ont adressé au ministre de la guerre, par l'intermédiaire du journal *Le Bourguignon*, une plainte contre le sous-lieutenant Thibault, qui passait toutes ses journées à les insulter (idiots, imbéciles, andouilles, c..., cornards, etc., etc.) et à les punir (entre autres choses, pour avoir fait leurs besoins pendant la marche); et Monsieur Gaston Pollonnais, juif, commente ainsi cette protestation dans son journal *Le Soir* : « J'aime à croire que M. de Galliffet va répondre à l'insolente injonction des cinquante-quatre rebelles, en leur collant, à chacun, soixante jours de prison. »

Avoir affaire à des gens qui protestent, quel ennui! Parlez-moi des pampas et des saharas : les massacreurs y sont *bien plus* à l'aise *pour* donner leurs leçons. Le bruit court que la mission Foureau-Lamy aurait été massacrée; et naturellement on met cela sur le dos des Touaregs. Quand il n'y avait dans les déserts que des bêtes fauves et des sauvages, on pouvait encore s'y promener; depuis que les militaires y sont lâchés en liberté, l'Afrique est devenue inhabitable : à chaque pas, on est exposé à rencontrer l'escopette d'un Voulet ou d'un Chanoine fils. Les Touaregs ont bon dos.

A défaut des massacres collectifs, l'assassinat individuel a du bon, et l'égorgement d'un innocent est une chose savoureuse. L'infamie de Rennes nous a valu des paroles profondes, qu'il faut à toute force transmettre à la postérité, dites par des hommes de massacre, des hommes de prière, des hommes d'argent. Le colonel Jouaust : « Les officiers qui témoignent en faveur de Dreyfus sont des insurgés. » Le général Jamont : « Je ne veux plus de juifs dans l'armée. » Le cardinal Rampolla : « La sentence de Rennes nous cause une grande joie. » Un banquier juif : « Quelle chance que ce jugement! Si Dreyfus avait été acquitté, c'est nous qui aurions payé pour lui. »

Les bons patriotes traitent l'affaire Dreyfus d'exceptionnelle. Quelle erreur! Urbain Gohier rappelait, il y a quelque temps, l'affaire du général Reste, au Tonkin; cette semaine, il rappelle l'histoire de l'intendant général Baratier, où l'on voit, suivant un rapport de Cavaignac lui-même, « les agents coupables défendus, soutenus et protégés, et les

notre caractère, notre moralité, nos habitudes, nos idées, nos passions et nos croyances? Le nier, ce serait biffer d'un trait une loi vérifiée déjà des millions de fois pour tous les êtres vivants et sur laquelle repose d'une façon inébranlable la science biologique, celle de l'influence du milieu.

Si l'ambiance sociale dans laquelle on vit n'avait pas sur l'individu une influence aussi directe et profonde que le climat, par exemple, ou l'alimentation, comment expliquerait-on les différences énormes que la plus vulgaire expérience relève entre les individus de deux professions différentes? N'admet-on pas couramment qu'à intelligence et à tempérament pareils la mentalité ou la moralité du soldat n'est pas celle de l'artiste, qui, à son tour, n'est celle ni du savant, ni du paysan, ni de l'ouvrier? Et si, sur certains points spéciaux, telles obligations déterminent rigoureusement telle ou telle partie du caractère, comment les obligations générales qui atteignent tous ou presque tous les individus d'une société, comme le salariat ou l'autorité, ne façonneraient-elles pas tout aussi rigoureusement les caractères?

Il faudrait un volume pour étudier chacune des lignes suivant lesquelles l'influence de la société touche l'individu. La chose impossible, ce n'est pas d'établir cette influence, mais de surprendre l'individu à un moment de son existence où elle ne soit pas en action.

Avant même de naître, nous sommes déjà façonnés dans le sens d'un certain milieu social par l'hérédité, c'est-à-dire par le legs de caractères physiques et moraux déposés en nos parents par la pratique d'une société identique à celle qui nous attend ou, du moins, proche de celle-ci. A peine nés, l'éducation s'empare de nous. Or, l'éducation, qu'est-ce que c'est, à d'infimes et rares exceptions près, sinon l'humble servante et la garde vigilante de l'ordre social en honneur, ordre sur lequel elle modèle ses méthodes et dont elle inspire ses préceptes? Mais voici que le jeune homme, plié déjà par l'éducateur aux habitudes et aux lois des aînés, entre dans la vie. Immédiatement des nécessités ne pouvant être satisfaites, dans telle société donnée, que d'après telles formules, en conformité avec telles habitudes et selon telles lois, vont le livrer pieds et poings liés, vont en faire comme la matière façonnable et presque sans résistance sur laquelle lois et coutumes agiront.

Chaque individu est donc déterminé d'une façon générale par les conditions générales de la vie de son époque et d'une façon spéciale par les nécessités du petit coin où le hasard l'a placé, ou mieux encore par les combinaisons de ces deux milieux avec son propre tempérament. On dit volontiers : *l'abstraction société*. Mais, en vérité, rien de plus absurde que ces mots si on n'en précise pas le sens. Si en tant que collection la société n'a, en fin de compte, de réalité que par la réalité agissante et vivante de chaque unité, il n'en est pas de même quand le mot société signifie, comme presque toujours, organisation, économie, mode de produire et de consommer, de diviser, de répartir et de rémunérer le travail. L'économie sociale, l'organisation du groupe indispensable pour produire la nourriture, le vêtement et toutes les choses nécessaires à la vie, ne peut pas être appelée une abstraction, parce que, selon sa nature, elle détermine dans tel ou tel sens les réalités individus.

Est-ce à dire que l'individu, toujours effet et jamais cause, soit le prisonnier éternel de l'ordre social, qu'il n'ait pas lui aussi son heure? Non. Sans quoi il n'y aurait pas de changement possible. A chaque époque, à chaque instant des hommes parviennent à briser le cercle rigide des contraintes et des habitudes sociales. Aussi lourde que soit cette contrainte, puisqu'elle pèse, en somme, sur chaque révolté du poids du consentement de tous les soumis, il en est qui savent y soustraire leur volonté, sinon toujours leurs actes, et qui deviennent ces révoltés. Pour faire pendant à l'action de la société sur l'individu, il y a celle — *non moins efficace* — de l'individu sur la *société*. Et c'est en ce double jeu d'actions réciproques que se résume, en somme, toute l'agitation de *l'humanité*.

Mais ici se pose une question de la plus haute importance: celle du mode même selon lequel s'effectue ce complexus d'actions et de réactions. Question qu'il faut nécessairement résoudre pour sortir du cercle vicieux apparent où il nous semble toujours que nous nous débattions en expliquant l'individu par la société et la société par l'individu.

Nous savons comment la société agit sur l'individu. C'est à la façon d'une machine énorme et compliquée dont les organes *multiples* pétrissent, selon des *formes faciles à prévoir*, de la matière *humaine*.

Comment, au rebours, l'individu parvient-il à se dégager de la société pour agir sur elle? Comment parvient-il à s'évader de ce moule où il semble qu'il n'y ait pas d'issue? Comment la puissance *individu* parvient-elle à entamer la puissance *société?* Il y a entre toutes deux un éternel combat avec, de part et d'autre, des victoires après les défaites. Par quelle tactique l'individu remporte-t-il les siennes? En quel sens, en un mot, est-il vrai de dire que nous sommes les maîtres de cette formidable machine dont je parlais tout à l'heure?

Dans le même sens, je crois, et dans la même mesure que s'il s'agissait des machines véritables employées dans nos industries. Prenez un de ces organismes de fer. Nous sommes bien ses maîtres, nous qui l'employons, en ce sens que nous l'avons construit et le dirigeons, l'activant ou l'arrêtant à notre gré. Mais qu'arriverait-il si nous voulions brusquement modifier son travail, jugé tout à coup défectueux?

Evidemment nous ne le pourrions pas. A nous battre contre ses roues, ses engrenages et ses leviers, pour tenter d'en transformer la marche, nous ne gagnerions rien que d'être broyés. Mécontents de ses services, nous parviendrons sans doute à transformer la machine. Mais, tant que nous ne l'aurons pas fait, notre pouvoir sur elle sera latent, inefficace, comme s'il n'était pas, et il faudra nous contenter de ce qu'elle produit. Celui-là même dont le génie serait capable de concevoir sur l'heure la modification désirée, restera impuissant en face d'elle tant qu'il n'aura pas construit, d'abord sur le papier, ensuite dans l'atelier du mécanicien, sa nouvelle machine.

S'agit-il de la société, machine à façonner des caractères, des passions ou des besoins, il en va à peu près de même, sauf que, dans ce cas, l'homme est à la fois le produit et le mécanicien.

L'individu reste bien, si l'on veut, le maître et l'ordonnateur de lui-même. Mais ce pouvoir, c'est par l'intermédiaire de la société qu'il l'exerce, de la société dont il ne peut jamais cesser d'être étroitement solidaire. C'est encore avec l'influence sociale comme moyen d'action que l'homme apporte au type humain les transformations rêvées par lui. Au lieu de se battre isolément contre la machine, c'est en la modifiant sur un de ses organes importants qu'il parvient à lui échapper. C'est en transformant le milieu qu'il arrive, par contre-coup, à se transformer lui-même un peu profondément.

(*A suivre.*) CHARLES-ALBERT.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la grâce de Dreyfus. S'il vaut mieux pour lui être en liberté qu'enfermé, nul ne contestera que c'est là une demi-mesure sans signification, comme les gouvernements ont l'habitude d'en prendre pour ménager la chèvre et le chou. Et ils ne réussissent à contenter personne.

L'ABSTENTION ÉLECTORALE [1]

(Suite et fin)

Et alors les anarchistes, agissant logiquement avec leurs façons de concevoir les choses, refusent de participer à la confection de lois devant plier toutes les façons de voir sous la même façon d'agir.

Travaillant à la réalisation d'une société où chacun pourra librement évoluer selon les virtualités de son individualité, nous considérons comme illogique, absurde et mensonger, de participer aux comédies du parlementarisme qui, lui, a pour but de poser des barrières à toutes les activités humaines.

Ne reconnaissant aucune loi, n'ayant nullement l'intention de forcer qui que ce soit à adopter notre manière de voir ou d'agir, nous n'avons que faire des lois de majorité. Ce que nous demandons, et que nous saurons prendre, c'est le droit d'agir et d'évoluer, en usant comme nous l'entendons de ce que nous devons aux générations passées. Libre à ceux qui veulent une tutelle de se la donner, à condition qu'ils ne nous l'imposent pas.

.˙.

La question de l'abstention est donc bien une question de principes. On ne conçoit pas un anarchiste prenant part à la comédie électorale, soit comme candidat, soit même comme simple électeur.

Seulement nombre d'anarchistes semblent en avoir fait la question principale de l'anarchie et le but de tous leurs efforts, alors qu'elle n'est qu'une simple conséquence logique de nos autres façons d'agir et de penser.

Nombre de camarades et de groupes anarchistes semblent n'avoir d'activité qu'au moment des élections, retombant dans l'inaction en dehors d'elles, semblant croire par là qu'il est d'une grande urgence pour l'idée anarchiste d'obtenir un plus ou moins grand nombre d'abstentions.

Cela me semble mettre la charrue devant les bœufs. A mon sens, il ne peut y avoir d'abstentionniste bien conscient que s'il a compris l'anarchie en toute son intégralité.

Il est de peu d'importance d'enlever quelques voix aux candidats. L'important est de bien faire comprendre aux gens que leurs maux dérivent de causes économiques, que les replâtrages politiques sont impuissants à les guérir, et c'est là une besogne de tous les instants, alors que les élections n'ont lieu que tous les quatre ans.

Faire le vide est bien, et ce serait maladroit de ne pas profiter de la période électorale pour aller combattre les mensonges des politiciens; mais il faut que l'on sente que, derrière cette abstention, il est une opinion publique puissante qui se forme et entend mettre obstacle aux faiseurs de lois que la passivité moutonnière des majorités continue à faire sortir des urnes.

Et cette opinion, ce n'est pas seulement dans les réunions électorales qu'il faut la chercher, là où déjà les passions rendent l'entendement plus difficile, c'est à toute heure, en tous lieux, à chaque acte de la vie.

L'abstention voulue, systématique, consciente et persévérante de l'électeur ne s'obtiendra pas par la distribution de quelques placards ou par quelques discours plus ou moins éloquents prononcés aux réunions organisées pendant la courte période d'agitation qui marque l'élection d'un député ou d'un conseiller municipal, et l'invitant à déserter ce qu'il considère non seule-

---

[1] Extrait de l'*Anarchie, but, moyens*, à paraître en septembre, chez Stock.

ment comme un devoir, mais surtout comme un droit.

Toutes les vérités qu'on pourra lui dire n'auront que peu de prise sur lui; car, pour en saisir toute la valeur, il faut qu'il ait compris toute l'atrocité du mécanisme social.

L'abstention, telle que nous la comprenons, telle qu'elle doit être, pour être la vraie et efficace, est le commencement de l'action. Et, pour y arriver, il faut acquérir une perception nette sur la plupart des problèmes sociaux, qui ne s'acquiert que par un travail lent et continu d'éducation et de propagande.

Ce n'est que la compréhension de la théorie complète de l'anarchie qui peut faire un abstentionniste conscient. Ce n'est que lorsqu'il a compris que l'état social tout entier est mauvais, que cet état social doit être changé en ses bases par la transformation de son organisation économique, que l'électeur comprendra toute l'inanité et le mensonge du verbiage politique et ne s'y laissera plus engluer.

⁂

Je ne veux pas dire par là que ce soit perdre son temps d'aller, dans les réunions électorales, mettre les candidats au pied du mur, leur démontrer toute l'inanité de leurs promesses, faire comprendre à ceux qui les écoutent qu'il est une action plus efficace.

Cette besogne doit être faite; seulement, il ne faudrait pas que ceux qui la font s'imaginent que l'important est d'influencer l'électeur. Quelques abstentions de plus ou de moins dans un vote n'ont aucune importance pour la marche de l'idée, surtout si cette abstention n'est pas fortement consciente.

La propagande dans les réunions électorales, comme toute notre propagande en général du reste, ne doit pas s'attendre à des résultats immédiats. Ce que nous devons chercher à faire, c'est de semer les idées, de forcer les cerveaux à réfléchir, en laissant au temps le soin de faire fleurir en conscience et en actes les idées qu'il aura reçues.

Je crois donc qu'au lieu de tant appuyer sur les gens pour les amener à s'abstenir, il faudrait seulement leur expliquer parfaitement le mécanisme des institutions sociales, bien leur faire comprendre que les maux dont nous souffrons proviennent de leur fonctionnement, et leur sujétion à l'organisation économique.

Prendre ensuite chaque réforme proposée, en leur démontrant que les maux qu'elles prétendent guérir proviennent de causes qu'elles négligent et que, en sociologie comme en médecine, ce sont les causes qu'il faut détruire pour faire disparaître les effets.

Or, quelle que soit la durée de la période électorale, il est impossible, en si peu de temps, de transformer en abstentionnistes les gens qui vous lisent ou vous écoutent.

Ce sont des semences que l'on jette en leur cerveau et qui germeront avec le temps, les circonstances et la réflexion.

Inutile de conclure à l'abstention. Qu'on leur fasse entrevoir les déceptions qui les attendent, en les engageant à se souvenir de ce qu'on leur aura indiqué, du jour où ils verront leurs espérances déçues, leurs efforts stériles.

Ils prendront conscience alors que la politique n'est qu'un sophisme. Lorsqu'ils en seront là, non seulement, d'eux-mêmes, ils ne prendront plus part au vote, mais ils auront compris aussi qu'il existe un champ d'action plus efficace.

J. Grave.

Nous paraissons cette semaine avec le supplément grâce à la souscription des camarades de Porto-Alègre (Brésil); mais pour la semaine prochaine, l'horizon reste toujours aussi noir.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Impuissance. — Cette semaine, comparaissent, devant la Haute-Cour, quelques monarchistes et césariens que le gouvernement accuse d'avoir formé un complot dans le but de renverser la République. Naturellement, tous les républicains qui, sous l'empire, poussaient des cris d'orfraie en détresse quand le gouvernement alors établi se défendait par l'arbitraire contre leurs tentatives subversives, applaudissent aujourd'hui à l'arbitraire du gouvernement de leur choix.

Cependant l'arbitraire est toujours l'arbitraire et les procès de tendance, quel que soit le gouvernement qui les intente, sont toujours ce qu'il y a de plus arbitraire. Voilà des hommes que la forme politique ne satisfait pas. Ils se figurent — chacun est libre de penser une bêtise — qu'une monarchie ou une dictature mettrait fin ou apporterait une amélioration au désordre social dont nous souffrons tous; et dans cette conviction ils s'appliquent à instaurer la forme de gouvernement de laquelle ils espèrent cette amélioration. Aussitôt le gouvernement les livre à la Haute-Cour dans l'espoir que celle-ci les condamnera à la déportation.

Mais alors, pour être logique, que l'on arrête tous les mécontents, anarchistes, socialistes, progressistes, etc., qui emploient leurs efforts à substituer leur idéal à l'abjecte réalité d'aujourd'hui. Nous conspirons tous. Nous voulons tous non seulement renverser le gouvernement actuel, mais encore nous opposer à l'établissement de tout autre gouvernement. Qu'on nous déporte, puisque la déportation est seule capable de mettre un terme à notre conspiration permanente.

Mais les gouvernements n'ont jamais l'énergie de pousser leurs actes jusqu'à leurs conséquences logiques. Ils procèdent par coups de force intermittents, dans les moments où leurs intérêts leur paraissent trop menacés. Il est plus facile, en effet, quand on a à sa disposition toutes les forces répressives et oppressives de l'État, de les mettre en jeu pour se débarrasser des gêneurs mécontents que de s'appliquer à convaincre les peuples, par des réalités tangibles, de la supériorité de ses méthodes politiques ou sociales. Les partis gouvernementaux se font concurrence par la force, et non par la recherche de la plus grande amélioration possible du sort des masses.

Serait-ce parce qu'ils ont conscience de leur impuissance à atteindre ce but? Peut-être. Mais alors qu'ils cessent de leurrer les peuples de vaines promesses, qu'ils savent ne pouvoir tenir, et d'exiger d'eux des subsides pour entretenir toute une organisation coûteuse et inapte à remplir le but pour lequel elle fut créée.

⁂

On pétitionne fort pour retirer l'enseignement aux cléricaux. C'est toujours le même système; une chose nous gêne, supprimons-la. Demain, les cléricaux demanderont la fermeture des écoles où l'enseignement selon l'évangile civico-patriotard ne sera pas de la plus pure orthodoxie. Et l'État régnera en maître; il sera seul à abrutir les jeunes cerveaux et les pétrira à son aise.

Mais s'il craint tant la concurrence, que l'État s'applique à élaborer des méthodes d'éducation et d'enseignement telles que l'excellence de leurs résultats lui assure une incontestable supériorité sur ses concurrents. Ceux-ci seront bien vite délaissés pour lui.

Mais l'État ne le peut. Il ne sait que former des chiens couchants. Ses méthodes sont des méthodes de domestication, sans élévation, sans idéal. Aussi ceux qu'elles ne satisfont pas ont-ils soin de s'adresser à côté.

⁂

Goupillonnade. — Le sabre et le goupillon ont de tout temps fraternisé, ce n'est un secret pour personne. Mais cette prédilection que le prêtre a pour le guerrier, son associé dans l'oppression des peuples, ne se rapporte pas à l'humble soldat, à l'enfant du peuple que le despotisme arrache à sa famille et à ses affections pour l'envoyer servir de cible à la verve grossière et insolente des galonnés. Elle se circonscrit exclusivement à l'officier, au seul dont il importe de se ménager l'amitié, parce qu'il commande.

Un exemple en est fourni par le curé de Saint-Avit, près de Moissac. Un soldat était venu passer un congé chez ses parents en cette commune. Le curé de l'endroit l'invita à demeurer quelques jours chez lui.

Que se passa-t-il? On ne sait. Mais peu après le curé alla prévenir la gendarmerie que le soldat qui habitait chez lui *avait l'intention* de lui dérober quelques objets. Comment ce curé avait-il deviné cette *intention?* Je l'ignore. Il faut sans doute voir dans cette perspicacité miraculeuse une inspiration du Très-Haut. C'est évidemment un mystère.

Toujours est-il que la gendarmerie, touchée aussi du doigt tout-puissant de Dieu, a arrêté le soldat.

Celui-ci a été trouvé pendu le lendemain matin dans sa cellule. Espérons que le curé, cause de sa mort, dira de nombreuses messes pour le repos de son âme.

André Girard.

⁂

Les beaux militaires. — Les professeurs de massacre que le peuple paye pour s'instruire dans le noble métier du meurtre, enseignent leurs élèves de la façon la plus péremptoire : en les massacrant eux-mêmes. Au 28e de ligne, à Rouen, pendant des marches-manœuvres éreintantes où on ne leur laissa même pas le temps de manger la soupe, plus de 300 hommes sont tombés sur la route; le lendemain, 300 malades étaient *reconnus par le major*. Au 72e, à Amiens, les hommes marchent vingt heures pendant deux jours, sans presque rien manger : la viande est décomposée par la chaleur, les haricots sont couverts de poussière; on campe sur la paille (2 bottes pour 3 hommes), on n'ose dérouler ses couvertures, crainte de n'être pas prêts en cas d'alerte, et l'on se réveille dans la rosée; les hommes tombent en tas sur la route, on leur jette des bidons d'eau sur la tête pour tout remède, et les professeurs de massacre leur lancent en passant toutes les injures de leur répertoire. A Lacroix-sur-Meuse, à la fin des manœuvres, un jeune homme de vingt-trois ans (Deverly, de Reims) a reçu la décharge d'une pièce de canon et a été décapité. Il y a quelque part, dans le Code, des articles sur l'homicide par imprudence, mais cela ne concerne pas les massacreurs, puisque c'est précisément leur métier de massacrer les gens. A Auxerre, 53 soldats et 3 sous-officiers réservistes ont adressé au ministre de la guerre, par l'intermédiaire du journal *Le Bourguignon*, une plainte contre le sous-lieutenant Thibault, qui passait toutes ses journées à les insulter (idiots, imbéciles, andouilles, c..., cornards, etc., etc.) et à les punir (entre autres choses, pour avoir fait leurs besoins pendant la marche); et Monsieur Gaston Pollonnais, juif, commente ainsi cette protestation dans son journal *Le Soir* : « J'aime à croire que M. de Galliffet va répondre à l'insolente injonction des cinquante-quatre rebelles, en leur collant, à chacun, *soixante jours de prison*. »

Avoir affaire à des gens qui protestent, quel ennui! Parlez-moi des pampas et des saharas : les massacreurs y sont bien plus à l'aise pour donner leurs leçons. Le bruit court que la mission Foureau-Lamy aurait été massacrée; et naturellement on met cela sur le dos des Touaregs. Quand il n'y avait dans les déserts que des *bêtes fauves* et des sauvages, on pouvait encore s'y promener; depuis que les militaires y sont lâchés en liberté, l'Afrique est devenue inhabitable : à chaque pas, on est exposé à rencontrer l'escopette d'un Voulet ou d'un Chanoine fils. Les Touaregs ont bon dos.

A défaut des massacres collectifs, l'assassinat individuel a du bon, et l'égorgement d'un innocent est une chose savoureuse. L'infamie de Rennes nous a valu des paroles *profondes*, qu'il faut à toute force transmettre à la postérité, dites par des hommes de massacre, des hommes de prière, des hommes d'argent. Le colonel Jouaust : « Les officiers qui témoignent en faveur de Dreyfus sont des insurgés. » Le général Jamont : « Je ne veux plus de juifs dans l'armée. » Le cardinal Rampolla : « La sentence de Rennes nous cause une grande joie. » Un banquier juif : « Quelle chance que ce jugement! Si Dreyfus avait été acquitté, c'est nous qui aurions payé pour lui. »

Les bons patriotes traitent l'affaire Dreyfus d'exceptionnelle. Quelle erreur! Urbain Gohier rappelait, il y a quelque temps, l'affaire du général Reste, au Tonkin; cette semaine, il rappelle l'histoire de l'intendant général Baratier, où l'on voit, suivant un rapport de Cavaignac lui-même, « les agents coupables défendus, soutenus et protégés, et les

agents honnêtes poursuivis de rancunes durables et tenaces ». L'officier d'administration principal Meyer, chargé du magasin général de Paris, avait été reconnu coupable de fraudes dans son service ; néanmoins, il demeura encore quelque temps à la tête de son service, « sans même qu'un blâme l'ait atteint, terrorisant ses inférieurs, les groupant dans la complicité d'une forte résistance à l'action du contrôle d'abord, et de la justice ensuite. Les chefs supérieurs de son service le soutenaient et l'encourageaient dans cette œuvre » (Rapport Cavaignac). Or, un officier placé sous les ordres de Meyer refusa de se faire son complice et, pour n'avoir pas voulu mentir, mit sur la trace d'une nouvelle fraude : colère de l'intendant général Baratier, qui infligea quinze jours d'arrêts de rigueur à l'officier rebelle, pour manquement à la discipline, et sollicita du ministre son déplacement. L'intendant général Baratier fut, il est vrai, puni par Cavaignac, mais Billot s'empressa de le remettre en activité.

Faut-il raconter aussi l'histoire du capitaine Poncin d'Eschevannes (un bien beau nom), qui, à la tête de sa compagnie, traversant une voie ferrée au moment où un train arrivait, refusa de s'arrêter, obligea le train à stopper et couvrit le conducteur d'injures? Celui-ci dressa procès-verbal, il n'y fut pas donné suite; il demanda une enquête, elle ne fut pas faite. La direction convoqua à plusieurs reprises le chef de train, l'engageant à déchirer son procès-verbal et à retirer sa plainte; il refusa. Le capitaine demanda alors pour ce sale civil une punition, qui fut accordée : 20 francs d'amende et un avertissement, et menace de le révoquer, s'il persistait dans son attitude (c'est-à-dire dans son droit).

Ouvrez les yeux, bons patriotes, et voyez : les militaires sont tous, toujours et partout les mêmes.

R. Ch.

Suisse.

A Berne, les socialistes légalitaires viennent de faire preuve d'un nationalisme dégoûtant.

Dans une grande assemblée, sous le patronage de tous les Marx et sous-Marx, ils ont protesté contre la concurrence des ouvriers italiens et ont fait une pétition auprès des patrons afin que ceux-ci n'embauchent que des contremaîtres suisses et que des ouvriers suisses; si toutefois ces derniers dédaignent absolument le travail, il sera permis pourtant aux patrons d'avoir recours aux étrangers. Quelle bonté! et quelle analogie avec les théories antisémites : là on veut l'exclusion des juifs, ici on réclame l'exclusion des Italiens. Et ce sont des internationalistes, paraît-il, qui font cela ; du moins ils le disent.

⁂

Il faut croire que les terribles républicains suisses ont bien dégénéré. En effet, dimanche passé, à Lausanne, une musique jouait la marche royale italienne ; quelques sifflets interrompent le morceau. Aussitôt les assistants, presque tous du pays, fondent sur les siffleurs, les insultent et finalement en désignent deux à la police qui arrive pour y mettre de l'ordre ou du désordre. Les deux compagnons passent la nuit au poste et paient une forte amende pour scandale. Ainsi, dans une république établie depuis six cents ans, il est permis d'applaudir une marche royale, mais il est défendu de la siffler. O logique de républicain, voilà bien tes effets ! Il va sans dire qu'après cela la Suisse restera toujours la *Libre Helvétie*.

⁂

Encore les socialistes; décidément ils se distinguent. A Lausanne, les ouvriers du gaz viennent de s'unir, sur la proposition d'un député socialiste, avec les patrons appareilleurs, contre la commune qui, par son atelier spécial, fait de la concurrence aux dits patrons; ceux-ci, en retour de l'appui et de l'amitié que leur témoignent leurs ouvriers, n'embaucheront que des syndiqués. Allons, ouvriers, le patron n'est plus l'ennemi, pas plus que le capitaliste. Travailleurs de tous pays, unissez-vous..... avec vos patrons ; ce n'est qu'ainsi que vous marcherez à votre émancipation, en tant que social-démocrates!!!

J. W.

Nous tenons à la disposition des camarades qui nous en feront la demande des listes de souscription pour aider à la publication des *Temps Nouveaux*, de la *brochure à distribuer*, de l'*Ecole libertaire*, de l'*Image pour enfants*.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon, à 8 h. 1/2 très précises :

Samedi 23 septembre : *Jean Marestan*, Le néo-mysticisme et l'anarchie.

Lundi 25 : *A. Bloch*, Atomes et théorie atomique.

Jeudi 28 : *P. L. Garnier*, La jeunesse devant l'action.

Samedi 30 : *Papillon*, La guerre et le militarisme.

Lundi 2 octobre : *A. Bloch*, Le sionisme.

Jeudi 5 : *A. Hamon*, Le socialisme en Angleterre.

Samedi 7 : *Ch. Malato*, Civilisés et primitifs.

Lundi 9 : *A. Bloch*, Le charbon et ses transformations.

Jeudi 12 : *P. Delesalle*, Le mouvement syndical et les anarchistes.

Samedi 14 : *Henri Rainaldy*, Les faiseurs de ténèbres (prêtres, magistrats, soldats, gouvernants).

Tous les mercredis, la bibliothèque est ouverte pour la lecture des volumes.

N. B. — Adresser livres, revues, journaux et souscriptions au siège, 26, rue Titon.

⁂

Appel aux jeunes. — Un groupe de jeunes camarades désireux de propager les idées libertaires ont pris l'initiative de fonder dans le troisième arrondissement une bibliothèque d'études sociales. Ils font appel à tous les jeunes gens désireux de s'instruire et les convient à une réunion préparatoire qui aura lieu le samedi 23 septembre, à 8 heures 1/2, salle Albanezie, 22, rue du Vert-Bois.

⁂

Un de nos amis désirerait entrer en relation avec un camarade de Paris peintre en lettres.

Pour les renseignements, s'adresser au journal.

⁂

Ecole libertaire.

Quête hebdomadaire d'un atelier : 11 versements, ensemble, 21 fr. ; Un camarade, 4 fr. ; Un camarade, 2 fr. ; Journal *l'Aurore* (2 versements), 20 fr. ; Colonie Buteaux (versée par *l'Aurore*), 666 fr. 80 ; Jean Bonhomme, 0 fr. 50 ; Un camarade, 2 fr. ; E. F., 2 fr. ; Surplus d'écot à la 3e promenade libertaire, 3 fr. 70 ; Surplus donné par Matha (à la promenade), 3 fr. 20 ; Un camarade, 2 fr. ; Un camarade, 2 fr. — Total : 729 fr. 20. — Etat de la caisse : Reçu jusqu'à ce jour 4.758 fr. 60 ; dépenses, 3.470 fr. 85. Reste en caisse : 1.287 fr. 85.

Quatrième promenade-annexe de l'école libertaire, dimanche 24, au musée de Saint-Germain, sous la conduite de Charpentier pour le côté artistique, de Ralph pour le côté scientifique.

Rendez-vous à 8 h. 1/4 à la gare Saint-Lazare.

Le prix du voyage réduit est de 2 fr. 10.

⁂

Le journal républicain *El Progreso*, de Madrid, désirant consacrer une large place au mouvement social international, demande l'échange avec toutes les feuilles révolutionnaires, anarchistes et socialistes.

El Progreso, Montera 51, Pral. Madrid.

L'imprimeur vient de nous livrer la 17e lithographie de notre album : *Epouvantails*, par L. Chevalier.

Le dessinateur Roubille nous a fait parvenir son dessin, qui a pour titre : *L'Education chrétienne*. Aussitôt que l'imprimeur nous en aura livré, nous l'annoncerons.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Fortune privée à travers sept siècles, par le vicomte G. d'Avenel ; 1 vol., 4 fr., chez A. Colin, éditeur, 5, rue de Mézières, Paris.

A lire :

L'Affaire Baratier, par Urbain Gohier, *Aurore*, 15 septembre.

Destructions et tueries, par Adolphe Retté, *Le Rappel*, 16 septembre.

Le service des gares étant depuis longtemps très défectueux au point de vue de la vente, prière aux camarades qui voyagent fréquemment de le réclamer, partout où il leur sera possible, aux préposés des librairies des gares.

PETITE CORRESPONDANCE

Th. R. — Question bien secondaire. Le duel militaire disparaîtra, comme disparaîtra aussi le duel civil, avec les progrès de l'esprit de critique et de tolérance.

La Jarlière. — Vers excellents, mais ne pourriez-vous retoucher quelques-uns d'entre eux qui laissent quelque peu à désirer?

E. R., à Bruxelles. — L'extrait de Maupassant a été publié dans le supplément de la *Révolte*.

M. C. J. — Envoyez-nous le dictionnaire franco-hollandais et dites-nous le prix que vous en désirez.

Le camarade qui nous l'a demandé est prié de passer au journal.

Merci au camarade qui nous a envoyé le numéro 40, 3e année.

E. J. R. — Il y a eu erreur, en effet. Excusez-nous.

N. S. — Envoyez comme échantillon sans valeur.

Merci au camarade qui nous a envoyé la *Cravache* et le *Cravacheur*.

A. W., à Lyon. — Le livre de Varennes : « De Ravachol à Caserio » donne le compte rendu des procès, c'est tout ce qu'il existe.

Reçu pour l'Ecole libertaire : J. G., à Marbella, 0 fr. 50. — L. B., 2 fr. — E. J. B., 0 fr. 50. — Listes précédentes : 605 fr. — Merci à tous.

Reçu pour la brochure à distribuer : E. J. B., 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : Collecte par les camarades de Mâcon, 1 fr. 80. — C., à Valréas, 0 fr. 75. — Binet, 2 fr. 50. — M. H., 3 fr. 75. — A. M., 5 fr. — Némo, 2 fr. 50. — Grau, 0 fr. 60. — E. J. B., 0 fr. 50. — Ragonneau, 1 fr. 50. — Bienvault, 2 fr. — Merci à tous.

M., rue L. — R., à Rodez. — D., à Pont-Audemer. — C., à Argenteuil. — D., à Fresnes. — L., à Paris. — C., à Turin. — L., à Paris. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 dessins.

Vient de paraître la 17e, **Epouvantails**, *par L. Chevalier*.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro*. — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac*. — **L'Aube**, *par Jehannet*. — **L'Aurore**, *par Wuillaume*. — **Les Errants**, *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul*. — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce*. — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier*. — **La Guerre**, *par Maurin*. — **Ah ! les sales Corbeaux !** *par J. Hérault*. — **Capitalisme**, *par Comin-Ache*.

Paraîtront successivement des dessins d'Angrand, Roubille et Couturier. — Steinlen, Willette, Heidbrinck, que nous avions annoncés, leur promesse reste toujours; peut-être le dessin viendra-t-il un jour ou l'autre. — Baffier, qui vient d'être décoré, n'est plus à compter.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40 ; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Avec quelques-unes qui nous sont rentrées, nous venons de reconstituer trois collections complètes. Nous les mettons en vente au prix de 45 fr.

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco*	» 15
Un Siècle d'attente, *par Kropotkine*	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce*	» 15
La Grande Révolution, *par Kropotkine*	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
L'Anarchie, *par E. Reclus*	» 15

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 23 DIX CENTIMES DU 30 SEPTEMBRE AU 6 OCTOBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

CANAILLES ET Cie

Reconnu coupable de trahison, coupable d'avoir agité à tort le pays pendant deux ans, coupable d'avoir risqué la vie de milliers d'hommes dans une effroyable guerre, Dreyfus méritait de ce chef — si on se place au point de vue gouvernemental — une aggravation de peine. Il a pourtant bénéficié des circonstances atténuantes, pour se voir ensuite gracié par le gouvernement.

Afin d'expliquer un contresens aussi grossier, le soudard Galliffet affirme, en un ordre du jour à l'armée, que tout le monde respecte l'arrêt de Rennes, une profonde pitié ayant seule dicté au gouvernement sa mesure de clémence. Il ajoute que de la sorte l'incident, cette fois, est clos.

Je ne sais ce que feront Dreyfus et ses amis, mais, clos ou non, l'incident nous est fertile en enseignements.

Il nous apprend d'abord que nous avions raison de nous tenir à l'écart des politiciens, et que c'est faire jeu de dupes que compter sur des gouvernants, quels qu'ils soient, pour réaliser la justice.

Nous avons vu les Clemenceau, les Vaughan, etc., plaider les circonstances atténuantes pour faire avaler leur Galliffet, parce que, de sa coopération avec Loubet devait sortir l'action pour la vérité.

Eh bien ! ouvriront-ils les yeux, maintenant? Voudront-ils voir que l'arrêt de Rennes, dicté par le gouvernement, n'a été qu'une immense duperie, et que l'action des gouvernants n'a eu qu'un but, qu'un seul : sauver les grands Manitous de l'armée. Mais n'ayant pas le courage d'une franche canaillerie, on eut recours à l'hypocrisie.

L'enseignement qui en découle, c'est que les gouvernants réputés les plus honnêtes dépassent encore en infamie tout ce dont nous, anarchistes, les supposons capables.

L'incident clos? Non pas. Car toutes les félonies, tous les mensonges, tous les faux doivent comporter leur sanction. Et cette sanction ce ne sera pas la punition des coupables, mais un peu plus de clairvoyance dans l'esprit public. Maintenant que l'on ne sera plus hypnotisé par le but immédiat de Dreyfus libre ou de Dreyfus prisonnier, les individus vont peut-être se ressaisir. On remontera aux vraies causes du chapelet d'ignominies que nous avons vu se dérouler, c'est-à-dire aux institutions.

L'incident clos! Vraiment ce serait trop commode de tirer ainsi sa révérence après l'infamie et les responsables s'en tireraient à trop bon compte.

Mais ne nous plaignons pas. Le gouvernement pouvait réhabiliter ses institutions. En faisant proclamer l'innocence de Dreyfus et en demandant à une demi-douzaine de ruffians compte de leurs crimes, il sauvait du coup le prestige de l'armée et montrait qu'en politique, quelque invraisemblable que cela soit, on peut être encore à moitié honnête.

Il a préféré les moyens louches. Tant pis pour lui et tant mieux pour nous. Nous n'en serons que mieux à l'aise pour proclamer que le mensonge et la duplicité étant les seuls moyens de gouvernement, tous ceux qui veulent une société basée sur la vérité et la justice doivent travailler à la ruine des gouvernements.

J. GRAVE.

UNE LETTRE DE ZOLA

Il est incontestable que M. Zola, grâce à sa lettre du 13 janvier 1898 — « J'accuse » — a projeté sur l'*Affaire* Dreyfus une lumière tellement intense qu'éclairant jusque dans leurs profondeurs les plus ténébreuses les abominables crimes de l'État-major, elle fit saisir à tous les esprits simplement droits et honnêtes les causes jusqu'alors incompréhensibles de la monstrueuse iniquité dont, en 1894, le malheureux capitaine avait été la trop innocente victime.

Le procès qui s'en suivit ne fit qu'accroître la certitude de cette iniquité.

Malheureusement, en cette affaire, ainsi d'ailleurs que dans toute son œuvre littéraire, Zola, après avoir magistralement élargi la *Cause* à jamais célèbre, vient de la terminer en queue de poisson, tout comme le premier Galliffet venu, bien qu'à un tout autre point de vue.

Oubliant que l'importance inattendue qu'a prise l'affaire Dreyfus tenait bien plus des hideuses plaies sociales qu'elle dévoilait que de la valeur morale du malheureux capitaine en cause, pourquoi diable M. Zola s'est-il avisé, en effet, de grandir celle-ci aux dépens de la vraie, et cela au risque de les diminuer toutes deux?

Que l'auteur de « J'accuse » ait cru devoir communiquer au public une lettre d'un caractère tout intime, qui, en somme, n'est qu'une sorte de « Discours français » pour le Grand Concours, sur un thème donné, c'est affaire à lui, et nous n'aurions rien à en dire s'il ne s'y était avisé de proclamer que l'infortuné Dreyfus, objet de son admiration, de sa vénération, de son culte (*sic*), est un héros tel « qu'il n'en est pas monté plus haut dans le respect et dans l'amour des hommes! »

Quoi! Ce malheureux Dreyfus, ce *cocardier* — comme le qualifiaient ses amis eux-mêmes après l'avoir vu et entendu à Rennes — transformé en héros, en martyr, de par M. Zola!

Pour quelle cause, pour quel idéal a donc souffert ce malheureux inconscient?

Est-ce pour attester, au risque de son honneur, de sa liberté, de sa vie, une vérité morale, une découverte scientifique, une conception sociale?

Poussé par ses études autant que par simple droiture d'esprit et de cœur, a-t-il voulu coopérer quand même et à tous risques à quelque œuvre de régénération sociale, émancipant les victimes de l'exploitation capitaliste? A-t-il rêvé de répandre plus de lumière, plus de vérité, plus d'équité dans l'humanité? A-t-il voulu diminuer l'ignorance et les souffrances multiples de ses semblables?

Né riche, sans nul souci de se créer des moyens d'existence ; libre de consacrer son intelligence et son énergie au service d'un idéal entrevu, il rêve d'être soldat ! C'est-à-dire un professionnel des tueries *humaines*, et de se créer dans cette « noble carrière » une brillante et glorieuse situation !

Il a pu savoir pourtant et il sait sans nul doute, grâce à la funèbre expérience de 1870, que nos célèbres conducteurs d'armée y ont à l'envi démontré qu'ils n'étaient à la fois capables et courageux que pour massacrer les citoyens dans les rues de Paris, ainsi que le 2 décembre 1851, les tueries d'Aubin et de la Ricamarie en 1869 en avaient fourni de successives preuves. Il n'en est pas moins résolu à suivre leurs traces!

Qu'on invoque à la décharge d'un tel choix les préjugés éducationnels et de milieu social, soit ! — mais de ce qu'il est devenu — contre toute attente — la victime d'un ordre social où, seule, la *force* fait le droit, contre lequel d'ailleurs ne s'élevait en lui aucune répugnance et que, sans sa lamentable aventure de 1894, il eût certainement contribué à maintenir à coups de sabre, en quoi le malheureux capitaine peut-il inspirer autre chose que de la pitié pour ses malheurs immérités?

Où il avait espéré de récolter gloire et honneurs, il ne recueille que les pires souffrances morales et physiques, accompagnées d'une *honte* d'ailleurs toute conventionnelle et que l'opinion universelle a reportée sur ses propres juges et accusateurs.

Sans doute, la méprise de l'infortuné Dreyfus est douloureuse, cruelle même. Souhaitons pour ses enfants qu'il la leur fasse comprendre en dirigeant leur éducation. Ses souffrances serviront alors à en faire des hommes, il faut l'espérer.

Espérons aussi qu'il ne se croira surtout point digne de l'admiration, de la vénération ni du culte de ses semblables, comme l'y incite Zola. Cela lui évitera le pire des malheurs :

Celui de tomber dans le ridicule.

G. LEFRANÇAIS.

Il nous est arrivé, en réponse à l'article de Stel, une lettre de notre confrère Gohier. Nous la publierons la semaine prochaine avec la réponse de notre camarade.

A PROPOS DE L' " AMOUR LIBRE "

(Suite et fin)

La plupart des individus — et il en sera de même tant que la multitude mènera sa vie d'esclave — ne réagissent que fort peu contre la société. S'ils progressent, c'est à la remorque d'une élite. Bonne ou mauvaise, ils subissent l'influence du milieu social sans s'en rendre compte.

Les autres, au contraire, ceux que nous appelons l'élite, essayent de s'arracher à un milieu qu'ils méprisent et dont ils souffrent. Sous telle ou telle influence interne ou externe, ils arrivent à concevoir un idéal de vie supérieur à celui qu'ils vivent et ils y tendent de toutes leurs forces. Mais ils y tendent, pourrait-on dire, selon la ligne du moindre effort, et c'est par un moyen détourné qu'ils y atteignent.

Supposez qu'un homme ayant acquis, par suite de certaine circonstance heureuse, un idéal très élevé, s'éveille un beau matin avec l'idée de le réaliser sur l'heure. Cet homme trouverait à son désir, de son propre fait et du fait des autres, des obstacles insurmontables. Vivant en société, les actes qu'il devrait accomplir impliqueraient le consentement d'autrui, et ce consentement il ne l'aurait pas. Lui-même, d'ailleurs, pour ce qui le regarderait tout seul, n'arriverait pas à se réaliser tel qu'il se voudrait. Dégagé du milieu dans la mesure où il le faut pour se souhaiter transformé selon son idéal, on ne l'est pas assez pour réaliser cette transformation, transformation qui exige d'ailleurs, pour être complète, la pratique d'une nouvelle vie. On a beau faire, on porte toujours, plus ou moins, la marque de l'influence sociale que l'on a subie et qui fut toute puissante pendant les longues années où aucun autre idéal ne lui faisait contrepoids. Enfin on ne se nourrit pas d'idéal et il y a des nécessités immédiates qui vous livrent toujours peu ou prou à l'action du milieu actuel.

Si par une longue exaltation de son idéal l'individu arrive peu à peu à l'idée fixe de la révolte violente, c'est, pour lui, la mort, — toujours une défaite. Mais, dans ce cas, défaite retentissante et utile au lieu d'être silencieuse et inutile. L'individu sait qu'il mourra de sa révolte contre le milieu, et veut en mourir. Il vient se briser, en un choc terrible, contre une puissance supérieure à la sienne. Et les étincelles qui jaillissent de ce choc éclairent pour d'autres la route du progrès.

Mais combien rares ces heurts mortels et quel concours de circonstances pour qu'ils se produisent! Le conflit, d'ordinaire, suit une autre voie. Laissant de côté la besogne surhumaine qui consiste à vivre, dans un certain milieu, d'une façon incompatible avec ce milieu, renonçant à s'insurger, sur tel point donné, et chacun isolément, contre des nécessités rigoureusement imposées par l'ensemble même de la vie sociale d'une époque, les révoltés dirigent, concentrent et concertent leur action à transformer le principe général qui organise la vie sociale, qui commande à ses rouages et qui, par suite, en se modifiant, modifiera peu à peu les individus. Quelle que soit leur haine du genre de vie qu'ils mènent et du type moral qu'ils représentent, ils ne peuvent pas échapper à l'influence toujours active du milieu. Et ils lui échappent déjà pourtant par leur volonté de le transformer dans tel ou tel sens. C'est cette volonté qu'ils éduquent, qu'ils nourrissent par le raisonnement et par l'étude. S'ils ne peuvent soustraire à l'action de la machine sociale leur être physique et les actes semi-inconscients de chaque jour, ils s'entraînent à lui arracher leur être moral, leur volonté. Et c'est ainsi qu'on peut dire, sans tourner dans un cercle, que l'homme est à la fois le maître et l'esclave de la société. Telle est proprement la situation du révolutionnaire et c'est là une des causes qui font de lui un être bizarre, à part des autres, pour tous ceux qui ne connaissent pas cette dualité. Il y a dans le révolutionnaire deux hommes, celui d'aujourd'hui et celui de demain, l'un en acte, l'autre en puissance.

Envisagée au point de vue de la lutte éternelle que se livrent ces deux forces, l'individu et la société, la révolution est pour la première le moment du triomphe. En ces heures de prodigieuse énergie et de vie intense, l'individu reprend d'un coup, sur la société, en l'organisant selon son vouloir, tout ce que la société a pris sur lui en détail pendant les longues années de soumission. C'est l'acte de revanche sur le passé et de prévoyance pour l'avenir, acte énorme et synthétique qui, se dépassant lui-même dans le temps, multipliera sa vertu autant de fois que se fera sentir par la suite l'influence heureuse du nouveau milieu créé par lui. A ce milieu social réalisant sur le précédent un progrès et façonnant les individus sur un nouveau modèle, quelques-uns échapperont encore pour formuler un idéal nouveau et pour accomplir à leur tour une révolution nouvelle façonnant encore, selon des formes plus parfaites, les hommes qui vivront selon ses lois.

Ce mécanisme d'actions et de réactions, d'échanges entre la société et l'individu, moyen éternel et rythme du progrès, l'homme ne l'a pas toujours clairement aperçu, le subissant jadis comme une poussée obscure. Aujourd'hui il voit plus clair et son idée de la morale s'en trouve totalement transformée.

A mesure que se confirme, s'explique et se vérifie dans tous les domaines la dépendance étroite de l'individu et du milieu social, le domaine de la morale s'élargit jusqu'à se confondre avec celui de la sociologie en théorie et du socialisme révolutionnaire dans la pratique. On commence à comprendre que l'évolution de l'individu est inséparable de celle du milieu social et que, dans son action sur lui-même, il se trouve enchaîné à la masse des autres individus organisés, c'est-à-dire à la société. Pas de question morale où ne surgisse cette solidarité que nous sommes impuissants à éluder. Il ne s'agit plus de se demander seulement : « Que devons-nous faire? » mais aussi : « Que pouvons-nous faire? » et : « Comment pouvons-nous le faire? » Et ce sont ces questions nouvelles, démontrées par l'expérience étroitement dépendantes de la première, qui ont introduit dans la morale la sociologie et le socialisme.

On commence à sourire au don-quichottisme des siècles de religion et de métaphysique où, armé soit de sa seule vertu, soit de la grâce divine, l'homme se mesurait, dans une lutte isolée, avec la formidable machine sociale et croyait remporter de brillantes victoires morales. Victoires apparentes où son orgueil, seul, était satisfait. Victoires qui, au bout du compte, étaient des défaites, car il ne pouvait les obtenir qu'en se diminuant par l'ascétisme jusqu'à la mort. Un homme a faim. Qu'au lieu de faire le nécessaire pour trouver de la nourriture, il s'entraîne à supporter les tiraillements de son estomac. Voilà le principe. Morale de dupe. Si l'individu parvient à réaliser son idéal sans mettre en cause tout ce dont sa vie dépend, c'est-à-dire le milieu social, c'est que cet idéal consistait à s'anémier, à se supprimer. Est-ce là résoudre le problème? Non pas! Le problème c'est de vivre la vie la plus intense, la plus complète possible. Et dès que l'état de société est pour l'individu une condition de la vie, le problème devient un problème social autant que moral.

Mais parmi les gens qui s'inquiètent de morale, bon nombre descendent encore tout droit des siècles de religion et de métaphysique dont je parlais tout à l'heure et, vis-à-vis les acquisitions de la pensée moderne, font encore figure de monstres préhistoriques. Dans leurs exhortations morales, ils continuent de s'adresser à l'individu comme s'il était seul et libre, sans s'apercevoir que l'individu vivant en société traîne à son pied le boulet social et ne peut avancer que si le boulet avance avec lui. En approfondissant la loi fondamentale de l'influence des milieux, la pensée des dix-huitième et dix-neuvième siècles a fait une œuvre immense et dont le grand résultat fut de révéler l'intime relation, pour ne pas dire l'identité du problème moral et du problème social. Et nos bons moralistes du *devoir* et du *mérite* ont passé à côté sans rien voir. « Fais ceci, fais cela », disent-ils à l'homme. C'est ton devoir. Mais ne te mêle ni de socialisme, ni de révolution. Quel que soit l'état de la société, tu peux, avec de l'énergie, réaliser un type d'humanité parfaite. Ne parle ni d'oppression, ni de corruption sociale. Ce ne sont là que prétexte à lâcheté morale.

Nous qui savons qu'il n'est pas, au moins pour la grande masse des individus, d'amélioration morale possible sans une transformation sociale correspondante, nous croyons qu'une des meilleures façons de contribuer au progrès de l'humanité, c'est de dénoncer la filière qui relie toute bassesse dans la morale individuelle à un vice dans l'organisation sociale. Bien que cela puisse paraître humiliant à certains, il faut se résigner à admettre, en face de l'évidence, que la bonne volonté des hommes pour leur propre réformation ne peut se manifester, dans une large mesure, que par leur action révolutionnaire. Or, je ne sais pas de meilleur aliment à l'ardeur révolutionnaire que cette conviction — puisée d'ailleurs en l'étude impartiale des faits — à savoir que le secret de nos vices, de nos passions, de nos crimes, comme de nos misères, réside, en partie, dans une organisation sociale défectueuse.

Cette propagande peut être faite en chacun des domaines de l'activité humaine. J'ai voulu l'essayer, selon mes faibles moyens, en ce qui concerne la vie sexuelle et l'amour. J'ai voulu montrer qu'il était impossible de travailler à l'élaboration d'un nouvel idéal d'amour et de mariage sans que l'organisation de la vie sociale, en général, apparaisse comme une donnée indispensable du problème sexuel.

Il se peut que par suite d'aventures, de circonstances ou d'observations spéciales certains individus se trouvent dans un état d'esprit tel que seules des raisons tirées de la vie sexuelle et de l'amour puissent les amener à admettre la nécessité d'une transformation sociale et à se faire des agents actifs de révolution. Je souhaite que le hasard ait mis mon livre entre leurs mains. J'espère que cela a eu lieu déjà, au moins pour quelques-uns.

En cette longue digression, qui constitue à l'*Amour libre* comme une préface après coup, je viens d'expliquer pourquoi et d'après quelles idées générales j'ai été amené à écrire sur ce sujet le livre de la société plutôt que celui de l'individu. Ne l'eussé-je pas voulu que les faits, à mesure de leur étude, m'y eussent contraint. S'il est possible de ne pas accorder, dans une étude sur ce sujet, la place prépondérante à l'influence de la société sur les relations sexuelles, il est impossible, si l'on veut toutefois se montrer raisonnable, de ne pas se placer souvent à ce point de vue.

Sans doute on peut se borner — et j'aurais pu le faire comme d'autres — à donner aux individus les conseils que suscite une étude ap-

profondie des conditions requises pour réaliser l'union sexuelle la plus heureuse, la plus saine et la plus digne. Mais pour avoir le courage de poursuivre une telle œuvre sans se troubler, il ne faudrait pas entendre les *non possumus* désespérés que gémissent les esclaves du capital et de la loi. Michelet, dans son *Amour*, a donné sans réserve sur cet écueil et c'est l'une des raisons qui font son œuvre si médiocre.

En veut-on des exemples? Parlant de la bonne entente dans le ménage et du moyen de la conserver, il conseille à l'homme de pardonner une première faute et d'emmener la femme dans un pays lointain où, l'oubli étant facile, la vie recommencera. Mais le moyen pour ceux que le travail de chaque jour rive à cette ville ou à ce quartier, dans la ville? Il exige pour la santé morale et physique de la femme, qui intéresse de si près le bonheur de l'union, le repos, la distraction, la gaieté d'un intérieur spacieux, confortable et bien décoré. Mais le moyen quand on est pauvre?

Et ainsi de suite.

Si Michelet avait eu, si peu que ce soit, l'habitude de regarder les questions humaines du point de vue social, il se serait rendu compte combien son œuvre était incomplète et factice. Prendre toute autre position, c'est se condamner à écrire une fantaisie sur l'amour. C'est parler pour quelques-uns, pour une classe tout au plus.

Si l'on veut dire sur l'amour les choses essentielles et qui s'adressent à tous, on s'aperçoit vite que la condition première de l'union normale, saine, consciente, féconde, durable entre les sexes, c'est une transformation radicale dans l'organisation actuelle de la société.

C'est ce que j'espère avoir, au moins en partie, démontré.

CHARLES-ALBERT.

MOUVEMENT OUVRIER

GRÈVE DU CREUSOT. — Après trente ans d'un sommeil léthargique, pour la deuxième fois en moins de quatre mois, les ouvriers du Creusot viennent de se révolter contre la tyrannie de leur seigneur et maître Schneider.

Il y a quatre mois, après trois semaines de grève et sur les conseils de prétendus socialistes en rupture de mandat, les ouvriers du Creusot reprirent le travail sur la promesse de quelques vagues adoucissements à leur sort. Quelques amis de Millerand, venant d'arriver au pouvoir, négocièrent la rentrée des ouvriers. Il s'agissait alors de ne pas créer de difficultés au ministre socialiste (?).

Malheureusement, les courtiers en apaisement qui, chaque fois qu'une grève éclate quelque part, vont prêcher le calme et la dignité (!) à ceux qui crèvent de faim, avaient trop escompté la sagesse des salariés de Schneider, et c'est inopinément, au moment où les Manitous du socialisme parlementaire s'y attendaient le moins, que la grève a éclaté.

Sous un prétexte futile, le renvoi de deux ouvriers pour infraction au règlement, les ouvriers, au nombre de 12.000, ont quitté le travail. Les causes réelles sont plus profondes : la dernière grève, un succès au dire des socialistes, avait été, en somme, un cruel échec pour les ouvriers. L'augmentation de 0 fr. 25 par jour n'avait été en réalité qu'un leurre. Bien mieux, si l'on accorda vingt-cinq centimes en plus de fixe, on diminua le marchandage de certaines catégories d'ouvriers de cinquante centimes. Si bien qu'en réalité la dernière grève ne fut une bonne affaire que pour l'usine. Je n'en veux pour preuve que les quelques revendications des grévistes qui sont absolument les mêmes qu'il y a quatre mois : augmentation de salaire, règlement plus équitable du travail aux pièces, liberté syndicale et liberté de conscience.

Ces deux dernières, entre autres, semblent jouer un rôle assez important dans la grève actuelle, puisque, suivant les dépêches, c'est aux cris de : « Vive le Syndicat! » et « A bas la calotte! » que les ouvriers ont quitté l'usine et que les calotins de l'endroit, sentant souffler un mauvais vent, se barricadent chez eux.

Notre-Dame-de-l'Usine règne en maîtresse au Creusot, et un service de mouchardage a été organisé par la prêtraille. Qui ne pense pas comme ils l'entendent est aussitôt sujet à mille tracasseries qui rendent la vie impossible. De véritables listes de suspects sont dressées.

Les réunions succèdent aux réunions et l'enthousiasme et l'entente des ouvriers sont admirables.

Cette fois, les ouvriers semblent bien décidés à ne pas se laisser leurrer. Malheureusement, un des tueurs d'énergie de la dernière grève, un nommé Maxence Roldes, qui prépare par là une candidature, est arrivé aussitôt.

Une première entrevue avec le potentat Schneider n'a pas donné de résultats, sous le vain prétexte que l'un des délégués ouvriers, le secrétaire du syndicat, n'était pas un de ses ouvriers.

Les troupes ne cessent d'arriver au Creusot, des patrouilles parcourent continuellement la ville. L'avènement au ministère du socialiste Millerand n'a pas mis fin à ces mœurs de cannibales, qui consistent à traiter des ouvriers qui réclament quelques améliorations à leur triste sort, comme de vulgaires nègres africains. Nous voyons ainsi la propriété capitaliste défendue, aussi énergiquement que par des opportunistes, par ceux-là même qui, hier encore, en réclamaient la suppression.

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

DÉCADENCE. — Décidément le militarisme est en déconfiture. L'humanité commence à se révolter contre cette plaie hideuse, survivance de la barbarie préhistorique, et dont on prétend lui imposer le respect et l'amour.

Nous racontions, il y a quelques semaines, que dans certaines villes de France des manifestations s'étaient produites, au cours desquelles les cris jusqu'ici inusités de : « A bas l'armée! » s'étaient fait entendre.

Dernièrement, c'est une division entière en armes qui, pendant les manœuvres, a hué son général.

Le fait s'est produit dans la région de Narbonne. Un orage était survenu, et la grêle et la pluie inondaient les troupes qui ne pouvaient faire un pas dans le terrain détrempé. L'ordre de gagner les cantonnements n'arrivait pas. Alors, indignés, les soldats se mettent à pousser des cris : « A bas Michaud! (c'est le nom du général de division). Enlevez-le! A mort! »

Ce fut une véritable révolte que les officiers ne tentèrent même pas de réprimer, et qui ne prit fin que lorsque l'ordre fut donné de rentrer.

Voilà des symptômes qui doivent considérablement inquiéter les adorateurs du sabre.

*
* *

LA GRANDE FAMILLE. — Le 6 septembre dernier, par une chaleur tropicale, le 49e régiment d'infanterie faisait la route de Saint-Sever à Hagetmau. Les réservistes qui avaient pris part aux manœuvres de la 36e division étaient exténués. L'un d'eux, à bout de forces, avait demandé à deux reprises au major Salesse l'autorisation de marcher derrière la colonne. Il supplia une troisième fois. « Si vous ne pouvez marcher avec vos pieds, marchez sur les mains! » lui répondit la brute.

Quelques pas plus loin, le malheureux tomba ; pendant qu'on s'empressait pour lui donner des soins, il mourut.

Son assassin, le major Salesse, a été frappé de soixante jours d'arrêts de rigueur. Pour ce prix, on peut bien se payer le luxe — inestimable pour un militaire — de tuer un homme.

*
* *

DÉFENSE RÉPUBLICAINE. — Quand le ministère actuel entra en fonctions, ce fut un mot d'ordre parmi les républicains et les socialistes même des plus révolutionnaires : il ne fallait pas y toucher, la République était en danger et on avait là un ministère de défense républicaine. Galliffet surtout fut l'objet d'une polémique, à laquelle nous prîmes part ici, et au cours de laquelle on tenta de nous démontrer que nous n'entendions rien à la politique et que notre intransigeance était on ne peut plus malencontreuse.

On vient de trouver, au cours de perquisitions faites à Nantes chez le directeur de l'*Espérance du Peuple*, une lettre de Galliffet se terminant par le *post-scriptum* suivant : « Quand faites-vous un coup d'Etat pour ramener le Roi et nous débarrasser de la République? »

Ah! le bon billet qu'a celle-ci et quel beau défenseur que ce défenseur-là!

*
* *

LA JUSTICE. — Le ménage Hardy vivait à Malakoff depuis douze ans. La femme, mère de deux enfants, âgés de quatre et neuf ans, avait pris l'habitude de boire et, quand le père rentrait du travail, il y avait des scènes épouvantables. C'était un ménage d'enfer.

Dernièrement, la femme Hardy résolut d'en finir. Profitant d'une absence de son mari, elle tenta de s'asphyxier avec ses deux enfants. Le père arriva assez tôt pour sauver toute la famille.

Là où il aurait fallu des paroles de douceur et de consolation, les juges n'ont trouvé que matière à poursuite et à condamnation. Ils ont frappé la mère de deux mois de prison. Est-ce cela qui lui rendra le goût de l'existence?

*
* *

Degalvès a comparu samedi devant la cour d'assises pour outrages à l'armée. Comme il se trouve actuellement en prison pour une autre affaire, il n'a pu préparer sa défense et a réclamé le renvoi de son affaire. Ce renvoi a été rejeté. Il a alors déclaré faire défaut et la cour l'a condamné à trois mois de prison et à 500 francs d'amende.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

RELIGION. — Extraits d'une lettre de Turinaz, évêque de Nancy, à un cardinal romain :

« Au Bon Pasteur de Nancy (couvent d'orphelines), on ne leur (aux orphelines) donne rien, même après qu'elles ont travaillé et gagné beaucoup d'argent à la maison pendant cinq, dix, vingt ans. On les met à la porte sans ressources, sans s'occuper de leur trouver une place, sans les engager à revenir voir leurs maîtresses (ce qui se fait dans toutes les maisons de ce genre). Ces jeunes filles, parmi lesquelles il en est qui n'ont point de parents ou qui ont des parents incapables de les aider et de les diriger, sont livrées à tous les périls, à toutes les séductions dès le moment de leur sortie et plus tard. Parmi les soixante jeunes filles que ces religieuses ont renvoyées depuis une année, toutes (à l'exception de deux ou trois auxquelles on a donné un peu d'argent à cause de mes *réclamations et* de mes protestations) ont été renvoyées dans ces conditions. Il en est auxquelles j'ai dû donner des secours et qui m'ont déclaré qu'on cherchait à les entraîner dans des maisons de prostitution.

« J'ai protesté auprès de la supérieure générale. Tout ce qui a été obtenu, c'est, comme je viens de le dire, un peu d'argent donné à deux ou trois, afin que les religieuses puissent affirmer qu'elles ne les renvoient pas toutes dans ces conditions.

« Il y a là une question non seulement de charité pour les âmes, une question de moralité, une question de justice, car l'argent que les religieuses jettent dans leurs constructions est gagné en très grande partie par ces jeunes filles. Il y a là, au point de vue de la perte presque fatale de ces jeunes filles, des crimes qui crient vengeance...

« Les religieuses n'ont d'autre but que de gagner de l'argent. En rendant la sortie de ces jeunes filles plus difficile, en ne leur donnant *rien* quand elles veulent sortir, *elles* peuvent garder longtemps et même toujours les plus habiles, et spéculer sur leur habileté *et* leur travail.

« Parmi les travaux de broderie, il est des draps de lit et linges personnels, chemises, etc., qui sont d'un tel luxe et d'un tel prix, et d'une telle facture et d'une telle forme, que, d'après des femmes très respectables que j'ai interrogées, ces draps et ces linges ne peuvent servir qu'à des courtisanes; aucune femme honnête, parmi les plus riches, les plus élégantes et les plus mondaines, ne se sert de draps de lit et de linge de ce genre.

« Quelqu'un a fait à la supérieure locale des observations sur ces travaux, elle a répondu :

« Ce sont les travaux sur lesquels nous gagnons le « plus. » Et elle n'a tenu aucun compte de l'observation.

« On fait travailler ces jeunes filles, ou du moins un très grand nombre d'entre elles, chaque jour plus longtemps que ne le permettent les lois civiles, et quand l'inspecteur du travail des enfants demande à visiter la maison, on fait disparaître des salles de travail les jeunes filles qui n'ont pas douze ans; on demande à d'autres de sacrifier, pendant plusieurs mois de l'année, une partie de leurs récréations, sous prétexte que le travail est pressant, et on leur fait, à cette occasion, des promesses que l'on ne tient pas. Il suffirait de la dénonciation de quelque jeune fille sortie de la maison pour que l'autorité civile sévit contre les religieuses.

« Je suis porté à croire que ce qui se passe ici se passe, dans une mesure plus ou moins large, dans un grand nombre de maisons de cette congrégation, peut-être dans toutes, car si la maison de Nancy faisait exception, la provinciale et la supérieure générale auraient été indignées et auraient pris immédiatement, sans attendre mes réclamations, tous les moyens de rappeler à l'ordre la maison de Nancy. Si elles résistent à toutes les instances, c'est qu'elles approuvent ce qui se fait ici. »

*
* *

Militarisme. — Au 61e de ligne (Marseille), le médecin-major a refusé de soigner un malade, le caporal Brunel. Il l'obligea à marcher, à suivre les manœuvres pendant deux jours. Après quoi, Brunel mourut. Mais le major a de bien belles dorures sur la manche.

Un soldat du 79e de ligne écrit :

« Nous avons appris la condamnation de Dreyfus; en cet *honneur* (*sic*), le sous-lieutenant qui commande notre section nous a offert pour la soirée 22 bouteilles de vin bouché, puis le lieutenant nous a donné 10 francs pour boire la goutte le matin.

Le capitaine a ajouté un quart de vin par homme, plus 2 litres de rhum, on a chanté et trinqué avec les officiers de la compagnie et le commandant a fait un toast et a pleuré de joie. »

Interviewé par un rédacteur du *Figaro*, Dreyfus nous apprend la principale cause de la haine que lui avaient vouée ses chefs :

« Oui, j'étais assez cassant, mais avec mes chefs, bien entendu, car, au contraire, je m'attachais à montrer le plus d'égards possibles envers mes inférieurs. Je ne fréquentais pour ainsi dire personne, je n'avais fait de visite à qui que ce soit. Je m'étais contenté d'envoyer, par mon ordonnance, ma carte chez le chef et sous-chef d'état-major, chez le chef et le sous-chef de mon bureau, et c'était tout.

« Je gardais toujours vis-à-vis de mes chefs mon franc parler et mon indépendance. Si un plan, un travail quelconque me paraissaient mal conçus, je ne me privais pas de le dire tout haut, au lieu de me croire forcé d'approuver tout, de parti pris, comme je le voyais faire autour de moi, lorsque c'était un chef qui parlait ou qui agissait. Je sais qu'on n'aime pas cela.

« Le colonel Bertin-Mourot a dit un mot profond à Rennes, en parlant de l'homme admirable, du héros qu'est le colonel Picquart : « *On sentait que cet officier ne marchait pas derrière les chefs.* » C'est là toute leur psychologie et toute leur morale. »

Cependant le général de Galliflet déclare que « l'incident est clos », que « les juges militaires, entourés de notre respect, se sont prononcés en toute indépendance », « qu'il faut oublier ce passé », et qu'il « ne saurait plus être question de représailles, quelles qu'elles soient ». Je comprends que M. de Galliffet n'aime pas se souvenir du passé; mais quand il dit qu'il n'a pas de goût pour les représailles, cela m'étonne. Comme on change!

R. Ch.

Russie.

La famine s'étend de Moscou à l'Oural, couvrant ainsi dix degrés de latitude, à savoir les gouvernements de Viatka, Perni, Ufa, Samara, Riazan, Toula, Simbirsk, Saratof, Vornesh et de Tambors, comprenant une superficie de 1.100.000 kilomètres carrés, dont la population compte environ 23 millions d'âmes. Dans cette région, les seuls districts de Kazan et de Penza ne sont pas la proie du fléau. La mortalité est effrayante. D'autres provinces subissent aussi les effets désastreux du manque de récolte; ainsi, en Bessarabie, de malheureux paysans ont dû vendre à certains agents plusieurs milliers de chevaux jeunes et vigoureux, des vaches laitières, pour un prix moyen de 12 francs chacun. Des petits chevaux d'un bon service ont été vendus 2 fr. 50 l'animal. Des paysans ont dû arracher le chaume de leur toit pour nourrir leurs bêtes quelques jours de plus. Les bestiaux morts de faim couvrent les plaines. Depuis quinze jours il ne cesse de pleuvoir et presque toute la récolte des vignes, généralement si considérable, est perdue. Dans le gouvernement de Kherban, plusieurs districts sont dans les mêmes conditions.

Tolstoï avait réuni de grosses sommes pour venir en aide aux affamés, mais il a été obligé de les retourner aux donateurs, parce que les autorités défendent toutes distributions d'aliments organisées par des personnes étrangères à la localité.

A propos de mesure gouvernementale, disons que le chef de la police a adressé une sommation au rédacteur du *Rousskie Vedomosti* qui avait ouvert une souscription en faveur des Doukhobortsi; mais lorsque le policier s'est présenté en intimant au journaliste de lui verser l'argent recueilli, cet argent était déjà expédié.

Etats-Unis.

Œuvre de juges. — On vient de pendre à la prison d'Eastown (Pensylvanie) un enfant de treize ans, Elewellyn Stout, coupable d'avoir tué un chef de gare. Les adieux de cet enfant à sa mère ont été des plus déchirants. — Et dire que ce sont ces juges et ceux de leur monde qui prétendent aller civiliser les Philippins!!!

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe « Les Libertaires Rennais ». — Les camarades de la région désirant entrer en relations avec le groupe sont priés d'adresser leur correspondance au secrétaire Renault, 3, rue Lumeley, Rennes. Une bibliothèque est également constituée chez ce camarade. Tout envoi de livres, journaux ou brochures sera le bienvenu.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 30 septembre : C. Papillon, La Guerre et le Militarisme.

Lundi 2 octobre : Albert Bloch, Le Sionisme.

Jeudi 5 octobre : A. Hamon, Le Socialisme en Angleterre.

Samedi 7 octobre : Ch. Malato, Civilisés et Primitifs.

Lundi 9 octobre : A. Bloch, Le Charbon et ses transformations.

Jeudi 12 octobre : P. Delesalle, Le Mouvement syndical et les anarchistes.

Samedi 14 octobre : Henri Rainaldy, Les Faiseurs de ténèbres (prêtres, magistrats, soldats, gouvernants).

Tous les mercredis, la Bibliothèque est ouverte pour la lecture des volumes.

Issoudun (Indre). — Samedi 30 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Hôtel de Ville, conférence publique et contradictoire par Léo Sivasti.

Sujet traité : *Le Militarisme et ses conséquences.*

Nota — J'invite tout spécialement à cette conférence tous nos adversaires de quelque parti qu'ils se réclament — pour y prendre la parole.

S'ils sont sincères et s'ils ont confiance en leurs affirmations, qu'ils viennent les soumettre à la discussion publique.

Léo Sivasti.

Entrée : 0 fr. 15 pour couvrir les frais d'organisation. Gratuite pour les dames, qui sont particulièrement invitées.

Belgique (Jemeppe-sur-Meuse). — Dimanche 1er octobre, à 4 heures, *Maison du Peuple*, conférence publique par Flaustier. Sujet: « Religion et Militarisme. »

Nos camarades de l'*Avvenire Sociale* de Messine (Italie), qui avaient été obligés de suspendre leur publication, ont l'intention de reparaître le 15 octobre prochain.

Ils font appel aux camarades de tous les pays pour les y aider.

BIBLIOGRAPHIE

La Scission socialiste, par les membres du Groupe E. S. R. I.; 1 brochure, 0 fr. 10. Edition de l'*Humanité Nouvelle*, 15, rue des Saints-Pères.

Innocent, par E. Lericolais; 1 brochure, 0 fr. 10. Bureaux de la *Fraternité*, 15, rue Mathis.

La Forêt Noire, par Jean Ajalbert; 1 volume, 3 fr. 50, à la Société libre d'édition des gens de lettres, 30, rue Laffitte.

Les Chemins de fer, par Louis Delmer; 1 volume, 1 fr.; 16e de la Collection encyclopédique, chez Schleicher, éditeur, 15, rue des Saints-Pères, Paris.

A lire :

Education, par Urbain Gohier; *Aurore* du 20 septembre.

Clé de voûte, par Urbain Gohier; *Aurore* du 25 septembre.

Au Soudan, par P. Vigné d'Octon; *Aurore*, 25 septembre.

A NOS CAMARADES

Le service des gares étant depuis longtemps très défectueux au point de vue de la vente, prière aux camarades qui voyagent fréquemment de réclamer le journal, partout où il leur sera possible, aux préposés des librairies des gares.

Nous tenons à la disposition des camarades qui nous en feront la demande des listes de souscription pour aider à la publication des *Temps Nouveaux*, de la *brochure à distribuer*, de l'*Ecole libertaire*, de l'*Image pour enfants*.

L'imprimeur vient de nous livrer la 17e lithographie de notre album : *Epouvantails*, par L. Chevalier.

Pour paraître prochainement : *L'Education chrétienne*, par Roubille.

PETITE CORRESPONDANCE

R., à Rouen. — Oui, distribuez les invendus.

Inconnu, à Genève. — A votre disposition autant que vous en voudrez.

N. C. J. — Reçu. Merci.

L. Sivasti. — L'abondance d'articles cette semaine nous oblige à renvoyer le vôtre qui ferait double emploi.

Rousseau. — Passe au journal, il y a des masses de choses pour toi.

M. D. P., à Paris. — Oui, tous les dimanches matin, au journal.

Lamané. — Votre article passera ultérieurement, l'actualité nous y oblige.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Les camarades de Porto-Alègre, 10 fr. — Reims, par Claeys : Pour démolir la justice bourgeoise, 0 fr. 50; De (?) Smet Léonard, 0 fr. 25; Virion Charles, 0 fr. 25; Castellain Léon, 0 fr. 25; Leclercq Alphonse, 0 fr. 25; Un révolté, 0 fr. 50; Louis Verhaege, 0 fr. 10; Verhaeh, 0 fr. 10; Edmond Mauduit, 0 fr. 50.

Reçu pour l'image : Les camarades de Porto-Alègre, 10 fr.

Reçu pour la brochure à distribuer : Les camarades de Porto-Alègre, 10 fr.

Reçu pour le journal : B., à Rouen, 0 fr. 40. — Roubaix, par Béranger en chantant au tambour, 5 fr. — Costa, 5 000 reis; Coussot Auguste, 10.000; Georges Verschoore, 20.000; Charles Verschoore, 20.000; Pinto Guimaraes, 20.000; G. Verschoore, 23.000; total : 98 000 reis, au change 80 fr., dont 50 pour le journal. — J. J., à Amsterdam, 0 fr. 50. — V. H., 2 fr. 10. — T. H. R., 0 fr. 50. — Un ouvrier charpentier d'Etrépagny, 2 fr. 50. — E. Nauggal, 0 fr. 25. — Bourges : M. T., 0 fr. 50; L. M., 2 fr. 50; E. T., 0 fr. 20; total : 3 fr. 20. — Un groupe de peintres en décor (T. V.), 4 fr. — Un qui espère que les camarades auront à cœur de ne pas laisser sombrer les *Temps Nouveaux*, 5 fr. — Jehan des Bois, 0 fr. 50. — G. le Visage, 1 fr. — Merci à tous.

G., à San-Francisco. — H., à Saint-Manille. — N., à Rouen. — B., par le J. de P. — A., à Paris. — M., à Rennes. — C., à Fives. — C., à Saleux. — W., à Sainte-Croix. — W., à New-York. — W., à Gorinchem. — P. M. W., à Gorinchem. — D., à Charleroi. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 24 — DIX CENTIMES — DU 7 AU 13 OCTOBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'ARMÉE CONTRE LA NATION

Mon cher confrère,

On me transmet votre lettre que je mets de suite sous les yeux du lecteur :

« Mon cher confrère,

« Je ne demande qu'à m'instruire, et puisque vous êtes en train de réfuter mes erreurs grossières, voulez-vous me rendre le service de m'éclairer sur le but de la polémique anarchiste ?

« Au-dessous de la région supérieure où planent les anarchistes doctrinaires, deux partis s'agitent : le parti de la réaction, qui ne veut rien céder de ce que vous réclamez pour le bien de l'humanité ; le parti du progrès, qui s'efforce d'arracher au moins une partie des améliorations inscrites à votre propre programme.

« Or, depuis longtemps que je suis les écrivains anarchistes, j'ai observé avec surprise que votre polémique à tous est dirigée presque exclusivement contre les hommes de progrès, presque jamais contre les hommes de réaction. C'est à nous que vous en voulez, dirait-on, beaucoup plus qu'à nos ennemis communs.

« Si nous arrachons une victime à ses bourreaux, vous nous reprochez aigrement de n'en avoir pas arraché cinquante.

« Si nous obtenons *quelque chose*, en quelque matière que ce soit, vous nous blâmez amèrement de n'avoir pas obtenu *tout*. Quelque idée utile que nous ayons chance de faire accepter, vous vous efforcez aussitôt de la discréditer.

« Par exemple, si je poursuis une campagne pour la réduction du service militaire à son minimum, vous démontrez impitoyablement que je manque de logique ou de courage en n'exigeant pas l'abolition immédiate de la guerre, de l'armée, de la caserne.

« Si vous avez un moyen et un espoir d'obtenir, vous, la transformation subite et radicale de la société, je comprends vos critiques et vos dédains.

« Mais si vous n'avez ni ce moyen, ni cet espoir, je ne vous comprends pas. Je persiste à croire que je suis plus utile au peuple en lui procurant un soulagement, qui lui permettra d'en préparer et d'en conquérir ensuite de plus précieux encore, que si je réclamais *tout* avec la certitude de n'obtenir *rien*. Et je ne m'explique pas à quelle pensée mystérieuse vous obéissez en épargnant toujours l'ennemi qui est le vôtre et le nôtre, pour nous tirer très amicalement dans le dos pendant que nous lui faisons face.

« Comme je ne suis pas — vous le constatez très justement — un grand penseur, il me serait profitable qu'un penseur anarchiste m'éclairât là-dessus.

« Bien vôtre,

« Urbain Gohier. »

Permettez-moi de vous répondre en mon nom seul, afin de dégager entièrement la responsabilité des *penseurs anarchistes*.

Le but de ma polémique est le *groupement des conscients* pour un effort commun vers l'émancipation de l'humanité et, en cette circonstance, des Français spécialement.

Je vous soupçonnais conscient du rôle *véritable* des armées contemporaines ; je désirais en avoir la confirmation. Si j'ai tiré pendant que vous faisiez face à l'ennemi, croyez bien que j'étais sûr de ne pas diminuer votre force de combat. Je vous savais très absorbé ; il me fallait un réflexe de défense instinctive pour obtenir votre attention. C'est là la « pensée mystérieuse » à laquelle j'ai obéi..... Et j'ai réussi.

Nous sommes donc d'accord *en théorie objective — puisque vous ne touchez en rien à mes conclusions* — et avec nous, Clemenceau, Jaurès et d'autres polémistes vigoureux, les intellectuels et les socialistes de toute école.

Eh bien ! imaginez les efforts de tous ces gens combinés pour faire pénétrer dans les masses populaires ces conclusions théoriques qui leur sont communes. Serait-ce *antiphilosophique* d'essayer ce moyen pour faire éclater certains vieux moules autoritaires après qu'ils ont résisté durant de si nombreuses années à la *méthode du soulagement* prétendûment progressif ?

Pourquoi ne ferions-nous pas en politique de l'expérimentation vraiment scientifique en mettant à l'épreuve des méthodes différentes ?

Le sujet qui nous occupe est pour cela, à présent, exceptionnellement favorable.

Le peuple souffre des charges de l'armée ; il supporte les vices de la soldatesque par indulgence et commisération. Croyez-vous que, si tous les conscients s'unissaient, il leur serait bien difficile *en France, après l'affaire Dreyfus*, d'inculquer à une fraction que l'armée n'est qu'une cause de guerre à l'extérieur et un instrument d'oppression à l'intérieur, que le pouvoir ne peut rien s'il n'est appuyé par le peuple et que, par conséquent, si le peuple veut, l'armée sera rayée des institutions sociales ?

Poursuivre une campagne pour la réduction du service militaire, c'est reconnaître implicitement le rôle trompeur d'une armée, — c'est donner un regain de vie à ce *mensonge* dangereux ; c'est amener dans les polémiques et les discussions l'étude comparée de l'armée française et des armées européennes : — c'est donc exalter la vanité et la sotte prétention de trop de Français d'être stratèges et tacticiens. C'est *se perdre* dans des questions techniques, *c'est renforcer l'esprit militaire*, à moins que le peuple ne voie dans cette campagne que la tentative pour s'émanciper partiellement de la servitude militaire, indépendamment de toute « considération supérieure de la Défense nationale ».

Mais alors ne vous semble-t-il pas qu'il y aurait là un état d'âme éminemment propice pour comprendre les faits diplomatiques, politiques et moraux de l'affaire Dreyfus et adopter *nos* conclusions ?

La situation actuelle, en France, réclame des solutions audacieuses. Prenez garde qu'une « formule pratique » dont vous êtes l'auteur — mirage dangereux ! — ne vous permette pas l'abstraction qui, *à chaque période nouvelle*, doit précéder l'action !

G. Stel.

J'ai eu récemment l'occasion d'écrire, ici même, à notre confrère Gohier une lettre qui eut sans doute la mauvaise fortune d'être mal lue par lui, car elle répondait justement aux questions qu'il nous pose de nouveau.

Remettons donc, une fois de plus, les points sur les i.

Gohier demande qu'on l'éclaire sur le but de la polémique anarchiste. La polémique anarchiste fait partie de la propagande anarchiste. Et le but de celle-ci pourrait, en deux mots, s'énoncer et se justifier ainsi : Considérant d'une part qu'assez de tentatives ont été faites, sans grand résultat, pour s'accommoder de l'autorité et de la propriété ; de l'autre, que l'étude impartiale des faits sociaux établit sans conteste que la seule société où la vie sera non pas délicieuse, mais passable, sera la société organisée sur le type d'une communauté d'hommes égaux et libres, les anarchistes pensent qu'une propagande inflexible et intégrale doit être commencée dans ce sens.

A la vérité, on s'efforce de leur prouver qu'une telle propagande est encore inutile et dangereuse. Selon la formule, l'heure ne serait pas encore venue. Nous ne pouvons répondre qu'une chose : Miraculeuse serait la montre qui marquerait cette fameuse heure et bien malin celui qui saurait y lire. En matière d'initiative révolutionnaire, on s'aperçoit qu'il est l'heure d'une chose quand cette chose s'accomplit. On n'attend pas que ce soit l'heure, pour la faire. Ou alors on ne la fait jamais. Si les précurseurs du temps passé eussent attendu pour marcher que tout le monde fût d'accord avec eux, nous en serions encore à l'âge de pierre. Il y aura toujours des timides pour s'accrocher aux basques des gens hardis et ces opportunistes auront toujours les meilleures raisons.

Gohier découvre avec stupeur que notre propagande est dirigée presque exclusivement contre des hommes de progrès, presque jamais contre des hommes de réaction. La belle trouvaille ! Notre objectif, notre idée fixe étant la liberté totale, le communisme intégral, comment pourrions-nous ne pas prendre à partie ceux qui croient pouvoir se tirer d'affaire avec quelques garanties, plus ou moins illusoires, contre les empiètements des bandits du pouvoir et de l'or ?

Fatalement, malgré nous, notre propagande s'alimente de vos erreurs, de vos inconséquences, et parfois aussi, hélas! de votre égoïsme et de votre hypocrisie, à vous bourgeois démocrates. En tant qu'anarchistes, nous ne devons pas négliger une occasion de mettre en lumière le point de vue anarchiste. Tant pis si ceux qui nous fournissent ces occasions font, à d'autres égards, besogne utile et s'appellent Gohier, Clemenceau ou de Pressensé. Pour se mettre l'esprit en repos sur ce qu'il croit être une chose monstrueuse, Gohier n'a qu'à ouvrir une histoire. Il y verra que les luttes les plus âpres se livrèrent toujours entre les partis les plus proches. Dans la bousculade vers le mieux qui figure assez bien l'humanité en marche, il y a, en effet, des choses surprenantes.

Est-ce notre faute? Nous essayons de gagner à nous, en leur montrant qu'ils se trompent, ceux qui ont déjà fait vers nous la moitié du chemin. Il nous appartient de gagner les hommes d'intelligence et de bonne foi attardés parmi les démocrates, comme il appartient aux démocrates de grossir leurs rangs aux dépens des forces réactionnaires.

Quant à dire que nous épargnons l'ennemi commun, quelle naïveté! Nos attaques contre les timides de la démocratie ne frappent-elles pas plus fort encore les plus timides de la réaction?

Nous n'avons, pas plus que Gohier, le moyen ni l'espoir d'obtenir la transformation radicale et subite de la société. Ce qui ne nous empêche pas de croire que notre propagande, faite directement en vue de cette transformation, a sa raison d'être et son importance.

Les choses humaines progressent selon un rythme des plus embrouillés, et il est impossible de dire : A tel moment, tel genre d'efforts est plus utile que tout autre et doit remplacer tous les autres. Chaque progrès est le résultat de la bonne volonté de tous, à quelque degré qu'ils se soient arrêtés dans leur conception du mieux. Pour retrouver dans chaque parcelle de justice et de vérité conquise sur la violence et l'erreur ancestrales la part qui revient à chacun des groupes formés par les ouvriers du progrès, il faudrait faire l'analyse d'une synthèse tellement complexe que personne, je crois, ne la tenterait avec succès. Comment oser dire alors, comme fait Gohier: Je suis plus utile ou moins utile au peuple? Parole vaine et prétentieuse. Les gains de l'humanité dans la voie tortueuse du progrès ne se calculent pas, hélas! selon une comptabilité aussi simple. Etablir le tant pour cent de gloire qui revient à chacun dans chaque victoire sociale, c'est impossible. Mais soyez sûrs qu'à tous ceux qui luttent avec énergie et bonne foi, il en revient une part — plus ou moins bruyante.

Bien qu'indirecte, détournée et se produisant en quelque sorte par contre-coup, l'influence des partis d'extrême avant-garde sur la moindre réforme est indéniable. D'abord, parce qu'étant en possession de la critique la plus serrée, la plus complète, la plus ardente de l'ordre actuel, ils fournissent d'arguments ceux qui viennent derrière eux. Ensuite, parce qu'ils leur servent d'entraîneurs. Les bonnes volontés qui font bloc à de certaines heures et obtiennent quelque chose par la pression du nombre, ne peuvent pas être bien vaillantes et prennent peur aisément. Il faut qu'elles se rassurent en voyant au loin, en avant, de plus vaillantes qu'elles. C'est ici comme à la bataille. Si le premier rang se bat bien, le reste suit; si le premier rang hésite, le gros de la troupe prend la fuite.

La petite phalange de lointaine avant-garde, porteuse à la fois du flambeau qui éclaire la route et du clairon qui appelle les traînards, peut faire beaucoup en restant ferme à ce poste. A quoi servirait-elle, au contraire, si, pour obéir aux injonctions de ceux qui s'essoufflent après elle, elle revenait mettre son maigre contingent au service de besognes que tant d'autres feront mieux?

Un mot, maintenant, pour finir. Nous répondons toujours, et de notre mieux, aux questions que nous adresse notre confrère Gohier. Je serais particulièrement heureux s'il voulait répondre, cette fois, d'une façon méthodique et précise, aux diverses observations que je lui soumets ici.

CHARLES-ALBERT.

LE

MOUVEMENT ABOLITIONNISTE

et la Conférence de Genève

La *Fédération Abolitionniste Internationale* compte des hommes d'opinions très différentes : des pasteurs protestants aux conceptions étroites et aux méthodes autoritaires, des étatistes qui réclament partout et toujours la sainte tutelle des lois, des socialistes plus ou moins démocrates, et quelques libertaires.

Ils réclament tous la suppression des maisons de tolérance et de la police des mœurs, en un mot l'abolition de l'oppression odieuse que l'Etat exerce sur les malheureuses prostituées. Transformées par la société de machines à travail en machines à plaisir, écrasées sous le poids des règlements administratifs et du mépris public, elles finissent, d'ordinaire, en prison ou à l'hôpital leur misérable existence.

Ce mouvement ne peut que nous être sympathique. Dévoiler le rôle odieux de l'Etat, dénombrer ses méfaits, arracher le voile d'hypocrisie qui les couvre, voilà de la bonne besogne. Les bourgeois — sans en avoir conscience, bien entendu — en prennent leur part. Et l'Etat apparaît aujourd'hui, aux yeux de tous ceux qui réfléchissent, sous son triple aspect : d'exploiteur, d'oppresseur et de corrupteur.

* * *

Charles-Albert a publié, ici même, une étude sur *La Prostitution* (un chapitre de son beau livre : *L'Amour Libre*), dans lequel il expose les causes sociales de ce fléau. Il prouve que le mal se rattache au régime capitaliste, et ne peut disparaître qu'avec ce régime. Je ne pourrais que répéter mal ce qu'il a si clairement exposé; inutile donc que j'y revienne.

Sur ce point, les opinions du Congrès se sont nettement divisées : une fraction — pasteurs protestants et philanthropes — envisageant la prostitution comme une *question de cœur* (?) (comprenne qui pourra!), dont les causes accessoires seraient les bas salaires des femmes, la corruption morale, la pornographie, l'alcoolisme, etc.; l'autre fraction, avec des nuances plus ou moins accentuées, voyant dans la prostitution un phénomène de l'organisation capitaliste.

Parmi les orateurs qui ont parlé dans ce sens, il faut signaler Mlle de Sainte-Croix, qui prouve qu'en matière de prostitution, *la société est la grande, la seule coupable;* Marcel Huart, qui, développant la même conception, montre les papes protecteurs et exploiteurs des prostituées; Mlle Poppritz qui raconte avec des accents de révolte et d'indignation les misères des ouvrières en Allemagne. La prostitution, conclut-elle, est pour beaucoup de femmes la seule ressource qui leur reste, avant de mourir de faim. Mlle Schirmacher, qui montre à quels salaires de famine doivent travailler les femmes dans tous les pays dits civilisés. Et d'autres encore qu'il serait trop long de citer. Mais l'honneur de l'affirmation la plus courageuse revient à Mme Gevin-Cassal. Dans son rapport, remarquable par la clarté de l'exposition et par l'énergie des affirmations, elle prouve — faits à l'appui — que l'Etat est le *grand souteneur* et que les maisons religieuses exploitent les jeunes filles enfermées chez elles et les préparent presque inévitablement à la prostitution. Sur 75 femmes publiques interrogées par elle, 70 sortaient des maisons religieuses. La vie enfermée, le manque d'hygiène, l'hypocrisie de la morale religieuse, la spécialisation dans le travail poussée à des limites incroyables (certaines jeunes filles passent, par exemple, leur jeunesse à faire des boutonnières, et pas autre chose), voilà ce qui fait de toute maison religieuse une école de prostitution (1).

Il résulte donc clairement des débats de la conférence de Genève :

1° Que les causes de la prostitution se rattachent au régime capitaliste, et que, par suite, La prostitution disparaîtra seulement avec ce régime;

2° Qu'elle est le propre de toutes les époques d'exploitation économique, d'oppression politique, d'union et de famille légales;

3° Que l'Etat se sert de la prostitution. Il en tire, entre autres, des avantages financiers, et il en fait très souvent l'un des rouages de sa police. Il la réglemente donc pour la répandre et la conserver;

4° Que l'Eglise a apporté et apporte son tribut à l'entretien de ce fléau. Les entraves que la morale chrétienne apporte au relèvement social de la femme sont une des causes *indirectes*, et assez grave de la prostitution.

* * *

Le Congrès de Genève vient de l'établir une fois de plus, la prostitution est un mal si profond, dont les racines plongent si avant dans l'organisation sociale, qu'il ne faut pas espérer le voir diminuer sans une transformation profonde de la société. Mais cela n'empêche pas de lutter contre l'hypocrisie et la brutalité des gouvernants, qui ajoutent à une fatalité économique l'odieuse aggravation et la corruption spéciale des mesures administratives. C'est à cette lutte que s'emploie courageusement la *Fédération Abolitionniste*, en dehors de tout parti politique, et elle mérite à ce titre l'encouragement et la collaboration de tous les hommes libres. A cette besogne, les anarchistes, entre autres, ne sont pas déplacés, car l'Etat souteneur se prête le mieux du monde à l'exposé de leurs griefs contre l'Etat.

La réglementation du métier de prostituée, avec son immonde instrument, la police des mœurs, met hors la loi, hors l'humanité, pourchasse et martyrise les malheureuses contraintes pour vivre à vendre leur corps. Cette chasse à la femme, dont la tradition est entretenue depuis le moyen âge, répond-elle au moins au but qu'on lui prête : c'est-à-dire combattre la contamination vénérienne, qui s'élargit de jour en jour?

Pas du tout. M. le professeur Augagneur, de l'Université de Lyon, a établi — statistiques en mains — qu'il n'y a aucun rapport entre la nécessité d'une police des mœurs et l'état sanitaire public.

De 1871 à 1898, on procéda à Paris à 479.000 et quelques arrestations de femmes soumises. Depuis 1895, 35.000 arrestations par an donnaient seulement 210 malades constatées. Le rôle de la police des mœurs est donc tout simplement oppressif et odieux.

Un abolitionniste est allé plus loin dans sa critique : il a prouvé que, dans plusieurs villes, l'état sanitaire public s'est amélioré d'une manière très sensible, dès la suppression de la police des mœurs.

La contamination vénérienne, du reste, ne se propage pas seulement par voie sexuelle; elle

(1) Le rapport de Mme Gevin-Cassal sera bientôt publié par les soins de la Fédération Abolitionniste Internationale, à Genève.

se propage aussi, et dans des proportions très grandes, par le manque d'hygiène. En Bulgarie, en Russie, il y a des villages entiers — c'est le Dr Fiaux qui l'affirme — contaminés de syphilis par la voie des habits, de la cuisine, de la cohabitation, etc. Les maisons étroites et infectes, la promiscuité obligatoire pour tous ceux qui ne peuvent pas payer un gros loyer, l'ignorance de toute règle d'hygiène, voici autant de crimes du régime capitaliste.

Enfin, pourquoi ne considérerait-on pas comme des maisons de débauche les casernes, où la morbidité est supérieure à tout autre milieu? Surtout parmi les troupes d'élite, comme, par exemple, la Garde républicaine à Paris? Et pourquoi n'appliquerait-on pas la même surveillance médicale et policière à tous les mâles, atteints de maladies vénériennes?

***

Mais pourquoi donc la majorité des congressistes de Genève tout en partageant ces idées contre l'Etat souteneur, se montrait-elle décidée à combattre le mal par le mal, à faire encore appel à l'Etat pour d'autres règlementations, d'autres répressions? Etrange logique!

Le pasteur Weber propose des mesures farouchement répressives contre la corruption, les souteneurs, la débauche des mineures, et même contre ce qu'il appelle le concubinage. C'est la rage du prêtre — même marié — contre l'acte sexuel. Comme une courte détention n'a pas d'effet curatif, M. Weber voudrait un emprisonnement de longue durée, pour pouvoir, en châtiant les corps, sauver les âmes... La conférence n'a pas pris très au sérieux les grandes colères du pasteur.

Une autre fraction s'appelait elle-même préventive et répressive. La prostitution, d'après elle, n'est pas un crime, mais néanmoins peut porter atteinte à l'ordre public. D'où il faut prendre contre elle des mesures. Lois contre ceux qui, par promesse de mariage ou autrement, séduisent des mineures, abusent de la misère d'une femme pour accomplir l'acte sexuel, lois contre les personnes responsables d'infanticides, contre les proxénètes, etc... Responsabilité du père naturel; obligation de trouver du travail aux femmes, etc...

M. Guyot a fait justice de ces diverses mesures préventives ou répressives en montrant qu'elles avaient déjà été prises sans résultat. Donc, mesures inutiles et dangereuses, ouvrant la porte à l'arbitraire. Après avoir édifié de mauvaises lois, a-t-il dit en substance, il faut les démolir et s'est long et difficile. M. Guyot eût été parfait et tout à fait logique en appliquant le même raisonnement à l'ensemble des lois et règlements qui régissent aujourd'hui la matière.

Un des libertaires présents au Congrès aurait pu placer, après le discours de M. Guyot, une belle sortie contre la légalité en général.

***

Nous pouvons exposer ainsi, je crois, les conclusions qui se dégagent des débats du Congrès.

S'il est impossible de croire à la disparition de la prostitution, toutes autres choses restant en l'état dans la société, il est grandement profitable, à bien des points de vue divers, de lutter pour abolir la règlementation de l'industrie sexuelle. Toute nouvelle mesure législative — répressive ou préventive — est odieuse, inutile et dangereuse au même titre que ses aînées. Comme l'Etat, intéressé à gérer la prostitution, ne lâche d'ordinaire que ce que l'on sait lui arracher, c'est à l'opinion qu'il faut s'adresser. Mme Butler, l'initiatrice du mouvement abolitionniste, en avait fait l'expérience qu'elle raconte ainsi : « Il y a trente ans, — disait-elle — quand nous avons commencé le mouvement en Angleterre, nous nous sommes adressés au Parlement et aux églises. On ne nous a même pas répondu. Nous nous sommes adressés alors à l'opinion publique, aux ouvriers, et notre cause a été gagnée. »

Il faut partout dire au peuple qu'après avoir exploité ses sœurs et ses filles comme ouvrières, on les traîne, souvent de force, dans de véritables prisons où elles sont obligées de livrer leur corps au premier venu, sans espoir d'en sortir jamais; que les agents de la police des mœurs, véritables souteneurs, en font les victimes de l'exploitation la plus ignoble qui se soit jamais vue; que le peuple doit arracher ces victimes à l'Etat ; que son rôle consiste à les défendre, non à les mépriser. Peut-être alors s'acheminera-t-on vers l'abolition de cet esclavage.

Ces idées, si elles n'ont pas été défendues au sein du Congrès, semblent d'ailleurs avoir été soutenues dans les séances du conseil d'administration de la Fédération Abolitionniste. Car la proposition à laquelle une grande majorité dans le Congrès semblait favorable, à savoir : émettre le vœu que les gouvernements répriment avec rigueur toute débauche de mineures, a été repoussée à la séance du conseil. Et le conseil a fait accepter ensuite par le Congrès de renvoyer à l'étude toute proposition analogue.

Nous ne pouvons donc souhaiter que bonne chance aux bons lutteurs de la Fédération.

Nino Samaja.

Une magnifique réunion abolitionniste s'est tenue en dehors du Congrès, devant 3.000 personnes, où Marcel Huart et Mlle de Sainte-Croix ont dit d'excellentes choses. Notre amie de Sainte-Croix a effarouché tous les hôteliers et épiciers de Genève en se déclarant socialiste et libertaire.

MOUVEMENT OUVRIER

Le Comité d'entente socialiste chargé d'organiser le Congrès politico-socialiste de 1900 vient d'adresser aux organisations socialistes l'invitation définitive d'assister au Congrès.

J'ai déjà eu l'occasion, lors de l'apparition du premier manifeste, d'en parler ici même; quant au fond, celui-ci n'en varie pas beaucoup, et n'est en quelque sorte que la réédition du premier.

L'on se rappelle qu'au Congrès tenu à Londres en 1896, les anarchistes et tous les socialistes pour qui la conquête des pouvoirs publics n'est pas une panacée, se trouvèrent en opposition violente avec la fraction purement parlementaire qui avait la vaine prétention de représenter à elle seule le socialisme français.

Pour que ces incidents ne se renouvellent pas, il fallait à tout prix exclure les éléments qui pouvaient amener la discussion sur un autre terrain que celui des sentiers battus de la « Conquête des pouvoirs publics », et c'est pour cela que l'on fit adopter la résolution suivante : « Le Congrès de Londres donne mandat à son bureau de convoquer le prochain Congrès à Paris en 1900, en faisant appel exclusivement :

« 1° Aux groupes exclusivement politiques...

« 2° Aux associations purement syndicales (trade-unions) qui, sans prendre part à l'action politique militante, déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire; *par conséquent les anarchistes sont exclus.* »

C'était le but poursuivi, mais qu'il était difficile d'avouer. De plus, cette interprétation quelque peu ambiguë faisait que la majorité des syndicats français qui se refusent à toute action parlementaire se trouvaient ainsi exclus.

Il s'agissait alors de trouver un biais pour tâcher de rallier les syndicats qui ne voudraient pas se soumettre à la déclaration préalable, et reconnaître *nécessaire l'action législative et parlementaire.*

Comme la franchise n'est pas précisément le propre de nos socialistes légalitaires, ils provoquèrent une réunion qui eut lieu à Bruxelles au mois de mai dernier et d'où est sorti un texte un peu plus jésuitique que le premier, en ce sens qu'il n'ose pas carrément mettre les anarchistes en cause.

Si à certains des derniers Congrès quelques-uns d'entre nous ont tenu à assister, c'est que ces Congrès se disaient des *Congrès Ouvriers*, et ce titre nous donnait le droit d'y être présents : nous ne voulions pas laisser croire un instant que tous ces politiciens représentent à eux seuls le socialisme et, qui mieux est, le socialisme révolutionnaire.

Mais puisqu'il est convenu que c'est un Congrès de socialistes démocrates et de politiciens, il est bien entendu que non seulement les anarchistes, mais tous les véritables révolutionnaires n'ont rien à y faire, et il n'était pas besoin de toutes ces simagrées pour leur en interdire l'entrée. Et si toutefois quelques-uns d'entre nous s'avisaient d'y aller, ce ne serait certainement pas pour y discuter.

Le soi-disant Congrès ouvrier ne sera donc, en réalité, qu'un congrès politique, car il est à prévoir que très peu d'organisations ouvrières consentiront à faire acte de soumission, en reconnaissant comme nécessaire l'action législative et parlementaire, et laisseront tous les partisans de la conquête de l'assiette au beurre discuter entre eux le meilleur moyen de s'en emparer.

Toutefois, s'il restait quelques illusions aux véritables ouvriers sur le degré de socialisme et sur la tendance ouvrière de ce Congrès, je leur conseille de s'en rapporter aux signatures de la dernière circulaire. Sur les trente-cinq signatures, à peine y a-t-il deux ou trois ouvriers, tous les autres sont des politiciens de profession. Députés, conseillers municipaux, journalistes ou sinécuristes enragés, tels sont les individus qui prétendent représenter le *monde ouvrier*, parler en son nom et donner des leçons de socialisme à ceux qui peinent pour les entretenir.

Le Congrès social-démocrate de 1900 sera quand même un bien, car il précisera nettement les deux tendances modernes du socialisme, la tendance petite bourgeoise et réformiste d'un côté si bien représentée par l'avènement du socialiste Millerand au pouvoir, et la tendance du socialisme nettement révolutionnaire et anarchiste qui ira de plus en plus en s'affirmant.

***

Grève du Creusot. — Depuis huit jours le mouvement n'a pas fait un pas; le potentat Schneider entend rester maître chez lui! Il répond par une fin de non-recevoir à tous les *desiderata* des ouvriers. Bien mieux, c'est lui, le *maître*, qui menace : Je fermerai mes usines! Je transférerai mes hauts fourneaux dans un autre pays! etc., etc. Des 15.000 ouvriers qui crèveraient de faim, Schneider n'a cure. « *Charbonnier est maître chez lui.* » L'ogre ne veut pas sortir de là. De plus, Schneider, qui est à la fois maire, conseiller général et député du Creusot, sent sa situation politique compromise et il entend la conserver : pour cela, il faut que les plus turbulents parmi les ouvriers quittent l'usine et en même temps la ville.

Pendant ce temps, les ouvriers, maintenus par les agitateurs socialistes, restent calmes. Les réunions succèdent aux manifestations platoniques. Aucune résolution virile qui forcerait le *maître* à capituler.

On a bien parlé d'une marche en masse vers Paris, mais l'idée ne semble pas prendre corps. Les malheureux ouvriers espèrent encore et hésitent. La politicaillerie donne en plein, les députés succèdent aux sénateurs, et comme leur existence n'en dépend pas, tous prêchent la conciliation. Toutes les autorités donnent de leur côté, préfet et sous-préfet cherchent par tous les moyens à faire reprendre le travail. Mais Schneider, conseillé par ses sous-ordres, n'entend reprendre que les ouvriers qui lui feront plaisir. La grève du Creusot est devenue surtout une grève de solidarité, les revendications matérielles sont rejetées au second plan.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Exploitation. — M. Turinaz est un pasteur d'âmes; il a assumé la tâche délicate de diriger les consciences et même, en sa qualité d'évêque, de diriger les directeurs de consciences. M. Turinaz doit donc être non seulement un psychologue de premier ordre, mais encore connaître, afin d'éclairer sa casuistique, l'humanité et la société jusque dans les

plus intimes détails de leur complexe organisation.

Erreur! Comme tous les prêtres, comme tous les prétentieux qui se croient aptes à conduire les peuples, M. Turinaz ignore l'a b c de ses *fonctions*. Dans sa candeur et sa méconnaissance des faits sociaux, il appelle les foudres du pape contre les agissements d'une maison d'orphelines tenue à Nancy par des sœurs. Dans cette pieuse retraite, à l'abri de discrètes murailles qui les protègent contre les sacrilèges curiosités et les concupiscences d'un monde de perdition, nos bonnes sœurs exploitent de la façon la plus honteuse les malheureuses orphelines qui sont confiées à leurs augustes mains. De 4 h. 1/2 du matin à 8 heures du soir elles expriment de ces enfants tout le profit qu'il est possible d'en tirer, puis, après quelques années, quand elles ont tiré de cette chair à travail tout le jus qu'elle peut donner, c'est dehors, à la rue, sans un sou, qu'on la jette comme une loque aux ordures.

M. Turinaz semble ignorer que l'exploitation du faible par le fort est le principe fondamental de la société bourgeoise, et que le faible est d'autant plus exploité par le fort que sa faiblesse est plus grande. Que pense-t-il, en son épiscopale indignation, que pourront faire les canons de l'Eglise braqués sur cette citadelle modèle de l'exploitation? Il existe des règlements, des lois limitant l'*exploitation* des femmes et des enfants. L'évêque de Nancy les invoque et reconnaît que, voulût-on les appliquer, des fraudes ingénieuses font obstacle à leur mise en vigueur.

Mais c'est là justement le nœud de la question. Les règlements les plus draconiens sont impuissants à protéger le travail contre la rapacité du capital. Il existe aussi des règlements qui interdisent aux loups, sous peine de mort — quand on les prend — de dévorer les agneaux. Ceux-là ont-ils pour cela modifié leur régime alimentaire? Connaissant le danger, ils usent de plus de prudence et déploient plus de ruse.

Les sœurs du Bon Pasteur, admonestées par le pape ou molestées par la loi, prendront mieux leurs précautions, à moins que, comptables méticuleuses, elles ne préfèrent, toute balance établie, l'infime amende à la fructueuse exploitation.

Ainsi agissent les exploiteurs de toute catégorie, voleurs de grandes usines ou de grands chemins, détrousseurs patentés et autorisés ou de coins de bois. En dépit de toutes les prohibitions les plus sévères, les loups mangeront toujours les agneaux. La solution, Monsieur Turinaz, consiste non pas dans la multiplication des bulles papales, fragiles bulles de savon que le moindre coup de canif réduit à néant, mais dans la suppression de la cause qui divise l'humanité en loups et agneaux : la propriété.

⁂

La Grande Famille. — La torture militaire n'existe plus; du moins maints ministres de la guerre nous l'ont affirmé sur leur honneur militaire. On sait par l'affaire Dreyfus quelle foi aveugle il faut ajouter aux paroles des ministres de la guerre.

Cependant, de temps à autre, des faits sont révélés qui, sans doute, se produisent chaque fois pour la dernière, mais dont le retour persistant nous paraît multiplier par trop ces « dernières fois ».

A Oléron — ce n'est pas en Afrique, cette fois — les poucettes sont en usage, ainsi que le système de punition consistant à enfermer un homme en un trou noir, appelé cellule de correction, avec *une gamelle tous les quatre jours*. L'un de ces malheureux qui se trouvait en cellule s'étant plaint qu'on lui eût apporté de l'eau croupie, fut laissé quatre jours sans une goutte d'eau pour lui apprendre à réclamer. Le reste est à l'avenant.

Ces faits, révélés par un témoin dans une lettre adressée au *Journal du Peuple*, donneront lieu probablement, à la rentrée des Chambres, à une éloquente et indignée interpellation, à laquelle ripostera Galliffet, le plus sanguinaire des militaires, par des promesses de répression fort bien placées dans la bouche de cet assassin et par l'assurance que ces faits ne se reproduiraient plus... jusqu'à la prochaine fois.

⁂

La Justice. — Une pauvre vieille de *quatre-vingt-neuf* ans, n'ayant pas eu le talent d'amasser, comme Marinoni, des millions en détroussant les naïfs et les imbéciles, vendait des allumettes pour pouvoir vivre.

L'Etat s'émut de cette redoutable concurrence et mit en mouvement ses rouages les plus formidables. Agents, magistrats s'emparèrent de la pauvre vieille, qui fut condamnée à *trois cents francs* d'amende.

Ah! mais c'est que dans notre belle civilisation, on ne brave pas impunément les lois! Demandez plutôt à Mercier et à Du Paty.

André Girard.

⁂

Silence aux pauvres! — Le docteur Raimondi proteste, lui aussi. Il se plaint au préfet de la Seine de la façon dont l'Assistance publique assiste les pauvres. Depuis quelques mois, les simples mortels n'ont plus le droit de requérir une voiture d'ambulance, pour le transport d'un blessé ou d'un malade (quand il s'agit d'un indigent). Même le certificat du médecin affirmant qu'il y a urgence, est soupçonné de complaisance. Mais si le malade peut payer cinq francs, alors toutes les difficultés sont aplanies, il n'est même plus besoin de certificat médical, et toutes les voitures sont mobilisées pour le transport du précieux malade. « Si bien que, dit le docteur Raimondi, il faut être riche pour se faire transporter à l'hôpital. »

Que les pauvres souffrent et crèvent comme ils pourront, mais qu'ils se taisent. Silence aux pauvres!

R. Ch.

Roumanie.

A imiter plus pratiquement. — L'*Indépendance roumaine* raconte un fait jusqu'ici sans précédent. Trente-neuf soldats sur cinquante-sept formant la garde de la prison de Dobrovetz, dans le district de Vaslui, ont abandonné leur poste avec sergents et caporaux, emportant leurs armes et leurs munitions. Immédiatement, des troupes ont été lancées à la poursuite des déserteurs, qui ont été rejoints dans un bois de la région. Un conseil de guerre jugera les prisonniers.

Uruguay.

Un patriote. — Arredondo, qui a tué le président Borda en 1897, avait été acquitté par le jury pour diverses raisons : d'abord, parce qu'il était possible que le saisissement, et non la balle du revolver, ait causé la mort du président; puis, parce qu'Arredondo avait agi sous l'impulsion d'un sentiment patriotique. Le ministère public en ayant appelé contre cette sentence, cette dernière a été purement et simplement confirmée. Et pour avoir supprimé le président de la nation, Arredondo a été mis en liberté.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Un groupe de jeunes camarades désireux de propager les idées libertaires a pris l'initiative de fonder dans le troisième arrondissement une bibliothèque d'études sociales et fait appel à tous les jeunes gens aspirant à la liberté et voulant s'instruire, les conviant à une réunion préparatoire qui aura lieu le samedi 7 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Albanésie, 22, rue du Vert-Bois.

Causerie par un camarade.

Le groupe d'initiative fait appel aux camarades qui auraient des brochures, livres, journaux et qui voudraient en faire don. Les adresser au camarade Danil, 22, rue du Vert-Bois.

⁂

Les anciens camarades des *Egaux du XIIe arrondissement*, ainsi que tous les libertaires, sont invités à se réunir samedi 7 courant, à 8 h. 1/2 du soir, maison Arthur, marchand de vin, 25, rue Poncelet (angle de la rue Laugier).

Questions urgentes à discuter.

Les socialistes de l'arrondissement sont invités.

⁂

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine).

Samedi 7 octobre : Ch. Malato, Civilisés et Primitifs.

Lundi 9 octobre : A. Bloch, Le Charbon et ses transformations.

Samedi 14 octobre : Henri Rainaldy, Les Faiseurs de ténèbres (prêtres, magistrats, soldats, gouvernants).

Tous les mercredis, la Bibliothèque est ouverte pour la lecture des volumes.

⁂

Le groupe E. S. R. I., anciennement rue de l'Arbalète, se réunit tous les mercredis, à 8 h. 1/2, à la Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon.

Causerie par un membre du groupe.

⁂

Collection de la *Révolte*, 7 volumes reliés, à vendre : adresser des offres à Leruth Aubette, Pont Léopold, à Hodimont-lès-Verviers, Belgique.

⁂

Pour l'aménagement du nouveau local, le groupe de l'Ecole Libertaire demande à emprunter, pour un mois, deux ou trois établis de menuisiers.

Prière aux camarades pouvant en disposer de s'adresser au journal, le plus tôt possible.

⁂

Les Egaux du XVIIe. — Les Egaux se réunissent le samedi 7 octobre, à 9 heures du soir, maison Arthur, 25, rue Poncelet (angle de la rue Laugier).

Causerie par le camarade Méo sur « l'Utilité des sciences sociales ».

Les socialistes et les libres penseurs du quartier sont invités.

⁂

Quatre-Chemins, Aubervilliers, Pantin. — Les lecteurs des *Temps Nouveaux* sont invités à venir samedi 7 courant, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier, à Aubervilliers. Conférence sur « le Matérialisme », par le camarade P. Nervins.

Le groupe des anarchistes des Quatre-Chemins invite toutes les intelligences à venir discuter librement avec les camarades.

BIBLIOGRAPHIE

Historia Negra, por El Capitán Verdades; 1 volume, 8 réales; Casa Editorial Maucci, Consejo de Cienjo, 296, Barcelone.

Les Prétoriens et les Congrégations, par Urbain Gohier; 1 volume, 3 fr. 50. Edition de la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Derniers ouvrages parus.

L'Amour libre, par Charles-Albert; 1 volume chez Stock, 3 fr. 50; dans nos bureaux, 2 fr. 75.

La Scission socialiste, par les membres du groupe E. S. R. I.; 1 broch., 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15.

Anarchie et Communisme, par Cafiero, édité par le groupe E. S. R. I.; 1 broch., 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15.

Un peu de théorie, par Enrico Malatesta, édité par la Bibliothèque des *Temps Nouveaux* de Bruxelles; 1 broch., 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15.

Les Précurseurs de l'Internationale, par Tcherkesoff; 1 plaquette, 1 fr.; par la poste, 1 fr. 20.

PETITE CORRESPONDANCE

S. à Paris. — Convocation arrivée trop tard la semaine dernière.

P. Argelys. — L. Sivasti vous demande de bien vouloir lui répondre.

T. N. G. — Une autre fois prévenez d'avance. Où puis-je vous écrire?

Régine. — Nous ferons le nécessaire auprès de la Maison Hachette, insistez de votre côté.

L. V., à Vierzon. — Renvoyez-nous votre adresse, nous l'avons égarée.

J. S. E. — Non, il n'en reste plus : passez au journal.

Reçu pour l'École Libertaire : A. Lasbistes, 0 fr. 75. — Créak, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : Bourges, deux lecteurs par L. M., 0 fr. 50. — Jean qui marche, 10 fr. — R. A., à Amiens, 2 fr. 10. — Jubeau, 1 fr.; Joseph, 1 fr.; Brosseau, 1 fr.; Mariot, 1 fr.; Guillaume, 0 fr. 50; Guhur, 0 fr. 50. Total : 5 fr. — E. L., 7 fr. 50. — Un sergent dégoûté, 0 fr. 50. — Un élève de Charpentier, 0 fr. 50. — Crémieu, 2 fr. — Un groupe de camarades, 0 fr. 50. — R., 5 fr. — Le Breton du Jardin des Plantes, 1 fr. — V. P., 5 fr. — V. B., 0 fr. 50. — Créak, 0 fr. 50. — A. Lasbistes, 0 fr. 75. — Groupe libertaire de Vierzon, 5 fr. — Régine, 2 fr. — Merci à tous.

C., à Genève. — P., à Gilly. — P., à Grenoble. — R., à Mouscron. — F., à Avallon. — G., à Berne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 25 DIX CENTIMES DU 14 AU 20 OCTOBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Nous paraissons sans supplément cette semaine, nous ignorons si nous pourrons le donner la semaine prochaine.

LE MAUVAIS COUP

Avant qu'il soit longtemps, on se sera massacré dans le Sud africain. Du côté des Anglais comme du côté des Boers, les préparatifs se mènent avec ardeur. Chaque jour, des trains passent, chargés de viande humaine. A la hâte des pères de famille, des vieillards, des enfants s'équipent pour le meurtre. Des engins nouveaux, machines à tuer dernier modèle, vont être mises à l'essai. On parle de ballons aux nacelles pleines de boulets explosifs, et qui sèmeront la mort en jetant du lest. Sublime emploi du génie humain. Apprêtons-nous à voir bientôt les journaux du monde entier pleins de maisons incendiées, de récoltes détruites, de villes au pillage.

Et pourquoi du jour au lendemain cette ombre noire sur un coin de la terre? Pourquoi ce désastre prêt à s'abattre? Pourquoi? Oh! c'est très simple. Chaque fois que la douleur atteint ou menace des hommes, ceux-ci, pour en savoir la cause, n'ont qu'à lever les yeux sur les sphères où s'agitent leurs maîtres. La guerre est un de ces mille fléaux par quoi les puissants font sentir aux faibles le poids de leur domination. Les détails de l'aventure changent avec le temps, le fond reste le même. Jadis c'était le chef barbare contentant ses hérédités de pillage en traînant au combat les hommes de son clan. Puis ce fut le prince, empêtré dans le pouvoir et qui demande à la guerre un peu du prestige laissé parmi les méfaits de son règne. Aujourd'hui c'est le lanceur d'affaires, le brasseur de millions, le haut baron de finance et de négoce qui jette des armées sur les pays vierges pour faire, aussi loin que possible, les coudées franches à son trafic. Et les gouvernements sont à ses ordres, parce que les maîtres de l'or sont aussi, par le temps qui court, les maîtres du pouvoir. Aujourd'hui comme jadis, toujours et partout le même spectacle: des privilégiés, des dominateurs usant de la guerre à leur convenance, sans se soucier des maux effroyables qu'elle apporte aux vagues multitudes.

Et la foule ne s'en presse pas moins docile aux boucheries. Hélas! on a si bien serré contre ses pauvres yeux de bête résignée les œillères du mensonge! C'est la guerre, dit-elle. Et depuis des siècles elle accepte la guerre comme une inévitable fatalité. L'idée ne lui vient pas qu'elle pourrait tourner contre ses maîtres l'arme mise en sa main contre ses frères. Périodiquement elle voit revenir la chose inique comme on voit tomber le soir, après l'éclat d'un jour radieux.

Il en est pourtant dans le nombre qui savent et qui comprennent. Que font-ils donc ceux-là? Vous dont le cerveau s'est révolté et qui avez percé à jour le sophisme sanglant, allez-vous aussi assister impassibles à la préparation savante de chaque nouveau crime? Croyez-vous que le procès de la guerre ne soit pas suffisamment instruit? Mais si, vous le savez. De toutes les raisons pour justifier la religion du sang, aucune ne reste debout, sauf la convoitise des bêtes de proie rêvant de lécher de la gloire ou du profit à même le sang des peuples. A quoi tiennent donc encore vos scrupules? Croyez-vous qu'il y ait devoir plus certain, besogne plus urgente?

A l'œuvre donc! Et à l'œuvre hardiment, pour la victoire! Dès que s'entend, en quelque coin du monde, préparer le mauvais coup, que de chaque pays une clameur s'élève : A bas la guerre! N'importe si le lieu où l'on s'égorge est loin de nous. C'est l'humanité tout entière qui doit répondre au défi.

Et surtout, n'attendons pas pour lui donner la chasse que la bête ait montré quelque part sa gueule immonde. Traquons-la, sans merci, jusque dans son repos. On entend des déclamations contre la guerre accompagnées d'actes de foi et de respect en l'armée. Ce n'est pas ainsi que nous vaincrons. Qu'est donc l'armée sinon de la guerre qui se repose, se prépare et reprend des forces? Comment! vous voulez arracher aux maîtres du monde le droit de faire à leur guise le meurtre et la désolation, et vous leur en laissez le moyen! Vous ne voulez plus du massacre et vous gardez la caste dangereuse qui l'étudie, l'organise et le perfectionne! Tant que vous serez naïfs à ce point, vous verrez empereurs, ministres et financiers, les profitants-nés de la guerre, convoquer, par ironie, des congrès de la paix.

A bas la guerre! Mais aussi : à bas l'armée! L'un de ces cris ne vaut rien sans l'autre, et tous deux il faut les faire entendre jusqu'à ce que les hommes de sang et de carnage en soient épouvantés. A bas l'armée et toutes les armées! Celle de France et celle d'Allemagne. Celle d'Angleterre et celle de Russie. Tant qu'une bande de brutes en armes souillera un point quelconque du sol de la terre, le vol accompagné de meurtre n'aura pas disparu de nos mœurs et ceux qui profitent de ces vastes méfaits sauront en faire naître les occasions.

Pour que le massacre prenne fin, il faut que l'instrument du massacre devienne un outil fragile dont personne n'ose se servir. Il faut que l'homme prenne honte de se voir en armes et que le nom de militaire soit synonyme d'une injure.

Voilà l'œuvre où sont conviés logiquement tous les ennemis de la guerre. Faisons-la selon nos forces, nos moyens, notre courage. Par des actes comme les héros sublimes de Russie et de Hollande. Par la parole ou par l'écrit, en ayant sans cesse le courage de notre pensée. Ces paroles et ces écrits seront encore des actes puisqu'ils tombent sous le coup des lois. Soyons rebelles aux lois. Ce sont les gardiennes du mal. N'espérons pas, sans les enfreindre, entamer celui-ci.

CHARLES-ALBERT.

ARGUMENT MALHEUREUX

« Vos critiques — objecte aux anarchistes le citoyen Gohier — sont exclusivement dirigées contre les *hommes de progrès*, et presque jamais contre les hommes de réaction. »

Cette observation me fut déjà faite à moi-même, de vive voix, par le citoyen Gohier, qui semble décidément la prendre comme un argument sérieux contre les anarchistes.

Ne m'étant jamais qualifié de ce titre — encore que les anarchistes me paraissent à cette heure les seuls représentants de la Révolution sociale, pour laquelle, avec des milliers d'autres, j'ai l'honneur de lutter depuis mon entrée dans la vie active, il me semble avoir le droit tout de même de répondre à Gohier, non comme *penseur* — je n'y prétends en rien — mais comme simple citoyen.

Le compagnon Charles-Albert ayant déjà répondu au nom de ses théories anarchistes bien mieux que je ne l'eusse pu faire, je me contenterai de relever l'argument, au nom des faits mêmes dont se compose l'histoire des révolutions successives qui se sont produites depuis un siècle.

Reprenant l'objection habituelle des républicains de gouvernement, surtout depuis 1848, le citoyen Gohier me semble ignorer passablement leur histoire — ce qui est peu probable — ou en avoir bien mal conservé la mémoire.

Il me paraît donc nécessaire d'y revenir.

S'il est un argument que les républicains de toutes nuances ne puissent jamais invoquer sans mauvaise foi, c'est précisément celui-ci, car on le peut immédiatement rétorquer contre eux.

Qui donc, en effet, a le plus « tiré dans le dos » des défenseurs dévoués de la Révolution, et les a le plus constamment livrés pieds et poings liés à leurs ennemis les plus déclarés, si ce n'est, il y a un siècle, Robespierre et ses amis, qui payèrent d'ailleurs de leurs têtes, quelque temps après, le crime impardonnable d'avoir fait tomber celles des dantonistes et des hébertistes, coupables de n'avoir point voulu subir les croyances religieuses que Robespierre prétendait imposer comme culte public. Et, sans calomnier Robespierre, on peut certes affirmer que s'il

eût survécu aux désastres de Thermidor, on l'eût trouvé, à la place de Boissy-d'Anglas, tout prêt à faire canonner, le 2 prairial, les sections insurgées.

Voilà pour la première République.

Le 24 février 1848 a pour conséquence forcée d'amener la proclamation de la deuxième République.

Qui donc organisa la haine et les aveugles défiances du peuple de Paris contre les révolutionnaires tels que Blanqui, Cabet et tant d'autres partisans sincères et désintéressés de la révolution nouvelle? Qui donc fait fusiller les ouvriers rouennais en avril, puis les ouvriers de Paris en juin? Les républicains les plus connus du Gouvernement provisoire, les Ledru-Rollin, les trois Arago, les Marrast, les Louis Blanc (le *Jaurès* de ce temps), les Lamartine, les Marie, les Recurt, — tous *hommes de progrès*, tous « amis du peuple » — et au bénéfice de qui? des de Falloux, des Montalembert, des Thiers, des Changarnier, enfin de toutes les cliques monarchiques et surtout cléricales, qui s'unissent dans un touchant accord pour ramener l'empire à l'aide d'un coup d'État.

Le 4 septembre débarrasse la France de Napoléon III et nous ramène une troisième République dont les destinées sont confiées aux survivants des *anciens* de 48, les Jules Favre, les Crémieux, les Jules Simon, auxquels on adjoint les « Jeunes républicains » — les Gambetta, les Brisson, les Ferry, les Floquet, les Ranc et ce queue-rouge de Rochefort — sans compter les Greppo, les Clemenceau, etc.

Comme un seul homme, tous ces fameux républicains, ces « hommes de progrès » — comme les appelle le citoyen Gohier — s'empressent d'énerver l'ardeur des vrais et sincères révolutionnaires et d'organiser l'abominable trahison qui livre Paris, la République et la France entière à l'envahisseur, en plaçant à la tête de nos soldats les chefs les plus avérés de la réaction, incapables et décidés à livrer la France à l'ennemi au bénéfice de « l'ordre social européen », comme l'écrivait à Bismarck cet immonde jésuite de Jules Simon.

Tant de trahisons, tant d'ignominies de tous genres soulèvent enfin le peuple de Paris. La *Commune* est acclamée. L'énergie des vrais patriotes se réveille et fait place à la couardise des *patrouillotards*.

La France peut se reconquérir et se débarrasser de l'envahisseur qui n'ose pas, malgré ses succès, prendre possession de ce Paris, objet de ses convoitises. Qui donc, et avec une activité inattendue, organise frénétiquement contre ce réveil la coalition de toutes les forces monarchico-cléricales? qui se hâte de consentir à l'humiliant traité de Francfort pour en obtenir l'immédiate rentrée en France des 130.000 hommes livrés par Bazaine sans coup férir et qui doivent constituer la « plus belle armée qu'on ait vue » — suivant l'abominable expression de Thiers — afin d'en pouvoir écraser le mouvement communaliste et massacrer les Parisiens, sous la haute direction des Galliffet, des Mac-Mahon et des Boulanger? — Qui donc organise encore ces atrocités? Toujours les républicains de gouvernement, en haine de la Révolution qu'ils abhorrent autant et plus peut-être encore que les monarchistes.

Et l'on a la naïveté (ne soyons pas trop sévères à l'égard d'un nouveau venu dans les rangs des révolutionnaires) de trouver étrange que ceux qui parmi nous sont restés fidèles à leurs convictions s'attaquent surtout aux auteurs directs de ces infamies successives, commises au nom du peuple et de la République, plutôt qu'à leurs ennemis déclarés, toujours prêts à bénéficier des crimes de ces prétendus « amis du progrès et de la liberté »!

N'est-ce pas le cas de reprendre la célèbre boutade de Voltaire et de nous écrier : « Gardez-nous de tels amis; quant à nos ennemis, nous saurons bien un jour nous en débarrasser. »

Que les « hommes de progrès », qui n'ont agi jusqu'à maintenant que comme de pires ennemis, aient avant tout l'honnêteté de se reconnaître les auteurs directs et responsables de notre état actuel d'abaissement moral et politique; qu'ils reconnaissent avoir seuls créé le gâchis intellectuel, l'absence de toute orientation dans lesquels nous sommes menacés de sombrer à bref délai.

Qu'ils abdiquent hautement et loyalement toutes leurs infatuations autoritaires, causes essentielles de leurs méfaits et même de leurs crimes; qu'ils consentent à rentrer dans le rang pour combattre « l'ennemi commun », à ce prix on pourra oublier le passé des Clemenceau, des Ranc et de leurs amis.

En auront-ils le courage?

G. Lefrançais.

LE NÉANT DU PATRIOTISME

La famille et les tribus des âges primitifs, les domaines féodaux, principautés et cantons médiévaux, les grandes puissances modernes, voilà à grands traits les diverses phases de la patrie, qui présente ainsi, comme toute chose, un caractère essentiel de changements perpétuels. Malgré cela, d'après les penseurs officiels et autres bourgeois, la patrie n'est pas un vain mot. Et ils s'efforcent à lui trouver une nature de stabilité qu'elle ne peut avoir, par le fait du processus des phénomènes sociaux mêmes. Mais ne nous arrêtons pas ici à faire l'histoire des patries, — ce qui en démontrerait déjà suffisamment la fragilité et la stupidité, — analysons en plutôt la conception. Pour cela, tâchons de saisir une des nombreuses et vagues définitions de la patrie, et posons-la aussi complète que possible :

La patrie, pour la plupart, *c'est une certaine unité territoriale et politique, conventionnellement ou historiquement établie, dont les membres sont solidaires quant à la communauté des intérêts ou quant à la similitude de langue, mœurs, coutumes.*

Unité territoriale? — Le concept n'a pas de valeur, car si l'on veut s'en tenir là, la patrie changerait avec chaque événement; guerre, alliance, conflits, traités suffiraient à y amener de grandes modifications. Du reste, il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur une carte de géographie d'il y a trente ans, et l'on y verra de notables changements dans la composition des patries. Cette notion de temps est précisément l'argument contre lequel toutes les phraséologies patriotiques se briseront inéluctablement; l'histoire est là, qui nous le prouve.

Unité politique? — « Les individus d'une même patrie, nous dit-on, ont ceci de commun qu'ils sont régis par les mêmes lois, dirigés par les mêmes gouvernements. » Mais, dans ce cas, c'est réduire la patrie aux lois, aux gouvernements, à l'*autorité* par conséquent. Or l'autorité, même fût-elle reconnue, a toujours été la négation de la liberté, et dès lors patrie et liberté sont incompatibles. Choisissez!

Quant à cet aveu ingénu qui consiste à nous dire que *la patrie est conventionnellement ou historiquement établie*, c'est en nier le caractère de stabilité et de noblesse : c'est en affirmer la composition éminemment temporaire, amenée par les événements historiques qui changent à chaque instant, ou par une convention d'un moment, et alors exclusivement d'intérêts. En tous cas, on n'y peut voir rien de fixe et rien de sublime.

Communauté des intérêts? — Comment déterminer une frontière quelconque limitant ces intérêts? Un habitant de Verrières n'a-t-il pas plus de relations avec son voisin de Pontarlier qu'avec son compatriote de Schaffouse? Le Niçois ne sait-il pas mieux ce que vaut son voisin génois que son compatriote de la Picardie? Les échanges scientifiques, artistiques, industriels, commerciaux sont-ils confinés aux quelques kilomètres carrés qui pourraient former le territoire d'une patrie? Les expositions et congrès de toutes sortes en sont la plus éloquente des réponses.

Similitude de langues, mœurs, coutumes? — La définition devient plus vague encore. La Russie, la patrie la plus vaste d'Europe, comprend un nombre considérable de peuples différents, soit dans leurs langues, soit dans leurs mœurs et coutumes, soit dans leurs intérêts. L'Angleterre, patrie qui s'étend un peu sur toute la terre, englobe une centaine de langues et des mœurs diamétralement opposées. La Suède et la Norvège n'ont rien de commun ni dans leurs intérêts, ni dans leur manière d'agir. L'Italie, dont le nord est si différent du sud, n'a rien d'homogène non plus. Les États-Unis sont composés d'un mélange de peuplades qui se détestent mutuellement; affaire de lucre. La Suisse est un bel exemple d'hétérogénéité. L'Autriche ne compte pas moins de treize nationalités qui ont fort peu l'air de s'entendre. La France et l'Allemagne mêmes, qui semblent les plus unies, présentent également des différences qui ne leur permettent pas d'affirmer ni une communauté d'intérêts, ni une similitude de langue, mœurs, coutumes.

Les luttes intestines sont la caractéristique de toutes ces patries; les agglomérations des peuples qui en forment la masse sont le plus souvent artificielles et fragiles; ce sont les œuvres de quelques gouvernants intéressés; la monarchie et la polyarchie en sont la sanction; or, la force ne peut donner de bons résultats, en aucun cas.

Et maintenant que, par l'analyse, nous avons montré le néant de la patrie, peut-être par la synthèse en restera-t-il quelque chose?... Considérons donc la définition précédente en bloc; ce qui s'en dégage fatalement, c'est la négation de *liberté:* en effet, un individu, à sa naissance, n'a pas le droit de choisir sa patrie, *elle lui est imposée* par ses parents ou par un lieu d'origine. Dès lors, où est le principe de liberté qu'on prétend attacher à la patrie? Et si une personne se fait naturaliser, ne renie-t-elle pas sa patrie primordiale, uniquement par un égoïsme tout subjectif? Cela ne prouve-t-il pas ainsi, que c'est ou une oppression collective ou une affaire d'intérêt personnel? Cela n'a évidemment rien de recommandable.

En résumé, quoi qu'on dise, le vieil adage latin *Ubi bene, ibi patria* (1) est encore le plus juste, pour les patriotes comme pour les antipatriotes; sortir de là, c'est entrer dans l'inexplicable, c'est enfourcher une fiction, une entité dangereuse et vague, dont la dérivée nécessaire est le militarisme avec son cortège de calamités.

En fait, peut-on imaginer une patrie basée sur les concepts précédents? Assurément *non*. On pourrait peut-être dire alors que les patries ont chacune leur histoire propre, leurs traditions sacrées. Oui, *peut-être*, mais à notre époque toute au présent, c'est vieux jeu que de regarder vers le passé, de contempler ses gloires douteuses, de se reposer sur des lauriers auxquels on n'a aucun droit; se complaire dans l'antiquité, se répéter avec respect les noms des héros et autres assassins nationaux, c'est renier l'avenir, c'est se moquer du présent, c'est retourner en arrière.

Ce qui pourrait seul subsister, c'est l'amour du pays, du sol sur lequel on est né ou sur lequel on vit : le paysan aime la terre qu'il cultive, le citadin aime la ville dans laquelle il circule, et qui lui est connue, l'enfant aime la maison dans laquelle il a grandi (2). Mais ce

(1) Où je suis bien se trouve ma patrie.

(2) Je n'affirme rien, je ne fais que transcrire un sentiment qui pourrait être explicable.

n'est pas là du patriotisme ; c'est une préférence.

Ainsi, n'en déplaise à ces messieurs nationalistes, nous arrivons à des conclusions bien différentes de celles des gens à *sens moral : La patrie n'existe pas*, quoique nous en ressentions les effets — tout comme nous apercevons les ravages d'un Dieu qui n'est pas — par notre contact même avec des gens qui y croient. Nous avons en outre montré que le caractère essentiel de la conception de patrie, c'est la variabilité, et que le patriotisme ne se distingue des autres préjugés humains que par l'intérêt et l'oppression. Quant à ceux qui nous parlent de traditions et autres fadaises, quittons-les sans regret et sans fâcherie, mais avec le respect dû à toute antiquité.

Persuadons-nous seulement de ce fait, que les individus, les peuples, les races sont les membres d'un corps unique : *l'Humanité*.

J. W.

MOUVEMENT OUVRIER

Grève du Creusot. — Comme il fallait s'y attendre, la clique politico-socialiste a réussi à enrayer complètement le mouvement qui menaçait de prendre une attitude nettement révolutionnaire. Le projet d'exode vers Paris rencontrait de chauds partisans parmi les grévistes : à un certain moment même, la plupart d'entre eux y étaient résolus; des dispositions furent même prises pour assurer le ravitaillement sur le parcours. Les crève-la-faim de Schneider, à qui l'idée de venir étaler leur misère à la bourgeoisie parisienne semblait sourire, avaient compté sans le ministère ou, plutôt, sans le socialiste du ministère, à qui d'empressés amis ont pris à tâche d'aplanir toute difficulté.

De plus en plus nous apprécions l'avantage d'un socialiste au ministère. Au moment de mettre le projet d'exode vers Paris à exécution, Millerand délégua au Creusot ses deux sous-ordres Viviani et Turot avec mission d'arrêter à tout prix le mouvement révolutionnaire. Les malheureux toujours battus, et toujours contents, écoutèrent une fois de plus les conseils de ces messieurs.

Les promesses d'arrangement ne se firent pas attendre et une proposition d'arbitrage Waldeck-Rousseau habilement présentée aux grévistes fut acceptée. Millerand était sauvé.

La sentence ne s'est pas fait attendre; en quarante-huit heures tout a été réglé et, Gros-Jean comme devant, les ouvriers vont reprendre le collier pour le plus grand avantage du capitaliste Schneider.

Telle est la besogne à laquelle se livrent aujourd'hui les socialistes politiciens.

De la sentence arbitrale rien à retenir, si ce n'est que, pour ne rien dire, le représentant autorisé du capitalisme a fait de très longues phrases auxquelles les ouvriers, ne comprenant rien, ne s'endormiront que mieux.

Cette fois, encore plus que la première, c'est bien Schneider qui triomphe. Il va pouvoir, avec le temps, faire parmi les ouvriers les coupes sombres projetées; le syndicat n'y sera pour rien. Oh ! que non! mais les militants n'en seront pas moins privés de leur gagne-pain.

Les salaires à la journée ne seront pas diminués, mais petit à petit les marchandages seront moins payés. Il va pouvoir, comme il l'a projeté depuis longtemps, transporter ses usines autre part, exploiter des populations neuves, et cela sans secousses, ni accrocs. Des gens crèveront de faim, la misère frappera des milliers de familles,... mais Millerand aura été sauvé.

Et, pour ne pas être taxé de parti pris par la gent politique des « tueurs d'énergie », je ne saurais mieux terminer qu'en citant ce passage du discours d'un d'entre eux :

« Camarades,

« Nous pourrons bientôt reprendre le travail. « Je vous engage à avoir dans l'usine une attitude « digne. Respectons ceux qui nous commandent.

« Quant aux socialistes qui ont fait triompher « votre cause, ils demandent seulement comme ré« compense que nous restions toujours de bons ré« publicains.

« Si à cette assurance vous voulez ajouter l'envoi « à la Chambre, aux élections prochaines, d'un re« présentant socialiste, vous ne ferez que votre de« voir. »

P. Delesalle.

* * *

L'arbitrage Waldeck-Rousseau est une victoire socialiste, c'est entendu. Schneider n'a pas attendu longtemps pour s'en moquer. Témoin cette dépêche qui montre bien qu'il ne sera pas fait de distinction entre les ouvriers syndiqués et les non-syndiqués.

« Pour l'entretien des hauts fourneaux, la Compagnie s'est réservé le droit de désigner des ouvriers non syndiqués, sous prétexte qu'il s'agit de travaux spéciaux. »

Telle est la victoire.

Il a fallu qu'un des leurs fût au pouvoir pour les assagir tous. Qu'en restera-t-il sous peu?

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Travail et capital. — Le journal *La Croix* se pique de sociologie. Cet organe soi-disant chrétien, qui a pris pour titre le nom de l'instrument de supplice — infamant autrefois — sur lequel périt le Christ, ennemi déclaré des riches et défenseur des pauvres, en prend à son aise avec les enseignements du fondateur du christianisme. Se souciant fort peu d'imiter le Nazaréen dans son abnégation et sa pauvreté volontaire, ce journal se range résolument du côté des riches contre les pauvres.

A propos de la grève du Creusot, le sociologue de la *Croix* déclare que si les ouvriers ne sont pas satisfaits de leur sort, c'est que depuis longtemps ils espèrent *la lune*, que leur promettent des meneurs. Puis, pensant être très méchant à l'égard de ces meneurs, il ajoute que ceux-ci résument la question sociale par un programme en deux articles :

1° Les ouvriers ont droit à tout.

2° Et les patrons au reste.

Mais parfaitement, cher sociologue! Pour ma part, j'accepte ce programme.

Le travail n'est-il pas la source de toute production? Et sous un régime social admettant la propriété, n'est-ce pas lui qui a droit à tout ce qu'il a produit?

Le capital, direz-vous, aide, lui aussi, à la production. Sans doute. Mais n'est-il pas lui-même engendré par le travail? Il arrive seulement qu'il est détenu par des mains autres que celles qui l'ont produit. Or donc, en admettant même le principe sur lequel la société actuelle prétend reposer : « A chacun selon ses œuvres », n'est-il pas équitable que le travail ait droit à tout et que le capitaliste, illégitime détenteur d'un bien qui ne lui appartient pas, n'ait droit à rien?

En vain prétendrez-vous que le capital est lui aussi productif. Imaginez l'expérience suivante : Mettons Schneider et ses actionnaires, ainsi que tous les capitalistes du monde, nez à nez avec leur capital en les privant de l'appui des travailleurs. Au bout de quelques jours nous trouverons des cadavres à côté de monceaux d'or. Par contre, laissez toute latitude aux travailleurs du monde entier d'exercer leur force productive, même sans le secours de l'or des capitalistes. La satisfaction de tous les besoins sera assurée.

Ainsi donc, puisque vous admettez le principe d'une répartition proportionnée aux œuvres, n'est-il pas juste que ceux qui produisent tout aient tout et que ceux qui ne produisent rien, les parasites, prennent ce qui restera une fois que les producteurs auront satisfait tous leurs besoins? C'est là que nous conduit logiquement ce principe : « A chacun selon ses œuvres », que vous ne déniez pas.

Nous autres, plus humains que vous, chrétiens, malgré toute votre charité, nous disons : A chacun selon ses besoins, parce que nous estimons que tout homme a droit à la vie intégrale — physique et intellectuelle — et que nous sommes convaincus qu'avec la propriété disparaîtra le parasitisme, l'exploitation de l'homme par l'homme et, par conséquent, ces divisions de l'humanité en ouvriers et patrons, en travailleurs et capitalistes. Il n'y aura plus que des travailleurs, parce que le travail est la loi normale, l'expression naturelle de l'activité dont tout être vivant est doué.

André Girard.

* * *

Militarisme. — Le 74e de ligne, en manœuvres, bivouaque, une nuit, aux environs d'Evreux. Une sentinelle est placée pour veiller sur les équipages et les chevaux. Trois officiers approchent, et l'un d'eux appelle la sentinelle. « Impossible, mon colonel, il m'est interdit de quitter mon poste. » Fureur du galonnard : « Vous vous foutez de moi, etc... Quelle est votre consigne? — Impossible de vous répondre, mon colonel, il est interdit à toute sentinelle de répéter sa consigne à qui que ce soit, sauf en présence du caporal de garde. — Ah! c'est impossible? hurle le chef massacreur au paroxysme de la colère... Vous allez voir si c'est impossible de vous coller huit jours de prison pour ivresse! » Et malgré les deux autres officiers affirmant qu'il n'était pas ivre, malgré une enquête du général de brigade terminée en sa faveur, le pauvre diable de soldat fit quand même ses huit jours de prison... pour avoir exécuté sa consigne.

Au 62e d'infanterie, un sous-lieutenant, trouvant qu'un caporal réserviste n'avait pas une attitude suffisamment martiale, l'injuria, lui tira les oreilles, lui flanqua plusieurs coups de pied au derrière. Aux termes du code militaire, tout supérieur qui frappe son inférieur est puni d'un emprisonnement de deux mois à cinq ans. Le caporal et plusieurs de ses camarades allèrent trouver le capitaine et lui racontèrent ce qui venait de se passer, le priant de vouloir bien faire des observations au sous-lieutenant. Le capitaine entra en colère et menaça de la prison... qui? Le caporal brutalisé et ses camarades.

Toute la vie militaire est faite de ces petits riens charmants.

A Auxerre, il y a quelque temps, 56 réservistes libérés, dont 3 gradés, adressaient au ministre de la guerre une plainte collective contre le lieutenant Thibault. Voici la façon dont on vient de répondre à leur protestation : le colonel a envoyé à chacun des signataires le questionnaire suivant :

1° Quel est celui qui a fait signer la pétition et qui l'a portée au *Bourguignon?*

2° Dans quelle chambre ont eu lieu les signatures? (Une signature qui a lieu... quel charabia! Ces patriotes d'officiers ne savent même pas le français!)

3° Avec qui étiez-vous lorsque vous avez signé?

4° Qui vous a encouragé à signer?

D'accusateurs qu'ils étaient, voilà les cinquante-six réservistes devenus accusés. Quand l'autorité se trouve prise, c'est toujours ainsi qu'elle s'en tire. N'osant s'en prendre à tant de protestataires, on voudrait en trouver trois ou quatre qui paieraient pour tous, et on les pousse à se dénoncer les uns les autres. J'espère bien qu'ils ne le feront pas.

* * *

Chez les massacreurs. — Un nommé Le Moine de Margon, colonel de son métier (4e hussards), renvoyant dans leurs foyers les hommes de la classe 1896, les met en garde contre « les hommes pervers, imbus d'idées antimilitaires et antipatriotiques », qu'ils rencontreront sur leur route. Il les engage à la fois à éviter et à combattre « les hommes sans foi ni loi, sans Dieu et sans patrie, qui ont jeté le trouble dans la société par l'appât du gain... » Ici l'on ne comprend plus. De qui veut-il parler? Des révolutionnaires ou des manieurs d'argent? Il est probable que le chef massacreur n'en sait au juste rien lui-même : la *Libre Parole* lui enseigne chaque jour que tous les juifs sont des exacteurs et des sans-patrie plût au ciel!), et il n'en cherche pas plus long. Il exalte donc devant ses soldats « les sentiments d'honneur, de dévouement et de sacrifice » qui sont le propre de l'armée, et « le désintéressement qui fait sa force ».

C'est ce que pensait aussi le lieutenant J..., officier payeur au 120e de ligne. Comme de méchantes gens allaient lui chercher noise au sujet de je ne sais quels détournements de fonds et faux en écritures publiques, ce militaire prit par mégarde 6.000 francs qui traînaient, et s'en fut sous le bleu ciel de l'Italie.

Si la passion des voyages ne l'eût pris soudain, je suis sûr que le lieutenant J... eût applaudi à la décision de ce conseil de discipline envoyant à Biribi le cavalier Sablayrolles, du 3e d'artillerie. Etant en congé de convalescence, Sablayrolles avait commis le double crime de se vêtir en civil et d'ac-

clamer un innocent dans une réunion publique. Lequel de ces deux forfaits est le plus monstrueux? Les officiers seuls le savent. Ordre aussitôt à Sablayrolles de se rendre au corps, pour y subir une peine de soixante jours de prison; simple histoire de lui ouvrir l'appétit. Puis, réunion du conseil de discipline et condamnation à Biribi.

J'imagine que c'est dans ce sens-là que les chefs massacreurs entendent l'esprit de sacrifice dont ils se disent atteints : sacrifice des simples soldats à leurs caprices, à leurs haines.

Beaucoup, parmi les victimes de ces héros, n'attendent pas d'être envoyés à la torture, et, plutôt que d'être tués lentement, ils se tuent tout de suite. Le dragon Monnier, du 4e régiment, était le souffre-douleurs d'un gradé qui lui déchirait impitoyablement toutes ses permissions. Monnier s'est tiré bêtement deux balles dans le cœur. Oui, bêtement; car avant de se résigner à mourir, on doit tenter toutes les solutions possibles.

Les chefs massacreurs semblent d'ailleurs mettre plus d'empressement à se débarrasser de leurs élèves, qu'à les conserver. Alors, que ne les laissent-ils chez eux? Un réserviste du 28e de ligne est mort, après avoir été repoussé plusieurs jours de suite par le médecin-major, qui s'obstinait à ne pas le reconnaître malade; il était si bien malade, qu'il est mort des suites d'une congestion pulmonaire. Un autre réserviste, du 49e de ligne, est mort aussi, à la suite d'une grave indisposition survenue en cours de manœuvres.

Si Voulet et Chanoine fils ne s'en fussent jamais pris qu'à de simples soldats, ainsi que de vulgaires médecins-majors, on ne songerait pas aujourd'hui à leur rien dire; mais ils ont pris pour cible un supérieur, et on les blâme : ça n'est pas dans les usages de l'armée.

A l'instar du général Chanoine, le général Mercier a un fils qui chasse de race. Ce fils, il y a deux ans, était lieutenant de cavalerie, détaché en mission, au Soudan. Un de ses domestiques, un noir, maltraité par lui, se sauva et se réfugia sur territoire anglais. Mercier fils le fit reprendre, au mépris des conventions internationales; et comme le gouverneur anglais se fâchait et réclamait par lettre son réfugié, Mercier fils tua d'un coup de revolver l'esclave rebelle, et répondit au gouverneur que sa lettre était arrivée trop tard. Je vous dis que ces officiers sont tous des gens charmants!

Du reste, le moindre bout de galon, dans l'armée, confère le droit d'être assassin. Droit précieux, que tant d'hommes, encore à demi-singes, recherchent avec convoitise! Au bataillon de discipline de Batna, un disciplinaire, Dalloisy, avait été puni de prison et faisait le peloton de punition. Exaspéré par les observations du caporal François, il s'éloigna brusquement. Voulait-il s'évader? C'est peu probable. Mais le caporal, fier de sa part d'autorité, saisit ce prétexte au vol, tira deux coups de revolver qui abattirent l'homme, et le laissa pour mort.

Peut-être tous ces gens ne se doutent-ils même pas qu'ils sont des assassins? C'est le plus triste de tout.

R. Ch.

⁂

Exemple à suivre. — A Rochetoirin, petite commune du canton de la Tour-du-Pin, un malheureux fermier était menacé de la saisie par son proprio. La veille du jour fixé pour la visite des vautours, le fermier fit une tournée chez ses frères de misère, chez ses parents, chez ses amis, et leur exposa sa situation. Aussitôt l'on convint de le tirer d'affaire, et dans la nuit la ferme fut complètement nettoyée. Chacun acheta ce qui pouvait lui être utile : l'un emmena les vaches, l'autre les chevaux, l'autre les poules, le blé, etc., etc. Des pommes de terre encore aux champs furent arrachées pendant la nuit, et le matin à l'aube, l'huissier pouvait venir, il ne restait de la ferme que les bâtiments et le terrain.

Près de vingt personnes des deux sexes ont pris part à cette opération de sauvetage, et mené à bien cette vente sans le concours des hommes de proie.

Jehan des Bois.

Canada.

Faux. — Dans les sphères judiciaires, militaires et diplomatiques, les faux ne se comptent plus. Les lieutenants Carranza et Dubosc, précédemment attachés à la légation espagnole de Washington, furent expulsés du Canada par l'autorité anglaise, sous prétexte qu'une lettre compromettante émanant de l'un d'eux avait été interceptée. Cette lettre, présentée à l'ambassadeur d'Angleterre à Washington, le décida d'ordonner l'expulsion de Montréal. Or, on vient de découvrir que ce document est fabriqué; la lettre originale, absolument inoffensive, a servi de modèle d'écriture aux faussaires. — Est-ce l'état-major des Etats-Unis qui a fabriqué ce faux-là? Ce qui est certain, c'est que le faussaire peut dormir sur ses deux oreilles.

Perse.

Effets de la résistance. — Kavan-ul-Doola, fils de l'ex-ministre des affaires étrangères, voulait pour son usage personnel accaparer certaines réserves d'eau de la ville de Téhéran. Aussitôt une foule de plusieurs milliers de gens, hommes et femmes, se porta vers la maison du fils à papa, l'assaillit, s'en empara, et la détruisit de fond en comble. La troupe, appelée pour massacrer le peuple, refusa de tirer et le shah lui-même, en présence des conséquences que pouvait avoir pour lui une tentative de répression, a jugé de sage politique de fermer les yeux. Grâce à leur énergie, le haut prix payé pour l'eau par les habitants de Téhéran n'a pas augmenté et ceux qui voudraient en accaparer sont avertis.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe les Egaux du XVIIe. — Les camarades libertaires sont priés de se réunir le samedi, 14 octobre 1899, à 8 heures 1/2 du soir, salle Arthur, 25, rue Poncelet (angle de la rue Laugier).

Conférence par le camarade E. Murmain, sur : « Le Socialisme autoritaire et le Socialisme libertaire. »

Samedi 14 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Concert des Omnibus, 27, rue de Belleville, soirée artistique au bénéfice de la Bibliothèque d'éducation libertaire de Belleville.

Allocution par F. Prost sur « l'Education du peuple ».

Conférence par E. Janvion sur « l'Education libertaire ».

Partie artistique, bal et tombola. Entrée : 0 fr. 50.

Bibliothèque d'éducation libertaire du IIIe arrondissement, 26, rue du Vert-Bois. — Ouverture le samedi 14 octobre.

A partir de cette époque, lecture sur place tous les mercredi et samedi, de 8 h. à 10 h., vu le nombre restreint de volumes; plus tard, lorsque la quantité d'œuvres libertaires le permettra, tous les soirs, dimanche et jours fériés exceptés.

Le groupe d'initiative fait tous ses efforts pour posséder le plus grand nombre de livres des écrivains libertaires les meilleurs; il fait appel aux camarades qui s'intéresseraient à l'œuvre et qui pourraient l'aider, soit par l'envoi de brochures, journaux, volumes, soit pécuniairement.

Prière d'adresser tout ce qui intéresse le groupe au camarade Daviet, 22, rue du Vert-Bois.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 22, rue Titon, faubourg Antoine :

Samedi 14 octobre. — Henri Rainaldy : Les Faiseurs de ténèbres (prêtres, soldats, magistrats, gouvernants).

Lundi 16 octobre. — A. Bloch : Lessing et la tolérance.

Mercredi 18 octobre. — Histoire de l'Internationale (1re causerie), par le groupe des E. S. R. I.

Jeudi 19 octobre. — F. Prost : Grève générale et Révolution.

Adresser livres, revues, journaux, 26, rue Titon.

Quatre-Chemins, Aubervilliers, Pantin. — Samedi 14 octobre 1899, discussion contradictoire sur l'anarchisme et le socialisme, à 8 h. 1/2, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier, à Aubervilliers.

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* sont priés de ne pas manquer à cette intéressante réunion.

Importante communication concernant les anarchistes de la région.

Roubaix. — Le 25 décembre 1899, jour de la Noël, dans la vaste salle de chez Dominique Rousseau, rue de l'Alouette, 10, grande fête de famille au profit des *Temps Nouveaux* (journal scientifique et littéraire). — Bal, tombola. On commencera à 7 heures. — Prix d'entrée : 25 centimes par personne.

Pour les lots et tout ce qui concerne l'organisation, s'adresser à J. Beranger, rue des Longues-Haies, 74. — Des cartes sont en vente chez Lievens, même rue, 84, et chez Sauvage, rue Pierre-Motte. Les camarades de Lille, Fives, Tourcoing sont spécialement invités.

Saint-Etienne. — Tous les dimanches, à partir de 2 heures de l'après-midi, au local de la bibliothèque, le camarade Etienne Faure donnera des leçons relatives à l'Ecole libertaire. Les camarades qui ont des enfants de sept à treize ans sont spécialement invités à les y amener. Tous les premiers dimanches de chaque mois, à 6 heures du soir, soirée familiale au profit et développement de l'Ecole libertaire.

BIBLIOGRAPHIE

Les Jésuites contre le peuple, par Michel Zévaco; 1 brochure, 0 fr. 10, Société libre d'Edition des gens de lettres, 30, rue Laffitte, Paris.

Conférence populaire sur l'Astronomie, par Louis Guétant; 1 brochure chez A. Storch, 78, rue de l'Hôtel-de-Ville, Lyon.

Les Lois scélérates de 1893-94, par Francis de Pressensé, un juriste, et Emile Pouget; 1 broch., 0 fr. 25, *Editions de la Revue Blanche*, 1, rue Laffitte, Paris.

A lire :

Marchands d'esclaves, par Vigné d'Octon, *Aurore* du 5 octobre.

Nos Cannibales, par Urbain Gohier, *Aurore* du 6 octobre.

Arguments pour la révolte, par Henry Leyret, *Aurore*, 8 octobre.

Derniers ouvrages parus.

L'Amour libre, par Charles-Albert; 1 volume chez Stock, 3 fr. 50; dans nos bureaux, 2 fr. 75.

La Scission socialiste, par les membres du groupe E. S. R. I.; 1 broch., 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15.

Anarchie et Communisme, par Cafiero, édité par le groupe E. S. R. I.; 1 broch., 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15.

Un peu de théorie, par Enrico Malatesta, édité par la Bibliothèque des *Temps Nouveaux* de Bruxelles; 1 broch., 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15.

Les Précurseurs de l'Internationale, par Tcherkesoff; 1 plaquette, 1 fr.; par la poste, 1 fr. 20.

Lithographies :

Ah! les sales Corbeaux! par J. Hénault.

La Guerre, par Maurin.

Capitalisme, par Comin, Ache.

Epouvantails, par L. Chevalier.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25; franco 3 fr. 40.

PETITE CORRESPONDANCE

Bonnaure. — La place nous manque malheureusement; il nous faudrait pour cela pouvoir paraître deux fois par semaine.

Un camarade de Passy. — Nous n'avons plus de 1re et de 2e année, il ne reste qu'une collection complète : 150 francs.

Les Egaux du XVIIe. — Convocation arrivée jeudi matin, soit deux jours trop tard.

J. W., à St-Croix. — Oui, l'ouvrage est épuisé. Rappelez-nous votre adresse.

M. O. — Michelet d'abord, puis Louis Blanc et Henri Martin; à votre disposition. Merci pour les pensées.

Reçu pour la brochure à distribuer : L. B., 0 fr. 25.

Pour l'école libertaire : Guhur, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : L. B., 0 fr. 75. — Collecte remise par A. Cairel, 1 fr. — Collecte des camarades de Vienne, 2 fr. — Langlois, 5 fr. — Un camarade hollandais, 1 fr. — Un camarade socialiste anarchiste rouennais par Benoît, 10 fr. — Bourges : E. M., 0 fr. 50; M. T., 0 fr. 50; L. M., 0 fr. 50; total : 1 fr. 50. — J. Lemoine, 3 fr. — Escaich, 1 fr. 50. — Gerolamo, 1 fr. — Un groupe de peintres en décor, E. V., 3 fr. — Darnaud, 2 fr. — Roubaix, en chantant chez Eloi, par Béranger, 6 fr. 50. — E. R., à Bruxelles, 5 fr. — Amiens : Saimdi, 3 fr.; Gosselin, 0 fr. 15; R., 0 fr. 50; P., 0 fr. 20. Total : 3 fr. 85. — Merci à tous.

B., à Mâcon. — L. B., à Jemeppes. — L. D., à Seraing. — B., à Rouen. — L., à Charleroi. — E. U. — G., à Paterson. — D., à Buzen. — B., à Genève. — M. à Buckingham. — G., à Perpignan. — L., à Toulouse. Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 26 — DIX CENTIMES — DU 21 AU 27 OCTOBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Nous paraissons sans supplément cette semaine, nous ignorons si nous pourrons le donner la semaine prochaine.

AUX CAMARADES

Nous en sommes revenus aux incertitudes et aux suppressions du *Supplément*, qui sont si nuisibles à la diffusion du journal et, partant, à celle de l'idée.

L'accueil fait à notre dernière réunion, suivie d'une tombola, nous encourage à renouveler cet expédient qui, la dernière fois, nous a mis à même de publier une *brochure à distribuer*, de payer quelques dettes, et de flotter, quatre à cinq mois, régulièrement.

Et cependant cette réunion n'avait pas produit ce qu'elle aurait dû produire, car nombre de camarades nous ont, après coup, reproché de ne pas nous être adressés directement à eux, soit pour les dons de lots, soit pour le placement d'entrées à la réunion donnée en faveur du journal. Nous tâcherons d'opérer mieux cette fois-ci.

C'est pourquoi, aussi, nous annonçons notre réunion d'avance, afin d'avoir le temps de bien l'organiser.

Cette réunion, que nous avons l'intention de donner dans le courant de janvier, se composera d'une allocution par un camarade et d'un concert vocal et instrumental pour lequel nous avons déjà la promesse du concours de quelques amis, avec l'espoir d'en avoir d'autres. La réunion sera suivie d'une tombola pour laquelle nous faisons appel à tous pour l'envoi de lots, non seulement aux artistes qui ont si largement concouru au succès de la dernière, mais aussi aux camarades de tous métiers pour un objet de leur fabrication, aux amis de province pour une spécialité de leur localité, comme faïence, poterie, ou tout autre travail spécial.

Nous donnerons donc ultérieurement le programme de cette réunion, dont le prix d'entrée sera de 1 franc. Lorsque le lieu où elle sera donnée, ainsi que le jour, seront fixés, un appel sera fait aux amis pour le placement des entrées.

Dans nos prochains numéros nous publierons la liste des lots qui nous parviendront.

Les Temps Nouveaux.

AUX INSTITUTEURS

Il n'y a pas longtemps que je suis instituteur, mais déjà j'ai pu me rendre compte de l'état d'âme de mes collègues — ils sont presque tous mécontents et découragés. Aussi sont-ils peu nombreux les instituteurs qui *travaillent* et qui préparent avec souci leur classe.

Le gouvernement, qui paye avec la plus grande largesse possible ses galonnés et qui entretient toute une armée de robes noires, donne de chiches traitements à ceux qui sont les éducateurs des enfants du peuple. Comme partout aujourd'hui, ceux qui sont protégés, qui aiment à faire des courbettes et qui ont le génie de l'intrigue, *attrapent* les bonnes places, les faveurs, les honneurs et le reste : tandis que ceux qui ont la vraie valeur, le vrai mérite, mais qui n'aiment pas s'abaisser et flatter, sont fatalement destinés à végéter, jusqu'à leur retraite, dans les classes inférieures et ne reçoivent aucune récompense, aucun honneur.

Je n'ambitionne pas la richesse; je n'attends et ne veux recevoir aucune récompense, aucun honneur. Si j'ai voulu entrer dans l'enseignement, c'est pour travailler au triomphe des idées qui me sont chères — les idées anarchistes!

Ce qui m'a amené à écrire cet article, s'adressant particulièrement aux instituteurs socialistes, anarchistes — militants ou non, c'est l'espoir que j'ai d'avoir des imitateurs. Peut-être que d'autres instituteurs avant moi auront eu mon idée et l'auront appliquée : tant mieux!

Tout d'abord je serai obligé, dans mon enseignement, de faire des concessions. Je devrai enseigner à mes élèves qu'il existe un Dieu, qu'ils doivent aimer leur patrie, qu'ils seront citoyens à vingt et un ans, qu'ils auront alors des devoirs à accomplir... Certes, cela ne se fera pas sans souffrances morales, sans envie de crier à ces enfants toute la vérité! Je me maîtriserai.

Mais, grâce aux sciences et à l'histoire, je pourrai inculquer dans l'esprit de mes élèves de bonnes notions, lesquelles serviront, lorsqu'ils seront arrivés à l'âge d'homme, à détruire en eux toute idée de Dieu ou de patrie.

Pour l'enseignement des sciences, je n'aurai qu'à me conformer au programme. J'apporterai le plus grand soin à cet enseignement. Je serai content si j'enlève de l'esprit de mes élèves la croyance aux sortilèges, maléfices, aux présages superstitieux, aux amulettes, talismans, aux miracles, aux sorciers, etc.

En histoire : je m'étendrai le plus possible sur les misères du peuple, sur l'Inquisition, les guerres religieuses, depuis le massacre des Vaudois jusqu'aux dragonnades; je dépeindrai à mes élèves la guerre avec tous ses pillages, ses incendies, ses actes de vandalisme, ses massacres d'innocents, ses immenses boucheries fratricides, ses crimes ; je conterai le nombre d'hommes tués à chaque bataille et je ferai à ces jeunes cœurs des récits propres à les faire frissonner d'horreur ; je dirai, à ces jeunes intelligences, que le vrai courage n'est pas celui qui consiste à braver la mort pour tuer ses semblables; je leur ferai comprendre que les guerres, avec tous leurs crimes, et toutes les misères qu'elles engendrent, ont servi aux riches, aux puissants pour tromper, humilier et exploiter les peuples. La plupart des livres d'histoire qu'on met entre les mains des élèves de l'enseignement primaire considèrent comme une gloire nationale toutes les victoires qui ont sali le passé de la France. Je tâcherai de procurer à mes élèves un livre d'histoire qui ne contienne pas une pareille fausseté.

« La gloire d'un pays, ce sont ses savants, ses littérateurs, ses artistes... Mais si la France a eu un Pascal, n'oubliez pas, mes jeunes amis, que l'Angleterre a eu un Newton, l'Allemagne un Kepler, l'Italie un Galilée, la Pologne un Copernic, etc. Toutes les nations ont participé au grand œuvre de la civilisation : on ne peut savoir celle qui a marché au premier rang. »

Par la littérature (récitation, lecture, dictée), par le dessin, par la musique, je donnerai à mes élèves le goût du beau. Je me garderai bien de leur faire réciter ou chanter quoi que ce soit ayant un caractère patriotique ou religieux. Je ne leur ferai dessiner ni drapeaux, ni soldats. On comprend l'importance d'un bon choix de chansons, de dessins et de morceaux littéraires. On doit donner aux enfants le plaisir de goûter des œuvres vraies et belles. Les saines impressions que l'on ressent étant jeune se gravent d'une manière indélébile dans notre cœur.

Ai-je besoin de dire que je m'attacherai à développer chez mes élèves des qualités comme la franchise, la volonté, la persévérance?

On ne saurait trop habituer les enfants à penser, à raisonner et à critiquer : j'emploierai à cela chacune de mes leçons.

Les excursions apprennent beaucoup, donnent de la santé, de la force physique, développent l'esprit d'initiative et font aimer l'indépendance. Afin de donner le goût des excursions à mes élèves, je ne négligerai pas de les mener en promenade.

Je ne manquerai pas une occasion pour leur parler de la solidarité et je tâcherai qu'ils se solidarisent entre eux.

Je leur ferai de vives peintures de la misère humaine, afin qu'ils comprennent que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes!

Je serai juste envers eux. Je leur recommanderai de l'être, à leur tour, envers les autres. En leur montrant les injustices sociales, ma voix n'aura pas de peine à être indignée!

Le maître est-il sévère, sa voix est-elle dure? Son enseignement n'a pas d'attrait pour ses élèves ; ceux-ci vont à l'école parce qu'ils y sont forcés ; ils haïssent l'instituteur et le livre leur paraît ennuyeux. Il faut que le maître ait beaucoup d'indulgence, qu'il sache s'adresser à la raison et au cœur de l'enfant, que sa voix soit douce tout en étant ferme ; ses élèves viendront avec plaisir en classe et auront la volonté de s'instruire. Donner à mes élèves la volonté de s'instruire! Voilà le but que je chercherai surtout à atteindre, et ensuite je ferai en sorte que cette volonté ne les quitte plus, qu'elle les suive au dehors de l'école.

Je leur répéterai souvent que la lecture est un remède à bien des maux et qu'il n'y a pas de plus belle distraction. Les jeunes gens ont pour la plupart le goût de la lecture, mais ils ne savent comment choisir parmi les volumes d'une bibliothèque : ils tapent au hasard. Ils auraient besoin d'un guide, mais ils n'osent demander conseil à leur ancien maître. Des lectures bien dirigées peuvent compléter une éducation. Je donnerai aux jeunes gens qui quitteront l'école une liste d'ouvrages faciles à se procurer, qui se trouveront dans les bibliothèques de l'endroit ou que je pourrai leur prêter. Les œuvres inscrites sur cette liste le seront dans un ordre progressif : les plus faciles à comprendre les premières, et les plus difficiles, les dernières. Je conseillerai à mes élèves de suivre l'ordre indiqué dans leur lecture.

Regardez le laboureur : avec sa charrue, il remue, il bouleverse profondément la terre, et ensuite, avec un geste magnifique, il sème le grain qui, grâce aux pluies et au soleil bienfaisants, germera, deviendra un bouquet épanoui lequel produira une superbe moisson.

Instituteurs, vous serez semblables au laboureur : vous ferez tressaillir cette âme de l'enfant, vous la bouleverserez par votre parole sincère, et ensuite vous sèmerez les germes productifs!

L'enfant deviendra adolescent, puis homme : sa raison s'affermira, son esprit d'observation se développera. Chaque heure lui apportera son enseignement, et un jour viendra qui le verra découragé par la connaissance qu'il aura acquise de toutes les infamies, de toutes les ignominies, de toutes les injustices de cette société. Bon et bienfaisant découragement! Il suffira alors de quelques conférences, de quelques brochures....

Lamané.

MOUVEMENT OUVRIER

Congrès électoral. — C'est chose décidée, le 3 décembre prochain doit s'ouvrir à Paris un Congrès socialiste! c'est-à-dire un Congrès de tous les socialistes qui voudront bien admettre comme *credo* ce programme qui a la prétention, paraît-il, de résumer les « principes essentiels du socialisme révolutionnaire » :

« Entente et action internationale des travailleurs, « organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe, pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production « et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la « société capitaliste en une société collectiviste ou « communiste. »

Hors de là, point de salut. Tous ceux qui ne pensent pas que la « conquête des pouvoirs publics » est un principe essentiel du socialisme révolutionnaire seront rigoureusement exclus.

De ce Congrès doit sortir, paraît-il, l'unification du *grrand* parti socialiste français.

Qu'il nous soit au moins permis d'en douter. Ce qu'il s'agit en réalité d'organiser pour les promoteurs du Congrès, c'est une unité électorale. Le socialisme et la révolution ne joueront là qu'un rôle très secondaire, je n'en voudrai comme preuve que la manière dont seront recrutés les délégués au Congrès, et cela est très compliqué. Il faudra d'abord appartenir à un groupe politique permanent, que ce groupe appartienne lui-même à l'une des cinq organisations représentées au comité d'entente socialiste. Et, de plus, que le groupe adhère entièrement à la formule énoncée plus haut.

Les groupements syndicaux et les coopératives seront admis à envoyer des délégués à la condition d'adhérer, eux aussi, à la formule sacramentelle.

De plus, et c'est là que l'on aperçoit bien le but poursuivi par les initiateurs, « chaque circonscription électorale qui aura engagé la lutte aux dernières élections législatives » aura droit à un nombre de délégués proportionné au nombre des voix obtenues par le prétendu candidat socialiste.

Telles sont les conditions dans lesquelles doit s'ouvrir le Congrès. S'il pouvait encore subsister un doute, l'ordre du jour viendrait le dissiper tout à fait. En voici les points principaux :

1° *La lutte de classes!! et la conquête des pouvoirs publics.* Tel est le premier point où il s'agira de déterminer dans quelle mesure l'on peut s'allier avec les partis bourgeois. Lutte de classes est, en réalité, synonyme de lutte pour le pouvoir.

a) *Dans quelle mesure... le parti peut-il participer au pouvoir dans la commune, le département, l'Etat.*

b) *Voies et moyens pour la conquête du pouvoir. Action politique, etc., etc.*

En tant qu'anarchistes, nous ne pouvons que nous réjouir. Le terrain sera net. D'un côté, tous les légalitaires pour qui la révolution est la conquête d'un siège. De l'autre côté, tous les révolutionnaires qui n'attendent rien de la légalité, sachant très bien que le pouvoir, sous quelque forme qu'il se présente, ne peut qu'entraver l'émancipation des prolétaires.

Une fois de plus le peuple se laisse berner par quelques représentants de la bourgeoisie. De plus en plus le parti socialiste devient un parti démocratique dont l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau a été l'un des premiers résultats. L'alliance avec les partis bourgeois, en dépit de la prétendue « lutte de classes », va chaque jour et ira de plus en plus en s'accentuant. Nous verrons alors se passer ici ce qui vient de se passer en Allemagne, des socialistes niant le socialisme et approuvés par une majorité. A moins que le Congrès ne se refuse à suivre la majorité bourgeoise qui l'a provoqué, les Jaurès, les Fournière, les Brousse, etc., etc., ce qui est en réalité fort possible.

Déjà, dans le *Socialiste* de Jules Guesde, on les appelle les « francs-fileurs du socialisme et du divisionnisme » et leurs articles de la *Petite République* et de la *Lanterne*, « journaux dits socialistes », sont qualifiés d'« hystériques ». Voilà qui prépare, on ne peut mieux, la *grrrande* unité socialiste.

Attendons!

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Charité. — Il est entendu que les Juifs ont le monopole de l'exploitation et de la rapacité. Ce sont nos bons chrétiens qui l'affirment. Quant à ces derniers, doux agneaux sans défense et sans malice, rien n'égale leur abnégation. Conformément aux préceptes de leur religion, ils ne savent rien garder pour eux ; amis dévoués du pauvre, ils se dépouillent de tout, multiplient les vœux de pauvreté, s'humilient, s'aplatissent, se réduisent à moins que rien. Seigneur Jésus, vous qui avez dit : « Mon royaume n'est pas de ce monde », que sommes-nous en effet? Moins que la boue des chemins, moins que la poussière des routes, moins encore que l'ordure que le Gentil foule aux pieds!

Mais si l'on veut voir ce qui se cache derrière cette humilité théâtrale et quelque peu ridicule, on constate que toute cette ostentation dans le renoncement n'est faite que pour donner le change. Elle dissimule une rapacité, une férocité dans l'exploitation, auxquelles n'ont jamais atteint les Shylocks les plus endurcis.

Témoin les faits que B. Guinaudeau révèle dans l'*Aurore* à la charge des couvents où de « bonnes sœurs » font travailler des orphelines sans défense. On ne peut ici, en raison du peu de place, citer tous ces faits fort édifiants. Mais jamais, en aucun bagne, on n'exploita avec pareille désinvolture la force productive humaine. Ces bonnes sœurs sont mille fois plus « juives » que les juifs qu'elles souhaitent, en leur âme très chrétienne, de voir flamber dans des chemises soufrées et qu'elles vouent quotidiennement dans leurs charitables prières aux tourments éternels de l'enfer.

* * *

La Grande Famille. — Dernièrement un conseil de discipline décidait l'envoi à Biribi du soldat Sablayrolles, coupable d'avoir crié, étant en congé : « Vive Dreyfus! » La semaine dernière, se produisait à Montélimar une manifestation nationaliste et césarienne, à laquelle prenaient part plusieurs officiers. L'un d'eux, le lieutenant de Bernardy, convaincu d'avoir crié : « A bas Loubet! » délit prévu par la loi, est mis simplement en non-activité par retrait d'emploi.

Des réservistes, outrés d'entendre une brute galonnée profiter lâchement de ce qu'ils sont sur les rangs et ne peuvent répondre, pour insulter leurs femmes et eux-mêmes en les traitant de « cornards », attendent patiemment la fin de leurs vingt-huit jours et adressent une pétition au ministre pour se plaindre des procédés de ce butor. Réponse : ils sont frappés de deux, quatre jours et plus de prison, qu'ils devront aller faire à Auxerre, laissant leurs affaires en souffrance pendant ce temps-là, pour la plus grande gloire de la patrie. D'autre part, le lieutenant Mercier, fils de la vieille fripouille dont les tripotages coûtèrent la vie à sept mille hommes expédiés à Madagascar, marchant sur les traces de son père, assassine un nègre au Soudan. Cet assassinat manque de soulever un incident diplomatique. En récompense, l'assassin est affecté au 7e régiment de chasseurs, à Fontainebleau.

L'armée est une école de toutes les vertus, dans laquelle l'assassinat est primé, et le droit opprimé avec le plus patriotique cynisme. Malgré tout, respectons l'armée!

* * *

La Justice. — Jeudi dernier comparaissaient devant la justice républicaine Sébastien Faure, Henri Dhorr, Pélerin, etc., pour la part qu'ils avaient prise à la manifestation du 20 août, dirigée contre les réactionnaires, antisémites, nationalistes de tout poil.

Ils ont été condamnés à des peines variant entre quinze jours et deux ans de prison. Allez donc, après cela, défendre cette bonne République bourgeoise sous prétexte qu'elle fait inscrire sur ses murs la trompeuse devise : Liberté, Egalité, Fraternité.

André Girard.

* * *

Le Peuple souverain. — Pendant que les farouches démocrates s'occupent de sauver leur République, et pour cela mettent au pouvoir des socialistes et des fusilleurs de socialistes, la situation du peuple souverain est, à peu de chose près, la même que sous les ancêtres de M. Gamelle, et les miséreux sont toujours les miséreux. Ils crèvent de faim comme au bon vieux temps, sont acculés au suicide et à l'infanticide. Témoin cette vieille femme de soixante-dix ans, Mme Wanoutaz, dont le mari était mort de privations; sans aucune ressource et trop faible pour se louer comme esclave, elle s'est pendue. Témoin ce petit enfant, né viable et étranglé, dont on a trouvé le cadavre dans une boîte à ordures de la rue Vieille-du-Temple. Quant à ceux qui ont la chance de gagner leur vie en peinant pour un maître, il faut croire que cette façon de vivre ne les satisfait qu'à moitié, puisque les grèves succèdent partout aux grèves : au Creusot, à Geugnon, à Saint-Claude, chez de Dion et Bouton, etc. Mais pour la conquête du pouvoir, il n'y a pas de danger que les socialistes fassent grève.

* * *

Contre les Corridas. — Un moyen de soulager le sort des pauvres, c'est, dit le maire de Deuil, de donner des courses de taureaux. Double avantage : d'abord une partie de la recette (la moins grosse) qu'on distribue à des fonctionnaires qui peut-être en laisseront couler quelque peu vers les malheureux ; ensuite la viande des taureaux tués, vendue à vil prix au peuple souverain (c'est ainsi du moins que cela se passe en Espagne). Malgré tant d'avantages, j'avoue ne pas approuver un plaisir qui consiste à voir des poitrails déchirés, des boyaux qui pendent, des

flaques de sang, des êtres qui souffrent et qui agonisent. Ces êtres, il est vrai, n'ont ni chapeaux haute forme, ni redingotes, pas même de blouses; ils n'ont pas la figure faite comme nous et n'usent pas du même langage que nous. Ces raisons suffisent aux patriotes pour justifier leurs massacres, mais elles ne nous suffisent pas à nous; et je ne m'explique pas qu'il n'y ait pas unanimité parmi les anarchistes pour protester contre ce genre de spectacle, essentiellement bourgeois. Si ce n'est pas vers le respect de la vie, vers la pitié et l'amour que nous nous efforçons, alors vers quoi est-ce?

* * *

Sa Majesté le sabre. — Un coup de corne dans le ventre d'un cheval, une banderille explosible dans le cou d'un taureau, ce n'est pas mal, mais il y a mieux. Il y a la guerre humaine et les balles dumdum : frappé par cette balle, « des convulsions désordonnées s'emparent du sujet et s'accompagnent de hurlements dont l'intensité ne peut se comparer à aucun cri, convulsions épileptiformes qui, rendant le blessé furieux, lui font tout renverser autour de lui ». (*Aurore* du 11 octobre.) Voilà un spectacle viril et qui, pas plus que l'autre, ne manque d'*aficionados*.

Des gens qui font métier d'infliger à leurs semblables de pareilles souffrances doivent avoir, n'est-ce pas? un respect extraordinaire pour la vie et la liberté des autres. Un conseil de guerre a condamné à mort deux indigènes algériens, Naimi-Ould-Abdel-Kader et Mohamed-ben-Mohamed. Au dernier moment, des gens se sont aperçus qu'ils étaient innocents du crime qu'on leur imputait, et l'on demande leur grâce à Loubet, s'il est encore temps. La grâce de Loubet est une très belle chose, mais j'aurais plus confiance dans la suppression des conseils de guerre.

Un autre condamné à mort, dont personne ne réclame la grâce, c'est le Marocain Hadj Ahmed, patriote qui parlait de revanche à ses frères vaincus. Le gouvernement français, autre patriote, le fit reconduire à la frontière par un spahi. Hadj Ahmed tua le spahi, et le conseil de guerre de Constantine va tuer Hadj Ahmed, pour lui apprendre que ce qui est vrai d'un côté de la Méditerranée, est faux de l'autre côté.

Nous avons déjà raconté ici l'histoire du brigadier-fourrier Tormelier et du maréchal des logis Monnier : voulant beaucoup d'argent pour faire la noce, ces deux intéressants militaires menacèrent de mort un commerçant, s'il ne leur livrait une somme importante; et pour prouver la solidité de leurs intentions, ils assassinèrent un soir, à coups de revolver, un passant, n'importe qui, « au hasard et pour l'exemple ». Les journaux reviennent sur leur cas avec de nouveaux détails : vols de bijoux, de revolvers, de freins d'artillerie, etc. « L'honneur de notre admirable armée est, une fois de plus, merveilleusement sauf », comme disait le *Petit Journal* en une occasion semblable.

Tandis que les sous-offs s'occupent si bien, les officiers ne s'occupent pas mal non plus. Ils composent des chansons qu'ils font imprimer sur les presses régimentaires et distribuer à leurs soldats, pour chanter pendant les marches. On y stigmatise, aux frais du public, « les vendus, dont l'impure besogne est d'insulter nos chefs, notre drapeau », et le refrain affirme que « la grande Muette se tient prête à verser son sang au dehors comme au dedans ». Surtout au dedans. Ah! si ces chers officiers veulent verser leur sang, qu'ils ne se gênent pas; ils nous feront joliment plaisir. Mais j'ai bien peur que ce qu'ils veulent verser, ce ne soit surtout le sang des autres.

Ils s'occupent encore à mettre en quarantaine leurs confrères soupçonnés de penser que, même juif, un innocent est *innocent*, et à essayer de s'en débarrasser en les provoquant en duel. Ils ont, on le voit, sur la liberté de conscience des idées très arrêtées.

Ils s'occupent aussi, en attendant de verser leur sang, à verser leur urine. Rangés en file sur les trottoirs de Montélimar, ils pissent devant tout le monde en criant : « Vive l'armée! » et « A bas Loubet! » Ils peuvent bien faire pipi sur tous les présidents du monde, ce n'est pas moi qui les en empêcherai; et s'il ne faut qu'un filet d'eau pour balayer la race gouvernante, je suis prêt à fournir le mien. Mais tout de même je me demande ce que de tels seigneurs peuvent bien penser et faire des vulgaires citoyens que l'Etat livre pour trois ans à leur bon plaisir. Un des officiers compromis dans cette incontinence antidémocratique, le capitaine Ginoux, disait à ses hommes : « Je n'ai pas le droit de vous défendre de fréquenter le café Miland, café rempli de nos ennemis, mais si je vois un de vous à ce café, je sais ce qu'il me reste à faire, et sur ce, rompez! » Paroles de maître à esclaves.

Pour s'être imaginé qu'en démocratie il n'y avait plus d'esclaves, et avoir protesté contre les mauvais traitements d'un chef, les réservistes d'Auxerre se sont fait frapper sur les doigts : quatre jours de prison aux simples soldats, huit jours aux gradés; l'un des sergents est cassé. Ils vont être rappelés au corps pour y subir leur punition. Quant au sous-lieutenant Thibault, insulteur de ses soldats, il a bien été puni de huit jours d'arrêts, mais en même temps il était promu lieutenant. Réservistes d'Auxerre, faites-vous tuer pour la République!

* * *

L'Histoire a l'envers. — A propos du sous-lieutenant de Bernardy, mis à pied pour l'algarade de Montélimar, le *Gaulois* conte que son père (cinq ans avant la naissance du fils) « fut brûlé vif dans un tonneau de pétrole par les communards, sur la place du Château-d'Eau, en 1871 ».

Vous verrez que ce sont les communards qui s'amusaient à planter leurs baïonnettes dans les yeux des soldats fusillés, et que ce sont les communardes qui allaient cracher à la figure des prisonniers versaillais.

J'étais bien trop jeune alors pour me rappeler quoi que ce soit de cette époque; mais notre ministre de la guerre, M. de Galliffet, a, dit-on, là-dessus des tas de souvenirs. Le soir, sous la lampe, il doit bavarder sans trêve avec son collègue Millerand.

R. Ch.

Belgique.

Si l'on fait une exception très honorable pour un meeting de protestation organisé par les socialistes contre l'odieuse politique de Chamberlain, le tortionnaire des braves Boers luttant pour leur autonomie, ainsi que pour une manifestation contre le militarisme suscitée par la rentrée d'octobre des miliciens, on doit reconnaître qu'aucun fait social bien marquant n'est à signaler en ce moment.

Une grève était en train de couver sous les cendres dans le bassin de Seraing; si les ouvriers ne s'étaient rappelé combien ils furent leurrés par les politiciens dans les grèves de mai comme aussi pendant les émeutes provoquées par la loi électorale, ils auraient certes quitté le travail en masse et donné des preuves de leur énergie.

Car le bassin industriel s'étendant de Liège à Seraing n'est pas dépourvu, tant s'en faut, de traditions révolutionnaires. Mais l'indécision des dirigeants ouvriers, la reculade dont ils firent preuve dans les deux circonstances rappelées, se traduisent fatalement par une lassitude, une torpeur insurmontable au sein de la masse.

Celle-ci dépense une fois de plus, en ce moment, le peu d'énergie qu'elle possède, en parades électorales. Le renouvellement des conseils communaux a lieu le 15 octobre et l'importance réellement exagérée que les socialistes n'ont cessé d'attacher à la conquête des hôtels de ville et des municipalités nous vaut une de ces campagnes où l'incohérence le dispute au déchaînement de basses ambitions.

Tels partis sont des alliés dans une commune, tandis qu'ils font assaut d'injures et d'outrages dans la commune voisine. Ici l'alliance radico-socialiste; là les socialistes luttant seuls contre la cohésion des autres partis; plus loin, le cartel de tous les ennemis du ministère; dans maints endroits enfin, des listes dissidentes revendiquent leur droit à la vie politique.

A Jumet et à Jemeppe, citadelles ouvrières, le combat n'aura pas lieu, faute de combattants. Mais ce sont des exceptions. La propagande libertaire y a repris. Les ouvriers de ces deux communes trouvent plus intéressant de s'instruire, de reformer leurs syndicats sur des bases révolutionnaires.

C'est même avec un véritable bonheur que, de la première des deux communes, nous voyons partir mensuellement une revue très énergique, aux allures combatives et dont l'argumentation à la fois simple et frappante ne peut manquer d'impressionner ses nombreux lecteurs.

Il s'agit de la *Revanche des verriers*.

Son rédacteur principal, Ern. Gilles, de Lodelinsart, y développe avec succès la thèse des syndicats révolutionnaires; détourner les travailleurs des voies politiques est aussi le but de cette revue dont nous ne saurions assez faire l'éloge.

Malheureusement, les discussions stériles, parfois enfantines, qu'on nous sert à la Chambre, à propos du projet de représentation proportionnelle, ne nous permettent pas encore de prévoir la fin du règne des perroquets de tribune.

Certes, le public s'en lasse. Ainsi, pour ne citer que deux exemples, la passion mise par lui en faveur de la réhabilitation de Dreyfus et de l'autonomie du Transvaal n'indique pas seulement la possibilité de faire vibrer chez nous la corde humanitaire, mais aussi le bonheur que chacun éprouve de trouver, dans les affaires extérieures, une diversion heureuse aux fastidieuses et monotones questions de politique intérieure.

Mais le bon public est trop habitué à se laisser scier les côtes.

Et jamais question fut-elle plus fastidieuse que celle de la R. P.? Jamais débats mirent-ils mieux en relief l'incurie, l'étroitesse de vues de nos parlementaires de tout poil?

Chacun d'eux a dit son avis, et, comme toujours, a jugé selon ses intérêts personnels. Les fortes députations de Charleroi et de Mons, dont le succès était toujours assuré au premier tour de scrutin, combattent naturellement un projet dont l'application première équivaudra pour elles à un démembrement.

En revanche, les libéraux, dont un petit peloton seulement a survécu à la débâcle de 1894, soutiennent, de leurs accents les plus émus, une loi qui leur assurera la rentrée sur le tréteau politique.

D'un côté, M. Woeste, sous prétexte de sauver la patrie, bataille pour la sauvegarde de son mandat; de l'autre, les ministériels luttent, dans l'espoir d'inaugurer, après la dissolution, une « politique d'affaires », qu'ils poursuivront de concert avec les libéraux.

Comme on le voit, c'est la ruée des appétits. Il est question de tout, sauf des intérêts du peuple. Celui-ci les comprendrait admirablement en culbutant le préjugé électoral du piédestal où il est juché. Les faits serviront certes à l'éclairer. Mais, une propagande libertaire ne serait pas non plus de nature à l'enténébrer. Les compagnons d'ici se préparent donc à de nouvelles luttes.

Brièvement, nous nous permettrons de vous exposer prochainement le mouvement libertaire en Belgique.

Flaustier.

Serbie.

On lit dans le *Zastava* :

Un élève de l'Académie ecclésiastique de Kiev, M. Iokitch, vient d'être relâché de la prison de Belgrade, et il raconte sur les traitements qu'il a subis des choses à peine croyables.

Originaire de la vieille Serbie et se préparant à y devenir prêtre, l'élève en question a pu recueillir en Russie des offrandes pour acquérir des objets de culte qu'il plaça dans une caisse et envoya dans son pays d'origine. Après réception de ces objets, M. Iokitch partit pour la Russie par la voie de Salonique, ville où il fut arrêté le 15 juillet (l'attentat contre le roi Milan a eu lieu le 10 juillet), et remis au consulat de Serbie, d'où il fut dirigé vers la frontière serbe.

Arrivé à Belgrade, il fut conduit à la préfecture de police et mis aux fers, après avoir été au préalable forcé de se dévêtir entièrement. Le fonctionnaire chargé de l'inspection remarqua une petite icône de la Vierge que les élèves de l'Académie de Kiev ont, du reste, l'habitude de porter. A la vue de l'icône, le chef de la garde donna à son porteur un coup de poing dans le dos et lui dit : « Qu'est-ce que c'est que cela? » — « La Vierge! » — « Attends, crapule, ici tu apprendras des prières à notre Dieu à nous! » — « Dieu est partout le même », répondit le futur ecclésiastique. Après quoi il reçut des coups au visage et à la poitrine.

Entra ensuite un scribe qui dit au capitaine des gendarmes : « Faut-il donner à cet individu une prime? » Iokitch écoutait ces paroles plus mort que vif. « Je la lui ai déjà donnée », répondit le gendarme, et, se tournant vers le prisonnier : « Ici, tu feras maigre selon le rite serbe. »

On lui mit les menottes et on le jeta dans une cellule assez large pour qu'un homme puisse y entrer et moins longue qu'un tombeau. L'air empesté, les murs humides, le sol bétonné très irrégulièrement, voilà pour le reste. C'est dans ce trou qu'il est resté depuis le 20 juillet jusqu'au 10 août; cette partie de la prison est appelée la « glacière » et les cellules ont reçu le nom de « tiroirs ».

Les premiers jours furent terribles; la vermine

pullulait. Tous les matins, on enlevait les menottes pendant quelques minutes pour que le prisonnier pût un peu manger, boire de l'eau et satisfaire à certains besoins. Mais ceci une seule fois par vingt-quatre heures. Dès que le prisonnier demandait qu'on lui ôtât les menottes, les gardiens le frappaient, de sorte que les habits du malheureux étaient en loques.

La cellule ne fut jamais aérée ; le prisonnier ne put une seule fois se changer ; par faveur, enfin, on daigna lui enlever ses fers pour lui permettre de balayer le devant de sa cellule avec sa veste.

Les premiers huit jours, la nourriture se composait d'un quart de pain réglementaire, environ 80 grammes, arrosé de très peu d'eau. Le soir, il recevait la moitié d'un pain, et dans les derniers temps un pain entier. Les derniers jours, un peu d'aliments cuits, et encore de ceux qui furent envoyés par leurs familles à Pachitsch et aux autres prisonniers.

Toutes les fois qu'on lui ôtait les menottes, les gardiens le battaient : les 27 et 28 juillet, il fut mis à la torture la plus atroce ; il hurlait de douleur, et des hurlements semblables partaient de beaucoup d'autres cellules.

Trois fois il fut enfermé dans la cheminée : après qu'on eut ouvert la porte basse de celle-ci, le prisonnier y entre en se baissant, et ensuite on le frappe avec des nerfs de bœuf sur le dos et les jambes jusqu'à ce qu'il se soit introduit dans le tuyau, ce qui n'est pas facile quand on a des fers aux pieds ; mais, après tout, on n'est pas plus mal dans la cheminée que dans le « tiroir » ; l'air y est plus pur.

Par une fente dans la porte de sa cellule, le prisonnier a pu voir la mise aux fers d'autres prisonniers. Sous une tente, on avait placé une enclume à cet effet. C'est ainsi que, le 10 août, on ôta les fers à Tauchanovitch, pour les lui remettre de nouveau le 18 août, bien que l'ancien ministre fût très souffrant.

Les prisonniers ayant de la famille ne recevaient pas tous les aliments qu'on leur envoyait. Ce qu'il y avait de meilleur était mangé par les gardiens.

Iokitch fut interrogé plusieurs fois. On lui demanda pourquoi il était venu en Serbie au moment de l'attentat, ce qui était contenu dans la caisse, ce qu'il avait fait venir de Russie. De la dynamite, sans doute ? On trouva sur lui un poème, et naturellement le juge de l'instruction voulut y voir la glorification du prince de Monténégro et du prince Karageorgevitch.

Enfin, au moment de le relâcher, le juge d'instruction lui parla comme s'il devait être exécuté. Finalement, on l'expulsa « à cause de sa mauvaise langue », et on lui intima l'ordre de ne plus jamais remettre les pieds en Serbie.

Suisse.

Genève. — *Rafles.* — Ici, dans ce pays modèle de liberté, la police procède aussi à des rafles. Une escouade d'agents cerne la rue et, au signal donné, ils se mettent en marche, arrêtant toutes les femmes suspectes. Ces malheureuses sont incarcérées et le tribunal décide de leur sort ; il en est qui sont frappées d'une amende : dix francs au plus, et d'autres sont expulsées. A peine celles-ci sont-elles arrivées à Evian, à Lyon ou ailleurs, qu'elles sont remplacées sur la place de Genève par des femmes venant de ces localités : mises au courant des vacances produites, elles les comblent. Qu'une rafle soit chose répugnante, soit ; mais ce qui répugne davantage, c'est de lire dans une feuille de chou de quartier des phrases comme celle-ci : « La police devrait nettoyer les rues avec plus de vigueur. » Nous pensons, nous, que les rues sont à tous, aussi bien aux femmes qui se louent qu'à ceux qui les louent. Supprimer la liberté de circulation pour ces femmes — et on ne la supprime qu'aux pauvresses, les entretenues des riches n'ont rien à craindre — n'est qu'une hypocrite pudibonderie doublée de lâcheté.

∴

Saint-Gall. — *L'hygiène pour les pauvres.* — Après des plaintes réitérées sur l'absence de logements quelque peu salubres pour les ouvriers, on a procédé à une enquête. Les découvertes ont dépassé tout ce qu'on supposait. Quantité de locaux sont installés d'une façon épouvantable, dépourvus des conditions hygiéniques les plus indispensables. Dans une chambre habitaient dix jeunes Hongrois employés par un fabricant de souricières. Deux chambres servent de logement à sept personnes. On a trouvé, utilisant le même lit, une jeune fille de vingt ans et ses deux frères de seize et de dix-huit ans. Et après on criera que les mœurs sont en souffrance !

A Berne, il est vrai, dans le quartier de Langgasse, une chambre à coucher sert à dix-huit ouvriers italiens payant chacun 5 francs par mois ; et à Genève, la population ouvrière s'entasse dans d'étroits taudis privés d'air. Voyez le quartier qui grouille au pied de la terrasse Calvin, la consomption et la diphtérie y règnent en permanence. Les canaux de plusieurs rues habitées par des ouvriers n'ont pas été refaits depuis quatre cents ans. Pendant ce temps, les maisons ont été exhaussées d'un ou plusieurs étages et les cours d'autrefois ont disparu pour faire place à des constructions. Les gouvernants, il faut le reconnaître, font faire des cours d'hygiène que les ouvriers peuvent fréquenter gratis.

∴

Vaud. — *Profits d'exploiteurs.* — La Banque cantonale a réalisé, pendant l'année 1898, un bénéfice net de 1.111.898 francs. La Banca popolare di Lugano a donné du 8 0/0 sans préjudice de la somme portée au fonds de réserve, etc. Encore au Tessin, les actionnaires ont empoché aussi du 8 0/0 des bénéfices réalisés par le chemin de fer funiculaire Lugano-Stazione et les sociétaires du Crédit Suisse à Zurich ont reçu également du 8 0/0.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'éducation libertaire du IIIe arrondissement, 22, rue du Vert-Bois. — Ouverte tous les mercredi et samedi, de 8 heures à 10 heures.

Le groupe fait appel à ceux qui pourraient l'aider, soit par l'envoi de brochures, journaux, volumes, soit pécuniairement, et les prie d'adresser tout ce qui concerne la bibliothèque au camarade Daviet, 22, rue du Vert-Bois.

∴

Les camarades qui pourraient disposer de lots pour la tombola organisée au profit du journal par nos amis de Roubaix peuvent les faire parvenir au camarade Béranger, 74, rue des Longues-Haies, à Roubaix.

∴

Notre bon camarade Maximilien Luce invite tous les camarades à aller visiter la série de tableaux qu'il expose à la galerie Durand-Ruel, 16, rue Laffitte, du 16 octobre au 1er novembre.

∴

Notre camarade Charles-Albert nous a remis 10 exemplaires de son ouvrage *L'Amour libre*, pour être vendus au profit du journal : 2 fr. 50, au bureau du journal ; par la poste, 2 fr. 85.

∴

Groupe Les Egaux du XVIIe. — Tous les libertaires sont invités à se réunir samedi, à 8 h. 1/2, maison Arthur, 23, rue Poncelet (angle de la rue Laugier).

Causerie par H. Dagan sur « Les transformations de la justice ».

Tous les socialistes du quartier sont courtoisement invités.

∴

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 21 octobre. — Pierre Quillard, Infamies internationales.

Lundi 23 octobre. — E. Bourgogne, Le Socialisme en Argentine.

Mercredi 25 octobre. — E. S. R. I., L'Internationale (2e causerie).

Samedi 28 octobre. — G. Dubois-Desaulle, L'Obligation militaire sous la troisième République.

Lundi 30 octobre. — Jean Marestan, Hiérarchie naturelle et Hiérarchie autoritaire.

Samedi 4 novembre. — E. Girault : Analyse sociologique de l'histoire (période grecque).

Lundi 6 novembre. — A. Moriceau : La Langue internationale Espéranto.

Mercredi 8 novembre. — E. S. R. I., L'Internationale (3e causerie).

Jeudi 9 novembre. — E. Murmain, Recherche des bases de l'histoire.

Samedi 11 novembre. — Charles Malato, Sur les théories libertaires.

Lundi 13 novembre. — P. Delesalle, Le Mouvement syndical et les Anarchistes.

Mercredi 15 novembre. — E. S. R. I., L'Internationale (4e causerie).

Tous les mardis, la Bibliothèque est ouverte pour la lecture des volumes. — Adresser journaux, livres, revues, etc., au siège, 26, rue Titon.

∴

Quatre-Chemins, Pantin, Aubervilliers. — Les anarchistes et lecteurs des *Temps Nouveaux* de la région sont priés de se réunir le samedi 21, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier, à Aubervilliers.

Causerie sur les divers moyens de propagande et communication concernant le journal.

Les camarades Nervins et Langlois prendront la parole.

∴

Lisbonne. — Quelques camarades bien connus par leur dévouement à nos idées se sont groupés pour la publication d'une revue libertaire, dont le premier numéro a paru le 15 octobre sous le titre : *A Cidade Moderna.*

BIBLIOGRAPHIE

Fécondité, par Emile Zola ; 1 volume, 3 fr. 50, chez Fasquelle, éditeur, 11, rue de Grenelle.

Coopération et mutualité, circulaire n° 10, octobre 1899, du « Musée social » ; A. Rousseau, éditeur, 14, rue Soufflot, Paris.

Sur le Militarisme, par Henry Raymond ; 1 plaquette, 0 fr. 20, imprimerie Colbert, rue Puvis de Chavannes, 56, Marseille.

Vient de paraître :

L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave ; 1 volume, 2 fr. 85 par la poste.

Marchand-Fashoda, par Louis Guétant ; 1 plaquette, 0 fr. 50, bureaux des *Temps Nouveaux*.

L'Education chrétienne, par Roubille, 18e lithographie de notre collection, 1 fr. 40 par la poste.

∴

Il y a une classe où il doit y avoir de la bonne besogne à faire : c'est celle des instituteurs et professeurs. Nous faisons appel à tous pour nous procurer des adresses où nous pourrions expédier le journal.

∴

Le service des gares étant depuis longtemps très défectueux au point de vue de la vente, prière aux camarades qui voyagent fréquemment de le réclamer, partout où il leur sera possible, aux préposés des librairies des gares.

PETITE CORRESPONDANCE

Bachelard. — Vous avez oublié de mettre votre adresse sur votre lettre.

B. J., à Toulon. — Il ne nous en reste plus, adressez-vous à Bruxelles.

Severin. — Février 1900. Nous répondrons pour l'article la semaine prochaine.

Langlois. — Oui, nous avons bien reçu les 2 fois. Venez de préférence le matin, si possible.

G. Léonard. — Oui, nous avons reçu les deux envois Merci. Expédions l'ouvrage.

Reçu pour le journal : Braud, 0 fr. 25. — Conférence Murmain à Marseille, par Potigny, 1 fr. 50. — Bachelard, 2 fr. — S., 0 fr. 30. — Severin, 1 fr. 80. — Léon Brunetaux, 2 fr. — Un camarade, 1 fr. — Merci à tous.

C., à Bruges. — H., à Rotterdam. — H. R., à Fives. — M., à Zurich. — L. C., à Paris. — M., à Leerdam. — C., à Zurich. — F., à Gijon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 27 DIX CENTIMES DU 28 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Nous faisons l'impossible cette semaine pour paraître avec le supplément : nous comptons sur les camarades pour pouvoir continuer.

AUX CAMARADES

L'idée est à peine lancée, que notre tombola s'annonce déjà comme une réussite. De toutes parts, des encouragements nous parviennent. Quelques lots nous sont même déjà arrivés. Beaucoup d'autres nous sont promis. Nous en remercions bien sincèrement tous les camarades.

Comme nous l'avons dit au dernier numéro, la réunion que nous avons l'intention de donner dans le courant de janvier se composera d'une allocution par un camarade et d'un concert vocal et instrumental pour lequel nous avons déjà la promesse du concours de quelques amis, avec l'espoir d'en avoir d'autres. La réunion sera suivie d'une tombola pour laquelle nous faisons appel à tous pour l'envoi de lots, non seulement aux artistes qui ont si largement concouru au succès de la dernière, mais aussi aux camarades de tous métiers pour un objet de leur fabrication, aux amis de province pour une spécialité de leur localité, comme faïence, poterie ou tout autre travail spécial.

Nous donnerons donc ultérieurement le programme de cette réunion, dont le prix d'entrée sera de 1 franc. Lorsque le lieu où elle sera donnée, ainsi que le jour, seront fixés, un appel sera fait aux amis pour le placement des entrées.

A partir du prochain numéro nous publierons la liste des lots qui nous parviendront.

Les Temps Nouveaux.

A LA MODE DES BARBARES

Même entre deux hommes résolus à ne pas se manquer, et en laissant de côté, bien entendu, la farce-réclame des compères en journalisme, le duel, quels qu'en soient les motifs, les héros et les circonstances, n'en demeure pas moins une chose absurde. A quoi rime, en effet, cette pratique où la férocité s'allie bizarrement aux politesses d'une mise en scène courtoise? Vous exécrez un homme, vous avez juré sa perte? Que ne lui plantez-vous dans le dos votre poignard? Ce sera tout aussi barbare, moins bête et plus sûr. S'agit-il tout simplement de trancher quelque dispute? En ce cas vous vous y prenez fort mal. Votre différend est affaire de logique ou de morale, nullement d'escrime ou de tir.

Mais que dire quand des deux hommes en posture de combat, l'un est un libre et généreux écrivain, l'autre, quelque soudard ignoble, — comme cela vient de se voir en la récente affaire Gohier-Mercier?

A l'endroit convenu pour se trancher la gorge avec méthode, les deux adversaires se rencontrent, venus, cette fois, des deux pôles de la vie sociale. Dans le regard de l'un brille la flamme d'une haute et claire intelligence, avec l'ardeur des besognes utiles et belles. C'est un précurseur de la race. Il est de ceux qui entraînent hardiment leur espèce vers plus de beauté, plus de justice.

L'autre ne représente, au contraire, que de la laideur, que de la bassesse humaine et réalise un des types les plus vils de son espèce. Il est de ceux qui déshonorent la race et, par leur entêtement de brute, font qu'elle stagne parmi les lourdes survivances du passé. C'est un militaire. En face du libre examen, de la science, du travail et de la concorde féconde, il tient pour la force bestiale, l'ignorance, la paresse, la haine stérile et le massacre.

Et voici, chose stupéfiante, que la querelle pendante entre ces deux êtres, échantillons si différents d'humanité, va se régler selon la coutume du plus arriéré, à la mode des aïeux mangeurs de glands. C'est la loi de la bête des jungles qui prévaut sur celle de l'homme des cités. C'est le code sommaire de la brute ancestrale qui est accepté de part et d'autre.

Eh bien, j'estime cette défaite du cerveau devant le muscle désastreuse pour l'éducation de la foule, et je crois qu'un défenseur de la raison ne devrait jamais consentir à donner de tels spectacles.

D'origine militaire, obligatoire dans l'armée, le duel est, comme la guerre, comme la caserne, un de ces résidus des barbaries anciennes que la caste des porte-plumets entretient si soigneusement parmi nous. Et ce sont ces mêmes résidus que nous voulons, nous autres, effacer, à tout jamais, de nos mœurs. Or voilà que nous les éternisons en nous y soumettant. Soyons donc un peu plus logiques.

A quoi bon dénoncer le péril militaire? A quoi bon montrer ces êtres de mentalité inférieure et de mœurs répugnantes, campés insolemment au beau milieu de notre société comme un défi et comme un obstacle à la civilisation moderne, si nous commençons par nous associer, tout les premiers, à leurs pratiques de brutes?

Cela, notre confrère Gohier ne se l'est pas dit bien sûr, sans quoi il n'eût pas accepté de croiser le fer — de le croiser surtout pour cause de propagande antimilitariste — avec le lieutenant Mercier. Et c'eût été là, je crois, un acte de grand courage et de haute portée contre la gent des casernes.

Il est évident que les exploits de MM. les officiers, devant alimenter de plus en plus notre propagande, ceux-ci, de plus en plus, regimberont. Mais je crois, pour ma part, qu'il y aurait mieux à faire que d'accourir, dociles, à leurs provocations.

Pourquoi, en pareil cas, la réponse du civil au militaire ne serait-elle pas ceci ou quelque chose d'approchant:

— « Vous savez, Monsieur, puisque tel est le « motif de votre démarche, en quelle estime je « tiens le métier que vous faites. Je crois donc « mon existence des milliers de fois plus utile « et plus précieuse que la vôtre. En conséquence, « vous trouverez bon que je n'accède pas au « désir, manifesté par vous, d'attenter à mes « jours.

« L'hypothèse où je serais le meurtrier au lieu « du mort, ne me satisfait pas mieux. Mon but « n'est pas de tuer ou de blesser un homme, mais « de jeter la défiance et le mépris sur une institution nuisible, sur une caste dangereuse, dont « vous vous êtes trouvé, par hasard, un des représentants les plus curieux. Je vous ai donc « ramassé et épinglé à ma propagande, tout « comme le bijoutier ramasse un caillou brillant, le taille et l'incruste dans son ouvrage. « En dehors de votre valeur de document, vous « ne m'intéressez plus. »

Mais combien oseraient, le cas échéant, signer cette lettre? Bien peu, je le crains. Tout le monde, en effet, trouve le duel absurde et l'on n'en continue pas moins d'être hypnotisé par cette coutume de grand seigneur et de bête fauve. De peur qu'on ne les accuse de manquer de courage, la plupart accourront sur le pré au commandement de la première brute venue. Courage étrange qui commence par une lâcheté devant l'opinion!

Certes, on ne peut pas dire qu'il soit un lâche celui qui affronte la mort. Mais il y a du courage aussi à braver un préjugé. Et ce courage-là a une supériorité sur l'autre : il sert du moins à quelque chose.

CHARLES-ALBERT.

SUR LE MARIAGE

Certes, nous souffrons tous, et beaucoup, de vivre en une « société » si mal équilibrée, et la vue de tant de misères, la pensée de tant d'injustices perpétrées avec cynisme et subies avec une pitoyable résignation, nous révolte et nous émeut profondément. Nous frémissons de

rage impatiente devant l'impuissance de notre vouloir en face des transformations que nous rêvons. Nous souffrons de ce qui est, avec l'intuition, la claire vision de ce qui pourrait être. Nous déplorons de voir se consumer tant de vies obscures, douloureuses, condamnées aux tâches ingrates, sans plaisirs élevés, sans compensations, sans idéal, sans rien : troupeau docile ignorant la joie de penser, et faisant la partie belle au puissant capital, farouche tueur de volontés et d'énergies.

Mais quand la révolution que nous préparons aura donné à tous l'égalité économique, assuré à chacun la vie matérielle et la vie intellectuelle, notre tâche ne sera pas finie. Et la question des rapports moraux en général et de l'union des sexes dominés par l'impérieux amour suscitera toujours des difficultés dont le mariage actuel peut nous faire mesurer l'importance. Essayons donc de noter impartialement quelques observations critiques sur l'état présent de la question.

Il est admis par beaucoup de ceux qui se piquent de penser librement, même par les pontifes de la morale bourgeoise, que le mariage actuel appelle de « profondes réformes ». Pour que les défenseurs patentés de l'ordre actuel laissent échapper un tel aveu, il faut que l'institution dont nous parlons soit bien malade. Pour notre part, il y a longtemps que nous nous évertuons à déclarer qu'une forme d'association qui ne comporte pas une égalité absolue de droits et de devoirs est une duperie, un instrument de tyrannie aux mains du plus rusé ou du plus violent. Que ce soit par la chair ou par l'argent, ou par une supériorité quelconque, presque toujours l'un tentera d'opprimer l'autre et, suivant l'expression familière, de le conduire par le bout du nez. Décidément, de quelque côté que nous nous tournions, nous nous heurtons toujours à l'autorité maudite, cette pelée d'où vient tout le mal.

Il est donc facile au premier venu, jugeant en pleine liberté d'esprit, de faire une enquête tout à fait édifiante sur le fonctionnement du mariage sacro-saint, que les lois civiles et religieuses entourent d'une solennité si ridicule.

Il découvrira que la proportion de ce qu'on appelle les « bons ménages » est parfaitement dérisoire, et que le but poursuivi dans le mariage est rarement atteint. Il verra que ceux qui, par intérêt (toujours l'intérêt !), par convenances quelquefois respectables, par hypocrisie, sauvent les apparences, sont la grande majorité.

Nous ne nous occupons pas du mariage mondain qui est littéralement une affaire, où le pur amour, dégagé de toute convention, tient une place fort accessoire. C'est d'ailleurs une mine inépuisable habilement exploitée par des littérateurs de marque, qui, dans le roman et au théâtre, servent l'adultère aux sauces les plus variées et s'en font de jolies rentes. C'est amusant, en vérité, comme les gens chic ont plaisir à se voir portraicturés et débinés par les auteurs de « leur monde ».

Mais nous qui ne sommes pas du « monde », nous envisageons le mariage des classes moyennes considéré comme moyen de bonheur, comme base de la constitution de la famille, qui, elle-même, est le fondement de la patrie, etc... (Voir les ouvrages de MM. Prudhomme et consorts sur la matière.) En théorie, il est fort séduisant, infiniment poétique, de célébrer les charmes de l'hymen, les beautés de l'aide mutuelle, l'intime union des cœurs, les joies de la famille, la douceur du foyer, et autres avantages dont l'énumération fatiguerait le lecteur. C'est autre chose dans la pratique. En général, les futurs conjoints ont préparé leur union en jouant la comédie de l'amour, de la sincérité, du désintéressement, avec un art consommé. On a pris l'emballement d'une passionnette pour l'amour vrai, sans songer aux déceptions possibles de la froide réalité. On a menti à soi-même, on a menti à l'autre. On a joué ainsi au candidat, faisant des promesses que l'on était bien décidé à ne pas tenir. L'essentiel étant de décrocher la timbale, on verrait *après*. Cet après est l'inconnu terrible, plein d'incertitudes et de menaces, la forêt enchantée où sont tendus des pièges à loups...

Il est donc évident que bien peu se sont montrés tels qu'ils étaient, se découvrant avec une belle franchise, se faisant scrupule de ne rien dissimuler, afin de s'éviter les mécomptes, les désillusions des lendemains qui ne finissent plus... On n'a pas songé à se demander si la conformité des goûts et des penchants, la ressemblance des traits dominants du caractère, des aptitudes intellectuelles, voire même de l'organisation physiologique dont l'importance est capitale ; on n'a pas cherché, disons-nous, en vertu de la loi des affinités, à unir des pareils, et, le plus souvent, on a rivé à la fameuse chaîne des êtres qui n'étaient pas faits pour s'entendre, qui devaient fatalement se haïr...

On met ensemble, au petit bonheur, les natures les plus opposées, des économes et des prodigues, des sobres et des gourmands, des doux et des violents, des enthousiastes et des indifférents, des artistes épris de liberté et d'étroites cervelles esclaves de tous les préjugés, et l'on appelle cela un mariage ! Nous le demandons, mariage de quoi, mariage de qui ? Quand pâlissent les rayons de la lune de miel, quand s'éteignent les premières ardeurs et que s'accusent ces contrastes, ces oppositions de caractères si nettement tranchées, on sait le reste. C'est la guerre sans merci, sans trêve, la vie horrible, l'enfer épouvantable, qui mènent aux sombres révoltes, aux désespoirs, aux crimes dits passionnels et aux absurdes suicides, toute la lyre enfin.

Si la passion ne troublait à ce point la raison, obscurcissant le jugement, oblitérant le sens du réel ; si la perfide et relative Beauté (rarement sœur de la bonté) ne tendait tant de pièges à l'humaine faiblesse, il est certain que pas un fier esprit ne voudrait se soumettre à cette convention qui aliène toute liberté et compte par millions ses victimes. C'est payer cher la possession illusoire d'un être que la poésie a idéalisé au delà de toute mesure, que de risquer sa vie entière sur ce coup de dés du jeu de l'amour et du hasard. Illusoire en effet, car qu'est-ce que l'union des corps quand il n'y a pas complet accord des intelligences et parfaite communion des cœurs ? Des rapports de bestialité pure, ni plus ni moins. Et combien absurde, ce banal fait divers des journaux relatant ces morts tragiques d'amants malheureux ! Si cette question de l'amour ne se compliquait de tant de préjugés, de tant de niaise pudibonderie, l'union des sexes, rendue à sa liberté naturelle, ne fournirait plus la matière de tant de douloureux romans vécus.

Non, le mariage actuel n'est pas, ne peut pas être l'amour. Il en est la contrefaçon, la parodie grotesque. Il n'est pas l'amour en vertu de ce fait d'observation constante, qu'il est presque toujours la domination, l'oppression de l'un par l'autre. Quelle affection, si profonde qu'on la suppose, pourrait survivre à ce despotisme, à cette tyrannie de tous les instants qui revêt tant d'aspects ? Etre égaux en droits et en devoirs, revendiquer une absolue liberté de pensée et d'action basée sur la confiance mutuelle, la conscience de sa dignité et le respect de la parole donnée, fonder une étroite association d'intérêts dans une parfaite communauté de goûts, de penchants et d'aptitudes, c'est ce que le mariage actuel ne réalise pas dans l'immense majorité des cas. Donc, le *modus vivendi* qui préparerait le terrain d'une entente cordiale, qui assurerait la paix relative dans la pratique d'une aimable tolérance, n'est pas encore trouvé, ni près de l'être.

Parlerons-nous de cette pieuvre vorace qui vous prend force, joie, santé, boit votre sang, vide votre cerveau, assombrit votre vie entière ; de ce cancer incurable qui vous harcèle, vous tenaille, vous ronge, vous annihile, vous dévore et vous tue : nous avons nommé la jalousie. On ne saurait dire les ravages causés par ce mal étrange d'imagination, resté sans remède. Démence et aberration mêlées. Ici, l'humble voix de la raison se tait devant la passion hurlante. Que faire où un Michelet lui-même échouerait dans cette impossible médication morale ? On ne discute pas avec le mensonge et la violence.

On avait beaucoup compté sur le divorce pour libérer quantité de forçats du mariage de ces liens légaux autrefois indissolubles. Or on s'aperçoit depuis quelque temps que ce fameux palliatif est illusoire, qu'il ne résout rien, qu'il n'est pas une solution. Et cela nous semble vrai puisque, pour les séparés, tout est à recommencer. Donc rien ne prouve qu'une première expérience ayant échoué, la seconde sera plus heureuse.

Il faut donc trouver autre chose et nous voici amenés à une conclusion. Nous n'hésitons pas à avouer notre perplexité. Une question aussi grave, aussi complexe, ne se résout pas par des affirmations de doctrine. Nous devons tenir compte des contingences inévitables et nous garder de l'absolu. Il y a là un problème de psychologie infiniment délicat qui nous effraie un peu.

Il ressort de notre étude sommaire que, pas plus dans ce qu'on appelle les faux ménages que dans les unions consacrées par Mossieu le maire et aspergées d'eau bénite, on ne trouve la quiétude morale de l'amour heureux. Il y a un malentendu énorme à dissiper : l'homme et la femme ne se comprennent pas. La réforme totale de notre éducation autoritaire s'impose dès l'enfance, et, là-dessus, tous les anarchistes sont d'accord. Certes, rompre carrément avec un ensemble de coutumes, de traditions, de préjugés, qui vous enserrent en un cercle de fer, n'est pas chose aisée. Mais on n'est sincèrement anarchiste qu'à la condition de vouloir énergiquement s'en échapper. Et c'est bien plus l'effort que nous apprécions que le résultat immédiat et tangible.

Il est entendu qu'une nouvelle conception de l'amour est nécessaire. Assez de fétichisme, d'idolâtrie, de roman fade, de folle passion, de colères, de violences, de vie compliquée et stupide. L'amour vrai implique la vraie bonté. Essayons d'être simples et bons. Pénétrons-nous de cette idée que la femme n'est pas un ange et que nous ne sommes pas de petits saints. Ces entités ont fait leur temps. Le mot de Chamfort est d'une observation aiguë : « L'amour est le contact de deux épidermes et l'accord de deux volontés. » Comment le réaliser, cet accord ? Tout est là. Se consulter, s'interroger, s'étudier avec sincérité, avec l'abandon d'une belle franchise : pourquoi pas avant de consentir librement une union qui ne regarde personne et d'où dépend toujours l'orientation de la destinée ?

Rassurons-nous cependant ; la tendance libertaire et scientifique de l'éducation que nous voulons ne tuera pas la poésie de l'amour. Pour tout être conscient de sa dignité, il restera, dans le plein épanouissement de sa complète liberté, la source féconde d'énergie créatrice, l'embellissement de la vie où nous choquent tant de laideurs, l'initiation au grand amour de l'humanité et l'acheminement certain à la fraternité universelle.

SÉVERIN.

MOUVEMENT OUVRIER

Il paraît que tout ne marche pas très bien au Creusot, et que la grrrande victoire socialiste laisse quelque peu à désirer.

Si Schneider a accepté la sentence arbitrale provoquée par les amis de Millerand, c'est qu'il savait très bien qu'en réalité cela ne l'engageait à rien. Bien mieux, si nous en croyons le *Journal des Débats*,

qui ne peut être suspecté d'anarchisme ni de trop de sympathies pour les ouvriers, ceux-ci auraient été roulés à la fois par leurs conseilleurs et par l'arbitre de leurs destinées. De plus, Waldeck-Rousseau aurait porté aux syndicats un coup dont ils ne se relèveront que difficilement. Qu'on en juge plutôt :

« Nous avons rendu justice à la sentence arbitrale de M. Waldeck-Rousseau. Il a, sur les points qui étaient en cause, ramené et restreint les syndicats aux limites qui résultent de leur propre nature, et qu'au surplus la loi leur a tracées. C'est le premier coup porté à leur omnipotence et il a été d'autant plus significatif qu'il a été porté par une main amie (1). »

Voilà qui est clair. L'aveu, comme on dit, est dépouillé d'artifice. Ce qui n'empêche pas nos politicards à la suite de Millerand de crier à la victoire. Souhaitons vivement que les malheureux dupés s'aperçoivent de la duplicité de leurs conseilleurs.

En attendant, Schneider ne perd pas son temps et met à profit le proverbe : *Diviser pour régner*. Des listes circulent, librement celles-là, dans les ateliers pour la création d'un nouveau syndicat. Schneider se sert ainsi de l'arme même de ses adversaires. Il est, en effet, facile de prévoir ce qui va se passer : un antagonisme entre les deux syndicats, le triomphe à bref délai de l'organisation suscitée par le patron, et, une fois de plus, les ouvriers courbés sous le joug plus dur que jamais.

Ce jour-là, ces Messieurs de la politique pourront regretter leur travail. Mais Millerand aura été sauvé. Et c'est ce qui importait avant tout.

Les choses se passent de même à Carmaux. A la suite de dissentiments politiques, une grève était sur le point d'éclater et des délégués furent envoyés à Paris pour soumettre le cas au ministre. Mais la Compagnie eut bientôt fait de mettre tout le monde à la raison.

Elle fit aussitôt circuler parmi ses exploités une liste, où — l'on devine aisément par quels moyens — la plupart de ceux-ci déclarent n'avoir rien à réclamer et être contents de leur sort.

***

Un pays très industriel, où les ouvriers acceptaient, depuis longtemps, leur sort sans se plaindre, vient enfin de se réveiller. Toute une partie du territoire de Belfort appartient à quelques usiniers dont les plus importants sont les Japy. Toute une famille, frères, cousins, etc., exploite là 5 ou 6.000 malheureux dans des conditions épouvantables. Aujourd'hui tout le monde ou à peu près est en grève.

A noter ce curieux épisode que nous apporte l'information suivante :

« Non content de cravacher les ouvriers grévistes, M. Gaston Japy est arrivé, cravache en main, au conseil d'administration de la Société, accompagné de plusieurs jeunes associés du groupe des usines de Lafeschotte, et, après une série d'insultes à l'adresse de M. Henry Japy, maire de Badevel, s'est livré sur lui avec ses jeunes associés à une scène de pugilat que rien ne peut expliquer.

« M. Henry Japy a dû céder devant le nombre, et requérir les gendarmes pour se soustraire à ses associés forcenés.

« M. le maire de Badevel a de suite averti par la voie hiérarchique les ministres, laissant la France juge de l'intransigeance de certains de ses associés qui croient qu'on doit encore gouverner les ouvriers à coups de triques. »

Quand donc les ouvriers sauront-ils agir comme certains de leurs patrons?

PAUL DELESALLE.

***

Les camarades qui s'occupent du Congrès ouvrier révolutionnaire international qui aura lieu à Paris en 1900 viennent d'adresser à tous les groupes d'études, bibliothèques, syndicats la communication suivante :

« Camarades,

« Depuis notre première circulaire, nous avons reçu un nombre considérable d'adhésions de tous les pays. Nous sommes heureux de les porter à votre connaissance.

« Aux Etats-Unis, deux camarades font une propagande active en faveur du Congrès et ont déjà recueilli nombre de promesses de participation. Il en est de même au Brésil. Du Pérou, de Cuba, de la République argentine, nous avons appris que notre circulaire avait été publiée par de nombreux journaux. Les Philippines seront représentées. Les journaux révolutionnaires de Grèce, de Roumanie, de Bulgarie ont répondu à notre appel. En Angleterre ainsi qu'en Ecosse, une propagande générale va commencer, quelques délégués sont déjà nommés. La presse hollandaise et allemande s'occupe efficacement du Congrès. Mais les efforts les plus suivis ont été faits en Portugal, à Lisbonne, où un comité spécial s'est fondé pour l'étude des questions à proposer, et en Bohême, où un Congrès préparatoire a été tenu à Bruch.

« En France, le Comité d'initiative cède sa place au Comité d'organisation, composé des délégués des groupes parisiens. Ce comité reçoit toutes les propositions relatives à l'ordre du jour. Voici, jusqu'à présent, les questions qui ont été adressées pour être discutées au Congrès :

« I. *Questions de théorie.* — Rapport du communisme et de l'anarchie.

« II. *Organisation.* — Organisation entre les groupes communistes révolutionnaires d'un même pays et de pays différents de relations suivies au moyen de bureaux de correspondance nationaux et d'un bureau international, chaque groupe conservant son autonomie absolue.

« III. *Action et propagande.* — Grève générale. Attitude des communistes révolutionnaires vis-à-vis de l'antisémitisme, du sionisme. Le coopératisme et le néo-coopératisme, le tolstoïsme, etc.

« Les camarades seront tenus au courant de tout ce qui intéressera le Congrès.

« Les groupes qui n'auraient pas encore envoyé leur adhésion régulière sont priés de le faire le plus tôt possible pour faciliter le travail de la Commission d'organisation.

« Aux camarades à déployer toute leur énergie et que le Congrès ouvrier révolutionnaire international affirme une fois de plus la ferme volonté du prolétariat de s'affranchir de toutes les tyrannies bourgeoises par la Révolution sociale.

« *Secrétaire provisoire :*

« L. RÉMY, 71, rue Buffon, Paris. »

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA GRANDE FAMILLE. — Combien de fois avons-nous relevé des faits justifiant pleinement l'assimilation de l'armée à une grande famille ! En effet, aussitôt qu'une question d'intérêt se dresse entre membres d'une même famille, ne voit-on pas ceux-ci se déchirer à belles dents, s'épuiser en procès, se poursuivre avec un acharnement dont on ne trouve pas d'exemple extérieurement. Rien n'égale une haine fraternelle.

Dans l'armée, comme il existe continuellement entre les uns et les autres des questions de hiérarchie ou de rivalité, les procédés sont analogues.

Témoin les événements récents qui se sont passés au Soudan. Le capitaine Voulet fait fusiller le colonel Klobb qui vient prendre le commandement de la mission ; puis il invite ses hommes à le seconder dans la conquête, pour leur compte personnel, d'un nouveau pays soudanais. A leur tour, ces hommes fusillent leur chef et, par-dessus le marché, le capitaine Chanoine qui avait souscrit à la proposition de Voulet. Comme on le voit, les relations sont tout à fait familiales, dans l'armée.

***

Autre exemple : Un jeune soldat, du nom de Brulé, était en garnison à Tours. A la suite d'une ampoule forcée, dégénérée en abcès, on dut lui couper un doigt de pied. Quand Brulé eut terminé son congé de convalescence, il rentra et reprit son service comme s'il n'avait été l'objet d'aucune mutilation. Cependant il fut proposé pour la réforme à la suite de la protestation d'un journal local. Mais comme on voulait le mettre en réforme sans pension, Brulé, dont la famille est nécessiteuse, s'obstina à rester soldat pour ne pas être à charge à ses parents.

Alors commença pour lui une série de persécutions odieuses. Les punitions s'ajoutaient aux punitions, entraînant comme conséquence l'intéressant exercice appelé « peloton de punition », si pénible pour un homme en pleine vigueur.

La *Dépêche* de Tours, informée par un camarade de Brulé, outré de ces traitements barbares, protesta. Le numéro fut communiqué à Brulé, qui fut mis aussitôt en cellule, et qu'un conseil de corps a décidé d'envoyer aux compagnies de discipline !

***

LA JUSTICE. — La cour d'assises vient de confirmer l'arrêt qui condamnait Degalvès à trois mois de prison et 500 francs d'amende pour avoir dit ce que tout le monde sait : que l'armée est une école de vice et de crime et qu'il vaut mieux s'abstenir le plus possible d'en faire partie. Mais Degalvès est anarchiste et il est défendu aux anarchistes de répéter ce que disent, avec plus de violence encore, certains écrivains bourgeois.

ANDRÉ GIRARD.

***

LE DUEL. — Un journaliste (Urbain Gohier) raconte à ses lecteurs les hauts faits d'un lieutenant (Mercier fils) et les commente. Le lieutenant ne dément pas le récit de ses exploits, mais il se déclare offensé par les commentaires. Au lieu de démontrer que les qualificatifs à lui appliqués étaient injustes, comme ferait tout honnête homme, il tire son sabre et provoque en duel le journaliste, c'est-à-dire qu'il l'invite à une partie d'assassinat. De la part d'un officier, c'est très naturel. Mais ce qui l'est moins, c'est de voir le journaliste frondeur de préjugés se soumettre bêtement à l'usage et accepter, par peur de l'opinion, la petite partie d'assassinat. Il pouvait arriver que le journaliste tuât l'officier ; et ce n'était pas une solution : il en reste tant d'autres ! Il pouvait arriver aussi que l'officier tuât le journaliste, et c'eût été grand dommage. Il n'y a donc pas compensation : c'est risquer trop pour gagner trop peu. Quand on a une mission à remplir, on la remplit, et l'on ne va pas donner son consentement à ceux qui vous proposent de vous empêcher de remplir votre mission à tout jamais.

***

LA JUSTICE. — Une petite fille, Henriette Vion, est arrêtée en compagnie d'un voleur. Par l'appât de quelques friandises, celui ci se faisait aider dans ses larcins par la fillette inconsciente. Elle passe en cour d'assises, ce qui, étant donné son âge, est déjà monstrueux. Prétendre évaluer le degré de responsabilité d'un enfant, alors qu'il est déjà impossible de peser la responsabilité d'un homme ! Mais ce sont là des vétilles dont les juges ne s'embarrassent guère. Toutefois le cas de la petite Vion était tel, qu'elle fut acquittée. Puis, cela fait, les juges décidèrent qu'au lieu de la remettre en liberté, on l'enfermerait jusqu'à sa majorité dans une maison de correction, autrement dit dans une prison, dans un lieu de démoralisation, école de vice et de crime. Cela, disent-ils, pour la soustraire à des parents indignes. Remplacer l'indignité des parents par l'indignité cent fois pire de l'Etat garde-chiourme, voilà tout ce que la société actuelle peut offrir aux malheureux enfants déformés et pervertis par elle. Le remède ? Il n'y en a qu'un : détruire cette société imbécile et malhonnête, la remplacer par une société où, chacun ayant part à l'instruction et au bien-être, il ne pourra plus y avoir ni parents indignes, ni enfants pervertis.

R. CH.

Hollande.

Voilà bien longtemps que je n'ai pas donné de mes nouvelles. Les camarades m'excuseront : d'autres travaux de propagande me prenaient une bonne partie de mes loisirs. A propos de cela, un joli trait de franchise social-démocrate. L'autre jour je faisais pour les scieurs en bois de Zaandam une conférence sur le salariat. Et voilà qu'un des deux *debaters* social-démocrates me reproche d'avoir parlé des patrons et du salariat comme je l'avais fait : ... il ne fallait pas effrayer les ouvriers par des opinions si extrêmes ; ce n'était pas de cette manière-là qu'on « *attraperait* » (*sic*) de nouveaux adhérents au syndicat des scieurs !! Et encore le bonhomme avait déclaré un moment auparavant qu'il partageait à peu près les idées que j'avais émises !

Est-ce bien assez social-démocrate ?

J'avais promis de vous tenir au courant du sort des deux réfractaires à l'impôt du sang. C'est avec

(1) *Journal des Débats* du 22 octobre.

une réelle douleur que je vous apprends que l'un d'eux, l'anarchiste chrétien Wendt, a cédé aux instances de l'aumônier de prison, qui lui a prouvé, à grands coups de textes bibliques, qu'il était permis sinon d'attaquer son prochain pour le tuer, du moins de se défendre à main armée. Le pauvre jeune homme, d'abord si héroïque dans sa passivité, a adressé à la reine une requête pour demander sa grâce et la faveur d'être incorporé dans les ambulanciers.

Quant à l'autre camarade, de Bruin, il tient toujours ferme ; nos meilleurs vœux sont avec lui pour qu'il résiste contre les influences néfastes de l'emprisonnement.

La propagande contre le militarisme bat son plein dans le pays par ces jours de tirage au sort. Un numéro spécial, du *Jeune Socialiste : « A bas les armes ! »* qui est très réussi, a été répandu à plus de 10.000 exemplaires. Une petite brochure : « *De Bruin. Son acte, sa punition* », qui se vend deux centimes, apprend à tout le monde le cas de notre courageux camarade. Dans quelques villes on voit un peu partout, collés aux murs, aux vitres, etc., de petits placards antimilitaristes.

Dans les derniers jours d'août, les autorités ont elles-mêmes contribué à cette propagande par le fait suivant :

A Hilversum, la municipalité avait aboli la kermesse, laissant toutefois aux bourgeois l'occasion de se divertir dans les grands cafés où il était permis d'installer des cafés-concerts, etc. De là, mécontentement de la population ouvrière qui s'ameuta et brisa quelques carreaux de vitre des maisons du maire et des conseillers municipaux.

Grand émoi parmi les bourgeois qui habitent à Hilversum de nombreuses villas, la contrée étant une des plus belles de notre pays. Les troupes affluaient de tous côtés et firent feu à un moment donné. Résultats : un mort, et plusieurs blessés. Un tel fait enseigne au peuple le rôle de l'armée d'une façon bien plus claire que nous ne pourrions le faire.

Une grève des mécaniciens et chauffeurs a fait cesser pendant deux semaines le transit sur le Rhin et a rappelé aux armateurs de Rotterdam et de Dordrecht que c'est bien l'ouvrier qui est le moteur de la machine à faire des pièces de vingt francs. La grève n'est pas encore tout à fait terminée. Seuls, quelques armateurs de Dordrecht résistent encore. Leurs remorqueurs restent dans le port et sont bien gardés par des postes de grévistes qui ont eu l'occasion d'administrer une bonne raclée à quelques renégats qui ont juré, mais un peu tard, qu'on ne les y prendrait plus. Il paraît que l'un d'eux a dû être transporté à l'hôpital, où il aura, pendant plusieurs jours, le loisir de réfléchir aux risques de sa sale besogne.

P. M. W.

Russie.

Il y a quelque temps, plusieurs journaux français publiaient la nouvelle d'un règlement créé récemment en Russie, comme conséquence des troubles universitaires récents, et visant le service militaire des étudiants qui, à l'avenir, seraient compromis dans de pareils troubles. Cette nouvelle n'a pas provoqué en France l'attention qu'elle mérite; c'est pourquoi il est peut-être utile d'en expliquer le sens et la portée. La nouvelle loi, qui porte le titre modeste de « règlement provisoire », n'est ni plus ni moins qu'un retour aux procédés de Nicolas Ier, de sinistre mémoire, pendant le règne duquel il était loisible au gouvernement d'incorporer dans l'armée, par voie administrative, quiconque avait des velléités d'indépendance. Le gouvernement russe actuel a expérimenté, dans sa lutte contre la jeunesse des écoles, tous les moyens ordinairement à sa disposition : arrestations en masse, exclusions, expulsions, déportations, etc., et toutes ces mesures sont restées inefficaces pour tuer l'esprit de protestation dans la jeunesse : des troubles avaient lieu presque tous les ans sur différents points de l'empire, prenant une extension de plus en plus grande et arrivant enfin, l'année dernière, à englober toutes les facultés et toutes les écoles supérieures de la Russie entière. En désespoir de cause, le gouvernement a imaginé un autre moyen : dorénavant, aussitôt qu'un étudiant est exclu de l'Université pour avoir participé à des troubles, il est remis entre les mains des autorités militaires et obligé de servir pendant un an, deux ans ou trois ans, suivant que la commission (composée des membres des conseils des facultés et des représentants du ministre de l'intérieur et du ministre de la guerre) le juge plus ou moins dangereux. C'est bien, comme on le voit, le service militaire considéré comme punition et proportionné, comme durée, au degré de culpabilité. Pour les repentis, — ceux qui, par leur conduite exemplaire, voudront racheter leur faute — le ministre de la guerre est autorisé à solliciter la libération au bout d'un an. Les détails de cette nouvelle loi sont peut-être encore plus frappants. D'abord, les étudiants sont incorporés dans l'armée quel que soit leur âge, même s'ils n'ont pas atteint vingt et un ans; ensuite devront servir même ceux d'entre eux reconnus par le médecin inaptes au service; dans ce cas, ils serviront comme infirmiers, ordonnances, cuisiniers, etc. De plus, régulièrement les étudiants ne doivent servir qu'un an ou deux, en raison des droits que leur donne le diplôme d'enseignement secondaire; la nouvelle loi les prive de ce privilège, surtout les plus compromis. Enfin, aucune raison de dispense venant des circonstances de famille n'est plus reconnue : ainsi les étudiants qui sont fils uniques de veuves serviront comme les autres. De même, serviront tous ceux qui, ayant tiré un numéro éloigné, ne devraient pas servir dans les circonstances ordinaires. Ainsi, le fait d'avoir pris part à des troubles prive l'étudiant de tous les droits que les autres sujets russes possèdent à l'égard du service militaire. La nécessité de lutter contre les révolutionnaires prime tout!

A nous, ce fait n'apprend rien de nouveau, mais il est digne d'attirer l'attention de ceux qui, par un malentendu étrange, continuent à considérer le tsar russe actuel comme assoiffé de réformes libérales en dedans et de la paix au dehors.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Fêtes libertaires au profit de la *Bibliothèque d'éducation libertaire* de Belleville :

Samedi, à 8 heures, salle des Omnibus, 27, rue de Belleville;

Dimanche, à 2 heures, Maison du Peuple (impasse Pers, 47, rue Ramey);

Dimanche, à 8 heures, Salon des Familles, 8, rue de Ménilmontant.

Programmes des trois fêtes :

Aux Omnibus, conférence par Ch. Malato (Les Primitifs).

Concert avec le concours des poètes et chansonniers montmartrois, Léon de Bercy, J. Rictus.

Théâtre d'ombres par Mme et M. Abel.

Statues de marbre, d'après C. Meunier et Luce.

Samedi, tirage d'une tombola (80 lots). — Bal.

Entrée : 50 centimes.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 22, rue Titon, faubourg Antoine :

Samedi 28 octobre. — G. Dubois-Desaulle, L'Obligation militaire sous la troisième République.

Lundi 30 octobre. — Jean Marestan, Hiérarchie naturelle et Hiérarchie autoritaire.

Samedi 4 novembre. — E. Girault : Analyse sociologique de l'histoire (période grecque).

Lundi 6 novembre. — A. Moriceau : La Langue internationale Espéranto.

Mercredi 8 novembre. — E. S. R. I., L'Internationale (3e causerie).

Jeudi 9 novembre. — E. Murmain, Recherche des bases de l'histoire.

Lundi 13 novembre. — P. Delesalle, Le Mouvement syndical et les Anarchistes.

Mercredi 15 novembre. — E. S. R. I., L'Internationale (4e causerie).

Tous les mardis, la Bibliothèque est ouverte pour la lecture des volumes. — Adresser journaux, livres, revues, etc., au siège, 26, rue Titon.

∴

Bibliothèque d'éducation libertaire du IIIe arrondissement, 22, rue du Vert-Bois. — Ouverte tous les mercredi et samedi, de 8 heures à 10 heures.

Le groupe fait appel à ceux qui pourraient l'aider, soit par l'envoi de brochures, journaux, volumes, soit pécuniairement, et les prie d'adresser tout ce qui concerne la bibliothèque au camarade Daviet, 22, rue du Vert-Bois.

Causerie, samedi. Sujet traité : L'Education libertaire.

∴

La personne à qui le camarade Ralph a prêté ses notes, lors de la promenade de l'Ecole à Saint-Germain, est priée de les faire parvenir au plus tôt, soit au bureau du journal, soit au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

∴

Une bibliothèque d'éducation libertaire est en formation dans le XVIIIe arrondissement. Tous ceux qui s'intéressent à cette œuvre sont priés d'envoyer livres, brochures, journaux au camarade Perdrix, 40, rue Marc-Séguin.

∴

Quatre-Chemins, Pantin, Aubervilliers. — Samedi, au local habituel, réunion des anarchistes de la région. Suite de la causerie sur les Moyens de propagande; Propagande anarchiste et propagandistes.

Les mêmes camarades prendront la parole.

∴

Groupe de l'*Ere Nouvelle*. — Samedi prochain, réunion de tous les adhérents et de leurs amis. Causerie par un camarade.

Sujet traité : Socialisme et Anarchie.

Réception de nouveaux adhérents. — Entrée gratuite.

Siège du groupe : chez Pichon, rue Saint-André-le-Haut, 6, Vienne.

∴

Les Ponts-de-Cé. — Des jeunes gens se rencontrent tous les dimanches soir chez Hamelin, rue Saint-Pierre, aux Ponts-de-Cé, et y discutent sur la patrie, l'armée, etc.

Chants et poésies antipatriotes et antimilitaristes.

Les jeunes gens que cela intéresse sont priés d'y assister. Ils seront toujours les bienvenus.

BIBLIOGRAPHIE

Le Livre des Mille et une Nuits, traduction du Dr J.-C. Mardrus, tome II, 7 fr., à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens, Paris.

La Jeunesse devant l'action, par Paul-Louis Garnier; 1 plaquette, 1 fr., à la *Plume*, 31, rue Bonaparte, Paris.

A l'Aube d'un siècle, 2e édition, par Paul Sosset (Flaustier), 1 brochure, 0 fr. 10, chez L. Roman, rue de Fer, 59, Namur.

Im Mirbel, par Carl Morburger; 1 vol., 2 marks, chez Grübel et Gommerlatte, Leipzig (Allemagne).

Vient de paraître :

L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave; 1 volume, 2 fr. 85 par la poste.

Marchand-Fashoda, par Louis Guétant; 1 plaquette, 0 fr. 75, bureaux des *Temps Nouveaux*.

Derniers ouvrages parus.

L'Amour libre, par Charles-Albert; 1 volume chez Stock, 3 fr. 50; dans nos bureaux, 2 fr. 75.

La Scission socialiste, par les membres du groupe E. S. R. I.; 1 broch., 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15.

Anarchie et Communisme, par Cafiero, édité par le groupe E. S. R. I.; 1 broch., 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15.

Ah! les sales Corbeaux! par J. Hénault.

La Guerre, par Maurin.

Capitalisme, par Comin'Ache.

Epouvantails, par L. Chevalier.

L'Education chrétienne, par Roubille, 18e lithographie de notre collection.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25; franco 3 fr. 40.

PETITE CORRESPONDANCE

E. V., de Nice. — Reçu. Merci.

Cherfils. — Ne connaissons pas le livre.

M. P. D. — Tous les dimanches matin sûrement.

Reçu pour l'Ecole : Berger, 2 fr. — A. F., 5 fr. — X., 1 fr.

Reçu pour la brochure à distribuer : A. F., 3 fr.

Reçu pour l'image : A. F., 2 fr.

Reçu pour le journal : Aug. Marcial, 1 fr. 25. — C. C. M., 26 fr. — A. F. 5 fr. — X. 1 fr. 25. — Un groupe peintres en décor E.V., 3 fr. 50. — Fouquet, 5 fr. — B., à Chinon, 2 fr. — Merci à tous.

C., à Scatonville. — B., par L., à Spring-Walley. — H., aux-Ponts-de-Cé. — C., à Valréas. — N., à Rio-Janeiro. — M., à Spa. — D., à la Haye-Descartes. — M., à Dison. — B., à Iseghem. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 28 — DIX CENTIMES — DU 4 AU 10 NOVEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Quand nous débarrasserons-nous

DE

L'AMOUR DES « DISTINCTIONS » ?

C'est la réflexion qui m'est revenue à l'esprit en finissant de lire les *Feuilles* (1) que d'Axa vient de réunir en volume.

Du volume lui-même, rien à dire : tous les camarades, du reste, les ont lues lorsqu'elles parurent à leur heure. D'Axa y a la dent dure pour nos gouvernants, il excelle à trouver l'ironie des institutions. Il s'y est montré l'excellent démolisseur que nous avions déjà applaudi à l'*Endehors*, l'anarchiste qu'il se refuse à s'avouer.

Dans l'*Endehors* déjà, d'Axa, nous expliquant son titre, nous disait que c'était parce qu'il repoussait l'embrigadement qu'il ne voulait se coller aucune étiquette; que, désireux de se tenir à l'écart de toute coterie, amoureux de rester lui, toujours lui, il ne voulait rien être, — être en dehors.

Or, cela fait bien dans une déclaration, mais ne signifie pas grand'chose — vu qu'on n'est jamais en dehors. Nous sommes dans l'état social, dans la vie, nous pouvons tenter de nous soustraire à certaines de leurs obligations, mais ne pouvons y échapper complètement. Il n'y a, par conséquent, personne qui soit « en dehors ».

Cependant cette profession de foi avait une certaine allure qui ne pouvait que plaire aux anarchistes, et à laquelle ils ont applaudi. Seulement depuis, et surtout dans la préface qu'il vient d'écrire pour ses *Feuilles*, d'Axa semble trop vouloir s'en faire un panache, et surtout poser l'idée anarchiste comme une entrave à cette expansion de l'individu, pour que l'on n'essaye pas de réfuter cette façon de présenter les faits.

∴

L'anarchie n'est pas un dogme; l'anarchie ne pose pas de cadre à l'activité de l'individu; l'anarchie, s'appuyant sur la théorie de l'évolution continue des êtres et des choses, démontre qu'il n'y a rien de stable, rien de fixe, que tout marche vers un état plus parfait; que, par conséquent, nous avons tous les jours à apprendre, et ne pouvons avoir la prétention d'avoir atteint les limites de la conscience humaine.

Et quand je dis l'anarchie, c'est, bien entendu, une façon de parler, car l'anarchie n'étant pas un être concret ou abstrait ayant une volonté propre, mais un simple mot pour désigner une certaine façon de penser, ne peut, — et personne en son nom, — avoir eu la prétention de poser un *credo* à ceux qu'elle sert à désigner. Et ceux qui l'envisagent à ce point de vue ne prouvent qu'une chose : qu'ils ne l'ont jamais comprise, et ne font ainsi que réfuter leurs propres erreurs.

Sous peine de faire de sa tête une boutique de bric-à-brac, encombrée des objets les plus disparates, et dans laquelle il faut passer des journées entières avant de retrouver l'objet dont on a besoin, l'homme, pour arriver à se reconnaître dans l'ensemble des connaissances qu'il a péniblement acquises, est forcé de classer, ranger, étiqueter, numéroter chaque ordre de faits qu'il a élucidé.

Au fur et à mesure qu'il acquiert des connaissances nouvelles, il change ses étiquettes, transforme ses classifications, accouple des faits qu'auparavant il croyait séparés, en sépare qu'il croyait joints. Mais nier l'utilité de ces étiquettes et de cette classification est aussi puéril et enfantin que de nier l'utilité des lunettes adaptées à l'usage des myopes, ou des béquilles à l'usage d'un bancal.

Puéril et enfantin, puisque, aussitôt une étiquette repoussée, on éprouve le besoin d'en trouver une pour se désigner soi-même.

∴

L'anarchie représente un degré de l'évolution humaine. Des gens étant arrivés à comprendre que l'autorité entre les hommes était absurde et malfaisante; que l'individu, pour pouvoir se développer en toute sa virtualité, ne devait plus se plier aux règles arbitraires d'une volonté extérieure à la sienne, en ont conclu qu'il devait combattre toutes les entraves qu'il rencontrait dans son évolution.

Partant de cette donnée, ils ont été amenés à discuter l'organisation sociale tant économique que politique, en ont critiqué les défauts; mais comme, d'autre part, l'homme ne peut vivre qu'à l'état social, ils ont été aussi amenés à rechercher une organisation sociale meilleure.

Seulement, la critique de l'état actuel leur ayant démontré qu'un état social ne pouvait être acceptable qu'à condition d'en bannir l'autorité, que pour la société, comme pour tout ce qui existe, c'est l'évolution qui en est la loi suprême, ils se sont gardés de poser des règles absolues à la société qu'ils entrevoient, ils n'ont formulé que des aperçus qui se modifieront au gré des circonstances et des générations qui les réaliseront.

C'est cette façon de penser que l'on a dénommée : anarchie. Et, jusqu'à présent, je n'ai pas vu que cette conception d'un état social meilleur ait posé la moindre limite aux activités individuelles, qu'elle ait été un obstacle à leurs facultés de raisonner.

J'ai lu les *Feuilles* au fur et à mesure de leur apparition, je viens d'y jeter un coup d'œil. Je n'y ai pas trouvé une attaque à nos institutions, pas une idée d'émancipation individuelle que les anarchistes ne puissent faire leur et que, dans les *Temps Nouveaux*, les camarades n'aient développée d'une façon tout aussi nette, tout aussi absolue.

Seulement, au lieu de faire de l'aristocratie intellectuelle, au lieu de vouloir paraître faire de l'originalité, nous cherchons à déduire logiquement nos pensées, à y apporter un esprit de suite. Je ne pense pas que cela les gâte en rien.

∴

Pour raisonner, l'homme a besoin de s'appuyer sur un point de départ. Son ignorance ne lui permet pas de résoudre une question *à priori* sans la comparer à d'autres questions, à d'autres faits, à d'autres théories. Même avec l'aide de tous ces points de repère, il se trompe, s'égare, car il lui est impossible de tout connaître, de tout embrasser.

Même en science, il a, le plus souvent, besoin de partir d'une hypothèse pour arriver à une découverte positive. S'il est intelligent, s'il a réellement la passion de la vérité, il saura tenir compte des faits, il saura les grouper, les classer; se gardant bien de les écarter lorsqu'ils vont à l'encontre de son hypothèse, c'est de leur ensemble, de leur étude, de leur comparaison, qu'il verra son hypothèse se confirmer, ou en tirera une hypothèse nouvelle qui le mènera à la vérité.

Mais son hypothèse même s'appuie déjà sur des vérités acquises qui lui servent de fanal à la recherche d'autres. S'il abandonnait ce point de départ, il ne serait plus, dans son ignorance, qu'une épave au gré des événements, et son individualisme outré ne serait plus alors, non pas une preuve de largeur d'idées, mais une théorie bonne à justifier les inconséquences ou les voltes-faces.

Non pas que je veuille dire que ce soit là le cas de d'Axa. Depuis qu'il s'est engagé dans la voie qu'il a choisie, si on peut lui reprocher son aristocratisme intellectuel, il a vaillamment soutenu le rôle qu'il s'est choisi, et, malgré son « endehorisme », il a contribué pour sa bonne part à la propagande anarchiste.

Mais n'en avons-nous pas vu quelques-uns essayer de nous démontrer que la meilleure façon d'être anarchiste était de... ne pas l'être ? Cela me semble dépasser le paradoxe permis.

∴

Certes, je le sais, c'est très désagréable d'être forcé de professer des idées que d'autres con-

(1) Un volume, 5 fr., avec dessins de Steinlen, Luce, Willette, Couturier, Hermann-Paul, Anquetin, Couturier et Léandre, à la *Société libre d'édition des gens de lettres*, 30, rue Laffite.

une réelle douleur que je vous apprends que l'un d'eux, l'anarchiste chrétien Wendt, a cédé aux instances de l'aumônier de prison, qui lui a prouvé, à grands coups de textes bibliques, qu'il était permis sinon d'attaquer son prochain pour le tuer, du moins de se défendre à main armée. Le pauvre jeune homme, d'abord si héroïque dans sa passivité, a adressé à la reine une requête pour demander sa grâce et la faveur d'être incorporé dans les *ambulanciers*.

Quant à l'autre camarade, de Bruin, il tient toujours ferme ; nos meilleurs vœux sont avec lui pour qu'il résiste contre les influences néfastes de l'emprisonnement.

La propagande contre le militarisme bat son plein dans le pays par ces jours de tirage au sort. Un numéro spécial, du *Jeune Socialiste* : « *A bas les armes !* » qui est très réussi, a été répandu à plus de 10.000 exemplaires. Une petite brochure : « *De Bruin. Son acte, sa punition* », qui se vend deux centimes, apprend à tout le monde le cas de notre courageux camarade. Dans quelques villes on voit un peu partout, collés aux murs, aux vitres, etc., de petits placards antimilitaristes.

Dans les derniers jours d'août, les autorités ont elles-mêmes contribué à cette propagande par le fait suivant :

A Hilversum, la municipalité avait aboli la kermesse, laissant toutefois aux bourgeois l'occasion de se divertir dans les grands cafés où il était permis d'installer des cafés-concerts, etc. De là, mécontentement de la population ouvrière qui s'ameuta et brisa quelques carreaux de vitre des maisons du maire et des conseillers municipaux.

Grand émoi parmi les bourgeois qui habitent à Hilversum de nombreuses villas, la contrée étant une des plus belles de notre pays. Les troupes affluaient de tous côtés et firent feu à un moment donné. Résultats : un mort, et plusieurs blessés. Un tel fait enseigne au peuple le rôle de l'armée d'une façon bien plus claire que nous ne pourrions le faire.

Une grève des mécaniciens et chauffeurs a fait cesser pendant deux semaines le transit sur le Rhin et a rappelé aux armateurs de Rotterdam et de Dordrecht que c'est bien l'ouvrier qui est le moteur de la machine à faire des pièces de vingt francs. La grève n'est pas encore tout à fait terminée. Seuls, quelques armateurs de Dordrecht résistent encore. Leurs remorqueurs restent dans le port et sont bien gardés par des postes de grévistes qui ont eu l'occasion d'administrer une bonne raclée à quelques renégats qui ont juré, mais un peu tard, qu'on ne les y prendrait plus. Il paraît que l'un d'eux a dû être transporté à l'hôpital, où il aura, pendant plusieurs jours, le loisir de réfléchir aux risques de sa sale besogne.

P. M. W.

Russie.

Il y a quelque temps, plusieurs journaux français publiaient la nouvelle d'un règlement créé récemment en Russie, comme conséquence des troubles universitaires récents, et visant le service militaire des étudiants qui, à l'avenir, seraient compromis dans de pareils troubles. Cette nouvelle n'a pas provoqué en France l'attention qu'elle mérite; c'est pourquoi il est peut-être utile d'en expliquer le sens et la portée. La nouvelle loi, qui porte le titre modeste de « règlement provisoire », n'est ni plus ni moins qu'un retour aux procédés de Nicolas Ier, de sinistre mémoire, pendant le règne duquel il était loisible au gouvernement d'incorporer dans l'armée, par voie administrative, quiconque avait des velléités d'indépendance. Le gouvernement russe actuel a expérimenté, dans sa lutte contre la jeunesse des écoles, tous les moyens ordinairement à sa disposition : arrestations en masse, exclusions, expulsions, déportations, etc., et toutes ces mesures sont restées inefficaces pour tuer l'esprit de protestation dans la jeunesse : des troubles avaient lieu presque tous les ans sur différents points de l'empire, prenant une extension de plus en plus grande et arrivant enfin, l'année dernière, à englober toutes les facultés et toutes les écoles supérieures de la Russie entière. En désespoir de cause, le gouvernement a imaginé un autre moyen : dorénavant, aussitôt qu'un étudiant est exclu de l'Université pour avoir participé à des troubles, il est remis entre les mains des autorités militaires et obligé de servir pendant un an, deux ans ou trois ans, suivant que la commission (composée des membres des conseils des facultés et des représentants du ministre de l'intérieur et du ministre de la guerre) le juge plus ou moins dangereux. C'est bien, comme on le voit, le service militaire considéré comme punition et proportionné, comme durée, au degré de culpabilité. Pour les repentis, — ceux qui, par leur conduite exemplaire, voudront racheter leur faute — le ministre de la guerre est autorisé à solliciter la libération au bout d'un an. Les détails de cette nouvelle loi sont peut-être encore plus frappants. D'abord, les étudiants sont incorporés dans l'armée quel que soit leur âge, même s'ils n'ont pas atteint vingt et un ans; ensuite devront servir même ceux d'entre eux reconnus par le médecin inaptes au service; dans ce cas, ils serviront comme infirmiers, ordonnances, cuisiniers, etc. De plus, régulièrement les étudiants ne doivent servir qu'un an ou deux, en raison des droits que leur donne le diplôme d'enseignement secondaire; la nouvelle loi les prive de ce privilège, surtout les plus compromis. Enfin, aucune raison de dispense venant des circonstances de famille n'est plus reconnue : ainsi les étudiants qui sont fils uniques de veuves serviront comme les autres. De même, serviront tous ceux qui, ayant tiré un numéro éloigné, ne devraient pas servir dans les circonstances ordinaires. Ainsi, le fait d'avoir pris part à des troubles prive l'étudiant de tous les droits que les autres sujets russes possèdent à l'égard du service militaire. La nécessité de lutter contre les révolutionnaires prime tout!

A nous, ce fait n'apprend rien de nouveau, mais il est digne d'attirer l'attention de ceux qui, par un malentendu étrange, continuent à considérer le tsar russe actuel comme assoiffé de réformes libérales en dedans et de la paix au dehors.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Fêtes libertaires au profit de la *Bibliothèque d'éducation libertaire* de Belleville :

Samedi, à 8 heures, salle des Omnibus, 27, rue de Belleville;

Dimanche, à 2 heures, Maison du Peuple (impasse Pers, 47, rue Ramey);

Dimanche, à 8 heures, Salon des Familles, 8, rue de Ménilmontant.

Programmes des trois fêtes :

Aux Omnibus, conférence par Ch. Malato (Les Primitifs).

Concert avec le concours des poètes et chansonniers montmartrois, Léon de Bercy, J. Rictus.

Théâtre d'ombres par Mme et M. Abel.

Statues de marbre, d'après C. Meunier et Luce.

Samedi, tirage d'une tombola (80 lots). — Bal.

Entrée : 50 centimes.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 22, rue Titon, faubourg Antoine :

Samedi 28 octobre. — G. Dubois-Desaulle, L'Obligation militaire sous la troisième République.

Lundi 30 octobre. — Jean Marestan, Hiérarchie naturelle et Hiérarchie autoritaire.

Samedi 4 novembre. — E. Girault : Analyse sociologique de l'histoire (période grecque).

Lundi 6 novembre. — A. Moriceau : La Langue internationale Espéranto.

Mercredi 8 novembre. — E. S. R. I., L'Internationale (3e causerie).

Jeudi 9 novembre. — E. Murmain, Recherche des bases de l'histoire.

Lundi 13 novembre. — P. Delesalle, Le Mouvement syndical et les Anarchistes.

Mercredi 15 novembre. — E. S. R. I., L'Internationale (4e causerie).

Tous les mardis, la Bibliothèque est ouverte pour la lecture des volumes. — Adresser journaux, livres, revues, etc., au siège, 26, rue Titon.

*
* *

Bibliothèque d'éducation libertaire du IIIe arrondissement, 22, rue du Vert-Bois. — Ouverte tous les mercredi et samedi, de 8 heures à 10 heures.

Le groupe fait appel à ceux qui pourraient l'aider, soit par l'envoi de brochures, journaux, volumes, soit pécuniairement, et les prie d'adresser tout ce qui concerne la bibliothèque au camarade Daviet, 22, rue du Vert-Bois.

Causerie, samedi. Sujet traité : L'Education libertaire.

*
* *

La personne à qui le camarade Ralph a prêté ses notes, lors de la promenade de l'Ecole à Saint-Germain, est priée de les faire parvenir au plus tôt, soit au bureau du journal, soit au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

*
* *

Une bibliothèque d'éducation libertaire est en formation dans le XVIIIe arrondissement. Tous ceux qui s'intéressent à cette œuvre sont priés d'envoyer livres, brochures, journaux au camarade Perdrix, 40, rue Marc-Séguin.

*
* *

Quatre-Chemins, Pantin, Aubervilliers. — Samedi, au local habituel, réunion des anarchistes de la région. Suite de la causerie sur les Moyens de propagande; Propagande anarchiste et propagandistes. Les mêmes camarades prendront la parole.

*
* *

Groupe de l'*Ere Nouvelle*. — Samedi prochain, réunion de tous les adhérents et de leurs amis. Causerie par un camarade.

Sujet traité : Socialisme et Anarchie.

Réception de nouveaux adhérents. — Entrée gratuite.

Siège du groupe : chez Pichon, rue Saint-André-le-Haut, 6, Vienne.

*
* *

Les Ponts-de-Cé. — Des jeunes gens se rencontrent tous les dimanches soir chez Hamelin, rue Saint-Pierre, aux Ponts-de-Cé, et y discutent sur la patrie, l'armée, etc.

Chants et poésies antipatriotes et antimilitaristes.

Les jeunes gens que cela intéresse sont priés d'y assister. Ils seront toujours les bienvenus.

BIBLIOGRAPHIE

Le Livre des Mille et une Nuits, traduction du Dr J.-C. Mardrus, tome II, 7 fr., à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens, Paris.

La Jeunesse devant l'action, par Paul-Louis Garnier; 1 plaquette, 1 fr., à la *Plume*, 31, rue Bonaparte, Paris.

A l'Aube d'un siècle, 2e édition, par Paul Sosset (Flaustier), 1 brochure, 0 fr. 10, chez L. Roman, rue de Fer, 59, Namur.

Im Mirbel, par Carl Morburger; 1 vol., 2 marks, chez Grübel et Gommerlatte, Leipzig (Allemagne).

Vient de paraître :

L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave; 1 volume, 2 fr. 85 par la poste.

Marchand-Fashoda, par Louis Guétant; 1 plaquette, 0 fr. 75, bureaux des *Temps Nouveaux*.

Derniers ouvrages parus.

L'Amour libre, par Charles-Albert; 1 volume chez Stock, 3 fr. 50; dans nos bureaux, 2 fr. 75.

La Scission socialiste, par les membres du groupe E. S. R. I.; 1 broch., 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15.

Anarchie et Communisme, par Cafiero, édité par le groupe E. S. R. I.; 1 broch., 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15.

Ah! les sales Corbeaux! par J. Hénault.

La Guerre, par Maurin.

Capitalisme, par Comin'Ache.

Epouvantails, par L. Chevalier.

L'Education chrétienne, par Roubille, 18e lithographie de notre collection.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25; franco 3 fr. 40.

PETITE CORRESPONDANCE

E. V., de Nice. — Reçu. Merci.

Cherfils. — Ne connaissons pas le livre.

M. P. D. — Tous les dimanches matin sûrement.

Reçu pour l'Ecole : Berger, 2 fr. — A. F., 5 fr. — X., 1 fr.

Reçu pour la brochure à distribuer : A. F., 3 fr.

Reçu pour l'image : A. F., 2 fr.

Reçu pour le journal : Aug. Marcial, 1 fr. 25. — C. C. M., 20 fr. — A. F. 5 fr. — X. 1 fr. 25. — Un groupe peintres en décor E.V., 3 fr. 50. — Fouquet, 5 fr. — B., à Chinon, 2 fr. — Merci à tous.

C., à Scatonville. — B., par L., à Spring-Walley. — H., aux-Ponts-de-Cé. — C., à Valréas. — N., à Rio-Janeiro. — M., à Spa. — D., à la Haye-Descartes. — M., à Dison. — B., à Iseghem. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 28 DIX CENTIMES DU 4 AU 10 NOVEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Quand nous débarrasserons-nous

DE

L'AMOUR DES « DISTINCTIONS » ?

C'est la réflexion qui m'est revenue à l'esprit en finissant de lire les *Feuilles* (1) que d'Axa vient de réunir en volume.

Du volume lui-même, rien à dire : tous les camarades, du reste, les ont lues lorsqu'elles parurent à leur heure. D'Axa y a la dent dure pour nos gouvernants, il excelle à trouver l'ironie des institutions. Il s'y est montré l'excellent démolisseur que nous avions déjà applaudi à l'*Endehors*, l'anarchiste qu'il se refuse à s'avouer.

Dans l'*Endehors* déjà, d'Axa, nous expliquant son titre, nous disait que c'était parce qu'il repoussait l'embrigadement qu'il ne voulait se coller aucune étiquette; que, désireux de se tenir à l'écart de toute coterie, amoureux de rester lui, toujours lui, il ne voulait rien être, — être en dehors.

Or, cela fait bien dans une déclaration, mais ne signifie pas grand'chose — vu qu'on n'est jamais en dehors. Nous sommes dans l'état social, dans la vie, nous pouvons tenter de nous soustraire à certaines de leurs obligations, mais ne pouvons y échapper complètement. Il n'y a, par conséquent, personne qui soit « en dehors ».

Cependant cette profession de foi avait une certaine allure qui ne pouvait que plaire aux anarchistes, et à laquelle ils ont applaudi. Seulement depuis, et surtout dans la préface qu'il vient d'écrire pour ses *Feuilles*, d'Axa semble trop vouloir s'en faire un panache, et surtout poser l'idée anarchiste comme une entrave à cette expansion de l'individu, pour que l'on n'essaye pas de réfuter cette façon de présenter les faits.

⁂

L'anarchie n'est pas un dogme; l'anarchie ne pose pas de cadre à l'activité de l'individu; l'anarchie, s'appuyant sur la théorie de l'évolution continue des êtres et des choses, démontre qu'il n'y a rien de stable, rien de fixe, que tout marche vers un état plus parfait; que, par conséquent, nous avons tous les jours à apprendre, et ne pouvons avoir la prétention d'avoir atteint les limites de la conscience humaine.

Et quand je dis l'anarchie, c'est, bien entendu, une façon de parler, car l'anarchie n'étant pas un être concret ou abstrait ayant une volonté propre, mais un simple mot pour désigner une certaine façon de penser, ne peut, — et personne en son nom, — avoir eu la prétention de poser un *credo* à ceux qu'elle sert à désigner. Et ceux qui l'envisagent à ce point de vue ne prouvent qu'une chose : qu'ils ne l'ont jamais comprise, et ne font ainsi que réfuter leurs propres erreurs.

Sous peine de faire de sa tête une boutique de bric-à-brac, encombrée des objets les plus disparates, et dans laquelle il faut passer des journées entières avant de retrouver l'objet dont on a besoin, l'homme, pour arriver à se reconnaître dans l'ensemble des connaissances qu'il a péniblement acquises, est forcé de classer, ranger, étiqueter, numéroter chaque ordre de faits qu'il a élucidé.

Au fur et à mesure qu'il acquiert des connaissances nouvelles, il change ses étiquettes, transforme ses classifications, accouple des faits qu'auparavant il croyait séparés, en sépare qu'il croyait joints. Mais nier l'utilité de ces étiquettes et de cette classification est aussi puéril et enfantin que de nier l'utilité des lunettes adaptées à l'usage des myopes, ou des béquilles à l'usage d'un bancal.

Puéril et enfantin, puisque, aussitôt une étiquette repoussée, on éprouve le besoin d'en trouver une pour se désigner soi-même.

⁂

L'anarchie représente un degré de l'évolution humaine. Des gens étant arrivés à comprendre que l'autorité entre les hommes était absurde et malfaisante; que l'individu, pour pouvoir se développer en toute sa virtualité, ne devait plus se plier aux règles arbitraires d'une volonté extérieure à la sienne, en ont conclu qu'il devait combattre toutes les entraves qu'il rencontrait dans son évolution.

Partant de cette donnée, ils ont été amenés à discuter l'organisation sociale tant économique que politique, en ont critiqué les défauts; mais comme, d'autre part, l'homme ne peut vivre qu'à l'état social, ils ont été aussi amenés à rechercher une organisation sociale meilleure.

Seulement, la critique de l'état actuel leur ayant démontré qu'un état social ne pouvait être acceptable qu'à condition d'en bannir l'autorité, que pour la société, comme pour tout ce qui existe, c'est l'évolution qui en est la loi suprême, ils se sont gardés de poser des règles absolues à la société qu'ils entrevoient, ils n'ont formulé que des aperçus qui se modifieront au gré des circonstances et des générations qui les réaliseront.

C'est cette façon de penser que l'on a dénommée : anarchie. Et, jusqu'à présent, je n'ai pas vu que cette conception d'un état social meilleur ait posé la moindre limite aux activités individuelles, qu'elle ait été un obstacle à leurs facultés de raisonner.

J'ai lu les *Feuilles* au fur et à mesure de leur apparition, je viens d'y jeter un coup d'œil. Je n'y ai pas trouvé une attaque à nos institutions, pas une idée d'émancipation individuelle que les anarchistes ne puissent faire leur et que, dans les *Temps Nouveaux*, les camarades n'aient développée d'une façon tout aussi nette, tout aussi absolue.

Seulement, au lieu de faire de l'aristocratie intellectuelle, au lieu de vouloir paraître faire de l'originalité, nous cherchons à déduire logiquement nos pensées, à y apporter un esprit de suite. Je ne pense pas que cela les gâte en rien.

⁂

Pour raisonner, l'homme a besoin de s'appuyer sur un point de départ. Son ignorance ne lui permet pas de résoudre une question *à priori* sans la comparer à d'autres questions, à d'autres faits, à d'autres théories. Même avec l'aide de tous ces points de repère, il se trompe, s'égare, car il lui est impossible de tout connaître, de tout embrasser.

Même en science, il a, le plus souvent, besoin de partir d'une hypothèse pour arriver à une découverte positive. S'il est intelligent, s'il a réellement la passion de la vérité, il saura tenir compte des faits, il saura les grouper, les classer; se gardant bien de les écarter lorsqu'ils vont à l'encontre de son hypothèse, c'est de leur ensemble, de leur étude, de leur comparaison, qu'il verra son hypothèse se confirmer, ou en tirera une hypothèse nouvelle qui le mènera à la vérité.

Mais son hypothèse même s'appuie déjà sur des vérités acquises qui lui servent de fanal à la recherche d'autres. S'il abandonnait ce point de départ, il ne serait plus, dans son ignorance, qu'une épave au gré des événements, et son individualisme outré ne serait plus alors, non pas une preuve de largeur d'idées, mais une théorie bonne à justifier les inconséquences ou les voltes-faces.

Non pas que je veuille dire que ce soit là le cas de d'Axa. Depuis qu'il s'est engagé dans la voie qu'il a choisie, si on peut lui reprocher son aristocratisme intellectuel, il a vaillamment soutenu le rôle qu'il s'est choisi, et, malgré son « endehorisme », il a contribué pour sa bonne part à la propagande anarchiste.

Mais n'en avons-nous pas vu quelques-uns essayer de nous démontrer que la meilleure façon d'être anarchiste était de... ne pas l'être ? Cela me semble dépasser le paradoxe permis.

⁂

Certes, je le sais, c'est très désagréable d'être forcé de professer des idées que d'autres con-

(1) Un volume, 5 fr., avec dessins de Steinlen, Luce, Willette, Couturier, Hermann-Paul, Anquetin, Couturier et Léandre, à la *Société libre d'édition des gens de lettres*, 30, rue Laffite.

nurent avant vous, de prendre une étiquette que vous n'avez pas inventée, d'avouer que, au fond, votre bagage d'idées a plus ou moins servi aux générations qui vous précédèrent, et que vous n'avez rien inventé. Mais nous avons l'excuse de ne pas avoir choisi l'époque où nous sommes venus au monde; ce n'est pas de notre faute si nous ne sommes que l'anneau d'une évolution et non le point de départ.

Pour ma part, j'ai renoncé à toutes ces petites glorioles, les trouvant un peu bébêtes. Ayant constaté que l'individu n'était pas une entité abstraite, mais un être véritable tiré à des milliards d'exemplaires, j'en ai compris que son affranchissement ne serait vraiment réalisé que du jour où tous les individus seraient affranchis, et qu'au lieu de me jucher sur un piédestal, il me fallait m'entendre avec les autres pour réaliser cet affranchissement général.

J'ai compris également qu'il fallait que les individus s'habituent à raisonner par eux-mêmes, et que, pour cela, il fallait non pas faire du sophisme, mais leur apprendre à se servir d'une logique droite et serrée. Et si je pouvais contribuer à ce résultat, je serais consolé facilement de toutes mes petites illusions de vanités disparues.

J. Grave.

MOUVEMENT OUVRIER

Ce que nous n'avons cessé de dire ici, à savoir que depuis le début de l'agitation qui eut lieu au Creusot depuis bientôt six mois, les exploités de Schneider se laisseraient rouler par les politiciens, s'est vérifié une fois de plus.

J'ai expliqué la semaine dernière comment la sentence arbitrale de maître Waldeck-Rousseau satisfaisait en réalité bien plus le monde capitaliste que le monde ouvrier par l'interprétation des points litigieux.

Les ouvriers du Creusot commencent à s'en apercevoir. La sentence arbitrale n'a été, en réalité, qu'un attrape-nigauds et Schneider est en train de démontrer à ses ouvriers toute l'importance qu'il y attache.

Un des points principaux de l'arbitrage portait en effet qu'aucun ouvrier ne serait remercié pour fait de grève, mais, à peine ceux-ci ont-ils repris le travail que quatorze d'entre eux, de ceux qui, comme de juste, ont pris une part active à la grève, sont remerciés, et parmi ceux-ci le trésorier du syndicat.

Ce n'est qu'un commencement, de véritables listes de suspects circulent dans les ateliers.

Les politiciens qui, dans l'espoir d'en tirer profit, encouragèrent les ouvriers dans la dernière grève, semblent vouloir les abandonner, à ce point que leurs journaux n'ont pas publié plusieurs appels très intéressants et où il n'est plus fait cette fois de promesses pour les prochaines élections.

A la suite des renvois, un appel a été adressé par le syndicat à M. Waldeck-Rousseau : celui-ci a déclaré ne pas pouvoir intervenir, « les renvois étant motivés par des faits accomplis postérieurement à la reprise du travail ». Et les conseilleurs socialistes engagent les ouvriers à être « calmes, résolus, confiants, etc. ».

Malgré tous ces bons conseils, il faut s'attendre à de nouveaux incidents, l'idée d'un exode vers Paris a été agitée à nouveau, et cette fois, dit un manifeste, « nous ne nous laisserons pas duper à nouveau ».

*
* *

La grève des usines Japy, dont j'ai parlé la semaine dernière, continue de plus belle, toutes les usines de la région sont maintenant en grève. C'est un véritable fief capitaliste; les Japy, associés entre fils et gendres, sont à la fois patron, maire, conseiller général de la région, l'un d'entre eux est sénateur, tout leur appartient, il n'y a pas un habitant de la contrée qui ne soit leur tributaire. Ce sont les véritables seigneurs de l'endroit.

L'augmentation de salaire est une des causes de la grève, mais la principale est certainement l'asservissement moral auquel sont astreints les ouvriers et ouvrières. Un fait entre tous suffira à montrer jusqu'à quel point peut aller cet asservissement.

Parmi les revendications des ouvrières, un des paragraphes porte : *Suppression des jetons de cabinets.* Voici en quoi cela consiste. « Quand une ouvrière a besoin de se rendre aux cabinets d'aisances, il faut au préalable qu'elle aille au bureau chercher un jeton, et si, la journée finie, elle a demandé trop de jetons, on la frappe d'une amende. »

Telle est la liberté sous un ministère du commerce socialiste !

Comme de juste, le pays est occupé militairement, Millerand l'exige pour assurer la liberté du travail. Il s'en est fallu de peu qu'une collision eût lieu entre la troupe et les grévistes.

Nos socialistes commandant le feu sur des ouvriers en grève seraient ainsi complets, ils n'auraient plus rien à envier à leurs adversaires d'hier, ils les auraient seulement dignement remplacés.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Les lois scélérates. — L'an dernier, au plus fort de la campagne dreyfusiste, libertaires, révolutionnaires, républicains bourgeois, unis dans un même élan, poursuivaient avec un égal enthousiasme la réparation de l'iniquité de 1894. Dans une touchante fraternité, les uns et les autres échangeaient des kyrielles de salamalecs, protestant les uns de leurs bonnes intentions, les autres de leur éternelle reconnaissance pour l'appui bénévolement apporté à l'un des leurs injustement frappé.

Oh oui ! la reconnaissance pour cet appui ne se bornerait pas à de platoniques congratulations. On irait plus loin. Puisque les libertaires avaient aussi de leur côté des victimes odieusement et iniquement condamnées, une fois la première affaire réglée, eh bien, on continuerait l'agitation, puisqu'on était en train, et l'on ferait tant et si bien que le règne de la justice allait enfin s'ouvrir sur la terre. Il ne resterait plus au bagne aucune des victimes de ces lois scélérates (oh ! combien !) que ces bourgeois avaient — ah! quelle erreur était la leur ! — sinon élaborées et votées, du moins approuvées.

La revision obtenue, on se sépara; l'agitation fut suspendue « afin de ne pas entraver l'œuvre de la justice ». La « justice » aujourd'hui s'est prononcée « en toute indépendance », naturellement, et il me semble que le zèle si chaud de jadis est bien lent à se ranimer. Des appels épars demeurent sans réponse. Sauf Francis de Pressensé et Zola, dont la loyauté poursuit la lutte, chacun fait le mort. Des hommes que leurs études tenaient éloignés des orages de la vie sociale, et qui avaient cru devoir se départir de leur habituelle abstention en faveur de Dreyfus, ont depuis lors réintégré leurs cabinets, d'où il sera plus laborieux de les faire sortir qu'un renard de son terrier. Faudra-t-il les enfumer pour les voir reparaître au jour ?

Chacun d'eux se repose sur le voisin du soin de tenir les engagements pris. M. Joseph Reinach a adressé aux autorités compétentes un rapport très jurisprudemment conçu et rédigé qui ne vise qu'un tout petit nombre de cas. Dormons en attendant que des actes répondent à cette minuscule et formaliste intervention. Quand il s'agit des nôtres, l'indignation est pénible et le long et abominable martyre d'un Girier est insuffisant à l'éveiller de sa torpeur.

Encore une fois, comme tant d'autres, la bourgeoisie a dupé les naïfs qui lui ont prodigué — sans compter, du reste — le meilleur de leur énergie.

*
* *

La Grande Famille. — Les sentiments familiaux qui règnent dans l'armée sont mis en pratique tout spécialement à Oléron. Nous en avons déjà dit un mot d'après les articles que le camarade Dubois-Desaulle a publiés dans le *Journal du Peuple.* Dans cet enfer, le maximum de punition que chaque gradé a le droit d'infliger est généralement deux, trois et même quatre fois plus considérable que dans l'armée ordinaire. Là, la prison constitue une punition légère ; le plus ordinairement c'est la cellule simple, la cellule aggravée et la cellule de correction qui sont appliquées.

La cellule simple comporte, en fait de nourriture, une gamelle seulement par jour. La cellule aggravée, dont le minimum est de *vingt-huit jours*, ne comporte d'autre nourriture que du pain et de l'eau. Le malheureux puni de cellule de correction est mis aux fers pendant un minimum de quinze à vingt-huit jours avec *une* gamelle sans viande tous les *quatre* jours et 375 grammes de pain chaque jour. O Fraternité !

*
* *

Nos braves officiers, chacun le sait, font l'admiration des bonnes d'enfants et principalement des maîtresses de celles-ci. Sans doute, ils ont de beaux uniformes tout reluisants d'or et, grâce à leur corset, des tailles à rendre jalouses certaines cocottes de marque.

Mais, où ils méritent surtout l'admiration universelle, c'est quand ils se mêlent de faire de la philosophie sociale. Oh ! alors, le résultat dépasse toute espérance. C'est inénarrable !

Nous recevons d'un groupe de réservistes des Bouches-du-Rhône une correspondance de laquelle nous extrayons ce passage :

« A Saint-Martin-du-Var, le jeudi 12 octobre, le capitaine Lian, breveté d'état-major de la 2e compagnie, fit rassembler par peloton (2 sections) les réservistes dans la salle d'école du village et leur tint un langage digne, bien digne d'un cafard galonné.

« Sous le fallacieux prétexte qu'il allait faire une théorie sur les fascicules des livrets, il débita les siennes sur la nécessité des armées, écoles de discipline et travail. Il invita son monde à voter pour *des braves gens* et servit comme conclusion la nécessité des religions, et la preuve, ajouta-t-il, est palpable. « En effet, dit-il, l'égalité n'existe pas sur la terre, même dans l'armée, puisqu'il y a des simples soldats et des gradés; c'est ce qui me fait dire, et j'en suis convaincu, qu'il y a au-dessus de nous quelque chose et que l'égalité n'existant pas sur la terre, il faut, c'est ma conviction, qu'elle existe au ciel. »

*
* *

La *Fédération des groupes de Jeunesses de France* vient d'adresser aux conscrits le manifeste suivant :

AUX CONSCRITS !

PARTI SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE.

Fédération des groupes de Jeunesses de France.

Au camarade que la loi bourgeoise arrache à sa famille, dans le temps même où sa présence lui serait le plus nécessaire ;

Au camarade que notre civilisation barbare va transformer de producteur utile en parasite meurtrier ;

Au camarade que la caserne va prendre pour s'efforcer à briser son caractère, à déformer son cerveau, à polluer son corps et son intelligence ;

Nous envoyons le salut de notre fraternelle sympathie, le confiant « au revoir » qui le soutiendra dans les épreuves de l'esclavage militaire.

Nous lui disons :

Ami, tu vas troquer la blouse ou le bourgeron contre la capote et le dolman, n'oublie pas que tu es un prolétaire, que demain tu reprendras ta place dans nos rangs. Parce qu'on va te remettre l'arme qui tue, ne va pas croire que la vie humaine est sans valeur, que tu peux en disposer par ordre, que l'on n'est pas un assassin parce qu'on frappe avec la baïonnette au lieu de frapper avec le couteau.

Si l'heure sonne, l'heure maudite de la Ricamarie, de Fourmies, de Milan, avant de faire des cadavres de ceux qui, pour toi comme pour eux, demandent un peu plus d'équité, un peu plus de liberté, une part moins dérisoire aux produits de leur propre travail, avant de commettre ce lâche fratricide, cet imbécile suicide, tu réfléchiras, tu interrogeras ta conscience et ta raison.

Mais, en dehors de ces jours terribles où les circonstances te dicteraient ton devoir, sois patient, camarade, sois prudent, sois fort. Songe que tu n'as qu'une vie, que tu la dois à ta propre cause, qu'il ne faut point la gaspiller aux vaines résistances, que l'effort individuel — si héroïque soit-il — est infécond.

Garde-toi pour le bon combat, pour reprendre ta place sous le drapeau de la solidarité prolétarienne, pour conquérir la justice sociale, pour fonder la Grande Commune, la République Universelle.

A bientôt, camarade ! courage !

La force brutale ne déshonore que celui qui

l'exerce, le joug n'avilit que le front qui l'accepte.

A bientôt, camarade!

Tu nous reviendras ayant souffert, ayant lutté contre toi-même, tu nous reviendras plus conscient et plus brave.

Tout en faisant quelques réserves sur le passage relatif à l'effort individuel que nous n'estimons nullement infécond, nous pensons que l'on ne saurait trop propager de pareils conseils à ceux que la bourgeoisie appelle à défendre, au dehors comme au dedans, ses intérêts de caste et ses coffres-forts, sous prétexte d'intérêt national.

André Girard.

∴

Messieurs les propriétaires. — Passage des Deux-Frères : un locataire devait un terme à son propriétaire; crime énorme! Le proprio, qui d'abord avait accepté que le paiement en fût différé, se ravisa et alla réclamer « son argent », avec des paroles comminatoires plein la bouche. Outré de cette déloyauté professionnelle, le locataire se fâcha, répondit sur le même ton. On en vint aux coups; car tant que la propriété existera, il n'y aura pas d'autre solution possible aux différends que la violence. On en vint donc aux coups, et le loyal propriétaire, se souvenant fort à propos qu'il avait en poche un poinçon, lequel se trouvait là par le plus grand des hasards, sortit son poinçon et en frappa plusieurs fois, en pleine poitrine, le mauvais payeur, l'homme abominable, le citoyen monstrueux qui lui devait *un* terme! Celui-ci, avant de tomber évanoui, eut le temps de saisir une hache et de fendre la tête dure de ce brave homme. On les a retrouvés ainsi, étendus tous deux dans leur sang, quasi morts. Et c'est ainsi qu'en l'an de grâce 1899, sous le règne du bienheureux capitalisme, les hommes du monde civilisé réglaient leurs petites discussions d'argent.

Avenue Parmentier : deux vieux concierges, soixante-quatre ans et cinquante-six ans, depuis dix ans à la chaîne dans le même immeuble, se sont asphyxiés. La maladie avait épuisé leurs maigres économies, et ils n'avaient plus la force de lutter. On dit aussi que le propriétaire les avait prévenus d'avoir à quitter la loge, parce qu'ils étaient trop vieux. Et c'est vrai : un patron ne peut rien faire de vieux ouvriers, que les mettre à la porte. Une fois sur le pavé, leur devoir, selon Malthus, est tout tracé : disparaître. La société fonctionne ainsi depuis des siècles et des siècles, et nous ne sommes encore que quelques-uns à nous en étonner.

∴

L'éducation chrétienne. — Dans une école congréganiste de Lille, un enfant de douze ans a été violé et gratifié d'une maladie vénérienne par un frère cuisinier. Ce saint homme retrouvé à grand'peine, car un pieux abbé l'avait fait fuir en lui donnant une somme d'argent, ne fit pas de difficultés pour reconnaître l'exactitude du fait et parut fort étonné qu'on songeât à lui reprocher une chose aussi banale. « La maladie que j'ai transmise à mon jeune ami, je l'avais moi-même reçue d'un autre frère. C'est ainsi que nous faisons car nous ne voulons pas perdre nos âmes par le contact d'une femme. » Que répondre à cela?

Le tribunal de Pont-l'Evêque juge en ce moment un abbé pour attouchements et voies de fait sur des petites filles. Cet homme de Dieu goûtait, paraît-il, un plaisir étrange à fesser les fillettes.

Tout ça, c'est une façon d'attirer à soi les petits enfants que le Christ n'avait pas prévue.

R. Ch.

Autriche.

Il y a un mois, quatorze groupes anarchistes de la Bohême du Nord ont été dissous par le gouvernement autrichien. Ces jours-ci, nous avons eu du nouveau. Les 27 et 28 septembre, plusieurs arrestations ont été opérées. Le directeur d'*Omladina*, le camarade *Vilem Korber* a été arrêté, quoique malade et alité, malgré les protestations de son médecin, le Dr Pecival. V. Korber est un vieillard d'une soixantaine d'années, atteint d'une grave maladie. Mais les gendarmes autrichiens ne connaissent guère la pitié. *Ce vieillard, père de famille, a été envoyé au Dépôt sans aucune preuve de culpabilité*, et on ignore encore la cause de l'arrestation de tous les camarades arrêtés.

De même, les deux autres journaux tchèques anarchistes ont leurs directeurs au Dépôt à *Prague*. Ce sont *Karel Vohryzek*, directeur de *Predvoj* à Jablonec (Bohême du Nord), et *J. Opletal*, directeur de *Matice Delnicka* (paraissant à Pilsen). Les persécutions sont donc généralisées dans toute la Bohême. C'est surtout dans la Bohême du Nord, parmi les mineurs, que se sont opérées les arrestations.

Le nombre de camarades détenus au Dépôt est d'environ une vingtaine de personnes.

Tout cela est l'œuvre de la police de Prague, qui en a déjà pas mal sur la conscience. Depuis cinquante ans, elle n'a rien de mieux à faire que de découvrir de temps en temps quelque société secrète organisée contre la sûreté de l'Etat. Le gouvernement autrichien n'est que le « bon maître de son valet ». En 1869, à la suite d'une manifestation en faveur du suffrage universel, 14 ouvriers furent condamnés à Vienne à vingt-cinq ans de prison!

En 1882 et en 1885, la persécution était terrible. Il n'y a presque pas un village, en Bohême, dans lequel au moins un ouvrier n'ait pas été arrêté et condamné, pour être socialiste.

En 1883, le camarade Salinzer fut empoisonné en prison par ses bourreaux... Le camarade Fischer (1882) fut condamné à douze ans de cachot et il fut torturé dans une cellule remplie de miasmes. En 1884, un grand nombre d'ouvriers socialistes et anarchistes furent exilés. Dans la même année, quelques camarades furent condamnés en tout à 82 ans de cachot (à Graz) et, à Vienne, 18 anarchistes eurent 105 ans de cachot, pour avoir fondé une imprimerie secrète. (En Autriche, la censure existe encore comme en Russie). En 1885, les camarades Preès, Cerny et Rampas ont été frappés de 41 ans de cachot. Le camarade Rampas est mort.

Dans ces trente dernières années les condamnations prononcées font le joli total de 900 ans, dans lesquels ne sont pas comptées les peines de moindre importance, par exemple celles de deux ou trois jours.

En 1890 eut lieu une grève de mineurs à *Nyrany*, près *Pilsen*. Le gouvernement d'Autriche envoya pour aider — du pain? — non, *les gendarmes : 32 mineurs furent fusillés* et 59 blessés!

Le camarade *Prejza* fut condamné à huit ans de cachot en 1883 pour avoir colporté les journaux anarchistes (le colportage n'est pas libre en Autriche).

En 1893, l'organisation « Omladina » fut accusée par la police pragoise d'être une société secrète contre la sûreté de l'Etat : 77 jeunes gens furent condamnés à 97 ans. Pour pouvoir les condamner, le gouvernement autrichien avait supprimé le jury pour une année et avait proclamé l'état de siège (1) à Prague. Alors les Omladinistes furent condamnés par les bourreaux autrichiens. De « Vosi huisdo » j'ai déjà parlé dans les *Temps Nouveaux* il y a quelques semaines.

L'année dernière, nous avons été plus libres à Prague, mais le nouveau ministère de Clary Aldringen vient de commencer.

Et ce sont les anarchistes qui ont reçu le premier coup de cette bête féroce.

Mais nos camarades ont encore de l'audace. M. Clary Aldringen se trompe terriblement s'il croit être assez fort pour supprimer notre idée.

V. H.

Portugal.

Lisbonne. — La réunion solennelle qui, grâce aux efforts de la Liga das Artes Graphicas, a eu lieu à l'Atheneu Commercial, en hommage à Emile Zola, restera à jamais, dans l'histoire du prolétariat portugais, comme le témoignage comprobatif, incontestable, de la suprématie intellectuelle de la classe ouvrière sur les classes dominantes.

De honte, si ce n'est par incapacité de comprendre la très haute estime que la pensée des graphiques portugais s'est acquise dans le monde spirituel, la presse bourgeoise, dans le compte rendu d'une solennité aussi significative, n'en a dit, ni même adressé à ses promoteurs un seul mot de louange.

S'il s'agissait d'une course de taureaux ou de la réception officielle d'un massacreur de nègres, la presse prostituée, comme c'est l'habitude, prodiguerait son enthousiasme à gages. Ainsi, tant mieux pour nous, et tant pis pour elle.

Avec une assistance d'environ cinq cents auditeurs des deux sexes, le camarade Ernesto da Silva, en ouvrant la séance, définit l'idée qui avait présidé à l'intention formée par les graphiques de Lisbonne d'organiser cette fête, et il lut ensuite le message qui doit être envoyé au premier romancier de ce siècle.

M. le Dr Theophilo Braga, le savant professeur, ouvrit ensuite un discours faisant l'histoire du rôle joué par Zola dans le drame dont le dernier acte eut pour scène le pseudo-tribunal de Rennes et dont l'épilogue n'est pas encore écrit; il fit avec une rigoureuse précision l'analyse critique de l'œuvre du génial écrivain.

Au Dr Theophilo Braga qui parla pendant une heure et demie, avec l'érudition dont on lui reconnaît la supériorité, prirent la parole plusieurs orateurs bien connus du parti républicain.

La note magistrale fut cependant donnée par le camarade Ernesto da Silva dans le message à l'auteur de *Paris*.

La philosophie libertaire est, pour la première fois, interprétée en langage portugais dans ce document émotionnant, où Ernesto da Silva réunit, dans un hosanna au géant du « *Germinal* », la misère, la douleur, le désespoir, la révolte et l'aspiration suprême de l'esclave du capital; document qui révèle le penseur, l'apôtre et l'artiste et dont voici quelques périodes:

« Le sentiment n'abdiquera jamais : il sera toujours le premier moteur des actes humains, ainsi le proclama Claude Bernard. Et nous, travailleurs obscurs, perdus dans l'anonymat de l'usine, nous affirmons, en vous saluant, que la théorie que nous sentons est vraie.

« Représentants du travail qui produit la vie, qui centuple les richesses et fait concevoir le bien dans l'ovaire fécond de la civilisation, nous sommes aussi — vous le savez bien — les altérés de justice, liés sous le joug de la souffrance avec les anneaux de fer de l'iniquité économique. Le cri douloureux du Dante résonne à nos oreilles depuis le berceaux, et le *lasciate ogni speranza*, dévêtu de l'émotion poétique, s'insinue pénétrant et froid dans nos âmes, partage nos demeures, vit dans les usines, pour ne s'envoler qu'au jour tragique du départ après lequel le misérable cadavre demande un asile dans le sein de la terre *Mater*.

« Que Lantier, Souvarine, Salvani le témoignent en délirant et en gémissant dans l'*Assommoir*, en rageant dans *Germinal*, en mourant dans *Paris* : incarnations de la Douleur, agents du Progrès, prototypes du Protêt. Oui! Ils sont nos frères, sortis de notre famille, produits de nous-mêmes, élevés dans l'évocation géniale de votre plume aux hauteurs de l'Injustice-Martyre.

« Et parce que nous le sentons ainsi, parce que nous vous voyons aujourd'hui plus que jamais au service de la vérité, défendant un homme qui est père et époux, innocent et victime, notre âme s'envole du Portugal jusqu'à votre cabinet de travail, messagère de notre amour, proclamant l'éternelle gratitude qui nous fait vibrer! »

Nihil.

Suisse.

Le militarisme. — L'esprit qui anime les hommes sans fortune obligés de faire du service militaire n'est pas celui complaisamment dépeint par des journalistes en quête de faveurs. Prenons un ou deux faits : sur 120 soldats convoqués à la caserne de Genève, 30 ont répondu à l'appel; ils ont « été reçus avec bonté par le colonel ». — Je te crois; sinon ils n'auraient pas attendu le licenciement du lendemain soir pour déguerpir. A Neuchâtel, sur 61 soldats ayant ordre de participer à un exercice de tir, un — nous répétons : un — seul militaire, dit le *Courrier du Vignoble*, s'est présenté. Ce bienheureux pignouf avait pour le commander : 1 capitaine, 1 lieutenant, 1 fourrier, 1 sergent et 2 caporaux.

Pendant toute une journée, un régiment d'artillerie de landwehr en service à Thoune a refusé à l'unanimité — sauf un sergent et les officiers — d'obéir aux ordres du colonel Will. Le soir, dans les chambrées, quelques sous-officiers conjurèrent les soldats de bien vouloir obéir le lendemain, il s'agissait d'un ordre concernant la tenue : « Faites-le pour nous, dirent-ils, si vous ne voulez pas le faire pour les officiers. » Les hommes consentirent, et le service s'acheva sans qu'une punition eût été infligée au régiment désobéissant à ses chefs.

Mais il y a mieux : voici ce que publient de nombreux journaux conservateurs et radicaux. La compagnie de landwehr du bataillon 114 des

(1) L'état exceptionnel (Ausnahmzustand).

troupes du Gothard se compose d'hommes appartenant aux communes de l'Entlebuch, Kasle, Schupfheim, Fluhli, Eschlzmatt et Marbach. Son capitaine le sieur Gruter, de Lucerne, s'étant montré plus sévère que ses collègues, les soldats se montrèrent mécontents, et le lendemain, à 9 heures du soir, Gruter ayant donné des ordres doublés de menaces, les hommes s'avancèrent contre le galonnard, l'entourèrent, l'insultèrent et le menacèrent; enfin, le public fit cause commune avec la compagnie. La position de Gruter devenait critique, mais grâce à l'intervention du fourrier et du sergent-major, il eut la chance de pouvoir fuir. L'état-major n'a pas osé sévir, il s'est contenté de faire lire un ordre du jour chauvinard et de prolonger le service de la 2e compagnie à Andermatt de deux jours. Un soldat a reçu six jours d'arrêt. Ce n'est pas là ce qu'ordonne le code militaire en pareil cas.

Les colonels font les Mercier et les Zurlinden; il plaît au colonel Frei d'expulser du champ de manœuvres le Dr Nin, ministre de l'Uruguay, parce que celui-ci n'est pas venu lui présenter ses hommages, et le Dr Nin est expulsé par les gendarmes! Résultat: conflit diplomatique entre la Suisse et l'Uruguay.

Des galonnards cumulent de grasses sinécures, directeurs de compagnie de chemins de fer, juges, conseillers, etc. Le colonel Gressly touche un salaire comme membre de la commission fédérale des fortifications et cumule fructueusement — le *Berner Tagblatt* le reconnaît — les fonctions dorées de représentant général des usines Krupp. *L'Allg. Schweizer Zeitung* avoue qu'à Berne et à Zurich notamment, la régalade des multiples salaires est de règle chez les gros personnages.

Pour encourager la militairomanie et soigner leur réélection, les gouvernants votent des subventions pour les tirs. Ne peuvent prendre part à ces tirs fédéraux et cantonaux que les *favorisés* de la fortune. Au tir de Bienne, on a brûlé 418.691 cartouches, mais on y a aussi avalé 52.000 bouteilles de vin et 40.000 litres de bière, ce qui représente 1 litre 1/4 de vin et 1 litre de bière pour chaque paquet de cartouches, soit pour chaque coup tiré plus d'un déci et demi ingurgité à la cantine de fête, sans compter ce qui s'est consommé de cognac, de kirsch, de vermout, d'absinthe, de vins fins, champagne, etc. Les sans-le-sou peuvent s'adjoindre aux cortèges et s'entasser aux abords des cantines, pour humer le fumet des rôtis servis à ceux qui ont de quoi les payer et entendre les discours. Cela suffit à réchauffer le zèle patriotique des gogos.

Quant aux travaux guerriers, le *Peuple d'Yverdon* nous apprend en quoi ils consistent : « Pour le tir des officiers médecins à Lausanne, on apporta une caisse contenant quatre cadavres; l'un fut attaché dans un cercueil et placé debout, les trois autres qui n'avaient plus de jambes furent suspendus, et alors commença une fusillade en règle. A chaque coup l'on sentait une odeur de chair brûlée. Une balle mal dirigée vint couper la corde au bout de laquelle se balançait le cadavre d'un grand homme avec les deux jambes amputées. Il tomba à terre en levant les bras comme pour demander grâce; on l'eût dit vivant. Après cette boucherie, on replaça les bras, les torses, etc., dans la caisse. » Ce récit est confirmé par la *Gazette de Lausanne*.

Etats-Unis.

PATERSON. — Les camarades de cette localité viennent de commencer la publication d'un organe anarchiste de langue française, *Germinal*. Tous nos souhaits de bienvenue à ce nouveau camarade de lutte. Adresse : Box 1136, Paterson, N. J., Etats-Unis.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

La réouverture des cours de l'*Ecole d'anthropologie*, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine, aura lieu le lundi 6 novembre.

Le lundi, à 4 heures. — *Anthropologie préhistorique*, par L. Capitan : « Les bases des études préhistoriques; stratigraphie, etc. »

A 5 heures. — *Anthropologie zoologique*, par G. Mahoudeau : « L'origine de l'homme. »

Le mardi, à 4 heures. — *Ethnographie et linguistique*, par A. Lefèvre : « Formation et développement de la langue et de la nation françaises aux treizième et quatorzième siècles. »

A 5 heures. — *Ethnologie*, par G. Hervé : « Ethnologie de l'Europe, les Basques, l'Alsace. »

Le mercredi, à 4 heures. — *Technologie ethnographique*, par A. de Mortillet : « Les procédés industriels des peuples primitifs anciens et modernes. »

A 5 heures. — *Anthropologie biologique*, par P. Laborde : « Les sensations et les sens spéciaux dans leurs relations avec les fonctions intellectuelles. »

Le vendredi, à 4 heures. — *Géographie anthropologique*, par Schrader : « L'humanité devant les grands phénomènes terrestres. »

A 5 heures. — *Anthropologie physiologique*, par Manouvrier : « Anthropologie sexuelle. »

Le samedi, à 4 heures. — *Sociologie*, par Letourneau : « La condition des femmes dans les diverses races et civilisations. »

A 5 heures. — *Conférences de linguistique et d'ethnographie*, par P. Regnaud : « Les origines de la civilisation indo-européenne. »

∴

L'Ecole libertaire reprend ses cours la semaine prochaine. Voici le tableau des cours :

Lundi : Dessin raisonné, par Charpentier.
Mardi : Chimie, par Bloch.
Jeudi : Littérature ancienne, par A. F. Hérold.
Samedi : Littérature (Diderot), par Quillard.

L'entrée des cours sera gratuite, mais une collecte sera faite à chaque séance pour couvrir les frais.

Dimanche 5 novembre, aura lieu la séance d'ouverture à 2 heures, salle d'Arras, avec le concours du camarade Domela Nieuwenhuis.

Prix d'entrée : 50 centimes.

∴

Théâtre civique. Représentation contre la guerre, samedi, 4 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle des Mille-Colonnes, rue de la Gaîté : Conférence de Léopold Lacour; Déclaration de Louis Lumet; Proses et poèmes d'Eschyle, Aristophane, Voltaire, Bakounine, Tolstoï, A. de Vigny, V. Hugo, Th. de Banville, Barbier, Lamartine, Sully-Prudhomme.

∴

Bibliothèque d'éducation libertaire du IIIe arrondissement, 22, rue du Vert-Bois. — Ouverte tous les mercredi et samedi, de 8 heures à 10 heures.

Le groupe fait appel à ceux qui pourraient l'aider, soit par l'envoi de brochures, journaux, volumes, soit pécuniairement, et les prie d'adresser tout ce qui concerne la bibliothèque au camarade Daviet, 22, rue du Vert-Bois.

∴

Un groupe de camarades, fondant une bibliothèque d'éducation libertaire dans le XVIIIe arrondissement, invite tous ceux qui voudraient se joindre à eux, à assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 5 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Roger, 18, rue Ordener. Les dons de livres et brochures y seront reçus.

Pour les communications et renseignements, s'adresser au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

∴

EPINAL. — Les anarchistes spinaliens se réunissent tous les dimanches soir au local convenu. Le camarade Loquier tient tous les journaux et brochures de l'idée. — Bibliothèque.

∴

BRUXELLES. — Sous les auspices des « Cosmopolitains », le citoyen Flaustier donnera deux conférences philosophiques, les jeudis 9 et 16 novembre, à 8 h. 1/2.

Le 23, discussion de la conférence.

∴

VERVIERS (DISON). — Cercle d'Instruction populaire, salle Sante, le lundi 13 novembre, à 8 h. 1/2 conférence publique par Flaustier.

Sujet : La Répression et ses crimes.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Feuilles de Zo d'Axa; 1 vol., 5 fr., à la *Société libre d'édition des gens de lettres*, 30, rue Laffitte. — Même librairie, *Les Dupont-Leterrier*, par André Beaunier; 1 vol., 3 fr. 50.

Chez Stock : *Drumont*, par le cap. P. Marin; 1 vol., 3 fr. 50. — *A travers les groins*, par Laurent Tailhade; 1 vol., 2 fr. — *Pour la Finlande*, préface d'A. France, 1 broch.

A la *Plume*, 31, rue Bonaparte : *La Seule nuit*, roman par A. Retté; 1 vol., 3 fr. 50. — *Les Eléments de renaissance française*, par Saint-Georges de Bouhélier; 1 vol., 3 fr. 50. — *Nobles acanthes*, poèmes par de Bideran; plaquette, 3 fr.

L'Homme-sirène, par Luis d'Herdy; 1 vol., 3 fr. 50, chez Girard, 59, rue des Mathurins.

Passions silencieuses, roman par H. Gaillard, 111 *ter*, rue d'Alésia.

Sonatines sentimentales, poèmes de Maeterlinck et C. Mauclair, avec musique de Fabre et couverture de Charpentier.

Vient de paraître :

L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave; 1 volume, 2 fr. 85 par la poste.

Marchand-Fashoda, par Louis Guétant; 1 plaquette, 0 fr. 75, bureaux des *Temps Nouveaux*.

Derniers ouvrages parus.

L'Amour libre, par Charles-Albert; 1 volume chez Stock, 3 fr. 50; dans nos bureaux, 2 fr. 75.

La Scission socialiste, par les membres du groupe E. S. R. I.; 1 broch., 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15.

Croix et Glaives (vers), par Th. Jean; 1 vol., 3 fr. 50.

Anarchie et Communisme, par Cafiero, édité par le groupe E. S. R. I.; 1 broch., 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15.

Ah! les sales Corbeaux! par J. Hénault.

La Guerre, par Maurin.

Capitalisme, par Comin'Ache.

Epouvantails, par L. Chevalier.

L'Education chrétienne, par Roubille, 18e lithographie de notre collection.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25; franco 3 fr. 40.

NOTRE TOMBOLA

Nous avons déjà reçu quelques lots. La semaine prochaine, nous en donnerons la liste.

PETITE CORRESPONDANCE

Malquin. — Où perchez-vous en ce moment? j'ai une commission à vous faire.

R. G., à Mâcon. — Bon. Merci.

Heckler, à New-York. — Votre abonnement est fini de fin août. Nous mettons deux exemplaires. Prière à l'*Arbeiter* de nous faire l'échange?

J. D., à Serezin. — *V. R., à Châlons*. — Quelques brochures épuisées, avons remplacées par d'autres.

N. V B., rue Delattre. — Oui, il y a eu erreur de notre part. Excusez-nous.

Un camarade peintre suisse qui voudrait trouver du travail à Paris, demande à entrer en relation avec un camarade de son métier. S'adresser au camarade Daviet, rue du Vert-Bois, 22.

T. — Venez un dimanche matin au bureau. C'est le jour où les camarades viennent discuter.

Au camarade de Marseille qui nous a envoyé la coupure. — Je n'aime pas à discuter avec les sophistes.

Reçu pour le journal : G. B., 0 fr. 75. — J. B., 1 fr. — B., à Persan, 1 fr. — N., Roumanie, 5 fr. — *Vente de vieux timbres*, 7 fr. 75. — Un serrurier, 1 fr. 55. — G., à Cette, 0 fr. 50. — G., 2 fr. — G., à Langon, 1 fr. — D., 10 fr. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 50. — Epinal, collecte entre camarades par L., 2 fr. — G. L. — Merci à tous.

C. F., rue L. — R., à Châlons. — D., boulevard S. — C., à T. — G., à Bruxelles. — C., à Béziers. — P. C., à Saint-Cloud. — G., à Vitry. — L., rue R. — P., à Poilhac. — C., à Guéménée. — Workingmen's Club. — L., rue R. — Groupe d'ét. soc. de Coursan. — F., à Meulan. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 29

DIX CENTIMES

DU 11 AU 17 NOVEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Impossible de donner le supplément cette semaine.

Le prochain contiendra le discours prononcé par le camarade Domela Nieuwenhuis à la séance d'ouverture des cours de l'*Ecole libertaire*, salle d'Arras.

Prochainement nous donnerons quelques extraits d'*Autour d'une vie*, fragments des mémoires auxquels notre ami Kropotkine est en train de travailler pour nous.

TRENTE ANS APRÈS!

D'une flaque de sang répandu montent toujours des fumées dangereuses pour la raison humaine. Il suffit qu'en un coin de terre deux troupes enivrées par la frénésie du meurtre se ruent l'une contre l'autre pour qu'aussitôt — par une inévitable sympathie — le reste des hommes se prenne à délirer.

Témoin l'impression produite en France par les incidents qui marquèrent le début des hostilités dans le Sud africain. Croyez-vous que dans le désastre des Anglais, événement aussi grave qu'imprévu et bien fait, certes, pour mettre en branle nos réflexions, quelques hommes libres aient cherché des données nouvelles pour résoudre le grand problème de la guerre ou de la paix? Non, du tout. La philosophie de notre presse s'épuisa toute à des parallèles entre l'attitude de l'Angleterre après Ladysmith et celle de la France en des lendemains pareils.

Quelle leçon, pourtant, dans ce début de campagne! Vous vous appelez l'Angleterre. Vous êtes une nation pratique, nullement sentimentale. Les tirades classiques sur « l'horreur de la guerre » vous font rire. Vous vous dites qu'après tout, sur les lieux d'autres batailles pacifiques il reste bien des victimes aussi et que personne ne plaint. Sans doute vous recculeriez devant la certitude de vastes tueries. Mais tel n'est pas le cas. Et vous estimez que la vie de deux, trois ou quatre mille hommes, — puisqu'on trouve deux, trois ou quatre mille hommes qui veulent bien se laisser faire, — peut être troquée sagement contre tels avantages de commerce ou d'industrie en tel pays lointain, ou même contre telle dose de prestige national fort utile pour acquérir ailleurs des avantages de même ordre. Vous présentez ainsi votre guerre et vous ouvrez le feu. Mais voici que tout de suite les événements vous démentent. Le désespoir d'un petit peuple fait des prodiges. Ce n'est plus deux, trois ou quatre mille hommes qu'il va falloir. C'est dix mille, vingt mille, trente mille! C'est la vie et le prestige de la nation entière qui se trouvent de nouveau en question. Et comme il n'est pas possible qu'une grande nation baisse la tête devant un petit peuple, même si ce petit peuple est dans son droit, on se lance à toutes voiles dans l'aventure... et l'on y reste quelquefois. Des peuples qui valurent bien ce que vaut, aujourd'hui, l'Angleterre y sont restés.

Je ne vois rien qui montre mieux comment la guerre est, en dehors de toute raison, — dont le propre, justement, est de calculer, de prévoir, — pure folie, poussée aveugle de passions débridées, jetant les sociétés en plein risque. Par la guerre, la vie prudente et raisonnée du civilisé moderne redevient l'errance hasardeuse de l'ancêtre sauvage qu'attend, au détour du sentier, la chute de l'arbre brisé par le tonnerre ou la griffe du fauve.

Voilà ce que nous nous dirions, en face de Ladysmith, si nous étions des hommes libres, et nous jurerions d'en finir, une bonne fois, avec la guerre. Mais nous sommes encore des esclaves. Nous regardons d'autres esclaves dans l'arène. Et au lieu que la vue de leurs chairs pantelantes nous excite à la révolte, nous nous demandons si, pour la joie ou le profit de nos maîtres, nous serions capables, sous les coups, de la même résistance!

Tel est l'état d'âme des écrivains français, en général, et leur philosophie de la guerre. Il y a mieux encore. Certains, comme se plaît à le relever M. Clemenceau, élucubrent, à propos de Ladysmith, je ne sais quel programme de féerie macabre, quel rêve d'universel égorgement. « Réunir les armées française, russe et allemande pour les transporter par les airs jusqu'au cœur de la Grande-Bretagne, aller « rançonner Londres » et se partager le monde au détriment des Anglo-Saxons qui l'occupent, c'est l'affaire d'un article de journal. »

Et M. Clemenceau flétrit de la belle manière « l'entreprise criminelle d'exciter le chauvinisme français contre le chauvinisme anglais et de précipiter les deux peuples dans une guerre ». Puis, avec une force de logique à laquelle j'eus souvent, ici, l'occasion de rendre hommage, le même Clemenceau nous révèle que s'il gourmande le chauvinisme anti-anglais, c'est au profit du chauvinisme anti-allemand. En d'autres termes, ce qui exaspère M. Clemenceau, ce n'est pas *le* chauvinisme, mais *un* chauvinisme brouillon qui se trompe d'adresse. Que des gens qui ont la bonne fortune de posséder à portée de la main un vieil ennemi comme l'Allemand, ennemi héréditaire, patenté, authentique, désigné de toute évidence pour recueillir toute la haine de France, aillent se mettre en quête d'un ennemi de pacotille et d'occasion tel que l'Anglais, voilà de ces choses dont on n'a pas idée. Aussi M. Clemenceau ne manque-t-il pas d'y voir la main des cléricaux. « Strasbourg ou le Caire? ose-t-on écrire! » M. Clemenceau, « bon patriote », « tient pour Strasbourg ». Comme les diplomates de cabaret, il « se méfie des politesses de Guillaume... Que peut-on bâtir là-dessus? .... Il ne s'est dit déjà que trop de sottises sur le rapprochement de la France et de l'Allemagne. » Figurez-vous qu'on « a créé, à Munich, une *Revue franco-allemande* tout exprès pour l'écoulement de ce genre de divagations » et que « jusque dans les colonnes du *Temps*, on abandonne carrément l'Alsace-Lorraine »!

Voilà qui passe le cerveau libre de M. Clemenceau. Et il finit par cette phrase dont la netteté concise pourrait faire une excellente devise pour le parti stupide et criminel de la Revanche: « Quand la France sera résignée, elle aura mérité sa déchéance. »

L'oubli des traditions imbéciles où les peuples s'épuisent, une déchéance!

N'avais-je pas bien raison de dire que la crise d'hystérie déterminée par le canon de Ladysmith fut générale et qu'aux meilleurs cerveaux montent les fumées du sang?

Ce merveilleux article où, sans ménagement, M. Clemenceau nous sert tant de bonnes et belles choses, il l'intitule : *Trente ans après*. Soit, voilà un titre qui me va aussi.

Donc, trente ans après, vous revoilà encore exactement au lendemain du désastre. Vous revoilà, médusé dans la même attitude d'effarement et de violence, avec la même idée fixe, le même entêtement cruel de vouloir guérir les maux de la guerre par la guerre. Vous souhaitez que les hommes d'aujourd'hui soient prêts à reproduire le geste de leurs pères, qui eux-mêmes avaient reproduit le geste des ancêtres. Pendant trente ans, qu'avez-vous appris? Rien, rien, rien.

Eh bien, nous autres, les jeunes générations, nous prétendons avoir appris, depuis trente ans, beaucoup de choses. Celle-ci entre autres : La guerre profite peut-être à des gouvernants, à des capitalistes, bref à des dominateurs, jamais au peuple. Cette revanche dont vous chantez depuis trente ans la chanson ridicule, c'est donc contre des Français qu'il vous faudra, tout d'abord, la prendre. Meilleurs patriotes que vous, nous les sans-patrie, nous n'en voulons pas.

Nous avons appris encore, nous savons ceci : La nation qui, aujourd'hui, mettrait, sur l'heure, bas les armes, sans conditions, deviendrait vite, malgré vos plaisanteries douteuses, la plus grande, la plus forte, la plus riche, la plus respectée. Nous n'avons donc aucun scrupule à réclamer, pour tout de suite, la fin des bouche-

ries. Et, comme l'idée même de la guerre se confond un peu en Allemagne et en France avec la haine du Français et de l'Allemand, nous pensons que rapprocher l'homme libre d'Allemagne et de France, *en dehors et au-dessus de toute politique*, c'est travailler pratiquement à la paix universelle.

Nos courageux amis de la *Revue franco-allemande*, — un journal, soit dit en passant, dont vous ne connaissez sans doute que le titre, — ne veulent pas autre chose. Leur rôle ne consiste pas, comme vous l'insinuez, à écouler les produits de je ne sais quelle officine politique. Si vous saviez comme toute politique est en baisse dans la jeunesse ardente de chaque pays! Soyez sans crainte, Monsieur Clemenceau. Il ne s'agit pas d'intervertir nos haines. Strasbourg, comme vous dites, tient toujours contre le Caire. La chanson de la revanche a de beaux jours encore, hélas! Et c'est vous qui battrez la mesure, puisque ce rôle vous va.

Hier encore, au début de sa belle conférence sur l'*Ecole libertaire*, notre ami Domela Nieuwenhuis nous parlait « d'un clair langage, compris de tous les hommes, le langage du cœur et de la raison ». Ne plus parler, ne plus écrire que cette langue, voilà ce que nous voulons et ce que veulent avec nous les écrivains de la *Revue franco-allemande*. Libre à vous de préférer le grognement stupide et rauque, spécial à chaque horde d'esclaves.

CHARLES-ALBERT.

MAL NÉCESSAIRE

Plaçons-nous, un instant, au point de vue de ceux qui disent : « La guerre est un mal inévitable; et, au moins tant qu'on ne l'aura pas supprimée, l'armée sera nécessaire. »

C'est dire : la guerre est ignoble mais inévitable ; il faut donc des gens qui fassent le métier ignoble de soldat.

On pourrait se réjouir de trouver des hommes capables d'accepter ce métier ignoble et nécessaire; mais on devrait les mépriser. Or, non seulement on ne les méprise pas, mais même on les vénère !

Qu'on respecte le simple recruté, l'esclave contraint par l'Etat de s'avilir dans l'apprentissage du meurtre, qu'on le respecte et surtout qu'on le plaigne, je le conçois. Mais le meurtrier professionnel, officier ou rengagé, l'assassin par vocation, est-il possible d'éprouver pour lui autre chose que du mépris et du dégoût?

Cela est, pourtant. L'immense majorité du public respecte, vénère, envie les professeurs de massacre, les préposés à l'assassinat que sont les officiers. Comment une pareille chose est-elle possible? Car il faudrait s'entendre, une bonne fois. Si le métier de tueur d'hommes est noble, c'est que la guerre, c'est que l'assassinat est noble. Personne ne le pense, ou du moins très peu de gens. Presque tous ceux qui disent que la guerre est une nécessité, disent en même temps qu'elle est un mal. Alors ils devraient avouer que le militarisme est répugnant, et que les gens de guerre, voués à la plus vile des fonctions, sont les hommes les plus vils de la société. Même indispensables, des assassins ne sont jamais que des assassins.

Et je crois bien que ce serait, en effet, l'opinion générale, si les individus de caserne n'étaient rehaussés, aux yeux des ignorants, par l'apparat de leur mise et par tout le bruit qui les accompagne, en un mot, s'ils étaient vêtus comme tout le monde, s'ils marchaient dans la rue comme tout le monde.

Avez-vous remarqué comme les officiers, dès qu'ils sont en civil, marquent mal? Ils traitent les civils de voyous, mais vraiment c'est bien eux qui ont l'air de voyous, quand ils nous font je ne dirai pas l'honneur de mettre nos vêtements. Leur aspect hébété et bestial ne peut manquer de frapper les moins observateurs. C'est alors qu'on voit leur âme à nu : inintelligence, entêtement, orgueil, cruauté, toute la bassesse dont leur mentalité est faite. Front déprimé et mâchoires saillantes, au milieu des autres hommes ils font triste mine, semblent des primitifs égarés parmi leur descendance; ils rappellent, à ne pas s'y tromper, la bête ancestrale prête à déchirer, prête à mordre.

Mis comme tout le monde, ces tranche-montagnes deviendraient vite des objets de risée ou d'horreur. Mais ils ont de si belles culottes rouges, de si beaux galons dorés, que le peuple est ébloui et s'agenouille. Convaincu qu'il ne peut se passer d'eux, le peuple ne devrait que les tolérer; il les honore, parce qu'ils ont de beaux costumes.

Cette question du costume a bien plus d'importance que le public ne croit. Si les jeunes gens qui se pressent, chaque année, aux portes de Saint-Cyr ou de Polytechnique étaient réduits, pour l'exercice de leurs talents, au veston et au chapeau mou, il est à croire que leur ardeur guerrière tomberait très vite, et que la plupart se tourneraient vers des professions plus estimables.

Comme le militarisme, la guillotine est, aux yeux de bien des gens, un mal nécessaire. Mais là, aucun apparat ne venant fausser le jugement, personne n'estime le bourreau. Et pourtant, il est moins cruel que les hommes de guerre : car pour ne pas faire souffrir ceux à qui il en a, il les coupe en deux le plus rapidement qu'il lui est possible. N'importe, c'est un assassin. Aussi tout le monde le hait. Même ceux qui l'emploient et lui fournissent son dégoûtant travail, le méprisent. Ils ne poussent pas la logique jusqu'à se mépriser eux-mêmes.

Eh bien! supposez le bourreau revêtu d'un habit splendide, ayant des galons dorés sur tout le corps, une épée pendue au derrière et des plumes d'autruche sur la tête; imaginez-le traversant les rues sur un beau cheval noir, au bruit des clairons, des tambours et des cuivres. Il est sûr que tous les fronts se découvriraient sur son passage, et que plus d'un père de famille serait heureux et fier de donner sa fille en mariage à Monsieur l'Exécuteur des hautes œuvres.

Au lieu de cela, le malheureux homme, qui, peut-être pressé par la faim, n'avait pas le choix, et qui en tous cas a sur les mains moins de sang que le premier général venu, se voit méprisé, insulté, repoussé de tous. Il fait horreur aux sergents de ville eux-mêmes. Pourquoi?

Parce qu'il n'a pas d'uniforme.

RENÉ CHAUGHI.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

ÉDUCATION. — Dimanche dernier a eu lieu la séance d'ouverture des cours de l'*Ecole libertaire*. Les camarades Hérold et Domela Nieuwenhuis ont pris la parole. Le premier a expliqué en quelques mots quel était le but de l'*école libertaire* : habituer l'esprit à penser par lui-même, former des hommes à l'intelligence indépendante, en dépouillant l'enseignement de tout ce qu'il a de dogmatique, en provoquant la discussion avec l'élève, en excitant sa réflexion. C'est le contraire de ce que font l'Etat et l'Eglise qui imposent des dogmes, s'opposent à toute discussion, visent à former des perroquets ou des esclaves.

Domela Nieuwenhuis, dans une étude plus étendue, a expliqué ce que doit être l'éducation dont l'étymologie (é, hors de, et *ducari*, tirer) implique une méthode qui, procédant de l'intérieur à l'extérieur, s'applique à tirer de la personnalité de l'enfant les germes qu'elle contient, au lieu de lui imposer un moule uniforme préparé d'avance. C'est le *développement* de la personnalité qu'elle doit poursuivre, c'est-à-dire qu'elle doit s'attacher à ôter les liens, « l'emballage » qui l'*enveloppent*. Il faut apprendre à vivre, à suivre sa destinée naturelle. L'homme fait partie de la nature et doit puiser dans la nature l'enseignement qui doit influencer sa conduite. C'est tout l'opposé de ce qui se fait aujourd'hui. De sa naissance à sa mort, l'homme est esclave. Aucune liberté ne lui est laissée; enfant, il doit comprimer sa nature, la fausser, tuer sa personnalité pour paraître une chose convenue, façonnée d'après un modèle unique. C'est une contrainte continuelle. Il lui est même défendu de penser, le maître, nos pères ont pensé pour lui, il n'a qu'à ingurgiter docilement les idées toutes préparées qu'ils ont élaborées pour lui. Il importe de réagir et de donner l'exemple de méthodes opposées. Il y va du sort de l'émancipation sociale. C'est l'esclave qui fait le tyran et non le tyran qui fait l'esclave. Attachons-nous à faire disparaître les esclaves en faisant d'eux des hommes libres, et les tyrans auront vécu.

⁂

L'AMOUR. — Mme Balitoux, habitant à Eppes, avait été mariée à un domestique, résidant à Festieux, et pour lequel elle n'avait qu'une affection très médiocre. Par contre, elle aimait son cousin Lucien L...

Mais, dans notre société autoritaire, il est défendu d'aimer autrement que conformément à certains usages légaux. L'amour, pour être permis, pour n'être pas un opprobre, doit être sanctionné par un lourdaud à sous-ventrière, sorte de prêtre civil aussi grotesque, aussi généralement maroufle que le prêtre religieux.

Aussi, va-t-il sans dire que la jeune femme était en butte à toutes sortes de tracasseries de la part de sa famille qu'un tel scandale (!) choquait. Pour en finir, elle a attendu le passage d'un train et s'est précipitée dessous.

⁂

LA MISÈRE. — Dimanche, vers 1 heure, un homme paraissant âgé de cinquante ans est mort au moment où il passait rue Caulaincourt. La cause de sa mort doit être attribuée à la faim et à la misère.

Evidemment, cet homme l'a fait exprès pour déconsidérer la société et faire croire qu'elle est mal organisée.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

BAGNES MILITAIRES ET AUTRES. — Qu'est-ce que la guerre? C'est l'assassinat. D'où l'on peut conclure que l'armée n'est que le corps des délégués au meurtre. Qu'enseigne-t-on dans la caserne? Le mépris de l'existence humaine. Il est donc tout naturel que les professeurs de cette école méprisent l'existence humaine, à commencer par celle de leurs élèves. Leur vie à eux, ils y tiennent comme tout le monde; mais la vie des autres, « ils s'en foutent », c'est l'expression consacrée. A chaque instant, des épidémies éclatent dans les casernes, tuant des hommes et témoignant de précautions hygiéniques insuffisantes. On s'en fout! C'est le cas à la Fère, où les 17ᵉ et 29ᵉ régiments d'artillerie sont atteints de fièvre typhoïde. Il y a pourtant des médecins, dans les casernes; mais ces médecins ont des galons et un sabre, tout comme les professeurs de meurtre, et alors ils oublient qu'ils sont là pour guérir, et se mettent à enseigner le meurtre par l'exemple, mieux que les autres par la parole. A Rambervillers, au 17ᵉ régiment de chasseurs, plusieurs soldats, après une marche très fatigante, avaient les pieds blessés. Le médecin-major, pour tout remède, les menaça de prison. Un des soldats, se sentant malade, se présenta plusieurs fois devant lui, et chaque fois le médecin-major refusa de le reconnaître malade. N'en pouvant plus, le soldat dut un jour s'aliter quand même. Alors le médecin à galons et à sabre se décida à faire son métier, et envoya l'homme à l'hôpital. Il n'y était pas plutôt entré qu'il mourait.

C'est ce même médecin militaire qui répondit un

jour à un soldat : « Vous auriez la tête coupée, que je ne vous porterais pas malade. »

A Épinal, au 149ᵉ de ligne, un réserviste est mort dans les mêmes conditions, pour n'avoir pas été reconnu malade par le médecin à galons et à sabre.

Du moins, si les professeurs de meurtre n'ont pas un respect fort grand de l'existence d'autrui, on nous affirme qu'en revanche ils se font de l'honneur une idée très haute, et le général Hardtschmitt nous assurait, il n'y a pas bien longtemps, qu'on ne trouve pas trace chez eux des « cochonneries » qui déshonorent le monde des civils. Exemple : le sergent-major de la 3ᵉ compagnie du 149ᵉ de ligne s'est enfui, emportant la caisse de ses hommes. Simple méprise, sans doute : il croyait emporter sa boîte de faux-cols.

Dans d'autres bagnes, des enfants sont enfermés, qui n'en ont pas fait autant que cet honorable militaire. A la colonie correctionnelle d'Eysses (près de Villeneuve-sur-Lot), une bagarre a surgi, le soir, dans un préau, entre les colons de l'atelier des sabots et ceux de l'atelier des scieurs de long. Coups de poings, coups de pied, coups de couteau. Un des enfants est presque mort. Vous voyez que, comme les casernes, les maisons dites de correction sont extrêmement moralisatrices.

* *

Disciples du Christ. — Congédiés après vingt ans de services, à la veille d'être expulsés de leur logement, l'organiste de la cathédrale d'Avignon, sa femme et sa fille (neuf ans) se sont suicidés par asphyxie. M'est avis qu'un peu de cette charité tant vantée, dont les ministres de Dieu ont toujours plein la bouche et qu'ils prônent comme le grand et seul remède au mal social, n'aurait pas été de trop ici.

R. Ch.

* *

Vierzon. — *Aventure d'un commissaire.* — Il y a quelques jours, le commissaire de police de Vierzon, apprit qu'un soi-disant contrebandier fabriquait des allumettes; aussitôt une descente eut lieu, et il découvrit du soufre et du papier d'emballage pour les allumettes.

Mais, en dehors de ces objets, il découvrit également un individu qui fut reconnu comme étant déserteur du 16ᵉ d'artillerie, en garnison à Clermont-Ferrand.

Notre brave commissaire avait sans doute compté sans la force de cet homme, qui se défendit avec la plus grande énergie; à un moment donné, il put saisir le poignet du doux commissaire et le mordit si cruellement, que ce dernier s'affaissa en hurlant de douleur.

Toutefois, avec l'aide des agents, on réussit à arrêter ce déserteur, du nom de Marius Gros, et à l'emmener en prison.

Encore un, sans doute, qui trouvait que le métier de militaire n'était qu'un métier dans lequel on ne peut que s'abrutir!

Détail assez piquant: au moment où on voulut faire entrer Gros dans la prison, celui-ci saisit à nouveau le commissaire de police, en le faisant agenouiller devant lui, et lui ordonnant de demander pardon.

L. S.

L'Angleterre et le Transvaal.

Dans l'Afrique du Sud, la guerre est commencée entre l'Angleterre et le Transvaal. Depuis longtemps, et surtout depuis le Jameson raid, il n'y avait pas besoin d'être bien clairvoyant pour prévoir ce qui arrive. Des deux côtés les préparatifs ont été poussés avec vigueur, en attendant que la farce qui s'appelle en langue polie la diplomatie se fût épuisée et que le dernier mot de la civilisation se fût fait entendre. Déjà le gouvernement anglais met en pratique, au profit des intérêts des rois de l'or, toutes les vilenies dont sont capables les gouvernements. Les mensonges, la haine de race, les duperies de toute espèce, dont une presse immonde et les discours des politiciens sont les véhicules, ont été mis en jeu, et nous avons en ce moment le spectacle d'une grande partie de la population anglaise, hypnotisée par la tromperie et la fanfaronnade, assistant aux embarquements des milliers de soldats dont la plupart seront massacrés et estropiés.

Il y a de l'or au Transvaal. Ce fait suffit à expliquer la guerre. En peu de mots nous pouvons résumer la situation ainsi :

Une poignée de cultivateurs, cherchant à poursuivre leur existence à l'écart d'une civilisation qui les a mal traités, s'établit dans un territoire qu'habitait un peuple qu'ils regardent comme sauvage. Là, comme ces fermiers, ces chasseurs ne sont interrompus que par des expéditions dirigées contre les indigènes qu'ils ont expulsés, ils mènent une existence prospère, jusqu'au jour où l'or est découvert. Aussitôt afflue cette foule d'aventuriers cosmopolites, mais surtout des Anglais et des Juifs, qui cherchent la richesse par l'exploitation. Les premiers colons, se trouvant encore menacés par l'accroissement du nombre des nouveaux-venus, prennent, cette fois-ci, la résolution de sauvegarder leur intérêt et se préparent à la résistance. Dès lors, les rois de l'or, se trouvant en face d'une politique qu'ils regardent comme étroite, conservatrice et qui les gêne, emploient toute leur influence à s'emparer du pouvoir et, après de vaines et sournoises tentatives, ils sollicitent enfin ouvertement l'intervention d'une forte puissance, l'Angleterre, qui a aussi un grand intérêt politique à la possession d'un territoire riche et étendu.

Telle est la question anglo-transvaalienne. D'un côté, un petit peuple ayant, lui aussi, souvent de grands intérêts capitalistes, possédant le même idéal commercial que ses adversaires, enfin un petit État moderne, mais primitif, revendiquant son droit de premier occupant contre son ennemie héréditaire. De l'autre, un État puissant cherchant toujours à élargir ses conquêtes dans le monde, peu scrupuleux sur le choix des moyens pourvu qu'il réussisse.

Chez beaucoup d'Anglais, surtout chez les plus avancés, on trouve une grande sympathie pour les Boers. On finit par les regarder comme les victimes d'un système auquel ils sont opposés. Mais il faut rappeler que ces mêmes Boers veulent cet or pour eux-mêmes et que s'ils n'ont pu borner plus étroitement les actes des étrangers, la cause en doit être imputée à leur trop grande pauvreté et à leur manque des ressources nécessaires pour l'exploitation. Il faut rappeler aussi qu'ils ont « conquis » leur territoire en annihilant des « sauvages » et qu'enfin le « chattel slavery » se pratique encore aujourd'hui. Nous, anarchistes, ne pouvons pas les distinguer de leur ennemi. Ils ne luttent pas pour se débarrasser de l'exploitation capitaliste, même pas pour des réformes politiques. C'est une guerre entre un État de petits propriétaires et capitalistes et un grand État de spéculateurs. Sans doute, les ouvriers boers, maintenant soldats, imaginent beaucoup de choses vaines, écoutent des discours et lisent des journaux qui finissent par leur persuader que la guerre a une tout autre cause que celle qu'elle a vraiment. La vérité sur les causes des guerres n'est pas encore comprise.

En Angleterre, les Swinburnes, les Kiplings et même les Nunquams (socialistes, prenez garde!) chantent leurs hymnes chauvins, tandis que, de leur côté, le gouvernement, l'Église et la presse trompent le peuple. Cependant, ce même peuple se laisse voler, et donne sa vie *pour un grand mensonge* qui l'écrase tous les jours; et dans l'ombre, à l'abri de tout danger, regardez quels sont ceux qui répandent le mensonge.

Caleb Regnan.

Suisse.

Appenzell. — *Triste tableau.* — La misère des ouvriers tisserands nous est révélée par le dernier rapport de l'Union des Tisserands à Hérisau. Dans l'industrie textile, les meilleurs ouvriers gagnent à peine treize francs par semaine. Ces pauvres gens ont un métier des plus malsains, les obligeant à travailler dans des caves où l'humidité est toujours grande. C'est dans le canton d'Appenzell — l'un des plus industriels de la Suisse — que la moyenne de la taille des recrues est la plus exiguë.

Belgique.

Le mouvement libertaire. — Ceux qui ont suivi les événements de Belgique depuis l'Internationale, savent que l'élément communiste dominait ici parmi les premiers groupements socialistes. Ceux-ci, éparpillés surtout en Wallonie, se rattachaient, comme la race latine en général, au courant qui, découragé quelque peu par l'échec de la commune, n'en tenait pas moins tête à l'intransigeance marxiste qui s'était révélée au Congrès de 1873.

Bruxelles, Verviers, le bassin de Liège et le Centre retentissaient des doctrines révolutionnaires et bakouninistes; la fondation même du Parti ouvrier légalitaire, dont le suffrage universel fut l'objectif suprême, n'atténua que faiblement le courant auquel on dut les groupements de résistance, les grèves ardentes des pays de Charleroi, de Seraing et du Borinage, et surtout la formidable et salutaire émeute de 1886, dont le retentissement fut général, terrorisant la bourgeoisie et les milieux gouvernementaux. Sans le mouvement de révolte étouffé à peine par les fusillades de Roux, la condamnation de Falleur, les années de prison infligées à des centaines de braves, on peut dire que la caste gouvernementale ne fût jamais entrée dans les voies de la législation ouvrière, si anodine, illusoire et d'ailleurs inappliquée que restât celle-ci.

Il y eut une grande accalmie succédant à l'émeute et à la répression; le Parti ouvrier en profita pour tendre son réseau légalitaire dans toutes les communes industrielles; la conquête du S. U. domina toutes les préoccupations; l'action révolutionnaire fut dénoncée par les Volders et Cie à la défiance des travailleurs; des coopératives à base capitaliste sortirent de terre en drainant toutes les énergies révolutionnaires qui persistaient à s'affirmer; donner à la bourgeoisie des gages de conservatisme fut considéré comme la pierre de touche de la sincérité; de là, à être ouverts aux éléments bourgeois, il n'y avait qu'un pas; les millionnaires Vandervelde et autres, épanouis rapidement en chefs, assurèrent la prédominance des avocats, artistes, radicaillons et autres pseudo-démocrates sur les éléments manuels, imbus de l'ancien internationalisme ou peu enclins à l'aristocratisation des maisons du peuple, l'alliance bourgeoise, d'abord honnie sur le terrain électoral, devint un dogme; après la duplice-alliance radico-socialiste, — la triplice-alliance doctrino-radico-socialiste; demain nous réserve la quadruplice et comme le renversement des cléricaux est assez probable, nous verrons les « affaires » régies par un ministère où deux socialistes interviendront à titre purement décoratif, asservis à des collègues doctrinaires, jansoniens et daensistes. Ce jour-là, la déviation du P. O. aura atteint son apogée; l'émasculation des forces prolétariennes sera totale; la banqueroute *morale* du socialisme ne sera plus niée que par les aveugles.

Mais tout phénomène a son contrepoids; il y a toujours action et réaction; chaque étape de l'évolution régressive est marquée par la perte de lutteurs éprouvés; de plus, l'absence de tout idéal n'est pas de nature à séduire la jeunesse intellectuelle.

Si bien que déjà maintenant on voit la sève généreuse du prolétariat, l'élément ardent des syndicats conspués par les politiciens ainsi que la fraction idéaliste de la jeunesse intellectuelle se reporter vers les idées libertaires dont l'évolution scientifique et pratique les séduit à merveille.

Ce ralliement s'accentuera, à toute évidence, au lendemain de la scission que créera la constitution prochaine d'un gouvernement où, semblables à l'accouplement Millerand-Galliffet, les compromissions les plus phénoménales seront réalisées.

Ce jour-là, les camarades qui, à l'instar de Wysmans, dénoncèrent le rôle néfaste de la tactique politicienne *naissante*, auront leur revanche morale.

Déjà cette année, la propagande libertaire a été bien accueillie dans les régions du Centre. Verviers et Charleroi, ici surtout, s'est manifesté le réveil; Marcinelle, Dampremy, Lodelinsart, Montigny, Jumet, Gilly sont autant de communes travaillées par nos idées; l'influence néfaste du clan bruxellois ne parvient nullement à rayonner dans cet arrondissement industriel par excellence, dont les verriers, les métallurgistes, les mécaniciens recèlent des tendances révolutionnaires.

En un mot, le mouvement libertaire belge *ne peut aller qu'en s'accentuant.* L'avenir le prouvera.

Flaustier.

Hollande.

Les refus du service militaire. — L'article de Charles-Albert dans le *Journal du Peuple* de l'autre

semaine me rappelle que j'ai de nouveaux cas de refus à vous signaler.

Le réserviste Fakkenberg, d'Amsterdam, a refusé d'obéir à l'appel pour l'inspection d'abord, pour les six semaines d'exercices ensuite. Il a fait un paquet de son uniforme, équipement et armes qu'il a adressé à M. Qui de droit. Puis il a tranquillement attendu les événements. On lui a infligé deux jours de prison pour l'inspection manquée, et de ce laps de temps le capitaine et le colonel ont profité pour essayer de l'amener à d'autres idées. Ce fut en vain, et par ordre du colonel on l'a transporté à l'hôpital. Va-t-on recommencer la comédie de l'autre jour où un récalcitrant fut libéré du service pour maladie de cerveau, tout en étant sain de corps et d'esprit ? A ce moment il est encore là-bas et tient ferme. On craint qu'on ne le garde jusqu'à 1901, année où expirent ses devoirs de réserviste.

De Bruin, qui actuellement est dans la prison de Bois-le-Duc, tient toujours et je suis heureux de pouvoir vous informer qu'il se sent dispos et jouit d'une bonne santé.

A Sneek (Frise), deux gardes civiques ont refusé le service et ont renvoyé à la mairie leurs équipements et armes.

Les meetings de protestation en faveur des récalcitrants deviennent plus nombreux, l'agitation deviendra, espérons-le, toujours plus vigoureuse.

P. M. W.

Amérique du Nord.

Saint-Louis. — Notre camarade Pietro Raveggi devait prendre la parole, à Choltenham, dans la salle du groupe *Anita Garibaldi*, mais au dernier moment le président refusa la salle. La conférence eut lieu à la *North America Italian Union*, le samedi 16 septembre. Une autre se préparait pour le samedi suivant, mais un policier se servit d'une brochure, *La Peste religieuse*, pour faire interdire la réunion par les autorités cléricales.

Ce pays, où l'on fut si bien reçu il y a trois ans, semble reconquis au cléricalisme. Le camarade qui reçoit la *Questione Sociale* a été inquiété et la famille où fut reçu Goria dû quitter Choltenham. Il faudrait ici le passage fréquent d'orateurs italiens.

Raveggi et moi nous avons pu cependant exposer nos idées, en anglais et en italien, devant les membres de la loge *America Cavaleri Italiana*. Ayant appris qu'il y avait à Collinsville le groupe *Dogali*, nous nous y sommes rendus et avons trouvé des hommes moins encrassés de préjugés religieux que ceux de Choltenham. Nous avons eu avec eux plusieurs conférences, causeries et discussions où nous avons combattu de notre mieux l'influence des politiciens.

Aug. Lelièvre.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Ecole libertaire. — Les cours commenceront le lundi 13, à 8 h. 1/2, rue de Montmorency, 6. En voici l'ordre :

Lundi : Dessin raisonné, par A. Charpentier.
Mardi : La Matière et l'Energie, par Bloch.
Mercredi : Hygiène, par Lucie Marin.
Jeudi : Littérature ancienne, par A. F. Hérold.
Vendredi : Littérature (Diderot), par P. Quillard.
Samedi : Sténographie, par L. Netter.

*
* *

Bibliothèque d'éducation libertaire du 3e arrondissement, 22, rue du Vert-Bois. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures.

Samedi 11 novembre, causerie par un camarade. Sujet traité : « Les Anarchistes scientifiques et les Anarchistes antiscientifiques. »

Mercredi 15 novembre, lecture par un camarade. Sujet traité : « L'Art et la Société. »

Pour tout ce qui concerne l'envoi de brochures, livres et journaux, les adresser au camarade Daviet, 22, rue du Vert-Bois.

*
* *

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — Réunion samedi au local habituel.

Dimanche : Anniversaire du 11 novembre 1887. Causerie par un camarade sur le procès des anarchistes de Chicago, suivie de chants et poésies.

La réunion sera ouverte à 2 heures du soir, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier.

*
* *

Lyon. — La revue *Germinal* vient d'adjoindre à sa librairie une bibliothèque sociologique et littéraire où, pour un abonnement mensuel modique, les camarades de Lyon pourront étudier avec profit.

L'adresse : 16, rue de la Charité.

Les camarades lyonnais y trouveront à acheter toutes nos brochures.

*
* *

Nous avons reçu la lettre suivante :

« Montpellier, le 30 octobre 1899.

« Camarades,

« Les camarades de Montpellier, trouvant l'idée de propagande, surtout chez les instituteurs, bonne, prennent dès maintenant l'initiative de faire connaître et lire le journal *Les Temps Nouveaux* à tous les instituteurs de l'arrondissement de Montpellier.

« Dès maintenant, nous prenons quinze abonnements trimestriels pour quinze instituteurs.

« Ces abonnements seront renouvelés tous les trois mois de titulaires.

« Les *Temps Nouveaux* faisant payer les abonnements pour trois mois un franc, à titre de propagande, les quinze abonnements nous font un total de quinze francs, que nous payerons à raison de cinq francs par mois.

« Les camarades de Montpellier voudraient que la pratique de leur idée soit suivie par tous les groupements ou individualités anarchistes, et que, dans chaque arrondissement, un groupe suivît l'exemple donné. Comme cela, tous les instituteurs du territoire de France, dans un laps de temps relativement court, connaîtraient et auraient lu le journal anarchiste, et sa vie serait pour toujours assurée. »

NOTRE TOMBOLA

Liste des lots reçus :

1. Une paire de pilons en caoutchouc pour béquilles, don d'un camarade.
2. Une Ecossaise, chinchilla d'Asie, par un camarade.
3. Grande marée d'octobre en Cornwall, eau-forte de Daumont d'après Vernier, don de l'auteur.
4. Forêt de Fontainebleau, gouache de Daumont, don de l'auteur.
5. Fontaine à Saint-Quay-Douanée, lithographie, don de Mme Daumont.
6. Une pelote brodée, don de M. Daumont.
7. Un tapis pour petite table, toile russe brodée, don de Mme Saimbault.
8. *L'Homme mourant*, lithographie de Pissarro, don d'un camarade.
9. Un tableau de Luce (ayant figuré à sa dernière exposition).
10. Deux dessins de A. D.

*
* *

La semaine prochaine nous aurons loué la salle et fait imprimer les cartes d'entrée pour la réunion dont le prix sera fixé à 1 franc.

Nous faisons appel à tous ceux qui s'intéressent à notre propagande pour qu'ils nous en prennent un certain nombre, afin de les placer dans leur entourage.

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir. Prière également de nous faire connaître les libraires qui apporteraient de la mauvaise volonté dans la mise en vente.

Même chose pour les gares, ou certains commissaires ont fait pression sur les libraires pour les intimider.

Il y a une classe où il doit y avoir de la bonne besogne à faire : c'est celle des instituteurs et professeurs. Nous faisons appel à tous pour nous procurer des adresses où nous pourrions expédier le journal.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Profils du XIe au XVIIIe siècle, magnifique ouvrage orné de plus de cent planches, par Jamin ; chez l'auteur, 21, rue Jean-de-Beauvais.

Lettre d'un répétiteur en congé, broch. à 0 fr. 60. — *Tolstoï*, par Suarez, broch. à 1 fr., à l'*Union pour l'action morale*, 6, imp. Roussin.

L'Armée d'une démocratie, par G. Moch ; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

La Nouvelle Idole, pièce en 3 actes, par F. de Curel ; 2 fr., chez Stock.

Vient de paraître :

Le Prisonnier, par W. C. Morrow ; 1 brochure à 0 fr. 10.

Un précurseur anarchiste (Diogène), par L. Combes ; 1 broch. à 0 fr. 10.

La Servitude volontaire, par E. de la Boétie ; 1 broch. à 0 fr. 25.

Brochures 17, 19 et 20 de la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, à Bruxelles.

Le no 18 est une brochure en italien : *Alle madri d'Italia*, par Félix Vezani, 0 fr. 10.

A lire :

Le Devoir des pacifiques, Savioz, *La Fronde*, 20 octobre.

Une victime du Bon-Pasteur, Savioz, *La Fronde*, 24 octobre.

La France aux Français ! et le Soudan ? par Andrée Théry, *La Fronde*, 2 novembre.

Un regard dans le Soudan, par Jean Rodes, *Revue Blanche*, 1er novembre.

Crime et Folie, Vigné d'Octon, *Aurore*, 5 novembre.

PETIT.. CORRESPONDANCE

V., à Grigny. — Prenons note des lots promis. Merci.

M. S. M. — *Le Salut est en vous*, 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

C. B., Levallois. — Adressez-vous à Sterringa, 9, Spaardammerplein, Amsterdam.

Verviers. — Est-ce que quelques camarades de là-bas ne pourraient pas nous faire payer les 36 fr. que M. Montulet nous doit ?

Prière au camarade auquel on redoit *Mes communions*, de Eekhoud, de se faire connaître.

T. S., à Marseille. — Bien reçu les extraits de Proudhon. Merci.

C., à Saleux. — Oui, c'est une erreur de notre part. Finira fin février. Merci.

Lyon. — Reçu la 5e année *Révolte*. Merci. Que désiriez-vous en place ?

Le camarade J. Decourt, Vienne, est prié de nous renvoyer son adresse pour l'envoi du journal.

Reçu pour le père d'Etiévant : F., à Meulan, 5 fr.

Reçu pour la mère de Vauthier mort au bagne : 5 fr. Les camarades sont priés de nous faire savoir son adresse.

Reçu pour le journal : V., à Grigny, 2 fr. — M. L., à Edimbourg, 1 fr. 25. — Un camarade, 5 fr. — Latapie, 2 fr. — V. P., 5 fr. — D., 0 fr. 60. — Des camarades de Vienne, 3 fr. — F., à Meulan, 5 fr. — G. F., à Bourges, 2 fr. — Montpellier, collecte par C., 1 fr. — M., à Bourges, 2 fr. — M., à M., 1 fr. — M., 2 fr. — Montal, 0 fr. 50. — X., 1 fr. 50. — A. de Backère, 1 fr. — Lasbitte, 1 fr. — F., 10 fr. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 2 fr. — Chalon-sur-Saône, souscription en faveur des *Temps Nouveaux* : Un dégoûté de l'autorité, 0 fr. 25 ; Un qui l'approuve, 0 fr. 25 ; G., 0 fr. 50 ; Déroulède, 1 fr. 50 ; Pour aider à détruire les institutions actuelles, 1 fr. 50 ; Pour détruire l'autorité, 0 fr. 50 ; Bibi, 0 fr. 50 ; Vulcain, 0 fr. 50. Total : 5 fr. 50. — Merci à tous.

P., à Gilly. — C., à Fives. — H., à Zurich. — E. T., à Bourges. — F., à Saint-Tulle. — Dick. — F., à Berne. — C., au Chambon. — J. de G., à Madrid. — M., à Montner. — D., à Saint-Quentin. — G., à Istres. — D., à Marchiennes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 30 DIX CENTIMES DU 18 AU 24 NOVEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS DE L'EXTÉRIEUR

Ceux dont l'abonnement est fini depuis fin octobre sont priés de bien vouloir renouveler avant la fin du mois, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans la réception.

Il n'est pas pris de remboursement, à cause de l'élévation des frais, — à moins d'avis contraire.

AUX CAMARADES

Impossible de donner le supplément cette semaine. Nous ne paraissons que grâce au concours d'un camarade.

Le prochain contiendra le discours prononcé par le camarade Domela Nieuwenhuis à la séance d'ouverture des cours de l'*Ecole libertaire*, salle d'Arras.

Prochainement nous donnerons quelques extraits d'*Autour d'une vie*, fragments des mémoires auxquels notre ami Kropotkine est en train de travailler pour nous.

LA THÈSE DANS L'ART

Un livre, un tableau ou n'importe quelle œuvre d'utilité ou d'imagination, peuvent-ils être faits en vue de la propagande d'une idée et devenir, en même temps, une œuvre d'art? D'aucuns le nient, prétendant que, pour être réellement artistique, l'œuvre doit être une poussée spontanée de l'artiste qui rend ce qu'il a vu de la vie, de son époque, sans s'embarrasser de théories ni d'idées à côté.

Et, ce qui a été fait dans ce sens jusqu'à présent tend à leur donner raison, les livres et tableaux à thèse que nous connaissons étant plutôt faibles comme art.

Et cela se comprend.

Si, aveuglé par un système, on taille, rogne sur les faits pour les forcer à appuyer la thèse à laquelle on veut aboutir, il est évident que l'on ne créera qu'une œuvre boiteuse. Et comme il y a très peu d'hommes complets, rien d'étonnant à ce que nous n'ayons pas encore vu l'œuvre sachant allier l'art avec la propagande de l'idéal.

Peu d'hommes savent raisonner leurs idées, équilibrer leur jugement et résister à la tentation de torturer un fait lorsqu'il dérange leur système. Ou, s'ils sont logiciens, c'est alors le sens artistique qui leur manque; ils ont un tempérament réfractaire à l'enthousiasme, d'où sécheresse et froideur dans leur œuvre.

Mais, de ce que l'oiseau rare ne s'est pas encore montré, faut-il en conclure qu'on ne le verra pas; de ce que l'œuvre a été jusqu'ici scindée, cela veut-il dire qu'elle ne s'unifiera pas un jour?

∴

Pour ma part, je ne vois pas, théoriquement, qu'une conviction consciente, éclairée, logique soit un obstacle à l'œuvre artistique. Si l'idée que l'on veut démontrer est juste, pourquoi ne trouverait-elle pas la beauté de s'exprimer, alors que tant de choses fausses ont su revêtir la forme artistique et faire illusion un certain temps? Il faudrait, tout simplement, trouver dans le même individu les qualités qui font un Balzac réunies à celles qui font un Bakounine. Et cela sera, à mon avis, possible lorsque les hommes, au lieu de ne développer qu'une faible partie de leurs aptitudes, sauront — et pourront — les développer toutes.

A cela on objecte que l'art ne progresse pas, qu'il varie avec les époques, mais que l'on ne peut établir de hiérarchie, une œuvre d'art des Grecs valant une œuvre d'art du moyen âge ou de notre époque.

D'accord, d'autant plus d'accord que la hiérarchie n'existe pas. C'est l'homme qui a éprouvé le besoin d'établir des degrés dans ses connaissances et fonctions, peut-être parce que cela lui était plus facile pour s'y reconnaître; ce n'est que son ignorance qui leur a attaché des valeurs inégales.

L'œuvre d'art est une œuvre qui parle à nos sens, exalte nos sentiments, souvent inconsciemment, et de la part de celui qui l'a créée et de la part de celui qui subit son charme. Mais resterait-elle l'œuvre d'art si elle ne pouvait résister aux critiques de la raison? Je ne le crois pas; cela déjà nous prouve que la conscience n'est pas inconciliable avec le sens artistique.

D'où vient donc que, jusqu'à présent, il se soit si peu — ou pas, selon les points de vue où l'on se place — rencontré d'œuvres sachant allier la froide raison de l'œuvre de propagande avec la fougue émotionnelle artistique?

La définition de l'intelligence nous en donnera la raison : « L'intelligence est une adaptation de fonctions internes à des relations externes. »

C'est-à-dire que plus l'homme a conscience de ses actes, de leurs rapports avec les phénomènes naturels, avec les conditions de climat, de milieu, plus cet homme est intelligent. D'où il ressort que, si un homme pouvait connaître toutes les relations qui existent entre les actes qu'il accomplit et son milieu, cet homme ne remuerait pas un doigt sans prévoir les réactions que ce mouvement lui amènerait. Cet homme prévoirait l'avenir. Et je doute fort que cet homme voie jamais le jour. C'est parce que l'homme n'est pas adapté à toutes ses relations externes, qu'il ne produit que des œuvres boiteuses.

Mais si je ne crois pas aux dieux, je crois cependant au progrès humain, et sans croire que les hommes puissent un jour arriver à n'accomplir que des actes qui ne puissent jamais leur amener de désagréments, je crois cependant qu'ils peuvent devenir un peu moins ignorants, et sur les conséquences de leurs actes, et gagner en sens artistique.

∴

Ces réflexions me sont suggérées par la lecture de *Fécondité*, où Zola s'est fait le chantre de la vie, de l'épanouissement de la nature en activité et en enfantement et qui, justement, est venu se buter aux difficultés dont je parlais.

Zola était tout préparé à recevoir les plaintes de nos patriotards geignant sur la France qui se meurt, dégénère et baisse faute d'enfants.

Aussi, dans *Fécondité*, il nous montre une famille qui pousse, grandit, s'élargit, pendant que le père, lâchant la ville et l'industrie, se met à défricher des terrains incultes, s'enrichissant chaque deux ans d'un enfant et de plusieurs arpents de terre.

Pour appuyer sa thèse, il nous montre les familles qui n'ont pas d'enfant ou qui, s'étant condamnées à des pratiques de restriction, vont se disloquant, se désagrégeant, marchant à la ruine, en raison de leurs pratiques ou de la mort de l'enfant unique.

Il nous montre cela d'une façon assez plausible; mais même en admettant la possibilité de ce qu'il nous démontre, ce ne seraient que des cas particuliers, qui ne prouveraient nullement que ce fût la vérité en général. Zola n'atteint donc pas son but.

Son Froment est un homme entreprenant, qui a la chance de trouver un propriétaire de bonne composition qui consent à lui vendre à bon marché des terrains incultes; mais notre auteur oublie que son héros a bien du mal à vivre, la famille attendant la fin du mois pour payer les dettes, afin d'en recommencer de nouvelles. Sans transition, nous le voyons, au chapitre suivant, ayant économisé de quoi tenter l'aventure des terrains à défricher et d'attendre les récoltes.

Cela est d'autant plus invraisemblable que ledit Froment n'a qu'à prendre son terrain, à en enlever quelques pierres, à détourner quelques sources et le voilà en pleine production l'année suivante. Ce sont des terrains tout préparés pour la réussite. Dans la vie réelle, les énergies les plus tenaces se buttent à des impossibilités autrement résistantes et les meilleures s'y brisent, faute de posséder le nerf de la guerre : l'argent.

Zola a prévu l'objection en plaçant, à côté de Froment, la famille Moineaud, un ouvrier qui fait beaucoup d'enfants, mais d'une nature molle, indécise, qui le condamne forcément à végéter dans les fonctions humbles et basses, à la misère. Mais cela n'empêche que, dans la société actuelle, l'énergie ne suffit pas, le plus souvent, pour sortir de la misère.

* *

Zola nous montre le beau côté de la maternité, la femme de Froment enfantant sans relâche, et s'en trouvant heureuse, mais, là encore, ce n'est voir qu'un côté de la question. Il peut y avoir des femmes qui puissent se plaire aux enfantements à jet continu; si elles éprouvent du plaisir à être en gestation continuelle, chacun prend son plaisir où il le trouve, rien à dire.

Mais ici encore c'est un cas particulier dont Zola a tort de vouloir faire une thèse générale. Une femme peut avoir un autre idéal que d'être toujours enceinte ou nourrice, et peut se refuser à une maternité continue sans que sa vie en soit plus mauvaise.

J'aime les enfants, deux ou trois autour de mes chausses ne me déplairaient pas, mais je serais femme, il me semble que mon idéal ne serait pas de m'en voir à perte de vue.

J'ai vu des mères de famille, des ouvrières dans le genre de la mère Mathieu : leur sort n'avait rien d'enviable. Toujours travailler, travailler sans trêve ni relâche; en vingt ans de ménage, n'étant peut-être pas sorties dix fois de Paris pour une promenade à la campagne.

Même en admettant qu'elles soient riches, même en admettant notre rêve réalisé d'une société où chacun aurait l'existence assurée, quelle peine, quel esclavage, si la femme envisage son rôle de mère comme il doit être envisagé!

Et le raisonnement de Zola est d'autant plus faux qu'il n'est pas vrai que le bonheur et la richesse augmentent avec la population. Si la société reste ce qu'elle est : une organisation faite pour assurer les privilèges d'une minorité, cette minorité, ayant accaparé les moyens de production, continuera à exploiter la majorité. Et dans la lutte sociale ce n'est pas le plus énergique qui triomphe, mais, le plus souvent, le plus crapule.

Et si, comme un des fils Mathieu, on se transporte en Afrique, c'est encore l'auxiliaire de la spoliation que l'on se fait, on ne s'y taille sa place qu'au détriment des autres.

Que l'on ne m'accuse pas de malthusianisme. Je crois qu'ils font également erreur, ceux qui prétendent résoudre la question sociale en limitant la natalité. Dans une société mal organisée, la majorité peut y être aussi malheureuse avec une population restreinte qu'avec une population plus dense. C'est en dehors du nombre que se pose la question.

Zola a échoué parce qu'il n'a vu qu'un des côtés d'une question qui en a des milliers; c'est là l'écueil où viennent se briser ceux qui partent d'une idée trop mal digérée; car, le plus souvent, on veut faire une théorie générale d'idées qui ne relèvent que de la morale individuelle, où chacun ne peut agir que selon ses tendances, ses aptitudes et ses affinités.

J. Grave.

SIMPLES REMARQUES

SUR LA THÉORIE DE LA DÉCADENCE

J'ai entendu souvent, en ces derniers temps, les lamentations de bons Français sur le sort de leur pays malheureux; ils constataient avec regret, qui la décomposition lente du pouvoir et son discrédit tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, qui la lâche patience des dreyfusards révolutionnaires vis-à-vis des méfaits multiples de l'Etat-major et de ses souteneurs. Et, pour donner de l'autorité à leurs inquiétudes, ils choisissaient à leur convenance une des thèses historiques mises récemment à la mode.

Edgar Poe l'a montré en ses contes extraordinaires. Nous avons en nous ce qu'il appelle une perversité instinctive et, dans l'attente d'un mal redouté, nos préférences vont aux augures qui lui sont favorables. Cet état mental est dû non à l'attrait du mal, mais plutôt à une faiblesse de caractère, à la crainte de l'effort qui rendent l'homme fataliste.

L'un parle de la décadence des races latines et de leur fin prochaine et il invoque l'Espagne et l'Italie; l'autre voit une répétition des faits qui ont amené la chute de l'empire romain et annonce des conséquences identiques, la domination des barbares. L'un voudrait qu'on épargnât l'Etat-major pour sauver l'armée qui préservera la France — durant sa propre vie au moins — de la schlague ou du knout; l'autre attend avec résignation l'invasion nouvelle des Mongols. Les hardis révolutionnaires qui ont consacré leurs loisirs à édifier des systèmes de société socialiste ou anarchiste avec une imperturbable confiance en l'avenir et un souverain mépris du temps (!?) commencent aussi à désespérer: quinze mois d'agitation autour de l'affaire Dreyfus leur ont démontré péremptoirement, disent-ils, que le ferment révolutionnaire avait été tué en 1870 par Thiers et son armée de fuyards — tueurs de Français.

Je ne suis pas historien et cependant les savantes théories ne me font pas peur. Je ne crois pas que l'histoire doive se répéter et qu'un peuple doive nécessairement mourir. S'il en était réellement ainsi, ce serait peut-être désagréable pour les brillants rhéteurs et les profonds sociologues qui ont rempli les journaux et les revues de leurs perspicaces analyses et de leurs géniales prophéties. Tant pis pour eux. Il importe davantage qu'il n'y ait pas de désespérances injustifiées en cette période critique où il est tant besoin de toutes les énergies et de toutes les consciences.

Sans doute, l'analogie et la comparaison sont des moyens de recherche féconds. Un rapprochement entre le déclin des puissances anciennes et les crises que traversent certains empires modernes, peut ouvrir des aperçus utiles; la comparaison entre l'organisation et la vie d'une société et l'organisation et la vie d'un être a été d'une grande utilité pour la synthèse des phénomènes sociaux et leurs rapports réciproques. Toutefois, gardons-nous de vouloir plier les faits et les conséquences à nos procédés d'étude.

On paraît, en outre, ignorer l'action que la connaissance des lois sociales peut exercer sur les sociétés. La sociologie ne se bornera pas à trouver la filiation des faits, à induire des lois et à exposer des vues d'avenir, déductions logiques du libre cours de ces lois qui président à la vie et au développement des sociétés. Il lui sera possible d'intervenir d'une façon consciente dans les faits : elle dictera les modifications qui doivent être apportées aux organisations et les garanties vitales de l'humanité. On a abusé de l'échelle hiérarchique des sciences. Les sociologues ont parlé avec trop de complaisance de la complexité infinie des phénomènes sociaux et de la première place que devrait occuper la sociologie puisqu'elle demandait, suivant eux, une connaissance approfondie de toutes les sciences précédentes. Dussé-je voir écrouler leurs tours d'ivoire, j'émettrais cette idée qu'il est relativement facile de donner les grandes lignes d'une bonne thérapeutique sociale. La réelle difficulté gît dans l'inertie et souvent l'opposition systématique de la foule ignorante : c'est à l'éducation qu'il incombe de la résoudre. Et s'il lui était impossible d'éclairer la foule, il serait encore un remède : *le groupement des conscients* qui laisseraient passer la débâcle prévue et rendue inévitable par l'obstination de la masse.

C'est là un procédé qui n'est pas toujours loisible à l'individu, lorsque quelques-uns de ses organes sont contaminés. La divergence entre la biologie et la sociologie, entre les lois vitales d'un homme et celles d'un peuple, apparaît ainsi bien nette.

Elle se perçoit, d'ailleurs, objectivement. L'histoire marche vers la fusion de certains éléments de races et de peuples divers. Ils constitueront une humanité, héritière de toutes les civilisations et de tous les génies et qui se sera élevée à la conscience d'elle-même et des autres sociétés dont les progrès auront été moins rapides.

Comme des plantes qui meurent ou qu'on coupe au pied, les races, les peuples peuvent donner naissance à des jets vivaces qui formeront une forêt nouvelle.

G. Stel (*I. Think*).

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Le complot. — On est en train de sauver la République dont l'existence était, paraît-il, sérieusement menacée. La mort de la République entraînait, dit-on, comme inévitable conséquence la perte de nos libertés les plus précieuses. Aussi le ministère de salut public que la Providence, après M. Loubet, nous a chaleureusement octroyé, s'est-il résolument interposé, se dévouant pour écarter de nos têtes une si redoutable calamité. Quelle reconnaissance ne devrions-nous pas avoir à son endroit!

Hélas! dans l'indépendance de mon cœur, je ne puis arriver à éprouver pour ces héroïques sauveteurs le moindre sentiment de gratitude. Ce n'est pas de ma faute, mais, outre qu'à mon avis nos ministres ont sauvé là quelque chose de pas trop digne d'être sauvé, je ne puis voir autre chose en ce prétendu bienfait public qu'une sauvegarde personnelle d'intérêts en péril. Autour du mot République il se livre un combat d'appétits qui n'a rien à voir avec le bien général. Les appétits républicains, s'apercevant un beau jour que les empiétements des appétits monarchistes commençaient à devenir dangereux pour eux, se sont émus et s'efforcent de faire réintégrer à ceux-ci le domaine qui leur est assigné.

Les appétits monarchistes ne trouvant pas à se satisfaire dans ce domaine et perdant l'espoir d'un partage avec les appétits républicains, qui prétendent tout conserver pour eux, s'organisent pour supplanter ces derniers. Ces derniers se défendent, et, disposant de la force, auront vraisemblablement la victoire.

Mais ce qu'il y a de comique, c'est que les uns et les autres s'efforcent de donner le change en prétendant agir au nom des intérêts du peuple. Jamais M. de Sabran-Pontevès ou M. de Fréchencourt ne me feront croire que c'est le souci de l'amélioration de ma situation sociale qui les amène aujourd'hui devant la Haute Cour; pas plus que M. Waldeck-Rousseau ou M. Galliffet ne parviendront à me convaincre que c'est uniquement pour m'éviter des persécutions possibles qu'ils incarcèrent des personnages aussi supérieurement copurchics. Je rééditerais, à leur intention, dans ce cas, le mot de Voltaire : « Mon Dieu, gardez-moi de mes amis, je me charge de mes ennemis. »

La vérité est que les messieurs du « smartest-gratin » jugent que, sous le régime républicain, ils ne font pas dans la société aussi brillante figure que jadis leurs pères à la cour, et tous leurs efforts tendent à faire revenir cet heureux temps. D'autre part, ceux qui ont pris leur place, les privilégiés de la République n'entendent pas se laisser ainsi déposséder. D'où luttes, complots, hautes cours, jusqu'à ce qu'une transaction « honorable » s'imagine.

Affaire d'os et de chiens, en somme, dans laquelle nous n'avons rien à voir.

* *

La Famille. — Le jeune Louis Mignon, âgé de huit ans, demeurant chez son père, s'est suicidé en se pendant avec une ficelle à un clou fixé dans la muraille. C'est, dit-on, la peur d'une réprimande qui l'a poussé à se suicider. Faut-il que les réprimandes lui fussent ordinairement faites avec brutalité pour que la peur d'en recevoir une lui ait fait préférer la mort, à cet âge où la vie est dans toute sa force et dans toute sa splendeur!

L'enfant, dit-on, était souvent maltraité par sa belle-mère...

Quand donc enseignera-t-on que l'enfant n'est pas la « chose » des adultes qui l'élèvent, et qu'il a droit, *avant qui que ce soit* et *plus que qui que ce soit*, à tous les égards et à tous les respects?

André Girard.

* *

L'armée s'amuse. — Lundi 30 octobre, à Castres, une bande d'officiers d'artillerie (ceux-là mêmes ou collègues de ceux qui envoyèrent Sablayrolles à Biribi) se sont divertis comme suit. Je me borne à copier un rapport du général commandant la place, qui établit :

« Que des officiers ont pénétré sabre au clair dans les deux casinos de Castres ; que là, armés de savates qu'ils portaient au bout de leurs sabres, ils jetaient ces projectiles, d'un nouveau genre, sur la scène, troublant le spectacle et l'ordre ; qu'aux civils qui se plaignaient ils adressaient des insultes et des menaces ;

Qu'ils ont brisé des chaises et des tables de la lame de leur sabre ;

Qu'en monôme, ils se sont promenés dans les rues, l'un d'eux portant son sabre nu ;

Qu'un enfant de quatorze à quinze ans, poursuivi par l'un d'eux armé de son sabre nu, a été effrayé et apeuré ;

Que, réunis en cercle sur la placette, en face du Bazar du Tarn, ils ont tous ensemble et devant de nombreux civils uriné en public ;

Qu'un agent de police qui les invitait au calme a été menacé de la pointe d'un sabre à la figure par l'un d'eux ;

Que dans la rue de Villegoudou un d'entre eux criait à tue-tête : « J'emm... les Castrais! » que les autres faisaient chorus et que le scandale était grand ; que quelques Castrais, fatigués de s'entendre injurier, allaient répondre aux provocations dont ils étaient l'objet, quand M. Grégoire, premier adjoint, qui avait requis la police, est arrivé et a pu difficilement rétablir l'ordre. »

Dimanche 5 novembre, au casino de Brest, des officiers en civil s'amusèrent à faire pleuvoir, du premier étage, sur un de leurs camarades qui se trouvait au parterre, les coussins et les dessus de banquettes. Le patron de la salle ayant voulu s'y opposer, ils se jetèrent tous sur lui. Ce que voyant, tous les matelots et quartiers-maîtres qui étaient là accoururent au secours du patron et cognèrent ferme sur les officiers en civil. Pour une fois!...

Au théâtre de Beauvais, ce même dimanche, grande réunion publique (organisée par de simples républicains), dont le sujet était : Militarisme et Cléricalisme. Sur l'ordre du colonel, un capitaine vint, avec deux sergents, se poster à l'entrée du théâtre pour surveiller les soldats qui entreraient. Voyant un jeune homme de quinze ans entrer avec son père, le capitaine dit aux agents de police : « Pourquoi laissez-vous entrer cet enfant? Le bel enseignement qu'il va entendre là-dedans! Faites-le donc sortir! » Voilà ce que j'appelle le respect de la liberté d'autrui. Hués par la foule, le capitaine policier et les deux sergents durent d'ailleurs se retirer.

A Eymet (Dordogne), le comité radical se plaint au ministre d'un vétérinaire militaire, et constate :

« Que M. le vétérinaire Theis a eu, dès sa venue à Eymet, une attitude provocante vis-à-vis de la population, si hospitalière pourtant, en se plaisant à éteindre, un jour de réjouissances publiques, les illuminations et en bousculant publiquement le sergent de ville qui lui faisait des observations à ce sujet ;

Qu'en juillet 1899, M. Theis a insulté au café de Paris les membres de la « Société des bourses » en les qualifiant, entre autres choses, de « laquais d'un voyou » ;

Que récemment M. Theis a manqué d'humanité en refusant le secours d'un médecin de la localité, demandé par son confrère de l'annexe, lorsqu'un soldat reçut un coup de pied de cheval qui mettait ses jours en danger ;

Qu'atteint d'une extrême nervosité de tempérament qui lui occasionne des syncopes, comme cela s'est vu le 16 octobre dernier au café Tortoni, il est de ce chef impossible à M. Theis de rester isolé de la surveillance de ses chefs, au commandement d'une annexe, car il peut, sous l'influence d'une colère, malmener les soldats ;

Que pour l'honneur de l'armée, à Eymet, il importe qu'un officier ne se querelle pas publiquement et ne reçoive pas des gifles, ainsi que cela lui est arrivé le 16 octobre 1899 au café Tortoni, car de tels faits ne peuvent que le disqualifier et permettre à toute personne de l'insulter impunément. »

Tous ces officiers ont l'air un peu vif, mais au fond ce sont de bons diables. Témoin ce médecin-major qui, voyant que, tous les hivers, des hommes passant la nuit à la salle de police y sont gelés plus ou moins complètement, propose au ministre l'achat de thermomètres afin de ne plus laisser geler les hommes que jusqu'à deux degrés au-dessous de zéro. Rendons grâce à tant d'humanité.

Pourquoi faut-il que tant de soldats — de mauvais soldats — ne veuillent pas attendre la mort par congélation et, coupant l'herbe sous le pied à leurs chefs, se suicident tout de suite? Ce n'est pas bien. A Clermont-Ferrand, un soldat inculpé d'insoumission s'est pendu dans sa cellule, à l'aide de sa ceinture de cuir. A Paris, un rengagé d'infanterie de marine s'est asphyxié dans un hôtel avec une jeune fille, que les parents refusaient de marier à un soldat sans situation. Mais que les soldats meurent de façon ou d'autre, peu importe après tout : c'est leur métier. L'important, c'est qu'ils meurent en état de grâce. Aussi des chefs avisés ont-ils appendu des crucifix dans les réfectoires de certaines casernes, devant quoi les soldats sont tenus de se découvrir, sous peine de salle de police.

Cette mesure eût réjoui le cœur d'ancien zouave du pape que fut Esterhazy. Ce digne homme vient d'être condamné à trois ans de prison, comme escroc. Il réclamait des juges militaires. Oh, le malin! Du reste, il ne s'en porte pas plus mal.

Un qui se porte même beaucoup mieux, c'est du Paty de Clam. Pendant le procès de Rennes, il se mourait. Aussitôt l'arrêt rendu, il partait allègrement vers des villégiatures. Aujourd'hui, on le voit dans les wagons boxer les voyageurs avec une belle maîtrise. Donne-nous l'adresse de ton médecin, du Paty!

On jurerait que ce gentilhomme, qui machina si bien l'affaire Dreyfus, a mis la main à l'affaire de Trézel. Il s'agit ici de deux Arabes innocents condamnés à mort par un conseil de guerre. *L'Eclair* nous apprend que tous les témoins partisans de la revision de ce procès sont l'objet d'odieuses persécutions. Un adjoint qui avait signalé l'erreur le premier, est révoqué. Le frère d'un des condamnés est déporté à Géryville, sans jugement, pour l'empêcher de défendre son frère. Sont déportés aussi deux Arabes, pour avoir témoigné en faveur des condamnés. Un ancien cadi, associé à l'adjoint révoqué, est dépossédé de ses terres. Comme en France, quoi!

En Indo-Chine, pour mettre la main sur de nouveaux territoires et fermer la bouche aux gouvernants de là-bas, nos gouvernants à nous font le branle-bas de combat, transportent des troupes. Il y a si longtemps que nous n'avions eu de boucherie! Pourtant, dans le public, il semble que l'on commence à se lasser des massacres patriotiques. La *Revue Encyclopédique* vient de publier un numéro spécial contre la guerre. C'est un signe des temps. Mais quoi! les guerriers professionnels ne peuvent rester éternellement les bras ballants. Ils n'aiment pas être payés à ne rien faire. Du travail à tous ces sabres! Il faut bien que l'armée s'amuse.

* *

La justice des juges. — Un officier (toujours eux!) avait pour maîtresse une chanteuse. Doué d'un conseil judiciaire, joueur, criblé de dettes, il fit vendre à cette femme ses meubles, ses bijoux, puis l'abandonna avec un enfant sur les bras. Mais il lui avait souscrit des billets, en reconnaissance de l'argent prêté. Le père de l'officier en paya une partie. Puis il mourut. Il restait à payer 14.000 francs. Le conseil judiciaire du bel officier refusa de payer, et le tribunal civil de la Seine vient de lui donner raison, disant gravement que cette créance avait une cause illicite. Rendre mère une femme, l'abandonner, la ruiner et ne pas lui rendre l'argent qu'on lui doit, c'est ainsi que les juges entendaient la justice, au seuil du vingtième siècle.

R. Ch.

Espagne.

Les camarades détenus au bagne des Chafarinas adressent à la presse une lettre collective où sont énumérées les canailleries des enquêteurs chargés d'établir les responsabilités dans l'affaire de Montjuich.

Les témoignages à charge recueillis jusqu'à ce jour ont été qualifiés « de referencia », c'est-à-dire d'indirects, dans le but évident de laisser un doute dans l'esprit du public. Certes, en dehors des torturés et des inquisiteurs, nul ne pouvait pénétrer dans la partie du château où s'appliquaient les tourments. Un jour même, un chaqui circulait dans les couloirs fut mis à mort par les sbires qui le soupçonnaient dressé à porter les lettres des prisonniers. En cherchant ainsi à lasser l'opinion, les enquêteurs font fausse route. A l'heure actuelle, il n'est pas un homme en Espagne qui doute encore qu'à Montjuich des crimes abominables aient été commis.

En outre, pourquoi les enquêteurs ont-ils omis d'ordonner l'examen médical du corps des torturés encore en vie : Francisco Callis et Sebastian Sune? Voilà des témoignages vivants qu'il serait difficile de qualifier « de referencia ». On attend, sans doute, que nos malheureux amis aient été rejoindre Gana, mort des suites des tortures.

Les souffrances qu'endurent les détenus dans les présidios sont, du reste, inouïes. Anémiés, faibles comme des enfants, on les emploie au travail exténuant des carrières. Là, sous le soleil africain et les menaces des sbires, il leur faut manier des blocs énormes, pesant jusqu'à 10 tonnes, avec des outils rudimentaires et souvent sans autre aide que leurs bras. A la moindre faiblesse, les insultes pleuvent. Sont-ils malades? Pour les empêcher de se rendre à la visite, on les expédie à la carrière dès l'aube ; ce n'est qu'à l'heure de la gamelle qu'ils peuvent se présenter devant le médecin, mais, à ce moment-là, ce dernier fait des affamés ce qu'il veut. Inutile de dire qu'une surveillance des plus rigoureuses les empêche d'écrire quoi que ce soit touchant les tourments qu'ils endurent.

Il est consolant de constater qu'à la férocité et au cynisme des autorités, les revisionnistes, qui sont légion, opposent une persévérance acharnée. Les discours douceâtres des politicailleurs, les vaines pétitions des premiers jours, ont fait leur temps. Les moyens énergiques, la grève générale, sont aujourd'hui préconisés dans les nombreux meetings organisés de toutes parts.

Le mécontentement est du reste général, et, en Catalogne particulièrement, la crise revêt un caractère des plus aigus. Les canailleries du gouvernement ont irrité les plus pacifiques et il est piquant de voir la bourgeoisie elle-même prendre à l'égard des autorités une attitude franchement révolutionnaire. Le capitaine général a décidé récemment que les magasins des commerçants se refusant à payer l'impôt seraient fermés par la force. Lorsqu'il a voulu mettre son ordonnance à exécution et que les forces policières et militaires ont été déployées, les principaux cafés et magasins de Barcelone ont fermé leurs portes et la population est sortie en masse pour manifester et huer bourriques et soudards. On s'attend à des troubles très graves, car il est inévitable que le peuple, martyrisé, tondu, ruiné, à bout de patience, passe des paroles aux actes, à bref délai.

R. R.

Belgique.

Conférence de U. Gohier. — Invité par les étudiants socialistes, Gohier est allé à la Maison du Peuple de Bruxelles donner une conférence sur la situation en France.

Il a résumé avec une grande clarté et beaucoup de finesse les faits qui prouvaient qu'en France, sinon des noms et des devises magnifiques, il n'y avait rien de considérable dans les changements apportés par la Révolution de 1789. Il assimilait même la période actuelle à celle qui a servi de prodrome à cette convulsion formidable.

Il a montré que les deux grandes puissances de réaction c'est l'Eglise et ses congrégations, c'est le militarisme et ses chefs factieux. Et, voyant là la pierre angulaire de la société contemporaine, sans ignorer la puissance de la question économique, il s'est donné pour tâche la désagrégation de ces organisations, sachant qu'après leur disparition, le capitalisme ne pourra résister à la poussée des travailleurs.

Il a fait un appel à l'union des efforts des révolutionnaires, non pas l'union avec la discipline aveugle des moines et des soldats, mais l'union libre où chacun combattrait suivant son tempérament et ses moyens, sans jalousie, sans envie, ne considérant que le résultat acquis indépendamment des personnalités qui y ont contribué.

Gohier a terminé brusquement en proclamant la lutte incessante, parce qu'après chaque victoire il restait toujours à conquérir.

Il s'est rassis, laissant l'auditoire perplexe. Il avait démontré avec maîtrise une situation de combat formidable non seulement en France, mais partout; le public, que le néant effraye, attendait un plan d'attaque et de défense et une vibrante péroraison où il affirmerait l'espoir du triomphe.

Gohier a compris que sa réforme du service d'un an était une solution trop particulière à la France pour qu'il fût nécessaire de l'exposer en Belgique. En outre, il ne fait pas de périodes.

Sa personnalité est par cela très sympathique. On sent en lui une grande sincérité et un mépris du succès facile par des phrases sonores. Il communique des faits vrais et montre leur coordination.

Puissent l'affaire Dreyfus et les faits nouveaux lui apprendre bientôt qu'il peut oser *à présent* des réformes plus radicales que celles qu'il a prônées en une période d'inertie!

Un homme de progrès doit avoir de l'audace, il méprise souvent les palliatifs.

Ce n'est ni la puissance de perception ni l'énergie qui manquent à Gohier. Il criera avec nous un jour : « PLUS D'ARMÉE! »

G. S.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

École libertaire. — Ordre des cours de la semaine, à 8 h. 1/2, rue de Montmorency, 6 :

Lundi : Dessin raisonné, par A. Charpentier.

Mardi : La Matière et l'Energie, par Bloch.

Mercredi : Hygiène, par Lucie Marin. Ce cours n'ayant lieu que tous les quinze jours, il n'y en aura pas cette semaine.

Jeudi : Littérature ancienne, par A. F. Hérold.

Vendredi : Littérature (Diderot), par P. Quillard.

Samedi : Sténographie, par L. Netter.

La bibliothèque est ouverte à 8 heures.

*
* *

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon, à 8 h. 1/2 :

Samedi 18 novembre. — Charles-Albert.

Lundi 20 nov. — A. Dhatstatt : « Le Commerce et l'Economie sociale. »

Mercredi 21 nov. — E. S. R. I. : « Histoire de l'Internationale. »

*
* *

Bibliothèque d'éducation libertaire du IIIe, 22, rue du Vert-Bois. — Ouvert tous les mercredis et samedis.

Samedi 18. — Causerie par un camarade. Sujet traité : « L'Autorité paternelle. »

Mercredi 22. — Lecture avec commentaires par un camarade. Sujet : « L'Evolution légale et l'Anarchie. »

Samedi 25 novembre. — Soirée familiale au profit de la Bibliothèque, qui aura lieu salle du Coq-Rouge, 36, rue Charlot. Récits, chants et tombola gratuite.

On peut prendre des cartes d'entrée dès à présent à la Bibliothèque, 22, rue du Vert-Bois, et au Coq-Rouge, 36, rue Charlot.

Entrée : 40 centimes. — Entrée gratuite pour les compagnes et leurs enfants.

*
* *

Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIIIe arrondissement. — Vendredi 17 novembre, causerie par un camarade, lecture sur place, distribution de brochures. — Dimanche, 19 novembre, soirée familiale, salle Roger, 18, rue Ordener.

Adresser livres, brochures, journaux au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

Les soirées ont lieu à 8 h. 1/2 du soir.

*
* *

Les Egaux du XVIIe, groupe d'études sociales et d'action révolutionnaire, invitent cordialement à leurs causeries du *samedi* tous les hommes de cœur et d'esprit énergique, soucieux de leur émancipation.

Déjà plusieurs causeries ont été faites au siège du groupe, 25, *rue Poncelet*.

Dans quelque temps, une bibliothèque libertaire sera installée dans un nouveau local, plus spacieux et mieux disposé que celui qui nous sert actuellement pour des études, et les cours que se proposent de créer les Egaux dans l'arrondissement, trop négligé jusqu'à présent par la propagande libertaire.

Prière d'adresser livres, brochures, journaux, et tout ce qui concerne le groupe au camarade J. Sacleux, 25, rue Poncelet (Ternes).

*
* *

Solidarité des trimardeurs (XVe arrondissement). — Réunion publique, lundi 20 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Gascogne, avenue Suffren, 163 et boulevard Garibaldi, 59.

Bibliothèque et permanence pour les camarades qui cherchent du travail, tous les soirs, à 7 heures.

*
* *

SAINT-ETIENNE. — Tous les camarades connus ou inconnus, lecteurs du journal *Les Temps Nouveaux*, sont instamment priés de se rendre à une réunion qui aura lieu lundi 20 novembre, à 8 heures du soir, à la salle de la bibliothèque, café du Cercle, angle de la place Jacquard et rue du Grand-Gounet.

Causerie, par le camarade Gallet, sur la propagande du journal et les moyens pour lui venir en aide.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

El espiritu revolucionario, P. Kropotkine, broch., 10 centavos; *Biblioteca aerata*, Buenos-Aires.

La fin du deuxième volume de *Bakounine*, ouvrage du docteur Nettlau, autographié à 50 exempl., destiné aux bibliothèques principales d'Europe. Un troisième et dernier volume paraîtra en 1900.

Hymne d'amour, par J. Duchange; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Lueurs d'âmes (vers), E. Lericolais, 1 fr. 50, chez Tillié, 60, rue de Vaugirard.

Charles Sauvageon, par E. Conte, 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

Comment on défend ses poumons, par le Dr H. Labonne, 1 fr., Société d'éditions scientifiques, 4, rue Antoine-Dubois.

La medicina y el proletario, por Z. de Arana, 20 centavos, *Biblioteca libertaria*, casilla de Correo 259, Rosario de Santa-Fé.

La Peste religiosa, par J. Most, 10 centavos. — *La Anarquia se impone*, por Vicente Garcia, à la *Biblioteca aerata*, Buenos-Aires.

De la création en Suisse d'une banque centrale d'émission, au *Musée social*, 5, rue Las Cases.

A lire:

Le Désarmement, par A. Retté, *Le Rappel*, 7 novembre.

Individualisme, H. Bauer, *Journal*, 9 novembre.

Scènes de la vie de famille, O. Mirbeau, *Journal*, 12 novembre.

A voir :

Le numéro sur *La Guerre et la Paix*, de la *Revue encyclopédique Larousse*, 4 novembre.

NOTRE TOMBOLA

Liste des lots reçus (suite) :

11. Une peinture de G. Mangana.
12. Deux volumes de Retté, don de l'auteur : *Campagne première*, *Forêt bruissante*.
13. Idem.
14. Deux volumes Retté : *Œuvres*, 1er volume, et *Arabesques*, don de l'auteur.
15. Idem.
16. Un exemplaire de *La Société Mourante et L'Anarchie*, don du camarade L. Bruneteaux.

D'un collectiviste qui veut aider aux *Temps Nouveaux*, divers articles de Paris :

17. Une boucle de ceinture pour dame.
18. Une broche.
19. Broche dans un écrin.
20. Une parure en acier.
21. Une paire de boutons de manchettes (timbr.-poste).
22. Epingle à cheveux et broche.
23. Epingle et broche.
24. Une châtelaine.
25, 26, 27, 28 et 29. Une broche et une épingle de cravate.
30. Une paire boucles d'oreilles et une épingle de cravate.
31. Une paire de boucles d'oreilles et une broche.
32. Un bracelet pour enfant et coulant de cravate.
33. Bracelet enfant, broche et épingle.
34. Idem.
35. Bracelet (semainier).

Les cartes d'entrée pour la réunion qui aura lieu au profit du journal, seront prêtes cette semaine. Nous faisons appel à tous pour en placer dans leur entourage.

PETITE CORRESPONDANCE

Un camarade peut-il nous renseigner s'il existe un *Répertoire commercial* par département, et où on peut se les procurer?

Le V., à Autun. — Plus de *Scission socialiste*.

Eychenne. — Reçu votre lettre, mais pas l'argent?

La Bibliothèque libertaire, 26, rue Titon, demande l'adresse de l'Ecole libertaire de Saint-Etienne.

Deffoux. — Est-ce tout à fait le dernier numéro de la *Révolte* qu'il vous faut?

Un camarade peut-il nous envoyer la musique de : *Ouvrier, prends la machine?*

Quelqu'un peut-il nous indiquer une banque où nous pourrions céder 12 fr. 50 de timbres neufs à 0 fr. 15 de la *Nouvelle-Calédonie?*

Lausanne. — Je n'ai plus *Aux anarchistes qui s'ignorent*. Adressez-vous 51, rue des Eperonniers, à Bruxelles.

Reçu pour la bibliothèque des *Temps Nouveaux* de Bruxelles : D., à Fiorri, 3 fr.

Reçu pour l'école libertaire : V., à Grigny, 0 fr. 50. — Un camarade, 1 fr. — C., à Valréas, 0 fr. 25. — A., 10 fr. — En tout : 11 fr. 75. — Listes précédentes, 625 fr. 20. — Total général : 636 fr. 95.

Reçu pour le journal : X., 2 fr. — F. B., à Boulogne, 2 fr. 30. — Epinal, par le camarade L., 3 fr. 25. — Nantes : Grégoire dit Cubilot, 2 fr.; Brossand, 1 fr.; Joseph, 1 fr.; Mariot, 1 fr. En tout, 5 fr. — C., à Valréas, 0 fr. 75. — M., à La Haye, 1 fr. — Doux père, 1 fr. — Doux fils, 1 fr. — Léon Bruneteaux, 2 fr. — B., à Genève, 0 fr. 75. — Moitié de la collecte faite au groupe des Egaux, 3 fr. 50. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 70. — L. V., à Autun, 2 fr. — J. C., à Houssaye, 0 fr. 50. — N. F. V. (vers. mens.), 5 fr. — A., 6 fr. — Merci à tous.

A., à Caudebec. — G., à Rome. — G., à Moirans. — D., à Saint-Maur. — M., à Buxy. — D., à Paterson. — B., à Saint-Amand. — A., à Estagel. — F., à Berne. — L. B., à Genève. — B., à S. Giovanni. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 lithographies.

Vient de paraître la 17e, **Epouvantails,** *par L. Chevalier.*

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro.* — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Wuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.* — **La Guerre,** *par Maurin.* — **Ah! les sales Corbeaux!** *par J. Hérault.* — **Capitalisme,** *par Comin'-Ache.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Avec quelques-unes qui nous sont rentrées, nous venons de reconstituer trois collections complètes. Nous les mettons en vente au prix de 45 fr.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 31 DIX CENTIMES DU 25 NOVEMBRE AU 1er DÉCEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Impossible de donner le supplément cette semaine.

Le prochain contiendra le discours prononcé par le camarade Domela Nieuwenhuis à la séance d'ouverture des cours de l'*Ecole libertaire*, salle d'Arras.

Prochainement nous donnerons quelques extraits d'*Autour d'une vie*, fragments des mémoires auxquels notre ami Kropotkine est en train de travailler pour nous.

LE TRIOMPHE DU MENSONGE

La fête que le peuple de Paris s'est donnée dimanche, place de la Nation, a été de tous points parfaite. La chose fêtée, la façon dont on l'a fêtée, ne laissent rien à reprendre. Quoi de plus beau, de plus digne d'être coulé en bronze et dressé au milieu d'une ville que ce symbole de la liberté et de l'égalité de tous dans le travail ? Irréprochables aussi ces cartouches apposés çà et là et portant les inscriptions suivantes : *Travaille, tu dois payer ta vie par des travaux*; — *Le paresseux vole la société*; — *Ce ne sont pas les grands biens ni l'éclat de la naissance qui font les grands hommes, c'est le génie et la probité*, etc...

Il y eut encore dans les discours de fort belles choses dites sur le même sujet.

Enfin on vit, avec la procession des métiers et des syndicats, un spectacle grandiose. Des milliers d'hommes défilèrent tantôt avec le costume, tantôt avec l'outil ou le produit du travail quotidien. Il y eut des maçons et des peintres en blouse blanche, des jardiniers le râteau sur l'épaule, des cheminots munis de leurs disques et des ouvrières fleuristes portant au bout d'une pique une corbeille de fleurs. Puis ces bannières, ces écharpes, insignes multicolores, symboles des labeurs variés, signes sensibles de la coopération de tous à l'œuvre commune, tout ce décor du travail promené en triomphe, quel meilleur cadre souhaiter à l'œuvre du sculpteur où se voit aussi un forgeron en tablier et en sabots poussant à la roue du char qui emporte la république!

Rien ne manquait donc à la fête. Rien, hélas! qu'un peu de vérité. Un peu de cette petite chose, que les hommes oublient si aisément, dès que sonnent les fanfares et claquent les drapeaux, et qui n'en est pas moins indispensable. Sans elle, en effet, les plus éloquents discours sont vides, les plus beaux monuments ridicules et les plus joyeux défilés sinistres. C'est, à la fois, l'âme qui anime les choses et le soleil qui les éclaire. Or, tout le monde a remarqué et tout le monde s'est félicité que le soleil capricieux de novembre ait bien voulu sourire au « triomphe de la République ». Combien se sont aperçus que la vérité, ce soleil de la vie sociale des peuples, n'avait pas brillé, elle, une seule fois?

Ce qui nous fut montré est le tableau idyllique de ce qui devrait être, nullement de ce qui est. Voilà ce qu'il ne faut pas oublier, sans quoi des journées pareilles pourraient faire beaucoup de mal. Cette liesse de cris et de chants nous reporte exactement aux saturnales antiques durant lesquelles le maître servait son esclave, après quoi tout rentrait dans l'ordre. Cette coutume rappelait aux anciens l'âge d'or, comme la fête de dimanche doit évoquer pour nous la république idéale, la république qu'il faut conquérir.

Car, après le rapide dimanche de fiction et de folie, voici l'interminable lundi de la réalité. Le bourgeron de travail n'est plus un vêtement d'orgueil, mais une livrée de misère et de servitude, presque une tunique de honte collée aux flancs du pauvre. On n'agite plus l'outil comme un trophée de gloire. On le saisit avec des mains de colère et de dégoût.

Le travailleur de notre République ne produit pas pour la joie et l'utilité de produire, comme cela se voit dans les allégories des monuments et se prononce dans les discours, il produit uniquement pour la nécessité de nourrir son ventre. La vertu de son effort ne dépasse pas l'heure qu'il dure, ni le comptoir où on le paye. Le travail, dans nos sociétés modernes, est peut-être l'unique chose qui n'ait droit à aucune récompense, aucune prérogative, aucune garantie. Car le salaire n'est pas une récompense; c'est le combustible nécessaire pour que la machine humaine continue d'aller. Avant de nous octroyer les chétives protections que notre loi concède aux individus, on s'inquiète de savoir si vous êtes, non pas un bon travailleur, mais ce qu'on appelle un bon citoyen, c'est-à-dire si vous êtes inscrit sur un nombre suffisant de registres et si vous pouvez justifier de quelque moyen d'existence. Avez-vous de l'argent en poche, tout va bien. Etes-vous simplement capable de produire et de payer, ainsi votre part de vie sociale, ça ne compte pas.

La religion du travail? Chanson de jours de fête, thème pour batteurs de tréteaux! De toute l'organisation sociale, c'est le mépris du travail qui découle clairement. Et l'école enseigne que le travail, joint à de l'économie et à de la patience, sert à faire fortune, soit à vivre un jour du travail d'autrui, sans plus rien faire soi-même.

Dimanche, place de la Nation, tout disait aux travailleurs : « Vous êtes les soutiens de la République, sa joie et son orgueil, la source de la prospérité nationale, les artisans du progrès. » Mais malheur à ceux qui, demain, s'aviseraient de prendre au sérieux toutes ces belles choses et de vouloir convertir en solides réalités ces témoignages d'enthousiaste reconnaissance! Malheur à ceux qui, prenant, au sein de cette fête, une conscience soudaine de leur valeur sociale, voudraient s'en servir comme d'un levier pour conquérir place entière à la table du bien-être. S'ils oubliaient que les principes de mise au pied des estrades officielles ne le sont plus une fois de retour à l'usine, on aurait tôt fait de le leur rappeler.

On le vit bien dans une occasion récente qui forme à la solennité de dimanche comme un utile pendant. C'était au Creusot. Il y avait là aussi des travailleurs qui avaient mis un peu d'orgueil et de confiance en leurs habits de travail. Ils s'étaient dit : « Vêtus de ce costume, témoin de notre dévouement à la société, nous allons marcher vers Paris, comme des enfants dans la peine reviennent au foyer de famille. Là nous nous grouperons en silence sur quelque grande place et nos frères, les Parisiens, verront comment, sous la République, dix mille travailleurs sont chassés de leur travail et jetés sur la grand'route par la volonté d'un seul homme. »

Eh bien! les mêmes qui ont organisé le « triomphe de la République » et le défilé du travail n'ont pas voulu cela. « La cotte de l'ouvrier, se sont-ils dit, est, sans doute, une chose fort noble et nous voulons même la faire figurer en bonne place dans une fête prochaine. Mais elle gagne à être vue au sortir de la lessive. Il serait peut-être dangereux de montrer ce vêtement encore tout souillé de l'huile des machines et lourd d'une sueur qui ne nourrit pas toujours son homme. Impossible d'ailleurs de procéder tout de go et sans préparation aucune à ces exhibitions glorificatrices du travail. Il y faut toujours un peu de musique et de discours, un bout d'estrade et de drapeau, quelque chose d'officiel, enfin, pour dire aux uns : Soyez sans crainte, aux autres : Soyez sans espoir : il s'agit tout uniment d'une bonne farce. »

CHARLES ALBERT.

ANCIEN COMPTE

Duval, condamné en 1886 aux travaux forcés, venant d'obtenir un changement de classe qui permet à sa femme d'aller le rejoindre, cela nous donne l'occasion de liquider un petit compte.

En 1889, à la suite d'une lettre qui circula dans les groupes parisiens, et par laquelle il demandait à sa femme de venir le rejoindre, une souscription fut organisée pour lui en donner les moyens.

En deux ou trois ans, la somme atteignit qua-

tre cents et quelques francs. Mais, en 1893, la compagne de Duval fut avisée que, quoique habitant la Guyane, elle ne serait autorisée à voir son mari qu'une fois tous les trois mois. Son départ fut donc remis à une époque où Duval pourrait obtenir une concession.

Ce moment vient d'arriver, et la compagne de Duval, appelée par son mari, vient de s'adresser aux *Temps Nouveaux* pour savoir ce qu'était devenu l'argent recueilli pour elle.

Mais, en même temps que cette souscription, une autre avait été ouverte pour l'achat d'une presse à imprimer, et l'argent des deux avait été confié à Paul Reclus, qui, avant d'être inquiété au moment des affaires de 1893-94, avait eu le temps de le remettre en mains sûres.

Les deux souscriptions réunies avaient produit environ 1.200 fr., plus 3 ou 400 dus par la *Révolte*, par la voie de laquelle arrivaient les souscriptions.

On sait la lutte qui fut menée de janvier à mars 1894 : lettres, mandats volés à la poste par le gouvernement, vente rendue impossible par suite des arrestations. La *Révolte* dut disparaître, et ses dettes se trouvèrent ainsi liquidées.

Sur les 1.200 fr. en caisse, 300 fr. environ furent dépensés à la publication de l'*Ordre par l'anarchie*, les camarades comptant ainsi, par la vente de cette brochure, augmenter leur encaisse. Mais les mêmes persécutions entravant la vente firent avorter l'affaire.

Les persécutions se continuant, le dépositaire de l'argent se rendit à Bruxelles vers la fin de 1894, et les 900 fr. restants servirent à faire les premiers fonds de l'installation de l'imprimerie de la *Bibliothèque des Temps Nouveaux* de la rue des Eperonniers, qui a, aujourd'hui, imprimé 22 brochures à 109.000 exempl., dépensé plus de 8.000 fr., et possède un matériel de 2.125 fr.

Les dépositaires croient donc avoir rempli le but des souscripteurs, en agissant toujours en vue de la propagande selon que le permettaient les circonstances, et ils profitent de la réclamation de la compagne Duval pour rendre public ce petit résumé.

D'autre part, une centaine de francs réunis entre quelques camarades ont été envoyés à la compagne Duval, somme suffisante, croyons-nous, car elle doit pouvoir obtenir son passage gratuit; elle y a droit selon les règlements, sauf bon plaisir des bureaux.

LE PLAISIR DU MEURTRE

C'est d'abord le plaisir d'atteindre un but (avec une pierre, avec une balle), de faire tomber quelque chose, de déranger l'équilibre de l'univers, de s'affirmer par un phénomène visible son activité, sa causalité. Intervenir dans la marche des choses, anéantir ce qui existe ou, tout au moins, le changer de place, c'est presque se croire un dieu.

C'est, plus que la balle du fusil, notre volonté qui traverse l'espace et transperce le carton. Quel triomphe, quand elle touche le noir! Elle s'exagère sa puissance, se croit aussitôt supérieure aux autres volontés, capable d'effets inouïs.

On commence par fracasser des pipes et des œufs. Mais quoi! c'est de la matière inerte, qui ne résiste pas, qui ne fuit pas, qui ne crie pas. Il n'y a pas grand plaisir. Mais parce qu'ils dansent sur un jet d'eau, il y a tout de même plus de plaisir avec les œufs qu'avec les pipes.

Le vrai bonheur, c'est de tirer sur quelque chose qui vit. Une bête qui court, qui se débat et qui saigne, à la bonne heure! Cela vaut la peine d'un coup de fusil. Arrêter soudain un mouvement, annihiler une force, rendre immobile ce qui remuait, quelle victoire! Supprimer une existence, c'est bien plus beau que la créer! Ne pouvant pas faire l'un, on se rabat sur l'autre. L'instant où l'on ordonne à la vie de s'arrêter et où la vie s'arrête, apparaît formidable et vous rehausse à vos propres yeux. Sans parler de l'éclair et du fracas de l'arme, lesquels exaltent encore l'acte miraculeux et lui donnent plus de solennité.

Mais le comble du bonheur, c'est de tuer un homme. Supprimer une existence, c'est déjà quelque chose; détruire en même temps une intelligence, éteindre une pensée, c'est la perfection, le *summum* de l'art. Il n'y a plus rien à désirer. Parlez-moi de ça.

RENÉ CHAUGHI.

Dimanche dernier a eu lieu l'inauguration du monument Dalou, petite fête qui a servi à nos gouvernants pour se tailler une petite ovation.

Comme la lutte entre gens au pouvoir et gens qui veulent y arriver est assez vive, ceux qui tiennent le manche ont permis aux travailleurs de s'y rendre avec drapeaux rouges, et ont toléré que l'on crie : « Vive la sociale! Vive l'Internationale! » Il est bon d'ouvrir de temps à autre les soupapes.

Mais il y a une chose à relever. Les journaux annoncent que, au moment où les anarchistes, drapeau noir en tête, sont arrivés devant Loubet, celui-ci s'est retiré. La police a arrêté le porteur du drapeau, qui est un individu du nom d'Otto.

Depuis des rectifications se sont faites. Le sieur Otto n'a pas été arrêté. Mais depuis le temps que l'on nous fourre cet individu dans les jambes, il serait bon de s'en débarrasser une fois pour toutes.

Ils sont quelques-uns comme cela qui, après avoir tâté de l'anarchie, croyant qu'elle justifierait leurs appétits, font à présent tout ce qu'ils peuvent pour la déconsidérer, mais ne sont, en réalité, que des bravi à la solde de qui veut les employer, et n'ont rien de commun avec l'anarchie.

J. GRAVE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Comment voulez-vous que les gouvernements ne se fassent pas un véritable plaisir de duper les peuples? Ceux-ci se prêtent au jeu avec une complaisance si empressée qu'il faudrait réellement être magnanime pour résister à la tentation.

Nous avons un ministère de concentration républicaine qui s'est fait un tremplin de la défense de nos libertés menacées. Nous avons dit à plusieurs reprises ce que nous pensions de la sincérité d'une pareille protection. Mais, hélas! il faut pendant bien longtemps ressasser les mêmes vérités pour arriver à les faire reconnaître. Les hommes ne se donnent jamais la peine de faire le tour des choses pour les envisager sous leurs différents aspects; ils aiment mieux s'en tenir à la façade brillante, mais menteuse que leur présentent leurs maîtres.

La grande mascarade de dimanche en est un éclatant témoignage. Organisée à grande pompe par le gouvernement soi-disant républicain qui dirige nos destinées, elle a été, disent les journaux républicains et socialistes même révolutionnaires, une de ces imposantes manifestations où un commun sentiment d'enthousiasme et de foi fait vibrer à l'unisson les masses populaires.

Tant pis pour les masses si leur enthousiasme et leur foi sont si faciles à faire vibrer. Elles ne voient pas, ces masses, que cette imposante tabarinade pour laquelle le gouvernement a daigné tolérer l'exhibition du drapeau rouge (!) n'est qu'une bruyante diversion destinée à atténuer la portée d'actes moins symboliques.

Pendant que nos ministres font — en effigie — triompher la République, ils préparent une amnistie générale pour les crimes de droit commun commis par les pires ennemis de cette République triomphante. Les gredins qui sacrifièrent la vie de sept mille hommes à leurs tripotages financiers, les faussaires dont les canailleries occasionnèrent en France, pendant les deux dernières années, tant de violences, d'emprisonnements, d'iniquités et même de morts, tous ces malandrins qui n'attendaient qu'un prétexte pour massacrer le peuple, argument suprême dispensant de la discussion, les Mercier, les Boisdeffre, les Pellieux, les Gonse, les du Paty, assassins, forfaiteurs, traîtres, maîtres chanteurs, qui ne rêvent que l'étranglement de toutes les libertés et le règne despotique du sabre, c'est le ministère de défense républicaine qui les prend sous sa protection. D'une part, il convie le peuple à célébrer le triomphe de la Liberté, qu'il affirme, en arlequinant sur les planches, être décidé à sauvegarder; et d'autre part, dans la coulisse, il assure les étrangleurs de la Liberté de son dévouement et leur promet l'impunité.

Cette double conduite est pourtant caractéristique. C'est la tactique habituelle des gouvernements, qui abusent la crédulité populaire par de vaines charlataneries, afin de pactiser en toute sécurité avec les plus déclarés ennemis de l'humanité.

⁂

LA MISÈRE. — Un journalier, François Cape, âgé de soixante-douze ans, demeurant à Sauby-les-Chartreux (Seine-et-Oise), s'est asphyxié avec un réchaud de charbon.

Y a-t-il tout de même des gens qui sont de mauvaise composition! Ne savait-il donc pas, ce Cape, que la République a enfin triomphé?

ANDRÉ GIRARD.

⁂

BAGNES. — Le compagnon Monod, de Dijon, condamné en 1894 à cinq ans de travaux forcés et à la relégation, vient d'être gracié. Cinq ans de travaux forcés! Quel épouvantable forfait avait-il donc commis? Il avait, dans un café et poussé par un provocateur, commenté à sa façon la mort du président Carnot. Il eût bien mieux fait, n'est-ce pas, d'étrangler un juif innocent ou de commettre des faux patriotiques?

Un nommé Locre, ayant commis des faux qui n'étaient pas patriotiques, fit huit ans de travaux forcés à Nouméa. Sa peine terminée, il devait résider encore huit ans dans la colonie. Il travailla, mit de côté quelque argent, puis s'évada. Il fut arrêté à Saïgon, et il va comparaître devant le tribunal maritime de Nouméa, pour évasion. Savez-vous quel sera son châtiment? Deux à cinq ans de travaux forcés compliqués de double chaîne!

Faussaires, je vous le dis : travaillez dans le patriotique.

⁂

A BIRIBI. — Tous les ministres de la guerre vous diront que la torture est abolie aux compagnies de discipline. Dans le *Journal du Peuple*, Degalvès nous apprend qu'il n'en est rien. A Aïn-Sefra, il y a six mois, un fusilier de la 3e compagnie fut mis aux fers, simplement pour avoir demandé une cigarette. On avait tellement serré les menottes, qu'il poussait des cris à fendre l'âme. Des soldats du 1er étranger, devant ce spectacle, protestèrent et traitèrent de chaouch et de bourreau le sergent de semaine qui rigolait. Ils furent punis à leur tour.

A Méchéria, le 15 septembre, un pionnier de la 3e compagnie était inculpé de refus d'obéissance. Le capitaine le fit mettre aux fers, *parce qu'il niait*.

Le 19 septembre, on mit aux fers un homme qui avait la jambe blessée. Et le capitaine donna l'ordre au sergent de lui « brûler la gueule », s'il faisait le moindre geste de résistance.

Il serait à souhaiter que tous les conscrits qui

partent à la caserne en chantant, fussent *Biribi* et *Sous la casaque*. Ils ne chanteraient plus.

*
* *

UN CONSCRIT. — Pierre Bristz, polisseur sur marbre, demeurant cité Popincourt, avait été requis par l'Etat d'avoir à lui livrer trois années de son existence, pendant lesquelles l'Etat s'engageait à lui enseigner le noble métier de tueur d'hommes. Or, Pierre Bristz préférait polir le marbre que tuer les hommes, et il avait déclaré qu'il se suiciderait plutôt que d'aller à la caserne. Il a tenu parole : il s'est asphyxié.

*
* *

LES LOUPS ENTRE EUX. — Les loups ne se mangent pas entre eux, mais quelquefois ils se disputent, quand l'un veut prendre la part des autres et tirer à soi toute la couverture. En France, le clergé catholique et les Pères Assomptionnistes à sa tête voudraient bien tirer toute la couverture à eux. Le gouvernement, qui entend conserver sa part, se fâche, et il vient de faire faire des perquisitions chez les bons pères, à Paris et en province. Il paraîtrait qu'on a saisi une lettre d'un personnage très haut placé, prévenant les pères qu'ils allaient être perquisitionnés. Il paraîtrait aussi qu'on a découvert dans une cellule près de deux millions en valeurs, billets de banque et rouleaux d'or; mais les moines nient de toutes leurs forces, et, comme nous sommes l'impartialité même, nous attendrons d'être dûment renseignés.

Les Assomptionnistes ont sous leurs ordres cinq cents employés et éditent trente publications périodiques, dont la principale est le journal *La Croix*. Ils patronnent des tas d'œuvres; nous en citerons deux, typiques : l'œuvre de Saint-Antoine de Padoue et celle des Pèlerins du Désir. Les personnes pieuses qui ont perdu un objet, n'ont qu'à envoyer leur obole aux bons pères dont les prières au grand saint font infailliblement retrouver l'objet perdu. Voilà en quoi consiste la première de ces œuvres. Quant à la seconde, elle est encore plus spirituelle : elle engage les malades qui ne peuvent aller à Lourdes, à remettre aux moines le prix du voyage; on envoie leur nom à Lourdes, et c'est absolument comme s'ils y étaient allés. Ah! comme c'est vrai!

*
* *

RELIGION (1). — A la suite de la lettre de l'évêque Turinaz, que nous avons reproduite ici, l'*Aurore* a reçu la lettre suivante d'une femme qui a passé dix ans dans un orphelinat :

« Nous étions deux cents, peut-être deux cent cinquante : orphelines, demi-orphelines et détenues, car il y avait, dans le même établissement, une maison de correction. Tout cela vivait et travaillait à peu près pêle-mêle. Quand les orphelines n'avaient pas satisfait les religieuses, on les envoyait en classe et en atelier avec les détenues.

« Quelques-unes d'entre nous, les plus fortes, allaient au jardin, où elles bêchaient, sarclaient, arrosaient, comme des hommes. Les autres, l'immense majorité, travaillaient à la couture.

« Nous devions faire, chaque jour, deux chemises d'homme. Voyez-vous, Monsieur, une fillette de dix à douze ans avec une telle besogne! Il fallait tirer l'aiguille sans relâche, du matin au soir, pour arriver à faire sa tâche. Et, pour beaucoup, il était impossible d'y arriver. Alors, c'était le martyre perpétuel, parce que c'était tous les jours un nouveau retard, et, par suite, le travail de nuit, le pain sec, et puis la cellule, et d'autres punitions plus dures encore.

« Combien de jours ai-je passés en cellule ? Des semaines entières parfois. Et dans quel état d'anémie en sortais-je!

« Figurez-vous, Monsieur, une chambre noire, de quelques mètres carrés, trop basse pour qu'on pût s'y tenir debout, sans air et sans lumière. Dans un coin, une couchette avec une paillasse sans draps, où l'on gelait l'hiver. Pour nourriture, du pain sec, et, pour boisson, de l'eau. On ne travaillait pas, on ne lisait pas; on restait là dans les ténèbres, n'ayant droit de sortir que quelques minutes pour aller vider ses ordures.

« Plus que la cellule, le « torchon » nous faisait peur.

« Pour un rien souvent, pour une boutonnière mal faite, la sœur nous faisait lever au milieu de l'atelier. Elle prenait un linge, un essuie-mains, une serviette, une chemise, propre ou sale, n'importe quoi. Elle le trempait dans l'eau et nous emmaillotait la tête et les épaules, jusqu'à l'étouffement.

« J'ai eu le « torchon » plusieurs fois. Quand j'étais prise là-dessous, je sautais comme une folle. Un jour je me suis abattue, raide, sur le parquet. On me crut morte.

« J'ai vu une de mes camarades, qui était phtisique et à qui la sœur avait infligé cette punition. Quand on lui découvrit la tête, elle rendait le sang à pleine bouche. Trois jours après, elle était enterrée.

« Il y avait mieux encore. Quand, pour une raison ou pour une autre, nous étions notées comme « mauvaises têtes », quand on voulait nous « mater », comme disaient les bonnes sœurs, on nous envoyait vider les latrines.

« Oh! Monsieur, je m'y vois encore! Je l'ai fait deux fois. On puisait dans la fosse, au risque d'y suffoquer et d'y rester. Avec un seau on remplissait deux tonneaux. C'était des tonneaux qui avaient des anses. Quand ils étaient pleins, il fallait les emporter. Ils étaient beaucoup trop pesants pour moi, mes mains étaient toutes déchirées et je pliais sous le faix. Comme on avait mis une grande fille avec moi, je portais tout. La seconde fois, je tombai, la bouche ouverte, dans les vidanges renversées. On m'emporta; je fus malade, ce qui me valut la paix pour quelque temps.

« Un jour, la sœur se mit de nouveau en colère contre moi. Elle ne me punit pas sur le moment, mais je compris très bien qu'elle disait, le soir, à une de ses filles de confiance, une enfant de Marie : « Demain vous lui ferez encore vider les latrines. »

« Toute la nuit, je fus en proie au cauchemar. Non, non, je ne voulais plus vider la fosse, remplir et porter les tonneaux! Je me serais plutôt jetée dans un puits.

« Je me levai comme les autres. A 6 heures, je réussis à m'échapper et à sortir dans le jardin. Comment faire pour m'en aller ? La clôture avait plus de deux mètres de haut. J'avisai un grand poirier et grimpai jusqu'au sommet. Hélas! le poirier ne touchait pas à la muraille! Comment m'y suis-je prise ? D'un élan je quittai mon arbre et allai m'agripper à je ne sais quoi. Un effort encore, et je tombais dans la rue. La chute fut lourde, car je me relevai avec un grand trou derrière la tête; le sang m'inondait le cou et les cheveux.

« J'errai dans la ville, en demandant la route de Laval, pour retourner chez ma mère. Sous prétexte de me conduire chez quelqu'un qui me renseignerait, on me mena au commissaire de police. Il m'interrogea, je lui racontai tout. Il me garda toute la journée. J'espérais qu'il allait me renvoyer à Laval ou prévenir pour qu'on vînt me chercher.

« A 9 heures du soir, deux sergents de ville me dirent de les suivre. C'est à la porte de l'orphelinat qu'ils allèrent sonner. Les sœurs étaient couchées, elles n'ouvrirent pas. Les sergents de ville prirent le parti d'aller réveiller l'aumônier. Il se leva, me fit entrer, et m'enferma dans une cellule où je m'étendis sur la paille.

« Le lendemain, à 7 heures, la sœur arriva, avec une enfant de Marie, une grande fille qui me saisit par le bras, me mit debout, et commença à me frapper la tête contre le mur de la cellule. Je m'affaissai. La fille alors me piétina, me pila, pendant cinq minutes. Puis, elle me ramassa.

« — Venez, dit la sœur!

« J'étais en sang, et je ne pouvais marcher. On me traîna dans le jardin, où l'on me fit laver la figure et les mains à la fontaine. Puis on voulut me mener en classe.

« Mais mes dents claquaient de fièvre et de frayeur. On me porta dans une chambre où l'on me coucha.

« J'y étais depuis quinze jours, bien soignée, bien nourrie, ce qui me déroutait absolument, quand un matin je vis entrer un monsieur accompagné de la supérieure et de deux de ses filles de confiance, avec leur ruban bleu d'enfants de Marie. C'était un inspecteur. Il me posa des questions et je lui dis la vérité. A chacune de mes réponses, la supérieure me démentait et les enfants de Marie s'écriaient toutes deux ensemble : « Ce n'est pas vrai! »

« Je ne sais pas ce qu'a pensé l'inspecteur; mais, moins d'un mois après son passage, la maison de correction qui était jointe à notre orphelinat était transportée ailleurs, dans une ville de Normandie.

« Voilà ce que j'ai enduré moi-même. Mes compagnes en ont souffert autant, quelques-unes même davantage. Tenez, voici quelque chose d'atroce.

« Il y avait dans la maison une fillette de huit ou dix ans qui, parce qu'elle était faible et malade, salissait son lit toutes les nuits. On la mettait au pain sec, on l'enfermait en cellule. Rien n'y pouvait faire, n'est-ce pas? La pauvre petite s'affaiblissait davantage, et voilà tout.

« Alors, on décida de la laisser croupir, sans la changer de linge. On lui laissait ses draps et sa chemise souillés. L'hiver, elle grelottait jour et nuit. Elle vivait dans l'ordure, et ses compagnes, au dortoir, à l'atelier, en classe, partout, souffraient presque autant qu'elle-même : « Ah! elle « ne veut pas se corriger, disaient les sœurs, eh bien! « qu'elle pourrisse dans son fumier! »

« Un jour, dans un accès de frénésie, une sœur prit du pain, le détrempa dans l'urine de la fillette et, lui ouvrant la bouche de force : « Tiens, « dit-elle, mange-le, ton fumier, mange!... »

R. CH.

(1) Cet article resté sur le marbre arrive un peu en retard. Mais, comme document, il est toujours bon à enregistrer.

Hawaï.

HONOLULU. — Depuis l'annexion aux Etats-Unis, le gouvernement local est devenu la grande farce, aux yeux même des badauds. Un jour, la Cour suprême se déclare nulle par suite de l'annexion; le jour suivant, elle se déclare toute-puissante. Le lendemain de la levée du drapeau américain, la Cour suprême déclarait que dorénavant toutes les affaires passeraient dans les mains des nouveaux maîtres. Un mois après, Mac-Kinley expliquait que ça ne pressait pas et maintenait le *statu quo*. Alors la Cour suprême fonctionne comme avant, mais ce sont des chamailleries sur la propriété, les droits de douane, la vente des terres, l'importation des esclaves, etc... dans l'indécision s'ils sont encore Hawaïens indépendants ou Américains. Le conseil des ministres s'est mis de plus belle à bazarder les terres depuis une dizaine de mois, et voilà que Mac-Kinley donne pour mot d'ordre que le gouvernement hawaïen n'a plus le droit de vendre des terres. Et les travaux qu'on a faits sur les terrains?

Il y a aussi une grande plainte, depuis la dernière révolution, contre les missionnaires qui ont arrêté des innocents à tort et à travers ; ceux-ci se sont groupés et demandent des dommages et intérêts ; mais l'un et l'autre gouvernement ne veulent rien savoir, et se moquent de la responsabilité. Il n'y a pas à tortiller : tous les gouvernements se valent. On est forcé de voir la bêtise et la niaiserie du fonctionnement des deux pays, et l'on comprend ainsi que même les badauds commencent à discuter la valeur des lois.

A. KLEMENCIC.

Danemark.

COPENHAGUE. — Le lock-out a eu des résultats assez intéressants. Nos ouvriers se sont comportés fièrement, tout en restant dignes et calmes. Ils n'étaient pas contents des compromis qui ont terminé l'affaire, et cependant les patrons se sentent convaincus. Et ils le sont.

Comme « l'Affaire » chez vous a distingué les convictions et séparé les rouges des noirs, le lock-out a fait de même ici. Nous savons maintenant qui sont les radicaux et qui les conservateurs. Il paraît qu'à la campagne et en province, l'on est très arriéré; ce n'est qu'à Copenhague que fleurit l'esprit moderne. Et cependant la compréhension des questions sociales s'est répandue un peu partout, cet été. Seulement nous avons trop de christianisme dans notre cher petit pays. Le christianisme, avec la crainte de l'autorité, empoisonne la majorité des gens. Mais nous sommes une phalange considérable pour lutter contre lui.

Le monde des lettres a beaucoup fait pour les ouvriers, pendant le lock-out. Par initiative privée, bien entendu! Il leur a fait des cours gratuits de toute espèce, et il n'y a pas de doute que cela ait beaucoup contribué à élever le niveau intellectuel des ouvriers. C'est un M. Julius Schiott qui a eu cette idée et qui l'a mise en œuvre. Ce M. Schiott est directeur de notre Jardin des plantes (*Zoologisk Have*), rédacteur d'une très bonne revue populaire « Frem » (*En avant*); c'est un homme d'une santé pitoyable (il est très bossu), mais d'une énergie de héros et d'un cœur excellent. Il a beaucoup, mais beaucoup travaillé dans ce but, et vraiment il a fait une œuvre féconde.

P. B. W.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Ecole libertaire. — Ordre des cours de la semaine, à 8 h. 1/2, rue de Montmorency, 6 :

Lundi : Dessin raisonné, par A. Charpentier.
Mardi : Littérature ancienne, par A. F. Hérold.
Mercredi : Hygiène, par Lucie Marin.
Jeudi : *La Matière et l'Energie*, par Bloch.
Vendredi : Littérature (Diderot), par P. Quillard.
Samedi : Sténographie, par L. Netter.

La bibliothèque est ouverte à 8 heures.

Appel est fait à tous ceux qui disposeraient de volumes, journaux et brochures pour l'augmenter. Adresser au local, 6, rue de Montmorency.

Les camarades qui désireraient des invendus, pour distribuer, en trouveront au local de l'école.

⁂

Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIIIe arrondissement. — Réunion vendredi 24 novembre, salle Roger, 18, rue Ordener, à 8 h. 1/2 du soir. Causerie par le camarade Georges. — Adresser livres, brochures, journaux au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

⁂

Les Egaux du XVIIe arrondissement, groupe d'études sociales et d'action révolutionnaire. — Lundi 27 novembre, causerie par Dubois Dessaule sur : « Critique des conseils de révision et du recrutement. »

Samedi 1er décembre, causerie par A. Bloch sur : « L'intolérance. »

Samedi 8 décembre, causerie par le camarade Tennevin.

Prière d'adresser livres, brochures, journaux et tout ce qui concerne le groupe, au camarade Jules Sacleux, 25, rue Poncelet.

⁂

Solidarité des trimardeurs (*XVe arr.*). — Réunion tous les lundis, salle Gascogne, avenue de Suffren, 163 et boulevard Garibaldi, 59, à 9 heures du soir.

Permanence pour les camarades à la recherche de travail.

⁂

Groupe des *Libertaires de Courbevoie*. — Réunion tous les jeudis, à 9 heures du soir, salle Buxon, 2, rue de Rennes.

LA TOMBOLA DE NOTRE RÉUNION

Liste des lots (*Suite*).

36. Un accouchement à faire dans l'enceinte de Paris, par un docteur.

De la Société libre d'édition des gens de lettres :

37. Un ex. *Les Feuilles*, de d'Axa.
38. Idem.
39, 40, 41 et 42. Un ex. *La Forêt noire*, d'Ajalbert et un ex. d'*Escarmouches*, de Rainaldy.
43. Six mois d'abon. à la *Revue Franco-Allemande*.
44. Idem.
45. Idem.
46. Idem.
47. Une petite bibliothèque, don du camarade Thériez.

Dons de Julie de Montpellier :

48. Un porte-canne en laque.
49. Un porte-parapluie en laque.
50. Un plateau en laque et un encrier, avec porte-plume.
51. Un cendrier, une blague et un porte-cigarette.
52. Un cendrier, une pipe, un porte-cigarette, un porte-allumettes.
53. Trois petits vases en porcelaine.
54. Une corde à sauter et une montre-jouet.
55, 56 et 57. Tapis de table.
58. Une broche et chaîne acier fantaisie.
59. Un bébé.
60. Une salière avec pied.
61. Un chandelier en bronze doré à deux branches, don du camarade Ch. Albert.
62. Une paire chaussures femme (exemple du travail divisé. Elle a passé par les mains de 18 ouvriers et ouvrières), don du camarade Lapique.
63. *Comment on nourrit nos soldats*, dessin original de Couturier, don de l'auteur.
64. *Q. de B. jouant de l'orgue*, idem.
65, 66, 67, 68 et 69. 13e série de l'*Histoire d'un crime*, cartes postales illustrées par Couturier, don de l'auteur.
70. Deux petits dessins exécutés pour travail à l'aiguille ou cuir repoussé, par C. Pissarro, don de l'auteur, plus une gouache pour être vendue au profit du journal.

Nous avons reçu 20 petites brochures *Sur le militarisme*, par H. Raymond, don de l'auteur. Nous les mettrons avec d'autres petits lots.

71. L'année 1896 de l'*Image*, don d'un camarade.
72. 38 numéros du *Courrier Français* 1892, don de A. D.

Nous avons des camarades au Canada, en Australie, au Cap, en Argentine, en Uruguay, au Chili, qui pourraient, pour corser notre tombola, nous envoyer quelques bibelots locaux, ainsi, du reste, pour n'importe quelle localité. Nous leur faisons appel, et afin d'avoir le temps de recevoir leur réponse, nous ne donnerons notre réunion que dans le courant de février.

Nous pensons pouvoir mettre les cartes d'entrée en vente la semaine prochaine.

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir. Prière également de nous faire connaître les libraires qui apporteraient de la mauvaise volonté dans la mise en vente.

⁂

Même chose pour les gares, où certains commissaires ont fait pression sur les libraires pour les intimider.

⁂

Il y a une classe où il doit y avoir de la bonne besogne à faire : c'est celle des instituteurs et professeurs. Nous faisons appel à tous pour nous procurer des adresses où nous pourrions expédier le journal.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'unique et sa propriété, de Stirner, traduction de H. Lasvignes; 1 vol., 7 fr., à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Lagibasse, par J. Richepin; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le Torrent, pièce en quatre actes, par Maurice Donnay, chez Ollendorff, 50, Chaussée d'Antin.

Union d'âmes, par Jean d'Estray; 1 vol., à la Société libre d'édition des gens de lettres, 30, rue Laffitte.

Moribund and Society, de Jean Grave, traduction anglaise de Voltairine de Cleyre; 2 vol., 1 fr. 25, *Free Society*, San-Francisco.

Almanach cosmopolita para 1900. Biblioteca d'educação nova, Largo do Tabellião, 1, Lisboa.

Livraisons 35 et 36 du *Dictionnaire Maurice La Châtre*.

Hellé, roman, par M. Tinayre; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

Le Rouge et le Noir, par Stendhal, vol. I et II. L'ouvrage, en 4 volumes, 6 fr., fait partie de la *Petite Collection Girard*, 59, rue des Mathurins.

A lire :

Mort aux Anglais! A. Gohier, *Aurore*, 17 novembre.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel, franco*	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*.	» 30
Dieu et l'Etat (avec portrait), *par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Education et autorité paternelle, *par A. Girard, avec couverture de Luce*	» 15
La Loi et l'autorité, *par Kropotkine*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, avec couverture de Wuillaume*	» 15
Déclarations *d'Etiévant, couverture de Jehannet*	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert*	» 20
La Liberté par l'enseignement, *couverture de Wuillaume*	» 10
La Mesure du temps, *de Stackelberg, couverture de A. Charpentier*	» 15
A mon frère le paysan, *E. Reclus, couverture de L. C.*	» 10
La Morale anarchiste, *par Kropotkine, couverture de Rysselberghe*	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce*	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
Communisme et anarchie, *par Cafiero*	» 15
L'Agriculture, *par Kropotkine*	» 15
Un Siècle d'attente, *par Kropotkine*	» 15

Collections de 30 lithographies.

Vient de paraître la 18e, **Education chrétienne**, *par Roubille*.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro*. — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac*. — **L'Aube**, *par Jehannet*. — **L'Aurore**, *par Wuillaume*. — **Les Errants**, *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul*. — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce*. — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier*. — **La Guerre**, *par Maurin*. — **Ah ! les sales Corbeaux !** *par J. Hérault*. — **Capitalisme**, *par Comin'Ache*. — **Epouvantails**, *par L. Chevalier*.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Avec quelques-unes qui nous sont rentrées, nous venons de reconstituer trois collections complètes. Nous les mettons en vente au prix de 45 fr.

PETITE CORRESPONDANCE

G. C. V., à Autun. — Plus de *Scission socialiste*.

L., à Verviers. — Montulet en a menti. Il n'a rien réglé.

E. B. A., à Barcelone. — Votre adresse? Je ne la retrouve pas.

Ziska. — Voulez-vous être assez aimable pour dire au bureau de tabac que les porteurs du *Petit Parisien* doivent lui remettre les *Temps Nouveaux*. Nous avisons de notre côté. Merci.

C., Berne. — Plus de *Scission socialiste*.

Reçu pour le journal : Nice, collecte faite dans une promenade à la campagne, 1 fr. 50. — Amiens : L., 0 fr. 50. — B., à Andover, 4 fr. 60. — Ther., 1 fr. — A. R., à Wasigny, 2 fr. — Un camarade, 1 fr. — P., à Montpellier, 4 fr. — A. A., 1 fr. — *L'Anarchie errante*, 10 fr. — Moitié de la collecte faite au groupe des Egaux, 2 fr. 25. — A., à Toulon, 0 fr. 50 plus 0 fr. 60 pour envoyer quelques exemplaires à diverses adresses. — Merci à tous.

R., à Guérigny. — H., aux Ponts-de-Cé. — R. R., à Saint-Savournin. — D. et P., à La Machine. — R., à Lisbonne. — V., à Vierzon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE. N° 32 — DIX CENTIMES — DU 2 AU 8 DÉCEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

DÉNOUEMENT CONFORME

Il faut en faire son deuil. L'éveil tant attendu des consciences, ce ne sera pas encore pour cette fois. Au milieu de l'indifférence générale, l'affaire Dreyfus se liquide platement et bourgeoisement, — comme elle fut conduite d'ailleurs.

Ce fameux dénouement qui, selon nos hâbleurs habituels, devait s'épanouir en une foule de mirifiques choses, fut en réalité ordonné de longue main, par les soins de dame Politique, en trois scènes habiles : les sanctions, les réformes, l'amnistie.

On sait comment la première fut enlevée en deux séances du Parlement et que le principal rôle, marquis de Galliffet, s'en est tiré avec brio. Il est juste de dire aussi que tous ceux chargés de lui faire réplique l'ont admirablement secondé. Des bancs du centre à ceux de l'extrême-gauche ce ne fut qu'un concert de bravos. L'heureux ministre n'a pas donné un jour d'arrêts, ni rentré de quelque amicale bourrade l'exubérance de ses soudards sans que l'un ou l'autre de ces riens prenne les proportions d'un acte d'héroïsme. Quand le socialiste Viviani affirme à M. de Galliffet que M. de Galliffet a sauvé la République en faisant mine de se fâcher contre le général de Négrier, M. de Galliffet aurait mauvaise grâce à ne pas crier à son tour : « J'ai sauvé la République! » N'importe. Si cet homme n'est pas une simple brute, une machine à exécuter des consignes plus ou moins teintes de sang et lourdes de cadavres, il doit avoir, en son intérieur, d'assez bons moments. Ce marquis de défense républicaine commença sa carrière en assassinant le peuple. Il l'achève en se fichant de lui. Ce sont, l'un et l'autre, plaisirs de grand seigneur, pris aux dépens de la canaille.

Donc, pour les sanctions promises, données et acceptées de compère à compagnon, tout va pour le mieux déjà. Il faut espérer et il y a lieu de croire qu'il en ira de même pour les réformes qui ne réforment rien, et pour l'amnistie qui absout des coupables, afin d'empêcher les innocents de se défendre.

La réforme des conseils de guerre, nous la connaissons. Et elle passera à la Chambre, cela ne fait pas doute, comme une lettre à la poste. Dès le premier paragraphe, le projet de loi ne donne-t-il pas toutes garanties à ceux qui voient dans la discipline militaire la principale sauvegarde de leurs privilèges?

« On a estimé, dit l'exposé des motifs, qu'en revêtant l'uniforme, le soldat ne cesse pas d'être citoyen et, comme tel, soumis à la loi commune en dehors du service. Mais on laisse à la justice militaire la connaissance des crimes et délits commis dans l'exécution du service, ainsi que celle des voies de fait entre militaires de l'armée active. »

Voilà qui nous dispense de lire plus loin. C'est un fort bel échantillon de cet art, essentiellement politique, qui consiste à élaborer des réformes inoffensives.

Chacun sait, en effet, que Ravary n'exerce pas ses rigueurs contre le soldat qui dérobe à son voisin de chambrée quelques menus objets ou un peu d'argent de poche. Pas davantage contre l'ivrogne, gradé ou non, qui moleste, à coups de sabre, le sale pékin. Il les réserve pour le téméraire coupable d'un peu de dignité sous la casaque, pour celui qui refuse de se laisser injurier ou frapper, d'exécuter quelque ordre inexécutable, ou qui ne sait pas tomber avec grâce sur les routes brûlantes des grandes manœuvres. Voilà le *citoyen* qu'il était urgent d'arracher aux terribles vengeances des « juges » militaires. Nos ministres s'en sont bien gardés.

Cette réforme du code « militaire », laissant en dehors d'elle les délits proprement « militaires », est un coup de maître.

Ainsi l'affaire, sur laquelle certains naïfs avaient placé de si gros enjeux d'espoir, s'achemine tout doucement vers sa fin, sans montrer quoi que ce soit d'inattendu, de beau ou d'utile. Trop de gens et de gens puissants sont intéressés à ce que l'apaisement se fasse pour qu'il ne se fasse pas. Et l'on espère bien, dans les milieux politiques, que l'année qui s'en va entraînera avec elle les derniers relents de dreyfusisme.

Encore une fois il n'y a rien là pour nous surprendre, puisque tout se termine, d'une façon aisée à prévoir, selon la formule. Une seule chose est étrange, c'est que tout le monde ne soit pas content. Certains dreyfusards, M. Clemenceau en tête, ne le sont qu'à moitié devant ce dénouement à triple tiroir. Les sanctions leur paraissent insuffisantes, et cette réforme du code militaire incomplète. Quant à l'amnistie, ils n'en veulent pas entendre parler.

Nous reconnaissons bien que c'est piètre. Mais à qui la faute si la montagne n'accouche que d'une souris? L'affaire à son début, encore à l'état amorphe, pour *ainsi dire*, offrait toutes les ressources pour une critique profonde et complète de la société moderne, ainsi que des principes sur lesquels elle repose. Droit de punir, autorité, légalité, politique, militarisme, administration, tout cela était de nouveau et sérieusement mis en question, sous la forme concrète d'un certain nombre de personnages apparus tout à coup chargés de crimes. Le parasitisme éhonté d'une minorité d'oisifs au détriment de la foule productrice fut avéré avec éclat ainsi que la solidarité dans l'infamie de tous les détenteurs de pouvoir. Mais, pour mener la bataille dans ce sens, il eût fallu éclairer tous les faits à la lumière des idées nouvelles p[illegible] quoi le vieux monde veut être régénéré. Vou[s] avez tout regardé, au contraire, à la lueur fumeuse des anciens principes, vieux flambeaux à demi éteints.

Au lieu de dresser tout grand le drame d'une société qui meurt, pourrie de vices, vous avez rapetissé la chose aux proportions d'un scandale partiel, d'un désastre circonscrit. Vous n'avez pas voulu fouiller jusqu'aux vraies racines du mal, ou, si vous avez entrevu ces profondeurs, vous avez pris peur devant les remèdes qui seuls peuvent aller jusque-là. Vous n'avez pas dépassé la surface des choses, disant : « Le cas est simple, des lois ont été violées, exigeons qu'on les respecte ; des porteurs de pouvoir ont fait abus, demandons qu'ils soient punis. »

Aujourd'hui vous vous plaignez. Mais de quoi? Les gens chargés de liquider l'affaire Dreyfus vous parlent exactement le langage que vous leur avez tenu et restent dans les limites tracées par vous. Eux aussi veulent appliquer des lois et punir des coupables. Mais avec les restrictions et les accommodements d'usage en toute politique. C'est-à-dire que quand *les* lois *sont* gênantes et les coupables trop haut placés, on se contente de faire semblant. Mis au défi, vous-mêmes, d'agir autrement, vous seriez sans doute fort embarrassés, ou, si vous faisiez mieux aujourd'hui, ce serait peut-être pour faire plus mal demain.

CHARLES ALBERT.

MOUVEMENT OUVRIER

Depuis bientôt six semaines les ouvriers grévistes du Doubs luttent inutilement contre l'avidité de leurs exploiteurs, et ce, sans avoir réussi à les faire fléchir un instant.

De leur côté, les ouvriers tiennent et refusent de travailler, si satisfaction ne leur est pas accordée.

Las de souffrir dans une inaction désespérante, les malheureux avaient projeté de venir à Paris, comptant que la vue de leur misère influerait sur nos gouvernants, et que ceux-ci, pris de pitié, tenteraient quelque chose en leur faveur.

Les socialistes font montre d'un sentimentalisme de parade absolument de circonstance, auquel ils ne nous avaient pas habitués. Les ouvriers n'ont pas de préférence : crever de faim sur la route, ou à la porte de l'usine, cela leur est indifférent.

Comme des politiciens — qui sont allés là-bas les endormir — leur avaient dit qu'il y avait un socialiste au gouvernement, ils espéraient beaucoup de son concours.

Celui-ci ne s'est pas fait attendre, en effet; arrivés à la première étape, ils ont été obligés de s'arrêter. Le préfet de l'endroit, aidé en cela de la troupe, leur a intimé l'ordre qu'ils n'aient pas à aller plus

loin, que sans cela il se verrait obligé d'employer la force pour les en empêcher.

Vous vous attendriez à voir les socialistes blâmer leur camarade ministre? Bien au contraire, ce sont les grévistes, paraît-il, qui sont des traîtres à la république. Et, pris soudain de ce sentimentalisme de circonstance, les journaux amis du ministre insinuent jésuitiquement de bêtes calomnies contre ceux qui tenteraient d'aider les malheureux à mettre leur projet à exécution.

Les grévistes sont rentrés dans leurs villages respectifs, et attendent la bonne volonté de ces messieurs.

Déjà quelques députés sont partis leur remonter le moral! leur expliquer les secrets de la politique socialiste, et leur faire comprendre comment ce qui est très bien sous le « gros Dupuy » est mal sous le « camarade Millerand ».

Il n'apparaît pas toutefois que les grévistes semblent bien convaincus, et l'on annonce que s'ils n'ont pas de solution d'ici quelques jours, ils ont l'intention de mettre à nouveau leur projet à exécution, et ce, malgré les calomnies et les perfides insinuations de la gent socialiste.

L'avènement d'un socialiste au ministère aura au moins eu l'avantage, à défaut d'autres, d'ouvrir les yeux de ceux qui n'ont pas le parti pris de rester aveugles, en démontrant que tous les gouvernements se valent, et qu'il n'y a pas deux manières de gouverner. La grève des ouvriers maréchaux qui a lieu en ce moment à Paris vient confirmer cette vérité une fois de plus.

La grève est à peine déclarée, que, tout comme sous un vulgaire ministère opportuniste, le ministre de la guerre a accordé à de gros patrons des soldats maréchaux, et le préfet de police de ses sergots anciens cavaliers, pour remplacer les grévistes.

Les ouvriers protestent, platoniquement et inutilement, bien entendu.

L'on se rappelle cependant les cris d'indignation (plus simulés que réels) des socialistes (!) du Palais-Bourbon, lors d'une grève où les soldats avaient pris la place des ouvriers. Les ordres du jour de blâme succédaient aux interpellations.

Ici, les faits sont absolument identiques, mais Millerand est ministre et pas un de ces Messieurs ne proteste, et leurs journaux observent un silence prudent.

La politique a vraiment des raisons que la raison ne connaît pas. Les ouvriers finiront peut-être bien par s'en apercevoir.

Souhaitons-le bien vivement, sans toutefois trop y compter.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Un fantoche nationaliste, le potard-député Charles Bernard, a proposé l'autre jour à la Chambre l'abrogation des lois scélérates, sous prétexte que les anarchistes étant les amis du gouvernement, celui-ci ne pouvait faire moins que de rayer les lois dirigées contre eux.

Quelle aubaine pour le gouvernement de voir une si embarrassante question formulée ainsi! Car ces bonnes lois qui permettent à l'occasion de se débarrasser pour toujours, en le reléguant, d'un adversaire gênant, aucun gouvernement ne consentira de gaieté de cœur à s'en défaire. Il fut bien spécifié, il est vrai, quand on les vota, qu'elles ne viseraient que les anarchistes; mais, puisqu'on les a sous la main, comment résister au plaisir de s'en servir pour quiconque vous donne du fil à retordre? Témoin l'exemple d'Urbain Gohier, nullement anarchiste, qui est poursuivi en vertu de ces lois, pour avoir critiqué le système militaire actuel et attaqué violemment quelques gredins galonnés.

Aussi, le gouvernement, prétextant la forme incorrecte dans laquelle la proposition du Homais patriotard était conçue, s'y est opposé, et la Chambre de domestiques que nous avons s'est rangée à l'avis du gouvernement.

Une chose qui m'a fait grand plaisir, ç'a été de constater que les ministres socialistes Baudin et Millerand ont voté pour le maintien de ces lois. M. Millerand, cependant, prononça jadis contre elles de bien belles paroles en un fulminant discours, à l'époque où elles furent proposées. Les indignations d'antan sont apaisées, et M. Millerand, qui fait partie d'un ministère de défense républicaine, protège ces lois qui constituent désormais une des bases les plus solides de la République. Après le triomphe de celle-ci, c'est le triomphe de la politique.

*
* *

Ce ministère, qui, malgré sa bariolure d'arlequin, est unanime, pour une pure question de rhétorique, à perpétuer l'injustice, désillusionne amèrement certains de ses plus chauds défenseurs du début. Clemenceau écrit dans l'*Aurore* : « Moi, humble spectateur qui les applaudis si fort au départ, j'allègue que les conditions de la course ne sont pas remplies. » U. Gohier, poursuivi par Galliffet, n'appelle plus celui-ci que le « marquis de Galliffet, prince des Martigues » et se propose, lors de son procès, de lui demander des nouvelles de Constance Resuche.

Tout cela est fort bien. Mais ne valait-il pas mieux réserver les éloges et la confiance anticipés si bénévolement accordés tous d'abord, et attendre les actes?

C'est ainsi que nous procédons, nous autres. Nous nous défions d'abord, et *immanquablement*, nous constatons dans la suite que notre défiance était justifiée. Voilà pourquoi, après avoir observé que « plus ça change, plus c'est la même chose », nous avons été conduits à la négation du principe d'autorité. MM. Clemenceau, Gohier, etc., attendent encore le gouvernement idéal qui fera régner la justice sur la terre. C'est ainsi que les Juifs espèrent toujours la venue du Messie.

*
* *

La Famille. — Un cultivateur de Verdun, nommé Debender, a assassiné son fils à coups de manche de hache, l'a étranglé et enterré dans sa cave, parce que cet enfant, qui ne jouissait pas de sa raison, était entré dans l'église et avait sonné les cloches.

Toujours le principe d'autorité paternelle qui fait de l'enfant la chose de ses parents! Ceux-ci en arrivent à estimer que la mort est le seul châtiment mérité par une peccadille!

André Girard.

*
* *

Militarisme. — Un vent de démence relative soufflerait-il sur les hommes au pouvoir? Ne leur en sachons pas trop de gré, et soyons-en plutôt reconnaissants à la partie de l'opinion publique qui leur a forcé la main.

Voici qu'on nous annonce que le ministre de la guerre (qui fusille les socialistes quand ils sont insurgés, et qui s'associe à eux quand ils sont ministres) a donné des ordres pour que les réservistes d'Auxerre (punis pour avoir, *une fois rentrés dans leurs foyers*, protesté contre les mauvais traitements à eux infligés dans la caserne) ne fussent pas appelés pour subir leur punition. Comme quoi il vaut mieux protester que se résigner.

On sait que la refonte (non l'abolition, hélas!) du code militaire est actuellement à l'étude au sein d'une commission parlementaire. Que nous cuisine-t-on là-dedans? C'est ce que nous saurons un jour... nous, ou nos descendants. Pourtant le gouvernement, pris d'un beau zèle, a détaché de l'ensemble du projet, pour les présenter à la Chambre, quelques dispositions relatives aux conseils de guerre, qui, de l'avis de la commission, semblent pouvoir être immédiatement réalisées. Les voici :

1° Rattachement à la juridiction ordinaire, en temps de paix, des crimes et délits de droit commun;

2° Attribution à la cour de cassation des recours dirigés contre les jugements des conseils de guerre en temps de paix;

3° Faculté d'accorder des circonstances atténuantes en temps de paix;

4° Votation au scrutin secret;

5° Recrutement des parquets militaires (création d'un corps spécial de magistrats militaires).

Au risque de passer pour des mécontents de parti pris, nous croyons que ce beau programme ne changera pas grand'chose à ce qui existe. Ce n'est guère un progrès que sur le papier. Mais enfin, les progrès sur le papier ont aussi leur valeur et leur signification. La signification de cette réforme-ci, c'est que le code militaire actuel n'est plus en harmonie avec les idées morales d'une grande partie du public, et c'est là, là seulement, qu'est le véritable progrès.

Les journaux signalent encore, dans cette même voie, que « la commission de l'armée a adopté, sous réserve d'une entente avec le ministre de la guerre, un amendement de M. Le Hérissé ayant pour objet de créer en France une compagnie spéciale dans laquelle seraient d'abord versés les hommes envoyés aux compagnies de discipline. Ces hommes pourraient, après six mois de bonne conduite, être réintégrés dans un corps de la métropole. »

Bien petit remède pour un mal si grand. Mais enfin, si la création d'une compagnie intermédiaire entre l'armée régulière et les disciplines peut éviter à quelques malheureux les horreurs et les hontes de *Biribi*, ce sera tant mieux. Et qu'en soit remerciée la mentalité progressive de la masse, qui oblige les gouvernants à adoucir, de *temps en temps*, les lois barbares de leurs prédécesseurs.

Pendant qu'on forme des projets pour les empêcher de trop mordre, que font les officiers? Ils s'amusent. Ils jettent, à l'Éden-Concert de Rennes, du haut des galeries, les chaises et les guéridons sur la tête des consommateurs d'en bas. Joyeux hommes!

Et que font les soldats? Ils meurent. Un jeune homme qui était depuis cinq jours au 152e de ligne (Epinal), forcé de monter à la corde lisse, est tombé et s'est tué net. Un autre, depuis dix mois au 4e dragons (Chambéry), n'ayant pu obtenir la moindre permission, persécuté par un gradé, s'est tiré deux balles dans le cœur. Un troisième, depuis dix jours au 16e escadron du train (Lunel), ne pouvant se faire à cette nouvelle vie de brutalité, s'est pendu.

Puisque les politiciens se disent en veine de réformes, ils devraient bien se dépêcher et aller jusqu'au bout. Mais, pour cela, il faudrait qu'ils réforment la seule chose qu'*ils* ne *réformeront* jamais : leurs cerveaux de politiciens.

R. Ch.

Belgique.

L'*Indépendance* et le *Soir*, journaux quotidiens de Bruxelles, avaient annoncé dernièrement que notre ami Willems, condamné pour avoir, paraît-il, déchargé quelques coups de revolver sur un misérable policier du plus bas étage, qui s'était présenté chez lui, l'arme au poing, dans l'attitude la plus provocatrice, était sur le point de voir son procès revisé par la cour de cassation.

Le fait nouveau consiste dans ce que le policier provocateur, dont le faux témoignage fut décisif à la cour d'assises pour enlever la condamnation de Willems, aurait été, dans une récente affaire correctionnelle — étrangère malheureusement à l'affaire Willems — convaincu à ce point de déposition mensongère que Me Janson, qui plaidait dans l'affaire, s'attendait à voir ce malpropre personnage mis en état d'arrestation immédiate.

Nous eussions été heureux de confirmer la manière de voir de l'*Indépendance* qui, rapportant les bruits du Palais de « Justice », voyait là *un fait nouveau*, suffisant pour entamer une procédure revisionniste.

Malheureusement, Me Salkin, le principal défenseur de Willems, nous affirme, après étude consciencieuse, que la nouvelle de l'*Indépendance* n'était vraie que partiellement, et que la procédure n'aboutirait pas, dans les circonstances actuelles.

Sans doute, les plus encroûtés du Palais reconnaissent aujourd'hui qu'il y a eu provocation de la part du policier; c'est ainsi que le procureur du roi vient d'envoyer aux policiers de l'agglomération une circulaire leur interdisant « de se présenter, dans leurs perquisitions, avec une arme quelconque ».

C'est ce qui s'appelle un « soufflet administratif ».

Mais l'avenir seul fournira un de ces faits indéniables, brisant à jamais l'honorabilité du sergot provocateur, et infirmant totalement son témoignage, qui fut la clef de voûte du procès Willems.

Du moins, est-ce l'espoir fervent du défenseur de Willems qui ne perd pas de vue cette affaire, dont l'épilogue ne peut manquer de se manifester.

Flaustier.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'éducation libertaire du IIIe arrondissement, 22, rue du Vert-Bois :

Samedi, causerie. Sujet traité : Le féminisme sans avenir.

Mercredi, lecture avec commentaire.

N. B. — Tous les lundis, lecture des volumes.

Pour les envois de volumes, brochures, journaux, les adresser au camarade Daviet, 22, rue du Vert-Bois.

La soirée familiale donnée au profit de la bibliothèque a pleinement réussi, et c'est un premier succès que nous sommes heureux d'enregistrer. Commencée à 9 heures par la causerie du camarade Prost, qui a démontré en peu de mots le but poursuivi par les anarchistes, elle a continué par l'exposé, par un autre camarade, sur l'utilité de l'éducation libertaire. Aussitôt après, le concert commençait.

Le groupe remercie ceux qui, par leur présence, ont assuré la vitalité de l'œuvre libertaire.

Cette soirée a rapporté 21 fr. 80.

∴

Les Égaux du XVIIe, groupe d'études sociales et d'action révolutionnaire, invitent cordialement à leurs causeries du *samedi* tous les hommes de cœur et d'esprit énergique, soucieux de leur émancipation. Nous invitons spécialement tous les jeunes gens à assister à nos réunions.

Dans l'attente d'un local spacieux où nous pourrions édifier une bibliothèque libertaire accessible à tous, le groupe se réunit salle Arthur, 25, rue Poncelet (angle de la rue Laugier).

Samedi 1er décembre. — Causerie par A. Bloch, sur la Tolérance.

Samedi 8 décembre. — Tennevin, sur la Propagande libertaire.

Samedi 15 décembre. — Dubois-Dessaule, sur les Atrocités à Biribi (*suite*).

Envoyer ce qui concerne le groupe, livres, journaux et brochures au camarade Jules Sacleux, 25, rue Poncelet (angle de la rue Laugier).

∴

La Solidarité des Trimardeurs du XVe arrondissement. — Tous les lundis, réunion salle Gascogne, avenue Suffren, 163 et boulevard Garibaldi, 59.

Permanence pour les camarades *à la recherche de travail, tous les soirs à 7 heures.*

∴

Bibliothèque d'éducation libertaire de Belleville. — La bibliothèque ouvrira le 1er décembre prochain dans un local situé au no 3 du passage Lauzin (29, rue de Belleville).

En plus de la salle des conférences, un salon de lecture sera à la disposition des camarades tous les soirs, de 8 h. 1/2 à 11 heures; on y pourra lire plus de 300 volumes de sociologie, ainsi que les journaux suivants : le *Journal du Peuple*, l'*Aurore*, la *Petite République*, la *Lanterne*, le *Siècle*, les *Temps Nouveaux* et le *Libertaire illustré*.

Le Comité espère que les camarades de Belleville sauront comprendre l'utilité d'une pareille entreprise en soutenant pécuniairement cette œuvre d'éducation.

Chacun des ouvrages qui nous sera envoyé par MM. les auteurs sera étudié et discuté en conférence.

Pour toutes communications ou dons de volumes, écrire aux camarades Abel Gaillard et F. Prost, 27, rue de Belleville.

∴

Les Libertaires de Courbevoie. — Tous les jeudis, réunion salle Buxon, 2, rue de Rennes.

Causerie par un camarade; chants, poésies.

∴

Les Libertaires de Puteaux-Suresnes. — Réunion tous les mardis, à 8 heures 1/2 très précises, salle Masselin, 141, rue de Neuilly (Suresnes).

Causerie par un camarade; chants, poésies.

∴

Saint-Etienne. — Les camarades, qui ont pris l'initiative de faire parvenir chaque semaine un certain nombre de numéros du journal *Les Temps Nouveaux*, font un pressant appel aux camarades qui désireraient y participer en versant la somme de 0 fr. 10 par semaine.

Le camarade Gallet recevra les versements, ainsi que les noms et adresses des personnes auxquelles on désire que le journal soit envoyé. En outre, tous les camarades qui désireraient faire parvenir des lots pour la tombola du journal, sont priés de les remettre au même camarade au plus tard le 15 décembre; celui-ci les fera parvenir au journal en un seul colis.

Samedi 2 décembre, à 8 heures du soir, dans la salle de la Bibliothèque, causerie et concert par les camarades J. F. Gonon et B. Ledin.

Le camarade Benjamin Ledin traitera de la Chanson à travers les âges.

Tous les camarades sont amicalement priés d'assister à cette soirée qui promet d'être intéressante.

LA TOMBOLA DE NOTRE RÉUNION

Liste des lots à ce jour :

1. Une paire de pilons en caoutchouc pour béquilles, don d'un camarade.
2. Une Ecossaise, chinchilla d'Asie, par un camarade.
3. Grande marée d'octobre en Cornwall, eau-forte de Daumont d'après Vernier, don de l'auteur.
4. Forêt de Fontainebleau, gouache de Daumont, don de l'auteur.
5. Fontaine à Saint-Quay-Douanée, lithographie, don de Mme Daumont.
6. Une pelote brodée, don de M. Daumont.
7. Un tapis pour petite table, toile russe brodée, don de Mme Saimbault.
8. *L'Homme mourant*, lithographie de Pissarro, don d'un camarade.
9. Un tableau de Luce (ayant figuré à sa dernière exposition).
10. Deux dessins de A. D.
11. Une peinture de G. Mangana.
12. Deux volumes de Retté, don de l'auteur, *Campagne première. Forêt bruissante.*
13. Idem.
14. Deux volumes de Retté : *Œuvres*, 1er volume, et *Arabesques*, don de l'auteur.
15. Idem.
16. Un exemplaire de *La Société mourante et L'Anarchie*, don du camarade L. Bruneteaux.

D'un collectiviste qui veut aider aux *Temps Nouveaux*, divers articles de Paris :

17. Une boucle de ceinture pour dame.
18. Une broche.
19. Broche dans un écrin.
20. Une parure en acier.
21. Une paire de boutons de manchettes (timbres-poste).
22. Epingle à cheveux et broche.
23. Epingle et broche.
24. Une châtelaine.
25, 26, 27, 28 et 29. Une broche et une épingle de cravate.
30. Une paire boucles d'oreilles et une épingle de cravate.
31. Une paire de boucles d'oreilles et une broche.
32. Un bracelet pour enfant et coulant de cravate.
33. Bracelet enfant, broche et épingle.
34. Idem.
35. Bracelet (semainier).
36. Un accouchement à faire dans l'enceinte de Paris, par un docteur.

De la Société libre d'édition des gens de lettres :

37. Un ex. *Les Feuilles*, de d'Axa.
38. Idem.
39, 40, 41 et 42. Un ex. *La Forêt noire*, d'Ajalbert, et un ex. d'*Escarmouches*, de Rainaldy.
43. Six mois d'abonn. à la *Revue Franco-Allemande*.
44. Idem.
45. Idem.
46. Idem.
47. Une petite bibliothèque, don du camarade Thériez.

Dons de Julie de Montpellier :

48. Un porte-canne en laque.
49. Un porte-parapluie en laque.
50. Un plateau en laque et un encrier, avec porte-plume.
51. Un cendrier, une blague et un porte-cigarette.
52. Un cendrier, une pipe, un porte-cigarette, un porte-allumettes.
53. Trois petits vases en porcelaine.
54. Une corde à sauter et une montre-jouet.
55, 56 et 57. Tapis de table.
58. Une broche et chaîne acier fantaisie.
59. Un bébé.
60. Une salière avec pied.
61. Un chandelier en bronze doré à deux branches, don du camarade Ch. Albert.
62. Une paire chaussures femme (exemple du travail divisé. Elle a passé par les mains de 18 ouvriers et ouvrières), don du camarade Lapique.
63. *Comment on nourrit nos soldats*, dessin original de Couturier, don de l'auteur.
64. *Q. de B. jouant de l'orgue*, idem.
65, 66, 67, 68 et 69. 13e série de l'*Histoire d'un crime*, cartes postales illustrées par Couturier, don de l'auteur.
70. Deux petits dessins exécutés pour travail à l'aiguille ou cuir repoussé, par C. Pissarro, don de l'auteur, plus une gouache pour être vendue au profit du journal.

Nous avons reçu 20 petites brochures *Sur le militarisme*, par H. Raymond, don de l'auteur. Nous les mettrons avec d'autres petits lots.

71. L'année 1896 de l'*Image*, don d'un camarade.
72. 38 numéros du *Courrier Français* 1892, don de A. D.
73. *Sonatines sentimentales*, poème de Maeterlinck, musique de Fabre, couverture de A. Charpentier, don de G. Fabre.
74. Une lanterne à acétylène pour bicyclette, don du camarade R. Alexandre.
75. Une boîte de 25 cigares Havane, marque Upmann, don de Jeanquimarche.
76. Une boîte de cigares ordinaires, don de Jeanquimarche.
77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85 et 86. Deux kilos chaque de Malt « Le Cardinal de Richelieu », don du camarade Fromentin.
87. Un exemplaire *L'Armée contre la nation*, de Gohier, don d'un camarade.
88, 89, 90, 91 et 92. Deux boîtes de vaseline parfumée chaque, don d'un inconnu.
93. Un porte-cigarette en nacre, don d'un camarade.
94. *L'Armée contre la nation* (reliée), de Gohier, don d'un camarade.
95. Un huilier, don du camarade Gauche.
96. Six verres Jacques Cœur no 2, guillochés, don des camarades de Limoges.
97. Un demi-service à thé, en porcelaine décorée, don des camarades de Limoges.
98. Un déjeuner en porcelaine décorée, don des camarades de Limoges.
99. Une bouteille de chartreuse, don de Breton, du Jardin des Plantes.
100. Une bouteille cognac, marque Martel, don de Breton, du Jardin des Plantes.

Nous avons des camarades au Canada, en Australie, au Cap, en Argentine, en Uruguay, au Chili, qui pourraient, pour corser notre tombola, nous envoyer quelques bibelots locaux, ainsi, du reste, pour n'importe quelle localité. Nous leur faisons un pressant appel.

Notre réunion aura lieu le mardi 13 février, à 8 h. 1/2 du soir.

Les cartes d'entrée sont prêtes et à la disposition des camarades, au prix de 1 franc. Nous faisons appel au concours de tous pour leur placement.

AVIS

Nous rappelons aux camarades qu'il existe encore deux ou trois collections du *Supplément* de la *Révolte* où il ne manque que les numéros 36 et 40 de la 3e année. Elles seront laissées aux plus offrants.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Tomes III et IV de *Le Rouge et le Noir*, de Stendhal. L'ouvrage en 4 vol., 6 fr., de la *Petite Collection Girard*, 59, rue des Mathurins.

Pages catholiques, par J.-K. Huysmans; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock. — Même librairie : *Alexandre Pouchkine*, par E. Séménoff; 1 broch., 2 fr.

Il canzionero dei ribelli, broch., 0 fr. 25, chez Carlo Frigerio, Berne.

Les Boërs, roman, par E. Morel; 1 vol., 2 fr., au *Mercure*, rue de l'Echaudé.

Boërs et Anglais, par Ed. Demolins; 1 broch., 1 fr., Firmin-Didot, 56, rue Jacob.

Documentos relativos à la Independencia, compilados por F. M. Iglesias, San José, Costa-Rica.

I delitti di dio, par S. France, 10 centavos; — *El cancionero revolucionario*, 10 centavos, à la *Libreria sociologica*, 2041, calle Corrientes, Buenos-Ayres.

Over godsdienst, door R. Chaughi; 1 broch., 6 cents. J. Sterringa, Amsterdam.

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir. Prière également de nous faire connaître les libraires qui apporteraient de la mauvaise volonté dans la mise en vente.

Même chose pour les gares, où certains commissaires ont fait pression sur les libraires pour les intimider.

Il y a une classe où il doit y avoir de la bonne besogne à faire : c'est celle des instituteurs et professeurs. Nous faisons appel à tous pour nous procurer des adresses où nous pourrions expédier le journal.

PETITE CORRESPONDANCE

Roanne. — Excusez-moi, j'avais oublié les numéros.

Groupe de peintres en décors. — Un camarade en quête de travail désirerait vous voir?

L., à Hodimont. — Excusez l'erreur, nous ferons attention.

E. V. — Je ne connais pas en ce moment.

M. L., à Guerpont. — Certainement, oui.

Un anarchiste lyonnais. — Votre idée est excellente, — et nous n'avons cessé de la préconiser à chaque instant. Si vous pouviez lire la collection du journal, vous verriez combien de fois cela a été fait.

S. G., à Madrid. — Reçu carte. Merci.

L. C., à Reggio. — Numéros expédiés.

Reçu pour le père d'Angiolillo : Spring Valley, groupe des *Affamés*, 20 fr.

Reçu pour les détenus politiques : Spring Valley, groupe des *Affamés*, 30 fr.

Reçu pour le père d'Etiévant : Spring Valley, groupe des *Affamés*, 5 fr.

Reçu pour la compagne Duval : Un copain de Londres, 1 fr. 25 ; un de Paris, 0 fr. 75.

Reçu pour l'image : A. F., à Meulan, 5 fr. — Listes précédentes : 183 fr. 10. — Total général : 188 fr. 10.

Reçu pour la brochure à distribuer : Léon Bruneteaux, 1 fr. — A. F., à Meulan, 5 fr. — En tout : 6 fr. — Listes précédentes : 68 fr. 35. — Total général : 74 fr. 35.

Reçu pour le journal : B., pour expédier le journal à diverses adresses, 2 fr. — Par le camarade M., 3 fr. 30. — E., à Daumazan, et M., à Montesquieu, 2 fr. 20. — Un inconnu, 5 fr. — Spring Valley : Groupe des *Affamés*, 55 fr., plus 15 fr. de vente. — F. Guérard, 0 fr. 50. — *Vente de vieux timbres*, 1 fr. — X, 0 fr. 50. — B., 0 fr. 50. — Un copain de Londres, 1 fr. 25; un de Paris, 0 fr. 25. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 60. — A. F., à Meulan, 5 fr. — Moitié de la collecte faite aux Egaux du XVIII[e], 1 fr. 50. — Merci à tous.

E., à Servian. — L. P., à Angers. — B., à Biella. — H., à Paris. — G., à Salon. — E. P. — L. B., à Jemeppes. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel, franco* . . . » 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin.* » 30
Dieu et l'Etat (avec portrait), *par Bakounine* . . . 1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave* . . . » 70
Education et autorité paternelle, *par A. Girard, avec couverture de Luce* . . » 15
La Loi et l'autorité, *par Kropotkine* . . » 15
Entre Paysans, *par Malatesta, avec couverture de Wuillaume* . . . » 15
Déclarations *d'Etiévant*, **couverture** *de Jehannet* . . . » 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert* . . » 20
La Liberté par l'enseignement, *couverture de Wuillaume* . . . » 10
A mon frère le paysan, *E. Reclus, couverture de L. C.* . . . » 10
La Morale anarchiste, *par Kropotkine, couverture de Rysselberghe* . . . » 15
La Mesure du temps, *par Stackelberg* . . » 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce* . . . » 15
La Grande Révolution, *par Kropotkine* » 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro* . . » 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff* . . . » 30
Communisme et anarchie, *par Cafiero.* » 15
L'Agriculture, *par Kropotkine* . . . » 15
Un Siècle d'attente, *par Kropotkine* . . » 15
L'Anarchie, *par E. Reclus* . . . » 10
Bibliographie anarchiste, *par Nettlau* . 5 »

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, *par Kropotkine* . . 2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine* . . » 60
Œuvres *de Bakounine* . . . 2 75
La Société future, *par J. Grave* . . . 2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave* . . . 2 75
L'Individu et la Société, *par J. Grave* . . 2 75
Biribi, *de Darien* . . . 2 75
Bas les cœurs! *de Darien* . . . 2 75
Sous-offs, *de Descaves* . . . 2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon* . . . 2 75
L'Inquisition en Espagne, *par Tarrida del Marmol* . . . 2 75
Le Socialisme en danger, *par Domela Nieuwenhuis* . . . 2 75
Evolution et Révolution, *par Elisée Reclus* . . . 2 75
Fabrique de pions, *par Zéphyrin Raganasse* . . . 2 75
La Commune, *par L. Michel* . . . 2 75
L'Instituteur, roman, *par Th. Chèze* . . . 2 75
Sous la Casaque, *par Dubois-Desaulle* . . 2 75
L'Amour libre, *par Ch. Albert* . . . 2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, *par J. Grave* . . . 2 75

De chez Flammarion :

Le 51[me] Chasseurs, *par Courteline* . . . 2 75
Les Paroles d'un révolté, *par Kropotkine.* 1 25
Les Croix et les Glaives, *par Th. Jean.* 2 75
Lidoire, *par Courteline* . . . 1 »

De chez Douin :

Le Transformisme, *par J.-G. Lanessan* . . 7 »

De chez Pedone :

L'Histoire sociale au Palais de Justice, *par Saint-Auban* . . . 2 75

De chez Schleicher :

Histoire de la création des êtres organisés, *par Hæckel* . . . 12 50

De la Revue blanche :

Sous le Sabre, *par Ajalbert* . . . 2 75
L'Armée contre la Nation, *par U. Gohier.* 2 75
Les Prétoriens et les Congrégations, *par U. Gohier* . . . 2 75
La Débandade, *par M. Lami* . . . 2 75

De chez Dentu :

Le Primitif de l'Australie, *par E. Reclus.* 2 75

De la Société libre d'édition des Gens de lettres :

Escarmouches, *par Rainaldy* . . . 2 75
Delcros, — . . . 2 75
L'Enfer, *par J. Conte* . . . 2 75
Les Feuilles *d'Ara* . . . 5 »

De chez Fasquelle :

Sébastien Roch, *par Mirbeau* . . . 3 »
Les Mauvais Bergers, *par Mirbeau* . . . 2 »
Au Port d'armes, *par Henry Fèvre* . . . 3 »

De la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles :

Aux anarchistes qui s'ignorent, *par Charles-Albert, franco* . . . » 10
L'anarchie dans l'Evolution socialiste, *par Pierre Kropotkine* . . . » 10
L'Evolution légale et l'Anarchie, *par Elisée Reclus* . . . » 10
Un anarchiste devant les tribunaux, *par Georges Etiévant* . . . » 10
Burch Mitsu, *par Georges Eekhoud* . . . » 10
L'Inévitable Anarchie, *par Pierre Kropotkine* . . . » 10
La Guerre et le Service obligatoire, *par Léon Tolstoï* . . . » 10
Bibliographie de l'Anarchie (préf. d'Elisée Reclus), *par Nettlau* . . . 5 »
Le Mouvement anarchiste, *par Jacques Mesnil* . . . » 15
La Grande grève des Docks, *par J. Burns et P. Kropotkine* . . . » 15
Gesprek tusschen twee Boerenarbeiders, *door Enrico Malat[illegible]* . . . » 15
A M. Emile Zola, *p[illegible]r Ch.-Albert* . . . » 15
Immoralité du mariage, *par René Chaughi.* » 15
L'Art et la Révolution, *par Wagner* . . 1 10

Adresser tout ce qui concerne la Bibliothèque à Ch. Hautstont, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

Publications du *Groupe des E. S. R. I.* de Paris.

1. **Le Socialisme et les Etudiants** (épuisé).
2. **Pourquoi nous sommes Internationalistes** (brochure de 36 pages), 0 fr. 15; franco, 0 fr. 20.
3. **Les Révolutionnaires au Congrès de Londres** (brochure), 0 fr. 15; franco, 0 fr. 20.
4. **Réformes et Révolution** (brochure), 0 fr. 15; franco, 0 fr. 20.
5. **L'Individu et le Communisme** (brochure), 0 fr. 15; franco, 0 fr. 20.
6. **Misère et Mortalité** (brochure), 0 fr. 15; franco, 0 fr. 20.
7. **Comment l'Etat enseigne la morale** (volume in-18 jésus), 1 fr. 50; franco, 1 fr. 75.
8. **Les Anarchistes et les Syndicats**, 0 fr. 15; franco, 0 fr. 25.
9. **La Propagande Socialiste, son rôle et ses formes**, par Pierre Lavroff, 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15.
10. **La Commune de Paris et la notion de l'Etat**, par Michel Bakounine, 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15.
11. **La Scission Socialiste**, 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15.
12. **Anarchie et Communisme**, par Cafiero, 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15.

Collections de 30 lithographies.

Vient de paraître la 18[e], **Education chrétienne**, *par Roubille.*

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro.* — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac.* — **L'Aube**, *par Jehannet.* — **L'Aurore**, *par Wuillaume.* — **Les Errants**, *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce.* — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier.* — **La Guerre**, *par Maurin.* — **Ah! les sales Corbeaux!** *par J. Hérault.* — **Capitalisme**, *par Comin'-Ache.* — **Epouvantails**, *par L. Chevalier.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Avec quelques-unes qui nous sont rentrées, nous venons de reconstituer trois collections complètes. Nous les mettons en vente au prix de 45 fr.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 33 — DIX CENTIMES — DU 9 AU 15 DÉCEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA DIFFICULTÉ D'ASSIMILATION

A Jean Grave.

Permettez-moi, si vous en avez le temps, de vous présenter quelques réflexions à propos de votre article « La Panacée-Révolution ».

Il est vrai que les individus ne peuvent être profondément modifiés que par la modification profonde de l'ordre des choses, et il est vrai aussi que les individus peuvent pourtant seuls opérer cette modification. C'est là une proposition que le moindre examen fait trouver incontestable. Rien donc de plus logique que votre conclusion, à savoir que la grande révolution prochaine doit être faite dans les idées, avant de l'être dans les faits. Mais quelle peut être l'extension de cette révolution morale et préparatoire? Sur cette question, en parlant d'une certaine école socialiste, vous dites : « Pourvu que « les chefs sachent ce qu'ils auront à décréter au « lendemain de la victoire, inutile de perdre son « temps à fourrer des idées dans la tête de ceux qui « ne marcheront que par leurs ordres. » Or, j'estime qu'il doit en être de même pour toute école réformatrice, sans exception pour celle de l'anarchie. Il ne peut en être autrement. Car l'humanité est naturellement routinière, d'une faiblesse morale qui la rend incapable de réagir consciemment, surtout d'une manière continuelle, contre l'habitude et le milieu. Elle ne peut pas concevoir un état social précis auquel elle voudrait s'adapter. Supposé qu'elle fût sujette à des velléités en ce sens, le train ordinaire de l'existence et les idées courantes ne manqueraient pas de les stériliser. Il faut que le mouvement révolutionnaire naisse et se fortifie parmi quelques-uns des membres de cette humanité. Ces quelques-uns sont des *chefs* (appelons-les autrement, peu importe) et il est inévitable qu'il y en ait. Ceux-là sont voués à la préoccupation de leur idée ; toutes les forces de leur esprit sont toujours prêtes à se tendre par elle et pour elle, et leur existence même dans leur entendement s'y trouve favorable. Dans de pareilles conditions, l'idée ne peut qu'être prépondérante et active. Mais combien sont-ils les hommes qui vivent ainsi ? On les compte.

Quant à ceux qui auraient pu y vivre, et à qui il a manqué, pour le faire, autre chose que des inclinations, ils sont sans doute bien nombreux : ils pourraient, à eux seuls, faire la révolution. Mais ils ont été empêchés, dans leur développement moral, par les conséquences du milieu, c'est-à-dire par l'impossibilité de s'instruire, de se pénétrer de principes indépendants et de s'y attacher. Or, ces conséquences sont justement ce qu'il s'agit de détruire. Comment, dès lors, attacher ces hommes à un idéal social, comment seulement leur donner la conception précise de cet idéal? Bienheureux les chefs dévoués, s'ils sont parvenus à le leur faire comprendre vaguement, à leur inspirer de la confiance en lui, à leur faire aimer ceux qui le servent; c'en est assez pour les y rendre favorables, et l'on ne peut leur demander davantage. Il n'y a pas de propagande tellement active, méthodique et complète, qui puisse mettre dans des cerveaux la compréhension nette dont vous parlez. Car les bases indispensables de ce qu'on voudrait ainsi édifier y font défaut.

Cela attriste, une adhésion inintelligente à des idées que l'on sait rationnelles, mais cela vaut mieux pourtant, pour la vérité, qu'une opposition imbécile.

Or, si vous confiez à cette foule la réalisation d'un idéal qu'elle n'a pu approfondir et qu'elle conçoit mal, où en serons-nous ? La doctrine sera faussée, violée, inutile. C'est donc bien par le petit nombre de ceux qui ont accompli en idée, mais réellement, la révolution, que celle-ci doit être dirigée. Laissons les politiciens parler de la volonté du pays, de la nation, du peuple, des peuples... Ce charlatanisme, eût-il en définitive quelque espèce d'utilité, ne convient qu'à leur rôle. N'ayons pas même de superstition pour la volonté du peuple, puisque le peuple est à abolir.

Mais si l'on ne veut demander aux masses converties une compréhension précise et complète de ce qu'elles acceptent, comment leur demander qu'elles y conforment dès maintenant leur manière de vivre, dans quelque mesure que ce soit? Comment espérer qu'elles se réforment tant soit peu ? Ce rudiment de rénovation est à peine à la portée des conscients et fervents, de ceux qui rapportent tous leurs actes et toutes leurs pensées à la doctrine qu'ils professent. Aussi faut-il penser, à mon avis, que si la société peut être réformée seulement par la volonté des individus, il ne peut guère y avoir pourtant de transformation individuelle avant la transformation sociale.

A Jean Grave, salut.

Plantoux,
Paysan.

J'ai reçu cette lettre, il y a trois ans déjà. Elle m'avait paru intéressante, je l'avais mise de côté pour y répondre à loisir, mais la lutte journalière ayant apporté d'autres préoccupations, la lettre était restée en carton ; je la retrouve aujourd'hui. Je vais essayer d'y répondre.

Je résumerai d'abord les propositions du camarade qui se réduisent à trois :

1° Pour opérer un changement social, il faut que les individus y soient entraînés par une minorité.

2° Si on laisse à la masse le soin d'opérer la transformation, l'idéal sera dévoyé.

3° Il ne peut y avoir de transformation individuelle avant que se soit opérée une transformation sociale.

*
* *

Le camarade a raison lorsqu'il affirme que ce sera toujours une minorité qui donnera l'impulsion. La grande masse n'a jamais marché que sous l'action de ceux qui, ayant compris plus vite, ont voulu rompre les entraves qui leur barraient la route.

N'importe quelle vérité, si lumineuse elle nous paraisse aujourd'hui, ne fut d'abord comprise que par une minorité qui dut lutter et souffrir pour l'imposer à la compréhension de tous.

Le camarade Plantoux nous dit : « Appelez-les comme vous voudrez, ils n'en seront pas moins des chefs. »

Il est bon de définir les mots et les choses.

Un chef, c'est quelqu'un qui commande, auquel on obéit et qui possède en mains assez de force pour briser les résistances, contraindre les récalcitrants à exécuter ses volontés.

C'est autrement que je conçois le rôle de la minorité intelligente qui, ayant compris l'idéal anarchiste, impulsera par son exemple la masse moutonnière.

Je ne vois pas des anarchistes « forçant les gens à vivre en liberté » ! C'est un non-sens qui se réfute lui-même.

Le rôle des anarchistes est de faire appel à la persuasion par la parole, et surtout par l'action, l'exemple. Le pionnier qui fraye la voie, déblaie le terrain n'est pas le chef qui ordonne. Les anarchistes qui, lorsque la révolution éclatera, renverseront le pouvoir, s'organiseront librement en invitant à faire de même ceux qui auront lutté avec eux contre l'autorité, seront les pionniers qui montreront la voie à suivre, et non des chefs devant lesquels on se courbe.

C'est ici, alors, que prend place la seconde objection du camarade : « des dangers de voir l'idéal anarchiste mal compris, mal appliqué, ne pas être, aux mains de la masse ignorante, la réalité radieuse du rêve brillant de nos aspirations ».

Que les premiers essais de réalisation de société anarchiste ne soient pas ce que nous avons rêvé, cela se peut. On n'a jamais vu des sociétés s'établir selon un plan arrêté d'avance. Seulement, comme la liberté « s'exerce » et ne « s'impose » pas, tout ce que nous pouvons y faire, c'est de travailler de toutes nos forces à grossir le noyau initiateur de façon à rendre son influence plus efficace.

Le camarade part encore de cette idée que j'essayais de réfuter dans la *Panacée-Révolution* (1) et qui hante le cerveau de nombre de camarades, leur faisant espérer une transformation sociale s'opérant brusquement par la révolution, tandis que cette dernière ne sera que le coup de balai qui déblaie le terrain, laissant la place libre à toutes sortes d'essais. C'est à nous de propager notre idéal de façon à ce qu'un plus grand nombre l'aient compris, lorsque les aspirations nouvelles se trouveront aux prises avec l'ordre de choses existant.

*
* *

Quant à la dernière objection du camarade Plantoux, elle prouve une chose, c'est qu'une

(1) Chap. XV de *l'Individu et la Société*.

vérité peut bien être comprise, mais qu'il reste encore une marge énorme avant qu'elle soit fixée dans le cerveau, qu'on s'en soit imprégné de façon qu'elle guide dorénavant le raisonnement, les actes par la suite.

Dans la première partie de sa lettre, le camarade Plantoux me semble très bien avoir compris mon raisonnement; et, lorsque j'affirme que, « pour changer l'individu il faut changer le milieu, mais que le milieu ne peut changer que sous l'action de l'individu », il m'accorde que j'ai raison, et toutes les objections qu'il *formule* ne sont que celles que l'on me ferait si l'on niait la dernière partie de ma proposition. Le camarade nous dit que même l'individu qui a compris ne peut arriver à changer si le milieu ne change pas.

Pourtant, c'est *dans ses actes* qu'un anarchiste doit se reconnaître. Où serait la différence de l'anarchiste vrai d'avec le politicien qui vient nous dire : « L'anarchie! mais c'est très beau! c'est un idéal magnifique. Seulement, vous comprenez, c'est trop beau, les individus sont trop en retard, il faut leur donner cela par morceau, et, en attendant, j'ai là un tas de petites réformes dont il serait bon d'occuper *le Parlement.* »

C'est dans ses actes, sa façon d'agir, que l'anarchiste doit se reconnaître plus qu'à ses discours, qu'à ses écrits. Je préfère l'individu qui agit en anarchiste sans vouloir accepter d'étiquette, à celui qui, tout en ayant de l'anarchie plein la bouche, agirait en vrai bourgeois.

Un individu, deux, trois, quatre individus, auront une action peu appréciable sur leur milieu; ils en ont une cependant, et chaque unité qui vient ajouter sa façon d'agir à la leur opère le déplacement qui amènera la transformation du milieu. Et la conviction qui ne chercherait pas à concilier ses actes avec sa pensée, n'est pas une conviction bien profonde.

Quant à la lettre du camarade Plantoux, elle nous prouve que, même chez ceux qui paraissent les plus doués, une vérité peut bien être acceptée théoriquement, mais qu'elle peut encore laisser subsister à côté d'elle les erreurs qu'elle doit détruire, et qu'il faut encore un très grand travail cérébral pour arriver à la comprendre dans son ensemble et savoir en tirer toutes les déductions qu'elle comporte.

J. Grave.

CONGRÈS SOCIALISTES!!

Ces jours derniers a commencé à Paris le Congrès des socialistes légalitaires. De graves intérêts électoraux y sont discutés, à défaut du socialisme dont ces Messieurs semblent se soucier fort peu, en dehors de ce qui concerne les questions d'élections. Qu'on en juge par l'ordre du jour:

1° La lutte des classes et la conquête des pouvoirs publics.

A. Dans quelle mesure, et conformément au principe de la lutte de classe, base même de l'organisation du parti, celui-ci peut-il participer au pouvoir dans la commune, le département ou l'État?

B. Voies et moyens pour la conquête du pouvoir. Action politique (électorale et révolutionnaire). Action économique.

Deuxième question :

De l'attitude à prendre par le parti socialiste dans les conflits des diverses fractions bourgeoises. Lutte contre le militarisme, le cléricalisme, l'antisémitisme, le nationalisme, etc.

Troisième question :

De l'unité socialiste, ses conditions théoriques et pratiques de direction et du contrôle par le parti des divers éléments d'action, de propagande et d'organisation.

L'on voit comme les questions économiques qui intéressent la plupart des ouvriers tiennent peu de place dans ce prétendu Congrès socialiste.

Il est bon de dire que, à part les délégués des comités électoraux, peu d'ouvriers assistent à ce congrès. A peine une soixantaine de groupes corporatifs ont daigné se faire représenter, et, pour la plupart, non par un de leurs membres ouvriers, mais par un politicien en vedette.

Tous les pourvus de mandats électoraux ou ceux qui y aspirent étaient présents; sous couleur de socialisme, il s'agissait en réalité de décider entre compères dans quelles conditions un socialiste professionnel peut accepter un portefeuille de ministre. La question est grosse d'intérêt et les lauriers de Millerand empêchent ces Messieurs de dormir.

L'on n'ignore pas qu'il est nécessaire qu'un d'entre eux soit ministre pour que les affaires du peuple marchent à merveille.

La question de l'*unité socialiste* est, paraît-il, aussi très intéressante, et le Congrès a vaguement cherché un terrain d'entente, qui puisse satisfaire à la fois tous les intérêts en jeu.

D'un côté, les guesdistes et les blanquistes qui posent pour gardiens de la sacro-sainte tradition du socialisme scientifique (?), qui s'oppose, paraît-il, à ce qu'un de ses membres fasse partie du gouvernement; c'est la portion révolutionnaire (!) du Congrès.

Et il était fort intéressant de les entendre soutenir cette thèse, que nous ne cessons de défendre ici, à savoir qu'une fois engagé dans les concessions, l'on est obligé d'aller jusqu'au bout, et reprocher ainsi à leurs amis d'hier ce qu'ils n'ont cessé de faire eux-mêmes pour acquérir des sièges de députés ou de conseillers municipaux.

De l'autre côté, les indépendants avec Jaurès et « ses recrues des universités et des milieux bourgeois » qui, plus logiques avec eux-mêmes, ont applaudi à l'entrée de Millerand dans un ministère bourgeois, allant ainsi jusqu'au bout de leur théorie de la conquête des pouvoirs publics, et aboutissant inévitablement à n'être plus que de pâles radicaux.

Le Congrès est une longue bataille entre les deux camps : j'aurai l'occasion, je l'espère, d'y revenir la semaine prochaine.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Nos honorables sont plongés dans leurs graves et rudes travaux budgétaires. Ils sont actuellement en train de discuter, en se donnant des airs de prendre nos intérêts, la façon la plus adroite de nous soutirer de l'argent sans trop nous laisser voir qu'on nous vole. C'est ce qu'on appelle plumer la poule sans la faire crier.

Cette discussion n'est pas sans incidents joyeux, qui montrent aussi clair que le jour, à qui veut se donner la peine de le voir, quelle farce grotesque et vile est la politique. Pour exemple, je ne veux citer que l'incident soulevé par la question de la suppression des sous-préfets.

Jadis, le parti « modéré » — pauvre modération, à quelle sauce te met-on! — était le plus immodéré partisan du maintien du *statu quo.* Supprimer une sous-préfecture, c'était porter le premier coup de hache, et non le moindre, dans l'édifice sacré que nous a légué la Révolution, aidée en son œuvre et surtout corrigée par l'autocrate Napoléon.

Ce parti, qui fait fort grise mine au ministère de concentration Waldeck-Millerand-Galliffet, à cause des socialistes qu'il contient, avait juré de jouer un bon tour à ce bouquet panaché de fleurs républicaines. « Nous allons, s'étaient dit ces enragés de modérés, mettre sur le tapis une des grosses réformes qui rentrent dans le programme des progressistes, et nous allons voir comment ce ministère de malheur s'en débarbouillera. » Vient la question du budget des sous-préfectures. Les modérés, faisant chorus avec les socialistes, se déclarent partisans de la suppression de ces fonctionnaires. Ils savaient d'avance, les malins, que le ministère s'y opposerait. Les sous-préfets sont des agents politiques et électoraux trop précieux pour qu'un ministère quel qu'il soit se prive de leur concours. Alors, que vit-on? Les radicaux qui, eux, ne cessent depuis 1869 de réclamer cette réforme, tant qu'ils ne sont pas au pouvoir, n'ont fait ni une ni deux. Plus soucieux de prétendue tactique que de loyauté électorale, ils ont énergiquement renié leurs promesses et repoussé la proposition uniquement parce que les modérés la soutenaient, et pour « ne pas renverser le ministère ». Ce que cette excuse a consacré d'iniquités est incalculable!

Toutefois, voilà une tactique toute trouvée pour les politiciens de tous les partis. Les cléricaux voudront-ils faire échouer à coup sûr une de ces réformes qu'ils font semblant de craindre, telles que par exemple la séparation de l'Église et de l'État? Ils n'auront qu'à la proposer. Il suffira que l'initiative vienne d'eux pour que leur motion soit aussitôt enterrée. De même les républicains n'auront qu'à proposer des réformes favorables aux cléricaux pour voir ceux-ci les repousser incontinent et avec ensemble.

Telles sont les beautés de la politique de laquelle certains pensent encore qu'il pourra sortir quelque chose d'utile.

* *

A la Haute-Cour, autre comédie.

Il y a eu, affirme-t-on, complot contre la République, et ce complot aurait reçu un commencement d'exécution le jour des obsèques de Félix Faure; le coup aurait manqué seulement par suite de l'indécision du général Roget. Déroulède eut beau le presser, l'exhorter à se diriger sur l'Élysée; après hésitation, Roget reprit le chemin de l'écurie, pardon! de la caserne.

Il serait bon, pour éclaircir le fait, de confronter Déroulède avec Roget. Oui, mais cela pourrait mener trop loin. Pensez! si l'on allait découvrir que non seulement Roget, mais d'autres chefs militaires étaient complices de Déroulède!...

On a beau avoir pris l'engagement de défendre la République, on n'en est pas moins gouvernement. Or jamais, au grand jamais, un gouvernement dont l'argument suprême est la force armée quand la raison fait défaut — ce qui arrive souvent — ne consentira à compromettre le respect qu'il est pour lui du plus haut intérêt d'entretenir à l'égard de l'armée. L'armée est la dernière sauvegarde des gouvernements, et ce serait folie d'espérer qu'ils se suicident en se privant de cet « argument irréfutable ».

Aussi a-t-on choisi le moment où Déroulède était malade et absent pour faire déposer Roget, qui a raconté ce qu'il a voulu. De cette façon, on ne connaîtra pas la vérité, mais on aura eu l'air tout de même de sauver la République.

A moins que le peuple, enfin désaveuglé, n'arrive à comprendre qu'on se moque de lui.

André Girard.

* *

Le noble métier des armes. — Encadrés d'un bataillon d'infanterie et d'un peloton de gendarmerie, 163 *joyeux* (il en manquait 170) quittaient, la semaine dernière, le fort de Charenton et étaient embarqués pour l'Afrique. Ils apprendront là-bas de nouveaux vices et de nouvelles cruautés, et ils en reviendront — s'ils en reviennent jamais — plus démoralisés, plus avilis, plus pourris qu'ils n'étaient avant. C'est ainsi que la société actuelle relève les malheureux déchus, ceux qui ont mal agi parce qu'elle-même les avait mis dans la nécessité de mal agir. Des menottes aux mains qui firent le mauvais geste, un peu plus d'ombre sur les cervelles obscurcies, c'est tout ce que cette société sait faire; elle croit ainsi avoir rempli sa tâche, et être quitte. Malfaiteurs que nous sommes, nous pensons qu'il y a des remèdes plus efficaces : du pain pour les ventres, de l'instruction pour les cerveaux.

Après tout, ces tristes joyeux sont-ils beaucoup plus à plaindre que les « honnêtes gens » de l'armée régulière? On pourrait en douter, en lisant l'histoire de ces deux soldats *rendus fous* par la vie de caserne. Ce sont deux bleus du 7e de ligne (Cahors); ils venaient d'arriver au régiment, en parfaite santé; aujourd'hui, ils sont fous. Le premier, Guitard, se croit entouré de rats qui cherchent à le mordre; il est terrifié, il bondit de tous côtés pour les éviter, il pousse des cris inhumains. Ces rats ne sont-ils pas tout un symbole?

Le second descendit, une nuit, dans la cour, pour satisfaire un besoin. Il fut vu par un sergent qui l'apostropha. Que lui dit-il au juste? Ce qu'il y a de certain, c'est que le bleu fut pris de peur et s'échappa de la caserne. On l'a retrouvé à demi mort de froid, les pieds gelés, caché dans un bois à deux kilomètres de la ville; il balbutie des paroles sans suite, il est fou.

A présent, voici pour les officiers. Le *Mémorial diplomatique* annonce qu'un lieutenant d'infanterie de marine du corps d'occupation de Madagascar, décoré pour un fait de guerre auquel il n'a jamais pris part, vient d'être arrêté sous l'inculpation d'avoir fait pendre arbitrairement un gouverneur indigène, fait fusiller à tort et à travers, ordonné des supplices, confisqué des troupeaux et fait édifier des constructions à la corvée pour son profit personnel, opérant de compte à demi avec son frère, en société de qui il songeait à s'établir colon. Ai-je besoin de dire que, comme toujours, l'honneur de l'armée est sauf?

Au Soudan, c'est encore mieux. Vigné d'Octon a raconté, dans l'*Aurore*, deux histoires à réjouir le cœur d'un vieux grognard. Un jour, un détachement commandé par un lieutenant d'infanterie captura une bande de Maures parmi lesquels était une jeune femme très belle. Le lieutenant voulut « se la payer ». Elle refusa. Au bout de plusieurs jours de marche, exténuée, les pieds en sang, elle ne put plus suivre le convoi et demanda en grâce qu'on la tuât. Les Maures, les spahis eux-mêmes supplièrent le lieutenant, demandant qu'il leur permît de la transporter sur un cheval ou d'abréger ses souffrances en la tuant. L'homme à galons fut inflexible. Epuisée, la Mauresque tomba sans pouvoir se relever. Que fit le brave officier français? Il la fit attacher à un arbre, où les vautours la dévorèrent. Et d'une.

L'autre histoire se passe après la prise de Bossé. Les Français (mort aux Englishes!) s'étaient postés, la nuit, à l'affût d'une bête féroce. « Mais l'appât n'était ni une chèvre bêlante, ni un agneau; c'était une fillette de dix ans (prise parmi les esclaves faits par la colonne), laquelle on avait placée sur un nid de fourmis noires, ces dévoratrices de chair, de sorte que la pauvre enfant ne cessa de crier jusqu'au moment où elle fut morte. » Et de deux.

Qu'en dites-vous? Ce n'est pas trop mal? C'est ce qu'on appelle, en beau style, le noble métier des armes.

⁂

La comédie de la justice. — Grandidier, gérant du *Journal du Peuple*, a été condamné à quinze jours de prison pour délit de presse. Tous les ministres réactionnaires, les condamnés politiques ont toujours joui d'un régime de faveur; sous Millerand et Baudin, socialistes, Grandidier, condamné politique, est au régime du droit commun.

La justice judiciaire est une bien belle chose. Deux frères avaient été condamnés à un mois de prison devant le tribunal de Meaux. En appel, leur avocat, ayant épluché consciencieusement le dossier, montra qu'il renfermait cinq très graves erreurs et qu'aucun des témoignages recueillis ne pouvait se rapporter aux deux frères. Sait-on quelle a été la réponse de l'avocat général? Un chef-d'œuvre, qu'il faut déguster en gourmet : « Si vous examiniez dans toutes les affaires les témoignages à la loupe, comme on vient de le faire pour les dépositions de cette affaire, vous ne condamneriez jamais. »

R. Ch.

Etats-Unis.

Chelsea. — Ici, le mouvement libertaire et anarchiste fait de grands progrès, et ce qui me réjouit, c'est de voir des camarades américains jeunes, mais très actifs dans le mouvement.

Comme organe, nous avons la *Free Society* qui paraît toutes les semaines à San-Francisco (Californie). *The Discontent* paraît également hebdomadairement. Les camarades du centre des Etats-Unis parlent de faire paraître un autre journal hebdomadaire à Chicago. Un journal du centre est indispensable pour donner de la vigueur à notre propagande. Si les amis de Chicago n'arrivent pas à faire paraître ce journal, eh bien! nous, à Boston, nous tâcherons d'en prendre l'initiative.

Pour le 11 novembre, nous avons eu une belle réunion dans notre groupe à Boston. N'ayant pas d'orateur en anglais pour faire un meeting public, nous avions organisé une soirée familiale privée, mais notre salle de réunion ne pouvait contenir les amis qui voulaient se joindre à nous pour célébrer cette date, parmi lesquels il y avait beaucoup de socialistes étatistes.

L'occasion était bonne et nous n'avons pas manqué de leur faire comprendre, à ces frères ennemis, qu'il est inutile qu'ils manifestent leurs sympathies aux anarchistes une fois par an, le 11 novembre, pour les désigner ensuite à la fureur du peuple et du gouvernement le restant de l'année.

Notre ami Simpson, qui était dans le mouvement à Chicago en 1886 et qui lui-même fut arrêté durant cette panique — il fut un intime de Parsons — nous fit une causerie sur le procès qui fut très goûtée. Toute l'Europe s'est émue dernièrement parce qu'un conseil de guerre a condamné un capitaine qui était innocent. Les Américains ont déblatéré contre la France et voulaient, dans leur élan de justice et d'humanité, boycotter l'Exposition pour ce fait. Pourtant, en 1886, il s'est trouvé un jury libre pour condamner des innocents à la potence sans aucune preuve, et personne ne protesta, excepté les hommes qui pensent et protestent sans cesse contre les délits de la justice dans tous les pays.

Nous faisons ici une bonne propagande en anglais, et nos efforts ne sont pas tout à fait vains.

D. Mikol.

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE (1)

Devant la profusion de livres qui s'augmente chaque jour, beaucoup sont embarrassés du choix qu'ils doivent faire pour former un fonds de bibliothèque sérieuse. Sous ce titre : *Bibliothèque anarchiste*, nous donnons de temps à autre la liste des ouvrages qui, à notre connaissance, peuvent être lus avec fruit. Comme de juste, les connaissances de chacun auront à suppléer aux omissions que nous pouvons faire.

Comme il nous est impossible aussi de lire, et surtout d'acheter tout ce qui paraît, les auteurs et éditeurs qui pensent avoir des volumes rentrant dans notre cadre n'ont qu'à nous les envoyer. Ils seront lus consciencieusement, et ceux que nous jugerons bons seront catalogués dans notre liste.

Romans.

72. *L'Enfer*, par E. Conte; 1 vol., 3 fr. 50, à la Société libre d'édition des gens de lettres, 30, rue Laffitte.

Satire violente contre les mœurs du journalisme, plutôt qu'un roman, où l'auteur, sous des pseudonymes assez transparents, nous fait défiler quelques-uns des requins qui opèrent dans les eaux sales de cet égout que l'on nomme la « grande presse ».

73. *L'Immortel*, par Alphonse Daudet; 1 volume, 3 fr. 50, Lemerre, éditeur, 27-31, passage Choiseul.

Satire très virulente contre l'Académie et les innombrables candidats qui halètent après les fauteuils vacants, guettent la mort des immortels gagas et courent après toutes les bassesses possibles pour arriver à caser leur derrière dans un bon siège rembourré.

74. *L'Orme du Mail*; — 75. *Le Mannequin d'osier*; — 76. *L'Anneau d'améthyste*, par Anatole France; 3 vol. à 3 fr. 50 chaque, chez Calmann Lévy, 3, rue Auber.

Ces livres écrits sous forme de roman, qui se font suite, mais peuvent également se détacher l'un de l'autre, sont une fine critique des mœurs contemporaines. Chefs-d'œuvre de finesse et d'ironie, ils méritent une bonne place dans la *Bibliothèque anarchiste*.

Sociologie.

77. *Qu'est-ce que la Propriété?* par P.-J. Proudhon; 1 vol., 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

Cet ouvrage est l'un des meilleurs qui aient jamais été écrits contre le principe de propriété. Proudhon y démontre que, de quelque côté qu'on l'envisage, ce principe est la négation de celui d'égalité, base de toute société, et qu'il se détruit lui-même par ses conséquences.

78. *Endehors*, par Zo d'Axa; 1 vol., 1 fr., chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Magistrature, armée, religions, code, mariage, famille, députés, président, tout cela passe un vilain quart d'heure dans le livre de d'Axa qui est excellent pour faire perdre le respect de ces choses-là.

79. *Les feuilles*, par d'Axa; 1 vol., 5 fr., à la Société libre d'édition des gens de lettres, 30, rue Laffitte.

Même chose à dire que pour l'*Endehors*.

80. *Interprétation économique de l'histoire*, par Thorold Rogers; 1 vol., 7 fr. 50, chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

L'auteur a fouillé dans les archives, recherché dans les vieux comptes, ce que pouvait être la vie des gens aux époques disparues, et a réussi à nous la faire revivre d'une façon autrement vraie, et autrement saisissante que les soi-disant historiens.

81. *Travail et salaires en Angleterre depuis le treizième siècle*, par Thorold Rogers; 1 vol., 7 fr. 50, chez Guillaumin, 14, rue de Richelieu.

Ouvrage dans le genre du précédent.

82. *Paysans et ouvriers depuis sept cents ans*, par G. d'Avenel; 1 vol., 2 fr., chez Colin, 5, rue de Mézières.

Même chose que les précédents.

83. *L'Armée contre la Nation*; — 84. *Les Prétoriens et la Congrégation*, par U. Gohier, 2 vol., à 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

L'armée, la discipline, le haut commandement, les conquêtes coloniales, tout cela est traité dans les livres de Gohier et sort en piteux état de ses mains. La forme des livres se ressent un peu de leur origine d'articles de polémique, mais bonne propagande contre le militarisme.

85. *Sous la casaque*, par Dubois-Desaulle; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, galerie du Théâtre-Français.

Sous la casaque est le journal d'un de ceux qui ont visité l'enfer de Biribi et qui raconte ce qu'il a vu, sans phrases ni violence, mais ce n'en est que plus saisissant.

86. *Les Guerres et la Paix*, par Richet; 12e volume de la *Bibliothèque littéraire de vulgarisation scientifique*, à 1 fr., de chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Volume écrit par un bourgeois contre la guerre seulement, mais qui, par le fait qu'il est écrit avec conscience et sincérité, se trouve être en même temps la condamnation du militarisme.

Voyages.

87. *Chez les Hovas*, par Jean Carol; 1 vol., 7 fr. 50, chez Ollendorff, rue de la Chaussée-d'Antin.

L'auteur, qui fut fonctionnaire à Madagascar, y raconte les atrocités qu'il a vues. — C'est pourquoi un volume de 3 fr. 50 était insuffisant.

Tribunaux.

88. *De Ravachol à Caserio*, par H. Varennes; 1 vol., 3 fr. 50, chez Garnier, rue des Saints-Pères.

Compte rendu des procès anarchistes pendant la période qu'indique le titre. Bon à consulter comme document.

Théâtre.

89. *Le Torrent*, pièce en quatre actes, par Maurice Donnay; 1 vol., 3 fr. 50, chez Ollendorff, chaussée d'Antin, 50.

Dans cette pièce se trouvent posées les questions du mariage, de l'adultère et de la liberté de l'amour. L'auteur y conclut d'une façon vigoureuse contre les hypocrisies sociales.

(1) Voir les nos 2, 5, 9, 22, 33 et 47 de la 1re année, — no 4, 2e année — et no 49, 3e année.

LA TOMBOLA DE NOTRE RÉUNION

Liste des lots (*suite*) :

Les lots 96, 97 et 98 doivent être rectifiés ainsi :

Six verres Jacques-Cœur no 2 guillochés, don des camarades de Vierzon.

Un demi-service à café en porcelaine décorée, don des camarades de Vierzon.

Un déjeuner en porcelaine décorée, don des camarades de Vierzon.

Un volume des « Rayons X », don du camarade Léo Sivasti.

101. Une bouteille de champagne, don du Breton du Jardin des Plantes.

102. Un tapis, don d'un camarade.

103. Un vide-poche Louis XV, don du camarade Benoit.

Nous avons reçu une vingtaine de petites brochures *Essai sur la Volition* par Henry Raymond et Chausel. Elles seront ajoutées à d autres lots.

104. *Broderie russe*, don d'une révolutionnaire d'Irkoutsk.

105, 106 et 107. Un exemplaire de *Les Primitifs*, d'Elie Reclus, don de l'auteur.

108 et 109. Un exemplaire de *Le Toast*, eau-forte coloriée sur japon de Paraf-Javal, don de l'auteur.

110. *La Corvée de fumier*, eau-forte sur japon de Paraf-Javal, don de l'auteur.

111. Une pièce de bourrelets, don du camarade Dantès.

112. Une paire embrasses à boules pour rideaux, du même camarade.

113 et 114. Chacun une boîte de six couteaux de table, don du camarade Rousseau.

Le camarade Guétant donne un cent de sa brochure *Marchand-Fashoda*. Nous ferons des lots avec les différents ouvrages reçus comme cela.

115. Un tableau de Rodolphe Pissarro.

116. Un abonnement de six mois aux *Temps Nouveaux*, don du camarade Ferrouil.

117. Cinq kilos de cerises à réclamer fin mai, don du même camarade.

Dans la réunion en faveur du journal qui aura lieu le mardi 13 février à 8 heures 1/2 du soir, *salle des Sociétés savantes*, le camarade Girard parlera sur l'*Œuvre anarchiste*. Nous donnerons ultérieurement la liste de ceux qui y prendront la parole. Nous espérons y faire tenir une partie de chant.

Prix d'entrée : 1 fr., donnant droit au tirage de la tombola.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Ecole libertaire. — Ordre des cours de la semaine, 8 h. 1/2, rue de Montmorency, 6 :

Lundi : Dessin raisonné, par A. Charpentier.

Mardi : Littérature ancienne, par A. F. Hérold.

Mercredi : Sur La Fontaine, par Christian.

Jeudi : *La Matière et l'Energie*, par Bloch.

Vendredi : Littérature (Diderot), par P. Quillard.

Samedi : Sténographie, par L. Netter.

La bibliothèque est ouverte à 8 heures.

Appel est fait à tous ceux qui disposeraient de volumes, journaux et brochures pour l'augmenter. Adresser au local, 6, rue de Montmorency.

Les camarades qui désireraient des invendus, pour distribuer, en trouveront au local de l'école.

Le mercredi 20, conférence par le citoyen Paraf-Javal : *Comment on fabrique une belle erreur*.

Bibliothèque d'éducation libertaire, à Belleville. — Ouverte tous les soirs pour la lecture sur place, 3, passage Lauzin, 27-29, rue de Belleville.

Samedi 9 décembre. — Causerie par L. Réville : Les Idées nouvelles.

Dimanche 10 décembre. — Fête familiale, 19, faubourg du Temple ; tombola.

Lundi 11 décembre. — Ramon Sanchez : Le Rôle des jeunesses.

Jeudi 14 décembre. — Francis Prost : Les Primitifs.

Samedi 16 décembre. — L. Réville : Les Idées nouvelles (2e causerie).

Pour les dons de volumes ou brochures, écrire à F. Prost et A. Gaillard, 27, rue de Belleville.

Le Syndicat libre des irréguliers du travail et des hommes de peine est en permanence tous les mardis et vendredis au siège de la Bibliothèque libertaire de Belleville.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 9 décembre. — A 9 heures précises, Jean Marestan, sur la Liberté.

Dimanche 10 décembre. — A 2 heures de l'après-midi, matinée familiale : chants, récits, graphophone.

Lundi 11 décembre. — E. Girault : Analyse sociologique de l'histoire (fin).

Mercredi 13 décembre. — E. S. R. I. : Rapports entre le Communisme et l'Anarchisme (fin).

Tous les mardis, la bibliothèque est ouverte pour la lecture des volumes.

Adresser journaux, livres, revues, etc., au siège, 26, rue Titon.

Théâtre du Peuple. — Dans la première quinzaine de décembre, sera donnée la représentation de *Barbapoux*, revue symbolico-réaliste, de Ch. Malato, en deux actes.

Un groupe de camarades fondant une Bibliothèque d'éducation libertaire dans le XVIIIe arrondissement font appel à tous les camarades, à toutes les personnes qui s'intéressent à l'œuvre. Avec de faibles moyens et de bonnes volontés nous comptons arriver à notre but et intéresser les jeunes gens qui comprennent le besoin d'une transformation sociale. L'action du groupe se portera sur les cours, causeries et conférences que feront les camarades.

Les réunions ont lieu provisoirement, tous les vendredis et dimanches, à 8 h. 1/2 du soir, salle Couderc, 1, rue Léon.

Vendredi 8 décembre. — Causerie sur l'Evolution de la propriété.

Dimanche 10 décembre. — Soirée familiale. Causerie par un camarade sur l'Obligation militaire. Chants.

Vendredi 15 décembre. — Causerie par A. Marné sur la Nature.

Toutes les personnes qui voudront aider la Bibliothèque soit pécuniairement, soit par livres ou brochures, sont priées de s'adresser pour toutes communications au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

Ecole libertaire (6, rue de Montmorency). — Recettes d'octobre et novembre :

Le journal l'*Aurore* (versement de septembre), 10 fr. ; quête à la 4e promenade de l'école, 6 fr. 75 ; camarade R., 10 fr. ; quête hebdomadaire d'un atelier (3 versements), 5 fr. 50 ; treize, 2 fr. ; quête hebdomadaire d'un atelier, 1 fr. 50 ; un camarade, 2 fr. ; quête hebdomadaire d'un atelier, 2 fr. ; le journal l'*Aurore* (versement d'octobre), 10 fr. ; quête hebdomadaire d'un atelier, 2 fr. ; quête hebdomadaire d'un atelier, 1 fr. 55 ; salle d Arras, 251 entrées à 0 fr. 50, 125 fr. 50 ; quête à la salle d'Arras, 53 fr. 05 ; un camarade, 2 fr. ; quête hebdomadaire d'un atelier, 2 fr. ; Arotte, 0 fr. 50 ; C. M., 1 fr. ; à la salle des cours, 0 fr. 40 ; à la salle des cours, 1 fr. 50 ; quête hebdomadaire d'un atelier, 1 fr. 50 ; Marseille, groupe de Mempenti, 10 fr. ; quête hebdomadaire d'un atelier, 1 fr. 50 ; à la salle des cours, 6 fr. 50 ; un camarade, 2 fr. ; à la salle des cours, 4 fr. 85. Total : 265 fr. 60.

Recette générale : 5.024 fr. 20.

Dépenses générales : 4.363 fr. 20.

Reste en caisse : 661 fr.

Les Égaux du XVIIe, groupe d'études sociales et d'action révolutionnaire, invite cordialement à ses causeries du samedi tous les hommes de cœur. Nous faisons aussi appel à la jeunesse.

Le groupe se réunit salle Arthur, 25, rue Poncelet (angle de la rue Laugier).

Samedi 9 décembre. — Causerie par Tennevin sur : L'Anarchie, est-ce l'ordre, le bien-être et la liberté ?

Samedi 16 décembre. — Causerie par Dubois-Desaulle : Les tortures à Biribi (*suite*).

Samedi 23 décembre. — Causerie par E. Grandidier : Critiques.

Le groupe *La Solidarité des Trimardeurs du XVe arrondissement* se réunit maintenant le samedi, salle Gascogne, à l'angle de l'avenue de Suffren et du boulevard Garibaldi.

Bibliothèque et permanence pour les camarades à la recherche du travail, tous les soirs, à 7 heures.

Les Libertaires de Puteaux-Suresnes. — Réunion tous les mardis, salle Masselin, 141, rue de Neuilly (Suresnes).

Mardi 12 décembre, causerie par Tennevin sur la Propagande libertaire. Après la causerie, chants, poésies.

Groupe *Les Libertaires de Courbevoie*. — Réunion tous les jeudis, salle Buxon, 2, rue de Rennes.

MARSEILLE. — J'ai vu avec un réel plaisir que bon nombre d'amis répondaient à votre tombola. J'y joins mon lot aussi : peut-être sera-t-il compris. Tel l'étui à aiguilles de Montjuich. Je vous envoie par la poste, comme échantillon, une boîte renfermant une giletière en crins de cheval faite par un de ces malheureux qui meurent peu à peu dans les silos ou par la crapaudine. L'auteur n'est pas mort à Biribi, mais voulant sortir d'un enfer il est entré dans un autre : il est mort à Madagascar. Ah ! l'odyssée de ce camarade, on pourrait en faire un ouvrage.

Puisse celui qui la gagnera avoir la preuve palpable sous les yeux des crimes que la société commet tous les jours ; vous verrez par vous-même combien de temps ce malheureux a dû souffrir pour qu'à ses moments de loisir, pensant à quelqu'un ami, il ait eu le courage ou l'énergie d'accomplir ce petit chef-d'œuvre.

Oh ! les livres sur le respect de la famille, l'honneur de l'armée, il aurait pu en parler celui-là s'il était retourné.

Enfin je crois perpétuer sa mémoire, du moins la haine de toute autorité en donnant au public l'œuvre d'une de ses victimes.

POTIGNY.

Les libertaires se rencontrent au Bar des 5 parties du Monde, angle rue Colbert et cours Belzunce.

CHARLEROI (Gilly). — Dimanche 10 décembre, à 3 heures, conférence par Flaustier sur les Crimes de Dieu.

VIERZON. — Les *Temps Nouveaux* sont en vente chez M. Denis-Barbeux, place de la République, et chez tous les libraires et marchands de journaux.

Le camarade Léo Sivasti vend également tous les journaux et brochures anarchistes.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Deux cents dessins (1897-1899), par Hermann-Paul, 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Annuario de gabinete de leitura de Campanha de Porto.

Dictionnaire Maurice La Châtre, liv. 37-41 ; 0 fr. 60 chaque, 11, rue Bertin-Poirée.

Eroismo, dramma in 1 acto, suivi de la traduction française, par Cernagliari-Melilli, une plaquette à l'*Œuvre internationale*, 16, rue Saint-Gilles.

A lire :

Un scrupule, par P. et V. Margueritte, *Echo de Paris*, 1er décembre.

PETITE CORRESPONDANCE

Sarcleux. — Envoyez convocations pour le mardi matin, à 9 heures.

T. N. G. — Reçu toute votre correspondance, mais où répondre ? Lisez journaux parisiens vers fin novembre. J. 2. M.

Un camarade désirerait se procurer les numéros 116, 119, 123, 124, 127 et suivants du *Père Peinard* : quelqu'un peut-il nous les faire parvenir ?

René. — Bien reçu l'extrait. Mais j'attends d'avoir lu pour vous répondre, et je n'ai pas eu le temps encore.

Dantès. — Si, les camarades répondent peu à peu. — Nous avons un grand nombre de promesses.

Flaustier. — Oui, envoyez, rue Mouffetard.

R. L. — Je n'ai pas pu déchiffrer votre question.

J. H., à Rotterdam. — Vous avez envoyé mandat en octobre, c'est vrai, mais votre abonnement était fini depuis août.

St.-L., à Châlons. — La petite correspondance ne sert qu'aux besoins du journal. Donnez-nous vos nom et adresse, nous verrons.

T. N. G. — Reçu votre lettre trop tard, Le 29, seulement. — Le *Journal du Peuple* de ce jour vous donnera quelques détails.

Montpellier. — En effet, tout ce qui pourrait être fait, ne l'est pas ; cependant un certain nombre de camarades font ce qu'ils peuvent ; c'est, du reste, ce qui nous permet de tenir. Merci de votre aide.

H. M., à Rochefort. — Quelques-unes des brochures étaient épuisées ; ai remplacé par d'autres.

V., à Clermont. — Oui, j'ai lu la « critique » de Barrucand. C'est tout son « pain gratuit » qu'il n'a pu nous faire avaler et qui, avec sa candidature rentrée, lui tourne en ce moment sur l'estomac, n'ayant pu le digérer.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Léon Bruneteaux, 1 fr. — F., à Meulan, 5 fr. — En tout : 6 fr.

Reçu pour le journal : Dantès, 2 fr. 65. — G. L., à Nottingham, 1 fr. 20. — Ther., 0 fr. 50. — L., au Mans, 0 fr. 50. — C., à Marseille, 6 fr. 50. — Peintres en décor (E. V.), 1 fr. 65. — V. P., 5 fr. — Noël et Marie, 5 fr. 40. — Bruneteaux, 2 fr. — Un camarade, le dimanche, 2 fr. 50. — Alphonse, 5 fr. — Jehannet, 5 fr. — Lasbistre, 1 fr. — H. L., 5 fr. — Merci à tous.

J. G., à Madrid. — H. à Angers. — N., à Londres. — A. M., à Buckingham. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 34 — DIX CENTIMES — DU 16 AU 22 DÉCEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

FAUX ÉVANGILE

Les meilleurs d'entre nous oublient encore à chaque instant que pour juger sainement d'une chose, action ou œuvre, il faut s'abstraire de tout ce qui n'est pas cette action ou cette œuvre, afin que des éléments venus d'ailleurs et mêlés indûment à notre appréciation actuelle ne nous rendent pas, selon les cas, trop indulgent ou trop sévère.

Nous avons applaudi sans réserve Zola dénonçant les crimes de l'Etat-major, et dit notre admiration pour un écrivain mettant ainsi la gloire amassée par lui, — force encore improductive — au service du progrès social.

Est-ce à dire que depuis « J'accuse », Zola soit garanti contre l'erreur?

Beaucoup semblent le croire.

Dernièrement, dans l'*Aurore*, Mirbeau parlait de l'homme qui répondait aux persécutions et à la haine en dotant sa patrie et l'univers « non pas seulement d'un chef-d'œuvre nouveau, mais d'un code de paix et d'amour, d'espérance et d'affranchissement, d'un évangile enfin de lumière et d'avenir ».

Hélas ! j'ai beau avoir, moi aussi, pour l'ensemble de l'œuvre de Zola et pour son attitude dans l'affaire Dreyfus une haute admiration, je ne réussis à voir dans son dernier roman ni un chef-d'œuvre, ni un évangile de lumière.

Plus que *Rome*, *Lourdes* et *Paris* qui l'étaient déjà beaucoup trop, *Fécondité* est un roman à thèse. Pour les besoins de cette thèse, nous assistons aux aventures et aux dénouements les plus invraisemblables. On la sent à chaque page, à chaque ligne et toujours au grand dommage de la vérité, de l'émotion sincère, du libre et logique développement des caractères et des situations, toutes choses sans lesquelles il n'y a pas d'art en littérature. Toute œuvre d'art puissante a une énorme portée sociale. Mais ce n'est pas *en raison* de la dose de science sociologique, d'enseignement ou de discussion que l'auteur a résolu d'y mettre. Cette substance étrangère à l'art ne se mêle jamais avec lui complètement et suffit pour le troubler. Si l'œuvre d'art vaut socialement, c'est qu'elle jaillit du cerveau et de l'âme d'un homme, qui par sa nature même, plus impressionné que personne par le milieu contemporain, en traduit naturellement, en les grossissant, en les exaltant, en les idéalisant, les aspirations, les souffrances, les joies.

Mais il suffit. Celui qui a écrit *Germinal* sait mieux que personne comment une œuvre peut être à la fois d'art et de profit social. Et je ne crois pas qu'il s'abuse lui-même sur la valeur artiste de *Fécondité*. Zola, dans son dernier roman, semble avoir, de propos délibéré, relégué l'art en seconde place, l'avoir appelé comme un humble auxiliaire de l'Idée, destiné uniquement à mettre celle-ci en valeur. Il a pensé sans doute que son livre gagnerait en utilité ce qu'il perdrait en beauté.

Ce calcul est dangereux. Il y a bien des œuvres conçues selon cette formule et qui sont bonnes et puissantes. Mais il faut alors que l'idée dont elles s'inspirent soit l'une de ces vérités hardies où les sociétés fatiguées et vieillies puisent la force de vivre encore et de se rajeunir.

Or là encore, là surtout, Zola s'est trompé. En quête d'une idée pour son premier évangile, il n'a pas eu la main heureuse. Et *Fécondité*, livre de philosophie sociale, ne vaut pas mieux que *Fécondité*, œuvre littéraire.

On connaît le sujet. Mathieu et Marianne font tous les deux ans un enfant. A ce train, leur descendance se chiffre bientôt par centaines de fils, petits-fils, arrière-petits-fils, neveux, petits-neveux, arrière-petits-neveux. En récompense de cette extraordinaire fécondité, ils marchent dans la vie de prospérités en triomphes. Autour d'eux, les Beauchêne, les Seguin, les Morange, tous fervents malthusiens, sont en proie aux ruines matérielles et morales, tombent aux plus irrémédiables déchéances. Peu importe que dans la vie réelle ce ne soit pas cela qui arrive, mais plutôt le contraire. Zola le sait aussi bien que nous et s'en moque. Ce qu'il nous apporte dans l'enveloppe trop fragile et trop transparente de son roman, c'est une thèse, une thèse bien vieille, puisqu'elle n'est pas autre chose que le « Croissez et multipliez » de la Bible.

Pour apprécier l'œuvre de Zola conformément à ses propres intentions — ce qui est justice — nous n'avons donc pas à examiner de quelle manière plus ou moins habile il a su mettre en œuvre sa thèse de la régénération sociale par les grandes familles, mais ce qu'en elle-même vaut cette thèse.

J'essayerai de montrer plus loin que s'il était urgent de prendre position sur ce point, la vérité se trouverait plutôt du côté opposé à celui choisi par Zola.

Mais il y a une chose plus grave encore et plus fâcheuse, quand il s'agit d'une œuvre qui veut être un évangile social, une chose qui saute aux yeux d'abord pour peu qu'on y réfléchisse : à savoir que la question elle-même de la procréation restreinte ou de la procréation intensive, de quelque façon qu'on la tranche, est pour longtemps peut-être encore sans intérêt. Aussi se trouve-t-on d'abord assez dérouté quand on la voit promue à l'honneur d'un évangile sensationnel. On sent trop que cette thèse secondaire fut laissée par des sociologues mieux informés à un sociologue d'occasion.

Traiter ce sujet, surtout avec l'ampleur et la grandiloquence accoutumées de Zola, c'est s'escrimer un peu contre des moulins à vent, s'essouffler après une besogne ne répondant à nul besoin. Non pas que la question, en elle-même, n'existe pas et qu'à tous les points de vue l'une ou l'autre solution soit indifférente. Mais parce que, mise à sa place dans l'ensemble des phénomènes sociaux actuels, elle est complètement masquée, dominée et commandée par une autre question, question maîtresse celle-là, thèse d'évangile, s'il en fut, en tant que plus générale et plus urgente.

Pourquoi le riche est-il malthusien? Parce que le capital compact, non morcelé est nécessaire aux grandes entreprises d'industrie ou de commerce auxquelles il destine son enfant ou ses deux enfants.

Pourquoi les fonctionnaires, les employés et les ouvriers possesseurs d'une petite sécurité apprennent-ils, eux aussi, à tricher? Parce qu'ils se disent que, sur un petit salaire, on vivra plus au large deux ou trois, que huit ou dix.

Les uns restreignent la famille parce qu'ils ont une trop grosse part des richesses sociales, et les autres parce qu'ils en ont une trop petite. Du haut en bas de l'échelle, c'est par des raisons tirées du mode de répartition des richesses sociales, capital, gain, salaire, que se résout toujours, pratiquement, la question de la natalité.

Et l'on ne remontera pas ce courant. Toutes les prédications se briseront contre lui. Aujourd'hui se trouvent encore des êtres, hommes et femmes, qui consentent à passer une vie de brute et de martyre pour la gloire de mettre au monde et de nourrir une légion d'enfants. Leurs rangs s'éclairciront à mesure que le besoin d'une vie moins dure, plus intellectuelle, plus affinée se fera sentir. De plus en plus l'homme et la femme de la classe la plus nombreuse voudront, avant de faire des enfants, l'assurance qu'ils n'auront pas à prendre sur leur nécessaire pour les élever, car de plus en plus ils répugneront à la vie de bêtes de somme qui est celle du père et de la mère dans les familles nombreuses et pauvres. Pour obtenir des gens qu'ils réfléchissent sur le côté moral et physiologique de la question, il faudrait avoir résolu au moins partiellement le côté économique : c'est-à-dire avoir réalisé une répartition sensiblement plus équitable des bénéfices sociaux. Pour qu'on puisse raisonner sainement ce point de morale et d'hygiène individuelle, il faudrait que la naissance de l'enfant ne soit plus liée à la comptabilité du carnet de ménage ou du livre de commerce.

(A suivre.)

CHARLES ALBERT.

Incident suggestif au Congrès

DES SOCIALISTES PARLEMENTARISTES

La troisième séance du Congrès des marxistes a donné lieu à un incident des plus suggestifs, indiquant aux révolutionnaires ce que serait le régime gouvernemental auquel les soumettrait l'arrivée au pouvoir du fameux « Quatrième Etat » tant prôné par les Malon, les Brousse, les Guesde, les Lafargue, puis, en ce moment, par les Jaurès, les Fournière et autres sous-ordres.

Liebknecht, le successeur, le saint Pierre de Marx, que les lauriers des Drumont, des Rochefort, des Arthur Meyer et *tutti quanti* empêchaient, semble-t-il, de dormir, le célèbre Liebknecht ayant traité de « coquins ou imbéciles » par lettre rendue publique, ceux des socialistes parlementaires qui, en France, ont pris parti contre les faussaires de l'Etat-major et contribué à mettre en pleine lumière les infamies multiples des chefs actuels de notre *grrrande armée*, un membre de ce Congrès prétendu socialiste crut devoir protester contre cet aboyeur du caporalisme et le stigmatiser comme il convenait. Mal lui en prit. Il fut hué, conspué et finalement expulsé du Congrès par un vote précis, en dépit du droit absolu qu'il tenait de ses mandants de les y représenter.

Comment et pourquoi le citoyen Joindy, fort de son droit et surtout de celui de ses mandants, ne se refusa-t-il pas à se retirer, attendant que quelque de Dreux-Brézé l'arrachât de son siège, nouveau Mirabeau ou nouveau général Foy? C'est son secret et nous ne le lui demanderons point.

Toujours est-il que Jaurès, touché, lui aussi cependant, par le stupide anathème de Liebknecht, s'est bien gardé d'intervenir pour soutenir, non seulement le droit violé dans la personne de Joindy (d'ailleurs *généreusement* rentré en grâce auprès de ses expulseurs de la veille), mais aussi sa propre dignité, à lui, qui fut un des « coquins » ou l'un des « imbéciles » vitupérés par le pape actuel du socialisme allemand!

Loin de là, et tout au contraire le citoyen Jaurès s'empressa de défendre son insulteur, dont il s'exténua à vanter le dévouement à la révolution sociale internationale! Les sémites exceptés, bien entendu.

Pourquoi une telle attitude et une telle abnégation?

C'est que le citoyen Jaurès comprit vite que son concurrent Jules Guesde qui, précisément à ce moment, occupait la tribune, eût profité de son intempestive intervention pour reconquérir immédiatement au sein de ce congrès une majorité jusqu'alors fluctuante — Guesde, on s'en souvient sans doute, ne fut point, en effet, un de ces « coquins » ou de ces « imbéciles » qui se mêlèrent de l'*Affaire*.

En habile parlementaire, Jaurès comprit que le *caleçon* allait lui échapper et il laissa exécuter le malheureux Joindy qui, pourtant, s'était donné tant de mal au « Comité d'Entente » pour lui préparer la victoire.

Pauvre Joindy et, surtout, pauvres délégués congressistes! qui vous croyez déjà les maîtres de la société future et resteriez, en somme, les éternels et humbles valets de nouveaux et grotesques maîtres! Voyez-vous enfin où l'on veut vous conduire?

Mais soyez tranquilles; quand viendra la Révolution sociale, la seule digne de ce nom, elle aura — espérons-le — assez de clairvoyance et de virilité pour se débarrasser du même coup, et de vos exploiteurs actuels et de ceux qui n'aspirent qu'à les remplacer, sous quelque drapeau que ces derniers tentent alors de s'abriter.

G. Lefrançais.

CONGRÈS SOCIALISTE

Le Congrès qui s'est tenu à Paris la semaine dernière, et dont j'ai dit quelques mots dans le précédent numéro, n'a été qu'une grande parlotte politique, où le socialisme était rejeté à l'arrière-plan, pour faire place, par-dessus tout, à des questions de personnes.

De longue main, Guesde et ses amis, habiles dans l'art de faire des congrès, s'étaient préparés par des tournées en province, afin de drainer assez de mandats pour avoir une majorité. Tous les jeunes arrivistes qui ont la prétention de parler au nom du prolétariat, parce qu'ils en ont horreur et qu'ils n'en font pas partie, pour qui le socialisme est une profession, étaient grassement pourvus de mandats.

Les amis de Jaurès s'étaient si bien rendu compte de cette course aux mandats, qu'ils avaient surnommé la fraction guesdiste du Congrès les « Guadeloupéens », faisant allusion aux nombreux porteurs de mandats de cette petite île des Antilles représentée par plus de trente délégués qui l'ignoraient pour la plupart.

Il est vrai de dire que, du côté des « ministériels », sans être aussi fructueuse, la course aux mandats n'en avait pas été moins vive, et tel délégué de Castelnaudary ignorait complètement les idées des gens qu'il était censé représenter.

Jaurès et ses amis, qui avaient eu l'idée du Congrès, n'ont pu vaincre cette majorité si habilement préparée.

Les questions de personnes primaient toutes les autres, et il s'agissait surtout de savoir qui, de Guesde ou de Jaurès, donnerait le mot d'ordre au grand parti socialiste français, et si la « nouvelle méthode » prévaudrait.

La lutte a été d'autant plus âpre que certaines personnalités y jouaient gros jeu, et les deux camps ne se sont pas ménagé les insultes et se sont dit de dures vérités.

J'ai dit, la semaine dernière, l'objet de la querelle: les guesdistes d'un côté, politiciens dans l'âme, pour qui la conquête des pouvoirs publics est une panacée, mais qui, le sort ne les ayant pas favorisés, veulent l'arrêter au seuil des ministères; et, de l'autre, Jaurès et ses amis, non moins partisans de la conquête des pouvoirs publics, mais qui, plus logiques avec eux-mêmes, vont jusqu'aux ministères, et qui s'étaient, en l'occurrence, institués les défenseurs zélés du socialiste Millerand.

Donc, deux courants bien distincts, une classification nette, les socialistes « réformistes » avec Jaurès et ses suiveurs, et les « gardiens de la pure doctrine », obéissant à Guesde comme un seul homme.

Ce que les « guesdistes » semblent reprocher à ceux qu'ils appellent si dédaigneusement « les ministériels » n'est, en réalité, que ce qu'ils n'ont cessé de faire eux-mêmes, des compromissions avec les partis bourgeois: témoin l'alliance de Lafargue avec les réactionnaires, lors de son élection à Lille, ou encore l'alliance électorale entre les purs collectivistes et les royalistes, connue dans le monde socialiste sous le nom de « pacte de Bordeaux », et que leurs adversaires n'ont pas oublié de leur rappeler. La comédie était du reste générale, les reproches réciproques, et, ce qui n'était pas le moins intéressant, sérieusement mérités.

Guesde ne croit pas qu'un socialiste puisse faire partie d'un ministère bourgeois. Voici à peu près la thèse qu'il a soutenue:

En permettant, dit-il en substance, à un socialiste d'entrer dans un ministère bourgeois, sous le vain prétexte de défendre la République, vous avez démontré jusqu'où peut aller l'impuissance d'un socialiste devenu ministre, et cette impuissance va jusqu'à ne pas pouvoir appliquer une seule réforme. Est-ce que, sous le ministère Millerand, les soldats, la gendarmerie ne sont pas allés maintenir l'ordre capitaliste dans les grèves? Prenez garde que les ouvriers que vous voulez attirer à vous ne se dégoûtent au contraire de la politique socialiste.

Et Basile-Guesde d'ajouter: Sous prétexte de défendre la République, prenez garde de la livrer à la désespérance des masses, qui, n'ayant plus foi en vous, ira du côté de la dynamite et de la chimie révolutionnaire.

Et le député Létang parodie: Si vous persistez à soutenir qu'un socialiste peut entrer dans un ministère, vous allez rejeter les véritables révolutionnaires parmi les anarchistes.

L'on voit par là où le bât les blesse et combien notre propagande commence à les faire réfléchir. C'est un aveu qu'il est bon, pour nous, de retenir, et dont nous saurons certainement profiter.

Jaurès soutient la thèse contraire et prétend, je ne sais exactement à quel titre, que la classe ouvrière a applaudi à l'arrivée de Millerand au ministère. Pour lui, c'est la conquête définitive de l'Etat par le socialisme, qui « a fait sa brèche dans la citadelle ». Millerand aux affaires, c'est, suivant lui, la conséquence logique de la politique socialiste suivie jusqu'à ce jour par ceux qui le lui reprochent. C'est là aussi mon avis.

Viviani, lui, en convient franchement: Toutes les fractions socialistes font des concessions. *Qui de nous*, s'écrie-t-il, *n'a pas fait d'alliance avec les partis bourgeois en période électorale?* L'aveu, comme on le voit, est dénué d'artifice.

Au point de vue théorique, votre conception est certainement juste, dit-il encore à ses adversaires, « mais allez donc dire ce que vous dites ici aux électeurs au mois de mai prochain: « Députés, nous sommes liés à la bourgeoisie »; il faut que nous soyons logiques: « ou pas d'action politique ou la participation ministérielle »; il ne peut pas y avoir de demi-mesures. La politique a de ces exigences.

Des comparses il n'y a pas grand'chose à dire, ceux-ci ne venant que répéter en plus mal ce qu'avaient dit les chefs de file. A signaler cependant un lâchage en règle: M. Rohldes, hier encore allant partout où il y avait des grèves prêcher le calme pour ne pas qu'il arrive de difficultés à Millerand, a cru devoir dire beaucoup de mal de son maître d'hier, au grand ébahissement des congressistes.

Les lois scélérates ont servi aussi à leur comédie, et ils ont eu le toupet, dans les deux camps, de se les jeter à la face. Il fallait entendre Guesde reprochant à ses adversaires d'avoir, hier encore, Millerand étant ministre, voté pour le maintien des lois scélérates, se voir retourner instantanément l'argument et reprocher de les avoir approuvées lui-même, non sous un ministère contenant un socialiste, mais sous le ministère du radical Bourgeois. L'argument était sans réplique, et le jésuite rouge pris une fois de plus à reprocher à ses adversaires les compromissions qu'il n'a cessé de faire et de préconiser lui-même.

Des résolutions, pour ce qu'il en restera, il y a peu de chose à dire. Politiciens avant tout, dans la question de savoir si un socialiste peut accepter un portefeuille dans un ministère bourgeois, les congressistes s'en sont tirés par une petite combinaison transactionnelle qui condamne en principe l'entrée d'un socialiste (?) dans un ministère comme étant incompatible avec le principe de « la lutte de classe », mais qui, d'autre part, admet qu'un socialiste peut, dans certaines circonstances, faire partie d'un ministère bourgeois.

C'est de la pure logique socialiste et cette politicaillerie ne trompera personne, car s'il y a incompatibilité absolue, il ne peut pas y avoir de circonstances spéciales qui puissent permettre l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois, ou bien il faut aller jusqu'au bout et tâcher de faire avaler aux ouvriers que l'on détruit le régime capitaliste en collaborant à

son maintien, comme le fait Millerand. La politique n'est faite que de concessions, mais il faut avoir le courage de l'avouer, tandis que les socialistes n'essaient que de tromper leur monde.

Il reste à parler de l' « Union socialiste » : je le ferai brièvement la semaine prochaine.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — La semaine dernière, en parlant du procès de la Haute-Cour, je démontrais qu'elle n'était qu'une comédie pitoyable et que ce ministère prétendu de défense républicaine reculerait à poursuivre ceux des ennemis de la République qui portent un uniforme et des galons, car tout gouvernement, s'appuyant sur la force, a intérêt à ménager les représentants de cette force. Les incidents du procès de cette semaine viennent confirmer cette vérité.

Les policiers Puibaraud et Lépine sont venus affirmer que, dans une réunion des ligues antisémite, des patriotes, etc., on avait décidé de former une fédération de ces ligues et que l'idée d'un triumvirat avait été mise en avant. Parmi les trois noms proposés, ont-ils dit, figurait le nom d'un général.

Quel est ce général? Ils se sont bien gardés de le dire, malgré leur serment — autre comédie — de dire toute la vérité, et soyez certains que le gouvernement n'a nulle envie non pas de l'apprendre, car il ne l'ignore pas, mais de faire semblant de le savoir. Car il faudrait poursuivre, et quant aux chefs militaires, on n'a que l'amnistie à proposer.

La société bourgeoise n'est pas mise en péril par la divulgation des menées césariennes d'un Déroulède ou d'un Guérin, mais ne touchez pas aux chefs militaires : c'est la pierre angulaire de la société.

⁂

L'Autorité. — Les élèves de l'école de Cluny se sont encore révoltés dernièrement contre l'intolérance cléricale de leur directeur qui voulait les contraindre à aller à la messe.

Le ministre Millerand a prescrit une enquête. Si l'on doit en croire l'*Aurore*, l'inspecteur général chargé de cette enquête a commencé par déclarer à quatre élèves interrogés *en présence du directeur* que les élèves ont toujours tort contre l'Administration.

N'allez pas vous écrier que cet inspecteur est d'une partialité révoltante et qu'il doit être changé. Non, cet inspecteur est tout simplement un bourgeois imbu de ce principe fondamental de la société que les maîtres sont les maîtres et que leur donner tort contre leurs subordonnés, c'est anéantir toute discipline et saper les bases sociales. Ce n'est pas ce monsieur qu'il faut changer, c'est sa mentalité.

Oui, mais changer la mentalité de tous ceux qui croient à la nécessité du principe d'autorité, c'est tout simplement faire la révolution. Et c'est ce qu'il faudra faire pour obtenir un résultat sérieux et durable.

André Girard.

⁂

Dieu et Patrie. — « Nul ne peut contester l'utilité de l'action religieuse pour moraliser les détenus. » Qui dit cela ? M. l'abbé Gayraud, député, pendant la discussion du budget pénitentiaire. M. l'abbé Gayraud qui, s'il faut en croire ses confrères en soutane, aurait grand besoin qu'on le moralisât lui-même. Et là-dessus, la Chambre de rétablir le crédit affecté aux aumôniers des prisons. Allons, tout va bien : cette année encore, grâce à Dieu et à la Chambre, les souteneurs et les pédérastes des centrales seront moraux.

Mais si l'action religieuse est si efficace que cela pour moraliser les prisonniers, comment se fait-il qu'elle le soit si peu pour moraliser les personnes mêmes qui font profession de religion ? C'est le cas des religieuses du Bon-Pasteur et autres couvents, dont l'*Aurore* nous a conté les exploits vis-à-vis des orphelines qui leur tombent entre les mains. Le gouvernement a envoyé dans leurs établissements des inspecteurs qui, suivant l'usage, n'ont rien inspecté du tout. Aujourd'hui, une enquête judiciaire est ouverte contre la maison du Bon-Pasteur d'Angers. Une ancienne pensionnaire a révélé les moyens dont les douces religieuses se servaient pour se faire obéir : coups de bâton sur la tête, coups de pied aux seins, coups de ciseaux dans l'œil, coups dans le dos, coups sur les oreilles, enfants attachés à un arbre toute une nuit d'hiver, ou forcés de s'asseoir nus sur des orties, etc. Et le Dieu de ces braves femmes est un Dieu de bonté... Que serait-ce, s'il était méchant ? Encore un mauvais berger que ce bon pasteur !

En réponse à un article de Drumont, l'*Aurore* cite à propos quelques assassins fort bons catholiques : l'abbé Bruneau, Gamahut ex-ignorantin, Tropmann qui se confessait et communiait avant que d'estourbir. Ajoutons Peugnez, élevé chez les frères; Vacher, postulant chez les maristes de Laval; Anastay qui, en sa qualité d'officier, ne pouvait être que pieux. Car il y a, entre la foi religieuse et le métier de tueur, une corrélation logique ; et un colonel dit avec raison, dans le *Temps*, « qu'un officier serait mis à l'index s'il n'allait pas à la messe ». Rien de plus juste : s'il était possible d'être à la fois intelligent et égorgeur professionnel, ce serait à désespérer de l'humanité.

« ... Dieu, à qui je crois de toutes mes forces. » (*Esterhazy*, lettre au commandant Carrière.) N'est-ce pas qu'une telle phrase, signée d'un tel nom, en dit bien long sur la vertu moralisante de l'idée divine?

L'idée de patrie n'est pas, il faut le croire, plus moralisante que celle d'un être suprême, puisqu'elle ne met pas plus que l'autre ses adeptes à l'abri des tentations et des déchéances, quoi qu'en disent les défenseurs quand même de l'honneur militaire. Est-ce de l'honneur militaire, les escroqueries et les faux de cet ancien officier d'artillerie, Louis de l'Espée (ce n'est pas de la petite bière, un nom comme ça), condamné par défaut à cinq ans de prison ?

Le général Mercier a plus de chance que son collègue de l'Espée. Tandis qu'une partie du public assure que sa place est au bagne, l'autre partie veut faire de lui un sénateur, en attendant mieux. Il accepte cette seconde offre, parce qu'il s'imagine qu'elle est plus honorable que l'autre. C'est selon. D'ailleurs, ça n'a aucune importance. Que Mercier et ses complices, toute la bande de l'Etat-major, soient sénateurs, ministres, empereurs et tout ce qu'ils voudront, ça ne changera rien : leurs canailleries sont acquises à l'histoire, et c'est l'essentiel.

R. Ch.

⁂

Lyon. — *Fantaisies préfectorales.* — On ne saurait trop dévoiler le sans-gêne avec lequel les fonctionnaires de la république bourgeoise se moquent de la liberté individuelle; en voici encore un fait de plus. Un de nos camarades, après avoir purgé un mois d'emprisonnement pour une peine dont il avait été frappé, et sous le simple prétexte qu'il était anarchiste, le patron de la préfecture du Rhône lui a fait subir deux jours de prison supplémentaires. C'est égal, c'est admirable ; d'ailleurs il ne faut point trop s'en étonner; sous le règne de sang et de boue qu'est la société actuelle et que l'on a la lâcheté de subir, les souteneurs de la bourgeoisie en prennent à leur aise et agissent selon leur bon plaisir.

Brisson.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque libertaire de Belleville. — Dimanche 17 décembre, à 8 h. 1/2, fête familiale, salle Alexandre, 19, faubourg du Temple.

Causerie. — Interprétation de l'*Homme Libre* (chœur des Exploités). — Tombola.

Les camarades des bibliothèques libertaires sont invités.

Lundi 18 décembre. — Causerie par Dagan.

Mercredi 20 décembre. — Causerie par Francis Prost.

Jeudi 21 décembre. — Causerie par Dubois-Desaulle.

Les causeries ont lieu au siège de la Bibliothèque, 3, passage Lauzin, et 27, rue de Belleville.

Pour les dons de volumes, écrire à Fr. Prost et Abel Gaillard, 27, rue de Belleville.

⁂

Groupe *La Solidarité des Trimardeurs.* — Réunion tous les samedis, salle Gascogne, à l'angle de l'avenue de Suffren et du boulevard Garibaldi.

Bibliothèque et permanence pour les ouvriers sans travail, tous les jours, à 7 heures du soir.

⁂

*Les Egaux du XVII*e, groupe d'études sociales et d'action révolutionnaire, invite tous les hommes conscients et soucieux de leur émancipation à ses causeries du samedi.

Samedi 16 décembre. — E. Grandidier : critiques.

Samedi 23 décembre. — Causerie par Dubois-Desaulle : Biribi (suite).

Samedi 30 décembre. — Causerie par H. D., sur les Transformations de la justice (3e causerie).

Samedi 6 janvier 1900. — Causerie par Raphaël Dunois, sur la Jeunesse et l'Idée anarchiste.

Le groupe se réunit salle Arthur, 25, rue Poncelet (angle de la rue Laugier).

⁂

Le groupe des *Etudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes* (E. S. R. I.) invite les camarades à venir le mercredi 20 décembre à la Bibliothèque, 26, rue Titon, pour discuter le rapport qu'il présentera au Congrès ouvrier révolutionnaire international sur le Communisme et l'Anarchie.

⁂

L'Ecole libertaire a reçu, pour monter sa bibliothèque :

Le Triomphe des Médiocres — La Force — Les Images sentimentales, 3 vol. de Paul Adam, don de l'auteur.

Ailleurs — Amants — Education de prince — La Douloureuse — Chère Madame — Le Torrent — Lysistrata — L'Affranchie, de Maurice Donnay, dons de l'auteur.

Les Chansons de Shakespeare — Tobie — La Chanson de Roland — Chants populaires — Trois Mystères — Noëls — Molière — Contes de Noël — Dévotion à Saint-André — Songe de Kheyam — Aux femmes d'Alsace — Le Mariage de Papillonne, par Maurice Bouchor, dons de l'auteur.

La Responsabilité — L'Enseignement sociologique, par Hamon, envoyés par l'auteur.

⁂

Ecole libertaire. — Ordre des cours de la semaine, à 8 h. 1/2, rue de Montmorency, 6 :

Lundi : Dessin raisonné, par A. Charpentier.

Mardi : Littérature ancienne, par A. F. Hérold.

Mercredi 20, conférence par le citoyen Paraf-Javal : *Comment on fabrique une belle erreur.*

Jeudi : *La Matière et l'Energie*, par Bloch.

Vendredi : Littérature (Diderot), par P. Quillard.

Samedi : Sténographie, par L. Netter.

La bibliothèque est ouverte à 8 heures.

Appel est fait à tous ceux qui disposeraient de volumes, journaux et brochures pour l'augmenter. Adresser au local, 6, rue de Montmorency.

Les camarades qui désireraient des invendus, pour distribuer, en trouveront au local de l'école.

⁂

*Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIII*e *arrondissement* (provisoirement salle Couderc, 1, rue Léon). — Un groupe de camarades fondant une bibliothèque dans le dix-huitième arrondissement font appel à tous les camarades, à toutes les personnes qui s'intéressent à l'œuvre. Avec de faibles moyens et de bonnes volontés, nous comptons arriver à notre but et intéresser les jeunes gens qui comprennent le besoin d'une transformation sociale. L'action du groupe se portera sur les cours, conférences, causeries. Les réunions ont lieu le vendredi et le dimanche, à 8 h. 1/2 du soir.

Vendredi 15 décembre. — Causerie par A. Marné, sur la Nature.

Dimanche 17 décembre. — Soirée familiale : Causerie par A. Bloch, sur la Philosophie de Guyau (Irréligion de l'Avenir, Morale). Chants.

Vendredi 22 décembre. — Causerie par F. Prost, sur le Congrès socialiste et l'action économique.

Vendredi 29 décembre. — Causerie par Dubois-Desaulle, sur les atrocités de Biribi (1re causerie).

Toutes les personnes qui voudraient aider la bibliothèque, soit pécuniairement, soit par livres ou brochures, doivent s'adresser au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

*
* *

Banquet révolutionnaire du Quartier Latin. — Un groupe de peintres et sculpteurs libertaires du Quartier Latin organise, pour la nuit de Noël, un banquet amical.

Nous invitons tous les camarades désireux d'y participer, à s'adresser au compagnon Couturier, 8, rue Royer-Collard, tous les soirs, de 6 heures à 9 heures.

But du banquet : Protestation contre les coutumes et préjugés religieux du jour dit de Noël (1).

Prix de la carte, 5 francs.

*
* *

Quatre-Chemins, Aubervilliers. — Dimanche, à 2 heures, réunion salle Brigaldine, 107, rue du Vivier. Causerie et chansons par le camarade Langlois. Communication importante.

*
* *

Groupe des Libertaires Rennais.

Appel aux camarades.

Les camarades qui ont à cœur le triomphe des idées communistes libertaires et qui s'occupent de la propagande doivent s'apercevoir qu'en restant isolés, leurs efforts sont souvent peu fructueux par suite du petit nombre d'individus auxquels ils s'adressent.

C'est pour remédier à cet état de choses dans le cercle d'action qui lui est permis, que le groupe des Libertaires Rennais s'est constitué, en prenant comme principe fondamental : Liberté de discussion pour chacun de ses membres.

Le groupe invite toutes les intelligences et fait appel à la bonne volonté des camarades pour assister à ces réunions, afin de discuter les différentes questions sociales qu'il inscrit dans son programme.

Faire que le mouvement communiste s'étende de plus en plus doit être notre constante préoccupation. Il faut nous dresser en face d'aversaires de plus en plus redoutables et par notre nombre et la justesse de nos idées. Les camarades savent tous qu'un Congrès social démocrate doit avoir lieu en 1900, ils savent aussi que nous ne pouvons y pénétrer qu'en nous déclarant partisans de l'action parlementaire, c'est-à-dire en reniant nos principes anarchistes. Si, en face de la social-démocratie, nous voulons attester notre existence, si nous voulons montrer aux socialistes-démocrates que nous n'avons nul besoin de leur assistance, si nous ne voulons pas que ceux qui ont fait tous leurs efforts pour nous chasser au Congrès de Londres en 1896, que ceux-là même qui prétendent aujourd'hui représenter à eux seuls tout le mouvement révolutionnaire, voyant notre inaction, se disent victorieux, il faut faire aussi notre Congrès qui sera *ouvrier, international, antiparlementaire* ; pour que de ce congrès il sorte quelque chose d'utile, il faut étudier les questions d'une manière aussi complète que possible ; c'est pour cela que le groupe des Libertaires Rennais s'est définitivement constitué. Ce groupe n'a pas de statuts, ses membres sont entièrement libres de leur action individuelle. Afin de maintenir l'union entre ses membres, il a été convenu que toute question de personnalité serait soigneusement écartée. Le groupe est communiste en tant que préconisant la communauté des biens, et anarchiste par l'individualité des personnes ; de plus, il est révolutionnaire, internationaliste, antiparlementaire.

Le groupe a décidé en principe qu'un délégué serait envoyé au Congrès ouvrier international antiparlementaire de 1900. Les séances, qui ont lieu le samedi soir à partir de 8 h. 1/2, seront désormais consacrées à la rédaction de rapports sur les questions sociales qu'il désire présenter au Congrès.

(Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser au camarade Renault, 3, rue Quineleux, Rennes.)

(1) Ordinairement, lorsqu'on veut protester contre une coutume, on a soin de ne pas faire pareil.

*
* *

Amiens. — Tous les lecteurs des *Temps Nouveaux* et des journaux libertaires sont invités à se réunir le dimanche 17 décembre, à 5 heures du soir, au Cent de Piquet. — Communication importante à faire aux camarades.

*
* *

Roubaix. — Les camarades qui ont pris des cartes d'entrée pour la soirée familiale sont priés d'aller régler au moins huit jours avant chez Béranger, 38, rue Paul-Bert, ou rue des Longues-Haies, 74.

LA TOMBOLA DE NOTRE RÉUNION

Liste des lots (*suite*) :

118. Une giletière en crin, fabriquée à Biribi, don du camarade Pottigny.

119. Cinq kilos d'asperges à réclamer courant mai prochain, don du camarade Patouillard.

120, 121. Chacun un ex. *Devant la vie*, et un ex. *Le Philosophe et le Forgeron*, 2 vol., par Charles Max, don de l'auteur.

122. Un col marin en étamine, don de la compagne Guérineau.

123. Une robe pour enfant, idem.

124. Une jumelle, don de la *Bibliothèque du XIe*.

Dons du camarade Jamin :

125. Un pastel.

126. *La Naissance de Vénus*, eau-forte de Mougin, d'après Coypel.

127. Portrait de Mlle Artus ; eau-forte de Masson, d'après Chaplin.

128. *La Fontaine*, eau-forte de Courtry, d'après Henner.

129. *Le Charpentier*, eau-forte de Renouard.

130. *Une mauvaise plaisanterie*, eau-forte de Lalauze, d'après Casanova.

131. *Les Deux Amies*, eau-forte de Mme Cholé-Moutet, d'après Carand.

Dons de l'école de Mlle Dupont :

132, 133, 134. Chacun quatre paires de bas en laine, et un maillot pour enfant.

135, 136. Chacun un costume de jeune fille (lot non réclamé de la dernière tombola).

137. Une paire de chaussons et un petit bonnet au crochet pour enfant, don de Mlle Jeanne Colas.

138. Une paire de chaussons au crochet pour enfant, don de Mme Blanche Colas.

139. Un ex. de *Résurrection*, de Tolstoï, don de Juven Jean.

140. Deux porte-allumettes, tête de chien, bois sculpté, don du camarade Charbonneaud.

141. Dix rouleaux de papier peint, don d'un camarade.

Nous rappelons aux camarades que les cartes d'entrée à la réunion sont prêtes, et faisons appel au concours de tous pour leur placement.

Aux camarades de province et de l'extérieur nous demandons également de nous procurer quelques lots consistant en objets de travail local.

BIBLIOGRAPHIE

Conferencias populares sobre sociologia, par A. Bellicer-Paraire ; Biblioteca « Geopolita ». Prix, 75 centavos. Buenos-Ayres.

Tercera certamen de la Plata.

La Vraie destinée de Paris. — *Lettre à M. Agathon de Potter*, deux brochures, par J.-E. Lagarrigue, à Santiago-du-Chili.

Le Livre des Mille et une Nuits, tome III, traduction par J.-C. Mardrus ; 1 vol., 7 fr., à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Vybor et Basni Stéphanu Mallarmea, prelozil EM. St. et Lesenradu, Prague.

La Lutte des classes en France (1848-1850), par Karl Marx, traduction de L. Remy ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

Le Socialisme théorique et Social-démocratie pratique, par Ed. Bernstein, traduction de A. Cohen ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

A voir :

Au Congrès socialiste, vers l'unité, dessin de Hermann-Paul, *Figaro*, 7 décembre.

AUX CAMARADES

Il nous revient de divers côtés que les camarades ont des difficultés à se procurer le journal. Nous faisons un appel pressant à tous ceux qui s'intéressent à son existence, pour nous signaler les localités où les libraires mettent de la mauvaise volonté à le tenir.

Aller chez les libraires et leur dire que le correspondant de la maison Hachette de la localité doit le leur fournir.

*
* *

Les différents envois d'argent insérés dans notre n° 32, marqués au nom du groupe des *Affamés*, sont, en réalité, des *Affamés*, les *Progressifs* et *Germinal* de Spring-Valley.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Marseille. — Reçu convocation trop tard. Le mardi matin, dernier délai.

G., à Cette. — *Force et matière*, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères, 7 francs. — Nous pouvons vous le procurer.

B., à Roubaix. — Reçu les 5 fr. 40 pour le compte de F.

F., à Ste-Tulle. — Merci pour l'adresse, nous avons reçu celle dont nous avions besoin.

Dr. Z. — *Misère et Mortalité* épuisé.

Dumas, à Paterson. — Voyez *Bibliothèque anarchiste*, n° 33.

A. M., à Anaïs. — Les lettres E. S. R. I. veulent dire « étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes ». Les autres brochures épuisées ; ai remplacé par d'autres. — Oui, le dictionnaire Maurice Lachâtre est amélioré, il est en cours de publication ; il coûte 0 fr. 60 la livraison. Il aura trois volumes, je crois.

E. B., à Montauban. — Ai expédié partie des brochures ; les autres épuisées : celles expédiées faisaient la somme reçue, du reste.

A. P. — Reçu un peu tard. Passera semaine prochaine.

G., à Montpellier. — *Création des êtres* de Hæckel, 12 fr. 50, chez Schleicher. Oui, nous pouvons vous faire parvenir franco.

E. T., à Nancy. — Quelques brochures épuisées. Ai remplacé par d'autres.

M. N., à Londres. — Reçu les P. P. Merci.

A. B. C. — Bien reçu les 50 fr. de B. et de M. Merci.

F. G., à Marseille. — Nous ne connaissons personne à Arras.

D., à Genève. — Reçu l'article. Il va bien, mais il me faudrait la suite.

Sarcleux. — Ce n'était pas un oubli, mais à cause de l'avoir reçu en retard.

Reçu pour le journal : Collecte aux *Egaux du XVIIe*, 1 fr. 50. — D., à Lyon, 1 fr. — Groc Louis, 0 fr. 50 ; Ernest, 0 fr. 50 ; Baille, 0 fr. 50 ; Barabas, 0 fr. 50 ; J. Vaillé, 10 fr. 50 ; Bras, 0 fr. 50 ; Calaro, 1 fr. ; Castan, 1 fr. En tout : 5 fr. — Collecte aux *Egaux du XVIIe*, 1 fr. 50. — X. Y., 1 fr. — Marseille : Un groupe de camarades de Madrague, 4 fr. 50 ; Un pot à colle, 0 fr. 50 ; Un qui veut que cela finisse, 2 fr. En tout, 6 fr. à partager entre les *Temps Nouveaux*, l'*Homme libre* et le *Libertaire*. — D., à Fulton, 10 fr. 30. — P., à Troyes, 0 fr. 50. — Pour la propagande, 0 fr. 50 ; Une anarchiste, F. L., 0 fr. 25 ; A. F., à Rennes, 0 fr. 25 ; Lady Namite, 0 fr. 50 ; Un cléricafard, 0 fr. 60 ; Un révolté, 0 fr. 25 ; A. Renault, 0 fr. 50 ; Mort aux cafards, 0 fr. 40 ; Pour démolir le poteau frontière, 0 fr. 25 ; Mort aux vaches (1), 0 fr. 25 ; Groupe des Libertaires Rennais, 2 fr. ; Jugon, 0 fr. 35 ; Une échappée, 0 fr. 25 ; Sabre et Goupillon, 0 fr. 50 ; Un esclave de la voie ferrée, 0 fr. 20 ; C., à Montpellier, 1 fr. : En tout, 7 fr. 05. — Merci à tous.

B., à Genève. — P., La Chapelle. — G., à Riverside. — F. T., à New-York. — L., à Chaux-de-Fonds. — W., à Lausanne. — P., rue de Rivoli. — T., à Nancy. — C., à Berne. — B., à Limoges. — Reçu timbres et mandats.

(1) Les vaches sont pourtant de bonnes bêtes.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 35 DIX CENTIMES DU 23 AU 29 DÉCEMBRE 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir. Prière également de nous faire connaître les libraires qui apporteraient de la mauvaise volonté dans la mise en vente.

Même chose pour les gares, où certains commissaires ont fait pression sur les libraires pour les intimider.

Nous prions les camarades de prendre cet appel en considération. Si seulement un sur dix, de ceux qui se disent anarchistes, achetait le journal, nous n'aurions pas besoin d'avoir recours à la mendicité qui, seule, nous permet de tenir. Que ceux qui trouvent que la besogne que nous faisons est utile, sortent donc un peu de leur apathie pour lancer le journal.

Il y a une classe où il doit y avoir de la bonne besogne à faire : c'est celle des instituteurs et professeurs. Nous faisons appel à tous pour nous procurer des adresses où nous pourrions expédier le journal.

FAUX ÉVANGILE

(Suite)

Zola renverse tout simplement l'ordre d'enchaînement logique suivant lequel se présentent ces deux problèmes : natalité et bonheur social. D'après lui, ce serait par l'accroissement désordonné de la famille, par le respect superstitieux du germe humain que l'homme atteindrait au bien-être, à l'existence complète, large et libre. Le pullulement de la vie assurerait la multiplication des richesses.

De telles affirmations auraient besoin de commentaires. A chaque nouveau-né, je vois bien que Mathieu crée de nouvelles subsistances. Mais ce n'est là qu'une fable, un symbole dénué de toute valeur probante. A la fiction du livre, la vie oppose ses réalités. Ici, de longues files de miséreux dévorant un peu d'eau grasse aux portes des hospices ; là, des armées de sans-travail processionnant à travers les capitales ; et partout, aux champs comme aux cités, des multitudes qui peinent pour un salaire de dérision. Comment se fait-il qu'à ceux-là aussi des subsistances ne furent pas créées à mesure qu'ils mirent le nez hors du ventre de leur mère ?

L'agriculture et l'industrie ne sont pas, comme voudrait nous le faire voir le romancier, des terres encore en friche ne demandant que des bras et encore des bras pour produire, à la réquisition de toute initiative, des richesses fabuleuses. Ces deux sources de vie sont en plein rapport. Depuis un siècle surtout elles versent leurs trésors sans compter. Mais comment la foule s'en apercevrait-elle, puisqu'une minorité parasite retient de ces richesses la meilleure part ?

Si ces domaines fertiles ne donnent pas encore tout ce qu'ils peuvent donner, c'est que, le plus souvent, ils sont cultivés en vue du lucre égoïste et non dans le but social et désintéressé du maximum de production. L'intérêt de l'industriel ne coïncide pas toujours avec l'intérêt de l'industrie. Si, dans tant de voies diverses, tant d'initiatives pourraient être prises, tant de découvertes faites, tant d'entreprises commencées qui ne le sont pas, c'est que le courage et l'intelligence pauvres restent trop souvent sans emploi. Des fils de paysan laissent de ci, de là quelques coins de terre incultes. Sont-ce des bras qui leur manquent ou plutôt des engrais et des machines ?

On dit encore — et Zola lui-même a mis, je crois, cet argument dans la bouche de Mathieu : « Le nombre est révolutionnaire, le nombre vaincra l'inégalité sociale. » Pur sophisme. Les exploités furent toujours en nombre en face des exploiteurs. Et ceux-là n'étant jamais qu'une misérable poignée, on se demande pourquoi cent mille travailleurs réussiraient là où cinquante mille n'ont rien pu. Non, le nombre n'est pas une force révolutionnaire, à moins qu'on n'entende par là la discipline d'un troupeau dressé au vote. Ce qui est révolutionnaire, c'est l'individu conscient, le cerveau vigoureux, la volonté robuste. Et cela n'a rien à voir avec le pullulement de la chair à mitraille et de la chair à machine.

Ce n'est pas en augmentant sans fin le nombre de leurs enfants que les hommes atteindront la prospérité sociale. Pas plus d'ailleurs qu'en le restreignant. Qu'il y ait trop de monde pour les besognes nécessaires ou juste ce qu'il en faut, il y aura des affamés et des repus, des gras et des maigres, tant que le capital étendra sur la terre son ombre mauvaise.

Pourtant, ceux qui prêchent la restriction de la famille ont sur leurs adversaires un avantage. Ils revendiquent, et non sans courage, pour la liberté et pour la raison, un domaine qui, jusqu'ici, leur fut fermé. Dans la loi religieuse de nos pères, la chair était infâme, ses joies proscrites, tolérées seulement en vue de la reproduction et l'acte sexuel non sanctifié par cette fin devenait criminel. Les anathèmes de Zola contre l'amour stérile trahissent, dans nos mœurs, comme un relent de l'ineptie catholique.

Ce fut Dieu, pendant longtemps, qui enjoignit à l'homme de forniquer les yeux fermés et de laisser fructifier au hasard les germes sortis de lui. Ce sont aujourd'hui les lois de la nature qui l'exigent, si l'on s'en rapporte là-dessus à Emil Zola. Vouloir rester le maître de sa faculté de produire des rejetons, c'est outrager la nature. Le mot était inévitable. Il n'est pas de bourde ni de cruauté qu'on ne mette sur le dos de cette complaisante dame. Quand nous laissera-t-on tranquilles avec cette seconde édition de la Divinité ? Se conformer à la nature, est-ce donc pour l'homme vivre selon la loi de la plante ou de l'infusoire ? Il me semble bien qu'il est aussi dans la nature, et non pas en dehors d'elle, l'homme de notre temps et qu'il y est avec sa raison, avec sa prudence, en un mot selon son type actuel. C'est donc lui qui les fait, pour une part au moins, ces fameuses lois de nature, avec lesquelles on essaye de le torturer, et, comme l'homme lui-même, ces lois, loin d'être immuables, changent constamment. Si l'humanité en quête de son bonheur parvient à se tirer d'affaire avec un ou deux enfants par famille au lieu de six ou huit, en quoi, je vous le demande, la nature sera-t-elle offensée ?

L'idéal de la procréation bestiale, de l'homme machine à engrosser, de la femme machine à enfanter appartient déjà au passé. Il est destiné, semble-t-il, à faire place dans l'avenir à un idéal plus relevé. Plus l'homme et la femme s'affineront, moins ils seront disposés, croyons-nous, à laisser le hasard maître de leur vie sexuelle et familiale. A mesure que l'organisation sociale en s'épurant exigera un jeu de forces humaines plus savantes, plus conscientes, coordonnées plus exactement, on préférera dans la matière humaine la qualité à la quantité. Certains individus, s'ils étaient capables de comprendre et de vouloir un peu fortement le bien de l'espèce, devraient s'abstenir. Il y a des périodes, des moments où chacun devrait s'abstenir.

On agite le spectre de la dépopulation. Ce spectre ne nous trouble pas. Tout d'abord la vie sociale, lorsqu'elle ne sera plus fondée sur l'exploitation, fera beaucoup moins de déchet humain. L'abaissement du chiffre des naissances se compensera par de la longévité. La question de la population est d'ailleurs toute relative. Le même pays, trop pauvre en hommes pour satisfaire aux appétits de la société capitaliste, la plus gaspilleuse qui soit de nos efforts, deviendrait assez riche le jour où il s'organiserait pour vivre en communisme, c'est-à-dire sous un ordre social économe de l'effort humain. Enfin et surtout il faut dire qu'une fois disparus les phénomènes sociaux qui imposent à certains le malthusianisme comme une nécessité fatale, une société sera vraiment la maîtresse de sa population. S'il n'est pas téméraire de porter, dès à présent, nos regards vers un avenir peut-être bien lointain encore, il semble que les sociétés, à mesure qu'elles deviendront maîtresses de leurs destinées et pratiqueront la consommation égalitaire de leurs richesses, résoudront la question

de la production des enfants, comme de toutes les autres productions, par une balance approximative entre les besoins et les produits. Autrement dit, elles remplaceront par une procréation pondérée et variable le régime actuel du pullulement, corrigé par les saignées brutales de la guerre et les éliminations lentes du travail homicide et de la misère.

Zola nous a tracé, il est vrai, le tableau saisissant des misères physiques qu'entraînent pour la femme certaines pratiques malthusiennes. Et cette partie du livre est, à vrai dire, la meilleure, car elle répond au moins à un danger indéniable. Seulement, s'il a bien décrit le mal, il n'a su trouver ni la vraie cause, ni le vrai remède. Est-il nécessaire de s'estropier pour éviter un enfant? La fausse pudeur qui s'attache à ces choses par suite des préjugés et d'une éducation absurde est le plus souvent responsable des pratiques les plus dangereuses. Et lorsqu'il n'y aura là plus rien de louche ni de secret, la raison aidée de la science saura intervenir sans danger, quand il le faudra, dans la reproduction.

(A finir.) CHARLES-ALBERT.

AUX CAMARADES

Dans le numéro 33 des *Temps Nouveaux* on a pu voir la situation financière de l'*Ecole libertaire* : 661 fr. de disponible, c'est-à-dire moins de six mois de loyer en caisse, puisque l'école paie 1.500 fr. par an.

Une souscription permanente ouverte parmi les membres du groupe d'initiative va tâcher d'assurer le loyer, mais en admettant que, parmi nous, on arrive à trouver ces 1.500 francs par an, il y a une foule d'autres frais; d'autre part, il ne faut pas oublier que le but de l'école ne s'arrête pas à faire des causeries aux adultes, le soir. Son but principal est d'ouvrir une école pour enfants, afin d'y appliquer les méthodes que la critique et certains essais nous montrent les meilleures; les cours du soir n'étaient eux-mêmes qu'un moyen d'augmenter la caisse, pour arriver plus vite à la réalisation de notre idée.

Mais, au lieu de nous rapporter de l'argent, les diverses réunions que nous avons données nous en ont dépensé. L'école des vacances de l'année dernière en a emporté sa part, ainsi que les cours donnés à l'*Hôtel des Sociétés savantes*, où nous payions 180 fr. par mois.

L'installation et le loyer rue de Montmorency menacent d'emporter le reste.

Si d'aucuns croient l'œuvre bonne, s'il y en a qui pensent qu'une école où leurs enfants pourraient être éduqués avec le respect de leurs virtualités ne soit pas inutile, qu'ils apportent leur concours à l'initiative. Le groupe fait appel aux bonnes volontés.

Ecrire au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

J. GRAVE.

A PROPOS DE RÉUNIONS

Le reproche nous a été souvent adressé de considérer la question cléricale comme une chose secondaire. Les camarades savent, en effet, que nous enfonçons le moins souvent possible des portes ouvertes, et que nous cherchons à distinguer toujours la cause de l'effet. Or le capitalisme étant une cause et le cléricalisme un de ses nombreux effets, il est clair que s'attaquer au premier, c'est faire de bonne besogne, la plus indispensable de toutes. Nous savons que le péril clérical est le dada des radicaux et socialistes et nous leur laissons volontiers ce cheval de bataille un peu fourbu. Nous sommes convaincus de la nécessité de circonscrire la lutte sur le terrain économique et de ne pas gaspiller nos forces en des escarmouches sans portée. Et ce n'est pas en mangeant du prêtre dans des réunions publiques que se résoudra cette question sociale qui nous tient tant à cœur.

Nous voulons donc une bonne fois faire justice d'une rengaine ressassée dans les parlottes électorales : la liberté (?) de conscience et la séparation des Eglises. Il n'est personne qui n'ait entendu dire à un candidat à peu près ce qui suit : « La séparation! mais j'en suis partisan convaincu, je la souhaite, je la désire ardemment et elle reste toujours un des principaux articles de « mon programme »! Mais, voyez-vous, il faut d'abord que vous vous sépariez personnellement de l'Eglise; et quand la chose sera entrée dans les mœurs, elle sera bientôt après dans la loi. » On ne se moque pas du monde plus impudemment et nous trouvons que cette fumisterie de politicien a assez duré.

Comment! vous, bourgeois voltairien, bien pourvu, bien renté; vous, jouissant de cette liberté totale que donne la fortune, vous oserez dire à des ouvriers, à des employés, à de petits commerçants, à des débiteurs, à des obligés, à des besogneux de toute sorte : « Vous pouvez et vous devez vous séparer des Eglises. » C'est révoltant de cynisme et d'audace, en vérité. Mais il n'oublie qu'une chose, ce charlatan sans vergogne, c'est de donner le moyen pratique de réaliser cette mesure sans compromettre le pain de la nichée (1), sans risquer la perte de l'emploi ou de la clientèle, sans qu'il en coûte, en un mot, des sacrifices dont pâtirait la famille entière. Est-ce que, en général, le patron, l'employeur ne sont pas de parfaits réactionnaires voyant, dans la religion, un précieux auxiliaire de l'exploitation capitaliste? Il faut reconnaître qu'à Paris l'ouvrier jouit, sous ce rapport, d'une liberté relative; mais en province, à la campagne surtout, la suspicion est partout, et les représailles ne se font pas attendre.

Et c'est une minute pénible, douloureuse, pour le révolté qui ronge son frein, qui souffre de ne pouvoir confondre ces menteurs sinistres, quand le moulin à paroles semble provoquer quelques questions. Hypnotisé, grisé de mots sonores, terrorisé par la crainte du mouchard, tout l'auditoire se tait dans le lourd silence de la peur, pas une voix ne s'élève pour soulever l'objection que nous venons d'indiquer. Et le mot profond de Lamennais nous vient en mémoire : « Silence aux pauvres! » silence aux déshérités, aux parias, aux salariés, aux sans-argent, aux résignés, aux vaincus! Mais nous qui ne nous payons pas de mots, qui ne nous grisons pas de formules vides, qui nous méfions des prêcheurs d'absolu, nous n'hésitons pas à paraphraser le mot fameux en disant : L'ennemi, c'est l'argent!

C'est l'argent qui a fait l'égoïsme plus féroce, la cupidité plus vile, les haines plus profondes, qui a exacerbé toutes les passions humaines jusqu'au paroxysme... Il a tué la famille, détruit ce qu'il y a de meilleur en nous, atrophiant les consciences, creusant entre tous les hommes des abîmes infranchissables. Il n'y a pas à composer avec lui. Il est la sanction supérieure de la force et de l'autorité ; tous ceux qui sont pour la liberté contre toutes les oppressions, politiques, économiques ou religieuses, doivent vouloir énergiquement sa suppression. Mais encore une fois, séparons la cause de l'effet. On peut et on doit haïr le capital sans détester les riches. Autant la haine des institutions est féconde, autant celle des personnes est stérile. Tel qui, sous couleur de socialisme, déblatère contre le richard, s'accommoderait fort bien d'une tuile qui lui procurerait loisir et bien-être. Il faut à tout prix, nous anarchistes, éviter de tomber dans pareille contradiction.

L'ennemi, c'est l'argent! Voyez cette bourgeoisie dite libérale enrichie par le vol légal des industries et des négoces ; voyez cette aristocratie figée dans ses traditions, barricadée dans ses palais modernes hérissés de défenses qui respirent la défiance et la peur; voyez tous ces blasés à blason, tous ces tarés à particule, tous ces désœuvrés, tous ces oisifs qui font pitié : tous ces gens morts historiquement sont forts par l'argent, et sont les fermes soutiens de l'Eglise.

L'ennemi, c'est l'argent! Tout-puissant dans l'ordre matériel, il est plus néfaste encore dans l'ordre moral. Il a faussé toutes les notions du juste et de l'injuste, établi partout la morale de l'intérêt, la morale des sanctions et des récompenses, élevé la vénalité à la hauteur d'une institution. Plus encore, il a tellement pénétré nos mœurs, notre vie sociale, si fortement gangrené les consciences, qu'en éveillant chez presque tous l'universelle convoitise, il a rendu notre tâche plus ardue en retardant l'évolution des superficiels, des demi-courageux qui ne résistent pas à ses séductions, et ne peuvent se faire à l'idée de le voir disparaître.

Il est donc évident que la lutte que nous poursuivons doit se cantonner strictement sur le terrain économique. La liberté de conscience restera un leurre tant qu'elle n'aura pas pour corollaire l'indépendance que donne l'argent. Il est impossible d'être pleinement soi-même, de mettre d'accord tous ses actes avec sa conviction intime, dans une société asservie, hiérarchisée, dominée par toutes les puissances de l'argent.

Et ce ne sont pas les emballés, les hurleurs de réunions publiques qui changeront quelque chose à cela. Certes, nous ne voulons pas médire des conférences que nous suivons avec le plus vif intérêt. Elles sont, en somme, un excellent moyen de propagande. Entendre une parole élégante, précise, colorée, est un régal de délicat qu'on ne s'offre pas tous les jours. Mais certaine fable du judicieux La Fontaine (que nous revendiquons pour un des nôtres) nous hante la mémoire quand nous y voyons des adversaires aux prises faisant preuve d'une égale intolérance. Nous n'avons pas les mœurs de la liberté. Et dût notre imbécile chauvinisme en souffrir, il nous faut avouer que l'Angleterre peut nous donner de bonnes leçons sous ce rapport. Or, tant que ces réunions ne seront ni plus calmes, ni plus courtoises, tant qu'elles ne seront qu'un plaisir d'observateur et d'artiste, nous pensons que l'on pourra leur préférer l'étude paisible, dans la société des livres amis, où l'on travaille à se refaire une mentalité neuve, seul gage certain des libérations définitives.

Non, encore une fois, ce n'est ni le Dieu des métaphysiciens et des spiritualistes, ni celui de M. Bergeret, ni même le Dieu des chrétiens dormant au fond des églises, qui met obstacle à l'évolution des individus et à la libération des consciences ; mais c'est bien celui que symbolise le Veau d'Or, le Dieu argent, qui gît au fond du coffre-fort de nos maîtres. Celui-là ne connaît pas d'athées et ses fidèles sont légion. Il est donc bien l'ennemi, le seul, le vrai, contre lequel doivent porter tous nos efforts. En politique comme en religion, il est le suprême ressort, le fameux nerf avec lequel on nous tue.

Que deviendrait la religion si elle n'était soutenue, entretenue par l'argent de la bourgeoisie? Une institution surannée, paralysée dans tous ses moyens d'action, qui serait bientôt aussi inoffensive que le spiritisme et autres sciences (?) occultes qui amuseront toujours les simples, les crédules auxquels il faudra quand même, n'en fût-il plus au monde, du merveilleux et du surnaturel. Le jour où le prêtre serait obligé d'échanger ses services (?) avec le cultivateur, le cordonnier et le tailleur, il est hors de doute qu'il serait vite réduit à la portion congrue.

La puissance de l'Eglise est donc plus maté-

(1) En principe, le camarade a raison; mais il faut avouer que, à cet égard, nombre de gens qui prétendent s'être défaits de l'idée religieuse vont encore trop facilement à l'église, alors qu'il ne leur en coûterait rien de s'abstenir; et quand même il en coûterait quelque chose?... La conviction est bien peu forte lorsqu'elle ne sait pas se plier à quelques sacrifices.

rielle que morale. La force de ces gens qui enseignent le détachement des biens de ce monde en détachant des coupons est, avant tout, une force capitaliste. Par ce temps de libre recherche et de libre examen, l'aveugle foi, qui est le suicide de la raison, se perd de jour en jour dans les masses. Avec moins d'ignorance et plus de bien-être, les croyances religieuses auront fait leur temps. Lutter contre la misère, c'est rendre inutile la vieille chanson qui berçait la misère de nos aïeux. Nous chanterons la joie de vivre au milieu d'une Nature souriante et généreuse, dans une humanité renouvelée par la Science, éprise d'Art et de Beauté, rajeunie au souffle d'un idéal nouveau de vraie justice et de vraie bonté.

SÉVERIN.

UNE TRINITÉ MODÈLE

Il vient de mourir, en Suisse, la troisième personne d'un trio qui mérite quelques lignes afin que la postérité ne les oublie pas, et qui est bien la représentation de la société d'aujourd'hui.

Je veux parler de Fornerod, ex-président de la Confédération suisse.

Après avoir été président des Helvètes, il s'accoupla à deux autres copains dont l'un avait été aussi conseiller d'Etat du canton de Genève, je veux parler de Moïse Vauthier, lequel mourut il y a peu de temps aussi; et le troisième fut un certain Caperon qui a, sans doute aussi, son histoire que j'ignore, mais qui, paraît-il, excellait en l'art de dénicher les gogos ayant de l'argent à placer.

A eux trois, et sans le sou, ô génie humain! ils créèrent une souricière à qui ils donnèrent le nom de *Crédit foncier suisse;* lequel crédit, contrairement à notre crédit agricole, sut attirer les gogos à tel point, qu'en un temps relativement très court ils firent entrer dans leur caisse une quantité respectable de millions, ce qui prouve que les imbéciles ne datent pas seulement du Panama.

Manger ces millions fut l'affaire de peu de temps et les gogos n'en virent que fumée. Malheureusement pour cette trinité bourgeoise, laquelle n'ayant pas de galons sur les bras et les faux n'étant pas encore passés à l'état endémique, par surcroît de malheur n'étant pas nationalistes, puisque étrangers, la police française (puisque tout se passait à Paris) fourra le nez dans l'affaire, la basoche intervint aussi et fut forcée de sévir contre cette escroquerie; elle condamna Fornerod à cinq ans, je crois qu'il fit bonne partie de sa peine; Caperon à trois ans, mais comme celui-ci avait su garder une poire pour la soif, il en offrit un morceau — 300.000 francs, je crois — pour être mis en liberté provisoire, et cela accepté, il prit la poudre d'escampette. Quant à Vauthier, il ne me souvient plus bien s'il fut condamné comme président de la souricière : ce que je sais et ce dont j'ai gardé mémoire, c'est qu'il en sortit tout endolori et resta longtemps sans remettre les pieds en France, il avait sans doute de bonnes raisons pour cela, et c'est ce qui explique la haine qu'il garda contre les anarchistes qui ne se gênaient pas de le lui rappeler quand il le fallait.

Une quatrième personne peut aussi être jointe au trio, laquelle était aussi à peu près vers la même époque un frère en malheur avec lequel ils étaient bons copains : ce fut Louis Favre (la Suisse a aussi son Favre). Ce fut lui qui fit, ou à peu près, le percement du Gothard; il fit fusiller ses ouvriers à Gœschenen, parce qu'ils avaient le mauvais goût de ne pas vouloir être asphyxiés dans des tunnels déjà longs de plusieurs kilomètres, cela pour deux francs par jour : c'est alors que l'on vit l'*armée citoyenne*, chère à Urbain Gohier, ne faire qu'une bouchée des pauvres bougres. Cela fait, notre Favre pensant que ce n'était pas suffisant pour aspirer à la postérité, fit faillite, puis mourut. Du coup il eut deux statues, une à Chênebourg, près Genève, et une à Genève : je ne sais laquelle représente le failli, mais je suppose que c'est celle de Chêne, et celle de Genève, l'assassin; ce qui prouve encore que de Lesseps a été un imbécile; si à côté de son escroquerie il avait joint une bonne petite fusillade (1) de ses ouvriers du Panama, il aurait non seulement sa statue du Caire, mais il aurait certainement celle de France.

Devant ces précédents, je pense qu'on élèvera aussi un monument aux trois copains du Crédit foncier suisse. A ce propos, je viens donner un conseil au futur sculpteur; voici mon idée :

Les trois grands hommes seront réunis, posés sur un monceau de cadavres; devant eux, un sac d'écus soulevé par un ouvrier blessé ayant les yeux bandés. Chacun aura une main plongée dans le sac et de l'autre portera son emblème : Fornerod un bonnet de forçat, Caperon une bourse à la main, Vauthier un bulletin de vote montré au peuple.

Sur le socle, on graverait simplement :

Aux modèles,
A la trinité des banqueroutiers malheureux,
Les imbéciles et les voleurs reconnaissants.

UN ENTHOUSIASTE.

(1) Il me semble vaguement me rappeler qu'il y a eu quelques révoltes à Panama, réprimées par la force armée. — J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Il est question de présenter le général Mercier aux élections sénatoriales. Les dreyfusards se récrient avec horreur. Pourquoi donc? Pourquoi Mercier ne ferait-il pas un excellent sénateur? Le Luxembourg serait-il le temple de toutes les vertus politiques? Si quelqu'un s'avisait de l'affirmer, ne se trouverait-il pas dans cette noble assemblée nombre de protestataires alléguant leur exemple en démenti? Le Mazeau, domestique de toutes les cours, hautes et basses, le saucissonnier Constans, protecteur de la petite Grazidou et de la ceinture du roi d'Annam, le Raynal des conventions scélérates, le Thévenet de Panama, le Freycinet de tous les tripotages, etc., n'offriront-ils pas au Mercier des voitures Lefèvre et autres affaires une société tout à fait en rapport avec ses aptitudes de détrousseur des fonds publics? L'homme de Madagascar et le forfaiteur du procès Dreyfus me paraît, au contraire, un voisin tout désigné pour l'homme de Fourmies et l'élu des fraudes de Toulouse. Sa triple qualité d'assassin, de faussaire et de tripoteur le désignent tout particulièrement, entre beaucoup d'autres, aux suffrages des bons électeurs pour faire un gouvernant.

*
* *

SOLIDARITÉ. — Le gouvernement que l'Europe socialiste nous envie vient de donner une nouvelle preuve de son républicanisme. Pierre Quillard, Ch. Malato et Urbain Gohier sont poursuivis — *en police correctionnelle* — pour offenses envers Abd-ul-Hamid, connu dans le monde sous les sobriquets du « grand Saigneur » et du « grand Assassin ».

Cette touchante solidarité entre gouvernements ne nous étonne nullement. Le ministère qui a résolu de sauver à l'intérieur tous les criminels de l'Etat-major par une amnistie générale, ne peut manquer d'étendre sa sollicitude à l'extérieur sur l'état-major de criminels qui gouvernent les peuples.

Ceux qui ont résolu de passer une éponge bienfaisante sur les forfaits de la bande Merciériste sont naturellement remplis de sentiments de sympathie pour celui à qui l'on pourrait appliquer l'épithète dont Alphonse Humbert qualifiait le tsar Alexandre III : « une éponge à boire du sang ».

Pas plus que les loups, les éponges ne se mangent entre elles.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

LE ROYAUME DE LA MORT. — Les militaires de profession, ceux qui, entre tant de labeurs utiles, ont choisi l'épouvantable métier de tueur d'hommes, aggravent encore, dans l'exercice de leur métier, leur insuffisance de sentiment moral, leur mépris superbe de la liberté et de l'existence des autres.

A défaut de prétendus ennemis à pourfendre, ils se rabattent sur « leurs hommes », et toute caserne a un peu l'aspect d'un champ de bataille. Tantôt les épidémies tuent les soldats comme des mouches : à Neufchâteau, au 5ᵉ chasseurs, la fièvre typhoïde a fait plus de trente cadavres. Tantôt les soldats se tuent eux-mêmes : Albert Besançon, du 162ᵉ de ligne, s'est jeté sous un train; Florent Holleville, du 148ᵉ, ayant déserté et ayant été livré aux gendarmes *par son propre père*, s'est pendu. Tantôt ils meurent pour des besognes imbéciles : Paul-Emile Herse, du 106ᵉ de ligne, s'étant coupé une artère en raclant le parquet de la chambrée avec un tesson de bouteille, est mort dans les horribles souffrances du tétanos. Tantôt ils sont insultés, frappés, tués par leurs chefs. Un de nos correspondants nous écrit qu'à Epinal on a vu « un sergent frapper une recrue à coups de pieds dans les jambes, parce qu'il ne changeait pas le pas assez vite; l'autre semaine, un bleu de la 6ᵉ compagnie du 149ᵉ de ligne a eu les mains, les pieds et la figure gelés; on parle de lui faire l'amputation des mains; et dire que ce jeune homme est calotin, donc rivelarmiste! Tous les jours, des soldats tombaient sur le terrain : il y avait 20 degrés au-dessous. » Au 47ᵉ de ligne, à Saint-Malo, un homme agonise qu'on a fait geler en prison : puni de salle de police pour ivresse, l'adjudant avait trouvé drôle, par ce froid intense, de lui retirer sa paillasse et sa couverture; le lendemain matin, on trouvait le malheureux inanimé, gelé.

Mais voici le bouquet. Cela s'est passé au 31ᵉ dragons, à Epernay. Il y avait là un jeune soldat juif (et très chauvin), Gaston Bernard, arrivé le 15 novembre au corps. Le 3 décembre, sa famille recevait une dépêche disant que Bernard était à l'hôpital pour une pneumonie, état assez grave. Le lendemain, la mère accourt : son fils venait d'être opéré d'un phlegmon à la cuisse, et se mourait. Il est mort dans la nuit du 5 au 6, mais, avant de mourir, il a pu raconter à sa mère une partie de son martyre.

« Depuis mon arrivée, le maréchal des logis de Solanges avait juré ma perte. Il m'appelait continuellement Dreyfus, sale youpin, porc, maquereau, etc.

« Un jour, à la manœuvre, je fus blessé d'un coup de pied de cheval dans la poitrine. On déclara à l'infirmerie que ce ne serait rien. Cependant je souffrais horriblement. Une grosseur s'était formée à la cuisse droite. Le 29, j'allai à la visite. Le médecin déclara que je souffrais seulement de contractures de chairs, ainsi qu'il arrive souvent aux jeunes cavaliers. Mais le 2 décembre, c'est-à-dire trois jours après, l'abcès crevait naturellement et on me transportait ici sur un brancard. On diagnostiqua un phlegmon et on me fit l'opération. Ah! ma pauvre mère, j'ai bien souffert à ce moment-là, mais ce n'était rien auprès de ce que j'avais enduré.

« Entre temps il m'avait fallu manœuvrer. Un jour, au manège, le maréchal des logis de Solanges me commanda pour la voltige. J'avais peine à me traîner. Je lui en fis la remarque, invoquant mon mal.

« — Tu mens, me répondit-il brutalement.

« Et il me fit déculotter devant tout le peloton, ajoutant après avoir vu mon mal :

« — Eh bien! sale youpin, tu en crèveras peut-être, mais tu monteras tout de même.

« Puis, s'adressant au brigadier qui nous commandait, il lui dit devant tous les hommes :

« — Tu vois ce sale youpin, ce porc, ce maquereau, tu le feras crever ou je m'en charge; s'il se plaint, je le tuerai. »

Après la mort de son enfant, Mme Bernard a adressé une plainte au colonel contre le maréchal des logis de Solanges, assassin. Le colonel, M. de Lestapis, a, suivant l'usage, fait une enquête d'où il ressort que le maréchal des logis est blanc comme neige. Nous savons trop ce que valent ces enquêtes, pour nous y arrêter une minute; d'ailleurs la sœur qui soignait Bernard a dit à plusieurs reprises que ce Solanges avait l'habitude de brutaliser ses hommes, et le capitaine lui-même a avoué qu' « il avait un langage détestable ».

Ces choses-là crient vengeance, non pas contre tel ou tel galonnard avec ou sans particule, mais contre le militarisme tout entier.

R. CH.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous voudrions compléter pour nos collections les journaux parus à Genève, avant le *Révolté*. Y a-t-il quelques camarades pouvant disposer des numéros suivants?

Révolution sociale (Genève 71), entière, sauf le n° 8.

Bulletin de la Fédération jurassienne :

1re année : Nos 2, 3, 4, 6, 12, 17 à 22 inclus.

2e année : Nos 2, 4, 7 à 15 inclus, 17 à 21 inclus, 24, 25, 27 à 31 inclus, 34, 35, 36 — 38 *s'il existe?*

3e année : Nos 1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13 à 19 inclus, 21 au 40 inclus, 42, 45, 46, 48, 50 et 51.

4e année : Nos 1 à 7 inclus, 9, 10 et 11, 14, 15-22 à 42 inclus, et à partir du 44.

5e année : Nos 1 à 12 inclus, 14, 15, 21, 22, 23, 25, 28, 30, 31, 32, 34 à 43 inclus.

6e année : Nos 1 à 5 inclus, 7 à 11 inclus, 14, 16 à 22 inclus, 28, 35, 39.

7e année : No 7.

Solidarité de 70 : Nos 1 à 6, 12, 13, 14, 15 et à partir du 17.

Nous adresser les propositions.

∴

Bibliothèque d'Education libertaire du XVIIIe arrondissement (provisoirement salle Couderc, 1, rue Léon). — Les réunions ont lieu les vendredis et dimanches, à 8 h. 1/2 du soir.

Il n'y aura pas de réunion les dimanches 24 et 31 décembre.

Vendredi 22 décembre. — Causerie par Prost, sur le Congrès socialiste et l'action économique.

Vendredi 29 décembre. — Causerie par Dubois-Desaulle, sur les atrocités de Biribi (1re causerie).

Dimanche 7 janvier 1900. — Soirée familiale. Causerie par Louise Réville. Chants.

Adresser livres, brochures et toutes communications au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

∴

Un groupe d'éducation populaire, *L'Enseignement Mutuel*, qui tenait ses séances rue Davy, vient de se reconstituer et de se transporter à la Chapelle. Des conférences et causeries y ont lieu régulièrement le mercredi et le samedi soir, à 8 h. 1/2, au siège social, 41, rue de la Chapelle.

Des consultations juridiques et médicales y sont données gratuitement le dimanche matin, de 10 h. à 11 h. 1/2.

Des réunions musicales et littéraires y seront organisées ultérieurement.

Samedi 23 décembre, à 8 h. 1/2. — Raymond Sée : La Vie sociale en Californie.

Mercredi 27 décembre, à 8 h. 1/2. — Eugène Petit : La Loi de 1898 sur les accidents du travail.

∴

Le groupe des *Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris* (E. S. R. I.) continuera, mercredi 27 décembre, la discussion du rapport qu'il présentera au Congrès ouvrier international de 1900 sur le Communisme et l'Anarchie. — Le groupe tient désormais ses séances 26, rue Titon.

∴

Bibliothèque d'Education libertaire de Belleville. — Lundi 25 décembre, fête familiale au 19, faubourg du Temple. — Causerie par Dubois-Desaulle sur les atrocités de Biribi et concours assuré des camarades Bargas, Le Kellec, Jules Potier, Réguia, Félicie Potier.

Mercredi 27 décembre. — Francis Prost : Les *Primitifs* de E. Reclus.

Jeudi 28 décembre. — Dagan : Naissance de la législation et du gouvernement.

Mardi 2 janvier, au Concert des Omnibus, grande fête de nuit au profit d'un camarade.

Les *Temps Nouveaux* sont en vente au local de la bibliothèque.

Provisoirement, l'entrée de la bibliothèque est 27, rue de Belleville.

∴

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 23 décembre. — Urbain Gohier : La Réaction cléricale.

Mercredi 27 décembre. — E. S. R. I. : Rapports entre le Communisme et l'Anarchisme (*fin*).

Samedi 30 décembre. — Dubois-Desaulle : Les Atrocités de Biribi. — Les Cocus (2e causerie).

Mercredi 3 janvier. — E. S. R. I. : L'Action et la Propagande anarchistes (1re causerie).

Samedi 6 janvier. — Edouard Blas : Le Tolstoïsme.

Lundi 8 janvier. — Dubois-Desaulle : Les Atrocités de Biribi. — Les Joyeux et les Travaux publics.

Mercredi 10 janvier. — E. S. R. I. : L'Action et la Propagande anarchistes (2e causerie).

∴

Ecole libertaire. — Les cours commenceront le lundi 13, à 8 h. 1/2, rue de Montmorency, 6. En voici l'ordre :

Lundi : Dessin raisonné. — Le camarade Charpentier, malade ces derniers quinze jours, annonce qu'il pourra reprendre ses cours.

Mardi : La Matière et l'Energie, par Bloch.

Mercredi : Hygiène, par Lucie Marin.

Jeudi : Littérature ancienne, par A. F. Hérold.

Vendredi : Littérature (Diderot), par P. Quillard.

Samedi : Sténographie, par L. Netter.

∴

Groupe *La Solidarité des Trimardeurs.* — Réunion tous les samedis, salle Gascogne, à l'angle de l'avenue de Suffren et du boulevard Garibaldi.

Samedi 23 décembre, causerie par Tennevin.

Bibliothèque et permanence pour les ouvriers sans travail, tous les jours, à 7 heures du soir.

∴

Les Egaux du XVIIe, groupe d'études sociales et d'action révolutionnaire, invite tous les hommes conscients et soucieux de leur émancipation à ses causeries du samedi.

Samedi 23 décembre. — Causerie par Dubois-Desaulle : Biribi (suite).

Samedi 30 décembre. — Causerie par H. D., sur les Transformations de la justice (3e causerie).

Samedi 6 janvier 1900. — Causerie par Raphaël Dunois, sur la Jeunesse et l'Idée anarchiste.

Le groupe se réunit salle Arthur, 25, rue Poncelet (angle de la rue Laugier).

∴

Saint-Etienne. — Grande Brasserie de Bellevue, dimanche 24 décembre 1899, à 2 heures du soir, concert, conférence, spectacle au profit de la *Chanson Plébéienne.*

Programme : à 1 heure, concert ; à 2 heures, La Chanson Plébéienne, conférence par Benjamin Ledin ; à 3 heures, La Cage, drame en un acte de Lucien Descaves.

Entrée : 30 centimes.

∴

Groupe des Libertaires rennais. — La question du Congrès ouvrier international antiparlementaire de 1900 ayant été mise à l'ordre du jour, le groupe a décidé qu'il présenterait à ce congrès une suite de rapports conformément au plan suivant des sujets à traiter :

1° La propagande dans les syndicats;

2° De la grève générale;

3° Rapports entre le communisme et l'anarchie;

4° Nécessité de l'établissement d'une fédération communiste internationale;

5° La femme dans la société communiste;

6° Des différentes formes de propagande.

Le groupe désirerait entrer en communication sur ces sujets avec les autres groupes, afin de pouvoir débarrasser le terrain de la discussion et de faciliter ainsi la besogne du Congrès. Adresser les correspondances au secrétaire Renault, 3, rue Quineleux, Rennes.

∴

Roubaix. — Lundi 25 décembre, jour de Noël, en la salle Dominique Rousseau, rue de l'Alouette, *grande fête familiale*, avec concert et conférence suivie d'un grand bal et tirage de primes gratuit.

On peut se procurer des cartes d'entrée auprès de tous les camarades.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente :

à Verviers et à Dison

Dans toutes les aubettes.

LA TOMBOLA DE NOTRE RÉUNION

Liste des lots (*suite*) :

142. Un petit banc de style, par un camarade.

143. Une étude d'Agar, don de l'auteur.

144. Une aquarelle de Cross, don de l'auteur.

145. Une caisse de fleurs du Midi, de cinq kilos, à livrer au gagnant, don du camarade Clare.

146. Un médaillon en plâtre, tête de femme, par Carolus Martin, don de l'auteur.

147. Un chemin de table, brodé et donné par Mme Martet.

148. Un chapeau de dame, idem

149. Un *volume sur les rayons X*, don du camarade Sivasti (lot déjà annoncé, mais qui n'avait pas été numéroté).

150. Une esquisse de Hermann-Paul, don de l'auteur.

151. Un dessin encadré (lot non réclamé de la tombola précédente).

152. Une peinture (idem).

153. Un dessin encadré (idem).

154. Dessus de pantoufles, broderie japonaise en soie, sur fil d'aloès, avec signature, don du camarade Lasbistre.

155. Une bonbonnière décorée exprès pour la tombola par le camarade Janot, de Limoges.

156. Deux vide-poches, décorés par le camarade Tharaud, de Limoges.

157. Un tableau (lot non réclamé de la dernière tombola).

158. Une aquarelle de Rysselberghe, don de l'auteur.

159. Un pastel, idem.

160. Un tableau de Lebasque, don de l'auteur.

161. Un cendrier en étain de A. Charpentier, don de l'auteur.

162. Un petit revolver nickelé, crosse en ivoire, d'un anonyme.

La jumelle annoncée sous le no 124 est donnée par le Comité de la *Bibliothèque libertaire de Belleville.*

Nous rappelons aux camarades que nous tenons des cartes d'entrée à leur disposition.

BIBLIOGRAPHIE

La Libre Pensée et le Cléricalisme, par Borsendorff ; 1 broch., 0 fr. 15, Librairie socialiste, 81, rue Saint-Sauveur.

Annuaire 1899-1900 de l'Association générale des étudiants, 43, rue des Ecoles.

Idéalisme of Materialisme? door Heyenbrock, chez Steiringa, Amsterdam.

Lettre à la reine Victoria, par J. E. Lagarrigue ; brochure, Santiago-de-Chili.

Estudio dedicado a los padres de familia, broch., chez Manuel Sabino Pazos, calle Minas, 117, Montevideo.

Oh! les jolis animaux! par le docteur Azoulay ; 3 fr. 50, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères. Joli album d'étrennes pour enfants.

A lire :

L'Or et le Sang, Savioz, *Signal* (de Genève), 2 décembre.

PETITE CORRESPONDANCE

Doméla. — En effet, l'*Ecole de Yasnaïa Poliana* a disparu dans la faillite Savine, impossible de se le procurer.

S. M., à Poitiers. — Avons la réponse de l'auteur. Accepte le prix proposé.

A. P., boulevard de la C. — Donnez-nous l'adresse des libraires où le journal manque.

R. B. — Avons pris note de votre nouvelle adresse.

Lapatie est prié de nous envoyer son adresse.

F., à Ste-Tulle. — Nous ne pouvons cependant pas employer du carton pour les bandes. C'est la faute de la poste.

Reçu pour le journal : Deux instituteurs d'Amiens, chacun 10 fr. — Merci.

F., rue R. — B., à Persan. — D., à Billy. — M. L., à Guerpont. — B., à Mirepoix. — J., à Mangino. — B., à Villiers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 36 DIX CENTIMES DU 30 DÉCEMBRE 1899 AU 5 JANVIER 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

FAUX ÉVANGILE

(Fin)

D'après sa couverture, *Fécondité* ouvre une série de quatre évangiles. Je ne sais pas si les trois autres mériteront davantage de prendre place sous ce beau titre générique. Le premier du moins aura usurpé son nom.

L'Evangile c'est la bonne nouvelle, la parole de hardiesse et de vérité, ferment de rénovation sociale, l'idée toute pleine des jeunes sèves d'avenir qui feront éclater le présent. Je cherche en vain dans *Fécondité* quelque chose de semblable. Je n'y sens au contraire que l'esprit du passé et n'y vois que des arguments pour le maintien de l'injustice séculaire. Car il ne faut pas se laisser prendre à un certain clinquant de luxuriance, à un semblant de vie débordante. Sous ce faux air de santé, cette œuvre recèle de la maladie et de la mort. De même les joues rebondies de certains enfants paraissent de loin un signe de force. De près, ce n'est que bouffissure produite par le mal.

Que m'importent des mots de joie, de force et d'abondance prodigués à chaque ligne, s'ils masquent une doctrine de faiblesse, de cruauté et de misère! Zola dépense beaucoup d'âpreté à défendre des germes insensibles, des semences encore inorganiques, des fœtus à peine vivants. Et il ne s'aperçoit pas que son effort aboutit à un écrasement cent fois plus criminel d'individus en pleine conscience, à un sacrifice imbécile et douloureux, celui-là, des énergies adultes.

Le gaspillage nécessaire des forces humaines, telle est, quoi qu'il fasse, la conclusion logique de son livre, l'impression qu'on en garde. Voilà ce que la critique de cette œuvre, faite jusqu'ici, n'a pas su voir, égarée toute dans les détails ou inspirée par une admiration de commande.

Cette idée du gaspillage nécessaire, de la vie au hasard de la bataille, vient tout droit du *Journal des Economistes*, où, soit dit en passant, il est fort regrettable, pour l'harmonie des choses, que le roman de Zola n'ait pas été publié d'abord en feuilleton.

Comme Zola dans *Fécondité*, les économistes bourgeois sont volontiers prodigues de la matière et du travail humains. Faut-il créer de la vie et produire de la richesse, ils sont pour le risque, l'audace, l'aventure. Leurs idées, sur ce point, ne sont rien moins qu'étroites. Jamais, à les croire, il n'y a trop de bras, trop de cerveaux pour mettre en œuvre les vastes domaines de l'initiative et du travail, pour retourner en tout sens les terres fertiles de l'industrie. Aussi ces hommes aux vastes conceptions affichent-ils un ardent enthousiasme, une religion émue pour tout ce qui remue, tout ce qui pullule, tout ce qui grouille. Faites des enfants, disent-ils, faites-en encore, faites-en toujours : vous n'en ferez jamais assez. Chaque nouveau-né est un futur ouvrier du progrès, un serviteur de plus pour l'humanité en marche vers ses destinées. C'est du travail, de l'énergie, de la force et par conséquent de la richesse.

Ne leur dites pas que nous sommes parfois plus de cent rués dans une seule bataille autour du même morceau de pain. Ne leur dites pas qu'à travers les rangs pressés de l'armée du travail la misère, la maladie, le chômage, l'ignorance font des coupes sombres. Ne leur dites pas qu'au lieu de s'exciter seulement à créer des énergies nouvelles, ce qui rend la mêlée un peu plus meurtrière encore, il serait très sage aussi et très humain de protéger contre les fléaux qui les déciment les énergies déjà en action. Ne leur dites rien de pareil, car ces hommes aux larges philosophies vous prendraient en pitié. Comme si l'Humanité s'embarrassait de pareilles vétilles!

Tant mieux qu'on entende partout des cris de douleur, des imprécations de rage et qu'on voie des larmes et du sang. C'est la preuve que les affaires du monde marchent à souhait. Car pensez-vous qu'un groupement d'hommes puisse jamais se conduire comme une mécanique raisonnable et bien réglée? Eh! non, c'est une machine énigmatique, qui demande beaucoup de combustible à gaspiller, au hasard de ses caprices, pour avancer un peu. C'est de toute cette matière gâchée qu'est fait le progrès justement. Osez-vous, maintenant, mettre vos mesquins calculs et votre petite prudence en travers d'une chose formidable comme la loi même du progrès?

Avez-vous besoin de savoir si celui-ci ou celui-là est heureux ou malheureux et de rechercher ce qu'il faudrait pour que sa condition s'améliore? Même est-ce que cela vous regarde? Pas le moins du monde. Demandez seulement si l'humanité progresse, si les sciences, les arts, les industries fleurissent. Or de cela qui peut douter? Il suffit de faire quelques pas sur le boulevard d'une grande ville pour voir les merveilles s'entasser sur les merveilles, les richesses sur les richesses. Rien de tout cela, il est vrai, ne profite au plus grand nombre. Mais qu'importe, pourvu que l'humanité ne s'arrête pas dans sa course folle? Toujours plus haut, toujours plus loin, voilà sa devise. Elle y fait honneur. Cela suffit.

Les individus, eux, peuvent souffrir, mourir, se déchirer et s'écraser, naître et disparaître. Peu importe que la machine Progrès broie à chaque tour de roue des existences, qu'elle accroche des lambeaux de chair à chacun de ses ressorts, que ses engrenages soient graissés avec du sang, l'essentiel est qu'elle aille toujours.

Peu importe qu'il y ait un heureux pour dix mille misérables. L'humanité est un bloc indivis. La destinée de chacun de ses éléments est sans intérêt, pourvu que le bloc avance vers la sienne. Procréez donc sans relâche et sans scrupule de la chair à gaspillage. Et n'essayez pas de savoir ce que deviendra cette chair issue de la vôtre. Ne vous lassez pas de remplir le grand réservoir de misères indispensables à l'acheminement du progrès. Lancez-vous dans la mêlée et lancez-y vos rejetons sans arrière-pensée, sans calculs. Donnez vos forces sans compter, à l'aveugle, sans essayer de comprendre.

Ces don Quichottes du renoncement individuel, prêtres sacrificateurs de la déesse Humanité, sont en général de forts industriels, de notables commerçants ou des politiciens qui ont partie liée avec les princes du commerce et de l'industrie. Au sortir des instituts et des solennités où ils exposent cette théorie transcendante du progrès et de ses fatalités, on les retrouve assis à leur caisse, le nez dans leurs comptes. Approchons-nous, alors. Et nous verrons dans les tiroirs de leurs coffres, mué en beaux écus sonnants, ce fameux gaspillage de bonheur humain, déchet nécessaire, rançon fatale du progrès. Ces hommes ont fait fortune parce que des armées de sans-travail ont avili la main-d'œuvre et parce que des armées d'oisifs voués à une mort certaine sont allés conquérir des terres vierges à leurs spéculations. Les gaspillages indispensables ne sont donc pas perdus pour tout le monde, comme on voit, et dans l'indivision du bloc humanité il en est qui se retrouvent assez bien.

Il est assez curieux que le renoncement au bonheur individuel, soi-disant exigé de tous au profit de tous, serve justement à nourrir les excroissances égoïstes qui s'étalent comme de monstrueux champignons sur la surface du monde.

Eh bien! les hommes d'aujourd'hui commencent à en avoir assez d'une pareille conception de l'Humanité et de ceux qui la prêchent. Ils pensent que si l'Humanité n'est pas faite de l'homme et pour l'homme, elle n'est rien, si haute que l'on trace la première lettre de son nom. Et ils trouvent qu'un excellent moyen de travailler au bonheur de tous, c'est de travailler à son propre bonheur. Or, pour cela, tous les moyens sont bons, voire, s'il le fallait, la restriction de la famille.

Ils comprennent fort bien, parbleu! que la minorité satisfaite soutienne que les comptes de l'Humanité en marche sont impossibles à débrouiller, les uns devant toujours payer pour les autres. Mais, comme tous ceux qui perdent dans une affaire, ils exigent des comptes et veulent établir enfin le doit et l'avoir de chacun. Ils pensent que la consommation et la distribution des richesses est une chose au moins aussi importante que leur production. Et c'est pour-

quoi *Fécondité*, évangile de l'Humanité-gaspillage, de l'Humanité-bloc, de l'Humanité-aventure, sacrifice et renoncement, ne peut pas devenir leur ÉVANGILE.

CHARLES-ALBERT.

TOUT CRIME SE PAIE

Le Matin du vendredi 22 décembre contenait, sous la signature de M. Henri des Houx, le récit d'une interview du Dr Leyds, ministre du Transvaal, dont je détache le morceau ci-dessous, bon à méditer :

Le Péril noir.

Il est un autre sujet, encore plus grave. Je connais l'Afrique du Sud et ses habitants de toute race et de toute couleur. Un danger est déjà né et qui grandira si la guerre s'éternise : c'est le danger noir. Pour ces peuplades indigènes, vraiment sauvages celles-là, il n'y a ni Boërs, ni Anglais, ni Afrikanders : il n'y a que des blancs, qui sont tous également ennemis. On parle de la sympathie des indigènes pour l'un ou l'autre des belligérants. J'ai lu des articles sur le « loyalisme » des Basutos, sur les nobles sentiments des Zoulous, sur la fidélité des Cafres ou des Matabelés! Quelle plaisanterie! On a dit que sir Alfred Milner distribuait aux noirs de l'argent et des armes contre nous. Ce serait vraiment là un crime de lèse-civilisation.

Les blancs de l'Afrique du Sud offrent en ce moment aux nègres le spectacle le plus démoralisant. Ils voient leurs maîtres, leurs vainqueurs s'entre-tuer, et toutes ces tueries leur apportent, une joie cruelle et une espérance malsaine. Ils croient assister à la destruction mutuelle de toutes les races blanches. N'en doutez pas, ce sont des fauves qu'altère la vue du sang. Ils étaient à peu près domptés, et voici que les dompteurs se battent au milieu de la ménagerie! L'heure n'est pas éloignée peut-être où ces nègres, reprenant courage, se jetteront au milieu de la mêlée pour massacrer pêle-mêle vainqueurs et vaincus. »

« Ce sont des bêtes fauves, qu'altère la vue du sang », voilà bien le langage d'un descendant de ceux qui ont fait une guerre sans pitié aux peuplades au milieu desquelles ils s'implantaient. Lorsqu'on veut se débarrasser de son chien, ne l'accuse-t-on pas d'être enragé? Mais le docteur Leyds ment lorsqu'il présente les noirs qui entourent le Transvaal comme des sauvages.

⁂

Un ami qui, par la nature de ses travaux, est à même de connaître les populations du Sud-Afrique, me fournit des renseignements tout autres.

A l'heure actuelle, les Basoutos ont un développement moral et intellectuel très grand. Tous savent lire, nombre d'entre eux parlent plusieurs langues. Chez les Bechuanas, la civilisation, sans être aussi avancée, n'en est pas moins remarquable. En Natalie, le nègre avait été dépossédé de la terre par les conquérants; mais, peu à peu, on a dû leur rendre le droit de l'acheter; on leur a posé des conditions des plus onéreuses; ils en sont redevenus les propriétaires à nouveau.

Quant au point de vue de la force et de la beauté plastique, ils l'emportent de beaucoup sur les populations blanches anémiées et déformées par des siècles de misère et d'exploitation.

Et, quoi qu'en dise M. Leyds, si les nègres se jettent dans la mêlée, massacrant Anglais et Boërs, ce ne sera nullement en « sauvages altérés de sang », mais en gens conscients de leurs droits, revendiquant leur liberté et leur autonomie opprimées par des maîtres sans scrupules qui ne leur donnèrent que trop souvent l'exemple de la soif du meurtre et du sang.

⁂

Du reste, même si les assertions du Dr Leyds étaient vraies, et que les nègres intervinssent dans la lutte en bêtes féroces, ils ne feraient que suivre l'exemple qui leur fut donné par leurs conquérants.

Si la race blanche a donné un essor immense aux arts, aux sciences, à l'industrie; si elle a produit des chefs-d'œuvre de poésie et de morale, ce n'a été qu'en exploitant en son sein ses propres membres au profit d'une petite minorité de privilégiés.

Puis, lorsqu'elle se trouva en présence des races qu'elle qualifia dédaigneusement d'« inférieures », poursuivant ses instincts de massacre et d'exploitation, ce fut par le meurtre, la déloyauté, le pillage et l'incendie qu'elle entra en contact avec elles, abêtissant par l'alcoolisme les populations que ses armes n'avaient pu décimer.

Les Boërs ont leur part de crimes dans le bilan de leur race. On sait comment ils se sont implantés sur les terres qu'ils possèdent, enlevant aux indigènes leurs territoires de chasse ou de pâturage, les refoulant devant eux, au lieu de chercher à s'en faire des amis.

Les Boshimans spoliés de leur territoire de chasse voulaient vivre cependant : ils osèrent s'attaquer aux troupeaux des Boërs. Des battues et des chasses en règle furent organisées contre eux, on les traqua comme du gibier, les sources et les fontaines où ils venaient se désaltérer furent empoisonnées. C'est ainsi qu'agirent ceux qui les accusent de n'être que des « sauvages altérés de sang ».

⁂

La race blanche a contracté une dette sanglante envers l'humanité; par sa férocité, sa cupidité et son manque de justice, elle a légué aux générations futures un héritage de haines et de vengeance qu'elles devront acquitter, quel que soit le degré de valeur morale qu'elles auront acquis.

S'érigeant en dominatrice partout où elle a mis les pieds, elle n'a vu dans les autres races que des fauves qu'il fallait dompter : qu'elle ne se plaigne pas aujourd'hui, elle récolte ce qu'elle a semé.

De même les Anglais qui, par un orgueil national outré, par chauvinisme imbécile, se sont laissé entraîner à cette guerre de conquête voulue par une poignée de financiers véreux et tarés qui n'ont pas craint de mettre en jeu des milliers d'existences pour satisfaire leurs appétits de domination et de spéculation; pour eux, le châtiment ne s'est pas fait attendre. Ils paient, dès à présent, les iniquités qu'ils n'ont pas su empêcher.

Ils ont étendu partout leur domination; comme les Français, comme les Allemands, comme les Espagnols, comme n'importe quelle nation qui a voulu avoir des colonies, ils ont réussi à décimer en certains endroits les populations des pays qu'ils volaient; ils tremblent aujourd'hui pour leur domination sur ceux qu'ils n'ont pu dépeupler. Et le châtiment leur vient de gens de leur couleur.

⁂

Tout amant de la justice ne peut souhaiter qu'une chose : c'est que les populations opprimées, subjuguées, exploitées, deviennent assez conscientes pour profiter des dissensions entre leurs maîtres, et les chasser des territoires qui leur furent volés. Tant pis pour les générations qui ont à payer les crimes des ancêtres; tant pis pour ceux qui n'ont pas su élever la voix pour proclamer la vérité qu'ils croyaient juste.

Qu'importe même si, pour un moment, cela semble faire rétrograder, en certains endroits, ce que l'on est convenu d'appeler la civilisation? Ce qu'il importe, c'est que chaque race, chaque groupe d'homme, si infime soit-il, puisse se développer selon ses virtualités propres.

J. GRAVE.

MOUVEMENT OUVRIER

A entendre ses amis du socialisme parlementaire, l'arrivée de Millerand au pouvoir devait procurer à l'ouvrier, toujours badaud, sinon son émancipation, du moins de bonnes et excellentes petites réformes qui devaient lui rendre son esclavage moins pénible.

Mais comme il y a loin de la coupe aux lèvres, il y a loin de la promesse à la réalisation. La récente discussion qui a eu lieu à la Chambre à propos de la loi sur la durée du travail nous le démontre péremptoirement. Qu'on en juge plutôt.

Depuis quelques années, la loi sur le travail des femmes et des enfants combinée avec la loi sur le travail des adultes établissait comme il suit la durée maximum du travail dans l'industrie : les enfants, travail maximum, dix heures par jour, les femmes onze heures et les hommes douze heures.

Si cela n'était pas très humain, vu les forces qu'il est nécessaire de dépenser pendant un aussi long temps de travail, du moins il y avait quelque apparence de logique, puisque le faible, l'enfant, semblait protégé par la loi.

Mais il paraît qu'ainsi cela était trop compliqué, et, pour favoriser tout le monde, le ministre socialiste n'a rien trouvé de mieux que de réclamer l'égalité pour tous, et ce au détriment de l'enfant; dorénavant, la journée légale de travail sera de onze heures par jour, et ce indistinctement, si bien que la journée de l'enfant, qui devait être diminuée, est augmentée d'une heure par jour. Si bien qu'au lieu d'unifier en réduisant la journée de l'ouvrier déjà trop longue, on a unifié en allongeant celle de l'enfant. Les malheureux enfants, exténués auparavant par dix heures de travail, en feront onze, et cela grâce au ministre socialiste, qui a assuré à ses compères de la Chambre que c'était une *réforme* très hardie.

Cette fois, il me semble qu'il ne peut plus y avoir d'équivoque, pour se maintenir au *pouvoir*; non seulement Millerand fait charger les ouvriers dans les grèves, mais encore il donne des gages au grand patronat, en faisant adopter une loi qui ne peut lui être que profitable, et ce sur le dos de l'ouvrier; car je ne pense pas que l'on puisse interpréter sincèrement d'autre façon cette prétendue réforme.

Depuis des années tous les programmes électoraux des candidats socialistes faisaient entrevoir aux ouvriers la journée de huit heures, les fameux trois-huit, et cela aboutit en fin de compte à un surcroît de travail pour ceux d'entre les exploités qui sont certainement les plus intéressants, pour la chair à profit par excellence des capitalistes, pour les malheureux enfants qui ne peuvent ni se révolter, ni protester.

Une fois au pouvoir, ces socialistes deviennent encore plus bêtes malfaisantes qu'on ne pouvait le supposer. Le troupeau électoral daignera-t-il enfin le comprendre, et agir en conséquence?

⁂

A Saint-Etienne et dans les communes environnantes, 50.000 ouvriers passementiers sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Des réunions importantes sont tenues chaque jour. Les patrons font tout ce qui leur est possible pour esquiver les revendications bien minimes de leurs malheureux exploités.

Dans la Loire, les ouvriers mineurs sont en grève au nombre de 15.000. Le comité de la grève a fait afficher un appel dont nous extrayons les passages suivants :

AUX MINEURS.

Camarades!

L'heure des résolutions décisives et viriles est venue. Le fer est chaud, il faut le frapper. La prospérité des Compagnies est sans précédents, les actions montent, les dividendes croissent, les charbons augmentent, seuls vos salaires n'augmentent pas.

Vos exploiteurs n'ont pas daigné laisser tomber une miette de leur table de plus en plus somptueusement garnie; vous n'avez donc rien de plus à attendre de leur égoïsme; ne comptez que sur la force de votre solidarité!

Les groupes nombreux de mineurs et de tisseurs parcourent les rues de la ville en chantant la *Carmagnole* et le *Ça ira !* Tous ces grévistes ont l'air bien résolus. Malheureusement les tueurs d'énergie socialistes sont partis sur les lieux : tout ne tardera donc pas à rentrer dans l'ordre.

A Perrecy-les-Forges, grève très importante aussi. Les femmes et les jeunes filles se font particulièrement remarquer par leur vaillance, parcourant les rues en chantant des refrains révolutionnaires et aux cris de : « A bas les tyrans! Vive la Sociale ! » La gendarmerie a chargé les grévistes à différentes reprises, démontrant une fois de plus que, sous un ministre du commerce socialiste, elle est tout entière au service de la classe capitaliste.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — « Quand nous aurons conquis le pouvoir politique, disent les socialistes, nous ferons la révolution; nous décréterons l'abolition de la propriété, le capitalisme aura vécu. » Bon! d'ici là, nous en sommes réduits à les croire — ou à ne pas les croire — sur parole.

En attendant ce bienheureux jour, les naïfs, dont la crédulité ajoute foi à ces promesses charlatanesques, doivent être quelque peu déroutés par la conduite des socialistes parvenus à ce fameux pouvoir. Que doivent-ils penser de la dernière de Millerand?

Depuis 1892, ex stait une loi limitant à dix heures par jour le travail des femmes et des enfants. Cette loi, comme d'ailleurs toutes les lois dites de protection du travail, était traitée par les capitalistes avec le plus profond mépris. M. Millerand l'a lui-même reconnu, l'autre jour, à la Chambre. Socialiste devenu ministre, il ne pouvait faire moins que de prendre des mesures pour faire respecter les lois et particulièrement les lois « ouvrières ».

Il a fait mieux : il a présenté une nouvelle loi fixant — énergiquement — à *onze* heures la journée de travail pour tous, hommes, femmes, enfants. La précédente, interdisant de faire travailler les femmes et les enfants plus de *dix* heures, n'était pas observée; celle-ci limitant à *onze* heures leur journée de travail le sera, M. le ministre nous en donne son billet — celui qu'a La Châtre évidemment. C'est de la politique socialiste de choses et de réalités.

Mais, dites-vous, c'est se moquer du monde?...

Précisément.

*
* *

M. Fournière, enflammé par un tel exemple, propose que tous les hommes illustres dont les cendres ne pourraient être transférées au Panthéon y aient au moins des monuments, des statues ou des plaques commémoratives.

A la bonne heure! Voilà de bonne politique socialiste qui ne fera de mal à personne.

*
* *

Egalité. — L'autre soir, pas plus tard que 6 heures, je fus témoin du petit fait suivant :

Deux ouvriers, sortant de leur travail, passaient rue Saint-André-des-Arts. L'un d'eux jouait gaîment sur un fifre l'air inoffensif : « Bon voyage, cher Dumollet! » Un gardien de la paix, rogue et hargneux, lui intima l'ordre de se taire. Pourquoi? Uniquement, sans doute, parce que c'était un ouvrier.

Dans la nuit du 24 au 25 de ce mois, les calotins n'ont cessé de carillonner leurs cloches, empêchant de dormir les paisibles citoyens indifférents au saint boudin. Nul ne s'est occupé de faire cesser ce tapage nocturne.

La loi est égale pour tous depuis 1789.

André Girard.

*
* *

La vie militaire. — A propos de la mort du soldat Bernard, l'*Agence Havas* a communiqué aux journaux une note officieuse disant que « ni les gradés de l'escadron, ni les cavaliers n'ont entendu d'injures ou de propos outrageants qui auraient été adressés à Bernard par un de ses supérieurs à propos de sa qualité d'israélite ». C'est tout ce qu'il y a de plus vraisemblable : nous savons tous que l'antisémitisme ne sévit pas dans l'armée, et que les sous-offs ne se permettent jamais d'injurier leurs hommes, ayant au plus haut degré le respect de la race, de la religion ou de l'opinion de leurs inférieurs. « Même, en raison de la faiblesse relative de sa constitution, Bernard a été spécialement l'objet d'attentions et de ménagements. » Voilà qui porte un cachet de vraisemblance encore plus authentique : nous savons en effet que le régiment est une famille, une grande famille, où le culte de la force est inconnu et où la faiblesse est entourée d'égards sans nombre. Ce coq-en-pâte de Bernard devait être rudement heureux, à la caserne; pourquoi l'a-t-il quittée si tôt? Son excuse est qu'il ne l'a pas quittée volontairement. Mais que penser des étranges soldats qui s'évadent par le suicide de ce séjour paradisiaque? Cette semaine, c'est un dragon du 4ᵉ, à Chambéry, qui s'est tiré deux balles dans le cœur. Et pourquoi? Parce qu'il aurait été le souffre-douleurs d'un maréchal des logis. Non, cela n'est pas possible, cela ne s'est jamais vu, ce sont les ennemis de l'armée qui font courir des bruits pareils. Les sous officiers ne tracassent pas leurs hommes : ils sont au contraire si bons, que plutôt que de leur causer la moindre peine, ils se laissent martyriser par eux.

C'est comme l'histoire de ce Jacques Pellerin incorporé à Grenoble et laissant sa femme enceinte et ses trois jeunes enfants sans ressources. Cette femme n'a-t-elle pas osé aller réclamer du pain à la porte de la caserne où était enfermé son mari? En voilà de mauvais patriotes! On l'a fourrée à l'asile de nuit, elle et ses mioches. Non, mais où allons-nous? Mourir de faim pour la patrie, est-ce que ce n'est pas un sort très honorable? Généraux à panaches et à gros appointements, je vous le demande.

Un de nos amis nous signale un fait qui s'est passé le samedi 16 décembre à Chalon-sur-Saône : « Un jeune soldat du 56ᵉ de ligne ayant été à la visite du médecin, ne fut pas reconnu; il fut donc obligé de reprendre le sac et d'aller à l'exercice, mais en rentrant il se coucha sur son lit, et vingt minutes après il mourait. » Et voilà. Scènes de la vie militaire.

*
* *

Justice actuelle. — Un homme accusé de faux monnayage ayant été arrêté, rue Linné, sa femme et ses trois enfants se sont suicidés le soir même. En apprenant cette chose affreuse de la bouche du juge d'instruction, le malheureux a été pris d'une crise de douleur effroyable. De la société qui a commis cela et du fabricant de monnaie pas beaucoup plus fausse que celle de l'Etat, en toute sincérité quel est le plus criminel?

Un homme accusé d'outrage public à la pudeur fut condamné à six mois de prison, sur le seul témoignage d'un policier. En vain protesta-t-il de toutes ses forces, en vain allégua-t-il qu'une opération subie par lui le rendait incapable de commettre ce délit, en vain produisit-il les témoignages les plus probants sur son honorabilité, rien n'y fit. La parole de M. le policier emporta le plateau de la balance. En appel, malgré ses protestations et ses supplications, les juges se contentèrent de réduire sa peine à trois mois. Le malheureux homme s'écria : « Je jure que je suis innocent! » Puis il avala le contenu d'un flacon de strychnine et expira quelques minutes après, en protestant toujours de son innocence.

O juges, vous qui faites le plus redoutable de tous les métiers, ce jour-là (comme tant d'autres!) il eût mieux valu pour vous ne pas juger.

R. Ch.

Belgique.

Voici, rapidement, en quoi le mouvement libertaire consista, pendant l'année écoulée.

Outre la *Revanche des verriers*, le journal *la Bataille* publia de nombreux articles de théorie ou de polémique; Dorsy défonça le militarisme en termes incisifs. Les journaux libertaires français pénétrèrent dans des milieux nouveaux. Des tribunes libres furent souvent ouvertes à nos amis, au *Journal de Charleroi*, au *Phare*, même au *Messager de Bruxelles*.

La bibliothèque Romans s'enrichit de nouvelles brochures.

Des conférences nombreuses eurent lieu dans toute la Wallonie, même à Gand et à Malines. A Charleroi et dans l'arrondissement de ce nom, le résultat dépassa même l'attente. Sous les auspices de l'*Union verrière*, furent organisées des causeries nombreuses et bien suivies. Gilly, Marchiennes, Lodelinsart, Jumet, Couillet, Dampremy, Marcinelle, Monceau, Fontaine, Wanfercée et d'autres communes industrielles furent travaillées par nos idées. Le Centre lui-même secoua sa torpeur. Le rationalisme prit une extension qui rejaillit sur nos idées; le congrès de Libre-Pensée de la Louvière en fut la preuve. Les sociétés, groupes et manifestations se multiplièrent, grâce aux efforts des propagandistes rationalistes, tous bien disposés à l'égard des libertaires.

Les humanitaires se rencontrèrent dans les affaires Moineau, Dreyfus et du Transvaal. Les artistes et scientistes eurent leurs cercles : à Bruxelles, le cercle « Art et Science », à Dison, celui d' « Instruction populaire ». Dernièrement encore, dans cette dernière assemblée, plus de 300 auditeurs applaudirent l'exposé qui leur fut fait de la doctrine libertaire.

Un large accès est acquis à nos théories dans de sérieux syndicats — tels celui des ébénistes à Bruxelles, celui des verriers au pays noir; dans des groupes philosophiques — tels ceux de la Libre-Pensée; dans des œuvres d'enseignement — tel l'Orphelinat rationaliste, — ainsi que dans des revues éclectiques ou populaires, savantes ou vulgarisatrices.

Tout cela contribue, avec les polémiques suscitées, les cris de rage arrachés aux tyranneaux de bas étage, voire même les condamnations encourues, à répandre au loin l'idéal qui nous anime.

Courage!

Tel est bien le cri que nous pouvons lancer à tous au debut de l'année 1900.

Flaüstier.

Bohême.

Dans le nᵒ 28 des *Temps Nouveaux*, j'ai écrit qu'il y a eu en Bohême une persécution d'anarchistes. Il y a eu 15 camarades d'accusés pour le paragraphe 65, c'est-à-dire pour complot contre la sûreté de l'Etat. Ils ont comparu le 25 novembre devant les juges, et, malgré tout, le jury les a acquittés. L'accusation était fondée sur un congrès préparatoire, à Bruck, pour le congrès international révolutionnaire antiparlementaire qui aura lieu, l'année prochaine, à Paris. Treize ont été acquittés, trois sont condamnés : le camarade *Vohryzek*, cinq mois de prison; *Pecher*, trois semaines, et *Musil*, 12 francs d'amende.

Les camarades se rappellent bien encore que j'ai dit dernièrement ici qu'un vieux camarade, *Vilem Korber*, avait été arrêté sur son lit et transporté presque mourant au Dépôt. Ce camarade, dont la vie fut pleine de tortures de la part des bourreaux autrichiens, est mort *le 11 décembre*, n'étant que depuis douze jours en liberté.

Vilem Korber est un des initiateurs du mouvement révolutionnaire en Bohême, et sa part a été très grande dans la lutte d'émancipation du prolétariat.

Le 25 novembre, il a développé *l'idée d'anarchie* devant les bourreaux autrichiens. Son plaidoyer et celui du camarade *Vohryzek* ont fait que le jury ne les a pas condamnés pour le paragraphe 65, lequel entraîne, dans le cas de condamnation, une ou plusieurs années de cachot.

Voilà 15 hommes, presque tous pères de famille, tous ouvriers, tenus deux mois au Dépôt sans motif, ce que l'un d'eux a payé de sa vie.

Et puis, ils ne sont pas des assassins, les gendarmes autrichiens, n'est-ce pas? ces mêmes gendarmes qui ont fusillé le peuple à Nyrany, et cette année à *Krasitz* et en Moravie.

Voilà les civilisateurs!

V. H.

Espagne.

Il y a peu de temps, M. Silvela déclara solennellement que les victimes de Montjuich seraient « graciées » en janvier, à l'occasion de la fête du roi.

Cette promesse n'a pas ému outre mesure les revisionnistes, payés pour savoir ce que vaut parole de ministre. S'il s'agit d'une manœuvre nouvelle

tendant à ralentir la campagne si vaillamment menée par le *Progreso*, la *Protesta*, la *Revista Blanca* et tant d'autres feuilles avancées, M. Silvela en sera pour ses frais, car les revisionnistes sont fermement décidés à ne pas déposer les armes.

En attendant, au bagne, les tortures continuent. Le premier ministre, cependant, affirmait récemment au député catalan Lleget qu'à la suite des révélations touchant ces faits abominables, il avait donné des ordres formels pour que les mauvais traitements cessassent immédiatement. Parole de ministre! Une lettre postérieure, quelques mots tracés au crayon par une main tremblante, échappèrent à la vigilance des sbires et parvinrent à la rédaction d'un journal de Madrid. Les malheureux disaient que les tortionnaires, loin de cesser leurs pratiques, redoublaient de zèle, et qu'eux étaient à bout, qu'ils agonisaient.

Au bagne on avait eu vent de la grâce, mais les tourments quotidiens, la fièvre, l'anémie les avaient épuisés au point que la mort leur semblait plus proche que la liberté.

Après avoir torturé nos amis pendant quarante et un mois, dans ses geôles et dans ses bagnes, la clémence royale va nous rendre ces fantômes, si toutefois on veut bien ne pas attendre, pour signer la grâce, que le dernier des torturés ait rendu le dernier soupir.

Dans quelques semaines nous serons fixés.

H. R.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe des *Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris*. — Mercredi, à 8 h. 1/2 du soir, fin de la lecture du rapport présenté au Congrès de 1900 sur le Communisme et l'Anarchie. — Discussion.

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 30 décembre. — Dubois-Desaulle: Lés Atrocités de Biribi. — Les Cocos (2e causerie).

Mercredi 3 janvier. — E. S. R. I. : L'Action et la Propagande anarchistes (1re causerie).

Samedi 6 janvier. — Edouard Blas : Le Tolstoïsme.

Lundi 8 janvier. — Dubois-Desaulle : Les Atrocités de Biribi. — Les Joyeux et les Travaux publics.

Mercredi 10 janvier. — E. S. R. I. : L'Action et la Propagande anarchistes (2e causerie).

Bibliothèque des Trimardeurs du XVe. — Réunion tous les samedis soir, salle Gascogne, à l'angle de l'avenue de Suffren et du boulevard Garibaldi.

Permanence pour les ouvriers sans travail.

Les Egaux du XVIIe, groupe d'étude et d'action sociale. — Ouvriers, savants, poètes, philosophes, libres penseurs, venez aux réunions des Egaux. Apportez-y votre énergie, votre savoir et vos moyens d'action! Guerre aux dogmes, aux religions, aux préjugés qui étouffent la pensée libre! Avec nous, vous combattrez :

L'exploitation capitaliste;
L'autorité sous ses multiples formes;
Le despotisme des traîne-sabres;
Le jésuitisme des ensoutanés.

Hommes de cœur et d'esprit, venez travailler avec les Egaux au triomphe de la liberté!

Réunion samedi 30 décembre, à 8 h. 1/2 précises, salle Arthur, rue Poncelet, n° 25. — Causerie par H. D. sur ce sujet : Les Transformations de la justice (3e causerie).

Groupe de propagande antimilitariste du faubourg Antoine. — Déclaration :

La nécessité d'une propagande antimilitariste constante s'impose de plus en plus; ces temps derniers, on a abattu quelque peu le prestige des Etats-majors : ce n'est pas assez; couverts de boue et d'infamie, les grands manitous empanachés nous gouvernent toujours; chaque année une génération va s'abrutir dans les casernes, chaque année une partie de cette génération va s'engloutir dans les bagnes militaires, à *Biribi*, aux *Cocos*, dans *les ateliers de travaux publics*, dans *les pénitenciers militaires*, où les tortures les plus épouvantables sont appliquées : le *silo*, le *bâillon*, la *crapaudine*, les *poucettes*, *les fers*, la *faim*, etc., où la mort guette l'esclave à chaque instant : par le revolver du chaouch ou par les douze fusils du peloton.

Dans les régiments réguliers même on torture, on tue.

La besogne des révolutionnaires se dessine donc formidable : il leur faut éveiller les inconscients, réveiller les endormis, apprendre à ceux qui ne savent pas. C'est pourquoi quelques camarades du faubourg Antoine ont décidé de fonder un groupe d'*action spécialement dirigée contre le militarisme*.

L'ENTRÉE DU GROUPE EST OUVERTE A TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES, A QUELQUE ÉCOLE QU'ILS APPARTIENNENT.

La réunion inaugurale aura lieu jeudi 28 décembre, 26, rue Titon, à 8 h. 1/2 très précises du soir.

Un camarade fera une causerie sur la nécessité d'une propagande antimilitariste fortement organisée. Le groupe prendra une décision sur la tactique à adopter pour la propagande antimilitariste en général et pour celle à faire dans le Faubourg en particulier. On discutera les termes d'un manifeste à lancer pour la constitution du groupe.

Après quelques mois d'interruption, le *Père Peinard* ressuscite : il paraîtra tous les dimanches, à partir du 14 janvier 1900; il aura huit pages, dont une contiendra un dessin et coûtera deux ronds.

Adresser tout ce qui concerne le *Père Peinard* à Emile Pouget, 15, rue Véron, Paris.

Le compagnon Dhorr nous prie d'annoncer qu'il est pour faire une tournée de conférences dans le Nord et le Nord-Est et que ceux qui veulent en organiser n'ont qu'à lui écrire poste restante, Lille (Nord).

Réunion pour samedi, 30 décembre, au groupe des *Trimardeurs du XVe arrondissement*. — Causerie, chants et poésies.

Bibliothèque d'Education libertaire du XVIIIe arrondissement (provisoirement salle Couderc, 1, rue Léon). — Réunions vendredis et dimanches, à 8 h. 1/2 du soir.

Vendredi 29 décembre : Causerie par Dubois-Desaulle, sur les atrocités de Biribi (1re causerie).

Vendredi 5 janvier : Causerie par un camarade.

Dimanche 7 janvier : Soirée familiale. Causerie, chants.

Adresser livres, brochures et toutes communications au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

La *Bibliothèque de l'Ecole libertaire*, 6, rue de Montmorency, a reçu :

La Vocation merveilleuse du cacique Piedouche — Les Raisons de Pascalin — Le Sage Empereur — L'Ami inconnu — Noce bourgeoise — Sur deux Nomarques — Le Pêcheur d'anguilles — Fidelia — Le Parabolain — Le Sceptique loyal — Jeanne de Beauvais — Les Enfers bouddhiques — Le Pressentiment, de Riotor.

L'Evolution du parti socialiste — Les Congrès ouvriers de France — La Grève de Carmaux et la Verrerie d'Albi, par L. de Seilhac.

Socialisme et devoir — Le Métayage et la participation aux bénéfices, par R. Merlin.

La Participation aux bénéfices, par Vaulaer, Paul Bureau et G. Waxweiler, don du *Musée social*.

SAINT-DENIS. — *Groupe libertaire d'études sociales*. — Appel est fait à tous les camarades, à tous les lecteurs des journaux libertaires habitant Saint-Denis pour la constitution d'une bibliothèque et la marche à suivre en vue d'une propagande efficace.

Le groupe tient ses réunions salle Connoy, 86, rue de Paris. — Dimanche 31, à 2 h. 1/2, le compagnon Noël Paria causera sur « la Boétie et la servitude volontaire ».

Groupe libertaire de Puteaux. — Réunion samedi 30 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, 30, avenue de Neuilly.

Causerie sur le Congrès antiparlementaire de 1900. Exposé de sa raison d'être et son but.

Les camarades de Courbevoie sont invités.

LYON. — Dimanche 31 décembre, 8 h. 1/2 du soir, salle Gariod, 34, rue Moncey, soirée familiale.

Causerie sur la propagande par le camarade Octave Jahn. Chants et poésies.

Entrée : 25 centimes.

AMIENS. — Que tous ceux qui sont partisans d'une bonne propagande en faveur des idées libertaires se réveillent; qu'ils viennent à nous. Les réunions du groupe seront intéressantes si elles sont suivies.

Nous organisons pour le courant de février une fête familiale. Aidez-nous.

Samedi soir, à 8 h. 1/2, et dimanche après-midi, réunion au *Cent de Piquet*.

BORDEAUX. — Des compagnons anarchistes se réunissent tous *les samedis soir et dimanches*, 23, rue de Roquelaure (anciennement rue Bonafoux), « *chez nous* », *au débit*.

L'indifférence et la lassitude nous auraient-elles envahis? Serions-nous un parti mort? Aux roublards de la politique opposons notre *idéal de beauté, de bonté et de justice*.

Nous, autrefois si actifs, si ruisselants d'enthousiasme, de sereine intrépidité, serions-nous devenus de purs déclamateurs, des contemplateurs subtils, mais épuisés par les luttes d'antan?

Quelques camarades de Bordeaux.

LA TOMBOLA DE NOTRE RÉUNION

163. Une paire de sabots sculptés pour la tombola, don du camarade Deshayes.
164. Un burin de Barbottin, épreuve sur Japon, don de l'auteur.
165. Un tableau de Lefèvre, don de l'auteur.
166. Un tableau de Bochard, don de l'auteur.
167. Une lithographie de Maurin, don de l'auteur.
168. Une aquarelle de Signac, don de l'auteur.
169. Une collection des *Temps Nouveaux*.
170. Une noix de corozo, curieux travail de patience des Indiens Quipos, don du camarade Cherfils.
171, 172. Chacun un dessin original de Comin' Ache, don de l'auteur.
173. Une pipe en bois des îles, anonyme.
174. Un bon d'un anonyme, pour aider un comptable à trouver un emploi à Marseille ou ailleurs.
175. Deux brosses-balais, fabrication américaine, don du camarade Recco, du Canada.
176. Une ceinture avec boucle ciselée, don du camarade Sacleux.
177. L'année 1896 du *Père Peinard*, donnée par le camarade Deffoux.
178, 179. Chacun un béret en peluche, don et travail du camarade Voeva.
180. Trois kilos de miel surfin à livrer en mai, par le camarade Guillon.

PETITE CORRESPONDANCE

Peintre en décor. — Ai lu l'extrait de Thoulet. Il y a des choses bien, mais il y a une erreur capitale. Il attribue l'émancipation des esclaves au christianisme et du servage à Louis XI et Richelieu. Il y a trop à dire là-dessus.

G., à Madrid. — Nous pouvons vous procurer la *Morale sans obligation* de Guyau, 5 fr.

Dr A. — Reçu traduction. Merci.

Tourcoing. — J'ai fait votre commission à A. Leroy. Il dit que la brochure n'est pas encore parue.

J. C., à Alais. — En effet, il est paru *La Russie souterraine* de Stepniak; mais le volume est disparu dans la faillite de l'éditeur.

Ed. E., à Dijon. — Merci du renseignement.

Anonyme. — Accepté de grand cœur. Tout reçu, merci, sauf le colis de chemin de fer qui, à l'heure actuelle, mardi soir, n'est pas encore arrivé.

Reçu le n° 7 de la *Solidarité*. Merci.

Reçu pour l'Ecole libertaire : X. Y., 2 fr. — E. R., 10 fr. — Anonyme, 9 fr. 35. — Total : 21 fr. 35. — Listes précédentes : 642 fr. 25. — Total général : 664 fr. 30.

Reçu pour la brochure à distribuer : Anonyme, 5 fr. 10. — Listes précédentes : 74 fr. 35. — Total général : 79 fr. 45.

Reçu pour l'*Image* : Anonyme, 5 fr. 10. — Listes précédentes, 188 fr. 10. — Total : 193 fr. 20.

Reçu pour le journal : Un Beaujolais, 5 fr. — A. B., à Mouscron, 0 fr. 75. — Anonyme, 9 fr. — Danfils, 1 fr. — Un instituteur, 2 fr. — M. A., 20 fr. — A. G., à Vienne, 1 fr. — Merci à tous.

J. E., à Daumazan. — G., à Mâcon — H., aux Ponts-de-Cé. — C., à Fives. — D., à Paterson. — Groupe des Progressifs de Spring-Valley. — K., à Flérou. — E. V., à Nîmes. — G., à Madrid. — B., à Denain. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 37 DIX CENTIMES DU 6 AU 12 JANVIER 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

On lira plus loin le compte rendu de la fête, si bien réussie, donnée par les camarades de Roubaix, au profit du journal. C'est grâce à leur initiative que nous paraissons cette semaine avec un supplément. Nous les remercions bien vivement.

AUX CAMARADES

Par suite de notre nouvelle combinaison, le journal peut se trouver en dépôt dans presque toutes les localités. Prière aux camarades de tanner les libraires jusqu'à ce qu'ils l'aient en dépôt. Leur indiquer que la maison Hachette le leur fera parvenir. Prière également de nous faire connaître les libraires qui apporteraient de la mauvaise volonté dans la mise en vente.

Même chose pour les gares, où certains commissaires ont fait pression sur les libraires pour les intimider.

Nous prions les camarades de prendre cet appel en considération. Si seulement un *sur dix, de ceux qui se disent anarchistes, achetait le journal, nous n'aurions pas besoin d'avoir recours à la mendicité qui, seule, nous permet de tenir. Que ceux qui trouvent que la besogne que nous faisons est utile, sortent donc un peu de leur apathie pour lancer le journal.*

Il y a une classe où il doit y avoir de la bonne besogne à faire : c'est celle des instituteurs et professeurs. Nous faisons appel à tous pour nous procurer des adresses où nous pourrions expédier le journal.

COMMUNISME ET ANARCHIE

Lorsque, dans deux Congrès de l'Internationale, tenus l'un en Italie, en 1879, et l'autre à la Chaux-de-Fonds en 1880, les anarchistes italiens et jurassiens décidèrent de se déclarer « communistes-anarchistes », cette décision produisit une certaine sensation dans le monde socialiste. Les uns virent dans cette déclaration de principes un immense pas en avant. D'autres la traitèrent d'absurde, en disant qu'elle renfermait en soi une contradiction évidente.

Jusque-là il n'y avait eu dans les cercles révolutionnaires et réformateurs qu'une seule conception courante du communisme — le communisme autoritaire, aboutissant logiquement au communisme d'Etat. L'Etat, représenté par un ou plusieurs parlements, se chargerait, disait-on, d'organiser la production, phalanstérienne ou autre, puis il délivrerait, par ses organes administratifs, soit aux phalanstères, soit aux individus, ce qui leur serait nécessaire pour vivre, étudier, produire, s'amuser.

Pour la production, on rêvait ainsi quelque chose de semblable à ce qui existe aujourd'hui dans le réseau des chemins de fer de l'Etat et dans le service postal. Ce qui se fait déjà pour le transport des marchandises et des voyageurs se ferait, disait-on, pour la production de toutes les richesses et tous les services d'intérêt général. On commencerait par socialiser les mines et les grandes usines, en plus des chemins de fer, et l'on étendrait peu à peu ce système à tout le vaste réseau de manufactures, boulangeries, et ainsi de suite. Il y aurait « des escouades » de laboureurs cultivant la terre pour le compte de l'Etat, de mineurs pour exploiter les mines, de tisserands pour faire marcher les métiers, de boulangers pour cuire le pain, etc. — tout comme il y a aujourd'hui des légions d'employés postaux ou de chemins de fer. On aimait même appuyer sur ce mot « escouades » — les Allemands en firent des « armées » — pour faire ressortir le caractère discipliné des travailleurs employés dans telle industrie et commandés par une hiérarchie de « chefs de travaux ».

Et quant à la consommation, on se la dessinait à peu près telle qu'elle est aujourd'hui à la caserne. Point de ménages isolés — le repas commun serait introduit pour économiser les frais de cuisine, et les phalanstères ou maisons-hôtels pour économiser les frais de construction. Il est vrai que le soldat est mal nourri aujourd'hui et brutalisé par ses chefs; mais rien n'empêche, disait-on, de bien nourrir les citoyens encasernés dans les « maisons communes », ou dans les « cités communistes ». Et puisque les citoyens auront librement élu leurs chefs, leurs économes, leurs officiers, rien ne les empêchera de considérer ces chefs — chefs aujourd'hui et soldats demain — comme des *serviteurs* de la République. « L'Etat-serviteur » était en effet la formule de prédilection de Louis Blanc — et aussi la bête noire de Proudhon qui, plus d'une fois, égaya les lecteurs de la *Voix du Peuple* par ses sarcasmes à l'adresse de cette nouvelle étiquette démocratique de l'Etat.

Le communisme des années quarante était imbu de ces idées étatistes, que Proudhon combattit à outrance avant et après 1848; et la critique qu'il en fit, en 1846, dans les *Contradictions économiques* (2e volume: « La Communauté »), plus tard dans la *Voix du Peuple*, et à toute occasion dans ses écrits postérieurs, dut contribuer, sans doute, puissamment à démonétiser cette espèce de communisme des socialistes français en France. On sait, en effet, qu'aux débuts de l'Internationale les Français étaient presque tous mutuellistes. Mais le communisme d'Etat fut repris par les socialistes allemands en en accentuant le côté discipline; il fut prêché par eux comme une découverte « scientifique » leur appartenant, et à l'époque dont nous parlons, quand on parlait communisme, on entendait presque toujours le communisme d'Etat, tel qu'il était prêché par les continuateurs allemands des communistes français de 1848.

Aussi, lorsque deux fédérations anarchistes de l'Internationale se déclarèrent « communistes-anarchistes », cette déclaration — surtout lorsqu'elle fut faite par la Fédération jurassienne, mieux connue en France, fut considérée par un grand nombre de nos amis comme un pas sérieux en avant. Le « communisme anarchiste » — ou « communisme libertaire », comme il fut désigné au début en France, — fit nombre d'adhérents et, les circonstances aidant, c'est de cette époque que datent surtout les succès de l'idée anarchiste parmi les travailleurs français.

∴

En effet, ces deux mots, communisme et anarchie, représentaient tout un programme. Ils annonçaient une nouvelle conception du communisme, tout à fait différente de celle qui avait été en circulation. Et ils résumaient en même temps un vaste problème — *le* problème, dirons-nous, de l'humanité : celui que l'homme a toujours cherché à résoudre en ébauchant ses institutions, depuis la tribu communiste jusqu'à nos sociétés actuelles. — Comment faire pour solidariser les efforts de tous, de façon à garantir à tous la plus grande somme de bien-être, — et maintenir en même temps, en les élargissant davantage, les conquêtes de liberté individuelle, acquises jusqu'à ce jour? Comment organiser le travail en commun, et laisser cependant une liberté complète, pour toutes les initiatives, de se produire? Problème immense qui fait appel à toutes les intelligences, à toutes les volontés et à tous les caractères, afin d'être résolu, non plus sur le papier, mais dans la vie, et par la vie même des sociétés. Le seul fait de prononcer ces mots, « communisme *anarchiste* », impliquait non seulement un but nouveau, mais aussi une méthode nouvelle de résoudre le problème social — par en bas, par l'action spontanée du peuple entier.

Restait à savoir si ce but nouveau et cette méthode anarchiste de résoudre la question sociale — nouvelle pour les révolutionnaires d'alors, quoique vieille dans l'humanité — étaient bons, réalisables, pratiques. Et c'est à quoi on s'est largement appliqué dès cette époque.

D'autre part, la déclaration communiste-anarchiste souleva aussi des objections formidables. D'un côté, les adversaires de l'anarchie — c'est-à-dire les continuateurs allemands de Louis Blanc, qui s'acharnaient après lui à sa formule d' « Etat serviteur » et « initiateur du progrès », ne manquèrent certainement pas de redoubler leurs attaques contre ceux qui niaient l'Etat sous toutes ses formes possibles. Ils avaient déjà remisé entre temps le communisme comme une vieillerie, et ils prêchaient déjà, sous le nom de « collectivisme » et de « socialisme scientifique », les « bons de travail » de Robert Owen et de Proudhon. Maintenant, ils prirent le commu-

nisme sous leur défense, et s'efforcèrent de prouver que le communisme tel qu'ils l'entendaient, c'est-à-dire le communisme autoritaire et étatiste, et l'anarchie « hurlent de se trouver ensemble ». Peine inutile, bien entendu, puisqu'il est de toute évidence qu'*archie* (pouvoir, gouvernement) et *an-archie* (point de pouvoir, point de gouvernement) sont diamétralement opposés l'un à l'autre. L'un est la négation de l'autre, et personne n'avait songé à les atteler à un même char. Quant à la question de savoir si le communisme autoritaire est la *seule* forme de communisme possible, elle ne fut même pas effleurée par les contradicteurs appartenant à cette école. Ceci passait pour axiome.

Bien plus sérieuses furent les objections soulevées dans le camp même des anarchistes. Ici on répéta d'abord, sans s'en douter, toutes les objections que Proudhon avait opposées au communisme, au nom de la liberté de l'individu. Et ces objections, quoique vieilles de cinquante ans, n'on rien perdu ni de leur valeur, ni de leur nouveauté. Proudhon parlait en effet *au nom de l'individu*, jaloux de sauvegarder toute sa liberté, de conserver toute l'indépendance de son chez soi, de son travail, de son initiative, de ses études, du luxe qu'il voudra se donner, des luttes qu'il voudra entreprendre, — de toute sa vie, en un mot. Et cette question des droits de l'individu se pose aujourd'hui avec la même force que du temps des *Contradictions économiques*. L'anarchiste de nos jours reprit tous ces arguments, et parla ainsi au nom de l'individu révolté à travers les âges contre les institutions de communisme plus ou moins partiel, mais toujours autoritaire, auxquelles l'humanité s'arrêta plusieurs fois dans le cours de sa longue et pénible histoire.

Ces objections ne peuvent pas être traitées à la légère. Ce ne sont plus des querelles d'avocat. Elles ont dû se présenter, d'ailleurs, sous une forme ou sous une autre, au communiste-anarchiste lui-même, aussi bien qu'à l'individualiste. D'autant plus que la question soulevée par ces objections rentre en plein dans cette autre question bien plus vaste — celle de savoir si la vie en sociétés est un moyen d'affranchissement pour l'individu, ou une cause d'asservissement? Si elle mène à une extension de la liberté individuelle et à un agrandissement de l'individu, ou bien à son amoindrissement? C'est la question fondamentale de toute la sociologie, et, comme telle, elle mérite d'être discutée à fond.

Et puis — ce n'est pas seulement une question de science. Demain nous pouvons être appelés à mettre la main à la révolution sociale. Dire que nous démolirons seulement, laissant à d'autres — à qui? — le soin de bâtir, serait une mauvaise plaisanterie.

Qui seraient donc les maçons-rebâtisseurs, si ce n'est nous-mêmes? Car, si l'on peut démolir une maison sans en rebâtir une autre à sa place, on ne peut le faire avec des institutions. Quand on en démolit une, on jette déjà à l'heure même de la démolition les fondements de ce qui se développera plus tard à sa place. Quand le peuple donnera congé au propriétaire de la maison, de la terre, de l'usine, ce ne sera pas pour les laisser vides : ce sera pour les occuper d'une façon ou d'une autre, c'est-à-dire pour bâtir par cela même une nouvelle société.

Nous essaierons donc de traiter ici cette vaste question dans une série d'articles.

PIERRE KROPOTKINE.

DES FAITS

On peut à peine se représenter la manière insensée et honteuse dont les riches commerçants de Moscou gaspillent leurs millions. Semblables choses ne peuvent s'être produites que dans la Rome antique.

Un de ces nababs voulut dernièrement souper tout seul avec une dame dans le premier hôtel de Moscou et, à cet effet, il fit fermer les portes pour les autres hôtes; il paya pour cette soirée 10.000 roubles. Un autre alla au cirque et acheta au clown pour 100.000 roubles ses porcs dressés et savants et les fit abattre pour les offrir en festin à ses amis. Un autre encore organisa des jeux de quilles où, en place de quilles, il fit dresser des bouteilles de champagne et où les invités se ruaient sur le liquide répandu.

Vraisemblablement, ces misérables se disent : « Après nous le déluge ! » Et il viendra ce déluge, plus tôt que plus d'un ne le croit.

(Extrait de *Freiheit* (New-York), 2 décembre 1899.)

MOUVEMENT OUVRIER

SAINT-ETIENNE. — Sur les 15.000 mineurs que compte le bassin de Saint-Etienne, à peine si un mille travaille à l'heure actuelle, et c'est à peine s'ils peuvent suffire à l'entretien des mines. Les ingénieurs de l'Etat ont demandé au Comité fédéral de bien vouloir désigner des ouvriers pour cet entretien et les ouvriers, consultés, ont refusé, disant avec juste raison que les compagnies n'avaient qu'à faire droit à leurs revendications et qu'aussitôt ils redescendraient tous à leur travail.

Leurs revendications sont les suivantes :

1° Reconnaissance par les compagnies minières du Comité fédéral des mineurs;

2° Remonte des ouvriers à 3 heures, la tâche finie ou non;

3° Les piqueurs payés 6 francs et tous les autres ouvriers augmentés de 50 centimes.

Actuellement les piqueurs gagnent en moyenne 5 fr. 50, les ouvriers occupés à l'entretien de 4 fr. 50 à 5 francs, ainsi que les rouleurs et chargeurs. C'est le travail le plus pénible de l'intérieur, car il comporte le chargement de 40 à 45 berlines, soit environ 20 tonnes de charbon et leur roulage à bras à des distances qui vont souvent de cinquante à quatre-vingts mètres du lieu de chargement.

Actuellement, la grève semble en voie de conciliation, car le Comité fédéral vient de faire accepter par les mineurs un arbitrage pour juger le différend. Jaurès sera l'arbitre des ouvriers, les compagnies ont désigné l'ingénieur Grurer, professeur à Paris.

Les grévistes manifestent tous les jours à travers les rues de la ville en chantant la *Carmagnole*, mais là s'est bornée jusqu'ici leur mauvaise humeur. Ils sont d'un calme désespérant, et par-dessus tout très sectaires. C'est ainsi que, l'autre jour, le compagnon Dumas ayant voulu prendre la parole après le socialiste Crozier, elle lui a été refusée.

Le mouvement est resté jusqu'à présent en dehors des politiciens et des députés. Cela donnera aux ouvriers l'idée de ce qu'ils peuvent par des mouvements généraux au lieu de grèves partielles. Ils commencent à avoir conscience de leur force, malheureusement il nous est difficile de pénétrer chez eux et de les amener à l'étude et à la réflexion de nos idées; mais cela tient surtout au travail abrutissant et à la longueur de la journée. A ce point de vue, si en dehors de toute ingérence des pouvoirs publics ils arrivaient à obtenir une diminution d'heures de travail, cela serait déjà un résultat.

Quant à la grève des passementiers, il y a longtemps qu'elle couvait. L'agitation remonte déjà à plus de deux ans. A ce moment, toutes les organisations de la corporation du tissage se réunirent pour étudier la question du relèvement des salaires qui, depuis quelques années, étaient tombés on ne peut plus bas, comme l'on peut en juger. Les compagnons gagnent en moyenne de 1 fr. 25 à 1 fr. 75 par jour. Les chefs d'ateliers passementiers possèdent, en général, trois métiers. Ce petit patron fait fonctionner un métier, les deux autres sont mis en activité par deux compagnons; le patron a un matériel qui peut valoir jusqu'à 5 à 6.000 francs, matériel qui demande souvent des réparations et qui sont toutes à sa charge. Si ses trois métiers battent, il peut arriver à gagner un maximum de 6 à 7 fr. par jour, ce qui est peu, vu les frais occasionnés : la location qui est de 300 à 350 francs par an, plus l'amortissement du capital immobilisé par le matériel, ainsi que l'entretien. Sa situation n'est guère meilleure que celle du compagnon; car lorsque celui-ci chôme, il peut quelquefois, avec beaucoup de chance, se retourner vers une autre industrie, soit dans la métallurgie, soit dans les mines, tandis que le petit patron est obligé de courir de fabricant en fabricant solliciter un nouveau chargement.

Un comité a d'abord été chargé de rechercher le meilleur moyen pour arriver à relever les salaires. Après une vigoureuse campagne de réunions menée à Saint-Etienne et dans les environs, la journée de travail, qui était de douze à quinze heures, fut fixée d'un commun accord à dix heures, coupée en deux moitiés de cinq heures avec un repos de deux heures pour le repas.

Les ouvriers de cette corporation, plus instruits que les mineurs, qui n'avaient jusqu'alors fait aucune revendication, étaient ainsi parvenus, en diminuant le temps de travail, à augmenter les prix de façon.

La campagne menée pour les heures ayant réussi, cela encouragea les ouvriers à réclamer le paiement de la mise en train, qui, jusqu'à ce jour, n'était pas payée et qui diminue sérieusement le salaire de l'ouvrier tisseur.

Voici en quoi cela consiste :

Lorsque le chargement d'un métier est fini, pour en remonter un autre, l'ouvrier passe quelquefois huit jours à préparer son travail, pendant lesquels il ne reçoit aucun salaire du fabricant. C'est là une des principales causes de la grève actuelle, où les petits patrons dont nous parlons plus haut et les compagnons font cause commune.

Messieurs les gros entrepreneurs qui ne font rien et se contentent de prendre les commissions et de fournir la matière première trouvent cela logique et se refusent à payer la mise en train aux ouvriers.

Actuellement, la grève dure depuis quinze jours à Saint-Etienne, La Fouillouse, Saint-Just, Saint-Rambert, Villars, Saint-Jean-Bonnefond, Saint-Genest-Lerpt, Flanfoy, Saint-Héaud et dans toutes les communes de la Haute-Loire où l'on fabrique le ruban; l'on peut sans exagération estimer à vingt mille le nombre de métiers arrêtés. Messieurs les fabricants ont bien élaboré ou fait semblant d'élaborer un tarif, mais il a été rejeté par la corporation tout entière. En ce moment, une délégation d'ouvriers et de fabricants en prépare un autre. On ne sait pas encore quel sort il aura, mais tout fait espérer que, devant l'union des travailleurs, les fabricants accorderont des améliorations.

Je vous dirai qu'au cours des nombreuses réunions tenues par les grévistes, la proposition de faire appel au concours des députés ayant été émise, elle a été rejetée avec ensemble, les grévistes ayant décidé de faire leurs affaires eux-mêmes sans y mêler la politique.

M...

∴

La semaine dernière, en parlant de la loi sur la durée du travail, j'ai fait un oubli très important qu'un camarade socialiste a bien voulu me signaler.

Ce maximum (!) de onze heures comme durée du travail n'est, à ce qu'il paraît, que provisoire, et Millerand s'est engagé à ramener la durée du travail à dix heures uniformément pour tous, adultes, femmes et enfants; et ce, d'ici quatre ans. Le ministre socialiste n'en est pas à une promesse près, espérant bien que d'ici là les événements se chargeront d'arranger les choses.

Quant au fameux trois-huit socialiste, il reste toujours renvoyé à une date très ultérieure.

En attendant, les pauvres petits exploités continueront à travailler leurs onze heures par jour pour le plus grand profit des capitalistes.

Malgré les promesses de Millerand, j'avoue toujours ne pas comprendre ce genre de réforme qui consiste à augmenter la durée du travail des enfants pour diminuer celle des adultes.

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Nos députés ont terminé pour cette année ce qu'ils appellent prétentieusement leurs travaux parlementaires. Ces grands travaux, qu'en raison du salaire payé on pourrait supposer très fatigants, consistent à fixer chaque année la somme que nous devrons sortir de nos poches pour

entretenir l'État; à examiner si celui-ci est pourvu d'un arsenal de lois suffisamment redoutable pour protéger la propriété contre les atteintes et les revendications des dépossédés, et enfin — et ce n'est pas là la moindre besogne — à potiner, à intriguailler dans les couloirs, et à traiter d'affaires avantageuses avec les Artons des divers Panamas.

Il est une foule de gens qui, tout en tournant volontiers en ridicule les parlementaires et leurs travaux, n'en demeurent pas moins convaincus de leur nécessité et de celle de leur besogne. Tel qui se prétend bien plus tranquille quand ces gaillards-là sont en vacances, est le premier à leur jeter la pierre lorsque, au cours des sessions, ils n'agissent pas ainsi qu'à son avis il serait utile de le faire, ou bien à réclamer leur intervention législative pour remédier à tel ou tel vice organique de la société. On est frondeur, en France, mais de surface seulement; au fond, le Français est très respectueux de l'autorité et imbu de la conviction qu'elle est nécessaire.

On veut des lois; des lois pour sauvegarder la sécurité publique, des lois pour faire régner la justice, et, par justice, on n'entend pas le maintien de la plus stricte équité dans les rapports entre humains, mais des mesures pénales ou répressives atteignant tel ou tel adversaire, favorisant tels ou tels intérêts particuliers et lésant tels ou tels autres opposés, limitant la liberté de celui-ci au bénéfice de la liberté de celui-là, etc. On veut encore des lois pour protéger le travail contre les exigences du capital — ce dernier en demande pour le protéger contre les revendications du premier; on en veut pour développer l'industrie, le commerce, l'agriculture, que sais-je? pour faire tomber de la pluie, faire luire le soleil et prévenir la sécheresse; et à ces législateurs de l'absence desquels on fait mine de se réjouir, on attribue une omnipotence providentielle.

On ne peut comprendre que si la sécurité publique est parfois en danger, s'il existe des voleurs et des assassins; que s'il y a des hommes injustes; que si le faible est exploité par le fort; que si l'industrie, le commerce, l'agriculture stagnent, ce n'est pas faute de lois. Quelques lignes de plus ou de moins dans le Code ne feront pas s'évanouir, comme dans une féerie, les escarpes, les capitalistes et les propriétaires; elles sont impuissantes à activer la consommation et la production, à multiplier les échanges, à perfectionner les modes de culture. Ce n'est pas affaire législative.

Les causes de ces vices sociaux résident non pas dans le fonctionnement des rouages, mais dans la disposition et l'agencement mêmes des rouages. Les violences, les injustices, les exploitations ont pour cause la nature elle-même des rapports que l'organisation sociale a établis entre les individus qu'elle a placés vis-à-vis les uns des autres comme des adversaires et souvent comme des ennemis, de telle manière que la vie des uns n'est assurée ordinairement que par la mort des autres. Quant à ce qui regarde la consommation, la production et les échanges, c'est affaire individuelle, dépendant aussi de la situation de chacun dans la société. Les lois n'y peuvent rien changer. L'initiative individuelle est le seul remède.

Les lois, par contre, peuvent beaucoup de mal; par la limitation qu'elles apportent à l'expansion naturelle des facultés de chacun, d'où résulterait l'harmonie générale, elles jettent la perturbation dans la société et, en somme, engendrent les maux qu'elles prétendent prévenir. ANDRÉ GIRARD.

LE NOBLE MÉTIER. — L'idée de Dieu et celle de Patrie sont trop proches parentes pour que les mêmes gens ne soient pas à la fois adeptes de l'une et de l'autre; ce sont deux formes sœurs de l'idée d'Autorité, et quiconque veut le maintien de l'iniquité régnante doit s'appuyer sur toutes deux. Rêver une armée anticléricale est aussi absurde que de vouloir une église antimilitariste. Constatant chaque jour l'alliance du sabre et du goupillon, comme ils disent, nos démocrates ont des étonnements naïfs. Ils s'étonnent qu'à Caen, par exemple, un colonel envoie tous les dimanches ses sous-officiers, caporaux et soldats faire office de chantres à l'église Saint-Jean. Ils s'étonnent de voir d'anciens lieutenants et le fils d'un général ordonnés prêtres. Tout cela est cependant dans l'ordre logique des choses: une mentalité qui se satisfait de la conception religieuse de l'univers doit forcément coïncider avec une moralité qui s'accommode de la force brutale et du sang versé. C'est le contraire qui nous étonnerait et nous attristerait. Mais le cas de l'assassin Tonnelier, bon catholique et bon soldat, satisfait pleinement notre raison. Son histoire est connue: brigadier-fourrier au 8e d'artillerie, ancien élève de l'école congréganiste Saint-Sigisbert, escroc, voleur et traître, il ajouta à tant de titres l'assassinat d'un pauvre hère, au hasard, dans l'unique but d'effrayer un homme riche. Sa fuite — complaisamment favorisée, dit-on — vient de le remettre en lumière. Son exemple prouve une fois de plus combien l'éducation religieuse et militariste est impuissante à donner aux hommes ce respect d'autrui, base de la vraie morale, que nous, matérialistes, sentons déjà si fort en nous; et son nom appelle aux lèvres un autre nom, d'excellent soldat et d'excellent catholique aussi: Vacher.

Que la brutalité et le mépris d'autrui soient le fond du triste métier militaire, cela devient fastidieux à répéter, mais il faut bien le répéter, puisque l'évidence ne crève pas tous les yeux. A Châteauroux, au 9e escadron du train, il y a un maréchal des logis qui, étant encore un peu plus brutal que Messieurs ses collègues, fait parler de lui. Celui-là ne se contente pas, comme les autres, des injures, des punitions révoltantes, des vexations et des persécutions qui font de toute caserne un enfer; il ajoute les coups: à coups de pied, à coups de poings, il dresse le troupeau humain que l'État lui livre. C'est au point que des officiers se sont plaints de lui aux grands chefs, mécontents de le voir dépasser la limite et s'arroger plus d'autorité qu'eux-mêmes.

A Moulins, plusieurs officiers et sous-officiers du 10e chasseurs, en compagnie de deux propriétaires (quel symbole!), se sont saoulés de champagne, démolirent des becs de gaz, des enseignes, traînèrent des caisses d'arbustes au milieu de la rue, puis s'en allèrent à la gare bousculer et asperger au moyen d'un vaporisateur les voyageurs d'un train qui arrivait. Quoi de plus naturel, pour des gens qui passent leur temps à s'exciter au meurtre, que d'avoir des démangeaisons de frapper, de briser, de sabrer? Soyez sûrs qu'à l'occasion, ils cogneraient avec encore bien plus d'entrain sur des crânes de raisonneurs que sur des enseignes. En plus du plaisir, ce serait pour eux la gloire et l'avancement. M. de Galliffet, héros lui-même d'égorgements civils, leur propose comme modèles le commandant Chapus, illustre par le massacre de Fourmies, et le général Garcin, fameux par les fusillades de 71 (assassinat de Millière), qu'il vient de promouvoir l'un officier, l'autre grand officier de la Légion de Déshonneur. La petite tache de sang qu'ils n'ont pu laver, s'agrandit sur leurs poitrines... Cachez donc cette cible, imprudents!

Voilà comme les soldats de profession entendent l'héroïsme. Et voici comme ils entendent la liberté de conscience: le général André, commandant la 10e division d'infanterie, a remarqué, dans certaines salles de lecture des sous-officiers, des journaux hostiles au gouvernement, et il donne l'ordre aux chefs de corps d'interdire l'entrée de leurs casernes à ces journaux. Peut-on dire plus clairement que la patrie n'est pas autre chose que le gouvernement, et que l'armée est au service du gouvernement, c'est-à-dire de l'organisation économique qu'il représente? Sous prétexte que la plupart des journaux interdits sont réactionnaires, nos démocrates crient bravo à cette décision « républicaine ». Malheureux!

A présent, voici comment les soldats de profession entendent l'honneur. Il y a dix-huit ans, le lieutenant Renard prenait pour maîtresse Mme Mauny, femme d'un porcelainier, et tous deux, suivant les mœurs actuelles, s'accommodaient du partage et du honteux ménage à trois. Mme Mauny, grosse des œuvres du bel officier, accoucha patriotiquement d'une fille, qu'elle fit loyalement endosser à son mari. Nous sommes ici en pleine institution du mariage bourgeois, ne nous étonnons donc de rien. Puis le mari mourut. Et les deux amants eurent une seconde fille que Renard, devenu capitaine, reconnut. Un beau jour, le vaillant capitaine lâcha sa maîtresse pour une autre. C'était son droit; mais ce qui ne l'était peut-être pas, c'était d'abandonner ses deux enfants. Mme Mauny se fâcha. Le loyal officier fit forcer sa porte, pendant son absence, fractura son armoire et lui vola toutes ses lettres; puis il s'en alla tranquillement devant la 9e chambre civile désavouer sa paternité, soutenant qu'il n'avait reconnu l'enfant que par peur de sa maîtresse. L'ignominie de l'homme à galons était tellement flagrante, que le substitut lui-même, oubliant qu'il avait devant lui un représentant de l'honneur militaire, n'a pu s'empêcher de lui dire des mots durs.

C'est curieux comme le métier des armes n'ennoblit pas du tout ceux qui l'exercent. Ne serait-ce pas un « noble métier », par hasard?

R. CH.

ROUBAIX. — Je suis heureux de vous apprendre que la fête organisée au profit des *Temps Nouveaux* par la Bibliothèque libertaire a pleinement réussi. A part les quelques petites machinations des autorités pour faire échouer notre entreprise, tout s'est passé admirablement. Le bal que nous offrions a été très animé durant toute la soirée. Plus de mille personnes y assistaient, et ce qui faisait plaisir à voir, c'est que l'assemblée était composée en majorité de jeunes gens de 18 à 25 ans. Voilà qui leur a donné l'occasion de constater que les anarchistes ne sont pas ce que veulent faire croire nos adversaires, des hommes de désordre. Et c'est ce que le camarade Henri Dhorr leur a fait comprendre en excellents termes. Il a terminé en engageant chaudement les travailleurs présents à s'intéresser aux idées libertaires, à les étudier dans nos brochures et à les diffuser le plus possible dès qu'ils seront convaincus de leur efficacité.

Voici quel a été le résultat matériel de la fête:

Recette	Fr.	302 25
Frais: salle, musiciens, affiches, cartes, etc.		131 »
Bénéfice net	Fr.	171 25

Roumanie.

Ici comme partout, la coterie conservato-démocratique de gouvernement cherche par tous les moyens à empêcher la lumière salvatrice de pénétrer dans les masses populaires. Comme exemple, je puis vous citer ceci:

La semaine dernière, moi, mon père, ma mère, deux de mes sœurs, ainsi que le camarade Stefanesco et six autres hommes de mon village, fûmes appelés devant le tribunal de Buzèu. Notre crime? Être socialistes-anarchistes, et avoir outragé les détenteurs de l'autorité.

La vérité est que les autorités régionales et communales avaient voulu, en octobre, violer mon domicile, pour découvrir, disaient-ils, « le centre du mouvement anarchiste roumain », et que moi et toute ma famille, aidés de quelques hommes du village, avions réussi à empêcher ces canailles d'accomplir leur projet de m'enlever la bibliothèque et d'arrêter le camarade Stefanesco, qui était depuis quelque temps avec moi.

Cependant, ils ont réussi à nous voler l'*Anarchie* de Kropotkine et le manuscrit de sa traduction roumaine, œuvre du camarade Stefanesco. Les brutes bleues, les gendarmes se sont servis de leurs sabres et ont blessé ma mère et une de mes tantes, et plus gravement ma sœur *Hélène-J. Dascalesco*, qui, voyant ces brutes sabre au clair, prit une hache et se précipita vers eux pour défendre la mère et la tante affolées. Et c'est pour avoir défendu notre liberté contre les autorités agressives, que nous sommes appelés devant les tribunaux.

Voilà comment l'autorité et la justice respectent la liberté garantie par les lois, cette liberté de la pensée bonne pour être jetée aux yeux des imbéciles par les endormeurs, qui glorifient hypocritement le culte des lois afin de parvenir au pouvoir.

Pour ce qui concerne notre mouvement, le camarade P. Musoiù édite à Bucarest une bibliothèque mensuelle, dite la « *Bibliothèque du Mouvement social* ». Un autre groupe de camarades, en association avec Musoiù et Zosin, donne aussi des conférences hebdomadaires, toujours à Bucarest.

J. NEAGU.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Congrès ouvrier révolutionnaire international de 1900.

Le secrétaire de la commission d'organisation invite les camarades de Hollande, de Belgique et d'Allemagne à vouloir bien lui communiquer leurs intentions au sujet du Congrès. Il attend leurs réponses pour pouvoir communiquer à la commission d'organisation l'état des adhésions.

LÉON RÉMY, 71, rue de Buffon.

* *

Groupe des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris. — Mercredi, à 8 h. 1/2 du soir, fin de la lecture du rapport présenté au

Congrès de 1900 : « Action et propagande anarchistes. » — Discussion.

⁂

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 6 janvier. — Edouard Blas : Le Tolstoïsme.

Lundi 8 janvier. — Dubois-Desaulle : Les Atrocités de Biribi. — Les Joyeux et les Travaux publics.

Mercredi 10 janvier. — E. S. R. I. : L'Action et la propagande anarchistes (2e causerie).

Samedi 13 janvier. — Cours d'Economie sociale, par Elie Murmain : 1. Introduction à l'étude des questions économiques.

⁂

Ecole libertaire. — Ordre des cours de la semaine, à 8 h. 1/2, rue de Montmorency, 6 :

Lundi : Dessin raisonné, par A. Charpentier.

Mardi : Littérature ancienne, par A. F. Hérold.

Mercredi 10 : Causerie sur l'alcoolisme, par la camarade Lucienne Marin.

Les citoyennes sont spécialement invitées à cette causerie.

Jeudi : *La Matière et l'Energie*, par Bloch.

Vendredi : Littérature (Diderot), par P. Quillard.

Samedi : Sténographie, par L. Netter.

La bibliothèque est ouverte à 8 heures.

Appel est fait à tous ceux qui disposeraient de volumes, journaux et brochures pour l'augmenter. Adresser au local, 6, rue de Montmorency.

Les camarades qui désireraient des invendus, pour distribuer, en trouveront au local de l'école.

La bibliothèque de l'*Ecole libertaire*, 6, rue de Montmorency, a reçu :

Deleros — *La Pâture* — *Escarmouches*, par Rainaldy ; — *La Forêt noire*, de J. Ajalbert ; — *Paroles au peuple*, de E. Hollande ; — *Le Mensonge de l'amour*, par René d'Ulmès. — *Les feuilles* de Zo d'Axa, — *Album d'hommage des artistes à Picquart*, don de la Société libre d'édition des gens de lettres, 3, rue Laffitte.

Essai sur Puvis de Chavannes, par L. Riotor ; — *Des bases classiques allemandes*, par Riotor, don de l'auteur.

⁂

L'Enseignement mutuel, université populaire du XVIIIe arrondissement. — Les réunions du soir, qui avaient été momentanément suspendues, reprendront leur cours à partir du lundi 6 janvier, à 8 h. 1/2, 41, rue de la Chapelle.

⁂

Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIIIe arrondissement (provisoirement salle Couderc, 1, rue Léon). — Les réunions ont lieu les vendredis et dimanches, à 8 h. 1/2 du soir.

Vendredi 5 janvier : Causerie par un camarade sur la propagande.

Dimanche 7 janvier : Soirée familiale. Causerie, chants.

Vendredi 12 janvier : Causerie par Dubois-Desaulle sur les atrocités de Biribi (2e causerie).

Adresser livres, brochures et toutes communications au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

⁂

Notre camarade Flaustier nous a fait parvenir 40 exemplaires de sa brochure : *A l'aube d'un siècle* : I. Le Mouvement libertaire, pour être vendues au profit du journal. Nous les tenons à la disposition des camarades au prix de 15 centimes l'exemplaire par la poste.

⁂

Bibliothèque libertaire de Belleville. — Le samedi 13 janvier 1900, à 8 h. 1/2, grande fête de nuit dans la salle du Concert des Omnibus. Concert par les poètes et chansonniers de Montmartre. Allocution de Prost sur l'Œuvre de la bibliothèque. Conférence par E. Girault sur *Résurrection*, de Tolstoï. Tombola, bal de nuit.

Cette fête étant privée, les amis trouveront des invitations aux *Temps Nouveaux*, au *Libertaire*, à l'*Aurore*, chez Ardouin, 86, rue de Cléry, aux Omnibus, 27, rue de Belleville, et chez Alexandre, 19, faubourg du Temple.

Prochainement, ouverture du nouveau local.

Les camarades qui peuvent disposer de livres sont priés d'en adresser à Prost, 27, rue de Belleville.

⁂

Les Egaux du XVIIe. — Réunion salle Arthur, 25, rue Poncelet, tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir.

Samedi 6 janvier : Causerie par F. Prost sur le Congrès socialiste et l'action économique.

Samedi 13 janvier : Inauguration de la Bibliothèque libertaire du XVIIe ; conférence de Ch. Malato sur les crimes de la civilisation.

Samedi 20 janvier : Raphaël Dunois, Bakounine selon sa correspondance.

Samedi 27 janvier : Dubois-Desaulle, les Atrocités de Biribi (*suite*).

Samedi 3 février : Causerie de A. Bloch sur la Philosophie de Marc Guyau.

⁂

Soirées ouvrières de Montreuil-sous-Bois, 15, rue des Ecoles, près la rue de Paris. — Dimanche 7 janvier, à 2 heures après midi, au préau des écoles de la route (rue des Ecoles), fête familiale. Allocution par Anatole France ; conférence par G. Séailles : La Morale de Tolstoï, suivie d'une partie musicale et littéraire.

Programme du mois de janvier 1900, au local, 15, rue des Ecoles, à 8 h. 1/2 :

Mercredi 10. — M. Schlumberger : Evolution de l'art grec (avec projections).

Samedi 13. — M. le Dr Durand : Le Cerveau, ses fonctions.

Mercredi 17. — M. A. de la Palme : Le Canton ; Libéralisme municipal.

Samedi 20. — M. Çakya-Mouni, licencié en philosophie : L'Inde.

Mercredi 24. — M. H. Launoy, interne des hôpitaux : L'Esprit critique.

Samedi 27. — Mlle Baertschi, agrégée de lettres : Histoire de la Révolution française (1re causerie) : La Terreur.

On nous prie d'annoncer que les soirées ouvrières de Montreuil n'ont rien de commun avec certaines universités plus ou moins réactionnaires. La libre discussion y est admise.

⁂

Aux camarades d'Amiens.

Depuis un certain temps, quelques compagnons ont décidé d'organiser une grande soirée familiale à l'Alcazar, comme les précédentes et mieux si c'est possible ; seulement, pour que la réussite soit complète, le concours et l'initiative de tous les camarades sont indispensables. C'est pour cela que nous vous invitons à venir régulièrement le samedi à 8 h. 1/2 et le dimanche à 5 h. 1/2 du soir de chaque semaine au *Cent de Piquet*. Présence indispensable.

⁂

Bordeaux. — Le groupe anarchiste de cette ville, en sommeil depuis longtemps, serait heureux d'organiser, à l'occasion du retour du camarade Liard-Courtois, une grande conférence publique et contradictoire sur les « Bagnes ».

Cette conférence serait faite en une des grandes salles sises en le chef-lieu de la Gironde.

Les souscripteurs ou donateurs sont priés de donner les sommes promises aux compagnons qui ont bien voulu se charger de passer à domicile.

Se hâter, si possible.

Les anarchistes bordelais vont tâcher de trouver l'argent nécessaire à l'envoi d'un ou deux délégués au Congrès international révolutionnaire antiparlementaire qui aura lieu à Paris en 1900.

Allons, amis, un peu d'initiative, manifestons notre volonté, disons qui nous sommes.

A. A.

LA TOMBOLA DE NOTRE RÉUNION

(Suite.)

181. Une jumelle, don d'un anonyme.

182. Une paire de bottines, cuir fauve, pour dame, don du camarade Boudier.

183. Une calotte et une paire de chaussons en drap (lot non réclamé de la dernière tombola).

184. Une calotte en drap (idem).

185. Deux vases faïence de 40 cent. de haut, style Renaissance, don de Mme Albert Cahen.

186. Une chemise brodée costume national roumain, don du camarade J. Neagu.

187, 188. Deux serviettes brodées à la mode nationale roumaine, tissu de soie filée, don de la camarade Hélène J. Dascalesco.

189. Un petit pot à crème en argent, don du camarade R. de Lausanne.

190. Un collier de corail, don du même.

Les nos 178 et 179 doivent être rectifiés comme suit : chacun un béret en feutre, chapellerie de Grigny, don et travail du camarade Voena.

L'envoi des lots s'annonce assez bien. Peut-être avons-nous oublié de remercier quelques-uns des envoyeurs : nous les prions de nous excuser et d'accepter ici tous nos remerciements, que nous adressons à tous les camarades dont l'aide ne fait jamais défaut dans les occasions difficiles.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Une enquête sur les boulangeries coopératives rurales, au *Musée social*, 5, rue Las Cases.

Almanach de la Question sociale pour 1900, par Argyriadès, prix 0 fr. 50, 5, boulevard Saint-Michel.

Résurrection, roman par Tolstoï ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

⁂

Vient de paraître à la Bibliothèque des *Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles : *Deuxième déclaration* de G. Etiévant, 0 fr. 15 franco.

Derniers ouvrages parus.

L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave ; 1 volume, 2 fr. 85 par la poste.

Marchand-Fashoda, par Louis Guétant ; 1 plaquette, 0 fr. 75, bureaux des *Temps Nouveaux*.

L'Amour libre, par Charles-Albert ; 1 volume chez Stock, 3 fr. 50 ; dans nos bureaux, 2 fr. 75.

Deuxième déclaration d'Etiévant.

Dernières lithographies.

Ah ! les sales Corbeaux ! par J. Hénault.

La Guerre, par Maurin.

Capitalisme, par Comin'Ache.

Epouvantails, par L. Chevalier.

L'Education chrétienne, par Roubille, 18e lithographie de notre collection.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40 ; édition d'amateur : 3 fr. 25 ; franco, 3 fr. 40.

PETITE CORRESPONDANCE

Flaustier. — Reçu jusqu'à présent 40 broch., en deux paquets.

Un camarade, cordonnier de Paris, pourrait-il nous dire si l'embauche est facile ou quand recommencera la saison ?

P., à Marseille. — La *Douleur universelle* a disparu dans la faillite de l'éditeur. — Je ne connais pas l'ouvrage de Sauterel.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Baeriswyl, 2 fr.

Reçu pour le journal : Un camarade hollandais, 0 fr. 50. — P., à Ch.-de-F., V. P., 5 fr. — Un pharmacien à Nouméa, 0 fr. 80. — Baeriswyl, 2 fr. — Bénéfice de la fête organisée par les camarades de Roubaix, 171 fr. 25. — Merci à tous.

P., à Marseille. — B., à Pramauson. — P., à Saumur. — F., à Nouméa. — L., à Baugy-sur-Clarens. — K. A., à Fléron. — D., à Paris. — R., à Mayville. — E. D., à Tournai. — B., à Berne. — G., à Berne. — G., à Saint-Etienne. — L., à Epinal. — F., à Avallon. — F., à Rouen. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 38 DIX CENTIMES DU 13 AU 19 JANVIER 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

SON PRINCIPE

Nous ne nous attarderons pas ici à faire la critique de la société actuelle, tant de fois faite et refaite depuis cinquante ans. Il nous suffira de jeter un regard sur nos sociétés modernes, pour mieux déterminer où nous allons, ce qui est acquis aujourd'hui, et ce que nous espérons conquérir dans l'avenir.

La société actuelle n'est pas le résultat d'un principe quelconque. Comme tout organisme vivant, elle représente, au contraire, un résultat très complexe de mille luttes et de mille compromis, de survivances du passé et d'aspirations vers un meilleur avenir.

L'esprit théocratique de la haute antiquité, l'esclavage, l'impérialisme, le servage, la commune médiévale, les préjugés anciens et l'esprit moderne — tout s'y trouve représenté plus ou moins, avec toutes les nuances, sous toutes les formes d'atténuation imaginables. Ombres du passé et silhouettes de l'avenir, coutumes et conceptions datant de l'âge de pierre et tendances vers un avenir qui se dessine à peine à l'horizon — tout s'y trouve en lutte continuelle, dans chaque individu, dans chaque couche sociale, et dans chaque génération, comme dans l'ensemble de la société entière.

⁂

Cependant, si nous envisageons les grandes luttes, les grandes révolutions populaires qui se sont faites en Europe depuis le douzième siècle, nous voyons un principe se dessiner. Tous ces soulèvements furent dirigés vers l'abolition de ce qui avait survécu de l'esclavage antique sous sa forme mitigée — le servage. Toutes avaient pour but d'affranchir, soit les villageois, soit les citadins, soit les uns et les autres, *du travail obligatoire*, qui leur était imposé par la loi, en faveur de tels ou tels maîtres.

Déclarer l'homme libre de disposer de sa personne, libre de travailler à ce qu'il voudra et tant qu'il voudra, sans que personne ait le droit de l'y contraindre — *affranchir la personne* du paysan et de l'artisan — tel fut l'objectif de toutes les révolutions populaires : du grand soulèvement des communes au douzième siècle, des guerres de paysans aux quinzième et seizième siècles en Bohême, en Allemagne et aux Pays-Bas, des révolutions de 1381 et de 1648 en Angleterre, et enfin de la Grande Révolution en France.

Il est vrai que ce but ne fut atteint qu'en partie. A mesure que l'individu s'affranchissait et qu'il conquérait sa liberté individuelle, de nouvelles combinaisons économiques lui étaient imposées pour paralyser sa liberté, pour forger de nouvelles chaînes, et pour le ramener sous le joug par la menace de la faim — tout comme les serfs russes, affranchis en 1861, avec le rachat qui leur fut imposé et la ruine économique qui s'en suivit, virent reconstituer l'asservissement sous une forme nouvelle — la forme économique.

Et cependant, malgré tout, le principe dominant des sociétés modernes est celui de la liberté individuelle, reconnue, du moins en théorie, pour chacun. De par la loi, le travail n'est plus obligatoire pour personne. Sauf certaines exceptions que nous allons mentionner, l'individu est libre. Il n'existe plus une caste d'esclaves, forcés de travailler pour leurs maîtres; et il n'y a pas de serfs, obligés de donner à leur maître trois jours de travail par semaine, en échange du lopin de terre auquel ils restaient attachés toute leur vie. Chacun est libre de travailler s'il veut, tant qu'il voudra, et à ce qu'il voudra.

Tel est — du moins, en théorie — le principe dominant de la société actuelle.

Nous savons parfaitement — et les socialistes de toute nuance ne cessent de le démontrer chaque jour — jusqu'à quel point cette liberté est illusoire. Des millions et des millions d'hommes, femmes et enfants sont continuellement forcés, par la menace de la faim, d'aliéner leur liberté, de donner leur travail à un maître, dans les conditions que celui-ci voudra bien leur imposer. Nous savons — et nous cherchons à le bien démontrer aux masses — que, sous forme de rente, de loyer et d'intérêt en général, le travailleur et le paysan continuent à donner, à plusieurs maîtres au lieu d'un, les mêmes trois jours de travail par semaine, et souvent même plus, rien que pour obtenir le droit de cultiver la terre, ou bien même le droit de vivre sous un abri. Et nous savons que, si un économiste se donnait un jour la peine de faire de l'économie politique et de calculer tout ce que divers maîtres (le patron, le propriétaire, les intermédiaires, les rentiers et ainsi de suite, en plus de l'Etat) prélèvent directement et indirectement sur le salaire de l'ouvrier, on serait stupéfait de la maigre pitance qui lui reste pour payer tous les autres travailleurs dont il consomme les produits : c'est-à-dire le travail du paysan qui a fait pousser le blé qu'il mange, du maçon qui a bâti la maison qu'il habite, du tailleur qui a fait son habit, et ainsi de suite. On serait frappé de voir le peu qui revient à tous les travailleurs qui produisent ce que cet autre ouvrier consomme, et la large part qui va aux barons du féodalisme moderne.

Mais ce dépouillement du travailleur ne se fait plus par un maître légalement imposé. Il y a pour cela tout un mécanisme, excessivement complexe, impersonnel et irresponsable. Le travailleur donne une partie considérable de son travail à des tiers — tout comme dans les siècles passés; mais il ne le fait plus sous le fouet du maître. La contrainte n'est plus une contrainte par corps. On le jettera bien sur le pavé, mais on ne l'étalera pas dans une salle de police sur un banc, afin de lui administrer une bastonnade pour un habit mal fait, ou pour un champ mal cultivé, ainsi que cela se faisait encore de notre vivant dans l'Europe orientale et se pratiquait partout autrefois.

⁂

Sous le régime actuel, souvent plus féroce et plus impitoyable que l'ancien, l'homme retient, cependant, un sentiment de liberté individuelle. Nous savons que ce sentiment n'est presque qu'une illusion pour le prolétaire. Mais nous devons reconnaître que tout le progrès moderne, et aussi toutes nos espérances pour l'avenir, sont encore basés sur ce sentiment de liberté de l'individu, si limitée qu'elle soit en réalité.

Le plus misérable des va-nu-pieds, dans ses moments de misère la plus noire, n'échangera pas son lit de pierre sous l'arche d'un pont contre une gamelle de soupe garantie chaque jour, avec la chaîne de l'esclave en plus. Mieux que cela. Ce sentiment de liberté individuelle, ce principe est si cher à l'homme moderne, que continuellement nous voyons des populations entières de travailleurs acceptant des mois de misère, et marchant contre les baïonnettes, rien que pour maintenir certains droits acquis.

En effet, les grèves les plus obstinées et les révoltes populaires les plus désespérées ont aujourd'hui pour origine des questions de libertés, de droits acquis, plutôt que des questions de salaire.

⁂

Le droit et la liberté de travailler à ce que l'homme voudra, et autant qu'il voudra, reste ainsi le principe dominant des sociétés modernes. Et la plus forte accusation que les socialistes élèvent contre la société actuelle consiste à prouver que cette liberté, si chère à l'ouvrier, est tout le temps rendue *illusoire*; que le principe sur lequel tous sont d'accord est éludé par une série de monopoles; que celui qui ne possède pas redevient le serf de celui qui possède, puisqu'il est *forcé* d'accepter les conditions de celui-ci pour pouvoir travailler et puisqu'il paye aux riches un tribut considérable, grâce aux monopoles constitués en faveur des riches. Ces monopoles mêmes, le peuple les attaque, non pas pour l'oisiveté

qu'ils permettent aux classes privilégiées, mais surtout à cause de la domination qu'ils leur assurent sur la classe ouvrière.

Le grand reproche que nous adressons à la société moderne n'est donc pas d'avoir fait fausse route en proclamant que désormais chacun travaillera à ce qu'il voudra, et autant qu'il voudra; mais d'avoir créé des conditions de propriété qui ne permettent pas à l'ouvrier de travailler tant qu'il voudra et à ce qu'il voudra. Nous traitons cette société de marâtre, parce qu'elle a placé le travailleur des champs et de l'industrie dans des conditions qui annulent ce principe de liberté individuelle; parce qu'elle réduit l'ouvrier à l'état de servage masqué — à l'état d'homme que la misère force de travailler à enrichir des maîtres et à perpétuer lui-même son état d'infériorité.

***

Eh bien, si ceci est vrai; si ce principe : « Tu travailleras à ce que tu voudras et autant que tu voudras » est vraiment cher à l'homme moderne; si toute forme de travail obligatoire et servile lui répugne; si sa liberté individuelle prime tout le reste — alors la conduite du révolutionnaire est indiquée. Il repoussera toutes les formes de servage masqué, et il travaillera à ce que cette liberté ne soit plus simplement une formule. Il cherchera à savoir qu'est-ce qui empêche l'ouvrier d'être vraiment seul maître absolu de ses capacités et de ses bras — et il travaillera à abolir ces entraves, par la force s'il le faut, se gardant en même temps d'introduire d'autres entraves qui, tout en lui procurant peut-être un accroissement de bien-être, réduiraient l'homme de nouveau à perdre sa liberté.

Nous allons maintenant analyser ces entraves qui viennent, dans la société actuelle, réduire la liberté de l'ouvrier et l'asservir de nouveau.

(*A suivre.*) P. Kropotkine.

QUI EST COUPABLE?

(A PROPOS DE LA GUERRE DU TRANSVAAL)

Extrait d'une lettre inédite de L. Tolstoï à X...

... C'est avec plaisir que je vous réponds, car vos brochures sont sincères et bien écrites, à l'exception de la troisième, au sujet de laquelle je suis d'accord avec votre parenté. Cette brochure est faible, non pas parce qu'elle est trop âpre, mais parce qu'elle ne fait pas ressortir assez nettement le caractère odieux de Guillaume II, l'un des représentants les plus répugnants, sinon comiques, de l'impérialisme.

Mais, quelque bien écrites que soient vos brochures, je ne suis pas d'accord avec elles en substance, ou, pour mieux dire, je ne puis condamner ce que vous trouvez blâmable.

Si deux hommes, après s'être enivrés au cabaret, se prennent de querelle en jouant aux cartes, je ne puis, en aucune manière, me décider à condamner l'un des deux, quelque convaincants que soient les arguments de l'autre. La cause des mauvais procédés de l'un ou de l'autre ne réside pas dans le bon droit de l'un des deux, mais dans ce qu'ils ont jugé utile de boire du vin et de jouer aux cartes au cabaret, au lieu de travailler tranquillement ou de se reposer. De même, je ne pourrai jamais consentir à reconnaître dans une guerre, quelle qu'elle soit, une seule partie comme étant exclusivement coupable. On peut trouver que l'une des parties agit plus mal que l'autre, mais l'examen du plus ou moins de culpabilité des parties ne peut absolument pas expliquer la vraie cause de l'apparition d'un phénomène aussi affreux, aussi dur et aussi inhumain que l'est la guerre. Pour chaque homme qui ne ferme pas volontairement les yeux, ces causes sont parfaitement évidentes, aussi bien maintenant, dans la guerre du Transvaal, que dans toutes les guerres des derniers temps. Les causes sont au nombre de trois : 1° la répartition inégale des biens, c'est-à-dire le dépouillement des uns par quelques autres; 2° l'existence de la classe militaire, c'est-à-dire de gens prédestinés à l'assassinat et éduqués dans ce but; 3° la doctrine religieuse mensongère, en grande partie sciemment trompeuse, dans laquelle sont élevées par force les jeunes générations. C'est pourquoi je crois qu'il est non seulement inutile, mais même mauvais, de considérer les Chamberlain, les Guillaume comme causes des guerres, car on se cache ainsi à soi-même les causes réelles, qui sont beaucoup plus proches et auxquelles nous participons nous-mêmes. Nous pouvons seulement nous fâcher contre les Chamberlain et les Guillaume et les injurier, mais notre colère et nos invectives, si elles nous gâtent le sang, ne changent pas le cours des choses; les Chamberlain et les Guillaume sont les instruments aveugles de forces qui sont bien loin derrière eux. Ils agissent comme ils doivent agir, car ils ne peuvent faire autrement.

L'histoire tout entière est une suite de procédés de politiciens exactement semblables à ceux qui ont causé la guerre du Transvaal; c'est pourquoi il est complètement inutile et même impossible de se fâcher contre eux, et de les condamner, quand on voit les causes réelles de leurs actes et quand on se sent soi-même coupable de l'un ou de l'autre de ces actes, selon que l'on agit relativement aux trois causes principales que j'ai rappelées.

Tant que nous jouirons de richesses exclusives, alors que des masses d'ouvriers sont écrasées de travail, il y aura toujours des guerres en vue de l'appropriation des débouchés, des mines d'or, etc., nécessaires pour soutenir notre richesse exclusive. Les guerres seront encore plus inévitables tant que nous ferons partie de la classe militaire, que nous en admettrons l'existence et que nous ne lutterons pas contre elle de toutes nos forces. Si nous ne sommes pas nous-mêmes de la classe militaire, nous la considérons non seulement comme indispensable, mais comme digne d'éloge, et ensuite, quand éclate une guerre, nous condamnons en elle un Chamberlain quelconque.

La guerre sera surtout inévitable non seulement tant que nous confesserons, mais que nous admettrons, sans indignation ni révolte, la défiguration du christianisme qui a nom christianisme de l'Eglise, et qui admet l'existence d'une armée chrétienne, la bénédiction des canons, et qui reconnaît la guerre comme une œuvre chrétiennement juste. Nous enseignons cette religion à *nos enfants*, nous la confessons nous-mêmes, et, ensuite, les uns affirment que Chamberlain, d'autres que Krüger est coupable de ce que des hommes s'entre-tuent. C'est pourquoi je ne suis pas d'accord avec vous et ne puis blâmer les instruments aveugles de l'ignorance et du mal, et vois les causes dans des phénomènes, à l'amoindrissement ou à l'augmentation du mal desquels je puis moi-même coopérer. Travailler au nivellement fraternel des biens; jouir dans la plus petite mesure des privilèges échus en partage; ne participer en quoi que ce soit à l'œuvre militaire; détruire l'hypnotisme au moyen duquel les gens, transformés en meurtriers mercenaires, pensent qu'ils font une œuvre bonne en étant militaires; et surtout confesser une religion chrétienne (1) raisonnable, en s'efforçant de détruire autant que possible la dure imposture du faux christianisme, dans lequel sont élevées les jeunes générations — cette triple œuvre constitue, selon moi, le devoir de chaque homme qui désire contribuer au bien, et justement révolté par l'horrible guerre qui vous a aussi ému.

Léon Tolstoï.

Moscou, 4/16 décembre 1899.

(1) Il reste bien entendu que nous ne partageons pas les idées religieuses de Tolstoï. — N. D. L. R.

MOUVEMENT OUVRIER

L'on a vu la semaine dernière, par la correspondance du camarade Masson, les causes exactes de la grève des mineurs et de la grève des passementiers de Saint-Étienne.

Comme toujours, soldats et policiers ont donné contre les malheureux qui ont l'audace de revendiquer leur droit à l'existence. Les dragons ont chargé et il y a eu des blessés, et de nombreuses arrestations, « de gens sans aveu » affirme un journal prétendu socialiste tout dévoué au ministère.

Quelques policiers ont écopé dans la bagarre, et l'un d'eux a été médaillé pour ce haut fait d'armes.

Actuellement, la grève des mineurs est terminée, celle des passementiers ne tardera sûrement pas à l'être; c'est que la proposition de faire appel aux politiciens qui avait été précédemment rejetée n'a malheureusement pas été maintenue, sans que l'on sache très bien pourquoi ou à quel titre (certains journaux l'ont dit envoyé par Millerand) Jaurès a été appelé à servir d'arbitre au nom des ouvriers.

Les malheureux mineurs ne se sont pas aperçus qu'une fois de plus ils allaient être dupés et que les bons conseils de calme et de résignation du délégué du ministre leur étaient prodigués, non dans leur intérêt, mais dans le seul but de ne pas créer de difficultés à ce dernier.

La sentence arbitrale a été une sorte de compromis et les mineurs ne tarderont pas à s'apercevoir qu'une fois de plus l'on s'est joué d'eux. De leur réclamation principale, la remonte à 3 heures, il n'est pas question, et si les salaires sont augmentés, il leur faudra travailler plus longtemps, si bien que les compagnies y trouveront encore leur bénéfice.

Voici, du reste, en quoi consiste la « grande victoire ouvrière » et dans quelles proportions les salaires sont augmentés.

Les ouvriers qui gagnent 3 fr. 30 auront une augmentation de 30 cent.; de 3 fr. 30 à 4 francs, 30 à 36 cent.; de 4 francs à 4 fr. 50, 36 à 40 cent.; de 4 fr. 50 à 5 francs, 40 1/2 à 45 cent.; de 5 francs à 5 fr. 50, 45 à 49 cent. 1/2; de 5 fr. 50 et au-dessus, 50 centimes.

Gageons que l'arbitre Jaurès ne se contenterait pas de cette « victoire », s'il lui fallait vivre avec le salaire d'un de ces malheureux.

Quand donc les ouvriers se résoudront-ils à faire eux-mêmes leurs affaires?

La grève des passementiers dure encore, mais elle tire à sa fin, et l'enthousiasme des premiers jours est tombé. Les fabricants refusent de payer la mise en train aux ouvriers. Ils voudraient que le prix de mise en train fût déduit sur ceux proposés dans leur tarif général, ce qui ne donne aucunement satisfaction aux ouvriers.

Signalons enfin qu'à une des dernières réunions, les tisseurs ont demandé la création d'ateliers nationaux pour leur permettre de résister aux fabricants.

Les blanchisseuses de Saint-Étienne, au nombre de trois cents, viennent de se mettre en grève. La police, comme d'habitude, d'ailleurs, a interdit les manifestations. C'est ce que l'on appelle la liberté sous le ministère Millerand.

A Montceau-les-Mines, la grève est terminée, la reprise du travail est générale.

Signalons, pour terminer, une importante grève des mineurs de Charleroi qui réclament une augmentation de salaire.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — La grotesque comédie de la Haute-Cour est terminée. Le dernier écho des cris d'animaux et des interjections, tant fleuries qu'éminemment recherchées, des aristocratiques accusés de cette République de gens de rien, s'est éteint dans les coulisses du guignol luxembourgeois. Nous n'entendrons plus, hélas! non plus les prudhommesques réquisitions du cabotin général, champion indigné de la République menacée dans ses intérêts et au besoin, demain, non moins dévoué champion de la monarchie tant abhorrée, si celle-ci venait à triompher.

Le polichinelle en chef, Déroulède, ainsi que ses distingués coaccusés Buffet et de Lur-Saluces — premier cru — sont bannis pour dix ans. O Déroulède! quelle mirifique occasion d'un nouveau et fécond cabotinage! Dix ans sans fouler le sol tant aimé de la Patrie! Quel martyre plus affreux pouvait vous être infligé? Et quelle terrible alternative! Se soumettre à la sentence si particulièrement cruelle pour vous, ou la détention. Entre les deux, hésiterez-vous? Non, sans doute? Mille fois la détention sur le sol national plutôt que l'exil le plus souriant. Vous resterez, n'est-ce pas? Quand même!!

Non! le grand patriote a préféré sa liberté chez le haïssable étranger à l'emprisonnement, si doux s'il est subi au sein de la mère patrie. Le patriotisme ne serait-il donc qu'un mot? Et la vraie patrie serait-elle, indépendamment de toutes frontières, le lieu où l'on est libre? Qui aurait cru Déroulède si anarchiste?

⁂

Naturellement, l'arrêt de la Haute-Cour fait pousser des cris de putois aux nationalistes. Le contraire eût été surprenant.

Quant aux républicains, il ne les satisfait pas. Il leur déplaît de voir condamner des comparses — et encore avec circonstances atténuantes — alors que les principaux chefs du complot ne sont pas inquiétés ou sont l'objet de ménagements des plus suspects.

Ces ménagements ainsi que les faveurs spéciales dont jouissent les ennemis les plus déclarés et les plus puissants de la République ont le don de les exaspérer. Ils accusent le gouvernement de trahison. Urbain Gohier écrit dans l'*Aurore* :

« La politique de M. Waldeck-Rousseau, grand avocat d'affaires, et de M. Galliffet, grand général de massacres, ne tendra, *ne peut tendre* qu'à rassurer les intérêts matériels, et à grouper les classes privilégiées pour arrêter le faible mouvement révolutionnaire issu de l'affaire Dreyfus. »

Urbain Gohier a absolument raison. Seulement, la tendance conservatrice des intérêts des classes privilégiées, qu'il attribue au ministère Waldeck-Rousseau-Galliffet, est la tendance fatale, essentielle de tout gouvernement, quelque républicaine et démocratique que soit l'étiquette dont il se pare. Le rôle d'un gouvernement n'est pas de déblayer le terrain et de faciliter la marche en avant de l'humanité, mais de conserver l'ordre de choses établi, de sauvegarder les intérêts et les droits acquis, quelque iniques soient-ils, uniquement parce que l'iniquité sur laquelle ils reposent n'apparaît qu'aux mécontents, aux chercheurs de mieux, aux révolutionnaires.

André Girard.

Nous avons eu des nouvelles d'Etiévant par une lettre qu'il a écrite à son père. Nous sommes heureux d'apprendre aux camarades qu'il se trouve en bonne santé.

⁂

Choses militaires. — *Règlements.* — Les règlements militaires autorisent les soldats à présenter à leurs chefs des observations sur la nourriture qu'on leur donne. C'est pourquoi des ouvriers d'administration de la 7e section (Epinal) s'étant plaints que leur gamelle n'avait pas la ration réglementaire, dix d'entre eux furent punis de salle de police par le médecin-major, et deux ont eu trente jours de prison, dont sept de cellule.

Conseils de guerre. — Urbain Gohier, dans un de ses articles de l'*Aurore*, met en parallèle quatre arrêts récents de conseils de guerre. Deux militaires sont condamnés à un an de prison pour vol : l'un, officier d'administration, a dérobé 14.500 francs; l'autre, simple soldat (déclaré par les médecins très peu responsable), a pris 4 fr. 55. Un adjudant, qui a frappé très brutalement un soldat à coups de pommeau de sabre, est acquitté; un simple soldat qui, étant ivre, a frappé un de ses camarades et engueulé un caporal, est condamné à cinq ans de travaux publics.

Suicides. — Un soldat du 5e escadron du train, Charles Lafont, ayant déserté et ayant été dénoncé par un ouvrier (ah! le bon patriote!), s'est tiré deux coups de revolver dans la tempe. Mort.

Un chasseur de la 4e compagnie du 3e bataillon (caserne Kellermann) s'est tiré un coup de revolver au cœur. Mort.

Un soldat d'infanterie de marine, Georges Cherrier, devant partir pour le Tonkin, a essayé de se tuer en se frappant de six coups de ciseaux au cœur.

Exploits. — A l'Ecole de cavalerie de Saumur, un cavalier assassine à coups de tranchet, pour la voler, la cantinière âgée de soixante ans.

A Dôle, des sous-officiers du 14e chasseurs ayant trop bien dîné, parcourent la ville en hurlant. Deux agents les prient de se taire. Ils leur tombent dessus comme sur de vulgaires civils, les rossent, en abîment un. Ne les félicitons pas; ils étaient saouls. Après? Bonne petite enquête militaire, étouffement de première classe; 60 jours de prison à un sous-off. Je crois que cela serait revenu un peu plus cher à l'un de nous.

A Grenelle, le 1er janvier, deux maréchaux des logis du 1er cuirassiers s'amusent à faire bondir et ruer leurs chevaux dans la rue pleine de monde. On les prie de cesser; ils entrent en fureur et chargent la foule : personnes renversées et piétinées, femme enceinte pressée contre un mur, etc. Intervention de Dame police, bonne petite enquête militaire, étouffement de première classe.

A Moulins, deux sous-offs du 10e chasseurs, se querellant avec deux ouvriers, tirent leurs sabres et frappent. C'est beaucoup plus simple que de discuter. Un des ouvriers est très grièvement blessé au front.

A Saint-Etienne, où des travailleurs sont en grève, les dragons chargent la foule, renversent, piétinent, écrasent, « déblaient le terrain », comme ils disent. On demande parfois quelle est la vraie raison d'être de l'armée? La voilà : mâter les raisonneurs en quête de plus de justice.

Au Tonkin, deux enseignes de vaisseau ayant été massacrés par des Chinois, voici comment nos héroïques officiers procédèrent aux représailles. Je découpe dans la *Patrie* qui, en racontant ces faits, exulte de joie. « Des compagnies de débarquement « furent mises à terre et s'emparèrent immédiatement de Han-Hoï, la ville d'eaux des riches négociants chinois et magnifiquement bâtie. Tout ce « qui fut rencontré fut passé par les armes et la « ville saccagée et brûlée. De son côté, l'infanterie de marine s'emparait de Suï-Taï, qui fut livrée au pillage et ruinée de fond en comble, après « l'exécution sommaire des habitants que l'on rencontra. Plusieurs villages environnants ont également été détruits. Plusieurs prisonniers ont été « exécutés après de fort courts pourparlers. D'autres reconnus innocents ont été relâchés, beaucoup sont gardés, la cangue au cou, et occupés « aux plus pénibles travaux du bord... » Etc.

Des barbares ont tué deux hommes; aussitôt les civilisés, pour leur faire la leçon, brûlent, pillent, saccagent, massacrent, exterminent toute une région. Vous voyez tout de suite l'éclatante supériorité des civilisés.

⁂

Justice a faux poids. — On parle de l'alliance du sabreur et du goupillonnard, mais il y a un troisième complice qui, de temps en temps, sort de l'ombre pour aider les deux autres à perpétrer leurs mauvais coups : le justiciard.

Les magistrats qui, à Paris ou en province, sont chargés d'enquêter sur les actes reprochés par des orphelines aux religieuses du Bon Pasteur et d'autres couvents, mettent à remplir cette mission la plus mauvaise volonté. Ils convoquent les jeunes filles à des heures tardives, les reçoivent grossièrement, les interrogent d'après un questionnaire tout préparé et refusent d'entendre leur déposition sur d'autres points, les rudoient, les bousculent, cherchent à les contredire et à les intimider. Ils sauvegardent le goupillon.

Le procureur de la République d'Epernay vole à la rescousse du sabre. Saisi par Mme Bernard (la mère de ce soldat israélite assassiné à la caserne) d'une demande d'exhumation de son fils, aux fins d'autopsie, il lui répond que cela ne le regarde pas, que c'est une affaire entre militaires, qu'il n'y peut rien, qu'il s'en fout.

On se rappelle l'affaire de l'église Saint-Joseph : l'église envahie, quelques chaises mises en tas et brûlées. Les policiers, pour gagner leur argent, avaient arrêté au hasard de tout jeunes gens, des enfants. Sept d'entre eux (dix-sept à vingt ans) viennent d'être condamnés à quinze mois de prison, un an, deux ans de prison et *cinq ans de réclusion* (Bernheim, élève boursier du lycée d'Oran, reçu à l'Ecole centrale)! Les jurés et les juges qui en ont décidé ainsi, ont cru sauver l'ordre capitaliste. Ils se trompent : ils n'ont fait qu'ajouter une goutte au vase d'injustice prêt à déborder.

Les marchands du temple. — Un ami me communique une circulaire portant comme en-tête : « Œuvres de don Bosco. — Oratoire de Saint-François de Sales. — 32, rue Cottolengo, Turin. » Cette circulaire a pour but de drainer de l'argent, de France en Italie, en faveur des Missions d'Amérique; et l'on comprend tout de suite que des gens qui pratiquent si bien l'internationalisme de la galette ne soient pas chauds partisans de l'internationalisme des peuples. Cette circulaire est longue, et je ne puis la reproduire ici; c'est dommage, car sa lecture est à la fois très amusante et très instructive. Mais je veux tout de même vous en faire savourer quelques passages. « L'Eglise, vous le savez, a établi le puissant Archange saint Raphaël protecteur des pèlerins et des voyageurs... » Aux appointements de combien? « Je m'adresse à vous de nouveau, pour obtenir votre concours en faveur d'une Œuvre grande entre toutes : la civilisation, par la morale chrétienne (flamidienne), de peuples encore nombreux, le salut d'une foule d'âmes *qui attendent avec impatience* du zèle de nos Missionnaires ce bien inappréciable...... Je compte sur vos prières persévérantes... *Ne cessez pas non plus* d'ouvrir généreusement votre main pour soutenir de vos aumônes des Œuvres qui donnent à Dieu tant de gloire, et sont pour les âmes un secours si puissant. » Les prières, c'est bien, mais la galette, c'est mieux. Quant à ce Dieu qui a besoin que ses créatures lui donnent de la gloire, il est plutôt mesquin; et quant aux Œuvres qui servent de secours aux âmes pour faire leur salut, c'est comme une vague menace à l'adresse de ceux qui ne casquent pas : le chantage à l'Enfer. Puis le signataire, don Michel Rua, parle des inondations qui ont ravagé les Missions de Patagonie. « L'apôtre de ces pays lointains, Mgr Cagliero, les larmes aux yeux, tend vers nous ses mains suppliantes... Il se promet encore de votre charité des secours importants. Ne les lui faites pas attendre. » Il évoque des incendies, des tempêtes, un hiver rigoureux, et s'attendrit sur les pauvres sauvages privés de leurs principales ressources. « Je dois vous dire aussi ce qui est pour mon cœur de père une vraie consolation. » Et ici, il frappe un coup de maître. Au milieu de ces épreuves, dit-il, la santé de nos missionnaires n'a pas souffert; ils ont fait preuve d'abnégation et d'héroïsme; rien n'a pu abattre leur courage. Raison de plus pour casquer, car « comptant sur votre appui, ils reconstruisent chapelles, écoles, maisons et hôpitaux ». « ... Cherchons donc tous à consacrer nos forces et nos ressources aux Œuvres saintes qui nous rendront Dieu favorable au dernier jour. » Toujours le chantage à l'Enfer. « Je recommande également beaucoup à vos prières votre serviteur qui est, comme vous pouvez vous l'imaginer, aux prises avec de réelles et pénibles difficultés. » Difficultés pécuniaires, cela se devine; ces gens-là ne séparent jamais les prières des mandats-poste. « Je demande au Seigneur de vous bénir et de vous accorder les meilleurs biens spirituels *et temporels*. » Puis ce sont, pour finir, de prudentes recommandations. « Ne jamais insérer de valeurs dans une lettre ordinaire. » « Pour éviter les frais de douane qu'entraînerait l'envoi des dons en nature à Turin, nos Bienfaiteurs voudront bien les expédier aux adresses suivantes... » Ce qui rappelle ce mot d'une religieuse contrebandière : « Le bon Dieu n'aime pas la douane. »

Nous non plus. Mais que ces gens d'Eglise sont donc juifs! O désintéressement! O religion! O morale!

R. Ch.

⁂

Education. — Nous avons parlé quelquefois ici des méthodes d'éducation libertaire et rationnelle employées à l'Ecole professionnelle et d'instruction générale que dirige Mlle Dupont.

L'école, installée 96, avenue des Ternes (la villa), possède aujourd'hui une succursale, 5, rue Juliette-Lamber, offerte et dirigée par Mme Normant.

Voici le résumé du rapport lu par Mlle Dupont, le 19 décembre 1899, au conseil de surveillance.

L'école, qui comptait l'année dernière 50 élèves, en compte cette année 70, répartis ainsi : Villa, 45; rue Juliette-Lamber, 25.

A la fin de la dernière année scolaire, une note ainsi conçue avait été adressée aux journaux :

« Le 30 juillet, à 4 heures, Mlle Dupont, rendra compte aux parents de l'année scolaire, au point de vue du perfectionnement moral, intellectuel et technique.

« Elle expliquera l'autonomie de l'école sans l'autorité, l'abolition des classements, des concours, des récompenses, et l'éducation expérimentale au point

de vue scientifique de la vie; elle suggérera une conversation générale, elle acceptera les observations et les réfutations qui lui seront faites; elle prouvera, par l'expérience, les résultats acquis, combien elle est convaincue de ses idées.

« Le concours d'admission de l'Ecole professionnelle aura lieu le 31 juillet, à 8 h. 1/2 du matin, 96, avenue des Ternes. »

Les *Temps Nouveaux*, l'*Aurore*, le *Journal des Débats* et la *Libre Parole* sont les seuls qui aient inséré cette note.

Une autre difficulté au recrutement de l'école, c'est l'indifférence et le mauvais vouloir des directrices d'écoles primaires, religieuses ou laïques, auxquelles s'adresse Mlle Dupont pour avoir des élèves.

Elle se plaint qu'après leur certificat d'études les élèves soient gardés indûment par l'école primaire qui leur fait renouveler les mêmes études ou les pousse sans vocation vers l'enseignement ou les envoie dans des écoles professionnelles mal organisées. Elle voudrait qu'au sortir de l'école primaire l'enfant rentre dans une école mixte où l'on mènerait de front l'instruction générale et l'instruction technique, sans négliger surtout l'éducation de la volonté et la pratique de la fraternité. A ce besoin répondraient « de petites écoles familiales, professionnelles, autonomes rayonnant dans chaque arrondissement, ayant à leur tête non pas une *savante*, mais une *humaine* ».

Mlle Dupont insiste en terminant sur l'organisation de la succursale de la rue Juliette-Lamber. Pour que l'esprit de l'œuvre ne soit pas changé, elle a « organisé un roulement de professeurs, qui chaque jour font leurs cours tantôt dans une maison, tantôt dans l'autre; les programmes sont identiques aux deux écoles. Chaque professeur doit être véritablement consciencieux, doit avoir l'initiative pour assumer toutes les responsabilités et ne doit pas attendre, comme dans nos vieilles sociétés, le *délégué*, ou la tutelle de ceux qui ont bien tort de garder pour eux toutes les responsabilités ».

Ce personnel d'élite est composé d'anciennes élèves qui, après leur temps d'école, ayant souffert chaque jour de leur contact avec les autres, reviennent après avoir compris la vraie liberté et s'être débarrassées d'une foule de préjugés.

Les deux écoles se réunissent rue Juliette-Lamber tous les jeudis, jour de la fraternité. Une heure, de 3 h. 1/2 à 4 h. 1/2, est mise à la disposition des membres du conseil de surveillance et de leurs conférenciers.

Nous n'avons pas besoin de dire, une fois de plus, tout le bien que nous pensons de cette œuvre.

Les dimensions du journal étant trop petites pour insérer le programme des cours dans son entier, ceux de nos lecteurs qui désireront en prendre connaissance voudront bien le demander, 96, avenue des Ternes. CH.-ALBERT.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les camarades ont pu s'apercevoir que depuis quelque temps les communications tenaient une place considérable. Nous les prions donc de les faire aussi courtes que possible.

Un camarade pourrait-il disposer des nos 1 et 7 de la *Revue anarchiste?*

Groupe des *Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris*, 26, rue Titon. — Mercredi 17 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, fin de la lecture du rapport présenté au Congrès de 1900 : « Action et propagande anarchistes. » — Discussion.

Ecole libertaire. — Ordre des cours de la semaine, à 8 h. 1/2, rue de Montmorency, 6 :

Lundi : Dessin raisonné, par A. Charpentier.
Mardi : Littérature ancienne, par A. F. Hérold.
Jeudi : *La Matière et l'Energie*, par Bloch.
Vendredi : Littérature (Diderot), par P. Quillard.
Samedi : Sténographie, par L. Netter.
La bibliothèque est ouverte à 8 heures.

Appel est fait à tous ceux qui disposeraient de volumes, journaux et brochures pour l'augmenter. Adresser au local, 6, rue de Montmorency.

Les camarades qui désireraient des invendus, pour distribuer, en trouveront au local de l'école.

Une souscription permanente est ouverte au profit de l'Ecole. Adresser les fonds au camarade Ardouin.

Bibliothèque libertaire de Belleville. — Samedi 13 janvier, à 8 heures précises, salle du Concert des Omnibus, 27, rue de Belleville, grande fête de nuit suivie de tombola et bal.

Allocution par F. Prost; conférence par E. Girault.

Orchestre de Rodriguez.

Entrée : 0 fr. 50, donnant droit à la tombola.

Jeudi 18 janvier, à 8 heures, ouverture du nouveau local, 81, rue Julien-Lacroix (près la rue de Belleville). Urbain Gohier fera une conférence sur le nouveau pacte de famine.

On lit à la bibliothèque les journaux suivants : le *Libertaire*, les *Temps Nouveaux*, l'*Aurore*, la *Petite République*, la *Lanterne*, le *Siècle*, etc.

Les conférences sont gratuites.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 13 janvier. — Cours d'économie sociale, par Elie Murmain : 1. Introduction à l'étude des questions économiques.

Lundi 15 janvier. — Jean Marestan : Le miracle expliqué!

Mercredi 17 janvier. — E. S. R. I. : L'Action et la propagande anarchistes (3e causerie).

Samedi 20 janvier. — Pierre Quillard : Bagnes italiens.

Tous les soirs, la bibliothèque est ouverte pour la lecture des volumes.

Adresser journaux, livres, revues, etc., au siège.

Groupe de propagande antimilitariste. — Le groupe a décidé l'envoi d'une lettre à tous les groupes révolutionnaires de Paris et de la banlieue; la teneur de cette lettre a été discutée et fixée. Le placard no 1, dont l'impression avait été décidée dans la dernière séance, sera tiré à 10.000 exemplaires. Pour couvrir les frais de ce tirage (120 fr.), une souscription est ouverte. La comptabilité du secrétariat général, arrêtée au 4 janvier, donne 11 fr. 60 pour les recettes et 4 fr. 60 pour les dépenses ratifiées par le groupe.

Le sujet du premier placard est l'assassinat du disciplinaire Grenier (2e compagnie coloniale, Diego-Suarez), commis en 1898. Les prix de vente ont été ainsi établis : 0 fr. 05 les deux placards jusqu'à 50, 2 fr. le cent de 50 à 500, 17 fr. le mille à partir de 500.

On peut dès maintenant souscrire directement au secrétariat; un récépissé de toute souscription sera envoyé. Pour éviter les frais de poste, faire de préférence les souscriptions par groupe. S'adresser au secrétaire : G. Dubois-Desaulle, 65, avenue Ledru-Rollin.

Groupe de propagande antimilitariste de Paris (G. P. A. P.), section du faubourg Antoine et secrétariat. — Réunion tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, 26, rue Titon.

Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIIIe arrondissement, salle Couderc, 1, rue Léon. — Les réunions ont lieu les vendredis et dimanches, à 8 h. 1/2 du soir.

Vendredi 12 janvier : Causerie par Dubois-Desaulle sur les atrocités de Biribi (2e causerie).

Dimanche 14 janvier : Soirée familiale. Causerie par Prost. Chants.

Vendredi 19 janvier : Causerie par Dubois-Desaulle sur les atrocités de Biribi (3e causerie).

Adresser toutes communications au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

Les Égaux du XVIIe. — Réunion salle Arthur, 25, rue Poncelet, tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir.

Samedi 13 janvier: Inauguration de la Bibliothèque libertaire du XVIIe; conférence de Ch. Malato sur les crimes de la civilisation.

Samedi 20 janvier: Raphaël Dunois, Bakounine selon sa correspondance.

Groupe « *Les Libertaires Rennais* ». — Le groupe ayant mis en discussion le premier sujet ou plan général des rapports à présenter au Congrès ouvrier international de 1900, c'est-à-dire la *Propagande dans les Syndicats*, a adopté pour le rapport spécial le plan suivant :

Montrer : 1° Que le syndicat est un milieu favorable à la propagande; 2° que la base du syndicat étant la question économique, c'est à nous de le faire évoluer vers le communisme; 3° qu'en entrant dans un syndicat comme propagandiste, le communiste anarchiste n'est pas infidèle à ses principes; 4° qu'en agissant comme anarchistes, nous pouvons éloigner les syndicats des agitations politiciennes; 5° examiner le rôle et la constitution actuels des syndicats et ce qu'ils peuvent devenir sous l'influence de la propagande communiste-anarchiste.

Le groupe prie les camarades qui auraient des objections à faire contre ces idées, d'envoyer leur correspondance au secrétaire Renault, 3, rue Quineleux, Rennes.

BORDEAUX. — Des compagnons anarchistes se réunissent tous les samedis soir et dimanches, 23, rue Roquelaure (autrefois rue Bonafoux), chez nous, *au débit*.

Causerie par un camarade : « De l'indifférence en matière de propagande. »

AMIENS. — *Groupe libertaire.* — Nous invitons les camarades à venir régulièrement le samedi à 8 h. 1/2 et le dimanche à 5 h. 1/2 du soir de chaque semaine au *Cent de Piquet*.

Groupe libertaire de Gilly (Belgique). — Réunion tous les dimanches, à 6 heures du soir, chez le camarade Preumont Léopold.

Une bibliothèque est en formation.

Nous invitons tous les camarades à s'y rendre.

LA TOMBOLA DE NOTRE RÉUNION

Liste des lots (*suite*) :

191. Un croupon de cuir de vache pays marque Château-Renault, don d'un anonyme.
192, 193. Chacun un lot de trois petits volumes, don d'un jeune anarchiste.
194. Un tableau de F. Bonnet, don de l'auteur.
195. Une poupée, don de la camarade Marie Laran.
196. Une boîte de bonbons, don d'une camarade.
197. *Traité de physiologie*, par Longuet, en trois volumes.
198. Six mouchoirs de poche, don d'une camarade.
199. Trois flacons d'extrait de quinquina, don du camarade Hingeais.
200. Une eau-forte, don de M. Mortier.
201. Une corbeille à pain offerte par V. Pacotte.
202, 203, 204. Chacun une cravate pour dame, offerte par Mme Mouline.

BIBLIOGRAPHIE

Per un innocente d'Italia, par Cesare Batacchi; 1 brochure à la Libreria Sociologica, Corrientes 2041, Buenos-Ayres.

Vient de paraître à la Bibliothèque des *Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles : *Deuxième déclaration* de G. Etiévant, 0 fr. 15 franco.

Vient de paraître :

La Carmagnole, no 1 d'une série de chansons avec musique, éditées par le camarade P. Delesalle. Cette édition contient les paroles de 1792, 1793, 1869, 1883; les couplets de la *Commune* et de *Montceau-les-Mines*, etc., ainsi qu'un aperçu historique.

L'exemplaire, 0 fr. 10; le cent, 4 fr. 50.

Paraîtront sous peu : *L'Internationale; Ouvrier, prends la machine; Qui m'aime me suive*, etc.

PETITE CORRESPONDANCE

F., à Dison. — Impossible de vous répondre, avons égaré votre adresse.

Nelli. — Grave vous répondra ultérieurement.

Villeval. — Viens donc me voir, j'ai à te causer, préviens-moi. P. D.

M. P. D. — Mais oui, le dimanche matin de préférence.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Cherfils, 1 fr.

Reçu pour le journal : Ardouin, 2 fr. — Vandevelde, 2 fr. — Souscription des camarades de Toulouse : L'idée doit précéder l'action, 5 fr. — L'initiateur de l'idée de la Verrerie ouvrière, 1 fr. — Des anarchistes, 1 fr. — Une famille d'anarchos, 0 fr. 25. — Gillens, 0 fr. 15. — Goudard, 0 fr. 50. — Dauchène, 0 fr. 25. — Bolen, 0 fr. 25. — 4 copains, 0 fr. 80. — Mamet, 0 fr. 50. — Fortuné, 0 fr. 25. — 4 anarchistes, 0 fr. 90. — Une manille chantée, 1 fr. — A bas la calotte, 0 fr. 25. — Total : 12 fr. 10. — M., à Poitiers, 2 fr. — F. Guérard, 0 fr. 50. — Une camarade, 10 fr. — Siccardi, 0 fr. 95. — Taboulet, 1 fr. 50. — Un vieux savoyard anarchiste, 50 fr. — V. H., 1 fr. — Merci à tous.

P., à Avallon. — L., à Epinal. — F., à Dison. — S., à Cette. — D., à Beacon. — V., à Mons-en-Barœul. — C., à Valréas. — S., à Roustchouk. — M., à Mantova. — P. J., à Paris. — P., à Paris. — S., à C.-les-Brignoles. — F., à Roubaix. — T., à Paris. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 39 DIX CENTIMES DU 20 AU 26 JANVIER 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

SERVITUDE OU LIBERTÉ?

Jusqu'à présent, tous les soulèvements populaires, toutes les luttes des ouvriers contre leurs exploiteurs et toutes les révolutions n'ont abouti qu'à une chose : abolir la servitude personnelle et le travail obligatoire qui s'ensuivait. En revanche, au moyen de toute une série de lois faites lors de l'abolition du servage et après (rachat imposé, saisie de terres au profit du seigneur, abolition des unions ouvrières, traitées désormais de coalitions illégales, monopoles industriels créés par l'Etat, et ainsi de suite), le servage fut reconstitué sous une forme nouvelle — économique et impersonnelle. Toute une science fut même créée (la science des lois, économie politique, etc.) pour persuader la société que cette nouvelle forme de servage représente une nécessité naturelle; qu'elle est aussi l'unique garantie possible de la liberté individuelle.

Nos sociétés modernes sont ainsi dans cet état, que la spoliation du travailleur continue, mais le principe en est totalement changé. On ne nous parle plus de droit divin, ou de droits historiques. Mais on cherche à nous assurer — et malheureusement l'immense nombre y croit encore — que le système d'exploitation bourgeoise sous lequel nous vivons est *la seule* forme qui puisse nous garantir le peu de liberté personnelle dont nous jouissons. C'est pour nous garantir cette liberté individuelle — nous dit-on — que les masses *doivent* être vouées à la misère, à l'insécurité du lendemain, aux crises, à la servitude économique — telles sont les lois de la nature ; et toute tentative de faire cesser cette exploitation, en socialisant la production ou la consommation, chaque pas que nous ferions dans la direction communiste, nous ramèneraient à l'ancien régime du servage personnel, rétabli sous un nom nouveau.

*
* *

En effet, quand nous disons que le paysan qui prend la terre à bail, ou qui l'achète en s'endettant chez l'usurier, est voué à travailler trois et quatre jours par semaine pour des privilégiés — tout comme le serf d'autrefois ; que le seigneur, l'usurier, les compagnies de chemins de fer et mille autres bourdons empochent tout ce que le paysan donne de plus-value à la terre — on nous répond : « Oui, c'est vrai ; mais, du moins, le paysan n'est plus le serf de personne. Il a une certaine dose de liberté ; sa personne est inviolable; lui-même se sent l'égal de ceux qui jadis furent ses seigneurs; il peut même nourrir l'espoir de sortir un jour de la caste des exploités. S'il n'est pas encore libre, il a, du moins, la vision de l'homme libre. — Voulez-vous donc qu'il redevienne de nouveau le serf de la commune ou de la société? »

De même pour le travailleur de l'usine. Quand nous disons qu'en s'embauchant à l'usine, il travaille à enrichir son patron, tandis que lui-même sera jeté sur le pavé à l'âge de cinquante ans, tout aussi dépourvu (sauf les infirmités en plus) qu'il l'était à l'âge de vingt ans — l'économiste bourgeois nous répond : « Oui, c'est encore vrai. Mais, demandez-lui s'il préférerait devenir le serf d'un seigneur, d'une compagnie, ou même de sa commune, — et perdre ainsi le peu de liberté personnelle qu'il possède? La misère, c'est le prix qu'il paie pour cette liberté ; et peu à peu, grâce à cette même liberté, en se groupant et en forçant la société à s'occuper de ses besoins, il finira par obtenir une plus large part aux richesses qu'il produit, sans rien perdre de sa liberté. »

*
* *

Cette discussion entre socialistes et économistes bourgeois dure déjà depuis plus de cinquante ans. « Serf ou exploité » — on n'en sort pas. Et, avouons-le franchement, puisque les socialistes n'ont su offrir jusqu'à présent au travailleur que de l'embaucher un jour dans des « armées du travail », commandées par une hiérarchie de fonctionnaires nommés par l'Etat, le travailleur a répondu jusqu'à présent, à ne pas s'y méprendre, que cet avenir ne lui souriait guère. Il a vu dans les nouveaux chefs qu'on lui proposait les mêmes exploiteurs d'aujourd'hui, affublés en plus de l'uniforme de fonctionnaire. Et il a eu parfaitement raison.

Il sait combien sa liberté personnelle est illusoire; mais le peu qu'il en possède, il ne se presse pas de la vendre pour une gamelle de soupe cuite dans la caserne socialiste. Il lui faut autre chose, et c'est cet autre chose qu'il est encore à chercher.

*
* *

Cet « autre chose », les anarchistes ont essayé maintes fois de le trouver, de le formuler. Notre littérature possède, en effet, toute une série d'ouvrages, dont les auteurs, jaloux de sauvegarder par-dessus tout la liberté de l'individu, ont essayé de montrer comment la possession en commun de la terre et de tout ce qui sert à produire les richesses pourrait se combiner avec une complète liberté de l'individu. Mais nos idées, combattues autant par les bourgeois privilégiés que par les socialistes de la vieille école, sont peu connues des grandes masses ouvrières. Celles-ci, pour la plupart, ne connaissent que le socialisme autoritaire d'avant 1848, repris pour leur compte par les socialistes allemands et leurs confrères des pays latins — le socialisme amoureux de discipline, d'autorité et de fonctionnarisme. Et, quoi qu'on en dise, l'organisation pyramidale des armées du travail, commandées par des généraux socialistes, répugne à la grande masse qui ne veut pas risquer le peu de liberté qu'elle possède pour une dictature ou un césarisme socialistes. Elle n'y voit pas une solution de la question sociale, puisque vaguement elle pressent déjà la possibilité d'une autre solution, elle ne s'entraîne pas pour celle-là ; et tandis que le côté *négatif* de la lutte se développe de jour en jour, rien de *positif* ne se dégage encore des luttes grandioses dont notre siècle a le droit d'être fier. Continuellement, chaque année nous voyons surgir d'immenses luttes entre les exploités et les exploiteurs. Ici éclatent des grèves formidables, qui prennent, avec un entrain toujours croissant, le caractère d'émeutes, ou de guerres menées avec une âpreté et une haine réciproque, toujours grandissantes. Là, des populations entières se soulèvent contre les riches, comme dans les campagnes et les villes de l'Italie, par exemple. Et, chaque fois qu'une grande grève se déclare à Paris ou à Londres, dans les Etats-Unis ou en Russie, on sent le conflit sanglant prêt à éclater. Et cependant, de toutes ces luttes, de ces grèves et de ces émeutes, de tous ces congrès où le seul mot de Révolution sociale soulève l'enthousiasme de milliers de poitrines ouvrières, aucune idée nette ne se dégage sur ce que l'on va faire : Sur quoi va-t-on mettre la main? Comment se propose-t-on d'organiser la consommation et la production sans patron ni monopole? Car, dire que ce sera le « parlement populaire », ou bien « la dictature ouvrière », comme disent les Allemands, ou bien même « le peuple », comme disent tant d'anarchistes, ne suffit pas. Autant dire : Je n'en sais rien, je ne vois pas encore mon chemin, je n'y ai pas encore réfléchi. Alors que la masse du peuple demande à nous qui, en nous appelant socialistes ou anarchistes, déclarons par cela même que nous étudions ces choses, alors qu'elle nous demande, ne serait-ce qu'à titre de conseil ou de vague suggestion, ce que nous voulons établir aux lieu et place de l'exploitation actuelle, — nous nous refusons à répondre ou répondons par des phrases ambiguës.

*
* *

Sur un point seulement l'opinion est faite. Depuis le jour où — il y a plus de cinquante ans — le socialisme s'afficha nettement, drapeau rouge en main, dans les rues de Paris — l'accord s'est fait sur un point essentiel.

En 1848, la masse ouvrière espérait encore qu'un changement de gouvernement, qu'une République populaire pourrait aborder la grande question sociale ; que les unions ouvrières secourues par l'Etat s'empareraient peu à peu des richesses accumulées entre les mains de quel-

ques-uns; qu'elles briseraient les privilèges, et aboliraient la servitude économique.

Aujourd'hui, — au moins dans les pays latins, — cette illusion est détruite, et les socialistes de toute nuance comprennent que, pour accomplir quoi que ce soit, il faut détruire les droits de propriété sur *le capital social* qui furent créés sur les ruines du servage personnel. Prendre possession de la terre, des maisons habitées, des usines, des mines et des moyens de transport au nom du peuple révolté — cette idée se dessine assez nettement. Le mot « expropriation » a fait son chemin pendant ce dernier demi-siècle : il a acquis droit de cité.

C'est, sans doute, un progrès immense. Mais, comment procéder à cette expropriation nécessaire ? Au nom de qui la faire? Au profit de qui accomplir la révolution ? Qu'est enfin cet « Etat » au profit duquel une *forte fraction des socialistes se* propose d'exproprier? *Telles sont les* questions qui se posent sous une forme plus ou moins nette dans l'esprit de chaque travailleur, de chaque paysan, de chaque exploité, de chaque homme ou femme enfin qui ont senti en eux le souffle de la liberté.

C'est à ces questions que nous allons essayer de répondre encore et encore. Car rien qu'une vision plus ou moins nette de l'avenir vers lequel nous marchons peut inspirer les masses du feu sacré que demande toute Révolution.

PIERRE KROPOTKINE.

MANQUE D'AUDACE

La société humaine présente un spectacle vraiment très étrange : dans son fonctionnement, la chose qui manque le plus, c'est la logique; c'est pour cela précisément que ce fonctionnement est si anormal. Tout marche à l'envers, les hommes et les choses; tout se fait contrairement à la raison. Et, chose frappante, quoique presque tous soient conscients de cette situation absurde, quoique presque tous s'en rendent parfaitement compte, très petit est le nombre des hommes disposés à réagir, à entreprendre quelque chose. Pourquoi?

Prenez toutes les institutions modernes, judiciaires, militaires et autres, et analysez les sentiments de la foule à leur égard : la méfiance et la non-considération règnent dans presque tous les esprits. Qui ne connaît, par exemple, les admirables vers par lesquels, déjà au dix-septième siècle, le bon La Fontaine exprime vis-à-vis de la justice, ou plutôt de la manière dont elle se fait, la pensée, générale à son époque :

« ... Riche ou pauvre,
« Les juges te rendront blanc ou noir. »

Cette pensée équivaut à la compréhension de la parfaite inutilité du rouage judiciaire. De notre temps, cette compréhension s'est encore accrue, en ce sens que ce ne sont pas seulement les *justiciables* qui ne croient plus en la justice, mais encore les *justiciers* eux-mêmes. Comment, en effet, concevoir la justice? Au point de vue *moral?* Mais la science moderne a résolu par l'affirmative la question du déterminisme et par conséquent, *moralement*, il n'y a pas de *criminels* proprement dits dont la justice aurait à s'occuper. Au point de vue social? Que serait alors le châtiment infligé pour le crime? Une *vendetta* sociale? Mais la vindicte est aussi bien réprouvée par la morale des législateurs que par la religion. Un moyen pour *prévenir* le crime? Mais la statistique criminelle prouve péremptoirement l'inexactitude de cette théorie. Où faut-il donc chercher la raison d'être de ce rouage social? Comment interpréter le maintien séculaire d'une institution à laquelle, d'une part, la foule, témoin éternel des méfaits de la justice humaine, refuse toute foi, toute confiance, et à laquelle, d'autre part, l'analyse philosophique, elle aussi, enlève toute base sérieuse, tout caractère d'utilité publique?

Il en est de même pour l'institution militaire. Le temps n'est plus où l'on croyait que, dans les guerres, c'est la volonté divine ou la justice qui interviennent pour décider de la victoire. Est vainqueur, on le sait de nos jours, non celui qui a pour lui *le droit*, mais celui qui possède *la force*, c'est-à-dire beaucoup de soldats, de nombreuses et surtout bonnes mitrailleuses, des canons et des fusils perfectionnés pour le meurtre. Des monstres tels qu'un Moltke traitant la guerre de « chose sacrée » sont heureusement *fort rares* à notre époque. D'autre part, l'idée d'après laquelle les victoires enrichissent les nations a été reconnue fausse : la vérité est que toute guerre, quelle qu'en soit d'ailleurs l'issue, est ruineuse pour *tout* le monde, car aucune victoire, aussi éclatante fût-elle, ne peut payer tous les frais des préparatifs grâce auxquels elle a été remportée. Et quels frais! *témoin* l'émoi du grand et philanthropique égorgeur de la Finlande, témoin la comédie que les gouvernements, pour en imposer aux peuples, ont cru utile de jouer à la Haye. Qu'on lise dans le livre remarquable de Novicow (1) le chapitre traitant des dépenses militaires de l'Europe pendant ce dernier siècle : les chiffres sont d'une terrifiante éloquence. Ce ne sont pas seulement des centaines de milliards qu'on jette au vent, ce n'est pas seulement du travail *produit* qu'on gaspille sans aucune utilité; ce sont encore des richesses incalculables *qu'on aurait pu produire* en laissant les producteurs à leur travail, au lieu de les enfermer pendant des années dans ces foyers de contamination physique et morale qu'on appelle casernes, au lieu de les astreindre à un régime stupide et abrutissant qui les corrompt et les rend aussi sauvages que paresseux. Tout cela n'est plus un mystère pour personne; tout le monde le sait; pour tous presque le service militaire est une des corvées les plus pénibles, les plus douloureuses de la vie sociale moderne. Et pourtant... le militarisme existe!... on le hait, on l'exècre, mais... on le tolère!... Comment expliquer ce fait?

J'aurais pu multiplier les exemples, mais à mon avis les deux que je viens de citer suffisent amplement pour que je me dispense d'en rechercher d'autres. Le problème à résoudre est donc très net : comment la société moderne peut-elle s'appuyer sur des bases que chacun de ses membres (la majorité au moins) pris individuellement trouve essentiellement mauvaises? Comment et pourquoi la société ne supprime-t-elle pas les institutions qu'elle reconnaît non seulement défectueuses, mais encore profondément nuisibles?...

On me répondra que c'est l'ignorance de la foule qui est cause de cet état de choses, et cette réponse serait tout à fait vraie, si malheureusement elle n'avait pas le défaut d'être inexacte. Que la foule, très souvent, en ne la comprenant pas, pourchasse toute idée nouvelle qui, appliquée, lui serait d'une grande utilité, ceci est incontestable; mais ce qui l'est autant, c'est qu'elle sait discerner, par instinct si l'on veut, dans le lot d'idées déjà existantes, l'utile du nuisible et faire son choix entre les deux. Elle sait, par exemple, que le militarisme l'écrase, l'étouffe; qu'il absorbe toute la sève de son travail et de sa vie; elle sait que la justice est boiteuse et que dans l'officine du juge on ne trouve rien moins que la justice. Par beaucoup de ses dictons et proverbes, dont l'ironie parfois est digne d'un Voltaire, elle se moque de toutes ces institutions. Victime, elle se venge par le ridicule de toutes les vexations, de toutes les misères auxquelles, grâce à leur exécrable agencement (2), elle est sans cesse en butte. Son ignorance n'est donc pour rien dans la question qui nous occupe.

(*A suivre.*) MAXIME DOUBINSKY.

(1) *Gaspillages des sociétés modernes*, par J. Novicow.
(2) Qui *ne peut* d'ailleurs être autre par le fait même de *l'existence* de ces institutions.

MOUVEMENT OUVRIER

S'il reste encore quelques illusions sur la manière dont un socialiste, une fois ministre, reste fidèle à son programme, je me permets de livrer à la réflexion des camarades les votes du grand socialiste Millerand depuis son arrivée au pouvoir.

Millerand a voté *contre* une proposition tendant à accorder 100.000 francs aux grévistes du Doubs; *contre* une proposition tendant à « interdire » l'intervention de l'armée dans les grèves; *contre* un projet « socialiste » tendant à introduire le système de commandite pour les typographes de l'Imprimerie Nationale; *contre* l'invitation au ministre des travaux publics d'insérer au cahier des charges les dispositions relatives aux conditions du travail (maximum de travail et minimum de salaire). Millerand a *repoussé* un amendement présenté par un socialiste tendant à élever à seize ans l'âge de l'exploitation de l'enfance et abaissant à huit heures (les fameux trois-huit) la journée de travail, et il a même voté *contre* un amendement présenté par un opportuniste et qu'a adopté la Chambre, aux termes duquel le travail des femmes et des enfants employés dans les mines ne pourra excéder huit heures de travail effectif.

J'ai parlé, ici même, de la loi sur le travail des femmes et des enfants, dont on pourra juger de l'application un peu plus loin. Tous ces votes concernent le domaine économique ; voyons un peu la partie politique du ministre socialiste. Comme de juste, Millerand a voté *contre* « l'abrogation des lois scélérates », *contre* la suppression des sous-préfectures (programme radical); *pour* le maintien des commissaires spéciaux, spécialement affectés à la surveillance des anarchistes; *pour* les fonds secrets; il a *approuvé*, en conseil des ministres, les poursuites contre Urbain Gohier; Millerand a voté avec la droite (la fameuse droite tant honnie) *contre* un projet de séparation de l'Eglise et de l'Etat et *contre* la suppression du budget des cultes, et enfin il s'est *abstenu* sur la question de suppression de l'ambassade au Vatican. J'en passe... et des meilleurs. Tout commentaire, je crois, serait superflu.

Voici vingt ans que les anarchistes ne cessent de répéter qu'une fois au pouvoir, les socialistes feraient comme leurs devanciers. Millerand n'a pas voulu nous faire mentir. Nous l'en remercions, espérant que le peuple s'apercevra, enfin, de la duperie du socialisme parlementaire!

∴

Le *Peuple*, de Lyon, signale les résultats (immédiats ceux-là) de la loi sur la réglementation du travail dans l'industrie :

« D'Audincourt on nous écrit que, vu l'allonge-
« ment de la journée autorisé par la loi et les dé-
« clarations du gouvernement, la filature Japy va
« renvoyer 40 de ses ouvriers, devenus inutiles. »

Nous n'exagérions donc rien l'autre jour en disant qu'en présentant ce projet de loi, Millerand donnait des gages au gros patronat capitaliste; mais le résultat dépasse encore toutes nos prévisions. Augmentation de travail pour les enfants et chômage pour les ouvriers. Qu'en pensent Messieurs les socialistes?

∴

La grève des ouvriers tisseurs de Saint-Etienne dure toujours. Les fabricants ont élaboré un nouveau tarif, mais ils refusent toujours de payer la « mise en train » réclamée par les ouvriers. Les tisseurs continuent à tenir de nombreuses réunions et Millerand à faire envoyer des soldats. Les troupes sont consignées et des patrouilles parcourent la ville.

Les ouvriers mineurs de Carmaux, en présence de la prospérité de l'industrie minière, demandent une augmentation de salaire de 10 0/0 sur les tarifs élaborés en 1892. Les dividendes des actionnaires étant chose sacrée, ceux-ci ne consentiront probablement pas à ce que l'on y touche; c'est donc la grève en perspective.

P. DELESALLE.

P. S. — J'ai reçu, trop tard pour être insérée, une lettre des camarades de Saint-Etienne relative aux grèves : j'en parlerai la semaine prochaine.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

MILITARISME. — Deux suicides de soldats, cette semaine : au 23[e] bataillon de chasseurs alpins, à Grasse, le soldat Laurent ayant répondu vertement à un gradé et étant menacé du conseil de guerre, préféra en finir tout de suite et se jeta par la fenêtre; au 14[e] d'artillerie, à Tarbes, le soldat Vincent Bordins, à la suite de punitions imméritées, s'est jeté sous un train. Vous ne devineriez jamais l'explication que les chefs de Bordins donnent de son suicide; ils prétendent que Bordins était désespéré de n'avoir qu'un an à faire comme fils de veuve, qu'il était inconsolable de ne pas faire trois ans. . Est-ce du toupet, ou de l'inconscience?

Sur le plaisir qu'on goûte à vivre trois années de caserne, nous demanderions volontiers son avis à ce jeune soldat du 22[e] dragons à Reims, qui fut violemment souffleté à plusieurs reprises par un brigadier, et qui ne dut de voir ces amabilités prendre fin qu'à l'intervention de passants indignés. Nous demanderons aussi son avis à Pierre Brûlé, ce soldat du 32[e] de ligne à Tours, dont nous avons déjà raconté la douloureuse histoire : blessé au pied par les marches et amputé d'un orteil, il était devenu incapable de tout service; il refusa la réforme sans pension qu'on lui offrait, réclamant sans se décourager la pension, selon son droit; on s'est débarrassé de lui en l'envoyant à Biribi. L'*Aurore* vient de publier des lettres de lui qui mettent hors de doute sa sincérité et la cruauté de ses bourreaux.

Eh bien! ces trois années de caserne si ravissantes, à en croire les individus à galons, ces trois années qu'on arrache de force de l'existence de tous les jeunes gens, pour quel beau résultat les leur prend-on? Pour ceci :

« Je tuais et je massacrais les Chinois comme des « poulets, si bien que, quand nous avons eu fini le « combat, nous avons brûlé et saccagé tout et que, « maintenant, à l'endroit où était le village, on n'en « reconnaît plus que la place. » (Lettre d'un soldat d'infanterie de marine, publiée par un journal de l'Oise.) C'est pour leur apprendre ça, pour leur faire faire ça, qu'on traîne les jeunes hommes aux casernes, à vingt ans...

On les y traîne? Eh non! ils y courent d'eux-mêmes, les inconscients. On se tromperait étrangement, si l'on croyait que l'état d'esprit militariste, cet état d'esprit fait de cruauté et de stupidité, est le propre de la gent galonnarde. A Moutiers, pour venger le régisseur du théâtre, assassiné par un Italien, une dizaine de paysans ont lâchement assommé trois ouvriers italiens, innocents du crime. Voilà l'état d'esprit militariste et patriotique dans toute sa splendeur; et l'on voit bien, par cet exemple, qu'il n'est pas indispensable d'être revêtu d'un uniforme, pour être stupide et cruel. Et ce n'est même que parce que la généralité des hommes est encore stupide et cruelle, que le militarisme est possible.

⁂

RELIGION. — Quoique fils d'un soldat romain, le Christ haïssait les hommes de violence et ne voulait pas qu'on se servît de l'épée, sous peine de périr par l'épée. Ceux qui se disent aujourd'hui ses disciples (je ne parle pas de l'admirable Tolstoï, ni des anarchistes chrétiens de Hollande ou d'ailleurs) font des mamours aux hommes de guerre et bénissent leur sabre. Gohier nous apprend qu'à Rouen, ces prétendus disciples du crucifié distribuent aux soldats de la garnison des médailles de la Vierge (l'amante du soldat romain), qui portent sur leur revers le sabre et la croix entrelacés. Il nous apprend qu'à Paris, en l'église Saint-Augustin, ces mêmes disciples attirent chez eux le plus possible des soldats de la caserne de la Pépinière, la maison d'en face (c'est ce que font aussi les dames des demeures closes), et qu'ils leur donnent, à la sortie, cigares et jetons de cuivre numérotés, lesquels jetons s'échangent, à certaine adresse, contre argent ou valeurs en nature. Pris entre les deux retapes, le soldat va de l'une à l'autre : après s'être ennuyé avec Jésus, il va se divertir avec Madeleine; et les jetons qu'il a gagnés avec les messieurs en soutane, il les dépense avec les dames en peignoir. Et tout le monde est content.

Dans quel but ce racolage? Le jésuite Coubé, dans un sermon à Saint-Vincent-de-Paul, nous l'apprend : « Voyez la boule de feu qui roule sur le « Creusot, Gueugnon, Montceau-les Mines, Saint- « Etienne, Firminy. Il faut qu'à Paray le Sacré- « Cœur surgisse et arrête encore le ravage. Sans « un miracle, nous sommes perdus. Ces grèves ne « sont qu'une préparation de la grève générale qui « déchaînera la Commune et détruira tout en des « flots de sang, dans l'anarchisme universel. » En criant que la grève générale détruira tout en des flots de sang, le père jésuite se trompe, ou trompe ses auditeurs; mais peu importe; nous comprenons à présent pourquoi les renégats du révolté juif fraternisent tant avec l'armée : c'est pour barrer la route à ses véritables continuateurs.

Le christianisme est devenu pour ses adeptes une politique, parce qu'il a cessé d'être une morale. La morale!... Voici comment certains d'entre eux la pratiquent. Il y a, à Malakoff, un asile de vieillards tenu par le père Kerrien, ancien franciscain. En fait de soins à ses pensionnaires, il leur volait leur argent, les maltraitait et les faisait maltraiter par ses sous-ordres; les malades remuants, il les faisait attacher à leur lit avec des cordes de maçon; la saleté des lits était repoussante, la nourriture atroce; le linge apporté disparaissait ainsi que l'argent déposé; les vieillards vivaient dans la terreur du moine et de ses aides, et n'osaient se plaindre; mourants de faim, couverts de vermine, roués de coups, telle était leur existence; une surveillante a brisé les dents d'une vieille de soixante-quinze ans et en a étranglé une autre de quatre-vingts ans. Doux asile! Et je passe sous silence les relations bibliques du moine avec son économe, un ancien marin presque toujours ivre.

O Christ, reste dans ta tombe : si tu ressuscitais encore une fois, tu pleurerais trop.

R. CH.

Etats-Unis.

Votre dernier envoi de lithographies m'a procuré un petit vaudeville que je veux vous conter. Les lithographies étaient enveloppées dans un double numéro des *Temps Nouveaux* : cela a éveillé la vigilance des fidèles laquais du gouvernement français, qui marquèrent ce paquet de lithographies d'un grand cachet rouge *Suspect*.

Ma surprise fut grande lorsque je reçus un avis du Post-Office (ministère des postes) de Boston, me disant que quelque chose pour moi, à mon adresse, était entre les mains des directeurs des postes. L'heure choisie pour me remettre cet objet était entre 11 heures et midi.

Le travail et la distance m'empêchèrent de m'y rendre. Deux jours plus tard, je reçois un autre avis de me rendre personnellement au Post-Office. Curieux, je m'y rends à l'heure dite. Quelle ne fut pas ma surprise, lorsque je m'annonçai, d'être l'objet d'un véritable interrogatoire policier!

— C'est vous, D. Mikol?

— Parfaitement. Voici les avis que j'ai reçus du Post-Office, qui me disent que quelque chose est arrivé ici pour moi, et qu'on ne peut le délivrer qu'à moi en personne.

— Alors vous êtes bien D. Mikol. Est-ce que vous attendez quelque chose de précieux?

— Non. Mais quelles sont les raisons de tous ces mystères?

— C'est notre affaire, me répondit le bonhomme par le guichet. Et d'abord, signez ce papier comme quoi vous êtes bien D. Mikol.

— Volontiers; mais que me voulez-vous?

— N'attendez-vous pas quelque chose de l'étranger?

— Pas que je sache. J'ai des amis et connaissances en Europe, mais tous savent mon adresse, et je reçois leurs envois directement à mon adresse, à Chelsea.

— Que recevez-vous ordinairement?

— Des lettres, des journaux, des revues, des livres.

— C'est bien, très bien, dit le bonhomme. Voici un paquet qui porte votre nom et votre adresse, n'est-ce pas? (Il me montre les lithographies, enveloppées dans les *Temps Nouveaux*.)

— Ce paquet est bien pour moi. Et c'est pour cela que vous me dérangez de mes occupations? Habituellement, ces envois me sont délivrés directement à Chelsea.

— Voyez-vous ce cachet français *Suspect*?

Alors tout de suite j'ai compris le zèle des employés du gouvernement démocratique français. Sans doute, me dis-je, ces imbéciles supposent que ce paquet contient des cartouches de dynamite. Je souris des inquiétudes des employés américains; mais mon paquet passe entre les mains d'un sergot appelé pour la circonstance. Celui-ci le prend avec beaucoup de précautions et me dit : « Suivez-moi. » — Bon, me dis-je, ils sont aussi ridicules qu'en France. Je suis le sergot, et alors là, dans une chambre spéciale, commence le vrai vaudeville.

Le sergot dépose très délicatement le paquet sur une table, et chuchote à l'oreille d'un autre bonhomme. Le bonhomme, très grave, s'éloigne du paquet ainsi que le sergot, et on me prie de prendre un siège. Un autre homme arrive, ajuste son lorgnon, et me dit : Ce paquet est bien pour vous?

— Oui, je l'ai dit cent fois; ce paquet est pour moi. Et après?

— Connaissez-vous celui ou ceux qui vous l'envoient?

— Parfaitement, c'est le journal *les Temps Nouveaux*, qui s'édite à Paris, France, 140, rue Mouffetard.

— Que contient ce paquet?

— J'ignore. Peut-être des lithographies.

— Oh, oh! Des lithographies avec de la dynamite, n'est-ce pas?

— Voyez vous-même.

— Oh! pas du tout; c'est vous qui allez risquer le coup.

Enervé de toute cette comédie, je m'avance vers la table et commence par déchirer les *Temps Nouveaux*. Enfin j'exhibe les lithographies. Revenus de leur peur, tous dans la chambre examinent les gravures, et les admirent.

— Mais ils sont stupides en France, dit le bonhomme; ces lithographies sont très belles, merveilleuses. De qui sont-elles donc?

— Voyez : elles sont signées.

— Oui, nous voyons; mais que veulent-elles représenter?

Alors je me mis de mon mieux à leur expliquer les sujets.

— Mais ce ne sont pas des hommes vulgaires, ceux qui exécutent des travaux aussi artistiques!

— Certainement non. Ces artistes sont des puissants critiques du présent ordre social; ce sont des révoltés contre la société, cette société qui monopolise tout, même l'art; ce sont des anarchistes.

— Des anarchistes? dit-il ahuri; mais j'ai toujours entendu dire que les anarchistes sont des tramps (vagabonds), des fainéants, des poivrots, qui n'ont rien, ne croient à rien, ne respectent rien.

— Ces lithographies vous prouvent le contraire.

— Les anarchistes, dit un autre bonhomme, ça pousse en Europe comme les nihilistes en Russie; mais ici, aux Etats-Unis, le pays de la liberté, les anarchistes ne peuvent pousser.

— Pardon! Voyez-vous cette gravure? quatre pendus. Voyez plus bas qui ils sont.

— Je ne vois pas. Si, au fait . *11 novembre*.

— Eh bien, ne vous souvenez-vous pas que le 11 novembre 1887, à Chicago, quatre hommes furent pendus parce qu'ils étaient anarchistes?

— C'étaient des étrangers, des perturbateurs.

— Pas du tout; ils n'étaient pas étrangers. Puis, s'il vous fallait pendre tous les étrangers, qui donc resterait aux Etats-Unis? Les mineurs d'Hazelton n'étaient pas des anarchistes, tant s'en faut. Est-ce qu'ils ne furent pas fusillés comme des rats? Est-ce que les grévistes sont moins fusillés ici qu'en Europe? Et les capitalistes sont-ils plus protégés là-bas qu'ici? Ignorez-vous que Most fut emprisonné pour des discours et articles, et qu'Emma Goldman fut brutalisée par la police et emprisonnée pour un discours à New-York? N'avez-vous pas ici, à Boston, reçu avis du gouvernement fédéral de Washington de ne pas laisser mettre en circulation le journal le *Firebrand*? Appelez-vous cela la liberté des opinions et de la presse? En Europe, pays des rois et des empereurs, on n'est pas allé plus loin. Dites que l'anarchie n'est pas assez propagée, qu'elle n'est pas encore connue par sa belle philosophie; mais c'est là une noble tâche à remplir, et nous sommes quelques-uns à l'œuvre pour cette belle mission. Vous pouvez nous persécuter, nous emprisonner, nous pendre, mais vous ne pouvez supprimer l'idée de Liberté et de Justice sociale.

Sur ces mots, j'ai quitté ces Messieurs et, deux jours plus tard, l'un d'eux m'a rendu une visite et m'a donné une commande pour des lithographies. Je lui ai remis des livres en anglais, et voilà comment le gouvernement français, par sa bêtise, propage l'anarchie.

D. MIKOL.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'études sociales des Egaux du XVIIe arrondissement, 85, rue de Courcelles. — Samedi soir, 20 janvier, à 8 1/2, inauguration de la bibliothèque par une conférence de Ch. Malato sur les *Crimes de la civilisation*. Le 27 janvier, causerie de Dubois-Desaulle sur les « Atrocités de Biribi » (*suite*).

N. B. — Nous faisons appel aux camarades pour les livres et les brochures.

⁂

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 20 janvier. — Pierre Quillard : Bagnes italiens.

Lundi 22 janvier. — Albert Dhastatt : Les prêtres et l'enseignement.

Mercredi 24 janvier. — E. S. R. I : Le Coopératisme devant l'anarchisme.

Samedi 27 janvier. — Charles-Albert : William Morris et ses idées sur l'art.

N. B. — Les conférences commencent à 8 h. 1/2 précises. La salle de lecture est ouverte tous les jours à 8 heures.

⁂

Groupe de propagande antimilitariste de Paris. — Le groupe ayant tenu sa première réunion a décidé que la section du faubourg Antoine remplirait l'office de secrétariat, afin de centraliser tous les renseignements utilisables pour la propagande antimilitariste.

Ces renseignements seront publiés au moyen d'une série de placards dont le premier paraîtra d'ici peu.

Le groupe a de plus arrêté les autres moyens de propagande par lesquels il fera connaître au public tous les crimes, toutes les atrocités, toutes les infamies qui se commettent journellement sous le couvert du drapeau et des galons, et, afin d'aider sa propagande, il prie toutes les personnes qui posséderaient des renseignements tant sur l'armée régulière que sur les compagnies de discipline, les compagnies coloniales, bataillons d'Afrique, ateliers de travaux publics, pénitenciers militaires et exclus de l'armée, de les lui faire parvenir au secrétariat. Réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, 26, rue Titon. D'autres sections sont en formation dans divers quartiers de Paris et dans la banlieue.

⁂

SAINT-DENIS. — *Bibliothèque d'éducation sociale.* — Réunion des camarades, dimanche, à 2 h. 1/2, au local provisoire, 2, rue des Poulies, au rez-de-chaussée. Urgence.

⁂

Groupe « *Les Libertaires Rennais* ». — Le groupe ayant mis en discussion le deuxième point du plan général des rapports à présenter au Congrès de 1900, a décidé que le plan du *rapport sur la grève générale* serait ainsi établi :

1° *Formes utiles des grèves.* — Ne considérer la grève qu'au point de vue révolutionnaire, toute autre forme de grève étant ordinairement sans résultat appréciable.

2° *La grève militaire.* — Se révolter contre le plan de mobilisation militaire, qui constitue une atteinte à la liberté individuelle du travail.

3° *Inutilité des parlementaires.* — Considérer l'intervention des députés socialistes comme néfaste à l'intérêt des ouvriers et détruisant leur énergie, seul moyen avec lequel ils feront valoir leurs droits.

4° *Les moyens.* — Montrer que le seul moyen à employer pour qu'une grève générale réussisse est la force.

De plus, établir : 1° une note sur les grèves partielles qui ont eu lieu jusqu'à ce jour ; 2° une autre note pour bien déterminer la situation des ouvriers réservistes et territoriaux vis-à-vis de la loi de recrutement.

Si ces idées n'étaient pas celles de quelques camarades, le groupe serait heureux d'entrer en discussion avec eux. Adresser les correspondances au secrétaire, Renault, 3, rue Quineleux, Rennes.

⁂

BRUXELLES. — Dimanche 21, à 3 h. 1/2, à la *Roue d'Or*, Chaussée de Foret, 18, conférence de l'*Avant-Garde* de Saint-Gilles.

Orateur : Flaustier. — Sujet : *Les Martyrs de l'Idée.*

Entrée libre.

VIENNE. — *Groupe de l'Ere nouvelle.* — Dimanche, réunion de tous les adhérents. Causerie par un camarade sur « le Patriotisme ».

Le groupe de l'Ere nouvelle se réunit 6, quai Pajot, au deuxième, tous les samedis soir et dimanches, l'après-midi ; le meilleur accueil leur est réservé.

⁂

*Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIII*e *arrondissement*, salle Couderc, 1, rue Léon. — Les réunions ont lieu les vendredis et dimanches à 8 h. 1/2 du soir.

Vendredi 19 janvier : Causerie par Dubois-Desaulle sur les atrocités de Biribi (3e causerie).

Dimanche 21 janvier : Soirée familiale. Causerie par Louise Réville. Chants.

Vendredi 26 janvier : Causerie par Prost sur *les Primitifs* d'Elie Reclus (2e causerie).

Adresser toutes communications au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

⁂

Ecole libertaire. — Ordre des cours de la semaine, à 8 h. 1/2, rue de Montmorency, 6 :

Lundi : Dessin raisonné, par A. Charpentier.

Mardi : Littérature ancienne, par A. F. Hérold.

Jeudi : *La Matière et l'Energie*, par Bloch.

Vendredi : Littérature (Diderot), par P. Quillard.

Samedi : Sténographie, par L. Netter.

La bibliothèque est ouverte à 8 heures.

Vente de journaux, brochures, cartes au local de l'Ecole pendant la dernière quinzaine : 32 fr. 50.

Recettes du mois de décembre : A la salle des cours, 8 fr. 25 ; G., 10 fr. ; R., 10 fr. ; quête hebdomadaire d'un atelier et versements, 3 fr. ; un camarade, 2 fr. ; L., 10 fr. ; H., 10 fr. ; un camarade, 2 fr. ; à la salle des cours, 3 fr. 50 ; le journal l'*Aurore* (versements de novembre et décembre), 20 fr. Total : 78 fr. 75. Caisse à fin novembre, 661 fr. Total : 739 fr. 75. Dépenses de décembre, 15 fr. Reste en caisse : 724 fr. 75.

La bibliothèque de l'Ecole a reçu :

De la Société d'édition (basée sur la mutualité), Dr La Bonne, 4, rue Antoine-Dubois : 1. Boudaille, *Catéchisme des premiers soins en cas d'accident* ; 2. Louis Camaert (Dr), *Calendrier civil* ; 3. Dubus, *Les Trois Noblesses* ; 4. Gélineau (Dr), *Des peurs maladives ou phobies* ; 5. Jules Girard, *Géographie littorale* ; 6. G. Rouigneau, *Promenades d'un médecin* ; 7. Jaqs (Dr), *La vue, son hygiène, ses maladies* ; 8. La Bonne (Dr), *Comment on défend ses poumons* ; 9. Paul Laur, *Le Roman de l'humanité* ; 10. Legros, *Eléments de photogrammétrie* ; 11. Monin (Dr), *Précis élémentaire d'hygiène pratique* ; 12. Quinquant (Dr), *Etudes de thérapeutique* ; 13. Thoulet, *Introduction à l'étude de la géographie physique* ; 14. Noël Armandin, *Watteville (l'Abbé)* ; 15. Toulouse (Dr), *Zola* ; 16. Lecaisne, *Etudes juridiques sur les coopératives* ; 17. Lucrèce, *Madame Lefèvre* ; 18. Bianche (Dr), *Nos grands médecins* ; 19. Constant, *Le Christ et le Christianisme* ; 20. Renooz, *La Force*.

De M. G. de Peyrebrune : *Victoire la Rouge, Les Frères Colombe ; Vers l'amour.*

De M. Camille Flammarion : *Le Monde avant la création de l'homme ; Astronomie populaire.*

⁂

Un camarade voudrait-il nous confier pour quelques jours la chanson *Debout, frères de misère !* et *Ouvrier, prends la machine*, paroles et musique si possible ?

⁂

Notre camarade Ch.-Albert nous a remis cinq exemplaires de son ouvrage *L'Amour libre* pour être vendus au profit du journal ; nous les tenons à la disposition des camarades.

⁂

Les journaux et revues libertaires peuvent envoyer un exemplaire à D. Mikol, 16, Elm Street, à Chelsea (Mass.), Etats-Unis, qui enverra le montant de l'abonnement.

LA TOMBOLA DE NOTRE RÉUNION

Liste des lots (*suite*) :

205 et 206. Chacun 3 grandes photographies *Le Triomphe de la Vérité*, offert par le camarade Vallier.

207. Un lot de serviettes, offert par le camarade C. F., au Mans.

208 et 209. Chacun 5 bouteilles de vin blanc 1895 Bossey, clos du Rocher, offert par un vieux Savoyard anarchiste.

210. Cinq kilogr. de fruits de Nice, offert par le camarade L. Malquin.

211. Un tableau de Jehannet.

212. Un travail de dentelle (bas de pantalon), travail et don d'une jeune camarade de treize ans.

213. Un abonnement de 6 mois, offert par un camarade.

214. Un petit porte-montre, offert par le camarade Denéchère.

215. Une chemise de nuit pour enfant, offert par une camarade.

La tombola sera tirée à l'issue de la conférence, qui aura lieu le mardi 13 février prochain, à 8 h. 1/2 du soir, salle des Sociétés savantes, rue Serpente.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Congrès général du parti socialiste français, précédé d'une *Lettre aux anarchistes*, par F. Pelloutier ; une forte brochure chez Stock, 11, galerie du Théâtre-Français.

L'Eveil d'Eros, par Ed. Mortier ; une plaquette à la Société française d'imprimerie, 15, rue de Cluny, Paris.

Quand j'étais photographe, par Nadar, préface de L. Daudet ; 1 vol., 3 fr. 50, chez E. Flammarion, 26, rue Racine, Paris.

Confidences, par Albert Fleury ; 1 vol., 2 fr., au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé, Paris.

Vient de paraître :

La Carmagnole, n° 1 d'une série de chansons avec musique, éditées par le camarade P. Delesalle. Cette édition contient les paroles de 1792, 1793, 1869, 1883 ; les couplets de la *Commune* et de *Montceau-les-Mines*, etc., ainsi qu'un aperçu historique.

L'exemplaire, 0 fr. 10 ; le cent, 4 fr. 50.

Paraîtront sous peu : *L'Internationale ; Ouvrier, prends la machine ; Qui m'aime me suive*, etc.

Derniers ouvrages parus.

L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave ; 1 volume, 2 fr. 85 par la poste.

Machand-Fashoda, par Louis Guétant ; 1 plaquette, 0 fr. 75, bureaux des *Temps Nouveaux*.

L'Amour libre, par Charles-Albert ; 1 volume chez Stock, 3 fr. 50 ; dans nos bureaux, 2 fr. 75.

Deuxième déclaration d'Etiévant.

PETITE CORRESPONDANCE

Anonyme, à Marseille. — Oui, j'ai reçu votre envoi en bon état. Merci.

C. Max. — Nous sommes absolument de votre avis en ce qui concerne ces sortes d'universités.

M. D. — Oui, Grave est malade, mais il va beaucoup mieux. Il vous répondra la semaine procnaine.

O. V., Paris. — Mais oui, tous les dimanches matin au bureau du journal.

Reçu pour le journal : Collecte faite par les camarades de Cette : Séris, 5 fr. ; Bras, 0 fr. 60 ; Saurel, 0 fr. 50 ; Louis Groc, 0 fr. 50 ; Castan, 1 fr. ; L'Animal, 1 fr. ; Calaro, 1 fr. Total : 9 fr. 60. — Froidure, 2 fr. — Hervé, 1 fr. 50. — Dr Az., 3 fr. — S., à Paris, 5 fr. — Alexandre, 3 fr. — Niles, 5 fr. — S., à Oullins, 0 fr. 60. — Kampfmeyer, 2 fr. 15. — Léon Brunetaux, 2 fr. — P., 2 fr. — Basch, 5 fr. — Collecte des camarades de Pelotas (Brésil) : Gateau X., 500 reis ; Auguste, 500 r. ; Gontier, 2.000 r. ; Réliquat, 1.000 r. ; Bernard, 2.000 r. ; Gaston, 2.000 r. ; Hébert, 2.000 r. ; H. Henry, 2.000 r. ; Henry l'Allemand, 2.000 r. ; Lochu, 500 r. ; Trois carreaux sciés, 1.000 r. ; Coallier et Cie, 3.000 r. ; Campagne, 2.000 r. ; Moniche, 1.000 r. ; Louis, 500 r. ; Jean Rabarin, 2.000 r. Total : 26.000 reis. — Merci à tous.

P., à Saumur. — F., à Paris. — P., à Paris. — M., à Nonancourt. — A., à Trelazé. — B., à Rouen. — F., à Amiens. — R., à Rennes. — C., à Lille. — B., à Jonzac. — P., à Gilly. — T., à Toulouse. — S. L., à Burnbank. — L., à Hodimont. — T., à Thizy. — G., à Rotterdam. — S., à Oullins. — K., à Garzau. — G., à Lyon. — G., à Mâcon. — C., à Porto. — B., à Jemeppe. — L., à Trinité-Victor. — L. M., à Pantin. — P., à Genève. — G., à Genève. — B., à Chinon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 40 — DIX CENTIMES — DU 27 JANVIER AU 2 FÉVRIER 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard. 140, PARIS

LA DÉMOCRATIE SOCIALE ALLEMANDE

ET E. BERNSTEIN

Nous empruntons à notre confrère anglais, *Freedom*, de décembre passé, l'article suivant, signé « N. ». Le fait est que Bernstein — un membre très respecté du parti marxiste, et qui fut pendant plusieurs années le rédacteur en chef de l'organe du parti, le *Sozialdemokrat*, à Londres, à l'époque où tous les journaux social-démocrates étaient supprimés en Allemagne — vient de lancer une bombe dans son propre camp. Homme instruit et penseur, il démolit une à une, avec une logique serrée, toutes les propositions du socialisme soi-disant scientifique de MM. Engels et Marx. Comme conclusions pratiques, il arrive, malheureusement, au « possibilisme ». Mais cela ne diminue en rien la valeur de sa *critique*. C'est de ce livre que traite l'article de *Freedom*. Nous y reviendrons probablement un jour. Entre temps nous nous bornons à reproduire l'analyse qui suit.

« Les social-démocrates de tout pays commencent à récolter ce qu'ils avaient semé eux-mêmes. Pendant de longues années, la propagande des principes avait été éludée, pour faire place à une course effrénée aux votes, afin « de conquérir les pouvoirs politique et municipal », comme nous le dit la phrase courante parmi eux. Leurs rangs furent augmentés, d'une part, par des masses d'électeurs dont les convictions et les préjugés restaient pour la plupart ce qu'ils avaient été auparavant; et, d'autre part, ils s'agrandissaient par des politiciens et des ambitieux à la recherche d'un parti qui consentît à les accepter pour meneurs.

« Comme conséquence inévitable de cette tactique sans principes, le parti compte aujourd'hui des semblants de succès qui font rougir de honte les membres sincères de ce parti. Telle est, par exemple, l'admission du politicien socialiste français Millerand dans le ministère décoré de la présence de Galliffet, l'égorgeur des ouvriers parisiens en 1871 ; ou bien l'élection de représentants social-démocrates à la Diète (parlement) de Bavière, au prix d'un compromis avec le parti catholique, ce qui a eu pour conséquence l'arrivée de ce parti au pouvoir et implique l'abandon de l'instruction publique aux prêtres — de même façon que cela s'est fait déjà, il y a quelques années, en Belgique.

« Une autre conséquence, c'est l'augmentation sur toute la ligne de circonspection très stricte et de modération très diplomatique, afin de ne pas s'aliéner les sympathies de groupes spéciaux d'électeurs — ce que l'on peut voir dans la confusion inextricable qui règne dans le parti social-démocratique allemand à l'égard de la question foncière et de la coopération. Il est impossible, en effet, de trouver une solution — même au moyen du socialisme d'Etat — qui puisse également satisfaire les ouvriers de l'agriculture et les paysans propriétaires, les coopérateurs et les petits boutiquiers, qui tous, cependant, sont des éléments précieux et influents dans l'armée des électeurs. Dans d'autres pays, comme en France, en Belgique, en Italie, ce sont des questions d'alliances temporaires avec les partis bourgeois qui s'imposent; ce qui mène nécessairement à des efforts faits pour réunir le plus grand nombre d'électeurs par *tous* les moyens, au prix de *tous* les principes, afin de pouvoir conclure les alliances en s'appuyant sur un grand nombre de voix et d'obtenir ainsi les meilleures conditions dans ces alliances.

« Entre temps, les luttes sérieuses économiques ne sont nullement encouragées. Il n'est pas à nier, sans doute, que la prospérité relative et momentanée de l'industrie et du commerce éloigne, dans certains cas, les causes primaires des grèves et que la solidarité croissante des capitalistes et leur tactique agressive amènent beaucoup d'ouvriers à considérer une tactique défensive comme plus pratique pour le moment. Mais il est aussi tout naturel que ceux qui représentent les intérêts politiques du parti regardent avec regret, sciemment ou non, que l'énergie et l'argent soient employés aux luttes économiques et qu'ils soient enlevés ainsi à l'action politique — et nécessairement ils doivent travailler à gagner des victoires futiles électorales, tout en laissant la situation économique telle quelle.

« Mais les classes dirigeantes sont assez roublardes pour encaisser tous les bénéfices de cette espèce de tactique. » Elles ont assez de Galliffets pour les accoupler aux Millerands, dès que ceux-ci atteignent enfin les *sommets* du pouvoir et décrochent un portefeuille de ministre. Et, en matière économique, elles restent aussi implacables que jamais : les capitalistes se fédèrent entre eux pour défier et combattre les unions ouvrières. Témoin le grand *lock out* général — le renvoi de tous les travailleurs organisés en unions au Danemark, l'été passé ; la législation draconienne contre les coalitions d'ouvriers, préparée en Allemagne ; la suppression de tout droit d'union chez les travailleurs des chemins de fer, en Italie ; et ainsi de suite.

⁂

« Cette évolution paralyse en même temps les espérances de ceux qui croient aux doctrines de Karl Marx et Frédéric Engels. Leur espoir, qui consistait à croire qu'avec l'accroissement immense de votes socialistes et de représentants socialistes au Parlement, la force réelle des travailleurs serait accrue en proportion — cet espoir n'a pas été réalisé ; et les marxistes sont anxieux de trouver la cause de cet échec.

« Ici, leur isolement intellectuel devient un obstacle amer qui leur empêche de trouver la vérité. Dès le début, Marx et Engels, après avoir transformé les résultats principaux de la science contemporaine et du socialisme en une agglomération d'idées, — arrangées à leur gré et par eux-mêmes nommées pour cela « socialisme scientifique » — avaient élevé par cela même une espèce de muraille chinoise autour de leur système; si bien que presque tout le progrès intellectuel de l'humanité durant ces dernières cinquante ou soixante années devint un objet de railleries et de mépris pour les meneurs marxistes, et resta presque totalement inconnu pour la masse de leurs adhérents.

« Ceci paraîtra, peut-être, étrange à quelques-uns; mais une investigation des sources originelles des idées marxistes — avec laquelle les lecteurs des articles de W. Tcherkesoff sont déjà familiers — et un coup d'œil jeté sur les actes des marxistes durant leur histoire, ainsi que sur l'action récente d'Edouard Bernstein (un des marxistes prominents) et l'attitude du parti social-démocrate allemand vis-à-vis de *lui*, suffisent pour le prouver.

« Ed. Bernstein, dans une série d'articles publiés dans la *Neue Zeit* et dans son livre, *La Base du socialisme et les devoirs de la démocratie sociale* (Stuttgard, 1899, 198 pages), a mis en doute la justesse de certaines doctrines fondamentales de Marx et d'Engels, et il a proposé un changement de tactique pour leur parti en Allemagne.

« Il est curieux de noter qu'il critique les mêmes doctrines de Marx que Tcherkesoff avait, le premier, attaquées dans ses *Pages d'histoire socialiste*, — surtout la « concentration du capital ». Domela Nieuwenhuis a fait ressortir cette coïncidence dans l'*Humanité Nouvelle* (Paris, avril 1899, p. 472), et cela fut aussi remarqué par « Un lecteur » dans le *Daily Chronicle* du 17 août 1899. Je n'aurais certainement pas rappelé ce fait, si Bernstein avait seulement mentionné cette priorité de la critique anarchiste.

« Il est moins affirmatif dans sa critique de la théorie de la valeur, qui, d'ailleurs, fut déjà critiquée au sein de leur parti du vivant de Marx et surtout du vivant d'Engels, — *sans que* Marx, duquel on attendait une explication, y répondît. Maintenant, Bernstein mentionne les noms de Jevons, Menger et Bœhm Bawerk (1), tenus jusqu'à présent en si grand mépris par les marxistes. Et il analyse plus sérieusement ce que signifie en réalité la fameuse « conquête des pouvoirs », qu'il ramène à son origine blanquiste. Ici encore il touche de près aux idées de Tcherkesoff, qui l'avait ramenée encore plus haut — au radicalisme politique des années trente, si je ne me trompe.

---

(1) Ils avaient fait ressortir l'importance de la *valeur d'utilité*. (*Note du trad.*)

« Ayant fait tout ce chemin, Bernstein me semble montrer plus d'originalité lorsqu'il combat les théories de misère croissante des masses, des crises à venir et des cataclysmes sociaux qui amèneront à la destruction finale du système capitaliste, à un moment donné. Il est plutôt enclin à noter que le bien-être moyen des classes ouvrières va en augmentant, que les périodes de crises aiguës deviennent de moins en moins aiguës et qu'elles se suivent à de plus longues distances; et que, conséquemment, la certitude d'une crise finale, aboutissant à la révolution sociale, n'existe pas du tout.

« En se plaçant à ce point de vue particulier, il conclut que les classes ouvrières doivent chercher à obtenir le pouvoir politique et social *dès aujourd'hui*, et doivent abandonner tous leurs rêves de révolution sociale et de changements utopiques. Elles doivent, selon lui, mettre à profit autant que possible la machine politique, en matières nationales et municipales; — il se fait ainsi l'avocat du *Fabianisme à outrance* (1). Elles doivent aussi, selon Bernstein, étendre davantage et fortifier les *unions ouvrières* et les *coopératives*, et elles doivent même abandonner leur attitude de négation absolue à l'égard des demandes inévitables d'expansion coloniale — ce qui évidemment nous amène à l'*impérialisme*. Et ainsi de suite. En un mot, tout ce que Bernstein voit se produire en Angleterre par autant de partis divers, il voudrait que cela se fît en Allemagne par un parti *unique* — le parti social-démocrate, qui certainement se trouve passablement étonné d'avoir tout ce programme sur les bras. »

Tout cela, remarque l'auteur de l'article de *Freedom* (nous résumons ici pour raccourcir), montre que le parti social-démocrate ne fait que recueillir les fruits d'un parti socialiste *unique*. Les éléments les plus conscients tiennent au programme de parti, tandis que les autres tombent fréquemment dans la réaction. L'unité formaliste tue l'initiative pour le progrès dans le parti, mais elle laisse la porte grande ouverte à la réaction.

Retournant vers Bernstein, « l'importance qu'il reconnaît aux luttes *économiques* est un pas dans la bonne direction; mais il ne faut pas oublier qu'il n'entend abandonner aucune des ambitions futiles de la politique ».

Pour les lecteurs anglais, il n'y a rien de nouveau dans la tactique proposée par Bernstein. Seul parmi les marxistes resté en Angleterre, où il a pu voir un peu en deçà de la muraille chinoise du doctrinarisme marxiste, il a simplement *redécouvert* le mouvement ouvrier anglais pour ses camarades en marxisme. Eux, tenus dans une crasse ignorance par leur presse, avaient été persuadés qu'en Angleterre il n'existait rien que leur grand Aveling, de triste mémoire.

Aussi, « Bernstein l'apostat » fut-il aussi malmené que possible au dernier Congrès des social-démocrates allemands à Hanovre. Peu s'en est fallu que les « pères de l'Eglise » ne le fissent brûler sur l'échafaud. Mais, après tout, ce congrès se termina plutôt en faveur de Bernstein.

* * *

Ce que nous relevons surtout dans cet incident, raconté par notre confrère *Freedom*, et sur quoi les marxistes français feraient bien de réfléchir — c'est ceci. Dès que la première tentative de discuter sérieusement les bases du socialisme soi-disant « scientifique » d'Engels et Marx est faite par Tcherkesoff et Bernstein, tout cet édifice — la méthode hégélienne, la théorie de la valeur et de la plus-value, le « matérialisme historique », la concentration des capitaux, la « négation fatale de soi-même du capitalisme » — tout s'écroule comme un château de cartes. On accuse Bernstein d'apostasie, on lui jette des invectives, on combat son « possibilisme et son « fabianisme »; mais personne, au milieu de tous ces messieurs si scientifiques », ne possède assez de pensée sérieuse pour démolir la critique de Bernstein. Lorsqu'il soulève la discussion sur les bases scientifiques de leur bible, on cherche à noyer cette discussion dans des questions personnelles. Ça, par exemple, c'est la vraie « méthode » marxiste.

D'ailleurs, démolir cette critique est impossible pour eux. Bernstein démontre que Marx et Engels, vers la fin de leur carrière, abandonnèrent eux-mêmes précisément ce qu'ils avaient affirmé, avec leur arrogance bien connue, être leur *découverte* pour le bonheur de l'humanité.

P. K.

(1) Les « Fabiens », en Angleterre, sont des réformateurs politiciens dont le nom même signifie « à la douce ». (*Note du trad.*)

MANQUE D'AUDACE

(*Suite*)

Ce n'est pas non plus son *inertie*, invoquée par d'autres, à qui la responsabilité incomberait. Je comprends facilement l'inertie d'un *individu*, mais il me semble qu'il faut avoir l'esprit doué d'une puissance d'abstraction vraiment merveilleuse pour concevoir *l'inertie d'une collectivité*. Qu'est-ce que cette phrase veut bien dire? On tombe presque toujours dans l'erreur quand on veut appliquer les données de la psychologie individuelle à la psychologie collective. L'inertie est un état d'âme tel que la volonté du sujet qui en est affecté est faible au point de ne pouvoir résister au courant des conditions extérieures de la vie qui l'entraîne et auquel (le sujet en a conscience) il résisterait certainement si son état d'âme était différent. Or, la foule est une chose beaucoup trop changeante et ondoyante pour qu'un état d'âme pareil puisse avoir prise sur elle. Elle n'exprime que très rarement *une* volonté; dans la plupart des cas, le moindre de ses mouvements est déterminé par tout un *faisceau de volontés* d'inégales valeurs qui continuellement se heurtent et s'entrechoquent; et ces volontés, grâce à leur différence même les unes des autres, ne peuvent jamais être paralysées *toutes à la fois*, paralysie qui, en effet, aurait eu pour résultat la soi-disant inertie de la foule. Il y a pourtant, il faut le dire, des moments où toutes ces volontés distinctes et multiples *se fusionnent* et vraiment n'en font plus qu'*une seule*; mais ce fusionnement n'a lieu qu'aux périodes des grandes effervescences, alors que la foule en délire brise le cadre étroit de sa vie quotidienne et donne libre cours au débordement impétueux des passions en elle comprimées par les conditions normales de son existence habituelle. A ces moments de surexcitation, elle semble vraiment n'agir que sous la poussée d'*une* volonté qui la soulève toute; mais cette volonté est essentiellement *active* et très puissante, même elle n'est *une* que parce que très *active* et par conséquent, *ipso facto*, elle exclut toute idée d'inertie.

Pas plus donc que l'ignorance, l'inertie n'explique rien; et la question reste toujours pendante. Voilà une structure sociale exécrée par la majorité au moins de ses membres qui en souffrent : d'où vient-il donc que cette majorité, même loin de vouloir y apporter la moindre modification, veille au contraire sans cesse jalousement, obstinément à sa totale conservation? Où chercher l'explication de ce phénomène si étrange?

Dans le manque d'audace.

* * *

Envisagée au point de vue de son acception la plus large, la civilisation peut être définie : lutte constante entre elles des idées qui se suivent. En effet, quoique toute idée nouvelle qui se manifeste ne soit que la conséquence et le produit des besoins de la foule (1), elle n'en est pas pour cela moins astreinte, aussitôt éclose, à livrer une formidable bataille pour conquérir le droit de cité qu'on lui refuse. Il dépend du reste de la divergence plus ou moins grande qui existe entre cette nouvelle idée et celles déjà établies pour qu'elle soit traitée comme dangereuse ou comme simplement paradoxale. Si, dans le deuxième cas (c'est-à-dire alors qu'on ne la considère que comme paradoxale), on n'affecte à son endroit que de l'ironie, de la raillerie ou même de l'indifférence, dans le premier cas c'est tout autre chose : la lutte commence, et cette lutte est d'autant plus implacable que l'écart entre ce qui *est* et ce qui veut *devenir est* plus grand. Tôt ou tard pourtant l'idée finit par triompher : c'est la loi du progrès ; elle s'ancre alors et s'implante dans les cerveaux, et cela d'autant plus fortement que la lutte précédente était plus intensive. A partir de ce moment, c'est une idée acquise; de cœur avec les autres, emmagasinées avant elle par les intelligences, elle va désormais lutter à son tour contre toute nouvelle manifestation de l'esprit humain, et l'acharnement qu'elle manifestera pour sa part dans la mêlée générale sera, lui aussi, d'autant plus fort que les attaques que cette idée avait à subir à son éclosion étaient plus violentes.

Ma définition de la civilisation est donc exacte.

Toute idée nouvelle, je l'ai déjà constaté, n'est rien d'autre qu'un symptôme d'un revirement plus ou moins profond survenu dans les besoins des hommes : des besoins nouveaux provoquent des idées nouvelles. Il faut pourtant dire qu'il n'y a jamais parallélisme entre les changements de besoins et ceux d'idées : la pensée est toujours en avance sur la vie (1). Cela provient de ce fait que l'homme est plus souvent aventurier quant à la pensée que quant à l'action : il ne pousse que rarement son risque jusqu'à l'expérimentation. Hardi dans ses conceptions, la plupart du temps il manque malheureusement d'audace quand il s'agit de les appliquer. Il en résulte, au sein de la société, une véritable accumulation d'idées non réalisées qui restent, pour ainsi dire, à l'état latent. Et lorsque enfin on se décide à leur donner corps, à les introduire dans la vie, il arrive que, à force d'attendre, elles ont perdu complètement leur caractère d'opportunité et sont devenues sinon nuisibles, du moins inutiles...

Chaque génération, dit-on, possède *sa* civilisation : c'est une vérité incontestable; mais qu'aucune génération n'a jamais vécu selon les données de *sa* civilisation, c'en est une autre et non moins incontestable. Tolstoï, dans son livre intitulé : *Christianisme et Patriotisme*, attire justement l'attention sur ce fait qui, à mon avis, est d'une très haute importance sociologique. Il est vrai que Tolstoï ne fait cette constatation qu'à propos d'un fait isolé et spécial; il s'en sert pour expliquer la survivance, au dix-neuvième siècle, de la forme autocratique de gouvernement, alors que toutes les nations civilisées, ne croyant plus en l'essence divine de la royauté, reconnaissent la supériorité de la forme démocratique. Mais on court très peu le risque de se tromper en généralisant cette observation : presque toute la vie sociale d'une génération donnée est basée, non sur sa civilisation à elle, mais sur celle de la génération, ou plutôt sur celles des générations qui l'ont précédée. Pour Tolstoï, en sont responsables les gouvernements eux-mêmes qui, par intérêt, s'appliquent à créer et à maintenir cette situation; d'autres pensent que la faute en est au conservatisme propre, je dirai presque inhérent, à l'homme. Ces deux opinions ont certainement leur importance; il me semble pourtant qu'elles sont insuffisantes comme explication du phénomène qui nous occupe.

(1) Cette vue a été plus amplement développée dans une étude que j'ai publiée à l'*Humanité Nouvelle* au mois de novembre 1898.

(1) Aussi arrive-t-il souvent que *des idées nouvelles déterminent des besoins nouveaux* : il y a ainsi *action réciproque*, et en négligeant ce fait, les partisans de la conception matérialiste de l'histoire se trompent évidemment. J'aurai peut-être l'occasion de revenir sur cette question.

Pour conquérir le terrain nécessaire à son évolution, l'idée nouvelle n'a pas toujours besoin de ruiner ou de supprimer d'autres idées plus anciennes qu'elle ; même le plus souvent elle est obligée de se contenter d'une place *parmi* celles-ci, de s'adapter à leur voisinage et de rester, ainsi que je l'ai déjà dit, pendant un temps plus ou moins long, à l'état latent dans les cerveaux. Et en attendant l'heure où, réalisée enfin, cette idée entrerait définitivement dans les mœurs des hommes, la vie sociale continue à se dérouler comme avant, comme si la nouvelle conception n'existait point. Voilà ce qui explique ce fait étrange qu'à la base de la vie d'une génération donnée nous ne trouvons presque pas d'idées ayant pris naissance au sein de cette génération même. L'action gouvernementale, quoi qu'en dise Tolstoï, ne suffirait pas à elle seule pour produire un pareil résultat. La véritable cause, c'est le manque d'audace quand arrive le moment d'expérimenter, de mettre en pratique les idées conçues; les hommes reculent alors et abandonnent ce soin à ceux de l'avenir...

La compréhension du phénomène que j'ai signalé dès le début de cette étude devient donc très facile. Si nos mœurs et nos conceptions sont en flagrante contradiction, si notre vie et nos tendances ne coïncident presque sur aucun point, c'est que les hommes ne vivent presque jamais leur pensée, c'est que l'audace de l'action, chez eux, n'est pas proportionnée à l'audace de la pensée. Ils redoutent toujours et n'osent pas affronter l'expérimentation !... De là la différence entre ce que nous faisons et ce que nous voudrions faire; de là l'aspect bizarre, illogique et anormal de notre vie sociale moderne !...

Pour que tout cela change, l'émancipation de l'intelligence seule ne suffirait pas; il faut que, par l'effet d'une éducation appropriée, l'homme cesse d'être uniquement aventurier de la pensée et devienne au même degré aventurier de l'action...

MAXIME DOUBINSKY.

MOUVEMENT OUVRIER

J'ai donné la semaine dernière un aperçu des votes socialistes (!!) de Millerand. Il ne faudrait cependant pas croire qu'il est le seul de son genre. Dans chacune de ses pirouettes, il est suivi par la presque majorité des socialistes de la Chambre, et cela sans parler de son collègue le radical socialiste Baudin. Chaque fois qu'il y a une petite saleté à accomplir, les Viviani, Fournière, Rouanet, Carnaud et Cie en sont toujours et confondent leurs votes avec les Motte, les Schneider, les Reille et autres gros patrons tant honnis... lorsqu'il s'agit de capter les voix de ce bon Monsieur Votard.

Millerand vient d'adresser une lettre aux syndicats, les invitant à se faire inscrire s'ils veulent participer à l'élection du Conseil supérieur du travail. C'est une manière d'acheter les gens. Souhaitons que les véritables travailleurs n'en soient pas dupes.

La grève des tisseurs de Saint-Etienne continue. Les fabricants refusent toujours de payer la mise en train réclamée par les ouvriers. Ils semblaient bien vouloir céder un moment, mais refusant de prendre des engagements formels, et ne cherchant qu'à duper les ouvriers. Ceux-ci exigent des fabricants un contrat signé par la commission ouvrière d'une part et par les fabricants.

A propos des troubles du 4 janvier dernier, les camarades de Saint-Etienne nous font remarquer que, quoi qu'en ait dit M. de Pressensé, les manifestants n'étaient ni des nationalistes ni des antisémites, mais les mêmes qui l'ont protégé lors de sa venue à Saint-Etienne pendant l'affaire Dreyfus, et l'engagent à se renseigner un peu mieux à l'avenir.

Vingt-quatre des malheureux arrêtés comparaîtront devant le tribunal correctionnel.

Les ouvriers se révoltent contre des salaires de famine. Le ministre socialiste envoie contre eux policiers, gendarmes et soldats, et ce sont les ouvriers que l'on poursuit et que l'on condamne, car ils le seront, n'en doutez pas.

Les ouvriers mineurs de Carmaux réclament une augmentation de salaire de 10 0/0. MM. les actionnaires n'ont pas encore donné de réponse. En attendant, les actions émises à 400 francs valent aujourd'hui 1.580 fr. et rapportent annuellement 55 francs, soit environ 15 0/0. Les mineurs, qui font tout, pensent avoir droit à profiter de cette prospérité et justement réclament.

Les ouvriers de Gueugnon, que les patrons refusent toujours de reprendre dans leurs usines, adressent « Aux travailleurs » un manifeste qui serait à citer en entier.

« Le 12 juin 1899, les ouvriers du sieur Campionnet, patron d'usines et maire de Gueugnon, se mirent en grève. Leurs revendications étaient légitimes, leur attitude fut calme, et cependant aucune provocation ne leur fut épargnée. *Des charges de cavalerie furent commandées, des femmes et des enfants faillirent payer de leur vie le droit sacré du travailleur : la grève*. Mieux encore, le sieur Campionnet lui-même, son frère et ses domestiques, armés de revolvers et de gourdins, assaillirent lâchement des grévistes. Ils furent d'ailleurs condamnés pour ces faits.

« Depuis, le patron a offert de reprendre à l'usine un nombre dérisoire d'ouvriers. Ceux-ci, malgré les privations endurées, malgré leur misère, ont répondu par cette fière formule de solidarité : *Tous ou personne !* »

Les ouvriers font ensuite appel à la solidarité de tous pour fonder une « Association ouvrière agricole ».

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — On annonce que M. Zévaès se propose d'interpeller le gouvernement « sur les mesures qu'il compte prendre pour remédier à la situation faite au public et à l'industrie française par la hausse continue du prix du charbon ».

L'intention de M. Zévaès est sans doute fort louable, je n'en disconviens pas. Mais une interpellation de cette nature me paraît bien naïve de la part d'un représentant du plus pur socialisme « scientifique ». Cet honorable député pense-t-il qu'une intervention du gouvernement soit susceptible de remédier à cette crise économique, occasionnée par la spéculation, et dont la cause est inhérente à l'organisation capitaliste de la société? Nourrit-il la douce illusion que les spéculateurs sur le charbon vont devenir bien sages après les remontrances du gouvernement, et que, ce dernier eût-il l'improbable courage d'établir un prix minimum du charbon, ces bons capitalistes n'auront aucun autre moyen de réaliser les bénéfices projetés? N'ont-ils pas tous les moyens, par exemple, de provoquer une disette artificielle et de forcer, en dépit du gouvernement, le prix du charbon à s'élever encore en raison de sa rareté? Enfin, un phénomène économique si important quant à la cause dont il découle directement peut-il être suspendu sans que la cause soit elle-même attaquée?

De deux choses l'une : ou M. Zévaès ne comprend rien à la doctrine marxiste qu'il dit professer, ou bien il se moque agréablement de nous et du public en jouant une petite comédie sur le résultat de laquelle on ne s'illusionne nullement.

⁂

Y a-t-il rien de plus borné et de plus terre à terre qu'une intelligence de radical? Qu'attendre d'ailleurs de gens dont tout l'idéal social se résume dans la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la suppression de la présidence de la République? Cependant, à défaut de largeur de vues, pourrait-on leur demander de savoir l'histoire de leur pays. L'affaire Dreyfus a, entre autres choses, montré quelle force avait encore le parti clérical, allié au parti militaire. Les prêtres, ayant perdu l'ascendant moral que leur conférait autrefois la croyance en leur mission divine, ont avec soin conservé la puissance capitaliste et s'y raccrochent désespérément. Grâce à leur or, ils font partout, et notamment dans l'enseignement, une concurrence acharnée à l'Etat. Les jésuites, les dominicains, les maristes, etc., ont des collèges partout. D'un autre côté, d'autres associations religieuses ont établi la lutte sur le terrain politique.

Nos bons radicaux ne voient à cette concurrence qu'un remède, l'expulsion des congrégations. En vain leur démontrez-vous que les congrégations ont été expulsées plus de cent fois de divers pays et de France particulièrement, et que ces expulsions réitérées n'ont affaibli en rien le parti clérical et n'ont même pas empêché les congrégations de prospérer et de demeurer sur le sol prohibé. Avec un entêtement de baudets, ils s'obstinent à pétitionner pour l'expulsion des « Gésuistes ». Cette fois, pensent-ils, ce sera la bonne et définitive!

Nous ne sommes pas suspects ici de tendresse à l'égard des abrutisseurs cléricaux, mais la bêtise des radicaux nous désole. Que d'efforts perdus pour arriver à enfoncer une porte ouverte ! Mais quand vous aurez expulsé moines et moinillons, ceux-ci en seront quittes pour modifier leur costume et demeurer individuellement prêtres libres. Leur action démoralisatrice en sera-t-elle atténuée?...

Rendez plutôt votre République plus habitable, elle aura moins d'ennemis! Mais cela dépasse votre pauvre intellect.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

RELIGION. — Si les gens religieux étaient — comme ils le prétendent et comme ils le croient — les plus moraux de tous, ils ne manqueraient pas d'avoir un respect profond pour la liberté d'autrui. Au contraire, ils ont, pour toute liberté qui n'est pas la leur, le mépris le plus complet. Mépriser son semblable, vouloir le dominer et le contraindre à des actes qui lui répugnent, est-ce donc ça la morale?

Il y avait, à Combs la-Ville, une famille de libres penseurs ayant une bonne dévote. Naturellement, les parents n'avaient pas fait baptiser leur petite fille Germaine, aujourd'hui âgée de dix ans. Le curé — qui, sans doute, s'indigne fort quand on attente à sa liberté — s'entendit avec la bonne pour baptiser de force l'enfant des libres penseurs ; ce qui fut fait. La bonne amena un jour traîtreusement la fillette dans l'église; on ferma les portes; puis le curé, aidé par un jésuite et par une vieille bigote, fit ses momeries sur la tête de l'enfant effrayée, en lui défendant de rien dire à ses parents. Ceux-ci ont quand même fini par apprendre l'histoire, et vous devinez sans peine leur colère. Si, au lieu de se plaindre à un procureur quelconque, ils avaient chambardé sérieusement l'église, qu'aurait dit le bon curé? Il aurait dit qu'il faut respecter son semblable, et que la violence est une mauvaise chose.

Puisque nous parlons religion, mettons en parallèle l'attitude du clergé catholique toujours vautré devant les hommes de guerre et chantant partout des *Te Deum* aux assassinats nationaux, avec l'attitude des pasteurs anglais prêchant contre la guerre du Transvaal et créant une agitation en faveur de la paix. Pourquoi le protestantisme se montre-t-il en cette circonstance, et en beaucoup d'autres, supérieur au catholicisme? Tout simplement parce qu'il accorde une place plus grande à l'esprit d'examen. Eh bien! cet esprit d'examen, auquel se mesure la valeur de toutes les doctrines, nous voulons lui accorder toute la place, lui ouvrir toutes grandes les portes de notre cerveau. C'est pourquoi nous rompons avec les religions quelles qu'elles soient, et réservons notre croyance aux seules vérités démontrables.

⁂

MILITARISME. — A la 6ᵉ compagnie de remonte de Blidah, plusieurs cas d'empoisonnement par les viandes de conserves. Mères, faites des enfants, envoyez-les à la caserne : s'ils échappent aux brutalités, aux fatigues, au manque de soins, les bonnes viandes de conserves sont là.

A Epinal, les ouvriers d'administration s'étaient plaints de ne pas avoir leur compte de nourriture. On a commencé par les mettre en prison, puis on a fini par faire une enquête qui a prouvé qu'au lieu de seize kilos de viande, les soldats n'en recevaient que huit, la moitié. *Ainsi* : ou se nourrir de viande pourrie, ou crever de faim, *tel est le dilemme imposé aux vulgaires soldats sans galons, en attendant qu'on aille les faire tuer quelque part. Mères, faites des enfants.*

Le maréchal des logis Aigouy, du 9ᵉ escadron du train, dont j'ai parlé il y a quelque temps pour la façon dont il dressait ses hommes, à coups de poing et à coups de pied, est proposé pour la médaille militaire. Le brigadier Maillet, du 8ᵉ chasseurs, qui

« *Ayant fait tout ce chemin, Bernstein me semble montrer plus d'originalité lorsqu'il combat les théories de misère croissante des masses, des crises à venir et des cataclysmes sociaux qui amèneront à la destruction finale du système capitaliste, à un moment donné.* Il est plutôt enclin à noter que le bien-être moyen des classes ouvrières va en augmentant, que les périodes de crises aiguës deviennent de moins en moins aiguës et qu'elles se suivent à de plus longues distances; et que, conséquemment, la certitude d'une crise finale, aboutissant à la révolution sociale, n'existe pas du tout.

« En se plaçant à ce point de vue particulier, il conclut que les classes ouvrières doivent chercher à obtenir le pouvoir politique et social *dès aujourd'hui*, et doivent abandonner tous leurs rêves de révolution sociale et de changements utopiques. Elles doivent, selon lui, mettre à profit autant que possible la machine politique, en matières nationales et municipales; — il se fait ainsi l'avocat du *Fabianisme à outrance* (1). Elles doivent aussi, selon Bernstein, étendre davantage et fortifier les *unions ouvrières* et les *coopératives*, et elles doivent même abandonner leur attitude de négation absolue à l'égard des demandes inévitables d'expansion coloniale — ce qui évidemment nous amène à l'*impérialisme*. Et ainsi de suite. En un mot, tout ce que Bernstein voit se produire en Angleterre par autant de partis divers, il voudrait que cela se fît en Allemagne par un parti *unique* — le parti social-démocrate, qui certainement se trouve passablement étonné d'avoir tout ce programme sur les bras. »

Tout cela, remarque l'auteur de l'article de *Freedom* (nous résumons ici pour raccourcir), montre que le parti social-démocrate ne fait que recueillir les fruits d'un parti socialiste *unique*. Les éléments les plus conscients tiennent au programme de parti, tandis que les autres tombent fréquemment dans la réaction. L'unité formaliste tue l'initiative pour le progrès dans le parti, mais elle laisse la porte grande ouverte à la réaction.

Retournant vers Bernstein, « l'importance qu'il reconnaît aux luttes *économiques* est un pas dans la bonne direction; mais il ne faut pas oublier qu'il n'entend abandonner aucune des ambitions futiles de la politique ».

Pour les lecteurs anglais, il n'y a rien de nouveau dans la tactique proposée par Bernstein. Seul parmi les marxistes resté en Angleterre, où il a pu voir un peu en deçà de la muraille chinoise du doctrinarisme marxiste, il a simplement *redécouvert* le mouvement ouvrier anglais pour ses camarades en marxisme. Eux, tenus dans une crasse ignorance par leur presse, avaient été persuadés qu'en Angleterre il n'existait rien que leur grand Aveling, de triste mémoire.

Aussi, « Bernstein l'apostat » fut-il aussi malmené que possible au dernier Congrès des social-démocrates allemands à Hanovre. Peu s'en est fallu que les « pères de l'Eglise » ne le fissent brûler sur l'échafaud. Mais, après tout, ce congrès se termina plutôt en faveur de Bernstein.

*
* *

Ce que nous relevons surtout dans cet incident, raconté par notre confrère *Freedom*, et sur quoi les marxistes français feraient bien de réfléchir — c'est ceci. Dès que la première tentative de discuter sérieusement les bases du socialisme soi-disant « scientifique » d'Engels et Marx est faite par Tcherkesoff et Bernstein, tout cet édifice — la méthode hégélienne, la théorie de la valeur et de la plus-value, le « matérialisme historique », la concentration des capitaux, la « négation fatale de soi-même du capitalisme » — tout s'écroule comme un château de cartes. On accuse Bernstein d'apostasie, on lui jette des invectives, on combat son « possibilisme » et son « fabianisme »; mais personne, au milieu de tous ces messieurs si scientifiques », ne possède assez de pensée sérieuse pour démolir la critique de Bernstein. Lorsqu'il soulève la discussion sur les bases scientifiques de leur bible, on cherche à noyer cette discussion dans des questions personnelles. Ça, par exemple, c'est la vraie « méthode » marxiste.

D'ailleurs, démolir cette critique est impossible pour eux. Bernstein démontre que Marx et Engels, vers la fin de leur carrière, abandonnèrent eux-mêmes précisément ce qu'ils avaient affirmé, avec leur arrogance bien connue, être leur *découverte* pour le bonheur de l'humanité.

P. K.

(1) Les « Fabiens », en Angleterre, sont des réformateurs politiciens dont le nom même signifie « à la douce ». (*Note du trad.*)

MANQUE D'AUDACE

(*Suite*)

Ce n'est pas non plus son *inertie*, invoquée par d'autres, à qui la responsabilité incomberait. Je comprends facilement l'inertie d'un *individu*, mais il me semble qu'il faut avoir l'esprit doué d'une puissance d'abstraction vraiment merveilleuse pour concevoir *l'inertie d'une collectivité*. Qu'est-ce que cette phrase veut bien dire? On tombe presque toujours dans l'erreur quand on veut appliquer les données de la psychologie individuelle à la psychologie collective. L'inertie est un état d'âme tel que la volonté du sujet qui en est affecté est faible au point de ne pouvoir résister au courant des conditions extérieures de la vie qui l'entraîne et auquel (le sujet en a conscience) il résisterait certainement si son état d'âme était différent. Or, la foule est une chose beaucoup trop changeante et ondoyante pour qu'un état d'âme pareil puisse avoir prise sur elle. Elle n'exprime que très rarement *une* volonté; dans la plupart des cas, le moindre de ses mouvements est déterminé par tout un *faisceau de volontés* d'inégales valeurs qui continuellement se heurtent et s'entrechoquent; et ces volontés, grâce à leur différence même les unes des autres, ne peuvent jamais être paralysées *toutes à la fois*, paralysie qui, en effet, aurait eu pour résultat la soi-disant inertie de la foule. Il y a pourtant, il faut le dire, des moments où toutes ces volontés distinctes et multiples *se fusionnent* et vraiment n'en font plus qu'*une seule*; mais ce fusionnement n'a lieu qu'aux périodes des grandes effervescences, alors que la foule en délire brise le cadre étroit de sa vie quotidienne et donne libre cours au débordement impétueux des passions en elle comprimées par les conditions normales de son existence habituelle. A ces moments de surexcitation, elle semble vraiment n'agir que sous la poussée *d'une* volonté qui la soulève toute; mais cette volonté est essentiellement *active* et très puissante, même elle n'est *une* que parce que très *active* et par conséquent, *ipso facto*, elle exclut toute idée d'inertie.

Pas plus donc que l'ignorance, l'inertie n'explique rien; et la question reste toujours pendante. Voilà une structure sociale exécrée par la majorité au moins de ses membres qui en souffrent : d'où vient-il donc que cette majorité, même loin de vouloir y apporter la moindre modification, veille au contraire sans cesse jalousement, obstinément à sa totale conservation? Où chercher l'explication de ce phénomène si étrange?

Dans le manque d'audace.

*
* *

Envisagée au point de vue de son acception la plus large, la civilisation peut être définie : lutte constante entre elles des idées qui se suivent. En effet, quoique toute idée nouvelle qui se manifeste ne soit que la conséquence et le produit des besoins de la foule (1), elle n'en est pas pour cela moins astreinte, aussitôt éclose, à livrer une formidable bataille pour conquérir le droit de cité qu'on lui refuse. Il dépend du reste de la divergence plus ou moins grande qui existe entre cette nouvelle idée et celles déjà établies pour qu'elle soit traitée comme dangereuse ou comme simplement paradoxale. Si, dans le deuxième cas (c'est-à-dire alors qu'on ne la considère que comme paradoxale), on n'affecte à son endroit que de l'ironie, de la raillerie ou même de l'indifférence, dans le premier cas c'est tout autre chose : la lutte commence, et cette lutte est d'autant plus implacable que l'écart entre ce qui *est* et ce qui veut *devenir* est plus grand. Tôt ou tard pourtant l'idée finit par triompher : c'est la loi du progrès; elle s'ancre alors et s'implante dans les cerveaux, et cela d'autant plus fortement que la lutte précédente était plus intensive. A partir de ce moment, c'est une idée acquise; de cœur avec les autres, emmagasinées avant elle par les intelligences, elle va désormais lutter à son tour contre toute nouvelle manifestation de l'esprit humain, et l'acharnement qu'elle manifestera pour sa part dans la mêlée générale sera, lui aussi, d'autant plus fort que les attaques que cette idée avait à subir à son éclosion étaient plus violentes.

(1) Cette vue a été plus amplement développée dans une étude que j'ai publiée à l'*Humanité Nouvelle* au mois de novembre 1898.

Ma définition de la civilisation est donc exacte.

Toute idée nouvelle, je l'ai déjà constaté, n'est rien d'autre qu'un symptôme d'un revirement plus ou moins profond survenu dans les besoins des hommes : des besoins nouveaux provoquent des idées nouvelles. Il faut pourtant dire qu'il n'y a jamais parallélisme entre les changements de besoins et ceux d'idées : la pensée est toujours en avance sur la vie (1). Cela provient de ce fait que l'homme est plus souvent aventurier quant à la pensée que quant à l'action; il ne pousse que rarement son risque jusqu'à l'expérimentation. Hardi dans ses conceptions, la plupart du temps il manque malheureusement d'audace quand il s'agit de les appliquer. Il en résulte, au sein de la société, une véritable accumulation d'idées non réalisées qui restent, pour ainsi dire, à l'état latent. Et lorsque enfin on se décide à leur donner corps, à les introduire dans la vie, il arrive que, à force d'attendre, elles ont perdu complètement leur caractère d'opportunité et sont devenues sinon nuisibles, du moins inutiles...

Chaque génération, dit-on, possède *sa* civilisation : c'est une vérité incontestable; mais qu'aucune génération n'a jamais vécu selon les données de *sa* civilisation, c'en est une autre et non moins incontestable. Tolstoï, dans son livre intitulé : *Christianisme et Patriotisme*, attire justement l'attention sur ce fait qui, à mon avis, est d'une très haute importance sociologique. Il est vrai que Tolstoï ne fait cette constatation qu'à propos d'un fait isolé et spécial; il s'en sert pour expliquer la survivance, au dix-neuvième siècle, de la forme autocratique de gouvernement, alors que toutes les nations civilisées, ne croyant plus en l'essence divine de la royauté, reconnaissent la supériorité de la forme démocratique. Mais on court très peu le risque de se tromper en généralisant cette observation : presque toute la vie sociale d'une génération donnée est basée, non sur sa civilisation à elle, mais sur celle de la génération, ou plutôt sur celles des générations qui l'ont précédée. Pour Tolstoï, en sont responsables les gouvernements eux-mêmes qui, par intérêt, s'appliquent à créer et à maintenir cette situation; d'autres pensent que la faute en est au conservatisme propre, je dirai presque inhérent, à l'homme. Ces deux opinions ont certainement leur importance; il me semble pourtant qu'elles sont insuffisantes comme explication du phénomène qui nous occupe.

(1) Aussi arrive-t-il souvent que *des idées nouvelles déterminent des besoins nouveaux*; il y a ainsi *action réciproque*, et en négligeant ce fait, les partisans de la conception matérialiste de l'histoire se trompent évidemment. J'aurai peut-être l'occasion de revenir sur cette question.

Pour conquérir le terrain nécessaire à son évolution, l'idée nouvelle n'a pas toujours besoin de ruiner ou de supprimer d'autres idées plus anciennes qu'elle ; même le plus souvent elle est obligée de se contenter d'une place *parmi* celles-ci, de s'adapter à leur voisinage et de rester, ainsi que je l'ai déjà dit, pendant un temps plus ou moins long, à l'état latent dans les cerveaux. Et en attendant l'heure où, réalisée enfin, cette idée entrerait définitivement dans les mœurs des hommes, la vie sociale continue à se dérouler comme avant, comme si la nouvelle conception n'existait point. Voilà ce qui explique ce fait étrange qu'à la base de la vie d'une génération donnée nous ne trouvons presque pas d'idées ayant pris naissance au sein de cette génération même. L'action gouvernementale, quoi qu'en dise Tolstoï, ne suffirait pas à elle seule pour produire un pareil résultat. La véritable cause, c'est le manque d'audace quand arrive le moment d'expérimenter, de mettre en pratique les idées conçues; les hommes reculent alors et abandonnent ce soin à ceux de l'avenir...

La compréhension du phénomène que j'ai signalé dès le début de cette étude devient donc très facile. Si nos mœurs et nos conceptions sont en flagrante contradiction, si notre vie et nos tendances ne coïncident presque sur aucun point, c'est que les hommes ne vivent presque jamais leur pensée, c'est que l'audace de l'action, chez eux, n'est pas proportionnée à l'audace de la pensée. Ils redoutent toujours et n'osent pas affronter l'expérimentation !... De là la différence entre ce que nous faisons et ce que nous voudrions faire; de là l'aspect bizarre, illogique et anormal de notre vie sociale moderne !...

Pour que tout cela change, l'émancipation de l'intelligence seule ne suffirait pas ; il faut que, par l'effet d'une éducation appropriée, l'homme cesse d'être uniquement aventurier de la pensée et devienne au même degré aventurier de l'action...

MAXIME DOUBINSKY.

MOUVEMENT OUVRIER

J'ai donné la semaine dernière un aperçu des votes socialistes(!!) de Millerand. Il ne faudrait cependant pas croire qu'il est le seul de son genre. Dans chacune de ses pirouettes, il est suivi par la presque majorité des socialistes de la Chambre, et cela sans parler de son collègue le radical socialiste Baudin. Chaque fois qu'il y a une petite saleté à accomplir, les Viviani, Fournière, Rouanet, Carnaud et Cie en sont toujours et confondent leurs votes avec les Motte, les Schneider, les Reille et autres gros patrons tant honnis... lorsqu'il s'agit de capter les voix de ce bon Monsieur Votard.

Millerand vient d'adresser une lettre aux syndicats, les invitant à se faire inscrire s'ils veulent participer à l'élection du Conseil supérieur du travail. C'est une manière d'acheter les gens. Souhaitons que les véritables travailleurs n'en soient pas dupes.

La grève des tisseurs de Saint-Etienne continue. Les fabricants refusent toujours de payer la mise en train réclamée par les ouvriers. Ils semblaient bien vouloir céder un moment, mais refusant de prendre des engagements formels, et ne cherchant qu'à duper les ouvriers. Ceux-ci exigent des fabricants un contrat signé par la commission ouvrière d'une part et par les fabricants.

A propos des troubles du 4 janvier dernier, les camarades de Saint-Etienne nous font remarquer que, quoi qu'en ait dit M. de Pressensé, les manifestants n'étaient ni des nationalistes ni des antisémites, mais les mêmes qui l'ont protégé lors de sa venue à Saint-Etienne pendant l'affaire Dreyfus, et l'engagent à se renseigner un peu mieux à l'avenir.

Vingt-quatre des malheureux arrêtés comparaîtront devant le tribunal correctionnel.

Les ouvriers se révoltent contre des salaires de famine. Le ministre socialiste envoie contre eux policiers, gendarmes et soldats, et ce sont les ouvriers que l'on poursuit et que l'on condamne, car ils le seront, n'en doutez pas.

Les ouvriers mineurs de Carmaux réclament une augmentation de salaire de 10 0/0. MM. les actionnaires n'ont pas encore donné de réponse. En attendant, les actions émises à 400 francs valent aujourd'hui 1.580 fr. et rapportent annuellement 55 francs, soit environ 15 0/0. Les mineurs, qui font tout, pensent avoir droit à profiter de cette prospérité et justement réclament.

Les ouvriers de Gueugnon, que les patrons refusent toujours de reprendre dans leurs usines, adressent « Aux travailleurs » un manifeste qui serait à citer en entier.

« Le 12 juin 1899, les ouvriers du sieur Campionnet, patron d'usines et maire de Gueugnon, se mirent en grève. Leurs revendications étaient légitimes, leur attitude fut calme, et cependant aucune provocation ne leur fut épargnée. *Des charges de cavalerie furent commandées, des femmes et des enfants faillirent payer de leur vie le droit sacré du travailleur : la grève.* Mieux encore, le sieur Campionnet lui-même, son frère et ses domestiques, armés de revolvers et de gourdins, assaillirent lâchement des grévistes. Ils furent d'ailleurs condamnés pour ces faits.

« Depuis, le patron a offert de reprendre à l'usine un nombre dérisoire d'ouvriers. Ceux-ci, malgré les privations endurées, malgré leur misère, ont répondu par cette fière formule de solidarité : *Tous ou personne !* »

Les ouvriers font ensuite appel à la solidarité de tous pour fonder une « Association ouvrière agricole ».

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — On annonce que M. Zévaès se propose d'interpeller le gouvernement « sur les mesures qu'il compte prendre pour remédier à la situation faite au public et à l'industrie française par la hausse continue du prix du charbon ».

L'intention de M. Zévaès est sans doute fort louable, je n'en disconviens pas. Mais une interpellation de cette nature me paraît bien naïve de la part d'un représentant du plus pur socialisme « scientifique ». Cet honorable député pense-t-il qu'une intervention du gouvernement soit susceptible de remédier à cette crise économique, occasionnée par la spéculation, et dont la cause est inhérente à l'organisation capitaliste de la société? Nourrit-il la douce illusion que les spéculateurs sur le charbon vont devenir bien sages après les remontrances du gouvernement, et que, ce dernier eût-il l'improbable courage d'établir un prix minimum du charbon, ces bons capitalistes n'auront aucun autre moyen de réaliser les bénéfices projetés? N'ont-ils pas tous les moyens, par exemple, de provoquer une disette artificielle et de forcer, en dépit du gouvernement, le prix du charbon à s'élever encore en raison de sa rareté? Enfin, un phénomène économique si important quant à la cause dont il découle directement peut-il être suspendu sans que la cause soit elle-même attaquée?

De deux choses l'une : ou M. Zévaès ne comprend rien à la doctrine marxiste qu'il dit professer, ou bien il se moque agréablement de nous et du public en jouant une petite comédie sur le résultat de laquelle on ne s'illusionne nullement.

*
* *

Y a-t-il rien de plus borné et de plus terre à terre qu'une intelligence de radical? Qu'attendre d'ailleurs de gens dont tout l'idéal social se résume dans la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la suppression de la présidence de la République? Cependant, à défaut de largeur de vues, pourrait-on leur demander de savoir l'histoire de leur pays. L'affaire Dreyfus a, entre autres choses, montré quelle force avait encore le parti clérical, allié au parti militaire. Les prêtres, ayant perdu l'ascendant moral que leur conférait autrefois la croyance en leur mission divine, ont avec soin conservé la puissance capitaliste et s'y raccrochent désespérément. Grâce à leur or, ils font partout, et notamment dans l'enseignement, une concurrence acharnée à l'Etat. Les jésuites, les dominicains, les maristes, etc., ont des collèges partout. D'un autre côté, d'autres associations religieuses ont établi la lutte sur le terrain politique.

Nos bons radicaux ne voient à cette concurrence qu'un remède, l'expulsion des congrégations. En vain leur démontrez-vous que les congrégations ont été expulsées plus de cent fois de divers pays et de France particulièrement, et que ces expulsions réitérées n'ont affaibli en rien le parti clérical et n'ont même pas empêché les congrégations de prospérer et de demeurer sur le sol prohibé. Avec un entêtement de baudets, ils s'obstinent à pétitionner pour l'expulsion des « Gésuistes ». Cette fois, pensent-ils, ce sera la bonne et définitive!

Nous ne sommes pas suspects ici de tendresse à l'égard des abrutisseurs cléricaux, mais la bêtise des radicaux nous désole. Que d'efforts perdus pour arriver à enfoncer une porte ouverte ! Mais quand vous aurez expulsé moines et moinillons, ceux-ci en seront quittes pour modifier leur costume et demeurer individuellement prêtres libres. Leur action démoralisatrice en sera-t-elle atténuée ?...

Rendez plutôt votre République plus habitable, elle aura moins d'ennemis! Mais cela dépasse votre pauvre intellect.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

RELIGION. — Si les gens religieux étaient — comme ils le prétendent et comme ils le croient — les plus moraux de tous, ils ne manqueraient pas d'avoir un respect profond pour la liberté d'autrui. Au contraire, ils ont, pour toute liberté qui n'est pas la leur, le mépris le plus complet. Mépriser son semblable, vouloir le dominer et le contraindre à des actes qui lui répugnent, est-ce donc ça la morale?

Il y avait, à Combs-la-Ville, une famille de libres penseurs ayant une bonne dévote. Naturellement, les parents n'avaient pas fait baptiser leur petite fille Germaine, aujourd'hui âgée de dix ans. Le curé — qui, sans doute, s'indigne fort quand on attente à sa liberté — s'entendit avec la bonne pour baptiser de force l'enfant des libres penseurs ; ce qui fut fait. La bonne amena un jour traîtreusement la fillette dans l'église; on ferma les portes; puis le curé, aidé par un jésuite et par une vieille bigote, fit ses momeries sur la tête de l'enfant effrayée, en lui défendant de rien dire à ses parents. Ceux-ci ont quand même fini par apprendre l'histoire, et vous devinez sans peine leur colère. Si, au lieu de se plaindre à un procureur quelconque, ils avaient chambardé sérieusement l'église, qu'aurait dit le bon curé? Il aurait dit qu'il faut respecter son semblable, et que la violence est une mauvaise chose.

Puisque nous parlons religion, mettons en parallèle l'attitude du clergé catholique toujours vautré devant les hommes de guerre et chantant partout des *Te Deum* aux assassinats nationaux, avec l'attitude des pasteurs anglais prêchant contre la guerre du Transvaal et créant une agitation en faveur de la paix. Pourquoi le protestantisme se montre-t-il en cette circonstance, et en beaucoup d'autres, supérieur au catholicisme? Tout simplement parce qu'il accorde une place plus grande à l'esprit d'examen. Eh bien! cet esprit d'examen, auquel se mesure la valeur de toutes les doctrines, nous voulons lui accorder toute la place, lui ouvrir toutes grandes les portes de notre cerveau. C'est pourquoi nous rompons avec les religions quelles qu'elles soient, et réservons notre croyance aux seules vérités démontrables.

*
* *

MILITARISME. — A la 6e compagnie de remonte de Blidah, plusieurs cas d'empoisonnement par les viandes de conserves. Mères, faites des enfants, envoyez-les à la caserne : s'ils échappent aux brutalités, aux fatigues, au manque de soins, les bonnes viandes de conserves sont là.

A Epinal, les ouvriers d'administration s'étaient plaints de ne pas avoir leur compte de nourriture. On a commencé par les mettre en prison, puis on a fini par faire une enquête qui a prouvé qu'au lieu de seize kilos de viande, les soldats n'en recevaient que huit, la moitié. Ainsi : ou se nourrir de viande pourrie, ou crever de faim, tel est le dilemme imposé aux vulgaires soldats sans galons, en attendant qu'on aille les faire tuer quelque part. Mères, faites des enfants.

Le maréchal des logis Aigouy, du 9e escadron du train, dont j'ai parlé il y a quelque temps pour la façon dont il dressait ses hommes, à coups de poing et à coups de pied, est proposé pour la médaille militaire. Le brigadier Maillet, du 8e chasseurs, qui

avait giflé un cavalier, est acquitté. Mais le simple soldat Plançon, du 13e de ligne, ayant giflé un caporal, est condamné à deux ans d'emprisonnement. On récompense les gradés qui brutalisent le vil troupeau des « hommes », et si le bétail fait un geste, on lui serre la vis. Il faut absolument étouffer en lui toute fierté, l'avilir à l'état de chiffe qui reçoit les coups sans les rendre; c'est à ce prix qu'on en fera un bon soldat, un bon électeur, un bon gouvernable.

Pères et mères qui dites aimer vos fils plus que vous-mêmes, envoyez-les donc à la caserne.

R. Ch.

Suisse.

Genève. — Hier, près de l'Ecole de médecine, la police genevoise a arrêté notre camarade Nino Samaja. Cette arrestation a été faite sur l'ordre du gouvernement italien et on veut l'envoyer en Italie. Le seul prétexte judiciaire est que le camarade Samaja a publié un almanach anarchiste en langue italienne et qu'il y a dans cet almanach un article « contre la monarchie » dont on croit qu'il est l'auteur.

Hier également on a arrêté un camarade italien dont je vous enverrai le nom dans une seconde lettre. Un sujet suisse a déclaré être l'éditeur de l'almanach et l'auteur de l'article en question; cela n'empêche pas le camarade Samaja d'être retenu sous les verrous. On a fait une perquisition à son domicile où l'on n'a rien trouvé. On a fait aussi certaines perquisitions chez d'autres étudiants.

Aujourd'hui aura lieu un meeting de tous les étudiants pour protester contre cet arbitraire de la police genevoise. Et demain lundi ou mardi aura lieu un autre meeting des citoyens genevois pour la même affaire.

N. G.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu la lettre suivante qui confirme bien notre opinion sur certaines universités. Le manque de place, seul, nous avait empêchés de la publier la semaine dernière :

Cher camarade,

Je lis la quatrième page des *Temps Nouveaux* et j'y trouve quelques lignes qui me causent une grande joie.

Vous parlez d'universités plus ou moins réactionnaires. Eh bien! pas plus tard qu'hier, la petite aventure suivante m'est arrivée.

Je m'étais rendu à l'Université populaire du 17e arrondissement, « le Foyer du peuple », 68, avenue des Ternes. Le programme fixé ne pouvant être exécuté, les organisateurs prévinrent les personnes présentes qu'il allait en être improvisé un séance tenante.

J'en profitai, ayant un livre en poche, pour solliciter que me soient accordées quelques minutes, dix ou quinze, pour lire plusieurs pages et prononcer quelques paroles. Avec courtoisie, dirai-je, oui, si vous le voulez encore, cette satisfaction me fut refusée; je devais désigner une soirée, prévenir, etc... et notez bien que je communiquai les pages que j'avais choisies. Elles étaient extraites de numéros de l'*Enclos*, reliés en un volume. Des vérités hautaines y étaient exprimées et qui pouvaient, certes, se passer de commentaires, mais on me fit remarquer que le temps était mesuré! La sortie eut lieu vers 10 h. 40! Mais ce qu'il y eut de plus extraordinaire, et pourtant, non, je ne dois pas m'en étonner, c'est que devant mon insistance, avec raisons à l'appui, pour obtenir dix minutes des personnes présentes, des rumeurs éclatèrent dans tous les coins de la salle.

Je restai si froid, si impassible, que je ne songeai pas, sur le moment, à crier des paroles qui auraient fait monter la honte ou le mécontentement imbécile sur le visage de ces cinquante personnes.

Et moi, vulgaire naïf, qui avais préparé pour l'avenir des pages de William Morris, de John Ruskin et d'autres pages, celles-là sur la vie des condamnés politiques en Sibérie (Kennan)!

L'expérience pour moi est faite, j'en suis peut-être hautement, mais douloureusement satisfait.

Croyez-moi vôtre, cordialement,

Charles Max, de l'*Enclos*.

Je dois vous dire que je me présentais avec ma parole comme seule arme et que mon anonymat la précédait.

Bibliothèque d'études sociales des Egaux du XVIIe arrondissement, 85, rue de Courcelles. — Ouverte tous les soirs. — Lectures et commentaires les lundis et jeudis. Tous les samedis, conférence.

Samedi 27 janvier. — Conférence de Dubois-Desaulle : Les Atrocités de Biribi.

Samedi 4 février. — Alb. Bloch : La philosophie de Marc Guyau.

Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIIIe arrondissement, salle Couderc, 1, rue Léon. — Les réunions ont lieu les vendredis et dimanches, à 8 h. 1/2 du soir.

Vendredi 26 janvier. — Causerie par Prost sur les *Primitifs* d'Elie Reclus.

Dimanche 28 janvier. — Soirée familiale. Causerie.

Adresser toutes communications au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

Bibliothèque d'enseignement libertaire de Belleville, 81, rue Julien-Lacroix. — Tous les soirs, à 8 heures.

Samedi 27 janvier, à 8 h. 1/2. — Causerie par A. Bloch : Histoire de la terre.

Dimanche 28. — Causerie par Marchal : Instruction morale et civique.

Lundi 29. — Ursus : Origine de l'homme.

Mercredi 30. — Louis Guérard : Les crimes et les peines à travers les âges.

Jeudi 1er février. — Prudhomme : Contre l'individualisme (Max Nordau).

Les camarades de Belleville sont avisés qu'une bibliothèque est à leur disposition pour la lecture des volumes sur place.

Syndicat libre des irréguliers du travail et des hommes de peine. — Dimanche, à 2 heures, au local de la Bibliothèque libertaire de Belleville, 81, rue Julien-Lacroix, réunion privée de tous les adhérents.

Exposé d'un rapport à présenter au Congrès de 1900 par le camarade Prost.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion, samedi 27 janvier : Causerie par Emile Labeyrie, Théorie des phénomènes physiques.

Le *Groupe de propagande antimilitariste* a décidé de faire paraître un premier placard relatant l'assassinat du disciplinaire Grenier. Les camarades et les groupes ayant souscrit pour ledit placard sont priés de venir le retirer. Prix : 0 fr. 05 les deux jusqu'à 50; 2 fr. le cent de 50 à 500; 17 fr. le mille au-dessus de 500. — Réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, 26, rue Titon.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Lundi 29 janvier. — Emile Janvion : L'Anarchisme à travers les âges (1re causerie).

Mercredi 31 janvier. — E. S. R. I : Le Coopératisme devant l'anarchisme (fin).

Samedi 2 février. — Léopold Lacour : La Famille future.

Tous les soirs, la Bibliothèque est ouverte pour la lecture des volumes.

Ecole libertaire. — Ordre des cours de la semaine, à 8 h. 1/2, rue de Montmorency, 6 :

Lundi : Dessin raisonné, par A. Charpentier.
Mardi : Littérature ancienne, par A. F. Hérold.
Mercredi : Hygiène, par Lucie Marin.
Jeudi : *La Matière et l'Energie*, par Bloch.
Vendredi : Littérature (Diderot), par P. Quillard.
La bibliothèque est ouverte à 8 heures.

La Bibliothèque de l'Ecole libertaire a reçu : *L'Armée contre la Nation* et *Les Prétoriens et les Congrégations*, par Urbain Gohier; *Les Lettres de noblesse de l'Anarchie*, par Albert Delacour; *Sous le Sabre*, de Jean Ajalbert; *L'Ere sans violence*, de Gaston Moch, don de la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens, Paris.

Tombola de la fête organisée par les camarades de Roubaix au profit du journal. — Numéros gagnants :

427. Porte-pipe.
633. Un paquet brochures.
760. Un bon pour 3 photographies.
358. Un paquet brochures.
5. Les portraits de Bakounine, Prod, Cafiero.
238. Un paquet de brochures.
694. Une paire de bottines à 12. 50.
97. Une douzaine de photographies.
33. Une demi-douzaine idem.
131. Un abonnement de six mois aux *Temps Nouveaux*.
903. Idem.
789. 80 kilos de charbon.
849. Un porte-pipe.
208. Un porte-allumettes.
933. Un cadre bureau de bienfaisance.
728. Deux bouteilles de vin.
707. Un paquet de brochures.

Le journal *Neon Phos*, de Pyrgos (Grèce), ne paraissant plus, les journaux amis sont invités à cesser tout envoi à cette adresse.

Gosselies (Belgique). — Dimanche 28 janvier, après midi, conférence sous les auspices de la *Jeune Garde* par Flaustier (Salon Allard).

Sujet : Militarisme.

LA TOMBOLA DE NOTRE RÉUNION

Liste des lots (*suite*) :

216. Une paire de bas de pantalon en broderie Richelieu, travail et don d'une camarade.
217. Une robe de bébé, don d'un camarade montalbanais.
218. Un chapeau en paille de cocotier des îles Hawaï, don du camarade Klemencic.
219. Une aquarelle par Hoffmann, encadrement du camarade Beyle.
220. Une épreuve d'Etat, gravure sur bois en couleurs, offert par le camarade Lucien Pissarro.
221. Un allumoir électrique, don d'un anonyme.
222. Du camarade Meyer : 1° une cruche à vin en verre et métal ciselé et argenté.
223. 2° Un pot à crème en métal argenté.
224, 225. 3° Chacun un lot de pâtisserie d'Alsace.
226. Quatre vues photographiques positives sur verre pour vitraux, offert par le camarade G. de la Salle.
227. Douze vues photographiques carte-album, du même.
228 à 231. Un volume *Les Révoltés*, de G. de la Salle, et diverses brochures, don des auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

Le Suicide, par Lucien Wahl, pièce en un acte; 0 fr. 60, à la librairie du Théâtre du Peuple, 49, rue Doudeauville.

L'Ecriture phonétique, par Paul Passy; une brochure, 0 fr. 50, à la Société des Traités, 35, rue des Saint-Pères, Paris.

Almanacco socialista-anarchico pour 1900; une plaquette, 64 pages, chez Carlo Frigerio, editore, 3, Druckereiweg, Berne (Suisse).

A domicilio coatto, par Ettore Croce; une broch., 0 fr. 30, typ. Pasquale Conti, à Lipari (Italie).

A lire :

La France aux moines, par Urbain Gohier, *Aurore* du 19 janvier.

PETITE CORRESPONDANCE

Toujours de Brest. — Non, ce n'est pas ce nom-là; à la première occasion nous lui demanderons s'il connaît.

V. des V., à Edimbourg. — Je vais lire votre étude. Pour la bibliographie, impossible; la place nous manque déjà pour les livres que nous recevons; et je tiens à ce qu'elles soient faites au journal même.

M. R., à Sainte-Foy. — Le camarade Girard, qui s'occupe des poésies, n'a pu le faire ces temps-ci. Il vous répondra dans le courant de la semaine.

Reçu pour l'école libertaire : R., 1 fr.

Reçu pour le journal : Bertrand, 0 fr. 50. — Un facteur de l'Eure, 5 fr. — T., 0 fr. 30. — R., 5 fr. — Merci à tous.

P., à Lézignan. — D., à Parthenay. — B., à Persan. — Z., à Paris. — R. B., à Cahors. — D., à Charleroi. — D., à Paris. — N., à Buzen. — C., à Chambon. — R., à Gisors. — C., à Fresnes. — C., à Evreux. — T., à Paris. — P., à Dison. — B., à Genève. — T., à Brest. — D., à Buzen. — F., à Mustapha. — P., à Buenos-Ayres. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

CINQUIÈME ANNÉE. N° 41 DIX CENTIMES DU 3 AU 9 FÉVRIER 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Mardi 13 février, à 8 h. 1/2 du soir, à l'Hôtel des *Sociétés savantes*, rue Serpente, réunion au profit des *Temps Nouveaux*. Conférence par A. Girard, suivie d'une soirée familiale où se feront entendre les camarades de l'*Estudiantina parisienne* (guitare et mandoline) et le camarade Raynal dans son répertoire.

Prix d'entrée : 1 fr., donnant droit à la tombola qui sera tirée à l'issue de la réunion.

Nous refaisons un appel aux camarades pour le placement des billets d'entrée qui est loin de répondre à la rentrée des lots.

SERFS DE L'ÉTAT

Personne ne peut être forcé par la loi de travailler pour autrui. Tel est, disions-nous, le principe des sociétés modernes, conquis par une série de révolutions. Et ceux d'entre nous qui ont connu le servage dans la première moitié de ce siècle, ou bien seulement vu ses vestiges (en Angleterre, par exemple, ils s'étaient conservés jusqu'en 1848, sous forme de travail forcé des enfants enlevés de par la loi à leurs parents pauvres); ceux d'entre nous qui ont connu le cachet imprimé par ces institutions à l'ensemble de la société, — comprendront d'un seul mot l'importance du changement opéré par l'abolition définitive de la servitude légale.

Mais si l'obligation légale de travailler pour autrui n'existe plus entre particuliers, l'Etat se réserve jusqu'à présent le droit d'imposer à ses sujets le travail obligatoire. Pis que cela. A mesure que les relations de maître à serf disparaissaient de la société, l'Etat étendait de plus en plus son droit au travail forcé des citoyens, si bien que les pouvoirs de l'Etat moderne feraient rougir d'envie les légistes qui s'essayaient à fonder le pouvoir royal aux quinzième et seizième siècles.

∴

Aujourd'hui, l'Etat inflige, par exemple, à tous les citoyens l'enseignement obligatoire, qui représente un corps de doctrines faites pour assurer les droits de l'Etat sur le citoyen. Plus tard, il les contraint au service militaire obligatoire; et il lui demande, en outre, divers travaux pour la commune, ainsi que pour l'Etat en cas d'urgence. Et enfin, par le moyen de l'impôt, il oblige chaque citoyen à faire une masse formidable de travail pour l'Etat, aussi bien que pour les mignons de l'Etat — tout en lui faisant croire que c'est lui-même qui s'impose volontairement et qui dispose, par ses représentants, des masses d'argent qui affluent dans les coffres de l'Etat.

Ici encore le principe est changé. La servitude personnelle n'existe plus. Il n'y a plus de serfs de l'Etat, comme il y en avait partout, pas plus loin qu'au siècle passé — même en France et en Angleterre. Un roi ne peut plus ordonner à dix ou vingt mille de ses sujets de venir lui bâtir des forteresses, ou de faire les jardins et les palais de Versailles, malgré « la mortalité prodigieuse « des ouvriers, dont on emporte toutes les nuits « des chariots pleins de morts », ainsi que l'écrivait Mme de Sévigné. Les châteaux de Windsor, de Versailles et de Peterhof ne se bâtissent plus au moyen de corvées. C'est au moyen de l'impôt, sous prétexte de faire des travaux productifs, et sous prétexte de protéger la liberté des citoyens et d'agrandir leurs richesses, que l'Etat demande tous ces services à ses sujets.

∴

Nous sommes les premiers à noter avec bonheur ce changement de principe et à en signaler l'importance pour le progrès général des idées d'affranchissement. Etre amené de Nancy ou de Lyon à Versailles pour y bâtir des châteaux destinés à l'amusement des favorites du roi, était autrement dur que de payer tant d'impôts — tant de journées de travail — alors même que ces impôts seront dépensés en travaux inutiles ou *bien même* nuisibles pour la nation. Nous sommes reconnaissants, et plus que reconnaissants à nos ancêtres de 1793 pour avoir délivré l'Europe de ces corvées.

Mais le fait n'en est pas moins vrai, qu'à mesure que l'affranchissement des servitudes personnelles d'homme à homme s'accomplissait dans le courant de ce siècle — les servitudes envers l'Etat allaient toujours en croissant. De décade en décade elles gagnaient en nombre, en variété, en quantité de travail demandé par l'Etat à chaque citoyen. Vers la fin de ce siècle, nous voyons même l'Etat reprendre ses droits à la corvée. Il vient d'imposer, par exemple, aux travailleurs des chemins de fer (loi récente en Italie) le travail obligatoire en cas de grève — la corvée, puisque c'est bien la corvée — au profit des grandes compagnies qui possèdent les lignes ferrées. Du chemin de fer à la mine et de la mine à l'usine, il n'y a plus qu'un pas. Et une fois que le prétexte de *salut public*, ou même seulement de nécessité ou d'*utilité publique* a été reconnu, — il n'y a plus de limite aux pouvoirs de l'Etat.

Si les grévistes, mineurs ou employés des chemins de fer, n'ont pas encore été traités comme convaincus de haute trahison et n'ont pas encore été pendus haut et court pour ce crime — c'est uniquement parce que le besoin ne s'en est pas fait sentir. La « servitude volontaire » a suffi jusqu'à présent. Mais le jour où le besoin, ou plutôt la peur de ce besoin, se sont fait sentir en Italie, le Parlement n'a pas hésité un seul instant pour voter une loi à cet effet, alors même que les voies ferrées italiennes restent encore aux mains de compagnies privées. Pour « soi », — au nom du « salut public », l'Etat n'hésitera certainement pas à faire, avec plus de sévérité même, ce qu'il a déjà fait une fois pour ses favorites, les grandes compagnies.

Au fait, nous marchons si bien dans cette voie, et cette seconde moitié du siècle, inspirée par ce que lui soufflent les privilégiés du gouvernement, donne si bien dans la centralisation, que, si nous n'y prenons garde, nous ne tarderons pas à voir les mécontents, les grévistes, — non plus fusillés comme fauteurs de révolte et de pillage, mais guillotinés et transportés dans les marais empestés de la Guyane, pour avoir simplement manqué à un *service public*. On le fait dans l'armée — on le fera dans les mines.

∴

Car il ne faut pas s'y méprendre. Deux grands mouvements, deux grands courants d'idée et d'action caractérisent le dix-neuvième siècle. D'une part, nous avons vu une lutte acharnée contre tous les vestiges de l'ancienne servitude. Non seulement les armées de la première République ont marché victorieusement à travers l'Europe, abolissant le servage; mais lorsque ces armées furent chassées d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, et que le servage fut rétabli, il ne put plus se maintenir que pour une trentaine d'années. Le souffle de la révolution de 1848 l'emporta définitivement de l'Europe occidentale; en 1861, il dut mourir même en Russie, et 17 ans plus tard, dans la péninsule des Balkans. Mais plus que cela. Dans chaque pays séparé, l'homme a travaillé à affirmer ses droits à la liberté personnelle. Il s'émancipait des préjugés concernant la noblesse, la royauté, l'os blanc et l'os noir, et par mille et mille petits actes accomplis dans chaque coin de l'Europe il a cherché à affirmer de fait, par l'usage qu'il en faisait, ses droits à être reconnu homme libre. Tout le mouvement intellectuel du siècle : la poésie, le roman, le drame, lorsqu'ils cessaient d'être un simple amusement pour les oisifs, ont porté ce caractère. Pensons seulement à Victor Hugo, à Eugène Sue dans ses *Mystères du Peuple*, à Alexandre Dumas — père, bien entendu — à George Sand, etc.; puis aux grands conspirateurs, Barbès et Blanqui, aux historiens même, comme Sismondi et Augustin Thierry, et nous voyons que tous ils n'ont fait qu'exprimer dans la littérature le mouvement qui s'est fait dans chaque coin de la France, dans chaque famille, dans chaque individu conscient, pour affranchir l'individu des us et coutumes d'une époque de

servitude personnelle. Et ce qui s'est fait en France s'est fait partout, plus ou moins, toujours pour affranchir enfin l'homme, la femme, l'enfant des coutumes et des idées que des siècles de servitude avaient établies.

∴

Mais à côté de ce grand mouvement émancipateur, un autre qui, malheureusement, avait aussi ses origines dans la grande Révolution, s'est poursuivi parallèlement. Celui-ci avait pour but de développer l'omnipotence de l'Etat, au nom de ce terme vague, ambigu, qui ouvrait la porte à toutes les ambitions et à toutes les perfidies, — le *bien public*.

Issue de l'époque où l'Eglise avait cherché à conquérir les âmes et les corps pour les mener au salut, léguée à notre civilisation par l'empire romain et le droit byzantin (que l'on appelle à tort droit *romain*), cette idée d'omnipotence de l'Etat a fait lentement et en sourdine un chemin immense pendant ces dernières cinquante années.

Comparez seulement l'obligation du service militaire, telle qu'elle existe de nos jours, aux formes qu'elle avait revêtues aux siècles passés — et vous serez terrifié du terrain gagné par cette servitude envers l'Etat.

Jamais serf du moyen âge ne se laissa dérober de ses droits humains au même degré que l'homme moderne les abdique volontairement, par esprit de servitude volontaire, entre les mains de ses chefs. A vingt ans — c'est-à-dire à l'âge qui a le plus soif et besoin de liberté, et même des abus de liberté, — le jeune homme se laisse docilement emprisonner pour trois ans dans une caserne, où il ruine sa santé physique, intellectuelle et morale — pourquoi?.... Pour apprendre un métier que les Suisses apprennent en six semaines et que les Boers ont appris, mieux que les armées européennes, en défrichant le sol et parcourant les déserts à dos de cheval.

Non seulement il risque sa vie, mais il fait ce que jamais serf n'a fait à aucune époque. Il laisse ses chefs contrôler son amour, il quitte la femme qu'il aime, il fait vœu de célibat et il se glorifie d'obéir comme un automate à des chefs dont il ne peut juger ni le savoir, ni le talent militaire, ni même la probité. Quel serf du moyen âge, à part le palefrenier, sans armes, qui suivait les armées avec les bagages, a-t-il jamais accepté de marcher à la guerre dans les conditions que le serf moderne, abruti par les idées de discipline, s'impose de nos jours?

A quelle époque le serf — paysan ou artisan — abdiquait-il son droit d'opposer les ligues secrètes aux ligues de ses seigneurs et de défendre son droit de se liguer par les armes? Fut-il époque aussi noire au moyen âge où le peuple des cités avait abdiqué son droit de juger les juges et de jeter ceux-ci à l'eau le jour où il n'approuvait pas leurs jugements? Et quand donc, même aux plus noires périodes de l'oppression antique, a-t-on vu l'Etat possédant la possibilité réelle de pervertir tout l'enseignement, depuis l'enseignement primaire jusqu'à l'Université, par son système d'écoles? Machiavel l'a bien désiré, mais son rêve ne s'est accompli qu'au dix-neuvième siècle!

Nous avons donc tout un immense mouvement *progressif* travaillant, dans la première moitié du siècle, à affranchir l'individu et sa pensée; et tout un immense mouvement *régressif* qui l'emporte sur le premier, dans la seconde moitié du siècle, pour rétablir toutes les servitudes anciennes au profit de l'Etat, — pour les agrandir et les rendre volontaires. C'est le caractère saillant du dix-neuvième siècle.

Mais ceci n'a trait qu'aux servitudes directes. Quant aux servitudes indirectes, acquises au moyen de l'impôt — pour être moins visibles de prime abord, elles grandissent tous les jours et deviennent si imposantes qu'il vaut bien la peine d'y penser sérieusement. Nous les analyserons dans un prochain article.

PIERRE KROPOTKINE.

SOLIDARITÉ

Les vingt condamnés du procès de Montjuich, encore détenus au bagne, viennent de voir leur innocence officiellement reconnue par le gouvernement espagnol.

Sous la pression de l'opinion populaire surexcitée par les crimes de la réaction clérico-militaire, le conseil des ministres s'est enfin décidé à commuer leurs peines diverses en celle du bannissement. Trois années de campagne acharnée auront été nécessaires pour obtenir ce résultat.

Après quarante mois de tortures inouïes, endurées avec un courage surhumain, nos camarades sont expulsés d'Espagne. Des hommes coupables du crime de penser ne sont-ils pas les plus dangereux malfaiteurs?

Nous ne discuterons pas la forme jésuitique que revêt la décision gouvernementale; nous savons ce que vaut la justice de ces gens-là. Pour le présent, il est plus urgent de nous occuper du sort qui sera réservé à nos amis au sortir du bagne.

Obligés de quitter l'Espagne à bref délai, ils auront à subir tous les frais du voyage (comme eurent à les subir les quarante bannis anarchistes dirigés sur l'Angleterre en 1897) et, de plus, ils devront subvenir à leurs premiers besoins lors de leur arrivée dans le pays qu'ils auront choisi, ou qu'on leur aura imposé. S'ils n'ont pas, au moins, l'argent nécessaire à leur expatriation, ils courront le risque de voir les portes du bagne se refermer sur eux, pour toujours peut-être, leurs familles, épuisées par les dernières persécutions, étant dans l'impossibilité la plus absolue de leur venir en aide.

Laisserons-nous échapper ainsi le résultat de trois années d'efforts ininterrompus?

Si la solidarité internationale des exploités n'est pas un vain mot, nous procurerons à nos camarades le moyen de se mettre hors de la portée des griffes de leurs bourreaux.

Nous faisons donc un pressant appel à tous ceux que révoltent les crimes internationaux de la cléricaille, et les prions d'adresser dans le plus bref délai leur obole au camarade Delesalle, aux *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard, Paris.

Très prochainement un *grand meeting de solidarité internationale* sera organisé au profit des torturés de Montjuich, avec le concours des camarades Quillard et Malato.

Le jour exact et la salle seront indiqués dans la presse quotidienne.

INSIGNIFIANCE DU CONGRÈS DES

SOCIALISTES PARLEMENTAIRES

Fut-il rien de plus décevant que le Congrès tenu ces temps derniers par les délégués des groupes socialistes qui, sous diverses appellations, constituent le « Parti socialiste Ouvrier », et se rattachent tout particulièrement au marxisme parlementaire?

Sans doute les congressistes y affirmèrent leurs prétentions à « conquérir les pouvoirs publics », c'est-à-dire à devenir les gouvernants de la société révolutionnée selon la formule marxiste et sous la direction de leur chef suprême — Liebknecht, — assisté en France de tous les sous-offs et caporaux du Parti. Mais on espérait que, du moins, les délégués exposeraient leurs vues sur l'orientation à donner, au point de vue de leur *Doctrine* sociale, à ces pouvoirs publics, au bénéfice de la société de l'avenir, dont ces braves affirment sans rire posséder le secret, à l'exclusion de tous autres socialistes en dehors de leur *Credo* et désormais indignes de s'appeler de ce nom.

Après tout, qui sait si cette exposition de vues gouvernementales n'eût point révélé certaines conceptions valant la peine d'être sérieusement examinées de près, d'être discutées sérieusement et, peut-être même, qui sait? — tout doctrinarisme à part, — si elle n'eût pu servir à orienter ceux qui aspirent à jeter bas l'édifice social actuel, dont l'écroulement subit peut nous écraser tous, si nous ne sommes pas, avant, asphyxiés par les pourritures qu'il renferme?

On attendait donc avec curiosité et avec intérêt ce qu'allaient dire à ce congrès les porte-parole du Parti.

On espérait ainsi savoir comment ces aspirants de gouvernement *socialiste* entendent se servir des pouvoirs publics dont la future évolution doit les nantir — espèrent-ils — et surtout d'après quels principes généraux ils s'apprêtent à les faire fonctionner.

— Comment l'instruction et l'éducation publiques, bases de toute société?

— Comment la constitution de la famille?

— Comment l'exercice des droits individuels?

— Comment l'organisation de la production collective?

— Comment la répartition des produits, et comment celle-ci se pourra concilier avec le droit de circulation de chaque producteur?

— Comment il sera pourvu aux frais généraux sociaux : entretien de l'outillage, des voies de transport; enseignement public; entretien des vieillards, des malades et des infirmes?

— Comment la répression des crimes et des délits — la procédure civile supprimée du fait même de la suppression de la propriété individuelle?

— Comment seront établis les rapports individuels en ce qu'ils intéressent l'ordre collectif; — comment les rapports de groupes à groupes et des communes, soit entre elles, soit avec l'Etat collectiviste?

— Que sera la commune, assise véritable de la liberté et de l'égalité sociale?

— Sur quelles bases seront établis les rapports des divers groupes sociaux ou unités nationales extérieures?

— Enfin comment, de l'individu à l'Etat collectiviste, s'organisera la participation la plus directe possible de l'individu à la direction des intérêts sociaux, de manière qu'il en puisse contrôler sérieusement les besoins et leur satisfaction? etc., etc.

Sans doute, la plus grande partie de ces questions ne peut avoir de solutions immédiates, ces solutions relevant surtout de l'expérience et, sous peine de tomber dans quelque puérile utopie, on ne les saurait exiger sérieusement d'un socialiste quelconque. — Sans compter même qu'il faudrait au préalable discuter ou le maintien ou la suppression des divers services publics auxquels ces questions se rattachent. — Mais encore eût-il été intéressant de savoir en vue de quels principes sociaux nos aspirants gouvernants entendent arriver à des solutions relatives conduisant à d'autres plus complètes et plus scientifiques, puisqu'ils se prétendent investis de la « science sociale ».

Mais quant aux questions se rattachant à la nouvelle organisation de l'enseignement public, à la constitution de la famille socialiste et à l'exercice des droits individuels, il était au moins d'urgence absolue qu'on connût l'opinion formelle des futurs organisateurs de la société unitaire qu'ils rêvent de diriger en « néo-jacobins socialistes » qu'ils sont.

Jusqu'à maintenant, en effet, tous nos gouvernants, monarchistes, libéraux ou ultra-républicains, revendiquent pour l'Etat seul le monopole de l'enseignement public. Les monarchistes absolus et cléricaux, au nom de la liberté, dont ils se soucient comme d'un juif, revendiquent le droit d'enseigner pour la famille — c'est-à-dire l'Eglise, comptant bien que, par tradition, par impuissance et surtout par intérêt, les parents confieront leurs enfants à celle-ci pour les façonner à sa guise.

Si le Congrès qui nous occupe est demeuré muet sur cette question, le citoyen E. Fournière, un de ses membres, dans son article publié par la *Petite République* du 17 janvier : « L'Etat ou l'Eglise », s'est nettement déclaré partisan du droit exclusif de l'Etat en cette matière. Nous ne lui en ferons pas un crime, cette solution — fort discutable en principe — étant, en l'état actuel des choses, presque inévitable, au moins transitoirement.

Mais là n'est point l'importance du sujet. Ce qu'il importe surtout, c'est de savoir si, pour nos socialistes parlementaires, l'Etat de leur rêve considérera ou non l'enfant comme un être virtuellement libre, ayant le droit de s'assimiler toutes les connaissances acquises précédemment, dans les seules limites que déterminera naturellement la puissance des facultés dont il est doué, et d'user de ses acquisitions intellectuelles suivant ses goûts et ses tendances propres, ou si, continuant des *traditions* jusqu'alors communes à l'Etat et à l'Eglise, l'Etat collectiviste entendra, lui aussi, se réserver le droit d'inculquer à l'enfant des idées préconçues, en vue de ses intérêts et de ses besoins gouvernementaux. En un mot, l'Etat collectiviste fera-t-il de son élève un homme réellement libre dans son intelligence, ou en fera-t-il ce qu'on est convenu d'appeler un « bon serviteur », c'est-à-dire une simple marionnette dont il manœuvrera les ficelles?

Dans son article, le citoyen Fournière, pas plus que le Congrès, n'a abordé ce côté de la question. Peut-être attend-il d'être ministre de l'Instruction publique pour nous faire connaître son opinion à ce propos.

Quant à la famille, comment la conçoivent — dans l'avenir qu'ils nous réservent — les socialistes congressistes?

Continuera-t-elle — comme par le passé — à se composer de termes inégaux, moralement et socialement?

La femme sera-t-elle libre dans ses affections intimes, ainsi que de choisir, au point de vue économique, la situation qui lui paraîtra le mieux garantir son indépendance, ou demeurera-t-elle, comme jusqu'à maintenant, la serve plus ou moins bien traitée par son seigneur et maître, le « chef de famille » (avec ou sans divorce). Continuera-t-on à l'enfermer dans ce brutal dilemme de Proudhon : Ménagère ou courtisane?

Ou bien la famille nouvelle sera-t-elle l'union libre de deux époux ayant mêmes droits et mêmes devoirs, déterminés seulement par leur réciproque affection et non plus par l'inconscience de législateurs imbéciles autant qu'hypocrites?

La famille sera-t-elle maintenue bon gré mal gré par le commissaire et le gendarme, sauf recours au revolver et au vitriol, ou reposera-t-elle uniquement sur la seule volonté de ceux qui la composent?

Voilà ce qu'on eût été désireux d'apprendre de nos futurs dirigeants. Enfin, en ce qui concerne principalement les droits de l'individu, il eût été de première importance encore, à notre avis, que les congressistes s'expliquassent nettement sur cette question : La société a-t-elle pour unique but et seule raison d'être d'accroître la puissance d'action de l'individu, ou celui-ci ne doit-il être considéré que comme un simple rouage de la machine sociale, au bon fonctionnement de laquelle il doit sacrifier tous ses efforts et jusqu'à sa liberté, à la plus grande gloire et pour le profit de ceux qui dirigeront à leur tour la susdite machine?

Au lieu de nous édifier sur leur opinion à propos de tous ces sujets, les congressistes nous semblent s'être surtout préoccupés des moyens de s'emparer du gouvernement, fût-ce au prix des plus répugnantes compromissions avec les pires ennemis du prolétariat dont ils se prétendent les seuls défenseurs attitrés — ce qui est d'ailleurs à la portée des plus vulgaires ambitions, se contentant de nous indiquer de quelle façon ils traiteraient les dissidents qui se permettraient de protester contre leur outrecuidance « scientifique ».

Certains trouvent que c'est peu.... ou que c'est trop.

Nous avouerons franchement ne pouvoir que nous réjouir de l'avortement de ces socialistes prétendus « scientifiques » dont le triomphe, par impossible, ne serait que la continuation des insanités sociales dont la révolution sociale future nous débarrassera définitivement, il faut l'espérer.

G. Lefrançais.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Il y a des gens qui croient bien sincèrement que les gouvernements ont été institués pour sauvegarder la sécurité et l'exercice des libertés publiques et particulières, que la magistrature n'a été créée que pour protéger le faible contre le fort et pour faire régner la paix sur la terre, etc. Ces braves gens se récrient quand nous leur affirmons que toutes les institutions émanées du principe d'autorité n'ont d'autre mission que d'assurer par la force le maintien des inégalités sociales. Ce paradoxe leur paraît impossible à digérer.

Il est pourtant l'exacte vérité, et, tous les jours, les faits se chargent de nous donner raison. Voyez l'exemple du procès des Assomptionnistes. Depuis des années, ces moines mènent contre la République une lutte acharnée. Ouvertement, leur congrégation, illégalement constituée, excite les lecteurs des journaux qu'elle publie à renverser le gouvernement établi et à lui substituer un monarque, roi ou empereur. Leur audace devient telle, à un moment donné, que le gouvernement républicain se voit obligé de les déférer aux tribunaux. C'est le procureur Bulot — retenez bien ce nom — qui est chargé de requérir contre eux.

Mais si les Assomptionnistes ont fait tous leurs efforts pour changer la forme du gouvernement, ces pieux personnages ne sont nullement ennemis de la société inique que nous ont léguée dix-neuf siècles de christianisme. Les Bulot et autres marchands de condamnations n'ont guère à redouter du triomphe de leur politique que la nécessité d'ajouter une palinodie nouvelle aux nombreuses précédentes, et qu'un changement de formule dans l'assurance de leur respect au personnel gouvernemental. Sauf cela, c'est peut-être un avancement plus rapide en raison directe du degré de platitude atteint à *l'occasion*.

Aussi, à l'égard de ces bons pères, ces compères, peut-on dire, appelle-t-on l'indulgence des juges. Ceux-ci, que la peur d'aucun danger ne talonne, se laissent faire une douce violence et prononcent contre ces mendiants richissimes une condamnation à 16 francs d'amende.

Il n'en était pas de même jadis, quand il s'agissait d'anarchistes. Le *même* Bulot, haineux et perfide, associait dans ses *réquisitoires* des hommes libres ayant entre eux des idées voisines à des cambrioleurs, prétendant démontrer par la similitude des opinions l'existence d'une vaste association de malfaiteurs capables de tous les forfaits. En quels efforts ne *s'épuisait-il* pas pour faire envoyer au bagne *ces penseurs* indépendants! Car c'était vingt ans de travaux *forcés* que la loi leur promettait et que Bulot eût voulu leur octroyer. Et ce ne fut qu'à la majorité de faveur, par six voix contre six, que le jury les renvoya absous!

C'est que s'il est permis d'espérer, grâce à des bassesses, une place avantageuse d'un nouveau maître, il en est autrement avec des gens qui ne veulent plus ni maître ni privilèges. Ces derniers sont dangereux et tout est bon pour les supprimer. Ventre apeuré n'a pas d'entrailles, et tels juges qui sont pleins d'indulgence envers des adversaires politiques nullement ennemis des accommodements, sont sans pitié, pis que cela! descendent aux plus odieuses iniquités envers quiconque prétend toucher à leurs privilèges.

⁂

Sans aller plus loin, citons Degalvès. Degalvès a le tort de n'être pas assomptionniste. Aussi n'est-ce pas 16 francs d'amende, mais trois mois de prison qui lui ont été octroyés pour avoir dit sa pensée sur le militarisme.

Vendredi dernier, sans invitation préalable à se constituer prisonnier, on l'a arrêté et écroué au Dépôt pour y purger sa condamnation. On n'a pas à se gêner, n'est-ce pas? avec un adversaire dont on n'a rien à espérer.

André Girard.

⁂

La sainte Eglise. — La congrégation des « Pères Augustins de l'Assomption » est déclarée dissoute, et chacun d'eux est condamné à... 16 francs d'amende. Et puis? Est-ce que l'on croit sérieusement que cela va changer quelque chose à ce qui existe? Le vrai danger, ce n'est pas le « curé », pour me servir d'une expression chère aux anticléricaux, c'est le préjugé religieux, l'idée divine ennemie de toute justice terrestre; et pour combattre ce fléau-là, il faut mieux que des lois ou des jugements de tribunaux : il faut la science devenue familière à tous, il faut la propagation dans tous les cerveaux de l'idée matérialiste.

Du moins, les débats de cette affaire n'auront pas été inutiles, en ce qu'ils ont permis de voir de près le mensonge des actes et des paroles chez les hommes faisant métier de religion. « Nous avons fait vœu de pauvreté, disent-ils; c'est-à-dire que nous ne possédons rien... qu'avec l'autorisation de nos supérieurs. » En échange d'aumônes, ils vendent des prières et des titres honorifiques. A l'abbaye de Livry ne doivent être admises que des princesses; mais en donnant beaucoup d'argent on y entre tout de même, parce que, disent-ils, « à côté des princesses par la naissance, il y a les princesses de la charité ». Ils ont, pour raller de l'argent, des ruses admirables; ils pensent à tout : « On oublie trop que bien plus prudent est de donner de son vivant, les héritiers exécutant mal la volonté des morts. » Dans la cellule d'un moine, *onze testaments ont été* trouvés. Pour soutenir l'œuvre du Pain quotidien (destinée à procurer du pain aux religieux qui ne peuvent en gagner, employant leur temps à l'étude de la théologie jusqu'au jour du sacerdoce), ils conseillent, entre autres moyens, « d'intéresser saint Antoine de Padoue à une affaire ». « Tandis qu'en général on prie les saints et qu'une fois exaucé on ne se soucie plus de celui qu'on a prié, saint Antoine de Padoue permet la reconnaissance. On demande et on dit merci. A titre de remerciement on peut offrir une journée de pain de 10 francs, ou bien la journée de pain à perpétuité : 340 francs, ou 10 francs de rente 3 0/0. » Des commerçants, des industriels apportent de l'argent à saint Antoine pour qu'il fasse prospérer leur entreprise; l'un d'eux écrit « qu'il augmentera ses dons si le grand saint lui accorde une extension de ses affaires ». Ici, ce n'est même plus de la religion, c'est la superstition la plus grossière, et ces gens-là en sont encore au stade fétichiste.

Ces moines si pauvres et si humbles possèdent quatorze établissements, d'innombrables périodiques (dont l'un tire à 250.000 exemplaires), et dirigent une organisation politique extraordinairement savante. Etude des listes électorales, classement et surveillance des votards, au moyen de comités d'arrondissements, de secrétaires rétribués et de correspondants communaux ne connaissant que le secrétaire et ignorant l'adresse du comité. En temps d'élections, à défaut de candidats catholiques, ils soutiennent les *modérés en* exigeant d'eux des concessions *écrites.* « *Il est indispensable que le candidat soit tenu en haleine et nous sente toujours prêts à le combattre s'il bronche.* » Ils embauchent aussi les *femmes pour trouver des* souscriptions, combattre *dans les salons* les plaisanteries des hommes, et les jeunes filles pour ramener à eux les pères, les frères, les parents. Ils ont même un service d'espionnage fait par des femmes, dont on a trouvé des rapports écrits; et pour vendre

leurs journaux, ils emploient des enfants de dix à quinze ans, parce qu' « ils ont alors un toupet qui disparait plus tard »; ils leur apprennent à harceler les passants, à entrer dans les maisons et les cabarets pour arracher le sou aux indifférents.

Les débats ont confirmé l'existence de la contre-lettre et du trésor de près de deux millions que les moines niaient; ils nous ont appris que ceux-ci avaient à leur maison une issue secrète leur permettant de déjouer les perquisitions. Mentir pour le bien de l'Eglise, ce n'est pas mentir. Les débats nous ont encore appris que les moines recherchent des enfants pauvres pour en faire des prêtres, « car nous avons besoin de beaucoup de prêtres pour étendre le domaine de la sainte Eglise »; ils cherchent « des enfants de bonne santé, d'intelligence au-dessus de la moyenne, de caractère pliable, persévérants, prompts à *obéir* », puis ils les enferment chez eux pendant cinq ans, ne les laissant pas même sortir aux vacances, et alors, « après cinq ans, ils sont en état de choisir un établissement laïque ou religieux ». Et pourquoi tous ces efforts, tous ces mensonges, toutes ces intrigues? C'est parce qu'ils espèrent « avant la fin du dix-neuvième siècle, avoir relevé tout ce que le dix-huitième avait abattu ». Qu'ils se dépêchent, alors!

R. Ch.

Suisse.

Nos autorités se prétendent républicaines, elles doivent du reste leur avènement au pouvoir à cette forme de gouvernement; mais en flattant leur orgueil de parvenus et en les faisant sacrifier à la peur, les diplomaties étrangères leur arrachent de honteuses concessions et les glorieuses traditions du pays, dont les marges sont ainsi souillées, ne sont plus que légendes. La Suisse, hospitalière aux riches, dure aux pauvres, est devenue entre les mains de ces gens-là une vraie souricière pour les hommes qui se réclament de la liberté, lorsqu'ils sont seuls, faibles, exilés, persécutés. La police les dépouille, les traque, les extrade. Sous prétexte d'expulsion, on se sert d'eux comme de cadeaux entre gouvernants. Longue est la liste de ces infamies commises par nos élus : elle sera publiée un jour à leur honte et à leur confusion. En attendant, si notre dignité nationale s'abaisse, nos chefs militaires deviennent toujours plus arrogants et plus coûteux et l'odieuse police politique, qui émarge à toutes les ambassades, est maîtresse de la libre Helvétie! Malheur à qui oserait attaquer même par la voie de la presse une monarchie, fût-ce celle de cette bande de mafiosi qui tyrannise et ruine l'Italie, et qui, en Suisse, donne des ordres par l'urgence du procureur général chef de la police politique, — ordres auxquels on obéit du haut en bas de l'échelle administrative. Exemple : l'étudiant en médecine Nino Samaja, homme de cœur et de belle intelligence — porteur de torches — chercheur de vérités. On l'accuse sans aucune preuve d'être l'auteur d'un almanach socialiste anarchiste composé d'extraits de philosophes et de penseurs. En tête, trois pages reproduites d'après une brochure publiée par des républicains. Cela est intitulé : « Contre la monarchie » Et par le roi, défense aux Suisses d'attaquer la monarchie par la voie de la presse; sinon, en vertu de l'article 4 de la loi fédérale du 12 avril 1894, on les punira.

Dans le cas actuel, la vérité est que les gens du roi d'Italie voudraient tenir Samaja pour l'envoyer mourir aux îles. Mais par l'agitation qui s'est faite dans l'Université où deux cents étudiants ont protesté et même dans la presse, on n'osera pas commettre cette infamie, et ainsi ont été déjoués d'odieux marchés dont certains agents de la police politique devaient tirer profit. On traînera peut-être Samaja en cour d'assises, mais l'éditeur de l'almanach, qui est Suisse, et deux autres citoyens suisses déclarent être seuls responsables et se proposent de faire en pleine audience le procès de la monarchie italienne. Il faut que le public soit édifié, ainsi que le jury qui, même trié sur le volet, ne suivra pas l'autorité dans la voie révoltante de l'oppression et de l'iniquité.

Autre chose. Notre conseil fédéral, qui a donné l'investiture au consul général de Turquie, — lequel n'est qu'un mouchard et un agent provocateur, — vient de prévenir les jeunes Turcs qu'ils seraient expulsés s'ils continuaient à attaquer dans leur journal le Grand Assassin!

Touchante solidarité. Le peuple suisse restant en majorité indifférent, ces Messieurs de Berne ne se gênent plus.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Reçu pour la *bibliothèque* de l'Ecole, 6, rue de Montmorency :

Sully-Prudhomme, *Œuvres*. — Mme Séverine, *En Marche*, don de l'auteur.

Une réunion organisée par le groupe *Les Affamés de Spring-Valley*, au profit et pour l'achat d'une presse, a produit 69 dollars, soit 345 francs.

Notre camarade G. de la Salle nous a remis 800 exemplaires de *L'Art et la Société*, de Ch.-Albert, et 10 exemplaires de son ouvrage : *Luttes stériles*, pour être vendus au profit du journal. Nous les tenons à la disposition des camarades.

L'Enseignement mutuel du XVIIIe arrondissement, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 3 *février*. — Eugène Petit : La Loi de 1898 sur les accidents du travail (II).

Mercredi 7 février. — Libertad : Le Communisme à travers les temps.

Samedi 10 février. — Emmanuel Lévy : La Limitation des heures de travail.

Groupe de la Bibliothèque d'études sociales des Egaux du XVIIe, 85, rue de Courcelles. — Bibliothèque ouverte tous les soirs. Lundi et jeudi, lecture avec commentaires.

Samedi 3 février, conférence de A. Bloch : La Philosophie de Guyau.

Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIIIe arrondissement, salle Couderc, 1, rue Léon. — Les réunions ont lieu les vendredis et dimanches, à 8 h. 1/2 du soir.

Vendredi 2 février. — Causerie par Prost sur *les Primitifs* d'Elie Reclus (2e causerie).

Dimanche 4 février. — Soirée familiale. Causerie par Libertad. Chants.

Vendredi 9 février. — Sur le communisme et l'individualisme (1re causerie).

Adresser toutes communications au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

Cercle d'enseignement libertaire de Belleville, 81, rue Julien-Lacroix :

Samedi 3 février. — Ernest Girault : Notions de préhistoire (Géologie).

Dimanche 4. — Louise Réville : Les Précurseurs de l'anarchie.

Lundi 5. — Ramon Sanchez : « L'Unique et sa propriété » (Max Stirner).

Mercredi 7. — Francis Prost : La Loi de 1838 et la liberté individuelle.

Jeudi 8. — Max Pellerin : Syndicats et anarchistes.

Nota. — Les causeries commencent à 8 h. 1/2 précises.

Le *Syndicat libre des irréguliers du travail et des hommes de peine* se réunit tous les vendredis, à 8 h. 1/2, au local de la Bibliothèque libertaire de Belleville. A chaque réunion, causerie sur un sujet économique.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 3 février. — Léopold Lacour : La Famille future.

Lundi 5. — L. F. Buttery : « L'Education nouvelle », d'André Léo.

Mercredi 7. — E. S. R. I. : Syndicalisme et anarchisme.

Samedi 10. — Ch. Malato : L'Esclavage à travers les temps.

N. B. — Les conférences commencent à 8 h. 1/2 précises. La salle de lecture est ouverte tous les jours à 8 heures.

Groupe de propagande antimilitariste. — Le groupe a commencé la distribution du placard n° 1, relatant l'assassinat de Grenier, disciplinaire à la 2e compagnie du corps des disciplinaires des colonies à Diégo-Suarez.

Prix de vente du placard demi-colombier : 0 fr. 05 les deux jusqu'à 50, 2 fr. le cent de 50 à 500, 17 fr. le mille au-dessus de 500.

Dimanche matin, à 10 heures précises, réunion extraordinaire au siège du S. G., 26, rue Titon, pour continuer la distribution du placard.

Reims. — Afin de grouper tous les individus soucieux des revendications sociales, des camarades ont pris l'initiative de fonder dans notre ville un Syndicat des irréguliers du travail et des hommes de peine.

Tous les camarades sont invités pour samedi 10 février 1900, à 8 h. 1/2 du soir, à la Buvette du Lavoir, rue du Mont-d'Arène, 45.

1° Fondation définitive du Syndicat.

2° Nomination des membres de la Commission.

Marseille. — Les camarades partisans de participer au Congrès ouvrier révolutionnaire international (Paris 1900) se réunissent tous les mardis soir, à 9 heures, au bar des Cinq parties du monde (salle du premier).

Tous les camarades qui peuvent faire œuvre de propagande pour assister au dit congrès sont invités à y venir discuter.

Chatelet (Belgique). — Dimanche 4 février, à 3 h. 1/2, sous les auspices de l'*Emancipation*, conférence par Flaustier. Sujet : Ni Dieu! ni maîtres!

Erratum. — Dans notre n° 39, en donnant la liste des ouvrages reçus, par l'*Ecole libertaire*, de la *Société d'éditions scientifiques*, on a mis : « Lucrèce, *Madame Lefèvre* ». — Ce n'est pas d'un roman sur *Madame Sans-Gêne* d'un nommé Lucrèce qu'il s'agit, mais de l'excellente traduction du livre de Lucrèce : *De natura rerum*, par André Lefèvre.

Nous donnerons la semaine prochaine la liste des derniers lots reçus pour notre tombola.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Etat actuel de nos connaissances sur l'origine de l'homme, par le Dr Laloy; 1 plaquette, 2 fr., chez Schleicher, rue des Saints-Pères, 15. — Même librairie : *Le Pouvoir et le Droit*, par Balabanoff; 1 plaquette, 3 fr.

De chez Stock : *Temps futurs*, par Naquet; 1 vol., 3 fr. 50. — *L'Unique et sa propriété*, 1 vol., 3 fr. 50, par Stirner. — *Contre la justice*, par Clémenceau; 1 vol., 3 fr. 50.

Le Congrès d'entente socialiste, circulaire de janvier du *Musée social*, chez Rousseau, 14, rue Soufflot.

Le Mensonge de l'amour, par René d'Ulmès; 1 vol., 3 fr. 50, Société libre d'édition des Gens de lettres.

La Magistrature en France et Projet de réformes, par F.-L. Malepeyre; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle, Paris.

Livraisons 42 à 44 du *Dictionnaire* de Maurice Lachâtre, 0 fr. 60 la livraison, 11, rue Bertin-Poirée.

A lire :

L'Indice céphalique et la Pseudo-sociologie, par Manouvrier, numéros d'août et septembre 1899 de la *Revue de l'Ecole d'anthropologie*.

Même revue, numéro d'octobre : *Origine du mysticisme*, par H. Thulié.

***

Vient de paraître la 19e planche de notre collection de 30 lithographies : **Souteneurs sociaux**, par Delannoy (1 fr. 25 dans nos bureaux et 1 fr. 40 par la poste).

PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade Cails étant pour entreprendre une tournée de conférences en Angleterre, il prie les camarades des localités qui voudraient en organiser de lui écrire, 28, Fitz-Roy Street, Fitz-Roy Square, à Londres, W.

La Jarlière. — Reçu copie. Merci.

G. B., à Bourges. — A quelle époque, à peu près, a paru cet article?

M. A. — Mais oui, tous les dimanches matin.

Reçu pour la brochure à distribuer : Groupe des Affamés de Spring-Valley, 12 fr. 50.

Reçu pour l'Ecole libertaire : 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : H. G., 6 sh. 6 pence. — Carrel, 1 fr. — Un Breton têtu, 0 fr. 70. — B., 10 fr. — Ger., 1 fr. — Souscription des camarades de Roanne (omission de la semaine précédente), 35 fr. — Merci à tous.

B., à Roubaix. — H., à Rotterdam. — L., à Rouen. — G., à Sail-les-Bains. — M., à Anais. — B., à Spring-Valley. — L., à Saint-Louis. — F., à Saint-Louis. — A., à Saint-Louis. — R., à Neuchâtel. — P., à Marseille. — G., à La Palisse. — R., à Roanne. — M. B., à San-Paulo. — C., à Saint-Imier. — C., à Buenos-Ayres. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE. N° 42 — DIX CENTIMES — DU 10 AU 16 FÉVRIER 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

MARDI PROCHAIN 13 FÉVRIER

A 8 h. 1/2 du soir, à l'Hôtel des *Sociétés savantes*, rue Serpente, réunion au profit des *Temps Nouveaux*. Conférence par A. Girard, suivie d'une soirée familiale où se feront entendre les camarades de l'*Estudiantina parisienne* (guitare et mandoline) et le camarade Raynal dans son répertoire.

Prix d'entrée : 1 fr., donnant droit à la tombola qui sera tirée à l'issue de la réunion.

Les camarades détenteurs de cartes d'entrée sont priés de nous retourner celles qu'ils ne peuvent placer, et de nous régler celles qui le sont.

Toute carte qui, le jour de la réunion, ne nous aura pas été retournée, sera considérée comme placée.

LA GUERRE ET L'OPINION

Au moment des premiers revers des Anglais, j'écrivais ici même :

Vous vous appelez l'Angleterre. Vous êtes une nation pratique, nullement sentimentale. Les tirades classiques sur l'horreur de la guerre vous font rire. Vous vous dites qu'après tout d'autres batailles appelées pacifiques font bien des victimes aussi et que personne ne plaint. Sans doute vous reculeriez devant la certitude de vastes tueries. Mais tel n'est pas le cas et vous estimez que la vie de deux, trois ou quatre mille hommes — puisqu'on trouve deux, trois ou quatre mille hommes qui veulent bien se laisser faire — peut être troquée sagement contre tels avantages de commerce ou d'industrie en tel pays lointain, ou même contre telle dose de prestige national, utile pour acquérir ailleurs des avantages de même ordre. Vous présentez ainsi votre guerre et vous ouvrez le feu. Mais tout de suite les événements vous démentent. Le désespoir d'un petit peuple fait des prodiges. Ce n'est plus deux, trois ou quatre mille hommes qu'il va falloir. C'est dix mille, vingt mille, trente mille! C'est la vie et le prestige de la nation entière qui se trouvent de nouveau en question.

Il n'a pas fallu trois mois pour que ces lignes prennent le caractère d'une prophétie et réalisée au delà de tout ce qu'on pouvait prévoir. Chaque jour, elles deviennent un peu plus vraies. L'armée de lord Roberts compte aujourd'hui 120.000 hommes. Elle comptera bientôt 142 000 fantassins et 38.000 cavaliers, plus les troupes locales.

Du côté des Boers, le compte est vite fait. Ils ont mis sur pied déjà tout ce qui était valide.

Quant aux dépenses, elles s'élèvent déjà pour l'Angleterre à plus de 100 millions de francs par semaine.

Voilà des chiffres assez alarmants.

Les débats récents de la Chambre des communes et de la Chambre des lords, ainsi que l'état de l'opinion en Angleterre, le sont peut-être davantage. Ils indiquent clairement, en effet, qu'une grande nation veut engager ses destinées sur la question de savoir si quelques bandits de la haute finance seront ou ne seront pas les maîtres du Transvaal.

Voici donc, à l'aurore du vingtième siècle, une guerre d'extermination à outrance, une guerre qui a dévoré déjà et va dévorer encore, en argent et en hommes, des richesses énormes, une guerre qui met tout simplement en question l'existence ou tout au moins le bonheur de deux peuples dont l'un est un des plus grands de l'Europe.

Ce qui n'empêchera pas de dire et de répéter que la guerre de nos jours est impossible, que nos moyens de tuer sont trop perfectionnés pour qu'aucune nation veuille prendre désormais la responsabilité de s'en servir. On dira cela et d'autres gentillesses semblables. On oublie seulement que les gens capables de s'attendrir sur les conditions effroyablement meurtrières de la guerre moderne ne sont pas justement ceux qui la décident et, qu'à l'inverse, les princes de l'industrie et de la finance, qui l'imposent aux gouvernants, s'embarrassent peu de considérations pareilles. Les mêmes hommes qui ne reculent pas devant l'exploitation meurtrière de milliers de femmes et d'enfants n'ont pas à reculer davantage devant le meurtre plus ou moins rapide de quelques milliers de soldats.

Pour que ces hommes de violence s'en laissent imposer, il faudra qu'ils sentent à l'encontre de leurs desseins une opinion clairvoyante et décidée.

Cette opinion, où *est-elle ?*

Le parti de ceux qui ne veulent pas la guerre existe bien déjà un peu partout. Mais comme il est faible encore et timide en face des traditions nationalistes! On le disait très fort en Angleterre. Or, tant que les hostilités ne furent pas ouvertes, il a tenu tête, il est vrai, aux vociférations impérialistes. Mais il a cru devoir se taire aussitôt que le canon a parlé, c'est-à-dire au moment même où il aurait dû agir, au moment même où les péripéties de la guerre allaient fournir à foison aux ennemis de la guerre des arguments et des faits. Il n'y a plus que quelques vaillants, comme le fait notre camarade Carpenter dans une brochure récente, pour oser encore dire aux Anglais l'infamie de leur conduite.

Certes, il est de bon ton, aujourd'hui, de maudire la guerre. On ferait des volumes avec les pages ardentes écrites récemment contre ce fléau. Mais quand le fléau est au milieu de nous, quand il nous décime, nous sommes sans force contre lui. C'est que nous avons encore la guerre dans le sang.

Voyez l'impression produite en France par ce même conflit anglo-boer. Je ne parle pas des avaleurs de sabre à la Déroulède. Il est naturel que ces gens-là, dont le parti n'existerait plus le jour où la guerre deviendrait impossible, soient de bonne humeur quand on se massacre quelque part. Il est naturel aussi qu'ils insultent « l'Anglais ». Dans son rôle d'ennemi héréditaire, « l'Allemand » commençait à s'user. L'Anglais, ennemi de rechange, le remplace.

Laissons donc ces pitres et tous les imbéciles qui, dans le conflit anglo-boer, se croient chargés de surveiller les intérêts de la politique française. Mais que pensent les meilleurs et les plus intelligents des Français, ceux qui en toute chose s'efforcent de juger selon la justice et non d'après une politique? Eh bien, ceux-là se sont demandé qui avait raison et qui avait tort. Et comme il leur a paru que les torts étaient du côté de l'Angleterre, ils ont fait et ils font encore des vœux pour les Boers contre les Anglais.

Voilà la moralité la plus haute que la presse dite avancée et libérale tire des événements actuels et voilà qui montre bien, hélas! comment, chez les meilleurs d'entre nous, le dégoût de la guerre est encore superficiel. La seule chose importante et qui devrait tenir dans l'angoisse tous les hommes civilisés, c'est ce fait qu'au vingtième siècle bientôt un conflit, quel qu'il soit, puisse être tranché par un procédé aussi stupide, sauvage et ignoble que la guerre. Si nous étions frappés comme nous devrions l'être par cette chose extraordinaire, nous ne songerions pas à nous demander qui a tort ou qui a raison, nous ne voudrions condamner qu'une chose : la guerre.

Est-il possible d'ailleurs, en ces conflits, que le droit soit entièrement d'un seul côté? Dans le cas actuel, il semble que la rapacité des Boers doit y être pour quelque chose avec la convoitise des Anglais. Mais encore une fois là n'est pas la vraie question. Elle est toute dans la propagande à faire, dans les moyens à employer pour que la guerre, survivance barbare, disparaisse et le plus tôt possible de nos mœurs.

Qui a tort quand des Anglais et des Boers se battent? Ce ne sont pas seulement les Anglais ou les Boers, ou mieux les Anglais et les Boers. Ce sont encore les Français, les Allemands, les Espagnols, les Italiens, les Américains. Ce sont tous les peuples qui entretiennent la tradition stupide et sauvage, qui croient à la guerre, qui s'y préparent et qui se la *laissent imposer*. Ou plutôt dans chaque nation c'est l'élite responsable du progrès, l'élite qui parle toujours de vérité et de justice. Si cette élite voulait et savait former partout le grand parti de ceux qui ne veulent plus la guerre, si elle ne reculait pas devant les hardiesses nécessaires pour arriver à ce but, il y aurait bientôt dans le monde une

atmosphère de paix internationale que personne n'oserait troubler.

Mais ce n'est pas, quand la guerre sévit quelque part, en nous contentant de marquer les coups et de faire des vœux pour celui des deux adversaires le moins coupable en apparence, que nous arriverons à ce résultat.

CHARLES ALBERT.

MOUVEMENT OUVRIER

Malgré toute la dialectique de Jaurès, Rouanet et consorts à propos de la nouvelle loi Millerand élevant de dix à onze heures la journée de travail des enfants et des filles mineures, un vif mouvement de protestation se fait sentir dans la classe ouvrière. Nombre de groupes corporatifs ont protesté contre son application. La chambre syndicale des textiles de Roubaix, corporation dans laquelle beaucoup d'enfants sont employés, la qualifie avec juste raison de « loi infanticide ». A Roubaix même, des patrons, forts de l'allongement de la journée de travail des enfants, en ont déjà renvoyé un *sixième* comme devenus inutiles.

Ce sont là des faits que les meilleurs amis du ministre socialiste (!) ne sauraient contester. Ce qui est certain, c'est que si la loi n'avait pas été en leur faveur, les Schneider, les Motte et autres gros industriels ne l'auraient pas votée. Millerand et les socialistes qu'hypnotise le pouvoir ne pouvaient pas, comme on le voit, donner de meilleurs gages à la bourgeoisie capitaliste.

Si les ouvriers ne sont pas très satisfaits des nouvelles lois « socialistes », par contre, il paraît que les députés « socialistes » sont plus que satisfaits de leur ministre. La *Lanterne* raconte, en effet, que dans une réunion qui a eu lieu à Saint-Etienne, « notre ami Renou (député) s'est déclaré le partisan et l'admirateur (!!) du citoyen Millerand dont il a loué la conduite. »

Millerand un « héros » admiré par les députés socialistes, qu'en pensez-vous, braves votards qui peinez douze heures par jour?

Loin de diminuer, le mouvement gréviste qui a lieu depuis plusieurs mois va encore en augmentant. Il y a actuellement une soixantaine de grèves en cours.

A Saint-Etienne, les tisseurs sont toujours en grève. Les ordres du jour se succèdent sans interruption, mais aussi sans grands résultats. Quelques gros patrons ont cependant pris l'engagement de payer le tarif réclamé par les ouvriers.

∴

Les mineurs de Perrecy, qui en sont à leur soixantième jour de grève, ne sont guère plus avancés que le premier. La misère est atroce et les ouvriers qui ont extrait le charbon de la mine gèlent de froid, la compagnie refusant de leur en vendre. Souvarine a oublié de passer par là.

A Saint-Quentin, les ouvriers tisseurs sont en grève et réclament une augmentation de salaire de 20 0/0. Un camarade m'écrit pour me signaler la solidarité qui existe en ville vis-à-vis des grévistes. Ce qui leur fait espérer une victoire... pour recommencer ensuite... jusqu'à l'abolition du salariat, ce qui est peut-être une thèse par trop simpliste, camarade!

Les politicards Fournière et Turot sont venus, comme toujours; mais voyant qu'il n'y avait rien à faire, ils se sont ralliés aux propositions des camarades de ne rentrer dans aucune discussion politique.

D. G.

∴

Dimanche dernier, le socialiste Millerand et l'avocat du grand patronat Waldeck-Rousseau ont présidé un banquet de coopérateurs. Comme de juste, les maîtres ont flatté les instincts égoïstes des valets, convaincus qu'ils sont de pouvoir en profiter par la suite. Dans son amour de lécher des bottes, un pauvre bougre a même été jusqu'à traiter Millerand de camarade.

Les ministres ont promis aux bons coopérateurs toutes sortes d'excellentes lois qui leur permettront d'exploiter leurs compagnons de misère. Les lèche-bottes ont applaudi, plus orgueilleux et moins socialistes que jamais. Bonne journée, en somme, pour ces Messieurs de la politique, mais mauvaise pour la coopération.

Les groupes de la région parisienne qui ont adhéré à l'idée d'un Congrès des Ouvriers Révolutionnaires et des Communistes Anarchistes se sont réunis dimanche dernier au local de l'*Ecole libertaire*. Des camarades d'une trentaine de groupes environ y étaient présents. Des adhésions parviennent de toutes parts au groupe d'initiative et les camarades présents se forment à partir de ce jour en groupe de propagande.

Nous croyons qu'il serait bon que, dès maintenant, les camarades de province qui pensent qu'il serait utile de se connaître et d'échanger des idées, soit sur des questions de théorie ou de tactique, doivent s'en occuper.

Certains groupes ont déjà préparé des rapports très intéressants sur le Communisme et l'Anarchie, sur les relations suivies à établir entre les groupes d'un même pays ou de pays différents, sur la grève générale, le coopératisme, etc., etc.

La date probable de la tenue du Congrès est la première quinzaine de septembre. Nous tiendrons les camarades au courant. De plus, une nouvelle circulaire explicative donnant tous les renseignements désirables sera sous peu envoyée à tous les groupes et à tous les camarades qui en feront la demande.

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Il paraît que les fournisseurs militaires et leurs complices en pillage des fonds publics ont une recrudescence de fringale. Ils demandent de l'or. L'appétit vient en mangeant. Depuis la guerre de 1870, sous prétexte de rendre désormais impossible le retour de pareils désastres, en réorganisant de fond en comble les armées de terre et de mer, on a tiré de la poche des contribuables des sommes fabuleuses et établi un budget tel que l'on se demande sérieusement si l'on ne court pas à la ruine. Tout a été sacrifié à l'organisation de la défense nationale. L'agriculture agonise sous les charges fiscales et la terre n'a plus de valeur; l'instruction publique est loin de donner ce qu'un peuple civilisé devrait en attendre; une foule d'efforts, d'initiatives individuelles, sont paralysés en raison de la part léonine prélevée sous forme d'impôt par l'Etat sur le travail de chacun. Et voilà qu'après trente ans de ce système épuisant, deux circonstances imprévues forcent nos gouvernants d'avouer que rien n'est prêt et que nous nous trouvons au même point qu'avant 1870. L'affaire Dreyfus fit crier bien haut à nos patriotes que la propagation de la vérité déterminerait une guerre et que nous n'étions pas prêts. L'affaire de Fashoda obligea le gouvernement à expliquer sa reculade vis-à-vis de l'Angleterre par l'inanité du système de défense des côtes. Les milliards sués depuis 1870 se sont volatilisés, pour le plus grand profit des chefs militaires ainsi que des crocodiles et des requins de toutes sortes qu'ils entretiennent à nos dépens. On s'en remettait pour le reste au Dieu de Galliffet et au saint Michel de Cuverville du soin d'accomplir par miracle l'œuvre des fonds disparus.

Aujourd'hui, on pousse le cynisme jusqu'à demander un supplément de *neuf cents millions* nouveaux à ajouter aux dépenses habituelles!

Certes, les gouvernants ont bien raison de profiter ainsi largement de la complaisance inépuisable de leurs gouvernés. Il n'en est pas moins fort triste de voir les peuples se laisser saigner à blanc pour une fiction : la gloire nationale, et toutes les forces civilisatrices s'atrophier et s'annihiler dans la contemplation de cette hideur : la guerre.

∴

Les hommes sont incapables — du moins l'affirme-t-on — de se conduire eux-mêmes. Il est nécessaire que d'autres hommes les dirigent, interviennent dans leurs affaires et maintiennent la paix dans les rapports qu'ils ont entre eux. Ces hommes sont, cela va de soi, plus éclairés que les autres; ils sont doués d'une intelligence plus haute, d'un cœur plus généreux; sans quoi,que signifierait le pouvoir qu'on met entre leurs mains? C'est ainsi que les hommes de gouvernement savent mieux que nous les lois qui nous conviennent, les charges que nous devons supporter, etc., bien que, cependant, leur pouvoir ils le tiennent de nous-mêmes, imbéciles qui ne savons nous conduire tout seuls.

Parmi ces institutions créées par les gens que nous avons investis du pouvoir, malgré notre indignité avérée, il faut citer en premier lieu le jury. C'est, dit-on, une des institutions les plus démocratiques, en ce sens que les jurés symbolisent le peuple lui-même rendant la justice. *Vox populi, vox Dei.*

Tout cela est très beau, mais n'empêche pas que les verdicts du jury ne soient parfois stupides ou même iniques. La voix du peuple-dieu n'est donc pas toujours infaillible ?...

Le verdict rendu dans l'affaire de l'*Aurore*, ces jours derniers, est un modèle du genre. Un malheureux conscrit, qui a commis le crime impardonnable de naître juif, meurt des mauvais traitements que lui inflige un sous-officier férocement et idiotement antisémite. La mère de la victime, révoltée, se plaint; un journaliste reproduit la plainte de la mère, et l'émanation directe de la justice du peuple, le jury, prononce la condamnation du journaliste.

Certains s'en indignent; et parmi ceux qui s'indignent il en est pour qui le jury est une conquête précieuse de la démocratie.

Cette indignation est puérile. Pour s'en convaincre, il suffit de se débarrasser des préjugés symbolistes qui nous font voir toujours en l'homme la fonction qu'il accomplit et non l'homme lui-même. Qu'est-ce donc que le jury? C'est l'épicier du coin, si renommé par sa bêtise invétérée et exemplaire; c'est le charbonnier d'à côté dont la compréhension ne s'étend pas au delà de la « pièche de chent chous » à voler sur le poids de la marchandise; c'est le « mannezingue », l'empoisonneur public qui tire des rentes de la dégénérescence physique et morale de ses clients, etc.

En quoi, je vous le demande, des gens qui, dans la vie, sont de parfaits crétins ou de subtiles canailles, seraient-ils tout à coup capables de se prononcer avec intelligence et équité sur les actes de leurs semblables, parce que le hasard d'un tirage les aura arrachés à leurs occupations pour en faire occasionnellement des juges?

Un pareil miracle paraîtrait irréalisable au père Gorenflot lui-même.

ANDRÉ GIRARD.

∴

SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE. — Il y a quelques jours, Me X..., huissier à Saint-Loup, connu pour sa dureté envers les miséreux, procédait à une saisie chez un fermier du voisinage. Tout à coup, dans un beau mouvement de révolte, le malheureux saisi se précipita sur l'oiseau de proie et lui administra une correction dont il gardera longtemps le souvenir.

Une plainte a été déposée au parquet et naturellement l'auteur récoltera de la prison pour lui apprendre à respecter la loi au service de la pieuvre capitaliste.

Un serf de l'atelier.

∴

DAME PATRIE. — Les gouvernés ne sont pas autre chose que de la chair à gouvernants. Pour leurs projets d'enrichissement et de prééminence, ceux-ci se servent de ceux-là comme on se sert d'un outil, avec le plus parfait dédain pour leur liberté, pour leur pensée, pour leurs affections, pour leur vie.

Une pauvre femme, une veuve, Mme Gangloff, Alsacienne, s'était vu prendre son fils pour ce qu'on appelle « le service de la patrie », qui est en réalité le service des gouvernants et des puissants qui se serrent autour d'eux. Pris dans l'infanterie de marine, le jeune homme fut envoyé au Tonkin, et, au bout de quelque temps, la malheureuse mère cessa d'en recevoir des nouvelles. Dévorée d'inquiétude, elle patienta néanmoins, attendit de longs mois. Puis elle perdit patience et finit par lui écrire à son ancienne garnison, à Brest. Au bout de trois mois, la poste lui retourna sa lettre, avec ces simples mots ajoutés sur l'enveloppe : *Destinataire décédé.* Les gouvernants ne prennent pas plus de ménagements que cela, pour annoncer aux mères des gouvernés la mort de leurs fils qu'ils ont fait tuer.

Affolée, Mme Gangloff courut à la mairie, qui la renvoya au tribunal, qui lui dit d'écrire au ministère de la guerre, qui ne répondit même pas. Son fils était-il mort ou vivant? Ce fut la Société des Alsaciens-Lorrains qui parvint à le savoir, et qui ap-

prit à la malheureuse femme que son enfant était mort à Haï-Phong, il y avait plus d'un an, mais que le gouvernement, pas assez occupé pour oublier de lui prendre et de lui tuer son fils, l'était bien trop pour songer à l'avertir de cette mort.

Après tout, le fait d'apprendre mal aux parents le meurtre de leurs enfants est bien petit auprès du crime de les leur avoir pris pour les faire tuer. On s'explique que des gamins de vingt ans, l'esprit plein de récits d'aventures, se laissent mener à la boucherie dans de beaux habits bleus et rouges. Ils ne savent pas. On voudrait du moins que leurs père et mère, ayant plus vécu, aient plus d'expérience et sachent à leur place; on voudrait qu'à défaut de raison, l'affection, l'instinct maternel leur fît défendre ce qu'ils ont de plus cher au monde. Ils ne le font pas. Pourquoi?

Parce que les gouvernants sont habiles à masquer les choses affreuses avec de beaux mots, et que sur la chose assassinat ils ont mis le mot Patrie.

⁂

On me communique le programme des grands oratorios à l'église Saint-Eustache. Les camarades doivent en avoir vu l'affiche, qui s'étale sur les colonnes Morris, entre les affiches des Folies-Bergère et de l'Olympia. Je pensais d'abord que le but de ces pieux concerts était de faire entendre de la belle musique aux pauvres gens; mais je vois au bas du programme qu'il faut payer 100 francs au banc d'œuvre, 60 francs dans la grande nef, 30 francs dans les nefs latérales, 10 francs au pourtour du chœur (debout). Si le Christ veut entrer, on le mettra à la porte. Une idée : puisqu'il y a un promenoir comme aux Folies-Bergère, on devrait y servir des consommations et y attirer les Madeleines pas encore repenties; dans l'ombre des grands piliers, le flirt serait délicieux, et les recettes centupleraient.

En dépit de tout et malgré la joie de voir agoniser une chose mauvaise, on ne peut s'empêcher de ressentir une certaine tristesse à voir finir aussi bassement une idée qui, dans l'évolution humaine, a eu sa minute de grandeur et de beauté.

R. Ch.

⁂

Grève de conscrits. — On pouvait lire, il y a quelques jours, dans les journaux, la note suivante qui est très édifiante en soi, et des plus topiques : « Soixante-neuf jeunes gens, nés dans l'arrondissement de Saverne, sont cités à comparaître devant le tribunal correctionnel de cette ville, pour s'être soustraits, par l'émigration, à l'obligation du service militaire. Les biens de ces jeunes gens ont été mis sous séquestre. »

Quoique ce fait se soit passé chez nos voisins d'outre-Rhin, nos jeunes conscrits feraient bien de le méditer très sérieusement et ensuite de conclure. Pas n'est besoin, à notre avis, d'émigrer pour n'être pas astreint à se courber sous la discipline des sabreurs, et revenir ensuite pour se voir traduire devant quelques enjuponnés, zélés exécuteurs des lois, et octroyer quelques mois de prison pour *crime d'insoumission*.

Quoi qu'il en soit, cette résolution de la part des jeunes camarades allemands recueille notre entière approbation, parce qu'elle montre qu'ils possèdent une énergie inébranlable, et qu'ils ne sont pas du tout disposés à fusiller leurs frères de misère, quand ils réclament du pain.

A l'heure où, une fois de plus, dans notre libre (?) pays, les jeunes gens sont appelés à mettre la main dans un quelconque boisseau, nous croyons devoir leur faire passer sous les yeux cet acte qui est des plus suggestifs. Nos nationalistes patrouillotards qualifieront cet acte de bravoure, mais si cela se passait chez nous, ils le qualifieraient « d'antipatriotisme ». Ce serait là toute leur logique.

Eh bien! à l'appel des jeunes conscrits qu'a lancé la loi, que ces derniers répondent par un dédaigneux silence, en s'abstenant de prendre part à cette ridicule et grotesque manifestation soi-disant patriotique, ou bien qu'ils aillent en force *protester et agir* contre les crimes du sabre, et refusent catégoriquement de se soumettre à l'obligation du tirage au sort.

Le jour où tous les jeunes gens manifesteront le ferme désir d'être libres, et de ne pas se rendre assassins et fratricides, la bourgeoisie tremblante et apeurée aura vécu — puisque son principal soutien, l'armée, sera l'armée de révolutionnaires résolus à jeter bas tous les tyrans.

Léo Sivasti.

⁂

Lettre d'une propagandiste. — ... Tous les épisodes de mon existence depuis le 1er septembre ont été pour moi autant de leçons de choses : j'ai appris à mes dépens que lorsqu'on mange de la vache enragée, c'est la vache qui vous mange; qu'avant de vouloir se remuer, il faut, si l'on ne veut pas être esclave, être muni d'au moins 300 francs. Aussi je voudrais prêcher (voilà un mot qui pue le calotin) à tous les ouvriers d'économiser de quoi vivre trois mois ou davantage, afin de pouvoir exiger des patrons les égards qui sont dus aux producteurs. Seulement il y a un cheveu là-dedans : c'est que ce sale argent corrompt tout ce qu'il touche, et celui qui a économisé quelques billets de cent francs est bien près de craindre la révolution qui pourrait, d'après ses conceptions, les lui reprendre. Et au lieu de les employer à son affranchissement, ou bien il les laisse moisir à la caisse d'épargne ou il les emploie à faire du commerce en petit. Mais j'ai surtout appris que, pour agir comme je voulais le faire, il faut s'effacer le plus possible : il faudrait pouvoir, comme certains animaux, prendre la teinte du milieu ambiant en restant fidèle à soi-même. C'est difficile et la sincérité en souffre. Ah! vivre une vie franche, exempte de contrainte, pouvoir dire toute sa pensée, faire tout ce qu'on croit bien, sans être à la merci d'une foule de choses, sans être la victime d'une coutume imposée, d'une sanction, d'un interdit! Pourrai-je jamais vivre ainsi?

Espagne.

Les gouverneurs des bagnes africains de la Ceuta, Alhucemas, Melilla, Chafarinas ont reçu l'ordre de mettre à exécution le décret ministériel commuant en bannissement les peines infligées aux anarchistes barcelonais.

Outre les vingt condamnés du procès de la Calle de Cambios, les compagnons impliqués dans l'affaire précédente (Pallas) bénéficient également de la mesure gouvernementale. Ils pourront choisir le pays où ils désirent être conduits et seront embarqués aussitôt que le gouvernement étranger désigné par eux aura donné son consentement. Il est probable que la plupart d'entre eux choisiront la France et qu'ils seront conduits par mer à Marseille.

La santé des malheureux est très ébranlée et le député catalan Lleget vient d'affirmer au Congrès que si les formalités devaient se prolonger, plusieurs des bannis ne pourraient supporter les fatigues du voyage.

Nous espérons que la solidarité des camarades saura s'affirmer une fois de plus en cette circonstance.

H. R.

États-Unis.

Il y a une semaine, six cents mineurs employés à Diamondville, Wyoming (Etats-Unis), se mirent en grève pour une augmentation de salaires. La compagnie refusa et ferma la mine, puis recommença avec quelques *blacklegs*. Le lendemain, environ trois cents femmes armées de fusils, de triques ou de pierres partirent pour la mine. Après avoir chassé les patrons et les employés, elles descendirent au fond. Peu après on vit sortir aussi vitement que possible les blacklegs presque tous plus ou moins blessés. L'un d'eux avait reçu un coup de fusil.

La compagnie se décida aussitôt à fermer la mine de nouveau.

Puisque les hommes ne semblent pas avoir le courage de se débarrasser de leurs exploiteurs, il est à espérer que les femmes se décideront peut-être à employer des mesures énergiques pour balayer le système capitaliste.

(*Germinal*, année I, n° 7; Paterson, 30 déc. 1899.)

Brésil.

Le Militarisme. — L'armée brésilienne se compose, d'après la dernière loi du budget de la guerre, de 14.658 soldats et sous-offs, et d'un peu plus de 2.000 officiers!

Cela fait, environ, un officier pour 7 soldats.

Quant à sa composition, l'armée se recrute par engagés *volontaires*, attendu que la constitution républicaine a aboli le recrutement forcé, et que l'*habeas corpus*, mince garantie individuelle contre l'oppression, délivre cependant ceux qu'on veut obliger à faire le métier d'assassin.

Le peuple brésilien a en horreur et mépris ce métier. Ce sont seulement des gens du Nord — Bahia, Pernambuco, etc. — qui s'engagent volontairement pour sept ans, et, comme ils peuvent rengager toujours, l'armée se compose de vétérans... dans le crime.

Au temps de la monarchie, on voulait rendre le service obligatoire, mais toujours sans résultat, car les conscrits ne se présentaient jamais, et la loi a été abrogée. Les *caipiras* (paysans) disaient alors, pour fuir le service : *Dieu est grand, mais la forêt est plus grande.*

Enfin, la République a établi, dans l'article 87, § 4, que l'armée et la marine se recruteront par le volontariat et, à son défaut, par la conscription; mais jusqu'à présent, quoique le règlement soit prêt depuis 1893, le gouvernement se garde bien de mettre en vigueur la conscription, car un *fiasco* serait inévitable.

B. M.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'études sociales des Égaux du XVIIe, 85, rue de Courcelles. — Ouverte tous les soirs. — Tous les lundis et jeudis de février, lecture de livres antimilitaristes.

Samedi 10 février, à 8 h. 1/2 très précises, causerie sur la Lutte de la théologie et de la science.

Samedi 17 février, L. F. Buttery : « L'Education nouvelle », d'Andrée Léo.

Ecole libertaire. — Recettes de janvier : M., 10 fr.; R., 40 fr.; A., 20 fr.; Y. X. Z., 50 fr.; Un camarade, 2 fr.; Journal l'*Aurore*, 10 fr.; H., 20 fr. Total : 122 fr. Caisse à fin décembre : 724 fr. 75. En tout : 846 fr. 75. Dépenses de janvier : 417 fr. 25. Reste en caisse : 429 fr. 50.

Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIIIe arrondissement, salle Couderc, 1, rue Léon.

Dimanche 11 février. — Soirée familiale. Causerie par Prost sur *les Primitifs* d'Elie Reclus (3e causerie). Chants.

Vendredi 16 février. — Causerie par Delesalle sur les Syndicats et les anarchistes.

Les causeries commencent à 8 h. 1/2 du soir.

Au commencement d'avril prochain, ouverture de la bibliothèque. Appel est fait à tous les camarades qui voudraient y participer.

Tous les camarades de la Bibliothèque sont invités à se rendre à la soirée des *Temps Nouveaux*, le mardi 13 février.

Adresser toutes communications au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 10 février. — E. Bourgogne : L'Œuvre des bibliothèques d'éducation libertaire.

Lundi 12 février. — Henri Rainaldy : Les Faiseurs de ténèbres.

Mercredi 14 février. — E. S. R. I. : L'Education considérée comme moyen révolutionnaire (1re causerie).

Samedi 17 février. — La Réforme et les Anabaptistes.

Bibliothèque d'études sociologiques « L'Avenir de Plaisance », 13 et 16, rue Niepce. — Les camarades y trouveront réunis un nombre important et toujours tenu à jour des ouvrages des penseurs, philosophes, poètes, hommes de science, etc. Des conférences ont lieu tous les quinze jours.

Groupe libertaire du XIIIe. — Réunion des rues Buot et de l'Espérance tous les samedis, à 8 h. 1/2 : Les élections municipales et la question abstentionniste.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 10 février, à 8 h. 1/2, causerie par Emmanuel Lévy : La Limitation des heures de travail.

Solidarité du 14e groupe libertaire. — Réunion mercredi 14 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle Madoire, 7, rue d'Alembert. Causerie par le camarade Louis Guérard.

Groupe de propagande antimilitariste. — L'affichage du premier placard : « Assassinat du disciplinaire Grenier » a eu lieu dans différents quartiers de Paris avec beaucoup de succès. Les premiers mille sont épuisés. Le groupe a décidé de refaire un tirage.

Prix de vente du placard demi-colombier : 0 fr. 05

les deux jusqu'à 50, 2 fr. le cent de 50 à 500, 17 fr. le mille au-dessus de 500.

Adresser les demandes à Dubois-Desaulle, 65, avenue Ledru-*Rollin*, Paris.

Nancy. — Les *Temps Nouveaux* ainsi que les autres publications libertaires sont en vente au kiosque de la place du Marché.

Amiens. — Nous invitons les camarades à assister à la grande soirée familiale privée qui aura lieu le samedi 17 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Alcazar d'Amiens. Nous espérons que vous comprendrez toute l'utilité de votre présence à cette soirée éminemment émancipatrice.

Des lettres d'invitation se trouvent chez les camarades Alexandre, rue au Lin, 56; Decourcelles, débitant, rue Saint-Leu; Lemaire, 49, rue de l'Aventure; Morel, 141, route de Rouen.

Laboque. — Un groupe antipatriote vient de se former dans notre localité, et se propose de mener le bon combat.

Saint-Etienne. — Les camarades sont invités à se rendre à la soirée familiale qui aura lieu le dimanche 11 février, au local habituel.

Le samedi 10, réunion ordinaire au groupe.

LA TOMBOLA DE NOTRE RÉUNION

Liste des lots (*suite*) :

232. Un lot de chromos, don d'un anonyme.
233. Une demi-bouteille de cognac, d'un anonyme.
234 à 243. Chacun un exemplaire de la *Bibliographie de l'Anarchie*, par M. Nettlau, offerts par les camarades de la Bibliothèque des *Temps Nouveaux* de Bruxelles.
244. Un hamac du Paraguay tissé à la main, offert par le camarade Thomachot.
245. Un tirado argentin ou ceinture de gaucho en cuir avec garniture en argent.
246 et 247. Chacun un réticule, don de Mlle Warlet.
248. Cinq paires de chaussettes d'enfant, don d'un camarade.
249. Un porte-montre en bronze, don du camarade D.
250. Un morceau de musique pour piano et une gravure « statue de Gluck », don de Hoffmann.
251. Un flacon à odeur, don de D. Jamin.
252. Un sachet, don et travail de Mlle Jeanne B.
253. Un lot de tabac suisse marques diverses, don du camarade Jean-qui-marche.
254. Un nœud de cravate, don d'une camarade.
255. Un tableau représentant la forteresse de Montjuich, offert par le camarade Freixas.
256. Deux ronds de serviettes et brochures diverses, don d'un ami de Genève.
257. Une paire de babouches, don d'un ami de Tanger (Maroc).
258. Un plat en terre décoré style arabe, don du même.
259 à 263. Chacun un panier en vannerie du Maroc, don du même.
260 et 261. Chacun un dessin de Louis Bochard.
262. 1 lot de vues de l'Algérie et Tunisie, offert par Mme P.
263. Un petit sac de dame, don d'une anonyme.
264. 1 réticule, don de Mme Taillardat.
265. 1 petit album de vues d'Honolulu (Iles Hawaii), offert par le camarade Klemencic.
266. *L'Antiquaire*, de Walter Scott, don du camarade Renard, libraire à Villiers.
267. Une paire de souliers au crochet, don de Miss Guérineau.
268. Une louche, don d'une camarade russe.
269. Une dentelle pour robe d'enfant, don du même.
270. Une douzaine de cartes-lettres pour enfant, don du même.
271. Un petit couteau à découper la viande (province de Géorgie, Russie), don d'une camarade russe.
272. Un lot de 4 volumes divers.
273 à 280. Chacun une pipe en bruyère de Saint-Claude, don de camarades du Jura.
281. Un abonnement d'un an aux *T. N.*, offert par un camarade de Londres.
282. Un sautoir, don d'une camarade.
283. Un coussin brodé, don de la camarade Jeanne Lavallée.
284. Une boîte de 1 kilog. de pruneaux, don d'un camarade.
285. Une blague à tabac et quelques brochures, don d'une camarade.
286. 1 volume et 2 brochures.
287. 2 volumes (Bibliothèque Sociologique).
288 Un écran à photographie, don d'une ardente amie de la liberté.
289. Le premier semestre de la *Revue Franco-Allemande*, don du camarade Prod'homme.
290. Idem.
291 et 292. Une collection (incomplète) de l'*Enclos*, don du même.
293 et 294. Un exempl. de la *Damnation de Faust*, essai historique de J. G. Prod'homme, don de l'auteur.
295 et 296. Un exempl. de l'*Enfance du Christ*, de J. G. Prod'homme, don de l'auteur.

Le camarade Benjamin Mota nous a envoyé 50 exempl. de sa brochure *Zola-Dreyfus* pour la tombola, nous les avons répartis dans les lots de livres et de brochures diverses.

∴

Les nécessités de la mise en pages nous empêchent d'annoncer de nombreux lots reçus au dernier moment. Nous en donnerons la liste la semaine prochaine.

UN MOYEN DE PROPAGANDE

Nous rappelons aux camarades que la librairie Bellais, 17, rue Cujas, a institué l'*Œuvre des journaux pour tous*, qui est un excellent moyen de propagande.

La librairie reçoit toutes les adresses et les journaux que l'on veut bien lui communiquer, et envoie ceux-ci à celles-là.

Pour de plus amples renseignements, demander la circulaire.

BIBLIOGRAPHIE

Patria e Internacionalismo, par A. Hamon; 1 br., 20 reis; typographia do Commercio, 3, T Sacramento do Carmo, 7, Lisboa, Portugal.

Della Tirannia, par V. Alfieri, traduction turque par le Dr Abdullah-Djevdet. Rédaction d'*Osmanli*, Genève (Suisse).

L'Officier et la crise française, par un capitaine de l'armée active; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 11, Galerie du Théâtre-Français.

Résurrection, par le comte Léon Tolstoï; 1 vol., 2 fr., librairie Perrin, 35, quai des Grands-Augustins, Paris.

AVIS

Le camarade Guétant, désireux de propager sa brochure et d'aider à la propagande, nous autorise à les vendre 0 fr. 10 l'exemplaire, pris dans nos bureaux, 0 fr. 20 par la poste.

∴

Un de nos camarades désirerait vendre : *Le Révolté* 1886-87, *La Révolte* 87 à 91 et 2 vol. du supplément litt., en tout 6 volumes reliés, plus *L'Idée ouvrière du Havre*, 86-87.

Ces volumes sont mis en vente pour venir en aide à un camarade malade.

BOITE AUX ORDURES

...Et la liste renferme plus d'un nom illustre, depuis le R. P. Didon jusqu'au général Gallieni — sont là pour attester que les résultats obtenus tiennent effectivement du miracle.

On ne le sait pas assez en France, où cependant la méthode de Berlitz commence à faire école. Voilà pourquoi il était utile — aussi bien dans l'intérêt public que dans l'intérêt privé — de le dire, et le *Petit Journal*, qu'on trouve toujours prêt à sonner du clairon pour la cause patriotique, devait bien une fanfare à cette ingénieuse tentative, dont les triomphes ne se comptent plus.

Emile Gautier.

(*Petit Journal*, 3 fév.)

MÉLANGES ET DOCUMENTS

Le *Weekly News* publie la lettre suivante, écrite en 1869 par le grand penseur et évocateur d'artistes, Ruskin, mort récemment dans un âge très avancé, et qu'on est heureux de pouvoir ranger parmi ces Anglais qui sont légion, même aujourd'hui, en dépit des Chamberlain et des Cecil Rhodes, et qui méprisent la politique et les agissements des politiciens, financiers et brasseurs d'affaires.

« Denmark Hill, S. E. 20 sept. 1869.

« Cher Monsieur,

« Mon cousin, M. Richardson, me remet votre lettre et votre article sur le vote négatif, que j'ai lu avec attention, quoique j'aie le regret de vous dire que le sujet ne m'intéresse pas. Si vous aviez lu quelques-uns de mes ouvrages politiques, anciens ou récents, vous auriez vu que j'y parle avec un suprême mépris de « la Constitution britannique », des « élections », de « l'opinion publique » et surtout de « la liberté ». Dans *Time and Tide* (Temps et Marée), je dis franchement à mes amis les travailleurs que leur opinion ou leurs votes valent juste autant qu'un rat qui sile. Votre article contient des remarques fort justes et des suggestions intéressantes autant que je puis en juger, mais quelque parfait qu'en soit le système, le vote ne saurait avoir la moindre utilité tant que la tourbe des votants restera une majorité d'imbéciles.

« Croyez-moi, etc.

« Ruskin. »

PETITE CORRESPONDANCE

Nolli. — Mon appréciation sur *Anarchistes* de Mackay a été donnée dans le journal, lors de l'apparition du livre. Je n'ai pas le temps d'entreprendre des discussions sur des livres.

B. J., à Toulon. — Oui, contre 1 fr. bureau du journal.

Mme R., à P. — Reçu broderie. Merci.

Pour. et Bar. — Convocation arrivée trop tard ; n'a pas pu passer.

Jean-qui-marche. — Reçu lettre, carte et journal. Merci.

J. G. — L'extrait de *Unto this last* est bon, mais on ne peut le donner comme extrait de Ruskin, puisqu'ils sont reliés par les réflexions du compilateur. Pourrais-je vous voir à ce sujet ?

Solidarité. — Reçu pour les réfugiés espagnols (première liste) :

B., 2 fr. — Un groupe de typos, versé par le camarade M., 1 fr. 75. — G., 2 fr. — Deux camarades, 1 fr. — D., 2 fr. — Gau., 8 fr. 50. — Louise Réville, 2 fr. — Fromentin, 5 fr. — Le beau Paul, 0 fr. 50; La Bombe dit six heures moins 1/4, 0 fr 50; Pour que les copains soient plus généreux, Albert, 1 fr.; Un second beau Paul, 0 fr. 50. Total : 3 fr. — B., à Paris, 2 fr. — Total à ce jour, mardi 6 février : 29 fr. 25.

Nous renouvelons notre appel à tous ceux que révoltent les crimes internationaux de la cléricaille, et les prions d'adresser dans le plus bref délai leur obole au camarade Delesalle, aux *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard, Paris.

Reçu pour l'Ecole libertaire : T., 0 fr. 50; M., 0 fr. 25.

Reçu pour l'image : M., 0 fr. 25.

Reçu pour le journal : L. D., 2 fr.; Ch. Jacques, 0 fr. 50; V. P., 5 fr. — Première souscription des camarades de Nancy : E. M., 0 fr. 25; P. L., 0 fr. 50; E. C., 0 fr. 25; G., 0 fr. 25; F., 0 fr 50; K., 0 fr. 25; P., 0 fr. 20; K., 10 fr.; Y., 0 fr. 25; M. L., 0 fr. 50; Deux libertaires, 1 fr. 25; J. F., 1 fr.; Un bouif, 0 fr. 20; V., 0 fr. 50; Un antipatriote, 0 fr. 30; P., 0 fr. 25; T., 0 fr. 50. — Merci à tous.

Total de la souscription des camarades de Nancy : 18 fr. 20.

M., à Bruxelles. — P. H., à Menetou-Couture — T., à Droiturier. — D., à Ecully. — B., à Tours. — G., à Vitry-le-Français. — H., à Creil. — R., à Lorient. — B., à Annecy. — P., à Puget-Ville. — B., à Sciez. — G., à Langon. — R., à Paris. — G., à Bruxelles. — G., à Sail-les-Bains. — K., à Munich. — C., à Paris. — A., à Paris. — P. G., à Rome. — R., à Rome. — R., à Londres. — H., à Magnoncourt. — B., à Lozay. — C., à Houssay. — A., à Houdan. — A., à Saint-Laurent en Caux. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchere.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 43 — DIX CENTIMES — DU 17 AU 23 FÉVRIER 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UN PEU D'ÉCONOMIE SOCIALE

L'idée progresse. Ne voila-t-il pas les politiciens venant lui faire risette, lui adressant leur « meâ culpâ » des persécutions auxquelles ils s'associèrent, et avouant que l'humanité ne peut pas avoir de meilleur idéal à réaliser!

Cette surprise, c'est M. Naquet qui nous l'a procurée par la lecture du livre qu'il vient de publier (1).

Oh! il n'y vient pas directement. L'esprit d'un politicien est plus compliqué que cela. Il croit nécessaire de passer auparavant par diverses étapes dont le collectivisme en serait une.

Que l'idéal anarchiste ne se réalise pas d'un seul coup, cela est ma conviction aussi. Mais quelles seront les étapes à traverser, voilà ce que je ne sais pas, et ce que ne sait pas davantage M. Naquet.

Tout ce que l'on peut dire, c'est que ce ne sera sûrement pas un système élaboré d'avance, aussi compliqué que le collectivisme et, surtout, aussi centralisateur et autoritaire, alors que l'évolution des esprits tend à la décentralisation politique, à l'autonomie complète des individus.

⁂

Notre auteur, du reste, n'a pas une *foi* aveugle en le système Guesde, Marx et Cie. Il en fait une critique assez serrée, et les points qu'il attaque, les arguments dont il se sert nous induiraient même à croire qu'il a connaissance des critiques dirigées par les anarchistes contre le système.

Pages 83 et suivantes, c'est d'abord la théorie de la valeur qu'il attaque, démontrant que Marx n'est nullement arrivé à la définir, ce qui désorganise quelque peu son système. Mais où notre auteur patauge, c'est lorsque, lui aussi, veut arriver à établir une mesure de la valeur.

Car M. Naquet estime que le salaire doit subsister pour stimuler les individus à la production; et comme il a la prétention de vouloir donner au travail et au capital (car il croit aussi à la nécessité du capital, nous le verrons plus loin) la part exacte qui leur revient, il lui faut bien une mesure de la valeur. Et *il la trouve* dans la loi « de l'offre et de la demande » des économistes; c'est-à-dire dans un critérium qui ne peut donner ni la mesure du temps, ni des forces, ni de l'intelligence dépensées par celui qui l'aura produit.

Tout savant chimiste qu'il est, notre auteur ne s'est pas aperçu que la mesure de la valeur était une chimère; et qu'il n'y avait pas de mesure capable de déterminer la part d'efforts, et la part de causes naturelles qui entrent dans la fabrication d'un objet de consommation ou d'usage.

(1) *Les Temps futurs*, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

⁂

La critique de la mesure de la valeur conduit naturellement M. Naquet à critiquer la non moins fameuse « loi d'airain »; il démontre qu'elle n'est pas d'une rigueur absolue, ce qui est vrai. Cependant il n'en existe pas moins que, par le fait du système du salaire, et de toute l'organisation économique de la société, le travailleur est condamné à toujours rester inférieur — à moins que des circonstances particulières, et très rares, ne lui permettent de sortir du salariat — ne gagnant jamais assez pour pouvoir se développer intégralement, la durée du travail ne lui en laissant pas le temps.

M. Naquet essaie de démontrer que le travailleur actuel est mieux habillé, mieux nourri, peut se passer des fantaisies que ses ancêtres considéraient comme luxe. Or, voilà une affirmation que l'on pouvait avancer sans crainte d'être contredit lorsque l'on ne connaissait rien de la vie des travailleurs des siècles passés, quand l'on n'avait que les tableaux poussés au noir par les historiens bourgeois en haine de la monarchie; mais le voile commence à se lever, nous apprenant que les temps passés ne furent pas si noirs qu'on nous les a dépeints, et que la situation économique n'a rien à voir avec la forme politique.

Les récents ouvrages de M. d'Avenel (1), quoique cet auteur, également, conclue en faveur de l'augmentation de bien-être, nous démontrent que s'il y eut des périodes de famine, de misère noire, il y en eut d'autres où les travailleurs réussissaient à se faire payer un bon prix la location de leurs bras. Ces affirmations, appuyées de pièces à l'appui, du reste, sont confirmées (2) par les travaux de l'Anglais Thorold Rogers.

Eh! sans doute, les besoins ont augmenté avec les progrès de l'éducation, de l'industrie, le développement des relations commerciales; *mais comme* tout, autour des travailleurs, a augmenté, et que la plupart commencent à connaître ce qui leur manque, il n'est pas sûr que leur situation soit améliorée, *puisque*, ce qu'ils ont pu acquérir n'est rien en comparaison de ce qui leur manque.

En outre, nos auteurs ont toujours en vue les privilégiés du travail, semblant ignorer que, au-dessous, il y a les malchanceux qui arrivent à peine à arracher la croûte de pain qui les empêche de crever littéralement de faim, mais dont le nombre est considérable. Et que de nos jours, par suite de l'extension de l'outillage mécanique, ils tendent à devenir de plus en plus nombreux, ce qui détruit l'argumentation de ceux qui prônent les bienfaits du progrès.

(1) *La Fortune privée à travers sept siècles*, 1 vol., 4 fr. — *Paysans et ouvriers depuis sept cents ans*, 1 vol., 4 fr., chez Colin, 5, rue de Mézières.

(2) *Interprétation économique de l'histoire*, 1 vol., 7 fr. 50, chez Guillaumin, 14, rue de Richelieu.

Et puis, au surplus, le travailleur, comme seul producteur, n'a-t-il pas le droit de réclamer pour lui *tout* le progrès réalisé, et de ne pas se satisfaire des miettes qu'on lui dispute?

⁂

Ensuite, pages 114 et suivantes, l'auteur passe à l'examen du capital, le déclarant indispensable pour entreprendre n'importe quel travail. Si donc utile, il y a lieu de le rémunérer!

Or, M. Naquet ferait bien de nous dire si, dans toute entreprise qui se monte, c'est l'argent qui permet, par lui-même, de les réaliser, ou si ce sont les matériaux et objets de consommation qu'il permet de se procurer, qui font que l'on peut mener l'entreprise à bonne exécution?

Il ne faut pas grande réflexion pour s'apercevoir que l'argent ne vaut que par sa valeur d'achat. N'y a-t-il pas moyen de trouver un système de groupement permettant de se passer de l'argent et de toute autre valeur d'échange? Voilà ce que n'ont pas démontré les partisans du capital.

L'argent ne vaut que par les objets qu'il permet de se procurer. Pour arracher des pierres d'une carrière, du fer, du cuivre, du charbon d'une mine; pour faire pousser du blé, opérer des transports par chemin de fer ou par mer, il n'y a besoin que de pouvoir disposer de l'outillage nécessaire, de pouvoir se procurer tous les produits exigés par la bonne marche du travail; et que ceux qui participent à l'entreprise puissent se sustenter, s'habiller, se procurer tout ce qui est nécessaire à leur existence, à leurs besoins, à leur distraction, à leur développement physique ou intellectuel.

En la société actuelle, faute d'organisation plus rationnelle, il n'y a que l'argent qui permette de parer à tous ces besoins, à toutes les éventualités d'une entreprise à long terme. Mais supposons une société d'où le capital-argent ait disparu. Les individus crèveront-ils de faim pour cela? Leur activité va-t-elle disparaître parce qu'ils seront forcés de trouver un autre mode de répartition? Les économistes l'affirment. J'ai essayé de réfuter cela dans la *Société future*. Je m'en tiendrai donc ici à l'argumentation de M. Naquet.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

Nous donnons aujourd'hui la liste des gagnants de notre tombola. Les nécessités de la mise en pages nous forcent à renvoyer au prochain numéro le compte rendu de la réunion.

les deux jusqu'à 50. 2 *fr.* le cent de 50 à 500, 17 fr. le mille au-dessus de 500.

Adresser les demandes à Dubois-Desaulle, 65, avenue Ledru-Rollin, Paris.

NANCY. — *Les Temps Nouveaux* ainsi que les autres publications libertaires sont en vente au kiosque de la place du Marché.

AMIENS. — Nous invitons les camarades à assister à la grande soirée familiale privée qui aura lieu le samedi 17 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Alcazar d'Amiens. Nous espérons que vous comprendrez toute l'utilité de votre présence à cette soirée éminemment émancipatrice.

Des lettres d'invitation se trouvent chez les camarades Alexandre, rue au Lin, 56; Decourcelles, débitant, rue Saint-Leu; Lemaire, 49, rue de l'Aventure; Morel, 141, route de Rouen.

LAROQUE. — Un groupe antipatriote vient de se former dans notre localité, et se propose de mener le bon combat.

SAINT-ETIENNE. — Les camarades sont invités à se rendre à la soirée familiale qui aura lieu le dimanche 11 février, au local habituel.

Le samedi 10, réunion ordinaire au groupe.

LA TOMBOLA DE NOTRE RÉUNION

Liste des lots (*suite*) :

232. Un lot de chromos, don d'un anonyme.
233. Une demi-bouteille de cognac, d'un anonyme.
234 à 243. Chacun un exemplaire de la *Bibliographie de l'Anarchie*, par M. Nettlau, offerts par les camarades de la Bibliothèque des *Temps Nouveaux* de Bruxelles.
244. Un hamac du Paraguay tissé à la main, offert par le camarade Thomachot.
245. Un tirado argentin ou ceinture de gaucho en cuir avec garniture en argent.
246 et 247. Chacun un réticule, don de Mlle Warlet.
248. Cinq paires de chaussettes d'enfant, don d'un camarade.
249. Un porte-montre en bronze, don du camarade D.
250. Un morceau de musique pour piano et une gravure « statue de Gluck », don de Hoffmann.
251. Un flacon à odeur, don de D. Jamin.
252. Un sachet, don et travail de Mlle Jeanne B.
253. Un lot de tabac suisse marques diverses, don du camarade Jean-qui-marche.
254. Un nœud de cravate, don d'une camarade.
255. Un tableau représentant la forteresse de Montjuich, offert par le camarade Freixas.
256. Deux ronds de serviettes et brochures diverses, don d'un ami de Genève.
257. Une paire de babouches, don d'un ami de Tanger (Maroc).
258. Un plat en terre décoré style arabe, don du même.
259 à 263. Chacun un panier en vannerie du Maroc, don du même.
260 et 261. Chacun un dessin de Louis Bochard.
262. 1 lot de vues de l'Algérie et Tunisie, offert par Mme P.
263. Un petit sac de dame, don d'une anonyme.
264. 1 réticule, don de Mme Taillardat.
265. 1 petit album de vues d'Honolulu (Iles Hawaii), offert par le camarade Klemencic.
266. *L'Antiquaire*, de Walter Scott, don du camarade Renard, libraire à Villiers.
267. Une paire de souliers au crochet, don de Miss Guérineau.
268. Une louche, don d'une camarade russe.
269. Une dentelle pour robe d'enfant, don du même.
270. Une douzaine de cartes-lettres pour enfant, don du même.
271. Un petit couteau à découper la viande (province de Géorgie, Russie), don d'une camarade russe.
272. Un lot de 4 volumes divers.
273 à 280. Chacun une pipe en bruyère de Saint-Claude, don de camarades du Jura.
281. Un abonnement d'un an aux *T. N.*, offert par un camarade de Londres.
282. Un sautoir, don d'une camarade.
283. Un coussin brodé, don de la camarade Jeanne Lavallée.
284. Une boîte de 1 kilog. de pruneaux, don d'un camarade.
285. Une blague à tabac et quelques brochures, don d'une camarade.
286. 1 volume et 2 brochures.
287. 2 volumes (Bibliothèque Sociologique).
288 Un écran à photographie, don d'une ardente amie de la liberté.
289. Le premier semestre de la *Revue Franco-Allemande*, don du camarade Prod'homme.
290. Idem.
291 et 292. Une collection (incomplète) de l'*Enclos*, don du même.
293 et 294. Un exempl. de la *Damnation de Faust*, essai historique de J. G. Prod'homme, don de l'auteur.
295 et 296. Un exempl. de l'*Enfance du Christ*, de J. G. Prod'homme, don de l'auteur.

Le camarade Benjamin Mota nous a envoyé 50 exempl. de sa brochure *Zola-Dreyfus* pour la tombola, nous les avons répartis dans les lots de livres et de brochures diverses.

* * *

Les nécessités de la mise en pages nous empêchent d'annoncer de nombreux lots reçus au dernier moment. Nous en donnerons la liste la semaine prochaine.

UN MOYEN DE PROPAGANDE

Nous rappelons aux camarades que la librairie Bellais, 17, rue Cujas, a institué l'*Œuvre des journaux pour tous*, qui est un excellent moyen de propagande.

La librairie reçoit toutes les adresses et les journaux que l'on veut bien lui communiquer, et envoie ceux-ci à celles-là.

Pour de plus amples renseignements, demander la circulaire.

BIBLIOGRAPHIE

Patria e Internacionalismo, par A. Hamon; 1 br., 20 reis; typographia do Commercio, 3, T Sacramento do Carmo, 7, Lisboa, Portugal.

Della Tirannia, par V. Alfieri, traduction turque par le Dr Abdullah-Djevdet. Rédaction d'*Osmanli*, Genève (Suisse).

L'Officier et la crise française, par un capitaine de l'armée active; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 11, Galerie du Théâtre-Français.

Résurrection, par le comte Léon Tolstoï; 1 vol., 2 fr., librairie Perrin, 35, quai des Grands-Augustins, Paris.

AVIS

Le camarade Guétant, désireux de propager sa brochure et d'aider à la propagande, nous autorise à les vendre 0 fr. 10 l'exemplaire, pris dans nos bureaux, 0 fr. 20 par la poste.

* * *

Un de nos camarades désirerait vendre : *Le Révolté* 1886-87, *La Révolte* 87 à 91 et 2 vol. du supplément litt., en tout 6 volumes reliés, plus *L'Idée ouvrière du Havre*, 86-87.

Ces volumes sont mis en vente pour venir en aide à un camarade malade.

BOITE AUX ORDURES

...Et la liste renferme plus d'un nom illustre, depuis le R. P. Didon jusqu'au général Gallieni — sont là pour attester que les résultats obtenus tiennent effectivement du miracle.

On ne le sait pas assez en France, où cependant la méthode de Berlitz commence à faire école. Voilà pourquoi il était utile — aussi bien dans l'intérêt public que dans l'intérêt privé — de le dire, et le *Petit Journal*, qu'on trouve toujours prêt à sonner du clairon pour la cause patriotique, devait bien une fanfare à cette ingénieuse tentative, dont les triomphes ne se comptent plus.

EMILE GAUTIER.

(*Petit Journal*, 3 fév.)

MÉLANGES ET DOCUMENTS

Le *Weekly News* publie la lettre suivante, écrite en 1869 par le grand penseur et évocateur d'artistes, Ruskin, mort récemment dans un âge très avancé, et qu'on est heureux de pouvoir ranger parmi ces Anglais qui sont légion, même aujourd'hui, en dépit des Chamberlain et des Cecil Rhodes, et qui méprisent la politique et les agissements des politiciens, financiers et brasseurs d'affaires.

« Denmark Hill, S. E. 20 sept. 1869.

« Cher Monsieur,

« Mon cousin, M. Richardson, me remet votre lettre et votre article sur le vote négatif, que j'ai lu avec attention, quoique j'aie le regret de vous dire que le sujet ne m'intéresse pas. Si vous aviez lu quelques-uns de mes ouvrages politiques, anciens ou récents, vous auriez vu que j'y parle avec un suprême mépris de « la Constitution britannique », des « élections », de « l'opinion publique » et surtout de « la liberté ». Dans *Time and Tide* (Temps et Marée), je dis franchement à mes amis les travailleurs que leur opinion ou leurs votes valent juste autant [illegible] un rat qui sile. Votre article contient des remarq[illegible]s fort justes et des suggestions intéressantes autant que je puis en juger, mais quelque parfait qu'en soit le système, le vote ne saurait avoir la moindre utilité tant que la tourbe des votants restera une majorité d'imbéciles.

« Croyez-moi, etc.

« RUSKIN. »

PETITE CORRESPONDANCE

Nolli. — Mon appréciation sur *Anarchistes* de Mackay a été donnée dans le journal, lors de l'apparition du livre. Je n'ai pas le temps d'entreprendre des discussions sur des livres.

B. J., à Toulon. — Oui, contre 1 fr. bureau du journal.

Mme R., à P. — Reçu broderie. Merci.

Pour. et Bar. — Convocation arrivée trop tard; n'a pas pu passer.

Jean-qui-marche. — Reçu lettre, carte et journal. Merci.

J. G. — L'extrait de *Unto this last* est bon, mais on ne peut le donner comme extrait de Ruskin, puisqu'ils sont reliés par les réflexions du compilateur. Pourrais-je vous voir à ce sujet ?

Solidarité. — Reçu pour les réfugiés espagnols (première liste) :

B., 2 fr. — Un groupe de typos, versé par le camarade M., 1 fr. 75. — G., 2 fr. — Deux camarades, 1 fr. — D., 2 fr. — Gau., 8 fr. 50. — Louise Réville, 2 fr. — Fromentin, 5 fr. — Le beau Paul, 0 fr. 50; La Bombe dit six heures moins 1/4, 0 fr 50; Pour que les copains soient plus généreux, Albert, 1 fr.; Un second beau Paul, 0 fr. 50. Total : 3 fr. — B., à Paris, 2 fr. — Total à ce jour, mardi 6 février : 29 fr. 25.

Nous renouvelons notre appel à tous ceux que révoltent les crimes internationaux de la cléricaille, et les prions d'adresser dans le plus bref délai leur obole au camarade Delesalle, aux *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard, Paris.

Reçu pour l'Ecole libertaire : T., 0 fr. 50; M., 0 fr. 25.

Reçu pour l'image : M., 0 fr. 25.

Reçu pour le journal : L. D., 2 fr.; Ch. Jacques, 0 fr. 50; V. P., 5 fr. — Première souscription des camarades de Nancy : E. M., 0 fr. 25; P. L., 0 fr. 50; E. C., 0 fr. 25; G., 0 fr. 25; F., 0 fr 50; K., 0 fr. 25; P., 0 fr. 20; K., 10 fr.; Y., 0 fr. 25; M. L., 0 fr. 50; Deux libertaires, 1 fr. 25; J. F., 1 fr.; Un bouif, 0 fr. 20; V., 0 fr. 50; Un antipatriote, 0 fr. 30; P., 0 fr. 25; T., 0 fr. 50. — Merci à tous.

Total de la souscription des camarades de Nancy : 18 fr. 20.

M., à Bruxelles. — P. H., à Menetou-Couture. — T., à Droiturier. — D., à Ecully. — B., à Tours. — G., à Vitry-le-Français. — H., à Creil. — R., à Lorient. — B., à Annecy. — P., à Puget-Ville. — R., à Sciez. — G., à Langon. — R., à Paris. — G., à Bruxelles. — G., à Sail-les-Bains. — K., à Munich. — C., à Paris. — A., à Paris. — P. G., à Rome. — R., à Rome. — R., à Londres. — H., à Magnoncourt. — B., à Lozay. — C., à Houssay. — A., à Houdan. — A., à Saint-Laurent en Caux. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 43 DIX CENTIMES DU 17 AU 23 FÉVRIER 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UN PEU D'ÉCONOMIE SOCIALE

L'idée progresse. Ne voila-t-il pas les politiciens venant lui faire risette, lui adressant leur « meâ culpâ » des persécutions auxquelles ils s'associèrent, et avouant que l'humanité ne peut pas avoir de meilleur idéal à réaliser!

Cette surprise, c'est M. Naquet qui nous l'a procurée par la lecture du livre qu'il vient de publier (1).

Oh! il n'y vient pas directement. L'esprit d'un politicien est plus compliqué que cela. Il croit nécessaire de passer auparavant par diverses étapes dont le collectivisme en serait une.

Que l'idéal anarchiste ne se réalise pas d'un seul coup, cela est ma conviction aussi. Mais quelles seront les étapes à traverser, voilà ce que je ne sais pas, et ce que ne sait pas davantage M. Naquet.

Tout ce que l'on peut dire, c'est que ce ne sera sûrement pas un système élaboré d'avance, aussi compliqué que le collectivisme et, surtout, aussi centralisateur et autoritaire, alors que l'évolution des esprits tend à la décentralisation politique, à l'autonomie complète des individus.

⁂

Notre auteur, du reste, n'a pas une foi aveugle en le système Guesde, Marx et Cie. Il en fait une critique assez serrée, et les points qu'il attaque, les arguments dont il se sert nous induiraient même à croire qu'il a connaissance des critiques dirigées par les anarchistes contre le système.

Pages 83 et suivantes, c'est d'abord la théorie de la valeur qu'il attaque, démontrant que Marx n'est nullement arrivé à la définir, ce qui désorganise quelque peu son système. Mais où notre auteur patauge, c'est lorsque, lui aussi, veut arriver à établir une mesure de la valeur.

Car M. Naquet estime que le salaire doit subsister pour stimuler les individus à la production; et comme il a la prétention de vouloir donner au travail et au capital (car il croit aussi à la nécessité du capital, nous le verrons plus loin) la part exacte qui leur revient, il lui faut bien une mesure de la valeur. Et il la trouve dans la loi « de l'offre et de la demande » des économistes; c'est-à-dire dans un critérium qui ne peut donner ni la mesure du temps, ni des forces, ni de l'intelligence dépensées par celui qui l'aura produit.

Tout savant chimiste qu'il est, notre auteur ne s'est pas aperçu que la mesure de la valeur était une chimère; et qu'il n'y avait pas de mesure capable de déterminer la part d'efforts, et la part de causes naturelles qui entrent dans la fabrication d'un objet de consommation ou d'usage.

(1) *Les Temps futurs*, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

⁂

La critique de la mesure de la valeur conduit naturellement M. Naquet à critiquer la non moins fameuse « loi d'airain »; il démontre qu'elle n'est pas d'une rigueur absolue, ce qui est vrai. Cependant il n'en existe pas moins que, par le fait du système du salaire, et de toute l'organisation économique de la société, le travailleur est condamné à toujours rester inférieur — à moins que des circonstances particulières, et très rares, ne lui permettent de sortir du salariat — ne gagnant jamais assez pour pouvoir se développer intégralement, la durée du travail ne lui en laissant pas le temps.

M. Naquet essaie de démontrer que le travailleur actuel est mieux habillé, mieux nourri, peut se passer des fantaisies que ses ancêtres considéraient comme luxe. Or, voilà une affirmation que l'on pouvait avancer sans crainte d'être contredit lorsque l'on ne connaissait rien de la vie des travailleurs des siècles passés, quand l'on n'avait que les tableaux poussés au noir par les historiens bourgeois en haine de la monarchie; mais le voile commence à se lever, nous apprenant que les temps passés ne furent pas si noirs qu'on nous les a dépeints, et que la situation économique n'a rien à voir avec la forme politique.

Les récents ouvrages de M. d'Avenel (1), quoique cet auteur, également, conclue en faveur de l'augmentation de bien-être, nous démontrent que s'il y eut des périodes de famine, de misère noire, il y en eut d'autres où les travailleurs réussissaient à se faire payer un bon prix la location de leurs bras. Ces affirmations, appuyées de pièces à l'appui, du reste, sont confirmées (2) par les travaux de l'Anglais Thorold Rogers.

Eh! sans doute, les besoins ont augmenté avec les progrès de l'éducation, de l'industrie, le développement des relations commerciales; mais comme tout, autour des travailleurs, a augmenté, et que la plupart commencent à connaître ce qui leur manque, il n'est pas sûr que leur situation soit améliorée, puisque, ce qu'ils ont pu acquérir n'est rien en comparaison de ce qui leur manque.

En outre, nos auteurs ont toujours en vue les privilégiés du travail, semblant ignorer que, au-dessous, il y a les malchanceux qui arrivent à peine à arracher la croûte de pain qui les empêche de crever littéralement de faim, mais dont le nombre est considérable. Et que de nos jours, par suite de l'extension de l'outillage mécanique, ils tendent à devenir de plus en plus nombreux, ce qui détruit l'argumentation de ceux qui prônent les bienfaits du progrès.

(1) *La Fortune privée à travers sept siècles*, 1 vol., 4 fr. — *Paysans et ouvriers depuis sept cents ans*, 1 vol., 4 fr., chez Colin, 5, rue de Mézières.

(2) *Interprétation économique de l'histoire*, 1 vol., 7 fr. 50, chez Guillaumin, 14, rue de Richelieu.

Et puis, au surplus, le travailleur, comme seul producteur, n'a-t-il pas le droit de réclamer pour lui *tout* le progrès réalisé, et de ne pas se satisfaire des miettes qu'on lui dispute?

⁂

Ensuite, pages 114 et suivantes, l'auteur passe à l'examen du capital, le déclarant indispensable pour entreprendre n'importe quel travail. Si donc utile, il y a lieu de le rémunérer!

Or, M. Naquet ferait bien de nous dire si, dans toute entreprise qui se monte, c'est l'argent qui permet, par lui-même, de les réaliser, ou si ce sont les matériaux et objets de consommation qu'il permet de se procurer, qui font que l'on peut mener l'entreprise à bonne exécution?

Il ne faut pas grande réflexion pour s'apercevoir que l'argent ne vaut que par sa valeur d'achat. N'y a-t-il pas moyen de trouver un système de groupement permettant de se passer de l'argent et de toute autre valeur d'échange? Voilà ce que n'ont pas démontré les partisans du capital.

L'argent ne vaut que par les objets qu'il permet de se procurer. Pour arracher des pierres d'une carrière, du fer, du cuivre, du charbon d'une mine; pour faire pousser du blé, opérer des transports par chemin de fer ou par mer, il n'y a besoin que de pouvoir disposer de l'outillage nécessaire, de pouvoir se procurer tous les produits exigés par la bonne marche du travail; et que ceux qui participent à l'entreprise puissent se sustenter, s'habiller, se procurer tout ce qui est nécessaire à leur existence, à leurs besoins, à leur distraction, à leur développement physique ou intellectuel.

En la société actuelle, faute d'organisation plus rationnelle, il n'y a que l'argent qui permette de parer à tous ces besoins, à toutes les éventualités d'une entreprise à long terme. Mais supposons une société d'où le capital-argent ait disparu. Les individus crèveront-ils de faim pour cela? Leur activité va-t-elle disparaître parce qu'ils seront forcés de trouver un autre mode de répartition? Les économistes l'affirment. J'ai essayé de réfuter cela dans la *Société future*. Je m'en tiendrai donc ici à l'argumentation de M. Naquet.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

Nous donnons aujourd'hui la liste des gagnants de notre tombola. Les nécessités de la mise en pages nous forcent à renvoyer au prochain numéro le compte rendu de la réunion.

LES INSTITUTEURS

Une fois de plus a été voté le budget de l'Instruction publique, une fois de plus les instituteurs n'ont vu se réaliser aucune des promesses qui leur sont faites depuis un temps immémorial... depuis qu'il existe un suffrage universel et des députés, et que ces députés, pour se faire élire, promettent des quantités de choses à des quantités de gens, et spécialement aux instituteurs, ceux-ci, dans leurs villages, étant électeurs influents.

Certes, à la Chambre, il y a eu une touchante unanimité pour louer « ces modestes serviteurs de l'Etat... qui se dévouent sans compter... qui préparent les soldats de la revanche et les bons citoyens... qui sont les plus ardents défenseurs de la démocratie... qui... que... »; mieux, on s'est attendri — encore un coup et l'on allait pleurer — au pathétique récit de leurs misères, fait par leur ancien collègue Carnaud (un qui a préféré les appointements de député à ceux d'instituteur); enfin on s'est promis de les récompenser... à Pâques ou à la Trinité... quand les ressources le permettront...

Mais tout de même, cette chanson, encore que belle, est un peu vieille, et il se pourrait que ces « modestes et résignés serviteurs » ne s'en laissent plus bercer, et ne se montrent pas satisfaits du tout de la sollicitude de l'Etat à leur égard.

Disons-le tout de suite : tout en reconnaissant la médiocrité de leur situation, nous ne les plaignons pas; car, si médiocre qu'elle soit, du moins elle est assurée, et en cela ils sont mieux partagés que les ouvriers qui doivent compter avec le chômage.

Si nous parlons d'eux, ce n'est donc pas, à l'instar de *tous* les politiciens, pour gémir sur leur condition, et non plus pour les amener à nous par de mirifiques promesses. Simplement nous voulons leur ouvrir les yeux; qu'ils voient, et ils jugeront...

Tous les partis, pour arriver au pouvoir, leur ont de tout temps prodigué les flatteries et les promesses. « Aidez-nous à triompher des ennemis de la République, leur ont chanté tour à tour, sur tous les tons et tous les talents, opportunistes et radicaux, et, si nous triomphons, nous ne vous oublierons pas. » Et sincèrement, naïvement, les bons pédagogues ont lutté « pour sauver la République »; les opportunistes sont montés au pouvoir, puis les radicaux; et les instituteurs, comme sœur Anne, ne voient encore rien venir. Las d'attendre, déjà ils tendent une oreille sympathique aux « psitt! » des socialistes. Et la logique veut qu'ils soient à nouveau « roulés ».

Qu'ils y réfléchissent, qu'ils comprennent que la politique ne leur peut rien rapporter que des ennuis avec l'administration, si les candidats qu'ils défendent n'agréent pas à celle-ci. S'ils veulent une amélioration matérielle, qu'ils montrent les dents; avec la peur, la résignation, on n'obtient rien des gouvernants que ce que ceux-ci veulent bien vous accorder. S'ils trouvent mauvais l'état social actuel, et s'ils ont un idéal de bonté et de justice, qu'ils travaillent, dans leur classe, à le réaliser. Là surtout, plus qu'ailleurs, leur effort ne sera pas perdu; il est plus facile de préserver un enfant des préjugés religieux et sociaux que d'en débarrasser un homme mûr, même un adulte.

Seulement alors ils rempliront vraiment leur rôle d'éducateurs; en travaillant à leur affranchissement, ils travailleront à celui de tous les exploités.

Emile-Marie.

L'HOMME QUI JUGE

Il y a des hommes qui font métier de juger les hommes.

Chaque jour, ils font comparaître devant eux quelques-uns de leurs compagnons d'existence; ils les interrogent, pèsent leurs actes et leurs intentions, disent : « Ceci est bien, ceci est mal », déclarent que telle action mauvaise doit être réparée par tant de souffrance; puis ils font signe à d'autres individus chargés de doser la souffrance.

Ces hommes qui jugent les hommes, qui sont-ils donc? Des saints, ou tout au moins des héros de vertu?

Pas le moins du monde. Ce sont des gens comme vous et moi, ni meilleurs ni pires que les autres; quelquefois pires.

Quand les jeunes de la caste des riches ont tant bien que mal terminé, dans les lycées, aux frais des pauvres, ce qu'ils appellent leurs études; quand ils ont, à force de recommandations, satisfait à des examens, et obtenu, à force de filouteries, un diplôme, estampillé par l'Etat, qui les déclare supérieurs au reste des hommes, — leurs engendreurs s'assemblent, perplexes, et disent : « Qu'allons-nous faire de notre héritier? » L'héritier qui n'a pas de goût pour les labeurs utiles, et qui veut, à l'instar de ses parents, vivre aux dépens de la masse, répond parfois : « Je veux être assassin. » Alors il entre, sous la tutelle du gouvernement, à Saint-Cyr ou à Polytechnique. D'autres fois il répond : « Je veux faire mon droit. »

Faire « son droit », c'est le rêve de tous les jeunes bourgeois sans vocation et sans idéal, cœurs secs et cerveaux vides, heureux de passer sur les trottoirs du « *quartier latin* » de bonnes années de paresse et de noce. C'est aussi le rêve des petits ambitieux, futurs mangeurs d'hommes, herbe mauvaise et vivace de politiciens et de gouvernants.

Leur principale occupation sera de boire, avec ostentation, en compagnie de malheureuses femmes condamnées pour vivre à louer leur corps aux passants. Ils les méprisent et elles les méprisent; mais ils s'affichent avec elles aux terrasses des cafés afin de faire croire à tous qu'ils sont des hommes. Souvent ils font pis : ils s'amusent quelque temps de filles du peuple, pauvres petites âmes vouées à toutes les tentations, les rendent mères et les abandonnent, — les poussant négligemment au suicide ou à la honte, au fleuve ou au ruisseau.

Aux jours d'effervescence sociale, ils se plaisent encore à briser quelques vitres, à faire tout le bruit qu'ils peuvent, acclamant ou conspuant quelque chose. Quoi? ils n'en savent trop rien, répétant ce qu'ils entendent dans leurs familles ou ce qu'ils lisent dans les gazettes. Mais, d'instinct, ils sont toujours contre le peuple; et s'ils se trouvent acclamer une bonne cause, c'est bien par hasard.

Lorsque les monômes, le café et les filles leur laissent quelque répit, ils vont dans une école écouter des hommes graves, à faces de singes, qui leur enseignent des choses iniques. Ils apprennent là le mépris de la simple justice née d'elle-même dans les intelligences loyales, et le respect de l'iniquité imprimée dans les codes, héritages des bêtes fauves nos ancêtres; ils apprennent par-dessus tout le respect de la propriété fondée sur le vol. Pour leur inculquer la notion du juste, on ne trouve rien de mieux que de leur faire admirer les institutions féroces d'une nation dure et impitoyable, morte dans la pourriture il y a près de quinze cents ans, et fameuse parmi toutes celles qui ont le plus terrorisé la terre et les hommes. Et le peu de conscience droite que ces lamentables jeunes gens avaient pu sauver de la famille et du collège, ils achèvent là de le perdre.

Ils ont raison de dire qu'ils font *leur* droit et non pas *le* droit : sans peut-être s'en rendre bien compte, ils sentent tout de même que ce qu'ils apprennent là, ce n'est pas le vrai droit, mais un droit spécial à eux.

Au sortir de cette école, que deviennent-ils? Ils deviennent notaires, et ils volent leurs clients; avoués, et ils grugent les plaideurs; huissiers, et ils dépouillent les miséreux de leurs meubles; diplomates, et ils se mentent entre eux; politiciens, et ils trompent le peuple; journalistes, et ils vendent leur plume; avocats, et ils parlent contre leur pensée; jugeurs d'hommes, et ils distribuent de la souffrance.

On peut dire sans exagération que tout ce qui trompe, gruge, pille et opprime le peuple souverain, sort en grande partie de l'École de Droit.

Voilà quels sont les saints et les héros de vertu qui vont passer leur existence à peser les actes et les intentions d'autrui.

Une fonction si haute ne peut pas s'accomplir tout simplement, vous le pensez bien. Il y faut de l'apparat et du cérémonial. Tout d'abord, les jugeurs d'hommes — comme les domestiques de grande maison — mutilent leur figure : ils empêchent leur barbe de croître, rasant les lèvres et le menton, et ne lui réservant qu'un petit espace, le long des joues. Ils s'appliquent ainsi à ressembler à des singes, font tout leur possible pour atteindre le maximum de laideur; ce à quoi ils arrivent sans grande peine, car leur laideur morale jaillissant de tous les pores de leur face, ils sont naturellement hideux.

Cet affreux aspect, ils le complètent par un accoutrement grotesque qui rappelle, à s'y tromper, celui des médecins de Molière : longues robes et bonnets carrés. La première fois qu'on les voit, ainsi affublés, faire leur entrée dans la salle de séance, à la file indienne, on s'esclaffe. Instinctivement, on cherche, dissimulée dans leurs larges manches, la seringue traditionnelle. A quelle bonne bouffonnerie va-t-on assister? Hélas! c'est à une tragédie. Ces paillasses ne viennent pas là pour faire rire, mais pour faire pleurer.

Disons tout de suite que, leur journée finie, ils ont grand soin d'accrocher leur défroque à un clou et de remettre leur veste, avant de se montrer dans la rue, où, vêtus comme tout le monde, leur présence n'est pas trop remarquée. Ils disent à cela qu'ils n'aiment pas les pommes cuites et les trognons de choux. Comme je les comprends!

Ayant fait leur entrée dans la salle, grimés et costumés, ils prennent place sur une estrade, et, étant ainsi plus élevés que le public, le public tremble devant eux et les honore. Car le meilleur moyen pour se faire respecter de la foule, c'est de l'obliger à lever les yeux vers soi. Au même niveau qu'elle, il n'y a pas de prestige possible; et plus bas qu'elle, vous êtes perdu.

Cependant mes guignols, ayant troussé leurs jupons, se vautrent dans de vastes fauteuils où la plupart ne tardent pas à s'endormir.

Alors on introduit devant eux les mauvais hommes, ceux qui n'ont pas rigoureusement conformé leur conduite aux cinq mille trois cent vingt-quatre paragraphes d'un gros livre. Ces 5324 paragraphes, — véritables versets d'une autre Bible — nul n'est censé les ignorer, même ceux qui ne savent pas lire. En réalité, tout le monde les ignore, à commencer par les jugeurs. Et la preuve, c'est qu'ils ont la plus grande difficulté à se reconnaître parmi ce fatras. Ils ont beau feuilleter les pages, invoquer les textes, amonceler les citations, jamais ils ne sont d'accord. L'un condamne en vertu de tel article; l'autre acquitte en vertu de tel autre article; et souvent c'est la même phrase qui, commentée différemment, dit tantôt blanc et tantôt noir, fait de l'innocent un coupable et du coupable un innocent. Changez de place une virgule, et la face de la justice est retournée. O justice!

Cette Bible moderne, qu'on appelle le Code, que dit-elle? Elle dit que la femme est l'esclave du mari, que l'enfant est la propriété du père, que le pauvre est la chose du riche, que le faible est le jouet du fort. Elle protège le vol sous sa forme propriété; punit la propriété sous sa forme vol. Elle décrète qu'une grande partie des hommes n'aura point part aux richesses matérielles et intellectuelles de la terre, qu'ils ne pourront point prendre conscience d'eux-mêmes et s'améliorer, mais croupiront dans l'ignorance, la brutalité, l'alcoolisme; puis après elle les châtie parce qu'ils sont des ignorants, des brutes, des alcooliques. Elle leur fait un crime au verso de ce dont elle leur fait une loi au recto. Elle décrète pour les uns le droit à ne rien faire, pour les autres l'obligation de peiner durement. A ceux-là, s'ils fautent, elle est toute clémence et toute indulgence; à ceux-ci, toute rigueur et

— Allière et Marion, 2 fr. — Obole de deux camarades de La Chapelle, 6 fr. — Tarrida, 5 fr. — Deux camarades, 3 fr. — G., à Tours, 3 fr. — Sev. et ses camarades, 1 fr. 50. — Liste n° 3 : G. B., 2 fr.; L. M., 0 fr. 25; Adrien M., 0 fr. 50; Léon M., 0 fr. 20; L. V., 0 fr. 50; X., 1 fr. Total : 4 fr. 45; anonyme, 200 fr. — Total de la semaine : 269 fr. 25. — Liste précédente : 29 fr. 25. — Total : 298 fr. 50.

Notre camarade Maximilien Luce nous a fait un superbe dessin qui servira de programme à la réunion que nous nous proposons d'organiser au profit des bannis espagnols.

Nous avons fait un tirage avant la lettre (100 exemplaires) sur papier spécial. Nous les tenons à la disposition des camarades au prix de 1 franc au profit des bannis.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'enseignement libertaire de Belleville, 81, rue Julien-Lacroix. — Les causeries commencent à 8 h. 1/2 précises.

Samedi 17. — Ernest Girault : Notions de préhistoire ; Archéologie.

Lundi 19. — Roger Sadrin : Militarisme et religion sur le cerveau humain.

Mercredi 21. — Antoine Cyvoct : La vie au bagne.

Jeudi 22. — Albert d'Iris (Prudhomme) : Contre l'individualisme (Stirner).

Nota. — Les camarades qui ont des livres et qui les ont lus sont priés de les rapporter.

Syndicat libre des irréguliers du travail et des hommes de peine. — Réunion tous les mardis, à 8 h. 1/2, au local de la Bibliothèque libertaire de Belleville.

Mardi 20 février, à 8 h. 1/2, causerie sur le Congrès de 1900 par le camarade Rémy, du groupe des E. S. R. I.

*Groupe libertaire du XIII*e. — Lundi 19 février, à 8 h. 1/2, réunion, au coin des rues Buot et de l'Espérance. Sujet : Le Congrès libertaire de 1900.

*Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIII*e *arrondissement*, salle Couderc, 1, rue Léon. — Vendredi 16 février, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par Delesalle sur les Syndicats et les anarchistes.

Dimanche 18 février, à 8 h. 1/2 du soir, causerie sur l'Individualisme.

Au mois d'avril prochain, ouverture de la bibliothèque.

Adresser toutes communications au camarade Poinçon, 22, rue des Roses.

Ecole libertaire, 6, rue de Montmorency, tous les soirs, à 8 h. 1/2, cours et conférences.

Jeudi 15 février. — La matière et l'énergie, par Bloch.

Vendredi 16 février. — Littérature (Diderot), par Quillard.

Samedi 17 février. — Causerie sur l'actualité (Le militarisme et le cléricalisme), par Paraf-Javal.

Lundi 19 février. — Histoire de la philosophie, par Bloch.

Mardi 20 février. — Tolstoï et ses idées sur l'art, par Ch. Albert.

Jeudi 22 février. — La matière et l'énergie, par Bloch.

Vendredi 23 février. — Littérature (Diderot), par Quillard.

Bibliothèque à la disposition des camarades.

Vente de journaux et brochures pendant les deux dernières semaines, 7 fr.

Dimanche 18 février, à 2 heures de l'après-midi, Salons du Printemps, 76, boulevard de Picpus, matinée d'art organisée par la Bibliothèque libertaire du faubourg Antoine. Les *Mauvais Bergers*, drame par O. Mirbeau, seront lus par l'auteur.

Cette lecture sera précédée d'une conférence par P. Quillard.

Prix d'entrée : 0 fr. 50, au profit de la Bibliothèque de la rue Titon.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), ouverte à 8 h. 1/2, tous les soirs.

Samedi 17 février. — La Réforme et les Anabaptistes.

Lundi 19 février. — Louise Réville : La philosophie de Max Stirner.

Mercredi 21 février. — E. S. R. I. : L'Education considérée comme moyen révolutionnaire (2e causerie).

Samedi 24 février. — Savioz (Mlle de Sainte-Croix) : La Femme et la Liberté.

Une salle aménagée spécialement pour la lecture sur place est ouverte tous les soirs.

Adresser journaux, livres, revues, etc., au siège, 26, rue Titon.

*Bibliothèque d'études sociales des Egaux du XVII*e *arrondissement*, 83, rue de Courcelles. — Ouverte tous les soirs. Tous les mardis et jeudis, lectures antimilitaristes.

Samedi 17 février, à 8 h. 1/2 précises. — Causerie de L.-F. Buttery : L'Amour libre, de Ch. Albert.

Samedi 24. — Les luttes de la théologie et de la science (*suite*).

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — Samedi 17 février 1900, réunion des Libertaires des Quatre-Chemins, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier, à Aubervilliers, à 8 h. 1/2 du soir. Causerie par la camarade Lucienne Marin, sur l'Hygiène. Fondation d'une bibliothèque; le Congrès de 1900.

Combs-la-Ville. — Les camarades nous prient de faire savoir qu'une bibliothèque est en formation en cette ville. Les réunions ont lieu tous les dimanches à 4 heures, café du Rocher.

Amiens. — Samedi 17 février, salle de l'Alcazar, grande soirée familiale organisée par le groupe libertaire d'Amiens. Causerie par Libertad. Grand concert, farandole enfantine, bal, tombola. Tous les camarades sont invités à y assister.

La *Peste religieuse*, par J. Most, est en vente chez le camarade Béranger, 71, rue des Longues-Haies, Roubaix : 3 fr. le cent.

Bruxelles. — Dimanche 18 février, à 8 h. 1/2, à l'ancienne Bourse, Grand'Place, grande soirée familiale des *Cosmopolitains*. Conférence par Flaustier : Science et criminalité.

Seraing. — Dimanche 18 février, à 2 h. 1/2, au Casino, conférence sur l'Amnistie. Orateur : Flaustier.

LA TOMBOLA DE NOTRE RÉUNION

Voici la liste des gagnants :

1. Une paire de pilons en caoutchouc, par le n° 1610. — 2. Une écossaise chinchilla d'Asie, par le 141. — 3. Eau-forte de Daumont, par le 2870. — 4. Une gouache de Daumont, par le 1182. — 5. Une lithographie de Mme Daumont, par le 2140. — 6. Pelote brodée, par le 2136. — 7. Un tapis toile russe, par le 2440. — 8. Une lithographie de L. Pissarro, par le 1711. — 9. Un tableau de Luce, par le 2850. — 10. Deux dessins de A. D., par le 2680. — 11. Un tableau de G. Mangana, par le 2135. — 12. Deux volumes de Retté, par le 324. — 13. Idem, par le 58. — 14. Deux volumes de Retté, par le 2675. — 15. Idem, par le 2368. — 16. Un exemplaire de *La Société mourante*, par le 2906. — 17. Une boucle de ceinture, par le 1901. — 18. Une broche, par le 699. — 19. Broche avec écrin, par le 2891. — 20. Une parure en acier, par le 827. — 21. Boutons de manchettes, par le 630. — 22. Epingle à cheveux et broche, par le 2481. — 23. Epingle et broche, par le 1810. — 24. Une châtelaine, par le 2705. — 25. Broche et épingle, par le 502. — 26. Idem, par le 2367. — 27. Idem, par le 1811. — 28. Idem, par le 1812. — 29. Idem, par le 2124. — 30. Boucles d'oreilles, par le 257. — 31. Boucles d'oreilles, par le 2087. — 32. Un bracelet enfant, par le 1449. — 33. Bracelet enfant, par le 1334. — 34. Idem, par le 2688. — 35. Bracelet semainier, par le 1574. — 36. Bon pour accouchement, par le 2137. — 37. Un volume, par le 2290. — 38. Idem, par le 2701. — 39. Deux volumes, par le 1498. — 40. Idem, par le 1529. — 41. Idem, par le 1356. — 42. Idem, par le 1542. — 43. Six mois d'abonnement à la *Revue Franco-Allemande*, par le 2894. — 44. Idem, par le 1982. — 45. Idem, par le 359. — 46. Idem, par le 2188. — 47. Une bibliothèque, par le 1143. — 48. Un porte-canne, par le 776. — 49. Un porte-parapluie, par le 2122. — 50. Un plateau, par le 1841.

51. Un cendrier, par le n° 1160. — 52. Un cendrier, par le 181. — 53. Trois petits vases en porcelaine, par le 2787. — 54. Une corde à sauter, par le 1525. — 55. Tapis de table, par le 307. — 56. Idem, par le 2791. — 57. Idem, par le 1966. — 58. Une broche, par le 2828. — 59. Un bébé, par le 1743. — 60. Une salière, par le 2163. — 61. Un chandelier en bronze, par le 340. — 62. Une paire chaussures, par le 2446. — 63. Dessin de Couturier, par le 892. — 64. Idem, par le 1512. — 65. Cartes postales illustrées par Couturier, par le 2160. — 66. Idem, par le 2253. — 67. Idem, par le 771. — 68. Idem, par le 1544. — 69. Idem, par le 2306. — 70. Deux dessins de Pissarro, par le 2876. — 71. Une année de l'*Image*, par le 2102. — 72. 38 nos du *Courrier Français*, par le 794. — 73. Un morceau de musique, par le 1101. — 74. Une lanterne à acétylène, par le 1027. — 75. Une boîte de cigares, par le 2138. — 76. Autre boîte de cigares, par le 1166. — 77. Deux kilos de malt, par le 687. — 78. Idem, par le 688. — 79. Idem, par le 1184. — 80. Idem, par le 2539. — 81, 82, 83, 84, 85 et 86. Idem, gagnés respectivement par les nos 2221, 939, 1455, 1814, 2861 et 2109. — 87. Un volume, par le 1888. — 88. Deux boîtes de vaseline, par le 2439. — 89, 90, 91 et 92. Idem, respectivement par les nos 2824, 250, 244, et 2314. — 93. Un porte-cigarette, par le 1618. — 94. Un volume relié, par le 1613. — 95. Un huilier, par le 1877. — 96. Six verres guillochés, par le 272. — 97. Un demi-service à café, en porcelaine, par le 1561. — 98. Un déjeuner en porcelaine, par le 2447. — 99. Une bouteille de chartreuse, par le 1842. — 100. Une bouteille cognac, par le 2519. — 101. Une bouteille champagne, par le n° 619. — 102. Un tapis, par le 2987. — 103. Un vide-poche argenté, par le 726. — 104. Une broderie, par le 1880. — 105. Un volume, par le 769. — 106 et 107. Idem, respectivement par les 2051 et 2731. — 108. Eau-forte coloriée de Paraf-Javal, par le 1973. — 109. Idem, par le 259. — 110. Eau-forte de Paraf-Javal, par le 2562. — 111. Une pièce de bourrelets, par le 17. — 112. Embrasses à boules, par le 2236. — 113. Boîte de couteaux, par le 1775. — 114. Idem, par le 1222. — 115. Un tableau de R. Pissarro, par le 709. — 116. Un ab. 6 mois aux *Temps Nouveaux*, par le 487. — 117. Cinq kilos de cerises à livrer fin mai, par le 1617. — 118. Une giletière en crin, par le 2468. — 119. Cinq kilos d'asperges à réclamer courant mai prochain, par le 2715. — 120. 2 vol., par le 1399. — 121. 2 vol., par le 2445. — 122. Un col marin en étamine, par le 1863. — 123. Une robe pour enfant, par le 1135. — 124. Une jumelle, par le 1864. — 125. Un pastel, par le 102. — 126. *La Naissance de Vénus*, par le 1198. — 127. Eau-forte de Masson, d'après Chaplin, par le 1083. — 128. Eau-forte de Courtry, d'après Henner, par le 1082. — 129. Eau-forte de Renouard, par le 931. — 130. Eau-forte de Lalauze, d'après Casanova, par le 286. — 131. Eau-forte de Mme Cholé Moutet, d'après Caraud, par le 820. — 132. 4 paires de bas, par le 819. — 133. 4 paires de bas, par le 1856. — 134. 4 paires de bas, par le 2679. — 135. Un costume de jeune fille, par le 2298. — 136. Un costume de jeune fille, par le 1727. — 137. Une paire de chaussons et un petit bonnet au crochet, par le 2360. — 138. Une paire de chaussons au crochet pour enfant, par le 2505. — 139. Un vol., par le 371. — 140. Deux porte-allumettes, tête de chien, bois sculpté, par le 1991. — 141. Dix rouleaux de papier peint, par le 1139. — 142. Un petit banc de style, par le 2388. — 143. Une étude d'Agar, par le 2099. — 144. Une aquarelle de Cross, par le 2741. — 145. Une caisse de fleurs du Midi, de cinq kilos, par le 1770. — 146. Un médaillon en plâtre, par Carolus Martin, par le 1933. — 147. Un chemin de table brodé, par le 2998. — 148. *Un chapeau de dame*, par le 1398. — 149. Un *volume sur les rayons X*, par le 1592. — 150. Une esquisse de Hermann-Paul, par le 2771.

151. Un dessin encadré, par le n° 1049. — 152. Une peinture, par le 101. — 153. Un dessin encadré, par le 1200. — 154. Dessus de pantoufles, broderie

japonaise en soie, sur fil d'aloès, avec signature, par le 2607. — 155. Une *bonbonnière*, par le 1897. — 156. Deux vide-poches, par le 2478. — 157. Un tableau, par le 1278. — 158. Une aquarelle de Rysselberghe, par le 1138. — 159. Un pastel, idem, par le 77. — 160. Un tableau de Lebasque, par le 1396. — 161. Un *cendrier en étain* de A. Charpentier, par le 199. — 162. Un petit revolver nickelé, crosse en ivoire, par le 2941. — 163. Une paire de sabots sculptés, par le 2952. — 164. Un burin de Barbottin, par le 2917. — 165. Un tableau de Lefèvre, par le 2139. — 166. Un tableau de Bochard, par le 39. — 167. Une lithographie de Maurin, par le 2270. — 168. Une aquarelle de Signac, par le 391. — 169. Une collection des *Temps Nouveaux*, par le 1865. — 170. Une noix de corozo, curieux travail de patience des Indiens Quipos, par le 950. — 171. Un dessin de Comin' Ache, par le 79. — 172. Un dessin idem, par le 677. — 173. Une pipe en bois des Iles, par le 948. — 174. Un bon d'un anonyme, pour aider un comptable à trouver un emploi à Marseille ou ailleurs, par le 80. — 175. Deux brosses-balais, fabrication américaine, par le 394. — 176. Une ceinture avec boucle ciselée, par le 1163. — 177. L'année 1896 du *Père Peinard*, par le 683. — 178. Un béret en peluche, par le 2823. — 179. Idem, par le 932. — 180. Trois kilos de miel surfin à livrer en mai, par le 93. — 181. Une jumelle, par le 594. — 182. Une paire de bottines, cuir fauve, pour dame, par le 2601. — 183. Une calotte et une paire de chaussons en drap, par le 1395. — 184. Une calotte en drap, par le 593. — 185. Deux vases faïence de 40 cent. de haut, style Renaissance, par le 1570. — 186. Une chemise brodée costume national roumain, par le 198. — 187. Deux serviettes brodées à la mode nationale roumaine, par le 1394. — 188. Idem, par le 1681. — 189. Un petit pot à crème en argent, par le 1162. — 190. Un collier de corail, par le 76. — 191. Un croupon de cuir de vache pays, par le 1397. — 192. Trois petits volumes, par le 1136. — 193. Idem, par le 2010. — 194. Un tableau de F. Bonnet, par le 943. — 195. Une poupée, par le 92. — 196. Une boîte de bonbons, par le 1241. — 197. *Traité de physiologie*, par Longuet, par le 36. — 198. Six mouchoirs de poche, par le 91. — 199. Trois flacons d'extrait de quinquina, par le 2953. — 200. Une eau-forte de M. Mortier, par le 1887.

201. Une corbeille à pain, par le n° 596. — 202. Trois photographies, par le 775. — 203, 204. Cravate pour dame, respectivement par les n°s 1992 et 900. — 205. Trois photographies *Le Triomphe de la Vérité*, par le 2356. — 206. Idem, par le 1578. — 207. Un lot de serviettes, par le 2996. — 208. Cinq bouteilles de vin blanc 1895 Bossey, clos du Rocher, par le 584. — 209. Idem, par le 2354. — 210. Cinq kilogr. de fruits de Nice, par le 1644. — 211. Un tableau de Jehannet, par le 603. — 212. Un travail de dentelle, par le 1773. — 213. Un abonnement de 6 mois aux *Temps Nouveaux*, par le 1069. — 214. Un petit porte-montre, par le 1697. — 215. Une chemise de nuit pour enfant, par le 2359. — 216. Une paire de bas de pantalon en broderie Richelieu, par le 379. — 217. Une robe de bébé, par le 374. — 218. Un chapeau en paille de cocotier des îles Hawaï, par le 419. — 219. Une aquarelle par Hoffmann, par le 1270. — 220. Une épreuve d'Etat, gravure sur bois en couleurs, de Lucien Pissarro, par le 691. — 221. Un allumoir électrique, par le 18. — 222. Une cruche à vin en verre et métal ciselé et argenté, par le 375. — 223. Un pot à crème en métal argenté, par le 604. — 224. Pâtisserie d'Alsace, par le 621. — 225. Pâtisserie d'Alsace, par le 415. — 226. Quatre vues photographiques positives sur verre pour vitraux, par le 605. — 227. Douze vues photographiques carte-album, par le 2210. — 228. Un volume, par le 486. — 229. Idem, par le 1621. — 230. Idem, par le 2166. — 231. Idem, par le 803. — 232. Chromos, par le 675. — 233. Une demi-bouteille de cognac, par le 2516. — 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243. Un exempl. de la *Bibliographie de l'Anarchie*, de M. Nettlau, respectivement par les 1694, 911, 2834, 469, 1401, 1932, 2781, 1264, 1095 et 767. — 244. Un hamac du Paraguay tissé à la main, par le 1377. — 245. Un tirado argentin ou ceinture de gaucho en cuir avec garniture argent, par le 253. — 246. Un réticule, par le 1303. — 247. Idem, par le 966. — 248. Cinq paires de chaussettes d'enfant, par le 2785. — 249. Un porte-montre en bronze, par le 2218. — 250. Un morceau de musique pour piano et une gravure, par le 2024.

251. Un flacon à odeur, par le n° 2234. — 252. Un sachet, par le 1301. — 253. Un lot de tabac suisse, par le 1934. — 254. Un nœud de cravate, par le 2644. — 255. Un tableau de Freixas, par le 1265. — 256. Deux ronds de serviettes et brochures diverses, par le 1266. — 257. Une paire de babouches, de Tanger, par le 1738. — 258. Un plat en terre décoré style arabe, par le 1872. — 259. Un panier en vannerie du Maroc, par le 1021. — 260. Idem, par le 1268. — 261. Idem, par le 1672. — 262. Idem, par le 252. — 263. Idem, par le 2279. — 264. Un dessin de Louis Bochard, par le 1986. — 265. Un dessin, par le 2349. — 266. Un lot de vues d'Algérie et de Tunisie, par le 1491. — 267. Un petit sac de dame, par le 1344. — 268. Un réticule, par le 1193. — 269. Un petit album de vues d'Honolulu (îles Hawaï), par le 2821. — 270. *L'Antiquaire* de Walter Scott, par le 271. — 271. Une paire de souliers au crochet, par le 1495. — 272. Une louche, par le 1741. — 273. Une dentelle pour robe d'enfant, par le 923. — 274. Une douzaine de cartes-lettres pour enfant, par le 1918. — 275. Un petit couteau à découper la viande (province de *Géorgie, Russie*), par le 2423. — 276. 4 volumes divers, par le 2070. — 277. Une pipe en bruyère, par le 1852. — 278. Idem, par le 1997. — 279. Idem, par le 1935. — 280. Idem, par le 1191. — 281. Idem, par le 423. — 282. Idem, par le 1955. — 283. Idem, par le 885. — 284. Idem, par le 1144. — 285. Un abonnement d'un an aux *T. N.*, par le 886. — 286. Un sautoir, par le 282. — 287. Un coussin brodé, par le 910. — 288. Une boîte de 1 kilog. de pruneaux, par le 700. — 289. Une blague à tabac et quelques brochures, par le 2021. — 290. 1 volume et 2 brochures, par le 48. — 291. 2 volumes (Bibliothèque Sociologique), par le 49. — 292. Un écran à photographie, par le 1833. — 293. Le premier semestre de la *Revue Franco-Allemande*, par le 1658. — 294. Idem, par le 1829. — 295. Une collection (incomplète) de l'*Enclos*, par le 664. — 296. Idem, par le 1321. — 297. Un exemplaire de la *Damnation de Faust*, par le 1836. — 298. Idem, par le 258. — 299. Un exemplaire de l'*Enfance du Christ*, par le 1332. — 300. Idem, par le 1218.

301. Un litre de rhum, par le n° 1443. — 302. Un appareil à râper le fromage, par le 821. — 303. Idem (petit modèle), par le 1981. — 304. Un dessin de G. Lion, par le 1147. — 305. Un sac de voyage, par le 2189. — 306. Un tableau de Mme M. Jamet, par le 2332. — 307. Une aquarelle de M. Jamet, par le 54. — 308. Un lot de poésies et chansons, par le 397. — 309. Un essuie-plumes, par le 2334. — 310. Un encrier, par le 161. — 311. Un pastel par Bessin, par le 2267. — 312. Une étude peinture de D. Tixier, par le 1562. — 313. Couteau à ouvrir les huîtres, par le 939. — 314. Idem, par le 663. — 315. Idem, par le 2213. — 316. Idem, par le 698. — 317. Idem, par le 1585. — 318. Idem, par le 1018. — 319. Un porte-montre bulgare, travail fait dans les prisons du pays, par le 1017. — 320. Idem, par le 2034. — 321. Un petit couteau turco-bulgare, par le 2309. — 322. Un fume-cigarette et un sifflet bulgares, par le 2537. — 323. Idem, par le 2247. — 324. Deux petits bracelets en verroterie et un sifflet bulgares, par le 2574. — 325. Idem, par le 2349. — 326. Une brosse à habits, par le 620.

327. Un tableau, par le n° 1838. — 328. Un plâtre Le tribun, don de Rodd, par le 1611. — 329. Un croquis, par F. H., par le 758. — 330. Un volume, par L. D., par le 757. — 331. Un nécessaire, par G., par le 1739. — 332. Une montre, par S., par le 2175. — 333. 1re année de la *Révolte*, par K., par le 1639. — 334. Un vol. de Karl Max, par Held., par le 1446. — 335. Deux vases à fleurs, par L. B., par le 825. — 336. Un schrapnel monté sur fer forgé, par Albert T., par le 2240. — 337. Un travail en dentelle, par A. B., par le 516. — 338. Un tableau, par V. Nizza, par le 1438. — 339. Un litre de marc du Berry, par le camarade Boileau, par le 599.

Don des camarades D. et M., de Buenos-Ayres. — 340. Un album, par le 1437. — 341. Idem, par le 1441. — 342. Un pic, par le 1176.

343. Un pastel de B., par le n° 1283. — 344. Un ex. de Dieu et l'Etat, par le 1341. — 345. Un porte-carte, envoyé par les Panturchiens de Portland, au nom de la Revue « *La pensée la plus avancée du monde* » de Portland, par le 1189. — 346. Un carnet à notes, envoyé par l'atelier-musée de l'asile Michel, au nom de Irma et Grétry les deux fillettes du fondateur, feu Paul Schultze, Genève, par le 822. — 347. Idem, par le 2120. — 348. Un portefeuille frappé des iris suisses, envoyé par l'atelier Zybach au nom du secrétariat international AAA, 16, Elms Street, Chester, Mass. E.-U., par le 2820.

Le camarade Guétant, désireux de propager sa brochure *Marchand-Fashoda*, et d'aider à la propagande, nous autorise à les vendre 0 fr. 10 l'exemplaire, pris dans nos bureaux ; 0 fr. 20 par la poste.

BIBLIOGRAPHIE

Comment on se défend des maladies nerveuses, par le Dr H. Labonne ; 1 plaquette, 1 franc, à la Société d'éditions scientifiques, 4, rue Antoine Dubois.

Le Cinquantenaire de la librairie C. Reinwald, 1849-1899 ; une plaquette avec portraits, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères, Paris.

Actes, par Yvanhoé Rambosson ; 1 plaquette, imprimerie J. Gentil, 24, rue Notre-Dame, Verneuil.

Plaidoyer pour l'enseignement populaire, par G. Bouglé ; 1 broch., 0 fr. 10, Librairie J. Crémieu, 13, rue Nationale, Montpellier.

Le Sabre et la Loi, par G. Lhermitte ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 11, galerie du Théâtre-Français.

La Jalousie des yeux, par F.-H. Michel ; 1 vol., 2 fr. 50, à la *Revue phocéenne*, 32, rue Sainte, à Marseille.

Historique du mouvement pacifique, par Potonié-Pierre ; 1 plaquette, 1 fr., imprimerie Steiger, à Berne (Suisse).

A lire :

A Madagascar, par Urbain Gohier, *Aurore* du 12 février.

Vient de paraître :

Le n° 2 des chansons éditées par le camarade P. Delesalle est consacré au poète E. Pottier et contient : *L'Internationale*, avec musique ; *Crevez-moi la sacoche*, *Le Politicien*, etc. — N° 1 : *La Carmagnole*, avec musique et couplets de 1793, 1869, 1883. L'exemplaire, 0 fr. 10 ; le cent, 4 fr. 50. — Paraîtront sous peu : *Ouvrier, prends la machine ; J'n'aime pas les sergots*, etc.

PETITE CORRESPONDANCE

G., à B. — Nous n'avons pas édité d'almanach.

Lemaire. — Reçu 30 fr. pour les cartes. — Merci.

P. V. — Les deux cartes en couleur qui ont paru dans le dictionnaire *La Châtre* sont celle de l'Amérique du Nord et celle de l'Amérique du Sud.

Laur., rue St-M. — Mais oui, envoyez des timbres, nous en avons le placement.

Reçu pour le journal : B., 1 fr. — R., 4 fr. — N., 5 fr. — S. M., 10 fr. — G., 0 fr. 50. — A. A., 2 fr. — A. S., 0 fr. 60. — S., à Paris, 5 fr. — Sev. et ses camarades, 1 fr. 50. — Merci à tous.

N., à La Française. — E., à Vallon. — V., à La Rochetoirin. — L., à Valenciennes. — P. A., à Issoire. — L., à Aix. — M., à Nuaillé. — F., à Saint-Tulle. — K., à Londres. — A., à Houdan. — C., à Houssay. — M., à Montner. — F., à Saint-Tulle. — D., à Bourg-la-Reine. — G., à Beaune. — R., à Paris. — B., à Iseghem. — B., à Niort. — G., à Beaucourt. — C., à Fives. — L., à Vienne. — T., à Alger. — B., à Denain. — L., à Amiens. — M., à Paris. — R., à Bel-Abbès. — G., à F. — G., au Havre. — R., à Guérigny. — S., à Boursonne. — S., à Lyon. — L., à Nancy. — G., à Sartène. — P., à Marseille. — L., à Aubervilliers. — Reçu timbres et mandats.

Collections de 30 lithographies.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro.* — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Wuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.*

Dernières parues :

La Guerre, *par Maurin.* — **Ah ! les sales Corbeaux !** *par J. Hérault.* — **Capitalisme,** *par Comin'-Ache.* — **Epouvantails,** *par L. Chevalier.* — **Education chrétienne,** *par Roubille.* — **Souteneurs sociaux,** *par Delannoy.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40 ; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Avec quelques-unes qui nous sont rentrées, nous venons de reconstituer trois collections complètes. Nous les mettons en vente au prix de 50 fr.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

toute implacabilité. Au rebours de la logique et des lois physiques mêmes, les gros s'échappent à travers les mailles de son filet, et les petits y restent pris. Filet fantastique!

Livre redoutable et sacré, cette Bible — beaucoup moins attrayante que l'autre — nous fut léguée, dans ses grandes lignes, par un peuple de voleurs cauteleux et d'aventuriers bavards qui établirent autrefois leur repaire sur les bords du Tibre, et qui de là se lançaient sur le monde pour le désoler. C'est à la lumière de ces intelligences lointaines et brutales que les jugeurs d'hommes examinent nos actes; c'est aux idées de ces pillards sur la morale qu'ils veulent que nous conformions notre conduite, et nous ne sommes de bons citoyens, d'honnêtes gens, qu'autant que nous pensons et vivons ainsi que le voulait, il y a quatorze siècles, l'empereur Justinien.

Les jugeurs d'hommes sont assis, comme des marchands, devant un grand comptoir. Qu'y vendent-ils? Du drap? des salaisons? des fromages? Bien mieux: la justice. Tout simplement.

Leur boutique porte, comme enseigne, une balance. Une balance qui n'est rien moins que de précision. Au petit bonheur, cahin-caha, ils vous y pèsent les intentions humaines, comme d'autres deux kilos de sucre. Et, soit qu'ils aient beaucoup d'ouvrage, ou qu'ils aient hâte d'aller se promener, ils ne prennent pas toujours le temps de s'assurer si les deux plateaux se font équilibre; de sorte que ceux qui viennent dans leur magasin acheter de la justice, en sortent presque toujours volés.

Derrière le dos de ces singuliers débitants, est pendue au mur une peinture qui fait frémir: c'est l'image d'un homme nu, à l'air très doux, qui râle sur un gibet où on le fixa à l'aide de clous dans ses membres. C'est, paraît-il, sur l'ordre des juges de son époque que ce malheureux fut mis à mort de cette façon épouvantable.

Les mauvais hommes qui ont contrevenu, sans même le connaître, à l'un des 5324 versets du grand Livre, et qu'on amène devant les marchands aux figures sinistres, sont frappés d'effroi à la vue du supplicié, qui est pour eux comme un avertissement tragique. Ils sont démontés aussi par l'étrangeté de la salle où ils se trouvent, par les dorures du plafond qui contrastent avec leurs loques, par les regards du public plantés sur eux comme sur des bêtes rares, par les préposés aux meurtres nationaux qui les tiennent et dont les moindres mouvements font retentir d'effrayants cliquetis d'armes blanches, et surtout par la rangée de médecins de Molière devant qui ils comparaissent. Aussi n'ont-ils point leur tête à eux; et, quand le chef des marchands les interroge, ils bredouillent, ne savent que dire, renoncent à se disculper. Alors leur affaire est claire, et ça ne traîne pas : en deux temps et trois mouvements, le chef jugeur décide que le mauvais homme qu'il a devant lui sera privé de son existence pendant une période plus ou moins longue, suivant l'inspiration du moment. Et cela se passe comme il l'a dit : on emmène le méchant homme, on l'enferme entre quatre hautes murailles, on lui rase les cheveux et la barbe, on lui fait revêtir un costume triste, on lui met les pieds dans de gros sabots, puis on le force à travailler servilement, sous le bâton et sous la botte, durant des mois ou des années, jusqu'au terme prescrit. Pour le punir de sa dégradation antérieure, on l'avilit, on le dégrade de plus en plus; puis, un beau jour, on le rejette dans la circulation avec de nouveaux vices, de nouvelles tares, une bien plus grande aptitude à offenser le gros Livre.

Quand il est entré dans la maison aux hautes murailles, ses compagnons de chaîne lui ont dit : « Qu'as-tu fait pour venir ici?... Quoi! rien que cela? Et tu t'es laissé prendre? Maladroit! Voici comment il fallait faire. » Il s'instruit donc et se promet de faire mieux à l'avenir. Un jour, l'un deux l'a pris à part : « Le Beau Nénesse et moi, nous combinons un chouette coup pour notre sortie; veux-tu en être? C'est simple : une vieille femme à estourbir et une villa à dévaliser... Tu ne sais pas manier un surin? On te donnera des leçons. » Et c'est ainsi que, sur l'ordre exprès des jugeurs et aux frais des bons contribuables, le mauvais homme parachève son éducation. Dans le recueillement de la centrale, il s'enrôle sans bruit dans l'armée rouge, se prépare en silence aux futures besognes de sang. Après quelques années passées dans la compagnie de cambrioleurs, de sodomistes, de souteneurs, d'égorgeurs, on peut croire qu'il n'a plus qu'un faible penchant à tenir compte du Livre sacré et de ses cinq mille trois cent vingt-quatre versets. Et c'est alors qu'on lui ouvre la porte toute grande et qu'on le lâche en pleine société.

Aux pauvres filles qu'ils ont jadis séduites et qui, de chute en chute, sont tombées bas, les jeunes fêtards d'autrefois, devenus magistrats, sont implacables. Mais aux belles dames du monde qui ont le revolver trop prompt ou l'arsenic trop facile, ils sont tout sucre et tout miel.

La boutique des jugeurs d'hommes est très achalandée : tous les âges, toutes les conditions s'y coudoient. Tous ceux qui ont entre eux des sujets de rivalité, de contestation, de querelle, s'y donnent rendez-vous ou s'y traînent les uns les autres; et, dans une société qui est précisément basée sur la rivalité, sur la guerre d'homme à homme, on peut penser s'ils doivent être nombreux! Devant le comptoir, c'est un défilé continuel. Créanciers impayés, industriels menacés par la contrefaçon, hommes politiques diffamés, maris trompés, voleurs volés, rouleurs roulés, floueurs floués, tout ce monde s'en vient crier vengeance aux pieds des arbitres. Parmi toutes ces jérémiades, embrouillées comme à plaisir par les roueries et les mensonges de chaque partie, de leurs défenseurs et de leurs témoins, comment les arbitres pourraient-ils jamais se reconnaître, à supposer qu'ils en eussent l'envie? Aussi s'en remettent-ils sagement au dieu du hasard ou au dieu profit, donnant raison tantôt à X, tantôt à Z, au gré de leurs intérêts ou de leur humeur présente, les yeux fermés, la main ouverte; et ils ont la satisfaction de penser qu'ils doivent quelquefois tomber juste. Rabelais nous conte l'histoire d'un juge qui jouait les sentences au sort des dés : assurément, c'est là le procédé le plus commode, le plus expéditif et le plus impartial. Puisque les intéressés eux-mêmes n'arrivent pas à s'entendre sur des choses qu'ils connaissent mieux que personne au monde, on ne peut pourtant pas vouloir que des étrangers aient le pouvoir de faire la lumière sur une affaire qui ne les regarde pas? Pile ou face est donc tout indiqué.

Il faut d'ailleurs rendre cette justice aux arbitres qu'ils font tout ce qu'ils peuvent pour dégoûter le public d'avoir recours à eux. D'abord ils vendent leur marchandise à des prix fous : pour vous régler une petite contestation de dix francs, ils vous présentent une note de trois ou quatre cents francs, dans lesquels ne sont même pas compris leurs appointements, puisque c'est le peuple tout entier qui les paie. Puis ils mettent, à s'occuper de votre affaire, toute la mauvaise volonté possible. Leur lenteur est proverbiale : des différends qui, entre gens raisonnables, se fussent réglés en dix minutes, ils les règlent en dix ans, et encore sans contenter personne. On a vu des procès survivre à leurs auteurs, se transmettre d'héritiers en héritiers, passer de générations en générations, pour la plus grande gloire et le plus grand profit des marchands de justice. Mais rien ne lasse la patience de la gent plaideuse.

Les justiciards ont autour d'eux une armée d'individus baroques aux occupations bizarres, avoués, huissiers, greffiers, avocats, syndics, notaires, etc., qui se renvoient de l'un à l'autre le douloureux plaideur, comme une chiffe. A chacun, bon gré, mal gré, il faut abandonner un lambeau de sa chair. Vampires voraces, ils se cramponnent après vous de tous leurs ongles, et ne vous lâchent qu'une fois vidé; et, pour humer le sang de vos veines, ils ont ce suçoir terrible : le papier timbré.

Ces individus parlent un jargon extraordinaire, un stupéfiant galimatias que je les défie bien de comprendre eux-mêmes. Le latin de cuisine des prêtres n'est qu'un jeu à côté. C'est dans ce langage inouï, fait de mots qui ne figurent à aucun dictionnaire et d'une syntaxe qui n'est exposée dans nulle grammaire, que sont rédigées — par quel tour de force? — les terribles feuilles de papier timbré. Dans l'impossibilité de rien comprendre, l'acheteur de justice jette sur ces grimoires cabalistiques des regards navrés; pourtant, tout au bout de la liasse, il saisit une petite phrase, qui est très claire : « Coût : 7 fr. 50. »

Malgré tout, le magasin des vendeurs de droit (pas magasin de nouveautés, hélas! mais de bien vieilles vieilleries) ne désemplit pas. Qu'importent au bon contribuable toutes les rebuffades, toutes les avanies qui l'y attendent? Un bon contribuable ne se rebute de rien.

Pour décider du sort des mauvais hommes, les jugeurs ont deux méthodes. S'agit-il de causes petites, de banales histoires de vol ou d'escroquerie, maigres larcins, menues filouteries, ils mettent, à dépêcher leurs affaires, une hâte fébrile. Les accusés défilent devant eux au galop, ayant à peine le temps de s'arrêter et d'entendre les questions qu'on leur pose au passage : « Vous avez commis tel méfait? — Mais non... — Ça ne fait rien. Huit jours de prison. Au suivant! » Et, tandis que le défilé continue, les pauvres jugeurs jettent, de temps à autre, des regards anxieux sur l'horloge : « Je n'aurai jamais fini à 5 heures... Et la petite Irma qui m'attend au café du coin! » Sur ce, ils distribuent de la justice à toute vapeur. C'est entre eux une émulation à qui prononcera le plus de sentences dans sa journée, — quelque chose comme le record de l'heure; et le public est presque aussi nombreux qu'au vélodrome. A la fin de l'année, on décore le gagnant.

Mais lorsqu'il s'agit de causes sortant de l'ordinaire, — beaux assassinats bien horribles, affaires de mœurs bien grasses, — alors les jugeurs prennent leur temps et leurs aises. Ils s'établissent dans une salle bien plus grande et bien plus belle, comme s'ils voulaient faire honneur au satyre ou à l'assassin. Ils distribuent des tickets d'entrée, ils font mettre derrière eux, en bonne place, un fauteuil pour la petite Irma, venue dans sa plus belle toilette. Tout le beau monde des champs de courses et des bazars de charité est là, au grand complet; la salle est pleine de parfums et de petits rires; on dirait un mardi à la Comédie-Française.

Quand le mauvais homme paraît, toutes les lorgnettes se braquent vers lui; des dessinateurs crayonnent, des objectifs déclanchent. Alors commence la représentation.

Les jugeurs, pour la circonstance, se sont adjoint des aides; ils ont racolé quelque part une douzaine de gros hommes, propriétaires, rentiers, commerçants, choisis parmi les castes hostiles à celle de l'accusé; et ces douze ventres vont décider du sort de cet homme.

Contrairement aux jugeurs professionnels, les juges amateurs acquittent quelquefois; la raison, c'est que, n'ayant pas l'habitude, manquant d'entraînement, ils se croient parfois tenus — quelle aberration! — d'écouter leur conscience.

Un grand diable vêtu de rouge se lève : « Messieurs, l'homme que vous avez devant vous est le dernier des scélérats. Tous les crimes imaginables, il les a commis. Donc, il faut séparer sa tête de son corps. Messieurs les jurés, donnez-moi sa tête. » Un autre individu, habillé de noir, se lève à son tour : « Messieurs, celui qui est devant vous est le plus parfait honnête homme que je connaisse. *Il n'a rien fait qui ne soit à son*

éloge. Donc, il ne faut pas séparer sa tête de son corps. Messieurs les jurés, laissez-lui sa tête. »

Et, suivant que l'un ou l'autre parle, intarissablement, pendant des heures, l'homme apparaît tour à tour au public stupéfait comme une grande canaille ou comme un petit saint. Il faut que l'un des deux bavards soit un fieffé menteur.

Celui qui donne de telles entorses à la vérité, est-ce que les gardiens de la justice ne vont pas le faire empoigner sur-le-champ? Ils dorment. Quant aux douze amateurs, ils sont en train de « se faire une opinion ». D'ailleurs, il paraît que ceci est *conforme* au rite. Les deux orateurs n'ont que faire de la vérité : ils sont payés, l'un pour plaider blanc toute sa vie, l'autre pour toute sa vie plaider noir.

Ici, ce n'est plus le sort des dés qui décide, c'est le jeu du volant. A coups de raquettes, le parleur noir et le parleur rouge se renvoient, à travers la salle, la tête de l'homme. Les douze ventres diront quel est le vainqueur.

La joute finie, faute de salive, le chef jugeur réveille, à coups de coude, ses acolytes affalés sur le comptoir. Ils se retirent dans l'arrière-boutique, ainsi que les autres acteurs du drame, et, contrairement aux bonnes traditions du théâtre classique, la scène reste vide. Pourquoi ne baisse-t-on pas le rideau?

Mais on frappe trois coups : tous rentrent en scène : c'est l'épilogue. La main sur son cœur, comme s'il allait chanter, le président des douze ventres déclare que le parleur rouge est le gagnant. En conséquence, on lui accorde la tête de l'homme, qu'il fera couper par son domestique.

Dans son cadre, sur le mur, le supplicié blond a frissonné et ses cinq plaies se sont rouvertes; mais, dans la bousculade de la sortie, personne ne l'a vu.

... Il y a des hommes qui font métier de juger les hommes...

René Chaughi.

MOUVEMENT OUVRIER

Je viens de lire les discours qu'ont prononcés Millerand et de Waldeck-Rousseau au banquet des coopératives. De l'avocat du capitaliste Eiffel, je ne retiendrai que cette phrase : « Il faut que le capital travaille et que le travail possède. » C'est, en peu de mots, la négation du socialisme, de quelque école qu'il se réclame. N'empêche que les coopérateurs qui se prétendent socialistes ont, par leurs applaudissements, approuvé la parole ministérielle. Cette fois, le voile est jeté, le socialisme des coopérateurs consiste en *capital* et en *possession*, ce qui est tout comme. Nous sommes fixés. Millerand a, lui, une façon toute spéciale d'interpréter le fameux : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Cette formule, suivant lui, tend à « diviser la nation en je ne sais quelles catégories ».

Cette fois aussi, c'est bien la négation de cette fameuse « lutte de classes » tant prônée par les socialistes... plus de classes, plus d'exploiteurs, plus d'exploités : à la place, le Capital, la Possession.

Qui me dira où est le socialisme dans tout cela? J'attends.

⁂

La loi sur le travail des femmes et des enfants n'étant pas acceptée aussi facilement par les ouvriers que l'auraient désiré les prétendus socialistes qui l'ont votée, le Comité général socialiste a adopté un ordre du jour! Oh! pas méchant, mais qui condamne cependant le principe de la nouvelle loi socialiste.

Nous en extrayons le passage suivant :

« Mettre en demeure le gouvernement d'avoir à faire appliquer immédiatement l'article 3 de cette loi, qui fixe à un maximum de dix heures la journée de travail des enfants, et à un maximum de 60 la semaine de travail des jeunes ouvriers et ouvrières de seize à dix-huit ans.

« Et invite toutes les organisations ouvrières à réclamer et à assurer cette application par tous les moyens en leur pouvoir. »

Messieurs les socialistes se désavouent ainsi eux-mêmes. Il est vrai qu'ils n'en sont pas à cela près.

D'autre part, les groupements ouvriers s'occupent activement de la nouvelle loi, et principalement de l'application promise de la journée uniforme de dix heures pour dans... quatre ans. J'ai bon espoir que cette fameuse loi socialiste se retourne définitivement contre ses auteurs.

⁂

A propos de la grève des charpentiers qui a eu lieu ces temps derniers, un camarade nous envoie les intéressants renseignements qui suivent :

« Souvent, bien souvent, j'ai parlé anarchie avec des gens qui me faisaient l'objection suivante : « Oui, c'est très bien, mais en admettant que la mise en pratique de vos principes arrive ici, il n'en sera pas de même à l'étranger » ; et alors.... je répondais au point de vue des principes, de la théorie; et non par des faits, qui ont cependant plus de poids dans l'esprit de certains.

« En voici un qui s'est passé et dont je vous garantis l'authenticité. « En voyant leurs amis les Français se mettre en grève, les charpentiers allemands engagés pour la durée des travaux (et dont le salaire garanti par un traité n'était pas menacé) se mirent en grève à leur tour par esprit de solidarité. Il est bon de signaler que ces mêmes ouvriers allemands venaient de soutenir dans leur pays une grève de trois mois. »

Le fait méritait d'être signalé, en effet, et cette internationale des travailleurs est en même temps une belle réponse à faire à tous les chauvinards atteints du virus nationaliste.

⁂

Les grèves. — Après avoir crevé de faim pendant près de dix semaines, les ouvriers tisseurs de Saint-Étienne ont repris le collier de misère. Les ouvriers ont été calmes et dignes et méritent l'approbation de tous les bons (!) socialistes.

A Saint-Quentin, la grève est toujours au même point; mais les grévistes ne tiennent que grâce à la solidarité dont font preuve les syndicats de la région.

Chez les mineurs de Perrecy, « même calme et même énergie », disent les journaux socialistes. Il paraît que, pour ces Messieurs, c'est être énergique que de crever de faim, pendant que les actionnaires ne manquent de rien. Dans ce cas, personnellement je préfère les lâches... et les souhaite.

A Troyes, grève des bonnetiers.

A Carmaux, grève des mineurs : gendarmerie, cavalerie, c'est par cela que Millerand répond aux ouvriers qui réclament une augmentation de salaire.

Je parlerai la semaine prochaine de la grève des sucreries de la *Martinique*, où la glorieuse armée française vient de remporter une éclatante victoire sur des nègres sans défense; 8 morts et 20 blessés. On est patriote, ou on ne l'est pas; et l'on tue où l'on peut, que diable! Sous un ministère Galliffet-Millerand, on ne pouvait manquer d'avoir un nouveau Fourmies. Gageons que l'on se taira dans le camp socialiste, et que ce sont les nègres qui ont tort.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — On a adopté l'autre jour à la Chambre une loi prescrivant aux patrons des grands magasins, ainsi que de tous les lieux où la vente est faite par des femmes, de fournir aux vendeuses au moins un siège sur deux, afin qu'elles puissent s'asseoir de temps à autre.

C'est, paraît-il, une grande victoire socialiste, et cette victoire n'est due qu'à la présence au ministère du socialiste Millerand qui a, en qualité de ministre, influencé l'opinion des députés. Telle est la sornette que nous débite le *Radical*.

Que les vendeuses des grands magasins puissent s'asseoir, j'en suis certainement enchanté pour elles. Mais de là à considérer cette mince, très mince amélioration de leur situation comme une réforme importante, il y a loin.

De deux choses l'une : ou bien cette amélioration n'occasionnera pas une gêne sensible pour les patrons — et le *Radical* s'empresse de les rassurer à ce sujet en leur promettant que leurs employées, moins fatiguées, plus avenantes et plus jolies (eh! eh! voyez-vous cet entremetteur de *Radical!*), feront plus d'affaires — ou bien elle sera pour eux une occasion de nouveaux frais.

Dans le premier cas, la victoire se réduit à des proportions très modestes et une simple réclamation adressée collectivement aux patrons par leurs employées aurait tranché aussitôt la question. Dans le second cas, les patrons qui n'auront pas le courage de résister ouvertement à la loi, sauront rattraper, soyez-en certains, et au delà, soit en diminution de salaire, soit à l'aide des mille et un moyens que possède le capital, les frais que les aura obligés à faire la nouvelle loi. Et il faudra des luttes, des grèves, une foule de conflits que la loi prétend avoir voulu prévenir.

Le capital ne cède jamais que devant la force, non pas celle de la loi, mais celle que les exploités savent opposer à ses prétentions.

⁂

Dimanche, ont eu lieu les obsèques de Pierre Lavroff. Ces obsèques auraient pu se passer dans le plus grand calme, car un unanime sentiment d'estime anime tous les socialistes à l'égard du révolutionnaire russe. C'est ce que n'a pas voulu le ministère vraiment républicain que nous possédons. Il donna l'ordre à sa police d'intervenir, et de troubler cette manifestation avec son habituelle sauvagerie. Les drapeaux rouges arborés, les mêmes qui avaient paru librement au « Triomphe de la République », furent brutalement saisis et lacérés et leurs porteurs frappés avec l'aménité accoutumée.

On avait cru le précédent du « Triomphe » définitivement établi. Ah! oui! Ce jour-là, le gouvernement avait autorisé les exhibitions de drapeaux rouges parce qu'il avait acquis la certitude que sa prohibition serait considérée comme non avenue. Il a tremblé devant une foule dont il n'était pas sûr d'avoir raison. Aussi a-t-il permis ce qu'il sentait n'être pas assez puissant pour défendre. Il n'en était pas de même dimanche, où il se sentait le plus fort.

Telle est la tactique des gouvernements. Ils ne laissent que les libertés qu'ils ne peuvent refuser. C'est à nous qu'il appartient d'être assez forts pour obtenir le plus de libertés possible, sinon toutes.

N'obéissons pas, et quand nous serons assez nombreux à désobéir, le gouvernement s'inclinera en déclarant que nous avons raison.

André Girard.

⁂

Gentillesses militaires. — Un jeune ouvrier, Maurice Morel, s'est empoisonné avec du cyanure de potassium, parce qu'il aimait une jeune fille et que, devant partir bientôt à la caserne, il lui fallait attendre trois ans avant de l'épouser. Il sentait vaguement que l'amour est plus conforme à la nature et à la morale que l'assassinat, même patriotique.

Un soldat, qui était le souffre-douleurs d'un adjudant, s'est coupé deux doigts d'un coup de hache. « Comme cela, dit-il, il ne me fera plus faire de corvées. » Encore un qui conservera d'excellents souvenirs de son séjour au régiment.

Le conseil de guerre de Constantine a condamné à mort un soldat qui avait osé frapper un supérieur. La mort... il n'y a encore que ça pour apprendre aux hommes à respecter leurs maîtres.

Le groupe de propagande antimilitariste a fait afficher sur les murs l'assassinat du disciplinaire Grenier, qui se passa à Diégo-Suarez (Madagascar), en 1898, à la 2e compagnie coloniale : « Grenier était puni de cellule et aux fers. A 4 h. 1/2 du soir, le caporal Gandelobe vint le « débrocher » et lui ordonna d'aller à la cuisine chercher les gamelles des hommes punis. Ce Gandelobe, le type de la brute militaire, avait été, deux heures auparavant, puni de quatre jours de salle de police, et, lorsque la punition lui avait été annoncée, il prononça devant de nombreux témoins des paroles annonçant l'intention de se venger de cette punition sur les disciplinaires.

« Lorsque Grenier sortit de sa cellule, Gandelobe l'arrêta et, lui mettant la main à la place du cœur, lui dit : « Est-ce là la bonne place? » Grenier répondit calmement : « Ne jouez pas avec ça, caporal », puis il partit à la cuisine, accompagné de Gandelobe qui avait le revolver au poing, prêt à faire feu (c'est du reste la coutume, aux cocos). A la cuisine, Grenier fait observer au chaouch que

la soupe n'était pas du tout salée. Gandelobe prit alors un sac de sel, et en remplit les gamelles, en disant : « Eh bien! elles seront assez salées comme ça! »

« A cette imbécile provocation, Grenier ne répondit rien. La brute et l'homme revinrent aux locaux disciplinaires. Comme Grenier franchissait le seuil de sa cellule, Gandelobe l'arrêta par le bras et, se mettant devant lui, dit ces mots : « *Les malabards!* (fortes têtes) *Voilà comment je les dompte!* » et il déchargea son revolver sur Grenier. Celui-ci, atteint en pleine poitrine, eut encore la force de se sauver en criant : « *A moi! on m'a assassiné!... Congy... Congy...* » Le disciplinaire qui portait ce nom le reçut dans ses bras et l'étendit à terre. Gandelobe accourut derrière lui, criant : « *Ah! la vache, il m'a foutu un coup de poing!* » puis brusquement il s'élança sur sa victime, et sans l'adjudant qui le prit à bras-le-corps et le fit reculer, il lui écrasait la figure à coups de talon.

« Grenier mourut deux jours après. Quant au meurtrier, non seulement le conseil de guerre siégeant à Tananarive *l'acquitta à l'unanimité*, mais le monstrueux Galliéni, par la voie de l'ordre, lui envoya ses félicitations pour sa courageuse conduite. »

* * *

L'honneur de l'armée. — Un adjudant-vaguemestre ayant perdu au jeu 4.000 francs qu'il avait pris dans la caisse du régiment, a cru devoir mettre les Pyrénées entre les justiciards et lui. Est-ce pour aller causer de la patrie avec son grand Déroulède, qu'il a choisi l'Espagne?

* * *

L'honneur de l'Église. — Un ancien frère des Écoles chrétiennes était entré comme caissier chez un entrepreneur de transports, sur la recommandation d'un vénérable ecclésiastique. Hélas! cette pieuse recommandation ne valait pas mieux qu'une autre. L'ancien frère est au Dépôt : comme un vulgaire athée, il mettait la caisse du patron dans sa poche.

* * *

L'honneur de la police. — Un ancien agent de police, déjà condamné pour excitation de mineure à la débauche, vient d'être arrêté à Avignon, cette fois pour assassinat. A qui se fier, mon Dieu?

* * *

L'honneur du notariat. — Arrestation d'un notaire, qui s'était enfui en emportant l'argent de ses clients. La science du Droit ne préserve donc pas plus que le reste des tentations? C'est à douter de tout.

* * *

En face de la mort. — On vient de guillotiner, à Lyon, deux assassins. L'un était un croyant; il avait demandé à être inhumé; il embrassa l'aumônier et, devant la machine de meurtre, il fut livide et tremblant. L'autre, un mécréant; il avait donné son corps à la science, et il a marché vers la guillotine sans aucun trouble.

Pour ma part, j'ai souvent observé, autour de moi, que les personnes religieuses ont une peur affreuse de la mort. La religion a été engendrée par la frayeur, et elle engendre la frayeur à son tour.

H. Ch.

* * *

Montpellier. — Six jeunes conscrits ont refusé de tirer au sort, en signe de protestation contre le militarisme et contre l'armée.

A une interpellation du préfet qui prononce le sacramentel : « Tirez votre sort, » chacun à son tour a répondu : « Je refuse! » Le préfet leur dit alors : « Pourquoi êtes-vous venus? » et chacun à son tour de répondre : « Pour protester. »

En sortant de la salle du tirage au sort qui se trouve à la préfecture, ils ont crié : « Vive la liberté! A bas la guerre! » Les jeunes conscrits protestataires se sont promenés dans les rues de la ville, ayant sur leur vêtement une grosse cocarde rouge surmontée d'un crêpe noir; le crêpe pour porter le deuil de toutes les victimes du militarisme. Sur les deux rubans qui pendaient de la cocarde, on lisait la devise de Blanqui : « Ni Dieu ni maître. »

Cette manifestation a été très imposante, et les journaux locaux ont été obligés d'en parler.

Le surlendemain, dans le troisième canton, deux jeunes gens ont encore protesté contre le militarisme de la même façon que les premiers.

Bonne journée pour la propagande antimilitariste.

Suisse.

Berne, 28 janvier. — Le camarade italien Nino Samaja, étudiant en médecine, arrêté à Genève il y a une dizaine de jours, sous la prévention d'avoir rédigé l'*Almanach socialiste-anarchiste pour 1900*, est toujours détenu aux prisons de Saint-Antoine.

On l'accuse d'avoir écrit un article « Contre la monarchie ». Or, l'*Almanach* a été imprimé à Londres et le camarade Frigerio, citoyen bernois, qui en a été le rédacteur et l'éditeur, en revendique seul toute la responsabilité. Une perquisition opérée à son domicile a amené la saisie d'un millier d'exemplaires de l'*Almanach*.

Ainsi que nous l'apprennent les journaux, on est en train d'instruire, sur requête du procureur fédéral, contre Samaja, Frigerio et deux autres camarades suisses, un procès pénal, basé sur l'art. 4 de la loi supplémentaire de 1894, concernant les menées anarchistes et prescrivant un minimum de peine de six mois. Ce procès, qui aura une certaine importance si l'on prend garde que, pour la première fois, des sujets suisses sont, dans leur pays, poursuivis pour une propagande écrite contre un gouvernement étranger, aura lieu devant le tribunal fédéral à Lausanne.

Il n'y a donc pas à craindre que Samaja soit expulsé administrativement. Étant poursuivi, il est à croire que, lorsqu'il pourra démontrer au tribunal sa non-participation dans cette affaire, il n'y aura plus de raison pour prendre contre lui une telle mesure.

A peu près deux cents étudiants de l'Université de Genève ont tenu, le jour même de l'arrestation de Samaja, des réunions de protestation et une protestation signée par eux a paru sur les journaux.

Les social-démocrates suisses ont donné une fois de plus, à l'occasion de cette affaire, la mesure de leur solidarité révolutionnaire. Le secrétaire ouvrier et député cantonal Ligg, qui avait formellement promis sa participation et celle du conseiller national Triquet à une réunion de protestation qui devait avoir lieu mardi 23 courant, a, au dernier moment, et après avoir conféré avec le président de la république genevoise Favon, refusé d'y prendre part, suivi en cela par Triquet, de sorte que la réunion ne put avoir lieu.

De même le député cantonal de Berne, Wassilieff, connu d'ailleurs pour son chauvinisme et l'étroitesse de ses vues, s'est empressé d'étouffer l'indignation provoquée par le récit des procédés des autorités fédérales contre Samaja et autres, dans une réunion de personnalités politiques de Berne, en lisant quelques passages d'une lettre du fameux mange-anarchistes Pléchanow, lettre dans laquelle son correspondant lui conseillait de ne pas considérer trop sérieusement cette affaire, disant que l'on faisait trop de bruit pour peu de chose, etc. Le plus joli de l'affaire, c'est que ladite lettre avait été remise fermée par Pléchanow à un socialiste russe habitant Genève et se rendant à Berne pour l'affaire de Samaja, comme lettre de *recommandation* à remettre à Wassilieff, ce que notre ami russe avait cru et fait de bonne foi.

Le seul socialiste qui se soit intéressé et s'intéresse sérieusement au sort de nos amis, c'est le rédacteur de la *Berner Tagwacht*, M. C. Moor.

* * *

Le Conseil fédéral a décidé ces jours-ci l'expulsion de notre camarade italien, Guillaume Cuccioli, pour excitation à l'emploi des moyens révolutionnaires, ainsi que d'un socialiste italien inculpé de propagande anarchiste. Vive la *libre* Helvétie!

* * *

Genève. — *Au pays libre.* — La protestation suivante a été remise au conseil des professeurs de l'Université de Genève :

« Les soussignés, étudiants serbes de l'Université, se voient dans l'obligation de s'adresser au Conseil universitaire, pour le prier d'user de son autorité auprès du gouvernement genevois, afin de mettre un terme aux multiples manœuvres policières dont ils sont victimes.

« Nous sommes obligés de recourir aux bons offices du Conseil universitaire, parce que les agents de la police de Genève pénètrent dans les domiciles de plusieurs d'entre nous, en se donnant la fausse qualité d'agents de recensement, et, une fois introduits, ces policiers nous exhibent des papiers provenant de gouvernements étrangers à la Suisse, notamment du gouvernement austro-hongrois.

« Les émigrés serbes ayant fait paraître à Genève le journal *La Serbie*, journal dont l'un des numéros contenait la liste des membres du comité éditeur, des agents sont venus chez plusieurs étudiants serbes, des deux sexes, pour les questionner, toujours en se présentant comme agents de recensement, puis brusquement montrant le journal *La Serbie*, interpellant ainsi chacun : « C'est vous qui êtes rédacteur de ce journal? »

« Signalons en particulier l'agent de la police politique Kohlenberg comme étant l'un de ceux-ci, qui s'est introduit de la manière ci-dessus et qui, en s'adressant à l'un de nous, a prononcé ces paroles : « Dans trois jours je vous expulserai. »

« Nous habitions ici avant l'arrivée des émigrés serbes, avec lesquels nous n'avons pas de rapports politiques; nos papiers sont déposés au bureau de police, nous ne pouvons donc nous expliquer pourquoi nous sommes — en violation des articles de la constitution suisse sur la matière — l'objet de pareilles mesures policières et nous vous prions, Messieurs du Conseil, de bien vouloir user de votre haute influence pour faire cesser un état de choses si préjudiciable à la sécurité indispensable à la continuation de nos études. »

A cette protestation, et après un long délai, le chef du département de justice et police a répondu : « Il n'y a pas de preuves. Il y a deux Kohlenberg. » Et c'est tout, tout ce qu'il a été possible d'obtenir de l'autorité!!

Faites vos commentaires.

* * *

Républicanisme. — A Pregny, quelques coups de cloche annoncent chaque matin l'ouverture de l'unique école du village. Mme Rothschild s'étant plainte de cette sonnerie au conseil municipal, ce dernier s'est empressé de supprimer les quelques coups de cloche, et depuis lors les enfants dont les parents ne possèdent pas de bonnes montres arrivent ou trop tôt ou trop tard pour les leçons. Le même conseil municipal ayant décidé de changer l'emplacement du cimetière pour plaire à un riche propriétaire, les électeurs de Pregny ont cassé la décision des conseillers par le moyen du *referendum*.

Italie.

Pantelleria. — Le premier jour de l'année a ouvert les portes des prisons italiennes à tous les condamnés politiques, excepté ceux qui ont osé se hasarder contre la propriété ou la vie humaine. Cela va sans dire, que ceux qui se sont attaqués plus ou moins heureusement au *roi*, aux *policiers*, aux boutiques de victuailles, continueront à pâtir dans les cachots; tandis que les hommes de gouvernement, qui ont assassiné à Milan, à Florence, à Bognacavallo, un peu partout dans les *villes et villages* d'Italie, ont augmenté les broderies sur leurs jupons, et se pavanent sous de nouvelles décorations. *Vieille histoire, toujours rajeunie par les faits!*

Les coatti anarchistes, malgré la promesse annoncée, avec tant de bruit, de l'abolition du *domicilio coatto*, restent toujours ici et là, aux îles de la Méditerranée; ils y restent malgré la fanfaronnade de la pacification des âmes qu'on débite tous les jours sur les journaux officiels, ou à la tribune parlementaire. On en comprend aisément les raisons. Les anarchistes au « domicilio coatto » ne sont pas des grands hommes, des avocats, des médecins, des ingénieurs, ou des riches; ce sont tout de même de rudes ouvriers, qui ont craché leur droit au visage des maîtres et des réacteurs, qui connaissent le cachot, la camisole de force et la famine. On comprend par là la froideur des socialistes parle-

mentaires qui s'échauffent tant de la haute pègre du barreau et du journalisme même bourgeois.

En ce pauvre pays, si riche pourtant par sa nature, malgré le respect de la légalité ou plutôt à raison de ce respect, ce n'est qu'à peine qu'on peut écrire une bribe de vérité.

A Ancône, ceux qui vendaient par les rues le numéro unique *I morti*, écrit par les anarchistes au « domicilio coatto », ont été apprehendés par la police, et le gérant condamné sur-le-champ à six mois de prison. Cependant, à Messine, l'anarchiste *Avvenire Sociale*, qui avait été obligé de se taire depuis les émeutes de mai 1898, a repris sa publication, il y a quelques mois; puis c'est le *Pro Coatti*, paraissant à Gênes, qui maintenant change son titre pour celui de *Combattiamo*; à Pise, le *Pensiero Libertario*.

C'est la sève qui n'a pas été tarie, le bourgeon qui aime la lumière, l'air, la vie. La réaction ne nous a pas tués, et malgré que nombre de camarades aient laissé leur peau dans les rues, dans les cachots, ou aient émigré à l'étranger, nous ne nous sentons pas plus lâches, ni plus disposés à demander grâce.

Nos morts, nos enterrés vivants, nous font aimer encore plus notre idéal. Debout, debout! Vive l'Anarchie!

T. R.

Belgique.

Le mouvement social est actuellement assez intéressant au point de vue libertaire.

Tout d'abord, un fort contingent de socialistes avancés du pays de Liège profite de la période électorale pour agiter à nouveau la question de l'amnistie en faveur de notre ami Moineau.

Telle est la poussée en faveur de la libération immédiate de ce camarade, que les hommes du Parti ouvrier, après avoir piétiné les principes socialistes dans leur dernier congrès et multiplié les concessions intéressées aux bourgeois hésitants dont il s'agit de capter les suffrages, ont été obligés d'admettre à leur plate-forme électorale le principe de l'amnistie étendue à tous les détenus politiques et anarchistes, sans exception.

Certes, on réduira la question Moineau à la partie congrue; mais, néanmoins, la *Tribune liégeoise* mène le bon combat; ce serait méconnaître, en effet, le travailleur liégeois — qui joint à une certaine apathie une admiration cependant très sincère pour les hommes d'idées et de principes — que de supposer, un instant, le moindre insuccès à la campagne d'amnistie.

Sans celle-ci, quel intérêt auraient d'ailleurs les orgies électorales? N'a-t-on pas assez saturé les cerveaux de politique? Et, d'autre part, pourquoi rester dans les lieux communs des vieilles blagues quotidiennes, puisque, grâce à la R. P., le résultat de la nouvelle consultation nationale est connu à l'avance?

Le bienfait de la R. P. est, en effet, d'amortir, d'engourdir les luttes électorales; se démener, chercher à déplacer des milliers de voix qui n'aboutiraient qu'à un déplacement de deux ou trois sièges, autant vaudrait, selon l'expression de Picard, « atteler un éléphant à une boîte à cigares ».

A l'avance, on sait que le futur Parlement contiendra : 73 cléricaux, 43 libéraux, une trentaine de socialistes, quelques daensistes; une coalition gouvernementale des cléricaux et de la fraction ultra-modérée du libéralisme paraît tout indiquée, d'autant plus que le Sénat conservera une majorité purement catholique.

Beaucoup poussent les hauts cris contre la formation d'un cabinet clérico-doctrinaire qui, disent-ils, ne sera qu'un cabinet de « tripoteurs ».

Or, quel gouvernement ne « tripote » pas? Quel gouvernement peut d'ailleurs, dès aujourd'hui, résister à la poussée du dehors, l'incitant à certaines réformes dont l'inefficacité fera luire, ensuite, dans les cerveaux, la nécessité de la Révolte?

Et, au point de vue libertaire, serons-nous plus opprimés par un gouvernement De Smet-De Mot que par je ne sais quelle mixture Daens-Anseele-Roger?

Pareil ministère aurait, d'ailleurs, l'effet d'*enrayer* certaines louches combinaisons de médiocrités teintées de socialisme. Si âpre est la curée dans la démocratie que les chefs du P. O. reconnaissent eux-mêmes la nécessité d'endiguer les ambitions malsaines et de ralentir la conquête du Pouvoir.

***

La *Revanche des Verriers* continue sa campagne en faveur de la thèse soutenue par E. Gilles, au Congrès de Bruxelles, celle des syndicats envisagés comme foyers de résistance perpétuelle à la rapacité capitaliste.

On sait que les fromageux dont se compose le clan bruxellois n'admettent de l'organisation corporative que juste ce qui est indispensable pour renforcer l'action électorale; ils détournent les activités des membres que les questions de salaires devraient intéresser par-dessus tout, vers l'obsédante balançoire électorale dont les effets délétères ne seront connus que demain dans leur entier, n'apparaissant aujourd'hui que par échappées, par exemple dans les grèves.

La logique qui réside dans les arguments de la *Revanche des Verriers* provoque, cela va sans dire, les grognements de beaucoup de tacticiens. Comme toujours, ceux-ci travestissent la pensée de l'adversaire, ergotent, usent de la casuistique habituelle.

Leur conduite louche, sévèrement blâmée dans le bassin de Charleroi, a un effet très précieux, cependant : empêcher plus que jamais l'intrusion dans l'arrondissement de Charleroi de cette machiavélique politique bruxelloise, faite de haines, d'expédients, de turpitudes.

Une seule épave de Bruxelles restait dans le pays noir; c'était le député Vandewelde, qu'on avait pour ainsi dire *imposé* à l'arrondissement; or, ce député ne se représente pas; il tâchera de regagner son siège à Bruxelles.

FLAUSTIER.

***

C'est avec bonheur que nous pouvons constater une sérieuse poussée libertaire parmi l'élite de la jeunesse ouvrière. A Bruxelles, le besoin d'un socialisme nouveau tourmente une génération ardente et combative que ne peuvent épouvanter les croassements autoritaires. Tandis que les gâteux épuisent, en futiles discussions sur les alliances électorales, les faibles ressources cérébrales dont ils disposent, l'*Avant-Garde* étudie avec ardeur les différentes manifestations du mouvement social contemporain, fonde une bibliothèque et organise des conférences. Dimanche dernier, c'était le compagnon Flaustier qui parlait devant elle des *Martyrs de l'Idée*. Causerie qui portera ses fruits, à n'en pas douter par l'accueil sympathique que la jeunesse fit à notre ami.

Signalons un « Congrès féministe socialiste » tenu à Bruxelles le 21 du mois, sous l'inspiration du compagnon Gilbert de Wanfercée.

W.

La Martinique.

Une grève s'étant déclarée à la Martinique, parmi les ouvriers agricoles, on n'a rien trouvé de mieux à faire que de leur envoyer des soldats. Un conflit s'est produit et, pour ôter à jamais l'envie à ces gêneurs d'ouvriers de chercher à rogner la part du capital, on les a bourrés de plomb. On compte, dit-on, vingt-deux victimes, huit morts et quatorze blessés.

Les ministères de défense républicaine, même teintés de socialisme, n'agissent pas autrement que les gouvernements césariens, quand le capital court un danger, quelque petit soit-il.

A. G.

Angleterre.

Une pauvre bête de somme, pour avoir tué son petit, vient d'être exterminée en Angleterre, par une *Société* internationale d'exploitation qui se promettait d'en tirer profit. Certains naïfs, dont *la Fronde*, ont espéré un instant que, par leur intercession, grâce serait faite, par cette *société*, à la bête condamnée, sans preuves absolues d'ailleurs. Ils ont eu vraiment bien peu de sens critique, pour ne point s'être souvenus qu'en Angleterre, comme partout où cette *société* existe, nulle bête de somme n'a le droit de tuer ses petits, même si pour eux elle redoute la mort de faim. Pour les membres de cette *société* elle-même, ce droit existe, en fait, tant les moyens de ne pas procréer ou de tuer l'œuf, sans danger pénal, sont nombreux et aisés entre leurs mains et ils en usent largement, sans motif autre que leur plus grand bien-être. Nulle bête de somme n'a donc le droit de supprimer sa progéniture, de diminuer d'une tête l'éternel troupeau que ladite *société* s'est promis d'exploiter sans merci corps et âme, qu'elle seule a le droit de tuer ou faire tuer à son profit.

L'infanticide chez la bête de somme étant un dommage pour cette *société* il lui faut à tout prix en éviter le retour, et, pour cela, inexorablement châtier le coupable. Il ferait beau voir, en effet, que cette *société* se mît à faire du sentiment, à gracier de pareils criminels! Que deviendraient ses diverses entreprises : la guerre, l'exploitation agricole, minière, etc., dont elle tire toutes ses jouissances : ces entreprises, qu'elle ne peut mener à bien que si son troupeau augmente en nombre, en force et en bêtise? Aussi, pour que ce genre de vol de bétail, si préjudiciable à ses intérêts et à sa joie de vivre, ne se propageât pas, ladite *société* a-t-elle mis à mort la bête de somme, de si mauvais exemple (1).

J'ai omis de dire que cette bête de somme est l'institutrice Louise Masset, et que *la société* qui se défend si bien contre toutes causes de mort prématurée, avant utilisation totale des bêtes composant son troupeau, est ce qu'on appelle vulgairement LA SOCIÉTÉ, c'est-à-dire une petite quantité d'individus riches, puissants, gouvernants, repus (par la bêtise des autres), qui, pour continuer à jouir davantage de leurs privilèges, laissent croire à l'imbécile troupeau, par eux exploité, qu'il a quelque chose de commun avec eux, qu'il forme avec eux : LA SOCIÉTÉ.

D. A.

Bohême.

Il y a une grève de mineurs dans la Bohême du Nord. Et comme nos groupes sont très nombreux dans cet endroit, les grévistes ont composé leur comité moitié de socialistes démocrates et moitié d'anarchistes.

Lundi dernier, le fils du défunt Vilem Korber, membre du comité, a été arrêté à Most sans savoir pourquoi. Alors son camarade J. Opletal, aussi membre du comité, directeur du *Matice Delnické*, alla demander ce qu'on voulait à Korber fils. Les gendarmes lui répondirent : « Pour que M. Korber ne soit pas tout seul, vous serez bien aimable de rester ici. » Et il fut arrêté sur-le-champ.

Quand la femme de J. Opletal, accompagnée de son avocat, se présenta devant le commissaire pour lui demander des nouvelles de son mari, le commissaire lui dit : « *Vous n'avez rien à faire ici, Madame; ce que devient votre mari, cela ne vous regarde pas; d'ailleurs, nous ferons de lui ce que nous voudrons.* »

Voilà ce que l'on répond à une femme dont le mari a été arrêté sans raison.

V. H.

SOLIDARITÉ

Plusieurs camarades ont répondu à notre appel en faveur des expulsés espagnols. Ce que nous avons reçu, cependant, est bien au-dessous de ce qui sera nécessaire pour parer aux premiers besoins des 40 bannis (Procès de la Gran Via, du Liceo et de la Calle de Cambios).

Nous renouvelons donc notre appel et rappelons que les souscriptions doivent être adressées au camarade Paul Delesalle, 140, rue Mouffetard.

Reçu pour les camarades espagnols : Paul R., 20 fr. — Un instituteur breton, 1 fr. 05. — Mont., 2 fr. — Un anarchiste de Saint-Mandé, 2 fr. — G. Le V., à Autun, 5 fr. — Quatre dessinateurs industriels, 4 fr. — Un fervent de l'*Aurore*, à Audierne, 1 fr. — Liste n° 2 : Hollandais, 0 fr. 50; Olivier, 0 fr. 50; Sébastien, 0 fr. 25; Je souscris, 0 fr. 25; Julien, 0 fr. 25; Grand Louis, 0 fr. 25; Emile, 0 fr. 25; Baptiste, 0 fr. 25; Louis, 0 fr. 25; Eugène, 0 fr. 50. Total : 3 fr. 25. — H. O., 3 fr. — D., à Melun, 5 fr.

---

(1) Il paraît que les bêtes de somme qui ont assisté à l'exécution en ont été ravies. — Pauvres bêtes si abêties!

CINQUIÈME ANNÉE, N° 44 DIX CENTIMES DU 24 FÉVRIER AU 2 MARS 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UN PEU D'ÉCONOMIE SOCIALE

(*Suite.*)

Mais, répondra un économiste, ces produits accumulés sont du capital en nature, au lieu de l'être en monnaie, mais sont du capital au même titre. Fruit du travail et de l'épargne des individus, ils constituent une réserve qu'ils sont libres de ne vous échanger que contre leur équivalent.

Dénommez ces produits capital, dénommez-les comme vous voudrez, cela m'est fort indifférent. Ce qu'il faut qu'il soit, d'abord, c'est que tout individu qui prend pied en notre société puisse vivre de son travail. Pour cela, ce qu'il faut, c'est empêcher qu'un certain nombre s'emparent de la terre et en tirent profit au détriment des autres. — La terre à tous, voilà le premier travail d'une société qui voudra s'organiser sur des bases rationnelles; car, tant qu'il y aura des individus lésés, je ne dirai pas dans leurs droits, mais dans leur possibilité, la révolte y sera permanente et vos sociétés instables.

Ce qu'il faudra, ensuite, c'est que, pour me procurer les objets que, faute de temps ou d'aptitudes, je ne pourrais me procurer par mon travail, je ne sois pas forcé de donner en retour une force de travail supérieure à celle qu'ils ont coûtée dans leur production, comme notre organisation mercantile et l'institution de la monnaie permettent de faire aujourd'hui.

Si je perds dans l'échange que je fais, je suis dupe ; si je gagne, c'est mon partenaire qui est volé : il n'y a pas de milieu. Quand même le dupé serait satisfait de son échange, il n'y en a pas moins avantage pour l'un au détriment de l'autre. Chose reconnue injuste par les économistes eux-mêmes, puisqu'ils veulent à toute force trouver une valeur d'échange solide, permettant de taxer chaque objet, chaque effort, à sa valeur propre.

∴

Alors, M. Naquet reprend : « L'homme (si le capital était détruit) construirait, sans doute, une maison pour y abriter sa famille et pour s'y abriter lui-même; mais il ne perdrait certainement pas sa peine à en construire une seconde. » (Page 115.)

— Où en serait le mal? demanderai-je à mon tour à M. Naquet. Il me répondra sans doute que si l'on était forcé de revenir à ce que chacun fabrique chaque objet qui lui sera nécessaire, ce serait revenir aux temps primitifs où tout le temps de l'homme était pris pour subvenir aux besoins primordiaux de son existence, où il ne lui restait pas une seule minute de loisir.

Encore que cette assertion soit très exagérée puisque, au temps de l'âge de la pierre, l'homme de Laugerie-Basse trouvait déjà le temps de graver et de sculpter quelques-unes des cornes des animaux qu'il avait tués; encore qu'il ait trouvé le moyen de progresser et de satisfaire ses besoins au fur et à mesure qu'ils grandissaient en nombre et en intensité, il fallut bien que l'homme disposât de quelques loisirs. Mais passons.

M. Naquet et les économistes dont il tire son argumentation oublient toujours que l'homme de la société future n'est plus l'homme primitif de l'âge de la pierre, mais un homme développé, ayant évolué, se rappelant ses misères des débuts, voulant s'en affranchir et ayant déjà réussi à les atténuer.

Cet homme aura appris les avantages de l'association; il possède déjà un outillage qui, pour être mis en œuvre, lui fait une loi de cette association. Comment peut-on supposer qu'il sera assez stupide d'aller s'épuiser, seul, en un coin, à construire une maison, lorsqu'il saura qu'il existe un outillage qui, habilement employé, lui permettra d'économiser le temps et la fatigue? C'est vraiment le juger à sa propre mesure à soi. Bon pour notre société d'aujourd'hui où, justement, l'existence du capital et son accaparement par quelques-uns forcent les individus à remplacer ce capital absent par des pertes de temps et de force, sans compter les initiatives qui en sont tuées.

L'individu qui aura besoin d'une maison — si ce n'est pas un économiste — cherchera ceux qui seront dans le même cas que lui, verra ceux avec lesquels il pourra s'entendre sur les conditions de l'association; lorsqu'il les aura trouvés, qu'il se sera entendu avec eux sur la façon dont ils mèneront les travaux, ils n'auront plus qu'à se mettre à l'œuvre.

Mais, comme ils auront besoin de bois, de fer, de plâtre, de pierre, etc.; qu'il leur faudra manger pendant tout le temps qu'ils construiront des maisons, si déjà ils n'appartiennent aux groupes producteurs de ces divers matériaux, ou s'ils n'ont pas trouvé le moyen de les produire eux-mêmes, — ce qui n'est pas démontré impossible — ils pourront, élargissant le cercle de leurs opérations, s'entendre avec ceux de ces différentes branches de production pour avoir ce dont ils auront besoin, fournissant en échange leur part de travail, soit en maison, soit en toute autre production. Et voilà comment on peut, à mon avis, se passer du capital, et s'éviter de le rémunérer. Et j'ai idée que les choses n'en iraient pas plus mal.

∴

A l'appui de son raisonnement, notre auteur s'évertue à démontrer (pages 27, 312 et 313) que les profits capitalistes, partagés entre tous les travailleurs, n'allégeraient pas beaucoup leur situation. D'accord; quoique ceux-ci pourraient répondre que si ça ne leur permettait que de mettre une pomme de terre de plus dans leur soupe, ils ne sont pas forcés d'en faire cadeau à leur patron.

Mais la malfaisance du capitalisme n'est pas seulement dans le bénéfice qu'il prélève; mais le pire du système, c'est que l'on en est arrivé à produire, non plus pour consommer, mais pour vendre, pour réaliser des bénéfices, et qu'alors nombre d'objets qui pourraient être fabriqués en si grand nombre que tous pourraient en avoir à satiété, ne sont plus produits qu'en quantité restreinte, afin qu'un prix élevé assure un bénéfice constant au capitaliste et aux intermédiaires.

Et alors, comme par le système de l'argent les individus ne peuvent se procurer que pour une certaine somme d'objets, cette plus-value artificielle créée par les agioteurs entraîne pour le consommateur l'impossibilité de se procurer d'autres objets, ce qui, de répercussion en répercussion, crée les chômages, la misère; que les magasins regorgent de produits et que l'on en arrête la production, pendant que les individus sont forcés de se priver.

Et si M. Naquet avait eu une saine notion de notre système économique, il n'aurait pas fait au camarade Charles-Albert le reproche d'avoir déparé son livre, *l'Amour libre*, en appliquant le nom de brigandage à la société moderne. Chose qui navre notre auteur, car, s'il ne trouve pas parfait le système capitaliste, il le trouve rationnel.

Or, je voudrais bien savoir comment il nomme ces entreprises commerciales qui n'ont en vue que le bénéfice du capitaliste, même au détriment du consommateur; comment il désigne les opérations boursicotières, qui ne sont autre chose que le vol organisé et légalisé, puisque, en définitive, c'est un groupe d'individus qu'il s'agit de dévaliser?

Mais on peut être un très savant chimiste et un retors politicien, et avoir des idées fausses sur l'organisation économique. Peut-on même si longtemps faire de la politique sans y perdre ses idées saines et y recueillir un tas de non-sens, donnés comme des faits acquis?

Malgré cela, le livre de M. Naquet est à lire. Il marque une évolution et prouve que, peu à peu, l'idée fait son chemin.

J. GRAVE.

LA TOMBOLA

Les gagnants sont priés de venir autant que possible le matin, de 9 heures à midi, au bureau du journal, où leur seront remis les lots.

NOTRE RÉUNION

Malgré le mauvais temps, la salle des *Sociétés savantes* était pleine. Le camarade Girard, pour son début à la tribune, s'est acquitté à merveille de sa tâche et a fait une petite conférence, peut-être un peu abstraite en certains passages, mais fort intéressante. Ce dont pourront du reste juger tous nos lecteurs, car nous la publierons dans le journal.

Après le camarade Girard, l'ami Raynal, de sa voix chaude et vibrante, a chanté divers morceaux, entre autres l'*Internationale* de Pottier. Puis deux camarades mandolinistes de l'*Estudiantina parisienne* ont joué quelques morceaux de leur répertoire qui ont été fort applaudis. Deux autres de leurs camarades qui devaient venir ne l'ont pu, étant retenus par la maladie.

Le camarade Ch. Albert, au nom du journal, a remercié l'assistance et tous ceux qui, par l'envoi de lots, leur concours à placer des billets, nous ont permis de mener à bien la tombola et la conférence. Remerciements que nous renouvelons à tous ici.

La vente d'avance des billets nous a permis de donner le supplément sans interruption depuis plus de deux mois; nous avons payé quelques dettes. Nous allons faire trois brochures nouvelles et avons gardé de quoi parer au déficit pendant quelques semaines encore. Tous frais déduits, cela aura produit environ 1700 fr.

D'autre part, il nous rentre encore des lots : le camarade Quillard nous envoie deux petits objets, travail d'ajustage en menuiserie ; un autre camarade, six chansons de Gaston Cordé. Les camarades d'Australie nous annoncent l'envoi de minéraux, d'objets provenant des tribus australiennes, peau de kanguroo, plumes du menure-lyre. Trois camarades déjà nous font abandon de leurs lots, quelques autres nous resteront, gagnés par des numéros non placés ; dans quelques mois nous organiserons une nouvelle réunion où nous les ferons tirer.

AIDE-TOI TOI-MÊME

Nous avons reçu la communication suivante avec prière d'insérer :

Montceau-les-Mines, le 15 février 1900.

Citoyens,

Je suis chargé par le Comité fédéral de vous envoyer l'ordre du jour suivant :

« Les délégués des syndicats ouvriers fédérés de Saône-et-Loire, réunis en assemblée générale le 14 février à Montceau-les-Mines, salle Pezérat, invitent le groupe socialiste parlementaire de la Chambre des députés à agir de suite auprès des pouvoirs publics en exposant la situation du département par suite des grèves des mineurs de Perrecy-les-Forges et des tuiliers de Montchannin.

« Ils interpelleront au besoin le gouvernement d'une façon énergique, prouvant par là au pays tout entier que les députés socialistes marchent avec les travailleurs organisés, et non avec les capitalistes coalisés, qui jouissent de toutes les faveurs gouvernementales. Les délégués décident en ce cas que l'ultimatum (grève de 32,000 ouvriers), qui devait expirer le 18 courant, est repoussé (suspendu) jusqu'au 1er mars pour une raison majeure. Dans ce cas, les ouvriers fédérés comptent sur le groupe socialiste et autres groupes, qui voudront prendre en main la défense des travailleurs (nous savons d'avance qu'il y a des députés qui préféreront la censure, que de condamner des hommes à mourir de faim en République par la simple volonté d'un patron, et sous un ministère de défense républicaine), et envoient d'avance leurs remerciements aux vaillants défenseurs qui conserveront la confiance et l'estime de ceux qui souffrent. »

Pour la Fédération, par ordre :

Le Secrétaire général,

J. Chalot.

Cette circulaire était suivie de l'explication des motifs :

Vous connaissez sans doute les motifs ; voici :

Il y a plus de soixante jours, les tuiliers de Montchannin-les-Mines se sont mis en grève. Le patron a dit lui-même qu'il voulait la grève. La raison ? Suppression de quatre chauffeurs sur huit, c'est-à-dire augmentation de travail de 100 pour 100. M. Battault savait parfaitement que les ouvriers avaient bien de la peine à faire leur travail à huit et qu'il était matériellement impossible de le faire à quatre. Il y avait vingt ans que cela se faisait ainsi.)

Ainsi un patron, pour son bon plaisir, peut affamer quinze cents personnes sous le gouvernement de la République.

Depuis plus de deux mois, les mineurs et similaires de Perrecy-les-Forges se sont mis en grève à cause de six renvois.

M. Poffault, directeur, a déclaré au sous-préfet de Charolles, représentant du gouvernement de la République, que ces renvois n'avaient pas pour cause le travail, mais des faits passés en dehors des chantiers (ils s'étaient abstenus d'aller à la messe le jour de la Sainte-Barbe, 4 décembre). Depuis le commencement de ces grèves, toutes les manœuvres ont été employées par les patrons et leurs fidèles auxiliaires, MM. les gendarmes. Nous nous adressons à tous les élus socialistes et républicains, à toutes les organisations ouvrières, pour demander si, sous un gouvernement dit de défense républicaine, de telles choses sont permises. Nous voyons, nous, les autres ouvriers du département, qu'une coalition est organisée pour faire sombrer les syndicats et associations ouvrières à n'importe quel prix. Nous sommes résolus à prendre fait et cause pour ces malheureux camarades en grève à n'importe quel prix, mais il est peut-être temps encore d'arrêter ce mouvement qui peut avoir des résultats terribles ; du moins nous comptons sur votre appui dans cette juste affaire. Vous aurez au moins comme cela l'estime des travailleurs de Saône-et-Loire.

J. C.

Ainsi, voilà des travailleurs qui ont été déjà, dans une grève précédente, vieille de six mois à peine, endormis par les députés socialistes. La leçon a été peine perdue : les voilà, à nouveau, s'adressant à eux pour intervenir dans leurs différends avec leurs patrons.

Voyons, camarades, raisonnons un peu. Admettons que les députés socialistes veuillent sincèrement vous venir en aide. Cela peut s'admettre, c'est leur intérêt électoral. Toute leur bonne volonté n'échouera-t-elle pas devant l'organisation capitaliste ?

Vous avez vu que, déjà, dans une loi qu'ils ont voulu faire au profit des travailleurs, ils n'ont pu diminuer la durée des heures de travail des uns qu'en augmentant celle des autres. C'est que le patron, après tout, est maître, non seulement chez lui, mais aussi dans l'organisation politique. Grâce à son argent, grâce à son instruction, grâce à votre misère, grâce à votre ignorance, il saura, pendant fort longtemps encore, faire tourner à son profit les lois que vos élus feront passer à la Chambre.

Et comme ils sont les maîtres du pouvoir politique en détenant l'administration, l'armée, la magistrature et la police, si, par impossible, vous arriviez à avoir une majorité de députés dévoués à vos intérêts, ils auraient tout ce qu'il faut pour les réduire au silence.

Et puis, il y a une autre impossibilité. Les députés peuvent bien limiter la durée des heures de travail, mais ils ne peuvent imposer à un patron d'occuper plus d'hommes qu'il ne juge nécessaire à son exploitation. Malgré tous les arrangements et tous les accords intervenus, ils ne peuvent empêcher un patron de mettre à la porte ceux de son personnel qui le gênent, les motifs dans le travail ne pouvant lui faire défaut.

Ce qui fait que les députés socialistes peuvent très bien, de bonne foi, s'employer à opérer un accord entre vous et vos exploiteurs, mais comme ceux-ci seront toujours libres de le rompre, ouvertement ou par fraude, il s'ensuit que cet arrangement qui aura fait semblant de vous donner satisfaction se tournera en définitive contre vous.

Comprenez donc, une bonne fois pour toutes, qu'entre vous et vos exploiteurs il ne doit pas y avoir d'intermédiaires, que vous n'obtiendrez rien d'eux que vous ne sachiez le leur imposer vous-mêmes par votre cohésion, votre solidarité et vos actes. Que ce ne sont pas des lois qui vous donneront satisfaction, mais votre volonté bien arrêtée de forcer vos exploiteurs à accepter vos conditions, en refusant le travail jusqu'à ce qu'ils aient cédé.

Cette lutte, certes, est plus difficile que l'autre, mais c'est la seule qui puisse donner des résultats. Elle peut entraîner, comme vous dites, des conséquences terribles : c'est pourquoi vos députés se refuseront à endosser des responsabilités qui ne peuvent être endossées que par des foules anonymes.

Il est, certes, regrettable de penser que le plus mince progrès ne puisse être obtenu que de haute lutte, mais lorsque vous aurez jeté un regard en arrière, passé en revue toutes les promesses qui vous furent faites, et non tenues, lorsque vous aurez recensé toutes les tromperies dont on se servit pour vous berner, lorsque vous aurez analysé les lois parlementaires faites en votre faveur, et le peu de résultats obtenus, en dépit des espérances trompeuses que l'on vous fit concevoir à leur sujet, peut-être comprendrez-vous que vous ne devez compter que sur vous-mêmes, sur vos seuls efforts, sur votre volonté bien arrêtée de conquérir votre bien-être et votre libération, quittes à briser les obstacles qui se trouveront sur votre route.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — On vient — j'allais dire de discuter, mais non ! de faire semblant de discuter le budget de la guerre. Pelletan, qui « croit que c'est arrivé » et qui a tenté, en les révélant, de faire cesser quelques abus, s'est buté au plus irréductible parti pris de ne rien vouloir examiner, de ne rien vouloir savoir. En soudard insolent et brutal, le ministre de la guerre a jeté dans la balance l'honneur de l'armée. Bien inutilement, du reste ; la cause était gagnée d'avance.

Car si l'on admet la discussion en ce qui concerne les autres institutions sociales, il n'en est pas de même pour l'armée. A la rigueur, la société bourgeoise permettrait un brin de lumière sur la magistrature, sur la police, sur la politique, etc. Mais sur l'armée, jamais ! Car, si, par suite du mépris résultant de ce brin de lumière, l'institution en question venait à péricliter, l'armée n'est-elle pas là pour la maintenir quand même, par la force ? Le canon, voilà l'argument suprême des gouvernements.

Cet argument est irrésistible, plus encore que ceux dont ce diable d'Almaviva avait sa poche pleine. Les rebelles couchés sur le sol, l'ordre règne, et les mille et une iniquités dont fourmille la société présente ont toutes leurs aises pour s'étaler.

Aussi, l'ensemble des individus qui dirigent cette précieuse institution ont-ils un droit incontesté aux égards des gouvernements. Tout le monde sait, à la Chambre et au Sénat, que, du haut en bas de l'échelle, c'est un pillage éhonté, que depuis le caporal d'ordinaire jusqu'à l'intendant, tout le monde fait du « rabiot », que les adjudications, les marchés, les fournitures militaires sont la vache à lait

d'un nombre incalculable de tripoteurs, que les milliards qu'à grand'peine sue la nation, sous prétexte de défense nationale, se volatilisent comme par enchantement, sans que leur destination soit remplie. Tout le monde sait cela; mais nul ne veut que cela soit dit; nul ne veut que quiconque mette le nez dans ces écuries d'Augias. Il ne faut pas mécontenter les gens de qui l'on peut avoir besoin pour commander la fusillade, salvatrice du Capital en danger.

La Défense nationale! Qu'importe, pensent-ils, qu'elle soit compromise, si la défense capitaliste est sauvegardée? L'ennemi du dehors? Il est avec lui des accommodements. La guerre, même « malheureuse », ne nuit qu'aux naïfs; les malins y trouvent leur compte et au delà. Mais l'ennemi du dedans! On ne discute pas avec lui. C'est lui qu'il importe de vaincre et de réduire au silence.

Tel est le principe fondamental du « socialisme, dans le bon sens du mot », dont se déclare partisan la Bête rouge de 71.

*
* *

M. Loubet, dit-on, est un excellent homme, bon fils, bon époux, bon père, et, s'il le fallait, bon garde national. C'est bien possible, et je ne demande pas mieux que de le croire. Je ne doute pas non plus qu'à tant de vertus il ne joigne une profonde horreur pour le crime et les criminels. M. Loubet, j'en suis sûr, se serait refusé à serrer la main de Vacher ou de Gamahut. Si l'un de ces aimables assassins lui eût fait l'hommage du couteau à virole professionnel encore teint du sang de ses victimes, M. Loubet eût indubitablement récusé l'hommage avec horreur et renvoyé aussitôt au respectueux surineur le gage de sa déférente sympathie.

Pourquoi donc, demandera-t-on, accepte-t-il la décoration que lui envoie le plus grand assassin des temps modernes, le Sultan, près de qui Gamahut et Vacher sont de petits saints? Convenances diplomatiques. Cette raison suffit. Elle excuse, d'après la morale bourgeoise, toutes les compromissions, toutes les ignominies et toutes les lâchetés. On cousine sans répugnance avec le pire criminel si sa tête, hideuse contrefaçon du chef humain, porte couronne en guise de trois-ponts.

André Girard.

*
* *

Militarisme. — Le conseil de guerre d'Alger, jugeant un tirailleur pour attentat à la pudeur consommé avec violence, lui inflige cinq ans de prison. Mais on amène devant lui un fusilier disciplinaire accusé d'outrage envers deux supérieurs. Oh! oh! voilà le crime horrible par excellence : huit ans de travaux publics.

Le conseil de guerre de Nancy, jugeant un caporal qui avait l'habitude de frapper ceux de ses inférieurs qui ne lui payaient pas à boire, et qui avait blessé l'un d'eux, lui accorde trois mois de prison. Qu'un caporal frappe un soldat, c'est trois mois de prison; mais qu'un soldat frappe un caporal, c'est la mort. Les gouvernants appellent ça d'un mot curieux : justice.

Le secrétaire du Groupe antimilitariste vient de communiquer un nouvel assassinat commis, près d'Alger, par un sergent du 2e bataillon d'Afrique, nommé Baldassi. Ce sergent recherchait, à la tête d'une patrouille, des disciplinaires en absence illégale; il rencontre l'un d'eux qui se laisse arrêter sans résistance, et, pour s'amuser sans doute, ou tout simplement pour faire son métier de tueur d'hommes, il lui fait sauter le crâne d'un coup de revolver. Mis, pour la forme, en prévention de conseil de guerre, il a été, ai-je besoin de le dire? l'objet d'un non-lieu.

Notre camarade Dubois-Desaulle, qui vendait dans la rue l'affiche du même groupe dont nous avons parlé la semaine dernière, a été arrêté malgré son permis de colportage; on le relâcha, c'est vrai, mais après lui avoir volé ses affiches.

A Montligun, près Carcassonne, il y a un champ de tir. Quatre fois la semaine, les hommes du 17e dragons viennent s'y exercer dans l'art d'assassiner leurs semblables. Seulement, comme la butte n'est pas assez haute, les balles passent par-dessus et vont tomber dans le village, où elles ont déjà failli tuer une jeune fille et où elles ont grièvement blessé un paysan. Depuis six ans, les habitants se plaignent, supplient l'autorité militaire de les épargner, faisant valoir qu'après tout ils sont des hommes et même des Français. L'autorité militaire répond qu'ils n'ont qu'à rester enfermés chez eux, ou que s'ils veulent absolument sortir et accomplir ces travaux ridicules qui consistent à labourer la terre, semer du blé, ce sera à leurs risques et périls. L'œuvre de vie doit céder le pas à l'œuvre de mort; l'homme qui tue ne peut être que l'ennemi de l'homme qui fait vivre.

Au 16e chasseurs, à Lille, des soldats voulaient fêter le départ d'un de leurs camarades. Ils avaient raison, car quitter le régiment, c'est une grande fête. L'une des choses que la caserne leur avait le mieux apprises, c'était à boire et à s'enivrer; ils burent donc et s'enivrèrent. Qui se quitte, se cuite. Ivres, ils se querellèrent, échangèrent des coups, tirèrent leurs baïonnettes. On les arrêta et on les mit en prison. Or, l'un d'entre eux, celui-là même qui était si heureux de quitter le régiment, s'est pendu dans sa cellule. Et pourtant, tout ce qu'il avait fait, lui et les autres, boire, être ivre, frapper, brandir le glaive, c'est la caserne qui le leur avait enseigné.

*
* *

Les journaux républicains citent et louent beaucoup l'ordre du jour d'un colonel conseillant aux gradés « d'éviter aux hommes, chaque fois que cela sera possible, une fatigue inutile ou les intempéries des saisons ». N'ayant pas de haine contre les individus, façonnés qu'ils sont par leur milieu, nous reconnaissons volontiers qu'il y a des officiers moins féroces les uns que les autres; mais ce que nous affirmons, c'est que l'humanité de gens ayant choisi le métier de tueurs, et s'y étant adaptés, ne peut jamais s'élever bien haut. Et, en effet, le bon colonel dit, un peu plus loin : « Quand il faut, on passe partout; mais, jusque-là, il importe d'avoir des hommes dont la santé permette précisément tous les sacrifices en temps voulu. » Ainsi, s'il est utile de ménager l'existence des soldats, ce n'est qu'afin de les mieux faire tuer plus tard. L'éleveur, lui non plus, ne veut pas que ses moutons meurent avant d'être arrivés à la boucherie.

Le député Pelletan, rapporteur du budget de la guerre, a parlé, entre autres choses, à la Chambre, de la comptabilité des régiments. Il l'a fait, cela va sans dire, avec toute la modération, toutes les atténuations et restrictions dont se sert un député, en pareil cas. Et néanmoins, il ressort de son discours que la comptabilité militaire est une immense entreprise de faux, de grattages, de virements louches, de concussions, de vols. C'est ce que nous savons depuis longtemps; mais ces choses sont toujours bonnes à répéter pour ceux qui n'ont pas encore leur conviction faite sur la psychologie de l'homme à galons. L'homme à galons, comme tout ce qu'il fait, fait la comptabilité à coups de sabre.

R. Ch.

*
* *

Au 59e de ligne, à Pamiers :

« Le colonel Bruno, du 59e de ligne, passant à Varilhes avec son régiment, prit à partie deux citoyens qui n'avaient pas salué le drapeau.

« Il les traita de sans-patrie, de sales juifs, et leur dit qu'ils ne méritaient pas de vivre. Mal lui en prit, car l'un des bons bougres l'engueula dans les grands prix, et il est probable que le colon ne serait pas sorti indemne, s'il avait été seul.

« Le vendredi 2 février, on enterrait le soldat Bousquet, du même régiment. Il s'était fait porter malade quelques jours auparavant et n'avait pas été reconnu. En rentrant le soir, il fut obligé de s'aliter, et, dans la nuit, le major Vidal, prévenu, fut obligé cette fois de le reconnaître malade et ordonna son transfert à l'hôpital. Il y est mort en arrivant.

« Les assassins galonnés continuent. A quand notre tour? » (*Correspondance locale.*)

*
* *

Bourges. — Les juges du conseil de guerre du 8e corps, siégeant à Bourges, viennent de se montrer particulièrement féroces à l'égard d'un soldat en garnison dans cette même ville et qui s'était rendu coupable d'un vol de porte-monnaie au préjudice d'un de ses camarades. Ces sabreurs ont cru encore une fois que l'honneur de l'armée exigeait qu'un tel délit soit puni sévèrement et ont par conséquent déclaré coupable — sans circonstances atténuantes — et condamné à cinq ans de réclusion le pauvre bougre qui comparaissait devant eux. Cependant que les empoisonneurs de l'armée, les fricoteurs des commissions chargées des achats et de la vérification des marchandises falsifiées, pourries et avariées, et toute la bande des parasites de la grande muette pratiquent l'estampage sur une vaste échelle.

Condamner chez autrui des procédés dont on use soi-même, mais que chacun répudie, cela vous donne parfois une réputation d'homme vertueux.

Comme là vertu militaire!...

*
* *

Comme presque partout maintenant — du reste, c'est à la mode! — Bourges a ses petites conférences populaires dues à l'initiative malheureuse de la Bourse du Travail et patronnées et subventionnées par toutes sortes de gens suspects, bourgeois avérés, parmi lesquels un officier supérieur retraité, candidat perpétuel à toutes les élections, et le plus marquant rédacteur de la presse locale, un sieur Bonnaud, avocat raté, grand souteneur du député prince d'Arenberg.

Comme début, un professeur du lycée est venu débiter des phrases creuses sur l'esprit et la matière. A la seconde séance, un deuxième professeur est venu parler des associations ouvrières anglaises et des grandes qualités morales des ouvriers catholiques. Puis a discouru ensuite M. Garnier, proviseur du lycée, qu'une petite feuille politico-socialiste a surnommé depuis l'abbé Garnier, à cause de ses idées avancées sans doute. Enfin sont venus MM. Besson, docteur en médecine, et Bussière, conseiller à la cour d'appel (!). Besson a fulminé contre la classe pauvre, qui veut rester malpropre et gourmande malgré les conseils de feu Jules Simon, et Bussière a conté des choses tellement intéressantes sur le Berry pendant la Révolution, que nombre d'auditeurs ont cru utile de se plonger dans un sommeil profond.

Ça promet, les conférences populaires!

Guadeloupe.

La Pointe-a-Pitre. — Malheureusement, ici, des hommes, à la suite d'un noir, député, M. Légitimus, qui n'a jamais siégé au Palais-Bourbon, sous le couvert du socialisme, se disant révolutionnaires, poussent leurs concitoyens, non à la lutte de classe, mais à la guerre de races, c'est-à-dire veulent que les noirs, rien que les noirs, occupent les situations, à l'exclusion des blancs et des mulâtres. Comme vous le voyez, c'est l'opposé du socialisme et de l'anarchie. De sorte que les idées ont été gâtées ici; qui dit socialiste, dit sectaire noir voulant la disparition des blancs et des mulâtres. On crie dans nos rues : « Guerre et mort aux blancs! » C'est de l'antisémitisme à rebours. Nos prétendus révolutionnaires se sont rangés sous la bannière de M. Jules Guesde, qui, au dernier congrès, a su tirer profit de cette situation pour avoir une majorité contre M. Jaurès.

Voilà, en deux mots, la situation politique de notre colonie.

A. L.

Belgique.

Liège. — *La solidarité socialiste.* — Que c'est émouvant, les vertus philanthropiques pratiquées par les rénovateurs socialistes! Ces gens se disent les défenseurs du faible et de l'opprimé, ils demandent du pain pour tous, mais ils chassent de chez eux ceux qui n'en ont pas. Ils ne seraient que risibles, s'ils n'étaient écœurants. Le fait suivant suffit à le prouver. Le 11 février dernier, j'étais attablé, avec un camarade, dans la salle du café de la Société coopérative du parti ouvrier socialiste liégeois, lorsqu'une pauvre petite fillette de cinq ou six ans au plus (l'aînée de quatre enfants, avec une mère veuve et impotente), toute déguenillée, raidie par le froid d'un vent glacial et par la neige qui tombait par rafales et qui transperçait ses pauvres haillons, voulut entrer; elle portait au bras un petit panier où il y avait quelques boîtes d'allumettes qu'elle offrait en vente, mais qui, en réalité, servaient à cacher sa mendicité. A peine eut-elle franchi la porte, que le limonadier, sa femme et le garçon lui signifièrent, avec une touchante unanimité et un suprême geste de mépris, « *qu'on ne vendait pas ici* ». La pauvre petite restait là toute interdite, la larme à l'œil, en face de ces brutes; et pas un des cinquante consommateurs ne protesta contre une telle infamie; pas une étincelle d'indignation ne parut sur le visage d'aucun de ces défenseurs de la classe ouvrière, tous des coopérateurs peut-être. Aussi, voyez-vous cette

gueuse importuner ces Messieurs, et leur faire perdre le bénéfice d'une consommation? Quelle touchante solidarité!

WOUTERS LAMBERT.

Roumanie.

Il y a quelque temps, un sous-préfet du district de Putna, M. Costake Gheorghiu, fut attaqué vers le soir sur la grande route et maltraité par une bande de malfaiteurs.

Ce sous-préfet, ayant cru reconnaître parmi ses agresseurs des paysans de la commune Maraseshti, requit les gendarmes, dès qu'il arriva à sa résidence, et se rendit immédiatement dans ladite commune, où il fit arrêter les paysans soupçonnés. Ils furent conduits à la sous-préfecture.

Là, il les tortura d'une façon atroce. Une dénonciation adressée au parquet porte que le sous-préfet leur arracha de sa propre main les cils, poil par poil, leur enfonça des épingles dans les chairs, sous les ongles, etc.

Pendant que les malheureux paysans se tordaient de douleur, le maire d'une commune voisine de Maraseshti arriva à la sous-préfecture et annonça qu'il avait découvert et arrêté les auteurs de l'agression contre le sous-préfet.

Les paysans de Maraseshti avaient donc été martyrisés gratuitement.

On nous affirme que le parquet de Putna avait commencé une enquête, qui devait mener fatalement à l'arrestation du cruel sous-préfet, lorsque son action fut tout à coup suspendue.

(*L'Indépendance roumaine* du 13/25 janvier 1900.)

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Souscription au profit des bannis espagnols victimes de la réaction clérico-militaire : Procès de la Gran Via, Liceo et Calle de Cambios.

Un peinard, 1 fr. — C. Pis., 60 fr. — Gay, 1 fr. 30. — Th., 0 fr. 50. — B. J., 1 fr. — Jeunesse libertaire Verviétoise, 11 fr. — Guil., 1 fr. — Liste n° 4 : Buteaud, 2 fr.; Augier, 1 fr.; Biessy, 0 fr. 50; Vernet, 1 fr. 50. Total : 5 fr. — La Loge M∴ La Philosophie sociale, 10 fr. — Un groupe de camarades de Roanne, par D., 10 fr. — Liste n° 5 (Toulon) : Un socialiste révolutionnaire, 0 fr. 50; Arthur, 1 fr.; Arcade, 1 fr.; Montal, 1 fr. 05; A. M., 1 fr.; Léa D., 0 fr. 25; H. H., 1 fr.; Etienne Dec., 10 fr.; T., à Lorient, 2 fr. — Liste n° 6 : Un ennemi des tyrans, 1 fr.; Un révolutionnaire, 0 fr. 50; Un anarchiste de dix-huit ans, 1 fr.; P. T. V., 0 fr. 20; Un antipatriote, 2 fr. Total : 4 fr. 70. — Liste n° 7, à Dison : A. H., à Saint-Gilles, 2 fr.; J. F., E. D., L. M., A. M., 20 fr. Total : 22 fr. — Un militant, 1 fr. — Une camarade, 5 fr. — E. P., 0 fr. 50. — Trois camarades de Pézenas, 2 fr. 50. — Ludovic Ménard, 0 fr. 50. — L. Fortin, 0 fr. 50. — M. Judon, 0 fr. 50. — L'ami de la Ferté, 3 fr. — Hénault, 1 fr. — Pour vos frères, 2 fr. — L'ami de l'idée, à Nogent, 2 fr. — Liste n° 8 : Reliquat, 2 fr. 15; Chomel Prince, 1 fr. 50; Pin Ferd., 0 fr. 50; Dayart, 0 fr. 50; Journés, 0 fr. 50; Ponsonnel, 0 fr. 50. Total : 5 fr. 65. — Un groupe de cagneux et d'étudiants socialistes, 15 fr. — Celard, 1 fr. — Hugonnard, 1 fr. — Le gagnant des babouches, 2 fr. — Edouard Vaillant, député de Paris, 20 fr. — Collecte à la réunion organisée par la Bibliothèque de la rue Titon le dimanche 18, remise par Papillon, 38 fr. 10. — Sirvian, 5 fr. — Total : 255 fr. 55. — Listes précédentes : 298 fr. 50. — Total au mardi 20 février : 554 fr. 05.

Adresser lettres et mandats au camarade Paul Delesalle, aux *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard, Paris. Des listes de souscription sont à la disposition des camarades qui en feront la demande.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIIIe arrondissement, salle Couderc, 1, rue Léon. — Vendredi 23 février, causerie par Janvion sur les Origines de l'être vivant.

Dimanche 25 février, causerie sur l'Individualisme.

Les causeries ont lieu à 8 h. 1/2 du soir.

Prochainement, ouverture de la bibliothèque.

Lecture des *Mauvais Bergers* organisée dimanche dernier par la Bibliothèque d'éducation libertaire : 265 entrées à 0 fr. 50, soit 132 fr. 50 en recettes; 70 fr. de dépense pour l'organisation; reste 62 fr. 50 au bénéfice de la Bibliothèque.

Une collecte faite à la sortie pour nos camarades espagnols a produit 38 fr. 10, remis à Delesalle.

Bibliothèque d'études sociales des Egaux du XVIIe, 85, rue de Courcelles :

Samedi 24 février : Les luttes de la théologie et de la science.

Samedi 3 mars : Alb. Bloch, La matière et ses transformations.

Samedi 10 mars : Broussouloux, Militarisme et religion.

Dimanche 11 mars : Lecture des *Mauvais Bergers* par Octave Mirabeau, avec conférence du camarade Hérold.

Les *Temps Nouveaux* sont en vente à la Bibliothèque.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — Programme de la semaine :

Samedi 24 février : Savioz (Mlle de Sainte-Croix), La femme et la liberté.

Lundi 26 : P. Delesalle, La Question des syndicats.

Mercredi 28 : E. S. R. I., Tolstoïsme et Anarchisme.

Samedi 3 mars : E. Janvion, L'Anarchisme à travers les âges (2e causerie).

N. B. — Les conférences commencent à 8 h. 1/2 précises. La salle de lecture est ouverte tous les jours à 8 heures.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 24 février, à 8 h. 1/2 : Charles Lyon-Caen, Molière (étude et lecture).

SAINT-ETIENNE. — Tous les compagnons tisseurs sont invités à se rendre le 25 courant, à 9 heures du matin, au café du cercle, rue du Grand-Gonnet. — Formation d'un syndicat de production. Examen de la situation.

∴

Les camarades italiens relégués à l'île de Ponza, province de Naples, adressent un appel à tous les camarades pour qu'il leur soit envoyé journaux, brochures, livres qu'ils ont déjà lus. Les camarades peuvent recevoir les publications de l'idée.

Nous nous chargerons de leur faire parvenir ce que l'on voudra bien nous envoyer en leur nom, ou leur adresser directement à Giulia Petri, Ponza, province de Naples (Italie).

∴

Genève, 18 février 1900.

Mon cher Grave,

J'ai été mis jeudi, 16 février, en liberté provisoire et je viens de lire la correspondance de Berne parue dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*.

Etant détenu, je n'ai pu connaître les faits auxquels le camarade de Berne fait allusion. Ce qui est certain, c'est que le *Peuple de Genève*, journal hebdomadaire social-démocrate, a publié le 3 février la traduction littérale de l'article incriminé par le procureur général de la Confédération Suisse, afin de couper court à toutes les insinuations de la presse réactionnaire suisse et qu'il a mené campagne avec le *Genevois*, quotidien radical, pour ma libération et pour la défense du droit d'opinion et d'asile.

Le secrétaire ouvrier romand, Jean Sigg, a souscrit personnellement avec un autre citoyen suisse le cautionnement de 1.500 francs réclamé pour ma libération provisoire après un mois presque de détention.

Maintenant j'attends la délibération de la Chambre des mises en accusation. Je pense, qu'une fois acquitté, le Conseil fédéral qui avait ordonné mon arrestation et les poursuites sur des rapports de police, n'aura aucune raison de prendre des mesures administratives. En attendant, le camarade Frigerio, éditeur de la brochure saisie, est encore détenu à Berne.

Je sais bien que les social-démocrates suisses sont les meilleurs échantillons des conquérants du pouvoir et se déclarent ouvertement étatistes au triple point de vue politique, économique, moral. Mais Jean Sigg s'est toujours occupé des camarades poursuivis ou expulsés du territoire suisse; et bien que social-démocrate, c'est un esprit large et tolérant.

Je considère donc l'appréciation de votre correspondant comme erronée et je crois devoir la rectifier.

Vous m'obligerez donc en publiant cette lettre.

Bien à vous.

NINO SAMAJA.

BIBLIOGRAPHIE

Brune, blonde, rousse, par L.-X. de Ricard; 1 vol., 2 fr., chez Offenstadt, 5, rue Feydeau.

Tout le crime, par J. Reinach; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, galerie du Théâtre-Français.

Ubu enchaîné, précédé de *Ubu Roi*, par A. Jarry; 1 vol. à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

La Tuberculose, par Sicard de Plauzole; 18e volume de la Bibliothèque de vulgarisation scientifique, chez Schleicher, 18, rue des Saints-Pères.

A lire :

Le Repas illustre, par Michel Corday, *Journal*, 16 février.

En vente dans nos bureaux :

Les Précurseurs de l'Internationale, par W. Tcherkesoff; 1 fr. 20 par la poste.

L'Humanisphère, par Joseph Dejacques; 1 fr. 20 par la poste.

L'Art et la Révolution, par Richard Wagner; 1 fr. 20 par la poste.

Chansons : *La Carmagnole*; *L'Internationale* et *Le Politicien*, de Pottier, prix 0 fr. 10; le cent, franco, 4 fr. 50.

PETITE CORRESPONDANCE

Henri Risly. — Reçu les brochures. Merci.

A. L. — Reçu pour les Esp. Merci. Que voulez-vous dire s'il y a des « boutonnières »? Je ne comprends pas.

Aux camarades de Lyon. — Convocation arrivée trop tard. Le mardi avant midi.

Jean Viravaux. — Envoyez-nous votre adresse; nous avons une communication à vous faire.

Père Peinard et Libertaire. — La *Démocratie*, 11, rue Victor Hugo, à la Pointe-à-Pitre, demande l'échange.

Dr Az. — Je n'ai pas pu répondre à vos différentes lettres, n'ayant pas votre adresse.

Reçu pour le journal : Mme B., à Saint-Amand, 1 fr. — Un auvergnat, 1 fr. — A. G., 0 fr. 50. — Doux père et Doux fils, 2 fr. — Un gagnant, Virgillio Petit, 2 fr. — Merci à tous.

T., à Paris. — R., à Chalon-sur-Saône. — V., à Alexandrie. — D., à Billy-Montigny. — R., à Rennes. — B., à Lisbonne. — B., à Westville. — L., à Toulouse. — B., à Dison. — R. L., à Paris. — R., à Montréal. — T., à Londres. — H., à Levallois-Perret. — B., à Genève. — B., à Jemeppe. — E., à Rio-de-Janeiro. — K., à Fléron. — S., à Vierzon. — L., à Nancy. — P., à Paris. — R., à Grenoble. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel, franco*	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin.*	» 10
Dieu et l'Etat (avec portrait), *par Bakounine.*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Education et autorité paternelle, *par A. Girard, avec couverture de Luce.*	» 15
La Loi et l'autorité, *par Kropotkine.*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, avec couverture de Wuillaume*	» 15
Déclarations *d'Étiévant, couverture de Jehannet.*	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert*	» 20
La Liberté par l'enseignement, *couverture de Wuillaume.*	» 10
A mon frère le paysan, *E. Reclus, couverture de L. C.*	» 10
La Morale anarchiste, *par Kropotkine, couverture de Rysselberghe.*	» 15

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 45 DIX CENTIMES DU 3 AU 9 MARS 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'IMPOT

Si l'État, par le service militaire, par l'enseignement qu'il dirige dans l'intérêt des classes riches, par l'Eglise et par ses milliers de fonctionnaires, exerce déjà, à la fin de ce siècle, un pouvoir formidable sur les individus, — ce pouvoir est encore décuplé au moyen de l'impôt.

Instrument anodin à ses débuts, salué et appelé par les contribuables eux-mêmes lorsqu'il vint remplacer les corvées, l'impôt est devenu aujourd'hui, non seulement un lourd fardeau, mais aussi une arme d'une puissance d'autant plus grande qu'elle se déguise sous mille aspects, pour diriger toute la vie économique et politique des sociétés. Ceux qui sont au pouvoir s'en servent aujourd'hui, non seulement pour se tailler des traitements, mais surtout pour faire et défaire les fortunes, pour accumuler des richesses immenses aux mains de quelques privilégiés, pour constituer les monopoles, pour ruiner le peuple et l'asservir aux riches — et tout cela sans que les imposés se doutent seulement de la puissance qu'ils ont remise à leurs gouvernants.

— « Qu'y a-t-il de plus juste, cependant, que l'impôt? nous diront sans doute les défenseurs de l'Etat. Voici, diront-ils, un pont bâti par les habitants de telle commune. La rivière, grossie par les pluies, va l'emporter si on ne s'empresse de le réparer. N'est-il pas naturel et juste d'appeler tous les habitants de la commune pour réparer ce pont? »

« Ou bien, diront-ils, voilà un gué qui devient impraticable à certaines saisons. Pourquoi les habitants des communes voisines ne s'imposeraient-ils pas pour bâtir un pont? Pourquoi ne viendraient-ils pas, tous, la bêche à la main, réparer cette digue? rechausser cette route? ou bien encore bâtir un magasin à blé, auquel chaque habitant verserait tant de blé par an pour parer aux disettes? » Et ainsi de suite.

Tout cela est si naturel, si juste, si raisonnable, que l'individualiste le plus entêté n'aurait rien à y redire, à plus forte raison si une certaine égalité de conditions règne dans la commune. Les journées données au travail de tous dans l'intérêt de la commune peuvent même devenir — c'est en effet le cas dans les villages russes — de vraies fêtes de travail communal.

Et, multipliant des exemples de ce genre, les économistes et les défenseurs de l'Etat en général s'empressent de conclure que l'impôt est justifiable, désirable à tous les points de vue et... « Vive l'impôt! »

∴

Eh bien! tout ce raisonnement est faux. Car si certains impôts communaux ont réellement leur origine dans *le travail communal, fait en commun*, — l'impôt ou plutôt les impôts formidables et multiples que nous payons à l'Etat, ont une tout autre origine — *la conquête*.

C'est sur les peuples *conquis* que les monarchies de l'Orient, et plus tard la Rome des empereurs, prélevaient les *corvées*. Le citoyen romain en était exempté; il s'en déchargeait sur les peuples soumis à sa domination. Jusqu'à la grande Révolution — en partie jusqu'à nos jours — les prétendus descendants de la race conquérante (romaine, germaine, normande), c'est-à-dire les « soi-disant nobles », ont été exemptés de l'impôt. Le manant, l'os noir conquis par l'os blanc, figurait seul sur la liste des « corvéables et taillables à merci ».

De la conquête, du servage vient donc l'impôt que nous payons aujourd'hui à l'Etat — nullement du travail communal librement consenti. En effet, lorsque l'Etat accablait le peuple de corvées aux seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, il ne s'agissait nullement de ces travaux que hameaux ou villages entreprenaient en vertu du libre consentement de leurs habitants. Des centaines de mille paysans étaient amenés sous escorte militaire des villages lointains pour bâtir telle route nationale ou telle forteresse; pour transporter les provisions nécessaires à l'alimentation d'une armée; pour suivre, avec leurs chevaux exténués, les nobles partis à la conquête de nouveaux châteaux. D'autres travaillaient dans les mines et les usines de l'Etat; d'autres encore, sous les fouets des fonctionnaires, obéissaient aux fantaisies criminelles de leurs maîtres, en creusant les étangs des châteaux royaux ou en bâtissant des palais pour les rois, les seigneurs et leurs courtisanes, alors que les femmes et les enfants de ces corvéables broutaient l'herbe des champs incultes, mendiaient sur les routes ou se jetaient, affamés, sous les balles des soldats, pour piller les convois de blé exporté.

La corvée, imposée d'abord à la race conquise (tout comme les Anglais l'imposent aujourd'hui aux noirs d'Afrique), et plus tard à tous les manants, *telle fut l'origine* — la vraie origine de l'impôt que nous payons aujourd'hui à l'Etat. S'étonnera-t-on alors que l'impôt ait gardé jusqu'à nos jours le cachet de son origine?

∴

Ce fut un immense soulagement pour les campagnes lorsque, aux approches de la grande Révolution, on commença à remplacer les corvées de l'Etat par une espèce de rachat — l'impôt payé en argent; et lorsque la Révolution, apportant enfin un rayon de lumière dans les chaumières, abolit une partie des gabelles et des tailles qui pesaient directement sur le plus pauvre, et que l'idée d'un impôt plus équitable (et aussi plus profitable pour l'Etat) commença à se faire jour, ce fut un contentement général dans les campagnes.

Mais, jusqu'à présent, l'impôt est resté fidèle à son origine première. Entre les mains des bourgeois qui se sont emparés du pouvoir, il n'a cessé de grandir. Grâce à l'impôt, la clique des gouvernants — l'Etat, représentant la quadruple alliance du roi, de l'Eglise, du juge et du soldat — n'a cessé d'élargir ses attributions et de traiter le peuple en race conquise. Et aujourd'hui, moyennant cet instrument précieux qui frappe sans qu'on ressente directement ses coups, nous sommes devenus presque aussi asservis envers l'Etat que nos pères l'étaient autrefois envers leurs seigneurs et maîtres.

∴

Quelle quantité de travail donne donc chacun de nous à l'Etat? Aucun économiste n'a jamais cherché à évaluer le nombre de journées de travail que le travailleur des champs et des usines donne chaque année à cette idole babylonienne. On fouillerait vainement les traités d'économie politique pour arriver à une évaluation approximative de ce que l'homme qui produit les richesses donne de son travail à l'Etat. Une simple évaluation basée sur le budget de l'Etat, de la nation, des provinces et des communes (qui contribuent aussi aux dépenses de l'Etat), ne dirait rien; car il faudrait estimer, non pas ce qui rentre dans les caisses du trésor, mais ce que le paiement de chaque franc versé au trésor représente de dépenses réelles faites par le contribuable. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que la quantité de travail que le producteur donne chaque année à l'Etat est immense. *Elle dépasse sans aucun doute* les trois jours de travail par semaine que le serf donnait jadis à son seigneur.

∴

Et notez bien que, quoi que l'on fasse pour remanier l'assiette de l'impôt, c'est toujours le travailleur qui en supporte tout le fardeau. Chaque centime payé au trésor est payé en fin de compte par le travailleur, le producteur.

L'Etat peut bien rogner plus ou moins le revenu du riche. Mais encore faut-il que le riche ait un revenu, que ce revenu soit fait, produit par quelqu'un — et il ne peut être fait que par celui qui produit quelque chose par son travail. L'Etat réclame au riche sa part du butin; mais d'où vient le butin qui représente en fin de compte tant de blé, de fer, de porcelaine ou d'étoffes vendues, — tous résultats du travail de l'ouvrier producteur? A part les richesses qui viennent de l'étranger, et qui représentent l'exploitation d'autres travailleurs, en Russie, en Orient, en Argentine, en Afrique — c'est encore

les travailleurs du pays même qui doivent donner tant de journées de *leur* travail pour payer l'impôt, ainsi que pour enrichir les riches.

On nous parle quelquefois d'impôt progressif sur le revenu. Par ce moyen, l'État rogne un peu mieux *le revenu* du riche ; il lui prend un peu plus de ce que celui-ci a soustrait au travailleur. Mais c'est tout. C'est toujours l'ouvrier qui paie, et qui généralement paie *plus* que l'État n'en a pris au riche.

Ainsi, dernièrement, nous avons pu voir comment l'impôt sur les maisons habitées dans notre commune ayant été augmenté dans la proportion de 5 francs environ par an, par petit logement ouvrier (demi-maisonnette, comme on dirait en Angleterre) — immédiatement les prix de ces loyers montèrent dans la proportion de 60 centimes par semaine, soit 30 francs environ par an. Le propriétaire de l'immeuble s'est déchargé de suite de l'augmentation sur ses tenanciers, et il en a profité du coup pour augmenter son exploitation.

Et quant à l'impôt indirect, nous savons non seulement que les objets consommés par tout le monde sont surtout frappés par l'impôt (les autres rapportent peu), mais aussi que toute augmentation de quelques centimes de l'impôt sur les boissons, ou le café, ou le blé, se traduit par une augmentation incomparablement plus forte des prix.

∴

Il est de toute évidence, d'ailleurs, que celui-là seul qui *produit*, qui crée de la richesse par son travail, peut payer l'impôt. Le reste n'est qu'un partage du butin volé à celui qui produit, — partage qui, dans un immense nombre de cas, se résume pour le travailleur en un surcroît d'exploitation.

Aussi pouvons-nous dire qu'à part l'impôt prélevé sur les richesses faites à l'étranger, les milliards versés en France chaque année au Trésor sont prélevés en entier sur le travail des dix millions environ de travailleurs que possède la France.

∴

Ici, le travailleur paye comme consommateur des boissons, du sucre, des allumettes, du pétrole. Là, en payant son loyer, il paye l'impôt que l'État prélève sur le propriétaire de la maison. Là encore, en achetant son pain, il paye les impôts fonciers, la rente de la terre, le loyer et les impôts de la boulangerie, la supervision, le ministère des finances, etc. Là enfin, en s'achetant un habit, il paye les droits sur le coton importé, le monopole créé par le protectionnisme, le monopole des mines de charbon, — bref, toute la séquelle d'impôts que l'État, la province, la commune prélèvent sur le sol, la matière brute, la manufacture, le revenu du patron, le privilège de l'instruction — tout, tout ce que la commune, la province et l'État voient venir au trésor.

Combien de journées de travail par an représentent donc tous ces impôts ? Douterez-vous, après cela, que l'ouvrier moderne travaille plus pour l'État que le serf ne travaillait autrefois pour son maître ?

∴

Mais si ce n'était que cela !

La réalité est que l'impôt donne aux gouvernants le moyen de rendre l'exploitation plus intense, de retenir le peuple dans la misère, de créer légalement, sans parler du vol ou des Panamas, des fortunes que jamais le capital seul n'aurait pu accumuler. Nous allons le voir dans le prochain article.

PIERRE KROPOTKINE.

GUERRE A L'UNITARISME

Il semblait établi depuis cinquante ans que, grâce à la puissante critique de Proudhon, tout révolutionnaire socialiste conscient était à tout jamais guéri de cette funeste manie de l'unité dont étaient poursuivis ceux qui, à la fin du dix-huitième siècle, incarnèrent la Révolution française et faillirent l'entraîner avec eux dans la tombe que leur avait creusée leur fanatisme unitarien.

On était d'autant plus fondé à le croire que la Révolution de mars 1871 faite au cri de Vive la Commune ! s'était posée comme rompant toute attache avec les anciens républicains, toujours prêts à sacrifier la république elle-même à leur chère et imbécile devise « Une et indivisible ».

Mais voilà qu'un mauvais vent d'unitarisme souffle de nouveau et menace, si l'on n'y prend garde, de corrompre sans remède ce qui reste encore de sain dans la cervelle des révolutionnaires de bonne foi, mais qui n'ont pu se débarrasser de cette obsédante théorie de l'unité que nous a léguée le catholicisme, entre autres.

Il y a deux *mois* à peine, les socialistes parlementaires reprenaient cette théorie pour leur compte, en vue de la mettre au service de leurs appétits de candidatures, d'abord, et ensuite de s'en aider pour organiser la mainmise qu'ils comptent opérer sur la future Révolution.

Voilà maintenant que des écrivains dont la sincérité ne peut être suspectée se mettent à leur tour à chanter l'antienne de l'unité !

Et, ce qu'il y a de plus fort, c'est dans un journal socialiste et réellement indépendant de tout esprit d'école — l'*Aurore* — que le fait vient de se produire (1).

Parlant du projet de création d'une « Université municipale » dans laquelle on se proposerait de composer un enseignement formant *un tout* complet — une *doctrine scientifique* à la portée des *simples* (c'est-à-dire des imbéciles) — destinée à « remplacer la doctrine religieuse à laquelle *ils* ne peuvent plus croire », — parlant, disons-nous, de ce joli projet bien digne de celui qu'on a chargé de le faire aboutir — ex-anarchiste assagi, devenu *opportuniste* pour les opportunistes eux-mêmes, — l'auteur de l'article dont nous parlons, le citoyen Guinaudeau, comparant le projet d'Université municipale, — à l'usage des « simples », — aux *Universités populaires* déjà créées dans plusieurs quartiers de Paris, trouve celles-ci défectueuses, comme n'offrant pas de caractère d'ensemble, d'unité, dans leurs cours, de façon à créer une doctrine scientifico-morale capable de « recréer une âme à la France » !

Qu'entend par là le citoyen Guinaudeau ? Que doit être cette « nouvelle âme » ? Il a oublié de nous en faire part. Mais, à parler franc, ou cela n'est que du charabia tout pur, ou cela signifie qu'on aspire à jeter la France dans les bras de quelque nouvelle religion. Merci ! nous en sortons, mes bons Messieurs.

Vous vous plaignez de la multiplicité et surtout de la diversité des programmes de ces « Universités populaires » ! Eh ! mille fois tant mieux ! Tout ce qui tendra à nous débarrasser enfin du monstre doctrinal, cet ennemi-né de toute liberté et de toute dignité, de tout esprit scientifique, de tout ce qui est enfin le relèvement de l'individu, de l'infiniment petit, du *simple*, comme vous l'appelez, doit au contraire être encouragé.

Donc, vivent les Universités populaires libres et par conséquent vraiment scientifiques — et à bas, mille fois à bas les Universités municipales officielles et doctrinales, organisées par des Brousse et autres transfuges de la Révolution sociale, et devenues de nouvelles machines à déprimer les consciences, au nom du Positivisme en philosophie et du Marxisme en économie sociale !

G. LEFRANÇAIS.

(1) *Aurore* du 19 février 1900 : *Université municipale*.

MOUVEMENT OUVRIER

Les rentes des travailleurs. — D'une lettre d'une malheureuse victime de notre beau régime capitaliste si cher au ministère de « défense républicaine », nous extrayons le passage suivant :

« J'ai été blessé pendant mon travail au puits Saint-Louis, de la Compagnie des houillères de Saint-Etienne, le 29 juillet 1896.

« N'ayant pu obtenir d'arrangement amiable avec la Compagnie, j'ai intenté un procès devant le tribunal civil ; on m'a débouté de ma demande ; j'ai fait appel devant la cour de Lyon qui a confirmé le jugement de Saint-Etienne.

« J'ai demandé l'assistance devant la Cour de cassation pour me pourvoir. L'assistance vient de m'être refusée.

« Je suis âgé de 55 ans, depuis 40 ans je travaille dans les mines dont plus de 18 ans à la Compagnie des houillères de Saint-Etienne.

« J'ai eu la poitrine broyée par l'accident dont j'ai été victime, je ne puis me livrer à aucun travail.

« Je suis réduit, par suite du déni de justice dont je suis victime, à mendier mon pain. »

Tout commentaire, je crois, serait superflu. Une société où un homme, après une pareille existence, ne voit pas d'autre remède que de mendier, est vouée à disparaître. Mais il y aurait mieux à faire pour la victime.

∴

A Lille, les ouvriers de la manufacture des tabacs sont en grève. L'usine est sous la haute direction du ministre des finances, collègue de Millerand, et ce dernier n'est pas intervenu une seule fois, à ce que l'on sache, en faveur des ouvriers. La grève de Lille nous donne un avant-goût de ce que serait l'État-patron si cher aux partisans d'une société socialo-collectiviste.

A Troyes, la grève des bonnetiers est devenue générale. Voici les salaires réclamés, moyennant quoi les malheureux consentent à se laisser exploiter à nouveau : Pour les ouvriers, une augmentation qui porte à 4 francs le salaire quotidien qui est de 3 francs. Les ouvrières, 2 fr. 50 au lieu de 2 francs. En outre, pour les enfants, un salaire de 2 francs au lieu de 1 fr. 30 ; pour les adultes de quinze à dix-huit ans, 2 fr. 50 au lieu de 2 francs, et 0 fr. 35 pour les heures supplémentaires au lieu de 0 fr. 25.

Avouez qu'ils ne sont pas exigeants. Nous serions curieux de savoir ce que feraient à leur place Messieurs leurs exploiteurs, s'il leur fallait vivre avec de pareils salaires.

A Saint-Quentin, la grève dure toujours. Un camarade m'écrit qu'il n'y a guère de changement depuis le début ; une seule maison a accordé une augmentation de 15 0/0 à ses ouvriers. Les politiciens sont venus, mais sans grand succès. L'un d'eux, Colliard, a même dû déclarer, pour pouvoir parler, qu'il n'aborderait pas de questions politiques. Un nommé D... a, paraît-il, éprouvé le besoin de salir un de nos camarades, et, n'y parvenant pas, de le faire frapper par quelques valets à sa solde. Nos camarades n'en profitent pas moins pour faire d'excellente propagande, et c'est de quoi enragent les imbéciles.

∴

SAINT-ETIENNE. — Malgré l'arbitrage prononcé, à grand renfort de tam-tam, par le ministériel Jaurès, l'on annonce que les ouvriers mineurs sont prêts à se mettre en grève à nouveau. Il faudrait croire alors que les *excellentes conditions* soi-disant obtenues par l'arbitre ne valaient pas grand'chose. Les ouvriers comprendront-ils cette fois qu'ils doivent faire eux-mêmes leur besogne ?

A Decazeville, d'excellente mémoire, les mineurs viennent de se mettre en grève et réclament une augmentation de salaire. Watrin aurait-il un successeur ?

A Limoges, grève des employés de tramways. La population fait cause commune avec les grévistes et empêche les voitures de circuler.

A Montchanin, la grève dure depuis 90 jours, les ouvriers crèvent de faim, mais Millerand est ministre socialiste.

Grèves de chauffeurs à Rouen, de faïenciers à Gisors, de métallurgistes à Perrecy.

*
* *

Messieurs les socialistes ont un fichu toupet : qu'on en juge. Dans une réunion tenue à Roubaix sous la présidence du grand manitou Jules Guesde, l'on a voté l'ordre du jour suivant :

« Le Congrès, douloureusement ému à la nouvelle du massacre des grévistes de la Martinique, s'associe au deuil qui frappe les familles ouvrières et dénonce à l'indignation publique un gouvernement dit de défense républicaine qui, empruntant au gouvernement de M. Constans ses odieux procédés, met l'armée au service du patronat et noie dans le sang les revendications prolétariennes. »

A la Chambre, les socialistes votent (ces gens-là passent leur temps à voter) de manière à ne pas déplaire à leur copain Millerand. Dans les réunions, devant les ouvriers, ils traitent le même Millerand d'assassin ou à peu près. La politique socialiste a, paraît-il, de ces exigences.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Autorité paternelle. — On a arrêté l'autre jour les époux Stutzmann qui martyrisaient leur fillette. Celle-ci portait sur tout le corps des brûlures produites par un fer rouge, des blessures aux mains provenant de coups de ciseaux et enfin des cicatrices de coups de couteau dans le dos. La foule naturellement, qui n'avait pas eu le courage d'intervenir pour protéger l'enfant, s'est senti une bravoure inusitée quand elle a vu les bourreaux enchaînés et a poussé des cris de mort. Une femme même a souffleté la femme Stutzmann.

Tant que l'on n'aura pas détruit le préjugé de l'autorité paternelle, tant que dans les écoles on enseignera aux enfants que leurs parents sont leurs maîtres, tant que la hiérarchie de la famille ne sera pas une fois pour toutes détruite, de pareils faits se reproduiront fréquemment.

*
* *

Victime du devoir. — Quand un ouvrier est broyé par une machine, ou se tue en tombant d'un échafaudage, tout ce que la société se contente de faire pour lui, c'est de signaler l'accident dans les journaux. Les pouvoirs publics demeurent impassibles.

Dernièrement, un gardien de la paix était blessé mortellement en arrêtant un malfaiteur quelconque. La Ville de Paris a pris à sa charge — c'est-à-dire à la nôtre — les frais de ses obsèques qui ont eu lieu l'autre jour en grand apparat. Toutes les autorités y étaient représentées : préfecture de police, présidence de la République, ministères divers, parquet, etc.

Un policier est-il donc plus utile à l'humanité qu'un travailleur? Non, il ne sert même à rien. Mais la police étant une des représentations de la violence qui constitue une des bases de la société bourgeoise, il est nécessaire que tout soit fait pour maintenir son prestige. Des travailleurs, on en trouve autant qu'on en veut, autant qu'il en faut. Et gouvernants, magistrats, policiers, etc., sont solidaires. Tous, ils vivent du travail des prolétaires. Ce sont les larrons qui si bien s'entendent en foire. Aussi se doivent-ils et s'accordent-ils des égards.

André Girard.

*
* *

Militarisme. — Nous avons appris, cette semaine, qui était la fameuse Constance Resuche, et quel rôle elle avait joué dans l'existence de M. le marquis de Galliffet. Ce rôle n'était déjà pas si mauvais, puisqu'elle avait dégoûté le lieutenant marquis du métier militaire, et qu'elle faillit l'empêcher de partir pour la Crimée, où des chefs lui ordonnaient d'aller tuer des Russes. M. de Galliffet, à cette époque, aimait mieux faire l'amour que la guerre : qu'il nous permette de lui dire qu'il avait raison. Depuis, il a changé d'avis : il a quitté Constance Resuche, il a tué des Russes afin de devenir plus tard leur allié, il a tué 30.000 Parisiens, il fait torturer aux bagnes d'Afrique et d'ailleurs ceux qui, comme lui jadis, sont insoumis aux ordres de leurs chefs, il incarne et défend l'honneur de l'armée. Plût au ciel qu'il fût toujours demeuré « l'entretenu de la fille Resuche » !

Je ne sais quel colonel a eu dernièrement l'idée d'interdire la vente des alcools à la cantine de son régiment. Nous nous permettrons de lui dire que son initiative est tout ce qu'il y a de plus antipatriotique : car pour avoir de bons soldats, il faut avoir des hommes bien passifs, bien abrutis; et pour les abrutir, l'alcool fait les trois quarts de la besogne.

Au 74e de ligne, on a prévenu les soldats que les permissions de Pâques ne seraient accordées qu'à ceux qui n'auraient pas été malades, tandis que les autres feraient des exercices supplémentaires. Les hommes de sabre comprennent la médecine de la même façon qu'ils comprennent la comptabilité, la justice et tout. Malgré tant de sollicitude, la caserne est un des endroits où l'on meurt le plus : 179 pour mille, morts de la tuberculose (contractée au régiment) ; sans parler des autres maladies. Sur 450.000 hommes, on en compte 295.743 entrés à l'infirmerie ou à l'hôpital. Et combien n'en sont sortis que « les pieds devant » !

Un conseil de guerre a octroyé *deux ans* de travaux publics à un maréchal des logis fourrier, pour vol et complicité d'assassinat. Au conseil de guerre de Châlons, un soldat ayant réclamé une botte de foin pour le déjeuner du président a été condamné à *dix ans* de travaux publics. Le conseil de guerre de Marseille a infligé la même peine, *dix ans*, à un soldat, pour une réponse analogue. Le tout, au régiment, ce n'est pas de ne point voler ou de ne point assassiner : c'est d'être poli avec ses chefs.

Léon Bretaux, canonnier au 30e d'artillerie, à Toul, avait été condamné à huit années de réclusion, dix années d'interdiction de séjour et la dégradation militaire. Le jour de la dégradation, il écouta la lecture du jugement d'un air narquois, puis, d'un solide coup de poing bien appliqué, il envoya rouler par terre le sous-off qui s'avançait vers lui pour le dégrader. Les gendarmes l'emmenèrent aussitôt, pendant que le public — ce bon public toujours idiot et toujours infâme, qui ne comprend rien, même pas son vulgaire intérêt — hurlait : « A mort ! A mort ! » Ce bon public espère bien qu'on va condamner à mort un homme qui s'est simplement défendu contre une humiliation qu'on voulait lui faire subir.

*
* *

L'honneur de l'Administration. — Au ministère de la marine, on a découvert toute une entreprise de tripotages, tout un commerce équivoque de documents secrets et de blanchisserie antiseptique, avec approbation et bénédiction de Sa Sainteté Léon XIII, où maints hauts fonctionnaires sont en fâcheuse posture. Le principal organisateur a fait sagement de mettre l'Atlantique entre les curieux et lui. Les grands chefs de la maison jurent qu'il n'y a pas là de quoi fouetter un chat et, pour tirer au clair la conduite du blanchisseur anglophobe, n'attendent qu'une chose : son retour.

*
* *

L'honneur de la Magistrature. — Un juge arrêté et emprisonné, c'est un régal trop rare pour que nous ne le goûtions pas vivement, quand on nous l'offre. Le sieur Multier, juge au tribunal de Lille, a été arrêté, ainsi que son épouse (petite-fille d'un officier supérieur, ah mais!) pour captation d'héritage, au moyen de faux, au détriment de son beau-fils. Poursuivi pour faux par un huissier, le jugeur se retourne contre lui, et l'accuse à son tour de falsifications et d'irrégularités; et cette lutte à coups de code, entre deux représentants de la loi, porte notre régal à son comble.

La veille de son arrestation, le sieur Multier, empêtré dans des jupons, présidait, à Lille, la 3e chambre correctionnelle. Il envoyait en prison des tas de gens, quelques heures avant d'aller en prison lui-même. Les affaires dont il s'occupait ont été suspendues; et — la loi exigeant que les juges qui ont participé aux débats assistent au prononcé du jugement — ses confrères en jugerie attendent, pour rendre leur jugement dans les affaires auxquelles il travailla, que l'instruction de son affaire à lui soit close. Pour distribuer de la prison et des amendes, il reviendra donc s'asseoir, quelques heures, au milieu de ses anciens copains, en sabots et la tête rasée... Savourons.

*
* *

L'honneur de la Finance. — Un ancien banquier du quartier de l'Opéra, décoré de la Légion d'honneur, aurait été arrêté pour avoir volé une montre de 600 francs chez un bijoutier. Comme les militaires, les magistrats et les marlous, les financiers ne peuvent manquer d'avoir *leur* honneur.

R. Ch.

Alsace-Lorraine.

Un enfant de quinze ans s'était évadé d'une colonie pénitentiaire et était rentré chez ses parents, où il vivait de son travail. Il n'était rien de plus facile que de le laisser s'améliorer, s'il en avait besoin, et se créer une existence d'honnête homme.

L'autorité ne perd jamais une occasion de jeter le désordre et le deuil où règnent la tranquillité et le bonheur. Un gendarme se présenta et emmena l'enfant. Celui-ci, en traversant un pré, tenta de s'enfuir. Le gendarme tira sur lui un coup de revolver qui lui brisa la jambe; puis il le rejoignit. Dans la lutte, tous les deux roulèrent ensemble dans un fossé. C'est alors que le gendarme lui tira à bout portant un second coup de revolver qui traversa l'enfant de part en part. N'est-ce pas que c'est beau, l'autorité?

A. G.

Guatémala.

Trois cents enfants tués a coups de fusil. — A l'occasion de la clôture de la session d'examens, on avait organisé, à Guatémala, une fête de l'Enfance, qui devait se terminer par une apothéose de la *Science*.

A cet effet, on avait construit un monument assez élevé, terminé par une marquise en zinc; à son extrémité supérieure apparaissait une fillette, avec les attributs qu'exigeait le cas, et entourée d'un groupe d'enfants.

Autour du monument, les écoliers chantaient allègrement des hymnes adaptés à la circonstance.

Une partie du programme était réalisée, quand, par suite d'un vice de construction, se détacha brusquement une feuille de zinc (placée là pour protéger les enfants de la chaleur du soleil), blessant grièvement la fillette et l'entraînant dans sa chute, occasionnant en même temps des contusions aux enfants qui se trouvaient en bas. Les parents et la foule, affolés, coururent à son secours, en poussant des cris déchirants, d'où une confusion et une stupeur épouvantables.

Le président de la République, Estrada Cabrera, qui se trouvait là, en tête de l'armée, pour donner plus de splendeur à la fête, croyant qu'il s'agissait d'un attentat contre lui et faisant preuve d'une inconcevable lâcheté, donna l'ordre à l'armée de faire feu sur la foule.

Le résultat de cet ordre barbare fut près de *trois cents enfants tués*.

Afin que cet effroyable assassinat ne soit pas connu, ce bourreau a ordonné à la presse de se taire, en menaçant de punir sévèrement celui qui enfreindrait *sa volonté*. Même les lettres particulières et les télégrammes sont soumis à la plus stricte censure.

Je prends la nouvelle dans le *Heraldo* de Madrid, qui, à son tour, la tient de la *Razon* de Montevideo.

C'est le moment ou jamais de demander aux scélérats si l'armée sert à assurer l'ordre (comme ils le prétendent) ou plutôt à semer la mort et le désordre, obéissant aveuglément à la volonté des assassins du peuple.

La réponse n'est pas douteuse.

Antonio Sebastian.

Suisse.

A la suite de la correspondance de Berne parue dans notre numéro 43, nous avons reçu plusieurs lettres de protestation. Nous avons donné la semaine der-

nière la juste lettre de rectification de notre camarade Samaja, le principal intéressé dans l'affaire.

D'autre part, un ami dans lequel nous avons toute confiance nous écrit : « *J'ai lu moi-même* la lettre adressée par M. Plekhanoff à M. Wassilieff et j'affirme qu'*elle* ne contient absolument rien de ce que le camarade reproche à son auteur. »

Nous regrettons plus que personne d'avoir été induits en erreur par notre correspondant; mais les affirmations des social-démocrates de Berne étant contradictoires, nous ne pouvons les insérer, et considérons l'incident comme clos dans le journal.

Hollande.

Folie religieuse. — Ceux qui ont lu le roman de Sacher-Masoch, *Les Sauveurs*, roman dans lequel il dépeint le fanatisme de quelques sectes religieuses russes, se sont dit, sans doute, que des choses pareilles ne se peuvent produire que dans des pays barbares comme la Russie. Erreur! car il vient de se produire ici, dans le petit village d'Appeltern, près Tiel en Gueldre, un fait qui prouve que la rage religieuse est partout la même.

A Appeltern existait une secte protestante, extrêmement orthodoxe, sous la direction d'un de ces bergers qu'on appelle ici un « pasteur en fer-blanc », qui tenait souvent des réunions pieuses dans l'habitation du cultivateur Scherf.

De ce qui s'est passé dans une de ces réunions, les journaux nous apprennent le fait suivant :

Vendredi soir (2 février), se tenait à la maison du cultivateur Scherf, à Appeltern, une de ces réunions religieuses. Il paraît que la pensée que « le diable » était parmi eux avait envahi l'assemblée, et que les sectaires croyaient que ce diable s'était transformé dans la personne du domestique de la maison.

Vers 1 heure du matin, le cultivateur ordonnait à sa bonne d'aller chercher le domestique « endiablé ». Le domestique, qui dormait déjà, n'apparut pas tout de suite; de sorte que le cultivateur lui-même alla l'éveiller. Ne lui laissant pas le temps nécessaire de s'habiller complètement, il l'amena dans la salle, où tous les membres de la secte, hommes et femmes, étaient réunis. Le cultivateur S. maintenant veut conjurer « le diable », et le domestique, ne comprenant rien à tout ce vacarme, reçoit soudainement un terrible coup sur la tête, porté avec une barre de fer, qui le fait rouler par terre comme une masse; là, tous les assistants commencent à le frapper avec toutes sortes de choses, des chaises, des tisonniers, des verres, etc., si bien que, quelques instants après, il rendait son âme ensorcelée. Quoique mort, ils continuent néanmoins à chasser le diable en frappant la victime, ce qui fait que le cadavre était absolument méconnaissable. Dans la matinée, le cultivateur se met en marche, afin de porter la bonne nouvelle à sa mère, qui reste dans le voisinage, à Batenberg, laquelle, en apprenant le bannissement du diable, prépare un bon dîner, où l'on chanta des cantiques.

La salle où la scène s'est produite avait un aspect indescriptible, c'était un chaos de chaises brisées maculées de sang, et de mille objets enduits de sang. Quand la scène est venue à la connaissance du public, on a arrêté le principal auteur de cet acte de folie religieuse, et le pasteur de ce troupeau dangereux a subi le même sort.

D'après des renseignements pris chez quelques membres de la secte, il paraît que ceux-ci ont lavé leurs mains dans le sang de leur victime, et en outre que leur pasteur avait eu l'intention de sacrifier un de ses enfants.

La religion civilisatrice, quoi!

Cornelis.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Samedi 3 mars, à 8 h. 1/2, à la Maison du Peuple, impasse Pers (rue Ramey), conférence par Gaston Arnaud sur la poésie et la chanson révolutionnaires. Audition de Jehan Rictus, Gemier, etc.

∴

Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIIIe arrondissement, salle Couderc, 1, rue Léon. — Vendredi 2 mars, à 8 h. 1/2 du soir, causerie. — Tous les camarades sont priés d'être présents.

Dimanche 4 mars, causerie.

∴

Le Théâtre Civique donnera une troisième représentation *Contre la guerre*, samedi 3 mars, à 8 h. 1/2, salle Sainte-Isaure, rue Sainte-Isaure, 13 (18e arrond.). Elle sera précédée d'une *conférence* par Eugène Ledrain, *professeur* à l'Ecole du Louvre. Les camarades trouveront des invitations à l'entrée de la salle, le soir de la représentation.

∴

Ecole libertaire, 6, rue de Montmorency, tous les soirs, à 8 h. 1/2, conférences.

Samedi 3 mars : Conférence par Paraf-Javal.

Lundi 5 : *Histoire de la philosophie*, par Bloch.

Mercredi 7 : Des châtiments et des récompenses dans la famille et dans l'école, par Lucienne Marin.

Jeudi 8 : La matière et l'énergie, par Bloch.

Vente de journaux et brochures pendant la dernière quinzaine : 6 francs.

∴

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon. Samedi 3 mars : E. Janvion, L'Anarchisme, de Platon à Thomas Morus. — Lundi 5 : Papillon, *Le Ressort* d'Urbain Gohier. — Mercredi 7 : E. S. R. I., Pierre Lavroff.

∴

Bibliothèque d'études des Egaux du XVIIe, 85, rue de Courcelles. — Samedi 3 mars : Bloch, La matière et l'énergie. — Samedi 10 : Religion et militarisme.

Dimanche 11 mars, salle du Café Moderne, 10, rue Vallier, à Levallois-Perret : Lecture des *Mauvais Bergers*, par Octave Mirbeau; conférence par F. Hérold.

∴

Dimanche soir, à 8 h. 1/2, au local de l'Ecole libertaire, 6, rue de Montmorency, réunion des groupes qui ont adhéré à l'idée d'un Congrès antiparlementaire. — Projet de circulaire à envoyer aux groupes.

∴

Saint-Denis. — Réunion dimanche 4 mars, salle Bineau, 112, avenue de Paris, Plaine Saint-Denis. — Conférence sur l'Armée et le Capital, suivie d'une collecte au profit des bannis espagnols.

Tous les camarades socialistes, révolutionnaires et libertaires de Saint-Denis et des environs sont cordialement invités.

Adresser toutes communications au citoyen Léon Marq, 223, avenue de Paris, Plaine Saint-Denis.

∴

Les Quatre-Chemins. — Les libertaires des Quatre-Chemins, Pantin et Aubervilliers se réunissent tous les samedis et dimanches soir au local habituel.

∴

Amiens. — *Les Libertaires amiénois*. Réunion samedi soir, à 8 h. 1/2, au Cent de Piquet, faubourg de Ham.

∴

Bordeaux. — Samedi 3 mars, rue de Kater (Saint-Bruno), au casino Saint-Bruno, à 8 h. 1/2 du soir, conférence publique et contradictoire. — Sujets à traiter : Elections municipales de mai; Les Jésuites contre le peuple; Le monde bourgeois et la société nouvelle.

Samedi 10, au restaurant des Pyrénées, 58, cours du Médoc, chez Estrabeau, conférence publique et contradictoire. — Sujets à traiter : L'Affaire Dreyfus et ses conséquences; Les anarchistes au bagne; La guerre anglo-boer.

Entrée : 15 centimes.

∴

Nos camarades de Lille viennent de faire paraître le journal *Le Batailleur*. Adresse : 50, rue du Molinel, Lille.

∴

Verviers (Dison). — Lundi 5 mars, salle Sante, à 9 heures, conférence par Flaustier. — Sujet : Le Désarmement

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Souscription au profit des bannis espagnols victimes de la réaction clérico-militaire : Procès de la Gran Via, Liceo et Calle de Cambios.

Kapf, 1 fr. — Salle Sante, Dison, 6 fr. — Rossetti, 5 fr. — L. G., J. G., 10 fr. — Jean Louis, 1 fr. 05. — Liste 9 : Plusieurs camarades espagnols, 26 fr. 50; Teres, 1 fr.; Azasi, 1 fr.; Fernando, 1 fr.; Maynu, 2 fr.; Glaude, 1 fr.; Puchol, 0 fr. 50; Lucas, 1 fr.; Conrado, 1 fr. Total : 35 fr., remis par Auger. — Liste 10 : Un admirateur de S. Faure, 0 fr. 50; Leleu, 0 fr. 50; Un camarade, 1 fr. Total : 2 fr. — Liste 11 : Johanny, 1 fr.; Laplan, 1 fr.; Gastaldi, 0 fr. 50; Joseph, 0 fr. 50; Laurent, 0 fr. 50; Bloch, 0 fr. 50. Total : 4 fr. — Liste 12 : M. Marsol, 1 fr.; M. Dieu, 0 fr. 25; Mlle Marie, 0 fr. 25; Emilien et Gustave, deux petits camarades, 1 fr. 50. Total : 3 fr. — Un groupe d'ouvriers de la maison Chauvin, remis par Vallier, 6 fr. 25. — Camarade hollandais, 1 fr. — Charpentier, 2 fr. — Liste 13 : Latapie, 1 fr.; Greffuhle, 0 fr. 50; Girard, 0 fr. 50; Danjan, 0 fr. 50; Schneider, 0 fr. 70; Barville, 0 fr. 50; Beaumé, 0 fr. 50; Bouanchaud, 0 fr. 50; Lévy, 0 fr. 25; Fournet, 0 fr. 20; Bourderon, 0 fr. 20. Total : 5 fr. 10. — X., 0 fr. 50. — Un anarchiste, 1 fr. 50. — Liste 14 : V. Ruchaud, 2 fr.; J. Régis, 1 fr.; A. B., 0 fr. 50; Fournier, 0 fr. 50; Montel, 0 fr. 50; Ardouin, 5 fr. Total : 9 fr. 50. — Liste 15, contenant 21 noms, la plupart illisibles, remise par un camarade du groupe des ouvriers israélites : 12 fr. 40. — Liste 16 : Gourdon, 0 fr. 50; Samal, 0 fr. 50; Lecarmes, 0 fr. 50; Rousseau, 0 fr. 50; H. Clément, 0 fr. 50; Bambrun, 0 fr. 50; Willems, 0 fr. 50; Brunage, 0 fr. 50. Total : 4 fr. — Muller, 1 fr. 95. — Fenaux, 0 fr. 50. — Cercle libertaire de Saint-Denis, 5 fr. — Total : 116 fr. 75. — Listes précédentes : 554 fr. 05. — Total, au mardi 27 février : 670 fr. 80.

Notre camarade Maximilien Luce nous a fait un superbe dessin qui servira de programme à la réunion que nous nous proposons d'organiser au profit des bannis espagnols.

Nous avons fait un tirage avant la lettre (100 exemplaires) sur papier spécial. Nous les tenons à la disposition des camarades au prix de 1 franc au profit des bannis.

BIBLIOGRAPHIE

Vérités économiques et sociales, par Victor Compas; 1 broch., 0 fr. 25, imprimerie du *Petit Ardennais*, cours d'Orléans, 36, à Charleville.

Au milieu du chemin, par Edouard Rod; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle, Paris.

L'Education d'un contemporain, par Marcel Barrière; 1 vol., 3 fr. 50; — *Le Roman de l'Ambition*, par Marcel Barrière; 1 vol., 3 fr. 50, chez Lemerre, éditeur, 23, passage Choiseul, Paris.

A Doutrinas economicas de Karl Marx, par A. A. Perès de Lima; 1 plaquette, imprensa da Universidade, Coïmbra (Portugal).

PETITE CORRESPONDANCE

R. B. — Nous ne répondons qu'aux lettres signées.

J. A., Londres. — *Force et Matière*, 7 francs. Oui, nous pouvons vous le procurer.

Ehrly. — Nous ne rendons compte des pièces que lorsqu'on nous procure la possibilité de les voir. Article à votre disposition.

M. D. — Oui, le dimanche matin.

André Lejeune. — Non, il n'existe pas de ces boutonnières : laissons cela à Déroulède et à Dreyfus.

Reçu pour la brochure à distribuer : E. Saurel, 0 fr. 25. — Baille, 0 fr. 25. — Caracaca, 0 fr. 25. — A. Faure, 0 fr. 25. — Seris, 0 fr. 50. — Total des souscriptions des camarades de Cette : 6 fr. 05.

Reçu pour le journal : Ernest Saurel, 0 fr. 50. — Baille, 0 fr. 50. — Louis, 0 fr. 50. — Louis Groc, 0 fr. 50. — Bras, 0 fr. 50. — X., 0 fr. 50. — Caracaca, 0 fr. 50. — A. Faure, 0 fr. 50. — Caune, 0 fr. 25. — Martin, 0 fr. 50. — Héon, 0 fr. 50. — Georges Ane, 0 fr. 10. — (Illisible), 0 fr. 25. — Verdier, 6 fr. — Un camarade, 5 fr. — Un camarade, 1 fr. — Merci à tous.

R., à Gand. — M., à Londres. — L., à Toulouse. — L., à Maury. — P., à Puissalicou. — M., à Saint-Denis. — R., à Londres. — V., à Pittsburg. — L., à Amiens. — V., à Creil. — V., à Porto-Alegre. — D., à Charleroi. — F., à Nouméa. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 46 — DIX CENTIMES — DU 10 AU 16 MARS 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'IMPOT

MOYEN D'ENRICHIR LES RICHES

C'est si commode, l'impôt! Les naïfs — les « chers citoyens » des périodes électorales — ont été amenés à voir dans l'impôt le moyen d'accomplir les grandes œuvres civilisatrices, utiles à la nation. Mais les gouvernants savent parfaitement que l'impôt leur offre le moyen le plus commode de faire les grandes fortunes aux dépens des petites; d'appauvrir les masses et d'enrichir quelques-uns; de livrer le paysan et le prolétaire, pieds et mains liés, au fabricant et à l'agioteur; d'encourager telle industrie au profit de telle autre et toutes les industries en général aux dépens de l'agriculture et surtout du paysan.

Si l'on s'avisait demain de voter à la Chambre 50.000.000 de francs au profit des grands propriétaires fonciers (ainsi que l'a fait Salisbury pour récompenser ses électeurs conservateurs), toute la France crierait comme un seul homme; le ministère serait immédiatement par terre. Eh bien! au moyen de l'impôt on fait passer les mêmes cinquante millions des poches des pauvres dans celles des riches, sans que ceux-là s'aperçoivent même de l'escamotage. Personne ne crie, et le même but est atteint à merveille. Si bien que cette fonction de l'impôt passe inaperçue par ceux-là mêmes qui font de l'étude des impôts leur spécialité.

⁂

C'est si simple! Il suffit, par exemple, de grever de quelques centimes additionnels le paysan, son cheval et son char, ou bien ses fenêtres, pour ruiner du coup quelques dizaines de mille de ménages d'agriculteurs. Ceux qui avaient déjà toutes les peines du monde à joindre les deux bouts, ceux que le moindre choc pouvait déjà ruiner et reléguer dans les rangs du prolétariat, sont écrasés cette fois-ci par une légère addition à l'impôt. Ils vendent leurs lopins et s'en vont vers les villes, offrant leurs bras aux propriétaires des usines. D'autres vendent leur cheval et se mettent avec acharnement à travailler de la bêche, dans l'espoir de se refaire... Mais une nouvelle augmentation d'impôts, qui se fait à coup sûr dans quelques années, leur porte le coup de grâce : ils deviennent prolétaires à leur tour.

Cela se fait continuellement, d'année en année, sans faire crier personne, excepté les ruinés, dont la voix n'arrive pas au grand public. On l'a vu se faire sur une échelle grandiose, pendant ces dernières quarante années, en Russie, surtout dans la Russie centrale, où le rêve des fabricants moscovites de créer un prolétariat s'est réalisé à la sourdine au moyen de l'impôt, — alors qu'une loi qui aurait cherché à ruiner quelques millions de paysans d'un seul trait de plume aurait fait crier tout le monde, même en Russie, sous un gouvernement absolu. L'impôt a fait à la douce ce que le législateur n'osait pas faire directement.

Et les naïfs socialistes qui se décernent le titre de « scientifiques » — de nous parler alors des lois établies, du développement économique, du « fatalisme capitaliste », de sa « négation de soi-même », — alors qu'une simple étude des impôts expliquerait à elle seule le phénomène. C'est que la ruine et l'expropriation du paysan — telle qu'elle s'est faite en Angleterre au dix-septième siècle, et que Marx, dans son jargon aussi vague qu'inscientifique, avait appelée pour cela « accumulation capitaliste primitive », se continue jusqu'à nos jours, d'année en année, au moyen de cet instrument si commode — l'impôt.

Loin de croître selon des lois immanentes de croissance intérieure, la force du capital serait méchamment paralysée dans son extension si elle n'avait à son service l'Etat qui, d'une part, crée tout le temps de nouveaux monopoles (mines, chemins de fer, l'eau à domicile, téléphones, mesures contre les associations ouvrières, action contre les grévistes, éducation privilégiée, etc., etc.) et, d'autre part, édifie les fortunes et ruine les masses de travailleurs au moyen de l'impôt.

Si le capitalisme a créé l'Etat moderne, c'est aussi, — ne l'oublions pas, — l'Etat moderne qui crée et qui nourrit le capitalisme.

⁂

Adam Smith, au siècle passé, avait déjà signalé cette puissance de l'impôt; mais l'étude dont il indiqua les grandes lignes ne fut pas poursuivie, et, pour démontrer aujourd'hui cette puissance de l'impôt, il nous faut cueillir nos exemples un peu partout.

Ainsi, prenons l'*impôt foncier* qui est une des armes les plus puissantes entre les mains de l'Etat. Le huitième rapport du Bureau de travail de l'Etat d'Illinois offre un luxe de preuves pour démontrer comment — même dans un Etat démocratique — des fortunes de millionnaires furent faites, simplement par la façon dont l'Etat frappait la propriété foncière à Chicago. Cette grande cité a grandi simplement par bonds, atteignant 1.500.000 habitants en cinquante années. Eh bien! en frappant d'impôts la propriété bâtie, alors que la propriété non bâtie, même dans les rues les plus centrales de la cité, n'était imposée que légèrement, l'Etat a créé des fortunes de millionnaires. Des lopins de terre dans telle grande rue qui valaient il y a cinquante ans 6.000 francs pour un dixième d'hectare, ont atteint aujourd'hui la valeur de 5.000.000 à 6.000.000 de francs. Il est cependant de toute évidence que si l'impôt avait été « métrique », — c'est-à-dire tant par mètre carré bâti ou non bâti, — ou bien si la terre avait été municipalisée, jamais pareilles fortunes n'eussent pu s'accumuler. La ville aurait profité de l'accroissement de sa population, dégrevant d'autant les maisons habitées par les ouvriers. Maintenant, au contraire, puisque ce sont les maisons à six et à dix étages, habitées par les ouvriers, qui supportent le gros des impôts, c'est l'ouvrier qui est forcé de travailler pour permettre aux riches de devenir encore plus riches; et, en revanche, il est forcé d'habiter les taudis malsains qui, on le sait assez, arrêtent jusqu'au développement intellectuel de la classe qui habite ces taudis et la livrent d'autant mieux au fabricant. Le *Eighth biennal Report of the Bureau of Labor Statistics of Illinois : Taxation*, 1894, est plein de renseignements frappants sur ce sujet.

⁂

Ou bien, prenons l'arsenal anglais de Woolwich. Autrefois, les terres sur lesquelles Woolwich a grandi n'étaient qu'une garenne, habitée seulement par des lapins. Depuis que l'Etat y a bâti son grand arsenal, Woolwich et les communes voisines sont devenues une cité populeuse, où 20.000 hommes travaillent à fabriquer des engins de destruction. Il y a dix mois, on demandait au gouvernement d'augmenter les salaires des ouvriers. « A quoi bon? répondit l'économiste-ministre Goschen. Ce sera tout absorbé par les propriétaires fonciers!... Pendant ces dix dernières années, les salaires ont monté de 20 pour cent; mais les loyers ouvriers ont monté entre temps de 30 pour cent... L'augmentation des salaires (je cite verbalement) n'a eu ainsi pour effet que d'envoyer une plus forte somme dans les poches des propriétaires fonciers » (millionnaires déjà). L'argument du ministre était évidemment spécieux mais le fait que les millionnaires absorbent la plupart des salaires augmentés mérite d'être relevé. Ceci est parfaitement vrai.

D'autre part, tout le temps, les habitants de Woolwich, comme ceux de toute autre grande ville, sont sommés de doubler et de tripler les impôts pour drainer, canaliser, paver la ville, qui d'infecte est devenue aujourd'hui salubre. Et tout cela, grâce au système d'impôt foncier et de propriété en vigueur, est allé aux propriétaires fonciers. « Ceux-ci revendent au détail aux contribuables les bénéfices qu'ils ont empochés des améliorations sanitaires payées par ces mêmes contribuables », dit, parfaitement vrai, le journal des coopérateurs de Woolwich, *Comradeship*. Ou bien, on fait à Woolwich un radeau à vapeur pour traverser la Tamise. La

municipalité rachète le droit d'entretenir ce radeau au *monopoliste* qui avait reçu un *jour* ce monopole de l'État. Le tout coûte aux contribuables 3.500.000 francs en huit ans — et un petit lopin de *terre* situé près du radeau monte en valeur de 75.000 francs, lesquels sont empochés par le propriétaire foncier.

Mais quoi ! Les travailleurs *font* un syndicat et, *à force* de luttes, réussissent à maintenir leurs salaires à un niveau plus élevé ; ils fondent aussi une coopérative et diminuent ainsi du quart leurs frais d'existence — et « le plus clair de la moisson » va *encore* aux seigneurs ! Quand un de ces Messieurs se décide à vendre un lopin de ses *terres*, son agent nous annonce : « Les hauts salaires payés par l'arsenal aux ouvriers, ainsi que l'existence à Woolwich d'une coopérative prospère, rendent ce terrain éminemment approprié pour bâtir des logements ouvriers. » Ce qui veut dire : « Vous pouvez payer cher ce lopin, Messieurs les *bâtisseurs de maisons* ouvrières. Vous vous rattraperez facilement sur les loyers. » Et l'on paie, pour se repayer plus tard sur l'ouvrier. « Travaille pour nous, pauvre animal qui crois améliorer ton sort par des coopératives sans toucher en même temps à la propriété et à l'impôt ! »

P. Kropotkine.

(*La fin au prochain numéro.*)

RUSKIN

Une figure vraiment originale vient de disparaître : celle du grand peintre anglais Ruskin. Par la hardiesse de ses théories, par sa conception très personnelle de la beauté esthétique, par sa critique vigoureuse des vices de notre organisation sociale, son œuvre nous paraît appelée à servir la cause que nous défendons.

L'un des traits dominants de Ruskin, c'est la révolte de l'artiste, amoureux de la nature dans sa primitive beauté, contre l'industrie qui la salit partout, transforme et défigure ses plus beaux paysages et nous mène tout doucement à l'universelle laideur. Il est certain que ces hideux obélisques crachant de la fumée noire, dominant ces bastilles modernes d'aspect lugubre, sont un spectacle choquant et tout à fait inharmonique. Plus encore, la population ouvrière qu'elles abritent, « la famille ! » constituée dans un tel milieu : corps émaciés, anémiés, déformés par le travail machinal qui tue la pensée, amaigris par le manque d'air, les privations, les excès, l'alcool empoisonné de l'État voleur, sont un tableau douloureux et souverainement inesthétique.

Ruskin établit des rapports intimes entre la vie sociale et sa conception nouvelle de l'art. Il tient fort peu de cas de tous ces progrès matériels qui ne profitent qu'à une minorité privilégiée, et laissent le grand nombre croupir dans la misère. Il s'élève avec une belle indignation contre l'argent, parce qu'il est une prime à la paresse, un instrument terrible de domination et d'oppression, une pure convention, parce que s'il procure les plaisirs du ventre et les satisfactions de la vanité, il est incapable de donner le bonheur vrai, qui dépend surtout de la douceur des sentiments et de l'élévation de la pensée. On nous rase, en vérité, avec l'absurde légende qui court les rues : le bonheur par l'argent. « Mais l'esprit aussi, c'est de l'argent ; la santé, c'est de l'argent ; le savoir, c'est de l'argent. Et toute votre santé, votre esprit et votre savoir peuvent être changés en or, mais l'or ne peut pas être changé, à son tour, en esprit et en santé. »

Et dans un élan superbe, avec l'ardeur passionnée de l'apôtre, il s'écrie encore : « Il n'y a pas d'autre richesse que la vie, — la vie comprenant toute sa puissance d'amour, de joie et d'admiration. Les hommes *se trompent si*, dans un état d'enfance, ils *supposent* que des choses indifférentes, telles que des excroissances de coquilles ou des morceaux de pierre bleue ou rouge, ont de la valeur, et s'ils dépensent, pour les découvrir, des sommes considérables d'un *travail qui* devrait être employé à l'extension ou à l'embellissement de la vie ; ou *si*, dans le même état infantile, ils s'imaginent que des choses précieuses et bienfaisantes, telles que l'air, la lumière et la propreté, sont sans valeur ; ou si, finalement, ils se figurent que les conditions de leur propre existence, nécessaires pour posséder ou employer chaque chose, telles que la paix, la confiance et l'amour, doivent être échangées pour de l'or, du fer, ou des excroissances de coquilles. En *fait*, on devrait enseigner que les vrais filons ou veines de la richesse sont rouges et non d'or, et non dans les rochers, mais dans la chair, et que la dépense et la consommation finale de toute richesse est dans la production du plus grand nombre possible de créatures humaines au souffle puissant, à la vue aiguë, au *cœur* joyeux ; que, parmi les manufactures nationales, celle des âmes de bonne qualité peut devenir hautement lucrative. Enfin, loin d'admettre que l'accumulation de l'argent dans un pays est la seule richesse, la réelle science de l'économie politique — ou mieux de l'économie humaine — devrait enseigner aux nations à faire des vœux et à travailler pour les choses qui conduisent à la vie, et à mépriser et à détruire les choses qui conduisent à la destruction. »

Voilà, certes, de fortes paroles, une profession de foi qui nous met singulièrement à l'aise pour ne pas marchander notre admiration à ce courageux novateur. Ruskin *n'y va pas par quatre* chemins. Carrément, il déclare « que la richesse est de tous points mauvaise et par là même illégitime ». Nous n'avons jamais dit autre chose. Il est reconnu, avéré, que, en allant au fond des choses, il n'existe pas de moyen strictement honnête d'amasser une grosse fortune. C'est en vain que des richards avisés, pris de tardifs scrupules, dissimuleront sous une philanthropie douceâtre leurs procédés d'exploitation capitaliste : ils ne sauraient donner le change, ils ne tromperont que des naïfs. La philanthropie ! mais ce sont les miettes du festin offertes charitablement aux miséreux. Nous voulons mieux et nous l'aurons.

Avec une grande force d'arguments, une logique serrée, une éloquence persuasive, il réduit à néant les sophismes et les subtilités des économistes, qui s'évertuent à justifier la fortune. Sa verve étincelante raille tous les satisfaits endormis dans une trompeuse quiétude et il trouve, pour dénoncer l'horrible tyrannie de l'argent, des accents tels que nous applaudissons des deux mains.

Ruskin exprime un regret auquel nous ne saurions trop nous associer. En général, il faut bien le reconnaître, nous ne sommes pas un peuple artiste, nous n'avons pas le sens de l'admiration. Qu'il s'agisse de nous ou de l'Angleterre, il n'importe, l'industrie étant partout l'ennemie de la beauté. « Or, à quoi bon la beauté des choses si les êtres ne peuvent la ressentir ? A quoi bon des êtres et des choses admirables sans des âmes capables d'admiration ? Nous n'avons pour les hauts plaisirs de la vie esthétique, ni l'attention suffisante, ni la liberté nécessaire. Toute la force de l'éducation jusqu'ici a été dirigée vers la destruction de l'amour de la nature. »

Pourtant, depuis Jean-Jacques et les nombreux écrivains qui suivirent sa voie, il sembla que l'amour de la nature fût mis à la mode. Il était de bon ton, dans le monde des beaux-esprits, de s'extasier poétiquement devant les grands spectacles regardés jusqu'alors avec une parfaite indifférence. Depuis, les fidèles du grand philosophe sont clairsemés, et la foule s'arrête plutôt devant le cours de la Bourse ou une méchante prose électorale, qu'en face d'un beau coucher de soleil. Ruskin a donc encore raison : nous avons toute une éducation à diriger dans ce sens. Nous dédaignons une source de joies élevées, nous passons sans rien voir, blasés et sceptiques, au milieu des beautés naturelles, parce que nous sommes incapables de sentiment esthétique et d'admiration désintéressée. Là *encore*, nous sommes victimes de l'aberration propriétaire, de cette passion invétérée qui attache un prix énorme à la possession illusoire des choses. En vain redirons-nous la formule d'une si rigoureuse exactitude : « L'usage seulement fait la possession » ; le grand nombre nous répondra : « Posséder, c'est jouir et nous ne jouissons que des choses qui sont à nous, bien à nous, en *toute* propriété. » Et nous voilà désarmés. Comme on le voit, avec sa compagne inséparable, la *mégère* féroce Autorité, la Propriété est le mal, l'obstacle à surmonter, l'ennemi à vaincre.

Mais le ruskinien épris de vraie beauté (et en nous servant de cette épithète, nous n'entendons rien sacrifier au fétichisme des personnes), l'anarchiste qui ne peut jouir que des biens partagés, tiendra un tout autre langage. Même en cette société capitaliste où les habiles se sont approprié injustement quantité de biens matériels, il reste encore une vaste propriété collective, capable de satisfaire, en partie du moins, la manie de propriétarisme de ceux qui croient ne rien « posséder ». Et dans cet embryon de communisme, nous voyons le point de départ de l'organisation de la société future dont nous préparons l'avènement.

Il est entendu que, pour le riche, « posséder », c'est avoir des choses pour son usage exclusif. De là cette appropriation illégitime, en vertu du droit du plus fort, de biens de toutes sortes protégés par des murs, haies, clôtures, etc., défendus eux-mêmes par le formidable arsenal de lois qui réprime sans merci la moindre atteinte portée à ces biens. Or, il doit bien souffrir dans son orgueil et son égoïsme, ce riche à la conscience atrophiée, de suivre la route de tout le monde, de prendre le train comme tout le monde (sauf variante du confortable), d'entrer avec la foule dans des musées, des palais, des monuments de toutes sortes, qui sont propriété commune, et où il ne ressent pas cette sensation particulière de propriétarisme qui lui paraît si agréable.

Eh quoi ! vous dira le ruskinien, n'est-ce *rien* que de « posséder » la belle route plantée d'arbres où il promènera sa rêverie ; le sentier ombreux qui s'enfonce dans les bois, où il se pâmera devant les pervenches et les violettes ; la rivière limpide et sinueuse où se reflète l'opulente végétation de ses rives ; les horizons vastes où le regard se repose avec douceur sur la plaine immense ; la montagne imposante se profilant dans l'azur ; la fraîcheur des réveils matinals, où la rosée suspend une perle éclatante au plus humble brin de gazon ; la splendeur des soirs d'été ; la féerie des soleils couchants qui sèment des traînées d'or dans des paysages de rêve ; enfin, mille et mille riens charmants dont la vue seule est une vraie « possession », quand on sait les regarder en tout désintéressement, avec l'imagination d'un artiste et d'un poète ? Et voilà ce que diront les anarchistes, qui veulent que tout soit à tous, aux égoïstes, aux utilitaires qui passent bêtement leur vie à rechercher la « possession » illusoire d'un tas de faux biens parfaitement inutiles.

En proclamant avec une telle conviction l'illégitimité de la fortune, en travaillant à ruiner la foi chez ceux qui la possèdent, en démontrant l'erreur profonde de ceux qui font de l'argent seul le *sine qua non* du bonheur, en dénonçant hautement la faillite des politiciens et des économistes en face du problème social ; en élevant la beauté esthétique et morale à la hauteur d'un idéal qui peut embellir les plus humbles exis-

tences ; en glorifiant la vie, la vie intense, normale, complète, épanouie en joie, la vie seule richesse vraie, seule force productive et bienfaisante, Ruskin a servi puissamment la cause qui nous est si chère.

Sans doute, il a professé sur la liberté des idées plutôt paradoxales, qui ne sont pas les nôtres ; mais, en somme, il a travaillé avec trop de vigueur à miner l'édifice social actuel, pour que nous lui refusions la brève notice que nous venons de lui consacrer.

SEVÉRIN.

MOUVEMENT OUVRIER

Décidément M. « le président Magnaud », juge au tribunal de Château-Thierry, est destiné à nous étonner toujours. Il excuse les gens qui, ayant faim, volent, acquitte les vagabonds en faisant le procès de la société qui n'assure pas un gîte à tous ses membres. Cette fois, il reconnaît qu'un exploité a le droit de réclamer toujours une meilleure rémunération de son travail, et, qui mieux est, d'engager les autres exploités à résister. Voici, du reste, la partie principale du jugement rendu par cet étonnant juge :

« Attendu que B... déclare que le seul grief qui l'a déterminé à expulser de ses terres le moissonneur G..., c'est que celui-ci engageait ses compagnons à abandonner la ferme plutôt que d'exécuter, aux conditions offertes, le nouveau travail de moisson d'avoine qu'il leur proposait ;

« Attendu que G... ne fait aucune difficulté de reconnaître qu'il a, en effet, donné ce conseil aux autres moissonneurs au sujet des nouvelles propositions dont s'agit, et ce, dans le but d'obtenir une rémunération plus avantageuse ;

« Attendu qu'en agissant de la sorte, le moissonneur G... n'a fait qu'user de l' « incontestable droit « qu'ont tous les travailleurs, auxquels la rétribution « de leur travail paraît à tort ou à raison insuffi- « sante, d'arriver par des moyens licites à obtenir « une rémunération plus élevée ;

« Que ce droit non seulement appartient à l'ou- « vrier lui-même, mais à tous ceux qui, même sans « faire partie du prolétariat, prennent sa défense et « cherchent par leurs conseils éclairés et désinté- « ressés à améliorer son sort. »

Et le patron est condamné à payer à l'ouvrier une indemnité de 62 francs.

Jusqu'à ce jour, engager ses camarades à résister à l'avidité d'un patron était qualifié d' « excitation à la révolte ». Cette fois, non seulement le juge l'admet, mais encore il l'encourage et en fait un devoir pour tous les exploités.

Si les juges s'en mêlent, c'est qu'il y a décidément quelque chose de changé sous le soleil. Un juge anarchiste, cela ne se rencontre pas tous les jours.

* *

Les ordres du jour succèdent aux ordres du jour au Comité général (!) socialiste (!). Rien là de bien intéressant pour nous ; cependant, parmi les derniers il en est un qu'il est bon de relever pour marquer l'état d'esprit étroit qui règne dans ce milieu.

Le Comité général invite les journaux qui se réclament du socialisme, s'ils sont dans l'impossibilité d'admettre toutes les communications contenant des ordres du jour émanant des groupes socialistes, à en faire impartialement un choix tel qu'aucune organisation ne soit favorisée au détriment des autres, pour éviter de donner au public socialiste une idée fausse de l'état de l'opinion. Il est bien entendu que ces communications ne doivent contenir aucune attaque contre une personnalité ni contre une organisation appartenant au parti socialiste.

Il invite les journalistes et militants socialistes à s'abstenir de critiques injurieuses contre des individualités ou des collectivités appartenant au parti socialiste.

Cela probablement pour nous donner un avant-goût de ce que serait la liberté en régime socialiste. C'est bien entendu : pour pouvoir se dire socialiste, il faut avoir reçu l'estampille officielle de Guesde et de Jaurès. Dire la vérité aux individus, est qualifié « donner une idée fausse de l'état de l'opinion ». Les communications, bien entendu, ne devront donner que des félicitations à ces Messieurs du « Comité général », la critique d'une de ses personnalités sera considérée comme une « attaque ».

Les journalistes sont invités à taire toutes leurs saletés et à les couvrir au besoin, etc., etc.

Qui nous préservera d'une société administrée par ces gens-là ? Les lois scélérates seraient bien anodines à côté des lois « socialistes ».

* *

LES GRÈVES. — A Carmaux, les mineurs sont décidément en grève et réclament une augmentation de salaire. Millerand a délégué près d'eux ses copains Turot et Viviani, mais la compagnie, qui elle aussi a des intérêts politiques, refuse tout arbitrage.

En résumé, les Solage, les Viviani et les Turot font de la politique sur le dos des malheureux mineurs, qui pendant ce temps crèveront de faim.

A Saint-Quentin, la grève est terminée : les ouvriers obtiennent une augmentation de 0 fr. 60 à 1 fr. par jour.

Grève des ouvriers textiles à Lomme (Nord) et à Mouveaux.

A Lille, les ouvriers de la manufacture de tabacs sont toujours en grève ; s'ils n'obtiennent pas satisfaction du collègue de Millerand au ministère des finances, les ouvriers et ouvrières des autres manufactures se mettront en grève. Et vive l'État patron !

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — A la suite de la publication, dans un journal illustré, d'un dessin de Willette caricaturant la reine d'Angleterre et les Anglais, le duc d'Orléans adressa au dessinateur une lettre de félicitations dans laquelle il affirme ses sentiments hostiles à l'égard de l'Angleterre. La chose s'ébruita et le texte de cette lettre finit par être connu. Aussitôt démenti du duc.

La presse républicaine entre en joie du mensonge du « Roy » et de ce mensonge se fait implicitement une arme contre la monarchie, en faveur de la République.

Hélas ! les rois ne sont pas seuls à mentir. Empereurs, rois, ministres, républicains et même socialistes, gouvernants de toute couleur mentent à tire-larigot ! Le mensonge n'est pas l'apanage exclusif des monarques, il est l'ornement indispensable de tout gouvernement, l'essence même de l'Autorité. Tout gouvernement même le plus socialiste, uniquement parce que gouvernement et partant reposant sur une imposture, fondrait comme neige au soleil, au moindre rayon de vérité.

LA FAMILLE. — Encore une enfant martyre. C'est une fillette de neuf ans, nommée Charlotte, née deux mois après le mariage des Morlet, et d'un autre père, paraît-il, que le mari de sa mère. Ce dernier l'avait prise en haine, l'accablait de coups, l'envoyait à toute heure de la nuit chercher de l'eau dans la cour, ou lui faisait porter des fardeaux beaucoup trop lourds. Le commissaire de police, averti, ne daigna pas se déranger. Ah ! s'il y avait eu quelque vacation en perspective ! Mais voilà cependant à quoi sert la police. Il fallut aller chez lui, le forcer pour ainsi dire d'intervenir pour qu'il remplît une des fonctions pour lesquelles, bien à regret, hélas ! nous le payons.

La pauvre enfant avait derrière la tête, sous la nuque, un trou béant qui suppurait abondamment. Elle portait des traces de coups et était dans un état de maigreur épouvantable.

Nous l'avons dit et nous le répéterons sans cesse : c'est l'idée de hiérarchie dans la famille qu'il faut détruire, si l'on veut que de pareils faits ne se reproduisent plus. Il faut que l'on proclame bien partout que l'enfance a tous les droits et nul devoir, que l'autorité paternelle est une usurpation, que la paternité légale ou autre ne confère aucun droit et n'impose que des devoirs. Le jour où l'on s'occupera de faire pénétrer ces vérités dans les cerveaux, l'enfant sera respecté ainsi qu'il doit l'être.

CHACALS. — Les chacals lâchent difficilement leur proie. Les gardes-chiourme aussi. Il y a trois mois que Liard-Courtois, condamné, on le sait, à cinq ans de travaux forcés pour avoir pris un pseudonyme, fut gracié par le président de la République. La grâce ne s'appliquait pas à sa peine, qui était terminée, mais à l'obligation de résidence à Cayenne. On attendit un mois et demi avant d'annoncer à Courtois cette agréable nouvelle. Puis, non content de lui avoir imposé six semaines de torture supplémentaire, le sous-directeur déclara à Courtois que son retour en France se ferait à ses frais !

On condamne un homme pour un fait que la loi ne vise même pas, on l'envoie au bagne, son temps terminé, on lui annonce qu'il est dispensé de résider au lieu de la peine, et son retour doit encore s'opérer à ses frais.

Les sauvages, ces races inférieures qui ne constituent plus sur notre globe civilisé qu'une quantité négligeable, ont certes une plus haute idée de la justice, et il entre dans leurs traditions les plus sacrées de s'efforcer de leur mieux de réparer le dommage qu'ils ont pu injustement causer. Là est évidemment leur infériorité.

ANDRÉ GIRARD.

VIVACITÉS. — Deux excellents patriotes anglais, dans un café à Paris, apprenant la victoire de « leurs » troupes sur les Boers, manifestèrent de la joie, ainsi que tous les patriotes ont coutume de faire en pareil cas. Immédiatement ils furent injuriés et frappés par les autres consommateurs qui, étant en nombre, se sentaient une grande bravoure. Voici donc des patriotes, qui fulminent contre ceux qui ne sont pas patriotes, et qui malmènent d'autres patriotes, parce qu'ils leur reprochent d'être patriotes...

Dans un autre café, un officier était en train de s'alcooliser. Une femme, qui cherchait sa vie, vint s'asseoir à sa table. La prostitution, l'alcool et l'armée, ce sont trois choses inséparables. L'officier injuria la femme : ces gens-là ne savent pas d'autre langage ; vis-à-vis des êtres plus faibles qu'eux, s'entend. Blessée, la femme riposta sur le même ton ; c'était son droit strict. Alors l'honneur militaire se leva et, avec un très grand courage, la souffleta.

A Alger, un jeune soldat se trompe de mouvement dans une manœuvre. Son sergent (nommé Grassi) court sur lui, furieux, et lui dit, dans ce délicieux langage dont les gradés se servent vis-à-vis de leurs inférieurs : « Espèce de gros c.., ! » — « Pas tant que toi », répond le jeune soldat, plein de bon sens. Rage du sergent, qui gifle le soldat, lequel, contre toute atteinte, réplique à son tour par un soufflet. Il faut dire, à la décharge de cet étonnant jeune homme, qu'étant encaserné depuis trois mois seulement, il n'avait pas encore eu le temps de se mettre au courant des usages de l'armée, où ce n'est pas (pas encore) l'habitude de rendre coup pour coup, injure pour injure à Messieurs du galon. On n'a pas osé traduire ce soldat paradoxal en conseil de guerre, parce qu'il avait trop de témoignages en sa faveur ; quant au sergent, il fallait qu'il fût jugé, pour la forme. Ce serait perdre mon temps que de dire qu'il a été acquitté.

A Reims, au 16e dragons, pendant la manœuvre du sabre, un sous-officier voulant rectifier la mise en garde d'un cavalier, lui porta un coup de sabre à la poitrine, suivant les uns, à l'abdomen, suivant les autres. L'homme tomba à terre, ses camarades le relèvent, on le porte à l'infirmerie, puis à l'hôpital. Il n'est pas mort, mais c'est tout juste.

A Perpignan, deux hommes discutent l'un contre l'autre pour les *corridas de muerte*. Impatienté, le partisan de la mise à mort — logique jusqu'au bout — plante son couteau dans le dos de l'ami des bêtes. Au fond, c'est toujours l'état d'esprit militariste : à la guerre, on tue des êtres semblables à soi ; à la corrida, on en tue qui sont un peu différents ; et dans les deux cas, c'est d'héroïsme et de gloire qu'il s'agit.

NOS « COLONIES ». — Les journaux de la Martinique ont apporté des détails sur le massacre du François. Or, deux faits ressortent : les victimes ont été frappées dans le dos ; le lieutenant qui commandait la troupe était l'ami du patron Liottier. Mais, à bien voir, les officiers sont toujours les amis des patrons ; et quand ils partent à la tête de leurs hommes, ils savent bien d'avance sur qui ils tireront.

Récit d'un membre de la mission Voulet-Chanoine :

« Dans un village au delà de Say, un blanc avait été reçu à bras ouverts. Il y revint après le passage de la mission. Le chef, craintif, le reçut bien encore, mais il lui dit :

« — Toi, tu es un ami. Mais viens voir ce que les blancs ont fait.

« Il le conduisit en dehors du village. La fraction de la mission qui avait séjourné là avait été bien accueillie. Le lendemain, de nombreux porteurs ayant été demandés, tous les hommes valides s'enfuirent dans la brousse ; les vieillards, les femmes

et les enfants, seuls, restaient. On les fit tous sortir, et après les avoir fait placer sur un rang, des feux de salve les abattirent jusqu'au dernier. L'ami du chef noir put compter dans ce charnier cent onze cadavres couchés côte à côte en une longue et sinistre ligne. »

POISONS. — On va faire distribuer aux soldats un petit fascicule antialcoolique pour les dégoûter, si possible, de l'alcool. Mais alors, cet excellent abrutissoir patriotique, par quoi le remplacera-t-on?

Par des conférences telles que celle-ci, faite par un capitaine au 150e de ligne, à Saint-Mihiel :

« Pour être soldat, il faut croire en Dieu et à la nécessité de l'armée. Tous ceux qui prêchent le désarmement sont des menteurs. Ceux qui les écoutent sont des sots.

» L'histoire est un enseignement. Regardons ce qui s'est passé en *1870*.

» Il ne faut rien regretter des boucheries de la Commune. Car elle n'était défendue que par 20.000 repris de justice qu'on avait laissés échapper des prisons et par tous les voyous de Paris. »

De sorte que les soldats ne feront que quitter un poison pour en absorber un autre.

H. CH.

Italie.

ANCÔNE. — Les camarades d'Ancône annoncent pour le 14 mars la réapparition du périodique libertaire *l'Agitazione*. Ils demandent l'aide matérielle et morale de tous les camarades : souscriptions, abonnements, propagande, correspondances, etc... Le journal aura la même attitude, le même programme que lors de sa disparition, à l'époque des graves événements qui ont ensanglanté l'Italie.

Bon courage et bonne chance aux hardis camarades d'Ancône!

L'adresse est : Giambattista Carboni, Fermo Posta, Ancona.

Espagne.

La campagne qui vient d'avoir pour résultat la mise en liberté des vingt-quatre camarades barcelonais, insista surtout sur les crimes que le ministère Canovas commit en 1896.

Aussi, comme s'il tenait à bien prouver que les gouvernements n'accordent tout juste que ce qu'on sait leur arracher, M. Silvela s'est-il gardé de comprendre dans le décret récent les torturés du procès de Xérès.

Ces derniers expient au bagne, depuis huit ans, un crime qui n'exista jamais que dans l'imagination de leurs bourreaux. Torturés, ils le furent odieusement et l'on peut dire que cette affaire inaugura la série des procès abominables où les procédés inquisitoriaux furent mis en œuvre.

Une campagne nouvelle s'organisant en faveur des survivants de cette infamie, nous croyons bon de retracer brièvement, pour ceux qui les auraient oubliés, les événements dont l'Andalousie fut le théâtre en 1892.

Le 8 janvier, quelques centaines de travailleurs, poussés par la misère, pénétrèrent dans Xérès pendant la nuit. Armés de faux et de fourches, la petite troupe des révolutionnaires ne put tenir longtemps, et les soldats appelés en hâte la dispersèrent sans peine. Trois personnes avaient trouvé la mort dans la mêlée, un ouvrier et deux propriétaires.

Le gouvernement, profitant de l'émotion provoquée par ce coup de main, fit courir le bruit que les travailleurs de Xérès avaient eu l'intention de saccager la ville et d'exterminer tous les bourgeois. Ainsi que le démontre Tarrida del Marmol dans les *Inquisiteurs d'Espagne*, les faits mêmes démontrent la fausseté d'une telle accusation. « Il ne faut pas oublier, en effet, que les insurgés furent maîtres de la ville pendant toute la nuit. Il leur était aisé de s'emparer de toutes les richesses de Xérès, de pénétrer dans les casinos ou dans le théâtre où ils auraient trouvé des proies faciles, d'interrompre les communications, d'arrêter les trains, de s'emparer de la ville et de s'y défendre. Ils n'en firent rien. »

Cependant, les représailles ne se firent pas attendre. On arrêta d'abord deux agriculteurs : Lebrijano et Busiqui, que l'on accusa du meurtre des deux propriétaires. Puis Lamela, Zarzuela, trois autres laboureurs et enfin Gravalo le Madrilène. Ce dernier, sous la menace des tortures, obéit à toutes les injonctions de ses bourreaux et déclara tout ce que l'on voulut. Il accusa Caro et Busiqui d'être les meurtriers des deux propriétaires, puis Lamela et Zarzuela d'avoir organisé la révolte de Xérès. Sur les indications de ce triste individu, un grand nombre de travailleurs furent impliqués dans le procès et soumis à la torture.

Le conseil de guerre condamna Lamela, Zarzuela, Busiqui et Lebrijano à la peine de mort; Gravalo, Romero, Macias et Caro aux travaux forcés à perpétuité.

L'exécution eut lieu le 10 février et Zarzuela, avant de mourir, prononça ces mots : « Peuple de Xérès, qu'on ne dise pas que nous sommes morts comme des lâches. J'espère que tu nous vengeras de cette nouvelle inquisition ! »

Le lendemain de l'exécution des quatre condamnés, Caro succombait aux tortures qu'il avait endurées.

Les autres prisonniers, pendant une année, furent soumis aux procédés inquisitoriaux. Lorsque *le conseil de guerre* se réunit de nouveau, l'accusateur Gravalo, voyant que les bourreaux s'étaient moqués de lui en lui promettant la liberté en échange de sa docilité, déclara que toutes les accusations qu'il avait portées étaient absolument fausses, qu'il avait agi sous la menace des plus affreuses tortures et dénoncé les personnes qu'on lui avait ordonné de dénoncer.

(*A suivre.*) H. B.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 10 mars. — Jean Marestan : L'esprit de sectarisme.

Lundi 12. — E. Janvion : L'anarchisme à travers les âges. — II. De Thomas Morus à Babeuf.

Mercredi 14. — E. S. R. I. : L'antisémitisme.

Samedi 17. — A. Dhastatt; L'immoralité des religions.

Syndicat libre des irréguliers du travail et des hommes de peine. — Grande fête de nuit organisée à la salle des Omnibus, 27, rue de Belleville, le samedi 17 mars. Une conférence sera faite par Antoine Cyvoct sur le 18 mars 1871. Concert avec le concours d'artistes. Tombola gratuite; prix du billet de souscription, 0 fr. 10.

Entrée à la fête : 0 fr. 60.

Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIIIe arrondissement, salle Couderc, 1, rue Léon. — Vendredi 9 mars, causerie, à 8 h. 1/2 du soir, par Max Pellerin sur les syndicats et les anarchistes.

Dimanche 11 mars, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par A. Marné sur le Naturisme.

Ecole libertaire, 6, rue de Montmorency, à 8 h. 1/2 du soir, conférences :

Samedi 10 mars. — Physiologie, par Christian.

Lundi 12 mars. — Dessin pratique, par Paraf-Javal.

Mardi 13 mars. — L'art et William Morris, par Ch. Albert.

Mercredi 14 mars. — Physiologie, par Christian.

Jeudi 15 mars. — La matière et l'énergie, par Bloch.

Etat de la caisse : Reçu à la salle des cours, 47 fr. 40. — L., 5 fr. — Groupe libertaire de Menpenti, 10 fr. — M., 10 fr. — Total : 42 fr. 40. — Caisse au 31 janvier : 429 fr. 50. — Total : 471 fr. 90. — Dépenses de février : 28 fr. 80. — Reste en caisse : 443 fr. 10.

Théâtre social, Maison du Peuple, impasse Pers, 4, rue Ramey, 47 :

Samedi 10 mars, à 8 heures précises, et dimanche 11 mars, en matinée, à 2 heures, représentation de *Montjuich*, drame révolutionnaire en 4 actes, de Chéri-Vinet. Conférence par M. F. de Pressensé. Entrée : 0 fr. 50.

Les Egaux du XVIIe arrondissement. — Dimanche 18 mars, à 8 heures du soir, Salle du Petit Moulin, 68, avenue des Ternes, grande fête familiale.

Causerie de Tennevin et de Libertad sur la Commune.

Concert vocal et instrumental : les poètes et chansonniers montmartrois dans leurs œuvres.

Bibliothèque d'enseignement libertaire de Belleville, 81, rue Julien-Lacroix. — Samedi 10 mars, à 8 h. 1/2, causerie par Mlle Lucienne Marin sur l'Education nouvelle.

Lundi 12, à la Salle des Omnibus, 27, rue de Belleville, Urbain Gohier lira sa pièce *Le Ressort*, étude de révolution en quatre actes.

On trouve des invitations à toutes les bibliothèques libertaires et aux Omnibus.

MARSEILLE. — Le 18 mars, *café de l'Isère*, 26, rue Paul-Bert, soirée familiale au bénéfice des *Temps Nouveaux* et des détenus politiques. Causerie par un camarade. Chant, poésie. On trouvera des cartes à la porte.

BELGIQUE. — *Question de l'amnistie.* — Dimanche 11 mars, les réunions suivantes seront données au sujet de l'amnistie :

A Micheroux, à 11 h., par Flaustier;

A Beyne-Heusay, à 3 h. (Maison du Peuple), par L. Hénault et Flaustier;

A Ougrée, à 8 h. (Salle de l'Union), par Flaustier.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Decourt, 1 fr. — Picton, 0 fr. 30. — Fétu, 0 fr. 20. — Liste 17: Un ennemi des tyrans, 1 fr. 50; Un révol. de Valls à ses camarades, 2 fr. ; Mort aux inquisiteurs de Montjuich, 1 fr.; Un libertaire qui voudrait venger le crime des jésuites, 1 fr. 50; Un Espagnol, Aux martyrs, 1 fr. 50; Justicia! 1 fr.; Viva Catalana, 1 fr. ; Espinosa François, 1 fr.; Puran, 2 fr. ; Mariano, 1 fr. Total: 13 fr. 50. — Fabre, 2 fr. — Un fervent de l'*Aurore* à Audierne, 1 fr. — M. M., 2 fr. — Partie d'une collecte faite à la conférence Gohier le 2 mars, remise par le camarade Buré, 5 fr. — Marius, à Paris, 1 fr. — Samuel, à Londres, 1 fr. — E. B., 1 fr. — Doux père, 1 fr. — Doux fils, 1 fr. — Doux frères, 1 fr. — Ferdinand Guérard, 1 fr. — Bienvault, 3 fr. — Adhémar, 0 fr. 50. — Delavalle, 2 fr. — Anonyme, 0 fr. 50. — Anonyme, 0 fr. 50. — Liste 18, remise par Grandidier: Jacqueline, 0 fr. 50; l'Ablette, 0 fr. 25; Chocolat, 0 fr. 25; A. Barbé, 0 fr. 30; Eudes, 0 fr. 25; Une compagne, 0 fr. 10; Une future, 0 fr. 10; Un dégoûté de la société actuelle, 0 fr. 50 ; L. Grandidier, 0 fr. 25; Noël Paria, 0 fr. 25 ; Blettry Paul, 0 fr. 25; E. Grandidier, 0 fr. 50; Gourdin, 0 fr. 25; Mouchon, 0 fr. 25. Total : 4 fr. — Groupe d'études de la Plaine-Saint-Denis, 6 fr. 55. — Produit de la soirée donnée le 18 février, salle du café de l'Isère, à Marseille, 16 fr. 35; conférence Bonnard le 19 février, 7 fr.; Conférence S. Faure le 24 février, Casino de Vaise, 8 fr. 50; aux Folies-Gauloises, 18 fr. 15. Total : 50 fr. — Groupe libertaire de Menpenti (Marseille), 23 fr. Liste 19: Thiéry, 1 fr. ; Schilling, 0 fr. 25; Théop., 0 fr. 25 ; Stalder, 0 fr. 25; Schil., 0 fr. 25; Pickel, 0 fr. 30; Un libertaire, 0 fr. 20; Viel, 0 fr. 50; Lévi, 0 fr. 50; Deux camarades, 1 fr. ; Lapique, 0 fr. 50 ; Mariatte, 0 fr. 50. Total: 5 fr. 50. — Trois copains de Tarare, 1 fr. 50. — Un groupe de camarades de Bordeaux, 4 fr. 05. — Léo Sivasti, 1 fr. — Total : 134 fr. 10. — Listes précédentes: 670 fr. 80. — Total au mardi 6 mars: 804 fr. 90.

Les condamnés de Montjuich ont été extraits de leurs bagnes respectifs et mis en liberté provisoire en attendant le navire qui doit les conduire à l'étranger.

Le décret ministériel ne comprenant pas les torturés du procès de Xérès, les bannis sont exactement au nombre de 24.

Ainsi que nous l'avions prévu, ils ont presque tous choisi la France pour résidence et c'est à Marseille, sans doute, qu'ils débarqueront.

L'accueil fait à notre appel prouve que la solidarité ne fera pas défaut à ceux qui savent souffrir si vaillamment pour la cause que nous défendons.

H. R.

PETITE CORRESPONDANCE

Bibliothèque des Trimardeurs et groupe du XIIIe. — Convocation arrivée trop tard. Le mardi avant midi, s. v. p.

F. Biais. — Nous avons une communication à vous faire.

Reçu pour le journal : V. P., 5 fr. — 100 kilog. de pommes de terre, 12 fr. — M. M., 3 fr. — E. B., 1 fr. 10. — E. P., à Mouy, 0 fr. 50. — Bienvault, 1 fr. — Un des frères M., 1 fr. 50. — Lloret, 0 fr. 95. — R., à Lausanne. — Merci à tous.

F., à Entraygues. — A., à Nehou. — P., à Paris. — F., à Avallon. — S., à Noisy. — R., à Saint-Lubin. — R., à la Haye-Descartes. — B., à Chinon. — K., à Straubing. — A. P., à Lausanne. — W., à Gorinchem. — B., à Givisiez. — C., à Como. — W., à Lausanne. — P., à Mouy. — G., à Cette. — C., à Berne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 47

DIX CENTIMES

DU 17 AU 23 MARS 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard. 140, PARIS

L'ŒUVRE ANARCHISTE (1)

L'œuvre des *Temps Nouveaux* est à la fois une œuvre d'*évolution* et de *révolution*. Ces deux termes, qui pour beaucoup constituent une antinomie, sont pour nous, au contraire, les deux éléments essentiels et inséparables de tout progrès. Nous croyons en effet qu'aucun progrès, tant violemment soit-il obtenu, n'est durable, si auparavant son importance, son utilité et ses avantages n'ont bien pénétré les esprits.

Il ne suffit pas de déterminer un mouvement insurrectionnel, fût-il victorieux, pour faire disparaître les traces nuisibles du passé.

Le vice fondamental de la plupart des révolutions fut — du moins en ce qui concerne leurs résultats à l'égard du peuple — de n'être précisément que des insurrections victorieuses. Les esprits n'étaient pas prêts.

La révolution de 1789 fut faite par la bourgeoisie. Cette classe se préparait depuis près de sept siècles. Après de nombreuses luttes, elle avait conquis, dès le douzième siècle, le droit de fonder des communes. Ces communes, on le sait, furent l'origine, pour la bourgeoisie, d'une grande prospérité commerciale et industrielle. En même temps, son importance dans l'Etat s'accroissait et nous la voyons, au début du quatorzième siècle, prendre place dans les états généraux, entre la noblesse et le clergé, jusqu'alors seuls conseillers du roi. Un demi-siècle plus tard, Etienne Marcel crut le moment venu et tenta la révolution. Elle échoua. C'était trop tôt. Elle ne devait aboutir que cinq siècles après.

Mais si, en 1789, la bourgeoisie savait parfaitement ce qu'elle voulait et où elle voulait en venir, le peuple, lui, la foule des artisans, des paysans et des ouvriers n'était pas prête. Cette foule, la bourgeoisie l'avait grisée de grands mots. Elle lui annonçait le règne prochain de la liberté, de l'égalité et de la fraternité et, au lieu de s'attacher à inculquer au peuple des idées d'indépendance, d'initiative individuelle, à développer son esprit critique, au lieu d'éveiller en lui le désir de s'organiser librement, sans maîtres, en groupements autonomes, elle recommanda bien à ce peuple de s'en rapporter à elle, soi-disant versée dans l'art des tactiques invincibles pour amener la chute du régime oppressif dont elle et le peuple souffraient également.

Qu'arriva-t-il? C'est que la bourgeoisie, aidée du peuple, renversa en effet ce régime oppressif et que le peuple, n'ayant jamais appris à marcher par lui-même, s'en remit à la bourgeoisie du soin d'organiser le nouvel ordre de choses.

Il en résulta que ce renversement se fit au profit exclusif de la bourgeoisie. Celle-ci avait fait une révolution après évolution; le peuple n'avait fait qu'une révolution sans évolution.

Aujourd'hui le même danger nous menace. Le socialisme — et j'entends ici désigner le socialisme politique plutôt que le socialisme vraiment révolutionnaire dont, d'ailleurs, l'anarchie fait partie, — le socialisme tend, par sa tactique, non pas à éclairer, à inciter à la réflexion ceux à qui il s'adresse, mais à former une armée bien disciplinée, attendant docilement le mot d'ordre d'un état-major, seul juge de la conduite à tenir, du but à atteindre, de l'organisation de la lutte.

Ce socialisme directeur de consciences s'applique moins à former des hommes indépendants et conscients de leurs droits qu'à s'assurer le plus grand nombre possible d'électeurs. Il tient aux masses le même langage que leur tenait la bourgeoisie avant 89 : « Confiez-nous sans crainte le pouvoir et reposez-vous sur nous du soin de fonder une société nouvelle qui vous comblera de richesses et de félicité. » Lisez les journaux socialistes : jamais, ou bien rarement, les articles qu'ils contiennent ne traitent de questions théoriques; jamais, en commentant un fait, ils ne remontent aux sources, soit morales, soit sociologiques d'où il découle; mais on y trouve à l'envi des critiques sur l'attitude politique de tel ministère; l'un envisage ce qu'il ferait s'il était au pouvoir, tel autre ce qu'il fera quand il y sera; tous s'accordent à promettre que le « socialisme » mettra ordre à tout; mais nul ne daigne expliquer le pourquoi et le comment de ce socialisme, le pourquoi et le comment des souffrances présentes, le pourquoi et le comment de la révolution qui s'annonce, c'est-à-dire les principes généraux et abstraits sur lesquels elle doit instaurer la nouvelle société. Des promesses, des perspectives brillantes, mais point d'analyse sociale. Ils allèchent le peuple, ils ne l'instruisent pas.

Eh bien! une révolution entreprise dans ces conditions échouera fatalement. Je ne dis pas qu'elle n'apportera pas un changement dans le personnel gouvernemental; j'accorde même qu'elle accomplira quelques réformes; mais le mieux qu'elle pourra faire sera de donner l'accès du « banquet de la vie » à un plus grand nombre d'affamés. Soyez certains qu'elle ne le donnera pas à tous. Une nouvelle classe dirigeante se formera — ne parle-t-on pas déjà de quatrième état? — et il y aura encore des dirigés, par conséquent des opprimés et des malheureux.

Pourquoi? Parce que les chefs socialistes et leur entourage n'auront pas favorisé l'évolution socialiste dans les masses; ils se seront contentés de les entraîner, ignorantes ou insuffisamment éclairées, à l'édification d'un monument dont seuls ils auront conçu le plan.

Nous estimons, nous, qu'il est une œuvre plus profonde à accomplir qu'une œuvre purement insurrectionnelle. Pénétrés de cette vérité qu'une révolution est d'autant plus féconde que l'évolution qui l'a précédée est plus complète, c'est à rendre cette évolution le plus complète possible que nous nous attachons.

L'anarchisme n'est pas un parti ayant une discipline, une tactique, des statuts et une organisation définis. Il est quelque chose de plus large, de plus universel. C'est la conclusion logique, l'inévitable et normal épanouissement social de tout ce profond travail de refonte qui s'opère depuis un demi-siècle dans les sciences comme dans les arts, en un mot dans toutes les branches des connaissances humaines.

On comprend donc que l'anarchisme ne pourra pas être le résultat d'une agitation locale, ni d'une agitation circonscrite à un seul ordre de choses, d'idées, de sentiments ou d'actions soit politiques, soit économiques, soit moraux. Il lui faut un champ plus vaste d'élaboration, car il est le grand fleuve : bien plus! il est l'océan lui-même où viennent naturellement se déverser jusqu'aux plus petits ruisseaux, cependant si multiples, de toutes les activités humaines.

L'anarchisme conçoit un état social tel que l'individu, grâce à la liberté absolue dont il jouira, sera mis à même de s'y développer intégralement, d'y donner toute sa mesure au point de vue physique comme au point de vue moral. Quelle conception pourrait être plus complète et plus complexe, puisque, dans une telle société, toute aptitude trouvera sa place normale pour s'exercer, se perfectionner et parvenir à son plus entier développement? N'est-ce pas l'accès ouvert à toutes les virtualités humaines, à toutes les forces latentes, en si grand nombre avortées aujourd'hui, et dont la mise au jour inaugurera pour l'humanité une ère définitive de richesse et de bonheur dont, avec nos faibles moyens de comparaison, il nous est impossible à présent de dépeindre l'incroyable magnificence?

On voit donc quelle tâche immense et combien multiple est celle de recueillir les nombreuses données éparses des diverses branches de la science et de l'art, d'en dégager les rapports, les analogies, le parallélisme, de les coordonner en vue d'en tirer la formule des grands principes généraux sur lesquels reposera la mentalité des générations à venir.

Sans doute, une évolution, tant complexe soit-elle, n'est que la résultante de tous les efforts épars et sans lien apparent. Et le savant qui découvre une vérité nouvelle, l'artiste qui imagine une expression plus humaine de son art, fournissent chacun, par l'action qu'ils exercent sur le mouvement intellectuel de leur temps, par le nombre de préjugés et d'idées fausses que leur œuvre détruit, un appoint considérable au lent travail préparatoire qui donne le jour à des formes sociales plus parfaites.

(A suivre.) ANDRÉ GIRARD.

(1) Conférence faite le 13 février à l'Hôtel des Sociétés savantes.

et les enfants, seuls, restaient. On les fit tous sortir, et après les avoir fait placer sur un rang, des feux de salve les abattirent jusqu'au dernier. L'ami du chef noir put compter dans ce charnier cent onze cadavres couchés côte à côte en une longue et sinistre ligne. »

Poisons. — On va faire distribuer aux soldats un petit fascicule antialcoolique pour les dégoûter, si possible, de l'alcool. Mais alors, cet excellent abrutissoir patriotique, par quoi le remplacera-t-on?

Par des conférences telles que celle-ci, faite par un capitaine au 150e de ligne, à Saint-Mihiel :

« Pour être soldat, il faut croire en Dieu et à la nécessité de l'armée. Tous ceux qui prêchent le désarmement sont des menteurs. Ceux qui les écoutent sont des sots.

« L'histoire est un enseignement. Regardons ce qui s'est passé en 1870.

« Il ne faut rien regretter des boucheries de la Commune. Car elle n'était défendue que par 20.000 repris de justice qu'on avait laissés échapper des prisons et par tous les voyous de Paris. »

De sorte que les soldats ne feront que quitter un poison pour en absorber un autre.

R. Ch.

Italie.

Ancône. — Les camarades d'Ancône annoncent pour le 14 mars la réapparition du périodique libertaire *l'Agitazione*. Ils demandent l'aide matérielle et morale de tous les camarades : souscriptions, abonnements, propagande, correspondances, etc... Le journal aura la même attitude, le même programme que lors de sa disparition, à l'époque des graves événements qui ont ensanglanté l'Italie.

Bon courage et bonne chance aux hardis camarades d'Ancône!

L'adresse est : Giambattista Carboni, Fermo Posta, Ancona.

Espagne.

La campagne qui vient d'avoir pour résultat la mise en liberté des vingt-quatre camarades barcelonais, insista surtout sur les crimes que le ministère Canovas commit en 1896.

Aussi, comme s'il tenait à bien prouver que les gouvernements n'accordent tout juste que ce qu'on sait leur arracher, M. Silvela s'est-il gardé de comprendre dans le décret récent les torturés du procès de Xérès.

Ces derniers expient au bagne, depuis huit ans, un crime qui n'exista jamais que dans l'imagination de leurs bourreaux. Torturés, ils le furent odieusement et l'on peut dire que cette affaire inaugura la série des procès abominables où les procédés inquisitoriaux furent mis en œuvre.

Une campagne nouvelle s'organisant en faveur des survivants de cette infamie, nous croyons bon de retracer brièvement, pour ceux qui les auraient oubliés, les événements dont l'Andalousie fut le théâtre en 1892.

Le 8 janvier, quelques centaines de travailleurs, poussés par la misère, pénétrèrent dans Xérès pendant la nuit. Armés de faux et de fourches, la petite troupe des révolutionnaires ne put tenir longtemps, et les soldats appelés en hâte la dispersèrent sans peine. Trois personnes avaient trouvé la mort dans la mêlée, un ouvrier et deux propriétaires.

Le gouvernement, profitant de l'émotion provoquée par ce coup de main, fit courir le bruit que les travailleurs de Xérès avaient eu l'intention de saccager la ville et d'exterminer tous les bourgeois. Ainsi que le démontre Tarrida del Marmol dans les *Inquisiteurs d'Espagne*, les faits mêmes démontrent la fausseté d'une telle accusation. « Il ne faut pas oublier, en effet, que les insurgés furent maîtres de la ville pendant toute la nuit. Il leur était aisé de s'emparer de toutes les richesses de Xérès, de pénétrer dans les casinos ou dans le théâtre où ils auraient trouvé des proies faciles, d'interrompre les communications, d'arrêter les trains, de s'emparer de la ville et de s'y défendre. Ils n'en firent rien. »

Cependant, les représailles ne se firent pas attendre. On arrêta d'abord deux agriculteurs : Lebrijano et Busiqui, que l'on accusa du meurtre des deux propriétaires. Puis Lamela, Zarzuela, trois autres laboureurs et enfin Gravalo le Madrilène. Ce dernier, sous la menace des tortures, obéit à toutes les injonctions de ses bourreaux et déclara tout ce que l'on voulut. Il accusa Caro et Busiqui d'être les meurtriers des deux propriétaires, puis Lamela et Zarzuela d'avoir organisé la révolte de Xérès. Sur les indications de ce triste individu, un grand nombre de travailleurs furent impliqués dans le procès et soumis à la torture.

Le conseil de guerre condamna Lamela, Zarzuela, Busiqui et Lebrijano à la peine de mort; Gravalo, Romero, Macias et Caro aux travaux forcés à perpétuité.

L'exécution eut lieu le 10 février et Zarzuela, avant de mourir, prononça ces mots : « Peuple de Xérès, qu'on ne dise pas que nous sommes morts comme des lâches. J'espère que tu nous vengeras de cette nouvelle inquisition! »

Le lendemain de l'exécution des quatre condamnés, Caro succombait aux tortures qu'il avait endurées.

Les autres prisonniers, pendant une année, furent soumis aux procédés inquisitoriaux. Lorsque le conseil de guerre se réunit de nouveau, l'accusateur Gravalo, voyant que les bourreaux s'étaient moqués de lui en lui promettant la liberté en échange de sa docilité, déclara que toutes les accusations qu'il avait portées étaient absolument fausses, qu'il avait agi sous la menace des plus affreuses tortures et dénoncé les personnes qu'on lui avait ordonné de dénoncer.

(*A suivre.*) H. R.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 10 mars. — Jean Marestan : L'esprit de sectarisme.

Lundi 12. — E. Janvion : L'anarchisme à travers les âges. — II. De Thomas Morus à Babeuf.

Mercredi 14. — E. S. R. I. : L'antisémitisme.

Samedi 17. — A. Dhastatt: L'immoralité des religions.

Syndicat libre des irréguliers du travail et des hommes de peine. — Grande fête de nuit organisée à la salle des Omnibus, 27, rue de Belleville, le samedi 17 mars. Une conférence sera faite par Antoine Cyvoct sur le 18 mars 1871. Concert avec le concours d'artistes. Tombola gratuite; prix du billet de souscription, 0 fr. 10.

Entrée à la fête : 0 fr. 60.

Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIIIe arrondissement, salle Couderc, 1, rue Léon. — Vendredi 9 mars, causerie, à 8 h. 1/2 du soir, par Max Pellerin sur les syndicats et les anarchistes.

Dimanche 11 mars, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par A. Marné sur le Naturisme.

Ecole libertaire, 6, rue de Montmorency, à 8 h. 1/2 du soir, conférences :

Samedi 10 mars. — Physiologie, par Christian.

Lundi 12 mars. — Dessin pratique, par Paraf-Javal.

Mardi 13 mars. — L'art et William Morris, par Ch. Albert.

Mercredi 14 mars. — Physiologie, par Christian.

Jeudi 15 mars. — La matière et l'énergie, par Bloch.

Etat de la caisse : Reçu à la salle des cours, 17 fr. 40. — L., 5 fr. — Groupe libertaire de Menpenti, 10 fr. — M., 10 fr. — Total : 42 fr. 40. — Caisse au 31 janvier : 429 fr. 50. — Total : 471 fr. 90. — Dépenses de février : 28 fr. 80. — Reste en caisse : 443 fr. 10.

Théâtre social, Maison du Peuple, impasse Pers, 4, rue Ramey, 47 :

Samedi 10 mars, à 8 heures précises, et dimanche 11 mars, en matinée, à 2 heures, représentation de *Montjuich*, drame révolutionnaire en 4 actes, de Chéri-Vinet. Conférence par M. F. de Pressensé. Entrée : 0 fr. 50.

Les Egaux du XVIIe arrondissement. — Dimanche 18 mars, à 8 heures du soir, Salle du Petit Moulin, 68, avenue des Ternes, grande fête familiale.

Causerie de Tennevin et de Libertad sur la Commune.

Concert vocal et instrumental : les poètes et chansonniers montmartrois dans leurs œuvres.

Bibliothèque d'enseignement libertaire de Belleville, 81, rue Julien-Lacroix. — Samedi 10 mars, à 8 h. 1/2, causerie par Mlle Lucienne Marin sur l'Education nouvelle.

Lundi 12, à la Salle des Omnibus, 27, rue de Belleville, Urbain Gohier lira sa pièce *Le Ressort*, étude de révolution en quatre actes.

On trouve des invitations à toutes les bibliothèques libertaires et aux Omnibus.

Marseille. — Le 18 mars, café de l'Isère, 26, rue Paul-Bert, soirée familiale au bénéfice des *Temps Nouveaux* et des détenus politiques. Causerie par un camarade. Chant, poésie. On trouvera des cartes à la porte.

Belgique. — *Question de l'amnistie.* — Dimanche 11 mars, les réunions suivantes seront données au sujet de l'amnistie :

A Micheroux, à 11 h., par Flaustier;

A Beyne-Heuzay, à 3 h. (Maison du Peuple), par L. Hénault et Flaustier;

A Ougrée, à 8 h. (Salle de l'Union), par Flaustier.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Decourt, 1 fr. — Picton, 0 fr. 30. — Fétu, 0 fr. 20. — Liste 17: Un ennemi des tyrans, 1 fr. 50; Un révol. de Valls à ses camarades, 2 fr. ; Mort aux inquisiteurs de Montjuich, 1 fr.; Un libertaire qui voudrait venger le crime des jésuites, 1 fr. 50; Un Espagnol, Aux martyrs, 1 fr. 50; Justicia! 1 fr.; Viva Catalana, 1 fr. ; Espinosa François, 1 fr.; Puran, 2 fr. ; Mariano, 1 fr. Total: 13 fr. 50. — Fabre, 2 fr. — Un fervent de l'*Aurore* à Audierne, 1 fr. — M. M., 2 fr. — Partie d'une collecte faite à la conférence Gohier le 2 mars, remise par le camarade Buré, 5 fr. — Marius, à Paris, 1 fr. — Samuel, à Londres, 1 fr. — E. B., 1 fr. — Doux père, 1 fr. — Doux fils, 1 fr. — Doux frères, 1 fr. — Ferdinand Guérard, 1 fr. — Bienvault, 3 fr. — Adhémar, 0 fr. 50. — Delavalle, 2 fr. — Anonyme, 0 fr. 50. — Anonyme, 0 fr. 50. — Liste 18, remise par Grandidier: Jacqueline, 0 fr. 50; l'Ablette, 0 fr. 25; Chocolat, 0 fr. 25; A. Barbé, 0 fr. 30; Eudes, 0 fr. 25; Une compagne, 0 fr. 10; Une future, 0 fr. 10; Un dégoûté de la société actuelle, 0 fr. 50 ; L. Grandidier, 0 fr. 25; Noël Paria, 0 fr. 25; Blettry Paul, 0 fr. 25; E. Grandidier, 0 fr. 50; Gourdin, 0 fr. 25; Mouchon, 0 fr. 25. Total : 4 fr. — Groupe d'études de la Plaine-Saint-Denis, 6 fr. 55. — Produit de la soirée donnée le 18 février, salle du café de l'Isère, à Marseille, 16 fr. 35; conférence Bonnard le 19 février, 7 fr.; Conférence S. Faure le 24 février, Casino de Vaise, 8 fr. 50; aux Folies-Gauloises, 18 fr. 15. Total : 50 fr. — Groupe libertaire de Menpenti (Marseille), 23 fr. Liste 19: Thiéry, 1 fr. ; Schilling, 0 fr. 25; Théop., 0 fr. 25 ; Stalder, 0 fr. 25; Schil., 0 fr. 25; Pickel, 0 fr. 30; Un libertaire, 0 fr. 20; Viel, 0 fr. 50 ; Lévi, 0 fr. 50; Deux camarades, 1 fr. ; Lapique, 0 fr. 50 ; Mariatte, 0 fr. 50. Total: 5 fr. 50. — Trois copains de Tarare, 1 fr. 50. — Un groupe de camarades de Bordeaux, 4 fr. 05. — Léo Sivasti, 1 fr. — Total : 134 fr. 10. — Listes précédentes: 670 fr. 80. — Total au mardi 6 mars: 804 fr. 90.

Les condamnés de Montjuich ont été extraits de leurs bagnes respectifs et mis en liberté provisoire en attendant le navire qui doit les conduire à l'étranger.

Le décret ministériel ne comprenant pas les torturés du procès de Xérès, les bannis sont exactement au nombre de 24.

Ainsi que nous l'avions prévu, ils ont presque tous choisi la France pour résidence et c'est à Marseille, sans doute, qu'ils débarqueront.

L'accueil fait à notre appel prouve que la solidarité ne fera pas défaut à ceux qui savent souffrir si vaillamment pour la cause que nous défendons.

H. R.

PETITE CORRESPONDANCE

Bibliothèque des Trimardeurs et groupe du XIIIe. — Convocation arrivée trop tard. Le mardi avant midi, s. v. p.

F. Biais. — Nous avons une communication à vous faire.

Reçu pour le journal : V. P., 5 fr. — 100 kilog. de pommes de terre, 12 fr. — M. M., 3 fr. — E. B., 1 fr. 10. — E. P., à Mouy, 0 fr. 50. — Bienvault, 1 fr. — Un des frères M., 1 fr. 50. — Lloret, 0 fr. 95. — R., à Lausanne. — Merci à tous.

F., à Entraygues. — A., à Nehou. — P., à Paris. — P., à Avallon. — S., à Noisy. — R., à Saint-Lubin. — R., à la Haye-Descartes. — B., à Chinon. — K., à Straubing. — A. P., à Lausanne. — W., à Gorinchem. — B., à Givisiez. — C., à Como. — W., à Lausanne. — P., à Mouy. — G., à Cette. — C., à Berne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 47

DIX CENTIMES

DU 17 AU 23 MARS 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard. 140, PARIS

L'ŒUVRE ANARCHISTE [1]

L'œuvre des *Temps Nouveaux* est à la fois une œuvre d'*évolution* et de *révolution*. Ces deux termes, qui pour beaucoup constituent une antinomie, sont pour nous, au contraire, les deux éléments essentiels et inséparables de tout progrès. Nous croyons en effet qu'aucun progrès, tant violemment soit-il obtenu, n'est durable, si auparavant son importance, son utilité et ses avantages n'ont bien pénétré les esprits.

Il ne suffit pas de déterminer un mouvement insurrectionnel, fût-il victorieux, pour faire disparaître les traces nuisibles du passé.

Le vice fondamental de la plupart des révolutions fut — du moins en ce qui concerne leurs résultats à l'égard du peuple — de n'être précisément que des insurrections victorieuses. Les esprits n'étaient pas prêts.

La révolution de 1789 fut faite par la bourgeoisie. Cette classe se préparait depuis près de sept siècles. Après de nombreuses luttes, elle avait conquis, dès le douzième siècle, le droit de fonder des communes. Ces communes, on le sait, furent l'origine, pour la bourgeoisie, d'une grande prospérité commerciale et industrielle. En même temps, son importance dans l'Etat s'accroissait et nous la voyons, au début du quatorzième siècle, prendre place dans les états généraux, entre la noblesse et le clergé, jusqu'alors seuls conseillers du roi. Un demi-siècle plus tard, Etienne Marcel crut le moment venu et tenta la révolution. Elle échoua. C'était trop tôt. Elle ne devait aboutir que cinq siècles après.

Mais si, en 1789, la bourgeoisie savait parfaitement ce qu'elle voulait et où elle voulait en venir, le peuple, lui, la foule des artisans, des paysans et des ouvriers n'était pas prête. Cette foule, la bourgeoisie l'avait grisée de grands mots. Elle lui annonçait le règne prochain de la liberté, de l'égalité et de la fraternité et, au lieu de s'attacher à inculquer au peuple des idées d'indépendance, d'initiative individuelle, à développer son esprit critique, au lieu d'éveiller en lui le désir de s'organiser librement, sans maîtres, en groupements autonomes, elle recommanda bien à ce peuple de s'en rapporter à elle, soi-disant versée dans l'art des tactiques invincibles pour amener la chute du régime oppressif dont elle et le peuple souffraient également.

Qu'arriva-t-il? C'est que la bourgeoisie, aidée du peuple, renversa en effet ce régime oppressif et que le peuple, n'ayant jamais appris à marcher par lui-même, s'en remit à la bourgeoisie du soin d'organiser le nouvel ordre de choses. Il en résulta que ce renversement se fit au profit exclusif de la bourgeoisie. Celle-ci avait fait une révolution après évolution; le peuple n'avait fait qu'une révolution sans évolution.

Aujourd'hui le même danger nous menace. Le socialisme — et j'entends ici désigner le socialisme politique plutôt que le socialisme vraiment révolutionnaire dont, d'ailleurs, l'anarchie fait partie, — le socialisme tend, par sa tactique, non pas à éclairer, à inciter à la réflexion ceux à qui il s'adresse, mais à former une armée bien disciplinée, attendant docilement le mot d'ordre d'un état-major, seul juge de la conduite à tenir, du but à atteindre, de l'organisation de la lutte.

Ce socialisme directeur de consciences s'applique moins à former des hommes indépendants et conscients de leurs droits qu'à s'assurer le plus grand nombre possible d'électeurs. Il tient aux masses le même langage que leur tenait la bourgeoisie avant 89 : « Confiez-nous sans crainte le pouvoir et reposez-vous sur nous du soin de fonder une société nouvelle qui vous comblera de richesses et de félicité. » Lisez les journaux socialistes : jamais, ou bien rarement, les articles qu'ils contiennent ne traitent de questions théoriques; jamais, en commentant un fait, ils ne remontent aux sources, soit morales, soit sociologiques d'où il découle; mais on y trouve à l'envi des critiques sur l'attitude politique de tel ministère; l'un envisage ce qu'il ferait s'il était au pouvoir, tel autre ce qu'il fera quand il y sera; tous s'accordent à promettre que le « socialisme » mettra ordre à tout; mais nul ne daigne expliquer le pourquoi et le comment de ce socialisme, le pourquoi et le comment des souffrances présentes, le pourquoi et le comment de la révolution qui s'annonce, c'est-à-dire les principes généraux et abstraits sur lesquels elle doit instaurer la nouvelle société. Des promesses, des perspectives brillantes, mais point d'analyse sociale. Ils allèchent le peuple, ils ne l'instruisent pas.

Eh bien! une révolution entreprise dans ces conditions échouera *fatalement*. Je ne dis pas qu'elle n'apportera pas un changement dans le personnel gouvernemental; j'accorde même qu'elle accomplira quelques réformes; mais le mieux qu'elle pourra faire sera de donner l'accès du « banquet de la vie » à un plus grand nombre d'affamés. Soyez certains qu'elle ne le donnera pas à tous. Une nouvelle classe dirigeante se formera — ne parle-t-on pas déjà de quatrième état? — et il y aura encore des dirigés, par conséquent des opprimés et des malheureux.

Pourquoi? Parce que les chefs socialistes et leur entourage n'auront pas favorisé l'évolution socialiste dans les masses; ils se seront contentés de les entraîner, ignorantes ou insuffisamment éclairées, à l'édification d'un monument dont seuls ils auront conçu le plan.

Nous estimons, nous, qu'il est une œuvre plus profonde à accomplir qu'une œuvre purement insurrectionnelle. Pénétrés de cette vérité qu'une révolution est d'autant plus féconde que l'évolution qui l'a précédée est plus complète, c'est à rendre cette évolution le plus complète possible que nous nous attachons.

L'anarchisme n'est pas un parti ayant une discipline, une tactique, des statuts et une organisation définis. Il est quelque chose de plus large, de plus universel. C'est la conclusion logique, l'inévitable et normal épanouissement social de tout ce profond travail de refonte qui s'opère depuis un demi-siècle dans les sciences comme dans les arts, en un mot dans toutes les branches des connaissances humaines.

On comprend donc que l'anarchisme ne pourra pas être le résultat d'une agitation locale, ni d'une agitation circonscrite à un seul ordre de choses, d'idées, de sentiments ou d'actions soit politiques, soit économiques, soit moraux. Il lui faut un champ plus vaste d'élaboration, car il est le grand fleuve : bien plus! il est l'océan lui-même où viennent naturellement se déverser jusqu'aux plus petits ruisseaux, cependant si multiples, de toutes les activités humaines.

L'anarchisme conçoit un état social tel que l'individu, grâce à la liberté absolue dont il jouira, sera mis à même de s'y développer intégralement, d'y donner toute sa mesure au point de vue physique comme au point de vue moral. Quelle conception pourrait être plus complète et plus complexe, puisque, dans une telle société, toute aptitude trouvera sa place normale pour s'exercer, se perfectionner et parvenir à son plus entier développement? N'est-ce pas l'accès ouvert à toutes les virtualités humaines, à toutes les forces latentes, en si grand nombre avortées aujourd'hui, et dont la mise au jour inaugurera pour l'humanité une ère définitive de richesse et de bonheur dont, avec nos faibles moyens de comparaison, il nous est impossible à présent de dépeindre l'incroyable magnificence?

On voit donc quelle tâche immense et combien multiple est celle de recueillir les nombreuses données éparses des diverses branches de la science et de l'art, d'en dégager les rapports, les analogies, le parallélisme, de les coordonner en vue d'en tirer la formule des grands principes généraux sur lesquels reposera la mentalité des générations à venir.

Sans doute, une évolution, tant complexe soit-elle, n'est que la résultante de tous les efforts épars et sans lien apparent. Et le savant qui découvre une vérité nouvelle, l'artiste qui imagine une expression plus humaine de son art, fournissent chacun, par l'action qu'ils exercent sur le mouvement intellectuel de leur temps, par le nombre de préjugés et d'idées fausses que leur œuvre détruit, un appoint considérable au lent travail préparatoire qui donne le jour à des formes sociales plus parfaites.

(*A suivre.*) ANDRÉ GIRARD.

(1) Conférence faite le 13 février à l'Hôtel des Sociétés savantes.

L'IMPOT

MOYEN D'ENRICHIR LES RICHES

(Suite et fin)

Sans aller à Chicago ou à Woolwich, ne voyons-nous pas d'ailleurs dans chaque grande ville comment l'Etat, rien qu'en imposant la maison à six étages, habitée par les ouvriers, beaucoup plus fort que l'hôtel privé du riche, constitue un privilège formidable en faveur de celui-ci? Il lui permet d'empocher la plus-value, donnée à sa propriété par la croissance et l'embellissement de la ville.

Ou bien, on s'étonne que les villes grandissent si rapidement au détriment des campagnes. Et l'on ne veut pas voir que toute la politique financière du dix-neuvième siècle a été de grever l'agriculteur — le vrai producteur, puisqu'il parvient à obtenir du sol trois, quatre et dix fois plus de produits qu'auparavant, — au profit des villes, c'est-à-dire des banquiers, des avocats, des commerçants et de toute la bande de jouisseurs et de gouvernants.

∴

Ou bien, prenez l'instruction. Nous avons fait du chemin depuis l'époque où la commune trouvait elle-même une maison pour l'école ainsi que l'instituteur et où le sage, le physicien, le philosophe s'entourait d'élèves volontaires et leur transmettait sa science ou sa philosophie. Aujourd'hui, nous avons l'éducation soi-disant gratuite fournie à nos frais par l'Etat; nous avons les lycées, les universités, l'Académie — que sais-je!

Comme l'Etat ne demande pas mieux que de toujours élargir la sphère de ses attributions, et que les citoyens ne demandent pas mieux que d'être dispensés de penser aux affaires d'intérêt général — de « s'émanciper » de leurs concitoyens en abandonnant les affaires communes un tiers — tout s'arrange à merveille. « L'instruction? » dit l'Etat, « enchanté de la donner à vos enfants! Pour alléger vos soins de parents, nous allons même vous *défendre* de fourrer le nez dans l'éducation. Nous rédigerons les programmes, — et pas de critiques, s'il vous plaît! D'abord, nous abrutirons vos enfants par l'étude des langues mortes et des vertus de la loi romaine. Ça les rendra souples et soumis. Ensuite, pour leur ôter toute velléité de révolte, nous leur enseignerons les vertus de l'Etat et des gouvernements, ainsi que le mépris des gouvernés. Nous leur ferons croire qu'eux, ayant appris le latin, deviennent le sel de la terre, le levain du progrès. Enfin, nous leur ferons croire que la misère des masses est une « loi de la nature »; et, modifiant l'enseignement selon le goût variable des époques, nous leur dirons, tantôt que telle fut la volonté de Dieu, ou bien que c'est une « loi d'airain », qui fait que l'ouvrier s'appauvrira, dès qu'il commencera à s'enrichir, puisqu'il s'oubliera dans son bien-être jusqu'à avoir des enfants. Toute l'éducation aura pour but de faire croire à vos enfants que hors l'Etat providentiel — point de salut! »

« Et puis, après avoir fait payer par le peuple les frais de toute l'instruction — primaire, secondaire et universitaire — nous nous arrangerons de façon à garder les meilleures parts du gâteau budgétaire pour les fils des bourgeois. Et ce grand bonhomme, le peuple, s'enorgueillissant de ses universités et de ses savants, ne s'apercevra même pas comment nous érigerons le gouvernement en monopole pour ceux qui pourront se payer le luxe des lycées et des universités pour leurs enfants. Si nous leur disions de but en blanc : Vous serez gouvernés, jugés, accusés et défendus, éduqués et abrutis par les riches, dans l'intérêt des riches — ils se révolteraient, sans doute. Mais, avec l'impôt et quelques bonnes lois, très « libérales », en disant, par exemple, qu'il faut avoir subi vingt examens pour être admis à la haute fonction de juge ou de *ministre*, — le bonhomme va gober la chose à merveille. »

Et voilà comment, de fil en aiguille, le gouvernement du peuple par les seigneurs et les riches bourgeois, contre lequel le peuple se révoltait autrefois quand il le voyait de face, se trouve reconstitué, à très peu de chose près, avec l'assentiment et presque aux acclamations du peuple, sous le masque de l'impôt!

∴

Ne parlons pas de l'impôt militaire, car là-dessus chacun devrait déjà savoir à quoi s'en tenir. Quand donc l'armée permanente n'a-t-elle pas été le moyen de tenir le peuple en esclavage? et quand donc une armée régulière a-t-elle pu envahir un pays si elle rencontrait un peuple en armes? Mais, prenez n'importe quel impôt, — direct ou indirect, sur la terre, sur le revenu ou sur la consommation, pour contracter ou pour payer des dettes d'Etat, l'impôt pour la guerre ou pour l'instruction publique, — analysez-le, voyez à quoi il vous mène en dernier lieu, et vous serez frappé par la force immense, toute-puissante que nous avons remise à nos gouvernants. L'impôt est la forme la plus commode pour les riches de tenir le peuple dans la misère. Il est le moyen de ruiner des classes entières d'agriculteurs et d'ouvriers de l'industrie, à mesure que par une série inouïe d'efforts ils parviennent à accroître tant soit peu leur bien-être. Il est en même temps l'instrument le plus commode pour faire du gouvernement le monopole éternel des riches. Enfin, il permet, sous différents prétextes, de forger les armes qui serviront un jour à écraser le peuple, s'il se révolte. Pieuvre à mille têtes et à mille suçoirs, comme les monstres marins des vieux contes, il permet d'emmailloter toute la société et de canaliser tous les efforts individuels de façon à les faire toujours aboutir à l'enrichissement et au monopole gouvernemental des classes privilégiées.

Tant que l'Etat, armé de l'impôt, continuera d'exister, l'affranchissement du prolétaire ne pourra s'accomplir d'aucune façon, — ni par la voie des réformes, ni même par la révolution. Car si la révolution n'écrase pas cette pieuvre, si elle ne lui abat pas ses têtes et ne lui coupe pas ses bras et ses suçoirs, — elle sera étranglée elle-même.

PIERRE KROPOTKINE.

UNIVERSITÉS POPULAIRES

En attendant qu'une étude consciencieuse et fortement documentée, expurgée des grands mots et des banalités sentimentales, soit faite sur les « Universités populaires », il me semble urgent de dissiper en passant toute illusion sur leur valeur scientifique, de calmer toute admiration exagérée à leur endroit.

Quand le camarade Lefrançais, à propos d'une critique anticipée de l' « Université municipale », contenue en germe dans l'enseignement supérieur actuellement professé à l'Hôtel de Ville, s'enthousiasme pour les causeries populaires faites dans les quartiers ouvriers, au point d'écrire ceci : « Vivent les « Universités populaires » libres et par conséquent vraiment scientifiques », il est évident qu'il s'inspire plutôt de son hostilité contre la tentative officielle que de sa raison.

Une tentative d'enseignement vraiment scientifique ne peut, comme la science elle-même, que se baser sur la possibilité d'une expérimentation et d'un travail personnels. Or, les causeries populaires sont faites à des travailleurs n'ayant ni le livre, ni le laboratoire, et surtout privés du temps matériel de se livrer à un examen ultérieur; elles résument, souvent en une seule fois, des sujets dont le développement suffisant demanderait, non pas une, non pas quelques heures, mais plusieurs mois de cours. Est-il vraiment scientifique de traiter en une causerie un sujet comme celui-ci : « Le cerveau humain », ou, en une très courte série de causeries, l' « Histoire de la Révolution française »? Si le savoir scientifique ou historique s'acquérait avec autant de facilité, le cerveau humain n'aurait plus qu'à produire un effort tellement insignifiant, qu'au lieu de se développer, bientôt il se dessécherait. Non, les « Universités populaires », pas plus que tout ce qui a été fait jusqu'à ce jour pour vulgariser la science, ne peuvent prétendre donner un enseignement véritablement scientifique.

Tant que l'individu sera économiquement esclave, tant qu'il n'aura pas le temps de contrôler lui-même l'enseignement reçu, de le compléter par l'expérience et l'investigation, toutes les vulgarisations qu'on lui présentera ne seront que de vagues à peu près, même si elles sont faites par des savants animés du réel désir de lui enseigner la science. Il n'est pas possible de soutenir qu'il y ait vraiment science, là où il n'y a pas liberté économique. C'est pourquoi ceux qui travaillent à stimuler l'évolution des efforts vers toujours plus de mieux désirent autre chose qu'un bureau de bienfaisance intellectuelle où l'on distribuerait gratuitement de maigres portions de savoir et réclament pour tous la possibilité matérielle, — contenue dans les bases mêmes de la société, — de connaître les joies de la pleine science.

Il serait bon aussi de s'inquiéter de quelle façon l'on envisage la question sociale dans les « Universités populaires » et de se demander où peut conduire un enseignement dirigé par des hommes qui déclarent que la société est une abstraction et qu'après tout l'individu, doué d'une volonté et par conséquent d'une responsabilité, ne doit s'en prendre qu'à lui-même de son propre malheur. Il serait bon aussi de demander à ceux qui, sous des formes nouvelles, essaient de rajeunir les dogmes, — aujourd'hui irrémédiablement condamnés par la science, — du spiritualisme et de l'individualisme bourgeois, comment ils entendent réaliser socialement la civilisation réelle, par quelles formes sociales ils entendent traduire les sonorités de leur rhétorique. Rien n'est moins scientifique que l'incohérence dans l'enseignement et l'équivoque dans l'exposé des principes.

D.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Les bruits, qui couraient, d'un projet d'amnistie innocentant les gredins militaires qui avaient machiné l'affaire Dreyfus et enlevant aux défenseurs de leur victime le droit de faire la lumière étaient parfaitement fondés. Le gouvernement vient de déposer son projet au Sénat.

Nous ne nous joindrons pas à ceux qui réclament à cor et à cri l'envoi au bagne des Mercier, Pellieux, Boisdeffre et consorts. Étant partisans de la suppression des bagnes et des prisons, nous serions mal fondés à réclamer l'incarcération de qui que ce soit, quelque savoureux plaisir que nous puissions éprouver de voir rendre à Mercier, par exemple, les tortures qu'il a fait endurer à nombre de victimes. Mais les Mercier, les Galliffet, les Galliéni, quelle que soit la haine qu'ils nous inspirent, ne sont pour nous que des produits de l'organisation sociale existante, fondée sur la violence et l'injustice. Dans une société normalement organisée, ces bêtes malfaisantes seraient inconnues. Leur envoi au bagne

n'occasionnerait qu'une satisfaction de vengeance à ceux qui les haïssent, mais ne serait d'aucun effet pour l'amélioration de la société. Ce ne sont pas ces individualités venimeuses qu'il importe de frapper, mais les institutions qui rendent possible leur production au sein de l'humanité.

Ce qu'il faut frapper, ce n'est pas seulement l'esprit militaire, mais les conditions sociales qui l'engendrent, et les principes desquels émanent ces conditions. C'est non seulement le principe d'autorité, source de toute hiérarchie et de nombreuses injustices, mais encore l'intérêt capitaliste cause première de toutes les rivalités, de toutes les dissensions qui font de notre malheureuse planète un vaste champ d'iniquités et de carnages.

*
* *

AUTORITÉ PATERNELLE. — A la suite d'une « observation » que ses parents avaient « cru devoir » lui faire au sujet de sa conduite, une jeune fille de dix-sept ans a tenté de se suicider en se jetant dans la Seine. Elle a été retirée à temps.

Espérons que cette leçon engagera les parents à mieux étudier le caractère de leur enfant et à mieux peser la portée des « observations » qu'à l'avenir ils « croiront devoir » lui adresser. Souhaitons aussi — sans trop l'espérer — qu'elle portera les autres parents à la réflexion.

*
* *

ANTISÉMITISME. — Savez-vous pourquoi le feu a pris au Théâtre-Français? Le gouvernement s'épuise en enquêtes et ne trouve rien. C'est pourtant bien simple et la *Libre Parole*, qui est en communication constante avec Dieu, nous l'apprend de source certaine. Le Théâtre-Français a brûlé parce que son directeur, M. Claretie, est dreyfusard, et nous ne devons voir dans cet incendie que le doigt sacré et courroucé de Dieu.

Voilà les balivernes qui hantent le cerveau de gens qui se posent en sociologues et prétendent que l'antisémitisme est une forme supérieure de socialisme.

*
* *

SCIENCE. — Autre baliverne. L'inénarrable Lombroso, qui a découvert que les anarchistes étaient des criminels-nés parce qu'ils n'ont pas le visage symétrique, vient de faire une nouvelle découverte également mirobolante. Il déclare que la bicyclette « a développé le crime » dans une forte proportion; et il en trouve la preuve dans les vols nombreux de bicyclettes.

En voilà de l'observation scientifique! Les voleurs de bicyclette ne volaient sans doute rien avant l'invention des bicyclettes?

Et puis, les bicyclettes ne sont pas les seuls objets ayant un rôle criminologique. Les montres, les bijoux, les porte-monnaie, tout ce qui se vend et s'achète, c'est-à-dire tous les objets qui s'échangent contre de l'argent ou qui servent aux besoins de la vie, en un mot tout ce qui est susceptible d'être volé ne joue-t-il pas un rôle semblable?

Mais alors, vous voilà forcé, Monsieur Lombroso, pour être logique, d'avouer que, pour rayer le crime de la société, il faudrait abolir la vénalité des objets utiles à la vie, c'est-à-dire, tout simplement, abolir la propriété privée!

*
* *

LA MISÈRE. — Un ouvrier serrurier nommé Jacques Costan, âgé de quarante-sept ans, se trouvait sans ouvrage; il demeurait, avec sa femme et son enfant âgé de dix ans, dans une roulotte située dans un terrain vague, rue de Montreuil. L'autre jour, le garçonnet accourut au commissariat de police et déclara en pleurant que ses parents venaient de se suicider.

C'est la misère des Costan et autres innombrables malheureux qui permet à des Edmond Blanc d'acheter des chevaux de neuf cent trente-sept mille francs.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

LA LOI NOUS PROTÈGE. — Un juge d'instruction de la Rochelle fait arrêter, pour un crime quelconque, un marchand de volailles. C'était une erreur, comme ils en font forcément tous les jours; et l'on daigna relâcher l'homme. Seulement, en voyant arrêter son mari, la femme du marchand de volailles est devenue folle; de plus, cette arrestation a bouleversé le commerce de celui-ci, et l'a complètement ruiné. Voilà donc ce malheureux ruiné, avec une femme folle, six jeunes enfants, plus un fils soldat revenu des colonies en convalescence, avec des fièvres paludéennes. Il est entendu que, sans les excellentes institutions d'armée, de magistrature, etc... les hommes seraient tous excessivement malheureux : témoin cette famille.

*
* *

MILITARISME. — La semaine dernière, nous avons conté l'histoire de ce sous-off qui, sous prétexte de rectifier la position d'un soldat, lui plantait son sabre dans le ventre. A ce compte-là, bien des soldats ne demanderaient pas mieux que de rectifier la position de leurs chefs. Tout d'abord, les galonnés avaient nié qu'un des leurs fût pour rien dans la blessure du soldat Savignac. C'est lui-même qui s'est blessé, affirmaient-ils : en descendant précipitamment un escalier, il est tombé sur le pommeau de son sabre. C'est dommage, nous l'aimions bien.

Les camarades de Savignac, témoins de la chose, n'ont-ils pas voulu se prêter à cette comédie? Pour cette raison ou pour toute autre, il a fallu laisser là le mensonge et reconnaître que le blessé avait été victime de la brutalité d'un maréchal des logis. Il fallait donc punir celui-ci. Coups et blessures, chose grave. Que fit le colonel? « Pour avoir rectifié avec trop de brusquerie la position défectueuse d'un homme aux classes à pied », il accorda gracieusement à son collègue huit jours de prison. Je respire.

Aussi, des sous-offs qui manient si bien le sabre, c'est précieux. Il ne faut pas trop les décourager.

*
* *

L'ETAT. — Depuis trente ans, trois théâtres ont brûlé à Paris : l'Opéra, subventionné par l'Etat; l'Opéra-Comique, subventionné par l'Etat; le Théâtre-Français, subventionné par l'Etat. A quand le tour de l'Odéon?

Décidément, l'Etat est aussi mauvais entrepreneur de spectacles et mauvais pompier, qu'il est mauvais maître d'école et mauvais marchand d'allumettes. On dit que, dans ses théâtres, l'Etat ne ramone pas ses calorifères : à quoi bon alors être un si grand fumiste?

H. CH.

*
* *

ALAIS. — Les affiches du groupe antimilitariste placardées sur nos murs à un grand nombre d'exemplaires ont produit beaucoup d'effet; on voyait constamment des groupes les dévorer des yeux. Il serait à désirer que les crimes militaires fussent de temps à autre mis à jour, pour ouvrir les yeux des imbéciles qui, le jour du tirage au sort, hurlent : « Mourir pour la patrie! »

Nos traîneurs de sabre, qui prétendent avoir le monopole du courage, mais qui n'ont pas même celui de se décrasser, ont fait immédiatement déchirer les affiches placées au champ de manœuvre et avenue des Platanes.

Une catastrophe, provoquée par l'acide carbonique, s'est produite le 8 courant aux mines de Trélys, puits de l'Arbousset, au Martinet, à 15 kilomètres d'Alais.

Les victimes sont au nombre de 16. Le procureur, capitaine de gendarmerie, préfet, sous-préfet, Monseigneur l'évêque de Nîmes, toute la bande « d'honnêtes gens », quoi! ont profité de l'occasion pour se payer une petite promenade agrémentée de force congratulations. Si les familles des victimes ne sont pas satisfaites de ces marques d'attention, c'est qu'elles seront difficiles!

Une enquête est ouverte pour établir les responsabilités! Ah! sinistres farceurs!... Mais enfin, que voulez-vous, il faut bien donner satisfaction à cette éternelle imbécile qu'on appelle l'opinion publique.

TH. L.

Espagne (*suite*).

Le conseil de guerre, naturellement, ne tint aucun compte des déclarations tardives de Gravalo et dix-sept compagnons furent encore expédiés au bagne.

Dès le début de l'affaire, en janvier, les torturés avaient pu faire passer au journal *El Productor*, de Barcelone, des lettres narrant les procédés auxquels ils avaient été soumis. José Fernandez Lamela, un des exécutés, écrivait :

« Le 9 janvier, à 4 heures de l'après-midi, je fus arrêté par deux gendarmes qui me conduisirent devant le juge. Celui-ci me demanda si j'avais reçu un paquet de journaux ouvriers. Sur ma réponse affirmative, on m'envoya en prison.

« Le 22, mon compagnon Diaz et moi fûmes conduits à la caserne. On nous sépara et, quelques instants après, j'entendis les cris déchirants que poussait l'infortuné Diaz. Dix minutes plus tard, ce fut mon tour. On m'introduisit dans la chambre que le malheureux venait de quitter, et après m'avoir roué de coups, l'un des bourreaux m'ordonna de déclarer des choses qui étaient absolument fausses. Sur mon refus, on me suspendit au plafond et on me donna des coups de verge jusqu'au moment où je perdis connaissance.

« On m'a fait ensuite soigner par le médecin, mais je crois que c'est dans le but unique de me torturer de nouveau, car jusqu'à présent on n'a pas réussi à me faire déclarer les faussetés qu'on prétend.

« J.-F. LAMELA. »

« Prison de Xérès, 25 janvier 1892. »

Plus tard, Diaz Cabellero adressait à une feuille de Madrid une lettre dont voici quelques extraits :

« Après l'exécution de Lamela, le juge militaire, Cipriano Alba, appela ma femme et lui promit ma liberté à la condition qu'elle déclarerait que j'avais empêché les séditieux de Xérès de couper les fils télégraphiques et, en outre, que Salvochea avait donné à Gravalo une lettre pour moi. Il ajouta que, dans le cas contraire, je serais de nouveau mis à la torture. Affolée, ma femme déclara et signa tout ce qu'on voulut.

« Quand je fus appelé de nouveau, j'affirmai que mes premières déclarations étaient absolument fausses et qu'elles avaient été arrachées par la torture. Mais on refusa de prendre note de cette rectification.

« Je pourrais vous écrire des chapitres entiers si je voulais détailler les faits inouïs de ce procès digne de Torquemada et de l'Inquisition.

« Malgré mon innocence, malgré les promesses faites à ma femme, je viens d'être condamné à la réclusion perpétuelle.

« MANUEL DIAZ. »

« Xérès, décembre 1892. »

On a répété cent fois que les mœurs de l'Inquisition n'ont jamais disparu des prisons espagnoles. Il suffit de rapprocher ces lettres de celles que nous publiâmes ici même en mars et avril 1897, pour qu'il ne soit pas permis d'en douter.

Tant à Xérès qu'à Barcelone, la police, encouragée et récompensée par la cléricaille gouvernementale, soutenue par la presse bourgeoise hurlant à la mort, monta de toutes pièces ces procès abominables. On tortura, on assassina des innocents, car il s'agissait bien moins de punir des délits que de détruire cette hérésie moderne qu'est l'idée anarchiste.

Pour arracher du bagne vingt-quatre des survivants de ces infamies, il a fallu trois années d'une campagne acharnée, et l'agitation ne prendra fin que lorsque tous, sans exception, seront hors des griffes de leurs bourreaux.

H. R.

Nouvelle-Calédonie.

LETTRE D'UN FORÇAT. — Des antipodes, où la société pourrie nous a *transportés* pour satisfaire à sa vindicte et aussi pour sa sûreté, nous envoyons aux compagnons des *Temps Nouveaux* notre quote-part de labeur pour la tombola, ainsi que nos sentiments de fraternité les plus sincères.

Parmi les objets que nous envoyons, se trouve un costume en toile de sacs, que les hommes classés incorrigibles portent à même la peau : vous pourrez juger des souffrances endurées par ces malheureux, qui, pendant dix mortelles heures, sous un soleil tropical, travaillent sans lever la tête à des travaux surhumains. Le soir, pour reposer leurs membres endoloris par la fatigue et l'anémie, les fers sont là pour mater ces fauves qu'un souffle renverserait, et c'est sur la planche qu'ils doivent prendre le repos nécessaire pour reprendre le travail du lendemain. Ce martyre dure des mois et même des années; souvent la mort délivre ces malheureux, comme le compagnon Chapulliot, mort des suites de son long martyre, quelques mois après sa sortie. Lespès, un

jeune compagnon, y souffre actuellement, et nous ne pouvons que le plaindre, car la surveillance est tellement sévère qu'on ne peut communiquer qu'en risquant soi-même d'être classé. Ce quartier disciplinaire, comme ils l'appellent, est pourtant amélioré depuis 1895; car, avant cette époque, ils l'appelaient le camp Brun: dans ce camp de sinistre mémoire, il en revenait 10 sur 100. Il y a des surveillants, qui actuellement sont encore en cours de service, qui ont jusqu'à *quinze* assassinats de condamnés sur la conscience; tous les hommes libres de la Nouvelle-Calédonie les connaissent. J'en citerai deux (car j'en aurais trop à citer): Frappier et Podgi: ce sont les plus terribles, ils sont ici actuellement et tout le monde leur tend la main. Il est vrai que cela n'a rien d'étonnant dans un pays comme celui-ci où le plus honnête homme a mérité vingt fois la potence. Le forçat comme le libéré est leur chose, et des réglementations spéciales inconnues en France régissent la libération. Du reste, Jules Durand traite cette question dans la *Revue Blanche*, et il est renseigné mieux que personne sur cette question: il peut la traiter en maître, il n'a pas puisé ses renseignements, comme ce rastaquouère de Jean Carol, à la table du gouverneur et des directeurs de la pénitentiaire ou des mines.

Enfin, pour résumer, notre position n'est pas brillante: autrefois, on nous tirait des balles dans le dos, aujourd'hui on nous fait crever de faim; autrefois nous touchions la paye, ils ont changé la paye pour donner des gratifications en vin, pain, café, tabac; maintenant on ne touche plus rien du tout, ni gratifications, ni salaire, c'est bien plus simple: il n'y a pas d'écritures, ou, s'il y en a, elles sont fausses.

X...

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

On nous prie d'annoncer la mort de Maurice Lachâtre, auteur de l'*Histoire des Papes* et éditeur du *Dictionnaire Lachâtre*. Maurice Lachâtre, après avoir été saint-simonien, était devenu socialiste révolutionnaire et, dans les derniers temps de sa vie, il était venu à l'anarchisme.

Groupe de propagande antimilitariste de Paris. — Le groupe met en vente le dixième mille du placard intitulé « CRIMES MILITAIRES » et relatant l'assassinat du disciplinaire Grenier.

Prochainement paraîtra un second placard: « LA MORT POUR UN GESTE. *Le conseil de guerre à Biribi.* Affaire du disciplinaire Wendling à la 1re compagnie de discipline (1896). Épouvantable machiavélisme du chaouch Veau. Condamnation à mort du conseil de guerre de Tunis commuée en dix ans de travaux publics. »

Les camarades peuvent dès maintenant adresser les demandes aux conditions suivantes: 2 fr. 50 le cent au-dessous de 100. Le port est en plus. S'adresser à l'imprimeur G. Dubois-Desaulle, 65, avenue Ledru-Rollin, Paris.

Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIIIe arrondissement:

Vendredi 16 mars. — Organisation de la Bibliothèque. Le groupe des Iconoclastes est spécialement convoqué. Le local sera indiqué par les journaux du jour.

Dimanche 18 mars. — Salle Couderc, 1, rue Léon, causerie sur le Communisme anarchiste.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — Programme de la semaine:

Samedi 17 mars. — A. Dhastalt: L'immoralité des religions.

Dimanche 18 mars, à 2 heures de l'après-midi, matinée révolutionnaire, anniversaire de la Commune, causerie par un camarade, chants, poésies.

Lundi 19 mars. — E. Janvion: L'anarchisme à travers les âges. — III. De Babeuf à Stirner.

Mercredi 21 mars. — E. S. R. I.: Le Sionisme.

Samedi 24 mars. — E. Murmain: Science et Religion.

Bibliothèque d'enseignement libertaire de Belleville, 81, rue Julien-Lacroix. — Lundi 19 mars, à 8 h. 1/2 précises: Libertad, La morale sans obligation ni sanction (de Guyau).

Mercredi 21: Francis Prost, L'anarchie.

Syndicat libre des irréguliers du travail et des hommes de peine. — Samedi 17 mars, à 8 heures précises, au concert des Omnibus, 27, rue de Belleville. Grande fête de nuit à l'occasion de l'anniversaire de la Commune. Conférence sur le 18 mars 1871, par Antoine Cyvoct, Albert Goullé et un ancien membre de la Commune.

Grand concert.

Grand bal; tombola gratuite. Principaux lots: une bicyclette, une montre, un revolver.

Entrée: 0 fr. 60, donnant droit à un billet de tombola.

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIIIe arrondissement). — Samedi 17 mars, 8 h. 1/2: Jean Vignaud, Voyage en Egypte (avec projections).

École libertaire, 6, rue de Montmorency, à 8 h. 1/2 du soir, conférences:

Samedi 17. — Actualité, par Paraf-Javal.

Lundi 19. — Histoire de la philosophie, par Bloch.

Mardi 20. — Quatre conférences sur l'Art par William Morris, lecture et commentaires par Charles-Albert.

Mercredi 21. — Des châtiments et des récompenses dans la famille et à l'école, par Mlle Lucienne Marin.

Jeudi 22. — La matière et l'énergie, par Bloch.

Lecture sur place, prêt de livres, etc.

Bibliothèque d'études sociales des Egaux du XVIIe, 85, rue de Courcelles. — Samedi 17 mars, Naissance des religions.

Dimanche 11 mars, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Petit Moulin, 68, avenue des Ternes, conférence sur la Commune par les camarades Tennevin et Libertad, suivies d'une partie de concert. Fantaisies musicales. Chants et poésies.

Entrée: 30 centimes, pour les frais.

QUATRE-CHEMINS, AUBERVILLIERS. — Dimanche 18 mars 1900, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier, matinée familiale au profit des bannis espagnols. Conférence par Paul Nervins. Concert par les poètes chansonniers.

Entrée: 50 centimes.

SAINT-ÉTIENNE. — Dimanche 18 mars, à 6 heures du soir, au siège de la bibliothèque, café du Cercle, place Jacquard, aura lieu une soirée familiale organisée au profit d'un camarade malade et nécessiteux et des condamnés de Montjuich.

Entrée libre. Nous serions heureux qu'ils nous apportent quelques lots pour organiser une tombola.

LYON. — Le 18 mars, café de l'Isère, 26, rue Paul-Bert, soirée familiale au bénéfice des *Temps Nouveaux* et des détenus politiques. Causerie par un camarade. Chant, poésie. On trouvera des cartes à la porte.

C'est par erreur que cette réunion a été annoncée dans notre précédent numéro comme devant être tenue à Marseille.

LIMOGES. — Les anarchistes sont instamment priés de se rendre dimanche, à 8 h. 1/2, rue Monte-à-Regret, n° 7, à l'occasion du 18 Mars.

Punch populaire et chants révolutionnaires.

SOUVRET-LEZ-CHARLEROI (Belgique). — Conférence le 18 mars, à 3 heures, par Flaustier, au local de la Maison du Peuple.

Sujet: La Commune et ses actes.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

C., à Como, 1 fr. — Des camarades étrangers, 1 fr. — Collecte des camarades d'Alais, 11 fr. — Groupe libertaire de la sellerie, 7 fr. — Jeanquimarche, 5 fr. — Quelques camarades de Lausanne, 5 fr. — Spil, 2 fr. — Liste (20): L. Clayes, 0 fr. 50; Valecamps, 0 fr. 10; Faille, 0 fr. 25; Stricane, 0 fr. 25; G. Arry, 0 fr. 25; Un libertaire, 0 fr. 25; Caraca, 0 fr. 25; Poissonnier, 0 fr. 10; Vive l'Anarchie! 0 fr. 25; Faille, 0 fr. 15. Total: 2 fr. 30. — Cercle d'études théâtrales du parti socialiste révolut., quête faite à la 1re représentation de *Montjuich* à la Maison du Peuple, 27 fr. 60. — Deux vieux marcheurs pour l'Idée, 5 fr. — Daumazan: Eychenne, 1 fr.; Moreau, 1 fr. — Un groupe de peintres en décors E. V., 5 fr. — Kapfer, 1 fr. — Ch. J. E., 1 fr. — Groupe libertaire Rennais, 3 fr. 90. — Liste (21), Les camarades de Roubaix, par Béranger: A bas la calotte! 0 fr. 50; Un lecteur du *Père Peinard*, 0 fr. 50; Un purotin, 0 fr. 50; Un camarade, 0 fr. 50; Dubus, 0 fr. 25; Demaynch, 0 fr. 25; Vanacker, 0 fr. 25; Decroix, 0 fr. 25; De-Gensj, 0 fr. 25; Denollet François, 0 fr. 50; Pour que la jeunesse s'affranchisse, s'éloigne des préjugés et se rapproche « un peu » de la sublime idée anarchiste, 0 fr. 40; Vive l'anarchie! 0 fr. 25; A bas les bourreaux! 0 fr. 50; Liste Edmond, 2 fr. 75; Soirée au Tambour-Maître, 22 fr. 50. Total: 30 fr. 15. — Total: 99 fr. 95. — Listes précédentes: 804 fr. 90. — Total au mardi 13 mars: 904 fr. 85.

Adresser lettres et mandats au camarade Paul Delesalle, aux *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard, Paris.

C'est par une erreur que nous avons annoncé dans le précédent numéro la souscription: « Produit de la soirée donnée le 18 février, salle du café de l'Isère » comme ayant été donnée à Marseille; c'est en réalité à Lyon qu'il fallait lire. La souscription, 50 fr., nous a été envoyée par le camarade A. Michard.

BIBLIOGRAPHIE

Le Livre des Mille et une Nuits, traduction du Dr J. C. Mardrus, tome IV; 1 vol., 7 francs, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Le Marxisme, par Karl Kautsky; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 9, Galerie du Théâtre-Français.

La Réforme militaire, par Gaston Moch, 1 plaquette, 0 fr. 30; — *L'Enseignement secondaire en France et à l'étranger*, par Ch. V. Langlois, 1 plaquette, 1 fr. 50.

Congrès des organisations socialistes françaises, compte rendu sténographique; 1 vol., 4 francs, chez G. Bellais, 17, rue Cujas, Paris.

De phalanstérien à socialiste, 1 broch., Imprimerie Nouvelle, 11, rue Cadet.

La Grève des mineurs de la Loire et l'arbitrage, circulaire n° 2, février 1900, *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Almanaque illustrado de La Questione Sociale para 1900, Libreria Sociologica, calle Corrientes 2041, Buenos-Ayres (Rép. argentine).

La Romance du temps présent, par Léon Daudet; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Les Petites Comédies, par Jean Jullien; 1 vol., 3 fr. 50, chez V. Villerelle, éditeur, 59, rue des Mathurins.

Vers la lumière, par Séverine; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 11, galerie du Théâtre-Français.

Qu'est-ce qu'une constitution? par Ferdinand Lassalle; 1 plaquette, à la librairie G. Jacques, 97, boulevard Arago.

La Jornada de trabajo, par José Ingegnieros; 1 broch., Libreria Obrera, Méjico 2072, à Buenos-Aires.

A lire:

Nos Crimes, par Urbain Gohier, *Aurore* du 5 mars.

* *

Dernières brochures parues:

Les Endormeurs, par Michel Bakounine, publication du groupe E. S. R. I.; par la poste, 0 fr. 15.

De la bibliothèque des *Temps Nouveaux* de Bruxelles: *Deuxième déclaration*, par Georges Etiévant; franco, 0 fr. 15.

Quelques vers, de Jean Richepin; franco, 0 fr. 15 — pris au bureau du journal, 0 fr. 10.

Les nos 3 et 4 des chansons éditées par le camarade P. Delesalle: N° 3. *Ouvrier, prends la machine*, avec musique; *Qui m'aime me suive*, chœur à deux voix; *Les Briseurs d'images*.

N° 4 *La Chanson du Gas*, avec musique; *A la Caserne*, chant de conscrit; *Viv'ment, brav'ouverier*, monologue.

Le cent, 4 fr. 50; l'exemplaire pris au bureau du journal, 0 fr. 10.

Ont paru précédemment: N° 1. *La Carmagnole*; N° 2. *L'Internationale*.

PETITE CORRESPONDANCE

J. Muller. — Envoyez-nous votre adresse lisiblement écrite, le paquet que nous vous avions envoyé est revenu.

E. R. — Oui, nous enverrons pendant un mois. La bibliothèque de Bruxelles est indépendante du journal.

Peintres en décors, E. V. — Oui, nous avons reçu; transmis à R. Merci.

Reçu pour le journal: C. R., 1 fr. — N., 5 fr. — Merci.

L., à Nancy. — L., à Paris. — M., à Binche. — C., à Genève. — G., à Domarin. — S., à La Palisse. — L., à Orléans. — P., à Epoye. — T., à Dinard. — P., à Charenton. — D., à Foix. — D., à St-Quentin. — F., à Berne. — C., à Moirans. — C., à Lille. — D., à Paris. — R., à Paris. — V. d. B., à Paris. — C., à Paris. — T., à Nice. — R., à Rennes. — G., à Saint-Etienne. — L., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant: DENÉCHÈRE

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 48 | DIX CENTIMES | DU 24 AU 30 MARS 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

GALLIFFET AUSSI SOCIALISTE!!

SOUVENIR DE LA COMMUNE

L'anniversaire du 18 mars aura été célébré, cette année, sous des auspices remarquables par plus d'un côté. Un ministre socialiste dans le gouvernement et un autre — celui de la guerre, s'il vous plaît! — qui, dans une déclaration à la tribune, revendique aussi ce nom de socialiste.

Cela paraît fantastique, quand on sait que ce Monsieur porte le nom de marquis de Galliffet, et surtout quand on se rappelle que ce ministre fut le grand assassin de la Commune.

C'est le deuxième assassin de la Commune qui a des aspirations socialistes. Car le général Boulanger, qui se distingua, on le sait, dans la sanglante répression, s'appelait « général socialiste », et l'on dit que le parti ouvrier révolutionnaire des sieurs Guesde et Lafargue était prêt à marcher avec lui s'il avait osé. Mais il manqua de courage. Aujourd'hui on peut célébrer la conversion du général de Galliffet.

Quel propagandiste tout de même que ce M. Millerand! Il faut bien espérer que d'ici peu il aura fait de nouvelles conversions du *même* genre et qu'avant l'Exposition, il aura gagné à notre cause le président de la République lui-même.

Alors on pourra voir, à l'Exposition de Paris, un président socialiste, un ministre de la guerre socialiste, que sais-je encore! Vraiment ce sera beau. On dit que le temps des miracles est passé. Mais n'est-ce pas *là* la huitième merveille du monde?

Et il y a des gens, des « hulubérlus », des « fous (1) », pour dire qu'un socialiste ne doit pas prendre place dans un ministère!

Quand, cet été, le Congrès international des parlementaires sera réuni à Paris — expurgé de tous les anarchistes — nous voyons déjà, par la pensée, la présidence dudit Congrès offerte au général de Galliffet. Et pour le jour de la réception des membres du Congrès à l'Hôtel de Ville, il se prépare une véritable apothéose. On se souvient encore de la promenade solennelle de Liebknecht au bras de Vaillant, dans la salle de réception du Congrès de 89, pour personnifier l'alliance des Français et des Allemands et faire pendant à la triplice. Le symbole fut *frappant*. A Paris, ce sera bien autre chose.

La social-démocratie internationale sera représentée par l'« ancien soldat de la Révolution » flanqué de Millerand et de Galliffet. Peut-être l'abbé Daens, de Belgique, qui, lui aussi, coquette avec le socialisme, y viendra-t-il aussi? Dans ce cas, Millerand lui cédera sa place et l'on verra Liebknecht s'avancer entre le sabre et le goupillon, tous les deux socialistes. Ne sera-ce pas là vraiment une magnifique apothéose?

Dites donc, après cela, que le socialisme ne marche pas!

Quel rêve qu'un Galliffet entrant dans le vingtième siècle comme socialiste, tandis que les ombres des trente mille communards viennent maudire le grand assassin! Car tel est le vrai nom de M. de Galliffet qui assassina non seulement par profession, mais par plaisir personnel. C'est Lissagaray qui le raconte. Le dimanche 28 mai, Galliffet ordonnait aux vieillards de sortir des rangs. Il y en avait cent onze. « Vous avez vu les journées de juin 48, vous êtes plus coupables que les autres », leur dit-il. Après quoi, il les fit fusiller.

L'homme qui prononce de telles paroles n'est plus un homme, c'est une bête féroce. Ce n'est plus de la guerre, c'est du carnage. C'est la brute qui se venge.

Je ne comprends pas comment Millerand qui doit être, en tant que socialiste, l'ami et l'avocat des survivants de la Commune, peut prendre place à côté de Galliffet. Si un tel homme venait à entrer dans la chambre où je suis, je me retirerais, car je sentirais sur lui le sang de ses victimes. Et s'il se disait socialiste, je serais plus prudent encore, car je me demanderais la raison pour laquelle il peut bien se faire socialiste.

Mais il peut se convertir, dira-t-on. Sans doute. Tout est possible. Mais j'attends, pour le croire, d'en avoir des preuves et des preuves convaincantes.

Ces preuves, les a-t-on?

En attendant, on a le droit de douter et de n'avoir pas confiance. Nous félicitons tout de même les social-démocrates de ce nouveau « camarade » et leur souhaitons de n'être pas trop tôt désillusionnés.

Evidemment nous avançons. Encore un pas et nous aurons trouvé notre Constantin socialiste, comme il y eut un Constantin chrétien. Un moment, nous avons pensé que l'empereur des surprises, Guillaume II, jouerait peut-être ce rôle. Mais il semble ne plus s'en soucier.

Tous socialistes!

« Voyez l'influence des idées socialistes »! Beaucoup disent ainsi sur un ton de triomphe et ils sont fort honorés de la présence de M. le professeur un tel, M. l'abbé un tel, M. le député un tel. Oh! C'est plus flatteur que de s'entretenir avec des ouvriers en blouse sale. Mais si la petite bourgeoisie fraye avec les social-démocrates, cela prouve que le socialisme s'embourgeoise bien plus que la bourgeoisie ne se socialise. De plus en plus la social-démocratie devient un parti petit-bourgeois sans danger.

L'ancien ministre anglais, Harcourt, disait un jour: Nous sommes *maintenant* tous socialistes. Est-ce que l'Encyclique du pape Léon XIII lui-même n'a pas une vague *teinte* socialiste? Bismarck également voulut un jour être socialiste. Quant à moi, je me méfie du socialisme des puissants de la terre.

Je comprends toutefois la joie des social-démocrates avec leur nouvelle recrue. N'oubliez pas, en effet, qu'il peut leur rendre d'immenses services.

Vous vous souvenez que Chauvin, adjudant de Jules Guesde et ex-député, dit un jour que quand les démocrates auraient conquis le pouvoir, leur premier soin serait de fusiller les anarchistes. Mais quand, dans une réunion publique, on lui offrit un fusil à cet effet, il fut très confus, faisant la figure du triste chevalier Don Quichotte. Maintenant, Chauvin et ses amis ont leur massacreur. Le général de Galliffet a prouvé qu'il ose se servir d'un fusil. Sans peur et sans reproche, il massacrera tous les anarchistes qu'il faudra, comme il fit en 71 des communards. Et tous ses péchés lui seront remis d'un coup, *ad majorem gloriam social-democratismi*.

On commence avec les communards pour finir avec les anarchistes.

Il y a du progrès dans le monde.

La conquête du pouvoir politique est proche et l'heure du socialisme a sonné.

Du socialisme? Nous en doutons, car ce sera une nouvelle forme de l'esclavage.

Nous ne voulons pas un changement de maîtres, mais plus de maîtres du tout. Nous ne voulons pas un changement de tyrans, mais la suppression de la tyrannie! Ce sera nous, les anarchistes, qui resteront des socialistes, même quand nous serons poursuivis comme hérétiques par les soi-disant socialistes.

Il en sera de même alors qu'avec le christianisme jadis. Au quatrième siècle, le christianisme triomphait sous l'empereur Constantin, mais au détriment du principe chrétien, et les partisans de l'idée vraiment chrétienne étaient persécutés et massacrés.

Aujourd'hui, le socialisme triomphe avec la conquête des pouvoirs publics, mais au détriment du principe socialiste, et les partisans du socialisme anarchiste, devenu le seul socialisme, seront bientôt bannis, poursuivis et massacrés comme ennemis de l'ordre social-démocrate.

Et c'est pour cela que nous avons combattu!

On a presque honte de se nommer socialiste quand un Galliffet et ses amis portent le même nom.

DOMELA NIEUWENHUIS.

(1) Ce sont les noms que M. J. Guesde a donnés à notre ami Kropotkine : « un fou, un hulubérlu sans valeur. »

A PROPOS DE L'IMPOT

Nous trouvons un excellent exemple de l'usage des impôts en Afrique. On sait que le motif principal de la guerre actuelle fut d'abolir la *loi* boër qui ne permet pas de forcer les noirs à tra-

vailler dans les mines d'or de Johannesburg. Or, voici ce qu'en dit le comte Grey : « Vous devez abandonner à jamais l'idée de développer vos mines par le travail des blancs. Il faut trouver les moyens d'y amener les noirs... On pourrait le faire, par exemple, par le moyen d'un impôt de 25 fr. par hutte de noirs, comme nous le faisons déjà au Basutoland, et aussi par un petit impôt du travail (18 francs), prélevé sur ceux des noirs qui ne produiront pas un certificat d'avoir travaillé quatre mois (par année) chez les blancs. » (Hobson, *The War in South Africa*, p. 234.)

Ainsi, voilà le servage que l'on n'ose introduire ouvertement, mais qu'on introduit *par l'impôt*. Supposez chaque misérable hutte frappée de 25 francs d'impôt (*lisez* vingt-cinq francs !) et le servage est fait ! — Et Rudd, l'agent de Rhodes, met les points sur les i, en écrivant : « Si, sous prétexte de civilisation, nous avons exterminé 10.000 à 20.000 derviches avec nos canons Maxim, certainement ce ne sera pas une violence que de forcer les indigènes de l'Afrique du Sud *de donner trois mois par an à un travail honnête.* » Toujours les deux ou trois jours par semaine ! on n'en sort pas. Quant à payer « le travail honnête », Rudd parle carrément : 60 à 70 fr. par mois, c'est du « sentimentalisme morbide ». Le quart serait largement suffisant. (*Ibid.*, p. 235.) Comme ça, le noir ne s'enrichira pas et restera serf. Il faut lui *prendre*, par l'impôt, ce qu'il gagne comme salaire, pour l'empêcher de s'enrichir.

Ce que les Anglais font en Afrique, l'Etat l'a fait pendant trois siècles en Europe.

Autre beauté de l'impôt, ou « comme quoi le gouvernement anglais vient de chiper 4.600.000 fr. à la nation, pour les donner aux gros marchands de thé, — vaudeville en un acte ». Samedi, le 3 mars, on apprenait que le gouvernement britannique allait augmenter de deux pence (20 cent.) par livre les droits d'entrée sur le thé. Aussitôt, samedi et lundi, 22.000.000 de livres de thé, qui étaient en douane en attendant le paiement de l'impôt, furent retirées par les négociants en payant l'ancien impôt ; et, mardi, le prix du thé dans les magasins à Londres était partout augmenté de deux pence. Si nous ne comptons que les 22.000.000 de livres retirées samedi et lundi, cela ferait déjà un bénéfice *net* de 44.000.000 de pence, soit 4.583.000 fr., puisés dans les poches des contribuables et donnés aux négociants de thé. Mais la même manœuvre fut faite dans toutes les autres douanes, Liverpool, Ecosse, etc., sans compter le thé sorti des douanes avant qu'on eût notifié l'augmentation de l'impôt. Ce sera sans doute une dizaine de millions *donnés* par l'Etat à ces Messieurs.

Même chose pour le tabac, la bière, les eaux-de-vie, les vins, — et voilà les riches enrichis d'environ 25 millions, pris sur les pauvres. — Vive l'impôt !

P. K.

L'ŒUVRE ANARCHISTE [1]

(*Suite*)

Mais si le savant et l'artiste sont les meilleurs artisans de révolution, il ne faut pas en conclure qu'ils aient conscience de la portée révolutionnaire de leur œuvre. Un grand savant, un artiste de génie sont souvent — le plus souvent, peut-on dire — de déterminés réactionnaires, quand il s'agit de questions étrangères à leur spécialité. Leur hardiesse semble les abandonner aussitôt qu'on les entraîne hors du cercle de leurs études. Leur esprit qui est parvenu, par un long exercice en tel ou tel ordre d'idées, à une force remarquable de pénétration analytique, manque de cette puissance synthétique qui lui permettrait d'embrasser toute l'importance que peuvent acquérir les conséquences et les applications sociales de leurs découvertes.

Il appartient à d'autres, moins versés qu'eux, il est vrai, dans chaque spécialité, mais doués de cette vue d'ensemble qui leur fait défaut, de relier entre elles ces vérités semées çà et là, de les associer, de les disposer suivant leur ordre logique, d'en former en un mot comme le canevas sur lequel viendra s'adapter tout naturellement et sans contrainte la société future.

Je disais tout à l'heure que l'anarchisme est l'aboutissement social de la science et des arts. En effet, n'est-ce pas, par exemple, une conception vraiment anarchiste que la conception atomistique que la science moderne professe relativement à la matière et à ses manifestations multiples?

Longtemps elle s'est égarée dans des explications, toutes d'imagination, concernant les phénomènes physiques et naturels, en attribuant la cause à l'action d'êtres de raison, d' « entités logiques », comme on dit en philosophie, en personnifiant jusqu'à un certain point la nature dont on disait, par exemple, qu'elle avait horreur du vide quand l'eau montait dans les pompes.

Cette personnification de la nature, cette attribution d'une conscience, d'une volonté mystérieuses dirigeant la production des phénomènes, était, en science, une manière de voir concordant, en matière philosophique, avec la croyance en Dieu.

Peu à peu, l'observation et l'expérimentation démontrèrent la puérilité de pareilles explications. Mais la science, encore influencée par les vieilles méthodes imaginatives, ne trouva à leur substituer que des notions toutes subjectives, ne désignant, en somme, que des irréalités. Telles sont les notions de force, de substance, de loi, de cause, d'effet, etc. A ce point de son évolution, la science conçoit encore le phénomène comme ayant sa loi, son principe déterminant, hors de lui et agissant sur lui.

De nos jours, si les termes de « force attractive ou répulsive », de « cohésion », de « substance », d' « affinité », etc., persistent dans le parler scientifique, ce n'est plus que pour la commodité du langage, pour éviter de longues et quelquefois obscures périphrases. Chacun d'eux n'est plus considéré que comme une généralisation, une appellation classificatoire d'un mode de mouvement et de disposition moléculaire. Le phénomène n'apparaît plus comme une chose simple, se produisant en vertu d'une loi, d'une force extérieure à lui-même, mais comme la résultante complexe de tout un monde infini d'actions atomiques s'influençant réciproquement, se contrariant ou se coordonnant, et finissant toujours par s'équilibrer.

Cette conception mécanique et atomistique de la matière et de ses aspects est un progrès considérable. On peut dire qu'il a déterminé dans la science une révolution fondamentale en en modifiant profondément les méthodes et la mentalité.

C'est ainsi, par exemple, que l'univers n'est plus envisagé comme une innombrable légion centralisée de corps célestes obéissant à l'action prépondérante d'un astre principal, mais comme une fédération infinie de groupements moléculaires, dont les actions réagissant les unes sur les autres s'harmonisent admirablement, mais naturellement.

Je comprends que l'ancienne conception ait eu besoin d'appeler à son aide l'idée d'une Providence réglant et équilibrant les forces de l'univers. Cette conception centraliste était impuissante à expliquer d'une manière satisfaisante l'ordre méticuleux qui règne dans l'univers ; elle avait recours forcément à l'hypothèse d'une intelligence supérieure. Par la conception atomistique, l'explication est des plus simples. L'ordre règne parce qu'il est la conséquence naturelle, l'équilibre nécessaire résultant des innombrables actions moléculaires. Sans ordre, sans équilibre, il n'est pas de monde possible, et l'ordre et l'équilibre dépendent non point d'une influence prédominante et extérieure, mais de la multiplicité infinie des actions et réactions que les unités constitutives de la matière exercent de proche en proche les unes sur les autres, en se contre-balançant.

Que l'on me pardonne ces considérations quelque peu arides. Mais elles m'ont paru nécessaires pour bien montrer les analogies et les correspondances scientifiques de l'anarchisme.

On voit que cette conception de la matière et de ses manifestations est en parfaite conformité avec la conception anarchiste de la société : l'ordre social résultant, non pas de l'action d'un pouvoir directeur et central, mais de l'infinie variété des influences réciproques qu'exercent les uns sur les autres les actes individuels.

Notez que les diverses conceptions sociales ont suivi une évolution parallèle à celle de la science. Ce qui les caractérise, c'est une tendance de plus en plus décentraliste. D'abord, le despotisme absolu, centralisation suprême ; le monarque, centre de la société, est tout ; il est le point attractif autour duquel gravitent les sujets ; il est le représentant de Dieu sur la terre, et la gravitation de ses sujets autour de son importante personnalité a lieu de par la volonté divine. C'est ainsi que la science a cru longtemps à l'action directe de la Providence sur le fonctionnement de l'univers.

Peu à peu, la puissance despotique du monarque se désagrège ; le droit divin est discuté, puis dénié, et l'autorité du roi est limitée par l'immixtion d'une fraction plus ou moins considérable de l'ensemble de ses sujets. C'est un premier effort de décentralisation. D'autre part, la science recherche aux phénomènes naturels d'autres causes que l'action providentielle, et elle découvre que les corps exercent les uns sur les autres diverses influences mécaniques.

La décentralisation s'accentue de plus en plus ; nous arrivons à la démocratie et, de progrès en progrès, à la décentralisation complète, la décentralisation jusqu'à l'individu, unité sociale, point de départ de tout mouvement et de tout phénomène sociologique. De son côté, la science va décentralisant sa conception de la matière pour arriver à la molécule, unité matérielle, origine de toute action mécanique.

En morale, nous rencontrons la même évolution. On a longtemps attribué à la morale une origine divine. Les préceptes de morale, disait-on, émanent directement de Dieu qui les a dictés aux humains. L'absurdité d'une telle opinion finit par se reconnaître. On lui substitua la loi de la nature, explication vague et tout aussi absurde, dont la fausseté fut démontrée quand on observa que la morale n'est pas la même chez tous les peuples. Ainsi, l'anthropophagie nous fait horreur. L'Australien, lui, dévore très religieusement son frère ou tout autre parent, quand celui-ci vient à mourir, afin que le défunt demeure parmi les siens. Malgré toute la supériorité de notre civilisation, nous ne poussons pas à un tel degré l'esprit de famille.

A la loi de la nature fut substituée la loi de l'ordre, le salut de la société, etc. Telle est encore aujourd'hui la base sur laquelle reposent les législations contemporaines. C'est toujours l'erreur centraliste, c'est toujours la loi rayonnante du centre et assujettissant uniformément, sans acception de cas particulier, toutes les unités répandues à la périphérie.

La philosophie contemporaine, éclairée par la science anthropologique, a entrepris de détruire cette erreur. Pour elle, comme pour nous, l'acte individuel que les moralistes empiriques considèrent comme une chose simple, susceptible d'être suspendue, corrigée ou amendée par une prohibition, une menace ou un châtiment, est un phénomène complexe résultant d'une foule d'actions secondaires et, si je puis m'exprimer ainsi, *moléculaires*, s'influençant réciproquement de manières fort diverses et dont

(1) Voir le numéro précédent.

l'ensemble constitue la loi déterminative de l'acte.

Dès lors apparaît la puérilité de cette conception de la loi morale centre et directrice de l'univers moral qui l'entoure. Pour nous, chaque unité du monde moral, chaque individu porte en soi sa loi morale et c'est de l'ensemble harmonique des actions et réactions réciproques de ces diverses lois morales que doit résulter l'éthique normale de la société.

(*A suivre.*) ANDRÉ GIRARD.

UNIVERSITÉS POPULAIRES

Cette question est trop importante et trop « actuelle » pour laisser subsister à son égard le plus petit malentendu. Or, je crois que quelque chose est à reprendre dans ce qui en a été dit ici, la semaine dernière.

Je suis entièrement d'accord avec le camarade D... quand il s'élève contre un enseignement « dirigé par des hommes qui déclarent que la société est une abstraction, et qu'après tout l'individu doué d'une volonté, et par conséquent d'une responsabilité, ne doit s'en prendre qu'à lui-même de son propre malheur ». Prêcher, de cette façon, la théorie de l'individu tout-puissant et indépendant de la société, c'est condamner l'humanité à la misère perpétuelle, car c'est user la force humaine dans la lutte chimérique de l'individu contre son milieu, c'est-à-dire d'un seul contre tous. Sans doute l'individu est, au fond, responsable de son propre malheur, mais c'est parce qu'il ne veut pas ou ne peut pas ou ne sait pas changer les *formes sociales* qui l'oppriment et le corrompent. Sans doute la source profonde et première de toute amélioration à notre sort réside dans notre volonté, mais à condition que cette volonté, au lieu de s'user en de vains efforts, se porte là où réellement elle peut livrer des batailles utiles, c'est-à-dire contre l'oppression économique et politique. Mais pour que cette *utilisation maxima* de la volonté individuelle puisse avoir lieu, il faut savoir quels rapports étroits et constants unissent le malheur et le vice individuels à l'organisation sociale. Tant que ce point de vue n'est pas mis en évidence, il ne peut y avoir ni morale ni sociologie utiles et l'éducation de la volonté reste sans fruit.

Sur ce point, pas de contestation possible entre les amis clairvoyants de la vérité. Il est de leur devoir de veiller à ce que, sous prétexte d'éducation populaire, on ne détourne pas le peuple du chemin de la révolution.

Quant à incriminer l'enseignement populaire parce qu'il ne dispense qu'une science incomplète et de seconde main, je ne crois cela ni logique, ni bon.

Permettre à l'étudiant de reconstituer par l'expérimentation, l'observation directe et le travail personnels, la branche de la science qu'il étudie, c'est évidemment l'idéal d'un bon enseignement. Mais cela est fort difficile et le sera peut-être toujours, même pour ceux qui possèdent toutes ressources et tous loisirs. A plus forte raison pour ceux en faveur de qui fonctionnent les universités populaires, groupes d'enseignement libertaire et autres tentatives du même ordre. Est-ce une raison pour s'abstenir?

Pourquoi faire de la science une nouvelle idole dont n'osent approcher que ceux capables de célébrer son culte selon tous les rites de l'initiation? Comme toutes choses, la science n'est pas absolue, mais relative, capable de rendre des services de plus d'une façon et à des degrés divers.

Sans doute, on ne peut pas dire grand'chose sur le « cerveau humain » en « une causerie » ou sur « la Révolution française » en « quelques causeries ». Encore cela vaut-il mieux que d'ignorer totalement l'organe où s'élaborent nos pensées et l'un des plus grands drames de l'affranchissement humain.

Même quelque méchante bribe de savoir, épars et dépareillé, quelque faible lueur vaut mieux que la nuit intellectuelle où dort si lourdement la pensée du prolétaire. Qui sait si cette causerie modeste, cette vulgarisation superficielle ne sera pas l'éveil du désir de savoir, un coup de fouet pour le cerveau, le commencement d'une crise où la pensée finira par prendre le dessus sur les autres fonctions vitales, au lieu d'en rester l'esclave?

Voilà de quoi justifier toute tentative, même la plus inhabile, même la plus humble d'enseignement populaire, à condition, bien entendu, qu'elle ne soit pas entachée de calcul réactionnaire.

CHARLES ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Le ministre des affaires étrangères, questionné sur les intentions du gouvernement français relativement à une intervention dans la guerre sud-africaine, a répondu par une harangue qui, dépouillée de sa phraséologie officielle et de ses circonlocutions oiseuses, se réduit à ceci : « La France n'a pas à intervenir dans le débat anglo-boer, parce que l'Angleterre a nettement fait savoir qu'elle ne consentirait à la paix qu'à des conditions inacceptables pour les Boers. »

Donc la France ne bougera pas. Nos fougueux nationalistes, qui sont tout feu et tout flamme pour la guerre quand ils sont sûrs d'y envoyer à leur place les fils des prolétaires, en feront certainement une jaunisse.

Quant à nous, tout en rendant hommage à l'héroïsme des Boërs qui croient devoir se faire tuer pour le plus grand avantage des capitalistes de chez eux, pour des raisons tout opposées à celles du gouvernement, nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de lancer tout un peuple dans une expédition guerrière pour faire cesser les massacres sud-africains. La situation respective des Anglais et des Boërs est celle-ci : Deux voleurs se disputent la possession d'un trésor que l'un d'eux a dérobé depuis longtemps déjà, et qu'il prétend conserver par droit de prescription. Voyant la lutte tourner à son désavantage, il invoque l'appui du cercle de voleurs, spectateurs du combat.

Le trésor contesté est le territoire des deux républiques, qui comprend de riches mines d'or, et que les Boërs volèrent jadis par la force des armes à ceux qui en étaient possesseurs. Les Anglais prétendent aujourd'hui jouer aux Boërs le mauvais tour que ceux-ci ont joué autrefois aux indigènes africains. N'est-il pas naturel que le cercle des voleurs se tienne scrupuleusement dans l'expectative, comptant bien dans la suite s'arranger fructueusement, sans coup férir, avec le vainqueur?

Quant aux honnêtes gens, témoins de cette tuerie, leur intervention ne saurait avoir qu'un but : arracher le trésor aux deux — et troisièmes — larrons et le restituer à ceux à qui il appartient. Mais le nombre des honnêtes gens est infime, et leur voix ne saurait encore être entendue.

⁂

Une remarque encore sur le discours du ministre. Parlant de l'intervention récente du gouvernement français dans la guerre de l'Espagne avec l'Amérique, il déclare : « Aucun intérêt français n'était directement engagé dans le conflit. » Ce qui signifie implicitement que, cette fois-ci, certains intérêts français sont engagés.

Dame! les mines d'or du Transvaal sont un joli gâteau dont les capitalistes français espèrent bien avoir une part; et comme le gâteau, manié par les Anglais, plus experts que les Boërs en pâtisserie financière, ne peut que croître en saveur, les intérêts « français » n'exigent-ils pas que l'Angleterre ne soit point entravée dans son œuvre spoliatrice?

LES PARENTS. — On lit dans les journaux le fait divers suivant :

« *Un désespéré de douze ans* — Son professeur l'avait grondé et sa mère lui avait fait les gros yeux parce que ses devoirs n'étaient pas bien faits. Le gamin avait douze ans. En rentrant de l'école, où sa mère était allée le chercher, le bambin a profité de ce qu'il était seul pour se pendre à l'espagnolette de la fenêtre de la salle à manger.

« Quand on l'a découvert, il était trop tard. Le corps était déjà froid. »

A qui fera-t-on croire que la simple remontrance de son professeur et « les gros yeux » de sa mère aient poussé cet enfant au suicide?

⁂

Des mariniers ont trouvé endormi sur la berge du quai Bourbon un gamin de dix ans, qui leur a dit n'avoir pas mangé depuis vingt-quatre heures. Il ajouta qu'il avait fui le domicile de ses parents pour se soustraire aux mauvais traitements dont il était victime. En effet, le corps du malheureux enfant était couvert d'ecchymoses et de plaies, et une enquête établit que ses parents avaient l'habitude de martyriser leur fils, qu'ils faisaient mettre à nu pour le frapper avec plus de résultat.

Vous verrez que ces aimables parents affirmeront, comme tant d'autres, que leur fils était un mauvais sujet, et qu'ils ne croyaient pas avoir dépassé la « mesure permise » dans les corrections qu'ils lui donnaient.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

HORS DU BAGNE. — Un camarade nous écrit de Bordeaux que Liard-Courtois a quitté Cayenne le 4 mars et débarquera à Saint-Nazaire le 26 ou 27 courant. Il rentre en France à ses frais (420 fr.), « le département des colonies ne disposant d'aucun crédit pour pourvoir au rapatriement gratuit des transportés parvenus à l'expiration de leur peine ». (Extrait d'une lettre du ministre des colonies.)

Ces Messieurs n'ont jamais d'argent pour vous ramener du bagne; ils en ont toujours pour vous y conduire.

⁂

MONTPELLIER. — Le 15 mars, le jésuite Farjon faisait, à la cathédrale, une conférence sur « La science et les miracles ». Il avait invité les étudiants à y assister. Une centaine de socialistes et anarchistes s'y étaient rendus. A un moment, l'un d'eux voulut prendre la parole pour réfuter l'orateur, qui cria qu'on le mît à la porte. Tumulte, bagarre, arrestations. Chassés de l'église, les anticléricaux parcoururent la ville en manifestant. Impuissante, la police fit appel à un détachement d'infanterie qui passait : les soldats firent la sourde oreille et continuèrent leur chemin. Un peu plus tard, « un bataillon du 127e de ligne rencontra un groupe de jeunes gens qui se mirent à interpeller les soldats, les traitant d'esclaves et les engageant à ne pas obéir. Exaspéré, le capitaine ordonna à ses hommes d'arrêter les jeunes gens. Les soldats, n'ayant pas entendu ou compris l'ordre, n'ont pas obéi ».

⁂

Une jeune homme de dix-neuf ans était incorporé depuis un mois à ce même 127e. Il s'était engagé, et regrettait amèrement son engagement. Une première fois, il essaya de se tirer un coup de fusil, *sans y réussir*; une seconde fois, dans la salle de police où il était pour indiscipline, il se pendit à un clou, à l'aide de sa cravate, après avoir écrit sur le mur la raison de son suicide. Délivré à temps, il fut porté à l'infirmerie, et il est hors de danger. Mais le militarisme le garde.

⁂

UN EXEMPLE. — A l'Exposition, 17 ouvriers chinois travaillent. Exploités et malmenés, ils se plaignirent. Naturellement, leurs plaintes restèrent vaines. Alors ils s'y prirent d'autre façon. Un matin, ils s'emparèrent de l'entrepreneur, le bâillonnèrent, l'attachèrent à un poêle éteint; puis les 17 défilèrent devant lui et lui appliquèrent chacun une bonne gifle sur chaque joue, ce qui lui fit 34 gifles.

Ce nouveau procédé, importé de Chine, pour résoudre les questions de salaires, mérite d'être sérieusement examiné.

∴

RELIGION. — M. l'abbé Santol ayant fait vœu de pauvreté, de chasteté et d'obéissance, se livrait au commerce fructueux des enfants pauvres, les comblait de caresses bibliques et prenait des libertés avec le Code. Aux garçons et fillettes attirés chez lui par des rabatteurs, il promettait des emplois en province; puis il faisait signer aux parents un papier par lequel ils déléguaient tous leurs droits à l'abbé, et s'engageaient à lui payer 300 francs d'indemnité, au cas où ils rompraient le contrat. Ainsi maître de l'enfant jusqu'à sa majorité, l'abbé l'envoyait chez quelque patron de sa connaissance et se faisait adresser chaque mois la paye, sous le prétexte d'un livret de caisse d'épargne. Toutefois, avant d'expédier l'enfant, il tenait à s'assurer de sa santé ou de l'état de son linge : il vous le déshabillait donc, garçon ou fillette, et, explorateur minutieux, il passait un bon moment.

Une instruction est ouverte sur cet homme pieux : il nie et se dit victime des mensonges d'enfants vicieux. C'est possible. Et d'ailleurs, la condamnation de cet homme, s'il est conpable, ne serait pas du tout une solution. La solution, c'est qu'il n'y ait plus de misère à exploiter et d'ignorance à pervertir.

∴

MILITARISME. — Dulion, artilleur en garnison à Epinal, atteint de la rougeole, se présenta deux fois à la visite sans être reconnu malade. La troisième fois, comme il était couvert de boutons, le major s'avisa qu'il était urgent de le mener à l'hôpital. On l'y mena, et il y mourut deux jours après.

Le zouave Pujol, en prévention de conseil de guerre pour vol d'une pièce de 5 francs qu'il n'avait pas du tout volée, s'est pendu dans sa cellule.

Un Arabe, Roubin Chemoul, réformé par le conseil de revision d'Oran, était venu s'établir à Paris. Là, les gendarmes vinrent un beau matin lui donner l'ordre de rejoindre un régiment d'infanterie à Gérardmer. Il voulut protester, mais personne ne l'écouta, et il dut aller à Gérardmer, où on l'incorpora. Là, il se remit à protester auprès des chefs, qui le menacèrent de punitions. Et il dut faire son service, lorsqu'un jour l'idée lui vint d'écrire directement au ministre. Et force fut à celui-ci de reconnaître que Chemoul avait raison, qu'ayant été réformé à Oran, on n'avait pas le droit de l'enrégimenter à Gérardmer; et il voulut bien lui rendre sa liberté, après la lui avoir volée pendant deux ans.

R. CH.

L'abondance des matières nous empêche de publier cette semaine la circulaire concernant le Congrès socialiste antiparlementaire. Nous la donnerons la semaine prochaine.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — Programme de la semaine :

Samedi 24 mars : E. Murmain, Science et Religion. — Lundi 26 : E. Janvion, De Babeuf à Stirner, Individualisme ou Communisme? — Mercredi 28 : E. S. R. I., Le Sionisme. — Samedi 31 : A. Cyvoct, La Vie au bagne.

N. B. — Les conférences commencent à 8 h. 3/4 précises. La salle de lecture est ouverte tous les jours à 8 h. 1/4.

Groupe de Propagande antimilitariste, faubourg Antoine, rue Titon, 26 :

Jeudi 15 mars. — 1re conférence sur le recrutement des armées françaises. Service militaire sous les rois carolingiens et service féodal.

Jeudi 22. — 2e conférence sur le recrutement. Milice des communes de Louis le Gros. Compagnies d'ordonnance de Charles VII.

Jeudi 29. — 3e conférence sur le recrutement. Etablissement des armées permanentes. Troupes soudoyées. Milices provinciales jusqu'en 1789.

Les conférences commenceront *exactement* à 8 h. 1/2.

Les Egaux du XVIIe (Bibliothèque), 85, rue de Courcelles. — Samedi 24 mars, à 8 h. 1/2 du soir, causerie de Broussouloux sur le suffrage universel.

Vu les élections prochaines, les camarades sont priés d'être exacts.

Frais de la réunion O. Mirbeau.	46 fr. 85
Recette........................	54 fr. 50
Collecte faite à la sortie........	19 fr. 50

La Bibliothèque a reçu la *Revue Naturiste*. Elle vend les *Temps Nouveaux*.

Ecole libertaire, 6, rue de Montmorency, à 8 h. 1/2 du soir :

Samedi 24 mars. — Physiologie, par Christian.
Lundi 26. — Dessin pratique, par Paraf-Javal.
Mercredi 28. — Physiologie, par Christian.
Jeudi 29. — La Matière et l'Energie, par Bloch.
Vendredi 30. — Pierre Lavroff, par un membre du groupe E. S. R. I.
Prêt de livres sur place et à domicile.

Bibliothèque des trimardeurs du XVe. — Samedi 24, à 8 h. 1/2, salle Gascogne, boulevard Garibaldi, 59, causerie-conférence entre anarchistes et collectivistes.

AUBERVILLIERS. — Samedi soir 24, à 8 h. 1/2, chez Brigaldino, 107, rue du Vivier, causerie par Paul Nerveins.

SAINT-DENIS. — Ayant pu juger de l'efficacité de la propagande par la chanson et par le théâtre, quelques camarades de Saint-Denis se sont groupés sous le nom de *Théâtre social* pour se consacrer à cette propagande.

S'adresser au camarade Louis Grandidier, 2, rue de l'Alouette.

BORDEAUX. — Le débit où se réunissaient les anarchistes étant fermé momentanément, les compagnons auront la bonté de se rendre au Café des réunions (ex-café de Russie), rue des Augustins, 35, les jours habituels, le samedi soir et le dimanche dans l'après-midi.

Ordre du jour : De l'extension et de la vente des journaux anarchistes; Pourquoi les camarades ne les achètent pas; Le retour de Liard-Courtois; L'organisation des deux conférences de Sébastien Faure, les 7 et 9 avril, au cirque Plège, place des Quinconces.

SAINT-ETIENNE. — Quelques compagnons rubaniers ont pris l'initiative de fonder un atelier où les principes communistes-libertaires seront largement appliqués. Ecrire pour tous les renseignements au camarade Chapoton, rue de la Loire, 29, à Saint-Etienne (Loire).

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Deux instituteurs et un pion anarchiste, 0 fr. 75. — Deriot, 1 fr. — Une équipe de typos (sou quotidien), 10 fr. — Quête faite parmi les camarades de Genève, par D., 10 fr. — Az, 2 fr. — V. H., 1 fr. — Laigneau, 0 fr. 60. — Jules, Louis et Charles, de Saint-Denis, 1 fr. 50. — Liste (22) : H. Remond, 0 fr. 50; J. Laurent, 0 fr. 50; Chaucoux, 0 fr. 50; Guldenkirch, 0 fr. 50; Van den Branche, 0 fr. 50; P. Ronnel, 0 fr. 50; Guillemin, 0 fr. 20; Cadot, 0 fr. 20; Gubian, 0 fr. 20; Jouin, 0 fr. 50. Total : 4 fr. 10. — Liste (23) : Un atelier de bouifs : Humbert, 0 fr. 50; Samehwier, 0 fr. 50; Emile, 0 fr. 25; A. Lejean, 0 fr. 50; Renout, 0 fr. 25; Louis, 0 fr. 50; Musard, 0 fr. 25; Dubois P., 0 fr. 25; Refour, 0 fr. 25; Rolland, 0 fr. 25; François, 0 fr. 25; Beauchamps, 0 fr. 50; Dubois F., 0 fr. 50; Soigneur, 0 fr. 50; Straet, 0 fr. 50. Total : 5 fr. 75. — Buatois, 1 fr. — Girardon, 2 fr. — Boni d'une conférence faite à Micheroux (Belgique), 7 fr. — Cinq camarades de Mons à Bruxelles, 5 fr. 50; plus M., Anvers, 2 fr.; J. B., 1 fr. : F. B., 0 fr. 50; L. M., 1 fr. En tout : 10 fr. — L. C., 0 fr. 30. — Liste (24), Saint-Denis : Gourdin, 0 fr. 50; Vigier, 0 fr. 25; Gotland, 0 fr. 25; Devillers, 0 fr. 25; Baling, 0 fr. 25; Feldmann, 0 fr. 25; Ponsin, 0 fr. 25; Dam, 0 fr. 25; Getch, 0 fr. 25; Quillet, 0 fr. 25; Torchet fils, 0 fr. 25; Peter, 0 fr. 25; Hugot, 0 fr. 25; Kuby, 0 fr. 25. Total : 4 fr. — B., à Persan, 1 fr. — Liste (25), Rouen : Benoit, 1 fr.; L'Union communiste révolutionnaire, groupe antimilitariste d'études et de propagande adhérent au P. S. R., 4 fr.; Anonyme, 1 fr.; Souscription au groupe philanthropique Barien Pasquier (Groupe de Libre-Pensée), 3 fr.; Union socialiste rouennaise, 3 fr.; Fournier, 0 fr. 50; Mallet, 0 fr. 20; Oscar Sarot, 0 fr. 25; Anonyme, 2 fr. Total : 14 fr. 95. — Collecte faite à l'issue d'un punch organisé par le groupe *Ni Dieu ni Maître*, salle Franklin, au Havre, pour célébrer le vingt-neuvième anniversaire de la Commune, 7 fr. 75. — Collecte faite au banquet socialiste du 18 mars, à Bourges, 3 fr. — Total : 86 fr. 75. — Listes précédentes : 904 fr. 85. — Total au mardi 20 mars : 991 fr. 60.

Il nous reste encore quelques programmes avec dessin de Luce, tirage avant la lettre. Nous les tenons à la disposition des camarades au prix de 1 fr. au profit des bannis.

TOMBOLA

Il nous reste quelques lots non réclamés de la dernière tombola. Nous les tenons à la disposition des gagnants jusqu'au 15 avril. Après cette date, nous les considérerons comme acquis au journal.

Reçu du camarade Humbert une peinture du camarade Martignon : nous l'ajoutons aux lots restants pour une prochaine tombola.

BIBLIOGRAPHIE

Questions sociales, par Waldeck-Rousseau; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

La Vie américaine : Ranches, fermes et usines, par Paul de Rousiers, 1 vol.

La Vie américaine : L'éducation et la société, par Paul de Rousiers; 1 vol., chez Firmin-Didot, 56, rue Jacob, Paris.

Au hasard des chemins, par A.-Ferdinand Hérold (poèmes); 1 vol., 2 francs, Société du *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé-Saint-Germain.

Le Matérialisme de Marx et l'Idéalisme de Kant, par Ch. Rappoport; 1 plaquette, chez G. Jacques, 97, boulevard Arago.

Un pessimiste français (Edmond Thiaudière), par Georges Deherme; 1 plaquette, 0 fr. 25, à la Coopération des idées, 157, faubourg Saint-Antoine.

A lire :

Le Mouvement antimilitariste en Autriche-Hongrie et dans les Pays-Bas, par W. Bienstock, *Revue Blanche*, 15 mars 1900.

Vient de paraître :

L'Education libertaire (conférence faite à la salle d'Arras), par Domela Nieuwenhuis, couverture illustrée de Hermann-Paul.

La brochure, franco, 0 fr. 15; prise dans nos bureaux, 0 fr. 10. Le cent, 7 francs, franco 7 fr. 60.

Derniers ouvrages parus :

L'Anarchie, but et moyens, par J. Grave; 1 vol., 2 fr. 75.

L'Amour libre, par Ch. Albert; 1 vol., 2 fr. 75, aux bureaux du journal.

Dernières lithographies parues :

Education chrétienne, par Roubille; *Souteneurs sociaux*, par Delannoy; 1 fr. 25 dans nos bureaux, 1 fr. 40 par la poste.

Dernières brochures :

Quelques vers, de Jean Richepin, 0 fr. 15 par la poste; *Deuxième déclaration d'Etievant*, 0 fr. 15 par la poste.

Chansons : *La Carmagnole*, *L'Internationale*, *Ouvrier, prends la machine*, *La Chanson du Gas*, *Qui m'aime me suive*, *Le Politicien*, etc. Le cent, 4 fr. 50; 0 fr. 10 l'exempl. pris au bureau du journal.

PETITE CORRESPONDANCE

L. P. — Oui, 2 fr. 75 par la poste.

D. L., 50. — Bien reçu. Merci.

Léonard. — Les brochures sont épuisées; du reste, consultez le catalogue.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Le Visage, 1 fr. 50.

Reçu pour le journal : St., 5 fr. — Az, 4 fr. 25. — V. H., 1 fr. 15. — St-M., 10 fr. — Jehannet, 5 fr. — Merci à tous.

M., à Feuquières. — L., au Mans. — Le V., à Autun. — B., à Genève. — B., à Bourges. — T., à Saleux. — B., à Persan. — C., à Bourg-Argental. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE. N° 49 — DIX CENTIMES — DU 31 MARS AU 6 AVRIL 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Les mauvais jours étant revenus, nous sommes obligés de paraître sans supplément. Déjà la semaine dernière nous avons eu bien du mal à le donner.

LE PÉRIL CLÉRICAL

Depuis quelque temps, dans les milieux agissants, s'élève une rumeur croissante sur le « danger clérical », comme si ce danger venait d'éclore, montrant inopinément l'abîme qu'il n'a pas, une seule minute, cessé de creuser.

Comme si le clergé avait pu désarmer un seul instant; comme s'il avait pu abandonner, une seule minute, ses prétentions à diriger les hommes, à exploiter leur bêtise et leur ignorance!

On énumère les empiétements de la séquelle noire, on dénombre ses richesses, comme s'ils avaient acquis cela d'un seul coup, et que ce ne soit pas le fruit d'un travail lent, mais continuel et ininterrompu. Abandonnant toute autre question, on en revient au mot d'ordre de Gambetta: « Le cléricalisme, voilà l'ennemi! »

Le cléricalisme « est un de nos ennemis », mais n'est pas « l'ennemi ». Bon pour celui qui niait la question sociale de faire de la lutte contre le clergé le seul objectif des efforts de ceux qui luttent pour une transformation sociale, cela servait ses plans de gouvernement; mais pour nous qui ne nous payons pas de mots, ne tombons pas dans ce traquenard.

Le cléricalisme est notre ennemi, comme tout ce qui tend à maintenir l'ignorance, à propager l'erreur; mais, à ce point de vue, l'enseignement bourgeois vaut l'enseignement clérical. Les dieux que la bourgeoisie veut, sinon nous faire adorer, tout au moins respecter, les commandements qu'elle se charge de formuler, sont aussi faux que les dieux du prêtre.

Si la bourgeoisie veut arracher la domination au clergé, ce n'est que pour l'exercer elle-même. Et le capitaliste qui nous vole, le propriétaire qui nous gruge, le patron qui nous exploite, le commerçant qui nous vend dix ce qu'il a payé cinq, le politicien qui nous rogne notre liberté sous prétexte de l'assurer, ne sont pas moins dangereux que le prêtre.

Tant que le clergé a pu remplir son rôle de gendarme moral, la bourgeoisie, et tous les régimes qui la précédèrent, ont consenti à partager avec lui les dépouilles qu'ils prélevaient sur la bêtise universelle. Aujourd'hui que le clergé a perdu la force morale qui le rendait si utile, la bourgeoisie veut s'en servir comme dérivatif, en dirigeant contre lui les forces qui la menacent; mais, au fond, elle serait fort marrie si le clergé n'existait pas : elle serait forcée d'inventer un autre épouvantail.

Si elle voulait sérieusement le réduire à l'impuissance, que ne décide-t-elle cette fameuse séparation de l'Eglise et de l'Etat dont elle avait fait son cheval de bataille sous l'Empire, alors qu'elle voulait conquérir le pouvoir, et qu'elle refuse d'accomplir aujourd'hui qu'elle y est installée?

Il ne faut pas s'illusionner outre mesure sur la recrudescence de cléricalisme qui semble s'accomplir. Fort de l'appui officiel, fort de l'autorité qu'il a exercée pendant des siècles, fort de ses milliards acquis, le clergé semble encore, aujourd'hui, une puissance formidable. Il ne veut pas se laisser dépouiller complètement de l'autorité qu'il a exercée. Il redouble d'efforts pour conserver les lambeaux qui lui restent, et tenter de ressaisir ceux qui lui ont été arrachés.

Mais sa force est-elle si réelle qu'on le suppose? — J'en doute.

Si nombre de gens vont encore à l'église, s'adonnent aux pratiques extérieures du culte, c'est que, aux yeux de certains parvenus, cela leur donne rang parmi ce qu'ils appellent « la société ». Ils envoient leurs enfants dans les pensionnats cléricaux, parce qu'ils espèrent qu'ils s'y créeront de « belles » relations. Et puis, ne faut-il pas une religion pour le peuple? Il est bon de lui donner le ton, lorsqu'on a quelque chose à défendre. Ceux-là croient toujours au rôle de gendarme moral du clergé.

D'autres vont à l'église par intérêt. Les misérables qui l'encombrent vont aux patronages cléricaux, y sont plus attirés par l'espoir d'attraper un secours que par l'espoir des félicités célestes. — Cela vote en faveur du prêtre, d'accord, mais ne risquera ni vie ni liberté pour le défendre. Or, une foi qui ne peut plus engendrer des martyrs pour sa cause, est une foi stérile, et ne compte pas. Le clergé a derrière lui un troupeau de paons et de moutons, il n'a pas de véritables défenseurs. Ils deviennent de plus en plus rares ceux qui ont la foi réelle et agissante.

Que la bourgeoisie supprime le budget des cultes, qu'elle retire au clergé son appui officiel, il pourra se maintenir encore quelque temps, grâce à la force acquise, mais ce sera retirer les étais d'une ruine branlante.

En France, heureusement, l'esprit religieux est mort, bien mort; il ne reste que des situations économiques qui poussent les gens dans telle ou telle direction, en vue des avantages qu'ils comptent en tirer, sans compter l'habitude, le faux respect humain qui vous font accomplir une foule de choses, parce que « tout le monde le fait », parce qu'on n'a pas l'énergie de rompre avec des habitudes que l'on juge fausses, mais qu'on se laisse imposer par l'entourage et le milieu.

Est-ce à dire qu'il faille fermer les yeux sur le mal que peut accomplir le prêtre? Non; mais ne le séparons pas des autres facteurs de notre exploitation. Il est à combattre au même titre que toutes les malfaisances sociales, mais sans qu'il nous fasse, un seul instant, perdre de vue celles dont il n'est, après tout, que l'auxiliaire. N'oublions pas, surtout, que ce ne sont pas les mesures de rigueur qui peuvent combattre le mal, ni les vaines déclamations, si l'on ne commence pas soi-même à déserter l'église où l'on veut faire le vide.

On se plaint que c'est la femme qui introduit le prêtre dans la famille; mais n'est-ce pas, le plus souvent, avec le consentement tacite de l'homme? Si ce dernier avait des convictions un peu plus actives, ne trouverait-il pas la possibilité de combattre le danger?

« Une messe n'engage en rien », se dit-il, lorsqu'en se mariant, la femme exige qu'il passe par l'église, et le voilà un pied sur la route qui l'amènera à d'autres concessions « pour avoir la paix dans le ménage ».

A part quelques exceptions, la conviction de la jeune fille qui se marie n'est faite que de vagues superstitions. Elle tient à passer par l'église, parce qu'elle le voit faire autour d'elle, parce que, surtout, la cérémonie la flatte, que cela lui permettra d'y étaler sa toilette blanche, sans laquelle il n'y a pas de bon mariage valable.

Si le refus de passer par l'église est suffisant pour la faire renoncer à l'homme de son choix, si ses convictions religieuses passent avant l'amour, cela indique à l'homme ce que lui réserve l'avenir. A lui de voir si, chez lui, l'amour est plus fort que la conviction. Qu'il ne se plaigne plus des suites.

Plus d'un, sans doute, plie dans la conviction d'amener, par la suite, sa femme à des convictions autres; mais combien est fausse cette situation! Et combien se donnent, ensuite, la peine de changer l'éducation de leur femme!

On a, jusqu'aujourd'hui, considéré la femme comme un être inférieur, on a fait son éducation de futilités, en l'éloignant de toute étude sérieuse, sous prétexte que la femme en savait toujours assez pour torcher ses gosses, soigner son pot-au-feu et raccommoder les chaussettes de son mari.

Puis, plus tard, lorsqu'elle est mariée, l'homme convaincu qu'il ne peut y avoir, en effet, de plus bel idéal pour la femme que d'être une bonne ménagère, au lieu de chercher à refaire son éducation, la plaque au coin du feu pour aller pérorer chez le marchand de vin ou dans les réunions. Chez le bourgeois, c'est une petite poupée dont il s'amuse, bonne à discuter chiffons et toilette ou à lui faire la cour lorsque ce n'est pas la sienne. De quoi se plaint-on qu'elle soit conquise par le prêtre?

Pour combattre l'influence du prêtre, il faut, en tout comme partout, savoir d'abord mettre d'accord ses actes avec sa pensée, savoir s'atteler soi-même à la besogne sans attendre l'inter-

vention d'une providence législative ou sociale. Combattons le prêtre chez nous, son rôle social en sera d'autant amoindri.

J. Grave.

L'ŒUVRE ANARCHISTE [1]

(Suite et fin)

Je pourrais multiplier les analogies, montrer la parenté du transformisme avec notre conception sociale, suivre l'évolution progressive de l'art, partant d'un idéal théocratique, accordant, dans ses conceptions, la prépondérance à la divinité qui fait manœuvrer à son gré les humains comme des marionnettes, puis, connaissant mieux les liens de causalité, donnant à l'homme une place de plus en plus grande dans le déroulement des événements, une influence de plus en plus active sur son milieu, pour arriver enfin à l'art contemporain que caractérise une importance remarquable dévolue à la volonté individuelle, cette force si féconde jusqu'alors méconnue.

Je citerai encore l'histoire. Et c'est là ce qui nous intéresse le plus, puisque c'est à elle que nous avons recours pour nous renseigner sur le développement de l'humanité.

L'histoire ne fut longtemps que la monographie des monarques ou des puissants de leur entourage. L'erreur centraliste voyait en eux le principe actif de toute la vie sociale. Plus tard, on crut à la démocratie. On s'était aperçu que le roi et sa cour ne suffisaient pas à eux seuls à assurer le fonctionnement et le développement de la société. On voulut bien reconnaître que le peuple entrait pour une bonne part dans ce fonctionnement, ainsi que dans la marche progressive de l'humanité. Mais l'on conserva encore longtemps ce préjugé de l'influence décisive du pouvoir politique — soit monarchique, soit démocratique — sur la direction de l'évolution générale. La plupart de nos historiens contemporains recherchent encore la raison des événements historiques dans les faits et gestes des gouvernements.

Une tout autre conception de l'histoire s'est fait jour depuis peu. On a compris combien était surfaite cette prétendue importance du pouvoir politique dans les destinées de l'humanité. On a remarqué que tout, dans la vie sociale, se fait par la coordination des actions individuelles en dehors et même en dépit de l'intervention gouvernementale; que les phénomènes politiques furent toujours d'ordre secondaire; que les gouvernements, loin d'occuper dans la marche du progrès une place d'avant-garde, se maintinrent toujours, contraints toutefois de marcher, à l'extrême arrière-garde; en somme, que, de tous temps, l'évolution de l'humanité, loin d'avoir été déterminée par les actions gouvernementales successives, ne s'opéra jamais que grâce à une permanente révolte des volontés individuelles contre l'oligarchie des volontés gouvernantes.

On comprend aujourd'hui la nécessité de reléguer au rang convenant à leur infime importance historique les rois et les gouvernants, ces pompeuses inutilités, et d'entreprendre la vraie histoire, celle des peuples, celle des combinaisons multiples et fécondes des efforts individuels.

Ainsi donc, partout, dans les sciences physiques et naturelles comme dans les sciences morales, en art comme en histoire, c'est l'*élément*, l'*individu* considéré comme unité, qui est le point de départ de toute action. L'esprit moderne est arrivé enfin à cette constatation : que tout phénomène physique, moral ou social, pour être observé comme il convient, doit être analysé jusque dans ses éléments par une méthode procédant du composé au simple, et que toute intervention extérieure, toute expérimentation tendant, soit à sa reproduction, soit à sa modification, soit à la production d'un autre phénomène, doit s'exercer sur les éléments, dont les combinaisons variées, procédant au contraire du simple au composé, déterminent un nouvel ordre d'effets.

En sociologie, nous sommes arrivés, nous aussi, à dégager cette vérité fondamentale, c'est que la vie sociale, cet enchevêtrement infiniment complexe de relations humaines, n'a d'autre origine que le fourmillement plus ou moins harmonique des unités sociales. La société revêt tel ou tel aspect, s'organise de telle ou telle façon, non point en vertu de lois supérieures ou extérieures à elle, mais simplement parce que cet aspect, cette organisation sont l'expression générale, la synthèse des mentalités individuelles et de leurs influences réciproques.

En conséquence, si la société est mauvaise, si un vice fondamental entache son organisation, ce vice a son origine dans la mentalité imparfaite des membres de la société.

C'est donc à l'individu, à sa mentalité qu'il faut s'adresser, quand, ayant constaté l'injustice et la barbarie de la société, on a entrepris la grande tâche, non pas seulement d'atténuer, mais de rendre à jamais impossible cette injustice et cette barbarie.

S'attacher à développer l'individu, à élargir son esprit, à éclairer et à préciser son jugement en démontant pièce à pièce à ses yeux le mécanisme oppressif du régime autoritaire et économique qui l'écrase, en ramenant partout et toujours, par une logique inexorable, à l'exacte vérité les fictions et les mensonges par lesquels on le maintient dans un état de servitude morale et sociale, en même temps l'inciter à penser par les propres forces de son intelligence ainsi éveillée, à ne chercher sa loi qu'en lui-même, et à régler sa vie d'après les horizons nouveaux qu'une pareille éducation lui révèle, voilà l'œuvre que nous poursuivons et que nous croyons la seule efficace à préparer une révolution féconde.

Nous ne faisons point d'appel aux armes, nous n'organisons ni conspiration ni complot; à l'agitation au dehors, nous préférons la réflexion au dedans. Plutôt qu'à la colère, nous nous adressons à la raison. Ce ne sont point les formes extérieures, souvent factices, de la révolte que nous recherchons, c'est l'esprit de révolte intérieur que nous tentons d'éveiller, parce que lui seul peut engendrer cette force révolutionnaire précieuse entre toutes : *l'inobéissance* volontaire, calculée, méthodique, irréductible parce que consciente, et devant laquelle toute autorité doit capituler.

Quoique s'opérant sans tumulte, notre action n'en est pas moins féconde. Nous ne sommes pas des tribuns, nous n'exhortons pas les foules à se ruer avec nous, à la lueur des incendies, vers les palais gouvernementaux. Nous passons dans la vie, semant la Vérité, simplement. Cette graine, en dépit des efforts coalisés du Mensonge et de la Violence, germera immanquablement, uniquement parce qu'elle est la Vérité, et que la Vérité porte en elle, en son principe même, une puissance contre laquelle rien ne saurait prévaloir.

Et quand l'individu connaîtra la Vérité, quand, à sa recherche, il aura épanoui son esprit, affranchi sa personnalité, et trempé sa volonté, les vieilles forteresses de l'Autorité et du Capital s'écrouleront d'elles-mêmes. Car toute cette formidable organisation qui tient prosternée l'humanité entière sous le hideux despotisme de sa loi a pour unique et fragile base l'universelle docilité.

C'est pourquoi, certains de l'utilité de notre œuvre, par la parole et par la plume, par le journal, le livre, la brochure, par l'école même et par l'exemple, nous nous efforçons de former des conscients, des indociles et, dans toute la beauté du terme, des hommes libres.

Le refus d'obéir est, par excellence, la pierre d'achoppement de la société présente.

André Girard.

[1] Voir le numéro précédent.

LE DARWINISME DANS L'ARMÉE RUSSE

On nous adresse la lettre et l'extrait suivants :

Chicago, 5 mars 1900.

Camarades,

Je désire que vous fassiez connaître aux quelques centaines d'individualités sans mandat qui constituent pour moi le monde civilisé, la façon dont nos amis (?) les Russes combattent la peste en Mandchourie.

J'aime la science moderne. Elle fait vivre jusqu'à quatre-vingts ans des fils de millionnaires qu'on a extraits du sein maternel par cuillerées, et elle fusille les coolies pour préserver l'Europe et la Transsibérie.

Il y a vingt ans, j'écrivais ceci qui a fait pousser des hurlements à mes amis les plus intimes : « Si l'on a pu tirer l'inquisition de l'Évangile, qu'est-ce que la science moderne tirera du darwinisme? » C'est ça la réponse. Voilà la survivance du plus apte. J'en tremble de honte. Nous sommes tous solidaires de ces misérables. Ce peuple, disait Herzen, a le génie de la servitude et nous tirons avec lui dans le même brancard.

Votre : E. Christinet.

Combattre la peste par les balles et par le feu, supprimer sommairement des vies humaines à la bouche du canon, se débarrasser des morts en les empilant sur des bûchers funéraires, c'est un excès d'horreur plus atroce même que l'effrayant développement du fléau bubonique. Voilà pourtant le spectacle que l'on offre aujourd'hui au monde civilisé!

Il est de règle invariable que les officiers de l'armée russe opérant en Mandchourie se défassent des cadavres des pestiférés par l'incinération. Ces mesures sanitaires sont quelquefois poussées très loin. Ainsi, en juillet dernier, trois cents coolies, qui travaillaient au chemin de fer de Newchwang, ayant, au contact d'autres coolies importés de Hong-Kong, présenté des symptômes d'infection de la terrible maladie, furent enlevés et fusillés par les soldats cosaques qui les surveillaient. On étendit leurs corps sur des bûches saturées de pétrole et ils furent consumés.

Le chantier continua à être l'objet d'une active surveillance, et lorsque de nouveaux cas se déclaraient, on expédiait les « prévenus » dans la brousse, sous la garde des cosaques qui les alignaient, puis les fusillaient sous une volée de balles, et brûlaient ensuite leurs corps.

Mais le mal faisait de nouveaux ravages au chantier et pendant la nuit de nombreux cas de mort se produisaient. En cinq jours, 19 coolies moururent et 30 furent exécutés. Puis 370 furent encore enlevés par la peste, et les cosaques les brûlèrent, les autres coolies ne voulant à aucun prix s'en charger, même sous le canon du fusil.

Il en restait mille qui, n'y tenant plus de peur, se sauvèrent dans les bois et sur les montagnes, redoutant davantage la contagion que les cosaques qui les gardaient et le risque de mourir de faim. Les soldats les poursuivirent, fusillant tous ceux qui leur paraissaient contaminés et brûlant leurs corps. Plusieurs de ceux qu'on ne put prendre moururent de faim ou de la peste dans leurs refuges. Cinq cents à peu près furent ramenés au chantier et reprirent le travail, du moins ceux que la peste épargna (1).

(*The Chicago Tribune*, 4 mars 1900.)

(1) Ces faits ont été racontés à l'écrivain bien connu, Gladys Deane, par des officiers et des médecins de l'armée russe, venus à Newchwang pour y observer les cas de peste et étudier de près la marche du fléau.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Deux fois par an, au 1er janvier et au 14 juillet, une pluie de décorations vient généreusement arroser les grosses légumes dont s'enorgueillit à si juste titre notre potager national. Tout ce que le commerce et l'industrie comptent de carottes parasites, l'administration de panais desséchés, les arts de prétentieux navets, les sciences de patates vaniteuses et l'armée de dévotieuses graines d'épinards, bénéficie dans une large mesure de la bienfaisante ondée. Ce ne sont qu'épanouissements de rosettes, allongements de rubans, rayonnements de nœuds de toute forme et de toute couleur pour la plus grande admiration et vénération des poireaux et des poires qui constituent le fond de notre intelligente nation.

Cette année, comme il convient à leur providentielle mission, nos ministres ont, suivant l'usage, dispensé la précieuse manne céleste. Millerand luimême, tout socialiste qu'il est, dédaignant et réprouvant les décorations, a pensé qu'il n'était pas encore opportun de prôner — pour toute réponse — aux postulants le mépris de ces « hochets de la vanité ». C'eût été s'aliéner d'un coup nombre de gros personnages importants et influents sur le fonctionnement de la machine gouvernementale. Le cœur saignant, il dut octroyer les insignes de « l'honneur » à des patrons, des industriels, des exploiteurs, condamnés pour excès d'exploitation. Heureusement, le ministre seul signait; le socialiste, lui, criait anathème — *in petto*.

Mais voilà qu'un décoré est dreyfusard. Un antidreyfusard interpelle. A la fin du débat, les socialistes déposent l'ordre du jour suivant :

« La Chambre invite le gouvernement à déposer un projet de loi pour la suppression de toute décoration civile. »

Quel combat dut se livrer en l'âme du ministre socialiste! Quelle tentation dut être la sienne de s'écrier à ses camarades de jadis : « Mes amis, je suis avec vous! C'est votre ordre du jour que j'accepte! » Hélas! le ministre imposa encore une fois silence au socialiste, qui capitula, et se comporta en tout point comme se fût comporté le ministre le plus réactionnaire, acceptant l'ordre du jour pur et simple.

Et voilà comment le gouvernant est toujours gouvernant, agit comme un gouvernant, quelle que soit d'ailleurs l'opinion de l'homme privé; et comment la poussée populaire est indispensable à l'accomplissement de tout progrès.

***

Réformes. — Il paraît que l'on est en train d'élaborer une grande réforme de notre législation criminelle. De loin en loin, les « informations » des journaux nous avisent que la commission parlementaire qui en est chargée n'est pas morte.

Cette commission étudie un projet qui a pour but de confier les enfants acquittés comme ayant agi sans discernement, à des maisons d'éducation spéciales, qui seront enlevées à l'administration pénitentiaire et rattachées à l'assistance publique.

Heureux enfants qui, s'ils demeurent sous la coupe et les coups des mêmes gardes-chiourme et soumis aux mêmes règlements inhumains, auront du moins la consolation de se dire que leurs dossiers administratifs ont été changés de bureau!

André Girard.

***

Assassins. — Parlant des soldats de la Martinique qui ont tiré sur les grévistes, Urbain Gohier dit, dans l'*Aurore* : « Il faut que la France connaisse leurs noms. Il faut que les travailleurs de la Martinique et leurs amis dressent la liste des soldats assassins et qu'ils la publient ici même. Quand ces lâches scélérats auront quitté leurs frusques militaires, et qu'ils chercheront à gagner leur vie parmi nous, il faut que le monde entier du travail les repousse avec horreur. Traîtres au peuple, complices des ennemis du peuple, couverts du sang du peuple, ils doivent être mis au ban de la nation. Cet exemple profitera peut-être aux autres. Nous n'avons pas de prise sur les chefs militaires, qui sont embauchés par le Capital pour sa défense et qui lui appartiennent corps et âme. Nous devons du moins garder avec nous les soldats. Quand ils partent au régiment, nous devons leur interdire de jamais lever une arme contre leurs frères. Et quand ils ont commis le crime, nous devons les traquer sans pitié. »

Si désobéir est difficile aux soldats, ils ont du moins la ressource de tirer en l'air. C'est ce qu'ils ne font jamais. Toujours on les voit frapper dans le tas, en pleine chair de travailleurs, leurs pères et leurs frères. Pourquoi? Parce que toute leur éducation, à l'école, à la famille, à la caserne, a fait d'eux des brutes, des êtres sans cœur et sans raison. Eh bien! il faut absolument leur faire comprendre que le métier militaire est un métier d'assassin, que celui qui tue un Allemand, un gréviste ou un Hova, est un assassin au même titre — sinon plus — que le malheureux inconscient qu'on guillotine.

***

Conseils de guerre. — Joseph Berenil, soldat au 112e de ligne, pour avoir répondu, devant le conseil de guerre de la 15e région : « Je demande une botte de foin pour les membres du conseil de guerre », est condamné à dix ans de travaux publics.

Le canonnier Breteaux qui, à la parade d'exécution, renversa d'un coup de poing le sous-off qui s'apprêtait à le dégrader (nous avons déjà raconté cette histoire), est condamné *à mort*.

Ainsi : dix ans de tortures pour une phrase qui, même à leur point de vue, ne devrait mériter qu'un haussement d'épaules; la mort, pour le geste instinctif d'un homme qui se défend contre une horrible humiliation... voilà l'idéal de justice que ces gens-là portent dans leur cervelle!

***

Magistrature. — Une mère, à qui des religieuses ont enlevé la fille et qui la réclame sans pouvoir se la faire rendre, s'adresse à la justice. Savez-vous ce que celle-ci pense d'elle-même? Voici ce que M. Desdats, substitut du procureur de la République à Bordeaux, répondit à cette mère :

« Alors, vous croyez que vous réussirez?... Allons donc! M. Monis (le ministre de la justice) a voulu faire plaisir à un journaliste (en ordonnant une enquête), et c'est tout. Il y aura une ordonnance de non-lieu, et voilà tout ce que vous aurez!... Je crois que les dames du Sacré-Cœur de Layrac savent où est votre fille, et que le père l'ignore. Mais, quand même, vous ne réussirez pas... »

R. Ch.

Australie.

Sydney. — Les circonstances étant contraires, nous nous organisons industriellement. Nous courons les restaurants, les boutiques et les mines d'or. Partout, nous démontrons que les grosses têtes vides ne sont pas les seules à pouvoir parler; que nous avons aussi notre propagande — par l'action aussi.

En 94 nous avons eu un journal dont j'étais un des éditeurs et qui fut saisi par le gouvernement. Cinq de nous obtinrent de 90 à 120 jours de prison : au pain sec et à l'eau et l'isolement en cellule, sous le prétexte de libelle et de complot. Andrews attrapa deux fois 30 jours de prison pour avoir écrit sur un juge d'ici.

J'eus le plaisir d'aller aussi *onze fois* dans les cellules de la police en 93, l'année de notre grosse faillite des banques. Nous avons eu beaucoup de journaux depuis 90 : *The Revolt, The Socialist, Justice, Hard Cash*, tous morts maintenant.

Nous avons, aux mines d'or, une pièce de terre de 20 acres anglaises, à 150 milles d'ici. Nous avons une grande hutte et des tentes. Nous avons attrapé un bon filon, et si cela tourne bien, ne soyez pas surpris de voir quelqu'un de nous frapper, un beau jour, au 140 de la rue Mouffetard.

L'Australie est bonne, belle, mais les damnés gouvernants, politiciens et policiers la rendent très mauvaise, quoique nous ne soyons cependant pas trop mal placés, car si un homme le veut, il n'a ici qu'à faire son paquet, emportant son toit sur son dos, et s'enfoncer dans la brousse.

Voilà dix ans déjà que je lis la *Révolte*. J'étais alors sur les *Mudgee mountains*, nous nous asseyions autour du *foyer du camp*, et un camarade français nous la traduisait, pendant que bouillait dans la marmite notre *Billy of tea*.

John Dwyer.

Italie.

Nous apprenons avec plaisir l'évasion de l'île de Pantellaria (Sicile) de notre camarade Galleani Luigi. Après avoir erré en mer sur une barque pendant dix jours, notre ami a pu enfin débarquer à Malte. Voici cinq années que Galleani Luigi était au domicilio coatto. Une première tentative d'évasion avait échoué. Cette fois, notre camarade est libre.

Nous publierons sous peu une correspondance détaillée.

CONGRÈS OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

INTERNATIONAL DE PARIS 1900

Camarades,

Les deux circulaires qui ont été précédemment lancées vous ont déjà instruits sur ce que doit être dans ses grandes lignes le congrès que nous préconisons.

Il nous a semblé utile, maintenant que le comité d'organisation est constitué, d'entrer dans quelques détails pour compléter les précédentes circulaires.

Vous vous souvenez tous que les congrès internationaux de Paris 1889, Bruxelles 1891, Zurich 1893, avaient déjà provoqué dans le parti révolutionnaire un certain mécontentement qu'accentuèrent les incidents qui surgirent au cours de celui de Londres 1896.

Ces congrès, sous l'influence néfaste de la social-démocratie, s'occupèrent presque exclusivement de mesures législatives, laissant de côté les questions qui seules intéressent le prolétariat, celles de propagande révolutionnaire.

A Londres et à Zurich, l'intolérance de certaines écoles interdit l'entrée des congrès à d'importantes fractions du socialisme, et pour le prochain congrès un ultimatum est posé à tous les groupes, même aux syndicats : « Reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire ou être exclu. »

Une tendance générale révolutionnaire et antiparlementaire se manifestant dans les milieux ouvriers, il nous a semblé utile que ces syndicats, que l'ostracisme de la social-démocratie repousse, puissent débattre les questions qui les intéressent spécialement et aussi faire connaître leurs sentiments sur celles qui touchent le prolétariat en général. C'est pourquoi le congrès préconisé ici est avant tout ouvrier, mais ce n'est pas le seul point par lequel s'en fait sentir la nécessité. Ce congrès est nécessaire parce qu'il faut que les groupes entrent en contact pour échanger leurs vues et s'entendre sur les questions de théorie et de tactique encore peu élucidées. Jusqu'ici les groupes et les individus sont restés quelque peu isolés, il en est résulté pour le mouvement une grande perte de force et une allure vague et incohérente : le Congrès aura pour effet non seulement de nouer ou de resserrer des relations individuelles, mais encore de réunir un nombre suffisant de camarades ayant étudié sérieusement les questions économiques et sociales pour pouvoir critiquer avec plus de fruit des systèmes ou des manières de voir qui jusqu'ici sont restées négligées.

Le Congrès aura aussi pour effet de permettre une vue complète sur l'état de la propagande dans tous les pays, chaque assistant ayant pour mission de renseigner sur ce point pour la contrée d'où il vient.

A ce point de vue, du reste, il est une question inscrite à l'ordre du jour et pour laquelle un congrès est indispensable : c'est celle de l'établissement d'une entente internationale entre les groupes révolutionnaires, entente obtenue par l'échange constant de correspondances et la création de *bureaux de correspondance internationaux* pour la facilité des communications entre les camarades de langues diverses.

Depuis que l'idée d'un congrès réunissant tous les éléments indépendants du socialisme a été lancée, nombre de camarades ont objecté que son existence serait une contradiction flagrante avec les principes antiparlementaristes. Nous ne le croyons pas.

Dans un parlement, on légifère, on émet des votes qui décident d'une question, les membres d'un parlement sont élus. Un congrès est une réunion d'individus s'assemblant pour débattre sur une ou plusieurs questions sans qu'une majorité puisse établir de force une solution, le recensement des opinions n'y est qu'une statistique indicative et rien de plus.

Dans un parlement, on décide de la conduite que doivent tenir les individus dans telle ou telle circonstance.

Dans un congrès, on échange des vues, on discute des idées, on ne sanctionne pas de ligne de conduite.

A notre point de vue spécial, un congrès tel que nous *le concevons* aura, pour les anarchistes communistes et certaines catégories de révolutionnaires, l'avantage de dissiper quelques préjugés dont ils sont l'objet, tels que l'incapacité de créer un groupement produisant un résultat réel ou l'antinomie d'*anarchie* et *organisation*.

Tenue du Congrès.

Le Congrès Ouvrier Révolutionnaire International se tiendra dans la première quinzaine de septembre. Y seront admis les groupes et les individus.

Il serait à désirer que tous les camarades puissent y assister, mais des impossibilités économiques sur lesquelles il est inutile d'appuyer rendent ce désir irréalisable. La plupart des groupes seront donc obligés d'envoyer un ou plusieurs camarades en leur lieu et place ; il n'y a là aucun indice de délégation de pouvoir, délégation qui, si elle existait, serait d'ailleurs rendue inutile par l'absence de vote.

Pour la facilité et la rapidité des opérations du Congrès, le temps nous étant malheureusement mesuré, nous insisterons sur la nécessité, pour les groupes, d'établir des rapports écrits sur les questions dans lesquelles ils voudront intervenir. Cette méthode aurait l'avantage de sérier convenablement les débats, de manière à éviter des redites et des pertes de temps fort préjudiciables.

Nous demanderons également aux groupes d'établir des rapports, non seulement sur les questions qu'ils feront inscrire à l'ordre du jour, mais aussi sur l'état de la propagande dans chaque pays, afin que l'on puisse se rendre compte de l'étendue et de la force du mouvement.

Il est sous-entendu que les groupes qui ne pourraient ou ne voudraient envoyer au Congrès un camarade pourront adresser quand même leurs rapports qui seront lus et discutés au même titre que s'ils étaient accompagnés par un membre du groupe.

Le groupe des Etudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes de Paris (E. S. R. I.). Bibliothèque Libertaire du IIIe arr. de Paris. Bibliothèque des Ouvriers israélites russes. Bibliothèque des Trimardeurs du XVe arr. de Paris. Cercles d'études sociales de Saint-Denis. Groupe de l'Hébert Club. Syndicat libre des Irréguliers du travail et des hommes de peine. Groupe révolutionnaire des Gars de l'Allier et d'ailleurs. Bibliothèque libertaire de Belleville. Bibliothèque d'Education libertaire de la rue Titon. Bibliothèque des Scientifiques (faub. Antoine). Groupe d'action et d'études sociales de Levallois-Perret. Groupe « les Egaux du XVIIe ». Les Libertaires de Puteaux-Suresnes. Le Pot-à-Colle et les Terrassiers libertaires. Un groupe de camarades du XVIIIe arr. de Paris. Union syndicale de l'Ameublement et parties similaires. Un groupe de camarades de Billancourt. Jeunesse révolutionnaire des Xe et XIe arr. de Paris. Groupe d'ouvriers révolutionnaires de la petite mécanique. Groupe « les Iconoclastes ». *Père Peinard*. Le *Libertaire*. Les *Temps Nouveaux*. Deutscher Lese und Discutier Club (faub. Antoine). Groupe des anarchistes de langue italienne de Paris. Groupe de Propagande antimilitariste de Paris (G. P. A. P.)

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Un de nos camarades désirerait se procurer les numéros 8, 14, 24, 26 de la deuxième année de *la Révolte*, le numéro 37 de la troisième année et le Supplément n° 20 de la cinquième année. Un camarade pourrait-il nous procurer ces numéros?

* *

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — Programme :

Samedi 31 mars. — A. Cyvoct : La Vie au bagne.

Lundi 2 avril. — C. Papillon : Nécessité d'un organe pour les bibliothèques libertaires.

Mercredi 4 avril. — F. Prost : Les Primitifs, d'Elie Reclus.

Samedi 7 avril. — Edouard Blas : L'Evolution naturelle.

N. B. — Les conférences commencent à 8 h. 1/2.

Bibliothèque des trimardeurs du XVe. — Samedi 31 mars, à 8 h. 1/2, salle Gascogne, boulevard Garibaldi, 59, conférence contradictoire sur la Question électorale et l'Idée libertaire.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 31 mars, à 8 h. 1/2 : André Spire, Le Placement des ouvriers.

Ecole libertaire, 6, rue de Montmorency, à 8 h. 1/2 du soir :

Vendredi 30. — Pierre Lavroff, par un membre du groupe E. S. R. I.

Samedi 31. — Actualité, par Paraf-Javal.

Lundi 2 avril. — Histoire de la philosophie, par Bloch.

Mercredi 3. — Physiologie, par Christian.

Jeudi 4. — La Matière et l'Energie, par Bloch.

Prêt de livres sur place et à domicile. — Journaux, revues, etc.

Les Iconoclastes. — Mercredi 4 avril, 8 h. 1/2 du soir, bar le Méhauté (angle rue Constance et rue de Maistre), à Montmartre, causerie sur le *Communisme anarchiste*.

L'Art social du XIIIe. — Tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, à « la Solidarité », restaurant coopératif au coin des rues Broca et Corvisart, causeries, lectures, chants et poésies révolutionnaires.

Samedi 31 mars, causerie par le camarade Lefèvre.

Lecture de *Charité*, pièce sociale de Lucien Wahl. Chants et poésies révolutionnaires.

Entrée gratuite.

Lyon. — Les camarades de Lyon, désirant louer un local pour fonder une bibliothèque libertaire, organisent à cet effet une grande soirée avec bal et tombola. Ils prient les camarades qui pourraient disposer de lots de les leur faire parvenir aux adresses suivantes : Massoubre, rue Mazenod, 64; Michard, rue Garibaldi, 206.

Cette soirée aura lieu fin mai.

Amiens. — Les camarades sont priés de se réunir au Cent de Piquet pour s'entendre dans le but de faire une promenade à la campagne le lundi de Pâques.

Prière d'être exact aux jours ordinaires.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Plusieurs camarades espagnols, 30 fr. — Les Libertaires des Quatre-Chemins. — Un anarchiste rouennais, 1 fr. 50. — Chauma, 1 fr. — Guhur, 0 fr. 50. — Un groupe de libertaires de Saint-Chamond, 5 fr. — Loge *La Libre Conscience* de Nantes, 10 fr. — Liste 26 : Stropdrager, 3 fr.; W. Weep, 0 fr. 25; D'un frère flamand, 1 fr. 50; Anonyme, 2 fr.; Nemo, 3 fr. Total : 9 fr. 75. — Liste 27 : Un libertaire, 0 fr. 25; J. Nalter, 0 fr. 25; Tené Emile, 0 fr. 25; Un vieux communard de 71, 0 fr. 25; Charles, 0 fr. 25; Thierry E., 1 fr.; D., peintre à Nancy, 0 fr. 25; E. Mariatti, 0 fr. 25; Maurice Lapique, 0 fr. 25; Un étudiant socialiste, 0 fr. 50; L., 0 fr. 10; F., 0 fr. 15; Kallin, 0 fr. 15. Total : 3 fr. 85. — Liste 28 : Delaunay, 2 fr.; Fonteneau, 1 fr.; Mme Demorny, 1 fr.; Mlle Quesnel, 1 fr. Total : 5 fr. — Les anarchistes de Limoges, souscription du 18 mars, 5 fr. — Soirée organisée par la Bibliothèque libertaire de Saint-Etienne le 18 mars, 10 fr. — Amiens (liste 29) : Marie, 0 fr. 25; Delatonny, 0 fr. 50; E. Sildat, 0 fr. 20; Gadée, 0 fr. 25; Luc, 0 fr. 50; Bradicourt, 0 fr. 30; A. L., 0 fr. 15; B., 0 fr. 15; Marc, 0 fr. 15; Vandersool, 0 fr. 60; Ennemi de la calotte, 0 fr. 25; Favry, 0 fr. 30; Dumont, 0 fr. 50; Pepin, 0 fr. 25; Legrand, 0 fr. 15; B., 0 fr. 25; C., 0 fr. 15, Séguard, 0 fr. 10; Desprez, 0 fr. 15; Casimir, 0 fr. 15; Un convaincu, 0 fr. 25; Morin, 0 fr. 25; Estelle, 0 fr. 25; X., 0 fr. 30; Pruvout, 0 fr. 30; Poulain, 0 fr. 20; Legrand, 0 fr. 15; Rupert, 0 fr. 10; Goullencourt, 0 fr. 25; Seguard, 0 fr. 25; Pepin, 0 fr. 25; Marie, 0 fr. 25; Beauraga, 0 fr. 25; Caron, 0 fr. 25; Prégner, 0 fr. 50; X., 0 fr. 50; A., 0 fr. 25; Pasquel, 0 fr. 10; B., 0 fr. 25; Delaporte, 0 fr. 25; Lambert, 0 fr. 10; Alexandre, 0 fr. 50; Pepin, 0 fr. 50; Dumont, 0 fr. 50; L., 1 fr.; A. Dumont, 0 fr. 50; Carpentier, 0 fr. 75; Seguard, 0 fr. 50; Poulain, 0 fr. 50; D., 0 fr. 25; Legrand, 0 fr. 20; Goullencourt, 0 fr. 20; Léon, 0 fr. 50; Rupert, 0 fr. 15; Ducamps, 0 fr. 20; M., 0 fr. 10; Lemaire V., 0 fr. 15; Thierry, 0 fr. 10; Joseph, 0 fr. 25; Devend, 0 fr. 10; Ducand, 0 fr. 20; L., 0 fr. 15; 10 fr., produit d'une collecte à la réunion du 18 mars. Total : 28 fr. 45. — Total : 121 fr. 05. — Listes précédentes : 991 fr. 60. — Total au mardi 27 mars : 1.112 fr. 65.

Il nous reste encore quelques programmes avec dessin de Luce, tirage avant la lettre. Nous les tenons à la disposition des camarades au prix de 1 fr. au profit des bannis.

Adresser lettres et mandats au camarade Paul Delesalle, aux *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard, Paris. Des listes de souscription sont à la disposition des camarades qui en feront la demande.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De Kant à Nietzsche, par Jules de Gaultier; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé-Saint-Germain, Paris.

Franc-Cœur, par Ange Rebille, illustration de A. Gallais; 1 vol., 3 fr. 50, en vente 43, rue du Temple.

Pantalonie, par Camille de Sainte-Croix; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Avec le feu, par Victor Barrucand; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle, Paris.

Le Signe automatique de la mort réelle, par le Dr J.-V. Laborde; 1 vol., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères, Paris.

Les Villages communistes de l'Australie méridionale, circulaire n° 3, Mars 1900, du *Musée Social*; A. Rousseau, éditeur, 11, rue Soufflot, Paris.

Les grandes batailles de Metz, — *Paris : Le bombardement et Buzenval*, — *Paris : La capitulation*, par A. Duquet; 3 vol., à 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

A lire :

La Statue, par A. France, *Figaro*, 14 mars.

Vient de paraître :

L'Education libertaire (conférence faite à la salle d'Arras), par Domela Nieuwenhuis, couverture illustrée de Hermann-Paul.

La brochure, franco, 0 fr. 15; prise dans nos bureaux, 0 fr. 10. Le cent, 7 francs, franco 7 fr. 60.

Derniers ouvrages parus :

L'Anarchie, but et moyens, par J. Grave; 1 vol., 2 fr. 75.

L'Amour libre, par Ch. Albert; 1 vol., 2 fr. 75, aux bureaux du journal.

Dernières lithographies parues :

Education chrétienne, par Roubille; *Souteneurs sociaux*, par Delannoy; 1 fr. 25 dans nos bureaux, 1 fr. 40 par la poste.

Dernières brochures :

Quelques vers, de Jean Richepin, 0 fr. 15 par la poste; *Deuxième déclaration d'Etiévant*, 0 fr. 15 par la poste.

Chansons : *La Carmagnole*, *L'Internationale*, *Ouvrier, prends la machine*, *La Chanson du Gas*, *Qui m'aime me suive*, *Le Politicien*, etc. Le cent, 4 fr. 50; 0 fr. 10 l'exempl. pris au bureau du journal.

PETITE CORRESPONDANCE

P. A., Hirsch. — Convocation arrivée trop tard.

V. P. — Je viens de vérifier mes comptes et ne retrouve pas trace de votre envoi. Etait-ce un mandat ou un bon de poste?

La place nous faisant défaut, les camarades sont invités à rédiger les listes de souscription aussi brièvement que possible.

Reçu pour les détenus : Soirée organisée par les camarades de Lyon, 4 fr.

Reçu pour le journal : Pel., 1 fr. — A. F., 1 fr. — Un jeune camarade. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 80. — Soirée organisée par les camarades de Lyon au profit du journal, 8 fr. — De Gilly : Poskin Alexandre, pour que les camarades soient dévoués, 1 fr.; Jos. Deuville, 0 fr. 20; Jos. Leruth, 0 fr. 20; Louis Foubert, 0 fr. 20; Jérôme Collard, 0 fr. 20; Léopold Premont, 1 fr.; Jean Cèremans, Vive Ravachol! 0 fr. 20. Total : 3 fr. — Merci à tous.

M., à Nancy. — L., à Hodimont. — B., à Jemmeppes. — M., à Anais. — G., à Saint-Etienne. — C., à Estagel. — T., à Nancy. — G., à la Hunaudais. — B., à Mouscron. — E., à Servian. — P., à Gilly. — G., à Méru. — W., à Lyon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 50 DIX CENTIMES DU 7 AU 13 AVRIL 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

ÉDUCATION ET RÉVOLUTION

A PROPOS DES UNIVERSITÉS POPULAIRES

Sur cette question de l'enseignement populaire, nous avons reçu encore deux longs articles, mais qui n'apportent pas grand'chose de nouveau, se bornant, ou à peu près, à répéter ce qui déjà avait été dit. C'est pourquoi — et aussi un peu à cause du manque de place — je me suis permis de les résumer ici en essayant aussi de résumer et de clore une discussion qui semble maintenant épuisée.

Le camarade Lefrançais répond au camarade D..., qui lui-même me répond.

Après avoir dit, comme je le disais moi-même, qu'un peu de culture vaut mieux que pas de culture du tout, Lefrançais fait une seconde fois l'apologie de l'enseignement libre. Tout le monde, je pense, sera d'accord là-dessus. Toute entreprise restrictive de l'initiative privée et de la libre concurrence, qu'il s'agisse d'enseignement ou d'autre chose, est une arme à deux tranchants dont les révolutionnaires — c'est-à-dire ceux-là justement qui ont le plus besoin de liberté et d'initiative — doivent être les premiers à se méfier. Il est toujours réconfortant de voir des individualités sans mandat — seraient-ce même des adversaires politiques — prendre des initiatives à la place de tel ou tel corps constitué, état ou municipalité. Et il n'y a pas de raison, en effet, comme dit Lefrançais, pour que la besogne ne soit pas au moins aussi bien faite. Il y a de fortes chances pour qu'elle le soit mieux. Les universités populaires ont au moins cela de bon qu'elles sont libres, libres du moins dans le sens d'indépendantes de la protection étatiste ou municipale et de la doctrine officielle.

Mais, à vrai dire, ce n'est pas cela qui était en discussion. Le camarade D... n'avait pas prétendu que les universités populaires municipales vaudraient mieux que les universités populaires libres. Il avait seulement, *à propos* des critiques de Lefrançais contre le projet des universités municipales, présenté quelques observations sur la nature et les dangers des tentatives d'éducation populaire surgies depuis quelque temps en si grand nombre. Tel était proprement, on s'en souvient, le sujet de son premier article, et c'est encore uniquement de cela qu'il s'agit dans la réponse qu'il m'adresse.

Pour discuter utilement, il importe de serrer la matière de la discussion jusqu'à ce qu'on en ait extrait et isolé le point motif à divergences.

S'il s'agit de protester contre l'individualisme bourgeois que semblent afficher certains groupements d'éducation populaire et contre la formule : « Il n'y a pas de question sociale, mais seulement des questions morales », nous sommes tout à fait d'accord, je l'ai déjà dit, avec le camarade D... Cette formule qui résume si bien, en effet, la morale de classe des bourgeois, rien ne doit nous empêcher de la combattre et de la combattre de toutes nos forces, partout où nous la trouvons. Car rien n'est plus faux, rien n'est plus dangereux. Une des plus grandes conquêtes de la pensée moderne, c'est d'avoir établi qu'il n'y a pas de ligne de démarcation entre le *moral* et le *social;* que l'individu ne peut pas s'améliorer lui-même d'une façon profonde, complète et durable, s'il n'améliore en même temps son milieu; que, par suite, l'étude de la morale n'est qu'une introduction à l'étude de la sociologie, comme la pratique de la morale individuelle ne peut être qu'un acheminement à la pratique de la morale sociale et révolutionnaire.

Reste à déterminer maintenant l'importance de l'éducation du peuple comme facteur du progrès, à supposer que cette éducation ne soit pas entachée par un esprit de réaction plus ou moins hypocrite et que, parmi les autres connaissances, la sociologie soit enseignée d'une façon tout à fait impartiale et désintéressée. Nous voici, je pense, au cœur même de la question. Laquelle question pourrait encore s'énoncer ainsi : « Education et révolution. »

Ces deux choses sont-elles contradictoires ou inséparables? L'une doit-elle prendre le pas sur l'autre? Tout est là.

Le camarade D... écrit : « Faire des hommes instruits, c'est bien, mais faire des hommes révoltés contre les iniquités sociales et convaincus que la transformation matérielle des sociétés doit être l'aboutissement de l'évolution morale des individus, c'est, il me semble, beaucoup mieux. » Mais, pour arriver à cette conviction, j'entends à cette conviction *solide* et *raisonnée*, ne faut-il pas précisément avoir beaucoup appris et pensé? Cette conviction n'est-elle pas, en quelque sorte, le résumé de toute la science et de toute la philosophie moderne? Il est vrai que, dans les milieux révolutionnaires, il se répète à satiété des axiomes de ce genre. Mais, parmi ceux qui les répètent, combien ont une conscience claire et forte de la pensée qu'ils contiennent?

L'esprit de révolte n'est rien, s'il ne s'appuie pas sur une connaissance exacte des choses et des hommes. La révolution a besoin de conviction et d'enthousiasme, mais il lui faut aussi de la patience et du savoir. La violence est une force, mais c'est une force aveugle. Elle a joué son rôle dans chaque révolution, mais après chaque révolution elle a vu confisquer ses conquêtes par l'intelligence et le savoir. On est allé parfois jusqu'à dire que toute tentative pour tirer le peuple de l'ignorance, de la misère et de la bestialité diminuait les forces et les chances de la révolution. L'*homme* dont l'esprit et le corps furent anémiés par le jeûne continu ne peut être une force pour quelque besogne que ce soit. Les trop déprimés ne sont capables ni de robustes conceptions, ni de longs efforts. Il faut abandonner la théorie quelquefois émise du paria régénérant le monde.

Ailleurs, le camarade D... écrit encore : « Le prolétariat comprend dans ses parties les plus malheureuses des êtres tellement écrasés par le système social qu'aucune propagande intellectuelle ne saurait les atteindre, qu'ils sont effacés de la vie pensante, condamnés à la plus sombre ignorance, et que chez eux, même stimulée, « la pensée ne pourra jamais prendre le dessus sur les autres fonctions », parce qu'ils vivent en état de perpétuelle famine. »

Sans doute, il y a, dans les couches sociales les plus basses, nombre d'individus qui, par leur misère même, sont condamnés à subir le milieu sans réagir sur lui, et cela sera tant que des inégalités aussi criantes existeront entre les catégories sociales. Ceux-là ne peuvent accéder à une vie meilleure qu'en se trouvant soumis, un beau jour, à l'influence bienfaisante d'un milieu nouveau, voulu, préparé, réalisé par d'autres. Il semble donc que ces déshérités n'aient à attendre quelque chose que de l'organisation des forces révolutionnaires. En réalité, pourtant, ceux-là ne relèvent pas moins, comme les autres, indirectement au moins, de l'éducation. Cette révolution, en effet, à laquelle ils donneront, pendant quelques heures ou quelques jours, le coup d'épaule de leur haine et de leurs rancunes, par qui aura-t-elle été fortement voulue, conçue et conduite? Par qui aura-t-elle été patiemment préparée pendant des années, peut-être des siècles et finalement réalisée? Comme toujours, par l'élite. Et cette élite, comment se sera-t-elle formée, si ce n'est justement par l'éducation tant intellectuelle que morale.

De quelque façon que l'on envisage le progrès humain, éducation et révolution apparaissent comme les deux éléments dont se compose le rythme du progrès. Selon les moments, les milieux, les *tempéraments*, l'un ou l'autre de ces éléments peut nous préoccuper surtout. Il est impossible de ne pas reconnaître qu'ils ont l'un et l'autre la même importance et qu'en définitive c'est à *la pénétration mutuelle* et continue de ces deux modes d'activité qu'est dû l'avancement du monde. Qu'ils procèdent du même groupe d'individus ou de deux groupes distincts, leur vertu se rencontre *toujours* et *finit* par se combiner.

Le révolutionnaire doit se rendre compte que le succès de la révolution qu'il prépare dépend de l'éducation, et l'éducateur qu'une révolution — petite ou grande — sera la sanction de l'éducation qu'il donne. En entendant toujours ce mot d'éducation, il va sans dire, comme vulgarisation impartiale des connaissances.

L'erreur commence quand on essaye d'éta-

blir une hiérarchie d'importance entre les deux faces de ce processus : l'évolution nécessaire des individus et des institutions. Organiser la révolution ou éduquer l'individu, il est bien difficile de dire ce qu'il vaut mieux faire. L'important est que les deux choses se fassent et elles se font. S'il est du devoir du révolutionnaire conscient de dénoncer les groupements d'instruction populaire qui, sous ce prétexte, raccrochent dans le peuple pour la morale bourgeoise, il est de son devoir aussi de ne pas entraver l'œuvre d'éducation individuelle, car il doit être le dernier à ne pas comprendre l'importance de cette œuvre.

Charles Albert.

QUI APPROUVEREZ-VOUS ?

Votre conception anarchiste est vraiment bien étroite, me dit un jour un social-démocrate farouche. Elle témoigne que vous n'avez point la moindre intelligence des faits sociaux. Les rapports de l'Economique vous sont tout à fait inconnus. Vous n'avez qu'une vue superficielle des choses.

La grande masse des gens souffre et s'avilit. Les ouvriers, leurs compagnes et leurs enfants meurent tôt de fatigue et de faim après une vie misérable, une vie bestiale. Les intellectuels trafiquent de leur cerveau. Chez les femmes, celles-là que l'atelier, le comptoir ou le servage effrayent, vendent définitivement ou temporairement leurs charmes à l'époux ou à l'amant; les autres vont chercher, dans les lieux dits de plaisir, les compléments nécessaires à leurs ressources insuffisantes.

L'esclavage universel est accepté parfois avec résignation, souvent avec inconscience. L'hypocrisie, le mensonge sont les qualités qui parfont l'éducation conduisant à la fortune et aux honneurs. Certaines complaisances immondes sont maintes fois de précieux garants d'un triomphe rapide.

Telle est la société que quelques années de vie font connaître sans effort.

Votre belle âme s'indigne et se révolte. Elle veut remonter aux causes pour découvrir les remèdes. Un examen superficiel vous a fait conclure à une défaillance morale.

Vous vous dites: « Sans doute l'argent, le capital est cause de bien des maux. Mais, n'est-ce pas le manque de dignité qui fait courber la majorité devant ses dures lois? Et ce manque de dignité, d'où vient-il, sinon de ces multiples écoles de soumission où sont façonnés sans peine les cerveaux jeunes? C'est l'école primaire, la caserne et l'université, c'est la famille; c'est la loi; c'est la religion. C'est l'Autorité sous ses formes diverses. »

L'ennemie est dénoncée!

Vous vous armez... de grands mots surtout et vous vous lancez tête baissée à une chasse inlassable du Mal.

Vive la Révolte!

Dans votre élan généreux, vous attaquez tout, condamnant *à priori* ce qui peut être fait en cette société.

Votre folle imagination d'homme faible parce qu'impulsif voit des servants de votre ennemie implacable en ceux-là qui ont mieux réfléchi et qui organisent les forces révolutionnaires pour une résistance systématique, une attaque méthodique du Capital pour qui l'Autorité n'est qu'un instrument.

Dons Quichottes que vous êtes!

Allez. Et fondez brides abattues, lance au poing, sur les moulins que vous rencontrerez le long de votre route d'aventures, au lieu de vous en prendre à notre œuvre que vous ne pouvez comprendre.

Nous avons parfois châtié dans nos partis quelques étourdis ou faux frères qui voulaient empêcher une savante manœuvre ou absorber le temps si précieux de nos réunions en de vaines discussions, en de puériles critiques, en de déprimantes calomnies. Nous nous arrogeons le droit de chasser les Basiles.

Monomanes de l'Autorité, vous n'êtes point contents, car vous avez cru apercevoir l'obsédante silhouette abhorrée. Vous faites entendre un cri de guerre formidable. Vous semez le doute; vous apportez la discorde.

Et le bourgeois en rit!

Pauvres et dangereux inconscients! Vous vous prenez au sérieux parce que les gouvernements vous font habilement contrarier par leurs gens de police. Vous ne voyez pas que c'est pour vous couvrir d'un peu de gloire de persécuté et accroître ainsi votre action dans l'œuvre désastreuse de dissolution révolutionnaire que vous avez entreprise.

En vérité, que peuvent bien leur faire les chicanes que vous avez avec les policiers? N'est-ce pas leur métier à ceux-ci : insulter et frapper, être insultés et être frappés? Ils y voient, au contraire, des garanties sérieuses de tranquillité publique. Ils vous savent des enfants terribles ayant foi, hélas! en leur mission. Les quelques bombes, que quelques-uns d'entre vous ont jetées, ont montré qu'il était bon d'épuiser votre ardeur en des rixes où vous serez toujours les dernières victimes.

Croyez-moi! Leur plus grand souhait est que vous continuiez de faire leur jeu.

Vous m'objecterez sans doute que votre action ne se borne pas à démolir et que, sur les ruines de la société actuelle, vous voulez édifier une société idéale.

Je ne conteste pas que vos projets soient grandioses et qu'ils réunissent tout ce que la science et les arts peuvent donner d'agréable et de noble. Une humanité libre, donc belle, élégante et joyeuse, trouvera pour se nourrir une table chargée des meilleurs fruits où chacun prendra à mains pleines; des divertissements multiples la récréeront après un travail attrayant et de courte durée; des palais innombrables, d'un confort insoupçonné, abriteront les gens contre les intempéries. Et l'on s'aimera dans les cités du bon accord!

Incontestablement, c'est bien plus beau que notre modeste série de réformes progressives qui doit miner la puissance du capital.

Mais la contradiction mérite d'être notée. Tandis que les bourgeois, loin de s'effrayer de vos rêves magnifiques, en sont les plus chauds admirateurs, ils voient avec terreur cette lente, incessante et véritable reprise des biens et des droits volés aux producteurs.

Dans le rêve, on partage; dans le réel, on pressure et il est pénible de voir qu'au lieu de récriminations vaines et de projets utopiques, on rogne petit à petit la part du bourgeois parasite.

— Certes, votre réquisitoire est formidable. Je connais maintes personnes qui s'intitulent anarchistes — puis-je les en empêcher? — et qui seraient en vilaine posture pour vous répondre.

Pour être souvent vrai, il n'est rien moins que général. Et, je pourrais aisément vous retourner les aménités dont vous avez voulu émailler votre discours.

Vous avez vu dans nos rangs des Dons Quichottes. En me promenant dans les foires électorales, j'ai rencontré pas mal de voitures de charlatans habiles où le drapeau socialiste claquait fièrement au vent. Gardez pour vous vos amis, je n'en suis point jaloux : je préfère les natures généreuses.

Et en ce qui concerne les sincères qu'on rencontre encore dans vos rangs le bagage de quelques lois économiques qui ont figé leur esprit ne leur est guère préférable à une ignorance complète des rapports sociaux.

Dans le déroulement des circonstances si imprévues de la vie sociale, il y a plus à gagner d'un caractère capable de s'indigner et de s'insurger que d'un esprit bourré de fortes lectures incomprises.

Marx est trop puissant pour vos faibles cerveaux et il vous façonne à son gré ou contre son gré — je n'ose affirmer.

Vous avez été conquis par l'idée de si belle abstraction : organiser méthodiquement, savamment une machine économique et politique qui contrecarrerait un à un les effets des plus subtils rouages du capitalisme; arriver un jour à désorganiser entièrement l'économie sociale et en substituer une autre à laquelle s'adapterait le prolétariat tout dressé aux fonctions nouvelles. Les exploiteurs disparus avec la valetaille autoritaire, c'était selon vous, la félicité complète parmi les hommes. Chacun jouissait de la part intégrale de son travail. La misère, tous les compromis avec la faim seraient à jamais impossibles et les hommes se relèveraient fièrement alors que leur vie était économiquement assurée.

Le projet est bien mathématique.

Mais, *il m'étouffe.*

De plus, *il est unilatéral,* donc faux.

C'est là un sentiment et une croyance qui constituent le fond de la philosophie anarchiste dont vous semblez n'avoir pas conscience.

De vos lectures et de vos observations, vous n'avez retenu de l'anarchisme que l'indignation, le désintéressement et le rêve et vous avez cru qu'ils étaient les caractéristiques du mouvement. Il est vrai que vous êtes excusable. Vous n'avez connu que des politiciens. Mais, heureusement pour l'humanité, ces sentiments n'ont pas leur unique refuge chez les anarchistes. Ils existent partout — avec plus ou moins d'intensité, sans doute — mais ils existent. Ne nous en accordez pas le monopole! J'aime à croire que parmi les social-démocrates, il n'y a pas seulement des rouages et qu'il y a aussi des hommes.

(*A suivre.*) G. Stel.

Le gouvernement de défense républicaine, s'étant réconcilié avec les antisémites et les nationalistes de tous crins, se retourne aujourd'hui contre les anarchistes.

C'était prévu. Le ministère Millerand-Galliffet devait bien cela à la bourgeoisie capitaliste.

Le mouchard André a perquisitionné lundi dernier chez notre camarade Dubois-Desaulle.

Quelques étiquettes portant la devise de Blanqui : *Ni Dieu ni maître,* ou celle de Proudhon : *La propriété, c'est le vol!* collées çà et là dans Paris, ont servi de prétexte.

Ce qui est permis aux nationalistes ne l'est pas aux anarchistes.

Le gouvernement tient à montrer aux nobles étrangers(!) qui vont venir visiter l'Exposition qu'il y a encore des anarchistes. La propagande ne pourra qu'y gagner. P. D.

MOUVEMENT OUVRIER

On se rappelle qu'il y a environ deux mois, à la suite d'une grève au François (Martinique), une vingtaine d'ouvriers furent tués. Les soldats campaient chez le patron de l'usine, qui donna l'ordre à un lieutenant de tirer sur les ouvriers.

Ce nouveau Fourmies colonial, plus terrible encore que l'autre, n'a guère ému nos prétendus socialistes. La belle indignation de parade et les insultes prodiguées jadis à Constans ont été épargnées à l'assassin en chef Millerand.

Le zèle socialiste en faveur des ouvriers de la Martinique n'a pas été au delà d'une interpellation. Que l'on tue les ouvriers tant que l'on voudra, cela n'a guère d'importance; ce dont il s'agit avant tout, c'est que Millerand garde son portefeuille.

Et, il y a mieux, l'interpellation socialiste était

tellement bien du chiqué, comme l'on dit vulgairement, que le gouvernement de Millerand s'en est tiré avec un ordre du jour de *confiance* voté par la majorité des *socialistes*! quelques-uns, un peu plus lâches, s'étant contentés de s'abstenir.

Les députés socialistes (il y a parmi eux quelques ex-ouvriers) approuvant l'assassinat d'ouvriers, c'est une « évolution socialiste » plus prompte que nous n'osions l'espérer.

∴

La loi qui augmente d'une heure le travail des femmes et des enfants est définitivement votée. Grâce au ministre socialiste, il faudra que les faibles travaillent onze heures au lieu de dix. La discussion du Sénat a prouvé que Millerand mentait sciemment en disant que la loi de dix heures n'était pas appliquée. De gros industriels (qui, comme de juste, ont voté la nouvelle loi) ont assuré l'avoir appliquée dans leurs usines.

A la Chambre, les socialistes(!), pour éviter les responsabilités, ont évité de réclamer le scrutin et la loi a été votée à main levée à la fois par les gros patrons et par les socialistes.

Le pion Jaurès, qui n'a jamais mis les pieds dans un atelier autrement que pour regarder travailler, trouve que « c'est un des progrès sociaux les plus importants qui ait été réalisé depuis un demi-siècle ».

Ce n'est certainement pas l'avis des malheureuses femmes qui ont vu leur temps de travail augmenté d'une heure.

∴

Grèves. — A Troyes, des bonnetiers, à Carmaux, des mineurs, des zingueurs, à Rennes, où tous les ouvriers ont quitté la ville; à Chaley (Ain).

Des grèves partielles il devient de plus en plus inutile d'en parler. Les ouvriers, au lieu d'agir et d'imposer, se croisent les bras et attendent le bon vouloir de leurs exploiteurs. D'autres, comme à Carmaux, à Troyes, se satisfont en écoutant les appels « au calme et à la dignité » de quelques professionnels de la politique, puis retournent dans leurs bagnes respectifs, bourrés de discours et le ventre creux.

∴

A signaler, à Bruxelles, une grève générale des typographes, qui réclamaient une réduction de travail d'une demi heure par jour. Les patrons ont cédé le lendemain même.

∴

Nous avons publié, la semaine dernière, la circulaire des groupes parisiens pour le Congrès antiparlementaire. Une réunion a eu lieu dimanche soir à ce sujet. La circulaire va être envoyée à tous les groupes de province et de l'étranger, et les journaux amis sont invités à la reproduire. Il importe que l'on sache, dans le plus court délai possible, l'avis des camarades, les questions qu'ils aimeraient à voir discuter, etc.; aussi les groupes signataires invitent-ils les camarades à répondre le plus vite possible.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Qu'est-ce qu'un *fonctionnaire*? Un fonctionnaire, vous répondra un de ces manuels d'éducation civique destinés à renseigner dans les écoles nos enfants sur le mécanisme de notre organisation politique, un fonctionnaire est un citoyen commis par la nation à un poste quelconque où il devra, dans la mesure de ses attributions, aider au bon fonctionnement des services publics et — ne l'oublions pas! — au maintien du bon renom de la France à l'extérieur.

Il en résulterait qu'un fonctionnaire doit s'efforcer, dans l'exercice de ses fonctions, de déployer avec zèle les qualités morales et intellectuelles les plus propres à remplir ce noble but. Intelligence, initiative, affabilité, sociabilité, etc., telles doivent être ses qualités premières parce qu'elles sont indispensables à assurer la bonne exécution de tout travail collectif.

Eh bien! si vous croyez vraiment que telle est la compréhension que nos gouvernants se font du rôle du fonctionnaire, votre naïveté m'afflige.

Voyez plutôt les instituteurs. Quelle plus noble fonction? Avoir en main les jeunes cerveaux, jouir de l'inestimable privilège de diriger leur développement, de leur ouvrir les portes saintes de l'idéal, être maître, en quelque sorte, de la mentalité de la génération de demain, quelle responsabilité et quelle gloire! N'est-il pas de leur devoir le plus rigoureux de s'appliquer à former des intelligences fortes et libres, à tremper les caractères, à inculquer à la jeune génération un irréductible amour de la justice, de l'indépendance, à l'accoutumer à penser hautement et noblement, puisque telles sont les qualités qui font la grandeur d'une nation? Oui, n'est-ce pas là leur devoir, à ces « fonctionnaires »?...

C'est une profonde erreur que de se l'imaginer ainsi. Le fonctionnaire, et particulièrement l'instituteur, surtout l'instituteur, fonctionnaire préposé à la trituration des intelligences, doit être, non pas un homme à la conscience supérieure, un esprit à hautes visées, mais un chien couchant, vil et rampant — le meilleur est celui qui rampe le mieux — instrument docile et aveugle entre les mains des gouvernants successifs et divers qu'offre à notre dégoût et à notre mépris le kaléidoscope politique. Faire des hommes indépendants, des intelligences fortes et libres, des caractères dignes et fermes, c'est bien vraiment de cela qu'il s'agit!

Ce qui importe, c'est de former des générations dociles, souples, crédules, prenant volontiers pour des lanternes les vessies gouvernementales, des générations de badauds, de gobe-mouches béatement confits de vénération pour tout ce qui touche de près ou de loin au gouvernement et à la hiérarchie politique.

Demandez plutôt à M. Leygues. Ce ministre, dont la médiocrité intellectuelle n'a d'égale que la sotte canaillerie, vient d'interdire aux membres du corps enseignant de traiter dans les conférences publiques des sujets se rattachant directement ou indirectement à la politique intérieure ou extérieure du pays.

C'est une opinion courante que tout individu salarié par l'État perd du coup le droit de penser ouvertement et d'exposer ses vues sur une amélioration de l'organisation sociale et politique. Quelque intellectuelle que soit la fonction confiée, c'est en valet, en automate qu'il faut la remplir, et en thuriféraire. Le perroquet, débitant mécaniquement et sans la comprendre une leçon apprise, tel est l'idéal du fonctionnaire enseignant, non seulement suivant M. Leygues, vague marionnette dans la série changeante des pupazzi ministériels, mais suivant tous les gouvernants passés, présents et futurs.

∴

Continuons d'admirer la politique loyale des ministres socialistes!

Il y a six mois, M. Millerand avait décidé que les adjudants seraient renvoyés de toutes les écoles d'arts et métiers.

Prendre une décision et la faire observer sont deux. Plus de vingt fois, les ministres de la guerre ont promis de prendre des mesures pour supprimer les tortures dans l'armée d'Afrique. Malgré ces promesses, la crapaudine, le bâillon, le « tombeau », etc., sont toujours en honneur aux différents Biribis d'Algérie et des colonies.

Les écoles d'arts et métiers, du fait de la présence de ces adjudants, sont soumises indûment à un régime militaire. Le renvoi de ces brutes galonnées pouvait faire présager une amélioration dans le régime de ces écoles.

Cependant on apprend que l'École d'Angers vient de se révolter et la dépêche annonçant le fait nous dit que les *adjudants de service* furent bousculés, renversés et frappés.

En outre, après avoir fait appel à la troupe — la troupe contre ces jeunes *gens!* — *on invita* les élèves, *individuellement*, à signer une déclaration par laquelle ils s'engageaient à rentrer dans l'ordre. Deux seulement refusèrent.

Puis, après avoir extorqué à leur timidité cette marque de soumission, — voyez la loyauté de ces éducateurs de la jeunesse — on procéda à des expulsions. Dix-huit ont été prononcées, d'autres sont imminentes..

Quant aux causes de la révolte, on se garde bien d'en parler. Elles doivent sans aucun doute être attribuées aux trop bons traitements dont les jeunes gens de l'École sont l'objet.

∴

Réforme. — La ville de Dijon est douée d'un conseil municipal socialiste. Ce conseil municipal vient de supprimer l'octroi de la ville, et reporte toute la charge des impôts perçus par l'octroi sur la propriété bâtie.

Dans quelque temps, les locataires dijonnais nous diront des nouvelles de l'augmentation de leurs loyers. En attendant, considérons cette réforme comme une grande victoire socialiste.

André Girard.

∴

A la Caserne. — A Epernay, au 31e dragons, un jeune soldat nommé Higuet s'est suicidé. Menacé par un individu à galons, le malheureux vit en perspective les bagnes disciplinaires, les tortures, la mort lente; il préféra en finir tout de suite, et se tira un coup de carabine dans la tête.

R. Ch.

États-Unis.

Nous avons de bonnes raisons pour croire que nous allons enfin faire naître un vrai mouvement: des jeunes gens viennent grossir tous les jours nos rangs, leur nombre augmente sans cesse, et comme on nous demandait des conférences sur les principes socialistes, sur la philosophie anarchiste, nous avons organisé des conférences contradictoires pour tous les dimanches. Le succès de ces soirées a dépassé nos espérances; nos réunions font salle comble, et, bien que les entrées soient gratuites, nous avons plus que couvert les frais, nous faisons des bénéfices.

Mais nos réunions n'ont pas que cet avantage: le plus beau succès revient aux camarades qui ont assumé la tâche de conférencier. Par exemple, des quatre conférenciers, un seul est américain; et encore n'est-il pas de Boston (il est de Providence).

La première conférence fut donnée par notre ami S. Press (ce camarade est d'origine russe et israélite). Le sujet choisi par lui fut: « L'amour libre. » C'est un sujet qui est très discuté aux États-Unis. *The sex question* a ici de nombreux partisans, qui ne sont pas du tout des anarchistes: nombre d'entre eux sont des spiritualistes, d'autres sont de pâles radicaux; aussi étaient-ils curieux de connaître le point de vue anarchiste. Le camarade Press, étant étranger, dut écrire toute sa conférence; eh bien! vous ne vous figurez pas avec quel respect l'auditoire très nombreux a écouté l'exposé de notre ami; et le succès fut d'autant plus grand que notre ami n'avait jamais pris la parole en public.

La deuxième conférence fut faite par moi, et le sujet choisi était: « Le parlementarisme et l'anarchie. » Comme Press, j'ai dû écrire toute ma conférence en anglais. L'auditoire fut encore plus nombreux que la première fois.

A la fin de cette conférence, aucun socialiste, bien qu'ils fussent nombreux et de tous les partis, n'est venu défendre les beautés du parlementarisme.

Nous allons continuer cette besogne de vulgarisation anarchiste, pour hâter la Révolution sociale.

D. Milot.

Suisse.

On lit dans la *Gazette de Lausanne*:

La chambre d'accusation du tribunal fédéral vient de mettre en accusation les nommés Frigerio, Held et Bertoni.

Frigerio est prévenu d'avoir édité l'*Almanacco socialista anarchico* de 1900. Bertoni et Held sont accusés d'avoir répandu l'opuscule.

Nous avons déjà dit le contenu essentiel de cette chrestomathie internationale où se coudoient Maupassant et Liebknecht, Marx et Anatole France, Engels et Urbain Gohier.

On sait que le morceau qui a donné lieu à l'accusation est un « appel aux hommes de progrès », rédigé en italien, comme tout l'almanach, et intitulé *Contra la monarchia*. C'est une invitation à renverser le trône d'Italie.

Cette page peut rentrer à première vue dans les prévisions de deux dispositions différentes du droit pénal fédéral.

Son auteur peut tomber tout d'abord sous le coup de l'art. 41 du code pénal fédéral de 1853: « Quicon-

que viole un territoire *étranger* ou *commet tout autre acte contraire au droit des gens*, est puni de l'emprisonnement ou de l'amende.»

Est également applicable l'art. 4 de la loi du 12 avril 1894, complétant le code pénal fédéral en matière de délits contre la sécurité publique. «Celui qui, dit cet article, dans l'intention de répandre la terreur dans la population ou d'ébranler la sécurité publique, incite à commettre des délits contre les personnes ou les propriétés, ou donne des instructions en vue de leur perpétration, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins ou de la réclusion.»

Cet almanach est celui pour lequel avait été arrêté notre camarade Samaja, que la clameur publique fit relâcher.

Cette proie lui échappant, le gouvernement de la libre Helvétie se rabat sur l'éditeur et les vendeurs. Ces gouvernants républicains, qui ne manquent jamais à commémorer leur Guillaume Tell, n'entendent pas qu'on se permette d'écrire « Contre la monarchie » d'à côté, car ils sentent qu'en même temps cela ébranle leur monarchie à eux. Il n'est tel que les descendants de régicides, pour bien faire la chasse à l'esprit de liberté.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les camarades de la *Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIIIe arrondissement* se joignent au groupe des Iconoclastes, à partir du mois d'avril. A l'avenir, les convocations paraîtront sous le nom des Iconoclastes.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — Programme de la semaine :

Samedi 7 avril. — Edouard Blas : L'évolution naturelle.

Lundi 9 avril. — A. Dhastatt : L'immoralité des religions.

Mercredi 11 avril. — Analyse commentée des livres reçus : La Revue naturiste (enquête sur la presse) ; La Pâture, d'Henri Rainaldy.

Une salle aménagée spécialement pour la lecture sur place est ouverte tous les soirs, à 8 h. 1/4.

N. B. — Les conférences commencent à 8 h. 1/2.

Les Libres (cercle d'études philosophiques en formation). — Mardi, à 8 h. 1/2 du soir, salle Prat, 220, rue Saint-Denis, causerie par un camarade. — Ordre du jour : Collectivisme, communisme, individualisme.

Tous les camarades libertaires et socialistes sont invités à assister à cette réunion.

Groupe des Iconoclastes, 6, rue des Abbesses, à 8 h. 1/2 du soir :

Vendredi 6 avril. — Papillon, *Résurrection*, de Tolstoï.

Mardi 10 avril. — Paule Minck, Les symboles religieux.

Vendredi 13 avril. — Malato et Coysin, Magnétisme expérimental.

Groupe des Etudiants socialistes de la Plaine Saint-Denis. — Dimanche 8 avril, salle Bureau, 112, avenue de Paris, causerie sur Tolstoï : La Guerre et le Service obligatoire.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 7 avril, à 8 h. 1/2 : Altayrac, Edgar Poë.

Lundi 9 avril, à 8 h. 1/2, soirée musicale et littéraire. Causerie sur Schumann, avec audition de chant.

SAINT-DENIS. — Jeudi 12 avril, à 8 h. 1/2 du soir, salle Badart, boulevard Carnot, 25, conférence publique contradictoire par Albert Libertad. Sujet traité : Notre Chemin de croix.

Entrée : 25 centimes.

PLAINE-SAINT-DENIS. — *Groupe d'études socialistes*. — Dimanche 8 avril, à 8 h. 1/2, salle Bureau, 112, avenue de Paris, causerie par le camarade Noël Paria.

Les socialistes et libertaires de la Plaine et de Saint-Denis sont invités.

SAINT-DENIS — *Cercle libertaire d'études*. Tous les camarades adhérents et amis sont convoqués pour dimanche, à 2 h. 1/2, à la Plaine-Saint-Denis.

QUATRE-CHEMINS-AUBERVILLIERS. — Samedi 7 avril, à 8 h. 1/2, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier. — Les élections municipales : mesures à prendre.

Ecole libertaire, rue de Montmorency, 6, à 8 h. 1/2. — Ordre des cours de la semaine :

Samedi 7. — Paraf-Javal, Actualité.

Lundi 9. — Bloch, Histoire de la philosophie.

Mardi 10. — Ch. Albert, Quatre conférences sur l'Art par W. Morris (lectures et commentaires).

Mercredi 11. — Paraf-Javal, Dessin raisonné.

Jeudi 12. — Bloch, La Matière et l'Energie.

Vendredi 13. — E. S. R. I., P. Lavroff.

Bibliothèque d'études sociales des Egaux du XVIIe, 85, rue de Courcelles. — Samedi 7 avril, causerie de Papillon sur l'Œuvre des Bibliothèques libertaires. On commencera à 8 h. 3/4 précises.

COGNAC. — Les camarades de Cognac nous prient d'annoncer la mort de la vaillante compagne du camarade Croizard. Très dévouée aux idées, elle savait leur attirer bien des sympathies. C'est une perte pour la propagande.

BELGIQUE : Pays de Charleroi, Montigny-sur-Sambre. — Le dimanche 8 avril, à 3 heures, à la Maison du Peuple, conférence par Flaustier. Sujet : *Bourgeoisie et Prolétariat*.

Châtelet — Le dimanche 15 avril, à 3 heures, à l'Hôtel de Ville, conférence contradictoire. Sujet : *L'ouvrier houilleur dans la société actuelle*. Orateur libertaire : Faustier.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Paul Lamy, 0 fr. 50. — Guérin, 0 fr. 55. — Groupe Les affamés de Spring-Valley, 25 fr. — Les camarades de Lyon (liste 29) : Michard, 0 fr. 25 ; Son copain, 0 fr. 25 ; Garancher, 0 fr. 25 ; J. Salignat, 0 fr. 25 ; Un necarol libertaire ; 0 fr. 25 ; Perroussel, 0 fr. 20 ; Anonyme, 0 fr. 50, Mort aux chamots, 0 fr. 20 ; Lapoire, 0 fr. 30 ; Net, 0 fr. 30 ; B. B., 0 fr. 25 ; R. O., 0 fr. 15 ; J., 0 fr. 05 ; J., 0 fr. 15 ; N. P., 0 fr. 20 ; A bas les gouvernements, 0 fr. 20 ; Liboin, 0 fr. 25 ; Sa compagne, 0 fr. 25 ; Cornu, 0 fr. 50 ; Bolland, 0 fr. 25 ; Combe, 0 fr. 15 ; Pevet, 0 fr. 20 ; M.... pour les bourgeois, 0 fr. 20 ; M.... pour les Anglais ; 0 fr. 15 ; Jean, 0 fr. 25 ; Béfi, 0 fr. 50. Total : 6 fr. 55. — Quelques camarades d'Anvers, collecte transmise par H. Rouss., 17 fr. 50. — Collecte faite à Montpellier après une réunion de S. Faure, 5 fr. — V. Bosche, 1 fr. — Paul et Edmond P., 10 fr. — Voeva, d'origine italienne, sujet français, à ses frères d'Espagne, 2 fr.

MARSEILLE. — Le dimanche 25 mars a eu lieu à Marseille, salle Juvénal, un meeting au bénéfice des proscrits espagnols.

Ont pris successivement la parole : Théodore Jean, Sébastien Faure, Bonafulla, Emilio Junoy, Angèle Lopez de Ayala, Quilici, Campolonghi et Jouvarin.

La réunion a adopté, par acclamations, un ordre du jour flétrissant les inquisiteurs de tous les pays et s'est séparée au cri de : Vive la Révolution sociale !

Les résultats financiers ont été les suivants :

Recettes....	504 fr. 75
Dépenses....	340 fr. »
Bénéfice net....	164 fr. 75

compris la vente des programmes.

Tous les divers frais préparatoires ont été pris en charge par le Comité organisateur.

Total : 232 fr. 85. — Listes précédentes : 1.112 fr. 65. — Total au mardi 3 avril : 1.345 fr. 50.

Dans la liste de la semaine dernière, le montant de la souscription « Les libertaires des Quatre-Chemins » a été omis, soit 11 francs, le total général restant le même.

Il nous reste encore quelques programmes avec dessin de Luce, tirage avant la lettre. Nous les tenons à la disposition des camarades au prix de 1 fr. au profit des bannis. Adresser lettres et mandats au camarade Paul Delesalle, aux *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard, Paris. Des listes de souscription sont à la disposition des camarades qui en feront la demande.

BIBLIOGRAPHIE

Les Pêcheurs d'hommes (Un collège de jésuites), par Albert Juhelle ; 1 vol., 3 fr. 50, E. Fasquelle, éditeur, 11, rue de Grenelle.

Les Victimes grimacent, par Frédéric Boutet ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Chamuel, éditeur, 5, rue de Savoie.

Criminelle passion, par Marie-Denise Mariot ; 1 vol., 3 fr. 50. — *L'Ennemi du peuple par Henrik Ibsen*, conférence par Laurent Tailhade ; 1 plaquette, à la Société libre d'édition des Gens de lettres, 30, rue Laffitte.

La Polymastie et la Polythélie chez l'homme, par le Dr P. J. Stoyanov ; 1 plaquette, imprimerie Camus et Cie, Paris.

A lire :

Contre le mensonge, par E. Conte, *La Dépêche*, 20 mars.

Vient de paraître :

L'Education libertaire, conférence faite à la salle d'Arras, par Domela Nieuwenhuis, couverture illustrée de Hermann-Paul.

La brochure, franco, 0 fr. 15 ; prise dans nos bureaux, 0 fr. 10. Le cent, 7 francs, franco 7 fr. 60.

Derniers ouvrages parus :

L'Anarchie, but et moyens, par J. Grave ; 1 vol., 2 fr. 75.

L'Amour libre, par Ch. Albert ; 1 vol., 2 fr. 75, aux bureaux du journal.

Dernières lithographies parues :

Education chrétienne, par Roubille ; *Souteneurs sociaux*, par Delannoy ; 1 fr. 25 dans nos bureaux, 1 fr. 40 par la poste.

Dernières brochures :

Quelques vers, de Jean Richepin, 0 fr. 15 par la poste ; *Deuxième déclaration d'Etiévant*, 0 fr. 15 par la poste.

Chansons : *La Carmagnole*, *L'Internationale*, *Ouvrier, prends la machine*, *La Chanson du Gas*, *Qui m'aime me suive*, *Le Politicien*, etc. Le cent, 4 fr. 50, 0 fr. 10 l'exempl. pris au bureau du journal.

TOMBOLA

Il nous reste quelques lots non réclamés de la dernière tombola. Nous les tenons à la disposition des gagnants jusqu'au 15 avril. Après cette date, nous les considérerons comme acquis au journal.

PETITE CORRESPONDANCE

T. N. G. — Article passera, lorsque je serai rentré.

La Petite Revue, Montréal. — Nous sommes heureux chaque fois que l'on reproduit nos articles ; mais ne pourriez-vous pas signaler la source, au lieu de le signer d'initiales qui nous sont inconnues, comme vous avez fait pour l'article sur Lombroso ?

J. P. — Au bureau du journal ou par la poste, 3 fr. 25.

Un employé du Crédit Foncier. — Sujet un peu trop spécial pour le cadre du journal.

Le camarade G., de Barcelone, est prié de faire savoir son adresse à l'ami à qui il a écrit à Paris.

E. Viger. — Les *Immoralités du mariage* nous sont revenues avec la mention « Inconnu ».

F. B., à Berne. — Expédions toutes celles que nous avons, 0 fr. 70. Reçu mandat.

Reçu pour Liard-Courtois : Watelet, 3 fr.

Reçu pour la brochure à distribuer : Delaval, 0 fr. 50. — X., 0 fr. 50. — Fabre, 1 fr. — Boz., 3 fr. — G. Olivier, 1 fr. — H. Chevrier, 1 fr. — F. Daval, 1 fr. — L. Daval, 1 fr. L. Lanlaud, 2 fr. — Demillié, 1 fr. — Dominconi, 1 fr. — Caglier, 1 fr.

Reçu pour le journal : Un employé, 5 fr. — D., 0 fr. 40. — K., 10 fr. — Turiat, 5 fr. — N., 0 fr. 50. — Doux père, 1 fr. — Doux fils, 1 fr. — E., 0 fr. 50. — Paul et Edmond P., 5 fr. — Merci à tous.

M., à Bruxelles. — G., à Paris. — D., à Brest. — M., à Poitiers. — C., à Reignac. — L., à Spring-Valley. — P., à Herlaumont. — P., à Paris. — T., à Podensac. — V., à Beaumont-le-R. — B., à Pontarlier. — E., à Daumazan. — C., à Saint-Ibars. — R. S. P., à Mortagne. — V., à Paris. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE

CINQUIÈME ANNÉE, N° 51 — DIX CENTIMES — DU 14 AU 20 AVRIL 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UN PLAGIAT TRÈS SCIENTIFIQUE

A propos de deux manifestes :

Principes du Socialisme; Manifeste de la démocratie au dix-neuvième siècle, seconde édition, 1847, Paris, par VICTOR CONSIDÉRANT.

Manifeste du Parti communiste, 1848, par KARL MARX et FRÉDÉRIC ENGELS.

> « Ce qu'il faut attaquer, ce sont les chefs égoïstes et les organes aveugles qui mènent et exploitent les partis, s'efforçant de les retenir dans des idées étroites et exclusives, et en état d'hostilité, pour les mieux dominer. »
>
> (V. CONSIDÉRANT.)

Dans un de mes articles où je traitais de la théorie de la valeur basée sur le travail, j'ai démontré, par des citations nombreuses (1), que la prétention de Marx à réclamer la paternité pour cette théorie, si admirablement exposée par Adam Smith juste un siècle avant l'apparition du *Capital*... que cette prétention n'était pas très « scientifique ».

Pas plus que cette affirmation faite par Engels, et répétée par toutes les publications social-démocratiques, par tous les prétentieux « scientifiques », à savoir que la plus-value définie par Sismondi, exposée par W. Thompson (1824), adoptée par Proudhon en 1845, avait été aussi découverte par Marx; ou que l'explication évolutionniste de l'histoire conçue par Vico, formulée par les encyclopédistes, par Volney et par Auguste Comte; développée si magistralement par Buckle et, de notre temps, par Herbert Spencer et par toute la philosophie évolutionniste, que cette explication, étrangement appelée par Engels matérialiste, est due aussi au génie exceptionnel de Marx et d'Engels lui-même.

Il y avait de quoi s'étonner devant cette effronterie si longtemps pratiquée par deux personnages aveuglés par un sentiment néfaste de grandomanie. Mais leurs lecteurs allemands ne pouvaient pas s'en apercevoir, tout simplement parce qu'ils ne connaissaient pas l'existence de toute cette littérature anglaise et française. D'autre part, MM. les chefs de la social-démocratie de tous les pays, étant engagés dans les intrigues parlementaires, sont bien contents de n'avoir à lire que deux ou trois brochures d'Engels et quelque exposé populaire du *Capital*, pour pouvoir parader ensuite devant les ouvriers comme les seuls, les vrais représentants de la science moderne. Tout allait bien, et la gloire de Marx, comme fondateur d'une science sociale toute à lui, se répandait dans le monde entier. Il arriva que chaque révolutionnaire communiste qui se basait dans ses arguments sur la vraie science de l'humanité était immédiatement proclamé bourgeois ignorant, et souvent même traité d'agent provocateur. Car, disait-on, hors du marxisme, ni science, ni socialisme n'existent; tout ce que le socialisme contemporain enseigne a été formulé et exposé par Marx et Engels, spécialement dans leur fameux *Manifeste du Parti communiste*.

Tel fut jusqu'à ces derniers temps ce préjugé que l'ignorant Kautsky pouvait publier dans son journal (*Neue Zeit*, IX° année, n° 8) et les autres ignorants répéter en russe, en français et autres langues, que ce manifeste était une vraie *bible* du socialisme. Il y a de ça deux ans, dans toutes les langues européennes, on fêtait le cinquantenaire de sa publication. Tous les députés « scientifiques » ont déclamé de pompeux discours où ils glorifiaient l'apparition de ce manifeste qui, à les entendre, marquerait une ère nouvelle dans le développement de la science et même de l'humanité.

Qui pouvait les contredire? Est-ce qu'Engels n'écrivit pas à Dühring (1879) que « ... si Dühring entend dire que tout le système économique de nos jours... est le résultat de l'antagonisme entre les classes, de l'oppression... alors il répète des vérités devenues lieux communs depuis l'apparition du *Manifeste communiste* »? Personne n'a le droit d'en douter, car c'est le « grand » Engels lui-même qui affirme, et avec lui les députés « scientifiques », y compris Guesde, Lafargue, Vandervelde, Ferri et autres *savants*, qui témoignent que cette nouvelle révélation, ce Nouveau Testament fut donné à l'humanité par Marx dans la bible nouvelle du genre humain, dans le fameux *Manifeste du Parti communiste*.

Imaginez-vous, lecteurs, l'état d'un fidèle du Prophète habitué à répéter : « Dieu est grand et Mahomet est son prophète ! » — et qui, un beau jour, trouve sur son divan, au lieu de son Coran sacré, l'ouvrage d'un infidèle giaour où tout ce qu'il y a de plus sacré dans le livre de Mahomet est exposé avec beaucoup plus de clarté, de précision, de largeur de vues, de profondeur d'idées, mais surtout avec un talent littéraire incomparablement supérieur... Et il sait, ce fidèle stupéfait, indigné, humilié, que l'ouvrage de l'infidèle giaour a paru avant le Coran, et que Mahomet, ce grand prophète du fatalisme, l'avait connu.

Pareil à ce fidèle, je me suis senti stupéfait, indigné et même humilié, il y a de ça à peu près un an, quand j'ai eu la chance de lire l'ouvrage de Victor Considérant : *Principes du Socialisme; Manifeste de la démocratie au dix-neuvième siècle*, écrit en 1843, publié en 1847. Il y avait de quoi l'être. Dans une brochure de 143 pages, Victor Considérant expose, avec sa clarté habituelle, toutes les bases du marxisme, de ce socialisme « scientifique » que les parlementaires veulent imposer à tout le monde. A proprement parler, la partie théorique, où Considérant traite les questions de principes, n'excède pas les premières cinquante pages; le reste est consacré au fameux procès que le gouvernement de Louis-Philippe intenta au journal des fouriéristes, *La Démocratie pacifique*, et que les jurés de la Seine acquittèrent. Mais, dans ces cinquante petites pages, le fameux fouriériste, en vrai maître, nous donne tant de généralisations profondes, claires et brillantes, que seulement une infime partie de ses idées contient complètement toutes les lois et théories marxistes, y compris la fameuse concentration du capital et le *Manifeste du Parti communiste* tout entier. Ce fameux manifeste, cette *bible* de la démocratie légalement révolutionnaire, est une paraphrase bien médiocre des nombreux passages du *Manifeste* de V. Considérant. Marx et Engels non seulement ont puisé le contenu de leur *Manifeste* dans le *Manifeste* de V. Considérant, mais aussi la forme, les titres des chapitres ont été retenus par les imitateurs.

Le paragraphe 2 du deuxième chapitre (p. 19) chez V. Considérant porte le titre : *La situation actuelle et 89; la* BOURGEOISIE *et les* PROLÉTAIRES.

Bourgeois et Prolétaires est le titre du premier chapitre chez M. et En. (1).

V. C. examine différents partis socialistes et révolutionnaires sous le nom général de démocratie (les fouriéristes sont nommés démocratie pacifique) et ses paragraphes portent les titres :

La démocratie immobiliste (p. 35) ;

La démocratie rétrograde (p. 41);

Parti socialiste de la démocratie rétrograde (p. 44).

Les titres chez M. En. sont :

Le socialisme réactionnaire (p. 25) ;

Le socialisme conservateur et bourgeois (p. 31);

Le socialisme et communisme critico-utopique (p. 32).

N'est-ce pas qu'on croirait tous ces titres comme appartenant au même ouvrage? En comparant le contenu, nous verrons que réellement ces deux manifestes sont tout à fait identiques.

Avant de commencer la comparaison des textes, il faut renseigner le lecteur sur la bonne foi historique d'Engels. Au commencement de leur manifeste, M. En. déclarent que : « déjà (en 1848) le communisme est reconnu par toutes

---

(1) Voir les *Temps Nouveaux*, n°° 16 et 17 du 14 au 20 et du 21 au 27 août 1897.

(1) *Manifeste du Parti communiste*, édition de l'*Ere Nouvelle*, Paris. — Pour éviter des répétitions innombrables, nous emploierons : V. C., pour Victor Considérant; M. En., pour Marx et Engels; M. D., pour Manifeste de la Démocratie; M. C., pour Manifeste Communiste.

les puissances d'Europe comme une puissance. » (Page 1.)

Au Congrès de Zurich, de 1893, le même Engels disait : « A ce moment (1843-45), le socialisme n'était représenté que par de petites sectes... » Les petites sectes ou la puissance! Qui a ici raison : M. En. ou Engels tout seul?...

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

LE PRINCE ET LE FOU

La semaine dernière, le prince de Galles était de passage à Bruxelles et un jeune homme, du nom de Sipido, déchargeait sur lui son revolver. Arrêté sur l'heure, Sipido déclarait avoir voulu tirer sur le prince parce que celui-ci faisait tuer, en Afrique, des milliers d'hommes. Après chaque fait de ce genre, il y a tout un cérémonial de télégrammes, de visites et d'indignation. L'attentat de Bruxelles souleva, comme de juste, une réprobation générale. Si générale même qu'elle retentit jusque dans la Maison du Peuple. « Un membre *très influent* de la Jeune Garde socialiste, disaient les premières dépêches, a exprimé *énergiquement* sa désapprobation. » Voilà de l'énergie bien employée. On sait que la Jeune Garde socialiste est spécialement organisée en vue de la propagande contre la guerre et le militarisme. Mais les socialistes belges ne parviendront pas à nous étonner. Nous en voyons bien d'autres depuis que les socialistes français vont à l'école des bonnes manières chez le marquis de Galliffet. Et il vaut mieux, somme toute, désapprouver le peuple quand il tire sur un prince, qu'approuver des officiers quand ils tirent sur le peuple. Voir la Martinique.

Revenons à Sipido. Un inconscient, un fou, disent à l'envi socialistes et bourgeois. Peut-être. Mais alors il faudrait s'entendre sur le sens tout à fait relatif et variable de ces mots. Une guerre impie, un carnage répugnant ensanglante un coin du monde et déshonore l'humanité. Une nation est désignée comme responsable de cette honte et quotidiennement insultée, pour ce fait, dans la presse d'Europe. Un des représentants les plus autorisés et les plus considérables de ce peuple vient à passer quelque part, voyageant pour son plaisir. Quel est le fou et quel est l'inconscient? Celui qui salue jusqu'à terre ou celui qui pense à son revolver? Je trouve difficile au contraire de pousser plus loin que le jeune Sipido la conscience de la situation et la responsabilité humaine.

Détail à noter : Le même Sipido eût été félicité comme un courageux citoyen, voire même décoré, s'il eût joué du revolver contre un assassin de bas étage.

On dira peut-être qu'avec de telles habitudes, il n'y aurait plus de sécurité pour personne. Ne serait-ce pas plutôt l'ère de la sécurité et du respect de la vie humaine qui commencerait? On trouve fort bien d'ordinaire que les lois naturelles prennent, contre qui les enfreint, une sorte de revanche, considérée au point de vue éducatif comme la punition idéale. Personne ne plaint l'ivrogne qui se blesse en titubant. Pas plus qu'on ne plaint le goutteux gagnant son mal à force de bonne chère. Puisque la nature, hélas! ne se charge pas de punir d'une façon aussi simple et aussi logique les infractions contre les lois sociales, les grandes monstruosités fratricides, pourquoi l'indignation de certaines natures généreuses ne remplirait-elle pas ce rôle?

Le plus grand nombre — si cher justement aux démocrates socialistes — ne pourrait que gagner, je pense, à ce que des êtres de l'espèce prince-de-Galles ne se sentent plus en sûreté dans le monde, au moment surtout où ils font, encouragent ou laissent faire la guerre.

Charles Albert.

QUI APPROUVEREZ-VOUS ?

La philosophie anarchiste, qui tend à s'inspirer de la critique psychologique et sociale, a pour but fondamental, — je dois donc vous l'apprendre : — *développer chez les individus l'indépendance de caractère, l'esprit d'initiative et de rechercher et les élever à une conscience de plus en plus grande de l'appui mutuel, de l'effort combiné comme unique moyen d'arriver à la vie large et belle.* La société harmonique serait le corollaire.

Ce but, elle s'efforce de le réaliser immédiatement et toujours; et, elle ne peut le réaliser que si les individus s'éduquent *à l'exercice continu* de la liberté et de l'initiative. *Toute école d'imposition et d'inertie est contre son but : la philosophie anarchiste doit donc la combattre.*

Elle a reconnu combien les rapports sociaux entravent et limitent son action.

Dans la critique des institutions sociales actuelles, causes de ses entraves et de ses limites, elle a rencontré le prolétariat socialiste. Et, du contact de ces deux courants, l'un surtout d'inspiration économique, l'autre plutôt d'inspiration intellectuelle, est sorti le socialisme libertaire dont l'idée directrice actuelle de *propagande révolutionnaire* peut se résumer ainsi : *l'expropriation* complète et violente de tous ceux qui ont le moyen d'exploiter les êtres humains; *le retour à la communauté* de tout ce qui peut servir entre les mains de n'importe qui à exploiter les autres; *la production* adaptée aux progrès de la technologie; *la consommation* libre.

Cette tendance sociale trouvera un appui d'autant plus solide que *l'exercice de l'entente sociale basée sur la conscience* aura été plus profond et plus général.

La séparation des deux courants s'est faite lorsque la doctrine de *l'organisation militaire des travailleurs* triompha par ruse à l'Internationale.

L'armée n'est pas et ne sera jamais l'école d'indépendance et de conscience, fût-elle prolétarienne.

La politique ne l'est pas et ne le sera pas davantage.

En admettant donc que votre tactique vous amène à un mieux-être économique pour le plus grand nombre, vous n'obtiendrez une meilleure répartition des produits qu'en renforçant chez les mandataires l'esprit de domination et chez les mandateurs l'esprit de soumission.

A nous, anarchistes, cela ne peut convenir. Pour la société, cela ne peut constituer une harmonie. Quant au peuple, je doute qu'il s'accommode de cette perspective. Demandez aux soldats allemands si la nutrition « scientifiquement organisée par l'intendance », qu'admirent d'aucuns de vos amis, les rend désireux de prolonger leur terme?...

Tel est le caractère idéologique de notre doctrine.

Mais, il y a plus en elle du fait que les partis socialistes politiques ne peuvent que *retarder l'évolution du prolétariat* vers cette répartition des produits plus équitable — vous êtes trop bon marxiste pour ignorer que les partis révolutionnaires ne créent pas les courants sociaux et ne font que les canaliser pour accroître et précipiter leurs effets.

Cette opinion que vous retardez l'évolution sociale ne nous appartient d'ailleurs pas en propre; elle a été acceptée par un grand nombre de socialistes qui se sont séparés de la social-démocratie et ont pris l'étiquette de socialistes révolutionnaires. De sorte que de l'Internationale sont sortis trois courants principaux : *l'anarchisme* qui veut l'éducation de l'individu par l'exercice de l'initiative et de la liberté, propage l'expropriation comme mode de révolution et pénètre de plus en plus dans les syndicats ouvriers libres pour en faire de grandes écoles d'éducation sociale; *le socialisme révolutionnaire* qui veut l'organisation du prolétariat pour la lutte économique et pour la révolution dictatoriale et a subi presque partout la poussée politique en croyant toutefois ne s'en servir que comme moyen d'agitation; *la social-démocratie* qui, sous l'impulsion de Marx, adoptait la lutte politique pour s'emparer des pouvoirs publics. Ceux-ci, après avoir fonctionné exclusivement au profit du capital, ne subissaient que très lentement, sans conscience, la réaction du travail; le prolétariat devait, avec la puissance du moment historique, faire entrer ses droits dans la juridiction et se servir de son appareil de répression pour les faire reconnaître : telle était sa thèse.

Pour prouver que le mouvement libertaire est plus adéquat que ces autres mouvements aux conclusions révolutionnaires du monde moderne, j'invoquerais les études mêmes que fit K. Marx sur le capitalisme et le parlementarisme ainsi que sur le caractère que doit prendre le mouvement ouvrier; en outre, j'invoquerais l'histoire de la social-démocratie dans tous les pays; je rappellerais surtout les événements si significatifs de ces derniers temps provoqués, en France, par l'entrée de Millerand au ministère, en Allemagne par les écrits de Bernstein. Mais j'ai eu déjà l'occasion de vous parler longuement de l'évolution des partis socialistes et de l'esprit de discipline qui y régnait lorsque je vous ai dit : « Pourquoi et comment je suis anarchiste »; en outre, la brochure du groupe des E. S. R. I. de Paris « La scission socialiste » étudie mieux que je ne pourrais le faire les crises socialistes récentes.

Quelle que soit la valeur de mes démonstrations de ces assertions, que je reporte à une autre causerie, il me semble que vous ne pouvez pas de bonne foi ne pas reconnaître au moins la grande incertitude à l'endroit du caractère de votre action sociale et, par suite, ne pas admettre la légitimité d'une critique objective sincère dont la base est les pensées et les actes des groupes socialistes et de leurs représentants.

— Mais je n'ai jamais contesté la sincérité des critiques de certains d'entre vous. Seulement...

— Seulement, ce sont des inconscients, qui n'entendent rien en économie politique.

— Non, vous dépassez ma pensée.

Je voulais dire que c'est être traître à la classe ouvrière que de fournir des armes aux bourgeois.

— C'est être aussi traître à la défense nationale que de dévoiler l'incapacité et les crimes de ses généraux...

Que voilà bien le langage d'un partisan de l'Autorité inviolable, indiscutable! Et vous osez prétendre que vos partis sont des écoles d'émancipation!

— C'est ridicule ce rapprochement...

Il n'y a aucune confiance à attendre des officiers et des gouvernements actuels, tandis que nos députés qui sont toujours sur la brèche pour la Défense des intérêts du prolétariat...

— O anarchistes, c'est à nous qu'on reproche la candeur de croire les hommes essentiellement bons! — Et puis c'est assez de paroles creuses!

— Que pouvez-vous donc faire de positif, de tangible? Dites!

— Mais, cher citoyen, si vous pouvez concevoir autre chose que maisons du peuple, fanfares, fêtes et élections, vous apprendrez sans peine que notre action trouve à se développer un domaine immense. Chacun parmi nous a son rôle social suivant sa situation et ses aptitudes. L'un s'efforcera de ramener à plus d'audace, d'indépendance, et partant plus d'originalité, tant de savants qui s'enferment dans une spécialité étroite et s'appliquent surtout à occuper avec quiétude leurs positions officielles par la pratique des idées conservatrices; l'autre criti-

quera les méthodes d'éducation à tous les degrés et s'attachera à faire prédominer dans l'enseignement la méthode de recherche et d'invention, la filiation historique des idées, seuls moyens de créer la conscience et l'esprit d'investigation scientifique; celui-ci dira aux artistes sa révolte contre les pouvoirs, son indignation pour les turpitudes, son amour de la liberté, son espérance en l'avenir, celui-là ira dans les syndicats pour élargir les discussions et pour exciter et aider les ouvriers à l'exercice de leur initiative, à la pratique de l'entente raisonnée et de l'effort combiné. En un mot, notre action « tangible et positive » consiste à *multiplier* le nombre des individus aptes à comprendre et à réaliser les besoins du moment et nous propageons l'idée de Révolution sociale en exposant nos réflexions et les critiques des fautes que révèle l'histoire des mouvements populaires, sans jamais considérer notre pensée comme définitivement fixée.

Nous voulons apprendre à marcher sans dogme à la recherche continue de l'harmonie et de la conscience des choses.

La vie terne du mouton ne nous émeut pas.

Nous savons qu'à cette conception la foule ne s'attachera pas de sitôt.

La science n'est pas impatiente, elle marche à pas lents, mais à pas sûrs. Nous qui nous inspirons de sa philosophie sereine, avec calme et confiance, nous travaillons.

Nous avons foi en nous-mêmes, surtout si nous nous entr'aidons.

G. Stel.

Notre camarade Luigi Galleani, dont nous avons eu le plaisir d'annoncer il y a quinze jours l'évasion de l'île de Pantellaria, est arrivé à Londres en bonne santé. Il remercie les camarades qui l'ont aidé à recouvrer sa liberté.

MOUVEMENT OUVRIER

Maintenant qu'ils l'ont votée, les socialistes trouvent que la loi des onze heures pour les femmes et les enfants n'est pas tout à fait « un des progrès sociaux les plus importants ». Ils émettent des doutes sur la sincérité des gros patrons avec qui ils n'ont pas craint de « mêler leur vote » et se ménagent une porte de sortie électorale. Rappelant l'économie de cette loi, l'un d'eux écrit dans le *Socialiste* : « C'est avec l'idée bien arrêtée de ne pas tenir cette promesse à l'échéance; — la journée de dix heures pour tous d'ici quatre ans — c'est qu'elle ne sera pas tenue, ou qu'elle ne le sera que dans la mesure où le prolétariat trouvera dans ses propres forces le moyen de contraindre le grand patronat à la tenir...

« Les patrons qui ont voté la loi, avec le concours des socialistes, espèrent bien ne pas l'appliquer; l'aveu est dénué d'artifice. Mais alors, à quoi bon la loi, si, pour être applicable, il faut que les ouvriers contraignent leurs patrons à ne plus les faire travailler plus de dix heures : ils pouvaient très bien, sans loi, imposer à leurs employeurs le temps qu'il leur plaira de travailler. »

Nous n'avons jamais dit autre chose : les travailleurs étant le nombre, ils n'ont qu'à vouloir, et, devant cette volonté, toutes les lois deviendront inutiles.

*
* *

Millerand, ministre socialiste, décore un grand couturier qui a nom Paquin; comme il ne manque pas de bandits pour qui le rouge de la boutonnière n'est que le reflet du rouge qu'ils ont aux mains, cela n'a en soi aucune importance.

Un de ses collègues du Parlement, jaloux, paraît-il, a interpellé le protecteur des ouvriers et nous a appris que le protégé de Millerand avait 103 condamnations pour infraction à la loi sur le travail des femmes et des enfants.

Cette manière de protéger les ouvriers en décorant un exploiteur de ce calibre, qui les fait travailler plus que ne le permet la loi bourgeoise, n'est pas pour nous déplaire.

Mais quel excellent socialisme tout de même!

*
* *

A Carmaux, la grève des mineurs dure toujours. Lundi dernier, la compagnie avait décidé de faire appel aux ouvriers qui voulaient recommencer à travailler. Le gouvernement, même socialiste, toujours aux ordres des capitalistes, a envoyé ses gendarmes pour protéger le travail.

Il y a à Carmaux 3.000 mineurs environ. L'effectif de la gendarmerie était lundi de 720 hommes, et cela pour « protéger » à peine un millier d'ouvriers qui ont repris le travail. Quel *tolle* dans le clan socialiste, si nous jouissions d'un vulgaire ministère opportuniste!

*
* *

Grèves, à Chartres, des fondeurs, mécaniciens, qui réclament une augmentation de salaire; — à Vienne, des cardeurs et filateurs qui réclament un minimum de salaire de 0 fr. 30 de l'heure et un maximum de travail de onze heures par jour ou par nuit. — A Bourges, grève des maçons et autres corporations du bâtiment qui réclament une augmentation de salaire. — A Paris, grève des teinturiers-dégraisseurs.

Tout est tranquille malgré cela, et toutes ces grèves se poursuivent avec « le calme et la dignité » qui siéent si bien aux hommes qui crèvent de faim.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Continuons d'admirer la politique d'un ministre socialiste, et recherchons en quoi elle diffère de celle de tout autre ministre réactionnaire.

Les gens qui montent des expositions sous prétexte de favoriser le développement de l'industrie nationale, mais en réalité pour favoriser celui de l'industrie dans l'ordre de laquelle ils sont passés chevaliers, ont, de complicité avec le gouvernement, organisé une ravissante escroquerie avec celle de 1900. Après avoir mis en vente des bons qu'ils affirmaient devoir donner droit à vingt entrées, ils décident qu'à certains jours, et certains soirs, ceux naturellement où il y aura des choses intéressantes et instructives à voir, il faudra de 2 à 10 tickets pour pénétrer dans l'enceinte de l'Exposition.

Le ministre du commerce — socialiste militant et du meilleur *teint*, voyez le discours de Saint-Mandé et lisez la collection de la *Petite République* — qui, par sa situation, se trouve présider à cette escroquerie, est interpellé. L'interpellateur, pas *méchant*, fait remarquer que la mesure est antidémocratique, puisqu'elle établit des prix prohibitifs les jours de grandes attractions.

Millerand, qui décidément devient un politicien de premier ordre et rendra bientôt des points au gros finassier Dupuy, s'appuie sur le précédent de l'Exposition de 1889. Puis il fait la déclaration que l'Exposition sera démocratique, car les dimanches et jours de fête légale le prix d'entrée du *soir* sera le même que celui de la journée.

On n'est pas plus Normand. Maintenant, *si les soirs* de fêtes légales et de dimanches, seuls soirs que le peuple des travailleurs ait de libres, il n'y a aucune attraction intéressante, les visiteurs se consoleront en pensant qu'ils n'ont pas payé un prix plus élevé que celui de la journée — quel sera celui-ci? — et qu'après tout, ils en ont pour leur argent. Pour la plèbe, pour la *foule* méprisable des ouvriers, les banalités stupides et grossières dont on a soin de la combler pour l'abêtir le plus possible, fontaines lumineuses, embrasement de la Tour, danses du ventre, etc. Aux « affinés », à la noblesse cléricale et républicaine, les plaisirs délicats et les attractions artistiques. N'est-il pas superlativement flatteur d'être en grâce auprès de ce gratin copurchic?

Et puis, comment trouvez-vous ce ministre socialiste qui, pour excuser une mesure antidémocratique, invoque un précédent?

Mais pourquoi donc prétendez-vous réformer la société capitaliste, cher Monsieur? Le capitalisme n'est-il pas justifié par un long, très long précédent? Et si l'on s'appuie sur des précédents, pourquoi des réformes? Au diable le progrès et revenons aux temps préhistoriques. Nos ancêtres, les anthropopithèques, grimpaient sur les arbres et se nourrissaient de noix de coco.

Faisons comme eux, le précédent nous y oblige.

André Girard.

*
* *

Militarisme. — A Toulon, pendant des exercices de tir, un soldat a eu les deux cuisses traversées par une balle et a été transporté à l'hôpital, mourant. Il se trouve que cette balle a tué un homme qu'elle ne devait point tuer; mais elle n'est pas plus criminelle que toutes celles tirées sur des cibles, dans le but d'apprendre à tuer des Allemands ou des Anglais, des nègres ou des grévistes. En réalité, toute balle qui frappe une cible, c'est comme si elle frappait une poitrine d'homme; c'est un crime.

A Valence, un artilleur reçut une violente ruade de cheval. On le déposa mourant dans un tombereau qui se trouvait là, puis on s'enquit du médecin-major; il daigna venir au bout d'une heure, alors que l'homme (peut donc pas attendre, c't'idiot-là?) venait de mourir.

A Arras, une épidémie de grippe infectieuse s'est déclarée dans les casernes et a commencé à gagner la ville. Un inspecteur, venu de la part du ministre, s'en est retourné enchanté de l'état sanitaire et déclarant que tout allait bien; mais, par esprit de contradiction, les soldats continuèrent à mourir après son départ, comme avant. Plus de 500 hommes ont été atteints, et 16 sont morts. On s'étonne qu'à l'état de paix, la mortalité soit toujours bien plus forte à la caserne que dans la vie civile, mais cela s'explique : dans un milieu où toutes les énergies sont tournées vers le meurtre, on ne peut pas faire grand cas de la vie humaine.

*
* *

Religion. — Professeur d'histoire au petit séminaire de Saint-Eugène, près d'Alger, l'abbé Pottery avait coutume d'aller rêver, le soir, en compagnie de petits apprentis coiffeurs, près d'une chapelle de la Vierge, à quelque distance de la ville. Est-ce par haine des idées modernes que ce saint homme avait des mœurs antiques? Quoi qu'il en soit, les jeunes perruquiers furent tant et si bien catéchisés par lui dans les traditions bibliques, qu'ils en tombèrent malades. Un médecin s'émut, puis le parquet. On a écroué le professeur de morale spiritualiste, et les juges croiront avoir fait tout ce qu'il est possible de faire, quand ils l'auront condamné. Cependant, la société continuant à vivre d'ignorance et de misère, il y aura encore des adolescents ignorants, et souillés parce qu'ignorants, il y aura encore des hommes superstitieux, et immoraux parce que superstitieux.

*
* *

Police. — Un ancien agent a assassiné à coups de sabre-baïonnette, à Nice, un pâtissier. — Ainsi, ceux qui font métier de veiller sur la conduite des autres ne seraient pas plus vertueux que les autres? — Soyez sûr qu'ils le sont moins. Tout en bas, dans l'ignoble monde policier, tout en haut, dans l'ignoble monde politique, regardez : ceux qui se décernent le rôle de conduire les autres, sont toujours ceux-là qui auraient le plus besoin d'être eux-mêmes conduits.

R. Ch.

*
* *

Puteaux. — Bonne réunion de propagande, l'autre jour, à Puteaux, où Chauvin, assisté du mouchard Delory, conviait les électeurs au développement de son mandat. Tous deux sont salués par les cris de *Vive l'anarchie!* Ce qui fait pâlir Chauvin qui, après avoir dit quelques mots, laisse la parole à Gilbert Lenoir pour expliquer le cas de Girier-Lorion. Il ne put le faire qu'imparfaitement, tant les amis de Chauvin faisaient de l'obstruction. Delory vint ensuite s'expliquer : il fit un discours agrémenté de mensonges et de violentes diatribes contre les anarchistes. C'est alors qu'à *mon tour*, je prenais la parole et reprenais pour mon compte les accusations contre Delory. En quelques mots, j'admonestais Chauvin sur son attitude hypocrite.

Bref, nous avons tant fait qu'il a bien voulu, après bien des hésitations, accepter avec les compagnons un grand débat contradictoire qui aurait lieu dans la seconde quinzaine de mai et qui porterait comme ordre du jour : « Girier-Lorion : ses assassins. »

les puissances d'Europe comme une puissance. » (Page 1.)

Au Congrès de Zurich, de 1893, le même Engels disait : « A ce moment (1843-45), le socialisme n'était représenté que par de petites sectes... » Les petites sectes ou la puissance! Qui a ici raison : M. Ed. ou Engels tout seul?...

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

LE PRINCE ET LE FOU

La semaine dernière, le prince de Galles était de passage à Bruxelles et un jeune homme, du nom de Sipido, déchargeait sur lui son revolver. Arrêté sur l'heure, Sipido déclarait avoir voulu tirer sur le prince parce que celui-ci faisait tuer, en Afrique, des milliers d'hommes. Après chaque fait de ce genre, il y a tout un cérémonial de télégrammes, de visites et d'indignation. L'attentat de Bruxelles souleva, comme de juste, une réprobation générale. Si générale même qu'elle retentit jusque dans la Maison du Peuple. « Un membre *très influent* de la Jeune Garde socialiste, disaient les premières dépêches, a exprimé *énergiquement* sa désapprobation. » Voilà de l'énergie bien employée. On sait que la Jeune Garde socialiste est spécialement organisée en vue de la propagande contre la guerre et le militarisme. Mais les socialistes belges ne parviendront pas à nous étonner. Nous en voyons bien d'autres depuis que les socialistes français vont à l'école des bonnes manières chez le marquis de Galliffet. Et il vaut mieux, somme toute, désapprouver le peuple quand il tire sur un prince, qu'approuver des officiers quand ils tirent sur le peuple. Voir la Martinique.

Revenons à Sipido. Un inconscient, un fou, disent à l'envi socialistes et bourgeois. Peut-être. Mais alors il faudrait s'entendre sur le sens tout à fait relatif et variable de ces mots. Une guerre impie, un carnage répugnant ensanglante un coin du monde et déshonore l'humanité. Une nation est désignée comme responsable de cette honte et quotidiennement insultée, pour ce fait, dans la presse d'Europe. Un des représentants les plus autorisés et les plus considérables de ce peuple vient à passer quelque part, voyageant pour son plaisir. Quel est le fou et quel est l'inconscient? Celui qui salue jusqu'à terre ou celui qui pense à son revolver? Je trouve difficile au contraire de pousser plus loin que le jeune Sipido la conscience de la situation et la responsabilité humaine.

Détail à noter : Le même Sipido eût été félicité comme un courageux citoyen, voire même décoré, s'il eût joué du revolver contre un assassin de bas étage.

On dira peut-être qu'avec de telles habitudes, il n'y aurait plus de sécurité pour personne. Ne serait-ce pas plutôt l'ère de la sécurité et du respect de la vie humaine qui commencerait? On trouve fort bien d'ordinaire que les lois naturelles prennent, contre qui les enfreint, une sorte de revanche, considérée au point de vue éducatif comme la punition idéale. Personne ne plaint l'ivrogne qui se blesse en titubant. Pas plus qu'on ne plaint le goutteux gagnant son mal à force de bonne chère. Puisque la nature, hélas! ne se charge pas de punir d'une façon aussi simple et aussi logique les infractions contre les lois sociales, les grandes monstruosités fratricides, pourquoi l'indignation de certaines natures généreuses ne remplirait-elle pas ce rôle?

Le plus grand nombre — si cher justement aux démocrates socialistes — ne pourrait que gagner, je pense, à ce que des êtres de l'espèce prince-de-Galles ne se sentent plus en sûreté dans le monde, au moment surtout où ils font, encouragent ou laissent faire la guerre.

Charles Albert.

QUI APPROUVEREZ-VOUS ?

La philosophie anarchiste, qui tend à s'inspirer de la critique psychologique et sociale, a pour but fondamental, — je dois donc vous l'apprendre : — *développer chez les individus l'indépendance de caractère, l'esprit d'initiative et de recherches et les élever à une conscience de plus en plus grande de l'appui mutuel, de l'effort combiné comme unique moyen d'arriver à la vie large et belle*. La société harmonique serait le corollaire.

Ce but, elle s'efforce de le réaliser immédiatement et toujours; et, elle ne peut le réaliser que si les individus s'éduquent *à l'exercice continu* de la liberté et de l'initiative. *Toute école d'imposition et d'inertie est contre son but : la philosophie anarchiste doit donc la combattre.*

Elle a reconnu combien les rapports sociaux entravent et limitent son action.

Dans la critique des institutions sociales actuelles, causes de ses entraves et de ses limites, elle a rencontré le prolétariat socialiste. Et, du contact de ces deux courants, l'un surtout d'inspiration économique, l'autre plutôt d'inspiration intellectuelle, est sorti le socialisme libertaire dont l'idée directrice actuelle de *propagande révolutionnaire* peut se résumer ainsi : *l'expropriation* complète et violente de tous ceux qui ont le moyen d'exploiter les êtres humains; *le retour à la communauté* de tout ce qui peut servir entre les mains de n'importe qui à exploiter les autres; *la production* adaptée aux progrès de la technologie; *la consommation* libre.

Cette tendance sociale trouvera un appui d'autant plus solide que *l'exercice de l'entente sociale basée sur la conscience* aura été plus profond et plus général.

La séparation des deux courants s'est faite lorsque la doctrine de *l'organisation militaire des travailleurs* triompha par ruse à l'Internationale.

L'armée n'est pas et ne sera jamais l'école d'indépendance et de conscience, fût-elle prolétarienne.

La politique ne l'est pas et ne le sera pas davantage.

En admettant donc que votre tactique vous amène à un mieux-être économique pour le plus grand nombre, vous n'obtiendrez une meilleure répartition des produits qu'en renforçant chez les mandataires l'esprit de domination et chez les mandateurs l'esprit de soumission.

A nous, anarchistes, cela ne peut convenir. Pour la société, cela ne peut constituer une harmonie. Quant au peuple, je doute qu'il s'accommode de cette perspective. Demandez aux soldats allemands si la nutrition « scientifiquement organisée par l'intendance », qu'admirent d'aucuns de vos amis, les rend désireux de prolonger leur terme?...

Tel est le caractère idéologique de notre doctrine.

Mais, il y a plus en elle du fait que les partis socialistes politiques ne peuvent que *retarder l'évolution du prolétariat* vers cette répartition des produits plus équitable — vous êtes trop bon marxiste pour ignorer que les partis révolutionnaires ne créent pas les courants sociaux et ne font que les canaliser pour accroître et précipiter leurs effets.

Cette opinion que vous retardez l'évolution sociale ne nous appartient d'ailleurs pas en propre; elle a été acceptée par un grand nombre de socialistes qui se sont séparés de la social-démocratie et ont pris l'étiquette de socialistes révolutionnaires. De sorte que de l'Internationale sont sortis trois courants principaux : *l'anarchisme* qui veut l'éducation de l'individu par l'exercice de l'initiative et de la liberté, propage l'expropriation comme mode de révolution et pénètre de plus en plus dans les syndicats ouvriers libres pour en faire de grandes écoles d'éducation sociale; *le socialisme révolutionnaire* qui veut l'organisation du prolétariat pour la lutte économique et pour la révolution dictatoriale et a subi presque partout la poussée politique en croyant toutefois ne s'en servir que comme moyen d'agitation; *la social-démocratie* qui, sous l'impulsion de Marx, adoptait la lutte politique pour s'emparer des pouvoirs publics. Ceux-ci, après avoir fonctionné exclusivement au profit du capital, ne subissaient que très lentement, sans conscience, la réaction du travail; le prolétariat devait, avec la puissance du moment historique, faire entrer ses droits dans la juridiction et se servir de son appareil de répression pour les faire reconnaître : telle était sa thèse.

Pour prouver que le mouvement libertaire est plus adéquat que ces autres mouvements aux conclusions révolutionnaires du monde moderne, j'invoquerais les études mêmes que fit K. Marx sur le capitalisme et le parlementarisme ainsi que sur le caractère que doit prendre le mouvement ouvrier; en outre, j'invoquerais l'histoire de la social-démocratie dans tous les pays; je rappellerais surtout les événements si significatifs de ces derniers temps provoqués, en France, par l'entrée de Millerand au ministère, en Allemagne par les écrits de Bernstein. Mais j'ai eu déjà l'occasion de vous parler longuement de l'évolution des partis socialistes et de l'esprit de discipline qui y régnait lorsque je vous ai dit : « Pourquoi et comment je suis anarchiste »; en outre, la brochure du groupe des E. S. R. I. de Paris « La scission socialiste » étudie mieux que je ne pourrais le faire les crises socialistes récentes.

Quelle que soit la valeur de mes démonstrations de ces assertions, que je reporte à une autre causerie, il me semble que vous ne pouvez pas de bonne foi ne pas reconnaître au moins la grande incertitude à l'endroit du caractère de votre action sociale et, par suite, ne pas admettre la légitimité d'une critique objective sincère dont la base est les pensées et les actes des groupes socialistes et de leurs représentants.

— Mais je n'ai jamais contesté la sincérité des critiques de certains d'entre vous. Seulement...

— Seulement, ce sont des inconscients, qui n'entendent rien en économie politique.

— Non, vous dépassez ma pensée.

Je voulais dire que c'est être traître à la classe ouvrière que de fournir des armes aux bourgeois.

— C'est être aussi traître à la défense nationale que de dévoiler l'incapacité et les crimes de ses généraux...

Que voilà bien le langage d'un partisan de l'Autorité inviolable, indiscutable! Et vous osez prétendre que vos partis sont des écoles d'émancipation!

— C'est ridicule ce rapprochement...

Il n'y a aucune confiance à attendre des officiers et des gouvernements actuels, tandis que nos députés qui sont toujours sur la brèche pour la Défense des intérêts du prolétariat...

— O anarchistes, c'est à nous qu'on reproche la candeur de croire les hommes essentiellement bons! — Et puis c'est assez de paroles creuses!

— Que pouvez-vous donc faire de positif, de tangible? Dites!

— Mais, cher citoyen, si vous pouvez concevoir autre chose que maisons du peuple, fanfares, fêtes et élections, vous apprendrez sans peine que notre action trouve à se développer un domaine immense. Chacun parmi nous a son rôle social suivant sa situation et ses aptitudes. L'un s'efforcera de ramener à plus d'audace, d'indépendance, et partant plus d'originalité, tant de savants qui s'enferment dans une spécialité étroite et s'appliquent surtout à occuper avec quiétude leurs positions officielles par la pratique des idées conservatrices; l'autre criti-

quera les méthodes d'éducation à tous les degrés et s'attachera à faire prédominer dans l'enseignement la méthode de recherche et d'invention, la filiation historique des idées, seuls moyens de créer la conscience et l'esprit d'investigation scientifique; celui-ci dira aux artistes sa révolte contre les pouvoirs, son indignation pour les turpitudes, son amour de la liberté, son espérance en l'avenir, celui-là ira dans les syndicats pour élargir les discussions et pour exciter et aider les ouvriers à l'exercice de leur initiative, à la pratique de l'entente raisonnée et de l'effort combiné. En un mot, notre action « tangible et positive » consiste à *multiplier* le nombre des individus aptes à comprendre et à réaliser les besoins du moment et nous propageons l'idée de Révolution sociale en exposant nos réflexions et les critiques des fautes que révèle l'histoire des mouvements populaires, sans jamais considérer notre pensée comme définitivement fixée.

Nous voulons apprendre à marcher sans dogme à la recherche continue de l'harmonie et de la conscience des choses.

La vie terne du mouton ne nous émeut pas.

Nous savons qu'à cette conception la foule ne s'attachera pas de sitôt.

La science n'est pas impatiente, elle marche à pas lents, mais à pas sûrs. Nous qui nous inspirons de sa philosophie sereine, avec calme et confiance, nous travaillons.

Nous avons foi en nous-mêmes, surtout si nous nous entr'aidons.

G. Stel.

Notre camarade Luigi Galleani, dont nous avons eu le plaisir d'annoncer il y a quinze jours l'évasion de l'île de Pantellaria, est arrivé à Londres en bonne santé. Il remercie les camarades qui l'ont aidé à recouvrer sa liberté.

MOUVEMENT OUVRIER

Maintenant qu'ils l'ont votée, les socialistes trouvent que la loi des onze heures pour les femmes et les enfants n'est pas tout à fait « un des progrès sociaux les plus importants ». Ils émettent des doutes sur la sincérité des gros patrons avec qui ils n'ont pas craint de « mêler leur vote » et se ménagent une porte de sortie électorale. Rappelant l'économie de cette loi, l'un d'eux écrit dans le *Socialiste* : « C'est avec l'idée bien arrêtée de ne pas tenir cette promesse à l'échéance; — la journée de dix heures pour tous d'ici quatre ans — c'est qu'elle ne sera pas tenue, ou qu'elle ne le sera que dans la mesure où le prolétariat trouvera dans ses propres forces le moyen de contraindre le grand patronat à la tenir...

« Les patrons qui ont voté la loi, avec le concours des socialistes, espèrent bien ne pas l'appliquer; l'aveu est dénué d'artifice. Mais alors, à quoi bon la loi, si, pour être applicable, il faut que les ouvriers contraignent leurs patrons à ne plus les faire travailler plus de dix heures : ils pouvaient très bien, sans loi, imposer à leurs employeurs le temps qu'il leur plaira de travailler. »

Nous n'avons jamais dit autre chose : les travailleurs étant le nombre, ils n'ont qu'à vouloir, et, devant cette volonté, toutes les lois deviendront inutiles.

⁂

Millerand, ministre socialiste, décore un grand couturier qui a nom Paquin; comme il ne manque pas de bandits pour qui le rouge de la boutonnière n'est que le reflet du rouge qu'ils ont aux mains, cela n'a en soi aucune importance.

Un de ses collègues du Parlement, jaloux, paraît-il, a interpellé le protecteur des ouvriers et nous a appris que le protégé de Millerand avait 103 condamnations pour infraction à la loi sur le travail des femmes et des enfants.

Cette manière de protéger les ouvriers en décorant un exploiteur de ce calibre, qui les fait travailler plus que ne le permet la loi bourgeoise, n'est pas pour nous déplaire.

Mais quel excellent socialisme tout de même !

⁂

A Carmaux, la grève des mineurs dure toujours. Lundi dernier, la compagnie avait décidé de faire appel aux ouvriers qui voulaient recommencer à travailler. Le gouvernement, même socialiste, toujours aux ordres des capitalistes, a envoyé ses gendarmes pour protéger le travail.

Il y a à Carmaux 3.000 mineurs environ. L'effectif de la gendarmerie était lundi de 720 hommes, et cela pour « protéger » à peine un millier d'ouvriers qui ont repris le travail. Quel *tolle* dans le clan socialiste, si nous jouissions d'un vulgaire ministère opportuniste !

⁂

Grèves, à Chartres, des fondeurs, mécaniciens, qui réclament une augmentation de salaire ; — à Vienne, des cardeurs et filateurs qui réclament un minimum de salaire de 0 fr. 30 de l'heure et un maximum de travail de onze heures par jour ou par nuit. — A Bourges, grève des maçons et autres corporations du bâtiment qui réclament une augmentation de salaire. — A Paris, grève des teinturiers-dégraisseurs.

Tout est tranquille malgré cela, et toutes ces grèves se poursuivent avec « le calme et la dignité » qui siéent si bien aux hommes qui crèvent de faim.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Continuons d'admirer la politique d'un ministre socialiste, et recherchons en quoi elle diffère de celle de tout autre ministre réactionnaire.

Les gens qui montent des expositions sous prétexte de favoriser le développement de l'industrie nationale, mais en réalité pour favoriser celui de l'industrie dans l'ordre de laquelle ils sont passés chevaliers, ont, de complicité avec le gouvernement, organisé une ravissante escroquerie avec celle de 1900. Après avoir mis en vente des bons qu'ils affirmaient devoir donner droit à vingt entrées, ils décident qu'à certains jours, et certains soirs, ceux naturellement où il y aura des choses intéressantes et instructives à voir, il faudra de 2 à 10 tickets pour pénétrer dans l'enceinte de l'Exposition.

Le ministre du commerce — socialiste militant et du meilleur teint, voyez le discours de Saint-Mandé et lisez la collection de la *Petite République* — qui, par sa situation, se trouve présider à cette escroquerie, est interpellé. L'interpellateur, pas méchant, fait remarquer que la mesure est antidémocratique, puisqu'elle établit des prix prohibitifs les jours de grandes attractions.

Millerand, qui décidément devient un politicien de premier ordre et rendra bientôt des points au gros financier Dupuy, s'appuie sur le précédent de l'Exposition de 1889. Puis il fait la déclaration que l'Exposition sera démocratique, car les dimanches et jours de fête légale le prix d'entrée du soir sera le même que celui de la journée.

On n'est pas plus Normand. Maintenant, si les soirs de fêtes légales et de dimanches, seuls soirs que le peuple des travailleurs ait de libres, il n'y a aucune attraction intéressante, les visiteurs se consoleront en pensant qu'ils n'ont pas payé un prix plus élevé que celui de la journée — quel sera celui-ci? — et qu'après tout, ils en ont pour leur argent. Pour la plèbe, pour la foule méprisable des ouvriers, les banalités stupides et grossières dont on a soin de la combler pour l'abêtir le plus possible, fontaines lumineuses, embrasement de la Tour, danses du ventre, etc. Aux « affinés », à la noblesse cléricale et républicaine, les plaisirs délicats et les attractions artistiques. N'est-il pas superlativement flatteur d'être en grâce auprès de ce gratin copurchic?

Et puis, comment trouvez-vous ce ministre socialiste qui, pour excuser une mesure antidémocratique, invoque un précédent?

Mais pourquoi donc prétendez-vous réformer la société capitaliste, cher Monsieur? Le capitalisme n'est-il pas justifié par un long, très long précédent? Et si l'on s'appuie sur des précédents, pourquoi des réformes? Au diable le progrès et revenons aux temps préhistoriques. Nos ancêtres, les anthropopithèques, grimpaient sur les arbres et se nourrissaient de noix de coco.

Faisons comme eux, le précédent nous y oblige.

André Girard.

⁂

Militarisme. — A Toulon, pendant des exercices de tir, un soldat a eu les deux cuisses traversées par une balle et a été transporté à l'hôpital, mourant. Il se trouve que cette balle a tué un homme qu'elle ne devait point tuer; mais elle n'est pas plus criminelle que toutes celles tirées sur des cibles, dans le but d'apprendre à tuer des Allemands ou des Anglais, des nègres ou des grévistes. En réalité, toute balle qui frappe une cible, c'est comme si elle frappait une poitrine d'homme ; c'est un crime.

A Valence, un artilleur reçut une violente ruade de cheval. On le déposa mourant dans un tombereau qui se trouvait là, puis on s'enquit du médecin-major; il daigna venir au bout d'une heure, alors que l'homme (peut donc pas attendre, c't'idiot-là?) venait de mourir.

A Arras, une épidémie de grippe infectieuse s'est déclarée dans les casernes et a commencé à gagner la ville. Un inspecteur, venu de la part du ministre, s'en est retourné enchanté de l'état sanitaire et déclarant que tout allait bien ; mais, par esprit de contradiction, les soldats continuèrent à mourir après son départ, comme avant. Plus de 500 hommes ont été atteints, et 16 sont morts. On s'étonne qu'à l'état de paix, la mortalité soit toujours bien plus forte à la caserne que dans la vie civile, mais cela s'explique : dans un milieu où toutes les énergies sont tournées vers le meurtre, on ne peut pas faire grand cas de la vie humaine.

⁂

Religion. — Professeur d'histoire au petit séminaire de Saint-Eugène, près d'Alger, l'abbé Pottery avait coutume d'aller rêver, le soir, en compagnie de petits apprentis coiffeurs, près d'une chapelle de la Vierge, à quelque distance de la ville. Est-ce par haine des idées modernes que ce saint homme avait des mœurs antiques? Quoi qu'il en soit, les jeunes perruquiers furent tant et si bien catéchisés par lui dans les traditions bibliques, qu'ils en tombèrent malades. Un médecin s'émut, puis le parquet. On a écroué le professeur de morale spiritualiste, et les juges croiront avoir fait tout ce qu'il est possible de faire, quand ils l'auront condamné. Cependant, la société continuant à vivre d'ignorance et de misère, il y aura encore des adolescents ignorants, et souillés parce qu'ignorants, il y aura encore des hommes superstitieux, et immoraux parce que superstitieux.

⁂

Police. — Un ancien agent a assassiné à coups de sabre-baïonnette, à Nice, un pâtissier. — Ainsi, ceux qui font métier de veiller sur la conduite des autres ne seraient pas plus vertueux que les autres? — Soyez sûr qu'ils le sont moins. Tout en bas, dans l'ignoble monde policier, tout en haut, dans l'ignoble monde politique, regardez : ceux qui se décernent le rôle de conduire les autres, sont toujours ceux-là qui auraient le plus besoin d'être eux-mêmes conduits.

R. Ch.

⁂

Puteaux. — Bonne réunion de propagande, l'autre jour, à Puteaux, où Chauvin, assisté du mouchard Delory, conviait les électeurs au développement de son mandat. Tous deux sont salués par les cris de Vive l'anarchie! Ce qui fait pâlir Chauvin qui, après avoir dit quelques mots, laisse la parole à Gilbert Lenoir pour expliquer le cas de Girier-Lorion. Il ne put le faire qu'imparfaitement, tant les amis de Chauvin faisaient de l'obstruction. Delory vint ensuite s'expliquer : il fit un discours agrémenté de mensonges et de violentes diatribes contre les anarchistes. C'est alors qu'à mon tour, je prenais la parole et reprenais pour mon compte les accusations contre Delory. En quelques mots, j'admonestais Chauvin sur son attitude hypocrite.

Bref, nous avons tant fait qu'il a bien voulu, après bien des hésitations, accepter avec les compagnons un grand débat contradictoire qui aurait lieu dans la seconde quinzaine de mai et qui porterait comme ordre du jour : « Girier-Lorion : ses assassins. »

les puissances d'Europe comme une puissance. » (Page 1.)

Au Congrès de Zurich, de 1893, le même Engels disait : « A ce moment (1843-45), le socialisme n'était représenté que par de petites sectes... » Les petites sectes ou la puissance! Qui a ici raison : M. En. ou Engels tout seul?...

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

LE PRINCE ET LE FOU

La semaine dernière, le prince de Galles était de passage à Bruxelles et un jeune homme, du nom de Sipido, déchargeait sur lui son revolver. Arrêté sur l'heure, Sipido déclarait avoir voulu tirer sur le prince parce que celui-ci faisait tuer, en Afrique, des milliers d'hommes. Après chaque fait de ce genre, il y a tout un cérémonial de télégrammes, de visites et d'indignation. L'attentat de Bruxelles souleva, comme de juste, une réprobation générale. Si générale même qu'elle retentit jusque dans la Maison du Peuple. « Un membre *très influent* de la Jeune Garde socialiste, disaient les premières dépêches, a exprimé *énergiquement* sa désapprobation. » Voilà de l'énergie bien employée. On sait que la Jeune Garde socialiste est spécialement organisée en vue de la propagande contre la guerre et le militarisme. Mais les socialistes belges ne parviendront pas à nous étonner. Nous en voyons bien d'autres depuis que les socialistes français vont à l'école des bonnes manières chez le marquis de Galliffet. Et il vaut mieux, somme toute, désapprouver le peuple quand il tire sur un prince, qu'approuver des officiers quand ils tirent sur le peuple. Voir la Martinique.

Revenons à Sipido. Un inconscient, un fou, disent à l'envi socialistes et bourgeois. Peut-être. Mais alors il faudrait s'entendre sur le sens tout à fait relatif et variable de ces mots. Une guerre impie, un carnage répugnant ensanglante un coin du monde et déshonore l'humanité. Une nation est désignée comme responsable de cette honte et quotidiennement insultée, pour ce fait, dans la presse d'Europe. Un des représentants les plus autorisés et les plus considérables de ce peuple vient à passer quelque part, voyageant pour son plaisir. Quel est le fou et quel est l'inconscient? Celui qui salue jusqu'à terre ou celui qui pense à son revolver? Je trouve difficile au contraire de pousser plus loin que le jeune Sipido la conscience de la situation et la responsabilité humaine.

Détail à noter : Le même Sipido eût été félicité comme un courageux citoyen, voire même décoré, s'il eût joué du revolver contre un assassin de bas étage.

On dira peut-être qu'avec de telles habitudes, il n'y aurait plus de sécurité pour personne. Ne serait-ce pas plutôt l'ère de la sécurité et du respect de la vie humaine qui commencerait? On trouve fort bien d'ordinaire que les lois naturelles prennent, contre qui les enfreint, une sorte de revanche, considérée au point de vue éducatif comme la punition idéale. Personne ne plaint l'ivrogne qui se blesse en titubant. Pas plus qu'on ne plaint le goutteux gagnant son mal à force de bonne chère. Puisque la nature, hélas! ne se charge pas de punir d'une façon aussi simple et aussi logique les infractions contre les lois sociales, les grandes monstruosités fratricides, pourquoi l'indignation de certaines natures généreuses ne remplirait-elle pas ce rôle?

Le plus grand nombre — si cher justement aux démocrates socialistes — ne pourrait que gagner, je pense, à ce que des êtres de l'espèce prince-de-Galles ne se sentent plus en sûreté dans le monde, au moment surtout où ils font, encouragent ou laissent faire la guerre.

Charles Albert.

QUI APPROUVEREZ-VOUS ?

La philosophie anarchiste, qui tend à s'inspirer de la critique psychologique et sociale, a pour but fondamental, — je dois donc vous l'apprendre : — *développer chez les individus l'indépendance de caractère, l'esprit d'initiative et de recherches et les élever à une conscience de plus en plus grande de l'appui mutuel, de l'effort combiné comme unique moyen d'arriver à la vie large et belle.* La société harmonique serait le corollaire.

Ce but, elle s'efforce de le réaliser immédiatement et toujours; et, elle ne peut le réaliser que si les individus s'éduquent *à l'exercice continu* de la liberté et de l'initiative. *Toute école d'imposition et d'inertie est contre son but : la philosophie anarchiste doit donc la combattre.*

Elle a reconnu combien les rapports sociaux entravent et limitent son action.

Dans la critique des institutions sociales actuelles, causes de ses entraves et de ses limites, elle a rencontré le prolétariat socialiste. Et, du contact de ces deux courants, l'un surtout d'inspiration économique, l'autre plutôt d'inspiration intellectuelle, est sorti le socialisme libertaire dont l'idée directrice actuelle de *propagande révolutionnaire* peut se résumer ainsi : *l'expropriation* complète et violente de tous ceux qui ont le moyen d'exploiter les êtres humains; *le retour à la communauté* de tout ce qui peut servir entre les mains de n'importe qui à exploiter les autres; *la production* adaptée aux progrès de la technologie; *la consommation* libre.

Cette tendance sociale trouvera un appui d'autant plus solide que *l'exercice de l'entente sociale basée sur la conscience* aura été plus profond et plus général.

La séparation des deux courants s'est faite lorsque la doctrine de *l'organisation militaire des travailleurs* triompha par ruse à l'Internationale.

L'armée n'est pas et ne sera jamais l'école d'indépendance et de conscience, fût-elle prolétarienne.

La politique ne l'est pas et ne le sera pas davantage.

En admettant donc que votre tactique vous amène à un mieux-être économique pour le plus grand nombre, vous n'obtiendrez une meilleure répartition des produits qu'en renforçant chez les mandataires l'esprit de domination et chez les mandateurs l'esprit de soumission.

A nous, anarchistes, cela ne peut convenir. Pour la société, cela ne peut constituer une harmonie. Quant au peuple, je doute qu'il s'accommode de cette perspective. Demandez aux soldats allemands si la nutrition « scientifiquement organisée par l'intendance », qu'admirent d'aucuns de vos amis, les rend désireux de prolonger leur terme?...

Tel est le caractère idéologique de notre doctrine.

Mais, il y a plus en elle du fait que les partis socialistes politiques ne peuvent que *retarder l'évolution du prolétariat* vers cette répartition des produits plus équitable — vous êtes trop bon marxiste pour ignorer que les partis révolutionnaires ne créent pas les courants sociaux et ne font que les canaliser pour accroître et précipiter leurs effets.

Cette opinion que vous retardez l'évolution sociale ne nous appartient d'ailleurs pas en propre; elle a été acceptée par un grand nombre de socialistes qui se sont séparés de la social-démocratie et ont pris l'étiquette de socialistes révolutionnaires. De sorte que de l'Internationale sont sortis trois courants principaux : *l'anarchisme* qui veut l'éducation de l'individu par l'exercice de l'initiative et de la liberté, propage l'expropriation comme mode de révolution et pénètre de plus en plus dans les syndicats ouvriers libres pour en faire de grandes écoles d'éducation sociale; *le socialisme révolutionnaire* qui veut l'organisation du prolétariat pour la lutte économique et pour la révolution dictatoriale et a subi presque partout la poussée politique en croyant toutefois ne s'en servir que comme moyen d'agitation; *la social-démocratie* qui, sous l'impulsion de Marx, adoptait la lutte politique pour s'emparer des pouvoirs publics. Ceux-ci, après avoir fonctionné exclusivement au profit du capital, ne subissaient que très lentement, sans conscience, la réaction du travail; le prolétariat devait, avec la puissance du moment historique, faire entrer ses droits dans la juridiction et se servir de son appareil de répression pour les faire reconnaître : telle était sa thèse.

Pour prouver que le mouvement libertaire est plus adéquat que ces autres mouvements aux conclusions révolutionnaires du monde moderne, j'invoquerais les études mêmes que fit K. Marx sur le capitalisme et le parlementarisme ainsi que sur le caractère que doit prendre le mouvement ouvrier; en outre, j'invoquerais l'histoire de la social-démocratie dans tous les pays; je rappellerais surtout les événements si significatifs de ces derniers temps provoqués, en France, par l'entrée de Millerand au ministère, en Allemagne par les écrits de Bernstein. Mais j'ai eu déjà l'occasion de vous parler longuement de l'évolution des partis socialistes et de l'esprit de discipline qui y régnait lorsque je vous ai dit : « Pourquoi et comment je suis anarchiste »; en outre, la brochure du groupe des E. S. R. I. de Paris « La scission socialiste » étudie mieux que je ne pourrais le faire les crises socialistes récentes.

Quelle que soit la valeur de mes démonstrations de ces assertions, que je reporte à une autre causerie, il me semble que vous ne pouvez pas de bonne foi ne pas reconnaître au moins la grande incertitude à l'endroit du caractère de votre action sociale et, par suite, ne pas admettre la légitimité d'une critique objective sincère dont la base est les pensées et les actes des groupes socialistes et de leurs représentants.

— Mais je n'ai jamais contesté la sincérité des critiques de certains d'entre vous. Seulement...

— Seulement, ce sont des inconscients, qui n'entendent rien en économie politique.

— Non, vous dépassez ma pensée.

Je voulais dire que c'est être traître à la classe ouvrière que de fournir des armes aux bourgeois.

— C'est être aussi traître à la défense nationale que de dévoiler l'incapacité et les crimes de ses généraux...

Que voilà bien le langage d'un partisan de l'Autorité inviolable, indiscutable! Et vous osez prétendre que vos partis sont des écoles d'émancipation!

— C'est ridicule ce rapprochement...

Il n'y a aucune confiance à attendre des officiers et des gouvernements actuels, tandis que nos députés qui sont toujours sur la brèche pour la Défense des intérêts du prolétariat...

— O anarchistes, c'est à nous qu'on reproche la candeur de croire les hommes essentiellement bons! — Et puis c'est assez de paroles creuses!

— Que pouvez-vous donc faire de positif, de tangible? Dites!

— Mais, cher citoyen, si vous pouvez concevoir autre chose que maisons du peuple, fanfares, fêtes et élections, vous apprendrez sans peine que notre action trouve à se développer un domaine immense. Chacun parmi nous a son rôle social suivant sa situation et ses aptitudes. L'un s'efforcera de ramener à plus d'audace, d'indépendance, et partant plus d'originalité, tant de savants qui s'enferment dans une spécialité étroite et s'appliquent surtout à occuper avec quiétude leurs positions officielles par la pratique des idées conservatrices; l'autre criti-

quera les méthodes d'éducation à tous les degrés et s'attachera à faire prédominer dans l'enseignement la méthode de recherche et d'invention, la filiation historique des idées, seuls moyens de créer la conscience et l'esprit d'investigation scientifique; celui-ci dira aux artistes sa révolte contre les pouvoirs, son indignation pour les turpitudes, son amour de la liberté, son espérance en l'avenir, celui-là ira dans les syndicats pour élargir les discussions et pour exciter et aider les ouvriers à l'exercice de leur initiative, à la pratique de l'entente raisonnée et de l'effort combiné. En un mot, notre action « tangible et positive » consiste à *multiplier* le nombre des individus aptes à comprendre et à réaliser les besoins du moment et nous propageons l'idée de Révolution sociale en exposant nos réflexions et les critiques des fautes que révèle l'histoire des mouvements populaires, sans jamais considérer notre pensée comme définitivement fixée.

Nous voulons apprendre à marcher sans dogme à la recherche continue de l'harmonie et de la conscience des choses.

La vie terne du mouton ne nous émeut pas.

Nous savons qu'à cette conception la foule ne s'attachera pas de sitôt.

La science n'est pas impatiente, elle marche à pas lents, mais à pas sûrs. Nous qui nous inspirons de sa philosophie sereine, avec calme et confiance, nous travaillons.

Nous avons foi en nous-mêmes, surtout si nous nous entr'aidons.

G. Stel.

Notre camarade Luigi Galleani, dont nous avons eu le plaisir d'annoncer il y a quinze jours l'évasion de l'île de Pantellaria, est arrivé à Londres en bonne santé. Il remercie les camarades qui l'ont aidé à recouvrer sa liberté.

MOUVEMENT OUVRIER

Maintenant qu'ils l'ont votée, les socialistes trouvent que la loi des onze heures pour les femmes et les enfants n'est pas tout à fait « un des progrès sociaux les plus importants ». Ils émettent des doutes sur la sincérité des gros patrons avec qui ils n'ont pas craint de « mêler leur vote » et se ménagent une porte de sortie électorale. Rappelant l'économie de cette loi, l'un d'eux écrit dans le *Socialiste* : « C'est avec l'idée bien arrêtée de ne pas tenir cette promesse à l'échéance; — la journée de dix heures pour *tous d'ici quatre ans* — c'est qu'elle ne sera pas tenue, ou qu'elle ne le sera que dans la mesure où le prolétariat trouvera dans ses propres forces le moyen de contraindre le grand patronat à la tenir...

« Les patrons qui ont voté la loi, avec le concours des socialistes, espèrent bien ne pas l'appliquer; l'aveu est dénué d'artifice. Mais alors, à quoi bon la loi, si, pour être applicable, il faut que les ouvriers contraignent leurs patrons à ne plus les faire travailler plus de dix heures : ils pouvaient très bien, sans loi, imposer à leurs employeurs le temps qu'il leur plaira de travailler. »

Nous n'avons jamais dit autre chose : les travailleurs étant le nombre, ils n'ont qu'à vouloir, et, devant cette volonté, toutes les lois deviendront inutiles.

* * *

Millerand, ministre socialiste, décore un grand couturier qui a nom Paquin; comme il ne manque pas de bandits pour qui le rouge de la boutonnière n'est que le reflet du rouge qu'ils ont aux mains, cela n'a en soi aucune importance.

Un de ses collègues du Parlement, jaloux, paraît-il, a interpellé le protecteur des ouvriers et nous a appris que le protégé de Millerand avait 103 condamnations pour infraction à la loi sur le travail des femmes et des enfants.

Cette manière de protéger les ouvriers en décorant un exploiteur de ce calibre, qui les fait travailler plus que ne le permet la loi bourgeoise, n'est pas pour nous déplaire.

Mais quel excellent socialisme tout de même !

* * *

A Carmaux, la grève des mineurs dure toujours. Lundi dernier, la compagnie avait décidé de faire appel aux ouvriers qui voulaient recommencer à travailler. Le gouvernement, même socialiste, toujours aux ordres des capitalistes, a envoyé ses gendarmes pour protéger le travail.

Il y a à Carmaux 3.000 mineurs environ. L'effectif de la gendarmerie était lundi de 720 hommes, et cela pour « protéger » à peine un millier d'ouvriers qui ont repris le travail. Quel *tolle* dans le clan socialiste, si nous jouissions d'un vulgaire ministère opportuniste!

* * *

Grèves, à Chartres, des fondeurs, mécaniciens, qui réclament une augmentation de salaire ; — à Vienne, des cardeurs et filateurs qui réclament un minimum de salaire de 0 fr. 30 de l'heure et un maximum de travail de onze heures par jour ou par nuit. — A Bourges, grève des maçons et autres corporations du bâtiment qui réclament une augmentation de salaire. — A Paris, grève des teinturiers-dégraisseurs.

Tout est tranquille malgré cela, et toutes ces grèves se poursuivent avec « le calme et la dignité » qui siéent si bien aux hommes qui crèvent de faim.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Continuons d'admirer la politique d'un ministre socialiste, et recherchons en quoi elle diffère de celle de tout autre ministre réactionnaire.

Les gens qui montent des expositions sous prétexte de favoriser le développement de l'industrie nationale, mais en réalité pour favoriser celui de l'industrie dans l'ordre de laquelle ils sont passés chevaliers, ont, de complicité avec le gouvernement, organisé une ravissante escroquerie avec celle de 1900. Après avoir mis en vente des bons qu'ils affirmaient devoir donner droit à vingt entrées, ils décident qu'à certains jours, et certains soirs, ceux naturellement où il y aura des choses intéressantes et instructives à voir, il faudra de 2 à 10 tickets pour pénétrer dans l'enceinte de l'Exposition.

Le ministre du commerce — socialiste militant et du meilleur teint, voyez le discours de Saint-Mandé et lisez la collection de la *Petite République* — qui, par sa situation, se trouve présider à cette escroquerie, est interpellé. L'interpellateur, pas méchant, fait remarquer que la mesure est antidémocratique, puisqu'elle établit des prix prohibitifs les jours de grandes attractions.

Millerand, qui décidément devient un politicien de premier ordre et rendra bientôt des points au gros financier Dupuy, s'appuie sur le précédent de l'Exposition de 1889. Puis il fait la déclaration que l'Exposition sera démocratique, car les dimanches et jours de fête légale le prix d'entrée du soir sera le même que celui de la journée.

On n'est pas plus Normand. Maintenant, si les soirs de fêtes légales et de dimanches, seuls soirs que le peuple des travailleurs ait de libres, il n'y a aucune attraction intéressante, les visiteurs se consoleront en pensant qu'ils n'ont pas payé un prix plus élevé que celui de la journée — quel sera celui-ci ? — et qu'après tout, ils en ont pour leur argent. Pour la plèbe, pour la foule méprisable des ouvriers, les banalités stupides et grossières dont on a soin de la combler pour l'abêtir le plus possible, fontaines lumineuses, embrasement de la Tour, danses du ventre, etc. Aux « affinés », à la noblesse cléricale et républicaine, les plaisirs délicats et les attractions artistiques. N'est-il pas superlativement flatteur d'être en grâce auprès de ce gratin copurchic?

Et puis, comment trouvez-vous ce ministre socialiste qui, pour excuser une mesure antidémocratique, invoque un précédent?

Mais pourquoi donc prétendez-vous réformer la société capitaliste, cher Monsieur? Le capitalisme n'est-il pas justifié par un long, très long précédent? Et si l'on s'appuie sur des précédents, pourquoi des réformes? Au diable le progrès et revenons aux temps préhistoriques. Nos ancêtres, les anthropopithèques, grimpaient sur les arbres et se nourrissaient de noix de coco.

Faisons comme eux, le précédent nous y oblige.

André Girard.

* * *

Militarisme. — A Toulon, pendant des exercices de tir, un soldat a eu les deux cuisses traversées par une balle et a été transporté à l'hôpital, mourant. Il se trouve que cette balle a tué un homme qu'elle ne devait point tuer; mais elle n'est pas plus criminelle que toutes celles tirées sur des cibles, dans le but d'apprendre à tuer des Allemands ou des Anglais, des nègres ou des grévistes. En réalité, toute balle qui frappe une cible, c'est comme si elle frappait une poitrine d'homme ; c'est un crime.

A Valence, un artilleur reçut une violente ruade de cheval. On le déposa mourant dans un tombereau qui se trouvait là, puis on s'enquit du médecin-major; il daigna venir au bout d'une heure, alors que l'homme (peut donc pas attendre, c't'idiot-là?) venait de mourir.

A Arras, une épidémie de grippe infectieuse s'est déclarée dans les casernes et a commencé à gagner la ville. Un inspecteur, venu de la part du ministre, s'en est retourné enchanté de l'état sanitaire et déclarant que tout allait bien ; mais, par esprit de contradiction, les soldats continuèrent à mourir après son départ, comme avant. Plus de 500 hommes ont été atteints, et 16 sont morts. On s'étonne qu'à l'état de paix, la mortalité soit toujours bien plus forte à la caserne que dans la vie civile, mais cela s'explique : dans un milieu où toutes les énergies sont tournées vers le meurtre, on ne peut pas faire grand cas de la vie humaine.

* * *

Religion. — Professeur d'histoire au petit séminaire de Saint-Eugène, près d'Alger, l'abbé Pottery avait coutume d'aller rêver, le soir, en compagnie de petits apprentis coiffeurs, près d'une chapelle de la Vierge, à quelque distance de la ville. Est-ce par haine des idées modernes que ce saint homme avait des mœurs antiques? Quoi qu'il en soit, les jeunes perruquiers furent tant et si bien catéchisés par lui dans les traditions bibliques, qu'ils en tombèrent malades. Un médecin s'émut, puis le parquet. On a écroué le professeur de morale spiritualiste, et les juges croiront avoir fait tout ce qu'il est possible de faire, quand ils l'auront condamné. Cependant, la société continuant à vivre d'ignorance et de misère, il y aura encore des adolescents ignorants, et souillés parce qu'ignorants, il y aura encore des hommes superstitieux, et immoraux parce que superstitieux.

* * *

Police. — Un ancien agent a assassiné à coups de sabre-baïonnette, à Nice, un pâtissier. — Ainsi, ceux qui *font métier* de veiller sur la conduite des autres ne seraient pas plus vertueux que les autres? — Soyez sûr qu'ils le sont moins. Tout en bas, dans l'ignoble monde policier, tout en haut, dans l'ignoble monde politique, regardez : ceux qui se décernent le rôle de conduire les autres, sont toujours ceux-là qui auraient le plus besoin d'être eux-mêmes conduits.

R. Ch.

* * *

Puteaux. — Bonne réunion de propagande, l'autre jour, à Puteaux, où Chauvin, assisté du mouchard Delory, conviait les électeurs au développement de son mandat. Tous deux sont salués par les cris de Vive l'anarchie! Ce qui fait pâlir Chauvin qui, après avoir dit quelques mots, laisse la parole à Gilbert Lenoir pour expliquer le cas de Girier-Lorion. Il ne put le faire qu'imparfaitement, tant les amis de Chauvin faisaient de l'obstruction. Delory vint ensuite s'expliquer : il fit un discours agrémenté de mensonges et de violentes diatribes contre les anarchistes. C'est alors qu'à mon tour, je prenais la parole et reprenais pour mon compte les accusations contre Delory. En quelques mots, j'admonestais Chauvin sur son attitude hypocrite.

Bref, nous avons tant fait qu'il a bien voulu, après bien des hésitations, accepter avec les compagnons un grand débat contradictoire qui aurait lieu dans la seconde quinzaine de mai et qui porterait comme ordre du jour : « Girier-Lorion : ses assassins. »

Je fais le pari qu'il n'y viendra pas.

Par une habile tactique qui leur est coutumière, ils firent voter l'ordre du jour et lever la séance, pour empêcher de parler Fourmont et Broussouloux. Bonne soirée de propagande.

SACLEUX.

*
* *

LYON. — Nous avions collé des affiches de l'assassinat du disciplinaire Grenier, à Diégo-Suarez, par le caporal Gandelobe : quoique ces affiches fussent légales, la police les a lacérées. Vers le pont Morand, deux urbains ayant réussi à en décoller une, un employé de tramway leur offrit d'entrer dans son bureau pour la faire sécher. Place Guichard, un enfant essayait de lire l'affiche collée contre une fontaine, que deux autres urbains s'efforçaient de déchirer avec leurs souliers : ils lui ordonnèrent de se retirer et, comme il n'en faisait rien, ils lui jetèrent de l'eau du bassin ; l'enfant dut partir tout mouillé, pour aller se changer. Est-ce pour faire de la propagande que ces souteneurs de la légalité ne respectent pas la légalité?

B.

Hollande.

Je viens d'assister à une soirée comme je voudrais qu'il fût possible à tous les lecteurs des *Temps Nouveaux* d'assister, une fois dans leur vie. Les camarades hollandais m'ont donné là l'occasion de voir ce que peut une propagande bien menée et entendue par des pionniers comme le regretté Jan de Witt, qui laisse un profond souvenir chez tous ceux qui, de loin ou de près, l'ont connu.

Ici, on a su organiser des soirées dont tous les artistes, musiciens, choristes, chef de musique et de mise en scène, sont ce qu'on appelle ici « wrije-socialists », c'est-à-dire socialistes libertaires. Par la musique, par la déclamation, par tout ce qui prend place dans un théâtre pour le peuple, ils délassent les assistants de leur fatigue contractée dans un rude labeur quotidien. Plus de vingt de nos camarades et un chœur de femmes ont entonné un chant dont le dernier vers est : « *Il nous tarde fort que tous les hommes se regardent en frères sur la terre!* » Cela vous saisissait au cœur et à la gorge, et on se demandait s'il fallait rire ou pleurer de joie, de voir tant d'hommes animés par une même aspiration. Et ce qui vous réjouissait le plus, c'était que tous les assistants, sans exception aucune, étaient de l'élément ouvrier : hommes, femmes et enfants cueillant les fruits dont la graine a été semée principalement par ce Jan de Witt, dans ses trente années de lutte infatigable.

JANSEN.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

En prévision de la campagne électorale pour le renouvellement des conseils municipaux qui s'ouvre ces jours-ci, quelques camarades ont pris l'initiative de faire imprimer un manifeste abstentionniste. Désirant fixer approximativement le nombre d'exemplaires à tirer, les groupes ou camarades sont priés de les commander d'avance. Le cent : 1 fr. 50, port en plus, soit 0 fr. 30 par cent, environ; par 500, colis postal de 0 fr. 60 en gare.

Les camarades qui désirent propager la lecture des *Temps Nouveaux*, du *Père Peinard*, du *Libertaire* n'ont qu'à s'adresser directement ou par écrit à l'*Œuvre des Journaux pour tous*, 17, rue Cujas. On leur donnera l'adresse d'une personne à qui ils pourront expédier leur journal après l'avoir lu et après l'avoir mis sous bande affranchie à 2 centimes. Cette œuvre d'initiative privée constitue un précieux instrument pour pénétrer dans les bourgs et les campagnes ; son secrétaire est à la disposition du public tous les jours non fériés, l'après-midi.

Les camarades de l'Union syndicale de l'ameublement et du meuble sculpté se réunissent tous les mardis, à 8 h. 1/2 du soir, au local de la Bibliothèque libertaire, 26, rue Titon.

La permanence pour les versements et les embauches se tient, tous les samedis, 202, faubourg Antoine (coin de la rue de Reuilly).

Ecole libertaire, 6, rue de Montmorency. — Pour des raisons en dehors de la volonté de l'auteur, la conférence sur Pierre Lavroff ne pourra pas avoir lieu vendredi prochain. Nous l'annoncerons ultérieurement.

Lundi 16. — Paraf-Javal : Dessin pratique.

Mercredi 18. — Christian : Physiologie.

Jeudi 19. — Bloch : La Matière et l'Énergie.

Comptes du mois de mars : A la salle des cours, 5 fr. 95 ; Un camarade, 2 fr. ; R., 10 fr. ; Produit d'une collecte du 18 février faite à une réunion au bénéfice des Espagnols, à Lyon, 3 fr. 65; Un camarade, 2 fr. — Etat de la caisse en février : 443 fr. 10. — Total : 466 fr. 70.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — Programme de la semaine :

Samedi 14 avril. — Jean Marestan : L'Anarchie et le Communisme révolutionnaire.

Mercredi 18 avril. — Le Congrès de 1900, les mesures à prendre (très important).

Samedi 21 avril. — Ch. Malato : Religion et Magnétisme animal. — Expériences d'hypnotisme, par Auguste Cosyn.

Pour être invité, s'adresser à la bibliothèque à partir du 15 avril.

Une salle aménagée spécialement pour la lecture sur place est ouverte tous les soirs, à 8 h. 1/4.

Syndicat libre des Irréguliers du travail et des hommes de peine. — Samedi, à 8 h. 1/2, salle des Omnibus, 27, rue de Belleville, tirage de la tombola de la fête du 18 mars. Conférence par Lefrançais, ancien membre de la Commune; sujet : La Commune et le Quatrième Etat.

Francis Prost traitera de l'Idéal anarchiste.

Entrée : 0 fr. 30, donnant droit à un billet de tombola. Principaux lots : une bicyclette, un revolver, une montre en argent; liqueurs, gravures, livres, objets divers.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 14 avril, à 8 h. 1/2 : Maxime Leroy, Le droit ouvrier (II). — Lundi 16, à 8 h. 1/2 : Causerie, prêt de livres.

Vendredi 13 avril, à 8 h. 1/2, au théâtre de la Porte-Saint-Martin, représentation du Théâtre civique sous la présidence d'Anatole France. Conférence de Jean Jaurès sur l'Art. Concours de Coquelin, Renaud, Segond-Weber, Yahn, Blanche Dufrêne, etc.

Bibliothèque d'études sociales des Egaux du XVIIe, 85, rue de Courcelles.

Samedi 14 avril : Causerie amicale de Liard-Courtois.

Mardi 17 avril : Cours de mathématique, par le camarade Alb. Bloch.

Mercredi 18 avril : Causerie de Dhastatt sur l'immoralité des religions.

Notre camarade Loquier, marchand de journaux à Epinal, prie les camarades de prendre note de sa nouvelle adresse qui est 9, rue Aubert.

BARBENTANE. — *La Jeunesse libertaire, Les Egaux.* — Réunion, vendredi, à 8 heures du soir, au café du Cheval-Blanc. Tous les membres du groupe sont priés d'y assister.

Causerie sur le Socialisme et l'Anarchie, par le camarade Sillenet.

LIMOGES. — Groupe *La Jeunesse libertaire*. — Samedi prochain, 14 avril, à 8 h. 1/2 du soir, réunion au local habituel. Causerie par un camarade de passage.

NIMES. — *Jeunesse libertaire.* — La période électorale allant commencer, de jeunes camarades pensant qu'il est temps de sortir de cette période d'accalmie font appel à tous les lecteurs des journaux libertaires et à tous ceux qui comprennent l'action néfaste du parlementarisme et organisent une grande soirée familiale au café Dayre, rue de la Vierge, 22, pour le samedi 14 avril courant. Chants, poésies.

Causeries sur divers sujets : Les Arts dans la société; L'Enigme éternelle : les mondes sont-ils habités? La Société future, par les camarades Jules Guéry, Casimir Mazère, Souverain Adrien.

LYON. — Les camarades de Lyon, voulant louer un local pour se réunir et fonder une bibliothèque, donneront d'ici quelque temps une fête qui comprendra conférence, concert, bal et tombola. Ceux qui désireraient faire parvenir des lots sont priés de les envoyer aux adresses suivantes : Michard, 206, rue Garibaldi; Massoubre, rue Mazenod, 64 ; Salignat, rue Vendôme, 243 ; Boriasse, rue d'Inkermann, 13, Charpennes. On donnera la liste des lots ultérieurement, ainsi que la date de la fête et le nom du conférencier.

Groupe antimilitariste de Lyon. — Le groupe antimilitariste organise une ballade champêtre pour le lundi de Pâques : les camarades désirant y participer sont invités à se réunir au café de l'Isère, rue Paul Bert, 26, à midi et demi. On se dirigera sur Tassin-la Demi-Lune.

BIBLIOGRAPHIE

La Moderna Gioventù, par Domenico Zavattero ; 1 broch., 0 fr. 05. Tipographia Cooperativa, via Sacchi, 30-32, Turin.

Aujourd'hui, comédie en un acte, par Marcel Clavié ; 1 plaquette, 1 fr., à l'*Œuvre Internationale*, 25, rue Le Marois, Paris.

L'Appel au soldat, par Maurice Barrès ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

A lire :

A propos de « Résurrection », *Le Temps*, 31 mars.
Qui est l'assassin ? par Urbain Gohier, *Aurore*, 8 avril.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Les compagnons détenus à Ceuta ont été embarqués pour Marseille le 4 avril. Ceux de Burgos ont été transférés à Barcelone, d'où ils seront dirigés sur le pays qu'ils ont choisi.

Huit ont demandé à résider en Algérie, douze à Marseille et quatre à Paris.

F. B., à Berne, 1 fr. — Leleu, 4 fr. — Recco, 2 fr. — Gona, 0 fr. 25. — Liste 30, remise par le camarade Auger : Aubry, 1 fr.; Carenzo, 1 fr.; Zanella, 0 fr. 50; Crastinus, 0 fr. 20; Trumo, 0 fr. 50; Cenzi, 0 fr. 50; Cantoni, 0 fr. 50; Soldo, 0 fr. 35; J. Decetto, 0 fr. 50; P. Agostino, 1 fr.; Colombelli, 0 fr. 50; Anarcho, 0 fr. 50; Ader, 1 fr.; Pozzi, 0 fr. 50; Entre amis, 0 fr. 70; Lapipe, 0 fr. 30; Bellard, 0 fr. 50; Berroud, 0 fr. 50; L. Peveri, 0 fr. 50; Torigiotti, 0 fr. 50; Andreoni, 0 fr. 30; Marcolini, 0 fr. 50; Bertoldo, 0 fr. 50; Un, 1 fr.; Sgrugnati, 0 fr. 50; Abolition, 1 fr.; Vernin, 1 fr.; F. Vezzani, 1 fr.; Vengeance, 0 fr. 65. Total : 18 fr. — Liste 31 : H. Hanriot, 1 fr.; G. Jacquinet, 0 fr. 25; Georges Genet, 0 fr. 25; Duchesnon, 0 fr. 75; Dubuc, 0 fr. 15; Henri, 0 fr. 20; R. Fauny, 0 fr. 20; B. Fauny, 0 fr. 10; Max Launey, 0 fr. 25; E. Glasser, 0 fr. 25; Georges, 0 fr. 25; Ferry, 0 fr. 25; Vauquelin, 0 fr. 50; Marck, 0 fr. 25; Duanra, 0 fr. 25; Jeanne, 0 fr. 50. Total : 5 fr. 30. — Liste 32, remise par P. F. : Jacquinot, 1 fr.; Fouleau-pied, 0 fr. 50; Va-nu-pieds, 1 fr. ; Un réfractaire, 1 fr.; Chalumeau, 0 fr. 50; Dust, 1 fr.; Tortelier, 1 fr.; Montozia, 1 fr.; Le camarade J. H., 1 fr.; Albert C., 2 fr. Total : 10 fr. — Total : 40 fr. 35. — Listes précédentes : 1.345 fr. 50. — Total au mardi 10 avril : 1.386 fr. 05.

Nous recevons trop tard pour être insérée, par l'intermédiaire du camarade Martin, de Bruxelles, une liste de souscription ; nous la publierons la semaine prochaine.

PETITE CORRESPONDANCE

T. N. G. — Reçu avec plaisir vos deux lettres. Regrets de ne pas savoir où répondre.

M. — Bien d'étonnant à ce qu'il ne soit pas parvenu, le journal était adressé au c. de Poitiers.

J. B., à Persan. — Oui, nous pouvons vous la procurer.

Reçu pour le journal : Paul A., 1 fr. — Groupe libertaire de Combs-la-Ville, 7 fr. — Goua, 0 fr. 25. — H. L., 0 fr. 75. — Octave P., 0 fr. 70. — P. V., 5 fr. — Un abonné à Tours, 0 fr. 45. — Un désabusé de Blagnac, 1 fr. — T., 2 fr. — M., 2 fr. — Merci à tous.

C., à Saint-Mandé. — B., à Berne. — C., à Bruges. — A., à Perpignan. — B., à Paris. — R., à Paris. — G., à Paris. — M., à Paris. — R., à Alexandrie. — R., à Renfrew. — G., à Langon. — B., à Persan. — M., à Paris. — S., à Roustchouk. — G., à Berne. — R., à Rennes. — C., à Rome. — B., à Pugetville. — A., à Clermont-Ferrand. — G., à Bruxelles. — C., au Chambon. — M., à Tours. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 52 — DIX CENTIMES — DU 21 AU 27 AVRIL 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Nos camarades de l'étranger dont l'abonnement est fini depuis fin février et fin mars sont priés de nous en faire parvenir le montant au plus tôt, s'ils ne veulent pas subir d'interruption dans l'envoi du journal. Nous ne prenons plus remboursement, les frais étant trop élevés.

LA CONQUÊTE DES SOCIALISTES

PAR LES POUVOIRS

Nous avons tous lu au jour le jour les débats du Congrès socialiste, convoqué à Paris à la suite de l'entrée de Millerand au ministère. Mais quand on relit en entier les deux comptes rendus de ce même Congrès donnés, dans l'*Humanité Nouvelle*, par Hamon et par Cornelissen, on ne peut s'empêcher de faire certaines réflexions; et nos lecteurs nous pardonneront, peut-être, d'y revenir.

Pendant six jours, plus de six cents socialistes — l'élite des socialistes parlementaires français — se sont trouvés réunis dans une salle. Ils ont discuté, ils ont *lutté*. Et c'est dans la lutte, on le sait, que jaillissent les grandes idées d'avenir. Il y avait, parmi ces six cents délégués, un grand nombre d'hommes très intelligents; beaucoup parmi eux devaient être absolument sincères, beaucoup prétendaient être révolutionnaires, tandis qu'un certain nombre avaient pris part en 1871 à la révolution communaliste de Paris.

Le sujet de leurs débats se prêtait admirablement à un exposé net de principes; il permettait de formuler un programme, grand et large, de réformes politiques et économiques visées par les socialistes. Disons plus, c'était un programme de ce genre que la masse ouvrière socialiste attendait du Congrès.

Il s'agissait, on le sait, de se prononcer sur cette question : « Millerand avait-il eu raison, ou non, d'entrer dans le ministère Galliffet et Waldeck-Rousseau? » question qui, nécessairement, se transforma, au cours des débats, en cette autre question, un peu plus large : « Un député socialiste peut-il accepter un portefeuille dans un ministère bourgeois? »

Eh bien, la seule réponse raisonnable que le Congrès pût donner à cette question devait être conçue à peu près en ces termes :

— « Le Congrès ne représente certainement pas un parti de révolutionnaires; il représente un parti de réformes, économiques et politiques, qui lui sont dictées par ses aspirations socialistes. Et ces réformes, considérées par le Congrès comme absolument urgentes et nécessaires, aujourd'hui même, — en voici le programme. Si un ministère bourgeois accepte ce programme de réformes immédiates — un député socialiste pourra entrer dans ce ministère. Sinon — non! »

⁂

Abstraction faite des personnes, c'était une réponse de ce genre que l'on devait attendre d'un pareil Congrès. Deux ou trois délégués essayèrent, en effet, de donner cette direction aux débats. Quand on est un parti de réformes, c'est bien la moindre des choses que l'on doit au peuple — de déclarer franchement quel est votre programme de réformes. Et, une fois le programme formulé, il tranchait la question spéciale, sans plus laisser dorénavant de place à l'équivoque.

Eh bien, c'est précisément ce que le Congrès n'a pas fait. Au lieu de formuler nettement ce qu'il attendait de ses représentants, que nous a-t-il donné? — Rien, absolument rien! Le zéro, le néant, la nullité! Un cri de rage s'échappe de la poitrine à la lecture de ces débats. Nous savions, sans doute, nous avions prédit ici même, ce que deviendrait le socialisme parlementaire. Mais jamais nous n'avions pensé qu'en si peu d'années le parlementarisme amènerait le socialisme français à ce point d'impotence intellectuelle. Nos prévisions sont tombées bien au-dessous de la triste réalité.

⁂

Le Congrès de Paris n'était certainement pas un Congrès révolutionnaire — nous le savons et ce n'est pas à ce point de vue que nous le jugeons. Nous savons que, par rapport à la révolution sociale, les membres de ce Congrès prennent des attitudes très variées. Les uns n'y croient pas du tout; les autres ne la voient pas venir de sitôt; quelques-uns abhorrent l'idée même du peuple dans la rue. Les uns sont prêts à épauler le fusil le jour où l'on se battra dans la rue; d'autres se hâteront ce jour-là d'organiser « l'ordre », c'est-à-dire la contre-révolution. Mais, enfin, tous se disent d'accord sur un point. Que la révolution vienne ou qu'elle ne vienne pas, ils feront entre temps de leur mieux pour obtenir dans l'Etat actuel un certain nombre de réformes qu'ils appellent « socialistes ».

Soit! Prenons-les pour ce qu'ils se disent être. *Socialistes réformistes*, en attendant mieux.

Eh bien! c'est à cette fonction de socialistes et de réformistes que les six cents délégués au Congrès de Paris ont manqué sur tous les points. C'est sous ce rapport qu'ils ont fait preuve de nullité absolue.

⁂

Nous connaissons cependant des réformistes d'une tout autre trempe et d'une tout autre puissance intellectuelle.

Prenez Necker et l'abbé Sieyès. Lisez le *Tiers Etat* de celui-ci et le *Pouvoir Exécutif* de celui-là. L'un et l'autre vivaient sous un absolutisme abject. L'un et l'autre abhorraient la révolution. Mais ils avaient des visées autrement hautes pour leur parti — la bourgeoisie — dont ils cherchaient à consolider le pouvoir. D'une main ferme et avec des visées larges, ils esquissaient la constitution politique qui devait enlever le pouvoir des mains de la noblesse et le remettre aux mains des bourgeois. Leur manière de traiter le peuple était détestable, ils étaient les ennemis du peuple; mais, du moins, ceux-là *osaient penser* pour le parti qu'ils représentaient. Les socialistes parlementaires ne l'osent pas du tout.

Ou bien, prenez un réformiste moderne — Henry George — aussi un ennemi de la révolution populaire. Nous l'avons vu lutter le jour où il avait posé sa candidature pour devenir maire de New-York. Celui-là encore osait penser. Non seulement il promettait au peuple de faire arrêter au lendemain de son élection les voleurs de la « Tammany-Hall », qui avaient pillé New-York pendant dix ans, mais il demandait sa nomination pour mettre à exécution son grand projet d' « impôt unique » (l'impôt par mètre carré). Il y voyait le moyen d'arracher la terre aux propriétaires fonciers, de la remettre au peuple, d'en communaliser la plus-value. Il développait carrément ce programme devant les miséreux de la cité américaine et faisait appel à eux pour accomplir sa réforme qui frise, on le sait, d'assez près une révolution agraire. Comme Eudes, il tomba mort dans un meeting.

Mais, où est le programme, où est la hauteur de pensée, l'audace du Congrès de Paris? Il nous a parlé de la *conquête des pouvoirs*, mais il n'a su que nous montrer *sa conquête par les pouvoirs*, la conquête du socialisme par la bourgeoisie.

⁂

Ne chicanons pas sur les résolutions du Congrès. Mettons que, sous peine de rupture entre les deux fractions du parti, le Congrès ne pouvait faire autrement que de voter à vingt-quatre heures de distance deux résolutions contradictoires : dire aujourd'hui qu'un député socialiste ne doit pas entrer dans un ministère bourgeois, et ajouter demain qu'il pourrait le faire dans des circonstances « exceptionnelles » (lesquelles?). Il est vrai qu'à notre avis, une division honnête du parti en deux fractions eût été préférable à la scission latente qui continue à exister, et qui paralyse les uns et les autres. Mais enfin, passons outre.

Mettons aussi que les dix ou vingt meneurs ne pouvaient dire autre chose que des banalités ou que faire des récriminations. Pour eux, les

questions d'influence personnelle dominaient le reste.

Mais les autres? Mais les six cents autres délégués présents? Eux aussi n'avaient-ils donc rien à dire?

*
* *

Se dire socialiste ne signifie pas, cependant, renoncer à toute idée de changer, de bouleverser même la machine politique actuelle. Au contraire. Le socialiste est *forcé* de concevoir une autre structure politique que celle qui existe.

Voici, en effet, un Etat, la France, qui a déjà eu sa première ébauche de révolution communaliste, mais qui reste encore, sous le nom de république, l'Etat impérial centralisé qu'elle était du temps de Napoléon. Si centralisé que les Césariens basent là-dessus tous leurs plans. Le premier César venu y trouvera, d'une part, un écrasement complet de la vie locale et, d'autre part, toute une puissante machine faite pour noyer dans le sang toute tentative de révolte.

Voilà un Etat, dans lequel un garde forestier n'ose vendre un arbre abattu par le vent sans que cinquante-deux paperasses soient échangées entre les bureaux de trois ministères; une commune n'ose pas ouvrir une école ou donner 100 francs à des ouvriers affamés, sans que le roitelet, le préfet, y fourre son nez et casse la décision. Un Etat, écrasé par les impôts et les monopoles qui livrent une puissance inouïe à la bourgeoisie. Un Etat où le clergé, grâce à ses immenses possessions et son influence politique, reste toujours le maître et tient encore *un tiers* des enfants allant à l'école primaire, ainsi que *la moitié* des jeunes gens qui reçoivent l'instruction secondaire dans ses écoles religieuses. Un Etat, pour tout dire, qui reste encore aux mœurs administratives de l'ancien régime, qui est une proie et un monopole de la bourgeoisie. Et ces réformistes socialistes ne trouvent rien à redire à cette machine qu'ils devraient cependant travailler à refaire, sinon à démolir, dans l'intérêt même de l'action socialiste!

Enfin, la France n'est pas l'Allemagne, qui en est encore à attendre son 1848. Elle a vécu la Commune de Paris qui, prenant dans son vrai sens le mot de Proudhon : « La Commune sera *tout* ou elle ne sera *rien* », affirma un jour cette idée si juste sur les barricades et la paya du sang de 35.000 ouvriers parisiens.

Tout un programme de reconstruction économique et politique de la société peut se résumer dans cette seule idée de la Commune libre, de « la Commune-Tout », devenant le point de départ d'une république autrement républicaine que celle des Millerand et Cie, ainsi que le commencement de l'expropriation et de la mise en commun des maisons habitées, des magasins, des usines, de la production. Pour ceux surtout qui ne veulent rien savoir de l'anarchie, cette idée représente, du moins, une forme tangible pour commencer la révolution sociale, une idée déjà plus ou moins familière au travailleur français.

Eh bien! rien de cela n'existe pour ces soi-disant « conquérants des pouvoirs », bel et bien conquis par les pouvoirs bourgeois.

*
* *

Ce n'est pas à nous de rédiger des programmes pour les réformistes. Mais on voit d'ici quel fier programme de *réformes* politiques et économiques pouvait être échafaudé sur cette seule base. La Commune — maîtresse de ses destinées, réglant elle-même les conditions du travail dans son sein, remaniant de fond en comble l'assiette des impôts, nommant elle-même ses juges, reconstruisant à son gré l'ensemble de l'instruction, expropriant là où elle le trouve nécessaire, communalisant ce qu'elle veut communaliser, sans passer par la filière du Parlement — n'y a-t-il pas là tous les éléments d'un fier programme? Ce n'est pas notre rêve, à nous, anarchistes. Nous allons bien plus loin dans nos demandes. Mais la Commune maîtresse de toutes ses destinées et le déchiquetage de l'Etat centralisé, est certainement *une réforme qui s'impose déjà à la vieille Europe*. N'était-il pas du devoir des socialistes réformistes, fils des communards, d'arborer du moins franchement le drapeau de cette réforme, s'ils n'osent pas aller plus loin?

*
* *

Ils ne l'ont pas fait; ils n'ont osé rien faire. Car, pour faire cela, il eût fallu que les socialistes parlementaires eussent eu l'audace de se présenter devant la Chambre — non en quémandeurs qui entrent, chapeau bas, dans le sanctuaire de leurs rêves, mais en fiers conquérants qui veulent conquérir un meilleur avenir pour le peuple.

Mais non! Sauf un moment d'enthousiasme à la clôture du Congrès — se faire petits, se faire pardonner par les bourgeois de s'appeler socialistes — c'est tout ce qu'ils ont su faire....

Est-ce *tout*, cependant? — Nous voudrions bien nous tromper, nous serions heureux de nous tromper, mais il nous semble fort que ce qui s'est constitué à ce Congrès, — tacitement, de façon à n'avoir pas été aperçu par les membres sincères de la réunion, c'est LE PARTI DE LA RÉACTION SOCIALISTE : le parti qui, un jour, cherchera à étouffer la révolution sociale en se couvrant de l'étiquette du socialisme.

Le socialisme *ne peut pas* être réformiste. S'il se refuse à être révolutionnaire, il tombe forcément dans les bras de la réaction.

PIERRE KROPOTKINE.

UN PLAGIAT TRÈS SCIENTIFIQUE

(*Suite.*)

II

Les classes et leur formation.

Pour procéder à notre constatation, il nous suffit de suivre le texte du *Manifeste* de M. En., depuis le commencement, sans aucune altération, et de citer les passages du *Manifeste* de V. C. sur le même sujet. Je regrette beaucoup que mes citations de ce dernier ne soient pas assez longues, car l'exposé de V. C. est réellement brillant.

3. M. En., p. 3. — « Dans les premières époques historiques, nous constatons... une division hiérarchique de la société. »

V. C., p. 1. — « Les sociétés de l'antiquité avaient pour principe et pour droit la Force, pour politique la Guerre, pour but la Conquête, et pour système économique l'Esclavage; c'est-à-dire l'exploitation de l'homme par l'homme, dans sa forme la plus complète, la plus inhumaine, la plus barbare... l'Esclavage était le fait de base... l'*esclavage* et l'ESPRIT DE CASTE. — *Tels étaient les caractères de l'ordre social antique.* »

4. M. En., p. 3. — « ... Au moyen âge, des chevaliers, des vassaux, des maîtres, des compagnons, *des serfs;* et dans chacune de ces classes, des gradations spéciales. »

V. C., p. 1. — « L'ordre féodal résulta de la conquête... Son fait capital était encore la guerre, et surtout la *consécration traditionnelle et permanente des privilèges* primitifs de la conquête. Il avait pour système économique un degré déjà moins dur et moins brutal de l'exploitation de l'homme par l'homme, — le Servage. »

5. M. En., p. 3. — « La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. »

V. C., p. 2. — « L'ordre nouveau s'est dégagé de l'ordre féodal par les développements de l'industrie, des sciences, du travail (p. 5)... Malgré le libéralisme métaphysique... malgré l'égalité constitutionnelle des citoyens devant la loi... l'ordre social actuel n'est encore qu'un ordre aristocratique, non plus, il est vrai, de principe et de droit, mais *de fait* (p. 6)... Les classes se perpétuent par la naissance dans leur état d'infériorité et de supériorité relatives... Seulement ce n'est plus la loi, le droit, le principe politique qui posent ces barrières entre les grandes catégories du peuple français, c'est *l'organisation économique, l'organisation sociale* elle-même. »

Les mots « l'organisation économique, sociale » sont soulignés chez V. C., car le dernier passage, comme beaucoup d'autres, montre que les socialistes de l'époque comprenaient mieux que les « scientifiques » de nos jours le rôle des facteurs économiques dans le développement social.

6. M. En., p. 3. — « Elle (la société bourgeoise) n'a fait que substituer, aux anciennes, de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte. »

Contre ce passage sans aucune indication sur les faits historiques et sociaux, il me fallait reproduire le paragraphe 5 tout entier, où V. Considérant expose si clairement le processus de cette évolution sociale sous le titre : *Constitution rapide d'une féodalité nouvelle. — Servage collectif des travailleurs*. Mais notre article deviendrait trop long. Je cite ici seulement quelques passages.

V. C. p. 6, 7, 8. — « Un phénomène de la plus haute gravité se manifeste aujourd'hui en pleine évidence, — c'est le développement rapide et puissant d'une NOUVELLE FÉODALITÉ (en capit. chez V. C.), de la féodalité industrielle et financière, qui se substitue régulièrement à l'aristocratie de l'ancien régime, par l'anéantissement ou l'appauvrissement des classes intermédiaires... Il n'en pouvait sortir que l'asservissement général, l'inféodation collective des masses dépourvues de capitaux, d'instruments de travail, d'éducation... La liberté absolue, sans organisation, n'est donc autre chose que l'abandon absolu des masses désarmées et dépourvues à la discrétion des corps armés et pourvus. La civilisation, qui a commencé par la Féodalité nobiliaire, et dont le développement a affranchi les industrieux des servitudes personnelles ou directes, aboutit donc aujourd'hui à la *Féodalité industrielle*, qui opère les servitudes collectives ou indirectes des travailleurs. »

7. M. En., toujours p. 3, répètent le passage précédent de V. C. — « La société se divise de plus en plus en deux vastes camps opposés, en deux classes ennemies : la bourgeoisie et le prolétariat. »

V. C., p. 6. — « ... Sur ce grand champ de guerre sociale quotidienne, les uns sont instruits, aguerris, équipés, armés jusqu'aux dents... et les autres, dépouillés, nus, ignorants, affamés, sont obligés... d'implorer de leurs adversaires eux-mêmes un travail quelconque et un maigre salaire! »

V. C., p. 10. — « Le titre du § 10 : Division de la société en deux classes : un petit nombre possédant tout, le grand nombre dépouillé de tout. »

V. C., p. 26. — « La guerre industrielle a, comme la guerre militaire, ses vainqueurs et ses vaincus. La Féodalité industrielle se constitue, comme la Féodalité militaire, par le triomphe fatal et la suprématie permanente des forts sur les faibles. *Le Prolétariat est le servage moderne.*

8. M. En. p. 3. — « Le métier, entouré de privilèges féodaux, fut remplacé par la manufacture. *La petite bourgeoisie industrielle supplanta les maîtres de jurandes...* »

V. C., p. 4. — « Elle (la Révolution) a renversé les *jurandes*, les *maîtrises*, les corporations anciennes (p. 6, 7)... — Après la grande explosion de 89, après la destruction de l'ordre politique ancien, *après l'anéantissement* de la propriété féodale, du système industriel des *maîtrises* et des *jurandes* (p. 30) ... Elle a renversé les *maîtrises*, les *jurandes*, les corporations, le système de la propriété féodale; elle a dépouillé les nobles et le clergé, mais elle n'a créé aucune institution... Elle a livré à l'anarchie (1) et à la *domination des forts* l'atelier industriel et social tout entier : la misère, la corruption, la fraude, les vices et les crimes la ravagent et vont croissant. »

Telles sont les origines de la première page du fameux Manifeste-Bible de la social-démocratie, de cette prétendue révélation scientifique. Comme on voit, les « utopistes ignorants » savaient un peu plus, et surtout exposèrent infiniment mieux que les copistes médiocres, la formation des classes dans notre société capitaliste.

Mais continuons notre besogne peu attractive. Voyons ce que M. En. ont mis dans les autres pages de *leurs propres découvertes* dans le MÊME domaine de classes.

9. M. En., p. 4. — « ... Alors la machine et la vapeur révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne supplanta la manufacture; la petite bourgeoisie manufacturière céda la place aux industriels millionnaires.

V. C., p. 9. — « Dans quelque branche que ce soit, en effet, les grands capitaux, les grandes entreprises font la loi aux petites. La vapeur, les machines, les grandes manufactures ont eu facilement raison, partout où elles se sont présentées, des petits et des moyens ateliers. A leur approche, les anciens métiers et les artisans ont disparu, pour ne plus laisser que des fabriques et des prolétaires... »

Prolongeons un peu cette citation de V. C. qui expose si admirablement ce que les plagiaires ont si honteusement mutilé.

V. C., p. 9, 10. — « De plus, on voit surgir, presque à chaque instant, une découverte inattendue, qui, renouvelant brusquement toute une branche de la production, porte la perturbation dans les établissements. Après avoir cassé les bras des ouvriers, jeté sur le pavé des masses d'hommes remplacés tout à coup par des machines, elle écrase les maîtres à leur tour... »

10. M. En., p. 4, 5. — « Partout où elle (la bourgeoisie) a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques... Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange; elle a substitué aux nombreuses libertés si chèrement conquises l'unique et impitoyable *liberté du commerce*. En un mot, à la place de l'exploitation, voilée par des illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, directe, brutale et éhontée. »

V. C., p. 4, 5. — « Elle a renversé les derniers débris de l'ordre féodal (p. 7)... après l'anéantissement de la propriété féodale... et la proclamation de la *liberté industrielle et commerciale* (en italiques chez V. C.) (p. 5)... Il en résulte que, malgré le libéralisme métaphysique du droit nouveau... malgré l'égalité constitutionnelle de citoyens devant la loi et les fonctions publiques... l'ordre social actuel n'est encore qu'un ordre aristocratique (p. 7); il ne restait plus sur le terrain industriel et social que des individus en face les uns des autres, livrés *en toute liberté* (en italiques chez V. C.) à eux-mêmes, à leurs forces propres... Le mécanisme odieux de la libre concurrence sans garanties brise toutes les lois de la justice et de l'humanité... La *libre concurrence*... a donc cet inhumain et exécrable caractère qu'elle est partout et toujours dépréciative du salaire... »

11. M. En., p. 7, 8. — « Il fallait briser ces chaînes (féodales). On les brisa. A la place s'éleva *la libre concurrence*, avec une constitution sociale et politique correspondante avec la domination politique de la classe bourgeoise. »

De la domination politique de la bourgeoisie, nous parlerons après, et je citerai le paragraphe 9 de V. C. sous le titre : « *Inféodation du gouvernement à l'aristocratie nouvelle.* » A part ça, on croirait que cette citation de M. En. sur la libre concurrence est la continuation de celle de V. C.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

(1) L'anarchie dans le sens ordinaire. (*Note de l'auteur.*)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARADE. — Nos saltimbanques politiques, toujours à l'affût d'un prétexte pour parader, s'en sont donné à cœur joie, samedi. Pensez! Cabotiner par devant les représentants des souverains du monde entier, pouvoir protester devant eux de son respect, de son dévouement et de son admiration pour tout ce qui porte une couronne, quelle fête pour un politicien républicain! Aussi, parmi nos hommes politiques, quelle rivalité, quelles basses intrigues pour parvenir à être l'heureux mortel à qui il incomberait de s'aplatir à la face du monde entier! Quel sort plus enviable!

A la rage des mélinistes et autres ribotards, cet inappréciable avantage a été dévolu au socialiste Millerand. Pour quiconque pouvait croire à la fermeté des convictions socialistes de l'orateur de Saint-Mandé, il était curieux de voir comment il se tirerait de cette tâche.

Eh bien! ce redoutable collectiviste a parlé comme tout autre personnage officiel imbu de principes capitalistes. L'occasion était bonne de prononcer des paroles socialistes et internationalistes à propos d'une cérémonie visant l'exposition internationale du Travail. M. Millerand n'a trouvé à dire que des lieux communs. Exaltant la grande révolution économique qu'ont opérée dans ce siècle la vapeur et l'électricité, et le changement que leurs résultats ont amené dans les relations humaines : « La machine, dit-il, est devenue la reine du monde. Installé en maître dans nos usines, l'organisme de fer et d'acier chasse et remplace par un lent et continu envahissement les travailleurs de chair et d'os, dont il fait ses auxiliaires. » Mais il s'est bien gardé de toucher à la question de la surproduction, et de ses conséquences : le chômage, la misère et l'accaparement capitaliste. S'il a parlé de la misère, c'est en des termes que n'eût pas reniés le philanthrope le plus rapacement capitaliste. Les Motte, les Aynard, les Solages doivent être contents. C'est l'altruisme, à qui l'on doit « les institutions de prévoyance, d'assistance, de mutualité, les syndicats, les associations de tout genre destinées à grouper en un faisceau résistant les faiblesses individuelles », qui vaincra la misère. Quant à la cause de cette misère, la propriété, et à sa transformation ou à son abolition qui font la base des deux théories collectiviste et socialiste, pas un mot. Il eût été malséant qu'un ministre, même socialiste, froissât les sentiments, non pas tant du public présent que des représentants présents de la bourgeoisie et du capitalisme. Ces idées de socialisation des richesses sociales que M. Millerand prétend être celles qui lui paraissent seules raisonnables, on ne les expose que devant un auditoire déjà conquis et favorable. C'est ainsi qu'on entend la propagande. Mais, à un auditoire officiel, on sert des banalités officielles, des âneries capitalistes, pour ne pas froisser les sentiments des auditeurs.

A qui feront-ils croire, ces partisans de la conquête des pouvoirs publics, qu'ils montreront plus de caractère quand ils seront les maîtres? Si aujourd'hui ils reculent sous un vain prétexte de convenances, devant un simple manquement aux formules consacrées de courtisanerie, comment auraient-ils jamais le courage de braver la colère de ceux qu'ils flagornent maintenant, de s'en prendre directement à leurs intérêts et à leurs privilèges, et de faire droit aux légitimes revendications des travailleurs?

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

MILITARISME. — Pierre Quillard raconte, dans l'*Aurore*, un cas bien typique de justice militaire. Une nuit, à Limoges, deux soldats ivres (on sait que la caserne n'est pas une école d'ivrognerie, loin de là) se jetèrent sur des jeunes gens, qui ne les avaient pas provoqués. Un des deux soldats, beau batailleur, renversa un jeune homme d'un coup de pied dans le ventre, plongea son sabre dans le dos d'un autre, puis dans la figure d'un policier, qu'il tua. Le second soldat, moins vaillant, ne blessa ni ne tua personne. Eh bien! c'est pourtant celui-ci qui va passer au conseil de guerre, pour meurtre; quant à l'autre, ses chefs ont jugé qu'un si bon manieur de sabre ne devait pas être puni plus que de soixante jours de prison.

Un camarade nous écrit pour nous signaler une compagnie, la 3e du 152e de ligne, à Gérardmer, où *les soldats mangent trop!* C'est du moins l'avis de leur capitaine qui, les ayant fait rassembler, leur reprocha leur gloutonnerie, déclarant qu'elle était cause que les dépenses de la compagnie étaient trop élevées et que, d'ailleurs, elle les rendait malades, puis leur annonça qu'à l'avenir la distribution de pain, viande, pommes de terre serait diminuée proportionnellement.

Dans la même compagnie, un sergent-major, recevant des boîtes de conserves et en trouvant une complètement avariée, répondit au soldat qui le lui faisait remarquer : « Bah! une de plus ou de moins, dans le nombre, ça ne veut pas faire grand'chose; mettez-la quand même. »

Un soldat de la 5e compagnie du 130e de ligne, à Chartres, atteint de phtisie et crachant le sang, s'était présenté deux fois à la visite, et deux fois avait été puni par le major, qui ne le reconnaissait pas malade. Il renonça à cette médication et, quelque temps après, ne pouvant plus marcher, dut être porté à l'infirmerie, puis transféré d'urgence à l'hôpital où, sans égard pour les diagnostics du major, il mourut. C'était, du reste, un engagé volontaire.

La caserne n'est pas une école de démoralisation et de vice, non. Au 92e de ligne, à Clermont-Ferrand, un adjudant aimait tant l'armée qu'il en était sodomite; il se trouva pourtant un sergent assez peu patriote pour repousser ses amabilités. Un gradé, qui l'eût cru? L'adjudant éconduit se vengeait par de sourdes persécutions. Ayant vainement demandé trois fois à changer de compagnie, le sergent se décida à tout raconter au capitiane. L'enquête menée découvrit des choses lamentables et l'on dut mettre sous clef le galant militaire; mais on l'y mit sous un tout autre prétexte, et l'on tâche de couvrir d'un voile épais cette pénible affaire. A cause, n'est-ce pas? de ce fameux honneur militaire, qu'aux yeux de ses admirateurs rien, rien ne ternira jamais.

Le conseil de guerre du 8e corps, à Dijon, vient de condamner à deux ans de prison un sergent-major, pour faux en matière d'administration.

Un civil est arrêté pour espionnage, et les documents livrés sont tels qu'ils n'ont pu lui être remis que par des officiers. Mais l'honneur militaire ne s'en porte pas plus mal. Quelle santé!

*
* *

RELIGION. — J.-K. Huysmans, écrivain jadis profane et non sans talent, rendu triste par une maladie d'estomac, entre deux banquets de l'Académie Goncourt, s'est fait recevoir demi-moine. En bon littérateur, il n'oublie pas de faire de la copie avec sa conversion; et la cérémonie d'oblature n'était pas plutôt achevée qu'il en faisait tenir le récit au *Figaro*.

Des Esseintes, héros d'un de ses romans, malade comme lui, ne pouvant absorber la nourriture par l'œsophage, la prend sous forme de lavements. Et cette façon paradoxale de se nourrir l'enchante au dernier point.

Si les intestins d'Huysmans eussent bien fonctionné, il n'eût probablement jamais songé à se convertir; pas plus que Coppée, s'il n'eût eu l'anus endommagé. La foi est entrée dans leurs âmes à la façon dont la nourriture pénétrait chez Des Esseintes.

Conversions de malades et de lâches.

H. CH.

Italie.

La liberté est en train d'être complètement égorgée par le ministre caporal Pelloux, le néfaste Mercier d'Italie.

Toute la coterie de Milan, souffletée en plein visage par les journées sanglantes de mai 1893, après avoir fait tonner le canon dans les rues de la plus moderne ville d'Italie, cherche maintenant à faire raser les derniers débris de la liberté publique.

C'est le *decretone* que le ministère cherche à faire approuver ou par l'obéissance des députés, ou par un coup d'Etat et qui jettera en dehors de la loi tout citoyen capable d'avoir une opinion et le courage de la manifester.

La monarchie, aveuglée et étourdie par la marée montante des revendications populaires, marche d'elle-même sur le penchant de sa défaite.

Le roi Moustache joue ses dernières cartes. Le rachitique prince de Naples verra-t-il les gloires du trône? Je crois qu'il en doute lui-même.

Le député Pantano a proposé la Constituante. Un parlement révolutionnaire siégera-t-il dans la ville de Rome?

A quoi aboutiront ces manœuvres parlementaires? Le jour venu où le peuple d'Italie proclamera la république, sera-t-il plus heureux? Auront-ils du pain et du travail moins pénible, les *carusi* de Sicile? Ne crèvera-t-il plus de *pellagra*, le laboureur de Lombardie? Je crois que non. Le pouvoir n'aura fait que changer de possesseur.

Ceux qui resteront à la base de la pyramide sociale seront toujours écrasés par le sommet.

Le roi avait promis dans le discours de la couronne que le *domicilio coatto* serait aboli. Etant roi, partant menteur, il a oublié de tenir sa parole.

Il y a encore là-bas des malheureux qui souffrent dans cette abrutissante condamnation. Le peuple se taira-t-il donc toujours?

Et la lutte contre la tyrannie ne doit pas être restreinte seulement au *domicilio coatto*.

Il y a les compagnies de discipline de punition (Biribi), où, sous l'abri de la loi, les geôliers galonnés se complaisent à torturer ceux des soldats qui ont manifesté une opinion quelconque contre le gouvernement actuel.

Il y a les camarades *Comunardo Braccialarghe*, *Galli Alessandro*, *Bernardo Repetti* que les amis italiens ne doivent point oublier. Disciplinaires à l'île de Capri, ils furent, sur de fausses accusations et après un jugement illégal du tribunal militaire de Naples, condamnés, pendant le dernier état de siège, à des peines variant de quatre à plus de cinq ans.

La libération de *Batacchi* a démontré que la volonté du peuple peut bien faire ouvrir les portes des prisons. Que les camarades italiens se le rappellent!

Les réclusions militaires et les compagnies de discipline sont de véritables tombeaux où la réaction jette les plus vaillants de la jeunesse révolutionnaire. Que tous ceux qui y ont souffert et qui, maintenant, sont en liberté se rappellent les douleurs passées, qu'ils les disent aux camarades, aux amis, et ces endroits de souffrance s'écrouleront sous la rage populaire.

Il y a là une bonne besogne à faire. J'ai donné les noms de trois reclus; mais il y en a plusieurs autres qui sont dans les mêmes conditions, entre autres les nommés *Gualtiero Pamini* et *Giovanni Gardano*, dont la condamnation, si elle fut moins dure, ne fut point pour cela moins outrageante pour la justice.

CRASTINUS.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — Programme de la semaine :

Samedi 21 avril. — Ch. Malato : Religion et Magnétisme animal. Expériences d'hypnotisme, par Coisyn (Cette séance est privée; s'adresser le vendredi 20, pour être invité.)

Lundi 23. — Mme Kaufmann : L'Education physique.

Mercredi 25. — Analyse des livres reçus : « Les Croix et les Glaives », de Théodore Jean, la Revue Blanche.

Samedi 28. — Savioz (Mlle de Sainte-Croix) : La Femme et la Liberté.

N. B. — Les conférences commencent à 8 h. 1/2.

Groupe des Iconoclastes. — Vendredi 20 avril : A. Cyvoct, Le Journal d'un bagnard. — Mardi 24 : — Malato et Coysin. Magnétisme expérimental (réunion privée). — Vendredi 27 : Serge Basset, Dieu est amour.

N. B. — Le groupe rédigera un manifeste abstentionniste à distribuer dans les réunions électorales, dreyfusardes ou nationalistes.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 21 avril, à 8 h. 1/2 : Séverac, La Cellule (I), avec projections. — Lundi 23 avril, à 8 h. 1/2 : Maxime Leroy, Le Droit ouvrier (II).

Bibliothèque des Trimardeurs du XVe arrondissement. — Réunion publique samedi 21 avril, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, 3. Conférence par le camarade Papillon. Chants et poésies (prêt de livres).

Ecole Libertaire, 6, rue de Montmorency. — Vendredi 20 : Christian, Physiologie. — Samedi 22 : Bloch, Histoire de la philosophie. — Lundi 23 : Paraf-Javal, Dessin commenté. — Mardi 24 : Charles Albert, L'Art et la Société. — Mercredi 25 : Lucie Marin, Des châtiments et des récompenses dans la famille et dans l'école. — Jeudi 26 : Bloch.

Les camarades Léo Sivasti et Georges Roule, ayant l'intention d'entreprendre une tournée de conférences dans le Centre, prient les camarades des villes suivantes de se mettre en relation avec eux : Pour le Cher : Dun-sur-Auron, Saint-Amand, Châtrost, Saint-Florent, Mareuil, Mehun-sur-Yèvre et Sancoins.

Pour l'Allier : Montluçon, Commentry et Moulins.

Pour l'Indre : Issoudun et Chateauroux.

Pour la Nièvre : Nevers, Fourchambault, Imphy, Decize, La Machine, Guérigny, Moulins-Engilbert et Château-Chinon.

Pour l'Yonne : Coulanges-sur-Yonne, Saint-Sauveur, Saint-Fargeau, Coucy, Cravant, Auxerre, Appoigny, Saint-Florentin, Sens, Tonnerre et Avallon.

Adresser toutes les correspondances à Léo Sivasti, 20, rue de l'Etape, à Vierzon-Ville (Cher).

SAINT-ETIENNE. — Les camarades sont instamment priés de se rendre à la réunion du groupe qui aura lieu samedi prochain (le 28 avril), à 8 heures du soir, dans la salle de la bibliothèque. Nous convoquons huit jours à l'avance à l'effet de permettre aux camarades de se voir, pour qu'ils puissent se communiquer la présente réunion, où il sera discuté différents ordres du jour très importants, tels que : l'utilité des groupes, envoi d'un délégué au Congrès antiparlementaire, propagande abstentionniste en vue des prochaines élections.

Le camarade Gallet prévient les camarades de Saint-Etienne et des environs qu'il vient d'organiser (rue de la Préfecture, 49) une librairie socialiste, où l'on trouve tous les ouvrages de philosophie, sociologie et de science.

BORDEAUX. — *Groupe anarchiste*, Bar Lorrain, J. Séré, 13, rue Porte-Basse, le nouveau local.

Fondation d'une bibliothèque, organisation de cours sur tous les sujets susceptibles d'intéresser des hommes libres. — La conférence Liard-Courtois sur le Bagne.

Le prochain Congrès antiparlementaire international. Résolutions à prendre.

BIBLIOGRAPHIE

Doléances (nouveaux soliloques), par Jehan Rictus; 1 plaquette, 2 fr., édition du *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé-Saint-Germain.

Théories et procédés du magnétisme, par H. Durville; 1 plaquette, 1 fr. — *Analogie et différences entre le magnétisme et l'hypnotisme*, 1 plaquette, 0 fr. 60. Ces deux ouvrages à la Librairie du Magnétisme, 23, rue Saint-Merri.

AVIS

En prévision de la campagne électorale pour le renouvellement des conseils municipaux qui s'ouvre ces jours-ci, quelques camarades ont pris l'initiative de faire imprimer un manifeste abstentionniste. Désirant fixer approximativement le nombre d'exemplaires à tirer, les groupes ou camarades sont priés de les commander d'avance. Le cent : 1 fr. 50, port en plus, soit 0 fr. 30 par cent, environ; par 500, colis postal de 0 fr. 60 en gare.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le navire *Hernan Cortès*, qui prit à son bord les camarades détenus à Ceuta et au Pénon, dut relâcher à Alhucemas et interrompre son voyage par suite du mauvais temps.

Lorsqu'il reprendra la mer, il embarquera les camarades d'Alhucemas, des îles Chafarinas et de Melilla.

Le bruit court à Barcelone que le gouvernement français aurait refusé l'autorisation de résidence aux anarchistes bannis. Suivant la *Revista Blanca*, notification officielle de cette décision aurait été faite aux camarades du bagne de Burgos, actuellement détenus à Barcelone. Cette nouvelle, parvenue au dernier moment, demande confirmation.

Liste 33, par Martin : E. Martin, Vive l'anarchie! 0 fr. 50; La compagne Martin, Mort aux bourreaux! 0 fr. 25; Un ancien calotin, 0 fr. 10; Un ancien jésuite, 0 fr. 15; Antonio, 0 fr. 25; F. P., 0 fr. 50; Vive l'anarchie! 0 fr. 25; M. P., 0 fr. 25; Vive la Révolution sociale! 0 fr. 30; Un déserteur anarchiste, 0 fr. 50; Germinal, 0 fr. 50; Un partisan de la Liberté, 0 fr. 50; Bèle, 0 fr. 50; Un Espagnol qui proteste contre l'Inquisition et contre l'infâme Portas et Cie, 0 fr. 50; E. Ruette, 0 fr. 50; G. H., 0 fr. 25; Un typo, 0 fr. 25; Un typo, 0 fr. 25; Collecte faite après une séance du groupe de libre pensée « Les Cosmopolitains », 1 fr. 70; F. Monier, 0 fr. 50; Un vieux typo, 0 fr. 20; Un ancien de l'Internationale, 0 fr. 20; Un typo, 0 fr. 30; Ni Dieu ni maître, 0 fr. 20; Un ex-rapin, 0 fr. 50; Pour la solidarité, 0 fr. 25; Pour la solidarité, 0 fr. 25; F. P., 0 fr. 50; Pour que la grève des typos réussisse, J. H., 1 fr.; Pour l'affranchissement, 0 fr. 50; Chevalier de La Barre, 0 fr. 15; Vive la désertion! 0 fr. 50; Un partisan de la Liberté, 2 fr.; Vive l'anarchie! 0 fr. 50; Vive l'anarchie! 0 fr. 15. Total : 15 fr. 70. — O. R., 1 fr. — Dupré, 1 fr. 20. — Groupe de Beauvais, 5 fr. — Saint-Laurent, 8 fr. — Bernaille, 0 fr. 50. — Papillon et sa compagne, 1 fr. — Liste 34, par Potigny : Pour les victimes de l'Inquisition, 0 fr. 50; B. C., 0 fr. 25; A bas la politique! 0 fr. 50; Un camarade, 0 fr. 50; Un camarade, 0 fr. 30; Un camarade, 0 fr. 35; Deux camarades, 0 fr. 50; Vive moi! 0 fr. 50; Trois copains, 0 fr. 75; Un groupe de camarades marseillais fr. 80; J. B. P., 1 fr. 50; Un incorrigible, 2 f[illegible]. Total : 9 fr. 15. — Liste 35, par Potigny : Deux camarades, 1 fr.; Un sans tête, 0 fr. 50; Un anarcho, 0 fr. 25; Deux camarades, 1 fr. 50; Un socialiste, 0 fr. 50; Un ennemi des bourgeois, 0 fr. 20; Pour une salade bourgeoise, 0 fr. 50; Un révolutionnaire, 0 fr. 25. Total : 4 fr. 70. — Total : 46 fr. 25. — Listes précédentes : 1.386 fr. 05. — Total au mardi 17 avril : 1.432 fr. 30.

Nous avons reçu une liste de souscription de nos camarades de San Francisco (Etats-Unis); nous en publierons le détail lorsque le montant sera parvenu à la poste.

PETITE CORRESPONDANCE

Trimardeurs du XVe et Egaux du XVIIIe. — Convocations arrivées trop tard la semaine dernière. Mardi midi, dernier délai.

Les camarades qui nous envoient des communications et qui désirent les voir insérées sont priés de les signer. Inutile, croyons-nous, d'en expliquer la raison.

Guerrand. — Nous n'avons pas ces chansons.

A. B. C. — C'est par erreur qu'un seul numéro a été envoyé, nous faisons le nécessaire pour que cela ne se renouvelle plus. Oui, nous avons reçu.

Reçu pour les brochures à distribuer : Liste Nancy : Jean Fournier, 0 fr. 50; Pour la Liberté, 0 fr. 50; Mariatte, 0 fr. 25; Thierry, 1 fr.; Grillon, 0 fr. 50; B. Dielborshi, 0 fr. 50; Un étudiant, 0 fr. 25; Mme Stalter, pour la liberté, 0 fr. 25; F. Thiery, 0 fr. 30; Kallembron, 0 fr. 10; Plinate, 0 fr. 20; Desthoux, 0 fr. 25; Plinate, 0 fr. 25. Total : 4 fr. 85. — Groupe d'études sociales d'Epinal, 3 fr. — Liste 4 : Claudius Simond, 1 fr.; Mme Marie Secrétant, 1 fr.; Gotton, 0 fr. 50; Marius Secrétant, 1 fr.; Un amorphiste, 2 fr.; Un machuré, 1 fr.; Un guesdiste, 0 fr. 50; Guiat, 0 fr. 50; Un ébéno, 0 fr. 50. Total : 8 fr.

Reçu pour le journal : N., 5 fr. — F., 1 fr. — Joko das Barnas, 5 fr. — H. R., 3 fr. — Sta, 5 fr. — St-M., 10 fr. — X., 0 fr. 50. — Un bon berger à Melun, 2 fr. — Peintres en décor (E. V.), 1 fr. — Merci à tous.

B. C., à Mouscron. — B., à Villiers. — P. M., à Méru. — L., à Nancy. — L., à Epinal. — F., à Dison. — B., à Rouen. — B., à Gisors. — Reçu timbres et mandats

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 1 — DIX CENTIMES — DU 28 AVRIL AU 4 MAI 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Nous prévenons ceux dont l'abonnement expire avec ce numéro, qu'il sera pris remboursement sur eux cette semaine. Le besoin d'argent nous force à opérer aussi vite : nous espérons que les camarades y feront bon accueil.

Pour les mêmes raisons, nous n'avons pas de Supplément *cette semaine.*

UN PLAGIAT TRÈS SCIENTIFIQUE

(*Suite.*)

III

Pouvoir politique et social de la bourgeoisie.

12. M. En., p. 4. — « ... Pierre angulaire des grandes monarchies, la bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est enfin emparée du pouvoir politique, — à l'exclusion des autres classes — dans l'Etat représentatif moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité administratif des affaires de la classe bourgeoise. »

V. C., p. 10. — « ... Qui s'empare de toutes les positions, de toutes les lignes stratégiques, de toutes les bases d'opération du commerce et d'industrie ? Qui envahit tout, qui devient maître de tout, sinon la haute spéculation, la haute banque et, en toute branche, les gros capitaux ? »

V. C., p. 12. — « Veut-on savoir jusqu'à quel point cette féodalité funeste est déjà enracinée dans le sol et prépondérante dans le mouvement politique et social ? » En citant des exemples dans les finances, guerre, diplomatie, V. C. conclut : « Après cet exemple, n'est-il pas évident que ce ne sont plus ni le roi, ni les ministres, ni la nation qui gouvernent, mais déjà la féodalité industrielle et financière ? »

13. M. En., p. 4. — « ... La petite bourgeoisie manufacturière céda la place aux industriels millionnaires. »

Contre cette constatation de Marx et Engels, je devrais citer en son entier le paragraphe 8, pp. 10, 11, de V. Considérant. Dans ces deux pages, il parle ainsi de la concentration du capital que Marx appropria plus tard et dénatura complètement en la rendant comme une loi fataliste de la dialectique néfaste et sophiste.

V. C., p. 10, 11. — « L'argent envahit tout ; la puissance des gros capitaux s'accroît incessamment : ils attirent et absorbent, dans tous les ordres, les petits capitaux et les moyennes fortunes... la société marche à grands pas à la constitution d'une aristocratie aussi lourde qu'ignoble ; que nous y sommes ; qu'elle nous enlace et nous serre ; qu'elle pèse sur le peuple, et qu'elle dompte, réduit et asservit chaque jour les classes intermédiaires elles-mêmes.

« C'est un phénomène social qui caractérise la civilisation moderne... Il suit pas à pas la marche du système commercial, manufacturier, et l'invasion des machines. Notre industrialisme... pompe incessamment les richesses nationales pour les *concentrer* dans les grands réservoirs de l'aristocratie nouvelle, et fabrique des légions faméliques de pauvres et de prolétaires. La Grande-Bretagne *présente au plus haut degré ce phénomène de la concentration des capitaux entre les mains d'une aristocratie peu nombreuse*, de l'amoindrissement des classes moyennes... La France et la Belgique, les deux pays qui suivent de plus près l'Angleterre dans la voie de ce faux industrialisme, sont aussi les pays où s'organise le plus rapidement la féodalité nouvelle. »

Cette admirable généralisation de V. C., les plagiaires sans scrupule la mutilent comme suit :

14. M. En., p. 7. — « La bourgeoisie supprime de plus en plus l'éparpillement des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré les populations, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans les mains de quelques individus. »

Quelle étroitesse de vue en comparaison avec le fameux fouriériste et si honnête publiciste français ! « Quelques individus » au lieu de « féodalité, aristocratie » nouvelle. Pour en finir avec cette question de pouvoir politique et social de la bourgeoisie, citons encore la conclusion frappante de V. C. :

V. C., p. 26. — « La guerre industrielle a, comme la guerre militaire, ses vainqueurs et ses vaincus. La Féodalité industrielle se constitue, comme la Féodalité militaire, par le triomphe fatal et la suprématie permanente des forts sur les faibles. *Le prolétariat est le servage moderne. Une aristocratie nouvelle, dont les titres sont des billets de banque et des actions, pèse d'un poids de plus en plus lourd sur la bourgeoisie elle-même et domine déjà le gouvernement.*

IV

Conquête du marché.

15. M. En., p. 6. — « Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut pénétrer partout, s'établir partout, créer partout des moyens de communication. »

V. C., p. 22. — « Les nations industrieuses cherchent à grands efforts des débouchés extérieurs à leurs fabrications. »

16. M. En., p. 6. — « Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine... »

Si nous considérons qu'en 1840-1848 aucune nation européenne, sauf l'Angleterre, n'eut de communications commerciales avec la Chine, nous verrons que ce passage, très vague chez les drôles papes des scientifiques, se lit chez V. C. comme une généralisation basée sur les faits réels.

V. C., p. 22, 23. — « L'Angleterre, tourmentée d'une pléthore sous laquelle elle respire à peine, fait des efforts surhumains pour verser le trop-plein de ses fabriques sur toutes les plages. *Elle s'ouvre à coups de canon les portes du vieil empire de la Chine.* Elle parcourt incessamment et à main armée le globe, demandant partout des consommateurs... »

V

Concentration du travail et du capital.

Plus haut, nous avons déjà comparé les opinions de M. En. avec celles de V. C. Les citations sont assez édifiantes et il vaut mieux ne pas trop prolonger notre article. Pour ceux qui seront disposés à les comparer, nous donnons ici les pages de ces passages : M. En. (17, 18, 19), p. 7, 8 et 9. — V. C., p. 9, 10 et 11.

VI

La lutte des classes et les crises économiques.

Voici le dada des « socialistes scientifiques » : Lutte des classes ! les crises économiques ! — les plus grandes découvertes des plus grands « *scientifiques* ». Bon. Voyons ce que dit leur Coran à ce sujet.

20. M. En., p. 8. — « Depuis trente ans au moins, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est que l'histoire de la révolte des forces productives contre les rapports de propriété qui sont les conditions d'existence de la bourgeoisie et de son règne. »

Contre ce passage, je pourrais citer beaucoup et de très brillantes constatations de V. Cons. Prenons-en quelques-uns des plus courts :

V. C., p. 17. — « Notre société, tourmentée déjà par cinquante années de révolution... est dans un état de crise... La question de l'époque est avant tout sociale... c'est sur le terrain où le grand mouvement des faits et des idées emporte les esprits... »

V. C., p. 18. — « Cette idée (du communisme révolutionnaire), que l'influence des développements rapides du Prolétariat, du Paupérisme et de la nouvelle Féodalité a fait éclore au sein d'une société encore toute pénétrée du fluide révolutionnaire, se propage depuis quelques années parmi les populations ouvrières... « *Plus de propriété, plus de propriétaires ! plus d'exploitation de l'homme par l'homme ! plus d'héritage ! la terre à tous !...* »

V. C., p. 19. — « Ce sont des faits en cours d'accomplissement. Le chartisme, le communisme et les doctrines saint-simoniennes sur l'illégiti-

mité de l'héritage marchent à grands pas en Europe. »

21. M. En., p. 8. — « Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, mettent de plus en plus en question l'existence de la société bourgeoise. »

V. C., p. 15. — « ...qu'elle (libre concurrence) rend endémiques dans le système industriel et commercial les faillites, les banqueroutes, les engorgements et les crises; qu'elle jonche incessamment le sol de débris et de ruines... »

22. M. En., p. 8. — « Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé un paradoxe, s'abat sur la société, — l'épidémie de la surproduction. »

V. C., p. 23. — « Quoi! les nations les plus civilisées s'affaissent sous le poids mortel d'une production trop abondante; et dans leur sein même les légions ouvrières s'étiolent faute de pouvoir, par les conditions du salaire, participer à la consommation de cette production exubérante!... »

Comme conclusion de leur copie, presque mot pour mot, sur les crises et la production trop abondante, M. En. donnent cet alinéa :

23. M. En., p. 8,9. — « Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même. »

Contre cette affirmation bien vague, il me fallait reproduire tout entier le paragraphe 2 du chap. II de V. C. intitulé : « *La situation actuelle et 89; la bourgeoisie et les prolétaires.* » Prenons seulement quelques sentences.

V. C., p. 19. — « Sur la fin de l'ancien régime, un grand courant d'idées philosophiques et politiques, ardentes... emportait la bourgeoisie. La noblesse y prenait peu garde ou en riait... On dansait encore très gaiement à la cour de Louis XVI, la veille de la prise de la Bastille. — Aujourd'hui, l'aristocratie doctrinaire qui nous gouverne, plus *dédaigneuse du peuple*, de ses idées et de ses droits que la noblesse avant 89, ne sait pas seulement qu'il se forme au-dessous d'elle, dans les couches prolétaires, un formidable courant d'idées et de doctrine.... le peuple aujourd'hui lit plus que l'aristocratie financière, et ce qu'il lit par centaines de mille, ce sont des ouvrages, des brochures et des pamphlets où s'agitent... les plus graves et les plus terribles questions sociales.

« Il y a parité parfaite entre les deux situations et les deux époques : même dédain pour les questions les plus urgentes, même ignorance du mouvement inférieur et de sa puissance; même aveuglement. »

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Presse. — Ce n'est un secret pour personne que la Presse, sauf de très rares exceptions, est le refuge de tout ce qui compose l'écume de la société. Quiconque manque du courage nécessaire pour crocheter les coffres-forts, ou dévaliser les passants, tous les ratés du cambriolage, du vol à la tire, du faux, du chantage, de l'escroquerie ou du proxénétisme, tous les les agents d'affaires, tous les mouchards véreux ou brûlés qui ne trouvent pas à gagner leur vie dans le maniement et l'exploitation des boues sociales, se « lancent dans le journalisme ». C'est ainsi que ceux qui ont le respect de leur plume et de leur pensée se trouvent avoir pour « chers confrères » des individus qu'ailleurs ils ne voudraient même pas prendre avec des pincettes.

Ces meutes organisées de chacals domestiqués ont, entre autres attributions, celle d'aboyer après les honnêtes gens, évidemment pour donner le change et détourner l'attention publique de leurs louches trafics.

Parmi les cuisines d'écume et de lie au fond desquelles opèrent ces Borgias de l'opinion, la crème du pot revient sans contredit à l'*Eclair*, repaire des Alphonse Humbert, des Montorgueil, des Declerq, etc. Dans cette sentine, devenue la fabrique officielle du faux, on voit partout des « crimes anarchistes ». L'incendie de l'église d'Aubervilliers leur sert de prétexte pour hurler la mort contre ceux avec lesquels M. Montorgueil — quand il se trouve en *présence* de l'un deux — prétend être en communion d'idées. « Crime symbolique », s'écrie l'organe de l'ancien marchand de fourneaux, ex-mangeur de prêtres, aujourd'hui lécheur de bottes militaires et chevalier de sacristie.

On n'aime pas les crimes symboliques, à l'*Eclair*. Les crimes que l'on y tient en considération, jusqu'à la pratique, s'inspirent d'un réalisme fort bien entendu, inconnu aux organes comme aux consciences anarchistes.

Reconnaissons que l'*Eclair* n'est pas seul à baver la calomnie.

D'autres font chorus. Le journal de Méline, l'affameur des pauvres, tout odieux qu'il est, et quelque pudeur qu'il dût avoir, dit des choses pareilles.

Sont-ce les anarchistes qui avaient intérêt à déchirer les livres de comptabilité de la fabrique?

⁂

Quatre-vingt-cinq mille ouvriers syndiqués anglais ont signé une protestation contre la guerre sud-africaine. Dans le *Soleil*, M. Amouretti les traite « d'ignorants dirigés par des demi-savants », et leur conseille de ne pas se mêler de ce qui ne les regarde pas.

M. Amouretti, lui, doit savoir beaucoup de choses; tant, même, que l'épithète de savant est insuffisante à le qualifier. Mais il paraît ignorer que *seule* la classe travailleuse supporte le poids de la guerre, dont elle doit réparer ensuite, à force de privations et de labeur, les désastres et les ruines amoncelés dans l'intérêt de la banque juive ou chrétienne, pendant que les Amouretti et autres Maurras philosophaillent dans leur fauteuil sur la meilleure des monarchies.

Il semble donc qu'elle ait quelque voix au chapitre?

André Girard.

⁂

Militarisme. — Julien Dupuis, soldat au 16e bataillon de chasseurs à pied, étant malade, se présenta à la visite. Selon la coutume, le major ne le reconnut pas. Il fut pourtant obligé de le reconnaître, quelques jours plus tard, quand il ne put plus se traîner. Alors il le fit paternellement mener à l'hôpital, où l'ingrat mourut.

Quelques mois après leur incorporation, deux conscrits tombent malades à la suite de fatigues contractées dans le service. On les réforme avec congé n° 2, c'est-à-dire sans pension. Puis on dit aux parents : « Nous les avons rendus infirmes, c'est vrai; mais à présent qu'ils ne *font* plus partie de l'armée, nous n'en voulons plus dans notre hôpital; emmenez-les, et soignez-les vous-mêmes si ça vous fait plaisir. »

Pierre Boutreau, soldat de 1re classe au 57e de ligne, s'étant mis à aimer d'amour une jeune fille, prit la caserne en dégoût. Une première fois, il vint à Paris avec son amie, sans permission; à son retour, il fut cassé et puni de prison. Une seconde fois, il partit avec elle; puis, effrayé sans doute de se voir déserteur, il la tua et se tua. La vraie responsabilité de ce meurtre et de ce suicide remonte à ceux qui s'arrogent le droit de disposer de l'existence d'un homme, pendant des mois ou des années.

A la prison militaire de Nantes, un soldat détenu a été assassiné par un sergent-major surveillant. Celui-ci, nommé Benedetti, était entré dans la cellule pour mettre aux fers le prisonnier, nommé Le Bellec. Une fois sa besogne accomplie, Benedetti, d'après son propre récit, se dirigeait vers la porte, lorsque Le Bellec lui jeta sa cruche à la tête. Ce dernier étant aux fers, le sergent ne pouvait courir aucun danger. Cela ne l'empêcha pas de sortir son revolver et de tirer sur Le Bellec, qu'il tua net.

⁂

La Guerre. — Lettre d'un canonnier de la colonne expéditionnaire du Touat, citée par l'*Aurore* :

« In-Salah, 23 mars 1900.

« Le 19 courant, vers 7 h. 1/2, nous sommes arrivés en vue d'In-Rhar : les habitants de l'oasis reculaient au fur et à mesure que les troupes avançaient. La section d'artillerie ayant mis en batterie à 1.300 mètres sur une dune de sable, le feu commença aussitôt. Au deuxième coup, une brèche énorme fut pratiquée dans les murs de la grande kasbah, sur laquelle on tirait, et les habitants se précipitaient pour la boucher à l'aide de madriers; c'est alors que des salves d'infanterie furent tirées sur les assiégés pour les empêcher d'exécuter leurs travaux de barricade.

« Le tir des obus à la mélinite continuant, la kasbah fut en partie démolie. Lorsque les brèches furent complètement déblayées sous notre feu, l'infanterie s'élança à l'assaut. C'est alors que l'on put se rendre compte de la puissance destructive de nos canons. Ce n'étaient que cadavres, gens sans tête, sans bras, sans jambes, ou éventrés; hommes, femmes, enfants, chevaux, chameaux, gisaient pêle-mêle, morts ou n'en valant guère mieux. Il n'y a eu, sur douze cents habitants, que cent soixante-deux prisonniers : le restant est mort et a été enfoui dans les fossés. »

⁂

Commerce. — Au parc aérostatique de Meudon, deux sapeurs du génie sont morts, empoisonnés par de l'arsenic, l'acide sulfurique qu'ils manipulaient n'étant pas pur. Cet acide devait être contrôlé par un capitaine, qui naturellement ne contrôlait rien du tout. Quant à l'honnête industriel empoisonneur, il répondit : « Si l'on m'avait payé ma marchandise le prix qu'elle vaut, elle aurait été pure. »

Ajoutons que le médecin civil, tout comme un vulgaire major, n'avait pas daigné se déranger. La marchandise, cela a du prix; mais la vie humaine, point.

⁂

L'Incendiaire. — L'église d'Aubervilliers ayant été incendiée, de bonnes âmes en profitent pour crier : Sus aux anarchistes! Pourquoi? Lors de l'incendie du Bazar de la Charité, un moine n'a-t-il pas pris soin de nous apprendre que toutes les catastrophes de ce genre étaient imputables à son Dieu? Les anarchistes auraient garde de faire concurrence à un homme qui travaille si bien.

R. Ch.

Espagne.

Choses gouvernementales. — Le ministre de la justice a constaté que, depuis l'année 1851 — soit depuis quarante-sept ans, — aucune des nonnes auxquelles l'Etat, depuis cette époque, sert une pension, n'a été inscrite comme décédée. Le fait est surprenant, d'autant plus qu'une de ces nonnes accusait, en 1851, l'âge de quatre-vingts ans. La pension est d'une peseta par jour, et l'Etat verse, de ce fait, annuellement 90.000 pesetas. (*Gazette de Francfort.*)

Depuis dix ans, trente-cinq employés touchent régulièrement leur traitement; ils font partie d'une commission chargée, en 1884, d'une enquête sur le choléra. Par contre, les employés de la maison de santé d'Elda (Alicante) restèrent neuf mois sans toucher un sou. Lorsque le caissier fut pourvu de fonds, il apprit que, depuis quelques semaines, personnel et malades avaient constitué une société philharmonique donnant des concerts en province. Leurs affaires prospéraient, mais la police a été lancée sur eux.

A l'hospice des enfants trouvés à Madrid, pour 120 à 130 enfants du premier âge, il n'y a que 30 nourrices, les bébés crient famine et meurent à l'envi d'inanition. Soixante-huit sont décédés en un mois. La cause : c'est que l'Etat doit vingt-huit mois de salaire aux nourrices, soit 70.000 pesetas. Dans leur détresse, les malheureuses femmes s'adressent à des agents qui se chargent de recouvrer les paiements arriérés, moyennant une commission de cinquante pour cent...!

Pendant ce temps, le *Correo* nous apprend que le gouverneur de Madrid touche 15.000 pesetas, le président des députés de la province, 25.000 pour frais de représentation : leur personnel et les voitures n'entrent pas en compte dans les sommes énoncées ci-dessus. La commission permanente chargée de l'exécution des lois reçoit 50.000 pesetas. Quatre-vingt-dix secrétaires divers, sinécuristes, touchent entre eux 204.000 pesetas. L'architecte officiel et son personnel émargent pour 86.000 pesetas. La revision des comptes des communes coûte annuel-

lement 22.566 pesetas, plus du double de la cour des comptes du royaume entier, etc., etc.

Autriche-Hongrie.

Prisonniers torturés. — Le commissaire depolice Rabrei et six agents ont fini par être amenés devant le tribunal de Sambor, en Galicie. Depuis 1892, la torture fonctionnait régulièrement dans les commissariats de police. Malgré les plaintes réitérées émanant des particuliers, l'autorité a fait la sourde oreille pendant des années. Enfin un policier ayant mangé le morceau, il a fallu sévir, et les policiers s'en tirent les uns avec quelques mois de détention, d'autres avec quelques semaines. Les loups ne se mangent pas entre eux.

Le commissaire Rabrei, pour obtenir des aveux de la part des prévenus, les maltraitait effroyablement et les torturait au moyen de poucettes. Plusieurs personnes citées comme témoins avaient les articulations des doigts cassées et déclarèrent qu'elles avaient été attachées, hissées à certaine hauteur et puis qu'on les avait laissées tomber sur les dalles de leur cachot.

Les policiers, pour leur défense, disent avoir agi par ordre d'un inspecteur de police, mort fou récemment.

Italie.

Pantelleria. — Le 14 mars, par volonté du peuple, Cesare Batacchi, le Cyvoct italien, a vu s'ouvrir les portes du bagne de Volterra, où il devait finir sa vie.

On peut dire ainsi sans démenti qu'il a fallu l'affaire Dreyfus en France, pour qu'on se souvînt davantage du vieil internationaliste croupissant à l'ergastule, pour une bombe inconnue éclatée à Florence, rue Nationale, au milieu d'une manifestation policière acclamant le roi échappé au poignard de Passanante.

Des camarades de procès de Batacchi : Vannini, Scarlatti, Neneconi, ont fait déjà toute leur condamnation, soit vingt ans ; il y a à peine deux ans qu'ils se réjouissent du soleil, un quatrième est mort, le pauvre Natta, tous coupables d'être des internationalistes et de vivre dans une ville où l'Internationale avait beaucoup d'adhérents.

Mais qu'importait tout cela ? La police devait se montrer adroite, les jurés devaient avoir la croix de chevalier de la couronne d'Italie !

Le même jour que Batacchi, plusieurs anarchistes au *domicilio coatto* ont été mis en liberté.

Pourquoi pas tous les autres ?

Le gouvernement s'avoue toujours le même Polichinelle, bête et féroce, qui s'amuse aux piqûres, et croit par cela se perpétuer au pouvoir.

Mais, comme Malatesta qui s'enfuit de l'île de Lampedusa, l'année passée, le camarade Galleani, dédaigneux de toute convention avec l'autorité, a pris la mer sans permission, et nous qui sommes resté ici soucieux de nos mioches et de la vie errante à l'étranger que nous aurions dû mener, nous le saluons aujourd'hui en terre moins impitoyable.

A l'île de Ponza, lieu mémorable par les audaces d'un de nos premiers anarchistes : Carlo Pisacane, qui, dans l'année 1857, soudainement débarqué avec d'autres révolutionnaires, y mit en liberté les forçats du Bourbon, il existe maintenant une pierre qui rappelle ces vieux relégués morts. Or, les anarchistes relégués ici ont voulu poser une couronne de rameaux toujours verts sur la pierre de leur prédécesseur avec l'inscription suivante :

Aux relégués de jadis, les relégués d'aujourd'hui.

Savez-vous ce qui est arrivé ? Les anarchistes Fabbri Luigi, Fabbri Ettore, Sante Ferrini, Ristori, Caisul, Ratti et Tilli, responsables, ont été emmenés en geôle à la disposition des juges. Ceci vous dit ce qu'est l'Italie quarante ans après qu'on a expulsé les anciens tyranneaux !

T. R.

Russie.

Le capitalisme en Russie. — La correspondance suivante du *Het Nieuws van den Dag* (*Les Nouvelles du Jour*), traitant le sort de l'ouvrier russe, vaut bien la peine d'être lue par les lecteurs des *Temps Nouveaux*. Le correspondant parle de ces contrées où on a tout récemment encore découvert du charbon et de la manière dont sont traités ces malheureux ignorants qu'on appelle des moujiks. Y a-t-il une mine d'exploitée, aussitôt elle est reliée par un chemin de fer, et, peu après, des fabriques, des hauts fourneaux font leur apparition. Autour de ces hauts fourneaux s'élèvent de petites villes noires où les moujiks (les ouvriers) s'entassent comme des chiens et où sévissent des maladies terribles.

Après un voyage de trois à cinq jours, ils arrivent dans une de ces villes par bandes entières, destinés pour les fabriques et les mines nouvellement exploitées par des Belges. Lorsqu'ils sont mariés, on leur donne une chambre, mais sans lit, car un moujik dort toujours sur le grand poêle en briques ou sur le plancher. Et encore, quelle chambre ! Des murs nus, dépourvus de meubles (il n'en a jamais connu d'ailleurs). Mais, comme souvenir lugubre de tout ce qu'il y a de luxe et civilisation, il y a là une lampe électrique qui éclaire le chenil, nu et vide. Quand ils ne sont pas mariés, alors ils restent ensemble par petits groupes de cinq à six, et on leur donne une femme qui fait le ménage. Cette femme aussi, naturellement, dort dans la chambre commune, et, comme les hommes, par terre. La conséquence de cet état de choses est que la femme est la propriété de tous.

J'ai été dans des fabriques où régnait cette terrible maladie, la syphilis, en état d'épidémie parmi tous, conséquence fatale de cette manière de vivre. Et ce « tous », c'étaient des milliers ; c'était si grave, que la direction avait décidé de renvoyer presque tout son personnel ouvrier et d'en chercher d'autres. Mais la ville fut militairement occupée par les Cosaques, envoyés par ordre du gouvernement, qui ne voulait pas que tous ces hommes retournassent dans leurs villages pour y répandre cette affreuse maladie, pour souiller, peut-être, des gouvernements entiers. Ainsi, ils restaient là où ils étaient et où ils se traînèrent jusqu'à leur mort. Je ne peux vous dire combien ces épouvantables conditions que j'ai vues dans ces villes industrielles et minières m'ont dégoûté. Ils gagnent assez, 40 à 50 webel par mois, pour eux un trésor. Mais aussi ils doivent vivre dans un désert d'herbe jaune, isolés ; ils vivent ensemble dans des chenils, et leur seule jouissance, pour eux qui ne savent ni lire, ni écrire, c'est le sommeil. Pauvres diables ! A l'âge de trente-cinq ans ils sont épuisés, comme le sol sur lequel et dans lequel ils peinent. Il s'y produit des accidents, mais on a tant de moyens de les tenir cachés ! Et malheur à eux si les ouvriers osent murmurer ! Murmurer ? Cela est chose inconnue ici. Est-ce qu'on ne me racontait pas dans une mine belge qu'on les abattait à coups de revolver ? Et les Cosaques ne font-ils pas la même chose ? Est-ce que ces brutes ne tuèrent pas quelques centaines de ces miséreux, des hommes, des femmes, des enfants lorsqu'il y eut un mécontentement parmi ces malheureux à Briansk, quand ils voulurent démontrer leur droit ? N'ai-je pas vu moi-même comment un ouvrier, entré au bureau d'une mine belge, y suppliait le directeur de ne point le renvoyer pour cause de maladie, gagnée dans son service ? N'ai-je pas vu comment ce pauvre diable se jetait par terre en faisant le signe de la croix, et comment le directeur, d'un ton froid, lui ordonnait de s'en aller, disant que l'hôpital n'était pas un asile éternel, le menaçant de le faire reconduire par un Cosaque, s'il ne s'en allait pas tout de suite ? Et après le départ de ce malheureux, le directeur de me dire : « C'est ainsi ; si nous commencions, il n'y aurait jamais de fin ; et après tout, est-ce que ça nous regarde, nous qui sommes ici pour trente-cinq ans ? C'est dur, mais nous sommes en Russie. » Cette correspondance d'un journal libéral-bourgeois se passe de commentaires. Vive le capitalisme, n'est-ce pas ?

Cornelis.

Suisse.

Découpé dans un journal de Genève :

On avait remarqué que, depuis quelques jours, Luccheni était devenu nerveux, presque hargneux.

Il avait dû apprendre l'heureuse évasion de ses codétenus Parthenis et Got.

Mardi dernier, Luccheni demanda à voir M. Perrin. Le directeur, depuis la trop fameuse évasion, avait fait appliquer les règlements à la lettre, jusque dans les plus petits détails. C'est ainsi que les prisonniers ne devaient plus recevoir qu'un livre à la fois, au lieu de deux qu'on leur remettait de temps à autre lorsqu'ils se conduisaient bien.

Or, Luccheni qui, jusqu'ici, n'avait pas donné lieu à la plus petite observation, avait été mis au bénéfice de cette mesure de bienveillance.

Il se montra irrité du refus et, lorsqu'il pénétra dans le bureau de M. Perrin, il avait un air peu engageant.

Luccheni demanda à M. Perrin s'il avait bien réellement pris cette mesure et s'il la maintenait.

— Mais certainement ; c'est le règlement et cela suffit. Retournez à votre travail.

L'assassin fut reconduit dans sa cellule ; il paraissait fort irrité.

Deux heures après, il demanda à voir M. Perrin.

Pour la seconde fois, il fut conduit dans le bureau du directeur, qui se trouve à l'extrémité des locaux de l'administration, séparé de la comptabilité par un vitrage, recouvert à l'intérieur d'étoffe verte.

M. Perrin se trouvait à ce moment seul avec Luccheni.

Ce dernier réitéra sa demande. M. Perrin, impatienté, — on le serait à moins, — lui fit la même réponse, l'invitant à ne plus l'importuner au sujet de cette histoire de livres.

— Vous pourriez bien avoir à regretter votre décision, dit le gredin, en fixant bien M. Perrin, d'un regard plein de haine.

M. Perrin, surpris de ce langage, auquel il n'était pas habitué chez Luccheni, qui affectait la douceur et l'humilité, se retourna.

A ce moment même, il vit Luccheni faisant le geste de le frapper avec un petit instrument brillant qu'il tenait dans la main.

M. Perrin, très agile, détourna le bras, heureusement — sans quoi il aurait bien pu recevoir un coup mortel.

Il y eut une courte lutte de quelques secondes seulement ; le personnel du bureau accourut et désarma l'assassin.

Luccheni tenait dans la main un instrument des plus dangereux, ressemblant à première vue, d'une façon étrange, à celui dont il s'était servi pour assassiner la malheureuse impératrice Elisabeth. C'était une clef de boîte de conserves, à l'extrémité effilée, munie d'un manche en cuir.

Luccheni fut immédiatement reconduit dans sa cellule, où il fut convenablement enfermé.

Aujourd'hui, la prison est sens dessus dessous. On procède à des changements, à des transferts. On a pris des mesures très sérieuses concernant aussi bien le personnel que les détenus.

Un de nos correspondants nous écrit à ce propos :

« Le directeur était mis en mauvaise posture par l'évasion de deux prisonniers (qui, s'ils avaient voulu pousser un seul verrou, auraient pu emmener Luccheni avec eux). On a fait, après, tant de misères à ce pauvre diable qui n'a jamais eu de punition en prison, qu'il demanda à réclamer. Le directeur avait son plan. Il exaspéra Luccheni, qui, dit le journal, tenta de le frapper avec *une clé à sardines !* On l'a aussitôt descendu dans un caveau, et il va passer en cour d'assises. Il aura certainement le maximum : 5 ans de cellule souterraine — soit, avant deux ans, la mort lente et certaine, et ainsi la fin prochaine de la responsabilité de sa garde.

« Le directeur, rendu intéressant par ce pseudo-attentat qui ne lui a même pas valu un coup de poing, rentre en bonnes grâces. C'est Luccheni qui paiera de sa vie pour tous les petits ennuis causés à M. Perrin par le départ nocturne de deux de ses pensionnaires. »

Roumanie.

Un fait remarquable. — Les ex-chefs de la social-démocratie roumaine, notamment MM. V. G. Mortzun, Georges Diamandy et Al. Radovitz, qui sont passés dans les rangs du parti libéral, du Sturdza, et qui, dans leur chemise socialiste d'autrefois, étaient les plus stricts modérés, sont aujourd'hui les plus vaillants batailleurs du parti libéral. En effet, dans les derniers meetings libéraux tenus la semaine passée à Bukarest contre le gouvernement des conservateurs, les ex-social-démocrates s'étaient distingués par leur hardiesse en provoquant les agents de la force publique. De plus, les journaux conservateurs racontent qu'ils portaient sur eux des revolvers.

Mais ce qu'il faut remarquer, c'est l'évolution du parti socialiste roumain vers le révolutionnarisme, depuis la désertion des susdits Messieurs. En effet, la gazette de ce parti, *Lumea Noua*, n'est plus la gazette d'autrefois, quand elle était dirigée par le fameux J. Nadézdé, *ce personnage néfaste* pour le mouvement socialiste dans notre pays. Oui, *Lumea Noua* n'est plus réfractaire à l'idée révolutionnaire, mais, au contraire, ses collaborateurs affirment toujours que, pour arriver à la *liberté économique et politique* de tous, il faut employer *tous les moyens* et

notamment tous les *moyens révolutionnaires*. Ecoutez ce passage d'un article d'un des derniers numéros de *Lumea Noua* :

« Au début du mouvement, quand les agitateurs étaient de vrais socialistes révolutionnaires, le nombre des ouvriers qui fréquentaient nos réunions était énorme. Mais, depuis que nos chefs sont tombés sur la pente du modérantisme exagéré, sur la pente des flatteries royales (Nadézdé disait toujours que le seul homme capable en Roumanie c'était le roi Charles Ier), une grande partie des travailleurs énergiques se sont retirés. » C'est la vérité absolue.

Et c'est au socialisme révolutionnaire que les socialistes de Roumanie semblent vouloir revenir.

⁂

Emigration. — Pas une semaine sans que les journaux n'enregistrent que des centaines de familles juives se sont embarquées pour l'Amérique ou pour l'Anatolie. Ainsi, la semaine dernière, on lit que 350 familles juives de Botosani ont pris le chemin de l'Amérique. De Berlad sont partis 15 jeunes filles et 50 jeunes gens. Ceux-ci, faute d'argent, ont pris à pied le chemin de Hambourg, espérant trouver là un moyen de faire la traversée. Et les Roumains accompagnent souvent leurs frères de misère, les juifs. Ainsi, cette semaine, parmi les émigrants juifs partant de Berlad et de Ploesti pour l'Amérique, se trouvaient aussi quelques familles roumaines.

Bulgarie.

Massacre de Varna (Bulgarie). — Je lis dans l'*Epoca*, une gazette officielle, un télégramme de Sofia, dans lequel on fait connaître les faits suivants. A Varna s'étaient réunis pour protester, contre les nouveaux impôts, 1.500 paysans, qui, provoqués par la police, ont commencé à jeter des pierres sur les gendarmes et les soldats qui gardaient le local de la préfecture. Ce fut le signal d'un massacre. Gendarmes et soldats reçurent l'ordre de tirer sur leurs frères. Sur la place sont restés 9 morts et 11 blessés. Mais le télégramme ne nous dit pas si la fusillade s'est répétée, ce qui est à croire.

Toujours en vue de la civilisation, l'année passée déjà, l'armée roumaine avait massacré plus de quatre-vingts paysans, sans compter les blessés. Aujourd'hui, c'est l'armée bulgare qui les massacre à Varna. Mais quel est le rôle des armées, si ce n'est de massacrer les paysans et les ouvriers quand ils osent crier justice ?

La police, ici comme partout, s'acquitte bien de sa tâche. Cette semaine, elle a fait expulser comme des hommes dangereux pour l'ordre établi les camarades Michel Bacivarow, Colaro et Gabrowsky. Ces hommes étaient dangereux pour l'Etat roumain, car ils osaient professer des idées socialistes.

A Galatz, la police fut plus heureuse encore, car elle a pu découvrir la trame d'un complot révolutionnaire ! Voilà en quoi consiste cette grande découverte. Un certain Dionis Enache a osé porter sur lui une bombe de dynamite et une note sur la fabrication des matières explosives et il ose se dire socialiste. Nous ne savons pas ce qu'il faut croire, car un journal dit que ce socialiste dangereux a déclaré, à l'instruction (secrète), avoir trouvé cette bombe auprès du fort de Galatz. Mais à la police il faut un complot et elle cherche des complices.

Pour le *congrès révolutionnaire* de septembre, nos camarades sont de tout cœur avec vous. S'il n'est pas possible d'y participer en masse, nous serons sûrement représentés par le camarade Panaite Musoiü.

Elie Neagu.

⁂

Je vous envoie quelques nouveaux détails sur le massacre de Varna (Bulgarie).

Les paysans, réunis pour protester contre les nouveaux impôts, étaient au nombre de plus de 20.000. Le massacre commença quand les paysans voulurent démolir le local de la préfecture, où était détenu prisonnier le populaire agitateur Perakoff. Le nombre de morts et de blessés est inconnu jusqu'à présent, mais on le croit énorme.

Cela s'est passé, d'après un télégramme du journal roumain *Universul*, le 28 mars.

J. Neagu.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

On nous communique la lettre suivante :

A Monsieur le Ministre de la Guerre, à Paris.

Monsieur le Ministre,

Je viens de lire la lettre qu'un artilleur faisant colonne au Touat écrit au sujet de la prise de l'oasis d'In-Rahr, je crois ; il dit : « Ce n'était que cadavres, hommes, FEMMES, ENFANTS. Il n'y eut, sur douze cents habitants, que cent soixante-deux prisonniers : les autres sont morts. »

D'un autre côté, M. Vigné d'Octon vient de publier avant-hier des documents qui ne laissent plus aucun doute sur les actes ignominieux commis au Soudan par des soldats français qui ont eu la lâcheté de tuer, massacrer femmes, enfants, vieillards, qui pillent, volent, violent, commettent les crimes les plus honteux, les forfaits les plus horribles devant lesquels ces monstres légendaires, les Néron, les Caligula, eussent reculé... Pour les récompenser de telles monstruosités, on leur donne en bloc la médaille coloniale, qui devient alors le signe distinctif de tous les crimes.

Ce ruban, emblème honteux du banditisme, que l'on m'avait accordé après la campagne de Tunisie que j'ai faite à titre très pacifique de télégraphiste militaire, je vous le retourne, ne voulant pas être confondu avec la tourbe des bandits, des monstres qui ont ensanglanté leurs mains et souillé leur conscience dans le sang des femmes, des enfants et des vieillards sans défense.

Cl. Fromentin, 17, rue des Tanneries, à Meulan.

Ex-sergent au 61e de ligne à Toulon, télégraphiste militaire attaché au corps expéditionnaire de Tunisie (général Bréard), 3 mai 1881 au 1er juillet 1881.

⁂

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle (Université populaire du XVIIIe arrondissement). — Réunion du mercredi 25 avril, à 8 h. 1/2 : Libertad, La *Philosophie* de Guyau. — Samedi 28 avril, à 8 h. 1/2 : Causerie sur des livres récents. — Lundi 30 avril, à 8 h. 1/2 : Maxime Leroy, Le Droit ouvrier : La femme et l'enfant (III).

⁂

Bibliothèque d'études sociales des Egaux du XVIIe arrondissement, 85, rue de Courcelles. — Tous les mardis, cours de mathématiques par le camarade Alb. Bloch.

Samedi 28 avril, causerie de Léopold Lacour sur le Contrat social et l'Individu.

La bibliothèque est ouverte tous les soirs.

⁂

Bibliothèque des Trimardeurs du XVe arrondissement. — Réunion publique, le samedi 28 avril, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, n° 3.

Causerie par un camarade. Chant et poésies. Prêt de livres.

⁂

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — Programme de la semaine :

Samedi 28 avril. — Savioz (Mlle de Sainte-Croix) : La Femme et la Liberté.

Lundi 30 avril. — Laurent Tailhade : L'Ennemi du peuple (lecture par Bourgogne).

Mercredi 2 mai. — Congrès de 1900 : Le Groupement et l'Individu.

Samedi 5 mai. — Les Syndicats et l'Avenir du prolétariat.

N. B. — Les conférences commencent à 8 h. 1/2.

⁂

Marseille. — Des camarades des Chartreux et environs se réunissant au Bar des Sociétés, place du Jardin des Plantes, 7, ayant fondé un groupe d'études sociales et philosophiques, font un pressant appel aux camarades et auteurs qui voudraient leur envoyer des livres et brochures dans le but de la diffusion des dites idées, de les leur faire parvenir au siège du groupe, adresse ci-dessus.

⁂

Gilly. — Le Groupe libertaire se réunira le 30 avril, à 7 heures du soir, chez Preumont, 21, rue Sainte-Agnès, pour discuter l'organisation d'une conférence à Courcelles.

⁂

Belgique (Pays de Charleroi-Gosselies). — Conférence, le 1er mai, chez la veuve Allard, à 7 heures du soir, sous les auspices de la Jeune Garde. Orateur : Flaustier. Sujet : Le 1er mai des révolutionnaires.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le refus du gouvernement français dont nous parlions l'autre semaine n'est pas confirmé, mais le gouvernement espagnol, s'appuyant sur ce bruit, a fait diriger sur Barcelone et emprisonner tous les bannis embarqués sur le *Hernan Cortez*. Ils devront y attendre encore la bonne volonté des autorités.

Seul, Callis est resté au pénitencier pour l'affaire du « Fomento ». On se rappelle que les tortionnaires de Montjuich l'obligèrent à se déclarer coupable de cet attentat remontant à plusieurs années. Au milieu des tortures, il signa tout ce que l'on voulut, et cela lui vaut aujourd'hui de rester au bagne, la grâce, comme disent ces misérables, ne visant que les victimes des procès de la Gran Via, du Liceo et de la Calle Cambios.

Cherfils, 0 fr. 50 ; Estève, 0 fr. 25 ; Deville, 0 fr. 10 ; Pugnère, 0 fr. 50 + 0 fr. 20 ; Lantheaume, 0 fr. 50. Total : 2 fr. 05. — L. C., à Croix, 0 fr. 50. — Trois copains de Nogent, 1 fr. 50 ; Sabasolivec, 1 fr. 50, — De Spring-Valley, groupes des *Affamés* et *Germinal*. 25 fr. 75. — Des camarades de San Francisco, liste envoyée par G. Lombardi, 32 fr. 15. — Total : 63 fr. 75. — Listes précédentes : 1.432 fr. 30. — Total au mardi 24 avril : 1.496 fr. 05.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Electricité et ses applications, par le Dr Foveau de Courmelles, 1 fr. ; 19e volume de la Bibliothèque littéraire de vulgarisation scientifique chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

De chez Stock : *La Robe rouge*, pièce en quatre actes de Brieux, 2 fr. — *Les Trois Filles de M. Dupont*, comédie en quatre actes de Brieux, 2 fr.

La Chanson plébéienne, 27, rue Royet, à Saint-Etienne.

A lire :

Une clairière, L. Descaves, *Echo de Paris*, 22 avril.

Propos d'un Parisien, H. Harduin, *Le Matin*, 21 avril.

Les Mines d'or, U. Gohier, *L'Aurore*, 24 avril.

Sur le trottoir roulant, A. France, *Figaro*, 18 avril.

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Croix. — *Immoralité* épuisée.

Marseille. — Reçu vieux timbres. Merci.

T. R., à Pantelleria. — Brochures expédiées.

H. G., au Cap. — Reçu vieux timbres. Merci.

Binet, Belgique. — Reçu votre carte, mais je ne sais pas quoi vous envoyer.

P. Rosselli, Londres. — Celui qui voulait vendre les collections ne nous a pas répondu. Les bouquinistes du quai de Seine n'y sont plus par suite des travaux de la gare d'Orléans.

C. D. — Lu l'article *La Politique*. Un peu trop faible.

Le camarade qui envoie les *Temps Nouveaux* à Molin, à Mareuil, est prévenu que le journal nous revient avec la mention « décédé ».

Le camarade d'Oullins qui a demandé que l'on fasse une collecte pour un camarade de Genève est prié de venir le plus tôt possible chez Michard, 206, rue Garibaldi.

Reçu pour la brochure à distribuer : Liste Lyon, par M. : 5 fr. 65.

Reçu pour le journal : Th., 1 fr. 05. — Guet, 0 fr. 40. — M., à Poitiers, 1 fr. — M., à Poitiers, 4 fr. 30. — P., à Peyrins, 0 fr. 50. — Anonyme, 20 fr. — Merci à tous.

C., à Lille. — M., à Vienne. — H., à Rotterdam. — C., à Cognac. — L., à Amiens. — E., à Seatonville. — L. G., à Saint-Denis. — L., à Nancy. — S., à Thonnelin. — G., à Reims. — L., à Saint-Louis. — D., à Bary. — De M., à Gand. — B., à Vienne. — B., à Annecy. — S., à Hamilton. — J. L., à Paris. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Desréchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

SIXIÈME ANNÉE, N° 2 — DIX CENTIMES — DU 5 AU 11 MAI 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Pour les raisons connues, pas de Supplément *cette semaine.*

ÉDUCATION ET PROPAGANDE

Je suis heureux que le camarade D..., en écrivant dans le dernier *Libertaire* un article intitulé « Explications », me fournisse l'occasion de donner, moi aussi, quelques explications touchant la polémique engagée sur les Universités populaires.

Vidons tout de suite la question de forme. J'ai dit, en effet, au début de l'article « Education et Révolution », que la discussion me paraissait épuisée. Je ne pensais pas avoir besoin d'expliquer ce mot. D'une façon absolue, une discussion n'est jamais épuisée. C'est entendu. D'une façon relative, elle l'est dès que ceux qui y prennent part rééditent les mêmes arguments. Or, c'était exactement notre cas. Ayant, en l'absence de Grave, la responsabilité du journal, j'ai cru avoir le droit de gagner un peu de place en résumant une discussion. Obligés de compter avec un format restreint, nous faisons de notre mieux d'habitude pour faire tenir le plus d'idées dans le moins de papier possible. Si d'aucuns trouvent que nous y réussissons mal, qu'ils fassent mieux à côté, nous serons les premiers à applaudir.

Ceci dit, je ne demande pas mieux que de discuter encore. Mais je voudrais bien savoir exactement sur quoi. Et, si je me reporte au dernier article du camarade D..., cela ne semble pas facile. Il m'accuse d'avoir détourné une discussion portant sur les *Universités populaires*, pour l'amener sur ce thème plus facile, « *Education et Révolution* ». Je lui réponds que j'étais bien forcé de délimiter moi-même le terrain du débat, puisque lui, qui avait pourtant ouvert le débat, n'avait pas pris ce soin et ne l'a pas encore pris.

Depuis quelque temps, en effet, de nombreuses tentatives d'instruction populaire se sont fait jour. Il suffit de lire les programmes de ces cours et causeries et de connaître quelques-unes des personnalités les plus marquantes du mouvement, pour s'apercevoir que les mobiles poussant des intellectuels vers le peuple sont d'ordre très divers. Les uns sont plus ou moins consciemment guidés par l'arrière-pensée de détourner l'ouvrier de la solution révolutionnaire et de lui prouver que sa vie peut être, même sous régime bourgeois, heureuse et belle, s'il sait l'organiser avec courage. D'autres, au pôle contraire, essayent, par la culture intellectuelle, de faire naître, chez l'individu, l'esprit d'examen et de révolte, de l'amener à une compréhension plus profonde du désordre social actuel, à une conception plus nette et plus complète de la société harmonique et juste. Entre ces deux groupes extrêmes et peut-être dans chacun de ces groupes, il en est d'autres qui cèdent au désir naturel de partager avec leurs semblables les fruits de leurs réflexions et de leurs études, de faire acte de socialité, de communiquer à de moins favorisés par le sort leur propre enthousiasme en face du beau et du vrai, et cela peut-être même dans un insouci absolu d'une utilisation quelconque des connaissances qu'ils répandent. Est-ce à l'une de ces trois catégories d'éducateurs, est-ce à toutes les trois que l'on en a?

Il ne peut pas y avoir discussion utile tant que ce point ne sera pas clairement précisé. Or le camarade D..., qui m'accuse de *détourner habilement* les discussions, n'a pas pris garde, sans doute, qu'il ne s'était *jamais prononcé nettement* sur ce point. Parfois, en effet, il semble n'en vouloir qu'aux éducateurs plus ou moins réactionnaires et il écrit alors :

« Je m'étais proposé de montrer que les universités populaires formées par la collaboration des intellectuels *libéraux* et des travailleurs qualifiés ne visent dans le domaine économique qu'à la mise en pratique d'un *socialisme réformiste*, c'est-à-dire qu'à la conquête de la propriété individuelle — dans la société capitaliste admise avec toutes ses institutions — par le prolétariat organisé, ce qui aurait pour résultat de neutraliser pour longtemps le mouvement révolutionnaire. Il faut une forte dose de simplicité pour ne pas voir que les déclarations libertaires de forme et d'allure de la *Coopération des Idées* n'ont d'autre but que de ruiner, sous prétexte de critique, la partie dogmatique de certaines doctrines sociales, le mouvement révolutionnaire actuel et de lui substituer une orientation des travailleurs vers un socialisme « petit-belge. »

Voilà qui est net, et si le camarade D... s'en était tenu là, je n'aurais jamais songé à le contredire, de telles opinions étant les miennes, depuis longtemps (1).

Mais, encore une fois, il y a d'autres groupes d'instruction populaire que la Coopération des Idées. Et le camarade D... en arrive insensiblement à incriminer non plus tel ou tel enseignement populaire, mais l'enseignement populaire en général, y compris celui entrepris par des anarchistes et uniquement inspiré de l'esprit anarchiste. Par exemple, quand il écrit : « Faire des hommes instruits, c'est bien, mais faire des hommes révoltés contre l'iniquité sociale... c'est beaucoup mieux. » Eh bien, non ! ce n'est ni mieux ni plus mal. Les deux choses sont de valeur identique. A-t-on jamais reproché aux camarades de chercher à éclaircir leurs idées et à agrandir le champ de leur vision par l'étude? Non. Eh bien ! Pourquoi une éducation jugée excellente, quand elle reste individuelle, deviendrait-elle dangereuse en devenant collective, en se faisant au moyen de groupes, de bibliothèques et de causeries ?

(1) Voir à ce sujet, dans les *Temps Nouveaux* de septembre dernier, une série de trois articles : « A propos de l'*Amour libre* ». M. G. Deherme, fondateur et inspirateur de la Coopération des Idées, avait écrit : « Il n'y a aucun rapport à établir entre la forme économique de la société et l'amour. » Je lui réponds en montrant la portée et l'intention réactionnaire d'une sociologie dite positive et qui fait de pareilles trouvailles.

Dans son dernier article, le camarade D... continue à osciller entre la critique de certaines tentatives d'éducation populaire et la critique de l'éducation populaire en général. Il écrit en effet :

« Une question se pose à nous. Devons-nous participer au développement des Universités populaires ou bien continuer — comme nous l'avons fait jusqu'ici — notre propagande de revendications totales parmi les masses qui, trop écrasées par le travail et les soucis de la vie quotidienne pour suivre la métaphysique des intellectuels, peuvent néanmoins arriver à la compréhension de la complète transformation sociale qu'il est nécessaire d'accomplir.... Il est de toute évidence que l'intervention des intellectuels dans la lutte sociale a produit une certaine perturbation dans les partis révolutionnaires et, il faut le dire, les anarchistes comme les autres se sont laissé éblouir par l'érudition et fasciner par les subtilités philosophiques. L'anarchie subit une crise métaphysique, elle abandonne la vie, l'action sociale, pour se lancer dans la discussion des philosophies périmées. Heureusement que les événements sauront la rappeler aux réalités tangibles et l'obliger à rester ce qu'elle doit être sous peine d'effacement : un parti de lutte constante contre toute organisation sociale basée sur l'Etat et l'appropriation individuelle des moyens et des instruments de travail. »

Le camarade D... semble avoir oublié que ses attaques de tout à l'heure étaient dirigées seulement contre l'éducation populaire à base de socialisme réformiste ou d'individualisme bourgeois. Le voilà lancé maintenant contre tous les anarchistes qui font de l'éducation et de l'éducation conforme à leur idéal anarchiste.

Voilà le point précis où je ne suis plus d'accord avec lui. Je n'ai jamais dit autre chose, je ne voudrais pas qu'on me fasse dire autre chose. Je demande en quoi des anarchistes se consacrant à l'éducation empêcheront leur parti — en admettant qu'on puisse parler d'un parti anarchiste — empêcheront, dis-je, leur parti d'être « un parti de lutte constante, etc... » Je demande qu'on me démontre que l'éducation de l'individu ne fait pas justement partie de la tactique anarchiste. Je demande surtout si, entre éducation et propagande, il y a autre chose qu'une différence de degrés.

Vous parlez de notre propagande de revendications totales parmi les masses écrasées de travail et de soucis. Faites cette propagande au moyen de la brochure la plus simple, du catéchisme le plus élémentaire. Que se produira-t-il? Les lecteurs de ladite brochure se diviseront en trois catégories. Le plus grand nombre restera indifférent. Quelques-uns admettront l'idée de

confiance, l'aimeront, seront prêts à la répandre à leur tour, mais sans même la bien comprendre et sans voir plus loin. Les derniers enfin, de beaucoup les moins nombreux, mais de beaucoup les plus intéressants, discuteront l'idée que vous leur apportez, demanderont à connaître ses fondements et ses « à côté », bref à en savoir plus long, et vous serez ramenés par eux à l'éducation.

Croire que la propagande directe et simplifiée d'une idée est le meilleur et l'unique moyen de répandre cette idée, même parmi les gens les moins cultivés, c'est une vue un peu trop simpliste des choses. Le mode selon lequel nos convictions se forment, se combinent et se transforment n'est pas, hélas! aussi régulier. Plus une idée est complexe — or aucune ne l'est plus que l'idée anarchiste qui correspond à l'individu et à la société régénérés sous toutes les faces — plus une idée est complexe, plus les moyens d'y accéder doivent être variés, nombreux et parfois détournés en apparence. Tel indivivu préparé pourtant à devenir anarchiste restera réfractaire à notre idéal, parce qu'il ne l'aura jamais trouvé exposé en fonction de l'ordre de choses ou de sentiments qui lui tient le plus au cœur. Or, il pourra se faire que telle page d'un écrivain non anarchiste, telle théorie de science ou de philosophie, telle œuvre d'art établisse ce contact mieux que n'aurait pu faire une brochure écrite en vue de la propagande. Bien souvent la valeur de propagande d'une œuvre n'est pas en raison directe de l'intention qu'on y a mise. Où trouver plus de vrai souffle révolutionnaire, plus de révolte ardente contre le milieu bourgeois que dans *les* écrits sur l'art, d'un Wagner ou d'un W. Morris? La propagation des idées est chose fertile en surprises et il peut se faire que des éducateurs réactionnaires soient les premières dupes de leurs desseins.

L'anarchisme n'est pas seulement une formule économique, c'est une conception nouvelle, complète et très haute de la vie. Tout ce qui, comme la science et l'art, élargit notre vie et recule ses bornes en nous la faisant mieux comprendre, nous conduit à l'anarchisme au lieu de nous en éloigner. Ne perdons pas une occasion de répandre de la vérité et de la beauté, de créer de l'intelligence, de propager du savoir. N'arguons pas, pour couper les ailes à notre propagande, — en lui retranchant par exemple son côté éducatif — que l'humanité traîne après elle, comme un poids mort, tout un troupeau de malheureux trop abrutis pour comprendre. Sans quoi nous finirions par ressembler un peu à ces socialistes démocrates qui nous disent : « Sans doute, il y a autre chose que le vote et la discipline. Mais la foule est encore trop bête pour connaître autre chose. Qu'elle vote d'abord et marche droit, le reste viendra après. » Et le reste ne vient jamais.

Le camarade D... parle de la déviation du mouvement anarchiste. Je crois, au contraire, que la déviation commencerait, si ses conseils étaient suivis et si l'on abandonnait un moyen d'action quelconque, si humble fût-il et si éloigné en apparence de l'ordinaire tactique révolutionnaire. Tandis que jusqu'à présent tous les partis ont connu l'odieux et le ridicule en interdisant à leurs membres tel ou tel domaine d'activité comme improductif de progrès, les anarchistes sont les seuls à avoir bien compris que la société meilleure de l'avenir ne peut pas être la conquête d'un parti ou le prix d'une tactique, mais la synthèse de tous les efforts humains sincères et hardis dans tous les domaines de l'activité. Ils ont compris aussi que la vie évolue selon des modes infiniment complexes et variés et que, se modelant sur la vie, la propagande, toujours une par son but, doit être multiple et variée par ses moyens.

Grâce à cette idée, ils ont pu utiliser avec le plus grand profit et dans toute leur richesse variée les activités venues à eux, évitant la rigidité d'un mot d'ordre, d'une règle d'airain contraignant toutes les forces dans la même direction et faisant de chaque camarade le même distributeur de la même brochure. On a pu dire ainsi que vraiment, chez les anarchistes, il y avait place pour toutes les initiatives et pour tous les tempéraments. Voilà comment, je crois, nous avons mérité notre réputation de libéralisme ou plutôt de libertarisme, puisque le premier de ces mots est historiquement déchu de son vrai sens.

Voilà comment notre groupement apparaît de nos jours comme le seul refuge, le véritable abri des hommes de cœur et d'intelligence, rebutés par l'autoritarisme desséchant et la bêtise niveleuse des autres partis.

Aurions-nous déjà assez de ce rôle?

CHARLES ALBERT.

UN PLAGIAT TRÈS SCIENTIFIQUE

(Suite.)

24. M. En., p. 9. — « ... Le prolétariat, la classe des ouvriers modernes, qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail. »

V. C., p. 8. — « ... Les nécessités de l'existence qui contraignent ceux-ci (les prolétaires) à trouver chaque matin, aux conditions même les plus dures, du travail et un maître. »

25. M. En., p. 9. — « Les ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise comme tout autre article de commerce; ils subissent, par conséquent, toutes les vicissitudes de la concurrence, toutes les fluctuations du marché.

V. C., p. 8. — « ... Quand les travailleurs abondent, et c'est le cas général, la libre concurrence entre ces malheureux les poussant à offrir leurs bras au plus bas prix possible. — Ainsi, le mécanisme odieux de la libre concurrence sans garanties brise toutes les lois de la justice et de l'humanité. »

N'oublions pas que si les passages de V. C. ne correspondent pas mot pour mot à ceux de M. En. et que s'il y a seulement identité d'idée entre les citations, ça provient de ce que M. En. ont copié leur « Manifeste » en allemand et que je les cite d'après une *retraduction* en français du texte original du Manifeste de V. C. Tout de même, si on compare le contenu et le sens des citations, on voit immédiatement leur identité frappante. Mais continuons, et toujours par ordre de pages du Manifeste de M. En.

26. M. En., p. 9. — « ... Par conséquent, le compte de production de l'ouvrier se réduit à peu près aux moyens d'entretien dont il a besoin pour vivre et pour propager sa race. »

V. C., p. 23. — « Poussez ce cruel et stupide système aux conséquences extrêmes vers lesquelles il tend... et de réductions en réductions arrive à l'anéantissement des salaires! vous réalisez l'idéal des économistes, la production au *plus bas prix possible*. » (en italiques chez V. C.)

27. M. En., p. 9. — « L'industrie moderne a transformé le petit atelier de l'ancien patron patriarcal en la grande fabrique du bourgeois capitaliste. »

V. C., p. 9. — « ... Les grandes manufactures ont eu facilement raison... des petits et des moyens ateliers. A leur approche, les anciens métiers et les artisans ont disparu pour ne plus laisser que des fabriques et des prolétaires. »

28. M. En., p. 10. — « La petite bourgeoisie, les petits industriels, les marchands, les petits rentiers, les artisans et les paysans propriétaires tombent dans le prolétariat... »

V. C., p. 9. — « ... Le second résultat, tout aussi forcé que le précédent, c'est l'écrasement progressif de la petite et de la moyenne propriété, de la petite et de la moyenne industrie, du petit et du moyen commerce... (p. 10). La petite et la moyenne propriété agricole, grevées d'hypothèques ruineuses, dévorées par l'usure, gémissent sous l'oppression du capital... Oui, il est temps pour les classes moyennes, déjà fort entamées, d'y prendre garde. »

Et puis, après, Victor Considérant développe avec une grande précision la théorie de la concentration du capital. Les titres de ses deux paragraphes contiennent toutes les découvertes de nos plagiaires « scientifiques » : § 7. Réduction de classes moyennes; dangers qui les menacent, etc.; § 8. — Division de la société en deux classes, etc.

29. M. En., p. 11. — « La croissante concurrence des bourgeois entre eux et les crises commerciales qui en résultent rendent les salaires de plus en plus incertains. »

V. C., p. 8. — « La concurrence des maîtres entre eux force d'ailleurs chacun de ceux-ci à n'accorder que les salaires les plus exigus.... »

V. C., p. 9. — « ... Partout où règne la libre concurrence... le sort des classes ouvrières devient nécessairement plus misérable et plus abject; et ce n'est pas seulement contre elles-mêmes que ces classes ont à lutter, c'est contre les machines qui ne dépensent plus que quelques centimes par force d'homme! »

30. M. En., p. 11. — « ... Le constant perfectionnement de la machine rend la position de l'ouvrier de plus en plus précaire. »

V. C., p. 10. — « Une découverte inattendue... porte la perturbation dans les établissements. Après avoir cassé les bras des ouvriers, jeté sur le pavé des masses d'hommes remplacés tout à coup par des machines... »

31. M. En., p. 12. — « De plus, ainsi que nous venons de le voir, des fractions entières de la classe dominante sont précipitées dans le prolétariat, ou sont menacées, tout au moins, dans leurs conditions d'existence. Elles aussi apportent au prolétariat de nombreux éléments de progrès. »

La première partie de cette citation est une répétition de celle des nos 28 et 29. Ça ne vaut pas la peine de reproduire ici les brillants passages de V. C. Contre la seconde phrase, nous trouvons chez lui les lignes qui suivent :

V. C., p. 20. — « ... Les intelligences s'y (dans la bourgeoisie) éveillent ; le sentiment des misères matérielles et morales des classes ouvrières et de la nécessité d'y porter remède s'y fait jour... et les classes bourgeoises commencent d'ailleurs à voir qu'elles ne sont pas moins intéressées que les prolétaires à l'introduction de garanties dans l'ordre industriel et à la résistance aux envahissements de l'aristocratie financière. »

32. M. En., p. 12. — « ... De nos jours, une partie de la bourgeoisie fait cause commune avec le prolétariat, notamment cette partie des idéologues bourgeois *parvenue à l'intelligence théorique du mouvement historique* dans son ensemble. »

V. C., p. 32. — « ... Le champ des idées sociales s'ensemence, se couvre de végétation et devient le rendez-vous, de jour en jour plus fréquenté et plus vivant, *des fortes intelligences*, des cœurs ardents, des générations nouvelles, de tous ceux, en un mot, qui sentent battre vivement dans leur sein l'amour de l'humanité et *qu'un instinct sûr de la destinée des peuples* entraîne sur les voies glorieuses de l'avenir. »

33. M. En., p. 14. — « La condition essentielle d'existence et de suprématie pour la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse dans des mains privées, la formation et l'accroissement du capital... »

Sur l'accumulation et la concentration du capital par la bourgeoisie, nous connaissons déjà les profondes généralisations de Victor Considérant. Citons encore deux passages bien courts.

V. C., p. 20. — « Nous avons montré que le capital et le travail sont en guerre flagrante. L'atelier de la production, de la distribution et de la répartition des richesses n'est qu'un champ de bataille éternel. *Maître des instruments de travail, le capital fait nécessairement la loi au travail.* Les capitaux luttent d'ailleurs entre eux ; *les gros écrasent et absorbent fatalement les petits.* »

Et puis ce petit morceau éloquent :

V. C., p. 24. — « Les luttes acharnées des capitaux contre les capitaux, du capital contre le travail et contre le talent, des industries entre elles, des maîtres contre les ouvriers, des ouvriers contre les maîtres, de chacun contre tous et de tous contre chacun, ne sont point des conditions fatalement attachées à la vie de l'humanité. »

A cette lutte de classes et d'individus, V. C. oppose l'*Association* solidaire des producteurs.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Une chose curieuse, c'est l'obstination qu'ont les travailleurs de s'adresser aux gens du gouvernement, pour faire triompher leurs revendications. Maintes fois, il leur a été prouvé par l'expérience que ces bourgeois, imbus de tous les préjugés bourgeois, tranchent le différend en se plaçant au point de vue de leur caste et en en protégeant le plus possible les intérêts. Si, de leur intervention, il résulte pour les travailleurs une légère amélioration, c'est que cette amélioration eût été consentie facilement par le patron, parce qu'elle ne lui occasionnait qu'un léger inconvénient.

Malgré ces expériences répétées, les cochers s'étaient adressés dernièrement à Waldeck-Rousseau, pour leur servir d'arbitre dans les difficultés qu'ils ont avec les loueurs. Ce ministre n'a pas daigné répondre. Les collignons ne l'intéressent pas. Les réceptions et les dîners offerts aux représentants des rois et empereurs étrangers offrent plus d'agrément à ce ministre de défense républicaine.

Ce dédain ne rebute pas les cochers. Ceux-ci nomment une délégation et prient le député Sembat d'être leur interprète auprès du président du conseil, pour qu'il veuille bien recevoir cette délégation. C'est ce qu'on appelle essayer tous les moyens de conciliation. Mais si Waldeck-Rousseau, dont l'autorité sur les loueurs ne va pas jusqu'à leur faire négliger leurs intérêts, se laisse aller de guerre lasse à établir une cote mal taillée qui ne satisfera personne, les cochers seront conduits à cette conclusion : qu'il eût été pour eux plus profitable de compter sur eux-mêmes pour faire réussir leurs réclamations.

⁂

La Misère. — Un vieillard d'une soixantaine d'années s'est affaissé l'autre jour sur la chaussée, rue Massillon. Transporté à l'hôpital, il y est mort en arrivant. On a constaté que sa mort devait être attribuée à la faim.

Pendant ce temps, M. Millerand, qui, dernièrement, préconisait solennellement la solidarité, gave les représentants des puissances étrangères — et lui-même — de croustades d'anchois, de canapés de kilkys, de turbans de homard Lucullus et autres préparations éminemment démocratiques.

André Girard.

⁂

Sous le drapeau. — Il y a deux mois, trente soldats moururent à Arras, d'une épidémie de méningite. On licencia une partie du régiment. A peine de retour, l'épidémie renaît de plus belle, et deux soldats sont en train de mourir. L'Etat, cet autre Tout-Puissant, ne sait pas mieux assurer l'hygiène dans ses casernes que la sécurité dans ses théâtres.

Les officiers ont le droit d'outrager leurs inférieurs. Témoin cet officier de chasseurs, à Saint-Germain, qui a été vu souffletant son brosseur. Mais les soldats n'ont pas droit à la réciproque. Témoin Grégeois, du 87e de ligne, condamné à deux ans de prison pour outrages à un officier. Au pénitencier d'Avignon, il jeta un jour sa cruche à la tête d'un sergent. Il était las de la vie de caserne et de prison, et il souhaitait mourir. C'est ce qu'il déclara au conseil de guerre qui, pour toute réponse, lui a infligé dix ans de travaux publics.

Le suicide est un recours fréquent, à la caserne. Les jeunes gens mis là pour apprendre le meurtre y sont souvent réduits à faire cet apprentissage sur eux-mêmes. Georges B., cavalier au 5e chasseurs, à Rouen, ayant manqué l'appel, s'est tiré un coup de revolver au cœur.

La semaine dernière, j'ai cité la lettre d'un canonnier sur l'expédition d'In-Salah, et les camarades ont lu plus loin celle d'un ex-sergent qui, indigné de ces lâches assassinats, jette sa décoration à la face du ministre.

L'*Aurore* nous apprend ce que fut cette expédition. Un professeur de géologie d'Alger, désireux de faire une exploration scientifique dans l'intérieur, crut devoir demander une escorte militaire pour se faire protéger, en cas de péril. Cette escorte était commandée par un capitaine nommé Pein. Tant que la mission fut sur le territoire arabe, il se tint tranquille. Un jour, ils arrivèrent en vue d'Ingosten. Un parlementaire vint demander si les nouveaux arrivants avaient de bonnes ou de mauvaises intentions, leur offrant l'hospitalité dans la kasbah, pourvu qu'ils y vinssent sans armes. Notre géologue, chef de la mission, commençait une réponse amicale, quand le capitaine lui coupa la parole et envoya le parlementaire répondre à son chef qu'il l'emm... Le brave géologue s'indigne et proteste ; l'homme aux trois galons l'envoie promener, puis le fait garder à vue par quatre hommes et commence le massacre. Pendant plusieurs jours, à Ingosten, à Deremcha, on assassina des gens paisibles qui ne résistaient même pas. Toujours gardé à vue, le géologue, indigné, fit savoir au capitaine qu'il en avait assez de ces boucheries et qu'il voulait retourner à Alger. Pein, désireux de continuer ses exploits, refusa de le suivre et ne le laissa aller qu'après l'avoir contraint de lui verser l'argent confié pour un but scientifique. On peut voir, à la glorieuse Exposition, section de l'Algérie, les trophées de cette bataille glorieuse.

Comment s'étonnerait-on, après cela, des exploits du sous-off Tonnelier qu'un conseil de guerre vient de condamner à mort pour avoir assassiné un passant, sur une route, « au hasard et pour l'exemple »? S'il y a lieu de s'étonner d'une chose, c'est de la différence de traitements qui s'attache aux actes identiques d'un Tonnelier et d'un Pein : l'un tuant pour se procurer de l'argent, l'autre pour obtenir de l'avancement. Gloire et Patrie !

R. Ch.

Italie.

Le prétendu complot d'Ancône. — Le procès contre les prétendus complices d'*Acciarito* s'étant clos par un pyramidal échec de la police, celle-ci a voulu prendre sa revanche.

De là les arrestations en masse des rédacteurs et des propagandistes de l'*Agitazione*, journal anarchiste d'Ancône.

Mais ça sera encore une fois un coup raté.

L'opinion publique a déjà fait justice de ces trucs.

Pas plus que les enfants aux fées bienfaisantes, la foule ne croit plus aux complots à la mode de 48. A cela au moins est bon son scepticisme.

Il faut avoir le cerveau microcéphalique d'un agent de police pour croire, même un instant, que les libertaires puissent s'en tenir bêtement aux vieilles formules d'insurrections.

Quoi? Un complot? Pourquoi faire? Pour fonder une république qui, dans l'état présent de l'âme italienne, ne serait pas le triomphe des idées républicaines, mais la faculté pour les gros industriels de la haute Italie de tripatouiller à leur aise?

Ce n'est pas ce but-là que nous visons.

Emprisonnez-nous, *Messieurs les dirigeants*, mais assez de vilains mensonges.

Traitez-nous de malfaiteurs, mais ne nous prenez pas pour des simples, pour des idiots.

Malatesta avait écrit une lettre à ses amis, promettant sa collaboration; les libertaires de Paris avaient envoyé 50 fr. pour que quelqu'un puisse faire une tournée de propagande; Zavattero avait quitté Turin pour aller joindre son activité à celle des rédacteurs de l'*Agitazione* : voilà les choses bien terrifiantes qui se passaient l'autre semaine en Ancône!

Les dieux nous firent grâce ; si tout le monde dormait, les oies du Capitole ne dormaient pas.

Une fois déjà, elles avaient sauvé Rome ; aujourd'hui, c'est la dynastie elle-même qui est sauvée!

Vivent les oies, vive la police toujours alerte!

Deux choses manquaient au truc pour qu'il fût complet : un homme au long manteau, qu'on aurait vu passer dans l'ombre; des poignards.

Haffenbach et Pelloux! Les deux côtés du même visage.

Combien on rirait de tout cela, si on n'était pas forcé d'en pleurer!

Voilà que sept camarades d'Ancône passeront des semaines et peut-être des mois en prison, parce que... la police a fait four au procès des complices d'Acciarito et parce qu'on va ouvrir les Chambres.

C'est une vieille habitude des ministres de l'héroïque roi d'Italie : un complot ou un attentat pour chaque session parlementaire.

Cela fait du bien ; justifie les jugements et les arrestations arbitraires qu'on a faits et qu'on fera; donne un bon motif aux députés qui se targuent de libéralisme pour voter des lois ultra-réactionnaires.

Ceux-là seront reconnaissants au ministre de leur avoir fourni cette bonne excuse à faire valoir aux yeux du bétail électoral, et ils voteront les bilans.

Les bilans! De l'argent dans leurs poches, de l'argent à dépenser pour eux!

Dans l'histoire, tous les événements se relient. Aussi l'arrestation des camarades d'Ancône se relie-t-elle à la fortune de nos Colombo, des non Palizzolo.

On rirait bien si on ne pleurait pas. Et maintenant tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

P. S. — L'*Avanti* signale hier qu'on a libéré Zavattero et qu'on vient de le renvoyer à Turin. — Et les autres?

Le même journal annonce que le reclus Repetti, qui avait fait d'intéressantes révélations sur l'affaire *Notarbartolo* et dont le camarade Malato s'était occupé sur l'*Aurore* du 27 janvier, sera cité comme témoin dans cette ténébreuse affaire.

Serait-il donc vrai que la responsabilité de l'assassinat de Notarbartolo remonte jusqu'à des ministres?

Aura-t-on le courage, non pas de la dire, mais seulement d'entendre toute la vérité?

J'en doute.

Crastinus.

Belgique.

Le Congrès international des socialistes antiparlementaires trouve bon accueil parmi les hommes de liberté des contrées avancées du pays. A Charleroi, il ne serait nullement impossible que la puissante *Union verrière*, dont le nombre des membres est considérable, décidât sa pleine et entière participation à un congrès dans lequel les idées s'échangent avec une liberté et une courtoisie faisant contraste avec les procédés hargneux, autoritaires et sournois dont les pseudo-socialistes belges ont donné le spectacle, lors du Congrès syndical siégeant à la Maison du Peuple de Bruxelles.

En tout cas, les adhésions individuelles ne manqueront pas. Le pays noir se trouve, en effet, en présence de deux chemins bien délimités : suivre les politiciens dont l'énergie consiste à organiser des banquets où les Grüber sont lampés sans mesure ou encore à remplir les colonnes de leur journal du récit saugrenu de combats de coqs, de jeux de quilles et de chiens écrasés, voilà le premier chemin. Il est encombré de nullités et de perroquets de tribune. Le second est celui au bout duquel se trouve le réveil de l'esprit révolutionnaire jadis inhérent aux populations hennuyères; c'est celui que nous encouragent à suivre les jeunes, les dévoués, sur l'activité desquels les pontifes rouges organisent la conspiration du silence. Aussitôt finie la foire électorale qui sévit en ce moment, *nous ferons voir* aux enfromagés de là-bas que l'idée libertaire est de celles qu'on peut haïr, mais *avec laquelle on doit compter*, du moins lorsqu'on veut ne pas voir la masse, dans ses éléments virils, se retourner subitement contre soi.

Nous ajournons au Congrès de Paris plus ample exposé du mouvement libertaire chez nous.

Comptez sur l'adhésion de tous ceux qui ne désarmèrent pas; la connaissance que l'apostolat leur donne des difficultés de la lutte les rallie d'emblée à tous les procédés d'agitation, sans en excepter aucun.

Nous ne vous parlerons pas de l'affaire du jeune

Sipido, le membre du Parti Ouvrier qui tira sur le prince de Galles. Tant que les crimes collectifs comme celui de la *guerre* transvaalienne subsisteront, ils engendreront la violence individuelle. Enfantine fut la conception de Sipido, mais, au lieu de le sermonner, nous croyons que le plus urgent est d'unir nos protestations à celles de certains confrères, au sujet de certains procédés arbitraires d'une magistrature avilie.

FLAUSTIER.

Afrique.

MILITARISME. — La *Gazette de la Croix* reçoit du baron de Dalwig, capitaine d'artillerie au Transvaal, le communiqué suivant : « Le landrost du district de Rustenburg possède les témoignages sous serment de femmes et de jeunes filles que les Anglais ont fait prendre de force par les Cafres. Elles déclarent qu'elles ont été violentées par les Anglais avec l'aide des Cafres. Les pauvres créatures sont maintenant à l'hôpital. »

Et voici la traduction d'une lettre écrite par un lancier anglais et publiée par le *Brighton Argus* : « A Elandslaagte, nous les avons chargés. Nous vengions Majuba. Ils tombèrent à genoux et levèrent les bras; mais on nous avait dit de ne point faire de quartier, et je vous garantis que nous n'en faisions pas. Un à un, nous les embrochâmes avec nos lances. C'était horrible, mais, dans un pareil cas, il faut bien marcher de l'avant... J'espère que celui qui est en haut me pardonnera et me reconduira sain et sauf chez moi. » Il paraît fort probable que ce bourreau bondieusard ne sera pas reconduit chez lui, car la *Nouvelle Gazette de Rotterdam* contient ces lignes : « Un commando boer qui se trouvait au carnage d'Elandslaagte jura de ne faire désormais aucun quartier aux lanciers. Le même régiment de lanciers fit une sortie de Ladysmith pour attaquer les postes des Boers. Ceux-ci se replièrent de telle façon qu'un commando d'Orangistes parvint à couper la retraite aux lanciers, tandis que 200 Boers les attaquaient de front. Ces lanciers étaient au nombre de 600 : tous furent tués, on n'en épargna que cinq pour les renvoyer au général White, afin de lui apprendre le sort subi par le 5e lanciers. »

Dans un autre coin de l'Afrique, le prince d'Arenberg, un des grands chefs de la troupe coloniale d'Allemagne, après avoir enivré un jeune garçon nommé Willy Keen, fils d'un Anglais et d'une mulâtresse, l'a lié, puis suspendu au plafond pour le maltraiter d'une manière inouie. Le supplice terminé, le prince d'Arenberg ordonna à ses soldats de tirer sur Keen, parce que celui-ci essayait de s'enfuir sur le territoire anglais; une balle pénétra dans la jambe du malheureux; alors le noble prince tira lui-même trois coups de feu et donna un coup de baïonnette à Keen. Transporté à l'hôpital de Windlook, trente-trois témoins ont confirmé au major Lentwein la véracité du récit qu'on vient de lire.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'études sociales des Egaux du XVIIe arrondissement, 85, rue de Courcelles. — Tous les mardis, cours de mathématiques par le camarade Alb. Bloch.

Samedi 5 mai. — Lucienne Marin : Le rôle de la femme dans la société.

La bibliothèque est ouverte tous les soirs.

∴

Montmorillon, ce 28 avril 1900.

Cher compagnon,

Pour répondre à l'appel que publie *Les Temps Nouveaux* et vous fournir des fonds, je vous prie de soumettre aux camarades l'idée suivante que je mets immédiatement à exécution : Demander aux compagnons dont l'abonnement n'est pas expiré (comme le mien, par exemple, qui ne sera terminé qu'à fin décembre) de bien vouloir le renouveler dès maintenant et de vous en faire parvenir le montant *à l'avance*.

Inclus 6 francs pour abonnement de décembre 1900 à décembre 1901.

Je pense qu'aucun de nos amis pouvant faire l'avance de cette somme ne s'y refusera. Cela vous aidera à sortir du pétrin dans lequel vous vous débattez.

Cordialement à vous.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 5 mai, à 8 h. 1/2 : Séverac, La Cellule (II) (avec projections).

Lundi 7 mai, à 8 h. 1/2 : Libertad, Un voyage à pied de Bordeaux à Paris.

∴

Dimanche 6 mai, réunion des groupes qui ont adhéré au Congrès antiparlementaire, au local de l'Ecole, 6, rue de Montmorency, à 8 h. 1/2 du soir.

∴

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Lundi 7 mai. — Louise Réville : La Philosophie de Nietsche.

Mercredi 9. — Analyse des livres reçus : *Véhémentement*, d'André Veidaux. — La *Revue Blanche* (janvier à mars 1899).

Samedi 12. — Henri Rainaldy : L'Apôtre.

Lundi 14. — Ed. Blas : L'Evolution naturelle (*fin*).

Mercredi 16. — Rapports au Congrès (*suite*).

Samedi 19. — Mme Kauffmann : Le Féminisme.

Mercredi 23. —. Analyse des livres reçus : *La Caserne*, d'A. Lantoine. — *Delcros*, d'Henri Rainaldy.

Samedi 26. — C. Papillon : Quelques réflexions à propos de la *Clairière*.

Mercredi 30 et tous les mercredis de juin. — Elaboration des rapports pour le Congrès.

Les conférences seront interrompues du 1er juin au 15 septembre (période des chaleurs). — La bibliothèque restera ouverte tous les vendredis.

∴

AUX OUVRIERS DE L'AMEUBLEMENT ET DE L'AGENCEMENT DE TOUS LES PAYS. — Les ouvriers du meuble et des parties similaires qui viendront en visite à Paris dans le cours de l'Exposition sont cordialement invités à passer un mardi soir, 26, rue Titon, afin de s'entretenir avec des ouvriers de la même corporation sur tous les sujets qui se rapportent au métier, renseignements sur les progrès accomplis dans le travail, dans l'outillage, etc., renseignements sur les salaires et les différentes manières de travailler, sur l'intellectualité des ouvriers de chaque contrée ainsi que leurs aspirations.

Chacun peut apporter à l'Union syndicale ses notes personnelles; on tiendra compte de tous les renseignements qui seront donnés et de toutes les idées qui seront émises. Ceux qui en ont le temps sont invités à faire un rapport écrit.

Tout le monde sera reçu en bonne amitié.

A la fin de l'année, toutes les notes seront réunies en un exemplaire imprimé et cette récapitulation sera envoyée à tous ceux qui seront venus nous voir et à ceux qui nous la demanderont.

L'Union ouvrière de l'ameublement.

∴

Solidarité des Trimardeurs (*Bibliothèque du XVe*). — Les camarades sont avertis que la bibliothèque et le placement des camarades ne sont plus chez M. Gascogne. Les réunions, conférences et soirées familiales ont lieu tous les samedis soir, salle Clément, 3, rue Fondary (Grenelle).

Permanence tous les soirs pour les camarades sans emploi.

∴

VILLERS-LE-BOUILLET (lez Huy) (Belgique). — Dimanche 6 mai, à 3 heures, grande conférence par Flaustier, chez Bory, organisée sous les auspices des Chevaliers du Travail. — Sujet : L'organisation syndicale.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Liste de Hamilton par S. L. : A. Lecourtney, 0 fr. 60; Muirhead, 0 fr. 60; A. Oldenhoer, 0 fr. 60; F. Dombrosio, 1 fr. 25; Eug. Martini, 0 fr. 60; Storione J., 1 fr. 25; Halliday, 1 fr. 25; J. Arrow, 0 fr. 60; A. Voolf, 1 fr. 25; J. Blair Smith, 1 fr. 25; Abroiov, 0 fr. 60; Vaillantine Oldenhoer, 0 fr. 60; L. Storione, 1 fr. 25. En tout : 11 fr. 85. — Liste 36 : Sacleux, 0 fr. 50; Félix, 0 fr. 25; Royan, 0 fr. 50; Dunos, 0 fr. 50; Fourmont, 0 fr. 20; Loy Picard, 0 fr. 20; J. Sacleux, 0 fr. 50; Rousset, 0 fr. 20; L. Py Bojca, 0 fr. 30; Vignals, 0 fr. 50; Nicolas, 0 fr. 50; Blas, 0 fr. 50; Manson, 0 fr. 50; Fourmont, 0 fr. 50; Octave Mirbeau, 5 fr.; A. F. Herold, 5 fr.; Barbot, 1 fr.; Clément, 1 fr.; Henry, 1 fr.; Jean, 1 fr.; Pescay, 1 fr; C. B., 0 fr. 50; Loyal Alf., 0 fr. 50; Caron, 0 fr. 50; Devic, 0 fr. 50; Ferrière, 1 fr.; L. Bertin, 0 fr. 50, E. Lasnier, 0 fr. 50; Maurel, 0 fr. 50; Brun, 0 fr. 50; Benard, 0 fr. 50; Picard, 2 fr.; Fourmont, 0 fr. 50; M. Bloch, 0 fr. 50; Picard, 0 fr. 50; Pasquier, 0 fr. 50; Fourmont, 0 fr. 25; Cécilia, 0 fr. 25; Marius, 0 fr. 25. Total : 31 fr. 85. — Un groupe de camarades de langue espagnole, 17 fr. — T. N. G., 25 fr. — Total : 86 fr. 70. — Listes précédentes : 1.496 fr. 05. — Total au mardi 1er mai : 1582 fr. 75.

∴

Onze des bannis ayant été embarqués pour Liverpool, nous avons envoyé 700 fr. au camarade Tcherkesoff qui va au-devant d'eux pour les leur remettre. Le reste sera réparti aux autres aussitôt que nous saurons où le leur faire parvenir.

BIBLIOGRAPHIE

De chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères : *La Grèce antique*, par A. Lefèvre; 1 vol., 6 fr. — *Etude psycho-physiologique sur Vacher*, par les Drs Laborde, Manouvrier, etc.; 1 brochure.

L'Electricité et ses applications, par le Dr Foveau de Courmelles, 1 fr.; 19e volume de la Bibliothèque littéraire de vulgarisation scientifique chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

De chez Stock : *La Robe rouge*, pièce en quatre actes de Brieux, 2 fr.— *Les Trois Filles de M. Dupont*, comédie en quatre actes de Brieux, 2 fr.

La Chanson plébéienne, 27, rue Royet, à Saint-Etienne.

Recurso crime numero 1184 memorial dos recorrentes, broch., San Paulo.

Godsdienst en Gezerg, door E. Reclus; 1 broch., 6 cent., J. Steyringa, Amsterdam.

L'Ostensoir des ironies, par Alcanter de Brahm; 1 vol., 5 fr., à la *Bibliothèque d'art de la critique*, 50, boulevard Latour-Maubourg.

A lire :

La civilisation en marche, Séverine, *La Fronde*, 26 avril.

PETITE CORRESPONDANCE

F. C., Buenos-Ayres. — Reçu volume et vieux timbres. Merci.

T. N. G. — Trouverai compagnon. Ai répondu longuement à l'adresse Ludovic.

B., rue de Vanves. — Au lieu d'une année, je vous en envoie trois. Vous verrez peut-être que l'on n'a pas voulu vous voler?

La personne qui a gagné la bibliothèque est priée de venir la chercher, sinon nous serons forcés de nous en débarrasser.

Le camarade qui a gagné la bouteille de rhum peut venir la chercher.

Simplice. — J'insérerai quand je jugerai convenable. Non parce que je vous ai promis — il s'est produit depuis certain tour de jésuite qui me délie de ma promesse — mais tout bonnement parce que votre article me donnera l'occasion de placer quelques questions sur leur vrai terrain.

Reçu pour le journal : G., à Montceau, 5 fr. — O. J., 0 fr. 50. — Doux père et Doux fils, 2 fr. — D., à Fresnes. — Peintres en décor (E. V.), 1 fr. 05. — L'anarchiste de Saint-Mandé, 1 fr. — Merci à tous.

G., à Istres. — G. V., à Amsterdam. — J. D., à Buzeu. — R., à Aubagne, pour R., de l'Argentine. — L. B. J. — D., à Roanne. — C., à Lyon. — G., à Méro. — J. D., à Gand. — R., à Rennes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 3 — DIX CENTIMES — DU 12 AU 18 MAI

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX ABONNÉS DE L'EXTÉRIEUR

Par suite du taux élevé des remboursements, il n'en est pas pris sur nos abonnés de l'extérieur. Ceux dont l'abonnement est expiré fin avril sont priés de nous faire parvenir leur souscription au plus tôt, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans la réception du journal.

LES MARTYRS DE MONTJUICH

A LONDRES

Nous avons assisté hier à une des réunions les plus touchantes qui aient eu lieu depuis l'existence de l'Internationale. Les braves et courageux compagnons espagnols que l'on avait torturés à Montjuich et, plus tard, soumis à Ceuta à toutes les souffrances du bagne — ces dévoués amis que nous croyions enterrés vifs, étaient avec nous, à Londres, dans le club communiste allemand.

Tous aussi bien portants qu'ils peuvent l'être après ces quatre années terribles, — tous pleins de courage d'esprit et plus dévoués que jamais à la Révolution sociale, depuis qu'ils ont su, par leur propre expérience, comment les bourgeois, les militaires et les prêtres traitent les travailleurs, quand ceux-ci s'insurgent tout de bon.

Il fallait des efforts suprêmes pour ne pas fondre en larmes en voyant ces jeunes visages pleins d'énergie et d'intelligence et en entendant dire : « Voilà Juan Ollé. Pendant cinq jours il fut fouetté par les bourreaux. Cinq jours de suite, nuit et jour, ils le forçaient à coups de trique à marcher dans sa cellule, lui demandant qui avait jeté la bombe de Cambios Nuevos, jusqu'à ce qu'il tombât, épuisé de fatigue, sur le plancher. » Les larmes jaillissent et le cœur se remplit de fureur, en regardant ce visage plein de bonté, de douceur, fait pour aimer, pour être aimé.

Voilà Vilas, Vilella, Pons-Vilaplana. Tous trois, ils furent condamnés à mort; tous trois, ils furent mis dans la chapelle ardente afin d'y passer les dernières vingt-quatre heures de leur vie. Ne fallait-il pas que les inquisiteurs rapportent aux gredins du gouvernement qu'ils avaient découvert celui qui avait fabriqué la bombe? On prit donc Pons-Vilaplana. Avec sa blouse, il pouvait passer pour un forgeron.... Donc, « c'est bien lui — disaient les tortionnaires — qui a dû fabriquer l'engin ».

Au dernier moment, sa famille fait cependant une démarche suprême à Madrid. Elle y envoie son certificat d'études de l'école des arts et métiers qu'il avait obtenu comme tisserand. Jamais il n'avait été forgeron. A la fabrique où il travaillait, il avait été contremaître tisserand... Il est aussi prouvé que les deux autres, qui passent leurs dernières heures dans la chapelle ardente, non plus n'avaient travaillé le fer. Ils étaient ouvriers en mosaïque!...

On s'émeut à Madrid du scandale qui pourrait en résulter et l'on s'empresse de télégraphier : « Commuez la peine en vingt ans de travaux forcés » — et ils sortent de la chapelle : Pons et Vilella tout heureux; quant à Vilas, il avait gardé tout le temps sa tranquille sérénité. Lui, il avait pris son parti : « Tu la paieras cher, celle-là », avait-il dit au bourreau.

Voilà Mesa, Caüs, Sala, Melich et plusieurs autres. Ils avaient passé trois semaines au cachot, avertis chaque jour que demain ils seraient envoyés au Numéro Zéro, c'est-à-dire à la torture. Trois semaines dans cette attente!

L'un avait aiguisé avec un morceau de verre sa cuiller de bois, pour se percer la gorge avec cette arme au moment où on l'appellerait au Zéro.

L'autre avait préparé une viande empoisonnée pour l'avaler au même moment. Le troisième avait déjà avalé le phosphore de trois boîtes d'allumettes et se trouvait trois jours entre la vie et la mort... Tous préféraient mourir sur-le-champ à la torture sous laquelle ils ne pouvaient même pas se nommer eux-mêmes auteurs de l'attentat, comme Ascheri, comme Molas, comme Alcina, Nas, Nogues, tous fusillés pour un pareil aveu. Le quatrième de ce groupe avait aussi pris son parti. Profitant de sa force herculéenne, il sauterait au cou du premier qui viendrait l'appeler au Zéro — et on ne lui ferait lâcher prise qu'avec une balle dans le cœur.

Il manque encore parmi eux Callis, auquel on avait mis le casque, — lui serrant les os du crâne, tirant en bas la lèvre, mutilant le visage et le cerveau. Sous prétexte qu'il *était* mêlé à une autre affaire, on l'a retenu au bagne, et ce n'est qu'il y a trois jours que l'ordre fut donné de le mettre aussi en liberté.

Il manque également Sunyé et onze autres, auquel le gouvernement espagnol, pour les *mettre* hors d'Europe, a payé le voyage, à eux et à leurs familles, jusqu'au Mexique et à Cuba, et qui sont en ce moment en route.

Ils avaient subi la torture du feu et des organes génitaux et pouvaient montrer aux docteurs européens le résultat des tortures de l'inquisition bourgeoise.

— « Et Portas, l'inquisiteur en chef, vit-il encore? » demandent les compagnons à ces récits.— Oui, mais il finira comme ce juge allemand qui condamna Reinsdorf et en devint fou. Se croyant chaque jour en butte à un attentat anarchiste, il en perdit la raison et finit ses jours dans un asile d'aliénés.

Portas rôde de ville en ville. Dès qu'il a disparu d'un endroit, la presse espagnole met en grosses lettres : « Où est Portas? Cherchez Portas! » On finit par le découvrir, on le désigne aux habitants. Les cafés se vident dès qu'il y entre; les propriétaires des hôtels le prient de s'en aller, puisqu'ils ont été avertis. Chaque marchand de tabac et chaque cafetier sont avertis de même. Personne n'achètera rien chez eux, — ils seront boycottés, — s'ils osent vendre quoi que ce soit à Portas. Il finira comme un chien enragé. Car il ne peut y avoir de prescription pour ses crimes. L'humanité crie vengeance contre cet homme.

Quant à Marzo, le juge, il est déjà mort, criant dans un accès de rage pendant son agonie : « Ce n'est pas moi! Je ne suis pas fautif des tortures contre les anarchistes! » Les Furies le poursuivaient jusqu'à son dernier soupir.

— « Mais c'est l'Inquisition que vous rétablissez? » lui dit Tarrida del Marmol, appelé devant lui et averti que demain il irait au Zéro.

— « Mais oui, Monsieur, répondit Marzo. Ne voyez-vous donc pas que la sainte Inquisition revient en Espagne à pas gigantesques? »

Oui, elle revenait, à pas gigantesques.

Mais, gloire à nos camarades espagnols qui ne se sont pas laissé atterrer par cette perspective. Pendant quatre ans ils n'ont pas désarmé un seul jour; ils ont harassé, remué tout; forcé les indifférents de la bourgeoisie, de la presse, de la politique à intervenir; ils ont remué l'opinion publique; ils ont converti, — ils ont menacé! — sans relâche. Ah! si les Russes en avaient fait autant — en Russie! Schlüsselbourg serait vide en ce moment et les régions arctiques ne seraient pas peuplées d'exilés.

Gloire à nos compagnons espagnols d'avoir mené cette campagne. C'est à eux que les enterrés vifs de Ceuta doivent leur retour à la vie.

Gloire encore aux camarades français, belges, anglais, américains, allemands, qui ont su *forcer* leurs indifférents — leurs littérateurs, leurs politiciens, leurs publicistes à *intervenir*, et ont inauguré cette campagne de presse qui a fini par aboutir.

Gloire enfin à ceux du peuple espagnol en général, qui ont soutenu nos camarades dans cette lutte, qui les ont appuyés de leurs sympathies et de leurs efforts — et qui, en apprenant que nos martyrs allaient être mis en liberté, leur témoignaient par mille petites attentions leur bonheur de les savoir bientôt libres!

PIERRE KROPOTKINE.

7 mai 1900.

La presse de Londres a très bien reçu nos camarades — les martyrs de Montjuich. Le *Daily Chronicle*, le *Morning Leader*, le *Reynolds* et même le très conservateur *Daily Express* ont des articles très sympathiques qui leur sont dédiés. D'autres journaux en auraient fait de même s'ils avaient été avertis à temps. Les camarades organisent un banquet pour fêter leur arrivée.

A propos des Universités populaires

En réponse à l'article *Education et propagande*, on nous adresse les lignes suivantes :

Comprenant parfaitement que ce qui fait la séduction et l'avenir du communisme anarchiste, c'est qu'il n'est pas seulement une formule économique, mais qu'il a pour but de réaliser, dans la libre production des richesses et leur intelligente utilisation, la vie exubérante et totale de chaque individu dans le sens de ses propres virtualités, je n'ai jamais eu même l'intention de prendre à partie les diverses tentatives d'éducation libertaire — Ecole libertaire ou bibliothèques — précisément parce qu'elles éduquent l'individu en vue d'un arrangement supérieur de la vie, dans la possession commune de tous les moyens de production — la science et la pensée étant libérées de tout dogme et l'art demeurant une interprétation de la vie ou du rêve, ou une transformation de la matière, conformes à l'esthétique individuelle.

J'irai même plus loin : toute tentative d'éducation qui constituerait un acheminement vers cet idéal, par une franche orientation vers un mieux-être pour l'ensemble des individus, me trouverait également sympathique. Mais, j'ai tenu à montrer le danger des universités populaires, contre-révolutionnaires comme but ou comme résultat : la « Coopération des Idées » qui ne tend — par le mutuellisme et la coopération — qu'à l'émancipation d'une minorité privilégiée dans la société actuelle, et les autres tentatives d'enseignement du même genre qui, se gardant d'affirmer aucun idéal social, aboutissent fatalement au maintien d'une société basée sur la lutte pour l'existence.

D.

Ainsi précisées, les idées du camarade D. sont tout à fait les miennes et je n'ai plus la moindre objection à faire. Pensant dès le début la même chose, nous n'arrivions pas à nous entendre. C'est que nos idées à l'un et à l'autre n'étaient ni assez nettes ni assez complètes.

La discussion nous a forcés à les compléter, à les élucider. Elle n'aura donc pas été inutile.

CHARLES ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Dimanche, le peuple souverain s'est réuni « dans ses comices » pour nommer, en toute souveraineté, ses maîtres municipaux. Sans attacher une grande attention à cette petite comédie, il est assez curieux de noter l'importance du nombre des élus nationalistes. Paris notamment, Paris la ville-lumière, Paris électeur et adulateur du polichinelle Boulanger, s'est distingué par sa sympathie envers les partisans du sabre et du goupillon. On est patriote à Paris! Ah! mais oui! On aime l'armée et les brillants uniformes. Et si l'on y fit la Commune, c'est bien par hasard.

Naturellement, les « dreyfusards » enragent ou se désolent. Cependant, n'ont-ils pas dans cette manifestation militariste une grande part de responsabilité?

Si, lorsque l'affaire Dreyfus avait pris une envergure révolutionnaire, ils avaient carrément dit toute leur pensée; si, avec les révolutionnaires, ils avaient franchement couru sus à l'armée; s'ils s'étaient efforcés, comme nous, de détruire dans l'esprit de ceux à qui ils s'adressaient dans leurs tournées de réunions le préjugé chauvin et militariste, de leur inculquer le mépris — qu'ils ont eux-mêmes sans l'avouer — pour cette représentation de la violence et de la force brutale organisées, ils n'eussent pas encouru le déboire d'aujourd'hui. Mais ils ont mieux aimé se faire des succès de tribune en protestant de leur respect profond pour l'armée, alors qu'ils n'en croyaient rien, se défendre de l'attaquer et prétendre ne viser que certaines personnalités militaires, certaines brebis galeuses, constituant fort heureusement, ô citoyens, de très rares exceptions.

Ils trouvent très bien aussi, ces « dreyfusards », ces démocratiseurs de l'armée, que dans les écoles on abêtisse les enfants d'un tas d'admirations patriotiques et militaires. Ils approuvent pleinement cette éducation stupide et hideuse qui forme, non pas des hommes pensants, mais des soldats disciplinés, des mannequins mécaniques et articulés. Quand on apprend aux enfants qu'il est de leur devoir le plus sacré de saluer le drapeau, il ne faut pas s'étonner de former des générations de chauvins nationalistes.

Quoi qu'il en soit, voilà une nouvelle preuve que le suffrage universel est l'expression de la bêtise nationale.

ANDRÉ GIRARD.

∴

MILITARISME. — Le capitaine Lorenzi, du 64e de ligne, a comparu devant le conseil de guerre de Nantes, pour avoir à répondre de 9 vols, 5 faux et 2 abus de confiance, avoués par lui, plus d'un déficit de caisse, le tout s'élevant à plus de 10.000 francs. C'était un capitaine: les juges l'ont acquitté à l'unanimité. Vive l'armée!

Le soldat Combépine, du 151e de ligne (en fuite), a été jugé par le conseil de guerre de Châlons pour refus d'obéissance, outrages et coups envers deux supérieurs. C'était un simple soldat: les juges l'ont condamné à mort.

Il y a huit ans, un soldat du 25e de ligne, nommé Voisin, fut condamné aux travaux forcés à perpétuité pour assassinat. Ce n'était pas lui le coupable. Le coupable était un sergent-major nommé Langlois qui, à son lit de mort, vient d'avouer la vérité. Dans la maison du crime, on avait trouvé une épaulette à Langlois ; d'autre part, le seul indice qu'il y eût contre Voisin, c'est qu'au moment du crime il était en absence illégale. La présomption était beaucoup plus forte contre le sergent-major que contre le soldat; mais, entre un gradé et un non gradé, les juges militaires ne peuvent hésiter une minute: c'est pourquoi ils firent des excuses au sous-off assassin, et condamnèrent le simple soldat innocent.

Toute une compagnie du 90e de ligne, à Châteauroux, a été empoisonnée par des conserves: 34 soldats sont entrés à l'infirmerie, 7 autres à l'hôpital, sans compter les malades à la chambre. Etre assassinés pendant la guerre, être empoisonnés pendant la paix: c'est pour ça que les mères envoient leurs fils à la caserne.

Une explosion de dynamite, due à Messieurs les patriotes, s'est produite dans un atelier de pyrotechnie, à Grenoble ; un caporal a été très grièvement blessé. Cette provision de choses mauvaises, destinée à anéantir des centaines, peut-être des milliers d'existences, le hasard a voulu qu'elle s'anéantît elle-même en ne meurtrissant qu'un seul homme. C'est une économie de milliers d'existences; tant mieux!

R. CH.

Espagne.

Le compagnon Miralles, qui fut condamné à la suite de l'attentat de Pallas, a été conduit à Alcoy (Alicante).

Le gouvernement espagnol n'ose pas l'envoyer à l'étranger. Il craint le scandale. Miralles, qui est très âgé et qui fut horriblement torturé avant d'être envoyé au bagne, où il a souffert beaucoup, est devenu presque un cadavre.

Belgique.

Les bons votards belges pourront, durant le joli mois de mai, s'en donner à cœur joie. Le principe de la représentation proportionnelle ayant été introduit dans la loi, toutes les assemblées parlementaires sont soumises à réélection.

Le vote étant obligatoire, voilà qui, avec les trente-six prises d'armes annuelles et obligatoires de la garde civique, occupera intelligemment les dimanches d'un peuple libre.

L'événement en lui-même est d'une importance plus que médiocre et nous ne le mentionnerions pas dans des colonnes où ne se traitent habituellement que des choses sérieuses, n'était une tendance symptomatique qui vient d'être soulignée.

Les disciplinés du Parti ouvrier belge ont maintenu évidemment les mêmes hommes aux mêmes candidatures. Rien ne les rebute, il faut de la discipline, scrongnieugnieu! et, fichtre, ils en mettent partout. L'escamotage des polls est du reste une des spécialités — entre autres exercices forains — du P. O. B. Pourtant là où un peu de liberté a pu se manifester, on peut marquer une tendance à substituer aux candidatures d'origine et d'essence bourgeoises celles de *manuels*. Ainsi, dans une circonscription de carriers où le P. O. B. avait dépêché un des fringants avocats qu'on élève sous cloche à Bruxelles, à la « Maison du Peuple », pour placer en province les drogues de la maison, on a préféré la candidature d'un *obscur* tailleur de pierre, malgré les objurgations des grands lamas de la capitale.

A Anvers, un médecin socialiste s'était réservé une petite place rouge sur la liste bleue des libéraux. Les ouvriers *ont* fait choix d'un énergique compagnon qui s'est distingué lors des grèves du port. Du coup, les illusions du médecin et l'alliance elle-même se sont envolées. Si les illusions parlementaristes dudit compagnon en faisaient autant, il constituerait une bonne recrue pour le parti des révoltés.

Enfin, à Charleroi, l'un des impresarios les plus en vedette du P. O. B., le joyeux Imnémont, s'est vu enlever de la tête de la liste où son élection était assurée, pour être placé au bout dangereux, les ouvriers des trois grandes industries ayant exigé les premières places pour des candidats choisis parmi eux.

Sont-ce les prémisses d'une évolution? Dans l'état actuel des esprits en Belgique, beaucoup de nos camarades le croient, et, si maigres qu'elles soient, acceptons-en l'augure, avec l'espérance que l'on ne s'arrêtera pas là.

Les ouvriers commencent à en avoir assez des professionnels de la politique. Un sourd mécontentement ne peut du reste que régner parmi les clairvoyants.

L'industrie belge traverse une période de prospérité sans précédent dont tous les profits vont, cela va sans dire, grossir les coffres-forts capitalistes. Aucun grand mouvement de grève n'a été tenté depuis un an, si favorable que soit le moment. Les ouvriers qui ont vu tous leurs efforts portés vers l'organisation politique, se trouvent désarmés devant le patronat. Les socialistes craignent d'effaroucher leurs électeurs petits bourgeois et les cabaretiers qui restent la grande force électorale. Ils déclarent volontiers laisser aux ouvriers toute initiative dans cette question. Nous les en féliciterions, s'ils n'oubliaient pas ainsi qu'ils n'ont jamais hésité à jouer de la grève générale, pour sauvegarder leurs mandats électoraux que menaçaient des lois restrictives du droit de vote. Le peuple qui s'est vu prêcher la grève avec enthousiasme pour procurer des mandats ou maintenir ceux existants à ces mêmes hommes qui l'abandonnent lorsqu'il s'agit d'une grève pour améliorer son sort, commence à ouvrir les yeux.

Les coopératives ont du reste contribué à assagir. La mirifique invention des gens de la Maison du Peuple de construire, pour abriter leur trafic, un immeuble de plus d'un million, grevé d'une dette presque aussi élevée, n'y contribuera pas peu non plus. Le P. O. B., étant ainsi dans ses meubles, a pris les allures des parvenus et, comme ceux-ci, cherche à se frotter aux notabilités. Le dernier visiteur *smart* a été l'ex-ministre catholique Lejeune, qui a reçu l'accueil le plus chaleureux. Ah! s'il se fût agi d'un anarchiste! — Les gens du P. O. B. rappellent le matamoresque : « Si tu ne viens pas à Lagardère... », et la bourgeoisie ne venant pas au peuple, ils lui ont conduit ce bon, brave, benêt de peuple qui ne voit pas que, si elle entre dans son antre socialiste, c'est que cet antre n'est plus qu'un cabaret de plus, dans un pays qui en compte un par quarante habitants.

Pour conclure cette longue correspondance, nous ne saurions trop répéter de ne pas s'illusionner sur la sincérité du socialisme belge. Il est aux mains de radicaux malins qui ont senti d'où venait le vent et, en bonnes girouettes, ont tourné avec empressement. Les congratulations hyperboliques qu'ils ont adressées à Millerand ont trahi tout l'espoir qu'ils ont d'être tout prochainement ministrables.

Demain, la Belgique pourra se voir gouvernée par les démocrates-socialistes. Allons, tant mieux! Nous les montrerons au peuple, comme les Spartiates faisaient voir aux enfants les ilotes ivres.

PIERRE PATIENT.

Suisse.

Lausanne. — Il y a quelque temps, avait lieu ici une bagarre dans laquelle étaient impliqués des Italiens ivres et des gens du pays dans un état non moins intéressant. L'un de ces derniers reçut, paraît-il, un coup de couteau qui, d'ailleurs, le blessa à peine: aussitôt, tous les combattants de fuir. La police, n'ayant pu arrêter personne, s'en prit à un jeune Italien qui passait dans les environs et qui n'avait nullement pris part aux événements. N'empêche, faute de mieux, on l'empoigna, et il resta bel et bien plus d'un mois en prison, sous prétexte qu'il connaissait l'agresseur. N'ayant finalement rien pu en tirer — et ça se comprend, — le jeune M. fut simplement mené à la frontière italienne : il connaissait des anarchistes.

N'importe, c'est tout de même drôle de se voir emprisonné pour un crime dont on n'est pas l'auteur — *ce que la police reconnaît* — et d'être expulsé ensuite, pour qu'on n'ait pas été arrêté inutilement...

Et c'est en Suisse, dans la libre Helvétie, que de tels faits se passent! La Russie n'agirait pas autrement.

Sans commentaires, n'est-ce pas?

∴

Un peu de statistique social-démocrate :

Dans l'exercice de ces derniers six mois, l'« Union ouvrière lausannoise » bouclait ses comptes de la manière suivante :

Dépenses : propagande *électorale* (affiches, bulletins de vote, etc.)	1.056 fr.
Secours aux ouvriers (grève)	50 fr.

Et dire que ce sont des ouvriers qui entretiennent, sou par sou, la caisse dont les 95 0/0 servent aux députés et dont 5 0/0 restent aux pauvres diables.

Éloquence des chiffres, bêtise des hommes!

∴

Il n'y a rien qui trahit le socialisme comme ceux qui en sont actuellement les partisans : à Lausanne, où il s'agissait de savoir si l'église de Saint-François doit être démolie ou réparée, quelques social-démocrates à principes vagues, après en avoir mollement demandé la destruction, abandonnent simplement la lutte; la raison : ils s'exposaient à un échec aux prochaines élections, car le parti socialiste, tout-puissant ici, est chrétien dans son ensemble (patriote, évidemment) et son intolérance religieuse n'a d'égale que son intolérance politique.

A Genève, le mielleux Franc Thomas, grand apôtre du pur, ami sincère et ardent défenseur de l'ouvrier, etc., fait, sous le regard paternel des socialistes, de belles conférences sur « le christianisme social ».

A Zurich, c'est le pasteur Pflüger, plein d'amour pour le peuple ignorant, ivrogne et menteur, qui fait des efforts dignes d'une meilleure cause, pour ramener à l'église bienfaisante les âmes égarées et les préparer par une douce résignation chrétienne au joug toujours plus dur des exploiteurs.

A Winterthur, un autre pasteur — j'ai oublié son nom — tient le haut pavé dans le parti socialiste; c'est un député si bon, si bon... et qui veut certainement du bien aux pauvres, nom de Dieu!

Et la liste pourrait ainsi s'allonger! Religion et socialisme, nouvelle alliance! Ces gens-là, députés et pasteurs ou curés, trouvent moyen de tout arranger, et cette évolution du marxisme révolutionnaire vers le socialisme chrétien n'est pas un des moins bons signes de la dégénérescence de la social-démocratie. Les mânes de Karl Marx en auront des nausées!

C'est vous dire que tant que le peuple croira au grand Manitou, la question sociale sera escamotée.

A nous de savoir ce qu'il y a à faire.

∴

Parlez-moi des maisons du peuple!

Encore une mystification, le plus souvent.

A Lausanne, quelques Renard et autres socialistes de salon, tant hommes que femmes, viennent d'en fonder une. En attendant l'édifice, on donne, tous les lundis, des conférences, des lectures — mais quelles lectures, ciel! Pendant deux heures, une belle dame ou un monsieur non moins beau vous lisent des extraits de différents auteurs à la mode, extraits qui n'ont rien à faire avec la question sociale et qui ont le don d'attirer tout ce que la ville a de beaux-esprits — le public choisi, s. v. p.! — mais de faire partir tous les ouvriers et tous ceux qu'agace le pédantisme universitaire. C'est ainsi que lundi, 9 avril, M. Hyacinthe Loyson fils lisait son *Evangile du sang*, vaste épopée mystique où il fait l'apologie des saintes Ecritures : Dieu est amour; exemple : les soldats boers et anglais, les victimes de la famine aux Indes, en Italie, en Russie, de la misère en Espagne, à Londres, à Paris, etc., etc. Favoriser la propagation de tels mensonges, la Bible, c'est sans doute ce que M. Renard et les autres socialistes appellent *développer le peuple* : le faire sortir du cabaret pour l'abrutir avec Dieu. La différence n'est pas grande et je crois que je préfère le café.

Mais, notez bien, tandis qu'on acclame M. Loyson pour son dévouement — ne se dévoue-t-il pas pour instruire le peuple? — on fait passer au contrôle du haut comité (président : le pontife précité, M. Renard; caissier, secrétaire, etc. : quelques députés socialistes et quelques dames de la bonne bourgeoisie) tous ceux qui désirent faire une causerie à la Maison du Peuple.

Autant dire que la voix de la vraie science et de la vraie liberté n'y sera jamais entendue.

Aussi, à bas cette maison du peuple qui continue le rôle de l'église sous une forme laïque; trois fois à bas cette mystification!

O. D.

∴

Genève. — *Situation socialiste.* — Le parti socialiste à Genève compte 900 votards, représentés au grand conseil par sept fonctionnaires, mangeant tous au budget avec égal appétit. Troquant des votes avec ceux du parti radical, le parti socialiste a aussi pu caser un des siens au conseil d'Etat. Et, il fallait voir les naïfs, le soir de cette élection! Il semblait que les exigences de leurs propriétaires et de leurs patrons allaient miraculeusement cesser, qu'un ordre de choses, je ne dis pas nouveau, *mais sensiblement* meilleur allait résulter pour eux de cette élection. — Hélas!... Comme ils sont désabusés aujourd'hui!

Qu'a fait le « notre camarade »? A peine nommé, il a signé les décrets d'expulsion pris par les bourgeois contre les ouvriers. Interrogé sur quel degré de liberté les ouvriers étrangers pouvaient compter, à Genève, cet élu prétendu socialiste a déclaré que ces ouvriers n'ont aucun droit; s'ils ne sont pas contents, ils n'ont qu'à partir; les droits constitutionnels sont réservés aux seuls ouvriers du pays. Enfin, le bouquet: ce Solon en rupture d'établi, uni au plus grand entrepreneur de charpenterie du canton, a confectionné une loi des plus dangereuses, canaille pour l'ouvrier; voici ce qu'en dit le *Courrier de Genève* (1) : « Cette loi ouvre pour les syndicats ouvriers des années maigres, avec salaires bas et des frais très lourds pour les organisations ouvrières. En tout cas, adieu la grève. Encore un petit tour de vis au Code pénal, prévu du reste par la nouvelle loi, et tout est dit. » Tout cela est malheureusement vrai; et dire qu'elle est l'œuvre néfaste d'un représentant... ouvrier, associé avec le patron qui, par sa seule intransigeance et sa dureté, empêcha toute entente entre les ouvriers et les chefs d'industrie en juillet 1898! — Votards, vous avez désavoués vos élus, c'est bien : mais il eût mieux valu pour vous ne jamais approcher de l'urne. Puisse, ouvriers, la leçon vous servir! Cessez d'appartenir au bétail électoral.

∴

Une iniquité. — « Les magistrats ne sont plus que des fonctionnaires uniquement préoccupés de leur avancement. Ils touchent la paie, ils en désirent une plus forte et voilà à quoi se bornent leurs principes! Après cela, ils sont prêts à accuser, à juger, à condamner qui vous voudrez. » Et si leur situation est menacée, oh! alors, ils donnent toute leur mesure.

Un homme tue une jeune femme, simplement parce que cette femme ne veut pas de lui; les juges décernent au meurtrier cinq ans de prison. Un artiste peintre, J.-M. Baud, dont le cas rappelle celui de Mlle Hinque, qui blessa à coups de revolver un juge d'instruction pour venger son père jeté sur la paille par un déni de justice, — M. Baud tire, en plein Palais de Justice, un coup de pistolet sur un juge, mais sans danger pour la vie de ce dernier. Que font les jugeurs? Ils condamnent M. Baud à sept ans de prison; puis, craignant qu'à l'expiration de sa captivité, le malheureux artiste n'étale en public les causes qui l'ont poussé à commettre son acte de désespoir, ils font déclarer Baud en état de démence, et actuellement, après plusieurs années de prison, le peintre est enfermé dans une maison de santé. Ce qu'il y a de révélateur dans cette affaire, c'est que Baud, contrairement au règlement, ne fait partie d'aucune division. Une cellule exprès pour lui a été aménagée avant son transfert dans l'établissement; il faut — ça se comprend — éviter le contact du prétendu malade avec d'autres malades en traitement, appelés à sortir d'un jour à l'autre. Ainsi Baud, un sexagénaire dont l'état mental est excellent, risque de finir sa vie en prison dans un asile.

Quant au grand propriétaire rural qui a tiré un coup de revolver sur un ouvrier auquel la balle a rasé le cuir chevelu et troué le chapeau, ce propriétaire a comparu, c'est vrai, mais — est-il nécessaire de le dire? — il n'a pas été condamné, et pas même une heure de préventive; tandis que M. Antoine C., âgé de quatre-vingt-deux ans, est conduit en prison par la gendarmerie parce que — ô crime abominable! — ayant vu dans une cave, laissée ouverte, quelques os, le vieillard a cru pouvoir les prendre pour en tirer quelques sous : 40 centimes. On nous objectera que M. C. n'a pas été condamné, et qu'après avoir comparu, il a été élargi; soit. Mais comparons.

∴

Schwytz. — *Grève.* — Il y a plus de deux mois que dure la grève d'Einsiedeln. Sont en grève : 33 imprimeurs, 27 lithographes, 31 relieurs, 73 auxiliaires. Les ateliers Benzinger et Cie, fabricants d'articles de piété et autres, occupent habituellement 370 personnes. Les ouvriers demandent l'introduction du tarif de l'Association Suisse des typographes : journée de dix heures (au lieu de onze); suppression des amendes; suppression du travail à la tâche pour les machinistes et les plieuses; traitement humain. Ces demandes ont été admises par d'autres imprimeurs; mais, dit le *Volkrecht*, la maison B. a d'abord refusé d'entrer en négociations avec les ouvriers. Plus tard, cependant, la maison s'est abouchée avec la commission du district, mais rien n'a abouti. Le nœud de la question, c'est que les patrons refusent la reconnaissance de l'organisation des ouvriers. La constitution reconnaît le droit d'association aux ouvriers, mais on sait ce que cela vaut; dès le moment que les Benzinger et Cie n'en veulent pas, ça suffit. Ces patrons veulent organiser leurs ouvriers eux-mêmes, à leur façon; la grève se prolongeant, la maison a adressé une circulaire à 150 ouvriers grévistes, les engageant individuellement à reprendre le travail, mais en stipulant l'interdiction d'appartenir à n'importe quelle union ouvrière.

Les ouvriers maintiennent leur droit au sujet de la liberté des coalitions, et B. et Cie ont nommé une commission de douze ouvriers pour entamer des négociations avec les grévistes. Ceux-ci veulent que leur droit d'association soit reconnu par les B. et Cie, au moins pour un laps de deux années.

(1) Organe conservateur catholique.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les Iconoclastes. — Vendredi 11 mai, à 8 h. 1/2 du soir, bar Le Méhautet, 11, rue de Maistre. Organisation de la bibliothèque.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle : Samedi 12 mai, à 8 h. 1/2. — Fernbach (de l'Institut Pasteur) : Un péril social: la tuberculose.

Lundi 14 mai, à 8 h. 1/2. — Soirée musicale et littéraire.

∴

Ecole libertaire. — Recettes d'avril : A la salle des cours, 20 fr. 50; R., 10 fr. ; Journal l'*Aurore*, 2 ver-

sements mensuels, 20 fr. Total : 50 fr. 30. — Caisse à fin mars, 466 fr. 70. — En tout, 517 fr. 20. — Dépenses d'avril, 421 fr. 80. — Reste en caisse : 95 fr. 40.

∴

Bibliothèque d'études sociales des Egaux du XVII[e] arrondissement, 85, rue de Courcelles. — Tous les mardis, cours de mathématiques par le camarade Alb. Bloch.

Samedi 12 mai. — Louise Réville : La philosophie de Nietzche.

Samedi 19. — J.-Jacques Herly sur Cervantès.

∴

Samedi 19 mai, à 8 h. 1/2 précises, au Salon des Fleurs du Lac Saint-Fargeau, grande fête familiale organisée par l'Union syndicale du bronze.

Conférence de Léopold Lacour sur l'Education civique de la femme.

Concert avec le concours certain de plusieurs artistes.

A minuit, bal de nuit.

Prix d'entrée : 1 fr. par cavalier, 0 fr. 60 par dame.

Tirage d'une tombola gratuite à l'issue de la soirée.

∴

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), à 8 h. 1/2 :

Samedi 12 mai. — Henri Rainaldy : L'apôtre.

Lundi 14. — Ed. Blas : L'évolution naturelle (*fin*).

Mercredi 16. — Rapports au Congrès : II. Le communisme.

Samedi 19. — Mme Kauffmann : Le féminisme.

Une salle aménagée spécialement pour la lecture sur place est ouverte tous les soirs, à 8 h. 1/4.

∴

L'Idée libre (Bibliothèque libertaire de Belleville), 81, rue Julien-Lacroix, Paris. — Samedi soir 12 mai, à 8 h. 1/2, conférence par Mme Kauffmann sur l'Education physique. — De l'influence du physique sur le moral et de la nécessité du développement intégral des facultés naturelles, par Spirus-Gay.

∴

Roubaix. — Tous les camarades sont priés d'assister à la réunion générale de samedi 19 courant. Ordre du jour : Rapport au Congrès.

Urgent.

∴

Lyon. — *Aux camarades Lyonnais*. — Si, parmi vous, il y en a qui, fatigués par la lutte, ont momentanément quitté le combat, s'ils étaient réellement convaincus, leur abstention ne peut durer indéfiniment. Qu'ils reprennent leur place. Nous les invitons à une réunion privée qui aura lieu le samedi 26 mai, à 8 h. du soir, *café de l'Isère*, 26, rue Paul-Bert. Entrée par l'allée.

∴

Bordeaux. — Les anarchistes de cette ville et de la banlieue se réunissent actuellement chez M. Séré, 13, rue Porte-Basse.

Sujets à l'ordre du jour : 1° Organisation de la bibliothèque; 2° Préparation au Congrès antiparlementaire international de septembre; 3° Le développement de la presse anarchiste; 4° les camarades achètent de préférence les journaux bourgeois. — Pourquoi ? — Soyons logiques.

∴

Montereau. — Groupe d'études et de propagande révolutionnaire : réunions Grande rue du Gâtinais, 113.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Les camarades de la *Revista Blanca* nous communiquent la liste des condamnés de Xérès, qui sortiront du bagne très prochainement, assure-t-on. Il eût été juste certainement de comprendre les vingt-trois camarades dont il s'agit dans la répartition des fonds que nous avons reçus pour les victimes de la réaction clérico-militaire, mais nous ignorions leur nombre exact.

En outre, la somme divisée entre les quarante-sept camarades eût donné pour chacun d'eux un résultat insignifiant; et il s'agissait d'aller au plus pressé, c'est-à-dire de venir en aide aux exilés. Notre souscription restera donc ouverte au profit des victimes du procès de Xérès.

Au dernier moment, on nous annonce la grâce de Callis. Les six camarades encore détenus à Barcelone, parmi lesquels se trouve le martyrisé Sunyé, ont définitivement choisi Londres comme lieu de résidence.

Solidarité internationale : E. G., à Bordeaux, 5 fr. — C. P., 50 fr. — Un camarade, 1 fr. — A. M., à Dison, 1 fr. — Total : 57 fr. — Listes précédentes : 1.582 fr. 75. — Total au mardi 8 : 1.639 fr. 75.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Evangile philosophique, par le D[r] B. Agapon; plaquette, 2 francs, chez Cléronome, libraire, 16, rue d'Euripide, Athènes.

L'Année politique 1899, par André Daniel; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Amor libre, par Charles Albert; 1 brochure, *Libraria Sociologica*, Corrientes 2011, Buenos-Ayres.

Le Crime d'obéir, par Han Ryner; 1 vol., 3 fr. 50, à *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

∴

A lire :

Un Essai de révolution sociale sous Philippe-Auguste, par Achille Luchaire; *La Grande Revue*, 1[er] mai.

Les Préjugés historiques, par A. Lefèvre; *Revue de l'Ecole d'anthropologie*, 15 mars.

Paix et travail, par Maurice Allard; *Petit Provençal*, 20 avril.

Bazaines, par Gohier; *Aurore*, 7 mai.

A NOS AMIS

Nous avons fait un premier tirage de 10.000 exemplaires de la *brochure à distribuer*, avec l'article de Gohier : *Aux femmes*. Nous en tenons à la disposition des camarades.

Ce premier tirage a été fait avec le peu d'argent récolté complété par celui de la tombola. Pour fournir le tirage de 30.000 que comporte un tirage ordinaire d'une brochure à distribuer, nous comptons sur le concours monétaire de ceux qui croient cette brochure bonne à être propagée.

AVIS

La femme d'un camarade à l'hôpital désire vendre l'*Histoire de France*, par Henri Martin, en 17 volumes. Ecrire pour les propositions à Mme Jamard, 6, passage Stinville, Paris.

∴

A vendre à toute offre acceptable la collection de la *Révolte*, sept années, reliées séparément. S'adresser à Thomas Leruth, marchand de journaux, Pont Léopold, Hodimont-Verviers.

COLLECTION DE 30 LITHOGRAPHIES

En éditant ces dessins, nous poursuivons un double but : aider à la diffusion du goût artistique parmi les travailleurs, y trouver ensuite un supplément de ressources pour notre propagande.

Pour le premier point, c'est du temps et de la patience; malgré le talent des camarades artistes qui ont répondu à notre appel, ce n'est pas en un jour que l'on arrive à déraciner le mauvais goût que toute l'organisation engendre.

Nous avons mis cependant cette édition au plus bas marché possible, mais nos tirages restreints nous rendent la lutte difficile contre les chromos à deux sous que prodigue « l'art » bourgeois.

Malgré les difficultés de la situation, notre collection sera bientôt complète. Plus qu'une dizaine de dessins à publier.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous en reste un certain nombre à vendre des tirages antérieurs, et qu'ils nous faciliteront la besogne en nous aidant à les placer.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro.* — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac* (épuisée). — **L'Aube,** *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore,** *par Vuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.* — **Ah ! les sales Corbeaux !** *de J. Hénault.* — **La Guerre,** *de Maurin.* — **Epouvantails,** *de Chevalier.* — **Capitalisme,** *de Comin'-Ache.* — **Education chrétienne,** *de Roubille.* — **Souteneurs sociaux,** *par Delannoy.*

Et, dans quelques jours : **Provocations,** *par Lebasque.*

Prix de la lithographie, 1 fr. 40, franco. — Tirage d'amateur : 3 fr. 40.

Nous n'avons plus qu'une collection de luxe : 100 fr. les 20, et trois en édition ordinaire : 50 fr.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Andorre. — Le camarade n'est pas abonné, mais il doit être toujours là.

J., à Darnétal. — Bon. Ça va bien.

L. B., Montpellier. — Reçu les extraits des *Pensées* de Pascal. Merci. Je vais les lire. Si elles n'ont pas été déjà publiées dans la *Révolte* ou les *Temps Nouveaux*, nous utiliserons avec plaisir.

R., à Sprimont. — Vous ai expédié *Robes rouges*. Ça fera votre affaire, je crois.

R., à Roanne. — Vous redevez 0 fr. 65.

Spil. — Votre souscription a été publiée au n° 47.

T. N. G. — Notre petite correspondance étant réservée à la seule administration du journal, ce que nous avons fait pour vous, ne pouvons le continuer.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Un camarade, 2 fr. — G., à Valréas, 1 fr.

Reçu pour la brochure à distribuer : Liste Saint-Etienne par Gallet : Gallet, 1 fr.; Chouvez, 0 fr. 50; Un groupe de gourdes, 0 fr. 70; Un camarade, 0 fr. 50; Un révolté, 0 fr. 30; Un amoureux de l'idée, 0 fr. 50; X., 0 fr. 25; Sacquel, 0 fr. 50; Martin P., 0 fr. 25; Vallon Paul, 0 fr. 25; Jacquet Henri, 0 fr. 25; Jean, 0 fr. 30; X., 0 fr. 20; X., 0 fr. 15; Domel, 0 fr. 40; Benard, 0 fr. 15; Un ami, 1 fr. En tout : 7 fr. 40. — Spil., 2 fr. 50. — Liste Nancy : Tonnelier, 1 fr.; Weill, 0 fr. 50; Thierry, 0 fr. 50. En tout : 2 fr.

Reçu pour le journal : R., 5 fr. — G., à Royat, 4 fr. — C., à Valréas, 2 fr. — M., à Nashville, 1 fr. — Un camarade, 0 fr. 50. — Spil., 2 fr. 50. — Un camarade, 3 fr. — Un pion anarcho et son camarade, 1 fr. 05. — Dimanche, 10 fr. — Jeanquimarche, 25 fr. — D., 0 fr. 30. — Un dégoûté de la politique, 0 fr. 60. — N. F. V., 5 fr. — Liste Nancy : Mariotte, 0 fr. 15; B. P. Lévy, 0 fr. 15; Desforet, 0 fr. 25; Un libertaire, 0 fr. 25; Kalembrun, 0 fr. 10; Dix-neuf, 0 fr. 20; Plinatte Abel, 0 fr. 10; Lapique, 0 fr. 20; Goetz, 0 fr. 40; Un compagnon, 0 fr. 20; Thierry, 0 fr. 50; Keller, 0 fr. 50; Dielorski, 0 fr. 50; Jophef, 0 fr. 50; X., 1 fr. En tout : 4 fr. 70. — Un gniaff, 0 fr. 55 (plus 0 fr. 50 pour le *P. P.*). — A. M., Dison, 1 fr. — Merci à tous.

T. L., à Hodimont. — G., à Saint-Etienne. — V., à Tulle. — L., à Nancy. — J. K., à Paris. — J. W., à Lausanne. — B., à Saint-Savournin. — L. B., à Jemmeppes. — M., à Bruxelles. — F., à Sainte-Tulle. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Enseignement libertaire, *par Domela Nieuwenhuis, couverture par Hermann-Paul, franco*	» 15
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel*	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin.*	» 10
La Liberté par l'enseignement, *couverture de Vuillaume*	» 10
A mon frère le paysan, *E. Reclus, couverture de L. C*	» 10
La Morale anarchiste, *par Kropotkine, couvertue de Rysselberghe*	» 15

Le Gérant : Dexchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

SIXIÈME ANNÉE, N° 4 DIX CENTIMES DU 19 AU 25 MAI 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AU LECTEUR

L'article ci-dessous me fut remis, il y a quelques semaines déjà. Son ton insolent aurait pu me dispenser de l'accepter. Mais il y a assez longtemps que l'on fait courir en dessous certaines accusations. Or le dit article a au moins le mérite de dire ouvertement ce que les autres chuchotent tout bas. Aussi m'a-t-il paru bon de l'utiliser pour expliquer comment, aux *Temps Nouveaux*, nous entendons la propagande.

Seulement, pour bien savourer le jésuitisme de son auteur, il faut savoir que c'est lui qui, sous le nom de Simplice, a envoyé au *Libertaire* un premier article intitulé : *A bas l'autorité!* où, sous prétexte de principes, il vidait sa rancune contre les rédacteurs des *Temps Nouveaux*. Dans celui-ci il vide son fiel contre le *Libertaire* et le *Peinard*.

Cette façon d'utiliser à tour de rôle l'un des trois journaux anarchistes contre les rédacteurs des deux autres est à coup sûr très adroite. Mais outre qu'elle laisse à désirer comme « correction », elle prouve que le bonhomme ne nous connaît pas. Sans quoi il aurait su qu'aux *Temps Nouveaux* on discute des idées et non des individus, et que, si l'on a quelque chose à dire contre quelqu'un, on sait le dire sans avoir besoin d'emprunter la plume de personne.

Ceci dit, que l'on savoure la prose du monsieur. J'y répondrai la semaine prochaine.

J. GRAVE.

CE N'EST PAS UNE CRITIQUE

Une étude qui n'a pas eu d'écho est celle que M. Maxime Doubinski a récemment publiée dans les *Temps Nouveaux*. Elle était pourtant sérieuse, intéressante et bien opportune; autant de raisons pour qu'elle n'ait aucun succès. De plus, elle effleurait de près une question très à vif.

Cette question, sur laquelle les théoriciens anarchistes sont tacitement d'accord pour faire le silence, ne manque pas d'importance. Il faudra bien, quelque jour, l'aborder avec un peu plus de décision que ne l'a fait M. Doubinski, auteur timide, n'aimant pas mettre les points sur les i.

Ledit auteur, après avoir constaté dans son étude que les hommes n'accordent pas souvent leurs actes avec leurs pensées, en donne cette explication : que l'audace de l'action n'est pas, chez eux, proportionnée à l'audace de la pensée. M. de la Palisse n'eût pas mieux dit.

Voici d'ailleurs le résumé textuel de l'étude en question :

« La compréhension du phénomène que j'ai signalé dès le début de cette étude devient donc très facile. Si nos mœurs et nos conceptions sont en flagrante contradiction, si notre vie et nos tendances ne coïncident presque sur aucun point, c'est que les hommes ne vivent presque jamais leur pensée. C'est que l'audace de l'action, chez eux, n'est pas proportionnée à l'audace de la pensée. Ils redoutent toujours et n'osent pas affronter l'expérimentation !... De là la différence entre ce que nous faisons et ce que nous voudrions faire ; de là l'aspect bizarre, illogique et anormal de notre vie sociale moderne. »

Evidemment, si les hommes ne vivent presque jamais leur pensée, c'est qu'ils sont lâches. M. Doubinski n'a pas voulu nous dire cela sans périphrases. Il a capitonné avec des mots la vérité trop dure qu'il lui fallait exprimer. Apparemment il a voulu ménager notre amour-propre et aussi la censure anarchiste. Son travail en a souffert, car pour bien étudier un sujet il ne faut pas avoir peur d'y regarder et d'y toucher.

Reprenons donc son étude au point où il l'a laissée et tâchons d'en dégager le côté saillant dissimulé sous des généralités inexactes et des euphémismes inutiles. Tant pis pour les vanités chatouilleuses.

Les hommes ne vivent presque jamais leur pensée, dit M. Doubinski. C'est vrai, mais cette vérité ne s'applique pas très bien à la masse des hommes dont la pensée est trop vague pour mériter ce titre. Les tendances confuses de la masse ne peuvent constituer un idéal, encore moins former une conviction nette d'où se dégagerait une volonté positive.

Les aspirations vers le bien sont réelles, mais si obscures, si contradictoires, si dévoyées et si faussées qu'elles vont très souvent à l'inverse de leur but. On ne peut donc pas tabler sur ces rudiments de pensée qui sont, tout au plus, propres à former l'embryon d'une conscience future. En fait, la vie de la masse n'est pas très inférieure à sa pensée.

L'observation de M. Doubinski par rapport à la masse est donc discutable. En revanche, elle s'applique merveilleusement à une catégorie d'individus qui ne peuvent continuer plus longtemps à s'illusionner.

Les anarchistes, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, ont certainement déjà dû se reconnaître. Nul d'entre eux n'oserait contredire qu'entre l'idéal présumé de la masse et ses actes, il y a infiniment moins d'écart qu'entre l'idéal, très avéré, très précis des anarchistes et leurs actes.

C'est donc surtout pour eux que M. Doubinski a écrit son étude. Ce sont eux qu'elle vise et qu'elle atteint tout spécialement. On pourrait même dire exclusivement. Eux seuls formant l'élite novatrice de l'humanité sont en possession d'un idéal intégral et quasi absolu; eux seuls ont une conscience exacte de la vie, de ce qu'elle peut et doit être; eux seuls sont convaincus, archi-convaincus de l'injustice, du mensonge, de la violence des institutions sociales, et cependant, tout comme les autres, ils s'y soumettent. Ils se contentent simplement de critiquer ces institutions, mais sans chercher sérieusement à s'y soustraire, encore bien moins à les abattre effectivement.

Que l'audace de la pensée leur paraisse un exercice moins difficile et surtout moins dangereux que l'audace de l'action, c'est judicieux. Il faudra pourtant bien qu'ils finissent par s'avouer que cette audace seule est peu efficace et qu'elle est jeu de snob, passe-temps de dilettante quand elle n'a pas pour corollaire l'action.

Actuellement, le mouvement anarchiste (si l'on peut encore s'exprimer ainsi) semble se complaire dans la théorie exclusive. Il y est installé, s'y délecte et s'y vautre. Les théoriciens professionnels, épris d'inertie, ont voué l'action effective au silence et au mépris.

L'influence des parleurs et des écriveurs est au *summum*. Tout est aux discours, aux conférences, aux écoles. On fait des cours d'anarchie, des études littéraires et l'on disserte sur les idées de Tolstoï dans l'art. Tout cela est fort beau, et si l'on y joint les tombolas, les soirées familiales, les tournées de conférences, les publications des E. S. R. I. et la biographie des hommes célèbres, on aura le bilan, à peu près complet, du mouvement anarchiste en France.

C'est incontestablement beaucoup. Mais n'y aurait-il pas par hasard autre chose à faire?

En même temps que l'Anarchie s'immobilise, elle s'académise. Du train dont elle y va, il y a même des chances pour qu'elle se hiérarchise. Elle a des littérateurs, des orateurs, des docteurs, des artistes, des esthètes, des biographes, des journalistes, des polémistes, des revuistes, des éditeurs et même des directeurs. Il ne lui manque que des anarchistes.

La radieuse Anarchie est présentée à la plèbe par un impresario distingué qui court les villes et sacrifie héroïquement sa vie à ce grand apostolat.

Fonder des écoles et y rassembler un certain nombre de lecteurs, d'auditeurs et d'élèves, c'est très bien. Parcourir les villes et y former un certain nombre d'admirateurs et d'applaudisseurs, c'est encore très bien. Mais est-ce bien tout et n'y aurait-il pas, par hasard, autre chose à faire?

Il est probable que l'Anarchie ne contient pas que des orateurs, des rhéteurs et des pédagogues. Elle a ses ouvriers obscurs et actifs qui, s'ils font moins de bruit que ces hommes célèbres, font néanmoins de la besogne. Ces hommes d'action, par cela même qu'ils vivent leur pensée, n'ont guère le temps de l'écrire ni de la *dire*. Il serait pourtant intéressant de connaître, parfois, les théories d'un homme d'action. Les journalistes du parti détiennent les feuilles et ne s'y prêtent pas. Ils font peu de cas des hommes d'action. Idéalistes et théoriciens à outrance, par cela même qu'ils passent leur temps à *écrire* et à dire leur pensée, ne peuvent guère la vivre. Il serait pourtant intéresant de connaître, parfois, les actes d'un théoricien.

Si les hommes d'action apprécient beaucoup les théoriciens dont ils réalisent souvent les idées, les théoriciens ont de la répugnance pour les hommes d'action. Il est rare que le théoricien consente à reconnaître ses idées dans leur réalisation conséquente. Cela l'effraye, il repousse avec horreur toute paternité.

Dans ces conditions, l'action ne se propage pas, mais la théorie abonde. Malheureusement, la théorie seule n'est pas même capable de nourrir un rédacteur d'un canard, si l'action ne lui envoyait pas quelques mandats.

Il ressort donc qu'entre tous les hommes, ceux qui vivent le moins leur pensée sont les théoriciens et que leur prépondérance est le signe de la torpeur, parce que, chez eux, l'action est presque toujours en raison inverse de la pensée. M. Doubinski n'avait pas tiré cette conclusion et il était bon de le faire à sa place.

Les anarchistes pourront continuer à croire ou à feindre de croire que les écrits et les discours suffiront à réaliser leur idéal? Leurs orateurs et leurs écrivains font bien autant de bruit que les trompettes juives, mais la citadelle capitaliste est plus solide que les murs de Jéricho. Il faudra mettre la main à la pâte.

Ce n'est pas pour contester l'utilité des théoriciens, leur rôle est nécessaire. Mais la façon dont ils le remplissent doit être examinée. Le but qu'ils proclament est de transformer les esprits et, par répercussion, le milieu social. Pour cela ils encombrent les cerveaux du fatras de leur érudition. A tous les systèmes philosophiques si nombreux ils en ont ajouté un autre. Aux innombrables critiques sociales ils ajoutent les leurs. Ils démontrent victorieusement que l'exploitation capitaliste est meurtrière, les preuves n'en sont que trop évidentes; qu'à aucune époque, les institutions sociales les plus défectueuses, les plus tyranniques, ne produisirent autant de misères, autant de crimes. Ils comptent les victimes avec indignation, répandant sur leurs blessures le baume de leurs déclamations sentimentales. Ils annoncent à tout venant la fin de ce régime exécrable, pour une date indéterminée et qui doit être éloignée, mais ils oublient toujours de dire aux victimes qui en souffrent et meurent ce qu'elles doivent faire en attendant qu'il cesse. Ils apprennent ce qu'il faut penser, croire et dire, jamais ce qu'il faut faire. Ils parlent de tout à l'individu, de tout, sauf de lui-même. Ils endorment ses souffrances sous le cataplasme de leur idéal futur et, en attendant, l'amusent avec le hochet de la propagande.

Ils font si bien qu'ils réussissent à empêtrer les meilleures intelligences dans les ornières de leur métaphysique sociale et à hypnotiser les activités sur des visions de rédemption générale, mais toujours future, hélas!

Ils oublient que ce n'est pas seulement avec des écrits et des paroles qu'on peut former le caractère des hommes, déterminer leur volonté, stimuler leur courage; qu'il faut des actes effectifs, des faits tangibles, des buts précis, des mobiles intéressés et des réalisations possibles et immédiates. Ils oublient, enfin, que la vie passe, inexorablement; qu'elle doit être et se satisfaire, d'abord, sans qu'elle puisse attendre ni s'arrêter à ce qu'elle sera plus tard, puisque plus tard elle ne sera plus. Que la vie, la vraie vie, doit être, avant tout, vécue; non rétrospectivement par l'étude du passé, non anticipativement par le rêve du futur, mais bien actuellement dans le moment présent. Que chaque jour, chaque heure, chaque minute doivent être, dans la mesure du possible, des réalisations constantes vers l'idéal qu'on se fait de la vie : c'est ainsi qu'on s'en approchera un peu, et qu'en vivant bien son présent, on préparera aux suivants un avenir meilleur.

Il n'est donc point suffisant de faire des hommes qui sachent; il faut faire des hommes qui, sachant, osent, veuillent et puissent. Or, il ne suffit pas de savoir pour oser, vouloir et pouvoir. Tous les théoriciens actuels en sont la preuve, puisqu'ils savent et n'osent faire que des théoriciens comme eux. Tous leurs élèves, imbus des mêmes principes, tiendront à honneur de les imiter. Ils auront toujours les mêmes prétextes pour ne faire que de la théorie et nous aurons ainsi des générations de théoriciens annonçant et préparant la Révolution jusqu'à la fin des siècles. C'est le nouveau Messie.

Cette idée que la Révolution est un acte qui ne relève pas du présent, et de tous les instants du présent, est la pire erreur des théoriciens. Bien qu'ils évitent d'en donner une définition précise, on pourrait croire, à la manière dont ils en parlent, qu'elle arrivera spontanément, créée d'avance par eux, de toutes pièces, et qu'elle s'installera complète, indépendante et définitive en disant : « Me v'là! » Il est facile d'observer qu'ils n'en parlent jamais qu'au futur et avouent assez volontiers qu'ils y comptent peu de leur vivant. Ils entretiennent ainsi les esprits dans cette idée que la Révolution est une chose spéciale, particulière, une sorte d'événement important et déterminé qui se produira, mais qu'on doit attendre, pour bouleverser la face des choses. En ne voyant pas que la Révolution *ne sera pas, mais est de tous les instants*, ils paralysent les élans, ils usent les énergies sur des abstractions enfantines, sur des rêves d'un avenir problématique et ils enseignent le mépris de l'immédiat. Le présent ne compte pas pour eux, si ce n'est pour préparer l'avenir. Aujourd'hui n'est rien, demain est tout. A l'instar du barbier qui avait pour enseigne : « On rasera gratis demain », la leur est : « On fera la Révolution demain, on sera heureux demain. » C'est toujours l'éternelle duperie religieuse, le paradis mystique après la mort.

Il ne faut donc pas trop s'étonner si avec de pareilles conceptions les théoriciens et leurs disciples restent cois. Ils savent pourtant, eux! Alors, quoi?... Si ceux qui savent n'agissent jamais, qui donc agira?... Ceux qui en éprouvent le besoin, dira-t-on. C'est juste. Mais que penser de ceux qui n'éprouvent jamais que le besoin de faire agir les autres? La question, quoique pénible, a bien autant d'intérêt que les idées de Tolstoï sur l'art.

Il serait peut-être temps de savoir si l'Anarchie est capable de produire autre chose qu'une pépinière de pions et de pédants, et si son œuvre doit s'arrêter à la fondation d'une université dont le résultat le plus clair serait, en les alimentant, de rendre plus inertes que jamais les professionnels de la propagande.

LE SCRUTIN DE DIMANCHE

Les élections municipales qui viennent d'avoir lieu à Paris confirment une fois de plus d'une manière éclatante toutes les critiques que nous avons maintes fois professées vis-à-vis du suffrage universel. Une fois de plus, il vient de démontrer ce que l'on pouvait en attendre. Il a suffi que les pires réactionnaires se cachent sous le manteau de la protestation antigouvernementale, pour remporter un éclatant succès. Habituée à être grisée de mots creux, la masse a marché derrière des mots. Les radicaux alliés aux socialistes, qui depuis vingt ans tenaient le haut du pavé à Paris, se sont vu infliger une défaite mémorable. Tel est le résultat de vingt années de propagande prétendue socialiste, propagande tendant à faire des électeurs, mais non des socialistes conscients, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Ils ont été pris par leurs propres moyens. Il a suffi, en effet, que le premier polichinelle venu se dise socialiste (car tous les nationalistes ou à peu près s'affirmaient socialistes), et par quelque combinaison d'intérêt flatte l'électeur, pour que celui-ci, ne sachant pas discerner, saute, d'une élection à une autre, aux opinions les plus contradictoires.

Au lieu de faire l'éducation socialiste des masses, les partisans de la seule conquête des pouvoirs publics sont venus leur dire : « Nommez des représentants socialistes; ceux-ci penseront et agiront pour vous », sans penser que d'autres pourraient faire la même chose et, à l'aide des mêmes subterfuges et en déployant plus d'activité, tromper une fois de plus l'électeur bénévole.

C'est ce que nous ne cessons de répéter. Au lieu de développer chez l'individu l'initiative, au lieu de lui apprendre à penser par lui-même, à mettre dans la mesure du possible sa vie en rapport avec ses idées, les socialistes disent au peuple : « Nommez des représentants socialistes qui penseront et agiront pour vous. » Les gens croient alors, parce qu'ils ont déposé dans une urne un bout de papier portant un nom quelconque, avoir fait ce qu'ils appellent leur devoir civique. Ils ne s'occupent plus de rien, et les socialistes, qui ont intérêt à ce que le peuple ne sache rien pour pouvoir plus facilement le gruger, ne s'occupent pas de son éducation socialiste. Il arrive alors ce qui vient de se produire pour les élections municipales : c'est qu'à vouloir être trop politique, à vouloir faire les affaires du peuple sans qu'il ait réellement une conscience, il vous abandonne au moment même où l'on croyait le mieux le tenir et où l'on en a le plus besoin.

Pendant vingt années, ces gens ont eu le pouvoir et n'ont rien, absolument rien fait; ils ont fait crier au peuple : « A bas la calotte! » sans toucher au cléricalisme, ils ont parlé d'internationalisme en exaltant l'idée de patrie, etc., etc., et s'étonnent ensuite que les gens les abandonnent, eux qui avaient tout promis et qui n'ont rien tenu.

La défaite de dimanche est une défaite méritée.

Les républicains et les socialistes ont fait faillite à leurs engagements. Le suffrage universel, qu'ils nous présentaient comme une panacée, leur fait faillite à leur tour. C'était inévitable.

C'est pourquoi nous, anarchistes, nous disons à l'individu : « Pense par toi-même, agis par toi-même, travaille à ton bonheur toi-même, ne délègue personne à cela et n'attends rien de ceux qui te le promettent. »

Là seulement est la force, là seulement il n'y a pas de désillusions à avoir.

Sauront-ils le comprendre, et la leçon servira-t-elle? J'en doute.

PAUL DELESALLE.

UN PLAGIAT TRÈS SCIENTIFIQUE

VII

34. M. Ex., p. 15. — « Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. »

V. C., p. 8. — « Ainsi la libre concurrence de prolétaires à prolétaires... les conduisent forcément à mettre leurs bras au rabais. »

35. M. Ex., p. 15. — « Le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. »

V. C., p. 13. — « Que deviendrait la civilisation, que deviendraient les gouvernements, et que deviendraient les hautes classes, si, la féodalité industrielle s'étendant sur toute l'Europe, le grand cri de guerre sociale : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant! » y soulevait à un jour donné toutes les innombrables légions de l'esclavage moderne?... Eh bien! il est certain que... le mouvement qui emporte les sociétés européennes va droit aux révolutions

sociales, et que nous marchons à une Jacquerie européenne. »

36. M. En., p. 15. — « La bourgeoisie produit *avant tout* (?) ses propres fossoyeurs. »

Cet « avant tout » est une absurdité. Avant tout, la bourgeoisie exploite le travail, s'approprie le produit de l'activité populaire. Depuis des siècles nombreux la bourgeoisie dépouille les masses des producteurs... Où donc ont été jusqu'à présent ces fossoyeurs créés « avant tout »? Pourquoi ne l'ont-ils pas ensevelie, et avec elle l'exploitation, la misère, les iniquités sociales?... En supprimant ces deux mots, nous aurons :

« La bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. »

Voyons ce que dit à ce sujet V. C.

V. C., p. 20-21. — « Les grands capitaux, se concentrant dans les familles aristocratiques et multipliant leur puissance par le système des grandes compagnies actionnaires, deviennent de plus en plus prépondérants. Enfin le *développement même de cette prépondérance*... provoqueront nécessairement, tôt ou tard, une lutte révolutionnaire sur le terrain social... Et quand on fait une révolution pour partager, et que l'on est vainqueur, on ne partage pas, on chasse les vaincus et on prend tout. C'est ce que la bourgeoisie a fait à l'ancienne noblesse et au clergé. »

V. C., p. 26. — « La féodalité industrielle se constitue... Le prolétariat est le servage moderne... Un pareil état de choses, contraire à tous les droits de l'humanité, à tous les principes de l'esprit social contemporain, ne saurait se développer sans provoquer des révolutions nouvelles, des révolutions non plus politiques, mais sociales et dirigées contre la propriété elle-même, aux cris : « *Vivre en travaillant ou mourir en combattant! La terre aux travailleurs!* »

Tous ces trente-six passages de deux « Manifestes », rédigés presque dans les mêmes phrases et en tout cas absolument identiques dans leur contenu, se trouvent dans quatorze pages du « Manifeste » de Marx et Engels, qui sont le contenu complet du premier chapitre de ce fameux Coran du parti « scientifique ».

Dans ces quatorze pages seulement, trente-six idées, conclusions, appréciations historiques, économiques, sociales et socialistes sont empruntées à un « utopiste ignorant »! A part ces trente-six passages pris chez V. Considérant, mutilés et médiocrement exprimés, il n'y a rien, dans ce premier chapitre, absolument rien de plus que quelques phrases creuses et insignifiantes. En tout cas, ces trente-six passages une fois éliminés, le fameux chapitre n'aura ni tête, ni queue, ni corps, ni âme. Et c'est justement sur ce chapitre qu'Engels et son école basent toute leur gloire de créateurs d'une science nouvelle spécialement à eux.

« Le Manifeste du parti communiste, dit le biographe allemand d'Engels, est une réelle quintessence du socialisme et reste jusqu'à nos jours le vrai programme de la social-démocratie internationale... Qu'à l'âge de soixante-dix ans, Engels n'ait pas besoin de répudier une seule des idées fondamentales formulées par lui à l'âge de vingt-sept ans et en collaboration avec Marx âgé de vingt-neuf ans, — ce fait est la meilleure preuve de la stabilité des bases théoriques de la social-démocratie, en même temps que de la bonne foi (elle est belle, cette bonne foi!) et de la pénétration de ses auteurs. »

Pauvre ignorant mystifié! qui admire la bonne foi des plagiaires! et qui se croit un « scientifique »!

Mais écoutons le grand prophète Engels lui-même, qui est ce qu'il pense sur son œuvre de copiste. Dans sa préface pour l'édition anglaise du « Manifeste » et datée du 30 janvier 1888, nous lisons :

« Quelque grands que soient les changements survenus pendant ces derniers vingt-cinq ans, les principes généraux de ce Manifeste restent toujours corrects dans leur ensemble. » Bon. Quelle est la partie du manifeste qui contient ces principes? Ce n'est pas les chapitres II et suivants, parce que, dit Engels, la seconde partie de ce chapitre n'a pas de raison d'être à notre époque. Nous verrons tout de suite que la partie valable de ce chapitre est aussi puisée chez V. Considérant. De même, dit Engels, ont vieilli les chapitres de critique des écoles socialistes, et celui qui traite la question de tactique. Alors il reste seulement le premier. Sera-ce sur ces quatorze pages, sur ces trente-six passages copiés chez V. Considérant que leur gloire d'inventeurs d'une science social-démocratique est basée?

Je laisse aux lecteurs le soin de trouver un qualificatif à ce procédé « scientifique ». En attendant, comparons les « grandes » idées du chapitre II du Manifeste de M. En. avec le texte de V. Considérant.

Ce dernier, comme tous les fouriéristes, était un homme de moyens paisibles et, dans ce sens, il différait avec toute la jeunesse socialiste de l'époque, y compris Marx et Engels; et puis V. C. n'était pas communiste. D'accord avec la doctrine de Fourier, il propageait un système de possession « plus sociale », *en harmonisant, dans toutes les sphères, l'intérêt individuel avec l'intérêt général*. Ce n'est pas moi, anarchiste-communiste, qui défendrai le mode de socialisation proposé par V. C. Mais ce qui est frappant, c'est son argumentation.

37. V. C., p. 45. — « Il ne s'agit pas de détruire la propriété... Il s'agit de trouver et de donner à la propriété des formes plus parfaites, plus sûres, plus libres, plus mobiles, et en même temps plus sociales, en harmonisant, dans toutes les sphères, l'intérêt individuel avec l'intérêt général. »

M. En., p. 16. — « On nous a reproché, à nous autres communistes, de vouloir abolir la propriété personnelle... (p. 17). Nous ne voulons en aucune façon abolir cette appropriation personnelle des produits du travail... Ce que nous voulons, c'est supprimer ce triste mode d'appropriation qui fait que l'ouvrier ne vit que pour accroître le capital... »

Quant aux idées de V. C. sur l'appropriation capitaliste, nous avons déjà cité beaucoup de passages. Il est intéressant de voir que, selon lui, les gouvernements ne peuvent empêcher les attaques socialistes contre la propriété bourgeoise et capitaliste, « car elles (les attaques) ne sont que des protestations extrêmes contre le régime industriel inhumain et odieux qui broie les travailleurs sous la meule gigantesque du capital » (p. 46).

A la place de ce système d'appropriation actuelle et comme but suprême du mouvement social, V. C. met le principe d'association.

38. V. C., p. 45. — « Il faut composer la propriété *collective*, non par la promiscuité et la communauté égalitaire, mais par *l'Association Hiérarchique* (avec cap. chez V. C.) volontaire et savamment combinée de toutes les propriétés individuelles. »

M. En., p. 24. — « A la place de l'ancienne société bourgeoise... surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement pour tous. »

C'est par ces lignes que finit le chapitre II chez M. En. Ce que comprenait V. C. sous le mot d'association est clair. Mais le même mot chez M. En. est plus qu'étrange, car quelques lignes plus haut, à la même page 24, nous lisons :

« Travail obligatoire pour tous, organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture. »

Merci bien pour une pareille liberté! pour une association semblable!...

Edifiés par Engels que seulement la partie théorique ou le premier chapitre de leur Manifeste garde encore quelque valeur, nous pouvons dire carrément, après ces trente-neuf passages si étrangement correspondants au Manifeste de V. Considérant, que toute la gloire que Marx et Engels peuvent réclamer serait une gloire de fidèles élèves qui ont répété dans leur langue maternelle ce qu'ils ont appris chez le maître français.

Et qu'on ne dise pas que Marx pouvait ignorer l'existence de ce Manifeste du fameux fouriériste. Le « Manifeste » de V. Considérant, publié en 1843, a eu sa seconde édition en 1847, justement après le fameux procès au journal fouriériste, *La Démocratie pacifique*. Le procès a eu un très grand retentissement dans le monde entier et surtout chez les socialistes de l'époque. Surtout cette seconde édition était recherchée pour le compte rendu du procès. Supposer que Marx, qui, dans son manifeste, parle de fouriérisme et de fouriéristes, en les calomniant, il est vrai, ignorait le procès et le manifeste, serait aussi illogique que la supposition qu'un écrivain ayant pris part à l'affaire Dreyfus ignorât les procès de Zola ou celui d'Urbain Gohier et son ouvrage, *L'Armée contre la Nation*. Mieux que cela. Jeune métaphysicien, Marx arriva en France sans aucune notion sur le socialisme et la question ouvrière. L'Allemagne, avant la Révolution de 1848, était plongée d'un côté dans le radicalisme purement politique (la Jeune Allemagne), d'un autre côté dans la métaphysique dialectique néfaste et réactionnaire de Hegel. Leur éducation socialiste, leurs connaissances sur les conditions économiques et sociales de la classe ouvrière, Marx et Engels les ont puisées chez les auteurs comme Considérant, Louis Blanc, Buret, Thompson, Grey et autres, soit fouriéristes, soit owenistes ou saint-simoniens.

(*A finir.*) W. Tcherkesoff.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'honneur de l'armée. — Ex-officier de marine, sous-chef de bureau au ministère de la Marine, Philipp — après qu'on lui eut laissé tout le temps de gagner l'Amérique — vient d'être condamné, pour diverses escroqueries, à quatre ans de prison et 1.000 francs d'amende. Il avait essayé aussi, sans y réussir, de vendre à l'Angleterre des documents secrets appartenant au Transvaal. Ces gens-là, officiers ou anciens officiers, font argent de tout; pour avoir de l'or sur leurs manches ou dans leurs poches, ils empliraient la terre de cadavres.

Le lieutenant Jouving, du 112e de ligne, a été condamné, pour absence illégale, à un an de prison et à la destitution. Il s'est enfui en Italie, après avoir, en qualité d'officier payeur, commis pour près de 12.000 francs de détournements. Dans quelques semaines, on le jugera à nouveau pour vol comptable et faux en écritures.

Après tout, nous serions mal dans notre rôle, en accablant ces hommes, victimes aussi d'une société où il n'est pas de bonheur sans beaucoup d'argent. Mais pourquoi, quand on est faillible comme les autres, s'arroger le droit de commander et de faire souffrir?

R. Ch.

Espagne.

Barcelone. — Aujourd'hui les six autres camarades sont partis. Le président de la commission revisionniste a seul été avisé, mais une heure et demie seulement avant leur départ. De telle façon qu'une poignée de camarades ont seuls pu être au port d'embarquement. Beaucoup de familles n'avaient pu être avisées.

Et cela à cause d'une nouvelle grève des impôts qui commence; les commerçants refusent de payer l'impôt du timbre qui a augmenté de 0 fr. 10 à 0 fr. 60 pour chaque facture. Un bon exemple que donnent au peuple les bourgeois. Demain aucun véhicule ne marchera, et dès hier tous les com-

merçants auront fermé; l'état de siège va être déclaré (c'est-à-dire droit de perquisition à toute heure de jour et de nuit sans mandats, sans autorisation, par le premier policier venu). On craignait des troubles, des ovations par trop caractérisées. Des amis ont crié : « A mort Portas, Botas, etc.! Mort à l'Inquisition! Vivent les torturés de Montjuich! etc... »

Aucune arrestation — prudence de la police, car les ouvriers du port les auraient écharpés.

On m'annonce des coups de sabre de la police sur les rondas et les ramblas (boulevards).

Ah! si ça pouvait être la Révolution!

Bulgarie.

TROUBLES. — Crise économique, financière et monétaire; 300 millions de dette publique accumulée en moins de vingt ans; misère absolue du paysan, voici quel était le bilan de la Bulgarie l'année dernière, situation qui s'est sensiblement aggravée par le manque de récolte du dernier automne.

Aussi le mécontentement des paysans est-il arrivé à l'extrême et l'exaspération a éclaté surtout lorsque le gouvernement, ne pouvant plus encaisser les impôts, crut bon de recourir au suprême expédient, celui de les remplacer par la dîme en nature et revenir de la sorte aux temps de la domination ottomane, de triste mémoire!

Est à relever aussi la coïncidence entre l'éclosion de l'insurrection et le retour du prince Ferdinand dans son pays; n'empêche que le caractère de ces troubles reste toujours celui d'une agitation agraire, d'un soulèvement économique. Le gouvernement n'en profitera pas moins de l'occasion pour incarcérer, maltraiter et torturer les gens suspects, et une cour martiale en jugera sommairement les survivants.

*
* *

Les troubles prirent naissance dans le village de Trstenik — situé à une vingtaine de kilomètres de Roustchouk — où le sous-préfet s'était rendu afin d'imposer aux paysans l'élection d'un sien protégé comme maire de la commune. Les paysans désarmèrent les gendarmes et firent dégringoler le sous-préfet d'une fenêtre du deuxième étage de la mairie, sur les portes de laquelle ils mirent les scellés.

On envoya alors sur les lieux quelques compagnies d'infanterie sous le commandement du capitaine Dinoff; les soldats se trouvèrent en face de 5.000 paysans armés — car ces derniers font partie de la milice jusqu'à l'âge de 40 ans. Dinoff intima l'ordre de tirer... mais les soldats et les sous-offs n'obéirent pas, faisant cause commune avec les révoltés.

Furieux, le brave capitaine traversa de son sabre le corps du premier soldat qu'il trouva à sa portée. Indignés de cette barbarie, les paysans se ruèrent sur le capitaine, lequel, grièvement blessé, fut transporté à l'hôpital, où il succomba, à ce qu'il paraît. Les deux officiers qui l'accompagnaient, également blessés, durent subir l'amputation des jambes.

A cause du refus d'obéissance des troupes de Roustchouk, on manda à Trstenik un bon contingent d'artillerie, cavalerie et infanterie et l'on renvoya dans leurs foyers les autres militaires.

La communication télégraphique est non seulement interceptée par ordre supérieur, mais aussi elle est empêchée parce que les paysans ont coupé les fils.

La ville de Roustchouk est entourée par un cordon militaire. L'état de siège est déclaré dans quatre ou cinq circonscriptions. On assure que le nombre des morts est, de part et d'autre, de 300.

Intéressant est le fait que, dans leur lutte, les paysans ménagèrent autant que possible les soldats et ne visaient que les officiers.

Tous les journaux qui ne sont pas à la solde de la police sont saisis.

A Turtucaja, les paysans entourèrent la mairie. La population de Razgrad est très surexcitée. Des chars chargés de fusils saisis aux paysans se dirigent vers les villes.

On craint que les troubles, s'ils sont momentanément apaisés, ne reprennent de plus belle au moment des moissons. A. D'ANDREA.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

L'Amour libre, par Ch. Albert, 2 fr. 75.

L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave, 2 fr. 75.

L'Education libertaire, par Domela Nieuwenhuis, couverture par Hermann-Paul, 0 fr. 15.

Souteneurs sociaux, lithographie, par Delannoy, 1 fr. 40.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), à 8 h. 3/4 :

Samedi 19 mai. — Mme Kauffmann : Le féminisme.

Mercredi 23. — Analyse des livres reçus : *La Caserne*, d'A. Lantoine. — *Delcros*, d'Henri Rainaldy.

Samedi 26. — C. Papillon : Quelques réflexions à propos de la *Clairière*.

Une salle aménagée spécialement pour la lecture sur place est ouverte tous les soirs, à 8 h. 1/4.

*
* *

Solidarité des Travailleurs. — Samedi 19 mai, conférence sur le groupement par affinités.

*
* *

Samedi 19 mai, à 8 h. 1/2 précises, Salon des Fleurs du Lac Saint-Fargeau, 296, rue de Belleville, grande soirée familiale organisée par l'*Union du Bronze*. Conférence par Léopold Lacour sur l'Education civique de la femme; concert avec le concours de différents artistes.

A minuit, bal de nuit. Tirage d'une tombola gratuite, 350 lots.

Prix d'entrée : 1 fr. par cavalier et 0 fr. 60 pour les dames. Les enfants ne paieront pas. Surprises réservées aux dames.

*
* *

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle : Samedi 19 mai, à 8 h. 1/2. — Soirée littéraire : Les Fourberies de Scapin, de Molière.

Lundi 21 mai, à 8 h. 1/2. — René Blum : Causerie sur Léonard de Vinci.

*
* *

Bibliothèque d'études sociales des Egaux du XVII[e] arrondissement, 85, rue de Courcelles — Tous les mardis, cours de mathématiques, par Albert Bloch.

Samedi 19 mai, causerie de Rainaldy sur l'*Apôtre*.

*
* *

Camarades,

Vous connaissez tous les atrocités sans nom commises, à Montjuich, sur les révolutionnaires espagnols; elles ont soulevé l'horreur du monde entier.

Les victimes, qui viennent d'être mises en liberté, se voient refuser l'hospitalité de la France par le gouvernement dit de « défense républicaine ».

Si l'internationalisme des peuples n'existe pas encore, l'internationalisme de la persécution existe chez tous les gouvernements complices. Pour protester contre ces faits, samedi soir, 19 mai, à 8 h. 1/2, à la Maison du Peuple, 47, rue Ramey (impasse Pers), aura lieu un grand Meeting public au bénéfice des « Victimes de Montjuich ». Sujet traité : Les torturés de Montjuich; refus d'hospitalité de la France.

Orateurs inscrits : Urbain Gohier, Charles Malato, E. Girault, Octave Jahn, Cyvoct, Emile Janvion.

Entrée gratuite.

*
* *

AUBERVILLIERS (Quatre-Chemins). — Dimanche, à 2 heures après-midi, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier, conférence par Libertad, suivie d'un concert avec le concours de poètes et chansonniers anarchistes.

Entrée : 0 fr. 50 pour la propagande.

*
* *

MONTEREAU. — Le groupe se réunit 2, rue des Récollets.

*
* *

BORDEAUX. — Appel et avis aux camarades :

Les camarades de Bordeaux viennent de fonder une Bibliothèque populaire. Nous pensons que ce système permettra aux individus de refaire leur éducation sociale en leur fournissant une lecture saine et documentée.

Déjà, quelques camarades nous ont encouragés par des dons de livres et la promesse de concours.

La Bibliothèque populaire, à peine en formation, possède déjà un certain nombre de volumes, et autres écrits d'idées avancées; nous possédons aussi une petite caisse, qui jusqu'ici a été alimentée par des collectes pour l'achat de livres.

Il sera fait des lectures, des commentaires, des causeries et conférences, sur les hommes et les choses, tant au point de vue économique et social qu'au point de vue artistique, littéraire et philosophique.

Nous prions les camarades qui auraient des écrits dont ils pourraient disposer et qui voudraient nous encourager par leurs dons de bien vouloir les adresser au compagnon Benoit, gérant de la Bibliothèque, Chemin de la Sauve, villa Treuville, à Floirac (Gironde).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De la *Société d'éditions littéraires*, 4, rue Antoine-Dubois : *La Gloire du Sabre*, par Vigné d'Octon; 1 vol., 3 fr. 50. — *Contrepoison*, par André Lefèvre; 1 vol., 3 fr. 50.

Auguste Rodin, par A. Veidaux; 1 brochure, 1 fr. 50, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Solidarité internationale : G. V., à Sens, 2 fr. 50 c. — Partie d'une tombola, par E. F., à Paris, 25 fr. — Les camarades d'Alexandrie, 12 fr. — Un camarade, 1 fr. — A. S., 1 fr. — Un peinard, 1 fr. 50. — Liste transmise par Marseille : Una libertaria, 0 fr. 50; Uno que odia a los tiranos, 0 fr. 50; Un explota burgueses, 0 fr. 50; Un rebelde, 0 fr. 50; Uno que quisiera dar golpes de tirapié a los verdugos, 0 fr. 25; Uno que quiere igualdad, 0 fr. 50; Uno que aborrece a los ricos, 0 fr. 50; Un fart de monjetas, 1 fr.; Un mecanico que desea libertad, 2 fr; Un enemigo del sable, 0 fr. 50; Joaquin, 0 fr. 25. En tout : 7 fr. — Total : 40 fr. — Listes précédentes : 1.639 fr. 75. Total au mardi 15 mai : 1.679 fr. 75.

PETITE CORRESPONDANCE

T. N. G. — Dommage que vous vous refusiez à ce que vous dites. J'ai comme une vague intuition que vous devez vous entendre supérieurement à ce genre d'opérations.

K. H., à Micheroux. — Les numéros seront expédiés. Le volume en question épuisé.

L. B., à Saint-Etienne. — Le placard n'a pas été tiré, avons remplacé par des brochures.

C., à Lyon. — Ai expédié les brochures, en remplaçant par d'autres celles épuisées.

G., à Berne. — En effet, votre abonnement ne finit que fin juin.

E. G., à Passenans. — Trop faible comme poésie.

G., à Bruxelles. — Digeon est mort depuis longtemps.

Reçu pour la brochure à distribuer : Un compagnon, 1 fr.; A bas le militarisme, 1 fr.; Il faut démolir avant d'édifier, 0 fr. 50; Etre libre pour être heureux, 0 fr. 50; Un anticlérical à outrance, 0 fr. 50; Un ami révolutionnaire, 0 fr. 50. En tout : 4 fr.

Reçu pour le journal : Un jeune anarchiste, 1 fr. 30. — G. V., à Sens, 2 fr. 50. — J. L., à Amiens, 1 fr. — Liste d'Amiens, par la compagne d'Alexandre : R. A., 1 fr. 50; A. M., 0 fr. 50; V. L., 0 fr. 15; T. P., 0 fr. 25; L. R., 0 fr. 50; A. L., 0 fr. 25; A. D., 0 fr. 50; E. B., 0 fr. 50; J. L., 0 fr. 50; Trois jeunes gens, 0 fr. 50; C. P. T., 0 fr. 45; Anonyme, 0 fr. 75; Seguard, 0 fr. 20; X., 0 fr. 25; E. P., 0 fr. 30; L. R., 1 fr.; Anonyme, 0 fr. 20. En tout : 8 fr. 30. — *Vente de vieux timbres*, 6 fr. — R., à Gand, 1 fr. 30. — J. C., à Houssaye, 0 fr. 30. — E. P., à Mouy, 0 fr. 50. — J. G., au Havre, 1 fr. 10. — P. L., Autun, 1 fr. 50. — O. J., 1 fr. — Deux camarades anglais, 2 fr. — J. H., 2 fr. — T. et R., 1 fr. — Merci à tous.

L. M., Plaine Saint-Denis. — C., à Turin. — B., à Genève. — P., à Lausanne. — M. S. M. — C., à Montceau. — F., à Nouméa. — L., à Aubervilliers. — G., à Bourges. — P., à Lausanne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 5

DIX CENTIMES

DU 26 MAI AU 1er JUIN 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

QUELQUES POINTS SUR LES i

I

Il y a fort longtemps déjà que, sous couvert d'anarchie, on fabrique une cuisine assez malsaine. Ceux qui voient le mouvement d'un peu près, ont pu se rendre compte que pas mal de ceux qui se réclamaient de l'idée anarchiste — et pas les moins turbulents — ne sont venus à cette idée que pour y trouver la justification de leurs rancunes, de leurs appétits ou de leurs façons d'être.

Si l'anarchie offre peu de chances à l'ambitieux désireux de se « consacrer au bonheur du peuple », par sa lutte contre la morale bourgeoise, par son affirmation du droit individuel contre le prétendu droit social, elle ne pouvait manquer d'être invoquée par ceux qui ne crient contre les exploiteurs que parce qu'il leur manque les moyens d'exploitation.

Il ne s'agit que de faire des entités de l'individu, du droit de l'individu, de l'autonomie de l'individu, pour nager en pleine métaphysique, et faire passer pour de la logique ce qui n'est que du déraisonnement.

Ce ne sont pas les individualistes qui, les premiers, ont posé comme principe que « l'individu ne relève que de lui-même, qu'il a le droit avant tout de vivre, même lorsque la société lui en refuse les moyens ». Nous n'avons pas attendu, dans notre groupe, les divagations de ceux qui se réclament de l'individualisme, pour affirmer ces vérités.

Seulement, comme nous ne faisons pas de la métaphysique, comme nous savons que la solution d'un problème ne se dégage que lorsqu'on a tenu compte de toutes ses contingences, nous avons recherché comment ces droits de l'individu pouvaient s'exercer à côté des droits identiques de chaque individu.

Et alors la question, loin de se trouver si simple que d'aucuns semblent le croire, nous la trouvons ardue et complexe, et présentant diverses faces à notre observation.

Si ceux qui croient que le fait de vivre à côté d'autres individus ne leur crée pas des obligations de réciprocité, s'étaient contentés d'affirmer leurs idées, de rétorquer courtoisement nos arguments, nous aurions pu accepter de discuter avec eux. Mais ils ont commencé par les injures, les calomnies, se plaignant surtout que nous ne nous soyons pas mis à leur disposition pour nous faire les serviteurs de leur propagande.

Et ceux qui se sont donné la peine de lire la tartine de Simplice peuvent voir que, avec le refus de servir de couverture à ce qu'ils appellent leurs actes, ce sont là leurs grands griefs. Les autres ne sont que pour encadrer.

∴

Si nous nous donnons la peine de répondre à Simplice, c'est que, croyons-nous, il est temps de bien délimiter notre propagande, et de ne pas nous laisser confondre avec tout un clan qui ne voit dans l'anarchie que prétexte à cabrioles.

Si donc je débarrasse l'article de sa phraséologie, nous voyons que l'auteur nous reproche :

1° De n'être que des lâches, car nous n'agissons pas toujours selon notre pensée ;

2° Nous sommes des « professionnels » de la propagande. Donc nous en vivons ;

3° Les théoriciens ne veulent pas reconnaître leurs idées dans la réalisation qu'en font les hommes d'action ;

4° Ils (les théoriciens) annoncent à tout venant la fin d'un régime exécrable, pour une date indéterminée, mais oublient de dire aux victimes ce qu'elles doivent faire en attendant qu'il cesse ;

5° Il faut des actes effectifs, des buts précis, des mobiles intéressés, des réalisations possibles et immédiates, et nous ne savons que prêcher la patience, le sacrifice et l'abnégation ;

6° Les théoriciens ont toujours affirmé que la révolution n'est pas un acte qui relève du présent — qu'ils se sont engagés à l'apporter aux masses toute faite et — ce qui ne s'accorde guère — qu'elle n'était que pour un avenir indéfini.

Puis, comme affirmation, l'auteur nous assure que « la vie doit être vécue, que ce n'est qu'en vivant bien son présent qu'on préparera aux suivants un avenir meilleur ».

Or, si on examine impartialement cette diatribe, on verra qu'il n'a eu qu'à copier la *Révolte* et les *Temps Nouveaux* pour trouver les idées qu'il nous rend quelque peu froissées. Quant aux reproches, nous allons voir à quoi ils se résument.

∴

C'est parce qu'ils sont trop lâches, que les hommes ne conforment pas leur vie à leur pensée.

Ici, il faudrait voir.

Si l'intègre Simplice vise ceux qui, ayant compris la beauté de l'idéal anarchiste, continuent à accepter *toutes* les saletés de l'ambiance sociale, à se courber sous *toutes* les exigences d'un ordre social basé sur le vol, l'exploitation et l'oppression, je suis d'accord avec lui. Je crois que le fait d'accepter un certain ordre d'idées implique une façon de vivre nouvelle.

Mais ses reproches vont plus loin. Cela ressort, tout au moins, de son acrimonie. Ce qu'il reproche aux anarchistes, ou à ceux qui se déclarent tels, c'est de ne pas vivre complètement selon *toute* leur pensée, selon *tout* leur idéal. Et c'est bien cela le vrai reproche : autrement, comment pourrait-il savoir si, à un moment donné, les individus n'ont pas, contre certains préjugés, contre certaines oppressions, lutté de toutes leurs forces et résisté par leur conduite, par des actes, contre l'abaissement général?

Et alors, le reproche de M. Simplice n'est simplement qu'une idiotie, car reprocher aux anarchistes de ne pas vivre en anarchistes, c'est leur reprocher de ne pas avoir encore changé l'état social. Comme s'il suffisait d'en décréter la substitution pour qu'elle soit!

L'anarchiste qui voudrait vivre complètement selon la conception qu'il se fait des rapports sociaux, devrait employer ses forces où le porteraient ses goûts, ses aptitudes, et refuser toute rétribution pour cela.

Pour manger, il devrait aller prendre où il y a, loger où bon lui semblerait, et envoyer promener ceux qui lui demanderaient de l'argent en échange.

Et, comme le gendarme est institué pour fourrer au bloc ceux qui voudraient vivre ainsi, et que l'idéal anarchiste est de vouloir être libre, de ne supporter aucune oppression, il faudrait en découdre avec le gendarme. — La conclusion se dessine toute seule.

L'homme n'est pas un héros tout le long de son existence. Pour en arriver au sacrifice de sa vie, il faut qu'un individu ait des motifs bien puissants de vouloir se soustraire aux charges de l'existence. Ils sont bien rares ceux qui voudraient le faire rien que pour l'exemple. Et encore si on pouvait faire la psychologie intime de celui qui le ferait, que d'autres mobiles déterminants on trouverait, sans doute!

Or, on peut refuser de se suicider sans être un lâche. J'ignore si M. Simplice vit selon sa pensée, s'il agit selon son idéal, mais, en tout cas, il faut que cet idéal, que cette pensée s'écartent bien peu de l'ordre bourgeois, car je n'ai pas encore entendu parler d'un cas semblable de révolte contre l'ordre bourgeois. Ne serait-ce pas lui qui prêcherait le sacrifice et l'abnégation?

∴

Du reste, il n'est pas difficile de prendre notre auteur en contradiction avec lui-même.

Ne nous affirme-t-il pas qu'il faut vivre toute sa vie, que ce n'est qu'en s'arrangeant de vivre mieux qu'on lèguera aux suivants un avenir meilleur? Et si l'on se rappelle que ce qu'il demande à la propagande, ce sont des « buts intéressés », des « réalisations immédiates », nous finirons peut-être par déterrer sa pensée.

Par vivre sa vie, nous l'entendons, nous, au point de vue idée, s'affranchir des routines, résister aux empiètements de l'Etat, du capitalisme, se refuser « le plus possible » aux beso-

gnes malsaines que l'organisation sociale exige. Ce que nous voulons, c'est le redressement de la fierté individuelle, estimant que, lorsque l'individu aura conscience de sa dignité, il saura obtenir aussi les avantages matériels. — Ce que M. Simplice entend par vivre sa vie, c'est ajouter un plat de plus à son dîner; un meuble de prix à sa salle à manger.

Si M. Simplice s'éprend d'un idéal, il entend que cet idéal se réalise immédiatement; s'il travaille à une propagande quelconque, il entend que ça lui rapporte. De là, sans doute, son horreur de ce qu'il appelle le « professionnalisme » de la propagande. Et lorsque cette dernière se refuse à justifier les moyens qu'il emploie pour réaliser ce qu'il désire, c'est à ceux qu'il appelle les « théoriciens » qu'il s'en prend.

(A suivre.) J. Grave.

UN PLAGIAT TRÈS SCIENTIFIQUE

(Suite et fin.)

Je défie qui que ce soit de nier la connaissance par Marx des ouvrages de V. Considérant et spécialement son « Manifeste ». Et qu'on ne dise pas non plus que Marx, dans ce cas, citerait quelque part, dans ses ouvrages, un écrivain socialiste chez qui les idées historiques, économiques et sociales étaient en si grande similitude avec les siennes. Car ne peut dire quelque chose de pareil que celui qui n'a pas la moindre idée des procédés littéraires de Marx. Vraiment a-t-il jamais mentionné que le terme surplus-value était défini par Simon de Sismondi? Jamais. — Pourtant il connaissait ses ouvrages; ou que William Thompson, dont il cita l'ouvrage contre Proudhon, basa toutes ses recherches (1824-1829) sur le même surplus? Jamais non plus. De même avec Adam Smith, chez qui il a pris la théorie du travail-valeur toute entière en changeant les mots « quantité » en *quantum*, etc.: il cite seulement de lui un passage secondaire pour le combattre. Mais l'a-t-il reconnu comme le créateur de cette théorie fondamentale des revendications socialistes? Non, jamais non plus. Et puis comment il dénaturait les meilleurs passages de J. Stuart-Mill, comment il le rendait ridicule comme un bourgeois stupide, et dont un bon socialiste ne doit pas même toucher les ouvrages dans lesquels pourtant il a puisé sa théorie sur la tendance unitaire du revenu sur capitaux dans un marché donné.

Ce n'est pas tout.

Pourquoi ni Marx, ni son collaborateur inséparable Engels n'ont-ils jamais mentionné non plus Louis Blanc, chez qui ils ont copié leur doctrine sur le rôle de l'Etat dans la société communiste? Et pour quelle raison, dans son *Histoire du développement du socialisme scientifique*, le même Engels ne dit-il pas un mot sur toute la littérature socialiste depuis 1825-1832 jusqu'à 1867, date d'apparition du *Capital*? D'où l'on pourrait conclure qu'après Saint-Simon, Fourier et R. Owen, l'humanité européenne ne s'occupa pas du tout de question sociale, et que ni l'agitation socialiste avant la révolution du 24 février, ni cette révolution, ni les journées sanglantes de Juin n'ont eu lieu....

Hommes honnêtes de tous les partis, je vous invite à étudier attentivement les ouvrages de ces jeunes de la métaphysique hégélienne, et vous verrez vous-mêmes que plus ils empruntaient à quelques auteurs socialistes, moins ils en parlèrent.

Je vous y engage surtout, vous socialistes français à qui, par une ignorance sans bornes, de prétendus « scientifiques » — leurs noms vous sont connus — s'efforcent d'imposer les traductions d'un ramassis d'idées, puisées chez les penseurs et les publicistes français. Vous verrez aussi des choses plus monstrueuses que le simple plagiat de l'ouvrage de V. Considérant.

Enhardis par leur succès dans leur premier plagiat, ils ont commencé à s'approprier des lois et des théories économiques et sociales qui sont données comme des axiomes dans les manuels adoptés pour les écoles. Qui croirait, par exemple, que la loi du salaire, cette fameuse loi du minimum connue depuis un siècle, serait réclamée par Engels comme découverte faite par lui? Et pourtant le fait existe.

Dans une annotation ou traduction allemande de la brochure de triste mémoire : *Misère de la Philosophie* — « *Das Elend der Philosophie* », 1885 — sur les pages 26 et 27, Engels dit mot pour mot ce qui suit:

« La loi du salaire « normal », ou du minimum de salaire nécessaire pour l'existence du producteur et pour la continuation de sa race, cette loi *était établie et démontrée par* moi dans *Umrisse zu einer Kritik der Nationalœkonomie*, Paris 1844. » — Comme on voit, Marx reconnaissait alors (1845) cette loi: « De nous deux l'emprunta Lassalle. »

Ces lignes incroyables se trouvent au bas du texte où Marx, conforme avec l'économie politique, traite cette loi comme la loi du salaire de Ricardi. Car c'est lui qui, dans un ouvrage publié en 1819, développa la formule de Turgot, que Laveley, dans son *Manuel d'économie politique*, p. 153, reproduit dans les termes suivants:

« En tout genre de travail, il doit arriver et il « arrive, en effet, que le salaire de l'ouvrier se « borne à ce qui est nécessaire à sa subsis- « tance. »

Comment donc Engels peut-il l'attribuer à lui-même? Par ignorance, ou par mauvaise foi? Qu'il ne pouvait pas ignorer que l'économie politique la traite comme la loi de Ricardi, ceci est évident, car cela résulte clairement du texte de Marx, et Lassalle aussi traite cette loi comme la « loi d'airain » des *économistes*.

Faut-il continuer la liste des appropriations de ces fondateurs de la social-démocratie, dont les ignorants glorifient la « bonne foi »? Si oui, je peux citer encore d'autres preuves de leur « bonne foi », jusqu'aux calomnies publiques et aux dénonciations. Mais arrêtons-nous là. J'espère que les gens honnêtes vont comprendre à présent pourquoi leurs contemporains, les hommes de 1848, qui connaissaient les sources de leur « science », la valeur de leur « bonne foi », ont eu pour ces hommes un mépris si profond. Tel était ce mépris que même le biographe apologiste d'Engels est obligé d'en parler : « La démocratie les évitait », dit-il. Elle les méprisait, ajouterons-nous.

Et je ne serais pas étonné que la démocratie ouvrière ratifiât l'opinion des hommes de 1848.

W. Tcherkesoff.

LE PEUPLE ET L'ARMÉE

On aura beau épiloguer sur les élections municipales de Paris; on aura beau, du côté des vaincus, tirer, du nombre et de la nature des suffrages exprimés, de consolantes déductions en faveur de sa cause, une constatation s'impose, indiscutable. La peste militariste, que l'on pouvait croire en décroissance, nous menace, aussi vivace que jamais.

Qu'on n'allègue pas l'équivoque créée par les monarchistes s'affublant d'un faux nez républicain sous la dénomination vague de nationalistes. Les nationalistes n'ont pas caché leurs sympathies militaristes. Bien mieux, ils s'en sont fait gloire. C'est à qui, parmi eux, renchérirait de respect et d'amour pour tout ce qui, de près ou de loin, touche à l'armée et à la vie militaire. Tous, monarchistes, républicains, socialistes, se rencontraient unanimes en ce point fondamental, essentiel de leur programme: si quelque incertitude pouvait planer sur la véritable nuance de leur foi politique, aucun doute n'était permis sur leur volonté commune de faire prévaloir le régime du sabre.

L'alternative était donc bien nette : le militarisme ou l'antimilitarisme, le pire despotisme qui se puisse imaginer ou une liberté relative, la schlague, le knout ou la bride sur le cou. Le peuple de Paris a opté pour la schlague. Gloire à lui!

De l'autre côté, les équivoques abondaient. Parmi les candidats adversaires des nationalistes, lequel a eu le courage, la franchise de dire le fond de sa pensée? Lequel, alors que son concurrent exaltait l'armée, ce symbole anachronique de la violence et de la sauvagerie, lequel vint faire entendre des paroles civilisatrices, lequel tenta de glisser dans les cerveaux et les cœurs un peu plus d'humanité? Mais il s'agissait bien de cela! Ce qu'il fallait, c'était acquérir le plus de voix possible; et le nombre des suffrages résulte du plus ou moins de conformité entre l'imbécillité du programme et la bêtise populaire. La bêtise populaire a parlé, elle est allée à ses plus francs et plus fidèles courtisans.

Au reste, le monde ne cessera pas de tourner parce que Paris s'est donné un conseil césarien. L'humanité a vu d'autres assauts. Mais il est curieux et salutaire de rechercher les causes de cette apparente rétrogradation de l'opinion. Quand je dis apparente, ce n'est *pas* par optimisme. Il ne faut pas s'illusionner, en effet, sur les sentiments militaristes des masses et voir une crise passagère dans la manifestation césarienne de dimanche.

Le peuple — même celui de Paris, surtout celui de Paris — aime l'armée; non pas l'armée formée des enfants du peuple, non pas la partie prolétarienne de l'armée, mais ce que les patriotards de toute catégorie entendent par ce mot : l'armée prétorienne, les chefs galonnés et empanachés, toute la horde carnavalesque et sanguinaire ayant pour mission d'organiser les boucheries internationales. La foule aime l'uniforme, le clinquant, et, plus clinquant est l'uniforme, plus sa passion s'exalte. La sonnerie des clairons, le roulement des tambours, la sauvagerie musicale des cymbales et des grosses caisses, les exhibitions tintamarresques et charlatanesques des tueurs d'hommes la mettent en délire. On se rue à la revue du 14 juillet, on s'y écrase pour admirer de plus près tout cet attirail de destruction et de mort qui se déballe de temps en temps aux yeux du peuple pour l'entretenir en respect et en soumission. Alors, au défilé, loin de frémir sous l'outrage, loin de s'apitoyer ou de s'indigner sur le sort des malheureux, ses frères, que l'on dresse à le fusiller, il exulte, il trépigne, il acclame avec enivrement ses égorgeurs de demain et d'hier. Ce n'est pas Dumanet, c'est Boulanger, c'est Marchand, c'est Galliéni et autres Galliffets qui le tourneboulent de ravissement.

Comment pourrait-il en être autrement? Tout, dans l'éducation du peuple, n'est-il pas minutieusement réglé pour lui inspirer un respect religieux, une admiration sans bornes pour le banditisme militaire? Feuilletez les livres d'école, ceux particulièrement remarqués des pouvoirs publics, feuilletez les programmes officiels, et vous serez édifiés. Tout, histoire, géographie, morale, instruction civique, choix de lectures, est conçu dans un seul objectif : saturer l'esprit de l'enfant de patriotisme militaire. C'est la gloire militaire que l'histoire place en premier lieu. Elle s'étend complaisamment sur les victoires et les conquêtes de la France, les exploits guerriers de nos officiers, et glorifie comme actes de haut patriotisme leurs brigandages coloniaux. Quant aux gloires civiles, Claude Bernard, Berthelot, Victor Hugo, Littré, Renan, Taine, Michelet, Pasteur, etc., sont seulement mentionnés. Pas un mot de leur œuvre littéraire ou scientifique. Et encore la liste en est-elle soigneusement expurgée. Quiconque, en art

ou en science, montra quelque tendance révolutionnaire est, par précaution, passé sous silence. Alors que sont cités comme les plus illustres philosophes Cousin, Guizot, Villemain — quel choix ! — Auguste Comte est oublié. Parmi les historiens, les écrivains, les artistes, les musiciens, etc., on chercherait vainement Louis Blanc, Baudelaire, Courbet, Manet, Berlioz, etc. Quant aux sociologues, Fourier, Proudhon, Blanqui sont inconnus. Enfin, après cette énumération de noms consciencieusement triés sur le volet, la conclusion que je copie dans un des ouvrages d'histoire adoptés par la ville de Paris et distribués dans les écoles :

« La France a repris en Europe sa grande situation. *Forte de son armée, alliée d'un grand empire*, confiante dans son droit, elle peut envisager l'avenir avec confiance. Mais elle ne doit pas oublier que la force d'un pays ne dépend pas seulement de son armée et de ses ressources matérielles; elle dépend surtout de *l'union de tous les citoyens dans une même pensée*; elle dépend de *la pratique de tous les devoirs civiques*, l'amour du travail, le respect de la loi, le *dévouement absolu* à la patrie ! »

Analysez bien cela. En première ligne, la puissance militaire. C'est là le principal. Et cette puissance militaire doit être renforcée de divers éléments que le pédagogue énumère en des termes vagues, mais dont la signification précise nous est fournie par les autres branches de l'enseignement primaire.

Les cours d'instruction civique nous apprendront que l'union de tous dans une même pensée, c'est l'acceptation sans murmure, sans même la moindre discussion, des actes, quels qu'ils soient, du gouvernement. Celui-ci engage-t-il la France dans de folles expéditions coloniales pour faire affluer l'or dans les coffres-forts de certains écumeurs du travail public, d'un Bavier-Chauffour au Tonkin, d'un Suberbie à Madagascar; un Mercier, un Félix Faure vendent-ils la vie de sept mille enfants du peuple en échange d'une fructueuse participation dans telle ou telle adjudication de fournitures militaires ; un Constans fait-il fusiller en pleine fête, comme à Fourmies, des femmes et des enfants ; un Waldeck-Rousseau préside-t-il à son tour au massacre d'ouvriers inoffensifs, comme au François, tous, citoyens, unissons-nous dans une même pensée de reconnaissance et d'admiration pour ces hommes d'Etat si soucieux de la gloire de notre pays !

Comme il faut tout prévoir et que cette union dans un même sentiment de reconnaissance pourrait quelquefois paraître trop pénible aux victimes des iniquités sociales, la vertu préconisée en première ligne par les cours de morale est l'obéissance. C'est tout ce que la philosophie officielle a pu trouver de mieux pour inculquer aux hommes le sentiment de leur dignité.

« Ce sont surtout les enfants, dit un autre ouvrage, qui sont tenus, dans leur propre intérêt, à l'obéissance. » Les enfants doivent l'obéissance sans réserve à leurs parents et à leur instituteur, « convaincus que tout ce *qu'ils* leur commandent n'a que leur bien pour objet. » La brute alcoolique qui *martyrise* son enfant, le « Grégoire » qui taillade sa chair à coups de canif, le Flamidien qui souille et étrangle son élève, ont « un droit *absolu* à leur soumission respectueuse ».

Enfin, savourez cette énormité :

« Le domestique, l'ouvrier, le journalier sont tenus d'obéir à celui qui les emploie et qui les paie. Il serait étrange (!), en effet, que le salaire qu'on reçoit de quelqu'un conférât en même temps le droit de lui désobéir. »

Voilà l'aveu, *cynique* ! Obéissance passive au militaire comme au civil. Au civil, former des travailleurs soumis, respectueux, se prêtant docilement à l'exploitation la plus effrénée; au militaire, s'assurer, le cas échéant, le concours des fusils fournis aux travailleurs soldats, pour défendre les privilèges économiques de la classe dirigeante.

Pour le maintien de l'organisation despotique de l'Etat, organisation protectrice des intérêts capitalistes, la pratique de tous les devoirs civiques est préconisée. Ces devoirs sont : « obéir aux lois, — je cite toujours — payer les impôts, *bien* voter, etc. » *Bien* voter, c'est évidemment voter pour les partisans du gouvernement. Toujours « l'union dans une même pensée ».

« Mais *le plus grand, le plus noble* de nos devoirs civiques consiste dans l'accomplissement du service militaire. Quoi *de plus glorieux* que d'armer son bras, que d'exposer ses jours, pour la défense de la patrie? Cette dette sacrée, tous doivent *tenir à honneur* de la payer. Honte au lâche qui, pour s'y dérober, a recours aux plus indignes stratagèmes, simule une infirmité qu'il n'a pas (1), n'hésite pas même quelquefois à se mutiler ! »

Ainsi donc, tel est l'enseignement dont on imprègne les jeunes cerveaux. Le militarisme et son corollaire, la guerre, sont représentés comme la chose la plus grande, la plus noble, la plus glorieuse, la plus honorable. Voilà l'idéal social qu'on offre à nos enfants. Et, pour les assouplir de bonne heure, prévenir les répugnances ou les résistances possibles dans l'avenir, on les rompt à l'obéissance qu'on leur vante comme la vertu essentielle, fondamentale de toute morale. On ne les entretient que de leurs devoirs, et il n'est pas jusqu'au vote, ce droit pour l'exercice duquel on fit la révolution de 1848, qui ne soit présenté comme un « devoir sacré ». Fit-on jamais une révolution pour s'imposer un nouveau devoir?

Obéir sans relâche, aveuglément, briser en soi toute initiative, toute indépendance d'esprit, en un mot s'appliquer à devenir un mannequin articulé, une marotte sans volonté, se militariser le plus parfaitement qu'il se pourra, se travailler, s'abstraire en une seule et exclusive pensée : devenir un bon et docile soldat, se confire en adoration devant tout l'attirail de la quincaillerie militaire, ne vivre que pour mieux mourir pour la patrie, voilà le fond de l'enseignement primaire.

Que l'on s'étonne après cela de former des générations de césariens et de chauvins nationalistes !

ANDRÉ GIRARD.

(1) Comment simulerait-on une infirmité que l'on a ? A. G.

FAITS ET DOCUMENTS

La fortune de Li-Hung-Tchang.

Nous avons donné récemment une liste de milliardaires américains. En Chine aussi se rencontrent de ces richissimes personnages. Li-Hung-Tchang, par exemple, qui, aujourd'hui, ne possède pas moins de trois milliards ! Un des premiers éléments de sa fortune a été l'établissement, dans tout l'empire chinois, de bureaux de prêts sur gages et sur hypothèques, et, comme il n'y a pas de taux légal en Chine, il est facile de se figurer quels peuvent être les revenus de ce genre d'industrie.

D'un autre côté, Li-Hung-Tchang était propriétaire d'immenses rizières et, en homme ultra-pratique, ce vice-roi utilisait, pour cultiver ses champs, les soldats qu'il avait sous ses ordres. C'était là une main-d'œuvre qui ne lui coûtait pas un cash, puisqu'elle était payée et nourrie aux frais du trésor public ! Ensuite encore, les produits de ses récoltes passaient pour une grande partie dans l'armée et la marine, dont Li-Hung-Tchang se faisait le fournisseur à gros bénéfices.

Dans ces conditions, le gonflement d'une fortune jusqu'à l'invraisemblable ne tient guère du miracle.

(*Revue encyclopédique Larousse* du 12 mai 1900.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

MILITARISME. — Le sergent-major Benedetti, surveillant-chef de la prison militaire de Nantes, qui a tué à coups de revolver le détenu Le Bellec, sous prétexte qu'il lui avait lancé sa cruche à la tête, est passé en conseil de guerre. Acquitté à l'unanimité, j'ai à peine besoin de le dire. Un supérieur qui tue un inférieur est toujours considéré comme en état de légitime défense; un inférieur qui maltraite un supérieur, jamais.

Le conseil de guerre maritime de Brest a condamné à un an de prison, pour bris de clôture, un soldat reconnu irresponsable par les médecins et les témoins. Poursuivi en outre pour voies de fait envers un sergent, le commissaire du gouvernement avait réclamé la peine de mort contre ce fou. Devant les protestations de l'avocat, refusant de plaider pour un fou, les juges n'ont pas osé le condamner à mort; mais ils l'ont tout de même condamné à un an de prison.

A Limoges, le conseil de guerre a condamné deux soldats, l'un, Lejeune, à trois mois de prison pour blessures à un civil; l'autre, Sertilange, à six jours de prison pour meurtre involontaire d'un policier. Les juges ont-ils voulu dire par là qu'il est moins mal de tuer un policier que de blesser un civil? Pour une fois, nous sommes de leur avis. Mais faisons remarquer combien il est imprudent de lâcher des hommes munis de baïonnettes par les rues, où, après tout, il n'y a pas que des policiers qui se promènent.

Ce procès offrait ceci de particulier qu'alors que presque tous les témoins désignaient Lejeune comme le meurtrier, Sertilange s'est lui-même reconnu l'auteur du meurtre. Cela prouve, une fois de plus, le cas qu'il faut faire des témoignages. Si ceux qui ont la manie de juger leurs semblables pouvaient entrevoir, une minute, l'effroyable chose qu'ils font, ils abandonneraient tout de suite leur horrible métier. Au lieu de sonder les consciences des autres, ils feraient bien mieux de sonder les leurs.

Un sergent du 129[e] de ligne est condamné à un an de prison pour faux. Cet « honneur de l'armée », de connivence avec un épicier, barbotait sur les haricots. Le faux est comme une nécessité de l'administration militaire; et il est souverainement injuste d'envoyer les sergents faussaires en prison, alors qu'on envoie les généraux faussaires au Sénat.

Un caporal infirmier s'est suicidé, à Remiremont. On ignore, etc... Quand un soldat se suicide (et ça arrive chaque semaine), on ne sait jamais pourquoi.

Et là-dessus, les bons électeurs s'en vont voter pour encore plus de militarisme. Et les républicains, qui pendant trente ans n'ont fait qu'enfoncer dans la tête du public les mots de patrie, revanche, armée, et les socialistes, qui pendant trente ans n'ont rien fait pour lui retirer du crâne ces idées stupides, s'indignent aujourd'hui que les suffrages du troupeau aillent aux charlatans qui crient plus fort qu'eux : Vive l'armée !

Vive l'armée... Les malheureux inconscients qui poussent ce cri abominable, ne se rendent donc pas compte que cela veut dire : Vive le métier d'assassin?

* * *

RELIGION. — On signale, dans beaucoup de quartiers de Paris et jusque dans la banlieue, à Auteuil, à Javel, à Plaisance, à Ménilmontant, à Saint-Marcel, à Bicêtre, à Neuilly, etc..., l'apparition de journaux hebdomadaires religieux. Qu'est-ce que cela prouve? Que ces gens-là ont beaucoup d'argent. Et puis?

On signale, dans le monde des écrivains, une nouvelle conversion au catholicisme : celle de M. Paul Bourget, psychologue pour dames du monde. Coppée, Huysmans, Brunetière, Bourget... Qu'est-ce que cela prouve ? Que les cerveaux gagas, les estomacs malades, les anus douloureux, les imbéciles de l'Académie et d'ailleurs, ont besoin d'une religion. Et puis?

On signale aussi des démissions très nombreuses de prêtres, quelques-uns allant au protestantisme, le plus grand nombre reniant toute religion. C'est au point que les évêques en sont inquiets et font tout ce qu'ils peuvent pour étouffer le bruit de ces

désertions. Qu'est-ce que cela prouve? Que la foi est de plus en plus impuissante contre la raison, que l'esprit d'examen s'impose et exige ses droits jusque parmi ses plus implacables adversaires.

Ils sont perdus.

R. Ch.

Angleterre.

Les journaux nous apportent la nouvelle qu'à l'annonce de la délivrance de Mafeking, la population londonienne a été prise d'un tel enthousiasme qu'elle a débordé dans les rues, acclamant les armes anglaises. Elle était si pressée dans les rues, sur les places, que des voleurs sortant, eux aussi, ont pu dévaliser les gens, sous les yeux de la police impuissante qui a dû se borner à indiquer aux gens de ne pas aller là où opéraient les patriotes.

Du moment que l'on acclame si enthousiastement le vol, le brigandage et l'assassinat, il était de toute logique que les voleurs crussent que leur jour était enfin arrivé.

Belgique.

C'est aujourd'hui même, 27 mai, que le « Peuple souverain » procède au renouvellement des députés chargés d'aller boxer au Parlement, pour le plus grand honneur du suffrage universel.

Les « discours ministres » ont été multipliés; les feuilles de circonstance ont encombré les boîtes aux lettres; promesses, cajoleries, menaces ont été prodiguées; dans la capitale, on a balconné, hurlé, festoyé; au « Palais du Peuple », c'est la pompe à lambic qui fonctionne sans relâche; en province, les chopes se sont vidées avec frénésie; des orchestres ont succédé aux orchestres; les cuivres criards ont mugi maintes *Marseillaises*; les candidats ont un point commun: ils promettent, sans exception, de réaliser, pour le Peuple, la plus grande somme de bonheur.

Que décidera celui-ci?

Il a l'embarras du choix. La Proportionnelle a le mérite de l'équité; elle a aussi la magie de morceler les partis; l'émiettement est à son comble à Bruxelles, à Anvers, Louvain, Mons, Gand: six, sept, jusqu'à dix listes se couvrant d'insultes mutuelles, recourant à l'américanisme des réclames ou aux basses intrigues de coulisses!

Un candidat était-il éliminé à un poll quelconque? Vite, il *formait* lui-même une liste et les figurants dont il s'entourait eussent tout aussi bien, moyennant garantie du moindre avantage personnel, figuré sur la liste diamétralement opposée.

Les socialistes sont loin d'être unis dans tous les arrondissements; à Nivelles, Mons, Louvain, Namur, ils sont en proie aux attaques de listes dissidentes.

Au milieu de cette foire marquée par l'imbroglio et le galimatias, quelques-uns réfléchissent, gardent leur calme, haussant dédaigneusement les épaules en passant devant les baraques et leurs cortèges de pitres, cornemusiers et joueurs de violes.

Ce sont les abstentionnistes *conscients*, ceux qui s'éloignent du spectacle politique, non parce qu'ils ne « pourraient » ou ne « voudraient » s'intéresser à la vie sociale, mais bien parce que celle-ci leur apparaît sous ses dehors réels, avec son caractère intégral et empreint d'intellectualité.

Le Parlement, avant de se séparer, leur a donné d'ailleurs la mesure de son imbécillité et de sa « jeanfoutrerie ».

Les pensions ouvrières traînaient, depuis longtemps, au carton des oubliettes. Même établies sur une base humaine, elles ne constituaient naturellement qu'une fraction de la justice intégrale; borner son socialisme à cela, eût été passablement loufoque.

Or, cette concession a paru trop grande aux parlementaires; sans doute ont-ils craint qu'un ouvrier bien pensionné ne jouît, tout d'un coup, d'une certaine indépendance à la faveur de laquelle il pût se livrer à la propagande.

Les bases du projet voté, sans l'opposition des socialistes se réfugiant dans l'abstention, sont dignes de ce gouvernement clérical qui nous gruge depuis seize ans, contaminant tous les domaines, rognant tous les caractères.

Cette loi, triturée dans la débâcle de la séance finale, au milieu d'une avalanche de budgets et de projets votés dans l'inattention générale, établit ainsi les pensions :

65 ans d'âge! 18 centimes par jour! Versements obligatoires! Affiliation à des mutualités, patronages et sociétés d'épargne reconnues par la « Loi »!

Certains ouvriers ne vivant que jusqu'à 67 ans et beaucoup mourant avant le terme de 65 ans, on peut leur prédire qu'ils *verseront* plus qu'ils ne *toucheront*.

Résultat : aucune perte pour l'État qui recevra ou tirera des poches plus qu'il ne donnera.

Et cela, à l'heure où les millions pouvaient être trouvés facilement, en amortissant les gaspillages militaires, en supprimant le budget des cultes et en renonçant aux chimères coloniales.

Peut-être les cléricaux perdront-ils le pouvoir. Qui les remplacera? Je n'en ai cure.

Flaustier.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Solidarité des Trimardeurs (Bibliothèque du XVe), 3, rue Fondary. — Le groupe a pour but de lutter contre toutes autorités, de se venir en aide mutuellement et pour l'Idéal commun. Venir chez nous, c'est nous connaître : tout et tous pour tous, tout et tous contre ce qui n'est pas pour le bien, le vrai, la liberté.

Samedi 26 mai, conférence par Spirus-Gay.

Samedi 2 juin, conférence sur la *Clairière* par Papillon.

Samedi 9 juin, conférence par Malato.

Des militants prennent à cœur de relever la Bibliothèque libertaire de Belleville et de continuer la propagande dans une voie nouvelle en prenant le titre de *L'Idée libre*.

Les compagnons s'intéressant aux œuvres d'éducation libertaire et intégrale, et désireux de seconder nos efforts en nous faisant des conférences, sont invités à indiquer leur sujet et la date au camarade Spirus-Gay, secrétaire, 20, rue Pierre Nys, ou au siège, 81, rue Julien-Lacroix, où tous les envois de fonds, livres, brochures, etc., peuvent être adressés dorénavant.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle (Université populaire du XVIIIe arrondissement). — Réunion du mercredi 23 mai, à 8 h. 1/2 : Causerie sur les revues du mois.

Samedi 26 mai. — Docteur Marcel Sée : Les Microbes.

Lundi 28 mai. — Soirée littéraire avec le concours de M. Joliet (de la Comédie-Française) et de Mlle Martinoff.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), à 8 h. 3/4 :

Samedi 26 mai. — C. Papillon : Quelques réflexions à propos de la *Clairière*.

Mercredi 30 mai. — Rapports pour le Congrès (III); L'éducation révolutionnaire.

Une salle aménagée spécialement pour la lecture sur place est ouverte tous les soirs, à 8 h. 1/4.

Edouard Granger fait demander à Baumester qu'il veuille bien donner son adresse aux *Temps Nouveaux*, pour être remise à sa tante qui se chargera de la lui envoyer.

Saint-Denis. — Dimanche soir, à 8 h. 1/2, salle Connoy, 86, rue de Paris, soirée familiale au profit de l'*Ami du Peuple*.

Causerie par le camarade Chéri-Vinet, auteur de *Montjuich*.

Le concours des camarades du Théâtre Social est assuré.

Chants et poésies révolutionnaires. Tous les libertaires et socialistes de la banlieue sont invités.

Cercle libertaire. — Vendredi, à 8 h. 1/2 du soir, salle Connoy, réunion. Causerie par un camarade.

L'Ile Saint-Denis. — Réunion des camarades, samedi, à 8 h. 1/2, salle Mazurier. Les socialistes sont convoqués.

Levallois-Perret. — Les Libertaires sont convoqués samedi 26 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salle Angelergue, 64, rue Vallier.

Marseille. — Le Groupe d'études sociales et philosophiques des Chartreux donnera une soirée familiale, le samedi 26 courant, dans la grande salle du Bar des Sociétés, 7, place du Jardin des Plantes, au bénéfice de la propagande. L'entrée sera entièrement gratuite.

Nous avons reçu de M. P. Hyacinthe Loyson une lettre par laquelle il proteste contre l'appréciation faite de son livre : *L'Evangile du sang*, par un de nos correspondants suisses.

M. Loyson déclare que son livre, loin d'être une apologie des *Saintes Ecritures* (!) « serait plutôt » le contraire, et que c'est une protestation contre l'hypocrisie religieuse de certains Anglo-Saxons. Mais il ne nous a pas envoyé son livre.

Notre correspondant a réparé cet oubli. Protestation contre l'hypocrisie religieuse de certains Anglo-Saxons, d'accord. — Mais il n'y a pas qu'en Angleterre que sévit l'hypocrisie religieuse. Et M. Loyson, pour protester contre cette hypocrisie, fait invoquer à son héroïne « l'âme, la Conscience morale » avec un grand C. Il nous parle de la Nouvelle Loi promulguée par le Christ, du Dieu supérieur à la vie, etc. — Tout cela est bel et bien du déisme, et notre correspondant n'a pas dit autre chose.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Solidarité internationale : Une ouvrière couturière, 3 fr. — Amiens : Grudiorf, 1 fr.; Anonyme, 1 fr.; Des ébénos, 0 fr. 50; Charles, 1 fr. Hornète, 0 fr. 25. En tout : 3 fr. 75. — Total : 6 fr. 75. — Listes précédentes : 1.679 fr. 75. — Total au mardi 22 : 1.686 fr. 50.

BROCHURE A DISTRIBUER

Les premiers dix mille de la brochure à distribuer: *Aux Femmes*, de Gohier, sont presque épuisés. Nous tenons des listes de souscription à la disposition de ceux qui voudraient en voir terminer le tirage.

Nous rappelons aux camarades que nous avons quantité d'invendus dont nous ne savons que faire, qui feraient mieux distribués, et que nous tenons à la disposition de ceux qui nous enverront les frais d'envoi : 0 fr. 60, 3 kilos en gare; 5 kilos, 0 fr. 80; 10 kil., 1 fr. 25. A domicile, 0 fr. 25 en plus.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Vraie voie de l'avenir, 1 broch., par J.-E. Lagarrigue, à Santiago-du-Chili.

Les livraisons 50 et 51 du *Dictionnaire La Châtre*, 3, rue des Grands-Augustins.

Voyage au beau pays de Naturie, broch. à 0 fr. 25, par H. Zisly; chez l'auteur, 14, rue Jean Robert.

Del Amor, par R. Mella, 1 brochure, 0.50 centimos; *Biblioteca Geopolita*, calle Moreno 1259.

Les Ruines de l'amour, par M. Barrière; 1 vol., 3 fr. 50, chez Lemerre, 24-31, passage Choiseul.

A lire :

Les Drames au Palais, Gaston Leroux, *Matin*, 19 mai.

Les Halles, Gorton-Bunet, *Journal*, 19 mai.

PETITE CORRESPONDANCE

F. B., à Alexandria. — Les *Paroles d'un révolté* sont en réimpression. — Qu'est-ce que les *Temps futurs*?

De B., à Tournai. — *Lidoire* épuisé, ai remplacé par la *Cage*.

L. D., Molunes. — De combien était votre abonnement? Je ne me le rappelle plus.

La Terre Nouvelle, Lyon. — L'échange sera fait avec plaisir.

J. B., à Lyon. — Ai communiqué votre lettre.

L. M., à Trélazé. — L'envoi sera fait.

M. B., Montpellier. — Une partie des brochures épuisées, ai remplacé par d'autres.

C., à Seatonville. — Remis 10 fr. au *Peinard*.

C. B., à Entraygues. — Finit fin mai.

J. S., à Rimnic. — Volume expédié, mais il coûte 3 fr., sans les autres brochures et frais de recommandation.

Reçu pour la brochure à distribuer : B. J., à Toulon, 0 fr. 25. — Nancy : A. G., 0 fr. 50; E. W., 0 fr. 25; X., 1 fr.; E. B., 1 fr. 25. En tout : 3 fr. — A. A., à Estagel, 3 fr. — Collecte faite dans une caserne universitaire, 7 fr.

Reçu pour le journal : *Vente de vieux timbres*, 10 fr. — B. J., à Toulon, 0 fr. 25. — B., à Rouen, 0 fr. 95. — L., à Nottingham, 1 fr. 85. — S., à Oullins, 1 fr. 05. — J. d'H., à Gand, 3 fr. — R., à Saint-Louis, vieux révolutionnaire de 48 qui n'a pas fait fortune en Amérique, mais tient à aider les journaux révolutionnaires d'Europe, 2 fr. — Peintres en décor (E. V.), 1 fr. 50. — Un armurier de Saint-Etienne, 0 fr. 50. — G. V., à Mons-en-Barœul, 2 fr. 50. — F., à Amiens, 1 fr. — Rennes : Babiller, 1 fr.; Renault, 0 fr. 50; Robert, 0 fr. 25; Carré, 0 fr. 25; Jouault, 0 fr. 60; Bouzaleuse, 0 fr. 25; Tortellier, 0 fr. 25; Simon, 0 fr. 25; Ksulec, 0 fr. 25; Guinoiseau, 0 fr. 30; Belloir, 0 fr. 25; Davy, 0 fr. 75; Groupe des Libertaires Rennois, 1 fr. 20; Lebrois Auguste, 0 fr. 30. Total : 6 fr. 50. — L. G., 5 fr. — Une cagnotte, 1 fr. 40. — Merci à tous.

A. de N., à Funchal. — B., à Mirepoix. — D., à Charleroi. — C., à Audierne. — G., à Montceau. — J. S., à Rimnic. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 6 DIX CENTIMES DU 2 AU 8 JUIN 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Impossible de donner le supplément cette semaine.

CABOTINAGE RÉVOLUTIONNAIRE

Tout comme en 1889 — alors en pleine Boulange — on a vu tour à tour défiler ces jours-ci les Rochefortistes — toujours boulangistes — et les « Parti-Ouvrier », fraternellement (?) unis sous le drapeau du C. G. (Comité Grotesque) — toujours Galliffettistes — hurlant les uns et les autres : « Vive la Commune ! Gloire aux martyrs de la Semaine sanglante, massacrés par les ordres de Galliffet et de Boulanger ! »

Quel cabotinage !

Que les Rochefortistes (Boulangistes-Nationalistes) croient utile à leurs immondes projets d'affecter d'être restés fidèles à la Commune de 1871, dont le triomphe nous eût à jamais débarrassés des politiciens et de leur odieuse politique autoritaire, aussi malfaisante que la monarchie, cela se peut comprendre de la part de cette troupe de bandits.

Mais que penser des prétendus socialistes parlementaires, dont l'avènement néfaste au pouvoir ne serait que la reconstitution, sous d'autres noms, d'une autorité plus insupportable encore, — le célèbre C. G. — à peine né — nous en a fourni déjà de nombreuses preuves — reposant soi-disant sur la volonté du peuple, que ce même C. G. déclare sans vergogne n'avoir de valeur qu'à la condition que cette volonté sera conforme aux prétentions du susdit comité?

Et comment pourraient-ils acclamer sincèrement la Commune dont l'avènement ruinerait logiquement leur système?

Peut-être comptent-ils alors que leur nouvel ami, le *socialiste* Galliffet, les aidera à les débarrasser définitivement des communards endurcis.

Tout est possible de la part de gens qui ont fait entrer dans leur Etat-major le sieur Albert Richard, l'ancien racoleur des proscrits de la Commune au profit de Plonplon — d'abord — et ensuite de Napoléon III lui-même. Il est juste d'ailleurs de reconnaître que les tentatives de cet individu n'obtinrent pas le moindre succès.

G. LEFRANÇAIS.

Nous avions reçu l'article de Lefrançais, lorsque les journaux nous ont apporté la nouvelle de la démission de Galliffet. Décidément M. Waldeck tient à justifier sa réputation de roublard. — En débarquant Galliffet, il enlève aux nationalistes une de leurs plates-formes qui, auprès du bon populo, les aidait à sembler faire de l'opposition. Il n'y a qu'un homme de changé.

QUELQUES POINTS SUR LES i

II

M. Simplice, et d'autres avec lui, voudraient que nous leur offrions des « buts immédiatement réalisables », des « buts intéressés ». M. Simplice veut commencer par bien vivre, seul moyen, selon lui, « de léguer à ceux qui suivront une situation meilleure ».

Oui, voilà bien où gît le lièvre. Mais l'inconvénient est que je n'ai pas, pour mon compte, trouvé encore le moyen de concilier ces deux antinomies : lutter contre un ordre social tout-puissant et, en même temps, me créer une situation exceptionnellement agréable dans cet ordre de choses.

La lutte implique coups à donner, coups à recevoir, partant sacrifices. Ceux qui veulent avoir toutes leurs aises n'ont qu'à se tenir tranquilles.

*
* *

La société bourgeoise est ainsi faite qu'elle ne laisse pas d'autre solution à l'individu que d'être exploiteur ou exploité, d'être tué par le travail ou d'être parasite.

Il ne suffit pas, dans l'ordre bourgeois, d'être rempli de bonne volonté à employer ses forces de travail. Il faut trouver qui veuille les utiliser, et vous ne pouvez les troquer que contre de l'argent.

Or, pour gagner de l'argent, si les moyens sont innombrables, ils peuvent se ramener à un petit nombre d'opérations.

Travailler de ses mains ou de son cerveau — faire travailler les autres — faire du commerce, de la finance — se poster dans un bon emploi — ou voler.

Travailler de ses mains, on sait ce que cela rapporte. A celui qui travaille manuellement, il est interdit de compter sur aucune amélioration quelle qu'elle soit.

Celui qui travaille du cerveau comme artiste, littérateur, médecin, ingénieur, inventeur, peut espérer, lui, améliorer sa situation, mais outre que l'état social actuel ne permet — sauf de rares exceptions — ces professions qu'à ceux auxquels les parents ont pu déjà fournir ce premier capital : l'instruction, il faudra que, dans les deux premiers cas surtout, il ait bien soin de se garder de toute idée saugrenue d'émancipation, s'il ne veut pas voir son outil lui faire faillite.

De sorte qu'à un individu qui vient me demander des « réalisations immédiates », des « buts intéressés », je ne puis répondre que ceci : « Accommodez-vous du mieux que vous pourrez de l'ordre social actuel. Si vous voulez « bien vivre », vous y arriverez plus vite encore en cherchant à faire votre trou parmi les bourgeois qu'à les combattre. Faites-vous parasite. »

Mais je vois d'ici l'objection. Ce n'est pas pour rien que ceux qui nous reprochent de ne pas leur donner de solutions immédiates, se donnent certains petits airs de revendications sociales : « Mais, moi aussi, je hais l'ordre bourgeois, je suis opprimé par sa médiocrité, et je veux lutter contre lui. »

Seulement, lui répondrai-je, vous voudriez que cette lutte vous soit profitable. C'est ici que se dessine une petite erreur de départ. C'est de ne vouloir faire de l'anarchie qu'une question de ventre.

*
* *

Car, il ne faut pas se leurrer, ceux-là même qui s'affirment les adversaires les plus outranciers de la platitude bourgeoise, ce qu'ils reprochent le plus à l'ordre bourgeois, c'est de ne pas leur avoir donné les rentes suffisantes pour satisfaire leur dilettantisme ; le reproche le plus mordant qu'ils nous font, c'est de ne pas leur apporter assez vite le moyen d'apaiser leur soif de jouir.

Entendons-nous. Si c'était ceux qui ont crevé de faim toute leur vie qui viennent me dire : « Nous nous moquons pas mal de vos aspirations de liberté, de développement intégral : ce qu'il nous faut avant tout, c'est manger. »

A ceux-là, je ne pourrais que leur dire : « Vous avez raison. » Mais comme je ne puis rien que ce que peut un individu, rempli de bonne volonté peut-être, mais désarmé et impuissant devant toute une organisation sociale, je ne pourrais qu'ajouter ceci : « Vous avez certainement raison. Seulement ce n'est pas à moi qu'il faut dire cela, mais à ceux qui vous oppriment. Vous avez faim, et je comprends que vous fassiez passer la question du ventre avant celle du cerveau. Alors prenez où il y a. Ce n'est pas moi qui y verrai d'inconvénient. »

Mais le plus drôle dans cette querelle, c'est que ce sont des individus qui se prétendent cérébraux, et dont quelques-uns ne se gênent pas pour proclamer que la masse est stupide, et que ce qu'ils veulent, eux, c'est s'émanciper d'abord, qui nous reprochent de ne pas leur *fournir* les moyens d'arracher à la bourgeoisie la part de bien-être à laquelle ils croient avoir droit, ou, lorsque par des moyens plus ou moins discutables ils ont essayé de se faire cette part, nous reprochent de ne pas vouloir les couvrir de cette théorie qu'ils conspuent tant.

Ce sont, pour la plupart, des gaillards qui n'ont jamais rien fichu de leurs dix doigts, ou se croient trop supérieurs pour continuer à travailler, qui ne nous pardonnent pas que nous nous refusions à rapetisser la question. Ce sont, le plus souvent, ceux qui ont frôlé la bourgeoisie de plus près, ou essaient de s'y faufiler, qui sont furieux de ce que nous nous refusions à ne voir dans la question sociale qu'une question de ventre. Ce qui nous vaut leur animadversion,

c'est que nous voulions, nous, voir la question dans son ensemble, et chercher l'affranchissement complet de l'individu, tant intellectuel que matériel.

***

S'il ne s'agissait que de s'affranchir matériellement, en tant qu'individu, pour travailler à l'affranchissement général, je ne suis étonné que d'une chose, c'est que ce ne soit encore qu'une minorité qui y soit arrivée. Depuis la période historique, c'est le but poursuivi par la grande majorité. Ils ne sont que l'exception, ceux qui ont cherché leur affranchissement dans celui de tous.

A ce compte-là, les bourgeois seraient les meilleurs anarchistes. Ils lèguent à leurs suivants un avenir meilleur, en s'affranchissant eux-mêmes. Ce qui est étonnant, c'est que, loin d'ébranler l'ordre de choses actuel, ils s'emploient à le consolider!

***

« La vie doit être vécue. Ce n'est qu'en vivant bien son présent, qu'on préparera aux suivants un avenir meilleur. » Je l'ai déjà dit avant M. Simplice, et d'autres l'ont dit avant moi. Seulement cette idée forte et belle, qui s'applique à toutes les manifestations de l'activité humaine, on veut la réduire à une simple question de bien-être.

Que chacun vive sa vie du mieux qu'il peut, où M. Simplice a-t-il pris que nous contestions cela? C'est justement parce que nous nous plaignons de ne pas pouvoir vivre complètement la nôtre, que nous essayons de lutter contre la société qui nous opprime.

Seulement, paraît-il, nous (1) sommes coupables de ne pas dire aux victimes ce qu'elles doivent faire en attendant que ça cesse.

Si ceux qui nous font ce reproche voulaient bien nous le dire eux-mêmes, ils nous rendraient service. C'est que, en effet, nous sommes nous-mêmes à la recherche de ce qui est à faire. Car ce qui paraît pratique à l'un ne l'est pas pour l'autre. Ce qui paraît le plus clair et le plus limpide aux uns, ne présente que trouble et contradiction aux autres. Et puis, en somme, qu'il ne peut pas y avoir d'affranchissement réel dans l'ordre social actuel, et que celui qui s'y crée une situation meilleure ne se la crée qu'au détriment de ceux qui peinent et travaillent.

***

Mais, pour bien savourer toute l'ironie de cette discussion, c'est que ceux qui nous font ces reproches, nous accusent en outre de tuer les initiatives individuelles. Ce sont eux qui se proclament les défenseurs de « l'Individu » omniscient, omnipuissant, qui ne doit rien attendre de personne. Et ils nous reprochent de ne pas avoir apporté de solutions aux individus!

Mais quand avons-nous promis aux individus de leur apporter de la besogne toute faite? Quand leur avons-nous dit de ne pas bouger, et d'attendre que nous ayons décrété l'heure où ils pourraient bouger?

Nous trouvant devant des phénomènes économiques, nous cherchons à les débrouiller du mieux que nous pouvons, essayant d'en dégager quelques vérités qui demandent à être mûries avant d'être acceptées comme telles.

Est-ce que nous sommes venus solliciter des mandats, des fonctions, promettant en échange de faire la besogne que les individus sont incapables de faire eux-mêmes?

N'avons-nous pas toujours dit que les individus ne devaient compter que sur eux, sur eux seuls, pour s'affranchir; n'accepter comme vérités que celles qu'ils arrivaient à dégager eux-mêmes.

Et ce sont des individualistes qui viennent nous dire: *Enseignez donc aux individus ce qu'ils ont à faire!*

Hélas! bien souvent, nous sommes embarrassés de savoir ce que nous avons à faire nous-mêmes; ce n'est pas pour avoir l'outrecuidance de trancher en matamores et de donner aux autres des conseils qu'ils sont parfaitement libres de ne pas suivre.

Nous avons, certes, des idées à nous, idées que nous cherchons à propager, et que nous émettons. Aux individus à les lire, à les méditer, à voir ce qu'ils ont à en prendre, mais là se borne le rôle dont nous nous sommes fait la conception. Nous apportons notre quote-part à l'évolution, nous n'avons pas la prétention de la guider.

Il vous faut, dites-vous, des actes effectifs, des buts précis, des mobiles intéressés, des réalisations immédiates.

Rien que cela? Bigre! vous n'êtes pas dégoûtés, et n'avez pas l'air de vous douter que c'est tout bonnement la solution de la question sociale que vous nous demandez.

Nous n'avons jamais fait cette promesse, et celui qui la ferait ne serait qu'un saltimbanque.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

(1) Je reviens toujours, malgré moi, au pluriel: les camarades des *Temps Nouveaux* m'excuseront de parler en leur nom, puisque nous sommes tous visés.

UNE NOUVELLE FORME DE GRÈVE

Dans les nos 16 et 17 de *Free Society*, de San Francisco, le camarade Nettlau publie un article qui a formé la matière d'une conférence faite par lui à Londres, au « Freedom Discussion Group ». Les idées exposées dans cet article devant être également développées au Congrès de septembre prochain, il est utile que les camarades en prennent connaissance à l'avance, de façon à avoir le temps nécessaire pour y réfléchir. L'article lui-même est assez long et sa reproduction complète prendrait trop de place dans le journal; aussi avons-nous préféré en donner un résumé.

Nettlau commence par constater le peu d'effet qu'a eu jusqu'à présent, sur les grandes masses, la propagande d'idées au sens propre, et il est amené à croire qu'à côté d'elle il est nécessaire de chercher d'autres moyens de propagande — tentatives qui d'ailleurs ont déjà été faites sous forme de propagande en faveur de la grève générale, de la grève militaire, de la grève internationale des mineurs, du sabotage, etc. Sans nier leur utilité, Nettlau en propose une autre qui présente à son avis certains avantages. Pour expliquer son point de vue, il fait deux remarques préliminaires. D'abord, on ne tient pas assez compte, dit-il, dans les luttes ouvrières, de ce qui constitue l'opinion publique, et cependant cette dernière a une importance très considérable, car le public peut, au moyen du boycottage — arme puissante qu'il a entre les mains — influer considérablement sur l'issue de la lutte. Or, le public y est généralement intéressé, surtout à titre de consommateurs, et tout relèvement des prix des marchandises peut l'irriter et le rendre hostile à ceux qui en sont la cause. Et comme très souvent les grèves victorieuses amènent ce résultat, les patrons rattrapant ainsi ce qu'ils avaient perdu, le public se tourne contre les ouvriers qui lui paraissent être les auteurs responsables de ce renchérissement.

Comment faire, dans ces conditions, pour mettre le public de son côté? Il faut, dit Nettlau, l'intéresser aux grèves non seulement par le côté sentimental ou intellectuel, mais *matériellement*. Il faut que le mouvement se présente à lui comme défendant non seulement les intérêts des ouvriers en grève, mais aussi ceux de tout le public, de tous les consommateurs en général. Là intervient la seconde idée de Nettlau, la seconde remarque préliminaire. Généralement, dit-il, on considère un homme comme un travailleur honnête *quoi qu'il fasse*, pourvu qu'il travaille pour un salaire.

Les hommes occupent avec empressement tous les postes possibles : policiers, fonctionnaires de toute espèce, percepteurs d'impôts, etc. Généralement on ne leur en fait pas un reproche et, lorsqu'on réfléchit à leur situation, on est plutôt porté à les plaindre. Mais il existe encore une autre catégorie d'occupations, à laquelle on ne réfléchit même jamais à ce point de vue. Ce sont toutes celles où l'on fabrique des maisons malsaines, des vêtements de mauvaise qualité, des produits alimentaires qui empoisonnent au lieu de nourrir, — bref, tous ces produits qui sont destinés aux classes pauvres de la société. C'est encore le travail des employés de commerce qui usent leurs facultés à faire acheter par le public les produits de mauvaise qualité. Un préjugé commun dit : « Je ne suis pas responsable de ce qu'on me fait faire. Si ce n'est pas moi, ce sera un autre qui le fera. La responsabilité en incombe non pas à moi, mais à mon employeur qui me donne l'ordre de faire ce que je fais. »

Tant que cette excuse est acceptée par tout le monde, dit Nettlau, les choses vont continuer à aller comme elles vont. Les capitalistes pourront toujours employer une moitié des ouvriers à opprimer l'autre. Ils pourront en plus garder toute la masse ouvrière dans l'ignorance, dans un état de dégradation morale et physique, affaiblie, inerte, dépourvue d'énergie, ne jouissant d'aucun des plaisirs de la vie, vivant dans de mauvaises habitations, se nourrissant d'aliments de mauvaise qualité. Et ce sont les ouvriers mêmes qui en sont les auteurs. Le meurtre direct effectué par les soldats qui tuent les grévistes et le meurtre indirect auquel contribuent les ouvriers qui produisent les mauvaises conditions de leur vie — ces deux actions ont des conséquences également funestes et sont également blâmables. Tant que cette vérité ne sera pas reconnue, rien ne sera fait. L'erreur qui règne à ce sujet dégrade l'ouvrier, rend mauvais les meilleurs, déprime et abat les caractères; les ouvriers, qui méprisent les mouchards et les renégats, devraient mépriser dans la même mesure *ceux qui font un travail antisocial, un travail nuisible à leurs camarades*.

C'est sur ces considérations, dit Nettlau, qu'il faut se baser pour chercher le moyen pratique de lutte qui aurait ces deux avantages : éveiller les sympathies du public et aider au développement personnel de l'ouvrier. Ce moyen, il se présente à lui de la façon suivante : les ouvriers refuseraient de faire un travail nuisible pour le public et expliqueraient à ce dernier toutes les machinations, toutes les tromperies dont il est l'objet. Leur situation serait ainsi considérablement fortifiée, car le public soutiendra ce mouvement, entre autres moyens, à l'aide du boycottage. La victoire qui ne manquerait pas d'être le résultat de cette action combinée serait en même temps celle des ouvriers et celle du public, au détriment des capitalistes dont elle diminuera le profit.

Certes, ajoute Nettlau, ces grèves, pas plus que toutes autres, ne détruiront l'état de choses actuel : seule une grève générale amenant la révolution sociale pourra le faire. Mais elles auront cet avantage que les grèves perdront leur caractère individuel et deviendront un mouvement d'intérêt commun, mouvement qui, d'ailleurs, n'exclut aucun des moyens employés jusqu'ici. Ce moyen de lutte aidera, dit-il, à élargir la sphère d'action des syndicats, à en faire non seulement des groupements professionnels, mais des centres d'action pour l'émancipation générale.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Maintenant, tous les ministères qui se succèdent apportent leur projet d'impôt sur le revenu. Depuis trente ans, on promet des réformes, qui n'arrivent jamais, et que l'on n'a nullement, d'ailleurs, l'envie de faire arriver. De loin en loin, pour faire patienter le peuple, on a l'air de faire quelque chose. Telle la loi de 1884 sur les syndicats que l'on sait si bien à l'occasion tourner contre ceux qu'elle est censée protéger. Telle encore la loi sur les accidents de travail, dont les patrons savent très bien, quand ils le veulent, s'indemniser sur les ouvriers.

A présent, c'est l'impôt sur le revenu dont, après tant d'autres, Caillaux élabore un projet. Imposer la richesse et dégrever la pauvreté, n'est-ce pas l'équité même?

Il n'y a qu'un petit malheur. Le riche, quelque imposé qu'il soit, sait toujours faire retomber sur le pauvre, *sur celui qu'il paie*, les charges dont on prétend l'accabler. Les gouvernements le savent fort bien. Aussi leur embarras ne vient-il pas de cette préoccupation. La difficulté consiste à sauver les apparences.

La bourgeoisie a pour principe de crier très fort quand on prend quelque mesure qui, au premier aspect, paraît devoir la charger. Ainsi a-t-elle fait à l'égard de la loi sur les accidents de travail. Ainsi

fera-t-elle pour l'impôt sur le revenu, si quelque ministère se décide à le faire voter par les Chambres. Elle sait très bien qu'il lui sera extrêmement facile de le faire retomber sur les pauvres. Néanmoins, pour le principe, elle s'agitera avec indignation à cette apparente atteinte à ses privilèges.

Aussi la question n'est-elle pas de cesser de plumer la poule pour plumer les gros dindons de la basse-cour. Il s'agit de continuer à la plumer comme devant, tout en ayant l'air de plumer ceux-ci sans les faire crier.

Tout le problème est là, et nos ministres s'emploient à le résoudre.

*
* *

Parce que la solution — provisoire — donnée par le conseil de guerre de Rennes à l'affaire Dreyfus n'a satisfait ni les partisans de la justice ni ceux de l'arbitraire, le gouvernement prépare de nouvelles lois sur la presse. Comme toujours, c'est la presse, cette pelée, cette galeuse, qui est responsable des maladresses et des canailleries des dirigeants.

On ferait bien d'envoyer pendant quelque temps nos ministres et nos hommes politiques à l'école primaire, pour y étudier l'histoire. Ils apprendraient que les lois contre la presse n'ont jamais empêché les hommes libres de dire toute leur pensée. Ils apprendraient encore que les lois restrictives n'ont jamais arrêté le progrès et qu'il ne suffit pas de crier: « Je ne veux pas que la Vérité soit connue! » pour empêcher la manifestation de la Vérité.

*
* *

La nouvelle municipalité de Dijon se propose de s'opposer à la mesure par laquelle la précédente municipalité socialiste avait supprimé l'octroi de cette ville et remplacé cet impôt par une taxe sur la propriété bâtie.

C'est dommage. Une réforme socialiste allait être réalisée. On aurait pu prouver par l'expérience que cette réforme ne produisait aucune amélioration, puisqu'elle n'était pas allée jusqu'à la suppression de la propriété. On aurait vu les propriétaires, taxés par la nouvelle organisation, se décharger de cette taxe sur leurs locataires en augmentant les loyers. Cet essai ne se fera probablement pas.

Tant pis! car on continuera à amuser encore le peuple des travailleurs avec ces espoirs illusoires de réformes partielles.

André Girard.

*
* *

Magistrature. — Dénoncé comme recéleur par un cambrioleur qui lui en voulait, Rabiet avait été condamné, malgré ses protestations, à 7 ans de réclusion et 20 ans d'interdiction de séjour. Sa mère en devint presque folle, et sa femme demanda le divorce. Or, son dénonciateur, en mourant, a juré que Rabiet était innocent. Après une enquête, un peu bien tardive, les tortureurs de cet homme se sont résignés à lui rendre la liberté, et ils croient être quittes envers lui.

A voir la fréquence des erreurs judiciaires reconnues, on songe au nombre probablement formidable de celles jamais reconnues, et l'on en vient à se dire que les prisons doivent être peuplées d'innocents. D'innocents au sens bourgeois du mot, car, pour nous, nul homme n'est pleinement responsable de ses actes.

*
* *

Militarisme. — Un patriote ayant fait son service militaire et ayant atteint le grade envié de maréchal des logis, avait passé quelques années dans l'Amérique du Sud. En sous-off bien au fait des paperasseries réglementaires, il faisait viser son livret dans tous ses déplacements. A peine de retour à Paris, on l'arrête comme insoumis; il montre ses papiers en règle; ça ne fait rien. On le traîne au Dépôt, dans un commissariat, encore au Dépôt, aux Invalides où on le fouille, au Cherche-Midi où il couche, encore aux Invalides où on veut bien le laisser en liberté sous caution, en attendant le conseil de guerre, quoiqu'on reconnaisse que son livret est en règle.

Pour tant faire que d'avoir les inconvénients de l'insoumission, ce patriote aurait dû commencer par s'en offrir les avantages.

Lefrançois et Meunier, sapeurs au 1er génie (Verdun), furent condamnés *à mort* pour coups et outrages envers des supérieurs. Leur peine vient d'être commuée en dix ans de travaux publics, ce qui n'est pas beaucoup moins atroce. Tous les jours, des supérieurs outragent leurs inférieurs; souvent ils les frappent; et l'on ne parle jamais pour eux de travaux publics, encore moins de mort.

Pour notre joie, l'état-major recommence. Ou plutôt il ne recommence pas, attendu qu'il n'a jamais cessé. Cette compagnie d'hommes d'honneur faisait moucharder par un sien mouchard un autre mouchard de la Sûreté, naguère favorable à leur ancien collègue Dreyfus; ce qui donna lieu à un classement de documents ultra-secrets dans un carton vert. Un honorable officier, le capitaine Fritsch, prit copie de ces documents et les fit paraître dans le journal du communard Humbert (Alphonse pour les généraux). Tapage à la Chambre et au Sénat. Fritsch est mis à la porte.

Du reste, ces documents, qui montrent l'état-major continuant ses vieilles histoires d'urinoirs et de fausses barbes, et livrant aux journaux amis des papiers secrets sans doute encore truqués, tendraient en outre à démontrer que l'un des témoins de Rennes, Czernucky, fut payé pour mentir. Nous nous en doutions bien un peu.

Allons, il y aura encore de beaux jours, rue Saint-Dominique, pour les grattoirs. Puisse-t-il y en avoir aussi pour les rasoirs!

R. Ch.

*
* *

Alais. — La demi-douzaine de macaques qui forment ici ce qu'on est convenu d'appeler le parti socialiste est enfin parvenue à ses fins, grâce à ses nombreuses compromissions, courbettes, platitudes et bassesses de toute sorte. Ils sont enfin arrivés au râtelier municipal, en chinant une petite place dans une liste où figurent — véritable salade — bonapartistes, légitimistes, opportunards, radicaillons, sans compter certains cléricaux de haute marque. Cette liste a été baptisée : liste de Concentration Républicaine. — « Liste de Concentration des appétits malsains » serait mieux dit.

Enfin, d'un côté, nous sommes satisfaits que nos farouches révolutionnaires soient arrivés au pouvoir; pendant quatre ans ils montreront à l'éternel imbécile qu'est le peuple — qu'ils sont aussi..... j'allais dire voleurs que leurs congénères bourgeois et peut-être finiront-ils par dégoûter les illusionnés électeurs de cette monumentale duperie qu'est le suffrage universel, qu'eux socialistes dénonçaient autrefois « comme la plus grande mystification du siècle », mais dont ils se servent pour tromper et endormir les masses.

Th. L.

*
* *

Roanne. — L'évolution socialiste à Roanne marche très vite, mais en arrière, comme un peu partout où le mouvement a été paralysé par le sectarisme du P. O.

Ses chefs, du reste, ont à plusieurs reprises changé leur fusil d'épaule et souvent modifié leurs manières d'être socialistes. Quand on pense que Guesde a été révolutionnaire et même anarchiste, il y a environ vingt-cinq ans, et qu'aujourd'hui c'est un partisan à outrance de l'action légale pour arriver à l'affranchissement intégral de l'Humanité, on voit bien que les coulisses du Palais-Bourbon ne lui ont pas déplu, puisque toutes ses aspirations tendent à reprendre une place au râtelier gouvernemental.

Eh bien, chez nous, les faits qui se produisent sont à peu près identiques : de révolutionnaires qu'ils étaient autrefois — en théories, du moins — nos socialistes sont radicaux aujourd'hui.

L'évolution de leurs affiches est caractéristique de celle de leur état d'âme. Sur leurs premières, il y a quinze ans, on voyait comme titre : « Parti ouvrier socialiste révolutionnaire », puis, plus tard, on n'y vit plus que « Parti ouvrier socialiste ». Arrivé là, on y joignit le mot de républicain avec ce titre : « Parti ouvrier socialiste républicain », et finalement : « Parti ouvrier républicain ». Maintenant ils entrent à l'hôtel de ville à une grosse majorité et font comme les autres.

Ce serait plaisant de constater les effets du suffrage universel chez ces représentants (?) du peuple, si les résultats n'étaient pas aussi néfastes pour lui. Ces hommes qu'il envoie au pouvoir et en lesquels il a confiance suivent la pente fatale que le mécanisme gouvernemental impose à tous ceux qui veulent pénétrer dans ses rouages, et leur révolutionnarisme devient de plus en plus pâle.

Jacques Bonhomme continue de les suivre sans s'apercevoir qu'il est berné, que rien n'est changé, et il attend du Parlement — *comme sœur Anne* — une majorité qui ne viendra sans doute jamais. Pendant ce temps-là, il supporte les vexations patronales, *obéit aux lois en attendant qu'elles s'améliorent* et la classe capitaliste en profite à son aise.

Et dire qu'ils sont nombreux les individus qui affirment que les anarchistes font le jeu des bourgeois en s'abstenant de voter; pour être un homme, avec ces derniers, il faudrait élever au pinacle des ambitieux, des politiciens qui nous trompent sans cesse; ou bien, si nous ne participons pas à la fabrication de ces gens-là, nous faisons le jeu des ennemis du Peuple : comme si le Peuple pouvait avoir de plus grands ennemis que ceux qui abusent de sa crédulité!

Tout de même, elle est raide, la logique de ces gens-là.

Léon Danty.

*
* *

Sancoins (Cher). — Dimanche 20 mai, le camarade Léo Sivasti est allé à Sancoins faire une conférence publique et contradictoire ayant comme sujet à traiter: « Où en sommes-nous?... »

C'est devant 250 personnes environ que Sivasti a dénoncé les crimes des sabreurs et des gouvernants de tous poils. Envisageant la question économique, il démontra avec force arguments que les travailleurs n'avaient à compter que sur eux-mêmes pour arriver à leur émancipation intégrale.

*
* *

Montceau-les-Mines. — Samedi dernier, a eu lieu, salle Pézerat, une réunion publique et contradictoire organisée par la *Jeunesse révolutionnaire de Montceau-les-Mines*.

Le camarade Broutchoux a fait le procès de la société actuelle; il a démontré qu'il fallait que l'individu agisse directement, individuellement, sans avoir recours aux conseils de ceux qui veulent commander les autres.

Le camarade Chalot a dit que les politiciens commençaient à s'effrayer du mouvement économique, qu'une société basée sur l'autorité était contre le progrès, contre la science, contre la nature et que, forcément, elle était appelée à disparaître.

Il a terminé ainsi, au milieu des applaudissements: « Je me fiche pas mal que les policiers, les soldats soient coiffés du bonnet phrygien ou du casque impérial; ce que je désire, c'est qu'il n'y en ait plus du tout, car, lorsque les bourgeois en seront réduits à leur seule force, nous aurons vite raison d'eux. »

Après quelques protestations maladroites de deux ou trois socialos autoritaires, le camarade Mars a fait remarquer que les politiciens qui combattaient l'Anarchie en étaient réduits à se servir des théories libertaires.

Le groupe révolutionnaire de Montceau-les-Mines invite tous les camarades à une causerie qui aura lieu, salle Pézerat, dimanche, à 2 heures de l'après-midi.

Le but de la réunion étant de créer des bibliothèques d'éducation libertaire, nous invitons particulièrement les jeunes.

Belgique.

Le résultat des élections législatives atteste les pertes énormes du parti gouvernemental qui maintint le pays dans l'ignorance, vota les pensions ouvrières de 18 centimes par jour, et refusa l'amnistie à Moineau, la victime du crime judiciaire le plus monstrueux dont les annales belges puissent faire mention.

Il était, malgré tout, utile de voir s'affaisser un gouvernement dont la portée la plus dangereuse était précisément qu'il semait la démoralisation dans le peuple, rognait les caractères, enlevait aux travailleurs jusqu'à la simple conscience de leur dégradation économique et intellectuelle.

Il faut être autre chose qu'un pseudo-esthète à large chevelure et avoir, comme nous, tâté le pouls à la masse laborieuse, pour saisir sur le vif tout le mal que le parti catholique a fait, et quel obstacle énorme il constituait à l'émancipation intégrale des prolétaires.

Sa disparition eût amené, non la moindre augmentation de salaires, mais au moins un certain *réveil intellectuel, un mouvement nouveau dans les cerveaux.*

Malheur à un peuple qui ne pense plus, ne discute plus, boit, danse, ne rêve que combats de *coqs, tirs à l'arbalète ou jeux de quilles!*

Or, c'était là que nous en arrivions. Charleroi et le centre faisaient exception à la règle. Mais Liège, *Verviers, voire Bruxelles, donnaient le spectacle de* l'émasculation la plus lamentable, car les voix socialistes de Verviers sont inconscientes comme la population même.

Le ministère garde une majorité de 8 voix.

Des réformes comme l'instruction obligatoire, le service personnel, l'impôt sur le revenu, seront proposées et discutées.

Qu'arrivera-t-il ?

Je ne puis, pour ma part, que répéter le proverbe : Nul n'est prophète dans son pays, surtout quand les habitants de celui-ci ont l'appareil sensitif littéralement obstrué.

FLAUSTIER.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le Théâtre Civique donnera une séance extraordinaire au bénéfice d'un camarade le samedi 9 juin, à la Maison du Peuple, impasse Pers.

Conférence de Laurent Tailhade.

Représentation de l'*Epidémie* d'Octave Mirbeau.

Adresser les cotisations 50, Chaussée d'Antin, à la *Revue d'Art dramatique*.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), à 8 h. 3/4 :

Tous les mercredis de juin. — Elaboration des rapports pour le Congrès.

Les conférences seront interrompues du 3 juin au 15 septembre (période des chaleurs). — La bibliothèque restera ouverte tous les vendredis. — La troisième année de causeries (1900-1901) sera précédée d'une séance de réouverture qui sera annoncée par affiches quelques jours avant.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle (Université populaire du XVIIIe arrondissement). — Réunion du mercredi 30 mai, à 8 h. 1/2. Sujet traité : Fernbach (de l'Institut Pasteur), Un péril social : la tuberculose (II).

Samedi 2 juin. — Germain Martin, L'ouvrier au dix-huitième siècle.

Lundi 4 juin. — Soirée musicale et littéraire.

Solidarité des Trimardeurs (Bibliothèque du XVe). — Réunion publique le samedi 2 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, 3, rue Fondary.

Conférence par le camarade Lévêque. Sujet : Egalité, non uniformité.

Chant et poésie. — Prêt de livres.

Le groupe *les Amis de la Science*, dans sa séance du 4 avril 1900, a voté les résolutions suivantes :

1° Le groupe *les Amis de la Science* est socialiste;

2° Ses actes tendront constamment vers un but nettement révolutionnaire;

3° Il se constitue groupe éducatif.

Il est socialiste, car il estime que l'on ne peut être vraiment antireligieux qu'à la condition de réunir dans la même réprobation le prêtre, le capitaliste et le prétorien.

Il sera révolutionnaire dans le sens vrai du mot en déclarant que l'émancipation du genre humain doit provenir d'un effort physique ou moral de chaque individu.

Il est éducatif en employant tous ses moyens à l'affranchissement intellectuel des masses.

LEVALLOIS-PERRET. — Les Libertaires du groupe d'études sociologiques sont convoqués samedi 2 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Angelergue, 64, rue Vallier. Causerie par un camarade.

LYON. — Nous ne saurions trop remercier les camarades qui ont bien voulu se rendre à notre appel de samedi passé; nous avons retrouvé parmi ces amis la chaleureuse fraternité et familiarité qui existait autrefois; aussi sommes-nous encouragés à persister dans la formation de la bibliothèque et du groupe libertaire lyonnais. Camarades, notre tâche est tracée, nous ne pouvons et ne devons rester inactifs : réveillons-nous de cette torpeur dans laquelle nous sommes plongés, et par laquelle nous annihilons notre idéalisme; que nos ondes philosophiques, morales et révolutionnaires pénètrent parmi ces déistes chancelants et ces politiciens dégoûtés, afin de convaincre à l'idéal qui nous est si cher, et pour lequel nombre des nôtres se sont sacrifiés, le flot qui va croissant sans cesse des mécontents. A cet effet, le groupe des libertaires organise pour le lundi (de Pentecôte) ou le 4 juin une promenade en campagne : rendez-vous au siège habituel, café de l'Isère, 26, rue Paul-Bert, départ à 1 h. 1/2.

MARSEILLE. — *Groupe libertaire de Mempenti*. — Les camarades se réunissent grand chemin de Toulon, 107, au premier, tous les mardi, jeudi et samedi. Causerie par un camarade, lecture des livres, revues et journaux.

Le dimanche, apéritif concert.

Le lundi de Pentecôte, ballade à la campagne.

Les camarades qui auraient des journaux ou brochures sont priés de les apporter pour la vulgarisation.

ROUBAIX. — Les camarades anarchistes de Roubaix prient instamment les camarades du Nord et du Pas-de-Calais d'entrer le plustôt possible en relation avec eux au sujet d'une question de propagande de la plus haute importance.

Les groupes de ces régions sont priés de charger un camarade d'entrer en relation à ce sujet avec le camarade Béranger, rue des Longues-Haies, 74, Roubaix.

Le présent avis s'adresse également aux camarades isolés.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Mère et l'Enfant, par Charles-Louis Philippe; 1 vol., à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

La Coopération (conférence de propagande), par Ch. Gide ; 1 vol., Larose, 22, rue Soufflot.

Fiori Maggio, par Ciancabella, brochure chez Buffo et Ciani, 338 E., 117th st., New-York.

Gli anarchici e cio che vogliono, broch. à l'*Aurora*, Box B, West Hoboken (N. J.)

Responsability and solidarity in the labor struggle, par E. Bernstein, brochure au *Freedom*, 127, Ossulston street, Londres, N.-W.

Les Vendanges de Venus, par E. Gaubert; 1 plaquette, 2 fr., à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Zur frage : Socialliberalismus oder collectivismus? par Ed. Bernstein; 1 broch., 50 pf. — *Ehe und freie liebe*, par L. Gumplowicz; 1 broch., 50 pf., au *Socialistischen Monatshefte*, Gleditschst., 28, Berlin, W.

L'Amour libre, de Ch.-Albert, vient d'être traduit en espagnol. Nous en tenons quelques exemplaires à la disposition de ceux qui lisent l'espagnol, au prix de 1 fr. 50 l'exemplaire.

A lire :

Au petit Palais, A. France; *Figaro*, 23 mai.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Les six derniers bannis qui avaient quitté Barcelone pour Londres, le 10 mai, ont été débarqués en cours de route, à Santander, et emprisonnés une fois de plus. Suivant les autorités espagnoles, le gouvernement anglais refuserait de les recevoir.

Nous ne prétendons pas que le gouvernement anglais soit incapable d'une canaillerie, mais la nouvelle, de source madrilène, nous semble bien suspecte. Le gouverneur de Barcelone avait déjà fait tous ses efforts pour décider nos camarades à aller s'enterrer au Mexique; il alla même jusqu'à offrir de payer de ses deniers le voyage de leur famille, s'ils optaient pour le Centre-Amérique. Tant d'insistance et tant d'humanité s'expliquaient par le fait que le martyrisé Suné, preuve vivante de l'infamie des bourreaux de Montjuich, se trouvait dans ce dernier convoi. On aurait ensuite isolé Callis, cet autre torturé, encore au bagne quoique gracié, et, Gana ayant été assassiné l'année dernière, le gouvernement pourrait se croire enfin débarrassé du cauchemar de Montjuich.

Quoi qu'il en soit, nos camarades ont demandé à être conduits à Tanger. Espérons que cette étape sera pour eux la dernière.

AUX CAMARADES

Pour faire de l'argent, et aider à la propagande, nous offrons la collection complète des cinq années des *Temps Nouveaux* au prix de 16 fr. 25, rendue en gare.

Pour ceux qui peuvent, et veulent aider à la diffusion des idées, ça serait un cadeau bien placé, dans les bibliothèques publiques, syndicats, etc.

Il n'y aura que 10 collections de mises en vente à ce prix.

* *

On nous annonce de Reims la mort d'un bon camarade : G. Dumain. Toutes nos sympathies à sa famille.

PROPAGANDE

Au moment où le nationalisme relève la tête, ça serait le moment de faire circuler la brochure *Marchand-Fachoda*, de L. Guétant.

Cette brochure, mise en vente à 0 fr. 75, sera laissée à 0 fr. 15 *franco*.

Comme propagande, à ceux qui voudraient la distribuer, 5 fr. 60 le cent, rendue en gare.

BOITE AUX ORDURES

Un complot policier.

Travailleurs, garde à vous!

Nous apprenons au dernier moment, et nous sommes certains de l'exactitude de nos renseignements, que la police occulte dont Barnier a demandé la création, et pour laquelle une somme de 6.000 fr. a été votée dans une précédente séance du conseil municipal, a projeté de manifester à sa façon pendant la manifestation de demain mardi 1er mai.

Sous l'apparence d'anarchistes militants, les policiers en question se mêleront demain à la manifestation et, à un moment donné, feront flotter le drapeau noir. Des cartouches de dynamite seront lancées à des points désignés et, leur coup fait, les mouchards qui obéissent aux ordres reçus de la sous-préfecture et de la mairie (Ramondon et Barnier) s'éclipseront subitement; une ouverture a été ménagée à cet effet dans un mur qui conduit à la Bâtie et sur d'autres points.

Pendant ce temps, la police en uniforme en profitera pour arrêter les principaux membres du parti socialiste et des syndicats. C'est tout ce que Barnier et Ramondon demandent, afin de tripatouiller à leur aise les élections.

(*Le Peuple*, de Lyon.)

PETITE CORRESPONDANCE

H. D'horr est prié de renvoyer les journaux et le livre au camarade Béranger, à Roubaix.

Agard. — Reçu l'extrait. Va bien. Merci.

G. S., à Montpellier. — Ai remplacé par d'autres les brochures épuisées.

G., à Apt. — Avec plaisir.

Les camarades de Lille peuvent-ils nous envoyer les numéros 1 à 4 inclus, 11 à 13, 15 et suivants du *Batailleur?*

C. P., à Lille. — 3 fr. le premier, 2 fr. 75 le second, plus 0 fr. 10 de recommandation.

P. L., à Gilly. — *Germinal*, 3 fr. 25 *franco*; La *Douleur*, épuisée.

G., à Saint-Etienne. — La lettre ne contenait pas les 0 fr. 50 annoncés. — Numéros expédiés.

L'Idée libre. — Convocation arrivée trop tard. — Mardi matin.

J. Al., à Lyon. — Certainement, vous n'aurez qu'à envoyer. — Vous faut-il des invendus pour distribuer dans vos promenades?

Julie C. — Reçu article. — Vous avez bien fait; mais trop minime importance pour insérer. Ceux qui ont quelques idées dans la tête, agissent ainsi journellement.

Ser. — Reçu 10 francs à votre compte par G., de Marseille.

Reçu pour la brochure à distribuer : Bibliothèque de Vimeu, 1 fr. 45.

Reçu pour le journal : Philippe le monteur, 0 fr. 15. — Vente de vieux timbres, 11 fr. — Un jardinier, 2 fr. — D., 1 fr. — M., à Nuaillé, 1 fr. — Vidal, d'Alger, 0 fr. 50. — *Vente de vieux timbres*, 1 fr. 75. — D., à Foix, 0 fr. 50. — Un armurier de Saint-Etienne, 0 fr. 50. — Un camarade, 0 fr. 50. — W. T., 12 fr. 50. — Severin, 0 fr. 60. — J. d'H., à Gand, 2 fr. 10. — P., à C.-de-F., 2 fr. — Merci à tous.

G., à Marbella. — C. R., à Entraygues. — L., à Verviers. — M., à Montnér. — G., à Boncourt. — D., à Billy. — P., à Gilly. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

CHANSONS

La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc. . . . . » 10

L'Internationale; Crevez-moi la sacoche; Le Politicien, *de E. Pottier* . . » 10

Ouvrier, prends la machine; Qui m'aime me suive; Les Briseurs d'images . . » 10

La Chanson du Gas; A la Caserne; Viv'ment, brav' Ouverier, etc. . . . » 10

Le cent : 4 fr. 50; l'exemplaire, par la poste : 0 fr. 15.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 7

DIX CENTIMES

DU 9 AU 15 JUIN 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nous prions nos correspondants de bien vouloir adresser lettres et mandats au nom de *l'Administrateur des Temps Nouveaux*. Cela afin de nous éviter toute contestation avec la poste, lorsque le camarade désigné se trouve absent.

MESURES ILLUSOIRES

Il en est pour qui la démission de Galliffet est un événement important. Les uns se réjouissent de la nomination d'André — un sincère républicain, — d'autres, moins optimistes, se lamentent de cette instabilité ministérielle.

Il en est qui pensent que le vote du projet d'amnistie aura une influence sensible sur les destinées de notre pays.

Pour beaucoup, les nouvelles lois sur la presse, toutes les mesures que le gouvernement compte prendre à l'égard de ses adversaires ou en faveur de ses amis, doivent apporter des modifications sérieuses dans le fonctionnement de la vie sociale. Et l'on suit avec une attention passionnée les moindres péripéties de toute cette agitation politicienne.

Combien vains, cependant, combien stériles sont tous ces incidents, dont le plus considérable a sur l'évolution sociale juste autant d'action que le fétu de paille ou la feuille sèche qui, en tombant, ride légèrement la surface du fleuve!

C'est une erreur commune que d'attribuer aux événements politiques une importance prépondérante dans le développement historique des faits. Nous sommes tellement imbus de l'esprit d'autorité, nous croyons généralement l'autorité à tel point indispensable au fonctionnement de la société que c'est elle que nous plaçons au premier rang, c'est à elle que nous faisons remonter la cause première des événements sociaux.

Le commerce, l'industrie, l'agriculture traversent-ils une crise? La faute en est à l'inertie du gouvernement qui devrait faire ceci, empêcher cela, protéger l'un, prohiber l'autre. Les affaires sont en souffrance? Les échanges ne se font pas au gré de chacun? Nous changeons trop souvent de ministres, ou les pouvoirs publics perdent leur temps en discussions oiseuses.

Il semble que ce soit le gouvernement qui règle nos besoins et notre faculté d'achat, qui nous fasse avoir faim ou soif, préférer tel vêtement, tel meuble, tel objet de luxe à tel autre. Il semble qu'il soit le soleil qui fasse éclore et entretienne toute vie dans la société. C'est vraiment lui faire trop d'honneur.

Pas plus au point de vue économique qu'aux points de vue moral, philosophique, intellectuel, etc., le gouvernement n'exerce une action directrice sur la dynamique sociale. Sa fonction est toute parasitaire. Il vit de la vie sociale et ne l'entretient nullement; il détruit, il n'engendre pas; il consomme, il ne produit pas. Le gouvernement n'est pas cause, il est effet. Il n'est pas la force qui prolonge ou développe, il n'est que la résultante de deux forces principales : l'imbécillité et la servilité publiques. Si, demain, par un coup de baguette magique, il était possible de supprimer le gouvernement, il n'y aurait qu'une dépense de forces d'économisée. La vie sociale, loin de s'arrêter, n'en éprouverait qu'un soulagement bienfaisant.

Si l'agitation suscitée depuis trois ans par l'affaire Dreyfus doit porter des fruits, ce n'est pas à l'ingérence favorable ou défavorable des pouvoirs publics que ses bienfaits seront dus, mais au contraire aux questions fondamentales qu'elle a soulevées et que le gouvernement prétend étouffer par l'amnistie.

Ce n'est pas seulement parce que les machinateurs de la canaillerie de 1894 occupent dans la hiérarchie gouvernementale une haute situation que le gouvernement actuel s'efforce de les sauver. C'est parce que « l'affaire », passant par-dessus la tête des Mercier et des Boisdeffre, mettait en cause plus que des personnalités. C'est parce qu'elle plaçait en péril le respect du militarisme, respect dont la bourgeoisie a tant besoin pour sauvegarder ses privilèges, que le gouvernement fera tout ce qu'il sera possible pour l'étouffer.

Mais le gouvernement s'illusionne. Les lois, même les plus draconiennes, n'ont jamais étouffé la Vérité. La Vérité est plus qu'une force sociale; elle est la source même de toutes les forces sociales. La science, l'art, tout ce qui constitue le bagage intellectuel de l'humanité, n'a pas d'autre base. Ils pourront décréter toutes les amnisties qu'ils voudront, ils pourront sauver du bagne Mercier, Boisdeffre et consorts; ce qu'ils seront impuissants à anéantir, c'est la lumière faite sur la mentalité ignoble et criminelle des militaires. Ils pourront enterrer l'affaire particulière de Dreyfus; ce qui, malgré tous leurs efforts, est définitivement acquis, c'est le coup qu'elle a porté à l'imbécile idolâtrie de l'armée. Les lois, la politique n'ont aucune prise là-dessus. Ce sont là des phénomènes d'évolution que nulle mesure politique n'est capable de suspendre ou d'effacer.

Et c'est ce qui importe. Il est indifférent que Mercier finisse au bagne pour forfaiture, Boisdeffre au poteau pour trahison. En vain on invoquera à ce sujet la moralité publique. Ce n'est pas l'impunité des criminels, c'est le crime lui-même qui sème la démoralisation. L'impunité accentue seulement le mépris envers ceux qui prétendent représenter la justice.

Aussi est-ce s'égarer que dépenser ses forces pour obtenir des sanctions pénales. L'important, l'indispensable, c'est de s'employer à rendre le crime impossible en en attaquant la cause. La politique, dont l'œuvre consiste à ravauder misérablement le manteau élimé sous lequel se dissimulent les iniquités sociales, ne peut qu'être dédaignée. Laissons-la à son œuvre illusoire.

Lois de répression ou lois d'amnistie, que nous importe, si l'effritement de l'édifice maudit se poursuit sous le constant et sûr effort des initiatives individuelles?

ANDRÉ GIRARD.

LES VALETS DU CAPITAL

A la nouvelle de la sortie de Galliffet du ministère, j'écrivais, la semaine dernière, que rien n'était changé. Les journaux de cette semaine nous apportent les nouvelles de Chalon : la foule des grévistes chargée par les gendarmes, deux personnes de tuées. — C'est la démonstration, par le fait, qu'un général vaut l'autre, et que celui qui n'a pas fait de « preuves » ne demande qu'à en donner.

Ainsi, voilà un ministère socialiste, présidé par un monsieur qui se targue d'apporter les plus grandes libertés aux groupes ouvriers, qui a déjà à son actif deux massacres : celui de la Guadeloupe et celui de Chalon.

Oh! les ministres doivent être navrés de cette fatalité. Je reste convaincu que, s'ils avaient pu — ou faire — endormir les travailleurs par de bonnes paroles et de fallacieuses promesses, ils auraient préféré cela à ces « nécessités » regrettables.

Mais, les meurtres une fois commis, ils sont bien forcés de les endosser et de défendre les meurtriers. Ils ne sont au pouvoir que pour cela et *rien que pour cela*. Quand donc les crève-de-faim voudront-ils s'en apercevoir une bonne fois pour toutes?

Le ministre qui, interpellé, viendrait à la tribune désavouer les auteurs de ces meurtres et s'aviser de les poursuivre, serait fichu à bas séance tenante.

C'est que, le pouvoir politique, ce n'est que de la blague. La véritable puissance, c'est l'argent, la haute banque, les gros bonnets de l'industrie : l'organisation sociale est faite pour défendre leurs privilèges; toute l'administration, tous les rouages gouvernementaux ne sont que pour assurer cette défense.

Aux fantoches que l'on met en ligne, on leur laisse bien faire les déclarations qu'ils veulent; mais à condition qu'ils se conforment à la marche des rouages : sinon on les brise.

Plus ils feront de déclarations hardies, de promesses mirobolantes, mieux ils serviront l'oligarchie capitaliste; le peu de temps que ça endort les colères, que ça arrête les revendications, c'est toujours autant de gagné. Lorsque les paroles ne sont pas suffisantes, le sabre et le plomb n'ont nullement perdu de leur poids, parce que c'est un Waldeck ou un Millerand qui les couvrent de leur autorité.

J. GRAVE.

Lettre ouverte aux Anarchistes

Chers amis,

Bien que je ne milite plus dans vos rangs, néanmoins je poursuis avec un amour fraternel vos vicissitudes et celles de la lutte que vous combattez pour conquérir le droit d'exister comme parti et de faire la propagande publique de vos idées.

Votre constance est pareille à votre courage; l'une et l'autre n'ont d'égal que la lâcheté du gouvernement, qui s'acharne contre vous, peu nombreux et mal connus, alors que, des fois, il use de quelque réserve envers les républicains et les socialistes. Mais justement parce que, moi, je suis avec le cœur avec vous, je souffre, mes amis, de vous voir engagés dans une lutte inégale, sur un terrain défavorable pour vous, alors qu'il se présente à vous un moyen simple et économique de parvenir à votre but, de vaincre.

Moi, je suis convaincu que si vous choisissiez le plus persécuté et le plus redouté parmi vous — par exemple, Enrico Malatesta — et si vous faisiez tous vos efforts, avec l'aide des autres partis populaires, pour le faire élire député, le gouvernement serait forcé de déposer les armes, de renoncer à empêcher outre mesure votre propagande écrite et parlée et votre association en parti politique. Il me semble mathématiquement certain que devant un des vôtres qui, en même temps que du libre parcours des chemins de fer et de l'immunité parlementaire pour les infractions à l'art. 247 et 251 et pour le *domicilio coatto*, jouirait aussi de la faculté de dénoncer journellement, à l'opinion publique de la tribune parlementaire, l'arbitraire et les oppressions qui se commettent contre vous par les galonnés et les enjuponnés du pouvoir exécutif; le gouvernement se ferait très petit, finirait par entendre raison et vous mesurer à la même aune que les autres partis politiques. De cette manière vous auriez gagné, à bon compte, ce droit d'exister, qu'on vous nie aujourd'hui et pour lequel vous affrontez les plus iniques persécutions, parce qu'il est la condition première pour développer tout programme et faire triompher toute idée.

Je connais les objections que vous êtes accoutumés de faire à ceux qui vous parlent de la sorte, et je puis même vous concéder qu'elles ont quelque valeur. Mais il n'y a pas de lumière sans ombre, il n'y a pas d'idée qui, dans l'application, ne présente quelque inconvénient.

Ce qui me paraît d'une importance capitale pour vous, pour l'avenir du socialisme et pour la cause de la liberté, c'est que vous acquériez le droit de cité dans l'Etat italien et entriez dans la famille des partis populaires.

Si, pour arriver à ceci, vous devez faire le sacrifice d'une idée, dans laquelle vous vous êtes obstinés depuis des années — et qui est peut-être un préjugé, — je vous exhorte à le faire. L'heure présente demande une action énergique et non des discussions académiques; décidez-vous.

Très affectionné,

S. Merlino.

(*L'Italia Nuova di Roma* du 22 mai 1900.)

Telle est la lettre qui a paru, ces jours-ci, dans le journal républicain l'*Italia Nuova* et dont on nous envoie la traduction.

Cette démarche de l'ex-camarade n'est pas faite pour nous étonner. Dégager de l'observation des phénomènes de la vie sociale non seulement sa propre règle de conduite, mais aussi la valeur et l'efficacité de chaque moyen d'action, n'est pas facile à tout le monde.

Il y a encore trop de gens qui s'en tiennent à l'apparence, que le beau geste éblouit, que le décor d'une séance parlementaire rend rêveurs. Et il en sera ainsi pendant longtemps. Notre éducation sait trop bien étouffer tout esprit d'initiative, toute velléité de critique.

Cette évolution ou involution de S. Merlino, qui, autrefois antiparlementaire et révolutionnaire, ne sait plus maintenant voir que le côté juridique et étatiste de la question sociale et de la lutte des partis, est bien naturelle.

Elle était facile à prévoir, en Italie surtout où S. Merlino a eu un précurseur assez célèbre ; l'ex-anarchiste Andrea Costa.

Assez de gens, qui ne sont pas mal disposés à notre égard, s'étonnent de la cohérence et de l'énergie avec lesquelles nous repoussons tout essai même détourné d'action parlementaire.

On commence par considérer l'élection comme « un moyen simple et économique » pour la propagande des idées, et on en arrive à la « conquête électorale, graduelle et pacifique des pouvoirs politiques ». Jusqu'en 1891, Merlino pensait que la lutte pour la liberté et le socialisme doit s'accomplir de bas en haut, par l'organisation et l'action directe des individus. Il n'attendait pas la liberté de l'Etat et du Parlement. Il voyait la certitude de l'échec, le danger d'autoritarisme et d'embourgeoisement de toute lutte parlementaire; il trouvait bourgeoise et jacobine cette dictature du prolétariat, dont rêvent les gros bonnets de la social-démocratie européenne.

A peine sorti de prison, en 1896, « le libre parcours des chemins de fer, l'immunité parlementaire, la liberté de la tribune parlementaire » l'allèchèrent. Nous sortions alors d'une période réactionnaire, qui avait supprimé pendant deux ans toute propagande. Et les camarades, sortis de prison ou revenus de l'étranger, groupaient à nouveau les initiatives, réorganisaient le mouvement.

C'est alors que Merlino, sur lequel nous comptions pour nous aider, nous prêcha ce qu'il appelle, je ne sais pas pourquoi, « son hérésie ». Maintenant il nous conseille d'acquérir « le droit de cité dans l'Etat italien ». La liberté d'association, de réunion, de presse en Italie étant supprimée pour les anarchistes et très restreinte pour les autres partis, S. Merlino nous conseille de la conquérir par un discours protestataire de député. Comme si jamais l'esclave avait pu acquérir sa liberté par des plaintes même artistiquement formulées !

« Le moyen simple et économique » est devenu, comme on voit, une véritable panacée pour tous les maux des anarchistes.

« Tous les droits du monde ont été acquis en luttant; tous les principes importants du droit ont dû commencer par être arrachés à ceux qui s'y opposaient, et tout droit, droit d'un peuple ou d'un particulier, suppose que l'on soit constamment prêt à le soutenir. » Cette affirmation d'Hering, que l'histoire de toutes les libertés illustre, s'applique à la condition actuelle de l'Italie : c'est à ce point de vue-là que nous nous plaçons. Tandis que les social-démocrates italiens, conséquents avec leur conception étatiste du socialisme, s'arrêtent dans l'escrime parlementaire à défendre la pudeur des institutions, nous pensons que la conquête de la liberté pour tous demande une autre préparation, d'autres moyens. Nous pensons que les prochaines émeutes de la faim pourraient ne pas être une simple tuerie d'affamés; et c'est à cette œuvre que nous convions tous les révolutionnaires.

Les social-démocrates italiens pourront, comme en 1898, prêcher le calme pendant la période des émeutes, en considérant comme une *trahison* toute déviation au principe de la conquête pacifique du pouvoir (Manifeste des socialistes du Piémont, approuvé dernièrement à leur congrès régional d'Alexandrie).

Nous considérons tout autrement notre rôle.

En attendant, nous exerçons notre propagande contre la violence de la police et les calomnies des social-démocrates. L'*Agitazione* à Ancône, l'*Avvenire sociale* à Messine, *Il Combattiamo* à Gênes, *Il Pensiero libertario* à Pise continuent à paraître, bien que saisis systématiquement, bien qu'on arrête leurs rédacteurs; le travail de réorganisation du mouvement est déjà un fait accompli en plusieurs régions. S. Merlino comprendra donc que les camarades italiens n'aient pas accepté son conseil, ne trouvant pas suffisant, comme argument de persuasion, le sentiment d'amitié qui motive sa démarche.

Lui, pas plus qu'un autre, n'a chance d'être suivi par les anarchistes qu'autant qu'il saura les persuader par des arguments positifs et logiques.

A moins qu'il ne pense que le fait *d'avoir été* anarchiste soit un motif de persuasion pour les camarades.

Nino Samaja.

RÉPONSE A MERLINO

London.

Mon cher Grave,

En Italie vont avoir lieu les élections politiques et notre ancien camarade Merlino a eu l'idée saugrenue de publier une « lettre aux anarchistes », dans laquelle il les invite à entrer dans la lutte politique (lis: électorale) et à poser ma candidature.

J'apprends maintenant que quelques journaux français, en faisant mention de la chose, se demandent si je voudrais « sauter le fossé ».

Je te prie d'annoncer que je repousse toute responsabilité dans l'usage que Merlino a fait de mon nom; que je reste anarchiste comme toujours, et que je considère comme un outrage immérité le simple doute que je puisse vouloir entrer dans les voies parlementaires.

Quant aux anarchistes italiens, ils sauront bien apprécier à sa valeur la tentative de Merlino.

Cordiale poignée de mains.

Errico Malatesta.

QUELQUES POINTS SUR LES i

III

Mais, avant d'aborder d'autres questions, épuisons celles que nous avons commencées.

Notre propagande, cela est certain, a pour but d'attiser les mécontentements, en faisant comprendre aux individus combien la société les vole, combien elle les opprime. Si nous ne leur disons pas de se révolter, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour démontrer que c'est le seul moyen d'émancipation qui leur reste.

De cela, nous ne nous en sommes jamais cachés.

Encore ici, selon M. Simplice, nous sommes sans doute des lâches de ne pas nous révolter immédiatement et de ne pas tenter cette révolution que nous proclamons nécessaire?

Je ne m'appesantirai pas sur ce que cette accusation de lâcheté a de stupide, vu que cela ne prouve rien lorsqu'il s'agit d'idées. Que je sois le plus couard des individus, en quoi cela infirme-t-il ce que j'écris?

Je veux justifier ma conduite, direz-vous, par telle ou telle théorie. Cela m'amène tout simplement à vous faire le même reproche. Et cela ne prouve rien, vu que je n'arriverai — pas plus que vous, du reste, à voir dans le mien — à voir ce que vous avez dans le cerveau et, que ce qui est le mieux encore, c'est de réfuter les idées pour ce qu'elles valent et non pour ce qu'on les accuse de cacher.

* *
*

Hélas! oui, partisans de la révolution sociale, nous ne l'avons pas encore faite. Partisans de la force pour renverser ce qui existe, ce que nous avons fait le plus encore, c'a été de renouveler des critiques faites déjà bien longtemps avant nous.

Mais à cela nous avons une excuse. C'est qu'une société aussi solide que l'est encore celle qui nous tient dans ses griffes ne se renverse pas à un seul individu. Je n'ai pas transformé l'état social. M. Simplice pas plus que moi, que je sache?

Nous sommes, il est vrai, un certain nombre déjà qui proclamons la nécessité du remède; mais serions-nous encore plus nombreux, les individus ne suffisent pas pour changer la marche des choses, il faut encore le concours d'une foule de circonstances qui leur facilitent la besogne.

Et, quoique très convaincu de la nécessité d'une révolution sociale, quoique très désireux de me débarrasser de l'oppression du capital et de l'autorité, j'avoue n'éprouver aucun penchant à descendre immédiatement dans la rue pour

fournir à la bourgeoisie l'occasion de se livrer sur ma personne à une petite opération d'hygiène sociale qui ferait peut-être bien rire M. Simplice, mais que j'espère retarder le plus longtemps possible.

Ce que je vois de plus clair là-dedans, c'est que l'on me dit qu'il faut vivre « sa vie » le plus complètement possible et qu'en définitive on me reproche de ne pas savoir la risquer ou la sacrifier pour flatter le dilettantisme de certains.

Voyons, il faudrait cependant s'entendre. Si j'avais prêché le sacrifice aux individus, vous auriez le droit de me reprocher de ne pas payer d'exemple, mais ce n'est pas cela que j'ai prêché : puisque vous me faites juste le reproche contraire, celui de désavouer l'action lorsqu'elle se produit, d'énerver les initiatives.

Ce serait donc vous qui prêcheriez le sacrifice aux autres? Merci bien, je sors d'en prendre.

*
* *

Il est évident que, lorsqu'on a des idées, on doit agir dans le sens de ces idées, travailler à leur diffusion et payer d'exemple en beaucoup de cas. Une idée qui n'agit pas est bien peu profonde, cela, je l'ai dit bien des fois et n'ai rien à y retrancher.

Mais lorsqu'un mur me barre la route, sous prétexte de le démolir, vais-je m'y précipiter contre tête baissée, dans l'espoir de le renverser, alors qu'au contraire je sais que ma tête s'y brisera? Et si j'essaie d'en desceller les matériaux, dût ma vie s'y user, n'aurai-je pas fait meilleure besogne?

Et, de ce qu'il y a des impossibilités matérielles à réaliser mon idéal, c'est donc moi qui suis le coupable? De ce que je ne puis le réaliser complètement, j'aurais donc perdu le droit de le propager et de travailler à sa réalisation future?

Non, ce que l'on nous reproche, au fond, ce n'est pas notre impuissance à renverser le mur, mais notre refus d'applaudir à ceux qui ont trouvé le moyen de le *tourner*. Tourner une difficulté n'est pas la renverser. Tant que l'obstacle reste debout, il sera toujours une difficulté pour ceux qui restent de l'autre côté.

Encore une fois, se créer une situation meilleure personnelle, ce n'est pas cela qui fait faire un pas de plus à la situation du grand nombre. Tandis que travailler à la destruction d'un préjugé, s'habituer et habituer les gens autour de soi à ne compter que sur soi, que sur eux-mêmes, à perdre le respect des institutions qui font la force de l'état social actuel, cela est un pas de fait vers l'affranchissement général.

Et si je puis contribuer à faire que quelques individus comprennent que les pouvoirs que l'Etat s'arroge sur eux n'ont rien de sacré, que leur premier droit est de lui refuser leur concours, que l'exploitation qu'ils subissent n'est qu'un vol, je crois avoir agi selon mes idées.

C'est alors que reprend ici l'éternelle question du vol et des voleurs, et que ses partisans viennent nous dire : « Mais est-ce que nos actes ne font pas, pour faire perdre le respect de la propriété, plus que vos vaines déclamations? Ne refusez-vous pas de les considérer comme des actes anarchistes? »

*
* *

Je ne veux pas reprendre cette question du vol. Dans les *Temps Nouveaux*, n° 31 de la 2e année, j'ai dit à peu près tout ce que j'avais à en dire, je n'ai qu'à y renvoyer le lecteur. Je n'ajouterai que ceci :

La société entière est basée sur le vol. L'impôt que nous fait payer l'Etat, le bénéfice que prélève le marchand sur la marchandise qu'il nous vend, le bénéfice que prélève le patron sur l'ouvrier qu'il emploie, le courtage du banquier, l'agio du tripoteur d'affaires, tout cela n'est que du vol légal.

Le vol illégal est-il mieux? Je réponds hardiment non, puisqu'il n'a pour but que de faire vivre en parasite celui qui le pratique.

Il y a eu des sociétés où le vol, pratiqué sur l'étranger, était légitime — telle la colonisation, en l'actuelle. La propriété n'en était pas pas moins forte chez elles. Ce n'est pas parce que l'on se met en désaccord avec certaines lois que l'on est pour cela révolutionnaire. Il faut que cette lutte contre la loi, que cette révolte implique progrès. Or je ne vois aucun progrès à ce que Jean s'empare de ce que possède Pierre, vu que lorsque Pierre possèdera ce qu'il aura enlevé à Jean, il deviendra aussi féroce propriétaire.

En l'état social actuel, ce n'est pas le respect de la propriété d'autrui qui fait sa force, puisque chacun cherche à pouvoir s'emparer de ce que possède l'autre, légalement lorsqu'il peut; et, si la crainte du gendarme ne l'arrête pas toujours dans l'emploi des moyens illégaux, c'est qu'il espère ne pas être pris. N'avoue-t-on pas que ce que l'on vole est bien meilleur que ce que l'on acquiert? Mais ce sentiment n'a rien à voir avec le révolutionnarisme.

Ce n'est donc pas tant le respect de la propriété d'autrui qui est à faire perdre, mais le respect qu'on exige de la sienne.

Si celui qui vole vient me dire que, ce qui lui importe, c'est de vivre le mieux qu'il lui plaît, avec le moins de peine possible, qu'il lutte comme il peut contre l'état social qui l'opprime, à cela je n'ai rien à répondre. Je ne suis pas chargé de défendre l'ordre bourgeois; encore une fois, je m'en lave les mains.

Mais, si l'on veut donner à cette façon de procéder un vernis de revendications, si l'on vient me dire : C'est la mise en pratique de vos idées que vous ne voulez pas reconnaître, alors j'ai le droit de donner mon avis, et de dire : Ce ne sont pas mes idées.

Je veux une société basée sur le respect de l'activité de chacun, sur la plus grande solidarité. Une société semblable ne se forme pas avec des individus qui veulent vivre sans rien produire, qui ne peuvent faire leur petit commerce qu'à l'aide du mensonge et de la fourberie.

Lorsque celui qui vole le fera ouvertement, lorsqu'il partagera le produit de son vol avec ceux qui crèvent de faim, vous aurez le droit de dire que c'est un acte de révolte et de revendication. Autrement, non.

*
* *

Alors, les partisans du vol de me retourner l'argument que j'employais au sujet de l'impossibilité de réaliser notre idéal, et me dire : « Celui qui voudrait agir ainsi ne pourrait le faire longtemps, et ne tarderait pas à être pris. C'est sa mort que vous voulez. »

Moi, je ne veux *rien*. Et je ne reproche à personne de ne pas voler. Quand, pour ne pas être trop gêné dans l'état social actuel, je *fais* une concession aux forces qui annihilent la mienne, je ne vais pas criant bien haut que je fais du révolutionnarisme, — et laisse les autres libres d'agir comme bon leur semble, ou comme le leur permettent les circonstances.

Seulement lorsque des braillards, qui viennent d'accomplir une petite gaminerie, ou quelque saleté qu'il leur plaît de qualifier de révolutionnaire, m'insultent si je me refuse à la faire mienne, m'accusant de ne pas reconnaître la conséquence de mes théories, je reprends alors mon droit de dire ce que j'en pense, et de me refuser à baptiser révolutionnarisme ce qui n'est qu'une adaptation à l'ordre social actuel.

Je sais que l'homme n'est pas un héros à toutes les minutes de son existence. Je ne me suis jamais posé comme tel; mais vous me permettrez bien de ramener les choses à leur juste valeur, en ce qui vous concerne également.

(A suivre.) J. GRAVE.

Dimanche, à Deuil, courses de taureaux. Pour protester contre cette sauvagerie, Joan Agneli, qui fut impliqué dans le procès des Trente, a tiré un coup de revolver sur un des matadores.

D'autre part, le *Matin* étant allé interviewer Mlle Neyrat, de la Société protectrice des animaux, celle-ci a déclaré que si l'on annonçait de nouvelles courses, les membres de la Société s'y rendraient pour l'empêcher.

Que les gens s'habituent à faire leur police eux-mêmes, c'est le meilleur moyen d'en prouver l'inutilité.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — La Chambre des députés a décrété qu'il ne serait désormais plus question de l'affaire Dreyfus. Depuis lors, on ne parle plus que de cela. Les polémiques et les interpellations reprennent de plus belle.

Admirons une fois de plus l'efficacité des lois pour conduire les peuples.

*
* *

Millerand, interpellé par E. Vaillant sur les mesures qu'il compte prendre pour atténuer le chômage, a fait valoir certaines réformes administratives réalisées ou ordonnées par lui et ayant pour objet d'établir des liens d'informations entre les lieux où se produit le chômage.

Fort bien. Mais Millerand sait que le chômage a pour cause première l'appropriation individuelle des moyens de production, et il n'a pas dit que le seul remède serait l'abolition de la propriété. Vaillant, qui le sait, lui aussi, ne l'a pas dit davantage. Mais l'un et l'autre ont eu l'air, aux yeux de leurs électeurs, d'avoir fait quelque chose pour les travailleurs.

*
* *

EXEMPLE. — La porte de l'avenue de Suffren, à l'Exposition, est fermée à 10 heures du soir. L'autre soir, à 11 heures, des visiteurs que les gardiens voulaient empêcher de sortir, ont brisé la porte et sont sortis devant les gardiens impuissants. Si les hommes avaient toujours agi avec la même énergie envers ceux qui prétendent leur imposer leur volonté, il y a longtemps que l'humanité ne gémirait plus de son sort. A. GIRARD.

*
* *

MILITARISME. — L'homme qui tient l'emploi du ministre de la guerre n'est plus le même, paraît-il, qu'il y a huit jours; au lieu de s'appeler Galliffet, il s'appelle André; les journaux consacrent à *cela* des colonnes entières. Le nouveau grand chef des tueurs, pour son entrée en fonctions, a réclamé des poursuites contre Gohier, un journaliste qui a la manie de crier, chaque fois qu'un officier falsifie quelque chose : « C'est un faussaire! »

Le ministre de la guerre avait traité le capitaine Fritsch de criminel; le ministre de l'intérieur l'avait traité de félon. Sur quoi, le même journaliste écrivit que ce capitaine était un félon et un criminel. Touché dans son honneur de soldat, Fritsch intente, lui aussi, des poursuites contre Gohier.

Ce Fritsch, d'après la loi, méritait plus que la mise en non-activité qui le frappa. Mais on dut se borner là, parce qu' « il aurait été impossible de trouver dans l'armée un conseil de sept officiers capables de désapprouver son acte », c'est-à-dire un crime.

*
* *

A Alger, pendant un conseil de revision, les conscrits juifs et les conscrits antijuifs se sont battus pour savoir quels étaient les plus patriotes, des uns ou des autres.

A Rome, des pèlerins français et des pèlerins allemands se sont chamaillés et giflés, pour savoir, des uns ou des autres, quels étaient les plus patriotes.

A Madagascar, les indigènes goûtent mal la civilisation en pantalon rouge. Une pétition de 30 colons au gouverneur dit, entre autres choses : « Les indigènes sont tellement las et exténués par des corvées et des travaux incessants, qu'ils déclarent aujourd'hui hautement préférer la mort à toute occupation autre que celle de la culture de leurs champs. »

*
* *

POLICE. — Un sergent de ville est arrêté, à Saint-Etienne : il volait les détenus, au poste.

A Paris, comme tous les ans, les socialistes sont allés défiler au Père-Lachaise, sous l'œil des agents.

Un de ceux-ci a blessé un enfant de dix ans à coups de sabre sur le crâne.

R. Chaughi.

*
* *

Cette. — *Arrestations arbitraires.* — A la suite d'apposition sur les murs et à l'intérieur des édicules de petites étiquettes portant diverses maximes célèbres, le commissaire spécial, accompagné de cinq ou six mouchards de la sûreté, cambriolait, le 13 mai dernier, le domicile de quelques anarchistes de notre ville. On saisit chez deux d'entre eux, Saurel et Faure, quelques spécimens de ces placards dits séditieux. Ils furent immédiatement arrêtés et conduits, menottes aux mains, à Montpellier, où le juge d'instruction, après interrogatoire, les fit relâcher. De l'aveu de ce juge, le commissaire spécial n'avait aucun ordre à l'effet d'arrêter nos camarades.

Ces deux camarades, et d'autres peut-être, devaient passer en correctionnelle. Ne fallait-il pas justifier les arrestations? C'est du moins ce que laissait entendre la police. Mais, à l'heure qu'il est, on ne leur a encore rien signifié que nous sachions.

Ainsi nos camarades ont été perquisitionnés, arbitrairement arrêtés, appelés, dérangés plusieurs fois, sans qu'aucune suite soit donnée à cette affaire. Un préjudice moral et matériel leur a été porté par le bon plaisir d'un commissaire, et, comme toujours, aucune responsabilité ne sera encourue.

Ce commissaire si respectueux de la liberté des gens nous vient de Barcelone, où il était dépêché en qualité d'auxiliaire auprès du consul français. Il a dû prendre des leçons là-bas.

Un anarchiste de demain.

Hollande.

Moins heureux que les camarades d'Italie qui ont réussi à délivrer Battachi, que ceux d'Espagne dont les efforts ont enfin pu tirer du bagne les infortunés martyrisés de Montjuich, nous avons jusqu'à présent vu échouer tous nos efforts en vue de la délivrance des frères Hogerhuis, condamnés à onze, neuf et six ans de prison pour vol avec effraction et tentative de meurtre.

Voilà presque quatre ans que dure notre agitation, et point encore de succès. Une nouvelle loi sur la revision a été votée l'an dernier, la Chambre ayant dû céder à la poussée populaire. La Haute-Cour a été saisie de l'affaire, elle a ordonné une nouvelle enquête avant de se prononcer sur la demande en revision. Un des conseillers en a été chargé, il a entendu des témoins, etc., et c'est sur son rapport que la Cour a rejeté la demande. Elle a donc statué sans que les témoins fussent interrogés autrement qu'en huis clos. Ça valait bien la peine de fabriquer une nouvelle loi! Pourtant nos efforts ne resteront pas inutiles; la plus grande partie du peuple, notamment des ouvriers, sont convaincus de l'innocence des victimes, frappées par la « justice » des classes dirigeantes, uniquement parce que c'étaient des socialistes et qu'il fallait supprimer une tendance qui se manifestait toujours davantage parmi les ouvriers et paysans de la Frise, celle de « voler » plutôt que de périr de faim. N'avaient-ils pas parfaitement raison? Seulement, ça ne faisait pas le compte de Messieurs les propriétaires et leurs très humbles serviteurs les gens de robe et d'uniforme. Et voilà pourquoi les frères Hogerhuis sont en prison depuis tantôt quatre ans.

Mais ils en sortiront, nous n'en démordrons pas.

Une autre victime dont le sort vous intéressera au plus haut degré, c'est notre vaillant ami de Bruin, le réfractaire. Il a fait son année de prison pour refus de service. Le 12 mai, il a été libéré, transporté à Bréda où est son régiment. Il a eu le courage presque surhumain de refuser de nouveau et le voilà réincarcéré dans la prison de Bois-le-Duc, attendant une nouvelle condamnation du tribunal de guerre! Et dire que tant d'héroïsme n'émeut presque pas le peuple, que la grandeur d'un tel exemple échappe aux esprits! L'agitation contre cette injustice criante, contre cette martyrisation d'un homme qui ne veut pas apprendre le métier de boucher, devrait être forte et immense comme est forte la conviction et immense le courage de ce jeune homme!

Terminons, pour aujourd'hui, par un petit trait qui prouve que notre police est peut-être un peu plus bête, mais sûrement aussi brutale et ignoble que celle de n'importe quel pays. Il y a quelques semaines, des camarades d'Amsterdam avaient organisé un meeting de protestation contre les monstruosités de Montjuich. Qui pouvait parler de cela mieux que notre camarade Joseph Thioulouze, une des victimes, actuellement typographe à Dordrecht? Donc, il était convenu que lui, un autre camarade et moi y prendrions la parole. Or, la veille du meeting, une dépêche l'avertit que la police se préparait à l'arrêter s'il s'avisait de paraître à Amsterdam et d'y parler en public. Ce serait l'expulsion à coup sûr. Thioulouze s'abstint donc, et nous avons traité comme elle le méritait une autorité qui de cette manière supprimait de fait la liberté de parole. Nous sommes loin des temps où notre pays était le *refuge* naturel de quiconque était persécuté à l'étranger pour ses opinions ou sa croyance!

P.-M. Wins.

Suisse.

Lausanne. — Les camarades Bertoni, Friggerio et Held ont passé en jugement les 28 et 29 mai, pour avoir édité, on s'en souvient, un almanach de propagande en langue italienne. Après de longues plaidoiries où les avocats ont défendu la liberté de penser et d'écrire et des déclarations où chaque prévenu a revendiqué fièrement ses convictions anarchistes, nos trois camarades ont été acquittés.

*
* *

Dans un village — et dans bien d'autres encore — du canton du Tessin, on compte *cinq mille* habitants et *huit* curés, dont sept vivent de l'aumône, le dernier étant payé par l'Etat, ce qui est à peu près la même chose. Inutile de dire que ces hommes de Dieu mangent grassement et ont tous plus d'un mètre vingt de thorax, tandis que la plus grande majorité des paroissiens — âmes vulgaires, s'il en fut — crèvent la faim. Et, pourtant, ce n'est pas l'esprit religieux qui fait défaut dans ce pays. Notre Seigneur, qui est parfait, oublierait-il donc toujours une bonne partie de ceux qui l'adorent? On se le demande, bon Dieu!

*
* *

A Lausanne, un ouvrier tailleur, manquant d'ouvrage, chargé d'une nombreuse famille, tente de mettre fin à ses jours et à ceux des siens; le célèbre réchaud est allumé, mais il n'y a pas même assez de charbon; ce sera à recommencer

L'histoire, pour être vieille d'une année, n'en est pas moins vraie, et, puisque les journaux bien pensants se taisent, à nous de parler — un peu tardivement peut-être. Ceci, pour ceux qui vous disent que le pain est toujours en suffisance en Helvétie; et la *misère cachée*, qu'en faites-vous?

*
* *

On a trouvé par là (canton de Vaud) le corps d'un homme qui, certes, n'a pas connu d'indigestions. Dans les habits du pauvre hère, un billet avec ces mots : « Si je me suicide, c'est que j'en ai assez de travailler sans cesser d'avoir faim. » Poignante éloquence, n'est-ce pas?

A Genève, au Gymnase, quatre jeunes gens de seize à vingt ans sont montés au ciel volontairement depuis une année. Et pourtant ce n'est pas la misère qui les y a poussés. Alors? — Peut-être que la douce autorité paternelle ou scolaire saurait nous l'expliquer...

Ce qu'il y a de certain — c'est qu'une société où de tels faits se passent — suicides par misère ici, suicide par dégoût de la vie là — est destinée à disparaître, aussi bien en Suisse qu'ailleurs. Mais, quand nous le disons, on nous bâillonne. Crions plus fort.

O. D.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe anarchiste de langue italienne. — Prière est faite à tous les anarchistes italiens de se trouver samedi à l'Ecole libertaire de la rue de Montmorency, 6, à 8 h. 1/2, pour une discussion intéressante.

Groupes anarchistes de langues espagnole, anglaise, allemande et russe. — Les camarades des nationalités ci-dessus indiquées, sont priés d'envoyer quelqu'un d'entre eux à la réunion des camarades italiens, rue de Montmorency, 6, pour des communications intéressantes.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle (Université populaire du XVIII[e] arrondissement). — Réunion du samedi 9 juin, à 8 h. 1/2. Sujet traité : D[r] Marcel Sée, Les microbes (II).

Lundi 11 juin. — Lecture de la *Cage* (de L. Descaves) et de la *Beauté de vivre* (de Fernand Gregh).

Mercredi 13. — Robert Dreyfus : La Révolution de 1848.

Solidarité des Trimardeurs (Bibliothèque du XV[e]). — Samedi 9 juin, à 8 h. 1/2 du soir, conférence par Papillon sur la *Clairière*. — Organisation d'une ballade. — Soirée familiale.

Solidarité des Trimardeurs d'Ivry. — Réunion, dimanche 10 juin, à 2 heures, salle Jourdan, 20, route de Choisy à Ivry. Organisation d'une bibliothèque; — ballade de propagande à Vitry.

Grenoble. — Malgré nos faibles moyens, à force de persévérance, nous sommes arrivés à fonder une bibliothèque. Notre but est de répondre par l'éducation libertaire à tous les systèmes d'éducation basés sur les dogmes religieux ou laïques; l'éducation libertaire prépare la révolution libertaire.

Nous faisons donc appel aux individus soucieux de s'instruire, ainsi qu'à tous ceux qui disposeraient de volumes ayant une allure libertaire. Envoyer tout ce qui concerne la bibliothèque au camarade Bergeron, rue Saint-Laurent, 70, Grenoble.

Lyon. — A quelques camarades, nous venons de décider la formation d'un groupe qui prend pour titre le dernier cri d'Angiolillo : *Germinal*. Le groupe poursuivra aussi la formation d'une bibliothèque.

Le groupe poursuivra l'élucidation des idées, en dehors des personnalités qui ne prouvent rien.

La première réunion privée du groupe aura lieu le samedi 16 juin, Café de l'Isère, rue Paul Bert, 26 (entrée par l'allée).

Marseille. — Groupe de Menpenti, samedi 9 juin, à 8 h. 1/2, soirée familiale.

Alais. — Réunion le samedi 9 courant, au café du Théâtre, pour la formation d'un groupe d'études.

Saint-Etienne. — Tous les camarades sont invités au local de la Bibliothèque. Ordre du jour : Critiques de Grave.

Belgique. — A Jumet-Gohyssart, le dimanche 10 juin, à 3 heures, à la maison du Peuple, conférence par Flaustier.

Sujet : L'Education intégrale.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Enseignements d'un enterrement civil à Vincennes, par Rama; 0 fr. 10, chez l'auteur, 9, avenue Reille.

Socialismo y anarquismo, por Juan Grave, con dos palabras por Felix Basterra (precio voluntario), Biblioteca de *El Obrero panadero*, à l'*Avvenire*, Corrientes 1258, Buenos-Ayres.

A lire :

A la cour d'assises, J. Uzanne, *Echo de Paris*, 1[er] juin.

En prison, P. et V. Margueritte, *Echo de Paris*, 2 juin.

PETITE CORRESPONDANCE

C. C., à *Alais*. — Les autres brochures épuisées. Pouvez-vous envoyer un règlement?

F. G., à Rome. — Le *Libertaire* n'est pas paru depuis trois semaines.

Roubaix. — Pouvez-vous nous envoyer 3 ou 400 *Peste*, en échange de nos brochures?

Reçu pour la brochure à distribuer : M., 2 fr. — M. J., 0 fr. 75. — Annecy : Mlle J. B., 0 fr. 50; Curé Trécy, 0 fr. 50; Un ami de la paix, 0 fr. 50; M. B. U., 0 fr. 50; L'abbé Casse, 0 fr. 50; Antinous, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : R. B., à Biella, 2 fr. — Vente de vieux timbres, 5 fr. — V. B., à New-York, 2 fr. — C. P., à Lisbonne, 7 fr. — E. G., 2 fr. 60. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 75. — E. M., 2 fr. — Entre libertaires de Bourges, 4 fr. — Pour le supplément qui a manqué, 1 fr. — Pattenbuis, 0 fr. 50. — Un dégoûté de la politique, 0 fr. 60. — M. J., 0 fr. 75. — Merci à tous.

E. F., à Tlemcen. — E. P., au XIV[e]. — L. R., à Toulon. — C. W., à Ashwell. — De B., à Gençais. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 8 DIX CENTIMES DU 16 AU 22 JUIN 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nous prions nos correspondants de bien vouloir adresser lettres et mandats au nom de *l'Administrateur des Temps Nouveaux*. Cela afin de nous éviter toute contestation avec la poste, lorsque le camarade désigné se trouve absent.

SOCIALISME D'ENQUÊTES

Nous répétons depuis des années que le bulletin de vote est une duperie, que vouloir se libérer du Capital et de l'État avec les moyens dont se servent pour nous opprimer le Capital et l'État est une chimère, que tout socialiste qui sollicite les suffrages de ses camarades est un traître au socialisme, que la fameuse conquête du pouvoir par le socialisme est, selon l'heureuse formule de Kropotkine, la conquête du socialisme par le pouvoir, que sur le terrain politique et parlementaire ce ne sont pas les énergies bourgeoises qui s'usent contre les énergies socialistes, mais les énergies socialistes contre les énergies bourgeoises.

A cela on répond invariablement que nous sommes des policiers, des bourgeois ou des fous. Depuis longtemps nous tenons dans la grande famille socialiste le rôle d'excommuniés et de maudits. Une consigne sévère nous laisse à la porte des congrès. Des hommes de la valeur de Jaurès et de Guesde refusent d'avoir avec nous le moindre contact « même physique », tandis que les brutes, comme le coiffeur Chauvin, nous promettent la fusillade.

Cependant, régulièrement, dans leur belle impartialité, les faits, eux, nous donnent raison. Depuis que le socialisme français s'est affalé sur les fauteuils des parlements et acoquiné dans les bureaux des ministères, nous avons vu toute une série de choses instructives et merveilleuses. Nous avons vu le compromis Galliffet-Millerand dont le dénouement récent a eu lieu, il faut le remarquer, tout à l'honneur du soudard, puisque c'est le soudard, non pas le socialiste, qui a pris honte le premier. Après le meurtre des prolétaires du François par un officier de notre glorieuse armée, nous avons vu les socialistes de la Chambre et le socialiste du gouvernement s'associer à la formule classique dont les majorités usent sans modération pour couvrir toutes les infamies. Nous avons assisté enfin aux mémorables séances du Congrès de Paris où, au lieu d'hommes libres, discutant, en hommes libres, leurs intérêts de classes, on a vu deux troupes de soldats abrutis et fanatiques en venir quasi aux mains pour se choisir un chef. Guesde ou Jaurès, telle a été l'unique, la grande question passionnante des débats.

Et nous lisons presque chaque jour les procès-verbaux d'un comité général d'union socialiste où de prétendus amis et défenseurs du peuple gaspillent avec un cynisme de politiciens déjà endurcis le temps et l'argent du peuple. Ce comité décide de temps à autre que telle discussion étant de nature à jeter le discrédit sur le parti socialiste, elle ne sera pas communiquée à la presse. Voilà comment nos socialistes « scientifiques » entendent le libre examen et le droit de critique.

Mais tout cela n'est rien à côté de ce qui se passe depuis une semaine. Trois ouvriers en grève, c'est-à-dire trois hommes menant la sainte lutte du travail contre le capital, ont été assassinés par les mercenaires de la bourgeoisie capitaliste. Et non pas, cette fois, aux colonies, de l'autre côté de l'Océan, mais à Chalon, en pleine France.

Qu'ont fait les élus socialistes ?

Ils ont délégué d'eux d'entre eux, les députés Pastre et Renou, afin de procéder à une enquête.

Une enquête ! La politique bourgeoise n'avait pas extrait de ce mot, paraît-il, tout ce qu'il contient d'odieuse ironie.

Une enquête ! Il faut une enquête avant que le prolétariat ait le droit de s'émouvoir de l'assassinat de trois prolétaires. Nos prudents légalitaires ne veulent pas s'emballer avant de savoir si les grévistes massacrés à Chalon n'avaient pas des pierres dans leurs poches et si ce n'est pas eux, par hasard, qui auraient provoqué les gendarmes. Peut-être tiennent-ils à s'assurer que les camarades tombés là-bas étaient de dignes électeurs ?

Nous pensions, nous autres, que tout exploité était en état d'insurrection constante et légitime contre ses exploiteurs et contre la soldatesque ignoble qui les défend. Nous pensions que tout acte de révolte, individuelle ou collective, était un fait de la grande lutte entreprise depuis des siècles contre l'oppression économique et politique et que, pour se solidariser avec cet acte, un vrai socialiste n'avait pas besoin d'enquête. Il paraît que nous nous trompions, car le socialisme de la bonne doctrine a changé tout cela.

Reportons-nous cependant à quelques années en arrière. Lorsqu'à Fourmies, comme à Chalon, de pacifiques grévistes tombèrent sous les balles des Lebel, les socialistes n'eurent pas besoin d'enquête pour organiser autour de ce crime une formidable agitation. Les mêmes personnages, devenus depuis hommes d'État si prudents, parcouraient alors le pays en agitant dans les réunions publiques les chemises sanglantes des victimes. Pourquoi donc, en des circonstances toutes pareilles, une tactique si différente ? Parce qu'en mai 1891, la fameuse conquête des pouvoirs commençait, tandis qu'en juin 1900 elle a pris déjà tournure. Toute la critique du socialisme à rebours tient dans ce rapprochement.

Lorsqu'il y a neuf ans tel orateur commentait avec des tirades enflammées le crime épouvantable qui venait de se commettre contre le peuple, plus d'un brave homme pensait : « Ah ! quand il y aura à la Chambre beaucoup de gaillards comme celui-là, les choses ne se passeront plus de même, on n'osera plus nous fusiller à la porte de nos usines ! »

Hélas ! Il y en a aujourd'hui la pleine Chambre de ces gaillards. Il s'en est faufilé même jusque dans le gouvernement. Et les choses, au lieu d'aller mieux, vont plus mal. Le sang des travailleurs rougit toujours les pavés de la République. Et le sang versé par les travailleurs ne sert même plus, comme autrefois, la cause des travailleurs. Il ne crie plus vengeance. Car il appartient aujourd'hui à des messieurs très puissants qui s'appellent « les députés socialistes » et qui l'épongent tout de suite. Emasculé par le bulletin de vote, avachi par la discipline, n'osant bouger ni s'émouvoir que par ordre et après enquête, le prolétariat de France apprend aujourd'hui, sans le plus petit frémissement, les attentats qui se commettent contre lui.

Les escaladeurs de pouvoir peuvent être fiers de leur œuvre.

CHARLES ALBERT.

AUX CAMARADES

La situation étant aussi embarrassée que jamais, nous organisons, au profit du journal, pour le samedi 13 octobre, une conférence où le camarade Liard-Courtois racontera ses souvenirs du bagne.

Une centaine de lots environ nous étant restés de la dernière tombola, nous les ferons tirer à l'issue de la conférence. Nous en donnerons la liste dans le prochain numéro.

Le prix d'entrée, donnant droit au tirage de la tombola, sera de 0 fr. 50. Nous tenons, dès à présent, des cartes à la disposition des camarades.

QUELQUES POINTS SUR LES I

IV

« Les théoriciens ne veulent pas reconnaître leurs idées dans la réalisation qu'en font les hommes d'action. » Je pourrais m'en tenir à mon dernier article, car, sans que cela soit bien précisé dans le reproche, il n'allait pas plus loin que la question à laquelle j'ai répondu. Mais comme M. *Simplice* est plus compliqué que cela, et retors comme un vieux renard, et que ce n'est pas sans intention qu'il oublie de préciser, passons donc en revue toutes les actions qui ont pu être accomplies, et voyons donc quand nous les avons repoussées.

Sans avoir besoin de prendre chaque fait,

pour simplifier, prenons-les par catégories. Il y a les actes de terrorisme, les actes de désespoir de ceux qui, acculés à la misère, n'ont pas voulu sortir de l'existence sans protester, et puis des actes de vol.

Ce dernier, j'en ai parlé dans le dernier numéro. Quant aux autres, on peut prendre les collections du *Révolté*, de la *Révolte*, des *Temps Nouveaux*, on n'y trouvera pas de désaveu de ces actes. Non pas que, intérieurement, nous les ayons tous approuvés. Seulement, même lorsqu'un acte n'avait pas notre sympathie, nous nous serions fait un scrupule d'apporter notre quote-part d'invectives contre l'auteur. Devant le fait accompli, du reste, approbation ou désapprobation sont aussi enfantines l'une que l'autre.

Lorsqu'un acte s'accomplit, nous trouvons qu'il y a mieux à faire qu'à danser comme le cannibale autour du prisonnier qu'il va mettre à la broche. Sachant que l'ordre social est basé sur la force, nous comprenons qu'il ne peut engendrer que la violence, et, lorsqu'elle se produit, nous méditons sur sa signification, cherchons à en remonter aux causes, et à en tirer la philosophie qu'elle comporte. — Cela, c'est notre droit. Tout ce que l'on peut nous demander, c'est de la sincérité.

∴

« Les théoriciens ont toujours affirmé que la révolution n'est pas un acte qui relève du présent », affirme Simplice; puis il insinue qu'ils se sont engagés à l'apporter aux masses dans les plis de leur manteau.

On pourrait demander à ce hardi révolutionnaire de désigner où il a pris que ceux qu'il appelle les théoriciens ont affirmé que la révolution n'était pas un acte relevant du présent? — C'est très commode d'attribuer aux autres des théories que l'on invente exprès, pour les réfuter ensuite. Si ça manque de loyauté, c'est surtout très adroit.

Pour ma part, je me rappelle avoir écrit que, certainement, il ne fallait pas s'illusionner; que nous n'étions pas destinés à assister à la réalisation *complète* de notre idéal. Ce n'est pas parce que M. Simplice m'accusera de manquer de révolutionnarisme, que cela m'empêchera de constater une vérité. Et c'est lui qui trompe et qui ment, s'il vient soutenir aux individus qu'ils arriveront à le réaliser complètement.

∴

Mais, ceci constaté, j'ajoutais : « Que la révolution se ferait avec nous, sans nous ou contre nous, qu'elle était dans les faits, que toute l'organisation sociale nous y entraîne ; que l'accroissement de l'ingérence autoritaire d'une part, et le développement des aspirations de liberté et de développement individuel d'autre part, nous menaient à une rupture d'équilibre, d'où naîtrait le conflit qui permettrait, tout au moins, d'en réaliser une partie. »

Et j'ajoutais encore « que la révolution était, dès à présent, de tous les instants, si nous savions profiter des occasions pour résister à l'ambiance actuelle ».

Même quand il avance une vérité, M. Simplice trouve le moyen de mentir en tournant contre ceux qu'il attaque les vérités qu'il leur vole et qu'il travestit pour les donner de son cru.

Et l'on voit que, loin de faire croire aux individus que nous leur apportons la révolution sociale dans les plis de notre journal, nous avons toujours cherché à leur faire comprendre que c'est d'eux seuls qu'elle peut provenir.

∴

Après tout, est-il bien urgent de relever l'accusation de n'être que les « professionnels » de la propagande, c'est-à-dire d'en vivre ?

J'ai écrit des livres de propagande, et je les ai vendus, cela est vrai, mais à cela j'ai une excuse, c'est que je n'ai pas encore pu me débarrasser de la mauvaise habitude de manger, de me vêtir, et de me loger quelque part.

Est-ce cela qui me rend un professionnel de la propagande? — Et ne serait-il défendu qu'aux seuls anarchistes d'écrire sur l'anarchie et de se faire payer leur travail? Peut-être, après tout, la clientèle de M. Simplice ne goûte-t-elle que la pornographie!

Mais, c'est le journal que vise ce Monsieur. Nous le faisons payer.

J'ai, je l'avoue encore, conservé *certains* préjugés. Je paie l'imprimeur et le marchand de papier; si mes livres ne me rapportent pas assez pour vivre, je prends dans la caisse du journal. Et puis après? Ne serait-il défendu qu'aux seuls anarchistes de ne pas s'employer à un journal anarchiste?

Si un journal anarchiste fait si bien vivre ses rédacteurs, pourquoi n'en faites-vous pas vous-même? Vous auriez rempli votre programme de vivre votre vie, et atteint vos « buts intéressés ».

Mais cette accusation n'est que pour préparer un autre reproche fait par d'autres, déjà, et que M. Simplice nous envoie en une autre lettre que je crois inutile d'insérer en son entier; car ce Monsieur n'ayant rien à faire, nous *inonderait* volontiers de sa prose, trouvant très amusant de faire « marcher » les autres. Mais je ne « marche » qu'autant que je le veux bien.

Je transcris donc seulement la partie à laquelle j'ai à répondre :

« Comment concevez-vous la fonction des feuilles anarchistes qui sont le résultat d'un effort collectif : souscriptions, abonnements, achat au numéro, rédaction gratuite? Pensez-vous que ce doivent être les organes de l'expression collective de l'idée anarchiste, ou plutôt les organes de l'expression individuelle de quelques privilégiés? »

Ainsi, voilà des individus qui proclament les droits de l'individu, repoussent l'oppression collective lorsqu'elle les gêne, mais voudraient bien l'employer contre les autres, lorsque ça peut les servir.

L'expression collective de l'idée! M. Simplice pourrait-il nous définir cela? Est-ce qu'il peut exister une idée collective anarchiste, puisque, précisément, c'est la faculté, pour chacun, de penser comme il l'entend, d'agir comme il sent?

On peut faire une synthèse de toutes les idées émises par ceux qui se disent anarchistes. Mais qui fera cette synthèse? Provisoirement ce ne seront que des individus, jusqu'à ce qu'il s'en dégage une des faits et des opinions émises.

Ces gaillards-là me feront toujours rire. Ils descendent du coucou. Ils aiment à poser leurs œufs dans le nid d'autrui, à faire couver leurs produits par autrui, et, lorsque les autres se refusent à cette besogne, ils les traitent d'autoritaires.

∴

A quelques-uns, après beaucoup d'efforts et de sacrifices, nous avons mis un journal sur pattes, et lui avons donné quelque valeur. Nous y avons été aidés, certes. Réduits à nos seules forces, la tâche aurait été impossible; nous avons, le long de notre route, trouvé nombre de concours, et notre feuille ne continue à vivre que grâce à ces concours.

Seulement, lorsque nous avons sollicité ces concours, nous leur avons dit : « Voici notre œuvre : si elle vous convient, aidez-nous », sans croire pour cela être tenus de n'avoir comme idées que celles qui nous seraient suggérées par ceux qui répondraient à notre appel.

C'est justement parce que nous repoussons l'oppression collective que nous ne nous posons pas en délégués d'un parti, et n'entendons que développer les idées qui nous plaisent, que nous comprenons, ne discuter qu'à notre heure et à notre moment, et que sur les points qu'il nous semble bon de discuter.

Et c'est pour défendre cette œuvre qui est la nôtre, qui est à nous, que nous refusons l'ingérence de ceux qui, ne pouvant rien faire par eux-mêmes, voudraient bien tourner le travail des autres à leur profit.

∴

Si, pendant vingt ans qu'ont duré la *Révolte*, la *Révolte* et les *Temps Nouveaux*, nous avons pu mener la lutte, cela n'a été, et je le proclame bien haut, car j'en suis fier, que grâce au concours dévoué d'amis connus ou inconnus qui, à chaque fois que nous avons fait appel à leur solidarité, ne nous ont pas ménagé leur concours.

Mais, même à ceux-là nous ne leur avons promis qu'une chose, continuer à mener la lutte, comme nous l'avions toujours menée, et, s'ils pensent que nous sommes toujours dans le bon chemin, ils nous continueront leur aide. Si, les uns ou les autres, nous avons changé de voie, les efforts de chacun se porteront où le mènent ses convictions.

Personne ne nous doit rien, nous ne devons rien à personne. Nos buts intéressés à nous, nos réalisations immédiates, sont de proclamer bien haut ce que nous pensons, de crier aux puissants du jour leurs crimes et leur oppression, nous y trouvons notre satisfaction, et cette satisfaction nous pensons l'avoir rendue féconde en faisant pénétrer dans les cerveaux des exploités quelques vérités que l'on voudrait bien nous empêcher de crier haut.

S'il y en a qui pensent faire mieux, c'est par les actes qu'on le prouve bien mieux que par les récriminations.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Quand on apprit le résultat des élections municipales de Paris, un grand nombre de gens frémirent. Toute cette voyoucratie nationaliste et antisémite allait, pensait-on, mettre Parissens dessus dessous. Déjà ils recevaient en grande pompe le massacreur Marchand, égorgeur de nègres et conspirateur césarien.

Qu'on se rassure! Nos conseillers ne mangeront personne. Bien mieux, ils réclament que l'on interdise l'enseignement aux membres des congrégations non autorisées, que les biens de mainmorte fassent retour à l'État et ils estiment, ces césariens, que la préfecture de police est une institution césarienne et antirépublicaine qu'il faut supprimer. Enfin, ils accablent de salamalecs et de protestations de respect le président de la République, après l'avoir accablé des injures les plus grossières dans leurs professions de foi.

Tout comme leurs prédécesseurs. Les politiciens de toutes couleurs se valent en face du râtelier.

∴

Science. — Le physicien américain Tesla a fait, paraît-il, des expériences de télégraphie sans fil dont les résultats sont surprenants. Il aurait, dit-on, en outre, fait des expériences concluantes sur la transmission de la force.

Le jour où l'on aura trouvé le moyen d'utiliser à distance les forces énormes de la nature, qui se dépensent sans profit pour nous, telles que la force de l'océan, du vent, des chutes d'eau, etc., quels éléments considérables de progrès l'homme aura à sa disposition! Mais tant que la propriété ne sera pas abolie, les progrès immenses ainsi réalisés ne profiteront qu'à un petit nombre et constitueront plutôt pour la classe des travailleurs une véritable calamité.

A. Girard.

∴

Militarisme. — Le général Mercier n'ira pas au bagne; tant mieux pour les forçats. Le voilà condamné au Sénat à perpétuité : c'est pire.

Le général Lambert, venant au secours de son collègue, vient de lire à la tribune un document : conformément aux coutumes militaires, c'est un faux.

Après le ministre de la guerre, voici le ministre de la marine qui se met à réglementer... la fabrication des faux ? Non, la vente des alcools.

Quatorze soldats, qui n'avaient pas la moindre forfaiture sur la conscience, ont été blessés, à Poitiers, par l'explosion d'une caisse de pétards à l'usage des officiers. Neuf sont très grièvement brûlés; trois resteront peut-être aveugles.

* *
*

POLICE. — A Chalon-sur-Saône, les gendarmes chargeant brutalement la foule, un d'eux reçut une pierre. Immédiatement ils sortirent leurs revolvers et tirèrent 23 balles (c'est le chiffre qu'ils donnent eux-mêmes) dans le tas des fuyards : trois morts et de nombreux blessés.

Ont comparu, la semaine dernière, dix des manifestants arrêtés au cours des désordres.

Le premier des inculpés est Bonvois-Marinier, âgé de dix-huit ans, né à Lille, sans domicile fixe, évadé de la colonie pénitentiaire de Bologne en juillet 1898; il y était enfermé depuis 1896 pour vagabondage.

Le procureur requiert une peine sévère.

Marinier est condamné à un mois de prison, maximum de la peine, pour outrages, et à 16 francs d'amende pour port d'arme prohibé.

Lassacq, inculpé de violences et d'outrages, deux mois avec bénéfice de la loi de sursis.

Bonnardot, coups de pierres aux agents et outrages, trois mois et 16 francs d'amende.

Genty, mêmes inculpations, quatre mois de prison et 16 fr. d'amende.

Denis Gros, mêmes inculpations, et port d'armes prohibé, six mois de prison 16 fr. d'amende, 5 fr. pour contravention à un arrêté municipal.

Marius Gros, mêmes inculpations, mêmes condamnations.

Caillet, violences et contravention, trois mois de prison, 16 fr. d'amende et 5 fr. pour contravention.

Bague, mêmes inculpations, deux mois, 16 fr. d'amende, et 5 fr. pour contravention.

Merle, mêmes inculpations, condamné seulement à 5 fr. d'amende.

Matron, inculpé d'injures à la gendarmerie, dix jours de prison et 5 fr. d'amende.

L'exagération de ces peines produit ici un effet déplorable (1).

A Toulon, des gendarmes mènent au poste un ivrogne qui leur répondait mal. On le transfère à la prison. Il prétend rester couvert et refuse de s'humilier devant les gardiens. Ceux-ci entrent en rage, se précipitent à trois sur leur proie, l'assomment et le jettent dans une cellule. Deux jours après, ils viennent voir ce qu'est devenu l'homme : il est mort, le crâne brisé.

Tranquillisez-vous; ces trois assassins n'iront pas plus au bagne que Mercier.

* *
*

MAGISTRATURE. — On vient d'arrêter et de conduire au Dépôt un individu inculpé d'escroquerie : il avait assuré pour 93.000 francs une lettre qui, à son arrivée, ne contenait que du papier blanc. Qu'était-il? Un ex-juge, actuellement procureur de la République à Etampes.

R. CH.

* *
*

MONTCEAU-LES-MINES. — Je vous envoie ces quelques lignes pour vous faire savoir que notre ami Broutchoux, ancien rédacteur au journal *le Chemineau*, un bon propagandiste, vient d'être arrêté de la manière la plus arbitraire.

A la suite de l'assassinat de Chalon, où les bons pandores ont tiré dans le tas sur la canaille, le camarade Broutchoux était allé assister aux obsèques. Là, sur la tombe, il trouve un Gillot, sénateur, un Chaussier, député, et plusieurs autres représentants des assassins du gouvernement. Après les discours de ces représentants qui pleuraient, le camarade Broutchoux prend la parole, et s'exprime à peu près en ces termes :

« Il est inutile, saules pleureurs, que vous veniez ici, sur cette tombe, verser des larmes de crocodiles, car si celui que nous pleurons aujourd'hui était mort à l'atelier, victime du patronat, vous ne seriez pas ici, mais vous pleurez parce que vous avez des remords, parce que c'est votre victime, et que vous êtes ici ni plus ni moins que la délégation représentant les assassins. »

Vous pouvez croire s'ils auraient voulu être loin ; ils ne s'attendaient guère à une charge pareille. Ils n'ont pas osé l'arrêter sur le coup ; c'était d'ailleurs dans un cimetière. Mais jeudi matin, à 5 heures, il fut réveillé par deux ou trois pandores, je ne sais au juste, et sans explications ils le conduisaient au parquet de Chalon-sur-Saône.

(1) La *Petite République* a « oublié » d'enregistrer ces condamnations.

* *
*

MOUVEMENT OUVRIER. — Il arrivera peut-être un jour où les travailleurs se rendront compte de tout le mal que leur aura fait le passage de Millerand au ministère. Je le souhaite vivement, mais, en attendant, il continue sa besogne de démoralisation au sein de la classe ouvrière et principalement de la partie qui, jusqu'à ce jour, était restée à peu près indemne de la contamination des politiciens.

A force d'énergie, d'excellents éléments, sortis de la classe ouvrière, avaient, au moyen des syndicats ouvriers, fait une propagande nettement révolutionnaire.

Nécessairement, Millerand, ministre d'un Etat bourgeois, ne pouvait faire autrement que de les détourner d'un aussi bon chemin. Sa dernière trouvaille est, à notre avis, un coup droit et un coup de maître : je veux parler de la transformation de ce que l'on a appelé si pompeusement « le Conseil supérieur du travail ».

Je ne m'arrêterai pas à son organisation ; qu'il me suffise de dire que les représentants des capitalistes sont un bon tiers de plus dans ce conseil que les représentants dits ouvriers.

Cet organisme purement capitaliste était jadis composé exclusivement de membres nommés par le ministre du commerce ou dont les attributions en faisaient des membres de droit. Millerand a conservé ce qui existait, mais en augmentant le nombre des membres de ce fameux conseil, il a décidé que de nouveaux membres seraient élus par les Chambres syndicales patronales et ouvrières. Par ce moyen, quelques militants de syndicats que l'on aurait désiré voir rester en dehors de toutes compromissions sont entrés dans l'organisme bourgeois de M. Millerand. Des hommes, tels Guérard, Riom (pour ne citer que ces deux-là), qui, jusqu'à ce jour, avaient conservé certaines velléités d'indépendance, qui, sans être anarchistes, avaient droit à notre sympathie par leur propagande nettement révolutionnaire, sont maintenant pourvus d'excellents sièges au Conseil supérieur du travail, ce qui, qu'ils le veuillent ou non, leur lie les mains d'une belle façon. Nul doute qu'à présent ils ne trouvent moyen de remplacer la propagande en faveur de la « grève générale », par exemple (et Guérard et Riom la poussaient jusqu'aux moyens préconisés par les anarchistes, jusqu'aux moyens violents), par quelque panacée dont leurs chers collègues du Conseil supérieur ne pourront pas s'effrayer.

Pour ceux que le sort n'avait pas favorisés et qui pouvaient avoir quelque valeur, Millerand en a fait des membres de droit, si bien que tout ce mouvement syndical que nous nous étions efforcé de tenir en dehors de la politique y est maintenant engagé en plein. Millerand a bien mérité du gros patronat, et a su, au moyen de titres et de quelques jetons de présence, dompter quelques énergies, que nous avions eu la naïveté de croire tant soit peu révolutionnaires.

Les premières séances de ce fameux « Conseil supérieur », qui ont eu lieu la semaine dernière, nous donnent à peu près la mesure de ce qui y sera fait en faveur de la classe ouvrière. On s'y occupe de forger de nouvelles lois, de bonnes lois, c'est-à-dire de nouvelles, de bonnes chaînes.

Une excellente occasion, mais pas unique malheureusement, s'était cependant offerte, aux nouveaux membres ouvriers (!!) du Conseil supérieur du travail, de montrer leur sympathie en faveur de ceux qu'ils prétendent représenter.

A Chalon, Millerand régnant, comme Constans régnait lors des fusillades de Fourmies, l'on a lâchement assassiné des ouvriers : pas un de ces nouveaux fonctionnaires n'a daigné avoir un mot en faveur des victimes. Quelqu'un qui les touche de près, à qui j'en faisais l'observation, m'a fait cette réponse cynique : Ce n'est pas dans leurs attributions !

Faire des lois et passer à la caisse, telles sont, paraît-il, les attributions de ces nouveaux parasites de la classe ouvrière : nous les suivrons dans leur évolution et ne manquerons pas d'y revenir à l'occasion. C'est là besogne saine, croyons-nous.

PAUL DELESALLE.

L'HONNEUR DE L'ARMÉE. — Dans son audience du 5 juin dernier, le conseil de guerre du 8e corps, séant à Bourges, a condamné à un an de prison et 100 francs d'amende le nommé B... A., âgé de vingt ans, engagé volontaire au 1er d'artillerie, *maréchal des logis*, qui comparaissait pour *faux* et *détournement* d'argent.

Il était employé à l'infirmerie, où il tenait le registre de comptabilité pour l'alimentation. Il profita de sa situation pour faire, depuis le mois d'octobre jusqu'au mois de février dernier, *vingt-deux faux*, s'élevant à la somme de 240 francs.

Ce fut le cantinier qui s'aperçut de l'extorsion. Dès que B... se vit pris, il avoua tout au cantinier, en lui proposant de lui faire une reconnaissance ; ce dernier ne voulut rien entendre et dénonça le sous-off peu délicat.

Tout de même, c'est étonnant ce que le colonel Henry et ses acolytes ont fait de prosélytes; ce maréchal des logis est tout préparé pour faire plus tard un officier d'état-major. A vingt ans, avoir à son actif vingt-deux faux, c'est un joli denier, pas vrai?

Il est cependant à remarquer que si, au lieu d'être un sous-off, c'eût été un simple soldat, la condamnation eût été autrement sévère. Mais il ne faut pas entraver l'avancement prochain de B...

Vols, faux, extorsions de toutes sortes, voilà en quoi consiste l'honneur de l'armée!

LÉO SIVASTI.

Italie.

Le camarade Roberto d'Angiò est enfin sorti de la prison de Pérouse après 15 mois de cellule auxquels on l'avait condamné pour « excitation à la révolte ».

Le camarade Roberto reprendra bientôt sa place au journal.

Brésil.

RIO-DE-JANEIRO. — Depuis huit ou dix jours déjà, les vigilants espions du gouvernement *républicain* épiaient partout le moindre de nos gestes; nous avions chacun quatre à cinq de ces figures sales à nos trousses.

Finalement, au matin du 2 mai — la veille des grandes fêtes bourgeoises du 4e centenaire de la découverte du Brésil — à 6 heures juste, le *delegato* (commissaire) de la 13e section, accompagné de deux inspecteurs, de quatre mouchards et de quatre agents en uniforme, après avoir fait le guet depuis 3 heures du matin, se présentent chez un compagnon, le Dr Spiridione de Medici Dilotti; il se trouvait encore au lit, ainsi que deux autres jeunes gens; on leur intima l'ordre de se lever et de venir au bureau de police. Les deux jeunes hommes sont des typos, ignorant les premières notions même de l'anarchie, mais leur crime était de cohabiter avec une personne *très dangereuse*.

Comme le compagnon Dilotti avait frappé à la porte d'un voisin, le priant d'aller mettre un ami au courant de ce qui était advenu, le diligent délégué fit non seulement capturer le pauvre innocent (Angelo Maria Sperduto), mais ordonna aussi une minutieuse perquisition dans sa chambre, où dormaient encore sa femme et ses enfants.

Notre compagnon et les trois anarchistes improvisés furent accompagnés par divers anges gardiens à la 13e section pendant que le *delegato* allait, avec d'autres acolytes, renouveler la *belle farce* dans la maison où demeure le compagnon Valentino Cordasco. Valentino fut réveillé et arrêté, non sans lui avoir saisi papiers, journaux et brochures.

Coupables ou innocents, ils furent tous conduits à la 13e section et séparés. Ce n'est que dans l'après-midi, à 2 heures, qu'ils subirent un interrogatoire aussi menaçant que stupide. Et nous sûmes enfin le pourquoi de notre vertigineuse arrestation.

La police, toujours vigilante et zélatrice, avait, cette fois-ci encore, préparé de toutes pièces une conspiration : nous étions accusés, ni plus ni moins, de vouloir, à l'heure de l'inauguration de la fête, faire sauter avec force ingrédients le pavillon où président de la République, ministres et gros bonnets de la bourgeoisie se seraient réunis.

Passés les premiers frissons, et considérant saines et sauves la République et la Patrie des bourgeois, nous fûmes enfin relâchés dans l'après-midi du 3 mai, à condition toutefois de ne pas apparaître sur le lieu des fêtes, pendant les cinq jours suivants.

VALENTINO CORDASCO.
SPIRIDIONE DE MEDICI DILOTTI.

Suisse.

A Zurich, quelques compagnons, tenant à manifester le 1er mai, *se réunirent pour suivre le cortège*; un des leurs portait un drapeau rouge et noir. Tout *se passa très bien*, même sur la place où un camarade tint une causerie vraiment révolutionnaire. Mais la *foule était* sur les dents et l'emblème l'offusquait. *Quelques jours après*, le *porteur* du drapeau fut *empoigné, ligotté et jeté en prison*, les mains continuellement *liées*; au bout de dix jours, on l'envoie au delà de la frontière, « für Sicherheit der Schweiz » — par sécurité pour la Suisse.

On pourrait croire que la fameuse *liberté helvétique* devient de plus en plus problématique et que le mot n'a de place que dans les discours des Tirs fédéraux. *Hypocrisie helvétique*, telle est la nouvelle locution qui deviendra courante.

P. et W.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Plusieurs camarades de province m'ont écrit pour savoir *si j'étais disposé* à faire une tournée de conférences sur « le Bagne ».

Oui, c'est là mon plus ardent désir, mais je ne serai en mesure de quitter Paris que vers le mois d'octobre. Je prépare une brochure traitant de la vie de nos camarades au bagne, qui sera vendue ou distribuée à l'issue de mes conférences.

J'indiquerai ultérieurement l'itinéraire que je suivrai.

Les camarades à qui plaira ce genre de propagande peuvent m'écrire dès maintenant, 50, rue d'Orsel, Paris.

LIARD-COURTOIS.

∴

Solidarité des Trimardeurs (Bibliothèque du XVe). — Vous êtes priés d'assister à la réunion publique qui aura lieu samedi 16 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, 3, rue Fondary. — Conférence par le camarade Papillon. Chants, poésies. Prêt de livres.

∴

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIIIe arrondissement), 41, rue de la Chapelle :

Samedi 16. — Pierre Caron, L'armée sous la révolution et l'empire.

Lundi 18. — André Spire, Le droit d'association en France.

Mercredi 20. — Jean Raynal, Les groupements professionnels dans l'histoire.

Samedi 23. — Daniel Halévy, Michel-Ange (avec projections).

Lundi 25. — Soirée musicale et littéraire.

Mercredi 27. — J. Renaud, La falsification des aliments.

Samedi 30. — Hyacinthe Loyson, causerie.

Les réunions ont lieu à 8 h. 1/2. — La Bibliothèque et le Jardin sont ouverts le dimanche à partir de 2 h. 1/2.

∴

Les Iconoclastes. — Les Iconoclastes et la Bibliothèque du XVIIIe ont décidé de suspendre leurs conférences et causeries pendant la période des chaleurs (juin à septembre).

Avec l'argent qui leur reste en caisse, soit 100 francs, ils se proposent, au mois de septembre prochain, de continuer leur œuvre de propagande par la création de la Bibliothèque de Montmartre.

E. J.

∴

BORDEAUX. — Samedi 16 juin, à 9 heures, sera faite, 13, rue Porte-Basse, au siège de la Bibliothèque populaire, une causerie par le camarade Chantemesse sur « l'Origine des cultes ».

Tous les amis sont invités pour le samedi 23 juin 1900, à 8 h. 1/2 du soir, à la Bibliothèque populaire, rue Porte-Basse, 13 (Bar Lorrain).

Ordre du jour : Élaboration des programmes du Congrès international de 1900 à Paris.

Urgence.

∴

Chambre syndicale des maçons de Bourges. — Les ouvriers maçons de Bourges sont toujours en grève, plus que jamais décidés à lutter jusqu'à complète satisfaction. Nous prions en conséquence *les camarades des autres localités de ne pas se diriger sur Bourges*. Nous insistons sur ce point, car malheureusement, malgré plusieurs avis précédents, il est arrivé que des camarades sont venus à Bourges, ignorant que nous étions en grève depuis de longues semaines, et auxquels il a fallu donner des subsides pour aller plus loin, au détriment de notre caisse qui est déjà fort obérée.

Vive la grève ! Vive la solidarité ouvrière !

Le Syndicat.

Bourges, le 9 juin 1900.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Souscription pour venir en aide aux anarchistes espagnols *récemment* libérés :

E. Steiger, 1 fr.; Un vieux Savoyard, 5 fr.; Ries, 2 fr.; Herzic, 2 fr.; Un Carougeois, 0 fr. 50; A. H., 0 fr. 50; P. J. U., 2 fr.; Maranda, 1 fr; Grossi, 1 fr.; Un copain, 0 fr. 50; Un deuxième copain, 0 fr. 30; Un camarade, 0 fr. 50; Joseph, 0 fr. 30; E. C., 0 fr. 35; Copain, 0 fr. 30; Un camarade, 0 fr. 25; Edouard, 0 fr. 20; H. V., 0 fr. 15; Park, 0 fr. 75. En tout : 19 fr. — Un groupe d'ouvriers vanniers de Montredon, 1 fr. 50. — Total : 20 fr. 50. — Listes précédentes : 1.686 fr. 50. — Total au mardi 12 juin : 1.707 fr.

Dans la liste du no 4, il s'est glissé une faute d'impression. Il y a, imprimé : *Partie d'une tombola*, 25 fr.; c'est 15 fr. qu'il faut lire. Cela ne change rien, du reste, au total de la liste.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Lo que quieren los anarquistas, por G. Dhurr. — *La familia*, por S. Merlino, une brochure de la Biblioteca de *El Obrero panadero*, precio voluntario, à *l'Avvenire*, corrientes 1258, Buenos-Ayres.

Tercer certamen, La Plata.

Mais quelqu'un troubla la fête, pièce en un acte, en vers, par L. Marsolleau; 1 broch., 1 fr., chez Stock.

— *Un client sérieux*, un acte, par Courteline; 1 fr. 50, chez Stock.

L'Article 7, par L. Blum; 0 fr. 25, chez B lais, 17, rue Cujas.

A propos de résurrection (lettre de Laptev), traduction de P. Boyer et Salomon; broch., chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

Critique de la Bible, par Delaurier; *Librairie du Progrès*, 3, rue des Grands-Augustins.

PETITE CORRESPONDANCE

C. C., à Alais. — Une partie des brochures demandées sont épuisées.

J. L., à Brest. — Le colis a coûté 1 fr. 25.

D., rue L. — Quelle brochure sur la Commune désirez-vous?

M. D., à Roubaix. — Il faudrait d'abord s'entendre sur la valeur des mots. Qu'entendez-vous par excommunication? — Croyez-vous qu'il suffise de baptiser un acte ou une idée d'anarchiste pour qu'il ne soit plus possible de le discuter sous peine d'être accusé de faire de l'excommunication?

Certainement que l'anarchie a des données positives, sans quoi, sur quoi se baserait-on pour la discuter? — Nous avons, comme point de départ, la liberté absolue de l'individu — son développement intégral. Et lorsque l'on vient nous parler de l'anarchie, du droit de l'Individu — avec une capitale — nous ramenons ces questions à notre point de départ, et nous voyons ce qu'elles ont de compatible ou non. — Quant à toutes les questions que vous nous posez, lisez le journal. J'ai aussi traité ces questions dans différents livres.

Reçu pour la brochure à distribuer : Chinon, 1 fr. — Ravel, 2 fr.; Henri Dupont, 1 fr.; César Trouin, 1 fr.

Reçu pour le journal : Un camarade, 0 fr. 50. — Chinon, 2 fr. — N. F. V., 5 fr. — Le vieux Savoyard, 15 fr. — B., à La Mothe, 4 fr. — A. A., 2 fr. — J. H., 1 fr. — D., à Medan-Déli, 34 fr. — Merci à tous.

B., à Chaux-de-Fonds. — L. B., à Jemeppes. — N. M. — L., à Brest. — G. et A., à Southwark. — G., à Saint-Étienne. — W., à Lausanne. — F. B., à S. Giovanni. — D., à Saint-Quentin. — C. C., à Alais. — Reçu timbres et mandats.

COLLECTION DE 30 LITHOGRAPHIES

En éditant ces dessins, nous poursuivons un double but : aider à la diffusion du goût artistique parmi les travailleurs, y trouver ensuite un supplément de ressources pour notre propagande.

Pour le premier point, c'est du temps et de la patience; malgré le talent des camarades artistes qui ont répondu à notre appel, ce n'est pas en un jour que l'on arrive à déraciner le mauvais goût que toute l'organisation engendre.

Nous avons mis cependant cette édition au plus bas marché possible, mais nos tirages restreints nous rendent la lutte difficile contre les chromos à deux sous que prodigue « l'art » bourgeois.

Malgré les difficultés de la situation, notre collection sera bientôt complète. Plus qu'une dizaine de dessins à publier.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous en reste un certain nombre à vendre des tirages antérieurs, et qu'ils nous faciliteront la besogne en nous aidant à les placer.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro*. — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac* (épuisée). — **L'Aube**, *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore**, *par Vuillaume*. — **Les Errants**, *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul*. — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce*. — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier*. — **Ah ! les sales Corbeaux !** *de J. Hénault*. — **La Guerre**, *de Maurin*. — **Epouvantails**, *de Chevalier*. — **Capitalisme**, *de Comin'Ache*. — **Education chrétienne**, *de Roubille*. — **Souteneurs sociaux**, *par Delannoy*.

Provocations, *par Lebasque*, que l'imprimeur vient de nous livrer.

Prix de la lithographie, 1 fr. 40, franco. — Tirage d'amateur : 3 fr. 40.

Nous n'avons plus qu'une collection de luxe : 100 fr. les 20, et trois en édition ordinaire : 50 fr.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

L'Éducation libertaire, *par Domela Nieuwenhuis, couverture par Hermann-Paul, franco*	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce*	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel*	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Education. — Autorité paternelle, *par A. Girard, avec couverture de Luce*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, avec couverture de Wuillaume*	» 15
Déclarations *d'Etiévant, couverture de Jehannet*	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert*	» 20
A mon Frère le paysan, *par E. Reclus, couverture de L. Chevalier*	» 15
La Morale anarchiste, *par Kropotkine*	» 15

Les Temps Nouveaux, 1re, 2e, 3e, 4e et 5e années, complètes : 7 fr. l'année. — Les cinq ensemble : 30 francs.

La Révolte, collection complète (trois seulement) : 150 francs.

CHANSONS

La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc.	» 10
L'Internationale; Crevez-moi la sacoche; Le Politicien, *de E. Pottier*	» 10
Ouvrier, prends la machine; Qui m'aime me suive; Les Briseurs d'images	» 10
La Chanson du Gas; A la Caserne; Viv'ment, brav' Ouverier, etc.	» 10

Le cent : 4 fr. 50; l'exemplaire, par la poste : 0 fr. 15.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 9 DIX CENTIMES DU 23 AU 29 JUIN 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Pour les raisons connues, impossible de donner le supplément cette semaine.

MORALE ET POLICE

Les journaux de cette semaine ont fait grand bruit de l'arrestation d'une femme par la police des mœurs. Cette femme se trouve n'être pas une prostituée, au sens où les bourgeois entendent ce mot, et les agents qui l'arrêtèrent avouent enfin s'être trompés; mais, dès l'abord, ils ne voulurent pas en démordre, et, sur la seule affirmation de ces honnêtes gens, Mme de S..., malgré ses supplications, fut traînée au Dépôt, où, pêle-mêle avec les filles soumises, *elle dut passer la visite*.

Si Mme de S... eût été une simple prolétaire, sans particule vraie ou fausse, toutes ses protestations eussent été accueillies avec incrédulité, et son aventure eût passé inaperçue. Jamais Messieurs les mouchards n'eussent consenti à reconnaître leur erreur, ou leur vengeance, ou leur chantage, à l'égard d'une femme de rien; et la malheureuse fût restée, jusqu'à sa mort, inscrite sur un registre infâme, contrainte de subir, chaque semaine, l'infâme contrôle.

Par bonheur, les lois atteignent quelquefois, sans le faire exprès, des gens qu'elles n'étaient pas faites pour atteindre; ils crient, leurs amis les défendent, les journaux ouvrent toutes grandes leurs colonnes, et l'on entrevoit, quelques minutes, par une déchirure du rideau, les malpropretés de la machinerie sociale.

L'injure causée à Mme de S... avait été épouvantable; le châtiment devait être sans égal. Il le fut, comme à l'ordinaire : un commissaire est changé de quartier, et deux mouchards, moins hauts seigneurs, rétrogradent d'un rang. Ainsi, le plus bas valet de police peut faire de nous ce qu'il lui plaît; il peut violer n'importe quelle femme, si l'idée lui en passe par la tête. Lui, rien ne peut l'atteindre; il ne connaît d'autre ennui que de transporter son bureau quelques pas plus loin. Telles sont les mœurs en pays d'autorité.

Mme de S... s'est contentée de se plaindre : c'est une bonne âme. Il y a quelque temps, une dame Paulmier, pour une injure beaucoup moins grave, tua aux trois quarts un journaliste, et fut acquittée. Les policiers qui infligèrent à Mme de S... un outrage sans nom peuvent s'estimer heureux qu'elle leur ait fait grâce.

Peu de jours avant elle, une autre femme, arrêtée dans les mêmes conditions, s'était tuée dans sa cellule, ne pouvant supporter tant de honte. Comme elle n'avait pas un nom à particule, on n'en a pas parlé.

On ne parle jamais, non plus, du lamentable troupeau des « filles », traquées sans répit par l'immonde agent des mœurs. On n'en parle pas, parce que leurs douleurs sont trop communes, leurs avanies trop fréquentes; et aussi parce qu'on craindrait, en les défendant, de passer pour déshonnête aux yeux du monde d'aigrefins et d'imbéciles qui s'appellent entre eux les gens respectables. On repousse du pied les créatures déchues, — après s'être servi d'elles.

Malgré tout, ces « filles » sont des femmes. Parce qu'elles se vendent au détail, un peu chaque jour, au lieu de s'être vendues en gros, une fois pour toutes, celles qui ont adopté ce dernier genre de prostitution les méprisent beaucoup. Mais pense-t-on sérieusement que la seule perspective alléchante de faire le trottoir par les nuits de pluie et de neige, et de louer son sexe au premier venu, ait déterminé leur vocation? On n'embrasse pas un esclavage de gaîté de cœur, et la prostitution est un terrible esclavage. Il est probable que les malheureuses qui s'y jettent, s'y jettent sans trop savoir où elles vont. D'ailleurs, elles n'ont pas le choix. Le travail servile les esquinte et ne les nourrit pas; il faut pourtant vivre.

Sans doute, à pratiquer ce métier contre nature, à mener cette existence de mensonge et de vice, on ne peut que s'avilir et perdre toute dignité. La société, fautive de cet état de choses, a trouvé, pour remède à cette honte, une autre honte : l'agent des mœurs. De quel droit pourchasse-t-elle et soumet-elle à une inspection dégoûtante des femmes, sur la dénonciation d'individus louches? Du même droit qu'elle enferme les jeunes hommes dans les casernes, pour faire d'eux des assassins. Peu importe, du reste. Ne voyons que les résultats. Par la rafle, la mise en carte et l'examen médical, l'Etat, toujours intelligent, épaissit l'atmosphère de boue où se débat la prostituée. Pour elle, le contact du policier est encore plus dégradant que celui du souteneur, la prison est encore plus déprimante que l'hôtel garni, l'ignominieuse visite encore plus déshonorante que la sale caresse du passant. De bonne fille qu'elle était au début, la voilà devenue cynique et capable de tout; capable de voler, d'assassiner, de tout, hormis de se révolter. C'est bien ce que veut l'Etat.

On s'étonne que les policiers en général, les agents des mœurs en particulier, soient des êtres de la plus basse moralité. Mais c'est bien compréhensible. L'Etat représente parmi nous une morale de pillards et de bandits : il est donc naturel que ceux qui s'offrent à protéger cette morale, soient des gens à âmes de bandits. Toute société qui se défend par la violence, est issue de la violence. Quand les brigands des vieux âges eurent assis leur autorité, ils firent des lois et instituèrent une police. Partout où vous voyez un gendarme, dites : « Ici, c'est une association de brigands. »

René Chaughi.

CONCENTRATION

OU DÉCENTRALISATION ?

Une théorie commune à beaucoup de socialistes et même d'anarchistes est celle qui veut que la concentration de la richesse soit à la fois un phénomène inéluctable de la société actuelle et le moyen d'amener à une transformation sociale.

Ni l'une ni l'autre de ces propositions ne sont acceptables. Les « lois » sociales sont comme les règles d'un jeu ou, pour mieux dire, comme les conséquences mathématiques de ces règles et limitées par les mêmes bornes qui limitent l'adhésion aux règles du jeu. Cette adhésion, provenant en partie de la volonté, peut devenir irrégulière ou cesser selon les causes qui agissent sur la volonté.

Pour que la logique du système reste intégrale, il faudrait, par exemple, que l'individu qui n'a rien veuille périr. Au contraire, il veut vivre et jouir. Il méconnaît la règle en ne payant pas ses dettes, en obtenant du crédit sans gage ni garant, en mendiant ou en volant. Et les autres se relâchent pour lui de ces mêmes règles en lui permettant la faillite, en diminuant ses obligations, en lui accordant du temps, en lui prêtant ou en lui donnant de l'argent, bref, en le tolérant un peu comme un chat tolère une puce. Ainsi ces règles du jeu propriété privée n'étant suivies que partiellement, les inférences mathématiques sur les effets des règles ne seront pas justifiées.

De plus, la loi de la propriété privée même rigidement observée ne donnerait pas naissance à la concentration au degré où on veut bien le dire. Chaque fois qu'une crise industrielle ou commerciale se produit, — or ces crises sont périodiques dans la société actuelle — les usines et les magasins ne peuvent plus fonctionner en pleine activité. Des salariés sont congédiés. Certains d'entre eux ont le moyen de commencer pour leur propre compte la production par le trafic et ils trouvent des clients. Ils peuvent se maintenir sans beaucoup de frais. Le grand patron, au contraire, doit dépenser autant — sauf le salaire du travail — pour servir dix acheteurs que pour en servir dix mille. Le loyer de son immense usine et de ses vastes magasins ne diminue pas. Le minimum de houille nécessaire pour mettre en mouvement tel mécanisme reste le même. Après chaque crise, les pertes, du côté des riches, ne peuvent s'évaluer par le nombre des noms disparus dans le haut commerce ou la haute industrie, car une compagnie ou une société qui aura survécu en apparence aura subi souvent le renouvellement presque complet de ses actionnaires et de grands changements dans les parts d'intérêts. La mort aussi divise la richesse.

En somme, l'état actuel des choses ressemble

à une circulation plutôt qu'à *une concentration* des richesses. Si la richesse semble avoir été concentrée, c'est que la production est devenue plus grande, sans quoi la concentration aurait été très modeste.

Selon la logique du système abstrait, on aurait dû voir déjà, *dans chaque pays*, un seul propriétaire de toutes choses, donnant du travail à quelques centaines de gens en vue de ses besoins, et le reste de la population sans avoir et sans emploi. Cela n'est pas arrivé, parce que le système n'est pas absolu et parce que l'être humain, qui n'est pas construit suivant ce système, s'en débarrasse cent fois par jour.

Nier ce dernier fait, ce serait nier aussi la possibilité d'une révolution graduelle ou instantanée, paisible ou violente, pour l'avenir tout entier de l'humanité. Car si la volonté humaine ne pouvait pas déjà échapper, en partie, aux conséquences *logiques* du système actuel, elle ne pourrait jamais y échapper totalement, car la conséquence logique d'*être esclave*, c'est de *rester esclave*.

En admettant que la concentration ne soit pas fatale, serait-elle pourtant le moyen d'une transformation sociale? Ceux qui le croient disent qu'elle va abolir la propriété pour des millions d'hommes, l'institution maudite n'existant plus que pour une demi-douzaine de richards dont le peuple se débarrassera en leur substituant l'État selon les uns, les groupements libres selon les autres.

Il me semble que cette prise de possession ne serait pas suivie de l'amélioration sociale espérée. Décrétez aujourd'hui cette transformation : qu'en résultera-t-il? Le système actuel un peu modifié peut-être se rétablira ou plutôt aura été interrompu sans avoir jamais été abandonné réellement. Pourquoi? Parce que la plupart des gens ont un esprit *propriétaire et exploiteur*, tempéré, il est vrai, par d'autres qualités, mais assez fort cependant pour dominer toute leur conduite et leur faire regarder comme tout naturel que la conduite d'autrui soit guidée par le même esprit. De plus, le niveau moral est inférieur au niveau intellectuel sur ce sujet. Le socialiste et l'anarchiste théoriciens auraient beaucoup de difficultés à vivre conformément à leurs idées, parce que celles-ci n'ont pas pu encore créer des habitudes. Or la *pratique de la morale dans l'ordre économique*, voilà la base essentielle de la société régénérée.

On ne peut arriver à ce résultat que par la pratique. Étant donnée la *conception* d'une relation sociale supérieure, comment en faire une *tendance*, si l'individu n'a pas les *moyens* d'entrer en relation avec autrui? Le développement moral économique ne peut provenir que de la possession. Sans avoir sur quoi être en rapport avec ses semblables, on ne peut entrer en rapports avec eux et on ne peut transformer ses idées sur les rapports sociaux en des tendances réelles, en une morale effective. Tout comme on ne devient pas habile commerçant sans avoir beaucoup acheté et vendu de beaucoup et à beaucoup de gens et dans des circonstances variées, ni bon éducateur sans avoir élevé beaucoup d'écoliers.

Les pauvres pratiquent bien parfois entre eux une sorte de communisme en vue de la nourriture, etc... C'est que leur existence, c'est-à-dire cette partie de *leur* existence qui est bien leur et n'appartient pas à leurs maîtres, est ces deux choses : manger, avoir faim. Mais, une fois sortis de leur condition, ils se montrent d'ordinaire plus rapaces, plus exigeants, moins sympathiques en un mot que ceux qui ont joui, dès leur naissance, d'une meilleure situation. Ce fait bien connu devrait démontrer que la concentration de la richesse serait mauvaise pour le « lendemain de la révolution », et qu'au lieu de conduire à une transformation sociale, elle l'empêcherait, excepté à un point de vue cependant, c'est que la recherche intellectuelle pourrait être provoquée par le spectacle d'un contraste énorme entre les classes plus facilement que par un contraste moins frappant. La décentralisation de la richesse, c'est-à-dire une meilleure répartition des ressources, serait plus efficace, afin de faire prévaloir dans la vie pratique des idées déjà plus ou moins connues théoriquement. Comment décentraliser?

J.-A. ANDREWS.

LE RENIEMENT

Elle va bien, la conquête des pouvoirs par le socialisme. Elle va si bien et si vite qu'on a de la peine à la suivre.

Quand, la semaine dernière, je signalais l'attitude écœurante des députés socialistes en présence des événements de Chalon, j'étais loin de me douter que cette semaine nous apporterait le reniement solennel du *collectivisme* par les collectivistes de la Chambre.

C'est pourtant cela, et rien de moins, qui s'est passé au cours de la séance désormais historique du samedi 16 juin.

La farce coutumière allait son train. Deux orateurs avaient insinué que, dans le conflit survenu en Saône-et-Loire, les pires violences pourraient bien n'avoir pas été du côté des grévistes, puisque en somme les gendarmes blessés à coups de pierres se portaient assez bien, tandis que trois ouvriers dormaient sous terre. Ils avaient encore ajouté timidement que, la République se vantant à tout propos d'être la protectrice des petits et des humbles, l'occasion serait peut-être bonne pour prouver ce dire. Parlant à son tour, le président du conseil avait répondu qu'il fallait attendre, avant de rien faire, le résultat de l'enquête, c'est-à-dire l'opinion des gendarmes sur la brutalité des gendarmes. La cause des grévistes, d'ailleurs, ne lui disait rien qui vaille, l'une des personnes arrêtées ayant à son actif trois condamnations pour vol, dont l'une à dix ans de prison.

Chacun avait lieu d'être satisfait, car tout le monde, en ce pénible débat, avait fait preuve de modération et de calme. L'enterrement des trois pauvres diables, corvée assommante, semblait fini. Le classique ordre du jour de confiance était voté, quand un homme, qui doit aimer à rire, M. Massabuau, proposa cette addition :

« Et la Chambre, réprouvant les doctrines collectivistes par lesquelles on abuse le peuple, passe à l'ordre du jour. »

On sait le reste et comment les collectivistes réprouvèrent, avec la majorité, les doctrines collectivistes par lesquelles on abuse le peuple.

Nous voilà déjà loin du Congrès de Paris. Il ne s'agit plus de savoir si un socialiste peut faire partie d'un ministère bourgeois. Il ne s'agit plus de savoir si un socialiste a le droit de s'asseoir à côté de l'homme qui a noyé dans le sang du peuple la plus héroïque tentative de réalisation socialiste faite de nos jours. Il faut savoir aujourd'hui si des socialistes le sont encore quand ils votent dans un Parlement, c'est-à-dire quand ils claironnent aux quatre coins d'un pays que « le socialisme est une doctrine réprouvée par laquelle on abuse le peuple ». Que penseriez-vous, citoyen Guesde, d'un congrès où cette unique question serait agitée? Par dérogation à vos habitudes et en raison de l'étrangeté de l'ordre du jour, vous pourriez cette fois ouvrir la porte aux anarchistes.

Mais cessons de rire. Aussi bien il n'y a pas de quoi.

Ah! s'il était connu de tout le monde, comme cela est en réalité, qu'à l'usage des candidats et des élus on a fabriqué un socialisme de pacotille, de concessions, de bassesses et de lâchetés, nous n'aurions qu'à applaudir en entendant, sur leurs tréteaux, les démagogues et les parvenus du quatrième état avouer enfin que leur socialisme est quelque chose de dangereux par quoi on abuse le peuple. Mais cela, on ne le sait pas. Pour la foule ignorante et enthousiaste, il n'y a pas plusieurs sortes de socialisme. Il y a le socialisme, sans distinction de parti ni de personne. Et c'est encore dans la plupart des cerveaux quelque chose de très vague, la fin des temps d'iniquité, une aube indécise de justice et d'harmonie.

Aussi qu'arrive-t-il quand un spectacle aussi immoral que le vote de samedi est offert au prolétariat socialiste du monde entier? Il arrive que les travailleurs perdent un peu de leur foi dans la grande idée moderne de régénération et de justice par l'égalité économique. Ils pensent que cela aussi c'est un mensonge. Et ainsi l'inconscience et le cynisme de quelques prêtres rejaillit sur le socialisme dans son ensemble, sur cette tradition glorieuse, cette chaîne d'or forgée si péniblement avec la pensée sublime du génie et le dévouement héroïque des peuples.

Mais il est impossible qu'une aussi lamentable équivoque se prolonge. Il est impossible que des hommes qui, après avoir, par tous les moyens, trahi le socialisme, se décident à le renier d'une façon explicite et formelle, soient longtemps encore pris au sérieux comme socialistes. Ce que depuis si longtemps nous nous épuisons à montrer et à démontrer finira bien par éclater aux yeux de tous. A savoir qu'entre le socialisme d'une part et de l'autre les politiciens qui prétendent être les seuls à le représenter, en France et ailleurs, il n'y a rien, absolument rien de commun. On finira bien par chercher le socialisme là où il se trouve, c'est-à-dire partout plutôt que dans l'arène des faillites, des mensonges et des turpitudes politiques.

Quant à nous, continuons sans défaillance et sans relâche notre propagande. Le moment n'est peut-être pas éloigné où le grain que nous aurons semé portera ses fruits.

CHARLES ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

ILLOGISME. — Les instituteurs pétitionnent, demandant à être dispensés d'une des trois périodes d'exercices militaires.

Désirer être soldat le moins possible, c'est très bien. Mais les instituteurs qui acceptent d'enseigner, du matin au soir, aux enfants que le « plus beau, le plus sacré des devoirs » est de servir sous les drapeaux, devraient être les derniers à chercher à se soustraire à ce devoir si beau, si sacré. Ne devraient-ils pas, au contraire, solliciter la faveur insigne de faire une période de plus que leurs concitoyens? Puisqu'il est si beau d'être soldat, ne devraient-ils pas regretter de ne pouvoir l'être toujours?

Mais le patriotisme, c'est comme la religion. C'est bon pour le peuple, pour le maintenir sous la férule et les dirigeants en prennent et en laissent à leur gré.

Les instituteurs devraient bien mettre un peu plus de logique dans leur conduite et un peu plus de sincérité dans leur enseignement.

∴

MORALE LÉGALE. — Il est entendu, n'est-ce pas, que l'union hors mariage est immorale. Tout dans la législation l'affirme : l'inégalité des enfants naturels, les privilèges accordés aux époux « légitimes » et l'absence de droits des « concubins », etc.

Aussi la loi, sévère gardienne de la morale, a interdit, en cas d'adultère suivi de divorce, le mariage de l'adultère avec son complice. M. Charles F... avait voulu contracter mariage avec Mme G..., divorcée. Or, bien que le jugement prononçant le divorce n'ait pas mentionné M. Charles F..., il résulte des renseignements qu'il était le complice de Mme G... La mère de M. F... ayant fait opposition au mariage, le tribunal lui a donné raison.

La loi, qui est censée protéger l'institution du mariage, va donc forcer ces amants à vivre hors mariage, exactement comme cela fût arrivé si le mariage légal n'avait jamais été institué.

Tels sont l'esprit et la morale des lois.

A. GIRARD.

MILITARISME. — Le 51e de ligne allant de Beauvais au camp de Sissonnes, par marches forcées et sous une chaleur accablante, 200 hommes sont tombés sur la route.

A la sortie d'un bal, à Lunéville, un cavalier du 12e cuirassiers se prend de querelle avec un ouvrier mécanicien. Il tire son sabre, l'en frappe et se sauve. On court après lui, un croc-en-jambes le fait tomber, il se blesse. Quelques soldats, commandés par un lieutenant de dragons, accourent arracher l'homme au sabre des mains des civils. Tandis qu'une partie l'emmènent, d'autres, avec un maréchal des logis à leur tête, se chargent de le venger; ils fouillent les rues, sabre au clair, en quête d'un civil à saigner. Ils en trouvent un, au hasard, l'arrêtent, et, comme il proteste, l'un d'eux lui plonge son sabre dans l'aine. C'était un garde champêtre, qui n'avait rien à voir dans la dispute. Il tombe, on le ramasse tout sanglant et on veut le traîner jusqu'au poste; il retombe une seconde fois, mort.

La nuit, à Vannes, des sous-officiers se jettent sur deux femmes qui rentrent chez elles, accompagnées d'un parent. Ils rouent de coups celui-ci et, l'une des femmes ayant pu s'enfuir, ils emmènent l'autre malgré ses cris; et tandis que trois la maintiennent, le quatrième la viole.

La nuit, à Epinal, un soldat donne quelques sous à un enfant de huit ans, l'entraîne à l'écart et cherche à le violer. Attiré par les cris, un homme d'équipe accourt, saisit le soldat au collet et veut l'emmener au commissariat. Ceci était de trop : une solide raclée eût suffi. Le soldat dit à l'homme qui l'entraîne : « Tu sais que je n'y coupe pas du conseil; pense à ce que tu vas faire en me livrant. » Puis il tire sa baïonnette et la lui plonge deux fois sous le poumon gauche.

R. CH.

*
* *

MOUVEMENT OUVRIER. — Comme il fallait s'y attendre, les assassinats de Chalon-sur-Saône ont eu leur répercussion à la Chambre. Les sangsues du Palais-Bourbon, non contentes de faire tirer sur les ouvriers, se sont amusées pendant toute une après-midi à retourner le fer dans la plaie. Les mêmes qui votent l'achat de cartouches et de fusils font les étonnés lorsque leurs délégués s'en servent.

Et cela a valu au ministère une bonne petite interpellation. Et allez donc!

Ce qui n'empêchera pas à l'avenir les gendarmes et l'armée de se mettre au service des capitalistes dans les grèves. C'est ce qui s'appelle protéger la liberté du travail! Peut-être serait-il préférable de protéger d'abord la vie des travailleurs. Mais de cela nos législateurs au service de la bourgeoisie, n'en ont cure.

Je tenais à être renseigné aussi exactement que possible. Je suis allé à la source même des renseignements. J'avoue ne pas lire souvent le *Journal officiel*, et il a fallu une question aussi grave que ces assassinats d'ouvriers pour m'y décider. Je voulais me rendre compte autrement que par la lecture des débats, tronqués, des journaux quotidiens de quelle manière se tireraient de cette mauvaise passe les polichinelles qui ont la prétention de représenter le socialisme à la Chambre.

Je dois avouer qu'en excellents politiciens ils s'en sont très bien tirés. Les grands discours en faveur des travailleurs n'ont pas manqué. Autant que Waldeck-Rousseau, — qui le prouve! — les socialistes aiment les travailleurs. La liberté, la défense de la République, tout cela a marché, les grands mots n'ont pas fait défaut, mais ce qu'il faut lire, c'est l'ensemble de la discussion ; comme l'on sent bien alors qu'entre les travailleurs et tous ces gens-là, il n'y a rien de commun. Si l'on parle des malheureux tombés sous les balles des gendarmes, c'est simplement pour la galerie, pour illustrer le débat; la politique, l'infecte politique prime tout.

Bien mieux, l'interpellateur, un radical-socialiste, s'il vous plaît! député de la circonscription où s'est passé le drame, a trouvé le moyen de rendre hommage à l'armée, qui, elle, n'a pas eu l'occasion de tirer sur les travailleurs. Qu'on en juge :

M. Simyan. — Ah! Messieurs, on nous accuse souvent, d'un certain côté de la Chambre, d'être les ennemis de l'armée. Je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte de rendre hommage à l'armée...

M. le général Jacquey. — Très bien!

M. Simyan. — ... et de dire combien elle a été admirable de calme et de sang-froid à Chalon-sur-Saône. (*Applaudissement à l'extrême gauche.*) — Et nos socialistes piqués au vif d'applaudir. L'armée n'a pas tiré, ce sont les gendarmes : Millerand et ses larbins sont satisfaits.

Si les familles des assassinés ne sont pas contentes, c'est qu'elles sont vraiment difficiles.

Comme de bien entendu, les débats se sont terminés par un vote, par plusieurs même.

Millerand et Waldeck approuvent les assassinats, et comme la défense républicaine (??) l'exige, les bons députés socialistes les approuvent, les plus lâches se contentant simplement de s'abstenir.

Populo comprendra-t-il cette fois? Constans avait Fourmies, Millerand-Waldeck ont la Martinique et Chalon-sur-Saône. Tous ces escrocs du peuple n'ont plus rien à s'envier.

*
* *

A retenir cet aveu échappé à l'un d'entre eux au cours de la discussion :

« Car il faut bien qu'on le sache, jamais les parlementaires n'accordent la liberté au peuple; ce sont les ouvriers eux-mêmes qui la conquièrent à force d'énergie, parce qu'ils la considèrent comme un bien très précieux. »

Mais alors, s'ils ne servent qu'à faire des lois contre la liberté et à approuver les assassinats de travailleurs, pourquoi, vous qui vous élevez si bien contre, en êtes-vous, Monsieur le parlementaire?

*
* *

Un camarade socialiste a dit (pas à moi) que je n'étais pas de très bonne foi lorsque j'avais écrit ici que la loi Millerand sur le travail des femmes et des enfants était une loi de recul et antisocialiste. J'ai déjà apporté ici des preuves de ce que j'avançais. En voici encore une :

« Dans plusieurs usines de Roubaix, notamment à la teinturerie Browaeys, rue de Tourcoing, un avis signé de M. l'inspecteur du travail a été placardé, avertissant les ouvriers que les enfants âgés de moins de dix-huit ans, employés dans l'usine, pourront travailler douze heures. »

Faire travailler des femmes et des enfants dans une usine douze heures au lieu de dix, est-ce un progrès socialiste? J'aurais grand plaisir, je l'avoue, à ce que cela me fût prouvé. En attendant, je continue à dire que les décrets de Millerand n'ont été pris que pour donner des gages au gros patronat.

PAUL DELESALLE.

Belgique.

Un petit coin de territoire qui devient bon pour les idées, c'est celui de Huy-Waremme. Là est le siège d'un des panoramas naturels les plus brillants qu'on puisse connaître; l'air y est pur; des villages coquets sont parsemés au milieu d'une succession de sapinières et de vallées.

Ces dons physiques se répercutent sur le moral : des habitants intelligents, dont la sobriété contraste avec l'ivrognerie hideuse des ouvriers du bassin de Seraing; une curiosité intellectuelle consolant beaucoup les propagandistes de l'inertie verviétoise; au lieu de l'appareil sensitif obstrué qui domine dans la vallée de la Vesdre, c'est ici un niveau intellectuel très relevé; des habitants froids, au premier abord, mais très sensibles aux considérations humanitaires et adoptant les idées libertaires quand elles sont exposées avec logique.

La propagande libertaire a profité de ces excellentes dispositions; tandis que nous jetons le suaire sur Verviers, et que nous laissons Seraing cuver le jus de péquet, nous allons fréquemment dans ces beaux patelins bordant la Meuse d'Andenne à Engis.

Ameye, Ampsin, Villiers-le-Bouillet, Antheit, Jehay-Bodegnée, autant de foyers d'idées.

*
* *

C'est encouragé par ces centres comme aussi par l'accueil toujours chaleureux reçu au pays de Charleroi, que Lucien Hénault et moi avons fondé un journal d'avant-garde, *le Réveil des Travailleurs*, dont le premier numéro a paru le 15 juin. Nous le rédigeons solidairement, consentant, vu l'extrême puissance du P. O., à apporter, dans notre ligne de conduite, les tempéraments qu'exige, *aujourd'hui*, l'état très arriéré des esprits belges. Loin de faire du tort aux *Temps Nouveaux*, ce journal ne peut, vous le devinez, que les propager, les faire mieux connaître, les infiltrer dans de nouvelles communes. Le siège social du journal est chez Lucien Hénault, rue Monulphe, 1 (Liège).

*
* *

La Comédie juridique promise depuis quelque temps va se jouer : Sipido et ses coaccusés, tous jeunes gens très honnêtes, vont passer aux assises. Pour une plaisanterie légale de cet acabit, l'acteur-bouffon tout désigné était, naturellement, le procureur général raté dont l'opinion publique en général, les honnêtes gens en particulier, ne se préoccupent plus. Une défense bien composée n'aura aucun mal à faire crouler l'accusation dont la rédaction seule dénote un cas curieux de pathologie officielle.

FLAUSTIER.

Indes néerlandaises.

Je m'étonne bien souvent que notre cher petit journal mène une vie si peu « robuste ». Est-ce que son contenu — son sang à lui — n'est pas sain, pas assez réconfortant?... Ce pourrait bien être justement à cause de la pureté de son sang (pur de toute coterie, pur de toute flatterie), qu'il est si peu compris de la grande masse, qui aime qu'on flatte son bas égoïsme.

Notre bon petit journal est, selon l'étroit raisonnement (si raisonnement il y a) de la grande masse, coupable de ne pas se mêler à toutes ces coteries, ces cochonneries — (permettez-moi le mot) — de la vie; pour moi, le journal fait d'excellente besogne; il frappe juste et ferme, là où il faut frapper; tant pis pour ceux qui en attendent autre chose.

Il est triste cependant, compagnon, de constater que l'immense majorité des hommes — et parmi eux, hélas! pas mal qui aiment à se parer du nom de socialiste — veulent encore qu'on flatte leur égoïsme, et se conduisent comme des enfants, ni plus ni moins, prenant leur rêve (et quel rêve, souvent!) pour la réalité.

Des exemples de leur inconséquence? Une année du journal ne suffirait pas pour les énumérer. Chacun dans son entourage peut voir de ces individus qui mangent du prêtre avec autant d'appétit qu'une côtelette. S'il ne dépendait que d'eux, toutes les religions et leurs bons pasteurs disparaîtraient à jamais. Seulement ces beaux parleurs, quand ils se marient, vont s'agenouiller devant M. le curé, parce que... Ah! si, ils ont tout fait pour faire prévaloir « leur » volonté; *mais... leur future*, les beaux-parents, et surtout leur pauvre vieille mère qu'ils aiment tant, l'ont formellement voulu; et ils ont dû céder... Mais ils se rattraperont : leurs enfants seront bien autrement éduqués! Ah! cela, ils nous le garantissent sur « leur honneur ». Le bébé voit le jour; Monsieur papa, hors de soi d'un tel bonheur, le mène faire le plongeon à l'église, parce que... sa chère petite femme, encore malade, l'a voulu ; alors, vous comprenez, il n'a pas osé lui causer du chagrin, pour si peu, et puis le petit n'en sait rien encore; mais quand il aura l'âge de comprendre, papa en fera un « homme aux idées larges! » Farceur de papa, va! il ne lui coûte guère de faire toutes les concessions; l'enfant est mis à l'école des jésuites, qui prendront soin qu'il ressemble en tout à son père. La femme rend son âme à son Dieu, et le pauvre homme, en proie à tous les chagrins, mène à grande pompe la morte chez M. le curé — qui ne lui en veut guère d'avoir été bafoué par lui, — pour la munir d'une recommandation pour un bon fauteuil au ciel!

Et voilà!... des inconséquences, rien que des inconséquences!... tel encore, quand ce même papa, chez le marchand de vin du coin, parle et gesticule à tout casser, sur ce n... de D... de sale patron, ces bougres de députés, faiseurs de loi, en veux-tu, en voilà; voyons, si tout le monde « pensait » comme lui, on pourrait aisément se passer de maîtres! Seulement, notre bonhomme a été surchauffé dans les réunions par Monsieur le candidat, un bon, celui-ci, un vrai, et voilà notre homme qui fait du « votage »! Si Monsieur le député ne tient pas sa parole à la fabrique des lois, ce sera à recommencer, et ainsi de suite.

Et que dire de l'exemple que nous donnent ces « braves » soldats se vendant pour quelques sous, ou pour rien, pour aller assassiner et piller les hommes d'une autre nation; et cela *pour quoi?* Pour le bon plaisir d'une poignée de brigands de grand chemin, qui restent tranquillement chez eux, au coin du feu, servis de tout le superflu, avec souvent une maîtresse — fille ou sœur de ces mêmes soldats qui se font tuer là-bas.

Oui, c'est pour faire à ces archi-canailles aux gants jaunes la vie large et douce que ces bêtes humaines se vendent pour quelques misérables sous, et se font tuer; peut-être *souvent* aussi par espoir de piller « un sale individu » de ces pays lointains, et pour revenir riches (?) ensuite, si faire se peut!.....

Cependant, pourquoi désespérer? Non, camarades, ne désespérons jamais! Que tous *ceux* qui comprennent la situation se mettent sans relâche à l'œuvre pour s'éduquer *tout d'abord eux-mêmes*, pour devenir des hommes conscients de leur dignité,

conscients du but de la vie, et conscients de ce qu'il y a à faire pour éduquer les autres, *les jeunes surtout*, et aider ainsi à la marche sûre de l'humanité vers l'Anarchie, vers le bonheur que tout homme souhaite si ardemment!

HABER.

Etats-Unis.

SAINT-LOUIS. — *La grève.* — Les trois mille et quelques moutons qui ont quitté le travail le 8 courant attendent toujours l'arbitrage. Leurs chefs leur ont recommandé le calme; malgré cela, il se passe peu de jours où il n'y ait quelques femmes, hommes ou enfants qui ne reçoivent quelque balle de revolver, non des grévistes, non des policiers — ou rarement — mais des « *scabs* » — traîtres aux unions qui font le service accompagnés de policemen et qui ont le privilège de porter le revolver en poche — pour une brique lancée par un gamin, ils tirent dans le tas. Rien que ce matin, six victimes : une enfant de treize ans, au bras, deux gamins, deux hommes — dont l'un devra avoir une jambe amputée — et un jeune homme de dix-sept ans qui s'en allait à son travail et qui n'en réchappera probablement pas.

Gouverneur, maire, chef de police et exploiteurs s'entendent bien; heureusement qu'en ceci la gent policière est du côté des grévistes, plusieurs déjà ont brisé leur engagement en remettant leur « *star* » — espèce d'étoile en métal blanc qu'ils accrochent sur leur frac à boutons jaunes.

Au-dessous de tout cela il y a une question politique; les élections — quelque chose comme municipales — avaient lieu le samedi 26, et le parti non au pouvoir a fomenté la grève. Cette pauvre bourrique d'exploité sera donc toujours la dupe des maquereaux de la politique! Le maire a été très bien dans son rôle jusqu'à présent : il a montré, à tous les « souverains » qui l'avaient hissé au « pouvoir », quelle sinécure il remplissait...en faisant le mort!!! Il aurait pu, à l'instar d'autres maires, refuser la police aux compagnies de tramways et, en vingt-quatre heures, elles auraient dû avoir cédé ou perdre une somme nominale de 80,000.000 (quatre-vingts millions) de dollars.

Il y avait, jusqu'il y a à peu près un an, sept ou huit compagnies de tramways à Saint-Louis; une seule, la plus vieille, ne s'est pas vendue aux *trusts* et celle-là roule, sans police, depuis le troisième ou quatrième jour de la grève; le public est sûr de ne pas recevoir de briques sur cette ligne-là, et, sur un calcul approximatif, elle encaisse quelque chose comme 8.000 dollars par jour.

L'autre, la *Trust C°*, perd chaque jour — chiffre connu — 16,666 dollars par jour de recette. Mais les directeurs s'en fichent un peu, ils sont plus forts que les pauvres diables qu'ils exploitent, et trouvent même moyen, par-dessus le marché, de graisser la patte aux maire, chef de police, gouverneur, etc., voire même payer de pauvres femmes pour se trimballer toute une journée, avec leurs mioches, dans des cars conduits par des *scabs* sous la protection de la police.

Cependant que demandent les grévistes? Rien, ou presque rien. Leur prix d'union est 20 sous de l'heure, 10 heures de travail par jour. 12 heures consécutives de repos et 25 sous par heure pour chaque heure extra; que tous les employés fassent partie de l'union — après avoir prouvé leur habileté à remplir l'emploi qui leur échut — pour qu'ils ne puissent travailler au-dessous du prix; que la Compagnie n'ait pas le droit de renvoyer un homme sans informer les chefs de l'union du motif pour lequel elle agit ainsi.

Peut-on être moins exigeant?

Et ils sont 3.500 unionistes, dont trois ou quatre cents sont employés par l'autre compagnie, actuellement.

Voilà au moins dix jours que l'on attend l'issue de cette grève. Le mercredi 16, la *Trades and Labor Union* devait, comme elle l'avait prédit, appeler à une grève générale tous les corps de métier de Saint-Louis — si la grève n'avait pris fin. Elle n'en a rien fait; causes : 1° les peintres et charpentiers viennent de sortir victorieux d'une grève qui dura cinq semaines; 2° les imprimeurs ont, après une longue lutte, obtenu, il y a un an ou plus, des contrats de 6 années avec les éditeurs; 3° les brasseurs, après une lutte de cinq ans et trois mois, ont obtenu un contrat dans lequel une clause stipule : « *No strike* » (pas de grève). Pour ces derniers seuls, leur arrêt de vingt-quatre heures causerait un dommage d'une vingtaine de millions de dollars à la ville, parce que, englobant les machinistes et chauffeurs, les objets de consommation qui doivent être tenus à basse température seraient gâtés.

Et nos T. and L. U. descendent au « bar », après avoir jacassé jusqu'à plus soif sur ce sujet, et boivent force *union beer* après n'avoir rien décidé.

Cependant ce ne sont pas les idées qui manquent; mais il fallait du calme, et nos bons « leaders », comme des bergers endormis sur leur houlette, n'entendent pas les moutons bêler ni les chiens hurler à l'approche du loup. « Eux » délégués parlementaient et parlementent encore.

* * *

Il nous faut des chefs! Il nous faut des chefs! Voilà ce que l'on me répète à chaque instant. Tant pis, dis-je, si vous ne pouvez vous conduire proprement vous-mêmes : prenez un chef, il ne vous apprendra rien et ne vous conduira pas mieux que vous ne conduiriez les autres demain lorsque vous serez chef, puisque vous n'aspirez qu'à être chef vous-même. Soyez donc chef de vous-même et vous cesserez d'être l'esclave d'un chef. Votre chef d'aujourd'hui était esclave hier, n'est-ce pas? Laissez votre initiative personnelle se développer et vous ne direz plus qu'il faut un chef.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu 100 fr. d'un camarade. Nous avons immédiatement mis à l'impression la brochure : *Enseignement bourgeois et enseignement libertaire* de J. Grave, couverture de Cross. Escomptant d'avance la vente de cette brochure, nous faisons aussi finir le tirage de *Aux femmes* de Gohier, la brochure à distribuer.

Le camarade auquel nous avons prêté *Travail et Salaires en Angleterre depuis le treizième Siècle*, de Thorold Rogers, est prié de nous le rapporter.

Groupe des Trimardeurs du XV°. — Le samedi 23, à 8 h. 1/2, conférence par Blas et Daspatte, salle Clément, 3, rue Fondary.

Le samedi 20 octobre, conférence, au profit des *Temps Nouveaux*, par Liard-Courtois : *Souvenirs du bagne*.

A l'issue de la conférence, tirage des lots restant de la dernière tombola. Prix de la carte d'entrée : 0 fr. 50.

Nous tenons des cartes à la disposition des camarades.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle (Université populaire du XVIII° arrondissement). — Réunion du samedi 23 juin, à 8 h. 1/2 : causerie sur Michel-Ange (avec projections).

Lundi 25. — Soirée musicale et littéraire.

Mercredi 27. — J. Renaud : La falsification des aliments.

Des camarades canneleurs pourraient-ils nous aider à faire embaucher deux camarades étrangers?

Le camarade Roberto d'Angiò fait savoir que son adresse est : fermo in-posta, Foggia.

EPINAL. — Le groupe d'études sociales se réunit tous les mardis soir, à 9 heures, chez Loquier, 9, rue Aubert.

Mardi 26, lecture de *la Cage*, de L. Descaves. Bibliothèque. Extension à donner à la propagande.

LYON. — Dimanche 1er juillet, matinée familiale privée au profit d'une bibliothèque libertaire, au Casino de Vaise, à 2 heures précises. Causerie par le camarade Lévy, sur la nécessité de l'enseignement populaire. Chants et déclamations avec le concours assuré de MM. Bouvard, comique; Keller, dans son répertoire; Mégevant, mandoliniste; les frères Tolluig, duettistes, ainsi que divers amateurs.

Une tombola gratuite sera tirée à l'issue de la matinée.

Voici la liste des lots reçus pour la tombola :

Un lot de brochures des *Temps Nouveaux*.

Une boîte de parfumerie et un volume, par le camarade Salignat, coiffeur.

Un lot, par le camarade Salignat jeune.

Une bouteille d'eau de Cologne, par la compagne Massoubre.

Une chaise miniature, offert par un camarade.

Deux cadres Louis XVI, offert par un renaudeur.

Bon pour la façon d'un pantalon, par une compagne.

Un lot de primeurs, offert par le camarade Beffy.

Le « balai social », par le camarade Pommier, et un rosier artificiel, par sa compagne.

Un lot de cadres du camarade Vernet.

Une blague, par le camarade Augier.

Un lot du Groupe d'études sociales.

Un lot par le camarade Cornu.

Les camarades qui voudraient envoyer des lots pour la tombola, ainsi que des livres et brochures pour la bibliothèque, sont invités à les envoyer aux adresses suivantes :

Michard, 206, rue Garibaldi;
Salignat, coiffeur, rue Vendonne, 243;
Bouasse, rue Inkermann, 13;
Massoubre, 64, rue Mazenod.

Deux billets de 0 fr. 25 donneront droit à l'entrée et à la tombola gratuite.

On trouvera des cartes aux adresses ci-dessus désignées et à l'entrée.

MARSEILLE. — *Groupe libertaire Mempenti.* — Les anarchistes se rencontrent 107, chemin de Toulon, tous les mardis, jeudis et samedis, à 9 heures du soir.

FRESSENNEVILLE. — Réunion de la bibliothèque d'études sociales du Vimeu, dimanche 24 juin, salle Sac-Epée, café du Progrès, à 8 heures.

GOSSELIES. — Le mercredi 27 juin, à 6 heures, au sallon Allard, conférence par Flaustier. Sujet : La Guerre des classes et la Révolution sociale.

AMPSIN. — Dimanche 1er juillet, à 11 heures, conférence par Flaustier. Sujet : La Réaction cléricale et ses dangers.

AMEYE. — Le 1er juillet, à 3 heures, conférence sur l'Education révolutionnaire de la masse. Orateurs : Flaustier et L. Hénault.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Creach, 2 fr. — Listes précédentes : 1.707 fr. — Total au mardi 19 juin : 1.709 fr.

Les camarades de San Francisco qui nous ont envoyé la liste dont nous avons publié le total dans le n° 1, 6e année, nous demandent d'en donner le détail. Le voici :

G. Lombardi, 2 fr. 50; M. Portosa, 2 fr. 50; P. de Zordo, 1 fr. 25; G. d'Albis, 1 fr. 25; N. Lattiano, 1 fr. 25; A. Alberigi, 1 fr. 25; P. Sarafini, 1 fr. 25; B. Tesano, 1 fr. 25; F. Pedretti, 2 fr. 50; M. Pedretti, 1 fr. 25; P. Pedretti, 1 fr. 25; C. C., 2 fr. 50; A. Zocchi, 1 fr. 30; G. Regalin, 2 fr. 50; Un admirateur d'Angiolillo, 7 fr. 50. — Avec le change : 32 fr. 45.

AVIS

Il nous reste deux ou trois mille de l'image *Chauvinard*. Nous les mettons à la disposition des camarades à raison de 3 fr. le cent.

PETITE CORRESPONDANCE

Théâtre social (Maison du Peuple). — Reçu votre lettre mercredi après midi. — Trop tard pour être insérée. — Mardi matin.

A. N., à Marseille. — Reçu lettre et mandat. Brochures expédiées.

A., à Londres. — *Arlequin sauvage* n'existant pas en librairie, j'ai envoyé *En détresse*.

F. S. — Oui, il nous reste encore des années 4, 6 et 7 de la *Révolte*, et 7 et 9 du *Révolté*.

T., à Cherbourg. — Oui, nous avons déjà quelques camarades qui souscrivent mensuellement. Nous pouvons faire prendre remboursement par la poste.

S., à Montpellier. — Une autre fois, faites attention. Nous, ça nous force à acheter des bouquins et à immobiliser de l'argent qui nous fait faute autrement.

P. A., à Angers. — Le *Libertaire* a reparu cette semaine.

Reçu pour la brochure à distribuer : Véron, 1 fr.

Reçu pour le journal : E. B., à Annecy, 0 fr. 30. — J. M., à Oakland, 2 fr. 75. — Lebasque, 10 fr. — X., 15 fr. — J. d'H., à Gand, 6 fr. 70. — T. L. (pour la cause), 2 fr. — R. et T., 1 fr. — H. F., 1 fr. — Excédent d'écot à la sortie de la salle d'Arras par les camarades du XVIII°, 1 fr. (et 1 fr. pour le *Libertaire*). — G., à Vienne, 1 fr. 60. — Ludovic, 0 fr. 60. — Peintres en décor (E. V.), 2 fr. — V. B., à Puget, 0 fr. 50. — Merci à tous.

L., au Mans. — M., à la Haye. — A. M., à Dijon. — J. G., à Boston. — B., à Puget-Ville. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 10 — DIX CENTIMES — DU 30 JUIN AU 6 JUILLET 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Toujours pour les mêmes raisons, pas de supplément cette semaine. Nous le regrettons d'autant plus qu'un léger mouvement de progression semble vouloir se dessiner, mais il y a, chaque semaine, un déficit que nous ne parvenons pas à combler, et nous serons forcés d'avoir recours à cette mesure, tant que nous n'aurons pas trouvé à le combler. Il y aurait un moyen. Ce serait que quelques camarades s'engagent pour une souscription mensuelle que nous ferions recouvrer par la poste.

LA CONSPIRATION BOURGEOISE

Lorsque la bourgeoisie vit le mouvement socialiste international reprendre en Europe dix ans après la chute de la Commune et qu'elle comprit le danger de révolution sociale qui la menaçait, — sa première pensée fut de provoquer des insurrections ouvrières et de les noyer dans le sang. On en parlait assez ouvertement. La peur seule de ne pouvoir maîtriser le mouvement empêchait l'action décisive.

Mais peu à peu, les circonstances aidant, une autre politique, plus profondément machiavélique et plus efficace encore, fut trouvée. C'était de remettre en question toutes les conquêtes de la démocratie, que nous tous croyions, il y a vingt-cinq ans, assurées pour toujours pour les nations civilisées, — et se rallier autour des fantoches de religion et d'autorité que nous tous avions crus enterrés à jamais.

Ce ne fut ni un Congrès européen, ni un sauveur de la bourgeoisie quelconque qui lancèrent cette politique. Son programme ne fut même jamais formulé. Mais regardez l'Europe entière, et vous verrez qu'il y fut appliqué avec une unanimité frappante.

Dans leurs causeries après souper, dans les mots échangés en wagons de première à propos des événements quotidiens, l'*esprit du programme* fut arrêté, approuvé et le programme fut mis à exécution. Tout au plus si Rome et ses jésuites, si les églises protestante et russe, ainsi que les dames anglaises de la Ligue de la Primevère, servirent d'intermédiaires. On se comprit entre bourgeois du premier mot — et on a agi en conséquence.

La libre pensée, la critique scientifique et matérialiste, l'instruction laïque, les libertés politiques, les institutions républicaines, et même municipales, le droit à la vie des petites nations, l'autonomie locale, le principe fédéraliste — mais tout cela semblait acquis, certain, inattaquable après 1848.

Eh bien! tout, point par point, fut remis en question — en France, en Angleterre, en Allemagne, dans les péninsules, aux Etats-Unis, partout.

D'autre part, tout ce que l'on croyait bel et bien mort et enterré — la religion, la superstition, le spiritisme et la magie ; le royalisme, l'impérialisme, voire même le pouvoir absolu ; la dictature et le césarisme, la Sainte Inquisition, la lettre de cachet — tous ces fantoches, dont les drapeaux fanés étaient tombés en lambeaux et qu'il eût semblé impossible de ramener dans la rue sans se couvrir de ridicule — tous ils se promènent aujourd'hui la tête haute, tous ils crient, se poussent en avant, en préparant le moment de mitrailler les travailleurs s'ils osent se révolter.

Et le parti de la révolution qui aurait dû travailler à constituer un immense mouvement ouvrier, prêt à marcher à l'assaut du royaume bourgeois, se voit forcé tout le temps de courir à la défense de ce que nous croyions acquis pour toujours par l'humanité : de s'armer de bâtons ou de revolvers pour enlever la rue, aujourd'hui, aux cafards, demain aux jésuites, aux antisémites, aux boulangistes, aux esterhazistes, aux royalistes et aux muscadins ; demain encore pour enlever ses frères aux tortures de la Sainte Inquisition.

Voyez, de quelles questions l'Europe s'est-elle passionnée depuis trente ans. Etait-ce de l'Internationale ouvrière ? d'une grève générale franchissant les frontières ? d'un soulèvement de la Commune de Paris ou de Carthagène ? d'une guerre sociale quelconque ?

Rien de tout cela. Il a fallu courir au plus pressé. Ici, empêcher un Boulanger de devenir le César de la France. Là, empêcher la démolition du Conseil municipal de Londres qui montrait quelques velléités socialistes. Là encore, arracher des compagnons aux tortures des jésuites. Protester contre la destruction de l'indépendance des Boers ou de la Finlande. Défendre l'esprit démocratique de la rue de Paris contre l'invasion des muscadins ; empêcher le retour de la royauté, du droit absolu et des cafards triomphants ; défendre le droit de penser, de parler et d'écrire ; s'alarmer de ce que l'école laïque retombe aux mains des jésuites, lutter contre l'obscurantisme qui s'implante, l'éteignoir à la main, dans les universités, la presse, les réunions ; défendre le droit de se coaliser, ou bien se constituer à Londres en comités, armés de gourdins, pour avoir le droit de dire quelques mots dans un meeting contre les pilleurs, Rhodes et Chamberlain...

Et cela — partout, en France, en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, en Italie...

Remettre en question toutes les conquêtes de la démocratie ; se rallier autour de tous les vieux fantoches — telle est la grande conspiration bourgeoise, d'autant plus dangereuse qu'elle est tacite, que son centre est partout, qu'elle n'a ni chef ni comité, que chaque bourgeois en est, sans qu'on lui demande sa carte d'affiliation.

A cette immense conspiration bourgeoise, que pouvons-nous opposer?

Lutter sur le terrain, sur lequel elle veut précisément nous amener? Nous l'avons fait, sans autre résultat que de voir la conspiration s'étendre, se payer d'audace, attaquer les forts qui nous semblaient le moins attaquables.

A cette sourde déclaration de guerre, nous n'avons qu'un moyen de répondre. — Attaquer nous-mêmes! Attaquer partout, en chaque endroit par la grève, par la révolte ouvrière, levant franchement le drapeau de la révolution sociale. Augmentation de salaires — et à bas le patron ! Du pain pour vivre aujourd'hui — soit ! mais aussi pour pouvoir jeter bas la forteresse bourgeoise.

Assez d'attendre chapeau bas à la porte de la Chambre. Il est temps pour l'ouvrier de relever la tête, avant que le Directoire, dont on nous parle déjà, ne vienne dépouiller l'ouvrier des dernières libertés qu'il avait acquises par son sang.

Le capitaliste nous étouffe. C'est à lui qu'il faut parler directement, ouvertement.

PIERRE KROPOTKINE.

DE LA LOI DES SALAIRES

On a déjà beaucoup écrit sur le plus ou moins d'absolu de la loi d'airain ou loi des salaires. La paternité de cette loi est généralement attribuée à Lassalle et Karl Marx, qui en firent une des bases de leurs doctrines dans un moment où le jeu des institutions capitalistes semblait leur donner assez raison. Le peu d'expansion coloniale et la difficulté des transports étaient cause que des crises sévissaient sans presque discontinuer et qu'une armée nombreuse de sans-travail se trouvait trop souvent sur le pavé.

Plus tard, la rapidité des transports et la politique coloniale furent des dérivatifs assez sérieux qui pallièrent quelque peu le paupérisme ; les crises et les chômages s'espacèrent, les travailleurs ne connurent pas le paradis, mais ils se procurèrent plus facilement le travail qui leur permettait de se procurer la maigre croûte indispensable.

Les économistes bourgeois jubilèrent ; à cor et à cris ils proclamèrent la légitimité du régime capitaliste en démontrant que celui-ci, tout en enrichissant les parasites, pouvait aussi élever le bien-être des masses, leur procurer un minimum de consommation plus élevé et leur donner la facilité de jouir, dans une mesure de plus en plus large, des bienfaits de la science.

Certains sociologues *soi-disant* socialistes donnèrent aussi dans le panneau et voulurent démontrer que, puisque le minimum de consommation augmentait sur un espace de temps plus ou moins limité, il était possible d'anéantir le paupérisme en conservant les institutions autorité, propriété et salariat ; ils en conclurent que le collectivisme, tout en étant, d'après eux, l'aboutissant fatal de l'évolution actuelle, serait un progrès quant à la répartition des produits de consommation.

Partant de là, d'aucuns trouvèrent que le préléta-

riat n'était plus cet enfer tant maudit, légitimant toutes les révoltes, que c'était tout *simplement* un purgatoire, et que quand même la *propriété individuelle resterait* la base de la *société*, les travailleurs pouvaient espérer aboutir un jour au paradis.

Certes, je ne contesterai pas qu'il n'y ait une certaine différence entre la situation économique du troglodyte et celle du plus humble ouvrier actuel. On peut jouir dans une certaine mesure de certains bienfaits de la science, jadis inconnus. Mais de là à conclure que le sort du serf salarié est assez supportable, il y a de la marge.

Pour démontrer la valeur de leur théorie, certains socialistes mettent de côté les grandes causes qui ont amené ce bien-être factice et momentané, et, sous prétexte de savoir ce que la loi des salaires contient de vérité, ils ne considèrent que les pays où l'industrialisme s'est développé en ces dernières années et ne font pas mention de ces facteurs importants : guerres et colonisation. Puisque pour la facilité de leurs démonstrations ils comparent sans limitation de temps la situation du plus humble prolétaire actuel avec le troglodyte de l'âge de la pierre, je trouve qu'il n'est que juste d'embrasser, sans considération de frontières ni de distances, tous les pays où le capitalisme fait sentir ses effets néfastes.

Or, si, malgré le développement du machinisme et l'accroissement de la population, les chômages et les crises restent si longtemps avant d'arriver à l'état aigu, c'est parce que des malheureuses peuplades soi-disant non civilisées sont contraintes de consommer les déchets des pays dits civilisés. Le trop-plein de la fabrication (trop-plein à cause de la non-consommation) ne trouvant pas d'écoulement au dedans, est envoyé au dehors; cela permet aux populations asservies de trouver du travail et de se procurer tant bien que mal le minimum indispensable à la conservation de leurs misérables vies.

Pendant que les économistes bourgeois s'extasient sur les bienfaits du capitalisme, des milliers de naturels plus arriérés que nous dans leur évolution sont forcés, à coups de fusil, de consommer nos rebuts; des pays entiers, quoique très riches et cultivant le grain, sont dans un état presque permanent de famine: des Russes et des Hindous, après avoir travaillé la terre et fait pousser le froment, périssent de privations par millions; et pendant ce temps-là, le produit de leur labeur prend le chemin de l'Occident où les capitalistes trouveront plus facilement à gagner dessus, les populations affamées de leurs propres pays n'ayant pas l'argent nécessaire pour se procurer ce pain qu'on leur a volé. Inutile, je crois, de s'étendre longuement sur les autres privations, souffrances et crimes dont sont victimes, au nom de la civilisation, les habitants de ces malheureux pays qu'on appelle colonies. C'est pourtant à toutes ces atrocités que notre belle société doit de se tenir debout. Heureusement que, par la force des choses et à cause même de la rapacité des exploiteurs, les colonies et les pays non industrialisés entrant de plus en plus dans la voie de la grande production, ces brigandages, qui ne sont sous une forme plus générale que les vols à main armée de jadis, pourront peut-être un jour prendre fin.

Ceux qui vantent les progrès actuels ont toujours soin, pour appuyer leur thèse, de prendre comme exemple des corps de métiers qui sont en quelque sorte les privilégiés du travail. Entre les mille métiers qui se professent dans un pays, il existe toute une gamme : depuis les plus durs, les plus ingrats, les plus malsains, les moins rétribués, jusqu'aux autres qui sont l'aristocratie du prolétariat. La même chose se reproduit entre les ouvriers d'un même métier et souvent, entre le salaire maximum et le minimum, il y a une différence notable.

Actuellement, en Belgique par exemple, les travailleurs des pays industriels joignent tant bien que mal les deux bouts, à l'exception toutefois des hommes de peine. Mais à *côté*, dans les Flandres, pays agricoles, nous voyons les producteurs se mettre en grève et se révolter ouvertement contre les autorités locales pour obtenir un salaire de 2 francs par jour, ne gagnant que 1 fr. 50, 1 fr. 80 et même 0 fr. 90 dans les fermes en hiver.

Pendant que ces parias végètent éternellement dans une misère affreuse et dans une ignorance complète, leurs produits viennent se vendre bon marché dans les pays plus privilégiés; le salaire plus élevé des ouvriers de ces pays n'étant pas complètement englouti par le surenchérissement des matières de consommation, il y a pour ceux-ci augmentation de bien-être. De *sorte* que les travailleurs de certaines contrées profitent des souffrances des malheureux d'au delà les mers, ainsi que des privations de ceux moins bien rétribués de leur pays même.

Certains pays, les Etats-Unis par exemple, nous montrent que là où le minimum de salaire est élevé, les denrées nécessaires suivent la *même* progression; cet effet se ferait beaucoup mieux sentir si ces pays étaient obligés de ne compter que sur eux-mêmes pour écouler leur production. Toutes ces constatations suffisent pour démontrer que si l'on voit quelquefois des périodes plus prospères en tel ou tel lieu industriel ou agricole, c'est trop souvent au détriment de quelque autre contrée du même pays ou d'ailleurs.

C'est probablement ces contradictions monstrueuses que les malthusiens et les faux interprétateurs du darwinisme appellent la lutte pour la vie, et c'est probablement un état de choses analogue que les collectivistes tendront à maintenir à l'avenir. Il est vrai que, dernièrement, les députés socialistes belges ont encore lancé de grands mots à la tête des exploiteurs catholiques des Flandres et ont mis le gouvernement en demeure d'intervenir dans cette situation. Comme s'il était au pouvoir d'un gouvernement quel qu'il fût de changer ces choses, et comme si tout cela ne découlait pas fatalement du salariat! N'est-il pas reconnu que le protectionnisme, cette arme des gouvernements, ne fait au mieux aller que déplacer le mal?

Certains préconisent l'action des syndicats comme remède efficace. Mais si ceux-ci ont du bon, si l'on se place au point de vue de la lutte contre le capitalisme, de la conquête de plus de liberté, du moyen de pratiquer l'aide mutuelle et la solidarité entre les travailleurs, ils ne deviennent que trop souvent, quand ils ont réussi à se faire accepter par les patrons, des monopoles tendant à raréfier les produits, à *éliminer* le plus possible de travailleurs de leur sein et à devenir un organe d'entente entre le capital et le travail. Une société formée de syndicats, sous le contrôle paternel du *gouvernement révolutionnaire*, aurait tout simplement pour résultat, avec le salariat existant, d'amener une lutte mortelle entre les diverses corporations d'une part et entre les travailleurs d'une même corporation d'autre part. Cela ne ferait pas disparaître le mal.

Peut-être le collectivisme pourrait-il élever tant soit peu le minimum de consommation ; mais, eu égard à la quantité de vices rédhibitoires qu'un chercheur impartial y découvre facilement, on peut se demander si c'est là un réel progrès. A mon avis, un régime qui, sous prétexte de rétribution selon le mérite, conduirait inévitablement aux mêmes conséquences que celles qui règnent aujourd'hui, la liberté et le bien-être pour les uns, l'esclavage sous une autre forme et la gêne pour les autres, ce régime ne peut être un pas en avant. Grâce au népotisme, qui se développerait parallèlement avec le fonctionnarisme, il ne serait encore permis qu'aux plus crapules, aux plus vils de s'élever au détriment des plus honnêtes et des plus faibles.

En supposant que le collectivisme réalisât ce minimum plus élevé, les travailleurs en seraient-ils moins malheureux et moins esclaves? la lutte pour l'existence en serait-elle moins inhumaine? Et que viennent-ils nous parler de leur fameux socialisme scientifique, s'il ne doit aboutir qu'à un si piètre résultat? Quel besoin de tous ces péroreurs, puisque, pendant les siècles passés de ténèbres et de barbarie, en l'absence de tant de soi-disant intellectuels démocrates et rien que par les révoltes éparses des individus, l'humanité a marché quand même dans ce sens?

Si c'est pour arriver à nous faire continuellement tourner dans le même cercle vicieux, à toujours laisser la même distance entre le puissant et l'esclave qu'ils débitent tant d'inepties, on pourra à l'avenir leur adresser le proverbe bien connu : « La montagne a accouché d'une souris. » Et, si de la continuation des souffrances de l'humanité doit résulter quelque avantage pour eux, leur vanité et leur ambition seules auront été satisfaites.

L'homme fier et digne ne peut que s'orienter vers l'anarchie qui seule fera disparaître toutes ces anomalies que l'on constate actuellement et qui seule concilie les aspirations idéales des individus vers plus de bonté et de liberté, avec le besoin de plus de bien-être.

EUGÈNE BOUCHER.

ERRATUM

Le travail de Nettlau d'après lequel a été fait l'article de notre numéro 6 : *Une nouvelle sorte de grève*, est tiré d'une brochure éditée par *Freedom*, de Londres, reproduite par *Free Society*.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Le Sénat a voté la nouvelle loi sur la presse. D'après cette loi, les outrages adressés au Président de la République, aux parlementaires et aux fonctionnaires seront jugés en police correctionnelle.

Ces Messieurs sont extraordinaires. Quand un écrivain accuse la magistrature, même assise, d'être à plat ventre devant le pouvoir politique, on le poursuit. On ne peut tolérer que l'indépendance de la magistrature soit mise en doute.

Alors, pourquoi ôtent-ils au jury, pour les donner aux magistrats correctionnels, les délits de presse visant certains fonctionnaires publics, sinon parce qu'ils se défient de l'indépendance du jury et espèrent dans la servilité de la magistrature?

Ce vote est le plus grave outrage qui se puisse faire à celle-ci. Il est plaisant de le voir émaner du Sénat.

∴

Le Comité général du parti socialiste est impayable. Il vient de voter un blâme contre les socialistes parlementaires qui, dans la séance du 15 juin, ont, « pour ne pas faire tomber le ministère », voté pour l'ordre du jour Massabuau condamnant les théories collectivistes comme étant un piège destiné à abuser les travailleurs.

Je ne comprends pas la sainte indignation du C. G. Les signataires du blâme n'ont-ils pas maintes fois donné à tous les socialistes l'exemple de tous les reniements?

Mais, chers citoyens, c'est de la politique, cela; exactement pareille à celle que vous faisiez jadis en votant à plusieurs reprises le maintien des lois scélérates, « pour ne pas faire tomber tel ou tel ministère » de votre goût.

∴

La censure a interdit la pièce de Marsolleau : *Mais quelqu'un troubla la fête*. Fournière pose une question au ministre de l'instruction publique. Celui-ci répond :

« Les personnages de cette pièce sont les suivants : le financier, le général, le juge, l'évêque, le politicien, la duchesse, l'ouvrier, le paysan et la courtisane. Ces personnages abstraits disent leur égoïsme, leur hypocrisie, et chassent l'ouvrier et le paysan qui viennent demander place au festin. Ce qui apparaît dans cette œuvre, c'est une société avilie, faite de mensonges, n'ayant pour les pauvres gens que des mots de mépris... »

En somme, tout le portrait de la société présente. Aussi, M. Leygues, en prudent chien de garde de la société bourgeoise et pour prouver que cette société est toute de vérité, estime-t-il « qu'il n'est pas bon de laisser interpréter cette pièce pendant l'Exposition ».

La danse du ventre, ou d'ailleurs, est certainement moins dangereuse pour la société que défend M. Leygues.

A. GIRARD.

∴

SOISSONS. — *Les arguments des nationalistes.* — Le dimanche 17 juin, Lucien Fontaine, Duclaux, Delpech, Morhard venaient à Soissons, faire une conférence à la salle de l'Agence. La conférence était pour 4 heures. Dès 3 heures, la salle était pleine de nationalistes armés de cannes et hurlant; une vingtaine de socialistes tout au plus. Des camelots venus de Paris sont là. On en voit aller de groupe en groupe, donner des ordres. L'un d'eux est entendu disant, en désignant Lucien Fontaine : « Remarquez-le bien, c'est celui-là! Sur les autres, tapez tant que vous voudrez, mais celui-là, ne le manquez pas. » Au premier orateur qui veut parler, c'est un tumulte forcené; les nationalistes injurient ceux de l'estrade, et les menacent de leurs cannes. Tout à coup, un individu grimpe à la tribune, relève ses manches et crie : « En avant! » Alors une grêle de pierres et d'œufs s'abat sur la tribune; puis les gourdins entrent en danse, les chaises volent en l'air. Fontaine est frappé par derrière et gravement blessé : le sang ruisselle sur sa figure, de deux plaies à la tête et au front. Partout on ne voit que des yeux pochés, des chapeaux défoncés, des mouchoirs ensanglantés. Un jeune nationaliste veut taper sur des femmes. Tandis qu'on entraîne Fontaine couvert

de sang, hors de la salle, il est encore frappé par derrière. On emmène les blessés dans une pharmacie; les nationalistes viennent l'assiéger, aux cris de « Vive l'armée! », pour achever ceux qu'ils n'ont que blessés.

Une procession, l'évêque en tête, passait place Saint-Pierre. Des socialistes crient : « A bas la calotte! » Aussitôt les curés et leurs amis s'élancent et frappent à tort et à travers, même des femmes et des enfants. (Résumé de l'*Echo Soissonnais*.)

*
* *

MILITARISME. — Le capitaine d'artillerie Chauvin a été condamné à trois ans de prison par le conseil de guerre d'Hanoï (Tonkin), pour dissipation des fonds de l'Etat dont il était comptable. L'armée est l'école de la probité.

Esterhazy est de retour à Paris. L'armée est l'école de l'honneur.

Un conseiller général antijuif d'Alger faisait ses treize jours. Ayant manqué l'appel il attrape deux jours de salle de police du sergent, plus deux autres du capitaine, transformés par le commandant en quatre jours de prison. Le colonel fait venir ce commandant étourdi, et lui dit : « Vous êtes donc fou, de punir Monsieur Baille! Ignorez-vous que c'est un conseiller général, et qu'il est avec nous contre les antipatriotes qui déshonorent la France et avilissent l'armée? » Puis il lève la punition et accorde à « Monsieur Baille » une permission de vingt-quatre heures. L'armée est l'école de l'égalité.

Un chien perdu avait suivi, pendant des manœuvres, le 88e d'infanterie, et s'y était attaché dans l'espoir de trouver là protection et pitance. Au retour à la caserne, le colonel le fit pendre au portique. L'armée est l'école de la bonté.

A Nancy, en plein marché, sous le prétexte d'une dispute, un soldat flanque sa baïonnette dans le ventre d'un jeune homme de dix-sept ans. A Vernon, sous le même prétexte, un maréchal des logis du train des équipages blesse un touriste de deux coups de sabre, au poignet et au cou. L'armée est l'école de la douceur.

Au 87e d'infanterie, à Saint-Quentin, les hommes ont été empoisonnés : 120 malades à l'infirmerie, 17 à l'hôpital. L'armée est l'école de l'hygiène.

Pour massacrer les patriotes chinois qui massacrent les étrangers, le gouvernement envoie des troupes à Pékin : au total, 4.000 hommes; 4.000 condamnés à mort. L'armée est l'école de la boucherie.

*
* *

RELIGION. — Sans religion, pas de morale. Le frère Judual, instituteur congréganiste à Champigny-sur-Veule, vient d'être condamné par la cour d'assises de Tours à cinq ans de réclusion pour attentats à la pudeur commis sur des enfants.

R. CH.

*
* *

EPINAL. — *Un crime social.* — Ce matin on a trouvé pendu dans son misérable logis un malheureux nommé Gaillot, père de trois enfants en bas âge, perclus de rhumatismes, sans travail : ils avaient dîné, hier 21 courant, de 1 sou de fromage pour 5 personnes.

Ayant frappé à plusieurs reprises à la porte de la mairie, on lui a toujours refusé tout secours.

Quand donc les malheureux se serviront-ils eux-mêmes? Les victuailles ne manquent pas : il y en a pour tout le monde.

M. L.

*
* *

MOUVEMENT OUVRIER. — Il faut croire que les délégués des syndicats de la Bourse du Travail commencent à s'apercevoir que les politiciens socialistes leur font jouer un métier de dupe. Lors de l'avènement de Millerand, quelques-uns d'entre eux avaient jugé à propos de le féliciter.

Cette fois, c'est le pommadé Deschanel qui, espérant que l'on avait complètement perdu toute dignité à la Bourse du Travail, invitait à une soirée les syndicats ouvriers.

La Bourse, par l'organe de son secrétaire, a répondu à l'insolence du Monsieur par une lettre pleine d'à-propos d'où nous extrayons ce passage :

« Vous comprendrez, Monsieur le président, qu'après le vote émis par la Chambre au sujet des événements de Chalon-sur-Saône, il ne serait pas bienséant de la part des travailleurs d'assister à une soirée donnée par le président de ceux glorifiant les assassinats de leurs frères de misère.

« Nous vous prions de croire que les travailleurs ont plus de cœur que cela. »

Souhaitons vivement que ce commencement ait une suite et que les travailleurs rompent définitivement avec la clique mutelliste à la Waldeck qui les flatte parfois, pour mieux les gruger ensuite.

*
* *

AU C. G. — L'Union existe, Jaurès l'a affirmé, le Congrès l'a votée. Il faut croire cependant qu'il y a quelques nuages et que parfois l'on se casse les assiettes à la tête dans la grande famille socialiste de la rue Portefoin. Qu'on en juge par ce petit extrait du procès-verbal :

Le citoyen Albert Richard propose au Comité général le vote de la motion suivante :

« Le Comité général autorise son secrétaire à retrancher du procès-verbal toutes attaques et paroles malsonnantes prononcées au cours de ses séances, soit à l'adresse d'un membre du Parti socialiste, soit à l'adresse d'une des organisations qui le composent. »

(Adopté à l'unanimité.)

D'autre part, il semble que l'on songe à y lâcher carrément les pontifes de la politique Millerand. A propos du vote de l'ordre du jour de confiance au gouvernement pour les assassinats de Chalon-sur-Saône par un certain nombre de députés socialistes, le C. G. a décidé de porter la question devant le prochain Congrès. Seuls le pion Jaurès et l'avocat Viviani ont approuvé la politique ministérielle. Souhaitons vivement que les véritables travailleurs qui peuvent s'être fourvoyés au C. G. se séparent tout à fait de ces politiciens de métier.

*
* *

La *Petite République* enregistre comme un succès socialiste le petit fait suivant :

SAINT-TINNESER (Yonne). — Une souscription faite parmi les membres du conseil municipal a produit la somme de 34 francs, destinée à l'acquisition d'un drap mortuaire pour les enterrements civils.

Entretenir des préjugés aussi stupides dans la masse, n'est-ce pas s'assurer de bons électeurs et faire œuvre d'excellents politiciens?

*
* *

Notre camarade Ch. Albert a montré, la semaine dernière, jusqu'à quel point la « solidarité ministérielle » avait poussé nos politicards à renier par un vote leurs principes(?) mêmes.

Voici, à titre de document, la liste des soi-disant socialistes qui *réprouvent les doctrines collectivistes par lesquelles on abuse les travailleurs* :

Basly, J. L. Breton, Antide Boyer, Calvinhac, Charles Gras, Ferroul, Fournière, P. Grousset, Jourde, Lamendin, Lassalle, Millerand, Narbonne, Rouanet, Viviani.

*
* *

Les grèves continuent plus nombreuses que jamais. A Amiens, les terrassiers, qui gagnent 0 fr. 35 de l'heure, réclament 0 fr. 10 d'augmentation. A Chartres, grève des ouvriers métallurgistes. Grève des ouvriers mineurs à Meurchin, près d'Arras, de Peyrebrune près d'Albi. A Saint-Etienne, grève des ouvriers en limes qui s'élèvent contre l'emploi de machines, au lieu de s'en prendre aux propriétaires des machines; celles-ci, qu'ils le veuillent ou non, représentant l'avenir. Mais il faut avoir l'énergie de s'en rendre les maîtres. Au Havre, grève des terrassiers. La troupe, au service des capitalistes, garde les chantiers.

A Fougères, huit cents cordonniers sont en grève; le patron refuse de « *reconnaître aucun ouvrier syndiqué, et encore moins le Syndicat* ». Le député de l'endroit, un Bazillon quelconque, fabricant de lois sur les syndicats, n'a rien trouvé à répondre. Il y a beaucoup à faire ici, nous écrit un camarade; le curé et l'alcool sont maîtres.

Grève des mineurs à Meurchin. — Endormis par les Basly et Cie, les pauvres bougres n'ont pas su trouver autre chose à faire que d'envoyer des délégués pour se promener à leurs frais à Paris. Le ministre promettra... tout ce que l'on voudra — et les ouvriers continueront à crever de faim.

Il y a mieux, bien mieux à faire.

PAUL DELESALLE.

Italie.

FOGGIA. — Un fait, qui démontre la décision bien arrêtée du gouvernement d'empêcher une victoire complète des socialistes moyennant le bulletin de vote, est de voir les actes de violence que M. Pelloux a fait commettre dans beaucoup de collèges électoraux. A Catane, le président du siège déchirait publiquement les bulletins portant le nom de De Felice, socialiste, et en écrivait d'autres avec le nom du candidat ministériel. Les socialistes présents, qui protestaient contre le président, furent chassés de vive force de la salle par le délégué et les gardes de sûreté publique. A Paule (Calabre), les carabiniers et les gardes assaillaient les sections électorales et s'en emparaient en sabrant à droite et à gauche. A Bitonto (Pouilles), il en était de même; les sbires s'emparaient de l'urne et en faisaient résulter le candidat ministériel. Ainsi en d'autres localités. On pourrait en conclure que la violence et la corruption gouvernementales sont là pour persuader les socialistes que, dans une prochaine élection, le gouvernement italien est disposé à employer les canons pour s'opposer au triomphe du socialisme légalitaire. C'est juste. Les collectivistes invoquent toujours la loi pour triompher : le gouvernement, si la loi lui nuit, la foule aux pieds. C'est parce que le gouvernement, payé par la bourgeoisie, a le devoir de défendre celle-ci; si la loi devient dangereuse aux patrons, elle ne doit plus être respectée par ceux qui sont préposés à la faire respecter. Mais les socialistes ne s'en convaincront jamais. Emportés par l'irrésistible enthousiasme de leurs éphémères, inutiles, endormeuses victoires électorales, ils jouissent présentement de leurs forces légalitaires, en indiquant à la foule anonyme les beaux portraits de leurs 32 députés sur leurs revues illustrées.

Pourtant, il faudrait demander à ces Messieurs ce qu'ils feront quand le gouvernement remplacera les bulletins de vote par les balles de fusil. Certainement c'est ce qui nous reste de mieux à espérer. Je dis que nous, qui repoussons toute lutte parlementaire, devons plus fortement désirer que le gouvernement emploie, dans les élections, encore plus de corruption et de violence. Alors, bon gré, mal gré, les faiseurs d'électeurs seront bien obligés de reconnaître que si un gouvernement peut permettre légalement l'entrée de ses ennemis dans le Parlement, il ne permettra jamais la conquête du pouvoir public par la même manière. De sorte que les socialistes ou doivent se résigner à tolérer dans les élections les abus de l'Etat, ou ils doivent se révolter ouvertement en opposant la force à la violence. C'est là où nous les attendons. C'est là la lutte définitive où la tactique légalitaire devra céder la place à la tactique révolutionnaire. Alors nous verrons si les socialistes croiront encore l'obstructionnisme un moyen très efficace pour combattre et confondre les majorités parlementaires et arrêter la marée réactionnaire. L'obstructionnisme dont l'efficacité dépend seulement de l'hypocrisie et de la tolérance gouvernementale deviendra, pour les socialistes aussi, quelque chose d'absolument puéril et absurde. Et, en vérité, le discours que prononça le roi, le jour de l'inauguration de la vingt-unième législature, dit d'une façon couverte que les continuelles menaces aux institutions de la part des *subversifs* ne pourront qu'amener l'emploi du fer et du feu contre tous les actes, quels qu'ils soient, légaux ou non, faits pour produire la chute, même morale, de la monarchie. Le *Corriere della Sera*, organe des réactionnaires milanais, a dit tout cela sans les réticences conventionnelles du discours de la couronne. Si le système représentatif — c'est ce qu'a fait comprendre ce journal — est devenu un danger pour les institutions, qu'on n'ait pas d'hésitation à le supprimer. Si donc le discours de la couronne est la synthèse des intentions liberticides du gouvernement poussé par les intérêts de la bourgeoisie, nous nous trouvons à la veille de grands événements.

A cause de ces raisons, nous ne pouvons que sourire de la pétulance des socialistes pour la prétendue victoire électorale. Car, ils sont ou des ingénus, ou des fanatiques ou de vulgaires ambitieux désirant la satisfaction personnelle de peu d'individus, sans se soucier des faits graves qui vont mûrir. S'ils nous objectent encore que leur victoire a été et sera complétée encore par celle des républicains et des radicaux et que par conséquent nous avons tort de tirer des conclusions décourageantes pour l'avenir, nous ne ferons donc que leur indiquer les moyens *illégaux* dont le gouvernement s'est librement servi et dont il se servira encore plus à l'avenir pour prouver aux socialistes, aux républicains et aux radicaux que les moyens de lutte par eux employés ne font que retarder la marche du véritable socialisme, préparer la confusion et insinuer dans le peuple l'idée spécieuse que, par le peu de liberté dont il jouit, il peut *graduellement* améliorer sa condition. Et tout cela, c'est, si je ne me trompe, de la mystification.

Mais, malgré l'opiniâtreté babouinesque des léga-

litaires, nous ne sommes pas découragés. En sortant de prison, j'ai pu constater que non seulement les anarchistes italiens ont augmenté et que leur activité s'est manifestée nouvellement avec plus de force, mais qu'il est né, parmi eux, le désir ardent de se mettre d'accord pour une action commune, sans donner plus d'importance aux polémiques acharnées que les deux courants — organisateurs et non-organisateurs — se faisaient, tandis que la bonne propagande était négligée. On a pu voir ce que j'ai toujours dit sur ce journal, c'est-à-dire que les dites polémiques étaient l'ouvrage de peu d'individus pris de l'envie maniaque de se croire des *modernes*, en repoussant, dans nos idées, tout ce qui a rapport à la logique naturelle. On a pu voir encore dans quelle erreur était tombé Merlino lorsqu'il soutenait que nous irions mourir d'anémie si nous n'embrassions le parti de donner l'escalade au Parlement. Il ne s'agissait pas d'anémie : notre pâleur dérivait alors du frémissement de nos nerfs à cause de l'état de surexcitation où le gouvernement nous mettait ; mais, à présent, notre sang a recommencé à circuler avec régularité et vigueur, grâce à notre constance et à notre ténacité.

ROBERTO D'ANGIÓ.

Suisse.

SAINT-GALL. — *Hommes de loi.* — L'an passé, les époux Von Puttkamer, de Zastenhin (Poméranie), divorçaient. Le jugement attribuait au père l'éducation de l'enfant âgée de six ans ; la mère, qui ne voulait pas se séparer de sa fille, l'habilla en garçon et s'enfuit ; « pendant six mois, dit l'*Ostschweitz*, elle erra en Europe, traquée par toutes les polices, pourchassée par toutes les ambassades », puis — se rappelant sans doute que la libre Helvétie offre un asile sacré à toutes les victimes — elle vint à Genève, à Lucerne, et s'établit enfin à Unterwasser, petit village saint-gallois. La police exigea bientôt que la malheureuse mère se fixât à Saint-Gall, et, là, les policiers la soumirent à une stricte surveillance pour l'empêcher de fuir. — Mme Hélène Von P. a de la fortune, elle chargea quelqu'un de faire des représentations auprès des autorités cantonales et fédérales. Si bien que la police cessa de bloquer l'hôtel Linde où elle habitait.

De son côté, le père trouva un avocat qui se chargea de remplacer la police déboutée et de lui livrer l'enfant. Cet homme de loi et son associé montaient la garde alternativement ; un jour que la mère et son enfant partaient pour la promenade, l'homme de proie s'improvisa leur guide et, de retour à Saint-Gall, celui-ci télégraphia au baron Von Puttkamer de venir, qu'il se faisait fort de forcer Mme P. à lui remettre la petite fille. Le lendemain, c'était l'associé qui faisait le gendarme : il ne quitta pas l'hôtel de toute la matinée, et, à midi, voyant les deux compagnes se mettre à table, en profita pour se rendre à l'étude et s'en fut dîner avec son complice. Une heure plus tard, il retournait à l'hôtel ; mais... nez de bois. Télégraphier, aviser le chef de guerre, la direction de police ; télégraphier aux stations frontières, mobiliser la gendarmerie pour fouiller les environs de la ville, tout cela fut fait, mais en vain, et quand le lendemain Von P. arriva, il fit la grimace.

Pendant ce temps, la mère et la fille avaient habilement dépisté les policiers à sa poursuite et bientôt elle se trouvait en Hollande. A la Haye où elle est présentement, les autorités ont refusé net d'exécuter le jugement, et aucun avocat de la ville n'a voulu remplacer l'avocat suisse comme garde-chiourme.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe libertaire de Menpenti. — Camarades, depuis quelque temps un sommeil léthargique semble avoir envahi certains camarades et cette torpeur paraît s'être principalement abattue sur les plus anciens de parmi nous. Serait-ce que ces camarades seraient fatigués de la lutte, ou seraient-ils devenus des *anarchistes honoraires*?

Ce n'est pas au moment où la réaction s'agite plus que jamais ; ce n'est pas au moment où la pieuvre cléricale étend de plus en plus ses immenses tentacules ; ce n'est pas au moment où les galonnés assassinent nos frères et violent nos femmes dans les rues ; ce n'est pas au moment enfin où le gouvernement le plus réactionnaire qui ait existé — malgré la présence de Millerand, ou à cause de cela — cherche à écraser les hommes de vérité en s'alliant à la bande noire et à la soldatesque, que nous devons désarmer.

Non, camarades, ne désarmons pas. Plus que jamais redoublons d'énergie, serrons-nous les coudes à seule fin que nous ne soyons pas surpris par les événements. Agir autrement, s'éclipser quand le moment est venu de combattre, nous appelons cela de la lâcheté.

Mais à ceux qui, comme nous, sont écœurés de tout le mécanisme de cette société atroce qui nous enlève jusqu'au dernier lambeau de notre chair, à ceux-là nous leur disons : « Venez au groupe de Menpenti, venez avec nous vous instruire et vous occuper de la situation ; et ainsi nous ne nous laisserons pas surprendre et nous serons prêts à combattre à seule fin de vivre ou de mourir en hommes libres. » — A. BERRIER.

Adresser tout ce qui concerne le groupe Grand chemin de Toulon, 107 (Marseille).

MARSEILLE. — Un groupe de camarades italiens ayant formé un groupe de langue italienne, les camarades sont priés d'adresser la correspondance et tout ce qui concerne le groupe à l'adresse suivante : Jalabert Lucien, rue Hoche, 67, Marseille.

Le groupe de la rue Titon vient de faire le premier numéro de l'*Education libertaire*, qui se propose de paraître sous forme de revue.

S'adresser 26, rue Titon.

Les Iconoclastes. — Pour venir en aide aux organisateurs du Congrès, le groupe des Iconoclastes et de la Bibliothèque du XVIII[e] a fait un versement de 15 francs à Léon Rémy, secrétaire du Comité d'organisation. Reste en caisse : 147 francs. — E.-J.

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIII[e] arrondissement) :

Samedi 30 juin. — Hyacinthe Loison : Causerie.

Lundi 2 juillet. — Pierre Caron : L'Armée sous le premier empire.

Mercredi 4 juillet. — Eug. Fournière : Le Féminisme social.

Dans la séance de samedi dernier 23 juin, les camarades du groupe International ont décidé l'impression d'un manifeste de protestation contre la guerre et le militarisme, qui sera imprimé en cinq langues.

Le groupe fait appel aux camarades pour l'aider à répandre le manifeste. Des listes de souscription sont à la disposition des camarades.

Dimanche 1[er] juillet, au local de l'Ecole, 6, rue Montmorency, réunion du groupe du Congrès antiparlementaire. Tous les groupes sont priés d'envoyer un ou plusieurs camarades.

Décisions importantes à prendre ; dates à fixer. Listes de souscription, etc.

Des camarades carreleurs pourraient-ils nous aider à faire embaucher deux camarades étrangers ?

Un camarade demande à se procurer le n° 12 de la 3[e] année des *Temps Nouveaux*.

AVIS

Nous avons trouvé quelques exemplaires de l'*Enfer*, de Conte, et *Fabrique de pions*, de Raganasse. Nous les laisserons au prix de 1 franc pris dans nos bureaux et 1 fr. 40 par la poste.

Nous n'en avons qu'une dizaine de chaque.

Il nous reste une dizaine de collections des années 4, 6 et 7 de la *Révolte*, et 9[e] année du *Révolté*. Nous les tenons à la disposition des camarades au prix de 3 fr. 80, rendues en gare, les quatre.

Les camarades du groupe *Pensiero ed Azione* de Paterson viennent de publier la *Società al domani della rivoluzione*, de J. Grave, traduction Ciancabilla, prix 1 fr. 25.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Un groupe de camarades de Grenelle : Richard, 1 fr. ; Renaud, 5 fr. ; Bregerie, 1 fr. ; Heinrich, 1 fr. ; Decizy, 1 fr. ; Blondel, 0 fr. 50 ; Adert, 2 fr. ; Piscary, 1 fr. ; Aubry, 1 fr. ; Beroud, 1 fr. ; Un copain, 1 fr. ; Chaudioux, 0 fr. 50 ; Chevalier, 1 fr. ; Avignon, 1 fr. ; Avignon jeune, 1 fr. ; Excédent d'écot, 0 fr. 80 ; Onimus, 1 fr. ; Bonnemaison, 1 fr. ; Salex, 1 fr. En tout : 23 fr. 80. — Un groupe de camarades de San Francisco par G. Lombardi, 6 fr. — B., à Homestead, 1 fr. — Total : 30 fr. 80. — Listes précédentes, 1.709 fr. — Total au mardi 26 : 1.739 fr. 80.

VIENT DE PARAITRE

Le 5[e] fascicule des chansons qui contient : *J'n'aime pas les sergots*, avec musique ; *Heureux Temps* ; *Le Drapeau rouge*, etc. Le numéro, 0 fr. 10 ; le cent, 4 fr. 50.

Vient de paraître une chanson antinationaliste pleine de verve : « *Allons voir Marchand !* » par F. Massy. Prix : 0 fr. 10. S'adresser chez l'auteur, 22, rue Pouchet, ou à Ch. Malato, à l'*Aurore*.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Las Olimpiadas de la paz — El 1° de Mayo, par A. Lorenzo et M. Gomez ; une brochure à la *Revista Blanca*, 8, Ponzano, Madrid.

Le Frère, par Camille Pert ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Simonis Empis, 21, rue des Petits-Champs.

La Question de la dépopulation en France, par Edme Piot ; chez Mouillot, 13, quai Voltaire.

Vigilias, par Manoel Graeves ; fascicule A, à *O Atlantico*, Horta (Açores).

Travaux littéraires pédagogiques de D. J. Tikhomiroff ; Moscou, imp. Kouchnérev.

La Clairière, de Maurice Donnay et L. Descaves ; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Destainuirile unni expulsat, par Dascalu Sava. — *Vremuri Noi*, de Kropotkine, traduction de Neagu. — *Cum se explica anarchistü*, P. Musoin, brochures de la *Biblioteca Miscarei Sociale*, à Bucharest.

L'Organisation et les services du Musée Social, circulaire du 4 avril, *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Die freie Liebe (traduction allemande de l'*Amour libre*), de Ch. Albert, chez Max Spohr, à Leipzig.

Le Livre des Mille et une Nuits, tome V, traduction Mardrus, 7 fr., à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

La Contribucion de sangre, par F. Salvochea, brochure à la *Revista Blanca*, 8, Ponzano, Madrid.

Le Petit Guide Ory (Exposition), 0 fr. 50, rue Condorcet, 50.

A lire :

Prime à l'assassinat, par Henry Raymond ; *L'Avenir social*, 13 avril.

Ce que disent les Boxers, par Stéphane Lauzanne ; *Le Matin*, 24 juin.

La Guerre, de Gohier ; *L'Aurore*, 25 juin.

BOITE AUX ORDURES.

Socialisme et anarchie, de X..., correspondant du *New-York Herald* à la Guadeloupe, dans la *Démocratie* du 2 juin.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Annecy. — Non, le *Politicien* n'est pas en musique. — L'*Hymne anarchiste* n'est pas paru.

L. F., à Montauban. — Fait pas assez intéressant. Il s'en produit des milliers de semblables tous les jours.

Aurora, Paterson. — Reçu vieux timbres. Merci.

R., à Rennes. — Reçu.

L. D. — L'abonnement est bien servi aux Molunes. Il est payé jusqu'à fin novembre.

H. G., à Verviers. — Envoyez.

Reçu pour le journal : Un anarcho épicemar, 0 fr. 50. — Un camarade hollandais, 1 fr. — A. B., 1 fr. 25. — M., à Nonancourt, 0 fr. 50. — P. M., à Grenoble, 0 fr. 25. — L. L., 2 fr. 60. — Clément, 1 fr. — A. S., à Oullins, 1 fr. — B., à Rouen, 0 fr. 50. — O. F., à Petit-Rechain, 0 fr. 50. — B., à Homestead, 1 fr. — Audierne, 1 fr. — Les libertaires de Bourges, pour la destruction de l'autorité, 3 fr. — H. F., à Paris, 0 fr. 70. — Merci à tous.

E., à Daumazan. — Groupe des Affamés, Spring Valley. — N., à Montpellier. — Menpenti. — L. P., à Gilly. — D. M., à Grossouvre. — G., à Limoges. — D., à Billy. — A. S., à Paris. — G. F., à Paris. — P. B., à Paris. — E. D., à Nancy. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 11 DIX CENTIMES DU 7 AU 13 JUILLET 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nous prions nos correspondants de bien vouloir adresser lettres et mandats au nom de *l'Administrateur des Temps Nouveaux*. Cela afin de nous éviter toute contestation avec la poste, lorsque le camarade désigné se trouve absent.

LES COLONIES ANARCHISTES

Récemment, j'eus la bonne chance d'assister à la représentation de *la Clairière*, par Lucien Descaves et Maurice Donnay. J'en éprouvai une grande joie. Depuis bien des années, je n'avais ressenti pareille satisfaction au théâtre, et, cette fois, c'était moins la pièce que le public qui me rendait heureux. Evidemment les spectateurs, et non pas seulement ceux du paradis, mais ceux de la salle entière, étaient remués dans le fond de leur cœur. Tous regardaient avec sympathie vers la « clairière » anarchiste, si différente, du moins en rêve, de leurs turnes infectes ou de leur boîte insipide; tous élevaient leur idéal vers une société meilleure, et plus les paroles qu'ils entendaient étaient hautes et fières, mieux ils semblaient les comprendre. En cet âge de « déracinés », ils se déracinaient de leurs vieux préjugés et de leur antique morale. Pour quelques heures, ces bourgeois, ces repus, ces peureux dépouillaient le vieil homme.

Je n'ai point à faire la critique de la pièce; je ne tiens nullement à en signaler les mérites ou les imperfections; plusieurs camarades l'ont déjà fait avec beaucoup de sagacité et de sympathie pour les auteurs. Je n'éprouve aucun besoin d'analyser subtilement mes plaisirs; ce qui m'intéresse, c'est le sujet même qui nous a si profondément émus. Cette clairière dont nous avons vu disparaître le mirage, la verrons-nous reparaître plus durable cette fois? Au milieu de cette société mauvaise, si bizarrement incohérente, arriverons-nous à grouper les bons en microcosmes distincts, se constituant en phalanges harmoniques, comme le demandait Fourier, sachant faire coïncider la satisfaction de tous leurs petits intérêts propres avec l'intérêt commun, et rythmer leurs passions dans un ensemble à la fois puissant et pacifique, sans que personne de la communauté puisse avoir à en souffrir? En un mot, les anarchistes se créeront-ils des Icaries en dehors du monde bourgeois?

Je ne le pense ni ne le désire.

Sans doute, nos ennemis nous conseillent volontiers de fuir la société bourgeoise et de mettre l'Océan entre eux et nous. Ils nous encouragent à faire de nouvelles expériences en pays d'Utopie, dans le double espoir d'être débarrassés de nous et de nous exposer au ridicule de nouveaux insuccès. La proposition a même été faite assez sérieusement d'embarquer tous les anarchistes avoués pour une île quelconque de l'Océanie, dont on leur ferait cadeau, à condition du reste qu'ils ne tenteraient jamais d'en sortir et qu'ils s'accommoderaient de la vue d'un vaisseau de guerre braquant ses canons sur leur campement.

Grand merci, bienveillants concitoyens! Nous acceptons votre « Ile Fortunée », mais à la condition d'y aller quand il nous plaira, et, en attendant, nous restons dans le monde civilisé, et tout en évitant vos persécutions de notre mieux, nous continuerons notre propagande dans vos ateliers, dans vos usines, dans vos domaines, dans vos casernes et vos écoles; nous poursuivrons notre œuvre là où notre champ de travail est le plus vaste, dans les grandes cités et les campagnes populeuses.

Mais quoique nous ne songions pas à nous retirer du monde pour fonder quelque nouvelle Cité du Soleil, habitée seulement par des élus, il est certain que pendant le cours de notre lutte séculaire contre les oppresseurs de toute catégorie, nous aurons maintes fois l'occasion de nous grouper temporairement d'après le mode nouveau de respect mutuel et de complète égalité. Les péripéties mêmes de la lutte nous grouperont souvent de force, et, dans ce cas, il est impossible que nos sociétés ne se constituent pas conformément à notre idéal commun.

Je puis citer en exemple la « commune de Montreuil », et maintes autres expériences qui sont de nature à nous encourager puissamment. L'imprévu ne peut manquer de nous aider pour des occasions nouvelles, et grâce à la force collective croissante que nous donneront le nombre, l'initiative, la présence d'esprit, la nette compréhension des choses, grâce aussi à la pénétration graduelle de nos idées logiques dans le monde ennemi, nous verrons se réaliser de plus en plus fréquemment des œuvres de toute nature, écoles, sociétés, travaux en commun, qui nous rapprocheront de l'idéal rêvé. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir le travail souterrain qui s'accomplit dans le sens libertaire en chaque famille, en chaque groupement d'individus, légal ou spontané.

D'ailleurs, nous reconnaissons très volontiers que jusqu'à maintenant presque toutes les tentatives formelles faites en vue de fonder des colonies anarchistes en France, en Russie, aux Etats-Unis, au Mexique, au Brésil, ont abouti à un insuccès comme la *Clairière* de MM. Descaves et Donnay. Pouvait-il en être autrement quand les institutions du dehors, union et paternité légales, subordination de la femme, propriété individuelle, achats et ventes, emploi de l'argent, avaient pénétré dans la colonie comme de mauvaises semences dans un champ de blé? Soutenues par l'enthousiasme de quelques-uns, par la beauté même de l'idée rectrice, ces entreprises ont pu durer quelque temps malgré le poison qui les rongeait; mais, à la longue, les éléments de désagrégation devaient faire leur œuvre, et le tout s'effondrait par son propre poids, même lorsque aucune violence destructrice n'était exercée du dehors.

Quand même les désorganisateurs introduits par nos deux écrivains dans la *Clairière*, l'ivrogne, le voleur, le paresseux, le sceptique, l'adultère, le marchand, le dénonciateur, n'auraient pas été au nombre des sociétaires, je n'en eusse pas moins prédit la ruine de la colonie après une période plus ou moins longue de décadence et de langueur. C'est qu'on ne s'isole point impunément : l'arbre que l'on transplante et que l'on met sous verre risque fort de n'avoir plus de sève, et l'être humain est bien plus sensible encore que la plante. La clôture tracée autour de lui par les limites de la colonie ne peut que lui être mortelle. Il s'accoutume à son étroit milieu, et, de citoyen du monde qu'il était, il se rapetisse graduellement aux simples dimensions d'un propriétaire; les préoccupations de l'affaire collective qu'il gère rétrécissent son horizon : à la longue, il devient un banal gagneur d'argent. A l'époque où les révolutionnaires mêmes se trouvaient enfermés dans le giron de l'Eglise catholique, on vit fréquemment des moines révoltés contre le monde des oppresseurs en sortir avec éclat pour se livrer au travail et participer fraternellement à la misère du peuple; mais c'est une règle générale et absolue que les monastères fondés par ces fanatiques de justice et de vérité ne gardèrent jamais leur zèle du début et finirent toujours par ne plus abriter que des parasites comme les autres cloîtres.

Donc il ne faut nous enfermer à aucun prix, il faut rester dans le vaste monde pour en recevoir toutes les impulsions, pour prendre part à toutes les vicissitudes et en recevoir tous les enseignements. Nous retirer avec des amis dans quelque campagne, pour nous y promener et causer des choses éternelles à la façon des disciples d'Aristote, ce serait en réalité abandonner la lutte et, comme le dit Lucrèce, lâcher les raisons mêmes de la vie pour un semblant de vie. Nos amis de la « Jeune Icarie », dans les Etats-Unis de l'Ouest, paraissent l'avoir bien compris. Héritiers des traditions communistes de l'ancienne Icarie, ces camarades ont heureusement appris que les jalouses réglementations d'autrefois et toute la ci-devant logomachie de lois et de statuts ne servent qu'à créer les inimitiés et les révoltes, et, devenus anarchistes, ils « font ce qu'ils veulent », c'est-à-dire ils travaillent en bonne fraternité au bien commun, qui est en même temps leur avantage personnel. Mais leur campagne, si douce et bonne qu'elle soit aux vieillards fatigués des luttes de la vie, amoureux du repos, paraît un lieu trop calme pour les jeunes ardents, auxquels il faut la pratique des choses, la rude expérience de la destinée, les conflits qui forment le caractère

et qui permettent de connaître les hommes. Ils s'en vont gaiement « manger un peu de vache enragée », heureux après tout de savoir que si la misère les talonne trop, ils pourront revenir auprès des vieux amis, respirer l'air pur, manger à leur faim et retrouver les douces paroles de tendresse.

En réalité, ceux de nos camarades qui sont encore séduits par l'idée de se retirer du monde dans quelque paradis fermé, souffrent toujours de cette illusion que les anarchistes constituent un « parti » en dehors de la société.

Il n'en est rien. Nous mettons notre joie, notre passion à pratiquer ce qui nous semble égalitaire et juste, non seulement envers nos camarades, mais aussi envers tous les hommes. L'humanité est tout autrement grande que l'anarchie dans son idéal le plus élevé. Que de choses ignorées encore nous seront révélées par l'étude plus approfondie de la nature, par l'élan solidaire envers tous les autres hommes, avec tous les malheureux qui ont subi, comme nous, l'influence du milieu incohérent que nous voulons restaurer sous sa forme harmonique! Dans notre plan d'existence et de lutte, ce n'est pas la petite chapelle des compagnons qui nous intéresse, c'est le monde entier. Notre ambition est de conquérir pour la vérité la terre entière avec amis et ennemis, même ceux qu'une éducation funeste, que tout l'atavisme des castes et le virus des églises ont ameutés contre la vérité comme des animaux de proie.

Elisée Reclus.

LA FIN DE L'ANARCHISME EN HOLLANDE?

Le mensonge est une puissance européenne. Voilà ce que Lassalle écrivait une fois. Et il avait raison. Oui, c'est une puissance internationale, dont la social-démocratie fait usage pour faire réclame pour leur affaire. Pour leur affaire, je dis expressément, car le mouvement socialiste est pour eux une affaire qui donne bien du profit.

Dans la *Petite République* on trouve un article sur la fusion des partis socialistes en Hollande, dans lequel est annoncée pour la centième et une fois la fin de l'anarchisme.

La fin de l'anarchisme — qui rit là? Nous connaissons cela, l'anarchisme a fini dans tous les pays et cependant il vit et il peut dire à tous ses tueurs: Les gens que vous tuez se portent assez bien.

Qui est l'imbécile qui ose parler de la fin de l'anarchisme? Un certain ancien ingénieur hollandais, H. van Kol, un écrivain de sixième ordre qui, dans ses écrits — je crois qu'il a laissé traduire quelques-uns de ses produits, parce qu'il a beaucoup d'argent — ne fait que se contredire cent fois, un homme qui s'occupait aux Indes pour ramasser de l'argent quand nous autres fûmes persécutés, emprisonnés et calomniés, et qui, retourné riche, s'imagine qu'il peut poser comme socialiste.

Auparavant il coqueta avec l'anarchisme, faisait des visites chez diverses personnes connues comme Kropotkine et autres, mais, pas assez flatté par eux, il leur tournait le dos et il est maintenant un social-démocrate enragé, même membre du Parlement hollandais et un massacreur de l'anarchisme.

Je donnerai seulement des faits, de sorte que les camarades français puissent juger si la dernière heure de l'anarchisme est venue en Hollande. Je sais qu'ils ne le croient pas, parce qu'on a eu la même expérience en France, la fin de l'anarchisme est venue là tant de fois et cependant il vit et se porte à merveille.

Qu'est-ce qu'il est arrivé en Hollande pour se réjouir tant et pour proclamer un triomphe au monde entier?

Il y avait deux partis en Hollande: l'Alliance socialiste (Socialistenbond) et le Parti ouvrier socialiste démocrate (Socialdemokratische Arbeiders-party) et ces deux sont unis, voilà tout.

Mais, pour comprendre la situation, il faut savoir que l'Alliance socialiste ne fut plus rien, peut-être a-t-elle tout au plus cent membres dans tout le pays. Et le Parti ouvrier socialiste démocrate ne signifie pas beaucoup non plus. Jugez: avec le dernier referendum du parti le nombre des votants fut 765, c'est-à-dire *sept cent soixante-cinq* dans tout le pays. Ensemble ils ne sont que mille personnes tout au plus. Mais ils ont de l'argent et on est un parti de réclame, qui peut faire concurrence à Holloway et ses pilules.

Pauvre anarchisme, qui est écrasé par les socialistes démocrates!

Nous allons mesurer les forces de la social-démocratie et de l'anarchisme.

Le Parti ouvrier socialiste démocrate a un journal quotidien, *Het Volk* (Le Peuple), qui paraît depuis le 1er avril à Amsterdam avec l'aide de l'argent belge et allemand, car le centre du mouvement social-démocrate international est à Berlin et on sait que Liebknecht calomnie partout où il peut Domela Nieuwenhuis, parce que celui-ci a dit en *1889*, au Congrès international de Paris, que le mot parlement est composé de *parler* et de *mentir* et que cette explication est conforme à la réalité. Le nombre des abonnements n'est pas grand et on ne croit pas que le journal puisse tenir.

Aussi on a un journal hebdomadaire dans le nord du pays.

Les anarchistes ont un journal qui paraît deux fois par semaine à Amsterdam, *De Vrije Socialist* (le Socialiste libre) et dans les provinces un journal hebdomadaire à Groningue, à Middelburg.

Nous avons eu la commémoration du 1er mai séparément et le mouvement anarchiste ne fut en rien moins que celui des social-démocrates.

Quand on fait une comparaison entre l'anarchisme mort et la social-démocratie vivante, on voit que nous pouvons être contents et les social-démocrates eux-mêmes ne croient rien de la mort de l'anarchisme, car pourquoi luttent-ils alors *contre le capitalisme et l'anarchisme?* On ne lutte plus avec un mort, n'est-ce pas? Et quand on proclame cependant la lutte, c'est la preuve qu'ils ne croient pas ce qu'ils disent.

Quand M. van Kol dit que « le capitalisme et l'anarchisme se sont montrés les mortels ennemis avec lesquels on ne peut transiger, mais qu'il faut détruire », nous voyons quel sera notre sort quand la social-démocratie sera le maître. Nous serons fusillés comme anarchistes au nom de la liberté social-démocrate, comme Chauvin chez vous nous a promis il y a déjà quelque temps.

Faute d'arguments on use contre nous de la fusillade, précisément comme les capitalistes ont fait en 1871.

Les capitalistes et les social-démocrates feront contre nous, pauvres anarchistes, cause commune, comme le père du socialisme d'Etat, Louis Blanc, avec les réactionnaires, quand il votait avec eux que M. Thiers et l'armée française ont bien mérité de la patrie en massacrant la Commune.

Au seizième siècle, le mot d'ordre fut: Plutôt Turc que papiste; maintenant les social-démocrates disent: Plutôt capitaliste qu'anarchiste.

Galliffet et Millerand — cela marchait bien dans le même ministère, mais est-ce que vous pouvez vous imaginer que les anarchistes peuvent faire cause commune avec les capitalistes?

Le socialisme en discrédit — c'est la tactique des social-démocrates partout.

Les camarades français seront persuadés que nous ferons notre devoir, et, quand des imbéciles comme van Kol annoncent encore une fois la fin de l'anarchisme en Hollande, nous espérons que vous saluez cette stupidité avec un rire homérique.

La fusion de deux faibles ne fait pas encore un fort. Croyez-nous, le triomphe de la social-démocratie n'est pas le triomphe du prolétariat, mais nous leur disputons leur triomphe parce que nous avons encore l'amour pour la liberté — et liberté et social démocratie sont inconciliables.

F. Domela Nieuwenhuis.

LES " IDÉES DE DERRIÈRE LA TÊTE "

du docteur Brousse

La *Petite République* du lundi 25 juin (numéro paru le 24) contenait un article du docteur Brousse — une des fortes têtes du C. G. — (le parlement marxiste de la rue Portefoin), intitulé: « Sincérité. »

Quel rapport peut exister entre le titre et l'auteur de l'article? me demandé-je aussitôt.

Est-ce que l'ancien rédacteur de l'*Avant-Garde*, organe, en le temps, des anarchistes de la Fédération jurassienne et qui, en 1878, envoyait alors si fièrement son fraternel salut d'encouragement aux régicides d'Espagne et d'Italie, au grand scandale des bons républicains suisses, se repentirait des diverses palinodies qui l'ont amené au plus bas possibilisme et ferait amende honorable à l'ombre de Bakounine, dont il était autrefois le plus fervent disciple? — ou rougirait-il tardivement de ses agissements suspects au 18 mars 1876, alors qu'ayant convoqué ses amis à une manifestation communarde à Berne, il était prudemment venu à Lausanne disserter de l'anarchisme, tandis que ses camarades se faisaient assommer par l'aimable police bernoise? — ou bien encore s'apprêterait-il à rééditer sa critique du suffrage universel — publiée en 1874 — et dans laquelle il relevait si justement l'ironie mensongère et démoralisante de cette pratique de la souveraineté populaire?

Nous nous trompions du tout au tout. Mais il y avait mieux vraiment.

Le docteur Brousse faisait un pas de plus dans ses multiples rétrogradations, et, tout comme le fier Sicambre Clovis, adorait de plus en plus ce qu'il brûlait jadis avec tant de superbe et d'audace... prudentes.

L'ouvrier-docteur Brousse confiait tout simplement aux lecteurs de la *Petite République* qu'il éprouvait un urgent besoin de rendre à la presse en général le caractère de moralité et de sincérité qui lui fait absolument défaut — sans même en excepter les quelques journaux au nombre desquels il aurait pu placer, ne fût-ce que par courtoisie, le journal qui publiait son article!

Cette prétention ne manque déjà pas de piquant, de la part d'un homme aussi *sincère* et aussi *tenace* dans ses successives convictions. Mais, poussant plus loin ses confidences, il avoue modestement à ses amis qu'il a trouvé le moyen infaillible et surtout pratique d'atteindre rapidement cet idéal d'une belle âme socialistico-marxiste.

Il n'y a qu'à déclarer que la presse est un « service public ».

La presse, un service public! rien que cela? Excusez du peu!

Louis-Philippe et Guizot se contentaient d'un *bureau de l'esprit public*, où certains journalistes de plus de valeur que d'honnêteté touchaient des appointements proportionnés à l'importance de leur journal comme influence sur l'opinion publique, afin d'adoucir leurs critiques et même parfois de faire l'éloge du ministère en fonction.

Napoléon III, lui, se contentait d'avertissements suivis de suppression au besoin s'ils contrevenaient aux *indications du moment*, fournies par de louches agents accrédités auprès de chaque journal, dont le directeur n'était d'ailleurs agréé qu'après avoir donné sa démission en blanc qu'il n'y avait qu'à dater au besoin. Mais tout cela ne constituait pas un « service public », c'est-à-dire un monopole de l'Etat, la mise en régie du journalisme, tout comme les tabacs et les allumettes.

Mais vienne pour le C. G. dont M. Brousse fait partie avec le citoyen-ouvrier (?) Albert Richard, anarchiste assagi par le bonapartisme dont il se fit l'agent dès 1872, — vienne, dis-je, l'heure bénie où le C. G. aurait enfin conquis les « pouvoirs publics », au diable la liberté de la presse, comme toutes les autres libertés plus ou moins publiques — à l'exception pourtant de la liberté d'*accepter* en bloc le *credo* marxiste enseigné par les grands prêtres de l'Eglise collectiviste, les Liebknecht, les Bebel, les Jaurès, les Brousse, ainsi que par leurs simples curés, les Sembat, les Viviani, les Fournière, et enfin tout le menu fretin des membres moins en vue du susdit comité de la rue Portefoin, appuyés d'une saine et *ferme* police pour veiller à ce que nulle critique ne s'élève contre la grande doctrine ni contre aucun de ses éminents docteurs, devenus ainsi *tabous* et irresponsables en esprit et en vérité.

On ne peut que remercier le docteur Paul Brousse de nous avoir *débiné le truc* en toute sincérité. C'est si rare de sa part!

G. Lefrançais.

L'Ecole libertaire aux camarades

Lorsque le groupe d'initiative pour la fondation d'une *Ecole libertaire* se décida à ouvrir des cours du soir pour adultes, c'était dans la conviction d'y trouver les éléments nécessaires pour réaliser son idée première: l'école pour enfants.

Mais, après deux ans de fonctionnement, loin d'avoir créé des ressources, l'œuvre a absorbé celles dont nous disposions déjà.

Les sommes que nous avions recueillies ont été absorbées, par les frais de salles, de local, d'affi-

chage. Aujourd'hui la caisse est à vide, avec aucun espoir de pouvoir reprendre notre idée d'école.

Or, à l'heure actuelle, il se crée de tous côtés des bibliothèques, des cours d'éducation, il est donc bien inutile, croyons-nous, de dépenser nos efforts à faire ce que d'autres font tout aussi bien, sinon mieux.

Nous avons donc résolu de reprendre chacun notre liberté d'action, ajournant à un moment plus propice, ou laissant à d'autres mieux outillés, le soin de reprendre l'idée de création d'une école pour enfants.

La bibliothèque qui avait été annexée à l'école libertaire continuera de fonctionner, quelques camarades ayant décidé d'en prendre la suite, et continuera de se réunir dans le local de l'école tant que durera la location.

Merci aux camarades qui nous ont aidés.

Le Comité d'initiative.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — On proposera prochainement à la Chambre un projet de loi ayant pour but de remettre en vigueur le fameux article 7, qui défend d'enseigner à tout membre d'une congrégation religieuse. Or cet article n'a jamais été abrogé.

Alors la question suivante se pose. Puisqu'il existe une loi interdisant l'enseignement à certaines catégories d'individus, pourquoi les gouvernants, qui, pour commettre une foule de canailleries, s'abritent derrière la Loi, *dura lex sed lex*, n'appliquent-ils pas cette loi? Et comment se fait-il qu'il soit besoin d'une nouvelle loi pour rendre applicable une loi non abrogée? Est-ce parce qu'on n'a pas osé appliquer cette loi jusqu'ici? Et qu'est-ce qui prouve que la dernière sera plus appliquée que la première?

Quelle comédie! On veut faire croire au bon public que le gouvernement va agir contre l'envahissement clérical et qu'il réclame dans ce but des armes qu'il possède depuis longtemps sans oser s'en servir. Mais on n'aurait garde de toucher à un parti aussi puissant pécuniairement, dont il n'est peut-être pas si impolitique de s'assurer pour demain la faveur!

La Chambre a décidé de continuer le système des primes d'exportation accordées jusqu'ici aux raffineurs. C'est en vertu de ce système que l'on paie en France 1 fr. 15 le kilog. le même sucre qui coûte en Angleterre 0 fr. 25 centimes!

Voilà comment le gouvernement prétend protéger la consommation nationale. Mais les raffineurs sont encore une catégorie de gens puissants avec lesquels il est utile et fructueux de vivre en bonne intelligence.

⁂

Enseignement. — Le conseil municipal nationaliste de Paris trouve que l'enseignement officiel n'est pas suffisamment militariste. Et pourtant!... Il vient de désigner Coppée comme membre du conseil de surveillance de l'école Edgar Quinet, Jules Lemaître pour le conseil de surveillance du collège Chaptal et Rochefort pour l'école Bernard Palissy. Les deux premiers ont refusé. Mais si ce n'est eux, c'en sera d'autres.

Ah! ils vont en faire de belles, pendant leurs quatre ans!

André Girard.

⁂

En liberté. — Notre camarade Broutchoux, qui avait été arrêté à la suite d'un discours prononcé sur la tombe d'une des victimes de Chalon-sur-Saône, a été remis en liberté le 29 juin. Non-lieu.

Notre camarade Ivan Aguéli, arrêté pour avoir tiré un coup de revolver sur les toréadors, à Enghien, a été remis, le 26 juin, en liberté.

⁂

Militarisme. — A son arrivée au ministère, le nouveau ministre de la guerre, le général André, avait renvoyé deux ou trois officiers dans les régiments, pour les remplacer par d'autres. Cela ne plut pas au général Delanne, chef d'état-major général, qui donna sa démission. Le ministre lui ordonna de rester; il resta, mais fit mettre en quarantaine les nouveaux venus, soupçonnés d'être des amis du colonel Picquart, l'unique honnête homme de la bande. C'est ainsi que les généraux entendent la discipline : ils la veulent terrible pour les simples soldats, mais pour eux-mêmes ils s'en moquent. Il n'y a pas de Biribi pour les galonnés.

Ces faits ayant causé une interpellation, la Chambre se déclara « résolue à ne pas permettre que la discipline, si sévèrement imposée aux soldats, soit moins rigoureusement imposée aux officiers de tout grade ». Or, à l'exception d'un seul, tous les officiers députés ont voté contre cet ordre du jour, affirmant ainsi que la discipline n'est pas faite pour eux. Méditez cela, jeunes conscrits.

Le ministre de la marine a annoncé à la Commission du budget que les événements de Chine coûteraient trois ou quatre millions — si tout se passe bien. Le brigandage d'In-Salah a déjà coûté onze millions.

Les hommes du 2e bataillon d'artillerie, à Maubeuge, sont empoisonnés par la bonne nourriture de l'Etat. Trente-deux d'entre eux ont dû entrer à l'hôpital.

Sauvageon, incorporé au 158e de ligne, à Modane, était noté comme un excellent soldat. Blessé pendant un exercice de gymnastique, il resta dix mois à l'hôpital et fut opéré d'un kyste mésentérique. Les médecins militaires le proposèrent pour un congé de réforme n° 1, avec pension renouvelable; mais le conseil de santé n'accorda qu'un congé n° 2, sans pension. Sauvageon refusa; les gendarmes le firent sortir de force de l'hôpital, et le conduisirent dans son pays, où ses parents, presque aveugles, peuvent à peine se suffire à eux-mêmes. Sauvageon revint à Lyon; l'hôpital refusa de le recevoir. Alors il mendia. Le tribunal lui infligea un mois de prison, avec sursis, pour port illégal d'uniforme et mendicité. Quelques jours après, on le trouvait couché sur un pont, avec un écriteau : « *Ayez pitié d'un pauvre soldat blessé au régiment, étant sans domicile et sans aucune ressource; l'ayant réformé malgré lui et l'ayant fait sortir par force par les gendarmes à 3 heures dans la nuit, après l'avoir laissé deux jours sans manger à l'hôpital militaire Desgenettes; m'ayant opéré d'une tumeur au ventre — étant incapable de travailler.* »

Pour la seconde fois, le tribunal l'a condamné à un mois de prison, et a ordonné qu'il serait placé dans un dépôt de mendicité. « Enfin! s'écria Sauvageon; je vais pouvoir manger. »

⁂

A Tunis, un sous-lieutenant de tirailleurs gifle un enfant de douze ans. Le père accourt : « Pourquoi avez-vous frappé mon enfant? — Parce qu'il se trouvait sur mon passage et que j'estime que le trottoir appartient aux officiers. » Un solide coup de poing du père a envoyé l'homme plein de dorures s'affaler sur son trottoir.

⁂

Le général Galliéni, de retour à Tamatave, fait poursuivre notre camarade Dubois-Desaulle, pour son affiche sur les *Crimes militaires aux cocos de Madagascar*. Pour le juger, on a choisi Nancy, ville ultra-militariste. Un nommé Legros, capitaine commandant la 2e compagnie des disciplinaires coloniaux à Diégo-Suarez, se prétend diffamé. Il paraît que ces gens-là sont diffamables.

R. Ch.

Lundi 2 juillet, à la mairie du VIIe, la *Société d'Ethnographie* tenait sa séance ordinaire.

M. de Rosny a fait un résumé d'un travail sur la Chine où il se proposait de parler de la doctrine de Lao-Tse, et de leur parenté avec les théories anarchistes. Mais, emporté par son sujet, il s'est étendu sur le *Livre des rites*, l'œuvre de Confucius, et a quelque peu négligé Lao-Tse.

M. G. Raynaud a parlé sur l'éducation au Mexique précolombien, et dit de fort dures vérités aux blancs pour leur intolérance de races, et, à travers cela, au parlementarisme, au militarisme et à notre organisation sociale.

M. Bourgeois, qui présidait, faisait semblant de ne pas comprendre et a eu un mot aimable pour chaque orateur.

Il a pris sa revanche, en nous parlant des progrès faits par notre système d'éducation, engageant les assistants à aller visiter l'œuvre scolaire à l'Exposition, où l'on s'en rendra compte.

Cela est très beau. Il est évident que de réels progrès se sont faits dans l'instruction. Mais n'empêche que, aux mains de l'organisation bourgeoise, elle n'est qu'un moyen de fausser l'intelligence et le jugement. Et que si elle peut contribuer à faire des pseudo-savants, ce qu'elle vise, surtout, c'est à faire des fonctionnaires et des esclaves.

L'instruction ne sera vraie et bonne que lorsqu'elle se contentera de faciliter à l'élève l'exercice de son besoin d'apprendre, en respectant son individualité, son jugement personnel, ses virtualités.

J. G.

⁂

Mouvement ouvrier. — *A la Bourse du Travail.* — J'ai signalé la semaine dernière la lettre adressée par le comité de la Bourse du Travail au pommadé Deschanel. Lettre digne, quoique par trop restrictive, ne s'attachant qu'à un fait, quand il aurait été préférable de dire qu'en aucune circonstance, des travailleurs qui se respectent n'avaient à prendre part à une fête donnée par un représentant de la bourgeoisie capitaliste, quel qu'il fût.

Quelques pontifes de la Bourse du Travail n'ont pas cru devoir tenir compte de la leçon de dignité qui leur était donnée par leurs camarades et ont accepté de Millerand ce qu'ils refusaient de Deschanel. L'on s'en est un peu ému à la Bourse, mais, malheureusement, au lieu de jeter par-dessus bord ceux qui se prostituent pour un dîner de ministre, on a cru devoir se contenter d'un simple blâme.

Grève générale, révolution, des mots! Ces Messieurs dînent au ministère à présent.

P. S. — Les membres du conseil supérieur du travail assistaient au gueuleton ministériel.

⁂

Après avoir vendu à dîner à des pseudo-ouvriers, Millerand préside des banquets de patrons, tel le *Comité républicain du Commerce et de l'Industrie*. De son discours, dont le journal bourgeois *le Temps* dit justement qu'il « ne diffère en rien de celui qu'auraient tenu, sur les points essentiels, *les plus modérés* de ses collègues ou de ses prédécesseurs », nous ne retiendrons que le passage suivant : « Non, non, s'est écrié Millerand, on n'armera plus l'un contre l'autre le peuple et la bourgeoisie, ouvriers et patrons républicains qui ont la même origine... Le ministère n'aurait obtenu que ce résultat de démontrer la nécessité de l'alliance de la bourgeoisie et de l'ouvrier, qu'il aurait rendu non seulement à la République, mais au pays un service dont il aurait droit d'être fier. »

M. Millerand prend ses désirs pour des réalités; les véritables travailleurs ont toujours eu la haine de la bourgeoisie. Pour en avoir acheté quelques-uns, Millerand croit les posséder tous. Qu'il se détrompe, en souhaitant qu'il s'en aperçoive sous peu.

⁂

Millerand est socialiste et ministre. Comme tel, il a décoré un couturier qui avait à son actif cent trois condamnations pour infraction à la loi sur le travail des femmes; aussi encouragés, ces industriels chers à Millerand, ou inversement, ne se gênent-ils pas et se moquent-ils des lois avec une désinvolture interdite au commun des mortels. La loi sur la durée du travail et rien, c'est absolument la même chose; qu'on en juge par cette plainte d'une ouvrière :

« — Imaginez-vous qu'il nous faut rentrer à l'atelier parfois dès 7 heures du matin. Nous y travaillons jusqu'à midi. Puis, de 1 heure à 8 heures du soir. On nous garde presque toujours jusqu'à 1 heure du matin. Ou bien, dans la soirée, on nous prévient que nous aurons à travailler toute la nuit... »

Dix-sept heures de travail. Que serait-ce s'il n'y avait pas de loi limitant la durée du travail des femmes? Après tout, la « *défense* républicaine » l'exige peut-être. Mais essaie donc, brave anarcho, de te f... de la loi pareillement et tu viendras m'en dire des nouvelles.

⁂

Congrès des mineurs. — La semaine dernière a eu lieu, à Paris, un congrès international de mineurs. J'avais eu la naïveté de croire, jusqu'à ce jour, que pour être mineur il fallait travailler dans une mine et extraire du charbon. Il n'en est rien, paraît-il; qu'on en juge par la liste des principaux délégués :

Marville, député belge; Cavrot, député de Bruxelles; Woods, député anglais; Lamendin, député français.

puis toute une bande de présidents, secrétaires de je ne sais quoi.

Comme de juste, aucune résolution sérieuse n'a été prise; beaucoup de vœux aux pouvoirs publics et c'est tout.

Quand donc les véritables travailleurs se décideront-ils à faire leurs affaires eux-mêmes?

PAUL DELESALLE.

Belgique.

Des camarades de Verviers nous envoient une lettre pour protester contre la phrase concernant Verviers, contenue dans la correspondance de Flaustier, parue dans notre numéro 9.

Les camarades affirment que, s'ils ne sont pas nombreux à Verviers, ils sont quelques-uns qui continuent le bon combat et entendent ne pas se laisser ainsi jeter par-dessus bord.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIIIe arrondissement). — A 8 h. 1/2 :

Samedi 7 juillet. — Soirée musicale et littéraire, chant.

Lundi 9 juillet. — P. Lagarde, avocat à la Cour d'appel : Le Socialisme intégral; souvenirs personnels sur Benoît Malon.

Mercredi 11 juillet. — A. Bernaux, professeur à l'Ecole Colbert : Causerie sur l'auteur dramatique Ibsen; lecture du quatrième acte de l'*Ennemi du peuple*.

Les camarades qui ont des volumes de l'*Ecole libertaire* sont priés de les rapporter.

L'Education libertaire, revue mensuelle, organe des bibliothèques libertaires. Le no 1 vient de paraître; envoi franco contre 0 fr. 10 en timbres (de 1 et 2 centimes de préférence).

Le no 2 va paraître en juillet et sur six pages. Envoyer les souscriptions dès maintenant. On recevra autant de numéros qu'on aura versé de fois 0 fr. 10.

La revue n'est pas déposée chez les libraires. *Elle n'est adressée qu'aux souscripteurs.*

Administration : 26, rue Titon, Paris.

Le camarade Janvion, à qui on a attribué l'article signé Simplice, nous prie de déclarer que l'article n'est pas de lui. Nous ne verrions pas l'utilité de cela, si des gens qui ont toujours besoin de paraître bien informés ne lui avaient affirmé tenir de nous que Janvion était Simplice. Nous n'avons jamais dit cela, pour la bonne raison que ce n'est pas.

⁂

On nous demande l'insertion suivante :

A M. Francis de Pressensé.

Nous adressons aux journaux libertaires la lettre suivante :

« Nous avons été vivement surpris de voir interpréter sous votre plume le mot *anarchie* comme synonyme de désordre (anarchie prétorienne, etc.).

« Vous avez peut-être oublié le moment où, lancés côte à côte dans la mêlée, contre les sabreurs et les ensoutanés, nous combattions pour la même cause de justice, et cela en parfaite harmonie, nous dirions, nous, en parfaite *anarchie*.

« Les mots sauraient parfaitement se passer de la magistrature, serait-ce celle de l'Académie. Mais, sans vouloir faire « querelle de mots », nous espérons que vous saurez, par un léger effort de mémoire, rendre cette justice, que vous réclamez pour les hommes, aux mots dont vous vous servez, pour ne pas jeter une confusion regrettable dans l'esprit de vos lecteurs. »

(Suivent 25 signatures.)

⁂

26 juin 1900.

A Monsieur le Président et Messieurs les Membres du Comité de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen,

1, rue Jacob, Paris.

Nous avons l'honneur de vous prier de saisir la Ligue d'une question où les principes fondamentaux de la Déclaration des Droits de l'homme sont ouvertement violés chaque jour: les femmes qui se livrent à la prostitution sont arrêtées et séquestrées par mesure administrative contre toute loi : ce qui est une violation de l'article 7 de la Déclaration des droits :

« Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu, que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. »

Or l'article 341 du Code pénal dit : « Seront punis de la peine des travaux forcés à temps, ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes »; et l'article 166 : « Tout crime commis par un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions est une forfaiture. »

Chaque fois qu'une femme est arrêtée et détenue arbitrairement, il se commet un véritable attentat à la liberté individuelle et cet attentat est, d'après la loi, un crime.

Au nom de la Déclaration des Droits de l'homme, nous vous demandons d'user de votre influence pour assurer à tout individu, homme ou femme, la protection de la loi.

Contre la loi, nul ne peut invoquer de raisons, pas même la raison d'Etat.

Contre la loi, nul fonctionnaire ne peut s'élever au nom d'une prétendue préservation sociale.

Nous vous demandons de joindre vos efforts aux nôtres pour faire abolir la réglementation de la prostitution comme contraire à la Déclaration des droits et à la loi et, dans le même esprit de défense de la liberté individuelle, nous vous demandons également de chercher à obtenir la fermeture des maisons de tolérance, véritables bagnes autorisés par le gouvernement, où les femmes sont vouées à une existence dégradante et à un véritable esclavage, sans espoir et sans possibilité de relèvement.

Au nom de la Branche Française de la Fédération Abolitionniste Internationale, et avec l'expression de leurs sentiments très dévoués,

Le Président, Signé : GAUFRÈS. *Le Secrétaire,* Signé : A. DE MORSIER.

QUATRE-CHEMINS-AUBERVILLIERS. — Les anarchistes se réuniront le samedi 7 juillet, salle Brigaldino, 108, rue du Vivier, à 8 h. 1/2 du soir.

Nouvelle orientation de la propagande.

Tous les camarades sont priés d'être présents.

SAINT-ETIENNE. — Nous croyons faire part à tous les camarades qui désirent participer à l'envoi d'un délégué au Congrès antiparlementaire international de septembre prochain, de vouloir bien faire parvenir leurs versements ou les fonds qu'ils pourraient recueillir au camarade Gallet, libraire, rue de la Préfecture, 49, qui a déjà perçu quelques fonds à cet effet.

D'ici peu une réunion sera organisée pour choisir le délégué.

Un groupe de camarades.

BELGIQUE. — A Saint-Georges, le dimanche 8 juillet, conférence publique à la Maison du Peuple.

Sujet : La guerre des classes. Orateur : Flaustier.

Nous avons prêté *Travail et Salaires en Angleterre depuis le treizième siècle*, de Thorold Rogers. Il y a un an, nous avons également prêté *Le Salut est en vous*, de Tolstoï, qui ne nous est jamais rentré. Nous avons un besoin urgent de ces deux volumes. Ceux qui les ont nous rendraient service en nous les rapportant.

NOTRE CONFÉRENCE

C'est le 23 octobre qu'elle aura lieu, à 8 h. 1/2 du soir, salle des *Sociétés Savantes*, rue Serpente.

Le camarade Liard-Courtois racontera ses *Souvenirs du bagne*.

Le prix d'entrée sera de 0 fr. 50 et donnera droit au tirage de la tombola qui clotûrera la séance.

Nous faisons appel aux camarades pour nous aider, dès à présent, à placer des cartes.

Voici la liste des lots :

1. Une peinture de Martignon.
2. Une aquarelle de Hofmann.
3. Un lot de 3 volumes.
4. 2 volumes anglais de la collection Tauchnitz.
5. Un tapis.
6. Une boîte de bonbons.
7. Un cadre (triptyque), pour photographies.
8. Un pastel (encadré) de B.
9. Nœud de cravate pour dame.
10. Une paire de chaussons au crochet pour enfant.
11. Une chemise de nuit pour enfant.
12. 5 paires de chaussettes.
13. Un petit sac à main.
14. Deux volumes.
15. Idem.
16. Une peinture.
17. Une calotte et un béret.
18. Embrasses à boules pour rideaux.
19. Broche et chaîne.
20. Broche.
21. Broche et boutons de manchettes.
22. Une paire chaussons et bonnet (au crochet) pour enfant.
23. Une saflère, épingle et broche.
24. Châtelaine, broche, épingle.
25. Photographies, broche, épingle.
26. Idem.
27. Dessin de Delannoy.
28. Chaussures pour dame.
29. Pipe, épingle, broche.
30. Un nœud de cravate pour dame.
31. Pipe, boucles d'oreilles et broche.
32. Pipe, broche et épingle.
33. Deux eaux-fortes de Paraf-Javal.
34. Trois flacons d'extrait de quinquina.
35. Chaussons au crochet pour enfant.
36. Sac de voyage.
37. Une peinture de Hénault.
38. Une jumelle.
39. Quatre clichés positifs pour vitraux.

(*A suivre.*)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Che cosa è il socialismo, par N. Converti; tipografia siciliana, Messine.

Le Geste d'accueil (vers), par Marie et Jacques Nervat; 1 vol., à l'*Effort*, Toulouse.

Au fil des jours, par Clémenceau; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Napoléon III, par P.-J. Proudhon; 1 vol., 3 fr. 50, chez Ollendorff, 50, Chaussée d'Antin.

La Chanson plébéienne, rue de la Préfecture, 24, Saint-Etienne.

L'Equilibre social, placard, par Valette et Bustarret.

A lire :

En Chine, par Gohier; *L'Aurore*, 4 juillet.

PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade qui nous a, l'année dernière, fait expédier un mandat de 10 fr. 30, de Danville, est prié de se rappeler à nous, ayant un renseignement à lui demander à ce sujet.

E. H., à Nancy. — Bon.

L'Union coopérative, Sens. — Je vous envoie les derniers numéros parus. Mais il y a longtemps que nous n'avons pas reçu votre journal.

S. B., à Annecy. — Les deux brochures épuisées.

Le camarade Baptiste Sabria est prié de nous envoyer son adresse.

Groupe de Menpenti. — L'*Immoralité du mariage*, nous n'en avons plus. — Ecrivez à la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, à Bruxelles. — Nous avons *Alle Madri*.

Maloigne. — Pour l'*Immoralité*, voyez la réponse ci-dessus. — Pour la *Peste*, adressez-vous à Bérenger, 74, rue des Longues-Haies, à Roubaix. Nous envoyons les autres.

Reçu pour la brochure à distribuer (liste de Poitiers) : E. Orry, 0 fr. 50; Merrion, 0 fr. 50; Olivet, 0 fr. 25; Fils, 0 fr. 25; Prieur, 0 fr. 30; Un frère sans soutane, 0 fr. 25; Un interne, 0 fr. 50; Manuel, 1 fr.; Meyer, 2 fr.; G., par Doux fils, 5 fr. — Total : 10 fr. 50.

Reçu pour le journal : L. M., 4 fr. — Un camarade italien, 2 fr. — C., à Ugines, 4 fr. — H., 1 fr. — E. M., 1 fr. — Deux pions anarchos, 1 fr. — G., par Doux fils, 5 fr. — Doux père et fils, 2 fr. — G., à Oerlikon, 1 fr. — A. M., 2 fr. — Merci à tous.

W., à Gorinchem. — C., à Croix. — G., à Châlons. — C., à Alais. — B., à Turin. — R. E., à Lausanne. — S., à Vierzon. — D., à Sering. — M., à Tours. — Quimper, 3 fr. — F., à Avallon. — M. J. D., à Bazen. — Z., à Vienne. — B., à Albigny. — R., à Sciez. — J. H., à Rotterdam. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 12

DIX CENTIMES

DU 14 AU 20 JUILLET 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

NOTRE SOLIDARITÉ

La guerre paraît inévitable : contre la Chine d'abord ; et si elle est vaincue, à l'occasion du partage, entre les diverses nations d'Europe. Dans les deux cas, une tuerie gigantesque se prépare. Ce n'est plus cette fois-ci une guerre de nation à nation, c'est une mêlée générale à laquelle prendront part les cinq parties du monde. L'Europe et l'Amérique, renforcées de leurs dépendances africaines et océaniennes, vont se ruer sur l'Asie, ce gâteau depuis si longtemps convoité et, par la suite, s'entre-déchireront pour en répartir les morceaux. Jamais on n'aura vu, je crois, si formidable carnage. Quel rêve pour nos sauvages amateurs de guerre ! L'humanité entière, divisée en deux camps s'entr'égorgeant l'un l'autre, le sang humain coulant à flots simultanément sur toute l'étendue de la planète, l'effroi et le deuil semés aux quatre coins du monde, partout le pillage, l'incendie, la dévastation, la ruine et la mort !

Et pourquoi ?

Parce que des missionnaires et des trafiquants, des fanatiques intolérants et des spoliateurs sournois poussés les uns et les autres par un esprit de lucre, ont envahi ce pays, foulant aux pieds ses traditions les plus sacrées, lésant sans vergogne les intérêts les plus chers de ses habitants, tyranniques, indiscrets, désorganisant les familles sous prétexte de zèle religieux, fourbes et malhonnêtes en affaires, intriguant, opprimant, exploitant, impérieux et menaçants. Contre cette double violation de conscience et de propriété, les Chinois lassés se sont révoltés. C'est leur droit. C'est même leur devoir, comme nous l'enseigne l'instruction civique répandue dans nos écoles, qui recommande à tout bon citoyen de repousser de toutes ses forces et par tous les moyens l'invasion de l'étranger.

Et alors, parce que Tartuffe et Mandrin, introduits de complicité dans la patrie chinoise en vue de la dévaliser, sont légitimement molestés par les Chinois qui se refusent à endurer plus longtemps cette mise à sac, on prétendrait nous engager dans une guerre universelle qui exterminerait la moitié du genre humain ? Et cela sous prétexte que *nos* intérêts sont compromis en Extrême-Orient ?

Nos intérêts n'ont rien de commun avec ceux du jésuite et du voleur qui asservissent et affament le travailleur chinois. Cette prétendue solidarité nationale, ou européenne, au nom de laquelle on voudrait nous mener à la boucherie, est un mensonge. Il n'est pas vrai que nos intérêts soient communs avec ceux des Européens qui sont allés en Chine pour y gagner de l'argent. Nous n'eussions pas participé à leur bonne fortune. Nous ne devons avoir aucune part à leur mauvaise.

L'intérêt national est une fiction. Il n'y a pas d'intérêt national, il n'y a que des intérêts particuliers. Il ne saurait en être autrement tant que durera le régime économique de la propriété individuelle. Si quelque Bavier-Chauffour ou quelque Suberbie s'enrichit ou cherche à s'enrichir personnellement aux colonies, ce n'est pas une raison suffisante pour que tous les travailleurs nés sous le même ciel se croient le moins du monde intéressés à la réussite de son entreprise et s'estiment solidaires de ses mécomptes.

Il faut que les travailleurs de tous pays se mettent bien cette vérité dans la tête. L'exploiteur qui, dans leur patrie, est, au point de vue économique, leur antagoniste sinon leur ennemi, ne devient pas, par un coup de baguette magique, leur ami à qui ils doivent protection, parce qu'il s'en va exercer son exploitation en pays étranger. Aucune solidarité ne saurait exister entre eux et lui. Il était auparavant et il reste leur ennemi social.

Les missionnaires et les trafiquants qui ont mis la Chine en coupe réglée reçoivent aujourd'hui le prix de leur avidité. Ils pouvaient, eux qui se disent civilisés, apporter aux Chinois les bénéfices de cette civilisation, les initier amicalement, égalitairement tout au moins, aux commodités de notre mode d'existence, en échange de services analogues de la part des Chinois.

Mais les Européens, imbus de leur supériorité intellectuelle et sociale, supériorité rien moins que prouvée, ont pour habitude, sinon pour principe, de pressurer, de bafouer, de persécuter de mille façons les peuples chez lesquels ils s'implantent. Ils parlent en maîtres, sans aucun égard pour les croyances, les mœurs, les coutumes et les biens des autochtones. Ceux-ci se défendent quelquefois.

L'actuel conflit sino-européen n'a pas d'autre cause. On trouve en présence, d'une part, des malfaiteurs qui en veulent, pour leur profit exclusif, à des biens qui ne leur appartiennent pas, d'autre part, des possesseurs qui, las d'être volés, cherchent à s'affranchir du joug qu'ils se sont laissé imposer.

Et l'on voudrait nous envoyer au secours des malfaiteurs, des voleurs, parce qu'ils sont originaires de chez nous ?

Non ! Si quelqu'un doit être notre ennemi, ce n'est pas le persécuté révolté contre le persécuteur, quelles que soient la couleur de sa figure et la coupe de son vêtement. Ce sont les lanceurs d'affaires, les semeurs de misère, les vampires capitalistes, français, anglais, allemands, russes ou autres. Nos intérêts n'ont rien de commun avec les leurs.

La seule solidarité qui repose sur des bases réelles, c'est celle qui unit entre eux les travailleurs de tous les pays contre leurs oppresseurs. Exploités, nous sommes solidaires des Chinois exploités qui protestent contre leur exploitation.

Aussi est-il de notre devoir, du devoir de tout socialiste conscient, de *refuser*, en cas de guerre, de prendre les armes pour faire le jeu des capitalistes de tous pays. Ne nous laissons pas éblouir par les pompeuses déclamations sur la solidarité nationale, l'honneur du drapeau, sur l'injure à venger, etc.

Si les massacres de Chine, comme tous les massacres, sont déplorables, si parmi les massacrés il est des victimes innocentes, la cause en faveur de laquelle on voudrait nous entraîner à la guerre est pire. Nous refuserons de la soutenir de notre sang et de notre vie ; nous refuserons de porter les armes contre des travailleurs à quelque race qu'ils appartiennent, répondant aux cris de guerre de nos gouvernants, nos ennemis, par ce cri : « Travailleurs de tous pays, unissons-nous ! »

Telle est la vraie solidarité, la seule que nous acceptions, que nous devions accepter.

André Girard.

QUE FERONS-NOUS ?

Une contrée pleine encore des traditions de Torquemada, une contrée où l'esprit public habitué aux courses de taureaux a le mépris de la vie humaine, où les citoyens habitués à obéir n'ont plus l'esprit de révolte, voilà l'Espagne. Et voilà aussi le Portugal, le malheureux pays d'où je vous demande : Que faut-il faire ?

Question terrible et faite en des circonstances très graves. Quand, il y a quelques années, s'éleva dans la presse française un cri d'alarme à propos des atrocités de Montjuich, ce cri eut, en Portugal, un grand écho. Mais ceux qui alors criaient si fort contre l'Espagne ne regardaient pas autour d'eux, ne voyaient pas ce qui se passait chez eux.

En 1895, la réaction jésuite, qui avait reparu et grandissait de jour en jour sous la protection d'Amélie d'Orléans, reine de Portugal, voulut montrer sa force et célébrer le centenaire de saint Antoine de Padoue, né à Lisbonne.

Les libres penseurs s'étaient préparés à la lutte et répondirent à la manifestation catholique par une manifestation antireligieuse. Les catholiques avaient réuni un congrès, les libres penseurs en réunirent un autre, puis, comme les catholiques avaient organisé une marche aux flambeaux, ils se jetèrent dans le cortège et éteignirent les flambeaux. Enfin, lorsque la procession cléricale passa sur le Rocio, un des boulevards les plus importants de Lisbonne, une troupe d'anarchistes fit irruption dans son sein en distribuant des journaux, ce qui suffit à mettre en fuite les prêtres et les hauts dignitaires.

Voilà ce qui se passa, et rien de plus. Il n'y

eut ni mort, ni blessé. La manifestation fut complètement pacifique et sans violence d'aucune sorte.

Mais l'orgueil des gouvernants n'en fut pas moins mortellement outragé et ils jurèrent de se venger, surtout des anarchistes.

La police procéda à quelques dizaines d'arrestations et beaucoup parmi les arrêtés furent envoyés dans les colonies africaines; mais ce n'était pas suffisant. Ce qu'on voulait, c'était porter au socialisme un coup mortel. Comment s'y prendre? La réaction n'avait pas l'ombre d'un prétexte et s'en tenait aux menaces. Cela dura jusqu'au commencement de 96.

A cette époque, un pauvre diable, du nom de Luis de Maltos, dont la femme et les trois enfants mouraient de faim, lança une pierre au roi. En présence d'un attentat aussi naïf, on pensa que l'auteur était un fou et on le fit examiner par deux médecins de la police. Un troisième et célèbre médecin déclara que Luis de Maltos jouissait de toutes ses facultés.

Durant ce temps, la police faisait jeter une bombe à la porte de l'un des deux médecins qui avaient examiné l'auteur de l'attentat contre le roi et, sous prétexte de découvrir le coupable, elle arrêtait toutes les personnes connues à Lisbonne pour leurs idées libertaires.

Aucun attentat n'ayant jamais eu lieu en Portugal, la bourgeoisie affolée réclama la tête du ou des coupables et la persécution énergique des idées libertaires. Le 13 février 1896, le gouvernement fit voter au Parlement une loi d'exception faite en principe contre les anarchistes terroristes, mais atteignant en réalité les socialistes et même les républicains modérés. Ladite loi punissait de prison et de déportation perpétuelle aux colonies *toute révolte contre l'ordre social actuel* (c'est-à-dire la monarchie). Et cela sans jugement,sans défense, sans témoins. Il suffisait que deux individus accusent quelqu'un d'être anarchiste. La loi était une violation flagrante de la constitution.

Quant aux personnes arrêtées, elles étaient soumises à des interrogatoires entrecoupés de tortures. Pour les obliger à parler, on les rouait de coups et on leur frappait la tête contre la muraille. Quelques-unes souffrirent tant qu'elles essayèrent de se suicider par la faim, en refusant de manger. D'autres restèrent estropiées pour toujours à la suite des mauvais traitements qu'elles endurèrent. Ce fut un recommencement des atrocités de Montjuich.

A l'aide de la nouvelle loi, on envoya au Mozambique et à Timor, c'est-à-dire aux plus mauvaises de toutes les colonies portugaises, soixante-dix jeunes gens des plus énergiques et des plus intelligents. On condamna Luis de Maltos à douze années de cellule suivies de déportation, et l'on emprisonna trois innocents faussement accusés de l'attentat contre le médecin.

Quelques journaux protestèrent, on leur ferma la bouche. Des meetings furent organisés, on les a dissous. Et les années se sont passées. La loi a continué de faire ses ravages.

A l'aide du nouveau journal *A Lucta*, le seul socialiste qui existe en Portugal, j'ai depuis peu commencé la lutte contre la loi d'exception et pour les victimes qui meurent loin de nous, aux colonies, tuées par le climat et par les châtiments corporels. Mais que pourrons-nous faire? L'indifférence est si grande et la peur a si bien maté les esprits!

En attendant, il est bon que l'Europe connaisse ces faits et qu'ils puissent être rapprochés d'autres faits analogues arrivés en d'autres pays. Ce sont des documents nouveaux sur la moralité des gouvernements.

Si la presse française élevait la voix en faveur de nos malheureux frères, on parviendrait peut-être à faire quelque chose. C'est elle qui sauva les martyrs de Barcelone. C'est à elle qu'il appartient de sauver les victimes du despotisme portugais.

JULIO MONZO.

APOLOGIE

L'autre jour, à la tribune de la Chambre des députés, le citoyen Sembat a eu la rare énergie de prononcer les paroles suivantes :

Je trouve très noble l'acte d'un homme qui s'en va, au péril de sa vie, propager sa doctrine : je le respecte autant que je respecte Angiolillo, l'exécuteur de Canovas; il a donné sa vie à sa cause. *(Bruit à droite et au centre.)*

M. LE PRÉSIDENT. — Je m'étonne d'entendre apporter ces paroles à la tribune, si je les ai bien comprises. *(Applaudissements.)*

SEMBAT. — Je croyais que la Chambre reconnaîtrait que ceux qui risquent leur vie pour leurs convictions sont tous et également martyrs au même titre. *(Applaudissements à l'extrême gauche.)*

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne laisserai pas apporter à la tribune l'apologie de l'assassinat. *(Applaudissements à droite et au centre.)*

SEMBAT. — *Il y a des assassinats qui sont des revanches, quand ils répondent à d'autres meurtres.*

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre vous a répondu par ses protestations.

SEMBAT. — La Chambre sait qu'il y a un grand nombre de questions où je me flatte de ne pas être d'accord avec elle.

Je ne me permettrai jamais de blâmer un homme qui va propager chez d'autres ce qu'il croit être la vérité.

Mais là où je blâme, c'est lorsqu'au lieu d'y aller à ses risques et périls, il y va appuyé par l'armée, et lorsque, sous couleur de convertir les infidèles, il fraye la voie à l'exploitation du commerçant et au massacre du militaire.

Il n'est pas dans nos habitudes de féliciter personne, moins encore MM. les députés socialistes. Cependant nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que le citoyen Sembat a, en cette circonstance, fait preuve d'un certain courage. Ne se contentant pas d'une simple constatation, il a, devant la tourbe de repus qu'est la Chambre des députés, affirmé par trois fois son admiration pour l'homme qui a su donner sa vie pour sa cause.

Dans ce temps d'avachissement général et surtout en raison de l'enceinte où elles ont été prononcées, les paroles de Sembat méritaient d'être relevées, comme une preuve éclatante qu'envers et contre tous la vérité s'impose toujours.

P. DELESALLE.

LA NAVIGATION DE L'AVENIR

Abordons aujourd'hui la question pratique. Prêcher l'anarchie à ses frères de la mer, c'est bien joli, seulement il faut se faire comprendre d'eux et, avant tout, leur faire entendre qu'un navire peut marcher sans tête — pas dans l'état actuel des choses, bien entendu, où tout est en faveur de quelques-uns.

E. Reclus, dans l'opuscule résumant une conférence qu'il fit dans une loge maçonnique, ne nous montre-t-il pas, en faisant parler un capitaine en personne, qu'un navire peut être déjà actuellement un petit groupe anarchiste?

Il est bien entendu que nous ne nous occupons que de la marine marchande; la marine militaire ne sera plus qu'à l'état de triste souvenir...

Que font, actuellement, les officiers d'un bateau marchand?

Le capitaine? — Il reçoit les instructions de ses armateurs et donne la route à suivre au « compas ».

Le second capitaine? — Il s'occupe des paperasses : connaissements, papiers de douanes, manifestes, etc., et aussi de la route et de la manœuvre.

Les lieutenants? — La même chose.

Or, quand le commerce, le négoce, c'est-à-dire l'*intérêt*, ne seront plus, quand les hommes, les groupes des différents points du monde échangeront simplement leurs denrées et les produits de leur climat contre les denrées et les produits d'autres zones, alors, loin, bien loin seront les papiers de douane, manifestes et autres. La confiance régnera partout; on n'aura pas besoin de vérifier les chargements des navires, et si, par hasard, en cours de route l'équipage a besoin de puiser dans les cales, il le fera sans crainte de se voir appréhendé à l'arrivée par les commissaires, les gabelous, etc. Au contraire, si les hommes disent : « Nous avions besoin de telle chose, il s'en trouvait dans le chargement, nous y avons puisé », on leur répondra : « Vous avez bien fait », au lieu de : « C'est très joli, mais il me faut mon compte », ou : « Je me plaindrai à l'assurance », etc., etc.

⁂

Ce qu'on entend par la « route », à bord, c'est déterminer, une ou plusieurs *fois par jour*, la position du navire. Or ça n'est pas très compliqué; on rencontre souvent des capitaines qui, avec de vieux instruments et de vieilles théories, se tirent tout de même d'affaire et vont où ils veulent... et non ailleurs, comme cela est arrivé, il y a quelque temps, à l'un de nos croiseurs monté par nos brillants officiers de marine.

Il est certain qu'aujourd'hui, avec les navires à marche rapide, on a besoin, à chaque instant, de savoir où l'on se trouve et, pour cela, il faut être au courant des méthodes et des calculs nouveaux; mais une année — deux pour les plus dures cervelles — passée à l'Ecole d'hydrographie suffit pour acquérir les connaissances nécessaires. Or, dans les temps à venir, tous ceux qui le voudront pourront y aller, à l'Ecole. Aujourd'hui, les cours sont gratuits, mais, tout en les suivant, il faut vivre.

Quant à la manœuvre, sur les vapeurs, à part l'entrée et la sortie des ports, elle se réduit à si peu de chose qu'il est inutile de s'y arrêter. Sur les voiliers, c'est uniquement de la pratique; il n'est pas rare de voir des capitaines préférer prendre comme « second » un vieux matelot ou un ancien « maître d'équipage », qu'un jeune officier.

Du reste, sans aller si loin, on peut voir par les pêcheurs de Terre-Neuve et d'Islande — dont la science est bien rudimentaire — qui manœuvrent si bien leurs navires (quelquefois des trois-mâts, presque toujours des bricks) avec tant d'adresse, on peut voir, disons-nous, que, seule, la pratique suffit, et ça, tout le monde peut l'acquérir.

⁂

Pour ce qui est du personnel de la « machine », c'est absolument pareil. Il se divise en officiers-mécaniciens, chauffeurs et soutiers, par ordre hiérarchique. Or, couramment, on voit des soutiers remplacer des chauffeurs et des chauffeurs faire le quart des officiers-mécaniciens.

La conduite de la machine est encore une question de pratique et d'habitude, car, il faut bien s'en pénétrer, les mécaniciens ne sont pas des ingénieurs : ils doivent souvent, aidés des chauffeurs, mettre la main à la pâte pour des réparations.

Est-ce que si, au lieu de quatre soutiers, quatre chauffeurs et trois officiers, tout le personnel de la machine — soit, le plus généralement, onze ou douze hommes — était tour à tour soutier, chauffeur et mécanicien, le travail ne serait pas moins pénible? D'autant que dans les circonstances où nous nous plaçons, de même que tous les marins pourraient fréquenter les cours d'hydrographie, de même tous les « bouchons gras » pourraient suivre les cours de l'Ecole des mécaniciens.

⁂

On peut très bien se faire une idée d'un navire fonctionnant ainsi, si l'on est logique.

Chacun à son tour, l'œil sur le « compas », se-

rait à la barre et tiendrait le navire dans la bonne route; chacun à son tour chargerait les fourneaux pour maintenir la pression, pendant que ses frères s'occuperaient, qui de faire « le point », qui de nettoyer et d'entretenir le pont et la machine, pendant qu'un autre, à la cuisine, préparerait pour tous la même nourriture.

M. D.

New-York, fév. 1900.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Le désordre parlementaire s'accentue de plus en plus. La Chambre est transformée en véritable pétaudière. Les monarchistes rejettent la faute sur la République, les républicains accusent les monarchistes d'obstruction systématique.

La vérité est que le parlementarisme, comme toutes les autres institutions de la société bourgeoise, est en pleine décomposition. Seulement, comme l'institution gouvernementale a assumé la tâche illusoire de la direction et du fonctionnement des autres institutions, il en résulte qu'outre sa propre décomposition, il se débat vainement pour enrayer celle des autres.

La République ou la monarchie n'y peuvent rien Le système, usé, pourri, vermoulu, est irréparable; il tombe en ruines.

LA MISÈRE. — Pendant que les millions dansent de tous côtés, pendant que d'heureux veinards gagnent des « gros lots » de 100.000 et de 500.000 fr. à diverses loteries, on lit des faits divers de ce goût:

« Deux vieillards, les époux Jalin, âgés de soixante-quatorze et de soixante ans, se sont pendus dans leur chambre au sixième étage du n° 5 du boulevard de Gouvion-Saint-Cyr. La misère est la cause de ce drame. »

ANDRÉ GIRARD.

⁂

MILITARISME. — Après le général Delanne, le général Jamont, vice-président du conseil supérieur de la guerre et généralissime de l'armée de terre, a protesté contre les changements introduits par le ministre de la guerre à l'état-major. Delanne a été relevé de ses fonctions, comme il le demandait; Jamont a été mis en disponibilité, comme il le demandait. Les républicains sont tout heureux qu'on ait remplacé ces deux culottes rouges par deux autres culottes rouges. Pauvres cervelles!

Souhaitons que cette épidémie d'indiscipline se propage de grade en grade, et qu'ayant débuté par le sommet de la hiérarchie militaire, elle s'étende vite jusqu'à la base.

Le lieutenant Kahn, massacreur de grévistes à la Martinique, est mis en non-activité par suspension d'emploi, c'est-à-dire que pendant quelque temps il se reposera chez lui, aux frais des contribuables, et s'exercera à la cible, jusqu'au jour où il sera réadmis à l'honneur de fusiller ses semblables.

On vient d'arrêter, à Nancy, pour espionnage, un ancien sergent-major nommé Courbeil; il aurait livré au gouvernement allemand des croquis de forts. C'est dur pour l'Armée. Ce sergent-major est en outre un ancien élève d'une école congréganiste. C'est dur pour l'Eglise.

Des sous-officiers et des caporaux ont été désignés dans chaque corps de la garnison de Nancy, en vue de l'exécution du brigadier-fourrier Tonnelier, assassin du jardinier Pinglé. Pour punir (?) un soldat assassin, on va faire de douze autres soldats des assassins... Comme Courbeil, Tonnelier est un ancien élève d'une école congréganiste.

ÉDUCATION SPIRITUALISTE. — Il y a, à Saint-Genest-Lerpt, près Saint-Etienne, une colonie agricole dirigée par deux vénérables prêtres. Deux cents enfants et jeunes gens y reçoivent l'enseignement de la sainte Eglise catholique. Résultat : la plupart d'entre eux sont pourris par des mœurs contre nature. Le parquet de Saint-Etienne ayant dû se transporter dans ce pieux asile, l'examen médical a révélé qu'un grand nombre d'enfants étaient souillés et malades.

Pour tirer l'homme de la bestialité, il faut autre chose qu'une éducation de crédulité et d'ignorance.

R. CH.

AVIGNON. — *Vive l'Armée!!!* — Notre population a été vivement émue, ces jours-ci, par la vue d'un homme vêtu de l'uniforme militaire et marchant à l'aide de deux béquilles. Ce malheureux était sorti, ou plutôt avait été expulsé de l'hôpital, le jeudi 6 juillet, après un séjour de neuf mois. Jeté dans la rue, sans famille et sans ressources, il crut devoir se présenter à la caserne du palais des Papes, où se trouve son régiment. Mal lui en prit, car un capitaine, se trouvant dans la cour, n'a trouvé rien de mieux que de requérir quatre hommes et de le faire sortir de vive force, prétextant qu'étant réformé il n'avait rien à faire à la caserne.

Depuis ce jour, le pauvre estropié, logé par les soins de la police dans une auberge, vit du produit d'une collecte faite par les soldats de sa compagnie. Mais cela ne peut pas durer et la misère guette l'ancien soldat.

On trouve des millions pour entretenir grassement les généraux qui ont ramassé leurs galons dans le sang du peuple ou les ont gagnés en fabriquant des faux. On trouve des milliards pour enrichir les fabricants de conserves pourries destinées à la troupe. Et il manque quelques centaines de francs pour assurer l'existence d'un prolétaire estropié au service de la « patrie »!

Voilà comment se pratique la fameuse solidarité de la *Grande famille!*

⁂

Mouvement ouvrier. — AU C. G. — Les procès-verbaux du parlement de la rue Portefoin, publiés par les journaux socialistes, (!) sont parfois très intéressants à lire. Ces Messieurs s'y montrent dans toute leur splendeur de politiciens jésuites.

A propos des assassinats de Chalon-sur-Saône, l'un d'eux, qui ne connaît les ouvriers que par le dédain qu'il a pour tous ceux qui portent une blouse ou une veste, s'exprime ainsi en parlant de la catastrophe de Chalon :

« Il ne suffit pas de flétrir la classe capitaliste et le gouvernement, expression de la classe capitaliste. Il ne suffit pas de répandre de l'eau bénite sur les victimes. Il faut encore vous *renseigner, parce que vous l'êtes insuffisamment*, et il faut que, dans le texte de votre ordre du jour, vous disiez que vous avez envoyé des délégués non seulement pour enquêter, mais pour diriger là-bas l'action des camarades. »

On assassine les ouvriers, cela ne suffit pas à ces Messieurs, ils veulent être renseignés; dénoncer le gouvernement, « c'est répandre de l'eau bénite sur les victimes ». Après tout, l'intérêt de la « Défense républicaine » exige peut-être qu'il soit prouvé que ce sont les ouvriers qui ont tué les gendarmes.

Et dire que si, au lieu d'un ministère Millerand-Waldeck, nous avions eu un vulgaire ministère Méline, nous les aurions vus, promenant, de réunion en réunion, les chemises ensanglantées des victimes. Les mêmes qui ont su si bien utiliser les cadavres de Fourmies renient ceux de Chalon, car ils sentent trop bien qu'ils sont un peu les leurs. De là leur haine.

CHÔMAGE. — Comme c'était prévu, la fin des travaux de l'Exposition a amené une recrudescence de chômage parmi les travailleurs parisiens.

M. Viviani, qui a beaucoup d'ouvriers du bâtiment dans sa circonscription électorale, a questionné M. le ministre. Celui-ci, comme de juste, a promis : on va ouvrir des chantiers; satisfaction toute platonique; mais il paraît que les bons électeurs s'en contentent. Attendons la suite.

LES BUREAUX DE PLACEMENT. — D'importantes campagnes furent jadis entreprises, mais inutilement, contre ces officines.

Le syndicat des ouvriers restaurateurs-limonadiers revient une fois de plus à la charge. Malheureusement, au lieu d'agir par eux-mêmes, de faire une vigoureuse campagne, ils s'en vont demander au Parlement le vote d'une loi concernant ces établissements. Voici plus de vingt ans qu'on les berne; ainsi, ils ne comprennent pas que le petit commerce a intérêt à conserver ces officines. Le petit commerce est grand électeur, et ces Messieurs du Parlement le craignent et le respectent. Gageons que les garçons-restaurateurs limonadiers attendront longtemps sous l'orme le vote de leur loi. A moins toutefois qu'ils ne se décident à faire autre chose et à agir avec énergie.

LES GRÈVES. — Après la Martinique et Chalon, le Havre. Le gouvernement de défense républicaine a eu déjà sa petite journée là aussi. Une vingtaine de terrassiers ont été blessés par des policiers. Plus de cent arrestations ont eu lieu. Le maire, conseillé par Waldeck, a pris un arrêté interdisant les manifestations. Millerand a délégué deux de ses larbins de la Chambre pour aller prêcher le calme à ces malheureux qui, depuis plus d'un mois, crèvent de faim.

L'*Office du Travail* signale 94 grèves dans le mois de mai. 56 ont eu pour cause une demande d'augmentation de salaire. Sur 90 grèves terminées dans le mois, il n'y a que 8 réussites contre 36 échecs et 46 transactions.

P. DELESALLE.

Italie.

FOGGIA. — Une grève, qui n'a pas fait de bruit, mais qui a parfaitement réussi, a été celle des moissonneurs pouillais. Ceux-ci viennent toutes les années de la campagne à Foggia, et traitent avec les propriétaires pour la moisson du blé. Cette année, la saison était tardive à cause des pluies. Les moissonneurs sont donc arrivés tard. Les propriétaires croyaient les trouver dociles. Il n'en fut rien. Les moissonneurs demandèrent de 7 à 10 francs par jour, salaire très élevé en comparaison de celui des autres années. Et les propriétaires n'ayant pas voulu accepter ces prix, les moissonneurs déclarèrent la grève. Comme le blé ne pouvait plus attendre et qu'on n'avait pas le temps de chercher d'autres ouvriers, il fallut bien accepter les conditions des moissonneurs, qui ont gagné, cette année, trois fois plus que les années précédentes.

Cette grève n'a pas été l'œuvre d'un parti politique. Les travailleurs pouillais appartiennent à la catégorie de ceux à qui une misère extrême ne permet aucune éducation. Ils sont réfractaires à toute idée de civilisation et de progrès, parce qu'ils n'y comprennent rien. La plupart ignorent encore qu'en Italie règne la maison de Savoie. A la campagne, ils habitent des grottes ou des chaumières; à Foggia, quand ils y viennent pour moissonner, ils passent la nuit sous les portiques des églises ou sous les murs des palais. Ils campent sur les places publiques. Et c'est un spectacle à la fois étrange et navrant, sous la lumière crue des lampes électriques, que ces pauvres êtres sales et déguenillés.

Comment donc ces malheureux ont-ils pu, cette année, imposer leurs volontés aux patrons ? Ils n'ont fait que profiter de l'occasion. Ils savaient bien que les propriétaires de Capitanate sont trop avares pour faire venir à grands frais d'autres travailleurs et que, d'ailleurs, ils n'en avaient pas le temps.

Ces paysans sont, pour ainsi dire, des primitifs, qui agissent, non pas par esprit de révolte contre les injustices sociales, mais par un intérêt, qui n'admet point de délai. Je suppose pour un instant que l'octogénaire Saracco — le nouveau ministre de l'intérieur et président du conseil — ait envoyé ici des soldats pour moissonner le blé, comme il a fait pour la province de Rovigo, où une grève semblable s'est produite. A Rovigo, les socialistes se sont emparés de la grève, et règlent la conduite des grévistes, en les invitant aux bassesses ordinaires. Mais ici que serait-il arrivé? Les moissonneurs de Foggia auraient-ils regardé les soldats d'un œil indifférent, comme ont fait les moissonneurs de Rovigo, sous les ordres des politiciens? Je ne le crois pas. Ces paysans, précisément parce qu'ils sont très ignorants, ont un naturel sauvage et impulsif. Il était impossible que leur sang n'eût pas afflué à leur cerveau en se voyant remplacés par des soldats. Leur nature les aurait donc poussés à la violence. Ou, si par les conseils de leurs vieillards — pour lesquels ils ont un grand respect — ils s'étaient calmés, ils auraient repris le travail aux conditions premières. Mais la solution, dans les deux cas, aurait été immédiate et pratique, et les politiciens, s'il en fût venu, eussent été considérés comme des ennemis. Ces paysans, qui souffrent la faim toute l'année, ne peuvent pas consentir à perdre le travail des moissons, qui représente leur trésor, et sur lequel ils comptent presque exclusivement, eux et leurs familles. S'ils n'avaient pas été sûrs d'une réussite immédiate, ils n'auraient rien fait : ils ne comprennent pas comment on peut faire la guerre à coups d'estomac vide. Car l'estomac vide des travailleurs est le moyen de toutes les grèves. Les souscriptions, à cause de l'engrenage du système actuel, qui nous met dans l'impossibilité de secourir efficacement qui que ce soit, n'atteignent qu'un chiffre dérisoire. La misère arrive bientôt, les socialistes font ouvrage de pacification — dont ils se vantent publiquement, — les ouvriers reprennent le travail sans avoir rien obtenu. C'est le résultat de toutes les grèves pacifiques. A Florence, dernièrement, les cigarières abandonnèrent l'usine pour les ordinaires iniquités bourgeoises. Le député collectiviste Pescetti s'en est mêlé, et a

dit aux femmes de reprendre le travail, tandis qu'il se chargeait d'obliger le gouvernement à consentir à leurs *desiderata*. Les ouvrières ont résisté quelques jours, mais M. Pescetti les a convaincues enfin et le travail a été repris sans que le ministre Saracco ait accordé la moindre concession. Au contraire, M. Saracco, dont le ministère est tout composé des réactionnaires les plus féroces — la plupart sont des cléricaux ! — a imposé aux ouvrières de signer une déclaration humiliante, avant de reprendre le travail — déclaration scellant leur inconditionnée servitude au gouvernement exploiteur de l'industrie des tabacs.

Ceux qui conseillent la paix et le calme dans les grèves sont des aveugles : autrement ils verraient les baïonnettes alignées contre les grévistes par la bourgeoisie assassine.

ROBERTO D'ANGIO.

Belgique.

ECHEC AU PARQUET. — L'affaire Sipido et consorts, poursuivis, comme on sait, pour attentat contre le prince de Galles de passage à Bruxelles, s'est terminée par un acquittement.

La défense avait tout fait pour éviter que les accusés ne fussent taxés d'anarchisme ; les inepties débitées par elle à l'endroit de nos idées sont cependant excusables, si l'on se rend compte de la nécessité, qui primait tout le reste, d'arracher, coûte que coûte, aux griffes de la femme Thémis quatre jeunes gens dont deux n'avaient pas même dix-huit ans.

Elle a d'ailleurs, il faut le reconnaître, disputé vaillamment le terrain au triste raté qui siégeait au banc du ministère public.

Organe saugrenu et servile d'un régime de classe, jugeant et frappant par des procédés de classe, le sieur Servais, avocat général aujourd'hui bafoué par tout ce qu'il y a d'honnête et d'humain, n'a reculé devant aucune manœuvre, aucune calomnie, aucune illégalité, pour arracher un verdict de terreur.

Le pauvre cancre, dans son sot orgueil de vulgaire parvenu de province, aura quelque peine à digérer le camouflet d'un jury sur lequel ne porte décidément plus la ferblanterie oratoire de cuistres de bas étage.

Il sera, sans doute, en guise de consolation, décoré de l'ordre de la Jarretière...

Et, en attendant, ses oreilles ont dû tinter, aux heures crépusculaires; il ne sort plus que surveillé !

Encore, si ses procédés avaient le mérite de l'originalité; mais le génie du mal, lui-même, n'est pas monopolisé par ce monsieur : car, lorsqu'il s'évertuait à discréditer le vaillant groupe des *Cosmopolitains* et à jeter de la boue à ses membres, il ne faisait, à son insu sans doute, qu'imiter certaine coterie étroite, ignorante et sectaire, dont le siège est à la rue Stevens, non loin du Palais d'Injustice.

Il est vrai que les membres de cette dernière ont, nous le reconnaissons volontiers, l'excuse de leur incurable ignorance.

FLAUSTIER.

Allemagne.

BALANCE MILITAIRE. — Le sous-officier G... a maltraité le fusilier S... avec une brutalité révoltante; coups de poing, coups de plat de sabre, vingt gifles administrées l'une sur l'autre, coups sur la tête avec un étrier. Un jour, G... a cogné sa victime contre un mur et a administré une vingtaine de coups de cravache au soldat évanoui. Pour ces faits, G... a été puni de quarante-deux jours d'arrêts simples.

Quelques jours plus tard, le même conseil (à Munich) condamnait à quatre ans de prison (!) le soldat T... qui, tourmenté par le caporal L... à tout propos, avait perdu la tête et lancé à la tête de L... un baquet en bois.

Etats-Unis.

VOL. — Charles F. W. Neely, haut fonctionnaire de Cuba, nommé par Mac Kinley, a volé au moins 100 000 dollars au préjudice des postes cubaines, il n'a été que destitué.

Rathbone, directeur des postes de Cuba, le lieutenant confidentiel d'Hanna pendant la dernière campagne présidentielle, s'est fait payer trois mille dollars de meubles et de... « caleçons de soie » etc., etc., sous prétexte de meubler une maison que l'administration lui fournissait gratis sans la lui devoir.

Il nous reste deux ou trois mille de l'image *Chauvinard*. Nous les mettons à la disposition des camarades à raison de 3 fr. le cent.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le camarade Calazel nous a apporté un long article pour expliquer le fonctionnement d'une association qu'il voudrait fonder, dont le but serait d'acheter des produits alimentaires bon marché, pour revendre dans les localités où le débit serait facile.

Nous ne pouvons insérer l'article, son but spécial et commercial n'ayant rien d'anarchiste... que les bénéfices que le camarade Calazel se propose d'affecter à la propagande.

Seulement, si l'association rêvée par le promoteur pouvait se réaliser, elle pourrait fournir à quelques individus le moyen de gagner leur vie, en les rendant indépendants du patronat. A ce point de vue, nous croyons devoir en faire part aux camarades qui, pour plus amples renseignements, peuvent s'adresser à l'auteur : Ferdinand Calazel, 2, impasse Cordier, Ile Saint-Denis (Seine).

Samedi 21 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, à la Maison du Peuple (47, rue Ramey), fête internationale PRIVÉE : Allocution par Marsolleau ; *Mais quelqu'un troubla la fête*, de L. Marsolleau, jouée par des camarades; chansonniers montmartrois dans leurs œuvres. Cette fête étant exclusivement *privée*, les camarades sont invités à se munir de cartes. Nous en tenons à leur disposition au bureau du journal.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), à 8 h. 3/4. — Rapport pour le Congrès ouvrier révolutionnaire.

Situation financière de la bibliothèque.

Extrême urgence.

Le citoyen Georges-René Regnier prie tous les camarades de France qui ont souffert du militarisme de bien vouloir lui envoyer des renseignements aussi complets que possible sur leurs souffrances physiques ou morales, à l'adresse : Georges-René Regnier, Poste restante, Bureau 45, 123, avenue Parmentier, Paris.

Ces renseignements seront utilisés pour conférences ou brochures de propagande.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — La réunion du samedi 14 juillet n'aura pas lieu.

Lundi 16 juillet. — Altayrac et Francillon : Le téléphone.

Mercredi 18 juillet. — Octave Tixier (docteur en droit) : Causerie sur un sujet historique.

*Groupe des Trimardeurs du XVe*. — Samedi 14 juillet, à 8 h. 1/2, conférence par Lévêque : L'Humanité transformée par l'Amour.

LYON. — Les camarades du groupe *Germinal* remercient tous ceux qui, par leurs lots ou en plaçant des cartes, ont contribué au succès de la fête au profit d'une bibliothèque anarchiste. Grâce au concours de quelques jeunes venus parmi nous, la recette a dépassé nos espérances. D'ici quelques jours nous donnerons l'adresse du local où se tiendra la bibliothèque. Le groupe Germinal a décidé de se réunir tous les samedis, rue Paul-Bert, 26, entrée par l'allée.

Groupe Libertaire Dijonnais. — Les camarades sont avertis que la réunion du groupe a lieu tous les samedis, à 8 h. du soir, chez Ehinger, 3, avenue Garibaldi.

Dimanche 15 juillet, au local de l'Ecole, 6, rue Montmorency, réunion du groupe du Congrès antiparlementaire. Tous les groupes sont priés d'envoyer un ou plusieurs camarades.

Décisions importantes à prendre.

NOTRE CONFÉRENCE

C'est le 23 octobre qu'elle aura lieu, à 8 h. 1/2 du soir, salle des *Sociétés Savantes*, rue Serpente.

Le camarade Liard-Courtois racontera ses *Souvenirs du bagne*.

Le prix d'entrée sera de 0 fr. 50 et donnera droit au tirage de la tombola qui clôturera la séance.

Nous faisons appel aux camarades pour nous aider, dès à présent, à placer des cartes.

Suite de la liste des lots :

40. Broderie au crochet.
41. Portraits de Most et de Marat, deux aquarelles de camarades d'Amérique.
42. Deux pièces d'ajustage en bois, travail de menuiserie.
43. Pot à crème en métal.
44. Une paire de souliers pour dames.
45. Un dessin de Hofmann.
46. Deux volumes.
47. Idem.
48. Un revolver.
49. Deux couteaux à huîtres, un tapis de table.
50. Deux cols marins en étamine.
51. Deux boîtes de vaseline et quatre paquets de malt.
52. Un tapis de table, une corde à sauter et montre jouet.
53. Une peinture de Nizza.
54. Une pièce de bourrelets.
55. Deux boîtes vaseline et quatre paquets de malt.
56. Idem.
57. Un nœud de cravate pour dame.

(*A suivre.*)

AVIS

Nous avons trouvé quelques exemplaires de l'*Enfer*, de Conte, et *Fabrique de pions*, de Raganasse. Nous les laisserons au prix de 1 franc pris dans nos bureaux et 1 fr. 40 par la poste.

Nous n'en avons qu'une dizaine de chaque.

*
* *

Il nous reste une dizaine de collections des années 4, 6 et 7 de la *Révolte*, et 9e année du *Révolté*. Nous les tenons à la disposition des camarades au prix de 3 fr. 80, rendues en gare, les quatre.

*
* *

Quelque camarade peut-il disposer des n°s 42 de la 4e année et 32 de la 5e ?

Derniers ouvrages parus :

L'Anarchie, but et moyens, par J. Grave; 1 vol. 2 fr. 75 par la poste.

L'Amour libre, par Ch. Albert; 1 vol., 2 fr. 75 par la poste.

Dernières brochures :

L'Education libertaire, par Domela Nieuwenhuis; 0 fr. 15 par la poste.

Aux femmes, par Urbain Gohier.

Le 5e fascicule des chansons éditées par P. Delesalle qui contient : *J'n'aime pas les sergots*, avec musique ; *Heureux Temps ; Le Drapeau rouge*, etc. Le numéro, 0 fr. 10; le cent, 4 fr. 50.

Dernière lithographie :

Provocations, par Lebasque ; par la poste, 1 fr. 40 ; dans nos bureaux, 1 fr. 25.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu, de chez Schleicher frères, éditeurs, 15, rue des Saints-Pères, Paris :

Problèmes de philosophie positive, par Guillaume de Greff; 1 vol., 3 francs.

Examen psychologique des animaux, par P. Hachet-Souplet.

Races et peuples de la terre, par J. Dencker.

PETITE CORRESPONDANCE

2, rue La Fontaine. — Merci, je l'ai déjà notée pour cela.

R. d'A. — Il vous est envoyé deux exemplaires, quelqu'un s'en approprie un en route probablement. Qu'y faire? Envoyons la brochure.

M., à Dijon. — Reçu le mandat-carte, merci. Le colis a été expédié lundi.

J. D. — Oui, le dimanche, mais le matin seulement.

Reçu pour la brochure à distribuer : L. J., à Toulon 1 fr. — H., à Nancy, 1 fr.

Reçu pour le journal : A. Fr., à Entraygues, 2 fr. — M. J., pour le supplément, 1 fr. 05. — G., à Cette. — Un esclave de la voie ferrée, 0 fr. 50. — H., à Nancy, 1 fr. — Vente de vieux timbres, 1 fr. — Regnier, 0 fr. 20. — Un camarade, 2 fr. — Ch. A., 0 fr. 50 — F., à Meulan, 5 fr. — N., à Fontenay, 5 fr. — V. B., 0 fr. 85. — Ch., 4 fr. — Merci à tous.

T., à Bourg-Thizy. — T. D., à la Haye-Descartes. — B., à Agen. — L. J., à Toulon. — G., à Méru. — L., à Nancy. — Ch. A., à Rotenelle. — B., à Rouen. — C., au Kremlin. — B., à Genève. — L., à Chaux-de-Fonds. — M., à Dijon. — C., à Valréas. — B., à Rouen. — H., à Nancy. — B., à Rennes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 13 — DIX CENTIMES — DU 21 AU 27 JUILLET 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'AVANTAGE D'ÊTRE PROTÉGÉ

Sous les plis de leur drapeau respectif, sur la foi de formules diplomatiques et de traités en règle, des milliers d'Européens, commerçants, industriels, ingénieurs et autres menaient une vie facile en terre chinoise. Tout à coup des cris sinistres résonnent à leurs oreilles. Plus de sécurité dans les villes pour les étrangers. Leur sang coule dans les rues et ceux qui échappent au massacre ont à peine le temps de se barricader dans les légations. Là, défendus par quelques soldats de parade, presque sans munitions et sans vivres, ces heureux de la veille, ces puissants, ces dominateurs, ces gens d'une race supérieure attendent, blêmes de peur, la mort que hurle sous leurs fenêtres une populace en délire. Et quelle mort! La mort à petit feu des supplices orientaux, la mort comme savent la donner des bourreaux passés maîtres en l'art de faire souffrir.

Voilà de quoi frapper les imaginations et aussi faire réfléchir les esprits sérieux. Car, en même temps qu'ils fournissent les données d'un terrible drame, les événements de Pékin posent à nouveau le vieux problème du contact des races.

Pour résoudre ce fameux problème, quelques-uns le suppriment, le meilleur moyen, selon eux, de ne pas être massacré, en Chine ou ailleurs, étant de rester chacun chez soi. Le moyen est simple, en effet, et radical, mais malheureusement inadmissible. Il n'est pas indifférent que les Européens poussés hors de chez eux par l'esprit d'aventure et d'initiative, par le désir d'apprendre ou de découvrir, par les besoins de la recherche ou de l'échange des matières premières, bref, que les voyageurs par plaisir ou par intérêt, quand cet intérêt est légitime, soient ou ne soient pas en sûreté dans les pays où ils se fixent. Il n'est pas indifférent non plus que des races neuves ou trop vieilles se rajeunissent au contact de civilisations plus avancées. A mesure que se perfectionnent les moyens matériels qui relient entre elles toutes les parties du monde, une solidarité plus ou moins étroite, plus ou moins évidente, mais certaine, unit tous les peuples dans le mécanisme du progrès général, comme elle unit toutes les classes et toutes les fractions d'une société. Ceux qui, près ou loin, restent en arrière, ne retardent-ils pas toujours un peu la marche des autres?

Voilà ce que nous expliquent fort doctement les hommes d'Etat chargés de veiller à la sécurité de leurs nationaux en terre étrangère et qui s'en acquittent si bien, en Chine notamment.

Ces orateurs, eux, sont d'avis qu'on aille en Extrême-Orient, qu'on y aille avec beaucoup de vaisseaux, de soldats et de canons et qu'on y reste. De fort beaux discours ont été déjà prononcés sur ce thème dans les parlements d'Europe, tous les partis réconciliés en une touchante union. L'empereur Guillaume, soudard mystique et grand prédicateur de caserne, a composé et débité à ce propos une de ses harangues les plus réussies. « Je n'aurai pas de repos, a-t-il déclaré, tant que les drapeaux allemands, unis à ceux des autres puissances, ne flotteront pas victorieux au-dessus des drapeaux chinois. »

L'empereur Guillaume retrouvera son repos. Car les gouvernements d'Europe sont assez cyniques, assez prodigues du sang prolétaire, assez agenouillés devant les appétits du gros commerce et de la haute banque, pour entreprendre la conquête du vieil Empire Céleste. Selon la traditionnelle thérapeutique qui est aujourd'hui encore le dernier mot de la sagesse humaine, on va guérir le massacre par le massacre, et, là où il n'y avait qu'un ruisseau de sang, on verra bientôt un fleuve. La guerre est commencée déjà et, grâce à l'universelle lâcheté des peuples, les impôts d'argent et d'hommes levés pour la continuer commencent à s'arrondir.

Il faut renoncer à comprendre, évidemment, comment on se concilie les habitants d'une contrée déjà fort mal disposée contre vous, en y portant le massacre, le pillage et l'incendie.

Il est vrai que l'on ne songe à rien moins qu'à l'absorption de la Chine, et les Européens pensent être tranquilles dans un pays qui leur appartiendra. Mais voilà précisément ce qui n'est pas sûr. On a beau être savamment outillé pour la conquête et la destruction des hommes, on n'engloutit pas quatre cents millions d'individus comme on avale une bouchée de pain. Les nations de la vieille Europe, aidées du Japon, ont beau se partager le morceau, il semble trop gros, cette fois, pour qu'elles le digèrent. La Chine pourra disparaître de nom, c'est-à-dire politiquement, elle existera encore de fait, c'est-à-dire ethniquement et socialement. Il y aura toujours en Chine, quoi qu'on fasse, beaucoup de Chinois, énormément de Chinois et fort peu d'Européens. C'est-à-dire que le problème du contact entre deux races, deux civilisations existera, en Chine, après comme avant la conquête. Fût-il résolu d'ailleurs sur un point du globe, n'existerait-il pas sur d'autres? Il existera partout, insoluble, plein de difficultés et de surprises tant que des gouvernements, avec leur cortège de généraux et de diplomates, leur attirail de fusils et de paperasses, voudront s'en mêler.

Au contraire il se résoudra et peut-être d'une façon plus simple qu'on ne croit, le jour où les peuples d'Europe, acquérant enfin cette supériorité dont ils se targuent encore à tort, proclameront l'indépendance absolue, c'est-à-dire la responsabilité absolue de l'individu, chez les autres aussi bien que chez lui.

On commence à s'apercevoir, en effet, que si des Chinois se mettent un beau jour à tuer les Français, les Anglais, les Russes et les Allemands qui sont leurs hôtes, ce n'est peut-être pas pour le seul plaisir de mettre leurs villes et leurs campagnes à feu et à sang, mais plutôt parce que Français, Anglais, Russes, Allemands ont rendu le mot d'étranger synonyme de voleur cynique, d'oppresseur insolent et de fourbe fieffé. A l'appui de cette opinion, les faits sont abondants et notoires. Les prisonniers des légations de Pékin, promis à d'horribles supplices s'ils ne les ont pas subis déjà, expient évidemment un crime : celui d'avoir méconnu leur semblable dans un homme, sous prétexte que cet homme avait la peau jaune.

Or, s'ils ont oublié à ce point cette loi élémentaire de prudence et de sagesse humaine, c'est qu'ils n'avaient pas besoin de s'en souvenir, c'est qu'ils sentaient derrière eux une puissance formidable et brutale, celle de la mère patrie prête à les couvrir et à les suivre aussi loin qu'ils voudraient aller dans le pillage, la violence et l'infamie. Avec ce système, l'instinct de lucre et de domination aidant, on a bien de la peine à s'arrêter dans la voie de l'arbitraire et du dol et il arrive le plus souvent que l'on atteint, sans s'en apercevoir, les extrêmes limites de la férocité.

Supprimons au contraire cette prime à l'immoralité qui s'appelle la protection d'un gouvernement, ou ce qui est pire encore, de plusieurs gouvernements solidaires, comme c'est le cas en Chine. Que l'Européen fixé à l'étranger y réside à ses risques et périls et soit lui seul responsable de lui-même, les mêmes individus qui pratiquaient à l'envi les pires brigandages et les pires dénis de justice deviendront des hommes équitables, doux et prudents. Leurs passions mauvaises seront réfrénées, d'une façon naturelle et sûre, par l'instinct de conservation et personne n'aura plus besoin de leur apprendre, comme sont en train de le faire maintenant les Boxers, que la réciprocité est la grande loi des relations humaines. Ils comprendront à ravir que, pour obtenir des autres bienveillance et loyauté, il faut être décidé à leur en donner autant soi-même et que c'est à l'étranger, à celui qui n'est pas chez lui, à pratiquer le premier ces vertus utiles.

CHARLES ALBERT.

AVIS

Nous prions nos correspondants de bien vouloir adresser lettres et mandats au nom de *l'Administrateur des Temps Nouveaux*. Cela afin de nous éviter toute contestation avec la poste, lorsque le camarade désigné se trouve absent.

DANS LES CAMPAGNES D'OR

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* savent, sans doute, que l'Australie doit sa colonisation, principalement, aux découvertes d'or faites, d'abord, en Victoria et en Nouvelle-Galles du Sud en 1851. Antérieurement le continent australien n'avait été peuplé que par des forçats, quelques pastoralistes et un nombre incertain de noirs errants. Aujourd'hui ces deux colonies comptent ensemble 2.500.000 habitants et le continent entier en possède 4.000.000 qui, pour la plupart, sont sortis de la N.-G. du S. et surtout de Victoria pour s'établir dans les colonies où ils habitent maintenant.

C'est Victoria qui a gardé, pendant longtemps, le nom de Pays d'Or, car elle eut d'abord les champs d'or les plus riches, et, si les mines de Queensland et de l'Australie de l'Ouest sont sur le point de donner aux chercheurs de métal jaune un produit plus élevé, leurs chiffres n'atteindraient cependant pas ceux que Victoria put fournir jadis aux statisticiens. Dans cette colonie, qui est celle de ma naissance, les riches champs travaillés pendant les premières années étaient des *alluvions* très superficiels ; mais à mesure qu'ils se vidèrent de leurs trésors, on se mit à chercher et on trouva d'autres *alluvions* plus profonds et des *quartz reefs*, qui sont exploitables jusqu'à des profondeurs encore inconnues. Autour de Bendigo, il y a plusieurs mines de *quartz* ayant de 500 à 1.000 mètres de profondeur.

D'abord, il n'y eut pas, parmi les mineurs, de patrons et de salariés. Chacun travaillait pour soi, isolément ou par petits groupes. Aujourd'hui encore beaucoup subviennent ainsi à leurs besoins. Mais ils n'arrivent pas à faire davantage à cause des difficultés de l'extraction. La dureté du *quartz* et sa position verticale, les profondeurs auxquelles il faut descendre pour trouver les couches aurifères, ainsi que l'humidité souterraine, sont autant de choses qui expliquent pourquoi l'exploitation du sol a été laissée de plus en plus à des entreprises capitalistes montées par actions.

Les mineurs salariés touchent pourtant un assez fort salaire. Ils ont la journée de huit heures, et la loi, surtout en Victoria, exige d'une façon assez sérieuse beaucoup de précautions pour leur sûreté. Et ils doivent cette situation relativement heureuse à deux causes qui en réalité se confondent.

Victoria, avant la découverte de l'or, n'était guère habitée ; la plus grande partie de la petite population du continent se trouvait en Nouvelle-Galles du Sud. Mais, après la découverte, elle fut rapidement peuplée et en partie par des éléments révolutionnaires : les chartistes d'Angleterre, les réfugiés du mouvement européen de 1848, des gentilshommes anglais, venus afin de travailler de leurs propres mains. Au contraire, les frais du voyage évitèrent l'invasion des prolétaires du vieux monde, habitués à leur esclavage. Tous furent égaux ; tous avaient déjà quelques sentiments ou quelque instinct d'indépendance ; tous travaillèrent. Voilà le point de départ.

Si la terre ne fut pas libre et ouverte à tous, elle devint presque entièrement la propriété de l'Etat, qui ne donna pas de vastes concessions à des individus ou à des compagnies, mais licencia le chercheur individuel contre une taxe de 60 francs par mois. Cette mesure fut dictée peut-être par le fait accompli, car tout le monde s'était déjà précipité dans les campagnes.

Mais, au commencement, la police parcourait les champs d'or, à la recherche des fraudeurs, et le mineur qui n'avait pas sa quittance officielle en poche était saisi et mis en chaînes. Avant longtemps, les mineurs, c'est-à-dire tout le peuple de Victoria, se révoltaient et la masse acclamait la République australienne.

Malheureusement le parti de la révolte avait été trahi, et fut battu dans un engagement imprévu qui eut lieu à Eureka, près de Ballaarat, en 1854. La victoire morale resta du moins avec les vaincus.

Un d'entre eux, Peter Lalor, qui avait perdu un bras dans le conflit et dont la tête avait été mise à prix par le gouvernement, devint, peu de temps après, président (*speaker*) de l'Assemblée législative, situation où il se retrouva de parlement en parlement sans interruption jusqu'à sa mort.

La taxe fut réduite à *six* francs par *an*, et par la loi de 1865 il fut créé un système d'*autonomie* partielle qui laissait aux mineurs la régulation de leur industrie, système dont le principe a été depuis étendu. On peut en donner comme exemple la loi de 1896 réglementant les heures de travail dans les industries et dans les boutiques, et, en certains cas, les salaires. Cette loi est appliquée par des comités dont les membres sont élus partie par les patrons et partie par les employés, ces comités ayant tout pouvoir de légiférer sur les détails.

Les mineurs eurent aussi le droit de régler la quantité de terre que chacun peut occuper selon la nature du champ ainsi que les conditions de cette occupation, sa continuation ou sa résiliation. Ce droit ne s'appliqua qu'aux opérations faites en vertu de la taxe ou droit du mineur (*miner's right*). On put aussi devenir *tenancier* du gouvernement, qui garde alors tout pouvoir. Mais, dans ce cas, on exige l'emploi de tant d'hommes pour tant de terre sous peine de révocation. Telle est aujourd'hui la tenure des compagnies et des capitalistes tenanciers.

La loi prescrit aussi que l'Etat peut prêter de l'argent, des machines, etc., et ce principe s'étend aujourd'hui à l'agriculture.

Enfin, c'est l'or qui a porté le coup le plus grave à l'idée de la propriété foncière terrienne. On a, depuis une quinzaine d'années, en Victoria, le droit légal de travailler pour l'or et pour d'autres minerais sur ou sous les terres possédées par autrui, et cela à des conditions peu onéreuses. On paye seulement pour l'occupation *superficielle* et le prix est fixé par l'arbitrage. En principe, le droit *exclusif* du propriétaire le cède donc aux besoins du mineur, et cela va s'appliquer bientôt, sans doute, dans d'autres cas.

J.-A. Andrews.

LE CONGRÈS RÉVOLUTIONNAIRE

Les initiateurs du Congrès ouvrier révolutionnaire ont définitivement fixé la date de la première réunion au 19 septembre prochain. Le Congrès durera quatre jours et sera terminé par une grande réunion publique qui aura lieu le dimanche 23, après midi. En fixant la date au lendemain des congrès corporatifs, les camarades espèrent que les nombreux délégués de syndicats qui seront encore à Paris viendront apporter l'avis des groupements ouvriers sur les principales questions à l'ordre du jour.

A ce propos, nous devons pleinement rassurer les camarades qui, principalement à l'étranger, ont cru voir dans ce congrès la tenue d'un petit parlement anarchiste. Qu'ils se rassurent : ce n'est pas là du tout l'intention des organisateurs, tous camarades trop convaincus pour cela.

Prévoyant que de nombreux camarades viendraient à Paris au moment de l'Exposition, ils ont pensé, dans un but de propagande, les réunir à la même date et discuter quelques points de théorie, matière à discussion, et en même temps voir s'il n'y avait pas possibilité d'élargir le champ de notre propagande et de notre *tactique*. De plus, ils croient qu'il est bon que les camarades se connaissent un peu mieux et espèrent que les relations qui pourront se créer au Congrès, soit entre individus, soit entre groupes, ne pourront être que profitables à l'idée.

Beaucoup de camarades sont surtout effrayés par le mot Congrès, qui, contrairement à ce qu'ils semblent croire, ne veut pas dire légiférer, mais simplement réunion. Qu'ils se rassurent donc ; il n'a jamais été dans l'idée de personne de singer les parlementaires. Nuls plus que les anarchistes n'aiment à se réunir en groupes pour discuter des idées qui leur sont chères. Le Congrès ne sera en somme qu'une grande réunion adéquate à une situation spéciale. Il ne sera pas pris de résolutions à des majorités, ce qui, du reste, n'a jamais servi à rien. Les groupes ou camarades sont invités à apporter des rapports écrits qui seront lus et discutés, et c'est de ces discussions que nous comptons tirer un enseignement, et ce, comme nous le disons plus haut, dans un intérêt de propagande générale.

Pendant que ces Messieurs de la social-démocratie discuteront et voteront s'il est séant pour un socialiste (!) de faire partie d'un ministère bourgeois, nous ne discuterons que des idées, *rien* que des idées. Les travailleurs sauront conclure.

Les différentes questions qui seront discutées ont été déjà publiées ; nous rappellerons les principales : *Communisme et Anarchie* ; *Grève générale* ; *Attitude des anarchistes vis-à-vis des syndicats ouvriers, des Coopératives* ; *le Tolstoïsme, le Sionisme*, etc., etc. De plus, d'autres questions sont venues s'y ajouter depuis. Un camarade a demandé que l'on discute la « *question des sexes* », un autre l'*attitude des anarchistes en cas de guerre*, la *grève militaire*...

Comme on le voit, le champ est vaste et exempt de toute mesquinerie. Que les camarades viennent nombreux, que les groupes envoient des rapports bien étudiés, et la besogne sera féconde.

P. Delesalle.

En vue de la bonne organisation matérielle, les camarades qui ont l'intention de venir sont invités à en avertir le camarade L. Remy, 71, rue de Buffon. Des circulaires seront en outre envoyées à tous ceux qui nous en feront la demande.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Enseignement nationaliste. — Nous avons assez souvent ici attaqué l'esprit de l'enseignement officiel et dénoncé le fanatisme chauvin dont il est imbu.

Or, il paraît qu'un enseignement qui prescrit de saluer le drapeau — comme on saluait autrefois le saint-sacrement — n'est pas encore suffisamment au goût de nos édiles nationalistes. Ces énergumènes sont en train de remanier les conseils de surveillance des écoles municipales. Ce sont les Dubuc, les Barillier, les Lepelletier qui, à l'avenir, vont diriger l'enseignement de nos enfants. Les pères qui tolèrent pour l'intelligence de leurs enfants une telle souillure sont aussi lâches que les mères qui supportent qu'on envoie leurs fils à la boucherie pour l'enrichissement d'un Suberbie ou la gloire d'un Gallieni.

∴

Charité officielle. — A l'occasion du 14 juillet, un banquet a été offert à la salle Wagram à cent vieillards indigents. A l'issue du banquet, on leur a remis à chacun une pièce de 1 franc « toute neuve » à la nouvelle effigie de Roty ! Ces vieux travailleurs, qui ont à tous les produits de la terre et de l'industrie et à toute la beauté de la vie

autant de droits que ceux qui leur octroyaient cette aumône, se sont montrés, paraît-il, fort émus, non de l'injure, mais de l'honneur qu'ils ont cru leur être fait.

* *

Un attentat. — Minuit sonnait à l'horloge de bronze. Minuit, l'heure propice aux crimes et aux noirs complots! Il faisait nuit, il faisait... chaud, surtout dans les sous-sols du Grand Palais. On n'entendait à la ronde que le grincement des girouettes et le hululement lugubre des hiboux. Seul, vigilant et perspicace, le gardien de nuit veillait. Autour de lui s'allongeaient les ombres fantastiques des grands tas de caisses d'emballage. Solide au poste, il charmait ses loisirs en dévorant avec passion un feuilleton de Richebourg. Soudain un chuchotement à peine perceptible le fit tressaillir. Une voix disait : « Caramba! Une allumette suffira... » A quoi une seconde voix répondait : « Per Bacco! Ce sera le bouquet du 14. » Comprenant aussitôt, avec son flair de gardien, qu'il s'agissait d'une bombe, il s'élança. Deux individus, coiffés de sombreros rabattus sur les yeux et vêtus de manteaux couleur de muraille, s'enfuirent sans qu'il pût les rattraper. La chose était si grave qu'on attendit jusqu'au lendemain pour rechercher la bombe qui devait — si l'on en croit la sagacité du gardien — faire sauter le Grand Palais. Et que trouva-t-on? On trouva avec horreur... 400 grammes de poudre de chasse! Un pétard, quoi!

Là-dessus les journaux nationalistes, dont l'ardent patriotisme ne perd pas une occasion de discréditer l'Exposition organisée par leur pays et de faire le vide autour de la France, s'emparent du fait, le grossissent, parlent de deux caisses de dynamite découvertes, etc. Si personne pouvait ne plus venir à l'Exposition que n'a pas inaugurée M. Méline! Et l'imagination des lecteurs du *Petit Journal*, déjà surchauffée par la pâture habituelle de romans-feuilletons plus idiots, si c'est possible, que Judet, s'exalte, voit le sol de la patrie recouvrant des mines creusées par les agents du syndicat cosmopolite dreyfusard.

Toutes ces histoires ridicules finiront, vous le verrez, par des rafles d'anarchistes, indispensables au salut de la société.

* *

Cambriolage judiciaire. — Dernièrement, à Cette, la population était terrifiée par la vue, sur les murs, de petites étiquettes portant des pensées d'écrivains célèbres, telles que : *Notre ennemi c'est notre maître*, de La Fontaine, ou : *La propriété c'est le vol*, de P.-J. Proudhon.

La société était en danger; aussi prit-on *illico* des mesures énergiques. Le commissaire arrêta divers camarades et perquisitionna chez eux. L'un d'eux, le camarade Gros, se vit dépouiller de ses livres. Remis en liberté, il réclame sa propriété. Mais voyez comme la propagande avait déjà porté ses fruits. Commissaire et juge avaient été frappés par la vérité de l'aphorisme de Proudhon, mais ils le comprirent à rebours. Ils refusèrent de rendre ses livres à notre camarade, estimant que le vol, c'est la propriété.

André Girard.

* *

Militarisme. — Pendant une marche de 72 kilomètres, en Algérie, le colonel d'un régiment de zouaves avait déclaré que tous les traînards seraient punis de trente jours de prison. Il n'y eut pas de traînards; mais il y eut une trentaine d'hommes qu'on dut porter à l'hôpital et trois qui devinrent fous.

Pendant une marche du 130e de ligne (Chartres) et de deux bataillons du 30e territorial, beaucoup de soldats tombèrent malades : une quinzaine entrèrent à l'infirmerie, trois furent envoyés d'urgence à l'hôpital, un est devenu fou, un autre est mort.

Pour imposer aux patriotes chinois des missionnaires français et des trafiquants français dont ils ne veulent pas, le gouvernement s'est fait accorder par la Chambre un nouveau crédit supplémentaire de 14 millions et demi — à faire suer aux travailleurs. Cela fait déjà une vingtaine de millions. Le nombre des hommes à faire tuer là-bas augmente aussi chaque semaine : jusqu'à présent, c'est vingt mille.

* *

Religion. — On vient d'arrêter à Brousse (Aveyron), où il s'était enfui, un frère d'une école chrétienne de Béziers, qui laissait venir à lui les petits enfants de sept à dix ans, et qui leur enseignait à mépriser leur corps pour mieux sauver leur âme.

* *

Magistrature. — Le président du tribunal d'Auxerre, les juges, le procureur et le substitut, s'étant pris de querelle dans leur arrière-boutique, échangèrent « les épithètes les plus malsonnantes, les injures les plus grossières », qu'on entendait du dehors, dit l'*Indépendant auxerrois*. Las de s'engueuler comme de simples repris de justice, ils tombèrent les uns sur les autres, à coups de poings; et, le lendemain matin, le président prenait le train pour aller se plaindre au ministre, « le visage tuméfié et entouré de pansements ». Puissent ces mœurs nouvelles prendre, dans la magistrature, une vaste extension!

* *

Police. — Un ouvrier est pris, dans la rue, d'une attaque de paralysie. Un agent, qui le voit sortir de la pharmacie, chancelant, soutenu par un ami, se dit : « C'est un ivrogne! » Il se jette sur lui, le traîne au poste et passe à tabac l'ami qui proteste. Dans les rues des villes civilisées, il ne fait pas bon tomber malade.

R. Ch.

* *

Mouvement ouvrier. — *Ministre socialiste.* — De tous temps, dans le parti dit socialiste, le potentat du Creusot fut considéré comme l'exploiteur-type. Pas un discours où le nom de Schneider ne fût synonyme d'avidité capitaliste, d'exploitation humaine poussée au plus haut degré.

Il a suffi de l'arrivée de Millerand au ministère pour changer tout cela. En un discours prononcé à l'inauguration du pavillon de l'usine du Creusot à l'Exposition, le ministre du commerce a fait justice des calomnies de ses amis socialistes. M. Schneider est le modèle du bon patron rêvé par le socialiste Millerand.

Qu'on en juge :

« Il faut louer surtout M. Schneider d'avoir, dans une circonstance fameuse, suivi une indication du président du Conseil, en esquissant dans ses usines une représentation du travail.

« Je parlais tout à l'heure, Messieurs, de dynastie : il me sera permis, pour suivre la métaphore, de dire qu'au Creusot comme ailleurs, les temps de la monarchie absolue sont passés. *Plus que jamais, la discipline est indispensable* au fonctionnement régulier, normal, de grands organismes comme nos usines modernes; *l'autorité, même bienveillante (??) ne suffirait pas à le maintenir* : il y faut un effort mutuel. »

Malheureusement, la place me manque pour citer le discours en entier. Non content de célébrer « la *dynastie* Schneider », Millerand a aussi parlé des « libéralités » que la Société du Creusot « inscrit annuellement à son budget », libéralités qui consistent en aumônes données à quelques vieillards usés au service du potentat.

En un mot, Millerand a fait l'apologie de l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes, même les plus dégradantes.

Venant peu après les grèves importantes qui ont eu lieu au Creusot, les paroles de Monsieur le ministre socialiste sont d'une belle impudence.

L'harmonie règne tellement bien, les ouvriers sont si satisfaits de leur sort, que, l'autre jour encore, les ouvriers de la grande forge se sont mis en grève. Une délégation s'est rendue auprès de M. Schneider, pour lui faire connaître les causes du mécontentement des ouvriers. Mais celui-ci a refusé de l'entendre.

Il a décidé que la grande forge serait fermée jusqu'à nouvel ordre, sans doute jusqu'au jour où les ouvriers, ayant faim, demanderont à rentrer sans condition.

Quel brave homme que ce M. Schneider! N'est-ce pas, Monsieur Millerand?

C'est la meilleure réponse à votre discours ministériel.

Rappelons que, lors des dernières grèves, après une lutte assez longue, trompés par les politiciens socialistes et un arbitrage de Waldeck-Rousseau, les ouvriers reprirent le collier de misère sans avoir obtenu aucune amélioration matérielle et morale ment abaissés.

Souhaitons qu'il n'en soit pas de même cette fois, ce serait la plus belle réponse à faire au discours ministériel.

La Loi. — La loi sur le travail des femmes et des enfants est une loi socialiste, et celui qui prétend le contraire est de mauvaise foi : qu'on en juge une fois de plus.

A Paris, dans certaines imprimeries, quand les onze heures sont accomplies, on fait évacuer les ateliers pendant dix minutes ou un quart d'heure, et le travail est ensuite repris avec la même équipe.

Les patrons prétendent qu'en agissant ainsi ils restent respectueux des prescriptions de la loi.

Plusieurs, qui s'étaient tout d'abord soumis à la loi, sont depuis revenus aux anciennes coutumes et font travailler sans mesure, à leur fantaisie, les femmes et les enfants.

Aux chantiers de la Loire, à Saint-Nazaire, où des enfants sont occupés concurremment avec des hommes, la journée continue d'être de quatorze et même seize heures.

Et vivent les lois socialistes de M. Millerand! Messieurs les patrons s'en f...!

* *

A la Bourse du Travail. — La Fédération de la métallurgie organisait ces jours-ci une réunion pour protester contre l'intrusion dans la commission de la Bourse de quelques nationalistes de marque. Cela est très bien. Mais pourquoi ne pas aller jusqu'au bout, camarades, et ne pas protester aussi contre ceux qui vont traîner les syndicats parisiens auprès du ministre complice des assassinats de Chalon-sur-Saône. Pourquoi contre les uns et pas contre les autres?

Il faudrait cependant être logique. Toutes les écoles politiques ou pas de politique du tout. Un bon mouvement, camarades, et débarrassez-vous une bonne fois des uns et des autres.

* *

Coopération. — Pour se venger des petits commerçants qui les ont si bien lâchés aux élections municipales, Messieurs les socialistes font flatterie sur flatterie aux coopératives dans l'espérance de s'en faire des agences électorales.

D'autre part, les Deschanel et les Waldeck ne ratent jamais une occasion de leur faire la cour, et les bons coopérateurs, qui n'ont pas d'autre idéal que de « toucher des dividendes », répondent à toutes les avances. Le but mesquin poursuivi par la plupart en fait naturellement les valets du pouvoir et rien ne les touche comme les flatteries de Deschanel et de Waldeck, ce qui n'empêche pas socialistes et coopérateurs de s'entendre.

Tous ces gens-là, du reste, sont bien faits pour fricoter ensemble. Pendant que les coopérateurs s'occupent de répartition de bénéfices, les politiciens de tout acabit s'entendent pour faire leurs petites affaires, eux aussi. Quelle bande!!

J'aurai sous peu l'occasion de parler de ce qui se passe dans certaines coopératives, de production principalement. Les camarades seront ainsi édifiés sur les trafics de ces officines.

P. Delesalle.

Hollande.

Une grève à peu près générale a éclaté à *Rotterdam*, en Hollande, parmi les ouvriers employés au chargement et au déchargement des marchandises (dokwerkers, travailleurs des docks) ainsi que parmi les matelots et chauffeurs des grands navires. Dans l'espace de quelques jours, pas moins de 150 vaisseaux contenant des millions en valeur restaient dans le port sans être déchargés. Le nombre des vaisseaux s'augmente de jour en jour et le désordre est général dans la première ville de commerce de Hollande.

Il est tout naturel que le gouvernement hollandais protège les grands capitalistes, comme le gouvernement français le fait ici.

Des troupes — soldats, cavaliers, et surtout mariniers — sont envoyées en masses pour renforcer la police. Quelques grands navires de guerre, des chaloupes à vapeur, des torpédos sont mis à la disposition des capitalistes.

C'est pour maintenir « le bon ordre » et protéger les traîtres ouvriers qu'on attend de tous côtés.

A *Hambourg* et à *Londres*, les ouvriers sont avertis de ne pas partir pour Rotterdam, mais on attend tout de même un groupe d'ouvriers allemands ainsi qu'un navire avec des ouvriers français.

Que les débardeurs français n'aillent pas combattre leurs camarades hollandais.

Différentes réunions publiques sont tenues à Rot-

terdam par les grévistes. Ce ne sont pas seulement les grévistes qui y parlent, mais aussi des hommes politiques, anarchistes, social-démocrates et même des socialistes chrétiens comme M. Nauta.

C.

Une colonie communiste est fondée dans la petite commune rurale de *Blaricum*, en Hollande. Ce sont des anarchistes chrétiens, disciples de Tolstoï, qui ont entrepris la colonie avec des communistes anarchistes tels que le propagandiste connu *Luitjes*, autrefois rédacteur du journal révolutionnaire *De Volksvriend* (L'Ami du peuple.) C.

Italie.

Par initiative de la rédaction du journal l'*Avvenire Sociale di Messina*, a été engagée une grande agitation nationale pour agir près du gouvernement italien à l'effet d'abolir l'exécrable institution du *domicile obligatoire*. — La belle et louable initiative a été accueillie avec la plus vive sympathie parmi les hommes de tous les partis, le *domicile obligatoire* n'étant pas une question de politique, mais d'humanité.

Le comité, constitué parmi les hommes les plus en vue de Messine, s'est réuni plusieurs fois pour pousser l'affaire; et l'*Avvenire Sociale* a fait imprimer et distribuer, dans toute l'Italie, de nombreux billets d'adhésion, avec l'inscription suivante :

PRO'COATTI — *Protestation nationale.*

Nous voulons l'abolition du *domicilio coatto* : roi, ministres, citoyens s'accordent à dire que c'est là une institution honteuse, néanmoins les relégués politiques demeurent toujours dans les Iles. Délivrez-les!... le peuple le veut; la dignité humaine l'exige!...

Le *domicile obligatoire*, qui peut en effet rivaliser avec la déportation sibérienne, est un immense cloaque de vices et de corruption mutuelle. Il faut lire les opuscules d'Ettore Croce pour se former une pâle idée de ces lieux misérables où gémissent 50 de nos compagnons et environ 3.000 coupables de crimes de droit commun.

La presse, notamment le *Figaro* et la *Gazzetta di Messina*, se sont vivement intéressés et ont déjà publié de nombreux articles contre ces infamies fondées par le despotisme des Bourbons et qui existent toujours malgré la *prétendue liberté* qui règne en Italie.

Nous espérons bien qu'à force d'agitation le gouvernement sera forcé d'abolir cette exécrable et honteuse institution.

En son temps je vous en informerai.

Indes.

FAMINE ET CHOLÉRA. — « Le choléra, dit le *Manchester Guardian*, se répand dans les districts désolés par la faim. Dans un seul district il n'y a pas moins de 45 camps attaqués par le choléra. A Gujerat, les cas de mort s'élèvent à plusieurs milliers par jour. Dans le seul camp de Godhra, il a fait un millier de victimes. » « A Bombay et dans plusieurs provinces, le choléra continue à exercer de grands ravages. Le total des malheureux qui vivent uniquement des secours du gouvernement (1) s'élève actuellement à 5.607.000. A Bombay seulement, il y en a 1.235.000. » Pendant la famine de 1897, dix millions d'habitants sont morts de faim, et, cette fois-ci, on prévoit des résultats encore plus horribles. Cent milles carrés de territoire anglo-indien, deux cent cinquante milles du territoire du protectorat anglais ne sont plus qu'un désert de poussière blanche. Des millions d'êtres humains, déjà touchés par la mort, fuient devant le fléau. La mortalité, dans les refuges trop pleins, est de 70 0/0 chaque nuit.

A Londres, lord George Hamilton, en parlant de la famine des Indes, a déclaré que le fléau provient de la faiblesse des salaires.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les camarades qui font des commandes de volumes ou de brochures sont priés, en même temps que la commande, de nous en envoyer le montant, la situation pécuniaire du journal ne nous permettant pas de faire des avances.

(1) Faible et tardive restitution.

Un camarade désirerait se procurer Le Tréteau électoral, pièce parue jadis dans le supplément de la Révolte. Quelqu'un pourrait-il nous la procurer? Elle sera probablement réimprimée.

⁂

Samedi 21 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, à la Maison du Peuple (47, rue Ramey), fête internationale PRIVÉE. — Allocution par Marsolleau; *Mais quelqu'un troubla la fête*, de L. Marsolleau, jouée par des camarades; chansonniers montmartrois dans leurs œuvres. *Cette fête étant exclusivement privée, les camarades sont invités à se munir de cartes. Nous en tenons à leur disposition au bureau du journal.*

⁂

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Mercredi 25 juillet, à 8 h. 3/4 *précises*. — Rapports pour le Congrès. Situation financière de la bibliothèque. Extrême urgence.

Samedi 28. — Soirée dramatique.

⁂

Samedi 21 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, 3, rue Fondary, conférence par un camarade.

⁂

Samedi 21 juillet, café Job, 33, rue de Douai, salle du fond, conférence par Mowbray sur Louis Martin, récemment décédé. Il rappellera sa propagande anticléricale, ses *Evangiles sans Dieu*.

⁂

ALAIS. — Les journaux et brochures anarchistes sont en vente tous les lundis, jour de marché, en face le restaurant-bouillon Duval.

⁂

ANDUZE. — Les camarades trouveront, tous les dimanches après midi, un marchand de journaux et brochures chez le camarade Servet, coiffeur, place de la République.

NOTRE CONFÉRENCE

C'est le 23 octobre qu'elle aura lieu, à 8 h. 1/2 du soir, salle des *Sociétés Savantes*, rue Serpente.

Le camarade Liard-Courtois racontera ses *Souvenirs du bagne*.

Le prix d'entrée sera de 0 fr. 50 et donnera droit au tirage de la tombola qui clôturera la séance.

Nous faisons appel aux camarades pour nous aider, dès à présent, à placer des cartes.

Suite de la liste des lots :

58. Deux volumes.
59. Idem.
60. Une peinture.
61. Deux volumes.
62. Un flacon à sels.
63. Un petit revolver.
64. Deux volumes.
65. Les Deux amies, eau-forte.
66. Une mauvaise plaisanterie, eau-forte.
67. Deux couteaux à huîtres, brochure.
68. Un volume, brochure.
69. Un volume broché, vues d'Hawaï.
70. Une lithographie de Maurin.
71. Un porte-parapluie.
72. Une gouache de Daumont.
73. Un dessin de Lyon.
74. Une nappe à thé.
75. Une peinture de L. Bochard.
76. Une lithographie de Mme Daumont.
77. Une eau-forte de Daumont.
78. Une pelote.
79. Un revolver.
80. Une théière en métal.
81. La Fontaine, eau-forte.
82. Un dessin de Hermann-Paul.
83. Une bouteille cognac Martell.
84. Un litre de marc.
85. Un volume, brochures.
86. Un dessin de Bonnard.
87. — de Delannoy.
88. — de Comin'Ache.
89. Une peinture de Ihlg.
90. Un bébé.
91. Une bouteille de cognac.
92. *Une paire de vases.*
93. *Huit paquets de malt.*
94. *Idem.*
95. *Idem.*
96. *Une collection des Temps Nouvea*
97. *Quinze de nos lithos.*
98. *Une dentelle au crochet.*
99. *Une corbeille à pain.*
100. *Six cartes postales illustrées par C*
101. *Un accouchement à faire, dans le p Paris, par un docteur.*
102. *Un costume de jeune fille.*
103. *Un maillot et quatre paires bas enfa*
104. *Six verres Jacques Cœur n° 2 guillo*
105. *Un demi-service en porcelaine décor*
106. *Un déjeuner en porcelaine décorée.*

(A su

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Vigilias, par Manoel Greaves; une plaquette *ti on de O Atlantico, Livramento 33, à I (Açores).*

MUSÉE DES ANERIES

On devrait entrer dans ces salles (de l'expositio du Ministère de la Guerre) chapeau bas, comm dans une église. Ce n'est pas une exposition banale, c'est plus qu'un musée. C'est le temple de la Patrie guerrière avec ses autels, ses trésors, ses images glorieuses et ses reliques sacrées.

HENRY HOUSSAYE.

(Echo de Paris, 28 juin.)

PETITE CORRESPONDANCE

Un déchard. — Reçu le n° 12. Merci.

Peyrani; Bourdin. — Notre remboursement était déjà parti lorsque le montant de votre abonnement nous est parvenu.

Lehuth. — Nous n'avons pas ce numéro de la *Révolte*.

M. F. M., à Paris. — *Les Tisserands* sont épuisés. *Les Mauvais Bergers*, dans nos bureaux.

A. B. C. — Bien reçu. Merci. Envoyons le numéro de la *Revue* et le journal à l'adresse indiquée.

Reçu pour la brochure à distribuer : Camarade, 0 fr. 50.

Reçu pour l'école : Un gaucho, 1 fr.

Reçu pour le journal : T., à Paris, 5 fr. — Un déchard, 0 fr. 15. — Anonyme, 10 fr. — St-M., 10 fr. — P., à Puget-ville, 1 fr. 05. — Un gaucho, 2 fr. — Mlle M., 6 fr. — B., à Lausanne, 3 fr. — Merci à tous.

M., à Bruxelles. — B., à Jonzac. — H., à Nancy. — B., à Rouen. — O., à Madrid. — P., à Puget-ville. — C., à Alais. — C., à Cognac. — G., à Vitry-le-François. — L., V., à Autun. — H., à Gisors. — R., à Lorient. — H., à Manetoux-Couture. — S., à Camp-lès-Brignoles. — G., à Chalabre. — B., à Thusy. — P., à La Machine. — L., à Aix. — H., à Creil. — B., à Tours. — R., à La Haye-Descartes. — E., à Vallon. — B., à Lozay. — B., à Jonzac. — G., à Montceau-les-Mines. — G., à Saint-Etienne. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

Les Temps Nouveaux, 1re, 2e, 3e, 4e et 5e années, complètes : 7 fr. l'année. — Les cinq ensemble : 30 francs.

La Révolte, collection complète (trois seulement) : 150 francs.

CHANSONS

La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc.	» 10
L'Internationale; Crevez-moi la sacoche; Le Politicien, *de E. Pottier*	» 10
Ouvrier, prends la machine; Qui m'aime me suive; Les Briseurs d'images	» 10
La Chanson du Gas; A la Caserne; Viv'ment, brav' Ouverier, etc.	» 10

Le cent : 4 fr. 50; l'exemplaire, par la poste : 0 fr. 15.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 14

DIX CENTIMES

DU 28 JUILLET AU 3 AOUT 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Nous ne paraissons cette semaine avec un supplément qu'en escomptant des rentrées probables; nous comptons sur le concours des camarades pour le prochain numéro.

ÉGORGEMENTS

C'est dommage que nous ne connaissions pas exactement l'état des esprits en Chine. Nous ne voyons pas d'assez près les événements qui s'y passent, pour pouvoir porter sur eux un jugement précis. Quelles sont les véritables causes de la haine des Boxers contre les étrangers? C'est ce que nous ne savons pas au juste. Cette haine, qui va jusqu'au massacre, est-elle une poussée de révolte contre une exploitation pire que celle des autochtones, ou n'est-elle qu'une flambée de fanatisme religieux et patriotique? Il doit y avoir beaucoup de ce dernier élément dans l'état d'âme des Boxers; et ce qui tendrait à le démontrer, c'est qu'ils massacrent aussi ceux des leurs qui sont convertis au christianisme ou qui servent comme domestiques chez des Européens. Ils ne font pas seulement la chasse aux diables étrangers, comme ils disent, mais encore aux *traîtres*, aux *vendus* et aux *sans-patrie*. La farce politique est partout la même.

Il est vrai qu'en même temps qu'ils égorgent leurs compatriotes chrétiens, on nous représente les Chinois comme très tolérants en matière religieuse. Mais ne pourrait-on pas, avec autant de raison, montrer dans la France un pays de scepticisme et de libre pensée? C'est pourtant là que l'on crie : « A la porte, les juifs! A la porte, les protestants! » Le public n'a pas de suite dans les idées, en Chine comme ailleurs.

A défaut d'une connaissance exacte des mobiles qui font agir les petits hommes jaunes aux yeux bridés, il nous faut raisonner sur ce qui se passe chez eux par analogie avec ce qui se passe chez nous. Et il paraît bien probable qu'ils sont victimes, non seulement des trafiquants venus pour extraire d'eux le plus d'or possible, des missionnaires obstinés à ôter de leurs cerveaux une croyance bête pour y en fourrer une autre tout aussi bête, — mais encore de leurs dirigeants et de leurs prêtres, habiles à cultiver en eux la folie patriotique et à les entretenir dans l'attachement au passé, habiles à détourner sur des tiers le mécontentement du troupeau.

La révolte des Boxers est trop bien vue par le gouvernement chinois, trop bien secondée par des dignitaires et des fonctionnaires, pour n'être qu'une belle colère d'hommes las d'être exploités et opprimés; et c'est une raison de plus pour croire que, dans leur état d'esprit, le fanatisme nationaliste tient la première place.

Je me représente un peu l'association des Boxers comme une immense société de gymnastique: telles ces bandes d'intéressants jeunes gens que nous voyons, aux jours de fêtes, parcourir les rues de nos villes en pantalons de coutil et s'échinant à souffler dans des trompettes, puis entassés, le soir, chez les vendeurs d'alcool. Seulement les gymnastes chinois, qui faisaient l'exercice et s'entraînaient au tir sous le nez des autorités complices, avaient un but plus sérieux que de faire prospérer le commerce des liqueurs fortes. Ils avaient pour but d'exterminer tout ce qui tend à perturber les saintes traditions des ancêtres; et il faut avouer que, jusqu'à présent, ils ont rempli leur tâche on ne peut pas mieux.

Par le plomb, le fer et le feu, ils veulent la race chinoise maîtresse dans la patrie chinoise, ce qui est un bel assemblage de mots, mais ce qui est absurde quand on sait qu'il n'y a ni races ni patries. Ce programme sonore et creux (sonore comme un tonneau vide), nous connaissons — n'est-ce pas? — des gens qui, moins loin de nous, et sans avoir les mêmes excuses, en font aussi leur programme. Société des Boxers, cela se traduit en bon français par la Ligue de la Patrie chinoise. Et je parierais bien qu'elle aussi a à sa tête deux ou trois mandarins gâteux.

Partout il y a des peuples qui souffrent, et partout il y a des gens — sur le trône, à la tribune ou dans la presse — qui leur disent : « C'est la faute aux diables étrangers. » Dans notre Europe, où la civilisation est la même d'un pays à l'autre, cette parole est un impudent mensonge; mais, dans les contrées à civilisation retardataire, il est trop certain que l'exploitation savante et méprisante des blancs vient ajouter un joug très lourd au joug des maîtres indigènes. Les Chinois ont donc sans doute de bonnes raisons pour s'emporter contre l'oppression, quand elle est blanche; il est seulement regrettable qu'ils s'en accommodent, dès qu'elle est jaune.

Sur quoi, nos maîtres leur font la guerre.

Chaque fois qu'un gouvernement veut se payer le grand jeu de massacre, fût-ce pour le plus ignoble des motifs, il n'est pas en peine de belles raisons à jeter, comme une poudre d'or, aux yeux du public idiot. Cette fois-ci, la raison est superbe de générosité : arracher des malheureux à l'égorgement et à la torture. Qui aurait le cœur de refuser aux gouvernants, pour une si noble tâche, les millions et les bras qu'ils demandent?

Les millions, ce sont les députés qui en disposent. Rien d'étonnant à ce que les individus qui vivent de la politique, eau trouble de boue, accordent des subsides à la guerre, eau trouble de sang. Mais les bras, c'est le peuple qui les fournit. On le prie d'aller se faire supplicier et tuer pour imposer à des hommes qu'il ne connaît pas des hommes qu'il ne connaît que trop, et il y court avec empressement. C'est à n'y rien comprendre.

A défaut des millions, il conviendrait pourtant de refuser aux dirigeants les bras qu'ils veulent pour leurs œuvres atroces. Sous son apparence sentimenteuse, la guerre de Chine est aussi criminelle que les autres. D'abord, son prétexte même n'existe plus, puisque ceux qu'il s'agissait de sauver sont morts — morts victimes de la rivalité et de la fourberie de leurs gouvernements, qui ne voulurent pas qu'un d'entre eux entrât à Pékin sans les autres.

On continuera tout de même à se battre, parce que, si l'on n'a pas sauvé les vivants, il reste à venger les morts (comme si un mort pouvait être vengé), à venger « l'honneur national » (autre cadavre), à « sauvegarder les intérêts de nos nationaux ». Ce dernier motif est encore le plus sérieux, et montre bien qu'au fond de toute guerre il y a une question de porte-monnaie, que derrière la troupe de ceux qui tuent et meurent, il y a la bande de ceux — marchands, banquiers, jésuites — qui les excitent, et que le résultat de toute boucherie est en définitive la détresse de tous et l'enrichissement de quelques-uns.

Le jeu de massacre qui se prépare en Asie promet d'être beau. Jusqu'ici, les Chinois ne se sont insurgés que dans le nord de l'empire; si le reste des provinces se soulève à son tour, et si les gouvernements étrangers s'entêtent, c'est une guerre énorme qui va anéantir d'effroyables quantités d'hommes. Pour des concessions de chemins de fer ou de mines, pour des entreprises d'enrichissement et des propagandes de superstition, des milliers de jeunes gens pauvres vont mourir. C'est le moment, plus que jamais, de crier : A bas la guerre!

Est-ce pour apprendre aux Boxers à respecter la vie humaine que nos maîtres font si bon marché de la vie humaine? Sous couleur de sauver une poignée de gens, qui sont morts et qui ont peut-être mérité de mourir, nos maîtres vont en sacrifier des milliers d'autres, qui voudraient bien ne pas mourir et qui ne le méritent pas. Quel mensonge et quel crime! Si, ce qui n'est pas prouvé, la cause des égorgeurs chinois est mauvaise, la cause de ceux qui vont étendre à l'infini le champ des égorgements est cent fois pire.

A bas la guerre! Elle ne profite qu'aux plus mauvais d'entre les hommes : aux dirigeants, dont elle maintient et agrandit la puissance; aux tueurs de métier, à qui elle confère des grades et des croix; aux aventuriers et aux fripons, à qui elle ouvre des domaines tout neufs pour le pillage et le vol; aux gens d'église, à qui elle livre des populations abêties par l'alcool ou l'opium du marchand; aux fabricants de canons, de fusils, d'obus et d'uniformes; à tous ceux qui vivent de la mort de leurs semblables, et qu'il faut appeler courageusement par leur nom : des assassins.

René Chaughi.

SOUVENIRS D'UN BOULANGISTE

L'autre soir, en rentrant, je trouve une lettre portant le timbre de Rouen, avec cette suscription : *Monsieur le Directeur du journal « Tambour Battant », à Courbevoie.*

Ce n'était rien, et pourtant mon cœur, subitement saisi, battit d'une émotion douce d'abord, amère ensuite. La vue de cette suscription, en me rajeunissant de sept ans — ce qui, à mon âge, est *énorme* — réveillait, dans mes souvenirs attristés, tout un passé si bien mort que ses vibrations n'ont plus aucun écho dans la Nation qui hier, tout entière, palpitait de haines apeurées et d'espérances infinies. — Et pourquoi ? Hélas !...

Je suis sorti de cette *bataille* meurtri et désillusionné au point que *désormais*, rien ni personne ne saurait galvaniser en moi les fols enthousiasmes qui, trente ans durant, m'enivrèrent. La lueur qui achève de se consumer n'est plus que le pâle reflet de la belle flamme d'antan.

Oh ! c'est bien fini, et, devant ces cendres de mes amours, nulle fierté ne survit, comme baume consolateur sur une plaie dont on saigne allègrement, parce qu'on l'a reçue au service d'une noble cause.

Au surplus, le mal dont je souffre, la France en meurt. Vaincue par l'ennemi du dehors, elle a été achevée par l'ennemi du dedans et, depuis l'effort de 89, vain et stérile, les ressorts de sa vitalité semblent à jamais brisés.

C'est tambour battant et clairon sonnant que, grisés nous-mêmes, nous emplissions l'air de l'odeur de la poudre, au point que nos adversaires effarés attendaient avec anxiété l'heure de l'assaut qui ne devait pas sonner.

Et aujourd'hui, dans les mornes désespérances où nous achevons de nous flétrir, nous remercions le Destin de nous avoir épargné la honte d'installer de nouveaux prêtres simoniaques à la place de ceux que nous devions chasser du Temple.

Quelle leçon !

Pour si dure qu'elle soit, elle m'a servi et je lui sais gré de m'avoir détourné du chemin de l'erreur pour me mettre dans la voie de la vérité, où mes yeux se sont dessillés au néant de toutes ces décevantes agitations dont le peuple est dupe et victime.

C'est égal, sans avoir jamais professé une grande admiration pour le suffrage dit universel et ayant toujours eu les assemblées délibérantes en piètre estime, je me serais difficilement figuré, avec ma passion de la politique, que je finirais par le dégoût insurmontable de tout ce qui, de près ou de loin, touche à la lutte des partis, sous quelque fallacieuse dénomination qu'ils abritent leurs appétits du Pouvoir. Ah ! c'est que, députés ou aspirants après une candidature quelconque, tous ceux que j'ai connus me sont apparus ou comme des farceurs ou comme des sectaires étroits et jaloux.

Ce bulletin de vote, dont le socialisme parlementaire fait l'arme de la délivrance, est une mystification de plus — et non la moins cruelle — de toutes celles au moyen desquelles on berne éternellement les multitudes. A en croire les politiciens de la révolution sociale, la Terre promise était au bout de la conquête des mandats publics, surtout de ceux qui sont grassement rétribués et que les révolutionnaires aigris par la portion congrue briguent si âprement.

Prudemment ces apôtres fin de siècle ont abandonné le radeau de la *Méduse*, prêchant sur le rivage où les attache leur grandeur nouvelle la société de l'avenir, en laissant leurs électeurs aux prises avec toutes les difficultés d'une situation dont Messieurs les mandataires ont eu le sage souci de s'affranchir. A quoi sert de déblatérer contre les prêtres qui vivent de l'autel, si de nouveaux sacerdotes doivent se tailler de grasses prébendes dans l'exploitation de la démocratie ?

Pour être franc, il faut reconnaître que le peuple n'a que les serviteurs ou, plus exactement, les maîtres qu'il mérite, et si ceux qu'il choisit pillent la maison, à l'exemple des ministres de Ruy-Blas, à qui la faute ? Nous qui ne lui mendions pas de mandats, nous avons le devoir de répondre que c'est la Nation qui est coupable.

Mais à quoi bon établir — je ne dis pas discuter — cette vérité qui saute aux yeux et qu'il faut toute l'hypocrisie dont nous sommes saturés pour oser mettre en doute ? Il me plaît de confesser que j'ai guerroyé contre le pouvoir par antipathie du pouvoir lui-même. Mon tort a consisté à croire que, même avec l'appui de la Nation, il était possible d'améliorer, si peu que ce soit, l'autorité, en la confiant à d'autres mains.

Cette erreur, j'en suis revenu et j'ai fait ainsi retour aux idées de ma jeunesse où indistinctement je réprouvais toute espèce de gouvernement. Je me rappelle avoir combattu le Suffrage dit universel avec toute l'Internationale, voilà tantôt trente ans.

Cette conviction bien arrêtée dans mon esprit, à la suite d'incidents qui eurent un certain retentissement, je l'ai, en 1890, rendue publique, par une lettre adressée à M. Rolland, alors maire de Courbevoie, le priant de ne plus *m'inscrire* sur les listes électorales, décidé que j'étais à ne plus voter. M. Rolland, qui m'estimait quoique adversaire, me répondit que cela *ne lui était pas possible* et que je devais rester *électeur*. Je le demeurai donc officiellement, mais depuis, fidèle à ma promesse, je ne votai plus jamais.

En toute occasion, je ne cessai d'affirmer ma résolution, m'y attachant chaque jour davantage, au point que maintenant j'irais en prison plutôt que de déposer un bulletin dans l'urne. Or, si ce sentiment s'impose à ma conscience avec une *force irrésistible*, il est bien certain que ce n'est pas un cas isolé, par suite sans importance.

Non, c'est un fait qui tend à se généraliser et dont, à l'heure actuelle, sont hantés un nombre considérable d'esprits cultivés et passionnés pour la chose publique. C'est à ce titre que je crois intéressant d'insister plus particulièrement sur ce signe des temps.

Je l'écrivais dernièrement : Enfermez l'homme le plus chaste avec une femme jeune et jolie et je n'ai pas besoin de vous dire ce qu'il en adviendra. Eh bien ! pour si puissante qu'elle soit, la griserie de la femme n'est rien auprès de la griserie du pouvoir et, depuis la fameuse conquête des *mandats politiques*, on sait ce qu'est devenu le socialisme : un simple rouage dans la machine gouvernementale !

Les batailles de la tribune où, pour la galerie et avec les euphémismes parlementaires d'usage, on se traite mutuellement de misérables, sauf à se réconcilier devant la buvette, ne sont qu'un manège hypocrite qui donne au pays le mirage de la souveraineté. Où voyez-vous là une lutte d'idées ? Hélas ! Ce ne sont que des appétits déchaînés et qui emplissent l'enceinte législative du bruit de leurs querelles. Détenteurs du maroquin ou aspirants à sa possession, tous, quelles que soient leurs divergences, ont une commune aspiration : imposer leur autorité et vivre de la politique !

Ce mal endémique, dont, sans aucune exception, ces frères ennemis sont atteints, les réconciliera toujours à l'heure du péril suprême. Alors, jetant bas le masque, ils feront face à l'ennemi commun qui les menace indistinctement et contre lequel bave déjà, dans une touchante promiscuité, le centre gaucher et le collectiviste étatiste.

Ces derniers rêvent je ne sais quelle constitution d'un quatrième Etat, dont, naturellement, les grands pontifes seront les dirigeants et les maîtres, qui, de gré ou de force, imposera au monde une nouvelle loi d'airain, appelée à provoquer à bref délai un formidable soulèvement.

Pour ma part, je crois qu'il nous faudra passer par cette terrible étape, car, pour la doubler, il faudrait aux masses une clairvoyance et une énergie dont, partout, elles semblent malheureusement dépourvues, émasculées qu'elles sont par une série de déceptions sans exemple et un irrésistible besoin de jouissances.

Le contraire, sous la poussée des événements, pourrait néanmoins se produire. Quoi qu'il en soit, le vrai péril de l'avenir, c'est le socialisme parlementaire : voilà, sans contredit, l'ennemi. Pour ceux qui en doutent, on le verra bientôt, si, par un hasard quelconque, il réussit à mettre la main sur le pouvoir. Ce serait le pire désastre dont nous puissions être menacés. Aussi, il est du devoir de tous les libertaires qui ont le noble souci de l'indépendance humaine, individuelle et collective, et si divergentes que, par ailleurs, soient leurs aspirations, de s'opposer par tous les moyens, unis en un solide faisceau, au triomphe, même momentané, de cette nouvelle Eglise-Caserne.

Comment ! nos ancêtres auraient lutté sans trêve ni merci, inondant les villes et les campagnes de leur sang généreux, pendus, décapités, brûlés, écartelés, la proie de toutes les tortures et des plus effroyables ignominies ; lutté, dis-je, à la fois et contre la tyrannie du pape et contre celle du roi, des capitaines, des évêques, des seigneurs, des moines, des prêtres, des juristes ; nous-mêmes, moins glorieusement peut-être, ne lutterions contre la finance et contre la bourgeoisie *et* contre l'oppression sous toutes ses formes : philosophique, religieuse, commerciale, industrielle, militaire et civile, que pour aboutir à ce lamentable *résultat* : la constitution d'un Etat laïque, Argus aux cent yeux, nous menant à la baguette et chargé de nous élever, de nous nourrir, de nous vêtir, de nous forcer à penser, à aimer et à vivre selon le Code du parfait collectiviste — un garde-chiourme doublé d'un Torquemada !

Jamais ! jamais ! Ce serait une monstruosité sans exemple dans l'Histoire de la civilisation et non seulement nous repoussons avec dégoût ce calice d'amertume, mais nous proclamons bien haut notre haine d'un si épouvantable régime. C'est la Liberté que nous voulons pour tous et pour chacun, pleine et entière, sans entraves, sous la garde du soleil qui nous éclaire et des étoiles qui, dans la nuit auguste, scintillent au firmament !

Non, non, plus de geôles et plus de geôliers !

La Démocratie n'est pas, ne peut pas être autre chose que la liberté d'aimer, de penser, de croire avec le cœur et avec le cerveau, en communion étroite et profonde avec la création tout entière, depuis l'insecte frêle jusqu'au brin d'herbe, depuis la fleur jusqu'à l'oiseau, depuis la mère jusqu'à l'enfant, depuis la femme jusqu'à l'homme !...

VICTOR BUURMANS.

Courbevoie (Seine), le 1er juillet 1897.

Les socialistes français et la Chine

En mettant en cause ici les « socialistes français », nous entendons naturellement parler des socialistes reconnus par le C. G. — de la rue Portefoin, — puisqu'il est entendu par celui-ci qu'il n'en est plus d'autres, ce qui simplifie joliment les choses.

Or, il était intéressant, au milieu du déchaînement de fureurs bestiales et grotesques à la fois soulevées par la sanglante tragédie chinoise, de connaître l'opinion de l'organe officieux — sinon officiel — des socialistes de vraie marque à propos du grandiose conflit dans lequel environ la moitié de l'humanité s'apprête à se ruer sur l'autre moitié, au nom de la civilisation.

Pour de braves et honnêtes gens, assoiffés de justice et de liberté — étant donnés les faits abominables et connus qui, depuis un siècle notamment, ont préparé l'actuelle situation dans l'Extrême-Orient, la question serait simple et l'opinion facile à dégager.

Les peuples occidentaux prétendent contraindre ceux de l'Extrême-Orient à subir leur civilisation dite chrétienne.

Qu'ils en prouvent donc d'abord la supériorité sur celle des 400 millions de Chinois qui les ont précédés dans tous les phénomènes intellectuels et sociaux dont l'ensemble constitue ce qu'on appelle si pompeusement une civilisation.

Qu'ils prouvent que leurs christianismes sont plus humains que le bouddhisne ou telles autres conceptions philosophico-religieuses professées par les Chinois. Qu'ils prouvent — ces fiers Occidentaux — la supériorité en fait de leur morale et de leur justice dans les relations soit individuelles, soit collectives. Qu'ils prouvent être plus réellement libres et égaux — monarchistes ou républicains. Qu'ils démontrent la supériorité de leur idéal concernant le respect du droit et de la dignité de tout être humain.

Qu'ils prouvent aussi, ces Occidentaux, que depuis la découverte de l'Amérique — pour ne point remonter au delà — leurs conquêtes dans les autres continents, toutes opérées au nom de la civilisation, se soient autrement traduites en réalité que par le massacre, le pillage, le viol et tous autres actes de pire sauvagerie ; que tous les peuples objets de leurs prétendues *tendresses* humanitaires n'aient pas été rançonnés abominablement par des marchands rapaces et sans

aucun scrupule, et n'aient pas été victimes de la luxure et des cruautés sadiques des conquérants de tous grades.

Quand ces Occidentaux — ces *braves* « pionniers de la civilisation » — auront prouvé la fausseté de tous les crimes multiples et incessants dont ils sont convaincus de par leurs propres récits, alors il leur sera permis de parler en futurs bienfaiteurs des races qu'il leur plaît de qualifier d'*inférieures*.

Telle, il nous semblait, aurait pu être la façon d'envisager la question, de la part de socialistes si fiers de ce titre qu'ils prétendent l'accaparer à l'exclusion de tous autres.

Eh bien! nous étions dans une grossière erreur, digne de gens qui prennent pour sérieuses les incessantes déclamations humanitaires de ces socialistes roublards.

On n'a pas pour rien fréquenté l'antichambre d'un ministre socialiste et, vraiment, donner dans de semblables *godants*, c'est se placer au-dessous du plus modeste apprenti *homme d'État* — qui en rirait comme une petite Gyp.

Pour éviter de tomber dans une aussi manifeste stupidité, il faut lire les articles du futur ambassadeur en Chine de la France marxisée, le citoyen Henri Turot, qui, sans doute, ne peut manquer d'être bientôt envoyé en Chine par son ami Millerand comme ministre plénipotentiaire... extraordinaire.

Le citoyen H. Turot, en effet, dans la *Petite République* des 20-21 juillet, commence par déclarer solennellement que la Chine « ne peut être abandonnée à ses destinées » et qu'il lui paraît *intolérable* que quatre cents millions d'hommes *prétendent* rester en dehors du mouvement *moderne*.

Il faut donc aller en Chine — poursuit M. Turot — pour « y *écraser* les vieux partis — *causes* de tous les malheurs actuels — et y *imposer* les réformes nécessaires ».

N'est-ce pas aussi beau que du Thiers ?

Dans le numéro suivant du même journal (21-22 juillet), notre futur pacificateur de la Chine veut bien nous indiquer son moyen suprême de pacification....... après l'*écrasement*.

Comme il serait *imprudent* (*sic*) de vouloir se partager la Chine — (j'te crois, mon vieux colon !) — « il faudra la diviser en vice-royautés confédérées ! »

Ce n'est pas plus malin que cela ; seulement, de même que pour prendre l'oiseau, il faudra d'abord lui mettre un grain de sel sur la queue — ce qui offrira quelques difficultés préliminaires.

Mais que penser de ce bon citoyen Henri Turot, attribuant tous les malheurs actuels de la Chine aux intrigues des « vieux partis » ?

Jusqu'alors on avait cru que les intrigues et les rivalités de toutes les vermines chrétiennes qui pullulent là-bas de par la tolérance des gouverneurs étaient, sinon les seules — du moins les principales causes du soulèvement des Chinois ; — mais, si l'on en croit le citoyen H. Turot, socialiste bon teint et farouche mangeur de calotins, il paraît qu'on avait calomnié indignement les Bons Pères et aussi les Révérends. Il est heureux qu'on sache maintenant à quoi s'en tenir. La vérité avant tout.

G. Lefrançais.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Militarisme. — Mardi 17, par une chaleur torride, le 91e de ligne (Mézières) manœuvra aux environs de la ville, depuis le lever du jour jusqu'à 3 heures de l'après-midi. Or, par suite d'un accident arrivé à la voiture de vivres, aucune distribution ne fut faite, et les hommes, partis de la caserne depuis la veille au soir, n'eurent rien à manger jusqu'à leur retour. Mais ils durent manœuvrer quand même, le ventre vide et sous un soleil de plomb; ils ne furent autorisés à mettre le couvre-nuque qu'à leur entrée en ville.

Cent trente soldats ont été reconnus malades, à l'infirmerie; un d'eux est mort.

⁂

Religion. — Clément Blandel, ancien desservant de la paroisse d'Heugon (Orne), en fuite : dix ans de travaux forcés pour attentats à la pudeur sur trois petites filles.

Il les préparait à la première communion.

R. Ch.

⁂

Nîmes. — Le 14 juillet, devant les menées nationalistes et cléricales, les libertaires avaient décidé de répondre énergiquement aux vivelarmistes. Les socialistes de la Maison du Peuple firent cause commune avec nous par un appel énergique.

Dès 8 heures, nos camarades se trouvèrent devant le couvent des Assomptionnistes et, nos braves nationalistes se tenant coi, ils commencèrent à conspuer la calotte et le goupillon. Les coups de sifflet et les cris de : « A bas l'armée ! » retentirent. Toutes les écoles socialistes s'étant jointes, on fit un tour de ville aux chants de l'*Internationale*, la *Carmagnole* et le *Père Duchêne*.

La ville où un de Bernis fut député s'en rappellera longtemps.

Quelques vivelarmistes qui nous avaient provoqués ont reçu en échange force horions.

⁂

Le Havre. — La grève des terrassiers qui marchait pourtant si bien est terminée, par suite de la venue des faiseurs socialistes, députés et envoyés du comité, qui, après avoir prêché le calme à tour de bras, ont engagé les grévistes à accepter un arbitrage composé du ministre Baudin et du maire du Havre, Marais.

Ce dernier avait eu sa maison saccagée par les manifestants à la suite d'un arrêté sur les attroupements et l'invasion de la Bourse du Travail par les forces policières; vous pensez s'il devait être favorable aux grévistes. Cet arbitrage leur a accordé 0 fr. 43 et 0 fr. 53 de l'heure, au lieu de 0 fr. 50 et 0 fr. 60 qu'ils demandaient. Ces braves gens, fatigués par deux mois de grève et la misère qui s'ensuit, décimés par les condamnations, par les coups de sabre, car beaucoup ont été blessés au cours des échauffourées, se sont remis au travail. La grève est donc finie; les forces qu'ils avaient contre eux, y compris la force émolliente des politiciens — ce n'était peut-être pas la moindre — ces forces ont triomphé des terrassiers, et ils vont redescendre travailler dans les tubes ou aux travaux de la digue, les pieds dans l'eau et la tête au soleil.

⁂

Mouvement ouvrier. — *Au Creusot*. — Le discours ministériel auquel je faisais allusion la semaine dernière est en train de se vérifier entièrement. L'*autorité bienveillante* de M. Schneider tient à se faire sentir, et Millerand y aide de tous ses moyens par l'envoi de gendarmes et de soldats. Il est à prévoir que, sous peu, de nouvelles victoires seront à inscrire sur le drapeau ministériel.

Comme de juste, les journaux dits socialistes enregistrent les faits en les atténuant et sans commentaires : c'est tout ce que le camarade Millerand permet.

A la suite du renvoi de plusieurs ouvriers de la grande forge, un certain nombre d'ouvriers ne se rendirent pas au travail, et présentèrent une liste de revendications, du reste bien anodines. Les deux suivantes prouvent que d'une part, lorsque Millerand parlait de « représentation du travail » dans les usines de M. Schneider, il mentait sciemment, de l'autre que, comme nous l'avons dit ici à plusieurs reprises, le prétendu arbitrage Waldeck-Rousseau, lors des dernières grèves, n'avait été qu'un montage de coup :

4° Que le règlement de police intérieure apposé dans l'usine soit au préalable discuté *entre l'administration et les délégués ouvriers*.

Donc, il n'y avait pas de représentation ouvrière!

5° Application intégrale du paragraphe 2 de la *sentence arbitrale*, d'octobre 1899.

La sentence, M. Schneider s'en moquait !

La direction de l'usine, qui ne cherchait qu'une occasion pour se débarrasser de quelques militants du syndicat, fit aussitôt afficher, en réponse aux revendications ouvrières, que ceux qui n'avaient pas repris le travail étaient considérés comme ayant quitté l'usine. Les ouvriers n'acceptèrent pas, se déclarèrent en grève et des réunions furent tenues. En ville, des collisions d'ouvriers eurent lieu, provoquées par les gardes de l'usine qui se promènent revolver au côté, pendant que le maire, une créature de Schneider, interdit toute manifestation et attroupement. Des rixes ont eu lieu, et des arrestations nombreuses, principalement parmi les militants du syndicat les plus en vue. Un gréviste a déjà été condamné à huit mois de prison et une dizaine d'autres à des peines moindres. Tels sont les premiers résultats. Maintenant les troupes vont entrer en ligne, et aussi les députés prêcheurs de calme à 25 fr. par jour. Trompés, il y a quelques mois à peine, par l'arbitrage Waldeck-Rousseau, les ouvriers accepteront-ils d'être dupes encore une fois?

Il serait si facile au Creusot de dompter une bonne fois Schneider et les conseilleurs. Mais quelques-uns en auront-ils encore l'énergie !

⁂

A la Bourse du Travail. — La politique de M. Millerand continue à régner en maîtresse à la Bourse du Travail. Cette fois, sous forme de décret. Pour contrecarrer l'influence du conseil municipal nationaliste qui, suivant l'ancien décret, donnait le droit à six conseillers de faire partie de la commission de la Bourse, Millerand a modifié le décret qui la régissait depuis 1895.

Loin de remettre complètement la Bourse dans les mains des travailleurs, comme le prétendent les journaux dits socialistes, la Bourse du Travail reste sous la surveillance effective du préfet de la Seine, qui y a un délégué sous le nom de « régisseur »; de plus, le ministère a la main haute sur la commission administrative, qu'il peut dissoudre si elle n'est pas composée à sa guise. Qu'on en juge :

Art. 11. — La commission administrative *peut être dissoute par arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie*. Toutes les fois que la commission administrative a été dissoute, il est procédé à sa réélection dans les deux mois à dater de la dissolution.

Que demain un Dupuy quelconque remplace au ministère les assassins de Chalon-sur-Saône et à nouveau, suivant son bon plaisir, la Bourse sera occupée militairement et les syndicats mis à la porte comme en 1893. Voilà l'ouvrage de M. Millerand. Il paraît que c'est là œuvre socialiste.

D'autre part, les conseillers municipaux nationalistes évincés par le décret ministériel protestent, et les subventions seront probablement supprimées, ce à quoi nous applaudirions, mais, à la Bourse comme partout ailleurs, lorsqu'il n'y a plus de foin au râtelier, les chevaux se battent, et il faut prévoir à bref délai de sérieuses dissensions.

La seule « réforme » possible était la remise de la Bourse du Travail aux syndicats parisiens *sans conditions* aucunes, sans contrôle préfectoral et sans joug ministériel.

Le décret de Millerand est un acte purement politique. Les syndicats parisiens auront sans doute à le regretter sous peu.

⁂

Millerand, à qui cela a réussi une fois, continue à inviter des ouvriers (??) à gueuletonner et à assister à des concerts dont ils font les frais. Dimanche dernier, c'était dans la salle des fêtes de l'Exposition.

Il paraît que les valets se sont bien amusés.

Quoique un peu tard, signalons cette lettre de la Fédération des Bourses au pommadé Deschanel.

« Quant au banquet en question, nous ne pouvons pas consentir à y prendre part. Non pas que nous soyons des sectaires, refusant tout contact avec les rois de la République, mais parce que — tout simplement — nous ne voulons pas nous asseoir à une table que nous rêvons de renverser aussi bien par la force que par l'évolution naturelle des choses.

« *Le Secrétaire*,

« Pelloutier. »

D'autre part :

Les quelques larbins qui n'ont pas cru devoir suivre l'avis de leurs camarades et ont accepté l'invitation de Millerand ont prétendu, comme défense, l'avoir fait, non comme représentants de syndicats, mais à titre individuel.

Loyola a, comme partout, des élèves à la Bourse du Travail de Paris.

P. Delesalle.

Nouvelle-Calédonie.

Nouméa. — La Calédonie est un pays bien ingrat, pour ceux de ma condition. Sans cesse je lance en avant nos belles théories, sans cesse je prouve aux autres comment nous pouvons être heureux ; mais, hélas! ces imbéciles ne veulent pas approfondir nos questions, nous envoient des mots de forçats, et nous disent parfois que nous n'avons pas le droit de discuter; néanmoins je ne m'arrête pas là et, si je ne réussis pas à former des adeptes en quantité, je cherche à faire comprendre à ceux qui en ont besoin, là où est le vrai bonheur.

Encore si nous étions libres de quitter ce pays, pour aller plus loin semer nos bonnes idées; mais non, malgré notre liberté, nous sommes esclaves. Et si parfois nous essayons de partir pour revoir les nôtres, pour vivre mieux, enfin, oh! alors, crime abominable : on vous jette dans les noirs cachots, les fers aux pieds, et on vous inflige une peine d'une à trois années de travaux forcés.

N'en suis-je pas un exemple, moi? Avais-je donc commis un si grand crime, en voulant embrasser les miens que je n'avais pas vus depuis sept ans, pour avoir été condamné, comme un assassin, à un an de travaux forcés?

Et si parfois vous faites des demandes de levée de résidence? On l'accorde, mais à qui? A des protégés, des misérables, des hypocrites; mais aux hommes méritants, non. L'ami Gutman, qui avait été condamné à un an de travaux forcés, n'en est-il pas un exemple? — Depuis huit ans de libération, on ne louait que sa conduite, sa probité; il s'était par économie ramassé un petit pécule, et, appuyé par des personnes influentes, il demandait quoi? La liberté entière. Jamais peut-être les autorités n'avaient eu devant elles un si beau casier, un homme dans de meilleures conditions.

Et on lui refusa d'aller rejoindre sa mère : elle si vieille, ayant besoin de soutien, attendant son fils pour la soulager et la nourrir! On lui a refusé net sa demande. — Eh bien! il était parti, pour la revoir, cette vieille mère, pour l'embrasser et la soulager dans ses vieux jours. Hélas! il fallut que des misérables avertissent les mouchards de ce fait, et Gutman fut arrêté en Australie. Il fut ramené comme un assassin, condamné et jeté au bagne pour un an de travaux forcés. On lui a enlevé ses 6.000 francs d'économie, pour payer les frais de justice et d'extradition, on l'a mis sur la paille, sans sou ni maille. Et tout cela, pour avoir voulu revoir sa mère.

Comme étranger, moi, j'ai réussi, et je sais à quel prix (cellules et cachots) à obtenir enfin de retourner à mes propres frais en mon pays. Seulement, comme je suis anarchiste, ces Messieurs ne m'ont pas accordé la liberté de partir, comme je le voudrais et comme les autres. Ils me conduiront, quand j'aurai l'argent suffisant (et il est si dur à gagner), ils me conduiront, dis-je, quoique libre, comme un assassin, entre deux pandores, jusqu'à la frontière belge. — Quelle belle entrée chez moi! — Je m'en lave bien les mains, mais cela prouve quels sont leurs sentiments humanitaires.

Pour revenir à Gutman, je lui conseillais de faire des démarches de réintégration au pays natal. Les renseignements sont des meilleurs, tout devrait être à son profit. — Il a fait toutes les démarches nécessaires pour réussir. — Eh bien, ils ont refusé, ils ont renvoyé sa cause à plus tard. Quels braves gens!

Espagne.

Les politiciens espagnols parlent beaucoup en ce moment de l'effet salutaire que les malheurs du pays ne manqueront pas d'exercer sur la moralité nationale. Voici un exemple de la façon dont la haute finance entend ce travail régénérateur. Grâce à tous les emprunts et virements auxquels les derniers désastres ont donné lieu, la Banque d'Espagne a fait, en 1899, l'énorme bénéfice net de 50.000.000, ce qui a permis aux directeurs de distribuer un dividende de 25 0/0. Il aurait pu être de 35 0/0, mais on n'a pas osé insulter à ce point à la misère du peuple, et l'on a reporté 8.000.000 au fonds de réserve.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Dimanche 29 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, 6, rue Montmorency, réunion pour l'organisation du Congrès international. Les camarades sont priés de venir nombreux. Différentes questions d'organisation intérieure seront définitivement arrêtées.

⁂

Les camarades du *Groupe international* nous ont remis un certain nombre de placards *Contre la guerre*; nous les tenons à la disposition des camarades contre les frais d'envoi.

Nous n'en avons que quelques cents.

⁂

Les camarades du *Groupe international* qui sont en possession de listes de souscriptions et de cartes sont priés de les rapporter au local habituel, samedi 28 juillet. Le chiffre du tirage du placard sera définitivement fixé.

⁂

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du samedi 28 juillet. Sujet traité : Marie Baertschi, Nos origines; Formation du peuple français.

Lundi 30. — Georges Pioch, rédacteur au *Mercure de France*, Dix ans de poésie (avec le concours d'un artiste dramatique).

⁂

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 28 juillet. — Le camarade Chéri-Vinet lira sa pièce: *Montjuich*. On commencera à 8 h. 1/4, *très exactement*.

⁂

Solidarité des Trimardeurs. — Réunions tous les samedis soir, 8 h. 1/2, salle Clément, 3, rue Fondary (Grenelle).

Samedi 28 juillet. — Discussion sur l'organisation d'une soirée familiale, suivie d'une conférence sur le communisme, par E. Janvion.

Samedi 4 août. — Conférence par Liard-Courtois.

Samedi 11 août. — Conférence par Octave Jahn. Ferdinand Massy est invité à apporter son livre de poésies.

⁂

Le camarade Liard-Courtois, avant d'entreprendre sa tournée de conférences dans l'Ouest et dans le Midi, se propose de visiter l'Est et le Nord.

Il a décidé d'aller dans les villes suivantes :

Pour l'Est : Reims, Epinal, Nancy et Troyes.

Pour le Nord : Saint-Quentin, Amiens, Roubaix, Lille.

Si des camarades de ces régions voyaient l'utilité et le moyen de faire des conférences dans d'autres localités, ils sont priés de lui écrire dans le plus bref délai, car il désire être rentré à Paris pour prendre part au Congrès antiparlementaire qui ouvrira le 19 septembre. En même temps qu'il traitera des théories libertaires, il contera la vie au bagne (où il vient de passer cinq années) au point de vue général et en particulier la vie qui est faite à nos amis aux îles du Salut. — *Liard-Courtois*, 50, rue d'Orsel, Paris.

⁂

Amiens. — Samedi 28 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, au Cent de Piquet, réunion des camarades qui veulent prendre part à la promenade champêtre qui est organisée pour le 5 août.

Discussion sur la dernière circulaire des organisateurs du congrès antiparlementaire.

Prière d'être exact.

⁂

Bordeaux. — Samedi 28 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, au groupe anarchiste, à la Bibliothèque populaire, rue Porte Basse, 13, chez M. Séré, causerie par Benoit : « Jules Guesde il y a vingt ans et Rochefort il y a dix ans. » Concert par des camarades.

Samedi 4 août, en le même local, à la même heure : « La question des sexes », par Antoine Antignac.

⁂

Nîmes. — Dimanche 29 juillet, à 9 h. du soir, grande soirée de famille, organisée par les Libertaires, café du Printemps, square de la Couronne, 1, au premier.

Partie de chant, romances, chants et poésies libertaires. Causerie par un camarade. Sauterie et bal.

Une tombola, dont le produit doit être entièrement consacré à la propagande, sera faite dans cette soirée.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez P.-V. Stock, éditeur, 27, rue Richelieu, Paris :

En marche vers la société nouvelle, par Christian Cornélissen; 1 vol. de la Bibliothèque sociologique, 3 fr. 50. — *Vengeance*, par M. Reepmaker; 1 vol., 3 fr. 50.

Les Associations rurales en Belgique, n° 5, mai 1900, des circulaires du « Musée social »; A. Rousseau, éditeur, 14, rue Soufflot, Paris.

Lettre à M. L. Lévy-Bruhl, par J.-E. Lagarrigue, Santiago-de-Chili.

Mort aux affameurs, préliminaire de la question sociale, par Louis Guérin; 1 brochure, 0 fr. 15, imprimerie Chastanier, 12, rue Pradier, Nîmes.

A lire :

Un Bourreau, par U. Gohier, *Aurore* du 24 juillet.

On va tuer, par U. Gohier, *Aurore* du 19 juillet.

AVIS

Nous avons trouvé quelques exemplaires de l'*Enfer*, de Conte, et *Fabrique de pions*, de Raganasse. Nous les laisserons au prix de 1 franc pris dans nos bureaux et 1 fr. 40 par la poste.

Nous n'en avons qu'une dizaine de chaque.

Il nous reste une dizaine de collections des années 4, 6 et 7 de la *Révolte*, et 9e année du *Révolté*. Nous les tenons à la disposition des camarades au prix de 3 fr. 80, rendues en gare, les quatre.

VIENT DE PARAITRE

Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross ; 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Aux femmes, par U. Gohier, couverture de Lebasque ; 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Aux travailleurs. — *La Grève*, par P. Delesalle ; 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Le 5e fascicule des chansons qui contient : *J'n'aime pas les sergots*, avec musique; *Heureux Temps*; *Le Drapeau rouge*, etc. Le numéro, 0 fr. 10; le cent, 4 fr. 50.

PETITE CORRESPONDANCE

P., à Barcelone. — Merci du renseignement, j'en ferai mon profit. Il est bon d'être prévenu.

A. P., à Paris. — Nous ne pouvons vraiment insérer toutes les petites affaires particulières de chacun des camarades, malgré notre bonne volonté.

L. B., à Puteaux. — Inutile, nous avons fait cette annonce plus de dix fois sans résultat.

Bozon. — Lettre revenue avec la mention « inconnu ».

L., à Nancy. — *L'Ordre par l'anarchie*, 0 fr. 30 par la poste; voyez le catalogue; pièce envoyée.

J.T., à Dordrecht. — Commission faite, numéro expédié; pour le *Pénard*, adressez-vous à Pouget.

L., à Chaux-de-Fonds. — Numéros envoyés; ceux que vous ne trouverez pas sont épuisés.

Un des nôtres. — L'éditeur du Dictionnaire Lachâtre n'est pas Schleicher : adressez-vous à la librairie du Progrès, 3, rue des Grands-Augustins, Paris.

C. P., à la Machine. — Merci pour les adresses, le journal sera envoyé ainsi que la brochure indiquée.

Reçu pour le journal : Marmion, 1 fr. — B. et G., à Brest, 2 fr. 45. — Krebs, 2 fr. — Un camarade, 2 fr. — H. F., 1 fr. — Merci à tous.

B., à Jemeppes. — B., à Zurich. — S., à Veynes. — P., à Foussais. — D., à Oignies. — F., à Dison. — B., à Zurich. — M., à Châtillon. — P., à Lézignan. — T., à Droituriers. — R., à Poitiers. — P., à Puget-ville. — P., à Issoire. — N., à La Française. — G., à Sartène. — R., à Maçon. — T., à Toulouse. — M., à Dison. — M., à St-Etienne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 15 DIX CENTIMES DU 4 AU 10 AOUT 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Pour la raison connue, nous paraissons cette semaine sans supplément.

Les camarades de l'étranger dont l'abonnement est fini sont priés de nous en faire parvenir le montant, s'ils ne veulent pas subir d'interruption dans la réception du journal.

TIREZ FORT, VISEZ JUSTE!

Dimanche soir, au sortir d'une fête qu'il avait présidée, Humbert, roi d'Italie, a été abattu par trois coups de revolver.

Les monarques, les gouvernants en général, ne doivent la situation privilégiée qu'ils occupent au-dessus du genre humain, qu'à l'entretien en l'esprit des masses du sot préjugé de l'indispensabilité de leur rôle dans le fonctionnement social. En acceptant le bénéfice de cette imposture, ils assument par contre une lourde responsabilité. Le peuple souffre-t-il ? C'est à eux tout naturellement qu'il s'en prend, puisque, prétendent-ils, leur omnipotence règle les conditions de la vie. S'offrant à la bénédiction des heureux, ils se désignent implicitement aux malédictions et à la vengeance des souffrants. C'est le revers de leur médaille dorée.

En ce qui concerne particulièrement Humbert, trop nombreuses grondaient les malédictions pour que la vengeance n'éclatât pas un jour. Les massacres de Milan, les infamies du procès d'Acciarito, les persécutions contre les socialistes et les anarchistes, la misère générale qui sévit si cruellement en Italie, telles sont, entre tant d'autres, quelques-unes des responsabilités que, roi, il avait assumées. On devait un jour lui en demander compte. A défaut du peuple, un homme vient de l'oser, sacrifiant, comme Angiolillo, sa vie pour l'exemple.

Cet homme, se souvenant du conseil qu'il y a juste deux ans les belles dames de Milan donnaient aux soldats, a « tiré fort et visé juste ». Humbert, à son tour, a subi le sort des victimes — hommes, femmes et enfants — de 1898, massacrées avec son plein assentiment, sinon par son ordre, parce qu'elles avaient faim. La dette qu'alors il contracta envers ces affamés en prenant leur vie pour raffermir ses privilèges et ceux de sa caste, il vient de la payer de même, de sa vie, royalement.

Laissons la diplomatie verser des larmes de commande sur ce deuil qui, en réalité, ne l'émeut pas.

*
* *

La mort de son roi rendra-t-elle l'Italie plus heureuse, et l' « exemple » pourra-t-il amener d'appréciables résultats ?

Hélas ! non. Ces exemples-là n'éveillent malheureusement jamais en l'esprit des successeurs de salutaires réflexions. Alexandre II, dont les dernières années ne furent qu'un véritable cauchemar hanté d'attentats continuels, laissa le trône à l'un des plus cruels et des plus sanguinaires despotes qu'ait subis la Russie. Il n'est pas d'exemple de monarque assagi par la fin tragique de son prédécesseur ou par les menaces dont lui-même est l'objet.

Du reste, malgré toute la bonne volonté possible, le roi, dirigeant *politique*, est voué à l'impuissance en ce qui concerne le bien-être de son peuple. Le bien-être matériel, comme d'ailleurs tout ce qui constitue le bonheur, est indépendant de la forme politique d'un pays. Il résulte des conditions économiques et morales de la société, et toute catastrophe n'ayant pour effet que telle ou telle modification politique ne pourra qu'apporter de cruelles déceptions.

Quelque sympathie, quelque admiration même qu'on puisse éprouver pour le ferme courage d'un homme qui, de propos délibéré, s'offre en holocauste en frappant un dirigeant voué par ses crimes à l'exécration publique, la vérité doit être hautement proclamée, dans l'intérêt même de l'issue de la lutte sociale.

Ce n'est pas la tête politique qu'il importe de frapper. C'est la tête économique, la Propriété, qu'il faut atteindre. C'est elle la génératrice des innombrables maux qui font de notre planète un vaste champ de misère et de mort. C'est elle qu'il faut détruire pour que l'humanité s'ouvre enfin à la vie, à la joie, à toute la beauté sociale à laquelle elle a droit, et dont la sèvre l'inique appropriation, par quelques-uns, du patrimoine de tous.

C'est le cas de répéter, en l'adressant à tous les militants, le cri célèbre poussé contre eux : « Tirez fort, *mais* visez juste ! »

ANDRÉ GIRARD.

LA SOCIÉTÉ ET L'AMNISTIE

NUL N'EST CENSÉ IGNORER LA LOI.
LA LOI EST ÉGALE POUR TOUS.

C'est au nom de ces principes qu'on ferme la bouche à ceux qui disent :

« Nous trouvons en arrivant dans le monde un arsenal de lois. Ces lois faites sans nous, contre nous, nous déplaisent. Nous refusons de les reconnaître. »

A ceux-là, la société dit encore :

« Les citoyens doivent respecter l'état de choses établi, jusqu'au jour où, légalement, ils l'auront modifié. Ce jour-là, les révoltés, devenus réformateurs, pourront logiquement exiger pour le nouvel état de choses rêvé, préconisé, apporté et implanté par eux, ce respect qu'on exige présentement pour l'ancien. »

*
* *

Très bien. Mais ces lois que nous impose la société, la société les respecte-t-elle ?

Examinons, puisqu'elle est encore à l'ordre du jour, l'*affaire*, cette inépuisable mine d'arguments.

Qui a donné, en 1894, un croc-en-jambe à la justice établie ? Nous, ou le ministre, représentant de la société ?

Qui a, plus tard, organisé un syndicat de faux et de parjures ? Nous, ou des fonctionnaires, représentants de la société ?

Qui, pour soustraire une clique aux conséquences d'une instruction gênante, a exécuté un tour de passe-passe, platoniquement flétri par la cour de cassation ? Nous, ou les magistrats, représentants de la société, spécialement chargés par elle d'appliquer les lois ?

Qui a sali la magistrature ? Qui a accusé les magistrats suprêmes des pires turpitudes ? Nous, ou un magistrat, leur collègue, représentant de la société ?

Qui a modifié la loi au cours d'un procès, en vue de ce procès, au moment précis où jugement allait être rendu ? Qui, effrayé de la possibilité de certaine sentence, a dessaisi des juges saisis ? Nous, ou le Parlement, représentant de la société ?

Qui a, dans une ville de Bretagne, sous les yeux du monde entier, faussé solennellement la justice ? Nous, ou les militaires partiaux, représentants de la société, chargés d'appliquer cette justice ?

Qui laisse impunis les parjures, les fabricants de forfaiture, les faux témoins et même les assassins ? Nous, adversaires du droit de punir, ou le pouvoir judiciaire, représentant de la société ?

Qui laisse inappliqués les articles du Code visant l'excitation des citoyens à la haine de certaines catégories de citoyens ? Nous, ennemis des lois, ou ce même pouvoir judiciaire, représentant de la société ?

Qui essaie, au moyen d'une amnistie préventive, de soustraire aux lois les puissants ? Nous, égalitaires, ou les gouvernants, représentants de la société ?

Qui, tous les jours, nous oblige à crier : « Il n'y a pas de justice ? » Les représentants de la société.

*
* *

Eh bien, représentants de la société, gouvernants, législateurs, faites-la, votre amnistie. Elle ne nous gêne pas, au contraire.

En ne respectant pas vos propres lois, vous donnez un merveilleux argument à ceux qui les trouvent mauvaises en bloc et veulent la refonte

totale. En vous disqualifiant, vous légitimez l'action révolutionnaire.

Quand définitivement vous aurez refusé d'appliquer au citoyen Mercier les articles de votre Code, les articles classés, catalogués, numérotés qui lui sont applicables, à qui oserez-vous les appliquer?

Quelle raison donnerez-vous pour juger et maintenir dans les prisons et dans les bagnes tous les malheureux « *passibles de...* » ou condamnés en vertu de ces articles ou d'articles portant d'autres numéros?

La justice est par vous suspendue. Logiquement, vous devriez fermer vos codes et vider vos geôles.

PARAF-JAVAL.

DES FAITS

Principaux attentats du siècle contre la vie des souverains ou de leurs proches :

9 octobre 1800, arrestation de Damerville, Arena, Topino, Letruc et dix-neuf complices qui devaient assassiner Bonaparte le lendemain. Explosion d'une bombe, rue Nicaise.

1804, arrestation et exécution de Cadoudal, accusé de complot contre Napoléon.

1809, arrestation de Stabs, à Schœnbrünn, où il avait projeté de frapper Napoléon.

13 février 1820, Louvel assassine le duc de Berry.

1832, Bergeron tire un coup de pistolet sur Louis-Philippe.

1835, attentat d'Alibaud et de Meunier contre Louis-Philippe.

1858, contre Napoléon III, attentat d'Orsini, Pietri, Pianori, Creppo, etc.

En juin 1894, Carnot tombe frappé d'un coup de poignard par Caserio.

En Russie : 1801, Paul Ier est assassiné dans son palais; en avril 1879, attentat du nihiliste Solovief contre le czar Alexandre II; en janvier 1880, attentat du Palais d'Hiver, dirigé contre Alexandre II; 13 mars 1881, les nihilistes font sauter Alexandre II.

En Espagne : en octobre 1878, J. O. Moncasi tire un coup de revolver sur Alphonse XII qui n'est pas atteint; en 1879, attentat de F. Otero contre le même Alphonse XII; la reine Isabelle est frappée au début de son règne par le couteau du curé Moreno. Récemment, M. Canovas *tombe sous le coup* d'Angiolillo.

En Portugal, le prince Ferdinand essuie deux coups de feu en 1837.

En Allemagne : en mai 1878, Hœdel tire un coup de revolver sur l'empereur d'Allemagne Guillaume Ier, sans l'atteindre.

En juin 1878, le Dr Nobiling tire de sa chambre trois coups de carabine sur le même.

En Angleterre : contre la reine Victoria, deux attentats : en 1840 et il y a quelques années.

En avril 1900, à Bruxelles, Sipido tire deux coups de revolver sur le prince de Galles sans l'atteindre.

Attentats suivis de mort :

En Turquie : Abd-ul-Azis, sultan (1876, 4 juin).
En Perse : Nasser Eddin, shah, en 1896, le 1er mai.
En Serbie : Prince Michel, en 1868, le 10 juin.
En Amérique :
1861. — Guardiola, président du Honduras.
1865. 14 avril. — Lincoln, président des Etats-Unis.
1872. 23 juillet. — Balta, président du Pérou.
1872. 24 novembre. — Moralès, président de la Bolivie.
1876. 6 août. — Garcia Moreno, président de l'Equateur.
1877. — Gill, président du Paraguay.
1881. 5 juillet. — Garfield, président des Etats-Unis.
1891. — Menendez, président du Salvador.
1897. 25 août. — Borda, président de l'Uruguay.
1898. 8 février. — Barrios, président du Guatemala.
1899. 26 juillet. — Heureaux, président de la République dominicaine.

Autriche-Hongrie : juillet 1898. L'impératrice Elisabeth d'Autriche est assassinée à Genève par Luccheni.

Enfin, en Italie : assassinat du ministre Rossi, du duc Robert de Parme. En novembre 1888, le roi Humbert échappe au poignard de Passanante. En 1858, Ferdinand II reçoit un coup de baïonnette et enfin Lecca tire sur M. Crispi.

Juillet 1900 : Gaëtano Bressi tire trois coups de revolver sur Humbert Ier et le tue.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARTIALITÉ. — Le maire de Lyon a déclaré, à la dernière séance du conseil municipal, qu'il n'accepterait dorénavant comme fonctionnaires de la ville que les postulants sortant des écoles de l'Etat.

Là-dessus, les journaux non seulement républicains, mais socialistes crient : « Bravo! »

Je poserai une question à ces empressés approbateurs. Si les socialistes, généralement moins soucieux d'immédiats succès politiques, mais visant à l'œuvre durable de préparer des générations vraiment et consciemment socialistes, parvenaient à réaliser ce que nous avons nous-mêmes tenté, et à fonder des écoles socialistes, trouveraient-ils bon que tous les jeunes révolutionnaires sortis de leurs écoles fussent systématiquement écartés de toute fonction d'Etat? Ne crieraient-ils pas à la partialité, à l'exclusivisme?

Quel droit auraient-ils alors de récriminer?

Je l'ai dit bien des fois et je le répète. Si l'Etat maître-Jacques, qui, non content d'être notre marchand d'une foule de choses, lois, justice, tabac, allumettes, etc., veut encore être notre marchand d'instruction, craint tant la concurrence, qu'il dote ses établissements universitaires d'une organisation tellement supérieure que la concurrence soit rendue impossible.

Mais nos petits hommes d'Etat ont l'esprit trop étroit, trop racorni, pour être capables d'organiser l'enseignement intégral de la jeunesse. Faire mieux est moins commode que prohiber.

⁂

FRATERNITÉ. — Nos gouvernants donnent des réceptions, des lunchs, des dîners aux représentants des souverains étrangers et à l'occasion aux souverains eux-mêmes. Quel honneur pour des républicains!

Pendant ce temps, des gens sans à-propos manquent de tact au point de se suicider en prétextant la misère.

Rue des Archives, M. Georges Vély et sa compagne Henriette Befêtre se sont asphyxiés.

Un ouvrier frappeur, âgé de soixante-cinq ans, M. Guillaume Nanau, s'est pendu dans son logement, 6, rue Bachelet.

Pourtant, M. Loubet et M. Millerand avaient prononcé de bien beaux discours, à l'inauguration de l'Exposition, sur la bonté, la justice et la solidarité.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

MILITARISME. — L'homme qui préside ce qu'on appelle la République est allé passer la revue de la flotte, à Cherbourg. Sans aucune utilité, même pas pour tuer des hommes, simplement pour s'amuser, on a tiré 24.800 coups de canon, ce qui fait une dépense d'environ trois millions. Si les meurt-de-faim lisaient les journaux, ils auraient là de quoi méditer.

Par la chaleur qu'il fait, les soldats manœuvrent, font des marches, des exercices de tir, et tombent, comme des forçats. Au 69e d'infanterie, 10 hommes ont dû être transportés à l'hôpital. Le 28e de ligne est venu camper dans un pays où il n'y a pas d'eau à moins de trois lieues; on fait manœuvrer les hommes l'après-midi; 12 d'entre eux ont été frappés d'insolation, et le bruit court que quatre sont morts.

Vous vous rappelez le commandant Racine? Au 3e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, en 1895, c'est d'après ses ordres que fut torturé et assassiné le chasseur Chédel. M. le commandant Racine vient d'être promu au grade d'officier de la Légion d'honneur.

A Vannes, les sous-officiers continuent à violer et à assassiner. Dernièrement une bande de cinq sous-offs, cinq escarpes nationaux, se sont jetés trois fois sur un charretier et sa femme, tentant de tuer l'un et de violer l'autre. La femme put se réfugier dans un grenier, le charretier a eu le pied traversé d'un coup de baïonnette, et un garçon boulanger en lui prêtant secours fut atteint au côté d'un coup de sabre.

Je préfère l'attitude du lieutenant de vaisseau Maupois, qui, désigné pour partir se faire tuer en Chine, a laissé tout bonnement son vaisseau partir sans lui. Pas si bête!

Mais je préfère encore bien plus l'attitude des soldats du 43e de ligne envoyés de Nevers au Creusot pour mater les grévistes. Le préfet avait donné l'ordre de charger la foule; le commandant, ayant peut-être des doutes sur la beauté du rôle qu'on lui faisait jouer, donna l'ordre, dit-on, avec mollesse. *Les soldats ne bougèrent pas, refusèrent de charger*; et le commandant n'insista pas. Si j'étais gouvernant, ce petit fait me ferait réfléchir.

Ravin, lieutenant de gendarmerie, est condamné à vingt ans de travaux forcés, pour faux et détournements.

⁂

TRIBUNAUX. — J'ai déjà raconté la mort de Rouveyrol, ce détenu roué de coups et assassiné par deux gardiens, à la prison de Toulon. Devant la cour d'assises, quatre gendarmes et un greffier, qui avaient assisté à la scène de meurtre, ont témoigné que rien, dans l'attitude du prisonnier, ne justifiait les brutalités des gardes-chiourmes. — Les jurés ont acquitté leurs chiens de garde.

Max Régis et sa bande, poursuivis pour provocation au meurtre, rébellion armée, tentative d'assassinat, etc., mais n'étant pas anarchistes, ont été acquittés.

Ivan Aguéli, qui avait été mis en liberté provisoire, a été condamné à trois mois de prison (avec sursis) et 200 francs d'amende, pour avoir protesté par deux coups de revolver contre les courses de taureaux.

R. CH.

⁂

LE MOUCHARD ANDRÉ, chef de la brigade des recherches, chargé spécialement des anarchistes, est mort mardi dernier.

Nombreux sont les camarades parisiens qui avaient été perquisitionnés par cet imbécile prétentieux, qui inutilement s'amusait à faire souffrir les compagnes des camarades tombés dans ses griffes. S'il doit avoir un successeur, souhaitons-le aussi nul.

P. D.

⁂

GRENOBLE. — *Arrestation arbitraire.* — Notre camarade Dumas, de Saint-Etienne, a fait une conférence, le 12 juillet, salle Guillet, où il a traité du sujet suivant : *La liberté en danger. Des moyens à employer pour la défendre.*

Deux jours après, sur l'ordre du procureur de la République, un mandat d'amener était décerné contre lui et il fut mis aussitôt en état d'arrestation, sans même en connaître le motif.

Ce n'est que le lendemain que nous apprenions, par les journaux de la localité, que notre camarade était arrêté sous l'inculpation d'avoir fait l'apologie de l'acte de Caserio, chose absolument fausse; il n'y avait fait aucune allusion.

On voit que les lois scélérates sont loin d'être inappliquées, comme certains le prétendent.

Voilà donc la liberté de pensée, liberté qui n'existe que sur le papier.

Et il en sera toujours ainsi tant que nous n'aurons pas fait table rase des institutions de la société actuelle et que nous n'aurons pas pris nous-mêmes ces libertés que l'on nous refuse.

BERGERON.

⁂

Mouvement ouvrier. — LES GRÈVES. — La grève du Creusot est terminée; Millerand doit être content; les éloges qu'il adressait, l'autre jour, à M. Schneider ont été entendus. Comme il l'a si bien dit, la *discipline indispensable* et l'*autorité bienveillante* du potentat se sont enfin traduites par des actes. Les 2.000 ouvriers qui avaient manifesté des velléités d'indépendance en se mettant en grève ont été renvoyés de l'usine et la plupart obligés de quitter le Creusot.

Ainsi, sous un ministère de « défense républicaine » (?), avec un socialiste au pouvoir, ce bandit qui a nom Schneider peut, avec une pareille désinvolture, priver de pain 2.000 familles, sans que personne dans la presse dite socialiste songe même à élever la voix. Que leur importe ? Millerand est ministre! Les juges au service de M. Schneider ont de plus condamné de nombreux grévistes. Tout de même, nous ne savons quels sont les plus lâches

des Schneider et des socialistes qui se taisent ou des ouvriers qui se laissent ainsi étrangler.

*
* *

Depuis près de deux mois les ouvriers de l'usine Doussin, à Fougères, sont en grève. Pour se venger, le patron avait décidé de transporter ses ateliers à Paris, ce qui n'était en réalité qu'une feinte ayant pour but de réduire les ouvriers par la misère, puisque quelques jours après le patron affameur promit à plusieurs reprises de rouvrir ses ateliers.

Mais, las d'attendre, et comprenant que leur exploiteur se jouait de leur misère, les malheureux, avec une rare énergie, ont mis complètement au pillage l'usine du Doussin en question.

Voici, d'après un journal local, le récit de cette vengeance ouvrière :

« Après avoir manifesté, non sans briser quelques vitres devant la demeure de plusieurs conseillers municipaux complices du patron, une centaine d'ouvriers se rendirent devant l'usine.

Soudain, une poussée énorme se produisit. Assaillis de coups, aveuglés par le sable et le gravier qu'on leur jetait à la figure, les gendarmes et les agents durent lâcher pied.

Alors se passa une chose sans précédent à Fougères. Vingt individus s'attachèrent à la grille et l'ébranlèrent jusqu'à ce qu'elle eût cédé. Lorsqu'elle s'ouvrit, une immense clameur retentit. Puis une centaine de manifestants envahirent la fabrique.

Tout fut mis au pillage. Des fauteuils, des chaises, des bahuts, des portes, une barrique pleine d'une poudre blanche, des bidons d'essence et de benzine, des brouettes, une voiture à bras, des échelles, des lampes électriques, des abat-jour, des factures, des registres, des débris de machines, voire des machines entières, furent jetés dans la rue par les ouvertures de la façade et brisés. Plusieurs personnes ont été blessées par ces objets.

Le concierge s'était sauvé devant les envahisseurs. Son logement a été entièrement saccagé. La literie a été jetée dans la rue, ses vêtements ont été lacérés. C'était un carnage sans nom ; certains manifestants avaient les mains en sang.

La scène durait depuis trois quarts d'heure environ, lorsque, vers 8 h. 1/2, des coups de sifflet retentirent avec des cris de : « Voilà la troupe! Sauvez-vous ! » En un rien de temps, la fabrique se vide ; tout le monde est dans la rue.

Prenant un câble électrique venant de l'usine, les manifestants le tendent à travers la rue, puis forment une barricade avec divers objets, dont une voiture, une table, etc. Quelques mètres au-dessus s'était arrêtée une petite troupe, composée de cavaliers du train des équipages à cheval et à pied, et de gendarmes à cheval, sous le commandement du capitaine Bontemps. M. le commissaire de police fit alors les trois sommations légales. Une partie de la foule se sauva, mais l'autre répondit par une grêle de projectiles de toutes sortes. »

Comme de juste, force resta à l'armée. Mais l'acte n'en était pas moins commis. Les malheureux ouvriers de Fougères, qui en temps ordinaire ont des salaires qui ne dépassent pas 2 à 3 francs, ont fait preuve en cette occasion d'un réel courage.

Depuis Millerand a fait envoyer des troupes, et toutes les rues sont gardées militairement. De plus, deux députés socialistes(!) ont été envoyés à Fougères pour mettre un frein à la fureur ouvrière. L'acte de lundi dernier n'aura pas de lendemain.

Messieurs les députés socialistes veillent sur la propriété capitaliste en apportant aux ouvriers le baume de la résignation.

Des arrestations, au hasard, ont lieu chaque jour et les condamnations vont pleuvoir dru sur les ouvriers.

Les ouvriers de Fougères ont bien mérité et leur acte de révolte sera un enseignement pour tous les exploités.

Aux dernières nouvelles : les 25 francs par jour ont trouvé une panacée. Les ouvriers inoccupés de Fougères seront employés à des travaux moyennant 1 fr. 75 par jour. Pas même le prix de l'apéritif et des cigares de ces Messieurs.

*
* *

Les lois ouvrières. — J'ai bien souvent dit ici combien MM. les patrons se moquent des lois dites de protection ouvrière ; ils ne les observent que si tel est leur bon plaisir et la plupart du temps n'en tiennent pas compte du tout.

Dans la *Petite République* je relève les faits suivants :

Il s'agit du suppléant du juge de paix de Saint-Fargeau. Ce Monsieur est propriétaire d'une scierie mécanique, où il occupe, pendant douze heures par jour, de 40 à 50 ouvriers, dont un certain nombre âgés de moins de dix-huit ans.

En agissant ainsi, ce suppléant du juge de paix viole sciemment la loi sur le travail des femmes et des enfants, mais il ne s'en tient pas là.

Qu'on en juge.

Le 7 juillet dernier, il y a eu, dans sa scierie, un ouvrier de blessé. Aucune déclaration de l'accident n'a été faite.

Le 12 juillet, nouvel accident et même « oubli » des formalités à remplir en pareil cas.

Un de ses collègues en exploitation, M. Lesire, agit avec le même sans-gêne et l'a même précédé dans cette voie. Dans la scierie mécanique que dirige ce Monsieur Lesire, un ouvrier a été, le 6 mai dernier, victime d'un accident de travail. Il a eu deux côtes cassées et aucune déclaration de l'accident n'a été faite.

Nous ne pouvons quitter le département de l'Yonne sans signaler ce qui se passe à la fabrique de cartes Grimaud. Dans son usine de Bléneau, M. Grimaud occupe, pendant onze heures et demie par jour, des fillettes et des garçons âgés de moins de treize ans. Il y a donc, là aussi, violation de la loi sur le travail des femmes et des enfants.

Le 11 juillet dernier, une fillette de treize ans a eu, dans cette usine de Bléneau, trois doigts coupés et une main absolument mutilée.

La *Petite République*, après avoir cité ces faits, ajoute :

« Mais nous croyons aussi que les ouvriers, s'ils veulent conserver les quelques garanties que leur accorde la loi, doivent surtout compter sur leur propre vigilance.

« Travailleurs, défendez-vous! »

Mais alors, à quoi bon des lois ouvrières, si les ouvriers doivent en imposer l'application aux patrons? Il nous semble que si les ouvriers sont capables d'en exiger l'application, ils peuvent être capables d'exiger beaucoup plus, et alors les lois deviennent inutiles. Inutiles, parce qu'elles ne sont jamais appliquées. Inutiles aussi, si les ouvriers doivent en exiger l'application, car ce jour-là ils pourront se passer de ces prétendues lois ouvrières et imposer aux patrons tous leurs *desiderata*.

Encore une fois, Messieurs les socialistes manquent de logique.

*
* *

Voici les dates auxquelles se tiendront les Congrès exclusivement ouvriers qui auront lieu cette année à Paris :

Du 5 au 8 septembre. — Congrès national de la Fédération des Bourses de France.

Du 10 au 14 septembre. — Congrès national corporatif.

Du 15 au 18 septembre — Congrès international corporatif.

Du 19 au 22 septembre. — Congrès international de la Fédération des Bourses.

Ces congrès se tiendront dans la grande salle de la Bourse du Travail.

Rappelons que le Congrès ouvrier révolutionnaire international se tiendra à la même époque, du 19 au 22 septembre.

P. Delesalle.

Belgique.

Me voilà réconcilié avec tous les députés. Un phénomène merveilleux a hâté l'événement. Notre troupe parlementaire a terminé sa session sans avoir tenu plus d'une demi-douzaine de séances. Les députés auraient-ils donc compris que leur absence est aussi utile à la chose publique que le serait leur présence? Toujours est-il qu'en nous honorant de leur silence relatif, ils se sont montrés dignes de la reconnaissance de tous les hommes d'idées. Aussi ne leur marchandons pas nos éloges. Les voilà donc retournés dans leurs pays ; ceux-ci n'y gagneront rien, mais, en revanche, les fastes parlementaires n'y auront rien perdu : en toutes choses, il y a des compensations. Un orateur de marque, M. Gierkens, avait été élu, ce qui le rendait heureux, sans nous déplaire ; il représentait, de plus, Verviers, sans vouloir même prétendre pour cela que tout l'honneur en était pour ses électeurs ; aussi ceux-ci ont-ils vu leurs votes légèrement triturés par la commission de vérification et l'administration des poids et mesures n'a pas même protesté : il n'y a plus de justice, mes frères! Car, jamais, au grand jamais, dans les polls démocratiques, on ne falsifia les résultats... du moins cela est-il affirmé par les intéressés. Et, naturellement, le parti socialiste de Verviers participait à ces bonnes mœurs d'impartialité « scrutinante ».

Puisque donc le baromètre parlementaire accuse un état d'équilibre à la fois stable et indifférent, où se trouve la vie populaire? Chez les patriotards, c'est tout indiqué ; les bouteilles vidées, les tonneaux mis en perce, les loques tricolores étendues en forme de tripes, sont les témoignages vivants de leur activité. Chacun, ma foi, fait ce qu'il peut, et nul ne nie que nous soyons en l'an 1900.

Les socialistes ont l'air de ne pas avoir l'air. Attendons, mes frères, et ne disons rien. Quant aux libertaires, s'ils ne soulèvent pas les montagnes, au moins ne dorment-ils pas à poings fermés : c'est *peu* de chose, soit, mais c'est *quelque* chose. Le *Réveil des Travailleurs* vogue, à pleines voiles, vers la réussite, ce dont personne ne se plaindra. Des groupes sont formés à Verviers, à Liège et dans le pays de Huy. A Bruxelles, enfin, *la jeune garde cosmopolitaine* se remue, ce qui ne réalise pas les prophéties du Servais « qui en avait purgé la ville »... en imagination surtout. Citons la fondation d'un cercle d'éducation vraiment socialiste, *l'Etude*, siégeant à Verviers. Il organise des conférences, à l'instar du Cercle d'Instruction populaire de Dison dont nous avons exposé les mérites. Mais c'est seulement en octobre que nous pourrons analyser le mouvement belge.

Flaustier.

Italie.

Foggia. — Je ne sais comment qualifier la conduite des procureurs du roi d'Ancône et de Gênes. Il est certain qu'à Ancône on a l'intention de supprimer notre presse. Les saisies continuelles de nos journaux, surtout du *Combattiamo* et de l'*Agitazione*, indiquent que les autorités ne veulent plus permettre la publication de nos journaux. La loi prescrit qu'un procès doit suivre toute saisie, mais nul procès ne suit les saisies de nos périodiques. Nous pourrions protester contre la violation de la loi, si nous ne voyions que cette violation se manifeste tous les jours, parce que la loi compte pour le peuple et non pas pour le gouvernement, qui la viole sans scrupule quand bon lui semble. Nous ne nous faisons pas, sur ce point, les illusions des socialistes, qui invoquent incessamment le respect de la loi. Mais ce qui provoque notre colère, c'est de voir que ces défenseurs de la propriété sont devenus des oiseaux de proie. Le seul but est de voler nos journaux, auxquels rien ne sert de se soumettre déjà à une censure préventive pire que celle de la Russie. Les mouchards, les carabiniers, les délégués de la sûreté publique, pénètrent, comme des harpies, à l'improviste, dans nos bureaux de rédaction, ils y mettent tout sens dessus dessous. Celui-ci prend les exemplaires imprimés, celui-là court à la typographie pour y décomposer tout ce qui lui plaît, sans rien voir, sans rien écouter, provoquant nos camarades pour avoir le prétexte de les arrêter. Mais la saisie ne suffit pas. Comment faire pour empêcher réellement la propagande? Après avoir dévalisé nos bureaux de tout ce qu'il y avait d'imprimé, on va déposer le butin, et l'on revient à l'assaut. La première fois on était venu par ordre du procureur du roi, ou de la basse police simplement ; cette fois-ci on revient par ordre de la préfecture, non contente de la première agression. On fouille alors avec plus d'arrogance ; on prend tous les papiers, articles, lettres privées ou non, cartes postales, quittances de mandats, le registre de l'administration et, par conséquent, les adresses des abonnés, des camarades, de tous ceux qui ont des relations avec le journal et ses rédacteurs. C'est ce qui arriva à l'*Agitazione* le 7 courant.

En attendant, nos camarades ne se découragent pas. Nous combattons pour le droit à l'existence de nos idées, à la libre manifestation de nos pensées. Celles-ci ne peuvent pas être comprimées. C'est pourquoi si les malfaiteurs préposés au gouvernement, je voulais dire à la spoliation de l'Italie, nous persécutent sans nous donner un instant de répit, nous ne leur donnons pas de trêve. Nous ne laissons aucun abus sans protestation et, de la sorte, le public sympathise toujours davantage avec nos idées, qu'il apprend à connaître. Jamais la presse anarchiste, malgré la muselière que lui passe l'autorité, n'avait montré autant de vitalité. Lisez la *Petite correspondance* de nos journaux, vous y remarque-

rez un mouvement que personne de nous n'espérait dans ce moment. Le nombre des nouveaux anarchistes ne se compte plus; bien des collectivistes viennent à nous, en faisant des déclarations qui sont des invitations pour leurs anciens camarades. Les faits le démontrent clairement. Outre les journaux que les lecteurs des *Temps Nouveaux* connaissent déjà, on annonce le *Risveglio* à Florence, le *Giornale del Popolo* à Rome, le *Pro-Innocenti* à Viareggio. Même pour Foggia, bien des camarades m'ont offert les moyens matériels et intellectuels pour l'impression d'un journal — ce que je ferais certainement, si, dans quelques mois, je ne devais pas rentrer en prison, pour y payer en nature une ancienne amende de 1.500 francs. En somme, on peut être sûr que notre tâche, nos efforts, nos souffrances, nos sacrifices ne sont pas perdus.

Et, en vérité, nul moment n'est plus propice pour la propagande, car le peuple commence à se lasser. Dans cette région-ci, *on fait la faim*; la récolte du blé a été, cette année, insuffisante et mauvaise, le prix du pain est augmenté. A Naples, le renchérissement du prix du pain aussi a produit un mécontentement si aigu que le conseil municipal a été obligé d'y pourvoir immédiatement par crainte de désordres. Partout ailleurs, il arrive des petites manifestations symptomatiques. C'est pour cette raison que les conservateurs les plus intelligents, tout en reconnaissant l'inutilité des mesures politiques contre les *subversifs*, conseillent au gouvernement « l'étude et l'application de lois d'ordre économico-social ». Ugo Pisa a dit cela dans la *Nuova Antologia*, l'une des plus grandes et des plus vieilles revues d'Italie. Et le sénateur Nobili-Vitelleschi, après avoir dit, dans la même revue : « Les anarchistes sont du moins logiques dans leurs objectifs et dans la manière de les atteindre », ajoute que personne ne peut nier l'augmentation des représentants des partis révolutionnaires, surtout des socialistes et des anarchistes, et qu'il est nécessaire, en conséquence, que les libéraux sincères s'unissent aux cléricaux pour rendre efficace l'effort des partis de l'ordre, s'opposant à la débâcle menaçante (1). Un autre, célèbre écrivain conservateur, Léopold Franchetti, déplorant que le gouvernement veuille maintenir l'ordre « en réprimant par la force les trop fréquents mouvements populaires, provoqués par des tyrannies locales, ineptes, malhonnêtes et spoliatrices », tandis qu'il devrait purifier « l'Etat qui sacrifie l'intérêt général à ceux d'une petite clientèle », conseille, en attendant, l'union de la bourgeoisie au parti radical pour vaincre la guerre engagée contre le prolétariat niveleur (2).

Qu'est-ce que tout cela vous prouve? Je crois que la confusion règne dans le parti politique dominant. Ces pauvres gens ne savent plus à quel saint se vouer pour éviter l'effondrement définitif de l'édifice social. En voyant diminuer le nombre de leurs brebis résignées à se faire tondre sans même oser gémir, ils demandent l'aide de ces cléricaux qu'ils ont toujours conspués, ou des radicaux dont ils ont toujours été les plus mortels ennemis, sans calculer que Félix Cavallotti, l'ancien chef des radicaux, fut tué par un des leurs, dans un duel que l'on croit avoir été combiné pour se débarrasser de lui.

Mais que la classe exploiteuse s'unisse à qui que ce soit, cela nous importe peu. Notre besogne, à nous, consiste à profiter de l'incident le plus petit pour traduire nos pensées en action. Peut-être l'occasion n'est-elle pas éloignée. Le départ de 2.000 soldats pour la Chine a été annoncé, à coups de tambours et avec des feux de joie, par la presse mercenaire. Tout ce fracas n'a pas réussi à cacher les pleurs des mères italiennes, qui n'ont pas oublié l'Afrique. Mais je reviendrai sur ce sujet dans ma prochaine correspondance.

ROBERTO D'ANGIÓ.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe Germinal. — Le groupe rappelle aux camarades qu'il y a réunion tous les samedis soir, à 8 heures, rue Paul-Bert, 26, café de l'Isère.

Samedi 4 août, distribution de manifestes contre la guerre. Nous espérons que les camarades seront exacts.

(1) *Nuova Antologia*, 1er décembre 1899 et 16 juin 1900. Ce sénateur écrit aussi : « Quelle quel soit la forme que l'Etat assume, elle est toujours une limitation de la liberté. »

(2) *Nuova Antologia*, 1er juillet 1900.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — Samedi 4 août 1900, à 8 h. 1/2 précises, représentation privée de : *Mais quelqu'un troubla la fête*, de Louis Marsolleau. La pièce sera jouée par la troupe du Théâtre libertaire.

On trouve des cartes d'invitation, 26, rue Titon. Il sera perçu 0 fr. 25 pour frais de vestiaire.

⁂

QUATRE-CHEMINS-AUBERVILLIERS. — Tous les camarades anarchistes de la banlieue nord sont priés de venir à la réunion des libertaires des Quatre-Chemins, samedi soir, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier. Conférence par Libertad : L'Ami du peuple.

⁂

Bibliothèque libertaire de Montceau-les-Mines. — Le groupe de la Bibliothèque informe les camarades que les livres sont prêtés gratuitement à tous ceux qui en font la demande. S'adresser chez le camarade Guillon, tailleur, rue du Nord.

Tous les jeudis soir, à 8 heures, une causerie a lieu. Tous ceux qui s'intéressent à la question sociale sont invités à y assister.

⁂

LYON. — Les détenteurs de listes de souscription des *Temps Nouveaux* sont priés de les rapporter au camarade Allière.

⁂

AMIENS. — Les camarades qui veulent prendre part à la ballade champêtre sont priés de se réunir à l'Esplanade Beauvais, dimanche 5 août, à 8 h. du matin.

⁂

Les camarades du *Groupe international* nous ont remis un certain nombre de placards *Contre la guerre*; nous les tenons à la disposition des camarades contre les frais d'envoi.

Nous n'en avons que quelques cents.

⁂

BORDEAUX. — Samedi 11 août, à 8 h. 1/2 du soir, réunion du groupe, 13, rue Porte Basse, chez M. Séré.

Lecture du drame *Les Mauvais Bergers*, d'Octave Mirbeau, par le camarade Pailhé.

⁂

EPINAL. — Mardi 7 août, réunion chez Loquier, 9, rue Aubert, à 9 heures du soir : Organisation d'une conférence de Liard-Courtois.

Tous les camarades comprendront la grande portée d'une conférence en notre ville : il y a des énergies et des intelligences qui s'ignorent, à nous de faire tout notre possible pour les amener à nous.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Devoir, poème par René Delaporte; 1 plaquette, 1 fr., chez Ch. Caron, éditeur, 16, rue du Moulin-des-Prés, Paris.

Michel Bakounine et la philosophie de l'anarchie, 1 plaquette, 1 fr., chez H. Lamertin, éditeur, rue du Marché-au-bois, 20, Bruxelles.

Le Journal d'une femme de chambre, par Octave Mirbeau; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle, Paris.

A lire:

La Belle Société, par Urbain Gohier; *Aurore* du 30 juillet.

Assassinat politique, par Albert Goullé; *Aurore*, 1er août.

NOTRE CONFÉRENCE

C'est le 23 octobre qu'elle aura lieu, à 8 h. 1/2 du soir, salle des *Sociétés Savantes*, rue Serpente.

Le camarade Liard-Courtois racontera ses *Souvenirs du bagne*.

Le prix d'entrée sera de 0 fr. 50 et donnera droit au tirage de la tombola qui clôturera la séance.

Nous faisons appel aux camarades pour nous aider, dès à présent, à placer des cartes.

Nous avons reçu quelques nouveaux lots; nous en donnerons la liste ultérieurement.

VIENT DE PARAITRE

Pierre Lavroff, publication du groupe E. S. R. I., dans nos bureaux 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Le Tolstoïsme et l'Anarchie, publication du groupe E. S. R. I., dans nos bureaux 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross; 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Aux femmes, par U. Gohier, couverture de Lebasque; 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Aux travailleurs. — *La Grève*, 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Le 5e fascicule des chansons qui contient : *J'n'aime pas les sergots*, avec musique; *Heureux Temps; Le Drapeau rouge*, etc. Le numéro, 0 fr. 10; le cent 4 fr. 50.

PETITE CORRESPONDANCE

J. A., à Lyon. — *L'Amour libre* et *L'Individu et la Société*, 2 fr. 75; *Les Gaspillages des sociétés modernes*, 5 fr. L'abonnement ne nous a été payé que pour 6 mois; nous l'avons servi pendant huit. Nous ne pouvions faire mieux.

G., Le V. — C'était un oubli, vous avez bien fait de me le réclamer, avons envoyé le deuxième numéro.

Merci au camarade qui nous a envoyé les nos 12 et 32.

Reçu pour la brochure à distribuer : Valentin, 0 fr. 50; Coudert, 0 fr. 50; Mandrit, 0 fr. 25; Barnier, 0 fr. 25; G. S., 0 fr. 25; Excédent d'écot, 0 fr. 25. Total : 2 francs.

Reçu pour le journal : D., 0 fr. 50. — N., Zurich, 2 fr. 50. — E., à Rio-de-Janeiro, 20 fr. — Merci à tous.

D., à Tourcoing. — G., à Berne. — T., aux Issers. — L., à Epinal. — B., à Berne. — T., à Fougères. — D., à Avignon. — S., à Pezenas. — G., à Paris. — C., à Paris. — R., à Paris. — V. B., à Paris. — C., à Paris. — De M., à Paris. — L., à Nancy. — B., à Rennes. — S., à Verviers. — P., à Gilly. — L., à Verviers. — M., à Thisnges. — R., à Marseillan. — Reçu timbres et mandats.

COLLECTION DE 30 LITHOGRAPHIES

En éditant ces dessins, nous poursuivons un double but : aider à la diffusion du goût artistique parmi les travailleurs, y trouver ensuite un supplément de ressources pour notre propagande.

Pour le premier point, c'est du temps et de la patience; malgré le talent des camarades artistes qui ont répondu à notre appel, ce n'est pas en un jour que l'on arrive à déraciner le mauvais goût que toute l'organisation engendre.

Nous avons mis cependant cette édition au plus bas marché possible, mais nos tirages restreints nous rendent la lutte difficile contre les chromos à deux sous que prodigue « l'art » bourgeois.

Malgré les difficultés de la situation, notre collection sera bientôt complète. Plus qu'une dizaine de dessins à publier.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous en reste un certain nombre à vendre des tirages antérieurs, et qu'ils nous faciliteront la besogne en nous aidant à les placer.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro*. — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac* (épuisée). — **L'Aube**, *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore**, *par Vuillaume*. — **Les Errants**, *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul*. — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce*. — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier*. — **Ah! les sales Corbeaux!** *de J. Hénault*. — **La Guerre**, *de Maurin*. — **Epouvantails**, *de Chevalier*. — **Capitalisme**, *de Comin'Ache*. — **Education chrétienne**, *de Roubille*. — **Souteneurs sociaux**, *par Delannoy*.

Provocations, *par Lebasque*, que l'imprimeur vient de nous livrer.

Prix de la lithographie, 1 fr. 40, franco. — Tirage d'amateur : 3 fr. 40.

Nous n'avons plus qu'une collection de luxe : 100 fr. les 20, et trois en édition ordinaire : 50 fr.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 16

DIX CENTIMES

DU 11 AU 17 AOUT 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA CONSCIENCE DE L'HUMANITÉ

Comme de raison, la presse bourgeoise fait une campagne féroce contre les anarchistes, et la presse anglaise se distingue entre toutes par sa brutale férocité. Ceux des journaux qui, par leurs correspondances de Milan et les lettres d'Ouida, avaient le plus contribué à faire connaître toutes les horreurs des massacres de l'an passé et à démontrer la responsabilité du roi Humbert dans ces massacres, ces mêmes journaux nous disent aujourd'hui : « L'emprisonnement jusqu'à la mort pour Bresci — quelle bagatelle! La guillotine — quel enfantillage! La science ferait faillite, si elle ne savait inventer quelque moyen efficace pour prolonger les souffrances de Bresci et de ceux qui seraient portés à l'imiter. »

Là est toute la morale bourgeoise.

On l'avait essayé, cependant, en Espagne. Pendant deux ans, nos frères furent livrés, à Montjuich, aux bourreaux de la Sainte Inquisition. Sans rien demander à la science, ceux ci avaient su « prolonger leurs souffrances » : le nerf de bœuf, le fer rouge, les vis enfoncées dans les chairs leur avaient suffi pour infliger à nos frères des souffrances inouïes.

Et le résultat fut — un réveil si général de la conscience humaine, d'un bout à l'autre du monde civilisé, — un réveil si puissant et si unanime chez le peuple espagnol, que les bourreaux eux-mêmes furent forcés de lâcher leurs victimes et de leur rendre la liberté, en les priant, en les suppliant de pardonner. Et en ce moment même, alors que la presse verse tant de larmes sur les hautes victimes du siècle, personne n'ose même prononcer le nom du ministre qui octroya les tortures; elle ne trouve pas une seule larme pour Canovas del Castillo.

C'est qu'il y a quelque chose de plus puissant que tout le reste, quelque chose qui domine tous les intérêts de classes, — la conscience de l'humanité.

Rien de mystique en elle. Pourquoi parler de « voix du dehors, ou d'un « souffle divin » — alors qu'un sentiment de justice, développé en nous par toute cette longue évolution de la race humaine, suffit pour l'expliquer? Mais ce sentiment existe et il nous révolte — vous, moi, chacun de nous, — lorsque nous voyons toute justice foulée aux pieds, tous les principes qui nous sont chers jetés par-dessus bord, et les forts du jour écrasant, fusillant, broyant le peuple qui ne demande que sa part du pain qu'il a fait pousser à la sueur de son front.

Il y a des moments où cette conscience s'assoupit chez toute une classe, toute une génération, toute une nation. Mais il y a aussi des moments où elle se réveille dans une classe, une génération, un peuple, et alors il n'y a pas de législation, il n'y a pas de tortures au monde, qui puissent empêcher un homme, une femme, peut-être même un enfant, de s'en rendre l'expression.

Comment la vengeance l'empêcherait-elle? Comme si, dans le cours de ce long martyrologe des peuples, l'histoire de l'humanité, les riches et les puissants ne se sont pas assez vengés des révoltés sortis des rangs du peuple! Nommez-les, imaginez-les seulement, la souffrance, la torture, le raffinement de torture, qui ne furent pas infligés à ces révoltés? Mais, devenue principe, la vengeance ne fait que ranimer la vengeance. Seraient-ce donc les vengeances des masses populaires que l'on chercherait à réveiller?

La conscience humaine parle. Elle demande à hauts cris la fin des crimes sociaux qui ne deviennent que trop criants de nos jours. Elle ne veut plus voir les affamés broyés par les balles et la mitraille dans les villes et les campagnes; elle se révolte, à la vue des petites nations écrasées par les grandes, des canons triomphant sur *tous les principes*, du brigandage élevé à l'état de vertu, de l'insolente richesse spoliant, abrutissant et méprisant le travailleur, de toutes les iniquités sociales qui passent sous nos yeux...

Trop de crimes *triomphants* s'affichent, l'air hautain, devant les peuples pour que la conscience de l'humanité ne se réveille pas et ne parle d'une façon ou d'une autre, et pour que sa voix ne *monte toujours en grandissant*, amenant enfin la revision complète et l'extinction de tous ces crimes par la révolution sociale.

PIERRE KROPOTKINE.

ILLOGISME!

(CHEZ LES ANARCHISTES)

Ce qui, par-dessus tout, je crois, explique le maintien de l'état social faux et vicié dont nous souffrons, à travers toutes les transformations que l'on a tenté d'y apporter, c'est l'impossibilité pour les individus de se tenir dans une logique absolue, leur tendance à exagérer ce qui leur plaît, à amoindrir ce qui les gêne. Cela se comprend, du reste; les relations de la vie sont si compliquées, qu'il est impossible d'acquérir assez d'expérience pour comprendre et analyser tous les phénomènes qui déterminent un fait. Chacun ne raisonne et n'agit que selon sa propre expérience, et, comme cette expérience est limitée, il s'ensuit des actes et des raisonnements plus ou moins équilibrés.

Ces réflexions me sont suggérées par les polémiques qu'a soulevées l'exécution d'Umberto, et chez les anarchistes et chez les bourgeois.

Voyons d'abord les anarchistes.

Ce sont d'abord certains groupes anarchistes d'Italie qui ont déclaré repousser toute solidarité avec Bresci. Ceci n'était guère brave, et inutile comme prudence, car l'autorité n'en tiendra certainement nul compte. Ne suffit-il pas d'être anarchiste pour être considéré, par l'autorité et la grande masse des imbéciles, comme un criminel ou un fou? Alors, à quoi bon faire chorus avec les stipendiés et les imbéciles?

∴

Certes, lorsque, comme les anarchistes à l'heure actuelle, on doit servir non pas de paratonnerre, mais de but aux foudres autoritaires, payer de sa liberté les actes des autres, il est très désagréable de penser que, pour rester libre, il faut que nos oppresseurs puissent se coucher chaque soir sans avaries, qu'il ne se trouvera pas d'impatient qui vienne, dans un accès d'énervement, fracasser les potiches du salon.

Mais chacun de nous n'est qu'une quantité négligeable de l'humanité. Les événements se déroulent sans tenir compte de nos petits besoins, sans se soucier de nos chétives individualités.

Pour les juger, il faut faire abstraction de nous, de nos courtes vues, de nos petites misères. Il faut, autant qu'il nous est possible, tenir compte de tous les faits antérieurs qui les ont préparés, rendus inévitables.

Comme je l'écrivais au lendemain de l'attentat du Liceo, tous, nous sommes solidaires de ce qui s'accomplit dans l'ordre social, responsables, dans la mesure de nos actes, du mal qui s'accomplit comme du bien qui se fait.

Aussi le président des assises, dont je ne me rappelle plus le nom, qui dirigeait les débats du procès des Trente, s'empressa-t-il de lire, aux débats, un extrait de cet article, où j'invoquais cette responsabilité.

A ma demande de lire la suite de l'article, il dut avouer qu'il ne l'avait pas! Signe évident que l'extrait lui avait été donné, sans qu'il ait lu l'article, ou qu'il n'avait pris que ce qui pouvait lui être utile, ce qui prouve, dans un cas comme dans l'autre, que la justice humaine n'est que la satisfaction d'une rancune, une obéissance à l'autorité.

Dans cette suite je démontrais que, si nous, anarchistes, étions, pour notre *part*, solidaires des actes de révolte, le patron l'était aussi pour sa rapacité à exploiter ses semblables, le gouvernant par son oppression, le juge par le concours qu'il lui apporte; celui qui réclame une société meilleure, aussi bien que celui qui veut perpétuer un ordre de choses dont tout le monde souffre; celui qui crie contre l'injustice

aussi bien que celui qui l'approuve. Nous subissons non seulement le contre-coup de nos actes, mais aussi celui des actes des autres.

Les rapports sociaux sont un réseau d'actions et de réactions qui se superposent les unes aux autres, s'enchevêtrent de façon qu'il nous est impossible de trouver les causes vraies de l'acte qui s'accomplit sous nos yeux, son point de départ étant peut-être dans une pensée émise il y a des siècles, dans l'acte d'un ancêtre.

***

Mais s'il y a les anarchistes qui se dérobent, il y a ceux qui s'imaginent qu'il suffit qu'un acte s'accomplisse pour que, désormais, il soit sacré, indiscutable; devant lequel il n'y a plus qu'à entonner le chant du triomphe, la danse du scalp.

Une de nos abonnées, une camarade sûrement sincère et dévouée, nous reproche de ne pas nous être enthousiasmés à outrance, de ne plus être qu'un journal bourgeois.

Certes, nous sentons combien la vengeance est douce, à ceux qui souffrent; nous nous rendons compte de la satisfaction que peut éprouver celui qui a peiné, souffert, n'a connu que la misère, lorsqu'il apprend qu'un de ses maîtres a reçu enfin le prix de ses actes.

Mais la vengeance est stérile. A part la satisfaction passagère de voir un de ses maîtres par terre, cela ne répare pas le mal accompli, cela n'empêche pas les puissants qui restent, de continuer à le perpétrer.

Et, comme aux *Temps Nouveaux* nous n'écrivons pas pour le plaisir d'enfiler des phrases, pour flatter des rancunes, ou chatouiller la fibre sensible de tel groupe de lecteurs, nous laissons aux nationalistes, aux dirigeants, aux bourgeois le monopole de « hurler à la mort ».

***

Lorsque nous nous trouvons en présence d'un fait social, nous l'analysons, l'étudions, afin d'en tirer les enseignements qui en découlent. Comme celle des autres, notre expérience est restreinte, nos connaissances limitées, peut-être nous arrive-t-il de passer à côté de la vérité. Nous apportons seulement notre quote-part de travail pour sa recherche.

Oh! certes, je l'avoue, il y a des impunités scandaleuses. Quand on pense que des individus, pour des intérêts privés, de classe ou de parti politique, s'acharnent à maintenir l'exploitation et l'oppression, à déchaîner des guerres où se massacrent les forces jeunes et vigoureuses des peuples, on peut, parfois, se demander si jamais la justice, la solidarité et la concorde prendront place parmi les humains.

Mais en quoi le châtiment de l'un d'eux changerait-il la situation?

Un des meilleurs arguments contre la peine de mort et, en général, contre tout châtiment, est qu'elle n'a jamais prévenu le moindre crime.

Un acte individuel peut, en certains cas, objecte-t-on, être le signal d'une révolution? — D'accord, si cet acte se produit au moment psychologique où les esprits, inquiets, n'attendent que l'occasion propice pour agir. Mais alors le prétexte le plus futile suffit le plus souvent pour soulever les foules.

S'il devance le moment, il reste, il est vrai, une protestation isolée, venant rappeler aux puissants de notre monde que, quelle que soit la hauteur de l'échelon social où l'on s'est perché, on n'est pas toujours à l'abri de la responsabilité de ses actes, ou de ceux que l'on a couverts ou autorisés. Mais c'est tout!

***

Si nous en croyons les journaux bourgeois et cela, après tout, est peut-être vrai, — les rois, s'ils se placent en dehors de l'humanité en voulant s'en faire les maîtres, ne sont après tout que des hommes comme les autres, ayant leurs bons et leurs mauvais côtés.

Donc, d'après les journaux bourgeois, Umberto aurait été animé des meilleures intentions. Il voulait sincèrement le bien de « son peuple », désirait faire régner l'ordre, la justice, croyait aux vertus du régime parlementaire, n'avait qu'un but, rendre tout le monde heureux!

Le résultat de tout cela s'est traduit par la progression constante des charges sur le peuple, d'une misère noire pour les travailleurs des campagnes et des villes; les abus les plus criants de l'autorité, les persécutions les plus injustes, les coups d'Etat parlementaires contre ce que l'on est convenu d'appeler la volonté du pays, puis, brochant sur le tout, les massacres de Milan!

On peut avouer qu'une bête féroce n'aurait pas fait pis. Ce qui démontre bien que, devant la force des événements, la volonté bonne ou mauvaise des individus ne compte que pour fort peu de chose, et que l'acte accompli, lui aussi, n'a d'importance que par lui-même, et non de par la volonté de l'individu, si celui-ci s'est trompé dans le choix de son action.

***

Si les républicains avaient été assez forts pour prendre le pouvoir, la mort d'Umberto eût pu être le signal de l'avènement de la république. Mais on a vu que, loin de vouloir profiter de la vacance, les républicains ont tenu à témoigner de leurs regrets de la mort de celui qu'ils combattaient la veille à outrance.

Mais la république au pouvoir, qu'en serait-il résulté? Quelques libertés politiques un peu plus grandes pour nos camarades, chose qui n'est pas à dédaigner, certes, mais la situation économique n'aurait été en rien changée. La bourgeoisie ayant hérité des dettes de la monarchie, en prenant sa place, aurait continué à écraser le travailleur d'impôts, l'exploitation aurait suivi son cours, il n'y aurait eu qu'un mensonge de plus, et, devant les réclamations qui auraient grandi avec le mécontentement, les bourgeois auraient essayé de reprendre les libertés accordées.

Aurait-ce été un bien, aurait-ce été un mal? Qui peut le dire? Pour juger des événements, il faut le recul de l'histoire. Lorsque nous en parlons, nous ne pouvons avoir que la prétention de donner notre impression du moment. Attendons qu'ils aient donné tout leur effet pour pouvoir en parler en connaissance de cause.

J. GRAVE.

UNE RÉPONSE

Je reçois la lettre suivante d'une lectrice indignée :

« Je viens de lire votre article « Tirez fort, visez juste ». Je regrette profondément que vous n'ayez pas eu le courage de vous taire; c'est la seule attitude que vous puissiez avoir. La crainte de n'avoir plus de « canard » pour aligner des mots et des phrases vous a fait prendre une vilaine attitude.

« Si je vous posais cette question : Comment voulez-vous qu'on attaque la propriété? vous vous en tireriez par une multitude de sauts qui dureraient plusieurs colonnes de journal. Aussi, n'étant pas une naïve, je ne vous pose pas la question et j'en reste à ma douloureuse impression, et je vous engage une autre fois, en pareille occurrence, à avoir le courage de vous taire. Et c'en est un, surtout pour un écrivain. »

Je ne répondrai pas à ce qui m'est personnel, bien que j'estime qu'un « écrivain » ne doive jamais taire sa pensée, quand bien même celle-ci devrait lui attirer les foudres des anarchistes les plus purs et les plus orthodoxes. Ne reconnaissant aucun dogme ni aucun évangile, je ne consentirai jamais à me plier à ce formalisme fort en honneur dans un certain monde anarchiste et qui consiste, à tout acte de violence, à se prosterner la face contre terre en entonnant un dévotieux hosannah. Je revendique le droit, et je le prends, d'apprécier les actes de mes contemporains, surtout quand ils se revendiquent de l'anarchie. Je n'ai pas caché mon admiration pour le courage de l'homme qui sacrifie sa vie pour donner un exemple à l'humanité. Donc, pour le reste, que les magisters anarchistes me fichent la paix. Aucun d'eux ne m'empêchera de mesurer le degré d'utilité de n'importe quel acte de révolte.

Quant à la question de la propriété, je renverrai mon aimable correspondante aux articles que j'ai publiés dans les *Temps Nouveaux* (nos 37 et suiv. de la 3e année) sur la *coopération communiste*. J'y signalais la tentative faite par quelques camarades, et qui me paraît d'une excellente tactique. La bourgeoisie est arrivée à acquérir une force suffisante pour déposséder la féodalité, en s'organisant en communes libres. Les communes anarchistes pourraient porter une sérieuse atteinte à l'ordre économique actuel. Ce serait là une tactique. Il y en a d'autres certainement. Ma correspondante pourrait aussi à cet égard consulter avec fruit les camarades qui ont tenté de fonder des colonies anarchistes.

Pour terminer, et pour ne pas rester, moi aussi, sur « une douloureuse impression » à l'égard du courage de ma correspondante, je lui poserai à mon tour une question.

La lettre que je reçois est signée d'un nom polonais. La Pologne est, de tous les pays, celui qui a le plus souffert du despotisme des pires tyrans, qui la tiennent sous le talon de leur botte. Comment se fait-il, aimable et courageuse théoricienne du régicide, que le czar soit encore en vie et que, nouvelle Judith, vous n'ayez pas déjà vengé et votre pays et les milliers de Russes victimes des sanguinaires Romanoff?

ANDRÉ GIRARD.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA PAIX. — Un grand congrès interparlementaire s'est réuni à Paris pour y discuter les bases d'une entente internationale pour la paix.

Comme toujours, il n'est rien sorti de cette parlotte, sinon un ordre du jour platonique en faveur des Boers. Ils sont comme ça, dans le monde, quelques douzaines de bourgeois qui font profession de sentiments pacifiques, mais qui, chacun dans son propre pays, approuvent les actes de brigandage qui se commettent au nom de l'honneur national. Je n'en veux pour preuve que les difficultés considérables que l'on a éprouvées à mener à bien cette délibération en faveur des Boers. Il y avait, paraît-il, à ménager les susceptibilités des délégués anglais qui, s'ils avaient été de sincères partisans de la paix, auraient été les premiers à s'élever contre la guerre entreprise par les financiers de leur pays. Mais que fût devenue la solidarité nationale?

C'est bien pour cela que la paix ne régnera que le jour où les peuples, las de l'appeler platoniquement de leurs vœux, l'imposeront eux-mêmes à leurs gouvernants, en pendant, comme le dit fort bien Bradamante dans l'*Aurore*, « l'homme d'Etat qui parlerait de conduire un peu les citoyens à la boucherie ».

***

Autre chose. On a remarqué à ce congrès interparlementaire l'absence des parlementaires socialistes; et on l'a expliquée en disant que ces Messieurs

sont absorbés par l'organisation de la lutte des classes.

Une caste, aux ordres des chacals de la finance, ruine les peuples en leur imposant une organisation destinée par-dessus le marché à les massacrer de temps à autre. C'est la *classe* des travailleurs qui *seule* fait les frais de cette organisation et de ces massacres, et leur abolition n'a aucun rapport avec la lutte des classes.

C'est, du moins, ce que l'on pense au Comité de la rue Portefoin — nom symbolique et qui paraît choisi à dessein.

∴

Régicide? — Un nommé Salson s'est précipité sur la voiture du shah de Perse en brandissant un revolver. Arrêté et désarmé, il refuse de parler.

Les bruits les plus étranges courent sur lui et sur les préparatifs de son acte. D'abord, son revolver avait été limé avec soin, de telle façon qu'aucune cartouche ne pouvait partir. Puis on représente Salson comme ayant rendu des services à la police et avoir, de ce fait, été libéré de la surveillance dont auparavant il était l'objet. D'un autre côté, des lettres de lui sont publiées, lettres adressées à sa mère et emplies de dévotion. Enfin, certains laissent entendre qu'il ne serait autre que l'assassin de Labori, etc.

Tout cela est bien obscur : attendons.

André Girard.

∴

L'Honneur militaire. — H. B... ex-lieutenant de vaisseau, est condamné à 3 ans de prison pour détournement de 14.600 francs, appartenant à la compagnie des marins vétérans de Toulon.

La Justice militaire. — Berger, soldat au 5e bataillon d'Afrique, est condamné *à mort* par le conseil de guerre de Tunis. Son crime? Avoir lancé sur le président un bouton de veste...

R. Ch.

∴

Lyon. — *Liberté de penser.* — Lyon s'est réveillé, nous voyons chaque jour surgir de nouveaux adhérents à nos groupes et bibliothèques libertaires, et cela grâce à l'active propagande faite par camarades et compagnes dévoués. L'art d'affichage, de distribution de journaux, brochures, etc., ne nous est pas inconnu; aussi la gent policière, effrayée de l'extension de notre propagande et des bons résultats acquis, se mit à son tour en campagne et, de ce pas, vint me rendre visite, me questionnant et demandant quantité de renseignements, lesquels (comme vous le pensez) je m'empressai de donner. Après une tentative auprès de mon patron, qui n'eut pas pour eux beaucoup de succès, ils se retirèrent. se promettant de revenir me voir. Donc, à quand le cambriolage??

Avis aux amis et connaissances.

Jean Allière.

∴

Mouvement ouvrier. — Les grèves. — Les ouvriers chauffeurs et soutiers ayant refusé la semaine dernière de faire un supplément de travail à bord du paquebot *La Bretagne*, la Compagnie porta plainte contre 51 ouvriers, inscrits maritimes, qui, séance tenante, en vertu de décrets datant de... Colbert, furent condamnés à quinze jours de prison. Devant l'imbécillité d'une pareille mesure, le ministre de la marine donna l'ordre de les relâcher au bout de quarante-huit heures. Depuis, la grève s'est étendue, et le paquebot qui devait partir samedi a dû rester au port.

La grève tente de se généraliser, les garçons de cabines, puis les matelots font cause commune avec les chauffeurs, tous réclament une augmentation de salaire. De plus, par une propagande habile, les ouvriers ont amené le personnel d'autres navires à faire cause commune avec eux, à tel point que la grève menace d'être générale au Havre.

Comme de juste, la gendarmerie veille et des collisions ont eu lieu. De nombreux navires sont immobilisés, et la situation très tendue. J'aurai, je l'espère, l'occasion d'y revenir la semaine prochaine.

∴

Au Creusot. — Grâce à « *l'autorité bienveillante* » de l'usinier-roi cher à Millerand, la terreur règne en maîtresse. Exactement 1.600 ouvriers ont été renvoyés à la suite des dernières grèves. Les gardiens de l'usine, *armés de revolvers*, ne se contentent pas de surveiller à l'intérieur de l'usine, ils font maintenant des tournées en ville.

Il est certain à présent que si le sang n'a pas coulé au Creusot comme à Chalon-sur-Saône, c'est que les soldats ont refusé de tirer. Depuis les patrouilles militaires sont commandées par des gendarmes, et deux gendarmes sont dans chaque chambrée pour surveiller les soldats, dont un certain nombre sont originaires du Creusot. On ignore exactement le nombre d'arrestations et de condamnations qui ont eu lieu. Tout cela est tenu caché : ainsi en a décidé le seigneur dont Millerand, ministre socialiste, célébrait la dynastie l'autre jour. La patience ouvrière a sans doute des bornes. A force de provocations, Schneider III l'apprendra peut-être un jour?

∴

Battage. — Le C. G. proteste!!

Le Comité général socialiste, après avoir entendu le compte rendu des récents événements du Creusot, fait par ses délégués, les citoyens Allemane et Andrieux, proteste contre les arrestations en masse, les condamnations nombreuses et les mauvais traitements dont sont victimes les travailleurs.

Il décide que, dès demain, une démarche sera faite auprès du président du conseil par les citoyens Groussier, Renou, Viviani, Zévaès, députés, Allemane et Andrieux, pour le rappeler au respect de la neutralité gouvernementale en matière de grève, affirmée sous l'Empire par les républicains, et lui demander de prendre immédiatement les mesures suivantes :

1° Fin des arrestations arbitraires pratiquées par la gendarmerie;

2° Fin des traitements inhumains infligés aux prisonniers;

3° Mise en liberté des citoyens contre lesquels aucun fait délictueux n'a pu être relevé.

Le ministre, comme de juste, a promis tout ce qu'ont voulu ces Messieurs. Et depuis l'on n'a plus entendu parler de rien.

Compère et compagnie. Les ouvriers seront-ils toujours dupes d'une pareille bande?

∴

Lois ouvrières. — Jusqu'à ce jour, l'Etat avait eu le monopole de la bonne exécution(!) des lois. Il y a, paraît-il, exception en faveur de Messieurs les exploiteurs en ce qui concerne l'application des lois dites ouvrières, témoin cet extrait de la *Petite République socialiste* :

« Les travailleurs doivent non seulement exiger l'application intégrale des lois ouvrières, mais encore veiller à ce que, dans les ateliers et usines, les règles de l'hygiène prescrites par les lois et décrets soient scrupuleusement observées. Négliger cette condition essentielle de la santé, c'est faire preuve d'une coupable indifférence. »

Le journal socialiste (!) engage les ouvriers à se faire les dénonciateurs de leurs patrons.

Mais alors, à quoi bon un ministre socialiste, s'il ne sait même pas exiger lui-même l'application de ses lois?

P. Delesalle.

Hollande.

La grève des débardeurs et charretiers de Rotterdam qui paralysait pendant plusieurs jours le commerce de la ville est terminée sans victoire pour les ouvriers, mais le mouvement fut tout de suite suivi par un mouvement de grève du même genre parmi les ouvriers du port à Dordrecht.

Il est à déplorer, pour le bon succès de la lutte, que ce soient surtout les social-démocrates, les « parlementaires », — comme le député à la seconde chambre *Van Kol* — qui aient été à la tête de ces mouvements grévistes.

Pour une grande partie c'est là la faute de certains camarades révolutionnaires qui prêchent que « *toute amélioration de la situation des masses sert surtout au maintien et au renforcement de la société existante* » (Voir la déclaration de principes de l'Association des socialistes libres d'*Amsterdam*). Cela n'est pas seulement absolument faux, mais cette erreur a causé déjà beaucoup de mal en faisant croire, à tort, à nombre d'ouvriers organisés que tous nos camarades révolutionnaires de Hollande sont hostiles aux grèves et à toute organisation syndicale des ouvriers. Puissent les mouvements grévistes, qui maintenant, en Hollande, sont à l'ordre du jour, guérir un peu quelques camarades trop sectaires et trop individualistes là-bas d'une phraséologie purement théorique qui commence à fortement gêner le mouvement révolutionnaire.

Suisse.

Berne. — *Hypocrisie helvétique.* Après avoir livré directement aux soldats du roi Humbert, il y a deux ans, quelques centaines d'ouvriers italiens qui voulaient prendre part aux événements de leur pays, après avoir expulsé nombre d'individus accusés de s'occuper de question sociale... la Confédération suisse, toujours sur la requête du consul d'Italie, vient d'expédier au delà de la frontière trois socialistes légalitaires qui n'ont d'autre tort que d'avoir sifflé la marche royale. Probablement que le consul précité, obsédé par le flot montant du socialisme, aura voulu faire des exemples; et les plats valets du Conseil fédéral s'y sont prêtés gracieusement. Pensez donc! être Italien et pas monarchiste, ça n'a rien de républicain; alors ils y sont allés de leur petite expulsion. Ah! si les individus avaient été des Napoléon III ou autres princes à galette, on aurait pu les laisser enrichir les hôtels. Mais voilà, c'étaient des ouvriers inutiles — peut-être nuisibles — pour les caisses capitalistes helvétiques; on ne pouvait donc mieux faire que de s'en débarrasser.

— Monsieur, votre porte-monnaie?... Ah! il est plein? Entrez, je vous prie...

— Et vous? Comment, vous n'avez rien?... Partez, vulgaire vagabond; vous n'êtes qu'un anarchiste.

Et le dialogue se répétera; vous verrez.

O. D.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Samedi 11 août 1900, à 8 h. 1/2 du soir, à la Maison du Peuple, impasse Pers, rue Ramey, grande soirée privée, familiale et de solidarité au bénéfice de Clément Duval, avec le concours assuré d'artistes, de poètes et chansonniers révolutionnaires :

L'Aiguilleur, pièce sociale, en un acte, de C. Roland. — Causerie-conférence par l'ex-forçat Liard-Courtois, sur la conduite, la condition et la vie de Clément Duval au bagne. — Les *Chansons noires*, présentées par leurs auteurs.

Vestiaire : 0 fr. 50. — On trouve des cartes à la Maison du Peuple, et dans les bureaux de la *Petite République*, de l'*Aurore*, du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux*.

∴

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Pendant les mois d'août et de septembre, les conférences n'auront lieu que le mercredi. La bibliothèque et le jardin seront ouverts le lundi et le samedi à 8 h. 1/2 du soir et le dimanche à 2 h. 1/2 de l'après-midi.

∴

Aux ouvriers emballeurs de Paris, aux camarades de la corporation qui pensent que la constitution d'un groupe ouvert à toutes les bonnes volontés, à toutes les énergies, soit nécessaire à la diffusion des idées libertaires. Nous faisons appel aux camarades qui ont à cœur de défendre la liberté de l'individu.

Réunion tous les jeudis soir, 9 heures, Bibliothèque libertaire, 26, rue Titon.

P. S. — Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser, au siège, au camarade G. Borgnet.

.:.

Les camarades du *Groupe international* nous ont remis un certain nombre de placards *Contre la guerre*; nous les tenons à la disposition des camarades contre les frais d'envoi.

Nous n'en avons que quelques cents.

.:.

SAINT-DENIS. — *Cercle libertaire*. Les camarades sont priés de se trouver samedi 11, à la Maison du Peuple de la rue Ramey.

Librairie ouvrière. Les *Temps Nouveaux* sont en vente à la Librairie ouvrière. On y trouve toutes les brochures, notamment la brochure de notre camarade L. Grandidier : « Tuer pour vivre. »

.:.

Les camarades qui désirent la *Petite Religieuse*, peuvent s'adresser à Déranger, 74, rue des Longues-Haies, à Roubaix; 2 fr. 50 le cent, port en sus.

.:.

NICE. — *Bibliothèque Niçoise d'éducation libertaire*. Mardi et jeudi, causeries, chants et poésies libertaires.

Samedi, réunion des groupes de langue italienne et française, et organisation de parties de campagne.

La Bibliothèque recevrait avec plaisir des journaux, revues et brochures en diverses langues, ainsi que des ouvrages français ou autres. Adresser les envois au camarade Gastaud, électricien, 20, boulevard Mac-Mahon, Nice.

.:.

MARSEILLE. — *Groupe libertaire de Menpenti*. — Dimanche 12 août, concert-apéritif. Les camarades se réunissent tous les mardis, jeudis et samedis au siège du groupe, Grand chemin de Toulon, n° 107.

.:.

Un groupe de Rome, se disant anarchiste, ayant éprouvé le besoin de désapprouver l'acte de Gaëtano Bresci, le groupe *Le Réveil* de langue italienne de Marseille et celui de même langue de Paris nous envoient une lettre pour déclarer que des actes semblables étant le produit d'un ordre social vicieux, il est superflu d'approuver ou de désapprouver; mais qu'en tout cas, ce n'est pas aux anarchistes à se joindre aux clameurs des bourgeois qui ne sont les fanatiques respectueux de la vie individuelle que lorsque c'est celle des puissants qui est en jeu.

.:.

OMBRET-AMAY (Belgique). — Conférence contradictoire, le dimanche 12 août, chez Rorive, entre Flaustier et un pasteur protestant.

Sujet : *Le règne du roi Humbert. Les affaires d'Italie. Les vrais criminels.*

Entrée : 15 centimes, au profit de la presse libertaire.

AVIS

Avec le présent numéro nous mettons en vente chez les libraires de Paris et de la banlieue les brochures suivantes :

Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross ; 0 fr. 10.

Aux femmes, par U. Gohier, couverture de Lebasque; 0 fr. 10.

Aux travailleurs. — *La Grève*, 0 fr. 10.

.:.

Quelques camarades peuvent-ils disposer des n° 33 et 36 de la 5e année des *Temps Nouveaux* ?

.:.

Nous avons trouvé quelques exemplaires de l'*Enfer*, de Conte, et *Fabrique de pions*, de Raganasse. Nous les laisserons au prix de 1 franc pris dans nos bureaux et 1 fr. 40 par la poste.

Nous n'en avons qu'une dizaine de chaque.

.:.

Il nous reste une dizaine de collections des années 4, 6 et 7 de la *Révolte* et 9e année du *Révolté*. Nous les tenons à la disposition des camarades au prix de 3 fr. 80, rendues en gare, les quatre.

.:.

Quelque camarade peut-il disposer des n° 42 de la 4e année et 32 de la 5e?

Derniers ouvrages parus :

L'Anarchie, but et moyens, par J. Grave ; 1 vol., 2 fr. 75 par la poste.

L'Amour libre, par Ch. Albert; 1 vol., 2 fr. 75 par la poste.

VIENT DE PARAITRE

Pierre Lavroff, publication du groupe E. S. R. I., dans nos bureaux 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Le Tolstoïsme et l'Anarchie, publication du groupe E. S. R. I., dans nos bureaux 0 fr. 10, par la poste 0 fr 15.

Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross; 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Aux femmes, par U. Gohier, couverture de Lebasque; 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Aux travailleurs. — *La Grève*, 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Le 5e fascicule des chansons qui contient : *J'n'aime pas les sergots*, avec musique; *Heureux Temps; Le Drapeau rouge*, etc. Le numéro, 0 fr. 10 ; le cent, 4 fr. 50.

NOTRE CONFÉRENCE

C'est le 23 octobre qu'elle aura lieu, à 8 h. 1/2 du soir, salle des *Sociétés Savantes*, rue Serpente.

Le camarade Liard-Courtois racontera ses *Souvenirs du bagne*.

Le prix d'entrée sera de 0 fr. 50 et donnera droit au tirage de la tombola qui clôturera la séance.

Nous faisons appel aux camarades pour nous aider, dès à présent, à placer des cartes.

PETITE CORRESPONDANCE

M., à Toulon. — Excusez-nous, il y avait une erreur dans l'adresse. Nous la rétablissons.

M., à Nonancourt. — *Patrie et Internationalisme* épuisé.

G. M., à Braila. — N'avons pas l'adresse de la brochure de Guerin, avons remplacée par une autre.

K., à Micheroux. — 52 exemplaires.

W., à Lausanne. — Faisons passer votre réclamation à Remy. — Oui, il reste des *Péril anarchiste* et un ex., le dernier, des *Primitifs*.

B., à Berne. — Les 7 francs ont été reçus. A quoi faut-il les appliquer?

La carte n'était pas encore traduite.

Solidarité internationale : Schwitzguébel, 0 fr. 50. — Par l'*Aurore*, cercle de l'*Union socialiste* de Saint-Étienne, 4 fr. 90. — En tout : 5 fr. 40. — Listes précédentes : 1739 fr. 80. — Total au 7 août : 1745 fr. 20.

Reçu pour la brochure à distribuer : S. D., 0 fr. 30; L., 0 fr. 50 ; H., 0 fr. 50 ; T., 0 fr. 10. Total : 1 fr. 40.

Reçu pour le journal : M., 1 fr. — L. C., 20 fr. — L. I., 0 fr. 50; B. J., 0 fr. 50; Arthur, 0 fr. 50; H. M., 0 fr. 50; D. A., 0 fr. 50. Total : 2 fr. 50. — R., à Lyon, 2 fr. 50. — D'H., à Gand, 1 fr. 75. — Par l'*Aurore*, d'un groupe socialiste au restaurant Molière, 2 fr. 50. — B., à Roussaye, 0 fr. 45. — Merci à tous.

O., à Meulan. — De M., à Gand. — L., à Hodimont. R., à Lyon. — C., à Lempdes. — M., à Paris. — G. L. V., à Autun. — L. B. I. — V. L. — D., à Marseille. — Reçu timbres et mandats.

NOTRE COLLECTION DE DESSINS

En éditant ces dessins, nous poursuivons un double but : aider à la diffusion du goût artistique parmi les travailleurs, y trouver ensuite un supplément de ressources pour notre propagande.

Pour le premier point, c'est du temps et de la patience; malgré le talent des camarades artistes qui ont répondu à notre appel, ce n'est pas en un jour que l'on arrive à déraciner le mauvais goût que toute organisation engendre.

Nous avons mis cependant cette édition au plus bas marché possible, mais nos tirages restreints nous rendent la lutte difficile contre les chromos à deux sous que prodigue « l'art » bourgeois.

Malgré les difficultés de la situation, notre collection sera bientôt complète. Plus qu'une dizaine de dessins à publier.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous en reste un certain nombre à vendre des tirages antérieurs, et qu'ils nous faciliteront la besogne en nous aidant à les placer.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro*. — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac* (épuisée). — **L'Aube**, *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore**, *par Vuillaume*. — **Les Errants**, *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul*. — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce*. — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier*. — **Ah ! les sales Corbeaux !** *de J. Hénault*. — **La Guerre**, *de Maurin*. — **Épouvantails**, *de Chevalier*. — **Capitalisme**, *de Comin'Ache*. — **Éducation chrétienne**, *de Roubille*. — **Souteneurs sociaux**, *par Delannoy*.

Provocations, *par Lebasque*, que l'imprimeur vient de nous livrer.

Prix de la lithographie, 1 fr. 40, franco. — Tirage d'amateur : 3 fr. 40.

Nous n'avons plus qu'une collection de luxe : 100 fr. les 20, et trois en édition ordinaire : 50 fr.

Sous presse : **La Débâcle**, dessin de *Vallotton*, gravé par B...

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

Les Temps Nouveaux, 1re, 2e, 3e, 4e et 5e années, complètes : 7 fr. l'année. — Les cinq ensemble : 30 francs.

La Révolte, collection complète (trois seulement) : 150 francs.

CHANSONS

La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc.	» 10
L'Internationale; Crevez-moi la sacoche; Le Politicien, *de E. Pottier*	» 10
Ouvrier, prends la machine; Qui m'aime me suive; Les Briseurs d'images	» 10
La Chanson du Gas; A la Caserne; Viv'ment, brav' Ouverier, etc.	» 10

Le cent : 4 fr. 50; l'exemplaire, par la poste : 0 fr. 15.

Nous avons recomplété une collection complète du *Supplément* de la *Révolte*. Nous la mettons en vente au prix de 50 francs.

L'Éducation libertaire, *par Domela Nieuwenhuis, couverture par Hermann-Paul, franco*	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce*	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel*	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Éducation. — Autorité paternelle, *par A. Girard, avec couverture de Luce*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, avec couverture de Vuillaume*	» 15

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 17 DIX CENTIMES DU 18 AU 24 AOUT 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard. 140, PARIS

AUTOUR D'UN ROI MORT

Voilà beau temps que les républicains vénèrent les rois au lieu de les occire. Aussi ne nous sommes-nous point étonnés d'un président Loubet rédigeant son télégramme contre Bresci le régicide. Il se peut même que cela se soit passé sous l'effigie d'un Robespierre ou d'un Marat.

Nos bourgeois du moins ne trompent personne. Devenus rois eux-mêmes, rois de la politique, de l'usine ou de la banque, leur sympathie pour le roi est légitime. On pouvait attendre autre chose de gens qui se font appeler démocrates, socialistes et révolutionnaires. Or, en Italie du moins, beaucoup de ceux-là n'ont pas fait mieux que les républicains bourgeois. Au nom de ses collègues, le député *socialiste* Turati a *protesté* contre *l'assassinat* du roi Humbert.

Je sais bien que, pour admirer l'acte de Bresci, il faut du courage. Or les parlements disposent mal aux attitudes généreuses. Mais les socialistes de la Chambre italienne auraient pu se taire. Ou, s'ils voulaient à toute force protester contre un assassinat, ils pouvaient aisément, je pense, trouver une victime plus digne de leur émotion. C'est à croire qu'à l'heure où le Milanais rendit son âme, il n'y eût pas, dans toute l'Italie, quelque mineur enseveli au fond de la mine, quelque ouvrier dévoré par son usine, quelque vieux prolétaire crevant de faim sur la route, pas même un petit de paysan mort d'inanition sur le sein de sa mère. Ces choses-là pourtant ne sont pas rares, en Italie surtout. C'est par centaines chaque jour que les prolétaires sont assassinés d'une façon ou de l'autre, par les rois de la politique, de la finance et de l'industrie. Il n'y avait donc que l'embarras du choix pour apporter quelque sale dépouille de pauvre à côté du cadavre royal et parfumé. Il est regrettable que les socialistes de la Chambre italienne n'aient pas cru devoir rappeler, par ce moyen, à un peu plus de pudeur la presse et la diplomatie d'Europe.

Ces socialistes disent dans leur déclaration : « Tout le monde a droit à la vie. » Ne serait-ce pas justement la même idée qui arma la main du régicide contre le puissant Humbert?

Ils avaient droit à la vie, je pense, les hommes, les femmes et les enfants que le monarque laissa et fit assassiner à Milan. Ils ont droit à la vie ceux que broient chaque jour nos sociétés féroces sur l'ordre ou avec l'assentiment des Humberts du monde entier. Les producteurs obscurs qui, chaque jour, meurent avant leur temps, diversement assassinés, sont même, à proprement parler, les seuls qui aient vraiment, qui aient pleinement le droit de vivre. Ce sont les seuls à qui leur vie appartienne sans conteste, car ce sont les seuls qui la payent d'un travail utile. Et pourtant qui se gêne pour la leur ravir? Ce sont aussi les seuls dont la vie soit inoffensive, car elle n'empiète jamais sur celle des autres. Ils ne demandent, ceux-là, à vivre que leur propre vie et ils ne la vivent même jamais complètement, puisqu'ils nourrissent sur leur dos tant de parasites.

Or, à voir la façon dont on les traque, dont on les surmène, dont on les spolie et les affame, dont on les décime à coups de fusils et à coups de lois, ne dirait-on pas que ces artisans, ces ouvriers, ces paysans sont les êtres les plus nuisibles de la terre, ne dirait-on pas que ce sont les seuls qui n'aient pas le droit de vivre?

Si, du côté peuple, nous passons au côté roi, si de l'humanité modeste et travailleuse nous passons à l'humanité ambitieuse et oisive, le droit à la vie ne semble plus reposer sur des bases aussi certaines. Un roi, quelle que soit sa taille, tyranneau de village ou souverain d'un grand empire, bref, un détenteur d'autorité ou un possesseur de richesses, un individu qui ne subsiste qu'en rognant sur la vie des autres, a-t-il le droit de vivre? Peut-être. Mais à ce droit il y a une mesure et une mesure toute naturelle. C'est la patience de ceux qu'il dépouille.

Si les avortons qui végètent à l'ombre du grand arbre supportent que le géant prenne pour lui toute la terre et tout le soleil, c'est qu'ils ne savent pas comment faire pour étouffer le despote. Mais les hommes ne sont pas ou ne sont plus des végétaux. Comment s'étonner qu'ils n'en aient ni la patience ni la résignation? Comment s'étonner que parfois — oh! bien rarement — l'un d'eux se révolte et jette bas le personnage qui joue le rôle d'arbre dévorateur?

Nos sociétés comportent des êtres dont la vie n'est qu'un long meurtre, pour qui l'action de vivre se confond littéralement avec l'action de tuer. Je sais bien que la plupart n'ont pas conscience de leurs méfaits. C'est leur excuse. Mais cette excuse ne saurait valoir aux yeux des victimes. Si ceux qui font souffrir ne s'en aperçoivent souvent pas, ceux qui souffrent, à l'inverse, — il faut le leur pardonner — ne manquent jamais de s'en apercevoir. Et ils s'en aperçoivent parfois jusqu'à la vengeance.

Certains réprouvent de telles vengeances. Ils disent qu'elles sont stériles et barbares. Je ne sais pas s'ils ont raison. J'avoue ne pas avoir le courage de les suivre. Je ne crois pas non plus en avoir le droit. Quand la vengeance n'est pas celle d'un homme, mais celle d'un peuple, quand elle vient des enfers où sanglotent toutes les détresses, où grimacent toutes les agonies, où saignent toutes les plaies, quand elle porte sous son aile sombre tant de paroles de haine, tant de cris de douleur, tant de frémissements de révolte, la vengeance m'apparaît comme une force sacrée, comme l'ouragan du ciel, la vague de l'océan et je la regarde passer dans le plus profond respect.

Quant à celui qui s'en fait l'instrument, celui qui se fait le champion de toute une humanité de vaincus, de spoliés, de méprisés, les bourgeois horrifiés d'aujourd'hui m'apprirent jadis, à l'école, que cet homme était un héros. Je continue de le croire. Et toutes les lois du monde contre la liberté de penser et d'écrire ne m'obligeront pas à juger le même acte tantôt bon et tantôt mauvais, selon qu'il profite ou nuit à une certaine caste.

J'avoue que les héros aux mains sanglantes sont de tous les héros les moins aimables. J'aspire au temps où l'humanité n'aura plus besoin d'en produire. Et je crois que ce temps viendra.

Il viendra, car à côté des impatients qui abattent les grands arbres voleurs de sève et de soleil, il y a ceux qui lentement, sûrement, les déracinent. Et, une fois déracinés, les rois aussi bien que les arbres ne repoussent plus. Voilà justement notre tâche. C'est par son symbole que l'acte d'un Bresci nous la rappelle. Nous pouvons tous et nous devons tous devenir régicides. Partout, aujourd'hui, il y a encore des rois. Il y a les rois de l'industrie, les rois du commerce, les rois de l'armée, les rois de la religion, les rois de la politique. Il y a le roi de la ville, le roi du village, le roi de la famille. Tuons le roi partout où il se trouve. Tuons-le autour de nous et en nous. Tuons-le mieux qu'à coups de revolver et de poignard. C'est-à-dire tuons toute *croyance* en l'autorité. Extirpons des âmes les dernières bribes du long atavisme de servitude qui nous enchaîne encore. Organisons-nous sans maîtres et contre nos maîtres, pour vivre en hommes libres et égaux. Alors il n'y aura plus besoin de tuer personne. Alors sera bien morte la loi du sang et bien éteinte la tradition des vengeances sociales.

CHARLES-ALBERT.

ILLOGISME!

(COTÉ DES BOURGEOIS)

Mais si les anarchistes qui souffrent du mal qui atteint les autres et qu'ils voudraient empêcher, autant que celui qui les frappe; si, tous les jours en butte aux dénis de justice, aux procédés arbitraires de l'autorité, voyant que c'est la force seule qui gouverne le monde, ne peuvent s'empêcher d'applaudir, parfois, aux coups de force, leur illogisme est encore de la logique, si on examine les vociférations des bourgeois, et leurs sous-variétés : les politiciens et les journalistes.

Je ne parlerai pas des Italiens et des Espagnols, on sait comment les anarchistes sont traités dans ces pays : tracasseries policières, domicilio coatto, déportation par simple mesure administrative, c'est la menue monnaie.

En France, on sait ce que peuvent dire les nationalistes et antisémites. Cela ne compte pas. Mais en Angleterre, où l'on se pique de libéralisme, politiciens et journalistes, à la simple annonce de la mort d'Umberto, ont dépassé, certainement, les ignominies de nos bons nationalistes :

« Les anarchistes ne sont que des fous, des bandits, des criminels, des bêtes fauves, qu'il faut détruire par le fer, le feu et la corde. » Les plus magnanimes se contentent de demander notre emprisonnement à vie dans des maisons de fous.

J'ai lu dans le *Manchester Guardian* une lettre d'un avocat qui affirmait qu'il suffisait d'être reconnu comme anarchiste pour être convaincu de haute trahison et envoyé au gibet. Et ceci c'est la note dominante partout, depuis le plus conservateur, comme le *Morning Post*, jusqu'à ceux teintés d'un vague libéralisme, comme le *Daily Chronicle*.

Jusqu'à M. de Salisbury, qui passe pour un homme sérieux, qui accuse les anarchistes de n'être que des mégalomanes, affirmant que les auteurs des attentats ne sont que des vaniteux qui éprouvent le besoin de faire parler d'eux.

C'est aussi la thèse soutenue par Mme Clémence Royer dans la *Fronde* d'il y a quinze jours. Mme Royer est une vieille personne qui, autrefois, a traduit Darwin, publié des ouvrages de sciences qui lui ont valu une certaine notoriété. Mais, comme lord Salisbury, elle a perdu une fameuse occasion de se taire; ce qui leur aurait évité de dire des bêtises. — Ce qui prouve aussi que, lorsqu'on devient vieux, on ferait bien de prendre sa retraite.

⁂

Certes, chez les anarchistes, — comme partout, du reste — on trouve des fous, des inconscients, des vaniteux, des mégalomanes. Mais, lorsque cette mégalomanie prend le caractère de danger pour les autres, en dehors de l'acte délictueux, il y a une foule de signes qui dénotent le caractère certain de la folie; c'est étonnant que, chez les anarchistes arrêtés pour attentats contre les puissants, on n'ait pu trouver aucun de ces caractères. Tous, on a dû le reconnaître, étaient des travailleurs sobres, simples, sans emphase, plutôt doux, et, le plus souvent, d'une logique serrée. — Quant aux vaniteux, leur vanité ne va pas jusqu'au sacrifice de la vie, il y a donc d'autres raisons.

Les anarchistes veulent la transformation de l'ordre social; ils souffrent de la misère de tous, et veulent sa disparition. Parfois leurs anathèmes montent contre les puissants de ce monde, leur reprochant leur avarice, leur férocité ou leur inconscience. Parfois, l'un d'eux, las de lutter, las de souffrir ou las de voir souffrir, se lève et frappe l'un de ceux qu'il juge être la cause du mal. En quoi cela peut-il nous mettre hors de l'humanité?

Qui de ceux qui vocifèrent contre nous, pour des motifs simplement personnels, pour de simples questions d'intérêts, n'a pas maudit un ennemi, désiré sa mort? — N'y a-t-il des crimes suscités par la vengeance que chez les anarchistes? Et lorsqu'un acte de vengeance s'accomplit, demande-t-on l'arrestation de tous ceux qui ont à se plaindre de quelqu'un? On peut nous accuser de ne pas être attristés par la mort d'un exploiteur. Qui de vous, Messieurs les honnêtes gens, s'est seulement attendri à la mort d'un ennemi personnel?

⁂

Un peu de logique, s'il vous plaît; sont-ce les anarchistes qui ont inventé le régicide? Lisez l'histoire et vous verrez que le premier régicide — lorsque le roi n'avait pas pris les devants en faisant supprimer ses compétiteurs — a été celui qui voulait monter sur le trône. Lorsqu'il échouait, c'était un félon; lorsqu'il réussissait, c'était un fondateur de droit divin.

Les républicains eux-mêmes, en l'employant à leur tour, n'ont fait que prendre exemple sur vos maîtres. En tout cas, ils s'en sont assez servis pour ne pas avoir tant à faire les dégoûtés aujourd'hui.

Il est oiseux de rappeler que, chaque fois qu'un parti a lutté pour s'émanciper, par la force même des choses, il a dû faire emploi de la violence. Comme de juste, ses adhérents étaient des monstres aux yeux de ceux qu'ils combattaient. Mais le côté curieux est que cette épithète nous soit lancée par ceux qui, il y a à peine un quart de siècle, applaudissaient des deux mains lorsqu'un acte semblable était accompli par un des leurs!

⁂

Mais ne remontons pas si haut.

Aujourd'hui tout le monde avoue que l'ordre social est faux, injuste, engendreur de misère; et le principal grief contre nous, c'est que, surtout, nous nous attachons à démontrer cette injustice, à dévoiler les causes de la misère, en démontrant que c'est pour les jouissances d'une poignée de parasites que des milliers de misérables crèvent à la peine tous les ans.

On ne s'apitoie pas sur ces morts-là, parce que les victimes ont le bon goût de crever dans un coin, sans une plainte.

Et c'est parce que nous, sans trêve et sans cesse, rappelons ces crimes aux heureux, que l'on demande notre tête, ou que l'on veut nous enfermer ou nous déporter.

Eh bien, et vous, Messieurs les honnêtes gens, que faites-vous?

Voilà des journalistes qui, tranquillement, du fond de leur cabinet, des gouvernants, des gens posés, qui, du haut d'une tribune, demandent, sans hésiter, la tête de milliers de gens coupables de trouver injuste un ordre social que tous — y compris les journalistes et les gouvernants — trouvent assez mal fait, puisqu'ils veulent le réformer. Notre tête ou notre liberté — rien que cela, pour rassurer ces Messieurs!

Hé! dites donc, les petits agneaux, en fait de férocité, vous nous damez joliment le pion. — Tous les attentats anarchistes ont fait combien de victimes? Une douzaine? Les auteurs ont payé de leur peau. Ce n'est pas assez, il vous en faut encore des milliers, en plus de ceux qui, tous les jours, meurent du fait de votre bien-être.

⁂

Mais où le comble de l'impudence devient hilarant, c'est lorsqu'un torchon comme le *Daily News*, payé par les Rhodes et les Chamberlain pour défendre une politique de meurtre et de pillage; qui a, par ses mensonges et ses calomnies, préparé et amené l'opinion publique à désirer une guerre où cinquante mille hommes ont perdu la vie, ce sont ces Messieurs qui se voilent la face devant la cruauté anarchiste.

Ce sont des politiciens comme Salisbury, qui, en sa qualité de gouvernant et de ministre, aide à soutenir un ordre de choses qui dévore chaque année des milliers de victimes; lui qui, de pair avec Chamberlain pour d'ignobles motifs d'agiotage, a lancé l'Angleterre dans une guerre de spoliation, qui ose nous traiter de bêtes féroces!

Est-ce donc que la force ne serait louable que lorsqu'elle est employée pour perpétuer l'exploitation, condamnable seulement que lorsqu'elle prétend apporter un peu d'équilibre dans les relations humaines?

Dites donc, Messieurs les honnêtes gens, sondez donc vos consciences, regardez donc vos mains, avant de nous traiter de criminels.

⁂

Mais la question se pose de plus haut.

Il y a quelques mois, à cette place, le camarade Kropotkine, dans une série d'articles, démontrait, d'une façon lumineuse, l'évolution des idées se faisant, en science, en art, en littérature, dans le sens de l'émancipation la plus complète de l'individu, l'aspiration grandissant tous les jours pour le développement de la personnalité humaine dans toute son intégralité, en toutes ses virtualités.

En politique, au contraire, et en fait, c'est la pieuvre-Etat étendant de plus en plus ses tentacules, s'immisçant chaque jour dans une fonction nouvelle, s'interposant de plus en plus profondément dans nos relations, rognant à chaque minute un peu de notre liberté.

Eh bien! Messieurs les bourgeois, si vous n'étiez pas aveuglés par la peur et un égoïsme étroit, vous comprendriez que c'est de là que vient le mal dont vous vous plaignez; vous auriez vu qu'aujourd'hui l'homme est conscient du mal que vous lui faites et qu'il ne veut plus souffrir de la souffrance qu'il sait imméritée; vous comprendriez que l'idée marchant dans un sens, le fait en sens opposé, il arrive forcément que l'équilibre est rompu.

Votre état social, basé sur la force, engendre la force. Vous récoltez ce que vous semez. De quoi vous plaignez-vous?

Vous entendez les premiers craquements de la débâcle. Vous espérez rétablir l'équilibre, en enrayant l'idée, en forçant l'autorité et l'oppression. Chargez la soupape, si le cœur vous en dit, nous verrons ce qu'il en résultera.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Juifs et prolétaires. — Bernard Lazare signale, dans l'*Aurore*, la situation lamentable des juifs de Roumanie, expulsés de leur pays et repoussés de tous les autres. Il signale particulièrement l'indifférence criminelle des juifs riches de Roumanie et d'ailleurs, à l'égard de leurs coreligionnaires persécutés.

Cette indifférence est un irréfutable argument contre les divagations des antisémites qui prétendent qu'il existe un péril juif et qui divisent arbitrairement la société européenne en deux catégories qu'ils disent ennemies : Aryens et Sémites.

La véritable classification de l'humanité, celle que l'on rencontre établie en fait en tous pays, est la classification en possédants et dépossédés, en capitalistes et prolétaires. Les juifs riches d'Europe et d'Amérique refusent de se solidariser avec les juifs pauvres chassés de partout. C'est qu'ils appartiennent à la classe capitaliste, ennemie irréconciliable, en raison de l'antagonisme des intérêts, de celle des prolétaires dont font partie les juifs pauvres de Roumanie et de tous les Etats.

Ils se ligueront donc forcément toujours, en dépit de toute similitude d'étiquette religieuse ou ethnologique, contre ceux-ci, leurs ennemis, à l'avantage des gouvernants, amis et serviteurs des capitalistes de toutes races.

⁂

Correction. — A la suite d'une condamnation à un mois de prison encourue avant l'âge de seize ans, un jeune homme a été envoyé dans une maison de correction jusqu'à sa majorité. Autant dire qu'on l'a condamné à *six* ans de prison.

Il a été, pendant trente-deux jours, mis aux fers. Pendant trente-deux jours, il est resté menottes aux mains sans parler à personne. Un enfant!...

Le malheureux se sent devenir fou ; et le médecin lui a prescrit un régime reconstituant.

C'est ainsi que l'on a la prétention d'améliorer la « jeunesse coupable ».

⁂

La Police. — On vient de désigner, pour remplacer le commissaire de police André, l'ancien commissaire Fouquet. Ce personnage avait jadis perdu sa place pour avoir fait avouer, à force de tortures, à une femme de chambre, un vol dont elle n'était pas coupable.

Ce Torquemada de bas étage était tout indiqué

pour persécuter les anarchistes. C'est là un heureux choix dont le préfet de police ne peut être que félicité.

André Girard.

*
* *

Militarisme. — On se plaint que l'appel aux volontaires pour la Chine n'a pas marché; il a fallu faire des désignations d'office parmi les soldats de l'active. Quelques centaines seulement de volontaires, malgré l'appât de la prime, s'étaient offerts. Et si encore on connaissait les véritables motifs de leur résolution?

Un des transports pour la Chine, l'*Amiral Charner*, manquait de chauffeurs. On s'en aperçut en route, et l'on obligea plusieurs soldats à faire ce métier terrible, surtout pour qui n'y est pas habitué. Plusieurs en moururent.

A Toulon, le sergent-major Bienaimé, ayant mangé la grenouille, s'est fait sauter la cervelle.

Arrestation, à Lille, pour détournements au préjudice de l'Etat, d'un capitaine de gendarmerie.

Arrestation, pour vols et faux en écritures, de Daviron, sergent-major au 110e de ligne.

Acquittement, par le conseil de guerre de la 6e région, du maréchal des logis de hussards Baradat, qui avait souffleté un cavalier.

Le capitaine Pein, massacreur d'In-Salah, est nommé chevalier de la Légion d'honneur.

R. Ch.

*
* *

Mouvement ouvrier. — Au Creusot. — Les derniers événements du Creusot semblent enfin vouloir faire sortir de leur apathie les organisations ouvrières. Dupées par l'arbitrage Waldeck-Rousseau, rien ne fut tenté en faveur des malheureux du Creusot. Les politicards aidant, les organisations ouvrières restaient dans l'expectative, attendant le bon vouloir de Millerand. Il a fallu, pour les faire apercevoir du rôle de dupes qu'on leur faisait jouer, le renvoi pour fait de grève de 1.600 ouvriers, et les décider à faire enfin quelque chose.

Dans un manifeste « aux travailleurs », la *Fédération de la Métallurgie*, après avoir rappelé dans quelles conditions le secrétaire du Syndicat du Creusot, appelé à l'usine pour exposer les revendications de ses camarades, tomba dans un guet-apens policier et fut arrêté, ajoute :

« Depuis trois semaines, Adam est en prison. De quel droit l'y garde-t-on? Pour quel motif fut-il arrêté? Est-ce uniquement parce qu'il gênait M. Schneider?

« L'armée, la police sont-elles au service de M. Schneider? Les gouvernants, les juges et leurs sous-ordres n'ont-ils qu'une mission : aider M. Schneider à violer ouvertement et cyniquement les engagements pris? M. Schneider a-t-il pris possession de la nation entière? Non.

« Du haut de ses millions, l'omnipotent industriel du Creusot peut narguer le pouvoir et violer les lois, mais il ne braverait pas impunément la conscience ouvrière.

« Nous exigeons la mise en liberté d'Adam et de nos camarades, injustement et illégalement arrêtés, et la cessation de poursuites odieuses que rien ne justifie. Nous crierons si haut qu'il faudra bien qu'on nous entende. Tous pour un, un pour tous!

« Vive la solidarité ouvrière! Vive la grève générale!

« Pour l'Union fédérale,
« Le secrétaire : Braun. »

Souhaitons que la Fédération de la Métallurgie n'en reste pas là, qu'elle entre de suite dans l'action, sans se laisser détourner par de viles considérations politiques; qu'elle laisse à Millerand et à ses admirateurs de la Bourse du Travail le soin de vanter les bontés de Schneider, et son « *autorité bienveillante* ».

*
* *

Depuis une dizaine de jours les cochers de fiacre parisiens sont en grève. Grève calme et bien pacifique où ces Messieurs de la politique n'ont pas eu à intervenir.

Les compagnies fixent chaque jour une moyenne que les cochers ont jugée trop élevée. De plus, ils réclament une moyenne fixe qui leur permettrait de profiter des bonnes journées et d'augmenter ainsi leur gain. Quelques petits loueurs ont cédé, mais les grandes compagnies refusent. Le directeur de la plus importante, la Compagnie des « Petites Voitures », menace même de liquider, ce qui est peu probable, les actionnaires touchant d'excellents dividendes.

Les dépôts sont gardés par les gardes municipaux et les sergots. Millerand fait protéger dignement la propriété des actionnaires : peu lui importe que les cochers aient oui ou non raison. Respect à la propriété capitaliste avant tout.

*
* *

Au Havre et a Marseille. — Comme sous un vulgaire ministère Méline, le gouvernement Waldeck-Millerand, aux ordres des grandes compagnies, a remplacé les grévistes du transatlantique *La Bretagne* par des soldats pris à bord des navires de l'Etat. Comme de juste, les journaux socialistes (!) n'ont pas protesté et se sont contentés d'enregistrer le fait. Ce qui, il y a deux ans, lors de la grève des chemins de fer, était une infamie, est tout naturel aujourd'hui.

Les journaux bourgeois, eux, sont restés ce qu'ils étaient, et applaudissent, et le rédacteur en chef du *Figaro*, en félicitant le ministère, ajoute que c'est là « *le rôle légitime de l'armée* ». L'aveu est bon à retenir, et son application sous un ministère quasi-socialiste pleine d'enseignement pour nous.

Malgré l'emploi des troupes, la grève a continué, plus violente. Un matelot qui avait été arrêté fut délivré par ses camarades et les grévistes ont à plusieurs reprises crânement tenu tête à la police.

Grâce à leur énergie, la grève s'est terminée par la victoire complète des grévistes; le travail a été repris dans toutes les compagnies.

Encouragés sans doute par le succès de leurs camarades du Havre, les matelots de Marseille se sont mis en grève à leur tour et demandent des avantages correspondants.

Les chauffeurs et soutiers grévistes se sont réunis cette après-midi à la Bourse du Travail. Ils ont décidé d'agir par eux-mêmes et ils ont refusé le concours aussi bien des élus que des syndicats. Ils ont décidé en outre de nommer une commission chargée d'élaborer leurs revendications qui seront présentées sans doute demain matin aux compagnies de navigation.

A l'issue de la réunion, les grévistes, au nombre de 6 à 700, parcourant les principales voies, drapeau en tête, se sont rendus devant les compagnies, où ils ont manifesté au cri de : « Vive la grève! »

Les grévistes ont tenté d'empêcher le départ du *Melbourne* qui transporte des troupes en Chine.

Trois à quatre cents grévistes s'étaient rendus dans des barques à côté du navire pour empêcher d'aborder le détachement des marins de l'escadre de Toulon, envoyé par les autorités pour prendre la place des grévistes.

Néanmoins, de terribles bagarres se produisirent. Il fallut arrêter la plupart des grévistes. Sur deux cents arrestations opérées, cinquante ont été maintenues.

Là aussi l'armée remplit son *rôle légitime*. J'ai cherché en vain un mot de protestation dans les journaux socialistes! Cela est jésuitiquement passé sous silence. Les ouvriers peuvent crever de faim : ce qu'il s'agit avant tout, c'est de ne pas créer de difficultés à ce cher Millerand, et ces Messieurs du grrrand parti s'y emploient de leur mieux.

*
* *

A Montceau-les-Mines. — L'autre dimanche, des troubles assez importants ont eu lieu à Montceau-les-Mines. Je n'en ai pas parlé la semaine passée faute de renseignements suffisants. Celle-ci j'en ai, mais très contradictoires. Suivant leur nuance, les journaux de l'endroit arrangent cela à leur façon sans aucune bonne foi, à tel point qu'il est très difficile de découvrir la vérité.

Pour faire échec à la Chambre syndicale des mineurs, qui a soutenu les précédentes grèves, les patrons, aidés de quelques renégats, ont depuis fomenté un second syndicat, dit syndicat Jaune. Une réunion devait avoir lieu le dimanche après midi, et les socialistes s'étaient massés devant le siège de ce syndicat pour protester, mais bientôt ce qui ne devait être qu'une simple manifestation devint une bagarre sérieuse : de plus, le préfet Joly, l'exécuteur des ordres de Millerand à Chalon, avait fait venir à Montceau environ 200 gendarmes.

Vers 2 heures il y avait environ dix mille personnes massées dans la rue de la Marine et les rues adjacentes, chantant l'*Internationale* et la *Carmagnole*. Lorsque les Jaunes sont arrivés, d'un air provocant en levant leurs chapeaux et en criant : « Vivent les Jaunes! » la foule est devenue houleuse. On entendait les cris les plus divers : des « hou! hou! Enlevez-les! A l'eau! » etc.

Aussitôt la gendarmerie à cheval est arrivée pour charger sur la foule. Lorsque les chevaux sont arrivés, la foule, au lieu de s'enfuir, s'est portée sous leurs pas et les hommes élevaient leurs chapeaux. L'un d'eux dit à M. le préfet : « Voulez-vous des victimes? Vous allez en avoir! »

M. le préfet répondit : « Non, je n'en veux pas!

— Eh bien! renvoyez la cavalerie. »

La gendarmerie n'a pas chargé.

A ce moment, les conseillers municipaux, et le maire, élu, il n'y a que peu de temps, comme socialiste révolutionnaire (!!), tentèrent de détourner les manifestants en les engageant à rester calmes et à rentrer chez eux.

Ces excellents conseils pour des porteurs de mandats ne furent guère suivis, et il semble qu'à ce moment quelques manifestants, ne voulant pas suivre les prêcheurs de calme, prirent la tête de la manifestation, au grand dépit de Messieurs les élus.

Des cris de mort sont poussés contre le préfet. On entend : « A l'eau, le préfet! Enlevez-le! »

Des menaces de toutes sortes sont proférées contre le préfet et la gendarmerie. Devant ces agissements, le préfet a dû requérir 150 gendarmes, restés à la caserne, pour faire circuler la foule qui va se masser place de l'Hôtel-de-Ville et dans la rue Carnot.

Les blessés sont transportés ou au commissariat de police ou dans des établissements quelconques où des soins leur sont donnés.

On crie à tue-tête, en s'adressant au préfet : « Vous n'êtes ni à Chalon ni au Creusot. Et les scènes qui s'y sont passées ne se renouvelleront pas ici. »

La manifestation n'ayant pas, semble-t-il, tourné à leur profit, Messieurs les socialistes, toujours de bonne foi, insinuent que ce sont les anarchistes seuls qui sont cause des troubles, en voulant faire croire à leur mauvaise foi.

Cette tactique par trop socialiste (!) depuis quelque temps, qui consiste à calomnier des adversaires gênants, n'aura pas, souhaitons-le, de succès à Montceau-les-Mines. Plusieurs camarades ont été arrêtés et condamnés, ce qui n'empêche pas le torchon du député Simyan, celui-là même qui fait voter à la Chambre des ordres du jour approuvant l'assassinat de ses électeurs, de déverser l'injure sur nos camarades.

Les anarchistes n'étant pas de bons moutons de Panurge et dérangeant quelque peu les plans de ces Messieurs de la politique, sont calomniés.

Il paraît qu'une autre tentative pour réduire les forces ouvrières de Montceau va être faite. En attendant, le préfet a logé ses gendarmes dans les écuries de la mine, et prépare une nouvelle journée, mais, m'écrit un camarade : « Tout le monde les attend, et, si cela est, je puis vous dire que de notre côté nous aurons peut-être des victimes, mais nous leur infligerons la punition qu'ils méritent. »

P. D.

Italie.

Nous ne recevons rien d'Italie, il est fort probable que nos correspondants habituels sont encore une fois sous clé. Les journaux bourgeois parlent de 1.800 arrestations.

L'*Agitazione* nous est arrivée cette semaine, mais avec la moitié de ses pages en blanc, la censure ayant supprimé la plupart de ses articles.

SIMPLE CONSTATATION

La mort du social-démocrate Liebknecht, malgré tout le bruit qui a été fait autour, ne changera pas grand'chose dans la tactique du parti socialiste allemand qui, sous son influence, a cessé depuis longtemps d'être un parti révolutionnaire. Bêtement sectaire, Liebknecht, corrompu par le parlementarisme, fut lâche devant les actes des propagandistes par le fait, sur lesquels il lança l'accusation injurieuse que ses congénères français lancèrent contre notre camarade Girier-Lorion mort au bagne.

L'histoire est là pour venger les nôtres. Reinsdorf, Hœdel et Nobiling, qui tirèrent sur Guillaume Ier, sont morts jeunes sur l'échafaud. Liebknecht meurt dans son lit, grassement pourvu, à 75 ans. C'est la meilleure réponse que l'on puisse faire aux calomnies sociales démocratiques.

P. Delesalle.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Un camarade tient à la disposition de qui en a besoin, un petit lit de fer avec matelas, et des vêtements pour un enfant de deux ans.

S'adresser au journal.

*
* *

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunions de la semaine :

Samedi 18 août. — Electricité, par Raymond Sée.

Dimanche 19 août. — Visite à l'Exposition : section Electricité.

Mercredi 22 août. — *La Charpente*, de J.-H. Rosny, par Maxime Leroy.

*
* *

Samedi 18 août 1900, à 8 h. 1/2, à la Maison du Peuple, impasse Perse, rue Ramey conférence publique par le camarade Liard-Courtois.

Sujet : Comment on devient forçat; La vie au bagne.

Pour les frais, entrée : 0 fr. 25.

*
* *

Soirée familiale du samedi 11 août, pour Duval, à la Maison du Peuple.

Merci à tous ceux qui, par leurs concours, par les lots offerts pour la tombola, ont participé à l'œuvre de solidarité que nous avions entreprise.

Grâce au généreux et dévoué concours de tous, notre soirée a pleinement réussi.

Au nom du groupe initiateur, merci à tous les collaborateurs.

Nous donnons ci-dessous la liste des numéros gagnants dont les lots n'ont pas été réclamés :

17, 41, 42, 63, 95, 261, 373, 419, 454, 474, 478, 518, 519, 600, 677, 738, 780, 894, 924, 933.

Ces lots peuvent être réclamés tous les jours, de 8 heures à 10 heures du matin, chez le camarade Liard-Courtois, 50, rue d'Orsel.

Pour les familles de nos camarades détenus. — A la sortie de la soirée de samedi à la Maison du Peuple, il a été fait une collecte qui a produit 21 fr. 30.

Cette somme a été remise à la compagne du camarade François Liégeois, qui s'est chargée, de concert avec d'autres camarades, de la répartition.

L. C.

*
* *

*Bibliothèque d'Education libertaire du XVIII*e. — Donné à un camarade et sa compagne sans travail, 15 fr. — Reste en caisse : 125 francs.

*
* *

Sommaire du n° 2 de l'*Education libertaire* :

C. Papillon : Aux camarades. — E. Larivière : Les artistes et la lutte sociale. — Paul Robin : Souvenirs d'un vieil éducateur libertaire. — H. Bérardier : L'éducation par le fait. — A travers les bibliothèques. — Bibliographie. — Communications.

On reçoit autant de numéros qu'on souscrit de fois 10 centimes. — 26, rue Titon, Paris.

*
* *

L'Ecole libertaire n'existant plus, des camarades ayant l'intention d'en continuer les promenades en organisent une pour le dimanche 26 courant.

Rendez-vous, au départ du tramway d'Arpajon, rue de Médicis, à neuf heures *précises*, pour se rendre au bois de Verrières.

Le camarade Franssens fera une causerie sur la botanique.

*
* *

Samedi 18 août, à 8 h. 1/2 du soir, 13, rue Porte Basse, à la bibliothèque, en outre des rapports : « Le Sionisme » et « La Question des sexes », par Antoine Antignac ; « Les couleurs, les odeurs, les saveurs », par un camarade.

Samedi 25 août, à la même heure : « Le Mariage », par Proudhon, lu par Benoit.

Samedi 1er septembre : « La Grève militaire », rapport au Congrès par l'auteur des rapports Le Tolstoïsme, Le Sionisme et La Question des sexes.

Les détenteurs de livres sont priés de les rapporter.

*
* *

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — Les Libertaires des Quatre-Chemins ayant pris l'initiative de faire paraître un journal dans la banlieue Nord-Est font appel aux camarades révolutionnaires de la région et les invitent à assister à la réunion qui aura lieu dimanche, 19 août 1900, salle Brigaldino, rue du Vivier, à Aubervilliers.

Pour les renseignements, s'adresser à Emile Langlois, 6, villa des Roses, à Aubervilliers.

*
* *

Doux. — Les libertaires se réunissent tous les samedis, à 8 heures, chez Thinger, rue du Drapeau.

EN VENTE AU JOURNAL

Marchand-Fashoda, par L. Guétant, prix de propagande: 5 fr. le cent, plus 0 fr. 60, frais d'envoi. L'exemplaire, 0 fr. 15 par la poste.

AVIS

Il nous reste une dizaine de collections des années 4, 6 et 7 de la *Révolte* et 9e année du *Révolté*. Nous les tenons à la disposition des camarades au prix de 3 fr. 80, rendues en gare, les quatre.

*
* *

Nous avons pu compléter une collection complète du *Supplément* de la *Révolte*. Nous la laissons en vente au prix de 50 fr.

*
* *

De collections complètes de la *Révolte*, journal et *supplément*, il n'en reste plus que deux. Prix : 150 fr.

*
* *

Un camarade pourrait-il nous indiquer où nous pourrions liquider des timbres neufs du cap de Bonne-Espérance, d'un penny?

VARIA

Les camelots nous envoient la pétition qu'ils ont adressée au ministre de l'intérieur, au sujet des vexations que leur fait endurer la police.

Ils réclament qu'on leur laisse faire leur commerce tranquillement, rien de plus juste.

Mais ils demandent à ne pas être confondus avec les « irréguliers » dont les papiers ne sont pas en règle » : pourquoi les « irréguliers » n'auraient-ils pas le droit, eux aussi, de gagner leur vie ?

N'est-ce pas l'approbation que vous apportez à toutes ces distinctions qui est le point de départ des abus dont vous vous plaignez ?

BOITE AUX ORDURES

Le dessin de *Forain*, *Echo de Paris* du samedi 11 août.

Le dessin de *Gravelle*, *Grelot* du 12 août.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De la maison Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères : *Cempuis*, par G. Giroud ; 1 vol., 10 fr. — *La Vie ouvrière en France*, par F. et M. Pelloutier ; 1 vol., 5 fr. — *Le Conflit finlandais*, par van der Vlugt. — *Les Gaulois*, par A. Lefèvre ; 1 vol., 2 fr. — *La Photographie des couleurs*, par C. Ruckert ; 1 vol., 1 fr.

Tuer pour vivre, pièce en 1 acte, par L. Grandidier ; 0 fr. 15, à la *Librairie ouvrière*, 11, place Victor Hugo, Saint-Denis.

La Guerre — l'Armée, par M. ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Feret et fils, 15, cours de l'Intendance, Bordeaux.

Fascicule n° 1 de *A Sociade futura*, por J. Grave, traduction Ivan ; 400 reis, chez A. E. Dias da Silva, paseo do Martel, porta 2, Lisbonne.

Dictionnaire-Journal, liv. 40, 0 fr. 50, chez Lachâtre, 3, rue des Grands-Augustins.

Dictionnaire La Châtre, liv. 42 à 54, 0 fr. 60.

Congrès de l'humanité, chez Arrault, 6, rue de la Préfecture, Tours.

Politica social, par E. Bark, 3 pesetas.

Biblioteca Germinal, 18, Infantas, Madrid.

Fundamentos y lenguaje de la doctrina anarquista, por Altaïr ; 15 centavos, Libreria sociologica, 2041 Corrientes, Buenos-Ayres.

La formula resolutiva del socialismo racional de U. R. Quinones ; 2 pesetas, Imprenta moderna, calle de los Canos, 4, Madrid.

Romanite, par A. St. Vernesen, 3 lei, stab. Grafic Albert Baer, strada Numa, Pompiliu, 7, Bucarest.

Montjuich, door J. Thioulouse, chez Revers, à Dordrecht.

The Worm turns, par V. de Cleyre, chez Junes and sons, 200 South tenth street, Philadelphia.

La Mujer en la lucha, por Carreira y Pilar Taboada, biblioteca de la *Tribuna Libertaria*, Montevideo.

Nuestras convicciones, por Ellenatnom, *Biblioteca acrata*, Vientes 1312, Buenos-Ayres.

A lire :

Les Forces et la Beauté, de P. Adam, *Journal*, 9 août.
A Marseille, par U. Gohier, *Aurore* du 14 août.

A voir :

Les deux dessins de *Willette*, *Le Rire*, 4 août.

VIENT DE PARAITRE

Pierre Lavroff, publication du groupe E. S. R. I., dans nos bureaux 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Le Tolstoïsme et l'Anarchie, publication du groupe E. S. R. I., dans nos bureaux 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross ; 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Aux femmes, par U. Gohier, couverture de Lebasque ; 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Aux travailleurs. — *La Grève*, 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Le 5e fascicule des chansons qui contient : *J'n'aime pas les sergots*, avec musique ; *Heureux Temps* ; *Le Drapeau rouge*, etc. Le numéro, 0 fr. 10 ; le cent, 4 fr. 50.

L'Anarchie, but et moyens, par J. Grave ; 1 vol., 2 fr. 75 par la poste.

L'Amour libre, par Ch. Albert ; 1 vol., 2 fr. 75 par la poste.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

Les Temps Nouveaux, 1re, 2e, 3e, 4e et 5e années, complètes : 7 fr. l'année. — Les cinq ensemble : 30 francs.

PETITE CORRESPONDANCE

G. M., à Braïla. — *Mort aux affameurs*, de Guérin, chez l'auteur, 4, quai de La Fontaine, Nîmes.

Merci aux camarades qui nous ont expédié des numéros demandés.

Lamané. — Je voudrais vous écrire au sujet de votre article.

J. L., à Spring-Valley. — Reçu carte. Entendu.

B., à Pramanson. — Il n'y a guère que la première qui soit demandée. Nous l'annoncerons, si vous voulez?

C. L., à Lyon. — Nous faisons de notre mieux. Merci.

B., à Rouen. — Oui, il est bon d'aller partout.

L., à Chaux-de-Fonds. — Manque le n° 13 de la deuxième année.

Kasi Leumas. — Le *Résigné*. Plein de bonne volonté, mais trop faible.

M., à Sancoins. — Brochures expédiées.

C. M. — Reçu les deux lettres ensemble. Merci.

J. W., à Lausanne. — *Patrie et Internationalisme*, *Service obligatoire* épuisés. Ai envoyé le reste.

B., à Rouen. — Numéro expédié. Je ne reçois plus cette publication. *Anarchistes* de Mackay épuisé.

V. H. — Votre paquet est déposé chez la concierge depuis la semaine passée, j'avais oublié de vous avertir.

Un camarade demande à échanger *Les feuilles* de d'Axa, contre *De Mazas à Jérusalem*.

Reçu pour le journal : B., à Berus, 0 fr. 80. — E. C., 0 fr. 50. — Un camarade qui regrette qu'un journal d'idées soit forcé d'avoir recours à des expédients pour vivre, 5 fr. — C. M., 10 fr. — G., à La Bonce, 0 fr. 50. — V., à Pittsburg, 1 fr. — Merci à tous.

C., à Lyon. — K., à Honolulu. — G., à Darnétal. — G., à Lavilleneuve. — G., à Bourges. — P., à Gilly. — L. J., à Toulon. — V., à Mustapha. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

SIXIÈME ANNÉE, N° 18

DIX CENTIMES

DU 25 AU 31 AOUT 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA VRAIE CIVILISATION

Être civilisé, qu'est-ce que c'est? Pour presque tout le monde, c'est avoir des tramways électriques, des chemins de fer souterrains, des maisons avec le gaz et l'eau à tous les étages, des théâtres, des musées, des restaurants, des usines, des manufactures, des navires à vapeur, etc. C'est encore faire la guerre à coups de canon au lieu de la faire à coups de flèches; c'est édifier tous les dix ans une exposition universelle, dont le principal attrait est le spectacle de femmes pauvres qui font danser leur ventre — pour le nourrir.

Eh bien! rien de tout cela, à vrai dire, ne constitue la civilisation.

Qu'est-ce donc, la civilisation?

C'est un état d'esprit: l'état d'esprit d'hommes améliorés par l'expérience des siècles, qui ont rejeté loin d'eux la barbarie des ancêtres brutaux et qui vivent dans le respect les uns des autres.

Naturellement, cet état d'esprit peut coexister avec un grand développement industriel; mais il peut aussi s'en passer. On conçoit très bien un peuple qui, à force de méditation, aurait complètement dépouillé le vieil homme sauvage, et qui en même temps, soit par dédain des commodités, soit par toute autre cause, aurait conservé une extrême simplicité de vie, avec une industrie des plus rudimentaires.

Les bonnes gens s'imaginent qu'on est sauvage parce qu'on porte une natte de cheveux dans le dos, ou encore parce qu'on va tout nu. Or, à première vue, je ne vois pas ce qui empêcherait des gens d'avoir une haute conscience d'eux-mêmes et des autres, tout en étant nus. Quant à la natte de cheveux dans le dos, les petites filles de chez nous en portent et passent pour être civilisées: pourquoi les Chinois ne le seraient-ils pas aussi?

Au onzième siècle avant notre ère, la Chine connaissait déjà le suffrage universel. Au huitième siècle, elle remplaça ce système d'élection, jugé barbare, par le concours littéraire. Je trouve ces détails dans la *Sociologie* de Letourneau (*De la société chinoise*). Ainsi l'état politique de ce peuple fut en avance de près de trois mille ans sur le nôtre. Ils n'ont pas attendu Ledru-Rollin pour expérimenter ce bulletin de vote qu'on nous vante comme la grande panacée, et trois cents ans de pratique les en ont dégoûtés. Ils n'ont pas attendu non plus tel de nos socialistes d'État dont l'idéal le plus osé est de mettre tous les emplois (que dis-je? toutes les activités) au concours.

Le suffrage et les examens, étant choses absurdes, n'ont pas pu produire en Asie plus de merveilles qu'ils n'en produisent ou n'en produiront en Europe; ils n'impliquent pas par eux-mêmes ce respect réciproque des individus qui constitue l'état de civilisation. Mais il est tout de même ridicule de voir des gens, dont l'évolution politique est si retardataire à l'égard de celle des Chinois, s'offrir à leur donner des leçons.

Voici qui nous intéresse davantage: il n'y a pas encore bien longtemps, les Chinois tenaient le métier militaire en profond mépris. Presque tous leurs soldats se recrutaient parmi des étrangers, les Mandchoux, tellement eux-mêmes avaient de dégoût pour l'ignoble profession de tueur d'hommes. Ici, c'est bien la mentalité d'individus se haussant vers une conception supérieure du juste, c'est bien un commencement de civilisation.

A partir de quand ces « magots » ont-ils dégénéré? A partir du jour où les Européens se sont installés chez eux. Moitié par nécessité de se défendre, moitié par entraînement contagieux, ils ont repris l'habitude presque perdue du militarisme. Ainsi, ce que nous avons apporté, sous le nom de civilisation, à ces hommes d'antique progrès, c'est le retour à la barbarie.

Il y a un paradoxe facile qui consiste à exagérer les mérites des peuples prétendus non civilisés, pour mieux dénigrer l'état social des prétendus civilisés. La vérité est bien assez triste: n'exagérons rien. On nous dépeint les Chinois comme étant en général très cruels et très fourbes. Ce n'est pas là de la civilisation. Peut-être sont-ce surtout leurs gouvernants qui sont cruels et fourbes? Je le croirais volontiers: ces deux qualités sont l'apanage de tous les gouvernants du monde. Pour la cruauté, voyez les prisons d'Espagne; et pour la fourberie, l'état-major français, au cours de l'affaire Dreyfus, en a donné d'assez beaux exemples.

Où trouver sur la terre un peuple civilisé? Nulle part. Il n'y en a pas, et il ne peut pas y en avoir, puisque partout les individus y sont dans des rapports de dépendance et d'inimitié mutuelles; puisque partout il y a des malheureux qui supplient pour un morceau de pain, partout des femmes qui se prostituent, des parents qui torturent leurs enfants, des gouvernants qui mangent la chair des peuples.

En dépit de ses cinématographes, de ses téléphones, de ses rayons X et de ses trottoirs roulants, un état social qui a pour éléments nécessaires l'esclavage, la prostitution, l'ignorance et la violence, n'est pas une civilisation. C'est une barbarie compliquée et raffinée, mais c'est une barbarie. Et quelle ironie énorme que de voir ces barbares se gausser des autres barbares, — d'entendre plaisanter les femmes porteuses d'anneaux dans le nez, par des femmes porteuses d'anneaux dans les oreilles, — et bafouer ceux qui s'inclinent devant un bonhomme en bois, par ceux qui se jettent à plat ventre devant trois étoffes cousues!

Notre fameuse vapeur et notre fameuse électricité pourraient être de la civilisation, si ceux qui nous en gratifient avaient pour but de diminuer la peine commune ou d'augmenter la joie commune. Mais leur but (et dans l'économie présente ils n'en peuvent avoir d'autre) est de s'enrichir en ne procurant du bien-être qu'à ceux qui peuvent le payer.

On confond continuellement la science avec ses applications. Les applications industrielles de la science peuvent indifféremment servir ou ne pas servir à la civilisation, suivant l'usage qu'on en fait. A la rigueur, on peut s'en passer. Mais on ne peut pas se passer de la science: il n'y a pas moyen de se civiliser, si l'on risque, à chaque instant, d'être le jouet de la première superstition venue, religieuse, politique ou économique. La science exige des laboratoires, des observatoires, des bibliothèques, des musées, des écoles. Voilà la vraie civilisation; tout le reste est accessoire.

Il n'y a pas encore de peuple civilisé; mais il y a déjà, chez tous les peuples, des individus qui tendent vers la civilisation de toute la force de leurs désirs. Les gouvernants leur font la chasse.

RENÉ CHAUGHI.

Nous avons reçu la lettre suivante:

Vraiment, mon camarade, ou la colère a troublé votre quiète philosophie, alors je comprends que vous ne soyez pas maître de votre plume, ou vous ne savez pas pourquoi l'acte de Bresci a été inutile, puisque vous ne donnez aucune explication. C'est pour cette dernière appréciation que je penche.

Je vous ai écrit la première, étant, je l'avoue, moi aussi, furieuse contre vous. J'avais lu dans les journaux bourgeois, au lendemain de l'attentat de Salson, que Puybaraud lui avait craché à la face: « Eh bien! maintenant que vous avez servi, vos camarades vous lâchent. » Et lentement une larme coula sur la joue du malheureux, ajoutaient les journaux. Le mouchard avait dû mettre sous les yeux de Salson un article d'anarchiste ou de socialiste ou prétendu tel, qui se désolidarisait de l'acte et de l'auteur. Ils sont si cruels, que peut-être ils mettront votre article sous les yeux de Salson et, en Italie, sous les yeux de Bresci. C'est probablement la plus grande douleur morale qu'ils éprouveront dans la nuit de leurs tombeaux.

Et c'est pour Salson le mouchard, pour Bresci, pour Luccheni l'halluciné, pour Ravachol cambrioleur, agent provocateur, pour, etc., etc., pour en un mot presque tous les individus anarchistes, condamnés pour propagande par le fait et qui ameutèrent contre les camarades en général la presque unanimité des hommes, c'est-à-dire des inconscients, c'est pour tous ceux-là que je proteste.

Tout se répète, les situations se reproduisent, la terreur est près de régner à nouveau. Et vous voyez l'orage venir, vous le pressentez plus même que vous ne le pensez, occasionnant les arrestations en masse, la destruction des livres, la suppression des journaux — et cela vous trouble, et vous voyez vos *Temps Nouveaux* emportés dans la tourmente. Votre

appréciation se trouble sous le coup que vous allez recevoir et devant la charge vous ne réfléchissez pas que, vous aussi, vous avez une arme immortelle — l'Idée, et vous rompez. Vous ne voyez que le coup qui va atteindre ce qui vous est aussi cher que votre vie — votre plume. Entre le courage immense qu'il a fallu déployer, la virilité d'un homme perdue, la souffrance qu'il lui faudra endurer, l'emprisonnement plus ou moins long de milliers de camarades, les poursuites à souffrir, la suppression des journaux, le rétablissement ou l'aggravation de la censure et le résultat de la mort d'un roi, vous dites : Le jeu n'en vaut pas la chandelle.

Car, je ne puis croire un seul instant que, calme, écrivant posément, vous n'avez pas réfléchi qu'il est presque impossible à si retors que ce soit de combattre votre thèse, que la propagande par le fait est inutile, sans risquer de s'enferrer pour quelques mois ou quelques ans.

Vous avez donc, mon cher camarade, toute latitude pour attaquer les résultats immédiats et futurs de l'acte de Bresci. J'ai, moi, le courage — et c'en est un — de me taire, n'ayant pas plus que vous celui d'écrire tout ce que je pense : l'autorité étant là pour apprécier à sa manière mes écrits. Je dis donc qu'il vaut mieux me taire, que de dire des choses que je ne pense pas.

Vous me classez parmi les anarchistes les plus purs et les plus orthodoxes. Grand merci. Cependant, il y a peu de temps encore, aux *Temps Nouveaux* on vous appelait les purs. Ne le seriez-vous donc plus ? Pourquoi sériez-vous les anarchistes par catégories ? Pourquoi, n'ayant jamais écrit dans les journaux que les trois mots que je vous ai adressés, pourquoi, dis-je, me classez-vous parmi les purs ? Sur quoi me jugez-vous ? Quelle raison fait que vous êtes alors moins purs et moins orthodoxes que moi ?

Un attentat a lieu : — vous jugez que Humberto était une canaille et que l'auteur de l'attentat est un courageux, mais que le résultat de l'acte est néant et que celui qui l'a accompli est pour le moins un niais ou un ignorant.

Moi, je ne juge pas, parce que Bresci ne peut pas plus répondre à mes critiques, que ne l'ont pu faire tous ceux que j'ai cités plus haut. Je déclare que je n'ai pas le droit, parce que je n'ai pas le génie de Reclus ou de Kropotkine, de dire que leurs travaux n'ont rien apporté à la science. Je ne puis dire qu'il est stupide que d'autres se jettent à l'eau pour sauver leurs semblables, parce que, moi-même, trop faible ou trop peu courageux, je reste sur la rive. Je dis à ceux qui peinent, qui souffrent, qui travaillent avec acharnement pour l'humanité, à ceux qui sont dans les geôles : Je n'ai pas eu le courage de vous tendre la main, par crainte d'être entraînée dans l'abime, et nous sommes des milliers et des milliers comme cela, mais au grand jamais l'écho de mes paroles, apportées par les lèvres d'un mouchard, ne vous fera verser de larmes.

Et tenez, camarades, la cause qui fait que j'étais et suis encore plus fâchée contre vous est celle-ci. Le jour de l'attentat, un ouvrier, que je catéchise depuis quelque temps et qui est maintenant venu à l'idée, m'apporta un journal, *le Peuple de Lyon*, et, me faisant voir l'article, qui naturellement était réprobatif — c'est-à-dire dans le sens du vôtre — me dit : « Ce coup-là, j'en ai assez, assez ! » et déchira la feuille en miettes. Or, j'attendais impatiemment les *Temps Nouveaux* pour les lui remettre. Je m'illusionne toujours, je pensais que vous évoluiez aussi aux *Temps Nouveaux*, qu'il n'en serait peut-être pas de même qu'aux autres fois ; j'attendais naturellement autre chose que de la désapprobation. Et j'étais une fois de plus désappointée. Je n'ai pu, vous le pensez bien, lui donner votre journal.

Voilà tout simplement pourquoi je trouve votre article exécrable.

Maintenant, je dois vous avouer que, si vous êtes Français de France, anarchiste français, moi je suis citoyenne du monde. Les prolétaires polonais souffrent comme les Irlandais, les Alsaciens-Lorrains, les gens des provinces italiennes en Autriche, les Français en France — tous sous des rois, des empereurs ou des présidents. Vous venez me dire que, du moment que je n'ai pas la lâcheté de narguer la douleur de Bresci, je dois être une nouvelle Judith qui doit délivrer son peuple du tyran. Je me permets de vous dire que cela est absurde et vous accuse d'avoir calqué une lettre de Gohier, adressée et publiée dans les *Temps Nouveaux* en 99, je crois, déclarant que, si lui, Gohier, en voulait tant à Galliffet que les communards prétendent lui en vouloir, il y a longtemps qu'il lui aurait fait son affaire. Et la réponse à vous et à Gohier, Grave, Lefrançais et d'autres compagnons écrivant dans les *Temps Nouveaux*, ainsi que le Girard des temps calmes et paisibles au ciel serein, est sûrement celle que vous pouvez faire au Girard des époques de terreur.

Bien cordialement,

ZOPHIA ZAIKOWSKA.

SUR LE RÉGICIDE

Outre la lettre ci-dessus, j'en ai reçu d'autres également pleines d'attaques personnelles.

J'en remercie les auteurs, car ils m'ont ôté une illusion. Jusqu'alors, j'avais cru que si la tolérance et la libre discussion étaient en pratique quelque part, c'était au moins chez les anarchistes, hommes de liberté, d'analyse et d'examen. Or, je m'aperçois que chez certains, au moins, d'entre eux, on y raisonne, tout comme chez les nationalistes, à coups d'injures et de calomnies.

Un malentendu cependant doit être dissipé. Où a-t-on vu que j'avais exprimé ma réprobation de l'acte de Bresci ? A quel moment ai-je lancé l'anathème contre le vengeur des massacrés de Milan, des « coatti », et de tous les persécutés de l'autorité italienne ? Que ceux qui me déclarent « mûr pour le Palais-Bourbon », qui prévoient « le temps où j'adresserai des télégrammes de condoléance aux potentats », se donnent la peine de lire l'article qui a provoqué leur sainte colère, et d'en comprendre l'intention.

Je crois avoir assez nettement manifesté mon estime et ma sympathie pour ces justiciers qui, de temps à autre, se dressent et font résolument le sacrifice exemplaire de leur vie, pour qu'aux yeux de tout homme de bonne foi, il n'y ait aucune équivoque possible.

Quand un Bresci frappe un Umberto, quand un Angiolillo abat un Canovas, la noblesse du mobile est unanimement reconnue par quiconque n'a pas le cœur desséché d'un juge ou d'un socialiste parlementaire. C'est là le côté sentimental du fait. La chute d'un tyran exécré procure à tout homme généreux qui s'était solidarisé avec ses victimes, une vive satisfaction morale.

Mais la joie de voir vengées tant de souffrances ne doit pas un seul instant suspendre l'exercice de l'esprit critique. Un acte de la nature de celui de Bresci ne doit pas être obligatoirement considéré comme un bloc. La générosité du mobile, la calme et ferme bravoure du dévouement étant admises, n'est-il pas permis d'analyser le fait lui-même, d'en apprécier les conséquences, de mettre en regard et le sacrifice et la valeur de ses résultats ?

Le meurtre d'un roi, les bourgeois nous l'ont appris, peut être un acte d'une haute portée morale. Mais quels en sont les résultats pratiques par rapport à l'amélioration du sort de ceux qu'il gouvernait ?

Un roi est un personnage politique. Il symbolise aux yeux des hommes le principe d'autorité. L'erreur d'un grand nombre est de le confondre avec le principe abstrait dont il n'est que la représentation concrète, et qui est indépendant de l'individualité. C'est un parasite et un nuisible. Mais son parasitisme, son action nocive est inhérente, non à sa personne, mais à la fonction qu'il remplit. Supprimer la personne n'est pas supprimer la fonction ni, naturellement, l'action nocive et parasitaire. Une autre personnalité succède aussitôt et le parasitisme se continue, absorbant, comme devant, les existences de plusieurs autres individualités. Frapper un roi n'est point frapper la monarchie, encore moins l'autorité. La destruction du symbole n'entraîne pas la destruction de la chose symbolisée. Or, le roi n'est même pas le symbole de l'autorité, il n'est que la représentation de ce symbole. C'est ce qui faisait dire la semaine dernière à Charles-Albert : « Tuons-le (le roi) mieux qu'à coups de revolver et de poignard. C'est-à-dire tuons toute croyance en l'autorité. »

De plus, le roi étant un personnage politique n'a qu'une action politique sur son peuple. Or c'est encore une erreur commune que de croire à l'influence des formes politiques sur les conditions de la vie. Nous voyons sur la surface de la terre une grande diversité dans les formes politiques, depuis la monarchie la plus despotique (Russie, Turquie, Perse, etc.) jusqu'à des organisations républicaines variées. Or, la misère n'est-elle pas partout ? Le capitalisme aggrave-t-il ou adoucit-il son exploitation suivant le degré de libéralisme du gouvernement ? Ne sévit-il pas au contraire partout avec la même âpreté ? Que lui importent la mort d'un roi, les changements politiques ? Ses droits émanant directement du droit de propriété, il les fait valoir partout avec la même énergie.

Le pouvoir politique, quelle que soit sa forme, monarchique, impériale ou républicaine, lui prête une égale assistance. Là se borne son rôle. Sous la forme d'impôts, sous la forme de prescriptions législatives restrictives de la liberté de penser, de parler, d'écrire ou d'agir, il lui procure des moyens plus commodes d'exercer son exploitation.

Mais cette exploitation, cette oppression économique qui écrase les peuples, qui, étouffant en leur germe des millions d'énergies, annihilant des millions d'aptitudes, entretient la souffrance sous toutes ses formes et maintient la grande masse dans la médiocrité, sinon dans la misère, est indépendante du pouvoir politique. Celui-ci ne peut rien pour l'empêcher, ni même pour l'alléger sensiblement. Car ce n'est pas lui qui crée ou qui entretient l'organisation économique, cause de tant de maux. Cette dernière résulte de l'ensemble plus ou moins harmonique ou plus ou moins discordant des actions individuelles. Le pouvoir politique ne peut en être rendu responsable, et encore moins le roi, qui n'en est que le représentant momentané. Il est donc illusoire de s'adresser à lui.

Je ne comprends pas que des anarchistes, qui proclament partout l'inanité de l'action politique, entrent en fureur quand on raisonne conformément à ce principe négateur. De deux choses l'une : ou le pouvoir politique peut exercer une heureuse influence sur la contexture économique de la société, et alors on serait coupable de négliger ce facteur d'amélioration, ou son action est nulle, et alors quel résultat peut avoir la suppression brusque d'un des représentants de ce pouvoir ?

Pour moi, qui suis révolutionnaire, c'est-à-dire qui nie la possibilité de changer la société par des réformes politiques, je suis logique en jugeant stérile la suppression d'un personnage politique.

Beaucoup se pensent anarchistes parce qu'ils reconnaissent que le remède aux maux de la société consiste dans la suppression de l'autorité et de la propriété. Mais leur mentalité est loin d'être anarchiste. Encore imbus du préjugé centraliste qui fait émaner toute la vie sociale du gouvernement, préjugé que l'on rencontre chez les sauvages sous sa forme primitive de foi en la puissance des faiseurs de pluie, ils imputent au pouvoir politique une large part de responsabilité dans la barbarie de notre organisation économique.

Leur esprit ne s'est pas bien pénétré de la conception anarchiste de la société, dont le fonctionnement résulte, non pas d'une action centrale rayonnant du centre à la périphérie, mais au contraire de l'innombrabilité des actions individuelles s'harmonisant, se repoussant ou se contre-balançant les unes les autres. Les conditions économiques d'une société, celles dont dépend le bien-être des individus, résultent, non pas de la direction centrale du pouvoir, mais de l'ensemble des rapports individuels. Ceux-ci fourniront une organisation plus ou moins parfaite selon que les mentalités individuelles au-

ront acquis plus ou moins de conscience des véritables intérêts de chacun.

Voilà pourquoi j'ai cru pouvoir dire, sans mériter d'être traité de vendu, qu'il ne suffisait pas de tirer fort, mais qu'il fallait aussi viser juste, si l'on voulait parvenir à un résultat.

En fait de résultat, l'acte de Bresci a causé 1800 arrestations. Pour un temps plus ou moins long, 1800 camarades sont enlevés à la propagande; leurs familles exposées à la misère; des persécutions multiples vont s'exercer dans toute l'Italie, aggravant encore les maux d'un grand nombre d'habitants. Lui-même, Bresci, perdu désormais pour sa cause, sera jeté dans un cachot obscur et étroit et condamné à un supplice horrible où sombrera probablement sa raison, sinon sa vie. Lui aussi, l'homme d'action énergique et déterminé, est perdu pour la propagande.

Et pourquoi? Pour changer le nom du monarque italien.

D'un côté, donc : une somme immense de souffrances; de l'autre : néant.

Eh bien! tout lâche que je suis, dût en souffrir le snobisme de certains anarchistes, je ne puis m'empêcher d'estimer un tel sacrifice illusoire.

André Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

République. — Nous sommes en République, n'est-ce pas? Bien mieux, comme la République paraît depuis quelque temps plus sérieusement menacée par la coalition cléricale, les républicains se sont unis en un même parti, et l'expression de cette union s'est rencontrée dans le choix quelque peu hétéroclite des ministres actuels. Ce ministère s'est institué dans un seul but : faire pièce aux attaques dont la République est l'objet, il s'est même intitulé « ministère de défense républicaine ».

Voici comment ces gens défendent leur république. A Bourges, un professeur du lycée, M. Vaillandet, est élu maire; il est socialiste. Aussitôt on le somme de prendre un congé. Puis, le préfet du département lui supprime l'indemnité que le conseil municipal lui avait allouée pour frais de représentation, tandis que d'autre part on suspend son traitement de professeur. Cependant Vaillandet est républicain.

Mais le gouvernement se moque pas mal, au fond, de ses engagements. A son avis, il vaut bien mieux être bien avec le parti clérical et tout le côté riche de la République qu'avec le socialisme. Le socialisme, bien qu'étant républicain, est haïssable parce qu'il menace l'accaparement capitaliste. Tandis qu'avec le cléricalisme, le nationalisme, le monarchisme, il est des accommodements. Tous ces mots sont synonymes de capitalisme, et la seule chose qui importe est de se tenir en bons termes avec ce grand parti.

*
* *

La Joie de vivre. — A l'Exposition, on peut voir les tableaux et statistiques fournis par le ministère de la justice. Ils sont fort instructifs au point de vue sociologique.

Voici des courbes qui se rattachent à la série et à la croissance des suicides. En vingt-cinq ans, de 1831 à 1855, l'augmentation est de 1.811 cas. En l'autre période de vingt-cinq ans, de 1855 à 1880, l'accroissement atteint 2.250. La dernière période finira en 1905. Quelle sera-t-elle? La constatation est déjà navrante : elle dépasse de 2.000 la seconde période. Depuis 1896, ce sont principalement les femmes qui se suicident.

La croissance funèbre la plus épouvantable concerne les mineurs. De 1838 à 1895, la proportion a augmenté de 19 à 98 pour les enfants de moins de seize ans. De cet âge à l'âge de vingt et un ans, de 1838 à 1895, l'accroissement va de 128 à 529. En s'occupant des mineurs, sans distinction d'âge ou de sexe, on constate que l'ensemble de leurs suicides, depuis 1888, augmente de 100 pour 100! C'est la condamnation même du monde bourgeois!...

*
* *

Incohérence. — Le *Peuple* de Lyon est poursuivi pour avoir reproduit un article de Gohier paru dans l'*Aurore*. L'*Aurore* n'est pas poursuivie. Ce qui est permis à Paris ne l'est pas à Lyon. Rien n'est incohérent comme la magistrature

Et l'on veut que nous respections cela!

André Girard.

*
* *

Militarisme. — Le sous-off Bahuaut est condamné à 200 francs d'amende, pour avoir revendu 300 kilogrammes de foin — du foin qui sert à l'alimentation des officiers.

Un ouvrier, Albert Goutal, s'était dérobé au service militaire. Cet homme étrange aimait mieux travailler que tuer des Chinois ou des grévistes. Deux policiers vinrent pour l'arrêter. Goutal se barricada dans sa chambre et se tira un coup de revolver à la tête. S'étant manqué, il se frappa de deux coups de couteau dans la poitrine. La mort ne venant toujours pas, il se pendit. Les braves policiers enfoncèrent la porte juste à temps pour le dépendre, le porter à l'hôpital, et l'envoyer à Biribi, s'il en réchappe.

Par une nuit très claire, dans une mer très calme, en temps de paix, deux vaisseaux de l'escadre commandés par nos brillants officiers se sont heurtés. Le plus petit a immédiatement coulé bas, noyant 48 hommes, sur les 62 de l'équipage. Ceux-là du moins seront morts sans avoir tué personne.

R. Ch.

*
* *

Saint-Tulle. — D'une lettre d'un camarade : « ... Les fruits pourrissent sur les arbres. La société est ainsi bâtie : au sein de l'abondance, nous sommes malheureux. Exemple... L'année dernière, les gelées printanières avaient tout emporté. Le peu qui restait m'a rapporté 80 francs. Cette année, qui a abondance, j'en ai fait pour 28 sous! Il y a encore les pêches; mais les maisons d'approvisionnement nous répondent déjà : Vente nulle; ce qui n'empêche pas de les payer très cher dans les grandes villes. »

*
* *

Bourges. — Plus que jamais l'idée anarchiste avance à Bourges. Infatigablement les camarades de cette ville font sentir qu'ils sont résolus à combattre par tous les moyens — révolutionnaires, bien entendu — la vieille organisation sociale qui nous régit actuellement.

D'autre part, voulant que leur propagande ait plus d'attrait, ils se proposent d'organiser très prochainement une grande soirée artistique et familiale, dans laquelle nos camarades, transformés en artistes improvisés, s'efforceront de faire entendre les meilleures pièces, chansons et poésies sociales.

Tout cela est de bon augure, et nous fait espérer un réveil de toutes les énergies, de tous ceux qui souffrent, et qui ont au cœur la haine de tout ce qui entrave leur existence — qui devrait être une existence de libres.

L. S.

*
* *

Alais. — La grande foire électorale approche; aussi voit-on déjà les maquignons du socialisme, ces assoiffés d'ambition, qui ne voient dans le socialisme qu'une occasion de se tirer du travail au détriment des quelques gobeurs qui sont assez cruches de les écouter. Seras-tu donc toujours bête, travailleur? et ne feras-tu jamais mentir le proverbe qui dit : « Il n'y a qu'une seule chose au monde qui n'ait pas de limite : c'est la bêtise humaine! »

Donc nos trois ou quatre petits personnages du socialisme en robe de chambre ont décidé de faire parler d'eux (dame! c'est si flatteur de voir son nom dans le journal!); donc nos trois ou quatre *travailleurs* socialistes qui n'ont jamais cassé de manche et qui tiendraient énormément à ne jamais en casser, ont fait une petite réunion où ils se sont passé mutuellement une forte couche de pommade. C'est le « citoillien » Codou qui a ouvert les harangues. Delfieu vient à la rescousse, félicite Codou. Ah! ah! ah! Eh bien! là, franchement, entre nous soit dit, nous avons passé un bon moment! et tous les auditeurs, au nombre d'une douzaine et demie, se tenaient les côtes! Des compliments, des félicitations à Codou... le pauvre garçon est comme moi, il n'a jamais su dire deux mots de français sans y mélanger un peu de patois; il n'a jamais pu apprendre à faire les quatre règles! quoi! il n'a pas même pu apprendre à faire une paire de souliers, il dut abandonner le métier! Eh bien! cette courge s'est mis dans l'idée maintenant de vivre de la politique! Mais qui sait, la bêtise du peuple est si grande.... Mais c'est égal, mon pauvre Codou, tu ferais rudement bien de te taire! C'est vrai que tu es déjà conseiller municipal, mais quand tu voudras aborder le grand râtelier, tu auras des avocats qui te battront sur tous les points et toutes les coutures, ce qui d'ailleurs, ne sera pas difficile! et tu ne feras que t'enfoncer davantage dans le ridicule.

Th. L.

*
* *

Lyon. — Décidément, depuis quelque temps, MM. les chevaliers de la mouche et du casse-tête deviennent un peu fous.

Parle-t-on à un camarade dans la rue, ou bien rentre-t-on chez soi venant d'une réunion, qu'un ou deux de ces malsains personnages sont sur vos talons.

Non contents de vous suivre, ils s'attaquent encore à votre pain quotidien; après le camarade Allière, dont la tentative a échoué, c'est le tour du camarade Magnetti auquel on donne rendez-vous au commissariat spécial de police, pour lui demander son permis de séjour. Le camarade leur dit qu'il en a fait la demande depuis un mois; on le relâche, mais, deux heures après, les roussins ne trouvent rien de mieux que d'aller l'arrêter chez son patron, avec la ferme intention de lui faire perdre sa place.

Si MM. les policiers pensent par ces procédés vieux jeu entraver notre propagande, ils se trompent, car nous avons l'intention de redoubler d'efforts pour activer la propagande de nos idées.

Pour le groupe *Germinal* de Lyon :

F. Charlet.

Italie.

Rome, 15 août.

On a raconté que le célèbre juriste Pessina, membre du sénat italien, avait, depuis le drame de Monza, abjuré son opinion bien connue en faveur de la suppression de la peine capitale et se proposait de demander le rétablissement de cette peine dans le Code pénal italien. C'est une erreur. Le nommé Alexandre Pessina, qui a écrit dans ce sens aux journaux de Rome, n'a rien de commun avec le sénateur juriste. Il est possible néanmoins qu'une proposition tendant au rétablissement de la peine de mort pour les régicides soit soumise au Parlement italien. Dans l'intérêt de l'humanité, on serait presque tenté de le désirer.

En effet, la mort brutale, immédiate, serait presque une grâce à côté du supplice barbare qui attend Bresci dans les bagnes italiens. C'est aussi la mort, mais la mort lente, raffinée, après des années de la plus effroyable torture.

Vous savez, en effet, quelle peine punit actuellement le régicide en Italie. Ce sont les travaux forcés à perpétuité, aggravés de dix ans de réclusion cellulaire, avec quelques mois de cachot au début.

Le cachot est un trou sombre, long de deux mètres et large de moins d'un mètre. Une planche large de cinquante centimètres sert de lit au condamné. Sa nourriture se compose exclusivement de pain et d'eau.

Tant qu'il est au cachot, le condamné doit garder le silence le plus absolu. S'il fait entendre la moindre plainte, il s'expose à des aggravations de peine. Ces supplices nouveaux sont la camisole de force, le lit de force, les fers. Tout est prévu : jusqu'à la tentative de suicide du malheureux jeté dans cet enfer. Craint-on que le condamné n'attente à ses jours? on le revêt durant le jour d'une chemise spéciale qui lui tient les bras sur la poitrine. La nuit, il est jeté dans un hamac assez semblable à celui des marins, mais cousu comme un sac. Deux cercles permettent d'attacher les bras de façon qu'aucun mouvement ne soit possible.

Le condamné ne quitte le cachot que pour entrer en cellule, où il doit rester dix ans. Les cellules ont environ deux mètres carrés. Mais elles ne sont ni mieux meublées, ni plus claires. Dans la plupart, c'est la nuit constante. Dans les meilleures, le demi-jour. Les prisons de San Stefano, de Nisida, de Civita-Vecchia et de Porto-Longone passent pour les plus dures. Comme alimentation, toujours le pain et l'eau. Dans l'hiver, même pour la nuit, une seule couverture. Le silence éternel de rigueur. Défense de lire, défense de fumer, défense d'écrire, défense de travailler.

Ici encore, la moindre révolte, la moindre plainte, est cruellement punie. Nous avons décrit plus haut la camisole de force, parlons maintenant des fers et du lit de force

Les fers sont des menottes, mais un peu larges afin que l'on puisse attacher les mains aux pieds. Le condamné est, par suite, obligé de se tenir plié en deux, assis sur un banc à dos d'âne. Mais ce supplice même peut ne pas suffire à la férocité des geôliers. On a recours alors au lit de force.

Le lit de force consiste en une caisse de bois très dur affectant la forme d'un cercueil, mais sans couvercle. Deux trous permettent de passer les pieds, qui sont ainsi complètement immobilisés, tandis que les cercles de la camisole de force immobilisent les bras.

Comme la victime ne peut être *déliée tant que dure la peine*, c'est un gardien qui la fait boire et manger. S'il n'y pense pas, le condamné jeûne.

Il y a vingt-deux ans que Passanante subit cette torture. Pour lui on découvrit un cachot spécial dans le bagne de Portoferrario, à deux mètres au-dessous du niveau de la mer. Quelques mois après il était fou! Il y a plus de vingt ans que sa folie est reconnue et il est toujours au cachot. Acciarito, lui, est déjà à moitié fou, après un an et demi de torture. Combien de temps résistera Bresci?

Nous avions raison de dire en commençant que l'on ferait peut-être œuvre d'humanité en rétablissant la peine de mort. N...

(*L'Aurore*, 17 août.)

Nouvelle-Calédonie.

NOUMÉA. — *La situation en Nouvelle-Calédonie.* — Au point de vue politique :

La situation est aussi dégoûtante que dans nos pays, à part cette différence qu'il n'y a ici que deux partis, qui se disent tous deux républicains : le parti du gouverneur Feillet, dont la plupart des membres sont francs-maçons, et celui des calotins. En ce moment, ce sont les francs-maçons qui tiennent la queue de la poêle et qui tondent les habitants de la Nouvelle-Calédonie. Pour conserver leur pouvoir, ils ont recours à tous les mensonges et tromperies imaginables. Aux dernières élections, ils ont employé toutes les voitures de place pour aller chercher les électeurs chez eux, puis les conduire à la mairie, accompagnés d'un chien de garde qui était chargé de leur donner des bulletins et de leur faire comprendre par sa conversation que, s'ils ne votaient pas pour tel parti (parti républicain indépendant, comme il s'intitule), ils seraient tous chassés de leur travail et mis dans l'impossibilité de vivre. Voilà la façon d'opérer des politiciens de la Nouvelle-Calédonie.

∴

Au point de vue économique :

Beaucoup de gens s'illusionnent et croient venir ici faire fortune. Ces pauvres émigrants, que l'on a trompés et que l'on trompe encore, en France et ailleurs, et qui finissent par venir se faire voler ici, s'ils savaient réellement ce qui les attend, ils n'y viendraient pas. Car, après avoir dépensé la petite somme d'argent exigée, la plupart se voient contraints par la misère à faire toutes les bassesses, toutes les platitudes imaginables, pour avoir du pain, eux et leurs enfants. Je pourrais vous en citer plusieurs dont la femme est obligée de se prostituer pour subvenir aux besoins de la famille; entre autres, une famille depuis peu de temps à Nouméa, qui dut aller demander aide et protection à un entrepreneur de menuiserie qui, par pitié, les a autorisés à coucher dans l'atelier, sur les copeaux, le père, la mère et les quatre enfants.

Voilà la situation qui est réservée à la plupart des émigrants qui viennent en Nouvelle-Calédonie.

Il est bon de vous dire que la situation n'est pas meilleure pour les hommes qui sortent du bagne ; car il y a un certain mépris qui divise les habitants selon la catégorie à laquelle on appartient : relégués, forçats libérés ou civils (autrement dit, gens libres). Ce sont de ces derniers qu'il faut le plus se défier, car ils saisissent toutes les occasions de tirer profit. Ils font travailler les hommes sans les payer : si c'est un relégué et qu'il se plaigne, on le fait réintégrer à l'île des Pins ; si c'est un libéré, on porte une plainte contre lui pour vol de vin ou d'outils ; et il peut s'estimer heureux si, après avoir travaillé sans être payé, il n'est pas condamné à quelques mois de prison. — Ce sont les honnêtes gens du pays qui agissent ainsi.

A. F.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le camarade Léo Sivasti, accompagné du camarade Georges Bayard, ayant l'intention de reprendre sa tournée de conférences interrompue au mois de juin, prie les camarades de Nevers, Fourchambault, La Machine, Decize, etc., etc., de se mettre en communication avec lui. Lui écrire, 31, avenue Nationale, à Bourges (Cher).

Conférence, concert et bal de nuit au profit de la caisse des *Egoutiers* de la Ville de Paris, samedi 25 août, salle Wagram.

Les Egaux du XVIIe arrondissement, 85, rue de Courcelles. — Réunion absolument urgente des adhérents au groupe, samedi 25 août, à 8 h. 1/2 du soir.

Solidarité des Trimardeurs (Bibliothèque du XVe). — Réunion publique, samedi 25 août, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, n° 3.

Conférence sur le Théâtre Libertaire. Chant, poésies. Prêt de livres.

L'Ecole libertaire n'existant plus, des camarades ayant l'intention d'en continuer les promenades en organisent une pour le dimanche 26 courant.

Rendez-vous au départ du tramway d'Arpajon, rue de Médicis, à 8 h. 40 précises, le train partant à 8 h. 50, pour se rendre au bois de Verrières.

Le camarade Franssens fera une causerie sur la botanique.

Les camarades sont invités à une soirée familiale privée qui aura lieu rue Paul Bert, 26, café de l'Isère, à 8 heures du soir, au profit du Congrès antiparlementaire.—Causerie par un camarade; chants et déclamation. Vestiaire obligatoire.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du mercredi 29 août.

Sujet : La Réforme de l'enseignement, par Antoine Cyvoct.

BÉZIERS. — *Les Penseurs libres.* — Réunion tous les dimanches, à l'apéritif, au café de la Bourse, allées Paul Riquet. — Création d'une bibliothèque. Organisation d'une soirée familiale. Distribution des rôles pour la pièce de Marsolleau.

LYON. — Groupe *Germinal* et Groupe d'études sociales du Ve arrondissement. — Réunion privée, samedi 28 courant, à 8 heures précises, salle du Café de l'Isère, rue Paul-Bert, entrée par l'allée.

Causerie par un camarade.

MARSEILLE. — *Groupe libertaire de Menpenti.* — Dimanche 26 août, ballade à la campagne. Rendez-vous au siège du groupe, à 8 heures du matin.

Les camarades qui sont en possession de livres sont priés de les rapporter aussitôt qu'ils les ont lus.

OUGRÉE-AMAY (Belgique). — Le dimanche 26 août, à 3 h. 1/2, au Salon Clément Borive, suite de la discussion contradictoire entre Flaustier et un pasteur protestant : « Les affaires d'Italie. Où sont les vrais criminels? »

Lujan (Provincia de Buenos Ayres),
22 juillet 1900.

Mon cher compagnon,

Je vous envoie 500 francs pour le journal ; c'est bien peu de chose pour celui qui nous fait tant de plaisir en faisant une propagande féconde de vérité dans un monde de mensonges.

Toujours à vous et à la propagande.

J. CREAGHE.

∴

Comptes de la souscription ouverte en faveur des bannis de Montjuich.

Dépenses : Impression de 1.000 listes de souscription et expédition sous enveloppes à 0 fr. 05, 29 fr. 30. Programme pour la conférence de Marseille : cliché du dessin de Luce, 33 fr. 30 ; papier et impression (2 tirages dont un avant la lettre), 32 fr. 70. Le produit de la vente d'une partie de ces programmes se trouve dans le total des souscriptions. De plus, environ 400 ont été envoyés en Espagne par un camarade de Marseille et le produit en a été distribué par les camarades d'Espagne. Divers frais : correspondance, lettres chargées, télégramme, colis postal, envois de programmes, etc. ; total, 21 fr. 65. Total des dépenses : 116 fr. 95.

Plus 4 fr., montant d'une souscription reçue par Christian et qui ne nous a pas été remise.

Sommes remises directement aux bannis : Envoyé à Tcherkesoff, à Londres, 700 fr. Envoyé à la *Revista Blanca*, à Madrid, frais de chèques compris, 344 fr. Envoyé à T. C., à Barcelone, 51 fr. 40. Remis directement, au bureau du journal, aux camarades C. M. V. X., 180 fr. Souscriptions de Marseille comptées dans les recettes, mais remises à des bannis de passage dans cette ville, 20 fr. 85.

Total général : 1.417 fr. 20. Montant de la souscription : 1.739 fr. 80. Reste en caisse : 322 fr. 60, représentant la part de camarades bannis actuellement en Amérique.

Si ces camarades ne réclament pas leur part, nous la conserverons pour être remise à ceux de Xérès qui, nous l'espérons, seront libérés sous peu.

Il nous reste un certain nombre de programmes (dessin de Luce) : nous les tenons à la disposition des camarades. Le produit en sera ajouté au total restant.

∴

On nous demande de publier les deux listes ci-jointes recueillies à Marseille, et dont le montant a été remis aux bannis.

Solidarité internationale. — 1re liste : Un ami de la liberté, 0 fr. 20 ; Grand Bar de la Poste, 0 fr. 50 ; Un révolutionnaire, 0 fr. 25 ; Un compagnon, 0 fr. 25 ; Un camarade, 0 fr. 20. — 2e liste : Barbari, 0 fr. 50 ; Auguste, 0 fr. 50 ; Noël, 0 fr. 50 ; Nous, 0 fr. 50 ; Paul Germanet, 0 fr. 50 ; Henri Germanet, 0 fr. 25 ; Une qui voudrait pendre les prêtres, 0 fr. 25 ; Ganivet, 0 fr. 20.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Associations rurales en Belgique, circulaire Juin du *Musée Social*, chez Rousseau, 14, rue Soufflot.

La Politique de l'Eglise papale, par J. Bosmans, 0 fr. 10, Bruxelles.

A lire :

Une Mère, par U. Gohier ; *Aurore*, 21 août.

BOITE AUX ORDURES

Psychologie de l'anarchiste, par C. J. (*Vigie algérienne*, 12 août).

AUX CAMARADES

Sauf *Marchand-Fashoda*, nous n'avons, en ce moment, aucune brochure contre le militarisme. Ce serait cependant de circonstance en ce moment où les Européens portent, par le fer, le feu et le pillage, la civilisation chez les Chinois assez malavisés pour vouloir être maîtres chez eux.

Sur les 500 francs de l'ami Creaghe la moitié sera consacrée à boucher pendant quelque temps le déficit hebdomadaire, l'autre partie sera employée à publier une brochure sur *le Militarisme et la colonisation*.

Afin de fixer le tirage, les camarades sont priés de nous faire savoir le nombre qu'ils désirent. Le prix sera de 0 fr. 10 l'exemplaire, 7 fr. le cent.

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Marseille. — Les lithographies expédiées en gare.

Merci au camarade qui nous a envoyé les numéros 23-36.

J. T., Algérie. — L'article de la *Vigie* ne mérite qu'une réponse : *La boîte aux ordures.*

G. C., à Côme. — Le journal avait été expédié, avons renvoyé à nouveau.

J. A., à Lyon. — Reçu liste : sera publiée la semaine prochaine.

Reçu pour le journal : E. B., 0 fr. 50. — C., à Lujan, 500 fr. — Liste d'Alais, par C. : Un abolisseur de religions, 0 fr. 20 ; Un anarchiste militant, 0 fr. 20 ; Un camarade dévoué, 0 fr. 50 ; P. F., 0 fr. 50 ; Ch., 0 fr. 20 ; Un anarchiste approfondi, 0 fr. 20 ; Voilaing, 0 fr. 20 ; Brunet Isidore, 0 fr. 20 ; Marcou Hippolyte, 0 fr. 20. En tout : 2 fr. 40. — Adolphe Loudon, 5 fr. — L., à Marseille, 1 fr. — T. J., aux Issers, 1 fr. 05. — L. L., à Bangy, 2 fr. — Peintres en décor (E. V.), 2 fr. — H. F., 1 fr. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 50. — Merci à tous.

S., à Montpellier. — F., à Manosque. — C., à Alais. — S., à Bourges. — C. D., à Narbonne. — S., à Choumla. — K., à Micheroux. — J. C., à Saint-Imier. — C., à Audierne. — O. S., à Paris. — P. B., à Clarens. — M. F., à Munich. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DESNECHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 19 DIX CENTIMES DU 1er AU 7 SEPTEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE PARTI OUVRIER JUGÉ PAR SES CHEFS

Ce mois d'août ne me paraît pas avoir été très favorable au fameux Comité Général de l'Union socialo-marxiste issue du Congrès de décembre 1899, ni à ses prétentions de futur gouvernement.

On sait l'attitude grotesque de ce comité qui, dès sa formation, déclara que, désormais, ne saurait être reconnu comme vrai socialiste que celui auquel il en donnerait en due forme le brevet estampillé, en retour de quoi l'heureux diplômé reconnaîtrait la suprématie du susdit Comité, chacun de ses membres étant proclamé indiscutable et au-dessus de toute critique.

Ou simples valets ou excommuniés, telle fut l'alternative dans laquelle on plaça les adhérents, et les procès-verbaux du Comité constatent suffisamment que ce ne fut point une vaine formule d'admission.

Or, et très logiquement d'ailleurs, ce sont précisément ceux-là même qui ont le plus docilement (soyons courtois) courbé la tête sous ce joug plus grotesque encore que misérable — tel un Fournière, par exemple — qui prétendent maintenant s'y soustraire. Ce qui ne manque ni de piquant ni d'intérêt.

C'est Jules Guesde qui ouvrit la marche. L'un des créateurs du Parti ouvrier, furieux de s'être vu enlever le panache au Congrès de décembre dernier, il vient de lever l'étendard de la révolte dans un récent congrès tenu par ses fidèles partisans et reproche à la nouvelle Eglise catholico-socialiste d'avoir déserté la « Lutte de classes », ce dogme sacro-saint, hors duquel le socialisme n'est plus qu'un vain mot, d'après Marx et Liebknecht, que le citoyen J. Jaurès, avec une sincérité... discutable, présentait dernièrement à ses lecteurs comme un libertaire excessif, frisant presque l'anarchie (1) !

Puis ont suivi les délégués au Congrès ardennais, délégués dont un grand nombre — et non des moins fameux — fait partie du Comité général de la rue Portefoin.

Dans leur « Appel aux militants » — reproduit par l'*Aurore* du 21 août, ces Messieurs, tout en reconnaissant que des « dissentiments mettent aux prises les diverses organisations du Parti », assurent qu'en somme ces dissentiments ne reposent que sur des « questions de tactique ». C'est ainsi qu'ils qualifient les motifs des violentes discussions qui s'agitent à cette heure dans le sein du Comité, à propos de l'acte de *trahison* (c'est le mot dont on s'est servi) commis par un certain nombre de députés socialistes qui votèrent, sous prétexte de sauver le ministère Waldeck-Rousseau, un ordre du jour flétrissant les doctrines collectivistes et approuvant les fusillades ordonnées par ce ministère de *Défense républicaine* contre les grévistes de Chalon-sur-Saône.

Puis, passant à la critique du Parti, les signataires de l'appel signalé plus haut déclarent que l'organisation de ce parti est défectueuse ; que les divers groupes qui le composent — du fait même de ses tendances centralistes outrancières — ne prennent pas une part assez directe ni suffisante à ses décisions, à son action et sont ainsi contraints de les subir sans conteste, par respect pour la discipline, enfin que l'autonomie y est trop sacrifiée !

Certes, ces critiques ne manquent ni de raison ni de justesse — mais il est au moins étrange de les trouver sous la plume de gens qui ont le plus poussé le Parti ouvrier à l'exclusivisme, au dogmatisme et à la discipline à outrance.

Mais, voilà ! on aspirait à la papauté ou au moins à quelque épiscopat — et dame !...

Enfin et de même que chez Nicollet — de plus fort en plus fort — voici venir le grand chef, celui qui a arraché le panache à ce pauvre Guesde, et qui, à son tour, administre au Grand Parti Ouvrier « les coups de poing de la fin ».

Ce « nouveau Saint Paul du socialisme » — comme l'appelait l'an dernier G. Clemenceau, dans l'*Aurore* — en souvenir sans doute du coup de foudre boulangiste qui, en 1889, le précipita en bas de son siège centre-gauchier à la Chambre et l'amena subitement au collectivisme — ce nouvel élu du marxisme, disons-nous, dans une série d'articles publiés par la *Petite République* des 23 et 25 août, démontre avec habileté et surtout avec une grande clarté que le Parti ouvrier, le seul parti vraiment socialiste, de par la suprême décision du C. G., « n'est capable ni de révolution, ni même de simples réformes ! »

Ce parti ayant abandonné — avec raison, dit J. Jaurès — la tradition d'une révolution par un coup de force, il n'a pas même le sens ni la capacité de pouvoir avec *méthode* produire une action propagandiste d'évolution (nous y voilà) qui puisse amener le prolétariat à la conquête pacifique et sûre des « Pouvoirs Publics », autre dada cher d'ailleurs à tous ces braves gens.

Enfin J. Jaurès reproche au Parti ouvrier de ne vouloir *ni ne savoir* organiser la *Grève générale*, seul moyen d'opérer la Révolution sociale, ce qui revient à dire que pour faire cette révolution.... il faut la faire, ce qui est aussi l'avis de tous les La Palisse de nos jours. — Mais puisque le Parti ouvrier est déclaré par un de ses plus grands chefs incapable de Révolution, alors, quoi ?... Ma foi, que les bonnes gens qu'on berne depuis bientôt trente ans avec la balançoire de « Lutte de classes » alors qu'il n'y a plus que des situations économiques malheureusement accessibles à tous les favorisés d'un état de choses qu'il faut supprimer ou avec l'autre balançoire de « Conquête des Pouvoirs Publics » alors qu'il s'agit surtout de les détruire, que les bonnes gens ainsi dupés tirent eux-mêmes la conclusion de ce qui se passe en ce moment. — Pour nous, contentons-nous de cette simple remarque : Comme bateau, c'est vraiment réussi.

G. LEFRANÇAIS.

(1) *Petite République* du 15 août.

Lorsque parvint en Europe le bruit du massacre des légations, un autre bruit circula : « que ce n'était qu'un mensonge, inventé par les puissances, pour justifier l'invasion que l'on préparait ». Le dénouement de l'affaire semble justifier cette assertion.

Quand donc les peuples comprendront-ils qu'ils sont complices des crimes qu'ils laissent perpétrer à leurs gouvernants, et que l'impudence de ces derniers n'est faite que de la lâcheté et de l'ignominie des premiers ?

L'INVASION NOIRE

On sonne l'alarme à propos de l'invasion jaune. C'est l'invasion noire que nous redoutons. Celle-ci est déjà une réalité, un fait accompli.

Il y a quelque temps, la *Dépêche de Toulouse* publiait en effet des chiffres concernant la part du clergé dans l'éducation de la jeunesse française, et ces chiffres donnent vraiment à réfléchir.

Lorsqu'il y a vingt-cinq ans Gambetta disait : « Le clergé est l'ennemi », nous haussions les épaules. — « C'en est fait du clergé, de la religion », pensions-nous en voyant la démolition ardue des superstitions religieuses qui se faisait alors en Europe. — « Le Capital est l'ennemi ; l'Etat est l'ennemi », répondions-nous, sans nous apercevoir que dès lors le Capital et l'Etat appelaient déjà à leur aide le clergé, afin d'empêcher à *eux trois la* Révolution sociale. — « La Révolution impie », disait le clergé avec fureur ; « anarchiste », ajoutaient les hommes de gouvernement avec dégoût ; « communiste », s'écriait le capitaliste *frappé de terreur* !

Aujourd'hui, la triple alliance de l'Etat, du Capital et du Clergé est faite.

∴

Tout a été mis en jeu pour réveiller les superstitions religieuses et mystiques, sous n'importe quelle *forme* : christianisme doucereux ou militant, bouddhisme, théosophisme, magisme, somnambulisme, « *force* vitale », « l'inconnaissable »

et tout le reste. Et c'était si facile ! Qui de vous dans son enfance n'a pas été terrifié par des contes de revenants? à qui donc ses aînés n'ont pas inspiré la frayeur de la mort? Qui n'a pas cru dans son enfance à une vie des morts? Et un retour vers ces frayeurs, facilité par les survivances, s'est fait sous mille formes diverses.

Tout fut mis en jeu, d'autre part, pour enrayer le développement de l'anarchisme, de la confiance dans le bon sens humain, du désir de vivre sans gouvernants, de l'élan vers la liberté complète de l'homme affranchi. Poursuites inouïes, relégation à la Guyane où trois relégués sur dix meurent chaque année, — tout, jusqu'à la torture à Montjuich... on ne négligea rien. La science bourgeoise, l'anthropologie criminaliste, la falsification de l'histoire, la haine des partis voisins, le servilisme, le culte de l'autorité ressuscité sous le nom de discipline de parti, la pseudo-science socialiste, furent chargés de faire le reste.

Et tout fut encore mis en jeu pour dénigrer le communisme : la métaphysique enseignée sous le nom d'économie politique, la philosophie des Comte et des Spencer, voire même la métaphysique de Hegel reparaissant aujourd'hui sous le nom de « socialisme scientifique », l'appel aux passions les plus antisociales... « Rêveurs, utopistes », répète-t-on sur tous les tons du haut en bas de l'échelle.

L'attaque contre les trois « monstres » — l'athéisme, l'anarchie, le communisme — fut donc dirigée avec une touchante harmonie. Et l'alliance entre l'Etat, le Capital et l'Eglise est re-faite aujourd'hui — en attendant que le peuple porte la torche dans leurs châteaux forts.

Mais revenons aux chiffres de la *Dépêche*. L'instruction, en France, est en effet autant, sinon plus, aux mains du clergé qu'elle ne l'était il y a un demi-siècle, en 1850. Les chiffres sont là pour le prouver. Malgré toutes les lois Ferry, LA MOITIÉ de la jeunesse française reçoit encore son instruction des prêtres, chez les prêtres ; tandis que l'autre moitié en subit l'influence plus ou moins indirecte : dans les programmes, dans les livres d'école, dans la science sociale maquignonnée, dans la philosophie alambiquée, dans l'histoire fraudée, dans les sciences naturelles sophistiquées sur les indications et par les soins des prêtres.

Dans l'enseignement enfantin, dans les jardins d'enfants et les asiles pour les tout petits, nous trouvons, en 1896-1897, 369.407 enfants dans les établissements laïques, et 370.241 chez les congréganistes. La moitié des tout petits est ainsi livrée directement et pleinement aux prêtres et leurs chères sœurs.

Pour l'enseignement primaire, c'est un peu mieux, mais les prêtres et les frères et sœurs ignorantins détiennent toujours à peu près *un tiers* des enfants dans leurs écoles! A la même date, les écoles laïques avaient 3.911.806 élèves, et les écoles congréganistes en recevaient 1.619.712. Seize enfants chez les prêtres contre trente-neuf dans les écoles plus ou moins laïques.

Mais c'est surtout dans l'enseignement secondaire que les prêtres se rattrapent. Ici, c'est de nouveau presque la moitié des élèves, c'est-à-dire 92.084, qui reçoivent l'enseignement chez les prêtres, et 96.503 seulement qui vont dans les lycées et autres écoles secondaires plus ou moins laïques, dans lesquelles l'immense majorité des professeurs n'ose ni penser sur la religion, ni dire ce qu'ils pensent, s'ils se permettent cette hardiesse.

Bref, les proportions sont *pires* aujourd'hui qu'elles ne l'étaient il y a un demi-siècle. Moins d'enfants allaient en 1850 à l'école ; plus y vont aujourd'hui; mais, la part des prêtres est plus grande aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1850.

Pire que cela. « La tache noire va s'élargissant de plus en plus », nous dit-on ; elle gagne toujours du terrain, surtout ces dernières années

Et quant aux fonctions libérales, civiles et militaires, qui ne sait combien la main des prêtres pèse dans toutes les nominations? La *franc-maçonnerie* cède de plus en plus le pas devant l'armée noire.

Et, ce que nous voyons en France se retrouve partout.

L'Espagne est entièrement aux mains des prêtres. Les *tortures de Montjuich* furent aussi *bien dirigées* contre la libre pensée que contre l'anarchie. Le bourreau militaire fut béni par le prêtre, le juge se pâmait de joie en annonçant la proche « arrivée de la Sainte Inquisition ».

En Italie, le prêtre est si puissant que les républicains mêmes sont forcés de compter avec Rome.

En Angleterre, la tentative minuscule, faite il y a trente ans, d'enlever l'école au prêtre, a échoué. *Dans tout* l'enseignement, le prêtre est aujourd'hui le maître. Le capital, effrayé des progrès de la libre pensée, est aujourd'hui un dévot de l'Eglise, qui elle même devient de plus en plus catholique. Le catholicisme envahit l'Angleterre : l'église épiscopale lui appartient déjà.

L'invasion noire ne cesse de grandir. Partout elle domine la littérature, partout elle s'empare de l'art, de la science.

Voyez, par exemple, l'incident Brunetière.

Un ignorant complet en matière de science revient de Rome en proclamant la déchéance de la science. Qui est ce Monsieur Brunetière? Est-ce un physicien comme Kelvin? un biologue comme Hæckel? un chimiste comme Becquerel? Si vous avez suivi le progrès des sciences pendant ces dernières trente années, avez-vous seulement entendu prononcer son nom? — Cela, jamais! Pour la science, c'est un zéro, une nullité : en sait-il seulement l'alphabet? Eh bien, cette nullité s'avise un beau jour de proclamer la déchéance de la science — et tout le monde, de San Francisco à Vladivostock, apprend ses divagations. Qui fait donc, qui paie donc la réclame qu'on lui a faite, si ce n'est les prêtres? Et que, d'autre part, paraisse un ouvrage de science profonde, ou de beauté admirable — si le prêtre n'y trouve pas son compte, à peine un millier de lecteurs le connaîtront : il restera inconnu, boycotté pour un siècle.

La tache noire grandit toujours, sans rien perdre de sa noirceur.

Le peuple seul, le peuple en révolution, en aura raison, quand à l'alliance noire du Capital, de l'Etat et de la Superstition peureuse, il viendra opposer l'alliance de l'Anarchie, du Communisme et de leur mère commune — la Science matérialiste.

PIERRE KROPOTKINE.

Le camarade Chapelier, qui vient de sortir du bagne de Louvain, a adressé au *Libertaire*, avec prière aux *Temps Nouveaux* de reproduire, une protestation contre un placard dont on lui attribue la paternité.

Le placard en question sortait de l'officine de Londres, où une bande de souteneurs, cambrioleurs, à la solde de la police, a pris à tâche d'éditer de temps à autre, sous le couvert de l'anarchie, des petites saletés qui n'ont pour but que de déconsidérer l'idée. J'ai trop d'estime pour le camarade Chapelier pour avoir pensé un seul moment à le supposer l'auteur de la petite ordure en question. Et puis qu'il n'attache à ces petites choses plus d'importance qu'elles ne valent en réalité.

J. GRAVE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Il y a quelques mois, M. Vigné — d'Octon pour son concierge, — député et ancien médecin de marine, était tout à coup pris d'un beau zèle humanitaire. Après être demeuré silencieux pendant plusieurs années sur les atrocités dont il fut témoin au cours de sa carrière, il sortit de sa torpeur, fit entendre qu'il allait faire des révélations sensationnelles, puis il menaça le ministère d'une interpellation sur les crimes de nos troupes coloniales, qui devait à coup sûr endommager sérieusement l'organisation sociale présente. Ah! on allait en voir! Déjà un livre paraissait, bombe d'essai, projectile avant-coureur, présageant un bombardement qui resterait fameux dans l'histoire.

Mais que s'est il passé depuis? Le ministère de défense républicaine et prétorienne a, sans nul doute, fait appel au patriotisme de M. Vigné, lui a adressé des représentations avec lesquelles celle qu'il se proposait de nous donner ne pouvait évidemment soutenir la comparaison.

Toujours est-il qu'aujourd'hui M. Vigné accepte une mission en Extrême-Orient. Il promet de faire son interpellation, cependant. Attendons pour voir ce qui en sortira.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

MILITARISME. — Le lieutenant Juving, officier payeur à Sainte-Marguerite, qui avait emporté la caisse du bataillon contenant 12,000 francs, a été condamné par le conseil de guerre de Marseille, pour faux en matière d'administration, faux en écriture, usage de faux et vol militaire, à vingt ans de travaux forcés, à la dégradation militaire et à vingt ans d'interdiction de séjour. En outre, il a été condamné, pour abus de confiance, à deux ans de prison, vingt-cinq francs d'amende et la perte de son grade.

Son crime était d'être voleur et faussaire de sa propre initiative. D'autres sont faussaires par ordre, s'il faut en croire la *Liberté* nationaliste : « L'envoyé du ministre (le lieutenant Jumelle) est parti (au Soudan) avec mission de recueillir des témoignages cpnformes aux dires du lieutenant Peteau et avec l'ordre de transformer entièrement le sens des conclusions du rapport fourni par le capitaine Pallier. »

Ce capitaine Pallier vient de mourir de la fièvre jaune, qui sévit au Sénégal. Les journaux patriotes pleurent les cadavres galonnés, mais sur les simples soldats qui meurent, et en bien plus grand nombre, pas un mot.

Le 10 août, les saint-cyriens partant en vacances ont tout brisé, tout défoncé, dans le train qui les emmenait de Saint-Cyr à Paris. C'est un usage. Pour de simples soldats, ce serait le conseil de guerre : pour des civils, les tribunaux. Pour nos futurs galonnés, il n'y a ni conseils ni tribunaux; on les prie seulement de vouloir bien rembourser les dégâts commis, puis on les salue bien bas.

Ceux-ci ne sont qu'élèves officiers. Les tout à fait officiers ont encore bien plus de privilèges. Par exemple, à Lunéville, ils cravachent le vendeur d'un journal (*L'Arrondissement*) qui ne leur plaît pas, et lui offrent un louis d'indemnité ; ils assomment ensuite l'administrateur, un estropié, en se mettant à six ou sept.

Les sous-officiers, quoique moins hauts seigneurs, ont encore des droits appréciables. Ainsi Gustave Lambert, sergent-major au 28e régiment d'infanterie de marine, ayant plongé un couteau de cuisine dans le dos de sa maîtresse, mère de trois enfants, fut puni, par le conseil de guerre de Brest, de 100 francs d'amende. Etant donné que la victime est un civil et de plus une femme, c'est-à-dire rien du tout, 100 francs d'amende, c'est encore beaucoup trop.

Les simples soldats veulent quelquefois — noble émulation — imiter leurs supérieurs. Une nuit, à Mamers, plusieurs fantassins ayant bien bu et étant tumultueux furent invités à ne plus boire et à partir. Ils se jetèrent sur le débitant, un vieillard, rouèrent de coups et enfin tuèrent cet arrogant civil. S'ils avaient le moindre galon, ils seraient sûrs de s'en tirer.

Même débarrassés de l'uniforme, on est toujours de bons patriotes. A Grand-Croix, près Rive-de-Gier, des ouvriers français et des ouvriers italiens se sont jetés patriotiquement les uns sur les autres, le couteau à la main ; il y eut cinq blessés, dont un est à la mort. A la fête de la Plaine Saint-Denis, dimanche soir, deux groupes d'ouvriers verriers, français et italiens, se sont aussi jetés les uns sur les autres, patriotiquement. Pendant un quart d'heure, ce fut une bataille à coups de couteaux et de revolvers. Dix-sept blessés, deux disparus qui sont peut-être morts. — Les patrons français et les

patrons italiens ne se donnent jamais de mauvais coups. Ils sont moins bêtes.

R. Ch.

*
* *

Vive l'Armée ! — Aujourd'hui les voleurs, faussaires, escrocs de tout acabit deviennent si nombreux dans l'armée qu'il deviendrait presque superflu de les signaler si ce n'était que pour l'édification de ceux qui persistent envers et contre tout à se pâmer devant l'apparat des sabreurs.

A Bourges, deux sous-offs du 95ᵉ de ligne viennent d'être mis en état d'arrestation sur la plainte de nombreux soldats qui se plaignaient depuis longtemps de détournements de mandats. Un journal local nous apprend même qu'un troisième qui vient de rentrer de permission est allé rejoindre ses deux dignes copains.

L'administration militaire essaie d'étouffer l'affaire et n'a encore pas voulu livrer les noms de ces dignes défenseurs de la Patrie — véritable incarnation de l'honneur de l'armée — à l'opinion publique.

Vive l'armée, Monsieur !

L. S.

*
* *

Mouvement ouvrier. — *Les grèves dans les ports.* — La grève des ouvriers du Havre, qui s'est étendue à tous les autres ports, a pris le caractère d'une véritable grève générale à laquelle il n'aurait manqué qu'un peu de cohésion. Malgré cela, les ouvriers sortent vainqueurs de la lutte à peu près partout, et ce malgré les soldats envoyés pour protéger (!) le travail et, comme cela s'est vu à Marseille et au Havre, prendre la place des travailleurs ; ce à quoi ces Messieurs du socialisme ministériel n'ont rien trouvé à dire et pour cause.

Voici les derniers renseignements. A Marseille, les quais sont surveillés par la gendarmerie et la police. 150 soldats travaillent au chargement du *Matapan* et du *Laos*, courrier de Chine, dont le départ demeure incertain comme celui du *Natal*.

Les primeurs et les fruits de provenance d'Afrique passant par Gênes, d'où ils arrivent par le chemin de fer, se gâtent, et les comestibles augmentent de prix.

Le charbon commence à manquer, de nombreux ouvriers sont menacés d'un chômage forcé.

Par l'intermédiaire de leurs camarades italiens, les ouvriers des quais en grève ont fait une demande afin que les ouvriers du port de Gênes refusent de prendre du travail à bord des bateaux à destination de Marseille. Ce qui prouve le caractère international que prend de suite une grève tant soit peu générale.

Toutefois, il est probable que la grève ne tardera pas à être terminée, les ouvriers ayant obtenu satisfaction à peu près sur tous les points. Seuls les grévistes charbonniers résistent et entendent traiter directement avec les patrons.

Au Havre, le succès des matelots a encouragé les ouvriers métallurgiques qui ont présenté leurs demandes à leurs employeurs. Seuls aux chantiers Normand les ouvriers travaillent. L'établissement était gardé extérieurement par la cavalerie et à l'intérieur par des soldats de l'artillerie de forteresse, qui étaient installés en permanence. En raison de la pluie, les grévistes étaient moins nombreux autour des chantiers du quartier de l'Eure.

Aux ateliers des Forges et Chantiers de la Méditerranée, une quarantaine d'ouvriers seulement sont entrés. Les abords et l'intérieur étaient également gardés militairement.

Dans plusieurs usines, quelques ouvriers qui étaient entrés se sont retirés après quelques instants.

Des patrouilles parcourent le quartier de l'Eure et les quais. Il n'y a pas eu d'incident.

Pendant que les usines sont gardées, que les soldats remplacent les ouvriers, la *Petite République*, pour faire diversion, amuse ses lecteurs avec une polémique sur les mérites personnels de Guesde ou de Jaurès, et sur la nécessité que Millerand soit ministre. Ces grèves importantes qui se généralisent de plus en plus ne les intéressent pas. Quelle bande !

J'ai parlé en son temps des grèves de Fougères et du pillage de l'usine d'un des plus féroces exploiteurs de l'endroit. A ce propos, un camarade m'écrit : « Après la venue de Viviani et Zévaès qui ont apporté 500 fr. (de la part de Millerand), tout est rentré dans l'ordre, mais les gendarmes et les soldats sont restés. »

Beaucoup de ceux qui saccagèrent l'usine Daussin — me fait remarquer mon correspondant — n'étaient pas des ouvriers de l'usine, mais des serruriers, des mécaniciens, des menuisiers sans travail qui avaient la ferme conviction que cela leur donnerait à travailler. L'ouvrier voit dans le travail non l'utilité, mais le moyen de manger. Je ne suis étonné que d'une chose, c'est que cela n'arrive pas plus souvent.

Des arrestations ont eu lieu et les policiers usent tour à tour de menaces et de promesses pour obtenir des délations. Chaque jour des gens sont appelés au commissariat pour « fournir des renseignements ». Une jeune fille invitée par un de ces policiers à le « suivre » s'est vu ensuite mettre à la porte par son patron, sous prétexte qu'elle était recherchée par la police. L'arbitraire règne en maître. MM. les députés sont allés endormir ces malheureux, peu leur importent à présent les vexations et les arrestations, ils vont autre part continuer leur immonde besogne.

A Saint-Malo, Saint-Servan, les charbonniers du port, véritables forçats qui n'avaient jamais songé à se révolter, ont en deux jours obtenu une augmentation de salaire de 1 fr., soit 4 fr. pour onze heures de travail. Il y a un camarade qui a du nerf attelé à la besogne pour décrasser ces cerveaux plutôt frustes.

*
* *

A Paris, la grève des cochers de fiacre, si elle n'est pas terminée à l'heure actuelle, tire à sa fin. Les quelques sous des cochers et les vingt-cinq jours de privations n'ont rien pu contre les millions de la Compagnie.

Les cochers parisiens, qui passent en général pour d'excellents nationalistes lecteurs de l'*Intransigeant*, se sont vu lâcher par leurs chers élus (!!) qui, en la circonstance, pouvaient beaucoup, des traités liant la Compagnie à la ville. Mystères, monopoles et pots-de-vin ! paraît-il.

*
* *

Nous rappelons que c'est la semaine prochaine que doivent se tenir à la Bourse du Travail les Congrès essentiellement ouvriers. Il sera sans doute intéressant, au moins à titre de renseignement, d'en suivre les travaux. Ces Congrès auront lieu aux dates ci-après :

Fédération nationale des Bourses du Travail, du 5 au 8 septembre ;

Corporatif national, du 10 au 14 septembre.

Corporatif international, du 15 au 18 septembre ;

International des Bourses, du 18 au 22 septembre.

P. Delesalle.

Allemagne.

Devoirs contradictoires. — Un ouvrier de Berlin, Paul Franz, avait été obligé de partir le 2 août pour Francfort-sur-l'Oder où l'appelaient des exercices militaires.

Le 7, il reçut la nouvelle que sa femme, dangereusement malade, était transportée à l'hôpital. Des trois enfants dont le plus jeune avait huit mois et l'aîné sept ans, deux avaient été recueillis par des voisins, un chez des parents.

Franz reçut le 8 août 24 heures de congé. Il espérait que, vu la situation misérable de sa famille, le congé serait prolongé jusqu'au rétablissement de sa femme. C'eût été trop humain d'accorder cela tout de suite et, le dimanche suivant, il ne put obtenir encore qu'un congé de vingt-quatre heures pour courir vers sa malheureuse famille.

Mais voici que les voisins qui s'étaient chargés des deux aînés lui déclarèrent ne pouvoir les garder plus longtemps, et les lui remirent.

Le soir, le pauvre homme devait être rentré à son régiment, sous peine des châtiments les plus rigoureux. On sait ce que c'est, l'esprit militaire prussien.

Il n'eut donc d'autre ressource que de courir avec ses deux petiots à l'orphelinat de la vieille rue Jacob.

Mais ici on lui déclara que l'orphelinat ne prenait que des enfants dont les parents sont morts.

Ceux-ci étaient à la rue, mais ils avaient une mère à l'hôpital, un père au régiment, ils n'avaient qu'à se tirer d'affaire.

Parfaitement.

L'ouvrier, au désespoir, déclara qu'il laissait ses enfants à l'orphelinat ; on pouvait faire ce qu'on voulait, il était acculé, il ne pouvait ni les abandonner à la rue, ni manquer à l'appel, le soir, à la caserne.

Finalement le fonctionnaire de l'orphelinat ferma la porte à clef et déclara à l'ouvrier-soldat qu'il ne le laisserait pas partir s'il n'emmenait ses enfants.

Le malheureux, qui devait être rentré à la caserne le soir même, fut bien obligé alors d'emmener ses enfants, mais il les mit devant la porte du directeur, sonna et s'enfuit.

Il avait ainsi en partie atteint son but : les pauvres enfants, terrifiés, à demi morts de fatigue, furent réintégrés dans l'orphelinat. Mais les angoisses de Franz n'étaient pas finies.

Quand il revint enfin du régiment, il avait perdu sa place à l'atelier, la caserne lui avait pris son morceau de pain et le voilà errant par les rues avec ses deux enfants à la recherche de travail...

Oh ! la divine chose que le militarisme. Et logique donc ! Et juste !

Mais ce n'est pas tout. Il est sous le coup de poursuites judiciaires pour abandon d'enfants, si toutefois lui et les enfants ne sont pas morts de faim et de misère d'ici là.

Alors personne ne sera coupable, ces meurtres-là n'étant pas punissables...

Quel superbe tableau de progrès et de civilisation !

Serait-ce trop demander que d'y désirer un peu d'humanité, d'équité et de raison ?

(*Soir*, de Bruxelles, 23 août.)

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

L'Education libertaire, revue mensuelle, 26, rue Titon, Paris. — Le troisième et dernier numéro de la série préparatoire paraîtra le 9 septembre et sur 8 pages. Envoyer les souscriptions dès maintenant.

On recevra autant de numéros qu'on aura versé de fois *15 centimes*.

*
* *

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Mercredi 5 septembre, Hyacinthe Loison : La Triple Association humaine.

*
* *

Groupe des Trimardeurs (Bibliothèque du XVᵉ). — Réunion publique, le 1ᵉʳ septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, 3.

Causerie par Henri Fabre ; chant, poésie.

Prêt de livres.

*
* *

Bibliothèque Les Egaux du XVIIᵉ arrondissement, 85, rue de Courcelles, Paris. — Tous les camarades du groupe sont priés de se réunir au local le samedi 1ᵉʳ septembre.

Communication urgente.

Causerie par un camarade.

*
* *

Le camarade Léo Sivasti, accompagné du camarade Georges Bayard, ayant l'intention de reprendre sa tournée de conférences interrompue au mois de juin, prie les camarades de Nevers, Fourchambault, La Machine, Decize, etc., etc., de se mettre en communication avec lui. Lui écrire, 13, Avenue Nationale, à Bourges (Cher).

*
* *

Lyon. — Le groupe *Germinal* invite les camarades à une soirée familiale privée au bénéfice du Congrès antiparlementaire de septembre.

Elle aura lieu le 9 septembre, au café de l'Isère, rue Paul-Bert, 26, salle du fond, à 7 heures du soir. Causerie par un camarade, chants et déclamations. Vestiaire obligatoire, 0 fr. 25.

*
* *

Bordeaux. — Les camarades sont priés de se rendre de très bonne heure, le samedi 1ᵉʳ septembre, à la Bibliothèque, 13, rue Porte-Basse, pour s'entendre sur différents moyens de propagande pour l'amélioration et le bon fonctionnement de la Bibliothèque, tous à 8 h. 1/2 du soir.

*
* *

Béziers. — Camarades de Béziers et des environs, en présence des faits sociaux qui viennent de se

dérouler : perquisitions et arrestations, il est bon de nous sentir les coudes, et d'étudier les moyens de défendre nos idées.

Réunion tous les dimanches, au groupe d'études sociales, à *l'apéritif*, café de la Bourse, allées Paul Riquet.

∴

MARSEILLE. — Samedi 8 septembre, à 8 heures 1/2, soirée familiale, au groupe de Menpenti, 107, Grand chemin de Toulon.

∴

AUX CAMARADES DE TRÉLAZÉ ET ANGERS. — Le Congrès ouvrier révolutionnaire international va s'ouvrir d'ici quelques jours. Resterons-nous en arrière ? Je ne le pense pas. Que ceux qui croient qu'il est utile d'échanger des vues et de discuter des idées *internationalement* se trouvent le samedi 8 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, au Petit Tonneau, à la Madeleine. On y discutera l'ordre du jour du Congrès.

AVIS

Nous mettons en vente chez les libraires de Paris et de la banlieue les brochures suivantes :

Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross ; 0 fr. 10.

Aux femmes, par U. Gohier, couverture de Lebasque ; 0 fr. 10.

Aux travailleurs. — La Grève, 0 fr. 10.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous reste encore quelques brochures à distribuer : *Aux Femmes*, de U. Gohier, contre les frais d'envoi : 0 fr. 60 le cent.

Un camarade désire échanger les 15 premiers mois de *L'Aurore*.

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE

Suite (1)

Philosophie.

90. *Mélanges philosophiques*, par Diderot ; 1 vol., 25 centimes, Librairie de la Bibliothèque nationale, 5, passage Montesquieu.

Ce volume comprend les *Pensées sur l'interprétation de la nature*, les *Pensées philosophiques*, les *Additions aux Pensées philosophiques*, l'*Entretien d'un philosophe avec la maréchale*, le *Supplément au Voyage de Bougainville*. Ces ouvrages sont parmi les plus intéressants de Diderot ; ils ont trait au matérialisme, à la religion, à l'amour et aux rapports de civilisés à sauvages.

91. *Entretien entre d'Alembert et Diderot. — Le Rêve de d'Alembert. — Suite de l'Entretien*, par Diderot.

C'est une suite de dialogues, merveilleux de profondeur et d'esprit, sur la possibilité de concevoir le monde, la vie, l'intelligence, sans le secours des hypothèses Dieu et Ame. Ces pages, écrites en 1769, où est prévue la théorie du transformisme, sont encore hardies à notre époque.

Histoire.

92. *Petite Histoire du peuple français*, par Paul Lacombe, chez Hachette.

Souvent des camarades nous demandent quelles histoires ils pourraient donner à leurs enfants. En voici une assez bien comprise où l'auteur s'attache, sous un format restreint, à donner une idée réelle de l'histoire, en racontant les mœurs, l'évolution des idées, laissant de côté les rois et leurs gourgandines dont est pourrie l'histoire officielle.

Voyages.

93, 94, 95. *Journal d'un marin*, par Vigné d'Octon, 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine. — *Siestes d'Afrique*, même auteur, même librairie. — *La Gloire du sabre*, même auteur, Société d'édition, 4, rue Antoine Dubois.

Dans ces ouvrages, l'auteur, médecin de la marine, raconte des épisodes de ses passages dans les colonies, dévoilant les crimes et les turpitudes que l'on décore du nom de civilisation.

Théâtre.

96. *La Robe rouge*, par Brieux, pièce en quatre actes, 2 fr., chez Stock, 27, rue Richelieu.

Dans cette pièce, l'auteur nous fait voir que la vie et la liberté de l'individu pèsent peu chez les juges lorsqu'il s'agit de se faire remarquer pour avancer ; et combien leur soi-disant indépendance est annihilée par le même besoin d'avancement.

97. *Mais quelqu'un troubla la fête*, pièce en un acte, par Marsolleau, 1 fr., chez Stock, 27, rue Richelieu.

Cette pièce que la censure a cru bon d'interdire est une critique de notre état social, où l'on voit les maîtres faire bombance, pendant que les exploités viennent implorer un soulagement à leurs peines.

Dans la pièce, les miséreux, après avoir été bernés bien des fois, finissent par renverser la table du festin.

98. *La Clairière*, pièce en 5 actes, par L. Descaves et Donnay ; 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 22, boulevard des Italiens.

La clairière est la tentative de quelques camarades qui, croyant échapper aux saletés sociales, se sont réunis en un petit groupe où ils appliquent entre eux, et dans leur entourage, les idées communistes.

Mais on n'échappe pas facilement à l'étreinte d'une société pourrie. Des motifs de désunion ne tardent pas à se glisser entre eux ; la clairière menace ruine. Mais qu'importe si le groupe disparaît ? Les membres emporteront avec eux la joie des jours de solidarité, l'effort tenté restera en exemple.

(*A suivre.*) VINDEX.

(1) Voir les numéros 2, 5, 9, 22, 33 et 44, 1re année ; n° 4, 2e année ; n° 49, 3e année, et n° 33, 5e année.

NOTRE CONFÉRENCE

Liste des lots (suite).

107. Un accouchement à faire dans l'enceinte de Paris et une layette complète, par Mme Palmgren, sage-femme, 12 rue Surcouf.
108. Trois volumes de la *Bibliothèque de l'Œuvre internationale*, offerts par Zeppa.
109 à 111. Un abonnement d'un an à la *Revue franco-allemande*.
112 à 116. Une collection de l'année 1899 de la *Revue franco-allemande*.
117. Un melon, par le camarade Ferrouil.
118. Une bourse au crochet.

PETITE CORRESPONDANCE

M., à Uccle. — Merci de la coupure.

M., à Nancy. — Merci du renseignement.

Trimardeur du XVe. — Libertad vous fait dire qu'il envoie quelqu'un à sa place.

J. A., à Lyon. — Arrivé un peu trop tard. Utiliserons la semaine prochaine.

Heud., au Havre. — Merci des renseignements. Envoyez-nous votre adresse, nous ne l'avons pas conservée.

Reçu pour la brochure à distribuer : Liste A. de Lyon : Une amie, 0 fr. 20 ; Broussaud Pierre, 0 fr. 50 ; La Bohème, 1 fr. ; Un camarade, 0 fr. 25 ; C. Cochet, 0 fr. 25 ; Un camarade, 0 fr. 30 ; Un camarade, 0 fr. 50 ; Broussaud B., 0 fr. 25 ; Jaudord, 0 fr. 25 ; Sadi Carnot, 0 fr. 25 ; Por el rei d'Italia, 0 fr. 30 ; décompte, 3 fr. 05. En tout : 4 fr. 10.

Reçu pour l'école libertaire : Liste A. de Lyon : Saint-Serny, 0 fr. 10 ; Jusselme J.-B., 0 fr. 50 ; Cercle d'études sociales Lyon, 5e arrond., 0 fr. 50 ; Un tulliste écullois, 0 fr. 20 ; Un cordonnier écullois, 0 fr. 10 ; Cercle d'études sociales 0 fr. 70. En tout : 2 fr. 10.

L'école n'existe plus, mais il reste toujours le loyer du local à payer. Ces 2 fr. 10 seront remis au camarade Ardouin sur qui retombe la charge.

Reçu pour le journal : Un jeune anarchiste, 0 fr. 50. — B. B., à Neuchâtel. — Liste A. de Lyon, Marion, 0 fr. 50 ; Illisible, 0 fr. 50 ; J. Allière, 0 fr. 50 ; Perraud J.-B., 0 fr. 50 ; Un anarchiste en formation, 0 fr. 25 ; G. Serrurier, 0 fr. 10 ; Un camarade, 0 fr. 25 ; Un piéçard anarchiste, 0 fr. 25 ; Un adhérent anarchiste, 0 fr. 50 ; Le Froussard, 0 fr. 25 ; Une compagne, 0 fr. 10 ; Magneth Fol, 0 fr. 10. En tout : 3 fr. 30. — Groupe de Menpenti, 4 fr. 20. — Muller père, 1 fr. 50. — Merci à tous.

C. C., à Lisbonne. — G., à Lavilleneuve. — T., à Fougères. — B., à Genève. — M., à Saint-Imier. — F., à Meulan. — G., à Clichy. — Vente de vieux timbres, 50 fr. C. C., à Lisbonne. — M., à Sancoins. — J. S., à Paris. — J. H., à Chaux-de-Fonds. — B., à Rennes. — P. B., à Genève. — Reçu timbres et mandats.

NOTRE COLLECTION DE DESSINS

En éditant ces dessins, nous poursuivons un double but : aider à la diffusion du goût artistique parmi les travailleurs, y trouver ensuite un supplément de ressources pour notre propagande.

Pour le premier point, c'est du temps et de la patience ; malgré le talent des camarades artistes qui ont répondu à notre appel, ce n'est pas en un jour que l'on arrive à déraciner le mauvais goût que toute organisation engendre.

Nous avons mis cependant cette édition au plus bas marché possible, mais nos tirages restreints nous rendent la lutte difficile contre les chromos à deux sous que prodigue « l'art » bourgeois.

Malgré les difficultés de la situation, notre collection sera bientôt complète. Plus qu'une dizaine de dessins à publier.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous en reste un certain nombre à vendre des tirages antérieurs, et qu'ils nous faciliteront la besogne en nous aidant à les placer.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro*. — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac* (épuisée). — **L'Aube**, *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore**, *par Vuillaume*. — **Les Errants**, *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul*. — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce*. — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier*. — **Ah ! les sales Corbeaux !** *de J. Hénault*. — **La Guerre**, *de Maurin*. — **Epouvantails**, *de Chevalier*. — **Capitalisme**, *de Comin'-Ache*. — **Education chrétienne**, *de Roubille*. — **Souteneurs sociaux**, *par Delannoy*.

Provocations, *par Lebasque*, que l'imprimeur vient de nous livrer.

Prix de la lithographie, 1 fr. 40, franco. — Tirage d'amateur : 3 fr. 40.

Nous n'avons plus que trois collections complètes en édition ordinaire : 50 francs les 20.

Sous presse : **La Débâcle**, dessin de *Vallotton*, gravé par B...

La Révolte, collection complète (deux seulement) : 150 francs.

CHANSONS

La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc.	» 10
L'Internationale ; Crevez-moi la sacoche ; Le Politicien, *de E. Pottier*	» 10
Ouvrier, prends la machine ; Qui m'aime me suive ; Les Briseurs d'images	» 10
La Chanson du Gas ; A la Caserne ; Viv'ment, brav' Ouverier, etc.	» 10

Le cent : 4 fr. 50 ; l'exemplaire, par la poste : 0 fr. 15.

Nous avons recomplété une collection complète du *Supplément* de la *Révolte*. Nous la mettons en vente au prix de 50 francs.

L'Éducation libertaire, *par Domela Nieuwenhuis, couverture par Hermann-Paul, franco*	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce*	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel*	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Education. — Autorité paternelle, *par A. Girard, avec couverture de Luce*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, avec couverture de Vuillaume*	» 15
Déclarations *d'Étiévant, couverture de Jehannet*	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert*	» 20
A mon Frère le paysan, *par E. Reclus, couverture de L. Chevalier*	» 15
La Morale anarchiste, *par Kropotkine*	» 15

Le Gérant : DESÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 20 — DIX CENTIMES — DU 8 AU 14 SEPTEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES VRAIS SAUVAGES

Bresci a été condamné à la peine de la détention perpétuelle. La peine de mort est abolie en Italie.

Nous avons donné, dans notre dernier numéro, l'exposé de la vie qui attend le condamné. Comme système imaginé par des gens qui traitent les anarchistes de sauvages, cela est assez réussi. Plus d'un aura frissonné en pensant aux tortures morales qui attendent la victime des « honnêtes gens » !

Bresci est un criminel, Bresci est un sauvage parce que, seul, contre toute une foule lâche, bête et cruelle, seul contre un état social formidablement organisé, il s'est levé et, ayant fait le sacrifice de sa vie, a exécuté le verdict qu'au fond de sa conscience il avait prononcé.

Mais ceux qui l'ont condamné, ce ne sont pas des sauvages, oh! non; ils ont l'approbation de M. Salisbury, de tous les hommes d'Etat, de tous les journalistes bien pensants. Non, ce ne sont pas des sauvages, ni des lâches! Ce sont des « honnêtes gens ».

D'abord ce n'est pas pour venger les souffrances de tout un peuple qu'ils ont frappé Bresci. C'est parce que c'est un métier pour eux que de ravir la vie et la liberté des gens. Il y en a qui gagnent leur vie en la risquant sur un toit, sur un échafaudage. Les juges gagnent la leur en frappant des gens désarmés, sans rien risquer, car ils ont des sous-ordres pour exécuter les sentences qu'ils prononcent, et ces sentences, ils ne les prononcent que derrière un rempart de sabres et de baïonnettes. Et plus les sentences qu'ils prononcent sont iniques, plus ils sont impitoyables envers ceux que leur désignent ceux qui les salarient, plus ils montent en grade, plus forte est la somme qu'ils touchent.

C'est pourquoi Bresci a été amené devant le tribunal dans une cage de fer; c'est pourquoi on l'a empêché de parler, pourquoi on a empêché de parler son défenseur. Oh! ces Messieurs ne frappent pas par derrière. Ils frappent les gens en face; seulement, auparavant, ils les font mettre dans l'impossibilité de riposter.

Souvent, ici, et combien d'autres, nous avons essayé de démontrer l'iniquité des lois, comment et pourquoi elles ne sont que l'expression des plus forts. Mais combien était pauvre notre argumentation devant les faits; et les juges de Bresci, les fabricants de lois « scélérates » nous démontrent tous les jours ce qu'il faut penser de la « justice », cette institution que les bourgeois voudraient nous représenter comme le palladium de la liberté et de la sécurité individuelle, mais qui, en réalité, n'est qu'une transformation des « bravi » que payaient les riches de Venise pour se débarrasser de leurs ennemis qu'ils craignaient d'affronter eux-mêmes.

J. GRAVE.

DE L'ACTION

Quand la nouvelle de la prise de Pékin nous parvint, tout bon patriote se réjouit comme il sied à un événement de cette importance. La capitale, la ville sainte ennemie une fois investie, n'est-ce pas le triomphe assuré de nos armes? O gloire! Quelle revanche des déboires de 1870!

Mais aujourd'hui, la joie du bon patriote redouble. Pékin pris, le désaccord point entre les puissances sur la conduite à tenir à l'égard de la Chine. Si ce désaccord pouvait s'aggraver, s'il pouvait en résulter une bonne guerre européenne procurant honneurs — sinon honneur — et galons à nos brillants officiers, prétexte à cabotinage au bon patriote, et fortune aux chacals de l'agio! Une bonne petite guerre où l'on enverrait massacrer les fils des travailleurs et les révolutionnaires, tandis que le bon patriote, ayant passé l'âge ou doué d'infirmités précieuses, préconiserait la guerre à outrance, la bonne douleur et la bonne mort, du fond de son fauteuil percé! Quelle aubaine!

Bon! Si les prévisions du bon patriote se réalisaient, si les gouvernements, domptant la peur qu'ils ont du lendemain d'une guerre, nous conviaient au massacre, que devrions-nous faire?

Dans un récent article, je le disais : Refuser.

Refuser d'aller risquer notre vie, de laisser nos familles dans une misère certaine, pour procurer de l'avancement aux fonctionnaires du meurtre et des millions aux praticiens du brigandage financier. Nous devons aide et assistance à nos enfants et non à ces mangeurs d'hommes, nos ennemis, à quelque nationalité qu'ils appartiennent.

La guerre, à laquelle on nous prescrit de donner notre concours, prétendument dans notre intérêt, est une duperie à laquelle les peuples doivent refuser de se laisser prendre. Les guerres, même heureuses, ne profitent qu'à nos ennemis, nos maîtres. Si l'on nous y appelle, nous devons répondre : « Non! »

C'est là la seule conduite qui convienne à un révolutionnaire logique et conscient.

Dans quelques jours, le Congrès révolutionnaire international s'occupera de l'attitude à prendre en cas de guerre. J'espère qu'il ne conclura pas autrement.

La question de la grève militaire, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix, y sera discutée. Il y a en effet de ce côté-là une action révolutionnaire immédiate possible et qu'il serait de la première importance de seconder par des moyens pratiques.

Tout le monde, sauf négligeable exception, a horreur de la guerre et de la caserne; tout le monde voudrait être délivré de cette calamité et de cette odieuse obligation. Mais nul — ou bien peu — n'ose refuser de s'y soumettre.

C'est que la volonté atrophiée, annihilée par la démoralisante influence de nos méthodes d'éducation et d'enseignement, est impuissante à soutenir l'homme jusqu'à l'exécution de son désir le plus vif. Pusillanime, il recule devant les conséquences dangereuses de son acte.

Refuser de s'associer à l'œuvre de mort qu'est la guerre ou à sa préparation, le service militaire, n'est-ce pas se vouer sans secours à la vengeance de l'autorité? Ou bien, si après un tel acte on s'expatrie, n'est-ce pas peut-être courir audevant de la misère? briser sa vie? Et la crainte du lendemain, la paralysie, habilement amenée, de l'initiative fait redouter cet affrontement de l'inconnu et dissipe aussitôt de telles velléités d'insubordination.

Eh bien! ces velléités d'insubordination, ces silencieux désirs refoulés de liberté, il faut leur donner le moyen de se faire jour. Il y va du progrès de l'humanité et de son bonheur, qui ne sauront être réalisés que par elle-même et par ses propres efforts. Ces efforts, aidons-les à se produire, aidons l'humanité esclave à se libérer et à marcher résolument vers le bonheur.

Puisque la crainte du lendemain et de la misère est un des principaux obstacles à la libération d'un grand nombre d'hommes du joug militaire, n'y aurait-il pas moyen d'assurer ce lendemain et de sauver de la misère ceux qui, pour échapper à ce joug, passeraient en pays étranger?

Ne pourrait-on organiser, dans les principaux centres d'Europe et d'Amérique, un réseau de renseignements faisant connaître, soit les emplois vacants, soit les possibilités de se procurer des moyens d'existence? Ces renseignements, transmis intégralement à chaque point de repère du réseau, pourraient être d'une grande utilité à tout réfractaire à la recherche d'un emploi. A chacun de ces points, un révolutionnaire adhérent à l'œuvre concentrerait autant que possible les informations de cette nature, les transmettrait périodiquement aux autres points avec lesquels il aurait été mis en rapport. Un bulletin de ces renseignements pourrait même être publié, ou bien on pourrait entrer en correspondance directe avec les réfractaires en quête d'ouvrage.

Tel homme que l'incertitude de l'avenir ferait hésiter à protester par son abstention consciente contre la guerre ou le militarisme, n'aura plus la même hésitation si, grâce à ce service d'information, il est assuré de trouver une occupation au lieu de son refuge. Sa volonté chancelante, affermie par cette certitude, aura la force de le déterminer à l'acte de révolte.

Pleins d'attentions et de reconnaissance, les

dirigeants de la société bourgeoise réservent nombre de places à leurs meilleurs serviteurs, anciens sous-officiers rengagés. Les révolutionnaires peuvent bien à leur tour soutenir leurs militants dans leur lutte, en s'employant à leur procurer les moyens matériels de lutter.

De plus, au point de vue de la propagande générale, ce réseau de relations internationales serait excellent. Il fournirait des renseignements précis sur le nombre des réfractaires révolutionnaires; une publicité pourrait être faite en outre sur la multiplicité des refus de servir, publicité d'une utilité incontestable pour la contagion par l'exemple.

Je le répète, il importe que les révolutionnaires s'entr'aident dans leur lutte contre la société présente. La théorie des hécatombes nécessaires à la réussite d'une propagande est une théorie romanesque dont l'exactitude est rien moins que prouvée. Le triomphe d'une idée ne dépend pas du nombre de victimes qu'elle aura coûté, mais de sa vérité, d'abord, ensuite de l'énergie avec laquelle elle aura été propagée.

C'est un sophisme que de soutenir qu'elle sera défendue avec d'autant plus d'énergie que ses défenseurs seront plus décimés. Les persécutions n'ont d'autre effet que d'intimider et d'éloigner les demi-énergies qui, sans valoir les énergies d'avant-garde, fourniraient cependant leur appoint.

La solidarité est une force, et une force invincible, que ne doivent pas dédaigner les révolutionnaires. Point de force perdue, point d'énergie inutilement prodiguée; de la cohésion, de l'entente, de l'appui mutuel, la réussite en dépend.

André Girard.

P. S. — Cet article était écrit quand j'ai pris connaissance, dans le *Libertaire*, du rapport des E. S. R. I. relatif à une entente entre les groupes révolutionnaires. Ils y proposent la fondation de « bureaux de correspondance » en vue de permettre aux camarades de se soutenir plus efficacement. Cette organisation, ils la préconisent pour l'action générale. Ne pourrait-elle servir aussi pour le but particulier de la grève militaire? C'est une question qu'il sera bon de discuter au Congrès. Evidemment il y a à faire pour nous entr'aider. Il est trop absurde de nous laisser décimer indéfiniment par les gouvernements, sans nous unir pour la résistance.

A. G.

DES FAITS

Bienfaits de l'Etat. — On ne saurait s'imaginer quelle machine coûteuse représente le Parlement et sa législation. L'autre jour, on est arrivé à constituer en Angleterre une compagnie composée de quatre municipalités — Leicester, Derby, Sheffield et Nottingham — pour amener l'eau dans ces quatre villes de la rivière Derwent. Ce n'est pas une compagnie proprement dite : c'est une ligue, une fédération de quatre communes pour un but spécial. Eh bien! rien que pour obtenir du Parlement une loi sanctionnant la fédération de ces quatre municipalités et pour remplir les formalités légales d'usage — savez-vous ce que cela a coûté? On ne le croirait jamais si on n'avait les constatations officielles (*Daily News* du 1er septembre, page 3). Cela a coûté 2.750.000 francs (110.000 livres sterling) dont les deux tiers (de 60 à 70.000 livres sterling) représentent le tribut levé par les avocats. Ainsi, avant de dépenser un seul sou, soit pour les travaux, soit pour l'achat de terres, soit pour l'eau ou pour des monopoles sur cette eau, — veuillez payer 2.750,000 francs pour le droit de vous fédérer dans un but aussi modeste et louable que d'amener de l'eau fraîche dans la ville!

Vive l'Etat!

Paris. — La police recommence ses insanités. Divers camarades italiens ont été arrêtés, menés à la préfecture, d'où on les a relâchés ensuite, mais à condition qu'ils restent « bien sages » : ne pas recevoir de journaux, pas de camarades, etc.

D'autre part, la *Lutte sociale* de Nice nous annonce qu'on y a arrêté un Italien et sa compagne et qu'on les garde en prison, depuis un mois, sans motif.

A un autre endroit — je ne retrouve pas le journal — ce sont deux compagnes que l'on fait appeler chez le commissaire pour les photographier; chose à laquelle elles se sont refusées, du reste.

A l'heure actuelle, c'est la police qui gouverne — aussi bien sous le ministère socialiste que sous un ministère quelconque. Est-ce qu'un jour le dégoût ne soulèvera pas les gens, et ne mettra-t-on pas ces personnages immondes à la raison?

Au moment où les anarchistes se demandent ce qu'ils pourraient bien faire, une ligue réunissant tous ceux qui ne veulent plus se laisser molester par la police aurait sa raison d'être. Puisque la *Ligue des Droits de l'homme* n'a trouvé le moyen de rien faire, il y aurait peut-être là place à l'activité de ceux qui veulent résister aux empiètements de l'Etat et de sa police.

J. Grave.

CONGRÈS OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE
INTERNATIONAL

La date d'ouverture du Congrès approchant, nous rappelons à nouveau à tous les camarades que, pour faciliter le travail de la commission d'organisation et pour arriver à notre but, il est absolument utile que les groupes qui ont décidé de présenter des rapports sur les différentes questions portées à l'ordre du jour en envoient copie au secrétaire.

Voici les questions proposées à la discussion, rangées suivant leur ordre d'arrivée :

Communisme et anarchisme; communisme et individualisme.

Organisation entre les groupes communistes révolutionnaires d'un même pays ou de pays différents de relations suivies au moyen de bureaux de correspondance nationaux et d'un bureau international, chaque groupe conservant son autonomie absolue.

Grève générale.

Attitude des communistes anarchistes vis-à-vis de l'antisémitisme; du sionisme; du tolstoïsme; du coopératisme et du néo-coopératisme.

La question de la femme, le féminisme.

Des différents moyens de propagande.

Attitude des anarchistes en cas de guerre, de soulèvement, d'insurrection.

Organisation de la solidarité; caisses de secours... etc.

Publication d'un organe international.

Question agraire.

Tactique du P. O. S. R. vis-à-vis des libertaires.

Les anarchistes et l'affaire Dreyfus.

Le Congrès occasionnant des frais considérables, les camarades qui sont convaincus de son utilité sont priés de nous aider dans la mesure de leurs forces. Les camarades détenteurs de listes de souscription sont priés de les retourner au plus tôt, blanches ou non.

La date d'ouverture du Congrès a été fixée au 19 septembre.

Pour la commission d'organisation,
Le Secrétaire : Léon Remy,
71, rue de Buffon.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Petits patrons. — Au cours de la grève des ouvriers maritimes à Marseille, il s'est produit un fait qu'il importe de signaler parce qu'il est caractéristique. Les petits patrons, menacés de ruine par la grève, ont fini par faire cause commune avec les grévistes, et se sont unis à eux pour empêcher tout travail.

Le fait est nouveau. Il a fallu la gravité de la situation pour le produire. Mais il doit servir d'enseignement aux petits patrons. Il doit leur montrer qu'en effet leurs intérêts sont communs avec les ouvriers et qu'il est de leur avantage de s'associer à eux dans leur lutte contre le capital.

La lutte économique a lieu moins entre patrons et salariés qu'entre capitalistes et travailleurs. Et le petit patron qui déploie toute son activité, toute son énergie à maintenir son commerce et à joindre les deux bouts, est, lui aussi, un travailleur. Il doit comprendre que la peine qu'il a à vivre, le danger qu'il court au moindre contretemps, tiennent au système social présent, basé sur la propriété et la possibilité de l'accaparement. Son intérêt est donc d'être socialiste, c'est-à-dire d'aider les prolétaires à amener la socialisation des moyens de production et de consommation. Dans une société communiste, leur bonheur, leur aisance seraient encore supérieurs à la richesse de ces gros capitalistes qui à tout instant menacent de les dévorer.

*
* *

Patriotisme. — On est patriote en France; on aime son pays et l'on déteste naturellement les autres. Jamais il n'entrera dans l'esprit borné d'un patriote qu'on peut aimer son pays sans détester les étrangers. Mais nos bons patriotes, avant de manifester leur amour quelque peu borné et stupide, feraient bien de s'instruire.

Dernièrement un de nos camarades, Hollandais, se promenait à l'Exposition avec sa femme, Hollandaise, et la femme d'un autre camarade, laquelle est Boër. Un patriote qui n'aime pas les Anglais, parce qu'il a vu dans la *Patrie* qu'il fallait ne pas les aimer, rencontre nos trois camarades et, à leur aspect étranger, il se dit, dans sa jugeotte chauvine, qu'il avait affaire à des Anglais. Pour les patriotes français, tout étranger est ou Prussien ou Anglais, suivant la haine du jour. Narguant donc nos camarades, il leur cria : « A bas les Anglais! Vivent les Boërs! »

Comme four, c'était assez réussi. Mais le patriotisme était sauf.

*
* *

Dans le dernier numéro, je parlais de la mission en Extrême-Orient acceptée par M. Vigné, et j'exprimais le très vif regret d'être privé de la retentissante interpellation qu'il avait annoncée sur les massacres du Soudan et de Madagascar.

Il paraît que nous ne perdrons rien. M. Vigné ne partira qu'une fois que l'interpellation aura été liquidée. Tant mieux!

Mais l'intention qu'a eue le gouvernement d'acheter le silence de M. Vigné demeure. Quant à ce dernier, en rusé compère, il accepte le présent et maintient son hostilité.

André Girard.

*
* *

Magistrature. — Théoriquement, les justiciards sont les plus austères de tous les hommes; pratiquement.....

On se souvient du scandale de Sens, où président, procureur, substitut échangèrent coups de pieds, coups de poings et injures. Légalement, ils devaient être poursuivis selon le droit commun; mais le ministre s'est contenté de les faire changer de résidence. La justice n'est pas faite pour ceux qui jugent.

Aujourd'hui, c'est une autre histoire. Il s'agit d'un magistrat faisant cocu un autre magistrat, ce qui n'est déjà pas mal pour un homme dont la fonction est de réprimer l'adultère. Mais le plus joli, c'est que les petites séances avaient lieu dans l'appartement de la maîtresse d'un troisième magistrat, lequel prêtait ou louait — je ne sais pas au juste — son lit à son confrère pour cocufier son autre confrère. — Telle est la vie intime des gens qui passent leur temps à défendre le mariage et la famille.

*
* *

Religion. — A Bort (Puy-de-Dôme), le conseil municipal ayant laïcisé l'école des filles, une quarantaine de dévotes, excitées par le curé et les sœurs, envahirent la maison de l'instituteur. Elles renversèrent et piétinèrent son jeune enfant de cinq ans, se jetèrent sur l'instituteur lui-même, le criblèrent de coups, lui déchirèrent la figure à coups de griffes, lui arrachant à moitié une oreille. — C'est ainsi que les personnes pieuses commentent l'Evangile.

*
* *

Militarisme. — La guerre est une école d'héroïsme, c'est entendu. Exemple : pour ramasser quelques douzaines de volontaires pour la Chine, il a fallu imprimer 200 francs sur des affiches, en chiffres énormes; quant aux officiers, ils ne voulaient pas marcher à moins qu'on ne remplit leurs poches. Ce qui fut fait : les ministres de la guerre et de la marine ont augmenté d'un tiers les indemnités des galonnés. A ce prix, ils consentent à conduire à la boucherie les fils d'ouvriers.

Quand ces héros économes ont besoin de domestiques, ils prennent, pour n'en point payer, les fils d'ouvriers et de paysans que l'Etat leur fournit à la grosse. Ils s'en servent, comme à Auxonne, pour courir après leurs balles de lawn-tennis et les leur rapporter, tels des chiens savants; ils s'en servent, comme à Besançon, pour faire le déménagement de leurs amis les jésuites et les eudistes; ils s'en servent comme au Havre et à Bastia, pour faire le travail des grévistes, soutiers et débardeurs, et tirer d'embarras leurs amis les capitalistes.

D'autres fois, pour varier les plaisirs, ils les font mourir sur les routes, comme à Maubeuge. Le 17 août, le 145e d'infanterie manœuvra dans les environs, de 5 heures du matin à midi et demi; le temps était très chaud et malsain; après une halte, un grand nombre de soldats ne purent se relever; on dut en mettre une trentaine dans les voitures d'ambulance, six entrèrent à l'infirmerie et deux à l'hôpital. Cent soixante soldats tombèrent le long de la route.

La sollicitude des chefs est telle, qu'à bord du *Carnot*, par exemple, des marins n'ont pu obtenir d'aller près de leur femme morte ou de leur enfant mort. Ils répondirent à l'un d'eux, dont la mère était malade, qu'il n'était pas nécessaire d'aller la voir, puisqu'elle n'était que malade; et, quand elle fut morte, ils trouvèrent que cela était bien inutile, puisqu'elle était morte.

Et si leurs esclaves bronchent, ces Messieurs font la comédie de les juger, et les condamnent. Le conseil de guerre du 10e corps a condamné à trois ans de prison le soldat Leshaève qui, étant ivre, avait injurié et menacé deux sous-offs. Je voudrais bien savoir si, chaque fois qu'un officier, ayant bu une coupe de champagne de trop, injurie et menace un soldat, on le condamne à trois ans de prison?

R. Ch.

* *
*

Lyon. — *La grève dans l'armée.* — Le bureau de recrutement de Lyon enregistrait, ces derniers jours, environ 600 engagés pour le régiment de zouaves caserné au camp de Sathonay; 200 francs de prime furent versés à chaque homme et, quelques jours après, on procéda à la formation et au départ du nouveau régiment; mais, stupéfaction! au lieu de 600 hommes, 400 environ avaient répondu à l'appel. Je ne crois pas que les 200 autres, pressés de se battre, devancèrent l'heure du départ pour la Chine, surtout laissant d'emblée, en un seul bagage, armes, drapeaux et chefs; je serais plutôt porté à croire que les 200 francs eurent pour *effet* de *faire sur* eux ce que la présence d'une charogne fait aux corbeaux et que le régiment ainsi que la gloire de se battre eurent de leur côté le même effet que la présence d'un chat parmi des rats. Sergent Blandan, généraux de la Bobinière et autres massacreurs debout sur vos socles de marbre, votre présence ne susciterait-elle plus parmi vos compatriotes le sentiment, ou l'intérêt plutôt, qui vous fit si tristement célèbres? Non, ils ont jeté l'arme que vous leur avez mise d'une main, et ont gardé l'argent que vous leur avez donné de l'autre; ils devaient avoir faim. Mère Patrie, que vas-tu devenir, si dès maintenant tu es obligée de payer les enfants pour te défendre! Et encore ils te lâchent, emportant avec eux ton argent...

Jean Allière.

* *
*

On annonce l'apparition du *Petit Sou*, avec Guesde, Viviani, et consorts, comme leaders. — Voilà Guesde muni d'un journal. Il va pouvoir riposter à Jaurès. Cela va être le comble de l'unification du parti de la conquête des plumets. Du train dont ils y vont, je crains fort que leurs plumets ne soient fortement déplumés lorsqu'ils pourront les arborer.

Cependant, quoique inférieur que soit le *Petit Sou*, espérons cependant qu'il nous débarrassera du torchon infect qu'est la *Patrie*.

J. G.

* *
*

Mouvement ouvrier. — *Les grèves.* — La grève des ouvriers métallurgistes du Havre dure toujours, avec un déploiement considérable de policiers et de soldats. Partout, ce ne sont que gendarmes, dragons, fantassins, chasseurs et policiers. Les voies sont partout gardées par des militaires. Les cours des usines ressemblent à de véritables camps, et M. Millerand est ministre socialiste: cela nous promet pour l'avenir, et de ce train il est probable qu'avec le triumvirat Jaurès, Millerand, Guesde, nous aurons des canons à la porte des usines.

D'autre part, le personnel de la Bourse du travail, qui aurait dû encourager cet important mouvement gréviste, a toujours cherché à l'entraver, et un camarade m'écrit que la salle de la Bourse a été refusée à des grévistes qui voulaient y tenir des réunions. C'est grâce à leur propre énergie et sans le secours de personne que les chauffeurs, les charbonniers, les employés des docks ont obtenu satisfaction.

Les grèves du Havre ont eu leur répercussion dans tout le bassin de la Seine, la plupart des bateliers ont cessé le travail, et les grévistes semblent vouloir agir avec fermeté.

A Rouen, la grève bat son plein.

A Meulan, un bateau chargé de charbon a été assailli par une troupe de grévistes, qui l'ont attaqué à coups de pierres. Mais le bâtiment n'en a pas moins continué sa route.

Au barrage de Suresnes, à deux cents mètres en aval du pont, huit convois de bateaux chargés de charbon et de marchandises ont été abandonnés.

Jusqu'à présent la grève n'a pas gagné les quais de Paris, mais il est probable que j'aurai l'occasion d'y revenir la semaine prochaine.

* *
*

Marseille. — A la grève des matelots et similaires a succédé la grève des ouvriers charretiers, et les marchandises déchargées des navires restent sur les quais. Les ouvriers, las d'être surmenés, réclament une diminution du temps de travail et une augmentation de salaire.

Comme de juste, la gendarmerie et l'armée « nationale » protègent la propriété capitaliste. Malgré cela, les grévistes montrent beaucoup d'énergie et comme de juste il s'en est suivi de nombreuses collisions. Voici quelques tentatives qui montrent bien l'état d'esprit des grévistes:

Un convoi de quatre charrettes, escorté par des gendarmes et des dragons, se dirigeait vers le Môle et la Joliette. Un groupe de plus de 1.000 grévistes ont essayé d'empêcher la marche des charrettes et ont coupé les traits des attelages. Les chevaux sont tombés sur le trottoir et ont endommagé la devanture d'un magasin. Les grévistes alors ontessayé de se coucher en travers de la voie, mais on est parvenu à les empêcher. Le convoi, une demi-heure après, a repris sa marche.

Les camionneurs de la gare, MM. Franceschi et Richard, voulaient faire sortir une vingtaine de camions. Malgré l'escorte de gendarmes et de dragons qui leur avait été donnée, ils furent entourés, dès la sortie, par une foule tellement compacte de grévistes qu'il leur fut impossible d'avancer et qu'ils durent rentrer leurs charrettes dans les remises.

D'autre part, l'on annonçait que si une solution n'arrive pas à bref délai, les grévistes feront participer à leurs manifestations les femmes et les enfants qu'ils feraient marcher en tête.

Un fait intéressant à signaler: les petits patrons camionneurs ont fait cause commune avec les ouvriers contre les grosses maisons.

Les grèves ont gagné la Corse. A Ajaccio, les ouvriers des quais réclament 5 francs par jour et 6 francs la nuit et la journée de dix heures en été et neuf heures en hiver. Combien de capitalistes refuseraient encore de travailler dans ces conditions! A Propriano, les ouvriers réclament les mêmes conditions qu'à Ajaccio. Les pêcheurs de Biguaglia et de Golo sont également en grève.

A Bastia, grève des cochers, des fagoteurs et des scieurs de long.

Tout cela est de bon augure, partout les ouvriers secouent le joug. Quoi qu'elle fasse, la société capitaliste aura du mal à arrêter le mouvement qui chaque jour prend plus d'extension.

Une grève aussi à Giromagny: à signaler l'arrestation, sur l'ordre de Millerand, de Biétry, un antiministériel du C. G. Ses copains d'hier, comme de juste, se taisent sur son arrestation. Biétry sait beaucoup de choses sur les grèves de Belfort et des environs et se proposait de dévoiler les agissements de certains socialistes. Ceux-ci n'ont rien trouvé de mieux que de le faire arrêter. C'est une manière comme une autre de se débarrasser des gêneurs.

* *
*

Le sabottage. — Le journal *le Temps* s'indigne: le bulletin d'une Bourse du travail qu'il ne veut pas nommer a inséré un article d'où il tire l'extrait suivant:

« Si vous êtes mécanicien, par exemple, il vous est très facile, avec deux sous d'une poudre quelconque, ou même seulement avec du sable, d'enrayer votre machine, d'occasionner une perte de temps et une réparation fort coûteuses à votre exploiteur. Si vous êtes menuisier ou ébéniste, quoi de plus facile que de détériorer un meuble sans que le patron s'en aperçoive et de lui faire perdre ainsi des clients? Un tailleur peut aisément abîmer un habit ou une pièce d'étoffe; un marchand de nouveautés, avec quelques taches adroitement posées sur un tissu, le fait vendre à vil prix; un garçon épicier, avec un mauvais emballage, fait casser la marchandise: c'est la faute de n'importe qui, et le patron perd le client. Le marchand de laines, mercerie, etc., avec quelques gouttes d'un corrosif répandues sur une marchandise qu'on emballe, mécontente le client; celui-ci renvoie le colis et se fâche; on lui répond que c'est arrivé en route... Résultat: perte souvent du client. Le travailleur à la terre donne de temps en temps un coup de pioche maladroit, — c'est-à-dire adroit, — ou sème de la mauvaise graine au milieu d'un champ, etc., etc.

« Ces moyens sont laissés à la libre initiative de chacun; ils ne sont imposés par personne, sinon par l'inéluctable loi de vengeance, par l'instinct naturel de révolte qui se réveille toujours en présence d'un acte injuste ou arbitraire. Mais nous n'hésitons pas à dire que les ouvriers doivent faire fi des scrupules de conscience et qu'ils ne doivent jamais hésiter dans le choix des moyens, quand il s'agit de combattre la rapine et l'exploitation. »

Si l'on songe que le *Temps* est le journal du gros patronat, l'on ne peut s'empêcher de penser que l'auteur de l'article a frappé juste, et on peut lui appliquer le principe: « Tu te fâches, donc j'ai raison. »

C'est absolument mon opinion; dans beaucoup de circonstances, le *sabottage* peut être pour l'ouvrier un moyen de lutte, qui, je l'avoue, a été quelque peu pratiqué de tous temps.

Dans une société où un homme peut, en les privant de travail, enlever le nécessaire à des milliers d'ouvriers, tous les moyens sont bons pour contrecarrer la force des possesseurs du capital. Et quoi de mieux que de s'attaquer au capital même?

Certes, Messieurs du *Temps*, nous savons bien que de pareils procédés ne changeront pas la base de l'état économique de la société. Mais, ne vous en déplaise, ce sont là vos propres doctrines. Le triomphe des plus forts appelle le triomphe des plus rusés. Et, quoi que vous en pensiez, le moyen est plus pratiqué que vous ne semblez le croire, et à votre appel aux « mœurs de l'ouvrier français » et autres appels purement de sentiments, nous ne pouvons que répondre: « Que Messieurs les patrons commencent. » Nous verrons ensuite.

* *
*

Triste état d'esprit. — Les syndicats ouvriers n'ont une raison d'être qu'autant qu'ils développent chez les individus l'esprit de solidarité; c'est ce que semblent justement ne pas avoir compris les membres de la Chambre syndicale des ouvriers chaudronniers en cuivre de Paris, témoin cette résolution:

« La radiation de tout syndiqué qui aura par un moyen quelconque procuré du travail à un camarade, syndiqué ou non, avant d'avoir avisé la permanence du syndicat de la place vacante qu'il connaissait et qui revient de droit au plus ancien chômeur. »

C'est là un ostracisme vraiment regrettable, et qui vraisemblablement ira contre la volonté de ses auteurs. En frappant d'avance ceux qui ne sont pas syndiqués, on leur enlève l'envie de le faire, et le syndicat ne pouvant être une force qu'autant qu'il réunit la majorité des ouvriers d'une corporation, cette résolution va contre son but. D'autre part, c'est un état d'esprit dont il faudrait cependant songer à se débarrasser dans les syndicats ouvriers.

P. Delesalle.

Belgique.

A l'heure où le Congrès de Paris va mettre en présence les uns des autres les nombreux délégués révolutionnaires des différents pays, nous croyons faire œuvre utile en résumant la situation de la Belgique socialiste et en dégageant de cet exposé, forcément superficiel, les enseignements généraux dont tout le mouvement libertaire peut faire son profit.

Chez nous, la Wallonie *affirme de plus en plus* son irrésistible volonté de marcher de l'avant. Mais, d'autre part, le pays flamand semble irrémédiablement rivé au *cléricalisme* et à la ploutocratie agrarienne.

Singulière contradiction !

La contrée la plus pauvre, celle qui devrait souhaiter le plus vivement le prochain triomphe du communisme, est justement la plus rebelle aux idées émancipatrices; *elle* accueille à coups de pierres les propagandistes lui apportant la parole de Vie.

Là est la force de l' « ordre », si cher aux gouvernants belges.

Cet « ordre » est précisément soutenu par ceux qu'il *écrase* le plus impitoyablement : depuis longtemps d'ailleurs, tous ceux de nos *frères* « étrangers » qui vivent au contact des foules ont été frappés par cette dure vérité.

La Révolution sociale semble bien, plus que jamais, ne devoir triompher, en tous les cas, ni par l'excès de misère ni par l'ignorance des foules.

Car, en Flandre, on peut constater combien la misère *rogne* les caractères, combien l'ignorance les *abaisse*.

C'est justement l'excès même de souffrances qui empêche ces parias de prendre en haine leur esclavage et les rend réactionnaires.

Il y a, en effet, deux sortes de réactionnaires : les capitalistes et les loqueteux.

Les premiers le sont par intérêt; les seconds, par inconscience. Or, cette inconscience d'en bas est, à tout prendre, un piédestal plus solide encore pour la domination capitalisto-théocratique, que la ruée des appétits bourgeois, dont la concentration n'est pas parfaite, dont l'agglutination ne *peut* être totale, étant donné que la concurrence elle-même les déchaîne les uns contre les autres.

En Wallonie, le socialisme a réalisé d'énormes progrès. Mais progrès purement *numériques*. Il y a *quantité*, non *qualité*. L'ignorance domine ici.

L'alcoolisme ronge là-bas, comme à Liège et à Verviers. Ces habitudes *perverses*, *ignobles*, disons le mot, de l'ouvrier wallon en général, de l'ouvrier liégois ou verviétois en particulier, empêchent la *conscience socialiste* de se former chez lui. Rares sont les unités de cette foule podagre se rendant compte de la réalité du but poursuivi, de la grandeur de la tâche à accomplir.

Le bien-être — incontestable au point de vue *relatif* — dont jouit l'ouvrier wallon est paralysé par l'incroyable et phénoménal crétinisme qui le met à la queue de l'Europe. Aussi le socialisme y bâtit sur du sable, non sur du granit. Dans les fibres de la masse ne circule pas cet esprit de vie qui devrait caractériser la pensée socialiste.

Ah! que ne pourrions-nous tous, au Congrès de Paris, consulter, en toute franchise, les hommes du mouvement ouvrier, qui réellement sont sincères et ne se paient ni d'illusions, ni de mots!

Ils répondraient que conquérir les pouvoirs publics, en s'appuyant sur des éléments fragiles et « wallonisés », cela mènerait le mouvement travailleur à la pire des banqueroutes.

Les *sincères* du P. O. fondent des cercles d'études, des groupes d'enseignement.

Hélas! Dans des pays comme Jumet, Seraing, Verviers, les ouvriers en arrivent à dire : Pourquoi aller nous instruire?... Nous savons tout de même bien quand et comment nous devons voter... D'ailleurs — ceci est la parole *textuelle* d'un député *mausuel* du Hainaut — à force d'étudier... on devient un « sale anarchiste »!

Croyez, amis, que je n'exagère rien et que ma tendance à me lamenter provient de mon estime pour l'ouvrier.

FLAUSTIER.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Bibliothèque des Trimardeurs du XV*e, salle Clément, rue Fondary. — Causerie par Calazel sur l'Essai d'entente économique.

*
* *

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Mercredi 12 : L'Art et le Peuple en Russie, par André Beaunier.

*
* *

Bibliothèque de l'Ecole libertaire. — Faute de camarades pour s'en occuper, le local de l'Ecole libertaire est fermé en ce moment. Les camarades qui ont des livres de la bibliothèque sont priés de les apporter au bureau du journal.

Prochainement, sitôt que les camarades pourront se réunir, il sera fait une convocation pour réorganiser la bibliothèque qui doit continuer à fonctionner.

*
* *

*Bibliothèque Les Egaux du XVII*e *arrondissement*, 85, rue de Courcelles, Paris. — Réunion du groupe le samedi 8 septembre : Congrès ouvrier révolutionnaire international.

Causerie par un camarade.

*
* *

MARSEILLE. — *Groupe Menpenti.* — Samedi 8 septembre, à 8 h. 1/2, soirée familiale; causerie par un camarade.

Dimanche 16 septembre, ballade à la campagne, à la Villa des Iconoclastes, chez le camarade Lujer. Les camarades qui voudraient y assister sont priés de se faire inscrire à l'avance, pour que le camarade Lujer puisse préparer de quoi manger pour tous.

*
* *

SAINT-ETIENNE. — Les camarades qui ont décidé d'envoyer un délégué au Congrès antiparlementaire de 1900, invitent tous les lecteurs des *Temps Nouveaux* et du *Libertaire* à assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 16 courant, de 9 heures à midi, au café Chaumette, angle de la place du Peuple et de la rue Michelet, salle du premier.

Objet : Désignation du camarade chargé d'assister au Congrès.

Nous prions tous les camarades de ne pas manquer à cette réunion qui peut avoir une certaine influence pour la diffusion de nos idées.

Pour toute communication, s'adresser à Fauvel, 11, rue de l'Hôpital.

*
* *

SOBRE-SUR-SAMBRE (Belgique). — Conférence publique et contradictoire, le dimanche 9 septembre, à 3 h. 1/2.

Orateur : Flaustier.

Sujet : *La propagande par l'œuvre.*

BIBLIOGRAPHIE

Grammaire française (ortografe sinplifiée), par J. S. Barès; 1 fr. 20, aux bureaux du *Réformiste*, 18, rue du Mail.

Timon d'Athènes, par E. Fabre; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

Dos paginas de psiquiatria criminal, par José Ingegneros; 1 vol., librairie Bredhal, calle Rivadavia, 615, Buenos-Ayres.

A lire :

Académies et presse scientifique, Dr H. Grasset, *Opinion médicale*, 5 et 20 févr. 1900.

PETITE CORRESPONDANCE

J. R., à Montchal. — Consultez les *Temps Nouveaux* aux publications reçues. Nous n'avons pas le temps de faire ces recherches.

X., à Anvers. — Il y a *Freedom*, 127, Ossulston street, Londres N. W.

C. L., à Lyon. — Le journal a toujours été expédié.

M., à Sancoins. — C'est fait. *L'Immoralité du mariage* épuisée.

Au camarade qui nous a envoyé le *National* de Bruxelles. — Ces renseignements ont été donnés dans notre numéro 18.

C., à Dijon. — Vous aviez refusé le remboursement, sans rien dire.

G., à Damarain. — Je crois que c'est le chiffre, mais je n'ai pas les chiffres exacts. Mais a-t-on jamais fait le relevé de ceux qui, sans mourir de faim, brutalement, meurent à la longue d'épuisement?

Reçu pour la brochure à distribuer : B., à Persan, 1 fr.

Reçu pour le journal : Un bébé pour sa bienvenue, 1 fr. — Un camarade, 0 fr. 50. — A. B. C., 30 fr. — A. A., 1 fr. 50. — B., à Persan, 1 fr. — Merci à tous.

L. B., à Jemeppes. — V., à Alexandrie. — L., à la Béole. — L., à Maury. — F., à Bagnères-de-Bigorre. — P., à la Roche-sur-Yon. — L., au Mans. — M., à Feuquières. — Reçu timbres et mandats.

NOTRE COLLECTION DE DESSINS

En éditant ces dessins, nous poursuivons un double but : aider à la diffusion du goût artistique parmi les travailleurs, y trouver ensuite un supplément de ressources pour notre propagande.

Pour le premier point, c'est du temps et de la patience; malgré le talent des camarades artistes qui ont répondu à notre appel, ce n'est pas en un jour que l'on arrive à déraciner le mauvais goût que toute organisation engendre.

Nous avons mis cependant cette édition au plus bas marché possible, mais nos tirages restreints nous rendent la lutte difficile contre les chromos à deux sous que prodigue « l'art » bourgeois.

Malgré les difficultés de la situation, notre collection sera bientôt complète. Plus qu'une dizaine de dessins à publier.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous en reste un certain nombre à vendre des tirages antérieurs, et qu'ils nous faciliteront la besogne en nous aidant à les placer.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro*. — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac* (épuisée). — **L'Aube**, *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore**, *par Vuillaume*. — **Les Errants**, *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul*. — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce*. — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier*. — **Ah! les sales Corbeaux!** *de J. Hénault*. — **La Guerre**, *de Maurin*. — **Epouvantails**, *de Chevalier*. — **Capitalisme**, *de Comin-Ache*. — **Education chrétienne**, *de Roubille*. — **Souteneurs sociaux**, *par Delannoy*.

Provocations, *par Lebasque*, que l'imprimeur vient de nous livrer.

Prix de la lithographie, 1 fr. 40, franco. — Tirage d'amateur : 3 fr. 40.

Nous n'avons plus que trois collections complètes en édition ordinaire : 50 francs les 20.

Sous presse : **La Débâcle**, dessin de *Vallotton*, gravé par Berger.

La Révolte, collection complète (deux seulement) : 150 francs.

CHANSONS

La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc.	» 10
L'Internationale; Crevez-moi la sacoche; Le Politicien, *de E. Pottier*. .	» 10
Ouvrier, prends la machine; Qui m'aime me suive; Les Briseurs d'images . .	» 10
La Chanson du Gas; A la Caserne; Viv'ment, brav' Ouverier, etc. . . .	» 10

Le cent : 4 fr. 50; l'exemplaire, par la poste : 0 fr. 15.

Nous avons recomplété une collection complète du *supplément* de la *Révolte*. Nous la mettons en vente au prix de 50 francs.

L'Éducation libertaire, *par Domela Nieuwenhuis, couverture par Hermann-Paul, franco*	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce*	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro* . .	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel*.	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*.	» 30
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*.	» 70
Education. — Autorité paternelle, *par A. Girard, avec couverture de Luce*. . .	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, avec couverture de Vuillaume*.	» 15
Déclarations *d'Etiévant, couverture de Jehannet*.	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert* . .	» 20
A mon Frère le paysan, *par E. Reclus, couverture de L. Chevalier*.	» 15
La Morale anarchiste, *par Kropotkine*.	» 15

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 21

DIX CENTIMES

DU 15 AU 21 SEPTEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UN PEU DE VRAIE BESOGNE SOCIALISTE

Si les procès-verbaux du fameux Comité général des socialistes parlementaires et ministériels étaient aussi, comme on voudrait le faire croire, les véritables bulletins du socialisme français, il y aurait lieu de s'alarmer. Car le socialisme serait bien malade. A vrai dire, il serait mort. On sait, en effet, que le susdit comité s'affirme de jour en jour comme une officine de basse politique. Après le célèbre « cas Millerand » et l'enterrement laborieux des fusillés de Chalon, la grande question palpitante, selon les comptes rendus récemment publiés, fut de savoir comment, au prochain Congrès, on mettrait d'avance en minorité les représentants des syndicats, organisations jugées dangereuses pour la tranquillité des politiciens.

Mais à côté des rancunes et intrigues de Comité, à côté des convoitises parlementaires et des trafics électoraux, petites choses, il y a — et c'est là le vrai socialisme — un grand courant d'énergies et d'idées, contre lequel les plus malintentionnés ne peuvent rien ou pas grand'chose. Ce courant se manifeste de plusieurs manières. L'une des plus importantes, en France, semble être l'attitude actuelle de la classe ouvrière en face du patronat.

Pour marcher à la conquête d'une société plus belle et plus juste, le prolétariat n'attend pas le bon plaisir de ceux qui, après avoir prétendu au monopole de le conduire, renoncent même à le suivre. Les trahisons et les faiblesses de ses chefs ne semblent pas l'émouvoir beaucoup. Des messieurs socialistes très haut placés ont eu beau regarder de travers les cadavres du François et de Chalon, un ministre socialiste a eu beau féliciter M. Schneider et prendre dans ses mains sa poigne d'usinier célèbre, cela n'empêche pas les ouvriers de faire leur devoir en face des fusils de M. Millerand, ni de tenir tête un peu partout aux autres Schneiders de France.

On a suivi, jour par jour, dans les quotidiens, le beau mouvement gréviste des ouvriers maritimes qui, commencé il y a plusieurs semaines, dure encore à l'heure où j'écris. On a vu comment les mariniers et ouvriers maritimes du Havre ont ouvert la marche, suivis bientôt par ceux de Marseille, Rouen, Dunkerque, Evreux, Dieppe, Bastia, Bône et Oran. On a vu comment sur cette grève principale se sont greffées celles des camionneurs et chaudronniers de Marseille, des métallurgistes du Havre, des pêcheurs des étangs en Corse, des tisserands à Remiremont, pour ne citer que les plus importantes. Et l'on a apprécié les incidents survenus sur plus d'un point.

Après les travailleurs des chemins de fer, les terrassiers et les facteurs, voici, en peu de temps, la quatrième tentative ou réalisation de grève générale, sans compter les cochers de Paris et les métallurgistes du Creusot. Cela montre que l'idée socialiste commence à prendre solidement corps dans la vie ouvrière. Le caractère de plus en plus spontané et contagieux des grèves, la facilité des ouvriers à se solidariser avec leurs camarades de corporations très différentes ou à suivre leur exemple sont, à ce point de vue, il me semble, de précieux indices. La grève plus ou moins générale, épidémique et spontanée dont nous voyons depuis peu de si nombreux exemples, n'indique pas seulement le désir d'une augmentation de salaire. Elle montre que les travailleurs deviennent, en général, plus aventureux et plus agressifs, c'est-à-dire plus conscients de leur force et de leur droit. Elle dénote chez eux comme une conviction que la destinée du prolétariat est dans une lutte définitive contre le patronat, lutte à laquelle il faut se préparer par le plus grand nombre d'escarmouches possible.

Il y a donc lieu de croire que les cas de grande grève iront toujours se multipliant et que cette arme sera dans la main des exploités d'un usage de plus en plus habile. Pour plus d'une raison, cela serait grandement à souhaiter.

On l'a démontré souvent et fort bien, la grève générale, pas plus qu'autre chose, ne peut amener un *modus vivendi* équitable entre le capital et le travail. Le capital est trop puissant pour ne pas vouloir et prendre toujours le dessus dans un conflit où le travail n'a pour lui que le droit de grève. Il faut donc détruire et pas seulement tenir en respect le capitalisme. Or, pour arriver à ce résultat, la grève générale devra s'appeler la Révolution. Il est donc inutile de donner à la Révolution un autre nom.

Mais, ce qui est certain, c'est que la grève générale et même la grève partielle éduquera et éduque déjà les travailleurs en vue de la Révolution.

Toute grève, tant soit peu étendue, donne d'abord au producteur la conscience de sa force en l'obligeant à constater quels troubles surviennent dans la machine sociale, dès qu'il cesse de produire.

Elle le place ensuite, en face du patron, dans une situation dont il ne peut pas avoir toujours conscience en temps de calme, je veux dire dans la situation d'un ennemi en face de son ennemi. La grève dégage, d'une façon merveilleuse, l'antagonisme irréductible, l'opposition violente du capital et du travail. Elle entretient chez le prolétaire le sens de la lutte, elle exerce ses facultés combatives, et en les maintenant sur le terrain même où le prolétaire doit remporter, aujourd'hui, ses grandes victoires, c'est-à-dire sur le terrain économique.

La grève est une école d'initiative. Elle conduit l'ouvrier à s'occuper lui-même de ses affaires, à discuter et à défendre ses intérêts. D'un être passif dont la vie est organisée d'habitude par autrui, elle fait un être actif. Et ces cures d'autonomie individuelle ne sont pas à dédaigner. C'est en temps de grève seulement qu'on entend parfois des ouvriers faire aux politiciens bons à tout, cette réponse consolante : « Nous voulons faire et nous ferons nous-mêmes nos affaires. »

La grève et surtout la grève générale est aussi, et avant tout, une grande école de solidarité. Elle crée en divers sens de précieux courants de sympathie et d'aide mutuelle. Solidarité entre les ouvriers d'une même corporation, solidarité des corporations entre elles. Les souscriptions mutuelles des syndicats nationaux et étrangers sont aujourd'hui des choses fréquentes. Ce sont de puissants moyens de fonder et de resserrer la fraternité ouvrière. Au cours du dernier mouvement gréviste, une dépêche de Remiremont, en date du 4 septembre, mentionne que « les tisserands, *satisfaits des conditions obtenues*, n'en continuent pas moins à se solidariser avec les fileurs qui, eux, refusent encore de reprendre le travail ». Cet exemple de complète solidarité n'est pas isolé. Je me rappelle que des faits analogues se produisirent, à Paris, pendant la grève des terrassiers.

Et plus les grèves s'étendront, mieux elles seront organisées, plus la solidarité qu'elles développent, par la force même des choses, débordera par-dessus les frontières, devenant ainsi un agent actif d'internationalisme. Soit que les ouvriers étrangers refusent de venir remplacer leurs camarades, comme cela se voit déjà, soit que résidant sur le lieu de la grève, employés concurremment avec les nationaux, ils fassent cause commune avec leurs frères en salariat. La grève actuelle des ouvriers maritimes nous fournit encore sur ce point un remarquable indice. L'incident du député Morgani, expulsé pour avoir exhorté les ouvriers italiens de Marseille à cesser le travail comme les ouvriers français, n'est passé inaperçu, j'en suis sûr, d'aucun vrai socialiste. Il ne peut pas y avoir de grève un peu étendue qui n'englobe des ouvriers étrangers.

Que chaque fois soit suivie la tactique de l'Italien Morgani et ce serait autant de pas de faits vers l'oubli des frontières. Ce sera pour les ouvriers un apprentissage de l'internationalisme et une démonstration de sa nécessité.

Pour plus d'une raison, on le voit, la grève semble destinée, et de plus en plus, à accoucher en quelque sorte chez le prolétaire la conscience socialiste. C'est, à n'en pas douter, une puissante éducatrice. Mais il reste encore beaucoup à dire sur le même sujet et j'y reviendrai.

CHARLES ALBERT.

CONGRÈS OUVRIERS

Le Congrès de la *Fédération des Bourses du travail*, qui a ouvert la série des grands Congrès ouvriers qui vont se tenir à la Bourse du Travail, a été, par l'état d'esprit qui animait les délégués, on ne peut plus intéressant.

Certes, à côté des grandes questions qui préoccupent si vivement les exploités de toutes catégories, certaines discussions nous ont paru bien étroites et l'importance que semblaient y attacher les congressistes quelque peu exagérée.

Cependant, de l'ensemble des discussions, souvent élevées, l'on peut augurer que les exploités commencent réellement à prendre conscience du triste sort qui leur est fait dans la société.

Des questions d'organisation qui se sont traitées au Congrès, nous n'avons que faire ici; nous ne retiendrons donc que les questions qui, posant un principe, sont plus particulièrement d'un réel intérêt pour nous.

A la suite du rapport présenté au Congrès sur l'ensemble des travaux des deux dernières années, Jaurès (1), relevant le passage suivant dans le rapport, avait jeté les hauts cris :

« Le second fait qu'il nous a paru utile de signaler au Congrès est l'effort fait par certains groupes politiques de Paris pour déterminer la Confédération générale du travail et la Fédération des Bourses à apporter leur concours effectif à un mode d'action socialiste qui doit leur rester étranger. Sans insister sur ce sujet, nous demandons au Congrès des Bourses qu'il interdise au Comité fédéral d'adhérer à aucune organisation politique sans l'assentiment unanime des Bourses du travail. En émettant cet avis, le Congrès n'aura pas seulement signifié qu'il entend conserver à son Comité le caractère exclusivement syndical et le mettre à l'abri de sollicitations indiscrètes, il aura encore indiqué que l'action politique et l'action économique peuvent s'exercer simultanément sans avoir besoin de se confondre. »

Malgré l'appel pressant de Jaurès disant qu'il était indispensable que les syndicats ouvriers « participent » aux Congrès socialistes nationaux et internationaux, non seulement le Congrès n'a pas souscrit aux sollicitations de Jaurès, mais il a nettement affirmé son intention de rester en dehors de tout mouvement politique. Bien mieux, aucune voix, et cela est caractéristique, ne s'est élevée pour défendre l'adhésion des Bourses du travail au parti socialiste, et c'est à l'unanimité que la décision suivante a été prise : « Considérant que toute immixtion de la *Fédération des Bourses du travail* dans le domaine politique serait un sujet de division et détournerait certainement les organisations syndicales du seul but qu'elles doivent poursuivre, l'émancipation des travailleurs devant être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes... décide : Qu'en aucun cas la *Fédération des Bourses du travail* ne devra adhérer à un groupement politique. »

C'est, comme on le voit, un congé catégorique.

Une autre question qu'il était intéressant de voir traiter était celle du militarisme. Une des questions à l'ordre du jour : « Relations à nouer entre les Bourses du travail et les jeunes soldats » en a fourni l'occasion. Certes, les congressistes n'ont pas cru devoir engager les jeunes hommes appelés au régiment à refuser le service militaire, ce qui du reste aurait été de pure forme, puisque cela ne comportait pas de sanction, mais il y a eu unanimité à flétrir d'importance la plaie militariste.

Les événements de ces derniers temps, assassinats de Chalon-sur-Saône et de la Martinique, immixtion de l'armée dans les dernières grèves, ont démontré aux travailleurs que, quel que soit le gouvernement, l'armée était avant tout au service du capitalisme. Aussi a-t-il été décidé de faire le nécessaire pour mettre en rapport les jeunes gens qui partent au régiment avec les groupements ouvriers. Cela offrait quelques difficultés et c'est dans un sens très large, laissant liberté à chacun, que le Congrès a adopté la proposition suivante :

« Pour affirmer les sentiments de solidarité ouvrière et pour éviter aux jeunes soldats la souffrance de l'isolement et l'influence démoralisante du régiment,

« Le Congrès décide :

« Que les jeunes travailleurs qui ont à subir l'encasernement devront être mis en relation avec les secrétaires des Bourses du travail des villes où ils seront en garnison.

« Si les relations directes entre les Bourses et les jeunes soldats étaient trop difficiles, le Congrès préconise les relations amicales, celles-ci pouvant avoir lieu au domicile des militants. »

Des autres questions à l'ordre du jour, je signalerai encore les deux suivantes :

Le viaticum, ou secours de route, œuvre de solidarité pour les travailleurs qui sont appelés à se déplacer, et une excellente discussion sur « l'enseignement professionnel », en la plaçant sur son véritable terrain ; ici encore je citerai textuellement, pour bien donner l'état d'esprit qui anime les groupements ouvriers. La Bourse du travail de Nîmes, dans un rapport bien étudié, définit ainsi le rôle de l'enseignement qui doit être « intégral » : « Il faut enfin que, durant sa vie, l'ouvrier travaille à mieux se connaître, à mieux connaître les hommes et les choses. Il faut l'affranchir de toute tutelle morale ou économique. Et nos efforts doivent aller jusque-là dans le domaine de l'enseignement. »

N'est-ce pas cela même que nos camarades de l'école libertaire se proposaient de faire? Que les ouvriers, par le moyen de leurs syndicats, poursuivent le même but, nous ne pouvons là aussi qu'applaudir à leur tentative.

Comme je le dis au début, les discussions qui ont eu lieu au Congrès des Bourses du travail ont été souvent élevées, jamais mesquines.

Les travailleurs, de plus en plus conscients, comprennent qu'ils n'ont à attendre leur émancipation que d'eux-mêmes. Ils se sont enfin aperçus que les quelques semblants de libertés qui leur ont été accordés ne l'ont été que lorsqu'il était impossible au pouvoir de les leur refuser. Forts de cette constatation, ils entendent à présent s'organiser économiquement jusqu'au jour, plus proche assurément que l'on ne semble le croire, où ils pourraient substituer à la société capitaliste une société d'hommes libres.

Voilà ce qui s'est dit au Congrès des Bourses du travail.

Que les camarades suivent de près les syndicats ouvriers, que, par une active propagande débarrassée de l'esprit de sectarisme qui semble les animer trop souvent, ils y fassent connaître nos idées, et bientôt nous pourrions opposer aux politiciens un mouvement économique, œuvre des travailleurs, devant lequel aucune force ne saurait résister.

P. DELESALLE.

(1) *Petite République* du 1er septembre.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

EMBARRAS. — Les « puissances » sont bien embarrassées. Elles ne peuvent s'entendre sur ce qu'elles vont faire maintenant qu'elles ont pris Pékin. Les conséquences de leur invasion commencent à les inquiéter. Cependant, les gouvernements voudraient bien arriver à se mettre d'accord, et chacun voudrait avoir sa part, et sa plus grande part du gâteau. On se surveille, on se guette mutuellement avec la plus vive envie de se dévorer.

Mais une préoccupation calme les velléités belliqueuses. Si une guerre internationale survenait, que diraient les peuples? Ces peuples qui paraissent de moins en moins disposés à se laisser égorger pour le profit de leurs maîtres? Des guerres coloniales, on en fera à foison. Elles ont l'avantage de transporter loin des yeux de la population le théâtre de leurs horreurs. Ce n'est que par contre-coup que la métropole en éprouve les inconvénients, sous forme d'impôts qui se confondent avec l'ensemble des autres charges imposées aux peuples. En dérobant à la vue des peuples le spectacle des massacres, elles ne leur montrent que le côté décoratif et glorieux de la victoire, glorifications, apothéoses, réceptions solennelles des vainqueurs, etc.

Quant aux guerres dont le théâtre est sur le territoire même des peuples belligérants, dame! c'est plus périlleux. La dévastation, le pillage, tous les crimes de la guerre s'exercent sur eux directement et ils en sont victimes aussi bien de la part des ennemis que de la soldatesque nationale. Une fois la guerre finie, les souffrances, ayant atteint leur comble, peuvent occasionner des insurrections dont l'issue est rien moins que certaine.

Aussi quel embarras!...

*
* *

FONCTIONNAIRES-MACHINES. — Le *Temps* se demande si les universitaires peuvent faire de la politique. Après avoir conclu que tel est leur droit, mais à la condition de ne pas faire d'opposition au gouvernement: Le professeur, dit-il, n'est-il pas un fonctionnaire nommé par le gouvernement, rétribué par le gouvernement, soumis aux ordres du gouvernement, etc. ?

Ah çà! Est-ce M. Leygues qui paie de sa poche les membres de l'Université? Sont-ce MM. Waldeck-Rousseau, Millerand, Baudin, etc., qui entretiennent à leurs frais les fonctionnaires de France et des colonies? Ou bien est-ce nous? N'est-ce pas avec notre argent, à nous contribuables, que les fonctionnaires sont rétribués? De quel droit tel ou tel fantoche politique de passage au pouvoir vient-il exiger l'obéissance passive et silencieuse de telle ou telle catégorie de citoyens, sous prétexte que le salaire que nous leur payons passe d'abord dans ses mains avant d'aller dans les leurs? Et lui-même qu'est-il, sinon un fonctionnaire?

Si la thèse soutenue est — ce que je crois — celle de nos gouvernants, je les engage à méditer la fable de La Fontaine, « *L'Ane portant des reliques.* »

*
* *

FROC OU VESTE ? — Le conseil municipal du Kremlin-Bicêtre vient d'interdire le port du costume ecclésiastique « à toute personne n'exerçant pas des fonctions reconnues par l'Etat ».

Il oublie que l'habit ne fait pas le moine et qu'un jésuite en froc est peut-être moins dangereux qu'un jésuite déguisé en veste. Au moins, à la vue du costume, on sait à qui l'on a affaire.

*
* *

SAUCISSONNARDS. — Les juifs se mettent à saucissonner. Un banquet a eu lieu le jour du grand jeûne (Yom Kippour), à l'instar des anticléricaux farouches qui se réunissent le vendredi *dit* saint pour saucissonner, et manger des biftecks de prêtre.

Remplacer une cérémonie absurde par une autre également grotesque n'est pas détruire. C'est changer simplement un préjugé de face.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

ROUEN. — Samedi dernier, 8 septembre, le camarade Liard-Courtois a fait à Sotteville-lès-Rouen une conférence publique qui a obtenu le plus vif succès. Plus de 400 citoyens et beaucoup de citoyennes s'étaient rendus à l'appel du courageux propagandiste des idées libertaires, pour l'entendre développer le sujet annoncé : « La vie au bagne. »

Ah! que nous sommes loin du temps où les camarades anarchistes étaient traités de fous, poursuivis comme tels et ne pouvaient exprimer leurs idées qu'au milieu du bruit, de l'obstruction, des interpellations bêtes des ignorants — le peuple — des imbéciles et des ambitieux — les politiciens réactionnaires, radicaux, et d'un certain nombre de pseudo-socialistes! Malgré tous les obstacles, l'idée fait son chemin, toute la théorie libertaire est écoutée et discutée, c'est le commencement, l'avant-coureur de notre future victoire, car si nous sommes discutés, nous sommes compris; malgré tout,

la vérité aura raison du mensonge, l'idéal de la liberté resplendit déjà au lointain des horizons entrevus et attendus.

Donc, samedi, le camarade Liard-Courtois a pu librement développer tout son sujet, sans aucune protestation, mais au contraire avec une attention soutenue et l'approbation de beaucoup de camarades.

De cette réunion qui a obtenu un si légitime succès, souhaitons que surtout les camarades présents mettent en action les conseils de Liard-Courtois: l'organisation dans les syndicats, la participation active dans les groupes d'études sociales.

En tout cas, il est un enseignement à tirer de cette réunion, c'est de constater que le peuple est apte à comprendre et s'intéresser à d'autres questions que celles de la politique.

Malgré tous les obstacles accumulés sur notre route, les découragements passagers que certains d'entre nous peuvent parfois éprouver à la constatation de certains faits, la foi en un avenir idéal de beauté et d'amour reprend toujours plus vivace en nos cœurs : il faut bien qu'il en soit ainsi pour qu'on voie des camarades comme Liard-Courtois, malgré toutes les souffrances endurées, revenir, au milieu des combattants, reprendre leur place dans les batailles présentes et futures, et seule la confiance que donne toute la vérité de nos principes peut soutenir et toujours notre courage.

Une quête faite au profit du journal a rapporté 3 fr. 80 centimes.

CHARLES BENOIT.

*
* *

RELIGION. — Une cantatrice et un musicien, se mariant civilement, voulaient que la cérémonie fût accompagnée de musique et de chant. Le maire s'y opposa, disant : « Il n'est pas admissible que l'on donne trop de solennité à ces cérémonies, car ce serait là évidemment une atteinte portée aux droits et privilèges de l'Eglise. » Sommes-nous au vingtième siècle ou au moyen âge? Au moyen âge.

*
* *

MILITARISME. — D'un article sur la mission Foureau (*Journal des Débats*) : « ... Tous les chameaux étaient morts, et entre Agadès et Zinder la mission dut s'emparer des puits et ne livrer de l'eau aux indigènes qu'en échange d'animaux de bât... » Moins loin du pôle, cela s'appellerait *vol;* près de l'équateur, cela s'appelle *échange*.

*
* *

D'une lettre publiée par l'*Aurore* :

« Après sa vaine protestation contre les abominables massacres d'In-Rhar, Flamand était gardé à vue. Des tirailleurs étaient chargés de sa surveillance et le chef d'escorte, un sergent, avait l'ordre de lui brûler la cervelle *s'il tentait de s'échapper.* A une halte, Flamand tira de sa musette une boîte de conserves et s'apprêtait à l'ouvrir, lorsque goumiers et spahis, accourant ventre à terre, entourèrent la petite troupe. Flamand, naturellement, se demandait ce que cela signifiait. Il ne tarda pas à en avoir l'explication. Des capuchons de leurs burnous, goumiers et spahis sortirent des bras humains, des jambes, des cuisses, des têtes de femmes et les jetèrent à Flamand épouvanté en lui criant : Tiens! cochon, hier tu demandais de la viande fraîche, en voilà! »

*
* *

A Brest, dans les baraquements du 2e régiment d'infanterie de marine, épidémie de fièvre typhoïde et de diarrhée.

Au fort de Vincennes, 29e bataillon de chasseurs, épidémie de dysenterie, depuis près de deux mois : 6 morts et de nombreux malades dont l'existence, au dire du médecin-major lui-même, « est bien menacée ».

Sur la route de Charleville à Châlons, pendant les manœuvres, un réserviste du 148e de ligne tombe. Pas de médecin-major; on le cherche pendant trois heures; on le trouve; et, quatre heures après, il veut bien venir voir ce qu'a le réserviste, mourant.

Au 9e de ligne (Agen), passant la visite des hommes devant partir aux manœuvres, le médecin-major en exempte 250 ; le colonel fait recommencer la visite sous ses yeux, et il oblige le major à réduire à 90 le nombre des exemptés.

Grève des ouvriers maritimes à Dunkerque; le général Meert parle : « Ah! c'est comme ça! Eh bien! demain, les fusils seront chargés et les baïonnettes piqueront. »

Un soldat et un sous-off du 2e régiment de marine se sont suicidés; ordre du jour du colonel Clamorgan : « Le soldat qui croit en Dieu et qui aime sa patrie, a-t-il dit, ne connaît point la tentation du suicide. Soyons donc des croyants et des patriotes, afin qu'une noble espérance nous soutienne à travers la vie et que tous, fils de France, soldats avant tout, nous sachions garder notre sang pour la défense de la patrie. »

Un bataillon du 2e zouaves s'embarque pour la Chine; le colonel Prieur de Lacombe :

« Rappelez-vous que, quoi qu'on en dise, Dieu a promis ses félicités éternelles au soldat qui tombe pour son pays sur le champ de bataille... Puis, pensez à l'importance qui vous attend, quand vous rentrerez chez vous : les enfants vous regarderont avec un profond respect, les anciens vous feront raconter vos campagnes; les femmes vous adoreront. »

Et les mères chinoises, dont vous aurez tué les fils, vous béniront.

R. CH.

*
* *

Mouvement ouvrier. — CONDAMNATIONS, EXPULSION. — J'ai signalé, la semaine dernière, l'arrestation, sur l'ordre de Millerand, de Biétry, un socialiste qui l'avait vivement combattu au C. G. Biétry, que j'avais vu quelques jours avant son départ de Paris, pressentait la canaillerie ministérielle. Le tribunal correctionnel de Belfort, avec une précipitation sûrement due à ces hautes influences (!), vient de le condamner à un mois de prison sous l'inculpation mensongère d'outrage par paroles aux gendarmes. Millerand espérait ainsi mettre fin aux grèves de Giromagny. Il faut croire que sa canaillerie n'a servi à rien, car les grèves continuent.

J'ai parlé en son temps des incidents de Montceau-les-Mines, incidents à la suite desquels certains socialistes avaient jugé à propos de déverser l'injure sur nos camarades. Deux d'entre eux viennent, en raison de ces troubles, de passer en police correctionnelle : ce sont Broutchoux et Douhairet, prévenus de s'être livrés à des voies de fait sur la personne du commissaire spécial Muller. Broutchoux a été condamné à six mois de prison et Douhairet à trois mois et tous deux à deux ans d'interdiction de séjour. Ceux qui, après avoir organisé les manifestations, voyant qu'elles ne tournaient pas à leur profit, les désavouèrent, n'ont pas été inquiétés. Ils sont libres, et nos amis condamnés.

Millerand ne se contente pas de faire condamner ses ex-amis qui critiquent sa conduite au C. G., ainsi que nos camarades, il vient aussi d'approuver l'expulsion du socialiste italien Morgani, avec qui il fraternisait au Congrès de Londres, il y a trois ans. Morgani avait engagé les Italiens à faire cause commune avec les travailleurs français actuellement en grève à Marseille. L'internationaliste de Saint-Mandé n'a pu souffrir pareille chose. — Du moins je me trompe, Millerand reste toujours internationaliste, mais autrement, voilà tout; il offre à présent des déjeuners intimes et des *garden-parties* (?!) en l'honneur de M. Witte, ministre des finances de l'autocrate russe.

*
* *

Jusqu'à présent, les ministères qui avaient précédé celui de « défense républicaine » dont nous jouissons actuellement s'étaient contentés de mettre les soldats au service des capitalistes dans l'embarras par suite de grève. Notre ministère waldecko-socialiste innove; qu'on en juge :

« Par suite de la grève des mariniers de la Seine, les torpilleurs *106* et *114* avaient fait route pour Rouen en vue d'assurer la police de la navigation. Ce matin, les torpilleurs *71* et *105* ont fait route pour la même destination.

« Si la grève des mariniers prenait de l'extension, la marine serait, comme pour les transatlantiques, sollicitée de fournir un contingent de chauffeurs et de mécaniciens pour assurer le service des remorqueurs. »

Depuis huit jours, ces torpilleurs sillonnent la Seine ou sont ancrés sur les principaux points de la grève des mariniers.

Malgré ces provocations, ceux-ci sont bien décidés à ne reprendre le travail que lorsqu'ils auront obtenu satisfaction et que les compagnies auront reconnu le syndicat.

Les ponts sont gardés par des soldats et des policiers. En attendant, les arrestations et condamnations pleuvent drues.

Au *Havre*. — La plupart des grèves sont terminées, mais un certain nombre de charpentiers de navires tiennent toujours. Les métallurgistes sont tous rentrés et n'obtiennent qu'une demi-satisfaction. Les patrons ont fait auprès d'eux le chantage patriotique de circonstance en les menaçant de voir les travaux passer à l'étranger. Pendant ce temps-là des poursuites sont organisées pour « entrave à la liberté du travail ». Six ouvriers ont été condamnés à la prison dans une seule journée. L'un, qui avait simplement dit : « Si vous rentrez à l'atelier, vous serez rossés », récolte six jours pour ces paroles.

A *Ajaccio*. — La grève des employés des docks continue, des bagarres se sont produites à plusieurs reprises; au cours de l'une d'elles, deux grévistes ont été blessés par les gendarmes.

A *Oran*, grève des ouvriers des quais : ils demandent pour prix de la journée 5 fr. et 2 fr. 50 pour la demi-journée. Les acconiers ont offert une augmentation de 35 0/0 sur les salaires actuels; ce qui, entre parenthèse, prouve le bien fondé de la grève. Les ouvriers refusent de transiger, et toutes tentatives de conciliation demeurent infructueuses.

A *Guelma*. — Les ouvriers du chemin de fer Bône-Guelma ont quitté les ateliers au nombre de 50; la grève est sans doute générale à l'heure actuelle.

P. DELESALLE.

A nos lecteurs et correspondants.

L'abondance de copie nous force à renvoyer au prochain numéro des correspondances de Marseille, de Saint-Quentin, et des Indes Néerlandaises.

Italie.

Ile d'Ustica.

Le bruit qu'on a fait pour la tragédie de Monza est indescriptible.

Des manifestations dynastiques ont eu lieu dans toute l'Italie. Les journaux royalistes, républicains, radicaux et socialistes ont recommencé le *cancan* habituel des apologies du « bon monarque », du « roi galant homme », des exécrations au régicide, à l'anarchie et aux anarchistes; ils n'ont pas oublié l'éternelle insinuation du complot international, sans lequel — disent-ils — le « généreux souverain » n'aurait pas été assassiné.

Dans un excès de sentimentalisme, ils ont crié que la vie humaine doit être *sacrée* et *inviolable*, mais ils n'ont pas dit un seul mot sur les massacres en bloc des citoyens de Milan, de Sicile, de Minervino Murge, de Conselice, commis patriotiquement *au nom du roi* par ses soldats. Ils se sont bien gardés de rien dire sur les hécatombes humaines d'Abba-Garima, d'Amba-Alagé, de Dogali, qui furent le produit d'une guerre insensée et criminelle déclarée, contre la volonté nationale, par Umberto à Ménélick. Ils ont oublié aussi les états de siège, les tribunaux *dum-dum*, avec les subséquentes répressions et suppressions de journaux et d'individus, décrétées par ce « bon monarque ». Ils ont tout oublié, enfin, pour pleurer hypocritement, et faire pleurer les autres, sur la carcasse purulente d'un homme qui n'a jamais pris à cœur les intérêts de son peuple, qui n'a rien fait pour l'arracher au plus abominable esclavage.

Si la victime de Bresci eût été un prolétaire, c'est-à-dire un être utile à la société, pensez-vous qu'on aurait fait tant de bruit sur les journaux, qu'on aurait beaucoup pleuré? Jamais! On aurait dit simplement : *Dans tel endroit, un tel a tué un tel.* Pas autre chose.

Mais, dans ce cas, il s'agit d'un roi — comprenez-vous? — il faut fondre en larmes et crier de toute sa voix contre l'assassin et ses complices — c'est-à-dire les anarchistes.

Mais on va plus loin : on veut faire retomber sur les anarchistes la responsabilité de l'*attentat* et on demande contre eux *les plus horribles châtiments* : il y en a qui veulent de nouvelles lois d'exception, d'autres la guillotine, d'autres *encore* la loi de Lynch. Tous invoquent le retour à l'Inquisition!

Et la *chasse aux anarchistes* est déjà commencée. Dans plusieurs villes ont eu lieu de nombreuses arrestations et condamnations pour *apologie du régicide* ou pour *association de malfaiteurs*. Beaucoup de camarades sont prêts à être envoyés de nouveau au « domicilio coatto ». Le *Combattiamo* de Gênes, l'*Avvenire Sociale* de Messine, le *Risveglio* de Florence et le *Pro-Innocenti* de Viareggio ont dû suspendre leur publication par suite de l'emprisonnement de leurs rédacteurs. Il ne reste plus qu'à supprimer les imprimeries.

C'est la période de la terreur.

Malgré tout cela, les bons camarades n'ont pas perdu leur courage et leur activité habituels. Ils travaillent toujours pour se réorganiser, et nous pouvons espérer que, malgré toutes les persécutions qui se déchaînent dans ce moment d'orgies réactionnaires, ils ne tarderont pas à conquérir la conscience des masses déshéritées.

R. O.

∴

Le camarade Roberto d'Angió vient de sortir de prison ; mais les camarades sont priés de ne pas reprendre la correspondance ; car il va retourner faire cinq mois pour paiement d'une amende de 1.500 francs.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Congrès ouvrier révolutionnaire international. — La commission d'organisation du Congrès a fixé l'ordre du jour ainsi qu'il suit :

Mercredi 19 septembre. — Communisme et anarchisme, communisme et individualisme. — Attitude des communistes anarchistes vis-à-vis de l'antisémitisme, du sionisme, du tolstoïsme.

Jeudi 20 septembre (matin). — Organisation entre les groupes communistes révolutionnaires d'un même pays et de pays différents de relations suivies au moyen de bureaux de correspondances internationaux. — Les différents moyens de propagande. — Publication d'un organe international. — Organisation de la solidarité, caisses de secours, etc. — La question agraire, l'enseignement libertaire.

(Soir). — Tactique des P. O. S. R. à l'égard des libertaires.

Vendredi 21 septembre (matin). — Coopératisme et néo-coopératisme. — La question de la femme, le féminisme, attitude des anarchistes vis-à-vis de la question des sexes.

Samedi 22 septembre. — Grève générale. Attitude des anarchistes en cas de guerre, de soulèvement, d'insurrection.

Dans la journée, on lira les rapports sur les différentes questions. Le soir, la discussion sera libre.

Le Congrès occasionnant des frais considérables, les camarades qui sont convaincus de son utilité sont priés d'y venir en aide dans la mesure de leurs moyens.

Les camarades détenteurs de listes sont priés de les retourner au plus tôt.

La date du Congrès est fixée au 19 septembre ; il aura lieu à la salle du Commerce, rue du Faubourg du Temple, 74.

Pour la commission d'organisation,

LÉON REMY,
71, rue de Buffon.

Le Secrétaire tient à la disposition des groupes les rapports imprimés présentés au Congrès par les E. S. R. I., contre envoi de 0 fr. 10 par exemplaire.

∴

Inauguration du Théâtre Libertaire. — Soirée d'art privée, le samedi 15 septembre, à 8 h. 1/2 précises, à la Maison du Peuple, 47, rue Ramey (imp. Pers). Marcel Legay, Jehan Rictus, Yon Lug, Ferdinand Massy, Irma Perrot, Buffalo. — Conférence de Cyvoct sur le Théâtre au point de vue révolutionnaire. — *Lidoire*, scène en un acte de Courteline. — *Mais quelqu'un troubla la fête*, pièce de Louis Marsolleau, interdite par la censure.

On trouve des cartes au prix de 0 fr. 50 à la Maison du Peuple.

∴

Bibliothèque Les Egaux du XVII[e] arrondissement, 85, rue de Courcelles, Paris. — Réunion du groupe le samedi 15 septembre. Causerie par un camarade.

Ordre du jour : Congrès ouvrier révolutionnaire international.

∴

QUATRE-CHEMINS-AUBERVILLIERS. — Les camarades anarchistes sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le samedi 15 septembre 1900, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier, à Aubervilliers. — Communication importante.

∴

Les camarades de Roubaix ont en vente : *La Peste religieuse*, de Most, à 0 fr. 05 l'exemplaire, 3 fr. 50 le cent. S'adresser à Béranger, 74, rue des Longues-Haies.

∴

L'Idée Libre, Cercle d'enseignement libertaire et d'études sociales. — Réunions hebdomadaires, pour la réorganisation de la bibliothèque, salle Coquillard, 106, rue des Amandiers.

Adresser tout ce qui concerne l'*Idée Libre* au camarade Spirus-Gay, secrétaire, 20, rue Pierre Nys.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du mercredi 19 septembre. Sujet traité : *La Vie ouvrière* de F. et M. Pelloutier, par Daniel Halévy.

∴

ÉPINAL. — Plusieurs camarades spinaliens voulant donner beaucoup d'extension à la propagande ont décidé de verser une cotisation mensuelle de 0 fr. 50 ; ils prient les amis et camarades de les aider dans cette tâche. Et, comme c'est au pied du mur qu'on voit le maçon, nous saurons par là combien nous sommes, décidés à lutter contre l'ignorance d'en bas et la crapulerie d'en haut.

Notre intention première est de publier incessamment un manifeste contre la guerre. Au travail donc, compagnons, et puisque le maire nous refuse ses salles, montrons à la bourgeoisie que nous parlerons au peuple quand même.

Les cotisations sont reçues chez le camarade Loquier, rue Aubert, 9, Epinal.

∴

LYON. — Les lecteurs du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux* sont invités à une matinée familiale privée qui aura lieu dimanche 16 septembre, à 3 heures du soir, café Souberat, place de la Pyramide, 25. Causerie par un camarade sur le Congrès (suite).

On trouvera des cartes d'invitation à la porte.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Une morale pour les deux sexes, rapport lu par Savioz au Congrès.

De la condition et des droits de la femme, brochure chez P. Dupont, 4, rue du Bouloi.

A Sociedade futura, por Jean Grave, fascicule 2, chez A. E. Dios da Silva, Pateo do Martel, porta 2, Lisboa.

Tercer certamen en la Plata, imprenta San Martin, calle 8, n° 837, La Plata.

Une résidence fédérative, par P. Robin (extrait du *Bulletin de la Société d'anthropologie*).

A lire :

Prophéties, A. France ; *Le Figaro*, 6 septembre.

Deux civilisations, par Iukanthor, prince héritier du Cambodge ; *Figaro*, 8 septembre.

A voir :

Le dessin de Hermann-Paul, dans le numéro 188 du *Cri de Paris* : « C'est drôle, je ne me rappelle plus à cause de quoi on s'est battu en 70... »

AUX CAMARADES

Nous avons l'image *Chauvinard* que, à titre de propagande, nous laissons à 0 fr. 05 l'exemplaire ; 0 fr. 10 par la poste ; 3 fr. 50 le cent.

∴

Le camarade Grandidier nous a remis une vingtaine d'exemplaires de sa brochure : *Tuer pour vivre*, pour être vendue au profit du journal. Prix : 0 fr. 15 ; franco, 0 fr. 20.

AVIS

Depuis quelque temps nous recevons nombre de réclamations concernant des numéros qui n'arrivent pas à leur destination. Ceux pour qui le fait se reproduit souvent sont priés de réclamer auprès de leur bureau de poste, le journal étant expédié régulièrement. Il va sans dire que les numéros perdus nous leur remplacerons toujours.

PETITE CORRESPONDANCE

A. H., à Béziers. — Nous n'avions pas deux des brochures, les avons remplacées par d'autres.

S., à Lyon. — Le paquet de brochures vous est arrivé, j'espère ? — Vous ne m'avez pas redonné votre adresse, et je ne l'avais pas gardée. Rue de la Part-Dieu, je crois ? mais je ne suis pas sûr de me l'être bien rappelée. Réclamez à la gare.

X., Algérie. — Reçu le *Télégramme*, la discussion est intéressante.

V., à Paris. — Merci des renseignements. Nous tâcherons de nous procurer les livres.

P. M., à Barcelone. — Reçu le rapport et remis au Comité d'initiative du Congrès.

Le compagnon Benazzi est prié de faire connaître son adresse.

C. V., à Daigny. — Inutile de suspendre pour si peu. Merci.

Lyon. — Reçu les 8 fr., produit de la soirée familiale ; c'est pour le Congrès, je crois, mais vous n'avez pas désigné ?

Ralph. — Pouvez-vous me donner quelques renseignements pour quelqu'un qui veut entrer à l'École Centrale ?

G., à Royan. — Nous avons déduit le prix des brochures sur les 2 fr. reçus.

H. M. — Merci de la communication. Je ne l'avais pas vue. Non, le volume d'Eltzbacher n'est pas traduit.

C., Bruges. — Voyez ci-dessus. J'ignore s'il sera traduit.

Reçu pour le Congrès anarchiste : G., à Royan, 1 fr. 70.

Le Havre. Collecte pour la brochure à distribuer : H., 0 fr. 50 ; Compagne H., 0 fr. 25 ; L. Mandeville, 0 fr. 50 ; L. Jeanne, 0 fr. 50 ; Jeune compagne de 14 ans, 0 fr. 25 ; Guizot, 0 fr. 25 ; Auville, 0 fr. 25 ; Boulanger partisan de la grève générale, 0 fr. 30 ; Guizot, 0 fr. 25 ; Cléroux, 0 fr. 25 ; Un couvreur, 0 fr. 50 ; Pour l'émancipation des travailleurs, 0 fr. 40 ; Un peinard, 0 fr. 50 ; Duaura, 0 fr. 30 ; Charles, 0 fr. 25. Total : 5 fr. 45. — A. G., 1 fr. 25.

Reçu pour le journal : Bibliothèque du Vimeu, 1 fr. 20. — G., à La Palisse, 1 fr. — G., à Perpignan, 0 fr. 30. — E. D., Lons-le-Saunier, 2 fr. — N. F. V., 5 fr. — J. U., 1 fr. — Guet, 10 fr. — M., 1 fr. — A. G., à Grenade, 0 fr. 85. — R., à Mayville, 1 fr. — Jeanquimarche, 20 fr. — Un Beaujolais, 5 fr. — L., à Evreux, 1 fr. — Peintres en décor (E. V.), 1 fr. 05. — Collecte à la réunion Liard-Courtois de Rouen, 3 fr. 80. — Deux Liégeois, 0 fr. 70. — M. et H., 50 fr. — Merci à tous.

R., à Villiers. — B. A., à Mouscron. — V., à Mustapha. — J. C., à Moirans. Reçu timbres et mandats.

En vente aux bureaux du journal

CHANSONS

La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc.	» 10
L'Internationale ; Crevez-moi la sacoche ; Le Politicien, *de E. Pottier*	» 10
Ouvrier, prends la machine ; Qui m'aime me suive ; Les Briseurs d'images	» 10
La Chanson du Gas ; A la Caserne ; Viv'ment, brav' Ouverier, etc.	» 10

Le cent : 4 fr. 50 ; l'exemplaire, par la poste : 0 fr. 15.

Nous avons recomplété une collection complète du *Supplément* de la *Révolte*. Nous la mettons en vente au prix de 50 francs.

L'Éducation libertaire, *par Domela Nieuwenhuis, couverture par Hermann-Paul, franco*	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce*	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel*	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Education. — Autorité paternelle, *par A. Girard, avec couverture de Luce*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, avec couverture de Vuillaume*	» 15
Déclarations *d'Etiévant, couverture de Jehannet*	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert*	» 20
A mon Frère le paysan, *par E. Reclus, couverture de L. Chevalier*	» 15
La Morale anarchiste, *par Kropotkine*	» 15

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 22 DIX CENTIMES DU 22 AU 28 SEPTEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE CONGRÈS FÉMINISTE

Rien n'est doux, au cœur d'un homme libre, comme le spectacle d'un esclave qui relève le front.

Le premier Congrès international du Droit des femmes eut lieu en 1878, à Paris, je ne dirai pas sous les huées, mais sous les ricanements de la presse et du public. Aujourd'hui, vingt ans plus tard, le cinquième congrès, Congrès international de la Condition et des Droits des Femmes, vient de tenir ses assises, et, s'il y a encore des ricaneurs, leur nombre a grandement diminué. Honneur à toutes les vaillantes femmes qui n'ont pas eu peur du ridicule ou de la médisance, et qui se refusent à vivre sans un peu de dignité !

Les revendications féminines, au dernier congrès, sont de sortes diverses, mais elles peuvent se résumer ainsi : Nous demandons à ne pas être traitées par l'homme plus mal qu'il ne se traite lui-même ; ce qui est, on en conviendra, d'une audace et d'une insolence inouïes.

Sur la question du travail des femmes, le Congrès a émis le vœu que tout travail égal fût rémunéré par un salaire égal, quel que fût le sexe du travailleur. Quel réquisitoire sanglant, dans ce simple vœu ! La raison ordinairement invoquée pour légitimer l'infériorité du salaire féminin, c'est que la femme n'a pas autant de besoins que l'homme : sans doute est-ce au tabac, à l'absinthe et au lupanar que l'on pense ? En revanche, on ne tient pas compte des mioches qu'abandonnée par son lâche compagnon, la mère est si souvent seule à élever. Cette considération mesquine ne peut entrer en balance avec des besoins aussi sérieux que le tabac, l'absinthe et le lupanar. Ne nous étonnons de rien : dans une société faite par le plus fort pour son usage, la loi est naturellement : « Malheur au plus faible ! »

Sur la question de la morale, le Congrès a adopté à l'unanimité le vœu « que soient abrogées toutes mesures d'exception à l'égard de la femme en matière de mœurs ». Il faut louer très haut ces femmes qui ont eu le courage de prendre, sans fausse honte, la défense de leurs tristes sœurs les prostituées, et qui ont résolu le problème dans le sens de la liberté individuelle. Si la prostitution consiste dans la vénalité de l'amour, l'homme, en prenant part au marchandage comme acheteur, se prostitue au même titre que la femme. Il y a égalité de honte, il doit y avoir égalité de traitement. Pourquoi donc la police des mœurs n'arrête-t-elle pas l'homme qui raccroche, ne l'inscrit-elle pas sur ses listes, et ne lui inflige-t-elle pas la visite périodique ? Malheur au plus faible, toujours. Mais l'esprit de justice se révolte, à la fin : il faut que l'homme et la femme soient égaux dans l'esclavage, ou égaux dans la liberté.

En matière d'éducation, le Congrès féministe a adopté des résolutions bien intéressantes. Il a pris parti pour l'éducation intégrale et pour la coéducation des deux sexes. Il souhaite « que dans toutes les écoles publiques ou privées, fréquentées par l'adolescence, à l'enseignement spécial et professionnel soit associé un enseignement général, donné à tous et commun aux deux sexes, ayant pour triple objet : 1° d'assurer à chacun cette condition essentielle de la vraie liberté qui consiste à voir clair en soi-même comme autour de soi ; 2° de concourir par le lien intellectuel à la cohésion morale des nouvelles générations ; 3° de préparer dans le monde de la pensée la victoire définitive du bon sens et de la science, ou, en un seul mot, de la raison ». Il demande « que, dans l'enseignement de l'histoire, les éducateurs mettent en lumière la barbarie et l'injustice des guerres, et qu'ils développent chez leurs élèves l'admiration des savants, bienfaiteurs de l'humanité, de préférence à l'admiration des grands conquérants, violateurs de la justice et du droit ».

Je signale aussi le vœu « qu'il soit institué un enseignement complémentaire féminin comprenant : A. — La science de l'enfant. (Hygiène de la première enfance. — Physiologie et psychologie de l'enfant. — Méthode rationnelle d'éducation physique et morale de l'enfant.) » La plupart des jeunes filles, en se mariant, ignorent ce que c'est qu'un enfant ; quand elles en mettent un au monde, c'est pour elles une poupée et pas autre chose. Dans une société raisonnable, toutes les jeunes filles devraient être instruites, non seulement de la physiologie et de la pathologie de l'enfant, mais aussi du phénomène de la reproduction. Il y a là une question de haute morale, encore plus que de santé.

Joint à la coéducation, l'enseignement aux enfants de l'anatomie et de l'hygiène des organes sexuels, de la fonction de reproduction et de la responsabilité morale qui en découle, me paraît vraiment capable de créer des générations de jeunes hommes et de jeunes femmes ayant de l'amour une idée noble et saine. Mais l'imbécile pudibonderie du temps présent s'y oppose ; elle ne conçoit la morale que fondée sur l'ignorance et la stupidité. Morale d'animaux.

Sur le mariage, les congressistes prient que toutes les lois imposant à la femme obéissance à son mari soient supprimées ; que toutes les lois d'exception contre la femme en matière d'adultère soient abolies, et notamment que le paragraphe II de l'article 324 du Code pénal, qui déclare « excusable » le meurtre commis par l'époux sur l'épouse et son complice, à l'instant où il les surprend en flagrant délit dans la maison conjugale, soit aboli ; que les articles 336, 337, 338 et 339 du Code pénal, relatifs à la répression du délit d'adultère par le mari ou par la femme, soient abrogés, ainsi que toutes les dispositions similaires dans les autres pays ; que la femme puisse recevoir, hors la présence et le concours de son mari, le produit provenant de son travail et puisse librement en disposer ; et cætera.

La simple lecture de ces doléances (je n'en cite que quelques-unes parmi beaucoup d'autres) fait voir quelle chose monstrueuse fut l'égoïsme masculin qui rédigea un pareil code. En cherchant à améliorer ce code, je crois que les femmes se leurrent un peu, et qu'une propagande qui s'appliquerait à améliorer directement les mœurs serait plus efficace. Beaucoup de résolutions votées à ce congrès indiquent une confiance dans la réglementation qui ne me paraît pas justifiée. Mais c'est moins par l'appel au législateur que par la critique indirecte de l'état de choses actuel et par la protestation qu'elles renferment, que je trouve ces résolutions importantes. Aussi n'est-ce pas tant les vœux émis qu'il faut voir, que les discussions qu'il faut lire. Au sujet du mariage, entre autres, on peut dire que la discussion a tourné autour de l'union libre, qu'elle y tendait constamment et qu'elle y eût abouti, si les partisans de la légalité et les représentants du parlementarisme n'eussent refréné les plus hardis et pris soin qu'on ne dépassât la société actuelle. La majorité du Congrès leur a donné raison, parce que la majorité est toujours faite de gens timorés.

Les derniers vœux ont été pour « que toutes fonctions publiques, administratives, municipales, etc., et que toutes professions libérales ou autres, ainsi que toutes écoles gouvernementales spéciales ou autres, soient ouvertes à tous sans distinction de sexe », ce qui est trop juste, et pour « que les droits civils, civiques et politiques soient identiques pour les deux sexes ».

La généralité des femmes féministes semble se promettre monts et merveilles de l'électorat et de l'éligibilité ; nous osons leur prédire quelques déceptions. Néanmoins j'estime qu'elles ont parfaitement raison d'inscrire ces *desiderata* au programme de leurs revendications, — ne fût-ce que pour se les voir refuser, et mettre l'égoïsme des forts au pied du mur. Nous sommes ici persuadés que l'égalité et la liberté futures — que nous voulons complètes — doivent sortir de tout autre chose que de la confection des lois ; mais là n'est pas la question, pour le moment du moins. En n'accordant pas à la femme les droits politiques qu'il réclamait pour lui, l'homme a fait acte d'oppression brutale ; en les réclamant à son tour, la femme met en lumière, une fois de plus, l'arrogance de son bourreau.

Il n'y a pas de raison valable pour empêcher les femmes de voter, si c'est leur plaisir. La politique est une chose mauvaise en elle-même, et elle ne sera pas pire aux mains des femmes

qu'elle ne l'est aux mains des hommes. Si elles ne font pas mieux qu'eux, à coup sûr elles ne feront pas plus *mal*. Qu'on leur accorde donc bien vite ce bulletin tant désiré ; après, elles en feront l'usage qu'elles voudront. Elles le glisseront candidement dans une urne, ou elles s'en feront des papillotes. J'espère bien qu'elles s'en feront des papillotes. Car il y a, pour la femme et pour l'homme, un rôle plus beau que de faire des lois : c'est d'apprendre à s'en passer.

René Chaughi.

NOTES ET FAITS

Saint-Quentin.

A propos du Congrès.

Dans les *Temps Nouveaux* de la semaine dernière ainsi que dans le *Libertaire* on expose les moyens d'une grève militaire, qui doit être discutée prochainement au Congrès. Cette grève serait de la plus grande utilité, car le militarisme est une des plus lourdes charges qui pèsent sur les familles. Tout chacun élève ses enfants du mieux qu'il peut, on ne sait même de quels soins les entourer. A vingt ans, on vous les prend pour les abrutir dans les casernes et les exercer au crime sans se soucier si les petits qui restent ou les vieillards auront de quoi se sustenter.

Le premier devoir pour les parents serait de les empêcher de partir et de les *défendre* au besoin par n'importe quels moyens, sans avoir pour cela besoin de s'expatrier. Quand on aura le courage, ou du moins quand on se sentira un nombre, une force décidée à s'opposer énergiquement à l'éducation criminelle, ce sera, je crois, la meilleure pierre d'achoppement.

Pour donner une idée de ce que peut produire le militarisme dans une famille, j'expose les faits suivants : j'ai huit enfants, quatre garçons; le plus âgé de six part pour trois ans, il est libéré six semaines avant l'expiration de son congé par la naissance de deux jumeaux, l'année qui suit la libération du premier; le second part également pour trois ans, étant, comme le premier, aîné de six; j'ai en surplus une mère âgée de soixante-quinze ans à ma charge. J'ai beau protester, réclamer une dispense ou une indemnité égale à la perte qu'on me fait subir, rien, ou du moins une réponse dans ce sens :

« Nous avons des familles plus intéressantes que la vôtre. » Au moment où je recevais cette réponse, je venais de recevoir ma semaine, 12 francs pour six personnes, 16 francs de loyer à payer et mes deux petits jumeaux pieds nus. Si c'est au point de vue pécuniaire que d'autres familles sont plus intéressantes que la mienne, les galonnés du 147e qui composent le conseil de corps reconnaissent eux-mêmes que le militarisme est une des plaies qui ronge l'humanité de la meilleure façon, même en temps de paix. Si c'est au point de vue de ma vie privée, c'est autre chose, car en 1891 j'ai cru de mon devoir de protester contre les tentatives de massacre qu'un lieutenant de cuirassiers voulait exercer contre des femmes et des enfants. J'ai récolté quelques mois de prison sur une fausse accusation de ce héros.

Voilà pourquoi je suis un admirateur de la grève militaire et souhaite qu'elle se déclare vivement, afin que les deux garçons qui me restent ne subissent plus le même sort que les premiers.

Dupuez L.

CONGRÈS OUVRIERS

Faisant suite au Congrès des Bourses du travail, s'est tenu la semaine dernière le Congrès corporatif des syndicats ouvriers. Près de 300 délégués ont pris part aux travaux du Congrès, parmi lesquels j'ai eu le plaisir de rencontrer une vingtaine de camarades tant de Paris que de la province.

Plusieurs des questions traitées au Congrès des Bourses sont revenues en discussion, telle la question relative à la propagande parmi les jeunes soldats, qui a eu comme sanction un ordre du jour identique.

Une propagande active va être menée et nul doute que, comme cela s'est vu au Creusot, et encore à Dunkerque ces jours derniers, les refus de marcher contre les ouvriers en grève aillent se généralisant. La question de la propagande parmi les ouvriers agricoles a donné lieu à une intéressante discussion. Notre camarade Pouget a lu au Congrès un très curieux rapport sur l'organisation d'ouvriers agricoles et nomades, appelés par la nature de leurs travaux à se déplacer souvent (travaux de terrassement, chemins de fer, canaux, etc.). Une active propagande va être entreprise, et, imitant en cela ce que nous faisons nous-mêmes, des brochures de vulgarisation vont être répandues dans les campagnes. Des syndicats d'ouvriers agricoles vont être créés à l'exclusion de tous propriétaires grands ou petits.

Une tentative de groupement des travailleurs maritimes, qui viennent de provoquer un si beau mouvement de grèves, va être entreprise. Différents modes de défense de la classe ouvrière, tels que le boycottage et le sabottage, ont été admis par le Congrès, malgré une opposition assez vive de la part de quelques délégués encore imbus des vieux préjugés de prétendue « dignité ouvrière » : comme s'il y avait une dignité quelconque à vendre ou à louer sa force-travail en échange d'un salaire permettant juste de ne pas crever de faim !

Je ne ferai que citer les questions d'organisation telles que la création de fédérations de métiers et d'industries; il me faudrait entrer dans une foule de détails et de développements que l'espace restreint d'un article ne me permet malheureusement pas.

A signaler un excellent rapport sur la production, la consommation et la coopération, qui ravira d'aise M. Bancel, et j'arrive à la question assurément la plus importante, celle de la « grève générale », de son éventualité, de ses conséquences. Depuis le congrès tenu à Nantes en 1896, tous les congrès ouvriers ont admis l'idée de la grève générale. Petit à petit, l'idée a fait son chemin et c'est à la presque unanimité que le principe en a été admis une fois de plus. La question a été traitée admirablement : voici à peu près la thèse générale développée (1). Toutes les révolutions qui ont eu lieu jusqu'à ce jour n'ont été que des révolutions politiques. La grève générale est une révolution économique; il ne s'agit plus de changer la forme du gouvernement, mais de s'emparer des moyens de production. Attendre pour cela la conquête des pouvoirs publics, comme certains le préconisent, serait une duperie pour les travailleurs. Fortement organisés dans les syndicats, ceux-ci pourront arrêter simultanément le travail, aucune force ne sera capable de les en empêcher; certes, les capitalistes ne se laisseront pas déposséder, et fatalement c'est la révolution qui en résultera.

La grève générale ne pourra pas être une révolution ayant pour but de changer la forme gouvernementale, celle-ci ne pouvant être en harmonie qu'avec les conditions économiques du moment. Personne ne peut dire ce que sera la société au lendemain de la révolution, mais ce dont l'on peut être certain, c'est qu'une fois maîtres des instruments de travail, les travailleurs sauront les conserver.

Voilà, fidèlement rapporté, le résumé de ce qui s'est dit au Congrès corporatif sur la grève générale. Seulement, il est de toute nécessité de faire une propagande active dans les syndicats. Primitivement constitués pour l'aide mutuelle et le placement, ils sont devenus par la force des idées des groupements de lutte contre l'avidité patronale. Le rôle des syndicats ouvriers dans la société capitaliste va se définissant de plus en plus; qu'on le veuille ou non, ce n'est déjà plus qu'un rôle révolutionnaire qui lui est échu, et la grève générale en est l'aboutissant logique.

Comme sanction pratique, une active propagande va être entreprise. Des réunions seront organisées, des brochures distribuées. Le journal *La Grève générale* fera place à un organe hebdomadaire qui ne traitera que des questions économiques et une large place y sera réservée pour la discussion de la grève générale.

La création d'un bureau international a été décidée en principe. Il s'agit d'opposer à l'internationale capitaliste un mouvement correspondant de la classe ouvrière.

Je dois aussi signaler la tendance qu'il y a dans les congrès ouvriers à ne plus s'adresser à la providence État pour obtenir une amélioration du sort des travailleurs. Le rejet par le Congrès de la nouvelle loi sur les syndicats en préparation a été typique à cet égard, le Congrès s'étant prononcé pour la liberté d'association pure et simple.

Certes, au Congrès corporatif comme dans toutes les grandes assemblées d'hommes, il s'est perdu beaucoup de temps en discussions puériles, mais cela n'est que très secondaire. Ce que je puis affirmer ici, c'est que depuis que je suis les congrès ouvriers, j'ai pu constater que, contrairement à ce que l'on semble croire, les idées générales font de très rapides progrès, rarement les discussions ont revêtu un caractère étroit, et que le but poursuivi est le renversement de l'état social actuel. Je n'en voudrai comme preuve que la résolution suivante adoptée à l'unanimité, à la fin du Congrès : « Le Congrès ne voit dans les résolutions adoptées que des palliatifs, et il ne compte, pour affranchir définitivement la classe ouvrière, que sur la Révolution sociale. »

P. Delesalle.

(1) Je cite ici le texte même des notes prises par moi au Congrès.

LE MINISTÈRE SOCIALISTE (!)

Au moment de mettre sous presse, une dépêche du comité d'organisation du Congrès antiparlementaire nous prévient que la préfecture de police lui a fait notifier que toute réunion de ce genre tombait sous le coup des lois scélérates et serait poursuivie.

La salle du Commerce, du même coup, a été refusée. Cela, évidemment, n'empêchera pas les camarades de se voir. Que les camarades se connaissent et la lecture des rapports étudiés, c'est toute l'utilité que nous pouvions attendre du Congrès. Donc, les camarades se sont vus, les rapports, nous mettons notre supplément à la disposition du Comité d'initiative pour tous ceux qui peuvent être intéressants, le Congrès aura donc rendu tout ce qu'il pouvait rendre.

J'avais toujours pensé que c'étaient les anarchistes qui paieraient les pots cassés ; mais il est bon de relever qu'un ministère libéral et socialiste ne dédaigne pas de se servir des lois que ses membres ont traitées eux-mêmes d'iniques. Inutile également de protester. Nous crachons sur ces saltimbanques et nous passons.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Militarisme. — A Toulon, la 5e compagnie du 4e régiment d'infanterie faisant un simulacre de petite guerre, une balle, *oubliée* dans un fusil, alla traverser de part en part un soldat et blesser un autre au côté; ces deux hommes, pères de deux enfants, sont très grièvement blessés.

Aux environs de Cercottes, pendant les manœuvres du 131e, un soldat a été atteint par une balle à la tempe, et il est mort presque aussitôt dans les bras d'un camarade.

A Falaise, l'adjudant Paimblant, du 36e de ligne, passant une revue de sacs et trouvant qu'un soldat ne lui présentait pas le sien assez rapidement, le gifla violemment, au point de le renverser à demi et d'envoyer rouler son képi à terre.

Alexandre Auvray, soldat au 124e de ligne, s'était enfui depuis trois mois de la caserne; réduit à se constituer prisonnier, il s'empoisonna à l'aide de laudanum.

Les quatre gendarmes et le brigadier de Saint-Pol-de-Léon (Finistère), quand ils n'étaient pas occupés à arrêter les voleurs, s'occupaient eux-mêmes à voler l'État. Ils vendaient le surplus de l'avoine de leurs chevaux et mettaient l'argent dans leurs poches. Dénoncés par un collègue, ils furent arrêtés un beau matin par d'autres gendarmes et écroués à leur tour. Le premier moment de trouble passé, l'autorité militaire s'empressa d'étouffer le scandale et de réparer la bévue commise en arrêtant des gens faits pour arrêter les autres. On déclara donc que les cinq gendarmes n'étaient coupables que d'un manquement à la discipline en mettant dans leurs poches ce qu'ils n'y devaient pas mettre, puis on cassa le brigadier et accorda vingt jours de prison aux quatre autres. Selon la loi, ils devaient être punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende, et révoqués. On les a versés dans d'autres brigades, où ils continuent à arrêter les malfaiteurs, les méchants voleurs de pain ou d'avoine. C'est leur dénonciateur qu'on met à la réforme, pour le chasser. En les dénonçant, il n'avait pourtant fait que son devoir de gendarme. Mais il n'avait pas compris que les lois sont faites pour être

appliquées à certaines gens, et pas à d'autres. Quel imbécile!

Extrait d'une lettre de Chine : « Pékin a été entièrement pillé, sauf le palais impérial. Chaque jour on procède à des ventes aux enchères du butin. Les principaux articles sont des soies, des fourrures et des bronzes. Les officiers achètent beaucoup. »

Extrait du *Petit Marseillais* :

« Trois légionnaires qui s'étaient enfuis à Figuig, après avoir dévalisé un officier, ont été ramenés au camp par les partisans de Bou Amama; ils passeront en conseil de guerre.

« A ce sujet, le commandant du détachement aurait dit aux goumiers : « *Dites à Bou Amama qu'il ne me renvoie plus les soldats qui désertent, qu'il me renvoie simplement leurs têtes.* » Ce propos, ajoute le *Petit Marseillais*, donnera à réfléchir aux mauvais soldats. »

⁂

Religion. — Un curé des environs de Privas s'est enfui après avoir violé, dans son presbytère, une petite-fille de douze ans. Les parents, abrutis par la religion, n'osaient rien dire; mais l'enfant étant tombée malade, le médecin constata le viol et un oncle de la fillette alla porter plainte. Pauvre dom Basile, on te calomnie toujours.

R. Ch.

⁂

Saint-Jean-du-Gard. — Il y a là un brigadier de gendarmerie qui vaut son pesant... de coups de bottes. Après avoir voulu interdire à un de nos amis la vente des journaux socialistes et libertaires et des brochures anticléricales, ne s'est-il pas avisé de lui demander ses moyens d'existence! — ne s'apercevant nullement que c'était lui qui essayait de les lui couper.

⁂

A Saint-Malo. — Au 47[e], le colonel de la Selle de Châteaubourg ne connaît que la boîte et l'exercice. A signaler surtout cette note du rapport « qu'un militaire ne doit se promener en ville avec une femme qu'autant qu'elle est en toilette »!.....

Donc le *mossieu* sans doute se figure que s'il peut offrir chapeau à des dames, le simple soldat avec son sou quotidien peut en faire autant.

Il faut aussi féliciter l'adjudant Letellier qui s'y connaît pour embêter les malheureux, ainsi que son ami intime, le beau Hermange.

Le sergent Pataud, lui, ne connaît pas de repos pour les punis de prison et fait exécuter invariablement des « En avant-pointez! » pendant vingt minutes.

Vive l'armée!...

On parle d'un soldat que sa religion empêche de tenir un fusil, mais qui ne se refuse nullement à faire canne, boxe, etc.; toute la gent galonnée a inutilement voulu lui faire manier un Lebel.

⁂

Mouvement ouvrier. — La grève des mariniers de la Seine dure toujours, malgré l'acceptation par les patrons d'une partie des *desiderata* des grévistes. Ceux-ci entendent obtenir satisfaction complète et ne reprendront le travail qu'à cette condition. Ils exigent avant tout que personne ne soit renvoyé pour fait de grève. En attendant, les torpilleurs mis au service du patronat continuent à « protéger » la propriété patronale. Un incident assez curieux s'est produit à ce sujet :

La Compagnie la Seine avait fait partir de Paris un train de bateaux chargés, remorqué par le vapeur *Licorne*. Le convoi, à destination de Rouen, était escorté par le torpilleur *114*.

Au barrage de Carrières-sous-Poissy, pendant un arrêt, un groupe de grévistes réussit à se mettre en communication avec les mécaniciens et chauffeurs de la *Licorne* et les décida à abandonner le travail. Le convoi, malgré la présence du torpilleur, dut rester en détresse dans l'écluse, qui s'est ainsi trouvée encombrée.

De ce fait, la circulation des bateaux est en grande partie interrompue. Au dernier moment, on assure que les ouvriers ayant obtenu satisfaction sont prêts à reprendre le travail, mais à condition que tous seront réintégrés à leurs postes.

1.200 ouvriers verriers sont en grève à Fresnes et à Aniches (Nord) : 11 usines sont arrêtées de ce fait; certaines chôment depuis juin dernier. Messieurs les socialistes n'ont aucun intérêt sans doute dans ces parages, car jusqu'à ce jour aucun de leurs journaux n'en a parlé. La cause initiale de la grève a été la non-acceptation d'un règlement qui ferait des malheureux verriers un troupeau d'esclaves. Il n'y est question, pendant près de 60 articles, que d'amendes et de retenues sur les salaires. De plus, les verriers réclament un jour de repos par semaine, le dimanche de préférence, ce qui réduirait le chômage annuel dans de notables proportions.

Il existe dans le métier de verrier de grandes inégalités dans les salaires. Pendant que les souffleurs ont des salaires supérieurs, les gamins, cueilleurs, sont dans la misère ; de là, de grandes inégalités et des luttes continuelles.

A Marseille, les ouvriers boulangers sont en grève et le maire socialiste (!!) a, comme de juste, fait appel à l'armée pour assurer ce « service public ». Tous les soldats-boulangers de Marseille et des garnisons environnantes assurent l'alimentation de la ville. Ces ouvriers ont été fournis par le 15[e] corps d'armée et s'élèvent au nombre de 900. Quelques-uns d'entre eux ont été dirigés sur Avignon, où les ouvriers boulangers ont déclaré la grève également.

Le citoyen maire a fait afficher un long appel d'une banalité désespérante. Qu'on en juge : « Il est nécessaire que la population reste calme et de sang froid. » « La population doit sauvegarder ses intérêts (! ?). » « La résistance doit être soutenue contre la boulangerie par la patience », etc., etc. Battage socialiste que tout cela. Ce que l'on ne pourra nous empêcher de constater, c'est que, quels que soient les dirigeants, les résultats sont identiques : force armée au service des capitalistes, arrestations, condamnations, rien ne change. La correspondance des camarades de Marseille, que nous donnons plus loin, précise des détails sur les grèves.

A Alger, grève des travailleurs du port, pour la plupart des Arabes. Les indigènes ont été très énergiques et n'ont pas tardé à obtenir satisfaction. Les patrons exigeaient qu'il n'y aurait pas de syndicat ouvrier de formé. Les grévistes ayant refusé, les patrons ont cédé ; plusieurs navires sont allés décharger leurs marchandises dans d'autres ports. A signaler la brutalité toute particulière des agents de police. Plusieurs arrestations ont eu lieu, et un Arabe a été grièvement blessé d'un coup de sabre; mais soyez sans crainte, les journaux de « défense républicaine » se sont bien dispensés d'en parler.

P. Delesalle.

⁂

11 septembre 1900.

Marseille. — Votre journal a manqué de renseignements, il me semble, au sujet des grèves qui se sont produites à Marseille ces temps derniers.

La première grève a été celle des chauffeurs, soutiers et garçons navigateurs; elle a fait suite à celle du Havre. En ce qui concerne cette grève, il est bon de dire que les grévistes qui avaient pris la bonne voie en flanquant Cadenat et Carnaud, députés socialistes, à la porte se sont fait rouler dans les grands prix par le meneur Quillici — ex-conseiller municipal — qui, au moment opportun, a fait surgir un conseiller municipal. La politique a donc joué là son rôle néfaste. Aussi les travailleurs, auxquels ce premier mouvement a ouvert l'œil, s'agitent; mais, à mon avis, ça n'aura pas de suite.

A la grève des chauffeurs, soutiers, etc., a succédé la grève des ouvriers des ports et docks. La vérité est qu'elle a éclaté pendant que la précédente battait son plein, et voici comment. J'insiste, cher camarade, sur la manière, sur l'emmanchement de ces grèves, si je puis m'exprimer ainsi, parce que cette manière ou cet emmanchement, je le répète, est un enseignement pour la grève générale. Je reprends donc : La navigation, les départs des paquebots, etc., étant suspendus par la grève des chauffeurs, les ouvriers des ports chômèrent bientôt. Les chômeurs des ports, à l'instar des chauffeurs, se concertèrent et, le mouvement lancé, la grève fut déclarée.

Ici c'est le maire socialiste et le président de la Chambre de commerce qui interviennent comme arbitres et font augmenter les ouvriers de 0 fr. 75 par jour. Les ouvriers, qui avaient demandé 1 franc, ne bronchent pas et restent en grève et finalement obtiennent le franc demandé. Pendant cette grève, les chauffeurs avaient repris, mais les chargements et déchargements des navires ne s'opérant plus, le mouvement n'était guère brillant. D'autre part, les charretiers et chargeurs chômèrent, eux aussi, et, devant le censé succès des premiers, le succès des seconds, montèrent à leur tour la grève. Cette dernière corporation est très importante ici et, quand elle suspend le travail, je vous prie de croire que l'on s'en aperçoit. La grève des ouvriers des ports était donc terminée quand éclata celle des charretiers. Etant de la partie, je puis donc en causer savamment.

Le sort du charretier de Marseille et notamment des charretiers des grosses entreprises n'a rien d'enviable.

Dès 5 heures du matin à la remise, le pauvre bougre roule rues, routes et quais jusqu'à 7 et 8 heures du soir dans les petites entreprises et 9, 10, voire même 11 heures 1/2, minuit dans les grosses.

Je n'exagère pas. Ainsi des charrettes quittent les quais à 8 heures du soir pour se rendre à Mal-Passé, distant de Marseille de 4 kil. 200, ou au Merlan, à 6 kil. 500. Nombreux sont les moulins dans ces banlieues. D'autres se rendent à la Valentine, à 10 kil. 500, et ce journellement, s. v. p.!

La concurrence est acharnée, se fait d'une manière effrénée dans cette industrie.

Les maquignons usuriers la facilitent.

Ils mettent entre les mains d'un chargeur un peu à la coule une vingtaine de chevaux, des charrettes, lui procurent les transports d'une usine qu'ils font sauter par des manœuvres de jésuites, graissage de pattes au contremaître influent, etc., et l'ouvrier d'hier se voit patron. Les billets à échéance tombent; il les paie comme il peut, et, le jour où il ne peut plus, le maquignon usurier ne perd rien, attendu qu'il reprend tout ce qu'il avait avancé, sans rendre les billets qu'il a encaissés. Les entrepreneurs qui possèdent, eux, ne voient pas d'un bon œil tout ce truc qui fait péricliter leur industrie, en ce sens que les tarifs sont forcément réduits. Quelques patrons ont pu réussir à monopoliser les travaux, et à payer en quelques années une cavalerie de quatre-vingts à cent chevaux avec le matériel qui s'y rattache.

Comment? En faisant travailler leurs ouvriers des seize heures par jour pour un salaire plus que dérisoire.

Ces gros faiseurs se font aider par les confrères, les petits dont parle votre journal; ces petits en général sont spécialistes, c'est-à-dire font des travaux qui sortent du travail général. Ces travaux sont assez bien rétribués.

Comme dans notre belle société tout est réglé à merveille, il arrive que certains jours ils ont du travail plus qu'ils n'en peuvent faire et qu'ils restent ensuite des deux ou trois jours à n'avoir rien à faire. Ça coïncide forcément avec les départs ou arrivées de paquebots. Qu'arrive-t-il? Ils vont trouver le gros faiseur qui leur donne du travail.

Tout d'abord, c'est mal payé : pour l'avoir, ne l'a-t-il pas pris au rabais? Ici le vol commence. Des sacs qui valent 100 kilog. ne pèsent que 95. Le travail payé par exemple 2 francs la tonne n'est payé que 1 fr. 75 et, coup final, le gros, faisant surgir sa responsabilité, retient sur le total de son travail cédé un escompte de 3 ou 4 0/0.

Après cela, comment trouver étonnant que les petits patrons fassent cause commune avec les ouvriers grévistes? Ils sont aussi exploités qu'eux, mais sous une autre forme, et cela d'autant plus que les petits patrons sont relativement raisonnables. Ils paient ce que l'ouvrier demande et le font rentrer d'assez bonne heure le soir. Il faut plus de confiance, il faut être plus capable pour être ouvrier chez un petit que chez un gros. Enfin la considération n'existe pas chez les gros, elle est forcée d'exister chez les petits.

Voilà dans quelles conditions, à la suite du chômage provoqué par les grèves antérieures, la grève fut déclarée.

Là, le meneur est un petit patron possesseur de deux mauvais canassons qui a une dent contre les gros d'abord et se fait de la réclame ensuite, attendu qu'aux dernières élections municipales il a manqué d'être élu comme socialiste-collectiviste-internationaliste-révolutionnaire et que naturellement cet échec ne lui suffit pas, il se représentera. Les patrons ne voulant rien savoir de l'intervention des politiciens socialistes, — s'ils avaient été réactionnaires — au sens politique, entendons-nous! — peut-être auraient-ils accepté, — les juges de paix s'en mêlèrent et proposèrent l'arbitrage. Celui-ci ne fut accepté qu'à condition que la politique — toujours — n'interviendrait pas et le président du tribunal civil fut désigné comme arbitre suprême.

La farce était jouée, les ouvriers obtinrent bien quelque chose, mais dans le camp des patrons l'on est bien résolu à ne pas se conformer à la sentence arbitrale. Certains des gros entrepreneurs ont même prévenu leur personnel, le matin de la reprise du travail, que leur salaire serait égal à celui payé avant la grève, que c'était à prendre ou à laisser.

Et les abrutis par l'alcool et le travail se sont remis au travail.

Il peut se faire que demain matin dimanche, à la paye, il y ait quelques protestations, mais en résumé, avant deux ou trois mois, les abus seront aussi nombreux qu'avant la grève.

Après ces trois corporations, nous avons des murmures de grève des employés des tramways — ils

sont trois mille cinq cents environ — ça avortera probablement.

Les ouvriers boulangers doivent commencer leur grève ces jours-ci. C'est à peu près certain.

Nous avons eu la grève des ouvriers du calotin Fournier, fabricant de bougies, qui s'est terminée avec une légère augmentation.

Sont en grève: les chaudronniers sur fer, les ouvriers des huileries, les piqueurs de sel, les ouvriers démolisseurs de navires, les ouvriers des fonderies. Tout cela passe à peu près inaperçu après les grèves des corporations atteignant directement les grands voleurs, c'est-à-dire le commerce.

Mais ces dernières sont, à vrai dire, plus sérieuses, car elles se sont produites inopinément sans le concours de meneurs politiques, sur la simple décision d'une réunion d'ouvriers. Comme vous le voyez, le mouvement s'est généralisé et les socialistes — nombreux à Marseille — qui soutenaient les premiers grévistes, ont l'air de lâcher les derniers. Un peu va bien, mais puis, quand ça devient sérieux, que ce n'est pas pour rire que les travailleurs se rebiffent, ils sont las et usent de toutes les ficelles pour enrayer le mouvement. Dans tout cela, ils essaient de faire voir qu'ils soutiennent tout le monde et suivent leur programme, mais on comprend qu'ils voudraient bien que ça finit.

Les chauffeurs se sont montrés très énergiques, sont montés à l'assaut d'un navire pour l'empêcher de partir : total, trente-deux condamnations de six mois à quinze jours.

Les ouvriers des ports et docks, devant ce résultat, se sont montrés plus adroits. Ils ont agi par intimidation. Une délégation se présentait à un chantier et priait ceux qui travaillaient de quitter le travail : autrement, à la fin de la demi-journée, votre affaire n'est pas claire (sic). Ça a réussi à merveille.

Les charretiers et chargeurs, eux, arrêtaient les convois et, à cet effet, parlementaient avec le conducteur, qui arrêtait son attelage. Quelques grévistes se couchaient à terre devant les roues et les chevaux; si la police et la gendarmerie et les dragons ou hussards s'avançaient, les grévistes, qui avaient tous leur veste sous le bras, la faisaient tournoyer en l'air en se sauvant, puis revenaient en masse à la charge jusqu'à ce que les charrettes restassent en panne.

Le cas de Franceschi, que cite votre journal, est vrai, mais cette sortie avait été préméditée par ce gros faiseur, afin de faire faire, par le parasite qu'on dénomme huissier, un procès-verbal de constat le mettant à couvert vis-à-vis des maisons avec lesquelles il a passé des contrats.

En fin de compte, c'est bon signe pour la grève générale. C'est d'un bon augure. On peut préconiser cette idée, la propager. Les usiniers, commerçants commençaient à s'émouvoir. Ils parlaient de tout fermer. Pas si bêtes, au fond, les coquins.....

Quant à la masse, c'est piteux : elle s'intéresse à ses véritables intérêts, commentant détails par détails; arrive un faux berger, adieu, applaudissements à tout rompre. Pourquoi? on se le demande. Conclusion : roulage sur toute la ligne. Pourquoi ? Parce qu'un idiot intéressé est venu se mêler de ce qui ne le regarde pas.

Et puis, dans les rues, grand défilé des grévistes avec Drapeaux, avec majuscule! s. v. p., tellement c'était imposant. Le dogme, le chiffon, toujours la même chose. Qu'auraient dit les socialistes protecteurs si l'on n'avait pas arboré?

Enfin, assez sur les défauts. Le souffle révolutionnaire agitait tout de même ces diverses masses et plus d'un conscient devait réfléchir.

Je pensais même qu'au cas où surviendrait un événement qui brusquerait la situation, nous pêcherions par ignorance. Il me semble en effet que nous ne sommes pas préparés; c'est affaire de chacun, c'est vrai, mais n'empêche que c'est une idée qui aurait besoin de faire son chemin chez les anarchistes.

∴

Aux délégués des tramways qui se sont présentés chez le directeur de la Compagnie il a été répondu à peu près : « Vous êtes de 3.000 à 3.500 qui voulez faire grève ? Nous avons là 3.000 demandes et au delà. A la moindre éventualité, nous convoquerons par dépêche les 3 000 demandeurs et assurerons le service tant bien que mal. » Les délégués firent part à leurs collègues de cette réponse et, conformément à la décision de l'assemblée générale, et comme confirmation de mes prévisions, la grève ne fut pas déclarée.

Les boulangers (garçons) ont déclaré la grève ce soir même. Les ouvriers de cette corporation de la ville d'Aix se sont réunis lundi et se sont engagés solidairement à ne pas aider Marseille. Les journaux de ce soir annoncent qu'Aix et Toulon vont suivre le mouvement.

D'autre part, la municipalité et la préfecture ont pris les mesures nécessaires pour que la ville ne manque pas de pain. Dès demain matin, la troupe qui est dans l'attente depuis plusieurs jours entrera en campagne pour alimenter la population.

Ici, à Marseille, le maire socialiste use largement de son droit de fixer par arrêté la taxe du pain. Les patrons boulangers récriminent sans cesse et, comme de juste, usent naturellement à leur tour de tout ce qui leur est possible pour gagner le plus d'argent possible.

Les garçons sont trop bien placés socialement pour ne pas être les premières victimes ; la population ensuite, en ce sens que 90 sur 100 des pains ne sont pas cuits. Il faut bien que quelqu'un paye. Aussi les maladies d'estomac ne sont pas rares et, quand on pense que le maire est docteur en médecine, on est bien obligé de reconnaître qu'il cherche et trouve son intérêt partout. Plus il baisse la taxe — ce dont je suis partisan si c'est bien compris, en attendant mieux, bien entendu — il flatte le travailleur — et plus il y a de malades, plus il gagne professionnellement.

Tous les mêmes, ces sociaux ou socios.

Nous avons comme grèves finies :

Celles des chaudronniers et ouvriers dits hommes de peine de fonderie. Toutes deux, « échec ».

Elles ont servi à la formation des syndicats.

Comme grèves nouvelles : boulangers, dont j'ai déjà parlé, et ébénistes.

Ces derniers font la grève partielle qui, en l'état, est presque générale, puisqu'il n'y a qu'une seule maison qui travaille attendu qu'elle paie les tarifs demandés. Comme grève future : une seule, celle des ouvriers cordonniers qui se sont réunis samedi et ont nommé une commission de 32 membres qui ont mission d'élaborer des revendications. Des bruits recueillis dans ce milieu, ça serait pour la semaine prochaine.

Restent donc en grève : 1° les piqueurs de sel qui, c'est très probable, termineront demain mercredi ;

2° Les ouvriers démolisseurs de navires qui clament toujours grève à outrance;

3° Les ouvriers des huileries qui tiennent bon ;

4° Les ébénistes;

5° Les boulangers (garçons).

Des renseignements que je viens de recueillir, les patrons boulangers n'ont qu'à se présenter à la mairie pour qu'on leur serve le nombre de troupiers mitrons nécessaires.

Je pense aussi que les boulangeries seront gardées militairement. Ce n'est que mon avis.

Ces données sont exactes et sincères, vous pouvez conclure dans votre journal comme vous l'entendrez.

J'estime que le mouvement revêt un caractère bon à étudier surtout en prévision de la grève générale.

D'un autre côté, les charretiers et chargeurs ayant eu quelques différends au paiement dimanche matin, les patrons sont avisés par la voie des journaux qu'ils ont à se conformer à la sentence arbitrale dans le délai de quinze jours, sous peine d'une nouvelle grève, mais partielle.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Réunions et conférences. — Il est donné avis que la salle Job, 33, rue de Douai, est mise gratuitement à la disposition des groupes, tous les soirs. Cette salle est isolée, et absolument indépendante du café.

∴

Solidarité des Trimardeurs. — Réunion samedi 22 septembre, à 8 heures du soir, salle Clément, rue Fondary, n° 3. Discussion entre les camarades Jahn et le père Lapurge.

∴

L'Enseignement mutuel, rue de la Chapelle, 41. — Réunion du mercredi 26 septembre.

Sujet traité : L'Union libre, par René Bazin.

∴

Le *Groupe Communiste Libertaire du XIV* arr.*, qui vient de se fonder, fait un appel pressant à tous les camarades libertaires du XIVe arrondissement.

Trop de camarades restent inactifs et pourtant la bonne besogne est encore à faire. Que les ouvriers de l'usine, de l'atelier ou du bureau viennent fraterniser ensemble dans ce groupe; qu'ils viennent prendre part à la propagande, soit par des brochures, manifestes ou conférences faites dans le quartier.

Que la lutte continue plus forte qu'auparavant contre le militarisme, le parlementarisme, etc.

Que tous les camarades libertaires qui trouvent bon de se grouper, envoient leur adhésion chez le camarade Louis Amiot, 200, rue d'Alésia, Paris.

∴

Bordeaux. — Les camarades qui ont en leur possession des livres de la Bibliothèque Libertaire sont priés de les faire parvenir sans retard, pour cause de reliure.

∴

Montigny (Belgique). — Conférence le 23 septembre, à 5 heures, à la Maison du Peuple (centre), par Flaustier. Sujet : Les affaires d'Italie.

Saint-Georges. — Conférence par Flaustier, le 30 septembre, à 8 h. 1/2, chez Daiueffe. Sujet : L'Art social.

∴

Micheroux-Hasard. — Le groupe d'études sociales fait appel à ceux qui peuvent disposer de volumes ou brochures pouvant servir à l'éducation révolutionnaire de ceux qui commencent à venir à l'Idée. Les adresser à Korfer Henri (coopérative du Hasard), à Micheroux (Liège).

∴

Le *Réveil socialiste-anarchiste* paraît, depuis quelque temps, à Genève, tous les quinze jours, en italien et en français. Les camarades qui voudraient envoyer des secours, des adresses de vendeurs, de probables abonnés, surtout parmi les ouvriers italiens, peuvent écrire à : Louis Bertoni, rue des Savoises, 6, Genève (Suisse).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Croquis d'Outre-Manche par H. France; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Lettre à M. Valentin Letellier, par Juan Laguarrigue, Santiago du Chili.

Congrès international des habitations à bon marché, Musée Social, 5, rue Las Cases.

Le Patriotisme et le Gouvernement, par Tolstoï; une brochure, 0 fr. 60, librairie Fischbacher, à Paris.

A lire :

Prophéties, par A. France; *Le Figaro*, 12 septembre.

PETITE CORRESPONDANCE

B. — Nos 10 et 11.

Marrocco, à Para. — Reçu rapport et remis au Congrès avec les 5 fr.

P. J. — Reçu vieux timbres.

Reçu pour la brochure à distribuer : Galmier, 0 fr. 50 ; X. de Paulhan, 0 fr. 50 ; Aragon, 0 fr. 50. En tout : 1 fr. 50.

Reçu pour l'image pour enfants : Laborie, 0 fr. 50; Aragon, 0 fr. 50 ; X. de Paulhan, 0 fr. 50 ; Un volé, 0 fr. 50. En tout : 2 fr.

Pour imprimer les rapports du Congrès : Jeanquimarche, 2 fr.

Reçu pour les frais du Congrès : G., à Bourgoin, 1 fr.

Reçu pour l'école libertaire : Laborie, 0 fr. 50; Aragon, 0 fr. 50; Arblade, 1 fr. ; X. de Paulhan, 0 fr. 50. En tout : 2 fr. 50.

Reçu pour le journal : Un jeune anarchiste, 0 fr. 50. — X., 1 fr. — Un camarade, 2 fr. — G., à Poitiers, 2 fr. — Le Breton du Jardin des Plantes, 2 fr. — A. D., 5 fr. — X., 2 fr. — Liste par A. : Galmier, 0 fr. 50 ; X. de Paulhan, 0 fr. 50 ; Aragon, 0 fr. 50. En tout : 1 fr. 50. — V. R., conscrit révolutionnaire. — Merci à tous.

R., à Alexandrie. — G., à Montceau. — B., à Rouen. — A., à Pézenas. — G., à Montceau. — F., à Coubeyre Papillon. — C., à Saint-Cloud. — D., à Oignies. — B., à Brive. — D., à Sophia. — S., Pas Samois. — C., au Chambon. — M., à Liège. — D. J., à Gand. — V. B., à Puget. — C. F., à Avallon. — A. H., à Perpignan. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Desechère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 23

DIX CENTIMES

DU 29 SEPTEMBRE AU 5 OCTOBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Lire dans notre supplément, et dans notre numéro exceptionnel, les rapports qui devaient être lus au Congrès International antiparlementaire interdit.

Gouvernement libéralo-socialiste

La nouvelle de l'interdiction du Congrès nous est arrivée trop tard, l'autre semaine, pour pouvoir en parler longuement. Il est donc bon d'y revenir.

Constatons d'abord la pleutrerie de ce ministère qui, n'osant pas assumer la responsabilité des mesures qu'il prend, se retranche derrière les lois qu'il a soi-disant combattues, et fait refuser au camarade Rémy, copie de la notification d'interdiction du Congrès qu'il lui a fait lire.

Notons également le silence général de la presse — sauf l'*Aurore* — sur cette mise hors le droit commun des anarchistes.

La *Petite République* ignore cette interdiction et n'y croit pas. Le *Petit Sou* en a bien parlé le premier jour, mais pour annoncer l'autorisation le lendemain. Depuis, plus rien.

Mais le *Petit Sou* a été fondé par M. Edwards, trente fois millionnaire, qui en a fait un organe socialiste tout simplement pour embêter son beau-frère, Waldeck-Rousseau, avec lequel il est en froid. Il s'est sans doute raccommodé depuis, et ce qu'il se moque du socialisme! Ce qui le met le plus en joie, c'est lorsque les employés à sa rédaction le traitent de « citoyen ».

Jusque dans l'expulsion du camarade Samaja, le ministère se dérobe. Il a fait dater cette expulsion de 1896 — ministère Bardou, je crois; — or, sur sa remarque que, en 96, il avait à peine vingt ans, n'avait pas encore quitté l'Italie, n'était connu de personne, il lui a été répondu que l'on « avait deviné qu'il deviendrait dangereux! » — Que l'on vienne, maintenant, nier la clairvoyance des gouvernants!

Mais ce qu'il y a de vrai au fond de tout cela, c'est que MM. Millerand et Waldeck ne répugnent pas, pour plaire aux réactionnaires, de recourir à l'arbitraire, mais ne veulent pas l'avouer, et préfèrent se cacher derrière leurs prédécesseurs.

Ce qui est certain, c'est que sous leur ministère, comme sous celui de Dupuy, comme sous l'empire, comme sous n'importe quel autre gouvernement, c'est la police qui règne et qui gouverne.

Et puis, voilà l'Exposition qui va finir. Les nationalistes menacent de ressusciter «l'affaire»; et, cette fois-ci, on n'est pas sûr que tous les dreyfusards remarcheront avec autant d'ensemble. Ceux qui ne voyaient pas au delà de la personnalité de Dreyfus sont à moitié satisfaits de la solution; Dreyfus lui-même ne tient pas trop à avoir avec lui certains de ceux qui se mêlèrent de son affaire. S'il n'était Dreyfus, il serait sans doute le premier antidreyfusard. A la prochaine discussion, le ministère pourrait bien se trouver par terre.

Si, par des vexations policières, par l'application de lois qui mettent les anarchistes hors la loi commune, on pouvait en pousser quelques-uns à des actes de violence; si on pouvait ressusciter pour quelques jours le péril anarchiste de 1893-94, ce serait la réconciliation de tous les politiciens dans l'œuvre de répression, le salut du ministère qui s'en chargerait.

Les promoteurs des fameuses lois scélérates (comme si elles ne l'étaient pas toutes) jurèrent leurs grands dieux (pour les faire voter) qu'elles ne visaient que ceux des anarchistes qui avaient recours aux moyens violents. — Un ministère socialiste-libéral s'en sert pour empêcher un congrès où devaient se discuter de simples points de doctrine, de la théorie pure.

On veut sans doute nous rappeler que nous ne sommes que tolérés? — C'est la provocation qui continue. En envoyant les policiers aux trousses des camarades, chez leurs patrons, chez leurs concierges, on compte les irriter pour les amener à quelque acte de violence, dont on se prévaudrait pour recommencer la chasse.

Les dreyfusards n'ayant pas su — ou voulu — faire la chasse aux nationalistes, ce sont les nationalistes qui menacent de la faire aux dreyfusards. Si on rompait les chiens en les lançant sur une autre piste? C'est canaille, mais c'est digne de politiciens retors. Même lorsque ce sont MM. Millerand et Waldeck.

On dit que les peuples n'ont que les gouvernements qu'ils méritent. C'est un gouvernement de policiers qui nous mène. Et puisque, à quelques rares exceptions près, personne ne s'émeut de cette situation de surveillance qui est faite à une catégorie de citoyens pour délit d'opinion; puisque l'on trouve cela tout naturel, puisque l'opinion publique ne s'en émeut pas, il est à croire que nous ne méritons pas mieux.

Les gouvernements n'osent que ce qu'on leur permet de faire.

J. GRAVE.

∴

A l'occasion de l'interdiction du Congrès, on a distribué un manifeste intitulé : *A tous*, où figure ma signature. C'est sans me consulter que mon nom a été mis au bas de ce manifeste.

J. G.

∴

J'ai parlé plus haut de l'expulsion de Samaja. Voici quelques détails.

On voulait l'expulser de suite, mais devant ses protestations on s'est décidé à lui accorder 48 heures. De plus, on voulait le bertillonner; mais ayant demandé qu'on lui lût la loi qui l'obligeait à passer par les mains d'un fou, on a dû renoncer à le mensurer et à le photographier. D'où il ressort que l'on peut refuser de se plier à ces mensurations.

Autre détail. En sortant de la préfecture, le camarade Samaja est venu au journal. Le mouchard qui le filait n'a trouvé rien de mieux que de s'installer chez la concierge pour l'attendre.

Pour cette fois, nous nous sommes contentés, Delesalle et moi, d'aller faire comprendre au sous-Lépine que nous l'avions dépisté; mais, malgré toute la tranquillité de caractère dont je puis disposer, je ne puis affirmer de ne pas me laisser aller, un jour, à quelque mouvement de vivacité. On supporte bien les tracasseries, dix fois, cent fois, mais il y a des jours où l'on est plus mal disposé que d'autres. S'il ne tient pas à payer des dégradations à ses sous-ordres, M. Lépine fera donc bien de leur recommander de faire leur métier un peu plus adroitement.

J. G.

EFFONDREMENT DU SOCIALISME

ANTIRÉVOLUTIONNAIRE

Nous assistons en ce moment à un fait intéressant. C'est l'effondrement, en théorie et en pratique, du courant antirévolutionnaire qui, sous le nom de démocratie sociale, avait tenu le haut du pavé dans le mouvement socialiste européen pendant plus d'un quart de siècle.

En 1871, le prolétariat français — foyer jusqu'alors du socialisme révolutionnaire — subissait une terrible défaite. Sans la France, l'Internationale ne pouvait exister et s'effondrait: ses fédérations latines, soutenues par des révolutionnaires français, suffisaient à peine pour empêcher la réaction triomphante d'aller jusqu'à ses dernières limites: la restauration en France, l'écrasement complet du prolétaire.

L'Allemagne, jusqu'alors rebelle aux enseignements du socialisme français et anglais, devint alors un foyer de *socialisme*. Sa bourgeoisie se lança, après la guerre, avec un entrain juvénile, vers la grande industrie. Forte des expériences de l'Angleterre et de la France, soutenue par un système largement développé d'instruction primaire et technique, profitant des nouveaux moyens puissants de communication, la bourgeoisie allemande faisait de grands progrès dans cette direction. Pas si rapides, sans doute,

que ceux qui s'accomplissaient en même temps aux Etats-Unis, ou même au Japon, mais *suffisants* pour créer dans les grands centres industriels un prolétariat intelligent, imbu d'idées démocratiques républicaines (comme en France avant 1848), auxquelles venaient se mêler (encore comme en France avant 1848) de vagues aspirations socialistes.

Ce mouvement existe depuis un quart de siècle. Il a obtenu des victoires dans *les* élections : il a eu le temps et la possibilité de s'affirmer. On peut donc l'apprécier froidement, par ses résultats.

∴

C'est d'abord un mouvement essentiellement démocratique, *républicain*. Il a eu un moment ses velléités de césarisme, à l'avènement de Guillaume II; mais elles furent vite dissipées par Guillaume lui-même. L'attaque contre l'autocratie de Bismarck et des Guillaumes, la lutte contre les mœurs, les usages et les lois monarchiques (service militaire, lois de lèse-majesté, etc.) font le trait le plus saillant des luttes de ce parti. Elles font le fond de ses programmes électoraux, elles remplissent ses journaux, elles préoccupent surtout ses députés à la Chambre.

Mais, comme les républicains français d'avant 1848, les républicains allemands sont aussi, pour la plupart, socialistes en théorie. Leur socialisme a pour base théorique, les théories du saint-simonisme (concentration du capital, rôle dominant du facteur économique prolétarisation des masses, etc.); et, comme point de mire — le socialisme étatiste de Louis Blanc, dans lequel, cependant, l'adoration de l'Etat, la centralisation gouvernementale, la haine du principe fédératif (que les socialistes allemands, en vertu de leur histoire moderne, ne peuvent concevoir que sous forme de « particularisme » de petits royaumes), la discipline et la dictature sont grotesquement exagérées. Faisant seulement leur entrée dans cette partie de l'histoire moderne que la France traverse depuis la grande Révolution, ils en sont encore à adorer Robespierre, le club des Jacobins et la dictature, et ils sont encore à mépriser, comme Robespierre, la commune populaire. Et, quoiqu'ils parlent à tout venant du rôle prépondérant du facteur *économique*, ils préfèrent lutter sur le terrain *politique*, pour la conquête du pouvoir politique dans l'Etat bourgeois, méprisant la lutte économique directe et l'organisation par métiers des unions ouvrières, industrielles et agraires.

∴

Leur socialisme a évidemment cherché à se différencier du socialisme français et anglais.

Pour réussir en Allemagne, surtout après la guerre, il devait paraître national, allemand. Et il se sépara des socialistes, ses prédécesseurs, en s'assaisonnant largement de la métaphysique réactionnaire du philosophe allemand Hegel. L'ignorance de la littérature d'avant 1848 aidant, cela permit aux socialistes allemands d'habiller les affirmations des saint-simoniens d'un baragouin pseudo-scientifique, incompréhensible aux masses, et de faire passer (comme l'a si bien démontré Tcherkesoff) jusqu'à des affirmations abécédaires des économistes (par exemple, la loi des salaires) comme des « découvertes scientifiques » du génie allemand, aussi importantes que celles de Darwin en biologie.

Peu à peu, cependant, leur socialisme, qui n'a rien ajouté, ni en théorie ni en idéal, à celui de Louis Blanc, devint ce qu'il devait nécessairement devenir sous l'influence des idées de centralisation gouvernementale, — non pas même un *socialisme d'Etat*, mais tout bonnement le *capitalisme d'Etat, l'Etat centralisé devenant seul capitaliste*.

On l'a nié dans des Congrès du parti allemand. Mais le fait est là : le programme que la démocratie sociale poursuit en Suisse, où elle est *moins distraite par des luttes politiques*, est bel et bien le système de *capitalisme d'état*, appliqué en ce moment en Russie par le ministre des finances, Witte. Ce que ce parti a essayé d'obtenir *par le « referendum »* en Suisse, c'est bien ceci : tous les chemins de fer rachetés par l'État, les banques monopolisées par l'Etat, la vente des alcools devenant monopole de l'Etat — mesures réalisées déjà presque entièrement par l'aristocratie russe. Chaque pas dans la direction de la centralisation, voire même « les trusts » ou syndicats de patrons en Amérique, est salué par les socialistes de cette école comme un pas en avant *préparant l'avènement de l'Etat seul capitaliste*.

∴

Enfin, pour atteindre ce but, la social-démocratie allemande est devenue forcément le gendarme de l'Europe contre toute tentative révolutionnaire populaire ou individuelle. C'était forcé. Se sentant trop faible pour résister à des persécutions sérieuses de la part d'un Bismarck, elle dut chercher à persuader la bourgeoisie de son caractère antirévolutionnaire. Elle chercha à persuader les ouvriers nécessairement allemands que le seul moyen « d'arriver » était d'empêcher en Allemagne toute émeute populaire qui déchaînerait la réaction; que par les élections *seules*, eux qui avaient eu 2, 7, 9 députés au début, arriveraient *en tant d'années, avant la fin du dix-neuvième siècle*, à être majorité au Parlement, ce qui leur permettrait « d'accomplir la révolution » sans verser une goutte de sang. Pourvu qu'il n'y ait pas de « tentatives prématurées » !

Et, forcément encore, pour empêcher l'éclosion d'un esprit révolutionnaire en Allemagne, le parti dut dénigrer toute tentative d'émeute, toute manifestation de l'esprit de révolte dans toute l'Europe. Les « lois » économiques de développement, découvertes par les Darwins allemands et inconnues aux Latins, feraient tout elles-mêmes. Et quand la poire serait mûre, le peuple n'aurait qu'à nommer ses dictateurs pour la cueillir.

∴

On comprend quel effet énervant et démoralisant ces théories, prêchées avec tout le baragouin métaphysique dont on les avait enveloppées, avec toute l'astuce de gens possédant, seuls, la science, et toute la ferveur de gens « qui n'ont lu qu'un livre » — leur bible ou plutôt ses commentaires — on comprend l'effet que cela devait exercer sur le mouvement socialiste européen.

C'était « un temps d'arrêt » — d'arrêt intellectuel aussi bien que d'action. Le parti grandissait sans doute en Allemagne, où les beautés du régime bismarckien, du militarisme et du bureaucratisme policier grossissaient les rangs des républicains, tandis que le capitalisme féroce d'une industrie naissante réveillait la haine du capital. Le nombre des mécontents grossissaient, sans augmenter d'ailleurs la puissance économique du parti.

Mais pour le développement de l'idée socialiste, pour l'élaboration de ses moyens pratiques de socialisation, pour le développement de l'initiative et de la pensée ouvrière, pour le groupement des forces en vue d'une bataille *économique* à livrer — c'était l'arrêt, la stagnation, le triomphe des formules sur l'actualité, de l'obéissance passive sur l'esprit de révolte.

∴

Gloire donc aux travailleurs français qui, dans leur dernier congrès syndical, viennent de déchirer ce voile qui nous enveloppait. Enfin, pour la première fois depuis trente ans, l'ouvrier français a pris librement la parole. Il a reparlé la langue de ses pères, la langue de l'Internationale, et, en paroles simples, claires et pleines de bon sens, il a déclaré son intention de se ressaisir de la lutte, et de livrer sa bataille sur un champ où se décidera la question : A qui reviennent de droit, de fait et en vertu du simple bon sens, les usines, les fabriques, les champs, les usines, les richesses de toute sorte? Au patron, à l'Etat, ou à l'ouvrier groupé pour les exploiter?

En même temps c'est aussi l'effondrement complet des *théories* par lesquelles on avait cherché à obscurcir l'intelligence ouvrière. En Russie, où la lutte théorique s'est surtout produite récemment, c'est l'effondrement, la retraite, avec abandon de ses blessés, du marxisme. Mais, de cela il faudra reparler une autre fois.

PIERRE KROPOTKINE.

Me trouvant, samedi, à l'Exposition, j'ai pu assister, au pont Alexandre III, au défilé des maires sortant du banquet.

Tous les journaux favorables au ministère, *Aurore* en tête, nous parlent de manifestation imposante !

Qu'on en juge :

Des gens débraillés, marchant comme des moutons; quelques-uns, pour avoir l'air plus bête, portaient, à la main, ou sur leur chapeau, une étiquette où était inscrit le nom d'un département. Des écharpes dont beaucoup auraient gagné à aller chez la blanchisseuse. Des préfets portant des uniformes dont des figurants de théâtre de quinzième ordre n'auraient pas voulu.

Quelques-uns chantaient la *Marseillaise*, d'une façon si fausse que, de loin, je croyais entendre l'air d'*Esprit saint, descendez en nous* !

Et la foule se tordait sur leur passage, échangeant des quolibets.

Seulement le pis, c'est que les mêmes qui se moquaient d'eux en plein air, sont les premiers à s'incliner si le bonhomme les reçoit dans une grande salle d'un bâtiment spécial, après les avoir fait attendre à sa porte.

Quand donc les gens comprendront-ils, une bonne fois pour toutes, que tout l'apparat dont on couvre l'autorité ne cache que du grotesque?

J. GRAVE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

MILITARISME. — A Sens, le capitaine Franchebois, du 89e de ligne, cravache un homme sur les rangs. — A Lons-le-Saunier, les malades et les infirmes du 44e de ligne que le médecin-major a dispensés des manœuvres, font tous les jours des marches de 25 à 30 kilomètres, sac au dos, en tenue de campagne, par ordre du colonel; et menace de huit jours de prison à ceux qui flancheraient. — A Paris, le 67e de ligne marche et manœuvre de 5 heures du matin à 4 heures du soir; pour toute nourriture, un petit pain d'un sou et 50 grammes de bœuf bouilli; au retour à la caserne, suppression de la demi-ration de pain. — Au Luc, où le 111e fait étape, les habitants organisent un bal; mais le colonel n'autorise la danse que pour les officiers; le maire, au nom de la population, proteste et fait éteindre le gaz. Fureur du colonel. Le lendemain, il ajoute 35 kilomètres aux 12 à faire, par une grande chaleur; les hommes tombent sur la route; le médecin-major proteste et finit par obtenir une halte d'une heure et demie. il trouve « idiot d'exiger des efforts surhumains d'hommes qui n'ont pris pour toute nourriture qu'un quart de mauvais café, et il ne veut plus assumer la responsabilité de l'état sanitaire de la colonne ». Force est d'aller chercher des voitures pour les malades; 28 soldats et 4 sous-officiers sont évacués sur les hôpitaux de Toulon et de Draguignan. — Un officier qui prend part aux manœuvres de la Beauce, écrit : « Il est impossible d'avoir si peu souci de la vie des gens. » — Un clairon nommé Villis, en garnison à Marmande, tombe malade pendant les manœuvres et se présente à la visite : « Vous êtes un fricoteur », dit le médecin-major; en réalité, il avait la fièvre typhoïde. Six jours après,

le major s'aperçoit tout de même que Villis a quelque chose, et il l'envoie bien vite à l'hôpital. Il y meurt. — A Riom, le 105e de ligne revient des manœuvres : dix soldats gravement malades, et trois morts.

Dans le canal de Suez, douze légionnaires emmenés en Chine se jettent à l'eau pour déserter; neuf gagnent la terre, deux se noient, le dernier est rattrapé et mis aux fers (supprimés, prétend le ministre), à fond de cale. — En Chine, sous prétexte d'attaques contre la voie ferrée, les troupes incendient tous les villages des environs. On décapite les émeutiers, et l'on expose leurs têtes dans les églises des missionnaires.

R. Ch.

⁂

Tribunaux. — Chateau-Thierry : *Audience du vendredi 24 août 1900.* Présidence de M. Magnaud.

Le Tribunal,

Attendu qu'il résulte des débats la preuve que, dans la nuit du 5 au 6 juillet 1900, à Vinly, commune de Saint-Gengoulph, Marie-Julie V... a mis au monde un enfant né viable ;

Attendu que, faute de la ligature du cordon ombilical, cet enfant est mort des suites d'une abondante hémorragie ;

Attendu qu'en accouchant clandestinement et en n'appelant à son aide, en si critique circonstance, aucun de ses parents qui, cependant, se trouvaient dans la maison, la prévenue a commis une négligence et une imprudence que l'inexpérience et les douleurs d'un premier enfantement ne sauraient complètement excuser ;

Attendu que ces faits constituent le délit d'homicide par imprudence, prévu et réprimé par l'article 319 du Code pénal.

Mais attendu qu'avant de punir, le droit et le devoir du juge est de remonter avec le plus grand soin aux véritables causes, aux causes initiales des infractions pénales dont la société lui demanda la répression ;

Que, dans l'espèce, c'est précisément à la société elle-même, telle qu'elle est organisée, qu'incombe la plus large part du délit qui a été commis par Marie V... ;

Qu'en effet, celle-ci déclare qu'en dissimulant sa grossesse et son accouchement, même à sa famille, elle n'a agi que par crainte de la sourde hostilité et de la stupide et cruelle réprobation dont, en général, sont l'objet les filles-mères, comme si la maternité, bien comprise, n'effaçait pas toutes les irrégularités légales et ne relevait pas, moralement, toute femme qui en éprouve les douleurs et les joies !

Que, si la société actuelle n'avait pas inculqué, et n'inculquait pas aux générations qui la composent, le mépris de la fille-mère, celle-ci n'aurait pas à rougir de sa situation et ne songerait pas à la cacher ;

Que c'est donc à la société contemptrice des filles-mères et si pleine d'indulgence pour leurs séducteurs qu'incombe la plus large part de responsabilité dans les conséquences, si souvent fatales pour l'enfant, des grossesses et accouchements clandestins.

Attendu que l'incontestable faute de la société poursuivante amoindrit singulièrement celle de la personne poursuivie à sa requête ;

Qu'en conséquence, à tous les points de vue, il existe en faveur de la prévenue des circonstances particulièrement atténuantes et qu'il y a lieu de la faire bénéficier, dans une large mesure, des dispositions bienveillantes de l'article 463 du Code pénal et des articles 1er et 2 de la loi du 26 mars 1891 ;

Qu'il est seulement regrettable que Marie V..., qui s'en rend compte aujourd'hui, n'ait pas eu assez d'indépendance de caractère et de cœur pour s'élever au-dessus d'aussi déplorables préjugés, cause de tant de crimes et délits contre l'enfant et de comprendre que la fille-mère, qui pratique toutes les vertus maternelles, mérite d'être d'autant plus respectée qu'elle est presque toujours seule à supporter toutes les charges de sa maternité ;

Attendu, au surplus, que, tant que la femme, dans la société, occupera une situation inférieure à celle de l'homme, elle ne saurait équitablement encourir d'aussi graves responsabilités que celui qui la tient en tutelle,

Par ces motifs :

Condamne Marie V... à seize francs d'amende.

La condamne aux frais.

Suspend l'exécution de la peine.

⁂

Mouvement ouvrier. — Le Congrès international corporatif — qui a fait suite au Congrès national, n'a malheureusement pas eu l'importance qu'il aurait dû avoir. L'organisation en a laissé fortement à désirer ; aussi peu de délégués étrangers avaient-ils répondu à l'appel des ouvriers français.

Le Congrès n'a été, en quelque sorte, qu'une répétition du Congrès national, beaucoup de questions étant identiques. La première : *La grève générale*, son organisation, son éventualité, ses conséquences, a donné lieu à des conclusions identiques à celles que je citais la semaine dernière. Personne ne détache plus la grève générale de la révolution, mais non comme l'on a semblé le croire longtemps, d'une révolution partielle, tendant simplement à quelques améliorations de surface, mais à la révolution intégrale faite dans le but de s'emparer des moyens de production. C'est là un pas énorme en avant.

Une des questions importantes à l'ordre du jour a été la « création d'un secrétariat international du Travail », qui, en principe, a été formé. Il comprend un représentant de chacun des pays qui s'étaient fait représenter au Congrès ; savoir : pour l'Angleterre, T. Chambers de la Fédération internationale des transports ; pour la Belgique Lambillotte du syndicat des verriers ; pour la Suisse, Calam ; pour l'Italie, Rinaldo Rigola ; pour la France, Copigneaux. Sans augurer beaucoup de ces grands comités plus grands par les mots que par le travail accompli, cela n'en est pas moins une tendance générale à l'Internationale ouvrière. A rapprocher les exploités entre eux, on leur apprend que l'exploitation est partout la même et que par-dessus les frontières ils n'ont qu'un ennemi commun qui est le capital.

D'excellents renseignements, dont j'espère bien me servir un jour, ont été donnés au Congrès sur la durée du travail, le salaire, le travail des femmes et des enfants, le chômage, etc., dans les différents pays. La conclusion sortait d'elle-même de l'exposé des faits : partout où il y a des exploités, leur condition est la même.

Le secrétariat international devra s'occuper activement de trouver des moyens pour lutter efficacement dans les grands conflits entre le capital et le travail (grève des mécaniciens anglais, lock-out danois, etc.).

Question des coopératives de consommation et de production. Il est incontestable que la classe ouvrière tente de se servir de ces moyens de plus en plus ; mais les coopératives devront toujours s'inspirer d'un esprit communiste et impersonnel.

Il me reste à parler du 1er mai. Cette question qui n'était pas à l'ordre du jour du Congrès, a été proposée par le délégué anglais et, je dois le dire, acceptée à l'unanimité par le Congrès. La question du 1er mai a été à différentes reprises fortement discutée, mais reste, à mon avis, très intéressante. Les exploités de tous les pays cessant de travailler à une même date, cela représente, qu'on le veuille ou non, une grande chose. Qu'on se rappelle les 1er mai qui, en France ou dans les autres pays, ont eu un caractère tant soit peu révolutionnaire : la mobilisation de l'armée par les gouvernements, les chocs qui ont eu lieu, et l'on ne peut s'empêcher de constater que cette question du 1er mai a beaucoup fait en faveur de l'internationalisme ; c'est pourquoi je l'ai vu reprendre avec plaisir par le Congrès international.

Le Congrès s'est terminé aux cris de : « Vive l'Internationale ! »

⁂

Après les congrès corporatifs réunissant des groupes de toutes les corporations ; ces dernières se sont réunies en congrès ouvriers : « des chapeliers », « des tailleurs », « des mouleurs », « de la métallurgie », « de l'ameublement ». A signaler, dans ce dernier, les deux résolutions suivantes :

« Le Congrès s'est prononcé contre la participation des militaires dans les grèves. Il se solidarise avec les victimes des derniers conflits et salue ceux qui sont tombés.

« Les congressistes protestent énergiquement contre la violation du droit de réunion au sujet de l'interdiction du Congrès ouvrier international révolutionnaire. »

La question du boycottage et celle du sabottage y ont été aussi largement discutées. La grève générale est acceptée par tous. D'aucuns demandent seulement qu'on la prépare. En somme, tendance générale très bonne et qui fait bien augurer de l'avenir.

⁂

A propos de l'interdiction du Congrès, je dois signaler ici la protestation de la Chambre syndicale du bronze. Dans une affiche intitulée : « Infamie », nos camarades relèvent très énergiquement l'ignominie d'un gouvernement soi disant républicain qui interdit un congrès, parce que celui-ci est antiparlementaire, et menace les organisateurs des « lois scélérates ». Tous les syndicats ouvriers n'attendent pas le mot d'ordre du sieur Millerand.

⁂

Les grèves. — Il y a pour le moment un ralentissement dans le mouvement gréviste de ces derniers temps. Petit à petit le travail a repris un peu partout, pour les uns avec une légère amélioration de leur sort, pour les autres avec le même collier de misère. C'est la lutte toujours inégale, la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

A Calais, le travail de chargement et de déchargement des navires a repris. Les ouvriers obtiennent satisfaction en partie. Les charbonniers ont repris aussi. Les mariniers de la Seine sont remontés à leur bord. Les gendarmes venus de tous les points pour garder (?) les ponts sont repartis. Le service des chalands entre le Havre et Paris a repris. Venant après celle du Havre, cette grève n'aura pas été inutile, elle a secoué la torpeur des corporations maritimes qui, jusque-là, étaient restées un peu en dehors du mouvement ouvrier.

A Giromagny. — L'arrestation et la condamnation de P. Biétry n'a pas servi Millerand aussi bien qu'il l'escomptait, car la grève continue et les ouvriers sont plus excités que jamais.

Pendant la nuit, des habitants de Giromagny ont été arrêtés dans les rues, les gendarmes ont mis sabre au clair, mais les femmes se sont mises bravement devant et se sont ensuite répandues dans la montagne. La situation est extrêmement grave. Un détachement de hussards est arrivé et au soleil tous ces sabres font présager des lueurs d'espérance.

Pendant ce temps, ces Messieurs du socialisme autoritaire se disputent, s'insultent, sur les qualités réciproques de leurs chefs, et Millerand est toujours un ministre socialiste !

Les exploités seront-ils donc encore longtemps à s'apercevoir que tous ces bandits se jouent d'eux et vivent de leur misère ?

P. Delesalle.

Les deux premières séances du Congrès international du congrès social-démocrate ne s'étant passées qu'en disputes et en vérifications de pouvoirs, inutile d'en parler cette semaine. Nous donnerons un compte rendu succinct la semaine prochaine.

P. D.

⁂

19 septembre 1900.

Marseille. — Comme suite à mes lettres vous renseignant sur les grèves, il y a ici à Marseille, du moins il se produit, une certaine détente.

Nous avons toujours les ouvriers boulangers, mais attendu que la troupe fait du pain, la plupart comprennent que les socialistes qui ont soutenu les corporations grévistes antérieurement n'ont qu'un souci, faire cesser la crise au plus tôt. Comprenant cela, la plupart reprennent le travail en acceptant une petite augmentation que leur avaient proposée les patrons alors qu'ils parlaient de se mettre en grève.

D'autre part, les ébénistes tiennent bon. Ceux qui travaillent aident régulièrement leurs camarades grévistes. Ce trait de solidarité est réconfortant.

Les patrons huiliers, eux, par exemple, sont inabordables. Ils ne veulent rien savoir. Les moutons ouvriers pleurent à la mairie, à la préfecture, au juge de paix pour qu'ils fassent en sorte de leur faire accepter un arbitrage : rien, les patrons ne marchent pas.

Quelle leçon pour les ouvriers ! Quand donc en feront-ils autant ?

Dans ces conditions, que ne font-ils appel au ministre Millerand ?

Qui sait? les patrons refuseraient peut-être aussi. Pour le coup, la leçon serait complète et la forte classe ouvrière, dont nous sommes, réfléchirait peut-être à sa situation dans la question économique. Il faut dire, d'autre part, que certaines huileries travaillent.

Les ouvriers de ces huileries ne sortent pas, mangent dans l'usine, dorment sur des sacs et font tout cela sous la garde bienveillante de Pandores qui jouent placidement aux cartes pour passer le temps.

Les ouvriers cordonniers me font l'effet de faire les choses intelligemment, en prenant le temps nécessaire.

Comme dans cette partie il y a plusieurs catégories, chacune se réunit, nomme des délégués qui

élaborent les revendications à présenter aux patrons.

De sorte que, quand chaque partie aura fini, le tout sera présenté en bloc.

En fin de *compte*, on sent comme le disait le camarade Charles Albert, un *réveil*, *les ouvriers* prennent un peu plus conscience. C'est bon et puisse cela amener la grève générale, — non, laissez-moi appeler les choses par leur nom, — puisse cela amener à *bref délai la Révolution* !

Révolution, cela me fait *réfléchir*, savez-vous pourquoi ? C'est que j'ai cru comprendre dans divers groupes et chez des révolutionnaires une certaine indécision.

Je voudrais, il faut bien prévoir, que quand des troubles se produisent, l'on ait plus de sang-froid. En effet, en possédant ce sang-froid indispensable, on pourrait éviter les surprises et aller droit au but ; *froidement*, aller où l'on aurait décidé d'aller, dans la réflexion faite en *temps normal*.

Il est vrai qu'à l'ébranlement de l'édifice, cette indécision disparaîtrait. J'aime à le croire. D'ailleurs c'est simple constatation d'observateur et ce qu'un individu observe seul est sûrement sujet à erreur.

*
* *

C'est à se tordre.

On se mange le nez chez les socialistes, au sujet de l'interdiction du congrès révolutionnaire ; la *Petite République*, au lieu de s'indigner de cette mesure, reproche à Zévaès de protester parce qu'il coudoie au *Comité général* celui qui voulait, en arrivant au pouvoir fusiller les anarchistes, ou encore celui qui fut la cause de l'envoi au bagne de notre malheureux ami Girier-Lorion.

Serait-il indiscret de demander aux rédacteurs de « la *Petite Répugnante* » quel intérêt les pousse à reprocher à René Chauvin son ânerie et à l'infect Delory son infamie, alors qu'au temps où l'une fut dite et l'autre commise ils marchaient la main dans la main avec le fusilleur d'opéra-comique Chauvin et le sieur Delory.

Peut-être qu'à cette époque on ne caressait pas l'idée de devenir ministre comme le socialiste Millerand.

Où l'ambition peut porter les hommes tout de même !

ANDRÉ AUGUSTE.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'éducation libertaire du XVIII[e] arrondissement. — Les camarades de la bibliothèque, se trouvant dans l'impossibilité de suivre leur idée première, ont décidé de donner leur caisse à la propagande anarchiste. En conséquence, les 125 francs restants sont versés aux *Temps Nouveaux*.

TOURCOING. — Les camarades qui lisent le *Libertaire*, les *Temps Nouveaux* et tous ceux qui veulent faire de la propagande révolutionnaire, soit par écrits, par parole, par chants ou par brochures, sont priés de se réunir le dimanche 30 septembre, à 6 heures du soir, estaminet Décherder, rue de Menin.

FOURCHAMBAULT. — Les camarades de Fourchambault, réunis, au nombre de 150, le 15 septembre, au local de la Chambre syndicale, pour discuter de la réorganisation du Syndicat, décident de faire appel, par voie de réunion publique, à tous les travailleurs de Fourchambault, pour la formation soit de toutes pièces d'un syndicat nouveau, pouvant donner satisfaction à toutes les bonnes volontés, soit pour adhérer à l'ancien. Cette question sera traitée dans une prochaine réunion publique.

ROUBAIX. — Les sans-travail de cette ville, constitués en assemblée, ont décidé, pour se mettre en communication directe et permanente avec leurs frères de misère de la France et de l'étranger, dans le but de soutenir leur cause, la création du journal *le Sans-Travail*, paraissant samedi, 22 courant. Ils demandent partout des dépositaires et syndicats de marchands de journaux qui voudraient s'occuper de la vente. — Bonnes conditions.

Des correspondants sont demandés partout.

S'adresser au siège de la rédaction, provisoirement établi 1, rue Perrot, café de la Toison.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon, (faubourg Antoine). — Les conférences vont recommencer le 8 octobre. Elles seront précédées d'une conférence de réouverture dont le lieu et le sujet seront indiqués la semaine prochaine.

Dans sa réunion du 6 septembre, le groupe socialiste révolutionnaire *les Amis de la Science*, considérant qu'il est indispensable de prendre position dans l'escarmouche qui sépare actuellement le parti socialiste, engage vivement tous ses membres et amis à rester étrangers à cette discussion entre politiciens et ambitieux ; rappelle à tous le seul axiome vraiment révolutionnaire : « L'émancipation des travailleurs ne saurait être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ; et se déclare l'ennemi éternel de toute autorité, même dût-elle se cacher sous la dénomination socialiste, et passe à l'ordre du jour.

Le camarade Léo Sivasti commence sa tournée de conférences comme suit :

Samedi 30 septembre, à 8 heures du soir, salle Pézerat, à Montceau-les-Mines.

Dimanche 1[er] octobre à 2 heures du soir, salle du café Monnet, à Saint-Valier.

Lundi 2 octobre, à 8 heures du soir, salle du café Coulon, à Blanzy.

Dans ces trois réunions, le sujet traité sera : *La Guerre sociale*. — *La Société actuelle et la Société future.*

Tous ses correspondants sont priés de lui adresser leurs communications *poste restante* dans ces diverses localités.

Les camarades de Saône-et-Loire qui désireraient que le camarade Sivasti allât dans leurs localités sont priés de se mettre en relation avec lui.

MARSEILLE. — *Groupe libertaire de Menpenti*, tous les jeudis et samedis soir, à 9 heures, lecture et causerie par un camarade.

Dimanche 30 courant, à 5 heures, concert apéritif.

BELGIQUE : *Sprimont* (Liège). — Le dimanche 7 octobre, à 3 h. 1/2, conférence par Flaustier (à la coopérative des carriers).

Sujet : Dieu et la Science.

Binche. — Le dimanche 14 octobre, conférence à la M. S. P., à 3 h. 1/2.

Sujet : La Réaction cléricale, parlementaire et militaire. — Orateurs, Flaustier.

Les camarades sont priés dorénavant d'adresser leurs demandes de conférences sans d'inutiles intermédiaires, et à la seule adresse qu'ils connaissent.

NIVELLES (Belgique). — Samedi 29 septembre, à 8 h. 1/2, à la Maison du Peuple, conférence sur les Crimes du militarisme.

Orateurs : Flaustier et Meert (acquitté dans l'affaire Sipido).

VIENT DE PARAITRE

Le sixième fascicule des chansons éditées par P. Delesalle qui contient : *Le Réveil*, chant inédit avec musique ; *La Chanson du linceul* (chant des tisserands) avec musique ; *Les Députés heureux* et *Période électorale*. L'exemplaire par la poste ; 0 fr. 15 le cent : 4 fr. 50.

Nous avons reçu du Groupe de *propagande indépendante*, une petite brochure intitulée : *Pour le désarmement*. C'est la réunion de différentes lettres contre la guerre et le militarisme, avec un tableau de ce que coûtent annuellement les armements.

Elle est en vente à nos bureaux au prix de 0 fr. 10.

BOITE AUX ORDURES

« L'*anarchisme* est une société gouvernée par l'assassinat. »

(Article sur la *Coopération*, de Geo. Jacob Holyoake, *Clarion* du 15 septembre.)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Jonas, par Iwan Gilkin ; 1 vol., librairie Lamertin, 20, rue du Marché-au-Bois, Bruxelles.

La Terre éternelle, par P.-L. Garnier ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Premier Congrès national et international de la coopération socialiste, 1 vol., 2 fr. 50, chez Bellais, 17, rue Cujas.

Manuel socialiste, par Albert Richard ; 0 fr. 25, chez Bellais.

Lo Spirito di ribellione, par P. Kropotkine ; 5 soldi, *Biblioteca sociale libertaria*, à Paterson, N. J.

La Fédération de l'Europe, par Novicow ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Souscription pour la publication des rapports au Congrès.

En consacrant nos *suppléments* à la publication des rapports, cela durerait trop longtemps ; c'est pourquoi nous commençons, cette semaine, un numéro exceptionnel, entièrement consacré à cette publication. Si l'argent ne nous fait pas défaut, nous publierons ainsi un numéro exceptionnel, chaque semaine, jusqu'à épuisement desdits rapports. Seulement, chaque numéro coûte 215 francs, papier et impression seulement, sans compter les frais de poste, et le produit de la vente n'en rentrera que dans quelques semaines.

Après cette publication, toujours si la rentrée des fonds le permet, nous publierons ces rapports, séparément, en brochure ; et en volume ensuite.

Dans notre première liste, nous faisons figurer les 125 francs de la Bibliothèque du XVIII[e] versés pour les *Temps Nouveaux*.

Première liste :

Du comité d'initiative d'organisation du Congrès, 100 fr. — Bibliothèque du XVIII[e], 125 fr. — Jeanquimarche (déjà publiés), 2 fr. — B., Chinon, 5 fr. — M., Nancy, 3 fr. — Total de la première liste : 235 fr.

NOTRE CONFÉRENCE

Nous rappelons aux camarades que c'est le 20 octobre qu'aura lieu notre conférence, à la salle des *Sociétés savantes*, rue Serpente.

Liard-Courtois parlera sur ses *Souvenirs du bagne* — Paraf-Javal sur : *La Société et la liberté de penser*.

Une tombola sera tirée à la fin de la séance.

Voici encore quelques lots reçus depuis la publication des listes :

119. Un bracelet jonc argent, don de C. M.

120. *L'Anarchie, son but, ses moyens*, don de C. M.

121. Une broche fantaisie, C. M.

121. Une bouteille de champagne, par un empoisonneur.

Le prix de la carte d'entrée, donnant droit à la tombola, 0 fr. 50.

Nous tenons des cartes à la disposition de ceux qui en demanderont.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Montpellier. — Brochures épuisées. Avons remplacé par d'autres.

C., à Saint-Quentin. — Même chose que ci-dessus.

C. B., Entraygues. — Fin novembre.

Jeanquimarche. — C'est fait.

M., à Nuaille. — Le paquet était parti lorsque j'ai reçu votre lettre.

Flaustier. — Reçu deuxième envoi de brochures. Merci.

V., à Béziers. — *Anarchiste* de Mackay épuisé.

G. le V., à Autun. — C'est une erreur si les numéros n'ont pas été expédiés. Excusez-nous.

Reçu pour le loyer du local de l'école : G., 10 fr.

Reçu pour l'image : M., Nancy, 0 fr. 50.

Reçu pour la brochure à distribuer : M., Nancy, 0 fr. 50 ; A. S., 1 fr.

Reçu pour le journal : M. Nancy, 0 fr. 50. — J. D., à Gand, 5 fr. — V. B., à Puget-Ville, 0 fr. 50. — *Vente de vieux timbres*, 1 fr. 50. — M., à Nancy, 1 fr. — M. J., pourboire d'un curé, Trouville, 10 fr. — Groupe *Alba Social* de Barcelone, 10 fr. — B., de Chinon, 2 fr. — Scalonville, 11 fr. — Un camarade italien, 1 fr. — H. F., 1 fr. — Banquet fraternel du 9 septembre, souscription en faveur du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux* : Humbert, 1 fr. ; A. Chervoillot, 1 fr. ; Laurent, 1 fr. ; Busseron, 1 fr. ; L. Dubois, 0 fr. 50 ; Edmond, 0 fr. 50 ; Deux amies, 1 fr. ; Martial Dubois, 0 fr. 50 ; J. Médin, 1 fr. Total : 7 fr. 50. Versé moitié au *Libertaire* : reste 3 fr. 75. — Merci à tous.

F., à Tlemcen. — C. V., à Mustapha. — H., Le Perreux. — A. C. A., à Estagel. — G. A., à Lille. — A. A., à Tours. — L. C., à Lille. — G., à Paris. — J. H., à Rotterdam. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

SIXIÈME ANNÉE, N° 24

VINGT CENTIMES

DU 6 AU 12 OCTOBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Lire, dans notre supplément, la suite des rapports qui devaient être lus au Congrès International antiparlementaire interdit.

Ce numéro, étant double, coûte 20 centimes.

DEUX CONGRÈS

Le gouvernement ne saurait s'imaginer quel grand service il nous a rendu en interdisant notre congrès. Il a tout bonnement affirmé, par cette mesure de préservation capitaliste, que, *seuls*, nous étions socialistes.

Qu'est-ce en effet que le socialisme? Quel est son principe fondamental, essentiel? Le socialisme préconise, comme remède au mal économique dont souffre la société, l'expropriation de la classe capitaliste et la restitution à l'humanité des moyens de production et de consommation. Le mot « socialisme » ne signifie pas autre chose; c'est la doctrine de la « socialisation » de ce qui est nécessaire à la vie. Les doctrines atténuées, réformistes, radicales, etc., qui s'intitulent socialistes et rejettent ce principe constitutif du socialisme, donnent à ce mot une acception qui n'est pas la sienne.

Le socialisme a donc pour but primordial la dépossession de la classe bourgeoise. Il est en conséquence pour celle-ci le danger entre tous redoutable, celui qu'il *importe* à tout prix — c'est une question de vie ou de mort — de conjurer. La bourgeoisie le sait bien. Aussi le socialisme, le vrai, celui qui en veut à ses droits de propriété, est-il sa bête noire. Elle mettra tout en œuvre pour en enrayer, si possible, les progrès en l'empêchant de s'organiser, de préparer la « lutte finale » qui l'expropriera pour toujours.

Voilà pourquoi notre congrès a été *interdit*.

Mais, dira-t-on, si la bourgeoisie avait si peur du socialisme, elle aurait également interdit le Congrès international socialiste.

Précisément, sa tolérance à l'égard de ce dernier est la preuve la plus certaine qu'elle ne le tenait pas pour socialiste, et que par conséquent il ne pouvait lui inspirer aucune inquiétude.

Quelle crainte, en effet, peut avoir la bourgeoisie de parlottes et de discussions futiles sur des questions de personnalités, de participation, oui ou non, à telles ou telles fonctions gouvernementales? Quel ombrage peut-elle éprouver d'un parti qui prétend n'entreprendre la réalisation de son programme que lorsqu'il aura obtenu la majorité dans les assemblées législatives?

La tactique électorale, qui est devenue le grand mot d'ordre de ce parti, qui se dit encore socialiste alors qu'il répudie la révolution, ne saurait nullement troubler la quiétude des bourgeois.

La conquête des pouvoirs publics! La bourgeoisie dispose de mille moyens pour l'empêcher. Elle a premièrement un talent tout particulier pour « faire les élections ». Outre ses procédés de corruption, d'intimidation, de falsification et de duperie, elle sait à l'occasion répartir les voix d'opposition de manière à en rendre le vote négatif. Voyez, par exemple, en Allemagne; comparez le nombre de suffrages socialistes exprimés avec le nombre de députés élus et vous comprendrez le petit jeu de la délimitation des circonscriptions électorales.

D'ailleurs la tâche lui deviendrait-elle impossible, une dernière ressource, et pas la plus sotte, lui resterait. Imitant la tactique du cléricalisme à l'égard de la République, elle se « rallierait » au socialisme, afin de mieux le détourner de son but. Tout le monde devenant socialiste — en principe, — qui distinguera les socialistes de contrebande des socialistes bon teint. Adieu donc alors la conquête des pouvoirs publics par les purs, puisqu'ils ne pourront pas être distingués des imposteurs.

Enfin, comparez les questions soumises à l'ordre du jour de l'un et l'autre congrès. La grosse question du Congrès parlementaire était la question Millerand. C'est sur cet objectif que se sont concentrées toutes les énergies des délégués. Puis venaient accessoirement : la journée de huit heures, l'établissement d'un minimum de salaires, la question de la manifestation du 1er mai, réduite à une simple manifestation en faveur des trois-huit. Ces questions n'ont rien de socialiste. Le premier républicain venu peut s'en déclarer partisan. Quant aux principes fondamentaux du socialisme : expropriation de la bourgeoisie et socialisation des moyens de production et de consommation, on s'est contenté de les mentionner, dans une motion toute platonique, comme une chose *lointaine* qui ne doit en rien faire oublier les petits avantages directs et les satisfactions immédiates des combinaisons et des alliances électorales.

Il n'est pas jusqu'à la question de la grève générale qui n'ait été pour ainsi dire écartée par une *motion* qui, tout en l'acceptant en principe, la déclare inapplicable!

Comment voulez-vous que la bourgeoisie s'effarouche de pareilles pantalonnades! Des gens qui renvoient aux calendes grecques l'exécution de leur programme fondamental, et qui déclarent ne vouloir *s'occuper* pour le moment que de questions accessoires et étrangères, réalisables seulement lorsqu'ils seront en majorité au Parlement, ne sont certes pas des gens bien dangereux.

Il en était autrement de nous. Nous devions nous entendre sur les questions suivantes : Organisation de relations suivies entre les groupes révolutionnaires de tous pays; propagande par la brochure à distribuer, le placard, les meetings, le théâtre, la publication d'un organe international; organisation de la solidarité (caisse de secours, asile aux camarades traqués, etc.); grève générale, et — question dont les soi-disant socialistes se gardent de parler — de l'attitude des révolutionnaires en cas de guerre.

C'est ni plus ni moins l'organisation de l'action révolutionnaire dans toute son étendue.

Tout gouvernement peut dédaigner, et a raison de dédaigner les vaines agitations d'un parti disciplinairement organisé qui piétine sur place en chantant bruyamment, comme au théâtre : « Agissons! Marchons! » Mais des hommes décidés qui, comme nous, prétendent agir par eux-mêmes immédiatement, sans attendre que la majorité des électeurs les y convie, dame! c'est plus grave. A ceux-ci toutes les foudres. A ceux-ci, autant que possible, on imposera le silence; on désorganisera leurs efforts; on s'opposera par tous les moyens, même les plus arbitraires, même les plus cyniques, à leur action concertée. Parce que d'eux il y a à craindre; parce qu'ils ne renvoient pas à des siècles futurs la réalisation de leur idéal social; parce que c'est aujourd'hui même qu'ils s'attaquent aux privilèges les plus chers de la bourgeoisie; parce qu'ils agissent directement, sans l'intermédiaire de toute une hiérarchie de pontifes jaloux, envieux les uns des autres et occupés, à l'instar des chefs militaires, à se tirer mutuellement dans les jambes, à la grande joie des ennemis!

L'interdiction de notre congrès est la plus sûre garantie que le gouvernement pouvait donner de l'excellence de notre œuvre révolutionnaire.

Qu'il lui soit rendu grâce.

André Girard.

L'UNION SOCIALISTE

Est faite, le Congrès s'est divisé en deux. Les voilà à couteaux tirés.

Et il n'en pouvait être autrement. Un parti qui conserve des chefs et des meneurs, sera toujours divisé par leurs rivalités.

On peut bien être divisé sur des questions d'idées, de tactique, mais l'inconvénient n'est pas grave, lorsqu'on n'impose pas de *credo*. Chacun agit dans le sens où le portent ses conceptions.

Mais lorsque les questions de personne et d'ambition s'en mêlent, on se mange le nez. — Tant mieux, ils en crèveront.

J. G.

LES MANDATÉS DU CONGRÈS

N'ayant pas de dispositions spéciales pour remuer la boue, je ne dirai rien du Congrès socialiste en lui-même; les quatre jours s'étant passés à échanger les plus basses injures de part et d'autre, les deux camps ennemis se reprochant leurs tares à gogo.

Un point est cependant intéressant à bien faire ressortir: c'est la manière dont était faite la représentation.

Nous n'avons cessé et nous ne cesserons de dire que, de quelque manière que l'on délègue ses pouvoirs à un individu quel qu'il soit, celui-ci ne représente et ne peut représenter que lui-même, et ce dans un congrès aussi bien que dans n'importe quelle assemblée d'hommes.

A cet égard, le Congrès socialo-unioniste (??) nous fournit d'admirables exemples. D'un côté, la majorité a été faite par ce que Lafargue appelle si bien des « échappés du boulevard Saint-Michel et des ministères », jeunes ambitieux pour qui faire du socialisme est une carrière et qui n'ont vu là que le moyen de satisfaire à bref délai leurs mesquins appétits, et ce sur le dos de malheureux travailleurs inconscients. De ses mille et quelques centaines de mandats, Jaurès avait largement pourvu ses jeunes amis. Guesde et sa clique, il est bon de le dire, n'en étaient pas moins prodigues. C'est ainsi que nous avons pu voir dans ce congrès, qui avait la prétention de refléter les aspirations ouvrières, un M. Edwards, riche, paraît-il, à plus de 20 millions, représenter un groupe du Parti ouvrier français; ce monsieur, au surplus, était accompagné de sa digne moitié, aussi dûment mandatée que lui.

Malgré le peu d'illusions qui nous reste sur la manière dont sont organisées ces réunions, nous nous refusons à croire que de véritables travailleurs aient été assez vils pour confier à de tels « adversaires de classe », pour employer une expression chère aux membres du P. O. F., un mandat quelconque. Nous aimons mieux croire encore que Guesde s'est servi tout simplement du procédé qu'il reprochait à ses adversaires de Londres et que, sur sa solde, il avait prélevé les deux fois vingt-cinq sous nécessaires à la confection des mandats du chevalier de la Légion d'honneur (!) Edwards et de sa dame.

Jamais, quoi qu'on en dise, la social-démocratie n'était tombée aussi bas, et malgré le peu d'estime en laquelle nous la tenons, nous n'aurions pas osé prédire qu'un jour viendrait où elle aurait la prétention de faire représenter des travailleurs par un Edwards.

Pour la dignité ouvrière, dont vous savez si bien jouer, dites-nous, ô Guesde, que seule la nécessité de vous procurer un « banquier d'idée » (1) vous a fait agir, que l'on ne peut se représenter que soi-même, et qu'en l'occurrence votre protégé ne représentait que les 25 sous d'un timbre en caoutchouc.

P. Delesalle.

LES GRÈVES ET LE MILITARISME

J'ai montré, dans un précédent article, que la grève n'était pas et ne devait pas être considérée comme une bataille de gros sous. S'il s'agissait simplement pour le travailleur d'ajouter quelques deniers à son salaire, le jeu, comme on dit, n'en vaudrait pas la chandelle. Car ces maigres victoires coûtent aux familles ouvrières trop de sacrifices, trop de privations, trop de souffrances, et le patron a trop de moyens — dont il use — pour reprendre le lendemain ce qu'on lui arracha la veille.

Mais à côté des résultats matériels obtenus parfois, il y a les résultats moraux obtenus toujours et ce sont de beaucoup les plus importants. A faire grève l'ouvrier gagne, chaque fois, quelque chose de mieux qu'un salaire un peu plus fort et qui l'aidera à conquérir un jour le salaire intégral. C'est une conscience plus nette de sa situation d'exploité et de ses devoirs de prolétaire, une vue plus exacte de la tactique à suivre, la pratique de la lutte contre ses adversaires naturels et de la solidarité avec ses alliés naturels, ainsi que l'esprit d'initiative. La grève est une grande éducatrice en matière sociale. Par elle se fortifient et s'éclaircissent, chez l'ouvrier, les sentiments et les idées auxquels il devra un jour sa libération.

Jamais cela n'apparaît peut-être aussi nettement que quand on envisage la question au point de vue si important de l'antimilitarisme.

La question militaire, on le sait, est une des clefs de la question sociale. L'armée — soi-disant institution de défense nationale — n'est qu'un moyen de défense bourgeoise contre le prolétariat. Et la guerre, à laquelle il serait si simple de mettre fin, si les gouvernants le voulaient, n'est qu'un prétexte au maintien des armées dont le rôle véritable est d'assurer le triomphe des possédants sur les travailleurs.

Comment ruiner le prestige et la puissance de l'armée, comment tuer l'obéissance du soldat à l'officier, comment extirper de la masse le préjugé militaire? En lui faisant comprendre, justement, que l'armée est une combinaison par laquelle les exploiteurs réussissent — suprême habileté et suprême ironie! — à faire défendre et garder leurs moyens et privilèges d'exploitation par les exploités eux-mêmes. Cette idée fut toujours, et avec raison, le fond de toute propagande antimilitariste parmi le peuple. Le jour où la majorité des prolétaires l'aura bien comprise, en effet, le jour où elle en sera profondément impressionnée, on ne tardera pas à voir surgir contre la tyrannie militaire les actes de révolte individuels et collectifs qui doivent en avoir raison.

Il importe donc, avant tout, que soit dissipé, dans l'esprit des travailleurs, tout malentendu sur ce point. Or n'est-ce pas à quoi aboutit la grève d'une façon sûre et naturelle? N'est-elle pas une véritable leçon de choses où, pour l'édification du travailleur, l'armée apparaît de plusieurs manières gardienne du capital et ressource suprême du patronat exploiteur? N'est-ce pas en temps de grève que la fonction économique des baïonnettes et des fusils est clairement démontrée à l'ouvrier et sans que celui-ci puisse échapper à cette démonstration?

A chaque pas, le gréviste se heurte au soldat. Veut-il organiser la commune résistance aux prétentions patronales, ce sont des soldats qui l'en empêchent en montant la garde autour des chantiers et des usines où l'on travaille encore. Et cela pendant que les patrons, eux, sont libres de concerter à toute heure du jour et de la nuit telles mesures qu'il leur plaît.

Ce sont encore des soldats qui, pour intimider les travailleurs, sillonnent les rues de galopades et de charges, quand, chassés du travail par la rapacité patronale, les travailleurs pensent avec raison que leur place est dans la rue.

Et ce ne sont pas là les plus grands préjudices que le soldat porte à l'ouvrier en intervenant dans le conflit du capital et du travail. A mesure que la grève plus étendue et mieux organisée menace de détraquer certains services publics tels que les chemins de fer, les tramways, la navigation ou les postes, ou encore la production d'objets de première nécessité comme le pain, c'est la troupe qui fait la besogne laissée en souffrance par le prolétaire. Cela s'est vu en Italie, lors de la grève des chemins de fer. Cela s'est vu à Paris, lors de la grève des facteurs. Cela s'est vu plus d'une fois dans la récente grève des ouvriers maritimes. Cela se voit actuellement dans la grève des boulangers de Marseille. Et ce ne sont là que quelques exemples parmi les faits de cet ordre les plus récents. La pratique se généralise. On va la retrouver maintenant à la moindre occasion. Le soldat commandé en service de grève n'est donc plus seulement un policier chargé *d'assurer l'ordre* et de *protéger la liberté du travail*, formules hypocrites qui peuvent encore abuser quelques naïfs. C'est l'ouvrier devenu, par l'uniforme, esclave de l'Etat et mis par l'Etat au service des patrons dans l'embarras. Il joue, en face du gréviste, le même rôle que l'ouvrier, traître à la cause ouvrière, qui vient du dehors tirer d'affaire le patron et compromettre du même coup la résistance des camarades.

Conclusion : Le prolétaire n'a pas d'ennemi plus redoutable que le soldat. Il est donc absurde d'être à la fois prolétaire et soldat, parce qu'il est absurde d'être à soi-même son propre ennemi.

A cette conclusion finira par aboutir fatalement l'ouvrier qui aura pris part à quelques grèves. Et elle restera gravée dans son cerveau parce qu'il ne la tirera pas toute faite d'une brochure, mais la déduira lui-même d'événements où il aura été mêlé lui-même, qu'il aura vécu avec ses sentiments et ses passions, où il aura vu en jeu ses intérêts les plus immédiats. Je ne sais pas d'éducation antimilitariste plus solide que celle-là.

En contraignant gouvernants et possédants à montrer dans tout son cynisme, à démasquer sous toutes ses faces le rôle économique de l'armée; en faisant éclater le conflit latent entre l'ouvrier et le soldat, la grève prend sa part, et non la moindre, au formidable mouvement de révolte qui se prépare aujourd'hui contre la caserne.

Des faits récents et que tous les vrais socialistes ont enregistrés comme les indices d'un réveil de la conscience prolétarienne, montrent que les premiers actes sérieux d'indiscipline militaire naîtront de l'agitation gréviste. Les premiers refus collectifs d'obéir seront le fait d'anciens grévistes refusant de marcher contre des grévistes. On verra ensuite des ouvriers refuser de prendre des armes qu'ils devraient employer un jour contre leurs anciens camarades de grèves.

J'en ai dit assez, aujourd'hui encore, pour montrer que la grève moderne ne doit plus être considérée comme un simple accident économique, mais comme un véritable moyen d'éducation socialiste et de propagande révolutionnaire. La place des vrais militants socialistes est donc là. Elle n'est pas dans les Chambres de députés, les conseils de ministres, les comités généraux et autres parlottes.

Charles Albert.

(1) L'expression est de M. Briand.

Le groupe d'initiative du *Congrès international antiparlementaire* vient de lancer un manifeste relatant les faits de l'interdiction et relevant la calomnie que les Millerandistes essayaient de faire circuler comme quoi le Congrès n'aurait pas eu lieu, parce que les organisateurs n'auraient pas osé le tenir.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Enseignement social. — Si, au cours des nombreux congrès qui ont eu lieu cette année, il se dit beaucoup de bêtises, par contre, des choses fort intéressantes y sont parfois entendues.

C'est ainsi, notamment, qu'au Congrès de socio-

logie, M. de Roberty a fait une excellente conférence sur la question de l'importance de la race en matière sociale. Il a combattu ce préjugé qui accorde à cette question une importance capitale. La race et la civilisation sont deux choses différentes, et aucune conclusion ne peut être tirée de la conformation organique et de l'hérédité quant à la valeur intellectuelle et morale d'un individu ou d'un peuple. M. de Roberty s'est en outre élevé contre les doctrines qui préconisent la supériorité absolue d'une race sur une autre, en admettant l'extermination ou l'assujettissement des races dites inférieures.

Voilà des choses que les journaux devraient propager le plus possible, au lieu de les cantonner en troisième page dans des comptes rendus succincts.

⁂

De même au Congrès des professeurs, l'un d'eux, M. Rabaud, du lycée Charlemagne, combattant le principe de la permanence des professeurs suivant leurs élèves de classe en classe pendant plusieurs années, a déclaré que ce système a sa raison d'être dans l'enseignement ecclésiastique où il doit servir plus sûrement à faire de l'enfant une créature passive, restant toute la vie sous la domination de la compagnie qui l'a élevé. Mais le but de l'éducation, a-t-il ajouté, vise à développer la personnalité de l'enfant, destiné à vivre dans une démocratie. Le Congrès s'est rangé à cet avis.

C'est parfait. Mais avant que les méthodes officielles s'attachent à développer la personnalité de l'enfant, nous attendrons, je le crains, bien longtemps. Il est si commode de régner sur un peuple obéissant et sans personnalité !

André Girard.

⁂

Militarisme. — Après les manœuvres, suivant l'usage, le président de ce qu'on appelle la République leva toutes les punitions, même de prison, « hormis celles que les chefs de corps croiraient devoir maintenir dans l'intérêt supérieur de la discipline ». Ça ne lui coûte pas beaucoup, et ça fait bien. Seulement lesdits chefs de corps n'aiment pas trop, férus qu'ils sont de leur autorité, lever des châtiments qu'ils ont eux-mêmes infligés. Alors, un peu partout, à Falaise, à Boulogne-sur-Mer, à Coulommiers, à Cherbourg, à Saint-Omer, etc., les colonels ont maintenu au corps les réservistes punis, refusant de les renvoyer dans leurs foyers.

L'amiral Besson a fait arrêter *comme déserteurs* six chauffeurs d'un navire *de commerce* (le *Pélion*) qui s'étaient joints aux ouvriers maritimes en grève. Il se fonde sur la loi de l'inscription maritime, laquelle nous vient de Louis XIV.

Les journaux républicains battent des mains, parce que le ministre de la guerre vient de faire un petit nettoyage à l'Ecole de Saint-Cyr, y remplaçant les officiers dominicains, maristes et jésuites, par des officiers soi-disant démocrates. Comme si des hommes qui passent leur vie dans la hiérarchie et la discipline pouvaient avoir la pensée libre et aimer l'égalité! Comme si des hommes qui représentent la tradition de la violence pouvaient ne pas haïr l'esprit d'affranchissement!

⁂

Police. — Une femme est prise de syncope dans la rue; des ouvriers la portent chez un pharmacien. Des agents surviennent et lui demandent son adresse; comme elle ne peut répondre, ils l'arrêtent et l'emmènent au poste. Inutile de dire que c'était une femme du peuple. Dès qu'elle va mieux, elle proteste, donne au commissaire tous les renseignements qu'il demande, veut retourner près de ses enfants qui l'attendent. On l'injurie, on la bouscule, on la frappe. On ne veut bien la laisser partir que le soir, lorsque son mari, rentré de son travail, vient la réclamer, après des recherches. Le mari a fait faire un procès-verbal des mauvais traitements reçus par sa femme, et a porté plainte.

⁂

Religion. — On vient de découvrir qu'au lycée de Laval, qui appartient à l'Etat, un crucifix est suspendu dans chaque classe, au-dessus de la chaire du professeur; et là-dessus, républicains de s'étonner et de s'indigner. Sont-ils bien sûrs que leur enseignement à eux diffère tant que ça de celui des « hommes noirs »?

R. Ch.

Le militarisme est, certes, une des tares dont nos sociétés auront le plus de mal à se guérir. Que tous les camarades ne perdent pas une occasion de taper dessus, c'est bien. Autant de coups, et d'autant l'édifice s'effrite. Il faut donc que chaque vilenie, chaque turpitude, chaque infamie de la valetaille galonnée soit étalée en plein jour.

Je connais plusieurs jeunes gens ayant fait leurs trois ans de service actif à Romorantin, au 113e de ligne (4e bataillon, 14e compagnie entre autres), qui furent libérés le 28 septembre dernier, voici quatre jours.

A leur arrivée au corps, ces garçons avaient du linge, qu'ils usèrent et qui fut remplacé par d'autre que l'Etat leur fournit. A leur libération, on leur retira ce linge et on les renvoya chez eux sans chemise. Pour s'abrutir à la caserne, il faut du linge; pour rentrer dans la vie, il n'en faut plus. — Leur hygiène n'est pas la nôtre, n'est-ce pas, Ravary?

Quel trafic se cache là-dessous? Impossible à nous, simples pékins, de trouver. Mais l'affaire fait son chemin et ne manquera pas d'être colportée.

René des E. V.

⁂

Mouvement ouvrier. — La dernière trouvaille de Millerand est la création de « conseils industriels du travail ». Le décret qui institue ce nouveau rouage administratif est assez vague pour que l'on puisse difficilement voir les attributions exactes de cette création « socialiste »; je n'en voudrais comme preuve que le passage suivant de l'exposé des motifs : « Il n'est pas dès lors indifférent d'habituer les patrons et les ouvriers à se rencontrer périodiquement, à discuter ensemble avec courtoisie et en dehors de toute subordination hiérarchique dans des réunions où *leurs intérêts personnels et immédiats* ne se choquent pas directement. »

Confiant que j'étais, j'avais toujours pensé que le socialisme n'avait qu'un but, la suppression du salariat, et par suite du salariant, et je ne vois pas comment les ouvriers arriveront à faire comprendre à leurs chers collègues du « conseil » qu'ils entendent se passer d'eux pour faire marcher les machines et assurer la production.

La bourgeoisie capitaliste a décidément en Millerand un excellent auxiliaire. M. de Mun avait, lui aussi, trouvé un « terrain d'entente » en créant des syndicats mixtes composés de patrons et d'ouvriers; Millerand nous sert comme une réforme socialiste « les conseils industriels du travail » qui n'en sont qu'une mauvaise caricature.

L'affaire de Chalon entre dans une nouvelle phase; l'enquête judiciaire aurait démontré, paraît-il, que les gendarmes ont tiré sur les ouvriers sans avoir été provoqués. Comme conséquence, ceux-ci seront renvoyés devant un conseil de guerre qui, certainement, les acquittera, avec félicitations.

Toutefois, venant en plein Congrès socialiste, cela, malgré le dénouement tout platonique, ne pourrait bien être qu'une simple manœuvre de Millerand ; c'est une habileté toute politique, par trop « cousue de fil blanc », dont personne ne peut être dupe, et il n'en restera pas moins vrai que, sous un ministère Waldecko-socialiste, l'on assassine les ouvriers qui réclament un peu plus de bien-être, comme sous un vulgaire ministère Constans.

L'autre jour, les journaux annonçaient l'éclatante victoire remportée par les grévistes de Giromagny. Un portier avait été déplacé, un contremaître renvoyé et une catégorie d'ouvriers augmentés de 0 fr. 10 c. par jour. C'était maigre pour une « éclatante victoire » !

Il paraît toutefois qu'il n'en est rien, et que Messieurs les patrons ont refusé de se soumettre à cet arbitrage et d'appliquer une partie des décisions qu'ils avaient signées d'un commun accord.

L'un des ouvriers qui avait été blessé est en danger de mort. Aussitôt la reprise de la grève, un escadron du 11e hussards est arrivé.

Tout cela ne semble intéresser que très peu ces Messieurs du socialisme parlementaire, absorbés qu'ils sont par l'union, l'unité, et surtout par leur inutilité.

P. Delesalle.

⁂

26 septembre 1900.

Marseille. — Les ouvriers des huileries ont enfin repris sans rien obtenir. Les bagnes où l'on travaille jour et nuit ont rouvert leurs portes à l'homme affamé. Les ouvriers se sont syndiqués, voilà à quoi cela a servi.

Les ouvriers boulangers ont repris avec une légère augmentation. Quelques-uns ont payé chèrement d'avoir manifesté leur droit à la vie. Prison sur toute la ligne.

Les ouvriers cordonniers de l'équipement militaire sont en grève. Chaque commission nommée précédemment poursuit ses travaux ; on s'attend à une grève générale dans cette industrie.

Les chauffeurs et soutiers se sont, eux aussi, à nouveau mis en grève sous prétexte que les compagnies de navigation n'observent pas les derniers accords. Cette grève sera plutôt partielle. Des ouvriers qui ont quitté le bord ont été remplacés par des ouvriers sans travail. Peut-être pourront-ils faire respecter ce qu'ils ont péniblement acquis. En tout cas, ils auront du mal.

Tous les grévistes se servent des pouvoirs pour arriver — il vaudrait mieux dire : pour se faire rouler.

Ce qui démontre bien la rapacité bourgeoise ou capitaliste, c'est qu'après la grève des chauffeurs toutes les compagnies de navigation ont augmenté leur fret de 20 0/0. En ne tenant pas leurs engagements, elles trouvent là une nouvelle source de bénéfice.

Je ne veux pas fermer cette lettre sans exprimer ici le profond dégoût qui s'est emparé de nous — les quelques camarades qui nous rencontrons — à la nouvelle de l'interdiction de la tenue du Congrès.

Dégoût vis-à-vis les lâches détenteurs du pouvoir, puisque c'est en se servant des idées propres à l'évolution de l'humanité qu'ils grimpent au pouvoir et ne savent s'en servir que pour enrayer cette évolution.

L'Anarchie n'en sort pas moins embellie, plus radieuse et plus forte.

Que ceux qui avaient encore quelque confiance ouvrent donc l'œil et comprennent que la moindre concession à des êtres aussi vils pourrait entraîner de fâcheuses conséquences.

Italie.

Le journal *le Matin* de Paris, dans son numéro du 10 septembre, donnait une dépêche disant que les anarchistes internés à Pantelleria, au cours d'une discussion d'idées, s'étaient querellés, que plusieurs avaient été tués.

Le correspondant ne manquait pas de faire ses réflexions sur l'insanité des anarchistes que le gouvernement mettait à même de mettre leurs idées en pratique, et qui ne trouvaient rien de mieux que de s'entr'égorger.

Ignorant ce qui avait pu motiver la dépêche du *Matin*, je lui avais écrit, non pour démentir ce que j'ignorais, mais pour faire remarquer que les anarchistes de Pantelleria, loin d'avoir été mis à même de pratiquer leurs idées, y étaient internés dans les plus mauvaises conditions de vie, qu'ils y étaient prisonniers et non libres, et que, dans ces conditions, l'ironie du correspondant du *Matin* manquait son but.

Le *Matin* s'est bien gardé d'insérer ma lettre, ou de démentir son assertion dont il devait contrôler la véracité.

Cela nous prouve que la presse bourgeoise, même lorsqu'elle se prétend éclectique, est aussi fourbe et aussi menteuse que l'autre, et que tous ces gens-là se valent. J. G.

J'avais écrit en même temps aux amis de Pantelleria. Voici la lettre que j'ai reçue :

Pantelleria. — Tout ce qui a été publié dans le journal *le Matin* du 10 septembre, sur nous et nos idées, est faux; pas un seul mot de vrai. On en a déjà envoyé copie au journal *l'Agitazione* pour le commenter. Si je puis, je ferai quelque chose de mieux. Mon *assignazione* étant presque terminée, je partirai le premier d'octobre pour aller chez moi. Alors, en passant à Rome, je tâcherai de découvrir celui qui a écrit ces ordures; et, si je le trouve, je lui ferai faire une rectification; s'il ne la fait pas, je le giflerai. Ah ! peut-être que je lui donnerai quand même une bonne leçon, même s'il la fait. Il faut en finir avec tous ces gens-là.

Il y a en ce moment, disséminés dans les îles de la Méditerranée, 10 camarades environ; tous nous avons été envoyés au *coatto* en vertu des lois d'exception de 1894 et 1898. Pas un, jusqu'à présent, de ceux qui ont été arrêtés dernièrement pour le meurtre d'Humbert.

Ici, comme dans tous les autres lieux, surtout à présent, il y a bonne entente et harmonie parmi les camarades et l'on fait ce que l'on peut pour se rendre moins malheureuse la vie coactive.

Dans toutes les îles en général, mais surtout à

Lipari et à Favignana, on est traité très mal, parce que les insulaires sont de très vilaines gens envers les *coatti* de toutes catégories. Dans ce moment, il y en a plusieurs qui sont à Gavi et Narni pour rien, ou simplement pour avoir réclamé leurs droits.

Il y a ici une enquête pour vérifier bien des mauvaises choses faites par les autorités politiques contre les *coatti* depuis plusieurs mois. On en attend un bon résultat, mais je n'y crois pas.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Les Egaux du XVII*e, 85, rue de Courcelles. — Samedi, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par la camarade Lucienne Marin.

∴

*Jeunesse Révolutionnaire des X*e *et XI*e *arrondissements.* — « Je proteste avec énergie, au nom du Cercle Amical des Employés de Commerce et de l'Industrie (Syndicat) et du groupe de la *Jeunesse Révolutionnaire des X*e *et XI*e *arrondissements* contre l'interdiction du Congrès ouvrier révolutionnaire international. Nous constatons une fois de plus que les gouvernements à étiquette républicaine ne valent pas mieux que les gouvernements monarchiques, mais nous nous réjouissons en même temps de l'arbitraire dont a fait preuve le gouvernement devant une poignée de travailleurs. C'est une garantie pour l'avenir et l'heure viendra où nous ferons un immense nettoyage qui débarrassera à jamais la terre de ces caméléons venimeux.

Pour les groupements et par ordre :

Le délégué au Congrès, Edouard Blas.

∴

Bibliothèque d'éducation libertaire du faubourg Antoine, 26, rue Titon. — Dimanche 7 octobre 1900, salle des Sociétés savantes, 28, rue Serpente, à 1 h. 1/2, séance de réouverture.

Conférence de Léopold Lacour sur l'Education sociale des deux sexes : éducation intégrale, coéducation.

Lecture de la *Cage* par des camarades de la Bibliothèque.

Cette matinée étant strictement privée, on pourra se munir à l'avance de cartes d'invitation (contre versement d'un droit de vestiaire de 0 fr. 50) aux *Temps Nouveaux*, à la Bibliothèque libertaire et à l'hôtel des Sociétés savantes.

∴

*Groupe des Trimardeurs du XV*e. — Réunion publique samedi 6 octobre 1900, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, 3, rue Fondary.

Les camarades Jahn et Cuisse sont priés de s'y rencontrer.

Une nouvelle orientation du groupe sera proposée par un camarade.

∴

Saint-Etienne. — Tous les lecteurs des *Temps Nouveaux*, ainsi que tous les camarades connus ou inconnus, sont instamment priés de se rendre à la réunion qui aura lieu le samedi 13 courant, à 8 heures 1/2 précises du soir, à la brasserie de l'Alcazar, place Marengo. Objet :

La question de la bibliothèque.

Organisation d'un groupe d'action révolutionnaire.

La proposition de l'entente révolutionnaire internationale.

Le Congrès et ses rapports.

Nous pensons que les camarades se rendront nombreux à cette réunion, qui, nous l'espérons, constituera les bases et la tactique d'un groupe éminemment révolutionnaire.

∴

Saint-Nazaire. — Les camarades, pensant qu'il est temps de sortir de l'accalmie dans laquelle nous croupissons bêtement, font un appel aux lecteurs des journaux libertaires et à tous ceux qui veulent faire de la propagande révolutionnaire soit par parole, par chant ou autrement, et les invitent à se réunir le dimanche 7 octobre, à 3 heures du soir, au café du Vélodrome, près le Casino.

∴

Marseille. — *Groupe d'études sociales et philosophiques des Chartreux.* — Le groupe va reprendre sa série de conférences, causeries et discussions toujours libres et contradictoires et invite tous ceux qui ont à cœur l'affranchissement de l'humanité, conséquemment le bonheur de tous les êtres humains par le triomphe de la vérité et l'écrasement du mensonge sous toutes ses formes, à y assister tous les jeudis soir, à 9 heures.

Jeudi 25 courant, ouverture :

1° Discussion-causerie sur l'interdit dont a été frappé par le gouvernement de défense républicaine le Congrès antiparlementaire révolutionnaire ;

2° Lecture et discussion des travaux qui devaient y être exécutés.

NOTRE CONFÉRENCE

C'est le 23 octobre qu'elle aura lieu, à 8 h. 1/2 du soir, salle des *Sociétés savantes*, rue Serpente.

Le camarade Liard-Courtois racontera ses *Souvenirs du bagne*. Paraf-Javal causera sur *la Société et la liberté de penser*.

Le prix d'entrée sera de 0 fr. 50 et donnera droit au tirage de la tombola qui clôturera la séance.

Nous faisons appel aux camarades pour nous aider, dès à présent, à placer des cartes.

Voici la liste des lots :

1. Une peinture de Martignon.
2. Une aquarelle de Hofmann.
3. Un lot de 3 volumes.
4. 2 volumes anglais de la collection Tauchnitz.
5. Un tapis.
6. Une boîte de bonbons.
7. Un cadre (triptyque), pour photographies.
8. Un pastel (encadré) de B. .
9. Nœud de cravate pour dame.
10. Une paire de chaussons au crochet pour enfant.
11. Une chemise de nuit pour enfant.
12. 5 paires de chaussettes.
13. Un petit sac à main.
14. Deux volumes.
15. Idem.
16. Une peinture.
17. Une calotte et un béret.
18. Embrasses à boules pour rideaux.
19. Broche et chaîne.
20. Broche.
21. Broche et boutons de manchettes.
22. Une paire chaussons et bonnet (au crochet) pour enfant.
23. Une salière, épingle et broche.
24. Châtelaine, broche, épingle.
25. Photographies, broche, épingle.
26. Idem.
27. Dessin de Delannoy.
28. Chaussures pour dame.
29. Pipe, épingle, broche.
30. Un nœud de cravate pour dame.
31. Pipe, boucles d'oreilles et broche.
32. Pipe, broche et épingle.
33. Deux eaux-fortes de Paraf-Javal.
34. Trois flacons d'extrait de quinquina.
35. Chaussons au crochet pour enfant.
36. Sac de voyage.
37. Une peinture de Hénault.
38. Une jumelle.
39. Quatre clichés positifs pour vitraux.
40. Broderie au crochet.
41. Portraits de Most et de Marat, deux aquarelles de camarades d'Amérique.
42. Deux pièces d'ajustage en bois, travail de menuiserie.
43. Pot à crème en métal.
44. Une paire de souliers pour dames.
45. Un dessin de Hofmann.
46. Deux volumes.
47. Idem.
48. Un revolver.
49. Deux couteaux à huîtres, un tapis de table.
50. Deux cols marins en étamine.
51. Deux boîtes de vaseline et quatre paquets de malt.
52. Un tapis de table, une corde à sauter et montre jouet.
53. Une peinture de Nizza.
54. Une pièce de bourrelets.
55. Deux boîtes vaseline et quatre paquets de malt.
56. Idem.
57. Un nœud de cravate pour dame.
58. Deux volumes.
59. Idem.
60. Une peinture.

(*A suivre.*)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le troisième et dernier volume de *The life of Michael Bakounine*, par M. Nettlau, ouvrage autocopié à 50 exemplaires seulement. Il y aura plus tard des suppléments.

L'anarchia è inevitabile, par Kropotkine ; *Risveglio*, 6, rue des Savoises, Genève.

De la necessité d'une école pour les éducateurs sociaux, par le Dr Abdullah Djevdet, chez Thomas, 6, place de la Sorbonne.

A arte de enriquecer ou a extincção do pauperismo, par Magnus Soudahl, Rio-de-Janeiro.

Il prete nella storia dell'Umanità, 15 centesimi ; Bertoni, 6, rue des Savoises, Genève.

A NOS ABONNÉS

Pour nous éviter des pertes de temps inutiles, nous leur rappelons instamment de bien vouloir nous envoyer la dernière bande.

∴

Nous faisons remarquer, à ceux qui nous demandent le dernier numéro, qu'il est double et coûte 0 fr. 20.

∴

Les camarades de Roubaix ont en vente : *La Peste religieuse*, de Most, à 0 fr. 05 l'exemplaire, 2 fr. 50 le cent. S'adresser à Béranger, 74, rue des Longues-Haies.

PETITE CORRESPONDANCE

A. C., à Toulon. — C'est fait.

K., à Micheroux. — Reçu mandat. Impossible de se procurer *La Douleur universelle*. Epuisée... en librairie.

A. C., à Bologne. — Nous ne faisons pas d'insertions payées.

J. G., à Port-Elisabeth. — Reçu vieux timbres.

G., à Montceau. — Nous sommes trop débordés de copie en ce moment pour donner des comptes rendus de conférence.

V., à Montpellier. — Pour les brochures et volumes, consultez nos catalogues.

A. Z. — Reçu les 12 timbres.

V. P., à Anvers. — Redevez 0 fr. 10.

Reçu pour la publication des rapports : E. R., 2 fr. — P., à Saumur, 5 fr. — A. S., 1 fr. — Un camarade, 1 fr. 50. — V. L., 3 fr. — Bilvec, 2 fr. 50 ; Gourpaul, 2 fr. 50. En tout, 5 fr. — Un camarade montmartrois, 2 fr. — C. C. M., 10 fr. — D'un abonné, 2 fr. — Libertaires des Quatre-Chemins, 8 fr. — Total : 39 fr. 50. — Liste précédente : 235 fr. — Total général : 274 fr. 50.

Pour le numéro exceptionnel de la semaine passée et celui de cette semaine, nous avons 430 fr. de dépense. Nous avons pu le faire paraître cette semaine parce qu'un camarade nous abandonne 100 fr. sur la vente d'une collection de timbres. Nous ferons tous nos efforts pour continuer la publication des numéros exceptionnels, mais comme chaque numéro crée un déficit, nous ne répondons pas de pouvoir arriver à donner le double format.

Reçu pour le journal : E. G., à Bordeaux. — Un camarade, 2 fr. 40. — A. M., à Lyon, 1 fr. 15. — Un camarade d'Avignon, 5 fr. — N., par P., 2 fr. ; versement antérieur oublié, 3 fr. — V. de B., 0 fr. 50. — G., à Cette, 2 fr. — Gourpaul, 2 fr. 50 ; Bilvec, 2 fr. 50. En tout, 5 fr. — Peintres en décor (E. V.), 1 fr. 05. — C. C. M., 10 fr. — Par P.-L., à Gilly, 6 fr., produit de la vente de brochures Flaustier, 6 fr., dont moitié pour le *Libertaire*. — Merci à tous.

A. M., à Nuaillé. — B., à Rennes. — G., à Lardières. — M., à Anet. — L. B., à Jemeppe. — P., à Lausanne. — P., à Gilly. — J., à Copenhague. — A. P., à Courtonne. — F., à Entraygues. — D., à Roubaix. — J. H., à Bâle. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 25 — VINGT CENTIMES — DU 13 AU 19 OCTOBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Lire, dans notre supplément, la suite des rapports qui devaient être lus au Congrès International antiparlementaire interdit.

Ce numéro, étant double, coûte 20 centimes.

AUX CAMARADES

C'est le samedi, 20 octobre, et non le 23, comme nous l'avons annoncé par erreur, qu'aura lieu notre conférence-tombola.

Liard-Courtois : *Souvenirs du bagne.*

Paraf-Javal : *La société et la liberté de penser.*

Hôtel des *Sociétés Savantes*, rue Serpente. Prix d'entrée : 0 fr. 50.

LES SOCIALISTES PARLEMENTAIRES

ET LA LIBERTÉ

« Nous n'avons à nous occuper de justice qu'autant que les intérêts du Parti sont en jeu dans les revendications dont celle-ci est l'objet. »

Tel est le sens exact, sinon le texte même des paroles prononcées par le citoyen Vaillant, au cours d'une discussion sur l'assassinat des grévistes de Chalon, dans une des séances du Comité général de la rue Portefoin, et sans qu'aucune protestation se fût fait entendre contre cette étrange déclaration.

Le Congrès Général de tous les délégués français et étrangers du Parti ouvrier *uni* (?) vient d'ajouter une nouvelle monstruosité à celle relatée ci-dessus.

La veille même de l'ouverture de ce Congrès des socialistes ministériels, le gouvernement dans lequel figure avec honneur le citoyen Millerand avait fait disperser par son aimable police les délégués des groupes libertaires de France et de l'étranger qui, au nom de la liberté et du droit de réunion, prétendaient, eux aussi, se pouvoir concerter sur les moyens de s'opposer à l'impudente mainmise sur la future Révolution que s'apprêtent à opérer — sous l'œil paterne et la protection policière de leurs amis du ministère actuel — les Vandervelde, les Auer, les Furnémont, les Singer, les Anseele, les Iglesias, les Enrico Ferri, les Andréa Costa, les Kautsky, etc., à l'étranger, et les Jaurès, les Guesde, les Brousse, les Fournier, les Viviani, les Vaillant, les Allemane, etc., en France.

Cette flagrante violation du droit de réunion consacré par la constitution au nom de laquelle les Waldeck-Rousseau, les Millerand et consorts venaient de la commettre avec la canaillerie la plus éhontée, n'a pas soulevé la moindre protestation non plus au sein du Congrès Général, qui a hypocritement semblé l'ignorer. Ce qui était plus commode et surtout plus lâche.

C'est donc affaire entendue.

Pour ces gens-là, comme autrefois et avant eux le proclamait le farouche républicain Arthur Ranc, *Liberté, Justice* ne sont que de « vieilles balançoires », bonnes seulement à invoquer quand les intérêts de leur parti auront à y voir. Ce qui ne les différencie d'ailleurs en rien de ceux qu'ils aspirent à remplacer, grâce à la conquête des Pouvoirs Publics.

On ne peut que les féliciter en somme de cette cynique franchise. Ils sont vraiment tous mûrs pour le Pouvoir, auquel certains d'entre eux, tel Vandervelde, ne peuvent manquer d'arriver bientôt, s'il en faut croire M. de Pressensé, un nouveau converti à la doctrine sacro-sainte des marxistes. — Pauvres Belges !

Si, malgré cela, leurs partisans naïfs persistent à poursuivre et à réaliser leur fameux *Quatrième État*, c'est qu'alors, ainsi que vient de l'écrire à Urbain Gohier le compagnon Domela Nieuwenhuis, « ils en seront vraiment dignes et l'auront bien mérité. »

Impossible ensuite de prétendre qu'il y aura eu *maldonne*.

G. Lefrançais.

Au moment de mettre sous presse, les camarades des *Nouveaux Temps* m'observent que le Congrès National des « luttes de classe » a voté un blâme — des plus discrets d'ailleurs — contre l'interdiction du Congrès des anarchistes.

Le fait est exact; mais il faut remarquer qu'au Congrès Général les mêmes délégués qu'au Congrès National s'étaient bien gardés de soulever la question et qu'ils ne se sont résignés à le faire, quelques jours après, que par honte seule de leur abstention première et logiquement approbative.

D'aucuns prétendent même que ce fut par simple habileté et pour tenter de retarder le boucan qui s'annonçait dès le début de la séance (1).

(1) Et, ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'ils n'ont pas fait autre chose que les gouvernants, puisqu'ils ont bien eu soin, dans leurs propres congrès, de fermer la porte aux anarchistes.

Le camarade Silvio Corio, dont les journaux ont annoncé l'expulsion, n'ayant pas obtempéré assez vite au décret de nos ministres libéraux, vient d'être condamné à deux mois de prison pour infraction à un arrêté d'expulsion.

Son crime est d'être anarchiste.

Pendant ce temps, il existe une Ligue des *Droits de l'Homme* assez puissante pour faire quelque chose si elle voulait, mais qui passe son temps à voter des ordres du jour, ou à se congratuler.

J. G.

NE TUE PAS

Lorsqu'on exécute les rois après jugement — comme on l'a fait pour Charles Ier, Louis XVI, ou Maximilien du Mexique — ou qu'on les tue dans des révolutions de palais, comme cela a eu lieu pour Pierre III, pour Paul, pour différents sultans, schahs et autres, personne n'en parle généralement; mais lorsqu'on les tue sans jugement et sans révolutions de palais, comme c'était le cas pour Henri IV, Alexandre II, l'impératrice d'Autriche, le schah de Perse et maintenant le roi Humbert, ces meurtres excitent parmi les rois, les empereurs et ceux qui les entourent un très grand étonnement et une très grande indignation, comme si eux-mêmes n'avaient jamais pris part à des meurtres, n'en auraient pas ordonné, ne s'en étaient pas servis. Et cependant, même les meilleurs parmi ces rois assassinés, comme Alexandre II ou Humbert, étaient coupables d'avoir causé ou aidé des dizaines de mille d'assassinats, et cela sans compter les exécutions faites à l'intérieur de leurs pays, mais seulement l'assassinat de ceux qui ont péri sur les champs de bataille. Quant aux rois et empereurs doués de moins de bonté, ils étaient coupables de centaines de mille de millions de meurtres.

La doctrine du Christ abroge la loi : œil pour œil, dent pour dent, mais les hommes ont toujours suivi et suivent jusqu'à présent cette loi dans des proportions terrifiantes ; ils ne se bornent même pas à appliquer, le principe, « œil pour œil », mais ordonnent le meurtre de milliers de personnes sans qu'il y ait eu aucune provocation comme cela se fait par exemple quand on déclare une guerre; ces hommes n'ont donc aucun droit de s'indigner quand cette loi leur est appliquée à eux-mêmes, et dans une mesure si minime que pour cent mille et peut-être même pour un million de personnes tuées sur l'ordre et du consentement des rois et des empereurs il y a à peine un roi ou un empereur qui se trouve tué. Non seulement les rois et les empereurs ne doivent pas s'indigner de meurtres tels que celui d'Alexandre II ou de Humbert, mais ils doivent plutôt s'étonner de la rareté de ces meurtres, vu l'exemple d'assassinats continuels et généraux qu'ils donnent aux hommes.

Les hommes qui font partie de la foule sont si bien hypnotisés, qu'ils voient ce qui se passe devant eux sans en comprendre la signification. Ils voient le soin que les rois, les empereurs et les présidents prennent de la discipline des troupes ; ils regardent les revues, les manœuvres et les parades que ceux-ci organisent et dont ils se vantent les uns devant les autres; ils accourent avec empressement voir leurs frères, habillés

de costumes chamarrés et bariolés, de costumes de bouffon, se transformer, aux sons des trompes et des tambours, en machines qui exécutent, sur le mot d'un seul, un même mouvement au même instant, et ils ne comprennent pas ce que cela veut dire. Et cependant la signification de ces exercices est très simple et très claire : c'est tout simplement une préparation au meurtre.

C'est endormir les hommes pour en faire des instruments de meurtre. Et ceux qui le font, qui dirigent cette préparation, qui en sont fiers, ce sont les rois, les empereurs, les présidents. Et ce sont eux qui, tout en s'occupant spécialement de meurtre, s'en faisant une spécialité, portant toujours des uniformes militaires et des instruments de meurtre, des épées au côté, se révoltent et s'indignent quand c'est l'un d'eux qui est tué.

Si les assassinats de rois en général, comme celui de Humbert en particulier, sont terribles, ce n'est pas parce qu'ils sont cruels et immérités. Les actes exécutés sur l'ordre des rois et des empereurs, non seulement dans le passé comme la Saint-Barthélemy, les persécutions religieuses, les terribles répressions des révoltes de paysans, les massacres accomplis par les Versaillais, mais aussi dans le présent, comme les exécutions capitales, la mort lente dans les cellules des prisons et les bataillons disciplinaires, la pendaison, la guillotine, les fusillades et les massacres dans les guerres, sont incomparablement plus cruels que les assassinats commis par les anarchistes. Ce n'est donc pas parce qu'ils sont immérités que ces assassinats sont atroces. Si Alexandre II et Humbert n'ont pas mérité la mort, les milliers de Russes morts à Plevna et les milliers d'Italiens morts en Abyssinie la méritaient encore moins. Si ces assassinats sont atroces, ce n'est donc pas par leur caractère cruel et immérité, mais par le défaut de raisonnement chez ceux qui les commettent.

Si les assassins de rois commettent leurs actes sous l'influence d'un sentiment personnel d'indignation, provoqué par les souffrances d'un peuple opprimé, souffrances dont Alexandre, Carnot ou Humbert leur paraissent être responsables ou sous l'influence d'un sentiment personnel de vengeance, ces actes, quelque immoraux qu'ils soient, peuvent être compris ; mais comment se fait-il que toute une organisation d'hommes, de ceux qu'on appelle maintenant anarchistes, organisation qui, dit-on, a délégué Bresci et qui menace la vie d'un autre empereur, n'ait trouvé rien de mieux, pour améliorer la situation des hommes, que de tuer des personnes dont la suppression peut être aussi utile que le fait de couper la tête à ce monstre légendaire chez lequel une nouvelle tête surgit aussitôt à la place de celle qui a été coupée? Les rois et les empereurs ont depuis longtemps établi entre eux une organisation analogue au mécanisme de ces fusils où, aussitôt qu'une balle est partie, une autre vient se mettre à sa place. Le roi est mort : vive le roi ! Pourquoi alors les tuer (1)?

Ce n'est que pour un regard superficiel que le meurtre de ces hommes peut apparaître comme un moyen de salut contre l'oppression et les guerres qui déciment les vies humaines.

Il suffit de se rappeler que cette oppression et ces guerres ont toujours eu lieu indépendamment de ceux qui se trouvaient à la tête des gouvernements : Nicolas ou Alexandre, Frédéric ou Guillaume, Napoléon ou Louis, Palmerston ou Gladstone, Mac Kinley ou quelque autre, pour comprendre que ce ne sont pas telles ou telles personnes déterminées qui sont cause de cette oppression et de ces guerres dont souffrent les peuples. Ces maux sont causés non pas par des particuliers, mais par toute l'organisation de la société dans laquelle les hommes sont liés entre eux d'une façon telle que leur sort à tous est entre les mains de quelques-uns et même d'un seul, et ces quelques-uns ou ce seul sont si démoralisés par cette situation antinaturelle qui leur donne le pouvoir sur la vie et la destinée de millions d'hommes, qu'ils sont toujours en proie à un état morbide, toujours plus ou moins pris par la folie des grandeurs, folie qui ne passe inaperçue que grâce à leur situation exceptionnelle.

Sans même parler de ce fait que depuis leur première enfance et jusqu'à la tombe ces hommes sont entourés par le luxe le plus insensé et une atmosphère constante de mensonges et de flatteries, toute leur éducation, toute l'instruction qu'ils reçoivent se réduit à cette seule chose : étudier les assassinats passés, les meilleurs moyens d'assassiner à notre époque, les meilleurs moyens pour se préparer aux assassinats futurs. Dès leur enfance, ils apprennent le meurtre sous toutes les formes possibles ; ils portent toujours sur eux des instruments de meurtre, — sabres et épées — ils s'habillent d'uniformes divers, font passer des revues, des parades, des manœuvres, se font mutuellement des visites, se donnent les uns aux autres des décorations et des régiments, et non seulement il ne se trouve personne pour appeler ces actes de leur vrai nom, pour leur dire qu'il est criminel et répugnant de s'occuper de préparatifs d'assassinat, mais ils ne voient, au contraire, de toutes parts que de l'enthousiasme. Des foules courent devant eux à chacune de leurs sorties, à chacune de leurs revues, en les saluant avec enthousiasme, et il leur semble que c'est le peuple tout entier qui leur exprime son approbation. La partie de la presse qui est la seule qu'ils voient et qui leur paraît exprimer les sentiments du peuple tout entier ou de ses meilleurs représentants, exalte servilement toutes leurs paroles, tous leurs actes, quelque stupides ou quelque méchants qu'ils soient. Les personnes de leur entourage, — femmes, prêtres, civils, — qui sont tous des gens n'ajoutant aucun prix à la dignité humaine, rivalisent entre eux dans la plus fine flatterie, les encourageant et les trompant en tout et les empêchant ainsi de voir la vie telle qu'elle est en réalité. Ils peuvent vivre pendant cent ans sans avoir jamais vu un homme vraiment libre, sans avoir jamais entendu une parole de vérité. On est quelquefois terrifié en écoutant les paroles et en considérant les actes de ces hommes, mais il suffit de bien réfléchir à leur situation pour comprendre qu'à leur place tout homme agirait de même.

Que doit-il se passer en effet dans l'esprit d'un homme comme Guillaume d'Allemagne, borné, peu instruit, ambitieux, n'ayant d'autre idéal que celui d'un « Junker » allemand, lorsqu'il voit qu'il n'y a pas de parole si bête ou si révoltante qui, dite par lui, ne soulève un « *hoch* » enthousiaste, ne soit accueillie comme quelque chose de très important, ne soit commentée par la presse de tout l'univers. Il dit que les soldats doivent tuer, sur son ordre, jusqu'à leurs pères — on crie « hourra ! » Il dit qu'il faut introduire l'Evangile par une main de fer — « hourra ! » Il dit que les troupes qui vont en Chine ne doivent pas faire de prisonniers, mais doivent tuer tout le monde, et, au lieu de le mettre dans un asile de fous furieux, on s'embarque pour la Chine pour aller exécuter ses ordres. Ou bien voilà Nicolas II qui, tout en étant modeste par sa nature, commence son règne en déclarant à de vénérables vieillards que leur désir de discuter eux-mêmes leurs affaires, le « self-government » est un rêve insensé — et les organes de la presse, de même tous ceux qu'il voit ne font que l'en louer. Il expose un projet de paix générale — projet enfantin, stupide et mensonger, tout en ordonnant en même temps l'augmentation de l'effectif de ses troupes — et les louanges qu'on chante à sa sagesse et à sa vertu n'ont pas de limites. Il insulte et il tourmente tout un peuple, le peuple finlandais, sans aucune nécessité, cruellement et impitoyablement, et de nouveau il n'entend que des approbations. Il organise enfin le massacre chinois, révoltant par son injustice, sa cruauté et la contradiction qu'il présente avec le projet de paix générale — et de tous les côtés on loue en même temps et ses victoires et sa politique par laquelle, dit-on, il continue la politique pacifique de son père.

Que doit-il se passer, dans ces conditions, dans le cerveau et dans le cœur de ces hommes?

La responsabilité de l'oppression des peuples et des massacres dans les guerres incombe par conséquent non pas à Alexandre ou à Humbert, à Guillaume, à Nicolas ou à Chamberlain qui dirigent ces oppressions et ces massacres, mais à ceux qui les ont mis dans une situation où ils sont maîtres de la vie des autres hommes, à ceux qui les soutiennent dans cette situation. Ce qu'il faut, ce n'est donc pas tuer les Alexandre, les Nicolas, les Guillaume, les Humbert, mais cesser de soutenir l'ordre social qui les produit. Et ce qui soutient l'ordre social actuel, c'est l'égoïsme et l'aveuglement des hommes qui vendent leur liberté et leur honneur pour de mesquins avantages matériels.

Les hommes placés au bas de l'échelle sociale, abrutis qu'ils sont par une éducation patriotique et pseudo-religieuse et mus d'autre part par leur intérêt personnel, cèdent leur liberté et leur dignité humaine en faveur de ceux qui sont placés plus haut qu'eux et qui leur offrent des avantages matériels. Ceux qui sont placés sur un degré un peu plus élevé se trouvent dans la même situation : sous l'influence de leur abrutissement et surtout en vue d'avantages matériels, ils cèdent de même à d'autres leur liberté et leur dignité. Il en est de même de ceux qui sont placés encore plus haut, et cela continue ainsi jusqu'aux degrés les plus élevés — jusqu'à ce qu'on aboutisse aux personnes ou à la personne qui se trouve au sommet du cône. Celle-ci n'a plus rien à acquérir, n'est mue que par un seul motif : l'ambition et l'amour du pouvoir ; elle est généralement si démoralisée et si abrutie par le pouvoir de vie et de mort qui lui est donné sur les autres hommes, et par la flatterie et la platitude dont elle est, pour cette raison, entourée, que, tout en faisant sans cesse le mal, elle est persuadée de faire le bonheur de l'humanité.

Ce sont les peuples eux-mêmes qui, en sacrifiant leur dignité à des avantages matériels, produisent ces hommes incapables d'agir autrement qu'ils ne le font, et les peuples se fâchent ensuite lorsque ces hommes commettent des actes stupides ou méchants. Les tuer, c'est la même chose que gâter d'abord les enfants et ensuite les fouetter.

Pour qu'il n'y ait plus d'oppression, ni de guerres inutiles, pour que personne ne songe plus à s'indigner contre ceux qui paraissent en être responsables et à les tuer — il suffirait, semble-t-il, de peu de chose : il suffirait que les hommes comprennent les choses telles qu'elles sont et les appellent par leur véritable nom, qu'ils sachent que l'armée est un instrument de meurtre et que le fait de la réunir et de la diriger — comme le font avec tant d'assurance les rois, les empereurs et les présidents — est une préparation au meurtre.

Il suffirait que chaque roi, chaque empereur ou chaque président comprenne que son poste où il est chargé de commander les troupes n'est pas un poste important et honorable, comme les flatteurs veulent le lui faire croire, mais que c'est là l'acte vil et honteux de préparation au meurtre : il suffirait que tout honnête homme comprenne que le paiement des impôts employés à entretenir et à armer des soldats et, à plus forte raison, le service militaire ne sont pas des actes indifférents, mais des actes mauvais et honteux, car celui qui les commet non seulement permet l'assassinat, mais y participe lui-même. Alors le pouvoir des rois, des empereurs et des présidents, pouvoir qui nous indigne et pour lequel on les tue, s'anéantirait de lui-même.

---

(1) Tolstoï, enfermé en Russie où pénètrent si difficilement les nouvelles, croit, évidemment, à la véracité des journaux bourgeois, attribuant les actes individuels à une organisation de carbonari.

(N. D. L. R.)

Ce qu'il faut, ce n'est donc pas tuer les Alexandre, les Carnot, les Humbert et d'autres, mais leur expliquer qu'ils sont eux-mêmes des assassins ; il faut surtout les empêcher de tuer les hommes et se refuser à les tuer sur leur ordre.

Et si jusqu'à présent les hommes n'ont pas encore agi ainsi, cela ne provient que de cette espèce d'hypnose, dans laquelle les gouvernements, par instinct de conservation, les maintiennent soigneusement. Pour contribuer à ce que les hommes cessent de s'entre-tuer et de tuer des rois, il faut non pas tuer — car cela ne peut, au contraire, qu'augmenter cette hypnose — mais seulement s'éveiller.

C'est ce que je me suis efforcé de faire dans ce court article.

LÉON TOLSTOÏ.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

DES MOTS. — Au Congrès d'éducation sociale, il s'est dit dernièrement de belles paroles. M. Léon Bourgeois s'est notamment distingué par l'élévation des sentiments qu'il a exprimés. Parlant de la solidarité sociale, il dit :

« Habituer les hommes à ne pas discuter de leurs droits et de leurs devoirs en se plaçant seulement au point de vue de leur situation particulière dans la société, mais bien en se plaçant successivement au point de vue de la situation des autres ou, tout au moins, de ceux qui n'ont pas une situation semblable à la leur, c'est préparer la justice future.

« C'est, en effet, obtenir du patron que lorsqu'il discute le contrat du travail, il sorte un instant de son cabinet, qu'il entre à l'atelier, qu'il se mette à l'établi et travaille lui-même, et qu'il se considère pendant quelques instants comme un ouvrier; que, se revêtant par la pensée du bourgeron ou de la blouse, il se demande ce qu'il penserait, ce qu'il consentirait, ce qu'il voudrait s'il était dans cette situation inférieure. »

Tout cela est effectivement très beau. Mais M. Bourgeois, qui a une si nette conscience de ce que devrait être l'équité sociale, voudrait-il nous dire s'il s'est quelquefois efforcé, au cours de sa carrière politique, de mettre ces beaux préceptes en pratique? S'est-il mis, par exemple, par la pensée, quand il s'opposa, comme ministre, à l'abolition des lois scélérates, s'est-il mis à la place des malheureux qui enduraient au bagne un véritable martyre pour délit d'opinion? S'est-il, par la pensée, transporté de son cabinet ministériel dans le cabanon où Girier a souffert une lente et terrible agonie de plus de dix mois?

J'estime, pour la générosité même de M. Bourgeois, qu'il n'y a pas songé alors.

Mais comment veut-il que le pauvre troupeau humain s'élève vers la justice en s'efforçant d'en pratiquer les préceptes, quand il voit les hommes certainement supérieurs qui prétendent le diriger et l'éduquer, s'abstenir avec une telle légèreté de cœur de mettre eux-mêmes en action les beaux enseignements dont ils sont si prodigues?

Au même congrès, un M. Brunot, assimilant une nation à un organisme vivant, a comparé le condamné de droit commun et le « mécontent politique » à des « détritus non assimilés ».

Très flatté, cher Monsieur, d'être un détritus. Mais par quelle voie serai-je éliminé? Et quelles individualités représentent l'organe ordinairement éliminateur des détritus et autres excréments? Vous sans doute et vos pareils?

*
* *

EGALITÉ OU PAIX? — Le menu du banquet des maires représentait une République et au-dessous la devise : Liberté, *Paix*, Fraternité.

Nos républicains ne veulent plus de l'Egalité. Négligeant les excellents conseils de M. Bourgeois, c'est à leur point de vue exclusif qu'ils se placent pour apprécier les choses humaines et sociales. Eux étant au pouvoir, la devise nationale doit nécessairement être l'expression de leurs désirs personnels. Or, avez-vous jamais vu un gouvernant, un dirigeant, un privilégié réclamer l'égalité? S'en est-il jamais trouvé un? S'en trouvera-t-il jamais? En supposant que ce phénix paraisse, comme dit excellemment La Fontaine :

On lui fait voir qu'il est un sot :
Il n'a pas de peine à se rendre,
C'est bientôt le premier à prendre.

Et, comme les autres, il réclame pour lui la liberté, la paix et la fraternité.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

MILITARISME. — A un soldat qui se plaint de la nourriture, le capitaine Hardy, du 120e de ligne (Péronne), répond : « Nom de Dieu, si vous n'êtes pas content, je vous fous de la merde à manger! D'ailleurs vous m'emmerdez, je vous fous quatre jours. » Quand il n'est pas content, il dit à ses hommes : « Je vous apprendrai à baiser mon cul. »

Le capitaine Serre de Sarran, du 36e de ligne, appelle les soldats poivrots, rossards, cochons. Le capitaine Hablitzel, du 40e de ligne, les appelle brutes et c...

Aux réservistes qui se présentent à la visite, le major du 1er régiment du génie (Versailles) dit : « Je me fous de votre gueule, de votre sac; vous avez marché pendant deux jours, vous marcherez le troisième, je suis le major et le maître! »

Pendant les exercices de tir du 94e de ligne, les soldats ouvrent le feu sur des paysans en train de cueillir des fruits. Un commandant offre d'aller les prévenir ; le colonel Bertin s'y oppose. Le caporal clairon, effrayé du danger que courent les paysans, ayant sonné « Cessez le feu! » le colonel lui flanque huit jours de prison.

Le caporal Devoix, du 80e de ligne (Tulle), assomme à moitié un soldat qui lui refuse du tabac : celui-ci est dans un état tel, qu'on le transporte à l'infirmerie : quatre jours de prison au caporal.

Pendant une retraite aux flambeaux, à Gray, un homme de corvée et un musicien du 12e hussards sont poussés hors des rangs par la foule. Le chef de musique accourt furieux, botte l'un et gifle l'autre. Pas de sanction.

A Hédincourt, le 72e de ligne est en marche et les soldats chantent. Le capitaine Vachette crie « Halte! » mais on ne l'entend pas et l'on continue d'aller. Vert de rage, il saute de cheval et s'élance dans les rangs en cognant comme un sourd, au hasard ; un caporal est atteint en plein visage. Pas de sanction.

Dans le Sud Oranais, en Algérie, un commandant de détachement fait lire au rapport cette note : « Tout militaire convaincu de vente d'arme sera mis au silo et privé de nourriture jusqu'à ce que son arme soit rentrée au camp. » Cet ordre a été exécuté de point en point, et un homme est mort, de soif et de faim, au fond d'un silo, assassiné. Pas de sanction.

Les soldats Lacan, du 4e bataillon d'Afrique, et Bourdoncle, du 3e bataillon d'infanterie légère, pour voies de fait envers un supérieur, sont condamnés, par le conseil de guerre de Tunis, *à mort*.

Un civil qui crie : « A bas les traîneurs de sabre! » sur le passage d'un officier, est condamné à six semaines de prison.

Le soldat Alphonse Trichet, du 67e de ligne, ayant, en état d'ivresse, injurié deux caporaux, est condamné à quinze mois de prison.

Au 67e régiment d'infanterie (Soissons), les lieutenants Brunet et de Rosenwald, l'un fils de général, l'autre fils de colonel, aimaient beaucoup leurs soldats. Les officiers exagèrent tout ce qu'ils font : ou bien ils haïssent « leurs hommes » au point de les faire crever, ou bien ils les adorent au point d'en faire leurs maîtresses; c'est trop. Un jour, le scandale a éclaté, et, comme châtiment, les deux lieutenants ont été... priés de donner leur démission.

*
* *

RELIGION. — L'abbé Guichard, curé de Sceautres (Ardèche), vient d'être arrêté ; c'est-à-dire que, sur sa demande, les gendarmes ont consenti à le laisser se constituer librement prisonnier, par égard pour sa soutane! Au-dessus des vulgaires passions humaines, cet homme saint n'est inculpé que d'attentat à la pudeur sur une petite fille de treize ans.

R. CH.

*
* *

Mouvement ouvrier. — *Socialisme pratique!* — Sous ce titre un peu pompeux, quelques journaux bourgeois ont publié, ces jours derniers, une circulaire de la Compagnie franco-algérienne de chemins de fer, qui, ne trouvant pas ses bénéfices assez élevés, espère les relever en intéressant ses ouvriers et employés dans les bénéfices de l'entreprise. Les passages suivants disent du reste assez clairement à quels mobiles obéissent les administrateurs en agissant ainsi : « Si le chiffre total des recettes est supérieur à celui des dépenses, l'excédent qui constituera le bénéfice net appartiendra *pour moitié* au personnel. Voici qui n'est pas mal trouvé et il y a dans cette idée à glaner pour les capitalistes en mal de bénéfices. Toutefois, il ne faudrait pas croire que le partage sera fait suivant le travail produit, ce qui serait quelque peu équitable, mais *proportionnellement aux appointements de chacun*; si bien qu'en réalité ce sont ceux-là qui sont déjà largement pourvus qui toucheront le plus clair de ces bénéfices tant escomptés, ne laissant que les « rognures » aux véritables travailleurs, qui, une fois de plus, auront été dupes de la philanthropie capitaliste. Pour terminer, je ne pourrai mieux faire que de citer cet intéressant aveu, dépouillé d'artifices, de l'exposé des motifs: « Alors que le coefficient d'exploitation est en moyenne de 50 0/0 sur les chemins de fer français... etc., il atteint en Algérie 98 0/0. »

Puis cette phrase typique :

« Il faut attribuer cet état de choses lamentable à l'incapacité et à l'avidité des conseils d'administration et du personnel supérieur, ainsi qu'à la corruption des hommes politiques qui, depuis vingt ans, ont été mêlés aux négociations entre les compagnies de chemins de fer et les pouvoirs publics. »

Il ne manque qu'une chose, c'est le nom des politiciens corrupteurs, pour le compte desquels les ouvriers devront, sous promesse de bénéfices, « suer des dividendes ». Quel bel exemple tout de même de « socialisme pratique »! Travailleurs, méfiez-vous de ce « socialisme ».

*
* *

Les grèves partielles qui, si elles sont le plus souvent inutiles, n'en sont pas moins inévitables la plupart du temps, les ouvriers n'ayant que ce moyen pour tenter de résister à l'avidité capitaliste, n'ont jamais beaucoup effrayé la bourgeoisie. Il n'en est pas de même lorsque la grève prend un caractère tant soit peu général et s'étend à toute une corporation.

Un récent jugement du tribunal de commerce de Marseille est très intéressant à ce sujet. Un voyageur qui, venant d'Elbeuf, se rendait directement à Alger, fut obligé, par suite de la grève, de séjourner quelques jours à Marseille. D'où frais et procès à la Compagnie. Le tribunal l'a débouté de sa demande en motivant son rejet par le curieux attendu suivant :

« Attendu que s'il est de jurisprudence constante que la grève des ouvriers ne constitue pas un cas de force majeure, il ne saurait en être de même quand cette *grève devient générale*; en ce cas, la Compagnie n'est plus responsable. »

C'est l'assimilation au « cas de guerre » qui seul était considéré jusqu'à ce jour de « force majeure ». Ce simple fait, passé à peu près inaperçu, montre combien l'idée de « grève générale » prend d'importance. Le fait était à signaler, car il démontre combien la bourgeoisie capitaliste appréhende l'idée de la grève générale, à tel point qu'elle influence son code et ses usages.

*
* *

Il est de notoriété publique que les travailleurs des chemins de fer ont des salaires dérisoires. Toutefois il faut reconnaître que si les compagnies traitent mal les gens qu'elles emploient, elles traitent superbement leurs invités. A la suite du Congrès international des chemins de fer, les administrations ont offert un banquet aux congressistes. Ce banquet, qui a eu lieu le 26 septembre, a coûté la jolie somme de 115.770 francs; le nombre des convives était de 1.382, ce qui fait une moyenne de 85 francs par convive. Ce chiffre est exactement celui du salaire mensuel d'un homme d'équipe ou du salaire annuel de certains gardes-barrière.

Que demain les travailleurs des chemins de fer réclament quelque augmentation, et nous verrions ces excellents banqueteurs invoquer toutes sortes d'excellentes raisons pour refuser la plus petite augmentation de bien-être à ceux qui ont peiné pour produire des dividendes à Messieurs les actionnaires et de gros traitements à ces Messieurs de l'administration, banqueteurs émérites. Trop d'un côté et pas assez de l'autre, toute la société capitaliste est là.

*
* *

L'ÉTAT PATRON. — Les ouvriers et ouvrières de la

manufacture des tabacs, au nombre de 1.500, sont en grève. Les ouvrières sont mécontentes des modifications apportées dans la répartition du travail. Plusieurs tentatives auprès du directeur n'ont pas abouti. L'Etat patron agit comme le premier exploiteur venu, et Millerand, ministre socialiste, ignore, comme de juste, ce qui se passe, la défense républicaine n'ayant rien à voir avec des ouvriers qui réclament leur dû.

A Bordeaux, la grève des employés de tramways est terminée; les ouvriers obtiennent en partie satisfaction. Il en est de même pour les arrimeurs.

A Marseille, la grève des maréchaux ferrants s'est terminée par une augmentation de 0 fr. 25 par jour et une augmentation pour les heures supplémentaires. Restent en grève les cordonniers et les meuniers.

A Pont-de-l'Arche, grève des ouvriers chaussonniers qui arrivent difficilement à gagner de 40 à 50 francs par quinzaine, et ce pour faire vivre souvent quatre à cinq personnes. De plus, des retenues arbitraires sont faites aux ouvriers et, pour cela, tous les prétextes sont bons : usure de machines, éclairage, etc. Les pauvres bougres en ont assez et réclament une augmentation de salaire.

P. Delesalle.

VARIÉTÉS

Parabole.

Deux hommes suivent un sentier tellement étroit qu'il leur est impossible de passer l'un à côté de l'autre.

Le premier de ces deux hommes ne veut pas avancer et le deuxième ne veut pas s'arrêter. De temps à autre, le deuxième imprime une forte poussée au premier qui, pour éviter de tomber, est obligé de faire cinq ou six pas en courant; à un moment donné, la poussée est si forte que le premier homme tombe; alors le deuxième homme passe sur le corps du premier et continue son chemin sans jamais s'arrêter. Maintenant, baptisez ces deux hommes et nommez-les : le premier, gouvernement, et le deuxième, progrès.

L. Ch.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Dans l'avant-dernier numéro des *Temps Nouveaux*, il s'est glissé une petite erreur. C'est ainsi que l'affiche « Infamie », reproduite ci-dessous, a été attribuée à la Chambre Syndicale du Bronze. C'est une faute que nous tenons à rectifier, la Chambre étant réactionnaire, et l'Union, imbue d'éléments avancés. Car le bronze compte deux syndicats. Cette erreur a d'ailleurs une certaine importance parmi les ouvriers du Bronze et nous la portons à votre connaissance pour rectifier. Voici d'ailleurs le texte intégral de l'affiche. Les camarades verront l'état d'âme de quelques syndicats. Voici.

Une Infamie.

Protestation de l'Union Syndicale du Bronze.

Le gouvernement de défense républicaine qui a brillé par les massacres de Chalon continue son œuvre néfaste.

Le Congrès Ouvrier Révolutionnaire International, qui devait se tenir à Paris en date du 19 septembre, est interdit en vertu des lois scélérates. L'Union Syndicale du Bronze, qui a adhéré à ce congrès (comme aux congrès tenus précédemment), tient à protester énergiquement contre un pareil acte d'arbitraire et envoie aux auteurs de cette iniquité l'expression de son profond mépris et profite de l'occasion pour affirmer la lutte à outrance que nous subissons.

Faisant partie du Congrès à titre antipoliticien et dans le seul but d'éclairer et de discuter sur les questions économiques, l'Union Syndicale du Bronze a tenu à affirmer, par ses rapports, son attitude vis-à-vis du capital.

Alors que sur tous les points du territoire les jésuites et les cléricaux tiennent des congrès pour discuter sur les meilleures façons d'enchaîner la pensée humaine, nos gouvernants, prétendus socialistes, s'empressent d'entraver les manifestations de solidarité des prolétaires.

Tandis que l'Internationale noire, qui vient de montrer sa puissance au congrès de Bourges, peut librement se réunir, les ouvriers qui veulent se réunir en un Congrès International à Paris voient s'accomplir un acte des plus iniques : la suppression de leur liberté de réunion.

Après avoir fait fusiller à la Martinique et essayé d'agir de même à Montceau, le ministère applique maintenant les lois scélérates.

Contre un tel attentat à la liberté il importe de réagir pour éviter les surprises que nous réserve l'avenir.

Le Conseil Syndical.

Rapports envoyés par l'Union du Bronze : *La Grève générale, le Militarisme, le Féminisme, Co éducation des sexes, Universités populaires, Boycottage, Sabottage, Coopératisme.*

Les Egaux du XVII[e], rue de Courcelles, 85. — Samedi 6 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie.

Bibliothèque d'Education libertaire, rue Titon, 26 (faubourg Antoine), Paris. — Samedi 13 octobre, à 8 h. 1/4, conférence de Calazel sur « Essai d'entente économique ».

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du samedi 13 octobre. — Sujet traité : Raymond Sée, Les mines et les mineurs du nord de la France.

Mercredi 17. — Daniel Halévy : Robert Owen et les débuts de l'idée coopérative.

Samedi 20. — Francis de Pressensé : Réforme et Révolution.

Aubervilliers-Quatre Chemins. — Samedi 13 octobre 1900, à 8 h. 1/2 du soir, salle Lafond, 53, route de Flandre, conférence publique par Liard-Courtois, ex-forçat victime des lois scélérates. — Sujet traité : Comment on devient forçat.

Entrée : 0 fr. 30.

NOTRE CONFÉRENCE

Liste des lots. (Suite)

61. Deux volumes.
62. Un flacon à sels.
63. Un petit revolver.
64. Deux volumes.
65. Les Deux amies, eau-forte.
66. Une mauvaise plaisanterie, eau-forte.
67. Deux couteaux à huîtres, brochure.
68. Un volume, brochure.
69. Un volume broché, vues d'Hawaï.
70. Une lithographie de Maurin.
71. Un porte-parapluie.
72. Une gouache de Daumont.
73. Un dessin de Lyon.
74. Une nappe à thé.
75. Une peinture de L. Bochard.
76. Une lithographie de Mme Daumont.
77. Une eau-forte de Daumont.
78. Une pelote.
79. Un revolver.
80. Une théière en métal.
81. La Fontaine, eau-forte.
82. Un dessin de Hermann-Paul.
83. Une bouteille cognac Martell.
84. Un litre de marc.
85. Un volume, brochures.
86. Un dessin de Bonnard.
87. — de Delannoy.
88. — de Comin'Ache.
89. Une peinture de Ihlg.
90. Un bébé.
91. Une bouteille de cognac.
92. Une paire de vases.
93. Huit paquets de malt.
94. Idem.
95. Idem.
96. Une collection des *Temps Nouveaux*.
97. Quinze de nos lithos.
98. Une dentelle au crochet.
99. Une corbeille à pain.
100. Six cartes postales illustrées par Couturier.
101. Un accouchement à faire, dans le périmètre de Paris, par un docteur.
102. Un costume de jeune fille.
103. Un maillot et quatre paires bas enfant.
104. Six verres Jacques Cœur n° 2 guillochés.
105. Un demi-service en porcelaine décorée.
106. Un déjeuner en porcelaine décorée.
107. Un accouchement à faire dans l'enceinte de Paris et une layette complète, par Mme Palmgren, sage-femme, 12, rue Surcouf.
108. Trois volumes de la *Bibliothèque de l'Œuvre internationale*, offerts par Zeppa.
109 à 111. Un abonnement d'u[...] *franco-allemande.*
112 à 116. Une collection de l'[...] *Revue franco-allemande.*
117. Un melon, par le camarade [...]
118. Une bourse au crochet.
119. Un bracelet jonc argent, don [...]
120. *L'Anarchie, son but, ses moyen[s]*
121. Une broche fantaisie, C. M.
122. Une bouteille de champagne, [...] sonneur.
123. Une photographie, vue des *Chut[es]* par le camarade Bachmann.
124. Un petit fût de cidre, par un c[...] province (frais d'expédition à la charge d[...]
125. Idem.

BIBLIOGRAPHI[E]

Nous avons reçu :

La Guerre et l'Homme, par Paul Lacombe, 3 fr. 50, chez Bellais, 17, rue Cujas.

Anarchisme et bourgeoisisme, par Agathon[...]ter ; brochure chez Manceaux, 12, rue des Têtes, Bruxelles.

A voir :

Barbarie! — Civilisation! dessin de Hermann[...] *Cri de Paris*, 7 octobre.

AVIS

L'imprimeur vient de nous livrer: *Le Dernier* [...] *du Trimardeur*, lithographie de E Daumont. — *La* [...]*bicle*, dessin de Vallotton, gravé par Berger. Prix [...] chaque dessin ; 1 fr. 25; franco, 1 fr. 40.

La Colonisation, par J. Grave, dessin de Couturier. Brochure à 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15.

Le sixième fascicule des chansons éditées par P. Delesalle qui contient : *Le Réveil*, chant inédit avec musique ; *La Chanson du linceul* (chant des tisserands), avec musique ; *Les Députés heureux* et *Période électorale*. L'exemplaire par la poste, 0 fr. 15; le cent, 4 fr. 50.

A NOS ABONNÉS

Ceux de l'étranger qui nous paient en timbres-poste, sont priés de tenir compte que nous perdons 10 0/0 sur le change de certains, et jusqu'à 30 0/0 sur ceux d'Espagne.

PETITE CORRESPONDANCE

M., à Dison. — Le Torrent, 3 fr. franco.

W., à Gorinchem. — Nous n'avons plus de numéros 28 et 32 de la cinquième année.

S. G., rue de la Convention. — Oui, nous pouvons vous fournir les dernières. Les premières sont épuisées.

C. R., à Entraygues. — Je puis vous procurer le volume pour 3 francs.

C. R., à Rouen. — Nous prenons note des observations. On a oublié de faire l'envoi. Excusez-nous.

C., à Saleux. — Les deux abonnements finiront fin novembre.

Reçu pour l'impression des rapports : Dixneuf, 2 fr. — L. G., 1 fr. 35. — Camarades de Lausanne, 5 fr. — S., 25 fr. — G., à Lavilleneuve, 0 fr. 60. — Un camarade, par Lefrançais, 100 fr. — P. R., Lyon, 3 fr. 60. — R., 10 fr. — Un camarade d'Argenteuil, 5 fr. — Remis par E. Gr. : E. Gr., 2 fr.; C. S., 2 fr.; A. F., 0 fr. 50. En tout : 4 fr. 50. — J. L. M., 0 fr. 50. — A. G., 1 fr. 50. — Des caves, 5 fr. — E. Charles, 5 fr. — J. H., 3 fr. — C. A., 2 fr. — Un groupe de serruriers, 2 fr. — H. G. 15 fr. — F., 3 fr. — E. D., à Guéthary, 10 fr. — H. D., à Bâle, 3 fr. — N. J. C. S., à Gorinchem, 2 fr. — P. R., rue E. D., 10 fr. — A. A., 0 fr. 75. — Total: 196 fr. 90. — Listes précédentes : 290 fr. 25. — Total général : 155 fr. 80. — Dépenses des trois numéros : 645 fr.

Reçu pour la brochure à distribuer : F., à Entraygues, 1 fr.

Reçu pour le journal : F., à Entraygues, 1 fr. — P., à Grand-Croix, 2 fr. 50. — Un camarade de Tours, 0 fr. 90. — S., 25 fr. — Par l'*Aurore* : Elie et Pierre, 1 fr. — E. D., 5 fr. — Persan, 1 fr. — G., à La Hunaudais, 1 fr. — C. T., rue D., 5 fr. — G. V., à Autun, 1 fr. — Merci à tous.

S., à Etampes. — D. M., à Gand. — D., à Buzeu. — B., à Rouen. — T. L., à Hodimont. — M., à Toulon. — A. L., à Autun. — D., à Marchiennes. — G., à Lavilleneuve. — V., à Mantz. — R., à Chaux-de-Fonds. — L., à Chaux-de-Fonds. — P., à Gilly. — V., à Mustapha. — P. P., à Gisors. — B., à Pithiviers. — G. L., à Nottingham. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Deschêne.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 26 — VINGT CENTIMES — DU 20 AU 26 OCTOBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

C'est le samedi, 20 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, qu'aura lieu notre conférence-tombola.

Liard-Courtois : *Souvenirs du bagne.*

Paraf-Javal : *La société et la liberté de penser.*

Hôtel des *Sociétés Savantes*, rue Serpente. Prix d'entrée : 0 fr. 50.

Lire, dans notre supplément, la suite des rapports qui devaient être lus au Congrès International antiparlementaire interdit.

Ce numéro, étant double, coûte 20 centimes.

L'UNITÉ SOCIALISTE

Jaurès poursuit l'unification du socialisme. Projet grandiose, mais qui ne fait guère honneur à l'ancien maître de philosophie.

Il n'y a pas dans l'univers deux brins d'herbe, deux animaux, deux hommes exactement semblables; il n'y a pas deux travaux sur le même sujet, deux conceptions de la même idée qui soient les mêmes et nos socialistes en mal de folie niveleuse rêvent de découper sur le même patron, de contraindre par la même filière toutes les initiatives, toutes les conceptions, tous les individus socialistes.

En tout et partout la diversité est la condition première, la matière même du progrès. Le progrès, en effet, est une sélection, un choix du meilleur, et il ne peut y avoir choix qu'entre des éléments divers en concurrence.

Quand des savants poursuivent une découverte, comment procèdent-ils? Commencent-ils par imposer une loi commune à leurs recherches, par tracer une voie unique dont personne ne devra s'écarter? Allons donc! Chacun travaille de son côté, à sa guise. Les résultats une fois acquis, on les discute. Le meilleur s'impose et c'est un point de départ solide pour une conquête future. Dans l'industrie, en toute espèce d'entreprise, n'en va-t-il pas de même? Le socialisme est une entreprise comme une autre. Il ne réussira pas en commençant par se soustraire à la loi de toutes les entreprises qui est la concurrence libre et la multiplicité des efforts en tous sens.

Eh quoi! Le socialisme poursuit une œuvre de vie. Il veut réveiller, dans tous les domaines, stimuler, accroître la vie et lui seul ne connaîtrait pas la vie, la vie avec toute son ampleur, sa richesse, son infinie variété!

Chose infiniment curieuse, le congrès où l'unité fut acclamée comporte un fort bel enseignement sur les méfaits de l'unité. Des socialistes hypnotisés par l'éclat du pouvoir et qui ont laissé le reste de leur jugeotte au fond d'une urne électorale n'en profiteront pas, cela va sans dire. Mais il convient tout de même de le noter.

Le cas Millerand, on le sait, avait surexcité beaucoup les esprits. Le Congrès national, cela n'était douteux pour personne, devait se faire là-dessus. Si toutes les écoles, toutes les tendances socialistes y eussent été représentées, la petite question Millerand serait devenue très vite, au cours de la discussion, la grande question si importante des rapports de la politique et du socialisme. Le socialisme a-t-il une politique à lui s'adaptant à ses besoins, à ses tendances, d'une façon naturelle et logique? Dans toute initiative socialiste, y a-t-il à considérer un point de vue politique ou moral, qui accompagne, soutient et complète le point de vue économique? Si cela est, le socialisme, conception économique de la société, doit-il être, politiquement, autoritaire ou libertaire? Voilà ce qui, dans les circonstances actuelles, eût dû être discuté au Congrès national des socialistes français et l'eût été avec beaucoup de fruit. Or cela ne l'a pas été et ne pouvait pas l'être, puisque les démocrates socialistes ont depuis longtemps proscrit, sur ce point, toute dissidence et tranché, sinon résolu la question en excluant de leurs congrès les représentants de la solution libertaire. Une des grandes questions vitales du socialisme est escamotée, mais l'unité est sauve, l'unité, c'est-à-dire la discipline, l'autorité.

Tout mouvement d'une certaine ampleur comporte plusieurs courants. Toute idée d'une certaine étendue est envisagée à plusieurs points de vue. L'unité ne se fera pas sans sacrifier certains de ces courants et certains de ces points de vue. Comme, d'autre part, l'unité vise toujours la majorité et que la majorité se trouve du côté le moins intéressant, l'unité, que certains prennent pour un signe de force, ne recouvre de son manteau trompeur que de la faiblesse.

L'unité est l'ombre, pour laquelle on lâche la proie. Pendant que les socialistes ne pensent plus qu'aux concessions à faire afin d'unifier le socialisme, que devient le socialisme?

Mais si l'unité est toujours mauvaise, dira-t-on, l'union du moins est parfois nécessaire et bonne. Sans doute. Mais à quoi bon décréter, à quoi bon poursuivre laborieusement une chose qui se réalise d'elle-même toutes les fois qu'elle est possible et naît des circonstances toutes les fois que les circonstances la comportent? Quand, au début de l'affaire Dreyfus, se coalisèrent spontanément toutes les forces de réaction et de mensonge, ne vit-on pas anarchistes, socialistes et libéraux marcher ensemble, chaque parti combattant avec ses propres armes, sans doute, l'un allant plus loin que l'autre, mais tous dans le même sens et contre la même iniquité? Ne voit-on pas chaque jour, dans l'action syndicale, coopérer des socialistes de toutes nuances avec de non-socialistes? Est-ce que les ligues — trop peu nombreuses encore — qui se forment pour résister à tel abus déterminé ou abattre telle iniquité précise, ne comptent pas, dans leur sein, des membres venus de tous les points de l'opinion en matière philosophique et sociale?

Et voilà justement les seules alliances souhaitables, parce que seules elles ne sont pas des pertes de forces. Elles naissent de l'occasion ainsi que de la tolérance réciproque, de la largeur de vue des individus.

La tolérance, le respect de l'idée et de l'effort d'autrui, voilà le seul point où il importe d'être tous du même avis, car de là procèdent toutes les autres unions possibles. Or c'est un point, on le sait, sur lequel MM. Jaurès et consorts, grands chercheurs d'unité et grands apôtres d'union, ont tout à apprendre. La formule-dogme qui exclut de leurs congrès, dits socialistes, toute une catégorie de socialistes, constitue contre la liberté de penser un attentat bien autrement cynique que toutes les lois scélérates de la bourgeoisie. Par cette formule, les démocrates socialistes usent, en effet, de tous les moyens en leur pouvoir pour empêcher le prolétariat de prendre contact avec les anarchistes. Les bourgeois n'en font pas autant, eux qui tolèrent nos journaux et certaines de nos réunions.

Avant de prêcher aux autres l'unité ou l'union, commencez donc par pratiquer vous-même la tolérance.

CHARLES ALBERT.

LA PRÉPARATION DE L'AVENIR

I

« De la société actuelle, on ne passera pas d'un bond à la société future », nous disent les partisans de réformes. Et cela est vrai.

La révolution qui doit faire disparaître les derniers vestiges de l'exploitation et de l'oppression sera, par elle-même, impuissante à créer l'ordre de choses nouveau auquel elle peut, seulement, aplanir la route. On ne refait pas une société de fond en comble, pas plus par révolution que par décrets.

Des hommes qui iraient s'établir sur un pays vierge, où toute leur organisation sociale serait à constituer, y apporteraient, de par leur éducation, leurs habitudes, leurs préjugés, des vestiges de l'organisation sociale qu'ils auraient quittée; à plus forte raison, ces vestiges ne peuvent disparaître brusquement et totalement dans un état social qui ne fait qu'en continuer un autre.

Et ceux qui travaillent à réformer la société actuelle ont raison de nous dire qu'il faut, dès à présent, travailler à organiser les groupements qui prépareront la société de l'avenir.

Seulement, lorsqu'ils ont plus ou moins bien adapté une machinette quelconque à l'ordre de

choses actuelles, leur tort est de croire que c'est cette machinette qui va détruire l'état social auquel ils l'ont adaptée, et de faire le procès à ceux qui, ayant reconnu que tout cet ordre social est pourri, disent que l'on ne doit *pas* se contenter d'une amélioration à cet *état* social, qu'il faut travailler à sa disparition complète.

Eux-mêmes, le plus souvent, avouent que leurs moyens ne sont que transitoires : rien que cela devrait leur faire comprendre que ce qui est transitoire doit disparaître, et que le meilleur moyen d'aider à sa disparition, c'est de démontrer qu'il y a mieux à faire.

∴

Les partisans des *syndicats* viennent, par exemple, nous dire : « Les syndicats seront le noyau des groupes corporatifs de l'organisation sociale future. » Les coopérateurs, eux, proclament : « que les associations coopératives de production et de consommation seront toutes prêtes à se substituer aux industriels et aux fabricants capitalistes; que c'est de leur sein que sortira la vie économique de la société de demain. Par elles, l'ouvrier acquerra les connaissances nécessaires à la gestion de toute entreprise, il fera l'apprentissage de la direction, devenant ainsi apte à se passer de ceux qui le dominent aujourd'hui ».

Or, les uns et les autres se trompent. Les syndicats ayant pour but de défendre les salaires, doivent disparaître avec celui-ci. Tout groupe destiné à faire concurrence, dans l'état social actuel, aux groupements capitalistes, ne peut lutter contre eux qu'avec leurs propres armes, sur leur propre terrain, contribuant ainsi à perpétuer quelques-unes de leurs erreurs, quelques-uns de leurs rouages. Ils peuvent bien les combattre, mais ce n'est qu'en les imitant. Comment pourraient-ils former l'organisation sociale future, alors qu'ils ne peuvent être que la continuation de celle-ci?

Comme les Hébreux sortis d'Egypte, ils peuvent bien, du haut de la montagne, découvrir la terre de Chanaan, mais ce ne sera pas eux qui y pénétreront.

Que les membres qui y participent y acquièrent des connaissances et des qualités qui peuvent leur être utiles, d'accord. Que la transformation que ces groupements font subir au système actuel, facilite le passage à un groupement plus perfectionné, rien de mieux.

Etant donné qu'il nous est impossible de réaliser immédiatement, et en une seule fois, notre idéal, force nous est bien de nous accommoder aux piteuses possibilités, mais à condition que ce soit comme le gîte que l'on prend la nuit, pendant un voyage, et qu'on laisse le lendemain, pour continuer sa route.

Certes, pour réaliser la réforme la plus inoffensive, il faut la foi en son efficacité, il faut être convaincu de son avantage réel sur le présent état de choses. Il faut que ces réformes aient lieu. Et pour qu'elles se réalisent, il faut des gens qui croient à leur efficacité.

Mais pour que l'on ne s'y attarde pas, pour que ces formes transitoires ne deviennent pas définitives, barrant la route à des formes nouvelles de transition, il faut aussi des gens convaincus de leur impuissance, ardents à réaliser un idéal supérieur, qui poussent les retardataires... et, au besoin, leur passent par-dessus.

∴

A l'heure actuelle, les syndicats sont le seul moyen légal de lutte que possèdent les ouvriers contre les exigences patronales Il faut toute leur ignorance, toute leur apathie, pour négliger ce moyen de résistance contre leurs exploiteurs.

Mais, en quoi ces groupements pourront-ils les aider au passage de la société future, eux dont le rôle est de défendre le salaire de l'ouvrier, alors que doit disparaître le salariat ?

Aujourd'hui que, pour la plus grande part, les individus sont enfermés pour toute leur vie dans la même branche d'industrie, le groupement corporatif est un groupement naturel; mais dans l'avenir où l'individu, pouvant donner libre cours à ses aptitudes, ne sera plus spécialisé, où il pourra être forgeron une partie de sa journée, menuisier à une autre heure; où il pourra s'adonner à l'agriculture pendant une période de son existence, écrivain, biologiste, chimiste, astronome, tailleur ou cordonnier à certaines autres, différentes seront les formes de groupement, d'autant plus que divers groupes pourront bien avoir le même but, mais différer de méthode.

De même pour les coopératives. Leurs partisans nous disent : « Ce qui fait la misère, c'est que les produits, avant d'arriver aux mains des consommateurs, sont forcés de passer par celles d'une foule d'intermédiaires, dont chacun augmente le prix de vente, en prélevant sur chacun d'eux un bénéfice comme salaire de leurs peines, de sorte que les objets acquièrent ainsi une valeur double, triple, et parfois décuple, de ce qu'ils coûteraient réellement, s'ils pouvaient passer, sans intermédiaires, des mains du producteur en celles du consommateur.

« Que les travailleurs s'associent pour produire, que les consommateurs s'associent pour acheter, ils pourront éliminer les intermédiaires, mettre le capital à la portion congrue, et ramener les produits à un bon marché qui créera l'abondance pour tous. »

Acceptons (sous bénéfice d'inventaire) cette affirmation, et voyons ce qu'elle vaut.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

LE RÉGIME POLICIER

Un camarade qui a pu se procurer une liste des camarades désignés à la surveillance policière nous fait passer copie de cette liste. Elle contient 306 noms. Nous la tenons à la disposition des camarades connus de nous, afin que l'on puisse prévenir les intéressés.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LE PRIX DE LA GUERRE. — Le gouvernement vient d'envoyer au Conseil d'Etat un décret ayant pour objet d'ouvrir, en l'absence des Chambres, un crédit extraordinaire de 39 millions pour les dépenses du corps expéditionnaire en Chine. Avec les 29 millions déjà dépensés, cela fera 68 *millions*.

Notez que nous ne sommes pas « en guerre » avec la Chine, puisque les Chambres n'ont pas été saisies d'une demande de déclaration de guerre. Voilà donc déjà 68 millions dépensés sans guerre. Que sera-ce quand celle-ci sera déclarée !

Mais quels sacrifices ne ferait-on pas à l' « honneur national », avantageusement représenté en Extrême-Orient par des missionnaires intolérants et quelques fonctionnaires prévaricateurs et concussionnaires ?

∴

COLONISATION. — Le fils de Norodom, Iukanthor, dans l'intempérance de sa jeunesse, vient de révéler les exactions et les crimes de toute sorte auxquels se livrent avec la plus délicieuse désinvolture les hauts fonctionnaires français au Cambodge Ce jeune prince sauvage n'entend rien, évidemment, à la civilisation.

Il faut croire cependant que le zèle civilisateur desdits fonctionnaires a dépassé la mesure permise même à des Européens conscients de la supériorité de leur race; car le gouvernement, tout en donnant un démenti à Iukanthor, a révoqué le principal incriminé, M. Ducos, résident supérieur.

Un autre ira continuer l'œuvre civilisatrice si bien commencée, jusqu'au jour où ces sauvages réfractaires, pris d'indigestion, à l'instar des Chinois, vomiront et civilisation et civilisateurs. Ce jour-là, on dépensera des millions pour venger l'« honneur national »!

∴

LE REFUS DE L'IMPÔT. — Un rédacteur de l'*Aurore*, G. Lhermitte, vient de refuser de payer sa part des 400.000 francs qui constituent le montant des indemnités que s'allouent les conseillers municipaux de Paris.

Ce refus d'impôt d'un seul citoyen provoque un remue-ménage et un désarroi du plus haut comique. Percepteur, huissier, préfet, juge, etc., se démènent dans le vide et n'aboutissent à rien. Le percepteur poursuit, l'huissier saisit et annonce la mise en vente, le préfet désapprouve, puis approuve, le juge se récuse. Puis l'huissier se présente pour vendre. G. Lhermitte, formaliste, l'envoie quérir un commissaire de police. L'huissier se retire et, comme le corbeau de Noé, ne revient pas.

Que d'affaires contre un seul récalcitrant! Que feraient-ils, les malheureux, si, sachant nous entendre, nous étions seulement quelques centaines bien décidés?

ANDRÉ GIRARD.

∴

MILITARISME. — L'adjudant Paimblant, du 36e de ligne, à Falaise, avait souffleté un soldat devant tout le peloton. Le capitaine chargé de l'enquête rendit naturellement une ordonnance de non-lieu. Par grand hasard, le général exigea quand même qu'on fît passer Paimblant en conseil. Là, 53 témoins sont venus déposer contre lui; et, naturellement, il a été acquitté à l'unanimité.

Les officiers à leurs hommes : « Tas de sauvages! Cocus! Imbéciles! Bande d'andouilles! Bande de moules! Tas de bourriques! » (Capitaine Mariste, 3e régiment d'infanterie de marine à Rochefort; capitaine Tourelle, 3e escadron du train des équipages à Châteauroux; capitaine Lafui, etc...)

A Guingamp, on force les soldats à aller à la grand'messe et à donner à la quête; à Coulommiers, on leur fait porter les armes devant les calvaires; à Vernon, on les photographie devant un autel, sous la bénédiction d'un prêtre.

En Chine, Français et Russes, se prenant pour des Chinois, s'entre-tuent.

∴

RELIGION. — Des pères de famille, libres penseurs, se plaignent qu'on ait baptisé leurs enfants malgré eux.

Six mois de prison à l'abbé Léon-Marie-Louis Chapuis, pour outrage à la pudeur commis à l'Exposition, devant deux Arabes et un Egyptien.

A la même Exposition, l'Institut des Frères des Ecoles chrétiennes a obtenu les plus hautes récompenses. Envoyons-y nos fils.

R. CH.

∴

Mouvement ouvrier. — Il est de notoriété publique que les ouvriers des raffineries sont exploités d'une manière ignoble

Pour un maigre salaire de trois à quatre francs par jour, ces malheureux travaillent des journées de onze et douze heures à une température allant jusqu'à 70 degrés. L'ayant fait pour ma part, j'en parle ici avec connaissance de cause.

Mais, par exemple, si des malheureux s'exténuent pour un salaire de famine, les patrons et actionnaires des grandes raffineries touchent de superbes dividendes. Qu'on en juge :

Le capital-actions de la Société des Raffineries et Sucreries Say est de 32 millions de francs, divisé en 64.000 actions de 500 francs, tandis que le capital-obligations est de 30 millions amortissables en 40 ans.

Le premier exercice de cette société a donné un bénéfice de 4.913.206 fr. 90.

Les bénéfices des trois premiers trimestres de 1900 équivalent déjà au chiffre des quatre trimestres 1898-1899, de telle sorte qu'il reste disponible au compte de Profits et Pertes, dès à présent, une somme de 6 millions et quart, soit 100 francs par action de 500 francs, alors que le dernier trimestre donnera une plus-value de 25 francs par action !

Pour produire de si superbes dividendes, des malheureux crèvent chaque jour à la peine. Un ouvrier qui a travaillé pendant cinq ans dans une raffinerie est un ouvrier usé, fini. Mais qu'importe à ces Messieurs les capitalistes? Ils assassinent, légalement, la loi les protège, ils peuvent tout se permettre, jusqu'au jour cependant où, reprenant leurs droits, les exploités se lèveront pour demander des comptes à leurs maîtres. Travaillons ferme à rendre ce jour proche.

∴

A CHALON. — J'ai annoncé l'autre jour que, pour donner un semblant de satisfaction aux parents des assassinés, les gendarmes de Chalon allaient être poursuivis. Satisfaction bien platonique. Sur vingt qui ont tiré, trois seulement sont poursuivis.

C'est de la pure comédie, et Millerand devait bien à ses amis politiques, qui le défendent avec tant d'acharnement, de leur procurer ce léger argument de défense : tout cela n'est donc que comédie pure. Il appartenait aux socialistes légalitaires de jouer cette comédie sur des cadavres de travailleurs.

Quant aux trois gendarmes, soyez bien tranquilles

sur leur sort. Jugés par leurs pairs ! ceux-ci les acquitteront ou les condamneront — par ordre — et, quoi qu'il arrive, cela se terminera par un avancement et ils pourront aller plus loin protéger la propriété capitaliste. Ainsi le veut la justice militaire, si ignoble pour les parias.

*
* *

Les grèves. — A Pont-de-l'Arche, une partie des ouvriers chaussonniers ont obtenu satisfaction ; le travail a repris ; il ne reste plus que deux usines en chômage.

Grève de tisserands à Lavelanet (Ariège). Grève de solidarité pour protester contre le renvoi de deux ouvriers. Mais, si les ouvriers se sont solidarisés, les patrons l'ont fait aussi, et toutes les usines de la région sont fermées. Les grévistes envoient un ordre du jour aux journaux se terminant par la formule : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant. » Quoiqu'un peu vieux jeu, cela n'est pas mal et je suis certain que si les camarades l'appliquent quelque peu, leurs exploiteurs ne tarderont pas à capituler.

Les ouvriers tullistes de Calais protestent contre l'application de la loi des onze heures, chère à Millerand, et que Jaurès qualifie de « grand progrès social ». Une grève en découlera sans doute. Triste résultat pour une loi socialiste !

Une certaine agitation règne parmi les travailleurs du gaz de Paris. Malheureusement ils ont cru devoir organiser une réunion avec le concours de politiciens de tout acabit. Ceux-ci, comme de juste, leur ont promis monts et merveilles. Les gaziers attendront sous l'orme.

Rien de tel qu'une attente bien comprise, avec le calme et la dignité, cela permet de se serrer le ventre pendant de longs jours. Les politiciens ne demandent pas autre chose.

A Bordeaux, grève des maîtres d'hôtel et garçons navigateurs : les grévistes réclament des salaires allant de 80 à 120 francs par mois. Leurs collègues de Marseille vont les suivre.

Pour terminer, à signaler la grève des mineurs du Var.

P. Delesalle.

*
* *

Marseille, le 9 octobre 1900.

La grève générale des cordonniers battait son plein il y a encore deux jours. A la suite de pourparlers avec les patrons, plusieurs de ceux-ci ayant donné satisfaction en partie, leurs ouvriers ont repris. La majorité n'en reste pas moins gréviste. Les femmes font nécessairement cause commune avec les hommes (ouvrières de l'équipement militaire, piqueuses de bottines) et ne paraissent pas les moins énergiques. Bon signe précurseur qui prouve bien qu'il importe que l'on rende les femmes conscientes.

Les ébénistes n'ont pas complètement terminé. Quelques maisons, spécialistes du bon marché au détriment de la main-d'œuvre, ne veulent adhérer aux revendications plus que légitimes de ces ouvriers.

Une nouvelle grève a éclaté : c'est celle des ouvriers des minoteries, qui réclament la suppression du travail le dimanche.

Vu l'éloignement des moulins, ça manque un peu de cohésion. Cependant le mouvement s'étend et, quant à présent, tout porte à croire qu'ils réussiront.

Tout à l'heure, toutes les corporations y auront passé. N'empêche que l'on s'agite toujours dans celles qui ont terminé. Dans les établissements, sur les tramways, l'on entend toujours quelques conversations ayant trait au mouvement. Ça porte fruit, tant mieux.

Un mot sur les cordonniers.

Dans cette corporation, beaucoup de libertaires. Dans les premières réunions, leur président restait impuissant. Des théories très avancées étaient mises en avant et par des gens excessivement décidés. Beaucoup d'Italiens imbus des idées de Malatesta. Le député, Cadenat, ex-cordonnier, est venu, comme tous ses collègues le font généralement, censément arranger les choses. Malgré cela, certains voulaient marcher seuls, et, croyez-le, bien marcher.

Pour eux, en quelque sorte, il vaut mieux que les choses se soient passées convenablement. Ce sont des victimes de moins, mais c'est quand même infiniment regrettable pour leurs exploiteurs.

Dal.

Colonies.

La France civilise le Cambodge. — En 1862, Norodom, roi du Cambodge, menacé par son voisin de Siam, crut devoir demander à la France son protectorat. Depuis, tantôt par la ruse, tantôt par la force, l'administration française a fini par s'emparer de tous les pouvoirs, et, dans l'impossibilité de faire entendre ses protestations, Norodom a pris prétexte de l'Exposition pour envoyer son fils Iukanthor à Paris, exposer les griefs du roi et du peuple cambodgiens. Le *Matin* (du 5 octobre) a publié le mémoire du prince au gouvernement français.

Iukanthor raconte comment ont été arrachés les traités de 1884 et 1897.

En 1884, c'est par un coup de force, envahissant le palais, mettant ses baïonnettes sur la gorge du roi, menaçant de l'enlever, de le déporter, que M. Thomson obtint le traité qui lui livrait tous les pouvoirs politiques au Cambodge. En 1897, le résident supérieur d'alors était M. de Verneville, dont les exactions, accomplies de complicité avec une femme indigène, sa maîtresse, la Mi-Ruong, demeureront célèbres ; ce résident supérieur, ennemi du roi qui protestait contre les abus dont souffrait son peuple, déclara le roi fou, le fit prisonnier et, après avoir menacé de le décapiter, décida qu'il le dépossédait et l'envoyait au bagne de Poulo-Condor. M. Doumer vint et sauva le roi... au prix de l'ordonnance de 1897, qui fait du souverain et du peuple cambodgiens une chose entre les mains du résident supérieur, sans garantie d'aucune sorte, les livrant à l'arbitraire dont ils souffrent et se plaignent aujourd'hui...

« Le Cambodgien, libre sous l'autorité absolue du roi, est devenu un esclave sous la liberté de vos administrateurs. Il est soumis au bon plaisir et à l'avidité des fonctionnaires français et de leurs maîtresses (de l'un ou de l'autre sexe). Aux côtés du résident de province, du sous-agent de tout ordre, et prenant influence dans sa souche, c'est une favorite ou un favori qui pille, rançonne notre peuple. Ces favorites des deux sexes perdent des milliers de dollars au jeu. C'est, en dernier lieu, le peuple qui paie », fait remarquer très justement le prince.

« Le peuple souffre également du transfert de la propriété territoriale à la résidence supérieure. Auparavant, toute la terre cambodgienne appartenait de droit au roi ; de fait, elle appartenait à qui l'occupait, à qui la cultivait ; cela était une conséquence des devoirs imposés au trône par la loi bouddhiste, « la terre de Dieu, commise en garde au roi, laissée par lui à la disposition de tout homme en ayant besoin », et cela sans restriction d'aucune sorte. Vous avez établi la propriété ; vous avez donné de grandes concessions : du coup, vous avez créé des pauvres ; du coup, vous obligez des Cambodgiens à payer pour jouir de la terre dont la loi royale leur abandonnait autrefois gratuitement l'usage.

« Quant aux fonctionnaires indigènes qui déplaisent, parce qu'ils se prêtent mal aux friponneries de l'administration française, on les expédie au bagne de Poulo-Condor, sans enquête ni jugement, tel le juge provincial Suphea-Khuon.

« Quand on se plaint, il y va de la liberté, sinon de la tête. Moi-même, quand il fut question que mon père m'enverrait en France, j'ai été menacé d'arrestation, car M. Luce pensait bien qu'ici, quelque jour, je crierais la vérité et que, peut-être, elle serait entendue. Et cela ennuiera nos oppresseurs. Car au Cambodge, aujourd'hui, toute plainte est vaine et n'a pour résultat que d'augmenter l'oppression. Tous les abus que je vous signale ont été dénoncés à l'autorité supérieure, qui n'a rien fait que de les augmenter.....

« Quand on condamne les innocents, comme le font la résidence et le premier ministre, il est naturel que l'on glorifie les coupables et les bandits. C'est ce que nous montre le cas de Kravan, fils du premier ministre. Kravan enleva la femme du prince Chantavong, frère du roi. Avec la femme, il prit l'argent, les bijoux, toute la fortune du prince. Chantavong se plaignit. Il mourut empoisonné. Le roi poursuivit sa plainte. Elle était juste ; le tribunal supérieur le reconnut. Mais quand vint le jour de condamner, M. Ducos, résident supérieur, arracha le criminel à la justice qui devait le frapper. Ce sont les juges qu'on frappa en les révoquant. Le voleur, l'empoisonneur est aujourd'hui, avec son père Oum, premier ministre, un des hommes les plus puissants du royaume et bafoue quotidiennement Sa Majesté.....

« Voler Norodom est un titre aux faveurs et aux honneurs. Un homme qui a débuté en lui vendant pour de l'or du cuivre et en lui livrant pour pur sang de France des rosses d'Australie, je l'ai retrouvé ici, parmi les plus gros personnages de votre monde colonial. Et il y en a d'autres. »

Iukanthor cite l'affaire de la ferme des jeux : cette ferme fut supprimée par la résidence supérieure, parce que le roi refusait de conserver le fermier actuel, lequel partageait ses bénéfices avec ces Messieurs de la résidence. « J'espère bien, Monsieur le président du conseil, qu'à propos de cette suppression illégale, vous ne nous ferez point la plaisanterie de nous servir des arguments de moralité, à nous qui venons de voir vos courses, vos casinos, vos cercles et votre Bourse. »

Dans le *Matin* du 11 octobre, M. Ducos, résident supérieur au Cambodge, accusé par Iukanthor lui répond ; c'est à dire qu'il ne répond qu'à un petit nombre de points, et mal. Il reconnaît que son prédécesseur, M. de Verneville, avait cru devoir prendre une mesure sans doute trop brutale, et avait fait mettre le roi à la chaîne dans son propre palais. Il fait l'éloge des ministres cambodgiens « dévoués à la France, et, *par là* (?), à leur propre pays ». Il se plaint amèrement d'être appelé par Norodom, Iukanthor et leurs amis : *le grand serpent*, *le rhinocéros*. « Je leur ai particulièrement déplu, et il est telles choses qu'ils ne m'ont pas pardonnées. C'est, d'abord, d'avoir, dès mon arrivée, supprimé l'esclavage, d'avoir enlevé à Norodom, pour en faire des hommes libres, les six mille esclaves qu'il possédait. Je n'ai pris là qu'une mesure de simple humanité et de civilisation dont nul, sans doute, ne me blâmera. »

Reste à savoir si le salariat à la française vaut mieux que l'esclavage à la cambodgienne. L'humanité des colonisateurs, nous la connaissons.

Pour M. Ducos, toute la querelle vient de la suppression du jeu des trente-six bêtes. « Pour qui, comme moi, a vécu longtemps en Extrême Orient, cette mesure s'impose. Les jeux pratiqués en ces pays sont l'exploitation immorale et scandaleuse des pauvres gens au profit des tenanciers de jeux qui, eux-mêmes, paient sur leurs bénéfices illicites des redevances énormes aux hauts mandarins et à la cour. Tout l'argent du peuple cambodgien allait, par le jeu, dans la poche des grands de là-bas » (y compris les administrateurs français ?). Cette sollicitude pour les pauvres gens est très belle ; seulement il faut faire remarquer que ce n'est pas du tout sur la suppression des jeux, mais sur le changement du fermier, qu'a éclaté la dispute. Le fermier actuel versait 40,000 dollars au roi ; l'autre prétendait que la ferme en rapportait, en réalité, 140,000. Avec qui le premier fermier partageait-il la différence ? L'administration française ne le dit pas.

On veut nous faire croire que les fonctionnaires coloniaux sont de parfaits honnêtes gens, et que le peuple cambodgien — qui, à différentes reprises, s'est soulevé et a tenté de se soulever — est très heureux sous leur tutelle. C'est nous qu'on prend pour trente-six bêtes.

R. Ch.

Etats-Unis.

Saint-Louis. — Le 2 juillet, le Comité de la grève chargé de traiter avec la Compagnie des tramways faisait un arrangement qui n'a pas plu à tout le monde ; il y avait trop de concessions ; mais enfin la Compagnie consentait à reprendre les hommes de l'Union au fur et à mesure qu'elle en aurait besoin, et au bout de quelques semaines tous seraient rentrés. D'abord ce même comité devait former une liste de ceux qui rentreraient tout de suite. Mais la Compagnie ne tint aucun compte de ses promesses ; au contraire, elle fit venir des hommes du dehors, et alors elle a pu rouler sur toutes les lignes sans danger. Tout ce que la Compagnie a voulu, c'était de passer le 4 juillet sans accroc, et elle y a très bien réussi. Alors les grévistes, voyant qu'on se f... d'eux, ont recommencé la grève, mais sans avoir à quitter le travail, puisque aucun d'eux n'avait été repris ; donc tout ce qu'ils ont pu faire était de re-boycotter les tramways. Mais le public n'est plus passionné comme avant, et les trois principales lignes de l'Ouest roulent comme si de rien n'était, ou à peu près ; celles du Nord et du Sud marchent clopin-clopant, la plupart du temps les tramways sont vides.

Combien de temps cela va-t-il durer ? D'aucuns disent six mois.

Comme action, les grévistes se sont procuré des omnibus et en augmentent le nombre, selon les moyens ; il en faudrait au moins trois cents, et

malgré les cotisations faites dans les autres unions, ils n'en ont encore qu'une cinquantaine.

L'idée n'est pas mauvaise, mais elle prend trop de temps: trois cents omnibus, douze cents chevaux donnant de l'emploi à douze cents hommes. Lorsqu'ils auront ainsi contenté le public, tous les tramways seront vides et la Compagnie obligée de se soumettre; alors ces mêmes omnibus et chevaux seront envoyés dans une autre ville pour faire la même chose et les « street car trusts » (vraie association de malfaiteurs) auront vécu.

Pour cela il faut un capital de cent mille dollars! C'est beaucoup, mais non irréalisable. On serait beaucoup plus avancé, ce serait peut-être déjà réalisé, si la grève n'avait pas relâché durant une semaine.

AUG. LELIÈVRE.

Philippines.

PROCÉDÉS CIVILISATEURS. — Le *New York Journal* relate que le cavalier Thomas Jones, du 11e de cavalerie, en garnison à Santa-Cruz, décrit, dans une lettre adressée à sa famille à Washington, le massacre d'une noce indigène, exploit auquel il prit part avec soixante de ses camarades le 25 juin écoulé : « Le détachement avait reçu l'ordre de capturer mort ou vif un général philippin qu'on croyait caché dans une maison de la localité et se plaça en embuscade près de cette habitation. Peu après, un cortège nuptial en sortait et les soldats américains recevaient l'ordre de tirer sur le groupe. Le spectacle qui s'en suivit fut horrible, écrit Jones. Devant la maison était étendue la mariée dont une balle avait fait sauter la cervelle; à peu de distance, le marié agonisait, la poitrine trouée. Douze autres personnes avaient été tuées et il y en avait autant de blessées, dont une femme âgée et un enfant : ce dernier avait le bras emporté. Cette tuerie a été annoncée sans doute ainsi : nos troupes, dans un brillant engagement, ont tué vingt insurgés, c'est conforme à l'habitude. L'écrivain Mac Cutcheon déclare que tous les bulletins officiels sont mensongers et toute communication doit passer par la censure... Un bulletin daté de Manille annonçait la prise de huit cents fusils et d'autant de Philippins à Bayombourg. La vérité est que quarante fusils seulement avaient été pris. L'état-major annonce que le pays est pacifié et qu'il n'y a plus que quelques bandes de voleurs, de brigands. Or ces bandes de voleurs, de brigands, c'est le peuple philippin dont les corps armés de mausers et de remingtons réapparaissent invariablement après chaque soi-disant défaite infligée par les oppresseurs.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

L'*Idée Nouvelle* informe le public de ses auditeurs que, désormais, elle ajoute à son titre celui de la « Rénovation sociale par le Travail » et lui annonce que la première conférence de l'année 1900-1901 sera faite en l'Hôtel des Sociétés savantes, le dimanche 18 novembre, à 3 heures, par le poète et chansonnier Xavier Privas. Sujet : L'argent contre l'humanité.

La deuxième, faite vers le commencement de décembre par l'ouvrier sculpteur Jean Baffier, traitera : La corporation autonome et l'entreprise capitaliste.

A l'ancien comité de l'*Idée Nouvelle*, composé d'hommes de lettres au nombre desquels étaient MM. Paul Adam, Jules Cazes, Lucien Descaves, Louis de Grammont, Georges Lecomte, Léopold Lacour, etc., etc., ont bien voulu se joindre les artistes et penseurs : MM. Eugène Carrière, Jules Dalou, Elisée Reclus, Th.-A. Steinlen, Léon Tolstoï.

Voici le texte auquel la « Rénovation sociale par le Travail » doit d'avoir rallié à sa cause, dès ses débuts, une partie de ce que compte actuellement l'élite de l'humanité pensante et agissant pour des aspirations meilleures :

« Considérant l'action universellement néfaste de l'argent en tant que moyen d'échange, attendu qu'il est la source de toutes les turpitudes et de toutes les infamies ;

« Que presque tous les crimes, les inimitiés, les divisions ont pour cause initiale une question d'intérêt, c'est-à-dire d'argent;

« Que l'argent, loin d'être, comme quelques-uns le prétendent, un stimulant pour la production, est plutôt pour elle une entrave; que la vénalité, le mercantilisme déshonorent et paralysent l'art, tuent les nobles rêves et les généreuses ambitions; que trop souvent, en l'état actuel de la société, l'on se propose comme but de la vie, non un idéal de beauté, de vérité, de justice, mais l'Argent;

« Considérant que, pour réagir contre une telle situation, il n'est d'autre moyen que de glorifier, de réhabiliter, de répartir équitablement le travail, d'en venir à l'application rigoureuse de cette loi de nature que, chacun consommant, chacun doit produire, la consommation proportionnée aux besoins, la production aux facultés et aux aptitudes.

« Les membres du Comité pour la « Rénovation sociale par le Travail » s'engagent à faire prévaloir ces idées par tous les moyens possibles, par la plume, par la parole et par l'exemple. »

L'organisatrice : EUGÉNIE COLLOT.

⁂

Groupe communiste libertaire du XIVe arrondissement, section de Plaisance, bureaux de correspondance. — Réunion tous les vendredis soir, à 9 heures précises, salle Leborgne, 36, rue Vandamme. Tous les compagnons désirant adhérer à ce groupe sont invités à y assister ainsi que le camarade Sabatier.

Ordre du jour : Entente des compagnons. — Etudes sur des choses diverses.

Urgence.

⁂

Les Egaux du XVIIe, 85, rue de Courcelles, Paris. — Samedi 20 octobre, à 8 1/2 du soir, discussion sur les quelques rapports parus dans les *Temps Nouveaux*.

⁂

Vendredi 26 octobre 1900, formation d'un groupe de Solidarité internationale. Sont particulièrement invités les anciens camarades du groupe et ceux déjà prévenus ainsi que les orateurs, conférenciers et artistes que cette propagande intéresse. Salle Jules, 6, boulevard Magenta.

⁂

Solidarité des Trimardeurs. (Bibliothèque du XVe). — Réunion publique vendredi 19 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, 3. Les camarades du groupe sont priés d'être exacts (communication urgente).

⁂

Les Libertaires de la rive gauche et de la banlieue Sud sont invités à se réunir le lundi 22, à 8 h. 1/2 du soir, salle Jourdau, 20, route de Choisy, à Ivry. Entente entre les groupes libertaires.

⁂

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), Paris. — A 8 h. 1/4 du soir :

Samedi 20 octobre. — L'évolution des idées anarchistes.

Lundi 22 et mardi 23. — Lecture sur place.

Mercredi 24. — Analyse des livres reçus : La *Revue Blanche*, de juillet à octobre.

Samedi 27. — L. F. Buttery : L'éducation par l'individu et par le groupe.

⁂

MARSEILLE. — *Groupe libertaire de Mempenti.* — Dimanche 21 octobre, à 9 heures, soirée familiale.

Jeudi 25 octobre. — Discussion sur les rapports du Congrès.

⁂

Les camarades spinaliens désirent publier un manifeste : *Pourquoi la guerre?* Etant donné que plus on en fait, meilleur marché cela coûte, ils demandent si des groupes veulent se joindre à eux. Ecrire à V. Loquier, 9, rue Aubert, Epinal.

⁂

GILLY (Belgique). — Conférence publique et contradictoire, le dimanche 28 octobre, à 3 h. 1/2, chez Vve Jean Van Esse dit Berger, en face de la Maison du Peuple.

Orateur : Flaustier. — Sujet : Moineau; L'Amnistie; Attitude des pouvoirs publics.

⁂

BRUXELLES. — *Groupe libertaire des Cosmopolitains*, au Corbeau, rue Ruysbroek. Conférence, le dimanche 21 octobre, à 8 h. 1/2, par Flaustier. Sujet : L'Inquisition italienne.

NOTRE CONFÉRENCE

Derniers lots reçus :

126. Deux trousses de voyage, par un camarade.
127-128. Chacun un jouet d'enfant.
129. Souliers, bas, et tricot en laine pour enfant.
130. Un lot de cartes postales, vues de Gand.
131. Id., types russes.
132. Un lot de volumes.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Stock, 27, rue Richelieu : *Les jugements du président Magnaud*, réunis et commentés par H. Leyret; 1 vol., 3 fr. 50. — *L'Aurore de la civilisation ou l'Angleterre au vingtième siècle*, par S. C. Spence; 1 vol., 3 fr. 50.

Fascicule 3 de *A Sociedade futura* de Jean Grave, chez A. E. Dios da Silva, Pateo do Martel, porta 2, Lisboa.

Congrès international pour la protection légale des travailleurs, Musée social, 5, rue Las-Cases.

Le Coopératisme et le Néo-coopératisme, 0 fr. 05, à l'*Education libertaire*, 26, rue Titon.

A lire :

Jean Misère, par Jacques Ferny, *La France* (de Bordeaux), 9 octobre.

AVIS

L'imprimeur vient de nous livrer : *Le Dernier gîte du Trimardeur*, lithographie de E. Daumont. — *La Débâcle*, dessin de Vallotton, gravé par Berger. Prix de chaque dessin : 1 fr. 25; franco, 1 fr. 40.

La Colonisation, par J. Grave, dessin de Couturier. Brochure à 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15. Les lecteurs de Paris peuvent se la procurer chez leur libraire.

PETITE CORRESPONDANCE

A. D., Marseille. — Oui, j'ai vu le camarade. Redonnez-moi votre adresse.

Réveil de S.-et-L. — Ferons l'échange avec plaisir.

Un camarade désire se procurer les nos 28 [illegible] 32 de la 5e année?

D. da Silva, à Lisbonne. — Voulez-vous m[illegible]er un deuxième exempl. du fascicule 3 de la *Sociét*[illegible]?

Réveil des Travailleurs, Liège. — Envoyez [illegible] deux exempl. en échange?

G., à Valréas. — Il y a eu, sans doute, erreur. Nous allons y veiller. Bien reçu le renouvellement.

F., à Tlemcen. — Le paquet était parti, lorsque votre lettre est arrivée. Expédions les autres.

P., à Toussais. — Nos dessins ont 57 sur 45.

M., à Trouville. — Remis les 5 francs au *Libertaire*.

J. L., boulevard St-M. — Bien reçu votre coupure, mais je ne vois qu'elle mérite la boîte aux ordures?

L., à Nancy. — Nous ne pouvons laisser les brochures à 7 francs le cent, port à notre charge, que lorsqu'on en prend un cent. — Ainsi, pour 1 fr. 75 que vous nous envoyez, ça nous coûte 0 fr. 60 de frais d'envoi. — C'est ainsi que nos brochures s'épuisent et que nous ne pouvons plus les renouveler. — Vous redevez 1 fr. 20 pour les autres.

Au camarade qui nous envoie les numéros de la *Dépêche* (articles Bérenger). — C'est de l'anarchie retapée.

Librairie Française, Buenos-Ayres. — Reçu les 150 francs.

G., à La Hunaudais. — Le journal a été expédié régulièrement. Bien reçu abon.

Un ami nous demande un *journal de tailleur*, traitant de la coupe pratique. Un camarade pourrait-il nous donner quelque indication?

P. P., à Gisors. — C'est que le paquet s'est perdu en route. — Envoyez la liste et adresse.

Reçu pour l'impression des rapports : Produit de la moitié de la vente de Paris, 83 fr. 30. — Nancy : E. Mariatte, 0 fr. 50; Thiéry, 0 fr. 50; Gazille, 0 fr. 25; Lévy P., 0 fr. 25; Plinalle J., 0 fr. 25; Derkhoret, 0 fr. 20. En tout : 1 fr. 95. — Le camarade de Beauvais, 2 fr. — M., à Trouville, 2 fr. 25. — Epinal, par L., 2 fr. 50. — F. B., à Rouen, 1 fr. — P. fils, à Saumur, 5 fr. — Un ami du journal, 1 fr. — Ravel, 2 fr. — César Trouin, 2 fr. — H. D., 1 fr. — Les Egaux du XVIIe, 2 fr. — Montpellier : L. Niel, 0 fr. 50; Un jeune anarcho, 0 fr. 30; Crémieux, 5 fr.; Vive l'Anarchie, 0 fr. 30; Un abruti, 1 fr.; Un conscrit, 0 fr. 50; J. Molinari, 0 fr. 50; X., 0 fr. 30; Cochefert Lépine, 0 fr. 50; A bas l'armée, l'école du crime, 0 fr. 50; L. Souvairan, 0 fr. 50; Germinal, 0 fr. 50; Assez de paroles, des actes! 0 fr. 40; Gallier Jules, 0 fr. 50; Un libertaire, 0 fr. 50; A bas les patries, vive l'Internationale! 0 fr. 50; Un insoumis, 1 fr.; A. J., A bas la calotte, 0 fr. 50; Un anarchiste enfermé dans un bagne universitaire, 0 fr. 50; Plus d'armée, 0 fr. 50. En tout : 15 fr. 30. — Total : 121 fr. 50. — Total rectifié des listes précédentes : 510 fr. 05. — Total général : 631 fr. 55.

Dépenses : 860 fr.

Reçu pour le journal : J. M., de Gilly, 4 fr. — Béziers : A. H., 0 fr. 50; R. C., 0 fr. 50; A. L., 0 fr. 50; L. V., 0 fr. 25. En tout : 1 fr. 75. — E. N., à La Tremblade, 0 fr. 80. — *Vente de vieux timbres*, 30 fr. — Un camarade, 0 fr. 90. — H. F., 0 fr. 75. — Merci à tous.

M., à Nonancourt. — D., à Verviers. — E. N. — D., à la Haye-Descartes. — B., à Tanger. — B., à Turin. — B., à Genève. — L., à Lyon. — B., à Roubaix. — G., à Cobeyre. — D., à Clamecy. — D., à Oignies. — M., à Nancy. — B., à Mouscron. — L., à Nottingham. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 27 VINGT CENTIMES DU 27 OCTOBRE AU 2 NOVEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Lire, dans notre supplément, la suite des rapports qui devaient être lus au Congrès International antiparlementaire interdit.

Ce numéro, étant double, coûte 20 centimes.

RACES VAINCUES

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* connaissent l'article du prince Iukanthor, *Deux civilisations*, reproduit du *Figaro*. Dans le numéro de la semaine dernière, nous avons donné des extraits de son Mémoire au gouvernement français, ainsi que de la réponse — très à côté — du résident supérieur Ducos. La meilleure preuve que le prince disait vrai, c'est que Ducos a été révoqué. Pour que le gouvernement se soit résolu à donner tort à son représentant, fallait-il qu'Iukanthor eût raison !

Dans cet article et dans ce mémoire, nous faisons bon marché de tous les griefs qui ont trait à des restrictions de la puissance royale ou à des atteintes à la dignité royale. Pourtant ceux-là même sont intéressants, en ce qu'ils nous permettent de nous rendre compte jusqu'où peut aller l'effronterie et l'arbitraire des administrateurs coloniaux. S'ils osent injurier, menacer et voler l'homme le plus en état de protester et de se défendre, le roi, s'ils osent lui mettre des baïonnettes sur la gorge pour lui faire signer un traité, l'enchaîner quand il ne se plie pas à leurs caprices, l'effrayer par des promesses de bagne et lui prendre ses femmes pour leur usage personnel, que ne doivent-ils pas oser envers les simples sujets sans force pour leur résister! Nous savons comment, à Madagascar, les officiers s'y prennent pour s'approprier les terres ou les maisons qui leur plaisent. Les mœurs coloniales sont les mêmes partout.

Sur le leurre de la civilisation européenne — civilisation basée sur l'industrie de la destruction, sur le travail à outrance et la liberté de mourir de faim — Iukanthor a des idées originales, des vues profondes ; ce sauvage raisonne mieux, sur bien des points, que nos prétendants monarchiques ou même démocrates. Où il me semble qu'il s'abuse et qu'il cesse de parler en homme intelligent pour parler en prince, c'est lorsqu'il affirme que son peuple était parfaitement heureux sous l'autorité absolue des rois, ses ancêtres. Je n'en crois rien ; je crois que le peuple cambodgien n'était pas heureux sous l'autorité royale, mais qu'il est encore plus malheureux sous la « protection » des envahisseurs français qui le grugent, qui le méprisent, qui déconcertent par leurs réformes mensongères des habitudes de vie séculaires auxquelles ils ne peuvent rien comprendre, qui, en un mot, n'ont fait que superposer une oppression à une autre.

L'impossibilité d'améliorer le sort et la conscience des individus ou des peuples par des lois, c'est-à-dire par la contrainte, n'apparait nulle part mieux que dans ce qu'on appelle la colonisation.

Le progrès n'est pas une chose qui s'impose. On ne civilise pas les peuples, on n'améliore pas les individus malgré eux ; on les aide à s'améliorer, ou plutôt on leur suggère le désir et le besoin d'un état meilleur.

Puis, il est aussi absurde de s'imaginer que la même forme de civilisation peut convenir à tous les peuples, que de croire que la même façon de vivre peut convenir à tous les habitants d'un pays. Il n'y a pas dans le monde deux tempéraments pareils, deux cerveaux semblables, deux contrées identiques. C'est folie que de vouloir plier tous les individus sous un même code ou sous une même morale, et tous les peuples sous une même civilisation. A des climats différents, à des évolutions historiques différentes, doivent correspondre des conceptions de vie et des coutumes différentes, des états sociaux différents.

Chaque peuple, comme chaque organisme, doit poursuivre son évolution dans la voie qui lui est propre. Qu'on accélère cette transformation souvent trop lente, rien de mieux pour le bien de tous ; mais ce n'est pas en apportant aux autres peuples une civilisation — fût-elle excellente — évoluée *ailleurs*, et qui s'adapte forcément très mal à leurs habitudes, qu'on y parviendra ; on ne réussira ainsi qu'à les arrêter dans leur croissance, à les faire dégénérer, puis disparaître.

Et comment les conquérants pourraient-ils faire le bonheur des peuples conquis? Il faudrait d'abord qu'ils s'installassent chez eux sans aucune arrière-pensée d'avantages personnels, avec la seule intention de travailler à une œuvre de progrès. Est-ce que c'est possible ?

Ce serait possible, si ces hommes venaient d'une civilisation vraiment supérieure, si, vivant eux-mêmes dans l'égalité et la liberté, ils s'avançaient vers leurs frères moins développés, pacifiques et les mains pleines de présents, et capables de leur mettre sous les yeux des exemples d'une vie plus parfaite. Mais nous, qu'allons-nous porter chez eux ? Des coutumes et des lois que nous savons mauvaises, un salariat pire que leur esclavage, une prostitution plus triste que la leur, un militarisme plus forcené que le leur, des superstitions plus bêtes que les leurs ; et c'est pour les contraindre à accepter toutes ces choses dont nous ne voulons plus pour nous, que nous nous ruons sur eux pour les tuer, les voler, les piller.

On s'étonnerait de voir toute colonisation débuter par le banditisme militaire, si l'on ne savait que l'œuvre de civilisation n'est qu'un mauvais prétexte, et que le but réel est le vol, la mise en coupe réglée de territoires vastes et riches.

Depuis plus de six mois, nous avons sous les yeux, dans un coin de l'Exposition, le spectacle de races vaincues, exhibées par leurs vainqueurs, pêle-mêle avec les produits du pays. C'est une chose attachante et triste que de voir ces Arabes, ces Hindous, ces Égyptiens, ces Indo-Chinois, ces Sénégalais, ces Malgaches, à qui des patriotes ont volé leur patrie. Sous les plaisanteries de la foule, faite en majorité d'imbéciles, qui méprise tout ce qui n'est pas vêtu comme elle, sous les sarcasmes de tous ces gens laids et bêtes, à quoi peuvent bien songer ces hommes et ces femmes presque toujours beaux et majestueux ? Ils semblent résignés à la loi du plus fort. Mais ceux parmi nous qui digèrent mal l'injustice, ceux-là songent en les voyant aux atrocités des conquêtes et au mensonge des colonisations ; ils songent aux femmes arabes dont les soldats français coupaient les oreilles pour avoir les lourdes boucles d'argent, et dont ils trouaient le ventre à coups de baïonnettes, ils songent aux prisonniers enterrés jusqu'au cou dans le sable, aux petites négresses dévorées par les fourmis pour servir d'appât aux chasses des officiers, à tous ces pauvres gens qui ne demandent qu'à chanter et qu'à danser, qu'on vole, qu'on torture et qu'on massacre, et ils voudraient pouvoir leur dire toute la sympathie qu'ils ont pour leur malheur, toute la colère qu'ils ressentent contre leurs bourreaux.

René Chaughi.

L'abondance de copie nous force à renvoyer la suite de l'article de Grave : *Préparation de l'avenir*, ainsi que tout le mouvement social étranger.

POUR UN DIFFAMATEUR

Sous le titre : *Moucherons*, dans le *Petit Sou* du 19 octobre, M. Edwards traite les anarchistes de mouchards. Tous, non, il y en a, et il cite quatre noms, avec lesquels on peut discuter, mais, pour les autres, « la proportion est si grande que, lorsqu'on se trouve devant un « compagnon », on ne sait jamais si l'on a affaire à un propagandiste sincère, ou à un délégué de la rue de Jérusalem en service commandé. »

Il y a longtemps que cette façon jésuitique de parler des anarchistes a cours, il serait temps d'en finir. M. Rochefort l'a employée autrefois avec succès ; Guesde et ses amis, les blanquistes aussi, chaque fois qu'ils avaient à parler des anarchistes : « Ce sont des mouchards. » Puis, lorsqu'on rencontrait un de ces Messieurs et

qu'on lui demandait des explications, de répliquer : « Oh! je n'ai pas dit que tous les anarchistes soient des mouchards. Comment, mais vous savez combien je vous estime, je sais qu'il y en a d'autres comme vous, mais vous savez bien vous-même que vous avez des mouchards parmi vous : un tel, un tel, etc. »

Et, comme il y a toujours quelques individus suspects dont on devine bien la besogne, que l'on écarte de soi, mais dont il est impossible de prouver la mouchardise, ces Messieurs continuent à faire courir leurs calomnies.

Tous les partis ont leurs mouchards, et les anarchistes n'en ont pas plus que les autres. Cette accusation n'est qu'une invention de ceux qui, trop piteux pour discuter, préfèrent calomnier et, croyant éviter les gifles qui leur reviennent de droit, ont soin de généraliser leurs attaques tout en se servant des noms qu'ils ne peuvent attaquer pour en salir un peu plus les autres.

M. Edwards aura eu quelque mésaventure à Chalon avec les anarchistes de là-bas. Il se plaint que ceux-ci se soient rendus dans leurs réunions pour les troubler.

Je ne sais ce qui s'y est passé. Peut-être les camarades ont-ils été un peu intolérants, cela peut se produire. Des hommes qui travaillent douze et quatorze heures par jour, qui n'ont pas eu des parents pour leur voler des millions, ou leur laisser les moyens de les voler eux-mêmes, peuvent, parfois, manquer de la courtoisie qui devrait animer le monsieur qui a toutes les facilités de la vie, cela n'en fait pas des mouchards pour cela.

Du reste, il faut croire que ce n'est que depuis qu'il est parti de Chalon que cette opinion est venue à M. Edwards, puisque, d'après une lettre de quelques amis de là-bas, les camarades s'étant présentés chez les socialistes pour demander des explications sur cette calomnie débitée déjà par d'autres, on a nié que cette accusation les visât. M. Edwards s'imagine sans doute que, calomniant à distance, ses oreilles sont à l'abri?

Il pourrait bien se tromper, et je lui conseille, lorsqu'il voudra, une prochaine fois, parler des mouchards anarchistes, de donner des noms, sinon il pourrait bien recevoir les gifles qu'il mériterait en continuant à propager une calomnie.

A chaque instant, depuis quelques mois, nos amis sont tracassés par la police, on va chez leurs concierges, chez leurs patrons. Encore cette semaine, j'ai vu plusieurs amis qui viennent de perdre leur travail par les tracasseries policières. Ce n'est donc pas assez d'être les victimes de cette odieuse institution, sans que l'on vienne encore nous salir avec cela!

Est-ce que les bourgeois et la police sont fatigués de voir les anarchistes se tenir tranquilles? Veulent-ils travailler à ressusciter les haines et les vengeances? On le dirait, à les voir à l'œuvre.

J. Grave.

Pour prouver le jésuitisme de M. Edwards et ses amis, nous détachons ce passage d'une lettre de Chalon :

« Lundi dernier, ici, à la salle Pézerat, il y avait discussion théorique entre le camarade Léo Sivasti et M. Roldes. A l'issue de la réunion, j'ai demandé à la tribune où étaient les calomniateurs qui nous traitaient de mouchards. A l'ébahissement de l'auditoire, non seulement personne n'a bronché, mais les plus influents politiciens soi-disant socialistes sont venus nous affirmer leur amitié et ont dit en public qu'ils nous prenaient pour des camarades sincères.

« Seulement il faut que vous sachiez que ce sont de vrais plats-culs, des politiciens éhontés qui souillent le socialisme au profit de leur ambition d'arrivistes.

« Aux réunions, ils se disent camarades avec nous et, dans leur torchon *l'Union Républicaine* de Mâcon, ils nous diffament et nous calomnient, sous l'anonymat, bien entendu. »

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Enseignement. — Vient de paraître un journal d'enseignement, *l'Action scolaire*, qui, dans son premier numéro, se prétend un organe d'avant-garde. En même temps il déclare vouloir entreprendre la défense de l'enseignement laïque et républicain.

S'il en est ainsi, *l'Action scolaire* n'est et ne restera qu'un organe réactionnaire. L'enseignement « laïque et républicain » qui empoisonne les intelligences de nos enfants de patriotisme, de militarisme et de capitalisme, ne pourra jamais être un enseignement d'avant-garde. Il substitue une religion à une autre, celle du drapeau et du veau d'or.

Un enseignement d'avant-garde sera celui qui s'appliquera à développer l'indépendance et la dignité personnelle des enfants qui lui seront confiés, dans le but d'en faire plus tard des hommes libres et non des « citoyens », quelque républicains et laïcistes soient-ils.

M. Homais aussi était anticlérical et républicain. Son esprit était-il plus indépendant et plus libre de préjugés que celui du premier dévot venu?

⁂

L'an dernier, on avait obtenu du ministre du commerce que les langues vivantes fussent enseignées aux élèves des arts et métiers. Il semblait logique que ces élèves, dont un grand nombre fournissent des mécaniciens à la flotte, fussent en mesure de se faire comprendre à l'étranger, au cours de leurs croisières.

La promesse du ministre n'a pas été tenue. Ses bureaucrates ont pris sur eux de maintenir l'état de choses existant précédemment. Comme on en demandait la raison, il fut répondu que l'enseignement des langues vivantes est un luxe.

Si l'on se rappelle que les écoles des arts et métiers sont des écoles pour les enfants du peuple, on comprendra la portée de la réponse. La science est réservée aux classes dirigeantes, tout comme au temps des Aryas-brahmes.

⁂

Capitalisme. — Cette année, les récoltes de fruits et particulièrement du raisin ont été très abondantes. On devait avoir du vin en quantité. En telle quantité même que les cultivateurs voient avec effroi la production s'accroître dans une proportion telle qu'elle dépasse déjà la consommation, et que, dans un avenir prochain, la première sera presque double de la deuxième. D'où abaissement forcé des prix.

Or l'on sait que dans le cas d'avilissement des prix, les capitalistes, qui produisent non pour satisfaire aux besoins de la consommation, mais pour gagner de l'argent, ont recours à un procédé fort simple : ils détruisent pour amener une rareté relative.

Aussi a-t-on vu, cet été, des quantités considérables de fruits pourrir sur les arbres— avec défense au passant d'y toucher, bien entendu. — aussi encore, dans certaines contrées vinicoles, a-t-on accueilli comme un bienfait ce qui, en temps ordinaire, est considéré comme une calamité : la pluie, l'inondation, la pourriture envahissant des vignobles entiers, etc.

Quelle belle société que celle où l'on craint l'abondance comme un fléau!

André Girard.

⁂

L'argent des autres. — Il a plu au journal *le Matin* d'envoyer M. Paul Blanchet en mission dans l'Adrar, pour une entreprise industrielle (chemin de fer transsaharien). A son retour, au moment de s'embarquer pour la France, M. Paul Blanchet est mort de la fièvre jaune, à Dakar. Il avait 30 ans, il laisse une veuve : cette mort est triste à tous les points de vue, et le *Matin* a raison de verser des larmes. Seulement, où le *Matin* nous semble se moquer un peu du monde, c'est quand il propose qu'une pension soit faite aux héritiers de Blanchet... par le *Matin*?... non, par l'Etat, par nous qui n'étions pour rien dans cette affaire et qui coudoyons tous les jours des veuves et des orphelins de travailleurs tués à la tâche et que nul ne songe à pensionner.

⁂

Militarisme. — Dans un café d'Arras, à l'heure de la fermeture, tous les clients sortent, sauf un, un officier, qui déclare au patron qu'il partira quand bon lui semblera. Un agent est requis; l'officier l'injurie et le menace. Puis il frappe le patron à coups de poing dans la figure, et frappe sa sœur à coups de pied. — Les bêtes dangereuses, ordinairement ça se met en cage.

Il y a deux ans, un soldat mourait au régiment, ayant sur lui 57 fr. 40. Depuis deux ans, sa mère réclame en vain la restitution de cette somme.

Le général Frey, commandant la brigade d'infanterie de marine en Chine, a demandé à être remplacé et à rentrer en France, parce qu'il était fatigué. On le lui a accordé aussitôt. S'informe-t-on si les soldats sont fatigués? Non, on les envoie à la guerre pour se faire tuer, et tant qu'ils ne se sont pas fait tuer, ils n'ont rien à dire. Si seulement les chefs tenaient autant à la peau de leurs hommes qu'à la leur!

R. Ch.

⁂

Alais. — Baudin est venu nous voir. Le ministre a distribué des médailles de chocolat à un grand nombre d'imbéciles, notamment à un vieil abruti qui s'est épuisé pendant cinquante-quatre ans à enrichir les actionnaires de la Compagnie de Bessèges; qui est très fier, lui, de cette distinction plutôt dégradante, en tous cas ridicule.

Le pauvre homme s'est esquinté un demi-siècle pour nourrir un tas de fainéants, et il ne lui reste pour toute perspective pour ses vieux jours que la prison ou l'hôpital!

Cré nom de Dieu! que le peuple est bête!

Th. L.

⁂

Montceau-les-Mines. — Lundi 15 octobre a eu lieu, salle Pézerat, une importante réunion contradictoire entre le camarade Léo Sivasti et le citoyen Maxence Roldes.

Le premier a, pendant deux heures, expliqué pourquoi il était anarchiste, ce qu'il entendait par anarchie et quels moyens il comptait employer pour arriver à la société future.

Le second, au lieu de répondre théoriquement, comme tout le monde s'y attendait, a répondu qu'il ne fallait pas se contenter de rêver, mais qu'il fallait s'organiser pour envoyer de bons députés ouvriers à la place des bourgeois (mais alors, citoyen Roldes, vous n'y serez jamais avec votre travail intellectuel!).

Puis ensuite il fait l'apologie des anarchistes italiens en débinant les anarchistes français, ce qui lui vaut des interruptions.

Le sieur Edwards, qui s'était bombardé président, a amusé, sans le vouloir, la galerie à ses dépens.

Les journaux régionaux prétendent qu'un ordre du jour « approuvant les théories socialistes de Maxence Roldes (oh! combien!) a été voté à l'unanimité, moins dix voix ».

Lever la main ou la jambe à la lecture d'un ordre du jour ne fait guère de propagande, mais je tiens à dire qu'à la contre-épreuve nous étions plus de la moitié qui ont crié : « Vive l'anarchie! »

⁂

Le lendemain, réunion à Montchanin, salle Saunier.

Les différents orateurs, Roldes, Edwards se passent réciproquement de la pommade dans les cheveux en débinant Jaurès, Millerand et consorts.

Maxence Roldes engage les électeurs à demander aux candidats qui viendront mendier leurs torchons électoraux le cachet de garantie de la rue Portefoin.

Deux camarades des Jeunesses révolutionnaires font le procès de l'armée et l'un d'eux tombe à bras raccourcis sur les politiciens.

Edwards applaudit, mais on voit qu'il a été piqué.

⁂

Dimanche dernier, 21 courant, a eu lieu à Montceau, salle Pézerat, une réunion de la Jeunesse révolutionnaire.

Un camarade a démontré ce que valent les écoles laïques.

Un second a fait le procès de l'armée et un troisième a fouaillé les politiciens comme ils le méritaient.

La réunion s'est terminée au cri de : « Vive la Révolution! »

B. Broutchoux.

⁂

Mouvement ouvrier : A Chalon. — Comme je l'avais prévu, les gendarmes assassins ont été ac-

quittés — par ordre — tout comme ils avaient tiré. Millerand, du reste, n'avait fait engager ces poursuites que pour permettre aux socialos radicaux ministériels de se défendre de leurs attaches au congrès socialiste!

La presse quotidienne a donné un résumé des débats. Avocat général, président, etc., tous plus ou moins galonnés, étaient manifestement en faveur des prétendus inculpés. Les « émeutiers », pour employer l'expression du président, qui, eux, ont payé de leur vie, étaient les seuls coupables, et il s'en est fallu de peu qu'ils n'aient été accusés de s'être tués entre eux.

Les gendarmes ont été soi-disant visés à bout portant, et, chose étrange, pas un n'a été atteint tandis que les travailleurs étaient tués net.

Une sélection avait été soigneusement faite parmi les témoins, et ceux dont on redoutait une déposition accablante pour les gendarmes avaient été soigneusement tenus à l'écart. Les quelques témoins appelés n'avaient rien vu, ce qui était simple et facilitait la tâche du défenseur!

L'attentat avait bel et bien été prémédité et une partie des gendarmes avaient fait de copieuses libations l'après-midi même au cercle des officiers. Les quelques témoins avaient été circonvenus pour la plupart, à tel point que le père d'une des victimes engageait les autres témoins à déclarer comme lui qu'ils n'avaient rien vu.

Un détail pour finir. Un des gendarmes légèrement blessé à la figure et mort depuis, soi-disant des suites de sa blessure, s'est en réalité noyé dans la Grône pendant une partie de pêche.

Tout était à peu près à l'avenant dans ce procès. Les champions de la « Justice » et de la Vérité se taisent ou à peu près comme de bien entendu, et Jaurès pontifie que si de pareils crimes sont encore possibles avec un socialiste au pouvoir, cela serait complètement impossible en gouvernement socialiste. Le sauteur de l'union ne trouve pas autre chose à dire.

Millerand règne, qu'importent trois cadavres de prolétaires? Encore quelques coups comme cela, et peut-être les exploités s'apercevront-ils enfin qu'à changer de maîtres l'on ne change pas de procédés et qu'entre l'assassin Constans de Fourmies et Millerand de Chalon il n'y a pas de différence.

⁂

Les lois ouvrières. — La loi Millerand-Colliard sur le travail des femmes et des enfants, l'un des plus grands progrès sociaux suivant l'évangile Jauréssiste, continue à mécontenter un peu partout les travailleurs. C'est ainsi qu'à Calais les ouvriers tullistes protestent.

Au lieu de travailler toutes les vingt-quatre heures deux périodes de cinq heures, ce qui n'est déjà pas mal, les patrons exigent une présence de onze heures consécutives, sans aucun arrêt. Les ouvriers bonasses ont essayé pendant une semaine, mais se refusent à continuer.

Voici, à ce propos, quelques extraits de l'affiche apposée par le syndicat des tullistes :

« Vous tous qui, depuis huit jours, avez travaillé sous le joug de la nouvelle loi que quelques politiciens ont fait appliquer à Calais, vous avez commencé à en ressentir les mauvais effets.

« Les ouvriers qui travaillent seuls sur un métier ont dû aussi sentir les effets funestes de la convention, car ils sont obligés de se lever le matin, à 3 heures, pour venir travailler jusqu'à 1 heure de l'après-midi, travaillant de cette façon la nuit pour se promener le jour.

« Et voilà ce qu'on ose appeler un « progrès social ».

« Ce soir, jour de paye, nous allons tous rentrer chez nous avec des diminutions de 20 à 25 francs sur notre semaine ordinaire.

« Non! nous ne pouvons tolérer qu'une loi aussi idiote nous soit encore appliquée pendant trois mois ; nous voulons la loi des vingt heures, divisées en quatre quarts pour deux ouvriers, avec arrêt forcé de la machine de minuit à 4 heures du matin.

« C'est notre désir à tous, depuis plusieurs années, et maintenant que l'occasion se présente, nous ne devons pas la laisser échapper.

« Que les politiciens restent à leurs plans machiavéliques, mais nous, ouvriers, voyons, avant tout, notre intérêt corporatif et le pain de nos femmes et de nos enfants. »

La *Petite République* et autres journaux socialo-ministériels se dispensent, comme de juste, de publier ce manifeste de véritables travailleurs lésés dans leurs intérêts et dans leur santé par des lois sociales aussi bonnes.

La grève est déclarée dans plusieurs usines, mais tous ces gens-là s'en moquent, ce n'est pas eux qui auront à se serrer le ventre.

⁂

L'État patron. — Dans leurs discours, Waldeck et son copain Millerand sont pleins de sollicitude pour les syndicats ouvriers. Les bons conseils à patrons et travailleurs affluent. Mais il n'en est plus de même lorsque le patron est représenté par l'État sous le contrôle de ces mêmes ministres. Les ouvriers n'ont plus alors le droit de s'organiser en syndicats. Témoin ce qui se passe chez les ouvriers allumettiers dont j'ai déjà parlé la semaine dernière.

Voici les faits :

Une affiche, apposée hier matin dans les cours de la manufacture de Pantin, invitant les membres du bureau de la Fédération à se réunir dans la soirée, fut lacérée et arrachée par ordre du directeur.

Devant cet acte, qui semblait une véritable déclaration de guerre à l'organisation syndicale, une délégation fut envoyée auprès de M. Bloch, directeur, avec mission de lui demander des explications.

M. Bloch, après avoir entendu les doléances de la délégation, excipa d'une communication signée de M. Jacquin, directeur général, et de M. Caillaux, ministre des finances, interdisant aux agents des manufactures de l'État d'exercer dans les ateliers aucun mandat syndical.

Et voilà. Les ouvriers de la manufacture de Pantin en ont référé à leur fédération dans le but de faire déclarer une grève générale de la corporation.

Tout cela promet fort en faveur d'une société collectiviste où l'État serait le producteur et le dispensateur de toutes les richesses.

Quel bagne ces gens-là veulent-ils nous préparer?

⁂

Les grèves. — A Pont-de-l'Arche, un petit pays normand, les exploités semblent avoir souffert assez longtemps et malgré la misère résistent toujours.

Comme partout, la liberté représentée en l'occurrence par les gendarmes est assurée. Des patrouilles parcourent la petite ville. Quoique cela, les grévistes ne se laissent pas trop intimider. Ils parcourent la ville en chantant la *Carmagnole* et l'*Internationale*.

Les femmes se sont rendues à la mairie pour demander du pain.

A plusieurs reprises, les grévistes ont tenté de pénétrer par la force dans les établissements Ouin et Prieur. Des vitres ont seulement été brisées, la gendarmerie étant arrivée. Les ateliers sont gardés militairement.

Un petit Chalon ne pourrait que consolider un peu plus le ministère. Millerand s'en charge.

A Toulouse, grève des ouvriers boulangers. Le maire, radical-socialiste, s. v. p.! a mis des soldats à la disposition des patrons pour remplacer les grévistes, qui protestent; comme si l'armée en temps de paix avait un autre but! A force de provocations, les travailleurs s'en apercevront peut-être.

A Annonay, grève des charretiers qui, malgré les gendarmes, ont empêché le chargement des voitures.

A Maisons-Alfort, grève d'ouvriers fondeurs. A Bordeaux, grève des garçons navigateurs.

P. Delesalle.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Œuvre des « *Journaux pour Tous* ». — La presse de réaction pénètre presque seule dans les campagnes, tandis que beaucoup de journaux socialistes et libertaires y sont inconnus. Nous rappelons à nos lecteurs que l'Œuvre des « *Journaux pour Tous* », 17, rue Cujas, se tient à leur disposition pour leur donner l'adresse de citoyens pauvres des campagnes qui seraient heureux de recevoir pendant quelque temps leur journal une fois lu. Il leur en coûtera chaque jour un timbre de 2 centimes, et la peine de mettre une bande et une adresse. En agissant ainsi, ils feront vraiment œuvre utile de propagande socialiste.

Écrire pour plus amples renseignements au secrétaire de l'Œuvre des « *Journaux pour Tous* », 17, rue Cujas (Ve arrondissement).

⁂

Théâtre social (Maison du Peuple de Paris, 47, rue Ramey, 4, impasse Pers). — Dimanche 28 octobre 1900, à 2 heures précises et 8 heures 1/2 précises du soir, et jeudi 1er novembre 1900, à 8 heures 1/2 précises, premières représentations de *Vers un Monde nouveau* (Société. — 1re partie), comédie dramatique et libertaire en 4 actes et en vers de Georges Bargas, le poète libertaire toulousain (interdit par la censure).

Vestiaire obligatoire : 1res, 1 franc; 2es, 50 centimes.

On trouve des invitations aux *Temps Nouveaux*.

⁂

Les Egaux du XVIIe, 85, rue de Courcelles. — Samedi soir 27 octobre, à 8 h. 1/2, les camarades sont invités à venir s'entendre pour la prise du nouveau local. — Urgence.

⁂

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du 27 octobre 1900. Sujet traité : Fitsch, La Coopération.

31 octobre. — Dr Marcel Sée, causerie sur un sujet scientifique.

⁂

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 20 octobre. — L'Evolution des idées anarchistes.

Mercredi 24 octobre. — Analyse des livres reçus : *La Revue Blanche* (du 15 juin au 1er octobre).

Samedi 27 octobre. — F. R. Buttery : L'Education par l'individu et par le groupe.

⁂

Groupe communiste libertaire du XIVe arrondissement. — Réunion tous les vendredis, à 8 h. 1/2 du soir, salle Leborgne, 36, rue Vandamme (Groupe d'études et d'action sociale). Tous les libertaires du XIVe arrondissement ainsi que leurs compagnes sont invités.

Prochainement, études sur le Congrès ouvrier antiparlementaire interdit. — Le 25 : Déclaration de G. Etiévant, études et critiques.

⁂

Le camarade Léo Sivasty prie les camarades qui désireraient organiser des conférences de lui écrire « Poste restante, Montceau-les-Mines, Saône-et-Loire ».

Il prie tout particulièrement les camarades de l'Yonne et de la Nièvre de se mettre en relation avec lui le plus tôt possible.

⁂

Saint-Nazaire. — Les camarades se réunissent tous les dimanches, à 3 heures, au café du Jardin, chez Léon Guillemet.

⁂

Montceau-les-Mines. — Lettre ouverte à M. Alfred Edwards, directeur du *Petit Sou*, chevalier de la Légion d'honneur et capitaliste.

En lisant le *Petit Sou* daté du 19 octobre, j'y remarque un article intitulé : « Moucherons » adressé aux anarchistes de Montceau et d'ailleurs. Vous avez cru étouffer notre propagande, c'est le contraire qui se produira. Malgré votre désir de détourner le mouvement révolutionnaire de son vrai chemin, vous n'y arriverez pas, surtout par les plus basses calomnies lancées à l'adresse des anarchistes, les seuls socialistes, comme il a été dit à la conférence contradictoire de Sivasti et Holdes.

Vous semblez ignorer que ces derniers acceptent l'étiquette d'anarchistes pour se distinguer des bourgeois soi-disant révolutionnaires et des politiciens de toute sorte qui se disent socialistes. Heureusement que les travailleurs commencent à voir clair, et savent à quoi s'en tenir.

« Vous reprochez aux anarchistes de souffler la haine et la discorde. » Eh bien! Monsieur Edwards, sachez que, malgré les excréments que vous déversez dans votre torchon, les anarchistes et tous les hommes de cœur et d'énergie continueront à mettre les travailleurs en garde contre vous et tous les papillons de la politique.

Bientôt le peuple saura se débarrasser de tous les parasites sous quelque étiquette qu'ils se présentent.

A bon entendeur, salut.

François Guillon, anarchiste.

⁂

Verviers. — Groupe de propagande par la brochure à distribuer. Réunion privée des copains tous les dimanches. A seule fin de faciliter notre beso-

gue, des listes de souscription permanentes seront à la disposition des volontaires. Pour tout ce qui concerne le groupe, écrire dans petite correspondance aux *Temps Nouveaux*. Nous espérons que les journaux libertaires reproduiront cette communication.

∴

MACON. — Samedi 27 octobre, à 8 heures du soir, salle de l'Alcazar, rue Rambuteau, grande conférence publique et contradictoire par Léo Sivastf. Sujet traité : Où en sommes-nous ?...

Entrée : 50 centimes ; gratuite pour les dames.

∴

VALRÉAS. — La section valréassienne de la Ligue des Droits de l'homme et du citoyen, comprenant son rôle de lutter contre toutes les injustices et les attentats à la libre discussion, regrette que le gouvernement ait empêché, au dernier instant, le Congrès ouvrier international révolutionnaire qui devait se tenir les 19, 20, 21, 22 et 23 septembre, à Paris.

Le groupe de la Jeunesse socialiste, réuni en assemblée générale, le 8 octobre 1900, à son siège, blâme énergiquement le gouvernement d'avoir interdit le Congrès ouvrier international révolutionnaire (5 voix de majorité);

Et blâme surtout surtout le socialiste Millerand de rester dans un cabinet qui prend des mesures si contraires à la liberté (à une voix de majorité).

∴

BRUXELLES (Belgique). — Lundi 29 octobre, à 8 h. 1/2, conférence publique et contradictoire, à la Mutualité, rue aux Pierres. Sujet : Le Mouvement corporatif. Orateur : Flaustier.

SOUVRET (Belgique). — Le jeudi 1er novembre, à 4 heures, conférence publique, à la Maison du Peuple. Sujet : Le Crépuscule des Dieux. Orateur : Flaustier.

FELUY-ARQUENNES (Belgique). — Le dimanche 4 novembre, à 3 h. 1/2, conférence publique à la Maison du Peuple, par Flaustier. Sujet : Dogme et Science.

NOTRE CONFÉRENCE

Elle a eu lieu samedi. Le camarade Courtois a vivement intéressé le public, qui était venu nombreux à notre réunion, en lui racontant les péripéties de son voyage aux Iles du Salut, et les renseignements qu'il avait recueillis sur le massacre organisé par l'administration.

Vu l'heure avancée à laquelle il a fini, le camarade Paraf-Javal a dû renoncer à la parole. Mais sa conférence ne sera pas perdue, nous organiserons pour bientôt une nouvelle réunion.

Le tirage des lots a eu lieu ensuite. En voici le résultat :

1. Une peinture de Martignon, gagnée par le nº **180**. — 2. Une aquarelle de Hofmann, par le **209**. — 3. Un lot de 3 volumes, par le **943**. — 4. 2 volumes anglais de la collection Tauchnitz, par le **345**. — 5. Un tapis, par le **772**. — 6. Une boîte de bonbons, par le **912**. — 7. Un cadre (triptyque) pour photographies, par le **895**. — 8. Un pastel (encadré) de B., par le **347**. — 9. Nœud de cravate pour dame, par le **143**. — 10. Une paire de chaussons au crochet pour enfant, par le **499**. — 11. Une chemise de nuit pour enfant, par le **500**. — 12. 5 paires de chaussettes, par le **55**. — 13. Un petit sac à main, par le **490**. — 14. Deux volumes, par le **585**. — 15. Idem, par le **26**. — 16. Une peinture, par le **952**. — 17. Une calotte et un béret, par le **252**. — 18. Embrasses à boules pour rideaux, par le **935**. — 19. Broche et chaîne, par le **763**. — 20. Broche, par le **741**. — 21. Broche et boutons de manchettes, par le **789**. — 22. Une paire chaussons et bonnet (au crochet) pour enfant, par le **169**. — 23. Une salière, épingle et broche, par le **186**. — 24. Châtelaine, broche, épingle, par le **128**. — 25. Photographies, broche, épingle, par le **298**. — 26. Idem, par le **111**. — 27. Dessin de Delannoy, par le **562**. — 28. Chaussures pour dame, par le **1155**. — 29. Pipe, épingle, broche, par le **50**. — 30. Un nœud de cravate pour dame, par le **296**. — 31. Pipe, boucles d'oreilles et broche, par le **935**. — 32. Pipe, broche et épingle, par le **436**. — 33. Deux eaux-fortes de Paraf-Javal, par le **291**. — 34. Trois flacons d'extrait de quinquina, par le **394**. — 35. Chaussons au crochet pour enfant, par le **888**. — 36. Sac de voyage, par le **74**. — 37. Une peinture de Hénault, par le **269**. — 38. Une jumelle, par le **1152**. — 39. Quatre clichés positifs pour vitraux, par le **539**. — 40. Broderie au crochet, par le **226**. — 41. Portraits de Most et de Marat, deux aquarelles de camarades d'Amérique, par le **120**. — 42. Deux pièces d'ajustage en bois, travail de menuiserie, par le **256**. — 43. Pot à crème en métal, par le **329**. — 44. Une paire de souliers pour dames, par le **401**. — 45. Un dessin de Hofmann, par le **778**. — 46. Deux volumes, par le **691**. — 47. Idem, par le **660**. — 48. Un revolver, par le **278**. — 49. Deux couteaux à huîtres, un tapis de table, par le **61**. — 50. Deux cols marins en étamine, par le **735**. — 51. Deux boîtes de vaseline et quatre paquets de malt, par le **1**. — 52. Un tapis de table, une corde à sauter et montre jouet, par le **621**. — 53. Une peinture de Nizza, par le **161**. — 54. Une pièce de bourrelets, par le **1177**. — 55. Deux boîtes vaseline et quatre paquets de malt, par le **316**. — 56. Idem, par le **82**. — 57. Un nœud de cravate pour dame, par le **819**. — 58. Deux volumes, par le **272**. — 59. Idem, par le **221**.

60. Une peinture, par le **692**. — 61. Deux volumes, par le **131**. — 62. Un flacon à sels, par le **664**. — 63. Un petit revolver, par le **299**. — 64. Deux volumes, par le **959**. — 65. Deux amies, eau-forte, par le **937**. — 66. Une mauvaise plaisanterie, eau-forte, par le **360**. — 67. Deux couteaux à huîtres, par le **920**. — 68. Un volume, par le **203**. — 69. Un volume broché, vues d'Hawaï, par le **265**. — 70. Une lithographie de Maurin, par le **984**. — 71. Un porte-parapluie, par le **24**. — 72. Une gouache de Daumont, par le **220**. — 73. Un dessin de Lyon, par le **112**. — 74. Une nappe à thé, par le **266**. — 75. Une peinture de L. Bochard, par le **957**. — 76. Une lithographie de Mme Daumont, par le **352**. — 77. Une eau-forte de Daumont, par le **114**. — 78. Une pelote, par le **911**. — 79. Un revolver, par le **267**. — 80. Une théière en métal, par le **715**. — 81. La Fontaine, eau-forte, par le **389**. — 82. Un dessin de Hermann-Paul, par le **336**. — 83. Une bouteille cognac Martell, par le **769**. — 84. Un litre de marc, par le **11**. — 85. Un volume, brochures, par le **91**. — 86. Un dessin de Bonnard, par le **191**. — 87. Un dessin de Delannoy, par le **1191**. — 88. Un dessin de Comin'Ache, par le **780**. — 89. Une peinture, par le **595**. — 90. Un bébé, par le **718**. — 91. Une bouteille de cognac, par le **23**. — 92. Une paire de vases, par le **452**. — 93. Huit paquets de malt, par le **1122**. — 94. Idem, par le **475**. — 95. Idem, par le **37**. — 96. Une collection des *Temps Nouveaux*, par le **311**. — 97. Quinze de nos lithos, par le **67**. — 98. Une dentelle au crochet, par le **596**. — 99. Une corbeille à pain, par le **119**. — 100. Six cartes postales illustrées par Couturier, par le **174**. — 101. Un accouchement à faire, dans le périmètre de Paris, par un docteur, par le **835**. — 102. Un costume de jeune fille, par le **659**. — 103. Un maillot et quatre paires bas enfant, par le **858**. — 104. Six verres Jacques Cœur nº 2 guillochés, par le **251**. — 105. Un demi-service en porcelaine décorée, par le **307**. — 106. Un déjeuner en porcelaine décorée, par le **196**. — 107. Un accouchement à faire dans l'enceinte de Paris et une layette complète, par Mme Palmgren, sage femme, 12, rue Surcouf, par le **435**. — 108. Trois volumes de la *Bibliothèque de l'Œuvre internationale*, offerts par Zeppa, par **994**. 109. Un abonnement d'un an à la *Revue franco-allemande*, par le **901**. — 110. Idem, par le **362**. — 111. Idem, par le **325**. — 112. Une collection de l'année 1899 de la *Revue franco-allemande*, par le **580**. — 113. Idem, par le **65**. — 114. Idem, par le **477**. — 115. Idem, par le **288**. — 116. Idem, par le **273**. — 117. Un melon, par le camarade Ferr[...] par le **205**. — 118. Une bourse au crochet, p[...] **717**. — 119. Un bracelet jonc argent, don de C[...] par le **240**.

120. Un volume, par le **444**. — 121. Une bro[...] fantaisie, par le **641**. — 122. Une bouteille de ch[...]pagne, par le **198**. — 123. Une photographie, [...] des *Chutes du Niagara*, par le **315**. — 124. Un p[...] fût de cidre, par le **159**. — 125. Idem, par le **61**[...] — 126. Deux trousses de voyage, par le **1147**. [...] 127. Un jouet d'enfant, par le **723**. — 128. Ide[...] par le **271**. — 129. Souliers, bas, et tricot en lai[...] pour enfant, par le **367**. — 130. Un lot de cart[...] postales, vues de Gand, par le **587**. — 131. Idem[...] types russes, par le **225**. — 132. Un lot de volume[...] par le **189**. — 133. Deux peignes donnés par D[...]mès, par le **282**. — 134. Deux mouchoirs brodés[...] par le **851**. — 135. Cinq francs de volumes, par l[...] **239**. — 136. Pâtisseries d'Alsace, par le **771**. — 137. Idem, par le **483**. — 138. Huit kilogrammes de pain, par le **117**. — 139. Photographie, par le **258**. — 140. Un volume, par le **415**. — 141. Un bracelet, par le **261**. — 142. Statuette donnée par les *Trimardeurs*, par le **894**.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Livre des Mille et une Nuits, tome VI, 7 fr., traduction Mardrus, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Les Mimes d'Hérondas, traduction Pierre Quillard ; 1 vol., 2 fr., au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

Patriottismo e Governo, par L. Tolstoï ; 10 centesimi, chez Bertoni, 6, rue des Savoises.

Controversia catolico-socialista, Libreria del Pueblo, calle Charcas, 1575, Buenos-Ayres.

PETITE CORRESPONDANCE

J. M. — *L'Oasis d'Amour* trop théorie pour aller dans le supplément. Pas assez théorie pour le journal.

G. P. — Le numéro est un peu défraîchi, mais n'avons que celui-là.

Béranger, Roubaix. — Pouvez-vous nous envoyer quelques cents de *Peste* en échange de notre dernière brochure ?

Germinal. — Vous voyez que nous avons déjà pas mal de place prise au sujet du Monsieur.

R., à Toulon. — *La Commune* pas encore réimprimée.

Reçu pour l'impression des rapports : Moitié de la vente à Paris du nº 24, 61 fr. 45. — L. M., 5 fr. — Nancy : F. Plinatte, 0 fr. 20 ; J. Plinatte, 0 fr. 20 ; Lustemberg, 0 fr. 50 ; Thierry, 0 fr. 25. En tout : 1 fr. 15. — A. G., à Vienne, 0 fr. 60. — P., à Saumur, 5 fr. — Ther., 0 fr. 50. — J. E., à Daumazan, 2 fr. — Union syndicale du bronze, 5 fr. — Trélazé : L. Menard, 1 fr. ; F. Lebreton, 1 fr. ; Lemaître, 0 fr. 50 ; Barbot, 0 fr. 25 ; Delbeau, 0 fr. 25. En tout : 3 fr. — Valréas : Cherfils, 1 fr. ; X., 0 fr. 25 ; Saboteus, 0 fr. 50 ; Chambon, 0 fr. 50 ; P. Blache, 0 fr. 50 ; Estève Léo, 0 fr. 50 ; E. Pugnen fils, 0 fr. 50 ; P. Butillon, 0 fr. 50 ; Coq Célestin, 0 fr. 50 ; Andréa T., 0 fr. 25 ; Hauw, 0 fr. 50 ; Marcellin, 0 fr. 50 ; Durand Marius, 0 fr. 50 ; Jeanbart, 0 fr. 50 ; XXX, 0 fr. 50 ; E. Weis, 0 fr. 50 ; A. Theyrras, 0 fr. 25 ; Durle, 0 fr. 25 ; P. Gilles, 0 fr. 25 ; Lagier Louis, 0 fr. 25. En tout : 9 fr. 50. — F. à Entraygues, 0 fr. 50. — Total : 93 fr. 70. — Listes précédentes : 625 fr. 50. — Total général : 725 fr. 25.

Dépenses : 1.075 francs.

Reçu pour la brochure à distribuer : V., 0 fr. 50.

Reçu pour l'École libertaire : V., 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : A. M., 0 fr. 50. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 60. — R., à Warigny, 2 fr. — H. R., 2 fr. 70. — Excédent, 0 fr. 25. — Auguste Duchaigne, 1 fr. 25. — Ther., 0 fr. 50. — Deux camarades ariégeois, 0 fr. 85. — R., à Toulon, 1 fr. 50. — Libertaires de Dijon, 2 fr. 10. — V., 1 fr. ; Aragon, 0 fr. 80 ; Galidrier, 1 fr. En tout : 2 fr. 80. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 50. — Merci à tous.

M., à Nonancourt. — J. L., à Spring-Valley. — A. de N., à Porto-Santo. — D., à Montpellier. — R. J., à Grivegnée. — N., à La Tremblade. — B., à Rouen. — G., à Montceau. — M., à St-Nazaire. — A. S., à Marseille. — M., à Nancy. — L., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 28 — VINGT CENTIMES — DU 3 NOVEMBRE AU 9 NOVEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Lire, dans notre supplément, la suite des rapports qui devaient être lus au Congrès International antiparlementaire interdit.

Ce numéro, étant double, coûte 20 centimes.

UN MINISTÈRE DE POLICE

Encore deux nouveaux faits que l'on nous signale. Un camarade, dépisté comme anarchiste, a vu sa mère chassée de sa place de concierge, à la suite des manœuvres de la police.

Un autre avait trouvé, après un long chômage, du travail chez un marchand de vin : aussitôt les visites de policiers d'affluer chez le patron qui, en fin de compte, fut appelé chez le commissaire où on lui dit qu'il avait chez lui un anarchiste, que cela lui amènerait des inconvénients, etc.

Le commissaire aurait même ajouté : « Il va y avoir des grèves cet hiver, et les anarchistes vont « trinquer dur. » Résultat : l'ouvrier mis sur le pavé.

Il y a là une intention évidente de provoquer les colères ; car, d'autre part, nous apprenons de bonne source que des fonds spéciaux viennent d'être affectés, par la police, à soudoyer une besogne interlope parmi les anarchistes. Aux camarades à ouvrir l'œil.

Il ne faut pas beaucoup de pratique des groupes pour dépister les bêtes puantes de la préfecture. Et puisque MM. Millerand et Waldeck, pour satisfaire les rancunes de leurs amis et alliés, ne se contentent pas de solder la police, ce qui les met déjà sur le pied d'égalité avec ceux qu'ils soudoient, et désirent aller encore en dessous, en les poussant à des besognes malpropres; puisqu'il est à peu près impossible de s'attaquer aux véritables fauteurs, ceux qui commandent, tant pis pour ceux qui, pour un salaire dérisoire, se prêtent aux besognes malpropres : qu'une correction soignée, dont ils puissent se souvenir longtemps, leur soit appliquée dans un coin, en douceur. On arrivera peut-être à se garer de ces bêtes malfaisantes, en les dégoûtant du métier.

Pour nous, autant que possible, nous épluchons le mieux possible les convocations qui nous sont envoyées, mais n'ayant pas le don d'ubiquité, il nous est impossible d'aller partout et de connaître tout le monde. Jusqu'à présent, nous avons été assez coulants pour les insertions. Dorénavant, toute convocation qui nous parviendra, et qui ne sera pas signée d'un nom connu et bien connu de nous, ne sera pas insérée.

Faisons un peu le nettoyage autour de nous, de façon que lorsque les calomniateurs voudront continuer leur besogne, on puisse leur appliquer le traitement qu'ils méritent.

J. Grave.

P. S. — Mon article était déjà à l'imprimerie que les journaux m'apportaient la nouvelle de l'extradition de Sipido.

Quelques timides protestations dans les journaux... et c'est tout. La *Ligue des Droits de l'homme* reste inerte. L'affaire Dreyfus a épuisé toutes les vitalités, il faut croire.

Si nous n'étions pas dignes du gouvernement de policiers qui nous régit, ç'aurait été le cas, pour ceux qui ont un peu d'autorité sur l'opinion publique, de se remuer, d'organiser des meetings de protestation, de s'affirmer, de faire quelque chose, d'essayer d'émouvoir cette opinion publique qui laisse passer toutes les saletés sans protester. Rien ! rien !

N'y aura-t-il donc pas un groupe d'hommes, parmi ceux qui se disent éclairés, qui prétendent vouloir travailler à l'émancipation individuelle, pour reprendre la besogne de la *Ligue des Droits de l'homme* défaillante et prendre en main, à chaque fois qu'un déni de justice s'accomplit, la cause du ou des spoliés, en organisant meetings, protestations ; pour se rendre auprès de tous ceux qui peuvent avoir quelque influence, et les forcer à agir ?

S'il ne se fait rien, si on ne bouge pas, c'est que la population et ses leaders ne valent pas mieux que les gouvernants qu'ils subissent, et qu'en fin de compte nous n'aurons que ce que nous méritons, du jour où l'Etat et la police se seront immiscés jusque dans nos relations les plus intimes.

J. G.

LA PRÉPARATION DE L'AVENIR

II

Les associations coopératives ont rendu ce qu'en attendent leurs adhérents. Tous les travailleurs se sont formés en associations de production et de consommation. — Ces associations ne se font pas concurrence entre elles, et se répartissent le marché. — Les diminutions qu'elles ont opérées sur leurs produits, n'ont pas entamé les salaires ; les bénéfices réalisés par la suppression des intermédiaires l'ont permis largement, et cette baisse de prix est un avantage réel pour le consommateur qui ne lèse nullement le producteur. Quel changement cela aura-t-il apporté aux travailleurs?

Il nous faut, pour cela, étudier le fonctionnement du salariat, et ses effets.

Pour celui qui se contente d'une amélioration, elle existe, cela est certain. Mais pour ceux qui, comme nous, veulent le développement intégral de l'individu, l'amélioration ne les satisfait pas. Nous voulons davantage.

Le vice fondamental de l'organisation capitaliste, c'est que l'on produit, non pour satisfaire aux besoins de la consommation, mais pour « réaliser des bénéfices ».

Si un individu passe son existence à produire toujours la même queue de casserole à des millions d'exemplaires, à raboter des milliers et des milliers de pièces du même modèle, c'est pour que l'opération, à la fin de la journée, lui laisse dans les mains un certain nombre de pièces d'argent, qui lui permettront d'acheter d'autres objets, que d'autres individus passent leur vie à fabriquer, pour avoir, eux aussi, quelques pièces d'argent, à l'aide desquelles ils se fourniront des objets fabriqués par d'autres.

La machine que fabriquent les mécaniciens d'un atelier, tant qu'elle n'est pas arrivée aux mains de ceux qui l'emploieront, n'est pas un outil. — Le blé que fait pousser le paysan, le bœuf, le mouton qu'engraisse l'éleveur, tant qu'ils ne sont pas arrivés sous la dent de ceux qui s'en rassasieront, ne sont pas des objets de consommation. — Ce sont des valeurs d'échange, qui, dans l'état social actuel, ne peuvent garder « toute leur valeur » que si leur trop grande abondance ne les déprécie pas trop sur le marché des transactions!

Et c'est pourquoi, dans nos sociétés, dites civilisées, on voit des gens mourir de faim, parce qu'il y a trop de comestibles en magasins; des paysans regretter une trop bonne récolte, parce qu'ils auront du mal à s'en débarrasser, en tireront moins d'argent que d'une médiocre ; abondance qui ne profite que pour une petite part au consommateur, car on préfère laisser perdre une partie de la récolte, la vente ne compensant pas les frais de cueillette.

« Mais ce danger », affirment les coopérateurs, sera évité lorsque tous les producteurs seront reliés ensemble, et comme tout producteur est en même temps consommateur, l'abondance chez les uns fera la richesse des autres.

Si vous le voulez, moi, je le veux bien ; seulement, ce qui vous fait déclarer l'idée anarchiste impossible à réaliser, c'est que, pour être possible, elle exigerait l'harmonie parmi tous les hommes, et vous autres, pour que votre système marche sans entraves, vous êtes forcés de supposer cette même harmonie dont vous déniez la possibilité aux anarchistes.

Tandis que les anarchistes, eux, sachant que l'individu n'obéit qu'aux mobiles qui l'incitent le plus directement, commencent par supprimer, dans leur état social, les causes de discorde qui sèment la concurrence parmi les hommes, et vous, vous prétendez les conduire à un état harmonique, en conservant parmi eux les causes de concurrence qui sont le salariat, le capital et toute l'organisation qu'ils entraînent.

O illogisme!

⁂

Rien que le fait d'établir un salaire pour ceux qui produisent, c'est mettre une borne à la consommation de celui qui le reçoit. Il ne peut plus sortir de la limite que ce salaire lui impose. — Si vous élevez ce salaire, les objets qu'il produit augmentent; si vous arrivez, par un artifice quelconque, à diminuer le prix de revient des objets qu'il fabrique, ce ne sera que dans une marge très étroite, et ses possibilités de consommer resteront toujours dans les limites de cette marge. Il aura pu réaliser une amélioration légère, mais cette amélioration restera

toujours au-dessous de la somme normale de ses besoins.

Étudions le mécanisme de la production et des échanges.

Je suppose un cordonnier qui fabrique une paire de souliers par jour. Cette paire de souliers représente la possibilité de satisfaire tous ses besoins. En un état social où il n'y a pas de valeur d'échange, pas de capital, notre cordonnier produit ainsi toute sa vie des souliers, ou bien déploie son activité en différentes branches de production, peu importe, il produit toujours l'équivalent de sa paire de souliers, il est assuré de trouver, dans les groupements dont il fait partie, la possibilité de satisfaire ses besoins.

Dans la société où existe le salariat, il n'en va pas de même. Notre homme produit bien sa paire de souliers, mais l'organisation capitaliste entraîne une foule d'emplois qui sont utiles à son fonctionnement, mais n'ajoutent rien à la production générale sur laquelle ils vivent.

L'établissement des sociétés coopératives aura bien pu réussir à nous débarrasser des intermédiaires, mais elle ne nous aura pas débarrassés du propriétaire du sol qui nous en fera payer la rente, ne nous aura pas débarrassés de tout le personnel domestique affecté à son seul usage.

L'échange des produits continuant à se faire commercialement, il reste tout le personnel de comptabilité qui n'est pas petit, le personnel de commandement, puisque la hiérarchie persiste dans ces organisations.

Et le régime politique qui, aux domestiques personnels du capitaliste, vient ajouter tout son cortège de larbins sociaux : juges, policiers, députés, prêtres, soldats, et je ne sais quelle multitude de fonctionnaires de tous poils et de tous grades.

Chacun de ces parasites prélève sa part sur la paire de souliers produite par notre cordonnier. Au prélèvement opéré par ces parasites, ajoutons les frais d'usure de l'outillage, l'amortissement du capital, le loyer des locaux servant à la fabrication et à la vente, et nous verrons que, à la fin de sa journée, ce n'est plus une paire de chaussures que notre cordonnier a à consommer, mais un cinquième, et moins encore, sans doute, peut-être pas plus d'un huitième ou d'un dixième de paire de souliers.

Et alors, ici, il se produit un phénomène curieux. Par le fait qu'il a acquis, avant d'entrer en magasin, une valeur plus ou moins approximative, tout objet produit ne peut en sortir que contre présentation de la valeur intégrale qu'il est censé représenter.

S'il représentait exactement la valeur du travail qu'il a nécessité, il n'y aurait aucune difficulté ; ma paire de souliers m'a laissé de quoi me procurer son équivalence en pain, en fromage, en chapeaux, cela va bien, en produisant ma paire de souliers j'obtiens de quoi satisfaire tous mes besoins.

Mais, en réalité, il n'en va pas ainsi. Nous avons vu que les parasites en écornifient une bonne part.

Et cela n'est rien encore, si tout l'argent qui a été donné pour fabriquer ses produits revenait les acheter, le producteur serait plus ou moins volé sur son travail, mais peut-être arriverait-il à vivre passablement : mais cela n'est pas. Une partie sert à faire de l'agiotage, une autre partie s'accumule en économies, une autre encore sert à solder la plus-value que prennent certains produits, certains coins de sol, de sorte que les souliers fabriqués par notre cordonnier, les meubles construits par l'ébéniste restent en magasin, et le marchand les avertit qu'il lui faut tant de paires de chaussures en moins, tant de meubles en moins, et voilà un arrêt qui se répercute sur les tanneurs, les éleveurs, les bûcherons, etc., venant réduire leur production, leur consommation aussi, ce qui sert encore à amplifier l'arrêt de production.

Et tout cela, parce que l'on a établi une valeur d'échange.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — A l'approche de la rentrée des Chambres, les politiciens s'agitent. Waldeck-Rousseau vient de prononcer un « grand discours » à Toulouse. La chose n'a pas d'importance et je n'en parlerais pas si le ministre de l'intérieur n'avait abordé la question de la propriété.

Naturellement, il s'est déclaré adversaire de la transformation de la propriété individuelle en propriété collective, comme si les hommes, avant d'adapter leur système de propriété aux formes de production nouvelles, prendront conseil de M. Waldeck-Rousseau! Ce dernier, en revanche, a préconisé la participation aux bénéfices.

Cette panacée, que les bourgeois prétendent opposer au socialisme, procure, c'est indiscutable, une amélioration du sort des ouvriers qui travaillent dans les usines et ateliers où elle est mise en pratique. Mais cette amélioration est entièrement subordonnée à une condition : c'est que la participation aux bénéfices se restreigne à un petit nombre de maisons. Le jour où elle se généraliserait, il y aurait une surproduction énorme amenant comme conséquences des chômages fréquents, compensant, et au delà même, les avantages de la participation, et un avilissement des prix des produits ayant comme première répercussion l'abaissement des salaires.

⁂

LA MISÈRE. — Une femme est traînée devant les tribunaux. Son crime? Son mari l'a abandonnée avec deux enfants. Elle gagne quatre francs par semaine. L'Assistance publique, à qui elle s'est adressée, a refusé d'inscrire ses enfants à la cantine scolaire. Pour comble de malheur, un accident d'omnibus arrive à l'un des enfants, que l'on doit amputer d'une jambe. La Compagnie des Omnibus refuse toute indemnité à la mère. Celle-ci n'ayant pas de quoi manger, peut encore moins plaider. D'ailleurs, la loi le lui défend *en l'absence* de son mari. Elle envoya ses enfants chanter dans les cours.

Le tribunal l'a condamnée — pour le principe naturellement, c'est beau les principes! — à 16 fr. d'amende avec application de la loi Bérenger.

— Ne recommencez pas, dit le président, qui tous les jours déjeune et dîne bien.

— Pardon, je recommencerai, répond la mère, chaque fois que mes enfants auront faim. J'aime mieux attraper de la prison que de les voir mourir devant moi.

Évidemment. Aussi, aurez-vous de la prison, pauvre femme, et par-dessus le marché la société vous retirera vos enfants. C'est tout ce que son humanité pourra faire pour vous.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

ENSEIGNEMENT. — Grande polémique au sujet des universités populaires. M. Deherme ayant invité un abbé à faire une conférence à la *Coopération des idées*, un tumulte a été organisé pour empêcher l'abbé de parler.

Accepter de faire de la contradiction avec les prêtres, c'est faire leur jeu. Et M. Deherme, qui, au début de sa coopération, s'était entouré de la fine fleur de la bourgeoisie, n'était allé à gauche qu'entraîné par le milieu, tend tout doucement à revenir à droite.

Puisse ce petit événement ouvrir les yeux aux naïfs qui lui ont emboîté le pas!

J. GRAVE.

⁂

MILITARISME. — A Laval, caserne Corbineau, un réserviste s'est suicidé, en se jetant par la fenêtre.

A Sathonay, 20e compagnie du 2e zouaves, un adjudant et un sergent frappent leurs hommes.

A Grenoble, 140e de ligne, un soldat libéré s'écrie, en quittant la caserne : « Vive la liberté! Vive le général André! » Ce second cri gâte le premier. Un sergent-fourrier le fait arrêter, en affirmant qu'il a crié : « A bas l'armée! » Soixante jours de prison pour avoir acclamé le ministre.

A Laon, 45e de ligne, 6e compagnie, le capitaine Quinandit fait ses adieux à ses hommes et leur tend la main. Un clairon refuse de la lui serrer. Immédiatement le capitaine lui fait remettre ses effets militaires (les hommes, libérés, étaient en civil) et le fait conduire en prison. Motif : « Cet homme doit avoir des relations anarchistes. »

Sur la requête du colonel du 30e d'artillerie (Orléans), un nommé Gourdin est arrêté comme réfractaire et traîné par les gendarmes, menottes aux mains, au quartier Dunois. Après l'avoir gardé en prison pendant vingt jours, on s'aperçoit qu'il y a erreur.

A Chaumont, 109e de ligne, un soldat nommé Treuil est blessé en exécutant un exercice de gymnastique commandé. La guérison est impossible. On veut le renvoyer avec un congé de réforme sans pension. Il refuse. On lui inflige de la prison, puis on lui offre un secours de 240 francs, avec menace de le faire reconduire chez lui, à pied, par les gendarmes.

Du cas de ce soldat, l'*Aurore* rapproche le cas d'un officier qui se blesse en faisant de la bicyclette avec une dame, et qu'on retraite avec pension, en alléguant le motif : service commandé.

R. CH.

⁂

MARSEILLE. — Lu dans le *Petit Marseillais*, du vendredi 26 octobre, l'entrefilet suivant :

La Messe des Conscrits. — On nous prie d'annoncer que la messe de départ des conscrits aura lieu dimanche 28 octobre, à 7 h. 1/2, en l'église de Saint-Cannat. M. le curé de Saint-Vincent-de-Paul, M. l'abbé Monjardin, adressera la parole aux jeunes soldats et le groupe Berlioz exécutera les chants sacrés. Une carte d'invitation a été adressée à tous les conscrits de la ville : ceux qui, par erreur, ne l'auraient pas encore reçue sont priés de la retirer au plus tôt au siège du Comité catholique, 1, rue de la Darse, au 1er étage.

J'ai pu voir la carte d'invitation adressée à tous les conscrits individuellement.

Elle est signée de trois généraux, le commandant du corps d'armée en tête.

Sans commentaires.

DAL.

⁂

MONTCEAU-LES-MINES. — Les gendarmes ayant voulu arrêter le compagnon Broutchoux, contre lequel existe, paraît-il, une interdiction de séjour, celui-ci a résisté, des camarades ont pris sa défense, les gendarmes ont étrenné, et Broutchoux a pu s'esquiver.

⁂

Mouvement ouvrier : A LA BOURSE DU TRAVAIL. — Dimanche dernier a eu lieu à la Bourse du Travail une importante réunion pour protester *contre la guerre*. Les délégués des syndicats anglais étaient chargés de remettre aux travailleurs français un manifeste signé par la plus grande partie des syndicats de leur pays.

La réunion a été superbe d'enthousiasme et tour à tour ouvriers anglais et français sont venus affirmer qu'ils avaient assez de s'entre-tuer pour le plus grand profit de quelques capitalistes.

En ces temps de nationalisme et de *jingoïsme*, cette manifestation revêt un caractère particulier. Les travailleurs, quel que soit le sol qui les a vus naître, ont assez de la guerre et ils le signifient à leurs maîtres. Cela est bien. Mais comme ce sont ces travailleurs qui vont à la guerre, il serait mieux de refuser de prendre les armes.

Une critique, cependant. Les organisateurs auraient très bien pu se dispenser de faire appel au concours de politiciens de métier. Les travailleurs sont capables de faire eux-mêmes leurs affaires. Pourquoi laisser croire le contraire?

⁂

PARTICIPATION. — Parmi toutes les combinaisons dont se servent les employeurs pour amadouer leurs exploités, la participation aux bénéfices se recommande particulièrement. Un économiste bourgeois de la bonne école, qui est contre ces sortes de largesses patronales, a fait une enquête et voici ce que quelques employeurs lui ont répondu. M. Laroche-Joubert : « Il faut chercher à convaincre ceux qui ne sont pas partisans de la participation que le patron fait une bonne affaire en l'instituant dans son entreprise. »

Un lithographe, M. Gaste, dit : « J'ai l'apparence d'être très généreux ; je ne le suis pas : je retrouve et au delà les 33 pour 100 de bénéfices que je verse à la caisse de prévoyance de mes employés, en bonne façon, en travail assidu, en certitude que je n'aurai pas de grève, en choix d'ouvriers et en éco-

nomie de matière et de temps. » M. Leclaire déclare : « Je suis un calculateur, un homme d'affaires; j'aime mieux gagner 100.000 francs et en donner la moitié qu'en gagner 25.000 et garder tout. D'abord, dans le premier cas, mon bénéfice est plus grand, et j'ai de plus la satisfaction de vivre en paix avec mon personnel, de savoir mes ordres obéis. »

MM. Godin, Chaix, Goffinou se placent au même point de vue et insistent sur les avantages et le « dévouement des ouvriers qui est une cause d'économie de production et qui supprime le prétexte des grèves ».

Inutile, je pense, d'en citer davantage. Pour ma part, j'aime beaucoup cette franchise de langage. L'on nous avait toujours montré une participation aux bénéfices à allure philanthropique. Messieurs les employeurs rétablissent la vérité. Si quelques ouvriers ont été dupes des mots, j'espère qu'ils ne le seront plus. Certains politiciens plus ou moins socialistes préconisent, « en attendant », cette participation. Il y a là de bons arguments à leur retourner.

∴

La loi sur les accidents, qu'il est interdit de critiquer sous peine d'être de mauvaise foi, continue de toutes parts à créer des difficultés aux travailleurs. Non contents de faire payer le montant de la prime d'assurance, certains patrons y trouvent une source de bénéfices supplémentaires, témoin ce fait : M. Siroux, entrepreneur de menuiserie à Montreuil-sous-Bois, a trouvé le moyen non seulement d'esquiver les frais que la loi met à sa charge, mais encore de réaliser des bénéfices.

Pour arriver à ce résultat, il fait travailler ses ouvriers 10 heures 35 minutes, mais ne leur paye que 10 heures. La retenue faite ainsi s'élève à environ 40 centimes par jour. Nous pourrions en citer bien d'autres.

La loi dit bien que les frais d'assurance devront être supportés par le patron, mais, comme rien n'est plus simple que de diminuer les salaires, les patrons ne s'en privent pas. Ils ne se donnent même pas la peine de le faire intelligemment. Comme ce M. Siroux, beaucoup se contentent de faire faire un supplément de travail impayé.

Les ouvriers, il est vrai, peuvent protester, la loi est pour eux; mais, comme la porte de l'atelier est là aussi, il s'ensuit que la bonne loi se retourne contre eux. Messieurs les exploiteurs se moquent de la loi et ils ont raison. Quand donc les travailleurs prendront-ils exemple sur leurs maîtres ?

∴

Au lieu de montrer un peu d'énergie, les ouvriers allumettiers continuent à se faire berner.

Entrevue avec le directeur le matin, avec le ministre le soir, qui tous promettent « d'étudier la question », et les renvoient aux calendes grecques. A l'une de ces réunions, M. Caillaux, ministre des finances, a déclaré que la circulaire relative aux réunions du syndicat émanait de M. Millerand, qui, tout en engageant les ouvriers à se syndiquer, leur a immédiatement appliqué cette circulaire pour annuler les effets de cette liberté syndicale. La grève sera, à ce qu'il semble, déclarée jeudi soir.

∴

Les grèves. — A Pont-de-l'Arche, le travail a repris dans la plupart des usines, ce qui n'empêche pas la ville d'être toujours gardée militairement. Des incidents se sont produits, et à plusieurs reprises les dragons, sur l'ordre du maire, ont chargé. La grève continue.

D'importantes grèves ont lieu dans les charbonnages du Pas-de-Calais. Les mineurs ont soumis à la compagnie une liste de revendications qui ne porte pas moins de onze questions. Malgré le prix très rémunérateur, les compagnies refusent toute augmentation de salaire.

Malheureusement les mineurs de cette contrée se laissent berner par quelques politiciens. Jusqu'à présent tout s'est borné à des entrevues avec le directeur de la compagnie auquel le député Basly a répondu du calme. Les actionnaires peuvent donc être tranquilles. Toutefois, une compagnie d'infanterie est arrivée pour maintenir « *l'ordre* ». Rien à signaler dans les autres centres de grève.

P. Delesalle.

Belgique.

C'est sans un étonnement trop grand que les camarades belges lurent, la veille même du jour fixé pour le Congrès, que celui-ci avait été interdit par un ministère dont la défense des principes républicains semblait l'unique objectif. Car, ils n'avaient pas grande illusion. Voilà, ma foi, les césariens, nationalistes et antisémites, regarnis d'arguments péremptoires et pouvant se donner l'illusion d'une revanche morale. A un gouvernement qui les accusait de comploter contre les libertés constitutionnelles, ils pourront répondre que les conspirateurs du genre Waldeck ne sont pas moins qu'eux aux antipodes de la liberté. Ce n'est pas cependant que nous ayons besoin des gestes fulgurants et des déclamations gonflées de l'opposition antisémito-royaliste pour protester contre la lâcheté et la basse crapulerie d'un gouvernement relevant de l'égout. Car, dans l'inconscience la plus complète, celui-ci vient de prouver publiquement, par sa canaillerie même, combien les principes anarchistes sont loin d'être dépourvus de fondement. Le grotesque et sectaire Millerand aura été, lui aussi, l'artisan imbécile de cette solennelle démonstration.

Quand nous dirons, en effet, que *tout* gouvernement, par son essence même, est violateur des droits du citoyen et n'est l'organe que de coteries étroites, sans rapport avec la nation, que pourront répondre ceux dont l'espoir, sincère autant que niais, résidait jusqu'ici dans l'« arrivée » de socialistes à la course aux portefeuilles?

Ils pourront se convaincre que Millerand n'a plus rien à envier à Galliffet et que douze Millerands au ministère vaudraient bien douze Galliffets sur le théâtre de la répression. En cela, et par le fait donc de leur exclusivisme cynique, les ministres socialistes semblent avoir — ironie des choses ! — pour mission essentielle de corroborer nos théories.

Nous avons eu un avant-goût de la chiourme radico-socialiste et nos amis ne se désoleront pas trop de n'avoir pu, à leur aise, « défoncer », dans leur Congrès, les grands rabbins du collectivisme. Le peuple, qui raisonne surtout par les *faits*, s'est chargé, en la circonstance, de les gourmander lui-même.

Les camarades belges qui lisaient, dans l'*Aurore*, les coulisses du P. O. français, sont en droit de se dire que Millerand savait à l'avance de combien de discordes le Congrès parlementaire serait le théâtre, au point de redouter le surcroît de critiques que vaudraient au collectivisme les déclarations du Congrès antiparlementaire. — Car les cuistres autoritaires sentent que la jeunesse leur échappe; jadis, ils pouvaient accuser les anarchistes de dérouter les congrès parlementaires; ceux-ci, aujourd'hui, se débandent par la propre exaspération qui anime les unes contre les autres, les multiples nuances du socialisme d'Église. Ce n'est pas, en effet, au plus ou moins de patin « réalisé » que se jauge la densité de la discorde. Les indices n'ont manqué nulle part. Les rancunes cauteleusement couvées ne sont pas les moins dangereuses.

Un seul accord relie les belligérants: le désir de fermer la voie aux anarchistes.

Il y a des disputes de partis dans lesquelles un *clan* a besoin de ménager une idée naissante pour « en.. nuyer » l'autre *clan*.

Mais tel n'est pas le cas dans les rapports des *clans* belligérants du socialisme avec l'idée anarchiste : d'une part, les portefeuillards du clan Jaurès ne pardonneront jamais aux libertaires de ne pas voter. D'autre part, chez les guesdo-marxistes, tel est l'envoûtement sous le principe sacro-saint de la lutte des classes, que tout ce qui n'est pas mesurable à la toise commune de l'Evangile selon Marx n'est pas l'objet de leurs préoccupations. Comme le disait très bien un marxiste au conseil général, que peuvent voir la « conception matérialiste de l'histoire », la « lutte des classes » aux lois scélérates ou à la mise à tabac de cinquante anarchistes ?...

Et ces étriqués, prétendant au monopole du « socialisme scientifique », décorant du nom de science les seuls dogmes révérés dans leurs chapelles, se montrent d'autant plus hargneux dans leurs procédés contre nous, qu'un vent mauvais souffle en ce moment sur l'« édifice » de Marx et que les bases de ses théories chancellent, plus encore qu'elles ne le firent avec Tcherkesoff et même Bernstein.

C'est le délire d'un monde qui croule et dont l'empire intellectuel s'effrite.

Si encore ils avaient la joie d'« enterrer » l'anarchisme, en même temps qu'eux ! Désillusion amère ! Celui-ci reste debout, et, même en Belgique, on ne tue pas plus une idée avec l'interdiction d'un congrès, qu'on ne tue un cheval pur sang, en lui lançant une écorce d'orange.

Au surplus, les libertaires belges le prouveront.

Flaustier.

Etats-Unis.

Saint-Louis. — La grève est en quelque sorte terminée entièrement, au désavantage des grévistes. Toutes les luttes et sacrifices n'ont servi, une fois de plus, qu'à démontrer que les travailleurs ne réussiront à rien, aussi longtemps qu'ils remettront le soin de leurs affaires entre les mains de quelques-uns — des comités de parlementeurs. Les plus radicaux parmi ces comités sont eux-mêmes dégoûtés depuis longtemps déjà. Le public, qui pendant sept semaines s'était passionné en faveur des grévistes, a perdu patience et petit à petit a repris son cours habituel. La plupart des unions ont supprimé l'amende qui était infligée à ceux de leurs membres qui voyageaient sur les lignes de la compagnie boycottée.

Je vais, cet après-midi, aux Central Trades and Labor, pour la deuxième fois depuis le commencement de la grève, le temps m'ayant manqué. J'avais toujours refusé la délégation à ces réunions de speech « makers », mais au début de la grève j'ai cru bon de l'accepter ; au moins je vois ce qui s'y passe, et la toute première chose a été de m'attraper avec le geôlier — pardon, celui qui est à la porte et qu'on appelle ici *sergeant at arms* — juste pour leur sacrée question de *parlementary rules*. De là on m'a envoyé dans le comité des cinquante pour les lignes d'omnibus, au second meeting duquel, après des exactions commises par des « scabs », j'ai proposé que tous les unionistes qui ont un revolver chez eux le portent ouvertement. Le président m'a répondu qu'une telle proposition ne pouvait être discutée. « Ah ! lui dis-je, vous êtes plus autocrate que le czar de Russie ; et vous appelez ceci une organisation démocratique ? » Un coup de marteau sur la table a été toute la réponse.

Le comité, de cinquante, a été réduit à cinq il y a quatre semaines.

∴

Je reviens des C. F. et L. Rien de bien important, quelques questions de boycott, une longue discussion sur la disparition d'une somme de neuf dollars — du chichi. Le plus intéressant a été les rapports du comité de la grève, d'après lequel les employés actuels auraient été diminués de deux sous de l'heure et menaceraient de ruer dans les brancards. Les pertes de la Compagnie sur le matériel endommagé s'élèveraient à plus de six cent mille dollars ; et, lorsque les froids viendront, elle sera incapable de fournir le matériel nécessaire pour le service.

On a enterré cet après-midi un gamin vendeur de journaux qu'un conducteur a jeté bas d'un tramway.

Aug. Lefèvre.

Portugal

Le gouvernement de ce pays est en train de mettre en pratique les mesures les plus violentes contre l'existence des partis révolutionnaires. La misère du peuple est à son comble. Ajoutez à cela la néfaste influence de la domination cléricale, soutenue par la reine Amélie d'Orléans. On comprend le terrible résultat de ceci, en considérant que, sur le total de la population du Portugal, presque six millions d'habitants, on ne compte que quelques milliers de personnes sachant lire et écrire. Misère matérielle, morale et intellectuelle : voilà la triste dégradation qui ronge l'âme jadis héroïque d'un peuple qui a soutenu les rudes combats de la Liberté. Les gouvernements se succèdent régulièrement les uns aux autres, étouffant dans une gradation progressive et continuelle le peu de libertés conquises par les efforts tenaces qui ont coûté beaucoup de sang au misérable peuple qu'on égorge aujourd'hui impunément. Tous, républicains, socialistes et anarchistes, subissent les infamies d'une persécution ignoble.

Au lendemain de l'attentat Bresci, la police a fait de nombreuses perquisitions chez des anarchistes, à Lisbonne et à Porto, arrêtant ceux dont le gouvernement veut spécialement se débarrasser. Le journal *A Aurora*, de Porto, a été saisi et supprimé et le rédacteur Christiano de Carvalho, ainsi que le

gérant Vaz, ont été mis en prison, où ils se trouvent encore en ce moment, attendant le résultat d'un procès qui doit être jugé au nom de la *loi scélérate* du 13 février. On en veut surtout à Christiano, dont la police devait empêcher le départ pour Paris, où il allait, comme délégué des groupes anarchistes et de vingt-huit syndicats ouvriers, représenter la région portugaise au Congrès antiparlementaire. Le comité portugais du Congrès a chargé de cette délégation, en vue du succès, le camarade F. Pelloutier, des Bourses du travail. A Lisbonne, on a arrêté le rédacteur du journal *A Lucta*, périodique socialiste, qui justifia l'attentat contre l'mberto. Julio Monzó a été expulsé, en sa qualité d'étranger, et quelques Français et Italiens restent encore en prison, en attendant les résolutions du gouvernement. Le journal républicain *A Patria* a été supprimé par ordre du juge d'instruction Veiga, pour le simple motif d'avoir traité assez honnêtement les obscènes scandales dernièrement mis au jour, et qui se sont passés dans des maisons d'enseignement jésuitique. Les journaux ne peuvent pas s'occuper de ces événements sous peine de suppression violente et immédiate.

Voici le beau régime qu'on subit en ce moment, dans ce pays, où la haute et basse cléricaille souffre déjà de la nostalgie des jours délicieux de l'Inquisition et de ses *autodafés* ..

X.

Pensylvania.

La grève des mineurs. — Une grève gigantesque vient d'éclater dans la grande région minière de Pensylvania, qui comprend les plus grandes mines d'anthracite de l'Amérique du Nord et qui fut, il y a deux ans, la scène du grand carnage d'Hazleton.

Eclater, c'est un moyen de dire, car depuis plusieurs semaines tout le monde savait que la grève était inévitable; en effet, avant de partir en grève, les mineurs ont essayé tous les moyens d'obtenir des compagnies les maigres concessions qu'ils demandent et la cessation des injustices dont ils souffrent : une augmentation des salaires, le droit d'acheter la poudre en dehors des magasins des compagnies, qui la leur vendent à double prix et enfin le retour aux chariots d'une tonne. Les chariots sont censés contenir une tonne et servent à établir le gain des mineurs travaillant à la tâche, mais les compagnies en relevaient petit à petit les bords au moyen de planches, et ont ainsi réussi à agrandir la capacité des chariots jusqu'à 1 1/2 et 2 tonnes sans relever proportionnellement le prix que les mineurs reçoivent par chariot.

Les républicains, qui se sont donné la tâche ingrate de démontrer que, depuis que Mac-Kinley est entré à la Maison-Blanche, une ère de prospérité incomparable a commencé pour l'ouvrier américain, sont effrayés des vérités mises au jour par la grève actuelle et cherchent par tous les moyens à l'étouffer. Au second jour de la grève, sans provocation aucune, un détachement de policiers, sur l'ordre du shériff, tira plusieurs volées sur les grévistes à Shenandoah et, le lendemain, le gouverneur républicain fit occuper toute la région en grève par la troupe. Mais ni le résultat des provocations policières (2 morts et 15 blessés), ni la vue de la troupe qui occupait les carrefours et les chemins qui mènent aux mines n'intimidèrent les grévistes, et le nombre de ces derniers, loin de diminuer, augmenta le lendemain même. Ils sont à présent plus de 143.000. Voyant qu'ils ne peuvent pas arriver à leurs fins par l'intimidation, les républicains tâchent à présent de mettre fin à la grève au moyen de concessions infimes, en augmentant le salaire des ouvriers de 10 0/0, ce qui représenterait une augmentation de 7 sous (les ouvriers gagnent en moyenne 75 sous par jour — c'est un salaire de famine, si on considère la cherté des vivres en Amérique), mais les ouvriers ne sont nullement inclinés à se rendre si vite et pour rien. Ils ont montré tant de courage et de décision jusqu'à présent, que les compagnies, extrêmement arrogantes d'abord et ne voulant à aucun prix ni céder, ni reconnaître les *unions*, commencent déjà à marchander des concessions avec les chefs de ces *unions* mêmes. A la prochaine semaine.

Zavorokiz.

Transvaal.

Patriotes pratiques. — Deux soldats du contingent canadien et un sergent d'un autre corps opéraient des saisies de fusils chez les burghers ayant fait leur soumission et les vendaient aux combattants ennemis. Il ressort du rapport de l'affaire que ce commerce a eu de très fâcheux résultats pour les troupes anglaises. Les soldats négociants ont été condamnés aux travaux forcés.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du samedi 3 novembre : Jean Rayual, La peinture française du dix-neuvième siècle.

Dimanche 4 novembre. — Visite au grand Palais, à l'Exposition : La Centennale de la peinture française. Rendez-vous à 9 heures précises à la porte des Champs-Elysées.

Lundi 5. — Soirée musicale et littéraire.

∴

Groupe communiste libertaire du XIVe arr. — Réunion tous les vendredis, salle Leborgne, 36, rue Vandamme, à 8 h. 1/2 du soir.

3 novembre. — Sujet traité : Les ennemis conscients et inconscients de la liberté, par un camarade. Causerie sur l'Ecole libertaire de la rue Titon.

Tous les libertaires du XIVe arr. ainsi que leurs compagnes y sont invités.

∴

Bibliothèque du XVe. — Réunion publique, samedi 3 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, n° 3 : Discussion sur la décision de la Commission du Congrès.

Prêt de livres.

∴

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine) :

Samedi 3 novembre. — A. Ferdinand Hérold : Turenne.

Mercredi 7 novembre. — Analyse des livres reçus : *En marche vers la société future*, de Ch. Cornélissen (1re causerie).

Vendredi 9 novembre. — *En marche vers la société future* (fin).

∴

Soirées ouvrières de Montreuil-sous-Bois, 15, rue des Ecoles (près la rue de Paris). — Dimanche 4 novembre, à 2 heures après midi, salle des fêtes de l'Ecole de la rue Colmet-Lépinay, fête familiale.

Conférence par M. F. Buisson sur la France au seuil du vingtième siècle, et partie littéraire et musicale.

∴

Lyon. — Le groupe *Germinal* invite les camarades ainsi que tous les révolutionnaires sans distinction d'école à assister à une soirée familiale privée, au bénéfice de nos jeunes camarades qui sont astreints d'aller sous peu endosser la casaque militaire. Elle aura lieu le dimanche 11 novembre, café de l'Isère, 26, à 7 heures du soir, salle du fond

Vestiaire : 25 centimes.

Une causerie sera faite par un camarade du groupe; chants et déclamations. Le groupe fait aussi un pressant appel aux libertaires pour qu'ils viennent nombreux aux réunions, qui se tiennent tous les samedis soir à la même heure et dans la même salle, affirmer la vitalité du mouvement libertaire.

L'œuvre de notre bibliothèque est en bonne voie et il y a déjà un certain nombre de livres, revues et brochures pouvant intéresser les camarades désireux de venir parmi nous discuter nos théories philosophiques.

∴

Les camarades de Chalon lecteurs des *Temps Nouveaux* et du *Libertaire* sont invités à se rendre aux réunions du groupe qui ont lieu tous les samedis soir à 8 heures, salle Gandré Sainte-Marie.

∴

Photographies. — Un camarade roubaisien, ayant photographié la gravure des *Martyrs de Chicago* sur plaque 18 × 36, et un dessin représentant Emile Henry, Michel Angiolillo et Caserio Santo sur plaque 8 × 12, prie les amis qui voudraient se procurer ces photographies de lui adresser leurs demandes chez Béranger, 38, rue Paul Bert, à Roubaix.

Prix : Martyrs de Chicago, 1 fr. 25; Henry, Angiolillo, Caserio, 0 fr. 75.

Ces portraits sont vendus au profit de la propagande par la *petite feuille anarchiste* que les compagnons roubaisiens feront paraître et distribueront gratuitement toutes les semaines.

∴

Marseille. — *Groupe libertaire Mempenti.* Tous les jeudis et samedis, à 9 heures du soir, lecture et discussion des rapports du Congrès.

Dimanche 11 novembre, à l'occasion de l'anniversaire des pendus de Chicago, grande soirée familiale (concert, causerie).

La soirée sera terminée par : *Mais quelqu'un troubla la fête*, de Marsolleau.

Cette soirée étant strictement privée, on pourra se munir de cartes d'invitation (contre versement d'un droit de vestiaire de 0 fr. 25) au bar Jaquet, quai du Canal; bar des *Cinq parties du monde*, cours Belzunce; bar *Sans pareil*, quai du Port; bar Auguste, siège du groupe, 107, Grand chemin de Toulon, et au groupe d'études sociales des Chartreux.

AUX CAMARADES
du Groupe de l'Ecole libertaire.

Le loyer du local reste toujours à la charge du camarade qui en a fait la location. C'est une charge lourde pour un seul. Il serait bon de se rappeler que, à quelques-uns, nous avons promis d'y parer au moyen d'une souscription mensuelle ?

D'autre part, le local étant vacant, les camarades qui voudraient le louer pour petites réunions peuvent s'adresser au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Fausse Gloire (roman), par H. de Bruchard; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

Le Collectivisme intégral, par Ed. Boulard; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Société d'éditions scientifiques*, 4, rue Antoine Dubois. — Même librairie : *Le Clairon socialiste*, brochure, 0 fr. 15

Ni dios ni patria, par B. Mota, brochure, *Biblioteca del rebelde*, casilla Correos, 15, Buenos-Ayres.

Historique de l'Association coopérative des ouvriers lanterniers, brochure.

Les Associations ouvrières de production : la lithographie, brochure.

Les Associations de production, comptes rendus du Congrès national et international, 1 fr. — Toutes trois à l'*Imprimerie Nouvelle*, 11, rue Cadet.

∴

La maison Ollendorff, 50, Chaussée d'Antin, vient de rééditer, avec illustrations, le *Calvaire* de Mirbeau.

C'est inutile de faire une critique du volume. Qu'il nous suffise de dire que c'est là-dedans que se trouve ce morceau magnifique sur la guerre, dont doivent se rappeler les lecteurs du supplément de la *Révolte*. C'est un des volumes notés dans notre *Bibliothèque anarchiste*.

Nous tenons le volume à la disposition des camarades au prix de 3 francs, *franco*.

A lire :

Faut-il les tuer? Séverine, *Journal*, 27 octobre.

A voir :

Dessins de Vallotton et de Hermann-Paul dans le *Cri de Paris*, n° 196.

PETITE CORRESPONDANCE

Groupe du XIVe. — Ce sont des petites affaires de famille qui ne nous regardent pas.

M. B. — N'est pas en librairie. D. a l'intention de la publier lorsqu'il en aura le texte.

Soleil, à Toulon. — Vous redevez 2 francs. — *La terre avant la création*, c'est 12 au lieu de 10.

B., à Renn s. — Bien reçu. Ai envoyé à L.-C.

Reçu pour l'impression des rapports : Moitié de la vente du n° 25 à Paris, 66 fr. 40. — Un libertaire, 0 fr. 50. — H. B., 0 fr. 60. — B., à Alexandrie. — Soleil, 1 fr. 15. — P., à Chaux-de-Fonds, 5 fr. — L. B. L., 1 fr. 50. — B., à Berne, 2 fr. 75. En tout : 7 fr. 90.

Listes précédentes : 725 fr. 25. — Total général : 801 fr. 15. — Dépenses : 1290 fr.

Reçu pour le journal : B., à Gueugnon, 1 fr. 50. — Soleil, 1 fr. 15. — B., à Rennes, 0 fr. 40. — L. B. L., 1 fr. — L. D., à Tourcoing, 2 fr. — Merci à tous.

M. P., à la Madrague. — C., à Yohogamy. — W., à Lausanne. — F., à St-Etienne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE. N° 29 VINGT CENTIMES DU 10 AU 16 NOVEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Lire, dans notre supplément, la suite des rapports qui devaient être lus au Congrès International antiparlementaire interdit.

Ce numéro, étant double, coûte 20 centimes.

UNE RÉFORME

On va, paraît-il, supprimer, cette année, l'octroi de Paris. Le Conseil municipal aurait la mission de réaliser cette réforme d'urgence en établissant le budget de 1901.

Nos excellents nationalistes, plus experts à manier les bayados et l'os de mouton que les fonds publics, sont même fort embarrassés de s'y prendre.

La suppression des octrois est une de ces réformes qui entrent dans le programme radical socialiste, et que les socialistes purs n'ont pas dédaigné d'inscrire, dans leurs programmes minima, comme réforme immédiate possible, devant soulager le travailleur des villes en attendant la « grrrande » prise de possession du pouvoir par le quatrième état.

Comme toutes les autres réformes partielles, celle-ci est illusoire. Il est surprenant que nombre de ceux qui la préconisent — s'ils sont de bonne foi — ne s'en rendent pas compte. Leur mentalité n'est guère plus développée que celle du sauvage qui croit la terre soutenue par un éléphant, lequel est supporté par une tortue. Ce sauvage ne s'est jamais demandé sur quoi repose la tortue. Ne le lui demandez pas, d'ailleurs; il trouverait fort étrange et fort irrévérencieuse envers sa religion votre question subversive.

Les élaborateurs de lois fiscales raisonnent à l'avenant. Il est très bien de supprimer les octrois. Mais la somme de recettes que la Ville retirait de ce chapitre devra se retrouver d'une autre manière. Il faut un chiffre déterminé de millions pour l'entretien et les dépenses d'une ville. Que ces millions proviennent d'ici ou de là, il en faut toujours la même quantité. La population devra suer la même somme.

Cette somme, c'est l'éléphant qui supporte le globe. Aussi tout le monde est-il d'accord qu'il doit reposer sur quelque chose.

Ce quelque chose — qui figurera la tortue — sera la plus ou moins grande ingéniosité avec laquelle sera conçue la répartition des charges. C'est bien simple, répond-on, il n'y a qu'à grever davantage le budget des riches et à décharger le pauvre.

Parfait ! Mais sur quoi reposera à son tour la tortue ? Comment réussirez-vous en même temps à imposer davantage le riche en soulageant le pauvre ? De cela on vous met au défi ! En imposant la propriété ? Les loyers augmenteront et ce sont les locataires qui paieront, et au delà, l'impôt du propriétaire. En imposant le luxe ? le revenu ? les voitures, les automobiles, etc. ?

Deux minutes de réflexion démontreront l'inanité de pareils expédients.

Vous voulez augmenter les charges du riche pour diminuer celles du pauvre, afin de rendre l'impôt égalitaire. L'impôt égalitaire serait naturellement celui qui imposerait à chacun une charge, une gêne proportionnée à sa fortune. Il est irréalisable.

En effet, de deux choses l'une : ou votre système de répartition ne gênera pas le riche, ou il le gênera. Dans le premier cas, votre impôt n'est pas égalitaire, puisque le riche ne voit pas s'accroître sa charge, sa gêne, alors que le pauvre continue à éprouver une gêne, quelque petite que soit la somme dont vous l'imposer. D'où inégalité de charge, et par conséquent injustice.

Dans le second cas, l'illusion subsiste. Le riche, éprouvant une gêne du fait d'un surcroît d'impôt, cherchera à se récupérer de ses frais d'une manière quelconque. A-t-il un personnel sous ses ordres ? Et tout riche en a un. Il diminuera les salaires. Nul n'ignore que le premier soin d'un patron qui voit ses bénéfices s'amoindrir est de diminuer aussitôt les salaires de ses employés. Si la participation aux bénéfices n'est en vigueur que dans un petit nombre de maisons, la participation aux pertes règne universellement. En la matière, il en sera de même. De répercussion en répercussion, c'est toujours le dernier salarié qui paie l'impôt.

Les lois somptuaires ont un autre effet particulier. En restreignant les dépenses du riche, elles ralentissent la consommation des objets de luxe et, par contre-coup, leur production. D'où chômage partiel ou abaissement des salaires pour les travailleurs des diverses industries que cette branche concerne.

Il n'y a pas moyen d'en sortir, et de quelque façon que l'on s'y prenne, c'est toujours le travailleur, le salarié qui paie.

Tel est et tel sera toujours le résultat des réformes qui n'atteindront pas le fond même de l'organisation sociale basée sur la propriété, en vertu de laquelle une portion de l'humanité est entièrement à la merci de l'autre portion.

André Girard.

L'*Aurore* du 4 novembre contient un entrefilet où Léon Millot affirme que Pichon n'est nullement devenu clérical. Il en donne pour preuve une lettre que celui-ci lui a écrite, et dans laquelle il affirme son anticléricalisme. « S'il soutient les catholiques en Chine, c'est comme Français ; mais cela ne l'empêchera pas d'être enterré civilement. » Avec cela, tout le monde est content, et L. Millot aussi.

Dans l'*Aurore* du lendemain, Gohier relève vertement cette façon de procéder : penser d'une façon, agir de l'autre.

Mais que dire de cet état d'esprit, où ceux qui se croient le plus convaincus ne s'aperçoivent même pas de la contradiction, et où l'on est forcé de démontrer que : « penser d'une façon et agir de l'autre, c'est tout simplement de l'hypocrisie et de la duplicité ».

Quelle besogne à faire, pour arriver à ce que l'on agisse sainement !

J. G.

LA PRÉPARATION DE L'AVENIR

III

Il faut donc que le mode de relation et d'échange entre les individus soit changé. Les individus n'acquerront réellement la possibilité de satisfaire complètement tous leurs besoins, de se développer intégralement, que lorsque l'état social aura détruit le régime de bascule capitaliste, que lorsqu'ils se grouperont pour produire directement ce dont ils auront besoin, et non plus pour obtenir un salaire.

Ici je vois se dresser les économistes venant nous dire : « Mais si chaque individu doit travailler à la production de *tout* ce dont il a besoin, toute sa vie, *tout* son temps se passeront à peiner, sans jamais trouver une heure de loisir. Vous voulez revenir aux temps primitifs où chacun était chasseur, son propre armurier, cordonnier, tailleur, etc. Les besoins, à cette époque, étaient des plus réduits, et cependant l'individu *devait* avoir bien peu de loisirs.

Il *devait*, cependant, en avoir tout de *même*, puisqu'il trouva le moyen d'orner de sculptures ses manches de poignards ou d'outils, d'orner de gravures les rochers qu'il rencontrait, les parois des cavernes qu'il habitait, d'enjoliver de dessins les poteries qu'il façonnait.

Nous avons, en plus, aujourd'hui, l'outillage mécanique que nous ne demandons qu'à développer, des forces motrices que nous pouvons diriger, car elles augmentent à l'infini notre capacité de production.

D'autre part, il ne s'agit pas que chaque individu fasse absolument *chaque* objet dont il aura besoin.

Il serait absurde de prétendre qu'il faut qu'il apprenne les mille et une industries en lesquelles s'est fractionnée l'activité humaine ; mais il est tout aussi absurde de vouloir le spécialiser dans une seule. Il n'acquiert en célérité que ce qu'il perd en développement intégral.

* *

Un individu ne peut pas faire tous les métiers ; mais son activité peut et doit se donner libre cours en plusieurs sens, s'il veut être bien équilibré.

Il peut, simultanément, faire partie d'un groupe où l'on s'occupe de jardinage, d'un autre où l'on fait de la menuiserie, d'un troisième où l'on s'em-

ploie à la mécanique, et ainsi, selon ses goûts, ses tendances, selon la limite de ses forces.

Il peut varier au cours de son existence : avoir commencé à faire de la mécanique, de la cordonnerie, et, à un autre moment, faire le tailleur, le maçon, le charpentier, pour se tourner ensuite vers l'agriculture, l'imprimerie, la reliure, que sais-je!

Le nombre des groupes dont un individu peut faire partie, à la fois, ou au cours de son existence, n'est ainsi limité que par son activité propre.

Mais s'ils ne peuvent produire chacun des objets dont ils auront besoin, il faudra donc que les individus s'entendent pour échanger les produits de leur activité?

Cela va de soi. Comment devront s'opérer ces échanges, voilà ce que je ne me charge pas d'expliquer. Ce sera aux individus à voir comment ils devront opérer pour ne pas léser et ne pas être lésés; ce que je sais seulement, c'est que la valeur d'échange doit être abolie sous quelque forme qu'elle se présentera, s'ils ne veulent pas perpétuer l'entrave à leur développement.

**

Un groupe se sera organisé en vue de produire un objet, mais la production de cet objet les aura amenés à entrer en relation avec les groupes qui doivent leur en fournir la matière première, l'outillage, les produits accessoires nécessaires à cette production.

Pour obtenir de ces groupes ce dont ils auront besoin, il faudra qu'ils mettent à leur disposition les produits de leur activité propre dont ces groupes pourront avoir besoin. Et comme avec l'outillage mécanique, la machine une fois mise en train, ça ne coûte guère plus de temps de produire le double, le triple et même plus que la quantité dont on a besoin, ces groupes s'arrangeront entre eux pour ces échanges.

En plus de cela, sans prendre part directement à l'activité d'un groupe, les individus pourront en faire partie cependant, y rendre des services qui en font des auxiliaires de cette production, et leur donnent droit à ce qu'ils ont besoin de cette production.

De même un groupe peut être fédéré à plusieurs autres groupes d'une production différente à la sienne. Et c'est de cette multiplicité de relations que naîtra la faculté pour les individus de se procurer les objets qu'ils ne pourront pas produire eux-mêmes.

Alors, ici, les individus ne produisent plus pour commercer. Directement ou indirectement, c'est pour consommer qu'ils produisent. Ils n'ont plus l'entrave salariat venant poser une limite à leurs besoins; la satisfaction de ces derniers n'a d'autres limites que celles de la force productrice des individus.

**

Avec l'outillage mécanique qui existe, avec les forces motrices dont dispose l'homme, on peut, dès à présent, — il n'y a guère que quelques économistes attardés pour soutenir le contraire — produire, dans l'industrie, assez pour que tous aient en abondance, assez pour satisfaire leurs besoins.

Cela est d'autant plus indéniable que, ce qui fait la misère à l'heure actuelle, c'est l'encombrement des produits. — Certes, ce qui est en magasin serait vite absorbé, si chacun avait son nécessaire. Mais il ne faut pas oublier que, dans chaque corporation, les chômages sont fréquents, qu'elles ont continuellement un nombre respectable de leurs membres sans travail, et, malgré cela, nos capitalistes sont tellement encombrés de leurs produits que c'est à coups de canon qu'ils vont les imposer aux Malgaches, aux Marocains, forcer des peuplades à leur acheter des culottes et des souliers, alors que, jusqu'ici, leur vêtement le plus important était une parure de plumes dans les cheveux.

Nous avons vu aussi que l'organisation capitaliste était tellement bien faite que, pour un individu qui produit réellement, il y en a cinq qui perdent leur temps à faire perdre celui des autres.

Quant à la production qui semble devoir se prêter moins facilement à l'extension, c'est-à-dire l'agriculture, là encore nous avons des terres qui ne sont pas mises en culture parce que leur rendement immédiat ne « paierait » pas assez vite « l'argent » qu'absorberait leur mise en valeur.

Là, pis que dans l'industrie, les procédés de production sont retardataires, et ne demanderaient qu'à être perfectionnés pour décupler la production. Mais, là encore, le système capitaliste, loin d'aider à l'extension de la production, agit sur elle comme frein modérateur, car, là encore, la trop grande abondance ne produit que déficit et misère.

A un meeting organisé le 1er octobre, à Nîmes, par la *Société d'Agriculture* du Gard, le sentiment qui s'y fit jour était que la récolte du raisin était trop abondante pour que le cultivateur y trouvât son compte.

Et M. Doumergue, député du Gard, n'y put voir d'autre remède que : « moins produire, ou consommer davantage! »

(*A suivre.*) J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — La République vient de courir un grand danger. Elle n'a dû son salut qu'à la force merveilleuse de résistance dont elle est assurément douée. Pensez! M. Loubet, en voyage officiel à Lyon, avait accepté une invitation à déjeuner, non pas à la Préfecture, ainsi que le commandaient toutes les convenances républicaines et la mission politique confiée à un président de République, mais à la Chambre de commerce, composée de réactionnaires. Quand la nouvelle s'en répandit, un immense cri d'alarme fut poussé par la presse républicaine. Il fallait à tout prix, à grand renfort de protestations énergiques, de flétrissures et de blâmes anticipés, conjurer un tel péril... Hélas! l'inévitable s'est produit!... Et la République n'a pas croulé. On respire, et les consciences se rassurent!

Qu'on ne s'y fie cependant qu'à moitié. Nous n'avons pas encore pu apprécier toute l'étendue du péril. Le menu de ce déjeuner subversif n'a pas jusqu'ici été publié. Qu'arrivera-t-il, doux Jésus! si l'on apprend que le chef de l'Etat n'a pas craint de préférer la couleur blanche à la rouge pour le vin et les haricots!

**

Capitalisme. — G. Lhermitte signale, dans l'*Aurore*, un fait odieux. Au mois de décembre de l'année dernière, un homme, en déchargeant, en gare de Marly, un wagon de marchandises, fut tamponné par une locomotive en manœuvre qui n'avait pas sifflé, quoique se trouvant sur une voie de garage. Horriblement mutilé, cet ouvrier, nommé Durand, survécut, par un hasard qu'on hésite à qualifier d'heureux, à ses affreuses blessures. La Compagnie refusa de lui accorder l'indemnité qui lui était due en vertu de la loi sur les accidents de travail. Et voici pourquoi :

Il était 5 heures 10 minutes, et la journée de Durand était finie depuis 5 heures. En outre, les marchandises que cet ouvrier déchargeait lui étaient adressées. Il travaillait donc pour lui, dit la Compagnie.

Celle-ci oublie de dire que si ces marchandises étaient adressées à Durand, celui-ci devait en prendre possession, comme tout client, sur le quai après qu'on les lui eût déchargées. Or, s'il était en train de les décharger, il accomplissait un travail rentrant dans les attributions d'un employé de la Compagnie et était donc à ce moment au service de cette compagnie.

Mais voilà! Durand est pauvre; le pousser à plaider, c'est l'amener par lassitude et misère à transiger pour un morceau de pain.

**

Militarisme. — Dans les écoles on apprend aux enfants à aimer leur patrie; et aimer la patrie, selon l'enseignement officiel, c'est aimer l'armée, la guerre, les armes, etc. Aussi l'image de la guerre est-elle un jeu fort goûté des enfants. Les sabres, les fusils, les oripeaux militaires sont des jouets fort recherchés.

L'autre jour, des gamins, mettant en pratique ce que leur maître d'école leur enseigne et que les parents approuvent, s'exerçaient à la petite guerre. L'un d'eux, serré de près dans la mêlée, déchargea à bout portant sur « l'ennemi » son fusil à air comprimé. La balle, retenue par une ficelle, alla frapper un de ses petits camarades à l'œil et le lui creva. Son état est grave, paraît il, en raison du degré de fièvre dont il est atteint.

Quelle stupide et criminelle manie que d'entretenir ainsi dans l'esprit des enfants les penchants vers la brutalité et la violence!

**

Pillage. — Le peuple de Paris commence à se lasser de payer le charbon aux prix exorbitants que lui imposent les accapareurs. Samedi, deux cents personnes environ se sont portées vers un chantier du quartier de la Roquette, ont démoli les palissades et ont mis le charbon au pillage. Des commerçants du quartier se sont joints à eux.

Je crois que ces manifestants ont trouvé le bon moyen de faire baisser le prix du charbon. Deux ou trois de ces exemples, et l'on ne mourra pas de froid cet hiver, comme le prédisent les charbonniers.

André Girard.

**

Militarisme. — A Verdun, 5e bataillon d'artillerie, 38 hommes ont été empoisonnés par des conserves; deux réservistes sont morts à l'hôpital, où ils avaient été transportés d'urgence, étant tombés sur les rangs pendant un exercice de pas gymnastique qui durait depuis près d'une demi-heure. A Falaise, 36e de ligne, l'adjudant Paimblant, acquitté pour avoir frappé un homme sur les rangs, a été félicité par ses chefs; à ce régiment, quand un soldat revient acquitté d'un conseil de guerre, l'usage est de lui donner 60 jours de prison, à titre disciplinaire. A Sathonay, 2e zouaves, le lieutenant Handier oblige ses hommes à aller à la messe, et leur défend de fréquenter les civils. A Laval, 124e de ligne, un sous-lieutenant frappe publiquement un caporal réserviste d'un coup de poing : huit jours d'arrêts à la chambre. A Commercy, 155e de ligne, un soldat menace un sergent qui lui faisait faire le pas gymnastique en plein soleil : sept ans de travaux publics. A Montargis, 82e de ligne, aux manœuvres de la Beauce, le régiment marchait depuis quarante-huit heures; le médecin-major proteste, et le général répond : « Les hommes sont éreintés? Je m'en fous! Ils marcheront ou ils crèveront. » Un réserviste est mort. A Nîmes, deux sous-offs ivres (19e d'artillerie), mécontents de n'être point salués par un larbin qu'ils prennent pour une ordonnance, le pourchassent jusque chez son patron, et il faut la police pour les faire sortir. L'erreur de ces deux gradés est bien excusable; le militarisme et la domesticité se touchent de si près, qu'on peut bien prendre les larbins pour des militaires et les militaires pour des larbins. Il faut y regarder à deux fois, avant de saisir la différence qu'il y a entre l'uniforme et la livrée.

**

Les vrais pauvres. — Pour M. Coppée, les vrais riches, ce sont les pauvres; réciproquement, les vrais pauvres, ce sont les riches. Exemple : M. le comte Boni de Castellane, gentilhomme ruiné, et Mlle Anna Gould, riche héritière américaine, se sont mariés, il y a cinq ans, échangeant l'un son titre et l'autre sa fortune, trois millions de rente, une misère. C'était si bien une misère pour eux, qu'au bout de cinq ans ils se trouvent devant un déficit de 22 millions, déficit comblé à contre-cœur par les richissimes beaux-frères, et que, sur la demande de ceux-ci, la première chambre du tribunal civil de la Seine vient de pourvoir Mme la comtesse d'un conseil judiciaire.

Les économistes aiment à répéter qu'avec ses 3 ou 4 francs de salaire, un travailleur peut vivre, élever ses enfants s'il en a, et épargner. Boni de Castellane, révolutionnaire à sa façon, leur réplique qu'il est impossible à un galant homme de vivre avec rien que 8.219 francs 17 par jour.

R. Ch.

**

Mouvement ouvrier : Statistique. — Quoiqu'un peu ardue, la statistique des grèves en France en 1899, que publie l'*Office du Travail*, est vraiment intéressante à parcourir. L'article accuse 740 grèves comprenant 176.826 grévistes. Jamais le nombre des grèves n'avait été si élevé. La durée de quelques-unes montre jusqu'à quel point des hommes savent pousser l'abnégation, mais malheureusement trop souvent inutilement, la lutte étant par trop inégale.

J'en citerai quelques-unes. La grève des tisseurs de Tourcoing, qui a duré 106 jours; celle des tuiliers de Montchanin, 113 jours; celle des mineurs de la Chapelle-sous-Dun, 114 jours; celle des mouleurs

de Nantes, 121 jours et, enfin, celle des métallurgistes de Gueugnon, 127 jours.

Plus de la moitié de ces grèves, 167 exactement, étaient causées par des questions de salaire, soit pour obtenir une augmentation ou pour s'opposer à une réduction ; 101 grèves ont été motivées par une demande de diminution de durée du travail quotidien ; enfin l'excellente loi sur les accidents du travail a été la cause de 84 grèves.

Les résultats n'ont certes pas été en rapport avec les efforts faits par les travailleurs, qui n'ont cependant pas craint d'y recourir. Il ne peut du reste en être autrement, la lutte étant par trop inégale : 180 grèves, même pas le quart, ont été suivies d'un semblant de réussite et sont enregistrées comme telles ; 282 ont abouti à une transaction, et 278 ont complètement échoué. Ce qui n'empêchera pas nos politiciens socialistes d'aller continuer leur besogne dissolvante.

Un détail pour finir : des poursuites correctionnelles ont été exercées au cours de 30 de ces grèves et il en est résulté 110 condamnations, dont 27 à l'amende et 83 à des peines variant de 1 jour à 6 mois de prison.

Comme de juste, aucune de ces condamnations n'a rapport à un des patrons ; la justice bourgeoise est ainsi faite, que ce sont ceux qui crèvent de faim, et non les affameurs, qui sont toujours poursuivies à moins que, comme à Chalon, un ministère de défense républicaine ne donne l'ordre de tirer, ce qui est encore le moyen le plus simple de se débarrasser des gêneurs.

⁂

A Montceau-les-Mines. — La propagande entreprise par quelques camarades porte ses fruits, ce qui déplaît fort à Messieurs les socialistes. L'un d'eux, conseiller municipal, à ce qu'il paraît, se sert du torchon du député opportuno-radical Simyan pour expectorer sa bile et insulter nos camarades. Comme la plupart des forts à bras de son genre, l'insulteur *prie* le journal de taire son nom. Il lui déplaît à ce triste sire que nos amis aient choisi Montceau pour y faire la propagande de leurs idées. Faute d'arguments, il leur reproche leur âge, leur grandeur, et, pour être bien complet, ce lâche (qui *prie* de taire son nom) sort la calomnie traditionnelle et ose écrire que « les anarchaux (*sic*) sont tous sous l'œil protecteur de la police ». L'insulteur qui, lui, en qualité de conseiller municipal, participe au paiement de cette police, n'apporte, comme de juste, aucune preuve de son dire.

Le morceau littéraire (!) est si dégoûtant que le journal bourgeois a tenu à se dégager et à en laisser toute la responsabilité au lâche insulteur anonyme.

⁂

Les grèves. — La grève des mineurs du bassin du Pas-de-Calais est terminée. Grâce à l'infecte politique, les travailleurs sont divisés. D'une part, les troupes des deux pitres Basly et Lamendin ; de l'autre, les membres du P. O. F. Momentanément les mineurs ont accepté les petites concessions qui leur ont été consenties, mais il est probable que le calme ne sera pas de longue durée, et nous espérons bien que, cette fois, les mineurs sauront se passer d'un état-major qui, en définitive, semble surtout avoir travaillé pour le compte de Millerand et le plus grand bien des compagnies.

A Nantes, grèves des gabariers et des charbonniers. Les patrons en profitent pour augmenter le prix du charbon.

Naturellement on met les gendarmes et les gardiens municipaux à leur disposition pour protéger leurs chantiers et escorter les tombereaux et les camions de charbon qu'elles font conduire chez quelques clients privilégiés par des renégats. La ville est de fait en état de siège ; les rues sont encombrées de pelotons de gendarmes et d'agents de police, et les Nantais s'arrêtent ébahis devant des camions de charbon accompagnés de quatre gendarmes et d'autant d'agents.

C'est là ce qui s'appelle, en style socialo-ministériel, « protéger la liberté du travail. »

A Aniche, la grève des verriers dure toujours : ils font appel à la solidarité ouvrière.

A Morlaix, grève des ouvriers cordiers de la Madeleine. Les salaires varient entre 2 fr. et 2 fr. 25 par jour. Parions qu'un économiste saurait encore prouver qu'avec un pareil salaire, de la conduite et de l'économie, ces travailleurs seraient les plus heureux des hommes. Millerand se chargera au besoin de le leur prouver.

Grève des ouvriers maréchaux ferrants à Bordeaux. Calme et dignité, tout va bien, seules les ceintures se serrent en attendant l'augmentation demandée.

P. Delesalle.

⁂

Montceau-les-Mines. — L'incident qui s'est produit le jour où Messieurs les pandores voulurent arrêter notre camarade Broutchoux et dont nous avons parlé dans notre précédent numéro, va avoir son épilogue dans quelques jours en police correctionnelle, à Chalon-sur-Saône.

Quelques camarades sont poursuivis pour *rébellion avec violences et voies de fait*.

Les gendarmes de Chalon qui ont fusillé ont été presque félicités ; les camarades de Montceau qui ont quelque peu joué du poing envers les pandores vont sans doute encore apprendre à leurs dépens ce qu'il en coûte de frapper les représentants de la loi.

Il n'en est pas moins vrai que ces abrutis ont pu voir par eux-mêmes qu'il y avait quelque part des hommes qui ne sont pas décidés à courber l'échine sous la force brutale de la valetaille gouvernementale.

L. S.

⁂

Marseille. — Une conférence, à laquelle assistaient en très grand nombre des employés de chemins de fer, a été faite le 2 novembre sur le projet de loi Berteaux au Grand-Théâtre avec le concours des élus des travailleurs (expression des quotidiens convocateurs).

A noter qu'à l'ouverture de la séance quelques-uns des dits élus — et pas des moins cotés — s'étaient fait représenter par des lettres ou télégrammes d'excuses et qu'un camarade ou citoyen ayant demandé que la police se retirât, les élus des travailleurs ont passé outre.

Après le clair exposé du conférencier, qui a surtout préconisé l'action syndicale et fait ressortir — devant des députés, s. v. p. ! — que si la Chambre a voté l'anodine loi, c'est que ses membres en ont besoin pour se représenter à nouveau devant les électeurs, plusieurs mandataires socialistes ont fait de la réclame pour le régime enrégimentateur.

Pour terminer, le député Cadenat a lâché, mais très prolixement, quelques dures vérités à l'adresse des prolétaires électeurs, voire même pour lui. Qu'on en juge :

« Si vous êtes malheureux, vous ne le volez pas, etc... Les députés ne vous votent des lois que pour sauvegarder *leur siège*, vous n'avez rien à attendre d'eux. Une bonne fois pour toutes, ne comptez que sur vous-mêmes, etc... »

Etre député et tenir publiquement un langage duquel il ressort que tous les députés sont de sinistres farceurs, voilà un aveu qui n'est pas banal.

Mais que diable faites-vous donc à la Chambre, Monsieur le député Cadenat ?

Dal.

Indes néerlandaises.

Nos lointaines contrées, des plus belles et des plus fertiles de notre globe, n'ont pas échappé, elles non plus, à l'insatiable rapacité des capitalistes, et ceux-ci, comme partout ailleurs, s'y entendent à merveille pour sucer, jusqu'à la dernière *goutte*, le sang de nos pauvres prolos noirs et jaunes.

La société, ici, se compose comme suit :

1° Les Européens pur sang (les blancs) de tous les pays du vieux continent, dont les Hollandais, comme heureux copossesseurs de cet Eden tropical, forment évidemment le plus gros contingent ; il y a à peu près 30.000 blancs, dont 22.000 environ de Hollandais ;

2° Les Indo-Européens, ou créoles, qui sont au nombre de 38.000 environ ;

3° Les étrangers orientaux ; les Chinois au nombre de 500.000 environ, puis encore, mais beaucoup moins nombreux : les Arabes, les Japonais, les Bengalais, les Hindous, au nombre de 40.000 environ ;

4° Les derniers en queue, les différents types de la race javanaise et malaise, parias dans leur propre pays, au nombre de 34.000.000 environ.

Les créoles sont, de par l'ineffable bonté du gouvernement hollandais, mis sur le même pied que les blancs ; et ceux-ci les appellent, par ironie : « les Européens monitoriaux », c'est-à-dire faits Européens par moniteur d'Etat.

Les blancs se divisent en deux classes, séparation qui s'affiche même très ouvertement en toute occasion, en nom comme en fait.

1° Les proprios, les administrateurs, directeurs et autres grands ronds-de-cuir, c'est-à-dire les bienheureux, les richards, qui, comme de juste, s'approprient les trois quarts de la couverture, et 2° la légion des petits, des sergents de l'armée mercantile, des employés de tout grade. Je ne cite pas le prolo blanc, le va-nu-pieds, parce qu'il n'existe pas ici, ou tout au plus de temps à autre une paire dans le tas ; mais le gouvernement ou le consul dont ils dépendent les réexpédient vite, vite, dans leur propre pays ou vers un autre, pour y grossir la multitude déjà trop grande des affamés.

Oh ! pensez donc, ce serait « shocking » ici, pour MM. et Mmes les parvenus, en promenade, allongés comme des momies ou des hippopotames dans leur carrosse attelé de deux, quatre ou six vigoureux chevaux, de rencontrer de ces « vauriens » qui attentent ainsi ouvertement à leur prestige ; il n'y a rien à faire ici avec ces « sales individus » ; après tout, pourquoi n'ont-ils pas fait comme eux ? Eux, les parvenus, ont aussi commencé avec « rien », et voyez maintenant : par leur dur travail de nuit et jour, par leurs petites économies ramassées à la sueur de leur front, ils sont fortunés et peuvent jouir maintenant, en toute paix et en pleine sérénité, des biens et plaisirs de la terre ! Que diable, c'est pas plus difficile que cela ! Essayez plutôt, millions de pauvres prolos qui n'avez pour tout capital que vos deux bras et un noble cœur !.....

Pour la classe des proprios, il n'y a pas très long à dire, c'est ici comme partout ailleurs, avec cette vermine.

Ceux d'ici font planter par une légion de coolies le café, la canne à sucre, le thé, le riz, le tabac, le poivre et autres épices, ou font gratter le tin et sucer le pétrole du sol, fondent des banques, des comptoirs, des chemins de fer, des compagnies de transports maritimes, des maisons de commerce, surtout celles qui ont le monopole de la livraison des vivres pour l'armée coloniale, très bonne clientèle celle-là, et, s'il arrive que tout cela ne rapporte pas comme ils le voudraient bien, ils ont à leur disposition, à la patrie-mère, la complaisance sans bornes de M. le Ministre, qui leur retire ou diminue, pour tant d'années, les droits à percevoir sur l'article, ou leur garantit un minimum d'intérêt, ainsi que cela se fait depuis longtemps pour les fabricants de sucre à Java, sans oublier les faveurs à la Compagnie de Billeton, le privilège à la Banque dite « Nederlandsche Handel Mij et à la Compagnie maritime dite « Pakket vaart Mij ».

Presque tous les pauvres malheureux actionnaires de toutes ces belles choses sont tranquillement et luxueusement logés en Europe, pays de luxe et de jouissances — pour eux — et y attendent souvent de très mauvaise humeur — parce que cela leur prend leur temps — les apports de leur boutique d'outre-mer, mais par contre de très bonne humeur le terme où ils peuvent couper la fiche, rouge de sang indien, et qu'ils échangent dare dare contre le respectable nombre de louis d'or, dont ils se paient, sans crier gare, tous les luxes et les plaisirs de ce monde.

Une des distractions favorites de ces guêpes à monocle et aux cheveux cosmétiqués, c'est de jouer à (j'allais dire : « couper ») la Bourse, de faire la hausse et la baisse suivant que cela peut leur rapporter, en toutes sortes d'actions, dont les pauvres stupides prolos suent, sans s'en douter, toute la valeur. La seule occupation qui fait transpirer ces grands seigneurs, c'est en flanquant quelquefois leur griffe sur un bout de papier ; pour cette rude besogne, il y en a qui touchent mensuellement comme honoraires de 500 à 2.000 florins (1 flor. vaut 2 fr. 06), hormis une commission annuelle qui varie de 5 jusqu'à 100.000 florins, suivant que la boutique marche mal (?) ou bien. Pour passe-temps, ces barons roulent en carrosse, donnent des pique-nique, vont en voyage, donnent des dîners de gala, des bals champêtres et autres, le soir vont au club faire leur partie d'hombre ou de trente et quarante, y consomment du champagne, du whisky-soda, etc... et, égayés, font en rentrant, à l'insu de Madame (qui, elle aussi, s'en donne à cœur joie, en l'absence de Monsieur le maître), un petit détour, pour rendre une simple visite à la belle Minah, installée là au « kampong » (hameau) aux frais de Monsieur. Voilà à peu près tout ce que font ces bourgeois parvenus, sauf *encore* engueuler leurs « bambabs » (domestiques), leurs gratte-papier au bureau, et leurs surveillants dans la plantation. Vous voyez, amis lecteurs, que nos barons de la haute finance, ici, font tout juste comme tous les voleurs de grands chemins de la vieille et civilisée (?) Europe.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

École d'Anthropologie.

Ouverture des cours le 5 novembre.

Le lundi, à 4 heures. *Anthropologie anatomique*, Dr Papillault. — A 5 heures. *Anthropologie préhistorique*, L. Capitan.

Mardi, à 4 heures. *Ethnographie et linguistique*, A. Lefèvre. — A 5 heures. *Ethnologie*, G. Hervé.

Mercredi, à 4 heures. *Technologie ethnographique*, A. de Mortillet. — A 5 heures. *Anthropologie biologique*, Dr Laborde.

Vendredi, à 4 heures. *Géographie anthropologique*, Fr. Schrader. — A 5 heures. *Anthropologie physiologique*, Dr Manouvrier.

Samedi, à 4 heures. *Sociologie (histoire des civilisations)*, Ch. Letourneau. — A 5 heures. *Anthropologie zoologique*, Mahoudeau.

Nous recevons la lettre suivante :

Camarade,

Au moment où devait avoir lieu le Congrès antiparlementaire, j'étais allé à Paris passer quelques jours chez des parents. Voilà une dizaine de jours à peu près, je reçois une lettre de ces mêmes parents, m'informant qu'un *petit monsieur rond comme une boule* était venu leur demander mon adresse et avait déblatéré contre moi devant la concierge et toutes les personnes qui voulaient bien l'entendre :

« Vous ne savez donc pas que ce jeune homme que vous trouvez si convenable (à ce qui paraît que la concierge me trouvait très gentil, c'est chic, ça, hein?), c'est un anarchiste (oh! oh!) qui a pris part au pillage de l'église Saint-Joseph et qui s'est fait remarquer bien des fois dans son pays !... »

C'est sans doute les petites tracasseries qui recommencent ou plutôt qui continuent de plus belle.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du samedi 10 novembre. — L. Lévy Bruhl, maître de conférences à la Sorbonne : Coup d'œil sur l'histoire de l'Allemagne.

Lundi 12. — Marie Bonnevial : Les femmes et le mouvement syndical et coopératif.

Mercredi 14. — Victor Charbonnel : La Déclaration des Droits de l'homme et le Syllabus.

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), Paris. — A 8 h. 1/4 du soir :

Vendredi 9. — Analyse de « En marche vers la société nouvelle » de Cornélissen.

Samedi 10. — P. Delesalle : Les Congrès ouvriers de 1900.

Mercredi 14. — A. Bloch : Histoire de la philosophie.

Samedi 17. — Henri Rainaldy : L'Esprit de la province.

N. B. — Dans la séance du 3 novembre, les camarades *qui ont jusqu'ici souscrit* pour la bibliothèque, ont décidé, à *l'unanimité*, d'établir des cartes d'auditeurs, rigoureusement exigibles à l'entrée, délivrées à tout souscripteur d'au moins 0 fr. 50 par mois.

Bibliothèque du XVe. — Vous êtes priés d'assister à la réunion publique qui aura lieu samedi 10 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, n° 3.

Conférence par le camarade Octave Jahn.

Prêt de livres.

Groupe communiste libertaire du XVIe arrondissement. — Réunion tous les vendredis, à 8 h. 1/2 du soir, salle Leborgne, rue Vandamne, 36 : conférence publique et contradictoire.

Ordre du jour du vendredi 9 novembre : L'Amour libre et la Morale, par un camarade.

Tous les libertaires de l'arrondissement y sont invités.

Les Egaux du XVIIe. — Dernière réunion samedi, rue de Courcelles, 85. Inauguration d'un nouveau local le samedi 17 novembre.

Saint-Denis. — La Maison du Peuple, université populaire, 44, rue de Paris. — Vendredi 16 novembre : L. Dain, Considérations sur les grèves.

Samedi, 25, salle Badart, grande fête d'inauguration. Conférence par Laurent Tailhade. Auditions des poètes montmartrois.

Entrée : 1 fr.; gratis pour les citoyennes. On trouve des cartes à la Librairie Ouvrière ; chez Connoy, à l'université.

L'Ile Saint-Denis. — Samedi 14 novembre, salle Lépine, rue du Bocage, fête familiale. Conférence par de Pressensé. Chants révolutionnaires.

Entrée : 50 centimes ; gratis pour les citoyennes.

Quatre-Chemins. — Les anarchistes de Pantin-Aubervilliers se réuniront samedi soir au local de la rue du Vivier. Communications importantes. Urgence.

Béziers. — *Les Penseurs libres*, groupe d'études sociales. — Les camarades du groupe se rencontrent tous les dimanches au café de la Bourse, allées Paul Riquet. Causeries intimes, organisation d'une bibliothèque libertaire.

Les camarades qui ont accepté des rôles pour la pièce de Marsolleau : *Mais quelqu'un troubla la fête*, sont priés de se rendre tous les dimanches au rendez-vous, afin de pouvoir fixer au plus tôt la date de notre soirée familiale qui sera donnée au profit des *Temps Nouveaux*, du *Libertaire* et de notre *Bibliothèque d'éducation libertaire*.

Les camarades qui voudraient bien nous faire parvenir des lots pour notre tombola privée, ainsi que des brochures pour notre bibliothèque, peuvent nous les adresser comme suit : Housset Marius, jardinier, maison Boyer, pont de Lanelière, ou bien chez Layré, menuisier, rue de Châteaudun, n° 1, Béziers (Hérault).

Roubaix. — La présence de *tous* les camarades serait indispensable pour samedi, 10 novembre, à 8 h. 1/2 du soir. Réunion au Fontenoy : Question de la presse. Très urgent.

Rouen. — Suivant décisions du Congrès des Bourses du Travail de France, la Bourse du Travail de Rouen a organisé une réunion réservée aux conscrits, laquelle a eu lieu samedi dernier. Les camarades Lepez et Benoit, membres de la Fédération des Syndicats et de l'Union Communiste, ont indiqué aux futurs soldats leur devoir en temps de grève; ils ont fait le procès du militarisme et du nationalisme; ils ont montré la beauté du régime des casernes et des bataillons d'Afrique.

Une brochure du camarade Gohier sur la guerre, ainsi qu'un placard du groupe antimilitariste de Paris sur les atrocités commises à Biribi, ont été distribués à tous les conscrits.

Ch. Benoit.

Les camarades Lepez et Benoit se mettent à la disposition de tous les jeunes et militants des environs de Rouen pour faire des causeries aux conscrits et fonder des groupes de jeunesse antimilitaristes. Envoyer communications, 10, rue Ambroise Fleury, Rouen.

Verviers. — Groupe de propagande anarchiste par la brochure à distribuer. Réunion privée des camarades tous les dimanches. Afin de faciliter notre besogne, des listes de souscription sont à la disposition des volontaires. A ceux qui nous comprennent de nous aider. Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser au camarade Nicolas Frerot, rue Cuper, n° 15. Nous espérons que les journaux libertaires reproduiront cette communication.

Chênée (Belgique). — Le 11 novembre, à 8 heures, conférence par Flaustier. Sujet : Le mouvement philosophique.

Bruxelles. — Le 12 novembre, à 8 heures, conférence par Flaustier, rue Stevens. Sujet : Le mouvement corporatif.

La Hestre. — Le 18 novembre, à 5 heures, conférence par Flaustier. Sujet : Dieu et la science.

BOITE AUX ORDURES

« ... En effet, le personnel des réunions publiques et des manifestations ardentes se recrute presque entièrement parmi les souteneurs. »

P. Adam.

(*La Morale judiciaire*, *Le Journal*, 1er novembre.

Dessin de Caran d'Ache, même numéro.

Evénements en Chine, dessin du Supplément du *Petit Journal*, 4 novembre.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Histoire de l'Inquisition au moyen âge, par H. C. Lea, tome Ier, 3 fr. 50, à la *Société Nouvelle de librairie*, 17, rue Cujas.

Le Socialisme municipal, circulaire de septembre du *Musée Social*, chez Rousseau, 14, rue Soufflot.

Cartes postales illustrées de la *Question Sociale*, 0 fr. 50 les quatre, boulevard Saint-Michel, 5.

Tactica socialista, Biblioteca del *Progreso*, Madrid.

∴

L'impression des rapports nous prenant tout le supplément, nous sommes en retard pour la bibliographie et le théâtre, mais cela va bientôt être fini, nous pourrons reprendre notre courant ordinaire.

En attendant de pouvoir en parler plus longuement, signalons *La Poigne*, de Jean Jullien, jouée au Gymnase, et qui mérite d'être applaudie.

PETITE CORRESPONDANCE

Edouard Granger prie Baumester de lui donner son adresse?

Amamus. — Faible comme poésie.

Leleu. — Et votre adresse?

Un camarade demande à se procurer le n° 20 de la 5e année.

S., à Verviers. — Cela signifie tout simplement que votre bande fait partie de notre vingtième feuille de l'étranger.

J. R. — *Les Tisserands* ont paru chez Fasquelle, mais sont épuisés.

A. M., à Buckingham. — A la maison Raspail, rue du Temple, Paris.

Delenda. — Envoyez-nous des faits concernant le mouvement social. Le compte rendu des pièces, nous nous en chargeons. Non, vous n'êtes pas sur la liste.

A. W., à Reims. — La brochure *Aux femmes* est épuisée. Nous pouvons vous en expédier encore un cent.

L. B. I. — C'est que votre bande avait été préparée avant de recevoir votre lettre.

Marseille. — Bien reçu le n° 28. Merci.

Sartoris. — C'est traité à un point de vue trop restreint. Il y a mieux que cela à dire là-dessus.

B., à Persan. — Nous n'avons plus ces numéros-là.

H. G., à Port-Elisabeth. — Reçu vieux timbres. Merci.

B. P., à Marseille. — Nous avions déjà reçu sur le même sujet, comme vous voyez. Merci.

Jean Virareaux. — Veuillez passer au bureau, ou nous donner votre adresse ?

Aux camarades qui ne reçoivent pas leur exemplaire. — Insistez auprès de la poste, notre service est fait régulièrement.

Etienne de Richard est prié de donner son adresse à Jenny, 104, rue de Charenton, pour son procès.

A. P., à Rouen. — Récrivez à nouveau.

Reçu pour l'impression des rapports : Moitié de la vente du n° 26, 57 fr. — Deux trimardeurs, 2 fr. — Un camarade, 1 fr. — X., 0 fr. 80. — Bourges : A bas la lâcheté humaine, 1 fr.; Vive l'énergie individuelle, 1 fr. En tout : 2 fr. — Marois, à Montréal, 5 fr. — Francis, de Dison, 2 fr. — 3 copains rochefortais, 4 fr. — V. P., à Levallois, 5 fr. — Moitié de la vente approximative des nos 23 à 27 en province, 354 fr. 40. — Amiens : Au Cent de piquet, 1 fr. 80. — Total : 435 fr. — Listes précédentes : 801 fr. 15. — Total général : 1.236 fr. 15. — Dépenses : 1.505 fr.

Reçu pour le journal : K., à Dublin, 1 fr. — Conférence de Montataire, 3 fr. 25. — Vente de vieux timbres, 1 fr. 50. — J. E., 0 fr. 80. — Le Breton du Jardin des Plantes, 0 fr. 50. — Ther., 0 fr. 50. — H. R., 10 fr. — B., à Persan, 1 fr. 50. — Marseille, 0 fr. 60. — Personne, 0 fr. 50. — Merci à tous.

Reçu pour le *P. P.* : Marseille, 0 fr. 60.

G., à Istres. — R., à Jumet. — D., à Eu. — P., à Montpellier. — C., à Côme. — L. B., à Jemmeppe. — C., à Rome. — S. S., à Etampes. — M., à Montner. — M., à Saint-Nazaire. — D., à Buzeu. — P., à Zurich. — D., à Boulogne. — M., à Lyon. — P., à Rouen. — E. D., à Bourg-la-Reine. — C., à Danzé. — L. V., à Autun. — Nonnea. — P. R., Grand'Croix. — F., à Manosque. — M., à Nancy. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE

SIXIÈME ANNÉE, N° 30 VINGT CENTIMES DU 17 AU 23 NOVEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Lire, dans notre supplément, la suite des rapports qui devaient être lus au Congrès International antiparlementaire interdit.

Ce numéro, étant double, coûte 20 centimes.

A NOS LECTEURS

Nous espérons finir la publication des rapports la semaine prochaine, et reprendre notre format habituel au prix de 0 fr. 10.

L'EXPOSITION

Comme toutes les entreprises issues du monde bourgeois, l'impression que laisse cette formidable manifestation de l'activité moderne est un sentiment mélangé, contradictoire, fait de joie et de tristesse, d'orgueil et de honte, de confiance et de révolte.

Joie, orgueil, confiance en face des merveilles qui ont fait de Paris, durant six mois, le centre du monde et qui ont attesté la puissance du cerveau humain, sa fertilité inépuisable, ses ressources infinies, ainsi que l'accélération du progrès dans tous les domaines. Mais tristesse, honte, révolte quand on songe que les bénéfices de tant d'efforts, de patience, de génie inventif, de goût, de savoir, de talent restent encore presque totalement aux griffes d'une minorité d'oisifs, tandis qu'il s'en égare à peine quelques parcelles sur la masse des producteurs, sur ceux qui fournissent sans se lasser ce labeur, cette patience, cette énergie et ce génie.

Il suffit, il est vrai, de passer des quartiers pauvres dans les quartiers riches d'une grande ville pour que cette idée vous obsède. Mais elle vous étreint plus fort que jamais dans l'enceinte où l'on a rassemblé tout ce que le travail humain peut fournir de meilleur. C'est elle encore que représentait d'une façon saisissante la foule timide et gauche, marchant comme dans un rêve, qui traversait chaque dimanche les galeries des Invalides et du Champ de Mars. Après avoir admiré tout un jour des vêtements gracieux et durables, des meubles élégants et solides, des aliments sains et légers, d'un mot tout ce que peut rêver notre besoin de confortable et de luxe, la plupart de ces gens n'allaient-ils pas recommencer le lendemain une vie insuffisante, malsaine et laide ? Et ceux-là étaient encore des privilégiés si l'on songe à tous ceux, habitants de province ou des faubourgs, qui ne purent, faute de quelques jours ou de quelques heures, de quelques francs ou de quelques sous, se rendre à la fête de l'industrie et de l'art. Il est vrai qu'UN JOUR, — nous sommes en démocratie — l'entrée fut gratuite. On oublia seulement que ce jour devait être un dimanche.

Au milieu de nos expositions, le peuple, quand il y peut venir, reste un étranger. Il n'y voit guère que des choses trop belles ou trop bonnes pour lui.

De l'Exposition elle-même, c'est-à-dire de son bénéfice moral, il ne profite guère plus. Ce bénéfice réside avant tout dans la conscience de notre force, la certitude de nos pouvoirs et de nos richesses. Il n'y a pas d'émotion plus salutaire, plus saine, plus productive d'énergie C'est d'elle que naissent la fierté, l'enthousiasme et la confiance si nécessaires à l'action. En groupant les produits les plus beaux, les outillages les plus parfaits de nos industries, les chefs-d'œuvre de nos arts, une exposition dresse le bilan de notre puissance et devient ainsi un fait de haute portée morale.

C'est cette influence morale qui n'atteint encore, hélas! qu'une minorité, une élite. Nous voici dans le palais des machines, j'allais presque dire le temple, tant il paraît difficile de pénétrer en ce lieu sans une sorte d'émotion religieuse. N'est-ce pas le sanctuaire où bat le cœur du monde moderne? N'allons-nous pas retrouver toutes les sources où s'alimente notre vie? A côté de l'outil géant qui soulève comme un fétu, forge, taille, rogne ou perce les énormes pièces de fer, voici le mécanisme alerte, nerveux, sensible comme un cerveau auquel une simple pression du doigt sur un clavier fait accomplir en quelques secondes des besognes exigeant autrefois plusieurs heures de travail, d'effort et de tâtonnements. A côté des machines qui retournent la terre, celles qui font la moisson. Après celles qui extraient la matière première, celles qui la transforment au gré de nos désirs. Les voilà toutes, nos bonnes nourricières, nos servantes dociles. Chaque jour plus nombreuses, plus puissantes et plus habiles, comme des fées bienfaisantes elles veillent sur nous. — « Ce sont des gueuses qui nous ruinent, explique, près de moi, un ouvrier. Des sorcières maudites qui nous volent notre pain. Chaque fois qu'une d'elles pénètre à l'atelier, il y a quelques hommes de plus dans la misère. »

Voilà comment le manque de sécurité dans la vie empêche tant d'hommes de s'élever jusqu'aux sentiments les plus nobles et les plus sains que puisse goûter l'âme humaine.

Et le manque de justice agit de même.

Arrêtons-nous au hasard devant une de ces vitrines. Voilà, par exemple, de merveilleux tissus de soie. Un nom s'étale au-dessus en lettres d'or. Désigne-t-il l'ouvrier qui a tissé ces étoffes, le compositeur qui en a fourni le dessin ou le coloriste qui a trouvé l'harmonie de leurs teintes? Ni l'un, ni l'autre. Tous ceux-là sont de pauvres diables dont personne ne se soucie et dont personne ne parle. Aucun d'eux peut-être n'eut de quoi venir voir l'effet que produisait son œuvre et s'instruire en la comparant à d'autres. Celui dont le nom s'étale en belles lettres d'or, c'est le patron, le seul qui n'ait contribué en rien à la production de ces étoffes, celui qu'on appelle le fabricant et qui ne fabrique rien, mais qui possède ce que les autres fabriquent. Voilà celui par qui et pour qui sont faites les expositions.

Dans une société bien ordonnée, une exposition universelle serait la plus belle des fêtes, une grande joie sans mélange et sans arrière-pensée, une communion de tous dans le bonheur d'avoir bien fait et dans le désir de faire mieux. Rien de semblable n'existe pour le moment, sauf dans les discours de ministres. Pour le réaliser, il faut, avant tout, nous débarrasser de l'argent qui divise et qui opprime les hommes, il faut instaurer parmi nous l'égalité, la sécurité et la justice.

CHARLES ALBERT.

Les Mensonges du Sieur Waldeck

En réponse à Clovis Hugues qui l'interpellait sur l'interdiction du Congrès antiparlementaire, le ministre de l'intérieur a répondu :

« Je pourrais montrer le langage qui a été tenu non pas à ce congrès, puisque nous avons réussi à l'empêcher, mais dans d'autres réunions, et il me serait trop facile de soulever l'indignation sur tous les bancs. Je n'aime pas beaucoup ces procédés; ma réponse est plus simple et plus nette : Nous avons appliqué la loi, et elle est de telle nature, et cela nous l'avons fait dans de telles circonstances, qu'en agissant autrement, un gouvernement eût bien mal compris les devoirs qu'a la France envers elle-même et envers les autres. (*Très bien! Très bien!*) Quant à moi, pour rien au monde, en n'appliquant pas une loi, je n'aurais voulu accepter la moindre complicité morale dans certains discours et dans certaines excitations. » (*Applaudissement.*)

M. Clovis Hugues aurait pu répliquer au sieur Waldeck en citant la publication des rapports qui devaient être lus au congrès, et en lui demandant en quoi un gouvernement serait plus responsable de ce que disent les anarchistes que tout autre parti qui le combat et qu'il laisse faire. M. Clovis Hugues n'a rien répliqué, c'est son affaire.

M. le président du conseil, dans sa réponse, n'a pas donné la vraie raison de l'interdiction, et a articulé autant de mensonges que de mots.

Mais il y a mieux.

On se rappelle que lorsqu'on voulut faire voter les lois scélérates, les promoteurs jurèrent sur leur honneur (*sic*) qu'elles ne visaient que les actes de violence, les appels à la violence, etc. ; mais qu'on n'entendait nullement restreindre la liberté de pensée, de discussion et de la presse.

Tous les gens impartiaux qui ont lu les rapports, diront si, dans les rapports qui devaient être soumis au congrès, que nous avons tous publiés, il y en a qui sortent de la limite de ce qui se discute partout, tous les jours, et si leur ensemble ne démontre pas une volonté supérieure de discuter les problèmes qui préoccupent tous ceux qui sont des hommes, et cela à un très haut point de vue.

Or, c'est un ministère où se trouvent des socialistes et un économiste qui se dit de l'école libérale qui applique, contre la liberté de penser, des lois que leurs auteurs n'ont réussi à faire passer qu'en affirmant qu'elles ne visaient que la violence pure et simple.

Pour nous, anarchistes, qui savons ce que valent les lois, ceux qui les font, et ceux qui les appliquent, nous n'avions pas besoin de cette démonstration « par le fait ». Mais à ceux qui croient encore à la légalité, à M. de Pressensé, par exemple, que je crois loyal et qui s'acharne à défendre la politique et les politiciens, je leur dis : « Comparez et jugez. »

J. Grave.

LES MORTS

2 novembre.

Il y a ainsi un jour par an, où la pensée d'un peuple entier s'immobilise dans l'idée de la mort : ce jour-là, sous le poids énorme des préjugés hérités, de la tradition religieuse et des conventions sociales, les foules s'en vont, — jeunes et vieux, pauvres et riches, — vers les jardins où dorment les morts : et, dans la splendeur de quelque beau jour d'automne, parmi la joie du soleil, des arbres et des fleurs, les foules décemment se recueillent en une rêverie sommaire, et pleurent des larmes de regrets, comme il convient, en priant Dieu...

Oh! le lamentable cortège que celui de tous ces êtres valides entraînés en troupeau par un sentiment faux et stérile où se consume leur énergie, où s'obstine leur esprit dans l'erreur et l'aveuglement! Quel besoin monstrueux de se tromper soi-même, quelle enfantine ardeur à savourer le mystique charme d'une superstition, quel prétentieux effort d'étouffer la joie de vivre sous les vaporeuses recherches d'au-delà, — et quelle revanche le cœur se donne de sa lâcheté, en poétisant son culte de la mort, en baptisant piété ses regrets égoïstes, — dans le décor complice de la comédie, sous les majestueuses verdures des cyprès ou des platanes, dans les coquettes allées bordées de pierres blanches, à travers le chatoiement des pâles roses, dans l'âcre parfum des chrysanthèmes échevelés...

Oui, votre procession est jolie, — mais ne voyez-vous pas que votre jour de mort est une fête de la Vie? — Vous venez là pour méditer et vous convaincre que la *vie* passe, que la *vie* cesse après quelques années d'existence humaine, — et votre seule présence, à vous, les survivants, n'est-elle pas déjà la revanche de la disparition des aînés, la négation de ce vide que vous prêtez à la nature? — Oui, vous venez pour honorer et supplier timidement la mystérieuse puissance sombre, vos larmes semblent nier la vie, — et voici que dans la nécropole, librement, s'étale une luxuriante kermesse, une cohue où les muscles rivalisent, où les corps se pressent, où les pensées et les regards s'entre-croisent, où les filles sont belles, et où les fleurs embaument...

Ah! vous croirez donc toujours que c'est là la vie! Parce qu'on vous a dit que la vie avait commencé, — parce que vous avez personnifié toute la beauté de la nature en un être incompréhensible devant qui s'arrête votre pensée, en un dieu croquemitaine ou bonne d'enfants qui donnera pendant l'éternité le fouet aux méchants et des bonbons à ceux qui sont sages, — parce que, orgueilleusement et sottement, vous vous êtes mis à part et au-dessus de la nature, faisant d'elle le spectacle inerte de vos yeux et l'objet vain de vos désirs, — parce que la seule réalité, l'éternelle Matière n'a pas *suffi* à vos petites âmes et que vous avez inventé autre chose, — c'est pour cela que vous irez toujours ainsi, courbés sous le fardeau de ce faux rêve, aveuglés par la vision naïve de vos pères, — c'est pour cela que toujours vous vivrez votre vie à penser à la mort et à trembler devant elle?

La mort?... ah! regardez, et vous verrez la vie partout! — Songez à l'impossible de cette notion, que quelque chose *commence* et que quelque chose *finisse*. Et vous, ceux d'aujourd'hui, qui n'avez plus pour excuse l'ignorance de ceux de jadis, vous à qui la science a montré les incessantes transformations de la Matière, vous qui lui arrachez chaque jour des secrets pour la modifier à votre guise, pourquoi vous obstiner dans l'erreur d'un désir qui dépasse et contredit les lois invincibles de cette Force? Pourquoi trembler et souffrir, parce qu'un jour viendra où la part de vie universelle qui constitue votre être se fondra un peu plus dans le grand Tout, — parce que la substance qui est votre corps et produit votre pensée changera de forme et d'aspect, — parce que les molécules dont l'ensemble vous a formés s'en iront vivre peut-être en des milliers d'autres êtres avec qui vous refusez toute parenté, — parce que la Force qui est votre vie se manifestera autrement, dans un grouillement de vers ou dans une poussée de plante? — Que vous importe d'être un homme ou d'être le parfum d'une fleur? — La mort, c'est de la chimie, et qu'avez-vous besoin d'un dieu?

Ah! vivez donc, au moins! Ouvrez vos poitrines au grand air, vos yeux à la lumière, vos esprits à la vérité, vos cœurs à la justice! Il n'est pas besoin d'un dieu pour cela : assez longtemps on a, en son nom, assassiné les consciences et déformé les jugements. Vivez, aimez la vie, la vôtre et celle des autres, — car tout est là... Soyez des hommes, c'est-à-dire autre chose que des esclaves. Et pour cela, sachez sentir en vous la Force que vous ont laissée vos ancêtres, ceux d'autrefois et les disparus d'hier. Sentez battre dans votre sang, bouillonner dans votre cerveau toute la vie, toute la pensée des générations mortes. Sentez-vous vivre vous-mêmes dans ceux de demain, qui déjà s'apprêtent à nous suivre... Et en contemplant cette régulière et inéluctable transformation de la Matière, vous perdrez cette sotte terreur de disparaître ; vous aimerez la mort comme toute chose par quoi se manifeste la puissance de la nature, — et cela vous aidera à vivre, à vivre librement et pleinement ; cela vous tirera de la misérable lâcheté de passer vos vies à gémir sur des cadavres. C'est seulement alors que vous serez forts et heureux, que vous serez des hommes, — car les vrais morts, ce sont les vivants qui ne *vivent* pas...

Paul Gémin.

AVIS

Viennent de paraître les quatre derniers dessins : *Souteneurs sociaux*, lith. par Delannoy ; — *Provocation*, lith. de Lebasque ; — *La Débâcle*, dessin de Vallotton, gravé par Berger ; — *Le Dernier Gîte du trimardeur*, lith. par Daumont. Prix : 1 fr. 40 l'ex. *franco*.

LA PRÉPARATION DE L'AVENIR

IV

Alors se dresse ici l'objection inévitable : « Si vous n'avez pas de valeur d'échange, vous aurez alors des chicanes entre les groupes et les individus, les uns voudront prendre beaucoup et donner peu en échange; on voudra consommer sans s'occuper de produire, et votre société arrivera au gâchis. »

Il est évident que, si l'on voulait établir ce système du jour au lendemain, cela ne marcherait pas sans discussions, ni déceptions.

Mais l'ordre social ne se transforme pas par enchantement; il suit une évolution graduelle. Des essais partiels auront lieu. Des groupes commenceront à se créer. Ces groupes n'auront chance de vivre, de trouver de correspondants que s'ils savent satisfaire ceux qui s'aboucheront avec eux.

Aujourd'hui, au milieu du désordre capitaliste; malgré l'organisation antagonique de la société; malgré toutes les incitations à la fraude; malgré toutes les fraudes qui se produisent — et qui peuvent se produire sans responsabilité pour les fraudeurs, grâce à la multiplicité des intermédiaires par lesquels passent les produits, — le commerce et les échanges ne peuvent subsister que par la confiance qui existe entre les capitalistes. Il existe des maisons qui ne doivent leur prospérité que grâce à la loyauté de leurs relations.

Est-il absurde de prétendre que les individus puissent atteindre un développement plus étendu, une initiative plus développée, une plus grande conscience de leur dignité, facilitant, par leur développement propre, l'harmonie des relations sociales?

Si, comme dans l'état social actuel, il existe des groupes et des individus essayant d'escroquer ceux avec lesquels ils entreront en relation, ce sera tant pis pour eux, ils se rendront ainsi la vie très difficile, puisque ceux qu'ils auront trompés pourront cesser tout échange avec eux, ou demander des garanties pour les échanges ultérieurs.

* *
*

Comment s'établiront ces relations, sur quelles bases s'opéreront ces échanges, voilà ce qu'il serait prématuré de vouloir expliquer. Les modes d'opérer différeront avec les conceptions des individus. Si tous pensaient la même chose, ils ne formeraient qu'un groupe; mais, comme les façons de penser sont infinies, innombrables seront les groupements, ayant chacun leur façon d'opérer.

Ce sera le besoin qui unira les individus d'abord, la divergence d'idées les morcellera, mais le besoin à nouveau leur indiquera les bases de l'entente, tout en gardant leur façon propre d'opérer.

Plus les individus développeront leur initiative, plus vite ils aideront à la transformation sociale. Qu'ils comprennent, une bonne fois pour toutes, que ce n'est pas en restant chacun dans son coin, même avec les idées les plus subversives, que l'on arrivera à renverser l'état social qui nous écrase, mais en unissant nos efforts, en cherchant à dépenser notre force d'activité.

Tel voudrait voir résister davantage aux agissements policiers, s'opposer aux envahissements de cette purulence qui gagne tout l'état social : voilà matière à groupement et à action dans ce sens.

Tel autre souffre davantage de l'action déprimante de l'enseignement que distribue l'État : autre mode de groupement et d'action, en vue de réaliser un enseignement basé sur le respect de la personnalité de l'enfant.

En voilà un qui a compris le rôle néfaste de l'argent dans les rapports économiques : pourquoi ne cherche-t-il pas ceux qui, comme lui, en ont compris les inconvénients et voudraient trouver un mode d'échange plus équitable? S'il attend que cela vienne tout seul, il attendra longtemps.

Nous avons à abattre le militarisme, la guerre, la magistrature : ce n'est pas en restant isolés que nous y parviendrons. Chacun, dans son coin, est sans force, écrasé par la puissance formidable du monstre. Ce n'est que lorsqu'on se sent les coudes que l'on constate tout ce que l'on peut faire.

Et je pourrais allonger cette liste indéfiniment; chaque préjugé que nous voulons détruire, chaque rouage politique ou économique que nous voulons briser, chaque parcelle d'idéal que nous voulons faire vivre, nous indique une forme différente de groupement, fournit une issue à notre activité.

⁂

Et cette façon d'opérer aurait un autre avantage, ce serait de créer cette unité d'action, cette coordination des forces que demandent ceux qui crient contre la division qui existe parmi ceux qui veulent la disparition de l'état social actuel. Coordination que l'on croyait pouvoir atteindre en imposant un *credo* à ceux que l'on embrigadait, façon de procéder qui n'a jamais abouti qu'à des divisions et à une dispersion plus grande, poussée jusqu'à la rivalité et à l'antagonisme.

A l'heure actuelle, le nombre de ceux qui acceptent l'idée anarchiste, dans toute son intégralité, est, il ne faut pas se le dissimuler, bien minime, si on le compare à la grande masse ignorante. Mais, d'autre part, si nous prenons séparément chacune de nos conceptions, soit sur la société actuelle, soit sur celle que nous voulons réaliser, il n'en est pas une seule qui ne soit plus ou moins acceptée par nombre d'individus qui se défendent d'ailleurs d'anarchie.

Quelle force puissante formeraient ceux qui ont compris toute l'horreur de la guerre, l'ignominie du service militaire, s'ils voulaient se grouper et travailler à la disparition de ces deux fléaux !

Il n'y a pas que les anarchistes qui trouvent que l'instruction et l'éducation, telles qu'elles sont données actuellement, sont fausses, antinaturelles, déprimeuses de cerveau, déprimantes et amoindrisseuses des individualités. Qu'importerait ce que pensent les individus sur d'autres points, s'ils s'unissaient pour travailler rien que sur l'idée commune qui les unit?

Je ne veux pas répéter ma liste, mais on voit ce qui pourrait se faire, si, au lieu de s'isoler en son coin, on voulait sérieusement travailler à réaliser quelque chose.

Evidemment, en certains cas, même lorsque les individus se seront entendus sur un but commun, il s'établira des divergences dans les moyens. — Mais la seule divergence qui puisse empêcher de former bloc, c'est de savoir si l'action du groupement se fera par les moyens parlementaires ou par la voie révolutionnaire; s'il s'agit, par exemple, de résister aux institutions économiques ou politiques.

C'est là la divergence capitale qui peut donner lieu à deux courants dans lesquels peuvent se fondre les autres questions de détail. Unir toutes les forces en un seul faisceau est une utopie que la vie ne tarde pas à vous démontrer irréalisable. L'important est de développer l'initiative des individus, qu'ils apprennent qu'il ne dépend que d'eux, et d'eux seuls, de réaliser ce qu'ils veulent; que c'est le groupement qui leur donnera la force qu'ils cherchent.

Une fois qu'ils auront bien compris la force du groupement et de la volonté, l'expérience leur enseignera les moyens les plus efficaces.

Et les individus ayant appris à se grouper pour leurs besoins, leurs amusements, les groupes s'étant mis en relation pour se faciliter mutuellement leur tâche, voilà le germe de la société future; c'est de là que doit sortir la société harmonique qui se sera débarrassée de cette cause de misère parmi les hommes : la valeur d'échange.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Militarisme. — Rannou, déserteur, a été arrêté par la police belge, et livré à la police française, en dépit des traités sur l'extradition. Il va passer en conseil de guerre. — Pendant la grève de la boulangerie, à Marseille, l'autorité militaire, d'accord avec la municipalité, fournit des réservistes aux patrons boulangers, pour remplacer les grévistes. Ces réservistes n'ont même pas reçu les 3 francs par fournée qu'on leur avait promis pour faire ce triste métier : on ne leur a payé que 1 franc 20. — Le sergent-major Bernala, du 6ᵉ de ligne (Saintes), persécuté par son capitaine, a essayé de se suicider pendant un accès de délire, dans une cellule sous les combles où il était enfermé. On attendit, pour lui donner des soins, la visite du médecin-major : lorsque celui-ci arriva, Bernala était fou. — Bouharde, adjudant au 3ᵉ bataillon d'Afrique, était persécuté par son capitaine, lui aussi. Le 6 octobre dernier, puni de 8 jours de prison pour un motif futile, le capitaine ordonna que Bouharde accomplît sa peine sous le « tombeau ». Il fut pris de fièvre, tomba malade, et, trois jours après, le médecin-major dut le faire transporter à l'hôpital. Le capitaine s'y opposa d'abord, puis finit par céder, six heures après, en demandant au major — qui refusa — de le faire inscrire comme alcoolique. Bouharde est mort pendant le trajet. — Le lieutenant Laurans, du 86ᵉ d'infanterie (Le Puy), heurté par une voiture à bras, se précipita sur l'ouvrier qui tirait la voiture, l'injuria et le frappa à coups de poings en pleine figure ; puis il le traîna au poste de police, sans que la foule — qu'on nous dépeint très indignée — ait cru devoir intervenir. — Sur le paquebot *La Russie*, entre Marseille et Oran, une dame vint se plaindre au commandant qu'un officier — qui allait rejoindre son poste en Algérie — avait eu une attitude inconvenante vis-à-vis d'elle. Le commandant du paquebot se contenta de faire une simple observation à l'officier, mais celui-ci jugea que c'était encore trop et gifla le commandant. Arrestation, plainte, enquête, etc. La politesse envers les femmes : bon pour les civils ; la discipline : bon pour les simples soldats. — Le sergent-fourrier Lelong, du 51ᵉ de ligne (Beauvais), s'amuse un soir à faire culbuter le réserviste Dhorre dans son lit. Il y réussit si bien, que Dhorre, en tombant, eut le crâne ouvert et qu'on dut le transporter à l'infirmerie. Interrogé, il raconta la scène. Le lendemain matin, le capitaine Taupin apprit l'histoire en arrivant à la caserne; alors, suivant l'usage en pareil cas, il se rendit à l'infirmerie, et là menaça le blessé de la prison, s'il s'entêtait à accuser un gradé. Pour aider la vérité à se faire jour, et pour avoir scrupule d'influencer les témoignages, parlez-moi des officiers.

« Ohé ! ohé ! vivent les officiers de France !
Ohé ! ohé ! vivent les officiers ! »

R. Ch.

⁂

Conséquence d'un voyage de Loubet à Lyon :

Lorsque, Loubet est venu à Lyon, on a redoublé de surveillance à l'égard des anarchistes et principalement à l'égard des camarades italiens.

C'est ainsi que, samedi 3 novembre, on a opéré l'arrestation d'un camarade italien, Porta. Ce dernier va être expulsé! Qu'a-t-on à lui reprocher? Rien, car c'était un honnête travailleur qui n'avait que le défaut d'être conscient de ses droits. Depuis deux ans et demi Porta était à Lyon et depuis deux ans et demi son concierge ainsi que son patron recevaient chaque semaine la visite de l'honorable corporation des policiers.

Des arrestations semblables ne sont qu'arbitraires et n'ont pour but que de prouver l'utilité de la police.

En attendant, Porta laisse sa compagne avec un bébé sur les bras et dans la misère la plus noire.

Qu'on vienne, après cela, nous parler des libertés acquises et de l'hospitalité de notre belle France à l'égard des prolétaires étrangers.

Et dire que nous sommes en République !

Georges.

⁂

Alais. — Le conseil municipal réactionnaire avait décidé la suppression du commissaire spécial, jugeant qu'il y avait assez de parasites avec un commissaire central et une douzaine d'agents.

Le nouveau conseil radical-socialiste non seulement a maintenu en place ce parasite malfaisant, mais a nommé quatre policiers de plus. — Pas de commentaires, hein !

Th. L.

⁂

Montceau-les-Mines. — Les partisans de l'ordre (?) viennent de faire apposer sur les murs de Montceau un placard, signé du maire socialiste Bouveri et apostillé par le préfet de Saône-et-Loire, dans lequel *on met en garde la jeunesse contre des entraînements irréfléchis, pour la préserver des mauvais conseils qui pourraient l'entraîner à des écarts de conduite délictueux*, etc., etc.

Il y en a tout un colombier sur ce chapitre. Donc maire, préfet arrêtent : *que les chansons contraires aux bonnes mœurs (?) ne seront point supportées et que pour la tranquillité publique*, etc... les gendarmes, policiers et toute la clique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Pauvre populo, ce qu'on t'en bourre de la poudre dans les yeux que tu t'obstines à ne pas vouloir ouvrir!

Continuez, Messieurs de l'ordre, vos agissements sournois contre les anarchistes, vous n'empêcherez pas l'idée de sortir de toute cette boue que vous accumulez, car sincèrement, contre qui, sinon contre les libertaires de Montceau, avez-vous élaboré ces idiotes élucubrations?

⁂

Dimanche dernier, le syndicat des mineurs de Montceau s'est réuni en assemblée générale pour discuter quelle attitude il devait prendre devant les renvois injustifiés qui ont été faits par le nouveau directeur.

Après de grandes discussions, les mineurs n'ont pas jugé le moment opportun de faire grève, et ont repoussé de plus fermes décisions à une date ultérieure.

⁂

Les camarades poursuivis pour l'incident Broutchoux ont été arrêtés l'autre semaine; le juge d'instruction de Chalon-sur-Saône avait lancé contre eux un mandat de comparution, lequel fut transformé en mandat d'arrêt, lorsque deux de ces camarades se présentèrent à son bureau. D'autres, qui sont également poursuivis, ne s'étant pas présentés et ayant filé sous un ciel meilleur, n'ont donc pas à souffrir des actes arbitraires de la clique enjuponnée. Allons, de l'ordre, Messieurs, de l'ordre!

L. S.

Hollande.

La Hollande se présente de temps en temps à nos yeux comme le pays des curiosités.

Un des derniers jours d'octobre, le bourgmestre de la commune de *Schagen* (Nov. Hollande septentrionale) s'adressa aux membres du conseil municipal avec l'allocution suivante :

« Avant de lever la séance, je désire vous communiquer que je vais quitter cette commune, à la tête de laquelle j'ai été pendant six années.

« Dans ma qualité de fonctionnaire du pouvoir public, je suis obligé de faire continuellement des actes que je désapprouve de tout mon cœur, des actes qui sont contraires à ce que je veux considérer comme ligne de conduite pour ma vie et qui pour moi est incorporé dans le sermon de la Montagne de Jésus. J'ai donc donné ma démission honorable pour le 1ᵉʳ décembre. Avec cette communication à vous, je lève la séance. »

Un vrai *merle blanc*, ce M. *Borman*, maire de *Schagen*.

On dit qu'il fixera sa demeure à La Haye pour s'occuper dorénavant de l'administration de l'imprimerie *Vrede* (Paix), imprimerie des chrétiens tolstoïens.

Avant son départ, ce magistrat avait soutenu la propagande socialiste et antimilitariste en apportant par exemple lui-même des circulaires aux conscrits, au colporteur socialiste révolutionnaire de sa commune. Il favorisait également dans sa commune la propagande contre l'alcoolisme.

Quelle est la différence entre ce magistrat et nos social-démocrates modernes!

L'un a sacrifié sa carrière de maire à ses principes, les autres abandonnent leurs principes de socialistes et de révolutionnaires pour parvenir à occuper une place de maire, de député ou même de conseiller municipal.

Nous saluons le premier, comme nous condamnons les autres.

***

Le pauvre De Bruin, le vaillant jeune homme qui pendant dix-huit mois a subi la prison parce qu'il ne voulait pas faire son service militaire, étant antimilitariste, a cédé devant ses bourreaux. Il a été traîné de cachot en cachot, de cellule en cellule. Il a fini par demander à faire son service comme milicien à l'infirmerie. Il a écrit à ses parents : « Je sentais bien que je ne pouvais plus résister et qu'un malheur viendrait sur moi si je continuais. Voilà pourquoi j'ai consenti.. .. »

Pauvre garçon! Si son exemple avait été suivi par vingt, par cent, par mille autres, la maudite conscription aurait été abrogée.

C.

***

Si vous voulez, camarade rédacteur, je vais reprendre mes correspondances de Hollande. En n'entendant jamais parler de nous, les camarades pourraient croire que l'anarchisme allait mal ou n'allait pas du tout en Hollande. Il n'en est rien, heureusement! N'en déplaise à M. Van Kol qui se plaît à proclamer dans la *Petite République* notre mort, nous tenons toujours et plus que jamais. Du reste, les attaques véhémentes de la presse social-démocrate prouvent assez bien combien l'assertion de ce monsieur est mal fondée : on ne s'occupe pas tant d'un ennemi mort, d'un parti disparu! Le Parti ouvrier (?) soc.-dém. aime à s'identifier avec le mouvement ouvrier — que dis-je? avec le progrès lui-même! C'est là un jeu innocent qui ne nuit à personne, si ce n'est au parti même dont l'arrogance commence à exciter l'hilarité générale. Que l'anarchisme soit nié de cette bande d'avocats, de pasteurs, de rentiers, tous fouettés par une ambition démesurée, je le veux bien! Nous ne ferons pas moins bonne besogne pour cela.

Le groupe libertaire d'Amsterdam a pris l'initiative de faire traduire et d'éditer les rapports du Congrès révolutionnaire, probablement sous forme de suppléments à nos journaux anarchistes. C'est une excellente entreprise et j'espère bien que dans les autres pays les camarades tâcheront d'en faire autant. Il y a là une source d'idées fraîches et saines qui doivent pénétrer dans les milieux ouvriers du monde entier.

L'attitude que leur organe bi-hebdomadaire *Vrede* (la Paix) prend actuellement envers nous est tout à fait déplorable. Qu'il défende un spiritualisme à toute outrance, on peut s'y attendre de ce côté-là; qu'il ne sympathise pas avec des actes de révolte comme ceux d'un Emile Henry, d'un Angiolillo, ça ne saurait nous étonner dans ces fanatiques de la résistance passive; mais qu'ils aillent jusqu'à représenter nous autres anarchistes-communistes comme des gens ayant le culte de la bombe et du poignard, uniquement pour mieux faire ressortir la beauté de leurs chimériques théories, voilà à quoi nous ne nous attendions pas de leur part. Ces « chrétiens anarchistes » sont plus chrétiens qu'anarchistes et leur christianisme se manifeste un peu comme celui des autres.

Pour cette fois je vais terminer ma correspondance, mais non sans vous apprendre que dimanche prochain le martyrologe des camarades de Chicago sera commémoré par bien des réunions, des petites brochures et des articles de journaux. En effet, chez nous, cet anniversaire ne passe jamais inaperçu : il faut honorer la mémoire de ceux qui sont tombés pour la cause de l'émancipation du peuple. Et puis l'héroïsme de ces lutteurs-là est un bel exemple pour remonter le courage de ceux que la lutte menace de décourager!

P. M. Wink.

Suisse.

Zoug : *Drame de la misère.* — A Oberwil, village du canton de Zoug, vivait M. Kraft avec sa femme et ses cinq enfants. M. Kraft, peintre décorateur, malgré ses actives recherches, était depuis quelque temps sans travail, les privations vinrent, puis la faim fit son apparition dans la maison. Découragé et ne voyant aucune issue à sa lamentable situation, M. Kraft a tué sa femme d'un coup de revolver et s'est ensuite logé une balle dans la tête. Les cinq enfants restent orphelins.

***

Niewald : *Violence policière.* — Une affaire qui rappelle celle de Saint-Gall vient d'arriver à Hargiswyl : des agents de police ont aidé un sieur W., de Vienne, à enlever une fillette à sa mère, l'épouse séparée de W. La violation de domicile a eu lieu après minuit, malgré les protestations des personnes présentes à cette irruption policière. L'un des agents donna l'assurance qu'il ne s'agissait que d'une explication; W. se saisit de l'enfant, l'un des sbires empoigna la malheureuse mère et, quelques instants plus tard, la fillette avait disparu. Toute la contrée flétrit cet acte de violence abominable.

***

Lausanne. — Après sept semaines de lutte des plus légalitaires, la grève des manœuvres et maçons s'est terminée; les ouvriers obtiennent 50 centimes de plus par jour. Ce n'est pas à dédaigner, certes, mais le salariat n'en existe pas moins qu'avant; certains travailleurs reçoivent encore, pour un travail pénible au possible, la maigre somme de 3 francs au bout de la journée. Si, au lieu de s'en tenir aux petites grèves partielles, les prolétaires s'organisaient économiquement et faisaient la grève générale, on aboutirait forcément à l'expropriation, à la suppression de toute exploitation lourde ou légère. Ce ne serait peut-être pas à dédaigner non plus.

***

Si la vieille légende, qui veut faire de la Suisse un pays de liberté, existe toujours, ça ne sera pas de la faute des douces autorités fédérales. Il y a deux semaines, quatre Italiens étaient expulsés pour avoir vendu quelques numéros du *Réveil* et surtout pour avoir voulu fonder, à Saint-Imier, un syndicat du bâtiment; ce dernier crime, s'organiser un peu pour résister à l'exploitation capitaliste, était intolérable; ils s'en aperçurent. Mais ce n'est pas tout. Il y a huit jours, un camarade de Lausanne, Italien également, reçut son congé du canton de Vaud, parce qu'étant déserteur il n'avait pas ses papiers en règle. Mais cette histoire de papiers n'est qu'un bas prétexte, car on connaît ici plusieurs déserteurs français très bien considérés de la police; il est vrai de dire que ce sont des commerçants et des bourgeois enrichis, tous amis de l'ordre; leur argent est d'ailleurs utile aux pintiers, hôteliers et autres larbins et maîtres du pays. Le plus clair de l'affaire, c'est que nos gouvernants commencent à craindre le mouvement anarchiste qui semble se dessiner par là; en supprimant les camarades, ils s'imaginent tuer l'idée. Comme si l'on pouvait tuer une idée juste, belle, rénovatrice!

O. D.

Californie.

La grève des mineurs. — Ce qui caractérise cette grève, c'est surtout la constance peu commune des grévistes dont pas un seul n'a repris le travail malgré les intimidations de la police et de la troupe et les concessions accordées par les compagnies à tout mineur qui reprendra le travail. Au début, la grève n'était pas générale — près d'un quart du nombre total des mines continuait le travail avec le personnel réduit; mais ce nombre diminuait de jour en jour et aujourd'hui on peut bien dire qu'elle est générale — car elle embrasse 95 0/0 du nombre total des ouvriers, le reste (5 0/0) étant obligé de quitter le travail par leurs patrons, qui ont fini par fermer les mines, craignant de trop irriter les grévistes.

Tout porte à croire que la fin de la grève marquera une victoire complète pour les ouvriers. Déjà à la fin de la première semaine du conflit, les représentants des compagnies, réunis en congrès à Wilkesbarre, accordèrent aux ouvriers une augmentation de 10 0/0 sur les salaires. Personne ne doutait dans le monde bourgeois que cette augmentation désarmerait les grévistes ou tout au moins en réduirait fortement le nombre. Quelle désillusion! La nouvelle en passa tout à fait inaperçue. C'est que les grévistes demandent non seulement une augmentation de salaire, mais aussi (je dirais presque « principalement ») la reconnaissance de l'*union* et c'est sur ce point que tendent à présent tous leurs efforts. Or les compagnies ont juré de ne reconnaître en aucun cas l'*union*, craignant qu'une fois officiellement reconnue comme représentant tous les ouvriers, celle-ci ne tende à s'immiscer dans les affaires, à surveiller les livres pour faire rehausser les salaires dès que les livres des compagnies montreront une amélioration dans les affaires. Les compagnies donc s'obstinent à refuser, mais qui sait? peut-être bien que les sous cette fois vaincront les pièces d'or.

En attendant la fin de la grève, qui, vu la demande énorme de charbon, n'est pas lointaine, les grévistes organisent des démonstrations monstres, des réunions en plein air, où, se sentant les coudes et se débarrassant de leurs préjugés bourgeois, ils se préparent aux grandes luttes futures.

La plus importante de ces démonstrations a eu lieu le 2 octobre à Wilkesbarre, où plus de 16.000 hommes paradaient, ce qui demanda une heure un quart pour les voir passer tous à un point donné. Sur les bannières, nombreuses, on voyait des inscriptions variées, par exemple : « Nous combattons pour une cause juste et grande » — « Nous voulons que notre *union* soit reconnue » — « Nous ne voulons plus être esclaves », et sur les bannières des enfants on lisait : « Nous devrions être à l'école, mais nous sommes forcés de travailler » — « Sauvez-nous des balles du shériff et de ses policiers » — « A bas l'oppression! » etc., etc. Plus de quarante bandes de musique, des chars décorés, sur lesquels on voyait le contraste des scènes de la vie des mineurs et de celle des patrons, une civière sur laquelle était figuré le corps d'une victime du grisou, rendaient plus impressionnante encore cette imposante démonstration.

Il semble que le gouvernement local s'apprête à défendre toute réunion dans la rue par crainte non du désordre, car il n'y en a pas, mais de l'impres-

sion favorable aux mineurs qui dérive de ces démonstrations. Oh! la libre Amérique!

ZAPOROJETZ.

Belgique.

AMNISTIE. — A l'occasion du mariage de notre futur roi, Albert Ier, les socialistes avaient manifesté l'intention d'organiser, dans la capitale, une grande démonstration publique en faveur du S. U. et de la libération de Jules Moineau. Cette dernière question, seule, nous intéressait, et, sans nier les intentions généreuses de ceux qui multiplièrent les démarches officielles en faveur de Moineau, il n'en apparaissait pas moins, aux yeux de tous, que le meilleur des procédés était encore d'agiter l'opinion publique, de soulever la rue, d'imposer, coûte que coûte, au gouvernement clérical, la libération d'un homme, frappé uniquement parce que *libertaire*. La manifestation, au dernier moment, fut contremandée. Toutefois, les socialistes et les hommes de liberté entendent bien profiter de la réouverture de notre Guignol législatif pour *peser* à nouveau sur l'opinion publique et réclamer vigoureusement la libération de notre ami.

Vous saisissez l'importance de cette démonstration tout *humanitaire*.

Combien d'années se sont écoulées déjà depuis le crime judiciaire de Liège! Combien de batailles furent livrées déjà, pour la revision de ce procès de tendance! Certes, on peut, avec joie, mesurer l'immensité du chemin parcouru. Une énorme enjambée fut faite vers la délivrance. Mais le fait brutal est là : Moineau est toujours au bagne. Il faut vraiment que des préventions bien tenaces attachent leur rouille envenimée aux idées libertaires, pour qu'un mouvement plus spontané encore ne réunisse pas les hommes de cœur et ne les fasse réfléchir unanimement au sort immérité d'un camarade frappé dans une période d'affolement des esprits.

Mais espérons que la lutte va, cette fois-ci, se manifester dans toute son ampleur : la classe ouvrière n'oubliera pas que, pour elle, Moineau sacrifia sa position, son avenir, son bonheur.

Si le gouvernement ne cède pas, on pourra dire que, chez nous, la peine de mort est admirablement remplacée par la guillotine sèche. Nous entendons par là cette affreuse solitude du bagne, dans le silence de laquelle chaque heure, chaque seconde vous arrache un lambeau de vie. Nous entendons par là cette atrophie des facultés, cette insipide monotonie des mois et des années, dans un réduit où pas une nouvelle n'arrive du dehors, où aucune lueur d'espérance ne vient irradier l'âme du patient.

Mais nous pensons encore, malgré tout, que la scélératesse gouvernementale n'en arrivera pas à cette extrémité. Le gouvernement accorda des grâces à de nombreux soldats, vraisemblablement parce qu'il trouve l'heure venue de *ménager l'armée*, sur la *discipline* de laquelle on ne se montre plus très rassuré. Il gracia des miliciens par *intérêt*. Il saura, souhaitons-le, amnistier Moineau par *justice*, par désir *de réparation*.

FLAUSTIER.

Espagne.

Comme on ne l'ignore pas, après la dissolution de l'Internationale, la Fédération espagnole subsista avec son organisation basée sur les aspirations libertaires.

En 1881, elle affirmait publiquement les principes anarchistes au Congrès de Barcelone. Les camarades continuaient alors les traditions de l'Internationale, c'est-à-dire qu'ils s'organisaient en sections de métiers et en fédérations municipales, provinciales et nationales. De la sorte, cette organisation atteint son apogée en 1882 ; à cette époque, la Fédération comptait soixante-cinq mille adhérents et elle était représentée au Congrès de Séville par plus de 250 délégués, force énorme si l'on tient compte que l'Espagne est très pauvre industriellement et que les paysans sont très réfractaires à l'association.

Les camarades, cependant, obéissant aux exigences des principes, durent dissoudre cette grande organisation, et lui substituer les groupes composés d'éléments conscients, car dans les sections corporatives la majorité n'était pas réellement anarchiste, mais seulement sympathique à l'anarchisme.

Pour ce fait et à cause des persécutions répétées qui suivirent, nos idées perdirent leur influence sur la masse prolétarienne et les socialistes autoritaires purent commodément attirer sous leur bannière les associations dispersées. Ils se heurtèrent cependant à une difficulté énorme : l'esprit d'indépendance des travailleurs espagnols et leurs tendances fédéralistes très marquées, qui les rendent rebelles à tout autoritarisme.

Aussi, en quinze ans, les socialistes ne parvinrent-ils à accaparer qu'un petit nombre de syndicats. Très laborieusement ils constituèrent l'*Union Générale des Travailleurs espagnols*, qui compte, actuellement, environ douze mille fédérés. Cette « Union » est présidée par Iglesias et elle fut représentée au Congrès socialiste international tenu à Paris par les autoritaires. Ces deux faits démontrent que l'Union en question n'est qu'une succursale du Parti Ouvrier et que ses adhérents sont des travailleurs faiblement conscients. Unis pour l'action purement économique, ils se laissent cependant entraîner dans le gâchis politique, séduits qu'ils sont par les sollicitations intéressées des chefs aspirant à la députation.

Quelques sociétés corporatives protestèrent récemment contre de telles tendances. Parmi celles-ci, l'*Avenir du Travail*, société d'ouvriers maçons de Madrid, composée de 500 membres environ, en dissidence avec les esclaves d'Iglesias, provoqua une véritable crise au sein de l'*Union Générale des Travailleurs*.

Comme en Espagne, et surtout en Catalogne, il existe un grand mouvement ouvrier, étranger à l'influence du Parti Ouvrier, la société madrilène convoqua la société de métiers à un congrès général dans le but de constituer une fédération libre des travailleurs espagnols.

Les chefs socialistes, se rendant compte qu'ils perdaient tout à fait leur maigre influence sur les ouvriers associés, dénoncèrent comme anarchiste l'*Avenir du Travail* en une circulaire fameuse et digne de policiers, et cela dans le but évident d'empêcher la célébration du Congrès convoqué.

A la suite de ce fait, nombreuses furent les protestations contre la conduite d'Iglesias et autres aspirants à la députation et les ouvriers firent voir clairement qu'ils n'étaient pas disposés à faire le jeu de tels ambitieux. En dépit de tout le travail souterrain des endormeurs marxistes et des menaces de suspension du Congrès par le gouvernement, ledit Congrès se réunit, les 13, 14 et 15 octobre dernier, au théâtre Eldorado de Madrid.

On peut se rendre compte du résultat par ce qui suit :

Les délégués présents représentaient 157 sociétés ouvrières et 56 autres sociétés qui adhéraient au Congrès n'avaient pas envoyé de délégués ; soit un total approximatif de 52.000 fédérés.

La Fédération des Travailleurs de la Région espagnole fut constituée sur la base d'un simple pacte ou d'une alliance, sans règlements embarrassants, et laissant à chaque groupement la plus complète autonomie. Cette Fédération n'est certainement pas anarchiste, mais elle s'inspire d'un large esprit libertaire. La politique, au cours du Congrès, fut énergiquement combattue, ainsi que l'autorité exercée par les leaders et l'exploitation à laquelle se livrent certains socialistes sur les sociétés de métiers.

Dans la nouvelle association, il n'y aura pas de charges rétribuées et au lieu d'un comité national ou de quelque chose de semblable, ayant un caractère autoritaire, on constituera un bureau régional de relations et de correspondance, sans attributions autoritaires d'aucune sorte, et qui siégera dans la ville où résident le plus grand nombre de fédérés (actuellement à Gérone, Catalogne).

Une des résolutions les plus importantes du Congrès est la suivante :

« Le Congrès décide de faire connaître au gouvernement sa volonté de voir lever la suspension des garanties constitutionnelles à Barcelone, et si cette levée n'avait pas lieu dans un très court délai, la Fédération se verrait obligée d'agir ainsi qu'elle le jugerait utile. » Cette dernière partie de la résolution n'est pas bien déterminée, le représentant du gouvernement présent n'ayant pas permis que l'on parlât de déclarer la grève générale dans le cas où les garanties ne seraient pas rétablies à Barcelone. Il est bon de dire, pour ceux qui l'ignorent, que la suspension des garanties constitutionnelles signifie un état exceptionnel, où les droits d'association, de réunion, la liberté d'impression, etc., n'existent plus, et où il est permis d'arrêter tout citoyen sans motif aucun.

Les résolutions du Congrès relatives aux questions ouvrières sont très radicales. Nous ne les reproduisons pas, faute de place. Beaucoup de vieux camarades, vétérans des luttes ouvrières depuis l'Internationale, travaillent activement au sein de cette Fédération.

Ce mouvement important du prolétariat espagnol démontre qu'ici la tendance libertaire est générale parmi les travailleurs, car, en dépit des socialistes appuyés par certains journaux bourgeois et malgré les persécutions, les ouvriers sont toujours disposés à l'association libre et ne veulent entendre parler ni de députés ni d'élections.

Les anarchistes, pour la plupart, ont fait bon accueil à ce mouvement qui prouve que chaque jour, un peu plus, la classe ouvrière vient à la pratique de nos idées.

En échange, les socialistes marxistes sont désespérés, déçus dans leurs plus chères illusions; il leur faudra dire adieu aux sièges municipaux et parlementaires qu'ils convoitaient. Avec tous leurs discours pompeux et tout leur tintamarre, ils ne sont plus que quatre hommes et un caporal, et cela parce que l'Espagne ouvrière, pour n'être pas anarchiste, n'en a pas moins en grande estime son indépendance.

R. M.

Maroc.

TANGER. — Le 20 du mois dernier, nous avons donné un meeting en faveur de la liberté des condamnés pour les affaires de Jerez 1888 et 1892 ; c'est le troisième de ce genre que nous avons donné ici, ayant réussi à intéresser l'opinion en faveur de ces camarades. Le dernier fut suivi d'une conférence libertaire dans laquelle Soledad Gustavo fit le procès de notre société et l'apologie de l'Anarchie. Un camarade venu avec elle de La Linéa (ville près Gibraltar), prendre part au meeting, prit la parole et, en termes ordinaires, simples, mais avec beaucoup de logique, réussit à faire comprendre à l'auditoire non seulement l'inutilité du

militarisme comme sauvegarde de l'honneur national, mais aussi la nécessité de faire disparaître une institution école d'assassinat, où le fils, suivant les circonstances, devient le bourreau du père, le frère du frère, etc., témoin, pour n'en citer qu'un seul, le langage tenu par Guillaume II à ses troupes à propos des socialistes.

Réfutation par le même camarade des théories criminalistes de Lombroso.

En somme, bonne journée pour la propagande.

Ayant projeté un nouveau meeting pour fin 1900, dans le même but, on s'occupe de faire les travaux préparatoires.

A. Bernarer.

Chine.

Un correspondant de l'*Etoile Belge* raconte comment les troupes russes s'y prennent pour pacifier et civiliser la Mandchourie. A Blagovechtchensk, ville de 35.000 habitants sur le fleuve Amour, il y avait 6.000 Chinois; 1.000 partirent avant la déclaration de la guerre; des 5.000 restants, il n'y a plus que 60 survivants : tous les autres ont été massacrés par les cosaques. Les commerçants, les hôteliers russes s'efforcèrent de protéger leurs employés chinois, gens pacifiques; mais ils furent massacrés quand même.

« Le gouverneur militaire et le chef de la police avaient donné l'ordre d'arrêter tous les Chinois résidant dans la ville. Le bruit courait que des émissaires des Boxers y avaient été envoyés et qu'une insurrection était à craindre. En réalité, les pauvres Célestes se comportèrent comme des moutons. On vint les chercher chez eux et on les conduisait par bandes de centaines hors de la ville.

« Alors les cosaques et les gardovas (agents de police) eurent une idée très simple. Ils dépouillèrent les premiers Chinois de leurs vêtements et les poussèrent dans le fleuve, en les engageant à nager de l'autre côté. Les victimes se débattaient, criaient et, finalement, emportées par le courant, se noyaient. Pour leur faciliter la natation, les bourreaux leur attachèrent les tresses trois par trois ou cinq par cinq. Vous vous imaginez facilement combien amusante dut être cette scène. Les Chinois ne firent aucune résistance, mais ils crièrent et pleurèrent, offrant à leurs bourreaux leur argent, leurs montres, leurs vêtements : ce qui paraît avoir tout au plus ajouté à la gaîté de la scène. Bref, les 5.000 Chinois furent jetés à l'eau, et les meurtriers, pris de frénésie, les poursuivirent dans des barques, le couteau et la hache en mains. L'endroit du massacre est situé à 7 kilomètres en amont.

« Les cadavres commencèrent à défiler par paquets et par grappes, au fil de l'eau, devant Blagovetschensk.

« Ils s'écoulaient en aval, et chaque fois les habitants les repoussaient au fleuve, de sorte que la plupart descendront l'Amour jusqu'à son embouchure. Mais nous en rencontrerons encore beaucoup, paraît-il, entre Blagovetschenck et Khabarofsk, échoués sur les rives, dans des endroits ignorés.

« Un capitaine de navire m'a dit qu'il y a des passages sur le fleuve où l'odeur est insupportable. »

Tunisie.

A Tunis, dans la dernière quinzaine d'octobre, grand émoi patriotique parmi la population française, au sujet du départ pour l'Extrême-Orient d'un bataillon de tirailleurs indigènes : des listes de souscription circulaient et se couvraient de signatures, pour fêter ce départ et offrir des cadeaux aux vaillants soldats. Or, durant trois jours, les vaillants soldats se répandirent dans la ville, baïonnette à la main, injuriant et menaçant les Européens, enfonçant les portes et essayant de piller les boutiques. Leur intention était, paraît-il, de se faire emprisonner afin de ne pas partir. Ils préfèrent la prison à la boucherie, et ils ont bien raison; mais ces indigènes assez vils pour s'enrôler chez les massacreurs de leurs pères et contribuer à maintenir leurs frères sous le joug, ce ne serait pas un bien grand malheur qu'on les envoyât se faire massacrer en Chine ou n'importe où.

⁂

Les journaux bourgeois ont annoncé l'arrestation et la condamnation à *deux* ans de prison d'un anarchiste allemand, Hugo Grünwald, pour apologie du meurtre de Umberto.

D'une lettre qu'il nous envoie, il ressort qu'il était signalé, et que c'est un guet-apens qui lui a été tendu. Il fait appel du jugement; la presse bourgeoise, comme de juste, a relaté le fait sans commentaires.

Deux ans de prison pour délit de parole!

VARIÉTÉS

Nous avons reçu de la Nouvelle-Calédonie le travail ci-dessous sur le bagne. Malgré que l'auteur ait conservé beaucoup d'illusions sur l'administration, le gouvernement et le parlementarisme, nous avons cru intéressant de le reproduire, car on ne connaît rien sur ce qui se passe là-bas.

LE BAGNE PHILANTHROPIQUE

DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

I

Comment il fut conçu. — Ce qu'il devait être. Ce qu'on en fit.

Dans tous les temps, la société bourgeoise et capitaliste, composée des repus, songea à se garder contre les meurt-de-faim qui, n'ayant rien à se mettre sous la dent, poussés par l'implacable nécessité, — le *Duris urgens* dont parle Virgile — ont attaqué la propriété ou les propriétaires pour satisfaire aux besoins impérieux de l'existence. Elle s'est forgé ainsi tout un arsenal de lois répressives, odieuses dont elle s'est servie pour dompter les révoltés de la misère. Mais comme ces lois impitoyables étaient impuissantes à la protéger efficacement, et que, loin d'amoindrir les dangers qui la menaçaient, elles ne faisaient qu'irriter davantage les victimes et les rendre plus redoutables, les attaques se multiplièrent, et la récidive s'accrut dans de telles proportions que l'on dut songer à prendre des mesures suprêmes pour protéger la société menacée.

Alors les criminalistes pensèrent que le moyen le plus sûr était d'éloigner les malfaiteurs de leur patrie et de les contraindre à gagner leur vie dans des colonies lointaines, d'où ils ne pourraient plus revenir. Par la transportation des criminels, on atteindrait un triple but: on châtierait les coupables, pour terrifier ceux qui seraient tentés de les imiter; on les mettrait dans l'impuissance de nuire à l'ordre établi, en les éloignant pour toujours; et on se déchargerait de la lourde dépense de leur garde, de leur nourriture et de leur entretien en leur donnant, dans les colonies, des terres qui ne coûteraient rien, puisqu'on les prendrait par la force aux naturels.

Ce fut dans cette pensée que le gouvernement impérial proposa la loi du 30 mai 1854.

Au premier coup d'œil, cette loi inique paraissait libérale. Elle avait un petit air de philanthropie humanitaire qui pouvait séduire les esprits généreux. Ne donnait-elle pas aux miséreux le moyen d'acquérir la propriété, de se créer dans les pays lointains une famille et une nouvelle patrie!

Elle fut votée d'enthousiasme.

Pour faire accepter par la nation, toujours généreuse malgré ses erreurs, cette nouvelle pénalité, qui aggravait l'ancienne de celle de l'exil perpétuel, on avait introduit dans le texte même de la loi diverses stipulations qui semblaient garantir de sérieux avantages aux condamnés. « Le Gouvernement *pourra* accorder aux transportés la liberté conditionnelle (art. 11 et 12) ou des concessions de terrain qu'ils cultiveront à leur profit. Il *pourra* les relever des incapacités dont ils sont frappés par l'application des art. 34 et 42 du Code pénal. »

C'était leur accorder, dans la colonie pénale, la liberté la propriété et les droits de citoyens perdus par leur condamnation.

En somme, grâce à ces dispositions, les misérables pouvaient se considérer comme de véritables colons et oublier qu'ils étaient des bannis.

Mais hélas! il y a loin de la coupe aux lèvres. Et ceux qui fondèrent quelque espérance sur de telles promesses vagues, furent terriblement désillusionnés. Ils ignoraient que les lois sont faites pour être violées.

A noter en passant, que la loi du 30 mai ne faisait au gouvernement aucune obligation formelle d'en exécuter les prescriptions. « *Il pourra* », disait-elle, faire telle ou telle chose suivant son caprice et sa fantaisie. Elle le chargeait, en outre, de faire un règlement d'administration publique qui déterminerait de quelle façon elle serait exécutée. C'était lui donner carte blanche et lui accorder un pouvoir illimité sur la personne et la liberté des condamnés. Elle ne lui imposait que deux obligations formelles, qui, du reste, furent méconnues: faire ce règlement et créer, dans les colonies pénales, des tribunaux maritimes spéciaux chargés de réprimer les crimes et délits que commettraient les transportés.

On verra par la suite quels furent les résultats épouvantables de l'oubli de ces deux prescriptions essentielles.

Ainsi armé de cette loi répressive, le Gouvernement se hâta d'abord de se débarrasser des criminels qui le gênaient, en les transportant en masse à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie, où rien n'était préparé pour les recevoir. On créa une armée de fonctionnaires, de surveillants, grassement payés, et d'agents de toute sorte (le chiffre en est fabuleux), auxquels on donna les pouvoirs les plus absolus, ce qui en fit de véritables mandarins inutiles, autant que grotesques et dispendieux.

Ainsi furent casés un grand nombre de fruits secs et des incapables, quémandeurs d'emplois dont on ne savait que faire en France, et qui devinrent tout à coup des personnages importants dans les colonies pénitentiaires.

Par exception, cependant, le capitaine de vaisseau Suillain et le capitaine de gendarmerie Dugat, — deux hommes d'un mérite réel, — furent chargés, en Nouvelle-Calédonie, de l'exécution de la nouvelle lo pénale.

Tous deux s'inspirèrent de ce qu'elle semblait avoir de généreux, et, après leur avoir fait subir de courtes épreuves, ils placèrent en concession à Bourail un certain nombre de condamnés, sous l'habile et savante direction de M. Henri Lacroix, agent de culture et de colonisation, qui devait leur donner ses conseils éclairés. On fit à ces nouveaux colons une avance de six mois de vivres, de quelques semences et d'un outillage rudimentaire, de quelques têtes de bétail, et on les abandonna à leur propre initiative. Malgré des difficultés inouïes, ils ne tardèrent pas à prospérer; et le centre agricole et la colonisation pénale donnaient déjà les plus grandes espé-

rances, lorsque la tourmente de 1870 vint emporter les trois hommes de cœur qui les soutenaient et qui avaient le désir de les faire réussir.

Ils furent remplacés par trois despotes, tortionnaires des déportés de la Guyane, les trop célèbres Gauthier de la Richerie, Aristide Charrière et Giverdey, qui ne tardèrent pas à renouveler en Nouvelle-Calédonie leurs sinistres exploits de Cayenne, où ils avaient compromis la colonisation pénale, comme le constate l'amiral Rigault de Genouilly dans la dépêche qui suit et explique le décret du 20 novembre 1867, portant réorganisation du corps militaire des surveillants des établissements pénitentiaires des colonies.

L'histoire de ces trois hommes n'est plus à faire; d'autres se sont chargés de ce soin. Il nous suffira de dire que c'étaient trois hommes sans scrupule, à idées étroites et fixes, chez lesquels le sens moral était oblitéré et dont l'entêtement stupide n'avait d'égal que la froide cruauté.

Dès leur arrivée, ils n'eurent rien de plus pressé que de détruire ce que leurs prédécesseurs avaient fait.

Leur premier soin fut d'ôter aux concessionnaires toute liberté d'action, et de les contraindre à une culture exclusive. Ils exigèrent qu'ils plantassent tous de la canne à sucre, qu'ils devaient livrer à un industriel, installé à Bourail, et avec lequel l'Administration avait passé un contrat par lequel elle s'était engagée à lui fournir toute la canne à sucre nécessaire au continuel fonctionnement d'une usine qu'il avait fait construire sur ce centre : on avait pris vis-à-vis de lui un engagement complètement irréalisable; car, d'une part, les terrains concédés étaient, pour la plupart, impropres à cette culture, et, d'autre part, les concessionnaires étaient trop peu nombreux pour satisfaire à une telle consommation.

Qu'arriva-t-il?

C'est que les clauses du contrat n'ayant pas pu être remplies, l'Administration se trouva dans la nécessité d'acquérir l'usine pour son compte. Elle lui fut cédée contre la cession gratuite de 300 condamnés, qui devaient travailler pendant vingt ans dans les exploitations minières de l'industriel.

Nous n'entrerons pas ici dans les détails, pourtant très instructifs, des faits qui produisirent la ruine de la colonisation pénale et son discrédit immérité. Nous dirons seulement que l'Administration, étant ainsi devenue propriétaire d'une vaste usine (dont elle n'avait que faire), se substitua à l'industriel et l'exploita pour son propre compte, devenant ainsi la concurrente redoutable des autres usines du pays, notamment celles de Koé et de Bouraké, qu'elle ruina.

Lancée dans cette voie, elle ne sut plus s'arrêter. Elle exigea que tous les concessionnaires plantassent uniquement pour elle. Elle créa de vastes établissements agricoles, des fermes, des ateliers de construction, des exploitations forestières avec scierie à vapeur, des briqueteries, marbreries, fonderies, etc., etc. En un mot, tout un monde de production nuisible aux intérêts du pays. Elle devint si puissante qu'on a pu dire d'elle qu'elle était « un Etat dans l'Etat ». On la vit, en effet, élever de toutes parts des monuments, aussi fastueux qu'inutiles, créer des bureaux à faire pâlir ceux de nos ministres, avoir à sa solde toute une armée de fonctionnaires, d'agents de culture et de colonisation, d'ingénieurs, de gardes-magasins, de gratte-papiers de tous grades, dévorant et gaspillant, à qui mieux mieux, un budget annuel de 7 à 8 millions de francs, que les Chambres votaient pour la « colonisation pénale », et qui s'engloutissait improductif, dans le plus formidable gâchis qui se soit jamais vu.

Pendant plus de vingt-cinq ans, 7 à 8.000 transportés furent ainsi distraits de la véritable colonisation pour être uniquement employés dans les entreprises ruineuses de l'Administration, dont chaque fonctionnaire était un petit pacha, possédant cuisinier, jardinier et larbin à tout faire, pris parmi les transportés.

« L'œuvre de régénération, a dit récemment un témoin oculaire (1), se borna à des créations superflues, sans que les routes fussent entreprises. Auprès de chaque budgétivore, il y eut des condamnés, rognant sur la ration d'autrui pour engraisser les porcs de la chiourme, du commandant, du directeur, tous avilis dans la domesticité courante. Et dans cette école d'application, où l'on voyait le fonctionnaire exploiter l Etat et les condamnés, vivre grassement et rouler carrosse dans le bagne même, le forçat prit des leçons de paresse et d'invincible dégoût pour cette société tripotante. Pas un qui ne sorte de là sans un haut-le-cœur au souvenir de ce qu'il a vu! »

Il fallut une bien grande tyrannie pour transformer ainsi un condamné, ayant encore quelque ressort dans l'âme, en un être définitivement déchu. L'administration pénitentiaire se chargea de cette mission.

Elle fit de chaque forçat un être définitivement dégénéré, désormais facteur d'une contamination active. Plus de 250 millions furent dépensés pour ce beau résultat!

Il eut pour effet de faire supprimer une partie du budget de la Pénitentiaire et de faire condamner l'œuvre de colonisation pénale; car une enquête administrative prouva, clair comme le jour, que les causes de son avortement venaient uniquement de la paresse, des vices et de l'incurabilité des forçats.

Ainsi s'écrit l'histoire! . . .

∴

Des tripoteurs d'affaires, qui prévoyaient cet effondrement, étaient aux aguets, songeant à s'emparer des forces de la transportation quand l'Administration serait forcée d'abandonner ses entreprises coupables. Ils se prévalurent de la cession de main-d'œuvre faite au créateur de Bourail (l'usine) pour demander au moins le privilège d'une main-d'œuvre à bon marché. Des directeurs, des gouverneurs, des ministres mêmes se prêtèrent à ces manœuvres.

Pour faire accepter ces contrats monstrueux notés plus tard d'infamie, et stigmatisés en Nouvelle-Calédonie du nom de « contrat de chair humaine » leurs promoteurs eurent l'audace et le cynisme d'invoquer des raisons humanitaires (!) qui produirent leur effet sur les naïfs. On prétendit que l'insuccès de la colonisation agricole tenait à l'ignorance des condamnés pour les travaux de culture qui leur répugnaient, et qu'il leur serait plus agréable, et plus avantageux en même temps, de devenir mineurs. Leur passage dans les mines leur mettrait en mains un métier profitable, qui les mettrait à même de gagner honorablement leur vie; ce qui permettrait d'en mettre « un grand nombre en liberté conditionnelle et de fonder ainsi des centres ouvriers où ils pourraient se créer une nouvelle famille »!

Les contrats furent consentis.

Ce fut l'un des faits les plus odieux qu'ait eu à enregistrer l'histoire contemporaine, et qui devait avoir des conséquences plus graves encore que celles que nous avons rapportées. Ce fut l'exploitation humaine élevée à la hauteur d'une institution sociale.

En effet, c'était livrer des malheureux sans défense à la rapacité sordide d'exploiteurs sans scrupules et sans entrailles!

(A suivre.)

(1) Jules Durand, conseiller général de la Nouvelle-Calédonie.

(2) *Revue Blanche*, page 563.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le camarade Sivasti vient de publier sous forme de journal, ayant pour titre : *L'Aube nouvelle*, un manifeste aux conscrits. S'adresser à Sivasti, poste restante, à Montceau-les-Mines.

∴

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), Paris :

Samedi 17. — Henri Rainaldy : L'Esprit de la province.

Mercredi 21. — Etude des rapports du Congrès; Le communisme (1re étude).

Samedi 24. — Paul Delesalle : Les Congrès ouvriers de 1900 (1re partie).

N. B. — Les cartes d'auditeurs sont délivrées contre un versement mensuel de 0 fr. 50.

∴

*Les Egaux du XVII*e, 85, rue de Courcelles. — Samedi 17 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par le camarade Libertad sur Rabelais.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du samedi 17 novembre. Léopold Lacour : Le contrat social et l'individu.

Lundi 19. — Soirée musicale et littéraire ; piano, violon, chant, comédie.

Mercredi 21. — Victor Charbonnel : La Déclaration des droits de l'homme et le Syllabus.

∴

*Groupe communiste libertaire du XIV*e *arrondissement*. — Vendredi 16 novembre, salle Leborgne, rue Vandamme, 36, réunion du groupe.

Les camarades du XIVe convoquent particulièrement pour le vendredi 16 novembre les camarades désireux d'organiser une Fédération libertaire, à l'effet de venir discuter sur le rapport qui sera lu, concernant ce sujet.

∴

La *Rénovation sociale par le Travail* rappelle aux camarades que sa conférence, suivie de chants, sur « l'Argent contre l'Humanité », par le poète et chansonnier Xavier Privas, aura lieu dimanche prochain, 18 courant, à 2 heures, en l'hôtel des Sociétés Savantes, 8, rue Danton.

Il sera perçu pour les frais 50 centimes par personne.

∴

*Bibliothèque du XV*e *arrondissement*. — Réunion publique samedi 17 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, n° 3. Conférence par une compagne. Chants, poésies. — Prêt de livres.

∴

Ecole libertaire. — Nous rappelons aux membres du groupe que le loyer du local reste à payer; ceux qui le peuvent sont priés d'envoyer leur cotisation à Ardouin, 86, rue de Cléry.

S'y adresser également pour la location de la salle, qui reste inoccupée.

∴

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — Samedi 17 novembre, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier, réunion des anarchistes de la région. Discussion sur les rapports.

Dimanche, à 2 heures, même salle, inauguration de la bibliothèque. Allocution. Chansons rouges et noires avec accompagnement de violon, guitare, mandoline.

∴

Angers. — Samedi 17 novembre 1900, à 8 h. 1/2 du soir, conférence publique et contradictoire par la camarade Séraphine Pajaud, salle Aubin, rue Saumuroise, 123.

Dimanche 18 novembre, à 2 heures de l'après-midi, même salle, soirée familiale. Chants et poésies révolutionnaires. Causerie par Séraphine Pajaud.

Epinal. — Le camarade Loquier prie les groupes qui ont demandé des manifestes (contre la guerre) de patienter, car pour les obtenir à 5 francs le mille, prix le plus bas, *il faut en commander 5000.*

⁂

Amiens. — Les camarades *décidés* à former un groupe de propagande anarchiste, soit par les conférences ou écrits périodiques, sont convoqués pour le dimanche 18 courant, à 3 heures du soir, chez le camarade Morel, 141, route de Rouen.

⁂

Limoges. — Les camarades sont *instamment* priés de se rendre à la réunion du groupe, dimanche 18 novembre 1900, à 3 heures de l'après-midi.

Causerie par un camarade.

Tous les dimanches, à 11 heures du matin, rendez-vous des camarades :

Comptoir des Arts, rue de Paris, 25 *ter* et rue de la Fonderie, 1.

Extrême urgence.

⁂

Les camarades de Roubaix vont bientôt entrer en possession de leur petite presse; depuis longtemps le désir s'en faisait ardemment sentir, mais il faut encore quelques efforts. C'est pour cela que nous faisons un appel pécuniaire aux camarades afin de recueillir plus vite l'argent nécessaire pour l'achat.

Les camarades apprécient déjà ce bon moyen de vulgarisation de l'idée. En effet, un matériel d'imprimerie nous appartenant, n'est-ce pas là une arme utile, indispensable même pour notre propagande à tous?

A ceux qui jugent notre œuvre bonne de nous venir en aide.

Pour aider à l'éclosion de cette petite presse, un camarade roubaisien a eu l'idée de photographier sur plaque 18×24, qui est d'une assez belle grandeur, la gravure représentant les martyrs de Chicago, et un dessin avec les portraits d'Emile Henry, Caserio, Angiolillo, sur plaque 9 × 12.

Prix : Martyrs de Chicago, 1 fr. 25; par la poste, 1 fr. 40. — Henry, Caserio, Angiolillo, 0 fr. 75; par la poste, 0 fr. 85.

Envoyer demandes au compagnon Henri Bultijauw, rue Cuvier, cour Six, Blanc-Scaer, à Tourcoing (Nord).

⁂

Limoges. — Le camarade Beaure a été arrêté lundi dernier, 5 novembre, dans les environs de Limoges, par des paysans policiers amateurs. Voici à peu près ce qui s'est passé :

Au moment où Beaure passait à bicyclette sur la route du Palais, commune de Limoges, des paysans crièrent : « Au voleur! » Beaure, qui passait, fut arrêté, comme spectateur probablement. On trouva sur lui un revolver. Conduit à la maison d'arrêt, il n'a écrit qu'une seule fois à sa femme. Depuis le 7 novembre, jour où il a écrit, nous sommes sans nouvelles de lui.

Tout autre qu'un anarchiste serait jugé ou relâché; il n'en est point ainsi. Il n'a été fait aucune perquisition à son domicile. Tous ceux qui connaissent Beaure sont unanimes à déclarer qu'il n'a pas commis le fait qu'on lui reproche, et certainement la police ne peut rien contre lui. Ce qui est le plus extraordinaire, c'est que nous sommes sans nouvelles. Les journaux ne parlent plus de rien, après avoir annoncé la chose avec fracas : « L'Anarchiste cambrioleur au Palais. »

Beaure a trois enfants en bas âge et sa compagne qui sont sans ressources, si ce n'est l'appui de quelques camarades.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Notre Globe, par Sieurin ; 1 vol., 2 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Patriotisme et militarisme, par Un Esclave; 0 fr.10, Imprimerie ouvrière, place de l'Eglise, Toulon.

A l'ombre du portique (vers), par L. Payen; 3 fr., Maison des Poètes, 42, rue Mathurin-Régnier.

Vers la lumière (vers), par F. Massy ; 2 fr., chez Godfroy, 27, rue de la Tournelle.

A lire :

Paysage d'automne, Mirbeau, *Journal*, 4 novembre.
Première partie de l'article de Harduin, *Matin*, 7 novembre.

PETITE CORRESPONDANCE

G., Lavilleneuve. — Le numéro avait été envoyé. — Réclamez à la poste, lorsque le journal n'arrive pas.

F. L., à Saint-Louis. — L'abonnement de Fav. étant fini de juin, celui-ci ne finira qu'en décembre.

Paul Philippe, à Gisors. — Nous attendons toujours que vous nous fassiez connaître la liste de votre commande?

M., à Anvers. — Nous n'avons pas de n° 32 de la 5e année.

J. R., Alexandrie. — Viola Cottage, Bromley (Kent), Angleterre.

J., à Paris. — Nous n'avons que *A la Caserne* et *L'Internationale*.

Dal. — Reçu lettre, poignée de mains, ainsi qu'au camarade.

X ? — Reçu le n° 20. Merci.

Béziers et, en général, à tous les camarades. — A moins d'un intérêt tout particulier, ou seulement à titre exceptionnel, il nous est impossible d'insérer les comptes rendus de conférences ou de réunions qui nous arrivent. — La place nous manque.

Reçu pour l'impression des rapports : Moitié de la vente du n° 27 à Paris : 58 fr.50. — Un jeune anarchiste fougérais, 2 fr. — V., à Grigny, liste de Givors, 6 fr. — G., 2 fr. — G., à Bordeaux, 5 fr. — A. L., à Saint-Louis, 6 fr. — G., à Fougères, 1 fr. — Doux père et Doux fils, 2 fr. — Un camarade d'Argenteuil, 5 fr. — X., 2 fr. — J. F., à Pékin, 7 fr. 45. — L. R., 0 fr. 65. — Total : 96 fr. 70. — Listes précédentes : 1.236 fr. 15. — Total général : 1.332 fr. 85. — Dépenses : 1.720 fr.

Reçu pour le journal : Un jeune anarchiste, 0 fr. 75. — G., San Francisco, 7 fr. — H. R., à Gisors, 5 fr. — G. T., 1 fr. 20. — G., par S., 2 fr. — Un agriculteur anarchiste, 1 fr. 75. — G. le V., à Autun, 1 fr. — Merci à tous.

E. B. — B., à Monnai. — Agence, Genève. — B. P., à S. Giovanni. — G., à Port-Elisabeth. — Reçu timbres et mandats.

NOTRE COLLECTION DE DESSINS

En éditant ces dessins, nous poursuivons un double but : aider à la diffusion du goût artistique parmi les travailleurs, y trouver ensuite un supplément de ressources pour notre propagande.

Pour le premier point, c'est du temps et de la patience; malgré le talent des camarades artistes qui ont répondu à notre appel, ce n'est pas en un jour que l'on arrive à déraciner le mauvais goût que toute organisation engendre.

Nous avons mis cependant cette édition au plus bas marché possible, mais nos tirages restreints nous rendent la lutte difficile contre les chromos à deux sous que prodigue « l'art » bourgeois.

Malgré les difficultés de la situation, notre collection sera bientôt complète. Plus qu'une dizaine de dessins à publier.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous en reste un certain nombre à vendre des tirages antérieurs, et qu'ils nous faciliteront la besogne en nous aidant à les placer.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro*. — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac* (épuisée). — **L'Aube**, *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore**, *par Vuillaume*. — **Les Errants**, *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul*. — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce*. — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier*. — **Ah! les sales Corbeaux!** *de J. Hénault*. — **La Guerre**, *de Maurin*. — **Epouvantails**, *de Chevalier*. — **Capitalisme**, *de Comin'-Ache*. — **Education chrétienne**, *de Roubille*. — **Souteneurs sociaux**, *par Delannoy*.

Provocations, *par Lebasque*. — **La Débâcle**, *dessin de Vallotton*, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, *par Daumont*, que l'imprimeur vient de nous livrer.

Prix de la lithographie, 1 fr. 40, franco. — Tirage d'amateur : 3 fr. 40.

Nous n'avons plus que trois collections complètes en édition ordinaire : 60 francs les 22.

—

La Révolte, collection complète (deux seulement) : 150 francs.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX :

L'Éducation libertaire, *par Domela Nieuwenhuis, couverture par Hermann-Paul, franco* . . . » 15
Bibliographie anarchiste, *par Nettlau* . 5 »
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce* . . . » 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro* . . » 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff* . . . » 30
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel* . . . » 15
L'Ordre par l'Anarchie, *par D. Saurin*. » 30
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave* . . . » 70
Education. — Autorité paternelle, *par A. Girard, avec couverture de Luce* . . » 15
Entre Paysans, *par Malatesta, avec couverture de Vuillaume* . . . » 15
Déclarations *d'Etiévant, couverture de Jehannet* . . . » 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert* . . » 20
A mon Frère le paysan, *par E. Reclus, couverture de L. Chevalier* . . . » 15
La Morale anarchiste, *par Kropotkine*. » 15

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, *par Kropotkine* . . 2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine*. . » 60
Œuvres *de Bakounine* . . . 2 75
La Société future, *par J. Grave* . . . 2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave* . . . 2 75
L'Individu et la Société, *par J. Grave*. . 2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, *par J. Grave* . . . 2 75
Mais quelqu'un troubla la fête, *par Marsolleau* . . . 1 »
Biribi, *de Darien* . . . 2 75
Bas les cœurs! *de Darien* . . . 2 75
Sous-offs, *de Descaves* . . . 2 75
L'Inquisition en Espagne, *par Tarrida del Marmol* . . . 2 75
Le Socialisme en danger, *par Domela Nieuwenhuis* . . . 2 75
Evolution et Révolution, *par Elisée Reclus* 2 75
Fabrique de pions, *par Zéphyrin Raganasse* 2 75
La Commune, *par Louise Michel* . . . 2 75
L'Instituteur, roman, *par Th. Chèze* . . . 2 75
Sous la Casaque, *par Dubois-Desaulle* . . 2 75
L'Amour libre, *par Ch. Albert* . . . 2 75
En marche vers la société nouvelle, *par C. Cornelissen* . . . 2 75
Les Aventures de Nono, *par J. Grave*, illustrations de Luce, Rysselberghe, Charpentier, Hermann-Paul, Lucien Pissarro, Mab. . . . 2 75

De chez Flammarion :

Les Paroles d'un révolté, *par Kropotkine*. 1 25

De chez Perrin :

Correspondance de Bakounine . . . 2 75
Enquête sur la question sociale, *par J. Huret* . . . 2 75

De chez Schleicher frères (Reinwald) :

Les Religions, *d'André Lefèvre* . . . 6 »
Force et Matière, *par Buchner* . . . 7 »
Science et Matérialisme, *par Letourneau* 5 »
Les Guerres et la Paix, *par Ch. Richet* . 1 15

CHANSONS

La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc. . . . » 10
L'Internationale; Crevez-moi la sacoche; Le Politicien, *de E. Pottier*. . » 10
Ouvrier, prends la machine; Qui m'aime me suive; Les Briseurs d'images . . » 10
La Chanson du Gas; A la Caserne; Viv'ment, brav' Ouvrier, etc. . . . » 10
J'n'aime pas les sergots; Heureux temps; Le Drapeau rouge. . . . » 10

Le cent : 4 fr. 50; l'exemplaire, par la poste : 0 fr. 15.

Nous avons recomplété une collection complète du *Supplément* de la *Révolte*. Nous la mettons en vente au prix de 50 francs.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 31 VINGT CENTIMES DU 24 AU 30 NOVEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Lire, dans notre supplément, la suite des rapports qui devaient être lus au Congrès International antiparlementaire interdit.

Ce numéro, étant double, coûte 20 centimes.

A NOS LECTEURS

Nous finirons la publication des rapports la semaine prochaine, et reprendrons notre format habituel au prix de 0 fr. 10.

ÉDUCATION A REFAIRE

Les sénateurs, après les députés, viennent d'autoriser, par une loi, les femmes à exercer la profession d'avocate. Ils sont bien bons; mais ce n'est pas eux qu'il faut remercier : c'est la transformation des idées et des mœurs, qui les pousse en avant, malgré eux. Le bizarre, c'est qu'il ait fallu une loi pour permettre une chose que nulle loi ne défendait. Ainsi se complique autour de nous, chaque jour, le réseau de la réglementation.

En attendant qu'une société neuve se forme, sans magistrats et sans avocats, parce que sans contrainte et sans prisons, il est bon que la possibilité de gagner leur existence dans les carrières dites libérales, jusqu'ici fermées pour elles, sollicite un nombre de femmes de plus en plus grand à acquérir une instruction sérieuse et à vivre de la vie du cerveau.

Car l'instruction actuelle de la femme est dérisoire, même chez les classes riches; et la disparité de culture intellectuelle entre l'homme et sa compagne est peut-être encore plus scandaleuse dans la bourgeoisie que dans le prolétariat.

L'ignorance est le grand obstacle à l'amélioration sociale; l'ignorance *féminine*, en particulier, est pour nous tous une source de maux infinis.

Ce sont les femmes qui élèvent et éduquent les enfants. Or elles sont la partie de l'humanité la *moins* instruite, la *moins* capable de raisonnement, la *moins* avertie de ce qu'est l'existence en général et l'existence humaine en particulier; elles ont le cerveau farci de préjugés, de superstitions, de lectures abêtissantes, de sottises de toutes sortes. Etonnons-nous après cela que les enfants soient si mal élevés. Elles les élèvent comme on les éleva elles-mêmes : dans la superstition, la servilité, le mensonge, la vanité, l'égoïsme.

Si la femme recevait une instruction équivalente à celle de l'homme, quels changements cela ferait dans la conduite de la société! Presque constamment l'homme est à la merci de la femme. Enfant, il est formé par sa mère; jeune homme, il est sous la coupe de ses maîtresses; mari, il est influencé par son épouse; père, il sera conduit par ses filles. On peut dire sans exagération que presque tous les cerveaux cultivés sont tenus en laisse par de petites cervelles frivoles et vides. Qu'on regarde, dans la vie d'un homme, ce que cette influence féminine a de déprimant, et qu'on songe aux ravages qu'elle apporte dans la marche des choses, répercutée sur tous les individus. Comme cela changerait, si tous les hommes avaient une mère intelligente, des compagnes intelligentes, des filles intelligentes! Combien de lâchetés, de bassesses, de reniements, de concessions, d'infamies de toute sorte seraient évitées. L'union libre serait possible; la prostitution ne le serait plus. Quels hommes on verrait, nourris par de telles femmes! On peut dire que la face du monde serait retournée.

L'éducation tout entière de la jeune fille actuelle est à refaire. En quoi consiste cette éducation? A comprimer son cerveau, à étouffer sa vie psychique, pour mieux faire s'épanouir son sexe, mieux la confiner dans la vie bestiale, dans l'unique fonction de reproduction.

Cependant on lui cache la reproduction : pourquoi? D'abord parce que les hommes aiment à déflorer une ignorante. Donc, pour qu'un jour un homme *ait le plaisir de la déflorer ignorante*, c'est-à-dire de la violer, on lui interdit la lecture, le théâtre vrai, l'étude approfondie, on l'empêche de vivre intellectuellement, on tue son cerveau.

Pourquoi encore lui cache-t-on la reproduction? Parce qu'on craint qu'elle ne désire passer de la *théorie* à la pratique, et qu'elle ne livre pas sa virginité par-devant notaire. Livrer sa virginité par-devant notaire, *tout est là*. On tue donc son cerveau, pour être plus sûr que son sexe lui rapportera, un jour, des avantages : argent, considération, etc.....

Je ne prétends pas qu'il faille galvauder son sexe, bien au contraire. Mais je prétends que cela est moins fâcheux, sans *comparaison* possible, que de galvauder son cerveau. Et, après *tout*, il est plus satisfaisant pour la morale qu'une femme couche loyalement avec plusieurs hommes, que déloyalement avec un seul.

Même s'il y avait antinomie entre instruction et chasteté, cela ne retirerait en rien le droit de la jeune fille à être instruite. C'est un droit qu'elle a et qu'on n'a pas le droit de lui enlever. Tant pis pour la chasteté! Mais cette supposition est bien absurde : *croire qu'on ne peut être vertueux qu'à la condition d'être stupide*, c'est bien là une croyance léguée par les religions.

La jeune fille chaste par stupidité, l'épouse fidèle par stupidité, mènent une vie de bêtes, sont des bêtes. Et puis, d'abord, elles ne sont ni chaste, ni fidèle; elles sont stupides, voilà tout.

L'éducation actuelle de la jeune fille sacrifie le cerveau au sexe. Elle est d'avis que le sexe a beaucoup plus d'importance que le cerveau; selon elle, la façon de penser n'est rien, la façon de faire l'amour est tout. L'intelligence, le savoir? peuh! qu'est-ce que cela? Mais la fonction animale, ah! voilà le grand point, la chose importante, devant qui toutes les autres s'effacent. « C'est ce que *tu as de plus précieux* », dit la mère. Quelle honte! Les mères élèvent leurs filles, non pas pour qu'elles vivent, mais pour qu'elles donnent du plaisir, et quelquefois des enfants, à un homme. Sais-tu pourquoi tu es sur terre, jeune fille? Pour goûter la vie pleine, pour apprendre, connaître, penser, t'élever de plus en plus, te développer moralement, communier avec la pensée de tous les humains, connaître les plus hautes jouissances qu'il soit possible, la science, l'art, te hausser vers la beauté, vers la vérité, vers la justice? Non, tu n'es faite que pour soulager les envies d'un mâle.

Ainsi, pour que le sexe des jeunes filles plaise aux hommes, on tue leur cerveau. On sacrifie leur fonction noble à leur fonction basse, la pensée au coït. C'est extravagant et infâme. C'est digne des pires sauvages. Nous pensons, nous, que si une fonction devait être sacrifiée (ce qui n'est pas vrai), ce devrait être la moins noble.

— Vous êtes bonne, loyale, intelligente, savante, enthousiaste du beau et du juste?... Eh! qu'importe, Madame, que tel de vos organes ait ou n'ait pas encore fonctionné? Qu'importe que votre matrice, ou votre poumon, ou votre pancréas ait ou n'ait pas connu telle ou telle sensation? Il s'agit bien de cela! Votre cerveau est chaste. Je vous aime.

— Vous êtes sotte, ignare, superstitieuse, désœuvrée, hypocrite, inconsciente, Mademoiselle. — *Oui, Monsieur, mais mon sexe*... — Ah! taisez-vous, petite effrontée; je vois ce que vous êtes : une gourgandine.

Les mères *suppriment le cerveau* de leurs filles, pour que leur sexe croisse mieux : elles font comme les horticulteurs, qui émondent certaines parties d'un végétal *pour que* la sève se porte là où ils veulent. Les mères assassinent partiellement leurs filles, leur ôtent la tête, et concentrent toute leur sollicitude vers le ventre, promis à l'homme. C'est *ainsi qu'elles aiment leurs enfants. Honte* à ces vieilles proxénètes! Pendant qu'elles y sont, elles feraient mieux d'assassiner leurs filles complètement.

Les mères savent — par expérience — que les maris ne veulent pas d'une « *femme* » qui [illegible]nne, qui les juge et qu'ils *seraient forcés* [illegible]specter, *mais d'une femelle* dont ils aient

la libre disposition. Elles font de leurs filles des femelles. Cela ne fait honneur ni aux maris ni aux mères.

René Chaughi.

COMMENT ON DEVIENT ANARCHISTE

Sous ce titre auquel *ils* voudraient donner une allure méchante, quelques journaux bourgeois s'efforcent d'établir un rapprochement entre la littérature anarchiste et l'attentat pour rire de Salsou. A notre tour, nous allons essayer d'énumérer quelques-unes des raisons, entre mille, pour lesquelles on devient anarchiste. Nous ne savons par où commencer.

Oui, Messieurs, on devient anarchiste quand, inquiet, désorienté au milieu du chaos de tant d'affirmations contradictoires, avide de savoir et de vérité, abstraction faite de toute considération intéressée, sans prévention, sans parti pris, ouvrant les oreilles pour entendre et les yeux pour voir, on regarde le spectacle de la « société » actuelle avec l'attendrissement d'un poète et la sérénité d'un philosophe. Etre soi-même, pleinement, librement, sans lois, sans règlements, sans autorité, sans gouvernement, sans autre guide que sa conscience, quel idéal pourrait nous élever à un sentiment plus vif, plus net, de la dignité humaine?

On devient anarchiste quand on se rend compte enfin du néant de la politique, de l'impuissance des politiciens et de la stérilité du soi-disant travail parlementaire. Quel homme de bonne foi ne s'est senti las, écœuré, par la lecture assidue des quotidiens de la politique? Que reste-t-il, pour le chercheur désireux de tirer la leçon des faits, de tout ce verbiage très littéraire, de cette somme énorme de talent dépensée en mesquines personnalités, de ces potins de concierge ciselés par les dilettantes du grand journalisme? Rien, ou presque rien : des mots, de la musique, de vagues lueurs d'idées, un éreintement de Z ou de X, des abus signalés avec quelque véhémence, peut-être, mais, au total, ni conclusion, ni remède. Toujours l'arrêt à mi-chemin, aux demi-mesures, aux rafistolages, à ces fameuses réformes enfin, attendues sous l'orme avec une patience digne d'un autre sort.

Le profond dégoût de la politique est la première étape d'une conversion anarchiste.

On devient anarchiste en songeant aux crimes de l'autorité, de quelque nom qu'on la décore, à tous les attentats contre la liberté des individus, aux contraintes imposées par la loi des plus forts ; en lisant des règlements d'ateliers qui devraient être signés par des directeurs de bagnes, en pensant au salariat pire que l'esclavage, à l'exploitation éhontée des mal doués par les intelligents, à tant d'injustices aggravées par le silence et la résignation des malheureux. La caserne est aussi une excellente école d'anarchie. Tel arrivé là avec quelque teinte de patriotisme se révoltera contre les brutalités classiques des galonnés et deviendra bientôt un ennemi déclaré et conscient du militarisme. Une rencontre heureuse, une lecture appropriée, et c'est un adepte de plus à la cause.

On devient anarchiste quand on a la haine raisonnée du régime capitaliste, de cette odieuse tyrannie de l'argent, partout dénoncée, mais toujours plus implacable, plus menaçante et plus dangereuse. Il suffit de voir à l'œuvre, même sans en souffrir, les hommes de banque et les hommes d'argent, les tripoteurs financiers et les spéculateurs louches, les gens dits d'affaires, avoués, notaires, huissiers, robins de tout poil et de tout acabit, toute la gent scélérate qui noircit le papier timbré de la République française; il faut voir tous ces corbeaux qui grugent, pillent, rançonnent, pressurent et volent le pauvre monde, à l'abri et avec la complicité de la loi, et cela, froidement, cyniquement, impudemment, pour sentir gronder en soi toutes les colères justes, toutes les révoltes légitimes. On étouffe, on meurt littéralement dans une telle ambiance, et, si peu qu'on ait le cœur bien placé, on veut s'évader de cette pourriture pour aller respirer l'air pur de l'idéal anarchique.

On devient anarchiste en voyant la vénalité élevée partout à la hauteur d'une institution. Le prêtre qui vend ses prières, le juge qui rend des services (sauf un seul peut-être), le galonné qui achète son avancement, le fonctionnaire qui sert tous les régimes, tous, à de rares exceptions, n'obéissent qu'à des mobiles cupides et intéressés. En allant au fond des choses, en déshabillant les bonshommes qui voudraient nous en imposer dans la mise en scène des institutions de l'Etat; en arrachant les faux nez des politiciens, en jetant à bas les masques des tartuffes qui n'ont d'autre foi, d'autre conviction que l'argent, on fortifie de plus en plus sa foi, sa conviction anarchiste, faite de désintéressement, d'altruisme, d'un amour passionné d'égalité et de justice.

On devient anarchiste à la vue de la misère toujours croissante, d'autant plus accusatrice qu'elle s'étale derrière le décor de féerie d'une exposition universelle; en pensant que tant de malheureux sont sans travail et sans abri, que des familles entières s'entassent dans des taudis, dans d'horribles conditions d'hygiène, à côté de logements sains inoccupés, et que des êtres à face d'homme, appelés propriétaires, peuvent, armés de la loi, jeter dans la rue des gens dont le crime est d'être pauvres et d'avoir beaucoup d'enfants.

On vient à l'Idée quand on voit cette prétendue « société » devenue un champ clos, où les intérêts, les égoïsmes, les jalousies, les antagonismes, les rivalités, les appétits, les convoitises, les cupidités, les haines les plus féroces, les instincts les plus bas, les passions les plus viles, se heurtent, se combattent furieusement en une mêlée épouvantable! Et la profondeur du mal vient de l'ignorance de ses causes, de l'apathie intellectuelle de la masse, de sa veulerie, de ce qu'on se méprise en tant qu'individu isolé, et, disons-le malheureusement, de ce que l'*on croit à l'argent*, et que tant de victimes pourraient être aussi des bourreaux.....

Notre rêve, notre ambition à nous, anarchistes, c'est d'être des hommes, simplement, mais entièrement, pleinement, avec toutes les prérogatives que confère ce beau titre. Nous avons la passion de l'égalité. Que des inégalités naturelles subsistent, cela est fatal : mais notre devoir est de les atténuer et, socialement parlant, nous nous sentons tous absolument égaux. Nous faisons du bonheur des autres le *sine qua non* de notre propre bonheur. Nous sommes radicalement guéris de l'aberration propriétaire, cause de tant de maux. Nos meubles, nos livres, nos outils, notre bécane, quelques riens d'art, voilà notre seule possession légitime et nécessaire. Le reste appartient à tous, étant le produit de la collaboration de tous. Toute appropriation personnelle de terres, maisons, biens, etc., est une usurpation, un vol fait à la communauté. Et quand nous entendons les défenseurs de l'ordre actuel s'écrier que « la propriété individuelle est la projection de notre personnalité dans le domaine matériel des choses », nous avouons humblement ne rien comprendre à cette subtile métaphysique. En simplistes que nous sommes, nous croyons que le travail personnel ne crée pas la fortune. Qui dit fortune dit privilège, exception, faveur, prélèvement quelconque, avantages de toutes sortes au détriment de la masse. Nous n'en voulons pas.

Nous n'acceptons ni dogmes, ni *credos*, ni mots d'ordre; nous n'avons pas de chapelles où les bonzes pontifient. Nous sommes de libres chercheurs de vérités, sans prétention aucune à l'infaillibilité. Nous la laissons aux raseurs, aux grands prêtres du socialisme marxiste. *Errare humanum est.* Que nous ne changions pas de sitôt la face des choses, cela n'est pas douteux; mais c'est notre intime satisfaction de songer que nous préparons un terrain solide à la prochaine révolution, en incitant chacun au désir de refaire sa mentalité; en envisageant, avec les idées les plus larges, le problème si compliqué de la nouvelle organisation sociale. Car, s'il est une joie supérieure à tous les plaisirs matériels, c'est l'ivresse de la pensée et du sentiment. Et nous la trouvons dans l'amour de la science, dans le culte de la beauté artistique, dans la poursuite acharnée de cet idéal anarchiste où nous puisons les plus hautes jouissances de l'esprit et du cœur.

Et voilà, Messieurs les bourgeois, quelques-unes des raisons pour lesquelles on vient à cette admirable Anarchie, que vous méprisez sans vous donner la peine de l'étudier et de la comprendre, dans l'aveuglement de votre passion.

Séverin.

MIEUX QUE ÇA

Dans l'*Aurore*, U. Gohier envisage l'éventualité d'une guerre avec l'Angleterre, que les stupides provocations des nationalistes français ainsi que les intrigues criminelles des impérialistes et des tripoteurs d'état-major de l'un et l'autre pays peuvent à tout instant déchaîner.

« En vue d'une telle conjoncture, dit-il, il faut que le peuple prenne à l'avance ses résolutions. » Et le premier devoir serait, à son avis, de faire justice des Judet, des Edmond Blanc, des Marinoni, des Lemaître, des Rochefort, etc., qui auraient travaillé sans relâche à préparer la boucherie. « Nous, que les machinations de ces bandits enverraient à la mort, ajoute-t-il, nous ne quitterions pas nos foyers sans avoir réglé tous les comptes. »

Il y aurait mieux que cela à faire. Ce serait purement et simplement de ne pas tolérer « qu'on nous envoyât à la mort en refusant tout net de quitter nos foyers ». Tous les comptes seraient réglés du coup, et les Coppée, les Rochefort, et autres guerriers en chambre,— en pot de chambre — en seraient pour leurs agitations intestines et intestinales.

André Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Courtisans. — Dernièrement, au mépris de toute loi et surtout de toute pudeur, le gouvernement français livrait Sipido aux autorités belges.

La semaine dernière, c'était Salsou que l'on condamnait aux travaux forcés à perpétuité pour avoir brandi un revolver inoffensif contre la poitrine du schah de Perse.

Les « victimes » de ces deux attentats n'eurent d'autre mal qu'une désagréable émotion. Tous les jours, on voit des violences autrement sérieuses, quelquefois même suivies de mort, exercées soit par des agents de police contre des particuliers, soit par des patrons contre leurs ouvriers ou employés, soit par des officiers ou des sous-officiers contre des soldats, soit encore par des gardes-chiourme contre des prisonniers, par des parents contre leurs enfants, etc. Ces attentats, parfois graves, contre la liberté et la dignité humaine ne sont jamais punis. La plupart même procurent félicitations, avancement, honneurs, considération, etc. C'est qu'alors les victimes sont des « gens de rien ».

Sipido et Salsou s'en sont pris à des personnalités royales, à des « Majestés », comme le dit Salsou lui-même. C'est une autre paire de manches. Dans une démocratie qui se dit basée sur la Déclaration des droits de l'homme, on est impi-

loyable envers quiconque manque de respect à un roi, alors qu'on félicite et qu'on décore quiconque moleste un « citoyen ».

Il y a cent huit ans, aux sommations des souverains étrangers coalisés, la bourgeoisie française, à l'instigation de Danton qui préconisait de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace, répondait par un régicide. Nos bourgeois d'aujourd'hui qui se prétendent les « fils de leurs grands-pères » rivalisent de courtisanerie envers les mêmes souverains étrangers. A leurs yeux, le moindre geste de menace, quelque inoffensif soit-il, adressé à l'un d'eux n'est pas trop puni d'un martyre à vie. En fait d'audace, ils n'ont que l'effronterie du laquais qui ment et moucharde sans vergogne en vue de fructueux pourboires.

*
* *

C'est encore en vertu de la même courtisanerie que la police française persécute un peu partout, à Lyon, à Marseille, à Tunis, les camarades italiens qui croyaient trouver au sein de la République française un refuge contre la tyrannie de la monarchie italienne. Il suffit, sous le régime bourgeois français, d'être Italien, et pauvre naturellement — car pour les riches on n'a que des courbettes — pour encourir une foule de persécutions plus odieuses les unes que les autres.

André Girard.

*
* *

Militarisme. — Les hommes qui font métier de tuer sont de saints hommes. L'un (général de Geslin de Bourgogne... De quoi encore?) dit aux soldats : « Aimez le bon Dieu... Est-ce que vous croyez que si je n'avais pas cru, je n'aurais pas eu la gueule cassée depuis longtemps et que le diable ne serait pas venu me prendre? » (Quel dommage qu'il ait cru!) Un autre (capitaine Violet) fait manger de la morue à ses hommes, tous les vendredis. (Ceux-là sont sûrs de n'avoir jamais la gueule cassée.) D'autres (au 17e chasseurs à pied) envoient leurs hommes en corvée pour décorer des églises, et, le dimanche, lèvent les punitions des consignés qui demandent à aller à la messe. D'autres, un peu partout, interrogent les conscrits, à leur arrivée au corps : « Etes-vous pratiquant? Vos parents sont-ils pratiquants? Etc... » En Bretagne, une communauté de religieuses s'occupe à faire faire, dans leur couvent, une retraite de trois jours (2 francs par jour) aux conscrits, sous la direction d'un adjudant. On y apprend le moyen « de gagner les sympathies des chefs et de défendre sa bourse ». Le prospectus affirme qu'on ne s'y ennuie pas du tout, et que les soldats y sont « aux noces ». Allons, tant mieux!

Les hommes qui font métier de tuer sont polis. Le capitaine Warin (de Toul) appelle ses soldats maquereaux. A Orléans, un brigadier appelait les réservistes : bande de cochons. L'un d'eux lui ayant fait remarquer « qu'il était bien en tête du troupeau », ce fut le réserviste (vous n'en doutiez pas?) qui fut puni. Huit jours de prison.

Ils sont désintéressés. Alors que pour une permission de 24 heures, les soldats perdent leur prêt et leur bon de tabac, les chefs (au 36e de ligne, par exemple) s'octroient des permissions de 20 jours *avec solde de présence.*

Ils sont impartiaux. Au conseil de guerre du Mans, le commandant d'Ormescheville (une vieille connaissance) ne veut plus d'avocats civils, qui se mêlent d'un tas de choses. Pour défendre (?) les soldats qu'il envoie à Biribi, il choisit des copains galonnés. Ça se passe en famille, et c'est plus commode. A Nantes, un réserviste ayant adressé, par la voie hiérarchique, au général une plainte contre un sergent, le colonel de Riviers de Mauny (de... c'est tout?) obligea le réserviste à retirer sa plainte.

Ils sont humains et perspicaces. Robin, du 65e de ligne, souffrait, croit-on, d'une péritonite aiguë. Atteint de violentes douleurs et de fièvre, il va à la visite, où le major incrédule le renvoie se purger à la chambrée. Toute la nuit, Robin se roule par terre en criant. Et il meurt le lendemain matin, dans la voiture de l'hôpital. — Montreuil, au 1er zouaves à Alger, avait une maladie de cœur; mais le major ne voulait pas le reconnaître. Un jour, on le désigne pour partir en colonne à El Goléah. Le major consent à lui faire quelques pointes de feu, mais ne veut pas le dispenser d'aller en colonne. Montreuil part, tombe deux jours après sur la route, et meurt quelques heures après avoir été ramené à l'hôpital.

Ils ont des mœurs irréprochables. Trois gendarmes de Tourcoing avaient eu « certaines privautés blâmables » avec la fille d'un de leurs collègues, une mineure âgée de quinze ans. Pour des civils, c'eût été grave. Mais pour des gendarmes, voler de l'avoine ou attenter à la pudeur, c'est simplement manquer à la discipline : 4 jours de prison, portés à 30. Quant à la mineure violeuse de gendarmes, on lui a fait quitter la caserne. Et qu'elle ne recommence pas!

R. Ch.

*
* *

Montceau-les-Mines. — *Lettre d'un camarade.* — Nous avons profité qu'il y avait beaucoup de conscrits à nos dernières réunions pour faire une active propagande antimilitariste. Malgré toutes les infamies que de prétendus socialistes font courir sur les camarades, l'idée fait des progrès et nous avons beaucoup de sympathies parmi la jeunesse. Non contents de se servir de la police, nos socialistes s'en font les pourvoyeurs. Jugez-en :

Lors de l'arrestation de Broutchoux, un garçon pharmacien avait donné à la police les noms des camarades qui avaient arraché Broutchoux des griffes des pandores. Un jeune camarade justement indigné a corrigé ce mouchard amateur comme il le méritait et, pour ce fait, il est sous les verrous à l'heure actuelle.

Avant d'être enfermé, il fut appelé chez le commissaire de police qui lui dit qu'il avait tort de fréquenter les anarchistes, qui, suivant lui, sont des individus qui ne travaillent pour la bourgeoisie qu'afin de ramener un roi sur le trône et qu'à cet effet les assomptionnistes avaient versé deux millions aux anarchistes pour mener à bien cette triste besogne, et autres balivernes de ce genre. Puis, pour intimider notre ami, il lui montra une liste où étaient soi-disant marqués tous les noms des gens suspectés d'être anarchistes.

Les socialistes de Montceau font comme leurs prédécesseurs à l'Hôtel de ville et nos farouches révolutionnaires montreront aussi au populo pendant leurs quatre ans qu'ils ne valent pas mieux que leurs congénères bourgeois et finiront, espérons-le, par dégoûter les illusionnés électeurs de cette fumisterie qu'est le suffrage universel. Le maire socialiste (!!) vient de prendre un arrêté conseillant le respect de la propriété bourgeoise, et interdisant les chants révolutionnaires. Tout cela en haine de l'anarchie qu'ils ne comprennent pas, et des anarchistes qui les montrent sous leur véritable jour.

X...

*
* *

Mouvement ouvrier. — La Grève. — Comme il l'avait annoncé dans son discours-programme de Lens, Millerand vient de déposer sur le bureau de la Chambre son projet de loi sur « l'arbitrage obligatoire en cas de grève ». Malheureusement les journaux du ministre socialiste n'ont pas cru devoir publier la prose de leur patron *in extenso*. Ce qui est profondément regrettable, car ce qui nous est connu du projet donne à espérer de l'ensemble. C'est au plus haut point la négation de la liberté.

D'après le projet ministériel, les ouvriers n'auraient même plus le droit de refuser de se laisser exploiter. Il faudrait, pour que la grève fût déclarée, un vote et une majorité. A une minorité consciente la grève serait interdite. Dans le cas où une majorité plus ou moins bête aurait décrété, tous devraient s'incliner et subir cette stupide loi. La loi prévoit toute une série de votes secondaires, de délégués, d'arbitrages devant lesquels tous devraient s'incliner sans murmurer, sans pouvoir élever la moindre protestation.

Tout, dans ce qui nous est connu de ce fameux projet, semble être mis en œuvre pour rendre à peu près impossible et illusoire toute revendication collective des travailleurs. Des délais sont fixés afin que les employeurs puissent se prémunir et être en mesure d'écraser plus facilement leur bétail humain.

Comme dans toute excellente loi, des pénalités sévères sont édictées, ce qui ne contribuerait pas moins à rendre les grèves impossibles. Il y est dit : Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et de 100 à 2.000 francs d'amende quiconque aura *influencé* (!?) le vote d'un des électeurs par voie de fait, violences, menaces, ou *promesses*. Toute une série de sanctions de ce genre suivent. Jaurès, dans la *Petite République*, quoique bien embarrassé, a essayé de défendre le projet de Millerand, nous devons donc le considérer comme faisant partie du programme socialiste. Reste à savoir ce qu'en pensent les travailleurs; quant à nous, nous y reviendrons, lorsque le projet nous sera connu en entier.

*
* *

Platitude syndicale. — Ces jours derniers s'est tenu à la Bourse du travail de Paris un congrès des travailleurs de la marine. Longue est la liste des revendications de ces exploités. Temps de travail trop long, paie insuffisante, tracasseries de tout ordre, etc., etc. Au lieu de se redresser avec fierté et d'*exiger*, ces malheureux ont cru bon de s'abaisser et de flatter leurs maîtres, dans l'espoir d'en obtenir quelque chose. Qu'on en juge par cet ordre du jour!

« Modestes collaborateurs de la défense nationale, ils sont certains que le gouvernement accueillera avec bienveillance leurs légitimes revendications et aura la volonté d'apporter, dans la mesure la plus large, des améliorations matérielles à leur intéressante situation;

« Considérant que les syndicats des travailleurs des ports et établissements maritimes n'ont été constitués que pour défendre les intérêts de la masse et pour entretenir des relations de cordialité entre les travailleurs et leurs dirigeants; convaincu, d'autre part, que ces associations syndicales peuvent être d'une grande utilité dans l'œuvre de la défense nationale, en y apportant l'appoint de leurs connaissances expérimentales;

« Considérant que la cessation du travail n'a jamais été dans l'esprit de ces organisations, et que les syndicats ont surtout pour objectif d'éviter les conflits en aplanissant les difficultés qui peuvent surgir entre les travailleurs des arsenaux et les autorités dirigeantes.... »

Il est profondément triste de voir des travailleurs se ravaler à ce point. Les serfs d'avant la Révolution ne devaient pas autrement implorer leurs maîtres. Les journaux dits socialistes, comme de juste, enregistrent sans commentaires, ce qui ne nous surprend qu'à moitié.

Le syndicat, quoi qu'en pensent ces malheureux, n'est pas qu'une arme de conciliation, c'est aussi une arme d'attaque. La fréquence des conflits ouvriers marchant avec le développement des syndicats en est la meilleure des preuves.

La bourgeoisie ne capitule que lorsqu'elle y est obligée. Les travailleurs de la marine, tout comme les autres, n'obtiendront que s'ils savent exiger. Leurs jérémiades patriotiques de bons larbins ne les serviront pas. Puissent-ils s'en apercevoir sous peu! C'est tout le mal que nous leur souhaitons.

*
* *

Les Grèves : *Calais.* — Les camarades nous adressent les renseignements suivants qui montrent sous leur véritable jour les dessous politiques de cette grève et rectifient quelques renseignements erronés que j'avais donnés dans le numéro 27.

Il y a en ce moment plus de 2.000 tullistes en grève à Calais. C'est à la suite d'une convention conclue et signée par les deux parties l'*Union des tullistes* et la *Chambre syndicale patronale* que le conflit s'est produit. A peine huit jours après avoir donné leur signature, les patrons, loyaux comme toujours, voulurent se dérober et faire travailler à leur façon. Après une quinzaine de jours de luttes partielles, les ouvriers acceptèrent la guerre et proclamèrent la grève générale.

Depuis plusieurs années déjà, les travailleurs de Calais sont divisés par des haines politiques.

Autrefois le mouvement socialiste était dirigé par Delcluze et Salembier, étroitement unis alors, mais la soif du pouvoir et l'orgueil de certains élus créèrent bientôt un antagonisme entre ces deux hommes et leurs partisans. Il y eut alors deux partis, les delcluziens et les salambiéristes.

Salambier étant à la tête du syndicat l'*Union des tullistes*, les delcluziens, sacrifiant les intérêts corporatifs, quittèrent l'*Union* et formèrent un nouveau syndicat, l'*Emancipation*.

Vint l'application de la loi Millerand-Colliard. Les patrons avaient choisi comme mode de travail : *onze heures de jour et onze heures de nuit consécutives*, pour deux ouvriers travaillant sur le même métier.

L'*Union des tullistes*, pour combattre ce système inhumain, proposa la journée de huit heures.

Et l'on vit alors, chose étrange! des socialistes de l'*Emancipation*, qui avaient tant chanté les huit heures, combattre l'*Union des tullistes* et se ranger du côté des patrons.

Voilà l'historique de ce mouvement et des divisions l'accompagnant.

Les ouvriers sont fermement résolus à lutter jusqu'à complète satisfaction.

Avec la journée de huit heures, les ouvriers récla-

ment une augmentation de 20 0/0 et le paiement intégral des journées de changement.

A signaler l'aide reçue par ces travailleurs de leurs confrères anglais. C'est là de l'internationalisme pratique. De leur côté, les patrons sont fortement organisés; au nombre de 326, ils forment un puissant syndicat.

∴

A Lyon, grève des employés de tramways qui entendent sauvegarder leurs libertés syndicales. Millerand, qui veille avec un soin jaloux sur les libertés patronales, a donné des ordres en conséquence. Les usines sont gardées et les voitures qui circulent encore sont escortées par la police. L'agitation est vive et la population fait cause commune avec les grévistes. Des cailloux ont été jetés et plusieurs voitures ont eu leurs vitres brisées. Dans une seule journée, 28 arrestations ont eu lieu.

A Saint-Etienne aussi, grève des employés de tramways électriques. Les lignes aériennes ont été coupées à différents endroits et trois aiguillages de ligne terrestre détériorés, ce qui rend la sortie des voitures impossible. C'est le sabottage employé à propos. La compagnie, sans nul doute, sera obligée de capituler.

A Ajaccio, grève de boulangers. Des soldats et des marins ont été mis à la disposition des patrons.

A Aniche, la grève des verriers dure depuis cinq mois. La soldatesque fait merveille; à la sortie d'une réunion, des femmes et des enfants ont été piétinés. Le patron-maire Scelle commande en chef. Les grévistes font appel à la solidarité (5 mois de chômage): adresser à Quévy, secrétaire du syndicat des verriers, à Aniche (Nord).

Grève des travailleurs de la terre à Thuir (P.-Or.). Les riches propriétaires terriens prétendent diminuer les salaires déjà dérisoires (3 fr. par jour) de 0 fr. 50.

Si les travailleurs agricoles s'en mêlent, cela donne à espérer; du jour où l'union se fera entre les travailleurs des villes et ceux des champs, la société bourgeoise n'aura plus longtemps à vivre. Il y a maintenant, comme à la ville, un prolétariat dans les campagnes; il semble se réveiller, c'est bon signe.

P. Delesalle.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque du XV[e] arrondissement. — Réunion publique, samedi 24 novembre, à 6 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, n° 3. Causerie par le camrade O. J. Chants, poésies. — Prêt de livres.

∴

Les Egaux du XVII[e], 85, rue de Courcelles. — Samedi 24 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par un camarade.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du samedi 24 novembre. Sujet traité : M. Bernard (agrégé, préparateur à l'Ecole normale supérieure) : La Houille (avec projections).

Lundi 26 novembre. — Hubert Lagardelle (directeur du *Mouvement Socialiste*) : Le Socialisme français.

Mercredi 28 novembre. — A. Darlu (inspecteur général de l'Université) : La liberté de penser.

∴

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), Paris. — A 8 h. 1/4 du soir :

Samedi 24. — Paul Delesalle : Les Congrès ouvriers de 1900 (1[re] partie).

Mercredi 28. — A. Bloch : Histoire de la philosophie. Socrate et Platon.

∴

Groupe communiste du XIV[e] arrondissement. — Le groupe communiste libertaire du XIV[e] arrondissement organise, le 26 novembre 1900, salle Leborgne, rue Vandamme, 36, une conférence publique et contradictoire.

Le groupe ayant décidé d'entendre la lecture d'un rapport sur l'organisation d'une Fédération libertaire et sur les syndicats et les coopératives, convoque les libertaires et les socialistes désireux de discuter sur ce rapport.

∴

Anarchistes lanceurs de brochures, réunion jeudi, à 9 heures, au local convenu.

∴

Les camarades de Pantin-Aubervilliers ayant ouvert une *bibliothèque* font appel aux camarades qui voudraient leur envoyer des livres, brochures ou journaux. Adresse : Bibliothèque libertaire, 107, rue du Vivier, à Aubervilliers.

Tous les samedis, réunion du groupe.

∴

Saint-Etienne. — Quelques camarades ont enfin décidé de fonder un groupe sérieux en se consacrant à la propagande par affiches, manifestes et surtout la brochure à distribuer. Mais convaincus que pour mener à bien cette propagande il faut de l'argent, les camarades proposent le paiement régulier d'une cotisation. Tous ceux à qui convient cette manière de faire sont invités à se réunir le dimanche 2 décembre, à 10 heures du matin, café de la Comédie, place du Peuple. Les camarades qui, pour une cause quelconque, ne pourraient venir à notre réunion, peuvent entrer directement en relations avec les camarades Four, 20, rue de la Paix, et Masson, 37, rue Mulatière.

∴

Le camarade Léo Sivasty prie instamment tous les camarades du Gard et de l'Hérault qui désireraient organiser des conférences, de se mettre en relation avec lui.

Lui écrire poste restante, à Alais (Gard).

∴

Fougères. — Les lecteurs des *Temps Nouveaux* et du *Libertaire* sont priés de se réunir le vendredi 30 courant, à 8 h. 1/2 du soir, chez Forthomme, rue Nationale.

∴

Bruxelles. — Dimanche 25 décembre, conférence au Corbeau, par Flaustier, à 8 h. 1/2 : « Les Crimes de Dieu. »

Chapelle-lez-Herlaimont. — Même jour, à 2 h. 1/2, Maison du Peuple. Même orateur et même sujet.

Bruxelles. — Lundi 26, à 8 h. 1/2, à la Barre de Fer, conférence organisée par le Syndicat des cordonniers : « La Politique et les Syndicats », par Flaustier.

Groupe de Solidarité internationale

ET D'AIDE AUX DÉTENUS

Des tracasseries journalières, dont le but évident est de provoquer une recrudescence de persécutions, nous font prévoir une nouvelle période de coups autoritaires. Aussi nous paraît-il indispensable de prendre dès maintenant les précautions utiles.

Nous croyons devoir nous prémunir contre les vexations et mesures extraordinaires auxquelles nous sommes exposés parce que nous réclamons notre liberté d'opinion. Nous voulons défendre ceux que l'on opprime parce qu'ils ont certaines idées à eux et non pas les idées des autres.

Nous nous proposons donc :

1° D'attirer l'attention sur tous les actes d'arbitraire;

2° De venir en aide par tous les moyens possibles, moralement et matériellement, aux victimes de ces actes et notamment aux détenus et à leurs familles;

3° D'assister ceux qui, pour raison d'opinion, sont forcés de s'expatrier.

A cet effet, nous signalerons par la voie de la presse, par des placards, par des brochures, les faits d'oppression, les attentats de l'autorité et les violations des droits de l'homme; nous organiserons des réunions, nous susciterons des protestations, etc., etc.

Nous sollicitons tous les concours et nous ouvrons d'ores et déjà une souscription permanente. Nos amis voudront bien adresser leurs versements au camarade Charles Albert, aux bureaux des *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard.

Nous publierons au fur et à mesure les adhésions qui nous seront envoyées par nos camarades et par tous ceux qui, sans partager nos idées, approuvent le groupement actuel.

Adhésions :

Auger, Latapie, Berger, Guérineau, Bloch, Gauche, Ch. Albert, Paraf-Javal, Rousseau, J. Hénault, E. Brodu, P. Delesalle, J. Grave, C. Papillon.

AVIS

Un collectionneur désire acheter des collections de journaux socialistes et libertaires de tous les pays et en toutes langues. La rédaction transmettra les offres qui lui seront adressées.

VIENT DE PARAITRE

L'Action syndicale et les anarchistes, par P. Delesalle; 0 fr. 10, par la poste : 0 fr. 15.

La Civilisation, par J. Grave, couverture de Couturier; 0 fr. 10, par la poste : 0 fr. 15.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Quand nous nous réveillerons d'entre les morts, par H. Ibsen; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

L'Education et la Liberté, par M. Devaldès; 1 broch., 1 fr. — *En regardant la vie*, par Alice Canova; 1 broch., 2 fr. *Bibliothèque de la Critique*, 50, boulevard La Tour-Maubourg.

Perchè siamo internazionalisti, par les Etudiants S. R. I., chez Bertoni, 6, rue des Savoises.

A lire :

Le bon juge, par A. France; *Le Figaro*, 14 novembre.

PETITE CORRESPONDANCE

A. de N., à Porto Santo. — Nous rectifions l'erreur.

M. N. 23. — Oui, elle est parue.

F. R., à Londres. — C'est à peine si nous rentrerons dans nos frais; lorsque l'état de notre caisse le permettra, nous en ferons tirer quelques-uns, les meilleurs.

E. S., à Montpellier. — J'envoie les numéros. Je ne me rappelle pas avoir reçu la lettre précédente.

G. P., à Fougères. — Nous n'avons pas « Patriotisme et Militarisme », adressez-vous à l'*Avenir du Var*, à Toulon.

L., à Epinal. — 1 fr. 50.

A. Met E. W., à Calais. — Donnez-moi votre adresse, je désirerais vous répondre. P. D.

E. Z. — Rue de Bry, le Perreux (Seine).

Reçu pour l'impression des rapports : Moitié de la vente à Paris du n° 29 : 59 fr. 50. — R., à Guerigny, 1 fr. — F. R., à Londres, 25 fr. — V. B., à Puget-Ville, 0 fr. 50. — Un citoyen au monde à Saint-Loup, 0 fr. 75. — Séverin, 1 fr. 50. — Recueilli par Benoit, Rouen : Lucas Quevilly, 1 fr.; Pichon, 1 fr.; C., 2 fr.; Benoit, 1 fr. En tout : 5 fr. — Total : 93 fr. 25. — Liste précédente : 1.332 fr. 85. — Total général : 1.426 fr. 10. — Dépenses : 1.935 fr.

Reçu pour le journal : D. P., à Marseille, 0 fr. 50. — R., à Guerigny, 1 fr. — H. G., au Cap, 0 fr. 80. — E. P., 1 fr. — L. M. et E. M., 2 fr. — Conférence Jenie, Goffier, J. Bertrand à Liancourt, 6 fr. 55. — Merci à tous.

V., à Alexandrie. — A. C., à Estagel. — P., à Vienne. — C., à Bruges. — B., à Genève. — B. P., à Marseille. — M., à Bruxelles. — G., à Elvas. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 32 — DIX CENTIMES — DU 1er AU 7 DÉCEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Finissant la publication des rapports dans ce numéro, nous reprenons dès à présent notre format habituel au prix de 0 fr. 10.

LES OIES ACCLAMANTES

Les oies sont heureuses ! Elles ont prétexte à clamer leur bêtise. Le temps leur durait, depuis le tsar. La sottise, depuis lors sans exutoires suffisants, menaçait de s'accumuler jusqu'à engorgement et congestion.

Une occasion surgit. Joie ! Profitons-en ! Et, cou tendu, bec béant et yeux pâmés, les oies à qui mieux mieux se dégorgent, nasillant et s'égosillant, délicieusement tourneboulées d'acclamer enfin un dirigeant ! Vive Krüger ! Vive l'armée !

Depuis qu'elles sauvèrent le Capitole, les oies se croient, en toute circonstance, tenues d'assourdir l'air de leurs cris. La prépondérance qu'elles se sont arrogée depuis lors dans la société est vraiment intolérable. La rue est à elles. La rue, et toutes les sources sociales de la vie, tous les débouchés de la pensée humaine, tous les lieux de manifestation publique de cette pensée, tout cela leur appartient. Leur ignorance prononce, tranche, juge en premier et dernier ressort, décide des destinées de la société, imprime à l'évolution sa direction, au petit bonheur de ses idolâtries et de ses emballements successifs, contradictoires, irraisonnés et toujours imbéciles.

Tantôt Boulanger, Nicolas ou Marchand, tantôt Gospodar ou Semendria, général, czar ou cheval, bœuf gras, vache enragée, n'importe, pourvu qu'elles glapissent et qu'elles braillent !

Aujourd'hui, c'est Krüger. Pourquoi ? Est-ce qu'elles savent ? Depuis des semaines, aux devantures des libraires, s'étale, multicolore, le portrait du vieux chimpanzé sud-africain. Depuis des mois, la presse, bonne gardeuse, a gavé les oies de mensonges assortis concernant la guerre du Transvaal. Cette guerre, elle la leur a dépeinte comme une guerre patriotique, opposant en bloc d'une part *les* Anglais, de l'autre *les* Boërs. Elle n'a cessé de ressasser que les premiers voulaient déposséder les seconds des richesses qui leur appartenaient légitimement. Chargeant à plaisir les uns, s'étalant sur leurs violences, leurs cruautés, les exagérant même, tandis qu'elle exaltait les autres, n'ayant pas trop d'admiration pour leur courage, leur héroïsme, leur magnanimité, etc., elle a très habilement semé la haine en France contre le peuple anglais, rendu par elle en masse responsable des exactions et des crimes commis.

C'est avec ces procédés de généralisation, de responsabilité collective étendue à toute une nation, que les dirigeants surent toujours lancer les peuples les uns contre les autres et les faire massacrer au profit de leurs intérêts propres.

Au sujet du Transvaal, la vérité est que des capitalistes anglais, convoitant la propriété exclusive des mines d'or du Transvaal, surent décider le *gouvernement* anglais à entreprendre cette guerre. Le gouvernement boër, prétendant de son côté conserver cette propriété à son profit, fit appel à son bon peuple pour la lui sauvegarder. C'est une guerre de capitalistes, ni plus ni moins. Comme toutes les guerres, d'ailleurs.

Que le peuple boër ait fait des prodiges de valeur, qu'il ait donné un grand exemple d'héroïsme et de ténacité, c'est indiscutable. Mais, comme tous les peuples qui se battent pour leurs dirigeants, ils ont été aveuglés par de faux semblants patriotiques, par cette solidarité nationale qui sert de prétexte aux plus hideuses hécatombes. En quoi auraient-ils été moins libres, parce qu'ils eussent vécu sous l'étiquette anglaise au lieu de vivre sous l'étiquette boër ? Le bonheur social ne dépend pas de l'appellation nationale d'un peuple, mais des conditions générales dans lesquelles il vit. Croyant défendre leur « indépendance » parce qu'ils défendent le nom sous lequel on désigne leur agglomération ethnique, ils se feront tous hacher en héros.

Mais leurs dirigeants ? Ah ! ceux-ci sauront se tirer d'affaire. S'ils étaient si résolument, si désespérément patriotes qu'ils prétendent, est-ce qu'ils n'auraient pas déjà anéanti les mines d'or, cause du conflit ? Ils ne se font certainement aucune illusion sur l'issue de la guerre ; ils savent que le peuple boër ne lutte plus que pour l'honneur, et qu'il est voué à une défaite certaine. Ils n'ignorent pas que rien n'est à attendre des gouvernements européens ou américains. Ceux-ci, en effet, se disent fort judicieusement qu'une exploitation anglaise saura tirer plus de profit des mines du Transvaal qu'une exploitation boër. Instruments de la finance internationale, ils se garderont bien d'intervenir en faveur des républiques sud africaines qu'ils laisseront écraser conformément aux intérêts capitalistes. Aussi, quand il fut question parmi les Boërs de la destruction des mines, se sont-ils empressés de s'y opposer. Quand tout sera perdu, quand la dernière poignée de héros boërs aura été définitivement dispersée ou exterminée, du moins l'or restera. Le vieux Krüger en a déjà emporté une certaine quantité en Europe. L'or restant, il y aura tout de même des accommodements. La part dont on bénéficiera sera moindre, sans doute. Mais la résignation est une de ces vertus chrétiennes que la Bible, fort en honneur là-bas, enseigne à ses fidèles.

Telle est l'histoire de toutes les guerres. Elles n'ont d'autre cause que des conflits d'intérêts entre capitalistes. Les peuples, imbéciles, épousent les querelles de leurs maîtres, et se font exterminer pour leur conserver leur or.

Imbus de l'erreur nationalitaire, ils croient encore qu'une même solidarité unit tous les individus arbitrairement classés sous telle ou telle étiquette, parqués entre telles ou telles frontières conventionnelles. Ils ne comprennent pas qu'il n'y a pas d'intérêt national, qu'il n'y a que des intérêts particuliers, et que ces intérêts particuliers peuvent parfaitement être à la fois solidaires d'intérêts situés hors frontière et en antagonisme absolu avec des intérêts d'en deçà.

Ils ne voient pas qu'il est absurde d'englober en une même réprobation tout un peuple, parce que son gouvernement, jouet docile de la finance, l'engage dans des conquêtes, comme toutes les conquêtes, injustes et injustifiées.

Le jour, il est vrai, où les peuples comprendraient tout cela, c'en serait fait de toutes les guerres. Les gouvernants en seraient réduits à défendre eux-mêmes leurs intérêts particuliers qui n'ont rien à voir avec les nôtres. Et l'on n'assisterait pas à ces spectacles à la fois hideux et grotesques auxquels donne lieu, à chaque instant, le passage de tel ou tel officiel personnage étranger, objet des acclamations béates des foules. Au lieu de crier bêtement : « A bas les Anglais ! A bas les Allemands ! » on s'en prendrait à tel ou tel gouvernant allemand ou anglais, Bismarck, Cecil Rhodes ou Chamberlain, si l'on veut — que l'on ne confondrait plus, comme l'autre jour, ô crasse ignorance française ! avec le fabricant des filtres Chamberland, — et l'on ne tiendrait plus à honneur d'aller se faire massacrer pour remplir les coffres-forts de ces écumeurs de peuples.

ANDRÉ GIRARD.

OBJECTIONS

J'ai lu avec le plus grand intérêt, dans votre dernier supplément au numéro 30, l'exposition et le court historique que M. Paraf-Javal fait de la Déclaration des Droits de l'homme. J'ai beaucoup goûté toute la critique qu'il en présente : elle me paraît fort judicieuse jusque dans ses moindres détails et je compte, pour ma part, aider de tous mes moyens à sa propagation, surtout parmi les affiliés fanatiques de la Ligue. Je vous prie donc, à cet effet, de me faire parvenir dix exemplaires de votre tirage de la semaine dernière (du 17 au 23 novembre).

Toutefois, j'ai on ne peut plus regretté que M. Paraf-Javal, après s'être montré d'une si grande sagacité dans toute la partie négative de sa critique, où il met en lumière les contra-

dictions essentielles, voire les absurdités choquantes du nouveau dogme qu'on voudrait imposer au peuple, soit resté tellement au-dessous de lui-même dans sa partie positive. Je ne puis souffrir de laisser passer, sans tâcher d'y appeler son attention et la vôtre, les principes sophistiqués et, j'ose dire, dangereux, qui fondent sa propre « Déclaration des droits »; et je compte sur votre loyauté pour prévenir contre eux tous vos lecteurs par l'insertion de cette lettre.

M. Paraf-Javal donne la définition du mot « Devoir » selon le dictionnaire : « du latin *debere*, ce à quoi on est obligé par la morale, par la religion, par la loi, par un engagement ou par la bienséance, etc... » Il propose de la remplacer par celle-ci : « attitude à tenir envers autrui *selon l'attitude d'autrui*. » Je souligne ces derniers mots. Je les rapproche de ce que je viens de lire de la définition du « Devoir » selon le dictionnaire et je ne puis m'empêcher de me demander s'il valait vraiment la peine de substituer à une définition mauvaise, une autre définition pire peut-être. En effet : le « devoir » bourgeois met mes actions sous la dépendance d'un code moral, religieux, politique ou mondain; mais le « devoir » libertaire, d'après M. Paraf-Javal, ne fait pas autre chose que de mettre nos actions sous la dépendance *d'autrui* ou *du premier venu*. S'il est indigne d'un être libre d'attendre pour agir un mot d'ordre d'une convention, d'un livre ou d'un dieu, est-il plus digne qu'il l'attende du bon plaisir d'un quiconque? Dans la morale bourgeoise, l'individu est dépouillé de l'initiative de ses actes; cette initiative lui est-elle rendue par la morale libertaire telle qu'elle est conçue par M. Paraf-Javal?

J'ai dit que sa définition du devoir était illogique et sophistiquée; j'ai ajouté qu'elle était dangereuse.

J'en tire la preuve de ce qui suit. Selon M. Paraf-Javal, notre dépendance à l'égard d'autrui est telle que, s'il plait à autrui d'être « malveillant, intolérant, de vouloir notre mort », *il nous oblige* par là même à être à notre tour « malveillant, intolérant » à son égard, à « vouloir sa mort ». On doit, dit M. Paraf-Javal :

La malveillance aux malveillants, — l'intolérance aux intolérants..., etc. Et son article III se formule ainsi : « On ne doit pas la liberté à ceux qui ne donnent pas la liberté à autrui. A ceux-là on ne doit qu'un traitement réciproque. » M. Paraf-Javal part de ces principes que la liberté (ou tolérance) et la bienveillance (V. ses définitions) doivent fonder la société humaine. Mais ces principes généraux souffrent de tels correctifs dans le particulier qu'ils sont à la fin réduits à néant. Après ce que nous venons de voir que l'individu *doit* l'intolérance à l'intolérant, la malveillance au malveillant, il reste que l'individu *ne doit* la tolérance *qu*'aux tolérants, la bienveillance *qu*'aux bienveillants.

Or, les choses se passent-elles très différemment aujourd'hui pour chacun de nous en particulier, et dans la société bourgeoise en général? Tel acte de violence venu d'autrui nous incite à tirer vengeance de lui; et la loi frappe d'une peine proportionnée à une peine causée l'individu qui lui fait violence. Le résultat, nous le voyons : c'est la guerre, c'est l'entre-mangement.

Cependant, si étrange que cela paraisse, tel n'est point l'avis de M. Paraf-Javal ; voici les conséquences, selon lui : « Lorsque les hommes auront admis ces principes, *dont la base est l'égoïsme individuel*, ils comprendront que la seule disposition qui supprime la lutte est non pas la *concurrence*, mais la *solidarité*. » Je cherche en vain dans la « Déclaration » de M. Paraf-Javal d'où pourra souffler cet esprit de solidarité qui animera la société future? Je vois qu'alors, comme aujourd'hui, comme hier, la Loi sera : dent pour dent, œil pour œil, la Loi du Talion ; que, plein d'elle, alors comme aujourd'hui, comme hier, l'individu cherchera à satisfaire les instincts les plus grossiers de son égoïsme, et que les Forts s'arrangeront encore pour s'asservir les Faibles.

A la vérité, M. Paraf-Javal est trop clairvoyant pour que la vérité lui échappe toute. Dans son « article V », il essaie de se sauver des objections qui accourent, par ce paragraphe : « Les faibles, les fous, les malades ne peuvent être placés en état de réciprocité. Ils n'ont pas de devoirs, mais seulement des droits. *On n'a envers eux que des devoirs de bienveillance.* » Il va sans dire que le grand nombre des « malveillants, intolérants », de tous ceux qui « veulent notre mort », appartiennent, dans l'esprit de M. Paraf-Javal, à cette catégorie dont traite l'article V. Mais, dans la société libertaire, chacun portera-t-il sur son chapeau *Fort* ou *Faible*, *Raisonnable* ou *fou*, *Sain* ou *malade*?

Autrement, comment choisir du premier coup, ou après une longue fréquentation, notre ligne de conduite les uns envers les autres? M. Paraf-Javal ne peut pas ignorer que s'il est un problème difficile et dont nous sommes loin de posséder tous les éléments, c'est bien celui de la responsabilité morale. Cependant sa définition du devoir, interprétée dans son sens le plus large et le plus humain, en revient à ceci : « Ne sois intolérant, malveillant, etc... qu'envers ceux qui sont pleinement responsables de leur malveillance, intolérance, etc., à ton égard. » Mais alors, puisque le degré de responsabilité de chacun n'est pas souvent perceptible tout de suite ou même jamais déterminable, ne vaut-il pas mieux chercher pour nos actions un principe plus ferme, un principe autre que celui qui guide les actions d'autrui, de l'attitude de qui nous dépendons? M. Paraf-Javal n'a pas exposé une doctrine d'erreur, mais une doctrine qui est cependant au rebours de la vérité : c'est son corollaire qui doit être la proposition, et sa proposition qui doit devenir le corollaire. Il ne faut pas dire : « Pour savoir comment te conduire envers autrui, attends de voir comment autrui agira à ton égard. » Ceci n'est point digne d'un philosophe, encore moins d'un libertaire, qui croit, non sans raison, qu'il trouvera la vérité, le bonheur et la justice dans le libre exercice de son initiative. Mais il faut dire : « Agis toujours dans le calme et dans la pleine lumière de ta conscience. *Avec tous indistinctement*, ne te laisse guider que par des raisons d'humanité. Ne dépends que de toi-même; non d'un code mondain, religieux, politique; non pas même d'autrui. A la malveillance, à l'intolérance, oppose la bienveillance et la tolérance; oppose à la violence, la patience; à la passion, la raison; et ne te décide jamais à répondre à la brutalité par la brutalité qu'aux cas les plus extrêmes, pour sauver ta liberté et ta vie, et quand il ne peut plus s'agir de persuader ou de convaincre. » C'est seulement ainsi que nous pouvons espérer fonder en raison et en liberté la société et la vie des hommes à venir.

BRENN.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

MILITARISME ET RELIGION. — Le Touring-Club fait établir à ses frais, sur les chemins non praticables, des pistes ou trottoirs cyclables qui rendent service non seulement aux touristes, mais aussi aux nombreux ouvriers ruraux qui vont à bicyclette à leur travail, quelquefois très éloigné. Des affiches prient les cavaliers de ne point circuler sur ces pistes, dont l'établissement et l'entretien coûtent fort cher et qui peuvent être détériorées en un instant. Les civils, les conducteurs de troupeaux, évitent d'y passer; mais les fringants officiers se font une joie d'y caracoler, pour avoir le plaisir d'abîmer du travail utile (puisque leur métier est de détruire) et d'affirmer leur droit de passer partout où bon leur semble. Chaque fois, le Touring, dont le comité est farci de nationalistes, proteste timidement, et le ministre envoie aux chefs de corps des « instructions formelles ». Dernièrement encore, le colonel du 9ᵉ cuirassiers passait avec ses officiers sur le trottoir cyclable de la route nationale de Noyon, lorsque le cantonnier s'approcha et lui fit respectueusement observer que le trottoir était interdit aux cavaliers par un arrêté préfectoral. Recevoir des observations d'un cantonnier! Un colonel! Celui-ci eut une crise de colère et fit appréhender l'homme par ses soldats. Puis il voulut bien le faire relâcher, se contentant de garder sa casquette, et partit, la menace et l'écume à la bouche. Il a été « blâmé » par le ministre. Très joli, le blâme, mais pourquoi jamais ni procès-verbal, ni poursuites, ni amendes, ni prison aux officiers comme aux simples bergers ou voituriers? Parce que les lois, qui s'appesantissent si durement sur les civils de rien, ne doivent même pas effleurer les hommes aux belles culottes rouges.

⁂

Ragnière était estropié avant d'entrer au régiment (il avait une jambe plus courte que l'autre), mais on le prit tout de même. Incapable qu'il est de prendre part aux exercices, depuis deux ans on l'emploie à toutes les corvées possibles, mais on refuse de le réformer et on le prive de toutes permissions.

⁂

Bessard était journaliste. Quand il fut au régiment, il parut dans la presse régionale des articles contre ses chefs, dont on le soupçonna l'auteur Pour avoir un prétexte à perquisition, on l'accusa d'avoir volé 5 francs à un de ses camarades, puis on fouilla dans son paquetage, où l'on trouva des brouillons d'articles parus. Son affaire était claire, En dépit de la loi sur la presse, il fut traîné en conseil de guerre et, malgré les protestations de son avocat contre l'illégalité commise, jugé et condamné à cinq ans de prison. Il y a de cela un an. Il vient de mourir quelque part en Afrique, dans un pénitencier militaire.

⁂

Lettre d'un zouave, à bord du *Peï-Ho*, en route pour la boucherie :

« Depuis notre départ, nous sommes nourris comme des cochons pendant que nos officiers font bombance. Ils sablent le champagne alors que nous ne pouvons pas avoir seulement du sirop de crapaud potable, pas plus pour boire que pour nous laver. Nous sommes obligés de blanchir notre linge à l'eau de mer. Il y a vingt-quatre jours que cela dure, et nous ne sommes qu'à moitié route. Treize de nos camarades sont atteints de la jaunisse. »

⁂

Si les officiers soignent mal le corps de leurs soldats, ils sont pleins de sollicitude pour leur âme. Le colonel de Pontac, du 2ᵉ dragons, donne un soldat comme ordonnance à l'abbé desservant la chapelle militaire (?) ; il invite les soldats à y aller entendre la sainte messe, et confie à l'adjudant de semaine le soin de pointer ceux qui y vont et ceux qui n'y vont pas.

⁂

A Châteaulin, grande procession organisée par l'évêque de Quimper, à l'occasion du départ des conscrits. Commandés par un sous-off de l'active, en uniforme et tête nue, ceux-ci défilent avec un drapeau orné d'un sacré-cœur. Dieu et Patrie. Quoi de plus beau? Résultats :

A Brest, un jeune conscrit couvert de scapulaires et de médailles, se signe avec ses gris-gris en entrant à la caserne; puis tout d'un coup il sort un couteau de sa poche, le plante dans le dos d'un élève-caporal et s'en frappe lui-même après.

A Paris, le comte de Cornulier, ancien officier, assassine sa femme (qu'il avait épousée pour son argent et qui s'était séparée de biens d'avec lui) à coups de revolver. « Prie Dieu de te pardonner; moi, je te pardonne », dit-il en la tuant. Arrêté, il s'informe anxieusement si elle a reçu les derniers sacrements avant de mourir. On trouve dans ses poches un testament débutant par « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, ainsi soit-il... » et où il déclare avoir vécu et mourir dans la religion de ses pères; on trouve aussi un chapelet à côté d'un surin. Ce même comte de Cornulier assistait au service célébré à Notre-Dame, à l'occasion de la mort de Villebois-Mareuil (et contre sa volonté), en compagnie des membres de la Ligue de la Patrie française et de tous les nationalistes de marque.

Ainsi l'éducation patriotique et religieuse est tout

à fait incapable d'améliorer la mentalité des hommes. Léguée par une tradition de brutes, elle ne peut que les maintenir à l'état de brutes. Rappelons-nous encore le grand éventreur Vacher, élève des Frères et excellent sous-off.

R. Ch.

*
* *

Chateaurenard. — Le 26 août dernier, mon camarade et moi nous promenions dans la ville, portant un drapeau rouge, en chantant des chansons révolutionnaires. Procès-verbal et condamnation s'en sont suivis pour mon camarade, Pierre Roche, et moi. Nous avons été condamnés : Pierre Roche, à 100 francs d'amende, et moi 200 francs avec sursis. Pourtant nous voyons chaque année, le jour du tirage au sort, les jeunes conscrits rubans verts et blancs et fleurs de lis aux chapeaux. Chaque année, le jour de la Saint-Eloi, nous voyons un bal sur la voie publique pavoisé de drapeaux verts et blancs et cela sous l'œil bienveillant de notre municipalité qui se targue de socialisme.

Cette semaine même, l'orphéon royaliste est allé chanter ses plus jolis fredons sous les fenêtres du maire soi-disant socialiste ; de tout cela nous aurions vraiment tort de nous plaindre, car ces poursuites et ces tracasseries pour les uns et cette liberté pour les autres nous ont fait connaître bon nombre de révoltés que nous étions loin de soupçonner; s'ils ne sont pas encore des anarchistes, ils le deviendront sûrement. Aussi nous avons fondé un groupe libertaire qui compte aujourd'hui 30 membres. Voilà, j'espère, un beau commencement.

Abeille Louis, fils.

*
* *

Marseille. — Jeudi 22 novembre, tous les cafards étaient mobilisés pour les funérailles de leur bienheureux — son âme étant aux cieux — évêque Robert. C'était donc le moment de se rendre compte au coup d'œil de leur quantité. Quelle gigantesque besogne il reste à faire, car ce qu'ils sont nombreux... et gras, les cafards...!

Presque en même temps, Krüger mettait les pieds sur la terre française — parlé patriotique — aussitôt des présidents de comités lui dégoisaient des mensonges de ce genre : « Vous allez vous trouver au milieu de populations attachées aux grandes idées de Droit et de Justice, d'Indépendance et de Liberté. »

Le politicien Pauliat, qui devait avoir reçu le mot d'ordre de Waldeck : « En France, vous trouverez partout un accueil chaleureux et alors même que dans votre héroïque apostolat votre mission trouverait *auprès du Gouvernement toute prudence*, il ne faut pas désespérer, la force des choses est avec vous. »

N'est-ce pas, Chamberlain? « La devise des Français est : Aide-toi, le ciel t'aidera. » Je te crois, Pauliat!

Du débarcadère à l'hôtel, la voiture était précédée de huit à dix drapeaux de sociétés qui contribuaient pour une large part au délire de la foule (Pensez donc, dix drapeaux ensemble!) et escortée d'au moins 60 agents en uniforme. Quelques patriotes anglais ayant laissé comprendre une attitude plutôt hostile sur un balcon d'hôtel, les patriotes mixtes boërs-français voulaient tout chambarder. Pour prouver au président Krüger qu'à Marseille l'on s'associe aux malheurs de son pays, il lui a été offert un banquet auquel il n'a pas voulu assister, mais qui a été servi quand même et couronné de nombreux toasts au champagne.

Comme contraste, la Compagnie des tramways mettait sur le pavé 180 de ses employés pour raison d'économie et les moellonniers et bateliers chargeurs de tuiles du port se mettaient en grève parce qu'ils se trouvaient trop heureux de leur situation. Les ouvriers des grandes corporations tout dernièrement en grève organisaient un grand meeting pour protester contre l'interpellation Thierry et conséquemment approuver les députés socialistes qui les ont soutenus pendant les grèves et à la Chambre contre l'interpellateur.

Dal.

*
* *

Mouvement ouvrier. — La Justice. — Nous avons publié ou tout au moins signalé à différentes reprises des jugements du « président Magnaud ». Le dernier en date, très intéressant, est malheureusement trop long pour être publié en entier. Il s'agit de la veuve d'un ouvrier tué au service d'un patron. La pauvre femme, privée de toutes ressources, reste seule avec deux enfants. Le patron, représenté par une compagnie d'assurances, refuse de payer immédiatement la pension alimentaire due à la malheureuse, le procès en cours n'étant pas terminé. Les enfants et la veuve peuvent crever de faim, cela importe peu au patron assassin.

Voici, faute de pouvoir tout donner, les principaux attendus du juge humain :

Le tribunal... Attendu que la dame C..., veuve d'un ouvrier victime d'accident de travail, « sans autre asile que celui de la charité publique et sans un sou pour subvenir aux besoins les plus immédiats de sa propre existence et de celle de ses deux enfants », s'est présentée le dix-huit octobre dernier, en leur nom et au sien, au juge des référés afin d'obtenir, sur-le-champ, une provision alimentaire en attendant la fixation amiable ou judiciaire de la rente à laquelle ils ont droit;

« Que demander, il est vrai, de l'humanité aux compagnies d'assurances, qui, sans se préoccuper des infortunes d'autrui, ne songent qu'à grossir les dividendes de leurs actionnaires, constitue une naïveté sans égale; »

. . . .

En droit, sur le premier point, attendu que si les rentes, nettement déterminées et réglées, ne sont payables qu'à termes échus, « il ne saurait en être de même d'une provision qui est réclamée pour parer immédiatement aux plus urgentes nécessités de la vie en attendant la solution d'un litige »; que le versement sans délai de cette provision s'impose, non seulement « parce qu'il est d'ordre public de ne pas laisser mourir de faim les malheureux »;

. . . .

Attendu, au surplus, que « le tribunal ne saurait se prêter à la consécration d'aussi détestables faux-fuyants »;

« Qu'il convient, au contraire, de mettre promptement un terme, surtout pour les faibles et les déshérités, à cette sorte de sport juridique qui consiste, grâce aux subtilités et arguties de la procédure, à semer d'obstacles la route de la justice pour l'arrêter ou tout au moins la retarder dans sa marche.... »

. . . .

Condamne T... à verser immédiatement à la veuve C... la somme de quarante-huit francs soixante-quinze centimes sur simple quittance et dit qu'il sera tenu de lui verser pareille somme de mois en mois à partir de ce jour jusqu'à la fixation de la rente définitive à laquelle elle et ses enfants ont droit.

Tous commentaires seraient, je crois, superflus. Si les juges se mettaient à être justes, c'en serait bientôt fait de la société bourgeoise. Aussi, jusqu'à ce jour et probablement encore de longtemps, M. Magnaud ne trouvera-t-il pas d'imitateurs.

*
* *

La Loi. — Les anarchistes sont gens, paraît-il, qui, non contents de tout détruire, prétendent que leurs adversaires ne font rien et que la fumisterie parlementaire est non seulement inutile, mais nuisible. Je suis aujourd'hui en mesure d'apporter un démenti *formel* à cette calomnie. Il y a, à l'heure actuelle, tant à la Chambre des députés qu'au Sénat, *soixante-treize* projets de *lois*, tous plus ou moins socialistes!! en souffrance.

Si, après avoir appris cette excellente nouvelle, les travailleurs ne sont pas *satisfaits* de leurs chers élus, vraiment c'est qu'ils sont dignes d'aller grossir les rangs de ces maudits anarchos qui ne croient à rien ; même pas à l'utilité du travail de leurs maîtres fabricants de lois.

*
* *

Les grèves. — A Calais, l'Association des fabricants de tulle et dentelle a décidé de fermer toutes les usines indistinctement, le travail a donc complètement cessé. Devant chaque usine un factionnaire fait les cent pas, baïonnette au canon. Des patrouilles de gendarmes à cheval parcourent la ville nuit et jour. La propriété est bien gardée, il n'y a rien à craindre de ce côté.

D'autre part, Messieurs les politiciens socialistes s'y succèdent sans interruption et, à défaut d'autre chose, apportent aux grévistes d'excellents conseils et le baume de la résignation. Il s'agit avant tout de ne pas créer de difficultés au ministère de « défense républicaine ». La Martinique et Chalon, paraît-il, lui suffisent.

Rappelons pour mémoire que c'est l'application de l'excellente loi Millerand-Colliard qui est cause de cette grève. Les ouvriers réclament huit heures de travail. La loi en autorise onze. D'où le conflit. Je serais curieux d'entendre comment Jaurès fait « avaler son lièvre ».

A Bordeaux, les camionneurs-transbordeurs sont en grève, un certain nombre de navires sont de ce fait immobilisés dans le port. Leurs réclamations — toujours les mêmes, hélas! — portent sur les salaires, sur les heures de travail, le repos du dimanche et la paie hebdomadaire.

A Lyon, la grève des employés de tramways doit être terminée à l'heure actuelle ; les grévistes obtiennent en partie satisfaction, la Compagnie s'étant engagée à respecter leurs prérogatives syndicales. Comme de juste, pendant toute la durée de la grève, la police a triomphé : arrestations, brutalités, tout a fonctionné ; le maire, socialiste(!), s'est comme de juste prudemment tenu à l'écart.

P. Delesalle.

Italie.

Foggia, 14 novembre 1900.

Par des circonstances que je vais vous exposer, je suis obligé de vous faire la chronique de ma vie de ces derniers mois.

Vous savez que je sortis de la prison de Pérouse le 7 juin de cette année. Je fis domicile ici. Le 5 août, après le fait de Bresci, je fus arrêté sous prétexte d'avoir outragé les policiers, qui me suivaient continuellement. Mais, en vérité, je fus arrêté parce que l'inspecteur de police voulait s'assurer de ma personne après plusieurs perquisitions inutiles faites dans ma maison. Les sbires, dans une rue solitaire, près de la questure, me saisirent par derrière et me traînèrent au bureau de police en me maltraitant et en criant : « Vous nous avez outragés ! » L'inspecteur, en ajoutant des insultes, ordonna d'écrire le procès-verbal. Il espérait peut-être que, en s'emparant, pendant mon incarcération, de ma correspondance, il aurait trouvé le *complot!* Le pauvre homme!

Poursuivi, en attendant, pour outrage aux mouchards, je fus condamné, le 3 septembre, par le tribunal de Lucera, devant lequel j'avais été traduit, à 26 jours de détention. J'avais fait jusqu'alors 29 jours : c'est pourquoi je fus remis en liberté.

Je m'établis de nouveau à Foggia où, le 20 septembre — date de la conquête de Rome, c'est-à-dire triomphe de la libre pensée suivant les philosophes républicains — je fus encore une fois arrêté. Je devais faire 5 mois de prison pour payement d'une amende de 1.500 francs — addition à la condamnation de 15 mois de réclusion qui me fut infligée en avril 1899 par ledit tribunal aussi, *pour excitation à commettre un fait dirigé à faire surgir en armes les habitants du royaume contre les pouvoirs de l'Etat* (art. 135 du Code pénal zanardellien). Vous savez que cette peine avait été terminée par moi le 7 juin dernier.

Depuis le 20 septembre jusqu'au 19 octobre on m'a laissé dans la prison de Foggia. Puis, je fus transféré à la prison de Troia (petite ville de cette province). Ce fut de l'arbitraire, parce que les peines pécuniaires — dit le Code pénal — s'expient dans les prisons du pays où le crime a été commis. Mais la police de Foggia ne voulut rien en savoir ; elle s'imposa aux *supérieurs*, en provoquant ainsi une plus forte angoisse dans le cœur de ma sœur, qui en tomba malade. Mais je n'avais pas l'intention de parler de mes faits privés, pardonnez-moi.

Pardonnez-moi aussi si je désire la publication de cette lettre. C'est parce que dans la prison de Troia j'ai reçu de vous les numéros 26 et 27 des *Temps Nouveaux* : j'ai cru donc que ni vous, ni les autres camarades, ne saviez que j'étais en prison et que, par conséquent, la correspondance avec moi n'avait pas été suspendue. Pour cela je prie instamment les amis qui m'ont écrit dans ces mois de me le faire savoir. Mon adresse est : *fermo in posta, Foggia, Italie.*

J'oubliais d'ajouter que, par suite de l'amnistie du 11 novembre, on m'a remis, avant-hier, de nouveau en liberté.

Prochainement, je vous enverrai ma première correspondance sur le moment politique actuel, dont, ensuite, j'espère pouvoir m'occuper, pour les *Temps Nouveaux*, tous les quinze jours, régulièrement. D'ailleurs, il va sans dire que malgré ma détresse éternelle, la maladie de ma sœur et... le reste, je suis heureux de pouvoir finalement reprendre ma place de combat.

Bien des salutations à tous les lecteurs.

Roberto d'Angió.

Chine.

Extrait de la *Petite République* :

Il faut insister sur l'intérêt moral de premier ordre qu'ont les puissances à ce que leurs troupes déposent les armes au plus tôt : l'action des troupes internationales en Chine, non moins barbare que celle des Anglais au Transvaal, ne peut manquer, en même temps que de déshonorer les nations intéressées, de faire naître une haine féroce des étrangers chez tous ceux des Chinois que les missionnaires, les soldats et les commerçants des « nations civilisées » n'ont pas encore rendus xénophobes.

Nous citions, avant-hier, le passage suivant d'une lettre d'un soldat allemand à ses parents :

« Hier, environ cent Chinois ont dévalisé un commerçant chinois, protégé allemand. Nous en avons pris quatre-vingt-dix ; nous les avons attachés par leurs nattes à un câble, et avons fusillé toute la bande. »

Hier nous avons donné des extraits de deux autres lettres de soldats allemands. Ceux qui les ont écrites n'ont pas l'inconscience du précédent ; ce qu'ils relatent, et à quoi ils ont dû prendre part, n'est pas moins atroce. L'un nous montre soixante-dix-huit Chinois prisonniers, attachés les uns aux autres par leurs nattes, roués de coups jusqu'au moment où le sang ruisselle sur tout leur corps, puis placés devant le bataillon d'exécution, fusillés, et tombant dans des fosses qu'on leur a fait creuser. L'autre déclare que les Chinois ont été mis hors le droit des gens, qu'on ne fait plus de prisonniers et qu'on fusille tous ceux que l'on prend, à moins que pour économiser les cartouches on ne les embroche sur les baïonnettes.

Nous avons publié, avant-hier, un récit fait par un correspondant de l'*Etoile belge*, qui a suivi les troupes russes dans leur occupation de la Mandchourie. On a pu se rendre compte de l'abominable cruauté avec laquelle celles-ci ont réprimé la révolte chinoise. On aura vu en particulier comment cinq mille Chinois furent jetés dans le fleuve Amour, certains d'entre eux attachés par leurs nattes, trois par trois ou cinq par cinq, et comment « les meurtriers, pris de frénésie, poursuivaient dans des barques, le couteau et la hache en mains, ceux qui se maintenaient à la surface ».

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe de Propagande Antimilitariste de Paris. — Il y a quelques mois, le groupe fit afficher dans toute la France un placard : « Crimes militaires » relatant l'assassinat du disciplinaire Grenier. Cet affichage a porté ses fruits, des poursuites ont été ordonnées, elles auront leur dénouement devant la cour d'assises de Nancy à la première session de 1901. Le groupe a jugé qu'il était opportun de faire connaître un autre crime commis par les chaouchs de Madagascar ; c'est pourquoi il a l'intention de faire afficher un placard intitulé : « Assassins galonnés » et relatant le meurtre commis sur le disciplinaire Laffond. Pour cette œuvre, il demande l'aide de tous les révolutionnaires, afin de réunir les fonds nécessaires au commencement de l'impression. Il met en vente les 108 exemplaires qui lui restent du placard « Crimes militaires » au prix de 0 fr. 50 franco. Tout exemplaire souscrit sera accompagné de 10 exemplaires du nouveau placard. Le groupe, vu l'intérêt qu'offre cette propagande, compte sur la solidarité des camarades.

G. Dubois-Desaulle, *secrétaire*.
65, avenue Ledru-Rollin, Paris.

Le camarade Paul Robin nous prie d'annoncer que le siège de la *Ligue de la régénération humaine* est 26, rue Titon. Y adresser les correspondances.

Un camarade désirerait vendre les 25 premiers volumes de la *Revue socialiste*.

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), Paris. — A 8 h. 1/4 du soir :

Samedi 1er décembre. — Paul Robin : Contre la nature.

Mercredi 5. — Lucienne Marin : Les jugements du président Magnaud.

Samedi 8. — Jean Marestan : La suggestion dans l'éducation.

Des invitations (cartes d'auditeurs) sont remises gratuitement chaque mois à tout souscripteur d'au moins 0 fr. 50.

Groupe communiste libertaire du XIVe arrondissement. — Vendredi 29 novembre, salle Leborgne, 36, rue de l'Ouest : Organisation d'une conférence publique.

Le groupe ayant une bibliothèque, les camarades qui pourraient disposer de livres et de brochures sont invités à les envoyer au siège du groupe, salle Leborgne, 36, rue Vandamme.

Les Egaux du XVIIe arrondissement, 85, rue de Courcelles. — Samedi 1er décembre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par le camarade Dubois-Desaulle. Sujet : Les crimes militaires, les cocus.

Bibliothèque du XVe arrondissement. — Réunion publique samedi 1er décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, n° 3.

Discussion sur la rédaction d'un manifeste à distribuer.

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — *Les Libertaires.* — Samedi, à 8 heures, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier, réunion. Causerie par un camarade sur l'utilité des bibliothèques. Prêt de livres.

Dimanche, à 2 heures, matinée. Conférence par Marestan sur la *Conquête de soi*. Chants et poésies révolutionnaires avec accompagnement de mandoline, guitare, etc. Communication importante.

Amiens. — *Les partisans de la propagande par les conférences et écrits périodiques sont convoqués* pour le dimanche 2 décembre, à 3 heures du soir, chez le compagnon Morel, 141, route de Rouen.

Bordeaux. — Le camarade Pernel et sa compagne Milady se proposent de faire une tournée de conférences à Bordeaux, sans le concours *pécuniaire* des camarades.

Ces camarades arriveront à Bordeaux le 8 décembre. A cette occasion, les camarades de Bordeaux sont priés de venir à la Bibliothèque populaire, le 8 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, pour y recevoir ces camarades de passage. Urgence.

Le groupe *Germinal*, par exception, se réunira dimanche soir, 2 décembre, au local habituel, en raison de la conférence d'Urbain Gohier qui a lieu samedi.

Lecture des rapports du Congrès.

Le groupe *Germinal* de Lyon organise, le dimanche 9 décembre, à 8 heures du soir, une soirée familiale au café de l'Isère, salle du fond.

Causerie, chants et déclamation par les camarades ; il sera perçu 0 fr. 25 pour la propagande libertaire.

Londres. — Il s'est formé au sein du C. A. B. V. (Club communiste), *Tottenham street*, 49, sous le nom de *Groupe ouvrier international*, un cercle d'agrément et d'études sociales réunissant tous les travailleurs parlant la langue française, sans distinction de nationalité et d'école, mais basé sur la solidarité et la liberté de conscience.

Les travailleurs résidant à Londres, que n'anime pas l'esprit d'obstructionnisme systématique, sont invités à y participer et à contribuer dans la mesure de leurs forces à la prospérité et à la bonne harmonie de notre organisation.

Conférences et soirées familiales, organisées en notre local chaque dimanche, à 5 heures du soir. Nous espérons que notre appel sera entendu et nous comptons qu'un grand nombre viendra augmenter le contingent de notre groupe.

Le Groupe ouvrier international.

Gouy-lez-Piéton (Belgique). — Conférence le 2 décembre, à 2 heures, à la Maison du Peuple, par Flaustier. Sujet : « Le virus des dogmes. »

Jumet-Gohyssart. — Conférence à 10 heures, le 4 décembre, à la Maison du Peuple, par Flaustier. Sujet : « La Sainte-Barbe des houilleurs. »

Forchies-la-Marche. — Le même jour, à 4 heures, à la Maison du Peuple. Même sujet, par Feuillen et Flaustier.

Groupe de Solidarité internationale

ET D'AIDE AUX DÉTENUS

L'œuvre de solidarité et de défense des révolutionnaires persécutés s'annonce bien.

Nous avons reçu, cette semaine, les adhésions de Pierre Quillard, Pierrot, Meyer, Sadier, Albert Henri, Cuisinier, Legris, Reynaud, H. Girard et A. Girard.

Voici, d'autre part, les souscriptions qui nous sont parvenues :

Albert Henri, 1 franc ; Mursch, 0 fr. 50 ; Chauvel, 0 fr. 50 ; Un concierge libertaire, 0 fr. 50 ; Reynaud, 0 fr. 50 ; Girard, 0 fr. 50 ; Paul, 0 fr. 50 ; Auguste, 0 fr. 50 ; Emile, 0 fr. 25 ; Famin, 0 fr. 50 ; Edmond L., 1 franc ; H. Cuisinier, 0 fr. 50 ; Gruet Aug., 0 fr. 25. Total : 7 francs. — Berger, 2 francs ; Chaughi, 10 francs ; L'anarchiste de Saint-Mandé, 2 francs ; Anonyme (versement mensuel), 1 franc. — E. D., à Saint-Nicolas, 3 francs. — Dal, 5 francs. — Première liste : 30 francs.

Le groupe prévient les organisateurs de réunions qu'il ne déléguera personne pour faire des collectes.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Stock, 27, rue Richelieu, Paris :

Des juges, par George Clemenceau ; 1 vol., 3 fr. 50. — *La Belle France*, par Georges Darien ; 1 vol., 3 fr. 50. — *Dehors*, par P. Max Simon.

La Faiseuse de gloire, par Paul Brulat ; 1 vol., 3 fr. 50, chez V. Villerelle, éditeur, 59, rue des Mathurins.

Madame de La Valette, par L. Xavier de Ricard ; 1 vol., 3 fr. 50, chez P. Ollendorff, 50, chaussée d'Antin.

Les Deux Etrennes, par Léon Daudet ; 1 vol., 3 fr. 50, chez E. Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

A Sociedade Futura, par Jean Grave, fascicules nos 3 et 4 ; prix : 100 reis, chez A. Ernesto Dias da Silva, Pateo do Martel, porta n° 2, Lisboa (Portugal).

La Chine et la diplomatie européenne, par Elisée Reclus ; brochure, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

A lire :

Discours de P. Vigné d'Octon, *Journal officiel*, 21 novembre.

A voir :

Au banquet de Marseille, dessin de Hermann-Paul, *Cri de Paris*, 25 novembre 1900.

PETITE CORRESPONDANCE

L. M., à Trélazé. — Flammarion toujours rue Racine. — Le dictionnaire Lachâtre, *Librairie du Progrès*, rue des Grands-Augustins.

M. R., 118. — Reçu ; merci. Nous ne connaissons pas cet ouvrage par Hamon ; celui de Nettlau, 5 francs dans nos bureaux. Oui.

P. G. — Oui, 2 fr. 75 net.

J. D., à Gand. — Les deux abonnements finiront fin janvier.

A. Defer, à Chalon. — Nous n'avons rien contre l'alcoolisme. Il existe des ligues pour cela, mais nous n'avons pas leur adresse.

Reçu pour l'impression des rapports : Moitié de la vente du n° 29 : 55 fr. 15. — E. D., à St-Nicolas, 3 fr. — Montal, 1 fr. 20. Total : 59 fr. 35. — Listes précédentes : 1.426 fr. 10. — Total général : 1.485 fr. 45.

Dépenses : 2150 fr.

Les souscriptions, même en comptant le prochain règlement du mois, n'ayant pas couvert les frais, nous abandonnons l'idée de publier les rapports en ensemble. Au fur et à mesure que l'état de notre caisse le permettra, nous publierons en brochure les plus intéressants.

Reçu pour le journal : E. N., 0 fr. 50. — O. M., à Bruxelles, 1 fr. 20. — B., à Gueugnon, 1 fr. 25. — B., à P., 1 fr. — M., 5 fr. — Une institutrice, 1 fr. — E. D., à St-Nicolas, 2 fr. — Un groupe de L. S. R. A., 1 fr. — Merci à tous.

N., à Arcachon. — C., au Chambon. — R., à Moulins. — L., à Hodimont. — H., à Fléron. — A., à Genève. — V., à Cahors. — F., à Mustapha. — A., à Châteaurenard. — B., à Gueugnon. — L., à Fougerolles. — F., à Mustapha. — B., à Pouderano. — H., à Liège. — G., à Genève. — C., à Alais. — C., à Croix. — G., à Fougères. — J. D., à Gand. — S., à Montpellier. — R., à Lyon. — M., à Feuquières. — H., à Namur. — L., au Mans. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 33 DIX CENTIMES DU 8 AU 14 DÉCEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES GRÈVES ET LE PUBLIC

Après avoir, dans leurs Congrès, excommunié la grève générale, les politiciens du socialisme préparent des lois qui, en réglementant la cessation du travail, en la soumettant à un long cérémonial de scrutins et de formalités, auront comme conséquences — si les travailleurs se les laissent imposer — d'entraver cette révolte économique, de la rendre moins fréquente et de lui enlever, avec son cachet révolutionnaire et spontané, une partie de sa vertu.

Pour ne pas garder jalousement la libre disposition de leur meilleure arme de combat, il faudrait que les travailleurs n'en comprissent pas toute l'importance et n'en aperçoivent pas tous les usages. C'est à nous, socialistes libertaires, de les éclairer sur ce point.

En deux précédents articles j'ai essayé de montrer comment toute grève, mais surtout la grève générale, en dehors des avantages immédiats qu'elle peut obtenir, en dehors de sa valeur comme entrée en matière probable de la révolution, était pour la classe ouvrière un merveilleux moyen d'éducation socialiste. Et je me suis placé successivement à ces divers points de vue : antagonisme de classes, solidarité prolétarienne, antimilitarisme.

Cette mission éducatrice de la grève ne se restreint pas à ceux qui y prennent part. Elle rayonne bien au delà, s'étend au public tout entier.

A côté, autour de toute initiative, de toute entreprise, il y a le public ! On sait ce que ce mot désigne. C'est la foule, la masse énorme de ceux qui, ne se trouvant pas directement mêlés à quelque chose, ne s'y croient pas intéressés et ne s'y intéressent pas. Il suffit d'avoir travaillé à une propagande, quelle qu'elle soit, pour savoir combien est lourde à soulever l'indifférence du public.

En ce qui concerne la grande bataille d'intérêts qui constitue la question sociale, quand on a mis à part, dans un pays comme la France, quelques centaines de mille combattants d'un côté et de l'autre, tout le reste, hélas ! forme le public, le public qui ne sait rien, ne voit rien, le public incapable de prendre parti et de s'intéresser.

Les causes de l'indifférence en matière sociale sont diverses, variant avec les individus et les conditions. Il y a l'égoïsme. Il y a la misère, qui, au lieu de faire des révoltés, fait des soumis, des indifférents à tout ce qui n'est pas la bouchée de pain immédiate. Mais il y a aussi l'ignorance. Et c'est ce qui désole les militants. Bien des gens ne manqueraient pas de bonne volonté, mais les idées maîtresses du socialisme, l'antagonisme entre possédants et non-possédants, exploiteurs et producteurs, en un mot les grands problèmes du capital et du travail, ne sont jamais venus les frapper au cœur ou au cerveau d'une façon assez violente pour les faire sortir de leur découragement ou de leur optimisme, également routiniers.

La propagande théorique, écrite ou parlée, fait évidemment de son mieux. Mais, outre qu'elle est restreinte par le manque de ressources matérielles, elle a le grave défaut d'être souvent trop abstraite pour avoir prise sur des individus peu cultivés. Le public pris dans son ensemble est un véritable enfant. Un grand enfant au cerveau faible, presque toujours distrait par les futilités et les amusettes où sait le retenir la presse bourgeoise. Pour forcer son attention, le meilleur procédé est celui qu'on emploie avec tous les enfants, la leçon de choses. La grève et surtout la grève générale est précisément cette leçon de choses visible et profitable à tous.

Si la grève partielle passe souvent inaperçue comme un débat d'intérêts restreints à deux groupes de contractants, employeurs et employés, la grève générale s'impose à l'attention de tous. Les journaux même les plus hostiles à la classe ouvrière doivent en relater les incidents. Elle apporte souvent dans la vie économique des perturbations si graves que le public, même le plus paresseux, le plus timide, finit par s'émouvoir. Le jour où le charbon ou le pain renchérissent, où les bateaux et tramways ne partent plus à l'heure, où les lettres n'arrivent pas à temps, le jour où la vie s'arrête dans tous les chantiers d'une ville, il faut bien que les plus apathiques, lésés dans leurs intérêts, ou simplement attirés par un grand spectacle, passionnés par les péripéties d'une lutte, s'informent des causes du conflit et le commentent.

Ce jour-là, ils apprennent la mauvaise foi patronale, la modicité scandaleuse de certains salaires ou les conditions insalubres du travail dans telle industrie.

La plupart, il est vrai, ont déjà des méfaits de l'exploitation bourgeoise une expérience personnelle. Mais, en fait d'éducation socialiste, cette expérience individuelle, justement, ne suffit pas, — trop restreinte. Pour impressionner utilement les individus, il faut que l'injustice sociale se dresse en face d'eux comme un fait d'ordre général, impersonnel. Alors seulement elle devient l'ennemi à combattre.

En même temps que la grève éduque, malgré lui, le public en le documentant sur tous les détails de l'exploitation patronale, elle est pour lui un exemple de résistance. Elle crée une atmosphère continue de revendication au milieu de laquelle les plus timides finiront par s'enhardir. Combien qui, tout en ressentant très vivement leurs propres souffrances, restent passifs et soumis parce qu'ils ont besoin que des hommes plus hardis les entraînent à la bataille ! Et quelle force d'impulsion est comparable à celle de l'exemple ? L'auteur d'une brochure ou d'un discours enseigne la rébellion avec des mots, le gréviste fait la même chose avec des actes et cela vaut mieux.

La grève est donc admirablement faite, semble-t-il, pour élever la foule à la conception nécessaire de tout un prolétariat voué à l'exploitation, à l'injustice, à la mauvaise foi et pour l'amener à la vision également nécessaire d'une lutte gigantesque où tous les déshérités se donneraient la main.

Les raisons s'accumulent pour démontrer que la grève est l'arme la plus utile au prolétariat en lutte pour sa délivrance. Grève à jet continu, grève à propos de tout et de rien, bref, la grève pour la grève, la grève aussi souvent que possible, tel devrait être le mot d'ordre dans les milieux ouvriers. Quand on entend, après cela, de prétendus socialistes répudier la grève générale comme peu pratique, on se demande pour qui nous prennent ces Messieurs.

CHARLES ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

MILITARISME. — Louis Soulas, qui ne voulait pas être soldat, essaya de se suicider, avant de partir au régiment. Il n'y réussit pas. Quatre jours après son arrivée à la caserne, il se jeta par la fenêtre de sa chambrée, et mourut en disant qu'il était heureux de mourir.

A Melun, les officiers du 18e dragons mettent à l'index un de leurs camarades qui a eu l'audace d'épouser une femme divorcée. A Orléans, ceux du 30e d'artillerie, ayant des doutes sur la religion d'un nouveau venu parmi eux, exigent son acte de baptême.

A Provins, la nuit, une bande de sous-offs ayant bien dîné font du tapage, pissent dans les boîtes à lettres, dégainent, brisent les devantures, provoquent et menacent les habitants, les boutiquiers qui protestent contre le sac de leurs boutiques. Il ne faut rien moins que les gendarmes pour les faire rentrer à la caserne. Les habitants injuriés ont déposé une plainte en menaces de mort. Le colonel a mis la plainte au panier et donné aux sous-offs quinze jours de consigne. Contre les messieurs à galons, pas de loi qui tienne.

A Laval, le tribunal correctionnel condamne à 300 francs d'amende la femme d'un médecin-major. Aussitôt celui-ci d'engueuler le président. (Il n'avait peut-être pas tort.) Simple civil, il eût été arrêté, jugé et condamné sur-le-champ ; homme à garance et à dorures, le président lui envoya un maréchal des logis de gendarmerie pour l'inviter à se retirer.

Les braves officiers français aux colonies (inter-

pellation Vigné d'Octon à la Chambre des députés) :

« Voici un fait dont le témoin est l'un des commerçants les plus notables et les plus respectés de Tananarive, qui est prêt à en déposer. A la fin de 1898, un chef indigène obtenait une audience de M. Lepreux, secrétaire général du gouvernement de Madagascar, et lui rapportait qu'un autre chef indigène avait comparu dans les derniers jours devant la justice militaire. Il avait été invité à *faire des aveux*; on entoura ses membres de chiffons et de paille qu'on enduisit de pétrole. Comme il ne pouvait rien dire, le capitaine L..., assisté d'un adjudant et d'un chef de la milice, y mirent le feu.

« Les chairs fondaient, laissant échapper la graisse, tandis qu'il criait : « *Tuez-moi* ». Ce n'est que dans la soirée que, voyant qu'on n'en pouvait rien tirer, on se décida à l'achever.

« M. Lepreux fit un rapport au général Pennequin, qui répondit que tout cela était très exagéré, que le capitaine L... était un très bon officier et qu'on lui laisserait son commandement.

« Quelque temps après, le capitaine L... était inscrit au tableau. »

Voici un autre fait :

« Deux indigènes étaient mis à la disposition du parquet, pour s'être rendus coupables de l'incendie d'une maison habitée.

« Ces deux hommes furent portés au cabinet du procureur. Celui-ci ne fit pas tout d'abord attention à leur état. Il leur fit donner lecture des pièces du dossier de leurs aveux et les invita à confirmer ces aveux.

« — Levez-vous ! dit-il aux indigènes, qui étaient assi sà terre.

« — Nous ne le pouvons pas, répondirent-ils, car pour nous faire avouer, le lieutenant S... nous a fait brûler les pieds. C'est pour échapper à cette horrible souffrance que nous avons avoué, au risque d'être tués. Devant vous, nous déclarons être innocents du crime qu'on nous impute et n'en pas connaître les auteurs.

« Quelque temps après, le procureur de la République Poiré était envoyé en disgrâce au Dahomey, et le lieutenant S..., nommé capitaine. »

Etc... Vigné d'Octon cite bien d'autres faits, du même genre ; mais les *Temps Nouveaux* sont trop petits : voir l'*Officiel*.

R. Ch.

⁂

MAGISTRATURE. — Du *Figaro* :

Un prévenu nommé Maroquino, poursuivi pour avoir volé un sou dans la poche d'une dame, comparaissait aujourd'hui pour la seconde fois devant le tribunal (de Marseille). Son cas est des plus navrants. A la suite de son arrestation pour ce vol de cinq centimes, sa femme et ses trois enfants se sont suicidés par asphyxie dans leur modeste logement de la rue de la Guirlande. Les trois enfants sont morts. La mère, arrachée de l'appartement au dernier moment, est agonisante à l'hôpital, où elle réclame son mari à cor et à cri, pour l'embrasser une dernière fois, mais le tribunal, n'ayant pas en mains les renseignements habituels, casier judiciaire, etc., refusa de juger, samedi, le malheureux Maroquino, qui pleurait à chaudes larmes, et renvoya l'affaire à quinzaine.

Le défenseur fit observer qu'il était suffisamment puni du vol d'un sou par la mort de ses trois petits enfants et il sollicita du moins sa mise en liberté provisoire pour lui permettre d'aller embrasser sa femme mourante. Le tribunal refusa en laissant à l'administration pénitentiaire le soin de le faire accompagner quelques instants à l'hospice sans le mettre en liberté. L'infortuné est revenu aujourd'hui faire la même demande au tribunal, car l'administration n'avait pas osé prendre sur elle de le faire conduire à l'Hôtel-Dieu, le règlement n'admettant pas les démarches de ce genre. Le tribunal a encore refusé aujourd'hui la mise en liberté provisoire, malgré l'insistance du ministère public qui plaidait cette fois la cause du prévenu, le président a déclaré que la question n'était pas de son ressort, que le parquet pouvait aviser, etc. (Cela est faux en droit. Quand un tribunal est saisi, lui seul peut ordonner la mise en liberté provisoire du prévenu.)

En présence de ce nouveau refus, l'infortuné Maroquino s'est évanoui et a dû être transporté dans sa prison.

⁂

Mouvement ouvrier. — LES BUREAUX DE PLACEMENT. — Après d'assez longs débats, la Chambre des députés vient de décider en principe la suppression de ces officines. Il a fallu aux travailleurs des corporations victimes de ces ignobles maisons vingt-cinq années de propagande pour en arriver là. Institués officiellement il y a une cinquantaine d'années pour exercer une surveillance facile sur la classe ouvrière, les bureaux de placement furent longtemps autant de succursales de la préfecture de police. C'est par millions que se chiffre chaque année l'impôt prélevé par ces officines sur les catégories d'ouvriers qui étaient dans la triste nécessité d'y avoir recours.

Toutefois cette suppression ne se fera pas de suite. Les tenanciers pourront encore exercer leur industrie pendant cinq ans, c'est-à-dire que pendant cinq années ils pourront continuer à exploiter, à pressurer leur *bétail* humain.

Et, d'ici là, qui sait... il est si facile au législateur de défaire ce qu'il a fait la veille. Les corporations qui, par une active propagande, ont su exiger cette suppression, feront donc bien de ne pas se relâcher, d'autant plus que tout n'est pas dit; il faut encore que le Sénat donne son approbation.

Il ne faudrait pas croire non plus que c'est exclusivement mus par un sentiment d'équité envers la classe ouvrière que nos législateurs ont agi ainsi ; tant s'en faut. L'un des défenseurs du projet de loi l'a très bien exprimé en disant « que les patrons eux-mêmes se plaignent des placeurs ».

Le procès de ces maisons a été trop souvent fait pour qu'il me soit utile, je crois, d'y revenir, mais ce qu'il y a de certain, c'est que leur suppression n'a été décidée, en principe, que parce qu'il n'y avait plus moyen de reculer, la propagande des corporations intéressées l'ayant rendue inévitable. Le projet porte qu'à l'avenir le placement des ouvriers sera exclusivement fait par les municipalités, les syndicats et les Bourses du travail.

Le Sénat ne s'étant pas encore prononcé, nous aurons sans doute à y revenir. Nous n'y manquerons pas.

⁂

LA VOIX DU PEUPLE. — Le journal qui vient de paraître sous ce titre s'intitule « *Journal syndicaliste*, organe de la confédération du travail ». De son article programme, j'extrais ce passage en souhaitant vivement que la *Voix du Peuple* s'y conforme longtemps, car il est nôtre :

« Elle sera la voix implacable clamant les injustices et les iniquités, flétrissant les bandits de haute envergure, criminels à mine très bourgeoise, autrement sinistres et dangereux que les escarpes de grand chemin ;

« Elle sera l'écho de toutes les paroles de vérité et fera une guerre sans répit aux mensonges qui charpentent la société actuelle et aux préjugés qui l'étayent.

« *La Voix du Peuple*, journal social, ne fera pas de politique agissante ; elle ne s'occupera pas d'élections, ne prônera pas de candidats, se tiendra en dehors des arènes parlementaires et jamais ne sacrifiera sur les autels ministériels. »

Souhaitons donc longue vie à notre nouveau camarade et espérons qu'il ne sortira pas du beau sentier qu'il s'est ainsi tracé.

⁂

LA LOI. — Les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail sont régis par une loi, oh ! pas bien méchante ; à peine accorde-t-elle de quoi ne pas crever complètement de faim aux malheureux victimes le plus souvent de la rapacité patronale.

Cela est trop, paraît-il. Un comité « consultatif des assurances » vient d'émettre les vœux suivants qui, sans nul doute, seront pris en considération :

1° Que l'exploitation des champignonnières, par son caractère agricole, échappe à l'application de la loi, même lorsqu'elle est effectuée dans d'anciennes carrières, pourvu qu'elle ne comporte aucun emploi de moteur ;

2° Que la loi n'est pas plus applicable aux coliques de plomb qu'à toutes les autres maladies professionnelles ;

3° Qu'au regard de la loi il n'y a point lieu de retenir le caractère infectieux ou le caractère dangereux des travaux, du moment où il ne survient pas un accident proprement dit.

Petit à petit, des restrictions de ce genre viendront ainsi faire que la loi n'aura plus en réalité aucune utilité, ne sera plus qu'un mythe.

Le paragraphe 2 est particulièrement à savourer par ce qu'il représente d'égoïsme inhumain de la part de ses auteurs. Ils reconnaissent bien en effe qu'il y a des maladies « professionnelles », mais les ouvriers qui en seront atteints n'auront droit à aucune indemnité. Pour le plus grand profit de leur exploiteur, ils pourront se rendre malades, mais ne pourront être secourus. Les autres paragraphes sont à l'avenant. C'est là cependant une loi « sociale », une conquête de la classe ouvrière sur ses exploiteurs. Que serait-ce donc s'il en était autrement ?

⁂

LES GRÈVES. — A Aniche, les verriers sont toujours en grève. Les patrons refusent toute discussion avec les ouvriers. C'est une soumission complète qu'ils exigent. Ils n'entendent avoir affaire dorénavant qu'à un troupeau d'esclaves. A l'unanimité, les ouvriers ont décidé la continuation de la grève.

A Paris, grève partielle des cochers de fiacre ; la cause, toujours la même : les grévistes trouvent la moyenne trop *élevée*. Ils réclament aussi contre les règlements de police à leur égard, qui permettent de leur octroyer des contraventions sans que procès-verbal leur soit dressé.

A Saint-Etienne, grève des employés des tramways. Le maire a dû prendre un arrêté interdisant la circulation, les grévistes ayant la ferme intention de s'opposer, par tous les moyens, à la sortie des voitures.

⁂

CALAIS. — Toutes les usines sont maintenant fermées. Les renégats demeurés à l'atelier ont été invités à venir se faire inscrire au syndicat dissident *L'Emancipation*, pour recevoir le prix de leur trahison. Ces malheureux toucheront, paraît-il, 10 fr. par semaine, plus une avance à rembourser à la reprise du travail.

La férocité des patrons ne connaît plus de bornes, les femmes et les enfants parents de grévistes ont été impitoyablement mis à la porte.

Plus que jamais les ouvriers sont unis et résolus. Chaque jour il y a une réunion, quelquefois deux. Les politiciens venus de Paris ont, il faut le reconnaître, le bon esprit de rester sur le terrain économique.

Les ouvriers tullistes de Nottingham ont fait une avance de 25.000 fr. à leurs frères français, d'où grande fureur des patrons qui font courir le bruit que ce n'est que par calcul de leur part, dans le but d'accaparer l'industrie calaisienne. En tous les cas, quelle que soit son issue, cette grève aura une grande influence pour le développement des idées sociales et libertaires : le champ est prêt pour l'ensemencement.

PAUL DELESALLE.

⁂

SAINT-NAZAIRE. — La grève des charbonniers s'est terminée par un échec grave, le travail a été repris à un salaire moindre qu'auparavant. Profitant de la misère de ces malheureux, les patrons ont exigé une soumission complète.

Toutefois, avant de reprendre leur collier de misère, il faut reconnaître que, bravement, ils ont essayé de lutter par tous les moyens.

A plusieurs reprises, les gendarmes qui protégeaient les usines furent débordés, et il s'en est fallu de peu que les exploiteurs payent cher leur lâcheté.

Des arrestations suivies de nombreuses condamnations ont eu lieu et les mois de prison pleuvent drus sur les malheureux.

A signaler la conduite particulièrement énergique d'un brave ouvrier, père de cinq enfants, nommé Maillard. En voyant la mère d'un détenu pleurer, celui-ci ne put contenir son indignation, et s'écria : « C'est écœurant ! »

Amené devant le tribunal, bravement il répondit qu'il se croyait le droit d'apprécier à sa façon les faits dont on le rendait témoin.

Sommé de se rétracter, fièrement il refusa à être aussi lâche que ses juges et il ajouta : « Après tout, faites de moi ce que vous voudrez. »

Séance tenante, le tribunal républicain, présidé par un chouan du nom de Lefèvre d'Argencé, condamna Maillard à trois mois de prison.

Le malheureux laisse une femme et cinq enfants dans la misère.

Et l'on appelle ça des juges et cette chose la justice !

ED. M.

Chine.

Lettre d'un soldat allemand :

« Chers parents,

« Vous ne devez plus être inquiets du tout, car la guerre est presque complètement terminée. Dimanche 26, nous avons fait prisonniers 84 Boxeurs. Nous les avons forcés à creuser eux-mêmes un trou ; puis nous les avons tués, sauf ceux que nous avons gardés pour enterrer les autres...

« Ici tout est magnifiquement peint et orné de soies brodées d'or et d'argent. Mais il n'y a que les officiers qui logent dans les temples ; nous autres, soldats, nous logeons dans les bâtiments à côté. Ils étaient pleins de cercueils que nous avons jetés dehors pour être plus à l'aise. Nous avons ouvert beaucoup de ces cercueils. Nous y avons trouvé des étoffes précieuses. Mais la plupart ne contenaient que des cadavres... *C'est bien dommage...* »

Autre lettre :

« Je viens d'arriver de Tien-Tsin à Pékin, avec la cantine des officiers, par un bateau-transport attelé de Chinois. Cinq ou six Chinois sont attelés à un bateau. Si le Chinois ne veut pas tirer, on le frappe à coups de bambou, ou on le tue tout simplement. Le transport dure quatorze jours. En route, l'on va dans les villages, et l'on prend tout ce que l'on veut : poules, œufs, pigeons, raisins, etc. Si les Chinois se lâchent, on fait feu tout de suite. Un seul homme peut alors abattre cent Chinois très facilement... Des milliers de cadavres de Boxeurs flottent sur le fleuve... »

Autre :

« De temps à autre, nous avons affaire à des bandes plus ou moins nombreuses de Boxeurs qui ne sont jamais si terribles qu'ils en ont l'air. La plupart d'entre eux n'ont pas d'armes, aussi est-il facile de les anéantir. Nous avons pris nos quartiers dans quelques temples et nous vivons de riz et de thé. Il y a quelques jours, nous avons solennellement pris possession du Palais royal. Chacun s'est approprié quelque chose. Moi aussi, j'ai pris un morceau de soie du trône. Nous avons tué soixante-quatorze Boxeurs qui menaçaient d'envahir notre camp. On les a attachés par la queue et traînés jusqu'au lieu d'exécution où deux cents coups de fusil ont envoyé dans l'au-delà leurs âmes de chiens... »

Du correspondant de la *Gazette de Cologne* :

« Quiconque, à la première sommation, fût-elle en russe, en allemand, en français, en indoustani ou en japonais, ne s'arrête pas instantanément, est tué net. Tout ce qui porte tresse est compté pour Boxeur... Le spectacle journalier de cadavres humains putréfiés ou ballonnés que ronge la vermine et que les chiens déchirent en pleine rue produit à la longue l'endurcissement. Il n'y a que des hommes exceptionnels qui puissent résister longtemps à la dépravation qu'entraînent fatalement l'occasion, la possibilité ou, quand l'ordre en est donné, l'obligation de tirer sur des êtres sans défense. »

Lettre d'un officier français :

« Quand nous sommes arrivés (à Toung-Chéou), il y avait encore pas mal de maisons debout ; mais évidemment tout était pillé, et pillé d'une façon brutale. Pour voir le contenu d'un tiroir, on avait brisé le meuble ; et les meubles sont jolis, ici. Ce qu'on n'avait pu emporter, on l'avait démoli.

« Après avoir cantonné les compagnies, on a donné, pour la première fois, aux hommes la permission de sortir du cantonnement. Une telle autorisation, pour eux, se transforme aussitôt en l'autorisation de piller et de commettre les pires atrocités.

« Et l'on a vu ces brutes, qui n'avaient rien pris, pas le plus petit village, qui n'avaient pas risqué un centimètre carré de leur peau, piller et ravager avec la même rage que s'ils avaient eu la moitié de leurs copains tués.

« Je sais qu'ils avaient de sacrés exemples sous les yeux. C'étaient les Américains, les Anglais, les Russes, les Japonais qui, comme eux, cantonnés dans Toung-Chéou, mettaient tout à sac. Je suis sorti dans l'après-midi et j'en ai vu de belles.

« D'abord, dans presque toutes les maisons, des cadavres : les uns dans une cour, d'autres sur le lit, quelques-uns qu'on a eu le temps de mettre dans des cercueils que les Chinois ont tous chez eux, et qui manifestaient leur présence par l'odeur.

« Dans une maison — une maison de tolérance, je crois bien — j'entre avec mon ordonnance. Par terre, il y avait le cadavre d'un jeune homme de seize à dix-huit ans. Sur le lit, je ne sais quoi recouvert d'une natte. Mon ordonnance soulève la natte. Il y avait sept cadavres de femmes.

« Elles n'avaient pas fait la guerre, celles-là ! et tous ces Chinois morts dans leurs maisons non plus ! *La ville s'était rendue sans résistance.*

. . . .

« A Toung-Chéou, deux soldats d'infanterie de marine de notre bataillon entrent dans une maison. Ils y trouvent deux femmes chinoises avec deux enfants. Ils veulent caramboler les femmes qui résistent énergiquement. En voyant qu'ils ne peuvent réussir, ils les forcent à prendre d'un poison qu'ils avaient probablement volé à une pharmacie voisine. Ils empoisonnent également les enfants. Et quand le poison a suffisamment affaibli les femmes pour les empêcher de résister, ils les violent.

« Quelque temps après, notre cuisinier entrait dans la maison. Une des femmes pouvait encore se remuer ; elle lui a expliqué par gestes ce qui s'était passé. Le cuisinier est venu me le dire. Je suis allé voir. Les femmes étaient mortes. Elles étaient encore chaudes. Le visage et les mains étaient livides, avec des marbrures. Des mouches dorées étaient déjà sous les paupières et dans la bouche. Les enfants étaient froids. Si j'avais pu savoir les deux cochons qui ont fait cela, je leur aurais brûlé la cervelle sans autre forme de procès. »

Belgique.

GRÈVES ET CONGRÈS. — Quatre mois durant, les verriers du pays noir ont lutté. Leur grève n'était pas sans inquiéter le gouvernement, dont l'incurable cécité s'est manifestée — tout comme à l'époque d'Oscar Falleur — par d'exaspérantes poursuites judiciaires, des arrestations arbitraires, des condamnations insensées. Des journaux soudoyés, comme la *Gazette de Charleroi* et le *Pays Wallon*, avaient, à cette occasion, mené une campagne d'infamies contre l'*Union verrière* et ses « meneurs ». Les grévistes avaient dit : « Nous lutterons et lutterons sans cesse, pour ne plus travailler qu'avec les syndiqués. » Capituler devant les exigences de l'*Union* ne fut guère agréable au patronat. Mais, bien que tous les résultats ne soient pas acquis du côté ouvrier, — des scissions bêtes ayant été provoquées par un clan ignare de Jumetois, du moins d'après ce qu'on me dit, — les patrons ont pu voir de quelle résistance est capable une solide organisation syndicale.

C'est le point le plus marquant, chez nous, dans le monde économique. Et dans celui de la politique ?

Au lendemain de manifestations très imposantes en faveur de l'amnistie, et à l'occasion de la rentrée des Chambres, le parti socialiste tint un congrès national et, pour la troisième ou quatrième fois, la représentation proportionnelle en fit les frais. Elle est brûlante, en effet, cette question, du moins dans certains milieux.

Soutenue par les intellectuels et les Bruxellois qui redoutent un accès trop rapide des ouvriers au pouvoir — hypothèse troublante dans les petits pays cernés par les grands, dont la concurrence industrielle écraserait vite les ouvriers belges — la proportionnelle est combattue par les éléments ignorants et inconscients, comme aussi par les tribuns « du Doigt mouillé » — c'est ainsi que le *Rappel* de Charleroi les nomme. Si ces tribuns connaissaient leur propre pays, ils sauraient que toutes ou presque toutes les mutualités sérieuses se moquent de leurs tirades sur « la souveraineté populaire », le « nombre tout-puissant » et autres boniments arrosés de Grübers.

Autre détail typique : dans les régions où les socialistes passent par leurs propres forces, au premier tour de scrutin, ils ne veulent pas de R. P. — A situation inverse correspondent des tendances inverses. C'est humain, soit ; mais cela relevait du vaudeville. L'équivoque disparaît. Les politiciens du Borinage, de Liège et les délégués du « Banquet de la Liberté » de Charleroi ont été mis en minorité. Leur attitude au sujet du « S. U. sans restrictions » était d'ailleurs de la parade. Car si leurs occupations leur laissent le temps de réfléchir, ils savent *à l'avance* que jamais les pouvoirs publics ne concéderaient le S. U. sans garanties. Aussi les citoyens Vandervelde et Anseele ont-ils été très adroits en permettant aux délégués du « Banquet de la Liberté » de « vider leur sac ». Il n'en sera ni plus, ni moins. — D'ailleurs, les dits délégués se sont empressés, aussitôt le vote connu, de venir « se soumettre », ce qui maintient, pour l'édification de l'avenir, leur réputation de disciplinaristes et d' « antilibertaires ». On la connaissait. — Mais le plus grand point de ce Congrès, c'est que les ouvriers *ne feront pas* la *grève générale* pour la revision de la Constitution. L'heure des grèves politiques a disparu. Non seulement cette grève ne la ferait pas obtenir, mais, les caisses syndicales étant vides, les syndicats crouleraient et cela au moment même où se dessinait, chez nous, un assez beau mouvement corporatif. Il faudrait alors, pour les reconstituer, un nouveau travail !

De là, dans le pays de Charleroi notamment, un désir de faire désormais du sérieux. De là, dans ce même pays, le dégoût d'ouvriers à l'endroit de la campagne de ce vil ambitieux et grippe-sous qui s'appelle l'abbé Daens. A de malheureux groupes ouvriers, ce coquin ensoutané en arriva à réclamer cent francs par conférence !!

De là, enfin, la profonde pitié des travailleurs à l'endroit d'une campagne charentonnesque menée, malgré le P. O., en faveur du *vote des femmes*, en discours et en clichés suintant le plus vermoulu des gâtismes. Le parti gâtiste ne fait pas payer ses conférences. Le public en a juste... pour son argent, ce qui « met les choses au point ». C'est ce que m'écrivent des amis de Gamond.

FLAUSTIER.

Egypte.

ALEXANDRIE. — Le gouvernement a tenté de faire extrader le camarade Galléani qui s'était réfugié ici à la suite de son évasion ; il a dû renoncer à son infamie. Le camarade arrêté, mais très malade, que l'on avait dû laisser à l'hôpital, vient d'être relâché.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

A URBAIN GOHIER. — Dans l'*Aurore*, datée du 2 décembre, on a pu lire un article de Gohier, intitulé : *Sur la Route*.

Dans cet article, il *réédite* les insinuations que nous avons déjà relevées lorsqu'elles nous vinrent de M. Edwards.

Pour quiconque a lu cet entrefilet, il lui a été impossible de savoir où les paroles relatées avaient été prononcées et par qui. C'est à Alais, dans le Gard, que cet incident de propagande s'est produit.

Gohier y vint faire une réunion, traitant le sujet : *Une méthode de révolution*. Or, parce que je n'ai point accepté comme bonnes les théories de Gohier et que je me suis permis de venir *essayer* de démontrer que cette méthode n'était peut-être pas la bonne, il trouve que ceux qui font comme moi, sont de *singuliers propagandistes*.

Il prétend que nous n'attaquons pas l'Eglise ou le césarisme : que Gohier me permette de lui répondre qu'il y a déjà quelque quarante réunions que je fais où je dénonce toutes les canailleries des sabreurs et des calotins.

Lundi prochain 10 décembre, à Alais, je donne une conférence sur les *crimes du sabre et des religions*.

Voyons, citoyen Gohier, est-ce faire une besogne de « *réactionnaire* », comme vous semblez le prétendre ?

Je cueille également cette phrase qui a sans doute échappé à la plume de Gohier : « Ils — *les* anarchistes — déploient dans l'insinuation perfide une habileté que *ne justifie pas leur jeunesse*, et qui doit sa source en des *cerveaux plus mûrs*. »

Et il continue en prétendant que c'est la *coopération de l'Eglise* qui agit en notre personne.

Au lieu de nous injurier par de semblables insinuations, il me semble que le citoyen Urbain Gohier ferait beaucoup mieux de démontrer le non-sens de nos arguments. Cette besogne serait infiniment plus louable.

LÉO SIVASTY.

Camarade Gohier,

Dans votre article du 2 décembre (Sur la route), vous vous plaignez amèrement d'être tracassé par des anarchistes ou soi-disant anarchistes.

N'ayant pas assisté à vos conférences, je ne sais si ceux que vous qualifiez d'éphèbes sont des anarchistes brevetés ou non ; mais je me demande sincèrement s'il est absolument indispensable, pour comprendre la vérité, d'avoir une barbe comme Jules Guesde, ou un toupet comme Rochefort.

Lecteur assidu de l'*Aurore*, je me plais à vous lire quand, dans vos vigoureux articles, vous démolissez armées, religions et magistrature.

Mais ne soyez jamais surpris que, chaque fois qu'il vous arrivera de vouloir reconstituer par n'importe quel moyen des institutions que nous démolissons ensemble, vous trouviez des hommes, jeunes

ou vieux, poilus ou imberbes (et il s'en trouve heureusement toujours) pour rétablir exactement la vérité.

Si le parlementarisme n'avait pas fait son temps, et prouvé par cinquante années d'expérience son inutilité pour les travailleurs, vous pourriez, et nous le ferions avec vous, mener une propagande active pour faire aboutir notre idéal; votre place serait au Parlement, documenté comme vous l'êtes.

Mais vous êtes trop amoureux de votre liberté pour vous jeter dans cette mare aux grenouilles, et annihiler votre cerveau par les compromissions inévitables dans le cloaque parlementaire.

Maintenant, si vous voulez savoir si nous faisons le jeu des bourgeois, consultez les livres des prisons et vous verrez si les jésuites de l'autorité récompensent largement « *ces éphèbes derrière lesquels se cache l'homme noir* ».

DEPER.

Le camarade Quillard, aidé de quelques littérateurs, vient de lancer le premier numéro d'une revue, dont le titre, *Pro Armenia*, indique le but : Tâcher de soulever l'opinion publique contre les atrocités du bandit couronné qui trône à Constantinople.

Bonne chance à notre camarade.

L'adresse : 17, rue Cujas.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — A 8 h. 1/4 du soir :

Samedi 8 décembre. — Jean Marestan : Adaptation de la suggestion à l'éducation.

Mercredi 12 décembre. — A. Bloch : Histoire de la philosophie. — IV. Aristote.

Samedi 15 décembre. — Paraf-Javal : Le but social de l'art.

Lundi 10, mardi 11 et jeudi 13, le salon de lecture sera ouvert de 8 h. 1/4 à 10 heures.

N. B. — On ne sera admis à l'audition des conférences que sur la présentation d'une carte d'invitation. Cette carte sera délivrée gratuitement chaque mois à tout souscripteur d'au moins 0 fr. 50.

*Groupe communaliste libertaire du XIV*e. — Le vendredi 7 décembre, à 8 h. 1/2, salle Leborgne, 36, rue Vandamme, conférence par un camarade. Organisation de la conférence publique du 16 décembre.

Le camarade Liard-Courtois prie les camarades de province à qui il a promis son concours pour des réunions de patienter jusqu'au 15 janvier, ses occupations ne le laissant pas libre avant cette date.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du samedi 8 décembre. Sujet traité : Tarbouriech, professeur au Collège libre des Sciences sociales : La Démocratie suisse (I).

Lundi 10. — Soirée musicale et littéraire.

Mercredi 12. — Marc Sangnier-Lachaud : Le Christianisme social.

Solidarité des Trimardeurs. — Réunion publique samedi 8 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, n° 3. Causerie par un camarade. Communication importante. Chants. Poésies. — Prêt de livres.

Le Groupe des Egaux, rue de Courcelles, 85. — Samedi 8 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par Mme Renaud, institutrice. Sujet : L'antimilitarisme.

QUATRE-CHEMINS-PANTIN-AUBERVILLIERS. — Samedi 8 décembre 1900, salle Lafond, à 8 heures du soir, 53, route de Flandre, à Aubervilliers, grande réunion publique anticléricale et antimilitariste avec le concours de plusieurs compagnes et compagnons.

Entrée : 0 fr. 25, au profit de la bibliothèque des Libertaires des Quatre-Chemins.

ALAIS. — Lundi 10 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Casino de l'Evêché, grande conférence publique et contradictoire par Léo Sivasty, rédacteur de l'*Aube Nouvelle*, qui traitera : *Les Crimes du sabre et des religions*.

Prix d'entrée : 25 centimes. Gratuite pour les dames.

ALAIS. — Les camarades d'Alais, d'accord avec tous les militants nettement révolutionnaires du Gard, ayant l'intention de fonder un organe hebdomadaire, en dehors de toute coterie, prient les camarades qui voudraient les aider en cette circonstance, d'envoyer fonds et communications à Léo Sivasty, quartier des Prés-Rasclaux, Alais (Gard).

Cet appel s'adresse également aux révolutionnaires de l'Hérault et des pays limitrophes.

Pour l'organisation des conférences, écrire également à Sivasty, même adresse.

Les camarades qui désireraient quelques manifestes antimilitaristes peuvent écrire à Sivasty, qui leur enverra le n° 1 de l'*Aube Nouvelle*, à 1 fr. 50 le cent.

Le n° 2 paraîtra le 15 décembre prochain, à 0 fr. 05 le numéro et à 3 fr. le cent.

Les camarades Spinaliens ont décidé l'achat d'un « Autocopiste », appareil permettant la reproduction exacte de l'écriture et un tirage d'environ 500 feuilles. Cet appareil coûte 70 francs. Si des camarades veulent les aider, envoyer les fonds au camarade V. Loquier, 9, rue Aubert, Epinal.

N. B. — Prendre bonne note de cette adresse pour les correspondances pour les Vosges.

V. L.

SAINT-ETIENNE. — Par suite de la réunion qui a eu lieu au Prado le dimanche 2 décembre, la réunion du groupe cotisant n'a pu avoir lieu ; les amis sont invités à se revoir le 16 décembre, café Argaud, place Marengo, salle réservée au premier, de 10 heures à midi.

MARSEILLE. — Camarades, au moment où la crapule militaire étale de plus en plus son insolente canaillerie ; au moment où la hideuse inquisition religieuse redouble d'efforts pour écraser la pensée libre ; au moment où le gouvernement de police dont on nous a généreusement dotés multiplie les mille tracasseries dont il est coutumier, les camarades semblent plongés dans une apathie profonde, dans une lamentable indifférence.

Il nous faut réagir, et secouer cette torpeur qui nous envahit de plus en plus. Que les camarades se voient, se rencontrent et puisent dans un commun effort l'énergie nécessaire pour faire cesser ce régime de misère et d'exploitation qui nous opprime.

C'est pourquoi nous invitons les camarades à venir se joindre à nous, afin que nous puissions entreprendre une partie de ce formidable travail, de cette œuvre gigantesque, qui demande l'effort de tous et qui consiste à démolir cette société marâtre sous ses formes diverses : Propriété, Patrie, Religion, etc.

Le groupe de la Jeunesse libertaire
de la Belle-de-Mai.

Les camarades de la Belle-de-Mai et environs se réunissent les jeudis, samedis et dimanches, à 8 h. 1/2 du soir, au bar du Muy, boulevard National, près du tunnel.

BRUXELLES. — Tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, à l'ancienne Bourse, Grande Place, réunion du cercle libertaire l'Union Bruxelloise.

Samedi 8 courant, causerie par G. Thonard. Sujet : Extension de la propagande.

Samedi 15, conférence par Emile Chapelier. Sujet : L'Amour libre.

Tous les dimanches, à 3 heures, au même local, conférences contradictoires. Sujet : La théosophie et le positivisme.

NIVELLES. — Le dimanche 9 décembre, à 5 h. 1/2, conférence publique, Maison du Peuple. Orateur : Flaustier. Sujet : Les Martyrs de la pensée.

Groupe de Solidarité internationale

ET D'AIDE AUX DÉTENUS

Nous avons reçu les nouvelles adhésions suivantes :

Bertrand, A. Denéchère, un groupe de camarades de Roubaix. — Groupe *Germinal* de Lyon, — Fr. de Pressensé, G. Lefrançais, Courtois, Loquier, etc.

Nous remercions les camarades qui nous envoient leur adhésion; mais là ne doit pas se borner leur action. Pour que le groupement que nous organisons acquière tout son développement, prenne toute sa force, il faut que ceux qui y adhèrent, essayent d'en organiser de semblables dans leur localité, et entrent en relation les uns avec les autres, de façon que lorsqu'un camarade sera arrêté, lorsque se produira un acte d'arbitraire, un déni de justice, comme il s'en accomplit tous les jours, tous en soient prévenus et puissent se concerter pour agir avec ensemble.

Nous comptons donc sur l'activité des camarades pour la création de ces groupes correspondants.

Nous prions en outre les camarades en butte, ces derniers temps, aux tracasseries policières de nous le faire savoir et de nous donner sur leur cas le plus de détails possible.

Reçu pour les détenus :

De Pressensé, 10 fr. — J. Bertrand, 2 fr. — A. D., 5 fr. — A. G. T., 1 fr. 05. — G. A. Fressenneville, 2 fr. — Ed. S., L. D., E. P., à Montereau, 5 fr. — M. B., 0 fr. 50. — L., à Epinal, 0 fr. 50.

Total : 26 fr. 05. Liste précédente : 30 fr. Total général : 56 fr. 05.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Quelques dessous du procès de Rennes, par J. Ajalbert ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

L'Empire du Milieu, par A. de Pouvourville ; 1 vol., 2 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères. — Même librairie : *La Femme*, par Mme Hudry-Menos ; 1 vol., 1 fr.

La Carmagnole bourgeoise, par L. Même ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Gesta, por A. Ghiraldo ; 1 vol., 132, calle San Martin, Buenos-Ayres.

Les Jésuites, par P. A. Hirsch ; 1 brochure, 0 fr. 30, à la *Coopération des Idées*, 157, faubourg Saint-Antoine.

A lire :

L'Affaire Crainquebille, par A. France, *Le Figaro*, 21 novembre.

Le Témoin, A. France, *Le Figaro*, 28 novembre.

Lettre ouverte à MM. les sénateurs et députés, par P. et V. Margueritte, *Le Figaro*, 1er décembre.

Les Deux Justices, Magnaud, *Le Journal*, 1er décembre.

Dépopulation, O. Mirbeau, *Journal*, 2 décembre.

Vient de paraître : *La Colonisation*, de J. Grave couverture de Couturier ; franco, 0 fr. 15.

L'action syndicale et les anarchistes, par P. Delesalle ; franco, 0 fr. 15.

PETITE CORRESPONDANCE

L. S., à Lyon. — Votre abonn. finira fin mars.

A. E. Dias, à Lisbonne. — Voulez-vous m'envoyer un numéro 4 de *A Sociedade futura* ? et deux ex. de chaque numéro qui paraîtra.

F., à Tlemcen. — *L'Effort*, 28, chaussée de Saint-Pierre, à Bruxelles. Nous n'avons pas la brochure espagnole non plus.

E. M., à Marseille. — Reçu. Merci.

*Egaux du XVII*e. — Vous pouvez envoyer vos convocations pour 0 fr. 05 sous enveloppe ouverte.

Au camarade qui nous a écrit pour Corio. — Donnez-nous son adresse.

B. M. — Nous n'avons aucun abonné à Bar-le-Duc.

T., au Boulou. — J'avais déjà lu l'article de Gide. Je répondrai à ce Monsieur.

A. B., à Thonon. — Ferons le nécessaire pour le kiosque. Nous avons donné l'adresse dans notre dernier numéro : 26, rue Titon.

Reçu pour les rapports au Congrès : L., au Mans, 1 fr. 30. — S. A., à Lyon, 1 fr. — Un camarade de Vaise, 1 fr. — G. C. A., à Fressenneville, 2 fr. 50. — Moitié de la vente du n° 30 à Paris, 56 fr. 60. — Total : 62 fr. 40. Listes précédentes : 1485 fr. 45. — Total général : 1547 fr. 85.

Pour la presse de Roubaix : G. A., à Fressenneville, 2 fr. 50.

Reçu pour le journal : B., à Rennes, 1 fr. 40. — Montpellier, liste H., 2 fr. — L., à Châteaurenard, 1 fr. 40. — Saturne, 0 fr. 80. — C. C. M., 15 fr. — G., 3 fr. — A. G. T., 1 fr. 05. — A. B., 1 fr. 35. — Merci à tous.

V., à New-York. — A. D., à Paterson. — M., au Creusot. — A. L., à Châteaurenard. — A. F., à Nouméa. — P. B., à Grenoble. — P., à Beauvais — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 34

DIX CENTIMES

DU 15 AU 21 DÉCEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LIBERTÉ DE PENSER !

Nous voulons défendre ceux que l'on opprime parce qu'ils ont certaines idées à eux et pas les idées des autres.

Ces lignes, qu'on croirait vieilles de deux siècles, sont d'aujourd'hui et figurent au programme d'un groupe de solidarité internationale actuellement en formation. Car il y a aujourd'hui, comme du temps du roi Louis XIV, des gens que l'on opprime à cause de leurs idées, rien que de leurs idées et que l'on n'opprimerait plus le jour où ils déclareraient renoncer à leurs idées. Cela se passe chaque jour, ouvertement, régulièrement, au su et au vu de tous. Le vingtième siècle a ses hérétiques et ses persécutions d'hérétiques. Le nom seul a changé. Ce ne sont plus des juifs ou des protestants. Ce sont des anarchistes.

Quand un individu ne peut plus aller et venir sans être épié et filé par des gens de police, quand par suite de cette surveillance il n'y a plus pour lui de sécurité nulle part, quand il ne peut plus travailler un mois de suite, ni loger un mois de suite dans la même maison, a-t-on, oui ou non, le droit de dire que cet homme est persécuté ?

Or tel est le traitement appliqué d'une manière suivie à nombre d'anarchistes. Des policiers spéciaux se rendent chez le patron de l'anarchiste et le font renvoyer, ils se rendent à son domicile et lui font donner congé.

Jadis, on exilait les hérétiques, on les condamnait à la prison et aux galères, on confisquait leurs biens et on leur enlevait leurs enfants, on les excluait de certaines professions et de certaines villes. Aujourd'hui on les affame. On s'arrange pour qu'ils ne trouvent nulle part ni pain, ni abri. Ce nouveau moyen de réduire les mal pensants ne fait ni bruit, ni scandale. Il n'en est pas moins efficace, ni moins cruel. A l'anarchiste pourchassé de la sorte, il ne reste souvent qu'à s'expatrier. A moins de renoncer à ses idées. Abjurer ses croyances ou souffrir pour elles, les choses n'ont pas beaucoup changé depuis le temps des huguenots.

Afin de bien comprendre que nous vivons une époque de persécution philosophique comme nos pères vécurent des temps de persécution religieuse, il faut savoir que la plupart des hommes soumis à ce régime d'exception et d'arbitraire n'ont jamais manifesté leurs opinions par des actes tombant sous le coup d'une loi. Certains même gardaient pour eux leurs idées. C'est par surprise, sur un simple soupçon, une simple dénonciation, en les voyant acheter un journal ou lire une brochure qu'on a pu les convaincre d'hérésie.

Maintenant, pourquoi l'anarchisme et l'anarchisme seul constitue-t-il, de nos jours, une hérésie ? Pourquoi a-t-on le droit d'être bouddhiste, sorcier, monarchiste, socialiste, mage, spirite — bref, tout ce que l'on veut — mais pas anarchiste, voilà ce qu'il est impossible de savoir.

Il y a même quelque chose de beaucoup plus étrange et qui assigne à l'hérésie anarchiste une place à part dans l'histoire des grandes hérésies.

L'idée anarchiste se compose de deux idées fondamentales. A tort ou à raison, l'anarchiste pense qu'il y aura plus de bonheur dans le monde quand les richesses humaines seront mises en commun au lieu d'être morcelées et dérobées selon la loi de propriété. A tort ou à raison, il croit aussi qu'on sera plus heureux quand la liberté se sera substituée partout à l'autorité et l'autonomie individuelle, l'association volontaire à la hiérarchie coercitive.

Or, séparées l'une de l'autre, ces deux opinions ne sont pas hérétiques. Rapprochées, elles le deviennent.

Sur les malfaisances de l'autorité et de l'Etat, beaucoup de gens pensent comme les anarchistes. Ils le disent sans se gêner et n'en continuent pas moins de vaquer librement à leurs affaires.

D'autres médisent couramment du principe de propriété et ces communistes, nullement inquiétés, organisent leur propagande sous la protection de la force publique. Mais avez-vous le malheur de penser mal de la propriété et de l'autorité tout ensemble, d'être, en même temps, un adversaire de l'Etat et du capital, vous voilà hérétique et, comme tel, à la discrétion de la première brute policière.

Mais peu importe comment et pourquoi, de nos jours, on est hérétique. L'essentiel, c'est qu'au commencement du vingtième siècle il y ait encore des hérétiques et des persécutions d'hérétiques. Or ceci est un fait qu'on ne peut pas nier. La persécution se ralentit parfois, elle ne cesse pas. Des centaines d'hommes, les victimes elles-mêmes, peuvent en témoigner et en témoigneront quand il le faudra. Il y a aujourd'hui, en matière de sociologie et de morale, une certaine opinion que l'on n'a pas le droit de professer. Et il y a, pour découvrir ceux qui la professent, ainsi que pour la leur faire abjurer à force de mauvais traitements, toute une organisation de police, avec un budget spécial. Nos lois prétendent ne frapper que des actes. Quand elles frappent des paroles ou des écrits, elles les assimilent à des actes. Or, chaque jour, quelques personnes sont réduites à la misère et au désespoir, non pour des actes qu'elles commettent, mais pour des croyances qu'elles ont et parce qu'elles ne peuvent pas ou ne veulent pas cacher ce qu'elles croient.

Eh bien, nous dénonçons cela aux hommes honnêtes de tous les partis et nous leur disons :

Par simple sympathie pour des hommes qui pensent, vous ne devez pas les laisser opprimer. Seuls ceux qui ne vivent ni par le cerveau, ni par le cœur, mais seulement par le ventre, peuvent rester tranquilles devant un attentat à la liberté de croire. Ceux-là, en effet, ne savent pas ce que l'on souffre de ne pouvoir croire ouvertement ce que l'on croit, ni s'entretenir dans sa croyance.

Nous leur disons encore :

De toutes les libertés, celle de penser est celle qu'il faut défendre d'abord et le plus âprement, car c'est elle qui nous aidera à conquérir toutes les autres.

Tout individu qui lutte pour son droit d'opinion, quelle que soit cette opinion, sert la cause de l'humanité tout entière. Il importe donc que tous les hommes opprimés pour leurs idées osent, puissent se défendre. Et pour cela, il faut leur venir en aide.

CHARLES ALBERT.

MISE AU POINT

La modération avec laquelle les camarades que j'ai visés répondent à mes reproches m'oblige à quelques explications.

Je donne une conférence dans une ville pour prêcher la révolution ; à quelques lieues, l'envoyé officiel du duc d'Orléans vient, au même instant, prêcher la réaction. C'est contre moi que se lèvent les camarades anarchistes, laissant le réactionnaire en paix. Et l'incident s'est répété plusieurs fois. Voilà ce qui me choque.

Les camarades m'accusent de ne pas fournir « des arguments ». Mais je ne fais pas autre chose ! Je n'essaye pas d'être *spirituel* comme M. de Rochefort, ou d'être *éloquent* comme... tant d'autres. Mais, que j'écrive ou que je parle, il me semble que j'accumule les arguments, les démonstrations, les documents, avec une abondance assez nouvelle. Je fais des conférences entières sans sacrifier une phrase à l'effet oratoire, pour entasser les faits et serrer le raisonnement.

Les camarades m'accusent de ne pas souffrir la contradiction. Mais si ; j'admets et je provoque la contradiction de nos ennemis ; elle me paraît toute naturelle. Je suis seulement agacé, stupéfait, même exaspéré, d'être contredit par vous, qui avez mieux à faire.

Puisque plusieurs d'entre vous me lisent, et me lisent depuis longtemps, consultez-les donc ! Ils vous diront que, en 1894, en pleine terreur

anarchiste, pas un journal « républicain » n'aurait inséré les articles que j'ai écrits à votre sujet dans le *Soleil* d'alors ; que pas un journal « républicain » n'a combattu avec autant d'énergie et d'obstination que moi, article par article, phrase par phrase, les lois scélérates, pendant de longues semaines. J'ai publié, à la même époque, une brochure *sur la guerre*, qui circule maintenant partout, mais dont Jaurès disait que « peut-être pas un socialiste n'aurait osé la signer ». Je suis aujourd'hui, parmi cinq procès, sous le coup des lois scélérates, et si l'amnistie m'en débarrasse, elle profitera aussi à vos camarades. Qui a flétri plus durement et plus souvent que moi l'extradition de Sipido? l'interdiction du Congrès libertaire? cherchez quelque part l'équivalent de ce que j'ai répété dix fois sur l'affaire Bresci ?

Je suis le dernier que vous devriez « contredire ». Vous devriez faire attention que personne, dans la presse contemporaine, n'a travaillé plus obstinément à la propagation des idées révolutionnaires. Mes confrères et les politiciens s'en approvisionnent dans mes articles. Les idées révolutionnaires que mon cerveau n'a pas créées, qu'il a reçues d'autrui, je les revêts d'une forme vive qui se grave dans les mémoires. Vingt formules révolutionnaires, passées dans le langage courant, sont sorties de ma plume. Laissez-moi donc à ma besogne, qui est efficace. Quand vous piétinez librement sur les débris de quelques idoles, autrefois inviolables, rappelez-vous que j'y ai porté la hache.

Vous m'en voulez de ne pas arborer une étiquette, la vôtre. Les étiquettes sont vaines et ridicules. Si vous voulez entendre à votre tour « la contradiction », je vous dirai que je ne comprends pas vos conciliabules, vos délibérations, vos espèces d'organisations ; le nom dont vous vous parez annonce tout autre chose. J'ai montré naguère, dans une nouvelle intitulée justement *l'Anarchiste*, comment je concevrais cette sorte d'individu. Moi, je marche seul, je pense, je décide, j'agis seul. Et je vous vois toujours en troupe. Serait-ce vous les Parlementaires?

Dans les réunions, j'entends continuellement de jeunes camarades se réclamer de Vaillant, d'Emile Henry, de Bresci. A quel titre? Quand ils auront fait eux-mêmes ce qu'a fait Vaillant ou Bresci, on pourra penser d'eux ce qu'on pense de Vaillant ou de Bresci. Jusque-là, le camarade Jules ou Charles qui se réclame de Bresci est beaucoup plus absurde que le Montmorency n° 18 qui se réclame d'un Montmorency n° 2, son ancêtre.

URBAIN GOHIER.

Si Gohier est très étonné d'être continuellement assailli des objections des anarchistes, je lui avouerai que je le suis encore plus de l'irritabilité que démontrent les diverses lettres qu'il nous a adressées.

A-t-il à se plaindre d'une obstruction systématique? de grossièreté ou de calomnies? Non, il se plaint seulement que l'on veuille discuter avec lui, au lieu d'aller discuter avec les réactionnaires.

Cela devrait lui prouver que nous faisons cas de ce qu'il dit. Quant aux réactionnaires, comme nous n'espérons pas les convaincre, nous jugeons absolument inutile d'aller discuter avec eux, sans renoncer cependant à combattre leur malfaisance, puisque nous sommes traqués, poursuivis et « condamnés » pour les attaques à l'ordre social qu'ils défendent.

Et Gohier, lui-même, se gêne-t-il, pour « attraper » parfois ceux qui ne vont pas assez vite à son gré? Quoi d'étonnant alors que les anarchistes en fassent autant à ceux qu'ils voudraient voir être plus catégoriques? Gohier aurait-il, comme le pape, la prétention d'être infaillible?

Et chaque fois que Gohier ira quelque part, faisant le procès de l'armée, démontrant quelle sentine de vices elle est, quelles bêtes malfaisantes elle engendre, concluant à la possibilité de la républicaniser, d'en réduire la durée du service, il peut être assuré que, si parmi ses auditeurs il y a des anarchistes, il y en aura qui se lèveront pour lui dire : « Après nous avoir démontré la malfaisance de cette institution, comment pouvez-vous conclure à son maintien, et à la possibilité de l'améliorer ? » — Et que cela l'irrite ou non, la question jaillira d'elle-même chaque fois.

Si nous étions ici pour nous faire la critique de nos petits talents littéraires, je lui ferais justement le reproche de trop ressembler à Rochefort et de remplacer des arguments par des traits d'esprit.

Ainsi, je me rappelle ce délicieux trait d'ironie et d'impitoyable impertinence, lorsque, s'adressant aux officiers, il leur disait : « Nous vous habillons de rouge, nous vous habillons de jaune, et demain, s'il nous plaît, nous vous habillerons en vert-pomme pour l'amusement de nos enfants : vous n'aurez rien à dire. Nous vous payons pour exécuter nos ordres. Attendez à la cuisine qu'il nous plaise de vous les envoyer. »

C'était charmant d'insolence, mais c'est faux. Nous les payons, mais ils ordonnent. Ce n'est pas eux qui nous servent de jouet, mais nous, lorsque nous sommes assez stupides pour nous laisser habiller en indigo ou garance, et que l'on fusille lorsque nous refusons d'obéir. Et voilà pourquoi nous voulons la disparition de l'institution, et non son rafistolage.

*
* *

Il se trompe étrangement lorsqu'il nous accuse de lui reprocher de ne pas prendre notre étiquette. Je préfère mille fois le bonhomme qui, sans étiquette aucune, fait de la bonne besogne révolutionnaire, que celui qui va débitant des âneries sous le titre d'anarchie. C'est parce que, justement, les étiquettes ne signifient rien pour nous, que nous tenons à les lever et à voir ce qu'elles cachent.

Et si nous allons en troupe, qu'il se rassure, nous savons ne pas faire abandon de notre individualité. Faisant la guerre, non à tel ou tel parti politique, mais à tous les partis politiques, non à telle caste de la société, mais à toute l'organisation économique, nous sommes bien obligés d'unir nos forces pour les rendre efficaces pour des buts déterminés, toutes réserves faites pour nos autres activités.

Et l'accusation de Gohier n'est qu'une réminiscence. Il existe quelque part, de Boileau, je crois, sans oser l'affirmer, un vers de ce genre :

Le dindon va en troupe, l'aigle plane seul.

Si ce n'est la lettre, c'en est l'esprit. Mais ce n'est qu'une boutade, qui vous semble avoir fière allure, mais n'est pas vraie.

Gohier peut se donner des airs d'indépendance, avoir l'air de ne pas faire partie de coteries. Par ses origines, par sa situation, par sa mentalité qui lui fait attaquer les effets des maux que nous subissons, mais non les causes qui les engendrent, il trouvera toujours un journal heureux d'attirer le lecteur par sa virtuosité.

Mais qu'il pousse ses attaques jusqu'à leurs conclusions logiques : qu'au lieu de vouloir rétamer l'armée, il en réclame la suppression ; qu'au lieu de demander des lois en faveur des ouvriers, il réclame la disparition du régime parlementaire ; qu'au lieu de demander la réglementation du commerce et de l'exploitation, il préconise leur suppression, — il se plaint des sacrifices qu'il fait à la cause en ne gagnant que 300 francs par semaine à prêcher la révolution, — ce sera bien alors une autre paire de manches, et, lorsqu'il portera ses articles, il verra comme on saura lui répondre, en les lui rendant : « C'est que, voyez-vous, nous avons une clientèle à ménager ! »

*
* *

Si Gohier peut parler haut aujourd'hui, s'il peut, comme il s'en vante, avoir disséminé dans la presse certaines formules révolutionnaires, ce n'est pas à ses coups de hache que nous devons de « piétiner les débris d'idoles autrefois respectées ». Ces idoles, c'est nous autres qui, les premiers, les avons mises bas. Gohier se vante d'avoir, il y a six ans, fait sa première brochure sur la guerre : moi, je puis lui répliquer qu'il y a neuf ans que j'ai attrapé mes premiers six mois de prison, pour avoir publié des attaques contre elle. Et d'autres, bien avant moi, avaient déjà payé de leur personne.

Que Gohier ne s'illusionne pas, s'il peut parler haut et ferme aujourd'hui, avec des procès plutôt anodins, c'est que, depuis vingt ans, nous avons dit, aussi haut, et plus complet que lui, ce qu'il débite par petites tranches aujourd'hui. Si ses virulences de langage sont acceptées à l'heure présente, c'est que, depuis vingt ans, nombre des nôtres ont payé par de nombreuses années de prison des violences de langage qui valent bien les siennes, et, ce qui est préférable, des virulences de fond qui ne se contentaient pas d'un rapetassage politique.

Et, on semble trop l'oublier, si l'affaire Dreyfus a pris l'ampleur qu'elle a acquise, c'est que les anarchistes, par leurs attaques perpétuelles contre tout ce que l'on était habitué à respecter, avaient préparé le terrain, en ouvrant, jusque dans la bourgeoisie, les yeux sur toutes les infamies sociales.

*
* *

Gohier m'apprend que lors du fameux trac qui prit au ventre le monde politicien, il fut un des rares qui osa élever la voix en ma faveur. Je l'en remercie seulement aujourd'hui, puisque c'est la première fois que je l'apprends, mais comme je n'ai jamais été que courtois avec lui, cela ne peut changer ma manière d'être. Mon ignorance, du reste, ne prouve qu'une autre chose, c'est que lorsque les écrivains comme Gohier ont à répondre d'un délit d'opinion, à part la perte de liberté, on a tout plein d'indulgence à leur égard, ce qui leur permet de ne rien ignorer de ce qui se passe dehors, tandis que nous autres, si on nous tolère quelquefois ces « faveurs », il y a des occasions où on nous traite tout autrement.

Gohier a donc tort de croire que, lorsque nous voulons discuter avec lui, c'est par malveillance. Amoureux de la vérité avant tout, lorsque nous voyons les gens ne pas aller jusqu'aux conclusions logiques de leurs prémisses, nous essayons de leur démontrer qu'ils *ont tort* de s'arrêter en route.

C'est que, nous aussi, nous voulons la révolution, mais nous voulons que ceux qui feront cette révolution, sachent bien ce qu'ils veulent, afin de ne pas se laisser imposer des maîtres nouveaux.

J'ignore si, parlant de sa brochure sur la guerre, Jaurès a dit qu'aucun socialiste n'aurait osé la signer ; ce que je sais bien, c'est que lorsqu'elle me tomba entre les mains, je m'empressai de la signaler à nos lecteurs, en disant que « sauf un petit passage, un anarchiste pouvait la faire sienne ». Il n'a qu'à consulter la collection des *Temps Nouveaux*, il verra que nous avons publié nombre de ses articles, reproduit de nombreuses pages de ses livres, signalé ceux que le manque de place nous empêchait de reproduire, fait de la propagande pour ses brochures et ses livres. Il peut donc voir que nous n'avons pas de parti pris contre lui. Seulement, si nous recommandons les bonnes choses qu'il dit, par contre, nous refusât-il le droit de relever ses erreurs ou qui nous sembleront telles, nous ne nous gênerons pas de les relever, d'où et de qui elles viennent.

J. GRAVE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — On discute à la Chambre la proposition d'amnistie, qui sera vraisemblablement votée. Le ramassis de goujats qui se croient doués des plus hautes qualités puisqu'ils prétendent gouverner les hommes, incapables, selon eux, de se diriger eux-mêmes, ne reculent jamais devant une infamie quand l'existence d'un ministère de leur goût est en jeu. Entre une injustice et un changement de personnel ministériel, il n'y a certainement pas à hésiter. D'ailleurs, ce qui se passe dans ces marécages a peu d'importance.

Admirons cependant leur imbécillité. Ces crétins se figurent qu'en inscrivant à l'*Officiel* quelques lignes par lesquelles les affaires relatives à l'affaire Dreyfus seront déclarées oubliées, les précieuses conséquences de toute l'agitation que cette affaire a soulevée seront du coup annihilées. Ils s'imaginent que le coup terrible qu'a reçu le militarisme à cette occasion sera réparé aussitôt, et que le coup de Ripolin dont l'amnistie va l'enduire empêcheront les vermoulures profondes dont il est rongé.

Telle est l'intelligence de ces « conducteurs de peuples »! Intelligence d'autruche pensant n'être pas visible parce qu'elle a caché sa tête derrière une pierre.

⁂

Ils auront beau faire, le militarisme est frappé à mort. Vigné d'Octon est venu étaler à la tribune quelques-unes de ses tares, réclamant une enquête. Waldeck-Rousseau, qui ne se fait pas plus d'illusions que vous et moi sur la moralité militaire et qui, au fond, est patriote comme ma savate, est venu repousser la demande d'enquête.

Dame! Les gouvernements, dont l'autorité ne tient que par la force, — car devant le moindre raisonnement elle s'évanouit aussitôt — ne consentiront jamais, tout « gouvernement de Défense républicaine » soient-ils, à laisser amoindrir le prestige de ce qui, dans la société, figure cette force. L'armée, cette véritable femme de César, ne doit pas être soupçonnée, et autoriser une enquête sur ses actes c'est la livrer au soupçon. Sans doute, une enquête est une comédie sans importance, dont l'issue, quand il y en a, n'est jamais dangereuse. Mais, pour le principe même de l'intangibilité de l'armée, il ne fallait pas d'enquête du tout, et le gouvernement ne pouvait pas même autoriser cette comédie inoffensive.

⁂

Parmi les victimes de l'accident du Sud-Express, figure le duc de Canevaro, ministre du Pérou. J'ignore en quoi cette victime est plus intéressante que les autres; mais le gouvernement a décidé que c'est nous qui paierions les obsèques de ce précieux personnage. Une demande de crédit de 9.000 francs a été déposée.

Par contre, quatre-vingts familles de travailleurs ayant été plongées dans la misère par suite de la catastrophe d'Aniche, le gouvernement n'a trouvé que mille francs à leur envoyer. Le cadavre d'un ministre est certainement plus précieux que la vie de quatre-vingts travailleurs.

André Girard.

⁂

Militarisme. — Un camarade de Chalon-sur-Saône nous écrit qu'un jeune soldat se rendant à Besançon, au 5ᵉ d'artillerie, voulut profiter de l'arrêt de son train à Chalon pour descendre sur le quai. Aussitôt un sous-off rengagé, de service à la gare, l'appréhenda et lui intima l'ordre d'avoir à se tenir à sa disposition.

Le jeune homme, surpris, lui fit observer qu'il ne pouvait s'arrêter à Chalon, vu qu'il se rendait à Besançon. Alors le sous-off souffleta le bleu. Cette scène avait attiré quelques personnes qui protestèrent et semblaient vouloir faire un mauvais parti au gradé, lorsque le sous-chef de gare intervint et, pour lui éviter la correction, l'enferma dans son bureau.

Extrait du cahier de rapports du 311ᵉ territorial (mardi 30 octobre, note du colonel) :

Le soldat Battesti, de la 16ᵉ compagnie, sera, conformément aux prescriptions de la note du 3 juillet 1900 du 15ᵉ corps, puni de 60 jours de prison pour le motif suivant :

« A, devant le conseil de guerre de la 15ᵉ région, bénéficié d'un acquittement pour complicité de vol d'un bourgeron appartenant à l'Etat. »

C'est ce qu'on appelle le respect de la chose jugée.

R. Ch.

⁂

Biribi. — Il est convenu que le ministre de la guerre André a une profonde sympathie pour les anarchistes et autres révolutionnaires. Qui aime bien châtie bien.

Trois gamins, bons ouvriers, mais grands discoureurs de réunions publiques, furent poursuivis pour avoir pris une part active à l'échauffourée du pavillon d'Armenonville. L'accusation, devant l'inanité des charges, tomba d'elle-même. Les trois jeunes gens bénéficièrent d'une ordonnance de non-lieu.

Cette année, ils furent appelés au service militaire et, bien que leurs casiers judiciaires fussent vierges, ils furent désignés pour les bataillons d'Afrique.

N'est-ce point là de l'arbitraire?

Leurs feuilles de route portaient à l'encre rouge cette annotation suggestive :

« Le soldat un tel est prévenu que s'il ne se trouve pas une demi-heure en avance de l'heure prescrite, il sera sévèrement puni. »

Douce perspective!

Les pauvres diables auraient pu faire d'excellents soldats, ils eurent peur de Biribi et mirent la frontière entre eux et les « bons chefs » qui s'apprêtaient à leur serrer la vis.

Sont-ils blâmables?

(*Cri de Paris*, 9 décembre.)

⁂

Mouvement ouvrier. — Les bureaux de placement. — Ne lisant pas assidûment le *Journal officiel* — et pour cause — j'ai, la semaine dernière, sur le compte rendu des débats donné par la *Petite République*, commenté en quelques mots la nouvelle loi sur les bureaux de placement votée par la Chambre.

La question étant intéressante, j'ai depuis consulté l'*Officiel* et, à ma grande stupéfaction, je me suis aperçu que le texte du journal socialiste ne concordait pas, tant s'en fallait, avec le texte du *Journal officiel*.

Poussant plus à fond, j'ai pu alors constater que c'était avec la plus insigne mauvaise foi qu'avait agi le journal socialiste!! Car, il n'y a pas à s'y tromper, c'est bien avec intention que les textes ont été falsifiés.

La loi telle qu'elle a été votée ne supprime pas les bureaux de placement, à peine les atteint-elle un peu dans leurs prérogatives et, dans un intérêt trop facile à comprendre, il fallait faire croire aux lecteurs bénévoles à leur suppression. Pour cela, le journal ministériel n'a pas hésité à commettre plusieurs faux. La mauvaise foi est évidente, indéniable, si bien qu'il ne reste rien de la fameuse loi et que, comme par le passé, les placeurs pourront s'en donner à leur aise, puisque, à la faveur de la loi, ils auront maintenant l'estampille socialiste.

Voici les textes. Qu'on en juge :

L'article 7 de la loi où j'ai relevé le premier faux est ainsi conçu :

Art. 7. — *L'autorité municipale surveille* les bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et la loyauté de la gestion. *Elle prend* les arrêtés nécessaires à cet effet (1).

La *Petite République* (2), pour les besoins de sa cause, donne la version ci-après : « Art. 7. — *Les inspecteurs du travail surveillent* les bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions d'hygiène et la loyauté de la gestion. *Ils prennent* les arrêtés nécessaires à cet effet. »

La différence est sensible, *inspecteurs du travail* pour *autorité municipale*. A Paris et à Lyon, ce sera le préfet qui aura ainsi la main haute sur les syndicats qui s'occuperont du placement de leurs membres. Il est inutile, je crois, d'insister.

Mais il y a beaucoup mieux, et c'est le texte fondamental de la loi qui a été faussé par le journal socialiste. Le paragraphe 2 de l'article 12 est, en effet, ainsi conçu : « A l'expiration d'un délai de cinq ans, *les municipalités pourront rapporter les autorisations* sans qu'il y ait lieu à indemnité (1). »

(1) *Officiel* du 29 novembre, page 3367.
(2) N° 8996, 1er décembre, page 2.

La *Petite République* (2) traduit : « A l'expiration d'un délai de cinq ans, *le retrait de l'autorisation sera de droit*, sans qu'il y ait lieu à indemnité. »

Le texte ainsi rétabli, il ne reste à peu près plus rien de la loi et, loin d'être supprimés, les bureaux de placement reçoivent ainsi la consécration quasi officielle qui leur avait manqué jusqu'à ce jour.

Une fois de plus, les travailleurs auront été trompés. Peut-être s'apercevront-ils enfin du triste rôle que leur font jouer les politiciens socialistes et de la duperie des prétendues réformes qu'on leur jette en pâture.

L'état-major socialiste est digne de l'état-major militariste. Il lui manquait des faux. En voilà.

⁂

Fougères. — J'ai ici en son temps, lors de la grève des cordonniers, parlé du pillage de l'usine d'un des plus terribles exploiteurs de l'endroit, un nommé Doussin. Trente travailleurs sont inculpés dans les poursuites et attendent leur comparution en cour d'assises. L'affaire, qui devait venir ces jours-ci, a été remise; Millerand, qui veut éviter à tout prix de donner des arguments à ses adversaires, a fait comprendre dans l'amnistie en préparation les poursuites intentées à des ouvriers pour faits de grève. Il est donc probable que, dans ces conditions, l'affaire ne viendra pas et que le Doussin en question n'aura jamais le plaisir de savoir qu'il y a au bagne des travailleurs qui ont osé s'attaquer à sa propriété.

Exemple à suivre. — Grève de mineurs à Saint-Eloi-les-Mines; les ouvriers, désespérant d'avoir raison de leur exploiteur, ont décidé de suspendre le fonctionnement des pompes d'épuisement et des pompes d'aération. S'arrêtant seulement vingt-quatre heures, les dégâts seraient considérables. Les gendarmes ont été appelés pour garder les puits et forcer les ouvriers à travailler.

Sans aucun doute, les malheureux triompheront, car il n'est rien de tel que de frapper la propriété patronale pour avoir raison. C'est même à peu près le seul argument que comprennent les capitalistes.

A Saint-Etienne, la grève des employés de tramways continue. A la suite d'une réunion, un groupe de 200 personnes s'est massé sur les marches de l'hôtel de ville autour d'un drapeau rouge et a chanté l'*Internationale* et la *Carmagnole*. D'où fureur d'un nommé Payen, commissaire central, qui, aidé d'agents, voulut s'emparer du drapeau. Les manifestants ont résisté et ont cogné ferme. Deux commissaires ont été rossés. Des arrestations d'anarchistes, comme de juste, ont eu lieu.

A Calais, la grève des tullistes continue. Les patrons, qui trouvent que les ouvriers n'agissent pas en patriotes en acceptant des secours de leurs frères anglais, menacent, eux, de transporter leurs usines en Angleterre.

P. Delesalle.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le Groupe des Egaux, 85, rue de Courcelles. — Samedi 15 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par la citoyenne Elisabeth Renaud sur l'Antimilitarisme.

⁂

L'Education Sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18ᵉ arr.). — A 8 heures 1/2 :

Mardi 18. — M. Brun, agrégé des lettres : L'action sociale du théâtre (1re causerie).

Jeudi 20. — M. Ch. Lyon-Caen, avocat à la Cour d'appel : Edgar Quinet.

Samedi 22. — M. Rouanet, député : Du rôle politique de l'argent dans la société antique, le moyen âge et les temps modernes (1re causerie).

Cours de photographie, par M. Honoré, tous les vendredis soir, à 8 h. 1/2.

Cours de sténographie, par M. Chéron, tous les lundis soir, à 8 h. 1/2.

⁂

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIIIᵉ arrondissement), 41, rue de la Chapelle :

Samedi 15. — Louis Havet, de l'Institut, professeur à la Sorbonne : Un fabuliste ancien : le poète latin Phèdre.

(1) *Officiel* du 30 novembre, page 2372.
(2) N° 8996, 1er décembre, page 2.

Lundi 17. — Lirmin-Lipman, avocat à la Cour : Edgar Quinet, historien de la Révolution.

Mercredi 19. — Dr Dreyfus-Brisac, médecin de l'hôpital Lariboisière : La grippe. — Influenza.

* * *

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), à 8 heures 1/4 du soir :

Samedi 15. — Paraf-Javal : Le but social de l'art.

Lundi 17. — Analyse des livres reçus : *L'Enfer* de Conte et *Le Crime d'obéir* par Han Ryner.

Mercredi 19. — La grève générale (discussion des rapports au Congrès).

Samedi 22. — Léopold Lacour : Le contrat social et l'individu.

Mardi 18 et jeudi 20, le salon de lecture sera ouvert de 8 h. 1/4 à 10 heures, pour la lecture sur place.

On ne sera admis à l'audition des conférences que sur la présentation d'une carte d'invitation. Cette carte sera délivrée gratuitement chaque mois à tout souscripteur d'au moins 0 fr. 50.

L'*Education Libertaire*, revue mensuelle, organe des Bibliothèques, publie les conférences faites : 0 fr. 50 le numéro.

* * *

Solidarité des Trimardeurs, Bibliothèque du XVe. — Réunion publique samedi 15 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, 3. Causerie par un camarade. Chant, poésie. Prêt de livres.

* * *

QUATRE-CHEMINS-AUBERVILLIERS. — Samedi 15 décembre, réunion du groupe libertaire au local de la bibliothèque, 107, rue du Vivier, à Aubervilliers. Causerie par Henriot ; prêt de livres ; communications.

Dimanche, même salle, à 2 heures, conférence. Partie de concert avec musique.

* * *

ROUBAIX. — Le dernier tirage (5.000) de la *Peste religieuse* s'étant enlevé avec rapidité, nous en avons fait réimprimer 8.000 que nous pourons laisser à 2 fr. le cent, frais d'envoi en sus.

Voilà une brochure bon marché à opposer à la propagande cléricale.

* * *

LYON. — Le groupe *Germinal* fondé en mars dernier en vue de réunir les camarades et affirmer la vitalité du parti anarchiste dans notre ville par tous les moyens possibles : journaux, brochures, manifestes et livres, d'abord un petit noyau, nous avons vu petit à petit le nombre de camarades augmenter. Tout l'été, par des journaux et brochures distribués dans nos ballades champêtres, nous avons fait ce que nous avons pu pour propager l'idée. Le groupe se réunit tous les samedis soir, nous faisons des collectes pour couvrir les frais de la propagande. Nous avons décidé de donner une soirée familiale par mois, afin d'organiser des réunions publiques, si cela se peut.

Voici l'état de notre caisse depuis le mois de mars : nous avons reçu 76 fr. 40, sans compter ce qui a été envoyé aux journaux et aux compagnons malades ou arrêtés ; les dépenses sont de 55 francs : il nous reste en caisse 21 fr. 40.

Au mois de juillet dernier, nous avons donné une matinée familiale au bénéfice de la bibliothèque : elle a produit 88 fr. 85 ; les frais ont été de 44 fr. 85 ; on a acheté pour 29 fr. 55 de livres : il reste en caisse 14 fr. 45.

Le groupe organise pour le dimanche 23 décembre un banquet libertaire au prix de 2 francs par personne. Les enfants ne payeront pas. S'adresser rue Paul Bert, 26, café de l'Isère, jusqu'au 17.

* * *

NIMES. — Le groupe des Libertaires nîmois organise pour samedi 15 courant, à 8 h. 1/2 du soir, une soirée où seront discutés les rapports qui devaient être lus au Congrès de Paris. Tous les libertaires et partisans de la pensée libre sont invités à se rendre au café Dayre, 22, rue de la Vierge, Nîmes.

* * *

ALAIS. — Le journal dont nous avons annoncé l'apparition prochaine sera intitulé *le Prolétaire du Midi*.

Les camarades font appel au concours de toutes les bonnes volontés de l'Hérault, du Gard et départements limitrophes. Nous serions très heureux d'avoir dans chaque localité importante un correspondant. S'adresser à Léo Sivasty, quartier des *Prés Rasclaux*, Gard.

Les camarades qui désireraient quelques manifestes antimilitaristes peuvent écrire à Sivasty, qui leur enverra le no 1 de l'*Aube Nouvelle*, à 1 fr. 50 le cent.

Le numéro 2 est paru, contenant la réfutation de la *Méthode de Révolution* d'Urbain Gohier.

3 fr. 50 le cent — et non 3 fr. comme nous l'avions annoncé — et 0 fr. 05 le numéro.

* * *

VAUVERT (Gard). — Dimanche 16 décembre, à 2 heures de l'après-midi, salle des conférences, conférence publique et contradictoire par Léo Sivasty. Sujet traité : Sabre et Goupillon.

* * *

Niort, le 3 décembre 1900.

Chers camarades des *Temps Nouveaux*.

Nous sommes heureux de porter à votre connaissance que, malgré les embûches qui nous ont été tendues par socialistes et réactionnaires de tous poils, nous sommes parvenus à fonder dans notre localité, un groupe intitulé : *Jeunesse Libertaire des Deux Sèvres*.

Notre but est d'émanciper la jeunesse par les moyens qui nous sont offerts ; nous faisons un appel pressant à tous les camarades, pour qu'ils nous viennent en aide dans notre tâche : que ceux qui possèdent quelques brochures ou journaux nous les fassent parvenir, nous les recevrons avec plaisir ; nous, de notre côté, ferons tout notre possible pour expédier aux camarades les brochures que nous avons en double, et leur venir en aide suivant nos moyens.

Adresser toutes les communications à notre siège et à l'adresse du camarade Arthur Dallidet, secrétaire de la *Jeunesse Libertaire des Deux-Sèvres* (56, avenue de Limoges, Niort).

* * *

MARSEILLE. — *Groupe libertaire de Menpenti*. — Le groupe, considérant qu'une entente entre les groupes ne pourrait que profiter à l'idée et entretenir de bonnes relations entre camarades, invite les groupes qui sont de cet avis à vouloir bien se mettre en correspondance avec lui. (Grand chemin de Toulon, 107, Marseille.)

* * *

BELGIQUE. — Tournée de conférences.

Le compagnon Flaustier donnera les conférences suivantes :

A Villf, le dimanche 16, à 2 h. 1/2, chez Hansenne, place de l'Eglise.

A Ougrée, le dimanche 16, à 7 h. 1/2, salle de l'Union.

A Sprimont, le samedi 22, à 8 h. 1/2, Coopérative Carrière. Sujet : « Que dit la Science ? » (En contradiction avec le pasteur Perret.)

A Beyne-Heusay, le dimanche 23, à 5 heures, Maison du Peuple.

A Pont-de-Loup, le mardi 25, à 10 heures, Local des Mineurs.

A Châtelineau, le mardi 25, à 3 heures, Maison du Peuple.

A Gilly, dimanche 30, à 10 heures, Maison du Peuple.

A Ecaussines, dimanche 30, à 3 heures, Maison du Peuple.

A Braine l'Allend, lundi 31, à 3 heures, Maison du Peuple.

Groupe de Solidarité internationale

ET D'AIDE AUX DÉTENUS

Nous apprenons, par un filet de l'*Aurore*, que les visites des policiers ont fait perdre son travail au camarade Prost, qui se trouve de ce fait réduit à la misère.

Nous lui adressons 10 francs, en regrettant que l'état de notre caisse ne nous permette pas de faire mieux.

Le groupe a aussi envoyé 10 francs au camarade Maillard, condamné pour fait de grève.

Adhésions nouvelles : Zola, Malquin, Alex. Charpentier, Luce, les journaux *Revista Blanca* et *El Progreso*, Henriot, du *Progrès du Havre*, Clemenceau et L. Lumet.

A NOS LECTEURS

Nous avons acquis quelques exemplaires du volume de d'Axa, *Les feuilles*, que, à titre de prime, nous pouvons laisser à 2 francs, pris dans nos bureaux, au lieu de 5 francs ; 2 fr. 60, colis en gare, et 2 fr. 65 par la poste.

* * *

Pour la brochure de Kropotkine : *L'Anarchie, sa philosophie, son idéal*, l'éditeur nous la comptant au prix ordinaire de librairie, nous sommes forcés de la mettre au prix de 0 fr. 90.

BIBLIOGRAPHIE

La Verrerie ouvrière d'Albi, circulaire d'octobre du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Libre amour, libre maternité, de P. Robin ; Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

La anarquia en la evolucion socialista, por Kropotkine, *Tribuna libertaria*, calle Rio Negro, 274, Montevideo.

Tout un passé, par Marcel Clavié ; 1 vol., 2 fr., à l'*Œuvre Internationale*, 25, rue Le Marois.

L'Esclavage moderne, par Léon Tolstoï ; 2 fr., à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Le Collectivisme et l'Evolution industrielle, par E. Vandervelde, 1 fr. 50 : — *Manuel du coopérateur socialiste*, par M. Lanzel, 0 fr. 50, deux brochures chez Bellais, 17, rue Cujas.

Annuaire 1900-1901 de l'*Association générale des Etudiants de Paris*

A lire :

L'homme devant les grands phénomènes terrestres, par Schrader ; *Revue de l'Ecole d'anthropologie*, numéro d'avril, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

PETITE CORRESPONDANCE

G., à Lavilleneuve. — Nous n'avons pas d'affiches. Ecrivez directement.

D., à Bordeaux. — Nous avons retrouvé quelques manifestes contre la guerre, envoyez-moi votre adresse, je vous en enverrai.

H. P., à Rouen. — Reçu bon. — Merci, j'ai l'adresse du camarade.

O. B., à Barre. — J'ai fait parvenir à son adresse.

L. P., à Liège. — Voilà deux fois que vous nous coûtez 0 fr. 30 de surtaxe. L'affranchissement international est de 0 fr. 25.

A. S., à Marseille. — *La Terre* de Reclus, chez Hachette ; doit être un volume de 30 francs.

G., à Fougères. — Je n'ai pas lu l'*Histoire du socialisme*, qui se publie sous la direction de Jaurès.

4145. — Les brochures, 7 fr. le cent.

E. B. — Reçu poésies. Pas mal, mais pas assez saillantes.

Reçu pour les détenus : B., 2 fr. — C., à Valréas, 0 fr. 25. — Léa, 3 fr. ; A. S., 0 fr. 50 ; A. P., 1 fr. En tout : 4 fr. 50. — Un camarade (pour Prost), 3 fr. — D., 0 fr. 50 ; F., 0 fr. 25 ; L., 0 fr. 50 ; H., 0 fr. 25 ; G., 0 fr. 30. Total : 1 fr. 80. — Duval, 1 fr. ; Guérineau, 2 fr. ; Moreau, 5 fr. ; Longuet, 1 fr. 50 ; Castrucci, 1 fr. ; D. Monnel, 1 fr. ; Avril, 1 fr. ; Hervé, 1 fr. ; Berthy, 1 fr. ; L. Belz, 1 fr. ; Alizon, 1 fr. ; Chérot, 1 fr. ; Cros, 1 fr. ; Marque, 1 fr. ; Escach, 1 fr. ; Kiehl, 1 fr. En tout : 21 fr. 50. — Total : 36 fr. 05. — Listes précédentes : 56 fr. 05. — Total général : 92 fr. 10.

Reçu pour l'impression des rapports : Excédent de vente à Rouen, 11 fr. 40. — Vente approximative de novembre en province, 309 fr. En tout : 320 fr. 40. — Listes précédentes : 1.547 fr. 85. — Total général : 1.868 fr. 25. — Dépenses : 2 150. — Déficit : 281 fr. 75.

Ce qui pourra arriver dorénavant sera inscrit aux souscriptions pour le journal.

Reçu pour la brochure à distribuer : Un groupe de sculpteurs, 5 fr.

Reçu pour le journal : Un professeur, 1 fr. 25. — E. B., à Saint-Claude, 0 fr. 50. — C. B., à Entraygues, 2 fr. — M., ébéniste, 2 fr. — Collecte par quelques camarades de Fougères, 2 fr. — V., à Grigny, 2 fr. — Merci à tous.

B., à Jemeppes. — D., à Le Boucau. — De M., à Gand. — P., à Gilly. — D., à Cauvigny. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DESÉCHEZ.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 35 DIX CENTIMES DU 22 AU 28 DÉCEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

DÉCORÉS

Depuis le temps qu'on se moque des décorations, au théâtre, dans les romans, dans les chroniques de journaux, dans les conversations, un peu partout, le nombre des quémandeurs de bouts de rubans n'a pas diminué, et le commerce de la passementerie n'a point périclité.

Il est fréquent de voir des gens, qui n'avaient pas assez de sarcasmes contre les porteurs de décorations, s'exhiber, un beau jour, avec une boutonnière pavoisée et ne plus souffrir la moindre raillerie à ce sujet. Il n'est pas très rare non plus de rencontrer des esprits forts qui consentent à ce qu'on plaisante leur propre ruban, et le plaisantent eux-mêmes, — mais le portent et ne voudraient pas ne pas le porter pour tout au monde.

Combien d'écrivains n'avons-nous pas vus, dont nous disions : Ah! celui-là ne sollicitera jamais d'être décoré! — et qui, quelques années plus tard, étaient décorés comme les autres! Dans leurs livres, ils disaient leur horreur des préjugés, leur amour de l'égalité. C'est un spectacle de tous les jours.

Que des militaires, au contact d'une croix sur leur poitrine, soient bouffis d'orgueil, rien de plus naturel : représentants parmi nous d'antiques mœurs sauvages, plus ils ont sur le corps de choses qui brillent, et plus ils sont contents; c'est leur métier. D'ailleurs, l'honneur de la pendeloque ou du crachat se complète pour eux d'un surcroît de revenus; raison de plus pour y tenir.

Que des fonctionnaires, dont l'existence est toute de hiérarchie, briguent le signe qui grandira leur autorité aux yeux des subalternes, cela se conçoit; cela se conçoit aussi de la part de commerçants et d'industriels, désireux de donner à leur fortune acquise l'approbation de l'Etat, jaloux de faire croire au public et à eux-mêmes qu'ils ont travaillé dans un tout autre but que l'engraissement de leur coffre-fort.

Mais il y a au moins deux classes de gens qui devraient être au-dessus de ces mesquineries, et chez qui l'acceptation (quand ce n'est pas la basse sollicitation) du ruban rouge est un abaissement que nous regardons avec tristesse, presque avec colère : ce sont les savants et les artistes

Eux qui, au rebours des soldats de profession, représentent les meilleures aspirations de l'humanité en marche, ils ne savent pas, pour la plupart, affranchir leurs cerveaux des enfantillages traditionnels; et c'est pitié que de voir une savante comme Clémence Royer, un artiste comme Antoine, éprouver de la joie à s'épingler au corsage ou au veston le bout de chiffon quelconque que leur jette un ministre, un homme qui ne les vaut pas de beaucoup, et se replonger par là dans le tas du troupeau d'où leur labeur et leur talent les avaient tirés.

Tous ces savants et tous ces artistes qui halètent après des rubans, des médailles et des fauteuils académiques, semblent parfaitement inconscients du beau, du grand rôle qu'ils ont à jouer, — qu'ils jouent parfois, en dépit d'eux-mêmes.

Réfléchissons cependant, avant de les condamner, qu'ils vivent, que nous vivons tous, dans un milieu social assis sur l'idée de hiérarchie, que toutes nos façons de sentir et de penser sont pénétrées dès le berceau par cette idée, et ne nous étonnons pas trop si l'état d'esprit de ces hommes est conforme au milieu qui les a pétris et modelés.

Dernièrement, je me trouvai placé, dans un omnibus, en face de deux personnages importants. L'un était un officier, un commandant, maigre et sévère, condensant dans l'implacabilité de sa physionomie et de son regard toute la somme d'autorité indiscutée dont quatre galons sont capables. L'autre était un bambin d'une dizaine d'années, un écolier avec un lourd sac de livres sur les genoux, tout blond et le nez retroussé comme un clown. Ils étaient côte à côte, l'un minuscule, l'autre immense, et sur la mamelle gauche de chacun d'eux pendait une « croix d'honneur ». Je sentis une grande joie m'envahir. Certes, la médaille du petit bonhomme était moins belle que celle de l'officier on voyait qu'elle était en toc; mais comme elle était toute neuve, elle brillait quand même beaucoup. Le petit homme était infiniment drôle à observer : il faisait des efforts visibles pour donner à sa figure et à toute son attitude — d'ordinaire farceuse et extravagante, cela se devinait — la dignité marmoréenne qui convient à un citoyen dont le mérite, enfin reconnu, porte l'auréole de gloire qui le désigne au respect de tous. Quant au commandant, il était raide (comme l'Injustice), très digne lui aussi; seulement, beaucoup plus éloigné de la nature que son jeune voisin, adapté depuis bien plus longtemps à la pose nécessaire, il n'avait pas besoin de grands efforts pour persévérer dans l'attitude seyante à un homme de guerre qui porte le prix de sa valeur étalé sur la poitrine.

Pour gagner ces croix d'honneur, il avait fallu que l'un croisât les bras bien sagement pendant toute une semaine, il avait fallu que l'autre inspectât des paquetages et vérifiât des boutons de guêtres durant de longues années. Et sur le dolman bleu, et sur la blouse noire, la même récompense attestait la même assiduité.

Le coude à coude de ces deux personnages, également solennels, était si instructif et si comique, ils s'expliquaient si bien l'un par l'autre, tout le grotesque de la vanité humaine éclatait là si lumineux, que je dus déplier un journal et me cacher derrière, pour pouvoir rire tout à mon aise.

René Chaughi.

RE-MISE AU POINT

Discutant pour avoir des arguments et non des injures, j'ai pour habitude d'abandonner nl partie lorsque ça menace de tourner aux personnalités.

Je n'aurais donc pas répondu à la machinette que Gohier, en réponse, a publiée dans l'*Aurore*, qui vise à être méchante, mais cache mal, surtout, son dépit, si, dans ma réponse, je n'avais mis, avec intention, une petite pointe de malice pour bien lui démontrer l'absurdité de toujours se poser en victime.

Mes chiffres étaient faux, Gohier ne gagne pas trois cents francs par semaine, cela est fort possible, j'avais pris un chiffre en l'air.

Que Gohier gagne beaucoup ou peu avec sa copie, voilà qui ne prouve rien ni pour, ni contre son talent; ni pour, ni contre sa sincérité. Tant mieux pour lui s'il gagne beaucoup, tant pis s'il gagne peu; cela m'indiffère profondément. Et si Gohier ne nous rasait pas continuellement avec ses sacrifices, avec l'ingratitude du peuple, je ne lui aurais pas poussé cette colle.

Gohier ne tirerait pas un sou de sa copie, Gohier serait forcé de faire le vidangeur afin de gagner l'argent nécessaire à la publication de sa copie, cela ne prouverait que la force de ses convictions, — or, je n'ai jamais mis en doute sa sincérité, — mais n'apporterait pas l'ombre d'un argument en faveur de ce qu'il dit.

⁂

L'erreur de Gohier provient de cette autre erreur, c'est qu'il croit remplir un sacerdoce, et s'imagine que le fait de parler ou d'écrire est bien au-dessus de rapetasser des savates ou de rétamer des chaudrons et que les travailleurs lui doivent une reconnaissance infinie de ce qu'il daigne prendre leur défense.

Si ça peut le consoler, du reste, je lui apprendrai que, moi aussi, je suis « attaqué » plus d'une fois, par des anarchistes. Lorsque la critique faite me semble en valoir la peine, j'y réponds; mais il est bien évident que, si je voulais répondre à tous, il me faudrait mettre des rallonges aux vingt-quatre heures qui composent la journée, et je suis bien forcé de négliger les objections qui me paraissent moins importantes; aussi faut voir ce que l'on me raconte : « vendu, autoritaire », tout le petit chapelet y passe.

Or, et c'est où je voulais en venir, au cours d'un de ces attrapages, il m'est arrivé d'être traité de parasite par une contradictrice, et cette personne se plaçait absolument au même point de vue que Gohier, tout en prenant le côté opposé.

« Du moment que vous ne produisez pas ma-

tériellement », disait-elle, « et que vous ne faites qu'aligner des phrases, les vrais producteurs sont forcés de travailler pour vous nourrir ; vous êtes bien un parasite. »

Bien entendu, je n'accepte pas cette façon de voir de ma contradictrice ; mais il est bien évident que pendant que j'aligne des phrases, d'autres travaillent pour moi. Je crois leur donner en échange ma quote-part de travail, mais si j'allais leur demander de la reconnaissance en plus, ils auraient le droit de me dire : « Que ferais-tu sans nous ? »

Il y a, dans l'état social, échange de services. Ce sont nos petites vanités qui nous font priser notre travail au-dessus de celui du voisin.

⁂

Si Jean, Jacques ou Tartempion essaient de fournir au peuple des idées, c'est sans doute que la besogne leur plaît mieux, et qu'ils eurent des facilités pour travailler cette matière. En quoi le peuple devrait-il leur en être reconnaissant? Il leur fournit la vie plus ou moins facile. Ils sont quittes.

Je ne veux pas refaire ici la théorie du déterminisme ; mais il est évident que l'on fait une chose parce que certains mobiles — plus puissants que ceux qui vous incitent à ne pas la faire — vous y entraînent.

Dans la lutte pour l'existence, les uns sont entraînés par l'appât du lucre, des jouissances, ils se prostituent à ceux qui peuvent leur en faciliter l'acquisition ; les autres ont, dans la vie, des mobiles plus relevés : l'affirmation d'une vérité, la satisfaction de dire leur ignominie aux puissants du jour, leur procure une jouissance plus douce que d'augmenter leur luxe ; chacun suit sa voie. Où est le sacrifice ?

Les idées valent par elles-mêmes et non par les sacrifices qu'elles engendrent. Les causes les plus mauvaises ont eu leurs martyrs, leurs fanatiques ; cela ne les rendait ni meilleures, ni plus respectables. Habituons-nous donc à discuter des idées et non des personnalités.

⁂

Le sacrifice, le dévouement, les services rendus, laissons donc cela aux candidats et aux politiciens qui savent si bien en jouer, et nous ont dégoûtés pour toujours des individus qui se « sacrifient ».

Le peuple n'est pas tenu d'accepter des idées parce que ceux qui les lui apportent sont capables de se sacrifier. Le peuple doit peser, juger, comparer les arguments qu'on lui apporte ; accepter ceux qu'il juge convaincants, repousser ceux qui ne le satisfont pas, quels que soient le sacrifice et le dévouement qu'auraient pu déployer, pour les lui faire parvenir, ceux qui les lui apportent. Ce n'est déjà plus du sacrifice que d'en réclamer la récompense.

C'est par l'injustice sociale que les travailleurs ont une mentalité qui leur fait accepter des idées toutes faites. Notre travail c'est de les amener à réfléchir par eux-mêmes, à apprendre à se passer des remueurs d'idées.

Et lorsque Gohier aura enfin acquis cette conception saine des choses, il sera moins fagot d'épines, et aura des plaintes moins amères sur la prétendue ingratitude du peuple.

Et pour finir je ne lui donnerai plus que cette dernière image qui m'est fournie par un camarade.

S'il y a, au monde, un modèle de sacrifice absolu, c'est bien celui de Jésus-Christ. — Histoire ou légende, je ne discute pas cela. — Or, nous souffrons de son sacrifice depuis près de deux mille ans et ne parvenons pas à nous débarrasser de la vermine qui nous fait peser son exploitation en souvenir de ce sacrifice.

Et cela me ramène au personnage de la *Clairière* brisant, dans une dispute, le buste du « bienfaiteur » : « Dire que c'est la faute à ce cochon-là si tout cela arrive ! »

« Protégeons-nous de ceux qui se sacrifient pour nous autant que de nos ennemis. »

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France

La Politique. — Voilà l'affaire Dreyfus qui recommence. Comme l'ombre de Banquo, le spectre du crime de 1894 — ou plutôt de l'un des crimes de 1894 — se dresse de temps à autre aux yeux des criminels. Ce spectre, spectre bourgeois et cossu, à l'encontre d'autres moins bien partagés qui demeurent définitivement enterrés, a les moyens de se payer ces fréquentes promenades. Sa dernière apparition, qui a presque l'air d'une résurrection, met en mauvaise posture non seulement Méline, notre petit père la Famine, mais encore le brillant et émaillé ministère de défense républicaine. C'est curieux comme la plupart de ces gouvernants, réputés habiles dans leur milieu, sont ignorants des premiers éléments de leur métier. Les voilà qui s'embarrassent de cette question d'amnistie et d'un amendement proposant d'excepter de l'amnistie les coupables de faux, faux témoignage, de trahison, de forfaiture, c'est-à-dire les machinateurs des deux condamnations de Dreyfus. Le gouvernement déclare s'opposer à cette exception. Quelle maladresse! Combien plus habile il était de se donner des airs d'honnêtes gouvernants (!) en semblant se rallier à cet amendement, quitte, ensuite, à laisser, par inertie, la prescription couvrir ces crimes que, pour la galerie, on eût flétris en principe.

La politique est l'art de paraître avoir la meilleure volonté de bien faire tout en faisant le mal, en le laissant faire, ou en le laissant impuni.

⁂

Persécutions. — Non contents de persécuter les anarchistes, les policiers, mis en goût et encouragés par la tacite approbation de la population, s'en prennent maintenant aux habitués des Universités populaires, qu'ils font l'objet d'un espionnage analogue à celui dont sont victimes les anarchistes.

Il me semble que les policiers auraient, eux aussi, besoin d'apprendre leur métier. Tant qu'ils rendaient la vie impossible à ceux qui pensent que l'humanité ne sera heureuse que quand elle se sera débarrassée de l'autorité et de la propriété, tout était bien ; nul — sauf les intéressés — ne protestait. Mais voilà qu'ils attaquent de dociles disciples de professeurs haut cotés dans la bourgeoisie. Gare! Il pourrait leur en cuire.

Qu'ils songent à l'exemple de Dreyfus, riche bourgeois et officier, dont la condamnation injuste révolta l'opinion publique du monde entier, alors que des millions d'iniquités, aussi ou plus graves, passent inaperçues parce que leurs victimes sont de pauvres diables.

Il est vrai qu'ils ont pour les encourager l'exemple de l'Espagne, où il suffit d'être libre penseur pour être passible des tortures en usage à Montjuich. Car nous devenons Espagnols. Il n'y a plus de Pyrénées! Viva la Reina !

⁂

Moralisation. — Le maire de Buhulien, près Lannion, personnage bien pensant, clérical et réactionnaire, ennemi des « écoles sans Dieu », se charge lui-même de moraliser le peuple. Dans cette intention, il a eu l'ingénieuse et édifiante idée d'instituer dans sa commune des « courses d'ivrognes ». C'est là tout ce que son christianisme a su lui inspirer pour élever le niveau moral de ses concitoyens.

« Boire sans comprendre! » Tel est l'idéal que ces bons apôtres voudraient inculquer au peuple.

André Girard.

⁂

Militarisme. — Un territorial, étonné de ne pas avoir été convoqué, se rend néanmoins à la caserne, comme un bon citoyen. Là, on ne veut pas de lui, on ne le connaît pas. Alors il rentre chez lui où, huit jours après, les gendarmes viennent l'arrêter comme réfractaire. Au bout de plusieurs jours, on le relâche, et, en rentrant chez lui, il trouve son mobilier vendu par sa propriétaire. — Un autre réserviste, père de quatre enfants, qu'on avait également oublié de convoquer, ne voyant rien venir, va s'informer à la gendarmerie. On lui répond qu'il est porté comme insoumis, on l'arrête malgré ses protestations et on le fourre en prison.

Au 120e de ligne, un sergent donne un coup de poing à un soldat, parce qu'il manœuvre mal.

Un jeune gentilhomme, M. le marquis de R..., rêvait galons, épée, panache. Rude patriote! Il se présenta deux fois à Saint-Cyr, et deux fois fut recalé. Ayant atteint la limite d'âge, il lui fallait faire son service comme simple soldat. Du reste, il n'avait qu'un an à faire, étant fils de veuve, et sa qualité de marquis lui assurait d'avance les câlineries de tous les grades. Oui, mais plus de galons, plus d'épée, plus de panache. Ce rude patriote mit la frontière entre la caserne et lui.

Lorsqu'un du peuple, pénétré d'un haut idéal moral, ou simplement conscient de son intérêt d'homme opprimé, déserte l'immonde métier de massacreur, on le couvre d'opprobre. Quand un aristocrate s'enfuit, par dépit de n'être pas « seigneur officier », ceux de son parti l'excusent par cette raison bien tardive « qu'il ne voulait pas servir la République »!

Jamais un beau sentiment ne guide ces gens-là, dans leurs actes même les plus louables en apparence. Quand ils se font officiers, c'est par haine du peuple ; et quand ils désertent, c'est encore par haine du peuple.

⁂

Tribunaux. — Le 7 décembre, le tribunal correctionnel de Chalon jugeait, pour délit de rébellion, les camarades Broutchoux, Barry, Panay, Barbier, et Mme Beurjot, de Montceau-les-Mines. Un arrêté d'expulsion avait été pris par le préfet contre Broutchoux, qui l'ignorait, du reste. Le 21 octobre, deux gendarmes aperçoivent Broutchoux dans la rue du Nord, à Montceau, et, s'approchant de lui, lui déclarent qu'ils ont l'ordre de l'arrêter. « Montrez-moi le mandat d'arrêt, et je vous suis », répond Broutchoux. En guise de réponse, les gendarmes lui saisissent les bras et lui passent le cabriolet. Se jugeant arrêté illégalement, Broutchoux résiste, se dégage, avec l'aide de Barry, de Panay et de Barbier, présents à la scène, et s'échappe. Il fut arrêté quelque temps après, à la caserne où on l'avait appelé, « le trouvant bon pour défendre la patrie qui ne lui a fait que du mal », comme il dit lui-même aux juges. Il a, dit le journal local où je prends ces détails, deux grands yeux très expressifs, il s'exprime bien et clairement. Le président lui dit qu'il n'avait qu'à suivre les gendarmes, lesquels lui auraient donné ensuite toutes les explications demandées. Ce qui revient à dire qu'il faut se laisser arrêter illégalement.

Au début de l'audience, le défenseur de Broutchoux avait demandé au tribunal de surseoir aux débats jusqu'au vote de la loi sur l'amnistie ; M. Canaque, procureur, s'y était opposé, et le tribunal, se rangeant à l'avis de M. Canaque, avait repoussé le sursis. Quand il s'agit des aigrefins de l'état-major, tous les tribunaux de France invoquent l'amnistie ; quand il s'agit d'anarchistes, ils veulent juger tout de suite. Cela vaut mieux ainsi : il ne serait guère honorable pour des anarchistes d'être traités de la même façon qu'un général Mercier.

Broutchoux et Barry sont condamnés à quatre mois de prison, Panay et Barbier à deux mois et aux dépens ; Mme Beurjot à huit jours avec sursis. Le crime de cette dernière était d'avoir crié (ce qu'elle nie) : « Ces cochons de gendarmes arrêtent bien des enfants, mais n'arrêtent pas les assassins! »

Broutchoux étant soldat, à sa sortie de prison, c'est Biribi qui l'attend... En sortira-t-il jamais?

R. Ch.

⁂

Mouvement ouvrier. — Les journaux du socialisme ministériel ont battu la caisse ces jours derniers autour de la venue de Millerand à une réunion de la Bourse du travail. Organisée par les syndicats des ouvriers des postes, cette fête était à peu près le contraire d'une véritable fête (!) ouvrière. Ces malheureux recevaient en réalité leur patron, celui de qui dépend leur existence. Malheur à celui qui aurait osé élever la voix et discuter les mérites du ministre socialiste qui donna son approbation aux assassinats des travailleurs de Chalon-sur-Saône.

Toutefois, pour venir à la Bourse du travail de Paris, Millerand avait fait mobiliser le ban et l'arrière-ban de tous les aimables sinécuristes qu'il entretient dans le bâtiment municipal. Ceux-ci avaient amené de leur côté tous les larbins qui espèrent récolter quelques miettes de la table ministérielle. Si l'on tient compte qu'à part

cela la réunion avait été tenue secrète, ou à peu près, l'on comprend alors pourquoi Millerand n'a pas été sifflé d'importance dimanche dernier par les travailleurs parisiens.

* *
*

De la *Voix du Peuple* j'extrais ces intéressants renseignements. Huit grandes aciéries, pour un capital souscrit de 118 millions, ont fait en une seule année 37 millions 1/2 de bénéfices, soit le tiers environ du capital. Si l'on songe à quel travail de galériens sont astreints les malheureux qui travaillent dans ces usines et les salaires dérisoires qu'ils reçoivent, l'on conviendra que vraiment Messieurs les usiniers ont la partie belle et l'on ne peut que souhaiter de voir les travailleurs s'emparer au plus vite des machines qu'ils actionnent au détriment de leur santé et pour le plus grand bénéfice des détenteurs du capital.

* *
*

La grève des cochers de la Compagnie des Petites Voitures de Paris s'est terminée par un échec plus que complet. Sur l'ordre du nommé Bixio, directeur de son métier, 200 cochers ont été remerciés.

Cet échec a mis en goût le directeur de la Compagnie l'Urbaine qui refuse à son tour d'appliquer à ses cochers les conditions qu'il leur avait faites il y a six mois : 2.000 cochers sont à nouveau en grève de ce fait.

A Saint-Etienne, la grève des employés de tramways continue. Devant la menace des grévistes de s'opposer par tous les moyens à la sortie des voitures, le maire a dû maintenir son arrêté d'interdiction. Une importante réunion a eu lieu dimanche dernier, et il est probable que la compagnie — une fois n'est pas coutume — sera appelée à capituler.

A Saint-Eloy, la grève des mineurs que je signalais l'autre jour est toujours au même point. Les grévistes n'ont pas osé exécuter leur menace de ne pas fournir d'hommes pour actionner les pompes. Dans ces conditions, la compagnie peut attendre. Toutefois la situation semble grave et la grève menace de s'étendre à d'autres concessions minières de l'Allier, à Dayet, Bezenet, Commentry, Ferrières. Déjà un escadron de chasseurs est sur les lieux, et un autre prêt à partir. La « grande muette » se dispose à parler. Le François et Chalon ne suffisent pas au ministère de « défense républicaine ».

A Calais, la grève des tullistes continue. Les grévistes sont fortement soutenus par leurs confrères anglais. Des entrevues avec les ministres, des propositions d'arbitrage, etc., n'ont pas fait avancer la question d'un pas.

P. DELESALLE.

Italie.

FOGGIA. — J'ai parcouru, à la hâte, les différents discours et articles, sur la situation actuelle de l'Italie, des hommes politiques italiens auxquels on attribue une haute importance. Les députés Sonnino, Giolitti, Prinetti, Guy Baccelli, le sénateur Nobili-Vitelleschi et d'autres ont trahi leur désappointement de ne pas voir le ministère Saracco se mettre sur la voie de la réaction la plus féroce. Ils ont bien dit que leur désir était celui du roi, qui à son avènement au trône fit comprendre, paraît-il, qu'il ne voulait pas entendre parler de lois nouvelles pour s'opposer à l'action des *subversifs*; mais ces Messieurs auraient manqué à leur devoir de courtisans, s'ils n'avaient manifesté, par des détours de phrases, leur mécontentement contre le ministre Saracco qui se montre moins réactionnaire qu'eux. Remarquons seulement que, quand un homme a été au râtelier gouvernemental, il profite de toutes les occasions pour y revenir.

D'ailleurs, Saracco lui-même, dans sa relation au roi, lors de l'ouverture du Parlement, paraît s'occuper peu de ses concurrents : il ne s'occupe pas même de l'Italie, car sa relation ne contient que des sottises séniles. Il y traite vaguement d'une infinité de réformes, pour lesquelles il aurait besoin, sans exagération, d'une cinquantaine d'années. Parmi ces sottises, il y a la promesse catégorique de l'abolition du *domicilio coatto* : il y substitue la relégation et la déportation : ce n'est pas mal. Il prépare encore, toujours pour les anarchistes, les *lois scélérates* de votre république. C'est tout ce qu'il y a de compréhensible dans la relation Saracco.

Mais, en dépit d'avoir écouté les conseils des réactionnaires les plus abrutis, ceux-ci se refusent à appuyer son ministère. A la Chambre manque désormais la démarcation des partis. Il n'y a que des groupes guidés par Sonnino, Baccelli, Crispi, Giolitti, etc., qui, tous, veulent devenir non pas seulement ministres, mais premiers ministres. L'ambition domine souveraine, les hommes politiques éminents montrent l'impudence des entremetteurs les plus lâches.

Les socialistes dans cette confusion croient voir leur triomphe, parce que la Chambre a voté l'abolition des tribunaux militaires; ils ne s'aperçoivent pas que ce vote-là est dû uniquement à de mesquines questions personnelles, et que, du reste, une abolition telle que celle-là ne signifie aucune réduction dans le bilan de l'armée.

Il faut reconnaître pourtant une victoire des socialistes hors de l'action parlementaire. A Naples, la camorra prédominait dans tous les bureaux publics en commettant des prévarications incroyables. Le député Albert Casale était le chef de cet assemblage de tripoteurs. Il vendait les places de l'administration municipale. Les prix étaient mis à l'enchère par tous les brigands de Casale, qui imposait sa volonté au maire, aux assesseurs, aux conseillers, en menaçant tout le monde de sa colère de chef camorriste. Or, la *Propaganda*, journal socialiste napolitain, a découvert et publié toutes ces infamies. Casale s'est querellé, pour diffamation, contre la *Propaganda*. Un procès a eu lieu. Tous les faits indiqués par le journal socialiste ont été prouvés par des personnes très respectables. La *Propaganda* a été acquittée. Casale a été obligé de présenter sa démission de député au Parlement. Le scandale a provoqué, de la part du gouvernement, la dissolution du conseil municipal et l'envoi d'une commission d'enquête pour établir les responsabilités dans cette belle affaire. Mais vous verrez que l'on n'en fera rien.

Un autre fait napolitain, auquel les citoyens ont pris un grand intérêt, a été la mort d'un enfant de douze ans causée par le maréchal de police Ferrara. Ce monsieur arrêta un enfant nommé Picardi et voulut le forcer à déclarer sa culpabilité dans un petit vol. Il le battit fortement, le tortura, le fit mourir. Un procès a été intenté contre lui. Notez que le pauvre Picardi était tout à fait innocent du vol, car le tribunal a acquitté ses complices et rendu hommage à sa mémoire.

ROBERTO D'ANGIÒ.

Chine.

Lettre d'un soldat français :

« Nous sommes à Pékin depuis le 26 août et nous y tenons garnison depuis. Je ne m'étendrai pas sur toutes les saletés, les vols, les pillages, les..., etc., etc., commis devant moi. Cela m'a trop écœuré. Il y aura bien des gens qui rentreront avec une fortune. Si c'est une consolation, je te dirai que ce n'est pas encore l'armée qui a le plus rabioté là-dessus. Ce sont les *missionnaires* qui ont acheté à vil prix le produit des vols de nos soldats. Ah! ils ont dû faire de bonnes affaires, ces détachés des *biens terrestres!* Allons, n'en disons pas trop de mal. J'étais de garde chez eux, avant-hier; je suis allé à leur réfectoire et je me suis fichu le meilleur fond que j'aie pris depuis la France. Ils ont un vin de Bourgogne rudement appréciable, surtout à Pékin.

Du *Morning Post* :

... Le pillage avait déjà commencé. Tous, indistinctement, semblaient s'employer de tout leur cœur à cette portion de l'œuvre de guerre. Tous les Chinois étaient des ennemis, les amis comme les autres. Des officiers se chargèrent de régulariser l'affaire. Jour après jour, des charretées de butin étaient apportées dans les légations sous escorte officielle. Les « prises » étaient vendues aux enchères et le plus souvent les sommes réalisées étaient partagées entre les soldats et les officiers. Les Japonais eurent certainement le meilleur lot, ayant capturé tout l'argent du bureau des finances. Les Français ont tout pris dans le palais du prince Li, le plus riche de tous les princes héréditaires. Mais les Russes se sont trouvés plus riches par leur occupation du palais d'Été.

De la *Westminster Gazette* :

Il est vrai que plusieurs des puissances, en particulier la Grande-Bretagne et l'Amérique, ont officiellement condamné le pillage en défendant à leurs troupes de rien prendre à un Chinois sans payer. Mais ces ordres sont faciles à tourner et sans effet dans la pratique.

Maintenant tout est acheté et l'on a des reçus. Mais voici comment. Quand un soldat ou un officier découvrent un Chinois portant un objet qui leur plaît, ils donnent au Chinois une pièce de monnaie et le convainquent par la rigueur d'apposer sa signature au bas d'un reçu qui est tout préparé. Le Chinois se soumet, non qu'il y trouve son plaisir, mais parce que l'expérience lui a démontré que c'est infiniment plus sage.

Il y a quelques jours, un officier bien connu a regagné son quartier avec une broderie de large dimension et de finesse exquise, deux manteaux de fourrure et des pierres précieuses. Il avait payé le tout vingt-cinq centimes.

— Comment diable avez-vous fait? lui demanda-t-on.

— Comment j'ai fait? Ce n'est pas difficile : j'ai donné vingt-cinq centimes au propriétaire et je lui ai offert, en outre, une occasion de faire connaissance de très près avec le canon de mon revolver.

Le secrétaire d'une des légations a plusieurs fois fait pénétrer ses amis dans le palais impérial pour qu'ils y puissent piller. Un autre gentleman a sa maison pleine de trésors d'une valeur inappréciable, et pourtant il n'a pas de fortune personnelle.

Un haut fonctionnaire consulaire, appartenant à l'une des puissances, a ouvertement emprunté d'importantes sommes d'argent afin d'acheter aux soldats, pour un dixième de leur valeur, les *sycee* d'argent provenant des pillages. Il revend à bon prix. Cette opération lui est facilitée par sa position officielle. Ce fonctionnaire a gagné 125.000 francs à ses transactions, mais il a aussi traîné dans la boue la réputation du pays qui l'a envoyé en Chine pour maintenir son honneur et sa bonne renommée.

Moins de cinq minutes après l'arrivée des troupes étrangères à Pékin, trois dames quittèrent en toute hâte leurs légations respectives et firent la course entre elles à qui arriverait la première à un certain magasin de la rue des Légations qu'elles avaient fréquenté à une époque moins troublée et qui regorgeait de coupons de soie et de satin. Dix minutes plus tard, elles revenaient, avec un sourire triomphant sur les lèvres et les bras chargés de broderies et de tapisseries anciennes.

République Argentine.

BUENOS-AYRES. — Il y a lieu d'être satisfait du mouvement anarchiste dans l'Argentine. L'activité des propagandistes ne se ralentit pas un seul instant.

Des camarades ont résolu d'édifier une Maison du Peuple. A cet effet, une société anonyme par actions de 10 nationales a été fondée. Elle vient de lancer un manifeste aux libertaires, pour expliquer le côté financier de l'entreprise et le but à atteindre comme propagande. Le capital de la Société sera de 30.000 nationales.

A Bahia Blanca, où il y avait quelques anarchistes seulement en 94, ce n'est plus un projet d'édification. Des camarades : maçons, peintres, charpentiers ayant offert spontanément et gratuitement leur concours, la *Casa del Pueblo* est commencée depuis plusieurs semaines. De toutes parts, c'est la même activité.

En vue de simplifier la besogne et de donner plus de développement à leurs publications, les revues *Los Tiempos Nuevos* et *El Sol* viennent de fusionner. A côté de son caractère batailleur que saura lui conserver le compagnon Ghiraldo, il sera réservé une large place à la partie sociologique dont se chargera plus spécialement le compagnon Bastera, rédacteur de *Los Tiempos Nuevos*.

Si l'appui et la coopération des camarades ne fait pas défaut, Ghiraldo et Bastera ont l'intention d'augmenter leur revue jusqu'à 64 pages.

La Protesta Humana paraît maintenant tous les samedis. Le dernier numéro est sorti avec un excédent dans les recettes de 112 nationales. C'est un fait que nous n'avons jamais eu le plaisir de constater avec les périodiques français.

Ce mois-ci, la bibliothèque « La Protesta Humana » va faire paraître un premier volume de propagande antimilitariste.

Un groupe de Barracas al Norte (faubourg de B.-A.) va éditer *La Société mourante*, de Grave, traduction italienne du compagnon Ciancabilla.

Et, constatations rassurantes, un courant nettement antipolitique se manifeste de toutes parts. Des groupes, la plupart des syndicats ayant compris le rôle néfaste des politiciens, ne comptent que sur eux-mêmes et formulent par des journaux, des brochures, des manifestes, leurs revendications. Les boulangers, les marbriers ont leur organe.

Enfin l'idée marche; elle fait tache d'huile, dans ces pays sud-américains où la voix de l'anarchie se fit entendre pour la première fois, il y a quinze ans à peine.

A Lima (Pérou) paraît *La Idea Libre*, journal à grand format qui, avec un accent révolutionnaire, clame fortement contre le régime capitaliste.

A Santa-Fé, plusieurs compagnons furent arrêtés dernièrement pour avoir publié un manifeste contre

la clique cléricale. Coût : 50 nationales d'amende à chacun des camarades arrêtés. Tracasseries et profit vont toujours de pair pour les gouvernants dans tous les pays du monde. Nos amis répondirent à cette infamie par un nouveau manifeste qui fut distribué à profusion dans la ville et ses environs.

Il serait long d'énumérer les publications : revues, journaux, brochures, manifestes, qui sortent de tous côtés, au hasard de la situation et des moyens, attaquant les préjugés religieux, politiques et économiques.

C'est la décentralisation appliquée à la propagande. Cette méthode indispensable au succès des révoltes futures, qui a pour résultat de développer l'initiative, de faire de chacun une personnalité agissant par ses propres forces, d'entretenir l'activité, l'agitation, de répandre avec fruit et rapidité nos idées, en rendant plus difficiles les persécutions imbéciles des gouvernants.

Malgré les résultats peu satisfaisants obtenus dans les différentes tentatives de colonisation libertaire, le désir de se soustraire à notre belle société est tellement grand, que nombreux sont ceux qui désirent s'en éloigner afin de vivre leur vie.

A cet effet, plusieurs compagnons de Santa-Fé ont décidé de fonder une « Clairière ». Le camarade Zanetti est parti pour la province de San Juan en vue de choisir l'emplacement. Un compagnon est disposé à faire l'avance de l'argent nécessaire à l'achat du terrain, des outils, etc. Les colons auront six ans pour rembourser cet argent qui leur sera prêté sans intérêt. En outre de cela, les compagnons qui voudront faire partie de cette colonie devront posséder 200 nationales, soit 400 à 450 fr. environ, indispensables à la construction de leur case et aux frais d'alimentation avant la première récolte.

Pour tous renseignements, s'adresser au compagnon Domigo Pergolis, calle San Nicolas, 278, à Rosario de Santa-Fé (Rép. Argentine). A. S.

Etats-Unis.

La grève des mineurs en Pensylvanie. — Les patrons ayant offert une augmentation de 10 0/0 sur les salaires, les mineurs furent invités par le comité central de leur union (*United Mine Workers of America*) à élire des délégués et à les envoyer à Scranton pour se consulter au sujet de cette proposition. Les délégués (au nombre de 857) se réunirent donc le 12 octobre à Scranton et, après trois réunions, le congrès décida d'accepter l'offre des compagnies, sous condition que cette augmentation de 10 0/0 durera au moins six mois, c'est-à-dire jusqu'au 1er avril. Quant aux autres questions pendantes, le congrès en renvoya la solution aux calendes grecques en décidant qu'elles seront discutées entre patrons et ouvriers après la reprise du travail.

Le congrès dissous, les mineurs se mirent à attendre plus ou moins patiemment (il y eut des coups et de la casse, pas beaucoup d'ailleurs) la décision des compagnies. L'une d'elles, la plus considérable, la *Philadelphia and Reading Coal and Iron Co*, accepta immédiatement la correction demandée par les mineurs, mais les autres y mirent davantage de temps, elles finirent par se soumettre elles aussi, et à l'heure qu'il est la fin de la grève a été officiellement déclarée dans la presque totalité des mines.

Ainsi cette grève gigantesque est terminée et demain (1er novembre) l'activité renaîtra dans la région après six semaines d'oisiveté. Elle se termine par une victoire médiocre, car les mineurs ne gagnent que 10 0/0 d'augmentation de paye et des promesses dont on peut aisément prévoir la valeur. Le prix de cette victoire : six semaines d'oisiveté pour 150.000 mineurs, six semaines de privations pour une population ouvrière d'au moins 700.000 personnes, trois tués et une vingtaine de blessés dans les rencontres avec la police et la troupe, dont la conduite par rapport aux grévistes ne différait pas de la conduite habituelle de vos pandores et de vos petits troupiers.

Les pertes des compagnies sont énormes aussi, mais ça nous regarde aussi peu que les pertes de la police en morts et blessés. Zaporijetz.

AUX LECTEURS DE GENÈVE

On nous apprend que l'Agence fait vendre les *Temps Nouveaux* 0 fr. 15. Nous les prévenons qu'ils trouveront le journal au prix de 0 fr. 10 chez le marchand de journaux, 68, route de Carouge (Plainpalais).

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

On nous prie d'annoncer que *Le Libertaire* ne paraîtra pas cette semaine faute d'argent.

Union Syndicale des ouvriers du bronze, Bourse centrale du Travail, 3, rue du Château-d'Eau (3e étage, bureau 5).

Camarades,

Le conseil syndical vous informe qu'à partir du 3 janvier 1901, une Bibliothèque de philosophie sociale sera à la disposition de tous les ouvriers syndiqués de l'Union du Bronze.

Constituée avec les bénéfices réalisés à la dernière fête familiale, cette Bibliothèque n'est encore qu'à l'état d'embryon. Peu à peu, au fur et à mesure, elle se complétera.

Il vous appartient, camarades, de comprendre la portée de l'œuvre que nous entreprenons.

Nous pensons, à l'heure où le nombre des sans-travail augmente dans des proportions effrayantes, au moment où les conflits entre le capital et le travail deviennent de plus en plus nombreux, qu'il y a utilité indispensable pour le prolétariat de prendre conscience de sa force.

Et cette force ne pourra s'acquérir que par une éducation rationnelle basée sur la libre contradiction de tous les systèmes sociaux.

La vie humaine a d'autres ambitions, d'autres satisfactions que celles avilissantes et dégradantes du cabaret.

Pour préparer la société de l'avenir, il faudra des hommes conscients de leurs droits. Les ouvrages qui composent votre Bibliothèque ont été choisis dans ce but.

Nous voulons, en ouvrant cette bibliothèque, habituer les travailleurs à penser et à réfléchir par eux-mêmes, aux lieu et place de cette prétendue nourriture intellectuelle que nous offre le journalisme contemporain.

Nous vous engageons à étudier les ouvrages de tous les penseurs qui ont frayé à l'humanité la voie du progrès, dans laquelle nous continuons à marcher.

A côté de l'action quelque peu négative du Syndicat, nous élevons comme complément la besogne organique nécessaire. Nous formons ainsi dès maintenant un foyer d'éducation sociale qui ira en prospérant.

A vous tous, syndiqués, de venir puiser dans notre bibliothèque qui vous procurera les joies intenses que donne le savoir.

Œuvre de tous, elle compte sur votre appui moral pour parfaire ce que votre Syndicat a commencé.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle, à 8 h. 1/2 :

Samedi 22. — Tarbouriech, professeur au Collège libre des Sciences sociales : La Démocratie suisse.

Lundi 24. — Georges : La Théorie de l'individualisme d'après Max Stirner.

Mercredi 26. — Hubert Lagardelle, directeur du *Mouvement socialiste* : Le Socialisme en Allemagne.

Samedi 29. — Soirée musicale et littéraire.

La Bibliothèque et le jardin sont ouverts le dimanche à partir de 2 h. 1/2.

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arr.), à 8 h. 1/2 :

Samedi 22. — M. Rouanet, député : Du rôle politique de l'argent dans la société antique, le moyen âge et les temps modernes.

Lundi 24. — Cours de sténographie, par M. Chéron.

Jeudi 27. — M. Alphandéry, licencié ès lettres : La Démocratie à travers les âges. — 4e Les marchands d'Italie.

Vendredi 28. — Cours de photographie, par M. Honoré.

Groupe de la Jeunesse libertaire de la Belle-de-Mai. — Samedi 22 décembre, grande soirée familiale, à la Brasserie du Muy, 61, boulevard National (*salle du fond*). Concert; causerie par un camarade. La réunion étant privée, il sera perçu un droit de vestiaire obligatoire de 25 centimes.

Samedi 29 décembre, causerie scientifique sur la fécondité et la stérilité, par un camarade. Droit de vestiaire : 15 centimes.

Les camarades de la Belle-de-Mai et environs se réunissent tous les jeudis, samedis et dimanches à la Brasserie du Muy, boulevard National, 61, *salle du premier*. Entrée impasse Honorat.

Groupe des Penseurs Libres. — Samedi 22 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Azam, conférence publique et contradictoire par le camarade Léo Sivasty.

Dimanche 23 septembre, à 9 heures du matin, café de la Bourse, allées Paul Riquet, ouverture du Congrès libertaire régional. Discussion sur les moyens de propagande et sur un projet d'entente.

A 2 heures après midi, salle Azam, suite du Congrès.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (Faubourg Antoine), Paris. — A 8 h. 1/4 du soir :

Samedi 22 décembre. — Léopold Lacour : Le contrat social et l'individu.

Lundi 24. — Les moyens de propagande (rapports du Congrès). Essais de réalisations pratiques.

Mercredi 26. — A. Bloch : Histoire de la philosophie. V. Les stoïciens, les épicuriens et les stoïques.

Samedi 29. — Paul Delesalle : Les Congrès ouvriers de 1900.

Mardi 25 et jeudi 27, le salon de lecture sera ouvert de 8 h. 1/4 à 10 heures pour la lecture sur place.

Quatre-Chemins, Pantin, Aubervilliers. — Samedi 22 courant, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier, grande réunion syndicale des ouvriers métallurgistes de la région, à 8 h. 1/2 du soir.

Dimanche, même salle, à 2 heures, conférence par Dubois-Desaulle, ancien camisard. Les camarades anarchistes sont priés d'être là de bonne heure pour communication importante.

Marseillan. — Malgré les embûches des policiers socialistes et réactionnaires, nous sommes parvenus à fonder dans notre localité un groupe intitulé *Germinal*.

Nous faisons appel à tous les camarades.

Adresser toutes les communications à Georges Laporte, secrétaire du groupe, rue La Fayette, n° 7.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Propriété foncière en Belgique, par Vandervelde; 1 vol., 10 francs, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Contes et nouvelles, par Rachilde; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

A lire :

Une délinquante, par A. France, *Le Figaro*, 12 décembre.

Pour un sou, G. Clemenceau, *La Dépêche*, 8 décembre.

PETITE CORRESPONDANCE

J. C., à Dison. — Il a déjà les journaux proposés.

H. L. — Pour avancer ces faits-là, il faut les preuves.

H. J., à Namur. — Avez-vous reçu les numéros demandés? — Pour les autres questions, je ne sais pas. Je ne les vois pas.

Le comp. Be n est prié de nous donner de ses nouvelles, pour communication à lui faire.

J. L., à Mont-sur-Marchiennes. — Bien reçu. Oubli, en effet.

P., à la Chapelle-Herlaumont. — C'est 1 fr. 20 de redû, à cause du changement de prix de la brochure *L'Anarchie*.

Reçu pour les détenus : Papillon, vers. mens 1 fr. 05. — Hanriot, 2 fr. — Lefrançais, 5 fr. — Erreur dans la liste au n° 33. La souscription G. A. de Fressenneville était de 5 fr. et non de 2 fr. : 3 fr. — A. D., 1 fr. — P. G., à Rochefort, 5 fr. — N., à La Tremblade, 1 fr. 05. — Total : 18 fr. 10. — Listes précédentes : 92 fr. 10. — Total général : 110 fr. 20.

Reçu pour le journal : B. T., à Patras, 1 fr. 50. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 50. — G., à Paris, 5 fr. — Collecte faite à Liège par des lecteurs du *Réveil des Travailleurs*, 8 fr. Merci à tous.

W., à Lausanne. — G., à Montceau-les-Mines. — G., à Lavilleneuve. — L., à Dijon. — R., à Entraygues. — D., à Verviers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 36 DIX CENTIMES DU 29 DÉCEMBRE 1900 AU 4 JANVIER 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

MARCHANDS DE PENSÉE

Je passais, l'autre jour, affairé, place du Palais-Royal, quand, au tournant de la palissade qui entoure la Comédie-Française, je me heurtai violemment à un passant, débouchant, également affairé, de la rue Richelieu. « Imbécile! » « Animal! » furent les amènes épithètes à l'instant échangées. Mais presque aussitôt une même exclamation de surprise jaillit simultanément de nos bouches.

Je venais de reconnaître X..., mon plus intime ami, invisible depuis trois mois. Après une cordiale poignée de mains, nous fîmes route ensemble. Et comme, tout d'abord, je lui faisais un reproche de sa rareté, l'accusant de lâcher les amis, il me conta ses tribulations. Depuis près de cinq mois, il battait le pavé, un manuscrit sous le bras, à la recherche d'un éditeur. C'était son premier livre, livre de polémique virulente, ardente de foi, écrit, disait-il, « avec son cœur », où, exhalant sa haine contre la guerre et le militarisme, il conviait les peuples à se libérer de ce joug hideux, sur-le-champ, par une abstention concertée, par un refus universel de s'y plier plus longtemps.

— Tiens! Regarde! me dit-il en tirant son œuvre de sa poche et en la feuilletant, ici j'évalue combien coûterait aux peuples une guerre européenne : plus de deux cents milliards, mon cher, en un an! Là, je réfute les bas, les vils mensonges intéressés, d'honneur national, de gloire et de solidarité nationales, par lesquels la classe bourgeoise dupe les peuples et les envoie à la boucherie dans un but sordide de lucre. Plus loin, j'invite les peuples à la grève militaire, indiquant quelques moyens pratiques de la réaliser, etc. Eh bien, le croirais-tu? Ce livre si utile, si nécessaire qu'on devrait le donner et non le vendre, oui, ce malheureux bouquin si salutaire, pour qui le talentueux antimilitariste D... m'a promis une préface, personne n'en veut, sous prétexte que « les livres sur la guerre ne se vendent pas »!

Et mon ami s'emportait, gesticulant, épuisant le vocabulaire des injures à l'endroit des éditeurs dont la stupidité, le mauvais vouloir méritaient pour le moins l'écartèlement. L'un d'eux, entre autres, était particulièrement l'objet de son ressentiment. Oh! à celui-là, il gardait une fameuse dent!

— Figure-toi qu'après m'avoir fait poser deux mois, me renvoyant de jour en jour, après m'avoir fait compléter quelques détails qui lui semblaient indispensables, alors que son acceptation semblait chose certaine, un beau matin, après peut-être un mauvais sommeil, un éveil fâcheux, une humeur morose de sa femme, que sais-je? il déclara n'en vouloir plus. Cependant ce n'est pas pour cela que je lui en veux, bien que la plupart me rendent réponse au bout de huit à dix jours. Mais, après ses longues tergiversations et son refus motivé par la mévente des bouquins sur la guerre, voici ce que je viens d'apprendre. Notre homme, se ravisant et trouvant aujourd'hui excellente mon idée de faire paraître en ce moment d'expéditions coloniales un ouvrage sur la guerre, est en train de recueillir, afin d'en faire un livre, les articles écrits sur le même sujet par le célèbre philosophe russe X..., dont la signature a une valeur commerciale avec laquelle la mienne ne saurait évidemment lutter. Est-ce assez... juif, comme dirait cet ignoble youtre de Drumont?

Tout en compatissant à la douloureuse indignation de mon ami, je songeais combien est général ce problème des rapports du travail et du capital qui se pose avec tant d'âpreté dans toutes les branches de l'activité humaine.

L'éditeur, pour l'écrivain, c'est le capitaliste qui refuse ou accepte, à son gré, le travail de ce dernier, suivant qu'il doit en résulter pour lui perte ou profit. Quelles que soient la valeur intrinsèque du travail offert, l'utilité sociale et humaine des idées aspirant à se produire, leur sort demeure subordonné entièrement à la décision de l'éditeur qui, lui, se souciant peu de cette valeur, s'en rapporte exclusivement au chiffre de bénéfices à réaliser. Marchand de pensée et non Mécène, il avise purement et simplement la *marque* de fabrique et sa cote sur le marché. Une marque nouvelle s'offre-t-elle? Inapte, généralement, à en apprécier par *lui-même* le mérite, il exige des garanties. Ou bien, il faudra lui fournir d'avance le montant des frais d'édition — c'est ce qui arrive le plus souvent — ou bien, s'il se hasarde à faire ces frais, non content de la part léonine qu'il se réserve sur le produit de la vente, il se récupérera, et au delà, en filoutant l'auteur, soit sur ses droits, soit sur le chiffre du tirage, soit sur les deux. D'autres fois, comme celui de mon ami, dédaignant la marque nouvelle et inconnue, mais profitant de l'idée suggérée de tenir boutique du produit offert, il s'adresse sans vergogne à telle marque renommée, garantie d'opérations fructueuses.

De toute façon, l'auteur, le travailleur, est indignement exploité. Comme l'ouvrier, qui ne peut mettre en jeu sa force de travail qu'autant que le patron, détenteur des instruments de travail, y voit une source de profit, de même le prolétaire intellectuel est, en ce qui concerne la production au jour de *son* œuvre, c'est-à-dire l'aboutissement de son effort, complètement à la merci du capitaliste — éditeur, directeur de théâtre ou de journal. L'auteur le plus génial, comme l'ouvrier le plus habile, peut librement crever de faim si le capitaliste pense n'avoir nul besoin de ses services. En un mot, aussi bien dans l'ordre intellectuel que dans l'ordre matériel, le travail ne peut porter ses fruits, soit individuels, soit sociaux, que conditionnellement au chiffre d'intérêt que le capital suppose en retirer. D'un côté comme de l'autre, la question de la propriété souveraine et maîtresse du travail se pose avec la même rigueur.

Mais une chose digne de remarque, c'est que dans la lutte qui résulte de cet antagonisme entre capital et travail, ce sont les travailleurs manuels, ceux précisément que leurs congénères intellectuels prétendent instruire, endoctriner et souvent diriger, qui donnent l'exemple des tactiques les mieux entendues. Pour se soustraire à l'exploitation capitaliste, ou tout au moins pour l'atténuer, les ouvriers s'associent, se syndiquent, s'entr'aident, font grève à l'occasion, en un mot puisent toute leur force dans la pratique de la solidarité.

Les soi-disant éducateurs du peuple, philosophes, poètes, romanciers, artistes, etc., tout en prodiguant aux ouvriers les conseils, les louanges et la plus chaleureuse admiration à l'égard de leur merveilleux esprit d'entente et d'union, s'obstinent à lutter individuellement. Alors qu'ils ne peuvent trop exalter l'appui mutuel et la lutte collective contre le capital, c'est en victimes isolées qu'ils s'offrent à lui, bêtement.

Mais qu'ils prennent donc leçon de ceux mêmes qu'ils se mêlent de conseiller. Eux qui s'estiment l'élite de l'humanité, qu'ils s'inspirent de l'exemple de cette masse qu'ils considèrent inférieure.

Grâce à l'entente, à la solidarité, la classe ouvrière a acquis aujourd'hui, vis-à-vis du capital, une force de résistance considérable. Le détenteur du capital n'est plus le maître absolu de jadis; il doit même assez souvent, la rage au cœur, capituler devant l'énergique cohésion de ses salariés. Ceux-ci, par cette puissante tactique, parviennent quelquefois à des résultats surprenants. Ne les voit-on pas, par une grève bien organisée, obtenir soit le renvoi d'un contremaître exécré, soit la réintégration de camarades estimés et, pour ce motif, haïs du maître? N'est-ce pas à cet appui que l'on dut la Verrerie ouvrière, édifiée au *nez et à la barbe* du tyranneau Rességuier et fonctionnant victorieusement, à sa grande confusion?

Au lieu donc de se jalouser, de se dénigrer réciproquement, d'envier les succès de l'un et de se gaudir de l'insuccès de l'autre, qu'ils méditent sur de tels enseignements. Le jour où un peu plus de solidarité les unira contre le capital qui les exploite et décide en maître du sort de leurs œuvres, la presse sera peut-être moins immonde, le théâtre généralement moins idiot. Le jour où un Zola, un Mirbeau, ou un Reclus, faisant grève, déclareront catégoriquement au marchand de pensée dont ils font la fortune, ne vouloir continuer la fourniture de leur travail que sous l'expresse condition que l'œuvre de tel débutant sera acceptée, on verra certaine-

ment moins de talents crever de faim, et dans le monde des arts on comptera moins de « jeunes » de soixante ans.

André Girard.

LES DROITS DE L'HOMME

RÉPONSE A BRENN

Le Congrès, interdit par le gouvernement, continue. Grâce aux *Temps Nouveaux*, les rapports ont été publiés. Ils sont maintenant discutés.

Merci au camarade Brenn de ses observations. Je les ai lues avec soin. Voici ma réponse :

Brenn critique ma définition du mot « *devoir* », « attitude à tenir envers autrui, *selon l'attitude d'autrui* », et fait remarquer que la conséquence de cette définition est de placer nos actions *sous la dépendance d'autrui et du premier venu.*

C'est exact. Nos actions sont effectivement sous la dépendance d'autrui et du premier venu. Nous ne pouvons nous dégager de la solidarité (voir Rapport, page 304). Notre liberté est relative. Quel homme aurait la prétention d'avoir de la liberté la conception suivante : « *Faire ce qui lui plaît sans tenir compte des hommes au milieu desquels il vit ?* »

Un exemple :

Brenn se réveille avec l'intention d'aller à Asnières causer avec Péji des droits de l'homme. Au moment de se laver, il s'aperçoit que l'eau ne coule pas du robinet. Il descend chez sa concierge afin d'avoir une explication et pour se procurer d'une façon ou d'une autre du précieux liquide. Voilà notre camarade, *en dépit de ses intentions, en rapport avec autrui.*

La concierge l'adresse au locataire du premier, homme obligeant, qui a une provision d'eau. Notre camarade refusera-t-il de se rendre chez cet homme, ne voulant pas que *ses actions soient sous la dépendance d'autrui et du premier venu ?*

Rentré chez lui, après avoir rempli son récipient, il trouve le camarade Loubet, président de la République et le camarade Trarieux, président de la Ligue des Droits de l'homme, venus de bonne heure tout exprès pour discuter la question de la liberté humaine. Brenn, jaloux de la sienne, leur répondra-t-il qu'il a formé le projet de se rendre chez Péji et que, ne voulant pas placer ses actions sous la dépendance d'autrui, il prie Loubet et Trarieux de déguerpir. Ce serait bien inutile, car ceux-ci pourraient lui répondre qu'en causant avec eux, il a déjà fait une action contraire à ses intentions et qu'il a tenu compte d'autrui.

Je pourrais continuer et raconter à notre camarade tout ce qui aurait pu lui arriver ce matin-là. Je me contenterai d'imaginer qu'en arrivant à Asnières, il apprend que Péji vient d'être déporté aux îles du Salut pour avoir eu l'intention de regarder un agent de police de travers. Cet attentat contre la liberté de Péji en serait un aussi contre celle de Brenn, empêché de mettre son projet à exécution et dont les actions tomberaient, en l'espèce, sous la dépendance de la police.

Puis-je, en terminant, supposer que Brenn, au retour, est victime d'un accident de chemin de fer dans lequel il trouve une mort prématurée, ce qui l'empêche de réaliser quantité de projets et notamment celui d'adhérer au groupe de solidarité internationale.

Conclusion : *Les actions de notre camarade, comme celles de tous les hommes, sont sous la dépendance d'autrui et du premier venu.* Cette intervention de l'activité d'autrui dans notre activité a un nom. On l'appelle « *les circonstances indépendantes de notre volonté* ».

Ainsi donc, quand on veut établir les droits de l'homme, il convient tout d abord de reconnaître que ces droits sont limités. (Voir le rapport.)

J'en reviens à ma définition : « *devoir* », « *attitude à tenir envers autrui, selon l'attitude d'autrui* », et je demande à mon contradicteur s'il se comportera de la même façon vis-à-vis de l'individu qui l'abordera avec aménité et vis-à-vis de celui qui lui mettra son poing sur la figure.

*
* *

Autre objection de Brenn. Devoir à autrui un traitement réciproque conduirait à la guerre, à l'entre-mangement, ramènerait à ce qui se passe dans la société actuelle.

Je crois le contraire. Je crois que c'est justement parce que, dans la société actuelle, les puissants ont le droit d'infliger des traitements sans encourir de réciprocité, que les faibles sont opprimés.

Je suis de l'avis de Brenn sur un point. Il convient, en certains cas, de ne pas faire usage de ses droits. Mais c'est là une question accessoire, puisque la question principale est « *déterminer les droits* ». Je ne crois pas que l'on puisse établir un principe en le subordonnant aux contingences. Il faut, au moyen de déductions logiques, poser le principe. Les déductions doivent être discutées en elles-mêmes. On examine ensuite les conséquences.

*
* *

Dernière objection de Brenn. Il trouve que, dans mon exposé, j'ai interverti l'ordre logique en ce sens que le corollaire devrait être la proposition et *vice versa*. D'après lui, on ne doit pas dire : « *Pour savoir comment te conduire envers autrui, attends de voir comment autrui agira à ton égard.* »

Je ne pense pas avoir rien dit de semblable et je n'ai aucune hostilité contre qui que ce soit *à priori*. J'ai dit ce qui suit dans l'ordre suivant :

— Droits de l'homme signifie « ce que l'homme peut faire » ;

— La liberté d'un homme est limitée par la liberté des autres hommes.

D'où :

— Reconnaissance de notre liberté ;

— Reconnaissance de la liberté d'autrui ;

— Attitude vis-à-vis de ceux qui ne tiennent pas compte de la liberté d'autrui.

Il me paraît impossible de ne pas envisager ce dernier point. Il me paraît rationnel de NE PAS reconnaître la liberté de ceux qui ne reconnaissent pas la nôtre. C'est tout.

*
* *

Je me suis fait à moi-même l'objection suivante : Est-il utile d'essayer d'établir quels sont les droits de l'homme ? N'y a-t-il pas danger, pour ceux qui n'éprouvent pas le besoin d'être gouvernés, à fixer des règles que l'on pourrait un jour chercher à imposer ?

Je ne le crois pas. A mon sens, il n'y a pas plus de danger à fixer ces règles qu'à fixer celles qui régissent l'égalité des triangles. Il s'agit simplement, en la matière, de rechercher dans quelles conditions chaque individu peut jouir du maximum de liberté. Ces conditions peuvent être trouvées ou elles ne peuvent l'être. Si elles peuvent l'être, pourquoi ne pas essayer de le faire ? J'ai essayé. J'ai l'intention de revoir mon travail avec soin en prenant toutes les précautions possibles pour éviter les erreurs. En attendant, je suis très heureux d'être discuté.

Paraf-Javal.

Erratum. — Rapport, page 301, première colonne, ligne 14 : au lieu d'*agent de police*, lire *agent public*.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Militarisme et Religion. — L'affiche suivante, éditée par la Ligue antimilitariste (26, rue Titon), a été apposée sur les murs :

Assassins galonnés

Aux « Cocos » de Madagascar

(*2e compagnie du corps des disciplinaires des colonies*)

Le 19 septembre 1897, le sergent Gérôme entra dans la chambre des disciplinaires à Diégo-Suarez pour commander de garde le fusilier Boudon. Celui-ci, ayant les fièvres, avait été exempté de service par ordre du médecin-major ; le sergent Gérôme voulut, malgré tout, lui faire prendre la garde, le disciplinaire objecta son exemption, alors le sergent tira son revolver et en déchargea un coup. Cette scène avait lieu dans la chambre remplie d'hommes, mais personne ne fut atteint. Les gradés accoururent au bruit de la détonation, Boudon fut mis en cellule avec les fers et les poucettes. Le capitaine Legros rassembla alors les gradés et, devant tous les fusilleurs, leur dit :

« *Le premier gradé qui tirera sur un disciplinaire... et le manquera, aura trente jours de consigne.* »

Une heure après, quatre gradés : les caporaux Bernard, Besançon, Slinger, le sergent Rolland, et le soldat d'infanterie de marine Floque entrèrent dans une cellule où était détenu le fusilier Laffond, se ruèrent sur l'homme attaché et le frappèrent avec une brutalité inouïe. Après avoir à moitié assommé ce malheureux, ils le laissèrent. Au bout d'une heure, ils revinrent et recommencèrent le même traitement ; Laffond se mit à pousser de tels cris qu'un gradé, sautant sur lui, lui fracassa la mâchoire inférieure à coups de talons, puis le caporal Bernard, pour clore cette scène de sauvagerie, tira son revolver et en déchargea un coup dans la poitrine du disciplinaire qui ne pouvait se défendre, ayant les membres pris dans les fers. La balle traversa la poitrine de Laffond et alla se loger dans le bras de son voisin de fers, un nommé Desforges.

Laffond mourut pendant son transport à l'hôpital. Le caporal Bernard reçut les félicitations du général Galliéni et, quinze jours après, était nommé sergent.

L'avis de décès, qui fut envoyé à la mère de la victime, portait cette mention :

« Mort au champ d'honneur. »

(Extrait de la *Revue Blanche* du 15 décembre 1900.)

Le *Petit Parisien* nous apprend qu'en six mois, du 1er janvier au 30 juin 1900, il s'est produit *dix mille soixante et un cas* de désertion, en France et en Algérie.

Nos officiers, en Chine, se couvrent de gloire, mais ils n'oublient pas la richesse. Quand leurs malles ont été pleines d'objets pillés, ils ont songé à leurs compères du gouvernement. Par les paquebots *Les Andes* et *Uruguay*, le général Frey a expédié 43 caisses d'objets d'art : 2.000 kilos pour le président, 1.800 kilos pour le ministre de la guerre, 1.800 pour le ministre de la marine, puis pour les autres ministres, pour le Louvre et plusieurs musées. Le gouvernement n'a pas osé prendre sa part du pillage, il a consigné les 43 caisses à Marseille, pour les retourner en Chine.

En Chine, les missionnaires excitent les soldats au massacre et, le fusil en main, massacrent eux-mêmes. Ils conduisent les soldats au pillage, les menant aux maisons riches qu'ils connaissent ; ils achètent aux soldats les objets volés, à bas prix, et les leur payent en chèques tirés sur des établissements religieux de Marseille et de Paris. Dieu, Patrie et Commerce. Et à bas les Juifs !

Sur ce, le gouvernement décore de la Légion d'honneur l'évêque de Pékin, Favier, son coadjuteur Jarlin, l'évêque de Tchen-Tin-Fou, Bruguière, les missionnaires Becker et Lavessière. Et l'ancien radical Doumer, gouverneur du Tonkin, demande des frères des Écoles chrétiennes pour deux écoles à ouvrir sur les frontières de Chine, et promet un secours de 16.000 francs pour leurs frais de voyage et d'installation.

Si la mentalité des individus progresse, ce n'est pas la faute aux gouvernements. R. Ch.

*
* *

Mouvement ouvrier. — L'on sait que la grève de Calais a pour cause initiale l'application de la fameuse loi sur le travail des femmes et des enfants, dite loi des onze heures. Quelques patrons, de connivence avec l'inspecteur du travail, se sont fait dresser contravention pour faire, suivant l'expression de l'un d'eux, « juger le cas ». Comme de juste, au moment de la visite de « l'Inspecteur », il n'y avait dans les ateliers ni femmes ni enfants au-dessous de dix-huit ans. Ces derniers travaillaient dans un atelier « à part », par conséquent la « loi » ; qui n'est applicable qu'aux ateliers mixtes, ne les concernant pas, les patrons ont été acquittés.

C'est l'art de tourner les lois comme elles le méritent. Juges, patrons, inspecteur du travail, tout cela s'était entendu comme larrons en foire, cela va sans dire.

Toutefois, il ne semble pas que cette petite comédie judiciaire décide les grévistes à reprendre le travail. Les bons conseils de Waldeck-Rousseau, qui a eu une entrevue avec les délégués ouvriers et patrons, ne semblent pas non plus avoir servi à grand'chose.

Les grévistes sont soutenus pécuniairement par les ouvriers similaires anglais, ce qui chatouille la corde patriotique de Messieurs les exploiteurs.

Les mineurs de Saint-Eloy, au nombre de 2.000, sont toujours résolus à ne pas reprendre le travail tant qu'il ne leur sera pas accordé satisfaction sur la question d'augmentation de salaire.

Malgré l'appel qui leur a été fait par les autorités, à l'instigation de la Compagnie, de déléguer quelques-uns de leurs camarades pour l'entretien de la mine, les grévistes ont formellement refusé de le faire. En conséquence, une compagnie de

soldats du génie, venue de Versailles, a été mise au service du directeur de la mine. Une fois de plus, comme sous un vulgaire ministère qui ne serait pas de « défense républicaine », l'armée est mise au service du patronat pour protéger la propriété capitaliste.

Les grévistes sont justement indignés; aussi pour parer à une révolte probable, quelques députés socialo-endormeurs ont-ils été délégués par leurs compères sur le théâtre de la grève.

P. Delesalle.

Chine.

De la *Métropole*, journal catholique d'Anvers :

J'étais un des assiégés à Pékin, et, pendant soixante jours, je n'ai attendu que la mort et la torture par les mains des Chinois. Par conséquent, je n'ai gardé aucun sentiment de sympathie pour ces gaillards, soldats ou paysans. Mais les scènes de cruauté que j'ai vues et constatées de mes propres yeux à Tung-Cheou m'ont fait pleurer de pitié pour ce peuple qui, quatre semaines auparavant, usait de tous les moyens pour nous priver de la vie.

Comment les représentants d'un pays civilisé pouvaient-ils commettre des atrocités semblables? Des soldats français en uniforme pénétraient dans les maisons particulières par groupes de deux ou trois, massacraient les marchands paisibles qui s'y trouvaient, violaient leurs filles et leurs femmes, emportaient les valeurs et mettaient le feu à la maison.

En quelques jours, toute la population de la ville était tellement effrayée que les femmes se noyaient dans les puits ou se brûlaient vives dans leurs maisons pour échapper aux soudards.

Les scènes que je vais vous raconter ne s'effaceront jamais de ma mémoire.

Mme Yu, âgée de quarante-cinq ans, qui habite avec son dernier enfant, un enfant de sept ans, les débris d'un « home » jadis confortable et gai, m'a raconté l'histoire terrible que voici :

« Il y a huit jours, un groupe de mes voisins comprenant vingt-trois femmes et trois hommes, dont mon mari, âgé de cinquante ans, et mon fils marié, âgé de vingt-cinq ans, étaient rassemblé dans la cour, par crainte des Français qui volaient, maltraitaitent les femmes, tuaient les hommes et razziaient le pays.

« Tout à coup, sept soldats en uniforme bleu, le casque sur la tête et le fusil en main, entrèrent par la porte de devant.

« A cette vue, nous jetâmes tous des cris d'effroi, mais on nous fit comprendre que nous avions à rester tranquilles, si nous ne voulions pas être fusillés sur l'heure. La menace produisit son effet et les soldats ordonnèrent à mon mari et aux autres hommes de passer dans la cour voisine. Ils n'avaient pas d'armes; ils obéirent donc et un des soldats garda l'entrée de la cour où se trouvaient les femmes.

« Inutile de vous dire la scène de sauvagerie et de honte qui se produisit alors.

« Les hommes, dans l'entretemps, étaient toujours enfermés dans la cour voisine où trois des soldats allèrent les retrouver. Je craignais des malheurs et je les suivis. A peine étions-nous entrés que je vis les soldats ajuster mon mari et mon fils. Ils tombèrent.

« Le fils de M. Wang et M. Hsu furent fusillés à leur tour. Sur chacune des victimes, les soldats ont tiré deux ou trois balles. Cette ignoble besogne accomplie, ils sont revenus en riant, ils ont appelé leurs camarades et les sept soudards sont partis ensemble.

« Trois jours après, deux soldats français sont venus chez les Hsu et ont emballé toutes les valeurs dans des caisses. L'aîné des fils, qui se trouvait malade dans sa chambre, cria à son frère de faire tout ce que les soldats demandaient, de peur d'être tué. Des Français, ayant entendu une voix, allèrent à la recherche du malade et, l'ayant trouvé, le fusillèrent dans son lit.

« Alors ils forcèrent le plus jeune Hsu à porter les caisses, bien qu'il fût malade et presque incapable de soulever le fardeau.

« Quelques instants après, le jeune homme tomba et perdit connaissance. Les soldats le tuèrent net. Sa pauvre jeune femme se cachait dans la maison, mais deux jours après les mêmes individus revinrent. Pendant que l'un d'eux faisait la garde, l'autre entra et brutalisa la femme. Je l'ai vu de mes propres yeux sans pouvoir porter secours. La malheureuse Mme Hsu s'est enfuie vers le quartier des Japonais où elle a été protégée, et je suis retournée chez moi. Venez voir les cadavres, je les ai couverts, mais je ne puis pas les enterrer. »

J'ai suivi Mme Yu et j'ai vu les quatre cadavres, qu'elle avait cachés sous des nattes.

Ayant promis à Mme Yu que je rendrais compte de l'affaire au commandant français et que je tâcherais de faire châtier les coupables, je m'en allai à la recherche de Mme Hsu. C'est une timide jeune femme de vingt-trois ans qui a répondu à toutes mes questions d'un air très gêné. Elle m'a confirmé tout ce que je savais sur l'horrible scène de carnage et m'a prié de bien vouloir faire des recherches pour retrouver le corps de son mari.

Après avoir entendu le récit navrant de Mme Hsu, j'ai rendu visite à une très vieille personne, Mme Pai. Le cadavre de son mari se trouvait dans la cour et elle le surveillait depuis cinq jours.

« J'ai quatre-vingt-cinq ans, me dit la malheureuse, mon mari en avait quatre-vingt-six. Il y a cinq jours, deux soldats français sont venus chez nous et ont demandé nos montres et nos bijoux. Mon mari a répondu par signes qu'il n'en avait pas, là-dessus un des soldats a épaulé son fusil. La détonation retentit et la balle frappa mon pauvre homme à la tête et lui enleva la moitié de la face. Il est mort sur le coup. Depuis, je garde son cadavre ici, je ne veux pas le quitter avant que je n'aie trouvé le moyen de l'enterrer. »

Je suis allé moi-même à la recherche de deux coolies qui m'ont aidé à enterrer le pauvre vieillard.

Tous les jours, des détresses semblables s'offrent à mes yeux. Je suis revenu à Pékin convaincu que les Boxers ne sont pas plus méchants que les Français envoyés en Chine. Dans un seul endroit, j'ai vu les cadavres de sept jeunes femmes couchées l'une à côté de l'autre. Elles s'étaient donné la mort plutôt que de tomber entre les mains des soldats français.

Belgique.

Le Mouvement en 1900. — A certaines heures, il est bon de faire un travail de récapitulation. Nous l'esquissons.

Il est entendu que la propagande philosophique et la lutte économique priment tout, dans les préoccupations des minorités d'avant-garde.

Dans cet ordre d'idées, nous affirmions que c'est surtout en province et presque exclusivement en Wallonie que s'est porté, en 1900, le mouvement d'émancipation auquel nous nous consacrons.

L'heure est passée où les sociétés de libre pensée réduisaient leur action à une simple guerre de curés. L'action de nos amis a éclipsé les influences néfastes qui, chez elles, émasculaient tant d'énergies et coupaient les ailes à tant d'aspirations. On y sape les dogmes, à la fois politiques, religieux et sociaux. C'est contre la base même des oppressions, contre l'Autorité, que furent dirigées toutes les conférences.

Celles-ci furent nombreuses, incessantes. Nous croyons avoir rendu un réel service à l'Idée, en bataillant, la plupart du temps sans appui, sans compagnonnage, pour créer enfin un mouvement philosophique remplaçant avantageusement les anciennes sérénades électorales.

Le bassin de Charleroi a eu nos conférences dans presque toutes les communes. Gilly, Gosselies, Feluy, Jumet, Marcinelle, Montigny, Chapelle, Châtelet, Forchies, Souvret et plus de trente autres ruches socialistes, en entendant traiter les origines mêmes de l'Autorité, l'absurdité de *tous* les dogmes, s'éveillaient à une vie nouvelle, conservant un sentiment vague de confusion d'avoir, si longtemps, rapetissé tout le problème à une question mesquine de partis.

Même observation dans le centre et le pays de Nivelles.

A Liège même, et dans les environs comme Ougrée, Beyne, Tilff, Sprimont, des réunions contradictoires de plus de 500 personnes furent tenues sur des sujets philosophiques de la plus haute importance.

Verviers reste inabordable. Mais des amis tisonnent, tisonnent, au point qu'ils allumeront le feu. Ils ont des caisses garnies. Le vouloir seul fait défaut, *chez la masse*.

Ce sera l'œuvre du temps. Il importe cependant d'ajouter que le temps, qui est l'argent, diffère de lui, en ce qu'il est infini.

Notons cependant un réveil dans la Fédération des tisserands, jadis si prospère, et la création de sections d'extension universitaire, à Dison ; les soirées rationalistes y semblent marcher.

C'est au pays de Huy-Waremme que la cause syndicale fut plaidée le plus avantageusement. Le milieu s'y prêtait mieux. Amay, Ampsin, Ombret, Hermalle, Stockay, Jehay, Villers, Hollogne-sur-Geer ne sont pas dépourvus d'éléments ardents. Les meetings l'ont prouvé. Des centaines de brochures y circulent.

C'est, malgré tout, dans le Hainaut que se dessine le plus beau mouvement corporatif. La grève des verriers a prouvé de quelle ténacité sont capables les travailleurs. De vrais hommes de liberté ont laissé, dans ces événements, la marque de leur action.

Bruxelles a de bons syndicats, très abordables, de bons groupes philosophiques et l'avenir donnera là, aux minorités d'avant-garde, plus de vie, plus de continuité dans l'action.

Des cercles d'études se forment partout. Ceux de Liège, Jumet (citadelle), Micheroux, Beyne, Stockay vont très bien. A tous, nous souhaitons bonne ardeur.

Enfin, la lacune de la presse est comblée. Nous avons un organe de combat et le *Réveil des Travailleurs* a mené sa barque, honnêtement, sans désemparer, au milieu des clameurs de Gérontes comme aussi des manœuvres de gens sans aveu.

Il devient hebdomadaire, a 1 200 abonnés et tous les sincères le soutiennent. Courage donc! Tel est le cri que très sincèrement nous lançons à tous, à l'aube de 1901.

Les luttes à venir s'annoncent très âpres. Des signes d'obstruction systématique apparaissent déjà. Ici, c'est la coagulation des médiocrités et des politiciens de cabarets, puant l'absinthe. Ici c'est l'action de la police. Là, celle de la presse de chantage. Partout l'irritabilité provenant des difficultés de la vie arme les uns contre les autres des hommes faits pour s'entendre. On voit même des gens, naguère inféodés à la politique, s'efforcer de faire oublier leur passé, en se posant en libertaires intransigeants, en menant une guerre sournoise, par des procédés qui voudraient bien avoir l'air d'être méchants.

Cependant, de tout ce méli-mélo, naît, malgré tout, le progrès. Que les idées marchent, cela n'est pas douteux. Elles exigent, hélas ! des martyrs, des méconnus, des diffamés, des vocations brisées, des vies gâtées. Qu'importe ! La conscience de chacun est *seule* dépositaire de la vraie sanction morale. C'est en restant *soi-même* qu'on sert la cause embrassée, non en s'occupant du « qu'en-dira-t-on », de l' « opinion publique » ou de critiques ignares.

Cet individualisme bien compris est la vraie recette.

Et le temps, valant cette fois mieux que l'argent, fera le reste.

Pour le moment, l'urgent me paraît être de ne pas rester dans l'interdépendance mutuelle et de laisser chacun son propre juge, dans les moyens propres à démolir un ordre social basé sur l'infamie et à arracher le pays au joug des prêtres, des capitalistes et des sycophantes.

Flaustier.

Hollande.

Un martyre de sa conviction libertaire. De Bruin, le vaillant jeune camarade hollandais qui a refusé de faire son service militaire, a eu un accès de folie dans sa cellule. Il a tâché de s'ouvrir l'artère avec une plume et est surveillé rigoureusement depuis ce moment. Après l'examen du médecin, il a été immédiatement transporté de la prison à l'hôpital militaire. Le jeune homme était fou de joie mais on craint que sa santé ne soit brisée.

Les bourreaux militaires auront donc réussi à briser leur victime. Pauvre vaillant garçon !

***

Un nouveau journal révolutionnaire hebdomadaire est fondé à la Haye sous le titre *De Zweep* (le fouet). Il fera la propagande communiste surtout dans la campagne de la province de la Hollande du Sud.

C.

VARIÉTÉS

(*Suite*) (1)

A ce propos, l'écrivain déjà cité dit : « que le particulier, le gouverneur et le ministre qui s'abouchent ensemble, — exempts des responsabilités immédiates, — dans la complicité d'une mauvaise action semblable, sont autrement coupables que le négrier qui s'en va, à ses risques et périls, enlever, dans les

(1) Voir le n° 30 du 17-23 novembre.

ment moins de talents crever de faim, et dans le monde des arts on comptera moins de « jeunes » de soixante ans.

André Girard.

LES DROITS DE L'HOMME

RÉPONSE A BRENN

Le Congrès, interdit par le gouvernement, continue. Grâce aux *Temps Nouveaux*, les rapports ont été publiés. Ils sont maintenant discutés.

Merci au camarade Brenn de ses observations. Je les ai lues avec soin. Voici ma réponse :

Brenn critique ma définition du mot « *devoir* », « attitude à tenir envers autrui, *selon l'attitude d'autrui* », et fait remarquer que la conséquence de cette définition est de placer nos actions *sous la dépendance d'autrui et du premier venu*.

C'est exact. Nos actions sont effectivement sous la dépendance d'autrui et du premier venu. Nous ne pouvons nous dégager de la solidarité (voir Rapport, page 304). Notre liberté est relative. Quel homme aurait la prétention d'avoir de la liberté la conception suivante : « *Faire ce qui lui plaît sans tenir compte des hommes au milieu desquels il vit ?* »

Un exemple :

Brenn se réveille avec l'intention d'aller à Asnières causer avec Péji des droits de l'homme. Au moment de se laver, il s'aperçoit que l'eau ne coule pas du robinet. Il descend chez sa concierge afin d'avoir une explication et pour se procurer d'une façon ou d'une autre du précieux liquide. Voilà notre camarade, *en dépit de ses intentions, en rapport avec autrui.*

La concierge l'adresse au locataire du premier, homme obligeant, qui a une provision d'eau. Notre camarade refusera-t-il de se rendre chez cet homme, ne voulant pas que *ses actions soient sous la dépendance d'autrui et du premier venu ?*

Rentré chez lui, après avoir rempli son récipient, il trouve le camarade Loubet, président de la République et le camarade Trarieux, président de la Ligue des Droits de l'homme, venus de bonne heure tout exprès pour discuter la question de la liberté humaine. Brenn, jaloux de la sienne, leur répondra-t-il qu'il a formé le projet de se rendre chez Péji et que, ne voulant pas placer ses actions sous la dépendance d'autrui, il prie Loubet et Trarieux de déguerpir. Ce serait bien inutile, car ceux-ci pourraient lui répondre qu'en causant avec eux, il a déjà fait une action contraire à ses intentions et qu'il a tenu compte d'autrui.

Je pourrais continuer et raconter à notre camarade tout ce qui aurait pu lui arriver ce matin-là. Je me contenterai d'imaginer qu'en arrivant à Asnières, il apprend que Péji vient d'être déporté aux îles du Salut pour avoir eu l'intention de regarder un agent de police de travers. Cet attentat contre la liberté de Péji en serait un aussi contre celle de Brenn, empêché de mettre son projet à exécution et dont les actions tomberaient, en l'espèce, sous la dépendance de la police.

Puis-je, en terminant, supposer que Brenn, au retour, est victime d'un accident de chemin de fer dans lequel il trouve une mort prématurée, ce qui l'empêche de réaliser quantité de projets et notamment celui d'adhérer au groupe de solidarité internationale.

Conclusion : *Les actions de notre camarade, comme celles de tous les hommes, sont sous la dépendance d'autrui et du premier venu.* Cette intervention de l'activité d'autrui dans notre activité a un nom. On l'appelle « *les circonstances indépendantes de notre volonté* ».

Ainsi donc, quand on veut établir les droits de l'homme, il convient tout d abord de reconnaître que ces droits sont limités. (Voir le rapport.)

J'en reviens à ma définition : « *devoir* », « *attitude à tenir envers autrui, selon l'attitude d'autrui* », et je demande à mon contradicteur s'il se comportera de la même façon vis-à-vis de l'individu qui l'abordera avec aménité et vis-à-vis de celui qui lui mettra son poing sur la figure.

⁂

Autre objection de Brenn. Devoir à autrui un traitement réciproque conduirait à la guerre, à l'entre-mangement, ramènerait à ce qui se passe dans la société actuelle.

Je crois le contraire. Je crois que c'est justement parce que, dans la société actuelle, les puissants ont le droit d'infliger des traitements sans encourir de réciprocité, que les faibles sont opprimés.

Je suis de l'avis de Brenn sur un point. Il convient, en certains cas, de ne pas faire usage de ses droits. Mais c'est là une question accessoire, puisque la question principale est « *déterminer les droits* ». Je ne crois pas que l'on puisse établir un principe en le subordonnant aux contingences. Il faut, au moyen de déductions logiques, poser le principe. Les déductions doivent être discutées en elles-mêmes. On examine ensuite les conséquences.

⁂

Dernière objection de Brenn. Il trouve que, dans mon exposé, j'ai interverti l'ordre logique en ce sens que le corollaire devrait être la proposition et *vice versa*. D'après lui, on ne doit pas dire : « *Pour savoir comment te conduire envers autrui, attends de voir comment autrui agira à ton égard.* »

Je ne pense pas avoir rien dit de semblable et je n'ai aucune hostilité contre qui que ce soit *à priori*. J'ai dit ce qui suit dans l'ordre suivant :

— Droits de l'homme signifie « ce que l'homme peut faire » ;

— La liberté d'un homme est limitée par la liberté des autres hommes.

D'où :

— Reconnaissance de notre liberté ;

— Reconnaissance de la liberté d'autrui ;

— Attitude vis-à-vis de ceux qui ne tiennent pas compte de la liberté d'autrui.

Il me paraît impossible de ne pas envisager ce dernier point. Il me paraît rationnel de NE PAS reconnaître la liberté de ceux qui ne reconnaissent pas la nôtre. C'est tout.

⁂

Je me suis fait à moi-même l'objection suivante : Est-il utile d'essayer d'établir quels sont les droits de l'homme ? N'y a-t-il pas danger, pour ceux qui n'éprouvent pas le besoin d'être gouvernés, à fixer des règles que l'on pourrait un jour chercher à imposer ?

Je ne le crois pas. A mon sens, il n'y a pas plus de danger à fixer ces règles qu'à fixer celles qui régissent l'égalité des triangles. Il s'agit simplement, en la matière, de rechercher dans quelles conditions chaque individu peut jouir du maximum de liberté. Ces conditions peuvent être trouvées ou elles ne peuvent l'être. Si elles peuvent l'être, pourquoi ne pas essayer de le faire ? J'ai essayé. J'ai l'intention de revoir mon travail avec soin en prenant toutes les précautions possibles pour éviter les erreurs. En attendant, je suis très heureux d'être discuté.

Paraf-Javal.

Erratum. — Rapport, page 301, première colonne, ligne 14 : au lieu d'*agent de police*, lire *agent public*.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Militarisme et Religion. — L'affiche suivante, éditée par la Ligue antimilitariste (26, rue Titon), a été apposée sur les murs :

Assassins galonnés

Aux « Cocos » de Madagascar

(2e compagnie du corps des disciplinaires des colonies)

Le 19 septembre 1897, le sergent Gérôme entra dans la chambre des disciplinaires à Diégo-Suarez pour commander de garde le fusilier Boudon. Celui-ci, ayant les fièvres, avait été exempté de service par ordre du médecin-major ; le sergent Gérôme voulut, malgré tout, lui faire prendre la garde, le disciplinaire objecta son exemption, alors le sergent tira son revolver et en déchargea un coup. Cette scène avait lieu dans la chambre remplie d'hommes, mais personne ne fut atteint. Les gradés accoururent au bruit de la détonation, Boudon fut mis en cellule avec les fers et les poucettes. Le capitaine Legros rassembla alors les gradés et, devant tous les fusilleurs, leur dit :

« *Le premier gradé qui tirera sur un disciplinaire... et le manquera, aura trente jours de consigne.* »

Une heure après, quatre gradés : les caporaux Bernard, Besançon, Slinger, le sergent Rolland, et le soldat d'infanterie de marine Floque entrèrent dans une cellule où était détenu le fusilier Laffond, se ruèrent sur l'homme attaché et le frappèrent avec une brutalité inouie. Après avoir à moitié assommé ce malheureux, ils le laissèrent. Au bout d'une heure, ils revinrent et recommencèrent le même traitement ; Laffond se mit à pousser de tels cris qu'un gradé, sautant sur lui, lui fracassa la mâchoire inférieure à coups de talons, puis le caporal Bernard, pour clore cette scène de sauvagerie, tira son revolver et en déchargea un coup dans la poitrine du disciplinaire qui ne pouvait se défendre, ayant les membres pris dans les fers. La balle traversa la poitrine de Laffond et alla se loger dans le bras de son voisin de fers, un nommé Desforges.

Laffond mourut pendant son transport à l'hôpital. Le caporal Bernard reçut les félicitations du général Galliéni et, quinze jours après, était nommé sergent.

L'avis de décès, qui fut envoyé à la mère de la victime, portait cette mention :

« Mort au champ d'honneur. »

(Extrait de la *Revue Blanche* du 15 décembre 1900.)

Le *Petit Parisien* nous apprend qu'en six mois, du 1er janvier au 30 juin 1900, il s'est produit *dix mille soixante et un cas* de désertion, en France et en Algérie.

Nos officiers, en Chine, se couvrent de gloire, mais ils n'oublient pas la richesse. Quand leurs malles ont été pleines d'objets pillés, ils ont songé à leurs compères du gouvernement. Par les paquebots *Les Andes* et *Uruguay*, le général Frey a expédié 43 caisses d'objets d'art : 2.000 kilos pour le président, 1.800 kilos pour le ministre de la guerre, 1.800 pour le ministre de la marine, puis pour les autres ministres, pour le Louvre et plusieurs musées. Le gouvernement n'a pas osé prendre sa part du pillage, il a consigné les 43 caisses à Marseille, pour les retourner en Chine.

En Chine, les missionnaires excitent les soldats au massacre et, le fusil en main, massacrent eux-mêmes. Ils conduisent les soldats au pillage, les menant aux maisons riches qu'ils connaissent ; ils achètent aux soldats les objets volés, à bas prix, et les leur payent en chèques tirés sur des établissements religieux de Marseille et de Paris. Dieu, Patrie et Commerce. Et à bas les Juifs !

Sur ce, le gouvernement décore de la Légion d'honneur l'évêque de Pékin, Favier, son coadjuteur Jarlin, l'évêque de Tchen-Tin-Fou, Bruguière, les missionnaires Becker et Lavessière. Et l'ancien radical Doumer, gouverneur du Tonkin, demande des frères des Écoles chrétiennes pour deux écoles à ouvrir sur les frontières de Chine, et promet un secours de 16.000 francs pour leurs frais de voyage et d'installation.

Si la mentalité des individus progresse, ce n'est pas la faute aux gouvernements.

R. Ch.

⁂

Mouvement ouvrier. — L'on sait que la grève de Calais a pour cause initiale l'application de la fameuse loi sur le travail des femmes et des enfants, dite loi des onze heures. Quelques patrons, de connivence avec l'inspecteur du travail, se sont fait dresser contravention pour faire, suivant l'expression de l'un d'eux, « juger le cas ». Comme de juste, au moment de la visite de « l'Inspecteur », il n'y avait dans les ateliers ni femmes ni enfants au-dessous de dix-huit ans. Ces derniers travaillaient dans un atelier « à part », par conséquent la « loi » ; qui n'est applicable qu'aux ateliers mixtes, ne les concernant pas, les patrons ont été acquittés.

C'est l'art de tourner les lois comme elles le méritent. Juges, patrons, inspecteur du travail, tout cela s'était entendu comme larrons en foire, cela va sans dire.

Toutefois, il ne semble pas que cette petite comédie judiciaire décide les grévistes à reprendre le travail. Les bons conseils de Waldeck-Rousseau, qui a eu une entrevue avec les délégués ouvriers et patrons, ne semblent pas non plus avoir servi à grand'chose.

Les grévistes sont soutenus pécuniairement par les ouvriers similaires anglais, ce qui chatouille la corde patriotique de Messieurs les exploiteurs.

Les mineurs de Saint-Eloy, au nombre de 2.000, sont toujours résolus à ne pas reprendre le travail tant qu'il ne leur sera pas accordé satisfaction sur la question d'augmentation de salaire.

Malgré l'appel qui leur a été fait par les autorités, à l'instigation de la Compagnie, de déléguer quelques-uns de leurs camarades pour l'entretien de la mine, les grévistes ont formellement refusé de le faire. En conséquence, une compagnie de

soldats du génie, venue de Versailles, a été mise au service du directeur de la mine. Une fois de plus, comme sous un vulgaire ministère qui ne serait pas de « défense républicaine », l'armée est mise au service du patronat pour protéger la propriété capitaliste.

Les grévistes sont justement indignés; aussi pour parer à une révolte probable, quelques députés socialo-endormeurs ont-ils été délégués par leurs compères sur le théâtre de la grève.

P. Delesalle.

Chine.

De la *Métropole*, journal catholique d'Anvers :

J'étais un des assiégés à Pékin, et, pendant soixante jours, je n'ai attendu que la mort et la torture par les mains des Chinois. Par conséquent, je n'ai gardé aucun sentiment de sympathie pour ces gaillards, soldats ou paysans. Mais les scènes de cruauté que j'ai vues et constatées de mes propres yeux à Tung-Cheou m'ont fait pleurer de pitié pour ce peuple qui, quatre semaines auparavant, usait de tous les moyens pour nous priver de la vie.

Comment les représentants d'un pays civilisé pouvaient-ils commettre des atrocités semblables? Des soldats français en uniforme pénétraient dans les maisons particulières par groupes de deux ou trois, massacraient les marchands paisibles qui s'y trouvaient, violaient leurs filles et leurs femmes, emportaient les valeurs et mettaient le feu à la maison.

En quelques jours, toute la population de la ville était tellement effrayée que les femmes se noyaient dans les puits ou se brûlaient vives dans leurs maisons pour échapper aux soudards.

Les scènes que je vais vous raconter ne s'effaceront jamais de ma mémoire.

Mme Yu, âgée de quarante-cinq ans, qui habite avec son dernier enfant, un enfant de sept ans, les débris d'un « home » jadis confortable et gai, m'a raconté l'histoire terrible que voici :

« Il y a huit jours, un groupe de mes voisins comprenant vingt-trois femmes et trois hommes, dont mon mari, âgé de cinquante ans, et mon fils marié, âgé de vingt-cinq ans, étaient rassemblé dans la cour, par crainte des Français qui volaient, maltraitaient les femmes, tuaient les hommes et razziaient le pays.

« Tout à coup, sept soldats en uniforme bleu, le casque sur la tête et le fusil en main, entrèrent par la porte de devant.

« A cette vue, nous jetâmes tous des cris d'effroi, mais on nous fit comprendre que nous avions à rester tranquilles, si nous ne voulions pas être fusillés sur l'heure. La menace produisit son effet et les soldats ordonnèrent à mon mari et aux autres hommes de passer dans la cour voisine. Ils n'avaient pas d'armes; ils obéirent donc et un des soldats garda l'entrée de la cour où se trouvaient les femmes.

« Inutile de vous dire la scène de sauvagerie et de honte qui se produisit alors.

« Les hommes, dans l'entretemps, étaient toujours enfermés dans la cour voisine où trois des soldats allèrent les retrouver. Je craignais des malheurs et je les suivis. A peine étions-nous entrés que je vis les soldats ajuster mon mari et mon fils. Ils tombèrent.

« Le fils de M. Wang et M. Hsu furent fusillés à leur tour. Sur chacune des victimes, les soldats ont tiré deux ou trois balles. Cette ignoble besogne accomplie, ils sont revenus en riant, ils ont appelé leurs camarades et les sept soudards sont partis ensemble.

« Trois jours après, deux soldats français sont venus chez les Hsu et ont emballé toutes les valeurs dans des caisses. L'aîné des fils, qui se trouvait malade dans sa chambre, cria à son frère de faire tout ce que les soldats demandaient, de peur d'être tué. Des Français, ayant entendu une voix, allèrent à la recherche du malade et, l'ayant trouvé, le fusillèrent dans son lit.

« Alors ils forcèrent le plus jeune Hsu à porter les caisses, bien qu'il fût malade et presque incapable de soulever le fardeau.

« Quelques instants après, le jeune homme tomba et perdit connaissance. Les soldats le tuèrent net. Sa pauvre jeune femme se cachait dans la maison, mais deux jours après les mêmes individus revinrent. Pendant que l'un d'eux faisait la garde, l'autre entra et brutalisa la femme. Je l'ai vu de mes propres yeux sans pouvoir porter secours. La malheureuse Mme Hsu s'est enfuie vers le quartier des Japonais où elle a été protégée, et je suis retournée chez moi. Venez voir les cadavres, je les ai couverts, mais je ne puis pas les enterrer. »

J'ai suivi Mme Yu et j'ai vu les quatre cadavres, qu'elle avait cachés sous des nattes.

Ayant promis à Mme Yu que je rendrais compte de l'affaire au commandant français et que je tâcherais de faire châtier les coupables, je m'en allai à la recherche de Mme Hsu. C'est une timide jeune femme de vingt-trois ans qui a répondu à toutes mes questions d'un air très gêné. Elle m'a confirmé tout ce que je savais sur l'horrible scène de carnage et m'a prié de bien vouloir faire des recherches pour retrouver le corps de son mari.

Après avoir entendu le récit navrant de Mme Hsu, j'ai rendu visite à une très vieille personne, Mme Pai. Le cadavre de son mari se trouvait dans la cour et elle le surveillait depuis cinq jours.

« J'ai quatre-vingt-cinq ans, me dit la malheureuse, mon mari en avait quatre-vingt-six. Il y a cinq jours, deux soldats français sont venus chez nous et ont demandé nos montres et nos bijoux. Mon mari a répondu par signes qu'il n'en avait pas, là-dessus un des soldats a épaulé son fusil. La détonation retentit et la balle frappa mon pauvre homme à la tête et lui enleva la moitié de la face. Il est mort sur le coup. Depuis, je garde son cadavre ici, je ne veux pas le quitter avant que je n'aie trouvé le moyen de l'enterrer. »

Je suis allé moi-même à la recherche de deux coolies qui m'ont aidé à enterrer le pauvre vieillard.

Tous les jours, des détresses semblables s'offrent à mes yeux. Je suis revenu à Pékin convaincu que les Boxers ne sont pas plus méchants que les Français envoyés en Chine. Dans un seul endroit, j'ai vu les cadavres de sept jeunes femmes couchées l'une à côté de l'autre. Elles s'étaient donné la mort plutôt que de tomber entre les mains des soldats français.

Belgique.

Le Mouvement en 1900. — A certaines heures, il est bon de faire un travail de récapitulation. Nous l'esquissons.

Il est entendu que la propagande philosophique et la lutte économique priment tout, dans les préoccupations des minorités d'avant-garde.

Dans cet ordre d'idées, nous affirmions que c'est surtout en province et presque exclusivement en Wallonie que s'est porté, en 1900, le mouvement d'émancipation auquel nous nous consacrons.

L'heure est passée où les sociétés de libre pensée réduisaient leur action à une simple guerre de curés. L'action de nos amis a éclipsé les influences néfastes qui, chez elles, émasculaient tant d'énergies et coupaient les ailes à tant d'aspirations. On y sape les dogmes, à la fois politiques, religieux et sociaux. C'est contre la base même des oppressions, contre l'Autorité, que furent dirigées toutes les conférences.

Celles-ci furent nombreuses, incessantes. Nous croyons avoir rendu un réel service à l'Idée, en bataillant, la plupart du temps sans appui, sans compagnonnage, pour créer enfin un mouvement philosophique remplaçant avantageusement les anciennes sérénades électorales.

Le bassin de Charleroi a eu nos conférences dans presque toutes les communes. Gilly, Gosselies, Feluy, Jumet, Marcinelle, Montigny, Chapelle, Châtelet, Forchies, Souvret et plus de trente autres ruches socialistes, en entendant traiter les origines mêmes de l'Autorité, l'absurdité de *tous* les dogmes, s'éveillaient à une vie nouvelle, conservant un sentiment vague de confusion d'avoir, si longtemps, rapetissé tout le problème à une question mesquine de partis.

Même observation dans le centre et le pays de Nivelles.

A Liège même, et dans les environs comme Ougrée, Beyne, Tilff, Sprimont, des réunions contradictoires de plus de 500 personnes furent tenues sur des sujets philosophiques de la plus haute importance.

Verviers reste inabordable. Mais des amis tisonnent, tisonnent, au point qu'ils allumeront le feu. Ils ont des caisses garnies. Le vouloir seul fait défaut, *chez la masse*.

Ce sera l'œuvre du temps. Il importe cependant d'ajouter que le temps, qui est l'argent, diffère de lui, en ce qu'il est infini.

Notons cependant un réveil dans la Fédération des tisserands, jadis si prospère, et la création de sections d'extension universitaire, à Dison; les soirées rationalistes y semblent marcher.

C'est au pays de Huy-Waremme que la cause syndicale fut plaidée le plus avantageusement. Le milieu s'y prêtait mieux. Amay, Ampsin, Ombret, Hermalle, Stockay, Jehay, Villers, Hollogne-sur-Geer ne sont pas dépourvus d'éléments ardents. Les meetings l'ont prouvé. Des centaines de brochures y circulent.

C'est, malgré tout, dans le Hainaut que se dessine le plus beau mouvement corporatif. La grève des verriers a prouvé de quelle ténacité sont capables les travailleurs. De vrais hommes de liberté ont laissé, dans ces événements, la marque de leur action.

Bruxelles a de bons syndicats, très abordables, de bons groupes philosophiques et l'avenir donnera là, aux minorités d'avant-garde, plus de vie, plus de continuité dans l'action.

Des cercles d'études se forment partout. Ceux de Liège, Jumet (citadelle), Micheroux, Beyne, Stockay vont très bien. A tous, nous souhaitons bonne ardeur.

Enfin, la lacune de la presse est comblée. Nous avons un organe de combat et le *Réveil des Travailleurs* a mené sa barque, honnêtement, sans désemparer, au milieu des clameurs de Gérontes comme aussi des manœuvres de gens sans aveu.

Il devient hebdomadaire, a 1 200 abonnés et tous les sincères le soutiennent. Courage donc! Tel est le cri que très sincèrement nous lançons à tous, à l'aube de 1901.

Les luttes à venir s'annoncent très âpres. Des signes d'obstruction systématique apparaissent déjà. Ici, c'est la coagulation des médiocrités et des politiciens de cabarets, puant l'absinthe. Ici c'est l'action de la police. Là, celle de la presse de chantage. Partout l'irritabilité provenant des difficultés de la vie arme les uns contre les autres des hommes faits pour s'entendre. On voit même des gens, naguère inféodés à la politique, s'efforcer de faire oublier leur passé, en se posant en libertaires intransigeants, en menant une guerre sournoise, par des procédés qui voudraient bien avoir l'air d'être méchants.

Cependant, de tout ce méli-mélo, naît, malgré tout, le progrès. Que les idées marchent, cela n'est pas douteux. Elles exigent, hélas! des martyrs, des méconnus, des diffamés, des vocations brisées, des vies gâtées. Qu'importe! La conscience de chacun est *seule* dépositaire de la vraie sanction morale. C'est en restant *soi-même* qu'on sert la cause embrassée, non en s'occupant du « qu'en-dira-t-on », de l' « opinion publique » ou de critiques ignares.

Cet individualisme bien compris est la vraie recette.

Et le temps, valant cette fois mieux que l'argent, fera le reste.

Pour le moment, l'urgent me paraît être de ne pas rester dans l'interdépendance mutuelle et de laisser chacun son propre juge, dans les moyens propres à démolir un ordre social basé sur l'infamie et à arracher le pays au joug des prêtres, des capitalistes et des sycophantes.

Flaustita.

Hollande.

Un martyre de sa conviction libertaire. De Bruin, le vaillant jeune camarade hollandais qui a refusé de faire son service militaire, a eu un accès de folie dans sa cellule. Il a tâché de s'ouvrir l'artère avec une plume et est surveillé rigoureusement depuis ce moment. Après l'examen du médecin, il a été immédiatement transporté de la prison à l'hôpital militaire. Le jeune homme était fou de joie mais on craint que sa santé ne soit brisée.

Les bourreaux militaires auront donc réussi à briser leur victime. Pauvre vaillant garçon!

⁂

Un nouveau journal révolutionnaire hebdomadaire est fondé à la Haye sous le titre *De Zweep* (le fouet). Il fera la propagande communiste surtout dans la campagne de la province de la Hollande du Sud.

C.

VARIÉTÉS

(*Suite*) (1)

A ce propos, l'écrivain déjà cité dit : « que le particulier, le gouverneur et le ministre qui s'abouchent ensemble, — exempts des responsabilités immédiates, — dans la complicité d'une mauvaise action semblable, sont autrement coupables que le négrier qui s'en va, à ses risques et périls, enlever, dans les

(1) Voir le n° 30 du 17-23 novembre.

îles, des noirs, pour les vendre dans les plantations du Queensland ou des Fidji ».

Et cet écrivain a raison, comme on va voir. Dès que les contrats furent signés, toutes les forces vives de la transportation furent livrées aux grandes exploitations minières, à l'exclusion des petits mineurs qui furent ruinés par cette concurrence de main-d'œuvre à bon marché.

Les condamnés, parqués comme un vil bétail, durent faire, sans rémunération, le même travail que faisaient autrefois les mineurs libres, pour un salaire de 25 francs par jour. Et pendant qu'ils mouraient de faim sur les chantiers, les surveillants recevaient une prime proportionnée à la quantité de minerai qu'ils faisaient extraire par les ouvriers placés sous leurs ordres! Excités par la cupidité, ils commirent les plus inqualifiables abus. Souvent, la moindre vivacité fut punie de mort. Exténués par un travail surhumain, démoralisés, abattus et désespérés, ces malheureux préférèrent risquer la mort sous le casse-tête canaque; ils s'évadèrent en grand nombre.

L'administration, ne pouvant plus les retenir sur les chantiers miniers, réclama au Département un règlement portant des pénalités plus sévères, pour dompter les insoumis. Elle obtint le décret disciplinaire d'avril 1887, qui l'armait d'une façon formidable.

Dès qu'elle eut ces nouveaux moyens de répression, voulant terrifier tous ceux qui tenteraient de se soustraire au travail des mines, elle créa un quartier disciplinaire au milieu d'un désert, à la Oua-Tom, et y confina la plupart de ceux qui s'étaient évadés des mines de Thio, de Kouaa et de la Pilou. Elle donna à ses agents des instructions terribles, qui firent de ce lieu de détention un véritable enfer.

Pour édifier le lecteur, et pour montrer jusqu'où peut aller la férocité humaine sous le doux régime que nous a fait la société bourgeoise, nous allons énumérer quelques-uns des attentats monstrueux qui se commirent de 1887 à 1895 au camp disciplinaire « Brun ».

Tout condamné qui s'évadait d'un chantier des mines était d'abord puni d'un mois ou deux de cellule ou de cachot. Cette punition entraînait de plein droit la mise aux fers par les deux pieds et le pain sec pendant deux jours sur trois (la ration de pain étant de 600 grammes!). Inutile de dire que les cachots sont de véritables *in-pace*, complètement obscurs, n'ayant pour tout ameublement qu'un lit de camp, une barre de justice, une baille à déjections et un bidon en bois, contenant un litre d'eau croupie. Donc, défaut de nourriture, de lumière et d'air respirable.

A l'expiration de cette punition, le forçat était chargé d'une chaîne, maintenue à la jambe par une manille. Souvent, si par surcroît il était condamné à la double chaîne, on lui en mettait trois. (La troisième a été enlevée en 1893.) La plus longue servait à l'accoupler à un autre condamné!

Il était alors dirigé pédestrement sur le camp disciplinaire, porteur de tous ses effets d'habillement et de couchage, dont pourtant il n'aurait que faire désormais, puisqu'ils devaient être versés en magasin. Et, dûment et fortement emmenotté, il devait suivre son conducteur à cheval jusqu'à sa destination, où il arrivait harassé, après huit jours de marche pénible.

Arrivé là, il était immédiatement accouplé à un autre martyr, dépouillé de tous ses effets et revêtu d'un pantalon et d'un mauvais sarrau, en toile d'emballage, dont la rugosité lui enlevait l'épiderme au moindre frottement. Il était ensuite introduit dans la salle de discipline, où 60 à 70 malheureux étaient pris par les deux pieds à une immense barre de fer, couchés sur le dos, sur un lit de camp en maçonnerie bitumée, la face tournée vers un toit brûlant et surchauffé par un soleil de feu : reins glacés, ventre chaud; il y avait compensation! Tout le long de la salle, étaient espacées 12 bailles à déjections, découvertes, d'où s'exhalaient de nauséabondes odeurs qui prenaient à la gorge et faisaient perler la sueur au front. Excellente hygiène pour ne pas souffrir longtemps! On désignait alors sa place au nouvel arrivant, on l'accrochait à la suite des autres et on le laissait là, sans lui donner la moindre nourriture le premier jour : autant de pris pour engraisser les porcs des surveillants.

Le lendemain, dès la première heure, un bruit de chaîne et de verrous se faisait entendre; la porte s'ouvrait avec fracas, la longue barre était tirée, et une voix formidable criait : Tout le monde au dehors! C'était l'heure du travail.

Dans la cour, une nuée de sauvages armés de casse-têtes, de haches et de sagaies, et de « braves surveillants », le revolver au poing. — On les faisait placer par groupes, sur quatre rangs, pour être conduits en silence sur les chantiers de discipline, sous l'escorte de nombreux Canaques. Le surveillant, fort éloigné, à l'arrière-garde.

Chaque groupe traînait avec lui plusieurs brouettes ou tombereaux sur lesquels — le croirait-on? on avait placé, pour les conduire au travail, ceux qui étaient trop faibles pour marcher!

Souvent ceux qui charroyaient ainsi leurs compagnons martyrs étaient trop faibles pour marcher eux-mêmes, et tombaient de lassitude ou de consomption sur le chemin. Ils étaient lestement relevés à coups de casse-tête par les Canaques; mais, s'ils ne se mettaient pas debout, un ou deux Canaques le prenaient par la chaîne et le traînaient sur la face ou sur le dos, laissant sur les cailloux des lambeaux de chair, jusque sur le chantier.

Or, comme la victime était dans l'impossibilité de travailler, on la ficelait étroitement, tête nue, et on l'exposait ainsi vivante au milieu d'une fourmilière, sous un brûlant soleil, jusqu'à la fin du jour. Alors, si elle n'était pas morte, on la jetait comme un sac de terre pour la reconduire au camp. On n'a connu que deux hommes qui aient échappé par miracle aux suites de cet horrible supplice; ils vivent encore dans le bagne : les nommés Taupia et Levert ou Picard.

On avait, paraît-il, mandat de réduire ces pauvres misérables par la faim. Contrairement à ce qui se passait dans les mines, le revolver servait peu. Par contre, on inventa des supplices affreux, qui décimèrent comme mouches un nombre incalculable de misérables, comme l'a rapporté le citoyen Ballière, dans son journal *La Bataille*, à Nouméa, en 1894.

(A suivre.)

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Le *Groupe de propagande antimilitariste de Paris* vient de publier une nouvelle affiche, intitulée : « Assassins galonnés. »

Pour 25, envoi recommandé, 0 fr. 80; pour 50, 1 fr. 50; pour 75, 2 fr. 20.

De 100 à 350, 2 francs le cent et colis postal de 3 kilog. en plus.

Envoyer les demandes au camarade G. Dubois-Desaulle, 65, avenue Ledru-Rollin, Paris (12e arr.), par mandat-carte payable à domicile.

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arr.), à 8 h. 1/2 :

Samedi 29. — Soirée musicale et littéraire.

Lundi 31. — Cours de sténographie, par M. Chéron.

Jeudi 3 janvier. — M. Emile Kahn, licencié ès lettres : La Démocratie à travers les âges. — 5e Les bouchers de Paris sous Charles VI (projections).

Vendredi 4. — Cours de photographie, par M. Honoré.

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), Paris. — A 8 h. 1/4 du soir :

Samedi 29 décembre. — Paul Delesalle : Les congrès ouvriers de 1900.

Samedi 5 janvier. — Jean Marestan : La conquête de soi.

Le salon de lecture sur place sera ouvert, le jeudi 3, de 8 h. 1/4 à 10 heures.

Groupe du XIVe arrondissement. — Vendredi, 28 courant, réunion au groupe libertaire, salle Leborgne, 36, rue Vandamme. Causerie sur la perversion sexuelle, par un étudiant en médecine.

Les révolutionnaires espagnols résidant à Londres viennent de former un groupe adhérent à la « Federacion Regional de Trabajadores ».

Cette Fédération, on le sait, fut organisée à la suite du Congrès des Sociétés ouvrières, tenu à Madrid il y a quelques mois. Elle comptait alors 250 sociétés formant un total de plus de 50.000 associés. Depuis, les adhésions nouvelles ont été nombreuses. Son programme purement libertaire lui assure en effet l'aide de tous les compagnons et l'initiative prise par nos amis de Londres nous paraît digne d'être suivie ici même. Le but principal de ces groupements sera de servir de lien entre la Fédération espagnole et les syndicats et sociétés anglaises et françaises qui défendent l'idée de la grève générale.

Les camarades de langue espagnole résidant à Paris, qui seraient partisans d'un groupe de ce genre, sont priés de s'adresser au journal.

Les camarades de Levallois-Perret sont invités à se réunir dans leur local habituel, le samedi soir, 29 décembre, pour une causerie sur l'entente économique, par Calazel.

BRUXELLES. — Samedi 29 courant, à 8 h. 1/2, 13, rue des Chartreux (en face de la Bourse), soirée familiale. Chants et monologues. Entrée libre.

GROUPE D'AIDE AUX DÉTENUS

Aux adhésions déjà reçues, il faut ajouter celles de Daumont, aquafortiste, Séverine et Léopold Lacour.

A NOS LECTEURS

Nous avons acquis quelques exemplaires du volume de d'Axa : *Les feuilles*, que, à titre de prime, nous pouvons laisser à 2 francs, pris dans nos bureaux, au lieu de 5 francs; 2 fr. 60 en gare, et 2 fr. 65 par la poste.

BIBLIOGRAPHIE

A lire :

La Guerre, par Franz Foulon; *Le Soir*, de Bruxelles, 21 décembre.

M. Thomas, A. France; *Le Figaro*, 19 déc.

Brigandage, U. Gohier : *L'Aurore*, 24 déc.

Le Sultan blême, par Stéphane Lauzanne, 22 déc.

La Vie et la Mort, P. et V. Margueritte; *Le Petit Marseillais*, 23 déc.

PETITE CORRESPONDANCE

Maguis Sondahl. — N'ayant pas conservé votre adresse, je ne puis vous écrire. Inutile d'envoyer vos articles. C'est rempli de bien trop d'affirmations et pas assez d'arguments. Trop de métaphysique. De plus, vous m'avez fait payer de la surtaxe. La prochaine qui arrivera ainsi sera refusée.

L. V., à Liège. — Le morceau se trouve dans *Critique sociale* de Blanqui, mais l'ouvrage est épuisé.

F. S., à Sainte-Maxime. — Reçu 0 fr. 70.

A. S., à Lyon. — Bien reçu lettre, mais pas les 1 fr. 50 annoncés.

H. L., à Dison. — Avions oublié d'expédier les numéros. — Tous les volumes de chez Stock pouvons expédier franco à 2 fr. 75, mais ajouter 0 fr. 25 de recommandation pour être certain de l'arrivée. Ceux des autres éditeurs, frais de poste en plus.

B., à Persan. — Les numéros d'abonnement avaient été expédiés. Renvoyés à nouveau.

R., à Montpellier. — *Patrie et Internationalisme* épuisée. Avons remplacé par une autre.

Sivasty. — Je n'ai pas gardé votre adresse. — Puisque vous faites un journal, publiez-le là-bas, nous reproduirons si ça nous semble intéressant. Nous, impossible.

L., à Epinal. — Les œuvres de Zola, d'occasion, se paient 2 fr. 25.

Reçu pour les familles des détenus : Anonyme, 5 fr. — Le Breton du Jardin des Plantes, 0 fr. 50. — Ther., 0 fr. 50. — Un sculpteur, 1 fr. — G., à Valréas, 1 fr. — Hén., 1 fr. — Paul (vers. mens.), 0 fr. 30; A. Henri, 2 fr.; Auguste, 0 fr. 50; Emile, 0 fr. 25. Ensemble : 2 fr. 25. — L. A. V. F., 3 fr. — Nantais, 0 fr. 50; Alizon, 0 fr. 50; Hamel, 1 fr.; Chérot, 1 fr.; Avril, 0 fr. 50; Duval, 0 fr. 50; Hervé, 1 fr.; Blandet, 0 fr. 50; Berthet, 0 fr. 50. Ensemble : 6 fr. — Total : 20 fr. 25. — Listes précédentes : 110 fr. 20. — Total général : 130 fr. 45.

Sur la souscription recueillie pour les bannis de Montjuich, il nous restait une somme de 322 fr. 60 que nous avions réservée pour ceux des bannis partis pour Cuba et le Mexique. Cette somme n'étant pas réclamée, nous la remettons au trésorier du groupe d'aide aux détenus qui la tiendra en réserve en cas d'un besoin urgent.

Le groupe a envoyé 20 fr. pour le camarade Granger.

Reçu pour la brochure à distribuer : M. G. K., ébéniste, 4 fr.

Reçu pour le journal : *Vente de vieux timbres*, 4 fr. — P., à Liège, 0 fr. 50. — Anonyme, 20 fr. (dont 5 pour les détenus). — Le Breton du Jardin des Plantes, 0 fr. 50. — Ther., 0 fr. 50. — Groupe S. R. A., 1 fr. — Anonyme, 0 fr. 50. — Hén., 2 fr. — B., 1 fr. — T. L., à Brest, 1 fr. 50. — G. T., 0 fr. 60. — Menpenti, 2 fr. 15. — D., à Saint-Quentin, 1 fr. — B., à Rennes, 0 fr. 50. — Merci à tous.

P., à Grand-Croix. — R., au Caire. — C., à Neuchâtel. — D., à Armentières. — C., à Alais. — H., à Lausanne. — B., à Dison. — L., à Gourdon. — S., à Mont-sur-Marchienne. — H. J., à Namur. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 37

DIX CENTIMES

DU 5 AU 11 JANVIER 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UN ANTIMILITARISTE

Contre la guerre et la servitude militaire, contre les hontes de la caserne, nous avons une littérature déjà riche et une presse active. Chaque matin, l'insolente brutalité des tueurs de profession et leurs crimes, massacres et pillages sont dénoncés à l'indignation publique. Il n'y a pas un seul homme de pensée qui n'ait montré dans le militarisme le danger le plus clair, le plus pressant de notre époque, la bête insatiable qui se repaît de notre travail et de notre or, vide nos veines, notre cerveau et notre cœur, la bête accroupie sur le chemin du progrès pour barrer le passage à l'humanité en marche. Pas une assemblée de socialistes où l'on ne dénonce l'armée comme la gardienne servile des privilèges patronaux, la dernière ressource du capital en lutte contre le travail.

Mais qu'un homme imbu de ces idées ose un jour défier le monstre en face, que passant enfin des paroles aux actes, cet homme oppose la loi de sa conscience aux prescriptions d'un code fratricide et refuse de servir, personne ou à peu près n'y prend garde. Le nom même de ce héros reste inconnu ainsi que les circonstances de son acte.

Personne, dans la presse socialiste ou antimilitariste, n'a jamais dit un mot, que je sache, du soldat hollandais de Bruin incarcéré depuis plus de deux ans pour refus de servir.

Nous avons pourtant raconté son histoire à plusieurs reprises dans les *Temps Nouveaux*. Je l'ai dite moi-même, tout au long, dans le *Journal du Peuple*.

Afin qu'on ne puisse plus arguer d'ignorance, je vais la redire encore, complétée cette fois, hélas ! par les derniers et tristes détails qui viennent de nous parvenir.

En 1899, plusieurs cas de refus se produisirent en Hollande, au moment du tirage au sort. A Amsterdam, à Dordrecht, en d'autres villes encore, des conscrits protestèrent contre la loi du sang. Une fois sous les armes, quatre d'entre eux persistèrent dans leur refus de servir. Deux ne tardèrent pas à céder aux exhortations des officiers ou aux supplications de leur famille. Mais deux autres, Wendt, un disciple de Tolstoï, et de Bruin, un anarchiste, restèrent inébranlables dans leur résolution et furent emprisonnés l'un à Haarlem, l'autre à la Haye.

Le chrétien Wendt finit par se rendre aux instances de l'aumônier. Car celui-ci sut lui prouver à grands coups de textes bibliques que, s'il n'était pas permis d'attaquer son voisin pour le tuer, il l'était du moins de se défendre à main armée. Le jeune homme adressa alors à la reine une requête pour demander sa grâce et la faveur d'être incorporé dans les ambulanciers.

De Bruin au contraire tint bon. Condamné à un an de prison, il fut élargi au mois de mai dernier. Et quand on lui demanda s'il était décidé maintenant à accomplir son temps de service, il refusa de nouveau et fut condamné, cette fois, comme récidiviste, à un an et quatre mois de prison.

Il y a quelque temps, il écrivait à ses amis : « Ma conviction m'est plus chère que ma vie. On peut me prendre la vie, ma conviction jamais ! »

On n'a pas réussi, en effet, à lui prendre sa conviction. Mais on lui a pris sa raison et peut-être sa vie. Dans un accès de délire, le glorieux martyr de la grande cause antimilitariste a tenté de s'ouvrir une artère au moyen de sa plume. Il vient d'être transporté de la prison à l'hôpital militaire.

Quand on voit de tels actes rester à peu près inconnus dans un pays où les ennemis de la guerre et de la caserne se comptent par plusieurs centaines de mille, on ne peut s'empêcher de penser que nous savons bien mal user des forces morales dont nous disposons pour la conquête de l'avenir.

Nous taire en de pareils cas, c'est gaspiller à plaisir de l'énergie, c'est gâcher de la souffrance et de l'héroïsme. Or c'est avec tout cela que se fait le progrès. Et cela n'est pas tellement commun qu'on en puisse faire fi.

Organiser partout des réunions. Ecrire et parler sur cet acte partout où c'était possible. Le raconter, le commenter, en montrer la signification, l'utilité et la beauté. Recueillir le salut fraternel des foules socialistes et le transmettre à ce noble ouvrier de l'émancipation prolétarienne, voilà ce qu'il fallait faire.

On ne l'a pas fait. On a donc empêché cet acte de porter tous ses fruits. On a trahi l'homme qui donna sa liberté et sa vie pour une cause. Et l'on a trahi cette cause.

Pourquoi ?

N'est-ce pas à de véritables refus d'obéir, à de véritables rébellions contre la loi des massacres et des luttes fratricides entre travailleurs que doit aboutir pourtant la besogne antimilitariste qui se poursuit actuellement ? Refus partiels d'abord, à propos des actes qui choquent le plus ouvertement la conscience humaine, comme de marcher en temps de grève contre nos frères de travail, de misère et de classe. Refus total ensuite, refus de servir, refus de croupir dans une prison malsaine et laide, refus de se battre pour la défense du capital au dehors comme au dedans, dès que nous serons assez forts, assez nombreux, assez solidement organisés dans nos groupements économiques, pour pouvoir imposer notre loi au lieu de subir celle d'une classe égoïste et cruelle.

C'est ainsi que l'entendaient du moins les travailleurs réunis cet été aux Congrès national et international des syndicats et groupes corporatifs. C'est ainsi que l'entendent tous les groupes qui mettent au programme de leur discussion la question de la grève militaire et de la grève générale en temps de guerre.

Ou la propagande actuelle contre le militarisme est une simple plate-forme de politiciens, une duperie et une rengaine de phraseurs, ou elle doit aboutir bientôt à l'acte que le camarade de Bruin expie dans une prison de Hollande.

Si pour arriver à ce but nous prenons la voie détournée de l'organisation et du groupement, c'est que la révolte individuelle n'est pas à la mesure de nos petits courages. En nous soutenant les uns les autres, nous espérons faire sans danger ce que quelques hommes d'élite ont osé faire tout seuls et sans regarder derrière eux s'ils étaient suivis.

Ceux-là, du moins, ne les renions pas. Car leur héroïsme éclaire notre route et nous montre le devoir.

Charles Albert.

UN MOT PERSONNEL

Pour une fois que ça m'arrive, les lecteurs des *Temps Nouveaux* m'excuseront.

On trouvera d'autre part le petit morceau de Gohier qui amène cette discussion.

J'avais d'autant moins à chercher qui était visé, que, dans une lettre qu'il m'avait adressée quelques jours auparavant, Gohier me disait : « Vous m'accusez de gagner 300 francs par semaine, je pourrais fort bien, moi, dire que vous faites semblant d'habiter une mansarde tandis que vous avez hôtel avenue de Villiers. »

Que je vive bien, que je vive mal, n'ayant jamais posé à l'homme qui se sacrifie, jamais demandé que, en vertu de mes sacrifices, on accepte les yeux fermés les idées que j'émets, j'arrange ma vie, non pas comme je veux, ce serait prétentieux d'affirmer cela, mais du mieux que je peux, dans la limite des possibilités où peut s'exercer ma volonté. Ce que je demande, c'est que l'on discute mes idées si elles en valent la peine. Je n'ai pas à rendre compte de ma vie pas plus à Gohier qu'à qui que ce soit.

Seulement, fixé sur la bonne foi de Gohier qui, à une allégation, fausse, il l'affirme, mais qui ne contenait rien de diffamatoire, répond, lui, bel et bien par une calomnie, je demandais à Vaughan de répondre dans l'*Aurore*, et lui adressais la lettre suivante :

Mon cher Vaughan,

Puisqu'il a plu à M. Gohier de transporter dans les colonnes de l'*Aurore* une discussion commencée dans les *Temps Nouveaux*, vous accorderez bien à cette lettre l'hospitalité que je réclame de votre loyauté, afin que les lecteurs de l'*Aurore* n'entendent pas qu'une cloche.

Gohier, contredit par les anarchistes dans une de ses conférences en province, crut bon, dans un de ses articles, de traiter ces camarades d'« agents des cléricaux ».

Mais, par un de ces procédés que je croyais particulier aux nationalistes, au lieu de préciser ses accusations, de nommer ceux qu'il visait, c'était en des formules vagues, générales où, sans être positivement désigné, chacun peut prendre sa part.

Deux camarades m'envoyèrent une protestation fort courtoise que j'insérai. Gohier y répondit par une lettre qu'il m'adressa, me prenant à partie.

Comme cette lettre était pour être insérée, je la publiai en y répondant, et en me tenant sur le terrain des idées.

Gohier, dans un entrefilet de l'*Aurore* continua sa petite campagne de méchancetés et d'insinuations générales.

J'y répondis encore en me tenant de plus en plus sur le terrain des idées. Hier, autre insinuation de Gohier, où je suis bien forcé de me reconnaître, puisque, dans une seconde lettre qu'il m'avait adressée, il me disait qu'il pourrait fort bien me répondre la petite ânerie qu'il a insérée dans son article.

Si je discutais à la façon de Gohier, je pourrais répliquer qu'il n'attaque tant les jésuites que par jalousie de ne pouvoir arriver à l'être autant qu'eux.

Je préfère lui laisser ses moyens de discussion. Edifié dorénavant sur la valeur de Gohier, je me garderai bien de croire que l'on peut discuter loyalement avec lui.

Bien cordialement,

J. Grave.

Vaughan m'adressa la lettre suivante :

Mon cher Grave,

Je ne publie pas votre lettre. Elle n'aurait d'autre effet que de rendre irrémédiable une rupture déplorable à tous les points de vue.

Voulez-vous prendre un jour pour causer, Gohier et moi ? En camarades disposés à faire abnégation de leurs susceptibilités. Il n'y a déjà pas trop de braves gens à peu près d'accord pour en diminuer le nombre. Je ne parlerai de votre lettre à Gohier que lorsque j'aurai votre réponse. Je ne sais qui de vous ou de Gohier est le plus vieux ; mais je puis, hélas ! revendiquer la prérogative. Mettez-vous donc d'accord avec moi pour céder quelque chose à un ami trop irritable peut-être, mais doué, vous ne le nierez pas, d'un grand talent et d'une absolue sincérité.

E. Vaughan.

N'ayant aucune animosité contre Gohier, peu satisfait de paraître faire le jeu des nationalistes en leur aidant à attaquer un champion qui, je ne le nie pas, leur taille de bonnes croupières, je répondis à Vaughan que, devant la façon de procéder de Gohier, il m'était permis de douter de sa sincérité, mais que je ne demandais pas mieux que d'arrêter cette discussion. J'allais le soir même à l'*Aurore*, où je ne trouvais d'abord que Vaughan qui me développa le thème de sa lettre.

A la fin, s'amena Gohier qui vint vers moi tout sautillant, me tendant la main. D'après ce que m'avait dit Vaughan, je m'attendais à trouver un homme épineux, furieux contre moi, qui m'aurait demandé des explications de ce qu'il considérait comme une injure. Non, il avait l'air guilleret d'un homme enchanté d'avoir fait une bonne farce.

Il faut dire que ce n'est qu'en descendant l'escalier de l'*Aurore* que je fis toutes ces réflexions.

Enfin, nous exposâmes nos mutuels griefs, et Vaughan conclut : Mais certainement, nous sommes d'accord, il faut arrêter cela, nous profiterons d'une occasion pour nous rendre mutuellement justice. Envoyez-nous un article, nous l'insérerons ; ça ne sera pas la première fois, du reste.

Il faut dire que je suis une bonne bête, que je me laisse endormir facilement. Je croyais avoir affaire à des hommes loyaux, je croyais que Gohier aurait déclaré dans l'*Aurore* qu'il avait cédé à un moment de mauvaise humeur pour lancer une méchanceté, qu'il reconnaissait avoir été trop loin, et c'en aurait été fini là.

Mais si je me laisse endormir facilement par les bonnes paroles, une fois livré à mes réflexions, je me reprends vite. Ne trouvant aucune satisfaction dans l'*Aurore* du lendemain, j'écrivis à Vaughan la lettre que l'on trouvera plus bas, en lui disant : « Comme conclusion à notre conférence, je vous envoie le petit billet ci-joint qui facilitera les explications. »

Les explications, les voici :

QUESTION ET RÉPONSE

Notre Directeur a reçu la lettre suivante :

Mon cher Vaughan,

Dans son article de jeudi, Gohier parle « d'industriels de l'anarchie ». Voudriez-vous lui demander d'éclairer sa lanterne, et de nous dire qui il entend désigner par là ?

Bien cordialement.

J. Grave.

Notre collaborateur nous remet la réponse suivante :

Au nom de l'Eglise catholique, c'est Léon XIII qui prend la parole. Au nom de l'Anarchie, c'est Jean Grave.

Voilà fixé, pour l'Histoire, un point important.

Anarchiste respectueux de la voie hiérarchique, Jean Grave me pose une question par l'intermédiaire de mon Directeur.

De Directeur à Directeur...

— Qu'est-ce que j'entends par les industriels de l'anarchie ?

— Les mots l'indiquent. J'entends ceux qui font de l'anarchie une industrie, une lucrative industrie, et qui ont quitté le petit métier dont ils vivaient très mal, pour vivre très bien de la propagande anarchiste.

— Et *qui* est-ce que je désigne ?

— Ma phrase répondait. J'ai écrit : « Les industriels de l'anarchie sacrifient quelque chose aux apparences, et font du moins semblant d'habiter de sordides mansardes, tout en vivant très confortablement ailleurs. »

Jean Grave, qui connaît mieux que moi le personnel de sa Congrégation, peut donner les noms lui-même.

Je ne suis pas mécontent de cette petite querelle avec les Autorités anarchistes. Les gens malintentionnés m'ont quelquefois représenté comme un anarchiste. On voit bien que je n'en suis pas un, puisque j'ai contre moi les personnes qui décernent le diplôme.

(*L'Aurore*, 1er janvier.) U. G.

Pauvres naïfs que nous sommes ! Nous croyons avoir perdu toutes nos illusions ! Nous nous imaginons que ceux qui ont l'air d'être avec nous, que des gens qui se proclament des défenseurs de la justice et de la vérité peuvent avouer s'être trompés !

Nous crions contre la pourriture de la presse et nous pensons que ceux que nous voudrions estimer peuvent échapper à la gangrène !

En fait d'industrie, Gohier ayant choisi celle d'engueuleur, ne peut, sous peine de déchoir, revenir en arrière. En privé, il peut bien reconnaître son erreur, mais une fois sur les tréteaux, il est condamné à reprendre son rôle, et à faire des culbutes, à torturer les phrases, pour amuser son public. Il est condamné à l'engueulade obligatoire sinon gratuite, puisque ça lui permet de gagner ainsi sa vie.

Pauvre Gohier qui s'imagine avoir tout découvert, et n'a même pas découvert le filon qu'il exploite, puisque, là encore, il n'est que le plagiaire de M. Rochefort.

Maintenant, que M. Gohier fasse les culbutes qu'il lui plaira : lui et Vaughan m'ont donné une leçon, j'en ferai mon profit. Je tâcherai de n'être plus aussi naïf. Je leur crache mon mépris, et je passe.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Un député a imaginé un projet de loi vraiment typique. Cette loi aurait pour but de rendre incessible et insaisissable le traitement des députés. Déjà ces gens-là s'étaient déclarés inviolables ; puis, ils se sont « légalement » arrogé le droit de voyager gratis ; demain, en proclamant l'inviolabilité de leurs appointements, ils se confèreront le droit de contracter impunément autant de dettes et de faire autant de dupes qu'il leur plaira.

Avons-nous tort quand nous affirmons que tout individu devenu gouvernant se croit d'une autre caste que le commun des gouvernés ?

⁂

Philanthropes. — Ces jours derniers échouaient à Paris quatre enfants âgés de treize à quinze ans. Ces malheureux venaient à pied de Rouen, où ils avaient été placés comme apprentis dans une verrerie par le curé de leur village. Dans ce bagne, ils commençaient leur journée de travail à 4 heures du matin et ne la finissaient qu'à 6 heures du soir. Vers midi, une heure leur était accordée pour manger. Le repas qui leur était alloué consistait invariablement en une simple soupe. De loin en loin, quelques haricots, plat de luxe. Le reste de la journée, pour « combler les vides », des coups de martinet.

Les chrétiens reprochent aux juifs leur prétendue rapacité. Comme si tous les capitalistes n'étaient pas tous les mêmes vampires impitoyables ! D'autant plus impitoyables, d'ailleurs, que leurs victimes sont moins en état de se défendre.

⁂

La Justice. — La mendicité est un cas pendable, chacun sait ça. Mais que dire du délit de « complicité de mendicité » ? Auriez-vous cru qu'il pût exister un délit d'une pareille gravité ? Il paraît que oui, à la honte de l'humanité, dont nous ne soupçonnions pas toute la noirceur.

En effet, le nommé Codet ayant demandé et reçu un morceau de pain, en offrit la moitié à son camarade Théophile Gaston. Et, le croiriez-vous ? ce gredin accepta. Heureusement, il y a des juges en France. Poursuivi, il fut condamné par défaut à six mois de prison ; sur opposition, la peine fut réduite à trois mois. Car, Théophile Gaston n'ayant pas eu, comme Mercier, l'ingénieuse idée de se lancer dans le faux et l'assassinat perpétré en grand, voit « la justice » fonctionner pour lui. Il fit appel et la Cour d'appel, évidemment influencée par le pernicieux exemple du président Magnaud, l'acquitta. Mais, en attendant, Théophile Gaston avait fait onze semaines de prévention.

⁂

Heureuse initiative. — Nous avons heureusement une Ligue des Droits de l'Homme qui veille à la sauvegarde de notre liberté. Sans cela ! ..

S'étant laissé surprendre, dans l'affaire de Sipido dont elle n'a su empêcher le... rapatriement, elle a tenu à réparer son manque de vigilance, et à prendre sur l'arbitraire une revanche éclatante.

Après une laborieuse incubation, elle vient d'émettre le vœu qu'à l'avenir une loi refuse l'extradition ou le rapatriement pour faits politiques. Si après cela Sipido n'est pas content, il sera bien difficile.

Mais la mouche du coche n'eût pas mieux fait.

André Girard.

⁂

Militarisme. — Saint Nicolas-du-Port. 4e bataillon de chasseurs à pied. Le 19 décembre, au cercle militaire, les officiers fêtaient le départ de l'un d'eux pour un régiment d'Afrique. Chambard toute la nuit, chaises brisées ; les voisins se plaignent. Un officier jette de la bière sur les passants. A 2 heures du matin ils sortent, armés de pierres et de moellons, ils brisent une glace de devanture chez un épicier, lancent des pavés contre les persiennes

d'un débit de vins : le patron étant une femme veuve ils n'ont rien à craindre. Place de la République, ils renversent la baraque d'une marchande de marrons, en brisant la lampe, ils grimpent sur les becs de gaz, et les allument, tirent les cordons de sonnettes, etc. Le lendemain, entrevue du brigadier de gendarmerie et du commandant, puis silence complet ; ni peines disciplinaires, ni rien.

E. D.

∴

Meaux. 4e hussards. Des sous-officiers fêtent le départ d'un des leurs. Ils brisent des becs de gaz, arrachent le garde-fou d'une passerelle, saccagent les bordels ; sabre au clair et en ligne, avec des cris de bêtes fauves, ils chargent sur les devantures, qu'ils brisent. — Ils ont remboursé les dégâts.

Quelques jours après, d'une fenêtre du quartier, pluie de coquilles d'huîtres et de bouteilles vides, qui atteignent des passants, lesquels portent plainte.

La gaieté, chez les hommes de guerre, prend forcément des allures de destruction. Néanmoins, nous ne récriminerions pas contre la gaieté — même excessive — des hommes à galons, si l'on usait de la même tolérance envers les frasques des simples soldats et des vulgaires civils.

Brest. Des soldats d'infanterie de marine parcourent les rues en chantant, démolissant des becs de gaz et enfonçant des portes. Deux d'entre eux sont arrêtés et, sur l'ordre du procureur de la République, remis entre les mains de l'autorité maritime. Quand on démolit des becs de gaz, il n'est pas bon d'être sans galons.

Albi. Un soldat, conduit en prison par ses camarades, veut s'échapper : un d'eux lui donne un coup de baïonnette dans la jambe, et est mis à l'ordre du jour par le colonel.

Nice. Le jour de la Sainte-Barbe, à la 13e batterie alpine, le colonel vient trinquer avec les hommes. Un de ceux-ci, Lacoste, refuse, ce qui est son droit, rien dans le règlement n'obligeant à trinquer avec le colonel. Qu'est-ce que ça fait ? 30 jours de prison à Lacoste.

Poitiers. Au 20e d'artillerie, le soldat Laurendeau, blessé par une chute de cheval, fut proposé pour la réforme n° 1, avec gratification renouvelable de 300 francs. Jugeant avoir droit à une pension, Laurendeau refuse de partir. On le fait jeter hors la caserne par quatre hommes de garde menacés du conseil de guerre parce qu'ils hésitent, et l'estropié s'en va, sur son bâton, tendre la main, par les rues.

François Chambe, ancien soldat au 27e de ligne à Dijon, est devenu aveugle, à la suite d'une maladie contractée en service commandé. Réformé avec un congé n° 1, il demanda une pension ; le ministre ne lui accorda qu'une gratification de 220 francs. Chambe renouvela sa demande tous les ans, ce qui n'empêcha pas le ministre d'invoquer un jour la prescription. Chambe avait si bien raison que le Sénat, saisi par lui d'une pétition, prend son parti et déclare qu'il a incontestablement droit à une pension. Voilà près de dix ans que Chambe réclame en vain. C'est ainsi que les lois, et les ministres leurs serviteurs, nous protègent.

Une veuve a dix enfants, dont l'aîné est à la caserne. Comme aîné de veuve, aîné de plus de sept enfants et soutien de famille, il a triplement droit à ne faire qu'un an. Mais l'autorité militaire lui en fait faire trois, *parceque les pièces exigées lui ont été envoyées vingt-quatre heures en retard.*

Le gouvernement vient de demander à la Chambre un nouveau crédit de 11 millions, pour les dépenses de l'expédition de Chine. Cela fait déjà 70 millions.

Et les caisses d'objets pillés continuent d'affluer à Marseille, au nom du général Frey et des officiers du corps expéditionnaire. Les locaux de la marine étant pleins, on a dû emprunter les hangars des Messageries maritimes. On ne sait plus où mettre tout ce vol.

R. Ch.

∴

Mouvement ouvrier. — A la Bourse du Travail. — Dans un moment de mauvaise humeur, et pour se venger sur les syndicats parisiens de leur peu d'enthousiasme pour la politique nationaliste, le conseil municipal vient de réserver le chapitre relatif à la subvention accordée annuellement. Les syndicats devront faire amende honorable et solliciter humblement leur subvention. Jusqu'à présent, en effet, les syndicats parisiens n'ont pas encore su, pour la plupart, acquérir leur indépendance et, pour quelques malheureux subsides, ont cru utile d'aliéner leur liberté. Il est à souhaiter que la leçon qui leur est donnée par le conseil municipal leur serve, et qu'ils en profitent pour reprendre leur entière liberté vis-à-vis des pouvoirs publics. Si réellement les groupements ouvriers veulent être une force, ils ne doivent puiser cette force qu'en eux-mêmes et ne solliciter de subventions d'aucune sorte. Quelques budgétivores pourront les regretter ; nous les verrons, nous, disparaître avec plaisir.

Qu'ils aient donc l'énergie de profiter de l'occasion qui leur est offerte de se libérer et ils n'en lutteront que plus efficacement. Les syndicats ouvriers, il faut bien le répéter, n'ont de raison d'être pour nous qu'autant qu'ils sont une force révolutionnaire d'opposition, et pour cela toute leur indépendance leur est nécessaire.

∴

L'arsenal de nos lois vient de s'enrichir d'un nouveau joyau qui ne sera pas des moins curieux de la collection. Notre société bourgeoise est si inhumaine qu'il a fallu une loi pour obliger chaque patron de magasin « à munir chacune des salles de son établissement d'un nombre de sièges égal à celui des employées ». Depuis longtemps déjà, le public avait réclamé pour les malheureuses femmes employées dans les magasins le droit de s'asseoir. Il n'avait pas su l'exiger, et pour une chose aussi simple et aussi naturelle il a fallu mettre en branle tout l'arsenal législatif et le vote d'une loi.

Toutefois, il est plus que probable que, comme pour bien d'autres, cette loi restera lettre morte. Les sièges existeront, mais aux employées, sous peine de renvoi, on interdira de s'en servir, et, pour ne pas perdre leur pain, elles devront se plier aux exigences patronales.

La société bourgeoise est un tout qu'il faut détruire, les replâtrages ne servent à rien. Les employeurs trouvent toujours moyen de tourner les lois comme bon leur semble. Voilà pourquoi, comme par le passé et malgré la loi, des femmes resteront debout des douze et quinze heures par jour, pour le plus grand profit de quelques exploiteurs.

P. D.

Chine.

Récit d'un soldat rapatrié (*Le Réveil du Nord*, 14 décembre) :

Le 16, entrée au quartier des légations. Le 17, on nous envoie délivrer le Peï-Tchang. C'est le quartier de la mission : il est situé près du palais impérial. Il y avait là deux mille Chinois convertis, des sœurs, des maristes et des religieux, d'autres congrégations, l'évêque, M. Favier, les pères Ducoulombier, Bascope et d'autres dont je ne sais pas les noms.

Du Peï-Tchang nous sommes allés prendre le palais. Les religieux étaient venus avec nous et faisaient le coup de feu. Ils nous excitaient au massacre et au pillage.

Nous avons surtout pillé pour le compte et au profit des missionnaires.

Voici. Il faut vous dire qu'on nous avait abandonné la ville pour trois jours, avec recommandation de tuer sans merci, de piller tout ce que nous trouverions. Effectivement, le pillage a duré huit jours.

On partait en bande. Les missionnaires nous conduisaient. On entrait dans les maisons ; on faisait main basse sur tout ce qu'on trouvait.

On prenait le Chinois, propriétaire de la maison, comme domestique ; les missionnaires le chargeaient des objets pillés, et les lui faisaient porter au Peï-Tchang.

Il avait quelquefois une récompense.

— Une récompense ?

— Oui, un coup de fusil.

La mission avait demandé un corps de garde. Le général accorda une section commandée par le lieutenant Bande.

Les missionnaires nous disaient : « Eh bien ! parmi « ceux qui ne sont pas de service, quels sont ceux « qui viennent au pillage ? » Et on partait. Les missionnaires connaissaient les maisons riches ; ils nous y conduisaient.

Un jour, un Père mariste et le père Bascope nous ont conduits au Mont-de-Piété, dans le quartier de l'Ouest ; ils avaient pris des boys ; ils les ont chargés de sacs de lingots d'argent et de divers objets.

Un autre jour (on avait commencé à défendre le pillage), un Père et un médecin nous amenèrent à la maison d'un riche mandarin qu'on n'avait pas encore pillée.

Au moment où nous arrivions, un Chinois sortait de cette maison. Le Père nous dit : « C'est un Boxer. « Voyez-vous ! — Et après ? fit un camarade. — C'est « un Boxer ; tirez dessus. »

On brûlait les morts. Les missionnaires faisaient répandre par des boys de l'huile sur les cadavres. On allumait des pétards à côté et les cadavres brûlaient.

Au début, les lingots que nous prenions nous étaient achetés par M. Chameau, le restaurateur qui avait nourri les légations. Il nous les payait en monnaie anglaise.

L'argent étant venu à lui manquer, les missionnaires nous offrirent de nous les acheter, et nous les payèrent en chèques tirés sur la sœur Marcou, rue Fonderie-Vieille, à Marseille, et sur une maison religieuse de Paris, les Lazaristes, je crois, en tout cas sur une congrégation de la rue de Sèvres.

Les chèques étaient signés, en grande partie, par le père Ducoulombier.

Dans les premiers jours de septembre, il parut un ordre disant de remettre tous les chèques. Ceux qui ne les remettraient pas seraient punis comme voleurs ; les chèques seraient annulés. L'argent des chèques remis serait réparti entre tous les soldats ayant pris part au pillage.

Parmi nous, il y en avait qui avaient des chèques de diverses importances. Celui qui en avait pour le moins d'argent en avait pour plus de 1.500 francs. Un soldat en avait pour 80.000 francs.

Nous avons rendu les chèques et on nous a donné à chacun 320 francs.

— 320 francs ! Mais, à votre compte, vous étiez environ 150 à 180 soldats, ayant pour plus de 400.000 francs de chèques. Cela ne fait pas votre compte. Où est passé le reste de l'argent ?

— Je ne sais pas.

Italie.

Le mouvement anarchiste. — Il est temps de parler de notre mouvement. En vérité, je ne voulais pas le faire. Je dois dire des choses qui déplairont à ceux qui font peu d'attention à ce qu'ils voient. Mais les camarades savent bien que si je ne me trouve pas d'accord avec les journaux qui sont actuellement sur la brèche, ce n'est pas de parti pris ou par esprit de contradiction. J'ai toujours peu aimé les polémiques, mais, jadis, avant l'acte de Bresci, j'avais exposé dans le *Combattiamo* mon opinion sur la presse anarchiste italienne de ces temps-là, parce que, tout en haïssant les polémiques stériles, je n'ai jamais renoncé à mon droit de critique sur les faits concernant nos idées. Ici donc, je ne fais qu'exprimer très brièvement — car l'espace de ce journal est bien limité — mon avis tout à fait personnel sur l'allure de l'*Avvenire sociale* et de l'*Agitazione*. Quelques camarades disent que le moment n'est pas opportun. Le gouvernement — disent-ils — nous persécute avec acharnement, nous avons le devoir de nous défendre contre lui et de nous taire sur le reste. Eh bien ! cela, c'est, je crois, un raisonnement spécieux. Il n'est pas bon que tandis que le gouvernement nous saisit, nous arrête, nous poursuit, nous condamne — nous laissions passer sous silence, en augmentant la confusion, tous les petits pâtés possibles sur la conception de l'anarchie. Que le gouvernement nous persécute moins ou plus, c'est son affaire. Mais les équivoques, les malentendus que nous laissons naître et que nous ne faisons pas suivre d'éclaircissements, sont notre ouvrage, et..... croyez-vous logique et utile que nous fassions, nous-mêmes, du tort à nos principes, sous prétexte de ne nous défendre que contre le gouvernement ?

Je commence par dire que, franchement, je n'approuve pas la conduite du journal d'Ancône ni celle du journal de Messine. On m'écrit que quelques organisateurs et que Malatesta lui-même n'en sont pas complètement satisfaits. Si cela est vrai, je l'ignore, toutefois il est certain qu'en lisant le programme de l'*Internazionale* des camarades de Londres, on y remarque quelque chose qui ne sent pas l'*Agitazione*. Peut-être me trompé-je, mais le fait seulement de la prochaine publication d'un nouveau journal, dont Malatesta est un des éditeurs, est significatif, parce que ce fut Malatesta qui fonda l'*Agitazione*. Qu'est-ce donc qu'il arrive ?

Avant l'acte de Bresci, le mot *organisation* était devenu à la mode. Cette mode était prise pour de la réalité. En 1896, à Tremiti, l'individualisme de tactique était à la mode aussi. C'est pourquoi, alors, tout le monde paraissait individualiste ; c'est pourquoi, à présent, tout le monde paraît organisateur. Il suffit pour quelques-uns d'approcher des cama-

rades bien connus, pour devenir tout de suite tout ce que ces derniers désirent, et pour faire de la propagande dans ce sens. Ce mouvement n'est-il pas factice ? C'est ce que j'ai soutenu dans le *Combattiamo*. Ce que je n'aime pas, ce n'est pas l'organisation libre, spontanée, dérivant de la conscience de l'individu ; c'est, au contraire, la tendance à vouloir faire croire que nous, pour nous régénérer, devons suivre la tactique des collectivistes. Jusqu'à présent, l'organisation des anarchistes n'a rien eu de commun avec l'enrégimentation des socialistes légalitaires ; à présent, tout a changé. Les anarchistes d'Ancône et de Messine (j'entends parler, il va sans dire, de ceux qui écrivent les deux respectifs journaux), semblent avoir l'irréfrénable volonté de se mettre à la queue du légalitaire *Avanti*. En effet, ces camarades ne se différencient des adeptes de l'*Avanti* que parce qu'ils sont antiparlementaires. Mais cela ne suffit pas.

A vrai dire, je crois que s'ils se mettent ainsi à la remorque, on ne saura plus si en Italie, après l'acte de Bresci, se trouvent encore de véritables anarchistes.

J'aime à espérer que les camarades rédacteurs des dits journaux ne s'entêteront pas dans la voie par laquelle ils courent tout droit au précipice et à l'anéantissement de l'originelle tactique anarchiste.

⁂

Les procès contre nos camarades pullulent. A Gênes, on a condamné, pour association de malfaiteurs, les camarades : Cesta et Tavani à trois ans et sept mois de réclusion et à trois ans de vigilance spéciale ; Giussani à trois ans, quatre mois et vingt jours de réclusion et à trois ans de vigilance ; Di Capua, Buscione, Bartuccione, Guelfi, Gianfranceschi, Ciaccanelli à deux ans et six mois de réclusion et à deux de vigilance ; Ballino à deux ans de réclusion et à deux ans de vigilance ; Parmiani à un an de réclusion et à un an de vigilance ; Giaccone, Carletti (contumax), Bassignani à quatre mois de réclusion et à 50 francs d'amende. Parmi les défenseurs était S. Merlino.

Le tribunal d'Ancône a condamné, pour association séditieuse, les camarades : Angelozzi à quinze mois de détention et 1.500 francs d'amende ; Stecconi à quatorze mois et 700 francs. ; Marsigliani, Vedova, Bousquet, Cingolani (contumax), Sereni, Pezzotti, Chiorri, Lazzari à douze mois et 600 francs ; Alba, Daldini, Mancini à huit mois et 200 francs ; Frassinetti à six mois, vingt jours et 167 francs ; Cecili et Giambartolomei à dix-sept mois, quinze jours et 1.866 fr. ; Petrosini à quatorze mois et 700 francs.

On va forger encore, toujours pour les mêmes causes, des procès à Ravenne, à Sienne et en d'autres localités.

Toutes ces poursuites n'ont pour base que la réception de quelque journal de l'Amérique du Nord de la part des prévenus.

⁂

Une importante grève à signaler a été celle des ouvriers du port de Gênes. Le préfet avait arbitrairement dissous la Chambre du Travail. Immédiatement dix mille ouvriers se mirent en grève. Après quelques jours, ils obtenaient du gouvernement la révocation de l'ordre émané par le préfet. La Chambre du Travail a été reconstituée.

ROBERTO D'ANGIÒ.

VARIÉTÉS

(*Suite*) (1)

L'horrible faim qui rongeait leurs entrailles, jointe aux mauvais traitements, en poussèrent un grand nombre à des actes de démence inouïs. On vit deux jeunes gens, presque des enfants, les nommés Besson et Maigre, se faire volontairement crever les deux yeux pour se soustraire à leurs horribles tourments. D'autres se coupèrent des membres et se firent des mutilations inimaginables. Le délire de la faim et leurs intolérables souffrances en rendirent un grand nombre fous furieux : tels les nommés Recordier et Juzi, qui scièrent le cou à l'un de leurs camarades pour se faire guillotiner ; tels les nommés Dias et Godès, qui en étranglèrent un autre dans le même but. On vit, un jour, deux autres misérables, rendus fous furieux par la faim, se jeter, comme deux fauves, sur l'un de leurs codétenus, pour lui ravir sa ration de 300 grammes de pain ! Et, chose horrible à dire, qui fait frémir d'épouvante, pendant que l'un d'eux, d'une main crispée, étranglait la victime, l'autre, assis sur ce cadavre expirant, dévorait les 150 grammes de pain qu'il venait de voler !

N'était la crainte que leur inspiraient leurs compagnons, terrifiés par cette infâme tuerie, ils se seraient sûrement repus des chairs encore frémissantes de leur victime !

Les tourments qu'enduraient les misérables condamnés dans cet horrible lieu de répression devinrent tels qu'un jour 18 de ces malheureux résolurent de tuer l'un d'eux, tiré au sort, pour le dévorer ! Et si cet acte épouvantable ne se commit pas, ce fut uniquement parce qu'il leur fut impossible de se procurer un instrument pour dépecer et répartir les chairs de la victime.

Nous tenons ce récit de deux des auteurs de ce complot, encore vivants dans le bagne, les nommés *Georgeon* et *Castans*, qui nous ont autorisé à publier *leurs noms* : ils sont au moins 50 vivant encore.

Mais voici encore un fait, pris entre mille, qui dépasse en horreur tous ceux que nous avons rapportés, et qui prouve irréfutablement que la faim prolongée transforme inconsciemment l'homme en fauve. (*A suivre.*)

(1) Voir le numéro précédent.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education Sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arrondissement). — A 8 h. 1/2 :

Samedi 5. — M. Adrien Véber, conseiller municipal : Paris fiscal et administratif.

Lundi 7. — Cours de sténographie, par M. Chéron.

Mardi 8. — M. J. Teutsch, licencié ès lettres : La liberté de conscience. 2° Les Eglises et l'Etat.

Vendredi 11. — Cours de photographie, par M. Honoré.

⁂

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — A 8 h. 1/2 du soir :

Samedi 5 janvier. — Jean Marestan : La Conquête de soi.

Lundi 7 janvier. — Analyse des livres reçus : *La Femme* de Mme Hudry-Menos et *L'Empire du Milieu* de A. de Pouvorville.

Mercredi 9 janvier. — A. Bloch : Histoire de la philosophie.

Samedi 12 janvier. — Clovis Hugues : La Naissance des monstres sociaux, avec poésies dites par l'auteur.

On ne sera admis à l'audition des conférences que sur la présentation d'une carte d'invitation. Cette carte sera délivrée gratuitement chaque mois, à tout souscripteur d'au moins 0 fr. 50.

⁂

La Fraternelle, 14, rue de la Corderie. — Samedi 5 janvier, conférence par Libertad : Sur le trimard.

⁂

Vendredi 18 janvier, conférence organisée par le groupe d'aide aux familles des détenus, Hôtel des sociétés savantes.

Ordre du jour : *La Liberté de penser*. Orateurs inscrits, jusqu'à présent : Pressensé, Paraf-Javal, Léopold Lacour.

⁂

Un camarade pourrait-il nous procurer ou nous indiquer où nous pourrions trouver *Le Triumvirat* (Danton, Marat, Robespierre), piécette jouée jadis dans les soirées familiales ?

Groupe de solidarité internationale

ET D'AIDE AUX DÉTENUS

Nous recevons la communication suivante :

« Les adhérents de la Bibliothèque d'études sociales de Vimeu, après avoir pris connaissance des déclarations du Groupe d'aide aux détenus, qui exclut de la solidarité toute une catégorie de compagnons refusent dorénavant leur concours moral et pécunier au groupe. »

Il importe qu'il ne subsiste sur ce point aucune équivoque, aucun malentendu.

On nous reproche de restreindre notre solidarité. On nous fait remarquer que toutes les victimes de la soi-disant justice bourgeoise et du régime actuel sont intéressantes au même degré !

Nous ne le nions pas. Nous savons que tout acte poursuivi et frappé par nos lois est avant tout le résultat de l'infamie et de l'injustice sociale et que, par suite, tout condamné est, avant tout, un malheureux et un innocent. Nous ne reculons donc devant aucune solidarité avec ceux que les faiseurs de lois et marchands de justice appellent des délinquants et des criminels.

Mais aux préoccupations de cet ordre c'est la propagande socialiste sous toutes ses formes, l'action révolutionnaire dans son ensemble, qui seule peut répondre.

Quant à notre groupe, il a été constitué spécialement pour défendre les victimes des attentats contre la liberté d'opinion.

Sous peine de ne pas être atteint, ce but ne peut pas se confondre dans l'ensemble de nos autres revendications. *Le Groupe.*

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Cabet et son œuvre, par F. Bonnaud ; 1 vol., 3 fr., à la *Société libre d'édition des gens de lettres*, 22, rue Le Peletier.

Almanaque para el ano 1901, à la *Revista Blanca*, Cristobal Bordin, 1, Madrid.

Théories évolutionnistes de Lamarck et Darwin, une brochure par Metzger, Mutschellenstrasse, 35, Zurich, II.

A lire :

Les Juges intègres, par A. France ; *Figaro*, 26 décembre.

Le Réquisitoire d'un accusé, par Stéphane Lauzanne ; *Le Matin*, 31 décembre.

A voir :

Charité ! dessin de Hermann-Paul ; *Cri de Paris*, n° 205.

BOITE AUX ORDURES

Tandis que les industriels de l'anarchie sacrifient quelque chose aux apparences et font du moins semblant d'habiter de sordides mansardes, tout en vivant très confortablement ailleurs.

(*L'Aurore*, 27 déc.) U. GOHIER.

L'*Almanach du Petit Parisien*.

PETITE CORRESPONDANCE

R., à Nîmes. — Ai reçu lettre. C'est rigolo.

C., à Lyon. — Envoyez-nous votre adresse. Nous vous répondrons.

C. V., à Rome. — Voyez dans votre entourage. Le journal vous est expédié régulièrement.

Une abonnée. — Nous avons reçu, comme vous voyez, mais trop tard pour être annoncé dans le numéro de la semaine passée. — Bons ou mandats, n'importe.

C. A. — Reçu extrait de lettre. Pas assez important. La place nous manque.

Le groupe communiste fougerais prépare une brochure sur le chômage et ses causes.

Si des camarades travaillant en manufacture de chaussures pouvaient envoyer des chiffres de production, le nombre de producteurs, etc., ou des renseignements utiles, les adresser à Vermot, rue des Feuteries, 20, Fougères (I.-et-V.).

Reçu pour les détenus : G. C. V., à Autun, 2 fr. — P. M., à Nashville, 2 fr. 50. — Anonyme, à Marseille, 10 fr. — L., 3 fr. 50. — Vette, 0 fr. 50. — Libertad, 0 fr. 50. — A. D., à Fulton, 5 fr. — Un camarade d'Argenteuil, 5 fr. — Renaud, 1 fr. 50. — P. Cepp, 1 fr. — L. M., à Nice, 4 fr. — C., à Lyon, 7 fr. — Une abonnée, 5 fr. — Deux camarades fourreurs, 2 fr. — Philippe, 0 fr. 50 ; Avril, 0 fr. 50 ; Hamel, 1 fr. ; Chérot, 1 fr. ; Belz, 0 fr. 50, Berthet, 0 fr. 50 ; Alizon, 0 fr. 50 ; Blandet, 0 fr. 50 ; Hervé, 0 fr. 50. En tout, 5 fr. 50. — Total : 56 fr. — Listes précédentes : 130 fr. 45. — Total général : 186 fr. 45.

Reçu pour Prost : De la part d'une abonnée, 5 fr.

Reçu pour le journal : A. M., à Nashville, 3 fr. 50. — Anonyme, 0 fr. 60. — Ther, 0 fr. 50. — V. de V., à Mons-en-Barœuil, 4 fr. — I. K., à Bray, 2 fr. 25. — R., à Londres, 1 fr. — X., à Londres, 10 fr. — L. M., à Nice ; 2 fr. — C. A., à Ratevelle, 1 fr. — G., à Cette, 1 fr. — J. F., à Dison, 1 fr. — Merci à tous.

L., à Nancy. — A. L., à Châteaurenard. — L. F., à Galeata. — E. D. — P., à Gilly. — S., à Valréas. — F., à Avallon. — R., à St-Savournin. — T., à Fougères. — L., à Spring-Valley. — M., à Reims. — S., à Etampes. — M., à Mantoue. — L., à Carmaux. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 38 — DIX CENTIMES — DU 12 AU 18 JANVIER 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Groupe « La Liberté d'opinion ».

Vendredi 18 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, réunion publique, salle des *Sociétés savantes*, rue Serpente.
Ordre du jour : *La liberté de penser.*
Orateurs : F. de Pressensé, Paraf-Javal, Libertad.

VOIX DU BAGNE

Au moment où le gouvernement vient de voter une loi d'amnistie qui, si j'en ai bien compris le texte, s'étend aux victimes des lois scélérates, je reçois de Saint-Laurent du Maroni (Guyane) une lettre d'un de mes anciens amis et compagnons de chaîne, Régis Meunier, condamné en vertu des lois scélérates, en mai 1894, *à sept ans de travaux forcés et dix ans d'interdiction de séjour.*

Voici un passage de cette lettre :

« Le 17 août dernier, on m'a annoncé que « remise du restant de ma peine m'était faite, « mais en laissant subsister l'interdiction de « séjour 5 mois sur 84 !

« Nos amis Chéricoti et Rullière ont été graciés d'un an chacun de la peine infernale.

« Il va sans dire que nous n'avions rien sollicité. Malgré cette grâce apparente, je n'en « suis pas moins au bagne. Aussi je dois travailler dix heures par jour, sous les ardeurs « du soleil que vous connaissez, pour la somme « dérisoire de 2 fr. 75, et encore je fais des « jaloux, je suis un privilégié !

« La situation au Maroni n'est plus ce qu'elle « était de votre temps, cher ami. Des centaines « de relégués individuels et de libérés ayant « de l'interdiction de séjour sont là, travaillant, « beaucoup pour la nourriture et le logement « seulement, les autres, *forcément*, pour un « salaire dérisoire. Heureux encore qui trouve « un morceau de pain en travaillant comme « une bête !

« Des nouvelles, s'il vous plaît, mon ami, et « de la lecture ; ici, rien, absolument rien, moins de livres et de journaux « qu'aux Iles du Salut : vous savez pourtant « combien ils étaient rares... »

Régis Meunier est pris du désir bien naturel, de revenir en France, mais il lui répugne de faire des démarches en ce sens. Voici, à ce sujet, ce qu'il dit en post-scriptum :

« Je ne crois pas, du moins quant à présent, « que l'on m'enlève la résidence, et il me répugne de faire une demande à ce sujet. Vous, « mon ami, quel est votre avis, votre sentiment ? »

Au moment où Meunier m'écrit, il ignore qu'une loi d'amnistie a été votée — loi qui le libère de la peine accessoire que sa remise de peine laissait subsister. Les nouvelles n'arrivent pas tous les jours dans ce pays qui me rappelle tant de misère, et, quand l'administration les reçoit, elle n'est jamais pressée de les transmettre aux intéressés.

La loi d'amnistie touche Régis Meunier, voilà qui ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais ce que je me demande à cette heure, c'est si le gouvernement va donner des ordres à l'administration, pour son rapatriement ?

Nos amis se souviennent sans doute qu'il y a un an, à cette époque, Monod et moi fûmes l'objet d'une grâce complète. Or, voici ce qui se passa. Monod, qui, comme moi, avait fini sa peine des travaux forcés, avait été transféré à Saint-Jean du Maroni pour y subir le régime de la relégation : il n'avait changé que de catégorie, il était toujours en cours de peine. Dès que notre grâce parvint au chef-lieu du pénitencier, Monod fut avisé et dirigé sur Cayenne, pour être rapatrié par le premier courrier et aux *frais* du gouvernement.

Quant à moi, j'étais absolument dans le même cas qu'est aujourd'hui Régis Meunier. J'étais libre, mais astreint à la résidence dans la colonie pendant un nombre d'années égal à la durée de la peine que j'avais subie.

Monod était déjà en France, quand la mesure gracieuse dont j'avais été l'objet me fut signifiée par le chef de la police de Cayenne.

Je me rendis à la direction de l'administration pénitentiaire pour demander mon rapatriement. Il me fut répondu par le chef du deuxième bureau — qui, à cette époque, était le sinistre Deniel — que le département n'avait pas de budget pour le rapatriement des libérés autorisés à rentrer en France, mais que si je faisais l'avance de mon passage (420 francs), il me serait facile de me faire rembourser au ministère. Impatient de revenir, je fis des tours de force pour rassembler cette énorme somme, et m'embarquai le 3 mars à destination de France.

Dès mon arrivée à Paris, je m'informai où et comment je pourrais rentrer dans l'argent que j'avais avancé. Personne ne savait. C'était un cas particulier. Je frappai à toutes les portes du ministère, partout j'étais éconduit. La Ligue des Droits de l'homme, à laquelle je m'adressai, ne put non plus agir efficacement. On avait mis six ans à reconnaître qu'on avait eu tort de me voler ma liberté, et on me la rendait contre 420 francs.... que dans six ans on me restituera peut-être (?).

Au point de vue pénal, Régis Meunier est exactement dans le même cas que j'étais alors.

Si on lui joue le même tour qu'à moi, je doute qu'il lui soit possible de réunir l'argent nécessaire à son voyage ; malgré l'amnistie, il serait donc contraint de rester dans cet enfer social.

Parmi ceux qui ont été envoyés au bagne ou à la relégation, par les lois scélérates, Vauthier et Chevry sont morts aux îles du Salut, Monod et moi avons été l'objet d'une amnistie partielle.

Il reste encore en Guyane Meunier et Mouysset.

En Nouvelle-Calédonie, Paul Bury.

Pour ces trois camarades dont le martyre a été trop long, l'heure de la délivrance vient de sonner.

Mais veillons à ce que l'administration, par l'application de demi-mesures, ne retarde pas leur rentrée en France.

LIARD-COURTOIS.

LES FANTAISIES DE M. LÉPINE

Je voudrais bien savoir, ne serait-ce que pour connaître la conception qu'ont du droit et de la liberté individuelle les Parisiens de notre époque, l'effet que produit sur eux l'entrefilet publié chaque jour dans les faits divers, donnant le chiffre exact des arrestations opérées la veille.

Pour moi, depuis quelque temps je me crois, en lisant les feuilles du matin, revenue d'un siècle et demi en arrière, au temps du gouvernement du bon plaisir, alors qu'il suffisait d'un mot, d'un geste de ce « bon M. de Sartines », lieutenant général de la Police du Roy, pour que fussent emprisonnés tels gueux et mécréants dont sa haute personnalité prenait ombrage.

Depuis tantôt trois semaines, en effet, à peine les derniers reflets d'un pâle soleil d'hiver ont-ils disparu derrière les nuages gris, dès qu'aux devantures des magasins parées pour ces jours de fête s'allument les premières lampes électriques, toute une armée d'agents, quittant les mornes bâtisses du quai des Orfèvres, — bâtisses où, pour ces besognes louches, on les tient en réserve — sort, se répand sur les boulevards et dans les faubourgs et, sous prétexte d'assainir la rue, ramasse à grands coups de filet tout ce qui, de piteuse apparence, attire leur malveillante attention, ne peut justifier d'un domicile légal.

Il y a de tout dans ces rafles : des ouvriers sans travail et des maraudeurs; de pauvres hères vivant au jour le jour de métiers problématiques et des souteneurs; des noctambules attardés et des cambrioleurs; des pochards et des filles. Il s'y trouve même parfois des gens qu'une occupation nocturne retient hors de chez eux, des honnêtes femmes dont l'extérieur miséreux a paru à la gent policière un crime suffisant pour motiver leur arrestation.

Parce que, depuis quelque temps, comme chaque année à cette même date, la sécurité des rues pendant la nuit semblait ne pas être absolue; parce que, dans un chemin en contre-bas, le corps d'un jeune homme coupé en morceaux a été retrouvé, on a cru, à la préfecture de police, pouvoir, sans soulever de protestation, faire chaque nuit de véritables battues d'hommes; arrêter des gens sans raison, sur la foi seulement de leur mauvaise mine.

Certes, je ne suis pas assez naïve pour croire que tous les individus arrêtés depuis quinze jours, quatorze mille environ, soient des personnages intéressants. Non, je suis sûre au contraire que bon nombre d'entre eux ne valent guère. Cependant ce n'est pas *là* une raison pour violer, comme on le fait depuis deux semaines, *la liberté* individuelle de gens déjà mis hors de la société par la misère.

On nous dit, pour excuser ces rafles, qu'après chaque coup de filet; le menu *fretin* relâché, les innocents rejetés à la rue sans compensation aucune, il *se trouve toujours* quelques criminels de bonne prise, dont ces mesures arbitraires ont favorisé l'arrestation. Cela est peut-être vrai, mais cela n'empêche pas que ces mesures *soient moins* indignes d'une nation civilisée.

Je me demande même quels cris pousseraient bon *nombre* de ceux *qui*, sans approuver complètement ces « battues », y voient pourtant une déplorable nécessité, si, au lieu de sévir au détriment de pauvres diables, les agents opéraient à la porte des grands bars, des restaurants à la mode ou de certains cercles, dont la clientèle fournirait cependant, en y regardant de près, un nombre égal de souteneurs et d'aigrefins. On peut être sûr qu'alors il n'y aurait le lendemain qu'une voix pour s'élever contre de tels procédés.

Mais voilà, il ne s'agit ici que de miséreux, de pauvres hères sans importance, et seuls quelques journaux républicains protestent.

Si ces choses-là avaient lieu à Londres ou à Berlin et non pas à Paris, il est de toute évidence que, dans ces capitales de monarchie, il se trouverait quelqu'un pour rappeler le chef de la police à la raison.

Chez nous, hélas! ainsi que le disait dernièrement avec beaucoup de justesse un de nos confrères, le public « accoutumé à laisser traiter en bétail les prostituées à consentir à l'application contre un sexe — et contre lui seul — d'un régime d'exception qui ne repose pas sur la loi, habitué à tolérer sous un prétexte de salubrité et de morale publique les effroyables abus du service des mœurs », le public ne réagit plus.

Depuis des années, nous dénonçons ici l'attitude de la police à l'égard des filles, l'illégalité de ses arrestations, l'arbitraire de ses jugements. Jusqu'ici, peu se sont émus, il ne s'agissait que de misérables femmes, c'est-à-dire de créatures sans importance ni valeur politique. Nous voulons espérer que les dernières « battues » de M. Lépine auront au moins l'avantage d'attirer l'attention des esprits impartiaux sur la question de la réglementation et des monstrueux abus qui en découlent.

D'ailleurs, ce qui se passe actuellement au Dépôt à l'égard des prostituées est vraiment écœurant. Sous prétexte qu'elles aussi, probablement, ont dû aider au dépeçage du « jeune homme coupé en morceaux », on se montre depuis deux semaines d'une brutalité révoltante à leur égard.

Chaque jour, c'est par troupeaux qu'elles arrivent quai de l'Horloge. En quelques heures, jusqu'à cent cinquante filles sont arrêtées, jugées, condamnées et emprisonnées, sans le moindre souci de la légalité ni de la justice.

Comme cependant la puissance de M. Lépine ne va pas jusqu'à pouvoir élargir les portes de Saint-Lazare, il faut bien, après un ou deux jours, relâcher celles qui ont été arrêtées pour faire place à d'autres, — et ainsi de suite, — ce qui fait que tout cet odieux manège n'aboutit qu'à ceci : un chassé-croisé honteux, agrémenté de cris et de bagarres, entre les pensionnaires de Saint-Lazare et les péripatéticiennes du trottoir.

Quand donc le public comprendra-t-il qu'en permettant ainsi de violer le droit imprescriptible des plus misérables, il perd celui de réclamer ailleurs? Par son indifférence égoïste, il a laissé des mœurs abominables — je parle de celles de la police — s'acclimater chez nous. Qu'il prenne garde, le moment n'est peut-être pas éloigné où sa lâcheté se retournera contre lui.

SAVIOZ.

(*Le Siècle*, 4 janvier.)

VIENNENT DE PARAITRE :

Le Dernier gîte du Trimardeur, lithographie de Daumont, franco 1 fr. 40.

La Débâcle, dessin de Valloton, gravé par Berger, franco 1 fr. 40.

GROUPE " LA LIBERTÉ D'OPINION "

A tous.

Selon le désir de quelques-uns de nos adhérents, nous croyons utile de revenir sur notre premier manifeste, un peu sommaire, et d'expliquer à nouveau, avec plus de détails et de précision, ce que nous voulons faire.

Nous voulons défendre la liberté de penser.

Personne ne contestera le principe même sur lequel repose notre ligue.

La liberté de penser et d'exprimer notre pensée nous sert à conquérir toutes les autres libertés. Il est donc indispensable que chaque individu puisse professer telles opinions qu'il lui plait et les propager autour de lui, sans qu'il lui advienne, de ce fait, le moindre dommage.

Il faut, par suite, que tout homme opprimé pour ses idées ose, puisse se défendre et, pour cela, il faut lui venir en aide.

Or les attentats qui, à notre époque dite de liberté, se commettent encore contre le droit d'opinion sont plus nombreux et plus variés qu'on ne le pense généralement.

Après tout ce qui a été dit déjà contre les lois scélérates, nous n'avons pas à les analyser longuement ici. Elles font, on le sait, d'une opinion sociologique un véritable délit, puisque, étant donnés deux actes identiques, elles punissent d'une peine beaucoup plus forte et traduisent devant une juridiction spéciale celui des deux actes qui est *commis dans un but de propagande anarchiste*. Et ce délit, elles le recherchent et le poursuivent non seulement dans les écrits et discours publics, mais dans une conversation, une correspondance, jusque dans les actes de la vie la plus intime, comme le fait de donner l'hospitalité à un ami. D'une façon générale et selon les termes mêmes d'un juriste, elles abrogent les garanties conférées à la presse en permettant l'arrestation préventive. Elles défèrent des délits d'opinion à la justice correctionnelle. Elles déclarent complices et associés d'un acte des individus qui n'y sont pas directement et matériellement mêlés. Elles punissent des travaux forcés une amitié ou une confidence et de la relégation un article de journal.

Tel est le régime LÉGAL sous lequel vivent aujourd'hui un certain nombre d'hommes coupables de professer en matière philosophique et sociale des idées différentes de celles du plus grand nombre. On sait que ce régime a fait déjà de nombreuses victimes. Il peut chaque jour en faire de nouvelles.

A plusieurs reprises, il est vrai, on a tenté de l'abolir et le jour n'est pas loin, peut-être, où ce monument de férocité et de peur disparaîtra du Code. Mais il ne faut pas oublier que nous n'en serons guère plus en sûreté. La façon dont fut votée cette actuelle loi des suspects nous indique assez que, celle-ci abrogée, il ne faudrait pas longtemps pour nous en fabriquer une autre si les digestions bourgeoises étaient de nouveau en péril. L'important, c'est donc qu'un certain nombre d'individus, solidement groupés, restent, quoi qu'il arrive, résolument déterminés à résister de toutes leurs forces à toute tentative de bâillonner la pensée humaine.

A côté des lois, d'ailleurs, il y a, non moins scélérates, les mesures administratives. Elles constituent, dans certains cas, de véritables et d'intolérables persécutions. Il y a des listes de suspects. Tout individu qui y figure est livré, sans défense et sans recours, au bon plaisir des gens de police. On connaît le procédé employé alors. Surveillance minutieuse et ouverte, visites quotidiennes au domicile du surveillé, démarches répétées auprès des patrons ou des parents, afin de les effrayer et de les circonvenir. Bref, tout un *ensemble* savamment combiné de tracasseries et de vexations qui, outre le dommage moral, entraînent trop souvent un dommage matériel, expulsion du domicile ou perte du travail. Jadis on exilait les hérétiques, on confisquait leurs biens et on leur enlevait leurs enfants, on les excluait de certaines professions et de certaines villes. Aujourd'hui on les affame. *On* s'arrange pour qu'ils ne trouvent nulle part ni pain, ni abri. Il y a, pour cela, un service de police spécial avec un *budget spécial*. Ce nouveau moyen de réduire les mal pensants, pour *faire moins de bruit et de scandale, n'en est* pas moins efficace ni cruel. A l'homme pourchassé de la sorte il ne reste qu'à s'expatrier.

Ce qui n'est pas toujours une solution. Car il y a les mesures internationales, les expulsions d'étrangers, les extraditions. Ce n'est pas dans un seul pays, c'est dans l'Europe entière que certains individus sont traqués pour leurs idées.

Mais nous ne pouvons pas énumérer ici toutes les atteintes à la liberté d'opinion. Certaines sont difficiles à préciser, quoique très réelles. Il y a, par exemple, le procédé assez souvent employé, contre des anarchistes notamment, et qui consiste à charger davantage et à faire condamner à une peine plus forte un prévenu de droit commun en raison de ses convictions politiques.

Nous tâcherons de découvrir tous les attentats de cet ordre, sous quelque forme qu'ils se produisent, qu'ils émanent du pouvoir politique, gouvernements, administrations, ou du pouvoir économique, patrons et autres particuliers.

Car nous voulons y résister.

A cet effet, nous emploierons plusieurs moyens.

Par la voie de la presse, par des placards et des brochures, par des meetings nous dénoncerons ces faits d'oppression et d'arbitraire, ces attentats de l'autorité, ces violations des droits les plus élémentaires. Bref, nous ferons de notre mieux pour soutenir, à chaque fois, l'opinion publique

D'autre part, moralement et matériellement nous viendrons en aide aux victimes de ces attentats, notamment aux détenus et à leurs familles, aux réfugiés, à tous ceux qui, pour raison d'opinion, sont forcés de s'expatrier, à tous ceux qui, d'une façon ou de l'autre, sont opprimés pour leurs idées, — quelles que soient leurs idées.

Nous n'oublierons pas non plus, il va sans dire, ceux que les persécutions poussent à des actes de violence sauvagement réprimés ensuite par ceux-là même qui les provoquent.

Telle est l'œuvre pour laquelle nous demandons encore une fois leur concours à tous les vrais amis de la liberté.

Une souscription permanente est ouverte.

Les adhésions et souscriptions sont reçues par le camarade Charles Albert, au bureau des *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

ILLOGISME. — Les anticléricaux n'ont, chaque année, jamais assez d'insultes pour les ministères de toute couleur qui, invariablement, s'opposent à la suppression du budget des cultes et prétendent que l'heure n'est pas venue de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Les anticléricaux ont raison évidemment de houspiller comme ils le méritent ces pitres odieux qui n'ont rien de plus pressé, en arrivant au pouvoir, que de renier les promesses qui les y ont fait parvenir. Mais où ils nous paraissent manquer de logique, c'est lorsque, réclamant d'une part la séparation immédiate de l'Eglise et de l'Etat, d'autre part ils se dépensent en efforts pour placer l'Eglise sous la férule de l'Etat, en réclamant l'application rigoureuse du Concordat.

Il n'y a qu'un moyen de mettre fin aux intrigues de la cléricaille : lui supprimer l'argent avec lequel on nous oblige à l'entretenir, et faire cesser la situation exceptionnelle qui lui est faite grâce au Concordat. Quand le prêtre ne sera plus un personnage à part, dignitaire officiel, quand il sera devenu un citoyen, vendant ses drogues spirituelles comme le charlatan vend son orviétan sur la place publique, le parti clérical sera bien peu de chose.

Nous disons, nous : Plus de Concordat, plus de budget, plus d'églises ni de temples. Plus de protection ni de situation de faveur accordées à la religion. Laissez-la avec ses propres forces face à face avec la science. Celle-ci n'en aura bientôt fait qu'une bouchée.

⁂

Réaction. — Ils vont bien nos conseillers municipaux nationalistes. Tout en se défendant d'attaches monarchistes et cléricales, ils font une guerre acharnée à tout ce que les précédents conseils avaient — bien timidement — fondé de républicain et de laïque. Ils ont retiré aux syndicats ouvriers de la Bourse du Travail les subventions qui leur étaient jusqu'alors allouées. Ils ont de même supprimé ou réduit celles qui étaient accordées aux œuvres d'enseignement laïque post-scolaire et aux écoles d'infirmiers.

Quand leurs prédécesseurs supprimaient le budget de la préfecture de police, le gouvernement intervenait en rétablissant ce budget d'office. Parions qu'il n'en fera pas de même à l'égard des subventions aux syndicats ouvriers.

André Girard.

⁂

Militarisme. — Joinic, cavalier au 21ᵉ chasseurs à Limoges, s'est pendu. Quelques jours auparavant, il avait écrit à son ancien chef de service (il était employé des postes) une lettre dans laquelle il racontait toutes les misères qu'il avait subies au régiment. Ce qui n'empêche pas qu' « on ignore la cause, etc... »

Il y a quatre ans, un rapport du service de santé signalait dans la caserne du 85ᵉ de ligne, à Cosne, des dangers de fièvre typhoïde causés par des infiltrations d'eaux ménagères dans la canalisation de l'eau potable, et indiquait les mesures à prendre pour y remédier. Pendant quatre ans, on n'a rien fait. Dernièrement, le général commandant le 8ᵉ corps a demandé enfin au ministre un crédit pour la réfection de l'égout. Trop tard. La fièvre typhoïde s'est déclarée : l'hôpital est encombré de malades, quatre soldats sont morts et trois sont mourants.

Le 10 juillet, le colonel du 136ᵉ de ligne prépara à la revue du 14 son régiment, comprenant bon nombre de réservistes, non entraînés. Depuis 4 heures du matin, ils manœuvrèrent, puis attendirent une heure et demie l'ordre du défilé, sac au dos, sous une chaleur tropicale. Quinze malades, trois portés d'urgence à l'hôpital, un mort et un autre devenu fou.

Un sergent-major du 7ᵉ de ligne, à Cahors, entre le soir dans un café-concert, puis, sans qu'on l'eût provoqué, tire son sabre et frappe ses voisins : à l'un d'eux il coupe le nez. Les consommateurs se défendent à coups de chaises, un second sergent-major vient à la rescousse du premier et frappe à coups de fourreau de sabre. Le bon escrimeur est d'ailleurs arrêté et conduit aux locaux disciplinaires. Enquête ouverte.....

Le commandant Cuignet était déféré à un conseil d'enquête 1° pour avoir écrit au président du conseil sans prendre la voie hiérarchique, 2° pour avoir laissé communiquer sa lettre à la presse, 3° pour refus d'obéissance au ministre de la guerre, son supérieur. Les officiers qui le jugeaient n'ont pas vu là de fautes graves contre la discipline, et l'ont acquitté haut la main. Il est possible que M. Cuignet ait eu raison de faire ce qu'il a fait, et ses juges raison de l'acquitter. En tout cas, ce n'est jamais nous qui nous indignerons d'un refus d'obéissance et d'un manquement à la discipline; nous aimerions seulement savoir si, lorsqu'un soldat manque à la discipline ou refuse d'obéir, on l'acquitte?

Un colonel, propriétaire de vignobles, vendit à des négociants sa récolte de raisin sur souches. Or, au cours des opérations de pressurage et de mesurage, l'agent des négociants s'aperçut « qu'un récipient plein d'eau s'écoulait entre un double plancher et venait se mêler au jus du pressoir ». Il fit constater le fait par les personnes présentes, et porta plainte. Il y eut d'abord non-lieu, comme il sied. Puis la cour d'appel, saisie par le plaignant, condamna le colonel à rembourser 30.000 francs. Quant aux sanctions pénales, conséquences de cette fraude, il n'en fut pas question. Vous ne voudriez pas qu'on appliquât la loi à un colonel.

Gay de Taradel, général commandant d'armes de la place de Perpignan, préside aux réceptions du jour de l'An. Aux membres de l'Association polytechnique, il dit :

« Je vous remercie, Messieurs, de votre visite; mais je crois devoir vous dire que je désapprouve complètement qu'on ait autorisé les militaires à suivre vos cours. Qu'il y ait dans l'armée des illettrés, il nous importe peu. Vous n'avez qu'à faire respecter vos lois sur l'enseignement. « Mais tant « qu'ils sont sous les drapeaux, les hommes nous ap- « partiennent et ils n'ont qu'une chose à apprendre, « à se faire tuer. »

Il est de fait que, pour apprendre à se laisser tuer, on n'a pas besoin d'être un grand savant. Et même, plus on est bête, mieux cela vaut.

⁂

Loi d'amnistie. — A plusieurs reprises, nous avons entretenu nos lecteurs de notre camarade Broutchoux. Dans le n° 35 notamment, nous racontions son procès devant le tribunal de Chalon-sur-Saône, procès qui se termina par la condamnation de Broutchoux et Barry à quatre mois de prison, de Panay et Barbier à deux mois, de Mme Beurjot à huit jours (pour avoir dit que les gendarmes n'arrêtent pas les assassins).

L'amnistie étant votée, nous croyions naïvement qu'on l'appliquerait aux délits de presse et faits de grève, comme on l'applique aux généraux faussaires. Pas du tout. Dans l'*Aurore* du 4 janvier, U. G. nous apprend que « des influences locales ont obtenu que Broutchoux fût exclu de l'amnistie ». Naturellement, puisqu'il n'est pas général et qu'il n'a jamais commis de faux.

Broutchoux est en appel à Dijon. Si les conseillers confirment la condamnation, ils envoient Broutchoux à Biribi, c'est-à-dire à la torture et à la mort. S'ils cassent l'arrêt des juges, ils rendent Broutchoux à la caserne où, ses opinions étant connues, la vie ne lui sera guère plus douce qu'à Biribi. Voilà dans quelle alternative se trouve notre camarade, pour n'avoir pas faussé de documents dans un bureau d'état-major.

R. Ch.

⁂

Feuquières. — Le réveil libertaire s'accentue dans le Vimeu; dimanche dernier, le camarade Morel, d'Amiens, a donné avec succès une conférence à Escarbotin sur : « Ce que veulent les libertaires. »

Malgré les persécutions et les mouchards, l'idée anarchiste n'est pas morte en province et les théories émises par Morel ont été très applaudies.

En somme, très bonne journée pour la propagande.

A l'issue de la conférence, une collecte a été faite pour les grévistes de Calais.

⁂

Mouvement ouvrier. — A la Bourse du Travail. L'Union des syndicats de la Seine, devant la note du conseil municipal qui lui retire le droit de disposer de la subvention accordée aux syndicats, avait provoqué, ces jours derniers, une réunion à la Bourse du Travail. Malheureusement, au lieu de « prendre le taureau par les cornes », comme l'a si justement dit l'un des orateurs, et d'avoir l'énergie de ne pas s'abaisser à solliciter qui et quoi que ce fût, à faire que les syndicats, aujourd'hui assez puissants, s'efforcent de vivre par leurs propres ressources, plusieurs délégués sont venus proposer des petites combinaisons guère plus dignes que l'abaissement complet. Briat, qui apportait la parole officieuse, sinon officielle, proposa même « de faire rétablir le crédit « *légalement* » (!!) en chargeant la commission administrative de la Bourse de faire le « nécessaire ». C'était inviter le préfet à faire rétablir la subvention par le gouvernement et créer un précédent fâcheux pour l'avenir.

Beaucoup virent le piège et s'y refusèrent, démontrant avec raison que, sous prétexte de défendre une liberté, il était étrange que l'on vînt proposer d'en restreindre une autre. La plupart des délégués de syndicats furent de cet avis, et, comme sanction, il fut décidé « d'engager les syndicats à se refuser de faire une demande individuelle qui aurait pour effet d'enlever à la Bourse son autonomie complète ».

Discussions futiles que tout cela et que les syndicats pourraient s'éviter s'ils prenaient la ferme résolution de vivre de leurs propres ressources, ce qui serait plus digne et leur assurerait du même coup une complète indépendance. C'est là que tôt ou tard les syndicats doivent arriver. Qu'ils aient l'énergie de le faire et ils n'en acquerront que plus de force.

Sous le fallacieux prétexte de lutter contre la politique nationaliste, on a tendance à la Bourse du Travail à trop faciliter la politique millerandiste : quoi de surprenant à ce que la bande qui siège à l'Hôtel de Ville s'en trouve offusquée? Pas de démarches à l'Hôtel de Ville c'est bien mais pourquoi tant d'entrevues au ministère du commerce? C'est ce qu'il faudrait demander à la prochaine réunion qui doit avoir lieu ces jours-ci.

⁂

Loi ouvrière. — Le comité de propagande de la grève générale vient d'adresser à tous les syndicats une très intéressante circulaire pour les mettre en garde contre l'une des dernières trouvailles du ministre socialiste Millerand tendant à rendre l'arbitrage obligatoire en cas de grève. La place nous manque malheureusement pour la reproduire en entier; en voici quelques passages importants qui montrent bien que les travailleurs, s'ils subissent les « réformes » socialistes, n'en sont pas moins dupes pour cela.

« Cette loi consiste en la réglementation, par un parlementarisme bâtard, des conflits surgissant entre le capital et le travail.

« Les grèves seront soumises à la décision des intéressés et ne pourront avoir lieu que si la majorité des ouvriers y consent. »

Après avoir fait une critique très serrée de la loi qui est qualifiée, elle aussi, de « scélérate », la circulaire se termine par un appel énergique à la classe ouvrière qui se termine ainsi :

« Elle est en outre une arme de défense de la bourgeoisie envers la grève générale, qui reste, pour les maîtres et les puissants, l'énigme, l'inconnu qui les effraye et les apeure.

« Eh bien! travailleurs, il est temps de réagir. On compte sur votre torpeur et votre inertie pour vous mater. Il n'en sera rien. Nous faisons appel à tous, pour montrer à nos gouvernants et à certains pontifes socialistes, que nous sommes las d'être les éternelles dupes. On veut briser notre action révolutionnaire de la grève générale, en vous contraignant à subir le joug d'une majorité d'avachis, transportant ainsi les influences néfastes du parlementarisme à l'atelier. »

J'aurai, je l'espère, l'occasion de revenir prochainement sur cette tentative de domestication de la classe ouvrière, mais il est d'ores et déjà acquis que les travailleurs n'ont pas l'intention de se laisser faire. Millerand ne tient pas encore sa loi.

⁂

Les grèves. — A Maromme, les ouvrières du tissage Gibert se sont mises en grève, refusant d'accepter un nouveau règlement qui les astreint à payer 2 fr. 50 d'amende pour chaque jour d'absence. Que serait-ce si l'on n'était pas en République, si le mot liberté ne s'étalait pas un peu partout, et si nous n'avions pas de ministre socialiste?

Les ouvriers de Saint-Eloy-les-Mines, en grève depuis près de deux mois, adressent à tous les syndicats ouvriers l'appel suivant :

« Camarades, les ouvriers mineurs de Saint-Eloy, malmenés et gagnant un salaire dérisoire, se sont levés en masse au nombre de 2.000 pour réclamer aux compagnies des conditions de travail plus humaines. Ces dernières, malgré la hausse excessive des charbons, ont répondu aux esclaves de la mine par une fin de non-recevoir.

« Il ne nous reste donc plus qu'une suprême ressource : c'est celle de la solidarité de nos camarades de misère. Venez-nous en aide, frères de chaînes! »

⁂

A Calais. — Là aussi la grève dure depuis tantôt deux mois, et rien ne fait prévoir quand cela prendra fin. Si l'on songe que la cause initiale de cette grève est l'application d'une des « bonnes lois » de Millerand, l'on conviendra facilement que les « réformes sociales » coûtent cher aux tullistes de Calais. Soyez sans crainte, l'auteur de la loi n'est privé de rien et cela ne l'empêche pas de banqueter. Les tullistes crèvent de faim, mais Jaurès est heureux. « La citadelle bourgeoise est attaquée », pontifie-t-il.

Paul Delesalle.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education Sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arr.), à 8 h. 1/2 :

Samedi 12. — Soirée musicale et littéraire.

Lundi 14. — *Cours de sténographie*, par M. Chéron.

Mardi 15. — *Séance* musicale organisée par M. Wuillaume.

Jeudi 17. — M. Worms, agrégé des Facultés de Droit : La Constitution française; 2e Pouvoir exécutif.

Vendredi 18. — Cours de photographie, par M. Honoré.

Samedi 19. — M. Rouanet, député : Du rôle de l'argent dans la société antique, le moyen âge et les temps modernes (2e causerie).

∴

Groupe Communiste Libertaire du XIVe. — Réunion ce soir, à 8 h. 1/2, salle Leborgne, 36, rue Vandamme : Causerie sur l'évolution sociale.

∴

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 12 janvier, soirée musicale et littéraire. Récitation. Chants. *Les Charbonniers*, opérette en un acte, jouée et chantée.

Lundi 14 janvier. — Gervais Courtellemont : La Mecque et le monde musulman (avec projections).

Mercredi 16 janvier. — A. Keufer, secrétaire de la Fédération du Livre : La Philosophie positiviste et la question ouvrière.

∴

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), à 8 h. 1/4 du soir :

Samedi 12 janvier. — Clovis Hugues : La naissance des monstres sociaux, avec poésies dites par l'auteur.

Lundi 14 janvier. — P. Delesalle : Les congrès ouvriers.

Mercredi 16 janvier. — Paul Blain, ex-missionnaire : Méthode pratique de régénération sociale (1re causerie).

Samedi 19 janvier. — Paraf-Javal : La couleur (avec expériences).

Mardi 15 et jeudi 16, le salon de lecture sur place sera ouvert de 8 h. 1/4 à 10 heures.

∴

L'*Idée Libre* réinstalle sa bibliothèque. Prochainement, réouverture. Pour recevoir des invitations, s'adresser au camarade Spirus-Gay, 20, rue Pierre Nys.

∴

Solidarité des Trimardeurs (Bibliothèque du XVe). — Réunion publique samedi 12 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, 3. Conférence par un camarade de province.

∴

QUATRE-CHEMINS, PANTIN, AUBERVILLIERS. — Dimanche, de 2 heures à 6 heures du soir, conférence et chansons au local de la Bibliothèque ouvrière, 107, rue du Vivier, à Aubervilliers. Prêt de livres.

∴

TOURS. — Les camarades libertaires viennent de prendre l'initiative de fonder un groupement. Rendez-vous tous les samedis au local convenu.

Pour les communications, s'adresser au camarade Georges Girard, rue Lamartine, 48.

∴

BÉZIERS. — Comme nous l'avons annoncé dans un précédent numéro, le Congrès libertaire régional a eu lieu à Béziers, organisé par le groupe des Penseurs libres.

Environ cinquante camarades des pays régionaux avaient répondu à l'appel des organisateurs. Les principales questions qui étaient à l'ordre du jour : Les anarchistes et les syndicats; le Projet d'entente entre les groupes révolutionnaires de France et de l'étranger, ont fait naître de vives discussions, et finalement tous les camarades présents se sont trouvés d'accord pour que les anarchistes fassent de la propagande syndicale; également les camarades se déclarèrent partisans du projet proposé par le groupe des E. S. R. I. de Paris, en ce qui concerne le bureau de correspondance international.

Nous ne pouvons pas analyser toutes les questions qui ont été discutées à ce congrès, mais nous pouvons affirmer que cela a produit un excellent effet, et que la propagande en profitera largement.

La soirée familiale qui devait être donnée au profit du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux*, et à laquelle on devait jouer *Mais quelqu'un troubla la fête*, a été remise à une date ultérieure.

∴

SAINT-ÉTIENNE. — Tous les camarades sont priés de se rendre au café Argand, salle du 1er étage, dimanche 13 courant, à 11 heures du matin.

Objet : Proposition de l'organisation d'une réunion des camarades de la région.

∴

CANAULES (Gard). — Dimanche 13 janvier, à 2 h. 1/2 du soir, salle Rey, conférence publique et contradictoire par Léo Sivasty. Sujet traité : L'anarchie, ses moyens, son idéal.

∴

EPINAL. — Le 15 janvier, conférence par Loquier sur les *Causes du mal social*, salle Franoux, à Chantrain.

Les camarades d'Epinal viennent de faire paraître le premier numéro de leur feuille autographiée *La Vrille*. Ecrire à Loquier, 9, rue Auber, Epinal, pour la recevoir.

∴

LYON. — Dans sa dernière réunion, le groupe *Germinal* a décidé de louer un local. La cotisation a été fixée à 50 centimes par mois; les camarades qui voudraient y participer pourront venir au groupe samedi soir, à 8 heures, rue Paul Bert, 26, café de l'Isère.

Le 20 janvier aura lieu au même endroit une soirée familiale privée au bénéfice de la propagande.

Il a été reçu samedi 29 décembre 4 fr. 90 pour la location du local.

∴

BORDEAUX. — Prière aux camarades de Bordeaux de se réunir samedi soir, à 9 heures, au local habituel du groupe, pour s'entendre sur une soirée familiale. Les camarades détenteurs de livres sont priés de les rapporter pour cause d'inventaire et de réorganisation.

∴

MARSEILLE. — Dimanche 13 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, dans la salle de l'Eden-Concert de la Capelette, grande soirée familiale organisée par le Groupe libertaire de Menpenti, au profit des victimes de la réaction italienne. Concert suivi d'une causerie faite par un camarade du groupe. Poésies, chants révolutionnaires.

Camarades, cette soirée étant une œuvre de solidarité internationale, nous comptons sur la présence des hommes de cœur imbus de liberté et de fraternité universelle.

Prix d'entrée : 30 centimes.

∴

BRUXELLES. — Cercle libertaire *L'Union bruxelloise*. Réunion tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, rue des Chartreux, 17.

Samedi 12 courant, discussion d'un rapport au Congrès de Paris.

Tous les dimanches, au même local, à 4 heures précises, conférence contradictoire sur la Théosophie et le positivisme.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Anarchie, sa philosophie, son idéal, de Kropotkine (traduction russe); en vente chez E. Held, 40, rue de Carouge, Genève.

Auguste Rodin, l'œuvre et ses aventures, par L. Riotor; 1 fr. (la même, en anglais, en allemand et en espagnol).

I congressi socialisti internazionali, 5 cents; — *A proposito d'un regicido*, par Pedro Estève, prix 5 cents, deux brochures de la *Biblioteca della Questione Sociale*, Paterson.

A sociedade futura (traduction portugaise), de J. Grave, fascicule 5, chez A. E. Dias da Silva, pateo do Martel, porta 2, Lisbonne.

L'Ecole et l'Eglise, par Un universitaire ; broch., 0 fr. 10, *Bibliothèque ouvrière*, 12, rue du Commandeur.

PETITE CORRESPONDANCE

Groupe ouvrier, à Londres. — Impossible d'utiliser vos timbres.

Bibliothèque du XVe. — *Germinal*, Lyon. Convocations arrivées trop tard. Mardi matin au plus tard.

Libertaire et Goldmann. — Libiez, Spring-Valley, demande si vous avez reçu mandat ?

B., à Pramanson. — Reçu mandat et lithos. Celles-ci valent toujours leur prix. J'inscris 6 fr. 25 pour le journal.

J. R. et W. D. — Reçu articles. Passeront le plus vite possible.

St., à Constanta. — *Freedom*, 127, Ossulston street, Londres, N. W. — Vous devez 0 fr. 50 de brochures.

G., à St-Marcellin. — Ça va bien.

Le camarade Loquier, d'Epinal, demande à Roman, de Namur, pourquoi il n'a pas reçu les brochures?

J. B. — Bientôt.

R., à Apt. — Le *P. P.* ne paraît plus.

Groupe du Vimeu. — Le groupe ne se réunissant qu'après l'impression du numéro, il vous sera répondu dans le prochain.

R., à Lausanne. — Oui, ça fait 30.

L. P., à Puteaux. — Oui.

Camarades M. et P., à Paris. — *M., à Lyon.* — Reçu vos lettres. Merci. Mais le monsieur ne vaut pas qu'on s'en occupe plus longtemps.

Le camarade qui envoie les *Temps Nouveaux* à Crogny-Chalivay-Milon est averti qu'il nous revient avec la mention « refusé ».

Quel est le camarade qui nous a demandé l'*Ecrasement ?*

Reçu pour les familles des détenus : M., à Saint-Nazaire, 0 fr. 50; Sus à l'autorité, 0 fr. 50; Un révolté, 0 fr. 50; Un anarchiste, 0 fr. 50. Ensemble : 2 fr. — L., à Joigny, 0 fr. 85. — G. M., à Montréal, 5 fr. — G., à La Palisse, 1 fr. — B., à Berne, 3 fr. — Par P. : Michaux, 0 fr. 25; L. Mangin, 0 fr. 25; Edmond François, 0 fr. 20; V. Morin, 0 fr. 20; V. Pacotte, 4 fr. Ensemble : 5 fr. 65. — Souscription du groupe libertaire *L'Homme libre* (Châteaurenard) : Pour pendre les galonnards, Granier jeune, 0 fr. 20; Un anarchiste, 0 fr. 25; Un second Père Peinard, 0 fr. 20; Un homme libre, 0 fr. 15; Pour monter des guillotines, 0 fr. 20 ; Dijon Victor, anarchiste, 0 fr. 15; Abeille Louis, anarchiste, 0 fr. 50; Favet François, couper la tête aux curés, 0 fr. 20; Montaudon, un homme de justice, 0 fr. 20; Pour pendre les bourgeois, Cluse Paul, 0 fr. 20; Benjon, un homme de justice, 0 fr. 20; Favet Antoine, pour supprimer tous les faux républicains, 0 fr. 15; Abeille Jean, pour égorger tous les oisifs, 0 fr. 20 ; Un émule de Caserio, 0 fr. 20. Ensemble : 2 fr. — En tout : 20 fr. 50. — Listes précédentes : 186 fr. 45. — Total général : 206 fr. 95.

Reçu pour le journal : E. M., à Saint-Nazaire, 2 fr. — New-York, par A. : B., 5 fr. ; J. T., 10 fr. — B., à Pramanson, 6 fr. 25. — P., à Chaux-de-Fonds, 2 fr. — F. G. V., à Rome, 20 fr. — P. R., rue O., 4 fr. — Saturne, 0 fr. 95. — H. R., 10 fr. — Deux lecteurs de l'*Aurore*, 3 fr. 50. — G., à La Palisse, 1 fr. — J. B., 0 fr. 50. — R., à Apt, 0 fr. 90. — B., à Berne, 3 fr. — H. P., 25 fr. — V. B., à Puget-Ville, 0 fr. 40. — B., à Genève, 3 fr. 15. — Une institutrice, 5 fr. — Merci à tous.

Victor C., à Saint-Mandé. — L. B., à Jemeppe. — G., à Lyon. — R., à Scièz. — F., à Rouen. — E. L., à Lille. — M., à Saint-Etienne. — T. Q., à Brest. — M., à La Haye. — S. P., à Modena. — L. I., à Toulon. — S., à Camp-lès-Brignoles. — M., au Creusot. — G., à Saint-Marcellin. — B., à Genève. — Une gueule noire, Poligny. — E. L., à Rouen. — C. B., à Rouen. — G., à Berne. — G. L., rue B. — A. C., à Estagel. — N., à la Tremblade. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE. N° 39 — DIX CENTIMES — DU 19 AU 25 JANVIER 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

GROUPE « LA LIBERTÉ D'OPINION »

(et d'aide aux familles des détenus)

Vendredi 18 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, réunion publique, salle des *Sociétés savantes*, rue Serpente.

Ordre du jour : *La liberté de penser.*

Orateurs inscrits : Léopold Lacour, F. de Pressensé, Paraf-Javal, Libertad, L. Millanvoye, du *Conscrit*, Fribourg, du *Petit Sou.*

Entrée : 50 centimes.

LES VOYAGES

Ce qui fut l'Exposition de 1900 disparaît un peu chaque jour, s'effrite sous la pluie, s'effondre dans la boue, tombe sous la pioche des démolisseurs, sous le pic d'ouvriers qui se fatiguent à détruire ce qu'ils s'étaient fatigués à construire quelques mois auparavant, sans nul profit pour eux, matériel ou moral. Les fêtes de la bourgeoisie nous laissent d'ordinaire indifférents. D'où vient que, cette fois-ci, la vue de ce décor en ruines nous attriste et nous laisse un regret? Je n'en trouve la raison ni dans les prodiges d'industrie et d'art entassés là — car nous en voyons de semblables un peu partout, dans les musées et dans les usines, — ni dans les féeries de lumière et d'eau — spectacles qui ne valent pas pour nous le moindre coin de nature. Il me semble que ce qui fit pour nous le charme de cette passagère ville de carton, c'est qu'elle nous donnait l'illusion d'une humanité en paix et en fête. Illusion menteuse, puisque à cet instant même l'humanité s'entr'égorgeait comme de coutume, au Sud Africain, au Sud-Oranais, aux Philippines, en Chine. Mais cette illusion nous était d'autant plus chère, qu'elle était plus loin de l'horrible réalité; et nous éprouvions comme un repos à nous promener dans cette cité paradoxale où ce spectacle miraculeux nous était offert : des peuples étrangers qui se coudoient et qui ne s'entre-dévorent pas!

En parcourant les rues de cette ville illusoire, on avait la sensation de parcourir la terre entière : en pénétrant dans les palais étrangers, dans les sections étrangères, au milieu d'ameublements, de costumes, d'œuvres d'art ou de science différents des nôtres, en admirant les vues et panoramas de tant de pays merveilleux, en coudoyant les hommes venus de ces contrées lointaines, on se sentait — ne fût-ce que quelques minutes — en communion avec tous ces peuples et toutes ces races.

Il y a toujours des imbéciles. Il y a toujours de malheureuses cervelles, ravagées par la sinistre éducation du prêtre et du gouvernant, de lamentables individus, lie humaine, à qui la vue d'une œuvre d'art allemande fait venir des mots de haine à la bouche, qui devant les produits du labeur et du génie anglais éructent des paroles d'assassins.

Mais je suis sûr que la grande majorité de ceux qui défilèrent là parmi ces civilisations diverses, ressentirent au fond d'eux-mêmes une émotion qui les étonna peut-être, un élan malgré eux vers ces autres hommes créateurs de choses belles et bonnes, une douce fraternité un peu obscure.

Connaître un peuple, c'est l'aimer. Il est impossible de visiter un pays, d'étudier la littérature d'un peuple, sans être pris de sympathie profonde pour ce pays ou ce peuple. Si tous les individus pouvaient voyager, ou tout au moins avaient le loisir (et le goût) de lire les œuvres étrangères, de faire connaissance avec les pensées et les coutumes des autres peuples même primitifs, la guerre et les expéditions coloniales auraient bientôt vécu. Mais le militarisme n'aurait plus de prétexte, et cela ne ferait pas l'affaire des gouvernants.

Aujourd'hui, un petit nombre d'hommes seulement peut voyager. D'ailleurs, le font-ils très mal, courant d'une ville à l'autre, le guide à la main, s'entassant dans des breaks et traversant les rues au galop, parqués dans des hôtels où ils continuent leur vie habituelle, hors du contact de ceux qu'ils viennent regarder, à travers une lorgnette, plutôt comme des bêtes curieuses que comme des semblables et des amis.

Demain, tout le monde pourra voyager, car les chemins de fer, les navires et tous les moyens de locomotion appartiendront à tout le monde.

Mais si tout le monde voyage, personne ne travaillera? On travaillera tout en voyageant. Au lieu d'aller d'hôtel chic en hôtel chic, comme font les snobs d'aujourd'hui, on ira de ville en village, prêtant l'aide de ses bras aux camarades inconnus qui bâtissent, qui forgent ou qui moissonnent. Ou bien on fera comme font nos collégiens, nos magistrats, nos ronds-de-cuir : après avoir bien œuvré un temps suffisant, on s'octroiera de bonnes semaines de plein loisir et de vagabondage.

Mais la diversité des langues est là, qui empêchera toujours les individus de se parler, de se connaître? On apprendra les langues étrangères. On les apprendra en voyageant ; on les apprendra d'abord tout jeune, à l'école ou dans la famille. Déjà, dans nos lycées, on commence à s'apercevoir — on y a mis le temps — de quelle importance est l'étude des langues vivantes, et l'on consent — tout en rechignant — à leur faire la place un peu plus grande dans les programmes. Demain, elles y auront la place d'honneur. Car il est honteux que le moyen de comprendre les autres humains et de s'entendre avec eux ne soit pas la première préoccupation des éducateurs. Demain, tous les petits Français émigreront aux vacances, ou s'installeront pour plusieurs années dans des pays lointains ou proches, et, mieux qu'avec un professeur, ils apprendront la langue du pays en jouant aux billes avec les petits Anglais, les petits Allemands, les petits Chinois.

Ainsi équipés dès le sortir du collège, les jeunes gens d'alors ne seront guère d'humeur à rester en place : ils visiteront la planète dans tous les sens, s'instruisant et travaillant pendant la route, nouant des liens d'amitié sur tous les points du globe, apprenant à chérir la terre belle et bienfaisante et à se connaître eux-mêmes dans l'humanité partout diverse et semblable. Les uns reviendront à leur lieu d'origine : les autres éliront résidence en un site qui les aura séduits, épousant des compagnes d'autre sang, faisant souche de métis vivaces. Ainsi les peuples se fusionneront, et de nouvelles races, jeunes et fortes, naîtront sur le fumier des vieilles nationalités détruites.

Et nous, hommes d'aujourd'hui, voyant s'effondrer le joli décor d'internationalisme qui nous sourit pendant tout un été, nous sommes tristes à la pensée que nous mourrons sans avoir porté notre salut à tant d'amis ignorés, et sans avoir connu notre domaine.

René Chaughi.

COLONISATION

On lisait, dernièrement, dans les journaux, l'information suivante : « En Tunisie. — Tunis, 3 janvier. Le bordj de la Société du Domaine Uabia, dans la région de Kairouan, qui fut déjà le théâtre, il y a environ deux mois, de violences de la part des indigènes, a été envahi le 31 décembre, à 3 heures du soir, par une trentaine d'Arabes de la tribu des Souassi, renommée pour sa turbulence.

« Les gardiens arabes de la ferme furent assaillis; plusieurs furent grièvement blessés.

« La justice s'est transportée sur le territoire du domaine pour enquêter. »

Enquêter! c'est bientôt dit ; mais la justice saura-t-elle ou voudra-t-elle faire la part des responsabilités?

De temps à autre, l'on apprend de la sorte le meurtre d'un colon ou le soulèvement partiel d'une tribu. Comme il n'y a pas d'effets sans causes, il est bon de profiter de ces petits événements qui attirent pendant un instant l'attention du public sur un point quelconque des colonies pour édifier ce même public sur l'antagonisme qui existe là-bas, à l'état permanent, entre indigènes et civilisateurs.

L'indigène algérien ou tunisien, d'une race énergique et fière par excellence, soumis en apparence, n'a jamais accepté complètement la domination de ses nouveaux maîtres. Il a, enracinée dans le cœur, autrement que le prolétariat européen à l'égard de ses exploiteurs, la haine du *roumi* (Français). Ce dernier, par ses agissements, semble prendre à tâche de l'entretenir, et alors il suffit, sans parler des abus et des exactions dont là-bas les colons, à de rares exceptions près, sont les dignes continuateurs des militaires, de cruautés injustifiables dont

nous avons été témoin, pour que les colères qui couvent dans l'âme des indigènes se rallument.

Nous avons vu, pendant notre séjour en Tunisie, occupé que nous étions sur les lieux mêmes, le fils du gérant d'un vaste domaine appartenant à un économiste distingué (?) (style bourgeois), candidat blackboulé aux dernières élections législatives, s'affublant d'un imperméable, la tête couverte d'un casque colonial, les reins ceints d'une courroie retenant un vieux sabre de cavalerie rouillé, le revolver en sautoir, singeant le gendarme, s'en aller aux champs, s'emparer d'un indigène au milieu d'une équipe de travailleurs, lui ligotter solidement les poignets avec une chaîne de régulateur de charrue cadenassée dont les maillons s'incrustaient dans les chairs, l'amener à la cave du bordj, et là lui barbouiller à l'aide d'un pinceau, avec l'aide du caviste, un autre Français, le visage et les parties sexuelles d'excréments humains. Et pour couronner le tout, pendant que le gérant lui-même faisait semblant de prendre des notes et de procéder à un interrogatoire en règle, le fils de ce dernier, aidé toujours du caviste, de dessus les passerelles établies au-dessus des cuves sur lesquelles ils étaient juchés, lancer sur le malheureux un baquet d'eau *ayant servi au lavage des ustensiles vinaires*, après quoi on le chassait à coups de pied au derrière, toujours enchaîné.

Ce même traitement était aussi infligé, toujours sur le même domaine, à de notables indigènes venus au bordj en visiteurs, vêtus de burnous éblouissants de blancheur; à l'entrée du chai, le gérant lui-même leur délivrait, en guise de permis de visiter, un... bon pour un arrosage.

Nous ferons remarquer ici, pour ceux qui l'ignorent, que ce dernier traitement n'est pas pour les indigènes l'injure la moins grave. L'Arabe, à l'encontre de nos bons catholiques, est un fidèle observateur des préceptes de sa religion; cette dernière lui défend non seulement de boire du vin, mais encore d'en respirer l'odeur; or, de voir ses vêtements tachés de vin, outre que cela apportait le trouble dans sa conscience, cela était aussi pour l'amoindrir dans l'estime de ses coreligionnaires; résultat : un soir du commencement de l'année 1898, le gérant de ce domaine où ces faits se sont passés et son fils essuyèrent deux coups de feu chargés à chevrotines tirés à travers une porte vitrée, alors qu'ils étaient réunis en famille dans leur salle à manger. Le fils fut blessé à la cuisse et à la main et ce fut un hasard qu'ils s'en tirassent à si bon compte.

Nul doute que la révolte des Souassi ne soit due à des causes analogues.

WILLIAM DOIDGE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Il vient de se produire un événement politique de la plus haute importance. Parfaitement! Et qui aura le plus grand retentissement sur les destinées futures de la France, et vraisemblablement du monde entier.

M. Deschanel a été réélu président de la Chambre des députés!...

Vous ne voyez pas l'importance?...

Quel aveuglement est le vôtre! Vous ne lisez donc rien? Sans parler de l'opinion des réactionnaires dont il était le candidat, et aux yeux desquels son élection avait une importance capitale, vous n'avez donc pas pris connaissance des vaticinations terrifiantes des augures adverses. A les entendre, l'élection de Ripolin devait avoir une double signification. Elire le cynique flagorneur d'Abdul-Hamid, c'était rompre à tout jamais avec tout ce que la France compte d'amis en Orient; c'était approuver les massacres des Arméniens et se solidariser avec leurs assassins. Tout l'empire ottoman attendait, haletant, la grande manifestation des représentants du peuple français. Au point de vue de la politique intérieure, c'était approuver les menées nationalistes et cléricales; c'était se déclarer prêt à sanctionner tout coup d'Etat césarien.

Les représentants ont parlé!... Ils ont affirmé toute leur sympathie pour la Bête Rouge et leur admiration pour ses lâches crimes; ils se sont déclarés prêts à soutenir le coup d'Etat. La France — car si la France ce n'est plus le roi, la France c'est le Parlement — la France donc est mûre pour le césarisme! La France est férue d'amour pour la pieuvre sanglante d'Yildiz-Kiosk!...

Mais voilà qu'on nous informe qu'il n'y a rien de tout cela. Les députés se moquent du sultan et des Arméniens comme de leur dernière profession de foi. Quant au césarisme? Peuh!... La vérité est qu'en votant pour Ripolin, ils se sont assuré une session de bons dîners et d'excellentes bourriches de gibier. Voilà tout! « Si Paris vaut bien une messe, se sont-ils dit, Deschanel nous vaut de succulents gueuletons. » Et voilà toute la signification de cet acte politique. Politique d'appétits satisfaits, reconnaissants et toujours renaissants.

C'est d'ailleurs toute l'importance qu'il faut généralement attribuer aux événements politiques.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

MILITARISME. — A Avignon, deux musiciens du 7ᵉ génie sont tombés, saisis par le froid. En présence de la température rigoureuse qu'il faisait ce jour-là, le chef de musique avait demandé au colonel de ne pas faire jouer la musique. Réponse du colonel : « Si les instruments se gèlent, les hommes sont jeunes, ils les réchaufferont. »

A Cette, un soldat du 122ᵉ de ligne, puni de salle de police, fut reconnu malade par le médecin-major. Le capitaine ordonna qu'il coucherait quand même à la salle de police. Il y passa la nuit, par un froid extrême; et le lendemain matin, en traversant a cour pour aller à l'infirmerie, il s'affaissa dans la neige. Transporté à l'hôpital. Phtisie galopante. Deux jours après, mort.

Le capitaine Charageat est promu chef de bataillon au 39ᵉ de ligne. États de service : commandait la 5ᵉ compagnie de discipline, à Aumale; sous son règne, furent assassinés, par ses sous-ordres couverts par lui, Cheymol à Bou-Saada en 96, Matton à Aumale en 98.

A Lyon, des magasins vendent des objets chinois de grande valeur et des pancartes en indiquent tranquillement la provenance : « Guerre de Chine... pillage du palais impérial... pillage de Tien-Tsin... pillage de Pékin... pillage de la pagode de Boubi-Li-Chang... etc., etc. »

A Pontarlier, dans une caisse en souffrance à la douane, on a trouvé d'abord des manteaux doublés de peaux de renards, gilets doublés de peaux d'agneaux, robes et jupons d'une grande richesse, soieries, broderies d'une grande valeur, — puis une tête d'homme portant cette inscription : « Tête d'un Boxer, âgé d'environ vingt-cinq ans, tué par moi à la prise de P.-T.-Hang, le 16 août 1900. *De profundis!* »

Lhermitte, dans l'*Aurore* du 7 janvier, fait remarquer qu'il existe une loi (21 brumaire an V, titre 5) punissant de mort « tout militaire convaincu de pillage à main armée ou en troupe, dans quelque pays que ce soit » et « tout militaire convaincu d'avoir attenté à la vie de l'habitant non armé, à celle de sa femme ou de ses enfants, en quelque pays ou lieu que ce soit ». Ainsi, si les lois n'étaient pas de la fumisterie, presque tous les survivants du corps expéditionnaire, à leur retour, seraient guillotinés. — Nous voulons donc, ou que la guillotine cesse de fonctionner, ou qu'elle fonctionne pour les soldats assassins et voleurs, ainsi qu'elle le fait pour les révolutionnaires impatients.

Les journaux belges racontent que le général Zurlinden, étant ministre, aurait soumis au conseil supérieur de la guerre un projet d'annexion de la Belgique, se basant sur ce que ce pays n'était pas en état de se défendre, et que l'Angleterre et l'Allemagne s'en laveraient les mains. C'est dans le même esprit d'héroïsme que le général Mercier exposa, au Sénat (son bagne), un projet de descente en Angleterre, qui, empêtrée dans la guerre sud-africaine, était à peu près hors d'état de se défendre, elle aussi.

Si nous ne nourrissions pour notre chère armée un amour sans bornes, tous ces faits-là finiraient par nous faire croire que le militarisme fait, des hommes qui s'y livrent ou qu'on lui livre, des assassins, des voleurs et — qui pis est — des lâches.

R. CH.

⁂

PROMETTRE... ET TENIR. — Le hasard d'une promenade m'a fait rencontrer une vieille affiche où Millerand expose son programme à ses « chers électeurs ». Je n'ai pu résister au plaisir de le copier pour les camarades des *Temps Nouveaux*.

— Elaboration d'une Constitution par une Assemblée Constituante élue à cet effet; la République placée au-dessus de toute discussion; Assemblée unique renouvelable par tiers; les Libertés fondamentales garanties par les lois constitutionnelles; Organisation du Suffrage Universel, Large décentralisation; La Constitution et les lois essentielles soumises à la ratification du Suffrage Universel (Referendum); Séparation des Eglises et de l'Etat; Suppression du budget des cultes; les Clergés soumis au droit commun; Refonte de la loi de recrutement; Réduction à deux ans du maximum de la durée du service militaire; Changement des principes de notre organisation judiciaire, Abrogation des lois scélérates de 1893 et 1894; Revision des codes; Suppression des charges, privilèges et monopoles judiciaires; Responsabilité des fonctionnaires et des élus à tous les degrés; Mandat impératif; Loi organisant le droit de révocation par les électeurs, etc., etc.

J'en passe, car il y en a de trop. En attendant, je propose un petit jeu de société pour les salons anarchistes : « Deviner combien Millerand a accompli de réformes promises à ses « chers électeurs. »

Le petit jeu est ouvert.

Un abonnement à celui qui trouvera.

P. D.

⁂

Mouvement ouvrier. — LOI OUVRIÈRE. — La semaine dernière, j'ai, à propos, de la nouvelle loi Millerand tendant à rendre l'arbitrage obligatoire en cas de grève, donné quelques extraits du manifeste que le Comité de la Grève générale adresse aux travailleurs, pour les mettre en garde contre ce projet.

Millerand y tient sérieusement, paraît-il, et, ces jours derniers, dans un banquet... de patrons, il a lancé son ours. Je dois à la vérité de dire qu'il n'a pas caché son intention qui est de mater la classe ouvrière et de rendre la grève à peu près impossible. Les travailleurs, qui n'ont à peu près que ce moyen pour résister à l'avidité de leurs exploiteurs, devront passer par de telles formalités que, la plupart du temps, il leur faudra renoncer à leurs revendications : c'est ce que désire par-dessus tout le ministre cher à Jaurès et c'est ce qu'il a fait ressortir aux exploiteurs à qui il s'adressait. Le passage suivant de son discours est typique à cet égard.

D'abord la grève ne peut être déclarée qu'après que les ouvriers ont, par écrit, formulé leurs demandes. Ensuite, entre la rédaction de ces demandes et le vote éventuel de la grève, un délai est prévu, obligatoire. La grève, enfin, ne peut être, en aucun cas, prononcée que si la majorité des ouvriers votant au scrutin secret en décident ainsi.

Il s'agit, comme on le voit, d'énerver les ouvriers par de longues formalités et de rendre les conflits à peu près impossibles. Comme de juste, les patrons ont applaudi ferme, et plus particulièrement le passage où Millerand disait leur fait aux adversaires de « gauche » de son projet.

Un fait reste : si le projet est agréable aux exploiteurs, il ne peut être que préjudiciable aux travailleurs, cela est incontestable; Jaurès et sa clique n'en font pas moins leur possible pour faire avaler l'ours ministériel. Reste à savoir si les ouvriers consentiront à se laisser rouler une fois de plus.

⁂

LA POLITIQUE ET LES SYNDICATS OUVRIERS. — Par suite de dissensions politiques, les grévistes de Calais sont divisés en deux camps ennemis. C'est la consécration formelle de ce que nous n'avons cessé de dire, à savoir que la politique devait être bannie de l'organisation économique des travailleurs en syndicats ouvriers. Dans la lutte entreprise par les tullistes contre les prétentions patronales, une partie des ouvriers, consciemment ou non, mais pour des motifs d'ordre purement politiques, font le jeu de leurs exploiteurs.

L'Union des Syndicats de la Seine, détenant d'assez fortes souscriptions en leur faveur, a délégué à Calais un de ses membres pour s'enquérir sur place de la situation. A la suite de cette enquête, l'Union des Syndicats a adressé à tous les groupements ouvriers une circulaire qui, quoique ne nous satisfaisant pas complètement, certains points de vue étant par trop étroits, n'en est pas moins intéressante dans son ensemble. Voici quelques extraits de cette circulaire-manifeste qui reflète assez bien l'état d'esprit de la plupart des membres des syndicats parisiens :

« Considérant qu'à Calais une division existe entre les ouvriers d'une même corporation; division survenue et menaçant de se perpétuer par

suite de l'introduction de la politique dans les organisations syndicales;

. . . .

« Considérant que, dans les circonstances présentes, il est nécessaire que certaines individualités disparaissent, afin qu'il ne soit créé aucune suspicion tendant à faire supposer que la grève a été suscitée dans un intérêt de personne et non dans l'intérêt général des ouvriers;

« Considérant qu'une grève doit toujours être dirigée par une organisation et non par une personnalité;

« Considérant qu'en temps de grève les ouvriers doivent faire trêve à leurs dissentiments et à leurs préférences personnelles pour ne voir que le résultat à acquérir; qu'en acceptant l'aide pécuniaire et morale du capital, ils se font les agents du patronat et responsables des conséquences de la grève;

« Considérant que l'outillage délaissé, surtout quand celui-ci a une grande valeur comme celui des métiers à tulles, est une déperdition pour le patronat, et peut être une cause de recul de continuation de la grève de la part de l'industriel;

« Par ces motifs : l'Union des Syndicats, tout en regrettant la décision du prolétariat calaisien et l'introduction d'éléments politiques dans les groupements économiques, désapprouve la conduite des syndiqués de l'Émancipation qui ont manqué à leurs principes en acceptant l'offre des patrons, et décide de n'envoyer des subsides qu'à l'Union française des tullistes de Calais;

« En outre, profondément écœurée des divisions profondes existant dans le prolétariat calaisien, par suite de l'intrusion de la politique dans les organisations syndicales, ne saurait trop engager les travailleurs de France à écarter de leurs syndicats toutes discussions politiques. »

* *
*

Les grèves. — La grève des mineurs de Saint-Eloy, qui dure depuis près de six semaines, menace de s'éterniser. Millerand et le gouvernement de défense républicaine font, il est vrai, le nécessaire pour aider les directeurs à vaincre les malheureux travailleurs, mais inutilement. Une compagnie de soldats du génie entretient la mine et un escadron de chasseurs à cheval protège la sacro-sainte propriété capitaliste.

Les députés socialistes, délégués les uns après les autres, viennent faciliter la besogne aux « mainteneurs de l'ordre » : c'est leur manière à eux de « soutenir le ministère ».

Les mineurs ne sont pas exigeants cependant; voici les salaires réclamés : 4 fr. 50 pour les piqueurs et 4 fr. pour les aides; 3 fr. 50 pour les manœuvres de plus de 20 ans et 3 fr. pour les autres, plus 10 0/0 accordés depuis la hausse du charbon.

Une grande réunion comprenant les délégués de mines environnantes appartenant pour la plupart à la même compagnie va avoir lieu ces jours-ci et il se pourrait que la grève se généralisât à tout le bassin houiller du Centre. En attendant, femmes et enfants crèvent de faim pour sauvegarder les intérêts de quelques porteurs d'actions. Belle société, va!

Grève aux Avenières, près Grenoble, où les ouvriers de l'usine Dulain gagnent en moyenne de 0 fr. 80 à 1 fr. 50 par jour, pas même le prix d'un cigare ministériel. Je serais curieux de savoir l'avis de ces camarades sur cette thèse si chère à Jaurès : « L'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois est le plus grand événement de cette fin de siècle. »

A Calais, rien de particulier, la grève continue comme il sied, « calme et digne »; les ceintures se sont bien serrées de quelques crans, mais cela n'a que peu d'importance. Les métiers de tullistes sont en général des machines de haute pression, il aurait été si simple de mater les employeurs dès le début. Il est vrai que c'est là un moyen impropre pour la propagande électorale. Salembier, le bistro, n'en voudrait pas et Delescluze le trouverait indigne d'hommes libres.

J'te crois!

Paul Delesalle.

Algérie.

On se rappelle le camarade Grunwald dont nous avons parlé dans le n° 30 et qui, sur la déclaration d'une cabaretière qui l'accusait d'avoir glorifié l'acte de Bresci, avait été condamné à deux ans de prison.

Grunwald, en ayant rappelé, s'est vu confirmer la peine par la cour d'Alger. — Le camarade, désirant aller en cassation, nous a écrit pour lui trouver un avocat.

Mais ce qui nous étonne, c'est qu'on le tienne toujours en prison. Son cas rentre dans les délits prévus par l'amnistie, et Grunwald devrait être libéré?

Nouvelle-Calédonie.

Les compagnons de la Nouvelle-Calédonie aux compagnons français et à leurs frères de tous les pays, solidaires entre eux :

Chers camarades,

Les anarchistes détenus, pour des causes diverses, dans les bagnes d'outre-mer subissent des traitements inhumains qu'il est grand temps de dénoncer à l'indignation publique, si l'on ne veut les voir périr sous les coups de leurs bourreaux.

Le fait suivant vous permettra d'en juger. Il y a six ans environ, le camarade Gallo, détenu à l'île Nou, ayant été l'objet d'injustices criantes, adressa à l'administration supérieure diverses réclamations qui restèrent sans effet. Il commit alors l'imprudence d'écrire aux autorités locales que, s'il n'obtenait justice, il saisirait le Parlement du déni de justice dont il était victime. Apeurée, l'administration pénitentiaire donna l'ordre de l'interner dans un cabanon de l'asile des aliénés du bagne. Il protesta énergiquement contre cette séquestration, et demanda à être soumis à l'examen d'une commission médicale. — On répondit à ses réclamations en lui infligeant des douches!

Bon gré, mal gré, il fallut qu'il subît ce traitement. Néanmoins, plusieurs médecins s'y refusèrent et se bornèrent à le garder dans son cabanon. Quelques-uns même reconnurent qu'il jouissait de toutes ses facultés mentales, mais déclarèrent qu' « étant détenu à l'asile *par ordre* du directeur et du gouverneur, ils ne pouvaient (ou n'osaient) prendre sur eux de le mettre *exeat* ». — Parmi ces médecins, nous citerons en particulier les docteurs Roussin, Crossouard et Pierre. Ce dernier alla même jusqu'à lui dire qu'il reconnaissait parfaitement qu'il n'était pas fou, mais qu'il le maintiendrait toujours à l'asile, parce qu'il était anarchiste et qu'il lui plaisait de venger la société!

Indigné, Gallo le souffleta et lui déclara que tôt ou tard il tirerait vengeance de sa cruauté.

Le lâche prit peur et le fit *exeat*. Il sortit de son *in-pace*. Mais dans quel état! — Ce n'était plus un homme, c'était un cadavre ambulant.

On fut forcé de le placer aux impotents. Mais là, il fut l'objet de toutes sortes de taquineries et de provocations. On désirait le prendre en défaut, le pousser à bout. Sa prudence sut longtemps le mettre en garde contre les embûches qu'on lui tendait.

Alors, paraît-il, on prit le parti de l'affamer et de le priver des soins médicaux qu'exigeait l'état où l'avait mis sa longue détention à l'asile.

Récemment, il profita d'une visite du commandant du pénitencier Delaleu, pour lui réclamer sur l'insuffisance et le vol d'une partie de sa ration. — Celui-ci lui répondit en lui infligeant une punition de trente jours de *cachot noir* et de fers. — Il alla alors à la visite du médecin Pierre pour lui demander les soins qui lui étaient dus. Celui-là lui refusa toute médication et le brutalisa honteusement. Il fit plus, il lui fit infliger un mois de plus!

Ce misérable, quittant le service du bagne, se vengeait ainsi du soufflet qu'il avait reçu et si bien mérité jadis!...

On pourrait croire qu'un tel châtiment aurait dû satisfaire la haine des bourreaux. Il n'en est rien : en moins de quinze jours, le brave Delaleu a réussi à lui infliger encore quarante ou soixante jours de cachot noir en plus, pour diverses infractions imaginaires. Si cela continue, — et cela continuera certainement, — Gallo aura plus d'un an de cachot à purger. Le cas est fréquent. C'est donc pour lui la mort lente, inévitable, horrible. A moins que la voix de la Presse ne fasse réfléchir les tortionnaires et ne les contraigne à se relâcher de leurs odieuses rigueurs. Et encore sera-t-il peut-être trop tard, car leur victime est déjà tellement débilitée par ses souffrances antérieures qu'il est douteux qu'elle puisse supporter l'épouvantable châtiment qu'on vient de lui infliger pour la mettre dans l'impuissance de se plaindre.

Nous, ses amis, nous estimons qu'il est perdu si quelqu'un n'intervient au plus vite. Voilà pourquoi nous venons vous prier de vous concerter entre vous pour ouvrir une vigoureuse campagne de presse, afin d'attirer l'attention des hommes de cœur sur ce pauvre martyr...

Ici, nous ne pouvons rien : la presse est vendue ou bâillonnée. La terreur règne en souveraine. Nous vous conjurons donc de faire tout ce qui dépendra de vous pour défendre les droits de la justice et de l'humanité. Comptant sur votre concours et votre appui, nous nous disons, très chers camarades,

Vos compagnons fidèles et dévoués à la défense de la noble cause de la justice, de la vérité et de l'humanité.

Pour tous les compagnons de la Nouvelle-Calédonie :

Leur délégué.

Nouméa, 18 novembre 1900.

Espagne.

Le célèbre père Montana, confesseur de la régente et précepteur du roi en herbe, en déclarant solennellement dans les colonnes du *Siglo Futuro* que le libéralisme est un péché, nous montre la réaction espagnole sous son vrai jour, c'est-à-dire entièrement jésuite.

La déclaration du père jésuite a eu pour résultat de réveiller un peu l'esprit libéral des républicains et des monarchistes libéraux, qui demandent à grands cris, pour le jeune roi, un nouveau précepteur religieux plus libéral, et on assiste, au seuil du vingtième siècle, au spectacle ridicule de gens se demandant gravement si, oui ou non, le libéralisme est un péché.

De fait, en Espagne, c'est le carlisme qui gouverne, par la volonté des jésuites, ce qui explique la série d'actes arbitraires dont le prolétariat espagnol est actuellement victime. C'est tout un plan de jésuitisme, conseillant dans l'ombre le capitalisme et lui indiquant le moyen de se débarrasser des associations ouvrières qui, surtout en Catalogne, combattent les patrons sans relâche. Le carlisme, dont la dernière manifestation ne fut qu'un coup de bourse préparé par quelques banquiers catalans, devint le prétexte invoqué par le gouvernement pour persécuter les associations ouvrières. Avec l'état de guerre, tout est possible en Espagne, et quoique déjà personne ne parle plus de carlisme, le gouvernement invente chaque jour de nouvelles découvertes d'armes et de munitions afin de prolonger l'état de siège et de permettre aux bourgeois de persécuter à leur aise les ouvriers et journaux anarchistes ou simplement avancés.

En Catalogne, on a prohibé la vente publique de *La Protesta*, de Valladolid, et de *La Fraternidad*, de Gijon. Le *Progresso*, de Madrid, est saisi chaque semaine par le gouvernement, et la police de Barcelone enlève toutes les feuilles et brochures du même genre dès leur apparition; il devient donc absolument impossible pour les journaux en question de communiquer avec leurs lecteurs.

On veut éviter à tout prix que les actes de brutalité de l'autorité et de la bourgeoisie parviennent aux oreilles du public, et on sait parfaitement que la presse bourgeoise, même radicale, reste muette lorsque l'autorité militaire ordonne le silence.

Ces persécutions contre la presse anarchiste, cette prohibition militaire infligée à tout ce qui touche la question ouvrière et s'étendant jusqu'aux simples détails d'information sur les emprisonnements, les mouvements de force militaire, etc., ont pour objet de tuer l'esprit d'association chez les ouvriers, et de leur rendre impossible la lutte contre le capital.

La bourgeoisie vit avec dépit s'organiser à Madrid la « Fédération Régionale », dont le but exclusif est la lutte sur le terrain économique, et, devant la menace de cette lutte, les patrons, instruits et conseillés par les jésuites, n'ont épargné aucun moyen légal ou illégal, détourné ou brutal, pour la désorganiser sans retard. Ils n'y sont pas parvenus, mais ils ont cependant réussi à enrayer la grève générale que cette Fédération projetait pour toute l'Espagne et qui se déclara d'abord en Catalogne. Les bataillons, la soldatesque brutale ont poursuivi sans répit les grévistes catalans, les ont parqués dans les montagnes et sabrés dans les villes. Les canonnières se sont promenées le long de la Méditerranée, enfermant dans leurs cales des milliers de grévistes. La garde civile les a transférés, menottes aux mains et enchaînés, de prisons en prisons, dans le plus grand silence, sans leur permettre de communiquer avec qui que ce soit. Les procès et condamnations ont été innombrables; en un mot, tout le poids de la réaction gouvernementale est tombé sur le prolétariat; le sang a été versé de différents côtés et, partout, les prisons sont remplies; impossible de détailler, impossible d'énumérer le nombre des victimes; tout s'est passé dans le plus grand silence, les grévistes ne pouvant

informer la presse, et, lors même qu'elle aurait été informée, elle se serait tue, dans la crainte de la suspension certaine du journal. On comprend maintenant pourquoi le gouvernement empêche la circulation des journaux qui s'entêtent, en dépit de tout, à élever quand même la voix.

On ne peut plus douter que le patronat, aidé par le gouvernement, se soit proposé de tuer les associations ouvrières. L'Association des patrons de Saragosse l'a clairement prouvé en déclarant ne plus vouloir admettre aucun ouvrier syndiqué dans ses ateliers. Les autres patrons espagnols, quoique ne l'ayant pas déclaré publiquement, ont mis ce système en pratique.

Le dernier mot cependant n'a pas encore été dit. Les patrons ont pu enrayer la grève générale, mais ils n'ont pu tuer la « Fédération Régionale ».

L'ouvrier lutte, en dépit de tout, en dépit de l'arbitraire, en dépit de la force, en dépit du silence de la presse avancée, en dépit de la prison et des sabrades de la garde civile, surtout en Catalogne; la lutte est de tous les jours, de tous les instants, sans relâche.

L'état d'arbitraire et de coaction a eu pour résultat une recrudescence de la crise industrielle, préparée il y a quelque temps par les bourgeois dans le but d'effrayer les ouvriers. En les chassant du travail, les bourgeois croyaient sans doute pouvoir les réduire sans avoir besoin de recourir à la force. A Barcelone seulement, le nombre des sans-travail dépasse vingt mille, et de tous côtés la proportion est semblable.

Comment cela finira-t-il? Les événements se précipitent en Espagne et tout indique un changement prochain et radical dans les affaires publiques.

Les campagnes sont en proie au même malaise. Les moyens termes tendent à disparaître; les réactionnaires sont d'un côté, de l'autre les éléments fortement libéraux. Si cette délimitation s'accentue, la révolution est possible en l'état actuel des choses.

URANIA.

Barcelone, 31 décembre.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — A 8 h. 1/4 du soir :

Samedi 19 janvier. — Paraf-Javal : La couleur (avec expériences).

Lundi 21. — Paul Blain : Méthode pratique de régénération sociale (fin).

Mercredi 23. — A. Bloch : Histoire de la philosophie, VII.

Samedi 26. — Analyse des livres reçus : *Auguste Rodin*, d'André Veidaux ; *En regardant la vie*, d'Alice Canova ; *L'Education et la Liberté*, de Manuel Devaldès.

Mardi 22 et jeudi 24, le salon de lecture sur place sera ouvert de 8 h. 1/4 à 10 heures.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle : Samedi 19 janvier. — Le Procès de Danton.

Lundi 21. — Dubois-Desaulle : Les bagnes militaires : Cocos de Madagascar.

Mercredi 23. — Jacques Bonzou : Le dix-neuvième siècle.

∴

L'Idée Libre (Bibliothèque libertaire de Belleville), 81, rue Julien-Lacroix. — Conférences du mois de janvier :

Le 18, à 8 h. 1/2. — Mme Caroline Kauffmann : Le vice dans l'enfance.

Le 19. — Dubois-Desaulle : Biribi (Les camisards).

Le dimanche 20. — Tout par le groupement (étude sociale en un acte), œuvre inédite de Georges Bernard. Lecture et commentaires par l'auteur.

Le 21. — Liard-Courtois : Des moyens tactiques.

Le 23. — Papillon : La liberté dans l'éducation.

Le 24. — Paul Blain (ex-missionnaire) : Une méthode pratique de régénération sociale.

∴

QUATRE-CHEMINS-PANTIN-AUBERVILLIERS. — *Bibliothèque ouvrière*, 107, rue du Vivier. Les camarades sont priés de ne pas manquer à la réunion de 3 à 6 heures du soir. Discussion importante. Prêt de livres.

∴

Une de nos abonnées de Saint-Mandé, Mme Charbonneau, nous écrit pour se plaindre que, sur la fausse dénonciation d'un agent, elle a dû se débarrasser de son chien qu'on voulait abattre comme enragé.

Notre correspondante aurait dû s'adresser à la *Société protectrice des animaux*, rue de Grenelle, je crois.

∴

AVIGNON. — Les camarades sont instamment priés de se rendre le dimanche 20 janvier, de 5 à 7 heures du soir, dans le local de l'Université populaire, café Simon (ancien café Blache), Portail Matheron : Réorganisation du groupe l'Ere Nouvelle.

LA LIBERTÉ D'OPINION

Groupe de solidarité internationale et d'aide aux détenus.

Nous pensions avoir assez nettement expliqué notre but, en deux manifestes, pour n'être pas forcés d'y revenir.

Des camarades du Vimeu nous demandent si parmi ceux que nous nous proposons de défendre sont compris les faux monnayeurs et cambrioleurs se réclamant de l'anarchie.

Le but de notre groupe étant de faire respecter la liberté d'opinion et le cambriolage pas plus que le faux monnayage n'étant des opinions, mais des actes, il est clair que nous ne nous en occuperons pas.

Il va de soi, d'autre part, que tout individu, quels que soient son genre de vie et les actes qu'il croit devoir commettre, peut compter sur notre aide et notre solidarité dès qu'il sera poursuivi et persécuté pour ses opinions.

LE GROUPE.

AUX CAMARADES

Ne pouvant faire tirer à part les rapports du Congrès antiparlementaire, nous avons réuni les numéros qui nous restent sous une couverture dessinée par L.-C. Dissy, et les mettons en vente au prix de 0 fr. 50 pris au bureau, 0 fr. 80 franco.

∴

Il nous reste encore quelques exemplaires des *Feuilles* de d'Axa, 2 francs le volume au lieu de 5 fr. — 2 fr. 60 colis postal en gare, ou 2 fr. 85 par la poste.

∴

Vient de paraître :

Le 7e fascicule des Chansons contenant : *L'Hymne anarchiste Espagnol* (traduction française), avec musique ; *Debout, frères de misère ; Les Affranchis*, etc., etc. L'exemplaire par la poste, 0 fr. 15 ; le cent, 4 fr. 50.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Verrerie ouvrière d'Albi (2e partie) ; *Musée social*, 5, rue Las Cases.

Enseignement du magnétisme, par H. Durville ; broch., 0 fr. 30, Librairie du Magnétisme, 23, rue Saint-Merri (4e arr.).

Généralités sur l'anthropométrie, par Manouvrier ; tirage à part du numéro de décembre de la *Revue de l'Ecole d'anthropologie*, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Notas de Arte, par Manoel Greaves ; 300 reis ; empreza O Atlantico, Horta, Açores.

Les Tronçons du glaive, par P. et V. Margueritte ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Plon et Nourrit, 8, rue Garancière.

A lire :

Crainquebille ou l'Esprit des lois, par A. France ; *Le Figaro*, 10 janvier.

Conte pour commencer gaiement l'année, A. France ; *Le Figaro*, 2 janvier.

A voir :

En Chine, par Hermann-Paul, *Cri de Paris*, n° 207.

∴

Dans son numéro du 12 janvier, la *Raison*, dans un appel aux libres penseurs, déclare vouloir mener une guerre incessante contre l'Eglise catholique. C'est Victor Charbonnel qui en devient le directeur pour la France.

Quoique, dans son manifeste, la *Raison* ne parle que de l'Eglise catholique, elle entend évidemment tous les prêtres, de quelque religion qu'ils soient, puisque, à un endroit, elle parle de combattre les préjugés religieux.

Mais le péril clérical n'est qu'un des côtés de la question sociale. Nous espérons bien que la *Raison*, si elle donne le principal de ses forces contre les obscurantistes, n'oubliera pas que, si la religion soutient les exploiteurs, ceux-ci n'en existent pas moins en dehors du clergé. En attendant, bonne chance dans sa lutte.

J. G.

PETITE CORRESPONDANCE

Un camarade connaîtrait-il un emploi de serrurier pour un autre camarade ?

La camarade Séraphine Pajaud voudrait-elle nous envoyer son adresse ?

J. H., à Rotterdam. — Bien reçu mandat. C'est un oubli.

René Mucialy. — Vers ayant de la grâce, mais trop de mollesse, manquant de précision.

P. G., à Senones. — Je ne me rappelle pas que vous nous ayez com[mandé] l'almanach en question. Est-ce que vous n[ous en] aviez envoyé le montant ?

L. A., à Ch[ât]eaurenard. — Réclamez à la poste. Tous nos abonnés [so]nt [se]rvis ensemble. Le numéro est mis à la poste le [illegible].

A. C., à Saragosse. — Reçu votre appel. Animé de bons sentiments, mais trop de phrases, pas assez d'arguments.

F. F., rue R., et Dr. Z., place T. — Les remboursements étaient à la poste lorsque nous avons reçu votre réabonnement.

Lorquet, à Hodimont. — 2 fr. par volume, plus 1.10 frais d'envoi.

Reçu pour les familles des détenus : Anonyme (versemens), 1 fr. — B., à Chinon, 2 fr. — Dr. Zielinski, 5 fr. — Par G. : Mounot, 1 fr. ; Henri, 1 fr. Ensemble : 2 fr. — Un groupe d'anarchistes et de socialistes révolutionnaires de Chaptal, 8 fr. — M. G., à St-Gilles-lès-Termonde, 1 fr. — C., à Valréas, 0 fr. 25. — Total : 19 fr. 25. — Listes précédentes : 206 fr. 95. — Total général : 226 fr. 20.

Reçu pour le journal : F. T., à Marseille, 3 fr. — B., à Chinon, 2 fr. — P., à Genève, 2 fr. — Par A., à New-York : Kœnecke, 2 fr. 50 ; quelques camarades, 2 fr. 50. Ensemble : 5 fr. — M., 0 fr. 30. — Séverin, 1 fr. — Du vieux savoyard anarchiste, 50 fr. — Collecte faite à l'issue d'une conférence de Séraphine Pajaud à Sotteville-lès-Rouen, 5 fr. 20. — Merci à tous.

J. E., à Daumazan. — J. P., à Capestang. — J. B., pour Persan. — K., à Micheroux. — V., à Boston. — P., à Rouen. — A. H., à Béziers. — R., à Villiers. — G., à Nantes. — C. R., à Dunkerque. — P. G., à Senones. — G., à Lyon. — B., à Mirepoix. — T., à Toulouse. — C., à Gourdon. — V., à Mustapha. — G., à Elvas. — M., à Liège. — Reçu timbres et mandats.

NOTRE COLLECTION DE DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro.* — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac* (épuisée). — **L'Aube,** *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore,** *par Vuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.* — **Ah ! les sales Corbeaux !** *de J. Hénault.* — **La Guerre,** *de Maurin.* — **Epouvantails,** *de Chevalier.* — **Capitalisme,** *de Comin'Ache.* — **Education chrétienne,** *de Roubille.* — **Souteneurs sociaux,** *par Delannoy.*

Provocations, *par Lebasque.* — **La Débâcle,** *dessin de Vallotton*, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur,** *par Daumont*, que l'imprimeur vient de nous livrer.

Prix de la lithographie, 1 fr. 40, franco. — Tirage d'amateur : 3 fr. 40.

Nous n'avons plus que trois collections complètes en édition ordinaire : 60 francs les 22.

La Révolte, collection complète (deux seulement) : 150 francs.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 40

DIX CENTIMES

DU 26 JANVIER AU 1er FÉVRIER 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'ÉCOLE SANS DIEU

Les nouvelles « persécutions » dirigées par le gouvernement de Défense républicaine contre les congrégations ont remis à la mode le vieux cliché de l'« école sans Dieu », ainsi que les lacrymatoires jérémiades des cléricaux sur l'athéisme de l'enseignement officiel.

Il importe de détruire la légende qui, d'ailleurs si elle était fondée, serait à l'honneur de l'école laïque. Un gouvernement bourgeois, à l'esprit nécessairement borné, mesquin et autoritaire, se garderait bien d'éliminer Dieu de son enseignement. Bien mieux! la neutralité même à cet égard paraît encore trop dangereuse. Et le programme officiel — non pas seulement les livres composés par tel ou tel professeur désireux d'être bien en cour — le programme officiel, élaboré par le gouvernement lui-même ou ses représentants, prescrit nettement l'enseignement de Dieu et précise le caractère que doit revêtir cet enseignement.

On y lit :

« Il (l'instituteur) leur apprend à ne pas prononcer légèrement le nom de Dieu; il associe étroitement dans leur esprit à l'idée de la Cause première et de l'Etre parfait un sentiment de respect et de vénération; et il habitue chacun d'eux a environner du même respect cette notion de Dieu, alors même qu'elle se présenterait à lui sous des formes différentes de celles de sa propre religion. »

Ainsi, l'instituteur a mission d'enseigner non seulement qu'il existe un Dieu, mais qu'il faut avoir pour ce Dieu respect et vénération parce qu'il est « la Cause première » et « l'Etre parfait ».

Il est donc archifaux de prétendre que l'école laïque est l'école sans Dieu, puisqu'il suffit, pour se convaincre du contraire, de consulter le programme émané directement du gouvernement républicain. C'est là un de ces mensonges audacieux dont est coutumière la mauvaise foi cléricale. Mais, à ce point de vue, la chose a peu d'importance. C'est perdre son temps que de s'attacher à réfuter les mensonges cléricaux. Le danger n'est point là.

Il est dans cette intervention de l'Etat, dans la formation de notre mentalité, en faveur de telle ou telle opinion philosophique et particulièrement d'une opinion absurde, rétrograde, véritable obstacle à tout progrès tant scientifique que social, génératrice de conceptivités faussées ou dévoyées.

Il y a un siècle que Lamarck a formulé les principes fondamentaux du transformisme, Darwin est mort depuis vingt ans, après avoir révolutionné toutes les sciences physiques et naturelles avec l'idée évolutionniste, et l'on vient encore enseigner le respect et la vénération envers l'idée de Cause première! Alors que la science a universellement adopté la conception évolutionniste, alors que s'appuyant sur cette conception, elle a de fond en comble transformé ses méthodes d'observation, d'expérimentation et d'appréciation des phénomènes, alors que la conception évolutionniste en un mot a déterminé dans toutes les branches de l'activité intellectuelle, au point de vue scientifique, artistique, philosophique, moral, sociologique et autres, une mentalité nouvelle, l'enseignement officiel en est encore à l'idée de création! Ils ignorent, ceux qui se sont arrogé le monopole d'instruire et de diriger les hommes, ils ignorent ou feignent d'ignorer tout ce travail de refonte qui s'est opéré dans la dernière moitié du dix-neuvième siècle en vue d'adapter dans son ensemble l'esprit humain à cette compréhension générale plus logique et plus exacte des faits. Ils ont appris l'histoire du monde dans le catéchisme, et ils en sont demeurés là. Les contes de la mère l'Oie recueillis sous le titre général d'Ecriture sainte servent de bases à leur enseignement.

Au fond, ils savent fort bien à quoi s'en tenir sur les inepties qu'ils imposent comme articles de foi. Mais c'est volontairement, intentionnellement qu'ils abêtissent le peuple en continuant de farcir son esprit des précieuses niaiseries qui furent de tous temps un si heureux obstacle à son affranchissement. Puisqu'il n'y avait plus moyen de le maintenir dans cette sainte ignorance d'antan qui le rendait si docile, on s'est empressé de prendre en main son instruction, afin de la diriger dans le sens qui doit assurer aux privilégiés la plus quiète jouissance de leurs privilèges.

L'idée de Dieu est une de ces notions dont les dirigeants refuseront le plus de débarrasser l'esprit du peuple. En effet, Dieu, c'est l'idée d'autorité concrétisée en une personnalité toute-puissante, infaillible et intangible. Trois qualités qu'il importe d'associer inséparablement à l'idée d'autorité. C'est de Dieu que découle toute autorité, soit morale, soit politique. Le programme officiel nous dit :

« L'instituteur s'attache à faire comprendre et sentir à l'enfant que le premier hommage qu'il doit à la Divinité, c'est l'obéissance aux lois de Dieu, telles que les lui révèlent sa conscience et sa raison. »

Ceux qui ont écrit cela savent parfaitement que la conscience et la raison de l'enfant ne lui révèlent aucunes lois divines. Ils savent très bien que les sentiments moraux qui sont en nous sont le fruit de l'éducation, et que l'énergie de leur impulsion dans tel ou tel sens dépend de la nature de cette éducation, des suggestions qu'elle nous a inculquées et du milieu dans lequel nous avons vécu.

Mais comme ces suggestions c'est eux qui les inculquent, comme cette éducation c'est eux qui la dirigent, et que nous sommes élevés dans le milieu social au maintien duquel ils s'emploient de toutes leurs forces, il est de leur intérêt que nous considérions ces choses comme des émanations de la volonté de Dieu, des applications de sa loi toute-puissante, infaillible, intangible. C'est le droit divin indirectement rétabli, et, cette fois, ave c bien plus d'habileté.

« La loi morale, ajoute le programme de *Morale sociale*, impose à chacun dans le secret de sa conscience un devoir que nul ne le contraint à remplir, mais auquel il ne peut faillir sans se sentir coupable envers lui-même et envers Dieu. »

Ainsi, l'on pose en principe que Dieu existe et a créé le monde; il est la Cause première, l'Etre parfait. Ensuite on dit à l'enfant que lorsqu'il entendra la voix de sa conscience — c'est-à-dire quand il sentira peser sur sa détermination l'influence des suggestions inculquées et des habitudes morales contractées — c'est la voix de Dieu qui lui parlera, et il lui faudra écouter cette voix — obéir à l'impulsion des préjugés adroitement suggérés — sous peine de culpabilité envers Dieu!

Etonnons-nous, après cela, de la persistance des préjugés! Les cerveaux de nos enfants sont vraiment en de bonnes mains.

André Girard.

A CHACUN SELON SES ŒUVRES

La *Cloche d'alarme*, journal d'une secte néo-chrétienne, relatant ma réponse à Gohier sur le sacrifice concernant le Christ, ajoute ceci :

« Jean Grave ne se doute pas que si la société actuelle, toute mauvaise qu'elle est, est moins complètement pourrie que la Rome du Bas-Empire, nous le devons au sacrifice de Jésus-Christ et à la petite minorité de chrétiens répandus, depuis lors, dans le monde. »

Notre société est-elle moins pourrie que la Rome du Bas-Empire? Voilà qui n'est pas prouvé. Que la pourriture ait une autre forme, d'accord. Mais où nos néo-chrétiens sont absolument dans l'erreur, c'est lorsqu'ils attribuent au Christ et à sa secte tout le bien que l'évolution peut nous avoir acquis, rejetant le mal sur d'autres causes.

Ils ont daté leur ère de la naissance du Christ — ou de sa mort, je ne sais pas au juste — et, pour eux, il n'existait rien, auparavant, que le chaos, le mal, l'esclavage, la pourriture. Toutes les idées de justice, de morale, c'est le Christ qui les a apportées.

Eh bien, ce sont eux qui n'ont pas l'air de se douter que c'est une drôle de façon de concevoir l'évolution humaine. Des idées de justice, de

morale plus justes, plus morales et plus humaines que celle du Christ s'étaient déjà fait jour dans la philosophie ancienne. C'est parce que ces idées de justice et de morale s'étaient fait jour, que la secte chrétienne, en les atténuant, en les modifiant, a pu grandir, et son clergé rapace établir sa domination sur un monde pourri qui s'écroulait.

Lorsqu'elle s'établit, la morale chrétienne pouvait être un progrès sur la morale qui agonisait, mais elle était déjà un retard sur la morale qui s'élaborait.

J. Grave.

SUR LES DROITS DE L'HOMME

Dans nos chambres respectives, Paraf-Javal, Brenn, moi, — et d'autres peut-être — causons, discutons. J'ai écouté jusqu'à présent sans rien dire et c'est à mon tour à prendre la parole.

Tout d'abord, pourquoi discuter? Discuter, entre amis, c'est éviter d'être blessants, on discute parce qu'on a des mentalités différentes, et comme l'idée est une force qui tend à se répercuter en actes, avec nos mentalités propres, nous agirions dans des directions diverses et même, quelquefois, nous nous opposerions les uns les autres, par conséquent nous annulerions nos efforts. Ce qu'il faut éviter. Donc discuter, c'est essayer de s'entendre, de trouver une idée commune qui nous dirige dans un même sens.

L'axiome fondamental qui nous accorde s'exprime de deux façons : « Notre liberté est relative, nos droits sont limités. » Ce qui limite nos droits, ce sont les individus et les institutions avec lesquels nous sommes en relation. C'est évident; nous n'agissons pas de la même façon quand nous sommes avec une bande de *forcenés* qui mutilent des œuvres d'art que quand nous sommes au milieu de camarades qui jouent les morceaux de Bach ou de Berlioz. Cependant, notons-le, l'individu n'est pas simplement un fétu de paille ballotté par toutes les circonstances indépendantes de la volonté, il est aussi un centre façonné par l'hérédité et l'adaptation, modifié par l'éducation, qui a une résistance, fort variable, à ces fameuses circonstances indépendantes qui prennent, souventes fois, le nom de hasard. Cette résistance à l'ambiant constitue une base stable pour la notion de l'invidualité.

Maintenant le devoir est-il limité? Ne confondons pas droit et devoir. Pour Paraf-Javal, le devoir est limité par l'action des individus qui nous entourent, parce que c'est une attitude, un acte à tenir envers autrui; pour Brenn, il ne l'est pas et il le considère comme un acte, puisqu'il dit : « *Agis* toujours dans le calme et dans la pleine lumière de ta conscience. Avec *tous indistinctement* ne te laisse guider que par des raisons d'humanité. » Le désaccord provient donc que l'un limite le devoir, l'autre ne le limite pas. Naturellement il en découle deux modes d'action vis-à-vis des individus avec lesquels nous vivons.

Essayons de nous entendre sur le devoir limité ou non. « Le devoir est un acte », voilà un point où nous sommes tous d'accord, « qui consiste à agir avec les individus », suivant qu'ils sont bons ou méchants, dit Paraf-Javal; non, dit Brenn, il faut faire de la même manière, qu'ils soient bons ou méchants; je vais émettre une formule qui, je l'espère, nous unira : « Le devoir est un acte qui consiste à agir avec les individus de telle façon que l'acte soit juste, logique avec l'idée que l'on se fait de la justice sociale. »

Cette définition n'implique pas la loi du talion qui est à l'origine de la civilisation; elle n'implique point non plus l'apport de la joue droite après avoir été souffleté sur la joue gauche.

Œil pour œil, dent pour dent, n'est pas du domaine d'une morale libre, parce que cela reviendrait à dire : Le bourgeois te gruge, t'exploite, fais-en de même; les religions et leurs représentants mentent, agis de même vis-à-vis d'eux. La résignation chrétienne — qui, somme toute, n'est que le fatalisme que l'on retrouve, comme le talion, à l'origine de la civilisation (1) — ne fait pas partie, non plus, de la morale libertaire, parce que cela reviendrait à s'exprimer ainsi : Le bourgeois te vole, le politicien et le curé te mentent, laisse-toi voler, laisse-toi mener par le mensonge et tu auras le bonheur.

Tandis que la formule du devoir qui nous sert de trait d'union est celle que les hommes vrais admettront parce qu'elle nécessite ces raisonnements : Lorsque quelqu'un te vole — qu'il s'appelle libertaire catholique, juif — refuse de te laisser voler, mais sois assez conscient pour ne pas les tromper à ton tour; lorsque les bergers, quelque ruban qu'ils mettent à leur houlette, te mentent pour vivre plus longtemps de ta crédulité, sois homme assez fort pour les écouter, — quand tu auras le temps — et ne jamais mentir, à eux ainsi qu'aux autres qui disent la vérité.

Ne mentir ni à toi, ni aux autres, ne te laisser exploiter ni exploiter toi-même: voilà les fondements de la morale qui se forme dans les temps modernes et qui, lorsqu'elle sera passée dans les actes, aura créé la future cité de justice et de tolérance.

J. R.

(1) Ce qui démontre bien l'origine unitaire des contraires ou des opposés, comme le fait voir le philosophe belge de Roberty.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Militarisme. — Les douceurs de la vie de caserne :

Mention avait eu, à l'âge de dix ans, une fièvre cérébrale dont il avait manqué mourir. Depuis sa guérison, il avait une terreur folle des chevaux, terreur insurmontable que tous les raisonnements du monde étaient impuissants à calmer, trouble nerveux conséquence de la maladie. Lorsque Mention passa le conseil de révision, il dit cette frayeur pathologique et demanda à servir dans l'infanterie. On lui répondit : « Vous servirez dans la cavalerie. » Il faudrait ne pas connaître l'âme militaire et les usages immémoriaux de l'armée, pour avoir pu douter, une minute, de la réponse. Au 9e cuirassiers où il fut envoyé, Mention fit tous ses efforts pour surmonter sa peur, vaincre son système nerveux malade. Naturellement, il ne le put pas. C'est comme si un phtisique voulait surmonter sa phtisie. Alors le capitaine s'approcha. Il lut à Mention le code militaire et lui donna l'ordre formel de monter à cheval. Le malheureux malade ne put que dire que cela était plus fort que lui et qu'il ne le pouvait pas. Il fut aussitôt arrêté et emprisonné à la citadelle d'Amiens, en prévention de conseil de guerre. C'est pour lui les travaux publics, la torture des chiourmes d'Afrique, dont on ne revient pas toujours.

Les concitoyens de Mention ont signé une pétition pour affirmer son état maladif et son irresponsabilité. Les juges l'acquitteront-ils? Peut-être... sous la menace de l'opinion publique.

Au 6e dragons, d'après la *Dépêche Normande* d'Evreux, les bleus sont les souffre-douleurs des anciens qui les briment et les assomment à moitié. D'ailleurs cela se passe ainsi dans tous les régiments de cavalerie. Au 6e dragons, des gradés auraient été jusqu'à donner des coups de fouet, et même des coups de sabre, à des soldats.

On comprend dès lors pourquoi les suicides sont si fréquents à la caserne. A Avignon, toujours frappé de punitions sans motif et de vexations de toutes sortes, un jeune soldat du 58e de ligne s'est noyé. A Alger, un soldat du 1er zouaves, persécuté par un adjudant, s'est jeté par une fenêtre du troisième étage; il n'est pas mort, mais horriblement blessé. Il avait prévenu son capitaine que « si cela devait continuer, il aimait mieux se jeter par la fenêtre ». Et le bon capitaine avait répondu : « La fenêtre est ouverte. »

La guerre, c'est le règne de la brutalité; le militarisme, c'est l'organisation de la brutalité. Comment les individus qui vivent dans le militarisme seraient-ils autrement que brutaux?

***

Tribunaux. — Pour violences exercées sur la personne du commissaire spécial de Chalon, le camarade Broutchoux avait été condamné en septembre, par défaut, à six mois de prison et deux ans d'interdiction de séjour (c'est cette condamnation qui motiva l'arrestation illégale à laquelle Broutchoux résista, ainsi que nous l'avons raconté dans un des derniers numéros, ce qui lui valut quatre autres mois de prison). Broutchoux a fait opposition à ce jugement, et est revenu le 11 janvier devant le tribunal correctionnel de Chalon. Je copie le compte rendu dans le *Progrès de Saône-et-Loire* :

On entend le témoignage de M. Muller, commissaire spécial. Le témoin déclare que le 5 août, chargé d'une mission par M. de Jolly, préfet, il était, rue de Plessis, à Montceau, lorsqu'une bande d'anarchistes lui courut dessus. Douhairet et Broutchoux saisirent M. Muller par les bras et l'empêchèrent d'accomplir sa mission.

Broutchoux. — Je reconnais les faits exposés par M. Muller, dans toute leur véracité, mais je crois que je le tenais par l'oreille et non par le bras, comme il l'a dit.

M. le Président. — N'aggravez pas votre cas par des outrages à M. le commissaire spécial, car M. le procureur pourrait immédiatement requérir contre vous.

Broutchoux. — Des outrages, ça? Mais alors, je ne peux donc rien dire?

— Vous savez bien que ce sont des outrages.

— Je sais surtout que je suis victime d'un guet-apens judiciaire.

M. le Substitut. — Je requiers une peine sévère contre Broutchoux dont l'attitude est outrageante.

Me Richard défend Broutchoux qui n'est pas, dit-il, un individu dangereux.

Le tribunal réduit la peine de 6 mois à 4 mois d'emprisonnement avec interdiction de séjour de deux ans.

Broutchoux. — Il faudrait m'indiquer les villes qui me sont interdites, parce que, vous savez, je pourrais encore me tromper.

M. le Président. — A votre sortie de prison, l'autorité administrative vous les signifiera.

Broutchoux. — C'est ce qu'elle aurait dû faire plutôt que de chercher à me faire assommer le 23 octobre.

***

Dans les *Cahiers de quinzaine* (3e de la 2e série), Gérault-Richard rectifie la lettre d'un correspondant accusant la *Petite République* de n'avoir pas publié les peines prononcées contre les grévistes de Chalon. (La publication en avait paru dans la *P. R.* du 11 juin). Péguy répond que son correspondant tenait son information erronée des *Temps Nouveaux*.

En effet, dans le Mouvement Social du no 8 (16 au 22 juin), il y a un entrefilet de moi dans lequel je relatais les dites condamnations, et au bas duquel un renvoi ajoutait : « La *P. R.* a « oublié » d'enregistrer ces condamnations. » Cette note, cause du mal mise après coup, n'est pas de moi.

Du reste, Péguy explique lui-même, dans les *cahiers*, que l'importance de l'événement n'était représentée ni par la typographie ni par la teneur de l'article de la *P. R.* ce qui fait que celui-ci avait échappé à beaucoup de lecteurs. N'importe! c'est une excuse, mais ce n'est pas une raison. On n'a déjà que trop d'occasions de se chamailler entre voisins de combat, sans s'accuser de fautes non commises. C'est pourquoi nous faisons la rectification.

R. Ch.

***

La Tour-du-Pin. — Un camarade nous annonce la condamnation à 6 mois de prison du camarade Guillot, de Domarain (jugé à Vienne), pour raclée infligée à un vicaire. Des conférences religieuses ayant lieu à l'église de Saint-Alban, Guillot y pénétra, un panier de betteraves au bras, histoire d'en offrir aux assistants. On le mit à la porte, et même brutalement, surtout certain vicaire. Rencontrant ce vicaire, à quelque temps de là, Guillot lui donna une petite correction, et le prêtre riposta par six coups de revolver, qui n'atteignirent pas Guillot, heureusement.

Si un calotin s'amenait dans une de nos bibliothèques d'éducation libertaire, je suppose, pour nous faire manger de la betterave, n'aurions-nous pas raison de le flanquer dehors, lui et son panier? D'autre part, ce prêtre qui revolvérise, au lieu de tendre le derrière aux coups, aurait besoin de relire son Evangile.

Le même camarade nous écrit : Nous avons eu une grève ici, il y a quelques mois, et je fis mon possible pour faire un syndicat. J'allai chez un délégué à la Bourse du Travail de Lyon, qui envoya un membre de la Chambre syndicale des tisseurs, lequel pommadait dans tous ses discours Waldeck, Millerand et les patrons. Le syndicat se forma comme un troupeau de moutons : les ouvriers s'étaient syndiqués non par conviction de l'utilité

du syndicat, mais parce qu'on leur avait dit de se syndiquer. Aujourd'hui le syndicat est mort, et les patrons font tout ce qu'ils veulent.

Il se forme un peu partout depuis longtemps des syndicats agricoles; leur but est d'acheter en groupe des marchandises, sans passer par l'intermédiaire, ce qui leur permet de les avoir meilleur marché. A part cela, ce ne sont guère que des parlottes opportunistes ou réactionnaires. Après réflexion, je crois que l'on pourrait faire de bon travail en y rentrant.

La campagne offre un excellent terrain au politicien, qui y trouve l'ignorance et s'en fait son foyer électoral; à l'aide de promesses mensongères qui lui servent de tremplin, il domine, et l'agriculteur pâtit; d'amélioration, jamais.

Maintenant, si, rentrant dans un syndicat, nous faisions comprendre aux cultivateurs qu'en se groupant, ils pourraient monter une boulangerie, cela leur permettrait de ne plus être à la merci du marchand de blé, du meunier qui les exploite. Je ne sais si vous avez connaissance des nouveaux moulins Schweitzer? Pour mille francs, on peut avoir un moulin au complet, qui pourrait être activé par un cheval ou un moteur quelconque; son rendement est de 40 kilog. de farine à l'heure; le cultivateur vendrait par ce moyen son blé au moins 24 francs les 100 kilog. jusqu'au moment où ce système serait généralisé, ce qui forcément amènerait une baisse sur le pain: mais tout retour en arrière serait impossible. Pendant ce temps, les individus auraient appris à se connaître, à discuter de leurs intérêts. La propagande aidant, peut-être pousseraient-ils l'association plus loin dans l'outillage, pour arriver à la mise en commun de la terre.

Il pourrait en être de même de la boucherie et de tout produit agricole ou vinicole: former des unions de producteurs, les mettre en rapport avec des unions de consommateurs.

J. Montgourdin,
Cordier.

⁂

Mouvement ouvrier. — A la Bourse du Travail. La question de la subvention continue à occuper tous les esprits, mais, je dois l'avouer, dans un sens de plus en plus large. Les premiers jours, il n'était question que de ne pas s'abaisser à faire des démarches auprès du conseil municipal nationaliste. Maintenant, l'on commence à admettre la thèse que j'ai soutenue ici le premier jour, à savoir que le mieux serait encore que l'on prenne l'habitude, dans les syndicats, de ne quémander de subvention à personne, puisqu'à ce prix seul est l'indépendance.

La dernière réunion a été très intéressante à ce sujet. Non seulement il a été décidé de ne pas faire de démarche, mais l'avis unanime a été qu'il faut qu'à l'avenir les syndicats vivent de leurs propres ressources. Voici du reste l'opinion de quelques syndicats :

« Les syndicats doivent vivre sans subvention, c'est le seul moyen de conserver sa dignité. Le syndicat doit être autre chose qu'une simple concurrence aux bureaux de placement. »

Le délégué des ouvriers des lignes télégraphiques a très bien posé la question : « Jamais, a-t-il dit, nous ne demanderons au conseil ni à personne de subvention. Les syndicats ne doivent mendier d'argent de personne et nous tenons à déclarer que nous ne voulons pas que le ministre annule la décision du conseil municipal. » Le camarade de l'Union du Bronze pense de même et ajoute que les syndicats ont mieux à faire; que, dégagés de toutes ces querelles mesquines amenées par la politique, ils doivent vivre par eux-mêmes, et se préparer à des travaux plus importants : les syndicats doivent s'occuper d'assurer la production dans une société autre.

En somme, excellent état d'esprit que nous souhaitons bien vivement voir prévaloir à la Bourse du Travail. Autonomie, et rejet de toute politique de parti . dégagés ainsi de toutes contraintes, les syndicats pourront lutter efficacement. Souhaitons donc que la question de la subvention ait ouvert pour les syndicats l'ère de la liberté.

⁂

Les Grèves. — La grève des mineurs de Saint-Eloy dure toujours. Dans une lettre, le directeur de la compagnie a dit que sa décision était irrévocable qu'aucune concession ne serait faite, et invitait les ouvriers qui refusaient de descendre à la mine à venir retirer leur livret et à se considérer comme débauchés. Quelques grévistes ayant repris le travail, des manifestations ont eu lieu, ce qui n'a pas été du goût des politiciens envoyés par Millerand, qui écrivent dans leurs journaux que ces violences ne peuvent être le fait que d'agents provocateurs. Comme toujours, la calomnie est l'arme de ces Messieurs.

En attendant, la maison d'un nommé Baudrot, chef mineur, a été endommagée, les vitres ont été brisées chez plusieurs renégats. Les gros chefs qui sont cause de toute cette misère par leur rapacité, leur seul but étant de faire « suer le dividende », n'ont pas été inquiétés. Patience!!

A Calais, rien de saillant : la grève continue avec une monotonie navrante. Les réunions succèdent aux réunions et les politiciens aux tueurs d'énergie. L'aide qui était venue d'un peu partout devient rare, les gros sous manquent, et la misère envahit les logis ouvriers. Pendant ce temps les patrons, forts de leur argent et de la troupe qui garde les usines, n'ont rien changé à leur genre de vie. Peu leur importe que les ouvriers — ces fainéants — crèvent de faim, ils ont, eux, tout ce qu'il leur faut et digèrent en paix.

A Lyon, les ouvriers boulangers ont quitté le travail lundi dernier au nombre de 700 environ et réclament la somme de 5 fr. pour 11 heures de travail. Des manifestations ont été faites en ville et, pour ne pas en perdre l'habitude, des arrestations ont eu lieu.

Je crains fort que la grève de ces camarades soit inutile. La bourgeoisie entretient dans les régiments des soldats boulangers dans le seul but de les faire travailler à la place des ouvriers en cas de grève. Cela s'est vu il y a peu de temps à Marseille, si je ne m'abuse. Ce sera une occasion pour Millerand d'appliquer sa théorie; la fabrication du pain est un « service public »: quoi de plus conforme à la théorie que d'assurer ce service..... par la troupe?

Là où ne vont pas les politiciens, les grèves revêtent bien vite leur caractère révolutionnaire, qui, à peu près seul, est capable d'en imposer aux employeurs. Les ouvriers tuiliers de Roumazières près Limoges l'ont bien compris; aussi ils ont tenté d'envahir une usine. Toutefois ils en ont été empêchés par la force armée, comme toujours au service des capitalistes de l'endroit. Les femmes se sont fait remarquer par leur énergie en repoussant les gendarmes, en frappant leurs chevaux à coups de gourdins. Les réunions ont été dissoutes par le commissaire de police et des troupes demandées à Angoulême. Les esprits sont très montés et, si Millerand n'y délègue pas quelques-uns de ses tueurs d'énergie, l'attitude des grévistes leur fera vite obtenir gain de cause.

P. Delesalle.

Russie.

Qu'est-ce que l'armée? C'est l'école de toutes les vertus, répondent les uns; c'est quelque chose de plus atroce que le bagne, disent les autres. Parmi ces derniers, je me fais un plaisir de signaler Nicolas Romanoff... Oui, parfaitement, Nicolas II, czar de toutes les Russies... Jamais, il est vrai, il n'avait tenu un pareil langage, une hardiesse de cet acabit ne resterait pas impunie dans un pays tel que la Russie et Nicolas II, instinctivement, a peur de la prison... Mais s'il ne le dit pas, il n'en est pas moins vrai qu'il le pense, et ses actes prouvent amplement le caractère subversif de ses idées. Jugez-en vous-mêmes : comme châtiment aux étudiants qui se révoltent, on n'infligera plus la prison ou la Sibérie, comme cela se pratiquait jusqu'à présent, mais désormais on les enverra à la... caserne. C'est une décision de Nicolas. Or, cette décision, l'aurait-il prise s'il ne la considérait pas comme une mesure d'extrême rigueur? Ne s'explique-t-elle pas par le fait que pour Nicolas II lui-même la caserne est quelque chose de pire que la Sibérie? Je serais heureux de savoir l'opinion des nationalistes français sur cette manière de voir du brave Nicolas.

Cette mesure avait été décidée par le gouvernement russe il y a deux ans, lors de la dernière grève des étudiants. On va l'appliquer à présent pour la première fois et voilà à quel propos.

Au mois d'octobre dernier, les étudiants de la Faculté de droit de Kieff demandèrent, je ne sais pas trop pourquoi, la démission d'un de leurs professeurs, nommé Eichelman. Comme il fallait s'y attendre, les autorités universitaires ne répondirent à cette demande que par des menaces de représailles et d'expulsion des « meneurs ». Elles auraient certainement mis à exécution leurs menaces si le gouverneur de Kieff, le général Dragomiroff, trouvant que les étudiants avaient raison, n'était intervenu en ordonnant à son tour la démission du sieur Eichelman. Les autorités universitaires durent s'incliner, mais elles gardèrent rancune aux étudiants.

Le 5 novembre, eut lieu à l'Université une grande réunion d'étudiants. Quelques jours plus tard, le président et le secrétaire de cette réunion sont exclus de l'Université par les autorités. Le 6 décembre, nouvelle assemblée : les étudiants exigent la réintégration de leurs deux camarades. Le 7 décembre, on se réunit à nouveau et l'on décide la « grève générale » des étudiants, si droit n'est pas fait à leur demande. Le recteur, mandé par les étudiants, refuse, contrairement à l'usage, de venir. « Je ne reconnais pas ces sortes d'assemblées », répondit-il. « Si vous ne venez pas, nous ne quitterons pas l'Université, dussions-nous y coucher quatre nuits... » lui envoient dire les étudiants.

Deux heures après, l'Université est enveloppée de cosaques, de soldats et de gendarmes... Sous la conduite du chef des gendarmes, le général Novitzki, les troupes font irruption dans le « temple de la science ». D'abord Novitzki se met à menacer les étudiants, mais voyant que ses paroles restent sans effet, il les exhorte à se séparer. La réponse qu'il s'attire est nette : « Nous ne partirons pas avant d'avoir vu M. le recteur. » Novitzki l'envoie chercher : il vient. « Vous avez refusé, vous, représentant de la science, de venir quand, il y a quelques heures, nous vous avons appelé, et vous êtes venu à présent lorsque (en désignant les gendarmes) ce sont ceux-là qui vous ont mandé... Honte à vous!... » lui dit alors le président de l'assemblée. On lui fait part ensuite de la résolution qu'ont prise les étudiants et il s'en va.

Quelques heures plus tard, leurs noms inscrits jusqu'au dernier par les gendarmes, les étudiants quittaient l'Université, beaucoup d'entre eux probablement pour toujours...

La suite?...

Des ordres venus de Saint-Pétersbourg prescrivirent aux autorités d'agir « sévèrement, selon la loi... » Cette expression se passe de commentaires. Les peines prononcées ne sont pas encore connues, c'est-à-dire qu'on ignore encore si tous les étudiants seront envoyés à la caserne ou non. On le saura dans quelques jours.

Comme système, c'est peut-être moins bon que le gouvernement du czar ne le suppose. Certes, il y aura quelques intelligences de submergées, quelques énergies de brisées ; mais sur beaucoup d'entre elles la soldatesque n'aura point de prise. Indomptées, elles feront de la bonne besogne dans le milieu où elles viennent d'être jetées. La propagande est utile partout, même et peut-être surtout à la caserne.

X...

Chine.

Extraits d'une lettre d'un matelot d'une compagnie de débarquement du *Jean-Bart* (*Aurore*, 13 janvier, article Gohier) :

« ...Je suis en bonne santé. Point de fièvre ni de dysenterie; un peu de fatigue seulement; mais cela n'est rien : nous devons rentrer à Saïgon à l'hôpital, nous refaire. Car il y avait 15 jours avant de rentrer à bord que nous vivions de pillage. Tout ce que nous trouvions, mais, hélas! pas grand'chose : des choux et des carottes dans les champs. Et il fallait encore le partager avec les autres, et il ne nous revenait pas bien lourd à chacun.

Les Russes, encore, se débrouillaient de leur côté, à prendre dans les maisons, à tuer même les paysans qui faisaient trop de rouspétance quand on leur disait de partir plus loin. Ils n'avaient pas plus de pitié pour les femmes que pour les enfants. Ils tuaient tous ceux qui se présentaient devant eux...

Alors, nous sommes allés chacun de notre côté; nous autres, avec les Russes et les Anglais — pour aller bombarder Tong-Chouan (?). Cela était une vraie omelette. Nous leur lancions des obus à mitraille, tant que les pièces pouvaient cracher à la minute. Alors, de suite après qu'ils étaient un peu dispersés, alors avec les fusils et la charge.

Cela a duré deux heures; mais ils ont été contents de leur voyage! nous jetions tous les morts dans la rivière, et les prisonniers, nous leur faisions porter les munitions toute la journée sans manger.

Et le soir, les Russes leur faisaient creuser un grand trou; et, une fois assez grand, ils leur tiraient dessus et on les couvrait de terre... »

Extrait d'une lettre d'un soldat du 18e d'infanterie de marine (id.) :

« Nous venons de *piller* une papeterie chinoise ; voilà pourquoi j'ai pu récolter du papier pour pouvoir donner de mes nouvelles qui sont à peu près bonnes pour le moment, quoique étant pas mal fatigué, car la marche depuis Tien-Tsin a été très dure avec le sac à l'ordonnance, plus quatre jours de vivres de réserve, et avec ça de très mauvais chemins...

Je te jure qu'en revanche nous leur passons des piquettes aux Chinetons qui tombent sous notre patte ; la baïonnette rentre dans leur bedaine comme dans du beurre.

Tant qu'aux détails sur Pékin, tout est démoli, les murs en ruines, ainsi que toutes les villes comprises entre Takou et Pékin. Tout a été mis au pillage. C'est la guerre dans toutes ses atrocités. Des cadavres partout, que les chiens et les corbeaux sont en train de déchiqueter ; et avec ça une odeur qui n'est pas de rose.

Nous buvons du thé à volonté, parce que, comme tu dois bien t'en douter, il ne nous coûte pas cher. Nous en avons à faire fumier. Il en est de même de la porcelaine de Chine. Pour la soie, nous n'en faisons pas de cas ; nous avons, depuis notre arrivée à Pékin, des manteaux volés aux mandarins, tout en soie, doublés et *fourrés* en peau de tigre et de panthère qui nous rendent de grands services la nuit, car je trouve qu'il ne fait pas chaud.

Lorsque nous allons aux chiottes, ce qui arrive beaucoup trop souvent, car la dysenterie est à peu près générale, nous ne prenons plus de papier comme mouchoir : c'est la soie qui le remplace...

Nous ne profitons pas beaucoup des œuvres angéliques que les Dames de France ont pu faire à notre intention.

Moi et les camarades, nous n'avons rien vu et ne verrons jamais rien de tout cela. Il y en a qui en profitent, mais ce ne sont pas les soldats!!?? »

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

On nous demande d'insérer la note suivante :

Quelques-uns de nos amis ayant protesté publiquement contre l'amnistie en se déclarant libertaires, ce qui est leur droit, les soussignés croient bon de faire connaître que, *parce que libertaires*, ils ne protestent pas contre une mesure qui, établie pour d'autres, n'en a pas moins par ricochet profité à quelques révolutionnaires. Le rejet de cette amnistie n'aurait d'ailleurs attaqué en rien les institutions existantes.

Signé : C. Papillon, Georges Enginger, Edouard Bernaille, Auguste Fricher, du groupe la Bibliothèque des Scientifiques.

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arrondissement). — A 8 h. 1/2 :

Samedi 26 janvier. — Soirée musicale et littéraire.

Lundi 28. — Cours de sténographie, par M. Chéron.

Mardi 29. — M. le Dr Legendre, médecin des hôpitaux de Paris : La tuberculose.

Jeudi 31. — M. Gabriel Séailles, professeur à la Sorbonne : Les parents éducateurs.

Vendredi 1er février. — Cours de photographie, par M. Honoré.

Samedi 2. — M. Rouanet, député : Du rôle politique de l'argent dans la société antique, le moyen âge et les temps modernes (3e causerie).

Dimanche 3, à 10 h. 1/2 matin. — Consultation juridique.

Groupe antimilitariste du faubourg Antoine (G. P. A. P.). — Réunion tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, chez Maillet, 13, rue Keller.

Les groupes ou camarades de Paris et de province peuvent se procurer le placard

ASSASSINS GALONNÉS

aux prix de 1 fr. les 50 exemplaires et 2 fr. le cent. S'adresser à Dubois-Desaulle, 65, avenue Ledru-Rollin, et tous les jeudis au siège du groupe.

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — A 8 h. 1/4 du soir :

Samedi 26 janvier. — Analyse des livres reçus : *Auguste Rodin*, d'André Veidaux ; *En regardant la vie*, d'Alice Canova ; *L'Education et la Liberté*, de Manuel Devaldès.

Lundi 28. — Elisabeth Renaud : La propagande à faire aux conscrits.

Mercredi 30. — Conférence sur Cempuis, par Gabriel Girond, ex-élève de l'école (avec projections).

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 26 janvier. — Gabriel Trarieux : *Savonarole*, drame philosophique, lu et commenté par l'auteur.

Lundi 28. — Soirée musicale et littéraire.

Mercredi 30. — Hubert Lagardelle (directeur du *Mouvement socialiste*) : Le socialisme en Allemagne.

L'Idée Libre (Université libertaire), 81, rue Julien-Lacroix. — Conférences de janvier, à 8 h. 1/2 du soir :

Vendredi 25. — G. Dubois-Desaulle : Biribi : Les conseils de guerre.

Samedi 26. — Edouard Blas : L'évolution économique.

Lundi 28. — J. Braun (de la Métallurgie) : De l'organisation ouvrière au point de vue économique.

Mercredi 30. — Georges Bargas (le poète libertaire toulousain) : Sur l'amour libre.

Jeudi 31. — Liard-Courtois : La vie au bagne.

Adresser les communications urgentes au camarade Spirus-Gay, 20, rue Pierre Nys.

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — Les camarades qui croiraient qu'il est d'utilité pour la rénovation sociale de fonder une Université populaire, sont priés de venir au groupe pour y apporter leurs idées et leurs concours. Réunion samedi soir, à 8 heures, à la *Bibliothèque Ouvrière*, 107, rue du Vivier.

Bibliothèque Ouvrière. — Réunion, dimanche, de 3 à 6 heures du soir. Conférence. Prêt de livres.

La camarade Séraphine Pajaud va parcourir les départements de l'Oise, de l'Aisne et de la Somme. Ceux qui veulent entrer en communication avec elle peuvent lui écrire poste restante à Rouen, jusqu'au 1er février.

Avignon. — Réunion dimanche 27, de 5 à 7 heures du soir, salle de l'Université Populaire. Portail-Matheron.

Roubaix. — Les camarades de Roubaix et environs sont invités à assister à la soirée familliale qui aura lieu le dimanche 27 courant, à 7 heures du soir, au Tambour-Maître, rue des Longues-Haies, 74, au profit de la mère Paul Bury, étant dans la plus extrême misère.

Herstal (Belgique). — Conférence le 4 février, à 8 h. 1/2, par Flaustier. Sujet : Intolérance et Religion.

GROUPE LA LIBERTÉ D'OPINION
et de solidarité.

La réunion organisée par le groupe le vendredi 18, à l'Hôtel des Sociétés savantes, a pleinement réussi au point de vue moral.

Pressensé a ouvert la réunion en démontrant que les républicains de l'heure actuelle étaient bien au-dessous des libéraux de la bonne époque. L'orateur a renouvelé sa promesse de lutter toujours pour le droit qu'a chaque individu d'exprimer son opinion.

Paraf-Javal, lui, a cité les différents cas d'arbitraire déjà signalés. Puis Léopold Lacour, dans une improvisation magnifique, a fait le procès de l'autorité, de la propriété, de l'armée et de la famille, affirmé le droit pour l'individu de se développer dans toute la plénitude de son être.

Libertad, Courtois et Bloch ont ajouté quelques mots sur le même sujet.

Si le résultat moral a été bon, le résultat financier a été moindre. Trois réunions avaient déjà eu lieu dans le quartier la même semaine : la nôtre s'en est ressentie. Il y a eu 118 fr. de frais de salle. Les entrées ont donné 120 fr. 50. Plus la collecte faite à l'issue de la réunion a donné 23 fr. 85. C'est donc un bénéfice de 26 fr. 35 seulement pour la caisse des détenus.

Le groupe va s'occuper d'en organiser d'autres dans différents quartiers.

Les adhésions suivantes ont été recueillies : Dr Zielinski, Kropotkine, É. Reclus, Ch. Malato, J. Ajalbert, Mangin, Marie, Marchal, Pacotte, Michaux, Fernand Izouard, avocat à la cour d'appel.

Le groupe a remis 50 fr. au camarade Ollier qui avait été arrêté dans les conditions suivantes :

Octave Jahn, son beau-frère, était employé au pavillon du Mexique. Un vol y fut commis. Jahn fut arrêté, et Ollier, une des victimes de Montjuich, qui venait d'arriver de Londres, il y avait trois jours seulement, fut arrêté en même temps. De preuves il n'y en avait pas, mais les rapports de police portaient, qu'étant anarchistes, ils étaient capables de commettre le vol.

Il furent maintenus 31 jours, mais les deux camarades ayant pu prouver leur présence à une réunion à l'heure même où le vol s'accomplissait, on dut les relâcher.

Et, ce qui est mieux, une somme de 75 fr. fut saisie au domicile du compagnon Ollier. Il a été mis sans ressource sur le pavé, et ne peut obtenir le remboursement de cette somme.

∴

Camarades du groupe de *Solidarité Internationale* de Paris.

Salut !

Voulez-vous bien prendre note de la formation, à Barcelone, d'un groupe de Solidarité Internationale qui adhère à votre initiative ?

Nous ferons tout le possible pour seconder vos efforts toutes les fois qu'il s'agira de faire de l'agitation autour des actes d'arbitraire et de défendre la liberté de penser. Nous travaillerons en même temps à créer des groupes analogues dans d'autres localités espagnoles.

Nous espérons que vous nous tiendrez au courant de vos travaux, en nous signalant les cas dont vous vous occuperez et en nous adressant ce que vous publierez, placards, manifestes, etc., et tout ce qui vous semblera susceptible d'être publié dans notre pays. De notre côté, nous agirons de même.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Langue bleue (langue internationale), par L. Bollack ; 1 vol., 5 fr., chez l'auteur, 147, avenue Malakoff.

Proud'hon, par H. Bourgin ; une brochure, 0 fr. 50, chez Bellais, 17, rue Cujas.

Etudes et réflexions d'un pessimiste, par Challemel-Lacour ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

PETITE CORRESPONDANCE

Groupe antimilitariste et Education de Montmartre. — Communication arrivée trop tard pour le dernier numéro. Mardi matin, dernier délai. Nous le répétons assez souvent.

Tacé, à Châlons. — N'ayant pas votre adresse, ne puis vous répondre plus tôt. Reçu article ; mais à quoi bon revenir sur la question ? Lorsqu'on a affaire à un adversaire de mauvaise foi, on sera plutôt à court d'arguments que lui d'injures. Il n'y a qu'à le laisser s'atténuer dans son « bouillon de culture ».

J., à Vienne. — *L'Anarchie, sa philosophie, son idéal*, c'est 0 fr. 90 maintenant et non 0 fr. 60. La brochure de Tolstoï, épuisée.

Séverin ; Brenn. — Reçu articles, passeront à leur tour.

S., à Bordeaux. — Nous ne pouvons pas ouvrir 36 souscriptions. Il y a déjà celles pour les détenus. Si le cas se présente, le groupe fera ce qu'il pourra.

B., à Annonay. — *La Revue Naturiste*, 22, rue Théodore de Banville, 0 fr. 70 le numéro.

L., à Nancy. — Tout cela est un peu à côté. La place nous manque.

Reçu pour les détenus : Le Breton du Jardin des Plantes, 0 fr. 75. — Moreau, 4 fr. — Collecte et bénéfice des entrées de la réunion du 18 : 26 fr. 35. — Paul (v. m.), 0 fr. 50 ; Albert Henri, 1 fr. ; Auguste, 0 fr. 50 ; Emile Loubèt, 0 fr. 25 ; H. Cuisinier, 0 fr. 50 ; Morlière, 0 fr. 25 ; Intel, 0 fr. 25 ; Vigier, 0 fr. 25. Ensemble, 3 fr. 50. — Deux imberges, 1 fr. — Total : 35 fr. 60. — Listes précédentes : 226 fr. 20. — Total général : 261 fr. 80.

Reçu pour le journal : Le Breton du Jardin des Plantes, 0 fr. 75. — Ther., 0 fr. 50 ; V. L., 0 fr. 90. — Pour décrasser les cerveaux : L. G., 1 fr. ; M. G. V., 1 fr. ; L. P., 1 fr. ; Un groupe, 2 fr. ; K. C., 1 fr. ; L. D., 1 fr. ; A. C., 0 fr. 50 ; X., 1 fr. Ensemble, 8 fr. 50. — R., à Neuchâtel, 1 fr. — M., à La Tour-du-Pin, 1 fr. 50. — F., à Rouen, 0 fr. 80. — F. R., à Santa-Fé, 20 fr. — Merci à tous.

R., au Perreux. — M. D., à Buzeu. — B., à Carmaux. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Desséchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 41 DIX CENTIMES DU 2 AU 8 FÉVRIER 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA PEUR DE LA LIBERTÉ

PREMIER ARTICLE

Je ne sais pas si le danger clérical a vraiment l'étendue que certains lui donnent. Je ne sais pas si le péril augmente, comme on le dit, dans des proportions terrifiantes. J'ai peur que, selon la tactique de tous ceux *dont le courage* ne va pas au delà de certaines limites, on n'essaye de transformer un petit combat en une lutte de géants.

Mais que les prêtres de toute couleur et de tout froc soient, aujourd'hui, plus forts, moins *forts* ou aussi forts qu'hier, une chose n'en reste pas moins évidente : au sens de tous ceux qui souhaitent l'affranchissement des cerveaux, les prêtres sont beaucoup trop forts encore et c'est œuvre nécessaire que déblayer de cet obstacle la route vers le mieux. Voilà pourquoi, justement, il convient de dénoncer la comédie que, sous prétexte d'anticléricalisme, on nous joue à la Chambre et autour de la Chambre depuis quelques jours.

On a beau être sans illusions sur la valeur des assemblées parlantes et ne pas compter beaucoup plus sur la presse, on comprend mal qu'il n'y ait eu personne pour apporter dans ce débat les quelques mots indispensables de bon sens et de vérité.

C'est en réglementant, c'est-à-dire en violant le droit d'association qu'on prétend résister aux entreprises cléricales. Voilà le principe, principe *fort* nettement posé par M. Waldeck-Rousseau dès les premiers mots de son discours. « Une loi sur les associations, dit-il, est le point de rencontre où doivent venir se heurter deux doctrines qui, depuis de longues années, se partagent l'empire du monde et le gouvernement des États : celle de la suprématie de la société civile, celle de la prééminence du pouvoir religieux. »

On ne peut pas affirmer plus tranquillement chose plus monstrueuse. Si le droit d'association est le nœud de la question cléricale, sont seuls dangereux, évidemment, les prêtres que peut atteindre une loi sur les associations. En d'autres termes, il n'y a plus de question cléricale, seulement une question congréganiste, plus de péril clérical, seulement le péril congréganiste. C'est la thèse des deux clergés, l'un tout aimable, utile, inoffensif, le séculier, l'autre seul dangereux, le régulier. Le président du conseil a pu la soutenir aux applaudissements de l'extrême gauche et sans omettre d'exposer comment il compte, au moyen de sa loi, ramener dans « le confessionnal paroissial » les ouailles qui l'ont déserté pour celui du jésuite.

La discussion, par des républicains, d'une loi anticléricale devient l'écho d'une dispute de boutique entre marchands de bon Dieu. Gallicans contre ultramontains !

La défense du curé contre le moine, voilà ce que, grâce aux soins de l'austère Brisson, nos paysans pourront, en sortant de la messe, lire sur le mur de l'église.

C'est pour avoir le plaisir d'entendre M. Waldeck-Rousseau développer ce thème qu'on a permis à M. Waldeck-Rousseau de commettre son crime, l'amnistie, et que M. Jaurès, ardent dreyfusard, a cru devoir approuver ce crime. Comme on voit bien que la politique n'est qu'un éternel crédit !

Patience, me crie-t-on. Ne faut-il pas commencer ? Sans doute, au point de vue principes, ce n'est pas très brillant. Mais c'est pratique. De la sorte nous aurons le milliard. Or, voyez-vous, tout est là. Les grandes idées, parfait. Mais l'argent, le nerf de la guerre, voilà qui passe avant tout. Plus d'argent, plus de moines.

Si quelques citoyens pouvaient, sans autre forme de procès, s'emparer du bienheureux milliard et l'employer à meilleur usage, je ferais volontiers partie d'une expédition de ce genre. Mais quand c'est M. Waldeck-Rousseau qui doit nous le transmettre, il y faut, au préalable, quelques formalités. Tant que l'argent appartient à quelqu'un, impossible d'y toucher. On va donc prouver que le milliard n'appartient à personne. Comment ? En prouvant que ceux qui, aujourd'hui, le détiennent en commun n'ont ni le droit de s'associer ni le droit de posséder. Pourquoi ? Parce que nous le leur défendons par une loi !

Le malheur est qu'une telle loi, de quelque nom et prétexte qu'on la colore, constitue un attentat contre la liberté. Or, un attentat contre la liberté, c'est toujours un crime. Mais c'est un double crime quand des anticléricaux en sont les auteurs et des cléricaux les victimes. Parce que sa conséquence immédiate dans ce cas, c'est de redonner du prestige au parti clérical, en faisant de celui-ci, malgré lui, le champion de la liberté.

Les gens de la Saint-Barthélemy et de la Révocation, de l'Inquisition et de l'Index, les fervents du *Perinde ac cadaver* ne le font pas exprès, évidemment, quand ils défendent la liberté. Ces bons apôtres ne connaissent que leur intérêt et c'est par hasard si leur intérêt se confond avec une belle cause. Ils ne veulent la liberté que pour en faire usage contre la liberté. On dit tout cela et l'on a raison. N'empêche que, ces jours-ci, le beau rôle et les nobles paroles, sincères ou feintes, peu importe, furent du côté des de Mun et des Piou, surtout quand ils eurent *l'habileté*, comme l'abbé Lemire, de réclamer la liberté d'association pour tous et pas seulement pour eux. Cependant que les socialistes, logés par les articles 2 et 11 du projet à la même enseigne que les moines, protestaient non pas contre les dits articles, mais seulement contre l'usage qui pourrait en être fait un jour à leur endroit. Pour tous ceux que n'aveugle pas l'esprit de parti, pour tous ceux qui ne tiennent pas un homme quitte sur son étiquette, voilà une attitude assez vilaine.

Il est très fâcheux, je le reconnais, que des gens parlent au nom de la liberté sans en avoir le droit. Mais pour empêcher ce scandale, je ne vois encore qu'un moyen : renoncer soi-même à toute entreprise contre la liberté de ces gens-là.

Seulement, pour cela, il faudrait ne pas avoir peur, soi-même, de la liberté.

Après l'avoir payé si cher en défaillances laïques, c'est-à-dire en perte de force anticléricale, l'aurons-nous au moins, ce milliard ? Rien de plus douteux et voilà où l'on reconnait bien les gens pratiques. Non, je ne conseillerai pas aux travailleurs de compter beaucoup là-dessus pour leurs vieux jours. Dans une société où le capital est maître, où le capital est dieu, il serait admirable que moines et jésuites ne trouvent pas mille biais pour mettre leurs deniers à l'abri. Le génie de ces gens-là n'est-il pas de se plier à toutes les situations et de se faire aux circonstances ? Il est douteux que moines et jésuites ne sachent pas déguiser assez leur but et leurs moyens, pour donner le change même à des ennemis plus redoutables que M. Waldeck-Rousseau. Je le souhaite, pour ma part, car nous aurons peut-être à apprendre d'eux quelque chose, le jour où l'inquisition gouvernementale, armée de sa bonne loi, s'en prendra à notre trésor de guerre à nous, à nos colonies communistes et à nos organisations internationales.

Mais, restons sur le terrain anticlérical. Si les congréganistes sont, comme on l'affirme, les meilleurs hommes d'affaires de la réaction, il en restera toujours assez pour que les affaires de la réaction soient faites et bien faites. M. Trouillot *défendant son projet* — quelle ironie ! — nous énumère les associations religieuses de toute couleur et de toute nature que ledit projet laisse subsister. Il y a des centaines d'ordres et des milliers de maisons !

Comme on ne peut pas tout de même aller trop loin, de notre temps, contre la liberté, il a bien fallu laisser assez de motifs et de prétextes à s'associer, pour qu'en réalité la terrible loi n'empêche rien.

Conclusion : On n'a rien *fait*, matériellement, contre le prêtre ; on a beaucoup fait, moralement, pour le prêtre.

Voilà ce qui s'appelle défendre la société laïque contre les entreprises cléricales. Or, il en sera de même *tant* qu'on n'abordera pas franchement les solutions de liberté.

CHARLES ALBERT.

Nous avons reçu le *Bloc* (1) de Clemenceau, qui, dans son article-programme, nous promet une bonne campagne contre l'injustice et l'oppression.

A relever cependant son erreur de la nécessité d'une armée. Comment un esprit si clairvoyant peut-il ne pas s'apercevoir que, avec l'armée, c'est la lutte à l'état toujours latent; que l'armée, c'est la perpétuation des iniquités qu'il combat?

En un autre passage, il fait le procès des républicains continuant les institutions de la royauté. Là encore, le reproche de M. Clemenceau tombe à faux. Tant que la république ne sera qu'un changement politique, on peut bien changer le personnel, peut-être le nom des institutions, mais celles-ci resteront les mêmes.

Pour que la république soit ce que les travailleurs l'avaient rêvée, il faudrait une transformation économique de la société. Cette transformation, il n'est pas au pouvoir des hommes de gouvernement de nous l'apporter. Cette transformation ne s'opérera que par les travailleurs eux-mêmes, décidés à passer par-dessus la loi et les institutions. Cette transformation ne se fera que lorsque les individus auront transformé leurs façons de penser et d'agir.

Bienvenue au *Bloc*.

J. G.

L'ANARCHISME ET LA COOPÉRATION

I

A la suite de la publication des rapports du Congrès, un camarade d'Italie m'a adressé une lettre pour démontrer que les associations coopératives avaient du bon, qu'il serait sage de s'y mêler; qu'il y avait de la propagande à y faire.

J'aurais inséré cette lettre afin d'y répondre, mais comme M. Gide, en réponse à l'article que j'avais consacré à son livre, me fournit à peu près les mêmes arguments (2), mais d'une façon qui mérite d'être relevée, ma réponse s'adressera donc à M. Gide, mais le camarade pourra y trouver les réponses à quelques-unes de ses objections.

⁂

Le tort des révolutionnaires a été de combattre en bloc les projets de réforme qu'on leur présentait; de prendre à la lettre ceux qui nous présentaient ces palliatifs comme des panacées, de les juger comme tels, et, n'y trouvant pas les vertus promises, de les condamner en entier, sans voir si, dans le détail, ils ne contenaient pas quelque amélioration immédiate qui les faisait accepter par le populo qui, lui, ne voit que le moment présent, les buts éloignés lui étant moins tangibles.

Lorsque les partisans de la coopération viennent nous dire que si tous les ouvriers pouvaient s'unir en sociétés coopératives de production et de consommation, l'état social en serait changé, que c'est un moyen d'affranchissement, évidemment, si ce n'est un mensonge, c'est tout au moins une erreur, nous avons raison de les combattre.

Mais si les associations coopératives sont impuissantes à changer l'ordre social, si ce n'est qu'un moyen d'alléger le fardeau — et pour une courte durée — et non un moyen d'affranchissement, il n'est pas niable qu'elles ne puissent apporter quelques avantages à ceux qui en font partie. Et, à ce point de vue, on aurait tort de persister à les rejeter en bloc. Si le travailleur y trouve un léger soulagement au fardeau qui lui pèse sur les épaules, pourquoi le repousserait-il?

Si, par exemple, en faisant partie d'une coopérative de consommation, il peut avoir des produits meilleurs et à meilleur marché, pourquoi se priverait-il de cet avantage, sous prétexte que cela ne l'affranchit pas complètement?

Lorsqu'on combat une chose, il faut bien l'examiner sous toutes ses faces, de façon qu'une critique mal raisonnée ne fasse rejeter de premier abord des arguments n'ayant de valeur que pour telle ou telle partie de l'objet discuté.

⁂

Il faut dire que, après avoir repoussé *à priori* les coopératives, il s'est fait parmi les révolutionnaires un revirement, et après n'avoir même pas été bonnes pour les chiens, quelques camarades leur ont trouvé *toutes* les qualités:

« Les associations coopératives peuvent servir de milieux éducateurs aux travailleurs, leur donner des aptitudes d'organisation leur permettant de se passer de leurs maîtres économiques; une partie de leurs bénéfices peuvent servir à la propagande d'idées plus générales, » etc.

Ici, je crois, ces camarades se leurrent. Ces associations ayant à lutter contre l'organisation capitaliste, devront, si elles veulent réussir, se tenir exclusivement sur le terrain commercial.

Vouloir mener ensemble la concurrence commerciale et la lutte d'idées, serait vouloir se vouer à l'échec. A vouloir mener deux choses de front, l'une finit par absorber l'autre, ou elles se nuisent mutuellement.

C'est un peu à cause de cela que nous avons vu nombre de camarades qui, s'étant mêlés à l'organisation de coopératives pour y propager l'idée anarchiste, pris par leurs nouvelles occupations, ont tout bonnement lâché l'anarchie pour devenir simples coopérateurs n'ayant plus qu'une visée: la réussite de l'œuvre à laquelle ils s'étaient voués.

C'est, nous dira-t-on, que leurs idées anarchistes avaient fort peu de consistance; ou que, aux prises avec la vie, ils ont compris qu'ils devaient sacrifier les idées vagues, nébuleuses, d'un avenir incertain pour des réalisations plus tangibles.

Ni l'un ni l'autre. C'est qu'il y a dans la marche de l'action, comme dans celle des idées, des moments où le chemin bifurque, et que l'on est forcé de choisir l'un ou l'autre. Et avant de s'engager dans une action, reste à savoir si les réalisations les plus immédiates sont les meilleures; si les réalisations lointaines ne sont pas les plus sûres et les plus positives.

Il y a de la propagande à faire dans les coopératives, comme dans tous les groupements où les individus se remuent pour changer leur situation; seulement ceux qui veulent y faire cette propagande doivent se garder de se mêler aux choses d'organisation, et ne s'y mêler que comme adhérents.

⁂

Bien entendu, lorsque je parle des coopératives, j'ai toujours en vue les coopératives de consommation, celles-là, seules, pouvant amener quelque amélioration à leurs adhérents: produits de meilleure qualité, à meilleur marché, sans comporter trop d'exploitation.

Mais les coopératives de production, il y a longtemps qu'elles sont jugées. A celles-là, surtout, il n'est pas permis de faire de la propagande d'idées; il leur faut se tenir absolument sur le terrain capitaliste d'exploitation. Ne peuvent réussir que celles qui se mettent à exploiter les non-associés.

Et cela se comprend. Le capitaliste ne réalise de bénéfices que sur le travail de ceux qu'il emploie. S'il est seul à empocher les bénéfices, il pourra se contenter d'un bénéfice moindre sur chacun de ceux qu'il emploie.

Si un groupe de travailleurs a pu réaliser la somme nécessaire leur permettant de s'associer, ils auront à lutter contre ledit capitaliste, et pour lutter contre lui, ils seront forcés de n'évaluer leurs salaires qu'au même taux que le capitaliste le paie à ses ouvriers; le bénéfice, s'ils en réalisent, représentera l'intérêt du capital qu'ils auront engagé.

On pourra nous dire, peut-être, que c'est déjà quelque chose qu'un certain nombre d'ouvriers aient pu arriver à être leurs propres maîtres, se soient affranchis du joug du patronat.

Si ces ouvriers continuent à travailler de leurs mains, à n'employer personne comme salariés, c'est bien, mais, jusqu'ici, les rares coopératives qui ont réussi n'ont pas agi ainsi, et ont traité comme salariés les ouvriers qu'elles occupaient.

Puis, il ne faut pas oublier que ces ouvriers n'ont pu s'émanciper qu'en mettant en œuvre un certain capital. — Réunir ce capital est un privilège qui n'est donné qu'à une infime minorité. La plus grande masse des travailleurs, pour une raison ou pour une autre, sera toujours en dehors de ce moyen d'émancipation, et restera l'armée de réserve où les capitalistes pourront recruter la main-d'œuvre nécessaire pour faire concurrence aux associations coopératives. Quel sera le rôle de ces dernières, à l'égard des vaincus, non pas de la vie, mais de la mauvaise organisation sociale?

Les accueillir sur le pied d'égalité dans leurs rangs. Le voudront-elles? — Et, le voudraient-elles, le pourraient-elles, sans se mettre en état d'infériorité à l'égard des coalitions patronales?

Et puis, du reste, n'est-ce pas la plus grande utopie du monde, de croire que les travailleurs peuvent lutter à armes égales contre les capitalistes sur le terrain capitaliste?

Je ne sais plus à combien de milliards on évalue l'outillage et le capital roulant nécessaires à l'industrie et au commerce. Or, il tombe sous le sens, que venir dire aux travailleurs qu'en se privant et en économisant ils arriveront à trouver le capital nécessaire pour faire concurrence à leurs exploiteurs, c'est, tout bonnement, se moquer d'eux.

Quelques-uns, en un petit coin, avec des conditions favorables, peuvent arriver à se créer une place à côté des exploiteurs qui existent, mais le plus grand nombre restera toujours exploitable à merci. Puisque leurs maîtres n'ont pas à chercher le capital, ils l'ont; ils n'ont pas à se créer la clientèle et les débouchés, ils les ont, avec, en plus, la force des situations acquises.

Venir dire aux travailleurs qu'ils peuvent se substituer peu à peu à leurs exploiteurs, en acceptant de lutter sur le terrain capitaliste, est une mauvaise plaisanterie qui ne mérite pas qu'on s'y arrête plus longtemps.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

(1) Administration: 87, rue Cardinet.

(2) Dans l'*Union coopérative*. Mon article était déjà écrit, lorsque j'ai reçu une coupure de cette même revue, où je trouve ceci:

« Mais, dût l'amour-propre de M. Grave en être froissé, je me permets de faire observer à M. Gide, que l'éminent et honorable anarchiste ne représente pas à lui seul le communisme libertaire. » — Suit une longue liste d'anarchistes ou d'ex-anarchistes, ralliés à l'idée coopérative.

J'ignore si tous ceux que cite le correspondant de l'*Union coopérative*, tels que Malatesta, les rédacteurs de *Freedom*, et d'autres, se sont ralliés complètement à la coopération; mais ce que je sais bien, c'est que l'on ne m'apprend pas une nouvelle en me disant qu'il y a d'autres anarchistes. C'est étrange, peut-être, mais j'ai toujours pensé qu'il en était ainsi. Et si je bataille pour propager l'idée anarchiste, c'est pour en augmenter le nombre des adhérents.

D'autre part, je n'ai non seulement jamais pensé représenter à moi seul l'anarchie mais je n'ai jamais eu la prétention de représenter d'autre opinion que la mienne.

C'est très désagréable de toujours employer le « je », le « moi ». Non seulement c'est désagréable, mais c'est stupide. Il ne me reste donc que le « nous », car si je n'ai pas la prétention de représenter personne, je pense bien, cependant, ne pas être le seul de mon avis. Et alors, quand j'emploie « nous », cela veut dire ceux qui, sur tel sujet, pensent comme cela; ça évite d'allonger les phrases.

Ce n'est pas tout à fait de ma faute si notre langue est encore bien imparfaite.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Les députés font assaut d'éloquence et prennent de belles attitudes oratoires pour le ravissement des belles dames des tribunes. La question passionnante est la loi sur les congrégations. D'une part, les catholiques savent fort bien qu'il ne résultera pour eux aucun dommage de cette loi et savent parfaitement à quoi s'en tenir sur la petite fumisterie du ministère de Défense républicaine. Mais cela fait toujours bien de se poser en martyrs, et ça rapporte.

Quant aux « défenseurs de la République », compères des cléricaux, c'est avec le plus grand sérieux qu'ils tiennent leur rôle dans la comédie grossière qui se joue. Sans souci des perspicaces et des intelligents, minorité négligeable, qui devinent le dessous du jeu, ils comptent sur la confiance des imbéciles, grande majorité prête à tout gober.

Les socialistes, eux, après avoir renié successivement tous leurs principes pour se conserver un ministère étiqueté de défense républicaine, — rien n'est respectueux des étiquettes comme un socialiste — commencent cependant à s'inquiéter. Et si cette loi sur les associations allait être tournée contre les associations socialistes?...

Mais, jobards! c'est là le seul but. Forger une bonne loi protectrice de la quiétude bourgeoise. Les congrégations? On s'en moque un peu! Entre bourgeois dirigeants — cléricaux, protestants, juifs, libres penseurs ou autres — on s'entend toujours. Mais si l'on pouvait enrayer le développement des idées de progrès, en mettant des obstacles au droit de réunion et d'association si utile à la propagation des idées!...

Tout est là, et vous avez mis le temps à le comprendre, si tant est que vous le compreniez encore bien. En attendant, que cela vous apprenne ce que c'est que les lois: elles se retournent toujours, quand on le veut, contre la liberté.

L'Amnistie. — On en voit un bel exemple dans l'amnistie. Elle n'a eu d'autre but — les faits le démontrent chaque jour — que de sauver les grands faussaires, les grands voleurs et les canailles du haut vol, qui parent d'une manière si appropriée les milieux dirigeants. Pour les petits, elle n'existe pas.

Exemple : L'affaire de Choisy-le-Roi, où sept personnes trouvèrent la mort, a été enterrée sans jugement pour cause d'amnistie. De gros bonnets étaient en cause.

L'autre jour, comparaissait un simple employé qui, trop pressé de fermer une portière de wagon, avait écrasé deux doigts à un enfant. Il a été condamné à 25 francs d'amende.

∴

La Justice. — Un vieux monsieur insulte une jeune fille. Celle-ci jure de se venger. Quelques temps après, elle retrouve ce vieux monsieur ou pense le reconnaître, et lui tire un coup de revolver, sans l'atteindre, d'ailleurs. Il se trouve que ce vieux monsieur est un personnage important, professeur à la Sorbonne, père du président de la Chambre.

Malgré les affirmations de la jeune fille, le juge se refuse à croire à l'identité du personnage important avec le vieux dégoûtant dont elle a à se plaindre. Il lambine, évite de les confronter, ce qui aurait pour effet d'élucider aussitôt le point obscur. D'autre part, une amie de la jeune fille, malheureusement blessée par le coup de revolver, est, dit-on, dans un état assez grave pour qu'il ne soit pas possible de l'interroger. Mais il y a des grâces d'état pour les gens influents et, malgré cet état grave, on la laisse circonvenir par la famille du personnage, afin, sans doute, que ses déclarations n'aillent pas causer de scandale. Car, en morale bourgeoise, c'est le scandale surtout que l'on craint. On veut bien se livrer à toutes sortes de petites ou grandes cochonneries, mais incognito. Pas de scandale.

« Malheur, dit l'Evangile, à celui par qui le scandale arrive ! » En attendant, Mlle Vera Gelo attend en prison que l'on veuille bien (!) tirer son affaire au clair, ou qu'on ait trouvé un joint pour l'enfermer comme folle.

Pour moi, je ne vois qu'un moyen d'en sortir. Le gouvernement n'a qu'à fabriquer immédiatement une nouvelle loi d'amnistie, qui permettra, en étouffant l'affaire, de laisser intacte la réputation de M. Emile Deschanel. Les socialistes se feront un plaisir de voter encore pour ne pas faire tomber le ministère.

André Girard.

∴

Perpignan. — Le camarade Llombart, réfugié espagnol, renvoyé par son patron, l'assigne aux prud'hommes. Le patron, pour se venger, va le dénoncer comme anarchiste. Le camarade a été arrêté, on vient de lui donner vingt-quatre heures pour sortir de France.

∴

Mouvement ouvrier. — Loi ouvrière. A plusieurs reprises, j'ai cité des faits montrant que la fameuse réforme de Millerand sur le travail des femmes et des enfants n'était pas appliquée. Aujourd'hui les camarades de Roubaix m'écrivent une longue lettre et citent, eux aussi, des faits.

Voici, du reste, les principaux passages de cette lettre : « Dans les ateliers où l'on emploie des enfants, il est interdit de faire plus de onze heures ; eh bien ! depuis six semaines nous faisons douze heures par jour avec l'autorisation de l'inspecteur (le sous-ordre du Millerand socialiste) » ; plus loin : « Nous ne pouvons laisser passer sans protester avec indignation ce qui se passe depuis la mort de la reine d'Angleterre : sous prétexte de deuil, l'on fait travailler 13 et 14 heures dans la plupart des ateliers, et dans d'autres 24 et 36 heures sans arrêts autres qu'aux repas. Dans certains ateliers, nombreux sont les enfants âgés de 13 à 15 ans, cela, paraît-il, avec *l'autorisation du ministre*. Il n'est pas nécessaire de citer des ateliers spécialement, c'est dans tous les apprêts sans distinction. »

Les camarades qui m'écrivent, cela va sans dire, n'attendent rien des lois, et leur but est simplement de montrer comment à coups de réformes l'on berne les travailleurs.

Les leaders socialistes, Jaurès en tête, ont vanté cette loi et fait des articles enthousiastes pour la recommander aux travailleurs et faire mousser le règne du camarade Millerand. Les véritables travailleurs heureusement commencent à se rendre compte de la valeur de cette bonne loi, ainsi du reste que de toutes les autres du même genre. Et cela seul importe.

∴

A Calais, la grève tire à sa fin ; vaincus par près de deux mois de privations, beaucoup d'ouvriers ont repris le collier de misère. Seuls les vaillants et les convaincus ont le courage de lutter encore : aussi sont-ils traqués furieusement.

L'autre jour, quelques-uns des grévistes qui étaient allés attendre leurs collègues à la sortie des ateliers ont été chargés avec fureur par les gendarmes à cheval qui les poursuivaient sabre haut. Lancés au galop, ils s'attaquaient à tout ce qui se trouvait sur leur passage, hommes, femmes ou enfants, montant au besoin sur les trottoirs pour les atteindre plus sûrement.

A la suite de cette équipée, de nombreuses arrestations ont eu lieu, et le lendemain même le tribunal fonctionnait et condamnait. L'un a été condamné à trois mois de prison, un autre à deux mois et plusieurs autres à des peines variant de dix à vingt jours. Tout cela dans le seul but d'influencer ceux qui ont encore le courage de résister.

Si après cela les patrons tullistes ne sont pas contents de Millerand, de ses scribes et de la manière dont il entend la liberté ouvrière, c'est que vraisemblablement il n'y a rien à faire avec ces gens-là.

∴

A Montceau-les-Mines. — Une fois de plus, les 10.000 ouvriers des mines de Blanzy viennent de quitter le travail. Depuis déjà un certain temps on s'attendait à ce mouvement. Les vexations sans nombre de l'administration, le refus de faire droit aux justes réclamations avaient monté les esprits. Une dernière injustice mit le feu aux poudres. La grève a éclaté parmi les manœuvres qui, pour un travail de galériens, touchent un salaire allant de 1 fr. 50 à 2 fr. 75 par jour. Devant leur refus de continuer dans ces conditions, leurs camarades des autres postes firent cause commune avec eux et en l'espace de quelques heures la grève fut générale.

A quel but obéit la compagnie en acculant une fois de plus ces travailleurs au chômage et à la misère ? Voilà ce qu'il serait difficile de dire exactement. Les réclamations des mineurs sont d'ordre plutôt moral que matériel, et c'est poussés à bout par des vexations puériles qu'ils ont eu recours une fois de plus à cette extrémité : *la grève*.

Voici en effet quelques-unes des principales revendications formulées : 1° A conditions égales de travail, mêmes salaires pour les ouvriers des différentes divisions. 2° Le syndicat juge des retenues faites sur les salaires sous prétexte de punition. 3° Respect du contrat de salaire antérieur. 4° Suppression du chômage de reprise du travail. 5° Qu'il ne soit pas fait de différence entre syndiqués et non-syndiqués.

Tout cela, comme on le voit, ne met pas la propriété capitaliste trop en danger, ni ne menace beaucoup les dividendes des porteurs d'actions.

Cette fois, les travailleurs semblent bien décidés à exiger l'application intégrale de leurs *desiderata* et ont engagé la lutte. Millerand et le gouvernement « de défense républicaine », soutenus par la clique socialiste (!) ont mis aussitôt la troupe au service des capitalistes. Les révolutionnaires de gouvernement ont complètement oublié cette fois leur cri de jadis : « Pas de soldats dans les grèves » et l'on a pu voir arriver à Montceau-les-Mines plus de 3.000 hommes de troupes et 600 gendarmes en moins de quarante-huit heures.

En voici, du reste, le détail : un bataillon du 56e, du 134e, du 29e ; 3 escadrons du 26e dragons. Toutes les écoles laïques et libres sont occupées par la troupe.

Ces troupes, qu'à ce qu'il semble on espère bien faire « travailler », sont sous les ordres du général de La Pommeraye, un nom à retenir pour la prochaine. Pour les gendarmes, c'est encore mieux, si possible : ils sont sous les ordres du capitaine Michelin (1), qui commanda le feu sur les travailleurs de Chalon. Millerand vraiment ne pouvait pas avoir plus d'attentions. De plus, il a envoyé sur les lieux un de ses hommes à tout faire, chargé de le tenir au courant, et sur qui j'aurai l'occasion de revenir, je l'espère.

En attendant, les ouvriers semblent bien décidés à ne pas se laisser assassiner sans protester. Des placards ont été affichés et distribués par milliers aux soldats. Voici du reste le texte de l'un d'eux :

(1) Il vient cependant d'être remplacé.

Aux soldats !

Soldats, les mineurs de Montceau sont en grève. Ils demandent un meilleur salaire.

Le Gouvernement vous envoie ici pour forcer les ouvriers à céder devant les patrons.

Recommencerez-vous, comme à Fourmies, à fusiller le peuple ?

Hier, vous étiez ouvriers, demain vous le serez encore ; l'intérêt des mineurs est le vôtre.

Aidez-nous en refusant de vous servir de vos fusils pour massacrer des frères.

Vive la Fraternité !

Excellente idée, que nous espérons bien voir se généraliser, et que les syndicats ouvriers devront étudier sans plus tarder.

D'autre part encore, les ouvriers ne restent pas inactifs : entre Montchanin et Montceau, un poteau télégraphique a été coupé pour empêcher de passer les trains spéciaux qui amenaient la troupe.

Comme de juste, une enquête est ouverte, et gare les condamnations.

Un camarade du Creusot est de plus venu au nom de ses camarades, mettre en garde les grévistes contre les endormeurs politiciens genre Viviani, qui, au Creusot, a trompé la bonne foi des travailleurs en proposant l'arbitrage Waldeck, pour le plus grand profit du potentat Schneider. Espérons que les mineurs de Montceau sauront mettre cette fois dans le même sac les Roldes, les Richard, les Viviani. Ils pourraient, au besoin, les faire descendre, oh ! gentiment ! dans la mine, ce qui serait un excellent moyen de s'en débarrasser.

Les grévistes semblent bien décidés à obtenir satisfaction, il faut s'attendre à une résistance opiniâtre de part et d'autre.

P. Delesalle.

∴

Marseille. — Après soixante-six jours de grève, les moellonniers ont repris le travail, bénéficiant d'une transaction.

A noter que le beau mouvement révolutionnaire qui se dessinait en cours de grève a été étouffé par les fourbes — j'ai nommé les politiciens socialistes. Il ne s'agissait pas moins que de la déclaration de grève des grandes corporations — ouvriers des ports et charretiers et chargeurs — pour faire aboutir les revendications de leurs camarades moellonniers.

C'est donc une leçon de plus :

Pour les politiciens, la solidarité des travailleurs ne doit exister que théoriquement ; pratiquement, les mêmes encensent, étouffent et, au besoin, bâillonnent. Inutile d'insister, n'est-ce pas ? C'est dans l'ordre.

Dal.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arrondissement). — A 8 h. 1/2 :

Samedi 2. — M. Rouanet, député : Du rôle politique de l'argent dans la société antique, le moyen âge et les temps modernes (3e causerie).

Lundi 4. — Cours de sténographie, par M. Chéron.

Mardi 5. — M. P. Alphandéry, licencié ès lettres : La démocratie à travers les âges : VIII. Le peuple et la Ligue.

Jeudi 7. — Séance musicale organisée par M. Willaume (chant, piano, violon, violoncelle).

Vendredi 8. — Cours de photographie, par M. Honoré.

Samedi 9. — Soirée musicale et littéraire.

Dimanche 3, à 10 h. 1/2 matin : Consultations juridiques.

L'Idée libre (Université libertaire), 81, rue Julien-Lacroix. — Conférences de février, le soir, à 8 h. 1/2 :

Vendredi 1er. — Eugène Guérard : L'action syndicale.

Dimanche 3. — Veillée artistique et littéraire.

Lundi 4. — *La Résurrection du soleil* de Laurent Tailhade, par un membre de L. I.

Mardi 5. — Georges Régnier : Qu'est-ce que la Patrie ?

Jeudi 7. — Paul Blain (ex-missionnaire) : II. Une méthode pratique de régénération sociale.

Adresser les communications urgentes au camarade Spirus-Gay, 20, rue Pierre-Nys.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle (Université populaire du 18e arrondissement) :

Samedi 2 *février*. — Paul Hunziker : Questions économiques, politiques et sociales en Espagne (1re causerie).

Lundi 4. — *Maxime Leroy* : Les idées juridiques d'Anatole France.

Mercredi 6. — E. Tarbouriech (professeur au Collège libre des sciences *sociales*) : Introduction aux constitutions de la France : I. Généralités — l'Etat romain.

Le Groupe antimilitariste du faubourg Antoine (G. P. A. P.) vient de publier un troisième placard, ayant pour titre : *Justice militaire*. Les faits se sont passés en 1898 à la 2e compagnie des disciplinaires des colonies (Madagascar), où les disciplinaires Jean et Brando, à la suite d'un jugement sommaire, furent exécutés.

Pour tous renseignements, s'adresser tous les jeudis soir, 13, rue Keller, au siège du groupe, ou à Dubois-Desaulle, 56, avenue Ledru-Rollin.

Solidarité des Trimardeurs. — Réunion, salle Clément, 3, rue Fondary. Décision à prendre au sujet de la fête de solidarité des trimardeurs à Levallois.

Conférence par le camarade Noulet.

QUATRE-CHEMINS-PANTIN-AUBERVILLIERS. — *Bibliothèque ouvrière*, 107, rue du Vivier, réunion samedi soir, à 8 heures. Conférence par un camarade de la Bibliothèque.

Dimanche, réunion de 8 heures à 5 heures. Conférence par E. Girault sur la Théorie de l'Evolution.

Les camarades sont priés d'être exacts.

Prêts de livres.

Aux camarades de la région de la Loire :

En raison des tendances que les camarades ont de participer au mouvement syndical et économique, quelques camarades ont pris l'initiative d'organiser une réunion générale de tous les libertaires de la région. Cette réunion, sorte de petit congrès, aura lieu le 10 février, à 2 heures du soir, au café Argand, place Marengo et rue Gérentet (salle du 1er étage).

Objet : L'action syndicale, le mouvement ouvrier et les anarchistes.

Nous invitons tous les camarades à faire leur possible pour assister à cette réunion ; au cas où les groupes des localités un peu éloignées ne pourraient tous se rendre à notre appel, ils sont priés de bien vouloir y déléguer un ou plusieurs camarades.

Pour toutes communications, correspondances, etc., s'adresser au camarade J. Gallet, libraire, rue de la Préfecture, 49, Saint-Etienne.

AGEN. — Des camarades désireux de fonder une bibliothèque font appel à ceux qui peuvent disposer de livres et brochures.

Ecrire au camarade F. Boucher, boulevard de la République.

ANGERS. — Toutes les personnes qui voudraient aider à l'organisation d'une « Maison du Peuple » (Université Populaire, Théâtre Populaire, etc., c'est-à-dire qu'avec l'étude il y aurait la distraction) sont priées d'assister à la réunion préparatoire du dimanche 10 février, à 9 heures du matin, salle Daviers, boulevard Daviers, 34.

Pour tous les renseignements, s'adresser à M. J. Mercier, 9, boulevard Henri-Arnault, Angers, et à M. L. Ménard, Trélazé.

ROUBAIX. — Soirée familiale au profit de la mère de Paul Bury, le dimanche 3 février, au Tambour-Maître, 74, rue des Longues-Haies.

REIMS. — Réunion du Syndicat des irréguliers du travail, le dimanche 3 février, à 4 heures, salle Pouyaux, rue des Romains.

BORDEAUX. — Les camarades sont priés de se réunir le samedi 2 février et le samedi 9, en vue de s'entendre pour une soirée familiale, au profit de Régis Meunier. Tombola, causerie, lecture. Chant, poésie et bal

Tous les camarades qui peuvent disposer de quelques lots pour la tombola sont priés de les faire parvenir d'ores et déjà chez M. Séré, 13, rue Porte-Basse, Bordeaux.

Samedi 2 *février*, à 8 h. 1/2 du soir, rue Porte-Basse, n° 13, chez M. *Séré*, organisation d'une conférence publique et contradictoire sur la « Liberté d'opinion ». Cette conférence sera *suivie* d'autres, si nous échappons à notre propre contemplation.

Organisation également d'une *soirée* familiale que les compagnons veulent utile et fructueuse. Causerie. Poésies, chants, monologues. Bal.

ALAIS. — Un mouvement en faveur des syndicats se produit actuellement dans notre pays ; des conférences s'organisent à ce point de vue. Camarades, profitons-en pour y semer l'Idée, inscrivons-nous chacun dans son syndicat respectif, car si les syndicats ne sont pas le but à atteindre *pour* nous anarchistes, du moins peuvent-ils nous aider à faire connaître, à propager notre idéal ; et surtout que l'effort que nous y pourrons apporter soit pour que le microbe politique n'y germe *pas*, *alors* seulement ils pourront vivre.

Prière aux camarades de se trouver au café Roux, le 17 *février*, à 4 heures du soir ; présence indispensable.

SAINT-ETIENNE. — Le Groupe central de la Jeunesse socialiste révolutionnaire de Saint-Etienne, réuni en assemblée générale le 24 courant, a décidé, en vue de la propagande chez les jeunes de la région, de fonder une bibliothèque S. R. Pour l'aider dans la tâche qu'il va entreprendre, il fait un chaleureux appel à tous les écrivains, éditeurs, et militants du parti socialiste. Il espère que son appel sera entendu.

Adresser les envois de brochures ou de livres au siège du groupe, 36, rue du Grand-Gonnet.

Congrès Libertaire National. — Appel aux camarades !

Le cercle libertaire *L'Union Bruxelloise*, estimant qu'il y a lieu de se réunir afin de *s'expliquer* et de *s'entendre* en ce qui concerne la propagande — cela parce que les résultats ne semblent pas en rapport avec le travail accompli à cet effet — invite les camarades libertaires belges à assister au *Congrès National* qui se tiendra à Bruxelles, les 7 et 8 avril 1901 (journées de Pâques) pour examiner les questions suivantes :

1° Y a-t-il lieu de lancer une brochure, déterminant *ce que veulent les anarchistes*, où seront énoncés des principes généraux admis par tous ?

2° Y a-t-il avantage pour la propagande à ce que les libertaires se groupent ; en ce cas, n'y a-t-il pas lieu de recommander un *groupement-type* ? — Spécialisation.

3° N'y a-t-il pas lieu d'entreprendre une active propagande par la voie de *manifestes* et d'*affiches* ? En ce cas, n'y aurait-il pas avantage à se procurer le matériel nécessaire (*imprimerie*) ?

4° Y a-t-il lieu de créer une petite publication : *Bulletin des groupes*, organe d'informations portant compte rendu de la besogne accomplie par les groupes ?

5° *Action syndicale*. — Grève générale. — But et moyens.

6° *Action antimilitariste*. — But et moyens.

Nous invitons les camarades et les groupes :

1° A faire ajouter au présent ordre du jour les questions qu'ils désireraient voir discuter et n'y figurant pas encore ;

2° A se mettre en relations avec les camarades organisateurs et à leur *adresser leur adhésion*.

Camarades !

Il est de toute nécessité de réveiller les initiatives et les énergies.

Il est profondément regrettable que le dévouement du petit nombre des militants soit neutralisé par l'inertie du grand nombre.

Il faut absolument que chacun apporte sa part de bonne volonté et d'activité.

Viennent donc tous ceux qui veulent lutter pour démolir la société qui nous opprime ! Venez pour que sous peu l'Idée anarchiste soit toute-puissante !

Adresser les communications et adhésions à l'*Union Bruxelloise*, 17, rue des Chartreux, Bruxelles.

Pour le cercle, les organisateurs :

CHAPELIER, MÉTOSGAN, LAUPY et THONAR.

N. B. — Le camarade Chapelier se trouvera tous les jours, de 5 à 6 heures, au local du groupe.

Cercle libertaire L'Union Bruxelloise. — Réunion rue des Chartreux, 17, à 8 h. 1/2 du soir.

A partir du 9 février, les réunions auront lieu rue de l'Eclipse, 13.

Jusqu'au 6 *février*, adresser toutes les correspondances au camarade Chapelier, rue des Chartreux, 17, Bruxelles, et, à partir du 9, rue de l'Eclipse, 13.

Le camarade Chapelier se tiendra tous les jours de 5 à 6 heures du soir, au local du groupe, à la disposition des camarades qui auraient des communications à lui faire.

VIENT DE PARAITRE

La femme-esclave, par René Chaughi, notre cinquième brochure à distribuer.

Pour la recevoir, envoyer 1 fr. pour un cent seul ; les cents au-dessus, 0 fr. 50.

Bien entendu, cela ne couvre que les frais d'expédition. Pour ceux qui pensent que c'est de la bonne besogne, la souscription est ouverte.

La Grève Générale, rapport présenté au Congrès antiparlementaire par le groupe E. S. R. I., broch., 0 fr. 10 ; par la poste : 0 fr. 15.

Le 7e fascicule des Chansons contenant : *L'Hymne anarchiste Espagnol* (traduction française), avec musique ; *Debout, frères de misère ; Les Affranchis*, etc., etc. L'exemplaire par la poste, 0 fr. 15 ; le cent, 4 fr. 50.

Il nous reste encore quelques exemplaires des *Feuilles* de d'Axa, 2 francs le volume au lieu de 5 fr. — 2 fr. 60, colis postal en gare, ou 2 fr. 85 par la poste.

AVIS

Un collectionneur demande à acheter toutes les publications socialistes et libertaires. Adresser les propositions aux *Temps Nouveaux*.

Un camarade demande à se procurer :

Le n° 4 de l'*Homme libre*.

Le n° 1, 2e année, de *La Misère*.

Le n° 6, 1re année, du *Cri de Révolte*.

PETITE CORRESPONDANCE

P. J., à Genève. — Il n'y a pas de n° 45 des *T. N.* au mois de mai ?

Lampy. — J'insère la convocation ; c'est suffisant. Nous n'avons pas trop de place.

Chalon et Montceau-les-Mines. — Quelques camarades de là-bas pourraient-ils nous envoyer leur adresse ?

E. N., à La Tremblade. — Oui, c'était une erreur.

A. C., à Alais. — *Biribi* et *Sous-offs*, 2 fr. 85 chaque, par la poste, recommandé. *Voyage en Icarie* ne se trouve que chez les bouquinistes.

Ehrly. — Nous n'insérons pas de réclame. Le numéro est passé au camarade qui fait la revue des publications.

Les camarades qui nous envoient des convocations sont priés de les renouveler chaque semaine.

Shoë. — On pourrait remplir le journal de ces faits-là.

A. S., Buenos-Aires. — Les questions qui vous intéressent ont été discutées plus amplement dans *Conquête du Pain*, *Société future*, *Anarchie, son but et ses moyens*, *Individu et Etat*, etc. P. K.

L. B. I. — Ecrivez à la *Critique*, boulevard de la Tour-Maubourg. Je lui ai expédié l'argent pour qu'on vous envoie la brochure.

Tacé, Chalon. — Passera semaine prochaine.

Reçu pour les détenus : M. Luce, 10 fr. — C. F., au Mans, 5 fr. — E. G., à Bordeaux, 5 fr. — P. Quillard, 5 fr. — Mangin, 1 fr. 50. — Renaud, 1 fr. — Reynaud, 0 fr. 20. — Jules Lermina, 5 fr. — E. B., 2 fr. — Marié, 1 fr. — Groupe de Grenoble : Jules Haro, 0 fr. 50 ; H. Bravon, 0 fr. 50 ; J. Pontet, 0 fr. 50 ; E. B., 1 fr. ; Les Eclaireurs, 2 fr. ; Un pompier, 0 fr. 25 ; Un fantaisiste, 0 fr. 25 ; La petite Jeanne, 0 fr. 50 ; Anarchie, 0 fr. 50 ; Lui, 0 fr. 50 ; Un libertaire, 0 fr. 25 ; Meignier, 0 fr. 25 ; Guinet, 0 fr. 50 ; Boens, 0 fr. 25 ; Cadaux, 1 fr. ; H. R., 1 fr. Ensemble : 9 fr. 75. — G. M., 1 fr. — Total : 46 fr. 75. — Listes précédentes : 261 fr. 80. — Total général : 308 fr. 55.

Reçu pour le journal : M. L., 15 fr. — L. P., 75 fr. — R., 25 fr. — A. C., 25 fr. — H. D., 25 fr. — C. L., 12 fr. — C. F., au Mans, 5 fr. — R., à Jumet, 5 fr. — L. R., 1 fr. — R. B., à Angers, 2 fr. — Mangin, 1 fr. 50. — P. C., 13, à Beaune, 1 fr. — L. B. I., 1 fr. — Marié, 1 fr. — A., à Tours, 1 fr. 20. — Merci à tous.

D., à Charleroi. — V., à Alexandrie. — C., à Alais. — V. B., à Puget-Ville. — W., à Lausanne. — W., à Gorinchem. — D., à Oignies. — E. G., Bordeaux. — B., à Genève. — C., à Croix. — L., à Rouen. — R., à Moulins. — H., à Magnoncourt. — R., à Rennes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE. N° 42 — DIX CENTIMES — DU 9 AU 15 FÉVRIER 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

L'abondance de copie nous force cette semaine à supprimer le supplément littéraire et à consacrer les 8 pages au journal.

CHOSES DE CHINE

Espérons que la guerre de Chine va bientôt prendre fin. Quand je dis la guerre, c'est une façon de parler : chacun sait qu'il ne s'agit que d'une simple petite expédition, quelques soldats envoyés là pour rétablir un peu d'ordre, moins que rien. Il n'y a pas de guerre, puisqu'il n'y a pas eu de déclaration d'hostilités et que les ambassadeurs n'ont pas quitté leurs postes. D'ailleurs, pour engager une guerre, il faut l'assentiment des Chambres; et, puisqu'elles n'ont pas été consultées, c'est la meilleure preuve qu'il n'y a pas de guerre.

Admirons une fois de plus l'âme des gouvernants, et combien les lois nous protègent.

Donc, ce n'est pas la guerre. Des milliers d'hommes tués, des centaines de femmes violées, puis assassinées, des vieillards et des enfants égorgés, des villes saccagées, des villages incendiés, des fleuves qui charrient des monceaux de cadavres, des contrées entières ravagées, dévastées, empuanties de putréfaction... Ce n'est pas la guerre.

Mais alors, si ce n'est pas encore ça la guerre, qu'est-ce que ça peut bien être que la vraie guerre, la guerre pour de bon? Je n'en sais rien, mais je sais que ce qui se passe en Chine depuis plusieurs mois, de quelque nom qu'on l'appelle, est déjà quelque chose de pas trop mal.

Nous avons reproduit dans ce journal une bonne partie des lettres de soldats du corps expéditionnaire et des articles de correspondants de journaux et de revues, témoins directs et irrécusables; et il faut avouer que la lecture de ces documents est une lecture captivante. On devrait bien réunir en volume, pour l'édification de nos descendants (je ne parle pas de nos contemporains, dont rien ne trouble la sérénité), ces pages de soldats et d'officiers non suspects de dénigrer le militarisme, ces correspondances de journalistes modérés, habitués à pallier et à atténuer tout ce qu'ils voient. Comme titre : *Guerre de Chine; Le militarisme civilisateur; Le livre d'or des conquérants.* En exergue: *Honneur, Devoir, Patrie; — Viol, Pillage, Assassinat.* On se bornerait à un court historique des événements, on rappellerait brièvement les faits principaux, à commencer par le discours de Guillaume II à ses troupes, et à finir par les malles du général Frey et la tête de Boxer de Pontarlier.

Ces lettres, dont plusieurs sont écrites par des fils à leurs mères, et où le brave enfant raconte que sa baïonnette est toute rouge, qu'elle entre dans les ventres chinois comme dans du beurre, si bien que c'est un vrai plaisir, mais qu'à la longue ça finit par être fatigant, — me remettent en mémoire une autre missive d'un capitaine (en campagne au Dahomey) à sa femme et à ses enfants, et qui se terminait de cette façon délicieuse : «... Il est rouge, mon sabre, car j'ai tué beaucoup. Baisers, mes chéris! »

En feuilletant ces lettres de nos chers petits soldats à leurs mamans, nous assistons à leur vie, à leurs occupations journalières. Dès qu'ils sont entrés dans une ville, ils se répandent par les rues, enfoncent les portes des maisons, tuent tous les hommes, vieillards, enfants, qu'ils y trouvent, n'importe! puis violent les femmes. Quand elles résistent, ils les tuent d'abord; quand elles ne résistent pas, ils les tuent après. Il semble qu'ils pourraient se contenter de les violer; mais il faut croire que leur plaisir ne serait pas complet. Et puis, c'est toujours plus prudent. Ensuite ils pillent, et consciencieusement. Les soldats emplissent leurs poches, les généraux emplissent leurs malles. Les malles pleines, on va chercher des caisses d'emballage. Même un grand chef demanda à rentrer en France, tellement il était fatigué. Fatigué d'avoir cloué des caisses.

Tous les ports, toutes les gares frontières d'Europe et d'Amérique sont encombrés de bagages remplis de butin. A Lyon, les commerçants mettent en vente des meubles et objets d'art chinois, et indiquent la provenance sur des pancartes : « Pillage de telle ville... pillage de telle pagode... pillage de tel palais... » A San Francisco, on met des jeunes filles chinoises aux enchères publiques.

Le partage du butin fait l'objet de règlements militaires. Il y a des *bureaux de prises*. La vente des objets pillés est donc répartie entre tous, au prorata des galons. Mais les soldats se disent volés. Volés par qui? Cruelle énigme. Il est impossible que ce soit par leurs officiers, n'est-ce pas?

Les soldats se plaignent aussi que les envois des Dames de France ne leur parviennent point. Ces envois abordent pourtant bien en Chine; mais, une fois là, on en perd la trace. Champagne, cigares, chocolat, tout cela s'égare on ne sait pas où; assurément cela va quelque part, mais ce qu'il y a de sûr, c'est que cela n'arrive jamais jusqu'aux soldats. Ils sont encore volés. Par qui? Oh, la cruelle énigme!

Ces mères, ces épouses, ces sœurs qui comblent de gâteries des hommes en train de tuer des fils, des maris, des frères, m'étonnent. Des médicaments, oui; mais des gourmandises? J'ai beau faire, je ne peux pas plaindre beaucoup des gens que l'occupation de massacrer leurs semblables fatigue et rend malades. Surtout quand ces gaillards-là, comme nos chers petits pioupious de Chine, ont les doigts chargés de bagues et dorment dans des fourrures de prix. Ils ont la dysenterie, c'est vrai: mais ils s'essuient le derrière avec des coupons de soie.

Il n'y a donc pas dans le monde d'autres héros à qui les dames sensibles puissent adresser leurs sucreries? Par exemple, les jeunes gens qui, comme De Bruin en Hollande, Maximod en Hongrie, refusent le service militaire et se laissent emprisonner, menacer, torturer, parce que leur conscience leur défend d'apprendre à tuer les maris, les fils et les frères, — n'est-ce pas à ces héros-là que devraient aller les confitures et le chocolat des Dames de France et d'ailleurs?

Mais ceux-ci ne violent pas de femmes. Ils ne sont pas sympathiques aux vieilles filles et aux dames mûres qui jouent aux infirmières, et qui rêvent la nuit aux exploits de leurs chers lurons. Elles espèrent que leur tour viendra.

Nous reproduisons plus loin un passage d'une lettre du correspondant du *Temps*, décrivant, une fois de plus, une boucherie civilisatrice. A la suite de cette scène, le journaliste cause avec un vieil officier d'infanterie de marine qui lui explique que cet exemple était nécessaire, qu'il fallait se souvenir de Mgr Hamer coupé en morceaux, de Mgr Guillou et Mgr Grassi brûlés, du père Fogolla pendu, des huit sœurs franciscaines enterrées vives et des cinq missionnaires écorchés et crucifiés.

Il est fâcheux d'être coupé en morceaux, brûlé, pendu, enterré vif, écorché et crucifié. Mais ce n'est pas une raison pour massacrer, violer, torturer des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui n'y furent pour rien, incendier, piller et ravager tout un coin du globe qui n'en peut mais. Et puis peut-être ces traitements étaient-ils mérités, dans une large mesure? On ne peut pas trop s'attendrir sur des martyrisés qui ont été si longtemps martyriseurs, et qui le redeviendraient volontiers. Chacun son tour.

D'ailleurs, de quoi se plaignent-ils? Ils disent qu'ils recherchent le martyre. Eh bien! ils l'ont. Qu'est-ce qu'ils ont à réclamer? C'est leur rêve réalisé, leur but atteint : les portes du ciel grandes ouvertes pour leurs âmes, béatifiées, l'éternelle félicité enfin conquise. C'est-à-dire qu'ils devraient avoir envers les Chinois une reconnaissance infinie. Ou bien alors ils ne sont que des hypocrites.

Et puis de quel front ces disciples d'un ennemi de la violence osent-ils bien appeler la violence à leur aide? Il est à *croire* qu'ils n'ont pas lu l'Evangile de leur Dieu, où il est dit : « Ne résistez point au méchant; mais si quelqu'un vous frappe sur la joue droite, présentez-lui encore l'autre joue. » Et aussi : « Aimez vos ennemis, faites du bien à ceux qui vous haïssent et priez pour ceux qui vous persécutent. » (*Matthieu*, V, 39 et 44.) Ces hommes d'Eglise sont bien prompts à la vengeance. A Pékin, ils faisaient le coup de feu avec les soldats; puis ils disaient : « Al-

lons, qui vient aujourd'hui au pillage avec nous?» Ils les guidaient dans les bons endroits, et leur rachetaient ensuite le butin à bas prix, avec des chèques payables chez des maisons *religieuses* de Marseille ou de Lyon. J'ai beau chercher, je ne vois rien de semblable dans l'Evangile.

Mais après tout, la confraternité du tueur et du bénisseur date de loin. Qui passe pour avoir inventé la poudre de guerre? Un moine. Est-ce assez symbolique?

Quel enseignement dans ces choses! Tous ces *individus* qui s'arrogent le *droit de nous diriger*, de nous commander, de nous moraliser; ces *gouvernants qui* nous parlent de légalité, d'humanité et de civilisation, ces militaires qui nous parlent de devoir, d'honneur et de désintéressement, ces religieux qui nous parlent de vertu, d'abnégation et d'humilité, mentent, *mentent*, mentent.

Je veux croire qu'ils se mentent à eux-mêmes.

René Chaughi.

L'ANARCHISME ET LA COOPÉRATION

II

Ceci dit, j'en reviens plus particulièrement à l'argumentation de M. Gide.

Ayant eu à parler de son livre, je l'avais discuté avec courtoisie; mais, à ce qu'il paraît, écrivains et orateurs ont l'épiderme délicat, il ne faut parler d'eux, de ce qu'ils disent, et de ce qu'ils écrivent, qu'avec beaucoup de circonspection, et que pour les louanger. C'est leur faire injure que de les discuter; car M Gide, me répondant dans l'*Union coopérative* de décembre, m'affirme que les idées anarchistes lui inspirent assez de « dégoût » pour qu'il soit heureux que je prenne la peine de démontrer que le coopératisme n'a rien à voir avec l'anarchie.

Et sur quoi se base-t-il pour justifier son dégoût? C'est, dit-il, que dans le même article on fait l'éloge du sabottage et de la détérioration de l'outillage en temps de grève!

Je ne qualifierai pas cette façon de discuter, mais si M. Gide peut trouver, non seulement dans l'article auquel il répond, mais en quelque endroit que ce soit du journal, *sous ma signature*, un éloge du sabottage (1), c'est qu'il sera diantrement clairvoyant.

⁂

Je n'ai jamais fait l'éloge du sabottage pour deux raisons: 1° je ne le crois pas possible; 2° parce que, en effet, cela implique mensonge, tromperie, que cela abaisse les caractères, et que je suis, au contraire, pour ceux qui tendent à les élever.

Quelques-uns de nos collaborateurs l'ont défendu dans le journal; mais comme les articles sont signés, justement pour nous laisser la marge plus libre afin que chacun ne soit responsable que de ses propres idées, c'est une confusion qui n'était pas permise à M. Gide.

Du reste, on dirait que cette façon de discuter est de mise chez les coopérateurs. Je me rappelle un article paru dans une revue de Lyon, où l'auteur prétendait répondre à des critiques émises par moi et par Cornellissen. Seulement, comme il répondait aux deux ensemble, sans désigner les opinions qui nous étaient personnelles, cela lui permettait de nous attribuer des arguments... plutôt faibles.

Comme celui-ci, par exemple: Que moi — ou Cornellissen — ne serions pas partisans des coopératives, parce que les ouvriers ne sont pas capables de les gérer. J'ignore si Cornellissen a dit cela. Je ne l'ai, pour ma part, jamais écrit ni pensé.

⁂

Mais revenons à M. Gide. Il me fait remarquer que, six ans auparavant moi, il a, dans l'*Almanach de la coopération française* de 1894, écrit que l'un des douze buts de la coopération était de « supprimer la préoccupation du profit », avec de longs commentaires concluant ainsi:

(1) Pour ce qui est de la destruction de l'outillage en temps de grève, je fais mes réserves. Si, au lieu d'être un professeur nanti, M. Gide était un ouvrier forcé de lutter pour défendre son salaire, il ferait peut-être moins le dégoûté sur les moyens à employer, lorsqu'il s'agit de défendre son salaire.

« Il est de l'essence de l'association coopérative — à la différence de la société capitaliste — de se préoccuper *des besoins à satisfaire et non des profits à toucher* (souligné dans le texte). »

M. Gide veut bien ne pas m'accuser de plagiat. C'est très gentil de sa part. Mais je lui ferai observer que la suppression des bénéfices a toujours été l'idéal de ceux qui ont voulu une transformation sérieuse de l'état social, et que c'est vieux de quelques siècles.

Je lui ferai observer encore que « d'avoir la préoccupation de supprimer le bénéfice », ce n'est pas le supprimer, et que les associations coopératives, étant basées sur le mode capitaliste, évoluant dans une société capitaliste, opérant avec le système de monnaie et de salariat, ne peuvent supprimer le bénéfice; car, pour réussir et se maintenir, elles sont forcées de compter sur lui.

⁂

Puis, au reproche que je faisais à la coopération de ne pas supprimer le capitaliste, l'Etat, et leurs armées de parasites, M. Gide me rétorque: « L'anarchie non plus! »

Hélas! non, en effet, l'anarchie, pas plus que qui que ce soit, ne fait de miracles. Elle ne supprimera les parasites, les institutions malfaisantes, que lorsque les individus qui composent le corps social auront appris à s'en passer.

L'anarchie, ou plutôt les anarchistes, — l'anarchie n'étant pas un personnage — ne prétendent accomplir que ce que l'ambiance leur permettra d'accomplir; c'est pourquoi ils travaillent à établir un état d'esprit qui évoluera vers la suppression de ce dont ils démontrent le rôle néfaste, tandis que les coopérateurs travaillent à faire durer cet état de choses en faisant croire aux individus qu'ils peuvent s'émanciper en continuant à supporter tout ce qui contribue à assurer leur oppression et leur exploitation.

Le monde entier pourrait être couvert d'associations coopératives de production et de consommation, toute l'industrie, tout le commerce pourraient n'être exercés que par des coopérateurs, si ces coopérateurs doivent continuer de payer la rente du sol, du capital, de l'outillage, que la situation n'en serait pas changée. Et, j'irai même plus loin, cette rente serait-elle supprimée, si les opérations de ces associations coopératives continuent à s'opérer sur le mode commercial et industriel qu'elles sont forcées d'emprunter au monde capitaliste, si leur fonctionnement ne s'opère qu'au moyen de la valeur d'échange, leurs membres seront toujours condamnés à la médiocrité, à l'insatisfaction d'une partie de leurs besoins, rivés à un développement incomplet.

⁂

Et à ce reproche que je faisais à la coopération de conserver le salariat, M. Gide me répond que le « néo-coopératisme » a toujours assigné pour but à la coopération la suppression du salariat. Et il explique que « le salaire que touchent les coassociés n'est pas un salaire, mais une sorte d'escompte, qui, par raison de commodité, est payé d'avance, mais le restant, c'est la différence entre le prix de revient et le prix de vente, qui lui sera attribué plus tard sous forme de répartition individuelle ou collective ».

Alors, le fait de qualifier escompte ce qui est salaire suffit à M. Gide pour dire que le salariat est aboli? Ce n'est pas la peine d'être professeur pour nous fournir des arguments de cette force.

Pour des raisons d'ordre scientifique qu'il ne croit pas utile de développer, M Gide n'est pas partisan de voir disparaître la valeur d'échange.

Mais comme j'ai essayé de le démontrer dans mon article — d'une façon peut-être pas très claire, je l'avoue, car le mécanisme en est difficile à saisir, mais d'une façon assez précise cependant, je l'espère, pour faire réfléchir ceux qui discutent sérieusement, — c'est l'établissement de cette valeur qui, dès le principe, vicie l'évolution de la production, entrave la possibilité de consommer, et perturbe tous les rapports économiques. Comme tous les gens qui ne se sentent pas sur un terrain très solide, M. Gide répond à côté, afin d'esquiver la question principale.

⁂

Mais ce qui fait surtout la grande erreur des partisans des réformes, et leur rage ou leurs dédains voulus contre l'anarchie, c'est que, dans leur sagesse, ils ont décidé en leur for intérieur de faire une démarcation entre ce qui était réalisable dans les aspirations qui se font jour, et ce que, eux, considèrent comme irréalisable; ils ne peuvent pardonner qu'il y en ait qui ne tiennent pas compte de leurs distinctions.

« Ah! misérables que vous êtes », se disent-ils, « vous ne voulez pas vous contenter de ce que nous « voulons bien vous accorder! Attendez un peu, « nous allons vous apprendre ce que c'est d'être si « gourmands. »

Et comme ces traceurs de démarcations tiennent tous, plus ou moins, par leurs origines, leurs attaches, leur situation, au monde bourgeois existant, il s'ensuit que ce qui est raisonnable aux travailleurs de demander, c'est ce qui peut leur être accordé sans trop endommager l'état social admirable qui est si doux à certains.

L'utopie, la folie, la divagation, c'est de demander que l'individu puisse satisfaire complètement tous ses besoins, développer son être en toute son intégralité, la disparition de toutes les lisières politiques, économiques que des générations de maîtres se sont évertuées à modifier constamment afin de l'y maintenir plus sûrement.

Comment ces gens, qui, par le fait, sont des privilégiés de l'état social, osent-ils venir mettre des bornes aux réclamations de ceux dont le travail crée la richesse et les loisirs dont une minorité — dont ils font partie — a seule le monopole?

L'habitude, les préjugés de l'éducation, de l'histoire, du milieu, ont tellement oblitéré les cerveaux, qu'ils ne prennent pas conscience de la fausseté de leur situation, et osent se prétendre les défenseurs des travailleurs, du progrès humain, alors qu'ils ne cherchent qu'à retrancher dans les réclamations des premiers, à mettre des entraves au second.

Nous, les fous, les utopistes, les extravagants, nous commençons par réclamer tout ce qui nous est dû par notre volonté à le vouloir, et essayons de faire comprendre à chacun que, s'il le veut, il a droit à tout ce qui existe, et nous tâchons de marcher à cet idéal, laissant aux circonstances, aux timides, aux défenseurs de ce qui existe, le soin de retrancher ce qu'il peut y avoir de trop absolu dans ces « rêves de l'humanité! »

J. Grave.

LA PEUR DE LA LIBERTÉ

DEUXIÈME ARTICLE

J'ai montré, la semaine dernière, à quel point d'incohérence et d'ineptie tombent fatalement ceux qui croient pouvoir lutter de jésuitisme avec les jésuites et combattre les ennemis de la liberté par des lois de circonstance et d'exception. On a fait un succès à MM. Trouillot et Waldeck-Rousseau et avec leurs discours des brochures de propagande. Or le premier ne traite pas même la question, se bornant à flétrir la morale des jésuites quand il s'agit de savoir comment on se défera des jésuites. Et le second essaye d'établir une véritable monstruosité au point de vue de la tactique anticléricale, à savoir la distinction entre le régulier et le séculier, l'église du couvent et celle de la paroisse.

Avec la discussion des amendements, ça continue de plus belle. On en était, il y a quelques jours, au cinquante-troisième. Aux articles dirigés contre les communautés, la droite répond par des articles contre l'Internationale, les comités électoraux et les francs-maçons. Les socialistes, eux, cherchent l'amendement idéal par lequel on interdirait aux moines ce qui leur serait permis, à eux socialistes. Et tout le monde de trouver ça charmant. Les gens de l'*Aurore* appellent cette fumisterie « la suprême bataille ». Il n'y a de suprême là-dedans que la bêtise publique.

On conçoit fort bien que ministres et députés de défense républicaine — tous braves gens qui ont autant d'intérêt à piétiner sur place que le parti des curés à retourner en arrière — soient faibles à ce point dans la bataille anticléricale. Mais ce qui a lieu de surprendre, c'est qu'autour de pareilles tristesses des hommes de progrès puissent se tromper jusqu'à chanter victoire.

Il est terrible de constater qu'une loi comme

la loi Waldeck-Rousseau traduit l'opinion dite avancée.

Et c'est un triste document sur le degré de jacobinisme où nous sommes parvenus. Oui, il faut que la manie de l'inquisition et de la réglementation, de l'autorité et de la loi, il faut que la haine et la peur de la liberté nous tienne bien pour nous empêcher de comprendre que, s'il y a une question entre toutes se résolvant toute seule complètement et dans tous ses détails, par la seule application de la formule « la liberté pour tous », c'est justement la question cléricale.

On ne peut pas agir *efficacement* contre les congréganistes sans violer des libertés essentielles. Est-ce à dire qu'on ne puisse pas se défendre contre eux? Pas le moins du monde. Car il suffit de vouloir faire respecter d'autres libertés essentielles, pour agir *efficacement* contre l'Eglise tout entière.

Je ne suis pas libre, en effet, tant que ma contribution au budget des cultes m'oblige à entretenir toute une bande d'évêques, de curés et de vicaires, dont je n'use pas. Je ne suis pas libre non plus tant que je ne peux pas me servir, comme je me sers des rues, des jardins publics et des musées, de certains monuments — les églises — monuments qui m'appartiennent, puisqu'ils appartiennent à l'Etat.

Nous voici donc conduits tout droit, par la seule liberté, à la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Admirons, en passant, le sort étrange de cette réforme à la fois trop vieille pour qu'on en parle et trop hardie pour qu'on la fasse.

Elle n'en reste pas moins la seule défense possible, efficace et logique contre le péril clérical. La rupture du concordat, c'est la fin et la fin à bref délai de la puissance du prêtre, de la malfaisance du clergé et de tous les clergés, du régulier comme du séculier. Cette fois, le vrai coup, le coup mortel sera porté. Il n'y aura plus qu'à attendre la mort de la bête.

Aux siècles de foi religieuse, l'Eglise vit de sa propre puissance et l'Etat s'appuie sur elle autant qu'elle sur l'Etat. Mais lorsque comme aujourd'hui la loi n'est plus qu'une grimace, grimace intéressée chez le peuple, snobisme de bon ton dans les classes riches, c'est le prêtre qui ne peut plus vivre sans l'appui de l'Etat. Appui moral, — le curé de notre temps se maintient plus par son prestige de fonctionnaire que par sa qualité de prêtre. Appui matériel, — car, à de rares exceptions près, les fidèles ne nourriraient plus les prêtres. S'ils en nourrissaient quelques-uns, ils ne rebâtiraient plus d'églises. Et qu'est-ce que le catholicisme sans églises? Les progrès de la science et de la raison ont bien réellement tué la foi. Mais on ne le verra pas clairement, on n'en profitera pas tout à fait, tant que les suppôts de la foi ne seront pas réduits à leurs propres ressources.

Et les congrégations? Tout ça ne nous en débarrasse pas.

Au contraire, il n'y a que ça pour vous en débarrasser et plus sûrement, plus rapidement que toutes vos lois de circonstance, toute votre comédie de confiscation pour rire. Ce n'est pas très difficile à comprendre. Touchée à mort par la perte de son budget, l'Eglise essayera de se prolonger. Il lui faudra avant tout réorganiser le culte. Et, pour ce faire, elle n'aura pas trop de toutes les ressources disponibles. Voilà où les milliards des moines fondront tout seuls et vite. Quoi qu'en dise M. Waldeck-Rousseau, l'Eglise est une. Elle n'a qu'un intérêt et qu'une bourse. Au lieu de chercher à vider cette bourse, — chose impossible dans les circonstances actuelles — commencez donc par ne pas la remplir. C'est beaucoup plus facile et beaucoup plus sûr.

On répond d'habitude que, pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'opinion n'est pas encore prête.

Il serait étrange, en effet, qu'elle le fût, quand, dans des occasions comme celle-ci, les leaders de l'anticléricalisme osent à peine, et d'une façon incidente, nommer la terrible réforme.

En toute une série d'articles consacrés par M. de Pressensé à « la suprême bataille », voici tout ce que je trouve : « A un homme d'Etat qui aurait l'héroïsme, probablement plein de sagesse, d'attaquer le problème de face et de proposer enfin la séparation de l'Eglise et de l'Etat, cette mesure nécessaire, cette condition *sine qua non* de l'émancipation de la société, il serait loisible sans doute de dédaigner les petits moyens répressifs ou préventifs, les habiletés policières, la politique du gallicanisme, des décrets et de l'article 7. »

C'est peu, on en conviendra. Et comme ce n'est pas un homme d'Etat justement, mais un publiciste suffisamment éclairé qui pourrait, un beau jour, imposer cette « mesure » si « nécessaire », il serait peut-être temps de faire quelque chose pour éclairer le public. On pourrait notamment, pour commencer, ne pas laisser dire ne pas répéter soi-même qu'une loi sur les associations est un moyen de résistance à la gent cléricale.

CHARLES ALBERT.

A CEUX QUI DISCUTENT

De la sanction.

Aujourd'hui, comme autrefois, on ne peut se soustraire à l'idée de causalité. Pas plus que le sauvage ne pouvait se représenter un arbre coupé sans que quelqu'un l'ait abattu, son champ ravagé par la grêle sans que quelqu'un en fût la cause, pas plus ne pouvons-nous nous représenter un corps se déplaçant sans une force agissant sur lui.

L'homme se trouvant en présence des phénomènes naturels, consciemment ou inconsciemment les considérant comme des effets, leur attribua toujours des causes. D'autre part, ses actes étant le plus souvent manifestation d'une volonté dont il avait conscience, par analogie il considéra les phénomènes naturels comme manifestation d'un être volontaire. Cette puissance, qu'il ne put concevoir d'abord que concrète, devint de plus en plus abstraite, à mesure que ses moyens d'investigation se perfectionnaient.

Nous ne voulons ni faire ici l'historique des religions ni exposer toutes les raisons qui justifient le matérialisme; nous nous bornons à constater que l'idée de causalité a existé de tous temps.

Actuellement la théorie de l'évolution solidement établie et vérifiée dans les faits donne à l'hypothèse de causalité la valeur d'une loi des plus rigoureuses qui peut s'énoncer comme suit : « Aucun effet sans causes. Les mêmes causes dans les mêmes conditions produisent toujours les mêmes effets. »

Voyons ce qu'il advient lorsque nous appliquons au domaine psychique cette loi reconnue juste par tous quant au domaine physique.

Les états de conscience, les idées, l'intelligence en un mot, manifestation, au dire des théologiens, de cette entité, l'âme, ne sont que fonction de notre système nerveux, qui à son tour n'est qu'une forme supérieure de la matière, comme le démontre toute l'évolution.

Nous ne nous arrêterons pas aux faits qui justifient cette déduction, troubles psychiques correspondants à des lésions des centres nerveux, actions des toxines (alcaloïdes, alcool) provoquant des troubles profonds dans le fonctionnement de tout le système nerveux, etc., etc.

Ce n'est donc que grâce à un phénomène d'inertie bien compréhensible de la croyance métaphysique en une âme que certains matérialistes se refusent à appliquer en tous points la loi de causalité au domaine psychique et à admettre une fois pour toutes le déterminisme.

Les actes d'un individu, absolument déterminés, sont la manifestation de sa personnalité. Cette personnalité est le produit de facteurs que nous appellerons milieu social, milieu individuel, milieu cosmique.

Dans le facteur social nous faisons entrer l'éducation, l'instruction, les conditions économiques et intellectuelles, les mœurs de la société dans laquelle vit l'individu.

Par milieu individuel nous entendons la conformation physique de l'individu, ses penchants héréditaires, son tempérament.

Par milieu cosmique nous entendons le climat, les conditions hygrométriques, électriques du pays dans lequel se trouve l'individu.

Ce dernier facteur est d'une importance relative. Le facteur individuel considéré directement est de toute importance. Mais il n'est qu'un produit du facteur social. En effet, les conditions dans lesquelles se trouve le père (ou la mère) déterminent son individualité qu'il transmettra à son fils. D'autre part, si les conditions dans lesquelles se trouvait placé le père ne subsistent pas, les caractères héréditaires iront en s'affaiblissant de plus en plus et finiront par disparaître.

Nous voyons que le facteur social est de tous le plus important.

Tous les actes d'un individu sont donc déterminés, ce qu'il fait il ne pouvait pas ne pas le faire, donc sa responsabilité morale est nulle.

La sanction découlant du libre arbitre n'a plus sa raison d'être, pas plus que la loi au moyen de laquelle la sanction s'exerce et l'autorité qui élabore et applique la loi.

Certains déterministes nous objecteront que la sanction n'a qu'un but : la préservation sociale.

Est-ce bien le cas? Croient-ils que c'est en s'en prenant à l'individu, qui n'est qu'un effet, qu'ils empêcheront les nouveaux effets de causes qu'ils laissent subsister?

La théorie scientifique du déterminisme nous fait donc conclure à la complète irresponsabilité morale de l'individu, à la négation de toute sanction.

LUDOVIC PERDIGAN.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Nos socialistes parlementaires deviennent très versés dans les finasseries de la politique; mais ce n'est pas sans friser le ridicule et se déconsidérer quelque peu. Cette loi sur les associations les inquiète; ils craignent qu'elle ne devienne une arme à deux tranchants qui, un jour ou l'autre, se retourne contre eux. Aussi le député Groussier dépose-t-il un amendement déclarant que les associations de personnes pourront se former librement sans autorisation ni déclaration. Aussitôt la droite approuve. Mais les principes de la politique ne veulent pas que l'on soit de l'avis de son adversaire. D'où grand embarras. Fournière pense sauver la situation en proposant une adjonction excluant du bénéfice de cette liberté les associations religieuses. Car, quand on est autoritaire, on veut bien la liberté pour soi, non pour autrui. Malgré cette adjonction, la droite paraît cependant disposée à voter cet amendement. Alors que voit-on? C'est que certains socialistes, et notamment Fournière, votent contre leur amendement, pour ne pas voter comme la droite!

Après cela, ne peut-on pas tirer l'échelle?

*
* *

JOURNALISTES. — Dans ses *Etudes et Réflexions d'un pessimiste*, Challemel-Lacour indique au jeune écrivain certains moyens de parvenir, entre autres celui qui consiste à « louer largement les devanciers déjà célèbres ». Il en oublie. Il y a notamment le bâtard de journaliste arrivé et influent — la presse aussi a ses fils d'archevêque — qui, pistonné par papa, voit s'aplanir toutes les difficultés du début. Généralement vaniteux et insolent, ne tolérant aucune contradiction, il n'a pour qui lui déplaît qu'injures et violence. Dépourvu d'idées générales, c'est d'ailleurs à ses injures et à ses violences qu'il doit sa réputation. Le scandale et la mauvaise foi sont très prisés dans le journalisme.

*
* *

L'AMNISTIE. — L'amnistie, on ne saurait trop le répéter, n'a été faite que pour les canailles haut placées. Broutchoux vient d'en faire de nouveau l'expérience. La cour de Dijon a déclaré que l'amnistie ne lui était pas applicable au sujet de l'affaire pour laquelle il avait été condamné à Chalon à huit mois de prison, et a abaissé à quatre mois cette condamnation, mais en maintenant les deux ans d'interdiction de séjour.

ANDRÉ GIRARD.

Dimanche 20 janvier est mort à l'hôpital Saint-Antoine le camarade Salvatore Pallavicini. Né en Italie,

Il a habité successivement en France, puis aux Etats-Unis où, en travaillant comme typographe, il collaborait à la *Questione Sociale*, à Paterson. Il était revenu à Paris depuis le mois de juin dernier. C'était un camarade actif et dévoué.

MILITARISME. — *Avignon*. Un camarade nous écrit pour nous donner des détails sur le suicide de ce jeune soldat du 58e de ligne, que nous avons mentionné la semaine dernière, et qui s'est noyé dans le Rhône, à la suite d'une punition mettant le comble à toute une série de vexations intolérables. Apprenant son suicide, le colonel dit que ce soldat était un lâche. Lâche de quoi? Ce colonel est un provocateur.

« D'autre part, dit notre correspondant, il paraîtrait que l'adjudant auteur de ladite punition aurait adressé une lettre au colonel, lui faisant remise de ses galons, et disant qu'il ne voulait plus à l'avenir, sous aucun prétexte, exercer une autorité sur qui que ce soit, qu'il reconnaissait, un peu tard il est vrai (16 ans de service dont 15 de grade), qu'un homme ne pouvait assumer une responsabilité aussi grande et qu'il n'appartenait à personne de juger les actes et faits d'un autre individu, et qu'après mûres réflexions il renonçait à tous les privilèges pécuniaires et honorifiques que lui donnait son grade et qu'il rentrait dans le rang avec joie, en attendant le moment de quitter définitivement l'armée. »

Au 111e de ligne, à Toulon, un soldat étant pris de malaise pendant un pas gymnastique sort des rangs. Le sergent lui flanque un coup de crosse dans les reins.

Au 54e de ligne, à Compiègne, un sergent frappe un soldat d'un coup de poing en pleine poitrine : malade, ne pouvant manger, ayant des douleurs à l'estomac, le soldat frappé veut, le lendemain, aller à la visite. Il en est empêché par des menaces de conseil de guerre.

Au même régiment, pendant une revue, un autre sergent injurie un soldat, puis lui applique un coup de pied dans le bas-ventre. Ce coup de pied détermine une péritonite. Le soldat est à l'hôpital en danger de mort.

Au 3e bataillon de chasseurs à pied, à Saint-Dié, roman d'amour entre un gradé et un soldat. Mais c'est tellement fréquent...

RELIGION. — Roman d'amour entre l'abbé Timmerman et un jeune télégraphiste. Six mois de prison à l'abbé. Mais c'est tellement fréquent...

R. CH.

NIMES. — On lit dans le *Petit Méridional* du 29 janvier, à propos de l'élection législative qui a lieu en ce moment :

« Nous avons déjà démontré, il y a deux jours, qu'il « n'y avait aucun danger d'envoyer à la Chambre « un candidat socialiste collectiviste comme M. Fournier, et nous répétons que *la Chambre serait-elle « composée, à l'unanimité, de députés de la couleur et « de l'opinion de M. Fournier, qu'elle ne pourrait absolument rien faire immédiatement*, sans que les « réformes et les théories qu'elle voudrait faire passer dans la pratique ne fussent déjà passées avant « dans les mœurs, tant que l'opinion publique ne les « aurait pas toutes ratifiées... »

Lorsque les anarchistes tiennent le même langage, lorsqu'ils expliquent pourquoi ils sont adversaires de la propagande électorale, les socialistes les accusent de faire le jeu des réactionnaires. Cette fois-ci, l'argument venant de ceux qui soutiennent la candidature d'un socialiste, les électeurs en feront-ils leur profit, et se conformeront-ils quand même à la comédie électorale que leur font jouer les politiciens?

Nous l'espérons pour la première hypothèse et le souhaitons ardemment, afin que les déceptions qui découlent fatalement de cette propagande en montrent la stérilité au point de vue de la transformation de la société.

C'est égal, l'aveu — peut-être involontaire — était bon à enregistrer.

L. S.

*
* *

Mouvement ouvrier. — L'ETAT PATRON. — Du *Journal officiel* cet intéressant aveu d'un des collègues socialistes de Millerand :

M. FERRERO. — Je n'exagère pas. A l'heure actuelle, il existe à Toulon plus de 1.300 ouvriers qui gagnent moins de 3 francs par jour. L'Etat a transformé l'ancien bagne à forçats en bagne capitaliste dans lequel ses employés sont obligés de s'adresser à des fourneaux économiques. (*Mouvements divers.*)

On n'a aucune idée des taudis où ce personnel, si indispensable à la défense (j'te crois), est obligé de s'entasser. Des réformes s'imposent de toute urgence.

L'on a remplacé l'ancien bagne à forçats par le bagne capitaliste, M. Ferrero aspire à le transformer en bagne socialo-collectiviste. Le ministre compétent a promis, cela coûte si peu, mais il faudra attendre, la défense nationale exige que les travailleurs continuent à se serrer le ventre et à coucher dans des taudis. Le socialiste Ferrero s'est contenté de la réponse ministérielle... comme de juste.

Dans le journal *Le Temps* je découpe ces trois lignes, oh! combien subjectives : « Millerand, ministre du commerce, a reçu, ce matin, M. Casimir-Périer, qui venait l'entretenir d'un projet de conseil du travail pour les houillères du Nord. » Il fut un temps, ce me semble, où le potentat d'Anzin représentait, pour Messieurs les socialistes, l'exploiteur-type.

Aujourd'hui, les temps sont changés, M. Casimir-Périer « s'entretient » avec le ministre socialiste. Parions que sous peu Jaurès essaiera de convaincre les travailleurs d'Anzin que leur exploiteur ne leur veut que du bien et qu'il est tout acquis à la défense républicaine.

Il est vrai que si le maroquin ministériel a changé la manière de voir de Messieurs les socialistes, nous anarchistes, qui n'entendons rien à la « défense républicaine », nous continuons à considérer le successeur de Carnot comme un infect trafiquant de chair humaine.

En attendant, les mineurs d'Anzin feront bien de se tenir sur leurs gardes, car les frères ennemis réconciliés doivent tramer quelques mauvais coups à leur adresse.

*
* *

LES GRÈVES. — A Montceau-les-Mines (1). L'un des faits les plus intéressants de cette grève est assurément la propagande antimilitariste à laquelle se livrent les mineurs auprès des soldats envoyés pour « maintenir l'ordre ». Déjà un certain nombre de soldats ont été renvoyés dans leurs casernements parce qu'ils laissaient trop paraître leurs sympathies pour les grévistes. Quelques-uns qui étaient allés fraterniser la nuit avec eux ont été comme de juste punis de prison.

Tout cela est bon signe, et trace la voie pour l'avenir. Il faut absolument que les travailleurs en grève fassent comprendre à leurs frères soldats quel usage ils doivent faire de leurs cartouches au cas où on leur commanderait de tirer. La distribution de petits placards dans le genre de celui que j'ai cité la semaine dernière a continué. Il faut que cela se généralise, non seulement en période de grève, mais à tout moment.

La Compagnie continue à ne pas vouloir faire droit aux demandes des grévistes.

Des réunions ont lieu chaque jour et les mineurs ne se départent pas de l'attitude énergique qu'ils ont prise dès le début.

Viviani, qui sans doute devait essayer d'aller à Montceau-les-Mines offrir les bons offices de Waldeck aux mineurs, comme il le fit jadis aux esclaves de Schneider, n'a pas osé tenter la démarche. Cela est fort regrettable, car les grévistes se proposaient de lui faire une fameuse sortie. A son défaut, quelques politiciens se succèdent bien à Montceau, mais ils se contentent de discourir, sans oser pousser leur plaisanterie plus loin.

A Tarare, une grève de tisseurs vient de se terminer. Un salaire de 2 fr. 50 par jour étant jugé trop élevé par l'exploiteur de l'endroit, un calotin fieffé, cela va sans dire, il diminua les prix à tel point que les malheureux parviennent à peine à gagner de 1 fr. 20 à 1 fr. 50 par jour. Un certain nombre d'ouvriers ayant décidé d'aller travailler ailleurs, le patron les assigna en justice de paix, pour les contraindre à travailler encore huit jours pour ces salaires de famine. Après deux mois de misère, ceux qui restaient ont obtenu satisfaction.

A Calais. — Petit à petit, à mesure que la faim se fait sentir à la maison, les tullistes reprennent le travail. Une fois de plus, les gros sous n'auront rien fait contre les réserves patronales. Et il en sera à peu près de même chaque fois que les travailleurs, au lieu d'agir, se contenteront des discours et des appels des prêcheurs de calme. Les patrons continueront à se moquer des lois socialistes de Millerand, à ne pas les appliquer, si tel est leur intérêt ou leur bon plaisir. Les deux politicards Salembier et Delescluze escomptent déjà le profit qu'ils pourront retirer respectivement de cet effort. C'est toute la moralité qu'il y a à tirer. Travailleurs, défendez-vous!

A Saint-Eloy, la grève dure depuis deux mois, il y a bientôt plus de soldats que d'habitants, tous au service de la Compagnie. Les chasseurs à cheval gardent la mine et les soldats du génie entretiennent et réparent les galeries.

A Paris, une grève des employés du Métropolitain s'est terminée par une victoire. Cependant la Compagnie s'est vengée en remerciant quelques ouvriers.

A Ivry, grève des ouvriers et ouvrières de la Compagnie des lampes à incandescence.

P. DELESALLE.

(1) Dans le numéro 49 du *Réveil de Saône-et-Loire*, je relève la petite perfidie suivante :

« Si la révolution éclatait, il n'y aurait pas assez de caves pour serrer tous ces braves socialo-anarchos. »

Allons, camarades, s'il y a à Montceau des anarchistes qui ne se conduisent pas comme ils le doivent, citez des noms, exécutez les malpropres, mais, que diable! n'employez pas les procédés jésuites des journalistes bourgeois... et autres.

P. D.

Une grève vient d'éclater à Ezy, ville entièrement ouvrière dont l'industrie principale est la fabrication des peignes. Une des plus importantes usines comprenant 100 ouvriers hommes et femmes a cessé le travail depuis jeudi.

La cause en est la diminution des salaires qui, de 4 fr. 50, viennent d'être réduits à 1 fr. 75 par jour. L'exploiteur de cette usine, un M. Jouannot, est fort riche, et la misère des autres, par conséquent, le touche peu.

Le maître ayant parlé, les esclaves doivent s'exécuter ; aussi a-t-il déchiré insolemment l'ordre du jour relatant les *desiderata* des grévistes.

Les ouvriers en peignes d'Ezy, Ivry, Bois-le-Roi, etc., sont syndiqués. Tous ces ouvriers, dès le début de la grève, ont promis de prélever 0 fr. 25 par jour sur leur salaire pour venir en aide à leurs camarades.

Cette solidarité permettra aux grévistes de vaincre, ce qu'il faut à tout prix, car les nouveaux salaires patronaux ne leur permettraient plus même de vivre. Les grévistes sont fermes et décidés.

M. M.

Chine.

D'un article de Gaston Donnet, envoyé spécial du *Temps* (*Le Temps* du 19 janvier) :

Depuis trois jours nos mandarinales personnes supportaient sans faiblir cette épidémie de politesses quand elles finirent par rejoindre la colonne Chirlonchon à Pang-K'iun. Une colonne fatiguée, découragée, furieuse. Pas de Boxeurs, pas même la trace, pas même l'ombre d'un Boxeur! On bivouaquait tristement. Zouaves et marsouins mangeaient une soupe trempée de larmes de rage :

— Qu'est-ce que nous sommes venus chercher ici?... C'est ça qu'on appelle une campagne? Il suffisait d'y envoyer quatre infirmiers et leur seringue? Ah! malheur de malheur!...

Quand tout à coup éclate la fusillade. Etonnement, ahurissement. Mauvaise plaisanterie, accident? Tout ce qu'on voudra, excepté le Boxeur.

Eh bien, c'était lui le Boxeur! Il venait de tirer à la chinoise — ce qui nécessairement indique qu'il l'avait manquée — sur une estafette de chasseurs d'Afrique. Après quoi, étonné d'en avoir tant fait, il s'était enfui — à la chinoise.

Mais aussitôt un escadron se lance à ses trousses; pendant ce temps les six compagnies se rassemblent, ferment les portes d'accès. Et alors j'ai pu voir l'aimable « contact de nos deux civilisations », la mise en pratique du divin catéchisme de M. Frédéric Nietszche. Ce fut un délicieux spectacle, une mise en scène fort bien réglée que je recommande aux amateurs d'émotions rares. Ils y trouveront le seul, le vrai grand frisson.

Les soldats se précipitent, enfoncent à coups de crosse les murailles des maisons, font voler en éclats les meubles, et sous les nattes, sous les couvertures, sous les bottes de sorgho amoncelées, découvrent des hommes, des femmes, des enfants, pêle-mêle, serrés, recroquevillés ensemble, regardant ces fusils, ces poings levés, avec des yeux fous, des yeux de bêtes traquées qui ne voient plus, qui s'enfoncent dans l'orbite et roulent comme des billes blanches.

On les empoigne par les cheveux, par la peau du ventre, par les pieds. On les traîne, on les pousse, les torses rebondissent sur les dalles, les crânes cognent la pierre. Les enfants hurlent, les femmes hurlent. Quelques-unes déchirent leurs vêtements et, s'offrant nues, échevelées, s'avancent au front des troupes. Puis, quand elles sauront qu'on les épargne, toutes resteront là, quand même, bien près,

voulant suivre, quand même, l'horreur de ce drame, et jusqu'au bout elles resteront là, muettes maintenant, immobiles, terrifiées, presque belles de douleur, de haine et de résignation.

Les hommes, eux, ne cherchent plus à se défendre. Ils se couchent, ils tendent les bras, découvrant la poitrine — et la baïonnette s'y enfonce. Alors ils pantèlent et ils meurent les uns sur les autres, la face contre terre. Il en est qui veulent s'échapper, ils vont s'échapper, quand une main les ramène par la natte, et si brusque est la secousse qu'ils tombent sur le dos, s'agitent un instant comme des crabes renversés; mais la même main les arrête, les cloue d'un coup de sabre. Et ils retombent, et ils meurent les yeux grands ouverts.

Les pagodes sont fouillées, les magasins d'armes et de munitions. On y trouve des milliers de fusils, des milliers de cartouches et deux mitrailleuses Maxim. On y met le feu. Les flammes s'enlèvent, rouges et longues, dans le ciel clair. On entend la crépitation de la poudre; les murailles s'abattent par blocs, recouvrent les cadavres de leurs décombres.

Plus loin, les fouilles continuent, les soldats franchissent les enceintes de pisé, entrent par le toit quand ils ne peuvent entrer par la porte, tombent sur des femmes qui se mettent à genoux, sur des vieillards qui bégayent des mots de pitié. Les chiens aboient à la mort, les chevaux et les mules rompant leur licol galopent furieux à travers le village.

Et l'épilogue de ces représailles a été l'exécution en masse de 70 Boxeurs chez qui les zouaves avaient encore découvert des armes. Ils se sont alignés sans une parole, sans un cri, sans un geste d'imploration, comprenant bien que c'était inutile, que c'était fini. Tous se sont affalés comme si la même faux leur avait coupé les jarrets. Un seul reste debout vacillant, le torse nu, intact, mais la tête partagée en deux énormes trous bourrés de cervelle. Un autre a eu la carotide coupée et le sang coule quasi rigide de la blessure ronde. Ces 70 corps étendus ou repliés sur eux-mêmes, les bras raidis, les jambes ayant déjà fait leur sillon dans la poussière, ces faces exsangues, ces faces de cire aux narines pincées, aux lèvres entr'ouvertes laissant voir les dents frangées d'écume!... et ces yeux qui vous regardent, vous suivent menaçants extatiques — on leur prête tant de choses, à ces yeux! — oh! cette atroce mêlée de corps jaunes au seuil des maisons et des pagodes, dans les fossés, dans les champs de maïs, sur les routes! il y en a partout. Il semble que nous ne finirons plus d'en voir...

Sinn, le 28 novembre.

... L'on arriva à la ville que l'on devait prendre. A quatre kilomètres, l'on prit ses dispositions pour attaquer. L'artillerie commença à bombarder, et nous autres, l'on s'avançait en se cachant derrière les arbres, les tas de terre, etc.

L'on était tous là, prêts à bondir comme des lions sur ces pauvres Boxers qui ne pouvaient pas lutter avec nous. Jamais je n'avais été si enragé que ce jour-là où il fallut monter à l'assaut, faire des trous dans les murs pour monter à la cime des remparts; et puis, une fois qu'il y en eut quelques-uns, l'on se tirait avec le fusil; une fois dedans la ville, ce fut un vrai carnage; le sang coulait dans les rues comme s'il avait plu.

Pas de pitié! on égorgeait tout ce qui se trouvait devant la baïonnette, et comme elle rentre bien, c'était un plaisir. Il vous faudrait voir de la manière que le soldat français marche à la baïonnette, je vous réponds que cela ne fait pas peur; au commencement, l'on n'est pas si entraîné qu'à la fin; plus ça va, moins l'on est fatigué.

Après avoir sabré pendant deux heures et plus dans la ville, tous avaient parti ou étaient morts; l'on a évalué à un millier de morts, sans compter ceux qui étaient ensevelis ou brûlés par les obus; et le 40e n'a pas eu un blessé; les zouaves, 3 blessés; l'infanterie de marine, 3. Alors vous voyez qu'ils ne sont pas forts pour se battre.

Après, le soir, quand ce fut fini, l'on fit cuire une vingtaine de poules et la moitié d'un mouton pour 14 hommes. Il fallait bien ça, car depuis 1 heure du matin jusqu'à 6 heures du soir, ça vaut la peine, des journées comme ça! mais l'on était content tout de même. En attendant, l'on se gonfle d'œufs; chez nous, on regardait à un œuf; on plaignait d'en manger deux; en Chine, l'on en mange jusqu'à 30 par jour. Un soir, j'en ai mangé 18 durs; deux autres, qui faisaient un pari, en ont mangé, l'un 32, l'autre 29. Ça ne semble pas possible et, pourtant, c'est bien vrai. Pas autre chose pour le moment.

(Lettre d'un soldat français, *Aurore* du 28 janvier.)

Belgique.

Le militarisme changeant de linge. — Une des préoccupations du monde politique est, en ce moment, la *solution* de la question militaire. Depuis mon enfance, j'en entends parler comme d'une question urgente, pratiquement soluble, et trouvant « un terrain mûr ». Dois-je attendre encore trente années nouvelles pour que ma vieillesse en arrive à être agrémentée par l'audition des mêmes discours, le ressassement des mêmes arguments et le ronronnement des mêmes déclarations alambiquées? Nous le saurons, les uns et les autres, si nous vivons encore. Au surplus, tout l'honneur de cette marche sagement progressive en reviendrait au régime parlementaire. Semblable au ministère des circonlocutions dont parle le roman *La Petite Dorritt*, il est passé maître dans l'art d'étudier les moyens de ne pas résoudre les questions. Jugez-en. La revision de la loterie infâme qui nous régit, en matière militaire, fut étudiée en 1870, retouchée en 1878, repiochée en 1884. Survint, en 1884, l'avènement au pouvoir du parti catholique. Trois, quatre, cinq fois, les propositions d'abolition du remplacement furent déposées, encommissionnées, discutées à grands renforts de grosse caisse et toujours ajournées. Chaque vote du contingent, chaque renouvellement du budget de la guerre, témoignèrent la même « maturité » que tous accordaient au problème. Et cependant, les millions se vidaient en fortifications assimilables à des châteaux de cartes; la loterie persistait, les conseils de guerre « abattaient ».

Des ministres de la guerre, on en essaya de tout acabit, de toute dimension. Des grands, puis des petits. Des hercules, puis des nains. Des hommes bien faits, puis des bossus. Les uns étaient des militaires bureaucrates n'ayant jamais vu d'autre feu que celui de leur cheminée. Les autres, des galonnés « de haute valeur ». Enfin il y eut de vulgaires « civils » qui furent même des incivils. Tous quittaient une « bonne position » pour aller au ministère « résoudre le problème ». La bonne position n'y a rien perdu, le problème n'y a rien gagné.

Est-ce à dire que l'opinion publique leur donnait carte blanche? Nullement. Que le pays soit *antimilitariste*, cela n'est pas douteux. Mais, de même que les antisémites français ne doutent pas un seul instant qu'ils monopolisent « l'esprit révolutionnaire », de même certaine secte cléricale s'imagine que, chez nous, le *volontariat* est la quintessence même de l'antimilitarisme. Et nos paysans de couper dans le panneau.

Quels étranges amants la Liberté possède, à certaines heures! On veut le volontariat, au nom... de la Liberté... On payera une forte somme à ceux qui voudront s'engager dans la « grande famille », tout comme on s'enrôle parmi les charcutiers, les mécaniciens..., ils sont *libres* et, de la sorte, ne sera soldat que qui voudra...

On spécule donc sur le paupérisme au nom de la liberté. On enrôle, contre payement, des inconscients, des imbéciles; on leur clame qu'ils sont « libres », eux faméliques, en acceptant ce métier des armes!

La vérité est que l'on veut, plus encore que cela n'existe maintenant, une armée de brutes, d'idiots, qui, en cas de grèves, saurait fusiller sans pitié, à l'instar de la gendarmerie massacreuse dont les méfaits nous font encore frémir!

Est-ce à dire que le volontariat — qui donne à nos cléricaux une furie *libertaire* — passera comme une lettre à la poste? Je pense même qu'il ne passera pas du tout.

Alors, quel « système » passera?

Je n'en sais rien. Nos démocrates non plus. Tout cela est jeu de combinaisons. C'est le jeu du *chat et de la souris*. Les surprises succéderont aux surprises, les ajournements aux ajournements, les intrigues de cour à celles de coulisses. A moins que le peuple ne se rende compte qu'en lui *seul* est le salut.

Une ligue de philanthropes *propage* le désarmement. Ce sont des érudits au deuxième degré! Leur activité cependant l'est au dixième... en dessous de zéro. Naturellement. Car le prolétaire *conscient* est seul intéressé à voir sauter les armées permanentes. Il sent que leur suppression ne peut être réalisée tant que l'humanité voit des salariés à maintenir dans l'obéissance. Aussi, cette suppression lui apparaît comme postérieure à la socialisation de la terre et des richesses. Il se moque, en conséquence, des jaspinades de ces Messieurs cossus, pérorant et biaisant, entonnant des hymnes à la Paix, tout en se refusant à scruter le mal dans sa *racine*.

Flaustier.

Micheroux. — Depuis plusieurs mois la question syndicale fait son chemin dans le pays de Liège. Il s'est créé des syndicats professionnels dans chaque localité, dont une bonne partie sont sous le joug du P. O. Belge. A Micheroux, il en est autrement; le syndicat *L'Union libre* de Micheroux, dans sa séance du 13 janvier 1901, a protesté énergiquement contre la participation de leur délégué à des congrès d'ouvriers mineurs, représentés par les députés. Le délégué lui-même (qui est un anarchiste) a donné sa démission, afin de conserver sa liberté qu'il n'aurait pu garder dans des congrès nationaux politiciens. Il profita de cette action pour combattre le parlementarisme, en quoi il fut appuyé par ses camarades, et alla jusqu'à dire qu'il était inutile de nommer un délégué pour assister à des congrès tant que ceux-ci ne seraient pas composés de vrais ouvriers mineurs et qu'il y aurait des députés. Toute l'assemblée fut d'accord; le délégué proposa ensuite que lorsqu'un congrès aurait lieu, une lettre soit envoyée, disant que le syndicat des mineurs *L'Union libre* n'assisterait plus au congrès, tant que des députés auraient le droit d'intervenir dans les discussions, puisqu'ils ne sont pas des mineurs.

Sur la proposition d'un camarade, la somme de 35 francs fut votée à l'unanimité en faveur d'un cercle d'études libertaires créé il y a un an.

Suisse.

Genève. — *Loi blackboulée.* — Triste besogne que de prendre des vessies pour des lanternes. Il est complet le four de la loi confectionnée par le clérical M. Odi avec lequel le cher camarade Thiébaud a accolé son nom. D'un commun accord, les patrons maréchaux ferrants viennent — malgré et contre la loi sur les grèves — d'imposer un « arrangement (1) » après plusieurs semaines de pourparlers. Hélas! les travailleurs ont été roulés comme lors de la première application de la loi nouvelle aux ouvriers de La Plaine employés à la fabrication des couleurs d'aniline. D'abord le spécialiste en expulsions, bon bourgeois, a engagé les grévistes à reprendre le travail et naturellement ce temps donné par l'élu socialiste a été mis à profit par la Société chimique des Usines du Rhône. Plusieurs ouvriers furent congédiés et, la petite augmentation consentie rendue illusoire, les ouvriers continuèrent à ne gagner que trois francs par jour, parce que la direction, en changeant le travail de ses employés, a pu éluder ses engagements. La couleur d'aniline, un dérivé de la houille, adhère si complètement aux vêtements et à la peau, qu'il est impossible de se débarrasser de cette teinte d'un rose vif se mélangeant jusqu'aux aliments et maculant jusqu'aux draps du lit. Pour fabriquer ce produit, les ouvriers reçoivent aujourd'hui, comme avant leur requête aux gouvernants, trois francs par jour. Leur travail est malpropre et malsain, mais qu'importe aux élus? Voilà les mirobolants résultats de la loi tant prônée par les meneurs radicaux et leurs factotums les élus socialistes! Ça ne valait pas la peine assurément...

Eux, Messieurs les usiniers de La Plaine continuent — malgré la loi et les gendarmes du poste de La Plaine — à empoisonner le Rhône. Un puits perdu pour se débarrasser des matières dangereuses coûte, il vaut mieux les déverser dans le fleuve. Aussi une couche de substance graisseuse, innomable, aux couleurs diverses, couvre une partie de la surface des eaux. Le poisson qui s'aventure dans ces eaux empoisonnées meurt. Qu'un pêcheur pêche une truite en temps prohibé, il la payera cher; mais les usiniers qui, depuis La Plaine, ruinent la pêche sur un long parcours du fleuve n'ont rien à craindre. Ils infectent les eaux du Rhône, c'est vrai, mais c'est pour faire rapporter le capital sacré. Et dire que les contribuables supportent les frais d'un établissement de pisciculture!

Chantage. — M. Vergnanini fut expulsé après l'émeute de Milan. Depuis lors ses amis ont en vain sollicité de M. Didier, le chef du département de justice et police, le retrait de son expulsion. Peu de jours avant l'élection du Conseil d'Etat, le chef du département, voulant ménager sa réélection fort compromise, s'engagea — les déclarations de M. Favon, le président du Conseil d'Etat, le prouvent — à retirer l'arrêt qui frappait M. Vergnanini, si lui, M. Didier, était renommé. « C'est bien évident », publiait dans son journal *le Genevois* le même M. Favon, « M. Didier n'a communiqué ses intentions à l'endroit de M. Vergnanini qu'à ceux qui sont allés lui présenter la requête de cette colonie, et sous la réserve que

(1) Un contrat qui ligotte l'ouvrier pour trois ans.

nous avons indiquée, en leur interdisant toute déclaration publique. » *Publique.* Oui, mon bon... Les amis de l'expulsé qui ne sont pas des jobards ; pour que l'engagement du *retrait* pût recevoir son accomplissement, il fallait : 1° que M. Didier fût renommé ; 2° pour que celui-ci *soit* réélu, il était indispensable de communiquer sans tambour ni trompettes aux votards le pourquoi ils devaient voter pour le détesté M. Didier, puisque avant la promesse de retrait d'expulsion faite par le *chef* du département de justice et police, les socialistes-légalitaires avaient exclu *son* nom de leur liste *préparatoire*. La fin justifie les moyens et le *chef policier* réélu a tenu sa promesse.

Berne. — *Patronat.* A Mumenthal, un jeune homme rentrait l'autre soir chez ses parents, il était un peu pris de boisson et ne trouva rien de mieux que de lancer un formidable coup de pied dans la poitrine de la servante de la maison. La malheureuse est au plus mal, on craint pour sa vie, dit le *Nouvelliste*. Le brutal paysan a été arrêté, mais qu'importe ! il s'en tirera à bon compte. Le sort de beaucoup de servantes est vraiment digne de pitié et il ne faut pas s'étonner que quelques-unes préfèrent en finir par le suicide plutôt que de subir une pareille existence. C'est le cas de la pauvre fille âgée de vingt ans — une esclave — dont on a trouvé le corps dans la Laire, près de Genève, il y a une semaine.

Hollande.

Actes de brutalité. — Le camarade De Bruin, après être sorti de l'hôpital militaire, a été transporté à un corps d'ambulanciers pour y faire son service militaire. Nous avons à mettre au pilori un autre acte de brutalité de la part de nos gouvernants. C'est le renvoi pur et simple de notre camarade P. M. Wink, instituteur à Gorinchem. Depuis longtemps les autorités de cette petite ville avaient cherché un bâton pour frapper notre camarade qui est propagandiste trop actif, à leurs yeux, et laisse imprimer ouvertement son nom, comme rédacteur, en tête du journal révolutionnaire *De Toekomst* (l'Avenir).

On a à la fin réussi à le mettre à la porte — naturellement sous un prétexte, puisque nos inquisiteurs modernes sont des hypocrites. — Notre camarade Wink, frappé en réalité comme anarchiste, en a appelé aux Etats provinciaux de la Hollande méridionale ; cet appel, cependant, n'aboutira à rien.

Nous ne pouvons pas souhaiter à notre camarade de rester dans sa petite ville de province où la vie lui est faite si difficile — le sentiment humain ne nous le permet pas — mais nous espérons que, dans sa qualité de rédacteur de la *Toekomst*, il continuera sa propagande avec plus de force que jamais. C'est la meilleure réponse qu'on puisse donner à nos inquisiteurs modernes (1).

Le journal *Arbeider* (Travailleur), organe communiste libre pour le nord du pays, a commencé le 1er janvier sa dixième année avec un numéro spécial. Le fondateur du journal, Fj. Luitjes, a donné dans ce numéro un aperçu de la lutte pendant la période parcourue ; d'autres camarades avaient collaboré par l'envoi d'un petit article ou une lettre adressée au journal. L'*Arbeider* a tenu ferme nonobstant qu'un journal social-démocrate (modèle allemand) paraît depuis quelques années dans la même ville de Groningue.

Allemagne.

Le capitaine de Krosigk était renommé et exécré parmi les soldats, pour sa sévérité brutale. Une fois, un soldat tira sur lui, mais le manqua. Une seconde fois, étant en garnison à Gumbinnen, pendant une leçon d'équitation, un coup de fusil fut tiré sur lui, par un judas percé dans le mur, et il tomba mort, frappé en pleine poitrine. On a retrouvé le fusil encore fumant, mais on n'a pas découvert le tireur.

Hongrie.

Il y a, en Hongrie, une secte religieuse dont les adeptes, appelés nazaréens, refusent le service militaire, à l'exemple des Doukhobortschi russes. Le nazaréen Alexa Maximod, ayant refusé d'être soldat, fut condamné une première fois à deux ans de prison. Il fit les deux ans de prison, puis, à sa sortie, on voulut l'incorporer de nouveau. Il continua tranquillement à affirmer sa croyance, refusa d'endosser l'uniforme et jeta par terre les armes qu'on lui avait mises, de force, entre les mains.

Le conseil de guerre de Budapest vient de le condamner à huit ans de réclusion et trois ans d'incorporation dans l'armée.

(1) Au dernier moment, nous apprenons que, contre toute apparence, les autorités provinciales ont refusé de ratifier la destitution du camarade Wink.

VARIÉTÉS

(Suite et fin)

Un jour, un disciplinaire fut tué sur un chantier par un Canaque. Son cadavre y resta jusqu'au soir. La nuit venue, le chef de camp ordonna qu'il fût enterré. Quatre hommes furent désignés pour aller creuser la fosse. Ils chargèrent le cadavre sur leurs épaules, et allèrent, éclairés seulement par le falot du surveillant, faire leur macabre besogne.

Deux d'entre eux se mirent au travail, tandis que le troisième les éclairait, et que le quatrième veillait sur le cadavre rigide et nu, déposé à quelques pas, au pied d'un arbre.

La nuit était complètement obscure, et les réverbérations du falot empêchaient le surveillant de voir ce qui se passait sous l'arbre près du cadavre.

Celui qui le gardait eut un instant la pensée de l'enlever et de se sauver au travers des broussailles pour s'en repaître et apaiser sa torturante faim. La peur d'être pris avant de pouvoir l'assouvir le retint, mais, pensant ne pas être aperçu par le surveillant, il approcha lentement et doucement du cadavre, et mordit à pleines dents dans les chairs glacées de son camarade de la veille ! Malgré tous ses efforts, il ne put en arracher que quelques lambeaux qu'il avala gloutonnement. Il dut renoncer à continuer son hideux festin de cannibale.

L'histoire du siège de Saragosse a seule enregistré un semblable attentat.

Lorsqu'on médite sur les causes qui produisent de tels faits, et que l'on sonde de tels abîmes de misère, l'esprit humain recule épouvanté !

Mais que dira-t-on, lorsqu'on saura que ces faits ont été portés à la connaissance d'un gouverneur, et que celui-ci, au lieu de les faire cesser, a puni celui qui l'avait éclairé !

Les atrocités du camp Brun ne cessèrent en partie que lorsqu'elles furent portées à la connaissance des Chambres par M. René Goblet.

C'est alors seulement que le gouvernement de la République plaça la chiourme sous la surveillance des procureurs généraux, et que le procureur général Ursleur, ayant constaté les atrocités qui se commettaient dans les bagnes néo-calédoniens, les fit cesser en partie...

Nous dirons plus tard les conclusions qu'il faut tirer de ces faits.

II

Comment s'écrit l'histoire.

Quelques voyageurs sont venus en Nouvelle-Calédonie et ont visité superficiellement le bagne, en compagnie de son directeur ou de l'un de ses subordonnés. C'est toujours à eux qu'ils se sont adressés pour savoir de quelle façon il était régi. Evidemment ceux-ci le leur ont représenté tel que la loi et les règlements voulaient qu'il fût et non tel qu'il était réellement. On leur a fait voir les centres de colonisation pénale ; on leur a montré les ateliers, les fermes, les usines et les condamnés travaillant sous l'œil vigilant des surveillants, qui se montraient polis envers les hommes confiés à leur garde pendant leur courte visite. On a même quelquefois poussé la condescendance jusqu'à leur faire visiter les cellules et les cachots. Mais, en aucun cas, on ne leur a permis de questionner les condamnés pour savoir de quelle façon ils étaient traités. De telle sorte que les visiteurs n'ont jamais rien vu ni rien appris de la véritable situation des condamnés. Eblouis par la lecture des règlements affichés de toutes parts (pour n'être pas exécutés), par l'état de tranquillité apparente du bagne, par les faux renseignements qu'on leur donnait, ils ont pu croire que la Nouvelle-Calédonie était réellement l'« Eden des forçats » chanté d'une façon si dithyrambique par MM. Roux et Denis, anciens fonctionnaires du bagne, qui ont voulu se laver des souillures qu'ils avaient contractées.

Si à cela on ajoute les innombrables et audacieux mensonges des rapports officiels, on ne sera plus étonné que la légende qui représente le bagne comme une prime d'encouragement au crime ait trouvé crédit dans l'esprit public.

Il y a loin, hélas ! de la réalité à la fable inventée par les fonctionnaires du bagne ! Aussi, l'un d'eux, plus sincère, M. de Laloyère, a-t-il pu dire dans *Criminopolis* que la guillotine sèche, qui remplaçait la guillotine sanglante, était autrement redoutable et terrible dans ses effets.

Ceux qui, ignorant ce qui se passe, discutent, les pieds posés sur les chenets, sur l'inefficacité et la trop grande douceur des châtiments, feraient bien mieux, pour éclairer le public, qu'ils trompent sans le savoir, de questionner MM. Noël-Pardon, A. Ballière, Jules Durand, le procureur général Ursleur, ou ses rapports et les dossiers du tribunal maritime de Nouméa, ou bien encore les avocats de cette ville. Alors, la vérité se ferait jour, et la France serait éclairée sur le doux régime du bagne philanthropique chanté par des écrivains stipendiés, ignorants ou de mauvaise foi. Ils ont fait du roman, jamais de l'histoire, et ont ainsi indignement trompé la nation, qui ne peut soupçonner les atrocités barbares qui se commettent chaque jour sous le couvert des lois.

Assurément, si ces lois, — pourtant mauvaises en elles-mêmes, — étaient pleinement et entièrement exécutées, le mal serait moindre ; mais par malheur ceux qui sont chargés de les exécuter n'en appliquent que le côté répressif, comme si la vue du spectacle de la souffrance leur procurait de malsaines émotions.

En 1893, un journal nouméen, *La Bataille*, sous la signature de M. A. Ballière, ouvrit une campagne formidable contre l'administration pénitentiaire, dont il dénonçait à l'opinion publique les horribles attentats du « Camp Brun ».

Pendant six mois, ce journal entretint le public de tous les abus qui se commettaient dans ce sinistre abattoir. L'administration, prise à partie, se sentant coupable, n'osa pas attaquer le publiciste en diffamation, par crainte de le voir invoquer le droit de faire la preuve. Elle dut donc se résigner à subir l'avalanche d'injures méritées qui pleuvait sur elle. Mais, certaine que leur auteur n'avait pu se renseigner par lui-même, et que les faits précis qu'il signalait ne pouvaient lui être révélés que par un condamné, elle organisa dans le bagne un réseau de police qui pût fermer l'issue à toute dénonciation. Mais les meilleurs policiers furent déroutés par la prudence et l'habileté des coupables.

Cependant, ses soupçons se portèrent sur trois condamnés, coutumiers du fait, deux anarchistes, les nommés Cyvoct et Gallo et le condamné militaire X... C'était surtout sur ce dernier que pesaient les plus graves soupçons, car c'était lui qui avait déjà précédemment informé M. Noël-Pardon des faits monstrueux qui se passaient de son temps au camp Brun. D'autre part, Cyvoct avait fait publier dans la *Petite République* deux lettres qui avaient valu un blâme sévère à l'administration. Enfin, Gallo ne cessait de se plaindre à l'administration des mauvais traitements personnels qu'on lui faisait subir. Il importait de mettre ces trois hommes dans l'impuissance de faire entendre leurs plaintes au dehors. Il fallait, coûte que coûte, fermer le robinet qui déversait sur elle le mépris public.

On séquestra d'abord l'anarchiste Cyvoct pour la publication clandestine de ses lettres. On s'empara ensuite de tous les papiers du condamné X***, pour en analyser le contenu dont on se servit pour lui faire — administrativement — un bon procès en diffamation. Il fut frappé disciplinairement d'une peine de plusieurs mois de cellule et de cachot avec ferraille et rétrogradation « au quartier disciplinaire ». Mais celui-ci était un homme d'une rare énergie, possédant bec et ongles redoutables, et capable de se porter aux plus graves extrémités. Il en appela d'abord au gouverneur contre la décision de l'administration, et exigea que la cause fût soumise à l'examen du ministre : « J'ai porté, dit-il au gouverneur, à la connaissance du ministre, à la vôtre, il y a un an, tous les faits que l'administration qualifie de diffamatoires. Je l'ai accusée directement devant votre juridiction et celle du ministère. Elle ne peut donc être jugé de sa propre cause, je la récuse et en appelle au Département. »

Il fallut en rabattre, et l'administration composa avec lui. (Elle sut plus tard reprendre sur lui une terrible revanche : haine de chiourme, comme celle de prêtre, sont éternelles !)

Restait Gallo : celui-ci, très faible de constitution, leur parut plus facile à réduire. Il eut la vie dure pourtant, comme on va voir.

Par *ordre*, le directeur le fit enfermer à l'asile des aliénés de l'île Nou, où il espérait le voir mourir promptement.

Celui-ci protesta avec une indignation et une énergie rares. Il en appela au service de santé tout entier.

Plusieurs médecins opinèrent qu'il jouissait de la plénitude de ses facultés et qu'il y avait lieu de le désinterner. Rien n'y fit. Plus forte que les membres de la Faculté, l'administration toute-puissante le maintint pendant cinq ans dans ses horribles cabanons!

Pour en sortir, il fallut qu'il giflât un médecin qui, tout en lui disant qu'il le reconnaissait sain d'esprit, le gardait à l'asile des fous pour se conformer, disait-il, aux ordres du gouverneur et du directeur.

N'était-ce pas un comble!

De ce malheureux on a fait un squelette. Ce n'est plus un homme; c'est une ombre, un cadavre ambulant.

***

Nous avons dit, au début, que deux dispositions essentielles de la loi organisant la déportation ne furent pas appliquées. On va voir les résultats de cet abus de pouvoir.

La loi de 1854 prescrivait, tout d'abord, qu'il serait, au préalable, fait un règlement d'administration publique pour l'exécution de la peine et qu'il serait créé un tribunal mixte maritime pour réprimer les crimes et délits que commettraient les transportés dans les colonies.

Le gouvernement impérial n'en fit rien. Il laissa carte blanche aux gouverneurs des colonies, et leur donna le droit exorbitant de régir les transportés suivant leur inspiration — disons suivant leur caprice ou leurs intérêts. On a vu ce qui en est résulté: arbitraire et tyrannie de toute part. Mais ce qu'il y a de plus grave, c'est que les tribunaux ordonnés par la loi n'ayant pas été créés, les gouverneurs déférèrent à des conseils de guerre incompétents tous les transportés et déportés délinquants, qui furent jugés militairement et frappés de peines toujours disproportionnées aux délits. Ainsi furent exécutés arbitrairement des arrêts de mort et de peines perpétuelles ou équivalentes, pour des crimes et délits que les tribunaux légaux maritimes ne punissent aujourd'hui que de quelques mois d'emprisonnement ou de réclusion cellulaire, dont le maximum ne peut pas dépasser cinq ans!

Le nombre des victimes est incalculable. Aucune d'elles n'a reçu réparation. Nul ne songe à faire cesser pour elles les effets de cette monstrueuse iniquité judiciaire. Quelques-unes en portent le poids depuis trente et quarante ans!

En faussant l'esprit de la loi et des règlements, on poussa violemment les transportés aux extrémités les plus fatales. Des crimes et délits, qu'on aurait pu éviter, se multiplièrent, uniquement parce qu'on n'exécutait que la contre-partie de ce que prescrivait la loi qui, aggravée de l'exil perpétuel, voulait que les condamnés jouissent, au plus tôt, de la liberté conditionnelle dans les colonies. Frappés d'un bannissement perpétuel sans compensation, terrorisés par les châtiments inhumains que nous avons énumérés, affolés par les rigueurs de la justice militaire, démoralisés, enfin, par toutes ces causes réunies, les transportés — qui ne voyaient de terme final à leur peine que dans la mort — cherchèrent le salut dans l'évasion. Presque tous furent repris et perdus sans retour.

Tel fut le résultat du mauvais vouloir, de l'incurie, de la cruauté des administrateurs et de la violation volontaire de la loi dite « de rédemption ».

Lorsque le gouvernement de la République, tardivement éclairé, institua les règlements et les tribunaux maritimes — (trente ans après!) — il fut question de reviser les arrêts antérieurs prononcés par les conseils de guerre, mais l'instabilité ministérielle fit perdre cette question de vue. De telle sorte que les victimes doivent se résigner à périr misérablement dans le bagne sous le poids de cette iniquité.

Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à faire pour elles et que l'on doive les abandonner à leur triste sort?

Ah! non, mille fois non! Ceux qui ont quelque souci de la justice et de l'humanité ont le devoir de protester contre un tel attentat.

Nous estimons que c'est à la Presse avancée de la dénoncer à la France entière.

Nous demandons qu'une enquête large, impartiale et minutieuse, — à laquelle la Presse prendra part — soit ouverte et que les résultats en soient portés à la connaissance de la nation entière.

Cette enquête s'impose, et nous faisons un appel à la Presse de toutes les nuances pour la réclamer avec nous.

Mais qu'on y prenne garde : il faut que cette enquête se fasse *sans l'aide ni le concours* de l'administration ni du gouvernement, sinon ce sera, — comme l'a dit déjà un écrivain célèbre, — absolument comme si on chargeait Fenayrou de faire une enquête sur le crime du Pecq.

Nous réclamons la lumière et la justice. Puisse notre faible voix être entendue et trouver un écho retentissant dans le cœur des hommes de bien!...

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL : UNION DU BRONZE.

Comité de propagande de la Grève Générale.

Union syndicale du Bronze. — Grande réunion le samedi 9 février, grande salle de la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Appel à tous!

Il vient d'être déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi du ministre du commerce ayant pour but de réglementer les grèves, c'est-à-dire d'étouffer par des moyens légaux les sentiments de révolte des éternels exploités.

Ce projet est d'une importance capitale pour tous les travailleurs conscients; c'est, sous ses apparences de bonhomie, une des lois les plus scélérates que jamais législateur ait conçue.

C'est la suppression, d'une manière à peine masquée, du droit de grève.

Les grèves à l'avenir ne pourront avoir lieu qu'après avoir passé par tous les décrets et règlements stipulés par la nouvelle loi, de façon à énerver les ouvriers par de longues formalités, et dont le résultat sera, en canalisant ainsi les cris de colère des meurtris et des spoliés, d'enrayer tous les mouvements d'émancipation et en particulier celui de la Grève Générale.

Le Comité de la Grève Générale de Paris, reflétant les sentiments des syndicats, considérant :

Que ce projet d'arbitrage obligatoire porte la plus grave atteinte au droit de grève en enrayant l'initiative individuelle; qu'il réduit, en outre, à néant le rôle des syndicats, dont la mission est précisément de défendre les intérêts des spoliés et qu'enfin une telle loi est l'étranglement prémédité de la Grève Générale, notre seule tactique de combat pour la réalisation de la société harmonique de demain,

Déclare protester avec énergie contre cette nouvelle loi scélérate, dirigée contre les groupements ouvriers.

Nous invitons tous les travailleurs, tous les prolétaires conscients, ennemis des fourberies des politicailleurs, à venir en masse protester contre ce nouvel attentat à la liberté individuelle qui se prépare.

A cet effet, nous vous convions tous à la GRANDE RÉUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE qui aura lieu le 9 février, à 8 h. 1/2 du soir, à la Bourse du Travail.

Il faut que, ce soir-là, le prolétariat montre qu'il est las d'être dupé et qu'il ne permettra pas cette suppression du droit de coalition.

Tous en foule à cette réunion, et que vos clameurs montrent la puissance du prolétariat.

Au peuple de Paris, qui a toujours marché à l'avant-garde du progrès, de comprendre notre appel et debout pour la défense de nos droits.

Le Comité de la Grève Générale de Paris.

***

L'Idée Libre (Université libertaire), 81, rue Julien-Lacroix. — Conférences à 8 h. 1/2 du soir :

Vendredi 8 février. — Dubois-Desaulle : Les conseils de révision en matière de recrutement.

Samedi 9. — Mme Kauffmann : Entretien sur l'éducation physique.

Lundi 11. — Georges Régnier : Les atrocités des guerres de Chine.

Mardi 12. — Jean Maresthan : La suggestion dans l'éducation.

Mercredi 13. — Le Dr J. Bertrand : Les causes sociales de l'alcoolisme.

Jeudi 14. — Georges Régnier : La liberté de penser.

***

Dimanche 10 février, à 8 heures du soir, grande représentation (suivie d'une sauterie au piano jusqu'à 2 heures du matin) organisée par l'Union artistique de la scène, de l'orchestre et du cirque, à son bénéfice, Maison du Peuple, 4, impasse Pers, 47, rue Ramey.

Prix des places : 0 fr. 50 et 0 fr. 75; enfants : 0 fr. 25.

***

Le camarade Roberto d'Angiò prie de suspendre, pour le moment, toute correspondance avec lui.

***

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arrondissement). — A 8 h. 1/2 :

Samedi 9. — Soirée musicale et littéraire.

Mardi 12. — M. A. Cahen, professeur de rhétorique au lycée Louis-le-Grand : Quelques moments de l'histoire de l'esprit français : I. 17e siècle : 5° Le théâtre du 17e siècle.

Jeudi 14. — M. Seigneurie, docteur ès sciences : Les abeilles, leur état social (projections).

Samedi 16. — F. de Pressensé : La question sociale aux Etats-Unis.

***

Solidarité des Trimardeurs. — Réunion publique samedi 9 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, 3. Conférence par Papillon.

***

Fête amicale des Trimardeurs, dimanche 10 février, à 2 h. 1/2, salle Féret, 47, rue de Courcelles, à Levallois-Perret.

Conférence, chants jusqu'à 6 heures.

Reprise à 8 h. 1/2 : chants et bal.

***

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 9 février. — Paul Hunziker : Questions économiques, politiques et sociales en Espagne.

Lundi 11. — Soirée littéraire : *Bérénice*, tragédie de Racine.

Mercredi 13. — H. Caseviz, ingénieur des Arts et Manufactures : La télégraphie.

***

SAINT-DENIS. — Université Populaire, 3, rue Suger :

Vendredi 8 février. — Eug. Guérard : La socialisation des chemins de fer.

Vendredi 15. — E. Girault : Cours d'anthropologie (suite).

Vendredi 22. — La science de la vie.

Vendredi 1er mars. — L. Lajarige : Causerie.

Vendredi 8. — A. Libertad : Rabelais, sa vie, son œuvre.

***

QUATRE-CHEMINS-PANTIN-AUBERVILLIERS. — Bibliothèque ouvrière, 107, rue du Vivier. Réunion samedi soir, à 8 heures. Causerie, chants.

Dimanche 10, réunion à 2 heures précises. Conférence par Paraf-Javal sur la société actuelle et la société future.

Prêt de livres.

***

Nous recevons de Firminy une lettre nous demandant d'ouvrir, en faveur d'un camarade auquel les médecins recommandent d'aller dans le Midi, une souscription pour lui permettre de faire ce voyage.

Ce n'est pas une souscription de ce genre que nous aurions à ouvrir, mais dix, vingt, cinquante par semaine, si nous voulions nous lancer sur ce terrain.

Nous ne pouvons que signaler le fait, et l'adresse du camarade qui se charge de recevoir les fonds :

Bernard, 12, place du Breuil, à Firminy.

***

AMIENS. — Tous les camarades sont invités à se réunir le samedi 9 février, à 8 h. 1/2 du soir, au Cent de Piquet, pour s'entendre au sujet de la propagande (journal local).

***

BORDEAUX. — Le compagnon Sicard-Palange, marchand de journaux, ayant cru devoir avouer avoir distribué *La Santé de la femme*, brochurette de 4 pages, éditée par les néo-malthusiens, était condamné la semaine passée à 15 jours de prison par le tribunal de police correctionnelle de cette ville.

Les camarades sont priés de se réunir samedi 9 et samedi 16 février, afin d'organiser une grande soirée familiale au profit du forçat anarchiste R. Meunier.

Les amis pouvant offrir des lots pour la composition de la tombola auront l'obligeance de les adresser à M. Séré, débitant, 13, rue Porte Basse, Bordeaux.

Samedi 9 et samedi 16 février, au groupe, possible foyer d'activité, organisation d'une conférence publique et contradictoire sur *La liberté d'opinion*. Le groupe de Bordeaux déclare adhérer au groupe *La liberté d'opinion* œuvrant à Paris.

⁂

AVIGNON. — Dimanche 10 février, à 4 heures de l'après-midi, salle de l'Université populaire. Lecture et commentaire des rapports du Congrès libertaire.

⁂

Aux libertaires Verviétois.

Le groupe de propagande « La brochure à distribuer » invite tous les camarades à bien vouloir assister à la réunion qui aura lieu dimanche 10 février, chez le citoyen Ruwette, cabaretier, rue Saint-Antoine, 38, pour y discuter sur les propositions suivantes : 1° Adhésion au Congrès libertaire national, vues et propositions à émettre à ce sujet ; 2° propagande locale ; 3° les camarades proposent de s'entendre pour la création d'un cercle d'études sociales.

Nous croyons qu'il est temps de réagir contre l'inertie populaire, et espérons que vous assisterez nombreux à cette réunion.

Le Groupe « La brochure à distribuer ».

⁂

Un de nos lecteurs voudrait se procurer :

L'Homme qui tue, par H. France.
Le Prix de la gloire, de Frédéric Passy.
Les numéros de l'*Ere nouvelle* contenant *Le Métier des armes*, enquête par G. Docquois (avril 1894).
Les Maladies secrètes dans les armées de l'Europe, (sept. 1894).
La Guerre, par A. Hermitte.
L'Armée esclave et opprimée, de Blanqui.
Le Catéchisme du soldat, de M. Charnay.

AUX AMIS DU JOURNAL

Nous organisons, pour l'anniversaire de l'apparition des *Temps Nouveaux*, une conférence suivie d'une soirée familiale.

Quelques lots nous ayant été promis au cas où nous ferions une tombola, ils seront tirés à la fin de la soirée.

Nous allons nous occuper de l'organisation; dans quelques semaines nous aurons des cartes à la disposition de ceux qui peuvent en placer.

AUX ABONNÉS

Notre service étant fait régulièrement, prière aux abonnés qui ne reçoivent pas régulièrement, de réclamer à la poste.

Bien entendu, nous tenons les numéros égarés à leur disposition.

⁂

Ceux de l'extérieur qui paient en timbres — notamment le Portugal, l'Italie et l'Espagne — sont priés de tenir compte du change qui est assez fort pour ces trois pays.

VIENT DE PARAITRE

La femme-esclave, par René Chaughi, notre cinquième brochure à distribuer.

Pour la recevoir, envoyer 1 fr. pour un cent seul ; les cents au-dessus, 0 fr. 50.

Bien entendu, cela ne couvre que les frais d'expédition. Pour ceux qui pensent que c'est de la bonne besogne, la souscription est ouverte.

⁂

La Grève Générale, rapport présenté au Congrès antiparlementaire par le groupe E. S. R. I., broch., 0 fr. 10; par la poste : 0 fr. 15.

⁂

Le 7e fascicule des Chansons contenant : *L'Hymne anarchiste Espagnol* (traduction française), avec musique ; *Debout, frères de misère; Les Affranchis*, etc., etc. L'exemplaire par la poste, 0 fr. 15 ; le cent, 4 fr. 50.

⁂

Il nous reste encore quelques exemplaires des *Feuilles* de d'Axa, 2 francs le volume au lieu de 5 fr. — 2 fr. 60, colis postal en gare, ou 2 fr. 85 par la poste.

⁂

Les suppléments contenant les rapports au Congrès interdit, réunis sous une couverture illustrée par C. Dissy, 0 fr. 50, dans nos bureaux, 0 fr. 85 franco.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Lettre à M. Malaquias Concha, par J. E. Lagarrigue, Santiago-du-Chili.

Fundamentos elementales de la anarquia, par E. Milano, Circulo internacional de estudios sociales, calle Rio Negro 274, Montevideo.

A lire :

La Colonisation contemporaine, par Paul Louis ; *Revue Blanche*, 1er février.

Paris la nuit, par J. Claretie; *Le Temps*, 2 février.

Autre dénouement à Blanchette, par Séverine ; *Le Journal*, 2 février.

Le loup Chinois et l'agneau Européen, par le Dr Dillon, *Contemporary Review*, n° 421.

A voir et à lire :

La guerre et le pillage en Chine, dessins et articles ; *La Vie illustrée*, n° 120.

PETITE CORRESPONDANCE

S., à Etampes. — La publication en question n'a pas eu de suite.

B. H., à Neuchâtel-en-Bray. — Vous avez oublié les frais de port pour les brochures? Il serait aussi de toute prudence, pour les livres, de joindre les frais de recommandation.

C. du P., à Lisbonne. — Je ne me rappelle pas. Si j'ai reçu, le numéro aura été expédié. En tous cas, veuillez me le rappeler, je l'enverrai à nouveau.

J. C., à Houssaye. — J'envoie les numéros. — *Les premières manifestations de la matière vivante* est un article paru dans la *Revue de l'Ecole d'anthropologie*.

C. V., à Mustapha. — *L'Agriculture* et *La Loi et l'Autorité* épuisées.

R. L., à Fougerolles. — *Les Temps sont proches, Guerre et service obligatoire* épuisées. Avons remplacé par d'autres.

A. G. Follner. — Vos timbres ne sont pas utilisables.

G., à Senones. — Vous auriez dû rajouter 0 fr. 10 pour recommandation. C'est plus prudent. *Le Calvaire*, 3 fr. franco.

C., au Chambon. — Nous n'avons pas l'adresse en question.

E. F., à Tlemcen. — *L'Effort*, 28, Chaussée de Saint-Pierre, Bruxelles. Nous n'avons pas d'exemplaires.

Jeanquimarche. — Non, il n'y en a pas eu en 1895.

Liberté d'opinion et solidarité internationale.

Reçu pour les détenus : C., 5 fr. — Bordino, Montpellier, 0 fr. 50. — L. S., 5 fr. — Un camarade, 1 fr. — Hén., 1 fr. — Versé par P. F. : Georges C., 2 fr. 50; Arthur K., 0 fr. 50 ; P. F., 1 fr. Ensemble : 4 fr. — Par Lelièvre à Saint-Louis : Mme Devaux, 2 fr. 50; Favereau, 2 fr. 50; Lelièvre, 2 fr. 50. Ensemble : 7 fr. 50. — Michaud, 1 fr. — L. Protot, 1 fr. ; L. G., 1 fr; M. G. V., 1 fr. ; H. C., 1 fr. ; L. D., 1 fr. ; K. C., 1 fr.; R. V. C., 2 fr. ; D., 1 fr. ; L., 1 fr. ; A. O., 2 fr. ; G. R., 1 fr. ; X., 1 fr. ; A. H., 1 fr. Ensemble : 15 fr. — Total : 40 fr. — Listes précédentes : 308 fr. 55. — Total général : 348 fr. 55.

Depuis qu'il fonctionne, le groupe a distribué :

Au camarade Maillard	10 fr. »
A Prost	10 fr. »
Pour le compagnon Granger	20 fr. »
Mais le mandat ayant été perdu à la poste, il nous a fallu en envoyer un second	20 fr. »
A Grunwald	15 fr. »
Au compagnon Ollier et à Jahn	50 fr. »
A Pablo Nin	25 fr. »
A la compagne de Portas expulsé de Lyon	12 fr. »
A Llombard	20 fr. »
A la mère de Bory	20 fr. »
Frais d'impression de la première circulaire (la seconde n'est pas encore payée)	6 fr. »
Frais de poste	3 fr. 95
Total	211 fr. 95

Comme on le voit, la caisse déménage, et encore le groupe a dû être très pingre dans ses envois.

Nous avons reçu les adhésions suivantes : Jules Lermina, Ernest Marie, Groupe des Trimardeurs, Groupe de Bordeaux, Victor Basch.

Reçu pour la brochure à distribuer : G., à Oerlikon, 1 fr. — M., au Creusot, 1 fr. 05. — L., à Verviers, 3 fr. — Total : 5 fr. 05.

Nous passons celles parues aux profits et pertes, et commençons une caisse pour une nouvelle.

Reçu pour le journal : R., à Moulins, 0 fr. 50. — L. P., 0 fr. 50. — J. D. et J. et M., à Gand, 1 fr. 75. — L. J., 5 fr. — E. P., 0 fr. 70. — Versé par P. F. : Georges C., 2 fr. 50; Arthur K., 0 fr. 50; P. F., 1 fr. Ensemble : 4 fr. — Un camarade, 1 fr. — Hén., 2 fr. — Moreau, 1 fr. — A. Cros, 1 fr. — Par L., à Saint-Louis : E. Favereau, 1 fr. ; Lelièvre, 2 fr. 50. Ensemble : 3 fr. 50. — P. D., 5 fr. — Amiens, 0 fr. 15. — G. D., à Marseille, 0 fr. 35. — Michaud, 1 fr. — F., à Avignon, 1 fr. — Merci à tous.

N., à Montpellier. — C., à Recanati. — L. R., à Jemeppes. — C., à Saint-Imier. — P. B., à Argenteuil. — J. C., à Houssaye. — L., à Fougerolles. — D., à Roanne. — Z., à Blasca. — M., à Feuquières. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

NOTRE COLLECTION DE DESSINS

En éditant ces dessins, nous poursuivons un double but : aider à la diffusion du goût artistique parmi les travailleurs, y trouver ensuite un supplément de ressources pour notre propagande.

Pour le premier point, c'est du temps et de la patience ; malgré le talent des camarades artistes qui ont répondu à notre appel, ce n'est pas en un jour que l'on arrive à déraciner le mauvais goût que notre mauvaise organisation sociale engendre.

Nous avons mis cependant cette édition au plus bas marché possible, mais nos tirages restreints nous rendent la lutte difficile contre les chromos à deux sous que prodigue « l'art » bourgeois.

Malgré les difficultés de la situation, notre collection sera bientôt complète. Plus qu'une dizaine de dessins à publier.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous en reste un certain nombre à vendre des tirages antérieurs, et qu'ils nous faciliteront la besogne en nous aidant à les placer.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro*. — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac* (épuisée). — **L'Aube**, *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore**, *par Vuillaume*. — **Les Errants**, *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul*. — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce*. — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier*. — **Ah ! les sales Corbeaux !** *de J. Hénault*. — **La Guerre**, *de Maurin*. — **Epouvantails**, *de Chevalier*. — **Capitalisme**, *de Comin'-Ache*. — **Education chrétienne**, *de Roubille*. — **Souteneurs sociaux**, *par Delannoy*. — **Provocations**, *par Lebasque*. — **La Débâcle**, *dessin de Vallotton*, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, *par Daumont*.

Prix de la lithographie, 1 fr. 40, franco. — Tirage d'amateur : 3 fr. 40.

Nous n'avons plus que trois collections complètes en édition ordinaire : 50 francs les 20.

Sous presse : **L'Assassinat**. Nous attendons aussi des dessins d'Agar, Heidbrink, Bochard.

La Révolte, collection complète (deux seulement) : 150 francs.

CHANSONS

La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc.
L'Internationale; Crevez-moi la sacoche; Le Politicien, *de E. Pottier* . . . » 10
Ouvrier, prends la machine; Qui m'aime me suive: Les Briseurs d'images . . . » 10
La Chanson du Gas; A la Caserne; Viv'ment, brav' Ouverier, etc. . . . » 10
J'n'aime pas les sergots; Contre la guerre; Heureux temps; Le Drapeau rouge . . . » 10
Le Réveil; La Chanson du linceul; Les députés heureux; Période électorale . . . » 10
Hymne révolutionnaire espagnol; Debout! frères de misère; Les conscrits affranchis . . . » 10

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 43 — DIX CENTIMES — DU 16 AU 22 FÉVRIER 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

NI ÉGLISE NI ÉTAT

Du jour où le pouvoir politique se fut différencié du pouvoir religieux, un antagonisme constant s'établit entre eux. Non pas qu'ils prétendissent mutuellement se détruire; chacun d'eux avait trop besoin de l'autre pour le seconder dans l'exploitation du troupeau humain. Mais s'ils s'entendaient à merveille quant au principe de cette exploitation, le conflit surgissait entre eux à la pratique, l'un comme l'autre aspirant à en prendre la direction en vue d'une répartition toute à son profit.

Le prêtre, premier maître, conserva quelque temps la suprématie. Mais sa puissance alla en déclinant à mesure que grandit celle du politicien — successeur du guerrier qu'il s'était adjoint primitivement comme auxiliaire, à la perception des dangers qui menacèrent sa souveraineté, dès les premiers bégaiements du savoir humain. La force, comme l'imposture, fut impuissante à enrayer les progrès du savoir et de la raison. Le *domaine spirituel* du prêtre se restreignait de plus en plus au fur et à mesure de ces progrès, au profit principalement du domaine du dirigeant politique, lequel savait avec une égale habileté s'appuyer sur le peuple pour limiter en outre la puissance temporelle du prêtre, et sur celui-ci pour exploiter plus fructueusement celui-là. Les questions vitales intéressant solidairement la stabilité de leur autorité les trouvait néanmoins étroitement unis et en parfaite connivence contre l'ennemi commun : le peuple. Si la cupidité était leur élément de discorde, il était aussi celui de leur réconciliation.

Après chaque conflit par trop violent, quand le prêtre devait s'avouer vaincu par la force, de nouvelles conventions se concluaient, un nouveau *modus vivendi* s'établissait. Pendant que le dirigeant politique jouissait en toute sécurité des prérogatives arrachées, le dirigeant spirituel se dépensait en intrigues dans le but de reconquérir, par la souplesse et la ruse, la part à regret cédée, se fiant d'ailleurs à son ascendant moral sur la masse ignorante.

Mais cet ascendant allait en déclinant de plus en plus devant les progrès incessants de la science. Issu de l'ignorance, il périra fatalement par la vérité.

D'ailleurs le prêtre ne l'ignore nullement, de là sa haine pour la science, qu'il sait être son ennemie mortelle. De là aussi le soin jaloux avec lequel il prétendit de tout temps au monopole de l'enseignement. Triturer les cerveaux, manipuler à loisir les consciences en vue du rendement le plus avantageux pour lui, telle fut entre toutes l'attribution qu'il estima toujours la plus précieuse et qu'il revendiqua sans cesse avec le plus d'énergie.

Cependant le pouvoir politique, au fur et à mesure qu'il étendait le champ de son autorité, établissait une organisation despotique et coercitive, l'Etat, pour assurer d'une manière définitive sa domination temporelle sur les peuples en même temps que la suprématie qu'il avait enfin conquise sur le pouvoir religieux. Le prêtre, devenu le vassal du politicien, demeurait néanmoins son affilié dans l'exploitation de la faiblesse et de la crédulité humaines.

Mais en dépit de cette complicité, leur rivalité persistait, âpre et cupide, les entraînant aux empiétements réciproques, sournoisement perpétrés sur leur domaine respectif. L'Etat, après s'être attribué successivement le monopole des différentes fonctions directrices et coercitives de l'humanité, fonctions politique, législative, judiciaire, financière, militaire, etc., sans compter diverses autres attributions industrielles et commerciales, prétendit s'emparer en outre de l'instruction dont il avait jusqu'alors abandonné en grande partie la direction aux prêtres, et dont il avait compris l'utilité pour raffermir sa domination à son tour menacée par les progrès du savoir humain. Mais le prêtre, dont le domaine spirituel a été singulièrement réduit par la science, et qui ne désespère pas d'en conquérir au moins une part, ne veut pas se laisser dépouiller d'une arme dont l'excellence lui est connue. Car, sa prétendue préocupation des choses d'en haut ne l'empêche nullement de s'intéresser aux biens de ce monde, et si ses fonctions spirituelles deviennent moins rémunératrices en raison de l'incrédulité croissante, c'est aux réalités immédiates d'ici-bas qu'il réclame une compensation, et tel est le terrain où il se rencontre en compétition acharnée avec le pouvoir politique.

Le conflit qui éclate aujourd'hui entre l'Eglise et l'Etat, ou, si l'on veut, entre la Congrégation et l'Etat, est un conflit d'appétits. Les derniers événements ayant inopinément montré quelle abondante moisson rapportait à la Congrégation l'exploitation de la crédulité publique, l'Etat, toujours à court de ressources pécuniaires par suite de ses gaspillages et en raison de la multiplicité de parents, d'amis, d'électeurs à gaver, de services personnels et très exceptionnels à récompenser, l'Etat convoite une si belle proie. La Congrégation défend son or; rien de plus naturel.

Mais pourquoi interviendrions-nous en cette querelle, et prendrions-nous parti plus pour l'un que pour l'autre? Cette suprématie qu'ils se disputent, n'est-ce pas la suprématie dans le gouvernement des hommes? Et nous ne voulons pas être gouvernés. Cet or, cause du litige, n'est-ce pas le fruit de notre exploitation? Et nous ne voulons plus être exploités. S'ils se querellent, c'est à qui prescrira la sauce à laquelle on nous accommodera. Mais nous nous refuserons à nous laisser manger. Pas plus à l'Etat qu'à l'Eglise nous ne voulons faire notre soumission. Pourquoi serions-nous plutôt avec l'un qu'avec l'autre?

Il y a, objecte-t-on, la question de l'enseignement; et l'instruction laïque doit supplanter l'instruction cléricale.

Oui, mais qu'est-elle, cette instruction laïque qu'on nous convie à défendre? Ce n'est point certes pour libérer les intelligences que l'Etat prétendit en cette branche faire concurrence à l'Eglise. Mais quand, par suite des facilités de plus en plus grandes de communication et de relations, la diffusion du savoir devint irrésistible, l'Etat, parant au danger, circonscrivit aussitôt le mouvement en vue de lui imprimer un caractère et une direction tout à son profit. C'est ainsi, du reste, qu'il opère invariablement à l'égard de tout courant d'émancipation. A l'obscurantisme religieux il substitua l'obscurantisme laïque. Les mensonges dont il farcit la tête de nos enfants, pour être différents des mensonges congréganistes, n'en sont pas moins des mensonges. Or, obscurantisme pour obscurantisme, mensonge pour mensonge, que nous importe? Pour l'un comme pour l'autre, nous n'avons que dégoût.

Si le mensonge congréganiste et le mensonge laïque se trouvent aujourd'hui en conflit, pourquoi serions-nous favorables à l'un d'eux? Est-ce parce qu'il se pare de l'étiquette républicaine? Nous ne nous soucions point des étiquettes; les réalités seules nous intéressent. Nous laissons aux matamores de la démocratie le ridicule des tintamarresques équipées protectrices des tuyaux de poêle présidentiels; tout naïfs politiques que nous sommes, nous ne saurions identifier l'éclat de la liberté avec les reflets même les plus imposants du plus officiel des blockhaus. Les hannetons seuls prennent un lampion pour le soleil.

L'Eglise et l'Etat se chamaillent, aujourd'hui; le prêtre et le politicien se battent pour se partager nos dépouilles. S'il nous plaît d'intervenir dans la lutte, ce ne sera premièrement que pour reprendre possession de ces dépouilles, et deuxièmement flanquer les deux malandrins à la porte de chez nous à coups de pied au derrière.

Ni Eglise ni Etat, *ni Dieu ni maître*, telle est toujours notre devise.

ANDRÉ GIRARD.

P. S. — *Dans le numéro de la semaine dernière, je reprochais leur insolence et leur orgueil déplacés à certains arrivistes de la presse qui, issus de la cuisse de tel journaliste arrivé et influent, se croient sortis de celle de Jupiter. Ces petits Messieurs, en effet, qui ont su faire de leur généalogie de hasard une industrie pour aplanir les difficultés du début, se redressent comme des poux et traitent de haut quiconque ne se prosterne pas devant leur infaillibilité.*

L'*Aurore* de mercredi m'accuse à ce sujet d'avoir reproché à quelqu'un d'être un bâtard! L'accusation est plaisante. J'avais bien raison de dire que la mauvaise foi et la calomnie sont fort prisées dans le journalisme.

A. G.

Au Ministère de Défense républicaine

Nous apprenons que Grunwald, dont nous avons raconté le cas, est toujours détenu à Alger, alors que, de par la loi d'amnistie, il devrait être libéré.

D'autre part, deux lettres que nous lui avons écrites pour l'aviser qu'il était amnistié, ne lui ont pas été remises ; l'une d'elles contenait un mandat de 15 francs dont nous avons le reçu ?

La presse qui se dit socialiste voudra-t-elle trouver le temps et la place de s'occuper de cette victime de l'arbitraire ? J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Police. — Le camarade Maës, retour de la Nouvelle-Calédonie, nous écrit de Bruxelles pour nous raconter les péripéties de son voyage. Quand il eut terminé sa peine, il lui fallut payer son retour. Arrivé à Marseille, il espérait débarquer aussitôt et passer quelque temps dans cette ville, puis à Lyon et à Paris. Mais, comme il allait descendre, il fut arrêté par un commissaire de police qui « l'invita » à le suivre pour remplir quelques formalités sans importance. Maës suivit. On l'emprisonne et on lui apprend qu'on va l'expulser. Il demande à terminer son voyage librement et à ses frais. Mais ces permissions-là ne s'accordent pas aux anarchistes ; elles sont réservées aux escrocs de haute marque. Il resta donc du 3 au 23 décembre à la prison de Marseille. Puis, mis en voiture cellulaire, il entreprit le voyage, s'arrêtant dans plusieurs villes et y faisant des séjours plus ou moins longs. A Chaumont, où il n'arriva que le 27, il demeura jusqu'au 12 janvier, en raison des vacances du jour de l'an ! Enfin il parvint en Belgique le lendemain et put enfin reprendre le goût de la liberté qu'il commençait à oublier. Il nous promet d'intéressantes correspondances sur la vie au bagne. A. G.

⁂

Militarisme. — Au 111e de ligne, à Toulon, un soldat, étant de faction, passe une ficelle dans la détente de son fusil, appuie le canon sous sa gorge, fait partir le coup avec son pied : il se fracasse le crâne, et meurt instantanément. On ignore les causes, etc... — Un brigadier artificier est trouvé pendu, au bout de dix heures, dans un magasin de la poudrière Milhaud. On ignore les causes, etc...

Au 13e d'artillerie, à Vincennes, un soldat est puni de *60 jours* de prison pour avoir dit à un camarade : « Ce qu'on lit dans l'*Aurore* est bien la vérité. »

Le conseil de guerre du 6e corps (Châlons) condamne un soldat à *5 ans de prison* pour avoir outragé par la parole un sergent-major et un caporal, en dehors du service. Un brigadier qui se livrait à des voies de fait sur ses hommes, qui les bourrait de coups de pied et de coups de poing et les obligeait à s'agenouiller et à ramper sous les lits pour lui demander pardon, le même conseil de guerre le condamne à 2 mois de prison, minimum de la peine. R. Ch.

⁂

Tours. — La *Jeunesse socialiste* de Tours avait organisé, pour le 3 février, une réunion publique qui eut lieu, avec le concours de Tanger et de Gohier, au cirque de la Touraine.

Tanger, le premier, prit la parole et débuta par faire le procès du militarisme ; mais nous ne comprenons rien à son système de faire des conscrits conscients « pour ne pas tirer sur le peuple ». — S'ils sont conscients, ils ne doivent pas se laisser mettre sous le joug.

Gohier, lui, n'apporta rien de nouveau. Il nous lut les lettres de soldats déjà parues dans l'*Aurore*, racontant les atrocités commises en Chine au nom de la civilisation et de la liberté de conscience, et termina en essayant de faire un tableau des complications politiques de l'Europe.

Le camarade Courtois, que les libertaires de Tours avaient fait venir, vint heureusement donner une autre note. Se plaçant au point de vue complètement antimilitariste, il fit voir qu'il ne faut pas demander l'amélioration de l'armée, mais sa suppression complète ; que, dans les casernes et dans les bureaux d'état-major, tout est pourri et gangrené, qu'aucune amélioration n'est possible.

Parlant aussi de ceux qui posent « au sacrifice », il dit qu'il ne faut pas les prendre au sérieux. Celui qui lutte c'est parce qu'il y trouve une satisfaction personnelle, parce qu'il croit vrai ce qu'il dit. Il n'y a là aucun sacrifice. En passant, il critique le catéchisme socialiste qui commande de faire ou ne pas faire et qui n'est que la répétition complète des autres catéchismes, car celui-là est fait pour les électeurs futurs. Il explique aussi la situation faite aux femmes et enfants au sein de la famille et termine en disant aux hommes conscients qu'il faut d'abord faire la révolution dans son foyer.

Quant aux polichinelleries de la politique, c'est l'art de mentir, il faut laisser cela aux journalistes de profession.

A noter aussi, à la suite de cette réunion, une soirée familiale où ces soi-disant socialistes n'ont rien trouvé de mieux que d'empêcher Liard-Courtois de parler, car la peur de la vérité les a poussés à nous dire un tas de bêtises que je ne veux pas relever.

Malgré cette attitude provocante et leurs âneries, je leur ai dit, une fois pour toutes, qu'ils essayent de mettre l'un de nous à la porte, comme ils nous l'ont promis en cette soirée, et nous verrons.

Georges Girard.

⁂

Les camarades du *Risveglio* nous écrivent que la police de Marseille leur a saisi un paquet de brochures italiennes qu'ils avaient expédié à un camarade de là-bas.

Or ces brochures ne sont, pour la plupart, que des traductions de brochures ou volumes français se vendant ouvertement, tels que *La Conquête du pain*, *La Société au lendemain de la révolution*. Evidemment, il y a là un excès de pouvoir.

Probablement le commissaire de Marseille se croit en Chine.

⁂

Mouvement ouvrier. — La semaine dernière, j'ai relevé ici l'entrevue Millerand-Casimir-Périer dont *aucun* journal socialiste ! n'avait daigné parler. Je mettais en garde les camarades d'Anzin contre quelques mauvais coups que les deux larrons étaient en train de tramer contre eux. Plusieurs réunions de mineurs viennent d'avoir lieu et, à l'heure actuelle, la grève est peut-être générale dans le bassin du Nord. Attendons-nous à voir les endormeurs socialistes travailler à la fois pour Millerand et pour Casimir-Périer. Allons, les mineurs, n'hésitez pas, faites vos affaires vous-mêmes. Et faites-les bien.

P. S. — La grève est ajournée.

⁂

Dans le journal *Le Temps* je découpe la phrase suivante : « Lorsque des gendarmes furent traduits en jugement, lors d'une grève récente (après les assassinats d'ouvriers de Chalon-sur-Saône), *leur innocence, la correction de leur conduite éclata avec une évidence lumineuse.* » L'on ne peut pas, ce me semble, faire un aveu plus sinistre du rôle des armées en temps de paix. On se rappelle que trois ouvriers furent tués et une dizaine blessés. C'est ce que le journal bourgeois appelle une conduite correcte. Si j'étais parent d'une des victimes, je jure bien que, comme les gendarmes, j'aurais une « conduite correcte », mais c'est la peau du journaleux, à qui il faut des cadavres de travailleurs, qui me servirait à l'éprouver.

⁂

Une grève qui a été vivement terminée est celle des ouvriers de Merville, petite localité du Nord. Dans une même journée, la grève avait gagné tous les établissements de la ville. Vers 7 heures du soir, une bande de 500 manifestants se rendit vers la fonderie Pruvost et brisa les vitres à coups de pierres. Dispersée par la gendarmerie, elle se reforma et, se dirigeant vers la scierie Ernout, elle brisa la clôture. Les gendarmes qui tentèrent de les disperser furent assaillis à leur tour. Ils réussirent cependant à arrêter un des manifestants porteur d'un drapeau rouge. Les manifestants se jetèrent alors contre le poste, et leur camarade leur fut rendu. Mais bientôt la révolte recommença et cette fois contre l'hôtel de ville, dont les fenêtres et les portes furent brisées par des projectiles. L'arrivée d'un escadron et demi de dragons et de 40 gendarmes mit fin à la danse.

Le lendemain, les ouvriers obtenaient entière satisfaction.

L'énergie, sans le calme et la dignité des politiciens endormeurs, avait fait plus que tous les secours possibles des frères de misère. L'exemple est à retenir et à suivre.

⁂

Lois ouvrières. — Le projet de loi Millerand tendant à rendre l'arbitrage obligatoire en cas de grève ne semble pas être du goût des travailleurs. J'ai déjà exposé à plusieurs reprises l'ignominie du projet qui a pour but de mettre un frein à ces révoltes ouvrières que sont les grèves.

Les syndicats ouvriers parisiens se sont émus de cette nouvelle atteinte à la liberté que leur porterait la loi socialo-ministérielle en question. Une réunion importante a eu lieu samedi dernier à la Bourse du travail à ce sujet. L'ordre du jour acclamé à cette réunion reflète assez bien l'état d'esprit des travailleurs syndiqués parisiens, et est intéressant à plus d'un titre. Qu'on en juge :

« Les camarades travailleurs de toutes les corporations, réunis à l'appel du Comité de la grève générale de Paris, déclarent protester avec énergie contre le projet de loi du gouvernement ayant pour but le règlement des grèves ;

« Déclarent, en outre, qu'ils sont résolus, après avoir entendu les différents orateurs, à faire table rase de toutes les lois entravant leur liberté.

« Les citoyens considérant que ce projet de loi, important les influences néfastes du parlementarisme à l'atelier, porte les plus graves atteintes au droit de grève, déclarent le repousser et invitent les travailleurs à agir de même en luttant pour leur seule arme d'émancipation : la grève générale. »

⁂

A Montceau-les-Mines, la grève continue sans incidents notables. Le directeur refuse absolument d'adhérer aux réclamations des mineurs. Les mines sont sérieusement gardées par la troupe et transformées en un véritable camp. Ce n'est que sentinelles partout, et la nuit les patrouilles de gendarmes succèdent aux patrouilles de soldats. Montceau ressemble à une ville en état de siège. Millerand et la « Défense républicaine » font bien les choses. Les actionnaires peuvent dormir en paix, leur propriété sera respectée.

Pour tuer le temps, les mineurs font réunion sur réunion, et écoutent sans grand enthousiasme les politiciens venus de Paris. Il est impossible de prévoir quand et comment cela finira.

A Calais. — Vainqueurs, les patrons se vengent, et refusent de reprendre leurs esclaves, comptant que la faim les matera et leur ôtera l'envie de recommencer.

Ils entendent faire travailler comme bon leur semble, sans se soucier de la bonne loi socialiste de Millerand.

C'est la condition qu'ils imposent au gouvernement. Le travail ne reprendra complètement que lorsqu'ils auront obtenu satisfaction. La loi pour eux ne compte pas. Quand donc les travailleurs sauront-ils en faire autant ?

A Paris, grève des ouvriers tailleurs pour dames, grève calme et digne comme il sied. La *Petite République* les conseille ; Paquin, le décoré de Millerand, l'homme aux 103 condamnations pour avoir fait travailler des jeunes filles 18 heures par jour, est parmi les patrons atteints par la grève. Les sergots ont même une sollicitude spéciale pour sa maison, qui est sérieusement gardée. Mais il n'y a pas de danger, car le journal socialiste veille aussi et sermonne les grévistes comme il suit : « Ce n'est pas quand on est assuré du succès qu'on cherche à le compromettre en se livrant à des violences inutiles. »

A Boulogne-sur-Mer, grève des ouvriers cordonniers, qui luttent pour le maintien de leurs salaires.

A Saint-Eloy-les-Mines, les 2.000 mineurs sont toujours en grève (70 jours). Là encore les gros sous des travailleurs sont impuissants.

P. Delesalle.

Italie.

Arrestations, saisies, etc. — Les persécutions contre nos camarades ne subissent pas de trêve. Mais la ville où les anarchistes sont mis le plus férocement hors la loi est l'ancienne Ancône, la citadelle de l'anarchisme italien. Tous les efforts des camarades anconitains sont rendus vains. Le gouvernement, la police, la magistrature ont organisé un service de lâcheté la plus basse. Il suffit que quelques-uns de nos camarades se promènent

ou soient simplement ensemble dans un lieu quelconque, pour les arrêter, en les accusant de comploter et de former une association de malfaiteurs.

C'est ce qui est arrivé dernièrement aux camarades Angelozzi, gérant de l'*Agitazione*, Pezzotti, Orlandini, Moresi, Lazzari, Frassinetti, Rispogliati, Fortunato et Ansevini. Ils se trouvaient à discuter tranquillement dans une buvette d'Ancône, quand beaucoup de mouchards envahirent le local et les arrêtèrent tous. Dans le même temps, d'autres sbires assaillaient la rédaction de l'*Agitazione* et saisissaient journaux, papiers, lettres, registres, tout ce qu'ils voulurent, en menaçant tout le monde. La terreur, quoi qu'on en dise, règne toujours en Italie.

*
* *

Le cas Merlino. — L'avocat François-Xavier Merlino s'est finalement décidé. Après s'être balancé à droite et à gauche, après plusieurs années de peur de l'opinion publique, sa manie d'être élu député a vaincu. Il a beau protester que ce n'est pas ainsi; mais désormais son inscription au parti socialiste légalitaire italien n'a d'autre signification.

Les camarades qui appelaient Merlino « un qui ne fut jamais anarchiste » avaient donc raison. Je n'ajouterai rien d'autre, car la décision de Merlino est un bien pour nous. Elle nous débarrasse d'un individu très faible dans ses convictions, et de tous les inconscients qui, se qualifiant anarchistes parlementaires ou merliniens (sans comprendre que du moment où l'on admet le parlementarisme dans l'anarchie, celle-ci n'a plus raison d'exister), avaient cherché à provoquer de stupides scissions parmi nous.

*
* *

Comunardo Braccialarghe. — Où se trouve le camarade Comunardo Braccialarghe? Nous ne le savons pas exactement. Le gouvernement nous l'a rendu introuvable. Après l'avoir condamné, seulement pour ses principes, comme malfaiteur, il le fit traîner de prison en prison, de maison de réclusion en maison de réclusion, et le délivra lors de la guerre de Grèce. Comunardo partit pour cette guerre-là, et aussitôt que, blessé, il revint en Italie, il fut enrôlé soldat et envoyé, comme *subversif*, à la compagnie de discipline pour y expier son amour pour l'humanité. Mais, à présent, où se trouve-t-il? C'est la demande d'un de ses amis que je répète ici. Mais, à cette demande, la bourgeoisie homicide répond par des sourires méphistophéliques.

*
* *

Joseph Verdi. — En politique, Verdi ne représentait rien dernièrement. Il vivait à l'écart, dans son ermitage d'artiste. Dans le passé, au temps où l'unification de la péninsule était le désir des Italiens, le nom de Verdi était prononcé pour indiquer ce désir précisément. Mais, en mourant, était-il content de l'unité italienne? Nous ne le croyons pas. Peut-être sa volonté de ne pas admettre d'honneurs officiels à ses funérailles est un témoin de son mécontentement. Peut-être encore ses millions qu'il laisse presque complètement à des institutions de bienfaisance, représentent le soufflet moral du génie aux canailleries de la société moderne. Sa musique, d'ailleurs, n'est que passionnelle, et la passion n'est que la douleur. Or, la douleur exprimée par les sons est universelle, et la douleur universelle est synthétisée par toutes nos personnelles souffrances pour un principe d'amour. C'est pourquoi les anarchistes déplorent la mort de Joseph Verdi plus que la molle aristocratie.

ROBERTO D'ANGIÒ.

Russie.

Quelques journaux français ont parlé — en quelques mots, il est vrai — de l'agitation qui avait eu lieu récemment parmi les étudiants des universités russes et des mesures du gouvernement à leur égard. Voici les renseignements plus précis que nous tirons des manifestes publiés par les étudiants et de quelques lettres particulières. On sait que la vie scolaire dans les universités russes se poursuit dans des conditions tout à fait différentes de celles qu'on rencontre dans les autres pays. Une surveillance étroite s'attache à l'étudiant à chacun de ses pas : il ne peut ni faire partie d'une organisation ou d'un groupe — en entrant à la Faculté, il est même obligé de signer un engagement dans ce sens, ni appartenir à une caisse de secours mutuels, ni choisir lui-même les cours auxquels il désire aller. Toute manifestation d'une opinion collective est interdite aux étudiants; en plus de la police qui veille à la vie de tout « citoyen » russe (en Russie, on dit « habitant » de préférence au « citoyen » et c'est très juste), ils ont leur police universitaire, comprenant le recteur, l'inspecteur, les sous-inspecteurs, etc.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, si la vie universitaire russe s'interrompt de temps en temps par ce qu'on appelle des troubles. A Kiev, dès le commencement de l'automne de 1900, les étudiants se montraient agités. Les *Temps Nouveaux* ont parlé des manifestations contre le professeur Eichelmann; on peut ajouter à ces faits un détail assez caractéristique. Comme on le sait, les étudiants exigeaient le départ du professeur, et le gouverneur général de Kiev, pour mettre fin aux troubles, conseillait au conseil de l'Université de leur donner satisfaction. Le conseil ne voulant pas le faire, le gouverneur général renvoya le professeur de sa propre autorité. Mais il s'est trompé dans ses calculs : les étudiants, réunis dans un meeting à l'Université, ont hautement protesté contre son ingérence dans les affaires de l'Université, même en leur faveur. Quelque temps après, un nouvel incident s'est produit : les journaux réactionnaires de Kiev, profitant d'un cas isolé, s'en servirent pour commencer contre toute la jeunesse des écoles une campagne de calomnies (surtout le journal *Kievlianine*, aux mêmes tendances que le *Novoïe Vremia*. Un nouveau meeting tenu à l'Université protesta contre la conduite de la presse.

Il semblerait que c'est là quelque chose de très naturel et qu'aucun mouchard, même le plus zélé, ne verrait là rien d'intéressant pour lui. Cependant les autorités universitaires s'en émurent et condamnèrent deux étudiants — le président de la réunion et un des orateurs — à des peines disciplinaires (au cachot qui a été introduit dans les universités russes par les statuts de 1884, statuts contre lesquels les étudiants ne cessent de protester). Les deux étudiants n'ont pas voulu se soumettre et furent exclus de l'Université. Alors l'agitation devint, naturellement, beaucoup plus forte : on réclamait la réintégration des deux camarades, l'abolition du cachot, la liberté pour les étudiants de se réunir pour délibérer de leurs affaires, etc. Les étudiants, réunis à l'Université, déclarèrent qu'ils ne retourneraient pas chez eux tant que le recteur ne viendrait pas pour recevoir leurs revendications; des heures entières s'écoulaient, le soir arrivait, les étudiants se disposaient à rester là toute la nuit. Les autorités universitaires firent éteindre l'électricité, fermer l'eau et les cabinets. On voulait bien laisser les étudiants sortir de l'Université, mais on ne laissa rentrer personne.

Pourtant, grâce à l'aide de quelques personnes du dehors, on a réussi à se procurer de l'eau et quelques bougies. Pendant ce temps, le recteur effrayé envoyait chercher le général des gendarmes Novitzvy (bien connu à Kiev par plusieurs générations de révolutionnaires), et bientôt l'Université fut prise d'assaut par les gendarmes, les cosaques et les soldats d'infanterie. Conséquence : tous les étudiants ayant pris part aux troubles ont été jugés par une commission composée du conseil universitaire, des représentants de plusieurs ministères et du général de gendarmerie (il est à noter que dans cette commission des professeurs étaient obligés de siéger à côté d'un gendarme). Les étudiants compromis furent divisés en quatre catégories : 1° les récidivistes; 2° ceux qui avaient pris une part active aux réunions; 3° les juifs (uniquement parce qu'ils sont juifs), et 4° tous les autres.

Aux deux premières catégories fut appliquée la loi de 1899 — loi d'après laquelle les étudiants coupables d'avoir participé à des troubles pouvaient être immédiatement incorporés dans l'armée (et on peut prévoir à l'avance quelle situation les attend là-bas). Près de 200 étudiants ont eu cette fois à souffrir de cette loi — loi dont on ne peut chercher d'analogues que dans le règne sinistre de Nicolas Ier, et c'est là ce qu'il y a de plus grave dans ces événements. Sans même parler du sort qui attend ces jeunes gens, quelle indifférence de la part du reste de la société russe qui laisse ainsi périr la meilleure partie de sa jeune génération! Sur les 200 étudiants, 40 ou 50 sont déjà expédiés à Port-Arthur, excellent moyen pour les empêcher de jamais revenir. Les autres seront également répartis dans des endroits plus ou moins éloignés. Le bruit court qu'ils ont tous refusé de prêter serment; les nouvelles directes de Russie manquent encore à ce sujet, mais cela paraît assez probable.

La presse française n'a que peu parlé de ces faits : tout cela lui paraît bien lointain et peu intéressant. Mais ceux qu'on appelle les « intellectuels » ne protesteront-ils pas contre la façon dont on traite là-bas leurs frères?

Chine.

Conséquences de la guerre (dépêche adressée de Pékin aux journaux anglais) :

D'après des informations dignes de foi, reçues de Si N'gan-Fou, la famine qui sévit dans le Chan-Si et dans le Chen-Si est sans précédent dans l'histoire de la Chine.

On estime que les deux tiers de la population manquent de vivres; le froid, très vif, vient s'ajouter à la famine. Il n'y a pas de combustible et on prend le bois entrant dans la construction des maisons pour se chauffer.

De nombreux cas de cannibalisme sont signalés.

Le prince Ching a fait savoir à M. Conger que le peuple en était réduit à manger de la chair humaine et à vendre les femmes et les enfants.

Les parents aiment mieux tuer leurs enfants que de les voir souffrir de la faim.

Le gouvernement a fait ce qu'il a pu pour soulager cette misère, mais il n'a pas réussi.

La population des deux provinces est de 21 millions d'habitants, et il n'y a pas de vivres en quantité suffisante.

États-Unis.

IMPUISSANCE DE LA POLICE? — Le fils du richissime M. Cudaby, à Omaha (Nebraska), a été enlevé par des inconnus; ceux-ci donnèrent quelques jours au père du jeune garçon pour déposer en tel lieu et à telle heure la somme de 25.000 dollars; à défaut de quoi, lui écrivait-on, son fils serait mutilé. La police implorée a avoué son impuissance et le capitaliste a dû payer.

La fréquence des enlèvements d'enfants riches inquiète les privilégiés. La presse jette les hauts cris contre la police. Étant donnée l'indication du lieu où la somme exigée doit être déposée, l'impuissance des policiers paraît suspecte. La corruption de la police prouvée par tant de scandales permet de supposer que la police organise elle-même ces pratiques enlèvements.

*
* *

FABULEUX ET POURTANT VRAI. — Le département du trésor, à Washington, a envoyé un mandat d'un cent (un sou) à F. Lynch comme salaire de ce qui lui est dû pour avoir transporté la malle des États de l'Union pendant une année. Lynch transporte tous les jours la malle de Mineral Point à Dodgeville, dans le comté d'Iowa (Wisconsin). Il conduit une diligence et fait de bonnes affaires en transportant des voyageurs et des marchandises. Dans la crainte de voir un concurrent soumissionner pour le transport de la malle sur la même route et lui faire du tort, Lynch s'est engagé, par contrat avec le gouvernement, à transporter la malle pendant quatre ans à raison d'un cent par an. Pour ce mandat, il a fallu remplir autant de formalités que pour celui qui est délivré, tous les trimestres, à la ligne de New-York Central et qui s'élève à 360.000 dollars pour le transport des malles. Des collectionneurs ont offert des sommes importantes à l'entrepreneur de transport pour qu'il leur cède son mandat, un chef-d'œuvre de paperasse.

Transvaal.

UN TÉMOIN OCULAIRE. — J. M. Robertson, membre du Parlement, ancien ministre, a dit dans une conférence faite sur ce qu'il a vu et observé sur les lieux mêmes : « Déjà au mois de juin, un grand nombre de fermes ont été incendiées. Une seule colonne en marche en avait brûlé quarante. Depuis lors, ce procédé destructif a été encore beaucoup plus employé. Un officier a avoué qu'il n'était pas exagéré de dire que, « dans les deux Républiques, la moitié des fermes avaient été brûlées ». On a prétendu que ces incendies n'avaient lieu que si des coups de feu contre des soldats anglais étaient partis de ces fermes à l'abri du pavillon blanc. En réalité, ces faits ont été extrêmement rares pendant la campagne. Il est arrivé que des Boers ont tiré à une certaine distance, à huit milles, par exemple, d'une ferme habitée par des femmes et sur laquelle flottait le drapeau blanc, et qu'ensuite on a prétendu que les tireurs s'étaient mis sous la protection de ce drapeau! Dans la partie sud de l'État d'Orange, on peut admettre que 500 fermes ont été incendiées, mais 90 pour 100 de ces fermes appartiennent à des Boers « prisonniers de guerre ». Robertson estime à plusieurs milliers le nombre actuel des fermes incendiées, d'où les femmes et les enfants ont été

chassés et obligés de demander leur subsistance à des Cafres. Dans un certain district, huit fermes ont été incendiées, parce qu'on avait trouvé de la dynamite sur les rails du chemin de fer dans ce district et bien que ces huit fermes fussent la propriété de non-combattants! Il est faux de représenter les Boers actuellement combattants comme étant la lie de la population; plusieurs au contraire sont des hommes dont on doit parler avec la plus grande estime.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Le comité de « propagande pour la grève générale » vient de lancer une brochure, intitulée *La Grève Générale*, qu'il fait distribuer.

Adresser les demandes à Girard, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, à Paris.

Œuvre des « Journaux pour Tous ». — La presse de réaction pénètre presque seule dans les campagnes, tandis que nos journaux y sont inconnus. Nous rappelons à nos lecteurs que l'œuvre des « *Journaux pour Tous* », 17, rue Cujas, se tient à leur disposition pour leur donner l'adresse de citoyens pauvres des campagnes qui seraient heureux de recevoir pendant quelque temps leur journal une fois lu. Il leur en coûtera chaque jour un timbre de 2 centimes, et la peine de mettre une bande et une adresse. En agissant ainsi, ils feront vraiment œuvre utile de propagande.

Ecrire pour plus amples renseignements au secrétaire de l'œuvre des « *Journaux pour Tous* », 17, rue Cujas (Ve arrondissement).

Groupe de propagande antimilitariste de Paris (G. P. A. P.). — La Jeunesse Socialiste Révolutionnaire de Montceau-les-Mines, ayant voulu montrer aux sabreurs qui se font les gardes-chiourmes des mineurs en grève la haine qu'elle ressent contre le service militaire, avait organisé par une active propagande le refus du tirage au sort des conscrits de la classe: le G. P. A. P. envoie pour cette tentative ses félicitations à la J. S. R. de Montceau et en même temps croit avoir l'approbation des vrais camarades en flétrissant les soi-disant libertaires qui, par leur inconscience ou leur lâcheté, ont été devant les fonctionnaires bourgeois faire acte de servile soumission, empêchant ainsi la manifestation antimilitariste que l'opinion qu'ils affichent les obligeait à soutenir.

Les Egaux du XVIIe, 85, rue de Courcelles. — Samedi 16 février, à 8 h. 1/2 précises du soir, communications importantes et causerie par un camarade.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du samedi 26 février. Sujet traité: Paul Louis, rédacteur à la *Revue socialiste* : Les Etapes du socialisme (1789-1900).

Lundi 18. — Hubert Lagardelle, directeur du *Mouvement socialiste* : Le Socialisme en Allemagne.

Mercredi 20. — E. Tarbouriech, professeur au Collège libre des Sciences sociales : Introduction aux constitutions de la France : 1e Généralités ; l'Etat romain.

L'Education sociale de Montmartre (Université Populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy.

Samedi 16, à 8 h. 1/2. — M. de Pressensé : La question sociale aux Etats-Unis.

Jeudi 21, à 8 h. 1/2. — M. Worms, agrégé des Facultés de droit : La constitution française : 3e Pouvoir judiciaire.

Samedi 23, à 8 h. 1/2. — Soirée musicale et littéraire.

Dimanche 17, à 10 h. 1/2. — Consultations juridiques.

Solidarité des Trimardeurs (Bibliothèque du XVe). — Réunion samedi, 16 février, salle Clément, rue Fondary, 3. Affaires intérieures du groupe.

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — *Bibliothèque Ouvrière*, 107, rue du Vivier. Réunion samedi soir, à 8 heures. Causerie, chants.

Dimanche 17, à 2 heures précises, conférence par C. Girault : suite de la conférence sur la Théorie de l'Evolution.

Prêt de livres.

Amiens. — Tous ceux qui s'intéressent à la création d'un journal local sont priés de se réunir le samedi 17 février, à 8 h. 1/2 du soir, au Cent de Piquet, pour s'entendre à ce sujet.

Marseille. — Bar des Sociétés, place du Jardin des Plantes. Samedi 23 février, à 8 h. 1/2 du soir, soirée familiale privée : concert, causerie par un camarade. Entrée : 0 fr. 30 pour vestiaire obligatoire. Les camarades sont priés d'être exacts.

Les camarades de la Belle de-Mai et environs se réunissent Bar du Muy, boulevard National, 61, tous les jeudis, samedis et dimanches, à 8 h. 1/2 du soir.

Bruxelles. — Tous les libertaires de la ville et des faubourgs sont instamment priés d'assister à la réunion qui aura lieu le samedi 16 courant, à 8 h. 1/2 du soir, au nouveau local du groupe l'Union bruxelloise, Aux Quatre Fontaines, 5, rue de l'Hôpital (elle aboutit à la place Saint-Jean et à la place de l'ancien Palais de Justice).

Ordre du jour : 1° Le congrès de Pâques; 2° propositions diverses.

Pour tout ce qui concerne les camarades de Bruxelles et le congrès de Pâques, s'adresser à Emile Chapelier, rue Terarken, 1, Bruxelles.

Faute d'argent, *l'Effort* ne paraîtra pas ce mois-ci.

Mouscron. — Le groupe *La Jeunesse libertaire Mouscronnoise* a l'intention de fonder une bibliothèque. Les camarades qui peuvent envoyer des brochures ou des dons pour la bibliothèque sont priés de les envoyer au café des *Temps Nouveaux*, chez Camille, chaussée du Risquons-tout, Mouscron.

Dimanche 24 février, soirée familiale au profit de la bibliothèque. La soirée aura lieu café des *Temps Nouveaux*, chez Camille. Les camarades de Roubaix et de Tourcoing et environs sont invités.

Verviers. — Dimanche 17 février 1901, réunion du cercle d'études sociales à 3 heures, chez le citoyen Ruwette, cabaretier, rue Saint-Antoine, 38. Causerie par un camarade : L'utilité des syndicats. La contradiction est admise.

Le cercle se rend solidaire du groupe de solidarité internationale et d'aide aux détenus.

GROUPE « LA LIBERTÉ D'OPINION »

Nous apprenons que les camarades de Xérès viennent d'être graciés à l'occasion du mariage de la princesse des Asturies.

Nous faisons passer au groupe de Madrid le reliquat de la souscription de Montjuich, soit 322 fr. 60.

**

Dans sa dernière réunion, le groupe a décidé, afin de ne pas prendre sur la caisse pour couvrir les frais de correspondance et accessoires, de créer une cotisation mensuelle parmi les adhérents. Avis à ceux qui n'assistent pas aux réunions.

A Madrid, il vient de se former un groupe.

**

Jeudi 21 février, à 8 h. 1/2 du soir, Maison du Peuple, impasse Pers, réunion publique.

Ordre du jour : *La liberté de penser*. Orateurs inscrits : Léopold Lacour, Liard-Courtois, etc.

Entrée : 30 centimes.

A NOS LECTEURS

Le fonds Savine ayant été liquidé, nous pouvons fournir à ceux qui nous en demandaient :

La Douleur universelle, de Faure ; *L'Ecole de Yasnaïa Poliana*, de Tolstoï, à 2 fr. 50, pris dans nos bureaux, 2 fr. 85, recommandé par la poste pour la France, 3 francs pour l'extérieur.

Chaque commande de livres doit être accompagnée du montant. L'état de notre caisse ne nous permet pas de faire des avances.

Nous avons mis sous couverture, avec dessin de Hermann-Paul, la brochure de Chaughi, *La Femme esclave*, que nous mettons en vente au prix de 0 fr. 15 franco, pour les collectionneurs.

Un de nos lecteurs voudrait se procurer pour traduire :

L'Homme qui tue, par H. France.

Le Prix de la gloire, de Frédéric Passy.

Les numéros de l'*Ere nouvelle* contenant *Le Métier des armes*, enquête par G. Docquois (avril 1894).

Les Maladies secrètes dans les armées de l'Europe, (sept. 1894).

La Guerre, par A. Hermitte.

Le Catéchisme du soldat, de M. Charnay.

Le Militarisme, de Corre, et le numéro de mars 1893 de la *Société nouvelle*.

Le 51e Chasseurs, de Courteline.

Envoyer les propositions au journal.

Bibliothèque de l'Ecole libertaire.

Elle vient, provisoirement, d'être transférée aux *Temps Nouveaux*.

Les camarades qui ont des livres sont priés de les rapporter. Ceux qui veulent en emprunter, peuvent venir tous les dimanches, de 10 heures à midi.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Palais du peuple, par G. Séailles, broch., 0 fr. 10, à la *Coopération des idées*, 157, faubourg Saint-Antoine.

Le Problème de la certitude et celui de la vérité du catholicisme (!), brochure chez Blot, 7, rue Bleue.

Où est l'issue? par Tolstoï, 1 broch., 0 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

L'homme qui voulut être roi, par Rudyard Kipling, traduction L. Fabulet et R. d'Humières, 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

Le Livre des Mille et une Nuits, traduction Mardrus, tome VII, un vol., 7 fr., à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Figures de bronze ou statues de neige; Les Héros et les Pitres, par Drumont, 2 vol., à 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

A lire :

En Chine, par Clemenceau ; *Le Bloc*, n° 3.

A voir :

Retour de Chine, dessin de Hermann-Paul ; *Cri de Paris*, n° 211.

PETITE CORRESPONDANCE

J. R., à Alexandrie. — Bien reçu le mandat. C'est une erreur de notre part.

L. J. — Abon. finit janvier seulement. Remboursement parti.

R. B., à Ponberanc. — Numéros réexpédiés. Réclamez aussi à la poste.

J. H., Namur. — Reçu 1.50. Que faut-il faire ?

A. S. — Votre article sur l'autorité pas assez documenté.

Rientor, Marseille. — Le vôtre sur la morale n'est même pas discutable. C'est de la chinoiserie.

Le camarade qui nous a demandé *Sous-offs* est prié de nous envoyer son adresse et la liste des autres brochures. Nous l'avons perdue.

R., à Lausanne. — Reçu timbres. Merci. Avons les deux premiers volumes. Mais le *Primitif* épuisé. L'ouvrage de Pelletier, 5 francs.

R., à Montréal. — Reçu timbres. Notre camarade Reclus est en bonne santé.

Reçu pour les familles des détenus : Avril, 2 fr. — L. C., à Valréas, 0 fr. 25. — De Saint-Amand-Montrond, par M. B., 3 fr. — T., 0 fr. 50. — G. M. D., Turin, 1 fr. — P. L., à Evreux, 3 fr. — P., 2 fr. 50. — V., à Grigny, 2 fr. — Groupe d'études de Micheroux, 1 fr. — F. B., à Annonay, 5 fr. — Total : 19 fr. 25. — Listes précédentes : 348 fr. 55. — Total général : 367 fr. 80.

Reçu pour la brochure à distribuer : Chaptal, 2 fr. — L., à Epinal, 1 fr. — C., par B., Rouen, 5 fr. — Total : 8 fr. — Liste précédente : 5 fr. 05. — Total général : 13 fr. 05.

Reçu pour le journal : Avril, 2 fr. — L. C., à Valréas, 0 fr. 50. — *Vente de vieux timbres*, 12 fr. — L. P., à Liège, 0 fr. 50. — Le Breton du Jardin des Plantes, 0 fr. 50. — B., à Onex, 2 fr. — P., 2 fr. 50. — Trois Moulins à poivre de Binche, 6 fr. — F. B., à Annonay, 2 fr. — Merci à tous.

V. L. — A. H., à Béziers. — F., à Sainte-Tulle. — A. M., à Nusillé. — G., à Rochefort. — C. C., à Lisbonne. — S. M., à Londres. — C., à Buenos-Ayres, par H. — D., à Bourg-la-Reine. — V., à Porto-Alegre. — M., à Bruxelles. — B., à Le Sap. — F., à Meulan. — A. C., à Brooklyn. — P. C., à Lille. — B., à Dunkerque. — B., à Bar-le-Duc. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE, N° 44 DIX CENTIMES DU 23 FÉVRIER AU 1er MARS 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOBLE CAUSE, MOYENS HONNÊTES

Dans une lettre où il se plaint des procédés incorrects de l'*Aurore* contre M. Deschanel père, son ami, M. L. Havet insère cette réflexion : « Il m'est égal qu'il paraisse des calomnies dans l'*Intransigeant* ou dans la *Libre Parole*. Je ne me résigne pas à trouver autre chose que la vérité dans le journal où Zola a dénoncé des crimes réels et où moi aussi, grâce à vous, j'ai pu attaquer de vrais coupables. »

M. Havet met le doigt sur une plaie profonde.

Oui, il est triste de songer que des hommes peuvent à la fois combattre pour de nobles causes et s'avilir à des moyens de bassesse. Pour qui a dans les sentiments un peu de générosité et dans les idées un peu d'élévation, une correspondance toute naturelle s'établit entre le but qu'on poursuit et les procédés dont on use. Si la mauvaise foi nous paraît à sa place sous la plume et dans la bouche des gens de réaction, nous ne pouvons pas nous résoudre à la retrouver du côté de la liberté, du progrès, de la justice. Comme dit M. Havet, nous ne nous y résignons pas.

Et chaque matin pourtant notre journal revient nous apprendre qu'il faut bien s'y résigner.

Les lecteurs des *Temps Nouveaux*, dont beaucoup sont en même temps ceux de l'*Aurore*, se rappellent une polémique que je ne veux pas rouvrir, l'un des adversaires l'ayant trop bien et définitivement close par d'ignobles procédés. Je veux cependant puiser là un document nécessaire.

On se rappelle donc comment l'*Aurore*, journal ami, après nous avoir donné en maintes circonstances des preuves d'estime et de sympathie, nous a tous un beau jour, brusquement et sans transition, à la suite d'un simple désaccord d'idées, couverts des plus basses et des plus sales injures par la bouche de son rédacteur principal, Urbain Gohier. Et ces injures étaient si bêtes, tellement grotesques, que les plus mal informés eux-mêmes ne pouvaient y voir que de pauvres calomnies. Ce qui n'empêche pas le triste Gohier d'écrire environ tous les huit jours des choses comme ceci : « C'est par des mensonges, par des mensonges quotidiens que les exploiteurs du socialisme traînent la multitude socialiste à la remorque d'un gouvernement de réaction. L'Etat-Major, la *Croix* et le *Petit Journal* n'ont pas menti plus infatigablement durant les deux années de l'affaire Dreyfus. Comment ce malheureux peuple pourrait-il s'y reconnaître? »

Je le demande aussi, comment ce malheureux peuple pourrait-il s'y reconnaître, quand ce sont les pires menteurs qui crient au mensonge!

Mais, selon la bonne formule de M. Havet, on se résigne. Personne ne proteste. Et pour la démoralisation du public les Urbain Gohier s'élèvent sur les ruines des Rochefort.

Parmi ceux qui conspuent si bien aujourd'hui le marquis de l'*Intransigeant*, combien se doutent que son crime n'est pas d'avoir, sur la fin de sa vie, amené quelques recrues au nationalisme, mais bien d'avoir abêti et corrompu, pendant toute une longue carrière, des générations de lecteurs?

En plusieurs livres, en différentes enquêtes on n'a pas eu de peine à montrer, ces derniers temps, que la presse avait fait et faisait de plus en plus faillite à sa mission d'éducatrice. C'est un fait. Plus la presse étend et affirme sa puissance sur toutes les classes, plus elle se corrompt. Plus tout le monde lit « son journal », plus le journal devient quelque chose que personne ne devrait lire.

On ne trouverait pas aujourd'hui deux quotidiens où pourrait se poursuivre une polémique un peu élevée et sérieuse sur une question urgente de ce temps. La virtuosité de l'invective et la pratique du scandale remplacent l'exposé et la discussion des idées. Partout une mauvaise atmosphère de vulgarité et de mesquinerie où les causes les plus nobles, les débats les plus importants dérivent par une pente fatale aux basses questions de personnes. Pour faire la critique d'une opinion, on commence par trier le linge sale de ceux qui la professent. On ne combat plus son adversaire. On lui reproche ce qu'il mange ou ce qu'il boit, les cheveux de sa maîtresse ou les amants de sa femme.

Et si les fiches de police intime n'apportent pas assez vite les petites histoires qui tiennent lieu d'arguments, on a vite fait de les inventer. Mais pour bien parler du mensonge et de son rôle dans la presse moderne, de ses usages et de ses nuances, depuis l'inexactitude simple jusqu'à la bonne calomnie, longuement mijotée et sagement entretenue, un long traité ne serait pas de trop. Car le mensonge, il faut bien le dire, voilà l'arme véritable, la suprême ressource et le triomphe du journaliste. Si, par un prodige, les plumes, dans les bureaux de rédaction, refusaient un beau jour de grincer pour le mensonge, les rotatives ne tourneraient pas non plus ce jour-là.

Ne pas être démenti suffit amplement à la conscience professionnelle. Le journaliste s'aperçoit alors qu'il a dit vrai, sans le vouloir, et il triomphe. Le démenti se produit il, le journaliste, il est vrai, n'en triomphe pas moins. Car tourner un démenti en aveu fait partie de l'art d'écrire dans les journaux.

Les petits seuls, d'ailleurs, les subalternes restent quelque peu soumis à ces formalités gênantes. Un homme de talent s'en affranchit. Le droit au mensonge, sans contrôle et sans contrainte, voilà la vraie mesure du rang qu'un homme occupe dans la presse.

Sauf quelques très rares — et pour cela même très honorables — exceptions, tout journaliste présente, plus ou moins, les tares du métier. Ceux qui s'obstinent — on en compterait dans chaque parti jusqu'à deux ou trois — à exposer et discuter des idées au lieu d'injurier et de calomnier des hommes, ceux-là apparaissent comme de braves gens d'avant le déluge. On les voit d'un mauvais œil dans la corporation, jusqu'à ce qu'ils la quittent, comme Clemenceau.

Tout cela n'est pas nouveau. On l'a dit pour la première fois voilà longtemps. Mais on n'a pas assez fait ressortir peut-être que cette pratique quotidienne de l'immoralité, ce mépris de toute bonne foi et de toute droiture n'appartiennent pas seulement à « une certaine presse », comme trop de gens le croient.

Achetez votre journal à droite ou à gauche, vous vous condamnez à peu près à la même intoxication. Quand on parle de presse immonde, on entend les organes dévoués aux partis de réaction. Et l'on ne voit pas que, pour d'autres raisons, toute la presse, y compris la presse de progrès, dite « honnête », est une presse immonde.

Cela ne devrait pas être et cela ne serait plus si l'on voulait enfin comprendre qu'à toute œuvre honnête par son but il faut aussi des moyens honnêtes. Non pour le vain amour de la symétrie. Mais parce que la loyauté des moyens mis au service d'une cause profite grandement à cette cause elle-même.

On attire par là, en effet, ceux que la droiture influence plus que le reste. Et puis on s'éduque, on s'améliore tout en combattant, et c'est double gain.

CHARLES ALBERT.

LES DEVOIRS DE L'HOMME

OBJECTIONS A PARAF-JAVAL

La réponse du camarade Paraf-Javal, si aimable et si spirituelle qu'elle soit, est bien loin de me satisfaire. Tout d'abord si la définition du Devoir : « *Attitude à tenir envers autrui selon l'attitude d'autrui* » ne signifie pas : Pour savoir comment te conduire envers autrui, attends de voir comment autrui se conduira à ton égard », je ne sais plus ce que veulent dire les mots. Sans doute, « nul homme n'aurait la prétention d'avoir de la liberté la conception suivante : faire ce qu'il lui plaît sans tenir compte des hommes au milieu desquels il vit » et je ne crois pas non plus avoir jamais songé à nier que, en un sens, « nos actions soient sous la dépendance d'autrui ou du premier venu. J'ajouterai même qu'elles sont encore sous la dépendance d'une foule d'autres agents de tous ordres : psychologiques, physiologiques, climatériques, etc...., et je concède qu'il existe

« quantités de circonstances indépendantes de notre volonté ».

Mais tout cela est la moindre partie de la question, et le sophisme consiste à enfermer toute la question. La question est : Qu'est-ce que le devoir ?

Un ivrogne me met le poing sous le nez. Mon devoir est-il de le rosser ? « Sois malveillant envers les malveillants. » Un policier, déguisé en bourgeois, fait le gentil avec Péji, dans l'*intention* de lui tirer d'importantes confidences. Péji se prêtera-t-il à ses manœuvres ? « Sois bienveillant envers les bienveillants. » Si mon devoir, mon attitude à tenir envers autrui, dépend de l'attitude d'autrui il faut bien que je sache quelle est l'attitude d'autrui, à mon égard. Une *attitude* doit s'interpréter. Des gens d'allure bienveillante sont souvent malveillants, et réciproquement. *Cela se voit tous les jours.* Comment faire ? *Comment encore une fois* distinguer du premier coup le bon du mauvais, le sain du malade, etc...? Au petit bonheur la chance; *tant pis pour autrui* !

Dans une foule, quelqu'un se heurte à *Péji*. Péji peut lui répondre d'un coup de botte, ou... s'excuser, selon qu'il interprète en mal, ou en simple inadvertance, dont le quelqu'un lui-même doit être tout confus... Péji niera-t-il que son coup de *botte*, ou son excuse, doivent à leur tour agir très différemment sur l'attitude du quelqu'un ?

Voilà donc *les rôles renversés*. Les *intentions* d'autrui, qui *déterminent* son attitude, sont sous la *dépendance* de mon *interprétation* ; par suite, les actions d'autrui lui-même, et son attitude, sous ma dépendance. Première transformation nécessaire de la définition du devoir donnée par M. Paraf-Javal : « Attitude à tenir envers autrui selon mon interprétation de l'attitude d'autrui. » J'accorde qu'en bien des cas il n'est pas possible de se méprendre sur certaines attitudes d'autrui. Un cambrioleur, la nuit, au détour de la rue, me menace d'un revolver. Je n'ai pas le temps de philosopher ; « *c'est clair* » ! Mais d'abord, dans mes premières objections, j'avais envisagé ce cas, et toléré l'acte de brutalité — quand il n'y a pas moyen de faire autrement. En outre, dans une discussion théorique comme celle-ci, où il s'agit de *principes d'actions*, il est évident que nous devons écarter d'avance tous exemples de cas où la réflexion n'aurait pas le temps de se produire, cas où la réponse à une excitation est une action toute mécanique, et dépend de la nature ou des habitudes de l'individu.

Nous parlons ici de la moyenne des cas qui se présentent dans la vie ordinaire, et où l'ennemi, quel qu'il soit, est trop malin pour découvrir son jeu. En général, amis et *ennemis* portent les *mêmes* traits ; c'est à notre sagacité à les discerner les uns des autres. Mais supposons l'ennemi connu, reconnu. Ne nous reste-t-il plus qu'à lui casser la tête... s'il nous en donne encore le temps ? Voilà où il faut prendre garde... C'est le moment d'agir en *hommes libres*, de faire intervenir dans notre « attitude » notre notion du devoir libertaire. M. Paraf-Javal n'hésite pas : il faut lui casser la tête ; car, retournant et simplifiant la maxime bien connue : Ne fais pas à autrui... M. Paraf-Javal déclare que le devoir est : « Fais à autrui ce qu'il te fait, ou veut te faire. »

J'estime que c'est là une grosse erreur de logique. Autrui viole ma liberté : je pense que mon devoir n'est pas, pour lui apprendre à respecter ma liberté, de violer la sienne. En empiétant sur mes droits, il a outrepassé les siens. Mon devoir est 1° de le rappeler au sentiment de ses droits, 2° de le rappeler au sentiment de mes droits. — S'il n'a pas respecté la liberté en moi, c'est qu'il ne l'a pas respectée davantage en lui-même. Mon devoir est donc de lui apprendre à respecter la liberté en moi et en lui-même. Mais ici deux cas se présentent : ou c'est involontairement et inconsciemment qu'autrui a violé ma liberté ; ou au contraire c'est volontairement et consciemment.

Dans le premier cas, nous avons affaire à un irresponsable... cas prévu par M. Paraf-Javal ; les irresponsables n'ayant pas de devoirs, nous ne pouvons être malveillants à leur égard. Dans le second cas, nous avons devant nous un « malveillant » nettement caractérisé... « Soyons donc malveillants à son égard », nous conseille M. Paraf-Javal... Et nous voici acculés de nouveau à l'inévitable problème : Comment distinguer sûrement dans la vie ordinaire le vrai responsable de l'irresponsable ?

Responsables, nous le sommes tous à quelque degré, et nous sommes tous, à quelque degré, irresponsables. Comme nous ignorons presque toujours dans quelle mesure sont responsables ou irresponsables, conscients et inconscients, les gens à qui nous avons affaire, dans les rapports que nous avons avec eux, nous courons toujours quelque risque ; — nous risquons plus ou moins selon que notre confiance en eux est plus ou moins fondée sur ce que nous savons, ou sur ce que nous *croyons* d'eux.

En dernière analyse, notre conduite à leur égard dépend de notre interprétation des motifs qui les font agir. C'est ce que nous avions déjà pensé. Mais demandons-nous maintenant comment cette « interprétation », qui est nôtre, est fondée ? Quel est le principe qui la dirige ? Est-ce autrui qui nous fournit ce *principe* ? En partie assurément, puisque notre interprétation des *motifs* qui font agir autrui dépend en partie des *actions* que nous voyons faire à autrui. En partie, mais non entièrement, puisque d'autre part nous ne pouvons connaître autrui comme nous-même, et que notre interprétation des actions d'autrui peut aller à contresens des intentions apparentes d'autrui. C'est donc en nous, en ce tout complexe de notre personne, où la nature, l'expérience et la raison se modifient l'une l'autre, que se trouve l'origine du principe qui préside à notre interprétation d'autrui. Par là il est aisé de voir, croyons-nous, que si nous n'échappons pas au déterminisme universel, et si nous sommes forcés de reconnaître qu'il y a des circonstances indépendantes de notre volonté, au moins notre volonté même, dans son *principe*, n'est pas, ne peut pas être « à la merci d'autrui et du premier venu ». Notre volonté est l'expression de notre personne, et son principe dépend de notre conception propre, de notre interprétation de la vérité et de la vie. Définir le devoir sera donc *définir* le rapport de notre volonté avec celles de nos semblables, c'est-à-dire : le *principe* constant, et librement choisi, qui dirigera nos actions dans nos relations avec nos semblables. D'où deuxième transformation de la définition de M. Paraf-Javal : Le devoir est l'attitude à tenir envers autrui selon l'attitude que nous désirons à autrui envers nous-mêmes, ou : Faire à autrui ce que nous voudrions qu'autrui nous fît à nous-mêmes.

BRENN.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Alors même qu'ils défendent leurs propres intérêts ou ceux de leur classe, les politiciens deviennent lâches et hypocrites dès qu'ils trouvent sur leur chemin l'intervention d'une influence puissante.

La question des associations issue d'un antagonisme d'appétits entre l'Eglise et l'Etat et dont la bourgeoisie espérait surtout tirer une arme contre le socialisme, demeure en suspens. Des allées et venues fréquentes du nonce et d'autres personnages influents du Vatican et leurs visites multiples au président du conseil ont déterminé chez ce dernier une maladie subite qui a l'air fort diplomatique — ou bien serait-ce qu'il les a pris en grippe ? — et qui vient interrompre à propos la discussion de la loi sur les associations. Celle-ci serait même, affirme-t-on, renvoyée après les vacances de Pâques. D'ici là le roi, l'âne, ou le ministère mourra.

L'Eglise et l'Etat ont trouvé un accommodement et un *modus vivendi* pour l'exploitation du peuple.

∴

LA JUSTICE. — On amnistie les faussaires, les traîtres, les assassins, quand ces intéressants criminels ont un grade élevé dans l'armée ou une situation sociale importante. Mais on est sans pitié pour les malheureux qui, pour ne pas mourir de faim, dérobent un peu de pain à la devanture d'un boulanger.

Le tribunal correctionnel de Paris vient de condamner à 16 francs d'amende une couturière sans travail qui avait soustrait trois petits pains dans le panier d'une porteuse de pain. Remarquez en passant combien il est intelligent de condamner à l'*amende* quelqu'un qui n'a pas le sou pour manger !

Outre cela, cette dangereuse voleuse avait auparavant subi 25 jours de prévention. Le cas était grave et complexe, et il ne fallut pas moins de temps pour mener à bien l'instruction de l'affaire.

Quelqu'un m'affirme que cette sévérité a été motivée par le choix de petits pains fait par l'inculpée. Quand on est malheureux, on ne mange pas de pain de fantaisie, on se contente de pain ordinaire. C'est bon à savoir. Une autre fois, ce n'est pas trois petits pains d'un sou, mais un bon pain de quatre livres que je lui conseillerai de prélever.

∴

Sous l'ancien régime, la justice était boiteuse et mal assise. La Révolution et la proclamation des Immortels Principes a mis ordre à cela. Aujourd'hui, la justice est égale pour tous, elle n'a d'autre objectif que de protéger le faible contre le fort, de redresser les torts, etc., etc.

Qu'en pense François Cassoulat, ouvrier charpentier à Samadet (Landes) ? Sa fille, âgée de quatorze ans, était allée à Bordeaux chez une de ses tantes dans l'espoir de trouver à se placer. N'y parvenant pas, elle voulut revenir dans son pays. Sa tante la conduisit à la gare et la mit dans le train, munie de son billet.

Il y a un mois de cela, et depuis on n'en a plus eu de nouvelles. Le père s'adressa aux parquets de Saint-Sever et de Bordeaux, mais il n'obtint aucun résultat. En effet, dans un cas semblable, le parquet saisi doit aviser tous les autres parquets en leur faisant parvenir le signalement de l'enfant disparue. Mais, au préalable, le père doit payer les frais d'impression de cet avis et de ce signalement.

Or, François Cassoulat, qui est père de cinq enfants, gagne deux francs par jour. Aussi n'y a-t-il pas de justice pour lui.

La justice est aveugle, dit-on. Oui, mais seulement pour ceux qui sont dans l'impossibilité de l'« éclairer ».

ANDRÉ GIRARD.

∴

ANNONAY. — Le 29 novembre, Gohier donnait une conférence à Vienne. J'ai eu la curiosité, étant lecteur assidu de l'*Aurore*, de voir le type en personne, et je me suis dérangé d'Annonay. *Militarisme et Cléricalisme*, tel était le sujet de sa conférence.

La réunion étant prête, il monta à la tribune, et pendant sept quarts d'heure développa son dada : cléricalisme et militarisme.

A la fin de sa conférence, il trouva un contradicteur qui l'embarrassa un peu, le compagnon Martin. Celui-ci lui dit que son système de milices ne valait pas mieux que l'armée permanente, et comme preuve il lui fit remarquer qu'en Amérique et en Suisse, quand l'occasion le voulait, les soldats tiraient sur le populo, selon les besoins de la bourgeoisie.

De plus, il lui fit remarquer qu'il n'attaquait que le cléricalisme et le militarisme, alors que le point important de la société vermoulue, c'était le capital. Gohier ne répondit pas à la contradiction de Martin.

Beaucoup d'anarchistes habitant la province le sont pour le bon plaisir de se dire anarchistes dans des milieux où il n'y a personne pour les démentir ; d'autres le sont d'idée : ils se renferment dans leur tour d'ivoire, ils ne font pas un pas pour l'Idée, ils ne dépensent pas un centime pour prendre les journaux anarchistes ou les brochures, les lire et les faire passer à des copains qui ont des tendances à venir à l'Idée.

Que chacun se dérange un peu pour faire des souscriptions : on s'adresse à des copains, qui, quoique n'étant pas avec nous, sont tout au moins sympathiques à nos idées. J'ai fait afficher *Assassins galonnards* : ça a été très commenté par les ouvriers, et ça a fait renauder les patriotards. J'ai récolté 9 fr. 40 : 5 francs pour les détenus, 2 francs pour les *Temps Nouveaux* et 2 francs pour le *Libertaire*.

J'engage les copains à faire comme moi : chacun ses petits moyens, les uns par l'action, d'autres par la plume ou oralement. Si nous avions la caisse des jésuites, ça nous serait plus facile pour répandre nos journaux et nos brochures ; mais nous n'avons à compter que sur nos gros sous. La plupart du temps, nos journaux ne paraissent pas, faute de galette. Allons, les copains, la main dans le gousset ! Lundi 4 février, Lucien Rolland, du comité général, se trouvait de passage dans notre ville ; il fit organiser une réunion intime et privée, pour avoir plus spécialement les socialos, pour tâcher de les embrigader dans le parti ouvrier français. Il a fait le procès de la bourgeoisie pendant une heure et demie ; un anarchiste n'aurait pas pu mieux dire ; mais sa conclusion fut toujours au même dada : Emparez-vous des assemblées municipales et législatives ; quand nous serons les maîtres, ça tombera tout rôti. Je lui ai demandé ce qu'il pensait de la grève générale. Il m'a répondu qu'il l'acceptait comme moyen, mais pas comme but, que c'était un moyen

pour faire la révolution, mais que les ouvriers n'étaient pas préparés à cela. Je lui ai fait remarquer que, dans beaucoup de congrès et de fédérations, on avait accepté comme moyen révolutionnaire la grève générale et l'on s'était déclaré antiparlementaire.

Dans le courant de ce mois-ci, Guesde et Zévaès doivent venir faire une conférence. Je vous tiendrai au courant des résultats, si c'est nécessaire.

B. F.

∴

LILLE. — Le dégoût des adeptes du parti ouvrier commence à se manifester publiquement, par suite de la scission du parti indépendant et des vols qui se commettent dans la coopérative *L'Union de Lille*, qui compte cinq mille adhérents et qui est la vache à lait du parti ouvrier français ; car, à chaque semestre, lorsque l'on partage les bénéfices, on retire 2 0/0 sur la recette brute, un tiers est versé à la caisse de secours et les deux autres tiers à la caisse du parti, ce qui fait par année en moyenne vingt mille francs qui rentrent à la caisse du parti. Avec cela on peut faire des élections et de la propagande ; aussi tous les lieutenants à Delory sont casés dans les coopératives, touchent de beaux émoluments ; et ils ne se contentent pas de leur traitements : par-dessus le marché, ils font des irrégularités ; à chaque instant on en jette un à la porte, quand cela dépasse les bornes. Et voilà comment l'on vole et exploite les malheureux qui croient améliorer leur sort par la coopérative, qui est une exploitation sous toutes ses formes. Donc en ce moment il y a des rumeurs et un mécontentement dans le parti. Si j'avais le temps, à chaque instant je vous donnerais des renseignements sur ce qui se passe dans ces milieux infects de politiciens. Il ne suffit pas de lire leurs journaux, car ordinairement les comptes rendus sont tronqués. Par mon métier, je voyage dans les deux départements et dans les contrées où le parti socialiste est au pouvoir ; mais ce qui me tient, c'est le temps et la difficulté d'écrire, comme vous le voyez.

Donc, pour le moment, dans toute notre région, il y a un mécontentement général, et il faudrait une bonne tournée de conférences. On n'est pas sectaire partout comme ici : par exemple, à Denain et ses environs, nos idées sont très admises par les mineurs, malgré les influences des membres du parti indépendant, qui sont obligés de faire bonne figure avec nos idées. Cependant, là encore, il y aurait en ce moment quelque chose à faire, car il se prépare une scission entre les parlementaires, au sujet de la grève générale.

P. CASSORET.

∴

ANET, 12 février. — La grève d'Ezy dure toujours et les grévistes sont décidés de plus en plus à tenir tête.

Lundi dernier, le patron Jouannot leur fit savoir que son usine marcherait ce jour-là en leur affirmant perfidement que tout serait comme autrefois, ce à quoi le syndicat répondit avec à-propos que les ouvriers seuls savaient quand ils devaient reprendre leur ouvrage.

Les bals du dimanche sont au profit des grévistes, et un concert s'est donné avec un plein succès, samedi dernier, et une recette de 158 francs environ est venue aider les grévistes, qui reçoivent, grâce à la solidarité de leurs compagnons, 1 fr. 50 par jour, hommes et femmes. Un boucher du pays a fait savoir aux grévistes que ses prix étaient baissés pour eux certains jours. Tout cela encourage les ouvriers dans leurs justes revendications.

D'autre part, le sieur Jouannot est en procès (en ce moment même) avec une jeune ouvrière de dix-huit ans à laquelle il ne veut pas payer les dommages d'un bras fracturé chez lui il y a quelques mois. De plus, il va être poursuivi par son assurance à laquelle il déclara cet accident en donnant une fausse date, tandis qu'il n'était, alors, pas encore assuré.

∴

Mouvement ouvrier. — La saignée faite il y a quelques mois parmi les travailleurs de Chalon-sur-Saône ne les a pas abattus, loin de là. Ils viennent de le prouver par un coup de main audacieux, véritable tentative révolutionnaire.

Depuis une dizaine de jours les ouvriers de l'usine Juillet étaient en grève, quand, las d'être bernés par leur exploiteur, ils résolurent, avec une rare énergie, de tenter d'amener à eux leurs camarades des autres usines. La tentative était hardie ; grâce à leur activité, ils furent sur le point de réussir ; seule l'arrivée de la force armée, comme toujours au service des capitalistes, les en empêcha.

Voici les faits. Vendredi dernier, vers une heure de l'après-midi, les ouvriers de la maison Juillet, auxquels s'étaient joints quelques-uns de nos camarades, se rendirent au Petit-Creusot, un des bagnes de Schneider, forcèrent les grilles et, en un clin d'œil, envahirent l'usine. 250 ouvriers laissent là le travail et suivent les grévistes.

Ainsi renforcés, ils se rendent à l'usine Galland. Là les portes sont fermées et quelques gendarmes en gardent l'entrée. L'assaut est donné à l'usine, et, redoublant d'énergie, les manifestants refoulent les gendarmes et envahissent les ateliers. Les ouvriers au nombre de 200, les suivent et tous se dirigent vers une autre usine. Cette fois, ils trouvent le sous-préfet entouré de gendarmes et de tous les mouchards de la ville. Devant la volonté énergique des manifestants, le patron les fait avertir qu'il recevra six d'entre eux, pour qu'ils puissent constater que tous les ouvriers ont cessé le travail et que les ateliers sont vides.

Une fois la délégation sortie, une nouvelle marche est tentée vers l'usine Galland, un drapeau rouge (du syndicat) est déployé et porté par une femme. Cette fois, la police et les gendarmes restent maîtres du terrain, et après une lutte acharnée les manifestants vont se réunir à la Bourse du travail, pour se concerter sur ce qui devra être fait le lendemain.

Réunis de fort bonne heure le lendemain matin, les grévistes réussirent à entraîner des ouvriers qui n'avaient pas encore cessé le travail. Dans une verrerie, les portes furent défoncées, si bien qu'à la fin la grève était à peu près générale et c'est le drapeau rouge en tête et au chant de la *Carmagnole* et de la *Marianne* que la manifestation se disposa à entrer au centre de la ville.

Le sous-préfet Trépont avait travaillé pendant la nuit. Il avait fait venir de Dijon un bataillon du 27e d'infanterie ; de Beaune, un escadron du 16e chasseurs ; d'Auxonne, un escadron du 8e chasseurs. Joignez à cela quatre bataillons du 56e d'infanterie, casernés à Chalon, plus les agents et les gendarmes ; en tout, quatre ou cinq mille hommes.

A peine les grévistes sont-ils signalés sur le quai que le sous-préfet, commandant en chef, fait barrer la voie par l'infanterie, baïonnette au canon. Derrière se trouvent les escadrons de chasseurs ; devant, les agents et gendarmes auxquels va surtout la confiance des sous-ordres de Waldeck. A deux pas du sous-préfet attendent tambours et clairons.

Les grévistes attendent, hommes et femmes mêlés, l'une de celles-ci tenant le drapeau rouge.

Trépont s'avance et donne l'ordre aux grévistes de se disperser.

Les travailleurs s'y refusent. « Vivent les soldats! A bas les officiers! » crient certains. « Assassins, tirez donc! » clament les autres en découvrant leur poitrine. Puis tous se précipitent sur les baïonnettes.

Aussitôt une bagarre s'engage, les grévistes se défendent vaillamment. Un mouchard s'empare du drapeau, mais devant le nombre les manifestants faiblissent un moment et une cinquantaine se trouvent isolés de leurs camarades, puis entourés par les policiers.

« Je vous arrête comme coupables de rébellion », dit le Trépont, aux cinquante travailleurs ainsi prisonniers. Agents et gendarmes passent le cabriolet aux mains de ces braves et entre eux une double rangée de soldats policiers.

Un moment après, ces hommes énergiques étaient conduits à la prison, encadrés d'abord d'un rang de soldats (!!) sans armes, puis d'une double rangée baïonnette au canon, précédés et suivis d'un peloton de chasseurs et de gendarmes à cheval. C'est ainsi qu'ils défilèrent à travers la ville, la tête haute, l'œil allumé de colère, faisant prévoir la vengeance prochaine. Sur le parcours, dans les rues adjacentes non garnies de troupes, des ouvriers crient : « A bientôt et à bas les gendarmes! Vive la grève ! » L'émeute naissante était désarmée, le portefeuille de Millerand était sauf et la Défense républicaine renforcée.

Du reste, il n'y a pas à se faire d'illusion, et dans une des réunions de dimanche, des camarades ont nettement déclaré que les faits actuels ne se rapportaient pas à une grève, mais à un mouvement révolutionnaire.

« Ce n'est pas pour une augmentation de 0 fr. 25, a dit l'un d'eux, que nous luttons, mais pour arriver dans la France entière à la révoution qui nous libérera complètement. »

Comme de juste, les socialistes de gouvernement sont contrits de tout cela, et leurs journaux se gardent savamment d'insister sur tout cela.

Cinquante des camarades arrêtés viennent de passer en correctionnelle et ont été condamnés de 1 à 6 mois de prison.

Il est difficile de prévoir quant à présent le résultat de cette tentative, mais, quoi qu'il arrive, ces journées feront date dans l'histoire des révoltes prolétariennes. L'exemple donné par les travailleurs de Chalon sera suivi, car les exploités des bagnes capitalistes sont las de souffrir. A ce mouvement, d'autres plus heureux succéderont ; les socialistes de gouvernement auront beau faire, ils n'arrêteront plus le flot. Dans les grands centres ouvriers, l'émeute gronde et déjà apparaît, avec la Révolution en marche, l'aube des Temps Nouveaux.

∴

Pendant qu'à Chalon les travailleurs se comportent si vaillamment, ceux de Montceau-les-Mines ne restent pas inactifs. Une certaine solidarité existe entre les militants de ces deux centres, qui tous se connaissent. A Montceau, le comité de la grève a organisé des soupes populaires, et a ainsi l'espoir de pouvoir résister très longtemps et de forcer la Compagnie à capituler. Comme à Chalon, la ville est gardée militairement, et l'armée « républicaine » (!!!) est entièrement au service de la Compagnie. Gavée, la clique socialiste trouve cela naturel et se contente à peine de signaler les faits.

A la réunion de dimanche, les anarchistes ont résolument pris position, et c'est précédés d'un drapeau noir portant les inscriptions : *Vive l'anarchie! Ni Dieu ni maître!* qu'ils sont venus se joindre à la manifestation. Le maire socialiste révolutionnaire (oh! combien), qui tient avant tout à sa sous-ventrière tricolore, a cru devoir s'élever contre les inscriptions du drapeau, et avait même émis la prétention de s'opposer à son déploiement. Les anarchistes ont protesté et, finalement, ils ont pris part au cortège en roulant le drapeau de façon à cacher un peu l'inscription. Par contre, ils obtinrent que les drapeaux tricolores qui figuraient dans le cortège fussent enroulés de façon que, seul, le rouge apparût.

Tout cela ne fait guère l'affaire des politiciens socialistes, mais, comme à Chalon et à Montceau les camarades sont nombreux et surtout très énergiques, il leur faut compter avec eux.

Des délégués sont partis dans les centres miniers pour une entente au sujet de la grève générale. Quoi qu'il en soit, le conflit semble devoir durer.

∴

A PARIS. — Cette fois, ce sont les femmes qui en ont assez et sont lasses d'être exploitées. La grève des ouvriers tailleurs pour dames a entraîné une grève des couturières. La place nous manque malheureusement pour en narrer tous les incidents. Près de 3.000 ouvrières ont quitté le travail et réclament une journée de 6 francs pour 8 heures de travail. Comme de juste, les grands patrons couturiers, dont les bénéfices se chiffrent chaque année par centaines de mille francs, refusent toute augmentation.

Depuis le commencement de la grève, les patrons ont quasiment séquestré les ouvrières qui ont cru devoir continuer de travailler. Les maisons des grands patrons sont sérieusement gardées par la police.

Chaque jour, des réunions ont lieu à la Bourse du travail ; malheureusement le mouvement manque un peu de cohésion, et l'on sent que toutes ces braves petites femmes étaient peu préparées à la lutte. Quoique cela, l'ensemble est réconfortant et maintenant que le premier pas est fait, quoi qu'il advienne du mouvement actuel, il est à prévoir que, dès à présent, Messieurs les patrons parisiens auront à compter avec nos vaillantes compagnes.

Les femmes s'en mêlent. Décidément il y a quelque chose de cassé dans la machine capitaliste.

P. DELESALLE.

Le manque de place nous force à renvoyer au prochain numéro une intéressante correspondance de Russie.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Contre le militarisme. — Il y a tantôt deux ans que le Groupe antimilitariste du faubourg Antoine (G. P. A. P.) mène une campagne acharnée contre l'institution militariste en portant à la connaissance de l'opinion publique les abus et les crimes qui se commettent chaque jour dans les bagnes militaires. Le groupe a déjà prouvé sa vitalité en publiant les trois placards suivants : « Crimes militaires », « Assassins galonnés », « Justice militaire ».

Aux camarades de Paris et de province qui pensent que nous faisons œuvre utile, de nous aider en propageant le troisième placard : « Justice militaire », qui est à la disposition des camarades aux prix de 1 franc les 50 et 2 francs le cent, port en plus pour la province.

Pour tous renseignements, s'adresser au groupe tous les jeudis soir, chez Maillet, 13, rue Keller, ou au camarade Dubois-Desaulle, 65, avenue Ledru-Rollin.

Solidarité des Trimardeurs (Bibliothèque du XVe). — Réunion publique, samedi 23 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, 3. Conférence par un camarade de l'Ecole Libertaire.

Chants, poésies. Prêt de livres.

L'Idée libre, 81, rue Julien-Lacroix. — Conférences de février, à 8 h. 1/2 du soir :

Jeudi 21. — Paroles de liberté.

Vendredi 22. — Dubois-Desaulle : Critique du nationalisme. II. La Gaule et Rome.

Samedi 23. — Docteur J. Bertrand : Les causes sociales de l'alcoolisme.

Dimanche 24. — Papillon : La liberté dans l'éducation.

Mardi 26. — Ernest Girault : La théorie cellulaire.

Mercredi 27. — Mme Kauffmann : Le féminisme.

Jeudi 28. — Paul Blain (ex-missionnaire) : Une méthode pratique de régénération sociale.

L'Education Sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arrond.) :

Samedi 23 février, à 8 h. 1/2. — Soirée musicale et littéraire.

Mardi 26, à 8 h. 1/2. — M. le Dr Jacquet : L'absinthe et les absinthiques (projections).

Jeudi 28, à 8 h. 1/2. — M. Emile Kahn, licencié ès lettres : La démocratie à travers les âges. VIII. Gueux de terre et gueux de mer (projections).

Samedi 2 mars, à 8 h. 1/2. — Fête anniversaire de la fondation de l'Education sociale de Montmartre. Soirée organisée avec le concours de M. Bouchor.

Dimanche 3, à 10 h. 1/2 du matin. — Consultations juridiques.

Bibliothèque d'Education libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), Paris. — Samedi 23 février, à 8 h. 1/4, conférence par Paul Blain sur : « Méthode pratique de régénération sociale. »

N. B. La série de conférences commencée il y a deux ans est provisoirement suspendue. Un projet de cours ou ensemble de conférences pour un même sujet, permettant de traiter à fond les questions sociales, est actuellement à l'étude. Il sera réalisé sitôt que nous aurons la somme nécessaire aux menus frais qu'il exigera.

Les groupes qui désireraient occuper le local, en contribuant proportionnellement aux frais du loyer, peuvent venir s'entendre tous les mercredis soir, jour de la lecture sur place, de 8 h. 1/4 à 10 heures.

Théâtre Civique, Hôtel des Sociétés savantes, rue Serpente. — Le 26 février, à 8 h. 1/2 du soir : Contre les dieux, conférence de Laurent Tailhade. Récitations et chants par Mmes Segond-Veber, Georgette Leblanc, MM. de Max, Rameau, de l'Odéon, Henry Perrin, etc.

Places : 0 fr. 50 ; réservées : 1 fr.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du samedi 23 février. Sujet traité : La Révolution de 1848 à l'étranger, par A. Bessière (avocat à la Cour).

Lundi 25 février. — Soirée musicale et littéraire.

Mercredi 27. — H. Casevitz, ingénieur des Arts et Manufactures : La téléphonie.

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — *Bibliothèque ouvrière*, 107, rue du Vivier. Réunion dimanche 24, à 2 heures : Suite de la conférence de E. Girault, sur la Théorie de l'Evolution ; 3e partie : Preuves paléontologiques et anatomiques.

Lille. — Les lecteurs des *Temps Nouveaux* et du *Libertaire* sont priés de se rendre le samedi 2 mars, à 8 h. 1/2, à l'estaminet des Sans-Soucis, 58, rue de Tournai. On y discutera la formation d'un groupe.

Amiens. — Tous les camarades sont invités à assister à la réunion privée qui aura lieu le samedi 23 courant, à 8 h. 1/2 du soir, salle du bal de la Falaise (Saint-Maurice).

Conférence par le camarade Calazel et concert.

Entrée : 0 fr. 15 au profit de la propagande et de l'entente économique.

Roubaix. — Tous les camarades sont invités à assister à la réunion du Groupe le samedi 2 mars, à 8 h. 1/2 du soir, chez François, au Pile. Nous mettons aux enchères les lots qui restent de la tombola du bal. Il y a de beaux objets de nécessité.

Lyon. — Le groupe *Germinal* se réunit tous les samedis soir, à 8 heures, café Berger, 236, rue de Créqui, au premier, jusqu'à ce que l'on ait pu louer un local.

La causerie sera faite par un camarade.

Le groupe organise pour le dimanche 3 mars, à 8 heures du soir, une soirée familiale privée au bénéfice de la propagande libertaire. La causerie sera faite par un camarade sur les syndicats et les anarchistes. Chants et déclamation.

La soirée aura lieu rue Paul-Bert, 26, café de l'Isère. Quelques lots étant restés d'une précédente tombola, on les tirera à la fin de la soirée.

Saint-Etienne. — Ainsi que nous l'avions annoncé, le Congrès libertaire régional qui a eu lieu le 10 février a très bien réussi. Divers camarades de la région sont venus apporter leurs concours et leur dévouement à cet essai de réunion régionale qui a été très intéressante et pleine d'entrain. L'objectif, qui était le mouvement ouvrier et les anarchistes, a vivement passionné les camarades et l'on s'est étendu sur l'utilité de notre élément dans les coopératives, les cercles d'études et les universités populaires, à seule fin d'y donner la note révolutionnaire et la pratique libertaire. Nous avons en outre adhéré au principe de l'entente entre les groupes, projet préconisé par le groupe des E. S. R. I. de Paris, et dans notre nouveau congrès, que nous avons décidé d'organiser pour fin avril ou mai, nous discuterons les bases définitives.

Les camarades de la région qui désirent y participer peuvent d'ores et déjà entrer en correspondance avec le camarade J. Gallet, libraire, rue de la Préfecture, 49, à Saint-Etienne.

Le groupe d'organisation.

Les camarades qui sont possesseurs de livres de la bibliothèque sont instamment priés de les rapporter le plus tôt possible au camarade Gallet, à seule fin d'opérer le classement des ouvrages. (Nécessité urgente.)

Saleux. — Les camarades de Saleux-Salouel et des environs, adhérents au groupe de S. L., sont invités à se réunir dimanche 24 courant, à 6 heures du soir, au local convenu.

Samedi 2 mars, à 8 heures du soir, salle Lecointe Fiquet, à Salouel, conférence-concert au profit d'un journal local.

Bruxelles. — Groupe libertaire *L'Union Bruxelloise*. Réunion tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, rue de l'Hôpital, 51.

Samedi 23 courant, discussion sur les sujets figurant à l'ordre du jour du Congrès. Urgent.

Dans la séance du 16 courant, les camarades présents ont décidé de publier dans le journal *La Bataille* toutes les communications et articles relatifs au congrès de Pâques et invitent les camarades de province à les imiter ; de cette façon, nous serons tous plus facilement renseignés.

Pour tout ce qui concerne le groupe et le Congrès, s'adresser à Emile Chapelier, 1, rue Terarken, Bruxelles.

Le cercle organise, pour lundi 18 mars, un concert-conférence en commémoration du 30e anniversaire de la Commune de Paris. La partie artistique comprendra des chants, monologues, récits contemporains de la Commune ainsi que d'autres se rapportant à la Commune également. Le camarade Georges Thonar fera une conférence sur la Commune de Paris : son histoire, ses erreurs et son héroïsme, l'héritage qu'elle nous a légué.

Le programme de cette fête d'éducation sera publié sous peu. Cartes d'entrée : 20 centimes. Le bénéfice sera partagé entre l'*Effort* et le *Congrès*.

Verviers. — Le dimanche 24 février, à 10 heures du matin, conférence publique, rue du Gymnase.

Orateur : Flaustier. Sujet : L'émancipation ouvrière et l'action syndicale.

⁂

Tout ce qui concerne l'*Internazionale* doit être adressé : 418-420, Euston Road, N. W. London.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Guerre économique, par Paul Louis ; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

La Question agraire en Australie et en Nouvelle-Zélande ; Musée Social, 3, rue Las Cases.

Le Bon Juge, comédie en 3 actes, par A. Brisson ; 2 fr., chez Stock.

La Vérité en marche, par E. Zola ; 1 vol., 2 fr. 50, chez Fasquelle.

Contre la nature, par P. Robin ; 0 fr. 65, à *l'Education Libertaire*, 26, rue Titon.

PETITE CORRESPONDANCE

Perdican. — Votre adresse. J'ai une réponse à vous faire parvenir.

Toulon. — L'abon. P. pharm. a été refusé.

Brenn. — Je comprends votre impatience, mais la place est mesurée et je ne puis mettre des rallonges.

S., à Riom. — C'est par erreur que rembours. a été pris. Votre abon. ne finissait que fin avril. Cela le prolonge donc jusqu'à fin octobre.

P. B., à Marseille. — La place nous manque pour insérer les comptes rendus de réunion.

M., à Poitiers. — Reçu article, passera quand nous aurons la place.

F., à Ste-Tulle. — Reçu lettres. Faut-il vous renvoyer ? Merci. L'explication est piteuse.

J. P. C. P., à Lisbonne. — A. S., à Lardières. Numéros envoyés.

A. B., à Rouen. — Un camarade en a un à vendre pour 3 francs.

P. B., à Argenteuil. — *Les Aventures de Nono* pas encore paru. Dans quelques semaines. Recevrez sitôt paru.

A. C., à Alais. — Le *Capital* de Marx, 6 francs, *Librairie du Progrès*, rue des Grands-Augustins, 3.

B., à Roubaix. — Pouvez-vous nous envoyer quelques cents de *Peste*, en échange de vos brochures seulement ?

Revue anticléricale. — Béranger de Roubaix n'a pas reçu les numéros demandés ?

Anarchistes lyonnais. — Quels sont les journaux qui parlent des faits que vous citez ?

Reçu pour les détenus : L., à Epinal, 1 fr. — C., au Chambon, 0 fr. 15. — Un Espagnol, 1 fr. — Un serrurier, 1 fr. — Du Paraguay, 2 fr. — Antoine, 1 fr. — Moreau, 2 fr. — Léon, 0 fr. 50 ; Bastin, 0 fr. 50 ; Germinal, 0 fr. 50 ; Cercle socialiste Italien, 3 fr. ; X., 0 fr 50 ; XX., 0 fr. 50. Ensemble : 5 fr. 50. — Paul, 1 fr. ; Albert Henri, 1 fr. ; H. Cuisinier, 1 fr., Chevalier, 1 fr. ; Chauvel, 1 fr. ; Carpels, 1 fr. ; Reynaud, 0 fr. 50 ; Auguste, 0 fr. 50 ; Emile, 0 fr. 50 ; Emile II, 0 fr. 50. Total : 8 fr. — Liste d'amour : La douce Louison, 1 fr. ; Albert Libertad, 1 fr. ; La bonne Aline, 0 fr. 50 ; Le petit Georginet, 0 fr. 25 ; Le petit Albert, 0 fr. 25 ; L'Union Champol, 0 fr. 50 ; Klein, 0 fr. 50 ; P. Lebihan, 0 fr. 50 ; Crelerot, 0 fr. 50 ; Rouvier, 0 fr. 50 ; Oscar, 0 fr. 25 ; Richer, 0 fr. 50 ; Le Bayonnais, 0 fr. 50 ; Ligony, 0 fr. 25 ; Liraras, 0 fr. 25 ; Kadura, 0 fr. 25 ; J. Legus, 0 fr. 25 ; Michel, 0 fr. 50 ; Lecomte, 0 fr. 25 ; Charles, 0 fr. 25 ; Monnier, 0 fr. 50 ; Coutulas, 0 fr. 10 ; Wolfs, 0 fr. 50 ; Duchesne, 0 fr. 50 ; Lemaitre, 0 fr. 50 ; J. Hermet, 0 fr. 50 ; Libertad et Louison pour faire la douzaine, 0 fr. 65. Ensemble : 12 fr. — Total : 33 fr. 65. — Listes précédentes 367 fr. 80. — Total général : 401 fr. 45.

Reçu pour la brochure à distribuer : L. P., 1 fr. ; L. G. 1 fr. ; M. G. V., 1 fr. ; H. C., 1 fr. ; A. C., 1 fr. ; B. L. 2 fr. ; D. L., 1 fr. ; K. C., 1 fr. — Ensemble : 9 fr.

Reçu pour le journal : E. V., à Mouy, 1 fr. — Doux père et Doux fils, 2 fr. — Un agriculteur italien, 5 fr. — Antoine, 1 fr. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 50. — Paraguay, 1 fr. — E. M. Bruxelles, 1 fr. — P. B., à Argenteuil, 2 fr. 25. — P. R., rue E. D., 2 fr. — Merci à tous.

B., à Roubaix. — G., à Saint-Marcellin. — S. L., à Bornbank. — E. G., à Bruxelles. — L. B., à Genève. — P. S., à Bruxelles. — G., à Senones. — T., à Reims. — H. M., à Tonneries. — G. D., à Amiens. — S., à Dijon. — V., à Nîmes. — A. B., à Rouen. — L., à Nivelles. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Desséchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE N° 45 DIX CENTIMES DU 2 AU 8 MARS 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE PÉRIL RELIGIEUX

La société est partagée en plusieurs pouvoirs — civil, militaire, religieux, etc. — qui sont constamment en état de concurrence sourde, et quelquefois en état de lutte ouverte, — mais toujours alliés contre le peuple, dans ses efforts pour s'affranchir.

Après avoir appartenu aux puissances militaire et religieuse, il semble que la suprématie soit définitivement acquise à la puissance civile. Faut-il s'en réjouir? Peut-être.

Quoi qu'il en soit, les hommes de religion, plus encore que les militaires, ne se résignent pas à n'être plus les maîtres. Comme ils prétendent détenir l'unique vérité, ils ne peuvent pas accepter de voir les fronts s'incliner devant des croyances autres que la leur. Cette façon de voir est surtout celle des prêtres catholiques qui, plus que les autres, sont persuadés de leur mission universelle. Aussi se remuent-ils beaucoup pour attirer à eux le plus d'adeptes, par n'importe quels moyens (le but étant vertueux), pour monopoliser l'éducation des enfants, pour regagner le plus d'influence, mettre en réserve le plus de force, surtout sous la forme moderne de la force, qui est l'argent. Cette ardeur à l'accaparement, à l'envahissement, c'est ce qu'on appelle le péril clérical.

On dit que le clergé est dangereux à cause des richesses qu'il entasse. Mais pourquoi serait-il plus particulièrement dangereux que quiconque entasse des richesses? Parce que, cet argent qu'il accumule en si grande quantité, il le met au service de ses idées, qui sont des idées de mensonge, de sottise, de despotisme, de retour en arrière à tous les points de vue. Ainsi, ce qui est véritablement dangereux, en fin de compte, chez le prêtre, ce n'est pas son argent, c'est sa croyance, sa religion. Il faut donc débaptiser le péril clérical et lui donner son vrai nom : le péril religieux.

Les républicains, les francs-maçons font la guerre au clergé, attaquent l'Eglise. C'est une œuvre tout à fait incomplète et inefficace : car, laissant debout les superstitions spiritualistes et le grand préjugé divin, essence de toute religion, elle n'ôte en réalité au prêtre rien de ce qui fait sa force.

Ce qui fait la force du prêtre, c'est l'ascendant que les idées qu'il représente exercent sur un très grand nombre d'esprits. Imaginez le clergé possesseur de dix fois plus de richesses qu'il n'en a, mais dépourvu de fidèles, quelle puissance aurait-il autre que celle que possèdent les hommes riches ordinaires? D'autre part, supposez un clergé pauvre, mais suivi d'un nombre immense de croyants, et sa puissance sera immense.

C'est donc à la foule des croyants qu'il faut s'en prendre : c'est de leurs cerveaux qu'il faut extirper les idées mauvaises, les idées dangereuses, au lieu de perdre son temps à arracher des mains de quelques moines un peu d'or que la prochaine révolution rendra inutile.

L'or des moines, qu'on le sache bien, c'est l'imbécillité, c'est la crédulité des ignorants. C'est de cette corne d'abondance qu'ils tirent toutes leurs ressources. Les dames de l'aristocratie et les bonnes femmes de la campagne qui versent dans les mains des prêtres et dans les troncs des églises leurs millions ou leurs gros sous, ne le font que parce qu'elles ont peur d'aller en enfer. Apprenez-leur qu'il n'y a point d'enfer, et voilà le pape lui-même pauvre comme Job.

Dissiper l'ignorance, instruire, tout est là. Tous les mensonges sociaux, et le mensonge religieux en particulier, ne subsistent que grâce à l'ignorance de la masse. Et tout ce qui n'aura pas pour effet de dissiper l'ignorance de la masse, ne servira à rien.

Si les républicains, qui sont au pouvoir depuis tant d'années et qui sont la majorité dans les Chambres, le voulaient sérieusement, le péril religieux disparaîtrait en l'espace d'une génération. Même en l'état de choses actuel et en se servant des moyens gouvernementaux, il serait possible de faire faire à l'évolution humaine un pas gigantesque : il suffirait de donner l'instruction à tous les enfants indistinctement jusqu'à la vingtième année et d'assurer leur existence durant ce temps. Une génération de jeunes hommes et de jeunes femmes ainsi élevés dans les théories scientifiques modernes auraient peu de penchant à envoyer leur obole à saint Antoine de Padoue, on peut le croire. Mais ils n'auraient pas non plus beaucoup de penchant pour aller vers les casernes et vers les usines; pour laisser à d'autres, sans réclamer, leur part de la terre et des richesses qu'elle porte. Ce serait la révolution sociale au bout de huit jours, et les républicains ne la désirent pas. Ils préfèrent laisser le peuple à son ignorance, et réglementer l'existence des congrégations.

Leur mot d'ordre est : Guerre au prêtre, mais respect aux préjugés religieux! — C'est le contraire qu'il faut dire : Guerre à la religion, mais respect à la liberté de l'homme religieux. Puisqu'il y a des gens pour qui les prêtres et les églises sont de véritables besoins, il faut leur laisser leurs prêtres et leurs églises. Personne n'a le droit de dépouiller un individu de ce qui est pour lui un besoin. Mais on a le droit de lui démontrer qu'il se trompe, et de faire en sorte que l'église et le prêtre cessent d'être un besoin pour lui.

Bon gré, mal gré, il faudra toujours finir par toucher à la religion, démolir l'idée de Dieu. Pourquoi donc ne pas commencer par là, puisque c'est la vraie besogne, complète et définitive? Même si l'on arrivait à fermer toutes les églises et à chasser tous les curés, on se trouverait ensuite devant une armée de cerveaux retardataires dont il s'agirait de faire l'éducation au plus vite, sous peine de les voir rebâtir d'autres églises et élire un nouveau clergé. Tandis que si l'on commence par porter la lumière dans toutes les cervelles obscures, les églises deviennent vides aussitôt et les prêtres disparaissent comme par enchantement.

Non, le danger n'est pas dans le prêtre, qui n'existerait pas sans le croyant; il est dans le croyant, qui fait la seule raison d'être et toute la force du prêtre. Ce qui est dangereux, c'est que des milliers, des millions d'individus aient, ancrée en eux, la conception créatrice de l'univers et la conception autoritaire de la société qui en est la conséquence. Ce qui est dangereux, c'est que des millions de cerveaux soient fermés à tout esprit d'examen, que des millions de raisons se refusent à raisonner. La bonne volonté et la clairvoyance des autres se trouvent noyées dans cet océan d'aveuglement et d'inertie, et tous leurs efforts d'affranchissement sont rendus vains.

Il faut ouvrir les yeux à tous ces aveugles; il faut leur faire toucher du doigt l'enfantillage des notions de Dieu et d'âme, tâcher de leur faire comprendre la haute morale et la belle philosophie matérialistes. C'est une tâche à laquelle les Universités populaires, mieux comprises, eussent pu se vouer.

René Chaughi.

AUX CAMARADES

Certains d'entre eux s'étonnent que je ne réponde pas aux âneries de Gobier. A quoi bon? Ceux qui me connaissent savent à quoi s'en tenir sur ses allégations. Quant à ceux qui peuvent le croire sur parole, l'opinion des imbéciles m'a toujours semblé fort négligeable.

J'ai clos la discussion en lui disant ce que je pensais de sa façon de procéder, inutile d'y revenir. Lorsque je me butte à un tas d'ordures, je n'ai pas à discuter, je m'en écarte, et si, par mégarde, j'ai mis une fois le pied dedans, malgré le dicton populaire qui dit que « ça porte bonheur », je n'éprouve pas le besoin de me rendre aussi sale que lui en m'obstinant à m'y butter.

On me dit que je devrais lui tirer les oreilles. Sans poser à l'hercule, il suffit de connaître Gobier pour se rendre compte que je pourrais, impunément, les lui amener à la longueur qu'elles devraient avoir. Et si j'en avais douté un moment, il me suffirait d'avoir vu le monsieur passer près de moi, les yeux troubles, la tête baissée, pour me rendre compte de son peu de résistance. Mais en voyant ce pauvre petit profil fuyant passer si piteusement, mon mépris

s'est atténué d'un peu de pitié. Et puis, ces moyens me répugnent. Il suffirait alors d'avoir des biceps pour avoir raison.

M. Gohier sent qu'il s'est fourré dans une mauvaise position, il voudrait en sortir par une provocation. Je ne joue pas la parade. Je laisse cela aux saltimbanques de la réclame.

Le pis là-dedans est que les mœurs de la presse permettent à la mauvaise foi de s'étaler si impudemment, sans que ceux qui marchent à côté s'en trouvent gênés.

P. S. — En venant corriger, le mercredi matin, l'*Aurore* du jour m'apporte une explication de la conduite de Gohier. L'*Aurore* coule et a besoin de s'adresser aux capitalistes. (Pour les attendrir, elle mange de l'anarchiste.) Et voilà pourquoi, après avoir traité les anarchistes en général de mouchards en vantant mes vertus, Gohier m'insulte, en flattant quelques anarchistes. Après tout, ceux-ci sont les acheteurs au numéro, il ne faut pas les repousser tout d'un coup.

Les gens de l'*Aurore* savent faire les sacrifices nécessaires. C'est comme lorsque, après me les avoir demandés, ils me rendirent *mes articles*, en me disant : « Vous comprenez, nous avons une clientèle à ménager ! » C'était encore un sacrifice. Je n'en avais pas compris alors toute la profondeur. — Merci aux camarades qui m'ont écrit. J. G.

COLONISATION

L'article signé de mon nom, paru à *cette même* place, sous cette même rubrique, dans le numéro des *Temps Nouveaux* portant la date du 19 au 25 janvier 1901, a, paraît-il, fait quelque bruit dans le Landerneau tunisien.

On me signale tardivement, puisque nous sommes au 24 février, un entrefilet anonyme paru le 26 janvier dernier dans une obscure hebdomadaire feuille de Tunis, *la Petite Tunisie*, rédigé de la façon suivante :

De la *Petite Tunisie* :

« Le *Promeneur* (autre journal tunisien) s'est ému d'un article d'un nommé William Doidge paru dans les *Droits de l'Homme*.

« Ce William Doidge, qui se cachait dans une ferme tunisienne sous un nom d'emprunt, fut un jour appréhendé au collet et conduit sous bonne escorte à Bône, où il fit une longue prévention sous l'inculpation de faux. M. Saulnier, ancien juge d'instruction à Bône, actuellement juge à notre Tribunal civil, pourrait nous renseigner à son sujet. Nous ne savons plus quelle condamnation il récolta.

« Mais ce que nous savons, c'est qu'il était récidiviste et avait un casier judiciaire pas mal chargé.

« Voilà notre détracteur d'aujourd'hui ; il n'y a pas à tenir compte de ce que peut écrire un pareil individu. »

Cet article avait paru non dans les *Droits de l'Homme*, mais dans les *Temps Nouveaux*.

J'ai été en effet appréhendé au collet et ai subi une longue prévention que j'ai due surtout à la qualité d'anarchiste que je revendiquai hautement ; mais à une date antérieure de deux ans à mon séjour en Tunisie, durant lequel j'ai pu me rendre compte de la façon de coloniser de certains colons. Je n'ai donc pas eu à me cacher dans une ferme tunisienne sous un nom d'emprunt.

L'inculpation qui m'a valu une aussi longue prévention, ainsi que l'affirme le scribe de la *Petite Tunisie*, n'était pas celle de faux, mais bien une affaire politique que l'auteur de l'entrefilet en question n'ignore certainement pas et dans laquelle le directeur d'une feuille antijuive algérienne était autrement gravement compromis que moi ; mais les mailles des filets de la justice sont ainsi faites que les grosses pièces s'échappent, tandis que le menu fretin reste.

Pour dissiper l'incertitude du rédacteur de la *Petite Tunisie*, dût ma modestie en souffrir, je veux bien lui apprendre que le juge Saulnier, dont on invoque le témoignage en la circonstance, trouva mon casier judiciaire si peu chargé, et les éléments pour m'octroyer la qualité de récidiviste lui manquant si complètement que je n'encourus, pour cette fois, aucune condamnation.

Quand bien même j'aurais été le personnage que le lâche calomniateur de la *Petite Tunisie*, qui s'abrite sous le voile de l'anonymat dans l'accomplissement de sa malpropre besogne, dépeint sous un tel jour, la vérité cesserait-elle pour cela d'être la vérité ?

Les attaques dont je suis l'objet prouvent que j'ai visé juste ; à bientôt un nouvel article sur la colonisation en Tunisie.

WILLIAM DOIDGE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA PROPRIÉTÉ. — La Raffinerie Parisienne de Saint-Ouen ferme ses portes et met sur le pavé 1.500 ouvriers, c'est-à-dire 8.000 familles, sans compter la répercussion parmi les petits commerçants de la région.

Là-dessus plusieurs demandent : « Que va faire le gouvernement ? »

Que peut faire le gouvernement à cela ? Le gouvernement préposé par la Bourgeoisie à la défense de la Propriété est impuissant à remédier à une pareille calamité. Les maîtres de la Raffinerie, en fermant leur usine, ne font qu'exercer leur droit de propriété, ce droit d'user et d'abuser que leur confère l'organisation sous laquelle nous vivons. Par ce fait, ils condamnent à la misère des milliers d'habitants, et violent les lois les plus élémentaires de l'humanité.

Il faut en conclure que le droit de propriété est en opposition avec les droits de l'humanité.

Mais cette conclusion platonique est insuffisante à résoudre le problème.

Dans le cas actuel, le gouvernement ne va pas accorder aux travailleurs lésés une indemnité assez forte pour les mettre à l'abri du besoin jusqu'à ce qu'ils trouvent du travail ? Ce serait trop espérer même d'un gouvernement républicain socialiste. Le ferait-il, du reste, le problème ne serait pas résolu. Une générosité si exceptionnelle ne préviendrait pas le retour de faits analogues.

Le gouvernement, en qui l'on a foi pour sauver la situation, va-t-il tirer de ses coffres un capital suffisant pour rouvrir la Raffinerie et reprendre l'exploitation interrompue ? Y compter serait lui attribuer une générosité providentielle qu'il est loin de posséder.

Quelle est alors la solution immédiate ?

Il n'y en a pas. La seule solution consiste dans l'abolition de la propriété et la reprise par les travailleurs des moyens de production. A moins que les raffineurs de Saint-Ouen joints aux autres travailleurs ne la rendent immédiate !...

Mais on va encore nous accuser de pousser les autres à la révolte sans y participer.

***

LA POLITIQUE. — Comment le gouvernement pourrait-il s'occuper des raffineurs de Saint-Ouen ? Il a en ce moment de trop graves préoccupations qui l'en empêchent.

On se rappelle l'affaire de Mlle Vera Gelo. Cette affaire a été si drôlement menée que le gouvernement ne sait comment en sortir. Si cette jeune Russe avait été Française, la chose eût été simple. On l'eût tout bonnement déclarée folle et internée dans quelque in-pace. Elle est Russe et une autre solution a été imaginée. Comme on redoute l'imprévu des incidents d'audience, elle ne comparaîtra pas et même on la mettra en « liberté provisoire ». Très provisoire, en effet ; car, dit-on, à la porte même de Saint-Lazare, un agent russe la prendra bien poliment et l'emmènera en Russie, peut-être même en Sibérie, le gouvernement ne sait pas au juste. De cette façon, la morale bourgeoise sera sauvegardée.

On s'en tirera avec ce qu'on appelle une « expulsion courtoise ».

Ah ! qu'en termes galants ces choses-là sont dites !

Jamais, depuis la République de Venise, aucun gouvernement n'était tombé plus bas dans l'ignoble.

Et c'est pour ce gouvernement que certains idiots nous font un crime de ne pas être allés faire le coup de poing à Longchamps !

ANDRÉ GIRARD.

Russie.

Il est arrivé, ces jours-ci, une lettre de la Sibérie, dans laquelle on annonce une triste et pénible nouvelle. Depuis longtemps règne l'arbitraire de l'huissier Iwanof de la ville Iredne-Kolhyonsk ; cet huissier Iwanoff exerce son despotisme non seulement sur les expulsés politiques, mais aussi sur tous les habitants de la ville. Une fois, un des expulsés politiques nommé Kalachnikoff (c'était, si je ne me trompe, au mois de juillet 1900) sortit sur le bord du fleuve, où devait passer une barque avec la poste ; là il se rencontra avec Iwanoff, qui tout à coup commença à le gronder, à crier, et ensuite ordonna à ses cosaques de le battre, et lui de son côté aidait les cosaques. Le lendemain, Kalachnikoff se tira un coup de fusil, après avoir laissé un billet dans lequel il accuse Iwanoff de sa mort.

Le 4 septembre, un autre expulsé politique, Erguine, alla à la chasse. Dans la forêt, il se rencontra avec le même Iwanoff. Il y eut entre eux une querelle, dont le résultat fut qu'Erguine tira un coup de fusil sur Iwanoff ; ce dernier mourut le lendemain. Erguine fut arrêté, et maintenant il se trouve dans la prison d'Irkoutsk. Il sera jugé par le conseil de guerre. Comment finira cette affaire, vous pouvez vous le représenter facilement.

Tous les expulsés politiques se plaignent de manquer de moyens pour vivre. Ils sont obligés de vivre en ne recevant que 8 roubles par mois. Les mêmes plaintes arrivent de la province de Vologda, où on ne donne même point de soutien pour vivre, malgré l'absence totale du travail, c'est pourquoi on vit dans une grande privation de nourriture. Dans cet endroit, est arrivé un nouveau commissaire de police ; ses premiers ordres furent : 1° tous les expulsés politiques doivent se présenter tous les jours à la police ; 2° on a privé sans aucune raison quelques expulsés politiques de leurs soutiens ; 3° on augmenta le nombre des mouchards, etc.

Et voilà ce qu'on nous écrit de la ville de Kiew : Au mois de septembre, pendant les fêtes israélites, furent arrêtés environ 200 juifs en des circonstances singulières. Il vient de paraître chez nous la traduction du drame *Les Mauvais Bergers*. Ce drame, les Juifs l'ont lu, un jour de fête, dans leur synagogue. Après la lecture commencèrent de vives discussions, et selon l'avis d'un agent de police qui se trouvait là, cela troublait la tranquillité publique. C'est pourquoi l'agent demanda à la société ou de discuter plus tranquillement ou d'entrer dans la chambre. Son désir ne fut pas accompli, et l'agent se décida à entrer dans la synagogue. On lui défendit d'entrer et il fut battu. Alors parut l'huissier de la police, qui fut aussi battu et de plus on lui cassa la main ; enfin apparaissent les gendarmes et la tranquillité dérangée se transforme en un crime politique.

Et voici encore un accident curieux à Kiew. Il y a peu de temps, un jeune homme fut mis en prison dans les circonstances suivantes : on lui a demandé de porter une boîte de bonbons à un prisonnier qui était enfermé dans la forteresse. Il était accompagné par son chien, et il invita un de ses parents à aller avec lui. Ils ont fait leur commission, et, à peine ont-ils fait cinquante pas, qu'on vient les arrêter tous les trois (le troisième était le chien). On dit que, dans ces bonbons, on a trouvé un billet chiffré. Le chien sortit de prison seulement au bout de quatre jours. Si on l'a questionné, on ne sait pas : il ne dit rien. Mais sans doute que oui, parce qu'il commença à reconnaître les gendarmes... — Les deux jeunes hommes restent en prison jusqu'à maintenant. (L'affaire est du mois de décembre 1900.) Sur la question d'un docteur, dont l'un des arrêtés est le fils et l'autre le neveu, demandant pourquoi on les garde en prison tous les deux, alors que, comme il le sait, la commission était à son fils et non à son neveu, l'administrateur Nowizky répond : « Laissez-le là, ça lui sera utile... ça leur sera utile à tous les deux. »

Dans une autre prison (Loukojanowka), sont enfermés environ cinquante ouvriers, à cause des *Mauvais Bergers*.

Belgique.

Depuis deux mois, nous n'avons rien d'extraordinaire à signaler : une loi contre les jeux est élaborée au Parlement, et les plus fins filous du monde interlope ont déjà compris qu'elle n'aura d'autre effet que celui d'étendre la plaie. Les bookmakers et leurs adeptes, en sarrau ou en astrakan, en sabots ou en galoches, pourront continuer à s'encanailler à l'aise, épanchant leur venin sur tout, même sur les petites entreprises intellectuelles. Sainte législation !

Même situation matérielle que le mois passé :

chez les ouvriers, les grèves ne manquent pas. A Lessines, ce sont les carriers qui, il y a deux ans déjà, dans des circonstances semblables, résistaient pendant de longs mois. A Lokeren, rien n'est terminé. Les verriers du bassin de Charleroi continuent également. On annonce bien, par-ci par-là, une légère reprise dans certaines communes, mais la grève est la règle, et, dans quatre mois, l'année complète de chômage sera atteinte. L'intransigeance, on l'avouera, n'est pas du côté des ouvriers, puisque, à la rigueur, ils se contenteraient de reprendre aux anciennes conditions, ne voulant que la reconnaissance officielle du syndicat par les patrons. Ceux-ci lésinent. Car les « sarrasins » sont une arme puissante entre leurs mains.

En général d'ailleurs, il n'y a pas, en Belgique non plus, malgré la discipline de fer (ou réputée telle), une solidarité suffisante entre les métiers qui sont inégalement organisés, rétribués et représentés. Chez nous se constate l'axiome : la société est forte parce qu'elle rend antagonistes les intérêts de ceux qu'elle opprime ; cette situation prolonge son effroyable fonctionnement.

Signalons le succès presque assuré, parmi les groupes et les personnalités sympathiques à la défense du libre examen, de l'Œuvre de la Solidarité dont le siège est chez vous et dont les amis de Paris nous ont demandé d'être l'interprète auprès des citoyens belges. Nous avons trop souffert de l'intolérance et de l'arbitraire pour ne pas réaliser l'effort nécessaire à une tentative aussi généreuse que celle qui consiste à relever les vaincus de la vie, les victimes de la pensée librement exprimée. Tous nos vœux vous accompagnent donc.

Chez nous, il convient de signaler, en terminant cette correspondance, le développement de plus en plus grand des *cercles libres d'études sociales*. Le seul journal un peu socialiste, parmi les quotidiens, le *Journal de Charleroi*, nous a permis de mener campagne active dans ses colonnes en vue de la réussite de ces organismes intellectuels. Le cercle de Jumet-Citadelle marche à merveille.

FLAUSTIER.

Angleterre.

LA VALEUR DES RAPPORTS OFFICIELS a attiré l'attention de la *Gazette de Saint-James*, qui qualifie les rapports des généraux anglais de « folâtres ». — La *Nouvelle Gazette* de Rotterdam cite cet étonnant fragment du rapport de lord Methuen : « Tous mes renseignements me permettaient de croire que Modder-River était guéable partout, mais ces renseignements étaient tous faux. »

Un statisticien anglais a calculé que, d'après les rapports *officiels*, le fameux de Wett a perdu, jusqu'au 20 décembre écoulé : 24.000 chevaux et cinquante millions de cartouches. D'après les mêmes sources *officielles*, il est, depuis six mois, constamment cerné et à la veille de se rendre. Depuis six mois ses troupes sont épuisées, mourantes de faim et de privations. Il a été tué deux fois, blessé une fois. Les Anglais lui ont enlevé — en vivres — plus que la quantité que l'armée anglaise consommerait en trois ans. Toujours acculé, pourchassé, traqué, il a, en une demi-année, parcouru un chemin qui équivaut à deux fois la longueur de l'équateur.

*
* *

SOLDATS. — Les lignes suivantes sont extraites des *Neue militærische Blætter* : « Un certain nombre de caporaux enrôleurs sillonnent incessamment le Royaume-Uni, et les promesses les plus mensongères, les trucs les plus condamnables leur sont permis pour arriver à leur but. Des jeunes vauriens, des paresseux, des déclassés, des piliers de cabarets sont plus aisément rejoints par les recruteurs et subissent plus volontiers leur influence que les honnêtes gars. Le fait que l'uniforme n'est pas très bien vu en Angleterre ressort dans l'interdiction aux soldats de pénétrer dans les grandes salles de spectacle, dans nombre de restaurants, etc. L'Anglais estime qu'il n'est pas digne d'un gentilhomme de se plier aux rigueurs et à la discipline militaires. On a même une certaine prévention contre les rares officiers sortis des rangs.

La discipline est, en général, déplorable. Il n'est pas extrêmement rare de voir des compagnies tout entières se révolter en masse. Le fait s'est produit au moment de l'embarquement du *Royal Hussards*. On cite un régiment des Indes, où cependant on envoie les troupes d'élite, qui refusa de marcher et campa, en dépit des ordres des chefs. La punition consista en l'envoi dans une colonie éloignée.

La désertion n'est point rare. En une seule année, on a signalé mille cas. Il est vrai que beaucoup de déserteurs s'enrôlent peu après, dans un nouveau régiment, afin de toucher une fois de plus la prime. L'alcoolisme est un des grands fléaux de l'armée anglaise. En 1896, il y eut 150.000 cas entraînant une peine disciplinaire et 1.600 cas passibles du conseil de guerre.

*
* *

LE CHANCRE DE L'ARGENT. — On lit dans la *North American Review* : « Dans la mère patrie, la corruption de l'argent exerce des ravages effroyables dans tous les rangs de la société. Aux Etats-Unis, il y a déjà des signes précurseurs d'un orage analogue; des deux côtés de l'Atlantique, le ploutocrate gagne chaque jour en puissance et le démocrate risque d'être écrasé sous le talon d'un tyran mille fois pire qu'un roi recouvert de pourpre ou qu'un dignitaire ecclésiastique ayant à sa disposition les foudres du pouvoir temporel... La société anglaise est rongée par le chancre de l'argent. De la base au sommet, l'arbre est pourri. Les plus immoraux posent devant le public comme étant les plus philanthropes. La beauté est esclave de l'or et l'intelligence conduite par la beauté danse au son des violons qui ont été accordés par la ploutocratie... La mer qui menace d'engloutir la race anglo-saxonne n'est pas formée des flots furieux des races latines, mais elle est formée des vers rongeurs que cette race porte en elle et de l'indolence, de l'immoralité affaissante, du manque de courage moral dont ces vers laissent derrière eux le germe. »

Chine.

Du *Truth* (extrait d'une lettre d'une Anglaise de Hong-Kong) :

« ... Nous avons été frappés de la grande quantité de butin rapportée du théâtre des hostilités par les officiers anglais des armées de terre et de mer. Aux *dinner-parties* et aux danses, c'est le principal sujet de conversation. Un jeune midshipman a mis à son compte à la banque de Hong-Kong plusieurs centaines de livres provenant de la vente de butin, et un officier nous a dit que les banques de Tien-Tsin refusaient de recevoir l'argent provenant du pillage, de peur d'avoir à indemniser le gouvernement chinois.

« Ce que j'écris n'est pas exagéré ; ces faits sont connus de chacun. Les hommes se vantent des précieuses fourrures, soies, broderies qu'ils ont prises. Ils tiennent des ventes publiques où le produit du pillage est mis aux enchères et envoyé en Angleterre à leurs femmes et à leurs parents. Plusieurs femmes d'officiers ont reçu de leurs époux des manteaux de fourrure, des brocarts et des soies de grande valeur.

« ... Plusieurs officiers de marine sont revenus ici avec de merveilleuses montres enrichies de joyaux, des ornements de jade, des barres d'or et d'argent. Un officier se vante même d'avoir obtenu une robe impériale en soie brodée...

« On dit que les Russes ont pris presque tout ce qu'il y avait de plus précieux. D'autre part, un soldat japonais a été condamné à trois mois de travaux forcés pour s'être approprié des objets valant à peine quinze francs. »

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Nous recevons la lettre suivante :

Rome, 19 février 1901.

Après avoir bravé la prison et l'exil pour maintenir ma liberté de penser contre le gouvernement de mon pays, je dois maintenant braver la calomnie pour maintenir la même liberté contre mes compagnons de jadis, les anarchistes. Votre correspondant de Foggia écrit — et vous publiez — que je me suis inscrit à la section napolitaine du parti socialiste, à cause de « ma manie d'être élu député ». C'est faux. Si j'avais eu une telle manie, il y a longtemps que je l'aurais satisfaite. Je suis entré dans la section napolitaine pour l'unique raison que j'ai de la bonne besogne à faire ensemble avec les socialistes de Naples.

S. MERLINO.

Chaque fois que l'on change de parti, c'est toujours parce que le nouveau répond mieux à vos idées que celui que l'on quitte. Cela c'est entendu.

Seulement Merlino semble oublier qu'il n'y a pas longtemps encore, il a fait tout ce qu'il lui a été possible pour entraîner les anarchistes à prendre part à la lutte électorale. S'il n'y a pas réussi, ce n'est pas de sa faute ; par conséquent, l'explication de notre correspondant n'est pas si calomnieuse que Merlino l'affirme.

*
* *

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du samedi 2 mars. Sujet traité : E. Tarbouriech (professeur au Collège libre des Sciences sociales) : Introduction aux constitutions de la France : 2. La France féodale.

Lundi 4 mars. — Jules Lermina : Les jugements du président Magnaud.

Mercredi 6 mars. — Emile Hinzelin : Les romans démocratiques.

*
* *

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy :

Samedi 2 mars, à 8 h. 1/2. — Fête anniversaire de la fondation. Soirée musicale et littéraire avec le concours de M. Bouchor.

Mardi 5, à 8 h. 1/2. — M. G. Cahen : La liberté d'association.

Jeudi 7, à 8 h. 1/2. — M. Ch. Guieysse, secrétaire général de la Société des U. P. : Comment se fait une pipe en bois.

Samedi 9, à 8 h. 1/2. — M. Rouanet, député : Rôle politique de l'argent (4e causerie). — Le gouvernement de l'Eglise dans la république chrétienne.

*
* *

Théâtre social. — Représentation de : *L'Exemple* (4 actes et 5 tableaux), de Chéri-Vinet, dimanche soir, à 8 h. 1/2, à la Maison du Peuple, 47, rue Ramey (4, impasse Pers).

*
* *

Vendredi 1er mars. — Grande réunion manifestation organisée par le Comité de la Grève générale contre les arrestations et les condamnations de Chalon ; — contre l'état de siège en Saône-et-Loire; — pour la grève générale.

Orateurs : Liard-Courtois, Braun, Libertad, etc.

Entrée : 20 centimes.

*
* *

QUATRE-CHEMINS-PANTIN-AUBERVILLIERS. — *Bibliothèque ouvrière*, 107, rue du Vivier. — Réunion samedi soir, à 8 heures. Causerie par un camarade. Chants révolutionnaires.

Dimanche, à 2 heures. — Conférence par E. Girault : Suite de la théorie de l'Evolution, IIIe partie : Preuves paléontologiques et anatomiques.

Pour cause d'inventaire, les camarades qui auraient des livres sont priés de les rapporter dimanche.

*
* *

Camarades,

Nous croyons que tous les syndicats, bibliothèques, groupes, que tout individu soucieux de la vulgarisation des idées émancipatrices, comprendront l'appel que leur adressent les camarades de Roubaix en faveur de la machine à imprimer qu'ils ont l'espoir d'acheter. Est-il besoin d'énumérer les avantages que nous pourrions en retirer pour la propagande ? Dès que nous en aurons fait l'acquisition, nous pourrons combattre les jésuites qui, toutes les semaines, empoisonnent toutes les familles avec leurs *Croix* et feuilles catholiques, ainsi que ces capitalistes rapaces qui vivent trop aisément de la sueur des ouvriers. Les auteurs révolutionnaires qui éprouvent des difficultés insurmontables pour faire éditer ou rééditer leurs œuvres pourraient par ce moyen trancher la difficulté, soit en envoyant un homme compétent sur place ou en s'adressant à nous. En période révolutionnaire, la presse nous rendrait de grands services. Voilà ce que les camarades de Roubaix soumettent à votre appréciation. Que ceux qui comme nous croient notre manière d'agir praticable joignent leurs efforts pécuniaires aux nôtres et nous pourrons donner satisfaction à tout ce qui concerne l'Idée.

Pour la réalisation de notre but, nous possédons déjà 120 francs. Que les camarades qui voudraient nous aider adressent les fonds au camarade F. Denollet, rue Delezenne, Cour Saint-Amé, 5, Roubaix (Nord).

*
* *

BORDEAUX. — Camarades, rendez-vous chaque samedi 13, rue Porte-Basse, au groupe, chez M. Séré, où une salle confortable est à notre disposition.

Le caissier temporaire voudra bien s'y trouver, étant donnée la besogne à faire et plusieurs fois annoncée.

Antoine ANTIGNAC.

*
* *

LYON. — Les camarades sont invités à une soirée familiale privée au bénéfice de la propagande libertaire.

La causerie sera faite par un camarade sur les

syndicats et les anarchistes, le dimanche 3 mars, à 8 heures du soir, café de l'Isère, 26, rue Paul Bert.

*
* *

Les groupes de Menpenti, des Chartreux, de la Belle-de-Mai conviennent les camarades à assister à une soirée familiale privée, qui aura lieu le samedi 10 mars, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Bar Français, boulevard National, 70, angle de la rue Guibal, afin de s'entendre pour l'organisation d'un groupe central.

Tandis que les socialistes parlementaires s'organisent de mieux en mieux, créent des groupes dans tous les quartiers, s'immiscent de plus en plus dans les syndicats ouvriers et font de ceux-ci de véritables tremplins électoraux, les vrais révolutionnaires, ou plutôt ceux qui se disent tels, contemplent dédaigneusement notre piètre humanité du haut de leur tour d'ivoire. Un peu plus de sens pratique ne ferait pas défaut, je pense, et je remarque en passant que chez les anarchistes où on se réclame le plus de l'initiative, c'est justement chez eux qu'on en trouve le moins.

LAUZE LOUIS.

*
* *

BELGIQUE. — *Congrès national de Bruxelles* (journées de Pâques). — Nous rappelons aux camarades belges que l'ordre du jour du Congrès comporte jusqu'à présent les points suivants : 1. Lancement d'une brochurette gratuite contenant une déclaration de principes; 2. Organisation de cercles de propagande ; 3. Propagande par l'affiche; 4. Création d'un *Bulletin des Groupes*; 5. Action syndicale; 6. Action antimilitariste ; 7. Féminisme.

D'autres points peuvent toujours y être ajoutés.

Afin de permettre aux camarades de venir nombreux, les organisateurs ont ouvert une souscription dont le montant servira à payer les frais de nourriture et de logement aux camarades de province. Si la chose est possible, nous rembourserons, aux moins riches, les frais de train.

Nous faisons un chaleureux appel aux camarades pour que toutes les localités soient représentées à ce congrès. Que nos amis se réunissent, discutent l'ordre du jour, fassent des rapports et récoltent de l'argent pour leurs frais de voyage.

Dès à présent, ils sont invités à nous faire parvenir leur adhésion ou tout au moins une adresse pour y recevoir les manifestes qui vont être lancés.

Pour l'*Union Bruxelloise* :
Chapelier, Laupy, Metorgan et Thonar.

P. S. — Pour ce qui concerne le Congrès, adresser les communications à E. Chapelier, 1, rue Terarken, Bruxelles.

*
* *

Le cercle libertaire l'*Union Bruxelloise*, envoie son salut fraternel aux grévistes et manifestants de Chalon et Montceau-les-Mines.

Le groupe se réunit tous les samedis à 8 h. 1/2 du soir, 51, rue de l'Hôpital.

Le groupe demande des chants et monologues sur la Commune pour une fête qu'il organise pour le trentième anniversaire de la Commune. Adresser à Chapelier, 1, rue Terarken, Bruxelles.

*
* *

LONDRES. — Soirée privée organisée par le *Groupe ouvrier international*, en son local, 49, Tottenham street, le 2 mars. Plusieurs artistes et amateurs prêteront leur concours. On représentera la pièce de L. Marsolleau : *Mais quelqu'un troubla la fête*. Tcherkesoff prononcera une allocution. Grand bal pour clôture.

LIBERTÉ D'OPINION

Des groupes similaires au nôtre s'organisent ou sont déjà formés à Barcelone, Madrid, Bilbao, Bordeaux, Marseille, Saleux, Bruxelles, Genève, Buenos-Ayres, etc.

En outre, le *Neues Leben* de Berlin, le *Progreso* de Madrid, la *Protesta* de Valladolid, *El Nuevo Ideal* de la Havane, etc., nous ont adressé leur adhésion et promis leur collaboration effective.

Aussitôt que les groupes en formation nous auront indiqué leur adresse définitive, nous communiquerons la liste complète à chacun des groupes adhérents.

Adhésions nouvelles : Renaud et Chevalier.

Reçu pour les détenus : C. C. M., 5 fr. — M. P., à Puget-Ville, 2 fr. 10. — Recette à la soirée familiale à Troyes, 3 fr. — Quelques camarades de la Machine, 8 fr. — A. F., à Entraygue, 1 fr. — Renaud, 1 fr. — William Doidge, 0 fr. 50. — X., 0 fr. 45. — A. C., à Toulon, 1 fr. 65. — Recette à la *Maison du Peuple* (salle payée), 12 fr. 50. — Liste 4, par le camarade L. M., un groupe de typographes : V. Pacotte, 1 fr.; E. Marié, 0 fr. 50; L. Mangin, 0 fr. 50; N. P., 0 fr. 50; A. P. Villeval, 0 fr. 50; A. Villeval, 0 fr. 50; C. Renauld, 0 fr. 50; Judhu, 0 fr. 50; Roland, 0 fr. 25; Jeannet, 0 fr. 25; (promettent une cotisation mensuelle : V. Pacotte, E. Marié, L. Mangin, A. Michaux); Martineau, 0 fr. 50; X., 0 fr. 50. Ensemble : 6 fr. 10. — Total : 41 fr. 20. — Listes précédentes : 401 fr. 45. — Total général : 442 fr. 65.

Le groupe a fait parvenir 50 fr. pour les camarades arrêtés de Chalon.

Bibliothèque de l'Ecole libertaire.

Elle vient, provisoirement, d'être transférée aux *Temps Nouveaux*.

Les camarades qui ont des livres sont priés de les rapporter. Ceux qui veulent en emprunter, peuvent venir tous les dimanches, de 10 heures à midi.

La bibliothèque se compose de 200 volumes environ. Ce n'est qu'un embryon. Le groupe fait appel aux camarades pour l'augmenter.

*
* *

La Bibliothèque des *Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles, vient de publier le numéro 23 de sa série : *Un procès en Russie*, tiré du roman *Résurrection*, de Tolstoï.

Nous pouvons l'envoyer franco, 0 fr. 35 — prise dans nos bureaux, 0 fr. 25.

Les camarades nous prient d'annoncer aussi qu'ils peuvent laisser la *Bibliographie* de Nettlau pour 3 fr. 10 *franco*. — 2 fr. 50 prise dans nos bureaux.

*
* *

Un camarade désire se procurer *Les Chants révolutionnaires*, de Pottier. Adresser les propositions au journal.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

Dans le fonds Savine que vient d'acheter Stock, se trouvent les bouquins suivants que nous pourrons fournir à nos lecteurs :

Bas les cœurs! de Darien........ *franco*	2 fr. 75
Au Palais, du colonel Fiorider........	2 fr. 75
La Douleur universelle. Faure..........	2 fr. 75
Agonie d'une société. Hamon..........	2 fr. 75
La France politique et sociale (1891), Hamon..................	6 fr. »
La même (1890), 2 vol..................	7 fr. »
L'Ennemi du peuple, Ibsen..........	2 fr. 75
Révolution sociale et révolution chrétienne, Malato..................	2 fr. 75
Fabrique de pions, Baganasse..........	2 fr. 75
Le Bilatéral, de Rosny..................	2 fr. 75
La Russie sous les tsars, Stepniak.......	7 fr. 50
Conspirateurs et policiers, de Tikhomirow	3 fr. 50
L'Ecole de Yasnaïa Poliana, de Tolstoï..	2 fr. 75

AUX ABONNES

Notre service étant fait régulièrement, prière aux abonnés qui ne reçoivent pas régulièrement, de réclamer à la poste.

Bien entendu, nous tenons les numéros égarés à leur disposition.

*
* *

Ceux de l'extérieur qui paient en timbres — notamment le Portugal, l'Italie et l'Espagne — sont priés de tenir compte du change qui est assez fort pour ces trois pays.

VIENT DE PARAITRE

La Femme-esclave, par René Chaughi, notre cinquième brochure à distribuer.

Pour la recevoir, envoyer 1 fr. pour un cent seul; les cents au-dessus, 0 fr. 50.

Bien entendu, cela ne couvre que les frais d'expédition. Pour ceux qui pensent que c'est de la bonne besogne, la souscription est ouverte.

*
* *

La même, avec couverture de Hermann-Paul, franco 0 fr. 15.

*
* *

La Grève Générale, rapport présenté au Congrès antiparlementaire par le groupe E. S. R. I., broch., 0 fr. 10; par la poste : 0 fr. 15.

Il nous reste encore quelques exemplaires des *Feuilles* de d'Axa, 2 francs le volume au lieu de 5 fr. — 2 fr. 60, colis postal en gare, ou 2 fr. 85 par la poste.

*
* *

Les suppléments contenant les rapports au Congrès interdit, réunis sous une couverture illustrée par C. Dissy, 0 fr. 50 dans nos bureaux, 0 fr. 85 franco.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Fierté du renoncement, par E. Thiaudière; 1 vol., 2 fr. 50, librairie Fischbacher, 33, rue de Seine.

De chez Stock :

Au delà des forces (1re et 2e partie), par Bjornson; 1 vol., 3 fr. 50. — *Le Bagne*, par E. Degraeve; 1 vol., 3 fr. 50. — *Hors de l'envoûtement*, par F. Auber; 1 vol., 3 fr. 50.

Monsieur Bergeret à Paris, par A. France; 1 vol., 3 fr. 50, chez Calmann Lévy, 3, rue Auber.

La Tragédie du nouveau Christ, par Saint-Georges de Bouhélier; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

De chez Bellais, 17, rue Cujas :

Les Congrès ouvriers socialistes, par L. Blum ; une brochure, 0 fr. 50.

Léo Taxil, Diana Vaughan et l'Eglise romaine, par Henry-Charles Lea; une brochure, 0 fr. 50.

Rapport sur le mouvement naturien, par H. Zisly (gratuite chez l'auteur, 14, rue Jean Robert).

Contre la nature, par P. Robin; brochure, 0 fr. 05, à l'*Education libertaire*, 26, rue Titon.

A lire :

La Thèse de Jaurès, par G. Clemenceau ; *Le Bloc*, n° 4.

La Typote, par L. F., dans le *Gutenberg*, 20 février.

A voir :

A Pékin, dessin d'Hermann-Paul ; *Cri de Paris*, n° 213.

Chant de Grève, par de Bercy, musique de J. Cerneuil, 0 fr. 10, chez Oudet, 83, faubourg Saint-Denis. Prix spéciaux pour syndicats.

PETITE CORRESPONDANCE

Groupe antimilitariste. — Votre convocation trop tard. Le mardi matin. Nous l'avons imprimé assez de fois, pourtant.

Z., à Biasca. — Avons réexpédié le numéro. — Réclamez aussi près de la poste, si ça se renouvelle.

A. F., à Entraygue. — *Les Temps sont proches*, épuisés. J'ai remplacé par la dernière parue de Bruxelles.

A., à Bordeaux, et à tous les groupes en général. — Vu l'extension que prend le nombre des convocations, prière de les faire le plus succinctes possible.

Réveil des travailleurs, Liège. — Les 2 exemplaires ne comportent que 0 fr. 05 d'affranchissement.

A. N., à Midway. — Envoyons brochures pour la somme. Le procès de Ravachol, 2 fr., franco.

A. P., à Beauvais. — Lisez l'*Humanisme intégral* de Léopold Lacour, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock. Oui, il doit y en avoir dans le Supplément, mais je n'ai pas le temps de rechercher.

A. C., à Toulon. — Vous avez oublié les frais du colis, 0 fr. 35; 2 fr. 50, c'est lorsqu'on vient les chercher.

C. à Marseille; *C. à Bruxelles*. — Merci de la bonne nouvelle. Je ne vous écris pas, n'ayant pas gardé votre adresse.

Lyon. — Voyez plus haut. Notre petit format ne peut y suffire.

R. H., à Neufchâtel-en-Bray. — Il n'y a pas de prix C'est une brochure catholique. Demandez au groupe. Il y a l'adresse dans le journal. Nous n'en avons pas.

P., à Roubaix. — Nous écrivons au groupe au sujet des libraires, et chez Hachette.

P., à Saumur. — Je croyais que *Les feuilles* n'avaient que 23 numéros? — *Nono* dans trois ou quatre semaines.

L., à Arles. — 4 francs.

Reçu pour l'achat de livres pour la bibliothèque de l'Ecole libertaire : William Doidge, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : B., à Saigon, 3 fr. 50. — S., à Royan, 2 fr. 15. — C. C. M., 10 fr. — Georges Tabgulet, 1 fr. — Y., 3 fr. — A. F., à Entraygue, 1 fr. — B., rue M., 1 fr. — X., 0 fr. 45. — L. M., 0 fr. 50. — Un gars de Fourchambault, 0 fr. 25. — Merci à tous.

T. L., à Rodimont. — A. G., boulv. S. — R., à Chaux-de-Fonds. — M., à Béthune. — R., à Sciez. — V., à Mustapha. — Fr. W., à Spring-Valley. — Nouméa. — R., à Grivegnée. — K., à Micheroux. — C., à Denain. — P., à Gilly. — C. L., à Prague. — V., à Nîmes. — B., à Lorette. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE N° 46

DIX CENTIMES

DU 9 AU 15 MARS 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

NOTRE RÉUNION ANNUELLE

La salle des Sociétés Savantes n'étant pas libre le samedi 4, nous avons fixé notre réunion au dimanche 5 mai, à 2 heures de l'après-midi.

La séance sera ouverte par une conférence suivie d'une petite fête familiale avec chants et musique.

Quelques camarades nous ayant envoyé quelques lots pour être mis en tombola, afin de la rendre plus originale, nous avons écrit à des amis de l'Argentine, du Brésil, Maroc, etc., pour avoir quelque curiosité locale.

Nous donnerons ultérieurement la liste de ce qui nous parviendra.

La réunion sera strictement privée. Il n'y aura pas de cartes à l'entrée. Ceux des camarades qui peuvent placer des cartes à l'avance sont priés de nous avertir. L'entrée sera à cinquante centimes.

RÉVOLUTION ET TOHU-BOHU

Il en est qui ne comprennent l'action et la propagande révolutionnaire autrement qu'accompagnées d'un perpétuel charivari, d'un tumulte ininterrompu de vociférations, de déclamations imprécatoires et anathématiques, d'attitudes, de gesticulations, de manifestations menaçantes, d'un paroxysme sans détente dans la fureur et l'exécration. Appréciant leur utilité suivant l'intensité de leur tapage, ils pensent mener le monde par la puissance de leur génie. Mouches du coche hyperboliques, nulle réforme, nul progrès ne s'accomplit, mûri par l'évolution, qu'ils n'en attribuent tout le mérite à leur assourdissant bacchanal. A l'instar des Botocudos, qui, pour terroriser l'ennemi, se tatouent d'emblèmes effrayants, ils hérissent leurs écrits et leurs discours de formules comminatoires, foudroyant à tonnerre que veux-tu l'hydre de la Réaction ou le léviathan du Modérantisme. Matamores infatigables, Tartarins superlatifs, leur prétention à l'infaillibilité s'accroît avec le nombre des badauds que leur charlatanisme ébaubit. Les sorciers Papous, à l'aspect d'une éclipse, tambourinent sur des calebasses et brandissent des lances en arête de requin pour *intimider* le monstre qui mange la lune. L'éclipse passée, ils se félicitent de leur courage et les naturels édifiés s'émerveillent du savoir et de la puissance de leurs sorciers.

La Révolution a ses sorciers ; les sorciers révolutionnaires ont leurs ouailles, qu'ils captent par leurs vertigineuses jongleries.

Jaloux à l'excès de leur prestige, qu'ils sentent fragile, ils deviennent féroces envers quiconque peut l'amoindrir. Gardez-vous, moins crédule, de hasarder un doute sur l'efficacité du tintamarre des calebasses ou des gesticulations menaçantes. Malheur à vous si vous risquez, même timidement, quelque explication naturelle du phénomène.

Vous prenant aussitôt à partie, ils vous dénoncent effrontément comme un imposteur, un ennemi, un traître qu'il importe au plus tôt d'exécuter. Il n'est pas d'ordure dont ils ne vous salissent, pas de crime qu'ils ne vous imputent pour ameuter contre vous la foule et étouffer du coup l'étincelle de vérité, qu'imprudent vous alliez faire jaillir. Tout, dans votre passé, dans votre vie privée ou publique, tout, votre bonne foi, votre labeur patient, votre recherche consciencieuse du vrai, tout, jusqu'à ceux de vos actes les plus méritoires, est dénaturé, avili, calomnié, impudemment interprété à votre déshonneur.

Cette intolérance est celle du prêtre de toute religion.

C'est l'intolérance de l'ignorant, ou celle, abjecte et lâche, du menteur redoutant par-dessus tout la critique et la discussion qui ne peuvent que tourner à sa confusion.

Et le tohu-bohu va son train. La foule, toujours au plus braillard, se presse autour du charlatan et s'abreuve, avide, aux flots de son éloquence épileptique, s'exalte à ses outrances d'énergumène, se pâme à ses pirouettes de clown abracadabrant. Prestidigitateurs se faisant fort d'escamoter une société et mille siècles d'évolution en un tour de gobelet, chambardeurs d'univers à la minute, marchands de panacées infaillibles, instantanément réparatrices et reconstituantes, voilà ceux qu'elle écoute et qu'elle croit. Elle a confiance en la vertu magique de leurs incantations furibondes, pensant voir surgir tout d'une pièce cet Eldorado merveilleux, qu'ils doivent évoquer, l'heure venue, par des « mots » qu'ils disent connaître.

Au diable le malencontreux qui, s'efforçant de prémunir la foule contre les cuisantes déceptions que lui vaudra sa confiance, vient affirmer la supériorité de l'étude sur le bruit, du développement individuel sur l'agitation tumultueuse et vide, de la culture de la raison sur celle des biceps, de la recherche patiente et opiniâtre de la vérité sur le fracas inconsidéré, en un mot, de la révolte consciente sur la révolte aveugle et inefficace. Il ne sera pas écouté. Il est plus aisé de s'en remettre à autrui de la fatigue de penser, il est plus commode de suivre, en moutons dociles, les mauvais bergers qui finalement, la tonte faite, mènent à l'abattoir.

Rechercher le but avec persévérance et, quand il est découvert, y tendre inflexiblement, en dépit de l'attrait de telles ou telles réalisations partielles immédiates préconisées par les bénéficiaires de la crédulité, en dépit des incitations aux agitations factices et stériles, fécondes seulement en représailles cruelles, semeuses d'inutiles souffrances et d'amères désillusions, voilà l'action. La colère ignorante ne laisse après elle que ruine et deuil. Seule la colère que le savoir guide peut édifier un avenir durable.

Que les pêcheurs en eau trouble préfèrent à l'eau limpide de la vérité les margouillis propices aux fructueuses opérations, c'est leur jeu. Mais c'est à nous qu'il incombe de démasquer leurs manœuvres, de dévoiler leurs mensonges, de désabuser la foule en stimulant sa réflexion, son esprit critique, sa confiance en ses propres forces, en incitant chacun au développement de sa conscience et de sa volonté personnelles, à l'affermissement de son énergie morale, de manière à se rendre digne de se libérer de toute direction extérieure.

Parvenu à ce degré d'indépendance morale, il ne s'attardera plus aux leurres dont l'allèchent les charlatans. Loin de passer son temps à la recherche du meilleur des gouvernements, des meilleurs accommodements entre capital et salariat, de la plus idéale démocratisation de l'armée, il supprimera gouvernement, salariat, armée, parce qu'il aura reconnu l'inanité de pareils rapetassages.

Incrédule et indifférent au tohu-bohu provocateur, il laissera là les sorciers tambouriner leurs calebasses et brandir leurs lances en arête de requin, et, dans le calme que donne la conscience de sa force, il s'occupera d'organiser sa vie conformément à son bonheur.

André Girard.

COOPÉRATISME ET ANARCHIE

A la suite des deux articles que j'ai publiés sous ce titre, j'ai reçu diverses lettres en réponse. Je publie aujourd'hui les deux ci-dessous qui résument les objections qui me sont faites. J'y répondrai la semaine prochaine.

J. Grave.

Permettez que je vienne appuyer les dires du camarade d'Italie concernant le bien fondé de l'entrée des anarchistes dans les sociétés coopératives de consommation (surtout). A mon sens, il y a de la bonne besogne à y faire.

La preuve en est palpable chez nous où une poignée de camarades n'hésitèrent pas à entrer dans l'arène, engageant une lutte sans merci avec les politiciens de l'endroit, qui, s'en étant emparés pour y établir leur tremplin électoral, y vivaient grassement comme une légion de vers au beau milieu d'un succulent fromage.

Notre rôle était beau : nous voulions faire de l'éducation, tout s'offrait à point pour démontrer aussi adroitement que possible à cette masse inconsciente et aveugle *les* sales agissements des hommes, leur démontrant, sans haine ni acrimonie, combien il était néfaste d'abandonner toute confiance à des hommes, leur donnant plein pouvoir de tailler, rogner à leur aise, parce qu'ils avaient de belles paro-

es et promettaient toujours plus de beurre que de pain. Dans cette lutte, notre rôle était tout d'abnégation et d'un pur désintéressement aux yeux de cette masse aveugle à laquelle nous servions à chaque occasion d'excellents plats « de leçons de choses ». Petit à petit, les yeux se dessillèrent, une lueur de vérité frappa les cerveaux, ils comprirent que ces gens-là cherchaient à les tenir aussi longtemps que possible dans l'ignorance crasse où nous croupissons depuis de nombreux siècles. Croyez-vous, camarade Grave, que ce fut besogne inutile ?...

A force de volonté, de ténacité, malgré tous les sarcasmes, les insultes qui pleuvaient à notre adresse, nous sommes arrivés à créer, dans ce milieu rebelle à toutes idées larges et généreuses, une bibliothèque d'études ; par cette autorité morale acquise, les fonds nécessaires nous ont été votés, pour faire les achats des meilleurs auteurs, des grands penseurs nos précurseurs ; aujourd'hui notre œuvre possède déjà 600 volumes des meilleurs sociologues du monde entier, scientifiques, littérateurs, poètes, etc., etc. Et, chose plus agréable à constater, c'est que ce ne sont pas de pauvres diables, rompus, fatigués par un dur labeur de douze à quinze heures qui viennent prendre la nourriture du cerveau, ce sont leurs filles, leurs fils de dix ans à vingt-cinq et trente, puis enfin tous les camarades qui en font partie qui trouvent ici les ouvrages qu'ils n'avaient jamais espéré pouvoir déguster : telles les œuvres d'Ernest Haeckel, Spencer, Louis Buchner, Ch. Letourneau et tant d'autres, qui ne sont pas à la portée des malheureux diables de compagnons plus souvent mistouflés que roulant sur l'or ; je crois ne rien vous apprendre sur ce chapitre. Environ 500 à 600 jeunes gens, filles et garçons, viennent très sérieusement prendre la pâture qui doit faire d'eux des êtres conscients. Dire que tout y soit bien compris ? que tout ce petit monde assimile et digère ce qu'il lit ? Non, certes. Mais tout doucettement quelques graines semées au hasard germeront fatalement un jour dans ces jeunes cerveaux, et ce jour-là ils seront des nôtres. Qu'en pensez-vous, camarade Grave ? Encore un peu de patience, tout vient à point à qui sait attendre. Nous aurons notre salle de conférences où nous vous convierons, vous et d'autres camarades, pour nous faire de petites causeries ; là nous serons chez nous, tranquilles.

Voilà, camarade Grave, comment je vois les compagnons entrer se dépenser dans les coopératives, parce que, là au moins, si vous avez des gens à instruire, vous y trouvez le nerf de la guerre, l'argent, longtemps encore nécessaire pour faire avancer les choses. Secondement, nous devons voir dans la coopérative de consommation un acheminement vers la société communiste passant par la suppression du patronat d'abord et du salariat ensuite. Au sein des dits groupements, par des conférences savamment développées et très souvent répétées, les jeunes cerveaux s'assimileront inévitablement ces idées nouvelles, et les transmettront aux masses appelées à nous survivre à travers l'évolution, leur permettant d'accepter le plus naturellement ce que nos frères de misère appellent aujourd'hui des utopies. Je crois, à mon sens, camarade Grave, qu'il suffit de vouloir mener de front la lutte organique et celle de la pensée, pour arriver à un résultat appréciable. Ce qu'il ne faut pas pour nous, c'est nous tenir aux bonnes denrées et au bon marché ; nous devons viser plus loin.

Voici un fait que je vous signale et qui tend à se généraliser, dès que les compagnons conscients entreront dans ces organisations. Il existe, dans un département pas très éloigné du nôtre, une société coopérative (fabrique de chaussures) où ouvriers et ouvrières gagnent gentiment leur vie ; toute la production de ces travailleurs est absorbée par les sociétés de consommation parisiennes qui répartissent ces produits à 15 0/0 meilleur marché, et à qualité égale, que les premières maisons parisiennes. Que voyons-nous ici ?.. 1° que des travailleurs se sont libérés de leur exploiteur chez qui ils travaillaient comme des esclaves pour un salaire dérisoire ; 2° nous constatons que d'autres ouvriers bénéficient d'une diminution de 15 0/0 sur le commerce, d'une fabrication plus soignée. Conclusion : des travailleurs gagnant plus, et d'autres payant moins cher.

Le problème est enfantin. Le jour où toutes les coopératives de consommation, bien éduquées, bien entraînées dans cet ordre d'idées, se décideront à consacrer 5 0/0 de leur trop perçu, elles seront à même de fonder chaque année une usine des produits nécessaires à leur consommation ; puis d'immenses terrains acquis serviront, comme l'explique Kropotkine, à faire de la culture intensive et maraîchère ; puis des moulins, des boulangeries ; tout cela prendra la vraie forme d'exploitation communiste. Tout ceci n'est pas plus utopiste que les belles idées que vous préconisez dans vos ouvrages, et pour répéter ce que Kropotkine dit dans sa *Conquête du pain*, tant que l'homme devra payer un tribut au détenteur pour cultiver le sol, ou mettre en mouvement la machine, les bénéfices, s'il y en a, iront au capitaliste. Nous devons évoluer non seulement par la pensée, mais en action : emparons-nous du sol, montons des usines, exploitons des mines et ainsi de suite, mais vite à l'œuvre, les hommes conscients ; ne perdons pas une minute de ce temps si précieux. Que les camarades que ce labeur n'intéresse pas, développent leurs théories aux masses, qu'ils fassent des adhérents à l'idée. Nous, nous devons produire, avec la moindre perte possible de force humaine, la plus grande somme possible des produits les plus nécessaires au bien-être de tous. Voilà, camarade Grave, comment je comprends les compagnons travaillant dans les coopératives.

E. Ponsot, *bibliothécaire (Avenir de Plaisance).*

∴

Poitiers. — Cher compagnon, vous venez de publier deux articles sur — ou plutôt contre — la coopération. Permettez-moi d'y répondre. Tout d'abord laissez-moi vous dire ceci : je suis anarchiste ; j'ai aidé à fonder et suis administrateur d'une coopérative de consommation ; je n'ai jamais eu l'idée de « lâcher l'anarchie » et prétends au contraire répandre nos doctrines plus sérieusement et plus efficacement que jamais grâce et au sein de la coopérative.

Vous dites que « lorsque les partisans de la coopération viennent nous dire que si tous les ouvriers pouvaient s'unir en sociétés coopératives de production et consommation, l'état social en serait changé, que c'est un moyen d'affranchissement, évidemment si ce n'est un mensonge, c'est tout au moins une erreur, et nous avons raison de les combattre ». — Etes-vous bien sûr que ce soient eux qui sont dans l'erreur ? êtes-vous bien certain d'avoir raison de les combattre ?

Lorsqu'un adversaire de l'anarchie nous dit : « Même lorsque la société, ou plutôt les individus qui la composent auront instauré un état social libertaire, cela n'implique pas que cet état social sera meilleur, étant donné que les maux, les vices qui affligent celle que nous subissons s'y retrouveront par le fait même de l'existence en société. » Lorsqu'un adversaire nous dit cela, nous lui répondons qu'il oublie que les individus auront évolué vers un type d'humanité supérieur au « philistin » moderne et que par conséquent l'individu, l'unité étant meilleure, la société, le nombre, le sera également ; personne ne niera l'excellence de notre argument. Eh bien ! à propos de la coopération, je puis vous présenter le même et vous dire que vous commettez le même oubli ; car le fait même de chercher une amélioration à leur état implique que les coopérateurs ont compris l'abjection de celui-ci, et croyez bien que si cette compréhension se généralisait, ce serait en « action » le commencement de la révolution sociale.

Il est un autre point de vue qui doit nous rendre sympathiques au mouvement coopératif, c'est que la coopération est d'essence même antipoliticienne, la politique ayant pour objet de confier à autrui le soin de faire nos affaires. Alors que la coopération enseigne à ceux qui y participent qu'il leur faut contribuer personnellement à l'œuvre s'ils veulent en obtenir un résultat. C'est la mise en pratique de ce principe : « Peuple, fais tes affaires toi-même, méfie-toi des individus. »

Nous n'avons envisagé jusqu'ici que les coopératives de consommation pour lesquelles vous conservez encore une nuance de sympathie ; pour celles de production, votre hostilité est plus marquée. Voyons vos raisons. Vous dites que les coopératives de production sont obligées de se tenir sur le terrain capitaliste d'exploitation, qu'il leur est interdit de faire de la propagande d'idées, et que ne peuvent réussir que celles qui se mettront à exploiter les non-associés.

Si vous aviez la conception bien nette de ce que peut être l'ensemble du mouvement coopératif, vous n'auriez pas risqué ces critiques. Pour moi, la coopérative de production doit être le succédané naturel de la coopérative de consommation. Ceci engendrera cela. C'est cette pensée qui m'a guidé pour collaborer au mouvement coopératif. Ce qui arrête le plus souvent les travailleurs de s'associer pour produire, c'est qu'en dehors de la difficulté de réunir la mise de fonds nécessaire, ils sont, et à juste titre, très peu sûrs de trouver des débouchés pour leurs produits ; mais si les coopératives de consommation devenaient suffisamment nombreuses, ces difficultés n'existeraient plus ; elles-mêmes fourniraient à leurs membres désireux de s'associer pour produire la mise de fonds nécessaire, elles-mêmes seraient le débouché naturel pour les produits fabriqués par leurs membres ; en un mot, la coopérative fournirait à ses membres les produits à consommer et consommerait les produits fabriqués par eux. L'exploitation capitaliste procède de deux modes d'action intimement liés : la consommation, la production ; que la coopération lie également ses deux modes d'actions et vous verrez les résultats.

Que deviennent dans tout ceci vos arguments sur la terrible organisation capitaliste, sur la formidable puissance du capital ? Si nos coopératives de consommation se fournissent aux coopératives de production, que feront de leurs produits les détenteurs du capital ? D'autre part, si les travailleurs s'associent pour produire, qui produira pour les capitalistes ? Ne concevez-vous pas que la terrible organisation capitaliste tombera d'elle-même, et que la formidable puissance du capital sera réduite à l'état de poids mort ?

Ce qui précède démontrera aux camarades tout l'intérêt qu'il y a à nous mêler au mouvement coopératif, à le vivifier de notre énergie et de nos sentiments de solidarité humaine.

Meyer.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — La discussion de la loi sur les associations continue à « passionner » l'opinion. Les socialistes parlementaires s'efforcent d'introduire dans la loi des paragraphes précisant bien qu'elle ne pourra leur être applicable. Ceux d'entre eux, même les plus internationalistes, y vont de leur petite concession patriotique. C'est ainsi que Fournière a réussi à faire accepter un amendement relatif aux associations ayant leur siège à l'étranger et dont les « agissements seraient de nature à menacer l'intégrité du territoire national ». Pour quelqu'un qui se dit internationaliste et qui a la prétention de comprendre combien importe peu dans les relations économiques l'étiquette sous laquelle se trouve inscrite telle ou telle portion de territoire, ce n'est pas mal. Après tout, peut-être a-t-il voté contre ?...

Le même amendement se termine par ces mots : « ... ou la forme républicaine du gouvernement ». Si M. Fournière a pensé ainsi préserver les socialistes, il s'est, je le crains, fortement illusionné. On pourra toujours dire qu'un parti quelconque qui veut changer quoi que ce soit dans l'organisation politique du pays, menace la forme républicaine du gouvernement, parce que, même de bonne foi, en cas de danger, tout gouvernement interprétera ces mots : « forme républicaine » non pas dans le sens général que lui attribue l'amendement Fournière, mais dans le sens étroit de « forme établie actuellement », à l'exclusion de toute modification même secondaire.

D'autres sont venus ajouter à ces derniers mots ceux-ci : « et à provoquer à la guerre civile ». La guerre civile a beau être la seule légitime, c'est à elle qu'on en veut parce que c'est elle qui menace les intérêts capitalistes, tandis que la guerre « militaire » les favorise.

De plus, voilà du coup les révolutionnaires condamnés. On démontrera toujours que la propagande révolutionnaire mène à la guerre civile.

Socialistes, mes amis, vous n'en sortirez pas. Faites des lois, elles vous retomberont toujours sur le nez.

∴

Le Recensement. — Le 24 mars, on procédera au recensement. Si cette mesure avait simplement pour but de recueillir des renseignements statistiques pouvant servir à éclaircir certains points de la question sociale, ce serait parfait. Mais le recensement sert également à des mesures de police. Jésuitiquement, le gouvernement profite des renseignements ainsi recueillis pour moucharder la population. On l'a vu en 1891 et en 1896. Des étrangers qui n'avaient pas fait leur déclaration de résidence

ont été ainsi découverts et poursuivis. Dans ces conditions, tout individu conscient de sa dignité ne saurait participer à cette œuvre de police.

*
* *

LES ENFANTS. — Un élève d'un pensionnat de Choisy-le-Roi, âgé de quinze ans, s'est suicidé en pleine classe en se tirant un coup de revolver dans la tête. On dit ignorer les causes de ce suicide. Parbleu! Cet enfant était certainement trop heureux, soit chez lui, soit à l'école.

L'enfant est la première victime de toutes les calamités sociales.

*
* *

LA MISÈRE. — Une marchande ambulante, Mme Marie Cassiou, tombée dans la plus atroce misère, s'est jetée dans la Seine. Mais des mariniers l'ont repêchée ; c'est à recommencer.

M. Millerand, dit-on, ému d'une pareille détresse, a fait parvenir à Mme Cassiou, pour la tirer du besoin, une patte de homard-Lucullus.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

MILITARISME. — Le 20e chasseurs à cheval (Vendôme) est un de nos régiments les plus pieux. Aussi les mœurs y sont-elles fort douces. Le capitaine L... engageait ses subordonnés à cogner sur les bleus, afin de les dresser ; vous pensez s'ils s'en privaient. Un maréchal des logis surtout avait pris en grippe S..., un Parisien, cavalier au 1er escadron, qu'il faisait marcher à coups de cravache, pendant la manœuvre. Sur son ordre, et pour l'amuser, on infligeait à S... des brimades qui se prolongeaient en supplices ; c'est ainsi qu'entre autres choses, on passait celui-ci à la patience, jusqu'au sang. A maintes reprises, S... se plaignit à son capitaine, qui refusa de s'interposer. Mais S... finit par tomber malade, et dut entrer à l'infirmerie. La famille, mise au courant des faits, porta plainte ; le père vint trouver le colonel, qui fut obligé de reconnaître la vérité. L'escadron fut consigné, le capitaine et le lieutenant eurent trente jours d'arrêts forcés, le maréchal des logis fut conduit en prison, en prévention de conseil de guerre. Une enquête est ouverte, mais on sait que la mission des enquêtes est toujours d'étouffer le scandale.

R. CH.

*
* *

Mouvement ouvrier. — JOURNÉE DE HUIT HEURES. — Pendant que nos ministres socialistes trouvent moyen d'augmenter la durée de la journée de travail pour les femmes et les enfants, le Parlement de la monarchique Angleterre vient de voter la journée de huit heures pour les ouvriers mineurs. En voici le texte : « Aucune personne, dans un intervalle de vingt-quatre heures, ne pourra être employée dans une mine plus de huit heures. Les huit heures seront comptées du moment où la personne quittera la surface du sol pour entrer dans la mine jusqu'au moment où elle y remontera. »

Il est bon de dire cependant que le Parlement anglais n'a pris cette importante décision, qui fera date dans l'histoire du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne, que la main forcée par l'importante fédération des mineurs anglais, qui compte près de 400.000 mineurs.

Et ceci vient encore, si possible, renforcer notre théorie, à savoir que les parlements et les pouvoirs publics, quels qu'ils soient, ne concèdent des droits à la classe ouvrière que lorsqu'elle est en mesure de les imposer, comme c'est le cas pour les ouvriers mineurs d'Angleterre. L'on voit aussi par là ce que la forme du gouvernement importe peu, puisque l'Angleterre monarchique une fois de plus a pris l'avance, sans qu'il fût besoin d'un gouvernement de « Défense républicaine » ni de ministres socialistes.

*
* *

Pendant qu'en Angleterre les mineurs obtiennent de ne plus travailler que huit heures, les patrons français, qui se moquent des lois avec une désinvolture que nous préférerions voir chez les travailleurs, exploitent leurs esclaves jusqu'à épuisement complet. Témoin cet extrait d'une lettre d'un camarade de Roubaix : « Ici, à la minoterie C..., le travail n'arrête pas; jour et nuit, l'usine marche, et comme il n'y a que deux équipes, les ouvriers font douze heures consécutives de travail. Il n'y a pas d'arrêt, même pour aller manger, car les femmes apportent le repas de leurs maris à l'atelier. De plus, lorsque l'équipe de jour permute avec celle de nuit, c'est pendant vingt-quatre heures consécutives que nos malheureux camarades travaillent. Plusieurs fois même l'un d'eux étant venu à manquer, des ouvriers sont restés à l'atelier pendant trente-six heures. »

Et mon correspondant ajoute : « Voilà, camarade, comme les exploiteurs de Roubaix se moquent des lois. Que les travailleurs n'en font-ils autant ! »

*
* *

SOCIALO-POLITICAILLERIE. — M. Zévaès, député socialiste de Grenoble, se plaignait l'autre jour, sous la forme d'une interpellation, « de l'ingérence du clergé dans les luttes électorales. Un M. Fava, évêque de son métier, aurait, paraît-il, pris parti et combattu vivement le député socialiste, qui proteste, car il n'admet pas la concurrence. A cela rien de bien étonnant, mais ce qui est intéressant, c'est la réponse du grand manitou de la « Défense républicaine ».

Waldeck-Rousseau reconnaît que l'évêque Fava a combattu M. Zévaès : il a été blâmé, puis renvoyé. Il n'en est pas de même de son successeur M. Henry, qui carrément fait campagne pour la liste patronnée par le socialiste Zévaès.

« Au mois de mai, répond Waldeck, ont eu lieu des élections municipales. A ce moment, le *Clairon des Alpes* (1) a pris parti entre les deux listes pour la liste socialiste. » Et, illustrant sa réplique par des faits, Waldeck cite l'ordre du jour suivant : « Cent cinquante nationalistes et plébiscitaires réunis, le 29 avril, dans la salle de la place de Lavalette, ont émis l'avis que les patriotes de Grenoble devaient, le 6 mai prochain, voter pour les candidats socialistes. »

N'empêche que M. Zévaès et son chef de file, M. Guesde, iront dire partout que ce sont les anarchistes qui, en se refusant à la comédie électorale, font le jeu des réactionnaires, lorsque c'est eux qui en vivent. La bonne foi, il est vrai, n'est pas le propre de la gent socialiste.

*
* *

LES GRÈVES. — A Montceau-les-Mines, grâce aux politiciens qui se succèdent et à ceux qui y sont à demeure, tout est rentré dans l'ordre. C'est le calme plat, le plus sûr moyen d'abattre les énergies.

Pendant que les socialistes, tous plus ou moins révolutionnaires de programme, mais de cela seulement, prêchent la résignation, les capitalistes, eux, tentent d'armer les travailleurs les uns contre les autres. Au syndicat politico-socialiste, ils opposent un syndicat de jaunes, qu'ils subventionnent largement et auquel quelques malheureux et pas mal d'imbéciles se sont fait inscrire.

Dans l'espérance de résister plus longtemps, des cantines populaires ont été établies, où les grévistes viennent nombreux. Agrémenté de discours, cela parvient, paraît-il, à tromper la faim. Pendant ce temps, actionnaires et gros bonnets de la Compagnie n'ont pas eu à réduire, eux, leur ration. Sur ce terrain, l'issue de la lutte n'est pas douteuse et il est probable que, grâce aux « mauvais bergers » qui se sont emparés de ce mouvement si bien commencé, nous verrons une fois de plus les millions de la Compagnie avoir raison des gros sous des travailleurs.

*
* *

A MARSEILLE. — A nouveau, les travailleurs des docks et les déchargeurs de navires se sont mis en grève. En août dernier, ces travailleurs avaient obtenu — grâce aux promesses faites par le gouvernement de renouveler les traités aux compagnies de transports — d'importantes concessions. La journée avait été portée à 6 francs pour dix heures de travail. Cette fois, la principale réclamation porte sur la durée du travail, que les ouvriers du port voudraient voir fixer à huit heures, les heures supplémentaires payées en sus.

L'on sait que le métier de déchargeur de navires est un véritable métier de bête de somme; si l'on songe aux charges et aux durs travaux qui sont imposés à ces travailleurs, on conviendra que huit heures d'un pareil travail ne sont déjà pas mal.

Le maire socialiste (!) profite du conflit pour soigner sa réélection. Dans un discours fortement ampoulé, il a promis aux grévistes son aide et son appui !!! mais à une condition qui est celle de tous les batteurs de son espèce, de « rester calmes et pacifiques », ce qui permettrait de les vaincre facilement.

Les gars de Marseille ne semblent pas l'entendre de cette oreille-là. Déjà des paquebots n'ont pas pu partir, d'autres attendent pour être déchargés et sur plusieurs les marchandises se perdent.

La gendarmerie et l'armée ont été mis comme de juste au service des armateurs, des camions circulent en ville sous bonne escorte, ce qui n'a pas empêché les grévistes d'en culbuter quelques-uns à plusieurs reprises. Les arrestations ont commencé, et il faut s'attendre à une lutte énergique. Le gouvernement socialiste de « Défense capitaliste » veille : travailleurs, prenez garde !

*
* *

A Chalon-sur-Saône, tout, ou à peu près, est fini. Les patrons ont fait un tri sérieux et seuls ont été réembauchés les ouvriers que l'on soupçonne d'être de bons moutons à l'avenir.

Toute la clique socialiste a donné et la fameuse « union socialiste » s'est faite pour déverser l'injure sur nos vaillants camarades qui avaient eu la naïveté de croire que la Révolution n'est pas dans les mots, mais dans les faits. Les deux grands pontifes de l'antiministérialisme, Guesde et Lafargue, n'ont pas été les moins dégoûtants.

En attendant, les plus braves sont en prison, et un *Comité de secours pour les familles des prisonniers* vient de se former : les camarades de là-bas m'ont envoyé une liste de souscription, je leur ferai parvenir ce que les camarades voudront bien m'envoyer pour eux.

P. DELESALLE.

(1) Le *Clairon des Alpes* est le journal clérical de l'endroit.

Chine.

Prise de Kaopan. — « Nous montâmes à l'assaut; les murs étaient vides. Nous arrivâmes au pied d'une énorme porte en bois, que nous tentâmes d'abattre avec un pic à main. Après une demi-heure d'efforts, nous montâmes gravement par-dessus.

« *Alors le massacre commença.* C'était terrible. J'ai vu une femme accoucher, mourant de peur, avec son enfant suspendu vivant au ventre ; un Chinois, de peur du coup de baïonnette, se jeter dans un puits : ce qui ne nous empêcha pas d'y boire de l'eau quelques instants après.

« Un enfant, mourant de peur, se roulait sur le corps de ses parents tués. Un enfant assistait en pleurs — triste spectacle ! — à la vue de sa mère se livrant à un zouave, tandis que d'autres fouillaient les coffres. *Partout des cadavres; l'air sentait le sang.*

« J'ai monté la garde à côté d'un client qui râlait encore. Tu entendais à chaque instant des coups de feu. Les Chinois fuyaient éperdus, tombant bientôt soit sur le ventre ou sur le dos, comme des hommes ivres. *L'aumônier assistait impassible à ces scènes.* Les femmes furent conduites le lendemain à la porte de la ville avec les enfants.

« Je vis, dans une cour, un enfant qui, blessé par un éclat d'obus à l'épaule, pleurait devant sa mère impuissante à sa douleur, et cela depuis la veille.

« Nous y passâmes la nuit; et le lendemain nous évacuâmes les lieux après y avoir mis le feu. C'est ce qu'on appelle civiliser un peuple. »

(Lettre d'un zouave, citée par l'*Aurore* du 28 février. Gohier va encore nous accuser de nous faire des rentes avec ses documents ; si nous n'en parlions pas, il dirait que nous sommes payés pour nous taire. — R. CH.)

Transvaal.

PACIFICATION. — Un médecin écossais, parti comme volontaire écrit : « Notre but était une grande belle ferme, où nous fûmes bien reçus par les habitants féminins, qui n'avaient pas le plus léger soupçon de nos intentions. On nous servit à boire et à manger sans que nous dussions le demander. Pendant que nous expliquions au grand-père, seul homme sur le domaine, que nous avions l'ordre de brûler la ferme, nous entendîmes une jeune fille jouer du piano sur un bel instrument; personne ne s'était douté de ce que nous venions faire. Nous avons dû amener le vieillard devant le général, qui l'a envoyé à Ceylan.... et quand le soir fut venu, toute la ferme avec dépendances était en cendres...

Un sergent de la yeomanry écrit à son père, en Sussex : « Nous faisons deux ou trois fois par semaine des incursions dans la contrée environnante, nous brûlons quelques fermes et nous prenons tout ce que nous pouvons trouver en fait de bétail, volailles, blé, etc. La semaine passée, nous avons été en chemin trois jours; le temps était splendide nuit et jour. Pendant ces trois jours, nous avons brûlé vingt fermes, dont quelques-unes fort bien meublées et

pourvues de pianos et d'orgues harmoniums magnifiques ; — si bien que souvent nous avions le cœur ulcéré de devoir faire les incendiaires. Souvent c'était plus que nous ne pouvions supporter de voir les pauvres mères vis-à-vis de leur foyer détruit, la figure ravagée par les larmes, et pourtant essayant de calmer par quelques mots leurs jeunes fils (au-dessous de 14 ans), qui, quoique braves et courageux dans leur désespoir, étaient hors d'eux. Nous avons emporté de la ferme de Botha pour 100.000 schellings de fourrage, bétail, blé, chariots, etc.

« Vers la fin de la même journée, je commandais un petit détachement qui devait visiter... et détruire une ferme des environs. Nous y trouvâmes une vieille dame aux cheveux blancs, trois charmantes jeunes filles, et un petit blondin qui nous menaçait de ses petits poings, lorsque les pauvres femmes nous demandaient à genoux de renoncer à notre cruel dessein. Mais qu'y faire ? J'avouerai que de grosses larmes roulaient sur mes joues quand je vis mes gaillards mettre en pièces (quoique à contre-cœur) tout le superbe mobilier, y compris un piano à queue splendide, et incendier la maison ensuite. Je n'oublierai de ma vie les sanglots des pauvres femmes. »

Portugal.

Dans votre lettre dont je suis en possession, vous désirez savoir « ce que sont devenus les anarchistes déportés pour délit d'opinion il y a cinq ou six ans ».

Ce qu'ils sont devenus, personne, sinon la police, ne peut le savoir.

Ce que nous savons, nous les libertaires, est que tous les jours sont arrêtés quelques-uns de nos camarades, et que tous les mois part, du port de Lisbonne, un bateau chargé de malheureux, dont nous ignorons les noms, destinés aux colonies pénitentiaires de l'Afrique, ceci sous le mystère le plus absolu, la presse n'en disant pas un seul mot.

X.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Devant le développement que prend le nombre des communications qui nous parviennent, prière à nos correspondants de les faire aussi succinctes que possible, — notre petit format nous forçant à ménager la place.

Bibliothèque d'Education libertaire du faubourg Antoine, 26, rue Titon. — Dimanche 17 mars, à 2 heures de l'après-midi, matinée familiale. Causerie par un camarade : Anniversaire du 18 mars. Chants, poésies. Georges Bernard dans ses œuvres.

Vestiaire : 0 fr. 30. Chaque entrée sera remboursée par un lot de la tombola qui sera tirée à l'issue de la réunion.

Mercredi 13. — Lecture sur place.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du samedi 9 mars. Gaston Moch, ancien capitaine d'artillerie : L'Armée suisse (l'armée d'une démocratie), avec projections.

Lundi 11 mars. — E. Tarbouriech, professeur au Collège libre des Sciences sociales : Introduction aux constitutions de la France : III. Ancien régime : La souveraineté.

Mercredi 13 mars. — Soirée littéraire : *Le Légataire universel*, comédie en cinq actes de Regnard.

Solidarité des Trimardeurs (Bibliothèque du XVe). — Réunion publique samedi 9 mars, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, 3.

Causerie par un camarade du groupe des E. S. R. I. Chants, poésies.

Prêt de livres.

*Les Egaux du XVIIe*, 85, rue de Courcelles. — Samedi 9 mars, à 8 h. 1/2 : La théorie cellulaire et la Sociologie moderne, par le camarade E. Girault.

L'Education Sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy, à 8 h. 1/2 :

Samedi 9. — M. Rouanet, député : Du rôle politique de l'argent (4e causerie) : Le gouvernement de l'Église dans la république chrétienne.

Mardi 12. — M. Emile Kahn, licencié ès lettres : La démocratie à travers les âges : IX. Les démocrates et les bourgeois républicains de Hollande (projections).

Samedi 16. — Soirée musicale et littéraire.

QUATRE-CHEMINS-PANTIN-AUBERVILLIERS. — *Bibliothèque ouvrière*, 107, rue du Vivier. — Réunion samedi soir, à 8 heures. Causerie, chants révolutionnaires.

Dimanche, réunion à 2 heures. — Conférence par Rodriguez sur l'Anatomie descriptive.

Prêt de livres.

SALEUX. — Pour tout ce qui concerne le groupe de *Solidarité internationale*, écrire au camarade Edmond Cordier, rue du Thil, Saleux (Somme).

NIMES. — Des camarades, ayant créé un groupe de propagande et d'éducation sous le titre de *Bibliothèque des Etudes économiques*, font appel au concours de tous pour des causeries ou des lectures devant avoir lieu hebdomadairement.

La Bibliothèque sera ouverte tous les soirs à partir de 8 h. 1/2.

Le groupe prie les personnes qui pourraient lui faire don de livres, de vouloir bien les adresser, ainsi que toutes communications, à l'adresse suivante : *Bibliothèque des Etudes économiques*, 7, rue Nerva, Nimes (Gard).

On nous demande l'insertion suivante :

NIMES. — Marie Murjas, ex-religieuse, faisant une tournée de conférences dans les départements du Midi, du Centre et de l'Ouest, les personnes de ces différentes régions qui voudraient des conférences sont priées d'entrer le plus tôt possible en communication à l'adresse suivante :

M. Murjas, 10, rue de la Madeleine, à Nimes (Gard), jusqu'au 14 mars.

MARSEILLE. — Les camarades sont priés d'assister à la réunion préparatoire du groupe « La Liberté d'opinion » qui aura lieu prochainement. Le jour et la salle seront indiqués dans un journal local.

Le groupe libertaire de Menpenti ayant été obligé d'abandonner son local, à cause de l'inertie et du peu d'empressement que mettent les camarades à y venir, ceux qui ont des livres sont priés de les rapporter chez le camarade Berrier, rue Présas, 9. Adresser, jusqu'à nouvel ordre, tout ce qui concerne le groupe à cette adresse.

BELGIQUE : COURCELLES. — Le dimanche 17, à 3 h. 1/2, grande conférence publique et contradictoire. Sujet : Un martyr de l'Idée. Orateur : Flaustier.

VERVIERS. — Le lundi 18, à 8 heures du soir, Maison du Peuple, grande fête en l'honneur de la Commune. Conférence sur ce même sujet. Orateur : Flaustier.

Les camarades de la *Bibliothèque des Temps Nouveaux* étant décidés à publier des brochures concernant la vie et les actes de tous ceux morts pour l'Idée, font appel à tous ceux qui auraient des renseignements ou documents concernant Ravachol, Vaillant, Emile Henry, Caserio, Angiolillo, etc. Envoyer à Hautstont, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

Le groupe libertaire l'*Union Bruxelloise*, en sa séance du samedi 2 mars, a décidé que la fête qui devait avoir lieu le 18 mars est remise à une date ultérieure, vu le manque de salle.

Nous tenons à faire connaître aux camarades que nous nous réunissons tous les samedis, à 8 h. 1/2, à notre local, rue de l'Hôpital, chez Godin (enseigne : Aux trois Fontaines).

Les camarades qui auraient des communications à faire au groupe doivent s'adresser au camarade Bergen Jean, rue de la Grande Ile, 54, Bruxelles.

Pour le Congrès :

E. CHAPELIER,
rue Terarken, 1, Bruxelles.

AVIS

L'imprimeur vient de nous livrer notre 23e dessin : *L'Assassiné*, superbe lithographie, 1 fr. 40, franco.

∴

Il nous reste 10 collections des 4e, 6e et 7e années de la *Révolte* et 9e année du *Révolté*. Nous les laisserons à 2 fr. 60 livrées en gare — ou 3 fr. 10 pour l'extérieur.

Un camarade peut-il nous procurer :

Les n°s 24 et 25 des *Feuilles* de d'Axa ;

Le n° 7 du *Libertaire*, 5e année, 2e série, du 1er au 7 octobre 1899 ;

Le n° 14 du *Père Peinard*, 10e année, 3e série, du 15 au 21 avril 1900.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Ristenza operaja de Paul Delesalle ; broch., 10 centesimi, à l'*Avvenire Sociale*, à Messine.

Almanaque de la Questione Sociale 1901, Libreria sociologica, Corrientes, 2041, Buenos-Ayres.

Au seuil de l'Orient, par Ch. Barbet ; 1 vol., 3 fr. 50. — *Fleurs d'âme*, 1 vol., 2 fr. 50, à la *Société libre d'édition des gens de lettres*, 22, rue Le Peletier.

A Razão contra a sé, par B. Mota ; 1 vol., chez l'auteur, à San Paulo (Brésil).

Bubu de Montparnasse, par Ch. L. Philippe ; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

A lire :

Nous civilisons la Chine, par Rémi ; *Dépêche*, 25 février.

Les Accapareurs, G. Clemenceau ; *Le Bloc*, n° 6.

PETITE CORRESPONDANCE

Un camarade peut-il nous envoyer *La Marianne* avec musique ?

B. C., à Mouscron. — Reçu timbres. Quels sont les numéros qui vous manquent ?

X., Buenos-Ayres. — Le siège de la ligue est 26, rue Titon. On vous donnera les renseignements que vous demandez. Si vous vous étiez donné la peine de lire plus attentivement les *Temps Nouveaux*, vous auriez vu que je n'ai pas dit autre chose.

P. R., à Lausanne. — *Fabrique de pions* a été annoncé autrefois à 1 fr. 50, mais il n'y en a plus : 2 fr. 75.

L. H., à Liège. — *Douleur*, 2 fr. 75 franco. Pas de *Procès de Lyon*.

C. C. M. — La convocation était restée sur le marbre pendant deux numéros. Entendu pour les livres.

Le camarade Couchot est prié de nous donner son adresse.

Francis M. — Lu *Les Bourgeois*. Pas mal, mais faible en quelques endroits.

E. R., à Cahors. — *El Progresso* a suspendu sa publication. Mais il annonce sa réapparition sur de nouvelles bases. Adressez-vous directement 6, Santa Engracia, Madrid. Je vous envoie la *Revista Blanca*.

C., à Sectonville. — Reçu 12 fr. 85.

A. de N., à Porto-Santo. — Lorsque les numéros s'égarent, nous prions nos abonnés de réclamer à la poste, afin de forcer celle-ci à quelque attention, mais nous tenons toujours les numéros perdus à la disposition du réclamant.

Reçu pour les détenus : G. G., 1 fr. — Groupe de Roubaix, 5 fr. — Société amicale des jeunes gens du XIIIe, *L'insouciante*, 4 fr. 50. — A. G., et son camarade, 1 fr. 50. — R. Fr., 1 fr. — A. L. D., 1 fr. — Berger, 2 fr. — Groupe de Saleux, 1 fr. 50. — Frères G., à Rochefort, 5 fr. — XX., 0 fr. 50 ; Larieux, 1 fr. ; L. Toussaint, 1 fr. ; Touvet, 0 fr. 25 ; Russell, 0 fr. 50 ; M. S., 0 fr. 50 ; Bondivena, 0 fr. 25 ; Cornu père, 0 fr. 25 ; Ch. Besse, 0 fr. 50 ; Cornu Auguste, 0 fr. 50 ; Cornu Albert, 0 fr. 25 ; Saulnier, 0 fr. 50 ; Massicot, 0 fr. 50 ; Guth, 0 fr. 25 ; M. G., 2 fr. — Collecte faite à l'Union de l'ameublement des Batignolles-Montmartre, 5 fr. 65. Ensemble : 14 fr. 40. — Anonyme, 5 fr. — Papillon, 2 fr. — Total : 43 fr. 90. — Listes précédentes : 442 fr. 65. — Total général : 486 fr. 55.

Reçu pour la brochure à distribuer : L. M., au Creusot, 0 fr. 25. — A. F., 0 fr. 50. — L. G., 0 fr. 50. — Total : 1 fr. 25. — Listes précédentes : 22 fr. 05. — Total général : 23 fr. 30.

Reçu pour la bibliothèque de l'Ecole libertaire : H., 6 fr. 50.

Reçu pour le journal : *Vente de vieux timbres*, 0 fr. 75. — G. D., 0 fr. 90. — Cher., 0 fr. 50. — Le Breton du Jardin des Plantes, 0 fr. 50. — B., à Rouen, 1 fr. 05. — F. R., à Santa-Fé, 40 fr. — Une libertaire que les calomnies de Gohier n'ont pas ébranlée, A. M. et N. M., 4 fr. — A. G., 0 fr. 50. — R. F., 1 fr. — L. G., 0 fr. 50. — M. G., 1 fr. — P. R., rue E. D., 0 fr. 50. — G., à Cette, 1 fr. 10. — J., 3 fr. 75. — Merci à tous.

S., à Montpellier. — P. R., à Grand'Croix. — L. B., à Jemeppes. — C., à Turin. — E. S., à Etampes. — Pontivy. — M. C., à Marseille. — G. P., à Limoges. — A., à Avignon. — D. M., à Gand. — B., à Uccle. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE N° 47

DIX CENTIMES

DU 16 AU 22 MARS 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

OUVRIERS OU POLITICIENS ?

Le socialisme quitte enfin les régions froides de la théorie et de l'hypothèse pour descendre dans l'action vivante autrement qu'en de courtes émeutes et des révolutions sans lendemain. Pour la première fois, d'une façon évidente, appréciable, ce grand espoir des temps modernes commence à se réaliser dans les consciences et les énergies de véritables foules prolétariennes. Organisé par lui-même, le travail livre, sur son propre terrain, ses premières batailles et, groupée dans ses syndicats, la classe ouvrière reprend, dans des proportions plus vastes et des conditions plus favorables, l'œuvre ébauchée par l'Internationale.

Pour cela, il était nécessaire que l'esprit révolutionnaire vînt féconder les unions de métier préoccupées d'abord d'intérêts uniquement et étroitement corporatifs. C'est ce qui se produit actuellement, d'une façon si évidente qu'il faut être aveugle pour ne pas le voir.

Sans connaître même les décisions des derniers congrès ouvriers, la fréquence et l'importance des grèves, en ces derniers temps, ne laisseraient aucun doute sur ce point. De véritables crises d'effervescence ouvrière se produisent périodiquement, en France, depuis quelques années. Pourquoi ces crises ne croîtraient-elles pas en étendue, en intensité jusqu'à un dénouement qui serait la Révolution ?

La grande grève du bâtiment de Paris, celle des métallurgistes du Creusot, celle des mariniers et ouvriers maritimes du Havre, de Marseille, Rouen, Dunkerque, etc... marquent, dans cet ordre d'idées, des dates inoubliables.

Nous voici, depuis quelques semaines, de nouveau en pleine crise. Après Calais et les tullistes, voici Montceau, Chalon, Saint-Eloy ; à Paris, les employés du Métropolitain, les tailleurs et tailleuses ensuite, enfin tout récemment les dockers de Marseille.

Et pas un de ces grands mouvements de grèves qui n'apporte avec lui sa bonne nouvelle, un indice précieux, une preuve évidente qu'il s'agit bien d'un réveil des consciences et des énergies populaires, une vraie mise en marche vers la libération totale. Lors de la grande grève des terrassiers de Paris, ce fut cette admirable explosion de solidarité qui surprit même les plus optimistes et qui mit debout en quelques jours cent mille travailleurs appartenant à toutes les corporations du bâtiment. Ensuite, au Creusot, toute une population soumise de père en fils, corps et âmes, au potentat Schneider, brisant ses chaînes, tout à coup, formant son syndicat et prenant en face du prince de l'usine ses positions de lutte.

Aujourd'hui c'est la puissante organisation de Montceau, ces quinze mille soupes distribuées chaque jour, ce rationnement des ressources ouvrières, cet esprit pratique et de bonne entente entre camarades. C'est le coup d'audace de Chalon, cette poignée de vaillants tenant tête à la force armée. C'est l'entrée en lutte de la femme se solidarisant avec les hommes, et dans une corporation, celle des couturières, où rien ne faisait espérer cette attitude nouvelle de l'élément féminin. C'est un peu partout, enfin, le caractère de plus en plus contagieux, épidémique, spontané de la grève, la tendance à la grève générale.

De pareils indices et tant d'autres non moins significatifs ont leur éloquence. La grève, même partielle, ne peut plus être considérée aujourd'hui comme un simple accident des relations entre salariat et patronat. Dépassant par sa portée réelle ses limites apparentes, la grève s'étend bien au delà d'un simple débat de petits intérêts immédiats. Elle apparaît de plus en plus comme une étape sur le chemin de la Révolution.

On pourrait donc se réjouir que le socialisme ait enfin trouvé sa vraie tactique. Mais il faudrait pour cela qu'il n'y ait pas... les socialistes, — ou les politiciens qui, sans vergogne, s'appellent ainsi.

Oui, des hommes qui portent ce nom expliquent chaque jour aux travailleurs, en des quantités de brochures, en des quantités de discours, que le socialisme c'est le triomphe du travail sur le capital, et ces mêmes hommes ne se doutent pas que si leur définition est bonne, le premier devoir d'un socialiste, c'est de respecter le travail qui s'organise, le travail qui lutte, et se révolte enfin contre son ennemi séculaire !

Quand ces étranges socialistes assemblent des congrès pour y discuter, disent-ils, l'avenir du socialisme, leur premier soin est de laisser à la porte les représentants du travail, si ceux-là mettent leur honneur à ne représenter que le travail.

Dans les grèves, même attitude, même tactique qui consiste à reléguer le prolétaire au second plan afin d'occuper, soi-même, le premier. Pas une de ces manifestations qu'ils n'essayent d'accaparer à leur profit, de diriger vers leurs intérêts. Pas un de ces conflits où ils n'accourent, décident et tranchent, conseillent et morigènent, remplissant le rôle d'intermédiaires et de tampons entre exploiteurs et exploités, manœuvrant, en un mot, de sorte que toute l'importance du mouvement leur revienne pendant que le travail leur apparaît comme un brave garçon incapable de se conduire lui-même, et qu'il faut mener en laisse.

Une telle attitude se conçoit. Quand on s'est fait fort de donner le bonheur aux gens, sans qu'ils s'en mêlent et par un simple changement de ministère, il est dur de constater que les gens se mettent en devoir de gagner le bonheur eux-mêmes et à leur guise.

Le politicien socialiste, voilà, pour le moment, le plus grand obstacle à ce beau mouvement d'organisation et de révolte ouvrière si bien commencé. Un obstacle et un danger.

Contre ce danger vous seuls pouvez vous défendre, camarades ouvriers, et il faut, à tout prix, vous défendre. Non seulement dans les grandes circonstances, comme vous l'avez fait dans vos congrès, l'année dernière, en répudiant la politique, comme vous venez de le faire encore en refusant la subvention qu'on voulait vous vendre au prix de votre indépendance, mais chaque jour, à chaque instant de la lutte et dans la grève surtout qui est votre meilleur moyen de lutte.

Prenez garde à ceux qui se présentent à vous en hommes indispensables, providentiels. Rappelez-vous que la grève est utile et bonne, surtout, parce qu'elle est une affaire d'ouvriers faite par des ouvriers et qu'en perdant ce caractère elle perd toute sa vertu.

Dans cette bataille contre le patron, organisez-vous comme vous l'entendrez, cela ne regarde que vous, mais organisez-vous vous-mêmes, en égaux, en camarades. Soyez calmes ou violents suivant que vous le jugerez à propos, mais décidez-le vous-mêmes. Il y a là pour vous une question vitale.

Comprenez, enfin, que cette politique que vous avez parfois la faiblesse d'appeler à votre secours contre l'exploitation patronale ne peut vous être d'aucune aide, parce qu'elle est elle-même une forme de l'exploitation. De même que le patron vous exploite en vous mesurant le pain, l'air, la lumière, le politicien vous exploite en vous mesurant la dignité, l'initiative, la conscience de vos forces.

Et pour vous libérer vous avez absolument besoin de tout cela. Si vous voulez conquérir, un jour, non plus un petit surcroît de salaire, mais le salaire intégral, c'est-à-dire posséder vous-mêmes les mines, les machines, les usines, les belles maisons, la terre, toutes les richesses sociales, il vous faut devenir beaucoup plus forts que vous n'êtes. Et c'est par la confiance en soi que l'on devient chaque jour plus fort, plus audacieux, que l'on ose chaque jour davantage. Mais comment l'aurez-vous, cette confiance en vous-mêmes, si vous permettez au premier venu de faire vos affaires à votre place ?

CHARLES ALBERT.

Samedi 16 mars, à 8 h. 1/2,
Grande salle de la Bourse du Travail,
rue du Château-d'Eau

GRANDE RÉUNION PUBLIQUE

organisée par la Chambre syndicale des menuisiers de la Seine.

Le chômage et les syndicats.
Appel aux sans travail.

COOPÉRATISME ET ANARCHIE

Les lecteurs ont lu, dans le dernier numéro, les lettres des camarades Ponsot et Meyer en réponse aux articles que j'avais consacrés à la question ci-dessus (1).

Au camarade Ponsot, je n'ai pas grand'chose à répondre. Je n'ai jamais dit que l'on ne pouvait faire de la bonne besogne dans les coopératives. Coopératives, syndicats, n'importe quel groupement où il y a des êtres humains, partout il y a des vérités à porter, des prosélytes à recruter, de la besogne à faire.

C'est affaire de tempérament, d'aptitudes et de tact, pour y faire de la besogne plus ou moins bonne, dominer le milieu, ou s'y laisser absorber. Je ne m'arrêterai donc pas davantage à la lettre de ce camarade.

∴

Quant aux objections du camarade Meyer, pour y répondre de point en point, il me faudrait reprendre mes deux articles, car, tout en croyant y répondre, le camarade passe à côté : j'y renverrai donc le lecteur, essayant, ici, de développer mon idée un peu plus. Ajoutant, seulement, que la lettre de ce camarade confirme absolument les appréciations que j'émettais sur la force de déviation des milieux.

Ainsi, voilà un camarade qui est anarchiste, et qui, par le fait qu'il s'est trouvé mêlé à un mouvement à côté, y prenant une part active, peinant et payant de sa personne pour la mener à bien, se trouve avoir oublié ce qui faisait la force de la critique anarchiste contre l'état social actuel, contre les palliatifs, et la possibilité des réformes, s'imaginant avoir trouvé dans sa nouvelle action la panacée qui doit nous mener à une transformation sociale telle que nous la désirons.

Et cela est fort compréhensible, c'est bien humain. On ne s'attelle bien qu'à la besogne à l'efficacité de laquelle on croit.

Pour arriver à grouper assez de gens autour d'une coopérative, il faut leur faire envisager principalement trois choses : 1° qu'ils auront des marchandises meilleures — 2° qu'ils les paieront moins cher — 3° qu'à la fin de l'année ils toucheront une part des bénéfices réalisés. — Et, il ne faut pas se leurrer, c'est surtout cette dernière promesse qui attire les gens.

Autour de ces trois promesses, il s'en groupe certainement d'autres; on leur fait envisager une situation meilleure, ne plus dépendre du commerçant, etc., etc. Or, à force d'appuyer là-dessus, de le répéter sans cesse, on finit par voir les choses sous un nouvel angle. Si la coopération amène de si bons résultats, pourquoi n'en amènerait-elle pas de meilleurs encore ? — Et la « folle du logis » brode, brode, sur ce thème. — On nous fait voir l'économie d'une révolution. Et alors, on nous dit : « C'est parce que ce moyen n'est pas assez révolutionnaire que vous le repoussez. »

Eh ! non, camarades. Je ne suis pas pour ma part révolutionnaire pour l'amour de l'art. Je crois à l'inévitabilité de la révolution, parce que, si j'attends tous progrès de l'évolution, je suis persuadé aussi que ceux qui détiennent la richesse, qui détiennent le pouvoir, ne lâcheront pas prise bénévolement, useront de tous les moyens pour empêcher la liquidation.

L'évolution suit deux courants divergents. Dans le domaine philosophique, dans les aspirations qui se font jour, l'évolution se fait en faveur des idées de justice, d'émancipation politique et économique, de bien-être pour tous, d'autonomie individuelle, de disparition de l'Etat et de ses organes.

Dans les faits, c'est tout le contraire. Les individus deviennent de plus en plus dépendants du capital, de ceux qui les exploitent. L'Etat empiète tous les jours sur la vie de l'individu, étendant graduellement ses tentacules sur ses sujets, resserrant un peu, chaque jour, les mailles de son réseau de lois et de règlements. L'évolution se poursuivra ainsi tant que les individus ne se seront pas trop pénétrés de ce qu'ils veulent. Mais lorsqu'ils arriveront à prendre conscience de leurs aspirations; lorsque, non contents de « désirer » plus de bien-être, plus de liberté, plus de justice pour tous, ils se mettront à le « vouloir » et à essayer de conformer leurs actes à leurs aspirations, à ce moment-là la divergence aura acquis son degré d'intensité. A force de tirer en des sens différents, il se produira des craquements. L'évolution fera place à la révolution.

∴

Mais j'en reviens au camarade Meyer. Si, pour organiser sa coopérative, il ne promettait aux individus que des résultats moraux, ou à acquérir à une période indéterminée, tels que : suppression des intermédiaires, élimination du capitaliste, acheminement vers un état social meilleur, il aurait peu de chances de grouper du monde.

Un petit noyau, oui; n'y a-t-il pas toujours des rêveurs pour négliger les côtés « pratiques » de la vie, et s'intéresser à des buts plus éloignés ? — C'est pourquoi l'idée anarchiste recrute des partisans. Mais pour avoir le nombre, pour attirer la foule qui permet de passer de la théorie à l'action, il ne faut pas la dépasser, il faut descendre à son niveau, oublier la transformation sociale à venir pour appuyer sur les cinq sous de bénéfice qu'ils auront sur le kilo de beurre que leur vendra la coopérative. Et voilà pourquoi l'argument du camarade Meyer passe à côté, lorsqu'il nous dit que nous faisons à la coopération les mêmes objections que l'on fait à l'anarchie.

Une société anarchiste est possible, si on fait évoluer vers les individus cet idéal social. Mais la coopération ne les fait pas évoluer vers cet idéal social, forcée qu'elle est de s'appuyer sur l'état social présent. Si les individus y acquièrent la connaissance d'un état social meilleur, ce n'est qu'à condition que l'on ne s'en tienne pas à la coopération seule, et qu'on leur démontre qu'il y a mieux. Après les avoir attirés par l'appât du bénéfice, l'égoïsme étroit de l'état présent, il faut qu'on leur dise que ce n'est qu'en abandonnant peu à peu cet égoïsme étroit, qu'en s'intéressant à des améliorations toutes spéculatives et plus lointaines, qu'ils arriveront à une émancipation complète. Une tout autre propagande à faire que le coopératisme, par conséquent.

∴

Mais le pis, c'est la conclusion du camarade : « Si les coopératives arrivent à s'unir pour produire ce qu'elles consomment, et consommer ce qu'elles produiront, que deviendra la terrible organisation capitaliste? que feront de leurs produits les détenteurs du capital? »

Si ?... Avec des scies, on scie du bois, disent les gamins à l'école. Avec des si?... on peut échafauder les meilleurs châteaux en Espagne. Seulement, si le camarade Meyer avait bien voulu lire attentivement mes articles, au lieu de ne suivre que son idée, il aurait vu que ceux qui consentiront à produire pour les capitalistes, ce seront ceux — et c'est le plus grand nombre, puisqu'elles débutent seulement — que les coopératives ne pourront englober. Non seulement ils produiront pour les capitalistes, mais ils feront concurrence aux coopératives, leur rendant la lutte difficile, annihilant les fameux bénéfices sur lesquels on compte pour créer cet outillage immense que le capital n'a pas à créer, puisqu'il le possède déjà.

Ne pouvant lutter contre le capital que sur le terrain capitaliste et légal existant, les coopératives seront toujours à la merci du capitaliste, et forcées de subir les conditions qu'il lui plaira de leur imposer. Si quelques coopératives deviennent assez puissantes pour tenir tête au capitaliste, qu'à cela ne tienne, les capitalistes coopéreront aussi. Qu'est-ce, à l'heure actuelle, que les magasins comme le *Louvre*, le *Printemps*, le *Bon Marché*, les usines comme le *Creusot*, les *Chantiers de la Loire* et tant d'autres, sinon des coopératives de capitalistes qui, ayant réuni entre leurs mains toute l'activité d'une branche, ont, par là, tué toute concurrence ?

∴

Les coopératives opérant dans la société bourgeoise, ne pouvant y réussir qu'en maintenant le salariat, la valeur d'échange, la concurrence, la vente et l'achat, elles sont forcées d'opérer comme opèrent les capitalistes. Que les actions soient de 50 fr. ou de 10.000, c'est toujours le même mode d'opération.

Comme tous les groupements dans l'état social actuel, elles ont leurs avantages et leurs inconvénients. Elles peuvent servir à y diffuser nos idées, mais aussi à les dévoyer; aider à faire un pas en avant aussi bien qu'en arrière. Tout cela, comme je le disais en commençant, dépend du caractère, du tempérament, de l'énergie, de la force d'expansion ou de résistance de celui qui y pénètre.

Servons-nous de leurs avantages, mais combattons leurs inconvénients, même quand nous n'avons pas trouvé le remède. Constater le mal, cela implique la recherche de la guérison.

La raison de mes articles était que : après avoir repoussé, à tort, les coopératives comme absolument mauvaises, il fallait se garder de tomber dans l'excès contraire, ne pas y voir une panacée à tous les maux. — C'est la pente sur laquelle quelques uns des nôtres sont en train de glisser. « Casse-cou ! » camarades.

J. GRAVE.

(1) Voir les numéros 41 et 42

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Jamais les socialistes parlementaires n'étaient tombés si bas. Annonçant une grande interpellation sur les grèves de Montceau, interpellation qui devait pour le moins terrasser l'hydre du capitalisme, ils ont eu recours à toutes les bassesses pour rendre le plus possible inoffensif ce débat. Sans doute, aucune sanction n'en pouvait sortir, mais le seul avantage qui pourrait résulter de telles interpellations serait, en raison du retentissement, de faire connaître au public la vérité sur la situation des grévistes, sur les agissements des capitalistes qui les affament et sur ceux de tous les agents du gouvernement, depuis le préfet jusqu'aux gendarmes qui ne perdent aucune occasion de manifester leur haine à l'égard de la classe ouvrière.

MM. les interpellateurs, Antide Boyer et Dejante, qui étaient allés à Montceau et, je le suppose à leur honneur, en sont revenus indignés, ont su mettre un frein à leur indignation par considération pour ce ministère idéal à la stabilité duquel l'avenir du socialisme est intimement lié. Pensez donc! Si l'on allait perdre un ministère qui par l'amnistie soustrait au châtiment légal qui les attendait les faussaires de l'Etat-major et maintient au bagne des révolutionnaires coupables de délits de pensée, qui, sous prétexte de museler le cléricalisme, fait voter une loi visant très nettement les associations révolutionnaires internationalistes, et grâce auquel, surtout, par les accointances qu'on y a, on peut caser nombre de protégés, si l'on allait perdre un tel ministère, c'en serait fait de la révolution sociale! Aussi ont-ils dépeint les grévistes comme de petits agneaux bien sages, bien intentionnés à l'égard de leurs nombreux bouchers, félicités publiquement par les autorités locales, et à qui il ne serait que justice, s'ils n'étaient si nombreux, de délivrer des

prix de vertu. S'ils se départent de leur modération exemplaire, ce n'est qu'à l'égard de « certaines provocations ». D'ailleurs, tout le monde, là-bas, est animé des sentiments les plus fraternels; il n'est pas jusqu'au directeur qui ne soit le meilleur homme du monde, adorant les ouvriers, ruisselant de bienveillance à leur endroit. Malheureusement il a au-dessus de lui un conseil d'administration qui... etc., antienne connue. Quant aux gendarmes, ils ont molesté les ouvriers, c'est vrai, mais, enfin, que le président du conseil ne se fâche pas si l'on en parle; c'est simplement pour « dégager sa responsabilité ».

Plats valets!

⁂

La Police. — Depuis vingt-cinq ans, le camarade Millo habite Nice, où il est établi petit patron. Comme il ne fait nul mystère de ses opinions révolutionnaires et qu'il jouit de la sympathie et de l'estime de ceux qui le connaissent, la police le hait. Aussi a-t-elle résolu de le perdre.

En conséquence, un complot policier fut organisé. Une dame Renault avait été victime d'un vol de la part d'un jeune homme qu'elle ne connaissait pas. La police s'empressa d'accuser le fils de Millo de ce vol. Celui-ci fut maintenu en prévention pendant cinquante-quatre jours, bien qu'il pût fournir un alibi. Le juge, d'ailleurs, complice de la police, comme ils le sont toujours, refusa d'entendre les témoins à décharge et fit son possible pour qu'ils ne fussent pas entendus à l'audience. Malgré cela, Millo fut acquitté.

⁂

Initiative. — Le Congrès de la chanson a décidé de créer à Paris un syndicat des chansonniers français. Dans le *Stéphanois*, M. Benjamin Ledin propose que le syndicat s'occupe d'abord de lutter contre l'envahissement de ces ignobles ordures qui traînent dans tous les cafés-concerts et empoisonnent l'intelligence et le goût populaires. Les moyens d'action qu'il préconise sont de « boycotter les établissements chantants d'où ces productions malsaines prennent leur vol pour s'abattre comme un fléau sur les concerts de la province. Ensuite, imposer aux directeurs de concerts les chefs-d'œuvre de la chanson et les meilleures œuvres des chansonniers contemporains ».

Ces moyens d'action sont trop en rapport avec ceux que nous préconisions naguère à l'égard des éditeurs et des directeurs de journaux pour que nous n'applaudissions pas à l'initiative proposée par le *Stéphanois*.

André Girard.

⁂

Militarisme. — Entendu un maréchal des logis de Châteaudun causer de l'affaire de Vendôme avec des cavaliers du 20ᵉ chasseurs : « Est-ce vrai ce qu'on raconte qui s'est passé dans votre régiment, ce maréchal des logis qui flanquait des coups de cravache à un soldat et le faisait brimer par ses camarades? — Parfaitement vrai. Il y a même des choses qu'on n'a pas dites : ainsi, ce maréchal des logis trouva le moyen *d'empêcher S... de manger pendant trois jours* : le troisième jour, on le trouva évanoui dans l'écurie où il était de garde. Quand son père arriva au quartier se plaindre au... (je ne me rappelle plus si c'est du colonel ou d'un autre qu'il fut question), *cet officier l'engueula et le mit à la porte.* » Mais comme le père de S... est un « monsieur » (c'est un éditeur parisien), il se remua, alla jusqu'au général et finit par se faire écouter. Si c'eût été un paysan ou un ouvrier, l'affaire eût été vite étouffée, à supposer qu'il ait eu assez d'argent et de temps à perdre pour prendre le train et faire des démarches.

Qu'on ne dise pas que c'est un fait isolé. Dans un autre régiment de chasseurs (le 6ᵉ, à Rouen), ces régiments *chics* par excellence, pleins d'officiers et de sous-officiers nobles ou riches, un autre maréchal des logis a frappé un trompette à coups de poing, à coups de pied, puis à coups de plat de sabre; et, pour l'empêcher d'aller se plaindre, il l'enferma dans sa chambre. Un sous-lieutenant y étant entré, à la recherche du sous-off, trouva le trompette ensanglanté et dans un état tel qu'il le fit coucher immédiatement et alla prévenir le capitaine, lequel fit appeler le major, qui fit transporter le soldat à l'infirmerie.

Et c'est presque partout la même chose. A Verdun, un soldat puni de prison meurt de froid dans sa cellule. A Nice, un soldat atteint de hernie, trois fois non reconnu par le major et obligé de manœuvrer quand même, devient fou à force de souffrances. A Brest, un soldat persécuté et maltraité par ses chefs, frappé même en pleine rue par un sergent, se pend dans la salle de police.

Quoi d'étonnant? Des gens qui font choix d'un métier de violence, dont la vie se passe dans un milieu de meurtre et de brutalité, sont forcément des hommes violents, brutaux, dédaigneux de l'existence et de la liberté d'autrui. Comment les améliorer? En exerçant la violence sur eux à leur tour, ce qui s'appelle punir, ou bien en supprimant le milieu de violence et de brutalité qui les a faits tels qu'ils sont?

R. Ch.

⁂

Marseille. — Le camarade Estève Jean (Bonafulla), sujet espagnol, victime de Montjuich, et menant à Marseille une vie réglée et laborieuse, vivant rue Sainte-Barbe avec sa femme et ses quatre enfants, dont le plus jeune est né alors qu'il était incarcéré à Montjuich, — en outre, il y a là quelques-uns de ses nationaux qui y mangent, et tout se passe comme si tous appartenaient à la même famille, et discutant sur les beautés des libertés espagnoles. Disons, en passant, que la plupart sont des déserteurs arrivant sans sou ni maille, et trouvant chez Bonafulla la table mise et le dévouement le plus grand chez ce terrible anarchiste, — a vu dimanche après-midi une nuée de policiers (une trentaine environ) envahir son domicile et mettre tout sens dessus dessous, sans rien trouver, du reste. Alors les policiers se sont rabattus sur des lettres personnelles, sans importance, brochures, volumes et timbres-poste(?). N'ayant rien trouvé, ils les ont alors emportés, sans vouloir délivrer de récépissé, et ont pris les noms de tous les hommes présents, qui furent appelés au commissaire du quartier, et là ils ont été étiquetés, catalogués et finalement classés comme anarchistes dangereux (brrrr!), en promettant à Bonafulla de le faire expulser dans les vingt-quatre heures. Le camarade Bonafulla a jugé prudent de passer la frontière avant qu'on le lui ordonne, laissant sa femme et ses quatre enfants. Quant aux autres, ils sont relancés jusque chez leurs patrons où on cherche à les faire mettre à la porte.

⁂

Mouvement ouvrier. — Dans une réunion de patrons qu'il a présidée ces jours derniers, Millerand leur a parlé de la loi en préparation sur « la réglementation des grèves ». Il a longuement insisté auprès des exploiteurs présents, pour leur démontrer que son fameux projet n'était pas fait contre eux, mais pour eux.

« Ce que vous demandez, ce que nous demandons, a dit le social-Millerand, c'est que la grève ne soit mise en mouvement que lorsque les revendications formulées par les ouvriers auront été soumises préalablement à l'examen des patrons. »

Il est inutile, je crois, d'insister; que Millerand le veuille ou non, c'est de l'antagonisme créé entre employeurs et employés, par le mode de production capitaliste, que sont sortis les conflits appelés : grèves. Les appels à la classe capitaliste n'enrayeront pas le mouvement.

Il n'y a pas de loi, croyons-nous, qui puisse empêcher des ouvriers de quitter le travail quand ils en auront ainsi décidé. Toutes les avances que peut faire Millerand à Messieurs nos exploiteurs n'y feront rien, pas même le parlementarisme bâtard d'atelier qu'il se propose d'instaurer. Les travailleurs ont assez comme cela de l'ingérence de l'Etat dans leur existence. Souhaitons qu'ils le montrent une bonne fois.

Je reviendrai plus longuement un autre jour sur cette question soulevée par le projet socialo-ministériel de la « réglementation des grèves ».

⁂

Politicaillerie. — Après bien des hésitations, et la main forcée, un député socialiste s'est « dévoué » pour interpeller sur « l'attitude des autorités militaires et administratives dans les grèves ». Domestiqués, Messieurs les socialistes se sont montrés tout petits et l'on voyait que l'interpellation était faite bien plus pour la galerie et pour soigner la clientèle électorale que pour attirer l'attention sur le sort des travailleurs qui n'hésitent pas à endurer toutes les misères pour l'espoir chimérique d'une augmentation de bien-être.

Comme de juste, les interpellateurs se sont efforcés de montrer aux représentants de la classe capitaliste que les travailleurs, grâce à leurs conseils, étaient de bonnes bêtes de somme bien dociles et incapables d'une action vraiment révolutionnaire. Rassurée, la majorité y a été de son petit ordre du jour de confiance au gouvernement, « qui saura faire son devoir », « protéger la liberté du travail », etc.

A relever cependant au cours de l'interpellation ces paroles de l'avocat du grand patronat, du « citoyen Waldeck », le maître de la bande :

« Le caractère des faits qui se sont produits à Chalon n'avait rien de commun avec ce qui s'est produit à Montceau. C'était en réalité un *mouvement anarchiste* qui existait à Chalon, différent de ce qui se passait à Montceau, car au lendemain même de la journée à laquelle je faisais allusion, des hommes du même parti se sont rendus à Montceau, le drapeau de l'anarchie a été arboré. Mais le préfet n'a pas eu à intervenir, parce que c'est sur l'ordre du maire que le drapeau de l'anarchie a disparu. »

Et le ministre ajoute qu'il a vivement félicité sous-préfet, policiers, colonel, etc.

C'est la reconnaissance « officielle » de l'énergie et de la bravoure d'une poignée de camarades qui aujourd'hui paient chèrement de ne pas s'être laissé domestiquer par les porteurs de mandats.

Après avoir répudié la tentative révolutionnaire, il était tout naturel de faire l'apologie des « moutons rouges ». L'avocat du gros patronat n'y a pas manqué, à la honte des socialistes de gouvernement; après avoir complimenté officiers et policiers, il les a félicités : La seconde injustice, a-t-il dit, consisterait à ne pas rendre hommage aussi à la façon dont les grévistes, au nombre de 12.000, ont constamment respecté les propriétés et les personnes. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Il est donc ainsi bien établi que, des grèves calmes, les capitalistes s'en moquent ou à peu près; la seule chose qu'ils craignent, ce sont les « attentats à la propriété »; ils ont maintenant les socialistes avec eux pour la faire respecter. Le terrain ainsi se déblaie, mais il est probable que le socialisme parlementaire en crèvera, et le plus tôt sera le mieux.

En attendant, la grève de Montceau se poursuit « sans incidents ».

L'organisation des repas populaires permettra d'attendre un peu plus longtemps sans doute, mais inutilement, la Compagnie étant bien décidée à ne rien accorder. Le battage à l'interpellation n'a servi à rien qu'à féliciter le gouvernement. Malgré cela, les mineurs continuent à s'alimenter de discours et à se laisser mener en procession bien calme. L'issue de la lutte sur ce terrain n'est donc pas douteuse.

A Marseille, la situation est toujours la même; chômage complet, les navires repartent comme ils sont arrivés sans avoir pu décharger leurs marchandises. Les capitalistes essaient d'entortiller les grévistes par des boniments patriotiques. Ils cherchent à jeter les ouvriers français sur les travailleurs italiens qui sont les plus nombreux, et espèrent vaincre par la division.

Cette fois, les travailleurs ne sont plus dupes et la note suivante communiquée à la presse montre bien le chemin parcouru depuis quelques années.

« Les syndicats internationalistes réunis à la Bourse du travail, considérant que la grève des ouvriers des ports et quais a été déclarée dans un but d'humanité; que tout homme conscient ne doit pas s'arrêter à une question de race; que tout être humain a droit à l'existence à n'importe quelle nation qu'il appartienne, félicitent les ouvriers des ports et des quais de la lutte qu'ils ont entreprise contre leurs exploiteurs; s'engagent à les soutenir de toutes leurs forces, pécuniairement et moralement; rejettent tous ces faux ouvriers qui, à la solde des patrons, ont constitué des syndicats jaunes ou nationalistes qui divisent les ouvriers au bénéfice de la classe capitaliste, au détriment de tous les travailleurs.

« L'assemblée composée de divers syndicats internationaux, réunis à la Bourse du travail, blâme énergiquement les syndicats nationalistes, dits français, de la façon dont ils entendent se séparer des étrangers qui, cependant, ont fait cause commune pour suivre le drapeau de la grève. Vive l'Internationale! Vive l'humanité! »

L'état d'esprit des travailleurs marseillais était intéressant à relever ici. A l'imbécile chauvinisme dont la classe ouvrière a trop longtemps été imprégnée se substitue la doctrine humanitaire de l'Internationalisme.

C'est le commencement de la fin de la société capitaliste.

P. Delesalle.

Chine.

« Il y a quelques jours, *un missionnaire* est venu prévenir que l'on égorgeait (?) les chrétiens dans les villages environnant la montagne. Nous fûmes désignés pour aller les châtier. Ainsi nous fûmes envoyés, un cent environ. La nouvelle ne nous fut communiquée qu'après un jour et une nuit de marche. Jugez de notre joie quand nous l'apprîmes. Moi, l'on m'aurait donné vingt francs, je n'aurais pas été plus heureux.

Donc, arrivant aux environs du village que nous devions prendre le premier, nous nous arrêtâmes pour nous rassembler et recevoir les instructions au sujet de la prise. Lorsque cela fut fait, nous partîmes au pas de gymnastique, de façon à les surprendre.

Si vous aviez vu leur surprise! Non, c'est incroyable! L'on prit les hommes qui restaient debout, et nous les fîmes prisonniers de manière à les fusiller dans les villages que nous devions passer.

Après ça nous avons fait le pillage, et une fois cela fait, l'on mit le feu au village sans pitié pour les femmes et les enfants. Des Français nous auraient vus revenir des villages, ils auraient été stupéfiés, car nous étions presque tous saouls de l'alcool que nous avions bu.

Car je vous dirai que cet alcool, appelé « choumchoum » ou eau-de-vie-de-mort, possède un degré de 90°, toute la force de poison que l'on puisse avaler. Ensuite nous reçûmes la soumission de quelques autres villages. Ce qui n'a pas empêché la mort de pas mal de Chinois et ce qui nous a réjouis un instant.

L'on en voyait le crâne ouvert, d'autres la tête coupée; enfin je pense que cela leur fera encore un exemple, et ce que je demande, c'est de recommencer le plus tôt possible : car sans cela l'on trouve le temps long et l'on s'ennuie. »

(Lettre d'un soldat frrrançais. — *Aurore* du 5 mars.)

République Argentine.

L'année passée, j'ai fait un voyage dans différentes villes, Santa-Fé, Rosario; j'y ai trouvé un si grand changement que cela m'a beaucoup étonné, je vous l'assure — il y a vingt-sept ans que je vis presque isolé — j'ai été surpris du progrès des idées anarchistes — et, chez ceux qui ne le sont pas, de l'évolution accomplie dans leurs idées. Jusque même dans le journal français de B.-A., le *Courrier de la Plata* — journal bourgeois. — L'influence des idées anarchistes a pénétré dans le roman, le livre, le théâtre, enfin partout. Autrefois tout était parfait : magistrature, armée, clergé. Maintenant tous les jours il y a des attaques contre le militarisme, le clergé, la magistrature, etc... Ici on a parlé d'expulser les anarchistes et les socialistes. Le *Courrier de la Plata* et plusieurs autres journaux ont pris la défense des anarchistes et des socialistes. Assurément, cela ne se serait pas passé ainsi il y a quelques années.

Vous le voyez, camarades, votre lutte a porté ses fruits. Que de fois, dans mon petit coin du campo, je vous ai applaudis : aujourd'hui je suis content de vous le manifester.

R. F.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Devant le développement que prend le nombre des communications qui nous parviennent, prière à nos correspondants de les faire aussi succinctes que possible, — notre petit format nous forçant à ménager la place.

***

Bibliothèque d'Education libertaire du faubourg Antoine, 26, rue Titon. — Dimanche 17 mars 1901, à 2 heures précises : Anniversaire de la Commune. Conférence par le camarade Edmond. Chants, poésies, graphophone. Georges Bernard dans ses œuvres. Albert d'Iris et les chansonniers de Belleville-Ménilmontant.

Entrée : 0 fr. 30. Chaque entrée sera remboursée par un lot de la tombola (16 gros lots) tirée à l'issue de la séance.

***

L'Education Sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arr.), à 8 h. 1/2 :

Samedi 16. — *Soirée musicale et littéraire.*

Mardi 19. — M. Charbonnel : Enrik Ibsen ; *L'homme et l'œuvre.*

Mardi 19, à 2 heures. — Inauguration des conférences réservées aux dames. Matinée musicale et littéraire. Jeux et goûter pour les petits enfants. Entrée gratuite.

Jeudi 21. — M. H. Michel, professeur à la Sorbonne : *Liberté et libéralisme.*

Samedi 23. — M. A. Cahen, professeur de rhétorique au lycée Louis-le-Grand : Quelques moments de l'histoire de l'esprit français : I. XVIIe siècle : 5e Le théâtre du XVIIe siècle (2e causerie).

***

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 16 mars. — Albert Chénevier, docteur en droit : La condition de la femme.

Lundi 18 mars. — E. Tarbouriech, professeur au Collège libre des Sciences sociales : Introduction aux constitutions de la France : III. Ancien régime : Les Etats généraux.

Mercredi 20 mars. — H. Casevitz, ingénieur des arts et manufactures : La télégraphie sous-marine (avec projections).

***

Le Groupe antimilitariste du faubourg Antoine (G. P. A. P.) et le groupe des anciens Camisards prient les camarades libertaires de Paris et de la banlieue de ne rien organiser pour le dimanche 24 mars, en raison de l'importance de la conférence organisée par ces groupes.

Le local sera désigné ultérieurement.

***

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — *Bibliothèque ouvrière*, 107, rue du Vivier. — Réunion dimanche, à 2 heures. Conférence par Rodriguez sur l'Anatomie descriptive.

Prêt de livres. Chants révolutionnaires.

***

Saint-Denis. — Université populaire, 3, rue Suger. Les conférences ont lieu à 8 h. 1/2 du soir.

Vendredi 15. — M. Girault : Preuves de la descendance naturelle (suite).

***

Reims. — Salle des Folies-Bergère, samedi 16 mars, à 8 h. 1/2 du soir.

Grande fête familiale privée.

Conférence par E. Girault.

Grande revue politique et sociale, jouée par le Théâtre social rémois.

Concert par les artistes montmartrois.

A minuit, bal. Vestiaire obligatoire : 50 centimes.

***

Angers. — *Université populaire de Maine-et-Loire.* — Toutes les personnes qui ont adhéré ou qui voudraient adhérer à l'U. P. de M.-et-L. sont priées d'assister à la réunion générale qui aura lieu le samedi 16 mars 1901, à 8 h. 1/2 du soir, boulevard Daviers, 34.

Ordre du jour : Constitution de la Société ; Nomination du Conseil d'administration; Versement des cotisations.

Pour le groupe d'initiative :
J. Mercier.

***

Amiens. — Salle Degouy, chaussée Saint-Pierre, samedi 16 mars, conférence publique et contradictoire.

Sujets traités : Historique de la Commune, par Calazel ; La grève générale, par Morel.

Prix d'entrée : 0 fr. 15.

***

Bruxelles. — Groupe libertaire l'*Union Bruxelloise.* — Réunion tous les samedis au local, rue de l'Hôpital, aux Trois Fontaines. Toutes les communications pour le groupe doivent être adressées au secrétaire Berger (Jean), rue de la Grande Ile, 54, Bruxelles.

***

Comité de secours élu par les organisations syndicales ouvrières de Chalon pour les familles des prisonniers et les victimes du capital. — Première liste : Causerie Guesde-Lafargue (collecte), 8 fr. 55. — Anonyme, 2 fr. — Café Ligerot (collecte), 2 fr. 65. — Un militant socialiste, 1 fr. — Groupe de secours aux détenus (1er versement), 50 fr. — Chambre syndicale métallurgiste de Chalon (1er versement), 150 fr. — Listes pour Montceau abandonnées pour Chalon, 29 fr. 65. — Fédération métallurgiste de France, 300 fr. — Syndicat des verriers de Chalon, 40 fr. — Anonyme, 2 fr. — Chambre syndicale métallurgiste de Fresne-Trieu (Nord), 30 fr. — Liste n° 5, versé par le camarade Tibaut, 24 fr. 90. — La *Voix du Peuple* (organe des syndicats ouvriers), 100 fr. — Syndicat des menuisiers de Chalon, 10 fr. — Syndicat des sabotiers de Chalon, 10 fr. — Syndicat des chemins de fer, groupe de Rennes, 100 fr. — Bourse de travail de Montpellier, 5 fr. — Chambre syndicale des peintres en bâtiment de Bourges, 5 fr. — Bourse de travail de Cette (Hérault), 5 fr. — Total : 895 fr. 75.

Le secrétaire du Comité, L. Privaybant.

VIENT DE PARAITRE

Anarchie, par André Girard. Cette petite brochure est la première d'une série qu'un groupe de camarades se propose de publier. brochure de vulgarisation avant tout, elle sera expédiée aux camarades à raison de 3 francs le cent; pris au bureau du journal, 2 fr. 50. La brochure est sous couverture illustrée par V. Müller : les 10 exemplaires, 0 fr. 35.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Komunismus a Anarchie, od Petra Kropotkina; brochure au *Volné Listy*, 43, Johnson av., Brooklyn.

Le Congrès ouvrier de 1900 à Huddersfield, circulaire décembre 1900 du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Le Roi, — *Le Journaliste*, deux drames de Bjornson; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

La Question agraire en Australie et en Nouvelle-Zélande, circulaire de février du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Etat politique et moral de classe, par J. Guesde; 1 vol., 3 fr. 50, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

De chez Stock : *Les Rayons de l'aube*, par Tolstoï; 1 vol., 3 fr. 50. — *L'Indécente*, par M. Luguet, 1 vol., 3 fr. 50. — *Les Remplaçantes*, pièce par Brieux; 1 brochure, 2 francs.

PETITE CORRESPONDANCE

Les camarades de Montpellier peuvent-ils nous indiquer la date exacte, et les textes de lois par lesquels Mouysset fut condamné ? Urgence.

B., à Marseille. — Impossible. Nous n'avons pas trop de place pour les questions qui nous intéressent.

H. L. — Reçu les deux *Feuilles*. Merci.

Anonyme. — Reçu numéro P. P. Merci.

Groupe d'éducation, St-Maur. — Reçu numéro. Merci.

Ganon, à St-Etienne. — Reçu *La Marianne*. Merci.

G., à Beaumont. — Le *Père Peinard* ne paraît plus.

G., à Riverside. — Reçu le mandat de 10 fr. 30. Aussi celui de janvier.

A. F., à Sisteron. — Comme esprit de « caste », c'est tout à fait documentaire.

B., à Roubaix. — Bien reçu le paquet. Merci.

E. H., à Angers. — Un journal ne fait de bonne besogne qu'à condition que ceux qui le font soient d'accord sur les points les plus importants. En s'alliant avec des gens qui pensent différemment, forcément on s'amoindrit. Les *Temps Nouveaux* marcheront seuls, tant qu'ils pourront vivre.

Reçu pour Chalon : Camarades de Roubaix, 5 francs.

Reçu pour les détenus : G. P., à Fougères, 0 fr. 50. — M. D., 1 fr. — A. F., à Sisteron, 1 fr. — G. Clemenceau, 10 fr. — Chevalier, 1 fr. — Une ouvrière, 0 fr. 50. — Lucien David, 2 fr. — U. S. R., par R. F., Rouen, 10 fr. — Autun, par G. L. V., 8 fr. — Chinon, 1 fr. — Istas, 0 fr. 50 ; Kurtassy, 0 fr. 50. — Schaad, 0 fr. 50 ; Skabo, 0 fr. 50 ; Lairie, 0 fr. 25 ; Pommier, 0 fr. 50 ; F. Mühlebach, 0 fr. 50 ; Tamas, 0 fr. 50 ; Le Vandemal, 0 fr. 50 ; A. Matkoy, 0 fr. 50 ; Jeak, 0 fr. 50 ; P. Lorenzi, 0 fr. 50; Religné, 0 fr. 50 ; Cavoly, 0 fr. 50 ; Louis, 0 fr. 50 ; Clément, 0 fr. 50. Ensemble : 7 fr. 75. — Edouard R., à Cavaillon, 6 fr. 75. — Total : 49 fr. 50. — Listes précédentes : 486 fr. 55. — Total général : 536 fr. 05.

Reçu pour la brochure à distribuer : Groupe de propagande anarchiste d'Angers, par E. H., 3 fr. 40 (frais de colis déduit). — M. D., 0 fr. 35. — Total : 3 fr. 75. — Listes précédentes : 23 fr. 30. — Total général : 27 fr. 05.

Reçu pour le journal : Jean Claude, 0 fr. 50. — G. P., à Fougères, 0 fr. 50. — A. F., à Sisteron, 2 fr. — P., à Saumur, 5 fr. — G. F., Paris, 1 fr. — X., 0 fr. 30. — Partie de manille dans la brousse, Algérie, 5 fr. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 50. — G. L. V., à Autun, 0 fr. 10. — Chinon, 1 fr. — Merci à tous.

E. A., à Pézenas. — A. M., rue R. — C., à Denain. — M., à Feuquières. — A. H., à Béziers. — H., Les Plaines. — B., à Rennes. — G. J., à Nice. — V. B., à Puget. — S., à Lyon. — G., à Beaucourt. — P., à Bihorel. — P. M., à Apt. — B., à Rouen. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE N° 48 — DIX CENTIMES — DU 23 AU 29 MARS 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Les cartes pour notre réunion annuelle qui doit avoir lieu le 5 mai sont en vente au prix de 0 fr. 50. Elles donnent droit à la tombola qui aura lieu à la fin de la séance.

La réunion étant strictement privée, il n'y aura pas de cartes à l'entrée.

Nous en tenons à la disposition des camarades qui peuvent en placer.

LES FRONTIÈRES

La critique d'une institution n'est complète et vraiment féconde, que lorsqu'elle s'étend jusqu'au principe même de cette institution. Attaquer le cléricalisme ne suffit pas ; il faut combattre toute religion, toute philosophie spiritualiste, toute idée de création, de providence et de survie. Attaquer le salariat ne suffit pas ; il faut dénoncer le principe de la propriété. Attaquer la magistrature ne suffit pas ; il faut examiner le droit de punir. Attaquer l'arbitraire et les abus des gouvernements ne suffit pas ; il faut faire la critique de l'Etat, de la loi, du principe d'autorité. Attaquer le militarisme ne suffit pas ; il faut combattre aussi la guerre, l'emploi de la force et tous les préjugés qui l'accompagnent (honneur, duel, bravoure musculaire, dédain de la vie, etc...), et surtout l'idée de patrie.

Depuis l'affaire Dreyfus, la propagande antimilitariste est en bon chemin. Elle ne craint plus d'ouvrir toutes grandes les portes des casernes et de montrer ce qui s'y passe ; elle arrache leur fausse auréole aux dangereux mannequins couverts de galons, de plumes, de dorures, et elle habitue le public à les regarder enfin comme des hommes tout ordinaires. Malheureusement elle est encore timide sur les préjugés dont le militarisme n'est que le résultat, elle n'ose pas encore crier très haut : Plus d'armées, plus de patries, plus de frontières ! C'est pourtant à cette idée-là qu'il est urgent d'accoutumer le public.

L'idée de patrie est particulièrement difficile à discuter, pour deux raisons. D'abord le mot « patrie » est un mot très vague, n'ayant aucune signification précise, qu'on peut entendre — et qu'on entend — de mille façons différentes : communauté de territoire, de langage, de race, de coutumes, d'évolution historique, de traditions d'intérêt économique, ou même d'idéal politique.

Il va sans dire qu'aucune de ces soi-disant communautés n'est réelle. Pour nous, la notion de patrie se confond avec celle de l'Etat, car la seule chose à laquelle on reconnaît vraiment les citoyens d'une même nation, c'est qu'ils sont courbés sous le même joug. Pourtant des hommes d'évolution, des socialistes, s'accommodent de l'idée de patrie et vont même jusqu'à y concrétiser leurs aspirations. Une idée capable de tant de transformations, susceptible d'une telle plasticité, est un peu déconcertante. Le mot patrie étant très vague par lui-même, échappant à toute définition rigoureuse, ayant reçu dans le cours de l'histoire bien des acceptions différentes, et correspondant à des notions bien différentes chez beaucoup de ceux qui l'emploient, on se trouve — lorsqu'on discute l'idée de patrie — aux prises avec une abstraction insaisissable, on se bat contre un fantôme qui change de forme à tout instant, on patauge en pleine métaphysique. Et, quand on patauge dans la métaphysique, on n'en sort pas.

Une autre raison qui rend difficile la discussion de cette idée, c'est que le sentiment appelé patriotisme contient un élément fort légitime et dont on ne peut songer à nier la raison d'être : je veux parler de l'amour du sol natal et de la préférence à tout autre du milieu qui vous est familier. Jamais aucun négateur n'a eu, je crois, la pensée de trouver mauvais qu'on aimât le pays où l'on est né, où l'on a vécu, où l'on a été heureux ou malheureux (car même le souvenir de la souffrance vous attache aux choses qui en furent les témoins), où l'on a le plus d'amis, où l'on se fait le mieux comprendre, où tous les usages vous sont connus, — en un mot, le milieu où l'on s'est le mieux adapté. Seulement il s'agit de savoir où ce sentiment commence à être légitime et où il finit de l'être. Pourquoi doit-il s'étendre jusqu'à telle limite, jusqu'à des pays et des gens que je ne connais pas et que je n'ai aucune raison pour aimer *à priori?* Pourquoi aussi ne doit-il pas s'étendre plus loin, vers des pays et des hommes que j'ai peut-être connus et aimés en les visitant, et qu'en tout cas je n'ai aucune raison pour haïr *à priori?* En un mot, pourquoi des frontières? Les frontières sont trop larges, si je veux borner ma sympathie au seul coin de terre où je vis ; elles sont trop étroites, si je veux étendre ma sympathie à tout ce que je sais ou devine de beauté et de bonté sur la terre.

Si l'idée pure et abstraite de patrie, si le sentiment vague et indéfini de patriotisme sont malaisés à saisir et à critiquer directement, en revanche l'idée de frontière est tout ce qu'il y a de plus facile à discuter et à renverser. Nous ne sommes plus là dans l'abstraction : les frontières sont quelque chose de concret, de tangible, sur la signification de laquelle il n'y a pas moyen de se méprendre ou d'ergoter. Et la frontière est ce qui réalise, dans le domaine des faits, l'idée métaphysique et mystique de patrie.

Or qui dit frontière, dit l'humanité partagée entre des gouvernements rivaux, l'individu étouffé par l'Etat, les peuples éduqués dans le militarisme, le patriotisme se manifestant par l'assassinat. Qui dit frontière, dit naturellement Etat, force armée, guerre. Cela crève les yeux. On voit par là que les seuls vrais ennemis de la guerre, ce sont les ennemis de l'Etat.

La question devient alors fort simple. Aux patriotes de progrès et de meilleur devenir social, demandons seulement s'ils veulent conserver les frontières. S'ils disent non, s'ils conçoivent les diverses patries — simples unités géographiques — comme devant se pénétrer les unes les autres, se fondre à leurs points de contact, devenir pour ainsi dire amorphes et illimitées, alors nous pouvons voir en eux des alliés, des amis séparés de nous seulement par des mots.

D'ailleurs les mots ne nous effraient pas, pas plus le mot patrie qu'un autre ; et, entendu de cette façon-là, nous acceptons volontiers le patriotisme. Nous ne sommes pas des sans-patrie, si l'on veut, soit ; mais nous sommes des sans-frontières.

Si, au contraire, les patriotes dont je parle répondent oui, s'ils veulent conserver des nations limitées, séparées, hérissées de barrières, encloses de murailles, alors nous les repoussons de toutes nos forces. Quelle que soit leur étiquette, nous les regardons comme nos ennemis, parce que notre idéal et le leur n'ont rien de commun, parce que — s'appelassent-ils socialistes — nous estimons le socialisme incompatible avec le maintien des frontières, parce que tant qu'il y aura des frontières, il y aura des Etats, des gouvernements, des armées. Il se peut que cela ne s'appelle plus des armées : cela s'appellera peut-être des milices ou je ne sais quoi. Mais, en dépit du changement de nom, ce sera toujours la même chose, cette chose dont nous ne voulons plus : des hommes armés de fusils et chargés de tirer sur les autres.

René Chaughi.

FERNAND PELLOUTIER

Mercredi dernier, au moment même où nous venions de terminer le journal, l'un des nôtres, le camarade Fernand Pelloutier, succombait après six mois d'horribles souffrances, miné par la terrible tuberculose qui pardonne rarement, sinon aux riches et aux inactifs.

Travailleur infatigable, Pelloutier est mort dans une petite pièce qui lui servait de bibliothèque, au milieu de ses chers bouquins. Il aurait pu allonger son existence en allant mener une vie inactive à la campagne, mais, propagandiste, il ne concevait pas la vie sans la lutte, et c'est de cela, un peu, qu'il est mort.

Les quelques articles qu'il publia ici sur l'action syndicale à laquelle il avait voué son exis-

tence, non seulement furent très remarqués, mais eurent une influence décisive sur l'orientation des efforts de nombreux camarades. Le beau mouvement ouvrier que fut l'*Internationale* le hantait, il rêvait de le réorganiser, plus fort, plus puissant, indemne des saletés et des compromissions de la politique, ayant son existence propre, par et pour les travailleurs. Opposer à l'action politique une action économique forte, puissante, tel était le rêve qu'il avait conçu et qui, prenant corps, est devenu un peu une réalité.

Il savait et aimait à répéter que la bourgeoisie capitaliste n'accorde aux travailleurs que ce qu'ils sont capables d'exiger, et voyait dans l'organisation et dans la force des syndicats ouvriers un moyen de contraindre la société bourgeoise à capituler.

Dans une « Lettre aux anarchistes », il a en quelques lignes fort bien défini sa pensée, la nôtre aussi : « Partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas (les politiciens), des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans Dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même). »

Libertaire, dans le grand sens du mot, il demandait, dans cette même lettre, à ceux des anarchistes qui ne croient pas à l'efficacité de l'action syndicale, « de respecter ceux qui croient à la mission révolutionnaire du prolétariat éclairé, de poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres ».

Telle était sa conception et le rôle qu'il assignait aux syndicats ouvriers en période capitaliste.

Fédéraliste et communiste-anarchiste convaincu, il aimait à citer et à évoquer Proudhon qu'il connaissait à fond.

Homme d'action, il se passionnait pour la lutte, et l'aimait pour elle-même. Souventes fois, il fut attaqué, calomnié même, par des adversaires de mauvaise foi, — certains l'ont prouvé, — mais jamais atteint, et toujours il en sortait plus préparé à reprendre la lutte.

Il fut, en France, l'un des premiers propagateurs de l'idée de « Grève Générale » et ne contribua pas peu à faire adopter et préconiser dans les congrès ouvriers cette tactique révolutionnaire si bien en rapport avec notre organisation économique. L'idée depuis a fait son chemin.

Organisateur, la Fédération des Bourses du Travail, qui a déjà rendu et est appelée à rendre de si importants services à la classe ouvrière, fut son œuvre maîtresse, œuvre pour laquelle il vécut, et dont il mourut un peu par le surcroît de travail qu'il s'était imposé. Pendant que certains individus prenaient la Verrerie ouvrière d'Albi comme tremplin et la faisaient servir à leurs petites ambitions, Pelloutier, dans des modestes fonctions de secrétaire, grâce à ses qualités d'administrateur, parvint à édifier l'usine ouvrière. Et, dans cette mare à purin que fut le comité d'action de la Verrerie ouvrière, où tant d'exploiteurs du socialisme se compromirent irrémédiablement, il sut rester propre, et la boue dont voulurent le salir de malhonnêtes adversaires ne parvint jamais qu'à les salir un peu plus eux-mêmes. Il fut l'un des rares qui en sortirent les mains nettes et la tête haute.

En dehors de son travail d'organisateur dont on ne pourra juger toute l'étendue que dans quelques années, Pelloutier laisse de nombreux écrits qui lui assignent une belle place parmi les vrais économistes — pas les distingués serviteurs de la classe capitaliste. Son ouvrage *La Vie ouvrière en France*, qu'il a eu la joie de voir paraître quelques mois avant sa mort, est un livre qui restera. Par son souci du document exact, il a fixé à jamais la véritable situation de la classe ouvrière dans ces vingt dernières années. C'est l'histoire des souffrances et de l'exploitation de la classe ouvrière sous toutes ses formes à la fin du dix-neuvième siècle. Ses nombreux articles dans l'*Ouvrier des deux mondes*, qu'il rédigea pendant plus de deux ans, seront aussi consultés avec fruit. Ses brochures de propagande *Les Syndicats en France*, *L'Art et la Révolte*, *La Grève générale*, etc., etc., sont de courts exposés des doctrines qui lui étaient chères. Les nombreux rapports qu'il présenta et développa dans les congrès ouvriers, auxquels il prenait une part active depuis huit années, sont toujours d'une logique et d'une clarté qui le faisaient facilement comprendre des cerveaux parfois un peu frustes de ses auditeurs ouvriers.

Quelques camarades communistes anarchistes pourront différer d'avis sur la tactique préconisée par Pelloutier, mais l'ardeur de ses convictions, et la chaleur qu'il mit toujours à les défendre, sont garantes que les sympathies de tous les camarades sincères lui étaient acquises.

Il meurt à trente-quatre ans, laissant l'exemple d'une belle vie toute au service d'une idée, et, chose excessivement rare dans notre société pourrie, tous les actes de sa vie furent le reflet de l'idée.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Commune. — On a célébré dimanche dernier, dans la plupart des comités et des groupes révolutionnaires, le trentième anniversaire de la Commune.

Le mouvement insurrectionnel du 18 mars 1871 est de tous celui d'où se dégagent les plus précieux enseignements pour l'avenir. On peut y voir une première esquisse de la révolution qui fondera la commune anarchiste. Paris se constitue en commune libre, invitant les autres communes françaises à en faire autant. Mais les éléments qui composent le Comité central sont fort disparates; la fraction socialiste révolutionnaire qui y figurait était trop faible pour déterminer une action révolutionnaire. Les actes de la Commune se maintinrent trop sur le terrain politique; elle n'était pas mûre pour la révolution économique qui devra s'en prendre à la propriété. Cette propriété, elle la respecta trop. Si, s'en prenant à la rente, elle avait hardiment détruit le Grand-Livre de la dette, comme le proposèrent quelques-uns, et, en même temps, fait main basse sur les trésors de la Banque ; si, en un mot, elle avait frappé la bourgeoisie dans ses privilèges, à la caisse, au ventre, elle était maîtresse de la situation. Seul le décret du 16 avril menaçant d'une remise aux mains des syndicats ouvriers de l'outillage des ateliers abandonnés, décret qui ne fut pas suivi d'effet, fut une tentative de reprise partielle des moyens de production.

Dans ce décret et dans la proclamation du 20 mars invitant les communes de France à s'organiser en communes autonomes, il faut voir les germes de la révolution future.

C'est pourquoi il est bon de revenir souvent là-dessus, afin de bien en pénétrer l'esprit des masses.

⁂

Au sortir d'une réunion publique organisée pour fêter l'anniversaire du 18 mars, salle Chaynes, un groupe portait un drapeau rouge roulé. Aussitôt la police se rua sur le porteur du drapeau ; une bagarre s'ensuivit.

Alors qu'on refuse de condamner les prêtres qui, en violation de la *Loi*, arborent la soutane, de quel droit veut-on empêcher le déploiement du drapeau rouge qui n'est interdit par aucune loi ?

⁂

Les Prisons. — Nous parlions, l'autre semaine, du complot policier tramé contre le fils du camarade Milo, à Nice. Pendant son séjour à la prison de Nice, Emile Milo fut martyrisé par les gardiens, qui, du reste, sont coutumiers du fait. Toutes les nuits, affirme-t-on, dans la prison on entend des hurlements et des gémissements s'élever des cellules. Dernièrement, un vieillard de soixante-quinze ans fut frappé de coups de bâton et subit de tels traitements qu'il en faillit mourir.

C'est ainsi qu'on moralise les « malfaiteurs ».

André Girard.

⁂

Militarisme. — Après le Hollandais De Bruin, le Hongrois Maximos, d'autres un peu partout, voici chez nous un homme — Goutaudier, — qui refuse, lui aussi, de porter une arme et d'apprendre à massacrer ses semblables.

En 1895, au 102e de ligne où on l'avait incorporé, il se refusa à apprendre le métier de tueur d'hommes. Il fut traduit en conseil de guerre et condamné à deux ans de prison. Au sortir de la prison, on l'envoya dans un autre régiment, à Nîmes. Il refusa encore d'obéir. Un second conseil de guerre le recondamna à deux ans de prison. Il vient d'en sortir; mais, devant son entêtement, l'autorité militaire a capitulé. La Ligue des Droits de l'Homme s'en est mêlée, et le ministre de la guerre, ne sachant comment sortir de là, n'osant le renvoyer dans un régiment, décida qu'il ferait son temps dans une section de recrutement. Ah! si tous les conscrits savaient s'entendre pour en faire autant!

R. C.

⁂

Mouvement ouvrier. — Chez les socialistes... M. Cornély, dans le *Figaro*, complimente Messieurs nos socialistes de gouvernement, il est content d'eux et de leurs exploits. Au nom de la société capitaliste et de la bourgeoisie qui le paie pour penser et pour écrire pour elle, il leur adresse tous ses compliments.

« Que des socialistes, dit l'écrivain figariste, en soient arrivés à faire partie d'une majorité gouvernementale qui vote le budget des cultes, celui de la gendarmerie et toutes les obligations bourgeoises, c'est une victoire pour la raison humaine. »

En l'espèce, « la raison humaine » est représentée par la bourgeoisie. N'empêche qu'aux prochaines élections, si nous tentons de démontrer au populo que, quelle que soit l'étiquette du candidat, ce sera toujours un exploiteur, nous serons taxés de faire le jeu de « la réaction ».

Le réactionnaire Cornély nous venge, par avance, de l'insulte, en tressant des palmes à nos « socialistes nouveau modèle ».

⁂

L'*Officiel* est décidément un journal instructif et, à seule fin de documenter les camarades pour les prochaines élections, j'y relèverai de temps à autre les « bons votes » des socialistes de gouvernement.

Ont voté l'*ordre du jour de confiance* au gouvernement dans l'interpellation sur les grèves de Montceau et de Saint-Eloy :

Poulain, *Allemane*, Antide Boyer, Breton (Cher), Cadenat, Calvinhac, Carnaud, Colliard, Devèze, Ferrero, Fournier, Fournière, Paschal-Grousset, Krauss, Labussière, Légitimus, Narbonne, Pastre, Pali, Rouanet, Viviani.

Les mêmes, plus Basly et Renou, ont voté *contre* l'ordre du jour de leur copain Dejeante, « invitant le gouvernement à retirer les troupes de Montceau et de Saint-Eloy, ainsi que la mise en régie (programme socialiste!) des mines non exploitées du fait de ces compagnies ».

Cela n'est pas mal, mais il y a mieux. Vingt-trois « socialistes » ont voté *contre* l'amendement Zévaès ainsi conçu : « Nulle congrégation ne peut exister en France. »

« Toutes les anciennes congrégations autorisées ou non sont supprimées », etc., etc. Les 23 socialo-calotins sont les mêmes que ceux cités plus haut, plus les « citoyens » Charles Gras et Lassalle.

Les laquais socialo-gouvernementaux n'ont pas émis ce dernier vote dans un esprit de liberté (ce qui serait très défendable), mais simplement pour « soutenir » — j'te crois! — le ministère qui leur est cher, comme ils voteraient tout ce que Millerand leur demandera. Quel socialisme! quelle bande! Mais que les prochaines élections seront amusantes!

⁂

Les Grèves. — Forts des votes de « confiance » de leur majorité de larbins, Waldeck-Millerand et Cie agissent à Montceau, et tâchent d'influencer les mi-

neurs en grève par des démonstrations militaires. Dimanche dernier, les troupes, musique en tête et baïonnette au canon, ont sillonné la ville toute la journée. Les gendarmes à cheval et les dragons, lance à l'étrier, ont aussi été de la partie. Cette manière de chercher à émouvoir les travailleurs réussira-t-elle, et à quoi?

A signaler le renvoi à Lyon, par le préfet, d'un chef policier qui, ivre du matin au soir, s'est laissé prendre bêtement à embaucher des agents provocateurs, et à faire le métier lui-même, dans l'espérance d'un nouveau galon.

Toutes ces excitations, force armée, policières, etc., ne parviennent toujours pas à faire sortir les malheureux mineurs de Blanzy de leur torpeur. Ils sont, du reste, fortement encadrés de socialistes tous plus ou moins révolutionnaires, qui leur dictent la conduite à tenir et les maintiennent dans la bonne voie.

A une demande de conciliation, la Compagnie a répondu par une menace de renvoi de 600 travailleurs, et il faut sans doute s'attendre à ce que la grève dure encore quelque temps.

A Marseille, même rengaine: la troupe « protège » les quais, et le maire « socialiste » prêche le calme. Toutefois, lorsqu'ils se sentent livrés à eux-mêmes sans « chefs », les grévistes chambardent bien un peu, et, seule, l'arrivée de la force armée les fait se retirer. Comme de juste, des arrestations ont lieu et des condamnations s'en suivent.

Malgré plusieurs tentatives, les patrons ne veulent rien concéder. L'esclavage complet ou rien, ils ne sortent pas de là. Les journaux bourgeois jouent de la corde patriotique, mais les grévistes tiennent bon et entendent que les ouvriers étrangers soient traités sur le même pied qu'eux. C'est là du véritable internationalisme.

A Chalon... Je rappelle aux camarades que 46 des nôtres sont toujours en prison et qu'une souscription est ouverte en leur faveur.

Je leur ferai parvenir ce qui me sera envoyé. C'est surtout pour les femmes et les gosses.

P. Delesalle.

Belgique.

Au sujet de bibliothèque. — On lit si peu dans la classe ouvrière! La curiosité intellectuelle a été tellement cassée dans l'œuf, que bien rare est le prolétaire belge se sentant piqué de quelque intérêt à se tenir au courant de ce que ses émancipateurs pensent et écrivent. Souvent nous l'avons dit. Il n'y a pas, aujourd'hui, jusqu'aux hommes investis de mandats politiques qui n'en arrivent à rougir eux-mêmes du peu d'intellectualité de leurs mandants. Nos imprécations et celles des hommes libres formulées contre la déviation de l'Idéal émancipateur, les laissèrent indifférents, jusqu'au jour où le saint même des mandats fut mis en danger par la constatation d'une ignorance cancéreuse dans la foule votante. Le scrutin pouvait, dans l'avenir, réserver la douloureuse surprise de voir cette masse aveugle, dépourvue de conscience, se jeter aussi bien — même, ô dérision! sous prétexte de révolution sociale — dans les bras d'aventuriers pouvant rivaliser avec vos antisémites et vos déroulédistes. C'est ainsi que déjà des sectes, ou intransigeantes ou ignares, comme les protestants, les spirites, les salutistes, faisaient leurs ravages dans les fiefs même du socialisme.

On comprit donc le danger de faire prédominer l'action *politique* d'une manière si exclusive qu'elle laissait à l'écart le mouvement intellectuel. De là, des fondations de bibliothèques, de cercles d'études, d'extensions. Mais comment garnir les premières, organiser les seconds, trouver les éléments pour les troisièmes? Qui pouvait tracer une voie judicieuse, permettant aux bibliothèques d'éviter l'exclusivisme, et le parti pris? Qui était apte à donner les indications nécessaires, tant au point de vue des auteurs sociologiques dont les plus méritants sont parfois ignorés, qu'au point de vue des littérateurs, dont la lecture pourrait nous purger de romans insipides, de feuilletons bébêtes, poison intoxiqué aux masses par des quotidiens? La lumière ne pouvait venir que d'un homme dégagé des polémiques journalières, travaillant hors les coteries et les clans; c'est le camarade Jean de l'Ourthe qui vient de produire le travail imposé par les circonstances. La brochure publiée par lui sur les *bibliothèques*, leur rôle, leur avenir, les écueils à éviter, mérite d'être répandue à foison pour ouvrir aux cerveaux les larges horizons qu'ils réclament. Excusez-nous de ne pas nous borner simplement à en faire mention dans la *bibliographie*. Une correspondance spéciale était bien méritée par ce travail, à la fois copieux et impartial, d'un soldat d'avant-garde. Son succès dans les foyers intellectuels ne peut faire de doute. Des œuvres ainsi renouvelées hâteraient la vraie Révolution, celle des cerveaux; elles créeraient, dans nos ouvriers, une mentalité nouvelle, prélude des bouleversements sociaux exigés par la notion supérieure de justice.

Flaustier.

Italie.

La mort de Michel Acanfora. — Lors de la révolte de 1898 à Naples, les femmes manifestantes avaient à leur tête les camarades Acanfora, Cacozza et Del Giudice. Lorsque les femmes, timides, mal vêtues, presque en haillons, hésitèrent à entrer dans les salles splendides de la préfecture, ce fut Acanfora qui leur dit: « Entrez, c'est votre maison, vous êtes chez vous, entrez! » Pour ces mots, il eut trente ans de prison. Quand le président du tribunal militaire lut la sentence, Acanfora fit appel à la révolution sociale. Immédiatement on lui infligea encore deux ans de prison.

Ce fait caractérise notre camarade, qui est mort, à vingt-trois ans seulement, d'une maladie contractée dans la maison de réclusion de Pouzzoles. A sa libération, par suite de l'amnistie, il m'écrivit à la prison de Lucera, où je me trouvais alors, en m'envoyant un peu d'argent, tout ce qu'il put. C'est dans cette lettre qu'il me parlait de sa maladie. J'espérais que sa jeunesse l'aurait emporté. Mais ce ne fut pas ainsi. Il est mort, on peut le dire, dans le combat, parce que peu de jours avant sa mort il s'occupait avec grande énergie de la grève des boulangers napolitains.

Moi, qui le connaissais bien et qui ai senti mon cœur navré en apprenant sa mort, je me demande s'il y a à Naples quelque camarade qui puisse le remplacer; mais je ne le trouve pas.

* * *

Gino Alari. — Un autre jeune homme que le gouvernement cherche à tuer, est le camarade Gino Alari, de Florence. Cet enfant a été traîné par toutes nos prisons et par toutes les îles qui entourent la belle péninsule. Maintenant il se trouve dans la forteresse de Farni, qui s'appelle *Maison spéciale pour les coatti*. Dans cet enfer, les directeurs des îles envoient les coatti qu'ils veulent. Il paraissait qu'il n'y avait plus, après l'amnistie du 11 novembre dernier, de relégués politiques: cependant Gino Alari, qui en est un, reste non pas à l'île, mais dans l'une des prisons de punition les plus infâmes.

* * *

Le ministère Zanardelli-Giolitti et la faim dans les Pouilles. — Et parlons maintenant du ministère successeur du ministère Saracco. Ce dernier tomba pour n'avoir pas su justifier sa conduite dans la grève des travailleurs de Gênes. Le ministère nouveau fait, comme d'ordinaire, bien des promesses pour se procurer l'appui des socialistes, étant sûr de celui des républicains, car un républicain, Sacchi, fait partie du ministère Zanardelli.

C'est pourquoi peut-être M. Giolitti, nouveau ministre de l'Intérieur, s'est-il hâté d'envoyer quelques secours aux Pouilles, où la misère est vraiment incroyable. A Foggia, à Ruvo, à Molfetta, à Lecce, les paysans surtout sont tous sans travail. Les autorités ont décliné toute responsabilité, au cas où une émeute éclaterait. Elles n'ont pas oublié la révolte de 1898, elles savent bien que les Pouillais sont des brebis tant qu'ils ont leur demi-franc par jour pour quatorze heures de travail; mais s'ils ne gagnent pas ce demi-franc ou voire même cinq sous, c'est alors la rébellion certaine, rébellion inconsciente, il est vrai, mais terrible.

Si je pouvais disposer d'un plus grand espace dans ce journal, je vous décrirais les conditions désastreuses des paysans pouillais, auxquels les propriétaires agriculteurs ont déclaré qu'ils ne pouvaient leur donner du travail, pas même pour les quatre sous par jour qu'ils demandent, parce qu'ils n'avaient pas d'argent pour faire travailler cette année-ci.

Cette année-ci, peut-être les propriétaires ont-ils peu ou rien gagné, mais les années passées? N'y a-t-il pas de compensation? Mais les journaux bourgeois, tout en s'occupant de la misère des Pouilles, tout en invoquant de prompts remèdes de la part du gouvernement, ne s'aperçoivent pas que les opérations de banque et les spéculations de bourse de leurs entreteneurs, les patrons, démentent que ceux-ci n'ont pas d'argent pour donner du travail aux martyrs de la faim et du froid. Du froid et du froid excessif cette année, car aux maux ordinaires — manque de récolte, crise agraire, cupidité des intermédiaires, etc. — la chute de la neige en considérable quantité a ajouté encore une note de désolation au tableau de la pénurie, déjà par lui-même si désolant et triste.

Le gouvernement — ai-je dit — a envoyé quelques milliers de francs. Les municipalités ont fondé les cuisines économiques, les riches font quelques aumônes. La société actuelle espère par ces vulgaires ressources apaiser le cri de la faim. Cependant, que direz-vous si je vous dis qu'il y a eu des bourgeois qui ont profité de cette misère pour faire leurs affaires? A Foggia, par exemple, où la mairie avait mis en vente un pain à 15 centimes le kilo pour les affamés, on a vu de riches usuriers en faire emplette. Cela vous prouve aussi que le pain restait invendu, parce que les meurt-de-faim manquaient des trois sous pour l'acheter.

Roberto d'Angiò.

Hollande.

Un haut fait à signaler de notre justice très libérale... en mois de prison pour les militants. Cet été, notre camarade et co-rédacteur De Lange, de Middelbourg, a été condamné à un mois de prison par le tribunal de cette ville, et cela pour délit de presse. La condamnation était conforme à la requête du ministère public. Néanmoins celui-ci fit appel à *minima* et la cour de la Haye porta la peine à trois mois. Devant la haute cour, l'avocat général demanda l'annulation des arrêts du tribunal et de la cour, parce que selon lui — et nous le croyons sans difficulté! — on avait sans motifs valables passé outre à la défense de l'accusé disant avoir agi dans l'intérêt public. Un socialiste écrivant dans le but de servir les intérêts publics! C'était là une prétention extravagante aux yeux de Messieurs les conseillers: donc on confirma purement et simplement la peine de trois mois. Ça ne leur coûte rien, pas même l'estime publique que la valetaille en robe a perdue depuis des temps immémoriaux! Heureusement, De Lange est un brave, sa peine ne le changera pas, et sa famille mangera tout de même, nous en répondons.

Parlons de choses moins tristes! La propagande va bien. Les libertaires d'Amsterdam ont pris l'initiative d'un meeting monstre pour la Grève générale. Ce sera pour la Pentecôte, à Utrecht. Et ce sont *des syndicats qui ont formé le comité exécutif*. Voilà surtout ce qui est réconfortant et plein de promesses pour l'avenir. Naturellement, ça ne fait pas du tout le compte de ces Messieurs de la social-démocratie qui, dans ces derniers mois, tournent autour du mouvement syndical comme des renards autour d'un poulailler. Et heureusement ils sont rebutés très souvent dans leurs tentatives de rapprochement. Il y en a bien parmi les leaders des grands syndicats qui se font des complices de ces politiciens plus ou moins équivoques — mais ils n'ont pas encore beaucoup de prise sur la masse des syndiqués. Ils ont commis une lourde gaffe — ils n'en font pas d'autres — en s'attaquant au N. A. S. (Secrétariat National Ouvrier) d'une manière tout à fait ignoble.

L'agitation ouvrière pour la Grève générale les exaspère jusqu'au point de déclarer que c'est là une agitation politique par excellence. Eh bien! pourquoi n'en font-ils donc pas eux-mêmes, eux, les politiciens de métier?

Autre bon signe! Le nombre des syndicats qui, à Amsterdam, s'est rangé autour des libertaires pour la fête du 1er Mai sous la devise de Grève générale! a augmenté sensiblement depuis l'année passée.

P.-M. Wins, Gorinchem.

P. S. — Un camarade pourrait-il m'envoyer les numéros 28 et 32 de la 5e année des *Temps Nouveaux*? C'est pour compléter ma collection.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Groupe de Propagande antimilitariste de Paris (G. P. A. P.). — Le camarade G. Dubois-Dessaulle, secrétaire du groupe, organisant une tournée de conférences antimilitaristes en province, prie les groupes qui désireraient de ces conférences d'entrer en correspondance avec lui, 65, avenue Ledru-Rollin, Paris (12e).

Le G. P. A. P. vient de publier une affiche sur

l'exécution des légionnaires Jean et Brunde. Elle est en vente au prix de 2 francs le cent, *port en plus*. Au-dessus de 75 affiches, colis postal.

∴

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIIIe arrondissement), 41, rue de la Chapelle :

Samedi 23. — Ch. Bonheur, professeur à l'Association Philotechnique : Le Mensonge dans l'Art.

Lundi 25. — E. Tarbouriech, professeur au Collège libre des Sciences sociales : Introduction aux Constitutions de la France : 5e Ancien régime — Les Parlements, l'Administration, les Fonctions de l'Etat.

Mercredi 27. — Soirée musicale et littéraire, sous la direction de M. de Solenières.

Samedi 30. — Dubois-Desaulle : Biribi : 2e Les Camisards et les Pionniers.

Cotisation mensuelle : 0 fr. 50 (0 fr. 75 pour une famille).

Les réunions ont lieu à 8 h. 1/2.

∴

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arr.). — A 8 h. 1/2 :

Samedi 23. — M. A. Cahen : Quelques moments de l'histoire de l'esprit français. — L. XVIIe siècle. 5e *Le théâtre du dix-septième siècle* (2e causerie).

Mardi 26, à 2 heures. — *Conférence réservée aux dames*. — Dme Louise Petit : Hygiène de l'enfance. — Partie musicale et littéraire. — Jeux et goûter pour les petits enfants (*entrée gratuite*).

Mardi 26. — M. Briat, secrétaire de la Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision : Les syndicats professionnels et les unions de syndicats.

Jeudi 28. — Séance musicale organisée par M. Willaume.

Samedi 30. — Soirée musicale et littéraire.

∴

Théâtre Social. — Les camarades socialistes et libertaires sont informés qu'avant son départ pour la Belgique, où il va donner une série de représentations de son grand succès : *L'Exemple*, le Théâtre Social a décidé de donner deux autres représentations du drame de Chéri-Vinet, le dimanche 31 mars, à la Maison du Peuple, en soirée et en matinée pour les camarades de la banlieue. On trouvera des invitations à l'entrée.

∴

Solidarité des Trimardeurs (*Bibliothèque du XVe*). — Réunion publique samedi 23 mars, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, 3.

Conférence par le camarade Papillon. — Chant, poésies. — Prêt de livres.

∴

Les Egaux du XVIIe, 85, rue de Courcelles. — Samedi 23 mars, à 8 h. 1/2 : De l'éducation libertaire.

Dimanche 24 mars, à 2 h. 1/2 : 2e causerie sur la Théorie cellulaire et la Sociologie, par E. Girault.

∴

Les camarades qui, pour leurs opinions, sont en butte aux vexations de la police, visites, pointeaux, etc., sont priés d'envoyer des renseignements, en mentionnant si l'on peut livrer ces renseignements à la publicité, au camarade Paraf-Javal, 6, cité Barrat, Asnières (Seine).

∴

Si je n'ai pas répondu plus tôt aux camarades de l'Ouest qui m'ont demandé d'aller dans leurs villes, faire des conférences sur « Le Bagne », c'est que j'avais l'espoir de faire cette tournée en compagnie de Régis Meunier que l'amnistie aurait dû rappeler en France, ainsi que les compagnons Mouysset et Paul Bury, condamnés en vertu des lois scélérates.

J'apprends aujourd'hui que nos bons dirigeants, qui ont étendu l'amnistie à des généraux faussaires et aussi à des accidents de chemin de fer et de tramway pour plaire aux actionnaires des grandes Compagnies, se refusent à comprendre nos amis dans cette loi.

La Ligue des Droits de l'Homme, qui vient d'être saisie de l'affaire, nous promet de s'en occuper activement, mais il est de notre devoir de faire en leur faveur le plus d'agitation possible.

Les libertaires qui se sont si bravement jetés dans la bataille alors qu'il s'agissait de sortir du bagne un homme qui n'était des nôtres que parce que frappé injustement, resteront-ils inactifs quand il s'agit de la liberté de révoltés conscients ?

Quant à moi qui ai passé avec eux cinq années dans cet enfer social qu'on appelle le Bagne, je crois de mon devoir d'aller partout clamer les horreurs qu'ils souffrent et de m'employer à leur prompte délivrance.

Je ferai à cet effet une première sortie dans l'Ouest dans les premiers jours d'avril, avant d'entreprendre ma grande tournée projetée dans le Midi.

Pour le moment je me propose de visiter les villes suivantes : Le Mans, Laval, Rennes, Morlaix, Brest, Lorient, Vannes, Saint-Nazaire, Nantes et Angers ; cela fait, je devrai rentrer à Paris où je dois être vers la fin du mois.

Je prie les groupes et camarades des localités désignées de m'écrire le plus promptement possible, afin que je puisse m'entendre avec eux pour l'organisation des dites conférences.

LIARD-COURTOIS,
50, rue d'Orsel, Paris (18e).

∴

NIMES. — *Bibliothèque d'études économiques*. Tous les samedis, causerie ; jeudi, lecture avec discussion. — La bibliothèque est ouverte tous les soirs.

∴

JOLIMONT (Belgique). — Le 24 mars, à 3 heures, à la Coopérative, grand débat contradictoire sur le sujet : Dieu, Science, Dogme. — Orateurs : Flaustier et le pasteur Schijns.

∴

BRUXELLES. — Le 25 mars, à 8 h. 1/2, au Cygne, conférence publique sur l'Emancipation ouvrière et les Syndicats. — Orateur : Flaustier.

∴

Le Cercle libertaire *l'Union bruxelloise*. — Réunion tous les samedis à 8 h. 1/2 au local, aux Quatre-Fontaines, rue de l'Hôpital, 51.

Le samedi 23 courant, pour les camarades, réunion à 8 h. 1/2 précises pour le compte rendu du congrès de Liège. A 9 heures, conférence par le camarade Emile Chapelier : La Société future.

Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser à Bergen Jean, rue de la Grande Ile, 54, Bruxelles, et pour ce qui concerne le congrès, s'adresser à Emile Chapelier, rue Terarken, 1, Bruxelles.

GROUPE LA LIBERTÉ D'OPINION

Dans le no 42 nous avons donné une première liste des envois faits par les soins du groupe de secours aux détenus. Depuis il a été envoyé ou employé les sommes suivantes :

Achat de livres pour les camarades au bagne	12 fr. 50
Pierconti (1er envoi)	5 »
Ollier	12 »
Pour les camarades de Chalon-sur-Saône (1er envoi)	50 »
Au compagnon Grunwald (2e envoi)	10 »
Pierconti (2e envoi)	10 »
Pour les camarades de Chalon (2e envoi)	50 »
Frais de réunion à la Maison du Peuple (timbres et affiches)	17 »
Frais de lettres et mandats	1 90
Impression du manifeste (La Liberté d'opinion)	20 »
Total	188 fr. 40
Envoyé précédemment	211 95
Total général	400 fr. 35

A NOS CORRESPONDANTS

Nous leur rappelons que toute commande de bouquins doit être accompagnée du montant. D'une part, l'état de notre caisse ne nous permet pas de faire l'avance de toutes les commandes qui nous arrivent ; d'autre part, nous en avons trop perdu pour pouvoir continuer plus longtemps.

EN VENTE A NOS BUREAUX

L'Assassiné, lithographie de L. C. Dissy, 1 fr. 40 franco. Tirage d'amateur, 3 fr. 25.

NOTRE TOMBOLA

1. Une goélette, cabaret, don des camarades d'Amiens.
2. Un volume *La Douleur universelle*, don d'un camarade.
3. *Souvenirs des bains de Wattwiller*, 10 eaux-fortes, par Daumont, don de l'auteur.
4. Cravache tressée à la main par des Caucasiennes, don d'un camarade.
5. Idem.
6. Un petit sac de dame, don d'un camarade.
7. Un bibelot de Charpentier.
8. Une étude de Luce.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Vieillesse et les idées de Cicéron à son égard, par L. de Rosny ; une brochure chez Leroux, 28, rue Bonaparte.

L'Année politique (1900), par A. Daniel ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Réflexions sur l'inquisition au moyen âge, par A. Bertrand ; brochure, 0 fr. 50, chez Bellais, 17, rue Cujas.

La Tournée, roman, par J. Ajalbert ; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Petites légendes (vers), de Verhaeren, chez Deman, Bruxelles.

De chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière, de la série *La Vie privée d'autrefois : Ecoles et collèges d'autrefois ; — Comment on devenait patron ; — Variétés parisiennes*, par Alfred Franklin, 3 vol. à 3 fr. 50.

A lire :

Les Guerres et l'idée qu'on en donne aux enfants, par A. Peuvrier ; *Annales de l'Alliance scientifique*, no 129.

Obstruction et parlements ; Le Temps, 7 mars.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Rouen. — Vous avez le paquet maintenant.

Bibliothèque économique, Nîmes. — Dans l'*Annuaire Hachette*, vous trouverez les adresses en question.

Groupe des Chartreux, Marseille, Les Egaux du XVIIe. — Convocation arrivée trop tard. Mardi matin, dernier délai.

E. T. — Lu l'*Aube nouvelle*. Pas assez saillant.

C. N. — L'abonnement sera servi. Merci. Entendu, à votre disposition.

Groupe antimilitariste. — Notre petit format ne nous permet pas de reproduire tout ce que publient les camarades. Nous ne pouvons qu'annoncer et recommander.

B., à Limoges. — Le livre de Bancel est épuisé.

V. L. — *L'Agonie d'une société* dans quelques jours.

A. A., à Bordeaux. — Pas assez d'importance.

J. B., à Saint-Junien. — Oui, envoyez ; quoiqu'il serait mieux que vous le donniez tel que vous l'avez fait.

L. B., à Puteaux. — *Bilatéral* épuisé. L'éditeur était Savine.

G., à Nice. — Notre format est trop restreint pour pouvoir insérer des comptes rendus de réunion.

Reçu pour les détenus : E. D., à Montereau, 0 fr. 50. — M. G., 1 fr. — Collecte à la réunion du 6 mars, 39 fr. — Paul, 1 fr. ; Auguste, 0 fr. 50 ; Reynault, 0 fr. 50. Ensemble, 2 fr. — A. Z., 1 fr. 75. — Total : 46 fr. 25. — Listes précédentes : 536 fr. 05. — Total général : 582 fr. 30.

Collecte faite pour les grévistes de Chalon par le groupe *L'Homme libre* de Châteaurenard, à l'issue d'une conférence faite par Marie Murjas, 27 fr. — Collecte faite à l'issue de la conférence de la camarade Murjas à Cavaillon, par M. B., 11 fr. — Collecte faite à Apt à l'issue de la conférence Marie Murjas, 8 fr. 45. — Cellard, 1 fr. — Butaud, 1 fr. — Total : 48 fr. 45, que nous faisons parvenir à Chalon.

Reçu pour la brochure à distribuer : Un camarade, 0 fr. 50. — M. G., 1 fr. — Total : 1 fr. 50. — Listes précédentes : 27 fr. 05. — Total général : 28 fr. 55.

Reçu pour le journal : P. R., rue E. D., 2 fr. 25. — J. M., à Liège, 1 fr. 40. — Jehannet, 5 fr. — A. Z., 1 fr. 75. — F. P., à Angers, 2 fr. — F., rue L., 1 fr. — Merci à tous.

V. D., à Sofia. — M., à Grenoble. — G., à Carmaux. — J. L. (Affamés), à Spring-Valley. — E., à Dijon. — A. A., à Bordeaux. — G., à Fougères. — De D., au Vésinet. — C., à Orléans. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE N° 49 — DIX CENTIMES — DU 30 MARS AU 5 AVRIL 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Les cartes pour notre réunion annuelle qui doit avoir lieu le 5 mai sont en vente au prix de 0 fr. 50. Elles donnent droit à la tombola qui aura lieu à la fin de la séance.

La réunion étant strictement privée, il n'y aura pas de cartes à l'entrée.

Nous en tenons à la disposition des camarades qui peuvent en placer.

PÉRIL JAUNE

Comme il fallait s'y attendre, une fois la Chine vaincue, les divers gouvernements, hier alliés, se contemplent en chiens de faïence, en conflit de convoitises. Déjà Russes et Anglais ont failli se mordre, fidèles serviteurs de leurs maîtres en contestation d'intérêts. Le règlement du litige est renvoyé à une date ultérieure, date à laquelle les attitudes menaçantes reprendront de part et d'autre. Les gouvernements européens sont bien embarrassés.

La guerre, ils se la déclareraient volontiers. Elle aurait pour avantageux résultat de permettre au vainqueur de s'offrir dans le partage de la Chine la plus grosse et la plus fructueuse part. Cinq cents millions de travailleurs habiles et peu exigeants sont un lot enviable par des capitalistes rapaces qui ne songent pas que, la médiocre consommation de chacun d'eux ne compensant pas sa production, un encombrement formidable de produits arrêterait net leurs industries.

Mais n'importe! ils ne voient que le profit immédiat à réaliser sur une fabrication peu coûteuse, estimant sans doute que des débouchés actuellement inexistants s'enfanteront subitement de rien. Si le Chinois produit trois fois plus qu'il ne consomme, qui est-ce qui consommera les deux tiers restants de sa production? L'Européen? Mais déjà celui-ci est encombré. C'est la surproduction qui le pousse à coloniser, à rechercher hors de chez lui de nouveaux débouchés. Ce sont donc des consommateurs qu'il lui faut et non des producteurs.

Mais ces considérations les inquiètent peu. Les gouvernements, eux, voient dans la conquête une occasion d'accroître le nombre de leurs sujets et par conséquent d'élever le chiffre des impôts, dont ils vivent. En outre, une extension territoriale entraîne une augmentation du personnel administratif, judiciaire, etc. D'où occasions multiples de s'acquitter, par l'octroi de fonctions, d'une foule de dettes contractées en raison de services divers. Les gouvernements ont donc intérêt à la guerre.

Aussi s'appliquent-ils, en déformant leur jugement par une multitude de fausses notions et de mensonges, à persuader aux peuples qu'eux aussi y ont intérêt. Ils leur enseignent notamment qu'il est de l'« intérêt national » de combattre la concurrence étrangère par des tarifs de protection qui n'ont d'autre effet que d'enchérir la vie. Se plaçant au point de vue exclusif de la production, ils expliquent que la prédominance des produits étrangers sur le marché déterminerait l'abaissement de la production nationale; mais ils se gardent de dire que la prédominance des produits étrangers étant due à leur meilleur marché ou à leur meilleure qualité, elle fait, en somme, l'affaire de la « consommation nationale ».

Il en est ainsi du reste. On enseigne que tous les hommes contenus dans telles limites territoriales sont solidaires les uns des autres contre les hommes situés au delà de ces limites. C'est un mensonge; la seule solidarité réelle est celle qui existe entre hommes de même classe sociale — à quelque nationalité qu'ils appartiennent — contre ceux de la classe dont les intérêts sont opposés. Or le fait de vivre à l'intérieur des mêmes frontières ne suffit pas à identifier les intérêts.

Mais les gouvernements propagent de tels mensonges, inculquent de telles erreurs pour que le jour où leur intérêt les pousse trop impérieusement à déclarer la guerre, ils trouvent un appui dans les peuples qu'ils ont trompés.

En ce qui concerne les faits de Chine, les gouvernements de race blanche ont fait s'accréditer parmi leurs peuples la légende menaçante du péril jaune. Si la race blanche permet à la race jaune de développer sa production, c'en est fait de la production des races blanches en raison du taux peu élevé des salaires chinois. Il est donc indispensable de conquérir ces peuples afin de faire nôtre leur production.

Sans doute, si les travailleurs de race blanche continuent à prendre pour des lanternes les vessies que leur offrent leurs gouvernements et, dans les querelles de ceux-ci, à faire cause commune avec eux, le péril jaune les menace. Il les menace même doublement : 1° dans le cas où la Chine viendrait à s'industrialiser et 2° dans le cas où sa conquête viendrait à mettre à la disposition des capitalistes européens et américains cinq cents millions de salariés travaillant à bas prix. Mais on remarquera que la seconde alternative est autrement menaçante que la première. Celle-ci peut ne pas se produire. Les Chinois, cultivateurs admirables, parviennent, même avec leur industrie inférieure, à une production supérieure à la nôtre. Ils n'envient nullement nos méthodes industrielles, dont, d'ailleurs, les résultats sociaux ne sont pas faits pour les tenter.

Pourquoi donc les peuples européens aideraient-ils leurs gouvernements à rendre la seconde alternative inévitable? Si les gouvernements ont un intérêt quelconque à conquérir la Chine pour s'assurer des sujets plus nombreux et un rendement fiscal supérieur, il est de toute évidence que les travailleurs de nos pays ont un intérêt diamétralement opposé.

Outre la question de concurrence dans les salaires, les travailleurs ont un intérêt supérieur et plus général à sauvegarder la civilisation chinoise. Si le perfectionnement mécanique réalisé dans quelques pays de race blanche offre un exemple remarquable de ce que peut atteindre la puissance industrielle de l'homme, à leur tour les Chinois nous offrent, par leur agriculture et la plupart de leurs institutions sociales, un enseignement non moins précieux. C'est ainsi, soit dit par parenthèse, qu'avec tout l'argent que notre gouvernement tire de nos poches sous prétexte de bons d'importation, de tarifs de protection, etc., on pourrait avec bien plus d'avantage envoyer nombre de cultivateurs français prendre des leçons d'agriculture en Chine.

Toutefois, considérant d'une part la perfection atteinte chez nous par l'outillage mécanique et, d'autre part, la perfection atteinte chez les Chinois par la culture, on ne peut s'empêcher de se demander à quelle somme de bien-être on ne parviendrait pas si l'on savait combiner en un même lieu les deux systèmes!

Ainsi donc, au lieu d'obéir en moutons dociles à leurs gouvernements, les travailleurs blancs doivent fraterniser avec les travailleurs jaunes. Au lieu de « passer des piquettes » à ces « Chinetons » et de leur enfoncer avec tant de plaisir la baïonnette dans la « bedaine », qu'ils leur demandent de les instruire. Ils n'ont qu'à y gagner. Les Chinois leur apprendront pourquoi, dans notre Occident, la question agraire sévit si cruellement, enchérissant la vie, encombrant les villes et le marché industriel d'offres de travail et avilissant les salaires. Ils leur montreront quelles richesses on peut retirer de la terre grâce à un travail intelligent et raisonné et que le bien-être est là encore plus sûr que partout ailleurs. Ils leur enseigneront en outre comment ils ont pu réduire l'Etat à sa plus simple expression par une décentralisation poussée jusqu'à l'autonomie complète de la famille et comment, grâce à ce système, ils sont arrivés à ne payer par tête que trois à quatre francs d'impôt!

Que les travailleurs blancs se gardent d'anéantir cette civilisation si pleine pour eux d'enseignements. Qu'ils se hâtent de manifester leur solidarité à l'égard de ce peuple laborieux et paisible qui a su reléguer le prêtre et le soldat au rang qui leur convient : le dernier de la société. Il faudrait qu'on lui fît connaître, à ce peuple, que travailleurs européens et américains réprouvent hautement toutes les abominations

dont leurs gouvernements ont donné le signal.

Un manifeste international de sympathie pourrait lui être adressé par le prolétariat de tous les pays.

Il pourrait aussi être procédé de la même manière, à chaque fois qu'un gouvernement entreprendrait une expédition quelconque. Ce serait là une excellente habitude à prendre entre peuples en vue de développer la fraternité. Il importe que les peuples se sentent solidaires contre leurs gouvernements, leurs vrais, leurs seuls ennemis. C'est en se le répétant souvent l'un à l'autre, en désavouant à tout coup les violations du droit commises par leurs gouvernements contre tel ou tel peuple, qu'ils feront entrer dans les mœurs et dans la pratique cette solidarité internationale demeurée jusqu'ici par trop platonique.

Ce sera le meilleur moyen de faire disparaître la guerre de la surface du globe.

Je propose donc qu'une adresse conçue en ces termes, ou à peu près, soit envoyée au peuple chinois par toutes les associations ouvrières, syndicats, trade-unions, etc., des gouvernements alliés :

« Le prolétariat français, anglais, allemand, etc.

» Considérant que la guerre féroce qui est faite actuellement au peuple chinois, sous le faux prétexte de réprimer sa légitime révolte contre les exactions des missionnaires, n'a en réalité d'autre cause que l'insatiable rapacité des gouvernements coalisés.

» Réprouve avec indignation les atrocités dont les Chinois sont victimes de la part des armées alliées, et adresse à ce peuple pacifique et laborieux l'expression de sa profonde sympathie et de sa solidarité. »

André Girard.

BONNE FOI

J'ai adressé à M. Urbain Gohier la lettre suivante qu'il s'est bien gardé, naturellement, d'insérer:

Monsieur,

Dans l'*Aurore* d'aujourd'hui, 21 mars, vous parlez de l'hostilité que vous n'auriez cessé de manifester à l'égard du ministère actuel, depuis le premier jour de sa constitution.

L'inexactitude de cette affirmation aurait à mes yeux peu d'importance si, dans l'énumération de ceux qui, à vous entendre, vous tournèrent à ce sujet en dérision, vous ne faisiez figurer « des anarchistes ».

Votre mémoire est en défaut. Si vous voulez bien vous en souvenir, une polémique — courtoise celle-là — eut lieu à l'époque entre quelques rédacteurs des *Temps Nouveaux* et vous. On vous reprochait, à vous et à quelques-uns de vos collaborateurs de l'*Aurore*, d'avoir d'incompréhensibles ménagements pour le ministère Waldeck-Millerand-Galliffet, et de sembler croire à sa bonne volonté.

C'était tout le contraire, comme vous voyez, et c'est nous qui étions l'objet de sarcasmes, pour notre méfiance irréductible. Il vous suffira, pour vous en assurer, de consulter les *Temps Nouveaux* des 1er et 8 juillet 1899. Quant au *Journal du Peuple*, seul autre organe anarchiste qui parût alors, il manifesta dès le premier jour toute l'indignation que lui causait le choix de Galliffet.

Vous avez, à maintes reprises, émis le désir de fixer des points d'histoire. Vous ne me refuserez pas, dans un journal de vérité comme l'*Aurore*, de rectifier aussi celui-ci.

Veuillez agréer, etc.

André Girard.

Le camarade Meyer m'envoie un nouvel article sur la coopération en réponse à ma réponse.

Si la place ne nous était pas mesurée, pour lui faire plaisir, j'aurais inséré. Mais, malheureusement, nous avons d'autres articles qui attendent depuis des semaines.

Dans les discussions de ce genre, chacun veut avoir raison, et s'imagine qu'il l'a lorsqu'il peut parler le dernier.

Pour moi, l'utilité de ces discussions est de permettre de sortir des arguments que le lecteur critique à son tour. Et, le plus généralement, c'est dans le commencement de la discussion que l'on sort ce que l'on a de mieux. La suite n'étant qu'une répétition.

Le camarade Meyer prétend me trouver en contradiction avec moi-même. Que le lecteur juge. Il a nos différents arguments sous les yeux.

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Militarisme. — Un capitaine, trésorier d'un cercle militaire, s'est fait prendre la main dans le sac, c'est-à-dire dans la caisse du cercle, où il avait barboté plusieurs milliers de francs à ses camarades. Des faux naturellement s'efforçaient de masquer ces virements sur les livres de comptabilité. Mais tous les régiments fourmillent de capitaines et de sergents-majors mangeurs de grenouille. Ça ne fait jamais qu'un de plus.

Un soldat, nommé Carle, non reconnu malade par le médecin-major, est contraint de manœuvrer, de faire une marche, et meurt dans la nuit. Un autre, nommé Bouvier, contracte au régiment une pneumonie infectieuse ; on le soigne quelque temps à l'hôpital, puis on s'en débarrasse en le libérant ; à peine arrivé chez lui, il meurt. Deux autres soldats, Chapus et Delamothe, sont morts au Mont-Valérien : pendant le peloton de chasse, on trouvait plaisant de leur faire faire du pas gymnastique pendant une demi-heure, puis, une fois en transpiration, de les faire rester immobiles sous le froid. Ils en sont morts. C'est tout à fait plaisant.

En Algérie, les forçats d'un atelier de travaux publics, las d'être torturés et frappés, se sont révoltés. Au nombre de soixante, ils brisèrent tout ce qui leur tomba sous la main. Treize d'entre eux ont été traduits devant le conseil de guerre d'Oran ; et l'un de ceux-ci, nommé Hervé, arrachant un bouton de sa veste, le jeta à la tête du président du conseil. Le piquet de garde s'élança sur lui, baïonnette au canon, et Hervé tomba blessé. Quelques minutes après, on le condamnait *à mort*.

R. C.

*
* *

Mouvement ouvrier. — Internationalisme. — J'ai parlé en son temps de la visite que les délégués des Trades-Unions anglaises firent aux travailleurs français. Quoique un peu étouffée par notre grande foire nationale, cette visite donna lieu à une imposante manifestation.

Les travailleurs français songent aujourd'hui à rendre leur visite à leurs camarades anglais. Dans ce but, les trois grandes Fédérations de syndicats qui siègent à Paris viennent d'adresser à tous les syndicats, Bourses du travail, etc., une circulaire les invitant à se joindre à la délégation qui a l'intention de se rendre en Angleterre en mai prochain.

Le but, ce court extrait de la circulaire en question le définit à souhait : « Aux capitalistes qui ne rêvent que guerres et massacres, il est nécessaire de montrer que les peuples sont fatigués d'être non seulement chair à travail, mais encore chair à canon. »

Ajoutons que cette délégation devra être exclusivement composée de délégués d'organisations économiques et qu'il ne sera fait appel à aucun groupe politique. *Guerre à la guerre*, tel sera le cri de ralliement.

Pendant que nos chauvins imbéciles essaient de jeter les deux peuples, anglais et français, l'un contre l'autre, cette attitude des travailleurs des deux pays méritait d'être signalée. A se mieux connaître, à échanger des idées, les travailleurs de divers pays comprendront mieux pourquoi leurs maîtres ont tracé des frontières. Ils apprendront que l'exploitation est la même partout où fleurit le régime capitaliste, et si un jour leurs dirigeants respectifs tentaient de les jeter les uns contre les autres, peut-être sauraient-ils enfin s'unir contre eux.

*
* *

Le véritable rôle des armées. — Les grandes grèves qui ont lieu depuis quelque temps montrent quel est le véritable rôle des armées en temps de paix!... Pendant qu'à Montceau-les-Mines les soldats sont employés comme chiens de garde de la propriété, qu'autre part ils remplissent le rôle de policiers, à Marseille, comme du reste jadis dans des circonstances identiques, ils prennent la place des travailleurs et sont employés à la fabrication du pain, au lieu et place des ouvriers boulangers en grève.

Le ministère Waldecko-socialiste, à ce qu'il paraît, n'a pas l'intention de s'en tenir là : il vient en effet de consulter le conseil d'Etat pour savoir si, le cas échéant, il pourrait « assurer le service des bateaux chargés des courriers et de ceux apportant les matières premières nécessaires à l'alimentation et à l'industrie, telles que céréales et charbons, etc. »

Comme de juste, le conseil d'Etat a répondu par l'affirmative, et il faut s'attendre à voir les grévistes complètement remplacés par des fils de travailleurs, habillés de rouge, de jaune ou de vert, et réduire par la famine les salariés en grève.

Jamais aucun gouvernement « bourgeois » n'avait osé pousser l'impudence jusque-là.

Il est vrai que l'avocat du gros patronat, Waldeck, peut tout se permettre, pour avoir donné la pâtée à l'un d'eux; il a domestiqué tous les roquets socialistes, il peut, s'il veut, affamer par tous les moyens les travailleurs, sa majorité de larbins est prête à tous les ordres du jour de confiance qu'il exigera.

Electeurs, vil troupeau, comprendrez-vous enfin que l'on vous trompe avec des étiquettes, et que « Défense républicaine » est synonyme de « Défense capitaliste ». Souhaitons-le, sans trop l'espérer!!

*
* *

Les Grèves. — Après deux mois d'attente, l'on peut considérer la grève de Montceau-les-Mines comme terminée. Lundi dernier, fortement protégés par les policiers et la troupe, une partie des « jaunes » ont recommencé à travailler. Sans nul doute les autres suivront, vaincus par la misère, et tués dans leur énergie par la clique de politiciens dont ils n'ont pas eu le courage de se débarrasser.

Les discours des grands chefs de troupes, même agrémentés des gros sous des travailleurs, et de l'organisation de soupes « communistes », ne suffisent pas à vaincre l'oligarchie capitaliste. Nous ne répéterons jamais assez qu'il n'y a pas de lutte possible sur ce terrain. Jamais les gros sous des travailleurs ne parviendront à vaincre les billets de banque capitalistes. La force seule est la grande accoucheuse; malheureusement, à Montceau, comme ailleurs, les grévistes croient trop aux hommes et pas assez aux faits.

*
* *

A Chalon. — La magistrature au service de la classe capitaliste a accompli la vengeance qu'en attendait le patronat chalonnais.

Les trente-trois inculpés (!!) à propos des troubles des 15 et 16 février ont comparu devant le tribunal.

En plus des braves arrêtés dans le guet-apens policier comparaissaient tous les principaux militants du syndicat des métallurgistes arrêtés à leur domicile le lendemain de l'audacieux coup de main.

La plupart des accusés ont, comme de juste, été condamnés à des peines variant de huit jours à trois mois de prison. Toutefois un certain nombre de camarades ont été acquittés, la preuve n'ayant pu être faite qu'ils avaient pris part aux troubles, ce qui ne les a pas empêchés d'être gardés en prison pendant plus de six semaines. Aussi, la société est vengée et les capitalistes rassurés.

En plus des 100 francs envoyés par le groupe de secours aux détenus, j'ai fait parvenir au groupe de Chalon samedi dernier 50 francs de souscriptions que j'ai reçues. Je continuerai à leur faire tenir ce qui me parviendra. Il y a des femmes et des gosses.

P. Delesalle.

Portugal.

Lisbonne. — Dans la réponse que vous a fournie C. P. (sur les anarchistes déportés pour délit d'opinion), il y a beaucoup de vrai; mais il n'est pas entièrement exact que tous les mois des libertaires soient envoyés aux bagnes d'Afrique. Mon affirmation se base sur la conviction où je suis qu'il n'y a pas en Portugal assez de libertaires pour donner ce plaisir au gouvernement. Je ne veux pas laisser dans leur illusion ceux qui, à distance, jugent le

Portugal un pays propre à la culture des idées émancipatrices. Non! le Portugal, compère de l'Espagne, clérical et monarchique, n'offre pas de place à l'expansion des idées de liberté. En ce moment, il est transformé en un grand foyer réactionnaire, propice seulement aux gens du sabre et de la calotte.

Je ne puis vous donner, pour l'instant, plus de renseignements que ceux que vous a donnés C. P. sur le sort subi au bagne par les déportés victimes de la loi du 13 février 1896.

Ils sont partis pour l'Afrique et Timor (Océanie), pendant la nuit, sur un navire de guerre. La presse n'a pas publié un humble entrefilet de protestation, ni même le simple exposé des faits. Depuis, de rares et insuffisantes nouvelles sont arrivées en Portugal sur la situation des forçats, pris à un piège policier. La rafle de 1896 s'est faite dans le but de justifier l'enfantement d'une loi destinée à couronner la législation rétrograde entreprise par le régime monarchique et clérical.

Je suis convaincu que la plupart des déportés ont déjà réglé leur compte avec la mort. J'espère pouvoir vous envoyer bientôt plus de renseignements, car je vais me mettre en contact avec des parents et amis des déportés de 1896, lesquels possèdent peut-être des renseignements utiles à votre œuvre de solidarité et de combat pour la liberté de penser.

Y.

Russie.

LES TROUBLES. — On sait que le gouvernement russe ayant répondu à une manifestation des étudiants de Kiew par l'application d'un règlement (oukase du 29 juillet 1899) envoyant au régiment les *élèves des écoles supérieures, exclus pour désordres collectifs*, il s'est produit en Russie, notamment à Kharkow, Moscou et Saint-Pétersbourg, un mouvement général de protestation et des troubles graves auxquels le public et notamment les ouvriers ont pris part. — On sait aussi combien il est difficile d'avoir sur les événements russes des détails complets et exacts. Voici ceux qui nous sont parvenus de plusieurs correspondants particuliers.

⁂

KHARKOW. — On a coutume de célébrer chaque année, le 19 février (date russe) un service religieux à la mémoire d'Alexandre II, en souvenir de l'affranchissement des serfs.

Ce jour-là, à midi, après avoir demandé au prêtre de chanter un *De profundis* spécial, les étudiants se dirigent de l'église vers l'Université en chantant un chant révolutionnaire et suivis par la foule. A leur approche, les portes sont fermées et les cosaques, appelés, dit-on, par les autorités universitaires, arrivent aussitôt et, cernant la foule, procèdent à une première arrestation de quarante ou cinquante personnes.

Cependant, la foule grossit toujours. Des femmes et mères d'étudiants essayent de rejoindre leurs maris et leurs fils, sans y parvenir. Les cosaques se servent de leurs fouets.

Pendant que les premières personnes arrêtées sont conduites au poste, d'autres étudiants arrivent et la foule augmente toujours. De nouvelles arrestations ont lieu au milieu des huées. La foule se porte ensuite sur la place du théâtre, où arrive une compagnie de fantassins avec des tambours. On apprend alors que les ouvriers d'une usine de constructions mécaniques ont quitté le travail.

A 9 heures du soir, on évalue à un millier le nombre des manifestants. Les ouvriers dominent et chantent des chants révolutionnaires. On voit alors déboucher sur la place un détachement de cosaques qui, sans sommations, commencent à se servir de leurs fouets. La foule cède, excepté les ouvriers des usines, qui démolissent une palissade pour se défendre. Les cosaques dégainent alors et frappent avec leurs sabres. Les postes de police étant pleins, on n'y emmène plus personne et la bataille continue jusqu'à 11 heures du soir. L'énorme émotion produite dans la ville n'est pas encore apaisée.

⁂

MOSCOU. — Le 23 février (date russe), 900 étudiants réunis à l'Université arborent un drapeau avec une inscription demandant l'abolition du règlement provisoire. A 11 heures, le public commence à affluer et se répand dans la rue de Moskhovaïa, jusqu'à la rue de Vozdvijenskaïa et la place autour du manège, où la police réussit à rejeter et à enfermer 700 étudiants. La foule continue de stationner devant le manège.

Vers 1 heure du matin (24 février), des gendarmes à cheval viennent prêter main-forte à la police, dispersent la foule. Les rues sont barrées par des piquets de cosaques. Cependant les étudiants sont extraits du manège par petits groupes et conduits au poste. Parmi eux se trouvent une centaine de jeunes filles qui sont remises en liberté.

Le 25 février, nouvelle manifestation d'étudiants qui se promènent en chantant sur le boulevard de Twer et dans la rue du même nom, devant la maison du général gouverneur duc Serge.

Vers 6 heures du soir, un grand nombre d'étudiants et d'autres personnes sont de nouveau refoulés et bloqués dans le manège, et à 11 heures le quartier est complètement envahi par la foule. Pendant toute la nuit, des voitures du service sanitaire conduisent aux prisons les manifestants arrêtés. De nouvelles rues sont barrées par les cosaques, la lance au poing.

A 1 heure, la foule augmente encore et se montre de plus en plus menaçante. Des lanternes sont brisées, ainsi que les vitres du manège. Il y a parmi les émeutiers beaucoup d'ouvriers et les fabriques sont occupées par la troupe.

Le fait important de ce mouvement c'est, comme on le voit, l'entrée en scène de l'élément ouvrier. Il convient également de noter une indication d'une extrême importance pour l'évolution des idées en Russie. Il y a douze ans, paraît-il, des troubles analogues éclatèrent. Mais à cette époque le public, les commerçants notamment prenaient plutôt parti pour la police contre les étudiants. Aujourd'hui, ils les défendent et les soutiennent. A Moscou, des bouchers ont forcé les portes du manège pour apporter de quoi manger aux étudiants arrêtés.

⁂

SAINT-PÉTERSBOURG. — Depuis plusieurs jours, on s'attendait aux troubles. Les officiers avaient reçu l'ordre de lire aux soldats les instructions relatives à l'usage de leurs armes en cas d'émeute.

Les étudiants avaient envoyé un grand nombre de lettres engageant les amis de la liberté et les partisans d'un changement de régime à se réunir le 2 mars, à midi, devant la cathédrale de Kasan. Le parvis fut bientôt noir de monde. Les étudiants et étudiantes de toutes les écoles, ainsi qu'un grand nombre d'autres personnes, avaient répondu à l'appel, et la foule augmentait rapidement.

Les étudiants lisent à haute voix un appel réclamant l'aide du public pour se défendre contre les violences dont ils sont l'objet et, en même temps, on voit monter un ballon muni d'une bande avec l'inscription: *Plus de règlement provisoire.*

A ce moment arrive un fonctionnaire de police en voiture suivi de cosaques au galop. « A la cathédrale! On nous cerne! » crie alors la foule qui se replie vers l'église où on transporte déjà des blessés. Sur la place, les étudiants commencent à se battre avec la police. Les agents pénètrent dans la cathédrale déjà pleine, en expulsent ceux qui s'y sont réfugiés et qui, précipités par-dessus le perron, tombent sur la place où les cosaques les reçoivent à coups de fouet. C'est alors un tumulte, une mêlée épouvantable. On entend des cris et des gémissements de douleur. Les femmes sont échevelées et leurs vêtements en lambeaux. On en voit que les cosaques traînent par les cheveux. Il y a plusieurs morts, dont une étudiante.

Au cours de la bataille, des étudiants ont démoli une palissade pour essayer de se défendre. Mais les agents n'ont pas tardé à leur reprendre ces armes improvisées et à s'en servir contre eux.

Comme il n'y avait plus de place dans les prisons, une partie des personnes arrêtées furent internées dans les monuments publics, banques, etc... Des voitures du service sanitaire avaient été préparées d'avance, en prévision des événements.

D'après les diverses correspondances d'où nous avons tiré ces détails, il est impossible de prévoir où peuvent conduire les troubles.

Voici, pour terminer, l'appel des étudiants de Kiew au public et aux professeurs :

Nous sommes obligés de nous préparer à une nouvelle lutte pour la liberté académique, pour le droit, pour la justice.

La voix de nos professeurs et l'appui de la société tout entière sont pour nous d'une importance primordiale. Ils pourront soulager le sort des victimes, ils nous aideront à faire valoir nos droits foulés aux pieds depuis des dizaines d'années; leur sympathie impartiale, mais chaude, nous servira de source d'énergie dans notre lutte contre la force brutale.

Nous sommes opprimés, l'autorité brutale nous a mis hors la loi; mais l'arbitraire sauvage oublie qu'il aura à compter avec une jeunesse organisée, unie dans sa haine de la tyrannie et qui saura soumettre à la critique tous les actes dirigés contre elle.

Nous ne pouvons pas ne pas haïr cette autorité, parce qu'elle nous opprime et nous étouffe...

Regardez notre temple, nos auditoires, la science y est opprimée... une nuée d'espions y surveille tout ce qui s'y passe...

Notre étudiant, à peine sorti du lycée plein de foi dans la sainteté et l'inviolabilité de la science, de la famille universitaire, rencontre avant tout à l'Ecole Supérieure les gendarmes et les mouchards, exécutant les ordres des autorités policières. Comment étudier dans ces conditions, comment s'abstenir de la lutte? Vous devez nous comprendre, vous qui êtes nos professeurs, vous qui êtes vous-mêmes sous le joug de la violence. Vous devez vous révolter et répondre à notre appel, venir lutter avec nous pour l'affranchissement de notre mère chérie, de notre Ecole Supérieure...

Que s'est-il passé? Nous nous sommes réunis pour discuter nos affaires d'étudiants, parler du sort de nos camarades, nous attendons la visite du recteur, pour lui exprimer nos *desiderata*, et on nous envoie, en réponse, des gendarmes, qui nous menacent de leurs sabres.

Nos meilleurs camarades sont expulsés de l'Université ou incarcérés. On nous calomnie dans les journaux, et on nous défend d'opposer aux outrages notre démenti collectif.

A la place d'un tribunal public, on nous a livrés hier à l'inspection, et aujourd'hui à un tribunal inquisitorial...

Le général de la gendarmerie Novitzki siège à côté de notre Recteur pour nous interroger... sans publicité, sans droit à la défense.

Quant à la société russe, elle ne peut plus fermer les yeux, elle doit constater que nous sommes privés de toute garantie de nos droits individuels et outragés dans notre sentiment de dignité humaine.

Nous avons foi qu'elle nous soutiendra... Nous sommes offensés pour nos professeurs, que l'on oblige de siéger à côté des inspecteurs et des gendarmes, et cette honte, ils la subissent depuis plusieurs jours... Nous ne pourrons plus aller suivre leurs leçons...

Nous faisons appel à nos professeurs pour défendre notre asile sacré commun, pour nous soutenir dans notre lutte...

Oh! nous savons que beaucoup d'entre eux souffrent, dans leur for intérieur, et plus encore que nous-mêmes, de cet état d'illégalité, de ce cynisme. Qu'ils proclament alors hautement leurs sentiments, qu'ils nous soutiennent ouvertement, quand nous exigeons le changement du règlement actuel, la liberté de nos réunions où nous ne nous occupons que des affaires académiques, l'indépendance de nos délégués, ou un tribunal ordinaire à la place de l'inquisition : soutenez-nous lorsque, par une protestation collective, nous forcerons le gouvernement de prêter l'oreille à nos doléances...

Nous voulons croire que vos cœurs ne sont pas encore momifiés; que vous comprendrez l'offense faite aux pères et aux fils; vous êtes forts par votre situation et par votre science; nous le sommes par notre ardeur passionnée pour le juste combat. La société écoutera votre voix; toute la partie avancée sympathise avec vous...

Nous devons nous unir en une famille étroite pour opposer à l'arbitraire et à la violence une résistance commune. — Vous aurez non seulement à dire le mot décisif, mais faire l'acte nécessaire...

Dans les conditions actuelles, vous ne pouvez pas enseigner, nous ne pouvons pas suivre votre enseignement.

Luttons donc ensemble pour notre liberté académique, pour le droit, pour la liberté.

Quand la lutte sera couronnée de la victoire, vous monterez de nouveau sur vos chaires, pour proclamer la justice et la vérité, et nous prendrons nos places sur les bancs des étudiants.

Avec des forces communes pour la cause commune!

P. S. — Si la lutte fait des victimes, ce n'est pas nous qui mériterons les reproches de la société.

C'est le gouvernement terrible dans sa haine aveugle, dans son impuissance de museler nos âmes, nos consciences et notre pensée libre — c'est lui seul qui en portera les conséquences.

Le Conseil de l'Union des Organisations des Etudiants à Kiew.

⁂

Le bruit court que la prétendue fièvre typhoïde dont le tsar fut atteint, au dire des journaux, est une maladie feinte. En réalité, le tsar aurait été victime d'un attentat : un Italien aurait tiré sur lui un coup de revolver, dans le parc de Livadia où il se promenait avec un très petit nombre de gens. Un moment, le tsar aurait été à la mort. Les précautions les plus rigoureuses auraient été prises pour donner le change sur la nature de cette maladie subite, et pour empêcher la fâcheuse nouvelle de s'ébruiter. Quant à l'Italien, on l'aurait fait disparaître sans bruit.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education Sociale, 5, rue Jules-Jouy. — A 8 h. 1/2:

Samedi 30. — Soirée musicale et littéraire.

Mardi 2. — M. A. Buhl: L'univers et le système du monde.

Jeudi 4. — M. Rouanet: Du rôle politique de l'argent (5e causerie) : La féodalité.

Samedi 6. — M. Ferdinand Buisson : Le côté moral de la question sociale.

⁂

Groupe de propagande antimilitariste du faubourg Antoine. — Dimanche 31 mars, à 2 h. 1/2, salle Maillet, 13, rue Keller, réunion publique: La torture dans les compagnies de discipline, par Dubois-Desaulle. Exhibition des instruments de torture en usage dans les compagnies de discipline : poucettes, bâillon, crapaudine, barre de justice. Assassinats des disciplinaires Matton, Demange, Lamarre, Demeure, racontés par des témoins. — Entrée gratuite.

⁂

L'Enseignement Mutuel (Université populaire du XVIIIe arrondissement), 41, rue de la Chapelle, réunion du samedi 30 mars. — Dubois-Desaulle: Biribi (II) : Les camisards et les pionniers.

Lundi 1er avril. — M. Ortet: Les retraites ouvrières.

Mercredi 3 avril. — Dubois-Desaulle : Les corps disciplinaires de l'armée.

⁂

Solidarité des Trimardeurs (*Bibliothèque du XVe*). — Réunion publique samedi 30 mars, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, rue Fondary, 3. Discussion sur le socialisme et l'anarchie. Chants, poésies. Prêt de livres.

⁂

Les Egaux du XVIIe, 85, rue de Courcelles. — Samedi 30 mars, à 8 h. 1/2: La théorie naturienne, par X.

Dimanche 31 mars, à 2 h. 1/2 : La théorie cellulaire et la sociologie, par E. Girault.

⁂

Théâtre Social, Maison du Peuple de Paris, 47, rue Ramey (4, impasse Pers). — Représentation strictement privée de : *L'Exemple*, interdit par la censure, drame révolutionnaire inédit en 4 actes et 5 tableaux, de Chéri-Vinet, le dimanche 31 mars, en matinée à 2 heures et à 8 h. 1/2 précises. Le spectacle sera précédé de : *En famille*, pièce en un acte de Méténier.

Vestiaire obligatoire : 50 centimes. — On trouve des invitations à la Maison du Peuple, 47, rue Ramey; à l'*Aurore*, à la *Petite République*, au *Petit Sou* et chez le citoyen Anthoine, 77, rue Championnet.

⁂

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — *Bibliothèque Ouvrière*, 107, rue du Vivier. Conférence, dimanche 30, par le camarade Jacquemin, retour des cocos de Diégo-Suarez, sur les atrocités qui s'y commettent.

P. S. — Les camarades libertaires font appel aux camarades qui pourraient leur envoyer quelques lots, ayant l'intention de clôturer leur session de *conférences éducatives* par une *soirée suivie* d'une tombola. Prière de les envoyer au siège de la Bibliothèque, 107, rue du Vivier, Aubervilliers.

⁂

Les libertaires d'Avignon, organisant une fête libertaire pour le lundi de Pâques, font appel aux groupements ou camarades isolés des environs qui désireraient y prendre part. La fête sera composée d'une promenade avec goûter à la campagne et d'une soirée familiale.

Pour plus amples renseignements, s'adresser au camarade Barbantan, rue Crémade, 4, Avignon.

⁂

Bruxelles. — La conférence ayant pour sujet : *La société future*, qui devait être donnée par le camarade Emile Chapelier au groupe libertaire *l'Union bruxelloise*, est remise au 30 courant.

Réunion tous les samedis, à 8 h. 1/2, au local, aux Quatre-Fontaines, rue de l'Hôpital, 51, Bruxelles.

NOTRE TOMBOLA

(Suite)

9. Un lot de dessins : programmes, musique, affiches, donnés par Paraf-Javal.
10. Dix-huit cartes postales illustrées, id.
11. Un lot de livres, id.
12. Une peinture sicilienne sur papyrus, don d'une camarade.
13. Une esquisse d'Agar, don de l'auteur.
14. Dix-huit cartes postales illustrées, don de Paraf-Javal.
15. Un lot d'affiches illustrées, id.
16. Deux cendriers en porcelaine décorée.

AUX CAMARADES

Peut-on nous envoyer la date exacte où passa en jugement le compagnon Mouysset, de Montpellier, avec les textes de lois sur lesquels on s'est appuyé pour le condamner.

La *Ligue des Droits de l'homme* ayant promis de s'occuper de ce camarade, il y a urgence d'avoir ces renseignements.

AVIS

Nous rappelons aux camarades que nous avons réuni les suppléments contenant les rapports au congrès interdit.

Relié, cela formerait un joli volume de propagande à offrir aux *Bibliothèques* et *Universités populaires*.

Nous les laissons, avec la couverture de L. C. Dissy, au prix de 0 fr. 50 dans nos bureaux. Franco, 0 fr. 85.

CONTRE LA POLICE

Les camarades qui, pour leurs opinions, sont en butte aux vexations de la police, visites, pointeaux, etc., sont priés d'envoyer des renseignements, en mentionnant si l'on peut livrer ces renseignements à la publicité, au camarade Paraf-Javal, 6, cité Barrat, Asnières (Seine).

EN VENTE A NOS BUREAUX

L'Assassiné, lithographie de L. C. Dissy, 1 fr. 40 franco. Tirage d'amateur, 3 fr. 25.

⁂

Dans le fonds Savine qui vient d'acheter Stock, se trouvent les bouquins suivants que nous pouvons fournir à nos lecteurs :

Bas les cœurs! ... franco	2 fr. 75
Au Palais, du colonel Floridor ...	2 fr. 75
La Douleur universelle, Faure ...	2 fr. 75
La France politique et sociale (1891), Hamon ...	5 fr. 10
La même (1890), 2 vol. ...	5 fr. 50
L'Ennemi du peuple, Ibsen ...	2 fr. 75
Révolution sociale et révolution chrétienne, Malato ...	2 fr. 75
Fabrique de pions, Baganasse ...	2 fr. 75
La Russie sous les tsars, Stepniak ...	6 fr. »
Conspirateurs et policiers, de Tikhomirow	2 fr. 75
L'Ecole de Yasnaïa Poliana, de Tolstoï ...	2 fr. 75
Ceux de Podlipnaïa, roman, par Rêtchek-nikov ...	2 fr. 75

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Abdul-Hamid intime, par G. Dorys, préface de Quillard; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Souvenirs, par W. Liebknecht, traduction de J. G. Prodhomme et A. Bertrand; 1 vol., chez Bellais, 17, rue Cujas.

Sobre ciencia social, par F. Basteira; une brochure, 10 centavos, Biblioteca de *La Protesta Humana*, Buenos-Ayres.

Compte rendu du deuxième congrès général des organisations socialistes françaises, de septembre 1900, un vol., 3 fr., chez Bellais, 17, rue Cujas. — Même librairie : *Cinquième Congrès socialiste international*, sept. 1900 (Compte rendu analytique), une brochure, 1 fr. 25.

Le Docteur Corbier (roman), par H. Datin ; 1 vol., 0 fr. 60, à la Société libre d'édition des gens de lettres, 22, rue Le Peletier.

Il Regicido, par A. Cipriani ; une brochure. — *Donde está dios?* poème par Miquel Rey, 10 centavos. — *La Peste religieuse* de J. Most, traduction espagnole, brochure à 10 centavos, à la *Libreria sociologica*, calle Corrientes, 2041.

PETITE CORRESPONDANCE

C. C. M. — Cela a été une erreur de la poste. Nos journaux sont affranchis en bloc.

R. des E. V. — Reçu les 2 numéros pour W. Expédiés.

W., Lausanne. — *L'Or*, Delesalle vous l'enverra. — *Fiasco passionnel*, de Fèvre, n'a dû paraître que comme article de journal, je crois.

Thenar. — Impossible d'insérer des comptes rendus de réunion. La place nous manque.

V. C., à Rome. — Reçu abonnement. Mais nous perdons sur les timbres.

Reçu pour les détenus : Groupe espagnol de Londres, par Marmol, 5 fr. — Berger, 2 fr. — Un Espagnol, 1 fr. — Cherfils, 0 fr. 25. — Michaux, 1 fr. — V. Pacotte, 1 fr. — J. Hénault, 3 fr.; Un copain, 0 fr. 50 ; A. V., R. G., P. B., J. D., A. H., chacun 0 fr. 25. 1 fr. 25 ; Un bourgeois, 1 fr. ; Taillardat, 1 fr. ; Aubin, 0 fr. 50 ; Villeneuve, 0 fr. 50 ; M. B., 0 fr. 25 ; Gilbert R., 0 fr. 50 ; Un anarchiste, 0 fr. 50 ; E. B., 0 fr. 25 ; L. An., 0 fr. 25 ; Mulnier, 0 fr. 25 ; Biliotti, 0 fr. 25. Ensemble : 10 fr. — Total : 20 fr. 25. — Listes précédentes : 582 fr. 30. — Total général : 602 fr. 55.

Reçu pour Chalon : Un serrurier, 1 fr. — Ogereau, 5 fr. — Gonthier, 1 fr. — En tout : 7 fr. — Liste précédente : 48 fr. 45. — Total général : 55 fr. 45.

Reçu pour la brochure à distribuer : Cassin, 1 fr. — Véron Eugène, 0 fr. 50. — Total : 1 fr. 50. — Listes précédentes : 28 fr. 55. — Total général : 30 fr. 05.

Reçu pour le journal : Vienne, 20 fr. — Un insoumis, 2 fr. — Merci à tous.

G., à Arles. — W., à Gorinchem. — M., à Genève. — S., à Choumla. — G. V., à Autun. — S., à Saint-Etienne. — C., à Alais. — Severin. — W., à Lausanne. — L., à Aix. — V., à Nîmes. — V. H. — M. S., à Lille. — N., à Persan. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Desséchez.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE N° 50 DIX CENTIMES DU 6 AU 12 AVRIL 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Les cartes pour notre réunion annuelle qui doit avoir lieu le 5 mai sont en vente au prix de 0 fr. 50. Elles donnent droit à la tombola qui aura lieu à la fin de la séance.

La réunion étant strictement privée, il n'y aura pas de cartes à l'entrée.

Nous en tenons à la disposition des camarades qui peuvent en placer.

DÉVELOPPEMENTS DIVERGENTS

I

Une chose qui étonne — et désespère quelques-uns — lorsqu'on compare le développement intellectuel et moral (théorique) de notre époque, avec les faits que nous voyons journellement s'accomplir, c'est de constater que ces derniers sont, le plus souvent, un complet démenti au premier.

Si nos aspirations morales, intellectuelles semblent dénoter une humanité qui tend à s'élever, à s'anoblir, à se perfectionner, il semblerait, au contraire, que les actes que nous accomplissons ou que nous laissons accomplir, sans protester le plus souvent, impliquent plutôt une régression vers les périodes barbares.

***

Ainsi, pour prendre le cas le plus frappant, la question de la guerre, le respect de la vie humaine: si, de tous temps, il y a eu des voix pour proclamer les douceurs de la paix, les bienfaits de la fraternité, aucune époque, je crois, que la nôtre, n'a fourni de pareils monceaux de littérature, démontrant l'injustice des conflits entre nations, leurs mauvais effets sur le vainqueur et sur le vaincu.

Jamais on n'a flétri si durement ces brigandages. Jamais ne s'élevèrent si nombreuses les voix contre cette survivance de la barbarie, sans compter les ligues contre les armements, contre la guerre, etc.

Et cependant le fléau de la guerre s'étend plus que jamais! La vie humaine, comme aux époques les plus barbares, semble ne compter pour rien dans les calculs de ceux qui nous dirigent. La guerre sévit partout. Les fusils partent tout seuls lorsque les grèves menacent de devenir tumultueuses.

Aux portes de l'Europe, nous avons assisté au massacre d'une population par les ordres d'un monomane, sans que la conscience publique s'en soit émue.

On a laissé écraser le peuple crétois qui s'était soulevé pour reconquérir son indépendance, sans que l'on se soit aperçu de sa tentative. Ou du moins, si. Comme la banque y avait des intérêts d'engagés et n'était pas étrangère au soulèvement, les nations européennes intervinrent... contre les insurgés.

Nous n'avons pas de guerre continentale. Chaque nation, quelle que soit son envie d'écraser ses concurrentes, a une peur trop forte de « l'inconnue » que recèlerait une guerre chez elle ou à ses portes.

Mais comme leur système économique est basé sur la fraude et la violence, comme leurs gouvernements ne se maintiennent que par la violence, ce qui les force à entretenir des armées qu'il faut bien faire agir pour justifier leur maintien.

Comme la misère que le système capitaliste fait peser sur les producteurs empêche ces derniers de consommer les produits de leur activité, c'est dans les pays éloignés que l'on a déversé le fléau de la guerre; c'est aux races dites retardataires, où que l'on voudrait faire passer comme telles, que l'on a pensé pour vendre les culottes que l'on refuse à ceux qui les fabriquèrent. C'est à coups de canon et de fusils que l'on ouvre le marché.

L'Europe et l'Amérique se sont ainsi jetées dans les guerres coloniales, espérant atténuer la misère qui les ronge, enrayer la débâcle qui les menace.

Et cela, au mépris de la justice la plus élémentaire, sous les prétextes les plus absurdes, sans se donner même la peine de masquer sa déloyauté. A notre époque qui se vante de tolérance, d'humanitarisme, de respect de la liberté individuelle ou nationale, fleurissent la mauvaise foi, les dénis de justice, la barbarie la plus abjecte de la part de ceux qui se prétendent civilisés, sans que la masse des gens s'attarde à ces fadaises. Ce qui se passe si loin de nous ne peut nous intéresser !

***

Si nous passons à un autre ordre d'idées, celle de l'individu, par exemple, nous pouvons constater que, en littérature, en art, en science, tout tend à proclamer son affranchissement intégral.

A part les renards de la politique et quelques échappés des jésuitières, qui ont rêvé de jouer les Robespierre dans le parti révolutionnaire, parce qu'ils ne purent jouer les Thiers, ou les Guizot dans l'orléanisme, l'idéal de ceux qui réfléchissent sainement, serait d'arriver à un état social où l'individu pourrait évoluer en la pleine expansion de ses virtualités, développer ses aptitudes, ses tendances, agrandir son cerveau selon ses possibilités, sans aucune entrave extérieure.

Le respect de la liberté des autres ne pouvant être une diminution de la liberté individuelle, n'en étant au contraire que le complément et la garantie.

Encore, ici, si on passe aux faits, nous constatons l'influence de l'Etat acquérant tous les jours une prépondérance toujours plus grande; la bureaucratie poussant ses tentacules jusque dans l'intimité de la vie des individus, devenant de plus en plus inquisitrice, tracassière, omnipotente et arrogante.

Et, ce qui est pis, les individus ne faisant rien pour y résister la plupart du temps, n'essayant même pas de se soustraire aux droits qu'elle s'arroge sur eux ; acceptant passivement son ingérence dans leur existence journalière.

***

Si nous étudions le parlementarisme, nous verrons qu'il a atteint le point le plus culminant de l'abjection et du mépris. A l'heure actuelle, être politicien n'est pas encore aussi méprisé que l'emploi de cambrioleur ou de souteneur, mais y descend à grands pas.

On sait que le mensonge, la vénalité, la concussion sont les armes nécessaires pour réussir dans cette voie. Et cependant, lorsque le besoin d'une amélioration se fait sentir, c'est encore vers le Parlement que se tournent tous les espoirs. C'est de la grâce efficace de la loi que l'on attend la réalisation de ses aspirations. Un siècle de centralisation a tellement émasculé les énergies que l'on n'est plus capable d'aucune initiative, attendant, patiemment, pendant des générations, que la providence-état veuille bien nous accorder ce qu'un peu de cohésion et d'initiative pourrait nous donner en quelques années.

Et, lorsque revient chaque bataille électorale, les gens se précipitent aux urnes, pour nommer celui qui leur paraît le plus avancé. Non pas qu'ils espèrent en la réalisation de ses promesses — ils n'ont plus une très grande foi aux promesses électorales — mais parce qu'ils croient ainsi empêcher le triomphe de la réaction, n'ayant pu arriver encore à se fourrer dans la tête, que le gouvernement le plus réactionnaire — comme le plus révolutionnaire du reste — ne peut accomplir que ce que l'opinion publique veut bien lui permettre. Et que cette dernière a, dans la vie journalière, mille moyens plus efficaces que le suffrage universel pour se manifester et imposer sa volonté.

***

Où l'on a pu bien constater cette déchéance du parlementarisme, c'est dans les congrès ouvriers, dans les organisations syndicales, où l'on s'empresse de rejeter la politique des moyens d'action.

Et, cependant, sitôt que se déclare une grève, ce sont les politiciens qui l'accaparent, s'en rendent les maîtres, pour en faire un tremplin politique, et mener les grévistes à la défaite.

Cela tient à beaucoup de causes, il est vrai. Le député est connu. Il peut se présenter où d'autres, à cause de leur obscurité, ne pourraient se présenter. Le député voyage aux frais de la princesse. Les autres n'ont pas cette ressource.

Au point de vue des autorités, le député est une force, et, sans s'en rendre compte, les grévistes doivent escompter son intervention en cas de lutte.

Et puis, aussi, il y a la force des situations acquises, qui en imposent toujours aux individus, lorsque les circonstances ne les contrebalancent pas.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

L'ARGENT

C'est ressasser une vérité presque banale, en disant que l'argent est le pivot, le *fondement* de la société actuelle. Il domine tout, mœurs, usages, coutumes, habitudes; partout il a pénétré, imprégné la vie individuelle et sociale. Il est superflu de répéter qu'il domine la politique; que les politiciens sont des pantins dont les financiers tiennent les fils. Il domine l'amour en faisant du mariage une affaire, en favorisant le commerce infâme de chair à plaisir, cotée, tarifée avec garantie du gouvernement. Il domine la religion qui s'industrialise de plus en plus, qui devient une spéculation commerciale où le placement des billets pour la loterie du paradis est une opération fructueuse et de tout repos. Il est dieu, il est roi, il est le pouvoir magique et souverain qu'on adule, devant lequel tant d'échinesse courbent qui a ses croyants, ses fanatiques, et dont Harpagon restera le type immortel. Partout on se heurte à cette puissance anonyme et formidable, et à tous les moments, dans tous les actes de notre vie, nous sentons sa lourde patte s'abattre sur nos épaules, pour nous sommer d'acquitter au monstre un tribut énorme, puisque tel est son bon plaisir.

Grâce à notre éducation absurde, avec ses sanctions qui atrophient la conscience, la cupidité, l'amour de l'argent s'éveillent chez l'enfant, par l'attrait d'une récompense sous forme de menue monnaie. Quelle joie brille dans les yeux du petit bonhomme auquel on a donné un sou! De suite s'établit dans cette jeune cervelle le rapport intime entre le plaisir du désir satisfait et la possession de l'argent. En effet, que n'achètera-t-il pas avec un sou? Voilà le point de départ, la convoitise est allumée. Pour jouir, il faut de l'argent, et notre capitaliste en herbe n'aura qu'un but : s'en procurer par des moyens plus ou moins quelconques. La morale de l'argent est née. Déjà, dans la famille, l'enfant aura beaucoup vu et observé. Il aura assisté à des luttes, à des difficultés, à des disputes dont l'argent est souvent la cause principale. De ces impressions, il lui restera le respect, la vénération, l'amour de l'argent, dieu, qu'il regardera désormais comme le dispensateur de tous les biens et de tous les maux.

Mais où l'argent joue surtout un rôle néfaste, où son pouvoir se fait sentir de la façon la plus arbitraire et la plus odieuse, c'est sous les mille formes de la rémunération du travail. Ici, nulle base certaine et équitable, nul critérium de quelque valeur. C'est le règne de la fantaisie, du caprice, du bon plaisir, la mise en pratique de ce principe vieux comme le monde, du droit du plus fort. Les employeurs capitalistes ne s'embarrassent pas pour expliquer la misère des salariés. Ce sont, disent-ils, des paresseux, des ivrognes, des prodigues etc. Ce n'est pas plus malin que ça.

Eh bien! nous disons que, en dehors des influences de milieu, d'éducation et de caractère, l'inégalité actuelle des conditions tient à deux causes principales. D'abord tout simplement de ce qu'il y a des heures de bon, de vrai travail à deux sous, et des heures de travail plus ou moins utile à cinquante francs et même au-dessus. Ensuite de ce fait que la famille, si nombreuse qu'elle soit, est pour le salarié une charge personnelle, quand elle devrait être une charge sociale. Dans les deux cas, cela n'est ni juste, ni honnête, ni équitable et c'est la honte de cette « société » d'anthropophages « civilisés » que de perpétuer et d'aggraver un tel état de choses.

Non! il n'est pas juste que le manœuvre qui sert les maçons touche un *salaire* minimum, tandis que l'architecte aura droit à des *honoraires* très élevés. Que l'un emploie plus de *force* musculaire et que l'autre dépense plus de *force* cérébrale, peu importe; leur travail a la même utilité sociale, ils sont égaux devant les besoins, et ils ont le même droit à leur entière satisfaction. L'utilité sociale : voilà le criterium infaillible, si nous osons nous servir d'une telle expression.

Mais nous entendons l'objection. Comment, dira-t-on, vous assimilez l'artiste qui crée des chefs-d'œuvre au vulgaire homme de peine (je le crois bien) qui gâche du mortier! Vous oubliez les sacrifices énormes qu'a coûtés l'éducation du premier et vous prétendez les mettre tous deux sur le pied d'une égalité absolue et..... chimérique! Parfaitement. Il est clair que s'il ne se trouvait des gens résignés à gâcher du mortier et à scier des pierres, les beaux plans de Monsieur l'architecte resteraient longtemps sur le papier. L'un et l'autre se complètent et l'œuvre édifiée est le produit de leur collaboration indispensable. Que l'un ait plus de mérite que l'autre, nous le reconnaissons; mais, à rémunération égale, il y a compensation pour l'intellectuel dans les jouissances élevées et les satisfactions de toutes sortes ignorées du travailleur purement manuel.

Et puis encore, qui sait? Peut-être eût-il suffi d'un hasard pour que les rôles fussent intervertis. Dans le gâchis actuel qu'on décore du nom de société, que de vocations contrariées, que d'aptitudes inutilisées, que de talents étouffés dans l'œuf, que de gens qui ne sont pas à leur place, pour la raison impérieuse qui, sous l'aiguillon de la misère, oblige à aller au plus pressé pour gagner sa vie! Quel beau rêve que de songer à l'épanouissement superbe, à la floraison qu'il serait donné d'admirer, dans une vraie société d'égaux, où l'individu libre, s'associant selon ses affinités, suivant enfin sa voie, donnerait toute sa mesure, dépenserait toute sa force créatrice dans le travail joyeux, dans l'action virile embellie de pensée et de rêve!...

Les statisticiens sont des gens charmants. A les entendre, nous habiterions un vrai pays de Cocagne. Les petits propriétaires y pullulent, les ouvriers y font des économies, les mutuellistes sont légion et possèdent la panacée infaillible; le reste se compose de gens qui sont malheureux par leur faute et, par conséquent, peu intéressants. Et ces bons économistes de conclure comme vous savez, en distribuant des prix de vertu accompagnés d'un tas de fariboles fort académiques. Oh! combien!

Mais il faut en rabattre et la réalité est loin de cet optimisme satisfait. La petite propriété n'existe pas; un affreux cancer la dévore : l'hypothèque, cette variété intéressante de l'usure. Sa transmission absorbe en deux ou trois fois, paraît-il, plus que sa valeur. Et puis elle se fond de plus en plus dans la grande, et on peut dire que son pire ennemi est le grand propriétaire qui l'accapare sans vergogne. A tous les points de vue, est-ce un grand mal? Nous ne le croyons pas, car ça simplifiera les choses, au jour de la grande expropriation définitive. En attendant, le soi-disant propriétaire est un malheureux qui vivote péniblement, dont le travail, souvent pénible, est peu productif, une victime de l'argent qui a tout à gagner à sa disparition.

Les titulaires de livrets de Caisse d'épargne font, il faut le reconnaître, des économies... d'enfants. Or, comme disent les Anglais, l'enfant, c'est de l'argent. Ce sont des malthusiens sans le savoir qui font le désespoir des économistes patriotards. L'aisance relative de cette classe d'individus n'est donc pas un argument en faveur de l'argent.

S'il est une catégorie de personnes éprouvée par le régime capitaliste, c'est à coup sûr le petit commerçant. Nous ne plaidons pas sa cause parce que, pour bien des motifs, il n'a plus sa raison d'être. Il est accablé d'impôts, de frais, de risques de perte, il opère dans de mauvaises conditions, d'où majoration de ses prix de vente, et préjudice pour le client pauvre qui achète ses produits. Ses jours sont comptés d'ailleurs, la faillite le guette et il est appelé à disparaître. Mais son sort n'est pas enviable pour cette raison qu'il a toujours suspendue sur sa tête l'épée de Damoclès qui s'appelle l'échéance. L'échéance!... Le mot fatidique qui résonne comme une menace, qui évoque tant de craintes et d'inquiétudes, qui fait penser au protêt, aux frais iniques et ce qui s'ensuit, qui met à la torture ceux qu'étreint l'horrible gêne, et qui, se creusant la tête pour y trouver quelque moyen, souffrent leur vie entière sans songer à briser l'affreux bât qui les blesse.

Ah! le chiffre! Avez-vous jamais réfléchi à tout ce qu'il résume, à ce qu'il représente d'ennuis, de tourments, de soucis, de frayeurs, d'inquiétudes, de vague terreur, d'angoisses, de déceptions, de tortures même, quand il vous apparaît soudain, brutalement féroce, dans le pli que vous remet le facteur indifférent? Avez-vous mesuré la place qu'il tient dans la vie, compté les vilaines actions qu'il inspire, depuis la dispute des buveurs qui refusent de payer leur écot, jusqu'aux haines profondes qui déchirent les familles dans les histoires de partages et d'intérêts, ces hontes! Ah, oui! c'est bien le chiffre qui tue, plus sûrement que la balle du revolver, et dont la hantise fait sombrer des intelligences qui paraissaient solides, dans le gouffre de la folie!...

Nous arrivons au « grand nombre », comme ils disent, aux exploités, à ceux qu'écrase de tout son poids l'organisation capitaliste, qui vivent au jour le jour, exposés à tous les risques de maladie, de chômage, d'accidents de toutes sortes, pour lesquels la famille est une charge accablante, qui joignent difficilement les deux bouts, et qui, sur ce champ de bataille qu'est la vie sociale, voient tomber chaque jour les plus tristes victimes de l'argent. Voilà surtout ceux que nous voudrions *convaincre* de la possibilité de vivre en une société d'où l'argent aurait complètement disparu. Nous savons que cette conception d'une organisation communiste sans autorité, sans propriété, sans valeur d'échange, sans vil métal, rencontre beaucoup d'indifférence et d'hostilité. L'argent offre tant de séductions, il tient lieu de tant de choses, qu'il faut un grand effort, un esprit vraiment libre, une tendance altruiste bien caractérisée, pour envisager sa disparition avec sang-froid, avec le calme du savant qui ne s'effraye jamais des conséquences, quand une question bien posée appelle une solution logique et rationnelle.

Nous ne croyons pas exagérer en affirmant que, dans la société présente, sur cent individus, quatre vingt, dans une mesure variable, souffrent par l'argent. Ils souffrent physiquement par les privations, par les conditions atroces d'existence qu'il leur impose. Ils souffrent moralement par l'envie de le posséder, et c'est de cette aberration lamentable que nous voudrions les guérir. Quand aux vingt autres, minorité, ils mènent tout le monde le peuple souverain? Majorité. O ironie! Ce sont les possédants, les maîtres, les rois du coffre-fort, les riches... d'argent, mais pauvres souvent de sentiments élevés, de générosité instinctive et de vraie noblesse. Ne les envions point, car, par plus d'un côté, ils font vraiment pitié. L'argent les possède plus qu'ils ne le possèdent eux-mêmes. Leur vie est singulièrement remplie.

Faire travailler les autres; tracasser ses débiteurs de toutes manières, détacher des coupons, se plonger dans la lecture attachante des journaux financiers; faire des parties de chasse qui sont des parties de plaisir, savourer la fièvre du jeu; aller aux corvées mondaines, s'embêter dans les formalités de l'étiquette, entretenir des maîtresses; voyager beaucoup sans rien voir; émousser toutes ses sensations; ignorer le charme du désir; perdre le sens de l'admiration; s'enticher d'enfantines glorioles; être souvent quelque chose et rarement quelqu'un; vieillir avant le temps; trembler devant la mort que les petits bleus n'attendrissent pas et trouver encore le temps de s'ennuyer, voilà certes, très sincèrement, un genre d'existence qui ne nous sourit pas du tout. Nous croyons la vie digne d'être autrement vécue. Et puis, avec une conscience vraiment scrupuleuse, peut-on se dire tout à fait heureux quand tant de misères vous entourent, quand de si douloureux contrastes s'offrent partout à vos regards? Qui peut empêcher le spectre de Banco de venir troubler les plaisirs qui sont le partage de si peu d'élus?

Oui, l'abolition de l'argent serait la suppression du plus funeste brandon de discorde qui ait jamais divisé les hommes, du plus redoutable instrument de domination et d'exploitation qu'aient jamais possédé les mauvais bergers qui nous conduisent. Que cette éventualité épouvante ceux qui gardent tant de préjugés séculaires, qui professent le respect imbécile des choses établies, nous le comprenons. Qu'elle soit regardée comme une catastrophe et que l'on crie à l'utopie, cela ne nous émeut guère. C'est une idée en marche que rien n'arrêtera et, qu'on le veuille ou non, que l'on raille ou que l'on admire, c'est la pensée qui, en réalité, mène le monde. Elle rencontrera sûrement des résistances formidables, les sarcasmes de ceux qui aiment les choses compliquées, les paperasses et les grimoires, les protestations intéressées des parasites, de ceux qui en firent la grande passion de leur vie, et l'indifférence, hélas! de ceux qui ressemblent au renard de la fable, cela est certain. Mais pour les révolutionnaires libres de toute compromission avec les partis poli-

tiques, pour les anarchistes qui estiment que la question économique prime toutes les autres, que toute soi-disant réforme est une duperie, le capital est l'ennemi irréductible avec lequel on ne compose pas. Nous ne nous contenterons pas, à l'instar des socialistes, de rogner les griffes et de limer les dents à l'ogre terrible, c'est sa mort que nous voulons, l'irrémédiable un de « ce qui cause nos peines », comme disait ce bon La Fontaine, notre père à tous.

Et maintenant, bien qu'ayant à peine effleuré le sujet, nous devons nous arrêter. Des volumes n'épuiseraient pas la matière. Il nous faut répondre à une critique souvent répétée, et ce sera une manière de conclusion. Vos théories sont fort belles, nous dit-on, justes en principe, mais nous avons beau faire, nous ne pouvons nous représenter le fonctionnement d'une société d'où on aurait supprimé l'argent, pour le remplacer par l'échange des services.

Nous dirons d'abord que les ouvrages de nos excellents camarades traitent largement la question, et que l'organisation de la société de demain est étudiée en tenant compte des contingences que nul ne peut prévoir dès aujourd'hui. Il est entendu que ça n'irait pas tout de suite comme sur des roulettes, que la bonne marche de l'entreprise serait subordonnée au degré d'évolution des individus, à leur mentalité plus ou moins adaptée à des conditions nouvelles d'existence, à leur foi dans le succès et à l'énergie de leur conviction. Nous ajouterons que nous sommes, nous, convaincus que le projet est réalisable, mais nous savons *qu'on ne décrète pas une conviction*. Tout ce que nous pouvons, c'est tenter par la persuasion, par le raisonnement, par des arguments, de *convaincre* ceux qui cherchent de bonne foi la vérité. C'est œuvre de patience, car on tient beaucoup à ses idées, même mauvaises, et l'on se convertit difficilement à celles des autres, fussent-elles excellentes. Vouloir, c'est pouvoir, dit la sagesse antique. Une volonté ferme, une persévérance inlassable, un grand désir de bonheur pour tous; et nous parviendrons à mettre un terme à l'affreux cauchemar qui oppresse la plus grande partie de l'humanité.

SÉVERIN.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

ENSEIGNEMENT. — M. Leygues, ministre de l'Instruction publique et l'un des membres les plus actifs du gouvernement de « Défense républicaine », a ordonné qu'à l'avenir l'enseignement de l'histoire de France dans les lycées et collèges n'irait pas plus loin que 1875. Ce ministre républicain estime qu'il est inutile ou dangereux pour les jeunes gens de connaître l'histoire de leur pays depuis qu'il s'est donné une constitution dite républicaine. Elle ne fut pourtant jamais bien féroce, cette République qui, après trente ans d'existence, aboutit à l'établissement de pensions viagères en faveur des membres des congrégations non autorisées qui, par hasard, viendraient à être dissoutes. Nulle crainte que les exemples offerts à la postérité par le civisme de ses gouvernants sème jamais des ferments de révolutionnarisme dans le cœur des jeunes générations. Cependant cette République à l'eau de guimauve qui ne trouva de l'énergie que contre les amis du progrès et de la liberté et édicta contre eux des lois scélérates, inquiète M. Leygues. Les lauriers de Loriquet l'empêchent de dormir; franco-russe fanatique, il prétend passer au « caviar » les vingt-cinq dernières années de notre histoire. C'est la politique de l'autruche qui se cache la tête derrière un tronc d'arbre pour ne pas être vue, et en même temps, c'est celle des imbéciles.

∴

MAGISTRATURE. — Quelles âmes grandes, quels cœurs élevés que ceux de ces hommes qui se font les arbitres du genre humain! L'indulgence envers les faiblesses humaines, la pitié envers la misère, la bonté, une large compréhension des infortunes et des déchéances sociales, tels sont leurs moindres défauts. Durs, insolents, étroits et fourbes en face des petits, ils ne manifestent de considération qu'envers ceux de leur classe et proportionnément à l'élévation de leur condition.

Un malheureux, nommé Bourdillat, après avoir vainement lutté pour arriver à vivre avec sa compagne, avait vu peu à peu tout travail lui manquer; il était d'ailleurs devenu presque aveugle. Sa compagne et lui résolurent d'en finir. Il tira donc à bout portant un coup de revolver à sa femme et retourna l'arme contre lui. Malheureusement le coup rata; il répéta la tentative, le coup ne voulut pas partir.

La magistrature a osé poursuivre Bourdillat pour assassinat. A l'audience, avec un cynisme ignoble, le président et l'avocat général se sont lâchement acharnés contre ce malheureux, l'accusant formellement d'avoir joué une comédie. Ce n'est pas la comédie qu'ils jouent, eux, c'est le drame! Leurs représentations ont souvent pour dénouement la mort d'un homme, et presque toujours son martyre à temps ou à perpétuité.

Le pésident, brave entre les braves, a reproché à Bourdillat « sa lâcheté ». Vous deviez lutter, lui dit-il. Le reproche est burlesque de la part d'un bourgeois largement pourvu et grassement entretenu, qui n'a jamais eu qu'à se laisser vivre.

Enfin, malgré la partialité abjecte du président et la mauvaise foi de l'avocat général, Bourdillat a été acquitté par le jury. Rejeté sans ressources dans l'enfer social, il n'a plus qu'à recommencer.

∴

LA MISÈRE. — Un vieillard de *quatre-vingt-quatre* ans, M. Pierre Godelot, est mort de faim dans son domicile, impasse Ronce.

Lui aussi aurait dû lutter, n'est-ce pas, M. Flandin?

ANDRÉ GIRARD.

∴

Mouvement ouvrier. — A MONTCEAU-LES-MINES. — La tentative de reprise du travail ne semble pas avoir aussi bien réussi qu'on l'espérait en haut lieu. Sur les 10.000 travailleurs de Montceau, pas même un millier ont recommencé. En grande majorité des employés ou des contremaîtres à peine 400 ouvriers mineurs sont descendus.

C'est sous la conduite des gendarmes, des policiers et des soldats, et sous les huées de leurs camarades de misère, que les renégats sont menés à l'ouvrage. Le ministère de Défense républicaine et capitaliste, dans cet ordre d'idées fait bien les choses, si l'on songe que 6.000 hommes de troupes sont occupés à « protéger » le travail de 400 malheureux qui n'ont pas le courage de suivre leurs frères de misère jusqu'au bout.

Dans l'espérance de faire pression sur les grévistes, la direction de la Compagnie a remercié plus de 400 ouvriers qui sont invités à retirer leur livret et à se faire payer. Cette manœuvre, pas plus que les autres, du reste, n'a eu d'effets.

En attendant, des réunions continuent à avoir lieu chaque jour, et des quatre coins de la France la solidarité des travailleurs a permis jusqu'à ce jour aux grévistes de pouvoir faire bouillir la marmite « communiste ».

Les politiciens qui se succèdent à Montceau continuent leurs discours et surtout à assurer « l'ordre ».

La tentative de reprise du travail, tant escomptée par la Compagnie n'ayant pas réussi, il est difficile de prévoir quand et comment ce conflit prendra fin, à moins que le Congrès des mineurs qui doit avoir lieu dans le Nord, le 12 avril prochain, ne décide, comme le précédent congrès en avait pris l'engagement moral, de décréter la grève générale des mineurs, ce qui est fort peu probable cependant; les politiciens Basly et Lamendin ayant encore la main haute dans les congrès de mineurs. En tous cas, il est certain que les grévistes de Montceau résisteront et ne prendront aucune décision jusqu'à cette date.

∴

A MARSEILLE. — Malgré la pression du gouvernement et des tentatives de conciliation chaque jour réitérées, la grève des ouvriers du port continue plus que jamais. La troupe, là aussi, reste au service des entrepreneurs et « protège » le travail là où elle ne l'exécute pas directement. Des arrestations ont lieu chaque jour, et comme les travailleurs italiens sont nombreux parmi les grévistes, des expulsions s'en suivent.

Les journaux bourgeois, à propos de cette grève, jouent de la corde patriotique, mais aucun n'a songé à demander aux employeurs le patriotisme qu'ils demandent aux travailleurs. Ce sont ces derniers qui « ruinent » le commerce de Marseille, les patrons n'y sont pour rien. Quant à nous, c'est un plaisir de constater la solidarité qui n'a cessé d'exister depuis le début de la grève entre les travailleurs italiens et français qui ont abandonné le travail.

L'attitude « partiale » du socialiste Millerand vis-à-vis des patrons est à signaler. A un reporter du journal bourgeois *le Temps* qui l'interrogeait sur son entrevue avec les ministres de l'Intérieur et du Commerce, l'un des plus importants armateurs de Marseille répondit : « Je dois d'abord vous signaler combien a été parfaite l'attitude de MM. Waldeck-Rousseau et Millerand, qui nous ont déclaré qu'ils emploieraient tous leurs efforts à assurer la liberté et à protéger les ouvriers qui travaillent. »

L'attitude du socialiste Millerand, dans les grèves qui ont lieu depuis quelque temps est, en effet, digne de l'approbation des patrons, de cela nous n'en avons jamais douté, mais nous serions curieux de savoir comment les socialistes du *grrrand* « Comité général » concilient cette attitude de leur chef vis-à-vis des patrons avec l'intérêt des travailleurs.

Il est vrai que les anarchistes n'ont jamais rien voulu comprendre aux saletés de la politique.

∴

Si je suis bien informé, il paraîtrait que M. Briand, secrétaire du « Comité général socialiste » de la rue Portefoin, aurait l'intention de demander au prochain Congrès du « parti », l'admission des anarchistes. D'après les mêmes renseignements, loin d'être sincère, cette proposition ne serait faite que dans le but d'attirer au Congrès « socialiste n° 1 » les syndicats ouvriers, dans lesquels les camarades voient, depuis un certain temps, grandir leur influence. La tactique de M. Briand serait habile, mais il me suffira de l'avoir signalée pour la déjouer.

Si le bruit dont je me fais ici l'écho prend consistance, j'aurais l'occasion d'y revenir plus longuement.

En attendant, les guesdistes viennent de refuser de prendre part au prochain Congrès socialiste qui aura lieu à Lyon en mai prochain.

P. DELESALLE,

Hollande.

A l'occasion du couronnement de la reine de Hollande, notre ministre de Justice a montré, une fois de plus son âme petite et étroite en diminuant seulement la punition des trois frères *Hogerhuis*, les prisonniers innocents, au lieu de les grâcier complètement. Un vrai type de clerc de notaire ce mesquin hollandais-là!

Pour protester contre cet acte gouvernemental, plusieurs camarades dans quelques parties du pays, ont proposé de poser la candidature des deux frères retenus pour les prochaines élections générales. L'union des « Socialistes libres » à la Haye a déjà pris une décision dans ce sens et l'on parle de même de cette candidature dans certaines circonscriptions avancées dans le nord du pays.

Il est tout naturel qu'il ne s'agit pas ici d'une question de principes, puisque tous ces camarades sont des antiparlementaires et abstentionnistes, mais d'un acte de protestation. Il faut attendre cependant si les deux frères seront acceptés comme candidats réguliers, avant de pouvoir commencer à faire la propagande nécessaire.

Les social-démocrates s'organisent, pour ces élections générales, d'une manière qui prouve suffisamment que chez nous, comme ailleurs, ces messieurs-là ont tout oublié de leur socialisme pour ne penser qu'à parvenir avec le soutien de toutes sortes d'éléments hétérogènes et surtout antisocialistes.

Rien de nouveau sous le soleil!

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Théâtre Libertaire. — Dimanche 7 avril, à 2 h. 1/2, salle de l' « Union Mouffetard », rue Mouffetard, représentation privée.

Mariage d'argent, 1 acte, Eugène Bourgeois; *La Cage*, 1 acte, Lucien Descaves; *Le Fardeau de la liberté*, 1 acte, Tristan Bernard.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 50.

∴

*Les Egaux du XVIII*e, 85, rue de Courcelles. — Samedi 6 avril, à 8 h. 1/2. Causerie par G. Piral. Etude économique.

L'Education Sociale (de Montmartre). — Samedi 6, à 8 h. 1/2. — M. Ferdinand Buisson, professeur à la Sorbonne : Le côté moral de la question sociale.

Mardi 9, à 2 heures. — Matinée enfantine pour les enfants accompagnés de leurs mères.

Mardi 9, à 8 h. 1/2. — M. P. Alphandéry, licencié ès-lettres : La *Démocratie* à travers les âges ; X. : Le Prolétariat en France en 1789.

Jeudi 11, à 8 h. 1/2. — M. Heufer, secrétaire de la Fédération des travailleurs du livre : L'Organisation ouvrière et les Universités populaires.

Samedi 13, à 8 h. 1/2. — Soirée musicale et littéraire.

∴

L'Enseignement Mutuel (Université populaire du XVIII[e] arrondissement), 41, rue de la Chapelle.

Samedi 6. — Paul Boell, ancien correspondant du *Temps* en Chine : La question chinoise.

Lundi 8. — La réunion n'aura pas lieu.

Mercredi 10. — Dubois-Dessaule : Biribi IV ; Les Cocos de Madagascar.

∴

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — *Bibliothèque Ouvrière*, 107, rue du Vivier. Réunion samedi soir, à 8 heures. Causerie et chants.

P. S. — Les camarades libertaires d'Aubervilliers ayant l'intention d'entreprendre une tournée de propagande dans la grande banlieue, les camarades ou les groupes qui désireraient entrer en relation avec eux, sont priés de le communiquer au camarade Langlois, 17, rue du Pont-Blanc, Aubervilliers.

∴

Les camarades qui désireraient se procurer la *Peste Religieuse*, peuvent s'adresser à Béranger, rue des Longues-Haies, 74, à 2 francs le cent, les frais en sus.

∴

Le compagnon Fourmont nous prie de signaler à la solidarité des camarades, le compagnon Dodo, un vieux libertaire que la maladie empêche de travailler.

Ceux qui peuvent faire quelque chose, adresser directement à Dodo, 31, passage Touzelin, à Levallois-Perret, Seine.

∴

La camarade Marie Murjas, ex-religieuse, va continuer dans les villes suivantes : Castres, Albi, Montauban, Lavaur, Toulouse, Auch, Lectoure, Agen, Villeneuve-sur-Lot, Marmande, La Réole, Niort, Poitiers, Châtellerault, Chinon, Tours, Angers, ainsi que dans la Bretagne et la Normandie. Elle invite les camarades des villes ci-dessus à rentrer en communication avec elle jusqu'au 11 avril, à l'adresse suivante : A. Murjas, 10, rue de la Madeleine, à Nîmes. Elle prie aussi tous ceux qui lui ont déjà écrit de patienter un peu, elle leur répondra en temps utile.

∴

Avignon. — Les camarades désireux d'assister à la sortie qui aura lieu le lundi de Pâques, devront se trouver, à 2 heures de l'après-midi, au café Vestit (Ile de la Barthelasse, côté gauche). Chacun devra se munir des victuailles qui lui sont nécessaires.

Le soir à 8 heures, salle du café Simon, place du Portail-Matheron, soirée familiale : causerie par un camarade ; Le fardeau de la liberté, par les camarades de Châteaurenard ; chants et poésies libertaires.

∴

Lyon. — *Groupe Germinal*. — Le groupe profite du passage du camarade Sébastien Faure, pour organiser une soirée familiale privée, au bénéfice de la propagande. Causerie par un camarade, chants divers.

Vestiaire, 0 fr. 25. On trouvera des cartes à la porte du café de l'Isère, 26, rue Paul-Bert, où la soirée aura lieu le dimanche 7 avril, à 8 heures précises du soir.

∴

Nimes. — *Bibliothèque d'Etudes économiques*, rue Nerva, 7. — Samedi 6 avril, causerie du camarade Denis ; sujet traité : L'Individualisme et le Communisme.

Tous les samedis une causerie a lieu ; jeudi, lecture avec discussion.

La bibliothèque est ouverte tous les soirs, à partir de 8 h. 1/2.

Béziers. — *Le Groupe des Penseurs libres* invite tous les compagnons libertaires à se trouver le samedi 6 avril, à 8 heures du soir, au café de la Bourse. Communications intéressant la propagande et les compagnons.

∴

Bruxelles. — Cercle libertaire l'*Union bruxelloise*. Réunion tous les samedis à 8 h. 1/2 au local, aux Quatre-Fontaines, rue de l'Hôpital, 51.

Samedi 6 courant, conférence par le camarade Em. Chapelier. Sujet : Le Communisme.

Tout ce qui concerne le groupe doit être adressé au secrétaire, Bergen Jean, rue de la Grand'Ile, 54, Bruxelles.

∴

Les camarades bruxellois sont priés d'assister à la séance de l'Union, le samedi 6 avril. Ordre du jour : dernières dispositions concernant le congrès.

Les camarades sont priés d'apporter des renseignements concernant les endroits où les congressistes pourraient aller manger et coucher.

A l'occasion du Congrès, fête intime, chants, monologues et musique. Cette fête qui réunira les congressistes et les camarades de Bruxelles aura lieu dimanche 7 avril, à 8 h. du soir, au *Spanhuit*, 67, rue des Eperonniers. Entrée à l'avance 0 fr. 50; au bureau 1 franc. (Le produit de cette fête est destiné à secourir les amis de province.)

∴

Le compagnon Sosset (Flaustier) a pris les mesures nécessaires pour organiser, sous sa seule responsabilité, pendant avril et commencement de mai, des conférences à Châtelet, Féluy, Arquennes, Jumet, Péronchamps, Fontaine-l'Evêque, Roux, Forchies, Morlanwelz, Ecaussenès, Conillet. Elles seront annoncées au fur et à mesure. Ceux qui voudraient, à leur issue, fonder, dans leurs communes, des groupes d'études, peuvent s'adresser au camarade, Rue Venise, 52, Ixelles.

∴

Chatelet. — Le dimanche 7 avril, à 3 h. 1/2 précises, conférence (Maison du Peuple) par Sosset (Flaustier). Sujets : *Vers l'émancipation!*

Pironchamps. — Le même jour, à 10 heures, au local des houilleurs, conférence par le même sur le même sujet.

Féluy. — Le dimanche 14, à 3 heures, conférence par Sosset (Flaustier). Sujet : Matérialisme et Socialisme.

NOTRE TOMBOLA

(Suite)

17. Deux épreuves d'eau-forte, don de Signac.
18. Nature morte, aquarelle du camarade R. Larchevêque, don de l'auteur.
19. Une peinture de Hénault.
20. 16 cartes postales illustrées, don de Paraf-Javal.
21. Un lot d'affiches illustrées id
22. id id
23. 6 épreuves (portrait ou groupe) photographiques par un camarade.
24. Collection des 6 années des *Temps Nouveaux*, don d'un camarade.
25. Six lithographies, don d'un camarade.

(A suivre.)

AVIS

La brochure *Entre paysans* étant épuisée, prière de ne plus en demander jusqu'à ce que nous puissions la faire réimprimer.

Un groupe de camarades, désireux de donner de l'extension à la *Bibliothèque de l'Ecole libertaire*, fait de nouveau appel à ceux qui ont emporté des volumes de la rue de Montmorency, de bien vouloir les rapporter aux *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard.

VIENT DE PARAITRE

Anarchie, par André Girard. Cette petite brochure de vulgarisation, sera expédiée aux camarades à raison de 3 francs le cent ; pris au bureau du journal, 2 fr. 50. Couverture illustrée par V. Müller ; les 10 exemplaires, 0 fr. 35.

∴

L'Assassiné, lithographie de Dissy. En tube, franco : 1 fr. 40.

La semaine prochaine, l'imprimeur doit nous en livrer une de Couturier et une de Lebasque.

∴

Paraîtra aussi la semaine prochaine :

Les Aventures de Nono, de J. Grave, 1 vol. illustré par Charpentier, Luce, Heindbrinck, Rysselberghe, L. Pissarro, Lefèvre, Hermann-Paul et Mab., 2 fr. 75 franco.

BIBLIOGRAPHIE

Les Cartons verts, roman par G. Lecomte, 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Gij Zult Niet Dooden, door Leo Tolstoï, brochure chez Madou Deurnertraat, 15, Anvers.

Pages choisies, de Multatuli, traduction Cohen, 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

Le Dernier baiser (vers), de Louis Merlet, 2 francs à la *Revue Provinciale*, Toulouse.

Histoire de l'Affaire Dreyfus, par J. Reinach, 1 vol., 7 francs à *la Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Lettre à Sa Majesté Edouard VII, par J. E. Lagarrigue, Santiago du Chili.

La Vito nuova (romanzo), par Ciroalvi, 2 lires, Tipografia Trometti, à Todi.

A lire :

Le Bagne militaire d'Oléron, par Dubois-Desaulle, *Revue Blanche*, 1[er] avril.

A voir :

Le dessin de Hermann-Paul, *Cri de Paris*, n° 218.

PETITE CORRESPONDANCE

B., *à Mustapha*. — Bon.

C., *à Tarbes*. — Rien d'étonnant à ce qu'il soit dégoûté de l'humanité. Il n'a jamais fait que se contempler lui-même.

Francis. — Sans doute, *Travail* sera comme les autres volumes de Zola, un volume à 3 fr. 50. — Nous pourrons vous le fournir pour 3 francs.

Reçu pour les détenus : E. L., à Villedieu, 0 fr. 50. — B., à Rouen, 3 fr. — Guérineau, 1 fr. ; Moreau, 1 fr. — Cuesnier, 0 fr. 50. — Ch. Albert, 0 fr. 50. — Protat, 0 fr. 50. — X., 0 fr. 50 ; X. X., 0 fr. 50. — R. F., 1 fr. — Moreau, 1 fr. — Decrept, 10 fr. — H. G., 10 fr. — Cotisation annuelle, votée par la *Fédération socialiste révolutionnaire* de la Seine-Inférieure, 10 fr. — Total : 40 fr. — Listes précédentes : 602 fr. 55. — Total général : 642 fr. 55.

Reçu pour Chalon : Deux camarades, 0 fr. 75. — De Roubaix, 5 fr. — Lorient, 1 fr. — Total : 6 fr. 75. — Listes précédentes : 55 fr. 45. — Total général : 62 fr. 20.

Reçu pour la bibliothèque de l'école libertaire : A. H., 2 fr.

Reçu pour le journal : G., à Saint-Mitre, 0 fr. 50. — Deux camarades, peintres en décor, 1 fr. — Virgillio Partri, 2 fr. — R. F., 1 fr. — Moreau, 1 fr. — Un camarade, 4 fr. — Lorient, 1 fr. — F., rue L., 1 fr. — Merci à tous.

G., à Lavilleneuve. — C., au Chambon. — R., à Alexandrie. — R., à Moulins. — V., à Alexandrie. — Gênes. — L. B., à Jemephes. — O., à Saint-Georges de Didonne. — S., à Lardières. — B., à Rouen. — F., à Avallon. — E. N., à La Tremblade. — L., à Allemond. — B., à Dison. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE N° 51 — DIX CENTIMES — DU 13 AU 19 AVRIL 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Les cartes pour notre réunion annuelle qui doit avoir lieu le 5 mai sont en vente au prix de 0 fr. 50. Elles donnent droit à la tombola qui aura lieu à la fin de la séance.

La réunion étant strictement privée, il n'y aura pas de cartes à l'entrée.

Nous en tenons à la disposition des camarades qui peuvent en placer.

DÉVELOPPEMENTS DIVERGENTS

II

A constater l'hiatus énorme qui existe entre la pensée et les faits, d'aucuns se découragent, déclarant que les progrès que l'on croit réalisés ne sont qu'apparents, qu'au fond l'homme est toujours la bête féroce de l'âge de la pierre, qu'il n'a fait qu'ajouter un peu d'hypocrisie dans ses sentiments pour pallier ses méfaits.

Je ne dirais pas, avec je ne sais quel écrivain, que c'est un hommage à la vertu que de se croire obligé de donner des motifs honnêtes à ses actions. Mais, en tout cas, le fait d'exprimer des sentiments élevés implique que l'on n'est pas trop satisfait de ceux qui vous font agir. Et si l'écart est grand entre la façon d'agir et celle de concevoir les choses, cela tient à une foule de causes, dont la principale est la mauvaise organisation sociale qui tend à faire des hommes des ennemis, et non des êtres solidaires.

Avant tout, l'homme est un être qui se sent le besoin de vivre, de se développer, de se reproduire. Tout autre être qui obtient la place qu'il convoite, le morceau de pain qui doit assouvir sa faim, est un ennemi à détruire.

∴

L'état social est-il né du besoin de solidariser ses efforts, ou plutôt de l'asservissement des faibles par les plus forts ? Voilà qui est fort difficile à démêler. En tout cas, lorsque le fait se produisit, l'homme était encore trop près de l'animalité — *si même* il en était sorti — pour que l'idée de justice, telle que nous la comprenons, pût se faire jour dans la horde primitive.

« Voler la femme du voisin, c'est bien ; me voler ma femme, c'est mal. » Voilà l'idéal de justice qui pouvait se faire jour chez le primitif. C'est de ce point de départ que s'est faite l'évolution morale autour de laquelle s'est basée l'organisation sociale, que se sont faites les lois pour sa défense, que s'est *instituée* l'autorité qui s'en est arrogé la sanction, et qui, lorsqu'elle fut assise, se mit à faire ridiculiser, bafouer, et par surplus traquer, persécuter, emprisonner, torturer et brûler ceux qui venaient essayer de modifier ces conceptions enfantines de la morale et de la justice.

Les idées les plus hardies peuvent bien se faire jour dans le cerveau de l'homme, mais il faut qu'elles évoluent lentement dans son raisonnement, qu'il les mûrisse pour qu'elles deviennent un acte normal de sa vie.

Et cela se comprend. Il a à lutter contre les préjugés, les idées reçues qu'il loge lui-même en sa cervelle et dont il ne se débarrasse que très lentement. Son cerveau cependant tend à l'élever, mais l'organisation sociale qui pèse de tout son poids sur ses actes et l'empêche d'agir comme il voudrait, son entourage qui le combat ou pour lequel il est forcé de plier quelquefois, tout son passé l'englue encore à la fange d'où sa pensée veut le tirer. Et comme le passé a des attaches plus solides, rien d'étonnant à ce qu'il soit le plus fort, et que, plus d'une fois, les individus agissent d'une façon tout en pensant d'une autre. Puis, il faut le dire aussi, il faut avoir mûri l'idée, il faut l'avoir portée longtemps en soi, avant qu'elle devienne un besoin d'action. Elle vous séduit d'abord comme idéal, comme aspiration. Ce n'est que peu à peu qu'elle vous pénètre comme un besoin et devient moteur à son tour.

∴

L'énorme différence qui existe entre les progrès réalisés par l'esprit, et le retard lorsqu'il faut les faire passer dans les faits, tient encore à ceci, c'est que des siècles d'autorité, de coercition, d'éducation laïque ou religieuse, prêchant à l'individu l'obéissance et l'humilité devant les puissances célestes ou terrestres, ont fini par bien émousser, sinon par briser complètement le sentiment de l'individualité, le ressort de l'initiative.

A quoi bon, soi-même, user ses forces inutilement, pauvre pygmée, alors qu'il existe des puissances qui n'ont qu'un *signe* à faire pour que ce qui vous paraît le plus réalisable, soit immédiatement accepté et accompli par des millions d'êtres.

Au lieu d'user notre vie pour faire accepter une idée par une dizaine de nos semblables peut-être, prions donc la sainte autorité de bien vouloir prendre en main la réalisation de nos aspirations !

Cela paraît si facile de faire inscrire un nouvel article de loi dans l'amas de ceux qui existent déjà ! Il y a tant de candidats qui vous promettent de n'être au Parlement que vos plats serviteurs. Si on essayait ?

∴

Il y a aussi les féticheurs de la Révolution, qui contribuent à ancrer cette idée de la prépotence de l'Etat, en affirmant journellement qu'il n'y a qu'à renverser le pouvoir existant, à mettre à sa place des individus dévoués, et ces individus dévoués décréteront le bonheur pour tout le monde.

Seulement, lorsque par malheur un changement de ministère ou une révolution leur apporte le pouvoir entre les mains, ils s'aperçoivent avec terreur qu'aucun individu n'a la même conception du bonheur ; que ce qui délecte les uns est fort désagréable aux autres et qu'il n'est pas du tout facile de contenter tout le monde et son père.

∴

D'autre part, comme leur révolutionnarisme n'est fait que de formules, de jactance et de beaucoup d'ignorance ; aux prises avec les difficultés, ils perdent la tête. Montés au pouvoir, avec — ou sans — la conviction de faire quelque chose, ils entendent *surtout* y rester, ils sont prisonniers de l'ordre social qu'ils avaient juré de bouleverser. Car, c'est très facile à s'emballer soi-même en risquant les affirmations les plus violentes du haut de la tribune, au milieu d'un auditoire sympathique, ou en écrivant, au coin de son feu ou d'une table de café, l'article fulgurant qui fera pâmer d'aise quelques centaines de lecteurs-gogos qui n'aimant pas se creuser la tête, *trop* paresseux pour tenter quoi que ce soit par un effort personnel, aiment, le matin, en ouvrant leur journal, trouver la besogne toute faite et se délecter au massacre — par épithète de haute violence — d'une demi-douzaine de prêtres, d'officiers ou de capitalistes.

Les arguments réclamant une attention dont ils ne sont pas capables, le raisonnement brouillant le peu qu'ils en ont, ils aiment à se repaître d'affirmations d'autant plus absolues qu'ils sont incapables de se faire une idée eux-mêmes. Les opinions toutes faites les ravissent d'aise.

Chaque degré d'opinion a ses lecteurs pour le *Petit Journal*.

∴

Aussi, autre chose est-ce de passer de la théorie à la pratique, lorsque toute une organisation sociale vous enserre de toutes parts. Ce que nos féticheurs s'imaginent *être* de l'action, c'est d'être intempérant de langage, *mais* lorsqu'ils se trouvent aux prises avec l'action véritable, ils s'aperçoivent alors, avec terreur, que l'on ne fait pas le bonheur des gens malgré eux.

Leurs affirmations les plus anodines leur semblent des monstres, *lorsqu'il* faut les mettre en application. Comme leur intransigeance était surtout faite du désir de plaire à l'auditeur bénévole dont les applaudissements vous chatouillent agréablement l'épiderme, au lecteur can-

dide qui assure le tirage du canard et les appointements mensuels, et surtout à ce bon électeur-gobeur qui doit vous mener au Parlement, point de départ de toute bonne fortune politique ; c'est contre eux que le féticheur se retourne, lorsque, naïfs, ils s'insurgent pour le forcer à la réalisation des promesses d'antan. Et il vous les fait fusiller aussi désinvoltement que le ferait un Morny ou un Saint-Arnaud.

(A suivre.) J. GRAVE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — A la nouvelle que M. Loubet allait faire un voyage à Toulon, où il serait salué par la marine italienne, les cuirassés russes qui se trouvaient dans le port se sont empressés, malgré l'antipathie qui sépare l'Angleterre de la Russie, de filer à l'anglaise. Les gogos français que l'alliance franco-russe emplit de patriotiques espérances, en sont tout ébahis. La France aurait-elle donc démérité de son petit père le tsar? Pourtant ne lui a-t-elle pas toujours donné les marques du plus profond respect, de la plus servile déférence? Une disgrâce si soudaine n'est-elle pas faite pour atterrer les plus magnanimes? Il n'en fallut pas tant pour faire mourir Racine de chagrin.

C'est maintenant avec l'Italie qu'on sera bien. C'est une consolation. Du moins on ne sera pas seuls; et si l'on n'est pas comme auparavant les plus forts, l'héroïsme des Coppée, des Déroulède et des Rochefort saura certainement suppléer à l'insuffisance de nos moyens d'action.

Telles sont les billevesées qui occupent les esprits. Les politesses ou impolitesses que se font entre eux les souverains et chefs d'Etats sont prises au sérieux par les peuples qui se solidarisent avec leurs maîtres. Hier on délirait de joie à la vue des Russes, on s'embrassait éperdument, les femmes prises de fureurs nymphomanes les couvraient de fleurs et de baisers; par contre, on honnissait les « macaroni ». Demain, Français et Italiens s'étreindront et l'on renverra les « Cosaques » à leurs chandelles. Après-demain ce sera peut-être le tour des Allemands ou des Anglais, selon que le commanderont les intérêts de la finance et des agioteurs de toute sorte, pour qui les conflits entre peuples sont d'inépuisables sources de profits.

Quand les peuples comprendront combien ils sont naïfs d'épouser ainsi les apparentes amitiés ou inimitiés de leurs gouvernants, ils se déclareront internationalement solidaires les uns des autres, contre ceux qui non moins internationalement les exploitent. A ces courants de sympathie ou d'antipathie grâce auxquels ces derniers pêchent en eau trouble, ils opposeront la barrière d'une inébranlable sympathie, et à toutes les tentatives de désunion, ils répondront par des adresses ou des manifestes de solidarité. Ce serait une excellente habitude à contracter et dont les associations ouvrières conscientes devraient prendre l'initiative, à chaque fois.

⁂

BON EXEMPLE. — La Bourse du travail de Montpellier a ouvert ses portes aux soldats de la garnison, qui y trouveront tout le nécessaire pour écrire : papier, enveloppes, encre, etc. ; la bibliothèque de la Bourse est également mise à leur disposition.

Il faut espérer qu'avant peu toutes les Bourses du travail suivront cet excellent exemple, qui rappellera aux soldats que, malgré l'uniforme dont on les a revêtus, ils continuent d'être les frères des travailleurs.

⁂

L'ARMÉE CLÉRICALE. — Les lauriers de Cuverville, vouant la marine à saint Michel, empêchent de dormir les chefs de l'armée de terre. MM. les officiers, non contents de suivre les saints offices et de s'agenouiller dévotieusement à confesse aux jours prescrits, d'après le comput, tiennent à manifester publiquement leur crétinisme clérical.

On sait que chaque caserne est pourvue d'un drapeau qui, remisé en semaine, n'est arboré que le dimanche et les jours fériés. De ma fenêtre, je vois le fort de Montrouge. J'ai pu constater que durant la « semaine sainte », du *jeudi au lundi*, le drapeau a été arboré. Mais, et c'est là le plus fort, pendant une partie de la journée du vendredi, durant sans doute l'agonie de N.-S. J.-C., le drapeau était en berne. J'ignore s'il en a été de même dans les autres casernes, mais il me semble que le fait mérite d'être signalé.

Nous allons bien. Si cela continue, dans quelques mois, la « défense républicaine » rendra la messe obligatoire à tous les citoyens, sous peine d'être traduit devant le tribunal de l'Inquisition rétabli à cet effet.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

MILITARISME. — Un soldat, accusé de vol, est acquitté par un conseil de guerre. A son retour à la caserne, le colonel, n'admettant pas qu'il fût acquitté, le condamne à soixante jours de prison (163e de ligne, Ajaccio).

On se souvient des jeunes gens condamnés pour l'affaire de l'église Saint-Joseph. Ils furent graciés en 1900, puis compris dans la récente loi d'amnistie. Après la grâce, l'un d'eux, Benhaïm, réclamé par Biribiés, s'était expatrié. Après l'amnistie, il vient faire sa soumission, consentant à faire son service dans un régiment ordinaire. Amnistié et pour l'affaire Saint-Joseph et pour son insoumission, les pourvoyeurs des bagnes militaires n'avaient légalement aucune prise sur lui. Mais comme leur bon plaisir compte seul, ils ont envoyé Benhaïm à l'atelier de travaux publics de Mers-el-Kébir.

Un soldat, atteint de hernie, se présente deux fois à la visite. Deux fois repoussé, il est obligé de faire de la gymnastique, il tombe, est porté à l'hôpital, où l'on voit que sa hernie est devenue étranglée et que son état est excessivement grave. (29e chasseurs à pied, Saint-Mihiel.)

Un réserviste, très souffrant, se présente à la visite et n'est pas reconnu. Il lui faut manœuvrer, exécuter des travaux de terrassement. Trois jours après, à bout de forces, il se représente à la visite. Cette fois, on l'envoie à l'hôpital, et il y meurt. On défend à ses camarades de suivre son convoi. (1er génie, Versailles.)

Un soldat souffrant de rhumatismes, après un séjour à l'infirmerie, avait été renvoyé à la manœuvre, non guéri. Gêné par ses douleurs, le pauvre diable, naturellement, manœuvrait mal. D'où une pluie de punitions, d'injures, de menaces. Effrayé à l'idée du conseil de guerre et perdant courage, le malheureux s'est tué. Défense aux officiers, sous-officiers et soldats d'assister à ses obsèques, « le suicide étant une lâcheté ». (17e batterie alpine, Grenoble.)

Mais pousser au suicide des gens que l'on terrorise et qui sont dans l'impossibilité de se défendre contre vous, cela n'est pas une lâcheté?

R. C.

⁂

Mouvement ouvrier. — MONTCEAU-LES-MINES. — La grève continue toujours, et il est foncièrement regrettable de voir tant de courage si mal employé. La résistance passive peut, dans certains cas, avoir son bon côté, mais l'on ne peut ici que déplorer la tactique adoptée par les 10.000 mineurs de Blanzy.

La tentative de reprise du travail tentée par la Compagnie n'a pas apporté les résultats qu'elle en espérait. Aux renégats des premiers jours, à peine une cinquantaine de nouveaux travailleurs ! sont-ils venus s'ajouter, et encore les a-t-on fait venir d'autres centres. Dans l'espoir de faire diversion à la grève, le ministre radical-socialiste Baudin avait offert de procurer du travail dans le département de la Marne à une partie des ouvriers renvoyés, mais ceux-ci ont refusé de tomber dans le piège socialo-ministériel.

Dans l'espoir de forcer la main au gouvernement, les chefs du mouvement viennent de reprendre l'idée, qui avait été émise lors de la grève du Creusot, puis ensuite du haut Rhin, d'un exode des ouvriers renvoyés vers Paris. Toutefois, il est peu probable qu'une suite sera donnée à cette idée, mais en tous les cas, comme jadis aux environs de Belfort, l'armée nationale, au service de la bourgeoisie capitaliste, serait employée à arrêter la marche de l'armée prolétarienne, et une fois de plus l'ouvrier d'hier servirait de gendarme à celui de demain.

En attendant, les magistrats aux ordres du capitalisme continuent de prononcer encore un certain nombre de condamnations pour faits relatifs à la grève. Voici la liste des nouvelles victimes du tribunal correctionnel :

Desbrosses, à quinze jours de prison;

Rebouillat, quinze jours de prison et 16 francs d'amende ;

Pisseloup, 25 francs d'amende avec loi Bérenger ;

Jandol, cinq jours de prison avec loi Bérenger ;

Fontaine, six jours de prison avec loi Bérenger ;

Moreau, quinze jours de prison ;

Dananchet, huit jours de prison.

Le tribunal a confirmé le mandat de dépôt contre Couland, prévenu de coups et blessures.

P. DELESALLE.

⁂

CHALON-SUR-SAÔNE. — L'un des meilleurs militants de Chalon arrêté lors de la belle tentative de février dernier m'envoie d'intéressants détails sur son arrestation, je ne saurais mieux faire que de publier sa lettre :

« Le mercredi 20 février se présente chez moi, muni d'un mandat d'arrêt, un lieutenant de gendarmerie accompagné de trente gendarmes, puis rangés devant la maison où j'habite quatre pelotons de chasseurs, puis deux cents mètres plus loin, une compagnie du 27e de ligne.

« Le lieutenant, après m'avoir présenté et donné lecture de son mandat d'arrêt ainsi conçu : « Entrave à la liberté du travail et provocation à des attroupements sur la voie publique », commença sa perquisition. Tout fut passé en revue, logement, cave et grenier, pour ne trouver absolument que des brochures, des collections du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux* et deux lettres, mais aucune preuve du soi-disant complot pour lequel j'avais reçu cinq mille francs des jésuites. Maintenant voici l'ordre du cortège pour me conduire à la maison d'arrêt ; pour un anarchiste dangereux, un chef de bande, une toute-puissance, comme l'a déclaré un témoin à l'audience, il fallait prendre des précautions. Marchaient devant deux pelotons de chasseurs, puis quinze gendarmes, je venais ensuite entre deux autres qui me tenaient au moyen de leurs cabriolets, puis douze autres. Derrière nous, fermant la marche, deux autres pelotons de chasseurs et enfin la compagnie d'infanterie formant la haie de chaque côté de nous, et afin de bien m'exhiber, on m'a fait traverser les quais et boulevards pour me rendre en prison. »

Je n'ajouterai qu'un mot, c'est que le camarade pour qui toutes ces précautions furent prises, a été acquitté après un mois de prévention. Mais le mouvement avait été tué, et c'est tout ce que demandaient nos socialistes de gouvernement et de défense capitaliste.

⁂

MARSEILLE. — La grève des dockers qui a duré exactement 39 jours est terminée.

Pour les ouvriers c'est un échec, et pour les patrons une victoire qui leur coûte cher.

Quant aux politiciens, le rôle qu'ils ont joué au cours de cette grève n'avait jamais atteint une aussi énorme dose de jésuitisme. Ils ont été odieux... Quelle abjection!

Pour ne pas subir les rigueurs de l'état de siège, la ville n'en était pas moins envahie de soldats et aussi d'agents en civil qui ont contribué pour une large part aux arrestations.

La cour martiale a admirablement fonctionné. Jugés dès le lendemain de leur arrestation, les grévistes se sont vu distribuer des 4, 6, 12, 15 mois de prison à volonté.

A noter que la force armée perd de son prestige. On ne se sauve plus. Les quelques manifestations qui se sont produites l'ont prouvé. La force et notamment les gendarmes ont été reçus à coups de pierres. Un lieutenant de gendarmerie a été dégringolé de son cheval par un coup de siphon et reçu à terre par un coup de gourdin.

Quant au mouvement de grève générale qui, après bien des hésitations, gagnait Nîmes, Arles, Toulon, rien ou à peu près rien à en dire. L'idée est nouvelle et fera sûrement son chemin.

Que les politiciens soient mis au rancart et les hésitations qu'ils créent par leurs manœuvres n'ayant pas lieu, le mouvement sera spontané. Il ne lui a manqué que cela et pour cause.

Plus rien à dire si ce n'est que ce n'est pas fini. Contrairement à l'habitude, les ouvriers en fin de grève sont plus unis qu'au commencement. La preuve en est que les « jaunes » se sont joints aux internationaux. Bon signe, ça recommencera.

Somme toute: grève qui a fourni un enseignement.

DAL.

Belgique.

Arbitrage et Congrès. — Semblable, en ses conséquences, à la grève du Creusot, à l'occasion de laquelle intervint l'arbitrage de Waldeck-Rousseau, la grande grève verrière de Belgique semble se clôturer aussi par un accord après débat contradictoire entre parties. Nous disons *semble*. Car, en ce moment même, nous quittons Charleroi ; on nous dit que tout est en bonne voie ; mais il se peut qu'à l'heure où paraîtront ces lignes, toute la combinaison ait été détruite par les événements. Nous dépeignons donc la situation à la date du 7 avril.

L'arbitrage avait été réclamé par plus de deux mille voix contre une demi-douzaine, à la séance plénière de l'*Union verrière*. Celle-ci ne faisait, par ce vote écrasant, que ratifier l'attitude des camarades Gilles et Lambillotte qui se refusaient à lancer la masse à la boucherie inévitable, sans avoir épuisé tous les moyens de conciliation; car, en tant qu'*institution*, l'Union verrière ne s'occupe pas de politique, chacun le sait. Il faut, au surplus, connaître bien le pays noir, pour s'apercevoir que, dans l'ordre social *actuel*, les ouvriers, même libertaires, se rallient en masse à ce *premier* système. La population était tellement acquise aux verriers, qu'une *poussée d'opinion* suffisait, sans secours de violences, à *peser* sur la commission d'arbitrage. En effet, le 26 mars dernier, dans son discours, Lambillotte avait montré que les revendications des grévistes n'avaient rien d'excessif.

Pourquoi, en effet, les patrons ne voulaient-ils pas reconnaître le syndicat ouvrier et répartir le travail d'un ouvrier entre deux d'entre eux, afin d'occuper tous les chômeurs? Puis, par *leur livre noir*, les patrons — en aveu sur ce point — portaient atteinte à la liberté du travail; les ouvriers étaient traqués, condamnés à des peines excessives.

Bien plus! Devant le palais de justice, un groupe de six patrons, moins mufles que les autres, disait : « Nous avons engagé des pourparlers avec les grévistes; la convention dite de Courcelles est intervenue et... nous avons, pour ce motif, été mis à l'index et exclus du Syndicat des patrons! »

On le voit, la situation se tendait.

Déjà, des agents provocateurs choisis parmi la basse crapule s'étant révélés, Lodelinsart avait, le lundi matin, été envahi par des renforts de gendarmes. Il s'agissait d'*imposer!*

Ajoutons à cela que le petit commerce lui-même, atteint grièvement, s'irritait contre les manœuvres de gamins pourbaisiens et de corsaires ayant laissé de tristes souvenirs dans un procès célèbre. Détail important aussi. Un exode de l'industrie verrière se préparait, désolant dans ses conséquences.

L'arbitrage fonctionne donc en ce moment. Un point est acquis : le fameux *livre noir* patronal est au diable. Un second sera acquis : l'Union sera reconnue. Mais le travail « à deux pour un an » sera bien difficile à faire avaler aux patrons.

Quoi qu'il en soit, les pourparlers, même ayant échoué, seront repris et la grève finira sous peu.

A peine avons-nous besoin de souhaiter un avenir où les autres métiers, comme les houilleurs et les métallurgistes, plus éclairés, sauront, dans un mouvement non moins héroïque, appliquer aux maux les mêmes remèdes; car cette grève évidemment est une victoire, en tout état de cause.

Ce qui est démontré par elle, c'est que, plus les ouvriers sont nantis de forts salaires, plus ils sont révolutionnaires; les verriers étaient déjà privilégiés; mais, mieux nourris, mieux instruits, ils n'en ont été que plus *âpres* à réclamer encore plus. Retenons cette leçon. Combien, en second lieu, la thèse *syndicale* sort triomphante de cette épreuve! Le syndicat est la cause de ce beau mouvement de solidarité verrière; des cœurs bien nobles se sont manifestés; il faut avoir, le long des routes, en conférenciant d'une commune à l'autre, parlé avec des grévistes pour deviner la somme prodigieuse de dévouements aussi méritoires qu'inconnus qui ont trouvé l'occasion de se manifester ici. Franchement, les bourgeois ne *connaissent pas* l'ouvrier verrier! C'est la réflexion que je fis — à la Palisse, me direz-vous! — en écoutant les conversations de ces hommes qui vous mettent les larmes aux yeux, malgré vous, malgré l'endurcissement que l'on possède!

Deux Congrès importants furent tenus : l'un à Charleroi, l'autre à Liège. Dans le premier, les socialistes acclamèrent la Commune; Destrée prononça un discours bien commenté sur les dangers qui menacent le socialisme, sur la nécessité de rester une minorité vigilante, un élément remuant et révolutionnaire. Dans le second, le Parti ouvrier agita, entre autres choses, la question de la journée du 1er mai.

Glissons sur des réunions sans importance, pour annoncer une bonne nouvelle : Willems, victime de l'erreur judiciaire connue, va être élargi très prochainement. La nouvelle nous est annoncée dans des journaux peu suspects de « subversisme ». Des amis nous prient d'annoncer aussi l'*Idée libre*, journal d'avant-garde. Destrée, Legaire, Vindex y collaborent avec d'autres écrivains.

Sosset (Flaustier).

Russie.

Les derniers événements ont produit sur l'esprit des ministres une profonde impression. Pobedonotzeff, en particulier, se montre inquiet, sombre, accablé. Les ministres ont supprimé leurs audiences. Ils ne communiquent plus avec le public et avec leurs subordonnés que par l'intermédiaire de leurs secrétaires.

M. de Witte s'oppose à la déclaration de l'état de siège à Saint-Pétersbourg. Il redoute la répercussion d'une telle mesure sur l'industrie. « Si les fabriques chôment en ce moment, dit-il, aucune armée ne nous sauvera de l'invasion des ouvriers. »

Le grand-duc Serge, gouverneur général de Moscou, a offert sa démission qui n'a pas été acceptée.

Les officiers de Moscou ont manifesté leur mécontentement et répugnent visiblement à participer à la répression des émeutes.

Le gouverneur général de Kiew, le général Dragomirow, se faisant l'interprète de l'armée, a télégraphié au tsar que l'oukase du 29 juillet doit être abrogé le plus tôt possible, ses officiers s'insurgeant contre l'idée de transformer l'armée en établissement pénitentiaire.

On cite le cas de popes qui ont protesté contre la mesure d'excommunication prise contre Léon Tolstoï. Ils ont été immédiatement chassés de l'Eglise.

Tolstoï a été interné à Yasnaïa-Poliana.

Les détails de la journée du 17/4 mars, la mêlée de la cathédrale de Kazan, sont navrants. Le massacre fut froidement prémédité. Les Cosaques pénétrèrent dans la cathédrale où s'étaient réfugiées les étudiantes et les massacrèrent au hasard dans la demi-obscurité de l'église.

Un étudiant, à la vue de son père renversé, piétiné et tué, fut pris d'un subit accès de folie. Il arracha à coups de dents des morceaux de sa chair et les cracha au visage des Cosaques. Les popes s'étaient cachés, sourds aux supplications des victimes qui les imploraient de faire cesser le massacre en exhibant les saintes images.

Les étudiants s'étaient courageusement jetés dans l'église pour sauver les étudiantes et, brandissant des icônes sur la tête des Cosaques, essayaient d'arracher de leurs mains les étudiantes.

A Saint-Pétersbourg, une pétition se couvre de signatures. Il y en a déjà quinze mille. Et ni les étudiants, ni les suspects surveillés par la police n'ont signé. On les a priés de n'en rien faire pour donner plus de valeur à la pétition.

On a arrêté un grand nombre d'hommes de lettres qui avaient signé la pétition des Quarante-Cinq. L'association dont ils faisaient partie a été dissoute.

C'est le maximum de la peine, vingt ans de travaux forcés, qui a été infligé à Karpowitch, jugé comme assassin ordinaire.

L'un des étudiants de Kiew, Piratow, versé dans un régiment, a été fusillé pour voies de fait envers un sous-officier qui l'avait insulté.

Deux autres étudiants attendent le même sort dans la prison de Kiew.

Les proclamations des comités révolutionnaires se répandent par centaines de milliers. Elles sont signées : *Les Social-Démocrates, le Groupe socialiste, le Drapeau ouvrier, les Socialistes-révolutionnaires, La Lutte pour la liberté, A bas l'absolutisme*, etc...

(*Le Bloc*, n° 11.)

Suisse.

L'extradition de Jaffei, dont il a été question déjà, vient d'être accordée par le gouvernement suisse, qui n'en est pas à la première canaillerie de ce genre.

Le groupe « La liberté d'opinion » qui s'est fondé à Genève a, à cette occasion, organisé une réunion de protestation qui a pleinement réussi, au point de vue protestation.

D'autre part, des manifestations ont eu lieu contre le consulat russe de Genève, l'écusson de l'ambassade a été traîné dans la boue.

Nous attendons des renseignements plus explicites des camarades.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Samedi 30 mars, à l'hôpital Saint-Antoine est décédé le camarade *Demetrio Frangini*, de Santa Sofia di Romagna (Italie).

Expulsé de France, il y était rentré en 1899 sous le nom de Jean Morelli, et sous ce nom a été enregistrée sa mort à l'hôpital.

C'était un ancien révolutionnaire. Dans sa jeunesse, il avait combattu avec Garibaldi; après, il se rangea dans l'Internationale.

Ami intime de Malatesta et d'autres révolutionnaires, il prit une part active à la propagande, partout où le poussa la persécution italienne et étrangère et son amour de l'idéal anarchiste.

En Italie, en France, en Suisse, à Londres, à Alexandrie d'Egypte, partout où il passa il se rendit toujours très utile par son activité inépuisable, et partout il subit la persécution : la prison, l'expulsion, le *domicilio coatto*.

Mais en dépit de cela, en dépit des souffrances de la vie de rebelle et d'exilé, de la misère et de la faim, il conserva, jusqu'à la mort, l'enthousiasme juvénile, l'amour à la cause et son activité.

Que l'exemple de ce camarade, connu et aimé partout où il passa, serve d'exemple aux jeunes, et saluons-le à son départ de la vie au nom de l'idée à laquelle il consacra toutes ses forces : l'anarchie.

Les camarades de la langue italienne.

* *

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIIIe arrondissement), 41, rue de la Chapelle :

Samedi 13. — Soirée musicale et littéraire.

Lundi 15. — P. Bessière, avocat à la Cour : La Révolution de 1848 à l'étranger.

Mercredi 17. — Maxime Leroy : Le Droit pénal : I.

* *

Université populaire, 3 et 5, rue Jules-Jouy :

Samedi 13. — Soirée musicale et littéraire, à 8 h. 1/2.

Mardi 16, à 8 h. 1/2. — M. H. Gourdon, surveillant général à l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud : L'étudiant allemand.

Jeudi 18, à 8 h. 1/2. — M. G. Renard : Notre dette envers la Révolution de 1848.

Samedi 20, à 8 h. 1/2. — M. L. Picard, professeur de rhétorique au collège Rollin : Un poète philosophe. — « La Justice », par Sully-Prudhomme.

* *

Agen. — *Bibliothèque d'éducation sociale.* — Les camarades sont informés qu'une bibliothèque vient d'être fondée au café Aldigé (au 1er étage), cours du 14 Juillet. On s'y réunit les mercredi et samedi à 8 heures 1/2 du soir, et le dimanche à 5 heures. Prêts de livres. Causeries. Les amis qui ont des ouvrages en double sont priés de nous les envoyer.

* *

Trélazé. — Réunion du groupe de propagande anarchiste au local ordinaire, le samedi 20 avril, à 8 heures du soir.

Communications diverses intéressant la propagande.

* *

Belgique. — *Foluy-Arquennes.* — Dimanche 14 avril, à 3 h. 1/2, chez Charlier, conférence par Sosset (Flaustier).

Sujet : Matérialisme et Socialisme.

Damprémy. — Dimanche 21 avril, à 10 heures, au salon de Moscou, conférence par Sosset.

Sujet : La grève verrière.

AVIS

Nous rappelons aux camarades que nous avons réuni les suppléments contenant les rapports au congrès interdit.

Relié, cela formerait un joli volume de propagande à offrir aux *Bibliothèques* et *Universités populaires*.

Nous les laissons avec la couverture de L. C. Dissy, au prix de 0 fr. 50 dans nos bureaux. Franco, 0 fr. 85.

NOTRE TOMBOLA

Récapitulation des dons reçus à ce jour :

1. Une goélette, cabaret, don des camarades d'Amiens.
2. Un volume *La Douleur universelle*, don d'un camarade.
3. *Souvenir des bains de Wattwiller*, 10 eaux-fortes, par Daumont, don de l'auteur.
4. Cravache tressée à la main par des Caucasiennes, don d'un camarade.
5. Idem.
6. Un petit sac de dame, don d'un camarade.
7. Un bibelot de Charpentier.
8. Une étude de Luce.
9. Un lot de dessins : programmes, musique, affiches, donnés par Paraf-Javal.
10. Dix-huit cartes postales illustrées, id.
11. Un lot de livres, id.
12. Une peinture sicilienne sur papyrus, don d'une camarade.
13. Une esquisse d'Agar, don de l'auteur.
14. Dix-huit cartes postales illustrées, don de Paraf-Javal.
15. Un lot d'affiches illustrées, id.
16. Deux cendriers en porcelaine décorée.
17. Deux épreuves d'eau-forte, don de Signac.
18. Nature morte, aquarelle du camarade R. Larchevêque, don de l'auteur.
19. Une peinture de Hénault.
20. 16 cartes postales illustrées, don de Paraf-Javal.
21. Un lot d'affiches illustrées, id.
22. Idem.
23. 6 épreuves (portrait ou groupe) photographiques par un camarade.
24. Collection des 6 années des *Temps Nouveaux*, don d'un camarade.
25. Six lithographies, don d'un camarade.
26. *La Société mourante*, don d'un anonyme.
27. *Paroles d'un révolté*, id.
28. Deux eaux-fortes, id.
29. Cravate pour dame, id.
30. Une boîte papier à lettre, id.
31. Broche et boutons de manchettes, id.
32. Un dessous de plat, don de Guérineau.
33. Une nature morte de Jehannet.
34. Une peinture de Lebasque.

(*A suivre.*)

Nous avons reçu du camarade Robin quelques brochures pour la tombola. Ce n'est pas assez important pour un lot. Nous les joindrons à d'autres choses.

AVIS

Le prix des volumes de la collection : *Les Livres d'or de la science* étant augmenté, nous avertissons les camarades que nous ne pouvons plus leur fournir le volume de Richet, *Les Guerres et la Paix*, à moins de 1 fr. 60 franco.

∴

Dans le fonds Savine que vient d'acheter Stock, se trouvent les bouquins suivants que nous pouvons fournir à nos lecteurs :

Bas *les cœurs!*........................ *franco*	2 fr. 75
Au Palais, du colonel Floridor..........	2 fr. 75
La Douleur universelle, Faure..........	2 fr. 75
La France politique et sociale (1891), Hamon..............................	5 fr. 10
La même (1890), 2 vol...................	5 fr. 50
L'Ennemi du peuple, Ibsen...............	2 fr. 75
Révolution sociale et révolution chrétienne, Malato..............................	2 fr. 75
Fabrique de pions, Raganasse............	2 fr. 75
La Russie sous les tsars, Stepniak.......	6 fr. »
Conspirateurs et policiers, de Tikhomirow	2 fr. 75
L'Ecole de Yasnaia Poliana, de Tolstoï..	2 fr. 75
Ceux de Podlipnaia, roman, par Rétcheknikov..............................	2 fr. 75

VIENT DE PARAITRE

Anarchie, par André Girard. Cette petite brochure de vulgarisation sera expédiée aux camarades à raison de 3 francs le cent; pris au bureau du journal, 2 fr. 50. Couverture illustrée par V. Müller: les 10 exemplaires, 0 fr. 35.

∴

L'Assassiné, lithographie de Dissy. En tube, franco: 1 fr. 40.

Cette semaine, l'imprimeur doit nous en livrer une de Couturier, une de Lebasque et une de Agar.

∴

Paraîtront aussi cette semaine :

Les Aventures de Nono, de J. Grave, 1 vol. illustré par Charpentier, Luce, Heidbrinck, Rysselberghe, L. Pissarro, Lefèvre, Hermann-Paul et Mab., 2 fr. 75 franco.

BIBLIOGRAPHIE

De chez Schleicher : *Le Coopératisme*, par D. Bancel ; 1 vol., 1 fr. 50. — *Les Régions boréales*, par E. Richet ; 1 vol., 2 francs.

Le Développement économique et social au Japon, circulaire de mars du *Musée social*, chez Rousseau, 14 rue Soufflot.

Comment la route crée le type social, par Demolins ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Didot, 56, rue Jacob.

Les Congrès ouvriers et socialistes français, par L. Blum ; une broch., 0 fr. 50, chez Bellais, 17, rue Cujas.

Le Complot de Bobine, par Victor des Bois, une broch., 0 fr. 30, chez Bourbier, 11, rue du Croissant.

A lire :

La Fièvre russe, par Ludovic Franc; *La France*, Bordeaux, 6 avril.

A voir :

Caisse de grève, dessin de Steinlen, dans l'*Assiette au beurre*, n° 1, et, en général, tout le numéro.

PETITE CORRESPONDANCE

St-Claude, 25. — Envoyé une. Impossible de courir au *Libertaire*.

C., à Valréas. — *L'Ecole de Yasnaia* est en réimpression.

F. B., à Boulogne. — Je ne sais pas où sont pris les vers. Demandez à l'auteur de l'article.

Le camarade Bogey de Lyon est prié de nous donner son adresse.

Reçu pour Chalon : R., à Londres, 5 fr.
Reçu pour Montceau : R., à Londres, 5 fr.
Reçu pour Marseille : R., à Londres, 5 fr.
Toutes ces différentes sommes ont été expédiées aux syndicats respectifs.

Reçu pour les détenus : C. C. M., 5 fr. — R., à Londres, 5 fr. — Berrous, 1 fr. — L. M., 1 fr. — Cherfils, 0 fr. 25. — E. H., à Saint-Loup, 0 fr. 50. — Le groupe *L'Homme libre* de Châteaurenard : Abeille Louis, 0 fr. 50; Janot, 0 fr. 50; Granier aîné, anarchiste, 0 fr. 25; Cluse Paul, anarchiste, 0 fr. 25; Un anarchiste, 0 fr. 50; Un révolté, 0 fr. 50; Un révolté, 0 fr. 25; Un anarchiste révolté, 0 fr. 25; Un homme de droit Prosper, 0 fr. 25; Un exploité Pascal Granier, 0 fr. 25; Un ami du peuple Fortuné Raymond, 0 fr. 25; Un meurt-de-faim Daniel Soudre, 0 fr. 25; Un anarchiste Favet Antoine, 0 fr. 25; Un ennemi de la société actuelle, 0 fr. 50; Un convaincu, 0 fr. 25. Ensemble : 5 fr. — Total : 17 fr. 75. — Listes précédentes : 642 fr. 55. — Total général : 660 fr. 30.

Reçu pour la brochure à distribuer : R. F., 1 fr. — R., à Béziers, 0 fr. 50. — E. H., à Saint-Loup, 0 fr. 25. — Total : 1 fr. 75. — Listes précédentes : 30 fr. 05. — Total général : 31 fr. 80.

Reçu pour le journal : Un camarade, 0 fr. 50. — B., 2 fr. — Le Breton du Jardin des Plantes, 1 fr. — Ther., 1 fr. — L. M., 1 fr. 25. — V. et B., 0 fr. 70. — Merci à tous.

S. H., à Rotterdam. — G., à Béziers. — P., à Biborel. — E. S., à Etampes. — Vve C., à Montreuil. — B., à Gueugnon. — S., à Montpellier. — S., à Valréas. — G., à Rochefort. — E., à Dijon. — A., à Markranstadt. — Reçu timbres et mandats.

NOTRE COLLECTION DE DESSINS

En éditant ces dessins, nous poursuivons un double but : aider à la diffusion du goût artistique parmi les travailleurs, y trouver ensuite un supplément de ressources pour notre propagande.

Pour le premier point, c'est du temps et de la patience ; malgré le talent des camarades artistes qui ont répondu à notre appel, ce n'est pas en un jour que l'on arrive à déraciner le mauvais goût que notre mauvaise organisation sociale engendre.

Nous avons mis cependant cette édition au plus bas marché possible, mais nos tirages restreints nous rendent la lutte difficile contre les chromos à deux sous que prodigue « l'art » bourgeois.

Malgré les difficultés de la situation, notre collection sera bientôt complète. Plus qu'une dizaine de dessins à publier.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous en reste un certain nombre à vendre des tirages antérieurs, et qu'ils nous faciliteront la besogne en nous aidant à les placer.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro.* — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac* (épuisée). — **L'Aube,** *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore,** *par Vuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.* — **Ah! les sales Corbeaux!** *de J. Hénault.* — **La Guerre,** *de Maurin.* — **Epouvantails,** *de Chevalier.* — **Capitalisme,** *de Comin'Ache.* — **Education chrétienne,** *de Roubille.* — **Souteneurs sociaux,** *par Delannoy.* — **Provocations,** *par Lebasque.* — **La Débâcle,** *dessin de Vallotton*, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur,** *par Daumont.* — **L'Assassiné,** *par C. L.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 50 francs ce qui est paru de l'édition ordinaire, 100 francs celle d'amateur.

La Révolte, collection complète (deux seulement) : 150 francs.

En dehors de l'album, nous avons :

Un repaire de malfaiteurs, *par Vuillaume*	1 »	*franco*	1 15
L'Ecrasement, édité par *An-Archist* d'Amsterdam. . . .	1 »	—	1 15
Bakounine, *portrait au burin par Barbottin*	» 50	—	» 60
Proudhon, *portrait au burin par Barbottin*	» 50	—	» 60
Cafiero	» 50	—	» 60
Un frontispice en couleur, *par Vuillaume*, pour le premier volume du Supplément.	1 25	—	1 40

CHANSONS

La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc.	» 10
L'Internationale; Crevez-moi la sacoche; Le Politicien, *de E. Pottier*. .	» 10
Ouvrier, prends la machine; Qui m'aime me suive; Les Briseurs d'images. .	» 10
La Chanson du Gas; A la Caserne; Viv'ment, brav' Ouvriers, etc. . . .	» 10
J'n'aime pas les sergots; Contre la guerre; Heureux temps; Le Drapeau rouge.	» 10
Le Réveil; La Chanson du linceul; Les députés heureux; Période électorale	» 10
Hymne révolutionnaire espagnol; Debout! frères de misère; Les conscrits affranchis.	» 10

PETITE BIBLIOTHÈQUE ÉCONOMIQUE

1. Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris, *par Paul Delesalle*.	» 15
2. Aux Travailleurs. — La Grève! . .	» 10
3. L'Action Syndicale et les Anarchistes	» 10
4. La Grève Générale.	» 10

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE N° 52 — DIX CENTIMES — DU 20 AU 26 AVRIL 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

DIVERSES MÉTHODES D'EXTERMINATION

Les naturalistes déplorent la disparition de certaines espèces d'animaux et, dans les départements alpins, les préfets prirent récemment des arrêtés pour protéger les plantes de montagne, gentiane, edelweiss, entre autres, contre la curiosité rapace des touristes. Mais les gouvernements se garderaient bien d'appliquer aux hommes les méthodes de conservation qui peuvent convenir pour les plantes et les bêtes. Ils n'ont pas encore compris que la vie humaine a une valeur en soi, qu'elle représente une quantité d'efforts possibles et que, l'anéantir, c'est détruire des forces futures, très puissantes peut-être.

Ainsi ont disparu en Amérique, en Océanie et en Afrique un grand nombre de races dites inférieures, systématiquement supprimées par les envahisseurs chrétiens, tant catholiques que protestants.

Mais en ce moment, aux portes de l'Europe, on peut assister à l'extermination d'une race relativement plus apte à la civilisation occidentale que ses égorgeurs et ses bourreaux : entre le Sultan et le Tsar, les Arméniens sont en voie ou de périr au sens strict du mot ou de cesser d'exister en tant que fraction de l'humanité gardant sa langue et son caractère propre.

Les deux méthodes sont également sûres. Considérons d'abord la méthode russe, appliquée aux Arméniens du Caucase comme elle le fut aux Finlandais. Il y a là une population arménienne de 1.900.000 à 2.000.000 d'individus. Quand les Russes prirent possession du Caucase en 1859, après la défaite de Schlamyl, ils furent fort heureux de se servir des Arméniens qui parlaient les langues locales et pouvaient servir d'intermédiaire entre les vaincus et leurs nouveaux maîtres. Il y eut alors une période de liberté et de prospérité relative; des écoles se fondèrent, des bibliothèques, des sociétés de bienfaisance.

Mais depuis plusieurs années, sous l'influence surtout de Pobedonostzeff, l'autocratie a cru être menacée par « le danger arménien » et, depuis 1896, le prince Galitzine, gouverneur de Transcaucasie, a conçu et exécuté un plan de complète russification.

Son premier soin a été de fermer d'abord les écoles : 320 en un an ; il en restait 31 ouvertes ; la plupart furent également fermées. Ces écoles avaient été fondées et étaient entretenues par des personnes privées : leurs biens meubles et immeubles furent purement et simplement confisqués et « transférés au département impérial de l'éducation avec toutes leurs propriétés et fonds ». Et le tsar approuva ce rapport de cette observation manuscrite : « C'est la méthode à employer ! »

Il existait quatre sociétés de bienfaisance, dont l'une à Tiflis. Le prince Galitzine les jugea dangereuses aussi comme susceptibles de favoriser la culture intellectuelle :

« La société dépense son argent pour l'éducation de jeunes Arméniens à l'étranger, ce qui est complètement opposé aux principes constitutifs de l'Empire Russe. Je pense que ces sociétés n'inspirent pas de confiance et je propose à l'empereur de les supprimer. »

La société pour la publication des livres fut aussi supprimée, pour deux motifs : d'abord parce qu'*elle publiait des livres*, ensuite parce qu'*elle publiait des livres arméniens*. Les bibliothèques subirent le même sort, bien que leur établissement soit soumis à toutes sortes de formalités préventives : enquête sur l'initiateur, obligation d'une forte cotisation, interdiction de s'ouvrir dans un quartier pauvre ou un faubourg, censure des livres déposés.

La situation intellectuelle de l'Arménie russe est devenue navrante :

A Schousha (25.000 Arméniens), une bibliothèque : fermée ;

A Akhaltzikh (20.000 Arméniens), une bibliothèque : fermée ;

A Akhalkalak (15.000 Arméniens), une bibliothèque : fermée ;

A Nakhidjévan (10.000 Arméniens), une bibliothèque : fermée ;

A Tiflis (60.000 Arméniens), une bibliothèque : fermée.

Deux journaux seulement sont tolérés : *Mschak* et *Nor Dar*. Les mahométans n'ont rien. Les Russes n'ont qu'un organe, *Kavkaz*, semi-officiel. Quant au *Novoé Obozénié* et au *Tiflissky histak*, bien que publiés en russe, ils sont suspects, étant rédigés par des Arméniens. Le premier a déjà été suspendu pour huit mois et son existence est sérieusement menacée.

Telle est la méthode moscovite, étant sous-entendu que les Arméniens sont en outre, comme tous les autres sujets du même empire, bétail à knout, à cosaques et à pendaison.

La méthode du sultan Abd-ul-Hamid est infiniment plus expéditive et radicale, ainsi que l'on peut s'y attendre d'un souverain que félicite presque quotidiennement l'empereur Guillaume pour son courage et sa magnanimité et qui décore à profusion tous les valets de bourreau, y compris M. Paul Deschanel.

De 1894 à 1896, ce fut, en Asie Mineure, une période de massacres tels qu'il n'en existe pas de semblables dans l'histoire sanglante de l'humanité : trois cent mille Arméniens au moins — un homme d'Etat musulman exilé me disait naguère que le chiffre était au-dessous de la réalité et qu'il fallait le hausser à cinq cent mille — furent détruits par les moyens les plus divers : fusillés, écartelés, égorgés, écorchés, brûlés séparément ou en masse comme à Orfa où, d'un seul coup, Nazif-Pacha en fit flamber trois mille qui s'étaient réfugiés dans la cathédrale. A Constantinople même, des milliers de malheureux furent éventrés à coups de baïonnettes ou assommés à coups de matraque; et afin que nul n'en ignore, le chargé d'affaires français, qui se trouvait être un homme de cœur, M. de la Boulinière, avertit son gouvernement dans une dépêche si catégorique et si franche qu'on s'étonne qu'elle n'ait point été supprimée par M. Gabriel Hanotaux, grand ami du sultan, quand il publia le *Livre jaune*. En voici le point capital :

« Je ne pourrais citer à Votre Excellence la série interminable des faits qui prouvent jusqu'à l'évidence que *c'est le sultan lui-même qui arme les bras de ces assommeurs et leur enjoint de courir sus à tout ce qui est arménien.* »

Après cette orgie de meurtre, les complices européens de la Bête Rouge lui conseillèrent discrètement un peu de repos. On a beau payer le silence des journaux, gorger de concessions les financiers et les pirates de tout genre : cela finit par se savoir et il devenait impossible de tolérer et de soutenir ostensiblement un assassin aussi notoire.

Dès lors, la méthode varia, sinon le but final. La famine fut savamment organisée dans les provinces. Pour que les Arméniens périssent plus certainement sur le territoire qu'en sa haute prévoyance il a assigné à leurs cadavres, Abd-ul-Hamid leur interdit de circuler, même de village en village. Si ensuite quelque fonctionnaire dévoué s'ingénie à accaparer les blés ou à en interdire le transit avant l'hiver, saison où toutes les routes sont coupées, c'est la mort assurée par la famine pour des milliers de malheureux.

La perception de l'impôt, qui est exigé cinq à six fois dans l'année, tant par le fisc que par des brigands qui ne sont point des fonctionnaires officiels, est encore un excellent motif à sévices et persécutions. Les percepteurs, au nombre de sept à quinze au moins, toujours à cheval et armés jusqu'aux dents, envahissent un village, s'y installent, se nourrissent aux frais de l'habitant, violent les femmes, les filles et les garçons, torturent les hommes et les tuent, le cas échéant.

Tantôt par l'usure, tantôt par la spoliation directe, on enlève leurs champs aux Arméniens et ils doivent les cultiver comme bêtes de somme au profit immédiat du spoliateur.

Sous les plus extravagants prétextes, ils sont

jetés en prison et c'est encore à un document diplomatique qu'il faut recourir pour n'être point suspect d'exagérer l'horreur. Voici, d'après le vice-consul Cumbertache, le traitement infligé à l'un des accusés du procès de Yozgat :

Il déclara :

1° Qu'on l'avait battu jusqu'à briser sur son dos trois solides bâtons et qu'il s'était évanoui de douleur ;

2° *Qu'on lui avait rasé les cheveux au sommet de la tête, qu'on y avait fait un trou rond dans lequel une coquille de noix à demi pleine de poux avait été enfoncée avec une grosse pierre jusqu'à ce qu'elle tint d'elle-même. Il s'évanouit plusieurs fois, et chaque fois on lui rendit les sens au moyen d'alcool ; mais chaque fois la noix était davantage enfoncée dans sa tête ;*

3° Que pendant une nuit on l'avait pendu par la tête et les jambes entre deux chaînes suspendues ;

4° Que pendant toute une nuit on l'avait pendu par le cou, les pieds touchant à peine terre ;

5° Que des anneaux de fer avaient été appliqués à ses chevilles et l'avaient grièvement brûlé.

Puis aussi, de temps à autre, on a recours à nouveau à la tuerie : dans le seul district de Mousk, l'an dernier, cent quatre Arméniens ont été assassinés. Dans la région de Sassam où, en 1894, les grands massacres furent inaugurés par la destruction de vingt-deux villages et de six mille hommes, les Kurdes et l'armée s'entretiennent la main. En 1899, ils ont saccagé Hilenk, incendié les maisons, coupé en morceaux cinq personnes, puis ils tentèrent une attaque sur le village de Spaghank et furent repoussés; mais ils prirent mieux leurs mesures l'an dernier et, assistés de mille hommes de troupe sous le commandement de Fevik Ali-Pacha, ils assaillirent le village, le 3 juillet, à l'aurore. Une dizaine d'habitants seulement échappèrent; les autres, 200 environ, furent tués à coups de fusil ou enfumés dans l'église où ils s'étaient réfugiés. La version officielle consignée dans le rapport d'Ali-Pacha fut soigneusement communiquée à la presse amie.

« Un certain nombre de révolutionnaires arméniens ayant fait face à la troupe impériale dans le village de Spaghank, je les ai cernés près de l'église; dix Arméniens étant tués et huit pris vivants, la sécurité et la paix règnent aujourd'hui grâce à Sa Majesté le Sultan. »

Ce n'est là cependant qu'une paix provisoire : le sultan saura bien l'établir définitive, si personne n'y met obstacle, par la disparition totale de la race.

Et l'heure n'est-elle pas propice pour assassiner en pleine sécurité, quand de leur côté les nations civilisées travaillent si noblement à divers brigandages internationaux, Chine, Philippines, Transvaal, égorgement de nègres et de jaunes au hasard des conquêtes?

Toutes s'accordent à merveille en ce point qu'il est éminemment glorieux de tuer et que le mérite des conquérants se mesure au nombre des créatures humaines égorgées. Elles ne diffèrent que sur la méthode et les détails d'exécution ; et tous les conducteurs de peuples sont, autant que leurs forces et leur instinct le leur permettent, des rivaux plus ou moins heureux de la Bête Rouge dans l'art impérial de verser le sang.

PIERRE QUILLARD.

DÉVELOPPEMENTS DIVERGENTS

III

Tout cela est très bien, me dira-t-on, mais que concluez-vous de tout cela ?

Constater le mal, n'est-ce pas, déjà, le commencement du remède? Si vous savez ce qui l'engendre, vous savez où il faut l'attaquer.

L'Etat ne prend autant d'extension que parce que nous croyons trop à sa toute-puissance et que nous l'armons contre nous, dans l'espoir qu'il accomplira ce que nous n'avons pas l'énergie de réaliser nous-mêmes.

Mais comme l'Etat n'a pour mission que d'assurer la jouissance de ceux qui le détiennent, il se sert des armes que nous lui donnons pour assurer cette jouissance, et comme cette jouissance n'est tirée que des sacrifices que l'on nous impose, c'est à étouffer nos réclamations que servent les armes que nous fournissons à l'Etat.

Ce qu'il faut, c'est démontrer aux individus que l'Etat le plus puissant n'a de force que celle qu'il tire d'eux, qu'il ne sera rien du jour où l'individu se décidera à vouloir être lui-même.

Aveuglés par la facilité que l'Etat a d'imposer ses volontés à ceux qui le subissent, nous nous imaginons qu'il serait aussi facile d'imposer les nôtres, si nous pouvions hisser au pouvoir ceux qui nous promettent de les appliquer.

Nous ne nous rendons pas compte que l'Etat n'est que l'expression du niveau moyen inférieur de la masse, et qu'il n'a la majorité avec lui que parce qu'il reste toujours au-dessous de ce niveau moyen inférieur, et que, s'il voulait aller de l'avant, cette majorité serait là pour l'arrêter.

Tandis que nos aspirations étant en avance sur l'époque, si elles voulaient s'appliquer par voie de majorité, il leur faudrait attendre d'être distancées par des aspirations nouvelles, ce qui demandera des centaines de générations.

∴

Ce qu'il faut donc, c'est un état social où toutes les aspirations puissent évoluer librement. Ce qu'il faut encore, c'est que les individus se mettent bien dans la tête que ce qui répond à leur idéal de bonheur peut être parfaitement intolérable pour d'autres. Que, par conséquent, la réalisation de ce qu'ils désirent ne peut pas se faire par lois et majorités ; mais en essayant soi-même de réaliser dans son coin, dans son milieu, autour de soi, les idées qui vous sont chères, sans attendre les majorités.

Ce dont il faut bien se convaincre encore, c'est que la liberté ne se débite pas par tranches, qu'elle est ou n'est pas ; que la liberté de tous ne peut être complète qu'à condition que celle de chaque être, pris isolément, soit sans entraves.

Ce qu'il faut que l'on sache bien, c'est que l'affranchissement individuel ne peut être l'œuvre d'une puissance céleste ou terrestre, mais l'œuvre de l'individu lui-même qui, à chaque instant de sa vie, doit lutter pour résister aux empiétements de l'Etat, pour ressaisir ce qui lui a été enlevé.

Cependant, un individu qui voudrait résister, seul au milieu de la foule, serait bientôt écrasé. — D'autre part, vouloir grouper les hommes sous un programme général, c'est les vouer à la dislocation lorsqu'il s'agira de passer à l'action ?

Oui, mais si les individus ont des conceptions différentes qui les séparent, ils en ont aussi qui les rapprochent.

S'il leur est impossible d'être d'accord sur chacun de leurs modes d'activité, pourquoi ne se solidariseraient-ils pas sur le point particulier où ils pensent de même, pour le mode d'action qui leur paraît indiscutable ?

∴

Beaucoup se plaignent de l'ingérence de l'Etat, de la malfaisance policière ou judiciaire ? Voilà un point de ralliement pour tous ceux qui sont décidés à lutter pour sauvegarder leur liberté et leur tranquillité.

On se plaint de l'enseignement de l'Etat qui ne fait que des fonctionnaires, des valets, des êtres sans ressort, sans énergie, sans initiative? Que ceux qui sont d'accord pour constituer un enseignement plus rationnel se rassemblent et opposent le leur à celui de l'Etat.

On crie contre la guerre, on la trouve absurde, mauvaise, criminelle, très bien ; mais que l'on sache bien que les récriminations, tant qu'elles ne se traduisent que par des ordres du jour et des épithètes, n'influencent pas beaucoup nos seigneurs et maîtres. Groupez-vous pour trouver des moyens pratiques de l'empêcher.

Entre autres réformes — en attendant la reprise de possession — les travailleurs demandent une amélioration de salaire, une diminution des heures de travail ? Au lieu d'attendre, pendant des générations entières, qu'un parlement bénévole veuille bien s'occuper de leurs demandes, pourquoi ne s'organisent-ils pas pour imposer, eux-mêmes, leurs volontés à leurs exploiteurs?

Si le système des grèves partielles est condamné, quelques minutes de raisonnement suffisent pour se convaincre qu'une corporation entière qui voudrait bien pendant huit jours, peut-être moins, se solidariser d'une façon un peu serrée, forcerait les patrons à adhérer à ses conditions, sans coup férir.

Huit jours d'énergie, huit jours de volonté tenace, qui ne peut trouver cela de temps à autre? Pas besoin de fortes caisses de résistance ; quelques milliers de francs peut-être pour empêcher les sans-travail de la corporation de prendre la place des grévistes, et les patrons désarmés n'ont qu'à s'incliner devant les exigences de ceux qui, jusqu'ici, devaient, passivement, subir les leurs. — Changement de rôles.

∴

Mais, dira-t-on, comment amener les individus à une cohésion si parfaite, alors que notre organisation sociale tend, au contraire, à les diviser, à émietter leurs efforts ?

En changeant leur mentalité. C'est difficile, je l'avoue.

Il faut qu'ils ne croient plus aux promesses des assoiffés de pouvoir ; qu'ils apprennent que les coups de force peuvent être bons pour briser les résistances, mais n'ont aucune valeur pour édifier. De même qu'ils ont appris que la « Providence » n'était qu'une conception de leur cerveau, il faut qu'ils apprennent que « République », « Collectivisme », « Communisme », « Révolution », « Anarchie » ne sont que des mots pour désigner certaines conceptions de leurs cerveaux, certains actes de leur activité, mais n'ayant aucune activité propre, n'ayant aucune influence sur la forme de groupement ou d'action qu'ils désignent. Que ces organisations, ces actes ne seront que ce que les fera l'évolution de ceux qui chercheront à les réaliser.

Mais la diversité étant le fait de la nature humaine, pour se grouper, pour agir, les individus ne doivent se rechercher que là où leurs idées, leurs intérêts les rapprochent.

Ce n'est pas un seul groupement qu'il faut ; mais autant de groupements qu'il peut y avoir de mobiles incitant les individus à agir.

Ne se grouper que pour le point sur lequel on est d'accord, et rien que pour la mise en action de ce point. Voici le seul groupement fécond. C'est peut-être la mort des partis. C'est le commencement de l'affirmation de la liberté individuelle.

J. GRAVE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Réformes. — La République avait fait un grand effort. Après bien des promesses, bien des tâtillonnements, elle avait résolu de faire quelque chose pour le peuple. Et, dans un élan de belle générosité, elle avait dégrevé les boissons hygiéniques. Puis, comme il fallait combler au budget des recettes la lacune résultant de cette diminution d'impôts, pendant qu'on était en veine de réformes démocratiques, que fit-on ? On greva la *propriété* bâtie. Là! Comme ça, on ne dirait pas que les lois ne sont faites qu'en faveur des propriétaires.

Mais va te promener! Ces sacrés propriétaires ne se laissent jamais prendre sans vert. Faisant la nique aux bonnes intentions de nos dévoués démocrates, ils ont tout simplement augmenté leurs loyers. Voilà les bienfaits de la réforme envolés.

Il est vrai qu'on l'avait prédit. Certains esprits chagrins, sempiternels critiques, avaient bien affirmé qu'un chiffre fixe de millions étant réclamé par un budget, quels que soient les remaniements opérés dans les chapitres, dégrèvement par-ci ou surtaxe par-là, il faut au demeurant payer la même somme ; ils avaient même beau prétendre que, malgré toute l'ingéniosité des législateurs, c'est toujours en définitive le travailleur et le consommateur qui paie, on n'y prenait pas garde. Ces mécontents systématiques sont d'irréductibles gêneurs avec qui il n'y a pas moyen de gouverner tranquille en faisant prendre au peuple une foule de vessies pour autant de lanternes. On n'aura la paix que quand ils seront tous expédiés dans une de ces bonnes colonies d'où l'on ne revient jamais.

Alors on pourra, sans crainte d'être démenti, faire croire aux bons contribuables que quand ils paient 100 francs d'impôts, répartis 50 francs sur un article et 50 francs sur un autre, c'est une grande réforme à leur avantage que de dégrever le premier article de dix francs pour augmenter le second de vingt.

∴

Esclaves. — Il n'y a plus d'esclaves, c'est entendu. De plus, l'Etat n'intervient jamais dans les conflits entre capital et travail, c'est encore entendu.

Cependant le fait suivant s'est produit ces jours-ci :

Quarante-cinq Chinois engagés par une société d'automobiles avaient été amenés du Soudan et se trouvaient depuis un mois à Marseille. Ils étaient en contestation avec la Compagnie qui leur devait 41.294 fr. 50, et qui ne voulait leur donner que 9.000 francs. Comme ces satanés « Chinetons » devenaient fastidieux avec leurs réclamations intempestives, on les embarqua, menottes aux mains, à bord d'un navire, où le commandant donna à son équipage les ordres nécessaires « pour éviter en cours de route tout acte d'insubordination de leur part ».

Si ces travailleurs ne sont pas satisfaits de ce paiement en monnaie de singe, ils seront bien difficiles.

∴

La Misère. — Nous vivons dans une société charmante, dont la devise : Liberté, Egalité, Fraternité, est des plus édifiantes.

En ce moment, tout est à la fraternité. C'est ainsi que pendant que M. Loubet voyage et festoie en compagnie de souverains, semant galment l'or sué par les travailleurs, et faisant supérieurement « marcher le commerce », une épidémie de suicides causés par la misère est constatée.

La place manque pour signaler tous les malheureux qui ne savent pas comprendre combien les fêtes de Toulon sont glorieuses pour la France et quittent une vie qui leur paraît à tort si dure. Il faut cependant leur rendre une justice : c'est sans bruit, avec la plus parfaite discrétion qu'ils s'en vont, pour ne pas troubler la fête, au lieu de sortir en claquant la porte, comme le conseillent quelques malotrus bien mal éduqués.

André Girard.

∴

Militarisme. — Toujours des soldats malades que le major refuse de reconnaître et qui meurent. Au 118e de ligne (Quimper), un homme, employé à la presse régimentaire, est mort de cette façon. Chaque semaine, dans une caserne ou dans l'autre, on signale des cas de ce genre. Cela tient-il à ce que les médecins militaires sont des ânes ? D'abord. Mais cela tient surtout à ce que, revêtus de dorures, harnachés d'un sabre et pourvus du redoutable droit de punir, ces Messieurs se sentent plus militaires que médecins.

Vivant dans un milieu d'autorité et de brutalité, ils perdent vite le respect de l'existence et de la souffrance ; et le guérisseur d'hommes fait place en eux au tueur d'hommes.

Lhermitte, dans l'*Aurore*, s'étant occupé à diverses reprises du 70e de ligne (Vitré), les officiers de ce régiment cherchèrent qui pouvait bien le renseigner, et leurs soupçons tombèrent sur un soldat nommé Charton, sans doute parce qu'il était le moins abruti de leurs hommes. D'ailleurs, c'était faux ; le correspondant de Lhermitte s'est fait connaître : c'est un commerçant de la ville. Quoi qu'il en soit, ils jetèrent Charton en prison, sous le premier prétexte venu. Charton demanda à réclamer au colonel ; on le lui accorda, en le prévenant que si sa réclamation n'était pas fondée, on aggraverait sa punition. Charton parla donc au colonel qui, la réclamation étant tout ce qu'il y a de plus fondée, n'aggrava pas la punition du soldat, mais ne la supprima non plus, pour ne pas donner tort à ses subordonnés. Alors Charton demanda à écrire au général, et c'est ici que l'affaire devient tout à fait bizarre. Le colonel hésita d'abord à accorder l'autorisation, puis, ne pouvant faire autrement, il l'accorda, mais en octroyant deux jours de salle de police au récalcitrant. La lettre écrite et arrivée sous les yeux du colonel, le médecin-major vint trouver Charton, lui dit qu'il devait avoir la fièvre, et qu'il fallait qu'il aille à l'hôpital. Comme Charton nie et proteste, on s'empare de lui, on l'attache, on le porte à l'hôpital sur un brancard, en disant qu'il est fou. En traversant la ville, Charton crie aux passants qu'on cherche à le faire passer pour fou, afin d'étouffer la lettre qu'il a écrite au général pour demander justice contre les brutalités des chefs. — Et, deux jours après, la fameuse lettre n'était toujours pas parvenue au général.

R. C.

∴

Mouvement ouvrier. — Le Congrès de Lens. — Une fois de plus, les politiciens de tout acabit viennent d'accomplir leur œuvre néfaste. Grâce à eux, les 10.000 mineurs qui, à Montceau-les-Mines, luttent vaillamment depuis quatre-vingt-dix jours, sont sur le point de perdre la partie qu'au prix de mille privations ils avaient engagée.

Les Basly, les Lamendin, les Calvignac ont bien mérité du ministère Millerand-Waldeck, car grâce à d'infâmes tactiques parlementaires, la grève générale des mineurs votée en principe à Saint-Etienne, il y a un mois, a été encore ajournée par le congrès tenu à Lens la semaine dernière.

On se rappelle en effet qu'au commencement du mois dernier, un congrès de mineurs réuni à Saint-Etienne avait décidé que si « d'ici la tenue annuelle du Congrès des mineurs » le gouvernement ne mettait pas fin à la grève de Montceau en obligeant la Compagnie à capituler, les 100.000 mineurs des autres bassins se solidariseraient avec leurs camarades et décréteraient la grève générale de la corporation.

Les mineurs, jésuitiquement conseillés par les politiciens, n'ont pas tenu leur engagement. Bien mieux, Calvignac, maire de Carmaux, la forteresse électorale de Jaurès, est venu dire au congrès, en dépit des engagements pris à Saint-Etienne, que la question de la grève de Montceau étant une question toute personnelle, il n'y avait pas lieu pour les mineurs des autres bassins de décréter la grève. Et Basly de renchérir; toutefois craignant un moment que la partie ne fût perdue, et escomptant d'avance le découragement des mineurs de Montceau, il proposa de surseoir au vote de la grève générale.

« En tout cas, déclara-t-il, nous, les délégués des 55.000 mineurs du Pas-de-Calais, nous n'accepterions et ne déclarerions la grève qu'après un referendum, une consultation de tous les travailleurs de la région. » C'était faire pencher la balance et faire rejeter la grève générale immédiate. Ce à quoi il réussit très bien.

Par contre, il est bon de faire remarquer que dans les centres miniers où les politiciens n'ont pas un rôle prépondérant, les délégués des mineurs se sont déclarés en faveur de la grève générale immédiate. Les délégués d'Anzin, le fief de Casimir-Périer, ceux de Firminy se sont déclarés pour la grève, ainsi que les délégués de la fédération des mineurs de la Loire, qui ont soutenu, de toutes leurs forces, leurs camarades de Montceau.

Mais il était facile de voir qu'une entente tacite existait entre les chefs des bassins houillers du Pas-de-Calais, de Saint-Etienne et ceux du Centre ayant pour porte-parole le bras droit de Jaurès à Carmaux, le maire Calvignac.

Sans nul doute le coup avait été préparé dans quelque antichambre ministérielle ou dans la salle de rédaction d'un journal socialo-ministériel et c'est à un lâchage en règle qu'assistaient les délégués des mineurs de Montceau, qui, en la circonstance, n'ont pas montré assez de virilité, et se sont laissé rouler par la tactique socialo-parlementaire des Basly et consorts. Toutefois les mineurs de la Loire réussirent à faire adopter l'ordre du jour suivant :

« Le congrès général des mineurs de France décide : « Le gouvernement est invité à faire cesser immédiatement le conflit qui existe actuellement à Montceau-les-Mines. Un roulement sera établi si l'état de la mine ne permet pas la reprise de tous les ouvriers. Un délai de quinze jours, jusqu'au 1er mai, est accordé au gouvernement pour aboutir. Passé ce délai, la grève générale des mineurs de France sera décrétée. »

Cet ordre du jour est adopté à une assez forte majorité. Mais M. Basly, intervenant tout aussitôt, dépose la proposition jésuitique que voici, en insistant pour son vote immédiat :

« Le congrès décide que la grève générale ne pourra être décrétée que si, dans un délai de quinze jours, tous les mineurs de France ayant été consultés par voie de referendum, la majorité y est favorable. Le vote aura lieu sous enveloppe cachetée le 28 avril. »

C'était l'enterrement de la grève générale. Le second ordre du jour anéantit, en effet, le premier, ou du moins remet tout en question.

La clique politicienne socialo-ministérielle avait ainsi réussi à faire déserter par les mineurs les engagements pris un mois plus tôt à Saint-Etienne.

Des autres questions à l'ordre du jour du Congrès de Lens, il est absolument inutile de parler, autant en emporte le vent. Tant que les mineurs n'auront pas l'énergie de se débarrasser des politiciens à qui ils ont eu la faiblesse de confier le soin d'améliorer leur sort, ils seront à la fois roulés et bernés. Ceux de Montceau, souhaitons-le, l'ont compris aujourd'hui, mais la leçon aura été dure.

Nous ne cessons de le répéter : « Travailleurs, faites vos affaires vous-mêmes » ; une fois de plus, quoique cela ne fût pas nécessaire, le Congrès de Lens est venu nous donner raison.

∴

A Montceau-les-Mines. — A l'annonce que la grève générale des mineurs avait été rejetée par le Congrès de Lens, la désillusion fut grande, car les travailleurs de Montceau avaient escompté depuis longtemps la solidarité de leurs camarades des autres centres miniers. Malgré cet échec, le découragement, au grand désespoir du gouvernement et des socialistes embrigadés, ne semble pas les avoir atteints. Ils ont décidé d'attendre le vote des mineurs qui doit avoir lieu le 28 avril, et au cas où il serait favorable, la grève serait décrétée pour le 1er mai prochain.

Ce qui semble bien démontrer qu'il y avait entente entre le gouvernement et les pontifes socialistes Basly, Calvignac et Cie pour faire rejeter à Lens la grève générale, c'est que la Compagnie avait donné des ordres pour que les quelques renégats qui travaillent, mettent en état deux nouveaux puits destinés à recevoir de nouveaux travailleurs. L'attente du gouvernement et de la Compagnie a été vaine, car le chiffre des rentrées, tant escompté pour lundi dernier, n'a pas été supérieur à celui des jours précédents.

Dans les différentes réunions qui ont eu lieu depuis, les mineurs ont décidé de continuer la lutte à outrance.

Des délégués des mineurs vont partir dans les autres centres miniers, pour faire la propagande nécessaire en faveur de la grève générale.

P. Delesalle.

Suisse.

Il y a belle heure que l'hospitalité suisse a été transformée en véritable souricière. Elle a actuel-

lement le caractère d'un marchandage et on ne tolère les proscrits non réclamés par leurs gouvernements que s'ils se taisent, s'ils cachent leurs convictions, s'ils renoncent à tous les droits qu'un homme doit posséder en pays dit civilisé. Issus de révolutions triomphantes, nos gouvernants, parvenus orgueilleux, peureux et mercantiles, ont converti la Suisse en une toile d'araignée destinée à ramasser les écus. Le marchand de soupe règne et malheur à qui veut vivre en dehors des opinions reçues. Le riche toutefois peut faire ce qu'il lui plaît, mais le réfugié pauvre est suspect et toujours sous le coup de la loi exceptionnelle, scélérate, vrai monument de honte et de lâcheté. Le peuple suisse, abruti par ses journaux, laisse faire, mais ces derniers temps une petite minorité s'insurge contre ces fonctionnaires qui s'arrogent le droit de disposer du sol helvétique comme s'ils en étaient seuls les maîtres, et qui commettent iniquités sur iniquités, au plus grand bénéfice des gouvernants étrangers et des classes dirigeantes.

La dernière infamie a fait déborder la coupe. Le tribunal fédéral, à la demande de l'Italie, a livré à la bande de brigands qui exploite ce malheureux pays Jaffei, un jeune homme d'une vingtaine d'années, coupable de vantardise et qui, pour cela, ira pourrir au bagne. Le groupe genevois pour la défense de la liberté d'opinion a fait appel au public pour protester contre ce nouveau crime, et 800 personnes se pressaient dans la salle Bonfantini acclamant les orateurs d'opinions diverses faisant le procès aux juges — qui défendent l'homme qui vole, l'homme qui ment, l'homme qui tue et qui sont toujours du côté des bourreaux contre les victimes.

Après on a flétri les agissements du gouvernement russe ; les étudiants de cette nationalité, qui étaient en grand nombre à cette assemblée, ont affirmé leur solidarité avec leurs collègues victimes du plus cruel despotisme. A la sortie, environ 500 personnes sont allées manifester devant la maison du consul russe. L'écusson du consulat a été arraché, foulé aux pieds, jeté au lac aux cris de : A bas le tsar ! Vive l'anarchie ! etc. Les manifestants se rendirent ensuite au consulat italien, mais se heurtèrent à une grande masse de policiers, puis ils allèrent devant la maison du consul Basso, lequel entretient ici une nuée de mouchards. Il y eut des huées, des sifflets, mais rien de plus.

Cette manifestation a fait grand bruit. On l'attribue à la propagande anarchiste, très active ces dernières années. Aussi on tâche d'impliquer dans l'affaire nos propagandistes. Sur l'ordre du conseil fédéral, on a procédé à des arrestations en masse. Naturellement, la police ignore les camarades qui ont jeté dans la boue l'écusson russe — ceux-ci sont du reste en sûreté à présent. Le tout finira par un procès, par des expulsions équivalant à des extraditions.

Le procureur général, une éponge à bière, un alcoolique qui a passé sa triste vie à faire saigner les cœurs droits sous ses ongles crochus, a donc de la besogne sur la planche. Nous lui prédisons qu'il en aura chaque fois que nos gouvernants commettront de nouvelles lâchetés — et quant à notre journal le *Réveil anarchiste*, il continuera comme par le passé et tout aussi vaillamment sa bonne besogne — la conquête des esprits et des moyens — en dépit des intérêts immondes coalisés contre sa propagande.

X...

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Groupe libertaire du XIIIe. — Dimanche 21 avril, à 2 heures, à l'ancien restaurant coopératif « la Solidarité », 115, rue Broca, causerie par le camarade Hanriot sur le socialisme et l'anarchie. Toute la jeunesse révolutionnaire est invitée.

Après la causerie, le camarade Langlois chantera quelques-unes de ses œuvres.

∴

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIIIe arrondissement), 41, rue de la Chapelle :

Samedi 20 avril. — H. Casevitz, ingénieur des arts et manufactures : La télégraphie sous-marine (avec projections).

Lundi 22. — Emile Hinzelin : Les romans démocratiques.

Mercredi 24. — Maxime Leroy : Le Droit pénal : II.

LYON. — *Groupe Germinal*. — Dimanche 7 avril, le groupe organisait une soirée familiale au bénéfice d'un local : la salle était trop petite, les camarades ayant répondu nombreux à notre appel. Après une causerie sur l'amour libre, par Guerdat, Sébastien Faure, étant présent, a ajouté quelques mots qui ont été très applaudis. La séance a produit 21 fr. 25.

La réunion du groupe n'ayant pas lieu samedi soir, les camarades sont invités à une soirée familiale privée au bénéfice du *Libertaire*. La soirée aura lieu chez Berger, rue de Créqui, 236, au premier, à 8 heures du soir.

∴

BELGIQUE. — Les compagnons Emile Chapelier et Georges Thonar entreprendront séparément sous peu une série de conférences.

Ces conférences, qui commenceront fin avril, auront lieu notamment dans les grands centres suivants : Nivelles, Mons, La Louvière, Charleroi, Namur, Dinant, Ibuy, Flemalle, Seraing, Liège, Verviers, Esneux, Tournai, Anvers, Gand, Bruxelles.

Un droit sera perçu ; il servira à couvrir les frais d'organisation et à réunir la somme indispensable à l'existence de *En Avant* ! journal franchement libertaire et révolutionnaire, tribune libre de théorie et de combat, que Chapelier et Thonar feront paraître au commencement du mois de mai.

Prière à tous les camarades et groupes de se mettre en communication avec eux.

Adresse : 30, Chaussée Saint-Pierre, Bruxelles.

∴

LODELINSART. — Dimanche 21, à 4 heures, en la magnifique salle de l'Union verrière, à Lodelinsart, conférence publique et contradictoire. Emile Chapelier parlera sur le Féminisme anarchiste et l'amour libre ; Georges Thonar exposera : Ce que c'est que l'anarchie.

Entrée : 10 centimes, au profit des familles de deux camarades condamnés à un an de prison.

∴

DAMPRÉMY. — Dimanche 21 avril, à 10 heures, chez Glaire, Camp de Moscou, conférence publique et contradictoire, organisée par les grévistes.

Orateurs : P. Sosset et E. Pirson-Lothier.

Sujet : La Grève verrière et l'organisation syndicale.

∴

LIÈGE. — Dimanche 21 avril, à 7 heures du soir, aux Mille-Colonnes, meeting public et contradictoire organisé contre le péril clérical.

Orateurs : Demblon, Sosset, Farnémont.

VIENT DE PARAITRE

Les Aventures de Nono, de J. Grave, 1 vol. illustré par Charpentier, Luce, Heidbrinck, Rysselberghe, L. Pissarro, Lefèvre, Hermann-Paul et Mab, 2 fr. 75 franco.

∴

Le 8e fascicule des chansons éditées par P. Delesalle, qui contient *La Marianne* (La Diane), avec musique ; *Fraternité*, par S. Faure ; *Pendeurs et pendus*, de O. Souêtre.

∴

Anarchie, par André Girard. Cette petite brochure de vulgarisation sera expédiée aux camarades à raison de 3 francs le cent ; pris au bureau du journal, 2 fr. 50. Couverture illustrée par V. Müller : les 10 exemplaires, 0 fr. 35.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Quand j'étais bandit, par Jérome Monti ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Offenstadt frères, 23, rue Richer, Paris.

Aphrodisia de Thalie, par Jules Heyne ; librairie Histrionie, 34, rue des Saints-Pères.

L'Ostensoir des Ironies, par Alcanter de Brahm ; 1 vol., 5 francs, Bibliothèque d'art et de critique, 50, boulevard La Tour-Maubourg.

Jésus l'Alexandrin, par Gustave Lejeal ; 1 vol., 5 francs, chez J. Maisonneuve, éditeur, 6, rue de Mézières.

Dans le jardin, par Lucien Jean ; imprimerie L. Badel, 6, rue Vieille-Prison, Châteauroux (Indre-et-Loire).

La Morale basée sur la démographie, par Arsène Dumont ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères, Paris.

Les Vagabonds, par Maxime Gorki, traduction de Ivan Strannik ; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé Saint-Germain, Paris.

Paroles de 1900, par Fridolin Werm ; chez A. Charles, 8, rue Monsieur-le-Prince.

A lire :

Le Patriotisme, par Paul Lafargue ; *Petit Sou*, 15 avril.

A voir :

L'Assiette au beurre, numéro 2 du 11 avril, les dessins de Roubille, Steinlen, Forain et en général tout le numéro.

NOTRE TOMBOLA

(*Suite*)

35. Une botte d'asperges, don du camarade Féral.
36. Volumes et brochures offerts par le camarade Zeppa.
37. Fantaisie pour cravate, offert par J. Lermina.
38. Idem.
39. Idem.
40. Un volume *Dictionnaire d'argot*, par J. Lermina, don de l'auteur.
41. Un album vues de l'Egypte et de Turquie, offert par J. Lermina.

(*A suivre.*)

PETITE CORRESPONDANCE

D., à Alais. — Correspondance arrivée trop tard, mise en pages terminée.

Suisse. — Passez au bureau, nous avons quelque chose à vous remettre.

Segnier. — Numéro 1834 à 1883.

M. O. — Mais oui, envoyez.

C., à Alger. — Oui, toutes ces brochures sont épuisées ; certainement nous espérons bien les réimprimer, mais ce sont les fonds qui manquent.

Reçu pour les camarades de Chalon : A la suite d'une conférence de Séraphin Pajaud à Amiens, 30 fr. — S., 5 fr.

Reçu pour les détenus : S., 5 fr. — B., 0 fr. 50. — Un conducteur d'omnibus, 0 fr. 25. — Listes précédentes : 660 fr. 30. — Total général : 666 fr. 05.

Reçu pour la brochure à distribuer : B., 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : S., 5 fr. — A. F., 3 fr. — Un conducteur d'omnibus, 0 fr. 50. — Jean qui marche, 20 fr. — C., à Alger, 1 fr. 50. — Merci à tous.

S., à Modena. — G., à Saint-Marcellin. — P., à Amiens. — B., à Rennes. — C., à Garches. — Q., à Brest. — P., à La Chapelle-Herlaumont. — M., à Paris. — P., à Lausanne. — B., à Rouen. — S., à Pio. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX BUREAUX DU JOURNAL

PETITE BIBLIOTHÈQUE ÉCONOMIQUE

1.	**Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris**, *par Paul Delesalle*	» 15
2.	**Aux Travailleurs. — La Grève!**	» 10
3.	**L'Action Syndicale et les Anarchistes**	» 10
4.	**La Grève Générale**	» 10

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SIXIÈME ANNÉE N° 53 — DIX CENTIMES — DU 27 AVRIL AU 3 MAI 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Dimanche 5 Mai, à 2 heures de l'après-midi, Salle des Sociétés Savantes, conférence par André Girard.

La conférence sera suivie d'une petite fête familiale avec le concours de plusieurs artistes.

Les cartes pour notre réunion annuelle sont en vente au prix de 0 fr. 50. Elles donnent droit à la tombola qui aura lieu à la fin de la séance.

La réunion étant strictement privée, il n'y aura pas de cartes à l'entrée.

Nous en tenons à la disposition des camarades qui peuvent en placer.

Aux travailleurs de tous pays

Dans le numéro du 30 mars dernier, parlant des événements de Chine, je proposais que l'habitude fût contractée par les diverses associations ouvrières, à chaque fois que le gouvernement d'un pays serait en conflit avec le gouvernement d'un autre pays, d'échanger entre peuples ainsi mis en antagonisme des adresses de sympathie.

Cette proposition n'est pas restée sans écho. Nous recevons en effet de Valréas (Vaucluse) la protestation suivante adressée aux travailleurs de tous pays :

« Camarades,

« Chacun de vous a pu voir dans son journal, quel que soit son journal, des dépêches de Chine du genre de celle-ci, que nous prenons au hasard et à dessein dans une feuille nationaliste qui se trouve sous notre main.

« *Victoire française.* — Un détachement des « troupes du général Bailloud ayant été récem- « ment *attaqué* aux environs de Thi-Chéou, le « général Bailloud, *après un vif combat*, prit la « ville. — Les populations étant hostiles, le « général Bailloud a brûlé la ville et les villages « de la région. — L'ennemi a perdu un millier « d'hommes, et, grâce aux bonnes dispositions « prises, *nous n'avons eu aucune perte (sic).* — « Une dizaine de familles chinoises chrétiennes « favorables aux Européens ont été massacrées « par les réguliers. Une dépêche du comte de « Waldersee, en date de Pékin, annonce officiel- « lement le succès de la colonne Bailloud. » (*Echo de Paris* du 28 décembre 1900.)

« Tous les journaux publient des lettres de soldats contant avec naïveté des atrocités dont l'inconscience atterre.

« On égorge, on viole, on pille, on incendie des villes et des villages.

« Ceci se fait : Pour l'Evangile, au nom de la Civilisation, sous les plis des étendards où se balance « Honneur » avec « Patrie ».

« Quelle désespérante accumulation de palinodies, d'impostures et d'horreurs !

« En réalité, que leur veulent-ils aux Chinois? Ce n'est pas leur terre, ils n'en tireraient pas la moitié de ce que lui font produire ces agriculteurs incomparables. Ce n'est pas leurs usines ou leurs mines. CE SONT LEURS BRAS !

« Comprenez bien, camarades, *les bras de* 500 MILLIONS *de travailleurs* intelligents et doux.

« Le capital a perdu l'esclave noir, le salarié blanc lui échappe, le travailleur jaune est sa ressource; il veut conquérir la Chine.

« Si cette opération pouvait se conclure, c'en serait fait de la Révolution.

« Les siècles ont fait la patience docile des Chinois, il faudrait des siècles encore pour que la révolte entrât dans ces âmes.

« C'est pour s'assurer cette main-d'œuvre idéale qu'ils collaborent tous.

« Eh bien! camarades, à la coalition internationale des chercheurs d'esclaves opposons la solidarité humaine, l'internationale de l'amour et de la pitié.

« Que le prolétariat tout entier, que tous les groupements, tous les ateliers, que tous les hommes de cœur fassent entendre leur voix !

« Il y va de l'avenir de la Révolution, des espoirs de l'humanité.

« Vive la Chine aux Chinois ! Vive la Terre libre à tous les hommes frères !

« Une protestation internationale est ouverte. Envoyons-y nos noms, camarades. » Valréas, le 2 avril 1901. — (Suivent 75 signatures dont on trouvera la liste aux Communications.)

Il ne faut pas que cette initiative reste isolée. Il faut qu'elle soit le signal de manifestations analogues. Les travailleurs du monde entier sont intéressés à ce que de pareils exemples soient universellement suivis.

En effet, qu'il s'agisse de jaunes, de noirs ou de blancs, ce sont des bras, des esclaves, de la chair à travail que l'on cherche. Les guerres, surtout celles d'aujourd'hui, n'ont d'autre objectif : l'accroissement des profits de MM. les capitalistes. Les gouvernements, qui ne sont que les chargés d'affaires de ces derniers, ont scrupuleusement soin de maintenir les peuples en continuel antagonisme. De temps à autre, ils en précipitent deux l'un contre l'autre. C'est ce qu'on appelle ouvrir de nouveaux débouchés à la production nationale.

Mais qui donc fait les frais de ces ouvertures de débouchés ?

Les travailleurs, qui, grâce à une organisation ingénieusement combinée, sont maintenus au bagne militaire trois fois plus de temps que les fils de bourgeois, et, en raison précisément de leur plus long séjour sous les drapeaux, sont choisis pour les expéditions lointaines.

Ainsi le travailleur, qui, dans son pays natal, a la bonhomie de se laisser frustrer de la majeure partie du prix de son travail ainsi que des nombreuses jouissances auxquelles ce travail lui donne droit, a encore celle d'aller bénévolement au loin verser son sang, risquer et même donner sa vie pour assurer de plus grands profits aux improductifs qu'il entretient.

Il importerait de remédier à une si abusive magnanimité. Que tous les travailleurs parvenus à l'exacte conscience de la duperie dont ils sont victimes en la société présente, s'emploient à éclairer ceux de leurs camarades qui ne l'ont point encore acquise. Ils y parviendront en ne négligeant pas, à chaque occasion, de leur donner des exemples publics de solidarité internationale. Si, à chaque fois que les intérêts des financiers et des capitalistes exigeront que deux peuples soient lancés l'un contre l'autre, les travailleurs conscients de chacun de ces deux pays s'adressent réciproquement et officiellement des déclarations ou des manifestes dans lesquels ils déclineront toute solidarité avec leur gouvernement respectif, une grande leçon sera donnée à la masse inconsciente disposée, en vertu des préjugés patriotiques dont elle est aveuglée, à faire le jeu criminel de ses maîtres. Des manifestes de cette nature, émanant de Bourses du Travail, de Fédérations de Syndicats ou de Fédérations de Bourses, auraient aux yeux de beaucoup d'hésitants ou d'ignorants une portée énorme et peut-être une influence décisive. Que les groupes constitués : Syndicats, Bourses, Trade-unions, etc., y réfléchissent. Il y a là un vaste plan de propagande à fixer et à organiser. Des comités pourraient être formés, ayant pour but de recueillir des listes de protestations, de rédiger des adresses ou des manifestes dans ce sens.

Ici, aux *Temps Nouveaux*, nous donnerons à ces initiatives et à leurs résultats toute la publicité possible. Les autres organes révolutionnaires et socialistes nous aideront, je l'espère, en cette œuvre. Il ne s'agit pas ici de controverse sur des points de doctrine, il s'agit d'action révolutionnaire. Tous doivent être unis sur ce terrain.

ANDRÉ GIRARD.

SYNDICALISME ET SOCIALISME

Sollicités à maintes reprises d'adhérer au parti socialiste, les syndicats ouvriers n'ont guère répondu avec empressement à l'appel du Comité général, non plus à l'invitation qui leur a été faite de se faire représenter au Congrès socialiste qui doit se tenir à Lyon au mois de juin.

Il existe, en France, à l'heure actuelle, plus de 3.000 syndicats ouvriers et l'on en compte à peine une centaine qui ont cru devoir accepter d'aller à Lyon. Encore n'y voyons-nous aucun syndicat important, aucune fédération de métiers ou d'industrie qui, par leur valeur numérique, ont une réelle influence sur

le monde ouvrier. C'est là, plus que certains ne seraient tentés de le croire, un fait important. Les travailleurs dans leurs syndicats se méfient des politiciens.

Dans la *Petite République* (1), Jaurès s'en lamente et essaie d'en faire retomber la faute sur les dissidents guesdistes et blanquistes qu'il accuse de les avoir écartés du « Parti » en mettant en suspicion leurs tendances socialistes et leur révolutionnarisme. Accusation toute gratuite dont Jaurès veut bien les défendre.

Après avoir passé en revue la part prise par les syndicats, dans le mouvement socialiste, en Belgique, en Allemagne, en Angleterre, Jaurès dit :

« Mais, en France, voici qu'une autre difficulté surgit. Tandis que c'est pour maintenir la vigueur révolutionnaire du socialisme que Guesde et Vaillant veulent écarter les syndicats ouvriers, il y a des syndicats ouvriers qui disent : « Nous sommes trop révolutionnaires pour adhérer au Parti socialiste. » Ces syndicats, où dominent les influences libertaires et semi-libertaires, et qui sont puissants surtout à Paris, professent le mépris des « politiciens ».

« Ils ne sont pas animés de ce qu'on a appelé l'esprit purement « syndicaliste ». Ils sont révolutionnaires, et c'est un idéal communiste qu'ils veulent instituer. Mais cet idéal, ce n'est pas par l'action politique, ce n'est pas par la conquête des pouvoirs publics telle que l'entendent Guesde, Vaillant et Millerand, séparés à peine par des nuances, qu'ils veulent le réaliser. C'est uniquement par des moyens révolutionnaires ouvriers : c'est par l'emploi *exclusif* de la grève générale. »

Comme on le voit, Jaurès constate et semble déplorer qu'il s'est créé en France, à l'issue du « Parti » socialiste, un « parti » syndicaliste à tendance nettement révolutionnaire. Quoi de plus naturel, cependant, que, trompés et dupés par les politiciens de métier, les travailleurs en soient arrivés à vouloir faire leurs affaires eux-mêmes ?

Les syndicats ont été, depuis quelques années, des écoles où les ouvriers ont appris à se passer d'intermédiaires pour s'occuper de leurs intérêts. Petit à petit ils ont pu voir tout le parti qu'ils pouvaient en tirer, et aujourd'hui, conscients de leurs droits et de leur force, ils entendent les faire servir à leur émancipation. Créés pour servir de tampon entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, ils ont de beaucoup dépassé le but que leur assignait le législateur, car, on le discerne mieux chaque jour, ils deviennent de véritables instruments révolutionnaires entre les mains du prolétariat. Jaurès lui-même, tout en constatant le chemin qu'ils ont parcouru, ne semble pas s'en rendre compte ; aussi me permettrai-je de relever dans son article quelques erreurs involontaires sans doute et qui proviennent plutôt du défaut de documentation.

En effet, Jaurès feint de croire que l'influence des anarchistes, « libertaires et semi-libertaires », semble jusqu'à présent ne se faire sentir qu'à Paris. C'est là une grosse erreur, et pour notre part, indépendamment des nombreux camarades qui en province font partie de leur syndicat, savent s'y faire écouter, y exercent même une heureuse influence, il est à notre connaissance *plusieurs* secrétaires de Bourses du Travail et de Fédérations de syndicats qui sont nettement anarchistes. Le fait, du reste, n'est pas nouveau et nous sommes très étonnés que Jaurès ait oublié les incidents du Congrès de Londres.

A Paris, plusieurs de nos camarades sont à la tête de fédérations importantes, investis de la confiance de leurs camarades de travail, qui non seulement n'ignorent pas leurs idées, mais qui les ont choisis pour cela même, certains qu'ils sont que leur groupement ne dérivera pas quelque jour en sentine électorale.

Trop longtemps, les syndicats ouvriers n'ont fait que servir de marchepied à des politiciens, les travailleurs savent ce qu'il leur en a coûté, et il leur importe peu, quant à présent, de recommencer l'expérience.

Dans son article dont je n'ai pu malheureusement citer qu'un court passage, Jaurès écrit encore : « Mais cette intransigeance (des syndicats) ne peut durer, car il n'y a pas d'action ouvrière révolutionnaire qui puisse rester isolée longtemps de l'ensemble de la vie socialiste. »

Cette « action révolutionnaire ouvrière » qu'il constate dans les syndicats, n'en déplaise à M. Jaurès, c'est de l'action socialiste cela, la seule vraie même, autrement puissante que l'action socialiste qui consiste à voter des lois ou à approuver un ministre « socialiste » qui continue à collaborer à un ministère « bourgeois », qui envoie des soldats, fils de prolétaires, « maintenir l'ordre dans les grèves », qui les met au service des capitalistes pour prendre la place des ouvriers en grève, ou, comme à Chalon, fait tirer sur des travailleurs qui réclament un peu plus de bien-être.

(1) N° 9454, du 18 avril.

De cette « action socialiste » les travailleurs n'ont que faire, et ils le montrent.

Contrairement aussi à ce qu'écrit Jaurès, il n'y a pas de militants de syndicats assez peu au courant de l'action économique, qu'ils opposent à l'action politique, pour croire que c'est par l'emploi *exclusif de la grève générale* que les travailleurs arriveront à leur émancipation. La question est plus complexe ; que Jaurès se rassure, les militants ne l'ignorent pas.

La grève générale est un moyen révolutionnaire adéquat au mode de production capitaliste, c'est pourquoi les travailleurs attendent beaucoup d'un mouvement de grève généraliste, mais ils n'en font pas une panacée, le *consummatum est* de la Révolution sociale.

En dehors de l'action idéologique, c'est du mouvement ouvrier que fut l'Internationale qu'est sorti le mouvement anarchiste actuel ; il était donc tout naturel que notre action s'appuie sur ce mouvement ; de là l'influence chaque jour grandissante des anarchistes dans les syndicats ouvriers que Jaurès ne fait que constater.

J'aurais encore beaucoup à dire sur cette question ; je l'ai tenté d'autre part (1) et j'aurai, je l'espère, l'occasion d'y revenir.

P. DELESALLE.

Notre camarade Grave étant momentanément absent de Paris n'a pu avoir connaissance à temps de l'article de M. Camille de Sainte-Croix. Nous le lui avons fait parvenir. Il y répondra la semaine prochaine, s'il le juge à propos.

PATRIE, GUERRE ET CASERNE

LETTRE A UN PROLÉTAIRE

Ne sois pas étonné, mon bon Jacques, que j'aie tant tardé de répondre à ta dernière lettre. Le patriotisme, la guerre, l'armée, voilà beaucoup de questions pour une seule fois et de grosses questions.

Tu as bien fait tout de même de me les poser ensemble. Car on ne peut pas toucher à l'une sans toucher aux autres. C'est par le patriotisme que l'on justifie la guerre, en effet, et par la guerre que l'on justifie la caserne.

Si nous voulons nous y retrouver, commençons donc par le commencement.

Patrie, patriotisme.

Pas de mots qui aient été mis, plus que ceux-là, à toutes les sauces et torturés pour leur faire dire ce qu'ils ne disent pas. Pas de mots qui aient servi à plus d'équivoques et de mensonges. Si nous ne voulons plus être les dupes de tous ceux — et ils sont nombreux — qui ont intérêt à perpétuer ces équivoques et ces mensonges, il faut donc, avant tout, déterminer avec soin le sens véritable de ces mots.

Qu'est-ce que le patriotisme ?

Tout le monde répond : C'est l'amour de la patrie.

Qu'est-ce que la patrie ?

Tout le monde répond encore : C'est le pays où nous sommes nés, où nous vivons, où nous travaillons, où nous participons à la vie commune.

Jusque-là, pas de difficulté.

Pourquoi n'aimerions-nous pas notre pays ? Ne nous sentons-nous pas attachés par mille liens au coin de terre où nous sommes nés, où nous avons vécu, travaillé, souffert, et joui, où nous avons nos parents et nos amis ? Comment ne pas avoir le culte des hommes de génie ou de talent qui ont illustré notre race ? Comment ne pas être fiers de la part qui revient à notre pays dans l'ensemble du progrès humain ?

Mais dire que l'on aime son pays ne signifie pas grand'chose. L'amour est un sentiment tout platonique qui n'engage à rien. Aussi la grosse question est-elle de savoir non pas si le sentiment est légitime, bon ou mauvais, mais comment il doit se manifester ; — non pas s'il faut aimer son pays, — tout le monde dans ce sens est patriote — mais comment il faut l'aimer. Ou mieux, comme disent nos professeurs de patriotisme, comment il faut le servir.

(1) *L'action syndicale et les anarchistes.*

Pour le savoir, demandons-nous d'abord ce que c'est que notre pays. La France est notre pays. Très bien. Mais qu'est-ce que la France ?

Est-ce un mot en tête d'un papier officiel ? Est-ce un chiffon bleu, blanc, rouge ? Est-ce un gouvernement, une administration, c'est-à-dire quelques inutiles prenant une mine grave pour exploiter le travail des autres ? Est-ce une succession de rois, d'empereurs et de généraux ? Est-ce une étendue de territoire, telles rivières et telles montagnes, telles plaines ou telles villes ?

Pas plus pour nous, Français, que pour un Anglais ou un Allemand, rien de tout cela ne constitue notre pays. Il n'y a rien tant qu'il n'y a pas des hommes groupés en vue de produire et de consommer ce qui est nécessaire à la vie. Notre pays ne peut être qu'une œuvre de vie commune et solidaire. Et, par suite, le patriotisme vrai, le seul utile et actif consiste à s'employer de son mieux, chacun selon ses moyens, à entretenir la vie commune, à améliorer les conditions de l'existence au sein de chaque nation.

Les seuls qui aient le droit de dire qu'ils aiment leur pays, parce qu'ils le prouvent, ce sont ceux qui travaillent, ceux qui produisent. Ce sont aussi ceux qui veulent pour leur pays — ou mieux pour ceux qui l'habitent — le plus de bien-être, le plus de justice, la plus haute culture intellectuelle et morale. Le paysan qui laboure, l'ouvrier qui fabrique, l'inventeur qui trouve des procédés nouveaux de culture ou de fabrication, le savant qui, par ses découvertes, prépare celles de l'inventeur, l'artiste qui crée de la beauté, c'est-à-dire de la joie pour tous, le révolutionnaire qui par son énergie entraîne la foule timide à la conquête de plus de justice sociale, les voilà les vrais, les seuls patriotes. Tous ceux-là payent chaque jour leur dette à leur pays. Ils ne lui doivent donc plus rien et personne n'a rien à leur demander.

Mais nos bons gouvernants, eux, ne l'entendent pas du tout ainsi.

Le patriotisme officiel, celui qu'on enseigne à l'école, est une religion et, comme toute religion, c'est à la fois un mensonge et un moyen d'asservissement.

Quand les bourgeois, nos maîtres actuels, s'emparèrent du pouvoir, il y a plus d'un siècle, ils savaient très bien que la religion, c'est-à-dire le fanatisme, est un excellent moyen de gouverner les hommes. Aussi s'empressèrent-ils de remplacer le fanatisme D[illegible] qu'ils avaient eux-mêmes à peu près ruiné par le fanatisme Patrie. Quand nous sommes encore tout petits, on nous inculque avec beaucoup de soin l'amour de la patrie. Mais on a bien soin que ce mot ne corresponde à rien de précis, qu'il soit pour nous quelque chose d'indéterminé et de vague. C'est l'idole terrible et mystérieuse à laquelle on nous ordonne de tout sacrifier, sans que nous puissions comprendre pourquoi.

A grand renfort de tirades enflammées, on nous rend esclaves d'un mot, d'un mot vide de sens. On pourra ensuite faire dire à ce mot tout ce que l'on voudra, abriter derrière lui tout ce qu'on aura besoin d'y abriter. On n'aura plus qu'à le prononcer pour nous conduire à toutes les aventures, pour nous faire absoudre tous les crimes.

Et c'est bien ce qui est arrivé.

Au moyen du mot patrie on nous berne et on nous gruge, on nous asservit et on nous abrutit, on nous malmène et on nous affame, de père en fils, depuis plus d'un siècle. Il n'y a pas d'infamie ou de cruauté, d'affaire véreuse, de programme menteur, d'institution oppressive qui n'ait ou n'ait eu ce mot pour devise.

C'est pour la patrie qu'on nous enferme, pendant trois ans, dans une véritable prison, la caserne, quand on ne nous fait pas crever d'insolation sur un champ de manœuvre ou mitrailler sur un champ de bataille. C'est pour la patrie qu'on nous écrase d'impôts et c'est pour la patrie que tous les aigrefins avides de notre argent prétendent nous l'extorquer. Pour la patrie qu'on nous courbe des douze et quatorze heures durant sur un labeur de bêtes en échange d'un salaire de famine. N'est-ce pas, soi-disant, pour que les produits nationaux triomphent sur le marché international que les ouvriers nationaux doivent crever de faim en travaillant ? Ce qui n'empêche pas d'ailleurs nos bons patrons patriotes d'embaucher des étrangers quand ceux-là se vendent un peu meilleur marché

que nous, ni d'employer de préférence les matières et produits de l'étranger dès qu'ils y trouvent leur compte.

Si des riches veulent nous prouver que nous devons éternellement rester pauvres, si des forts veulent nous démontrer qu'il faut nous résigner à demeurer faibles, c'est toujours l'intérêt de la patrie qu'ils invoquent. N'est-ce pas le mot en vedette sur les affiches où des candidats nous promettent les mêmes réformes que leurs pères promettaient déjà à nos pères, leurs grands-pères à nos grands-pères? N'est-ce pas le mot qui ronfle dans tous les boniments où l'on a la politesse de nous expliquer comme quoi, nous autres prolétaires, sommes les éternels vaincus, les éternels sacrifiés.

Et jusqu'ici, hélas ! ce mot eut toujours raison. Raison de notre bon sens, raison de notre honnêteté. Il triompha et triomphe comme par enchantement de nos répugnances et de nos scrupules. Quelqu'un vient-il à nous au nom de la liberté, de la justice, au nom de nos intérêts immédiats et de nos besoins les plus pressants, nous gardons contre lui un fond de méfiance. Mais nous suivons sans explication, au bout du monde, le premier aventurier venu, s'il sait se servir habilement du mot magique.

Tout dernièrement encore une bande de coquins audacieux n'a-t-elle pas essayé de nous prouver avec ce mot qu'il était honnête de maintenir un innocent au bagne, courageux de se mettre vingt contre un passant et héroïque de fabriquer des faux ?

Voilà assez de mensonges, d'absurdités et de quiproquos. Il est temps d'en finir avec cette comédie sinistre.

Tant que cette religion imbécile de la Patrie continuera à nous en imposer, c'est-à-dire tant que nous n'aurons pas vu clair dans le jeu de ses prêtres, nous serons encore des esclaves.

Aux gens qui viennent nous dire à tout propos : la patrie exige, le pays réclame, il est temps de fermer la bouche une fois pour toutes.

La patrie c'est nous-mêmes, ou bien ce n'est rien du tout.

Or, personne ne peut savoir mieux que nous-mêmes ce qu'il nous faut.

(*A suivre.*) CH. ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

MILITARISME. — La lettre du soldat Charton, dont nous avons parlé dans le dernier numéro, a fini par arriver à destination. Au reçu de cette lettre, qui accusait plusieurs gradés de frapper et de brutaliser les hommes, le général Donop a fait une enquête, qui a prouvé vraies toutes les accusations de Charton. Il a fait sortir celui-ci de l'hôpital où on l'avait traîné de force, et il a infligé trente jours d'arrêts de rigueur au colonel et au médecin-major qui s'étaient entendus pour étouffer la réclamation de Charton et le faire passer pour fou.

Le soldat Durin, pour voies de fait envers un supérieur, vient d'être condamné, par le conseil de guerre de Tunis, à MORT. R. C.

⁂

ALAIS. — On nous annonce la formation, à Alais, d'une ligue (?) anti-anarchiste (???). Son but ? Empêcher les anarchistes de parler en réunion publique et d'étendre leur propagande. Constituée, paraît-il, par quelques socialo-opportunards du conseil municipal, elle ne tardera pas à se faire sentir.

Pensez donc, quels gêneurs que ces anarchistes ! Ils ne ratent pas une occasion d'affirmer leurs théories, ce qui ne fait pas du tout l'affaire des tripoteurs de la politique, surtout qu'ils constatent que la jeunesse alaisienne affirme ouvertement ses sympathies pour l'anarchie.

C'est égal, voilà une ligue et des liguards bien prétentieux, dignes de la L. D. P.

Pour terminer, un conseil à ces farouches : à la prochaine conférence, venez et essayez de nous empêcher de parler, il y aura de quoi rire un brin. L. S.

⁂

Mouvement ouvrier. — INTERNATIONALISME. — L'idée d'envoyer des travailleurs français rendre à leurs camarades anglais la visite que leur firent ceux-ci l'an dernier fait son chemin. La manifestation s'annonce comme très importante. Déjà de nombreux syndicats, des Bourses du Travail ont désigné leurs délégués.

Certains centres ouvriers en profitent pour publier des manifestes : « *Pour la paix, contre la guerre.* » La Bourse du Travail de Rouen nous communique une intéressante circulaire d'où nous extrayons le passage suivant :

« La Bourse du Travail de Rouen, désirant que cette manifestation ait un caractère absolument mondial, émet l'avis que toutes les Bourses du Travail et syndicats d'Europe organisent collectivement l'envoi d'une délégation internationale en Angleterre et charge le comité organisateur de Paris de faire le nécessaire pour la réussite de cette manifestation en faveur de la paix......

« Les capitalistes et gouvernants étroitement unis internationalement décrètent la guerre qui sert leurs intérêts propres. Que les travailleurs, comprenant eux aussi leurs intérêts, sachent bien que la paix internationale assure le développement normal de l'organisation des peuples en marche vers leur émancipation.

« Que les peuples unis et écoutés poussent le cri de : Guerre à la guerre ! et imposent leur volonté à ceux qui les envoient au massacre.

« A bas la guerre ! Vive la paix universelle dans la réconciliation internationale de tous les opprimés ! »

Comme je le disais l'autre jour, c'est là de l'internationalisme pratique. La bourgeoisie capitaliste, dans l'éducation qu'elle donne aux travailleurs, avec intention, représente toujours les autres peuples et plus particulièrement l'Anglais et l'Allemand comme l'ennemi. Les travailleurs de ces divers pays, en se rendant visite, apprendront à se connaître, à ne plus se haïr et bientôt à s'aimer ; et, ce jour-là, l'idée de Patrie si jalousement entretenue par les capitalistes aura vécu et c'en sera fait des guerres fratricides.

La visite des ouvriers français se fera sans doute fin mai et nous espérons qu'une grande manifestation des travailleurs parisiens aura lieu au départ de la délégation pour l'Angleterre. J'aurai certainement l'occasion d'en reparler.

⁂

A MONTCEAU. — Il est probable qu'à l'heure où nous paraîtrons, la grève sera complètement terminée. Las d'une lutte sans issue, les mineurs auront repris le collier de misère. Plus de 500 malheureux seront sacrifiés.

Grâce à un système de petits paquets imaginé par le gouvernement, les meilleurs militants seront disséminés aux quatre coins de la France. Trois mois et plus de privations, grâce à la tactique de découragement préconisée par les politiciens socialistes, n'auront servi à rien. Le « calme et l'énergie » n'auront mené qu'à la défaite. Nous ne cessons de le répéter, la grève est et doit être une révolte, tous autres moyens que les moyens révolutionnaires pour la faire aboutir sont morts-nés. La grève de Montceau en est un triste exemple. Souhaitons qu'il serve d'enseignement pour l'avenir.

P. DELESALLE.

Honolulu.

Après beaucoup de réflexions sur la meilleure manière de propager l'anarchisme communiste dans la localité, j'ai reconnu que le meilleur moyen était de parler dans les rues.

Mais j'ai dû attendre que la république des missionnaires devienne officiellement territoire américain, ce qui vient d'avoir lieu.

A cette occasion, la bureaucratie a préparé une grande fête et réception publique aux autorités, tandis que les prolétaires se tenaient aux alentours du palais royal, admirant les lampions et ce qui se passait à l'intérieur.

Quant à moi, après avoir mis mon habit noir, je me suis fait conduire en fiacre audit palais.

Après qu'un de ces Messieurs du Comité de réception m'eut débarrassé de mon chapeau, j'expliquai que j'habitais à Hawaiian-Hôtel, et que j'étais en route autour du monde.

C'est ainsi que l'homme du Comité me présenta aux potentats et leurs femelles, et, ma foi, j'ai pleinement joui du bal, d'un copieux souper et d'un punch délicieux.

Deux jours après, un samedi, je me postai près de l'endroit où l'Armée du salut tient son assemblée. Quand ils eurent fini, je pris la parole et expliquai aux assistants les divertissements qu'on s'était offerts à la fête récente aux frais de ceux qui admiraient le luxe du dehors.

Le second samedi, je fus arrêté, mis au violon pour quelques heures, et « accusé d'avoir encombré le trottoir ».

Lundi, quand mon affaire fut appelée, je demandai au juge s'il avait l'ordre de m'empêcher de parler, car, en ce cas, je ne me laisserais pas faire. Le juge m'assura que non, me lut le passage prohibant les rassemblements dans la rue et me condamna à 6 doll. 25 d'amende. J'ai payé l'amende, en assurant que je continuerais de parler à la barbe des sergots.

A présent, quand l'Armée du salut a fini son service, j'entre dans le cercle, et j'engage ceux qui tiennent à écouter la parole d'un révolté, à me suivre à un endroit inoccupé. La foule vient avec moi. Je monte sur une boîte, et dare dare, je tape sur Dieu et l'Etat, l'armée, la religion, la politique, la grève générale, etc. Pour finir, j'engage l'auditoire à acheter des brochures anarchistes et je distribue des périodiques gratuitement à ceux qui en demandent.

C'est ainsi que j'émets mes opinions en demandant toujours la contradiction. La police ne me dérange plus. Détail à noter : tant qu'on ne savait pas qu'il y avait un anarchiste en ville, les quotidiens faisaient grand flafla à l'arrivée des princes de passage. A présent, ils font silence pendant leur séjour et ne donnent de leurs nouvelles qu'après leur départ. A. KLEMENCIC.

Italie.

Les journaux bourgeois annoncent le transfert de Bresci à l'île Ventotene où l'Italie possède un bagne important. Le séjour à Portoferraio de Bresci a, paraît-il, paru trop doux au jeune successeur d'Umberto et c'est sur son ordre qu'il a été changé de prison. Bresci, paraît-il, avait été enfermé dans une sorte de cage, à fond de cale, sous la surveillance permanente de six carabiniers.

Couché sur un tas d'étoupes, les pieds et les mains enchaînés, le malheureux a été en proie, durant tout le voyage, à d'horribles souffrances provoquées par le mal de mer.

Les officiers du bord le visitèrent souvent, prenant un malin plaisir à le faire causer. L'un d'eux lui ayant demandé ce qu'il pensait de sa situation, Bresci répondit :

— Certes, elle n'est pas des plus commodes, mais je n'aurai pas longtemps à souffrir. La Révolution saura me rendre la liberté.

Mais ce fut en vain qu'on l'interrogea sur les motifs qui l'avaient poussé à frapper le roi Humbert. Bresci resta muet.

Le débarquement a eu lieu avec un grand déploiement de forces policières et soldatesques. Bresci est à présent à l'île Ventotene. La situation n'est pas brillante en Italie, peut-être en sortira-t-il plus tôt que ne le souhaite Victor-Emmanuel III, successeur de son père.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

VALRÉAS. — Voici les signatures qui accompagnaient la protestation que nous publions d'autre part :

Léo Cherfils, P. Butillon, Monié Paul, Rivier fils, Roustan, Joseph Mallet, Léon Crazur, A. Piellat, Bernard Mewes, E. Weiss, Gilles, Ponthier, Liotard Germain, Girard Joseph, A. Maurin, D. Hauw, L. Benoît, Gilles Adrien, E. Jeambart, Membl..., Léon Bertrand, Louis Bastino, Félix Gala..., Fasqueou, Maurel Joseph, A. Veyrier, Syndicat des ouvriers de l'ameublement de Valréas, en grève, et par ordre : le président : Fuzan ; le secrétaire : A. Sabatery ; le trésorier : J. Bernard ; Calieras Louis, Vautour François, Bernard Louis, Raynaud, Tarjon Victor, Mary Paul, Bomp..., Coq Célestin, Filanchier Frédéric, Vendran Gabriel, Sabatery André, Deville (coiffeur), Tarjon Louis (maçon), Lantheaume, Paul Blache, Comte Jules, Peloux Auguste, Auguste Jabert, Maurin Alphonse, C. Maurin, Sermant Joseph, Groupe socialiste de Valréas, Louis L'homme, Fernand Arnoux, J. Nerson, Victor Guille, F. A. Moub..., Flouret Gabriel, J. Ventran, Roux Amédée, Mathieu Joseph, V. Basset, Estève Léo, Burle, Pic Ange, Gagier, Cotte Cyprien, Louis Gamoty, Gourgeon Augustin, E. Roubé, Cotte Gaston, Grangeon

Gabriel, Sabatery André (maçon), Faure Auguste, Clavel Charles.

La protestation reste ouverte. Le camarade Cherfils centralise celles de la région et, pendant le mois de mai, se tient à la disposition des groupes et camarades qui voudraient s'entendre avec lui et se grouper pour organiser des réunions et des meetings de protestation.

Adresser lettres et protestations : Léo Cherfils, à Valréas (Vaucluse).

Les camarades qui nous font des règlements (abonnements, brochures, livres, etc.) sont priés de nous envoyer un mandat au nom de « l'administrateur des *Temps Nouveaux* », lorsque la somme dépasse deux francs. En timbres seulement pour des sommes moindres.

Groupe *Les Trimardeurs*, 3, rue Fondary, réunion samedi 27, à 8 h. 1/2.

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIII[e] arrondissement), 41, rue de la Chapelle.

Samedi 27. — Soirée musicale et littéraire. *George Dandin* (de Molière) ; violon et chant.

Lundi 29. — Maxime Leroy : Le Droit Pénal : III.

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — Bibliothèque Ouvrière, 107, rue du Vivier, réunion samedi 27, à 8 heures; causerie par un camarade.

Dimanche 28, excursion à la campagne. Causerie, chants et poésie. Rendez-vous allée du Château, à Montfermeil, près du Raincy. Les camarades apporteront leur déjeuner.

Angers. — Notre camarade Liard-Courtois donnera deux conférences sur : La vie au bagne, les samedi 27 et dimanche 28.

Belgique. — *Mouscron*. — Dimanche 28 avril, à 2 heures de l'après-midi, au café des *Temps Nouveaux*, 198, chaussée du Risquons-tout, causerie-conférence par le camarade Léopard. Sujet : La politique.

Un groupe de camarades russes nous communique la traduction du manifeste ci-après :

A nos camarades en Russie !

Nous qui, par suite de différentes circonstances, nous trouvons en ce moment à l'étranger — nous sommes dans l'impossibilité de participer directement à votre grande, à votre glorieuse lutte; mais, quoique jetés loin de notre pays, nous nous croyons cependant le droit de dire notre pensée sur les événements qui se passent actuellement en Russie — ces événements qui, tout en nous torturant le cœur par leurs horreurs, nous font espérer en même temps un avenir prochain meilleur et nous font haïr encore davantage l'arbitraire et le despotisme qui, depuis tant de siècles, pèse comme un cauchemar sur les 130 millions d'hommes de la population russe.

Chers camarades ! Le mouvement actuel est incontestablement le précurseur d'un nouveau courant dans la vie de la Russie. Vous avez suivi la voie qui vous a été léguée par l'histoire — la voie de la Révolution. C'est le seul chemin par lequel les combattants arrivent toujours droit au but. Ce qui caractérise le mouvement actuel, c'est la large et profonde clairvoyance dont ont fait preuve les éléments révolutionnaires de la société russe. Par sa conduite héroïque, la jeunesse des écoles a montré qu'elle était digne d'une vie de citoyens libres. Elle a compris que la liberté *ne se laissait pas fractionner*; c'est pourquoi elle ne se borne plus à revendiquer la liberté académique seule. La liberté *académique* est impossible dans un milieu d'esclavage général ; elle est impossible et irréalisable tant que *le tsarisme, cette incarnation du plus ignoble des arbitraires, règne en Russie*. Pour arriver à la liberté économique, il faut donc, tout d'abord, faire ce que fait en ce moment la jeunesse des écoles, c'est-à-dire lutter contre cet arbitraire ; ce n'est qu'avec sa disparition que la liberté académique, comme la liberté en général, deviendra possible. Tel est le sens de ces cris « A bas le tsar ! » dont résonnaient récemment les murs de l'ancienne capitale moscovite et les bords de granit de la Néva.

En se joignant aux étudiants, les ouvriers de leur côté ont montré qu'ils avaient pleinement conscience de leur situation et qu'ils comprenaient bien, en même temps, le sens des événements actuels. En effet, une amélioration dans l'existence matérielle, *même la liberté économique complète*, ne suffit pas, comme ne suffit pas, d'autre part, la liberté politique à côté des conditions économiques anormales. *Seule la synthèse de ces deux libertés — la liberté économique et la liberté politique — peut assurer à la vie de l'humanité une marche régulière dans la voie du progrès*. En marchant côte à côte avec les étudiants, les ouvriers ont montré qu'ils étaient bien pénétrés de cette vérité philosophique et historique. Et ceci est pour nous une garantie de ce que le moment de la libération de la Russie n'est pas aussi éloigné que le croit notre gouvernement...

Recevez donc, chers camarades, notre sincère, notre ardent salut. Nous le savons, la lutte que vous menez en ce moment n'est pas facile, et notre cœur saigne quand nous songeons à tant de jeunes et nobles existences perdues. Mais nous savons également que tout progrès comporte, malheureusement, des victimes; ces victimes, c'est le pont qui unit le passé ayant déjà fait son temps à l'avenir, grand et joyeux; c'est la route que depuis des milliers d'années l'humanité suit dans sa marche en avant.

On nous dit : « Ce sont là des victimes inutiles, un gaspillage vain de forces précieuses; il vaut mieux suivre un chemin lent et pacifique, sans pertes et sans souffrances ! » C'est l'histoire qui se charge de répondre pour nous : elle enseigne que *jamais on n'a rien obtenu par des moyens pacifiques*, jamais aucune classe n'a abandonné volontairement ses privilèges. Toujours et partout, *les révolutions avec toutes leurs conséquences devenaient une nécessité fatale*. Est-ce que d'ailleurs, dans l'état social actuel, les victimes ne se comptent pas tous les jours par centaines et par milliers ? Est-ce qu'elles ne périssent pas dans la lutte trop dure contre les conditions de la vie actuelle, contre le froid et la faim ; est-ce qu'elles ne meurent pas empoisonnées dans les usines capitalistes ou tuées dans les explosions de mines ? Est-ce que des centaines et des milliers de personnes ne périssent pas, rien que pour une action toute pacifique, *rien que pour leurs idées*, dans les prisons, dans les sous-sols de Schlusselbourg ou les oubliettes des « Croix » (1) ? Qu'on ne vienne donc pas nous parler des victimes de la révolution : ces victimes, au moins, n'auront pas été inutiles !

En avant donc, camarades ! Notre tâche est lourde, mais elle vaut la peine d'être accomplie. Et espérons que sous la poussée des jeunes forces révolutionnaires, le despotisme asiatique finira par céder et que, sonnera enfin, pour notre peuple qui a tant souffert, l'heure sublime de la liberté.

Vive la grande Révolution sociale !

Un groupe d'anarchistes russes à l'étranger.

(1) Nom d'une certaine catégorie de prisons russes.

NOTRE TOMBOLA

(*Suite*)

36. Une bouteille de champagne, don d'un camarade.
37. Un tableau de Cross.
38. Un calendrier brodé, offert par Mme B.
38. Un porte-bouquet porcelaine.
40. Un dessin d'Hoffmann.
41. Deux médaillons offerts par un camarade.
42. Un tableau de G. Manzana, offert par l'auteur.

AVIS

Il nous reste encore quelques exemplaires des *Feuilles* de d'Axa, 2 francs le volume au lieu de 5 fr. — 2 fr. 60, colis postal en gare, ou 2 fr. 85 par la poste.

∴

Les suppléments contenant les rapports au Congrès interdit, réunis sous une couverture illustrée par C. Dissy, 0 fr. 50 dans nos bureaux, 0 fr. 85 franco.

∴

La Bibliothèque des *Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles, vient de publier le numéro 23 de sa série : *Un procès en Russie*, tiré du roman *Résurrection*, de Tolstoï.

Le Mariage libre, par Jacques Mesnil.

Nous pouvons l'envoyer franco, 0 fr. 35 — prise dans nos bureaux, 0 fr. 25.

Les camarades nous prient d'annoncer aussi qu'ils peuvent laisser la *Bibliographie* de Nettlau pour 3 fr. 10 franco. — 2 fr. 50 prise dans nos bureaux.

VIENT DE PARAITRE

Les Aventures de Nono, de J. Grave, 1 vol. illustré par Charpentier, Luce, Heidbrinck, Rysselberghe, L. Pissarro, Lefèvre, Hermann-Paul et Mab, 2 fr. 75 franco.

∴

Le 8[e] fascicule des chansons éditées par P. Delesalle, qui contient *La Marianne* (La Diane), avec musique; *Fraternité*, par S. Faure; *Pendeurs et pendus*, de O. Souêtre.

∴

Anarchie, par André Girard. Cette petite brochure de vulgarisation sera expédiée aux camarades à raison de 3 francs le cent; pris au bureau du journal, 2 fr. 50. Couverture illustrée par V. Möller : les 10 exemplaires, 0 fr. 35.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Travail, par Emile Zola; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, Bibliothèque Charpentier, 11, rue de Grenelle.

De chez Stoc , 27, rue de Richelieu : *Carlo Lano*, par R. Reepmaker; 1 vol. (roman), 3 fr. 50. — *Une bataille pour l'idée*, par Julien Cordier ; 1 vol., 3 fr. 50.

La Planète, poème par Henri Vandeputte ; 1 vol., 4 fr., chez Mme veuve Larcher, éditeur à Bruxelles.

Le Rêve de l'ouvrier, brochure par Pierre Berret, chez l'auteur, 8, rue Lainerie, Lyon.

A lire :

Dans la *Bataille* de Namur, n° 16, le compte rendu du Congrès de Bruxelles par Jean de l'Ourthe.

A voir :

Voyages officiels, dessin d'Hermann-Paul; *Cri de Paris*, 21 avril.

Le Pouvoir civil, dessin d'Hermann-Paul, dans l'*Assiette au beurre*, n° 3 du 18 avril.

PETITE CORRESPONDANCE

Merc., à Trélazé. — Envoyez-nous votre adresse de suite.

L., à Paris. — L'éditeur n'a pas encore pu nous fournir *L'Agonie d'une société*.

B., à Rouen. — Même réponse.

F. — *L'Ecole de Yasnaia.* Nous en attendons toujours.

D., à Alais. — Comme vous pouvez vous en rendre compte, la place nous manque pour insérer des comptes rendus de réunion. Nous insérons le plus court.

F. B., à Berne. — *Le Réveil*, 6, rue des Savoises, Genève.

Reçu pour les détenus : Ech., 1 fr. — M., 0 fr. 50. — Liste 47 : Chevalier, 1 fr. — Chauveteau, 0 fr. 50. — Cornet, 0 fr. 50. — Vallier, 0 fr. 50. — Dandry, 0 fr. 50. — Girard, 0 fr. 50. — Counet, 0 fr. 50. — Renaud, 1 fr. — A. Henri, 0 fr. 50. — Gobeaux, 0 fr. 50. — Briet, 1 fr. — Latapie, 1 fr. — Galentus, 0 fr. 50. — Braun, 0 fr. 50. — Total : 10 fr. — Collecte faite à l'issue d'une conférence de Courtois à Brest, 4 fr. 30. — F. B., 1 fr. 50. — Total : 17 fr. 30. — Liste précédente : 666 fr. 05. — Total à ce jour : 683 fr. 35.

Reçu pour les camarades de Chalon : Collecte après une chanson au café de la Renaissance à Lezat-sur-Lèze, 4 fr. 50. — Collecte faite à Amiens à l'issue d'une conférence de Séraphine Pajaud, 25 fr. — D'une collecte à la Villa Bretonneux, 7 fr. 50.

Envoyé en deux fois au camarade Gros de Chalon : 60 fr. — Reste à envoyer : 32 fr.

Reçu pour le camarade Dodo : Eychenne, 1 fr.

Reçu pour le journal : N. M., par Malato, 3 fr. — G., 0 fr. 25. — Searc., 0 fr. 50. — F. B., 1 fr. 50. — Merci à tous.

D., à Marseille. — E., à Servian. — R., à Blazy. — D., à Saint-Quentin. — L. V., à Autun. — R., au Vésinet. — G., à Veynes. — V., à New-York. — R., à Alexandrie. — W., à Gorinchem. — S., à Modena. — S., à Paris. — F., à Dison. — D., à Armentières. — M., à Buenos-Aires. — B., à Rouen. — F., à Nouméa. — B., à Lyon. — B., à Genève. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.